

KARL MARX

ŒUVRES



LISTE DES TITRES

KARL MARX (1818-1883)

❖ŒUVRES

- LA QUESTION JUIVE 1844
- MISÈRE DE LA PHILOSOPHIE 1847
- LE MANIFESTE COMMUNISTE 1847
- CAPITAL ET TRAVAIL SALARIÉ 1849
- L'ALLEMAGNE EN 1848 1852
- LA TURQUIE EN 1853 1853
- CONTRIBUTION À LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE 1859
- SALAIRES, PRIX, PROFITS 1865
- LE CAPITAL (LIVRE I) 1867
- LA GUERRE CIVILE EN FRANCE 1871

❖LETTRES

- UNE CORRESPONDANCE ENTRE MARX ET PROUDHON 1846
- LETTRE DE MARX À P. ANNENKOV 1846

❖THÈSE DE DOCTORAT

- DIFFÉRENCE DE LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE CHEZ DÉMOCRITE ET ÉPICURE 1841

❖VOIR AUSSI

- COMMENTAIRE SUR LE MANIFESTE COMMUNISTE
- ARTICLES DIVERS

PAGINATION

Ce volume contient 826 589 mots et 2 079 pages.

01. Misère de la philosophie	156 pages
02. La Guerre civile en France	44 pages
03. Le Capital (Livre I)	776 pages
04. Salaires, prix, profits	55 pages
05. L'Allemagne en 1848	225 pages
06. Le Manifeste communiste	184 pages
07. La question juive	31 pages
08. Capital et travail salarié	38 pages
09. La Turquie en 1853	21 pages
10. Contribution à la critique de l'économie politique	198 pages
11. Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Épicure	288 pages
12. Une Correspondance entre Marx et Proudhon	8 pages
13. Lettre de Marx à P. Annenkoy	14 pages
14. Articles divers	30 pages

SOURCES

— Wikisource : *Le Capital* (marxists.org [Google Livres / Université d'Oxford uk, **5+10 images**]), *Contribution à la critique de l'Economie politique* (Gallica / BnF [Bibliothèque nationale de France]), *Le manifeste communiste* (Gallica / BnF), *Salaires, prix, profits* (Gallica / BnF), *L'Allemagne en 1848* (Internet Archive / uOttawa [Université d'Ottawa]), *La guerre civile en France* (Internet Archive / uOttawa), *Correspondance entre Marx et Proudhon*, *Articles divers*, *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Épicure*. (Fichier) Ce texte est disponible selon les termes de la licence CC BY-SA 3.0 (creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0).

— Fac-similés : *Misère de la philosophie* (Internet Archive / UToronto [Université de Toronto] / Robarts), *La guerre civile en France* (Gallica / BnF), *La question juive* (Gallica / BnF), *Capital et travail salarié* (Gallica / BnF), *la Turquie en 1853* (Gallica / BnF)

MISÈRE DE LA PHILOSOPHIE

RÉPONSE À MISÈRE DE LA PHILOSOPHIE PAR M. PROUDHON
AVEC UNE PRÉFACE DE FRIEDRICH HENGELS

Texte écrit en français (non traduit)

Éléments bibliographiques :

Édition originale :

Paris, A. Frank, Bruxelles, C.G. Vogler, 1847

Sources de la présente édition :

V. Giard et E. Brière, 1896.

156 pages

TABLE

PRÉFACE

MISÈRE DE LA PHILOSOPHIE

AVANT-PROPOS

CHAPITRE PREMIER UNE DÉCOUVERTE SCIENTIFIQUE

§ 1er. — OPPOSITION DE LA VALEUR D'utilité ET DE LA VALEUR D'ÉCHANGE

§ II. — LA VALEUR CONSTITUÉE OU LA VALEUR SYNTHÉTIQUE.

§ III. APPLICATION DE LA LOI DES PROPORTIONNALITÉS DE VALEUR.

A) La monnaie.

B) L'excédant du travail.

CHAPITRE II LA MÉTAPHYSIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

§ 1er. LA MÉTHODE.

§ II. — LA DIVISION DU TRAVAIL ET LES MACHINES.

§ III. — LA CONCURRENCE ET LE MONOPOLE.

§ IV. — LA PROPRIÉTÉ OU LA RENTE.

§ V. — LES GRÈVES ET LES COALITIONS DES OUVRIERS.

APPENDICE I PROUDHON JUGÉ PAR KARL MARX

APPENDICE II JOHN GRAY ET SA THÉORIE DES BONS DE TRAVAIL

APPENDICE III DISCOURS SUR LA QUESTION DU LIBRE-ÉCHANGE

Titre suivant : LA GUERRE CIVILE EN FRANCE

PRÉFACE

Le présent écrit fut composé dans l'hiver 1846-1847, à une époque où Marx était arrivé à élucider les principes de sa nouvelle conception historique et économique^{1}. Le *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère* de Proudhon, qui venait de paraître, lui donna l'occasion de développer ses principes en les opposant aux idées de l'homme qui, dès lors, devait prendre une place prépondérante parmi les socialistes français de l'époque. Depuis le moment où tous deux à Paris avaient longuement discuté ensemble de questions économiques, souvent pendant des nuits entières, leur direction était allée s'écartant de plus en plus ; l'écrit de Proudhon montrait qu'il y avait déjà un abîme infranchissable entre eux ; faire le silence n'était pas possible ; Marx constata cette rupture irréparable dans cette réponse qu'il lui fit.

Le jugement d'ensemble de Marx sur Proudhon se trouve exprimé dans l'article qui est reproduit en appendice et qui a paru pour la première fois dans le *Sozialdemokrat* de Berlin, n^{os} 16, 17 et 18. Ce fut le seul article que Marx écrivit dans cette feuille. Les tentatives de M. von Schweitzer pour amener le journal dans les eaux gouvernementales et féodales s'étant presque immédiatement manifestées, cela nous contraignit de retirer publiquement notre collaboration au bout de peu de semaines.

Le présent ouvrage a pour l'Allemagne maintenant une importance que Marx n'a jamais prévue. Comment aurait-il pu savoir qu'en s'attaquant à Proudhon il frappait par là même l'idole des *Strebers* (arrivistes) d'aujourd'hui, Rodbertus, qu'il ne connaissait même pas de nom.

Ce n'est pas ici le lieu de s'étendre sur le rapport qu'il y a entre Marx et Rodbertus, j'aurai bientôt l'occasion de le faire. Il suffit de dire ici que quand Rodbertus accuse Marx de l'avoir « pillé » et « d'avoir dans son *Capital* fort bien tiré profit sans le citer » de son ouvrage : *Zur Erkenntniss*, etc., il se laisse entraîner à une calomnie qui n'est explicable que par la mauvaise humeur naturelle à un génie méconnu et sa remarquable ignorance des choses qui se produisent hors de Prusse, et notamment de la littérature économique et socialiste. Ces accusations, pas plus que l'ouvrage de Rodbertus que nous avons cité, ne sont jamais venus

sous les yeux de Marx ; il ne connaissait de Rodbertus que les trois « *Sozialen Briefe* » et celles-là mêmes en aucun cas avant 1858 ou 1859.

C'est avec plus de fondement que Rodbertus prétend dans ces lettres avoir découvert « la valeur constituée de Proudhon » bien avant Proudhon. Mais il se flatte encore à tort en croyant l'avoir le premier découverte. En tous cas, notre ouvrage le critique avec Proudhon, et cela me force à m'étendre un peu sur son « fondamental » opusculé : *Zur Erkenntniss unserer staatswirthschaftlichen Zustände*, 1842, du moins pour autant que celui-ci, en outre du communisme à la Weitling qu'il contient aussi, bien qu'inconsciemment, anticipe Proudhon.

En tant que le socialisme moderne, de quelque tendance d'ailleurs qu'il soit, procède de l'économie politique bourgeoise, il se rattache presque exclusivement à la théorie de la valeur de Ricardo. Les deux propositions que Ricardo en 1817 pose au début de ses *Principes* : 1° que la valeur de chaque marchandise est seulement et uniquement déterminée par la quantité de travail exigée pour sa production, et 2° que le produit de la totalité du travail social est partagé entre les trois classes des propriétaires fonciers (rente), des capitalistes (profit) et des travailleurs (salaire) ; ces deux propositions avaient déjà, dès 1821, en Angleterre, donné matière à des conclusions socialistes. Elles avaient été déduites avec tant de profondeur et de clarté que cette littérature, maintenant presque disparue et que Marx avait en grande partie découverte, ne put être dépassée jusqu'à l'apparition du *Capital*. Nous en reparlerons d'ailleurs une autre fois. Quand Rodbertus en 1842 tirait de son côté des conclusions socialistes des propositions citées plus haut, c'était alors pour un Allemand faire certes un pas important, mais ce n'était une découverte que pour l'Allemagne. Marx montre le peu de nouveauté d'une pareille application de la théorie de Ricardo à Proudhon, qui souffrait d'une pareille imagination.

« Quiconque est tant soit peu familiarisé avec le mouvement de l'économie politique en Angleterre, n'est pas sans savoir que presque tous les socialistes de ce pays ont, à différentes époques, proposé l'application *égalitaire* (c'est-à-dire socialiste) de la théorie ricardienne. Nous pourrions citer à M. Proudhon l'*Économie politique* de Hopkins, 1822 ; William Thompson, *An Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth most conducive to human Happiness*, 1827 ; T. R. Edmonds, *Practical, moral and political Economy*, 1828, etc., etc. ; et l'on pourrait ajouter encore quatre pages d'etc. Nous nous contenterons de laisser parler un communiste anglais : Bray, dans son ouvrage remarquable : *Labour's Wrongs and Labour's Remedy*, Leeds, 1839. » Et les seules citations de Bray suppriment, pour une bonne partie, la priorité que revendique

Rodbertus.

À cette époque Marx n'était pas encore entré dans la salle de lecture du « British Museum ». Outre les bibliothèques de Paris et de Bruxelles, outre mes livres et mes extraits, qu'il lut pendant un voyage de six semaines que nous avons fait ensemble en Angleterre dans l'été de 1845, il n'avait parcouru que les livres que l'on pouvait se procurer à Manchester. La littérature dont nous parlons n'était donc nullement aussi inaccessible à ce moment qu'elle peut l'être actuellement. Si malgré cela elle est restée inconnue à Rodbertus, cela est dû exclusivement à ce qu'il était un Prussien borné. Il est le fondateur véritable du socialisme spécifiquement prussien et il est enfin reconnu comme tel.

Cependant, même dans sa Prusse bien-aimée, Rodbertus ne devait pas rester à l'abri. En 1859 parut à Berlin, le premier livre de la *Critique de l'Économie politique*, de Marx. On y relève, parmi les objections élevées par les économistes contre Ricardo, comme deuxième objection p. 40 : « Si la valeur d'échange d'un produit est égale au temps de travail qui y est contenu, la valeur d'échange d'une journée de travail est égale à son produit. Ou bien encore, le salaire doit être égal au produit du travail. Or, c'est le contraire qui est vrai. » En note : « Cette objection élevée contre Ricardo du côté des économistes a été relevée plus tard par les socialistes. L'exactitude théorique de la formule étant supposée, la pratique fut accusée de contradiction avec la théorie, et la société bourgeoise fut invitée à tirer pratiquement la conséquence impliquée dans le principe théorique. Des socialistes anglais ont, au moins en ce sens, tourné la formule de la valeur d'échange de Ricardo contre l'économie politique. » On renvoie dans cette note à la *Misère de la philosophie* de Marx, qui alors était encore partout en librairie.

Il était donc assez facile à Rodbertus de se convaincre lui-même de la nouveauté réelle de ses découvertes de 1842. Au lieu de cela, il ne cesse de les proclamer et les croit tellement incomparables qu'il ne lui vient pas une seule fois à l'esprit que Marx ait pu tirer tout seul ses conclusions de Ricardo tout aussi bien que Rodbertus lui-même. Cela est impossible. Marx l'a « pillé » — lui à qui le même Marx offrait toute facilité de se convaincre que bien longtemps avant eux ces conclusions, au moins sous la forme grossière qu'elles ont encore chez Rodbertus, avaient été déjà exprimées en Angleterre.

L'application socialiste la plus simple de la théorie de Ricardo est celle que nous avons donnée plus haut. En bien des cas, elle a conduit à des aperçus sur l'origine et la nature de la plus-value qui dépassent de beaucoup Ricardo. Il en est également ainsi chez Rodbertus. Outre que

dans cet ordre d'idées, il ne présente jamais quelque chose qui n'ait déjà été au moins aussi bien dit avant lui, son exposition a encore les mêmes défauts que celle de ses prédécesseurs : il accepte les catégories économiques de travail, capital, valeur, dans la forme crue où les lui ont transmises les économistes, sous la forme qui s'attache à leur apparence, sans en rechercher le contenu. Il s'interdit ainsi non seulement tout moyen de se développer plus complètement — contrairement à Marx qui, pour la première fois, a fait quelque chose de ces propositions souvent reproduites depuis 64 ans — mais il prend le chemin qui mène droit à l'Utopie, comme on le montrera.

L'application précédente de la théorie de Ricardo, qui montre aux travailleurs que la totalité de la production sociale, qui est leur produit, leur appartient parce qu'ils sont les seuls producteurs réels, conduit droit au communisme. Mais elle est aussi, comme Marx le fait entendre, formellement fausse économiquement parlant, parce qu'elle est simplement une application de la morale à l'économie. D'après les lois de l'économie bourgeoise, la plus grande partie du produit n'appartient pas aux travailleurs qui l'ont créé. Si nous disons alors : c'est injuste, ce ne doit pas être : cela n'a rien à voir avec l'économie. Nous disons seulement que ce fait économique est en contradiction avec notre sentiment moral. C'est pourquoi Marx n'a jamais fondé là-dessus ses revendications communistes, mais bien sur la ruine nécessaire, qui se consomme sous nos yeux tous les jours et de plus en plus, du mode de production capitaliste. Il se contente de dire que la plus-value se compose de travail non payé : c'est un fait pur et simple. Mais ce qui peut être formellement faux du point de vue économique, peut être encore exact du point de vue de l'histoire universelle. Si le sentiment moral de la masse regarde un fait économique, autrefois l'esclavage ou le servage, comme injuste, cela prouve que ce fait lui-même est une survivance ; que d'autres faits économiques se sont produits grâce auxquels le premier est devenu insupportable, insoutenable. Derrière l'inexactitude économique formelle peut donc se cacher un contenu économique très réel. Il serait ici déplacé de s'étendre davantage sur l'importance et l'histoire de la théorie de la plus-value.

On peut encore tirer d'autres conséquences de la théorie de la valeur de Ricardo et on l'a fait. La valeur des marchandises est déterminée par le travail exigé par leur production. Or, il se trouve que dans ce méchant monde les marchandises sont achetées tantôt au-dessus, tantôt au-dessous de leur valeur et sans qu'il y ait là simplement rapport avec les variations de la concurrence. De même que le taux de profit a une forte tendance à se maintenir au même niveau pour tous les capitalistes, les prix des

marchandises tendent aussi à se réduire à la valeur de travail par l'intermédiaire de l'offre et de la demande. Mais le taux de profit se calcule d'après le capital total employé dans une exploitation industrielle ; or, comme dans deux branches d'industrie différentes, la production annuelle peut incorporer des masses de travail égales, c'est-à-dire présenter des valeurs égales, et que, si le salaire peut être également élevé dans ces deux branches, les capitaux avancés peuvent être et le sont souvent doubles ou triples dans l'une ou dans l'autre branche, la loi de la valeur de Ricardo, comme Ricardo lui-même l'a déjà découvert, est en contradiction avec la loi d'égalité du taux de profit. Si les produits des deux branches d'industrie sont vendus à leurs valeurs, les taux de profit ne peuvent pas être égaux ; mais si les taux de profit sont égaux, les produits des deux branches d'industrie ne sont pas vendus à leurs valeurs partout et toujours. Nous avons donc ici une contradiction, une antinomie entre deux lois économiques. La solution pratique s'opère d'après Ricardo (chap. I^{er}, section 4 et 5) régulièrement en faveur du taux de profit au dépens de la valeur.

Mais la détermination de la valeur de Ricardo, malgré ses caractères néfastes, a un côté qui la rend chère à nos braves bourgeois. C'est le côté par où elle fait appel avec une force irrésistible à leur sentiment de justice. Justice et égalité des droits, voilà les piliers sur lesquels le bourgeois du XVIII^e et du XIX^e siècle voudrait élever son édifice social sur les ruines des injustices, des inégalités et des privilèges féodaux. La détermination de la valeur des marchandises par le travail et de l'échange libre qui se produit d'après cette mesure de valeur entre des possesseurs égaux en droits, tels sont, comme Marx l'a déjà montré, les fondements réels sur lesquels toute l'idéologie politique, juridique et philosophique de la bourgeoisie moderne s'est édifiée. Dès que l'on sait que le travail est la mesure des marchandises, les bons sentiments du brave bourgeois doivent se sentir profondément blessés par la méchanceté d'un monde qui reconnaît bien nominalement ce principe de justice, mais qui, réellement, à chaque instant, sans se gêner, paraît le mettre de côté. Surtout le petit bourgeois, dont le travail honnête — alors même que ce n'est que celui de ses ouvriers ou de ses apprentis — perd tous les jours de plus en plus de sa valeur par l'effet de la concurrence de la grande production et des machines, surtout le petit producteur doit désirer ardemment une société où l'échange des produits d'après leur valeur de travail soit une réalité entière et sans exception ; en d'autres termes, il doit désirer ardemment une société où règne exclusivement et pleinement une loi unique de production des marchandises, mais où soient supprimées les conditions qui

seules rendent cette loi effective, c'est-à-dire les autres lois de la production des marchandises et mieux de la production capitaliste.

Cette utopie a jeté des racines très profondes dans la pensée du petit bourgeois moderne — réel ou idéal. Ce qui le démontre, c'est qu'elle a déjà été, en 1831, systématiquement développée par John Gray, qu'à cette époque elle a été essayée pratiquement et répandue théoriquement en Angleterre, proclamée comme la vérité la plus récente en 1842 par Rodbertus en Allemagne, en 1846 par Proudhon en France, publiée encore en 1871 par Rodbertus comme solution de la question sociale et pour ainsi dire son testament social ; et, en 1884, elle récolte l'adhésion de la séquelle qui s'efforce, sous le nom de Rodbertus, d'exploiter le socialisme d'État prussien.

La critique de cette utopie a été faite si complètement par Marx, aussi bien contre Proudhon que contre Gray (Cf. l'appendice n° 2 de cet ouvrage), que je puis ici me borner à quelques remarques sur la forme spéciale que Rodbertus a adoptée pour la fonder et l'exprimer.

Comme nous l'avons dit : Rodbertus accepte les concepts économiques traditionnels sous la forme exacte où ils lui ont été transmis par les économistes. Il ne fait pas la plus légère tentative pour les vérifier. La valeur est pour lui « l'évaluation quantitative d'une chose relativement aux autres, cette évaluation étant prise pour mesure ». Cette définition peu rigoureuse, pour le moins, nous donne au plus une idée de ce que la valeur paraît à peu près être, mais ne dit absolument pas ce qu'elle est. Mais comme c'est tout ce que Rodbertus sait nous dire sur la valeur, il est compréhensible qu'il cherche une mesure de la valeur hors de la valeur. Après avoir tourné au hasard, sans ordre, la valeur d'usage et la valeur d'échange sous une centaine de faces, avec cette puissance d'abstraction qu'admire infiniment M. Adolphe Wagner, il arrive à ce résultat qu'il n'y a pas de mesure réelle de la valeur et qu'il faut se contenter d'une mesure surérogatoire. Le travail pourrait être celle-ci, mais seulement dans le cas d'un échange entre produits d'égales quantités de travail ; que le cas soit d'ailleurs « tel en lui même, ou qu'on ait pris des dispositions » qui l'assurent. Valeur et travail restent ainsi sans le moindre rapport réel, bien que tout le premier chapitre soit employé à nous expliquer comment et pourquoi les marchandises « coûtent du travail » et rien que du travail.

Le travail est encore une fois pris sous la forme où on le rencontre chez les économistes. Et pas même cela. Car bien qu'on dise deux mots sur les différences d'intensité du travail, le travail est très généralement représenté comme quelque chose qui « coûte », c'est-à-dire qui est mesure de valeur, qu'il soit d'ailleurs dépensé ou non dans la moyenne des conditions

normales de la société. Que les producteurs emploient dix jours à la fabrication de produits qui peuvent être fabriqués en un jour, ou qu'ils n'en emploient qu'un ; qu'ils emploient le meilleur ou le plus mauvais des outillages ; qu'ils appliquent leur temps de travail à la fabrication d'articles socialement nécessaires ou dans la quantité socialement exigée, qu'ils établissent des articles que l'on ne demande pas du tout, ou des articles demandés plus ou moins qu'il n'est besoin — de tout cela il n'est pas question : le travail est le travail, le produit d'un travail égal doit être échangé contre un produit de travail égal. Rodbertus qui dans tout autre cas est toujours prêt, que cela soit à propos ou non, à se placer au point de vue national, et à considérer les rapports des producteurs isolés du haut de l'observatoire de la société générale, évite ici craintivement tout cela. Simplement parce que dès, la première ligne de son livre, il va droit à l'utopie du bon de travail et que toute analyse du travail comme producteur de valeur devait parsemer sa route d'écueils infranchissables. Son instinct était ici considérablement plus fort que sa puissance d'abstraction, qu'on ne peut découvrir chez Rodbertus, soit dit en passant, qu'au moyen de la plus concrète pauvreté d'idées.

Le passage à l'utopie est exécuté en un tour de main. Les « dispositions » qui fixent l'échange des marchandises d'après la valeur de travail comme suivant une règle absolue ne font pas de difficulté. Tous les autres utopistes de cette tendance, de Gray jusqu'à Proudhon, se tourmentent pour élaborer des mesures sociales qui doivent réaliser ce but. Ils cherchent au moins à résoudre la question économique par des voies économiques grâce à l'action du possesseur de marchandises qui les échange. Pour Rodbertus c'est bien plus simple. En bon Prussien, il en appelle à l'État. Un décret du pouvoir public ordonne la réforme.

La valeur est ainsi donc heureusement « constituée », mais non la priorité de cette constitution que réclamait Rodbertus. Au contraire, Gray ainsi que Bray — entre beaucoup d'autres — longtemps et souvent avant Rodbertus, ont répété à satiété la même pensée : ils souhaitent pieusement les mesures grâce auxquelles les produits s'échangeraient, malgré tous les obstacles, toujours et seulement à leur valeur de travail.

Après que l'État a ainsi constitué la valeur — au moins d'une partie des produits, car Rodbertus est modeste — il émet son bon de travail, en fait des avances aux capitalistes industriels avec lesquelles il payent les ouvriers ; les ouvriers achètent alors les produits avec les bons de travail qu'ils ont reçus et permettent ainsi le retour du papier-monnaie à son point de départ. C'est de Rodbertus lui-même qu'il faut apprendre comme cela se développe admirablement.

« Pour ce qui est de cette seconde condition on atteindra la disposition qui exige que la valeur attestée sur le billet soit réellement en circulation en ne donnant qu'à celui qui livre vraiment un produit un billet sur lequel sera marquée exactement la quantité de travail nécessaire par la fabrication du produit. Celui qui livre un produit de 2 journées de travail reçoit un billet où sera marqué « 2 journées ». La seconde condition sera nécessairement remplie par l'observation exacte de cette règle dans l'émission. D'après notre hypothèse, la valeur véritable des biens coïncide avec la quantité de travail qu'a coûtée leur fabrication, et cette quantité de travail a pour mesure la division du temps reçue ; celui qui livre un produit auquel 2 jours de travail ont été consacrés, s'il obtient qu'il lui soit certifié 2 journées de travail, n'a donc obtenu qu'il lui soit assigné ou certifié ni plus ni moins de valeur qu'il en a livré en fait, — et de plus, comme celui-là seul obtient une pareille attestation qui a mis réellement un produit en circulation, il est également certain que la valeur inscrite sur le billet est capable de payer la société. Que l'on élargisse autant qu'on le veut la sphère de la division du travail, si la règle est bien suivie, la *somme de valeur disponible* doit être exactement égale à la *somme de valeur certifiée* : et comme la somme de valeur certifiée est exactement la somme de valeur assignée, celle-ci doit nécessairement *se résoudre à la valeur disponible, toutes les exigences sont satisfaites et la liquidation est exacte.* » (pag. 166, 167).

Si Rodbertus a eu jusqu'à présent le malheur d'arriver trop tard avec ses découvertes, cette fois au moins il a le mérite d'une *espèce* d'originalité : aucun de ses rivaux n'avait osé donner à l'utopie insensée du bon de travail cette forme naïvement enfantine, je dirais même véritablement poméranienne. Parce que pour chaque bon on livre un objet de valeur correspondant, qu'aucun objet de valeur n'est plus délivré que contre un bon correspondant, nécessairement la somme des bons est couverte par la somme des objets de valeur. Le calcul se fait sans le moindre reste, il est juste à une seconde de travail près, et il n'y a pas d'employé supérieur de la caisse de la dette publique qui, quoique blanchi sous sa fonction, puisse y reprendre la plus légère erreur. Que désirer de plus ?

Dans la société capitaliste actuelle, chaque capitaliste industriel produit de son propre chef ce qu'il veut, comme il veut, et autant qu'il veut. La quantité socialement exigée reste pour lui une grandeur inconnue et il ignore la qualité des objets demandés aussi bien que leur quantité. Ce qui aujourd'hui ne peut être livré assez rapidement, peut être offert demain bien au-delà de la demande. Pourtant la demande finit par être satisfaite comme on le peut, bien ou mal, et généralement la production se règle en

définitive sur les objets demandés. Comment s'effectue la conciliation de cette contradiction ? Par la concurrence. Et comment arrive-t-elle à cette solution ? Simplement en dépréciant au-dessous de leur valeur de travail les marchandises inutilisables pour leur qualité ou pour leur quantité dans l'état présent des demandes de la société, et en faisant sentir aux producteurs, de cette façon détournée, qu'ils ont en fabrique des articles absolument inutilisables ou qu'ils en ont fabriqué en quantité inutilisable, superflue. Il s'ensuit deux choses :

D'abord que les déviations continuelles des prix des marchandises par rapport aux valeurs des marchandises sont la condition nécessaire sans laquelle et par laquelle seule la valeur des marchandises peut exister. Ce n'est que par les fluctuations de la concurrence et, par suite, des prix des marchandises que la loi de la valeur se réalise dans la production des marchandises, et que la détermination de la valeur par le temps de travail socialement nécessaire devient une réalité. Que la forme de représentation de la valeur, que le prix ait, en règle générale, un tout autre aspect que la valeur qu'il manifeste, c'est une fortune qu'il partage avec la plupart des rapports sociaux. Le roi le plus souvent ressemble peu à la monarchie qu'il représente. Dans une société de producteurs de marchandises échangistes, vouloir déterminer la valeur par le temps de travail par cela que l'on interdit à la concurrence d'établir cette détermination de la valeur dans la seule forme par où elle puisse se faire, en influant sur les prix, c'est montrer qu'on s'est, au moins sur ce terrain, permis la méconnaissance utopique habituelle des lois économiques.

En second lieu, la concurrence, en réalisant la loi de valeur de la production des marchandises dans une société de producteurs échangistes, fonde par cela même et à de certaines conditions le seul ordre et la seule organisation possibles de la production sociale. Ce n'est que par la dépréciation ou la majoration des prix des produits que les producteurs de marchandises isolés apprennent à leurs dépens ce dont la société a besoin et de combien elle en a besoin. Mais c'est précisément ce seul régulateur que l'utopie partagée par Rodbertus veut supprimer. Et si nous demandons quelle garantie nous avons que l'on ne produit que la quantité nécessaire de chaque produit, que nous ne manquerons ni de blé ni de viande, pendant que le sucre de betterave surabondera et que nous regorgerons d'eau-de-vie de pommes de terre, que les culottes ne nous feront pas défaut pour couvrir notre nudité, pendant que les boutons de culottes se multiplieront par milliers, — Rodbertus triomphant nous montre alors son fameux compte dans lequel on a établi un certificat exact pour chaque livre de sucre superflue, pour chaque tonneau d'eau-de-vie non acheté, pour

chaque bouton de culotte inutilisable, compte qui est « juste », qui « satisfait toutes les exigences et où la liquidation est exacte ». Et qui ne le croit pas n'a qu'à s'adresser à M. X., l'employé supérieur de la caisse de la dette publique en Poméranie, qui a revu le calcul et l'a trouvé juste et que l'on peut considérer comme n'ayant jamais été capable d'une faute dans ses comptes de caisse.

Et maintenant voyons un peu la naïveté avec laquelle Rodbertus veut supprimer les crises industrielles et commerciales, au moyen de son utopie. Dès que la production des marchandises a pris les dimensions du marché mondial, c'est par un cataclysme de ce marché, par une crise commerciale, que s'établit l'équilibre entre les producteurs isolés produisant selon un calcul particulier, et le marché pour lequel ils produisent, dont ils ignorent plus ou moins la demande en qualité et en quantité. Si l'on interdit à la concurrence de faire connaître aux producteurs isolés l'état du marché par la hausse ou la baisse des prix, on les aveugle tout à fait. Diriger la production des marchandises de façon à ce que les producteurs ne puissent plus rien savoir de l'état du marché pour lequel ils produisent, — c'est soigner les crises d'une façon que le docteur Eisenbart pourrait envier à Rodbertus.

On comprend maintenant pourquoi Rodbertus détermine la valeur des marchandises par le travail, et tout au plus admet des degrés différents d'intensité de travail. S'il s'était demandé pourquoi et comment le travail crée de la valeur et, par suite, la détermine et la mesure, il serait arrivé au travail socialement nécessaire, nécessaire pour le produit isolé, aussi bien à l'égard des autres produits de même espèce, qu'à l'égard de la quantité totale socialement exigée. Il aurait rencontré la question : comment la production des producteurs isolés s'accommode à la demande sociale totale et toute son utopie devenait impossible. Cette fois, en fait, il a préféré abstraire : il a fait abstraction du problème à résoudre.

Nous en venons enfin au point où Rodbertus nous offre vraiment quelque chose de neuf ; point qui le distingue de tous ses nombreux camarades de l'organisation de l'échange par les bons de travail. Ils réclament tous ce mode d'échange, dans le but de détruire l'exploitation du travail salarié par le capital. Chaque producteur doit obtenir la valeur de travail totale de son produit. Ils sont unanimes là-dessus, de Gray jusqu'à Proudhon. Pas du tout, dit au contraire Rodbertus. Le travail salarié et son exploitation subsistent.

D'abord, il n'y a pas d'état social possible où le travailleur puisse recevoir pour sa consommation la valeur totale de son produit. Le fonds produit doit subvenir à une quantité de fonctions économiquement

improductives mais nécessaires ; il doit par suite entretenir les gens qu'elles concernent. Cela n'est vrai qu'autant que vaudra la division actuelle du travail. Dans une société où le travail productif général serait obligatoire, société qui est pourtant possible, l'observation tombe. Resterait encore la nécessité d'un fonds social de réserve et d'accumulation, et alors les *travailleurs*, c'est-à-dire *tous* resteraient en possession et en jouissance de leur produit total, mais chaque travailleur isolé ne jouirait pas du produit intégral de son travail. L'entretien de fonctions économiquement improductives par le produit du travail n'a pas été négligé par les autres utopistes du bon de travail. Mais ils laissent les ouvriers s'imposer eux-mêmes dans ce but, suivant en cela le mode démocratique coutumier, tandis que Rodbertus, dont toute la réforme en matière sociale de 1842 est taillée sur le patron de l'État prussien d'alors, remet tout au jugement de la bureaucratie qui détermine souverainement la part de l'ouvrier au produit de son propre travail et le lui abandonne gracieusement.

Puis la rente foncière et le profit doivent continuer à subsister. En effet, les propriétaires fonciers et les capitalistes industriels remplissent certaines fonctions, socialement utiles, ou même nécessaires, encore bien qu'économiquement improductives, et reçoivent en échange une sorte de traitement, rente et profit — ce qui est une conception nullement nouvelle, même en 1842. À vrai dire, ils reçoivent maintenant beaucoup trop pour le peu qu'ils font, et qu'ils font suffisamment mal ; mais Rodbertus a besoin d'une classe privilégiée, au moins pour les 500 ans à venir, aussi le taux de la plus-value, pour m'exprimer correctement, doit-il subsister, mais sans pouvoir être augmenté. Rodbertus accepte comme taux actuel de la plus-value 200 p. 100, cela veut dire que pour un travail journalier de 12 heures l'ouvrier n'obtiendra pas une inscription de 12 heures, mais de 4 heures seulement, et la valeur produite dans les 8 heures restantes devra être partagée entre propriétaire foncier et capitaliste. Les bons de travail de Rodbertus mentent donc absolument, mais il faut être propriétaire féodal de Poméranie pour se figurer qu'il y aurait une classe ouvrière à qui il conviendrait de travailler 12 heures pour obtenir un bon de travail de 4 heures. Si l'on traduit les jongleries de la production capitaliste en cette langue naïve, où elle apparaît comme vol manifeste, on la rend impossible. Chaque bon donné au travailleur serait une provocation directe à la rebellion et tomberait sous le coup du § 110 du code pénal de l'Empire allemand. Il ne faut jamais avoir vu un autre prolétariat que celui d'un bien féodal de Poméranie, prolétariat de journaliers, en fait presque en servage, où règnent le bâton et le fouet, et où toutes les jolies filles du village

appartiennent au harem de leur gracieux seigneur, pour se figurer pouvoir offrir de pareilles impertinences aux ouvriers. Mais nos conservateurs sont nos plus grands révolutionnaires.

Mais si les ouvriers ont assez de mansuétude pour se laisser raconter qu'ayant travaillé pendant 12 heures pleines d'un dur travail, ils n'ont travaillé en réalité que 4 heures, il leur sera garanti comme récompense que, dans toute l'éternité, leur part au produit de leur propre travail ne tombera pas au-dessous du tiers. En réalité, c'est jouer l'air de la société future sur une trompette d'enfant. Cela ne vaut pas la peine de perdre un mot de plus sur cette question. Par conséquent, tout ce que Rodbertus offre de nouveau dans l'utopie des bons de travail est enfantin et bien inférieur aux travaux de ses nombreux rivaux, qu'ils l'aient précédé ou suivi.

Pour l'époque où parut : *Zur Erkenntniss*, etc., de Rodbertus, c'était un livre certainement important. Poursuivre la théorie de Ricardo dans cette direction, était un commencement qui promettait. Si pour lui et pour l'Allemagne seuls c'était une nouveauté, son travail en somme arrive à la même hauteur que ceux des meilleurs de ses précurseurs anglais. Mais ce n'était qu'un commencement dont la théorie ne pouvait espérer un réel profit que par un travail ultérieur, fondamental, critique. Ce développement s'arrête pourtant là de lui-même, parce que, dès le début, on dirige le développement de Ricardo dans l'autre sens, dans le sens de l'utopie. C'est perdre, dès lors, la condition de toute critique — l'indépendance. Rodbertus travailla alors avec un but préconçu, il devint un économiste tendancieux. Une fois saisi par son utopie, il s'est interdit toute possibilité de progrès scientifique. À partir de 1842 jusqu'à sa mort, il tourne dans le même cercle, reproduit les mêmes idées, déjà exprimées ou indiquées dans ses précédents ouvrages, se trouve méconnu, se trouve pillé, alors qu'il n'y avait rien à piller, et se refuse enfin non sans intention à l'évidence qu'au fond il n'avait pourtant découvert que ce qui l'était déjà depuis longtemps.

Il est à peine nécessaire de faire remarquer que dans cet ouvrage la langue ne coïncide pas toujours avec celle du *Capital*. Il y est encore parlé du *travail* comme marchandise, d'achat et de vente de travail au lieu de force de travail.

Comme complément, on a ajouté à cette édition : 1° un passage de l'ouvrage de Marx, *Critique de l'économie politique*, Berlin, 1859, à propos de la première utopie de bons de travail de John Gray ; et 2° le discours de Marx, sur le *Libre échange*, qui a été prononcé en français à Bruxelles (1847), et qui appartient à la même période du développement

de l'auteur, que la « Misère ».

Londres, 23 octobre 1884.

FRIEDRICH ENGELS.

MISÈRE

DE

LA PHILOSOPHIE

AVANT-PROPOS

M. Proudhon a le malheur d'être singulièrement méconnu en Europe. En France, il a le droit d'être mauvais économiste, parce qu'il passe pour être bon philosophe allemand. En Allemagne, il a le droit d'être mauvais philosophe, parce qu'il passe pour être économiste français des plus forts. Nous, en notre qualité d'Allemand et d'économiste à la fois, nous avons voulu protester contre cette double erreur.

Le lecteur comprendra, que dans ce travail ingrat, il nous a fallu souvent abandonner la critique de M. Proudhon, pour faire celle de la philosophie allemande, et donner en même temps des aperçus sur l'économie politique.

KARL MARX.

Bruxelles, ce 15 juin 1847.

L'ouvrage de M. Proudhon n'est pas tout simplement un traité d'économie politique, un livre ordinaire, c'est une Bible : « Mystères, » « Secrets arrachés au sein de Dieu, » « Révélations, » rien n'y manque. Mais comme, de nos jours, les prophètes sont discutés plus consciencieusement que les auteurs profanes, il faut bien que le lecteur se résigne à passer avec nous par l'érudition aride et ténébreuse de la « Genèse », pour s'élever plus tard avec M. Proudhon dans les régions éthérées et fécondes du *supra-socialisme* (Voy. Proudhon, *Phil. de la Misère*, Prologue, p. III, ligne 20).

CHAPITRE PREMIER

UNE DÉCOUVERTE SCIENTIFIQUE

§ 1^{er}. — OPPOSITION DE LA VALEUR D'UTILITÉ ET DE LA VALEUR D'ÉCHANGE

« La capacité qu'ont tous les produits, soit naturels, soit industriels, de servir à la subsistance de l'homme, se nomme particulièrement *valeur d'utilité*, la capacité qu'ils ont de se donner l'un pour l'autre, *valeur en échange*... Comment la valeur d'utilité devient-elle valeur en échange ?... La génération de l'idée de la valeur (en échange) n'a pas été notée par les économistes avec assez de soin : il importe de nous y arrêter. Puis donc que parmi les objets dont j'ai besoin, un très grand nombre ne se trouve dans la nature qu'en une quantité médiocre, ou même ne se trouve pas du tout, je suis forcé d'aider à la production de ce qui me manque, et comme je ne puis mettre la main à tant de choses, je *proposerai* à d'autres hommes, mes collaborateurs dans des fonctions diverses, de me céder une partie de leurs produits en *échange* du mien (Proudhon, t. I^{er}, chap. II). »

M. Proudhon se propose de nous expliquer avant tout la double nature de la valeur, « *la distinction dans la valeur*, » le mouvement qui fait de la valeur d'utilité la valeur d'échange. Il importe de nous arrêter avec M. Proudhon à cet acte de transsubstantiation. Voici comment cet acte s'accomplit d'après notre auteur.

Un très grand nombre de produits ne se trouvent pas dans la nature, ils se trouvent au bout de l'industrie. Supposez que les besoins dépassent la production spontanée de la nature, l'homme est forcé de recourir à la production industrielle. Qu'est-ce que cette industrie, dans la supposition de M. Proudhon ? Quelle en est l'origine ? Un seul homme éprouvant le besoin d'un très grand nombre de choses « ne peut mettre la main à tant de choses. » Tant de besoins à satisfaire supposent tant de choses à produire — il n'y a pas de produits sans production ; — tant de choses à produire ne supposent déjà plus la main d'un seul homme aidant à les produire. Or, du moment que vous supposez plus d'une main aidant à la production, vous avez déjà supposé toute une production, basée sur la

division du travail. Ainsi le besoin, tel que M. Proudhon le suppose, suppose lui-même toute la division du travail. En supposant la division du travail, vous avez l'échange et conséquemment la valeur d'échange. Autant aurait valu supposer de prime abord la valeur d'échange.

Mais M. Proudhon a mieux aimé faire le tour. Suivons-le dans tous ses détours, pour revenir toujours à son point de départ.

Pour sortir de l'état de choses où chacun produit en solitaire, et pour arriver à l'échange, « je m'adresse, » dit M. Proudhon, « à mes collaborateurs dans des fonctions diverses. » Donc, moi, j'ai des collaborateurs, qui tous ont des fonctions diverses, sans que pour cela moi et tous les autres, toujours d'après la supposition de M. Proudhon, nous soyons sortis de la position solitaire et peu sociale des Robinson. Les collaborateurs et les fonctions diverses, la division du travail, et l'échange qu'elle indique, sont tout trouvés.

Résumons : j'ai des besoins fondés sur la division du travail et sur l'échange. En supposant ces besoins M. Proudhon se trouve avoir supposé l'échange, la valeur d'échange, dont il se propose précisément de « noter la génération avec plus de soin que les autres économistes. »

M. Proudhon aurait pu tout aussi bien intervertir l'ordre des choses, sans intervertir pour cela la justesse de ses conclusions. Pour expliquer la valeur en échange, il faut l'échange. Pour expliquer l'échange, il faut la division du travail. Pour expliquer la division du travail, il faut des besoins qui nécessitent la division du travail. Pour expliquer ces besoins, il faut les « *supposer*, » ce qui n'est pas les nier, contrairement au premier axiome du prologue de M. Proudhon : « Supposer Dieu c'est le nier » (Prologue, p. i).

Comment M. Proudhon, pour lequel la division du travail est supposée connue, s'y prend-il pour expliquer la valeur d'échange, qui pour lui est toujours l'inconnu ?

« Un homme » s'en va « *proposer* à d'autres hommes, ses collaborateurs dans des fonctions diverses, » d'établir l'échange et de faire une distinction entre la valeur usuelle et la valeur échangeable. En acceptant cette distinction proposée, les collaborateurs n'ont laissé à M. Proudhon d'autre « soin » que de prendre acte du fait, de marquer, « de noter » dans son traité d'économie politique « la génération de l'idée de la valeur. » Mais il nous doit toujours, à nous, d'expliquer « la génération » de cette proposition, de nous dire enfin comment ce seul homme, ce Robinson, a eu tout à coup l'idée de faire « à ses collaborateurs » une proposition du genre *connu*, et comment ces collaborateurs l'ont acceptée sans protestation aucune.

M. Proudhon n'entre pas dans ces détails généalogiques. Il donne

simplement au fait de l'échange une manière de cachet historique en le présentant sous la forme d'une motion, qu'un tiers aurait faite, tendant à établir l'échange.

Voilà un échantillon de « *la méthode historique et descriptive* » de M. Proudhon, qui professe un dédain superbe pour la « méthode historique et descriptive » des Adam Smith et des Ricardo.

L'échange a son histoire à lui. Il a passé par différentes phases.

Il fut un temps, comme au Moyen-Âge, où l'on n'échangeait que le superflu, l'excédant de la production sur la consommation.

Il fut encore un temps où non-seulement le superflu, mais tous les produits, toute l'existence industrielle était passée dans le commerce, où la production tout entière dépendait de l'échange. Comment expliquer cette deuxième phase de l'échange — la valeur vénale à sa deuxième puissance ?

M. Proudhon aurait une réponse toute prête : Mettez qu'un homme ait « *proposé* à d'autres hommes, ses collaborateurs dans des fonctions diverses, » d'élever la valeur vénale à sa deuxième puissance.

Vint enfin un temps où tout ce que les hommes avaient regardé comme inaliénable devint objet d'échange, de trafic et pouvait s'aliéner. C'est le temps où les choses mêmes qui jusqu'alors étaient communiquées, mais jamais échangées ; données, mais jamais vendues ; acquises, mais jamais achetées, — vertu, amour, opinion, science, conscience, etc., — où tout enfin passa dans le commerce. C'est le temps de la corruption générale, de la vénalité universelle, ou, pour parler en termes d'économie politique, le temps où toute chose, morale ou physique, étant devenue valeur vénale, est portée au marché pour être appréciée à sa plus juste valeur.

Comment expliquer encore cette nouvelle et dernière phase de l'échange — la valeur vénale à sa troisième puissance ?

M. Proudhon aurait une réponse toute prête : Mettez qu'une personne ait « *proposé* à d'autres personnes, ses collaborateurs dans des fonctions diverses, » de faire de la vertu, de l'amour, etc., une valeur vénale, d'élever la valeur d'échange à sa troisième et dernière puissance.

On le voit, « la méthode historique et descriptive » de M. Proudhon est bonne à tout, elle répond à tout, elle explique tout. S'agit-il surtout d'expliquer historiquement « la génération d'une idée économique, » il suppose un homme qui propose à d'autres hommes, ses collaborateurs dans des fonctions diverses, d'accomplir cet acte de génération, et tout est dit.

Désormais nous acceptons « la génération » de la valeur d'échange comme un acte accompli : il ne reste maintenant qu'à exposer le rapport de

la valeur d'échange à la valeur d'utilité. Écoutons M. Proudhon.

« Les économistes ont très bien fait ressortir le double caractère de la valeur ; mais ce qu'ils n'ont pas rendu avec la même netteté, c'est sa *nature contradictoire* ; ici commence notre critique... C'est peu d'avoir signalé dans la valeur utile et dans la valeur échangeable cet étonnant contraste, où les économistes sont accoutumés à ne voir rien que de très simple : il faut montrer que cette prétendue simplicité cache un mystère profond que notre devoir est de pénétrer... En termes techniques la valeur utile et la valeur échangeable sont en raison inverse l'une de l'autre. »

Si nous avons bien saisi la pensée de M. Proudhon, voici les quatre points qu'il se propose d'établir :

1° La valeur utile et la valeur échangeable forment « un contraste étonnant, » se font opposition.

2° La valeur utile et la valeur échangeable sont en raison inverse l'une de l'autre, en contradiction.

3° Les économistes n'ont ni vu ni connu l'opposition ni la contradiction.

4° La critique de M. Proudhon commence par la fin.

Nous aussi nous commencerons par la fin, et pour disculper les économistes des accusations de M. Proudhon, nous laisserons parler deux économistes assez importants.

Sismondi : « C'est l'opposition entre la valeur usuelle et la valeur échangeable à laquelle le commerce a réduit toute chose, etc. » (*Études*, tome II, page 162, édition de Bruxelles.)

Lauderdale : « En général, la richesse nationale (la valeur utile) diminue à proportion que les fortunes individuelles s'accroissent par l'augmentation de la valeur vénale ; et à mesure que celles-ci se réduisent par la diminution de cette valeur, la première augmente généralement. » (*Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique* ; traduit par Largentil de Lavaise. Paris, 1808.)

Sismondi a fondé sur l'*opposition* entre la valeur usuelle et la valeur échangeable, sa principale doctrine, d'après laquelle la diminution du revenu est proportionnelle à l'accroissement de la production.

Lauderdale a fondé son système sur la raison inverse des deux espèces de valeur, et sa doctrine était même tellement populaire du temps de *Ricardo*, que celui-ci pouvait en parler comme d'une chose généralement connue. « C'est en confondant les idées de la valeur vénale et des richesses (valeur utile) qu'on a prétendu qu'en diminuant la quantité des choses nécessaires, utiles ou agréables à la vie, on pouvait augmenter les richesses. » (*Ricardo, Principes d'économie politique*, traduits par Constancio, annotés par J.-B. Say. Paris, 1835 ; tome II, chapitre *Sur la*

valeur et les richesses.)

Nous venons de voir que les économistes, avant M. Proudhon, ont « signalé » le mystère profond d'opposition et de contradiction. Voyons maintenant comment M. Proudhon explique à son tour ce mystère après les économistes.

La valeur échangeable d'un produit baisse à mesure que l'offre va croissant, la demande restant la même ; en d'autres termes : plus un produit est abondant *relativement à la demande*, plus sa valeur échangeable ou son prix est bas. *Vice versa* : plus l'offre est faible relativement à la demande, plus la valeur échangeable ou le prix du produit offert hausse ; en d'autres termes : plus il y a rareté des produits offerts relativement à la demande, plus il y a cherté. La valeur d'échange d'un produit dépend de son abondance ou de sa rareté, mais toujours par rapport à la demande. Supposez un produit plus que rare, unique dans son genre, je le veux bien : ce produit unique sera plus qu'abondant, il sera superflu, s'il n'est pas demandé. En revanche, supposez un produit multiplié à millions, il sera toujours rare, s'il ne suffit pas à la demande, c'est-à-dire s'il est trop demandé.

Ce sont là de ces vérités, nous dirons presque banales, et qu'il a fallu cependant reproduire ici, pour faire comprendre les mystères de M. Proudhon.

« Tellement qu'en suivant le principe jusqu'aux dernières conséquences on arriverait à conclure, le plus logiquement du monde, que les choses dont l'usage est nécessaire et la quantité infinie, doivent être pour rien, et celles dont l'utilité est nulle et la rareté extrême, d'un prix inestimable. Pour comble d'embarras, la pratique n'admet point ces extrêmes : d'un côté, aucun produit humain ne saurait jamais atteindre l'infini en grandeur ; de l'autre, les choses les plus rares ont besoin à un degré quelconque d'être utiles, sans quoi elles ne seraient susceptibles d'aucune valeur. La valeur utile et la valeur échangeable restent donc fatalement enchaînées l'une à l'autre, bien que par leur nature elles tendent continuellement à s'exclure. » (Tome I^{er}, page 39.)

Qu'est-ce qui met le comble à l'embarras de M. Proudhon ? C'est qu'il a tout simplement oublié la *demande*, et qu'une chose ne saurait être rare ou abondante qu'autant qu'elle est demandée. Une fois la demande mise de côté, il assimile la valeur échangeable à la *rareté* et la valeur utile à l'*abondance*. Effectivement, en disant que les choses « dont l'*utilité* est nulle et la *rareté extrême* sont d'un *prix inestimable*, » il dit tout simplement que la valeur en échange n'est que la rareté. « Rareté extrême et utilité nulle », c'est la rareté pure. « Prix inestimable, » c'est le

maximum de la valeur échangeable, c'est la valeur échangeable toute pure. Ces deux termes, il les met en équation. Donc, valeur échangeable et rareté sont des termes équivalents. En arrivant à ces prétendues « conséquences extrêmes, » M. Proudhon se trouve en effet avoir poussé à l'extrême, non pas les choses, mais les termes qui les expriment, et en cela il fait preuve de rhétorique bien plus que de logique. Il retrouve ses hypothèses premières dans toute leur nudité, quand il croit avoir trouvé de nouvelles conséquences. Grâce au même procédé, il réussit à identifier la valeur utile avec l'abondance pure.

Après avoir mis en équation la valeur échangeable et la rareté, la valeur utile et l'abondance, M. Proudhon est tout étonné de ne trouver ni la valeur utile dans la rareté et la valeur échangeable, ni la valeur échangeable dans l'abondance et la valeur utile ; et en voyant que la pratique n'admet point ces extrêmes, il ne peut plus faire autrement que de croire au mystère. Il y a pour lui prix inestimable, parce qu'il n'y a pas d'acheteurs, et il n'en trouvera jamais, tant qu'il fait abstraction de la demande.

D'un autre côté, l'abondance de M. Proudhon semble être quelque chose de spontané. Il oublie tout à fait qu'il y a des gens qui la produisent, et qu'il est de l'intérêt de ceux-ci de ne jamais perdre de vue la demande. Sinon, comment M. Proudhon aurait-il pu dire que les choses qui sont très utiles doivent être à très bas prix ou même ne coûter rien ? Il lui aurait fallu conclure, au contraire, qu'il faut restreindre l'abondance, la production des choses très utiles, si l'on veut en élever le prix, la valeur d'échange.

Les anciens vigneron de France, en sollicitant une loi qui interdisait la plantation de nouvelles vignes ; les Hollandais, en brûlant les épices de l'Asie, en déracinant les girofliers dans les Moluques, voulaient tout simplement réduire l'abondance pour élever la valeur de l'échange. Tout le Moyen-Âge, en limitant par des lois le nombre des compagnons qu'un seul maître pouvait occuper, en limitant le nombre des instruments qu'il pouvait employer, agissait d'après ce même principe. (Voy. Anderson, *Histoire du commerce*.)

Après avoir représenté l'abondance comme la valeur utile, et la rareté comme la valeur échangeable, — rien de plus facile que de démontrer que l'abondance et la rareté sont en raison inverse, — M. Proudhon identifie la valeur utile à l'*offre* et la valeur échangeable à la *demande*. Pour rendre l'antithèse encore plus tranchée, il fait une substitution de termes en mettant « *valeur d'opinion* » à la place de *valeur échangeable*. Voilà donc que la lutte a changé de terrain, et nous avons d'un côté l'*utilité* (la valeur en usage, l'offre), de l'autre l'*opinion* (la valeur échangeable, la demande).

Ces deux puissances opposées l'une à l'autre, qui les conciliera ? Comment faire pour les mettre d'accord ? Pourrait-on seulement établir entre elles un point de comparaison ?

« Certes, s'écrie M. Proudhon, il y en a un ; c'est l'*arbitraire*. Le prix qui résultera de cette lutte entre l'offre et la demande, entre l'utilité et l'opinion, ne sera pas l'expression de la justice éternelle. »

M. Proudhon continue à développer cette antithèse :

« En ma qualité d'*acheteur libre*, je suis juge de mon besoin, juge de la convenance de l'objet, juge du prix que je *veux* y mettre. D'autre part, en votre qualité de *producteur libre*, vous êtes maître des *moyens d'exécution*, et, en conséquence, vous avez la faculté de réduire vos frais. » (Tome I^{er}, page 42.)

Et comme la demande ou la valeur en échange est identique avec l'opinion, M. Proudhon est amené à dire :

« Il est prouvé que c'est le *libre arbitre* de l'homme qui donne lieu à l'opposition entre la valeur utile et la valeur en échange. Comment résoudre cette opposition tant que subsistera le libre arbitre ? Et comment sacrifier celui-ci, à moins de sacrifier l'homme ? » (Tome I^{er}, page 51.)

Ainsi il n'y a pas de résultat possible. Il y a une lutte entre deux puissances pour ainsi dire incommensurables, entre l'utile et l'opinion, entre l'acheteur libre et le producteur libre.

Voyons les choses d'un peu plus près.

L'offre ne représente pas exclusivement l'utilité, la demande ne représente pas exclusivement l'opinion. Celui qui demande n'offre-t-il pas aussi un produit quelconque ou le signe représentatif de tous les produits, l'argent, et en offrant ne représente-t-il pas, d'après M. Proudhon, l'utilité ou la valeur en usage ?

D'un autre côté, celui qui offre ne demande-t-il pas aussi un produit quelconque ou le signe représentatif de tous les produits ? Et ne devient-il pas ainsi le représentant de l'opinion, de la valeur d'opinion ou de la valeur en échange ?

La demande est en même temps une offre, l'offre est en même temps une demande. Ainsi l'antithèse de M. Proudhon, en identifiant simplement l'offre et la demande, l'une à l'utilité, l'autre à l'opinion, ne repose que sur une abstraction futile.

Ce que M. Proudhon appelle valeur utile, d'autres économistes l'appellent avec autant de raison valeur d'opinion. Nous ne citerons que Storch (*Cours d'économie politique*, Paris, 1823, pp. 88 et 99).

Selon lui, on appelle *besoins* les choses dont nous sentons le besoin ; on appelle *valeurs* les choses auxquelles nous attribuons de la valeur. La

plupart des choses ont seulement de la valeur parce qu'elles satisfont aux besoins engendrés par l'opinion. L'opinion sur nos besoins peut changer, donc l'utilité des choses qui n'exprime qu'un rapport de ces choses à nos besoins peut changer aussi. Les besoins naturels eux-mêmes changent continuellement. Quelle variété n'y a-t-il pas, en effet, dans les objets qui servent de nourriture principale chez les différents peuples !

La lutte ne s'établit pas entre l'utilité et l'opinion : elle s'établit entre la valeur vénale que demande l'offreur, et la valeur vénale qu'offre le demandeur. La valeur échangeable du produit est chaque fois la résultante de ces appréciations contradictoires.

En dernière analyse, l'offre et la demande mettent en présence la production et la consommation, mais la production et la consommation, fondées sur les échanges individuels.

Le produit qu'on offre n'est pas l'utile en lui-même. C'est le consommateur qui en constate l'utilité. Et lors même qu'on lui reconnaît la qualité d'être utile, il n'est pas exclusivement l'utile. Dans le cours de la production, il a été échangé contre tous les frais de production, tels que les matières premières, les salaires des ouvriers, etc., toutes choses qui sont valeurs vénales. Donc le produit représente, aux yeux du producteur, une somme de valeurs vénales. Ce qu'il offre, ce n'est pas seulement un objet utile, mais encore et surtout une valeur vénale.

Quant à la demande, elle ne sera effective qu'à la condition d'avoir à sa disposition des moyens d'échange. Ces moyens eux-mêmes sont des produits, des valeurs vénales.

Dans l'offre et la demande nous trouvons donc, d'un côté, un produit qui a coûté des valeurs vénales, et le besoin de vendre ; de l'autre, des moyens qui ont coûté des valeurs vénales, et le désir d'acheter.

M. Proudhon oppose *l'acheteur libre* au *producteur libre*. Il donne à l'un et à l'autre des qualités purement métaphysiques. C'est ce qui lui fait dire : « Il est prouvé que c'est le *libre arbitre* de l'homme qui donne lieu à l'opposition entre la valeur utile et la valeur en échange. »

Le producteur, du moment qu'il a produit dans une société fondée sur la division du travail et sur les échanges, et c'est là l'hypothèse de M. Proudhon, est forcé de vendre. M. Proudhon fait le producteur maître des moyens de production ; mais il conviendra avec nous que ce n'est pas du *libre arbitre* que dépendent ses moyens de production. Il y a plus ; ces moyens de production sont en grande partie des produits qui lui viennent du dehors, et dans la production moderne il n'est pas même libre de produire la quantité qu'il veut. Le degré actuel du développement des forces productives l'oblige de produire sur telle ou telle échelle.

Le consommateur n'est pas plus libre que le producteur. Son opinion repose sur ses moyens et ses besoins. Les uns et les autres sont déterminés par sa situation sociale laquelle dépend elle-même de l'organisation sociale tout entière. Oui, l'ouvrier qui achète des pommes de terre, et la femme entretenue qui achète des dentelles, suivent l'un et l'autre leur opinion respective. Mais la diversité de leurs opinions s'explique par la différence de la position qu'ils occupent dans le monde, laquelle est le produit de l'organisation sociale.

Le système des besoins tout entier est-il fondé sur l'opinion ou sur toute l'organisation de la production ? Le plus souvent les besoins naissent directement de la production, ou d'un état de choses basé sur la production. Le commerce de l'univers roule presque en entier sur des besoins, non de la consommation individuelle, mais de la production. Ainsi, pour choisir un autre exemple, le besoin que l'on a des notaires ne suppose-t-il pas un droit civil donné, qui n'est qu'une expression d'un certain développement de la propriété, c'est-à-dire de la production ?

Il ne suffit pas à M. Proudhon d'avoir éliminé du rapport de l'offre et de la demande les éléments dont nous venons de parler. Il pousse l'abstraction aux dernières limites, en fondant tous les producteurs en *un seul* producteur, tous les consommateurs en *un seul* consommateur, et en établissant la lutte entre ces deux personnages chimériques. Mais dans le monde réel les choses se passent autrement. La concurrence entre ceux qui offrent et la concurrence entre ceux qui demandent, forment un élément nécessaire de la lutte entre les acheteurs et les vendeurs, d'où résulte la valeur vénale.

Après avoir éliminé les frais de production et la concurrence, M. Proudhon peut tout à son aise, réduire à l'absurde la formule de l'offre et de la demande.

« L'offre et la demande, dit-il, ne sont autre chose que deux *formes cérémonielles* servant à mettre en présence la valeur d'utilité et la valeur d'échange, et à provoquer leur conciliation. Ce sont les pôles électriques dont la mise en rapport doit produire le phénomène d'affinité appelé *échange*. » (T. I^{er}, pages 49 et 50).

Autant vaut dire que l'échange n'est qu'une « forme cérémonielle », pour mettre en présence le consommateur et l'objet de la consommation. Autant vaut-dire que tous les rapports économiques sont des « formes cérémonielles », pour servir d'intermédiaire à la consommation immédiate. L'offre et la demande sont des rapports d'une production donnée, ni plus ni moins que les échanges individuels.

Ainsi, toute la dialectique de M. Proudhon en quoi consiste-t-elle ? À

substituer à la valeur utile et à la valeur échangeable, à l'offre et à la demande, des notions abstraites et contradictoires, telles que la rareté et l'abondance, l'utile et l'opinion, *un* producteur et *un* consommateur, tous les deux *chevaliers du libre arbitre*.

Et à quoi voulait-il en venir ?

À se ménager le moyen d'introduire plus tard un des éléments qu'il avait écartés, les *frais de production*, comme la *synthèse* entre la valeur utile et la valeur échangeable. C'est ainsi qu'à ses yeux les frais de production constituent la *valeur synthétique* ou la *valeur constituée*.

§ II. — LA VALEUR CONSTITUÉE OU LA VALEUR SYNTHÉTIQUE.

« La valeur (vénale) est la pierre angulaire de l'édifice économique. » La valeur « *constituée* » est la pierre angulaire du système des contradictions économiques.

Qu'est-ce donc que cette « *valeur constituée* » qui constitue toute la découverte de M. Proudhon en économie politique ?

L'utilité une fois admise, le travail est la source de la valeur. La mesure du travail, c'est le temps. La valeur relative des produits est déterminée par le temps du travail qu'il a fallu employer pour les produire. Le prix est l'expression monétaire de la valeur relative d'un produit. Enfin, la valeur *constituée* d'un produit est tout simplement la valeur qui se constitue par le temps du travail y fixé.

De même qu'Adam Smith a découvert la *division du travail*, de même lui, M. Proudhon, prétend avoir découvert la « *valeur constituée* ». Ce n'est pas précisément « quelque chose d'inouï », mais aussi faut-il convenir, qu'il n'y a rien d'inouï dans aucune découverte de la science économique. M. Proudhon, qui sent toute l'importance de son invention, cherche cependant à en atténuer le mérite « afin de rassurer le lecteur sur ses prétentions à l'originalité, et de se réconcilier les esprits que leur timidité rend peu favorables aux idées nouvelles ». Mais à mesure qu'il fait la part de ce que chacun de ses prédécesseurs a fait pour l'appréciation de la valeur, il est forcément amené à avouer tout haut, que c'est à lui qu'en revient la plus large part, la part du lion.

« L'idée synthétique de la valeur avait été vaguement aperçue par Adam Smith... Mais cette idée de la valeur était tout intuitive chez A. Smith : or, la société ne change pas ses habitudes sur la foi d'intuitions : elle ne se décide que sur l'autorité des faits. Il fallait que l'antinomie s'exprimât d'une manière plus sensible et plus nette : J.-B. Say fut son principal

interprète. »

Voilà l'histoire toute faite de la découverte de la valeur synthétique : à A. Smith l'intuition vague, à J.-B. Say l'antinomie, à M. Proudhon la vérité constituante et « constituée ». Et que l'on ne s'y méprenne pas : tous les autres économistes, de Say à Proudhon, n'ont fait que se traîner dans l'ornière de l'antinomie. « Il est incroyable que tant d'hommes de sens se démènent depuis quarante ans contre une idée si simple. Mais non, *la comparaison des valeurs s'effectue sans qu'il y ait entre elles aucun point de comparaison et sans unité de mesure* : — voilà, plutôt que d'embrasser la théorie révolutionnaire de l'égalité, ce que les *économistes du dix-neuvième siècle* ont résolu de soutenir envers et contre tous. *Qu'en dira la postérité ?* » (T. I^{er}, page 68).

La postérité, si brusquement apostrophée, commencera par être brouillée sur la chronologie. Elle doit nécessairement se demander : Ricardo et son école ne sont-ils donc pas des économistes du dix-neuvième siècle ? Le système de Ricardo, qui pose en principe « que la valeur relative des marchandises tient exclusivement à la quantité de travail requise pour leur production », remonte à 1817. Ricardo est le chef de toute une école, qui règne en Angleterre depuis la Restauration. La doctrine ricardienne résume rigoureusement, impitoyablement, toute la bourgeoisie anglaise, qui est elle-même le type de la bourgeoisie moderne. « Qu'en dira la postérité ? » Elle ne dira pas, que M. Proudhon n'a point connu Ricardo, car il en parle, il en parle longuement, il y revient toujours et finit par dire que c'est du « fatras ». Si jamais la postérité s'en mêle, elle dira peut-être, que M. Proudhon, craignant de choquer l'anglophobie de ses lecteurs, a mieux aimé se faire l'éditeur responsable des idées de Ricardo. Quoi qu'il en soit, elle trouvera fort naïf que M. Proudhon donne comme « théorie révolutionnaire de l'avenir », ce que Ricardo a scientifiquement exposé comme la théorie de la société actuelle, de la société bourgeoise, et qu'il prenne ainsi pour la solution de l'antinomie entre l'utilité et la valeur en échange ce que Ricardo et son école ont longtemps avant lui présenté comme la formule scientifique d'un seul côté de l'antinomie, de la *valeur en échange*. Mais mettons pour toujours la postérité de côté, et confrontons M. Proudhon avec son prédécesseur Ricardo. Voici quelques passages de cet auteur, qui résument sa doctrine sur la valeur :

« Ce n'est pas l'utilité qui est la mesure de *la valeur échangeable* quoiqu'elle lui soit absolument nécessaire. » (P. 3, t. I^{er} des *Principes de l'économie politique*, etc., traduit de l'anglais par J. S. Constancio, Paris 1835.)

« Les choses, une fois qu'elles sont reconnues utiles par elles-mêmes,

tirent leur valeur échangeable de deux sources : de leur rareté et de la quantité de travail nécessaire pour les acquérir. Il y a des choses dont la valeur ne dépend que de leur rareté. Nul travail ne pouvant en augmenter la quantité, leur valeur ne peut baisser par leur plus grande abondance. Tels sont les statues ou les tableaux précieux, etc. Cette valeur dépend uniquement des facultés, des goûts et du caprice de ceux qui ont envie de posséder de tels objets. » (N^{os} 4 et 5, t. I^{er}, l. c.) « Ils ne forment cependant qu'une très petite partie des marchandises qu'on échange journellement. Le plus grand nombre des objets que l'on désire posséder étant le fruit de l'industrie, on peut les multiplier, non seulement dans un pays, mais dans plusieurs, à un degré auquel il est presque impossible d'assigner des bornes, toutes les fois qu'on voudra y employer l'industrie nécessaire pour les créer. » (P. 5, t. I^{er}, l. c.) « Quand donc nous parlons de marchandises, de leur valeur échangeable et des principes qui règlent leur prix relatif, nous n'avons en vue que celles de ces marchandises dont la quantité peut s'accroître par l'industrie de l'homme, dont la production est encouragée par la concurrence et n'est contrariée par aucune entrave. » (T. I^{er}, p. 5).

Ricardo cite A. Smith, qui, selon lui, « a défini avec *beaucoup de précision* la source primitive de toute valeur échangeable (ch. 5, t. I^{er} de Smith), et il ajoute :

« Que telle soit en réalité la base de la valeur échangeable de toutes les choses (savoir, le temps du travail), excepté de celles que l'industrie des hommes ne peut multiplier à volonté, c'est un point de doctrine de la plus haute importance en économie politique : car il n'est point de source d'où se soient écoulées autant d'erreurs, et d'où soient nées tant d'opinions diverses dans cette science, que le sens vague et peu précis que l'on attache au mot *valeur*. » (P. 8, t. I^{er}.) « Si c'est la quantité de travail fixée dans une chose qui règle sa valeur échangeable, il s'ensuit que toute augmentation dans la quantité du travail doit nécessairement augmenter la valeur de l'objet auquel il a été employé, et de même toute diminution de travail doit en diminuer le prix. » (P. 9, t. I^{er}).

Ricardo reproche ensuite à A. Smith :

1° « De donner à la valeur une mesure autre que le travail, tantôt la valeur du blé, tantôt la quantité de travail, qu'une chose peut acheter, etc. » (T. I^{er}, p. 9 et 10).

2° « D'avoir admis sans réserve le principe et d'en restreindre cependant l'application à l'état primitif et grossier de la société, qui précède l'accumulation des capitaux et la propriété des terres. » (T. I^{er}, p. 21.)

Ricardo s'attache à démontrer que la propriété des terres, c'est-à-dire la rente, ne saurait changer la valeur relative des denrées, et que

l'accumulation des capitaux n'exerce qu'une action passagère et oscillatoire sur les valeurs relatives déterminées par la quantité comparative de travail employée à leur production. À l'appui de cette thèse, il donne sa fameuse théorie de la rente foncière, décompose le capital, et en vient, en dernière analyse, à n'y trouver que du travail accumulé. Il développe ensuite toute une théorie du salaire et du profit, et démontre que le salaire et le profit ont leurs mouvements de hausse et de baisse, en raison inverse l'un de l'autre, sans influencer sur la valeur relative du produit. Il ne néglige pas l'influence que l'accumulation des capitaux et la différence de leur nature (capitaux fixes et capitaux circulants), ainsi que le taux des salaires, peuvent exercer sur la valeur proportionnelle des produits. Ce sont même les principaux problèmes qui occupent Ricardo.

« Toute économie dans le travail, dit-il, ne manque jamais de faire baisser la valeur relative d'une marchandise, soit que cette économie porte sur le travail nécessaire à la fabrication de l'objet même, ou bien sur le travail nécessaire à la formation du capital employé dans cette production. » (T. I^{er}, p. 48.) « Par conséquent, tant qu'une journée de travail continuera à donner à l'un la même quantité de poisson et à l'autre autant de gibier, le taux naturel des prix respectifs d'échange restera toujours le même, quelle que soit, d'ailleurs, la variation dans les salaires et dans le profit, et malgré tous les effets de l'accumulation du capital. » (T. I^{er}, p. 32.) « Nous avons regardé le travail comme le fondement de la valeur des choses, et la quantité de travail nécessaire à leur production comme la règle qui détermine les quantités respectives des marchandises que l'on doit donner en échange pour d'autres : mais nous n'avons pas prétendu nier qu'il n'y eût dans le prix courant des marchandises, quelque déviation accidentelle et passagère de ce prix primitif et naturel. » (T. I^{er}, p. 105, *l. c.*) « Ce sont les frais de production qui règlent, en dernière analyse, les prix des choses, et non, comme on l'a souvent avancé, la proportion entre l'offre et la demande. » (T. II, p. 253.)

Lord Lauderdale avait développé les variations de la valeur échangeable selon la loi de l'offre et de la demande, ou de la rareté et de l'abondance relativement à la demande. Selon lui, la valeur d'une chose peut augmenter lorsque la quantité en diminue ou que la demande en augmente ; elle peut diminuer en raison de l'augmentation de sa quantité ou en raison de la diminution de la demande. Ainsi, la valeur d'une chose peut changer par l'opération de huit causes différentes, savoir des quatre causes appliquées à cette chose même, et des quatre causes appliquées à l'argent ou à toute autre marchandise qui sert de mesure de sa valeur. Voici la réfutation de Ricardo :

« Des produits dont un particulier ou une compagnie ont le *monopole* varient de valeur d'après la loi que lord Lauderdale a posée : ils baissent à proportion qu'on les offre en plus grande quantité, et ils haussent avec le désir que montrent les acheteurs de les acquérir ; leur prix n'a point de rapport nécessaire avec leur valeur naturelle. Mais quant aux choses qui sont sujettes à la concurrence parmi les vendeurs et dont la quantité peut s'augmenter dans des bornes modérées, leur prix dépend en définitive, non de l'état de la demande et de l'approvisionnement, mais bien de l'augmentation des frais de production. » (T. II, Page 159)

Nous laisserons au lecteur le soin de faire la comparaison entre le langage si précis, si clair, si simple de Ricardo, et les efforts de rhétorique que fait M. Proudhon, pour arriver à la détermination de la valeur relative par le temps du travail.

Ricardo nous montre le mouvement réel de la production bourgeoise, qui constitue la valeur. M. Proudhon, faisant abstraction de ce mouvement réel « se démène » pour inventer de nouveaux procédés, afin de régler le monde d'après une formule prétendue nouvelle qui n'est que l'expression théorique du mouvement réel existant et si bien exposé par Ricardo. Ricardo prend son point de départ dans la société actuelle, pour nous démontrer comment elle constitue la valeur : M. Proudhon prend pour point de départ la valeur constituée, pour constituer un nouveau monde social au moyen de cette valeur. Pour lui, M. Proudhon, la valeur constituée doit faire le tour et redevenir constituante pour un monde déjà tout constitué d'après ce mode d'évaluation. La détermination de la valeur par le temps du travail est, pour Ricardo, la loi de la valeur échangeable : pour M. Proudhon, elle est la synthèse de la valeur utile et de la valeur échangeable. La théorie des valeurs de Ricardo est l'interprétation scientifique de la vie économique actuelle : la théorie des valeurs de M. Proudhon est l'interprétation utopique de la théorie de Ricardo. Ricardo constate la vérité de sa formule en la faisant dériver de tous les rapports économiques, et en expliquant par ce moyen tous les phénomènes, même ceux qui, au premier abord, semblent la contredire, comme la rente, l'accumulation des capitaux et le rapport des salaires aux profits ; c'est là précisément ce qui fait de sa doctrine un système scientifique : M. Proudhon, qui a retrouvé cette formule de Ricardo au moyen d'hypothèses tout à fait arbitraires, est forcé ensuite de chercher des faits économiques isolés qu'il torture et falsifie, afin de les faire passer pour des exemples, des applications déjà existantes, des commencements de réalisation de son idée régénératrice. (Voir notre § 3, *Application de la val. const.*).

Passons maintenant aux conclusions que M. Proudhon tire de la valeur constituée (par le temps du travail).

— Une certaine quantité de travail équivaut au produit créé par cette même quantité de travail.

— Toute journée de travail vaut une autre journée de travail ; c'est-à-dire, à quantité égale, le travail de l'un vaut le travail de l'autre : il n'y a pas de différence qualitative. À quantité égale de travail, le produit de l'un se donne en échange pour le produit de l'autre. Tous les hommes sont des travailleurs salariés, et des salariés également payés pour un temps égal de travail. L'égalité parfaite préside aux échanges.

Ces conclusions sont-elles les conséquences naturelles, rigoureuses de la valeur « constituée » ou déterminée par le temps du travail ?

Si la valeur relative d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail requise pour la produire, il s'ensuit naturellement que la valeur relative du travail, ou le salaire, est également déterminée par la quantité de travail qu'il faut pour produire le salaire. Le salaire, c'est-à-dire la valeur relative ou le prix du travail, est donc déterminé par le temps du travail qu'il faut pour produire tout ce qui est nécessaire à l'entretien de l'ouvrier. « *Diminue les frais de la fabrication des chapeaux et leur prix finira par tomber à leur nouveau prix naturel, quoique la demande puisse doubler, tripler ou quadrupler. Diminuez les frais de l'entretien des hommes, en diminuant le prix naturel de la nourriture et des vêtements qui soutiennent la vie, et vous verrez les salaires finir par baisser quoique la demande de bras ait pu s'accroître considérablement.* » (Ricardo, tome II, page 253.)

Certes, le langage de Ricardo est on ne peut plus cynique. Mettre sur la même ligne les frais de la fabrication des chapeaux et les frais de l'entretien de l'homme, c'est transformer l'homme en chapeau. Le cynisme est dans les choses et non dans les mots qui expriment les choses. Des écrivains français, tels que MM. Droz, Blanqui, Rossi et autres, se donnent l'innocente satisfaction de prouver leur supériorité sur les économistes anglais, en cherchant à observer l'étiquette d'un langage « humanitaire » ; s'ils reprochent à Ricardo et à son école leur langage cynique, c'est qu'ils sont vexés de voir exposer les rapports économiques dans toute leur crudité, de voir trahis les mystères de la bourgeoisie.

Résumons : Le travail, étant lui-même marchandise, se mesure comme tel par le temps du travail qu'il faut pour produire le travail-marchandise. Et que faut-il pour produire le travail-marchandise ? Tout juste ce qu'il faut de temps de travail pour produire les objets indispensables à l'entretien incessant du travail, c'est-à-dire à faire vivre le travailleur et à

le mettre en état de propager sa race. Le prix naturel du travail n'est autre chose que le minimum du salaire. Si le prix courant du salaire s'élève au-dessus du prix naturel, c'est précisément parce que la loi de la valeur, posée en principe par M. Proudhon, se trouve contre balancée par les conséquences des variations du rapport de l'offre et de la demande. Mais le minimum du salaire n'en reste pas moins le centre vers lequel gravitent les prix courants du salaire.

Ainsi la valeur relative, mesurée par le temps du travail, est fatalement la formule de l'esclavage moderne de l'ouvrier, au lieu d'être, comme M. Proudhon le veut, la « théorie révolutionnaire » de l'émancipation du prolétariat.

Voyons maintenant en combien de cas l'application du temps du travail, comme mesure de la valeur, est incompatible avec l'antagonisme existant des classes et l'inégale rétribution du produit entre le travailleur immédiat et le possesseur du travail accumulé.

Supposons un produit quelconque, par exemple, la toile. Ce produit, comme tel, renferme une quantité de travail déterminée. Cette quantité de travail sera toujours la même, quelle que soit la situation réciproque de ceux qui ont concouru à créer ce produit.

Prenons un autre produit : du drap, qui aurait exigé la même quantité de travail que la toile.

S'il y a échange de ces produits, il y a échange de quantités égales de travail. En échangeant ces quantités égales de travail, on ne change pas la situation réciproque des producteurs, pas plus qu'on ne change quelque chose à la situation des ouvriers et des fabricants entre eux. Dire que cet échange des produits mesurés par le temps a, pour conséquence, la rétribution égalitaire de tous les producteurs, c'est supposer que l'égalité de participation au produit a subsisté antérieurement à l'échange. Que l'échange du drap contre la toile soit accompli, les producteurs du drap participeront à la toile dans une proportions égale à celle dans laquelle ils avaient auparavant participé au drap.

L'illusion de M. Proudhon provient de ce qu'il prend comme conséquence ce qui ne pourrait être, tout au plus, qu'une supposition gratuite.

Allons plus loin.

Le temps de travail, comme mesure de la valeur, suppose-t-il du moins que les journées sont *équivalentes*, et que la journée de l'un vaut la journée de l'autre ? Non.

Mettons un instant que la journée d'un bijoutier équivale à trois journées d'un tisserand ; toujours est-il que tout changement de la valeur des bijoux

relativement aux tissus, à moins d'être le résultat passager des oscillations de la demande et de l'offre, doit avoir pour cause une diminution ou une augmentation du temps de travail employé d'un côté ou de l'autre à la production. Que trois jours de travail de différents travailleurs soient entre eux comme 1, 2, 3, et tout changement dans la valeur relative de leurs produits, sera un changement dans cette proportion de 1, 2, 3. Ainsi, on peut mesurer les valeurs par le temps de travail, malgré l'inégalité de la valeur des différentes journées de travail ; mais, pour appliquer une pareille mesure, il nous faut avoir une échelle comparative des différentes journées de travail : c'est la concurrence qui établit cette échelle.

Votre heure de travail vaut-elle la mienne ? C'est une question qui se débat par la concurrence.

La concurrence, d'après un économiste américain, détermine combien de journées de travail simple sont contenues dans une journée de travail compliqué. Cette réduction de journées de travail compliqué à des journées de travail simple, ne suppose-t-elle pas qu'on prend le travail simple lui-même pour mesure de la valeur ? La seule quantité de travail servant de mesure à la valeur sans égard à la qualité, suppose à son tour que le travail simple est devenu le pivot de l'industrie. Elle suppose que les travaux se sont égalisés par la subordination de l'homme sous la machine ou par la division extrême du travail ; que les hommes s'effacent devant le travail ; que le balancier de la pendule est devenu la mesure exacte de l'activité relative de deux ouvriers, comme il l'est de la célérité de deux locomotives. Alors, il ne faut pas dire qu'une heure d'un homme vaut une heure d'un autre homme, mais plutôt qu'un homme d'une heure vaut un autre homme d'une heure. Le temps est tout, l'homme n'est plus rien ; il est tout au plus la carcasse du temps. Il n'y est plus question de la qualité. La quantité seule décide de tout : heure pour heure, journée pour journée ; mais cette égalisation du travail n'est point l'œuvre de l'éternelle justice de M. Proudhon ; elle est tout bonnement le fait de l'industrie moderne.

Dans l'atelier automatique, le travail d'un ouvrier ne se distingue presque plus en rien du travail d'un autre ouvrier : les ouvriers ne peuvent plus se distinguer entre eux que par la quantité de temps qu'ils mettent à travailler. Néanmoins, cette différence quantitative devient, sous un certain point de vue, qualitative, en tant que le temps à donner au travail dépend, en partie, de causes purement matérielles, telles que la constitution physique, l'âge, le sexe ; en partie, de causes morales purement négatives, telles que la patience, l'impassibilité, l'assiduité. Enfin, s'il y a une différence de qualité dans le travail des ouvriers, c'est tout au plus une qualité de la dernière qualité qui est loin d'être une spécialité distinctive.

Voilà quel est, en dernière analyse, l'état des choses dans l'industrie moderne. C'est sur cette égalité déjà réalisée du travail automatique que M. Proudhon prend son rabot « d'égalisation », qu'il se propose de réaliser universellement dans « le temps à venir ».

Toutes les conséquences « égalitaires » que M. Proudhon tire de la doctrine de Ricardo reposent sur une erreur fondamentale. C'est qu'il confond la valeur des marchandises mesurée par la quantité de travail y fixée avec la valeur des marchandises mesurée par « *la valeur du travail.* » Si ces deux manières de mesurer la valeur des marchandises se confondaient en une seule, on pourrait dire indifféremment : la valeur relative d'une marchandise quelconque est mesurée par la quantité de travail y fixée ; ou bien : elle est mesurée par la quantité de travail qu'elle est à même d'acheter ; ou bien encore : elle est mesurée par la quantité de travail qui est à même de l'acquérir. Mais il s'en faut bien qu'il en soit ainsi. La valeur du travail ne saurait pas plus servir de mesure à la valeur que la valeur de toute autre marchandise. Quelques exemples suffiront pour expliquer mieux encore ce que nous venons de dire.

Si le muid de blé coûtait deux journées de travail au lieu d'une seule, il aurait le double de sa valeur primitive : mais il ne mettrait pas en mouvement la double quantité de travail, car il ne contiendrait pas plus de matière nutritive qu'auparavant. Ainsi, la valeur du blé mesurée par la quantité de travail employé à le produire aurait doublé ; mais mesurée, ou par la quantité de travail qu'il peut acheter, ou par la quantité de travail par laquelle il peut être acheté, elle serait loin d'avoir doublé. D'un autre côté, si le même travail produisait le double de vêtements qu'auparavant, la valeur relative en tomberait de moitié ; mais, néanmoins, cette double quantité de vêtements ne serait pas pour cela réduite à ne commander que la moitié de la quantité de travail, ou le même travail ne pourrait pas commander la double quantité de vêtements ; car la moitié des vêtements continuerait toujours à rendre à l'ouvrier le même service qu'auparavant.

Ainsi, déterminer la valeur relative des denrées par la valeur du travail est contre les faits économiques. C'est se mouvoir dans un cercle vicieux, c'est déterminer la valeur relative par une valeur relative qui, à son tour, a besoin d'être déterminée.

Il est hors de doute que M. Proudhon confond les deux mesures, la mesure par le temps du travail nécessaire pour la production d'une marchandise, et la mesure par la valeur du travail. « Le travail de tout homme, dit-il, peut acheter la valeur qu'il enferme. » Ainsi, selon lui, une certaine quantité de travail fixé dans un produit équivaut à la rétribution du travailleur, c'est-à-dire à la valeur du travail. C'est encore la même raison

qui l'autorise à confondre les frais de production avec les salaires.

« Qu'est-ce que le salaire ? C'est le prix de revient du blé, etc., c'est le prix intégrant de toute chose. » Allons plus loin encore : « Le salaire est la proportionnalité des éléments qui composent la richesse. » Qu'est-ce que le salaire ? C'est la valeur du travail.

Adam Smith prend pour mesure de la valeur, tantôt le temps du travail nécessaire à la production d'une marchandise, tantôt la valeur du travail. Ricardo a dévoilé cette erreur en faisant clairement voir la disparité de ces deux manières de mesurer. M. Proudhon renchérit sur l'erreur d'Adam Smith en identifiant les deux choses, dont l'autre n'avait fait qu'une juxtaposition.

C'est pour trouver la juste proportion dans laquelle les ouvriers doivent participer aux produits, ou, en d'autres termes, pour déterminer la valeur relative du travail, que M. Proudhon cherche une mesure de la valeur relative des marchandises. Pour déterminer la mesure de la valeur relative des marchandises, il n'imagine rien de mieux que de donner pour équivalent d'une certaine quantité de travail la somme des produits qu'elle a créés, ce qui revient à supposer que toute la société ne consiste qu'en travailleurs immédiats, recevant pour salaire leur propre produit. En second lieu, il pose en fait l'équivalence des journées des divers travailleurs. En résumé, il cherche la mesure de valeur relative des marchandises, pour trouver la rétribution égale des travailleurs, et il prend comme une donnée déjà toute trouvée l'égalité des salaires, pour s'en aller chercher la valeur relative des marchandises. Quelle admirable dialectique !

« Say et les économistes qui l'ont suivi ont observé que le travail étant lui-même sujet à l'évaluation, une marchandise comme une autre enfin, il y avait cercle vicieux à le prendre pour principe et cause efficiente de la valeur. Ces économistes, qu'ils me permettent de le dire, ont fait preuve en cela d'une prodigieuse inattention. Le travail est dit *valoir*, non pas en tant que marchandise lui-même, mais en vue des valeurs qu'on suppose renfermées puissanciellement en lui. La valeur du travail est une expression figurée, une anticipation de la cause sur l'effet. C'est une fiction au même titre que la *productivité du capital*. Le travail produit, le capital vaut... Par une forte d'ellipse on dit la valeur du travail... Le travail comme la liberté... est chose vague et indéterminée de sa nature, mais qui se définit qualitativement par son objet, c'est-à-dire qu'il devient une réalité par le produit.

« Mais qu'est-il besoin d'insister ? Dès lors que l'économiste (lisez M. Proudhon) change le nom des choses, *vera rerum vocabula*, il avoue

implicitement son impuissance et se met hors de cause (Proudhon, I, 188). »

Nous avons vu que M. Proudhon fait de la valeur du travail « la cause efficiente » de la valeur des produits, au point que pour lui le *salaire*, nom officiel de « la valeur du travail, » forme le prix intégrant de toute chose. Voilà pourquoi l'objection de Say le trouble. Dans le travail marchandise, qui est d'une réalité effrayante, il ne voit qu'une ellipse grammaticale. Donc toute la société actuelle, fondée sur le travail marchandise, est désormais fondée sur une licence poétique, sur une expression figurée. La société veut-elle « éliminer tous les inconvénients » qui la travaillent, eh bien ! qu'elle élimine les termes malsonnants, qu'elle change de langage, et pour cela elle n'a qu'à s'adresser à l'Académie pour lui demander une nouvelle édition de son dictionnaire. D'après tout ce que nous venons de voir, il nous est facile de comprendre pourquoi M. Proudhon, dans un ouvrage d'économie politique, a dû rentrer dans de longues dissertations sur l'étymologie et d'autres parties de la grammaire. Ainsi, il en est encore à discuter savamment la dérivation surannée de *servus a servare*. Ces dissertations philologiques ont un sens profond, un sens ésotérique, elles font une partie essentielle de l'argumentation de M. Proudhon.

Le travail, la force du travail, en tant qu'il se vend et s'achète, est une marchandise comme toute autre marchandise, et a par conséquent une valeur d'échange. Mais la valeur du travail, ou le travail, en tant que marchandise, produit tout aussi peu que la valeur du blé ou le blé, en tant que marchandise, sert de nourriture.

Le travail « vaut » plus ou moins, selon que les denrées alimentaires sont plus ou moins chères, selon que l'offre et la demande des bras existent à tel ou tel degré, etc., etc.

Le travail n'est point une « chose vague ; » c'est toujours un travail déterminé, ce n'est jamais le travail en général que l'on vend et que l'on achète. Ce n'est pas seulement le travail qui se définit qualitativement par l'objet, mais c'est encore l'objet qui est déterminé par la qualité spécifique du travail.

Le travail, en tant qu'il se vend et s'achète, est marchandise lui-même. Pourquoi l'achète-t-on ? « En vue des valeurs qu'on suppose renfermées puissanciuellement en lui. » Mais si l'on dit que telle chose est une marchandise, il ne s'agit plus du but dans lequel on l'achète, c'est-à-dire de l'utilité que l'on veut en tirer, de l'application que l'on veut en faire. Elle est marchandise comme objet de trafic. Tous les raisonnements de M. Proudhon se bornent à ceci : on n'achète pas le travail comme objet immédiat de consommation. Non, on l'achète comme instrument de

production, comme on achèterait une machine. En tant que marchandise, le travail vaut et ne produit pas. M. Proudhon aurait pu dire tout aussi bien qu'il n'existe pas de marchandise du tout, puisque toute marchandise n'est acquise que dans un but d'utilité quelconque et jamais comme marchandise en elle-même.

En mesurant la valeur des marchandises par le travail, M. Proudhon entrevoit vaguement l'impossibilité de dérober à cette même mesure le travail en tant qu'il a une valeur, le travail marchandise. Il pressent que c'est faire du minimum du salaire le prix naturel et normal du travail immédiat, que c'est accepter l'état actuel de la société. Aussi, pour se soustraire à cette conséquence fatale, il fait volte-face et prétend que le travail n'est pas une marchandise, qu'il ne saurait pas avoir une valeur. Il oublie qu'il a pris lui-même pour mesure la valeur du travail, il oublie que tout son système repose sur le travail marchandise, sur le travail qui se troque, se vend et s'achète, s'échange contre des produits, etc. ; sur le travail enfin qui est une source immédiate de revenu pour le travailleur. Il oublie tout.

Pour sauver son système, il consent à en sacrifier la base.

Et propter vitam vivendi perdere causas !

Nous arrivons maintenant à une nouvelle détermination « de la valeur *constituée* ».

« La valeur est le *rapport de la proportionnalité* des produits qui composent la richesse ».

Remarquons d'abord que le simple mot de « valeur relative ou échangeable » implique l'idée d'un rapport quelconque, dans lequel les produits s'échangent réciproquement. Qu'on donne à ce rapport le nom de « rapport de proportionnalité, » on n'a rien changé à la valeur relative, si ce n'est l'expression. Ni la dépréciation, ni le surhaussement de la valeur d'un produit ne détruisent la qualité qu'il a de se trouver dans un « rapport de proportionnalité » quelconque avec les autres produits qui forment la richesse.

Pourquoi donc ce nouveau terme, qui n'apporte pas une nouvelle idée ?

Le « rapport de proportionnalité » fait penser à beaucoup d'autres rapports économiques, tel que la proportionnalité de la production, la juste proportion entre l'offre et la demande, etc. ; et M. Proudhon a pensé à tout cela en formulant cette paraphrase didactique de la valeur vénale.

En premier lieu, la valeur relative des produits étant déterminée par la quantité comparative du travail employé à la production de chacun d'eux, le rapport de la proportionnalité, appliqué à ce cas spécial, signifie la

quotité respective des produits qui peuvent être fabriqués dans un temps donné et qui, par conséquent, se donnent en échange.

Voyons quel parti M. Proudhon tire de ce rapport de proportionnalité.

Tout le monde sait que, lorsque l'offre et la demande s'équilibrent, la valeur relative d'un produit quelconque est exactement déterminée par la quantité de travail qui y est fixé, c'est-à-dire que cette valeur relative exprime le rapport de la proportionnalité précisément dans le sens que nous venons d'y attacher. M. Proudhon intervertit l'ordre des choses. Commencez, dit-il, par mesurer la valeur relative d'un produit par la quantité de travail qu'y est fixé, et alors l'offre et la demande s'équilibreront infailliblement. La production correspondra à la consommation, le produit sera toujours échangeable. Son prix courant exprimera exactement sa juste valeur. Au lieu de dire avec tout le monde : quand le temps est beau, on voit beaucoup de monde se promener, M. Proudhon fait promener son monde pour pouvoir lui assurer du beau temps.

Ce que M. Proudhon donne comme la conséquence de la valeur vénale déterminée *a priori* par le temps du travail, ne pourrait se justifier que par une loi, rédigée à peu près en ces termes :

Les produits seront désormais échangés en raison exacte du temps de travail qu'ils ont coûté. Quelle que soit la proportion de l'offre à la demande, l'échange des marchandises se fera toujours comme si elles avaient été produites proportionnellement à la demande. Que M. Proudhon prenne sur lui de formuler et de faire une pareille loi, et nous lui passerons les preuves. S'il tient au contraire à justifier sa théorie, non en législateur, mais en économiste, il aura à prouver que le *temps* qu'il faut pour créer une marchandise indique exactement son degré d'*utilité* et marque son rapport de proportionnalité à la demande, par conséquent à l'ensemble des richesses. En ce cas, si un produit se vend à un prix égal à ses frais de production, l'offre et la demande s'équilibreront toujours ; car les frais de production sont censés exprimer le vrai rapport de l'offre à la demande.

Effectivement M. Proudhon s'attache à prouver que le temps du travail qu'il faut pour créer un produit marque sa juste proportion aux besoins, de telle sorte que les choses, dont la production coûte le moins de temps, sont le plus immédiatement utiles, et ainsi de suite graduellement. Déjà la seule production d'un objet de luxe prouve, selon cette doctrine, que la société a du temps de reste qui lui permet de satisfaire à un besoin de luxe.

La preuve même de sa thèse, M. Proudhon la trouve dans l'observation que les choses les plus utiles coûtent le moins de temps de production, que la société commence toujours par les industries les plus faciles, et que

successivement elle « s'attaque à la production des objets qui coûtent le plus de temps de travail et qui correspondent à des besoins d'un ordre plus élevé ».

M. Proudhon emprunte à M. Dunoyer l'exemple de l'industrie extractive — cueillette, pâture, chasse, pêche, etc., — qui est l'industrie la plus simple, la moins coûteuse et par laquelle l'homme a commencé « le premier jour de sa deuxième création ». Le premier jour de sa première création est consigné dans la Genèse qui nous fait voir en Dieu le premier industriel du monde.

Les choses se passent tout autrement que ne le pense M. Proudhon. Au moment même où la civilisation commence, la production commence à se fonder sur l'antagonisme des ordres, des états, des classes, enfin sur l'antagonisme du travail accumulé et du travail immédiat. Pas d'antagonisme, pas de progrès. C'est la loi que la civilisation a suivie jusqu'à nos jours. Jusqu'à présent les forces productives se sont développées grâce à ce régime de l'antagonisme des classes. Dire maintenant que, parce que tous les besoins de tous les travailleurs étaient satisfaits, les hommes pouvaient se livrer à la création des produits d'un ordre supérieur, à des industries plus compliquées, ce serait faire abstraction de l'antagonisme des classes et bouleverser tout le développement historique. C'est comme si l'on voulait dire que, parce qu'on nourrissait des murènes dans des piscines artificielles, sous les empereurs romains, on avait de quoi nourrir abondamment toute la population romaine ; tandis que, bien au contraire, le peuple romain manquait du nécessaire pour acheter du pain, et les aristocrates romains ne manquaient pas d'esclaves pour les donner en pâture aux murènes.

Le prix des vivres a presque continuellement haussé, tandis que le prix des objets manufacturés et de luxe a presque continuellement baissé. Prenez l'industrie agricole elle-même : les objets les plus indispensables, tel que le blé, la viande, etc., haussent de prix, tandis que le coton, le sucre, le café, etc., baissent continuellement dans une proportion surprenante. Et même parmi les comestibles proprement dits, les objets de luxe, tels que les artichauts, les asperges, etc., sont aujourd'hui relativement à meilleur marché que les comestibles de première nécessité. À notre époque, le superflu est plus facile à produire que le nécessaire. Enfin, à diverses époques historiques, les rapports réciproques des prix sont non-seulement différents, mais opposés. Dans tout le Moyen-Âge, les produits agricoles étaient relativement à meilleur marché que les produits manufacturés ; dans le temps moderne ils sont en raison inverse. L'utilité des produits agricoles a-t-elle pour cela diminué depuis le Moyen Âge ?

L'usage des produits est déterminé par les conditions sociales dans lesquelles se trouvent placés les consommateurs, et ces conditions elles-mêmes reposent sur l'antagonisme des classes.

Le coton, les pommes de terre et l'eau-de-vie sont des objets du plus commun usage. Les pommes de terre ont engendré les écrouelles ; le coton a chassé en grande partie le lin et la laine, bien que la laine et le lin soient, en beaucoup de cas, d'une plus grande utilité, ne fût-ce que sous le rapport de l'hygiène ; l'eau-de-vie enfin, l'a emporté sur la bière et le vin, bien que l'eau-de-vie, employée comme substance alimentaire, soit généralement reconnue comme un poison. Pendant tout un siècle les gouvernements luttèrent vainement contre l'opium européen ; l'économie prévalut, elle dicta des ordres à la consommation.

Pourquoi donc le coton, la pomme de terre et l'eau-de-vie sont-ils les pivots de la société bourgeoise ? Parce qu'il faut, pour les produire, le moins de travail, et qu'ils sont par conséquent au plus bas prix. Pourquoi le minimum du prix décide-t-il du maximum de la consommation ? Serait-ce par hasard à cause de l'utilité absolue de ces objets, de leur utilité intrinsèque, de leur utilité, en tant qu'ils correspondent de la manière la plus utile aux besoins de l'ouvrier comme homme, et non de l'homme comme ouvrier ? Non, c'est parce que, dans une société fondée sur la *misère*, les produits les plus *misérables* ont la prérogative fatale de servir à l'usage du plus grand nombre.

Dire maintenant que, parce que les choses les moins coûteuses sont d'un plus grand usage elles doivent être de la plus grande utilité, c'est dire que l'usage si répandu de l'eau-de-vie, à cause du peu de frais de sa production, est la preuve la plus concluante de son utilité ; c'est dire au prolétaire que la pomme de terre lui est plus salubre que la viande ; c'est accepter l'état de choses existant ; c'est faire enfin, avec M. Proudhon, l'apologie d'une société sans la comprendre.

Dans une société à venir, où l'antagonisme des classes aurait cessé, où il n'y aurait plus de classes, l'usage ne serait plus déterminé par le *minimum* du temps de production ; mais le temps de production sociale qu'on consacrerait aux différents objets serait déterminé par leur degré d'utilité sociale.

Pour revenir à la thèse de M. Proudhon, du moment que le temps du travail nécessaire à la production d'un objet n'est point l'expression de son degré d'utilité, la valeur d'échange de ce même objet, déterminée d'avance par le temps du travail y fixé, ne saura jamais régler le juste rapport de l'offre à la demande, c'est-à-dire le rapport de proportionnalité dans le sens que M. Proudhon y attache pour le moment.

Ce n'est point la vente d'un produit quelconque au prix de ses frais de production, qui constitue « le rapport de proportionnalité » de l'offre à la demande, ou la quotité proportionnelle de ce produit relativement à l'ensemble de la production ; ce sont les *variations de la demande et de l'offre* qui désignent au producteur la quantité dans laquelle il faut produire une marchandise donnée, pour recevoir en échange au moins les frais de production. Et comme ces variations sont continues, il y a aussi mouvement continu de retrait et d'application des capitaux, quant aux différentes branches de l'industrie.

« Ce n'est qu'en raison de pareilles variations que les capitaux sont consacrés précisément dans la *proportion* requise, et non au-delà, à la production des différentes marchandises pour lesquelles il y a demande. Par la hausse ou la baisse des prix, les profits s'élèvent au dessus ou tombent au-dessous de leur niveau général, et par là les capitaux sont attirés ou détournés de l'emploi particulier qui vient d'éprouver l'une ou l'autre de ces variations. » — « Si nous portons les yeux sur les marchés des grandes villes, nous verrons avec quelle régularité ils sont pourvus de toutes sortes de denrées, nationales et étrangères, dans la quantité requise, et quelque différente qu'en soit la demande par l'effet du caprice, du goût, ou par les variations dans la population ; sans qu'il y ait souvent engorgement par un approvisionnement surabondant, ni cherté excessive par la faiblesse de l'approvisionnement comparée à la demande : l'on doit convenir que le principe qui distribue le capital dans chaque branche d'industrie, dans *les proportions exactement convenables*, est plus puissant qu'on ne le suppose en général. » (Ricardo, t. I, p. 105 et 108.)

Si M. Proudhon accepte la valeur des produits comme déterminée par le temps du travail, il doit accepter également le mouvement oscillatoire, qui seul fait du temps du travail la mesure de la valeur. Il n'y a pas de « rapport de proportionnalité » tout constitué, il n'y a qu'un mouvement constituant.

Nous venons de voir dans quel sens il est juste de parler de la « proportionnalité, » comme d'une conséquence de la valeur déterminée par le temps du travail. Nous allons voir maintenant comment cette mesure par le temps, appelée par M. Proudhon « loi de proportionnalité », se transforme en loi de *disproportionnalité*.

Toute nouvelle invention qui permet de produire en une heure ce qui a été produit jusqu'ici en deux heures déprécie tous les produits homogènes qui se trouvent sur le marché. La concurrence force le producteur à vendre le produit de deux heures à aussi bon marché que le produit d'une heure. La concurrence réalise la loi selon laquelle la valeur relative d'un produit

est déterminée par le temps du travail nécessaire pour le produire. Le temps du travail servant de mesure à la valeur vénale, devient ainsi la loi d'une *dépréciation* continue du travail. Nous dirons plus. Il y aura dépréciation non-seulement pour les marchandises apportées sur le marché, mais aussi pour les instruments de production, et pour tout un atelier. Ce fait, Ricardo le signale déjà en disant : « En augmentant constamment la facilité de production, nous diminuons constamment la valeur de quelques-unes des choses produites auparavant. » (Tome II, p. 58.) Sismondi va plus loin. Il voit, dans cette « valeur *constituée* » par le temps du travail, la source de toutes les contradictions de l'industrie et du commerce modernes. « La valeur mercantile, dit-il, est toujours fixée, en dernière analyse, sur la quantité de travail nécessaire pour se procurer la chose évaluée : ce n'est pas celle qu'elle a actuellement coûté, mais celle qu'elle coûterait désormais avec des moyens peut-être perfectionnés ; et cette quantité, quoiqu'elle soit difficile à apprécier, est toujours établie avec fidélité par la concurrence... C'est sur cette base qu'est calculée la demande du vendeur aussi bien que l'offre de l'acheteur. Le premier affirmera peut-être que la chose lui a coûté dix journées de travail ; mais si l'autre reconnaît qu'elle peut désormais s'accomplir avec huit journées de travail, si la concurrence en apporte la démonstration aux deux contractants, ce sera à huit journées seulement que se réduira la valeur et que s'établira le prix du marché. L'un et l'autre contractant a bien, il est vrai, la notion que la chose est utile, qu'elle est désirée, que sans désir il n'y aurait point de vente ; mais la fixation du prix ne conserve aucun rapport avec l'utilité. » (*Études*, etc., t. II, p. 267, édit. de Bruxelles.)

Il est important d'insister sur ce point, que ce qui détermine la valeur, ce n'est point le temps dans lequel une chose a été produite, mais le *minimum* de temps dans lequel elle est susceptible d'être produite, et ce minimum est constaté par la concurrence. Supposez un instant qu'il n'y ait plus de concurrence et par conséquent plus de moyen de constater le minimum de travail nécessaire pour la production d'une denrée, qu'en arrivera-t-il ? Il suffira de mettre à la production d'un objet six heures de travail, pour être en droit, d'après M. Proudhon, d'exiger en échange six fois autant que celui qui n'aura mis qu'une heure à la production du même objet.

Au lieu d'un « rapport de proportionnalité », nous avons un rapport de disproportionnalité, si toutefois nous tenons à rester dans les rapports, bons ou mauvais.

La dépréciation continue du travail n'est qu'un seul côté, qu'une seule conséquence de l'évaluation des denrées par le temps de travail. Le surhaussement des prix, la surproduction, et bien d'autres phénomènes

d'anarchie industrielle, trouvent leur interprétation dans ce mode d'évaluation.

Mais le temps du travail servant de mesure à la valeur, fait-il du moins naître la variété proportionnelle dans les produits qui charme tant M. Proudhon ?

Tout au contraire, le monopole dans toute sa monotonie vient à sa suite envahir le monde des produits, de même qu'au vu et au su de tout le monde, le monopole envahit le monde des instruments de production. Il n'appartient qu'à quelques branches de l'industrie, comme à l'industrie cotonnière, de faire des progrès très rapides. La conséquence naturelle de ces progrès, c'est que les produits de la manufacture cotonnière, par exemple, baissent rapidement de prix ; mais à mesure que le prix du coton baisse, le prix du lin doit comparativement hausser. Qu'en arrive-t-il ? le lin sera remplacé par le coton. C'est de cette manière que le lin a été chassé de presque toute l'Amérique du Nord. Et nous avons obtenu, au lieu de la variété proportionnelle des produits, le règne du coton.

Que reste-t-il de ce « rapport de proportionnalité ? » Rien que le vœu d'un honnête homme, qui voudrait que les marchandises se produisissent dans des proportions telles, qu'elles pussent se vendre à un prix honnête. De tout temps, les bons bourgeois et les économistes philanthropes se sont plu à former ce vœu innocent.

Laissons parler le vieux *Bois-Guillebert* :

« Le prix des denrées, dit-il, doit toujours être *proportionné*, n'y ayant que cette intelligence qui les puisse faire vivre ensemble, *pour se donner à tout moment* (voilà l'échangeabilité continue de M. Proudhon), et recevoir réciproquement la naissance les unes des autres... Comme la richesse, donc, n'est que ce mélange continu d'homme à homme, de métier à métier, etc., c'est un aveuglement effroyable que d'aller chercher la cause de la misère ailleurs que dans la cessation d'un pareil commerce, arrivée par le dérangement des proportions dans les prix. » (*Dissertation sur la nature des richesses*, édit. Daire.)

Écoutons aussi un économiste moderne :

« Une grande loi qu'on doit appliquer à la production, c'est la *loi de la proportionnalité* (the law of proportion), qui seule peut préserver la continuité de la valeur... L'équivalent doit être garanti... Toutes les nations ont essayé à diverses époques, au moyen de nombreux règlements et restrictions commerciales, de réaliser jusqu'à un certain point cette loi de la proportionnalité ; mais l'égoïsme, inhérent à la nature de l'homme, l'a poussé à bouleverser tout ce régime réglementaire. Une production proportionnée (*proportionate production*), c'est la réalisation de la vérité

entière de la science de l'économie sociale. » (W. Atkinson, *Principles of Political Economy*, London, 1840, p. 170-195.)

Fuit Troja. Cette juste proportion entre l'offre et la demande, qui recommence à faire l'objet de tant de vœux, a depuis longtemps cessé d'exister. Elle a passé à l'état de vieillesse. Elle n'a été possible qu'aux époques où les moyens de production étaient bornés, où l'échange s'agissait dans des limites extrêmement restreintes. Avec la naissance de la grande industrie, cette juste proportion dut cesser, et la production est fatalement contrainte à passer, dans une succession perpétuelle, par les vicissitudes de prospérité, de dépression, de crise, de stagnation, de nouvelle prospérité, et ainsi de suite.

Ceux qui, comme Sismondi, veulent revenir à la juste proportionnalité de la production, tout en conservant les bases actuelles de la société, sont réactionnaires, puisque, pour être conséquents, il doivent aussi vouloir ramener toutes les autres conditions de l'industrie des temps passés.

Qu'est-ce qui maintenant la production dans des proportions justes ou à peu près ? C'était la demande qui commandait à l'offre, qui la précédait. La production suivait pas à pas la consommation. La grande industrie, forcée par les instruments mêmes dont elle dispose à produire sur une échelle toujours plus large, ne peut plus attendre la demande. La production précède la consommation, l'offre force la demande.

Dans la société actuelle, dans l'industrie basée sur les échanges individuels, l'anarchie de la production, qui est la source de tant de misère, est en même temps la source de tout progrès.

Ainsi de deux choses, l'une :

Ou vous voulez les justes proportions des siècles passés avec les moyens de production de notre époque, alors vous êtes à la fois réactionnaire et utopiste.

Ou vous voulez le progrès sans l'anarchie : alors, pour conserver les forces productives, abandonnez les échanges individuels.

Les échanges individuels ne s'accordent qu'avec la petite industrie des siècles passés, et son corollaire de « juste proportion », ou bien encore avec la grande industrie et tout son cortège de misère et d'anarchie.

Après tout, la détermination de la valeur par le temps du travail, c'est-à-dire la formule que M. Proudhon nous donne comme la formule régénératrice de l'avenir, n'est donc que l'expression scientifique des rapports économiques de la société actuelle, ainsi que Ricardo l'a clairement et nettement démontré bien avant M. Proudhon.

Mais au moins l'application « *égalitaire* » de cette formule appartient-elle à M. Proudhon ? Est-ce lui qui, le premier, a imaginé de réformer la

société en transformant tous les hommes en travailleurs immédiats, échangeant des quantités de travail égales ? Est-ce bien à lui de faire aux communistes — ces gens dépourvus de toute connaissance en économie politique, ces « hommes obstinément bêtes », ces « rêveurs paradisiaques » — le reproche de n'avoir pas trouvé, avant lui, cette « solution du problème du prolétariat ? »

Quiconque est tant soit peu familiarisé avec le mouvement de l'économie politique en Angleterre, n'est pas sans savoir que presque tous les socialistes de ce pays ont, à différentes époques, proposé l'application égalitaire de la théorie ricardienne. Nous pourrions citer à M. Proudhon : l'*Économie politique* de Hopkins, 1822 ; William Thompson : *An Inquiry into the Principles of the distribution of wealth, most conducive to human happiness*, 1827 ; T. R. Edmonds : *Practical, moral and political Economy*, 1828, etc., etc., et quatre pages d'*etc.* Nous nous contenterons de laisser parler un communiste anglais, M. Bray. Nous rapporterons les passages décisifs de son ouvrage remarquable : *Labour's wrongs and Labour's remedy*, Leeds, 1839, et nous nous y arrêterons assez longtemps, d'abord parce que M. Bray est encore peu connu en France, ensuite parce que nous croyons y avoir trouvé la clé des ouvrages passés, présents et futurs de M. Proudhon.

« Le seul moyen pour arriver à la vérité, c'est d'aborder de front les premiers principes. Remontons tout d'un coup à la source d'où les gouvernements mêmes dérivent. En allant ainsi à l'origine de la chose, nous trouverons que toute forme de gouvernement, que toute injustice sociale et gouvernementale provient du système social actuellement en vigueur — de l'*institution de la propriété telle qu'elle existe maintenant* (the institution of property as it at present exists), et qu'ainsi, pour mettre, à tout jamais, fin aux injustices et aux misères d'aujourd'hui, il faut *renverser de fond en comble l'état actuel de la société*... En attaquant les économistes sur leur propre terrain et avec leur propres armes, nous éviterons l'absurde bavardage sur les *visionnaires* et les *théoriciens*, qu'ils sont toujours prêts à étaler. À moins de nier ou de désapprouver les vérités et principes reconnus, sur lesquels ils fondent leurs propres arguments, les économistes ne pourront guère repousser les conclusions auxquelles nous arrivons par cette méthode. (Bray, p. 17 et 41.) C'est le *travail seul qui donne de la valeur* (It is labour alone which bestows value)... Chaque homme a un droit indubitable à tout ce que son travail honnête peut lui procurer. En s'appropriant ainsi les fruits de son travail, il ne commet aucune injustice à l'égard des autres hommes ; car il n'empiète point sur le droit de tout autre à agir de même... Toutes les idées de supériorité et

d'infériorité, de maître et de salarié, naissent de ce qu'on a négligé les premiers principes, et qu'en conséquence l'*inégalité* s'est introduite dans la possession (and to the consequent rise of inequality of possessions). Aussi longtemps que cette inégalité sera maintenue, il sera impossible de déraciner de telles idées ou de renverser les institutions qui se fondent sur elles. Jusqu'à présent, on a toujours le vain espoir de remédier à un état de choses qui est contre la nature, tel qu'il nous régit maintenant, en détruisant l'*inégalité existante* et en laissant subsister la *cause* de l'inégalité ; mais nous démontrerons bientôt que le gouvernement n'est pas une cause, mais un effet, qu'il ne crée pas, mais qu'il est créé, — qu'en un mot, il est le *résultat de l'inégalité dans la possession* (the offspring of inequality of possessions), et que l'inégalité de possession est inséparablement liée au système social actuel. (Bray, p. 33, 36 et 37.)

« Le système de l'égalité a pour lui non seulement les plus grands avantages, mais aussi la stricte justice... Chaque homme est un anneau, et un anneau indispensable dans la chaîne des effets, qui prend son point de départ dans une idée, pour aboutir peut-être à la production d'une pièce de drap. Ainsi, de ce que nos goûts ne sont pas les mêmes pour les différentes professions, il ne faut pas conclure que le travail de l'un doit être mieux rétribué que celui de l'autre. L'inventeur recevra toujours, outre sa juste récompense en argent, le tribut de notre admiration, que le génie seul peut obtenir de nous...

« Par la nature même du travail et de l'échange, la stricte justice demande que tous les échangeurs aient des bénéfices, non seulement *mutuels*, mais *égaux* (all exchangers should be not only *mutually* but they should likewise be *equally* benefitted). Il n'y a que deux choses que les hommes puissent échanger entre eux, savoir : le travail et le produit du travail. Si les échanges s'opéraient d'après un système équitable, la valeur de tous les articles serait déterminée par *leurs frais de production complets* ; et *des valeurs égales s'échangeraient toujours contre des valeurs égales* (If a just system of exchanges were acted upon, the value of all articles would be determined by the entire cost of production, and equal values should always exchange for equal values). Si, par exemple, un chapelier met une journée à faire un chapeau, et un bottier le même temps à faire une paire de souliers (en supposant que la matière première qu'ils emploient ait la même valeur) et qu'ils échangent ces articles entre eux, le bénéfice qu'ils en retirent est en même temps mutuel et égal. L'avantage qui en découle pour chacune des parties ne peut être un désavantage pour l'autre, puisque chacune a fourni la même quantité de travail et que les matériaux dont elles s'étaient servies, étaient de valeur égale. Mais si le

chapelier avait obtenu *deux* paires de souliers contre *un* chapeau, toujours dans notre supposition première, il est évident que l'échange serait injuste. Le chapelier frustrerait le bottier d'une journée de travail ; et s'il en agissait ainsi dans tous ses échanges, il recevrait contre le travail *d'une demi-année* le produit de *toute une année* d'une autre personne. Jusqu'ici, nous avons toujours suivi ce système d'échange souverainement injuste : les *ouvriers* ont *donné* au capitaliste le travail de toute une année en échange de la valeur d'une demi-année (the workmen have given the capitalist the labour of a whole year, in exchange for the value of only half a year), — et c'est de là, et non pas d'une inégalité supposée dans les forces physiques et intellectuelles des individus, qu'est provenue l'inégalité de richesse et de pouvoir. L'inégalité des échanges, la différence des prix dans les achats et les ventes, ne peut exister qu'à la condition qu'à tout jamais les capitalistes restent capitalistes et les ouvriers ouvriers, — les uns une classe de tyrans, les autres une classe d'esclaves... Cette transaction prouve donc clairement que les capitalistes et les propriétaires ne font que donner à l'ouvrier, pour son travail d'une semaine, une partie de la richesse qu'ils ont obtenue de lui la semaine d'avant, c'est-à-dire que pour *quelque chose*, ils ne lui donnent *rien* (nothing for something)... La transaction entre le travailleur et le capitaliste est une vraie comédie ; dans le fait, elle n'est, en mainte circonstance, qu'un *vol* impudent quoique *légal*. (The whole transaction between the producer and the capitalist is a mere farce : it is, in fact, in thousands of instances, no other than a barefaced though *legal robbery*.) (Bray, p. 45, 48, 49 et 50.)

« Le bénéfice de l'entrepreneur ne cessera jamais d'être une perte pour l'ouvrier — jusqu'à ce que les échanges entre les parties soient égaux ; et les échanges ne peuvent être égaux aussi longtemps que la société est divisée entre capitalistes et producteurs, et que les derniers vivent de leur travail, tandis que les premiers s'enflent du profit de ce travail...

« Il est clair, continue M. Bray, que vous aurez beau établir telle ou telle forme de gouvernement... que vous aurez beau prêcher, au nom de la morale et de l'amour fraternel... la réciprocité est incompatible avec l'inégalité des échanges. L'inégalité des échanges, comme étant la source de l'inégalité des possessions, est l'ennemi secret qui nous dévore. (No reciprocity can exist where there are unequal exchanges. Inequality of exchanges, as being the cause of inequality of possessions, is the secret enemy that devours us.) » (Bray, p. 51 et 52.)

« La considération du but et de la fin de la société m'autorise à conclure, que non seulement tous les hommes doivent travailler et ainsi parvenir à

pouvoir échanger, mais que des valeurs égales doivent s'échanger contre des valeurs égales. De plus, comme le bénéfice de l'un ne doit pas être une perte pour un autre, la valeur doit se déterminer par les frais de production. Pourtant nous avons vu que, sous le régime social actuel, le profit du capitaliste et de l'homme riche est toujours la perte de l'ouvrier — que ce résultat doit inévitablement s'ensuivre, et que le pauvre reste abandonné entièrement à la merci du riche, sous chaque forme de gouvernement, aussi longtemps que l'inégalité des échanges subsiste — et que l'égalité des échanges ne peut être assurée que par un régime social qui reconnaisse l'universalité du travail... L'égalité des échanges ferait graduellement passer la richesse des mains des capitalistes actuels dans celles des classes ouvrières. (Bray, p. 54 et 55.)

« Aussi longtemps que ce système de l'inégalité des échanges sera en vigueur, les producteurs seront toujours aussi pauvres, aussi ignorants, aussi surchargés de travail, qu'ils le sont actuellement, quand même on *abolirait toutes les taxes, tous les impôts gouvernementaux...* Il n'y a qu'un changement total de système, l'introduction de l'égalité du travail et des échanges, qui puisse améliorer cet état de choses et assurer aux hommes la vraie égalité des droits... Les producteurs n'ont qu'à faire un effort — et c'est par eux que tout effort pour leur propre salut doit être fait — et leurs chaînes seront brisées à jamais... Comme but, l'égalité politique est une erreur, elle est même une erreur comme moyen. (*As an end, the political equality is there a failure, as a means, also, it is there a failure.*)

« Avec l'égalité des échanges, le profit de l'un ne peut pas être la perte de l'autre : car tout échange n'est plus qu'un simple *transfert* de travail et de richesse, il n'exige aucun sacrifice. Ainsi, sous un système social basé sur l'égalité des échanges, le producteur pourra encore arriver à la richesse au moyen de ses épargnes ; mais sa richesse ne sera plus que le produit accumulé de son propre travail. Il pourra échanger sa richesse ou la donner à d'autres ; mais il lui sera impossible de rester riche, pour un temps un peu prolongé, après qu'il aura cessé de travailler. Par l'égalité des échanges, la richesse perd le pouvoir actuel de se renouveler et de se reproduire pour ainsi dire par elle-même : elle ne pourra plus combler le vide que la consommation aura créé ; car, à moins d'être reproduite par le travail, la richesse une fois consommée est perdue à jamais. Ce que nous appelons maintenant *profits* et *intérêts* ne pourra plus exister sous le régime des échanges égaux. Le producteur et le distributeur y seraient également rétribués et c'est la somme totale de leur travail qui servirait à déterminer la valeur de tout article créé et mis à la portée du consommateur...

« Le principe de l'égalité dans les échanges doit donc, par sa nature même, amener le *travail universel*. » (Bray, p. 76, 88, 89, 92 et 109).

Après avoir réfuté les objections des économistes contre le *communisme*, M. Bray continue ainsi :

« Si un changement de caractère est indispensable pour faire réussir un système social de communauté dans sa forme parfaite ; si d'un autre côté le régime actuel ne présente ni les circonstances, ni les facilités voulues pour arriver à ce changement de caractère et préparer les hommes à un état meilleur que nous désirons tous : il est évident que les choses doivent, de toute nécessité, rester telles qu'elles sont, à moins qu'on ne découvre et n'applique un terme social préparatoire, — un mouvement qui participe du système actuel comme du système à venir (du système de la communauté), — une espèce de halte intermédiaire, à laquelle la société puisse arriver avec tous ses excès et toutes ses folies, pour la quitter ensuite, riche de qualités et d'attributs qui sont les conditions vitales du système de communauté. (Bray, p. 136.)

« Le mouvement tout entier n'exigerait que la coopération dans sa forme la plus simple... Les frais de production détermineraient en toute circonstance la valeur du produit, et des valeurs égales s'échangeraient toujours contre des valeurs égales. De deux personnes, dont l'une aurait travaillé une semaine entière, et l'autre une demi-semaine, la première recevrait le double de la rémunération de l'autre ; mais ce surplus de paie ne serait pas donné à l'un aux dépens de l'autre : la perte encourue par le dernier ne tomberait en aucune manière sur le premier. Chaque personne échangerait le salaire qu'elle aurait individuellement reçu contre des objets de la même valeur que son salaire, et, en aucun cas, le profit réalisé par un homme ou dans une industrie ne constituerait la perte d'un autre homme ou d'une autre branche d'industrie. Le travail de chaque individu serait la *seule mesure* de ses profits et de sa perte...

«... Au moyen de comptoirs (*boards of trade*) généraux et locaux, on déterminerait la quantité de différents objets exigée pour la consommation, et la valeur relative de chaque objet en comparaison avec les autres (le nombre d'ouvriers à employer dans les différentes branches de travail), en un mot, tout ce qui tient à la production et à la distribution sociale. Ces opérations se feraient, pour une nation, en aussi peu de temps et avec autant de facilité qu'elles se font, sous le régime actuel, pour une société particulière... Les individus se grouperaient en familles, les familles en communes, comme sous le régime actuel... on n'abolirait pas même directement la distribution de la population dans la ville et la campagne, toute mauvaise qu'elle est. Dans cette association, chaque individu

continuerait de jouir de la liberté qu'il possède maintenant d'accumuler autant que bon lui semble, et de faire de ces accumulations l'usage qu'il jugerait convenable... Notre société sera pour ainsi dire une grande société par actions, composée d'un nombre infini de plus petites sociétés par actions, qui toutes travaillent, produisent et échangent leurs produits sur le pied de la plus parfaite égalité... Notre nouveau système de société par actions, qui n'est qu'une concession faite à la société actuelle, pour arriver au communisme, établie de manière à faire coexister la *propriété individuelle* des produits avec la *propriété en commun* des forces productives, fait dépendre le sort de chaque individu de sa propre activité, et lui accorde une part égale dans tous les avantages fournis par la nature et le progrès des arts. Par là elle peut s'appliquer à la société telle qu'elle existe, et la préparer à des changements ultérieurs. » (Bray, p. 158, 160, 162, 168, 194, et 199.)

Nous n'avons plus que quelques mots à répondre à M. Bray, qui, bien malgré nous et en dépit de nous, se trouve avoir supplanté M. Proudhon, à cela près que M. Bray, loin de vouloir posséder le dernier mot de l'humanité, propose seulement les mesures qu'il croit bonnes pour une époque de transition entre la société actuelle et le régime de la communauté.

Une heure de travail de Pierre s'échange contre une heure de travail de Paul. Voilà l'axiome fondamental de M. Bray.

Supposons que Pierre a douze heures de travail devant lui et que Paul n'en a que six : alors Pierre ne pourra faire avec Paul qu'un échange de six contre six. Pierre aura par conséquent six heures de travail de reste. Que fera-t-il de ces six heures de travail ?

Ou il n'en fera rien, c'est-à-dire qu'il aura travaillé six heures pour rien ; ou bien il chômera six autres heures pour se mettre en équilibre ; ou bien encore, et c'est là sa dernière ressource, il donnera à Paul ces six heures, dont il n'a que faire, par-dessus le marché.

Ainsi, au bout du compte, qu'est-ce que Pierre aura gagné sur Paul ? Des heures de travail, non. Il n'aura gagné que des heures de loisir ; il sera forcé de faire le fainéant six heures durant. Et pour que ce nouveau droit de fainéantise soit non seulement goûté, mais encore prisé dans la nouvelle société, il faut que celle-ci trouve sa plus haute félicité dans la paresse, et que le travail lui pèse comme une chaîne dont elle devra se débarrasser coûte que coûte. Et encore, pour revenir à notre exemple, si ces heures de loisir que Pierre a gagnées sur Paul étaient un gain réel ! Mais non. Paul, en commençant par ne travailler que six heures, arrive par un travail régulier et réglé au résultat que Pierre n'obtient qu'en commençant par un

excès de travail. Chacun voudra être Paul, il y aura concurrence pour conquérir la place de Paul, concurrence de paresse.

Eh bien ! l'échange de quantités égales de travail que nous a-t-il donné ? Surproduction, dépréciation, excès de travail suivi de chômage, enfin les rapports économiques tels que nous les voyons constitués dans la société actuelle, moins la concurrence de travail.

Mais non, nous nous trompons. Il y aura encore un expédient qui pourra sauver la société nouvelle, la société des Pierre et des Paul. Pierre mangera tout seul le produit des six heures de travail qui lui restent. Mais du moment qu'il n'a plus à échanger pour avoir produit, il n'a pas non plus à produire pour échanger, et toute la supposition d'une société fondée sur l'échange et la division du travail tomberait. On aura sauvé l'égalité des échanges par cela même que les échanges auront cessé d'exister : Paul et Pierre en viendraient à l'état de Robinson.

Donc, si l'on suppose tous les membres de la société travailleurs immédiats, l'échange des quantités égales d'heures de travail n'est possible qu'à la condition qu'on soit convenu d'avance du nombre d'heures qu'il faudra employer à la production matérielle. Mais une telle convention nie l'échange individuel.

Nous arriverons encore à la même conséquence, si nous prenons pour point de départ, non plus la distribution des produits créés, mais l'acte de la production. Dans la grande industrie, Pierre n'est pas libre de fixer lui-même le temps de son travail, car le travail de Pierre n'est rien sans le concours de tous les Pierre et de tous les Paul qui forment l'atelier. C'est ce qui explique fort bien la résistance opiniâtre que les fabricants anglais opposèrent au *bill de dix heures*. C'est qu'ils ne savaient que trop qu'une diminution de travail de deux heures accordée aux femmes et aux enfants devait également entraîner une diminution de temps de travail pour les adultes. Il est dans la nature de la grande industrie que le temps du travail soit égal pour tous. Ce qui est aujourd'hui le résultat du capital et de la concurrence des ouvriers entre eux, sera demain, si vous retranchez le rapport du travail au capital, le fait d'une convention basée sur le rapport de la somme des forces productives à la somme des besoins existants.

Mais une telle convention est la condamnation de l'échange individuel, et nous voilà encore arrivés à notre premier résultat.

Dans le principe, il n'y a pas échange des produits, mais échange des travaux qui concourent à la production. C'est du mode d'échange des forces productives que dépend le mode d'échange des produits. En général, la forme de l'échange des produits correspond à la forme de la production. Changez la dernière, et la première se trouvera changée en

conséquence. Aussi voyons-nous dans l'histoire de la société le mode d'échanger les produits se régler sur le mode de les produire. L'échange individuel correspond aussi à un mode de production déterminé, qui lui-même répond à l'antagonisme des classes. Ainsi pas d'échange individuel sans l'antagonisme des classes.

Mais les consciences honnêtes se refusent à cette évidence. Tant qu'on est bourgeois, on ne peut faire autrement que de voir dans ce rapport d'antagonisme un rapport d'harmonie et de justice éternelle, qui ne permet à personne de se faire valoir aux dépens d'autrui. Pour le bourgeois, l'échange individuel peut subsister sans l'antagonisme des classes : pour lui ce sont deux choses tout à fait disjointes. L'échange individuel, comme se le figure le bourgeois, est loin de ressembler à l'échange individuel tel qu'il se pratique.

M. Bray fait de l'*illusion* de l'honnête bourgeois l'*idéal* qu'il voudrait réaliser. En épurant l'échange individuel, en le débarrassant de tout ce qu'il y trouve d'éléments antagonistes, il croit trouver un rapport « *égalitaire* », qu'il voudrait faire passer dans la société.

M. Bray ne voit pas que ce rapport égalitaire, cet *idéal correctif*, qu'il voudrait appliquer au monde, n'est lui-même que le reflet du monde actuel, et qu'il est par conséquent totalement impossible de reconstituer la société sur une base, qui n'en est qu'une ombre embellie. À mesure que l'ombre redevient corps, on s'aperçoit que ce corps, loin d'en être la transfiguration rêvée, est le corps actuel de la société^{2}.

§ III. APPLICATION DE LA LOI DES PROPORTIONNALITÉS DE VALEUR.

A) La monnaie.

« L'or et l'argent sont les premières marchandises dont la valeur soit arrivée à sa constitution. »

Donc l'or et l'argent sont les premières applications de la « valeur constituée »... par M. Proudhon. Et comme M. Proudhon constitue les valeurs des produits en les déterminant par la quantité comparative de travail y fixé, la seule chose qu'il avait à faire c'était de prouver que les *variations* survenues dans la valeur de l'or et de l'argent s'expliquent toujours par les variations du temps de travail qu'il faut pour les produire. M. Proudhon n'y songe pas. Il ne parle pas de l'or et de l'argent comme marchandise, il en parle comme monnaie.

Toute sa logique, si logique il y a, consiste à escamoter la qualité qu'ont l'or et l'argent de servir de *monnaie*, au bénéfice de toutes les

marchandises qui ont la qualité d'être évaluées par le temps du travail. Décidément il y a plus de naïveté que de malice dans cet escamotage.

Un produit utile, étant évalué par le temps de travail nécessaire à le produire, est toujours acceptable en échange. Témoin, s'écrie M. Proudhon, l'or et l'argent, qui se trouvent dans mes conditions voulues « d'échangeabilité. » Donc l'or et l'argent — c'est la valeur arrivée à l'état de constitution, c'est l'incorporation de l'idée de M. Proudhon. Il est on ne peut plus heureux dans le choix de son exemple. L'or et l'argent, outre la qualité qu'ils ont d'être une marchandise, évaluée comme toute autre marchandise par le temps du travail, ont encore celle d'être agent universel d'échange, d'être monnaie. En prenant maintenant l'or et l'argent comme une application de la « *valeur constituée* » par le temps du travail, rien de plus facile que de prouver que toute marchandise dont la valeur sera constituée par le temps du travail sera toujours échangeable, sera monnaie.

Une question toute simple se présente à l'esprit de M. Proudhon. L'or et l'argent, pourquoi ont-ils le privilège d'être le type de la « valeur constituée ? »

« La fonction particulière que l'usage a dévolue aux métaux précieux de servir d'agent au commerce est purement conventionnelle, et toute autre marchandise pourrait, moins commodément peut-être, mais d'une manière aussi authentique, remplir ce rôle : les économistes le reconnaissent et l'on en cite plus d'un exemple. Quelle est donc la raison de cette préférence généralement accordée aux métaux, pour servir de monnaie, et comment s'explique cette spécialité des fonctions, sans analogue dans l'économie politique, de l'argent ?... Or, est-il possible de *rétablir la série* d'où la *monnaie* semble avoir été détachée, et par conséquent de ramener celle-ci à son véritable principe ? »

Déjà, en posant la question en ces termes, M. Proudhon a supposé la *monnaie*. La première question, qu'il aurait dû se poser, c'est de savoir pourquoi, dans les échanges tels qu'ils sont constitués actuellement, on a dû individualiser pour ainsi dire la valeur échangeable en créant un agent spécial d'échange. La monnaie, ce n'est pas une chose, c'est un rapport social. Pourquoi le rapport de la monnaie est-il un rapport de la production, comme tout autre rapport économique, tel que la division du travail, etc. ? Si M. Proudhon s'était bien rendu compte de ce rapport, il n'aurait pas vu dans la monnaie une exception, un membre détaché d'une série inconnue ou à retrouver.

Il aurait reconnu, au contraire, que ce rapport est un anneau, et, comme tel, intimement lié à tout l'enchaînement des autres rapports économiques, et que ce rapport correspond à un mode de production déterminé, ni plus ni

moins que l'échange individuel. Que fait-il, lui ? Il commence par détacher la monnaie de l'ensemble du mode de production actuel, pour en faire plus tard le premier membre d'une série imaginaire, d'une série à retrouver.

Une fois qu'on a reconnu la nécessité d'un agent particulier d'échange, c'est-à-dire la nécessité de la monnaie, alors il ne s'agit plus que d'expliquer pourquoi cette fonction particulière est dévolue à l'or et à l'argent plutôt qu'à tout autre marchandise. C'est là une question secondaire qui ne s'explique plus par l'enchaînement des rapports de production, mais par les qualités spécifiques inhérentes à l'or et à l'argent comme matière. Si, d'après tout cela, les économistes dans cette occasion « se sont jetés hors du domaine de la science, s'ils ont fait de la physique, de la mécanique, de l'histoire, etc., » comme le leur reproche M. Proudhon, ils n'ont fait que ce qu'ils devaient faire. La question n'est plus du domaine de l'économie politique.

« Ce qu'aucun des économistes, dit M. Proudhon, n'a ni vu ni compris, c'est la *raison économique* qui a déterminé, en faveur des métaux précieux, la faveur dont ils jouissent. »

La raison économique que nul, et pour cause, n'a ni vue ni comprise, M. Proudhon l'a vue, comprise et léguée à la postérité.

« Or ce que nul n'a remarqué, c'est que, de toutes les marchandises, l'or et l'argent sont les premières dont la valeur soit arrivée à la constitution. Dans la période patriarcale, l'or et l'argent se marchandent encore et s'échangent en lingots, mais déjà avec une tendance visible à la domination et avec une préférence marquée. *Peu à peu* les souverains s'en emparent et y apposent leur sceau : et de cette consécration souveraine naît la monnaie, c'est-à-dire la marchandise par excellence, celle qui, nonobstant toutes les secousses du commerce, conserve une valeur proportionnelle déterminée et se fait accepter en tout paiement... Le trait distinctif de l'or et de l'argent vient, je le répète, de ce que, grâce à leurs propriétés métalliques, aux difficultés de leur production, et surtout à l'intervention de l'autorité publique, ils ont de bonne heure conquis, comme marchandises, la fixité et l'authenticité. »

Dire que, de toutes les marchandises, l'or et l'argent sont les premiers dont la valeur soit arrivée à la constitution, c'est dire, après tout ce qui précède, que l'or et l'argent sont les premières arrivées à l'état de monnaie. Voilà la grande révélation de M. Proudhon, voilà la vérité que nul n'avait découverte avant lui.

Si, par ces mots, M. Proudhon a voulu dire que l'or et l'argent sont des marchandises pour la production desquelles le temps a été connu plus tôt que pour toutes les autres, ce serait encore une des suppositions dont il est

si prompt à gratifier ses lecteurs. Si nous voulions nous en tenir à cette érudition patriarcale, nous dirions à M. Proudhon que le temps nécessaire pour produire les objets de première nécessité, tels que le fer, etc., a été connu en premier lieu. Nous lui ferons grâce de l'arc classique d'Adam Smith.

Mais, après tout cela, comment M. Proudhon peut-il encore parler de la constitution d'une valeur, puisqu'une valeur n'est jamais constituée toute seule ? Elle est constituée, non par le temps qu'il faut pour la produire toute seule, mais par rapport à la quotité de tous les autres produits qui peuvent être créés dans le même temps. Ainsi la constitution de la valeur de l'or et de l'argent suppose la constitution déjà toute donnée d'une foule d'autres produits.

Ce n'est donc pas la marchandise qui est arrivée, dans l'or et l'argent, à l'état de « valeur constituée », c'est la « valeur constituée » de M. Proudhon qui est arrivée, dans l'or et l'argent, à l'état de monnaie.

Examinons maintenant de plus près ces *raisons économiques*, qui d'après M. Proudhon ont valu à l'or et à l'argent l'avantage d'être érigés en monnaie plus tôt que tous les autres produits, en passant par l'état constitutif de la valeur.

Ces raisons économiques sont : la « préférence marquée » déjà dans « la période patriarcale, » et autres circonlocutions du fait même, qui augmentent la difficulté, puisqu'elles multiplient le fait en multipliant les incidents que M. Proudhon fait survenir pour expliquer le fait. M. Proudhon n'a pas encore épuisé toutes les raisons prétendues économiques. En voici une d'une force souveraine, irrésistible :

« C'est de la consécration souveraine que naît la monnaie : les souverains s'emparent de l'or et de l'argent et y apposent leur sceau. »

Ainsi le bon plaisir des souverains est, pour M. Proudhon, la raison suprême en économie politique !

Vraiment, il faut être dépourvu de toute connaissance historique pour ignorer que ce sont les souverains qui, de tout temps, ont subi les conditions économiques, mais que ce ne sont jamais eux qui leur ont fait la loi. La législation tant politique que civile ne fait que prononcer, verbaliser le vouloir des rapports économiques.

Le souverain s'est-il emparé de l'or et de l'argent, pour en faire les agents universels d'échange, en y imprimant son sceau, ou ces agents universels d'échange ne se sont-ils pas plutôt emparés du souverain en le forçant de leur imprimer son sceau et de leur donner une consécration politique ?

L'empreinte qu'on a donnée et qu'on donne à l'argent ce n'est pas celle

de sa valeur, c'est celle de son poids. La fixité et l'authenticité dont parle M. Proudhon ne s'appliquent qu'au titre de la monnaie, et ce titre indique combien il y a de matière métallique dans un morceau d'argent monnayé. « La seule valeur intrinsèque d'un marc d'argent, dit Voltaire avec le bon sens qu'on lui connaît, est marc d'argent, une demi-livre du poids de huit onces. Le poids et le titre font seuls cette valeur intrinsèque. » (Voltaire, *Système de Law*.) Mais la question : Combien vaut une once d'or et d'argent ? n'en subsiste pas moins. Si un cachemire du magasin du *Grand Colbert* portait la marque de fabrique : *pure laine*, cette marque de fabrique ne vous dirait pas encore la valeur du cachemire. Il resterait toujours à savoir combien vaut la laine. « Philippe I^{er}, roi de France, dit M. Proudhon, mêle à la livre tournois de Charlemagne un tiers d'alliage, s'imaginant que lui seul ayant le monopole de la fabrication des monnaies, il peut faire ce que fait tout commerçant ayant le monopole d'un produit. Qu'était-ce en effet que cette altération des monnaies tant reprochée à Philippe et à ses successeurs ? Un raisonnement très juste, au point de vue de la routine commerciale, mais très faux en science économique, savoir que l'offre et la demande étant la règle des valeurs, on peut, soit en produisant une rareté factice, soit en accaparant la fabrication, faire monter l'estimation et partant la valeur des choses, et que cela est vrai de l'or et de l'argent comme du blé, du vin, de l'huile, du tabac. Cependant la fraude de Philippe ne fut pas plutôt soupçonnée que sa monnaie fut réduite à sa juste valeur et qu'il perdit en même temps ce qu'il avait cru gagner sur ses sujets. Même chose arriva à la suite de toutes les tentatives analogues. »

D'abord il a été démontré, maintes et maintes fois, que si le prince s'avise d'altérer la monnaie, c'est lui qui y perd. Ce qu'il a gagné en une seule fois pour la première émission, il le perd autant de fois que les monnaies falsifiées lui rentrent sous la forme d'impôts, etc. Mais Philippe et ses successeurs ont su se mettre plus ou moins à l'abri de cette perte, car, une fois la monnaie altérée mise en circulation, ils n'avaient rien de plus pressé à faire que d'ordonner une refonte générale des monnaies sur l'ancien pied.

Et puis d'ailleurs, si Philippe I^{er} avait véritablement raisonné comme M. Proudhon, Philippe I^{er} n'aurait pas bien raisonné « au point de vue commercial ». Ni Philippe I^{er}, ni M. Proudhon ne font preuve de génie mercantile, quand ils s'imaginent qu'on peut altérer la valeur de l'or aussi bien que celle de toute autre marchandise par la seule raison que leur valeur est déterminée par le rapport de l'offre à la demande.

Si le roi Philippe avait ordonné qu'un muid de blé s'appelât désormais deux muids de blé, le roi aurait été un escroc. Il aurait trompé tous les

rentiers, tous les gens qui avaient à recevoir cent muids de blé ; il aurait été la cause que tous ces gens-là, au lieu de recevoir cent muids de blé, n'en auraient reçu que cinquante. Supposez le roi débiteur de cent muids de blé ; il n'en aurait eu à payer que cinquante. Mais dans le commerce cent muids n'auraient jamais valu plus de cinquante. En changeant le nom on ne change pas la chose. La quantité de blé, soit offerte, soit demandée, ne sera ni diminuée ni augmentée par ce seul changement de nom. Ainsi le rapport de l'offre à la demande étant également le même malgré cette altération de nom, le prix du blé ne subira aucune altération réelle. En parlant de l'offre et de la demande des choses, on ne parle pas de l'offre et de la demande du nom des choses. Philippe I^{er} n'était pas faiseur d'or ou d'argent, comme dit Proudhon ; il était faiseur du nom des monnaies. Faites passer vos cachemires français pour des cachemires asiatiques, il est possible que vous trompiez un acheteur ou deux ; mais la fraude une fois connue, vos soi-disant cachemires asiatiques descendront au prix des cachemires français. En donnant une fausse étiquette à l'or et à l'argent, le roi Philippe I^{er} ne pouvait faire des dupes que tant que la fraude n'était pas connue. Comme tout autre boutiquier, il trompait ses pratiques par une fausse qualification de la marchandise : cela ne pouvait durer qu'un temps. Tôt ou tard il devait subir la rigueur des lois commerciales. Est-ce là ce que M. Proudhon voulait prouver ? Non. D'après lui, c'est du souverain, et non du commerce, que l'argent reçoit sa valeur. Et qu'a-t-il prouvé effectivement ? Que le commerce est plus souverain que le souverain. Que le souverain ordonne qu'un marc soit désormais deux marcs, le commerce vous dira toujours que ces deux marcs ne valent que le marc d'auparavant.

Mais pour cela la question de la valeur déterminée par la quantité de travail n'a pas fait un pas. Il reste toujours à décider si ces deux marcs, redevenus le marc d'auparavant, sont déterminés par les frais de production ou par la loi de l'offre et de la demande ?

M. Proudhon continue : « Il est même à considérer que si, au lieu d'altérer les monnaies, il avait été au pouvoir du roi d'en doubler la masse, la valeur échangeable de l'or et de l'argent aurait aussitôt baissé de moitié, toujours par cette raison de proportionnalité et d'équilibre. »

Si cette opinion, que M. Proudhon partage avec les autres économistes, est juste, elle prouve en faveur de leur doctrine de l'offre et de la demande, et nullement en faveur de la proportionnalité de M. Proudhon. Car, quelle que fût la quantité de travail fixé dans la masse doublée de l'or et de l'argent, sa valeur serait tombée de moitié, la demande étant restée la même et l'offre ayant doublé. Ou bien est-ce que, par hasard, « *la loi de proportionnalité* » se confondrait cette fois avec la loi si dédaignée de

l'offre et de la demande ? Cette juste proportionnalité de M. Proudhon est en effet tellement élastique, elle se prête à tant de variations, de combinaisons et de permutations, qu'elle pourrait bien coïncider une fois avec le rapport de l'offre à la demande.

Faire « toute marchandise acceptable dans l'échange, sinon de fait, au moins de droit, » en se fondant sur le rôle que jouent l'or et l'argent, c'est donc méconnaître ce rôle. L'or et l'argent ne sont acceptables de droit que parce qu'ils le sont de fait, et ils le sont de fait parce que l'organisation actuelle de la production a besoin d'un agent universel d'échange. Le droit n'est que la reconnaissance officielle du fait.

Nous l'avons vu, l'exemple de l'argent comme application de la valeur passée à l'état de constitution, n'avait été choisi par M. Proudhon que pour faire passer en contrebande toute sa doctrine de l'échangeabilité, c'est-à-dire pour démontrer que toute marchandise évaluée par ses frais de production doit arriver à l'état de monnaie. Tout cela serait bel et bon, n'était l'inconvénient que précisément l'or et l'argent, en tant que monnaie, sont de toutes les marchandises les seules qui ne soient pas déterminées par leurs frais de production ; et cela est tellement vrai, que dans la circulation elles peuvent être remplacées par le papier. Tant qu'il y aura une certaine proportion observée entre les besoins de circulation et la quantité de monnaie émise, que ce soit de la monnaie en papier, en or, en platine ou en cuivre, il ne pourra pas être question d'une proportion à observer entre la valeur intrinsèque (les frais de production) et la valeur nominale de la monnaie. Sans doute, dans le commerce international, la monnaie est déterminée, comme toute autre marchandise, par le temps du travail. Mais c'est qu'aussi l'or et l'argent passés dans le commerce international sont des moyens d'échange comme produit et non comme monnaie, c'est-à-dire que l'or et l'argent perdent ce caractère de « fixité et d'authenticité », de « consécration souveraine », qui forment pour M. Proudhon leur caractère spécifique. Ricardo a si bien compris cette vérité, qu'après avoir basé tout son système sur la valeur déterminée par le temps du travail, et qu'après avoir dit : « *L'or et l'argent*, ainsi que toutes les autres marchandises, n'ont de valeur qu'à proportion de la quantité de travail nécessaire pour les produire et les faire arriver au marché, » il ajoute néanmoins que la valeur de la *monnaie* n'est pas déterminée par le temps de travail fixé dans sa matière, mais seulement par la loi de l'offre et de la demande. « Quoique le papier n'ait point de valeur intrinsèque, cependant si l'on en borne la quantité, sa valeur échangeable peut égaler la valeur d'une monnaie métallique de la même dénomination ou de lingots estimés en espèces. C'est encore par le même principe, c'est-à-dire en

bornant la quantité de la monnaie, que des pièces d'un bas titre peuvent circuler pour la même valeur qu'elles auraient eue si leur poids et leur titre étaient ceux fixés par la loi, et non d'après la valeur intrinsèque du métal pur qu'elles contiendraient. Voilà pourquoi dans l'histoire des monnaies anglaises nous trouvons que notre numéraire n'a jamais été déprécié dans la même proportion qu'il a été altéré. La raison en est qu'il n'a jamais été multiplié en proportion de sa dépréciation. » (Ricardo, *loc. cit.*)

Voici ce qu'observe J.-B. Say au sujet de ce passage de Ricardo :

« Cet *exemple* devrait suffire, il me semble, pour convaincre l'auteur que la base de toute valeur est non pas la quantité de travail nécessaire pour faire une marchandise, mais le besoin qu'on en a, balancé par sa rareté. »

Ainsi la monnaie, qui pour Ricardo n'est plus une valeur déterminée par le temps de travail, et que J.-B. Say prend à cause de cela pour exemple, afin de convaincre Ricardo que les autres valeurs ne sauraient pas non plus être déterminées par le temps de travail, cette monnaie, dis-je, prise par J.-B. Say pour exemple d'une valeur déterminée exclusivement par l'offre et la demande, devient pour M. Proudhon l'exemple par excellence de l'application de la valeur constituée... par le temps du travail.

Pour en finir, si la monnaie n'est point une « valeur constituée » parle temps du travail, elle saurait bien moins encore avoir quelque chose de commun avec la juste « proportionnalité » de M. Proudhon. L'or et l'argent sont toujours échangeables, parce qu'ils ont la fonction particulière de servir comme agent universel d'échange, et nullement parce qu'ils existent dans une quantité proportionnelle à l'ensemble des richesses ; ou pour mieux dire encore, ils sont toujours proportionnels parce que, seuls de toutes les marchandises, ils servent de monnaie, d'agent universel d'échange, quelle que soit leur quantité par rapport à l'ensemble des richesses. « La monnaie en circulation ne saurait jamais être assez abondante pour regorger ; car si vous en baissez la valeur, vous en augmenterez dans la même proportion la quantité, et en augmentant sa valeur vous en diminuez la quantité. » (Ricardo.)

« Quel imbroglio que l'économie politique ! » s'écrie M. Proudhon.

« Maudit or ! » s'écrie plaisamment un communiste (par la bouche de M. Proudhon). Autant vaudrait dire : Maudit froment, maudites vignes, maudits moutons ! car, « de même que l'or et l'argent, *toute valeur commerciale* doit arriver à son exacte et rigoureuse détermination. »

L'idée de faire arriver les moutons et les vignes à l'état de monnaie n'est pas neuve. En France, elle appartient au siècle de Louis XIV. À cette époque, l'argent ayant commencé à établir sa toute-puissance, on se

plaignait de la dépréciation de toutes les autres marchandises, et on appelait de tous ses vœux le moment où « toute valeur commerciale » pourrait arriver à son exacte et rigoureuse détermination, à l'état de monnaie. Voici ce que nous trouvons déjà dans Bois-Guillebert, l'un des plus anciens économistes de la France : « L'argent alors, par cette survenue innombrable de concurrents qui seront les denrées mêmes rétablies dans leurs justes valeurs, sera rembarqué dans ses bornes naturelles. » (*Économistes financiers du dix-huitième siècle*, p. 422, édit. Daire.)

On voit que les premières illusions de la bourgeoisie sont aussi ses dernières.

B) L'excédant du travail.

« On lit dans des ouvrages d'économie politique cette hypothèse absurde : *Si le prix de toutes choses était doublé...* Comme si le prix de toutes choses n'était pas la proportion des choses, et qu'on pût doubler une proportion, un rapport, une loi ! » (Proudhon, t. I^{er}, p. 81.)

Les économistes sont tombés dans cette erreur, faute d'avoir su faire l'application de la « loi de proportionnalité » et de la « valeur constituée ».

Malheureusement, on lit dans l'ouvrage même de M. Proudhon, t. I^{er}, p. 110, cette hypothèse absurde, que « si le salaire haussait généralement, le prix de toutes les choses hausserait ». Au surplus, si l'on trouve dans des ouvrages d'économie politique la phrase en question, on y trouve aussi son explication. « Si l'on dit que le prix de toutes les marchandises hausse ou baisse, on exclut toujours l'une ou l'autre des marchandises : la marchandise exclue est en général l'argent ou le travail. » (*Encyclopædia Metropolitana or Universal Dictionary of Knowledge*, vol. IV, à l'article *Political Economy*, by Senior, London, 1836). Voyez aussi, sur cette expression, J. St. Mill, *Essays on some unsettled questions of political economy*, London, 1844, et Tooke, *An history of prices, etc.*, London, 1838.)

Passons maintenant à la *seconde application* de la « valeur constituée », et d'autres proportionnalités dont le seul défaut est d'être peu proportionnées ; et voyons si M. Proudhon y est plus heureux que dans la *monétisation* des moutons.

« Un axiome généralement admis par les économistes est que tout travail doit laisser un excédant. Cette proposition est pour moi d'une vérité universelle et absolue : c'est le corollaire de la loi de la proportionnalité, que l'on peut regarder comme le sommaire de toute la science

économique. Mais, j'en demande pardon aux économistes, le principe que *tout travail doit laisser un excédant* n'a pas de sens dans leur théorie, et n'est susceptible d'aucune *démonstration*. » (Proudhon.)

Pour prouver que tout travail doit laisser un excédant, M. Proudhon personnifie la société ; il en fait une *société personne*, société, qui n'est pas, tant s'en faut, la société des personnes, puisqu'elle a ses lois à part, n'ayant rien de commun avec les personnes dont se compose la société, et son « intelligence propre, » qui n'est pas l'intelligence du commun des hommes, mais une intelligence qui n'a pas le sens commun. M. Proudhon reproche aux économistes de n'avoir pas compris la personnalité de cet être collectif. Nous aimons à lui opposer le passage suivant d'un économiste américain qui reproche aux autres économistes tout le contraire : « L'entité morale (*the moral entity*), l'être grammatical (*the grammatical being*) nommé société a été revêtu d'attributions qui n'ont d'existence réelle que dans l'imagination de ceux qui avec un mot font une chose... Voilà ce qui a donné lieu à bien des difficultés et à de déplorables méprises dans l'économie politique. » (Th. Cooper, *Lectures on the Elements of Political Economy*, Columbia, 1826.)

« Ce principe de l'excédant du travail, continue M. Proudhon, n'est vrai des individus que parce qu'il émane de la société, qui leur confère ainsi le bénéfice de ses propres lois. »

M. Proudhon veut-il dire par là tout simplement que la production de l'individu social de passe celle de l'individu isolé ? Est-ce de cet excédant de la production des individus associés sur celle des individus non associés, que M. Proudhon entend parler ? S'il en est ainsi, nous pourrions lui citer cent économistes qui ont exprimé cette simple vérité sans tout le mysticisme dont s'entoure M. Proudhon. Voici ce que dit, par exemple, M. Sadler :

« Le travail combiné donne des résultats que le travail individuel ne saurait jamais produire. À mesure donc que l'humanité augmentera en nombre, les produits de l'industrie réunie excéderont de beaucoup la somme d'une simple addition calculée sur cette augmentation... Dans les arts mécaniques comme dans les travaux de la science, un homme peut actuellement faire plus dans un jour qu'un individu isolé pendant toute sa vie. L'axiome des mathématiciens, que le tout est égal aux parties, n'est plus vrai, appliqué à notre sujet. Quant au travail, ce grand pilier de l'existence humaine (*the great pillar of human existence*), on peut dire que le produit des efforts accumulés excède de beaucoup tout ce que des efforts individuels et séparés peuvent jamais produire. » (T. Sadler, *The law of population*, London, 1830.)

Revenons à M. Proudhon. L'excédant du travail, dit-il, s'explique par la société personne. La vie de cette personne suit des lois opposées aux lois qui font agir l'homme comme individu, ce qu'il veut prouver par des « faits ».

« La découverte d'un procédé économique ne peut jamais valoir à l'inventeur un profit égal à celui qu'il procure à la société... On a remarqué que les entreprises des chemins de fer sont beaucoup moins une source de richesses pour les entrepreneurs que pour l'État... Le prix moyen du transport des marchandises par le roulage est de 18 centimes par tonne et par kilomètre, marchandise prise et rendue en magasin. On a calculé qu'à ce prix une entreprise ordinaire de chemin de fer n'obtiendrait pas 10 pour 100 de bénéfice net, résultat à peu près égal à celui d'une entreprise de roulage. Mais admettons que la célérité du transport par chemin de fer soit à celle du roulage de terre comme 4 est à 1 : comme dans la société le temps est la valeur même, à égalité de prix le chemin de fer présentera sur le roulage un avantage de 400 pour 100. Cependant cet avantage énorme, très réel pour la société, est bien loin de se réaliser dans la même proportion pour le voiturier, qui, tandis qu'il fait jouir la société d'une mieux-value de 400 pour 100, ne retire pas, quant à lui, 10 pour 100. Supposons, en effet, pour rendre la chose encore plus sensible, que le chemin de fer porte son tarif à 25 centimes, celui du roulage restant à 18 : il perdra à l'instant toutes ses consignations. Expéditeurs, destinataires, tout le monde reviendra à la malbrouke, à la patache s'il le faut. On désertera la locomotive : un avantage social de 400 pour 100 sera sacrifié à une perte de 35 pour 100. La raison de cela est facile à saisir : l'avantage qui résulte de la célérité du chemin de fer est tout social, et chaque individu n'y participe qu'en une proportion minime (n'oublions pas qu'il ne s'agit dans ce moment que du transport des marchandises), tandis que la perte frappe directement et personnellement le consommateur. Un bénéfice social égal à 400 représente pour l'individu, si la société est seulement d'un million d'hommes, quatre dix-millièmes ; tandis qu'une perte de 33 pour 100 pour le consommateur supposerait un déficit social de 33 millions. » (Proudhon.)

Passons encore que M. Proudhon exprime une célérité mise au quadruple par 400 pour 100 de la célérité primitive ; mais qu'il mette en rapport les pour cent de célérité avec les pour cent du profit et qu'il forme une proportion entre deux rapports qui, pour être mesurés séparément par des pour cent, sont néanmoins incommensurables entre eux : c'est établir une proportion entre les pour cent et en laisser de côté les dénominations.

Des pour cent sont toujours des pour cent. Dix pour cent et 400 pour

cent sont commensurables ; ils sont l'un à l'autre comme 10 est à 400. Donc, conclut M. Proudhon, un profit de 10 pour cent vaut 40 fois moins qu'une célérité quadruplée. Pour sauver les apparences, il dit que, pour la société, le temps est la valeur (*time is money*). Cette erreur provient de ce qu'il se rappelle confusément qu'il y a un rapport entre la valeur et le temps du travail, et il n'a rien de plus pressé à faire que d'assimiler le temps du travail au temps du transport, c'est-à-dire qu'il identifie les quelques chauffeurs, gardes de convoi et consorts, dont le temps de travail n'est autre que le temps de transport, avec la société toute entière. Pour le coup, voilà la célérité devenue capital, et en ce cas, il a pleinement raison de dire : « Un bénéfice de 400 pour cent sera sacrifié à une perte de 35 pour cent. » Après avoir établi en mathématicien cette étrange proposition, il nous en donne l'explication en économiste.

« Un bénéfice social égal à 400 représente pour l'individu, si la société est seulement d'un million d'hommes, quatre dix-millièmes. » D'accord ; mais il ne s'agit pas de 400, il s'agit de 400 pour cent, et un bénéfice de 400 pour cent représente pour l'individu 400 pour cent ni plus ni moins. Quel que soit le capital, les dividendes se feront toujours dans le rapport de 400 pour cent. Que fait M. Proudhon ? Il prend les pour cent pour le capital, et comme s'il eût craint que sa confusion ne fût point assez manifeste, assez « sensible », il continue :

« Une perte de 33 pour cent pour le consommateur supposerait un déficit social de 33 millions. » Trente-trois pour cent de perte pour le consommateur restent 33 pour cent de perte pour un million de consommateurs. Comment ensuite M. Proudhon peut-il dire pertinemment que le déficit social, dans le cas d'une perte de 33 pour cent, s'élève à 33 millions, quand il ne connaît ni le capital social ni même le capital d'un seul des intéressés ? Ainsi, il ne suffisait pas à M. Proudhon d'avoir confondu le *capital* et les *pour cent* ; il se dépasse en identifiant le *capital* mis dans une entreprise et le *nombre* des intéressés.

« Supposons, en effet, pour rendre la chose encore plus sensible, » un capital déterminé. Un profit social de 400 pour cent, réparti sur un million de partisans, intéressés chacun pour 1 franc, donne 4 francs de bénéfice par tête et non pas 0,0004, comme le prétend M. Proudhon. De même une perte de 33 pour cent pour chacun des participants représente un déficit social de 330,000 fr. et non pas de 33 millions ($100:33 = 1,000,000 : 330,000$).

M. Proudhon, préoccupé de sa théorie de la société personne, oublie de faire la division par 100 ; il obtient ainsi 330,000 francs de perte ; mais 4 francs de profit par tête font pour la société 4 millions de francs de profit.

Reste pour la société un profit net de 3,670,000 francs. Ce compte exact démontre tout juste le contraire de ce qu'a voulu démontrer M. Proudhon : c'est que les bénéfices et pertes de la société ne sont point en raison inverse avec les bénéfices et les pertes des individus.

Après avoir rectifié ces simples erreurs de pur calcul, voyons un peu les conséquences auxquelles on arriverait, si on voulait admettre pour les chemins de fer ce rapport de célérité et de capital, tel que M. Proudhon le donne, moins les erreurs de calcul. Supposons qu'un transport quatre fois plus rapide coûte quatre fois plus, ce transport ne donnerait pas moins de profit que le roulage qui est quatre fois plus lent et coûte le quart des frais. Donc, si le roulage prend 18 centimes, le chemin de fer pourrait prendre 72 centimes. Ce serait selon la « rigueur mathématique » la conséquence des suppositions de M. Proudhon, toujours moins ses erreurs de calcul. Mais voilà tout d'un coup qu'il nous dit que si, au lieu de 72 centimes, le chemin de fer n'en prenait que 25, il perdrait à l'instant toutes ses consignations. Décidément, il faut revenir à la malbrouke, à la patache même. Seulement, si nous avons un conseil à donner à M. Proudhon, c'est de ne pas oublier dans son « *Programme de l'association progressive* » de faire la division par 100. Mais, hélas ! il n'est guère à espérer que notre conseil soit écouté, car M. Proudhon est tellement enchanté de son calcul « progressif », correspondant à « l'occasion progressive », qu'il s'écrie avec beaucoup d'emphase : « J'ai déjà fait voir au chapitre II, par la solution de l'antinomie de la valeur, que l'avantage de toute découverte utile est incomparablement moindre pour l'inventeur, quoi qu'il fasse, que pour la société ; j'ai porté la démonstration sur ce point *jusqu'à la rigueur mathématique !* »

Revenons à la fiction de la société personne, fiction qui n'avait d'autre but que de prouver la simple vérité que voici : Une invention nouvelle faisant produire avec la même quantité de travail une plus grande quantité de marchandises, fait baisser la valeur vénale du produit. La société fait donc un profit, non en obtenant plus de valeurs échangeables, mais en obtenant plus de marchandises pour la même valeur. Quant à l'inventeur, la concurrence fait tomber successivement son profit jusqu'au niveau général des profits. M. Proudhon a-t-il prouvé cette proposition ainsi qu'il voulait le faire ? Non. Cela ne l'empêche pas de reprocher aux économistes d'avoir manqué cette démonstration. Pour lui prouver le contraire, nous ne citerons que Ricardo et Lauderdale ; Ricardo, chef de l'école qui détermine la valeur par le temps du travail, Lauderdale, un des défenseurs les plus acharnés de la détermination de la valeur par l'offre et la demande. Tous les deux ont développé la même thèse.

« En augmentant constamment la facilité de production, nous diminuons constamment la valeur de quelques-unes des choses produites auparavant, quoique par ce même moyen non-seulement nous ajoutons à la richesse nationale, mais que nous augmentions encore la faculté de produire pour l'avenir... Aussitôt qu'au moyen des machines, ou par nos connaissances en physique, nous forçons les agents naturels, à faire l'ouvrage que l'homme faisait auparavant, la valeur échangeable de cet ouvrage tombe en conséquence. S'il fallait dix hommes pour tourner un moulin à blé, et qu'on découvrit que par le moyen du vent ou de l'eau le travail de ces dix hommes pourrait être épargné, la farine qui serait le produit de l'action du moulin tomberait dès ce moment de valeur, en proportion de la somme de travail épargné ; et la société se trouverait enrichie de toute la valeur des choses que le travail de ces dix hommes pourrait produire, les fonds destinés à l'entretien des travailleurs n'ayant pas éprouvé par là la moindre diminution. » (Ricardo.)

Lauderdale, à son tour, dit :

« Le profit des capitaux provient toujours de ce qu'ils suppléent à une portion de travail que l'homme devrait faire de ses mains, ou de ce qu'ils accomplissent une portion de travail au-dessus des efforts personnels de l'homme et qu'il ne saurait exécuter lui-même. Le mince bénéfice que font en général les propriétaires des machines, comparé au prix du travail auquel elles suppléent, feront naître des doutes peut-être sur la justesse de cette opinion. Une pompe à feu, par exemple, tire en un jour plus d'eau d'une mine de charbon que ne pourraient en sortir sur leur dos trois cents hommes, même en s'aidant de baquets ; et, il n'est pas douteux, qu'elle remplace leur travail à bien moins de frais. C'est ici le cas de toutes les machines. Le travail qui se faisait par la main de l'homme à laquelle elles sont substituées, elle doivent le faire à plus bas prix... Je suppose qu'un brevet soit donné à l'inventeur d'une machine qui fait l'ouvrage de quatre : comme le privilège exclusif empêche toute concurrence, hors celle qui résulte du travail des ouvriers, il est clair que le salaire de ceux-ci, dans toute la durée du privilège, sera la mesure du prix que l'inventeur doit mettre à ses produits : c'est-à-dire que, pour s'assurer de l'emploi, il exigera un peu moins que le salaire du travail auquel sa machine supplée. Mais à l'expiration du privilège, d'autres machines de même espèce s'établissent et rivalisent avec la sienne. Alors il réglera son prix sur le principe général, le faisant dépendre de l'abondance des machines. Le profit des fonds employés..., quoiqu'il résulte d'un travail suppléé, se règle enfin, non par la valeur de ce travail, mais, comme dans tous les autres cas, par la concurrence entre les propriétaires des fonds ; et le degré en est

toujours fixé par la proportion de la quantité des capitaux offerts pour cette fonction avec la demande qu'on en fait. »

En dernier lieu donc, tant que le profit sera plus grand que dans les autres industries, il y aura des capitaux qui se jetteront sur l'industrie nouvelle, jusqu'à ce que le taux des bénéfices en soit descendu au niveau commun.

Nous venons de voir que l'exemple du chemin de fer n'était guère propre à jeter quelque jour sur la fiction de la société personne. Néanmoins, M. Proudhon reprend hardiment son discours : « Ces points éclaircis, rien de plus aisé que d'expliquer comment le travail doit laisser à chaque producteur un excédant. »

Ce qui suit maintenant appartient à l'antiquité classique. C'est un conte poétique fait pour délasser le lecteur des fatigues qu'a dû lui causer la rigueur des démonstrations mathématiques qui le précèdent. M. Proudhon donne à sa société personne le nom de *Prométhée*, dont il glorifie les hauts faits en ces termes :

« D'abord, Prométhée sortant du sein de la nature s'éveille à la vie dans une inertie pleine de charmes, etc., etc. Prométhée se met à l'œuvre, et dès sa première journée, première journée de la seconde création, le produit de Prométhée, c'est-à-dire sa richesse, son bien-être, est égal à dix. Le second jour, Prométhée divise son travail, et son produit devient égal à cent. Le troisième jour et chacun des jours suivants, Prométhée invente des machines, découvre de nouvelles utilités dans les corps, de nouvelles forces dans la nature... À chaque pas que fait son industrie, le chiffre de sa production s'élève et lui dénonce un surcroît de félicité. Et puisque enfin, pour lui, consommer c'est produire, il est clair que chaque journée de consommation, n'emportant que le produit de la veille, laisse un excédant de produit à la journée du lendemain. »

Ce Prométhée de M. Proudhon est un drôle de personnage, aussi faible en logique qu'en économie politique. Tant que Prométhée ne fait que nous enseigner la division du travail, l'application des machines, l'exploitation des forces naturelles et du pouvoir scientifique, multipliant les forces productives des hommes et donnant un excédant comparé à ce que produit le travail isolé, ce nouveau Prométhée n'a que le malheur de venir trop tard. Mais dès que Prométhée se mêle de parler production et consommation, il devient réellement grotesque. Consommer, pour lui, c'est produire ; il consomme le lendemain ce qu'il a produit la veille, c'est comme cela qu'il a toujours une journée d'avance ; cette journée d'avance c'est son « excédant de travail ». Mais en consommant le lendemain ce qu'il a produit la veille, il faut bien que le premier jour, qui n'avait pas de

veille, il ait travaillé pour deux journées, afin d'avoir dans la suite une journée d'avance. Comment Prométhée a-t-il gagné le premier jour cet excédant, alors qu'il n'y avait ni division de travail, ni machines, ni même d'autres connaissances des forces physiques que celle du feu ? Ainsi la question, pour avoir été reculée « jusqu'au premier jour de la seconde création », n'a pas fait un pas en avant. Cette manière d'expliquer les choses tient à la fois du grec et de l'hébreu, elle est à la fois mystique et allégorique, elle donne parfaitement à M. Proudhon le droit de dire : « J'ai démontré par la théorie et par les faits le principe que tout travail doit laisser un excédant. »

Les faits, c'est le fameux calcul progressif ; la théorie, c'est le mythe de Prométhée.

« Mais, continue M. Proudhon, ce principe aussi certain qu'une proposition d'arithmétique, est loin encore de se réaliser pour tout le monde. Tandis que, par le progrès de l'industrie collective, chaque journée de travail individuel obtient un produit de plus en plus grand, et, par une conséquence nécessaire, tandis que le travailleur, avec le même salaire, devrait devenir tous les jours plus riche, il existe dans la société des états qui profitent et d'autres qui dépérissent. »

En 1770, la population des royaumes-unis de la Grande-Bretagne était de 15 millions., et la population productive de 3 millions. Le pouvoir scientifique de la production égalait environ une population de 12 millions d'individus de plus ; donc, en somme, il y avait 15 millions de forces productives. Ainsi le pouvoir productif était à la population comme 1 est à 1, et le pouvoir scientifique était au pouvoir manuel comme 4 est à 1.

En 1840, la population ne dépassait pas 30 millions : la population productive était de 6 millions, tandis que le pouvoir scientifique montait à 650 millions, c'est-à-dire qu'il était à la population entière comme 21 à 1, et au pouvoir manuel comme 108 à 1.

Dans la société anglaise, la journée de travail a donc acquis en soixante et dix ans un excédant de 2,700 pour 100 de productivité, c'est-à-dire qu'en 1840 elle a produit vingt-sept fois autant qu'en 1770. D'après M. Proudhon, il faudrait poser la question que voici : Pourquoi l'ouvrier anglais de 1840 n'a-t-il pas été vingt-sept fois plus riche que celui de 1770 ? En posant une pareille question, on supposerait naturellement que les Anglais auraient pu produire ces richesses, sans que les conditions historiques dans lesquelles elle ont été produites, telles que : accumulation privée des capitaux, division moderne du travail, atelier automatique, concurrence anarchique, salariat enfin tout ce qui est basé sur l'antagonisme des classes, eussent existé. Or, pour le développement des

forces productives et de l'excédant de travail, c'étaient précisément là les conditions d'existence. Donc il a fallu, pour obtenir ce développement des forces productives et cet excédant de travail, qu'il y eût des classes qui profitent et d'autres qui dépérissent.

Qu'est-ce donc, en dernier lieu, que ce Prométhée ressuscité par M. Proudhon ? C'est la société, ce sont les rapports sociaux basés sur l'antagonisme des classes. Ces rapports sont, non pas des rapports d'individu à individu, mais d'ouvrier à capitaliste, de fermier à propriétaire foncier, etc. Effacez ces rapports, et vous aurez anéanti toute la société, et votre Prométhée n'est plus qu'un fantôme sans bras ni jambes, c'est-à-dire sans atelier automatique, sans division de travail, manquant enfin de tout ce que vous lui avez donné primitivement pour lui faire obtenir cet excédant de travail.

Si donc, dans la théorie, il suffisait, comme le fait M. Proudhon, d'interpréter la formule de l'excédant de travail dans le sens de l'égalité, sans prendre garde aux conditions actuelles de la production, il devrait suffire, dans la pratique, de faire parmi les ouvriers une répartition égalitaire de toutes les richesses actuellement acquises, sans rien changer aux conditions actuelles de la production. Ce partage n'assurerait pas un grand degré de confort à chacun des participants.

Mais M. Proudhon n'est pas aussi pessimiste qu'on pourrait bien le croire. Comme la proportionnalité est tout pour lui, il faut bien qu'il voie dans le Prométhée tout donné, c'est-à-dire dans la société actuelle, un commencement de réalisation de son idée favorite.

« Mais partout aussi le progrès de la richesse, c'est-à-dire la *proportionnalité des valeurs*, est la loi dominante ; et quand les économistes opposent aux plaintes du parti social, l'accroissement progressif de la fortune publique, et les adoucissements apportés à la condition des classes mêmes les plus malheureuses, ils proclament, sans s'en douter, une vérité qui est la condamnation de leurs théories. »

Qu'est-ce, en effet, que la richesse collective, la fortune publique ? C'est la richesse de la bourgeoisie, et non pas celle de chaque bourgeois en particulier. Eh bien ! les économistes n'ont fait autre chose que de démontrer comment, dans les rapports de production tels qu'ils existent, la richesse de la bourgeoisie s'est développée et doit s'accroître encore. Quant aux classes ouvrières, c'est encore une question fort contestée que de savoir si leur condition s'est améliorée à la suite de l'accroissement de la richesse prétendue publique. Si les économistes nous citent, à l'appui de leur optimisme, l'exemple des ouvriers anglais occupés à l'industrie cotonnière, ils ne voient leur situation que dans les rares moments de la

prospérité du commerce. Ces moments de prospérité sont, aux époques de crise et de stagnation, dans la « juste proportionnalité » de 3 à 10. Mais peut-être aussi, en parlant d'amélioration, les économistes ont-ils voulu parler de ces millions d'ouvriers qui durent périr, aux Indes orientales, pour procurer au million et demi d'ouvriers occupés en Angleterre à la même industrie, trois années de prospérité sur dix.

Quant à la participation temporaire à l'accroissement de la richesses publique, c'est différent. Le fait de participation temporaire s'explique par la théorie des économistes. Il en est la confirmation et nullement la « condamnation », comme le dit M. Proudhon. S'il y avait quelque chose à condamner, ce serait certes le système de M. Proudhon, qui réduirait, ainsi que nous l'avons démontré, l'ouvrier au minimum de salaire, malgré l'accroissement des richesses. Ce n'est qu'en le réduisant au minimum de salaire, qu'il y aurait fait une application de la juste proportionnalité des valeurs, de la « valeur constituée » — par le temps du travail. C'est parce que le salaire, par suite de la concurrence, oscille au-dessus ou au-dessous du prix des vivres nécessaires à la sustentation de l'ouvrier, que celui-ci peut participer tant soit peu au développement de la richesse collective, mais qu'il peut aussi périr de misère. C'est là toute la théorie des économistes qui ne se font pas illusion.

Après ses longues divagations au sujet des chemins de fer, de Prométhée et de la nouvelle société à reconstituer sur la « valeur constituée », M. Proudhon se recueille ; l'émotion le gagne et il s'écrie d'un ton paternel :

« *J'adjure* les économistes de s'interroger un moment, dans le silence de leur cœur, loin des préjugés qui les troublent et sans égard aux emplois qu'ils occupent ou qu'ils attendent, aux intérêts qu'ils desservent, aux suffrages qu'ils ambitionnent, aux distinctions dont leur vanité se berce : qu'ils disent si jusqu'à ce jour le principe que tout travail doit laisser un excédant leur était apparu avec cette chaîne de préliminaires et de conséquences que nous avons soulevée. »

CHAPITRE II

LA MÉTAPHYSIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

§ 1^{er}. LA MÉTHODE.

Nous voici en pleine Allemagne ! Nous allons avoir à parler métaphysique, tout en parlant économie politique. Et, en ceci encore, nous ne faisons que suivre les « contradictions » de M. Proudhon. Tout à l'heure il nous forçait de parler anglais, de devenir nous même passablement anglais. Maintenant la scène change. M. Proudhon nous transporte dans notre chère patrie et nous force à reprendre notre qualité d'Allemand malgré nous.

Si l'Anglais transforme les hommes en chapeaux, l'Allemand transforme les chapeaux en idées. L'Anglais, c'est Ricardo, riche banquier et économiste distingué : l'Allemand, c'est Hegel, simple professeur de philosophie à l'Université de Berlin.

Louis XV, dernier roi absolu, et qui représentait la décadence de la royauté française, avait attaché à sa personne un médecin qui était, lui, le premier économiste de la France. Ce médecin, cet économiste, représentait le triomphe imminent et sur de la bourgeoisie française. Le docteur Quesnay a fait de l'économie politique une science ; il l'a résumée dans son fameux « *Tableau économique* ». Outre les mille et un commentaires qui ont paru sur ce tableau, nous en possédons un du docteur lui-même. C'est « l'analyse du tableau économique », suivie de « sept *observations importantes* ».

M. Proudhon est un autre docteur Quesnay. C'est le Quesnay de la métaphysique de l'économie politique.

Or, la métaphysique, la philosophie tout entière se résume, d'après Hegel, dans la méthode. Il nous faudra donc chercher à éclaircir la méthode de M. Proudhon, qui est pour le moins aussi ténébreuse que le *Tableau économique*. C'est pour cela que nous donnerons sept observations plus ou moins importantes. Si le docteur Proudhon n'est pas content de nos observations, eh bien, il se fera abbé Baudeau et donnera

lui-même « l'explication de la méthode économique-métaphysique ».

Première observation.

« Nous ne faisons point une *histoire selon l'ordre des temps*, mais *selon la succession des idées*. Les *phases* ou *catégories* économiques sont dans leur *manifestation* tantôt contemporaines, tantôt interverties... Les théories économiques n'en ont pas moins leur *succession logique* et leur *série dans l'entendement* : c'est cet ordre que nous nous sommes flatté de découvrir. » (Proudhon, t. I^{er}, p. 146).

Décidément, M. Proudhon a voulu faire peur aux Français, en leur jetant à la face des phrases quasi hegelienues. Nous avons donc affaire à deux hommes, d'abord à M. Proudhon, puis à Hegel. Comment M. Proudhon se distingue-t-il des autres économistes ? Et Hegel, quel rôle joue-t-il dans l'économie politique de M. Proudhon ?

Les économistes expriment les rapports de la production bourgeoise, la division du travail, le crédit, la monnaie, etc., comme des catégories fixes, immuables, éternelles. M. Proudhon, qui a devant lui ces catégories toutes formées, veut nous expliquer l'acte de formation, la génération de ces catégories, principes, lois, idées, pensées.

Les économistes nous expliquent comment on produit dans ces rapports donnés, mais ce qu'ils ne nous expliquent pas, c'est comment ces rapports se produisent, c'est-à-dire le mouvement historique qui les a fait naître. M. Proudhon, ayant pris ces rapports comme des principes, des catégories, des pensées abstraites, n'a qu'à mettre *ordre* dans ces pensées, qui se trouvent alphabétiquement rangées à la fin de tout traité d'économie politique. Les matériaux des économistes, c'est la vie active et agissante des hommes ; les matériaux de M. Proudhon, ce sont les dogmes des économistes. Mais du moment qu'on ne poursuit pas le mouvement historique des rapports de la production, dont les catégories ne sont que l'expression théorique, du moment que l'on ne veut plus voir dans ces catégories que des idées, des pensées spontanées, indépendantes des rapports réels, on est bien forcé d'assigner comme origine à ces pensées le mouvement de la raison pure. Comment la raison pure, éternelle, impersonnelle fait-elle naître ces pensées ? Comment procède-t-elle pour les produire ?

Si nous avons l'intrépidité de M. Proudhon en fait de hegelianisme, nous dirons : Elle se distingue en elle-même d'elle-même. Qu'est-ce à dire ? La raison impersonnelle n'ayant en dehors d'elle ni terrain sur lequel elle puisse se poser, ni objet auquel elle puisse s'opposer, ni sujet avec lequel elle puisse composer, se voit forcée de faire la culbute en se posant,

en s'opposant et en composant — position, opposition, composition. Pour parler grec, nous avons la thèse, l'antithèse et la synthèse. Quant à ceux qui ne connaissent pas le langage hegelien, nous leur dirons la formule sacramentelle : affirmation, négation et négation de la négation. Voilà ce que parler veut dire. Ce n'est certes pas de l'hébreu, n'en déplaise à M. Proudhon ; mais c'est le langage de cette raison si pure, séparée de l'individu. Au lieu de l'individu ordinaire, avec sa manière ordinaire de parler et de penser, nous n'avons autre chose que cette manière ordinaire toute pure, moins l'individu.

Faut-il s'étonner que toute chose, en dernière abstraction, car il y a abstraction et non pas analyse, se présente à l'état de catégorie logique ? Faut-il s'étonner qu'en laissant tomber peu à peu tout ce qui constitue l'individualisme d'une maison, qu'en faisant abstraction des matériaux dont elle se compose, de la forme qui la distingue, vous arriviez à n'avoir plus qu'un corps, — qu'en faisant abstraction des limites de ce corps vous n'ayez bientôt plus qu'un espace, — qu'en faisant enfin abstraction des dimensions de cet espace, vous finissiez par ne plus avoir que la quantité toute pure, la catégorie logique. À force d'abstraire ainsi de tout sujet tous les prétendus accidents, animés ou inanimés, hommes ou choses, nous avons raison de dire qu'en dernière abstraction on arrive à avoir comme substance les catégories logiques. Ainsi, les métaphysiciens qui, en faisant ces abstractions, s'imaginent faire de l'analyse, et qui, à mesure qu'ils se détachent de plus en plus des objets, s'imaginent s'en approcher au point de les pénétrer, ces métaphysiciens ont à leur tour raison de dire que les choses d'ici-bas sont des broderies, dont les catégories logiques forment le canevas. Voilà ce qui distingue le philosophe du chrétien. Le chrétien n'a qu'une seule incarnation du *Logos*, en dépit de la logique ; le philosophe n'en finit pas avec les incarnations. Que tout ce qui existe, que tout ce qui vit sur la terre et sous l'eau, puisse, à force d'abstraction, être réduit à une catégorie logique ; que de cette façon le monde réel tout entier puisse se noyer dans le monde des abstractions, dans le monde des catégories logiques, qui s'en étonnera ?

Tout ce qui existe, tout ce qui vit sur terre et sous l'eau, n'existe, ne vit que par un mouvement quelconque. Ainsi, le mouvement de l'histoire produit les rapports sociaux, le mouvement industriel nous donne les produits industriels, etc.

De même qu'à force d'abstraction nous avons transformé toute chose en catégorie logique, de même on n'a qu'à faire abstraction de tout caractère distinctif des différents mouvements, pour arriver au mouvement à l'état abstrait, au mouvement purement formel, à la formule purement logique

du mouvement. Si l'on trouve dans les catégories logiques la substance de toute chose, on s'imagine trouver dans la formule logique du mouvement la *méthode absolue*, qui non-seulement explique toute chose, mais qui implique encore le mouvement de la chose.

C'est cette méthode absolue dont Hegel parle en ces termes : « La méthode est la force absolue, unique, suprême, infinie, à laquelle aucun objet ne saurait résister ; c'est la tendance de la raison à se retrouver, à se reconnaître elle-même en toute chose. » (*Logique*, t. III.) Toute chose étant réduite à une catégorie logique, et tout mouvement, tout acte de production à la méthode, il s'ensuit naturellement que tout ensemble de produits et de production, d'objets et de mouvement, se réduit à une métaphysique appliquée. Ce que Hegel a fait pour la religion, le droit, etc., M. Proudhon cherche à le faire pour l'économie politique.

Ainsi, qu'est-ce donc que cette méthode absolue ? L'abstraction du mouvement. Qu'est-ce que l'abstraction du mouvement ? Le mouvement à l'état abstrait. Qu'est-ce que le mouvement à l'état abstrait ? La formule purement logique du mouvement ou le mouvement de la raison pure. En quoi consiste le mouvement de la raison pure ? À se poser, à s'opposer, à se composer, à se formuler comme thèse, antithèse, synthèse, ou bien encore à s'affirmer, à se nier, à nier sa négation.

Comment fait-elle, la raison, pour s'affirmer, pour se poser en catégorie déterminée ? C'est l'affaire de la raison elle-même et de ses apologistes.

Mais une fois qu'elle est parvenue à se poser en thèse, cette thèse, cette pensée, opposée à elle-même, se dédouble en deux pensées contradictoires, le positif et le négatif, le oui et le non. La lutte de ces deux éléments antagonistes, renfermés dans l'antithèse, constitue le mouvement dialectique. Le oui devenant non, le non devenant oui, le oui devenant à la fois oui et non, le non devenant à la fois non et oui, les contraires se balancent, se neutralisent, se paralysent. La fusion de ces deux pensées contradictoires constitue une pensée nouvelle, qui en est la synthèse. Cette pensée nouvelle se déroule encore en deux pensées contradictoires, qui se fondent à leur tour en une nouvelle synthèse. De ce travail d'enfantement naît un groupe de pensées. Ce groupe de pensées suit le même mouvement dialectique qu'une catégorie simple, et a pour antithèse un groupe contradictoire. De ces deux groupes de pensées naît un nouveau groupe de pensées, qui en est la synthèse.

De même que du mouvement dialectique des catégories simples naît le groupe, de même du mouvement dialectique des groupes naît la série, et du mouvement dialectique des séries naît le système tout entier.

Appliquez cette méthode aux catégories de l'économie politique, et vous

aurez la logique et la métaphysique de l'économie politique, ou, en d'autres termes, vous aurez les catégories économiques connues de tout le monde, traduites dans un langage peu connu, qui leur donne l'air d'être fraîchement écloses dans une tête raison pure ; tellement ces catégories semblent s'engendrer les unes les autres, s'enchaîner et s'enchevêtrer les unes dans les autres par le seul travail du mouvement dialectique. Que le lecteur ne s'effraie pas de cette métaphysique avec tout son échafaudage de catégories, de groupes, de séries et de systèmes. M. Proudhon, malgré la grande peine qu'il a prise d'escalader la hauteur du *système des contradictions*, n'a jamais pu s'élever au-dessus des deux premiers échelons de la thèse et de l'antithèse simples, et encore ne les a-t-il enjambés que deux fois, et, de ces deux fois, il est tombé une fois à la renverse.

Aussi n'avons-nous exposé jusqu'à présent que la dialectique de Hegel. Nous verrons plus tard comment M. Proudhon a réussi à la réduire aux plus mesquines proportions. Ainsi, pour Hegel, tout ce qui s'est passé et ce qui se passe encore est tout juste ce qui se passe dans son propre raisonnement. Ainsi la philosophie de l'histoire n'est plus que l'histoire de la philosophie, de sa philosophie à lui. Il n'y a plus « l'histoire selon l'ordre des temps », il n'y a que « la succession des idées dans l'entendement ». Il croit construire le monde par le mouvement de la pensée, tandis qu'il ne fait que reconstruire systématiquement et ranger sous la méthode absolue, les pensées qui sont dans la tête de tout le monde.

Deuxième observation.

Les catégories économiques ne sont que les expressions théoriques, les abstractions des rapports sociaux de la production. M. Proudhon, en vrai philosophe, prenant les choses à l'envers, ne voit dans les rapports réels que les incarnations de ces principes, de ces catégories, qui sommeillaient, nous dit encore M. Proudhon le philosophe, au sein « de la raison impersonnelle de l'humanité ».

M. Proudhon l'économiste a très bien compris que les hommes font le drap, la toile, les étoffes de soie, dans des rapports déterminés de production. Mais ce qu'il n'a pas compris, c'est que ces rapports sociaux déterminés sont aussi bien produits par les hommes que la toile, le lin, etc. Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société

avec le capitaliste industriel.

Les mêmes hommes qui établissent les rapports sociaux conformément à leur productivité matérielle, produisent aussi les principes, les idées, les catégories, conformément à leurs rapports sociaux.

Ainsi ces idées, ces catégories sont aussi peu éternelles que les relations qu'elles expriment. Elles sont des *produits historiques et transitoires*.

Il y a un mouvement continu d'accroissement dans les forces productives, de destruction dans les rapports sociaux, de formation dans les idées ; il n'y a d'immuable que l'abstraction du mouvement — *mors immortalis*.

Troisième observation.

Les rapports de production de toute société forment un tout. M. Proudhon considère les rapports économiques comme autant de phases sociales, s'engendrant l'une l'autre, résultant l'une de l'autre comme l'antithèse de la thèse, et réalisant dans leur succession logique la raison impersonnelle de l'humanité.

Le seul inconvénient qu'il y ait dans cette méthode, c'est qu'en abordant l'examen d'une seule de ces phases, M. Proudhon ne puisse l'expliquer sans avoir recours à tous les autres rapports de la société, rapports que cependant il n'a pas encore fait engendrer par son mouvement dialectique. Lorsque ensuite M. Proudhon, au moyen de la raison pure, passe à l'enfancement des autres phases, il fait comme si c'étaient des enfants nouveau-nés, il oublie qu'elles sont du même âge que la première.

Ainsi, pour arriver à la constitution de la valeur, qui pour lui est la base de toutes les évolutions économiques, il ne pouvait se passer de la division du travail, de la concurrence, etc. Cependant, dans *la série*, dans *l'entendement* de M. Proudhon, dans *la succession logique*, ces rapports n'existaient point encore.

En construisant avec les catégories de l'économie politique l'édifice d'un système idéologique, on disloque les membres du système social. On change les différents membres de la société en autant de sociétés à part, qui arrivent les unes après les autres. Comment, en effet, la seule formule logique du mouvement, de la succession, du temps, pourrait-elle expliquer le corps de la société, dans lequel tous les rapports coexistent simultanément et se supportent les uns les autres ?

Quatrième observation.

Voyons maintenant quelles modifications M. Proudhon fait subir à la dialectique de Hegel en l'appliquant à l'économie politique.

Pour lui, M. Proudhon, toute catégorie économique a deux côtés, l'un bon, l'autre mauvais. Il envisage les catégories comme le petit bourgeois envisage les grands hommes de l'histoire : *Napoléon* est un grand homme ; il a fait beaucoup de bien, il a fait aussi beaucoup de mal.

Le *bon côté* et le *mauvais côté*, l'*avantage* et l'*inconvenient*, pris ensemble, forment pour M. Proudhon la *contradiction* dans chaque catégorie économique.

Problème à résoudre : Conserver le bon côté, en éliminant le mauvais.

L'*esclavage* est une catégorie économique comme une autre. Donc il a, lui aussi, ses deux côtés. Laissons là le mauvais côté et parlons du beau côté de l'esclavage : bien entendu qu'il n'est question que de l'esclavage direct, de l'esclavage des noirs dans le Surinam, dans le Brésil, dans les contrées méridionales de l'Amérique du Nord.

L'esclavage direct est le pivot de l'industrie bourgeoise aussi bien que les machines, le crédit, etc. Sans l'esclavage, vous n'avez pas de coton, sans le coton, vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce de l'univers, c'est le commerce de l'univers qui est la condition de la grande industrie. Ainsi l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance.

Sans l'esclavage, l'Amérique du Nord, le pays le plus progressif, se transformerait en pays patriarcal. Effacez l'Amérique du Nord de la carte du monde, et vous aurez l'anarchie, la décadence complète du commerce et de la civilisation modernes. Faites disparaître l'esclavage, et vous aurez effacé l'Amérique de la carte des peuples.

Aussi l'esclavage, parce qu'il est une catégorie économique, a toujours été dans les institutions des peuples. Les peuples modernes n'ont su que déguiser l'esclavage dans leur propre pays, ils l'ont imposé sans déguisement au nouveau monde.

Comment M. Proudhon s'y prendra-t-il pour sauver l'esclavage ? Il posera le *problème* : Conserver le bon côté de cette catégorie économique, éliminer le mauvais.

Hegel n'a pas de problèmes à poser. Il n'a que la dialectique. M. Proudhon n'a de la dialectique de Hegel que le langage. Son mouvement dialectique, à lui, c'est la distinction dogmatique du bon et du mauvais.

Prenons un instant M. Proudhon lui-même comme catégorie. Examinons son bon et son mauvais côté, ses avantages et ses inconvénients.

S'il a sur Hegel l'avantage de poser des problèmes, qu'il se réserve de résoudre pour le plus grand bien de l'humanité, il a l'inconvénient d'être

frappé de stérilité quand il s'agit d'engendrer par le travail d'enfantement dialectique une catégorie nouvelle. Ce qui constitue le mouvement dialectique, c'est la coexistence des deux côtés contradictoires, leur lutte et leur fusion en une catégorie nouvelle. Rien qu'à se poser le problème d'éliminer le mauvais côté, on coupe court au mouvement dialectique. Ce n'est pas la catégorie qui se pose et s'oppose à elle-même par sa nature contradictoire, c'est M. Proudhon qui s'émeut, se débat, se démène entre les deux côtés de la catégorie.

Pris ainsi dans une impasse, d'où il est difficile de sortir par les moyens légaux, M. Proudhon fait un véritable soubresaut qui le transporte d'un seul bond dans une catégorie nouvelle. C'est alors que se dévoile à ses yeux étonnés la *série dans l'entendement*.

Il prend la première catégorie venue, et il lui attribue arbitrairement la qualité de porter remède aux inconvénients de la catégorie qu'il s'agit d'épurer. Ainsi les impôts remédient, s'il faut en croire M. Proudhon, aux inconvénients du monopole ; la balance du commerce, aux inconvénients des impôts ; la propriété foncière, aux inconvénients du crédit.

En prenant ainsi successivement les catégories économiques, une à une, et en faisant de celle-ci l'*antidote* de celle-là, M. Proudhon arrive à faire avec ce mélange de contradictions, et d'antidotes aux contradictions, deux volumes de contradictions, qu'il appelle à juste titre : *Le système des contradictions économiques*.

Cinquième observation.

« Dans la raison absolue toutes ces idées... sont également simples et générales... En fait nous ne parvenons à la science que par une *sorte d'échafaudage* de nos idées. Mais la vérité en soi est indépendante de ses figures dialectiques et affranchies des combinaisons de notre esprit. » (Proudhon, t. II, p. 97.)

Voilà tout d'un coup, par une sorte de revirement dont nous connaissons maintenant le secret, la métaphysique de l'économie politique devenue une illusion ! Jamais M. Proudhon : n'a dit plus vrai. Certes, du moment que le procédé du mouvement dialectique se réduit au simple procédé d'opposer le bon au mauvais, de poser des problèmes tendant à éliminer le mauvais et de donner une catégorie comme antidote à l'autre, les catégories n'ont plus de spontanéité ; l'idée « ne *fonctionne* plus » ; elle n'a plus de vie en elle. Elle ne se pose ni ne se décompose plus en catégories. La succession des catégories est devenue une sorte d'*échafaudage*. La dialectique n'est plus le mouvement de la raison absolue. Il n'y a plus de dialectique, il y a tout au plus de la morale toute pure.

Quand M. Proudhon parlait de la *série dans l'entendement*, de la *succession logique des catégories*, il déclarait positivement qu'il ne voulait pas donner l'*histoire selon l'ordre des temps*, c'est-à-dire, d'après M. Proudhon, la succession historique dans laquelle les catégories se sont *manifestées*. Tout se passait alors pour lui dans l'*éther pur de la raison*. Tout devait découler de cet éther au moyen de la dialectique. Maintenant qu'il s'agit de mettre en pratique cette dialectique, la raison lui fait défaut. La dialectique de M. Proudhon fait faux bond à la dialectique de Hegel, et voici que M. Proudhon est amené à dire que l'ordre dans lequel il donne les catégories économiques n'est plus l'ordre dans lequel elles s'engendrent les unes les autres. Les évolutions économiques ne sont plus les évolutions de la raison elle-même.

Qu'est-ce donc que M. Proudhon nous donne ? l'histoire réelle, c'est-à-dire, d'après l'entendement de M. Proudhon, la succession suivant laquelle les catégories se sont *manifestées* dans l'ordre des temps ? Non. L'histoire comme elle se passe dans l'idée elle-même ? Bien moins encore. Ainsi ni l'histoire profane des catégories, ni leur histoire sacrée ! Quelle histoire nous donne-t-il enfin ? L'histoire de ses propres contradictions. Voyons comment elles marchent et comment elles entraînent M. Proudhon à leur suite.

Avant d'aborder cet examen, qui donne lieu à la sixième observation importante, nous avons encore une observation importante à faire.

Admettons avec M. Proudhon que l'histoire réelle, l'histoire selon l'ordre des temps, est la succession historique dans laquelle les idées, les catégories, les principes se sont manifestés.

Chaque principe a eu son siècle pour s'y manifester : le principe d'autorité, par exemple, a eu le ^x^e siècle, de même que le principe d'individualisme le ^{xviii}^e siècle. De conséquence en conséquence, c'était le siècle qui appartenait au principe, et non le principe qui appartenait au siècle. En d'autres termes, c'était le principe qui faisait l'histoire, ce n'était pas l'histoire qui faisait le principe. Lorsque ensuite, pour sauver les principes autant que l'histoire, on se demande pourquoi tel principe s'est manifesté dans le ^x^e ou dans le ^{xviii}^e siècle plutôt que dans tel autre, on est nécessairement forcé d'examiner minutieusement quels étaient les hommes du ^x^e siècle, quels étaient ceux du ^{xviii}^e, quels étaient leurs besoins respectifs, leurs forces productrices, leur mode de production, les matières premières de leur production, enfin quels étaient les rapports d'homme à homme qui résultaient de toutes ces conditions d'existence. Approfondir toutes ces questions, n'est-ce pas faire l'histoire réelle, profane des hommes dans chaque siècle, représenter ces hommes à la fois

comme les auteurs et les acteurs de leur propre drame ? Mais du moment que vous représentez les hommes comme les acteurs et les auteurs de leur propre histoire, vous êtes, par un détour, arrivé au véritable point de départ, puisque vous avez abandonné les principes éternels dont vous partiez d'abord.

M. Proudhon ne s'est pas même assez avancé sur le chemin de traverse que prend l'idéologue pour gagner la grande route de l'histoire.

Sixième observation.

Prenons avec M. Proudhon le chemin de traverse.

Nous voulons bien que les rapports économiques, envisagés comme des *lois immuables*, des *principes éternels*, des *catégories idéales*, fussent antérieurs aux hommes actifs et agissants ; nous voulons bien encore que ces lois, ces principes, ces catégories eussent, dès l'origine des temps, sommeillé « dans la raison impersonnelle de l'humanité. » Nous avons déjà vu qu'avec toutes ces éternités immuables et immobiles il n'y a plus d'histoire ; il y a tout au plus l'histoire dans l'idée, c'est-à-dire l'histoire qui se réfléchit dans le mouvement dialectique de la raison pure. M. Proudhon, en disant que, dans le mouvement dialectique, les idées ne se « *différencient* » plus, a annulé et l'*ombre du mouvement* et le *mouvement des ombres*, au moyen desquels on aurait pu tout au plus encore créer un simulacre de l'histoire. Au lieu de cela, il impute à l'histoire sa propre impuissance, il s'en prend à tout, jusqu'à la langue française. « Il n'est donc pas exact de dire, dit M. Proudhon le philosophe, que quelque chose *avient*, quelque chose se *produit* : dans la civilisation comme dans l'univers, tout existe, tout agit depuis toujours. *Il en est ainsi de toute l'économie sociale.* » (Tome II, p. 102.)

Telle est la force productrice des contradictions qui *fonctionnent* et qui font fonctionner M. Proudhon, qu'en voulant expliquer l'histoire il est forcé de la nier, qu'en voulant expliquer la venue successive des rapports sociaux il nie que *quelque chose* puisse *venir*, qu'en voulant expliquer la production avec toutes ses phases, il conteste que *quelque chose* puisse se *produire*.

Ainsi, pour M. Proudhon plus d'histoire, plus de succession des idées, et cependant son livre subsiste toujours ; et ce livre est précisément, d'après sa propre expression, « *l'histoire selon la succession des idées.* » Comment trouver une formule, car M. Proudhon est l'homme aux formules, qui l'aide à pouvoir sauter *d'un seul bond* par delà toutes ses contradictions ?

Pour cela il a inventé une raison nouvelle, qui n'est ni la raison absolue,

pure et vierge, ni la raison commune des hommes actifs et agissants dans les différents siècles, mais qui est une raison tout à part, la raison de la société personne, du sujet *humanité*, qui sous la plume de M. Proudhon débute parfois aussi comme « *génie social*, » « *raison générale* » et en dernier lieu comme « *raison humaine*. » Cette raison, affublée de tant de noms, se fait cependant à chaque instant reconnaître comme la raison individuelle de M. Proudhon avec son bon et son mauvais côté, ses antidotes et ses problèmes.

« La raison humaine ne crée pas la vérité, » cachée dans les profondeurs de la raison absolue, éternelle. Elle ne peut que la dévoiler. Mais les vérités qu'elle a dévoilées jusqu'à présent sont incomplètes, insuffisantes et partant contradictoires. Donc, les catégories économiques, étant elles-mêmes des vérités découvertes, révélées par la raison humaine, par le génie social, sont également incomplètes et renferment le germe de la contradiction. Avant M. Proudhon, le génie social n'a vu que les *éléments antagonistes*, et non la *formule synthétique*, cachés tous deux simultanément dans la *raison absolue*. Les rapports économiques, ne faisant que réaliser sur la terre ces vérités insuffisantes, ces catégories incomplètes, ces notions contradictoires, sont donc contradictoires en eux-mêmes, et présentent les deux côtés, dont l'un bon, l'autre mauvais.

Trouver la vérité complète, la notion dans toute sa plénitude, la formule synthétique, qui anéantisse l'antinomie, voilà le problème du génie social. Voilà encore pourquoi, dans l'illusion de M. Proudhon, le même génie social a été poussé d'une catégorie à l'autre, sans encore être parvenu, avec toute la batterie de ses catégories, à arracher à Dieu, à la raison absolue, une formule synthétique.

« D'abord, la société (le génie social), pose un premier fait, émet une *hypothèse*... véritable antinomie, dont les résultats antagonistes se déroulent dans l'économie sociale de la même manière que les conséquences auraient pu s'en déduire dans l'esprit ; en sorte que le mouvement industriel, suivant en tout la déduction des idées, se divise en un double courant, l'un d'effets utiles, l'autre de résultats subversifs. Pour constituer harmoniquement ce principe à double face et résoudre cette antinomie, la société en fait surgir une *seconde*, laquelle sera bientôt suivie d'une troisième, et telle sera la *marche du génie social*, jusqu'à ce qu'ayant épuisé toutes ses contradictions, — je suppose, mais cela n'est pas prouvé, que la contradiction dans l'humanité ait un terme, — il revienne d'un bond sur toutes ses positions antérieures et dans *une seule formule* résolve tous ses problèmes. » (T. I^{er}, p. 135.)

De même qu'auparavant l'*antithèse* s'est transformée en *antidote*, de

même la *thèse* devient maintenant *hypothèse*. Ce changement de termes n'a plus rien qui puisse nous étonner de la part de M. Proudhon. La raison humaine, qui n'est rien moins que pure, n'ayant que des vues incomplètes, rencontre à chaque pas de nouveaux problèmes à résoudre. Chaque nouvelle thèse qu'elle découvre dans la raison absolue et qui est la négation de la première thèse, devient pour elle une synthèse, qu'elle accepte assez naïvement comme la solution du problème en question. C'est ainsi que cette raison se démène dans des contradictions toujours nouvelles, jusqu'à ce que se trouvant à bout de contradictions, elle s'aperçoive que toutes ses thèses et synthèses ne sont que des hypothèses contradictoires. Dans sa perplexité, « la raison humaine, le génie social, revient d'un bond sur toutes ses positions antérieures et dans une seule formule, résout tous ses problèmes. » Cette formule unique, disons-le en passant, constitue la véritable découverte de M. Proudhon. C'est la *valeur constituée*.

On ne fait des hypothèses qu'en vue d'un but quelconque. Le but que se proposait en premier lieu le génie social qui parle par la bouche de M. Proudhon, c'était d'éliminer ce qu'il y a de mauvais dans chaque catégorie économique, pour n'avoir que du bon. Pour lui le bon, le bien suprême, le véritable but pratique, c'est l'*égalité*. Et pourquoi le génie social se proposait-il l'égalité plutôt que l'inégalité, la fraternité, le catholicisme, ou tout autre principe ? Parce que « l'humanité n'a réalisé successivement tant d'hypothèses particulières qu'en vue d'une hypothèse supérieure, » qui est précisément l'égalité. En d'autres mots : parce que l'égalité est l'idéal de M. Proudhon. Il s' imagine que la division du travail, le crédit, l'atelier, que tous les rapports économiques n'ont été inventés qu'au profit de l'égalité, et cependant ils ont toujours fini par tourner contre elle. De ce que l'histoire et la fiction de M. Proudhon se contredisent à chaque pas, ce dernier conclut qu'il y a contradiction. S'il y a contradiction, elle n'existe qu'entre son idée fixe et le mouvement réel.

Désormais le bon côté d'un rapport économique, c'est celui qui affirme l'égalité ; le mauvais côté, c'est celui qui la nie et qui affirme l'inégalité. Toute nouvelle catégorie est une hypothèse du génie social, pour éliminer l'inégalité engendrée par l'hypothèse précédente. En résumé, l'égalité est l'*intention primitive*, la *tendance mystique*, le *but providentiel* que le génie social a constamment devant les yeux, en tournoyant dans le cercle des contradictions économiques. Aussi la *Providence* est-elle la locomotive qui fait mieux marcher tout le bagage économique de M. Proudhon que sa raison pure et évaporée. Il a consacré à la Providence tout un chapitre, qui suit celui des impôts.

Providence, but providentiel, voit le grand mot dont on se sert aujourd'hui, pour expliquer la marche de l'histoire. Dans le fait ce mot n'explique rien. C'est tout au plus une forme déclamatoire, une manière comme une autre de paraphraser les faits.

Il est de fait qu'en Écosse les propriétés foncières obtinrent une valeur nouvelle par le développement de l'industrie anglaise. Cette industrie ouvrit de nouveaux débouchés à la laine. Pour produire la laine en grand, il fallait transformer les champs labourables en pâturages. Pour effectuer cette transformation, il fallait concentrer les propriétés. Pour concentrer les propriétés, il fallait abolir les petites tenures, chasser des milliers de tenanciers de leur pays natal, et mettre à leur place quelques pasteurs surveillants de millions de moutons. Ainsi, par des transformations successives, la propriété foncière a eu pour résultat en Écosse de faire chasser les hommes par les moutons. Dites maintenant que le but providentiel de l'institution de la propriété foncière en Écosse avait été de faire chasser les hommes par les moutons, et vous aurez fait de l'histoire providentielle.

Certes, la tendance à l'égalité appartient à notre siècle. Dire maintenant que tous les siècles antérieurs, avec des besoins, des moyens de production, etc., tout à fait différents, travaillaient providentiellement à la réalisation de l'égalité, c'est d'abord substituer les moyens et les hommes de notre siècle aux hommes et aux moyens des siècles antérieurs, et méconnaître le mouvement historique par lequel les générations successives transformaient les résultats acquis des générations qui les précédaient. Les économistes savent très bien que la même chose qui était pour l'un la matière ouvragée n'est pour l'autre que la matière première de nouvelle production.

Supposez, comme le fait M. Proudhon, que le génie social ait produit, ou plutôt improvisé, les seigneurs féodaux dans le but providentiel de transformer les *colons* en *travailleurs responsables* et *égalitaires* : et vous aurez fait une substitution de buts et de personnes toute digne de cette Providence qui en Écosse instituait la propriété foncière, pour se donner le malin plaisir de faire chasser les hommes par les moutons.

Mais puisque M. Proudhon prend un intérêt si tendre à la Providence, nous le renvoyons à l'*Histoire de l'Économie politique* de M. de Villeneuve-Bargemont, qui, lui aussi, court après un but providentiel. Ce but, ce n'est plus l'égalité, c'est le catholicisme.

Septième et dernière observation.

Les économistes ont une singulière manière de procéder. Il n'y a pour

eux que deux sortes d'institutions, celles de l'art et celles de la nature. Les institutions de la féodalité sont des institutions artificielles, celles de la bourgeoisie sont des institutions naturelles. Ils ressemblent en ceci aux théologiens, qui eux aussi établissent deux sortes de religions. Toute religion qui n'est pas la leur est une invention des hommes, tandis que leur propre religion est une émanation de Dieu. En disant que les rapports actuels — les rapports de la production bourgeoise — sont naturels, les économistes font entendre que ce sont là des rapports dans lesquels se crée la richesse et se développent les forces productives conformément aux lois de la nature. Donc ces rapports sont eux-mêmes des lois naturelles indépendantes de l'influence du temps. Ce sont des lois éternelles qui doivent toujours régir la société. Ainsi il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus. Il y a eu de l'histoire, puisqu'il y a eu des institutions de féodalité, et que dans ces institutions de féodalité on trouve des rapports de production tout à fait différents de ceux de la société bourgeoise, que les économistes veulent faire passer pour naturels et partant éternels.

La féodalité aussi avait son prolétariat — le servage, qui renfermait tous les germes de la bourgeoisie. La production féodale aussi avait deux éléments antagonistes, qu'on désigne également sous le nom de *beau côté* et de *mauvais côté* de la féodalité, sans considérer que c'est toujours le mauvais côté, qui finit par l'emporter sur le côté beau. C'est le mauvais côté qui produit le mouvement qui fait l'histoire, en constituant la lutte. Si, à l'époque du règne de la féodalité, les économistes, enthousiasmés des vertus chevaleresques, de la bonne harmonie entre les droits et les devoirs, de la vie patriarcale des villes, de l'état de prospérité de l'industrie domestique dans les campagnes, du développement de l'industrie organisée par corporations, jurandes, maîtrises, enfin de tout ce qui constitue le beau côté de la féodalité, s'étaient proposé le problème d'éliminer tout ce qui fait ombre à ce tableau — servage, privilèges, anarchie — qu'en serait-il arrivé ? On aurait anéanti tous les éléments qui constituaient la lutte, et étouffé dans son germe le développement de la bourgeoisie. On se serait posé l'absurde problème d'éliminer l'histoire.

Lorsque la bourgeoisie l'eut emporté, il ne fut plus question ni du bon, ni du mauvais côté de la féodalité. Les forces productives qui s'étaient développées par elle sous la féodalité, lui furent acquises. Toutes les anciennes formes économiques, les relations civiles qui leur correspondaient, l'état politique qui était l'expression officielle de l'ancienne société civile, étaient brisés.

Ainsi, pour bien juger la production féodale, il faut la considérer comme un mode de production fondé sur l'antagonisme. Il faut montrer comment

la richesse se produisait en dedans de cet antagonisme, comment les forces productives se développaient en même temps que l'antagonisme des classes, comment l'une des classes, le mauvais côté, l'inconvénient de la société, allait toujours croissant, jusqu'à ce que les conditions matérielles de son émancipation fussent arrivées au point de maturité. N'est-ce pas dire assez que le mode de production, les rapports dans lesquels les forces productives se développent, ne sont rien moins que des lois éternelles, mais qu'ils correspondent à un développement déterminé des hommes et de leurs forces productives, et qu'un changement survenu dans les forces productives des hommes amène nécessairement un changement dans leurs rapports de production ? Comme il importe avant tout, de ne pas être privé des fruits de la civilisation, des forces productives acquises, il faut briser les formes traditionnelles dans lesquelles elles ont été produites. Dès ce moment, la classe révolutionnaire devient conservatrice.

La bourgeoisie commence avec un prolétariat qui lui-même est un reste du prolétariat des temps féodaux. Dans le cours de son développement historique, la bourgeoisie développe nécessairement son caractère antagoniste, qui à son début se trouve être plus ou moins déguisé, qui n'existe qu'à l'état latent. À mesure que la bourgeoisie se développe, il se développe dans son sein un nouveau prolétariat, un prolétariat moderne : il se développe une lutte entre la classe prolétaire et la classe bourgeoise, lutte qui, avant d'être sentie des deux côtés, aperçue, appréciée, comprise, avouée et hautement proclamée, ne se manifeste préalablement que par des conflits partiels et momentanés, par des faits subversifs. D'un autre côté, si tous les membres de la bourgeoisie moderne ont le même intérêt en tant qu'ils forment une classe vis-à-vis d'une autre classe, ils ont des intérêts opposés, antagonistes, en tant qu'ils se trouvent les uns vis-à-vis des autres. Cette opposition des intérêts découle des conditions économiques de leur vie bourgeoise. De jour en jour il devient donc plus clair que les rapports de production dans lesquels se meut la bourgeoisie n'ont pas un caractère un, un caractère simple, mais un caractère de duplicité ; que dans les mêmes rapports dans lesquels se produit la richesse, la misère se produit aussi ; que dans les mêmes rapports dans lesquels il y a un développement des forces productives, il y a une force productrice de répression ; que ces rapports ne produisent la *richesse bourgeoise*, c'est-à-dire la richesse de la classe bourgeoise, qu'en anéantissant continuellement la richesse des membres intégrants de cette classe et en produisant un prolétariat toujours croissant.

Plus le caractère antagoniste se met au jour, plus les économistes, les représentants scientifiques de la production bourgeoise, se brouillent avec

leur propre théorie ; et de différentes écoles se forment.

Nous avons les *économistes fatalistes*, qui dans leur théorie sont aussi indifférents à ce qu'ils appellent les inconvénients de la production bourgeoise, que les bourgeois eux-mêmes le sont dans la pratique aux souffrances des prolétaires qui les aident à acquérir des richesses. Dans cette école fataliste il y a des classiques et des romantiques. Les classiques, comme Adam Smith et Ricardo, représentent une bourgeoisie qui, luttant encore avec les restes de la société féodale, ne travaille qu'à épurer les rapports économiques des taches féodales, à augmenter les forces productives, et à donner à l'industrie et au commerce un nouvel essor. Le prolétariat participant à cette lutte, absorbé dans ce travail fébrile, n'a que des souffrances passagères, accidentelles, et lui-même les regarde comme telles. Les économistes comme Adam Smith et Ricardo, qui sont les historiens de cette époque, n'ont d'autre mission que de démontrer comment la richesse s'acquiert dans les rapports de la production bourgeoise, de formuler ces rapports en catégories, en lois, et de démontrer combien ces lois, ces catégories sont pour la production des richesses supérieures aux lois et aux catégories de la société féodale. La misère n'est à leurs yeux que la douleur qui accompagne tout enfantement, dans la nature aussi bien que dans l'industrie.

Les romantiques appartiennent à notre époque, où la bourgeoisie est en opposition directe avec le prolétariat ; où la misère s'engendre en aussi grande abondance que la richesse. Les économistes se posent alors en fatalistes blasés qui, du haut de leur position, jettent un superbe regard de dédain sur les hommes locomotives qui fabriquent les richesses. Ils copient tous les développements donnés par leurs prédécesseurs, et l'indifférence qui chez ceux-là était de la naïveté devient pour eux de la coquetterie.

Vient ensuite l'*école humanitaire*, qui prend à cœur le mauvais côté des rapports de production actuels. Celle-ci cherche, par acquit de conscience, à pallier tant soit peu les contrastes réels ; elle déplore sincèrement la détresse du prolétariat, la concurrence effrénée des bourgeois entre eux-mêmes ; elle conseille aux ouvriers d'être sobres, de bien travailler et de faire peu d'enfants ; elle recommande aux bourgeois de mettre dans la production une ardeur réfléchie. Toute la théorie de cette école repose sur des distinctions interminables entre la théorie et la pratique, entre les principes et les résultats, entre l'idée et l'application, entre le contenu et la forme, entre l'essence et la réalité, entre le droit et le fait, entre le bon et le mauvais côté.

L'*école philanthrope* est l'école humanitaire perfectionnée. Elle nie la nécessité de l'antagonisme ; elle veut faire de tous les hommes des

bourgeois ; elle veut réaliser la théorie en tant qu'elle se distingue de la pratique et qu'elle ne renferme pas d'antagonisme. Il va sans dire que, dans la théorie, il est aisé de faire abstraction des contradictions qu'on rencontre à chaque instant dans la réalité. Cette théorie deviendrait alors la réalité idéalisée. Les philanthropes veulent donc conserver les catégories qui expriment les rapports bourgeois, sans avoir l'antagonisme qui les constitue et qui en est inséparable. Ils s'imaginent combattre sérieusement la pratique bourgeoise, et ils sont plus bourgeois que les autres.

De même que les *économistes* sont les représentants scientifiques de la classe bourgeoise, de même les *socialistes* et les *communistes* sont les théoriciens de la classe prolétaire. Tant que le prolétariat n'est pas encore assez développé pour se constituer en classe, que par conséquent la lutte même du prolétariat avec la bourgeoisie n'a pas encore un caractère politique, et que les forces productives ne se sont pas encore assez développées dans le sein de la bourgeoisie elle-même, pour laisser entrevoir les conditions matérielles nécessaires à l'affranchissement du prolétariat et à la formation d'une société nouvelle, ces théoriciens ne sont que des utopistes qui, pour obvier aux besoins des classes opprimées, improvisent des systèmes et courent après une science régénératrice. Mais à mesure que l'histoire marche et qu'avec elle la lutte du prolétariat se dessine plus nettement, ils n'ont plus besoin de chercher de la science dans leur esprit, ils n'ont qu'à se rendre compte de ce qui se passe devant leurs yeux et de s'en faire l'organe. Tant qu'ils cherchent la science et ne font que des systèmes, tant qu'ils sont au début de la lutte, ils ne voient dans la misère que la misère, sans y voir le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la société ancienne. Dès ce moment, la science produite par le mouvement historique, et s'y associant en pleine connaissance de cause, a cessé d'être doctrinaire, elle est devenue révolutionnaire.

Revenons à M. Proudhon.

Chaque rapport économique a un bon et un mauvais côté : c'est le seul point dans lequel M. Proudhon ne se dément pas. Le bon côté, il le voit exposé par les économistes ; le mauvais côté, il le voit dénoncé par les socialistes. Il emprunte aux économistes la nécessité des rapports éternels ; il emprunte aux socialistes l'illusion de ne voir dans la misère que la misère. Il est d'accord avec les uns et les autres en voulant s'en référer à l'autorité de la science. La science, pour lui, se réduit aux minces proportions d'une formule scientifique. C'est ainsi que M. Proudhon se flatte d'avoir donné la critique et de l'économie politique et du communisme : il est au-dessous de l'une et de l'autre. Au-dessous des économistes, puisque comme philosophe, qui a sous la main une formule

magique, il a cru pouvoir se dispenser d'entrer dans des détails purement économiques ; au-dessous des socialistes, puisqu'il n'a ni assez de courage, ni assez de lumières pour s'élever, ne serait-ce que spéculativement, au-dessus de l'horizon bourgeois.

Il veut être la synthèse, il est une erreur composée.

Il veut planer en homme de science au-dessus des bourgeois et des prolétaires ; il n'est que le petit bourgeois, ballotté constamment entre le capital et le travail, entre l'économie politique et le communisme.

§ II. — LA DIVISION DU TRAVAIL ET LES MACHINES.

La division du travail ouvre, d'après M. Proudhon, la série des *évolutions économiques*

<i>Bon côté de la division du travail.</i>	« Considérée dans son essence, la division du travail est le mode selon lequel se réalise <i>l'égalité</i> des conditions et des intelligences. » (T. I ^{er} , p. 93.)
<i>Mauvais côté de la division du travail.</i>	« La division du travail est devenue pour nous un instrument de misère. » (T. I ^{er} , p. 99.) VARIANTE. « Le travail, en se <i>divisant selon la loi</i> qui lui est propre, et qui est la condition première de sa fécondité, aboutit à la négation de ses fins et se détruit lui-même. » (T. I ^{er} , p. 94.)
<i>Problème à résoudre.</i>	Trouver « la recomposition qui efface les inconvénients de la division, tout en conservant ses effets utiles. » (T. I ^{er} , p. 97-)

La division du travail est, d'après M. Proudhon, une loi éternelle, une catégorie simple et abstraite. Il faut donc aussi que l'abstraction, l'idée, le mot lui suffise pour expliquer la division du travail aux différentes époques de l'histoire. Les castes, les corporations, le régime manufacturier, la grande industrie doivent s'expliquer par le seul mot *diviser*. Étudiez d'abord bien le sens de diviser, et vous n'aurez pas besoin d'étudier les nombreuses influences qui donnent à la division du travail un caractère déterminé à chaque époque.

Certes, ce serait rendre les choses par trop simples, que de les réduire aux catégories de M. Proudhon. L'histoire ne procède pas aussi

catégoriquement. Il a fallu trois siècles entiers, en Allemagne, pour établir la première division du travail en grand, qui est la séparation des villes d'avec les campagnes. À mesure que se modifiait ce seul rapport de la ville à la campagne, la société se modifiait tout entière. À n'envisager que cette seule face de la division du travail, vous avez les républiques anciennes ou la féodalité chrétienne ; l'ancienne Angleterre avec ses barons, ou l'Angleterre moderne avec ses seigneurs du coton (*cotton-lords*). Au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle, lorsqu'il n'y avait pas encore de colonies, que l'Amérique n'existait pas encore pour l'Europe, que l'Asie n'existait que par l'intermédiaire de Constantinople, que la Méditerranée était le centre de l'activité commerciale, la division du travail avait une tout autre forme, un tout autre aspect qu'au ^{xvii}^e siècle, alors que les Espagnols, les Portugais, les Anglais, les Français avaient des colonies établies dans toutes les parties du monde. L'étendue du marché, sa physionomie donnent à la division du travail aux différentes époques une physionomie, un caractère qu'il serait difficile de déduire du seul mot *diviser*, de l'idée, de la catégorie.

« Tous les économistes, dit M. Proudhon, depuis A. Smith ont signalé les *avantages* et les *inconvenients* de la loi de division, mais en insistant beaucoup plus sur les premiers que sur les seconds, parce que cela servait mieux leur optimisme, et sans qu'aucun d'eux se soit jamais demandé ce que pouvaient être les inconvenients d'une loi... Comment le même principe, poursuivi rigoureusement dans ses conséquences, conduit-il à des effets diamétralement opposés ? Pas un économiste, ni avant ni depuis A. Smith, ne s'est seulement aperçu qu'il y eût là un problème à éclaircir. Say va jusqu'à reconnaître que dans la division du travail la même cause qui produit le bien engendre le mal. »

A. Smith va plus loin que ne le pense M. Proudhon. Il a très bien vu que, « dans la réalité la différence des talents naturels entre les individus est bien moindre que nous ne le croyons. Ces dispositions si différentes, qui semblent distinguer les hommes des diverses professions, quand ils sont parvenus à la maturité de l'âge, ne sont pas tant la *cause* que l'*effet* de la division du travail. » Dans le principe, un portefaix diffère moins d'un philosophe qu'un mâtin d'un lévrier. C'est la division du travail qui a mis un abîme entre l'un et l'autre. Tout cela n'empêche pas M. Proudhon de dire, dans un autre endroit qu'Adam Smith ne se doutait même pas des inconvenients que produit la division du travail. C'est encore ce qui lui fait dire que J.-B. Say a le *premier* reconnu « que dans la division du travail la même cause qui produit le bien engendre le mal. »

Mais écoutons Lemontey ; *Suum cuique*.

« M. J.-B. Say m'a fait l'honneur d'adopter dans son excellent traité d'économie politique, le principe *que j'ai mis au jour* dans ce fragment sur l'influence morale de la division du travail. Le titre un peu frivole de mon livre ne lui a sans doute pas permis de me citer. Je ne puis attribuer qu'à ce motif le silence d'un écrivain trop riche de son propre fonds pour désavouer un emprunt aussi modique. » (Lemontey, *Œuvres complètes*, tome I^{er}, p. 245, Paris, 1840.)

Rendons-lui cette justice : Lemontey a spirituellement exposé les conséquences fâcheuses de la division du travail telle qu'elle est constituée de nos jours, et M. Proudhon n'a rien trouvé à y ajouter. Mais puisque, par la faute de M. Proudhon, nous sommes une fois engagé dans cette question de priorité, disons encore en passant que, bien longtemps avant M. Lemontey, et dix-sept ans avant Adam Smith, élève d'A. Ferguson, celui-ci a exposé nettement la chose dans un chapitre qui traite spécialement de la division du travail.

« Il y aurait lieu même de douter si la capacité générale d'une nation croît en proportion du progrès des arts. Plusieurs arts mécaniques... réussissent parfaitement lorsqu'ils sont totalement destitués du secours de la raison et du sentiment, et l'ignorance est la mère de l'industrie aussi bien que de la superstition. La réflexion et l'imagination sont sujettes à s'égarer : mais l'habitude de mouvoir le pied ou la main ne dépend ni de l'une ni de l'autre. Ainsi on pourrait dire que la perfection, à l'égard des manufactures, consiste à pouvoir se passer de l'esprit, de manière que sans effort de tête l'atelier puisse être considéré comme une machine dont les parties sont des hommes... L'officier général peut être très habile dans l'art de la guerre, tandis que tout le mérite du soldat se borne à exécuter quelques mouvements du pied ou de la main. L'un peut avoir gagné ce que l'autre a perdu... Dans une période où tout est séparé, l'art de penser peut lui-même former un métier à part. » (A. Ferguson, *Essai sur l'histoire de la société civile*, Paris, 1783.)

Pour terminer l'aperçu littéraire, nous nions formellement que « tous les économistes aient insisté beaucoup plus sur les avantages que sur les inconvénients de la division du travail. » Il suffit de nommer Sismondi.

Ainsi, pour ce qui concerne les *avantages* de la division du travail, M. Proudhon n'avait rien d'autre à faire que de paraphraser plus ou moins pompeusement les phrases générales que tout le monde connaît.

Voyons maintenant comment il fait dériver de la division du travail prise comme loi générale, comme catégorie, comme pensée, les *inconvénients* qui y sont attachés. Comment se fait-il que cette catégorie, cette loi implique une répartition inégale du travail au détriment du

système égalitaire de M. Proudhon ?

« À cette heure solennelle de la division du travail, le vent des tempêtes commence à souffler sur l'humanité. Le progrès ne s'accomplit pas pour tous d'une manière égale et uniforme ;... il commence par s'emparer d'un petit nombre de privilégiés... C'est cette acception de personnes de la part du progrès qui a fait croire si longtemps à l'inégalité naturelle et providentielle des conditions, enfanté les castes et constitué hiérarchiquement toutes les sociétés. » (Proudhon, t. I, p. 97.)

La division du travail a fait les castes. Or, les castes, ce sont les inconvénients de la division du travail ; donc c'est la division du travail qui a engendré des inconvénients. *Quod erat demonstrandum*. Veut-on aller plus loin et demandera-t-on ce qui a fait faire à la division du travail les castes, les constitutions hiérarchiques et les privilégiés ? M. Proudhon vous dira : Le progrès. Et qu'est-ce qui a fait le progrès ? La borne. La borne, pour M. Proudhon, c'est l'acception de personnes de la part du progrès.

Après la philosophie vient l'histoire. Ce n'est plus ni de l'histoire descriptive, ni de l'histoire dialectique, c'est de l'histoire comparée. M. Proudhon établit un parallèle entre l'ouvrier imprimeur actuel et l'ouvrier imprimeur du Moyen-Âge ; entre l'ouvrier du Creusot et le maréchal ferrant de la campagne ; entre l'homme de lettres de nos jours et l'homme de lettres du Moyen-Âge, et il fait pencher la balance du côté de ceux qui appartiennent plus ou moins à la division du travail telle que le Moyen-Âge l'a constituée ou transmise. Il oppose la division du travail d'une époque historique à la division du travail d'une autre époque historique. Était-ce là ce que M. Proudhon avait à démontrer ? Non. Il devait nous montrer les inconvénients de la division du travail en général, de la division du travail comme catégorie. À quoi bon d'ailleurs insister sur cette partie de l'ouvrage de M. Proudhon, puisque nous le verrons un peu plus loin rétracter lui-même formellement tous ces prétendus développements ?

« Le premier effet du travail parcellaire, continue M. Proudhon, après la *dépravation de l'âme*, est la prolongation des séances qui croissent en raison inverse de la somme d'intelligence dépensée... Mais comme la durée des séances ne peut excéder seize à dix-huit heures par jour, du moment où la compensation ne pourra se prendre sur le temps, elle se prendra sur le prix et le salaire diminuera... Ce qui est certain et qu'il s'agit uniquement pour nous de noter, c'est que la *conscience universelle* ne met pas au même taux le travail d'un contre-maître et la manœuvre d'un goujat. Il y a *donc* nécessité de réduction sur le prix de la journée : en sorte

que le travailleur, après avoir été affligé dans son âme par une fonction dégradante, ne peut manquer d'être frappé aussi dans son corps par la modicité de la récompense. »

Nous passons sur la valeur logique de ces syllogismes, que Kant appellerait des paralogismes donnant de côté.

En voici la substance :

La division du travail réduit l'ouvrier à une fonction dégradante ; à cette fonction dégradante correspond une âme dépravée ; à la dépravation de l'âme convient une réduction toujours croissante du salaire. Et pour prouver que cette réduction des salaires convient à une âme dépravée, M. Proudhon dit, par acquit de conscience, que c'est la conscience universelle qui le veut ainsi. L'âme de M. Proudhon est-elle comptée dans la conscience universelle ?

Les *machines* sont, pour M. Proudhon, « l'antithèse logique de la division du travail », et, à l'appui de sa dialectique, il commence par transformer les machines en *atelier*.

Après avoir supposé l'atelier moderne, pour faire découler de la division du travail la misère, M. Proudhon suppose la misère engendrée par la division du travail, pour arriver à l'atelier et pour pouvoir le représenter comme la négation dialectique de cette misère. Après avoir frappé le travailleur au moral par une *fonction dégradante*, au physique par la modicité du salaire ; après avoir mis l'ouvrier dans la *dépendance du contremaître*, et rabaissé son travail jusqu'à la *manœuvre d'un goujat*, il s'en prend de nouveau à l'atelier et aux machines pour *dégrader* le travailleur « en lui donnant un *maître* », et il achève son avilissement en le faisant « déchoir du rang d'artisan à celui de *manœuvre* ». La belle dialectique ! Et encore s'il s'en tenait là ; mais non, il lui faut une nouvelle histoire de la division du travail, non plus pour en faire dériver les contradictions, mais pour reconstruire l'atelier à sa manière. Pour arriver à ce but, il a besoin d'oublier tout ce qu'il vient de dire sur la division.

Le travail s'organise, se divise autrement selon les instruments dont il dispose. Le moulin à bras suppose une autre division du travail que le moulin à vapeur. C'est donc heurter de front l'histoire que de vouloir commencer par la division du travail en général, pour en venir ensuite à un instrument spécifique de production, les machines.

Les machines ne sont pas plus une catégorie économique, que ne saurait l'être le bœuf qui traîne la charrue. Les machines ne sont qu'une force productive. L'atelier moderne, qui repose sur l'application des machines, est un rapport social de production, une catégorie économique.

Voyons maintenant comment les choses se passent dans la brillante

imagination de M. Proudhon.

« Dans la société, l'apparition incessante des machines est l'antithèse, la formule inverse du travail : c'est la *protestation* du génie industriel contre le *travail parcellaire et homicide*. Qu'est-ce en effet qu'une machine ? Une manière de réunir diverses particules du travail, que la division avait séparées. Toute machine peut être définie un résumé de plusieurs opérations... Donc par la machine, il y aura *restauration de travailleur*... Les machines, se posant dans l'économie politique contradictoirement à la division du travail, représentent la synthèse, s'opposant dans l'esprit humain à l'analyse... La division ne faisait que séparer les diverses parties du travail, laissant chacun se livrer à la spécialité, qui lui agréait le plus : l'atelier groupe les travailleurs, selon le rapport de chaque partie au tout... il introduit le principe d'autorité dans le travail... Mais ce n'est pas tout : la machine ou l'atelier, après avoir dégradé le travailleur en lui donnant un maître, achève son avilissement en le faisant déchoir du rang d'artisan à celui de manœuvre... La période que nous parcourons en ce moment, celle des machines, se distingue par un caractère particulier, c'est le *salariat*. Le salariat est *postérieur* à la division du travail et à l'échange. »

Une simple observation à M. Proudhon. La séparation des diverses parties du travail, laissant à chacun la faculté de se livrer à la spécialité qui lui agréait le plus, séparation que M. Proudhon fait dater du commencement du monde, n'existe que dans l'industrie moderne, sous le régime de la concurrence.

M. Proudhon nous fait ensuite une « généalogie » par trop « intéressante, » pour démontrer comment l'atelier est né de la division du travail, et le salariat de l'atelier.

1° Il suppose un homme qui « a remarqué qu'en divisant la production en ses diverses parties, et la faisant exécuter chacune par un ouvrier à part, » on multiplierait les forces de production.

2° Cet homme, saisissant le fil de cette idée, se dit qu'en formant un groupe permanent de travailleurs assortis pour l'objet spécial qu'il se propose, il obtiendra une production plus soutenue, etc. »

3° Cet homme fait une *proposition* à d'autres hommes, pour leur faire saisir son idée et le fil de son idée.

4° Cet homme, au début de l'industrie, traite *d'égal à égal avec ses compagnons* devenus plus tard ses *ouvriers*.

5° « Il est sensible, en effet, que cette égalité primitive a dû rapidement disparaître par la position avantageuse du maître et la dépendance du salarié. »

Voilà encore un échantillon de la *méthode historique et descriptive* de

M. Proudhon.

Examinons maintenant, sous le point de vue historique et économique, si véritablement l'atelier ou la machine a introduit le *principe d'autorité* dans la société postérieurement à la division du travail ; s'il a d'un côté réhabilité l'ouvrier, tout en le soumettant de l'autre à l'autorité ; si la machine est la recomposition du travail divisé, la *synthèse* du travail opposée à son *analyse*.

La société tout entière a cela de commun avec l'intérieur d'un atelier, qu'elle aussi a sa division du travail. Si l'on prenait pour modèle la division du travail dans un atelier moderne, pour en faire l'application à une société entière, la société la mieux organisée pour la production des richesses serait incontestablement celle qui n'aurait qu'un seul entrepreneur en chef, distribuant la besogne selon une règle arrêtée d'avance aux divers membres de la communauté. Mais il n'en est point ainsi. Tandis que dans l'intérieur de l'atelier moderne la division du travail est minutieusement réglée par l'autorité de l'entrepreneur, la société moderne n'a d'autre règle, d'autre autorité, pour distribuer le travail, que la libre concurrence.

Sous le régime patriarcal, sous le régime des castes, sous le régime féodal et corporatif, il y avait division du travail dans la société tout entière selon des règles fixes. Ces règles ont-elles été établies par un législateur ? Non. Nées primitivement des conditions de la production matérielle, elles n'ont été érigées en lois que bien plus tard. C'est ainsi que ces diverses formes de la division du travail devinrent autant de bases d'organisation sociale. Quant à la division du travail dans l'atelier, elle était très peu développée dans toutes ces formes de la société.

On peut même établir en règle générale, que moins l'autorité préside à la division du travail dans l'intérieur de la société, plus la division du travail se développe dans l'intérieur de l'atelier, et plus elle y est soumise à l'autorité d'un seul. Ainsi, l'autorité dans l'atelier et celle dans la société, par rapport à la division du travail, sont en *raison inverse* l'une de l'autre.

Il importe maintenant de voir ce que c'est que l'atelier, dans lequel les occupations sont très séparées, où la tâche de chaque ouvrier est réduite à une opération très simple, et où l'autorité, le capital, groupe et dirige les travaux. Comment cet atelier a-t-il pris naissance ? Pour répondre à cette question, nous aurions à examiner, comment l'industrie manufacturière proprement dite s'est développée. J'entends parler de cette industrie qui n'est pas encore l'industrie moderne, avec ses machines, mais qui n'est déjà plus ni l'industrie des artisans du Moyen-Âge, ni l'industrie domestique. Nous n'entrerons pas en de grands détails : nous ne donnerons

que quelques points sommaires, pour faire voir qu'avec des formules on ne peut pas faire de l'histoire.

Une condition des plus indispensables pour la formation de l'industrie manufacturière était l'accumulation des capitaux, facilitée par la découverte de l'Amérique et l'introduction de ses métaux précieux.

Il est suffisamment prouvé que l'augmentation des moyens d'échange eut pour conséquence, d'un côté, la dépréciation des salaires et des rentes foncières, et de l'autre, l'accroissement des profits industriels. En d'autres termes : autant la classe des propriétaires et la classe des travailleurs, les seigneurs féodaux et le peuple, tombèrent, autant s'éleva la classe des capitalistes, la bourgeoisie.

Il y eut d'autres circonstances encore qui concoururent simultanément au développement de l'industrie manufacturière : l'augmentation des marchandises mises en circulation dès que le commerce pénétra aux Indes orientales par la voie du cap de Bonne-Espérance, le régime colonial, le développement du commerce maritime.

Un autre point qu'on n'a pas encore assez apprécié dans l'histoire de l'industrie manufacturière, c'est le licenciement des nombreuses suites des seigneurs féodaux, dont les membres subalternes devinrent des vagabonds avant d'entrer dans l'atelier. La création de l'atelier est précédée d'un vagabondage presque universel au ^{xv}^e et au ^{xvi}^e siècle. L'atelier trouva encore un puissant appui dans les nombreux paysans, qui, chassés continuellement des campagnes par la transformation des champs en prairies, et par les progrès agricoles nécessitant moins de bras pour la culture des terres, vinrent affluer dans les villes pendant des siècles entiers.

L'agrandissement du marché, l'accumulation des capitaux, les modifications survenues dans la position sociale des classes, une foule de personnes se trouvant privées de leurs sources de revenu, voilà autant de conditions historiques pour la formation de la manufacture. Ce ne furent pas, comme dit M. Proudhon, des stipulations à l'amiable entre des égaux, qui ont rassemblé les hommes dans l'atelier. Ce n'est pas même dans le sein des anciennes corporations que la manufacture a pris naissance. Ce fut le marchand qui devint chef de l'atelier moderne, et non pas l'ancien maître des corporations. Presque partout il y eut une lutte acharnée entre la manufacture et les métiers.

L'accumulation et la concentration d'instruments et de travailleurs précéda le développement de la division du travail dans l'intérieur de l'atelier. Une manufacture consistait beaucoup plus dans la réunion de beaucoup de travailleurs et de beaucoup de métiers dans un seul endroit, dans une salle sous le commandement d'un capital, que dans l'analyse des

travaux et dans l'adaptation d'un ouvrier spécial à une tâche très-simple.

L'utilité d'un atelier consistait bien moins dans la division du travail proprement dite, que dans cette circonstance qu'on travaillait sur une plus grande échelle, qu'on épargnait beaucoup de faux frais, etc. À la fin du xvi^e et au commencement du xvii^e siècle, la manufacture hollandaise connaissait à peine la division.

Le développement de la division du travail suppose la réunion des travailleurs dans un atelier. Il n'y a même pas un seul exemple, ni au xvi^e, ni au xvii^e siècle, que les diverses branches d'un même métier aient été exploitées séparément au point qu'il aurait suffi de les réunir dans un seul endroit pour obtenir l'atelier tout fait. Mais une fois les hommes et les instruments réunis, la division du travail telle qu'elle existait sous la forme des corporations se reproduisait, se reflétait nécessairement dans l'intérieur de l'atelier.

Pour M. Proudhon, qui voit les choses à l'envers, si toutefois il les voit, la division du travail dans le sens d'Adam Smith, précède l'atelier, qui en est une condition d'existence.

Les *machines* proprement dites datent de la fin du xviii^e siècle. Rien de plus absurde que de voir dans les machines l'*antithèse* de la division du travail, la *synthèse* rétablissant l'unité dans le travail morcelé.

La machine est une réunion des instruments de travail, et pas du tout une combinaison des travaux pour l'ouvrier lui-même. « Quand, par la division du travail, chaque opération particulière a été réduite à l'emploi d'un instrument simple, la réunion de tous ces instruments, mis en action par un seul moteur, constitue — une machine. » (Babbage, *Traité sur l'Économie des machines*, etc., Paris, 1833.) Outils simples, accumulation des outils, outils composés, mise en mouvement d'un outil composé par un seul moteur manuel, par l'homme, mise en mouvement de ces instruments par les forces naturelles, machine, système des machines ayant un seul moteur, système des machines ayant un automate pour moteur, — voilà la marche des machines.

La concentration des instruments de production et la division du travail sont aussi inséparables l'une de l'autre que le sont, dans le régime politique, la concentration des pouvoirs publics et la division des intérêts privés. L'Angleterre, avec la concentration des terres, ces instruments du travail agricole, a également la division du travail agricole et la mécanique appliquée à l'exploitation de la terre. La France, qui a la division des instruments, le régime parcellaire, n'a en général ni division du travail agricole ni application des machines à la terre.

Pour M. Proudhon, la concentration des instruments de travail est la

négarion de la division du travail. Dans la réalité nous trouvons encore le contraire. À mesure que la concentration des instruments se développe, la division se développe aussi et *vice versa*. Voilà ce qui fait que toute grande invention dans la mécanique est suivie d'une plus grande division du travail, et chaque accroissement dans la division du travail amène à son tour de nouvelles inventions mécaniques.

Nous n'avons pas besoin de rappeler que les grands progrès de la division du travail ont commencé en Angleterre après l'invention des machines. Ainsi les tisserands et les fileurs étaient pour la plupart des paysans tels qu'on en rencontre encore dans les pays arriérés. L'invention des machines a achevé de séparer l'industrie manufacturière de l'industrie agricole. Le tisserand et le fileur, réunis naguère dans une seule famille, furent séparés par la machine. Grâce à la machine, le fileur peut habiter l'Angleterre en même temps que le tisserand séjourne aux Indes orientales. Avant l'invention des machines l'industrie d'un pays s'exerçait principalement sur les matières premières, qui étaient le produit de son propre sol : ainsi en Angleterre la laine, en Allemagne le lin, en France les soies et le lin, aux Indes orientales, et dans le Levant le coton, etc. Grâce à l'application de la machine et de la vapeur, la division du travail a pu prendre de telles dimensions, que la grande industrie, détachée du sol national, dépend uniquement du marché de l'univers, des échanges internationaux, d'une division de travail internationale. Enfin la machine exerce une telle influence sur la division du travail, que lorsque dans la fabrication d'un ouvrage quelconque on a trouvé le moyen d'introduire partiellement la mécanique, la fabrication se divise aussitôt en deux exploitations indépendantes l'une de l'autre.

Faut-il parler du *but providentiel* et philanthropique que M. Proudhon découvre dans l'invention et l'application primitive des machines ?

Lorsque en Angleterre le marché eut pris un tel développement que le travail manuel n'y pouvait plus suffire, on éprouva le besoin des machines. On songeait alors à faire l'application de la science mécanique, déjà toute faite au dix-huitième siècle.

L'atelier automatique marqua son début par des actes qui n'étaient rien moins que philanthropiques. Les enfants furent tenus au travail à coups de fouet ; on en faisait un objet de trafic, et on passait un contrat avec les maisons des orphelins. On abolit toutes les lois sur l'apprentissage des ouvriers, parce que, pour nous servir des phrases de M. Proudhon, on n'avait plus besoin des ouvriers *synthétiques*. Enfin depuis 1825, presque toutes les nouvelles inventions furent le résultat des collisions entre l'ouvrier et l'entrepreneur, qui cherchait à tout prix à déprécier la spécialité

de l'ouvrier. Après chaque nouvelle grève tant soit peu importante, surgit une nouvelle machine. L'ouvrier voyait si peu dans l'application des machines, une espèce de réhabilitation, de *restauration*, comme dit M. Proudhon, qu'au XVIII^e siècle, il résista pendant bien longtemps à l'empire naissant de l'automate.

« Wyalt dit le docteur Ure, avait découvert les doigts fileurs (la série des rouleaux cannelés) longtemps avant Arkwright... La principale difficulté ne consistait pas autant dans l'invention d'un mécanisme automatique... La difficulté consistait surtout dans la discipline nécessaire pour faire renoncer les hommes à leurs habitudes irrégulières dans le travail, et pour les identifier avec la régularité invariable d'un grand automate. Mais inventer et mettre en vigueur un code de discipline manufacturière, convenable aux besoins et à la célérité du système automatique, voilà une entreprise digne d'Hercule, voilà le noble ouvrage d'Arkwright. »

En somme, par l'introduction des machines la division du travail dans l'intérieur de la société s'est accrue, la tâche de l'ouvrier dans l'intérieur de l'atelier s'est simplifiée, le capital a été réuni, l'homme a été dépecé davantage.

M. Proudhon veut-il être économiste et abandonner pour un instant « l'évolution dans la série de l'entendement, » alors il va puiser son érudition dans A. Smith, au temps où l'atelier automatique ne faisait que de naître. En effet, quelle différence entre la division du travail telle qu'elle existait du temps d'Adam Smith, et telle que nous la voyons dans l'atelier automatique. Pour bien la faire comprendre, il suffira de citer quelques passages de « la Philosophie des manufactures » du docteur Ure.

« Lorsque A. Smith écrivit son ouvrage immortel sur les éléments de l'économie politique, le système automatique d'industrie était encore à peine connu. La division du travail lui parut avec raison le grand principe du perfectionnement en manufacture ; il démontra, dans la fabrique des épingles, qu'un ouvrier en se perfectionnant par la pratique sur un seul et même point devient plus expéditif et moins coûteux. Dans chaque branche de manufacture, il vit que d'après ce principe certaines opérations, telles que la coupe de fils de laiton en longueurs égales, deviennent d'une exécution facile ; que d'autres, telles que la façon et l'attache des têtes d'épingles, sont à proportion plus difficiles : il en conclut donc que l'on peut naturellement approprier à chacune de ces opérations un ouvrier dont le salaire corresponde à son habileté. C'est cette *appropriation* qui est l'essence de la division des travaux. Mais ce qui pouvait servir d'exemple utile du temps du docteur Smith ne serait propre aujourd'hui qu'à induire le public en erreur relativement au principe réel de l'industrie

manufacturière. En effet, la distribution, ou plutôt l'adaptation des travaux aux différentes capacités individuelles, n'entre guère dans le plan d'opération des manufactures automatiques : au contraire, partout où un procédé quelconque exige beaucoup de dextérité et une main sûre, on le retire du bras de l'ouvrier trop adroit et souvent enclin à des irrégularités de plusieurs genres, pour en charger un mécanisme particulier dont l'opération automatique est si bien réglée qu'un enfant peut la surveiller.

« Le principe du système automatique est donc de substituer l'art mécanique à la main-d'œuvre, et de remplacer la division du travail entre les artisans par l'analyse d'un procédé dans ses principes constitutifs. Selon le système de l'opération manuelle, la main-d'œuvre était ordinairement l'élément le plus dispendieux d'un produit quelconque ; mais, d'après le système automatique, les talents de l'artisan se trouvent progressivement suppléés par de simples surveillants de mécanique.

« La faiblesse de la nature humaine est telle que plus l'ouvrier est habile, plus il devient volontaire et intraitable, et par conséquent moins il est propre à un système de mécanique à l'ensemble duquel ses boutades capricieuses peuvent faire un tort considérable. Le grand point du manufacturier actuel est donc, en combinant la science avec ses capitaux, de réduire la tâche de ses ouvriers à exercer leur vigilance et leur dextérité, facultés bien perfectionnées dans leur jeunesse, *lorsqu'on les fixe sur un seul objet.*

« D'après le système des gradations du travail, il faut faire un apprentissage de plusieurs années avant que l'œil et la main deviennent assez habiles pour exercer certains tours de force en mécanique ; mais selon le système qui décompose un procédé en le réduisant à ses principes constitutifs, et qui en soumet toutes les parties à l'opération d'une machine automatique, on peut confier ces mêmes parties élémentaires à une personne douée d'une capacité ordinaire, après l'avoir soumise à une courte épreuve ; on peut même, en cas d'urgence, la faire passer d'une machine à l'autre, à la volonté du directeur de l'établissement. De telles mutations sont en opposition ouverte avec l'ancienne routine qui divise le travail et qui assigne à un ouvrier la tâche de façonner la tête d'une épingle, et à un autre celle d'en aiguiser la pointe, travail dont l'uniformité ennuyeuse les énerve... Mais, d'après le principe *d'égalisation* ou le système automatique, les facultés de l'ouvrier ne sont soumises qu'à un exercice agréable, etc... Son emploi étant de veiller au travail d'un mécanisme bien réglé, il peut l'apprendre en peu de temps ; et lorsqu'il transfère ses services d'une machine à une autre, il varie sa tâche et développe ses idées, en réfléchissant aux combinaisons générales qui

résultent de ses travaux et de ceux de ses compagnons. Ainsi cette contrainte des facultés, ce rétrécissement des idées, cet état de gêne du corps, qui ont été attribués non sans raison à la division du travail, ne peuvent, dans des circonstances ordinaires, avoir lieu sous le régime d'une *égale distribution des travaux*.

« Le but constant et la tendance de tout perfectionnement dans le mécanisme est en effet de se passer entièrement du travail de l'homme ou d'en diminuer le prix, en substituant l'industrie des femmes et des enfants à celle de l'ouvrier adulte, ou le travail d'ouvriers grossiers à celui d'habiles artisans... Cette tendance à n'employer que des enfants au regard vif et aux doigts déliés au lieu de journaliers possédant une longue expérience, démontre que le dogme scolastique de la division du travail selon les différents degrés d'habileté a enfin été exploité par nos manufacturiers éclairés. » (André Ure, *Philosophie des manufactures ou Économie industrielle*, t. I^{er}, chap. I^{er}).

Ce qui caractérise la division du travail dans l'intérieur de la société moderne, c'est qu'elle engendre les spécialités, les espèces, et avec elles l'idiotisme du métier.

« Nous sommes frappés d'admiration, dit Lemontey, en voyant parmi les anciens le même personnage être à la fois, dans un degré éminent, philosophe, poète, orateur, historien, prêtre, administrateur, général d'armée. Nos âmes s'épouvantent à l'aspect d'un si vaste domaine. Chacun plante sa haie et s'enferme dans son enclos. J'ignore si par cette découpe le champ s'agrandit, mais je sais bien que l'homme se rapetisse. »

Ce qui caractérise la division du travail dans l'atelier automatique, c'est que le travail y a perdu tout caractère de spécialité. Mais du moment que tout développement spécial cesse, le besoin d'universalité, la tendance vers un développement intégral de l'individu commence à se faire sentir. L'atelier automatique efface les espèces et l'idiotisme du métier.

M. Proudhon, n'ayant même pas compris ce seul côté révolutionnaire de l'atelier automatique, fait un pas en arrière, et propose à l'ouvrier de faire non seulement la douzième partie d'une épingle, mais successivement toutes les douze parties. L'ouvrier arriverait ainsi à la science et à la conscience de l'épingle. Voilà ce que c'est que le travail synthétique de M. Proudhon. Personne ne contestera que faire un mouvement en avant et un autre en arrière c'est également faire un mouvement synthétique.

En résumé, M. Proudhon n'est pas allé au delà de l'idéal du petit bourgeois. Et pour réaliser cet idéal, il n'imagine rien de mieux que de nous ramener au compagnon, ou tout au plus au maître artisan du Moyen-

Âge. Il suffit, dit-il quelque part dans son livre, d'avoir fait une seule fois dans sa vie un chef-d'œuvre, de s'être senti une seule fois homme. N'est-ce pas là, pour la forme autant que pour le fond, le chef-d'œuvre exigé par le corps de métier du Moyen-Âge ?

§ III. — LA CONCURRENCE ET LE MONOPOLE.

Bon côté de la concurrence.	« La concurrence est aussi essentielle au travail que la division... Elle est nécessaire à <i>l'avènement de l'égalité.</i> »
Mauvais côté de la concurrence.	« Le principe est la négation de lui-même. Son effet le plus certain est de perdre ceux qu'elle entraîne. »
Réflexion générale.	« Les <i>inconvénients</i> qui marchent à sa suite, de même que le bien qu'elle procure..., découlent logiquement les uns et les autres du principe. »
Problème à résoudre.	« Demander le principe <i>d'accommodement</i> qui doit dériver d'une loi supérieure à la liberté elle-même. » VARIANTE. « Il ne saurait donc être ici question de détruire la concurrence, chose aussi impossible que de détruire la liberté ; il s'agit d'en trouver l'équilibre, je dirais volontiers la <i>police.</i> »

M. Proudhon commence par défendre la nécessité éternelle de la concurrence contre ceux qui la veulent remplacer par l'*émulation*.

Il n'y a pas « d'émulation sans but, » et comme « l'objet de toute passion est nécessairement analogue à la passion, une femme pour l'amant, du pouvoir pour l'ambitieux, de l'or pour l'avare, une couronne pour le poète, l'objet de l'émulation industrielle est nécessairement le *profit*. L'émulation n'est pas autre chose que la concurrence même. »

La concurrence est l'émulation en vue du profit. L'émulation industrielle est-elle nécessairement l'émulation en vue du profit, c'est-à-dire la concurrence ? M. Proudhon le prouve en l'affirmant. Nous l'avons vu : affirmer, pour lui, c'est prouver, de même que supposer c'est nier.

Si l'*objet* immédiat de l'amant est la femme, l'objet immédiat de l'émulation industrielle est le produit et non le profit.

La concurrence n'est pas l'émulation industrielle, c'est l'émulation

commerciale. De nos jours, l'émulation industrielle n'existe qu'en vue du commerce. Il y a même des phases dans la vie économique des peuples modernes où tout le monde est saisi d'une espèce de vertige pour faire du profit sans produire. Ce vertige de spéculation, qui revient périodiquement, met à nu le véritable caractère de la concurrence qui cherche à échapper à la nécessité de l'émulation industrielle.

Si vous aviez dit à un artisan du ^{xiv}^e siècle qu'on allait abroger les privilèges et toute l'organisation féodale de l'industrie, pour mettre à la place l'émulation industrielle, dite concurrence, il vous aurait répondu que les privilèges des diverses corporations, maîtrises, jurandes, sont la concurrence organisée. M. Proudhon ne dit pas mieux en affirmant que « l'émulation n'est pas autre chose que la concurrence elle-même. »

« Ordonnez qu'à partir du 1^{er} janvier 1847 le travail et le salaire soient garantis à tout le monde : aussitôt une immense relâche va succéder à la tension ardente de l'industrie. »

Au lieu d'une supposition, d'une affirmation et d'une négation, nous avons maintenant une ordonnance que M. Proudhon rend tout exprès pour prouver la nécessité de la concurrence, son éternité comme catégorie, etc.

Si l'on s'imagine qu'il ne faut que des ordonnances pour sortir de la concurrence, on n'en sortira jamais. Et si l'on pousse les choses jusqu'à proposer d'abolir la concurrence, tout en conservant le salaire, on proposera de faire un non-sens par décret royal. Mais les peuples ne procèdent pas par décret royal. Avant de faire de ces ordonnances-là, ils doivent du moins avoir changé de fond en comble leurs conditions d'existence industrielle et politique, et par conséquent toute leur manière d'être.

M. Proudhon répondra avec son assurance imperturbable, que c'est l'hypothèse « d'une transformation de notre nature sans antécédents historiques, » et qu'il aurait droit « de nous *écarter* de la discussion, » nous ne savons pas en vertu de quelle ordonnance.

M. Proudhon ignore que l'histoire tout entière n'est qu'une transformation continue de la nature humaine.

« Restons dans les faits. La Révolution française a été faite pour la liberté industrielle autant que pour la liberté politique ; et bien que la France, en 1789, n'eût point aperçu toutes les conséquences du principe dont elle demandait la réalisation, disons-le hautement, elle ne s'est trompée ni dans ses vœux, ni dans son attente. Quiconque essaierait de le nier perdrait à mes yeux droit à la critique : je ne disputerai jamais avec un adversaire qui poserait en principe l'erreur spontanée de vingt-cinq millions d'hommes... Pourquoi donc, si la concurrence n'eût été un

principe de l'économie sociale, un décret de la destinée, une nécessité de l'âme humaine, pourquoi, au lieu d'*abolir* corporations, maîtrises et jurandes, ne songait-on plutôt à *réparer* le tout ? »

Ainsi, puisque les Français du XVIII^e siècle ont aboli corporations, maîtrises et jurandes au lieu de les modifier, les Français du XIX^e siècle doivent modifier la concurrence au lieu de l'abolir. Puisque la concurrence a été établie en France, au XVIII^e siècle, comme conséquence de besoins historiques, cette concurrence ne doit pas être détruite au XIX^e siècle à cause d'autres besoins historiques. M. Proudhon, ne comprenant pas que l'établissement de la concurrence se liait au développement réel des hommes du XVIII^e siècle, fait de la concurrence une nécessité de *l'âme humaine*, IN PARTIBUS INFIDELIUM. Qu'aurait-il fait du grand Colbert pour le XVII^e siècle ?

Après la Révolution vient l'état de choses actuel. M. Proudhon y puise également des faits, pour montrer l'éternité de la concurrence, en prouvant que toutes les industries dans lesquelles cette catégorie n'est pas encore assez développée, comme dans l'agriculture, sont dans un état d'infériorité, de caducité.

Dire qu'il y a des industries qui ne sont pas encore à la hauteur de la concurrence, que d'autres encore sont au-dessous du niveau de la production bourgeoise, c'est un radotage qui ne prouve nullement l'éternité de la concurrence.

Toute la logique de M. Proudhon se résume en ceci : La concurrence est un rapport social dans lequel nous développons actuellement nos forces productives. Il donne à cette vérité, non pas des développements logiques, mais des formes souvent très bien développées, en disant que la concurrence est l'émulation industrielle, le mode actuel d'être libre, la responsabilité dans le travail, la constitution de la valeur, une condition pour l'avènement de l'égalité, un principe de l'économie sociale, un décret de la destinée, une nécessité de l'âme humaine, une inspiration de la justice éternelle, la liberté dans la division, la division dans la liberté, une catégorie économique.

« La *concurrence* et l'*association* s'appuient l'une sur l'autre. Bien loin de s'exclure, elles ne sont pas même *divergentes*. Qui dit concurrence, suppose déjà *but commun*. La concurrence n'est donc pas l'*égoïsme*, et l'erreur la plus déplorable du socialisme est de l'avoir regardée comme le renversement de la société. »

Qui dit concurrence dit but commun, et cela prouve, d'un côté, que la concurrence est l'association ; de l'autre, que la concurrence n'est pas l'égoïsme. Et qui dit *égoïsme* ne dit-il pas but commun ? Chaque égoïsme

s'exerce dans la société et par le fait de la société. Il suppose donc la société, c'est-à-dire des buts communs, des besoins communs, des moyens de production communs, etc., etc. Serait-ce par hasard pour cela que la concurrence et l'association dont parlent les socialistes ne sont pas même divergentes ?

Les socialistes savent très bien que la société actuelle est fondée sur la concurrence. Comment pourraient-ils reprocher à la concurrence de renverser la société actuelle qu'ils veulent renverser eux-mêmes ? Et comment pourraient-ils reprocher à la concurrence de renverser la société à venir, dans laquelle ils voient, au contraire, le renversement de la concurrence ?

M. Proudhon dit, plus loin, que la concurrence est l'*opposé du monopole*, que, par conséquent, elle ne saurait pas être l'*opposé de l'association*.

Le féodalisme était, dès son origine, opposé à la concurrence, qui n'existait pas encore. S'ensuit-il que la concurrence n'est pas opposée au féodalisme ?

Dans le fait, *société*, *association* sont des dénominations qu'on peut donner à toutes les sociétés, à la société féodale aussi bien qu'à la société bourgeoise, qui est l'association fondée sur la concurrence. Comment donc peut-il y avoir des socialistes qui, par le seul mot d'*association*, croient pouvoir réfuter la concurrence ? Et comment M. Proudhon lui-même peut-il vouloir défendre la concurrence contre le socialisme, en désignant la concurrence sous le seul mot d'*association* ?

Tout ce que nous venons de dire fait le beau côté de la concurrence, telle que l'entend M. Proudhon. Passons maintenant au vilain côté, c'est-à-dire au côté négatif de la concurrence, à ses inconvénients, à ce qu'elle a de destructif, de subversif, de qualités malfaisantes.

Le tableau que nous en fait M. Proudhon a quelque chose de lugubre.

La concurrence engendre la misère, elle foment la guerre civile, elle « change les zones naturelles », confond les nationalités, trouble les familles, corrompt la conscience publique, « bouleverse les notions de l'équité, de la justice », de la morale, et, ce qui est pire, elle détruit le commerce probe et libre et ne donne pas même en compensation la *valeur synthétique*, le prix fixe et honnête. Elle désenchante tout le monde, même les économistes. Elle pousse les choses jusqu'à se détruire elle-même.

D'après tout ce que M. Proudhon dit de mal, peut-il y avoir, pour les rapports de la société bourgeoise, pour ses principes et ses illusions, un élément plus dissolvant, plus destructif que la concurrence ?

Notons bien que la concurrence devient toujours plus destructive pour

les *rapports* bourgeois, à mesure qu'elle excite à une création fébrile de nouvelles forces productives, c'est-à-dire des conditions matérielles d'une société nouvelle. Sous ce rapport, du moins, le mauvais côté de la concurrence aurait son bon.

« La concurrence comme position ou phase économique considérée dans son origine est le résultat nécessaire... de la théorie de réduction des frais généraux. »

Pour M. Proudhon, la circulation du sang doit être une conséquence de la théorie de Harvey.

« Le *monopole* est le terme fatal de la concurrence, qui l'engendre par une négation incessante d'elle-même. Cette génération du monopole en est déjà la justification... Le monopole est l'opposé naturel de la concurrence... mais dès lors que la concurrence est nécessaire, elle implique l'idée du monopole, puisque le monopole est comme le siège de chaque individualité concurrente. »

Nous nous réjouissons avec M. Proudhon, qu'il puisse au moins une fois bien appliquer sa formule de thèse et d'antithèse. Tout le monde sait que le monopole moderne est engendré par la concurrence elle-même.

Quant au contenu, M. Proudhon se tient à des images poétiques. La concurrence faisait « de chaque subdivision du travail comme une souveraineté où chaque individu se posait dans sa force et dans son indépendance. » Le monopole est « le *siège* de chaque individualité concurrente. » La souveraineté vaut au moins le siège.

M. Proudhon ne parle que du monopole moderne engendré par la concurrence. Mais nous savons tous que la concurrence a été engendrée par le monopole féodal. Ainsi primitivement la concurrence a été le contraire du monopole, et non le monopole le contraire de la concurrence. Donc, le monopole moderne n'est pas une simple antithèse, c'est au contraire la vraie synthèse.

Thèse : Le monopole féodal antérieur à la concurrence.

Antithèse : La concurrence.

Synthèse : Le monopole moderne, qui est la négation du monopole féodal en tant qu'il suppose le régime de la concurrence, et qui est la négation de la concurrence en tant qu'il est monopole.

Ainsi le monopole moderne, le monopole bourgeois, est le monopole synthétique, la négation de la négation, l'unité des contraires. Il est le monopole à l'état pur, normal, rationnel. M. Proudhon est en contradiction avec sa propre philosophie, quand il fait du monopole bourgeois le monopole à l'état cru, *simpliste*, contradictoire, spasmodique. M. Rossi, que M. Proudhon cite plusieurs fois au sujet du monopole, paraît avoir

mieux saisi le caractère synthétique du monopole bourgeois. Dans son *Cours d'économie politique*, il distingue entre des monopoles artificiels et des monopoles naturels. Les monopoles féodaux, dit-il, sont artificiels, c'est-à-dire arbitraires ; les monopoles bourgeois sont naturels, c'est-à-dire rationnels.

Le monopole est une bonne chose, raisonne M. Proudhon, puisque c'est une catégorie économique, une émanation « de la raison impersonnelle de l'humanité. » La concurrence est encore une bonne chose, puisqu'elle est, elle aussi, une catégorie économique. Mais ce qui n'est pas bon, c'est la réalité du monopole et la réalité de la concurrence. Ce qui est pire encore, c'est que la concurrence et le monopole se dévorent mutuellement. Que faire ? Chercher la synthèse de ces deux pensées éternelles, l'arracher au sein de Dieu où elle est déposée de temps immémorial.

Dans la vie pratique, on trouve non seulement la concurrence, le monopole et leur antagonisme, mais aussi leur synthèse, qui n'est pas une formule, mais un mouvement. Le monopole produit la concurrence, la concurrence produit le monopole. Les monopoleurs se font de la concurrence, les concurrents deviennent monopoleurs. Si les monopoleurs restreignent la concurrence entre eux par des associations partielles, la concurrence s'accroît parmi les ouvriers ; et plus la masse des prolétaires s'accroît vis-à-vis des monopoleurs d'une nation, plus la concurrence devient effrénée entre les monopoleurs des différentes nations. La synthèse est telle, que le monopole ne peut se maintenir qu'en passant continuellement par la lutte de la concurrence.

Pour engendrer dialectiquement les *impôts* qui viennent après le *monopole*, M. Proudhon nous parle du *génie social* qui, après avoir suivi *intrépidement sa route en zigzag*, « après avoir marché d'un pas assuré, sans repentir et sans arrêt, arrivé à l'angle du monopole, porte en arrière un *mélancolique* regard, et après une réflexion profonde, frappe d'impôts tous les objets de la production, et crée toute une organisation administrative, afin que *tous les emplois soient livrés au prolétariat et payés par les hommes du monopole*. »

Que dire de ce génie, qui étant à jeun, se promène en zigzag ? et que dire de cette promenade qui n'aurait d'autre but que de démolir les bourgeois par les impôts, tandis que les impôts servent précisément à donner aux bourgeois les moyens de se conserver comme classe dominante ?

Pour faire entrevoir seulement la manière dans laquelle M. Proudhon traite les détails économiques, il suffira de dire que, d'après lui, l'*impôt sur la consommation* aurait été établi en vue de l'égalité et pour venir en aide

au prolétariat.

L'impôt sur la consommation n'a pris son véritable développement que depuis l'avènement de la bourgeoisie. Entre les mains du capital industriel, c'est-à-dire de la richesse sobre et économe qui se maintient, se reproduit, et s'agrandit par l'exploitation directe du travail, l'impôt sur la consommation était un moyen d'exploiter la richesse frivole, joyeuse, prodigue des grands seigneurs qui ne faisaient que consommer. Jacques Stuart a très bien exposé ce but primitif de l'impôt sur la consommation dans ses *Recherches sur les principes de l'Économie politique*, qu'il a publiées dix ans avant A. Smith.

« Dans la monarchie pure, dit-il, les princes semblent jaloux en quelque sorte de l'accroissement des richesses, et lèvent des impôts en conséquence sur ceux qui deviennent riches, — impôts sur la production. Dans le gouvernement constitutionnel, ils tombent principalement sur ceux qui deviennent pauvres, — impôts sur la consommation. Ainsi, les monarques mettent un impôt sur l'industrie... par exemple la capitation et la taille sont proportionnées à l'opulence supposée de ceux qui y sont assujettis. Chacun est imposé à raison du profit qu'il est censé faire. Dans les gouvernements constitutionnels, les impôts se lèvent ordinairement sur la consommation. Chacun est imposé à raison de la dépense qu'il fait. »

Quant à la *succession logique* des impôts, de la balance du commerce, du crédit — dans l'entendement de M. Proudhon — nous ferons observer seulement, que la bourgeoisie anglaise, parvenue sous Guillaume d'Orange à sa constitution politique, créa tout d'un coup un nouveau système d'impôts, le crédit public et le système des droits protecteurs, dès qu'elle fut en état de développer librement ses conditions d'existence.

Cet aperçu suffira pour donner au lecteur une juste idée des élucubrations de M. Proudhon sur la police ou l'impôt, la balance du commerce, le crédit, le communisme et la population. Nous défions la critique la plus indulgente d'aborder ces chapitres sérieusement.

§ IV. — LA PROPRIÉTÉ OU LA RENTE.

À chaque époque historique la propriété s'est développée différemment et dans une série de rapports sociaux entièrement différents. Ainsi définir la propriété bourgeoise, n'est autre chose que faire l'exposé de tous les rapports sociaux de la production bourgeoise.

Vouloir donner une définition de la propriété, comme d'un rapport indépendant, d'une catégorie à part, d'une idée abstraite et éternelle, ce ne

peut être qu'une illusion de métaphysique ou de jurisprudence.

M. Proudhon, tout en ayant l'air de parler de la propriété en général, ne traite que la *propriété foncière* de la *rente foncière*.

« L'origine de la rente, comme propriété, est pour ainsi dire extraéconomique : elle réside dans des considérations de psychologie et de morale qui ne tiennent que de fort loin à la production des richesses. » (T. II, page 266.)

Ainsi, M. Proudhon se reconnaît incapable de comprendre l'origine économique de la rente et de la propriété. Il convient que cette incapacité l'oblige de recourir à des considérations de psychologie et de morale, lesquelles tenant en effet de fort loin à la production des richesses, tiennent pourtant de fort près à l'exiguïté de ses vues historiques. M. Proudhon affirme que l'origine de la propriété a quelque chose de *mystique* et de *mystérieux*. Or, voir du mystère dans l'origine de la propriété, c'est-à-dire transformer en mystère le rapport de la production elle-même à la distribution des instruments de production, n'est-ce pas, pour parler le langage de M. Proudhon, renoncer à toute prétention à la science économique ?

M. Proudhon « se borne à rappeler qu'à la septième époque de l'évolution économique — le *crédit* — la fiction ayant fait évanouir la réalité, l'activité humaine menaçant de se perdre dans le vide, il était devenu nécessaire de *rattacher plus fortement à la nature* : or la rente a été le prix de ce nouveau contrat. » (T. II, p. 266.)

L'homme aux quarante écus a pressenti un Proudhon à venir : « Monsieur le créateur, à vous permis : chacun est maître dans son monde ; mais vous ne me ferez jamais croire que celui où nous sommes soit de verre. » Dans votre monde, où le crédit était un moyen pour *se perdre dans le vide*, il est très possible que la propriété soit devenue nécessaire pour *rattacher l'homme à la nature*. Dans le monde de la population réelle, où la propriété foncière précède toujours le crédit, *l'horror vacui* de M. Proudhon ne pouvait pas exister.

L'existence de la rente une fois admise, qu'elle qu'en soit d'ailleurs l'origine, elle se débat contradictoirement entre le fermier et le propriétaire foncier. Quel est le dernier terme de ce débat, en d'autres mots, quelle est la quotité moyenne de la rente ? Voici ce que dit M. Proudhon :

« La théorie de Ricardo répond à cette question. Au début de la société, lorsque l'homme, nouveau sur la terre, n'avait devant lui que l'immensité des forêts, que la terre était vaste et que l'industrie commençait à naître, la rente dut être nulle. La terre, non encore façonnée par le travail, était un objet d'utilité ; ce n'était pas une valeur d'échange : elle était commune,

non sociale. Peu à peu la multiplication des familles et le progrès de l'agriculture firent sentir le prix de la terre. Le travail vint donner au sol sa valeur : de là naquit la rente. Plus, avec la même quantité de services, un champ put rendre de fruits, plus il fut estimé ; aussi la tendance des propriétaires fut-elle toujours de s'attribuer la totalité des fruits du sol, moins le salaire du fermier, c'est-à-dire moins les frais de production. Ainsi la propriété vient à la suite du travail pour lui enlever tout ce qui, dans le produit, dépasse les frais réels. Le propriétaire remplissant un devoir mystique et représentant vis-à-vis du colon la communauté, le fermier n'est plus, dans les prévisions de la Providence, qu'un travailleur responsable, qui doit rendre compte à la société de tout ce qu'il recueille en sus de son salaire légitime... Par essence et destination, la rente est donc un instrument de justice distributive, l'un des mille moyens que le génie économique met en œuvre pour arriver à l'égalité. C'est un immense cadastre exécuté contradictoirement par les propriétaires et fermiers, sans collision possible, dans un intérêt supérieur, et dont le résultat définitif doit être d'égaliser la possession de la terre entre les exploiters du sol et les industriels... Il ne fallait pas moins que cette magie de la propriété pour arracher au colon l'excédant du produit qu'il ne peut s'empêcher de regarder comme sien et dont il se croit exclusivement l'auteur. La rente, ou pour mieux dire la propriété, a brisé l'égoïsme agricole et créé une solidarité que nulle puissance, nul partage de la terre n'aurait fait naître... À présent, l'effet moral de la propriété obtenu, reste à faire la distribution de la rente. »

Tout ce fracas de mots se réduit d'abord à ceci : Ricardo dit que l'excédant du prix des produits agricoles sur leurs frais de production, y compris le profit et l'intérêt ordinaires du capital donne la mesure de la rente. M. Proudhon fait mieux. Il fait intervenir le propriétaire, comme un *Deus ex machina*, qui arrache au colon tout l'excédant de sa production sur les frais de la production. Il se sert de l'intervention du propriétaire pour expliquer la propriété, de l'intervention du rentier pour expliquer la rente. Il répond au problème en posant le même problème et en l'augmentant encore d'une syllabe.

Observons encore qu'en déterminant la rente par la différence de fécondité de la terre, M. Proudhon lui assigne une nouvelle origine, puisque la terre, avant d'être estimée d'après les différents degrés de fertilité, « n'était pas, » suivant lui, « une valeur d'échange, mais était commune. » Qu'est-elle donc devenue, cette fiction de la rente qui avait pris naissance *dans la nécessité* de ramener à la terre l'homme qui *allait se perdre dans l'infini du vide* ?

Dégageons maintenant la doctrine de Ricardo des phrases providentielles, allégoriques et mystiques dans lesquelles M. Proudhon a eu soin de l'envelopper.

La rente, dans le sens de Ricardo, est la propriété foncière à l'état bourgeois : c'est-à-dire la propriété féodale qui a subi les conditions de la production bourgeoise.

Nous avons vu que, d'après la doctrine de Ricardo, le prix de tous les objets est finalement déterminé par les frais de production, y compris le profit industriel ; en d'autres termes, par le temps de travail employé. Dans l'industrie manufacturière, le prix du produit obtenu par le minimum de travail règle le prix de toutes les autres marchandises de la même espèce, attendu qu'on peut multiplier à l'infini les instruments de production les moins coûteux et les plus productifs, et que la libre concurrence amène nécessairement un prix de marché, c'est-à-dire un prix commun pour tous les produits de la même espèce.

Dans l'industrie agricole, au contraire, c'est le prix du produit obtenu par la plus grande quantité de travail qui règle le prix de tous les produits de la même espèce. En premier lieu, on ne peut pas, comme dans l'industrie manufacturière, multiplier à volonté les instruments de production du même degré de productivité, c'est-à-dire les terrains du même degré de fécondité. Puis, à mesure que la population s'accroît, on en vient à exploiter des terrains d'une qualité inférieure, ou à faire sur le même terrain de nouvelles mises de capital proportionnellement moins productives que les premières. Dans l'un et l'autre cas, on fait usage d'une plus grande quantité de travail pour obtenir un produit proportionnellement moindre. Le besoin de la population ayant rendu nécessaire ce surcroît de travail, le produit du terrain d'une exploitation plus coûteuse a son écoulement forcé tout aussi bien que celui du terrain d'une exploitation à meilleur marché. La concurrence nivelant le prix du marché, le produit du meilleur terrain sera payé tout aussi cher que celui du terrain inférieur. C'est l'excédant du prix des produits du meilleur terrain sur les frais de leur production qui constitue la rente. Si l'on avait toujours à sa disposition des terrains du même degré de fertilité ; si l'on pouvait, comme dans l'industrie manufacturière, recourir toujours à des machines moins coûteuses et plus productives, ou si les secondes mises de capital produisaient autant que les premières, alors le prix des produits agricoles serait déterminé par le prix des denrées produites par les meilleurs instruments de production, comme nous l'avons vu pour le prix des produits manufacturés. Mais aussi, dès ce moment, la rente aurait disparu.

Pour que la doctrine de Ricardo soit généralement vraie, il faut encore

que les capitaux puissent être librement appliqués aux différentes branches de l'industrie ; qu'une concurrence fortement développée entre les capitalistes ait porté les profits à un taux égal ; que le fermier ne soit plus qu'un capitaliste industriel qui demande, pour l'emploi de son capital à la terre, un profit égal à celui qu'il tirerait de son capital appliqué, dans une manufacture quelconque ; que l'exploitation agricole soit soumise au régime de la grande industrie ; enfin, que le propriétaire foncier lui-même ne vise plus qu'au revenu monétaire.

Il se peut que la rente n'existe pas encore, comme en Irlande, quoique le fermage y ait pris un développement extrême. La rente étant l'excédant non-seulement sur le salaire, mais encore sur le profit industriel, elle ne saurait exister là où le revenu du propriétaire n'est qu'un prélèvement sur le salaire.

Or, bien loin de faire de l'exploiteur de la terre, du fermier, un *simple travailleur*, et « d'arracher au colon l'excédant du produit qu'il ne peut s'empêcher de regarder comme sien », la rente met en présence du propriétaire foncier le capitaliste industriel, au lieu de l'esclave, du serf, du tributaire, du salarié.

Aussi s'est-il écoulé un grand laps de temps avant que le fermier féodal fût remplacé par le capitaliste industriel. En Allemagne, par exemple, cette transformation n'a commencé que dans le dernier tiers du XVIII^e siècle. Il n'y a que l'Angleterre où ce rapport entre le capitaliste industriel et le propriétaire foncier ait pris tout son développement.

Tant qu'il n'y avait que le *colon* de M. Proudhon, il n'y avait pas de rente. Dès qu'il y a rente, le colon n'est pas le fermier, mais l'ouvrier, le colon du fermier. L'amoindrissement du travailleur, réduit au rôle de simple ouvrier, journalier, salarié, travaillant pour le capitaliste industriel ; l'intervention du capitaliste industriel, exploitant la terre comme toute autre fabrique ; la transformation du propriétaire foncier de petit souverain en usurier vulgaire : voilà les différents rapports exprimés par la rente.

La rente, dans le sens de Ricardo, c'est l'agriculture patriarcale transformée en industrie commerciale, le capital industriel appliqué à la terre, la bourgeoisie des villes transplantée dans les campagnes. La rente, au lieu d'*attacher l'homme à la nature*, n'a fait que rattacher l'exploitation de la terre à la concurrence. Une fois constituée en rente, la propriété foncière elle-même est le *résultat de la concurrence*, puisque dès lors elle dépend de la valeur vénale des produits agricoles. Comme rente, la propriété foncière est mobilisée et devient un effet de commerce. La rente n'est possible que du moment où le développement de l'industrie des villes et l'organisation sociale qui en résulte forcent le propriétaire foncier à ne

viser qu'au profit véral, au rapport monétaire de ses produits agricoles, à ne voir enfin dans sa propriété foncière qu'une machine à battre monnaie. La rente a si parfaitement détaché le propriétaire foncier du sol, de la nature, qu'il n'a pas seulement besoin de connaître ses terres ainsi que cela se voit en Angleterre. Quand au fermier, au capitaliste industriel et à l'ouvrier agricole, ils ne sont pas plus attachés à la terre qu'ils exploitent, que l'entrepreneur et l'ouvrier des manufactures ne le sont au coton ou à la laine ; ils n'éprouvent de l'attachement que pour le prix de leur exploitation, pour le produit monétaire. De là les jérémiades des partis réactionnaires, qui appellent de tous leurs vœux le retour de la féodalité, de la bonne vie patriarcale, des mœurs simples et des grandes vertus de nos aïeux. L'assujettissement du sol aux lois qui régissent toutes les autres industries est et sera toujours le sujet de condoléances intéressées. Ainsi on peut dire que la rente est devenue la force motrice qui a lancé l'idylle dans le mouvement de l'histoire.

Ricardo, après avoir supposé la production bourgeoise comme nécessaire pour déterminer la rente, l'applique néanmoins à la propriété foncière de toutes les époques et de tous les pays. Ce sont là les errements de tous les économistes, qui représentent les rapports de la production bourgeoise comme des catégories éternelles.

Du but providentiel de la rente, qui est, pour M. Proudhon, la transformation du *colon* en *travailleur responsable*, il passe à la rétribution égalitaire de la rente.

La rente, ainsi que nous venons de le voir, est constituée par le *prix égal* des produits de terrains *inégaux en fertilité*, de manière qu'un hectolitre de blé qui a coûté 10 francs est vendu à 20 francs, si les frais de production s'élèvent, pour un terrain de qualité inférieure, à 20 francs.

Tant que le besoin force d'acheter tous les produits agricoles apportés sur le marché, le prix du marché est déterminé par les frais du produit le plus coûteux. C'est donc cette égalisation du prix, résultant de la concurrence et non de la différente fertilité des terrains, qui constitue au propriétaire du meilleur terrain une rente de 10 francs pour chaque hectolitre que vend son fermier.

Supposons un instant que le prix du blé soit déterminé par le temps de travail nécessaire pour le produire, et aussitôt l'hectolitre de blé obtenu sur le meilleur terrain se vendra 10 francs, tandis que l'hectolitre de blé obtenu sur le terrain de qualité inférieure sera payé 20 francs. Cela admis, le prix moyen du marché sera de 15 francs, tandis que, d'après la loi de la concurrence, il est de 20 francs. Si le prix moyen était de 15 francs, il n'y aurait lieu à aucune distribution, ni égalitaire, ni autre, car il n'y aurait pas

de rente. La rente n'existe que par cela même que l'hectolitre de blé, qui coûte au producteur 10 francs, se vend 20 francs. M. Proudhon suppose l'égalité du prix de marché à frais de production inégaux, pour en venir à la répartition égalitaire du produit de l'inégalité.

Nous concevons que des économistes, tels que Mill, Cherbulliez, Hildilch et autres, ont demandé que la rente soit attribuée à l'État pour servir à l'acquittement des impôts. C'est là la franche expression de la haine que le capitaliste industriel voue au propriétaire foncier, qui lui paraît une inutilité, une superfétation, dans l'ensemble de la production bourgeoise.

Mais faire d'abord payer l'hectolitre de blé 20 francs, pour faire ensuite une distribution générale des 10 francs qu'on a prélevés en trop sur les consommateurs, cela suffit, pour que le *génie social poursuive mélancoliquement sa route en zigzag*, et qu'il aille se cogner la tête contre un *angle* quelconque.

La rente devient, sous la plume de M. Proudhon, « un immense *cadastre*, exécuté contradictoirement par les propriétaires et les fermiers... dans un intérêt supérieur, et dont le résultat définitif doit être d'égaliser la possession de la terre entre les exploiters du sol et les industriels. »

Pour qu'un cadastre quelconque, formé par la rente, soit d'une valeur pratique, il faut toujours rester dans les conditions de la société actuelle.

Or nous avons démontré que le fermage payé par le fermier au propriétaire, n'exprime un peu exactement la rente que dans les pays les plus avancés dans l'industrie et dans le commerce. Encore ce fermage renferme-t-il souvent l'intérêt payé au propriétaire pour le capital incorporé à la terre. La situation des terrains, le voisinage des villes, et bien d'autres circonstances encore, influent sur le fermage et modifient la rente. Ces raisons péremptoires suffiraient pour prouver l'inexactitude d'un cadastre basé sur la rente.

D'un autre côté, la rente ne saurait être l'indice constant du degré de fertilité d'un terrain, puisque l'application moderne de la chimie vient à chaque instant changer la nature du terrain, et que les connaissances géologiques commencent précisément de nos jours à renverser toute l'ancienne estimation de la fertilité relative : ce n'est que depuis vingt ans environ qu'on a défriché de vastes terrains dans les comtés orientaux de l'Angleterre, terrains qu'on laissait incultes faute d'avoir bien apprécié les rapports entre l'humus et la composition de la couche inférieure.

Ainsi l'histoire, loin de donner dans la rente un cadastre tout formé, ne fait que changer, renverser totalement les cadastres déjà formés.

Enfin la fertilité n'est pas une qualité aussi naturelle qu'on pourrait bien

le croire : elle se rattache intimement aux rapports sociaux actuels. Une terre peut être très fertile pour être cultivée en blé, et cependant le prix de marché pourra déterminer le cultivateur à la transformer en prairie artificielle et à la rendre ainsi infertile.

M. Proudhon n'a improvisé son cadastre, qui ne vaut même pas le cadastre ordinaire, que pour donner un corps au *but providentiellement égalitaire* de la rente.

« La rente, continue M. Proudhon, est l'intérêt payé pour un capital qui ne périt jamais, savoir la terre. Et comme ce capital n'est susceptible d'aucune augmentation quant à la matière, mais seulement d'une amélioration indéfinie quant à l'usage, il arrive que, tandis que l'intérêt ou le bénéfice du prêt (*mutuum*) tend à diminuer sans cesse par l'abondance des capitaux, la rente tend à augmenter toujours par le perfectionnement de l'industrie, duquel résulte l'amélioration dans l'usage de la terre... Telle est, dans son essence, la rente. » (Tome II, page 265.)

Cette fois, M. Proudhon voit dans la rente tous les symptômes de l'intérêt, à cela près qu'elle provient d'un capital d'une nature spécifique. Ce capital, c'est la terre, capital éternel, « qui n'est susceptible d'aucune augmentation quant à la matière, mais seulement d'une amélioration indéfinie quant à l'usage. » Dans la marche progressive de la civilisation, l'intérêt a une tendance continuelle vers la baisse, tandis que la rente tend continuellement vers la hausse. L'intérêt baisse à cause de l'abondance des capitaux ; la rente hausse avec les perfectionnements apportés dans l'industrie, lesquels ont pour conséquence un usage toujours mieux entendu de la terre.

Telle est, dans son essence, l'opinion de M. Proudhon.

Examinons d'abord jusqu'à quel point il est juste de dire que la rente est l'intérêt d'un capital.

Pour le propriétaire foncier lui-même, la rente représente l'intérêt du capital que lui a coûté la terre, ou qu'il en tirerait s'il la vendait. Mais en achetant ou en vendant la terre, il n'achète ou ne vend que la rente. Le prix qu'il a mis pour se faire acquéreur de la rente, se règle sur le taux de l'intérêt en général et n'a rien à faire avec la nature même de la rente. L'intérêt des capitaux placés en terrains est, en général, inférieur à l'intérêt des capitaux placés dans les manufactures ou le commerce. Ainsi pour celui qui ne distingue pas l'intérêt que la terre représente au propriétaire d'avec la rente elle-même, l'intérêt de la terre capital diminue encore plus que l'intérêt des autres capitaux. Mais il ne s'agit pas du prix d'achat ou de vente de la rente, de la valeur vénale de la rente, de la rente capitalisée, il s'agit de la rente elle-même.

Le fermage peut impliquer encore outre la rente proprement dite, l'intérêt du capital incorporé à la terre. Alors, le propriétaire reçoit cette partie du fermage non comme propriétaire, mais comme capitaliste ; ce n'est cependant pas là la rente proprement dite, dont nous avons à parler.

La terre, tant qu'elle n'est pas exploitée comme moyen de production, n'est pas un capital. Les terres capitaux peuvent être augmentées tout aussi bien que tous les autres instruments de production. On n'y ajoute rien à la matière, pour parler le langage de M. Proudhon, mais on multiplie les terres qui servent d'instrument de production. Rien qu'à appliquer à des terres déjà transformées en moyen de production de secondes mises de capital, on augmente la terre capital sans rien ajouter à la terre matière, c'est-à-dire à l'étendue de la terre. La terre matière de M. Proudhon, c'est la terre comme borne. Quant à l'éternité qu'il attribue à la terre, nous voulons bien qu'elle ait cette vertu comme matière. La terre capital n'est pas plus éternelle que tout autre capital.

L'or et l'argent, qui donnent l'intérêt, sont aussi durables et éternels que la terre. Si le prix de l'or et de l'argent baisse tandis que celui de la terre va haussant, cela ne vient certes pas de sa nature plus ou moins éternelle.

La terre capital est un capital fixe, mais le capital fixe s'use aussi bien que les capitaux circulants. Les améliorations apportées à la terre ont besoin de reproduction et d'entretien ; elles ne durent qu'un temps, et elles ont cela de commun avec toutes les autres améliorations dont on se sert pour transformer la matière en moyen de production. Si la terre capital était éternelle, certains terrains présenteraient un tout autre aspect qu'ils n'ont aujourd'hui, et nous verrions la Campagne de Rome, la Sicile, la Palestine, dans tout l'éclat de leur ancienne prospérité.

Il y a même des cas où la terre capital pourrait disparaître, alors même que les améliorations resteraient incorporées à la terre.

D'abord, cela arrive toutes les fois que la rente proprement dite s'anéantit par la concurrence de nouveaux terrains plus fertiles ; ensuite, les améliorations qui pouvaient avoir une valeur à une certaine époque, cessent d'en avoir du moment qu'elles sont devenues universelles par le développement de l'agronomie.

Le représentant de la terre capital, ce n'est pas le propriétaire foncier, mais le fermier. Le revenu que la terre donne comme capital, c'est l'intérêt et le profit industriel et non la rente. Il y a des terres qui rapportent cet intérêt et ce profit et qui ne rapportent point de rente.

En résumé la terre, en tant qu'elle donne un intérêt, est la terre capital, et, comme terre capital, elle ne donne pas une rente, elle ne constitue pas la propriété foncière. La rente résulte des rapports sociaux dans lesquels

l'exploitation se fait. Elle ne saurait pas résulter de la nature plus ou moins dure, plus ou moins durable de la terre. La rente provient de la société et non pas du sol.

D'après M. Proudhon, « l'amélioration dans l'usage de la terre, » — conséquence « du perfectionnement de l'industrie, » — est cause de la hausse continue de la rente. Cette amélioration la fait au contraire baisser périodiquement.

En quoi consiste, en général, toute amélioration, soit dans l'agriculture, soit dans la manufacture ? C'est à produire plus avec le même travail, c'est à produire autant, ou même plus avec moins de travail. Grâce à ces améliorations, le fermier est dispensé d'employer une plus grande quantité de travail pour un produit proportionnellement moindre. Il n'a pas besoin alors de recourir à des terrains inférieurs, et les portions du capital appliquées successivement au même terrain, restent également productives. Donc ces améliorations loin de faire hausser continuellement la rente, comme le dit M. Proudhon, sont, au contraire, autant d'obstacles temporaires qui s'opposent à sa hausse.

Les propriétaires anglais du XVII^e siècle sentaient si bien cette vérité, qu'ils s'opposèrent aux progrès de l'agriculture, de crainte de voir diminuer leurs revenus. (Voir Petty, économiste anglais du temps de Charles II.)

§ V. — LES GRÈVES ET LES COALITIONS DES OUVRIERS.

« Tout mouvement de hausse dans les salaires ne peut avoir d'autre effet que celui d'une hausse sur le blé, le vin, etc., c'est-à-dire l'effet d'une disette. Car qu'est-ce que le salaire ? C'est le prix de revient du blé, etc. ; c'est le prix intégral de toute chose. Allons plus loin encore : le salaire est la proportionnalité des éléments qui composent la richesse et qui sont consommés reproductivement chaque jour par la masse des travailleurs. Or, doubler les salaires..., c'est attribuer à chacun des producteurs une part plus grande que son produit, ce qui est contradictoire ; et si la hausse ne porte que sur un petit nombre d'industries, c'est provoquer une perturbation générale dans les échanges, en un mot, une *disette*... Il est impossible, je le déclare, que les grèves suivies d'augmentation de salaires n'aboutissent à un *renchérissement général* : cela est aussi certain que deux et deux font quatre. » (Proudhon, T. I^{er}, p. 110 et 111).

Nous nions toutes ces assertions, excepté que deux et deux font quatre.

D'abord il n'y a pas de *renchérissement général*. Si le prix de toute

chose double en même temps que le salaire, il n'y a pas de changement dans les prix, il n'y a de changement que dans les termes.

Ensuite une hausse générale des salaires ne peut jamais produire un renchérissement plus ou moins général des marchandises. Effectivement, si toutes les industries employaient le même nombre d'ouvriers en rapport avec le capital fixe ou avec les instruments dont elles se servent, une hausse générale des salaires produirait une baisse générale des profits et le prix courant des marchandises ne subirait aucune altération.

Mais comme le rapport du travail manuel au capital fixe n'est pas le même dans les différentes industries, toutes les industries, qui emploient relativement une plus grande masse de capital fixe et moins d'ouvriers, seront forcées tôt ou tard de baisser le prix de leurs marchandises. Dans le cas contraire où le prix de leurs marchandises ne baisse pas, leur profit s'élèvera au-dessus du taux commun des profits. Les machines ne sont pas des salariés. Donc la hausse générale des salaires atteindra moins les industries, qui emploient comparativement aux autres plus de machines que d'ouvriers. Mais la concurrence, tendant toujours à niveler le taux des profits, ceux qui s'élèvent au-dessus du taux ordinaire, ne sauraient être que passagers. Ainsi, à part quelques oscillations, une hausse générale des salaires amènera au lieu d'un renchérissement général, comme le dit M. Proudhon, une baisse partielle, c'est-à-dire une baisse dans le prix courant des marchandises qui se fabriquent principalement à l'aide des machines.

La hausse et la baisse du profit et des salaires n'expriment que la proportion dans laquelle les capitalistes et les travailleurs participent au produit d'une journée de travail, sans influencer dans la plupart des cas sur le prix du produit. Mais que « les grèves suivies d'augmentation de salaires aboutissent à un renchérissement général, à une disette même, » — ce sont là de ces idées qui ne peuvent éclore que dans le cerveau d'un poète incompris.

En Angleterre, les grèves ont régulièrement donné lieu à l'invention et à l'application de quelques machines nouvelles. Les machines étaient, on peut le dire, l'arme qu'employaient les capitalistes, pour abattre le travail spécial en révolte. Le *self-acting mule*, la plus grande invention de l'industrie moderne, mit hors de combat les fileurs révoltés. Quand les coalitions et les grèves n'auraient d'autre effet que de faire réagir contre elles les efforts du génie mécanique, toujours exerceraient-elles une influence immense sur le développement de l'industrie.

« Je trouve, continue M. Proudhon, dans un article publié par M. Léon Faucher... septembre 1845, que depuis quelque temps les ouvriers anglais

ont perdu l'habitude des *coalitions*, ce qui est assurément un progrès, dont on ne peut que les féliciter : mais que cette amélioration dans le moral des ouvriers vient surtout de leur instruction économique. Ce n'est point des manufacturiers, s'écriait au meeting de Bolton, un ouvrier fileur, que les salaires dépendent. Dans les époques de dépression les maîtres ne sont pour ainsi dire que le fouet dont s'arme la nécessité, et qu'ils le veulent ou non, il faut qu'ils frappent. Le principe régulateur est le rapport de l'offre avec la demande ; et les maîtres n'ont pas ce pouvoir... À la bonne heure, s'écrit M. Proudhon, voilà des ouvriers bien dressés, des ouvriers modèles, etc., etc., etc. Cette misère manquait à l'Angleterre : elle ne passera pas le détroit. » (Proudhon, tome I^{er}, pp. 261 et 262.)

De toutes les villes de l'Angleterre, Bolton est celle où le radicalisme est le plus développé. Les ouvriers de Bolton sont connus pour être on ne peut plus révolutionnaires. Lors de la grande agitation, qui eut lieu en Angleterre pour l'abolition des lois céréales, les fabricants anglais ne crurent pouvoir faire face aux propriétaires fonciers qu'en mettant en avant les ouvriers. Mais comme les intérêts des ouvriers n'étaient pas moins opposés à ceux des fabricants, que les intérêts des fabricants ne l'étaient à ceux des propriétaires fonciers, il était naturel que les fabricants dussent avoir le dessous dans les meetings des ouvriers. Que firent les fabricants ? Pour sauver les apparences, ils organisèrent des meetings composés en grande partie des contre-maîtres, du petit nombre d'ouvriers qui leur étaient dévoués et des *amis du commerce* proprement dits. Quand ensuite les véritables ouvriers essayèrent, comme à Bolton et à Manchester, d'y prendre part pour protester contre ces démonstrations factices, on leur défendit l'entrée, en disant que c'était un *ticket-meeting*. On entend par ce mot des meetings où l'on n'admet que des personnes munies de cartes d'entrée. Cependant les affiches, placardées sur les murs, avaient annoncé des meetings publics. Toutes les fois qu'il y avait de ces meetings les journaux des fabricants rendaient un compte pompeux et détaillé des discours qu'on y avait prononcés. Il va sans dire, que c'étaient les contre-maîtres qui prononçaient ces discours. Les feuilles de Londres les reproduisaient littéralement. M. Proudhon a le malheur de prendre les contre-maîtres pour des ouvriers ordinaires et leur enjoint l'ordre de ne pas passer le détroit.

Si en 1844 et en 1845 les grèves frappaient moins les regards qu'auparavant, c'est que 1844 et 1845 étaient les deux premières années de prospérité qu'il y eût pour l'industrie anglaise depuis 1837. Néanmoins, aucune des *trades-unions* n'avait été dissoute.

Entendons maintenant les contre-maîtres de Bolton. Selon eux les

fabricants ne sont pas les maîtres du salaire, parce qu'ils ne sont pas les maîtres du prix du produit, et ils ne sont pas les maîtres du prix du produit, parce qu'ils ne sont pas les maîtres du marché de l'univers. Par cette raison, ils donnaient à entendre qu'il ne fallait pas faire des coalitions pour arracher aux maîtres une augmentation de salaires. M. Proudhon au contraire leur interdit les coalitions de crainte qu'une coalition ne soit suivie d'une hausse de salaires, qui entraînerait une disette générale. Nous n'avons pas besoin de dire que sur un seul point il y a entente cordiale entre les contre-maîtres et M. Proudhon : c'est qu'une hausse de salaires équivaut à une hausse dans le prix des produits.

Mais la crainte d'une disette, est-ce là la véritable cause de la rancune de M. Proudhon ? Non. Il en veut tout bonnement aux contre-maîtres de Bolton, parce qu'ils déterminent la valeur par l'*offre et la demande*, et qu'ils ne se soucient guère de la *valeur constituée*, de la valeur passée à l'état de constitution, de la constitution de la valeur, y compris l'*échangeabilité permanente* et toutes les autres *proportionnalités de rapports et rapports de proportionnalité*, flanqués de la Providence.

« La grève des ouvriers est *illégale*, et ce n'est pas seulement le code pénal, qui dit cela, c'est le système économique, c'est la nécessité de l'ordre établi... Que chaque ouvrier individuellement ait la libre disposition de sa personne et de ses bras, cela peut se tolérer : mais que les ouvriers entreprennent par des coalitions de faire violence au monopole, c'est ce que la société ne peut permettre. » (Tome I^{er}, p. 237 et 235).

M. Proudhon prétend faire passer un article du code pénal pour un résultat nécessaire et général des rapports de la production bourgeoise.

En Angleterre les coalitions sont autorisées par un acte de parlement et c'est le système économique, qui a forcé le parlement à donner cette autorisation de par la loi. En 1825, lorsque sous le ministre Huskisson le parlement dut modifier la législation, pour la mettre de plus en plus d'accord avec un état de choses résultant de la libre concurrence, il lui fallut nécessairement abolir toutes les lois qui interdisaient les coalitions des ouvriers. Plus l'industrie moderne et la concurrence se développent, plus il y a des éléments qui provoquent et secondent les coalitions, et aussitôt que les coalitions sont devenues un fait économique, prenant de jour en jour plus de consistance, elles ne peuvent pas tarder à devenir un fait légal.

Ainsi l'article du code pénal prouve tout au plus que l'industrie moderne et la concurrence n'étaient pas encore bien développées sous l'Assemblée constituante et sous l'Empire.

Les économistes et les socialistes sont d'accord sur un seul point : c'est

de condamner les *coalitions*. Seulement ils motivent différemment leur acte de condamnation.

Les économistes disent aux ouvriers : Ne vous coalisez pas. En vous coalisant, vous entravez la marche régulière de l'industrie, vous empêchez les fabricants de satisfaire aux commandes, vous troublez le commerce et vous précipitez l'envahissement des machines, qui, en rendant votre travail en partie inutile, vous forcent d'accepter un salaire encore abaissé. D'ailleurs vous avez beau faire, votre salaire sera toujours déterminé par le rapport des bras demandés avec les bras offerts, et c'est un effort aussi ridicule que dangereux, que de vous mettre en révolte contre les lois éternelles de l'économie politique.

Les socialistes disent aux ouvriers : Ne vous coalisez pas, car au bout du compte, qu'est-ce vous y gagneriez ? Une hausse de salaires ? Les économistes vous prouveront jusqu'à l'évidence, que les quelques sous que vous pourriez y gagner en cas de réussite, pour quelques moments, seront suivis d'une baisse pour toujours. D'habiles calculateurs vous prouveront qu'il vous faudrait des années pour vous rattraper seulement sur l'augmentation des salaires, des frais qu'il vous a fallu faire pour organiser et entretenir les coalitions. Et nous, nous vous dirons, en notre qualité de socialiste, qu'à part cette question d'argent, vous n'en serez pas moins les ouvriers, et les maîtres seront toujours les maîtres, avant comme après. Ainsi pas de coalitions, pas de politique, car faire des coalitions, n'est-ce pas faire de la politique ?

Les économistes veulent que les ouvriers restent dans la société, telle qu'elle est formée et telle qu'ils l'ont consignée et scellée dans leurs manuels.

Les socialistes veulent qu'ils laissent là la société ancienne, pour pouvoir mieux entrer dans la société nouvelle, qu'ils leur ont préparée avec tant de prévoyance.

Malgré les uns et les autres, malgré les manuels et les utopies, les coalitions n'ont pas cessé un instant de marcher et de grandir avec le développement et l'agrandissement de l'industrie moderne. C'est à tel point maintenant, que le degré où est arrivée la coalition dans un pays, marque nettement le degré qu'il occupe dans la hiérarchie du marché de l'univers. L'Angleterre, où l'industrie a atteint le plus haut degré de développement, a les coalitions les plus vastes et les mieux organisées.

En Angleterre on ne s'en est pas tenu à des coalitions partielles, qui n'avaient pas d'autre but qu'une grève passagère, et qui disparaissaient avec elle. On a formé des coalitions permanentes, des *trades-unions*, qui servent de rempart aux ouvriers dans leurs luttes avec les entrepreneurs. Et

à l'heure qu'il est, toutes ces *trades-unions* locales trouvent un point d'union dans la *National Association of United Trades*, dont le comité central est à Londres, et qui compte déjà 80,000 membres. La formation de ces grèves, coalitions, *trades-unions* marcha simultanément avec les luttes politiques des ouvriers, qui constituent maintenant un grand parti politique, sous le nom de *Chartistes*.

C'est sous la forme des coalitions qu'ont toujours lieu les premiers essais des travailleurs pour s'associer entre eux.

La grande industrie agglomère dans un seul endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance — *coalition*. Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire. Cela est tellement vrai, que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une bonne partie du salaire en faveur des associations qui, aux yeux de ces économistes, ne sont établies qu'en faveur du salaire. Dans cette lutte — véritable guerre civile — se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point là, l'association prend un caractère politique.

Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique.

Dans la bourgeoisie, nous avons deux phases à distinguer : celle pendant laquelle elle se constitua en classe sous le régime de la féodalité et de la monarchie absolue, et celle où, déjà constituée en classe, elle renversa la féodalité et la monarchie, pour faire de la société une société bourgeoise. La première de ces phases fut la plus longue et nécessita les plus grands efforts. Elle aussi avait commencé par des coalitions partielles contre les seigneurs féodaux.

On a fait bien des recherches pour retracer les différentes phases historiques que la bourgeoisie a parcourues, depuis la commune jusqu'à sa constitution comme classe.

Mais quand il s'agit de se rendre un compte exact des grèves, des coalitions et des autres formes dans lesquelles les prolétaires effectuent devant nos yeux leur organisation comme classe, les uns sont saisis d'une crainte réelle, les autres affichent un dédain *transcendental*.

Une classe opprimée est la condition vitale de toute société fondée sur l'antagonisme des classes. L'affranchissement de la classe opprimée implique donc nécessairement la création d'une société nouvelle. Pour que la classe opprimée puisse s'affranchir, il faut que les pouvoirs productifs déjà acquis et les rapports sociaux existants ne puissent plus exister les uns à côté des autres. De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif c'est la classe révolutionnaire elle-même. L'organisation des éléments révolutionnaires comme classe suppose l'existence de toutes les forces productives qui pouvaient s'engendrer dans le sein de la société ancienne.

Est-ce à dire qu'après la chute de l'ancienne société il y aura une nouvelle domination de classe, se résumant dans un nouveau pouvoir politique ? Non.

La condition d'affranchissement de la classe laborieuse c'est l'abolition de toute classe, de même que la condition d'affranchissement du tiers état, de l'ordre bourgeois fut l'abolition de tous les états et de tous les ordres.

La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile.

En attendant, l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, lutte qui, portée à sa plus haute expression, est une révolution totale. D'ailleurs, faut-il s'étonner qu'une société, fondée sur l'*opposition* des classes, aboutisse à la *contradiction* brutale, à un choc de corps à corps comme dernier dénouement ?

Ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps.

Ce n'est que dans un ordre de choses, où il n'y aura plus de classes et d'antagonisme de classes, que les *évolutions sociales* cesseront d'être des *révolutions politiques*. Jusque-là, à la veille de chaque remaniement général de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours :

Le combat ou la mort ; la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est

invinciblement posée.

GEORGE SAND.

APPENDICE I

PROUDHON

JUGÉ PAR

KARL MARX^{3}

Londres, le 24 janvier 1865.

Monsieur,

Vous me demandez une critique détaillée des travaux de Proudhon. Je regrette que le temps me manque pour répondre à votre désir. Et puis je n'ai sous la main aucun de ses écrits. Cependant, pour faire preuve de bonne volonté, je vous envoie, à la hâte, ces quelques notes.

Je ne me souviens pas des premiers essais de Proudhon. Son œuvre d'écolier sur *la langue universelle* témoigne du sans-gêne avec lequel il s'attaqua à des problèmes pour la solution desquels les connaissances les plus élémentaires lui faisaient défaut.

Sa première œuvre : *Qu'est-ce que la Propriété ?* est de beaucoup sa meilleure. Elle fait époque, si ce n'est par la nouveauté de ce qu'il dit, du moins par la manière neuve et hardie de tout dire. Les socialistes français, dont il connaissait les écrits, avaient naturellement non seulement critiqué de divers points de vue la *propriété*, mais encore l'avaient utopiquement supprimée. Dans son livre, Proudhon est à Saint-Simon et à Fourier à peu près ce que Feuerbach est à Hegel. Comparé à Hegel, Feuerbach est bien pauvre. Pourtant, *après* Hegel, il fit époque, parce qu'il accentuait des points désagréables pour la conscience chrétienne et importants pour le progrès de la critique philosophique, mais laissés par Hegel dans un clair obscur mystique.

Le style de cet écrit de Proudhon est encore, si je puis dire, fortement musclé, et c'est le style qui, à mon avis, en fait le grand mérite. On voit que lors même qu'il reproduit, Proudhon découvre, que ce qu'il dit est neuf pour lui et qu'il le sert pour tel.

L'audace provoquante avec laquelle il porte la main sur le *sanctuaire* économique, les paradoxes spirituels avec lesquels il se moque du plat sens

commun bourgeois, sa critique corrosive, son amère ironie, avec ça et là un sentiment de révolte profond et vrai contre les infamies de l'ordre des choses établi, son esprit révolutionnaire, voilà ce qui électrisa les lecteurs de *Qu'est-ce que la Propriété*, et imprima une puissante impulsion dès l'apparition du livre. Dans une histoire rigoureusement scientifique de l'économie politique, cet écrit mériterait à peine une mention. Mais ces livres sensationnels jouent un rôle dans les sciences tout aussi bien que dans la littérature. Prenez, par exemple, l'essai sur la *Population* de *Malthus*. La première édition est tout bonnement un pamphlet « sensationnel » et, par dessus le marché, un plagiat d'un bout à l'autre. Et pourtant quelle impulsion cette pasquinade n'a-t-elle pas donnée au *genre humain* !

Si j'avais sous les yeux le livre de Proudhon, il me serait facile par quelques exemples de montrer sa première manière. Dans les chapitres que lui-même considérait les meilleurs, il imite la méthode antinomique de Kant, le seul philosophe allemand qu'il connaissait alors par des traductions, et il laisse une forte impression que pour lui, comme pour Kant, les antinomies ne se résolvent qu'« au delà » de l'entendement humain, c'est-à-dire que son entendement à lui est incapable de les résoudre.

Mais en dépit de ses allures d'iconoclaste, déjà dans ce premier ouvrage, on trouve cette contradiction que Proudhon, d'un côté, fait le procès à la société du point de vue et avec les yeux du petit paysan (plus tard du petit bourgeois) français, et de l'autre côté, lui applique l'étalon que lui ont transmis les socialistes.

D'ailleurs, le titre même du livre en indiquait l'insuffisance. La question était trop mal posée pour qu'on y répondît correctement. La propriété gréco-romaine avait été remplacée par la propriété féodale, celle-ci par la propriété bourgeoise. L'histoire elle-même s'était chargée de la sorte de la critique des rapports de propriété du passé. Ce qu'il s'agissait pour Proudhon de traiter, c'étaient les rapports de la propriété moderne bourgeoise. À la demande quels étaient ces rapports, on ne pouvait répondre que par une analyse critique de *l'économie politique*, embrassant l'ensemble de ces rapports de propriété, non pas dans leur expression juridique de rapports de volonté, mais dans leur forme réelle de rapports de la production matérielle. Comme Proudhon subordonne l'ensemble de ces rapports économiques à la notion juridique de la propriété, il ne pouvait aller au delà de la réponse donnée déjà par Brissot avant 1789 dans les mêmes termes : « La Propriété c'est le vol »^{4}.

La conclusion que l'on peut tirer de tout ceci, c'est que les notions

juridiques du bourgeois sur le *vol* s'appliquent tout aussi bien à ses profits *honnêtes*. D'un autre côté, comme le *vol*, en tant que violation de la propriété, *présuppose la propriété*, Proudhon s'embrouille dans toutes sortes de notions confuses et fantasques sur la *vraie* propriété bourgeoise.

Pendant mon séjour à Paris, en 1844, j'entrai en relations personnelles avec Proudhon. Je rappelle cette circonstance parce que jusqu'à un certain point je suis responsable de sa « sophistication », mot qu'emploient les Anglais pour désigner la falsification d'une marchandise. Dans de longues discussions, souvent prolongées toute la nuit, je l'infestais de hégélianisme — à son grand préjudice, puisque ne sachant pas l'allemand, il ne pouvait pas étudier la chose à fond. Ce que j'avais commencé, M. Karl Grün, après mon expulsion de France, le continua. Et encore ce professeur de philosophie allemande avait sur moi cet avantage de ne rien entendre à ce qu'il enseignait.

Peu de temps avant la publication de son second ouvrage important : la *Philosophie de la Misère*, etc., Proudhon me l'annonça dans une lettre très détaillée, où entre autres choses se trouvent ces paroles : « J'attends votre fêrûle critique. » Mais bientôt celle-ci tomba sur lui (dans ma *Misère de la Philosophie*, etc., Paris, 1847) de façon à briser à tout jamais notre amitié.

De ce qui précède, vous pouvez voir que la *Philosophie de la misère ou système des contradictions économiques* devait, enfin, donner la réponse à la question : *Qu'est-ce que la Propriété ?* En effet, Proudhon n'avait commencé ses études économiques qu'après la publication de ce premier livre ; il avait découvert que, pour résoudre la question posée par lui, il fallait répondre non par des invectives, mais par une analyse de l'économie politique moderne. En même temps, il essaya d'établir le *système des catégories économiques* au moyen de la dialectique. La *contradiction* hégélienne devait remplacer l'insoluble *antinomie* de Kant, comme moyen de développement.

Pour la critique de ces deux gros volumes je dois vous renvoyer à ma réplique. J'y ai montré, entre autre, combien peu Proudhon avait pénétré le mystère de la dialectique scientifique, combien, d'autre part, il partage les illusions de la philosophie « spéculative » : *au lieu de considérer les catégories économiques comme des expressions théoriques de rapports de production historiques correspondant à un degré déterminé du développement de la production matérielle*, son imagination les transforme en *idées éternelles*, préexistantes à toute réalité, et de cette manière, par un détour il se retrouve à son point de départ, le point de vue de l'économie bourgeoise^{5}.

Puis je montre combien défectueuse et rudimentaire est sa connaissance

de l'*économie politique* dont il entreprenait cependant la critique, et comment avec les utopistes il se met à la recherche d'une prétendue « science », qui doit lui fournir une formule toute prête pour la « solution de la question sociale », au lieu de puiser la science dans la connaissance critique du mouvement historique, mouvement qui doit lui-même produire les conditions matérielles de l'émancipation sociale. Ce que je démontre surtout, c'est que Proudhon n'a que des idées imparfaites, confuses et fausses sur la base de toute économie politique, la valeur échangeable, circonstance qui l'amène à voir les fondements d'une nouvelle science dans une interprétation utopique de la théorie de la valeur de Ricardo. Enfin je résume mon jugement général sur son point de vue en ces mots :

« Chaque rapport économique a un bon et un mauvais côté : c'est le seul point sur lequel M. Proudhon ne se dément pas. Le bon côté, il le voit exposé par les économistes ; le mauvais côté, il le voit dénoncé par les socialistes. Il emprunte aux économistes la nécessité des rapports éternels, il emprunte aux socialistes l'illusion de ne voir dans la misère que la misère. Il est d'accord avec les uns et les autres en voulant s'en référer à l'autorité de la science. La science, pour lui, se réduit aux minces proportions d'une formule scientifique ; il est l'homme à la recherche des formules. C'est ainsi que M. Proudhon se flatte d'avoir donné la critique et de l'économie politique et du communisme : il est au-dessous de l'une et de l'autre. Au-dessous des économistes, puisque comme philosophe, qui a sous la main une formule magique, il a cru pouvoir se dispenser d'entrer dans les détails purement économiques ; au-dessous des socialistes, puisqu'il n'a ni assez de courage, ni assez de lumières pour s'élever, ne serait-ce que spéculativement, au-dessus de l'horizon bourgeois.

«... Il veut planer en homme de science au-dessus des bourgeois, et des prolétaires ; il n'est que le petit bourgeois, ballotté constamment entre le capital et le travail, entre l'économie politique et le communisme ».

Quelque dur que paraisse ce jugement, je suis obligé de le maintenir encore aujourd'hui, mot pour mot. Mais il importe de ne pas oublier qu'au moment où je déclarai et prouvai théoriquement que le livre de Proudhon n'était que le code du socialisme petit bourgeois, ce même Proudhon fut anathématisé comme archi-révolutionnaire à la fois par les économistes et les socialistes d'alors. C'est pourquoi plus tard je n'ai jamais mêlé ma voix à ceux qui jetaient les hauts cris sur sa « trahison » de la révolution. Ce n'était pas sa faute si, mal compris tout d'abord par d'autres comme par lui-même, il n'a pas répondu à des espérances que rien ne justifiait.

La *Philosophie de la Misère*, mise en regard de *Qu'est-ce que la*

Propriété ? fait ressortir très défavorablement tous les défauts de la manière d'exposer de Proudhon. Le style est souvent ce que les Français appellent ampoulé. Un galimatias prétentieux et « spéculatif », qui se donne pour de la philosophie allemande, se rencontre partout où la perspicacité gauloise fait défaut. Ce qu'il vous corne aux oreilles, sur un ton de saltimbanque et de fanfaron, ce sont ses propres louanges, un ennuyeux radotage et d'éternelles rodomontades sur sa prétendue *science*. À la place de la chaleur vraie et naturelle qui éclaire son premier livre, ici en maint endroit Proudhon déclame systématiquement, et s'échauffe à froid. Ajoutez à cela le gauche et désagréable pédantisme de l'autodidacte qui fait l'érudit, de l'ex-ouvrier qui a perdu sa fierté de se savoir penseur indépendant et original, et qui maintenant, en parvenu de la science, croit devoir se pavaner et se vanter de ce qu'il n'est pas et de ce qu'il n'a pas. Puis ses sentiments de petit épicier qui le poussent à attaquer d'une manière inconvenante et brutale, mais qui n'est ni pénétrante, ni profonde, ni même juste, un homme tel que Cabet, toujours respectable à cause de son rôle politique au milieu du prolétariat, tandis qu'il fait l'aimable avec un Dunoyer (conseiller d'État, il est vrai) qui n'a de l'importance que pour avoir prêché avec un sérieux comique tout le long de trois gros volumes insupportablement ennuyeux, un rigorisme ainsi caractérisé par Helvetius : « On veut que les malheureux soient parfaits. »

De fait la révolution de Février survint fort mal à propos pour Proudhon qui, peu de semaines auparavant, venait précisément de prouver de façon irréfutable que « l'ère des révolutions » était passée à jamais. Cependant son attitude dans l'Assemblée nationale ne mérite que des éloges, bien qu'elle prouve son peu d'intelligence de la situation. Après l'insurrection de Juin cette attitude était un acte de grand courage. Elle eut de plus cette conséquence heureuse que M. Thiers, dans sa réponse aux propositions de Proudhon, publiée par la suite sous forme de livre, dévoila le piètre piédestal d'enfant sur lequel se dressait ce pilier intellectuel de la bourgeoisie française. Opposé à Thiers, Proudhon prit en effet les proportions d'un colosse antédiluvien.

Les derniers faits et gestes économiques de Proudhon furent sa découverte du « Crédit gratuit » et de la « Banque du Peuple » qui devait le réaliser. Dans mon écrit *Zur Kritik der Politischen Oekonomie* (critique de l'Économie Politique) Berlin, 1859, (p. 59-64), on trouve la preuve que ces idées proudhoniennes sont fondées sur une complète ignorance des premiers éléments de l'économie politique bourgeoise : le rapport entre la marchandise et l'argent ; tandis que leur réalisation pratique n'était que la reproduction de projets bien antérieurs et bien mieux élaborés. Il n'est pas

douteux, il est même de toute évidence que le développement du crédit qui a servi en Angleterre au commencement du dix-huitième et plus récemment de notre siècle, à transférer les richesses d'une classe à une autre, pourrait servir aussi, dans certaines conditions politiques et économiques, à accélérer l'émancipation de la classe ouvrière. Mais considérer le *capital portant intérêts comme forme principale du capital*, mais vouloir faire d'une application particulière du crédit, de l'abolition prétendue du taux de l'intérêt, la base de la transformation sociale — voilà une fantaisie tout ce qu'il y a de plus épicier. Aussi la trouve-t-on déjà élucubrée *con amore*, chez les porte-parole de la petite bourgeoisie anglaise du xviii^e siècle. La polémique de Proudhon contre Bastiat à l'occasion du capital portant intérêts (1850) est de beaucoup au-dessous de la *Philosophie de la Misère*. Il réussit à se faire battre même par Bastiat et crie et tempête d'une manière burlesque toutes les fois que son adversaire lui porte un coup.

Il y a quelques années Proudhon écrivit une thèse sur les impôts, mis au concours à ce que je crois par le gouvernement du canton de Vaud, Ici s'évanouit la dernière lueur de génie : il ne reste que le petit bourgeois tout pur.

Les écrits politiques et philosophiques de Proudhon ont tous le même caractère double et contradictoire que nous avons trouvé dans ses travaux économiques. De plus, ils n'ont qu'une importance locale limitée à la France. Toutefois ses attaques contre la religion et l'Église avaient un grand mérite local à une époque où les socialistes français se targuaient de leurs sentiments religieux comme d'une supériorité sur le voltairianisme du xviii^e siècle et sur l'athéisme allemand du xix^e siècle. Si Pierre le Grand abattit la barbarie russe par la barbarie, Proudhon fit de son mieux pour terrasser la phrase française par la phrase.

Ce que l'on ne peut plus considérer comme de mauvais écrits seulement, mais tout bonnement comme des vilenies, — qui cependant étaient en parfait accord avec le sentiment épicier — ce sont le livre sur le coup d'État, où il coquette avec L. Bonaparte et s'efforce de le rendre acceptable aux ouvriers français, et celui contre la Pologne, qu'en l'honneur du Czar il traite avec un cynisme de crétin.

On a souvent comparé Proudhon à J.-J. Rousseau. Rien ne peut être plus faux. Il ressemble plutôt à Nicolas Linguet, dont la « *Théorie des Lois Civiles* » est d'ailleurs une œuvre de génie.

La nature de Proudhon le portait à la dialectique. Mais n'ayant jamais compris la dialectique scientifique il ne parvint qu'au sophisme. En fait, cela découlait de son point de vue petit bourgeois. Le petit bourgeois, tout

comme notre historien Raumer, dit toujours, d'un côté et de l'autre côté. Deux courants opposés, contradictoires, dominant ses intérêts matériels et par conséquent ses vues religieuses, scientifiques et artistiques, sa morale, enfin son être tout entier. Il est la contradiction vivante. S'il est, de plus, comme Proudhon, un homme d'esprit, il saura bientôt jongler avec ses propres contradictions et les élaborer selon les circonstances en paradoxes frappants, tapageurs, parfois brillants. Charlatanisme scientifique et accommodements politiques sont inséparables d'un pareil point de vue. Il ne reste plus qu'un seul mobile, la *vanité* de l'individu, et comme pour tous les vaniteux, il ne s'agit plus que de l'effet du moment, du succès du jour. De la sorte se perd nécessairement le simple tact moral qui préserva un Rousseau, par exemple, de toute compromission, même apparente, avec les pouvoirs existants.

Peut-être la postérité dira, pour caractériser cette plus récente phase de l'histoire française, que Louis Bonaparte en fut le Napoléon et Proudhon le Rousseau-Voltaire.

Votre tout dévoué,

KARL MARX.

(Traduit de l'allemand par F. ENGELS).

APPENDICE II

JOHN GRAY ET SA THÉORIE DES BONS DE TRAVAIL

(Extrait de l'ouvrage de Marx *Zur Kritik der politischen Ökonomie*, Berlin, 1859, p. 61-64).

La théorie du temps de travail comme unité de mesure directe de la monnaie a été développée d'une manière systématique pour la première fois par John Gray^{6}.

Une banque centrale nationale, à l'aide de ses succursales, certifie le temps de travail employé pour la production des différentes marchandises. En échange de sa marchandise le producteur reçoit un certificat officiel de la valeur, c'est-à-dire un reçu du temps de travail contenu dans sa marchandise^{7} et ces bons d'une semaine de travail, d'un jour de travail, d'une heure de travail représentent l'équivalent de ce qu'on peut recevoir de toutes les autres marchandises qui se trouvent dans les magasins de la banque^{8}. C'est là le principe fondamental, qu'il a développé avec soin jusque dans ses détails en l'appuyant sur les institutions anglaises existantes. Avec ce système, dit Gray, « il serait à tout moment aussi facile de vendre contre de la monnaie qu'il l'est maintenant d'acheter avec de la monnaie ; la production serait la source uniforme et jamais tarissante de la demande »^{9}. Les métaux précieux perdraient le « privilège » qu'ils ont sur les autres marchandises et « prendraient la place qui leur appartient sur le marché à côté du beurre, des œufs, du drap, du calicot, et leur valeur ne nous intéresserait pas plus que celle des diamants »^{10}. Devons-nous conserver notre mesure artificielle des valeurs, l'or, et entraver ainsi les forces productives du pays, ou devons-nous nous servir de la mesure naturelle des valeurs, du travail, et délivrer les forces productives du pays^{11}.

Puisque le temps de travail est la mesure immanente des valeurs, pourquoi à côté d'elle une autre valeur extrinsèque ? Pourquoi la valeur d'échange se transforme-t-elle en prix ? Pourquoi toutes les marchandises évaluent-elles leur valeur dans une seule marchandise, qui devient ainsi adéquate à la valeur d'échange, en monnaie ? C'était là le problème que Gray avait à résoudre. Au lieu de le résoudre, il s' imagine que les

marchandises peuvent se comporter directement l'une à l'égard de l'autre comme des produits du travail social. Mais elles ne peuvent se comporter l'une à l'égard de l'autre autrement qu'elles ne le font. Les marchandises sont des produits immédiats de travaux individuels, indépendants et isolés, qui doivent s'affirmer comme du travail social général en se dépouillant dans le processus de l'échange individuel, ou le travail, dans la production marchande, ne devient travail social qu'en perdant ses caractères de travail individuel. En posant le temps de travail contenu dans les marchandises comme temps de travail *directement social*, Gray le pose comme temps de travail collectif ou comme temps de travail d'individus directement associés. Dans ces conditions, en fait, une marchandise spécifique, comme l'argent ou l'or, ne pourrait pas être pour les autres marchandises l'incarnation du travail général, la valeur d'échange ne deviendrait pas prix, mais la valeur d'usage ne deviendrait pas non plus valeur d'échange, le produit ne deviendrait pas marchandise et ainsi disparaîtrait la base sur laquelle repose la production bourgeoise. Mais ce n'est pas là la pensée de Gray. *Les produits doivent être produits comme marchandises mais ils ne doivent pas être échangés comme marchandises.*

Gray confie à une banque nationale l'exécution de ce pieux désir. D'un côté la société, par l'entremise de la banque, rend les individus dépendants des conditions de l'échange individuel, et d'un autre côté, elle les laisse continuer à produire sur la base de l'échange individuel. La logique oblige Gray à nier successivement toutes les conditions de la production bourgeoise, quoiqu'il veuille simplement « réformer » la monnaie, conséquence de l'échange des marchandises. Il transforme le capital en capital national^{12}, la propriété foncière en propriété nationale^{13} et quand on regarde de près, on voit qu'il ne reçoit pas simplement d'une main les marchandises et qu'il délivre des certificats pour le travail reçu, mais qu'il règle la production elle-même. Dans son dernier ouvrage, *Lectures on money*, Gray s'efforce de présenter sa monnaie de travail comme une réforme purement bourgeoise, il se perd dans des absurdités plus visibles encore.

Toute marchandise est une monnaie directe, c'est là la théorie de Gray, et elle résulte de son analyse incomplète et partant fautive de la marchandise. La construction « organique » de la « monnaie de travail », de la « banque nationale » et les « magasins de marchandises » n'est qu'un rêve dans lequel on nous fait entrevoir le dogme comme une loi universelle. Le dogme que la marchandise est de la monnaie directe ou que le travail particulier de l'individu contenu en elle, est directement du travail social, ne devient pas une vérité parce qu'une banque y croît et

opère selon lui. La faillite, dans ce cas, jouerait le rôle de critique pratique. Ce que Gray n'a pas dit et ce dont il ne se doutait pas, c'est-à-dire que la monnaie de travail est une phrase à allure économique pour qui a le désir pieux de se débarrasser de la monnaie, avec la monnaie de la valeur d'échange, avec la valeur d'échange de la marchandise, avec la marchandise de la société bourgeoise, a été affirmé hautement par quelques socialistes anglais qui ont écrit avant ou après Gray^{14}. Mais il était réservé à Proudhon et à son école de proclamer sérieusement la dégradation de l'argent et l'exaltation de la marchandise comme le principe du socialisme et partant de réduire le socialisme à une méconnaissance élémentaire de la dépendance nécessaire qu'il y a entre la marchandise et la monnaie^{15}.

APPENDICE III

DISCOURS SUR LA QUESTION DU LIBRE-ÉCHANGE

PRONONCÉ

À L'ASSOCIATION DÉMOCRATIQUE DE BRUXELLES

Dans la séance publique du 9 Janvier 1848

Par KARL MARX

(Imprimé aux frais de l'Association Démocratique^{16})

Messieurs,

L'abolition des lois céréales en Angleterre est le plus grand triomphe que le libre échange ait remporté au XIX^e siècle. Dans tous les pays où les fabricants parlent de libre échange, ils ont principalement en vue le libre échange des grains et des matières premières en général. Frapper de droits protecteurs les grains étrangers, c'est infâme, c'est spéculer sur la famine des peuples.

Du pain à bon marché, des salaires relevés, *cheap food, high wages*, voilà le seul but pour lequel les *free-traders*, en Angleterre, ont dépensé des millions, et déjà leur enthousiasme s'est étendu à leurs frères du continent. En général, si l'on veut le libre échange, c'est pour soulager la condition de la classe laborieuse.

Mais chose étonnante ! le peuple, auquel on veut à toute force procurer du pain à bon marché, est très ingrat. Le pain à bon marché est aussi mal-famé en Angleterre que le gouvernement à bon marché l'est en France. Le peuple voit dans les hommes de dévouement, dans un Bowring, un Bright et consorts, ses plus grands ennemis et les hypocrites les plus effrontés.

Tout le monde sait que la lutte entre les libéraux et les démocrates s'appelle, en Angleterre, la lutte entre les *free-traders* et les chartistes.

Voyons maintenant comment les *free-traders* anglais ont prouvé au peuple les bons sentiments qui les faisaient agir.

Voici ce qu'ils disaient aux ouvriers des fabriques :

Le droit prélevé sur les céréales est un impôt sur le salaire, cet impôt,

vous le payez aux seigneurs territoriaux, à ces aristocrates du Moyen-Âge ; si votre position est misérable, c'est à cause de la cherté des vivres de première nécessité.

Les ouvriers demandaient à leur tour aux fabricants :

Comment se fait-il que, depuis les trente dernières années où notre industrie a pris le plus grand développement, notre salaire ait baissé dans une proportion bien plus rapide que le prix des grains n'a haussé ?

L'impôt, que nous payons aux propriétaires fonciers, comme vous le prétendez, fait sur l'ouvrier à peu près *trois pence* (six sous) par semaine. Et, cependant, le salaire du tisserand à la main est descendu de 28 sh. par semaine à 5 sh. (de 35 fr. à 7 fr. 25) depuis 1815 jusqu'à 1843 ; et le salaire du tisserand, dans l'atelier automatique, a été réduit de 20 sh. par semaine à 8 sh. (de 25 fr. à 10 fr.) depuis 1825 jusqu'à 1843.

Et pendant tout ce temps la part d'impôt que nous avons payée au propriétaire foncier n'a jamais été au-delà de trois pence. Et puis ! en 1834, quand le pain était à très bon compte et que le commerce allait très bien, qu'est-ce que vous nous disiez ? Si vous êtes malheureux, c'est parce que vous faites trop d'enfants, et que votre mariage est plus fécond que notre industrie !

Voilà les propres paroles que vous nous disiez alors ; et vous êtes allés faire les nouvelles lois des pauvres et construire les *work-houses*, ces bastilles des prolétaires.

C'est à quoi répliquaient les fabricants :

Vous avez raison, messieurs les ouvriers ; ce n'est pas seulement le prix du blé, mais encore la concurrence entre les bras offerts, qui détermine le salaire.

Mais pensez bien à une chose ; c'est que notre sol ne se compose que de rochers et de bancs de sable. Vous figurez-vous, par hasard, qu'on puisse faire venir du blé dans des pots à fleurs ? Ainsi, si, au lieu de prodiguer notre capital et notre travail sur un sol tout à fait stérile, nous abandonnions l'agriculture pour nous livrer exclusivement à l'industrie, toute l'Europe abandonnerait les manufactures, et l'Angleterre formerait une seule grande ville manufacturière, qui aurait pour campagne le reste de l'Europe.

Tout en parlant de la sorte à ses propres ouvriers, le fabricant est interpellé par le petit commerçant qui lui dit :

Mais si nous abolissons les lois céréales, nous ruinerons, il est vrai, l'agriculture, mais nous ne forcerons pas pour cela les autres pays à se fournir dans nos fabriques et à abandonner les leurs ?

Qu'en résultera-t-il ? Je perdrai les pratiques que j'ai maintenant à la

campagne, et le commerce intérieur perdra ses marchés.

Le fabricant, tournant le dos aux ouvriers, répond à l'épicier :

Quant à ça, laissez-nous faire. Une fois que l'impôt sur le blé sera aboli, nous aurons de l'étranger du blé à meilleur marché. Puis nous abaisserons le salaire, qui haussera en même temps dans les autres pays d'où nous tirons les grains.

Ainsi, outre les avantages que nous avons déjà, nous aurons encore celui d'un salaire moindre, et avec tous ces avantages, nous forcerons bien le continent à se fournir chez nous.

Mais voilà que le fermier et l'ouvrier de la campagne se mêlent à la discussion.

Et nous, donc, que deviendrons-nous, disent-ils ?

Irions-nous porter un arrêt de mort sur l'agriculture qui nous fait vivre ? Devrions-nous souffrir qu'on nous ôtât le sol de dessous nos pieds ?

Pour toute réponse l'*Anti-corn-law league* s'est contentée d'assigner des prix aux trois meilleurs écrits traitant l'influence salutaire de l'abolition des lois céréales sur l'agriculture anglaise.

Ces prix ont été remportés par MM. Hope, Morse et Gregg, dont les livres furent répandus à la campagne par milliers d'exemplaires.

L'un des lauréats s'attache à prouver que ce n'est ni le fermier ni le laboureur salarié qui perdront par la libre importation du grain étranger, mais seulement le propriétaire foncier :

Le fermier anglais, s'écrie-t-il, n'a pas à craindre l'abolition des lois céréales, parce qu'aucun pays ne saurait produire du blé d'aussi bonne qualité et à aussi bon marché que l'Angleterre.

Ainsi quand même le prix du blé tomberait, ça ne pourrait vous faire du tort, parce que cette baisse porterait seulement sur la rente qui aurait diminué et nullement sur le profit industriel et sur le salaire, qui resteraient les mêmes.

Le second lauréat, M. Morse, soutient, au contraire, que le prix du blé haussera à la suite de l'abolition des lois céréales. Il se donne infiniment de peine, pour démontrer que les droits protecteurs n'ont jamais pu assurer au blé un prix rémunérateur.

À l'appui de son assertion il cite le fait, que toutes les fois qu'on a importé du blé étranger, le prix du blé montait considérablement en Angleterre et quand on en importait peu, il y tombait extrêmement. Le lauréat oublie que l'importation n'était pas la cause du prix élevé, mais que le prix élevé était cause de l'importation.

Et, tout à l'opposé de son co-lauréat, il affirme que toute hausse dans le prix des grains tourne au profit du fermier et de l'ouvrier, et non au profit

du propriétaire.

Le troisième lauréat, M. Gregg, qui est un grand fabricant et dont le livre s'adresse à la classe des grands fermiers, ne pouvait s'en tenir à de semblables niaiseries. Son langage est plus scientifique.

Il convient que les lois céréales ne font hausser la rente qu'en faisant hausser le prix du blé et qu'elles ne font hausser le prix du blé qu'en imposant au capital la nécessité ne s'appliquer à des terrains de qualité inférieure, et cela s'explique tout naturellement.

À mesure que la population s'accroît, le grain étranger ne pouvant entrer dans le pays, on est bien forcé de faire valoir des terrains moins fertiles, dont la culture exige plus de frais, et dont le produit est, par conséquent, plus cher.

Le grain étant d'une vente forcée, le prix s'en réglera nécessairement sur le prix des produits des terrains les plus coûteux. La différence qu'il y a entre ces prix et les frais de production des meilleurs terrains, constitue la rente.

Ainsi, si à la suite de l'abolition des lois céréales, le prix du blé et, par conséquent, la rente tombent, c'est parce que les terrains ingrats cesseront d'être cultivés. Donc la réduction de la rente entraînera infailliblement la ruine d'une partie des fermiers.

Ces observations étaient nécessaires pour faire comprendre le langage de M. Gregg.

Les petits fermiers, dit-il, qui ne pourront pas se tenir dans l'agriculture, trouveront une ressource dans l'industrie. Quant aux grands fermiers, ils doivent y gagner. Ou les propriétaires seront forcés de leur vendre à très bon marché leurs terres, ou les contrats de fermages qu'ils feront avec eux, seront à des termes très prolongés. C'est ce qui leur permettra d'engager de grands capitaux dans la terre, d'y faire l'application des machines sur une plus grande échelle et d'économiser ainsi sur le travail manuel, qui, d'ailleurs, sera à meilleur marché par la baisse générale des salaires, conséquence immédiate de l'abolition des lois céréales.

Le docteur Bowring a donné à tous ces arguments une consécration religieuse, en s'écriant, dans un meeting public :

Jésus-Christ, c'est le *free-trade* ; le *free-trade*, c'est Jésus-Christ.

On comprend que toute cette hypocrisie n'était pas propre à faire goûter aux ouvriers le pain à bon marché.

Comment d'ailleurs les ouvriers auraient-ils pu comprendre la philanthropie soudaine des fabricants, de ces gens qui étaient occupés encore à combattre le bill de dix heures, par lequel on voulait réduire la journée de l'ouvrier de fabrique de douze heures à dix heures.

Pour vous faire une idée de la philanthropie des fabricants, je vous rappellerai, messieurs, les règlements établis dans toutes les fabriques.

Chaque fabricant a pour son usage particulier un véritable code où il y a des amendes fixées pour toutes les fautes volontaires ou involontaires. Par exemple, l'ouvrier payera tant, s'il a le malheur de s'asseoir sur une chaise, s'il chuchote, cause, rit, s'il arrive quelques minutes trop tard, si une partie de la machine se casse, s'il ne livre pas les objets d'une qualité voulue, etc., etc. Les amendes sont toujours plus fortes que le dommage véritablement occasionné par l'ouvrier. Et pour donner à l'ouvrier toute facilité d'encourir des peines, on fait avancer la pendule de la fabrique, on fournit des mauvaises matières premières pour que l'ouvrier en fasse de bonnes pièces. On destitue le contre-maître qui ne serait pas assez habile pour faire multiplier les cas de contravention.

Vous le voyez, messieurs, cette législation domestique est faite pour enfanter des contraventions, et on fait faire des contraventions pour faire de l'argent. Ainsi le fabricant emploie tous les moyens pour réduire le salaire nominal et pour exploiter jusqu'aux accidents dont l'ouvrier n'est pas le maître.

Ces fabricants, ce sont les mêmes philanthropes qui ont voulu faire croire aux ouvriers, qu'ils étaient capables de faire des dépenses énormes, uniquement pour améliorer leur sort.

Ainsi, d'un côté, ils rognent le salaire de l'ouvrier par les règlements de fabrique de la manière la plus mesquine, et de l'autre, ils s'imposent les plus grands sacrifices pour le faire rehausser par l'*Anti-corn-law league*.

Ils construisent à grands frais des palais, où la *league* établissait, en quelque sorte, sa demeure officielle ; ils font marcher une armée de missionnaires vers tous les points de l'Angleterre, pour qu'ils prêchent la religion du libre échange ; ils font imprimer et distribuer gratis des milliers de brochures pour éclairer l'ouvrier sur ses propres intérêts, ils dépensent des sommes énormes pour rendre la presse favorable à leur cause, ils organisent une vaste administration pour diriger les mouvements libre-échangistes, et ils déploient toutes les richesses de leur éloquence dans les meetings publics. C'était dans un de ces meetings qu'un ouvrier s'écria :

Si les propriétaires fonciers vendaient nos os, vous autres, fabricants, vous seriez les premiers à les acheter, pour les jeter dans un moulin à vapeur et en faire de la farine.

Les ouvriers anglais ont très bien compris la signification de la lutte entre les propriétaires fonciers et les capitalistes industriels. Ils savent très bien qu'on voulait rabaisser le prix du pain pour rabaisser le salaire et que le profit industriel augmenterait de ce que la rente aurait diminuée.

Ricardo, l'apôtre des free-traders anglais, l'économiste le plus distingué de notre siècle, est sur ce point, parfaitement d'accord avec les ouvriers.

Il dit dans son célèbre ouvrage sur l'économie politique :

« Si, au lieu de récolter du blé chez nous, nous découvriions un nouveau marché où nous pourrions nous procurer ces objets à meilleur compte, dans ce cas les salaires doivent baisser et les profits s'accroître. La baisse du prix des produits de l'agriculture réduit les salaires non-seulement des ouvriers employés à la culture de la terre, mais encore de tous ceux qui travaillent aux manufactures ou qui sont employés au commerce. »

Et ne croyez pas, messieurs, que ce soit chose tout à fait indifférente pour l'ouvrier de ne recevoir plus que 4 francs, le blé étant à meilleur marché, quand auparavant il a reçu 5 francs.

Son salaire n'est-il pas toujours tombé par rapport au profit ? Et n'est-il pas clair que sa position sociale a empiré vis-à-vis du capitaliste ? Outre cela il perd encore dans le fait.

Tant que le prix du blé était encore plus élevé, le salaire l'étant également, une petite épargne faite sur la consommation du pain suffisait pour lui procurer d'autres jouissances, mais du moment que le pain et en conséquence le salaire est à très bon marché, il ne pourra presque rien économiser sur le pain pour l'achat des autres objets.

Les ouvriers anglais ont fait sentir aux free-traders qu'ils ne sont pas dupes de leurs illusions et de leurs mensonges, et si, malgré cela, ils se sont associés à eux contre les propriétaires fonciers, c'était pour détruire les derniers restes de la féodalité et pour n'avoir plus affaire qu'à un seul ennemi. Les ouvriers ne se sont pas trompés dans leurs calculs, car les propriétaires fonciers, pour se venger des fabricants, ont fait cause commune avec les ouvriers pour faire passer le bill des dix heures, que ces derniers avaient vainement demandé depuis trente ans, et qui passa immédiatement après l'abolition des droits sur les céréales.

Si, au congrès des économistes, le docteur Bowring a tiré de sa poche une longue liste pour faire voir toutes les pièces de bœuf, de jambon, de lard, de poulets, etc., etc., qui ont été importés en Angleterre, pour y être consommés, comme il dit, par les ouvriers, il a malheureusement oublié de vous dire qu'au même instant les ouvriers de Manchester et des autres villes manufacturières, se trouvaient jetés sur le pavé par la crise qui commençait.

En principe, en économie politique, il ne faut jamais grouper les chiffres d'une seule année pour en tirer des lois générales. Il faut toujours prendre le terme moyen de six à sept ans — laps de temps pendant lequel l'industrie moderne passe par les différentes phases de prospérité, de

surproduction, de stagnation, de crise et achève son cycle fatal.

Sans doute, si le prix de toutes les marchandises tombe, et c'est là la conséquence nécessaire du libre échange, je pourrai me procurer pour un franc bien plus de choses qu'auparavant. Et le franc de l'ouvrier vaut autant que tout autre. Donc le libre échange sera très avantageux à l'ouvrier. Il y a seulement un petit inconvénient à cela, c'est que l'ouvrier, avant d'échanger son franc pour d'autres marchandises, a fait d'abord l'échange de son travail contre le capital. Si dans cet échange il recevait toujours pour le même travail le franc en question, et que le prix de toutes les autres marchandises tomberait, il gagnerait toujours à ce marché. Le point difficile, ce n'est pas de prouver, que le prix de toute marchandise baissant, j'aurai plus de marchandises pour le même argent.

Les économistes prennent toujours le prix du travail au moment où il s'échange contre d'autres marchandises. Mais ils laissent tout-à-fait de côté le moment où le travail opère son échange contre le capital.

Quand il faudra moins de frais pour mettre en mouvement la machine qui produit les marchandises, les choses nécessaires pour entretenir cette machine qui s'appelle travailleur, coûteront également moins cher. Si toutes les marchandises sont à meilleur marché, le travail, qui est aussi une marchandise, baissera également de prix, et comme nous le verrons plus tard, ce travail marchandise baissera proportionnellement beaucoup plus que les autres marchandises. Le travailleur comptant toujours sur l'argumentation des économistes, trouvera que le franc s'est fondu dans sa poche, et qu'il ne lui reste plus que cinq sous.

Là-dessus, les économistes vous diront : Eh bien, nous convenons que la concurrence parmi les ouvriers, qui certes n'aura pas diminué sous le régime du libre échange, ne tardera pas à mettre les salaires en accord avec le bas prix des marchandises. Mais d'une autre part le bas prix des marchandises augmentera la consommation ; la plus grande consommation exigera une plus grande production, laquelle sera suivie d'une plus forte demande de bras, et à cette plus forte demande de bras succédera une hausse de salaires.

Toute cette argumentation revient à ceci : Le libre échange augmente les forces productives. Si l'industrie va croissant, si la richesse, si le pouvoir productif, si, en un mot, le capital productif augmente la demande du travail, le prix du travail, et, par conséquent, le salaire, augmente également. La meilleure condition pour l'ouvrier, c'est l'accroissement du capital. Et il faut en convenir. Si le capital reste stationnaire, l'industrie ne restera pas seulement stationnaire, mais elle déclinera, et en ce cas, l'ouvrier en sera la première victime. Il périra avant le capitaliste. Et dans

le cas où le capital va croissant dans cet état de choses que nous avons dit, le meilleur pour l'ouvrier, quel sera son sort ? Il périra également. L'accroissement du capital productif implique l'accumulation et la concentration des capitaux. La centralisation des capitaux amène une plus grande division du travail et une plus grande application des machines. La plus grande division du travail détruit la spécialité du travail, détruit la spécialité du travailleur, et en mettant à la place de cette spécialité un travail que tout le monde peut faire, elle augmente la concurrence entre les ouvriers.

Cette concurrence devient d'autant plus forte, que la division du travail donne à l'ouvrier le moyen de faire à lui seul l'ouvrage de trois.

Les machines produisent le même résultat sur une beaucoup plus grande échelle. L'accroissement du capital productif, en forçant les capitalistes industriels à travailler avec des moyens toujours croissants, ruine les petits industriels et les jette dans le prolétariat. Puis, le taux de l'intérêt diminuant à mesure que les capitaux s'accumulent, les petits rentiers qui ne peuvent plus vivre de leurs rentes seront forcés de se lancer dans l'industrie, pour aller augmenter ensuite le nombre des prolétaires.

Enfin, plus le capital productif augmente, plus il est forcé de produire pour un marché dont il ne connaît pas les besoins, plus la production précède la consommation, plus l'offre cherche à forcer la demande, et, en conséquence, les crises augmentent d'intensité et de rapidité. Mais toute crise, à son tour, accélère la centralisation des capitaux et grossit le prolétariat.

Ainsi, à mesure que le capital productif s'accroît, la concurrence entre les ouvriers s'accroît dans une production beaucoup plus forte. La rétribution du travail diminue pour tous, et le fardeau du travail augmente pour quelques-uns.

En 1829, il y avait à Manchester, 1,088 fileurs occupés dans 36 fabriques. En 1841, il n'y en avait plus que 448, et ces ouvriers étaient occupés à 53,353 fuseaux de plus que les 1,088 ouvriers de 1829. Si le rapport du travail manuel avait augmenté proportionnellement au pouvoir productif, le nombre des ouvriers aurait dû atteindre le chiffre de 1848, de sorte que les améliorations apportées dans la mécanique ont enlevé le travail à 1,100 ouvriers.

Nous savons d'avance la réponse des économistes. Ces hommes privés d'ouvrages, disent-ils, trouveront un autre emploi de leurs bras. M. le docteur Bowring n'a pas manqué de reproduire cet argument au congrès des économistes, mais il n'a pas manqué non plus de se réfuter lui-même.

En 1833, M. le docteur Bowring prononçait un discours dans la

Chambre des Communes, au sujet des 50,000 tisserands de Londres qui depuis très longtemps se meurent d'inanition, sans pouvoir trouver cette nouvelle occupation, que les free-traders font entrevoir dans le lointain.

Nous allons donner les passages les plus saillants de ce discours de M. le docteur Bowring.

« La misère des tisserands à la main, dit-il, est le sort inévitable de toute espèce de travail qui s'apprend facilement et qui est susceptible d'être à chaque instant remplacé par des moyens moins coûteux. Comme dans ce cas la concurrence entre les ouvriers est extrêmement grande, le moindre relâchement dans la demande amène une crise. Les tisserands à la main se trouvent en quelque sorte placés sur les limites de l'existence humaine. Un pas de plus et leur existence devient impossible. Le moindre choc suffit pour les lancer dans la carrière du dépérissement. Les progrès de la mécanique, en supprimant de plus en plus le travail manuel, amènent infailliblement pendant l'époque de la transition bien des souffrances temporelles. Le bien-être national ne saurait être acheté qu'au prix de quelques maux individuels. On n'avance en industrie qu'aux dépens des traînards ; et de toutes les découvertes, le métier à vapeur est celle qui pèse avec le plus de poids sur les tisserands à la main. Déjà dans beaucoup d'articles qui se sont faits à la main, le tisserand a été mis hors de combat, mais il sera battu sur bien des choses qui se font encore à la main.

« Je tiens, dit-il, plus loin, entre mes mains une correspondance du gouverneur-général avec la compagnie des Indes Orientales. Cette correspondance concerne les tisserands du district de Dacca. Le gouverneur dit dans ses lettres : il y a quelques années la Compagnie des Indes Orientales recevait six à huit millions de pièces de coton, qui étaient fabriquées par les métiers du pays ; la demande en tomba graduellement et fut réduite à un million de pièces environ.

« Dans ce moment elle a presque complètement cessé. De plus, en 1800, l'Amérique du Nord a tiré des Indes presque 800,000 pièces de coton. En 1830, elle n'en tirait même pas 4,000. Enfin, en 1800, on a embarqué, pour être transportées en Portugal, un million de pièces de coton. En 1830, le Portugal n'en recevait plus que 20,000.

« Les rapports sur la détresse des tisserands indiens sont terribles. Et quelle fut l'origine de cette détresse ?

« La présence sur le marché des produits anglais ; la production de l'article au moyen du métier à vapeur. Un très grand nombre de tisserands est mort d'inanition ; le restant a passé à d'autres occupations et surtout aux travaux ruraux. Ne pas savoir changer d'occupation, c'était un arrêt de mort. Et en ce moment le district de Dacca regorge de fils et de tissus

anglais. La mousseline de Dacca, renommée dans tout le monde pour sa beauté et la fermeté de sa texture, est également éclipsée par la concurrence des machines anglaises. Dans toute l'histoire du commerce, on aurait peut être de la peine à trouver des souffrances pareilles à celles qu'on dû supporter de cette manière des classes entières dans les Indes Orientales. »

Le discours de M. le docteur Bowring est d'autant plus remarquable que les faits qui y sont cités sont exacts, et que les phrases dont il cherche à les pallier, portent tout à fait le caractère d'hypocrisie commun à tous les sermons libre-échangistes. Il représente les ouvriers comme moyens de production qu'il faut remplacer par des moyens de production moins coûteux. Il fait semblant de voir dans le travail dont il parle, un travail tout à fait exceptionnel, et dans la machine qui a écrasé les tisserands, une machine également exceptionnelle. Il oublie qu'il n'y a pas de travail manuel qui ne serait susceptible de subir d'un jour à l'autre le sort du tissage.

« Le but constant et la tendance de tout perfectionnement dans le mécanisme, est, en effet, de se passer entièrement du travail de l'homme ou d'en diminuer le prix, en substituant l'industrie des femmes et des enfants à celle de l'ouvrier adulte, ou le travail de l'ouvrier grossier à celui de l'habile artisan. Dans la plupart des filatures par métiers continus, en anglais, *throstle-mills*, la filature est entièrement exécutée par des filles de seize ans et au-dessous. La substitution de la mull-jenny automatique à la mull-jenny ordinaire a eu pour effet de congédier la plupart des fileurs et de garder des enfants et des adolescents. »

Ces paroles du libre-échangiste le plus passionné, M. le docteur Ure, servent à compléter les confessions de M. Bowring. M. Bowring parle de quelques maux individuels, et dit, en même temps, que ces maux individuels font périr des classes entières, il parle des souffrances passagères dans les temps de transition, et en même temps qu'il en parle, il ne dissimule pas que ces souffrances passagères ont été pour la plupart le passage de la vie à la mort, et pour le restant le mouvement de transition dans une condition inférieure à celle dans laquelle ils étaient placés auparavant. S'il dit, plus loin, que les malheurs de ces ouvriers sont inséparables du progrès de l'industrie et nécessaires au bien-être national, il dit simplement que le bien-être de la classe bourgeoise a pour condition nécessaire le malheur de la classe laborieuse.

Toute la consolation que M. Bowring prodigue aux ouvriers qui périssent, et, en général, toute la doctrine de compensation que les *free-traders* établissent, revient à ceci :

Vous autres milliers d'ouvriers qui périssez, ne vous désolerez pas. Vous pouvez mourir en toute tranquillité. Votre classe ne périra pas. Elle sera toujours assez nombreuse pour que le capital la puisse décimer, sans avoir à craindre de l'anéantir. D'ailleurs, comment voulez-vous que le capital trouve un emploi utile, s'il n'avait pas soin de se ménager toujours la matière exploitable, les ouvriers, pour les exploiter de nouveau ?

Mais aussi, pourquoi poser encore comme problème à résoudre l'influence que la réalisation du libre-échange exercera sur la situation de la classe ouvrière ? Toutes les lois que les économistes ont exposées, depuis Quesnay jusqu'à Ricardo, sont établies dans la supposition que les entraves qui enchaînent encore la liberté commerciale n'existent plus. Ces lois se confirment à mesure que le libre-échange se réalise.

La première de ces lois, c'est que la concurrence réduit le prix de toute marchandise au minimum de ses frais de production. Ainsi le minimum de salaire est le prix naturel du travail. Et qu'est-ce que le minimum du salaire ? C'est tout juste ce qu'il faut pour faire produire les objets indispensables à la sustentation de l'ouvrier, pour le mettre en état de se nourrir tant bien que mal et de propager tant soit peu sa race.

Ne croyons pas pour cela que l'ouvrier n'aura que ce minimum de salaire, ne croyons pas, non plus, qu'il aura ce minimum de salaire toujours.

Non, d'après cette loi, la classe ouvrière sera quelquefois plus heureuse. Elle aura parfois plus que le minimum ; mais ce surplus ne sera que le supplément de ce qu'elle aura en moins que le minimum dans le temps de stagnation industrielle. Cela veut dire que dans un certain laps de temps qui est toujours périodique, dans ce cercle que fait l'industrie, en passant par les vicissitudes de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise, en comptant tout ce que la classe ouvrière aura eu de plus ou de moins que le minimum ; c'est-à-dire la classe ouvrière ne sera conservée comme classe après bien des malheurs et des misères et des cadavres laissés sur le champ de bataille industriel. Mais qu'importe ? La classe subsiste toujours, et mieux que cela elle se sera accrue.

Ce n'est pas tout. Le progrès de l'industrie produit des moyens d'existence moins coûteux. C'est ainsi que l'eau-de vie a remplacé la bière, que le coton a remplacé la laine et le lin, et que la pomme de terre a remplacé le pain.

Ainsi, comme on trouve toujours moyen d'alimenter le travail avec des choses moins chères et plus misérables, le minimum du salaire va toujours en diminuant. Si ce salaire a commencé par faire travailler l'homme pour vivre, il finit par faire vivre l'homme d'une vie de machine. Son existence

n'a d'autre valeur que celle d'une simple force productive, et le capitaliste le traite en conséquence.

Cette loi du travail marchandise, du minimum du salaire, se vérifiera à mesure que la supposition des économistes, le libre échange, sera devenue une vérité, une actualité. Ainsi, de deux choses l'une : ou il faut renier toute l'économie politique basée sur la supposition du libre échange, ou bien il faut convenir que les ouvriers seront frappés de toute la rigueur des lois économiques sous ce libre échange.

Pour nous résumer : Dans l'état actuel de la société, qu'est-ce donc que le libre échange ? C'est la liberté du capital. Quand vous aurez fait tomber les quelques entraves nationales qui enchaînent encore la marche du capital, vous n'aurez fait qu'en affranchir entièrement l'action. Tant que vous laissez subsister le rapport du travail salarié au capital, l'échange des marchandises entre elles aura beau se faire dans les conditions les plus favorables, il y aura toujours une classe qui exploitera, et une classe qui sera exploitée. On a véritablement de la peine à comprendre la prétention des libre-échangistes, qui s'imaginent que l'emploi plus avantageux du capital fera disparaître l'antagonisme entre les capitalistes industriels et les travailleurs salariés. Tout au contraire, tout ce qui en résultera, c'est que l'opposition de ces deux classes se dessinera plus nettement encore.

Admettez un instant qu'il n'y ait plus de lois céréales, plus de douane, plus d'octroi, enfin que toutes les circonstances accidentelles, auxquelles l'ouvrier peut encore s'en prendre, comme étant les causes de sa situation misérable, aient entièrement disparu, et vous aurez déchiré autant de voiles qui dérobent à ses yeux son véritable ennemi.

Il verra que le capital devenu libre, ne le rend pas moins esclave que le capital vexé par les douanes.

Messieurs, ne vous laissez pas en imposer par le mot abstrait de *liberté*. Liberté de qui ? Ce n'est pas la liberté d'un simple individu, en présence d'un autre individu. C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur.

Comment voulez-vous encore sanctionner la libre concurrence par cette idée de liberté quand cette liberté n'est que le produit d'un état de choses basé sur la libre concurrence ?

Nous avons fait voir ce que c'est que la fraternité que le libre échange fait naître entre les différentes classes d'une seule et même nation. La fraternité que le libre échange établirait entre les différentes nations de la terre, ne serait guère plus fraternelle. Désigner par le nom de fraternité universelle l'exploitation à son état cosmopolite, c'est une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la bourgeoisie. Tous les phénomènes destructeurs que la libre concurrence fait naître dans

l'intérieur d'un pays se reproduisent dans des proportions plus gigantesques sur le marché de l'univers. Nous n'avons pas besoin de nous arrêter plus longuement aux sophismes que débitent à ce sujet les libres-échangistes, et qui valent bien les arguments de nos trois lauréats, Messieurs Hope, Morse et Gregg.

On nous dit, par exemple, que le libre échange ferait naître une division internationale du travail qui assignerait à chaque pays une production en harmonie avec ses avantages naturels.

Vous pensez peut être, Messieurs, que la production du café et du sucre, c'est la destinée naturelle des Indes Occidentales.

Deux siècles auparavant la nature qui ne se mêle guère du commerce, n'y avait mis ni caféier ni canne à sucre.

Et il ne se passera peut-être pas un demi-siècle que vous n'y trouverez plus ni café ni sucre, car les Indes Orientales, par la production à meilleur marché, ont déjà victorieusement combattu cette prétendue destinée naturelle des Indes Occidentales. Et ces Indes Occidentales avec leurs dons naturels sont déjà pour les anglais un fardeau aussi lourd que les tisserands de Dacca, qui, eux aussi, étaient destinés depuis l'origine des temps à tisser à la main.

Une chose encore qu'il ne faut jamais perdre de vue, c'est que de même que tout est devenu monopole, il y a aussi de nos jours quelques branches industrielles qui dominent toutes les autres et qui assurent aux peuples qui les exploitent le plus, l'empire sur le marché de l'univers. C'est ainsi que dans le commerce international le coton à lui seul a une plus grande valeur commerciale que toutes les autres matières premières employées pour la fabrication des vêtements prises ensemble. Et il est véritablement risible de voir les libre échangistes faire ressortir les quelques spécialités dans chaque branche industrielle pour les mettre en balance avec les produits de commun usage, qui se produisent à meilleur marché dans les pays où l'industrie est la plus développée.

Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe.

Ne croyez pas, Messieurs, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste.

On se dit ennemi du régime constitutionnel, on ne se dit pas pour cela ami de l'ancien régime.

D'ailleurs, le système protectionniste n'est qu'un moyen d'établir chez un peuple la grande industrie, c'est-à-dire de le faire dépendre du marché de l'univers, et du moment qu'on dépend du marché de l'univers on dépend déjà plus ou moins du libre-échange. Outre cela, le système protecteur contribue à développer la libre concurrence dans l'intérieur d'un pays. C'est pourquoi nous voyons que dans les pays où la bourgeoisie commence à se faire valoir comme classe, en Allemagne, par exemple, elle fait de grands efforts pour avoir des droits protecteurs. Ce sont pour elles des armes contre la féodalité et contre le gouvernement absolu, c'est pour elle un moyen de concentrer ses forces de réaliser le libre échange dans l'intérieur du même pays.

Mais en général de nos jours le système du libre échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre échange.

LA GUERRE CIVILE EN FRANCE

L'original est en anglais
Traduction revue par l'auteur

Éléments bibliographiques :

Édition originale anglaise :
juin 1871

Publication française en revue :
L'Internationale L'Internationale (de Bruxelles). 16 juil.– 3 sept. 1871.

Édition originale française :
Bruxelles, juin 1872,

Sources de la présente édition :
Histoire de l'Internationale, Garnier frères, 1872 (pp. 327-384).

44 pages

TABLE

XIV La Guerre civile en France.

I

II

III

IV

Titre suivant : LE CAPITAL

XIV

La Guerre civile en France.

ADRESSE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES
TRAVAILLEURS{17}.

Ce manifeste, qui exprime l'appréciation officielle des représentants légaux de l'Internationale sur la révolution du 18 mars et sur la Commune, n'a pas encore été publié en France autrement que dans l'ombre et sous le manteau, entre les conspirateurs, leurs amis et les dupes qu'ils veulent recruter. Les journaux en ont à peine dit quelques mots et cité quelques lignes. Il nous a paru nécessaire de le faire connaître en entier aux honnêtes gens, sans en supprimer un seul détail, sans en effacer une seule des calomnies dont il essaie d'accabler les défenseurs de l'ordre, sans réfuter une seule des inventions absurdes destinées à exciter contre l'Assemblée nationale et le gouvernement établi par elle l'indignation de la multitude. La réfutation de ces faussetés est partout, et elles ne peuvent tromper personne, au moins en France. Ce qui est nécessaire, c'est que les honnêtes gens voient sans voile jusqu'à quel point les scélérats qui ont incendié Paris osent pousser encore aujourd'hui l'impudence et le cynisme. Ce qui importe aussi, c'est que l'Internationale ne puisse pas un jour, comme les plus intelligents de ses chefs essaient de le faire dès aujourd'hui chercher à déclinier la responsabilité de l'insurrection du 18 mars, des arrestations arbitraires, des pillages, des assassinats et des incendies qui l'ont suivie.

Telles sont les considérations qui nous ont décidé à traduire tout au long et à donner en entier cet abominable factum.

À tous les Membres de l'Association, en Europe et aux États-Unis.

I

Le 4 septembre 1870, lorsque les travailleurs de Paris proclamèrent la République, laquelle fut presque instantanément acclamée par toute la France, sans la moindre opposition, une cabale d'avocats avide d'emplois,

avec Thiers pour homme d'État et Trochu pour général, prirent possession de l'Hôtel de ville. À ce moment ces hommes avaient une foi tellement fanatique dans la mission de Paris de représenter la France à toutes les époques de crises historiques, qu'ils croyaient légitimer leurs titres usurpés de gouverneurs de la France, en mettant en avant leurs mandats périmés de représentants de Paris. Dans notre seconde adresse au sujet de la guerre, cinq jours après l'avènement de ces hommes au pouvoir, nous vous avons dit ce qu'ils étaient. Cependant au milieu de la confusion générale, comme les véritables chefs (*leaders*) des ouvriers étaient toujours enfermés dans les prisons bonapartistes, et que les Prussiens s'approchaient déjà de la capitale, Paris toléra leur usurpation sous la condition expresse qu'ils s'occuperaient exclusivement de la défense nationale. Cependant, on ne pouvait défendre Paris sans armer sa classe ouvrière, sans l'organiser en une force effective et sans la transformer par l'effet même de la guerre en une véritable armée. Mais Paris en armes, c'était la révolution en armes ; la victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites politiques. Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt d'une classe, le gouvernement de la défense nationale n'hésita pas un instant à se faire le gouvernement de la défection nationale.

Son premier acte fut d'envoyer Thiers à toutes les cours d'Europe, pour y mendier leur médiation en offrant de troquer la république contre un roi. Quatre mois après le commencement du siège, quand ces messieurs crurent le moment opportun pour prononcer la première fois le mot de *capitulation*, Trochu, en présence de Jules Favre et d'autres de ses collègues, s'exprima ainsi devant les maires de Paris réunis :

« La première question que me firent mes collègues, le soir du 4 septembre, fut celle-ci : « Paris peut-il résister avec quelque chance de succès, s'il est assiégé par l'armée prussienne ? » Je n'hésitai pas à répondre négativement. Plusieurs de mes collègues ici présents peuvent garantir l'exactitude de mes paroles et la persistance de mon opinion. Je leur déclarai que ce serait une folie que d'exposer Paris à être assiégé par l'armée prussienne. Ce serait, ajoutai-je, une folie héroïque, et voilà tout... Les événements (dirigés par lui-même) n'ont pas démenti mon opinion. » Ce joli petit discours de Trochu fut publié dans la suite par M. Corbon, un des maires présents en cette occasion.

Ainsi, au soir même de la proclamation de la République, Trochu fit savoir à ses collègues que son plan était la capitulation de Paris. Si la défense nationale avait été autre chose qu'un prétexte pour le gouvernement personnel de Thiers, Favre et Cie, les parvenus du 4

septembre auraient abdiqué le 5 ; ils auraient fait connaître le plan de Trochu au peuple de Paris, en l'invitant à se rendre sur-le-champ ou à se charger lui-même de ses propres destinées. Au lieu d'agir ainsi, ces infâmes imposteurs résolurent de guérir la folie héroïque de Paris par un régime de famine et de têtes cassées, et de le tromper en même temps par des manifestes extravagants où ils déclaraient que Trochu, « le gouverneur de Paris, ne capitulerait pas, » et que Jules Favre, ministre des affaires étrangères, « ne céderait ni un pouce de notre territoire ni une pierre de nos forteresses. » Dans une lettre adressée à Gambetta, ce même Jules Favre avoue qu'ils se défendaient « non pas contre les soldats prussiens, mais contre les ouvriers de Paris. » Pendant toute la durée du siège, les assassins bonapartistes, à qui Trochu avait sagement confié le commandement de l'armée de Paris, échangeaient, dans leur correspondance intime, des plaisanteries cyniques sur la prétendue défense. (Voyez par exemple, la correspondance d'Alphonse Simon Guidod, commandant en chef de l'artillerie de l'armée de défense de Paris, et grand'croix de la Légion d'honneur, avec Suzanne, général de division d'artillerie ; correspondance qui a été insérée dans le *Journal officiel* de la Commune.) Le masque fut enfin jeté le 28 janvier 1871. Avec le véritable héroïsme d'une abjection sans bornes, le gouvernement de la défense nationale s'est montré, dans sa capitulation, comme le gouvernement de la France par les prisonniers de Bismark, rôle si vil, que Louis Bonaparte lui-même avait, à Sedan, refusé de l'accepter. Après les événements du 18 mars, les capitulards, dans leur fuite désordonnée à Versailles, avaient laissé à Paris les preuves écrites de leur trahison, pour la destruction desquelles, comme dit la Commune dans son manifeste aux provinces, « ces hommes n'auraient pas hésité à faire de Paris un monceau de ruines arrosé par une mer de sang. »

D'ailleurs quelques-uns des principaux membres du gouvernement de la Défense nationale avaient des raisons particulières pour désirer ardemment de voir Paris finir ainsi.

Peu de jours après la conclusion de l'armistice, M. Millière, un des représentants de Paris à l'Assemblée nationale, depuis fusillé par l'ordre exprès de Jules Favre, a publié une série de documents légaux, authentiques, pour prouver que Jules Favre, vivant en concubinage avec la femme d'un ivrogne qui réside à Alger, avait par une suite de faux audacieux, s'étendant à travers plusieurs années, trouvé le moyen de se saisir, au nom de ses enfants adultérins, d'une succession importante qui l'enrichit, et que, dans un procès intenté par les héritiers légitimes, il n'échappa à la honte que par la connivence des tribunaux bonapartistes. Comme ces documents ne pouvaient être réfutés par aucune rhétorique,

quelque puissant qu'il fût, Jules Favre resta muet pour la première fois de sa vie, et attendit patiemment le commencement de la guerre civile, dont il profita pour dénoncer furieusement le peuple de Paris comme une bande de forçats échappés, en révolte ouverte contre la famille, la religion, l'ordre et la propriété. Ce même faussaire était à peine arrivé au pouvoir, après le 4 septembre, qu'il faisait relâcher Pic et Taillefer, condamnés, pour faux, même sous l'empire, dans la scandaleuse affaire de *l'Étendard*. Un de ces hommes, Taillefer, ayant osé retourner à Paris sous la Commune, a été aussitôt réinstallé dans sa cellule ; et puis Jules Favre s'écriait à la tribune de l'Assemblée nationale, que Paris faisait relâcher tous les malfaiteurs renfermés dans les prisons.

Ernest Picard, le bouffon du gouvernement de la Défense nationale, qui se nomma ministre de l'intérieur de la République après avoir fait tous ses efforts pour obtenir le même poste sous l'empire, est frère d'un nommé Arthur Picard, qui a été chassé de la Bourse de Paris comme escroc (voir le rapport de la préfecture de police du 13 juillet 1867) et convaincu, sur sa confession, d'un vol de 300,000 francs, pendant qu'il dirigeait une des succursales de la Société générale, rue Palestro, n° 5. (Voir le rapport de la préfecture de police du 11 décembre 1868.) Ce même Arthur Picard fut choisi par Ernest Picard comme rédacteur de son journal, *l'Électeur libre*.

Pendant que le commun des agioteurs étaient trompés par les mensonges officiels du journal ministériel, Arthur était toujours en course entre le ministère de l'intérieur et la Bourse, pour y escompter les désastres de l'armée française. Toute la correspondance financière de ce digne couple tomba entre les mains de la Commune.

Jules Ferry, avocat sans le sou jusqu'au 4 septembre, parvint, comme maire de Paris pendant le siège, à faire fortune au moyen de la famine. Le jour où il aurait à rendre compte de ses concussions serait celui de sa condamnation.

Ces hommes ne pouvaient donc trouver leur salut que dans les ruines de Paris ; ils étaient précisément les hommes dont Bismark avait besoin. À l'aide de quelques tours de passe-passe, Thiers, jusqu'à ce moment le secret conseiller du gouvernement, se montra comme son chef, avec ces escrocs émérites pour ministres.

Thiers, ce gnome monstrueux, a charmé la bourgeoisie de France depuis près d'un demi-siècle, parce qu'il est la plus parfaite expression intellectuelle de la corruption de la classe bourgeoise. Avant de devenir homme d'État, il avait déjà fait preuve, comme historien, de son talent pour le mensonge. La chronique de sa vie publique est l'histoire des malheurs de la France. Lié avec les républicains, avant 1830, il monta

insidieusement au pouvoir sous Louis-Philippe, en trahissant son protecteur M. Laffitte ; il courtisa la faveur du roi en excitant des émeutes contre le clergé, pendant lesquelles l'église de Saint-Germain l'Auxerrois et le palais de l'archevêque furent pillés ; et il se faisait ministre-espion et geôlier-accoucheur dans l'affaire de la duchesse de Berry. Le massacre des républicains dans la rue Transnonain, et les lois infâmes contre la presse et contre le droit d'association, sont aussi de ses œuvres. Chef du cabinet, en mars 1840, il étonna la France par son projet de fortifier Paris. Aux républicains, qui dénonçaient ce plan comme un complot contre les libertés de Paris, il répondit, à la tribune de la Chambre des députés :

« Comment ! imaginer que les fortifications pourraient jamais être un danger pour la liberté ! D'abord, vous calomniez tout gouvernement possible en supposant qu'il pourrait un jour essayer de se maintenir en bombardant la capitale... Ce gouvernement serait cent fois plus impossible après le bombardement qu'avant. » En effet, aucun gouvernement n'aurait jamais osé bombarder Paris des forts, si ce n'est ce gouvernement qui avait préalablement livré les forts aux Prussiens.

Quand le roi Bomba bombardait Palerme en janvier 1848, Thiers, depuis longtemps éloigné du pouvoir, se leva dans la Chambre des députés et dit : « Vous savez, messieurs, ce qui se passe à Palerme. Vous tremblez tous d'horreur (dans le sens parlementaire), en apprenant qu'une grande ville a été bombardée pendant quarante-huit heures, et par qui ? Était-ce par un ennemi étranger qui exerçait les droits de la guerre ? Non, messieurs, c'était par son propre gouvernement. Et - pourquoi ? Parce que cette malheureuse ville demandait ses droits. Eh bien, pour avoir demandé ses droits, elle a subi un bombardement de quarante-huit heures... Permettez moi d'en appeler à l'opinion de l'Europe. C'est rendre service au genre humain que de se lever et de faire retentir, de cette tribune, peut-être la plus grande de l'Europe, quelques paroles d'indignation contre de telles actions... Quand le régent Espartéro, qui avait rendu des services à son pays (ce que n'a jamais fait M. Thiers), se proposait de bombarder Barcelone afin d'y supprimer l'insurrection, il s'éleva de toutes les parties du monde un grand cri d'indignation. »

Dix-huit mois plus tard, M. Thiers était un des plus violents défenseurs du bombardement de Rome par l'armée française. En effet, la faute du roi Bomba semble consister uniquement dans le fait que son bombardement n'a duré que quarante-huit heures.

Quelques jours avant la révolution de Février, las de se voir depuis longtemps exilé par Guizot du pouvoir et de ses profits matériels, et ayant le pressentiment de l'approche d'une commotion populaire, Thiers fit à la

Chambre des députés dans le style pseudo-héroïque qui lui a valu le sobriquet de *Mirabeau-mouche*, la déclaration suivante : « Je suis du parti de la révolution, non-seulement en France, mais en Europe. Je veux que le gouvernement de la révolution reste entre les mains des hommes modérés... mais si ce gouvernement de la révolution tombe entre les mains des exaltés, même de ceux que j'appelle radicaux, je n'abandonnerai pas ma cause pour cette raison. Je serai toujours du parti de la révolution. » La révolution de Février se fit. Au lieu de remplacer le cabinet Guizot par un cabinet Thiers, comme le petit homme l'avait espéré, elle chassa Louis-Philippe et déclara la République. Pendant les premiers jours après la victoire du peuple il se tint bien coi, oubliant que le mépris des ouvriers l'abritait contre leur haine. Avec son courage légendaire il persista à ne pas se montrer sur la scène politique jusqu'à ce que les massacres de Juin l'eussent préparée pour son genre d'action. Alors il devint le coryphée du *Parti de l'ordre*, et de sa république parlementaire, cet interrègne anonyme pendant lequel toutes les factions rivales de la classe dominante conspiraient ensemble pour écraser le peuple, et manœuvraient les unes contre les autres, chacune pour restaurer sa monarchie favorite. Alors, comme aujourd'hui, Thiers dénonçait les républicains comme le seul obstacle à la consolidation de la République ; alors comme aujourd'hui, il parlait à la République comme le bourreau parlait à Don Carlos : « Je vais t'assassiner, mais c'est pour ton propre bien ! » alors, comme aujourd'hui, il aura à s'écrier le lendemain de la victoire : *L'empire est fait*. Malgré ses homélies hypocrites sur les libertés nécessaires et son animosité personnelle contre Louis Bonaparte, qui l'avait joué en chassant le parlementarisme (et le petit homme sent très-bien qu'en dehors de l'atmosphère factice de ce régime, il ne peut que se flétrir dans le néant), il trempait dans toutes les infamies du second empire depuis l'occupation de Rome par les troupes françaises jusqu'à la guerre contre la Prusse, à laquelle il poussa, par ses furieuses invectives contre l'unité allemande qu'il ne regardait pas comme le masque du despotisme prussien, mais comme un empiétement sur les droits de la France, intéressée à ce que l'Allemagne restât désunie. Aimant à brandir, avec ses bras de nain, à la face de l'Europe, l'épée du premier Napoléon, dont il s'est fait le décrotteur historique, sa politique extérieure a toujours abouti à l'humiliation de la France depuis la convention signée à Londres en 1841 jusqu'à la capitulation de Paris en 1871, et à la guerre civile actuelle, dans laquelle il lance les prisonniers de Sedan et de Metz contre Paris avec la permission spéciale de Bismark. Malgré la versatilité de son talent et l'inconstance de ses résolutions, cet homme a toujours été l'esclave de la

routine la plus encroûtée. Il est clair comme le jour qu'il n'a jamais eu aucune connaissance de ce qui se passe sous la surface de la société moderne ; et les changements les plus évidents qui ont eu lieu à la surface même sont on ne peut plus antipathiques à son cerveau dont toute la vitalité s'est retirée pour se concentrer dans sa langue.

Ainsi, il ne se lasse jamais de dénoncer comme un sacrilège toute déviation au vieux système protecteur. Ministre de Louis-Philippe, il se moquait des chemins de fer comme de chimères fantastiques ; et, même dans l'opposition, sous Louis Bonaparte, il flétrissait comme une profanation tout effort tenté pour réformer le système corrompu de l'armée française. Jamais, dans sa longue carrière politique, il n'a réalisé aucune mesure de quelque utilité pratique. Thiers a été conséquent seulement dans son avidité pour les richesses et dans sa haine contre ceux qui les produisent. Il entra au ministère sous Louis-Philippe aussi pauvre que Job, et il le quitta millionnaire. Pendant son dernier ministère sous ce roi (1er mars 1840), on l'accusait publiquement de spéculation à la Chambre des députés, et il ne trouva d'autre réponse que des larmes, qu'il sait répandre aussi copieusement que Jules Favre, ou tout autre crocodile. À Bordeaux, sa première mesure pour sauver la France d'une ruine financière imminente, fut de se faire donner trois millions par an. Voilà l'alpha et l'oméga de la *République économe*, qu'il avait promise à ses électeurs de Paris en 1869. Un de ses anciens collègues à la Chambre des députés en 1830, lui-même capitaliste et, nonobstant cela, membre dévoué de la Commune de Paris, M. Beslay, s'est adressé dernièrement à M. Thiers, dans un placard affiché à Paris, où il dit : « L'asservissement du travail par le capital a toujours été la pierre angulaire de votre politique, et dès le premier jour où vous avez vu la République des travailleurs installée à l'Hôtel de ville, vous n'avez jamais cessé de crier à la France : « Ce sont des criminels ! » Passé maître dans les petites roueries politiques, virtuose dans le parjure et la trahison, adepte dans tous les stratagèmes mesquins, les ruses insidieuses et les basses perfidies de la guerre parlementaire ; n'hésitant jamais, comme membre de l'opposition, à exciter une révolution et à la noyer dans le sang comme ministre ; avec les préjugés de classe au lieu d'idées, et la vanité au lieu de cœur, sa vie privée est aussi infâme que sa vie publique est odieuse. Même à présent, tout en jouant le rôle d'un Sylla français, il ne peut s'empêcher de rehausser l'abomination de ses actes par le ridicule de son ostentation.

La capitulation de Paris, qui livra à la Prusse non-seulement Paris mais toute la France, ferma la longue série de trahisons, que les usurpateurs du 4 septembre avaient, d'après Trochu lui-même, commencée dès ce jour. Elle

fut aussi la cause de la guerre civile, qu'ils devaient maintenant commencer, avec l'aide de la Prusse, contre la République et Paris. Le piège était dressé dans les termes mêmes de la capitulation. À ce moment, plus du tiers de la France était au pouvoir de l'ennemi : la capitale ne pouvait plus communiquer avec les provinces, tous les moyens de transport étant désorganisés. Élire une véritable représentation de la France dans ces circonstances, c'était chose impossible, à moins de donner beaucoup de temps pour se préparer au vote : et la capitulation stipulait que l'Assemblée nationale serait élue dans les huit jours ; la conséquence en était que la nouvelle de l'élection à faire n'arriva dans bien des endroits que la veille même du jour fixé pour le scrutin. Cette Assemblée, cependant, d'après une clause de la capitulation, ne devait s'occuper que de la question de paix ou de guerre, et de la conclusion d'un traité de paix. La population sentait bien que les termes de l'armistice rendaient impossible la continuation de la guerre, et que, pour sanctionner la paix imposée par Bismark, les plus mauvais des Français valaient autant que les meilleurs. Mais, non coulent de ces précautions, Thiers, même avant que le secret de l'armistice fût connu à Paris, partit pour faire un tour électoral dans les provinces, afin de ressusciter le parti légitimiste qui, avec les orléanistes, devait prendre la place des bonapartistes, désormais impossibles. Il ne le craignait pas. Impossible comme gouvernement de la France moderne, et par-là, méprisable comme rival, quel parti pouvait être plus utilement élu comme instrument de contre-révolution, que celui dont l'action, d'après Thiers lui-même (Chambre des députés, 5 janvier 1833) « avait toujours été limitée aux trois ressources de l'invasion étrangère, de la guerre civile et de l'anarchie ? » Les légitimistes croyaient de bonne foi à l'avènement de leur millénaire, si longtemps attendu. L'étranger foulait le sol de la France ; l'empire était tombé ; Bonaparte était prisonnier ; et ils étaient eux-mêmes debout. La roue de l'histoire avait évidemment tourné en arrière pour s'arrêter à la *Chambre introuvable* de 1816. Dans les Assemblées de la République (de 1848 à 1851), ils avaient été représentés par leurs champions littéraires et parlementaires ; c'était le commun du parti qui se présentait cette fois, — tous les Pourceaugnacs de la France.

Aussitôt que cette Assemblée de ruraux se fut réunie à Bordeaux, Thiers leur fit comprendre qu'il fallait consentir aux préliminaires de paix tout de suite, sans même leur faire l'honneur d'un débat parlementaire, parce que c'était à cette seule condition que la Prusse leur permettrait de commencer la guerre contre la République et contre Paris, qui en était la forteresse. En effet, la contre-révolution n'avait pas de temps à perdre. Le second empire avait plus que doublé la dette nationale, et avait chargé toutes les grandes

villes de dettes énormes. La guerre avait terriblement augmenté ces charges, et atteint sans merci les ressources de la nation. Pour en compléter la ruine, le Shylock prussien se trouvait là avec sa demande pour la nourriture de cinq cent mille soldats sur le sol français, son indemnité de cinq milliards et ses intérêts à cinq pour cent, si les paiements n'étaient pas faits à l'échéance. Qui devait payer la note ? C'était seulement par le renversement de la République, que les capitalistes pouvaient espérer faire supporter aux producteurs les frais d'une guerre que les accapareurs de richesses avaient entreprise. Ainsi, l'immense ruine de la France poussait ces patriotiques représentants de la terre et du capital, sous les yeux mêmes et sous la protection de l'envahisseur, à greffer sur une guerre étrangère une guerre civile, — une rébellion de propriétaires d'esclaves.

À cet arrangement, il y avait un seul grand obstacle : — Paris. Désarmer Paris, c'était la première condition du succès. Paris fut donc sommé par Thiers de livrer ses armes. Mais Paris était exaspéré par les violentes démonstrations anti-républicaines de l'Assemblée *rurale*, par les équivoques de Thiers à propos de l'état légal de la République, par la menace de décapitaliser Paris ; par la nomination d'ambassadeurs orléanistes ; par les lois de Dufaure sur les échéances et les loyers, qui étaient ruineuses pour le commerce et l'industrie de Paris ; par l'impôt, proposé par Pouyer-Quertier, de deux centimes sur chaque exemplaire de toute publication ; par la condamnation à mort de Blanqui et de Flourens ; par la suppression des journaux républicains ; par le transfert de l'Assemblée nationale à Versailles ; par la nouvelle déclaration de l'état de siège ; par la nomination de Vinoy, le décembreur, comme gouverneur de Paris ; de Valentin, le gendarme impérial, comme préfet de police, et de d'Aurelles de Paladine, le général jésuite, comme commandant en chef de la garde nationale.

Maintenant, nous avons à adresser une question à M. Thiers et aux hommes de la Défense nationale, ses satellites. On sait que, par l'entremise de M. Pouyer-Quertier, son ministre des finances, Thiers avait contracté un emprunt de deux milliards, qui devait être versé de suite. Est-il vrai, oui ou non —

1° Que cette affaire avait été arrangée de manière que quelques centaines de millions seraient appropriés au bénéfice particulier de Thiers, Jules Favre, Ernest Picard, Pouyer-Quertier et Jules Simon ? et

2° Que cet argent ne devait être payé qu'après la pacification de Paris ?

Dans tous les cas, il a dû y avoir quelque chose de bien urgent dans cette affaire, puisque Thiers et Jules Favre, au nom de la majorité de l'Assemblée de Bordeaux, sollicitèrent sans vergogne l'occupation

immédiate de Paris par l'armée prussienne. Cela, cependant, ne cadrerait nullement avec les plans de Bismark, comme il l'annonça d'un air goguenard, après son retour en Allemagne, dans son discours adressé, en public, à ses admirateurs, les Philistins de Francfort.

II

Paris armé était le seul obstacle de quelque importance qui gênât le complot contre-révolutionnaire. Il fallait donc désarmer Paris. Même sans les clabaudages furieux des ruraux, la décision prise par Thiers de livrer Paris à la merci du triumvirat de Vinoy, le *décembreur*, de Valentin, le gendarme bonapartiste, et de d'Aurelles de Paladine, le général jésuite, aurait suffi pour ne pas laisser l'ombre d'un doute. Mais tout en faisant voir de la manière la plus insolente le véritable motif du désarmement de Paris, les conspirateurs l'invitèrent à mettre bas les armes sous un prétexte qui n'était que le plus audacieux mensonge. L'artillerie de la garde nationale de Paris, a dit Thiers, appartenait à l'État, et il fallait la rendre à l'État. Voici le fait : Dès le jour de la capitulation, par laquelle les prisonniers de Bismark avaient signé la reddition de la France, en se réservant à eux-mêmes une garde du corps nombreuse destinée à dompter Paris, Paris se tenait sur ses gardes. La garde nationale se réorganisait et donnait le contrôle suprême à un comité central élu par le corps tout entier, excepté quelques fragments des anciens bataillons formés sous Bonaparte. La veille de l'entrée des Prussiens dans Paris, le Comité central fit transporter à Montmartre, Belleville et la Villette, les canons et mitrailleuses traîtreusement abandonnés par les capitulards, dans les quartiers mêmes que les Prussiens devaient occuper. Cette artillerie avait été achetée par les souscriptions de la garde nationale ; elle avait été reconnue officiellement dans la capitulation du 28 janvier, être leur propriété particulière, et pour cette raison exemptée de la livraison générale au vainqueur, de toutes les armes appartenant au gouvernement. Et Thiers était tellement dépourvu de prétextes pour commencer la guerre contre Paris, qu'il eut recours à un mensonge insigne, en disant que l'artillerie de la garde nationale appartenait à l'État.

La saisie de l'artillerie n'était évidemment que le prélude au désarmement général de Paris, et par conséquent de la révolution du 4 septembre. Mais cette révolution était devenue l'état légal de la France. La République, son œuvre, avait été reconnue par le vainqueur dans les termes mêmes de la capitulation. Après la capitulation, elle fut reconnue

par les puissances étrangères, et l'Assemblée nationale avait été convoquée en son nom. La révolution faite par les ouvriers de Paris le 4 septembre était le seul titre légal de l'Assemblée nationale siégeant à Bordeaux, et de son pouvoir exécutif. Sans cette révolution, l'Assemblée nationale aurait eu à céder sa place au Corps législatif élu en 1869 par le suffrage universel des Français, non pas sous la protection des Prussiens, et dispersé par la force de la révolution. Thiers et ses complices auraient eu à capituler pour obtenir des sauf-conduits signés de Louis Bonaparte, afin d'éviter un voyage à Cayenne. L'Assemblée nationale, pourvue du mandat d'arranger les conditions de paix avec la Prusse, n'était qu'un incident de cette révolution, dont le vrai représentant était toujours Paris armé, qui l'avait commencée, qui avait supporté un siège de cinq mois pour la conserver au milieu des horreurs de la famine, et cette résistance prolongée malgré les plans de Trochu, avait servi de base pour une guerre défensive obstinée dans les provinces. Et Paris devait maintenant, ou bien mettre bas les armes sur l'ordre insolent des propriétaires d'esclaves de Bordeaux, et reconnaître que sa révolution du 4 septembre n'avait fait que transférer le pouvoir de Louis Bonaparte à ses rivaux royaux ; ou bien se présenter comme le champion dévoué de la France, dont le salut et la régénération n'étaient pas possibles sans le renversement révolutionnaire des conditions sociales et politiques qui ont engendré le second empire, et qui ont achevé de se décomposer sous sa protection. Paris, quoique épuisé par cinq mois de famine, n'hésita pas un instant. Il résolut héroïquement de courir tous les hasards de la résistance contre les conspirateurs français, même sous les canons prussiens, qui le menaçaient de ses propres forts. Cependant, ayant en horreur la guerre civile, dans laquelle on cherchait à pousser Paris, le Comité central persistait dans son attitude purement défensive, malgré les provocations de l'Assemblée, les usurpations de l'exécutif et la menaçante concentration de troupes à Paris et dans les environs.

Thiers ouvrit la guerre civile en envoyant Vinoy, à la tête d'une multitude de sergents de ville et de quelques régiments de ligne, faire une expédition nocturne contre Montmartre, afin de saisir par surprise l'artillerie de la garde nationale. On sait comment l'entreprise fut déjouée par la résistance de la garde nationale et la fraternisation des troupes de ligne avec le peuple. Aurelles de Paladine avait fait imprimer d'avance son bulletin de victoire, et Thiers tenait toutes prêtes les affiches annonçant ses mesures de coup d'État. Il fallut les remplacer par les appels de Thiers, faisant connaître sa résolution magnanime de laisser les gardes nationaux en possession de leurs armes, avec lesquelles, dit-il, il avait la confiance qu'ils se rallieraient autour du gouvernement contre les rebelles. De

300,000 gardes nationaux, 300 seulement répondirent à l'appel du petit Thiers, qui les engageait à se rallier autour de lui contre eux-mêmes. La glorieuse révolution des travailleurs du 18 mars était désormais accomplie à Paris. Le Comité central était son gouvernement provisoire. L'Europe semblait pour un moment se demander si les récents exploits politiques et militaires avaient quelque chose de réel, ou s'ils n'étaient pas les rêves d'un passé déjà éloigné.

Depuis le 18 mars jusqu'à l'entrée des troupes de Versailles dans Paris, la révolution des prolétaires resta tellement exempte des actes de violence qui accompagnent ordinairement les révolutions et encore plus les contre-révolutions des *classes supérieures*, que ses adversaires n'eurent à lui reprocher que l'exécution des généraux Lecomte et Clément Thomas, et l'affaire de la place Vendôme.

Un des officiers bonapartistes engagés dans l'entreprise nocturne contre Montmartre, le général Lecomte, avait quatre fois ordonné aux soldats du 81e de ligne de tirer sur le peuple sans armes à la place Pigalle et les avait insultés grossièrement, sur leur refus. Au lieu de tirer sur des femmes et des enfants, ses propres soldats le fusillèrent. Les habitudes invétérées des soldats formés par les ennemis des classes ouvrières ne peuvent naturellement pas se perdre à l'instant même où ils changent de drapeau. Ce furent ces mêmes hommes qui fusillèrent Clément Thomas.

Le général Clément Thomas, ancien sergent-major mécontent, était, dans les dernières années de Louis-Philippe, entré au journal républicain *le National*, avec la double qualité de *gérant responsable* et de fier-à-bras duelliste de ce journal agressif. Après la Révolution de Février, les hommes du *National*, devenus ministres, donnèrent de l'avancement à l'ancien sergent-major et le nommèrent général la veille de la boucherie de Juin, dont il fut, avec Jules Favre, un des sinistres machinateurs, et où il se montra l'un des bourreaux les plus lâches. Après cela, le général disparut pendant un temps assez long, pour reparaître le 1er novembre 1870. La veille, le gouvernement de la défense, entouré à l'Hôtel de ville, avait promis solennellement à Blanqui, Flourens et autres représentants des travailleurs, d'abdiquer son pouvoir usurpé entre les mains d'une Commune qui devait être librement élue par la ville de Paris. Au lieu de tenir sa promesse, il lâcha sur Paris les Bretons de Trochu, qui, dans cette circonstance, remplacèrent les Corses de Bonaparte. Le général Tamisier seul, refusant de tacher son nom par la violation de sa parole, se démit du commandement en chef de la garde nationale, et Clément Thomas fut nommé à sa place. Pendant tout le temps qu'il occupa ce poste, il fit la guerre non pas contre les Prussiens, mais contre la garde nationale de

Paris. Il empêcha son armement général, opposa les bataillons de bourgeois aux bataillons de travailleurs, cassa les officiers hostiles au plan de Trochu, et licencia (*disbanded*), sous le reproche de lâcheté, ces mêmes bataillons de prolétaires, dont l'héroïsme a étonné leurs ennemis les plus acharnés. Clément Thomas s'enorgueillit d'avoir encore reconquis sa position comme ennemi personnel des ouvriers de Paris. Quelques jours seulement avant le 18 mars, il soumettait au ministre de la guerre, Le Flô, un plan à lui pour en finir avec la fine fleur de la canaille de Paris. Le Comité central et les travailleurs de Paris n'étaient guère plus responsables de la mort de Clément Thomas que ne l'était la princesse de Galles de la mort des personnes écrasées lors de son entrée à Londres.

Le massacre des citoyens sans armes à la place Vendôme est un mythe dont M. Thiers et les ruraux n'ont pas voulu parler à l'Assemblée, laissant à la valetaille du journalisme européen le soin de le propager. Les hommes d'ordre, les réactionnaires de Paris avaient été consternés par la victoire du 18 mars. Pour eux, c'était le signal de la justice populaire qui s'approchait. Les ombres des victimes assassinées par eux depuis les journées de Juin 1848 jusqu'au 22 janvier 1871 se présentaient à leurs regards. Leur frayeur fut leur seule punition. Les sergents de ville mêmes, au lieu d'être désarmés et emprisonnés, comme on aurait dû le faire, virent s'ouvrir les portes de Paris pour faciliter leur fuite à Versailles. Non-seulement les hommes d'ordre ne furent point inquiétés, on leur permit même de se rallier et de saisir plus d'un poste important dans le centre de Paris. Cette indulgence du Comité central, cette magnanimité des travailleurs, si différente des habitudes du « parti de l'ordre » furent regardées par celui-ci comme un signe de faiblesse. De là leur sottise entreprise d'essayer de faire, sous le masque d'une démonstration sans armes, ce que Vinoy n'avait pu accomplir avec ses canons et ses mitrailleuses. Le 22 mars, une réunion tumultueuse de *fashionables* partit des quartiers riches, tous les petits crevés dans leurs rangs, et à leur fête les satellites notoires de l'empire, les Heeckeren, les Coëtlogon, Henri de Pêne, etc. Sous le lâche prétexte d'une démonstration pacifique, cette cohue, portant les armes cachées du bravo, avançait en colonne, maltraitait et désarmait les patrouilles et les sentinelles isolées de la garde nationale qu'elle rencontrait, et en débouchant dans la rue de la Paix, aux cris de : « À bas le Comité central ! à bas les assassins ! Vive l'Assemblée nationale ! » essayait de forcer le passage à travers la ligne des sentinelles pour surprendre le quartier général dans la place Vendôme. En réponse à leurs coups de pistolet, on fit les sommations d'usage, qui restèrent sans effet, et alors un général de la garde nationale commanda le feu. Une seule décharge mit en fuite tous ces

petits-maîtres, qui s'étaient flattés que la vue seule de leurs belles toilettes produirait le même effet que les trompettes de Josué devant les murs de Jéricho. Les fugitifs laissèrent derrière eux deux gardes nationaux tués et neuf grièvement blessés (dont un membre du Comité central), et tout le théâtre de leur équipée était jonché de poignards, de revolvers, de cannes à épée, etc., comme preuves du caractère pacifique de leur démonstration sans armes. Lorsque, le 13 juin 1849, la garde nationale faisait une démonstration véritablement pacifique pour protester contre l'odieuse attaque des troupes françaises sur Rome, Changarnier, alors général du parti de l'ordre, fut acclamé par l'Assemblée nationale, et surtout par Thiers, comme le sauveur de la société, parce qu'il avait lancé ses troupes sur ces hommes sans armes, pour les fusiller, les tuer et les fouler aux pieds de leurs chevaux. L'état de siège fut aussitôt proclamé. Dufaure fit voter à la hâte de nouvelles lois répressives. Il s'ensuivit de nouvelles arrestations, des proscriptions, enfin le règne de la terreur. Mais les basses classes se conduisent autrement. Le Comité central de 1871 dédaigna de s'occuper des héros de cette démonstration pacifique, de sorte que, deux jours plus tard, ils purent se réunir sous les ordres de l'amiral Saisset, pour cette démonstration armée, terminée par la fuite à Versailles. Dans sa répugnance à continuer la guerre civile commencée par l'attaque nocturne sur Montmartre, le Comité central commit une faute fatale en négligeant de marcher sur Versailles, alors entièrement sans défense, et de mettre ainsi fin aux conspirations de Thiers et des ruraux. Au lieu de cela, le parti de l'ordre eut encore la permission de montrer sa force à l'urne électorale le 26 mars, jour de l'élection de la Commune. Alors, dans les mairies de Paris, les partisans de l'ordre échangeaient des paroles doucereuses avec leurs vainqueurs trop généreux, se promettant en même temps de les exterminer quand l'occasion se présenterait.

Maintenant, voyez le revers de la médaille : Thiers ouvrit sa seconde campagne contre Paris au commencement d'avril. La première fournée de prisonniers parisiens amenés à Versailles fut exposée aux atrocités les plus révoltantes ; Ernest Picard, les mains dans les poches de son pantalon, se moquait d'eux en flânant, tandis que mesdames Thiers et Favre entourées de leurs dames d'honneur^{18}, applaudissaient de leur balcon les outrages de la populace de Versailles. Les soldats de la ligne faits prisonniers furent massacrés de sang-froid ; notre brave ami, le général Duval, fondeur de fer, fut fusillé sans aucune forme de procès. Gallifet, [le souteneur de sa femme, si célèbre par ses exhibitions éhontées dans les orgies du second Empire]^{19}, se vanta dans une proclamation d'avoir commandé le massacre d'une petite troupe de gardes nationaux avec un capitaine et un

lieutenant, qui avaient été surpris par ses chasseurs. Vinoy, le fuyard, fut nommé par Thiers grand'croix de la Légion d'honneur, à cause de son ordre général de fusiller tout soldat de la ligne trouvé dans les rangs des fédérés. Desmaret, le gendarme, fut décoré pour avoir haché en morceaux le magnanime et chevaleresque Flourens, qui avait sauvé les chefs du gouvernement de la Défense nationale, le 31 octobre 1870. Les attrayants détails de son assassinat furent racontés triomphalement par Thiers à l'Assemblée nationale. Avec la vanité exultante d'un Petit-Poucet parlementaire jouant le rôle d'un Tamerlan, il refusa aux rebelles [à sa Petitesse] tous les droits de la guerre civilisée, sans en excepter la neutralité des ambulances. Il n'y a rien de plus horrible que ce singe, libre pour un moment de donner carrière à ses instincts de tigre, comme Voltaire l'avait prévu^{20}.

Après le décret de la Commune, du 7 avril, qui ordonnait des représailles et déclarait que c'était un devoir « de protéger Paris contre les exploits de cannibales des brigands de Versailles et de demander œil pour œil, dent pour dent, » Thiers ne fit pas cesser le traitement barbare des prisonniers, qu'il insultait aussi dans ses bulletins : « Jamais des physionomies plus abjectes d'une démocratie dégradée n'ont rencontré les regards affligés des honnêtes gens, » — honnêtes comme Thiers lui-même et les ministres ses complices. Cependant ses prisonniers ne furent plus fusillés pour le moment. Mais, aussitôt que Thiers et ses généraux décebristes eurent appris que le décret de représailles restait lettre morte, que leurs gendarmes mêmes, pris dans Paris déguisés en gardes nationaux, et même des sergents de ville porteurs de bombes incendiaires, étaient épargnés, la fusillade des prisonniers recommença et fut continuée jusqu'à la fin. Des maisons où des gardes nationaux avaient trouvé un abri, furent entourées de gendarmes, inondées de pétrole (premier emploi de cette substance dans cette guerre) et incendiées : les cadavres carbonisés furent plus tard portés à l'ambulance de la Presse aux Ternes. Quatre gardes nationaux s'étant rendus à un détachement de chasseurs à cheval à la Belle-Epine, le 25 avril, furent tous fusillés l'un après l'autre par le capitaine, un digne subordonné de Gallifet. Une de ces quatre victimes nommé Schœffer parvint à se traîner jusqu'aux postes avancés des Parisiens, et témoigna de ce fait devant une commission de la Commune. Quand Tolain interpella le ministre de la guerre sur le rapport de cette commission, les ruraux couvrirent sa voix de leurs cris et empêchèrent Le Flô de lui répondre. Ce serait insulter leur glorieuse armée que de parler de tels faits. Le ton goguenard des bulletins de Thiers qui annonçaient le massacre à coups de baïonnette des fédérés surpris au moulin Saquet, et les

fusillades de Clamart, blessait la sensibilité du *Times* de Londres lui-même, journal qui ne se laisse pas émouvoir trop facilement. Mais il serait absurde à présent de vouloir raconter les atrocités par lesquelles débutèrent les bombardeurs de Paris et les instigateurs d'une rébellion de propriétaires d'esclaves, protégés par l'ennemi envahisseur. Au milieu de toutes ces horreurs, Thiers, oubliant ses lamentations parlementaires au sujet de la responsabilité terrible qui pesait sur ses épaules de nain, se vante dans ses bulletins que l'Assemblée nationale siège paisiblement, et prouve par ses joyeux carrousels, tantôt avec les généraux décembristes, tantôt avec des princes allemands, que sa digestion n'est aucunement troublée, pas même par les ombres de Lecomte et Clément Thomas.

III

Le matin du 18 mars Paris s'éveilla au cri éclatant de : « Vive la Commune ! » Qu'est-ce que la Commune, ce sphinx si incompréhensible pour l'esprit bourgeois ?

Les prolétaires de Paris, dit le Comité central dans son manifeste du 18 mars, au milieu des défaites et des trahisons des classes dominantes, ont compris que l'heure a sonné pour eux de sauver la situation en prenant dans leurs propres mains la direction des affaires publiques... Ils ont compris que c'est leur devoir impérieux et leur droit absolu de se rendre maîtres de leurs propres destinées en s'emparant du pouvoir gouvernemental. Mais la classe des travailleurs ne peut pas se saisir de la machine de l'État telle qu'elle est, et s'en servir pour ses objets particuliers.

Le pouvoir centralisé de l'État avec tous ses organes, tels que l'armée permanente, la police, la bureaucratie, le clergé, la magistrature, organes façonnés d'après un plan systématique et hiérarchique de la division du travail, est né dans les temps de la monarchie absolue, et il a servi à la classe moyenne comme une arme puissante dans ses luttes contre la féodalité. Cependant, son développement était toujours entravé par toute espèce de fatras du moyen âge : les droits seigneuriaux, les privilèges locaux, les monopoles des municipalités et des corporations, et les constitutions provinciales. Le balai gigantesque de la Révolution française, au dix-huitième siècle, a balayé toutes ces reliques des anciens temps, en même temps qu'il a enlevé au sol social les derniers obstacles à la construction de l'édifice de l'État moderne élevé pendant le premier empire qui, lui-même, est le résultat des guerres de la vieille Europe

féodale coalisée contre la France moderne. Sous les régimes suivants, le gouvernement, placé sous le contrôle parlementaire, — c'est-à-dire sous le contrôle direct des classes riches, — devint une pépinière d'énormes dettes nationales et d'impôts écrasants ; avec ses attractions irrésistibles de places, de salaires et de patronage, il devint non-seulement la pomme de discorde entre les factions rivales et les aventuriers des classes dominantes, mais son caractère politique changea simultanément avec les changements économiques de la société. À mesure que le progrès de l'industrie moderne développait, élargissait et aggravait l'antagonisme entre le capital et le travail, le pouvoir de l'État prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir national du capital sur le travail, d'une force publique organisée pour l'asservissement social, d'un engin du despotisme d'une classe. Après chaque révolution marquant une phase progressive dans la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir central se présente plus en relief. La révolution de 1830, qui eut pour résultat de faire passer le pouvoir des mains des propriétaires fonciers à celles des capitalistes, le fit passer des antagonistes les plus éloignés aux antagonistes les plus directs des travailleurs. Les républicains bourgeois qui, au nom de la révolution de février, se saisirent du pouvoir central, s'en servirent pour les massacres de Juin, afin de convaincre les classes ouvrières que la république sociale signifiait leur assujettissement social, et afin de convaincre la majorité royaliste des bourgeois et des propriétaires qu'ils pouvaient, en toute sûreté, laisser les soins et les avantages du gouvernement aux républicains bourgeois. Cependant, après leur exploit héroïque de Juin, les républicains bourgeois durent céder les premières places et se placer aux derniers rangs du *parti de l'ordre*, combinaison formée par la coalition de toutes les fractions et de toutes les factions des classes improductives dans un antagonisme déclaré contre les classes productives. La forme naturelle de leur gouvernement en commandite fut la *république parlementaire*, avec Louis Bonaparte comme président. C'était un régime, ouvertement avoué, de terrorisme et d'insulte d'une classe privilégiée envers la « vile multitude. » Si la république parlementaire, comme dit Thiers, était ce qui les divisait le moins, elle ouvrit un abîme entre cette classe et la masse tout entière de la société en dehors de leurs rangs clair-semés. Les entraves par lesquelles leurs propres divisions avaient, sous les régimes précédents, modéré le pouvoir central, furent anéanties par leur union ; et, en vue du soulèvement menaçant du prolétariat, ils se servaient de ce pouvoir central, sans pitié et avec ostentation, comme du grand engin de guerre du capital contre le travail. Dans leur croisade contre les masses des travailleurs, il leur fallait non-seulement investir l'exécutif de pouvoirs de répression de

plus en plus étendus, mais aussi, en même temps, enlever un à un, à l'Assemblée nationale, leur forteresse parlementaire, tous ses moyens de défense contre l'exécutif. L'exécutif, dans la personne de Louis Bonaparte, les chassa. Le produit naturel de la république du parti de l'ordre, ce fut le second empire.

L'empire, avec le coup d'État pour acte de naissance, le suffrage universel pour sanction et le sabre pour sceptre, prétendait s'appuyer sur les paysans, la grande classe de producteurs peu intéressée dans la lutte entre le capital et le travail. Il se proposait de sauver la classe des travailleurs en détruisant le parlementarisme et en affranchissant, en même temps, le pouvoir de la dépendance non déguisée que lui imposaient les classes riches. Il se proposait de sauver les classes riches en maintenant leur suprématie économique sur les classes productrices ; et, enfin, il se proposait d'effectuer l'union de toutes les classes en faisant revivre la chimère de la gloire nationale. En effet, c'était la seule forme de gouvernement possible à un moment où la bourgeoisie avait perdu la faculté de gouverner la nation et où la classe des travailleurs ne l'avait pas encore acquise. Ce gouvernement fut acclamé partout comme le sauveur de la société. Sous son règne, la société bourgeoise, libre de tout souci politique, a atteint un développement dont elle-même ne s'était pas crue capable. Son industrie et son commerce prirent des dimensions colossales ; l'escroquerie financière célébrait des orgies cosmopolites ; la misère des masses était compensée par la parade effrontée d'un luxe somptueux, faux et avilissant. Le pouvoir central, tout en ayant l'air de planer bien haut au-dessus de la société, était lui-même le plus grand scandale de cette société et le foyer de toutes ses corruptions. Sa propre pourriture, et la pourriture de la société qu'il avait sauvée, furent mises à nu par la baïonnette de la Prusse, impatiente elle-même de transférer le siège suprême de ce régime de Paris à Berlin. L'impérialisme est en même temps la plus vile et la dernière forme de ce pouvoir central que la classe moyenne, à ses origines, avait commencé à fonder comme un moyen de s'émanciper de la féodalité et que la société bourgeoise, dans sa maturité, avait définitivement transformé en un moyen d'assurer l'asservissement du travail par le capital.

L'antithèse directe de l'empire, c'est la Commune. Le cri de *République sociale* dont la Révolution de Février fut saluée par le prolétariat de Paris, n'exprimait qu'une vague aspiration après une république qui devait remplacer non pas seulement la forme monarchique de la domination d'une classe, mais aussi cette domination elle-même.

Paris, le siège central du vieux pouvoir gouvernemental, et en même

temps le foyer social des travailleurs français, avait pris les armes contre le projet de Thiers et des ruraux de restaurer et de perpétuer le vieux pouvoir gouvernemental que leur avait légué l'empire. Si Paris pouvait résister, c'était seulement parce que, à la suite du siège, il s'était délivré de l'armée, et l'avait remplacée par la garde nationale, composée en majorité d'ouvriers. Il fallait transformer ce fait en institution. Le premier décret de la Commune supprima donc l'armée permanente, et la remplaça par le peuple armé.

La Commune fut composée de conseillers municipaux choisis par le suffrage universel dans tous les arrondissements de la ville, responsables et révocables à de courts intervalles. La majorité de ses membres étaient, naturellement, des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait agir et non pas parler ; elle avait en même temps le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. La police, au lieu de continuer d'être l'agent du gouvernement central, fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques, et devint l'agent responsable, et toujours révocable de la Commune. Le même principe était appliqué à tous les autres fonctionnaires de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'en bas, le service public devait être rémunéré par le salaire d'un ouvrier. Les droits acquis et les frais de représentation des grands dignitaires de l'État disparurent avec les dignitaires eux-mêmes. Les fonctions publiques cessaient d'être la propriété particulière des instruments du gouvernement central. Non-seulement l'administration municipale mais aussi toute la direction jusqu'alors exercée par l'État, furent remises aux mains de la Commune.

S'étant débarrassée de l'armée permanente et de la police, ces éléments de force physique du vieux gouvernement, la Commune résolut de briser la force spirituelle de répression, *le pouvoir des prêtres*, en supprimant les fabriques de toutes les églises aussi bien que leurs revenus. Les prêtres furent relégués dans la vie privée pour y vivre des aumônes des fidèles comme leurs prédécesseurs, les apôtres. Tous les établissements d'instruction furent ouverts au peuple gratuitement, et en même temps délivrés de toute intervention de l'Église ou de l'État. Ainsi, l'instruction devint accessible à tous, et la science elle-même fut débarrassée des entraves que les préjugés de classes et la force du gouvernement lui avait imposées.

Les magistrats devaient être dépouillés de cette fausse indépendance qui ne servait qu'à masquer leur vile complaisance envers tous les gouvernements qui se succédaient, et auxquels, tour à tour, ils avaient prêté des serments de fidélité successivement violés. Comme les autres

serviteurs du public, les magistrats et les juges devaient être électifs, responsables et révocables.

La Commune de Paris devait, naturellement, servir de modèle à tous les grands centres industriels de la France. Le régime communal une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, le vieux gouvernement centralisé aurait, dans les provinces, à céder la place au nouveau gouvernement des producteurs. Dans une esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est déclaré que la Commune devait être la forme politique de tous les villages, même les plus petits, et que, dans les cantons ruraux, l'armée permanente devait être remplacée par une milice nationale, avec un temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque arrondissement devaient administrer leurs affaires communes au moyen d'une assemblée de délégués réunie au chef-lieu, et ces arrondissements devaient envoyer des délégués à la délégation nationale à Paris, chaque délégué étant révocable et tenu par le mandat impératif de ses électeurs. Les fonctions, en petit nombre, mais très-importantes qui resteraient encore pour un gouvernement central ne seraient pas supprimées, comme on l'a dit fausement, mais seraient remplies par des agents communaux, et en conséquence strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée ; mais au contraire organisée d'après la constitution communale, et devenir une réalité par la destruction du pouvoir central qui prétendait être le corps même de cette unité et se croyait supérieur à la nation dont il n'était qu'une excroissance parasite. Pendant que les organes purement répressifs du vieux pouvoir gouvernemental devaient être supprimés, ses fonctions légitimes devaient être enlevées à une autorité qui se disait supérieure à la société elle-même, et rendues aux agents responsables de la société. Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dominante devait représenter le peuple dans le parlement, le suffrage universel devait servir le peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert tout industriel dans sa recherche d'ouvriers ou de contre-maîtres. Et l'on sait bien que les compagnies, comme les particuliers, trouvent le plus souvent le moyen de faire de bons choix, et s'ils se trompent, ils réparent bien vite leur erreur. D'un autre côté, rien ne pouvait être plus éloigné de l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par la nomination hiérarchique.

Il arrive généralement que des créations historiques absolument nouvelles sont regardées par erreur comme les contre-parties d'autres formes de la vie sociale, avec lesquelles elles ont quelque ressemblance.

Ainsi, cette nouvelle Commune, qui détruit le pouvoir de l'État moderne, a été considérée comme une reproduction des communes du moyen âge, qui précédèrent l'établissement du pouvoir central, et qui plus tard en formèrent la base. La constitution communale a été regardée comme un effort pour morceler en une fédération de petits États tels que les rêvaient Montesquieu et les Girondins, l'unité des grandes nations, qui a bien été produite jadis par la force politique, mais qui est devenue aujourd'hui un puissant coefficient de la production sociale. L'antagonisme de la Commune contre l'État a été regardé à tort comme une forme exagérée de l'ancienne lutte contre la centralisation excessive. Des circonstances historiques particulières peuvent avoir empêché, comme en France, le développement classique de la forme bourgeoise de gouvernement, et avoir permis, comme en Angleterre, de compléter les grands organes de l'État par des assemblées de paroisse (*vestries*) corrompues, des conseillers concussionnaires, de féroces gardiens de la loi des pauvres dans les villes et dans les provinces, par des magistrats à peu près héréditaires. La Constitution communale aurait rendu au corps social toutes les forces absorbées par l'État parasite qui entrave la liberté des mouvements de la société. Par ce seul fait, elle aurait commencé la régénération de la France. Les classes moyennes des provinces, en France, regardaient la Commune comme destinée à rétablir la domination qu'avait leur ordre sous Louis-Philippe, laquelle domination fut remplacée, sous Louis-Napoléon, par la prétendue domination de la campagne sur les villes. En réalité, la constitution communale plaçait les producteurs ruraux sous la direction intellectuelle des villes de leurs districts, où elle leur assurait, dans les ouvriers, des gardiens naturels de leurs intérêts. L'existence même de la Commune impliquait naturellement la liberté municipale locale, mais ce n'était plus comme contrôle du pouvoir central, désormais supprimé. Il ne pouvait entrer que dans la tête d'un Bismark, qui, dans l'intervalle de ses intrigues de sang et de fer, en revient toujours à son ancien métier de rédacteur du *Kladderadatch* (le *Charivari* de Berlin), d'attribuer à la Commune de Paris le dessein de singer la vieille organisation du Paris de 1791, la Constitution municipale de Prusse, qui avilit les administrations locales, en en faisant de simples rouages de la police de l'État. La Commune a réalisé le gouvernement à bon marché, ce grand but de toutes les révolutions bourgeoises, en abolissant l'armée permanente et les fonctionnaires de l'État. Son existence même présupposait la non-existence de la monarchie, laquelle, en Europe au moins, est le fardeau inévitable et le masque indispensable de la domination d'une classe. Elle fournissait à la République la base d'institutions vraiment démocratiques.

Mais, ni le gouvernement à bon marché, ni la *vraie République* ne furent son but final : ils n'étaient que des accessoires.

La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a donné lieu, et la multiplicité des intérêts qui la regardaient avec faveur, ont prouvé que c'est une forme politique tout à fait expansive, tandis que les anciennes formes étaient essentiellement répressives. Voici son vrai secret : c'était par-dessus tout un gouvernement de la classe ouvrière ; le résultat de la lutte entre les classes qui produisent et celles qui s'approprient le produit des autres ; la forme politique enfin trouvée sous laquelle il était possible de réaliser l'émancipation du travail.

Sans cette dernière condition, la Constitution communale serait une impossibilité et une illusion. Le règne politique du producteur ne peut coexister avec la prolongation de son esclavage social. La Commune donc devait servir de levier pour renverser les fondations économiques sur lesquelles repose l'existence des classes. Le travail une fois émancipé, tout homme devient travailleur, et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe.

C'est un fait étrange. Malgré tout ce qu'on a dit et écrit depuis soixante ans sur l'émancipation du travail, les travailleurs ne peuvent pas aborder sérieusement ce sujet, sans lâcher la bonde aux bavardages des défenseurs de la société actuelle avec ses deux pôles : le capital et l'asservissement du salaire (le propriétaire foncier n'étant que le commanditaire du capitaliste), comme si la société capitaliste était toujours dans l'état le plus pur de l'innocence virginale, comme si les antagonismes qu'elle renferme ne s'étaient pas encore développés ; comme si ses fraudes n'avaient pas été condamnées, ni ses réalités abominables mises à nu. « La Commune, s'écrie-t-on, veut abolir la propriété, la base de toute civilisation ! » Oui, messieurs, la Commune se proposait d'abolir cette propriété de classe qui formait avec le travail du plus grand nombre la richesse du petit nombre. Elle visait à exproprier les expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une vérité, en transformant les moyens de production (la terre et le capital, qui servent aujourd'hui le plus puissamment à asservir et à exploiter le travail) en de simples instruments de travail libre et associé. Mais c'est du communisme, du communisme *impossible* ! Quoi ? ces membres des classes dominantes qui possèdent assez d'intelligence pour voir l'impossibilité de perpétuer le système actuel, — et ils sont nombreux, — sont devenus des apôtres zélés de la production coopérative. Si la production coopérative ne doit pas rester une illusion ; si elle doit remplacer le système capitaliste ; si des sociétés coopératives doivent régler la production nationale sur un plan commun, en la plaçant sous leur

propre contrôle, et en mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont les conséquences inévitables de la production capitaliste, que serait-ce, messieurs, si ce n'est le communisme, le communisme *possible* ?

Les travailleurs n'espéraient pas des miracles de la Commune. Ils n'avaient pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Ils savaient bien qu'afin de réaliser leur propre émancipation, et eu même temps la forme plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques, ils auraient à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques, qui transformeraient les circonstances et les hommes, ils n'ont pas à réaliser un idéal, mais à dégager les éléments de la nouvelle société, dont la vieille société bourgeoise caduque elle-même est enceinte. Dans la conscience pleine et entière de leur mission historique, et avec la résolution héroïque de l'accomplir, les travailleurs peuvent dédaigner de s'occuper des grossières invectives des gens de plume et de la protection didactique de bienveillants bourgeois doctrinaires, répandant leurs sottises platitudes et leurs billevesées de sectaires, comme s'ils étaient les oracles infaillibles de la science.

Lorsque la Commune de Paris prit dans ses propres mains la direction de la révolution ; lorsque de simples ouvriers osèrent, pour la première fois, empiéter sur le privilège gouvernemental de leurs « supérieurs naturels » ; lorsque, dans les circonstances les plus difficiles, ils accomplissaient leur œuvre modestement, consciencieusement et effectivement, — et pour des salaires dont le plus élevé égalait à peine la cinquième partie de la somme qu'une grande autorité scientifique a fixée comme le minimum qu'on pût offrir au secrétaire d'un certain conseil pour la direction des écoles, à Londres, — le vieux monde se tordait de rage à la vue du drapeau rouge, le symbole de la république du travail, flottant sur l'Hôtel de ville.

Et, cependant, c'était la première révolution dans laquelle la classe des travailleurs ait été reconnue comme la seule classe capable d'initiative sociale, même par la grande majorité des classes moyennes de Paris, — les boutiquiers, les commerçants, les négociants, — les grands capitalistes seuls exceptés. La Commune les avait sauvés par un sage accommodement de cette éternelle cause de différends parmi les classes moyennes, — les comptes de *doit et avoir*. La même portion de la classe moyenne, après avoir aidé à réprimer l'insurrection ouvrière de Juin 1848, avait été sacrifiée sans façons à ses créanciers par l'Assemblée constituante. Mais ce n'était pas là leur seul motif de se rallier à la classe des travailleurs. Ils croyaient qu'il n'y avait qu'une seule alternative : la Commune ou

l'empire sous une forme quelconque. L'empire les avait ruinés économiquement par le gaspillage des richesses publiques, par l'escroquerie financière qu'il avait favorisée, par l'aide qu'il avait donnée à la centralisation accélérée du capital, et par l'expropriation simultanée de leurs propres rangs. Il les avait supprimés politiquement et les avait scandalisés par ses orgies ; il les avait insultés en livrant l'éducation de leurs enfants aux frères ignorantins ; il avait froissé leur sentiment national comme Français en les précipitant dans une guerre qui avait donné, comme unique compensation de ses ravages, la disparition de l'empire. En effet, après l'exode de Paris de toute la *bohème* bonapartiste et capitaliste, le vrai parti de l'ordre de la classe moyenne se montra sous la forme de l'Union républicaine, s'enrôlant sous le drapeau de la Commune et le défendant contre les fausses interprétations de Thiers. La reconnaissance de ce grand corps de la classe moyenne peut-elle survivre aux épreuves sévères du présent ? c'est là une question à laquelle le temps seul peut répondre.

La Commune avait parfaitement raison lorsqu'elle disait aux paysans que sa victoire était leur seule espérance. De tous les mensonges éclos à Versailles et publiés par tous les journaux de l'Europe, le plus insigne est l'assertion que les ruraux représentaient les paysans de France. Imaginez donc l'affection que le paysan français doit porter aux hommes à qui, après 1815, il avait à payer un milliard d'indemnité ! Aux yeux d'un paysan français, l'existence même d'un grand propriétaire foncier paraît un empiétement sur ses conquêtes de 1789. Le bourgeois, en 1848, avait chargé son lopin de terre de l'impôt additionnel des quarante-cinq centimes, mais il le faisait au nom de la révolution ; tandis qu'à présent il avait fomenté la guerre civile contre la révolution, afin de transporter sur le dos du paysan la plus grande partie de la charge des cinq milliards à payer au Prussien. La Commune, au contraire, dans une de ses plus belles proclamations, avait déclaré que les vrais auteurs de la guerre en supporteraient seuls les frais. La Commune aurait délivré le paysan de l'*impôt du sang*, lui aurait donné un gouvernement à bon marché, aurait transformé ses sangsues actuelles, le notaire, l'avocat, l'huissier, et autres vampires légaux, par des agents communaux salariés, élus par lui-même et responsables devant lui. Elle l'aurait délivré de la tyrannie du garde champêtre, du gendarme et du préfet ; elle aurait mis l'instruction par le maître d'école à la place de l'abrutissement par le prêtre. Or, le paysan français est surtout soigneux de son argent. Il aurait trouvé très-raisonnable que le salaire du prêtre fût fourni par les dons volontaires de ses paroissiens, au lieu d'être extorqué par le receveur des impôts. Tels étaient les grands avantages immédiats offerts aux paysans de France par le règne

de la Commune et par ce règne seul. Il est donc tout à fait superflu de s'étendre ici sur les problèmes plus compliqués, mais capitaux, que la Commune avait la volonté et le pouvoir de résoudre en faveur du paysan, à savoir, l'accroissement constant de la dette hypothécaire, qui doit conduire à son éviction, à une époque rendue de plus en plus prochaine par le développement même de l'agriculture moderne et par la concurrence des agriculteurs capitalistes.

Le paysan français avait élu Louis Bonaparte comme président de la République, mais c'est le parti de l'ordre qui fit l'empire. Ce que le paysan français désire, il commençait à le montrer en 1849 et 1850, en opposant son maire au préfet du gouvernement, son maître d'école au prêtre du gouvernement et lui-même au gendarme du gouvernement. Toutes les lois adoptées en janvier et février 1850 étaient des mesures de répression contre le paysan. Le paysan était bonapartiste, parce que la grande Révolution, avec tous les avantages qu'il en tirait, était, pour lui, incarnée dans la personne de Napoléon. Cette illusion, disparaissant rapidement sous le second empire (et par sa nature même hostile aux ruraux), ce préjugé du passé n'aurait pas pu résister à l'appel de la Commune, aux intérêts manifestes et aux besoins urgents des paysans.

Les ruraux (et telle était, en effet, leur plus vive crainte) savaient que trois mois de libre communication entre Paris communal et les provinces auraient amené un soulèvement général des paysans ; de là, leur grand désir d'établir, autour de Paris, un blocus de police, pour empêcher la propagation de la peste communale.

Si la Commune était ainsi le vrai représentant de tous les éléments sains de la société française, et, par conséquent, le gouvernement vraiment national, elle était, en même temps, comme gouvernement des travailleurs, comme champion de l'émancipation du travail, énergiquement internationale. En vue de l'armée prussienne, qui avait annexé à l'Allemagne deux provinces françaises, la Commune avait annexé à la France les ouvriers de tous les pays du monde.

Le second empire était le jubilé de la rouerie cosmopolite ; les hommes tarés de tous les pays arrivaient en foule pour prendre part à ses orgies et au pillage du peuple français. Aujourd'hui encore, Ganesco, le méprisable Valaque, est la main droite de Thiers, et sa gauche est Markowski, l'espion russe. La Commune a admis tous les étrangers à l'honneur de mourir pour une cause immortelle. Entre la guerre avec l'étranger, perdue par sa trahison, et la guerre civile fomentée par sa conspiration avec l'envahisseur étranger, la bourgeoisie avait trouvé le loisir de prouver son patriotisme en organisant les chasses policières contre les Allemands en

France. La Commune a choisi un ouvrier allemand pour son ministre du travail. Thiers, la bourgeoisie et le second empire avaient toujours trompé la Pologne par de grandes professions de sympathies pendant qu'on la livrait à la Russie. La Commune a honoré les fils héroïques de la Pologne en les plaçant à la tête des défenseurs de Paris. Et pour marquer encore plus distinctement la nouvelle ère de l'histoire qu'elle voulait inaugurer, sous les yeux des Prussiens vainqueurs, d'un côté, et de l'armée bonapartiste, conduite par des généraux bonapartistes, de l'autre côté, la Commune fit jeter en bas ce symbole colossal de la gloire militaire, la colonne de la place Vendôme.

La grande mesure sociale de la Commune était sa propre existence. Les mesures spéciales ne pouvaient que marquer les tendances d'un gouvernement du peuple par le peuple. Telles furent l'abolition du travail de nuit des garçons boulangers ; la défense, sous peine d'amende, aux patrons, de réduire les gages de leurs ouvriers en leur faisant payer des amendes sous divers prétextes, procédé par lequel le patron se fait à la fois législateur, juge et exécuteur, et empoche l'argent par-dessus le marché. Une autre mesure du même genre fut le décret qui livrait aux associations ouvrières, sous réserve d'indemnité, tous les ateliers ou fabriques qui étaient fermés, soit que leurs propriétaires se fussent enfuis, soit qu'ils ne voulussent pas faire travailler.

Les mesures financières de la Commune, remarquables par leur sagesse et leur modération, ne pouvaient être que celles qui convenaient à la position d'une ville assiégée. Considérant les vols énormes commis sur la ville de Paris par les grandes compagnies financières et les entrepreneurs, sous la protection d'Hausmann, la Commune aurait eu bien plus de droit de confisquer leurs propriétés que Louis-Napoléon de confisquer les biens de la famille d'Orléans. Les Hohenzollern et les oligarques anglais qui doivent une si grande partie de leurs biens au pillage de l'Église, étaient, bien entendu, très-surpris de voir que la Commune ne retirât que 8,000 francs de la sécularisation.

Pendant que le gouvernement de Versailles, aussitôt qu'il eut repris un peu de courage et de force, employait les moyens les plus violents contre la Commune ; pendant qu'il réprimait la libre expression des opinions par toute la France, au point de défendre la réunion des délégués des grandes villes ; pendant qu'il soumettait Versailles et le reste de la France à un espionnage qui excédait de beaucoup celui du second empire ; pendant qu'il faisait brûler par ses gendarmes tous les journaux imprimés à Paris, et épiluchait toute la correspondance entre Paris et les provinces ; pendant que, dans l'Assemblée nationale, tous les efforts pour dire un mot en

faveur de Paris, étaient couverts par des clameurs inconnues, même dans la *Chambre introuvable* de 1816 ; avec la guerre sauvage de Versailles en dehors, et ses essais de corruption et de complots en dedans de Paris, la Commune aurait manqué honteusement à ses devoirs, si elle avait observé les bienséances du libéralisme comme dans un temps de paix profonde. Si le gouvernement de la Commune avait ressemblé à celui de M. Thiers, il n'y aurait pas eu plus de motifs pour la suppression des journaux du parti de l'ordre à Paris qu'il n'y en avait pour la suppression des journaux communaux à Versailles.

Il était bien fâcheux pour les ruraux qu'au moment même où ils déclaraient que le retour à l'Église était le seul moyen de salut pour la France, l'infidèle Commune eût découvert les mystères du couvent de Picpus et de l'église Saint-Laurent. Il y avait une satire sur M. Thiers, dans ce fait que, pendant qu'il donnait des grandes croix aux généraux bonapartistes pour reconnaître leurs talents à perdre des batailles, à signer des capitulations, et à faire des cigarettes à Wilhelmschœ, la Commune congédiait et faisait arrêter ses généraux, soupçonnés d'avoir négligé leurs devoirs. L'expulsion et l'arrestation par la Commune d'un de ses membres, qui s'y était glissé sous un nom d'emprunt, après avoir subi un emprisonnement de six jours à Lyon comme banqueroutier, était une véritable insulte lancée contre le faussaire Jules Favre, à ce moment ministre des affaires étrangères de France, et continuant en cette qualité à vendre la France à Bismark et à dicter ses ordres au gouvernement modèle de la Belgique. Mais la Commune n'a jamais prétendu à l'infailibilité, l'attribut invariable de tous les gouvernements de la vieille espèce. Elle rendait public tout ce qu'elle faisait ou disait, et ne cherchait pas à cacher ses défauts.

Dans toutes les révolutions, il se faufile, à côté de leurs véritables auteurs, des hommes d'une espèce différente, les uns, survivants et zéloteurs des révolutions passées, ignorants du caractère du mouvement actuel, mais conservant une influence sur le peuple, par leur probité et leur courage bien connus, ou par la seule force de la tradition ; les autres, simples braillards, qui, par la répétition continuelle des mêmes déclamations stéréotypées contre le gouvernement du jour, ont obtenu la réputation de révolutionnaires de première qualité. Après le 18 mars, des hommes de cette espèce se sont montrés, et quelques-uns sont même parvenus à occuper des postes importants. En tant qu'ils le pouvaient, ils ont entravé l'action de la classe des travailleurs, précisément comme leurs pareils l'ont fait dans toutes les révolutions. C'est un mal inévitable ; avec le temps, on s'en débarrasse, mais le temps a manqué à la Commune.

C'est une chose vraiment merveilleuse, que le changement produit à Paris par la Commune ! Pas la moindre trace du Paris courtisanesque du second empire ! Paris ne fut plus le rendez-vous des propriétaires fonciers de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, des ex-propriétaires d'esclaves des États-Unis, des Russes, ex-propriétaires de serfs, et des boyards de la Valachie. Il n'y avait plus de cadavres à la Morgue, plus de vols, ni d'autres crimes ; en effet, pour la première fois depuis février 1848, les rues de Paris étaient sûres, et cela, sans aucune espèce de police. « Nous n'entendons plus parler, » dit un membre de la Commune, « ni d'assassinats, ni de vols, ni de voies de fait ; on dirait que la police a entraîné avec elle à Versailles tous ses amis conservateurs. » Les *cocottes*⁽²¹⁾ avaient suivi leurs protecteurs en fuite, les hommes de la religion, de la famille, et, surtout, de la propriété. À leur place, on voyait surgir les vraies femmes de Paris, — héroïques, nobles, dévouées, comme les femmes de l'antiquité. — Paris travaillant, pensant, combattant, saignant, oubliant presque, dans son incubation de la nouvelle société, les cannibales à ses portes, et rayonnant dans l'enthousiasme de son initiative historique !

En face de ce nouveau monde à Paris, regardez le vieux monde à Versailles, — cette Assemblée des goulés de tous les régimes défunts : légitimistes et orléanistes, prêts à s'abattre sur la carcasse de la nation, — avec une queue de républicains antédiluviens, sanctionnant, par leur présence dans l'Assemblée, la rébellion des propriétaires d'esclaves, comptant, pour le maintien de leur république parlementaire, sur la vanité du saltimbanque sénile placé à sa tête, et parodiant 1789 en tenant leurs hideuses réunions dans le Jeu de Paume. La voilà, cette Assemblée, le représentant de tout ce qui est mort en France, maintenue vivante par les seules épées des généraux de Louis Bonaparte. Paris, toute vérité ; Versailles, tout mensonge ; et ce mensonge débité par la bouche de Thiers.

Thiers a dit à une députation des maires de Seine-et-Oise: « Vous pouvez vous fier à ma parole, à laquelle je n'ai *jamais* manqué ! » Il dit à l'Assemblée elle-même qu'« elle était l'Assemblée la plus librement élue et la plus libérale qu'eût jamais eue la France ; » il dit à sa soldatesque bigarrée qu'elle est l'admiration du monde, la plus belle armée qu'ait jamais possédée la France ; » aux provinces, il dit que le bombardement de Paris est un mythe : « Si quelques boulets ont été lancés, ce n'est pas le fait de l'armée de Versailles, mais de quelques insurgés voulant faire croire qu'ils se battent, tandis qu'ils n'osent pas se montrer. » Il dit encore aux provinces que « l'artillerie de Versailles ne bombarde pas Paris, elle le canonne seulement. » Il dit à l'archevêque de Paris que les prétendues

exécutions et représailles, attribuées aux troupes de Versailles, n'ont jamais eu lieu. Il dit à Paris qu'il voulait seulement « le délivrer des tyrans hideux qui l'oppriment, » et que le Paris de la Commune n'est, en réalité, « qu'une poignée de criminels. »

Le Paris de M. Thiers n'était pas le vrai Paris de la « vile multitude, » mais un Paris fantôme, le Paris des *francs-fileurs*, le Paris des habitués des boulevards, hommes et femmes, — les riches, les capitalistes, le Paris doré et fainéant, en ce moment dispersé avec ses valets, ses grecs, sa bohème littéraire et ses cocottes, à Versailles, à Saint-Denis, à Rueil et à Saint-Germain ; tous considérant la guerre civile comme une diversion agréable, regardant les combats avec des longues-vues, comptant les coups de canon et jurant, sur leur honneur et celui de leurs prostituées, que ce drame était beaucoup mieux joué que ceux de la Porte-Saint-Martin, car les hommes qui tombaient étaient véritablement tués ; les cris des blessés étaient des cris naturels ; et, d'ailleurs, tout était absolument historique.

Voilà le Paris de M. Thiers, comme l'émigration de Coblenz fut la France de M. de Calonne.

IV

La première tentative de la conspiration des propriétaires d'esclaves pour soumettre Paris, en le faisant occuper par les Prussiens, a été déjouée par le refus de Bismark. La seconde, celle du 18^o mars, se termina par la déroute de l'armée et par la fuite du gouvernement qui se retira sur Versailles, après avoir donné ordre à toute l'administration de l'y suivre. Par de feintes négociations de paix avec Paris, Thiers obtint le temps de préparer la guerre. Mais où trouver son armée ? Les restes des régiments de ligne étaient peu nombreux et assez mal disposés. Son appel urgent aux provinces, qu'il priait de venir au secours de Versailles avec leurs gardes nationaux et leurs volontaires, n'eut aucun effet. La Bretagne seule envoya une poignée de chouans se battant sous un drapeau blanc, portant chacun sur la poitrine un cœur de Jésus en drap blanc, et criant : « Vive le Roi ! » Thiers fut donc forcé de réunir en toute hâte une bande bigarrée, composée de matelots, d'infanterie de marine, de zouaves pontificaux, de gendarmes de Valentin, de sergents de ville et de mouchards de Piétri. Cette armée, cependant, n'aurait servi de rien, sans les détachements de prisonniers de guerre impérialistes, que Bismark relâcha en nombre suffisant pour entretenir la guerre civile et tenir le gouvernement de Versailles dans la dépendance abjecte de la Prusse. Pendant la guerre même, la police de

Versailles avait à surveiller l'armée de Versailles, pendant que les gendarmes l'encourageaient à se battre en s'exposant eux-mêmes à tous les postes périlleux. Les forts qui tombaient en leur pouvoir ne furent pas pris : ils furent achetés. L'héroïsme des fédérés convainquit Thiers que la résistance de Paris ne pouvait être brisée ni par son génie stratégique, ni par la force dont il disposait.

Cependant, ses relations avec les provinces devenaient de plus en plus difficiles. Pas une seule adresse d'approbation n'arrivait pour réjouir Thiers et ses ruraux. Au contraire, il venait de tous les côtés des députations et des adresses, rien moins que respectueuses, demandant la conciliation avec Paris sur la base d'une reconnaissance formelle de la République, l'octroi des libertés communales, et la dissolution de l'Assemblée nationale dont le mandat était expiré ; ces adresses étaient si nombreuses que Dufaure, ministre de la justice, dans une circulaire du 23 avril, recommanda aux membres du parquet de traiter le cri de conciliation comme un crime. Voyant que sa campagne promettait si peu, Thiers changea de tactique, et ordonna par tout le pays des élections municipales pour le 30 avril sur la base de la nouvelle loi électorale dictée par lui-même à l'Assemblée nationale. Tant par les intrigues de ses préfets que par l'intimidation de sa police, il espérait donner à l'Assemblée nationale, par le verdict des provinces, cette autorité morale qu'elle n'avait jamais possédée, et obtenir ainsi d'elle la force matérielle nécessaire pour subjuguier Paris.

Sa guerre de bandits contre Paris, vantée dans ses propres bulletins, et les efforts de ses ministres pour établir le règne de la terreur dans les provinces, devaient, toujours d'après ses plans, être accompagnés d'un semblant de conciliation, qui avait plus d'un but. C'était pour tromper les provinces, pour entraîner la classe bourgeoise de Paris, et par-dessus tout pour donner aux républicains de l'Assemblée nationale l'occasion de cacher leur trahison à l'égard de Paris derrière leur confiance en Thiers. Le 21 mars, n'ayant pas d'armée, il avait fait à l'Assemblée la déclaration suivante : « Arrive que pourra, je n'envverrai pas d'armée à Paris. » Le 27 mars il dit : « J'ai trouvé la République un fait accompli, et je suis fermement résolu à la maintenir ». En réalité, il supprima la révolution à Lyon et à Marseille au nom de la République, pendant que les cris de ses ruraux couvraient toute mention du mot de *république* à Versailles. Après ces exploits, il commença à parler du fait accompli comme d'un fait hypothétique. Les princes d'Orléans qu'il avait prudemment éloignés de Bordeaux, avaient maintenant, en flagrante violation de la loi, la permission d'intriguer à Dreux. Les concessions offertes par Thiers dans

ses entrevues avec les délégués de Paris et des provinces, quoique toujours variant de ton et de couleur, selon le temps et les circonstances, n'allaient jamais plus loin que de restreindre la vengeance en perspective « à la poignée de criminels impliqués dans l'assassinat de Lecomte et de Clément Thomas, » sous la condition bien entendue que Paris et la France devaient sans réserve accepter M. Thiers comme la meilleure de toutes les républiques possibles, comme il avait fait lui-même avec Louis-Philippe en 1830. Mais il avait soin de rendre ces concessions douteuses par les explications données à l'Assemblée par ses ministres, Il avait son Dufaure prêt à agir. Dufaure, ce vieil avocat orléaniste, avait toujours été le justicier de l'état de siège : en 1839 sous Louis-Philippe, et en 1849 sous la présidence de Louis Bonaparte, aussi bien que maintenant en 1871. Tandis qu'il n'était pas en place, il s'enrichissait en plaidant pour les capitalistes de Paris, et courtoisait la popularité en plaidant contre les lois dont il était lui-même un des auteurs. Il proposa à l'Assemblée et fit adopter à la hâte une série de lois répressives qui devaient, après la chute de Paris, extirper les dernières traces de la liberté républicaine en France ; il devançait la chute de Paris en abrégant la procédure des conseils de guerre qu'il croyait trop lente, en fabriquant un nouveau code draconien de déportation. La Révolution de 1848, en abolissant la peine de mort pour crime politique, l'avait remplacée par la déportation. Louis Bonaparte n'a pas osé, au moins en théorie, rétablir le régime de la guillotine. L'Assemblée rurale, n'ayant pas encore, la hardiesse d'insinuer que les Parisiens n'étaient pas des rebelles, mais des assassins, devait donc renfermer la vengeance qu'elle rêvait contre Paris dans les limites du nouveau code de déportation rédigé par Dufaure. Au milieu de toutes ces circonstances, Thiers lui-même n'aurait pas pu continuer sa comédie de conciliation, si elle n'avait pas, comme il l'espérait, arraché des cris de rage aux ruraux, dont l'esprit ruminant ne comprenait ni la comédie, ni ses nécessités d'hypocrisie, de tergiversation et de temporisation.

En vue des élections municipales du 30 avril, Thiers donna le 27 avril une de ses grandes scènes de conciliation. Au milieu d'un déluge de rhétorique sentimentale, il s'écria à la tribune de l'Assemblée : « Il n'existe aucune conspiration contre la République, excepté celle de Paris, qui nous force à répandre du sang français. Je le déclare encore une fois. Que ces armes impies tombent des mains qui les tiennent, et le châtiment sera arrêté immédiatement par un acte de paix d'où ne sera exclu qu'un très-petit nombre de criminels. » Aux violentes interruptions des ruraux il répondit : « Messieurs, dites-moi, je vous prie, si j'ai tort ? Regrettez-vous réellement que j'aie pu vous dire, en toute vérité, que les criminels ne sont

qu'une poignée ? N'est ce pas chose heureuse qu'au milieu de nos calamités ceux qui sont capables de répandre le sang de Clément Thomas et du général Lecomte ne soient que de rares exceptions ? »

La France, cependant, faisait la sourde oreille aux paroles qui devaient, d'après les espérances de M. Thiers, produire l'effet du chant d'une sirène parlementaire. Sur cent mille conseillers municipaux élus par les trente-cinq mille communes qui restent à la France, les légitimistes, les orléanistes et les bonapartistes, pris ensemble, ne montaient pas à huit mille. Les élections supplémentaires qui suivirent furent encore plus hostiles. Ainsi, au lieu d'obtenir des provinces la force matérielle tant désirée, l'Assemblée nationale perdit son dernier vestige de force morale, en cessant de paraître l'expression du suffrage universel du pays. Pour achever sa déconfiture, les conseils municipaux nouvellement élus dans toutes les villes de France menaçaient ouvertement l'Assemblée usurpatrice de Versailles d'ouvrir une autre Assemblée à Bordeaux.

Alors le moment de l'action décisive, si longtemps attendu par Bismark, était arrivé. Il somma péremptoirement Thiers d'envoyer à Francfort des plénipotentiaires pour la conclusion définitive de la paix. En toute obéissance à l'appel de son maître, Thiers s'empressa d'y envoyer son fidèle Jules Favre, appuyé de Pouyer Quertier. Ce Pouyer Quertier, filateur de Rouen, fervent et même servile partisan du second empire, n'avait jamais rien trouvé à critiquer dans sa politique, excepté son traité de commerce avec l'Angleterre, qui lésait ses intérêts de boutique. À peine installé à Bordeaux comme ministre des finances sous Thiers, il dénonça ce traité inique, qui devait être bientôt abrogé, et eut même l'effronterie de vouloir (mais en vain, car il avait compté sans Bismark) relever immédiatement les vieux droits protecteurs contre l'Alsace, vu qu'aucun traité ne s'y opposait. Cet homme, qui regardait la contre-révolution comme un moyen de faire baisser les salaires à Rouen, et la cession de provinces françaises comme un moyen d'augmenter le prix de ses marchandises en France, n'était-il pas l'homme prédestiné au choix de Thiers, comme collègue de Jules Favre, dans le dernier acte de sa trahison ?

Dès que ce beau couple de plénipotentiaires arriva à Francfort, le matamore Bismark leur posa de suite cette alternative : « Restauration de l'empire, ou acceptation sans réserves de mes conditions de paix. » Ces conditions étaient une diminution des délais pour le paiement de l'indemnité, et l'occupation des forts de Paris jusqu'à ce que Bismark fût content de l'état des affaires en France. La Prusse fut ainsi admise comme arbitre suprême dans la politique intérieure de la France ! En retour, il

offrit de relâcher, pour l'extermination de Paris, l'armée bonapartiste, et de lui prêter le concours des troupes de l'empereur Guillaume.

Comme gage de sa bonne foi, il consentit à ce que le premier versement de l'indemnité ne fût exigible qu'après la pacification de Paris. Un tel appât fut aussitôt avalé par Thiers et ses plénipotentiaires. On signa le traité de paix le 10 mai, et il fut ratifié par l'Assemblée de Versailles le 18.

Dans l'intervalle entre la conclusion de la paix et l'arrivée des prisonniers bonapartistes, Thiers sentit la nécessité de reprendre sa comédie de conciliation, d'autant plus que ses instruments républicains avaient grand besoin d'un prétexte pour fermer les yeux sur les préparatifs faits en vue du carnage de Paris. Le 8 mai, il répondit à une députation de conciliateurs bourgeois, « que si les insurgés se décidaient à une réconciliation, les portes de Paris seraient ouvertes pendant huit jours à tous, excepté aux assassins des généraux Lecomte et Clément Thomas. »

Quelques jours plus tard, interpellé par les ruraux au sujet de ces promesses, il refusa de donner des explications, mais il ajouta d'un ton fort significatif. « Je vous dis qu'il y a parmi vous des impatients, des hommes qui sont trop pressés. Il faut attendre encore huit jours ; après cela il n'y aura plus de danger, et la tâche sera proportionnée à leur courage et à leurs capacités. » Aussitôt que Mac-Mahon fut à même de l'assurer que l'on pourrait bientôt entrer dans Paris, Thiers déclara à l'Assemblée qu'« il entrerait dans Paris *la loi à la main*, et demanderait une expiation complète aux scélérats qui avaient sacrifié la vie des soldats et détruit les monuments publics. » Quand ce moment décisif approcha, il dit à l'Assemblée : « Je serai sans pitié » (envers Paris, car Paris était vaincu) ; et il dit à ses bandits bonapartistes qu'ils avaient la permission officielle de se venger de Paris, tant que le cœur leur en dirait. Enfin, une fois les portes de Paris ouvertes, le 21 mai, au général Douai, par la trahison, Thiers, le 22, révéla aux ruraux le but de sa comédie de conciliation, qu'ils n'avaient pas voulu comprendre : « Je vous ai dit, il y a quelques jours, que nous approchions du but. Je viens vous dire maintenant que le but est atteint. La victoire de l'ordre, de la justice et de la civilisation est gagnée. »

C'était vrai. La civilisation et la justice de l'ordre bourgeois se montrent dans leur lumière lugubre partout où les esclaves de cet ordre se soulèvent contre leurs maîtres. Alors cette civilisation et cette justice prennent l'apparence d'une sauvagerie féroce et d'une vengeance implacable. Chaque nouvelle crise dans la lutte, entre les classes des producteurs et des exploités, montre ce fait avec plus d'évidence. Les atrocités mêmes des bourgeois de Juin 1848, s'éclipsent devant l'inénarrable infamie de 1871. L'héroïsme et le dévouement dont la population de Paris, hommes,

femmes et enfants, firent preuve, en se battant pendant huit jours après l'entrée des Versaillais, répand autant de gloire sur leur cause que les actes des soldats montrent l'esprit inné de cette civilisation dont ils sont les soutiens mercenaires. Une civilisation glorieuse, en effet, que celle dont le plus grand problème est de trouver le moyen de se défaire des monceaux de cadavres qu'il a entassés pendant le combat !

Pour trouver quelque chose qu'on puisse comparer à la conduite de Thiers et de ses limiers, il faut remonter jusqu'aux temps de Sylla et des deux triumvirats de Rome. Les mêmes égorgements en masse commis de sang-froid, le même acharnement au massacre, sans égard à l'âge, ni au sexe ; le même système de torturer les prisonniers ; les mêmes proscriptions, mais portant cette fois sur une classe tout entière ; la même chasse sauvage des chefs cachés, de crainte qu'un seul ne s'échappe ; les mêmes dénonciations contre des ennemis particuliers et contre des adversaires politiques ; la même indifférence à regarder l'égorgement de gens étrangers à la querelle. Il n'y a que cette différence, que les Romains n'avaient pas de mitrailleuses pour tuer les proscrits en bloc ; et qu'ils n'avaient ni *la loi à la main*, ni le mot de civilisation à la bouche.

Après toutes ces horreurs, regardez l'autre aspect encore plus hideux de cette même civilisation, tel qu'il nous est décrit par ses propres journaux :

« Pendant que des coups de canon se font entendre encore dans le lointain, » dit un correspondant d'un journal tory de Londres, « et que des blessés agonisent sans soins au milieu des tombes du Père-Lachaise, pendant que six mille insurgés errent, dans l'agonie du désespoir, au milieu des labyrinthes des catacombes, et que d'autres fuient dans les rues pour être abattus par les mitrailleuses, il est révoltant de voir les cafés remplis de buveurs d'absinthe, de joueurs de billard et de dominos, d'apercevoir les femmes de mauvaise vie qui se promènent sur les boulevards, et d'entendre les bruits d'orgie qui proviennent des cabinets particuliers des restaurants à la mode. » M. Édouard Hervé écrit, dans le *Journal de Paris*, journal versaillais supprimé par la Commune : « La manière dont la population de Paris a manifesté sa satisfaction hier était plus que frivole, et nous craignons que cela n'empire avec le temps. Paris a une apparence de fête qui est tout à fait déplacée, et, à moins que nous ne veuillons mériter le nom de Français *de la décadence*, il faudrait mettre un terme à cet état de choses. » Puis il cite le passage de Tacite : « Cependant, le lendemain de cette affreuse lutte, même avant qu'elle ne fût tout à fait terminée, Rome, avilie et corrompue, recommençait à se vautrer dans la luxure qui détruit le corps et qui souille l'âme. » M. Hervé oublie seulement de dire que la population de Paris dont il parle n'est que celle du

Paris de M. Thiers, — les francs-fileurs revenant en foule de Versailles, de Saint-Denis, de Rueil et de Saint-Germain, — le Paris *de la décadence*.

Dans tous les triomphes sanglants sur les dévoués champions d'une société nouvelle et meilleure, cette inique civilisation, basée sur l'asservissement du travail, étouffe les cris de ses victimes sous les clameurs de la calomnie, répétées partout. La paisible Commune des travailleurs de Paris est changée tout à coup en un enfer par les limiers de l'« ordre. » Et qu'est-ce que ce changement terrible prouve dans l'esprit bourgeois de tous les pays ? Eh bien, cela prouve que la Commune a conspiré contre la civilisation ! Le peuple de Paris meurt avec enthousiasme pour la Commune, et le chiffre des victimes est plus élevé que dans toutes les batailles dont parle l'histoire. Qu'est-ce que cela prouve ? Tout simplement que la Commune n'était pas le gouvernement du peuple, mais l'usurpation d'une poignée de criminels. Les femmes de Paris donnent joyeusement leur vie sur les barricades et sur le lieu du supplice. Qu'est-ce que cela prouve ? Simplement que le démon de la Commune les a changées en mégères et en Hécates ! La modération de la Commune, pendant deux mois d'un pouvoir incontesté, n'est égalée que par l'héroïsme de sa défense. Qu'est-ce que cela prouve ? Seulement que, pendant des mois entiers, la Commune a caché, sous le masque de la modération et de l'humanité, la férocité de ses instincts de démons, pour leur donner carrière à l'heure de son agonie.

Le Paris des travailleurs, en s'offrant lui-même en holocauste, a enveloppé dans les flammes de son bûcher les édifices et les monuments. Lorsqu'ils déchirent le corps vivant du prolétariat, ses gouvernants ne doivent plus s'attendre à rentrer triomphalement dans leurs maisons intactes. Le gouvernement de Versailles crie à l'incendie ! et ce mot est répété par tous ses agents employés à la chasse des prétendus incendiaires de profession. La bourgeoisie du monde entier, qui avait regardé avec complaisance le massacre après la bataille, éprouve des convulsions d'horreur à la vue des briques et du plâtre profanés !

Quand les gouvernements donnent à leurs flottes l'ordre de « tuer, brûler et détruire, » n'est-ce pas là autoriser l'incendie ? Quand les soldats anglais mettaient le feu au Capitole, à Washington, et au palais d'été de l'empereur de Chine, n'étaient-ils pas des incendiaires ? Quand les Prussiens, non pour des motifs militaires, mais tout simplement par vengeance, brûlaient, à l'aide du pétrole, des villes comme Châteaudun et des villages sans nombre, n'étaient-ils pas des incendiaires ? Quand Thiers, pendant six semaines, bombardait Paris, sous le prétexte qu'il ne voulait mettre le feu qu'à des maisons où il se trouvait du monde, n'était-il

pas un incendiaire ? Dans la guerre, le feu n'est-il pas une arme aussi légitime qu'une autre ? Les bâtiments occupés par l'ennemi sont bombardés pour les incendier. Si les défenseurs sont forcés de se retirer, ils y mettent le feu eux-mêmes pour empêcher les assaillants de s'en servir. Être brûlés a toujours été le sort inévitable des édifices voisins des champs de bataille. Mais, dans la guerre des esclaves contre leurs maîtres, la seule guerre qui puisse se justifier, cet usage ne doit pas être admis ! La Commune n'a employé le feu que comme moyen de défense. On s'en est servi pour fermer aux troupes de Versailles ces longues avenues ouvertes expressément pour l'usage de l'artillerie ; on s'en est servi, pour couvrir sa retraite, de la même manière que les Versaillais, pour avancer, se servaient de leurs bombes, qui ont détruit au moins autant de maisons que les incendies de la Commune. À présent même, on ne sait pas au juste quels édifices ont été incendiés par la défense, et quels par l'attaque. Et la défense n'eut recours au feu qu'après le commencement du massacre des prisonniers. D'ailleurs, la Commune avait, longtemps à l'avance, annoncé publiquement que, si elle était poussée à bout, elle s'ensevelirait sous les ruines de Paris, dont elle ferait un second Moscou, comme le gouvernement de la Défense avait lui-même (mais seulement pour tromper les Parisiens) promis de le faire. Pour cette fin, Trochu s'était pourvu de pétrole. La Commune savait bien que ses adversaires se souciaient peu de la vie du peuple de Paris, mais qu'ils affectionnaient beaucoup les édifices de la ville. Et Thiers, d'un autre côté, leur avait dit que sa vengeance serait implacable. Son armée ne fut pas plus tôt prête d'un côté et le piège fermé par les Prussiens, de l'autre, qu'il dit, dans une proclamation : « Je serai sans pitié ! L'expiation sera complète et la justice sera rigoureuse ! » Si les actes des travailleurs de Paris sont du vandalisme, c'est le vandalisme de la défense réduite au désespoir, et non pas le vandalisme du triomphe, comme celui que les chrétiens ont pratiqué sur les inestimables trésors de l'art de l'antiquité ; et ce vandalisme même a été justifié par l'historien comme un incident inévitable et, pour ainsi dire, insignifiant dans la lutte titanique entre une nouvelle société naissante et une vieille société à l'agonie. C'était encore moins le vandalisme de Haussmann, démolissant le Paris historique pour faire le Paris du touriste !

Mais l'exécution par la Commune des soixante-quatre otages, avec l'archevêque de Paris à leur tête ! La bourgeoisie et son armée en juin 1848, ont rétabli l'usage (qui avait depuis longtemps disparu de la pratique de la guerre) de tuer les prisonniers. Cet usage brutal a été depuis plus ou moins suivi par les gouvernements qui supprimaient des émeutes populaires en Europe et aux Indes, prouvant ainsi que c'est là un véritable

« progrès de la civilisation. » D'un autre côté, les Prussiens en France avaient rétabli l'usage de prendre en otages des hommes innocents, dont la vie devait répondre des actions des autres. Quand Thiers, comme nous l'avons vu, dès le commencement du conflit, mit en pratique l'usage humain de fusiller les prisonniers communaux, la Commune, pour protéger leur vie, fut obligée d'avoir recours à la pratique prussienne de prendre des otages. La vie des otages avait été exposée bien des fois par les fusillades de prisonniers exécutés par l'armée de Versailles. Comment pouvait on les épargner plus longtemps après le carnage par lequel les prétoriens de Mac-Mahon célébraient leur entrée dans Paris ? Fallait-il négliger le seul moyen de mettre des bornes à la férocité sauvage des gouvernements bourgeois ? Le véritable assassin de l'archevêque Darboy, c'est Thiers. La Commune avait à plusieurs reprises offert d'échanger l'archevêque et plusieurs prêtres par dessus le marché contre Blanqui seul, alors entre les mains de Thiers. Thiers refusa obstinément. Il savait que Blanqui donnerait une tête à la Commune ; tandis que l'archevêque servirait mieux ses desseins, quand il ne serait plus qu'un cadavre. Thiers a suivi le précédent de Cavaignac. En juin 1848, Cavaignac et ses hommes d'ordre ont poussé des cris d'horreur en stigmatisant les insurgés comme les assassins de l'archevêque Affre, sachant bien en même temps que l'archevêque avait été tué par les soldats de l'ordre ! M. Jacquemet, le vicaire général, qui y était, leur avait fourni des preuves positives de ce fait.

Tous les chœurs de la calomnie que le parti de l'ordre ne manque jamais, après ses orgies sanglantes, d'entonner contre ses victimes, ne font que prouver que le bourgeois de nos jours se croit le successeur légitime du baron de jadis, qui regardait toute arme comme légitime dans sa main contre le roturier, tandis que dans les mains du roturier une arme quelconque constituait un crime.

La conspiration de la classe dominante pour réprimer la révolution au moyen de la guerre civile conduite sous la protection de l'envahisseur étranger, conspiration que nous avons suivie depuis le 4 septembre jusqu'à l'entrée des prétoriens de Mac-Mahon par la porte de Saint-Cloud, a été couronnée par les massacres de Paris. Bismark se plaît à contempler les ruines de Paris, dans lesquelles il a peut-être vu le commencement de cette destruction générale des grandes villes qu'il désirait lorsqu'il n'était qu'un simple *rural* dans la *chambre introuvable* de Prusse, en 1849. Il contemple avec joie les cadavres des prolétaires de Paris. Pour lui, c'est non-seulement l'extermination de la révolution, mais aussi l'extinction de la France, maintenant décapitée en réalité, et par le gouvernement français lui-même. Avec l'esprit superficiel de tous les hommes d'État heureux, il

ne voit que la surface de ce terrible événement historique. Est-ce que l'histoire nous a jamais montré auparavant le spectacle d'un conquérant couronnant sa victoire en se faisant, non-seulement le gendarme, mais aussi le bravo à gages du gouvernement vaincu ? Il n'existait pas de guerre entre la Prusse et la Commune de Paris. Au contraire la Commune avait accepté les préliminaires de paix et la Prusse avait annoncé sa neutralité. La Prusse n'était donc pas belligérante. Elle a joué le rôle d'un bravo ; d'un bravo lâche, puisqu'il n'y avait pas de danger ; d'un bravo à gages, puisqu'il stipulait d'avance qu'on lui payerait 500 millions comme prix du sang à la chute de Paris. Ainsi, enfin, apparut le vrai caractère de cette guerre, arrangée par la Providence pour châtier la France impie et débauchée par la main de la pieuse et morale Allemagne ! Et cette violation sans pareille du droit des gens, même comme l'entendent les juristes du vieux monde, au lieu de pousser les gouvernements civilisés de l'Europe à déclarer hors la loi le gouvernement félon de la Prusse, simple instrument du cabinet de Saint-Pétersbourg, ne fait que les engager à examiner si les quelques victimes qui s'échappent à travers le double cordon qui entoure Paris, ne doivent pas être livrées au bourreau de Versailles !

Après la guerre la plus terrible des temps modernes, nous voyons l'armée des conquérants et celle des vaincus fraterniser pour le massacre en commun du prolétariat ; mais cet événement sans pareil marque non pas, comme le suppose Bismark, la défaite définitive d'une nouvelle société naissante, mais seulement la fin de la société bourgeoise qui tombe en poussière. Le plus grand effort dont la vieille société soit encore capable, c'est la guerre nationale ; et maintenant on sait que celle-là n'est qu'une ruse des gouvernements, destinée à détourner la lutte des classes, et à être abandonnée aussitôt que la lutte des classes fait éclater la guerre civile. La domination d'une classe ne peut plus se déguiser sous un uniforme national : tous les gouvernements nationaux ne font qu'un en face du prolétariat !

Après la Pentecôte de 1871, il ne peut plus y avoir ni paix ni trêve entre les travailleurs de France et ceux qui s'approprient leurs produits. La main de fer d'une soldatesque mercenaire peut, pour un temps plus ou moins long, englober les deux classes dans une oppression commune, mais la lutte se renouvellera toujours sur une échelle de plus en plus grande, et il ne peut y avoir de doute sur le point de savoir à qui doit rester la victoire définitive, aux exploités peu nombreux ou aux producteurs qui forment l'immense majorité. Encore la classe des travailleurs français ne forme-t-elle que l'avant-garde du prolétariat moderne.

Pendant que les gouvernements de l'Europe manifestent ainsi, devant Paris, le caractère international de la domination d'une classe, ils décrivent l'association internationale des travailleurs, cette contre-organisation internationale du travail contre la conspiration cosmopolite du capital, — comme la source de tous ces désastres. Thiers l'a dénoncée comme le despote du travail dont il se prétendait lui-même le libérateur. Picard a ordonné que toute communication entre les internationaux français et ceux de l'étranger fût coupée ; le comte Jaubert, le complice momifié de Thiers en 1835, déclare que le grand problème imposé à tous les gouvernements civilisés est de détruire l'Internationale. Les ruraux déblatèrent contre elle, et toute la presse européenne fait chorus. Un honorable écrivain français, tout à fait étranger à notre association, a dit : « Les membres du Comité central de la garde nationale, aussi bien que la plus grande partie des membres de la Commune sont les esprits les plus actifs, les plus intelligents, les plus énergiques de l'association internationale, — des hommes parfaitement honnêtes, sincères, intelligents, dévoués, purs, et fanatiques dans la bonne acception de ce mot. » L'esprit bourgeois naturellement se figure l'association internationale comme agissant à la manière d'une conspiration secrète, avec son Comité central ordonnant, de temps à autre, des explosions en différents pays. Notre association n'est, en réalité, que le lien international entre les travailleurs les plus avancés des différents pays du monde. Partout où, n'importe sous quelle forme ou dans quelles conditions, la lutte des classes prend quelque consistance, il est trop naturel que les membres de notre association prennent les devants. Le sol d'où elle sort c'est la société moderne elle-même. On ne peut pas l'exterminer par le carnage. Pour l'exterminer, les gouvernements auraient à détruire le despotisme du capital sur le travail, — la condition de leur existence parasite.

Le Paris des travailleurs, avec sa Commune, sera à tout jamais célèbre comme le précurseur d'une nouvelle société. Ses martyrs ont leur place dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs sont déjà cloués au pilori éternel de l'histoire, et toutes les prières de leurs prêtres ne pourront les en arracher.

Le Conseil général :

M. T. BOON, FRÉD. BRADNICK, G. H. BUTTERY, CAIHIL, WILLIAM HALES, KOLB, FRÉD. LESSNER, B. LUCRAFT, GEORGE MILNER, THOMAS MOTTERSHEAD, CHARLES MURRAY, GEORGE ODGER, PFANDER, RUHL, SADLEH, COWELL STEPNEY, WILLIAM TOWNSHEND.

Les Secrétaires correspondants :

EUGÈNE DUPONT, *pour la France* ; KARL MARX, *pour l'Allemagne et la Hollande* ; FRÉD. ENGELS, *pour la Belgique et l'Espagne* ; HERMANN JUNG, *pour la Suisse* ; P. GIOVACHINI, *pour l'Italie* ; ZEVY MAURICE, *pour la Hongrie* ; ANTOINE ZABICKI, *pour la Pologne* ; JAMES COHEN, *pour le Danemark* ; F. G. ECCARIUS, *pour les États-Unis*.
HERMANX JUNG, *président* ; JOHN WESTON, *trésorier* ; GEORGE HARRIS, *secrétaire financier* ; JOHN HALES, *secrétaire général*.

Bureau, 256, High Holborn, Londres, W. C., 30 mai 1871.
(Imprimé et publié pour le Conseil, par EDWARD TRUELOVE, 256, High Holborn.)

LE CAPITAL

Traduction de M. J. Roy, entièrement révisée par l'auteur

Éléments bibliographiques :

Édition originale allemande :

Das Kapital, 1867

Édition originale et sources de la présente édition :

Librairie du Progrès, Maurice Lachâtre et C^{ie}, 1872-1875.

776 pages

TABLE

AU CITOYEN KARL MARX

PRÉFACE de la PREMIÈRE ÉDITION

LIVRE PREMIER

DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

PREMIÈRE SECTION MARCHANDISE ET MONNAIE

CHAPITRE PREMIER. LA MARCHANDISE

I Les deux facteurs de la marchandise : Valeur d'usage et valeur d'échange ou valeur proprement dite (Substance de la valeur. Grandeur de la valeur)

II Double caractère du travail présenté par la marchandise.

III Forme de la valeur.

IV Le caractère fétiche de la marchandise et son secret.

CHAPITRE II DES ÉCHANGES

CHAPITRE III LA MONNAIE OU LA CIRCULATION DES MARCHANDISES

I Mesure des valeurs.

DEUXIÈME SECTION LA TRANSFORMATION DE L'ARGENT EN CAPITAL

CHAPITRE IV LA FORMULE GÉNÉRALE DU CAPITAL

CHAPITRE V LES CONTRADICTIONS DE LA FORMULE GÉNÉRALE DU CAPITAL

CHAPITRE VI ACHAT ET VENTE DE LA FORCE DE TRAVAIL

TROISIÈME SECTION LA PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE ABSOLUE

CHAPITRE VII PRODUCTION DE VALEURS D'USAGE ET PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE

I Production de valeurs d'usage.

II Production de la plus-value.

CHAPITRE VIII CAPITAL CONSTANT ET CAPITAL VARIABLE

CHAPITRE IX LE TAUX DE LA PLUS-VALUE

I Le degré d'exploitation de la force de travail.

II Expression de la valeur du produit en parties proportionnelles du même produit

III La Dernière heure de Senior.

IV Le produit net

CHAPITRE X LA JOURNÉE DE TRAVAIL

I Limite de journée de travail

II Le Capital affamé de surtravail. — Boyard et fabricant

III La journée de travail dans les branches de l'industrie où l'exploitation n'est pas limitée par la loi

IV Travail de jour et nuit. — Le système des relais

V Lois coercitives pour la prolongation de la journée de travail depuis le milieu du quatorzième jusqu'à la fin du dix-septième siècle.

VI Lutte pour la journée de travail normale — La limitation légale du temps de travail. — La législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864.

VII La lutte pour la journée de travail normale. Contrecoup de la législation anglaise sur les autres pays

CHAPITRE XI TAUX ET MASSE DE LA PLUS-VALUE

QUATRIÈME SECTION LA PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE RELATIVE

CHAPITRE XII LA PLUS-VALUE RELATIVE

CHAPITRE XIII COOPÉRATION

CHAPITRE XIV DIVISION DU TRAVAIL ET MANUFACTURE

I Double origine de la manufacture

II Le travailleur parcellaire et son outil

III Mécanisme général de la manufacture. Ses deux formes fondamentales. Manufacture hétérogène et manufacture sérielle

IV Division du travail dans la manufacture et dans la société

V Caractère capitaliste de la manufacture

CHAPITRE XV MACHINISME ET GRANDE INDUSTRIE

I Développement des machines et de la production mécanique

II Valeur transmise par la machine au produit

III Réaction immédiate de l'industrie mécanique sur le travailleur

IV La fabrique

V Lutte entre travailleur et machine

VI Théorie de la compensation

VII Répulsion et attraction des ouvriers par la fabrique. Crises de l'industrie cotonnière.

VIII Révolution opérée dans la manufacture, le métier et le travail à domicile par la grande industrie.

IX Législation de fabrique.

X Grande industrie et agriculture

CINQUIÈME SECTION RECHERCHES ULTÉRIEURES sur la production de la plus-value

CHAPITRE XVI PLUS-VALUE ABSOLUE ET PLUS-VALUE RELATIVE

CHAPITRE XVII VARIATIONS DANS LE RAPPORT DE GRANDEUR ENTRE LA PLUS-VALUE ET LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL

I Données : Durée et intensité de travail constantes. Productivité variable.

II Données : Durée et productivité du travail constantes. Intensité variable.

III Données : Productivité et intensité du travail constantes. Durée du travail variable.

IV Données : Variations simultanées dans la durée, la productivité et l'intensité du travail.

CHAPITRE XVIII FORMULES DIVERSES POUR LE TAUX DE LA PLUS-VALUE

SIXIÈME SECTION LE SALAIRE

CHAPITRE XIX TRANSFORMATION DE LA VALEUR OU DU PRIX DE LA FORCE DE TRAVAIL EN SALAIRE

CHAPITRE XX LE SALAIRE DU TEMPS

CHAPITRE XXI LE SALAIRE AUX PIÈCES

CHAPITRE XXII DIFFÉRENCE DANS LE TAUX DES SALAIRES NATIONAUX

SEPTIÈME SECTION ACCUMULATION DU CAPITAL

INTRODUCTION

CHAPITRE XXIII Reproduction simple

CHAPITRE XXIV Transformation de la plus-value en capital

I Reproduction sur une échelle progressive — Comment le droit de propriété de la production marchande devient le droit d'appropriation capitaliste.

II Fausse interprétation de la production sur une échelle progressive.

III Division de la plus-value en capital et en revenu — Théorie de l'abstinence.

IV Circonstances qui, indépendamment de la division proportionnelle de la plus-value en capital et en revenu déterminent l'étendue de l'accumulation — Degré d'exploitation de la force ouvrière — Différence croissante entre le capital employé et la capital

V Le prétendu fonds de travail (Labour fund)

Chapitre XXV Loi générale de l'accumulation capitaliste

I La composition du capital restant la même, le progrès de l'accumulation tend à faire monter le taux des salaires

II Changements successifs de la composition du capital dans le progrès de l'accumulation et diminution relative de cette partie du capital qui s'échange contre la force ouvrière.

III Production croissante d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve.

IV Formes d'existence de la surpopulation relative — La loi générale de l'accumulation capitaliste.

V Illustration de la loi générale de l'accumulation capitaliste.

HUITIÈME SECTION L'ACCUMULATION PRIMITIVE

CHAPITRE XXVI LE SECRET DE L'ACCUMULATION PRIMITIVE

CHAPITRE XXVII L'EXPROPRIATION DE LA POPULATION CAMPAGNARDE

CHAPITRE XXVIII LÉGISLATION SANGUINAIRE CONTRE LES EXPROPRIÉS À PARTIR DE LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE — LOIS SUR LES SALAIRES

CHAPITRE XXIX LA GENÈSE DU FERMIER CAPITALISTE

CHAPITRE XXX CONTRE-COUP DE LA RÉVOLUTION AGRICOLE SUR L'INDUSTRIE — ÉTABLISSEMENT DU MARCHÉ INTÉRIEUR POUR LE CAPITAL INDUSTRIEL

CHAPITRE XXXI GENÈSE DU CAPITALISTE INDUSTRIEL

CHAPITRE XXXII TENDANCE HISTORIQUE DE L'ACCUMULATION CAPITALISTE

CHAPITRE XXXIII LA THÉORIE MODERNE DE LA COLONISATION

AVIS AU LECTEUR

EXTRAITS DE LA POSTFACE de la seconde édition allemande

ERRATA

NOTES

Titre suivant : SALAIRES, PRIX, PROFITS

LE
CAPITAL

PAR
KARL MARX.



PARIS
LIBRAIRIE DU PROGRÈS

HENRY ORIOL, DIRECTEUR

11, rue Bertin-Poirée, 11

KARL MARX



PARIS

ÉDITEURS, MAURICE LACHATRE ET C^{IE}

38, BOULEVARD DE SÉBASTOPOL, 38

Prix de la Livraison : **DIX** centimes

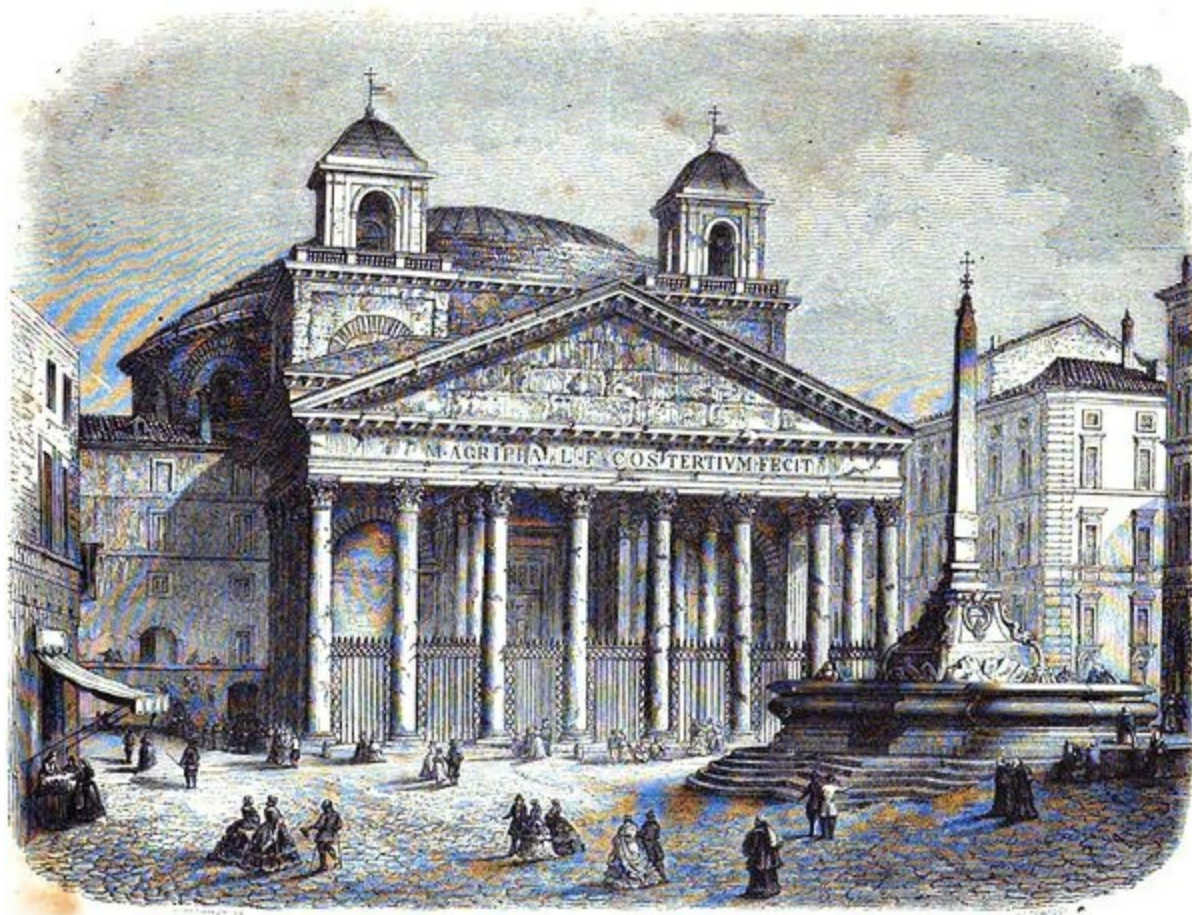
1^{re} Livraison

LE CAPITAL

PAR

KARL MARX

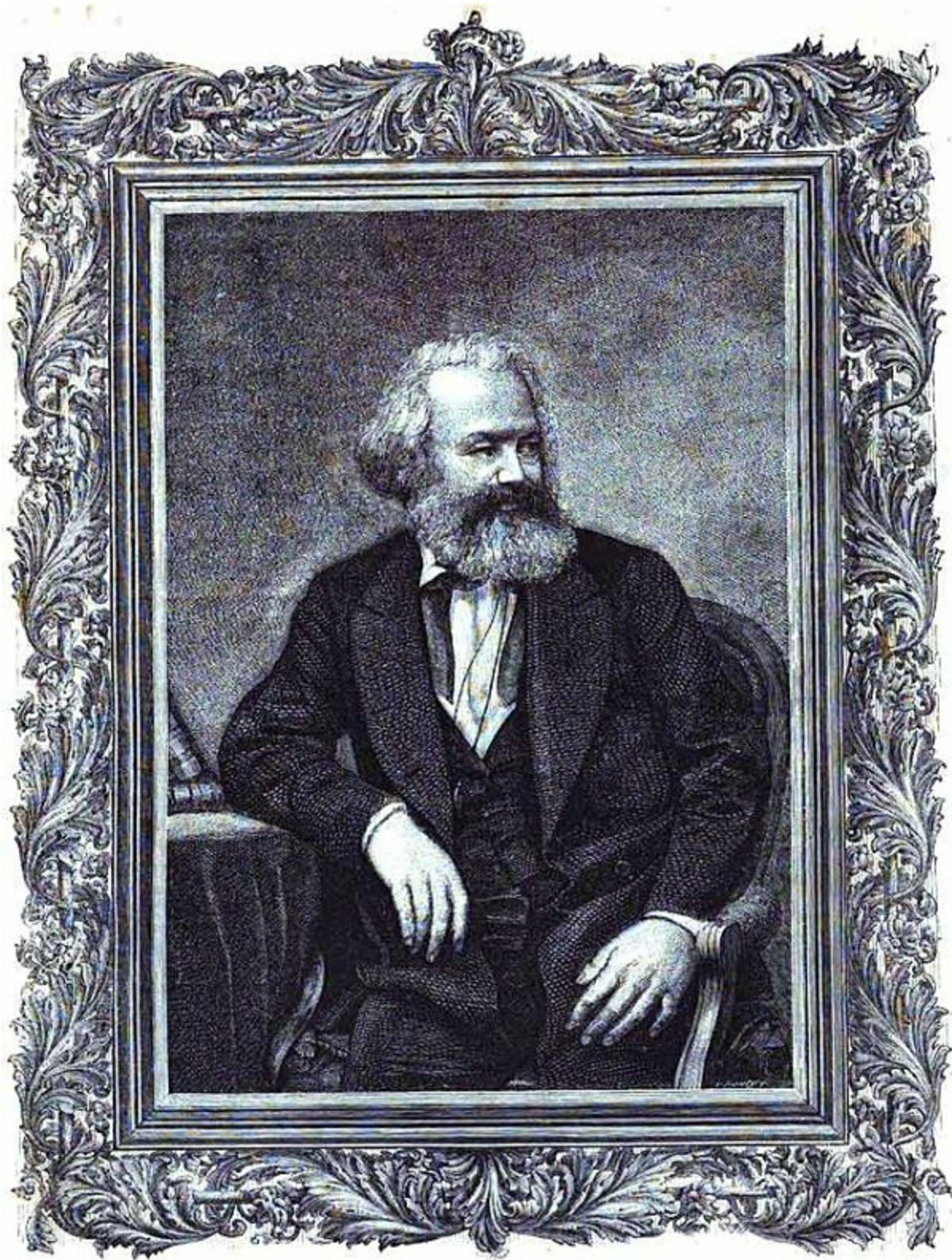
TRADUCTION DE M. J. ROY, ENTIÈREMENT REVISÉE PAR L'AUTEUR



PARIS

ÉDITEURS, MAURICE LACHATRE ET C^{IE}

38, BOULEVARD DE SÉBASTOPOL, 38



Karl Marx.

Londres 18 Mars 1872.

Au citoyen Maurice La Châtre

Cher Citoyen,

J'apprends à votre idée de publier la traduction de "Das Kapital" en livraisons périodiques. Sous cette forme l'ouvrage sera plus accessible à la classe ouvrière et pour moi cette considération l'emporte sur toute autre.

Voilà le beau côté de votre médaille, mais en voici le revers: la méthode d'analyse que j'ai employée et qui n'avait pas encore été appliquée aux sujets économiques, rend assez ardue la lecture des premiers chapitres, et il y a à craindre que le public français toujours impatient de conclure, averti de connaître le rapport des principes généraux avec les questions immédiates qui le passionnent, ne se rebute parce qu'il n'aura pu tout d'abord passer outre.

C'est là un désavantage contre lequel je ne puis rien si ce n'est toutefois prévenir et prémunir les lecteurs sérieux de vérité. Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés.

Recevez, cher Citoyen, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Karl Marx.

Londres 18 mars 1872

Au citoyen Maurice La Châtre

Cher citoyen,

J'applaudis à votre idée de publier la traduction de « Das Kapital » en livraisons périodiques. Sous cette forme l'ouvrage sera plus accessible à la classe ouvrière et pour moi cette considération l'emporte sur toute autre.

Voilà le beau côté de votre médaille, mais en voici le revers : La méthode d'analyse que j'ai employée et qui n'avait pas encore été appliquée aux sujets économiques, rend assez ardue la lecture des premiers chapitres, et il est à craindre que le public français toujours impatient de conclure, avide de connaître le rapport des principes généraux avec les questions immédiates qui le passionnent, ne se rebute parce qu'il n'aura pu tout d'abord passer outre.

C'est là un désavantage contre lequel je ne puis rien si ce n'est toutefois prévenir et prémunir les lecteurs soucieux de vérité. Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés.

Recevez, cher citoyen, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Karl Marx

AU CITOYEN KARL MARX

CHER MAITRE,

Votre livre « LE CAPITAL » vous a attiré tant de sympathies parmi les classes ouvrières, en ALLEMAGNE, qu'il était naturel qu'un éditeur français eût l'idée de donner à son pays la traduction de cette œuvre magistrale.

La RUSSIE a devancé la FRANCE, il est vrai, pour la reproduction de cet ouvrage important ; mais notre pays aura l'heureuse fortune de posséder la traduction faite sur *le manuscrit de la deuxième édition allemande*, avant même son apparition en ALLEMAGNE, et révisée par l'auteur.

La FRANCE pourra revendiquer la plus large part dans l'initiation des autres peuples à vos doctrines, car ce sera notre texte qui servira pour toutes les traductions qui seront faites du livre, en ANGLETERRE, en ITALIE, en ESPAGNE, en AMÉRIQUE, partout enfin où se rencontreront des hommes de progrès, avides de connaître et désireux de propager les principes qui doivent régir les sociétés modernes dans l'ancien et le nouveau monde.

Le mode de publication que nous avons adopté, par livraisons à DIX CENTIMES, aura cet avantage, de permettre à un plus grand nombre de nos amis de se procurer votre livre, les pauvres ne pouvant payer la science qu'avec l'obole ; votre but se trouvera atteint : rendre votre œuvre accessible à tous.

Quant à la crainte que vous manifestez de voir les lecteurs s'arrêter devant l'aridité des matières économiques traitées dans les premiers chapitres, l'avenir nous apprendra si elle était fondée.

Nous devons espérer que les personnes qui s'abonneront à votre ouvrage, ayant pour objet principal l'étude des doctrines économiques, ne se laisseront pas arrêter dans leur lecture par l'application de vos méthodes analytiques ; chacun comprendra que les premiers chapitres d'un livre d'économie politique doivent être consacrés à des raisonnements abstraits, préliminaires obligés des questions brûlantes qui passionnent les esprits, et qu'on ne peut arriver que graduellement à la solution des problèmes sociaux traités dans les chapitres suivants ; tous les lecteurs voudront vous suivre, — c'est ma conviction, — jusqu'à la conclusion de vos

magnifiques théories.

Veillez agréer, cher maître, l'assurance de toutes mes sympathies.

MAURICE LACHATRE

PRÉFACE

DE LA

PREMIÈRE ÉDITION

L'ouvrage dont je livre au public le premier volume forme la suite d'un écrit publié en 1859, sous le titre de : « *Critique de l'économie politique.* » Ce long intervalle entre les deux publications m'a été imposé par une maladie de plusieurs années.

Afin de donner à ce livre un complément nécessaire, j'y ai fait entrer, en le résumant dans le premier chapitre, l'écrit qui l'avait précédé. Il est vrai que j'ai cru devoir dans ce résumé modifier mon premier plan d'exposition. Un grand nombre de points d'abord simplement indiqués sont ici développés amplement, tandis que d'autres, complètement développés d'abord, ne sont plus qu'indiqués ici. L'*histoire de la théorie de la valeur et de la monnaie*, par exemple, a été écartée; mais par contre le lecteur trouvera dans les notes du premier chapitre de nouvelles sources pour l'histoire de cette théorie.

Dans toutes les sciences le commencement est ardu. Le premier chapitre, principalement la partie qui contient l'*analyse de la marchandise*, sera donc d'une intelligence un peu difficile. Pour ce qui est de l'analyse de la *substance de la valeur* et de sa *quantité*, je me suis efforcé d'en rendre l'exposé aussi clair que possible et accessible à tous les lecteurs^{22}.

La *forme de la valeur* réalisée dans la *forme monnaie* est quelque chose de très-simple. Cependant l'esprit humain a vainement cherché depuis plus de deux mille ans à en pénétrer le secret, tandis qu'il est parvenu à analyser, du moins approximativement, des formes bien plus complexes et cachant un sens plus profond. Pourquoi ? Parce que le corps organisé est plus facile à étudier que la cellule qui en est l'élément. D'un autre côté, l'analyse des formes économiques ne peut s'aider du microscope ou des réactifs fournis par la chimie ; l'abstraction est la seule force qui puisse lui servir d'instrument. Or, pour la société bourgeoise actuelle, la *forme marchandise* du produit du travail, ou la *forme valeur* de la marchandise,

est la *forme cellulaire économique*. Pour l'homme peu cultivé l'analyse de cette forme paraît se perdre dans des *minuties* ; ce sont en effet et nécessairement des *minuties*, mais comme il s'en trouve dans l'*anatomie micrologique*.

À part ce qui regarde la *forme de la valeur*, la lecture de ce livre ne présentera pas de difficultés. Je suppose naturellement des lecteurs qui veulent apprendre quelque chose de neuf et par conséquent aussi penser par eux-mêmes.

Le physicien pour se rendre compte des procédés de la nature, ou bien étudie les phénomènes lorsqu'ils se présentent sous la forme la plus accusée, et la moins obscurcie par des influences perturbatrices, ou bien il expérimente dans des conditions qui assurent autant que possible la régularité de leur marche. J'étudie dans cet ouvrage le *mode de production capitaliste* et les *rapports de production et d'échange* qui lui correspondent. L'Angleterre est le lieu classique de cette production. Voilà pourquoi j'emprunte à ce pays les faits et les exemples principaux qui servent d'illustration au développement de mes théories. Si le lecteur allemand se permettait un mouvement d'épaules pharisaïque à propos de l'état des ouvriers anglais, industriels et agricoles, ou se berçait de l'idée optimiste que les choses sont loin d'aller aussi mal en Allemagne, je serais obligé de lui crier : *De te fabula narratur*.

Il ne s'agit point ici du développement plus ou moins complet des antagonismes sociaux qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces *lois elles-mêmes*, des *tendances* qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer. Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir.

Mais laissons de côté ces considérations. Chez nous, là où la production capitaliste a pris pied, par exemple dans les fabriques proprement dites, l'état des choses est de beaucoup plus mauvais qu'en Angleterre, parce que le contre-poids des lois anglaises fait défaut. Dans toutes les autres sphères, nous sommes, comme tout l'ouest de l'Europe continentale, affligés et par le développement de la production capitaliste, et aussi par le manque de ce développement. Outre les maux de l'époque actuelle, nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue de modes de production qui ont vécu, avec la suite des rapports politiques et sociaux à *contre-temps* qu'ils engendrent. Nous avons à souffrir non-seulement de la part des vivants, mais encore de la part des morts. Le mort saisit le vif !

Comparée à la statistique anglaise, la statistique sociale de l'Allemagne

et du reste du continent européen est réellement misérable. Malgré tout, elle soulève un coin du voile, assez pour laisser entrevoir une tête de Méduse. *Nous serions effrayés de l'état des choses chez nous*, si nos gouvernements et nos parlements établissaient, comme en Angleterre, des commissions d'études périodiques sur la situation économique ; si ces commissions étaient, comme en Angleterre, armées de pleins pouvoirs pour la recherche de la vérité ; si nous réussissions à trouver pour cette haute fonction des hommes aussi experts, aussi impartiaux, aussi rigides et désintéressés que les inspecteurs de fabriques de la Grande-Bretagne, que ses reporters sur la santé publique (Public Health), que ses commissaires d'instruction sur l'exploitation des femmes et des enfants, sur les conditions de logement et de nourriture, etc. Persée se couvrait d'un nuage pour poursuivre les monstres ; nous, pour pouvoir nier l'existence des monstruosité, nous nous plongeons dans le nuage tout entiers, jusqu'aux yeux et aux oreilles.

Il ne faut point se faire d'illusions. De même que la guerre de l'indépendance américaine au dix-huitième siècle a sonné la cloche d'alarme pour la classe moyenne en Europe, de même la guerre civile américaine au dix-neuvième siècle a sonné le tocsin pour la classe ouvrière européenne. En Angleterre, la marche du bouleversement social est visible à tous les yeux ; à une certaine période ce bouleversement aura nécessairement son contre-coup sur le continent. Alors il revêtira dans son allure des formes plus ou moins brutales ou humaines selon le degré de développement de la classe des travailleurs. Abstraction faite de motifs plus élevés, leur propre intérêt commande donc aux classes régnautes actuelles d'écarter tous les obstacles légaux qui peuvent gêner le développement de la classe ouvrière. C'est en vue de ce but que j'ai accordé dans ce volume une place si importante à l'histoire, au contenu et aux résultats de la législation anglaise sur les grandes fabriques. Une nation peut et doit tirer un enseignement de l'histoire d'une autre nation. Lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de *la loi naturelle qui préside à son mouvement*, — et le but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne, — elle ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel ; mais elle peut abrégier la période de la gestation, et adoucir les maux de leur enfantement.

Pour éviter des malentendus possibles, encore un mot. Je n'ai pas peint en rose le capitaliste et le propriétaire foncier. Mais il ne s'agit ici des *personnes*, qu'autant qu'elles sont la *personnification de catégories économiques*, les *supports d'intérêts et de rapports de classes déterminés*.

Mon point de vue, d'après lequel le *développement de la formation économique de la société* est assimilable à la marche de la nature et à son histoire, peut moins que tout autre rendre l'individu responsable de rapports dont il reste socialement la créature, quoi qu'il puisse faire pour s'en dégager.

Sur le terrain de l'économie politique la *libre et scientifique recherche* rencontre bien plus d'ennemis que dans ses autres champs d'exploration. La nature particulière du sujet qu'elle traite soulève contre elle et amène sur le champ de bataille les passions les plus vives, les plus mesquines et les plus haïssables du cœur humain, toutes les furies de l'intérêt privé. La Haute Église d'Angleterre, par exemple, pardonnera bien plus facilement une attaque contre trente-huit de ses trente-neuf articles de foi que contre un trente-neuvième de ses revenus. Comparé à la critique de la vieille propriété, l'athéisme lui-même est aujourd'hui une *culpa levis*. Cependant il est impossible de méconnaître ici un certain progrès. Il me suffit pour cela de renvoyer le lecteur au livre bleu publié dans ces dernières semaines : « *Correspondence with Her Majesty's missions abroad, regarding Industrial Questions and Trade's Unions.* » Les représentants étrangers de la couronne d'Angleterre y expriment tout net l'opinion qu'en Allemagne, en France, en un mot dans tous les États civilisés du continent Européen, une transformation des rapports existants entre le capital et le travail est aussi sensible et aussi inévitable que dans la Grande-Bretagne. En même temps, par delà l'océan Atlantique, M. *Wade*, vice-président des États-Unis du Nord de l'Amérique, déclarait ouvertement dans plusieurs meetings publics, qu'après l'abolition de l'esclavage, la question à l'ordre du jour serait celle de la transformation des rapports du capital et de la propriété foncière. Ce sont là des signes du temps, que ni manteaux de pourpre ni soutanes noires ne peuvent cacher. Ils ne signifient point que demain des miracles vont s'accomplir. Ils montrent que même dans les classes sociales régnantes, le pressentiment commence à poindre, que la société actuelle, bien loin d'être un cristal solide, est un organisme susceptible de changement et toujours en voie de transformation.

Le second volume de cet ouvrage traitera de la *circulation du capital* (livre II) et des *formes diverses qu'il revêt dans la marche de son développement* (livre III). Le troisième et dernier volume exposera *l'histoire de la théorie*.

Tout jugement inspiré par une critique vraiment scientifique est pour moi le bienvenu. Vis-à-vis des préjugés de ce qu'on appelle l'*opinion publique* à laquelle je n'ai jamais fait de concessions, j'ai pour devise, après comme avant, la parole du grand Florentin :

Segui il tuo corso, e lascia dir le genti !

Londres, 25 juillet 1867.

KARL MARX.

LIVRE PREMIER

DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

PREMIÈRE SECTION

MARCHANDISE ET MONNAIE

CHAPITRE PREMIER.

LA MARCHANDISE

I

Les deux facteurs de la marchandise : Valeur d'usage et valeur d'échange ou valeur proprement dite
(Substance de la valeur. Grandeur de la valeur)

La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une « immense accumulation de marchandises^[1]. » L'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent le point de départ de nos recherches.

La marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose qui par ses propriétés satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce. Que ces besoins aient pour origine l'estomac ou la fantaisie, leur nature ne change rien à l'affaire^[2]. Il ne s'agit pas non plus ici de savoir comment ces besoins sont satisfaits, soit immédiatement, si l'objet est un moyen de subsistance, soit par une voie détournée, si c'est un moyen de production.

Chaque chose utile, comme le fer, le papier, etc., peut être considérée sous un double point de vue, celui de la qualité et celui de la quantité. Chacune est un ensemble de propriétés diverses et peut par conséquent être utile par différents côtés. Découvrir ces côtés divers et en même temps les divers usages des choses est une œuvre de l'histoire^[3]. Telle est la découverte de mesures sociales pour la quantité des choses utiles. La diversité de ces mesures des marchandises a pour origine en partie la nature variée des objets à mesurer, en partie la convention.

L'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage^[4]. Mais cette utilité n'a rien de vague et d'indécis. Déterminée par les propriétés du corps de la marchandise, elle n'existe point sans lui. Ce corps lui-même, tel que fer, froment, diamant, etc., est conséquemment une valeur d'usage, et ce n'est pas le plus ou moins de travail qu'il faut à l'homme pour s'approprier les qualités utiles qui lui donnent ce caractère. Quand il est question de valeurs d'usage, on sous-entend toujours une quantité déterminée, comme une douzaine de montres, un mètre de toile, une tonne de fer, etc. Les valeurs d'usage des marchandises fournissent le fonds d'un savoir particulier, de la science et de la routine commerciales^[5]. Les valeurs d'usage ne se réalisent que dans l'usage ou la consommation. Elles forment la *matière de la Richesse*, quelle que soit la forme sociale de cette richesse. Dans la société que nous avons à examiner, elles sont en même temps les soutiens matériels de la valeur d'échange.

La valeur d'échange apparaît d'abord comme le rapport *quantitatif*, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèce différente s'échangent l'une contre l'autre^[6], rapport qui change constamment avec le temps et le lieu. La valeur d'échange semble donc quelque chose d'arbitraire et de purement relatif ; une valeur d'échange intrinsèque, immanente à la marchandise, paraît être, comme dit l'école, une *contradictio in adjecto*^[7]. Considérons la chose de plus près.

Une marchandise particulière, un quarteron de froment, par exemple, s'échange dans les proportions les plus diverses avec d'autres articles. Cependant, sa valeur d'échange reste immuable, de quelque manière qu'on l'exprime, en x cirage, y soie, z or, et ainsi de suite. Elle doit donc avoir un contenu distinct de ces expressions diverses.

Prenons encore deux marchandises, soit du froment et du fer. Quel que soit leur rapport d'échange, il peut toujours être représenté par une équation dans laquelle une quantité donnée de froment est réputée égale à une quantité quelconque de fer, par exemple : 1 quarteron de froment = a kilogramme de fer. Que signifie cette équation ? C'est que dans deux objets différents, dans 1 quarteron de froment et dans a kilogramme de fer,

il existe quelque chose de commun. Les deux objets sont donc égaux à un *troisième* qui par lui-même n'est ni l'un ni l'autre. Chacun des deux doit, en tant que valeur d'échange, être réductible au troisième, indépendamment de l'autre.

Un exemple emprunté à la géométrie élémentaire va nous mettre cela sous les yeux. Pour mesurer et comparer les surfaces de toutes les figures rectilignes, on les décompose en triangles. On ramène le triangle lui-même à une expression tout à fait différente de son aspect visible, — au demi-produit de sa base par sa hauteur. — De même les valeurs d'échange des marchandises doivent être ramenées à quelque chose qui leur est commun et dont elles représentent un plus ou un moins.

Ce quelque chose de commun ne peut être une propriété naturelle quelconque, géométrique, physique, chimique, etc., des marchandises. Leurs qualités naturelles n'entrent en considération qu'autant qu'elles leur donnent une utilité qui en fait des valeurs d'usage. Mais d'un autre côté il est évident que l'on fait abstraction de la valeur d'usage des marchandises quand on les échange et que tout rapport d'échange est même caractérisé par cette abstraction. Dans l'échange, une valeur d'utilité vaut précisément autant que toute autre, pourvu qu'elle se trouve en proportion convenable. Ou bien, comme dit le vieux Barbon : « Une espèce de marchandise est aussi bonne qu'une autre, quand sa valeur d'échange est égale ; il n'y a aucune différence, aucune distinction dans les choses chez lesquelles cette valeur est la même^[8]. » Comme valeurs d'usage, les marchandises sont avant tout de qualité différente ; comme valeurs d'échange, elles ne peuvent être que de différente quantité.

La valeur d'usage des marchandises une fois mise de côté, il ne leur reste plus qu'une qualité, celle d'être des produits du travail. Mais déjà le produit du travail lui-même est métamorphosé à notre insu. Si nous faisons abstraction de sa valeur d'usage, tous les éléments matériels et formels qui lui donnaient cette valeur disparaissent à la fois. Ce n'est plus, par exemple, une table, ou une maison, ou du fil, ou un objet utile quelconque ; ce n'est pas non plus le produit du travail du tourneur, du maçon, de n'importe quel travail productif déterminé. Avec les caractères utiles particuliers des produits du travail disparaissent en même temps, et le caractère utile des travaux qui y sont contenus, et les formes concrètes diverses qui distinguent une espèce de travail d'une autre espèce. Il ne reste donc plus que le caractère commun de ces travaux ; ils sont tous ramenés au même travail humain, à une dépense de force humaine de travail sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée.

Considérons maintenant le résidu des produits du travail. Chacun d'eux ressemble complètement à l'autre. Ils ont tous une même réalité fantômatique. Métamorphosés en *sublimés* identiques, échantillons du même travail indistinct, tous ces objets ne manifestent plus qu'une chose, c'est que dans leur production une force de travail humaine a été dépensée, que du travail humain y est accumulé. En tant que cristaux de cette substance sociale commune, ils sont réputés valeurs.

Le quelque chose de commun qui se montre dans le rapport d'échange ou dans la valeur d'échange des marchandises est par conséquent leur valeur ; et une valeur d'usage, ou un article quelconque, n'a une valeur qu'autant que du travail humain est matérialisé en lui.

Comment mesurer maintenant la grandeur de sa valeur ? Par le *quantum* de la substance « créatrice de valeur » contenue en lui, du travail. La quantité de travail elle-même a pour mesure sa durée dans le temps, et le temps de travail possède de nouveau sa mesure, dans des parties du temps telles que l'heure, le jour, etc.

On pourrait s'imaginer que si la valeur d'une marchandise est déterminée par le *quantum* de travail dépensé pendant sa production plus un homme est paresseux ou inhabile, plus sa marchandise a de valeur, parce qu'il emploie plus de temps à sa fabrication. Mais le travail qui forme la substance de la valeur des marchandises est du travail égal et indistinct une dépense de la même force. La force de travail de la société tout entière, laquelle se manifeste dans l'ensemble des valeurs, ne compte par conséquent que comme force unique, bien qu'elle se compose de forces individuelles innombrables. Chaque force de travail individuelle est égale à toute autre, en tant qu'elle possède le caractère d'une force sociale moyenne et fonctionne comme telle, c'est-à-dire n'emploie dans la production d'une marchandise que le temps de travail nécessaire en moyenne ou le temps de travail nécessaire socialement.

Le temps socialement nécessaire à la production des marchandises est celui qu'exige tout travail, exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales. Après l'introduction en Angleterre du tissage à la vapeur, il fallut peut-être moitié moins de travail qu'auparavant pour transformer en tissu une certaine quantité de fil. Le tisserand anglais, lui, eut toujours besoin du même temps pour opérer cette transformation ; mais dès lors le produit de son heure de travail individuelle ne représenta plus que la moitié d'une heure sociale de travail et ne donna plus que la moitié de la valeur première.

C'est donc seulement le *quantum* de travail, ou le temps de travail

nécessaire, dans une société donnée, à la production d'un article qui en détermine la quantité de valeur^[9]. Chaque marchandise particulière compte en général comme un exemplaire moyen de son espèce^[10]. Les marchandises dans lesquelles sont contenues d'égales quantités de travail, ou qui peuvent être produites dans le même temps, ont, par conséquent, une valeur égale. La valeur d'une marchandise est à la valeur de toute autre marchandise, dans le même rapport que le temps de travail nécessaire à la production de l'une est au temps de travail nécessaire à la production de l'autre.

La quantité de valeur d'une marchandise resterait évidemment constante si le temps nécessaire à sa production restait aussi constant. Mais ce dernier varie avec chaque modification de la force productive du travail, qui, de son côté, dépend de circonstances diverses, entre autres de l'habileté moyenne des travailleurs ; du développement de la science et du degré de son application technologique des combinaisons sociales de la production ; de l'étendue et de l'efficacité des moyens de produire et des conditions purement naturelles. La même quantité de travail est représentée, par exemple, par 8 boisseaux de froment si la saison est favorable, par 4 boisseaux seulement dans le cas contraire. La même quantité de travail fournit une plus forte masse de métal dans les mines riches que dans les mines pauvres, etc. Les diamants ne se présentent que rarement dans la couche supérieure de l'écorce terrestre ; aussi faut-il pour les trouver un temps considérable en moyenne, de sorte qu'ils représentent beaucoup de travail sous un petit volume. Il est douteux que l'or ait jamais payé complètement sa valeur. Cela est encore plus vrai du diamant. D'après *Eschwege*, le produit entier de l'exploitation des mines de diamants du Brésil, pendant 80 ans, n'avait pas encore atteint en 1823 le prix du produit moyen d'une année et demie dans les plantations de sucre ou de café du même pays, bien qu'il représentât beaucoup plus de travail et, par conséquent plus de valeur. Avec des mines plus riches, la même quantité de travail se réaliserait dans une plus grande quantité de diamants dont la valeur baisserait. Si l'on réussissait à transformer avec peu de travail le charbon en diamant, la valeur de ce dernier tomberait peut-être au-dessous de celle des briques. En général, plus est grande la force productive du travail, plus est court le temps nécessaire à la production d'un article, et plus est petite la masse de travail cristallisée en lui, plus est petite sa valeur. Inversement, plus est petite la force productive du travail, plus est grand le temps nécessaire à la production d'un article, et plus est grande sa valeur. La quantité de valeur d'une marchandise varie donc en raison directe du *quantum* et en raison inverse de la force productive du travail

qui se réalise en elle.

Nous connaissons maintenant la substance de la valeur : c'est le travail. Nous connaissons la mesure de sa quantité : c'est la durée du travail.

Une chose peut être une valeur d'usage sans être une valeur. Il suffit pour cela qu'elle soit utile à l'homme sans qu'elle provienne de son travail. Tels sont l'air, des prairies naturelles, un sol vierge, etc. Une chose peut être utile et produit du travail humain, sans être marchandise. Quiconque, par son produit, satisfait ses propres besoins ne crée qu'une valeur d'usage personnelle. Pour produire des marchandises, il doit non seulement produire des valeurs d'usage, mais des valeurs d'usage pour d'autres, des valeurs d'usage sociales. Enfin, aucun objet ne peut être une valeur s'il n'est une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement et conséquemment ne crée pas valeur.

II

Double caractère du travail présenté par la marchandise.

Au premier abord, la marchandise nous est apparue comme quelque chose à double face, valeur d'usage et valeur d'échange. Ensuite nous avons vu que tous les caractères qui distinguent le travail productif de valeurs d'usage disparaissent dès qu'il s'exprime dans la valeur proprement dite. J'ai, le premier, mis en relief ce double caractère du travail représenté dans la marchandise^[11]. Comme l'économie politique pivote autour de ce point, il nous faut ici entrer dans de plus amples détails.

Prenons deux marchandises, un habit, par exemple, et 10 mètres de toile ; admettons que la première ait deux fois la valeur de la seconde, de sorte que si 10 mètres de toile = x , l'habit = $2x$.

L'habit est une valeur d'usage qui satisfait un besoin particulier. Il provient d'un genre particulier d'activité productive, déterminée par son but, par son mode d'opération, son objet, ses moyens et son résultat. Le travail qui se manifeste dans l'utilité ou la valeur d'usage de son produit, nous le nommons tout simplement travail utile. À ce point de vue, il est toujours considéré par rapport à son rendement.

De même que l'habit et la toile sont deux choses utiles différentes, de même le travail du tailleur, qui fait l'habit, se distingue de celui du tisserand, qui fait de la toile. Si ces objets n'étaient pas des valeurs d'usage de qualité diverse et, par conséquent, des produits de travaux utiles de diverse qualité, ils ne pourraient se faire vis-à-vis comme marchandises.

L'habit ne s'échange pas contre l'habit, une valeur d'usage contre la même valeur d'usage.

À l'ensemble des valeurs d'usage de toutes sortes correspond un ensemble de travaux utiles également variés, distincts de genre, d'espèce, de famille — une division sociale du travail. — Sans elle pas de production de marchandises, bien que la production des marchandises ne soit point réciproquement indispensable à la division sociale du travail. Dans la vieille communauté indienne, le travail est socialement divisé sans que les produits deviennent pour cela marchandises. Ou, pour prendre un exemple plus familier, dans chaque fabrique le travail est soumis à une division systématique ; mais cette division ne provient pas de ce que les travailleurs échangent réciproquement leurs produits individuels. Il n'y a que les produits de travaux privés et indépendants les uns des autres qui se présentent comme marchandises réciproquement échangeables.

C'est donc entendu : la valeur d'usage de chaque marchandise recèle un travail utile spécial ou une activité productive qui répond à un but particulier. Des valeurs d'usage ne peuvent se faire face comme marchandises que si elles contiennent des travaux utiles de qualité différente. Dans une société dont les produits prennent en général la forme marchandise, c'est-à-dire dans une société où tout producteur doit être marchand, la différence entre les genres divers des travaux utiles qui s'exécutent indépendamment les uns des autres pour le compte privé de producteurs libres se développe en un système fortement ramifié, en une division sociale du travail.

Il est d'ailleurs fort indifférent à l'habit qu'il soit porté par le tailleur ou par ses pratiques. Dans les deux cas, il sert de valeur d'usage. De même le rapport entre l'habit et le travail qui le produit n'est pas le moins du monde changé parce que sa fabrication constitue une profession particulière, et qu'il devient un anneau de la division sociale du travail. Dès que le besoin de se vêtir l'y a forcé, pendant des milliers d'années, l'homme s'est taillé des vêtements sans qu'un seul homme devînt pour cela un tailleur. Mais toile ou habit, n'importe quel élément de la richesse matérielle non fourni par la nature, a toujours dû son existence à un travail productif spécial ayant pour but d'approprier des matières naturelles à des besoins humains. En tant qu'il produit des valeurs d'usage, qu'il est utile, le travail, indépendamment de toute forme de société, est la condition indispensable de l'existence de l'homme, une nécessité éternelle, le médiateur de la circulation matérielle entre la nature et l'homme.

Les valeurs d'usage, toile, habit, etc., c'est-à-dire les corps des marchandises, sont des combinaisons de deux éléments, matière et travail.

Si l'on en soustrait la somme totale des divers travaux utiles qu'ils recèlent, il reste toujours un résidu matériel, un quelque chose fourni par la nature et qui ne doit rien à l'homme.

L'homme ne peut point procéder autrement que la nature elle-même, c'est-à-dire il ne fait que changer la forme des matières^[12]. Bien plus, dans cette œuvre de simple transformation, il est encore constamment soutenu par des forces naturelles. Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre, la mère, comme dit *William Petty*.

Laissons maintenant la marchandise en tant qu'objet d'utilité et revenons à sa valeur.

D'après notre supposition, l'habit vaut deux fois la toile. Ce n'est là cependant qu'une différence *quantitative* qui ne nous intéresse pas encore. Aussi observons-nous que si un habit est égal à deux fois 10 mètres de toile, 20 mètres de toile sont égaux à un habit. En tant que valeurs, l'habit et la toile sont des choses de même substance, des expressions objectives d'un travail identique. Mais la confection des habits et le tissage sont des travaux différents. Il y a cependant des états sociaux dans lesquels le même homme est tour à tour tailleur et tisserand, où par conséquent ces deux espèces de travaux sont de simples modifications du travail d'un même individu, au lieu d'être des fonctions fixes d'individus différents, de même que l'habit que notre tailleur fait aujourd'hui et le pantalon qu'il fera demain ne sont que des variations de son travail individuel. On voit encore au premier coup d'œil que dans notre société capitaliste, suivant la direction variable de la demande du travail, une portion donnée de travail humain doit s'offrir tantôt sous la forme de confection de vêtements, tantôt sous celle de tissage. Quel que soit le frottement causé par ces mutations de forme du travail, elles s'exécutent quand même.

En fin de compte, toute activité productive, abstraction faite de son caractère utile, est une dépense de force humaine. La confection des vêtements et le tissage, malgré leur différence, sont tous deux une dépense productive du cerveau, des muscles, des nerfs, de la main de l'homme, et en ce sens du travail humain au même titre. La force, humaine de travail, dont le mouvement ne fait que changer de forme dans les diverses activités productives, doit assurément être plus ou moins développée pour pouvoir être dépensée sous telle ou telle forme. Mais la valeur des marchandises représente purement et simplement le travail de l'homme, une dépense de force humaine en général. Or, de même que dans la société civile un général ou un banquier joue un grand rôle, tandis que l'homme pur et simple fait triste figure^[13], de même en est-il du travail humain. C'est une

dépense de la force simple que tout homme ordinaire, sans développement spécial, possède dans l'organisme de son corps. Le travail simple moyen change, il est vrai, de caractère dans différents pays et suivant les époques ; mais il est toujours déterminé dans une société donnée. Le travail complexe (*skilled labour*, travail qualifié) n'est qu'une puissance du travail simple, ou plutôt n'est que le travail simple multiplié, de sorte qu'une quantité donnée de travail complexe correspond à une quantité plus grande de travail simple. L'expérience montre que cette réduction se fait constamment. Lors même qu'une marchandise est le produit du travail le plus complexe, sa valeur la ramène, dans une proportion quelconque, au produit d'un travail simple, dont elle ne représente par conséquent qu'une quantité déterminée^[14]. Les proportions diverses, suivant lesquelles différentes espèces de travail sont réduites au travail simple comme à leur unité de mesure, s'établissent dans la société à l'insu des producteurs et leur paraissent des conventions traditionnelles. Il s'ensuit que, dans l'analyse de la valeur, on doit traiter chaque variété de force de travail comme une force de travail simple.

De même donc que dans les valeurs toile et habit la différence de leurs valeurs d'usage est éliminée, de même, disparaît dans le travail que ces valeurs représentent la différence de ses formes utiles taille de vêtements et tissage. De même que les valeurs d'usage toile et habit sont des combinaisons d'activités productives spéciales avec le fil et le drap, tandis que les valeurs de ces choses sont de pures cristallisations d'un travail identique, de même, les travaux fixés dans ces valeurs n'ont plus de rapport productif avec le fil et le drap, mais expriment simplement une dépense de la même force humaine. Le tissage et la taille forment la toile et l'habit, précisément parce qu'ils ont des qualités différentes ; mais ils n'en forment les valeurs que par leur qualité commune de travail humain.

L'habit et la toile ne sont pas seulement des valeurs en général mais des valeurs d'une grandeur déterminée ; et, d'après notre supposition, l'habit vaut deux fois autant que 10 mètres de toile. D'où vient cette différence ? De ce que la toile contient moitié moins de travail que l'habit, de sorte que pour la production de ce dernier la force de travail doit être dépensée pendant le double du temps qu'exige la production de la première.

Si donc, quant à la valeur d'usage, le travail contenu dans la marchandise ne vaut que qualitativement, par rapport à la grandeur de la valeur, il ne compte que quantitativement. Là, il s'agit de savoir comment le travail se fait et ce qu'il produit ; ici, combien de temps il dure. Comme la grandeur de valeur d'une marchandise ne représente que le *quantum* de travail contenu en elle, il s'ensuit que toutes les marchandises, dans une

certaine proportion, doivent être des valeurs égales.

La force productive de tous les travaux utiles qu'exige la confection d'un habit reste-t-elle constante, la quantité de la valeur des habits augmente avec leur nombre. Si un habit représente x journées de travail, deux habits représentent $2x$, et ainsi de suite. Mais, admettons que la durée du travail nécessaire à la production d'un habit augmente ou diminue de moitié ; dans le premier cas un habit a autant de valeur qu'en avaient deux auparavant, dans le second deux habits n'ont pas plus de valeur que n'en avait précédemment un seul, bien que, dans les deux cas, l'habit rende après comme avant les mêmes services et que le travail utile dont il provient soit toujours de même qualité. Mais le *quantum* de travail dépensé dans sa production n'est pas resté le même.

Une quantité plus considérable de valeurs d'usage forme évidemment une plus grande *richesse matérielle* ; avec deux habits on peut habiller deux hommes, avec un habit on n'en peut habiller qu'un seul, et ainsi de suite. Cependant, à une masse croissante de la richesse matérielle peut correspondre un décroissement simultané de sa valeur. Ce mouvement contradictoire provient du double caractère du travail. L'efficacité, dans un temps donné, d'un travail utile dépend de sa force productive. Le travail utile devient donc une source plus ou moins abondante de produits en raison directe de l'accroissement ou de la diminution de sa force productive. Par contre une variation de cette dernière force n'atteint jamais directement le travail représenté dans la valeur. Comme la force productive appartient au travail concret et utile, elle ne saurait plus toucher le travail dès qu'on fait abstraction de sa forme utile. Quelles que soient les variations de sa force productive, le même travail, fonctionnant durant le même temps, se fixe toujours dans la même valeur. Mais il fournit dans un temps déterminé plus de valeurs d'usage, si sa force productive augmente, moins, si elle diminue. Tout changement dans la force productive, qui augmente la fécondité du travail et par conséquent la masse des valeurs d'usage livrées par lui, diminue la valeur de cette masse ainsi augmentée, s'il raccourcit le temps total de travail nécessaire à sa production, et il en est de même inversement.

Il résulte de ce qui précède que s'il n'y a pas, à proprement parler, deux sortes de travail dans la marchandise, cependant le même travail y est opposé à lui-même, suivant qu'on le rapporte à la valeur d'usage de la marchandise comme à son produit, ou à la valeur de cette marchandise comme à sa pure expression objective. Tout travail est d'un côté dépense, dans le sens physiologique, de force humaine, et, à ce titre de travail humain égal, il forme la valeur des marchandises. De l'autre côté, tout

travail est dépense de la force humaine sous telle ou telle forme productive, déterminée par un but particulier, et à ce titre de travail concret et utile, il produit des valeurs d'usage ou utilités. De même que la marchandise doit avant tout être une utilité pour être une valeur, de même, le travail doit être avant tout utile, pour être censé dépense de force humaine, travail humain, dans le sens abstrait du mot^[15].

La substance de la valeur et la grandeur de valeur sont maintenant déterminées. Reste à analyser la forme de la valeur.

III

Forme de la valeur.

Les marchandises viennent au monde sous la forme de valeurs d'usage ou de matières marchandes, telles que fer, toile, laine, etc. C'est là tout bonnement leur forme naturelle. Cependant, elles ne sont marchandises que parce qu'elles sont deux choses à la fois, objets d'utilité et porte-valeur. Elles ne peuvent donc entrer dans la circulation qu'autant qu'elles se présentent sous une double forme : leur forme de nature et leur forme de valeur^[16].

La réalité que possède la valeur de la marchandise diffère en ceci de l'amie de Falstaff, la veuve l'Éveillé, qu'on ne sait où la prendre. Par un contraste des plus criants avec la grossièreté du corps de la marchandise, il n'est pas un atome de matière qui pénètre dans sa valeur. On peut donc tourner et retourner à volonté une marchandise prise à part ; en tant qu'objet de valeur, elle reste insaisissable. Si l'on se souvient cependant que les valeurs des marchandises n'ont qu'une réalité purement sociale, qu'elles ne l'acquièrent qu'en tant qu'elles sont des expressions de la même unité sociale, du travail humain, il devient évident que cette réalité sociale ne peut se manifester aussi que dans les transactions sociales, dans les rapports des marchandises les unes avec les autres. En fait, nous sommes partis de la valeur d'échange ou du rapport d'échange des marchandises pour trouver les traces de leur valeur qui y est cachée. Il nous faut revenir maintenant à cette forme sous laquelle la valeur nous est d'abord apparue.

Chacun sait, lors même qu'il ne sait rien autre chose, que les marchandises possèdent une forme valeur particulière qui contraste de la manière la plus éclatante avec leurs formes naturelles diverses : la forme monnaie. Il s'agit maintenant de faire ce que l'économie bourgeoise n'a jamais essayé ; il s'agit de fournir la genèse de la forme monnaie, c'est-à-

dire de développer l'expression de la valeur contenue dans le rapport de valeur des marchandises depuis son ébauche la plus simple et la moins apparente jusqu'à cette forme monnaie qui saute aux yeux de tout le monde. En même temps, sera résolue et disparaîtra l'énigme de la monnaie.

En général, les marchandises n'ont pas d'autre rapport entre elles qu'un rapport de valeur, et le rapport de valeur le plus simple est évidemment celui d'une marchandise avec une autre marchandise d'espèce différente, n'importe laquelle. Le rapport de valeur ou d'échange de deux marchandises fournit donc pour une marchandise l'expression de valeur la plus simple.

A. Forme simple ou accidentelle de la valeur.

x marchandise A = y marchandise B, ou x marchandise A vaut y marchandise B.

(20 mètres de toile = 1 habit, ou 20 mètres de toile ont la valeur d'un habit.)

Le mystère de toute forme de valeur gît dans cette forme simple. Aussi c'est dans son analyse, que se trouve la difficulté.

a) Les deux pôles de l'expression de la valeur : sa forme relative et sa forme équivalent.

Deux marchandises différentes A et B, et, dans l'exemple que nous avons choisi, la toile et l'habit, jouent ici évidemment deux rôles distincts. La toile exprime sa valeur dans l'habit et celui-ci sert de matière à cette expression. La première marchandise joue un rôle actif, la seconde un rôle passif. La valeur de la première est exposée comme valeur relative, la seconde marchandise fonctionne comme *équivalent*.

La forme relative et la forme équivalent sont deux aspects corrélatifs, inséparables, mais, en même temps, des *extrêmes opposés, exclusifs l'un de l'autre*, c'est-à-dire des pôles de la même expression de la valeur. Ils se distribuent toujours entre les diverses marchandises que cette expression met en rapport. Cette équation : *20 mètres de toile = 20 mètres de toile*, exprime seulement que 20 mètres de toile ne sont pas autre chose que 20 mètres de toile, c'est-à-dire ne sont qu'une certaine somme d'une valeur d'usage. La valeur de la toile ne peut donc être exprimée que dans une autre marchandise, c'est-à-dire relativement. Cela suppose que cette autre marchandise se trouve en face d'elle sous forme d'équivalent. D'un autre côté, la marchandise qui figure comme *équivalent* ne peut se trouver à la fois sous forme de valeur relative. Elle n'exprime pas sa valeur, mais fournit seulement la matière pour l'expression de la valeur de la première marchandise.

L'expression : 20 *mètres de toile* = un habit, ou : 20 *mètres de toile valent un habit*, renferme, il est vrai, la réciproque : 1 *habit* = 20 *mètres de toile*, ou : 1 *habit vaut 20 mètres de toile*. Mais il me faut alors renverser l'équation pour exprimer relativement la valeur de l'habit, et dès que je le fais, la toile devient équivalent à sa place. Une même marchandise ne peut donc revêtir simultanément ces deux formes dans la même expression de la valeur. Ces deux formes s'excluent polairement.

b) *La forme relative de la valeur.*

c) *Contenu de cette forme.*

Pour trouver comment l'expression simple de la valeur d'une marchandise est contenue dans le rapport de valeur de deux marchandises, il faut d'abord l'examiner, abstraction faite de son côté *quantitatif*. C'est le contraire qu'on fait en général en envisageant dans le rapport de valeur exclusivement la proportion dans laquelle des quantités déterminées de deux sortes de marchandises sont dites égales entre elles. On oublie que des choses différentes ne peuvent être comparées *quantitativement* qu'après avoir été ramenées à la même unité. Alors seulement elles ont le même dénominateur et deviennent commensurables.

Que 20 mètres de toile = 1 habit, ou = 20, ou x habits, c'est-à-dire qu'une quantité donnée de toile vaille plus ou moins d'habits, une proportion de ce genre implique toujours que l'habit et la toile, comme grandeurs de valeur, sont des expressions de la même unité. Toile = habit, voilà le fondement de l'équation.

Mais les deux marchandises dont la qualité égale, l'essence identique, est ainsi affirmée, n'y jouent pas le même rôle. Ce n'est que la valeur de la toile qui s'y trouve exprimée : Et comment ? En la comparant à une marchandise d'une espèce différente, l'habit comme son équivalent, c'est-à-dire une chose qui peut la remplacer ou est échangeable avec elle. Il est d'abord évident que l'habit entre dans ce rapport exclusivement comme forme d'existence de la valeur, car ce n'est qu'en exprimant de la valeur qu'il peut figurer comme valeur vis-à-vis d'une autre marchandise. De l'autre côté, le propre valoir de la toile se montre ici ou acquiert une expression distincte. En effet, la valeur habit pourrait-elle être mise en équation avec la toile ou lui servir d'équivalent, si celle-ci n'était pas elle-même valeur ?

Empruntons une analogie à la chimie. L'acide butyrique et le formiate de propyle sont deux corps qui diffèrent d'apparence aussi bien que de qualités physiques et chimiques. Néanmoins, ils contiennent les mêmes éléments : carbone, hydrogène et oxygène. En outre, ils les contiennent dans la même proportion de $C_4 H_8 O_2$. Maintenant, si l'on mettait le

formiate de propyle en équation avec l'acide butyrique ou si l'on en faisait l'équivalent, le formiate de propyle ne figurerait dans ce rapport que comme forme d'existence de $C_4H_8O_2$, c'est-à-dire de la substance qui lui est commune avec l'acide. Une équation où le formiate de propyle jouerait le rôle d'équivalent de l'acide butyrique serait donc une manière un peu gauche d'exprimer la substance de l'acide comme quelque chose de tout à fait distinct de sa forme corporelle.

Si nous disons : en tant que valeurs toutes les marchandises ne sont que du travail humain cristallisé, nous les ramenons par notre analyse à l'abstraction valeur, mais, avant comme après, elles ne possèdent qu'une seule forme, leur forme naturelle d'objets utiles. Il en est tout autrement dès qu'une marchandise est mise en rapport de valeur avec une autre marchandise. Dès ce moment, son caractère de valeur ressort et s'affirme comme sa propriété inhérente qui détermine sa relation avec l'autre marchandise.

L'habit étant posé l'équivalent de la toile, le travail contenu dans l'habit est affirmé être identique avec le travail contenu dans la toile. Il est vrai que la taille se distingue du tissage. Mais son équation, avec le tissage la ramène par le fait à ce qu'elle a de réellement commun avec lui, à son caractère de travail humain. C'est une manière détournée d'exprimer que le tissage, en tant qu'il tisse de la valeur, ne se distingue en rien de la taille des vêtements, c'est-à-dire est du travail humain abstrait. Cette équation exprime donc le caractère spécifique du travail qui constitue la valeur de la toile.

Il ne suffit pas cependant d'exprimer le caractère spécifique du travail qui fait la valeur de la toile. La force de travail de l'homme à l'état fluide ou le travail humain forme bien de la valeur, mais n'est pas valeur. Il ne devient valeur qu'à l'état coagulé sous la forme d'un objet. Ainsi, les conditions qu'il faut remplir pour exprimer la valeur de la toile paraissent se contredire elles-mêmes. D'un côté, il faut la représenter comme une pure condensation du travail humain abstrait, car en tant que valeur la marchandise n'a pas d'autre réalité. En même temps cette condensation doit revêtir la forme d'un objet visiblement distinct de la toile elle-même et qui, tout en lui appartenant, lui soit commune avec une autre marchandise. Ce problème est déjà résolu.

En effet, nous avons vu que dès qu'il est posé comme équivalent, l'habit n'a plus besoin de passeport pour constater son caractère de valeur. Dans ce rôle sa propre forme d'existence devient une forme d'existence de la valeur ; cependant l'habit, le corps de la marchandise habit, n'est qu'une simple valeur d'usage ; un habit exprime aussi peu de valeur que le

premier morceau de toile venu. Cela prouve tout simplement que dans le rapport de valeur de la toile il signifie plus qu'en dehors de ce rapport ; de même que maint personnage important dans un costume galonné devient tout à fait insignifiant si les galons lui manquent.

Dans la production de l'habit, de la force humaine a été dépensée en fait sous une forme particulière. Du travail humain est donc accumulé en lui. À ce point de vue, l'habit est porte-valeur, bien qu'il ne laisse pas percer cette qualité à travers la transparence de ses fils, si râpé qu'il soit. Et, dans le rapport de valeur de la toile, il ne signifie pas autre chose. Malgré son extérieur si bien boutonné, la toile a reconnu en lui une âme sœur pleine de valeur. C'est le côté platonique de l'affaire. En réalité l'habit ne peut point représenter dans ses relations extérieures la valeur, sans que la valeur prenne en même temps l'aspect d'un habit. C'est ainsi que le particulier A ne saurait représenter pour l'individu B une majesté, sans que la majesté aux yeux de B revête immédiatement et la figure et le corps de A ; c'est pour cela probablement qu'elle change avec chaque nouveau père du peuple, de visage, de cheveux et de mainte autre chose.

Le rapport qui fait de l'habit l'équivalent de la toile, métamorphose donc la forme habit en forme valeur de la toile ou exprime la valeur de la toile dans la valeur d'usage de l'habit. En tant que valeur d'usage, la toile est un objet sensiblement différent de l'habit ; en tant que valeur, elle est chose égale à l'habit et en a l'aspect ; comme cela est clairement prouvé par l'équivalence de l'habit avec elle. Sa propriété de valoir apparaît dans son égalité avec l'habit, comme la nature moutonnaire du chrétien dans sa ressemblance avec l'agneau de Dieu.

Comme on le voit, tout ce que l'analyse de la valeur nous avait révélé auparavant, la toile elle-même le dit, dès qu'elle entre en société avec une autre marchandise, l'habit. Seulement elle ne trahit ses pensées que dans le langage qui lui est familier, le langage des marchandises. Pour exprimer que sa valeur vient du travail humain, dans sa propriété abstraite, elle dit que l'habit en tant qu'il vaut autant qu'elle, c'est-à-dire est valeur, se compose du même travail qu'elle-même. Pour exprimer que sa réalité sublime comme valeur est distincte de son corps raide et filamenteux, elle dit que la valeur a l'aspect d'un habit, et que par conséquent elle-même, comme chose valable, ressemble à l'habit, comme un œuf à un autre. Remarquons en passant que la langue des marchandises possède, outre l'hébreu, beaucoup d'autres dialectes et patois plus ou moins corrects. Le mot allemand « Werthsein, » par exemple, exprime moins nettement que le verbe roman *Valere*, *valer*, et le français valoir, que l'affirmation de l'équivalence de la marchandise B avec la marchandise A est l'expression

propre de la valeur de cette dernière. Paris vaut bien une messe.

En vertu du rapport de valeur, la forme naturelle de la marchandise B devient la forme de valeur de la marchandise A, ou bien le corps de B devient pour A le miroir de sa valeur^[17]. La valeur de la marchandise A ainsi exprimée dans la valeur d'usage de la marchandise B, acquiert la forme de valeur relative.

2) Détermination quantitative de la valeur relative.

Toute marchandise, dont la valeur doit être exprimée, est un certain *quantum* d'une chose utile, par exemple : 15 boisseaux de froment, 100 livres de café, etc., qui contient un *quantum* déterminé de travail. La forme de la valeur a donc à exprimer non-seulement de la valeur en général, mais une valeur d'une certaine grandeur. Dans le rapport de valeur de la marchandise A avec la marchandise B, non-seulement la marchandise B est déclarée égale à A au point de vue de la qualité, mais encore un certain *quantum* de B équivaut au *quantum* donné de A.

L'équation : 20 mètres de toile = 1 habit, ou 20 mètres de toile *valent* un habit, suppose que les deux marchandises coûtent autant de travail l'une que l'autre, ou se produisent dans le même temps ; mais ce temps varie pour chacune d'elles avec chaque variation de la force productive du travail qui la crée. Examinons maintenant l'influence de ces variations sur l'expression relative de la grandeur de valeur.

I. Que la valeur de la toile change pendant que la *valeur de l'habit* reste constante^[18]. — Le temps de travail nécessaire à sa production double-t-il, par suite, je suppose, d'un moindre rendement du sol qui fournit le lin, alors sa valeur double. Au lieu de 20 *mètres de toile* = 1 *habit*, nous aurions : 20 *mètres de toile* = 2 *habits*, parce que 1 *habit* contient maintenant moitié moins de travail. Le temps nécessaire à la production de la toile diminue-t-il au contraire de moitié par suite d'un perfectionnement apporté aux métiers à tisser, sa valeur diminue dans la même proportion. Dès lors 20 *mètres de toile* = 1/2 *habit*. La *valeur relative* de la marchandise A, c'est-à-dire sa valeur exprimée dans la marchandise B, hausse ou baisse par conséquent en raison directe de la valeur de la marchandise A si celle de la marchandise B reste constante.

II. Que la valeur de la toile reste constante pendant que la valeur de l'habit varie. — Le temps nécessaire à la production de l'habit double-t-il dans ces circonstances, par suite, je suppose, d'une tonte de laine peu favorable, au lieu de 20 *mètres de toile* = 1 *habit*, nous avons maintenant 20 *mètres de toile* = 1/2 *habit*. La valeur de l'habit tombe-t-elle au contraire de moitié, alors 20 mètres de toile = 2 habits. La valeur de la marchandise A demeurant constante, on voit que sa valeur relative

exprimée dans la marchandise B hausse ou baisse en raison inverse du changement de valeur de B.

Si l'on compare les cas divers compris dans I et II, il est manifeste que le même changement de grandeur de la valeur relative peut résulter de causes tout opposées. Ainsi l'équation : 20 *mètres de toile* = 1 *habit* devient : 20 *mètres de toile* = 2 *habits*, soit parce que la valeur de la toile double ou que la valeur des habits diminue de moitié, et 20 *mètres de toile* = 1/2 *habit*, soit parce que la valeur de la toile diminue de moitié ou que la valeur de l'habit devient double.

III. Les quantités de travail nécessaires à la production de la toile et de l'habit changent-elles simultanément, dans le même sens et dans la même proportion ? Dans ce cas, 20 *mètres de toile* = 1 *habit* comme auparavant, quels que soient leurs changements de valeur. On découvre ces changements par comparaison avec une troisième marchandise dont la valeur reste la même. Si les valeurs de toutes les marchandises augmentaient ou diminuait simultanément et dans la même proportion, leurs valeurs relatives n'éprouveraient aucune variation. Leur changement réel de valeur se reconnaîtrait à ce que dans un même temps de travail il serait maintenant livré en général une quantité de marchandises plus ou moins grande qu'auparavant.

IV. Les temps de travail nécessaires à la production de la toile et de l'habit, ainsi que leurs valeurs, peuvent simultanément changer dans le même sens, mais à un degré différent, ou dans un sens opposé, etc. L'influence de toute combinaison possible de ce genre sur la valeur relative d'une marchandise, se calcule facilement par l'emploi des cas I, II et III.

Les changements réels dans la grandeur de la valeur ne se reflètent point, comme on le voit, ni clairement ni complètement dans leur expression relative. La valeur relative d'une marchandise peut changer, bien que sa valeur reste constante ; elle peut rester constante, bien que sa valeur change, et, enfin, des changements dans la quantité de valeur et dans son expression relative peuvent être simultanés sans correspondre exactement^[19].

c) *La forme d'équivalent et ses particularités.*

On l'a déjà vu : En même temps qu'une marchandise A (la toile) exprime sa valeur dans la valeur d'usage d'une marchandise différente B (l'habit), elle imprime à cette dernière une forme particulière de valeur, celle d'équivalent. La toile manifeste son propre caractère de valeur par un rapport dans lequel une autre marchandise, l'habit, tel qu'il est dans sa forme naturelle, lui fait équation. Elle exprime donc qu'elle-même vaut

quelque chose, par ce fait qu'une autre marchandise, l'habit, est immédiatement échangeable avec elle.

En tant que valeurs toutes les marchandises sont des expressions égales d'une même unité, le travail humain, remplaçables les unes par les autres. Une marchandise est par conséquent échangeable avec une autre marchandise, dès qu'elle possède une forme, qui l'a fait apparaître comme valeur.

Une marchandise est immédiatement échangeable avec toute autre dont elle est l'équivalent, c'est-à-dire : la place qu'elle occupe dans le rapport de valeur, fait de sa forme naturelle la forme valeur de l'autre marchandise. Elle n'a pas besoin de revêtir une forme différente de sa forme naturelle pour se manifester comme valeur à l'autre marchandise, pour valoir comme telle et par conséquent pour être échangeable avec elle. La forme d'équivalent est donc pour une marchandise la forme sous laquelle elle est immédiatement échangeable avec une autre.

Quand une marchandise, comme des habits, par exemple, sert d'équivalent à une autre marchandise, telle que la toile, et acquiert ainsi la propriété caractéristique d'être immédiatement échangeable avec celle-ci, la proportion n'est pas le moins du monde donnée dans laquelle cet échange peut s'effectuer. Comme la quantité de valeur de la toile est donnée, cela dépendra de la quantité de valeur des habits. Que dans le rapport de valeur, l'habit figure comme équivalent et la toile comme valeur relative, ou que ce soit l'inverse, la proportion, dans laquelle se fait l'échange, reste la même. La quantité de valeur respective des deux marchandises, mesurée par la durée comparative du travail nécessaire à leur production, est par conséquent une détermination tout à fait indépendante de la forme de valeur.

La marchandise dont la valeur se trouve sous la forme relative est toujours exprimée comme quantité de valeur, tandis qu'au contraire il n'en est jamais ainsi de l'*équivalent* qui figure toujours dans l'équation comme simple quantité d'une chose utile. 40 mètres de toile, par exemple, *valent* — quoi ? 2 habits. La marchandise habit jouant ici le rôle d'équivalent, donnant ainsi un corps à la valeur de la toile, il suffit d'un certain *quantum* d'habits pour exprimer le *quantum* de valeur qui appartient à la toile. Donc 2 habits peuvent exprimer la quantité de valeur de 40 mètres de toile, mais non la leur propre. L'observation superficielle de ce fait, que dans l'équation de la valeur, l'équivalent ne figure jamais que comme simple *quantum* d'un objet d'utilité, a induit en erreur S. Bailey ainsi que beaucoup d'économistes avant et après lui. Ils n'ont vu dans l'expression de la valeur qu'un rapport de quantité. Or sous la forme d'équivalent une

marchandise figure comme simple quantité d'une matière quelconque précisément parce que la quantité de sa valeur n'est pas exprimée.

Les contradictions que renferme la forme d'équivalent exigent maintenant un examen plus approfondi de ses particularités.

Première particularité de la forme d'équivalent : La valeur d'usage devient la forme de manifestation de son contraire, la valeur.

La forme naturelle des marchandises devient leur forme de valeur. Mais, en fait, ce *quid pro quo* n'a lieu pour une marchandise B (habit, froment, fer, etc.) que dans les limites du rapport de valeur, dans lequel une autre marchandise A (toile, etc.) entre avec elle, et seulement dans ces limites. Considéré isolément, l'habit, par exemple, n'est qu'un objet d'utilité, une valeur d'usage, absolument comme la toile ; sa forme n'est que la forme naturelle d'un genre particulier de marchandise. Mais comme aucune marchandise ne peut se rapporter à elle-même comme équivalent, ni faire de sa forme naturelle la forme de sa propre valeur, elle doit nécessairement prendre pour équivalent une autre marchandise dont la valeur d'usage lui sert ainsi de forme valeur.

Une mesure appliquée aux marchandises en tant que matières, c'est-à-dire en tant que valeurs d'usage, va nous servir d'exemple pour mettre ce qui précède directement sous les yeux du lecteur. Un pain de sucre, puisqu'il est un corps, est pesant et par conséquent a du poids ; mais il est impossible de voir ou de sentir ce poids rien qu'à l'apparence. Nous prenons maintenant divers morceaux de fer de poids connu. La forme matérielle du fer, considérée en elle-même, est aussi peu une forme de manifestation de la pesanteur que celle du pain de sucre. Cependant pour exprimer que ce dernier est pesant, nous le plaçons en un rapport de poids avec le fer. Dans ce rapport le fer est considéré comme un corps qui ne représente rien que de la pesanteur. Des quantités de fer employées pour mesurer le poids du sucre, représentent donc vis-à-vis de la matière sucre une simple forme, la forme sous laquelle la pesanteur se manifeste. Le fer ne peut jouer ce rôle qu'autant que le sucre ou n'importe quel autre corps, dont le poids doit être trouvé, est mis en rapport avec lui à ce point de vue. Si les deux objets n'étaient pas pesants, aucun rapport de cette espèce ne serait possible entre eux, et l'un ne pourrait point servir d'expression à la pesanteur de l'autre. Jetons-les tous deux dans la balance et nous voyons en fait qu'ils sont la même chose comme pesanteur, et que par conséquent dans une certaine proportion ils sont aussi du même poids. De même que le corps fer, comme mesure de poids, vis-à-vis du pain de sucre ne représente que pesanteur, de même dans notre expression de valeur, le corps habit vis-à-vis de la toile ne représente que valeur.

Ici cependant cesse l'analogie. Dans l'expression de poids du pain de sucre, le fer représente une qualité naturelle commune aux deux corps, leur pesanteur, tandis que dans l'expression de valeur de la toile, le corps habit représente une qualité surnaturelle des deux objets, leur valeur, un caractère d'empreinte purement sociale.

Du moment que la forme relative exprime la valeur d'une marchandise, de la toile, par exemple, comme quelque chose de complètement différent de son corps lui-même et de ses propriétés, comme quelque chose qui ressemble à un habit, par exemple, elle fait entendre que sous cette expression un rapport social est caché.

C'est l'inverse qui a lieu avec la forme d'équivalent. Elle consiste précisément en ce que le corps d'une marchandise, un habit par exemple, en ce que cette chose telle quelle exprime de la valeur, et par conséquent possède naturellement forme de valeur. Il est vrai que ceci n'est juste qu'autant qu'une autre marchandise, comme la toile, se rapporte à elle comme équivalent^[20]. Mais, de même que les propriétés matérielles d'une chose ne font que se confirmer dans ses rapports extérieurs avec d'autres choses au lieu d'en découler, de même l'habit semble tirer de la nature et non du rapport de valeur de la toile sa forme d'équivalent, sa propriété d'être immédiatement échangeable, au même titre que sa propriété d'être pesant ou de tenir chaud. De là le côté énigmatique de l'équivalent, côté qui ne frappe les yeux de l'économiste bourgeois que lorsque cette forme se montre à lui tout achevée, dans la monnaie. Pour dissiper ce caractère mystique de l'argent et de l'or, il cherche ensuite à les remplacer sournoisement par des marchandises moins éblouissantes ; il fait et refait avec un plaisir toujours nouveau le catalogue de tous les articles qui, dans leur temps, ont joué le rôle d'équivalent. Il ne pressent pas que l'expression la plus simple de la valeur, telle que 20 mètres de toile valent un habit, contient déjà l'énigme et que c'est sous cette forme simple qu'il doit chercher à le résoudre.

Deuxième particularité de la forme d'équivalent : Le travail concret devient la forme de manifestation de son contraire, le travail humain abstrait.

Dans l'expression de la valeur d'une marchandise, le corps de l'équivalent figure toujours comme matérialisation du travail humain abstrait, et est toujours le produit d'un travail particulier, concret et utile. Ce travail concret ne sert donc ici qu'à exprimer du travail abstrait. Un habit, par exemple, est-il une simple réalisation, l'activité du tailleur qui se réalise en lui n'est aussi qu'une simple forme de réalisation du travail abstrait. Quand on exprime la valeur de la toile dans l'habit, l'utilité du

travail du tailleur ne consiste pas en ce qu'il fait des habits et, selon le proverbe allemand, des hommes, mais en ce qu'il produit un corps, transparent de valeur, échantillon d'un travail qui ne se distingue en rien du travail réalisé dans la valeur de la toile. Pour pouvoir s'incorporer dans un tel miroir de valeur, il faut que le travail du tailleur ne reflète lui-même rien que sa propriété de travail humain.

Les deux formes d'activité productive, tissage et confection de vêtements, exigent une dépense de force humaine. Toutes deux possèdent donc la propriété commune d'être du travail humain, et dans certains cas, comme, par exemple, lorsqu'il s'agit de la production de valeur, on ne doit les considérer qu'à ce point de vue. Il n'y a là rien de mystérieux ; mais dans l'expression de valeur de la marchandise, la chose est prise au rebours. Pour exprimer, par exemple, que le tissage, non comme tel, mais en sa qualité de travail humain en général, forme la valeur de la toile, on lui oppose un autre travail, celui qui produit l'habit, l'équivalent de la toile, comme la forme expresse dans laquelle le travail humain se manifeste. Le travail du tailleur est ainsi métamorphosé en simple expression de sa propre qualité abstraite.

Troisième particularité de la forme équivalent : Le travail concret qui produit l'équivalent, dans notre exemple, celui de tailleur, en servant simplement d'expression au travail humain indistinct, possède la forme de l'égalité avec un autre travail, celui que recèle la toile, et devient ainsi quoique travail privé, comme tout autre travail productif de marchandises, travail sous forme sociale immédiate. C'est pourquoi il se réalise par un produit qui est immédiatement échangeable avec une autre marchandise.

Les deux particularités de la forme équivalent, examinées en dernier lieu, deviennent encore plus faciles à saisir, si nous remontons au grand penseur qui a analysé le premier la forme valeur, ainsi que tant d'autres formes, soit de la pensée, soit de la société, soit de la nature : nous avons nommé Aristote.

D'abord Aristote exprime clairement que la forme argent de la marchandise n'est que l'aspect développé de la forme valeur simple, c'est-à-dire de l'expression de la valeur d'une marchandise dans une autre marchandise quelconque, car il dit :

« 5 lits = 1 maison (Κλίνει πέντε ἀντὶ οἰκίας) ne diffère pas » de :

« 5 lits = tant et tant d'argent. » (Κλίνει πέντε ἀντὶ... ὅσου αἱ πέντε κλίνει.)

Il voit de plus que le rapport de valeur qui contient cette expression de valeur suppose, de son côté, que la maison est déclarée égale au lit au point de vue de la qualité, et que ces objets, sensiblement différents, ne

pourraient se comparer entre eux comme des grandeurs commensurables sans cette égalité d'essence. « L'échange, dit-il, ne peut avoir lieu sans l'égalité, ni l'égalité sans la commensurabilité » (οὐτ'ἰσοτης μὴ οὐσης συμμετρίας). Mais ici il hésite et renonce à l'analyse de la forme valeur. « Il est, ajoute-t-il, impossible en vérité (τῇ μὲν οὖν ἀληθείᾳ ἀδύνατον) que des choses si dissemblables soient commensurables entre elles, » c'est-à-dire de qualité égale. L'affirmation de leur égalité ne peut être que contraire à la nature des choses ; « on y a seulement recours pour le besoin pratique. »

Ainsi Aristote nous dit lui-même où son analyse vient échouer, — contre l'insuffisance de son concept de valeur. Quel est le « je ne sais quoi » d'égal, c'est-à-dire la substance commune que représente la maison pour le lit dans l'expression de la valeur de ce dernier ? « Pareille chose, dit Aristote, ne peut en vérité exister. » Pourquoi ? La maison représente vis-à-vis du lit quelque chose d'égal, en tant qu'elle représente ce qu'il y a de réellement égal dans tous les deux. Quoi donc ? Le travail humain.

Ce qui empêchait Aristote de lire dans la forme valeur des marchandises, que tous les travaux sont exprimés ici comme travail humain indistinct et par conséquent égaux, c'est que la société grecque reposait sur le travail des esclaves, et avait pour base naturelle l'inégalité des hommes et de leurs forces de travail. Le secret de l'expression de la valeur, l'égalité et l'équivalence de tous les travaux, parce que et en tant qu'ils sont du travail humain, ne peut être déchiffré que lorsque l'idée de l'égalité humaine a déjà acquis la ténacité d'un préjugé populaire. Mais cela n'a lieu que dans une société où la forme marchandise est devenue la forme générale des produits du travail, où par conséquent le rapport des hommes entre eux comme producteurs et échangeistes de marchandises est le rapport social dominant. Ce qui montre le génie d'Aristote, c'est qu'il a découvert dans l'expression de la valeur des marchandises un rapport d'égalité. L'état particulier de la société dans laquelle il vivait l'a seul empêché de trouver quel était le contenu réel de ce rapport.

d) *Ensemble de la forme valeur simple.*

La forme simple de la valeur d'une marchandise est contenue dans son rapport de valeur ou d'échange avec un seul autre genre de marchandise quel qu'il soit. La valeur de la marchandise A est exprimée qualitativement par la propriété de la marchandise B d'être immédiatement échangeable avec A. Elle est exprimée quantitativement par l'échange toujours possible d'un quantum déterminé de B avec le quantum donné de A. En d'autres termes, la valeur d'une marchandise est exprimée par cela seul qu'elle se pose comme valeur d'échange. Si donc au début de ce chapitre, pour

suivre la manière de parler ordinaire, nous avons dit : la marchandise est valeur d'usage et valeur d'échange, pris à la lettre c'était faux. La marchandise est valeur d'usage ou objet d'utilité, et valeur. Elle se présente pour ce qu'elle est, chose double, dès que sa *valeur* possède une forme phénoménale propre, distincte de sa forme naturelle, celle de valeur d'échange ; et elle ne possède jamais cette forme, si on la considère isolément. Dès qu'on sait cela, la vieille locution n'a plus de malice et sert pour l'abréviation.

Il ressort de notre analyse que c'est de la nature de la valeur des marchandises que provient sa forme, et que ce n'est pas au contraire de la manière de les exprimer par un rapport d'échange que découlent la valeur et sa grandeur. C'est là pourtant l'erreur des mercantilistes et de leurs modernes zéloteurs, les Ferrier, les Ganilh, etc.^[21], aussi bien que de leurs antipodes, les commis voyageurs du libre échange, tels que Bastiat et consorts. Les mercantilistes appuient surtout sur le côté qualitatif de l'expression de la valeur, conséquemment sur la forme équivalente de la marchandise, réalisée à l'œil, dans la forme argent ; les modernes champions du libre échange, au contraire, qui veulent se débarrasser à tout prix de leur marchandise, font ressortir exclusivement le côté quantitatif de la forme relative de la valeur. Pour eux il n'existe donc ni valeur ni grandeur de valeur en dehors de leur expression par le rapport d'échange, ce qui veut dire pratiquement en dehors de la cote quotidienne du prix courant. L'Écossais Mac Leod, qui s'est donné pour fonction d'habiller et d'orner d'un si grand luxe d'érudition le fouillis des préjugés économiques de Lombardstreet, — la rue des grands banquiers de Londres, — forme la synthèse réussie des mercantilistes superstitieux et des esprits forts du libre échange.

Un examen attentif de l'expression de la valeur de A en B, a montré que dans ce rapport la forme naturelle de la marchandise A ne figure que comme forme de valeur d'usage, et la forme naturelle de la marchandise B que comme forme de valeur. L'opposition intime entre la valeur d'usage et la valeur d'une marchandise, se montre ainsi par le rapport de deux marchandises, rapport dans lequel A, dont la valeur doit être exprimée, ne se pose immédiatement que comme valeur d'usage, tandis que B au contraire, dans laquelle la valeur est exprimée, ne se pose immédiatement que comme valeur d'échange. La forme valeur simple d'une marchandise est donc la simple forme d'apparition des contrastes qu'elle recèle, c'est-à-dire de la valeur d'usage et de la valeur.

Le produit du travail est dans n'importe quel état social valeur d'usage ou objet d'utilité ; mais il n'y a qu'une époque déterminée dans le

développement historique de la société, qui transforme généralement le produit du travail en marchandise, c'est celle où le travail dépensé dans la production des objets utiles revêt le caractère d'une qualité inhérente à ces choses, de leur valeur.

Le produit du travail acquiert la forme marchandise, dès que sa valeur acquiert la forme de la valeur d'échange, opposée à sa forme naturelle ; dès que par conséquent il est représenté comme l'unité dans laquelle se fondent ces contrastes. Il suit de là que la forme simple que revêt la valeur de la marchandise est aussi la forme primitive dans laquelle le produit du travail se présente comme marchandise et que le développement de la forme marchandise marche du même pas que celui de la forme valeur.

À première vue on s'aperçoit de l'insuffisance de la forme valeur simple, ce germe qui, doit subir une série de métamorphoses avant d'arriver à la forme prix.

En effet la forme simple ne fait que distinguer entre la valeur et la valeur d'usage d'une marchandise et la mettre en rapport d'échange avec une seule espèce de n'importe quelle autre marchandise, au lieu de représenter son égalité qualitative et sa proportionnalité quantitative avec toutes les marchandises. Dès que la valeur d'une marchandise est exprimée dans cette forme simple, une autre marchandise revêt de son côté la forme d'équivalent simple. Ainsi, par exemple, dans l'expression de la valeur relative de la toile, l'habit ne possède la forme équivalent, forme qui indique qu'il est immédiatement échangeable, que par rapport à une seule marchandise, la toile.

Néanmoins, la forme valeur simple passe d'elle-même à une forme plus complète. Elle n'exprime, il est vrai, la valeur d'une marchandise A que dans un seul autre genre de marchandise. Mais le genre de cette seconde marchandise peut être absolument tout ce qu'on voudra, habit, fer, froment, et ainsi de suite. Les expressions de la valeur d'une marchandise deviennent donc aussi variées que ses rapports de valeur avec d'autres marchandises. L'expression isolée de sa valeur se métamorphose ainsi en une série d'expressions simples que l'on peut prolonger à volonté.

B. Forme valeur totale ou développée.

z marchandise A = u marchandise B, ou = v marchandise C, ou = x marchandise E, ou = etc.

20 mètres de toile = 1 habit, ou = 10 livres de thé, ou = 40 livres de café, ou = 2 onces d'or, ou = 1/2 tonne de fer, ou = etc.

a. La forme développée de la valeur relative.

La valeur d'une marchandise, de la toile, par exemple, est maintenant représentée dans d'autres éléments innombrables. Elle se reflète dans tout

autre corps de marchandise comme en un miroir^[22].

Tout autre travail, quelle qu'en soit la forme naturelle, taille, ensemencage, extraction de fer ou d'or, etc., est maintenant affirmé égal au travail fixé dans la valeur de la toile qui manifeste ainsi son caractère de travail humain. La forme totale de la valeur relative met une marchandise en rapport social avec toutes. En même temps la série interminable de ses expressions démontre que la valeur des marchandises revêt indifféremment toute forme particulière de valeur d'usage.

Dans la première forme : 20 *mètres de toile* = 1 habit, il peut sembler que ce soit par hasard que ces deux marchandises sont échangeables dans cette proportion déterminée.

Dans la seconde forme, au contraire, on aperçoit immédiatement ce que cache cette apparence. La valeur de la toile reste la même, qu'on l'exprime en vêtements, en café, en fer, au moyen de marchandises sans nombre appartenant à des échangistes les plus divers. Il devient évident que ce n'est pas l'échange qui règle la quantité de valeur d'une marchandise, mais au contraire la quantité de valeur de la marchandise qui règle ses rapports d'échange.

b) *La forme équivalent particulière.*

Chaque marchandise, habit, froment, thé, fer, etc., sert d'équivalent dans l'expression de la valeur de la toile. La forme naturelle de chacune de ces marchandises est maintenant une forme équivalente particulière à côté de beaucoup d'autres. De même les genres variés de travaux utiles, contenus dans les divers corps de marchandises, représentent autant de formes particulières de réalisation ou de manifestation du travail humain pur et simple.

c) *Défauts de la forme valeur totale ou développée.*

D'abord, l'expression relative de valeur est inachevée parce que la série de ses termes n'est jamais close. La chaîne dont chaque comparaison de valeur forme un des anneaux, peut s'allonger à volonté à mesure qu'une nouvelle espèce de marchandise fournit la matière d'une expression nouvelle. Si, de plus, comme cela doit se faire, on généralise cette forme en l'appliquant à tout genre de marchandise, on obtiendra, au bout du compte, autant de séries diverses et interminables d'expressions de valeur qu'il y aura de marchandises. — Les défauts de la forme développée de la valeur relative se reflètent dans la forme équivalent qui lui correspond. Comme la forme naturelle de chaque espèce de marchandises fournit ici une forme équivalent particulière à côté d'autres en nombre infini, il n'existe en général que des formes équivalent fragmentaires, dont chacune exclut l'autre. De même le genre de travail utile, concret, contenu dans

chaque équivalent, n'y présente qu'une forme particulière, c'est-à-dire une manifestation incomplète du travail humain. Ce travail possède bien, il est vrai, sa forme complète ou totale de manifestation dans l'ensemble de ses formes particulières. Mais l'unité de forme et d'expression fait défaut.

La forme totale ou développée de la valeur relative ne consiste cependant qu'en une somme d'expressions relatives simples ou d'équations de la première forme telles que :

20 mètres de toile = 1 habit,

20 mètres de toile = 10 livres de thé, etc.,

dont chacune contient réciproquement l'équation identique :

1 habit = 20 mètres de toile,

10 livres de thé = 20 mètres de toile, etc.

En fait : le possesseur de la toile l'échange-t-il contre beaucoup d'autres marchandises et exprime-t-il conséquemment sa valeur dans une série d'autant de termes, les possesseurs des autres marchandises doivent les échanger contre la toile et exprimer les valeurs de leurs marchandises diverses dans un seul et même terme, la toile. — Si donc nous retournons la série : 20 mètres de toile = 1 habit, ou = 10 livres de thé, ou = etc., c'est-à-dire si nous exprimons la réciproque qui y est déjà implicitement contenue, nous obtenons :

C. Forme valeur générale.

1 habit	=	
10 livres de thé	=	
40 livres de café	=	
2 onces d'or	=	} 20 mètres de toile
1/2 tonne de fer	=	
x marchandise A	=	
etc.	=	

a) Changement de caractère de la forme valeur.

Les marchandises expriment maintenant leurs valeurs : 1° d'une manière simple, parce qu'elles l'expriment dans une seule espèce de marchandise ; 2° avec ensemble, parce qu'elles l'expriment dans la même espèce de marchandises. Leur forme valeur est simple et commune, conséquemment générale.

Les formes I et II ne parvenaient à exprimer la valeur d'une marchandise que comme quelque chose de distinct de sa propre valeur d'usage ou de sa propre matière. La première forme fournit des équations telles que celle-ci : 1 habit = 20 mètres de toile, 10 livres de thé = 1/2 tonne de fer, etc. La valeur de l'habit est exprimée comme quelque chose

d'égal à la toile, la valeur du thé comme quelque chose d'égal au fer, etc. ; mais ces expressions de la valeur de l'habit et du thé sont aussi différentes l'une de l'autre que la toile et le fer. Cette forme ne se présente évidemment dans la pratique qu'aux époques primitives où les produits du travail n'étaient transformés en marchandises que par des échanges accidentels et isolés.

La seconde forme exprime plus complètement que la première la différence qui existe entre la valeur d'une marchandise, par exemple, d'un habit, et sa propre valeur d'usage. En effet, la valeur de l'habit y prend toutes les figures possibles vis-à-vis de sa forme naturelle ; elle ressemble à la toile, au thé, au fer, à tout, excepté à l'habit. D'un autre côté, cette forme rend impossible toute expression commune de la valeur des marchandises, car, dans l'expression de valeur d'une marchandise quelconque, toutes les autres figurent comme ses équivalents, et sont par conséquent incapables d'exprimer leur propre valeur. Cette forme valeur développée se présente dans la réalité dès qu'un produit du travail, le bétail, par exemple, est échangé contre d'autres marchandises différentes, non plus par exception, mais déjà par habitude.

Dans l'expression générale de la valeur relative, au contraire, chaque marchandise, telle qu'habit, café, fer, etc., possède une seule et même forme valeur, par exemple, la forme toile, différente de sa forme naturelle. En vertu de cette ressemblance avec la toile, la valeur de chaque marchandise est maintenant distincte non-seulement de sa propre valeur d'usage, mais encore de toutes les autres valeurs d'usage, et par cela même représentée comme le caractère commun et indistinct de toutes les marchandises. Cette forme est la première qui mette les marchandises en rapport entre elles comme valeurs, en les faisant apparaître l'une vis-à-vis de l'autre comme valeurs d'échange.

Les deux premières formes expriment la valeur d'une marchandise quelconque, soit en une autre marchandise différente, soit en une série de beaucoup d'autres marchandises. Chaque fois c'est, pour ainsi dire, l'affaire particulière de chaque marchandise prise à part de se donner une forme valeur, et elle y parvient sans que les autres marchandises s'en mêlent. Celles-ci jouent vis-à-vis d'elle le rôle purement passif d'équivalent. La forme générale de la valeur relative ne se produit au contraire que comme l'œuvre commune des marchandises dans leur ensemble. Une marchandise n'acquiert son expression de valeur générale que parce que, en même temps, toutes les autres marchandises expriment leurs valeurs dans le même équivalent, et chaque espèce de marchandise nouvelle qui se présente doit faire de même. De plus, il devient évident

que les marchandises qui, au point de vue de la valeur, sont des choses purement sociales, ne peuvent aussi exprimer cette existence sociale que par une série embrassant tous leurs rapports réciproques ; que leur forme valeur doit, par conséquent, être une forme socialement validée.

La forme naturelle de la marchandise qui devient l'équivalent commun, la toile, est maintenant la forme officielle des valeurs. C'est ainsi que les marchandises se montrent les unes aux autres non-seulement leur égalité qualitative, mais encore leurs différences quantitatives de valeur. Les quantités de valeur projetées comme sur un même miroir, la toile, se reflètent réciproquement.

Exemple : 10 livres de thé = 20 mètres de toile, et 40 livres de café = 20 mètres de toile. Donc 10 livres de thé = 40 livres de café, ou bien il n'y a dans 1 livre de café que $\frac{1}{4}$ du travail, contenu dans 1 livre de thé.

La forme générale de la valeur relative embrassant le monde des marchandises imprime à la marchandise équivalent qui en est exclue le caractère d'équivalent général. La toile est maintenant immédiatement échangeable avec toutes les autres marchandises. Sa forme naturelle est donc en même temps sa forme sociale. Le tissage, le travail privé qui produit la toile, acquiert par cela même le caractère de travail social, la forme d'égalité avec tous les autres travaux. Les innombrables équations dont se compose la forme générale de la valeur identifient le travail réalisé dans la toile avec le travail contenu dans chaque marchandise qui lui est tour à tour comparée, et fait du tissage la forme générale dans laquelle se manifeste le travail humain. De cette manière le travail réalisé dans la valeur des marchandises n'est pas seulement représenté négativement, c'est-à-dire comme une abstraction où s'évanouissent les formes concrètes et les propriétés utiles du travail réel ; sa nature positive s'affirme nettement. Elle est la réduction de tous les travaux réels à leur caractère commun de travail humain, de dépense de la même force humaine de travail.

La forme générale de la valeur montre, par sa structure même, qu'elle est l'expression sociale du monde des marchandises. Elle révèle par conséquent que dans ce monde le caractère humain ou général du travail forme son caractère social spécifique.

b) *Rapport de développement de la forme valeur relative et de la forme équivalent.*

La forme équivalent se développe simultanément et graduellement avec la forme relative ; mais, et c'est là ce qu'il faut bien remarquer, le développement de la première n'est que le résultat et l'expression du développement de la seconde. C'est de celle-ci que part l'initiative.

La forme valeur relative simple ou isolée d'une marchandise suppose une autre marchandise quelconque comme équivalent accidentel. La forme développée de la valeur relative, cette expression de la valeur d'une marchandise dans toutes les autres, leur imprime à toutes la forme d'équivalents particuliers d'espèce différente. Enfin, une marchandise spécifique acquiert la forme d'équivalent général, parce que toutes les autres marchandises en font la matière de leur forme générale de valeur relative.

À mesure cependant que la forme valeur en général se développe, se développe aussi l'opposition entre ses deux pôles, valeur relative et équivalent. De même la première forme valeur, *20 mètres de toile = 1 habit*, contient cette opposition, mais ne la fixe pas. Dans cette équation, l'un des termes, la toile, se trouve sous la forme valeur relative, et le terme opposé, l'habit, sous forme équivalent. Si maintenant on lit à rebours cette équation, la toile et l'habit changent tout simplement de rôle, mais la forme de l'équation reste la même. Aussi est-il difficile de fixer ici l'opposition entre les deux termes.

Sous la forme II, une espèce de marchandise peut développer complètement sa valeur relative, revêt la forme totale de la valeur relative, parce que, et en tant que toutes les autres marchandises se trouvent vis-à-vis d'elle sous la forme équivalent.

Ici l'on ne peut déjà plus renverser les deux termes de l'équation sans changer complètement son caractère, et la faire passer de la forme valeur totale à la forme valeur générale.

Enfin, la dernière forme, la forme III, donne à l'ensemble des marchandises une expression de valeur relative générale et uniforme, parce que et en tant qu'elle exclut de la forme équivalent toutes les marchandises, à l'exception d'une seule. Une marchandise, la toile, se trouve conséquemment sous forme d'échangeabilité immédiate avec toutes les autres marchandises, parce que et en tant que celles-ci ne s'y trouvent pas^[23].

Sous cette forme III, le monde des marchandises ne possède donc une forme valeur relative sociale et générale, que parce que toutes les marchandises qui en font partie sont exclues de la forme équivalent ou de la forme sous laquelle elles sont immédiatement échangeables. Par contre, la marchandise qui fonctionne comme équivalent général, la toile, par exemple, ne saurait prendre part à la forme générale de la valeur relative ; il faudrait pour cela qu'elle pût se servir à elle-même d'équivalent. Nous obtenons alors : *20 mètres de toile = 20 mètres de toile*, tautologie qui n'exprime ni valeur ni quantité de valeur. Pour exprimer la valeur relative

de l'équivalent général, il nous faut lire à rebours la forme III. Il ne possède aucune forme relative commune avec les autres marchandises, mais sa valeur s'exprime relativement dans la série interminable de toutes les autres marchandises. La forme développée de la valeur relative, ou forme II, nous apparaît ainsi maintenant comme la forme spécifique dans laquelle l'équivalent général exprime sa propre valeur.

c) *Transition de la forme valeur générale à la forme argent.*

La forme équivalent général est une forme de la valeur en général. Elle peut donc appartenir à n'importe quelle marchandise. D'un autre côté, une marchandise ne peut se trouver sous cette forme (forme III), que parce qu'elle est exclue elle-même par toutes les autres marchandises comme équivalent. Ce n'est qu'à partir du moment où ce caractère exclusif vient s'attacher à un genre spécial de marchandise, que la forme valeur relative prend consistance, se fixe dans un objet unique, et acquiert une authenticité sociale.

La marchandise spéciale avec la forme naturelle de laquelle la forme équivalent s'identifie peu à peu dans la société, devient marchandise monnaie ou fonctionne comme monnaie. Sa fonction sociale spécifique, et conséquemment son monopole social, est de jouer le rôle de l'équivalent universel dans le monde des marchandises. Parmi les marchandises qui, dans la forme II, figurent comme équivalents particuliers de la toile, et qui, sous la forme III, expriment ensemble dans la toile leur valeur relative, c'est l'or, qui a conquis historiquement ce privilège. Mettons donc dans la forme III la marchandise or à la place de la marchandise toile, et nous obtenons :

D. *Forme monnaie ou argent*^[24]

20 mètres de toile	=	
1 habit	=	
10 livres de thé	=	
40 livres de café	=	} 2 onces d'or.
1/2 tonne de fer	=	
x marchandise A	=	
etc.	=	

Des changements essentiels ont lieu dans la transition de la forme I à la forme II, et de la forme II à la forme III. La forme IV, au contraire, ne diffère en rien de la forme III, si ce n'est que maintenant c'est l'or qui possède à la place de la toile la forme équivalent général. Le progrès consiste tout simplement en ce que la forme d'échangeabilité immédiate et universelle, ou la forme d'équivalent général, s'est incorporée

définitivement dans la forme naturelle et spécifique de l'or.

L'or ne joue le rôle de monnaie vis-à-vis des autres marchandises que parce qu'il jouait déjà auparavant vis-à-vis d'elles le rôle de marchandise. De même qu'elles toutes il fonctionnait aussi comme équivalent, soit accidentellement dans des échanges isolés, soit comme équivalent particulier à côté d'autres équivalents. Peu à peu il fonctionna dans des limites plus ou moins larges comme équivalent général. Dès qu'il a conquis le monopole de cette position dans l'expression de la valeur du monde marchand, il devient marchandise monnaie, et c'est seulement à partir du moment où il est déjà devenu marchandise monnaie, que la forme IV se distingue de la forme III, ou que la forme générale de valeur se métamorphose en forme monnaie ou argent.

L'expression de valeur relative simple d'une marchandise, de la toile, par exemple, dans la marchandise qui fonctionne déjà comme monnaie, par exemple, l'or, est forme prix. La forme prix de la toile est donc :

20 mètres de toile = 2 onces d'or,

ou, si 2 liv. sterling sont le nom de monnaie de 2 onces d'or,

20 mètres de toile = 2 liv. sterling.

La difficulté dans le concept de la forme argent, c'est tout simplement de bien saisir la forme équivalent général, c'est-à-dire la forme valeur générale, la forme III. Celle-ci se résout dans la forme valeur développée, la forme II, et l'élément constituant de cette dernière est la forme I :

20 mètres de toile = 1 habit, ou x marchandise A = y marchandise B.

La forme simple de la marchandise est par conséquent le germe de la forme argent^[25].

IV

Le caractère fétiche de la marchandise et son secret.

Une marchandise paraît au premier coup d'œil quelque chose de trivial et qui se comprend de soi-même. Notre analyse a montré au contraire que c'est une chose très-complexe, pleine de subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques. En tant que valeur d'usage, il n'y a en elle rien de mystérieux, soit qu'elle satisfasse les besoins de l'homme par ses propriétés, soit que ses propriétés soient produites par le travail humain. Il est évident que l'activité de l'homme transforme les matières fournies par la nature de façon à les rendre utiles. La forme du bois, par exemple, est changée, si l'on en fait une table. Néanmoins la table reste bois, une chose ordinaire et qui tombe sous les sens. Mais dès qu'elle se présente comme

marchandise, c'est une tout autre affaire. À la fois saisissable et insaisissable, il ne lui suffit pas de poser ses pieds sur le sol ; elle se dresse, pour ainsi dire, sur sa tête de bois en face des autres marchandises et se livre à des caprices plus bizarres que si elle se mettait à danser.

Le caractère mystique de la marchandise ne provient donc pas de sa valeur d'usage. Il ne provient pas davantage des caractères qui déterminent la valeur. D'abord, en effet, si variés que puissent être les travaux utiles ou les activités productives, c'est une vérité physiologique qu'ils sont avant tout des fonctions de l'organisme humain, et que toute fonction pareille, quels que soient son contenu et sa forme, est essentiellement une dépense du cerveau, des nerfs, des muscles, des organes, des sens, etc., de l'homme. En second lieu, pour ce qui sert à déterminer la quantité de la valeur, c'est-à-dire la durée de cette dépense ou la quantité de travail, on ne saurait nier que cette quantité de travail se distingue visiblement de sa qualité. Dans tous les états sociaux le temps qu'il faut pour produire les moyens de consommation a dû intéresser l'homme, quoique inégalement, suivant les divers degrés de la civilisation^[26]. Enfin dès que les hommes travaillent d'une manière quelconque les uns pour les autres, leur travail acquiert aussi une forme sociale.

D'où provient donc le caractère énigmatique du produit du travail, dès qu'il revêt la forme d'une marchandise ? Évidemment de cette forme elle-même.

Le caractère d'égalité des travaux humains acquiert la forme de valeur des produits du travail ; la mesure des travaux individuels par leur durée acquiert la forme de la grandeur de valeur des produits du travail ; enfin les rapports des producteurs, dans lesquels s'affirment les caractères sociaux de leurs travaux, acquièrent la forme d'un rapport social des produits du travail. Voilà pourquoi ces produits se convertissent en marchandises, c'est-à-dire en choses qui tombent et ne tombent pas sous les sens, ou choses sociales. C'est ainsi que l'impression lumineuse d'un objet sur le nerf optique ne se présente pas comme une excitation subjective du nerf lui-même, mais comme la forme sensible de quelque chose qui existe en dehors de l'œil. Il faut ajouter que dans l'acte de la vision la lumière est réellement projetée d'un objet extérieur sur un autre objet, l'œil ; c'est un rapport physique entre des choses physiques. Mais la forme valeur et le rapport de valeur des produits du travail n'ont absolument rien à faire avec leur nature physique. C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles. Pour trouver une analogie à ce phénomène, il faut la chercher dans la région nuageuse du monde religieux. Là les produits du

cerveau humain ont l'aspect d'êtres indépendants, doués de corps particuliers, en communication avec les hommes et entre eux. Il en est de même des produits de la main de l'homme dans le monde marchand. C'est ce qu'on peut nommer le fétichisme attaché aux produits du travail, dès qu'ils se présentent comme des marchandises, fétichisme inséparable de ce mode de production.

En général, des objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres. L'ensemble de ces travaux privés forme le travail social, Comme les producteurs n'entrent socialement en contact que par l'échange de leurs produits, ce n'est que dans les limites de cet échange que s'affirment d'abord les caractères sociaux de leurs travaux privés. Ou bien les travaux privés ne se manifestent en réalité comme divisions du travail social que par les rapports que l'échange établit entre les produits du travail et indirectement entre les producteurs. Il en résulte que pour ces derniers les rapports de leurs travaux privés apparaissent ce qu'ils sont, c'est-à-dire non des rapports sociaux immédiats des personnes dans leurs travaux mêmes, mais bien plutôt des rapports sociaux entre les choses.

C'est seulement dans leur échange que les produits du travail acquièrent comme valeurs une existence sociale identique et uniforme, distincte de leur existence matérielle et multiforme comme objets d'utilité. Cette scission du produit du travail en objet utile et en objet de valeur s'élargit dans la pratique dès que l'échange a acquis assez d'étendue et d'importance pour que des objets utiles soient produits en vue de l'échange, de sorte que le caractère de valeur de ces objets est déjà pris en considération dans leur production même. À partir de ce moment, les travaux privés des producteurs acquièrent en fait un double caractère social. D'un côté, ils doivent être travail utile, satisfaire des besoins sociaux, et, s'affirmer ainsi comme parties intégrantes du travail général, d'un système de division sociale du travail qui se forme spontanément ; de l'autre côté, ils ne satisfont les besoins divers des producteurs eux-mêmes, que parce que chaque espèce de travail privé utile est échangeable avec toutes les autres espèces de travail privé utile, c'est-à-dire est réputé leur égal. L'égalité de travaux qui diffèrent *toto cælo* les uns des autres ne peut consister que dans une abstraction de leur inégalité réelle, que dans la réduction à leur caractère commun de dépense de force humaine, de travail humain en général, et c'est l'échange seul qui opère cette réduction en mettant en présence les uns des autres sur un pied d'égalité les produits des travaux les plus divers.

Le double caractère social des travaux privés ne se réfléchit dans le

cerveau des producteurs que sous la forme que leur imprime le commerce pratique, l'échange des produits. Lorsque les producteurs mettent en présence et en rapport les produits de leur travail à titre de valeurs, ce n'est pas qu'ils voient en eux une simple enveloppe sous laquelle est caché un travail humain identique ; tout au contraire : en réputant égaux dans l'échange leurs produits différents, ils établissent par le fait que leurs différents travaux sont égaux. Ils le font sans le savoir^[27]. La valeur ne porte donc pas écrit sur le front ce qu'elle est. Elle fait bien plutôt de chaque produit du travail un hiéroglyphe. Ce n'est qu'avec le temps que l'homme cherche à déchiffrer le sens de l'hiéroglyphe à pénétrer les secrets de l'œuvre sociale à laquelle il contribue, et la transformation des objets utiles en valeurs est un produit de la société, tout aussi bien que le langage.

La découverte scientifique faite plus tard que les produits du travail, en tant que valeurs, sont l'expression pure et simple du travail humain dépensé dans leur production, marque une époque dans l'histoire du développement de l'humanité mais ne dissipe point la fantasmagorie qui fait apparaître le caractère social du travail comme un caractère des choses, des produits eux-mêmes. Ce qui n'est vrai que pour cette forme de production particulière, la production marchande, à savoir : que le caractère social des travaux les plus divers consiste dans leur égalité comme travail humain, et que ce caractère social spécifique revêt ne forme objective, la forme valeur des produits du travail, ce fait, pour l'homme engrené dans les rouages et les rapports de la production des marchandises, paraît, après comme avant la découverte de la nature de la valeur, tout aussi invariable et d'un ordre tout aussi naturel que la forme gazeuse de l'air qui est restée la même après comme avant la découverte de ses éléments chimiques.

Ce qui intéresse tout d'abord pratiquement les échangistes, c'est de savoir combien ils obtiendront en échange de leurs produits, c'est-à-dire la proportion dans laquelle les produits s'échangent entre eux. Dès que cette proportion a acquis une certaine fixité habituelle, elle leur paraît provenir de la nature même des produits du travail. Il semble qu'il réside dans ces choses une propriété de s'échanger en proportions déterminées comme les substances chimiques se combinent en proportions fixes.

Le caractère de valeur des produits du travail ne ressort en fait que lorsqu'ils se déterminent comme quantités de valeur. Ces dernières changent sans cesse, indépendamment de la volonté et des prévisions des producteurs, aux yeux desquels leur propre mouvement social prend ainsi la forme d'un mouvement des choses, mouvement qui les mène, bien loin

qu'ils puissent le diriger. Il faut que la production marchande se soit complètement développée avant que de l'expérience même se dégage cette vérité scientifique : que les travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres, bien qu'ils s'entrelacent comme ramifications du système social et spontané de la division du travail, sont constamment ramenés à leur mesure sociale proportionnelle. Et comment ? Parce que dans les rapports d'échange accidentels et toujours variables de leurs produits, le temps de travail social nécessaire à leur production l'emporte de haute lutte comme loi naturelle régulatrice, de même que la loi de la pesanteur se fait sentir à n'importe qui lorsque sa maison s'écroule sur sa tête^[28]. La détermination de la quantité de valeur par la durée de travail est donc un secret caché sous le mouvement apparent des valeurs des marchandises ; mais sa solution, tout en montrant que la quantité de valeur ne se détermine pas au hasard, comme il semblerait, ne fait pas pour cela disparaître la forme qui représente cette quantité comme un rapport de grandeur entre les choses, entre les produits eux-mêmes du travail.

La réflexion sur les formes de la vie sociale, et, par conséquent, leur analyse scientifique, suit une route complètement opposée au mouvement réel. Elle commence, après coup, avec des données déjà tout établies, avec les résultats du développement. Les formes qui impriment aux produits du travail le cachet de marchandises et qui, par conséquent, président déjà à leur circulation possèdent aussi déjà la fixité de formes naturelles de la vie sociale, avant que les hommes cherchent à se rendre compte, non du caractère historique de ces formes qui leur paraissent bien plutôt immuables, mais de leur sens intime. Ainsi c'est seulement l'analyse du prix des marchandises qui a conduit à la détermination de leur valeur quantitative, et c'est seulement l'expression commune des marchandises en argent qui a amené la fixation de leur caractère valeur. Or, cette forme acquise et fixe du monde des marchandises, leur forme argent, au lieu de révéler les caractères sociaux des travaux privés et les rapports sociaux des producteurs, ne fait que les voiler. Quand je dis que du froment, un habit, des bottes se rapportent à la toile comme à l'incarnation générale du travail humain abstrait, la fausseté et l'étrangeté de cette expression sautent immédiatement aux yeux. Mais quand les producteurs de ces marchandises les rapportent, à la toile, à l'or ou à l'argent, ce qui revient au même, comme à l'équivalent général, les rapports entre leurs travaux privés et l'ensemble du travail social leur apparaissent précisément sous cette forme bizarre.

Les catégories de l'économie bourgeoise sont des formes de l'intellect qui ont une vérité objective, en tant qu'elles reflètent des rapports sociaux

réels, mais ces rapports n'appartiennent qu'à cette époque historique déterminée, où la production marchande est le mode de production social. Si donc nous envisageons d'autres formes de production, nous verrons disparaître aussitôt tout ce mysticisme qui obscurcit les produits du travail dans la période actuelle.

Puisque l'économie politique aime les Robinsonades^[29], visitons d'abord Robinson dans son île.

Modeste, comme il l'est naturellement, il n'en a pas moins divers besoins à satisfaire, et il lui faut exécuter des *travaux utiles de genre différent*, fabriquer des meubles, par exemple, se faire des outils, apprivoiser des animaux, pêcher, chasser, etc. De ses prières et autres bagatelles semblables nous n'avons rien à dire, puisque notre Robinson y trouve son plaisir et considère une activité de cette espèce comme une distraction fortifiante. Malgré la variété de ses fonctions productives, il sait qu'elles ne sont que les formes diverses par lesquelles s'affirme le même Robinson, c'est-à-dire tout simplement des modes divers de travail humain. La nécessité même le force à partager son temps entre ses occupations différentes. Que l'une prenne plus, l'autre moins de place dans l'ensemble de ses travaux, cela dépend de la plus ou moins grande difficulté qu'il a à vaincre pour obtenir l'effet utile qu'il a en vue. L'expérience lui apprend cela, et notre homme qui a sauvé du naufrage montre, grand livre, plume et encre, ne tarde pas, en bon Anglais qu'il est, à mettre en note tous ses actes quotidiens. Son inventaire contient le détail des objets utiles qu'il possède, des différents modes de travail exigés par leur production, et enfin du temps de travail que lui coûtent en moyenne des quantités déterminées de ces divers produits. Tous les rapports entre Robinson et les choses qui forment la richesse qu'il s'est créée lui-même sont tellement simples et transparents que M. Baudrillard pourrait les comprendre sans une trop grande tension d'esprit. Et cependant toutes les déterminations essentielles de la valeur y sont contenues.

Transportons-nous, maintenant de l'île lumineuse de Robinson dans le sombre moyen âge européen. Au lieu de l'homme indépendant, nous trouvons ici tout le monde dépendant, serfs et seigneurs, vassaux et suzerains, laïques et clercs. Cette dépendance personnelle, caractérise aussi bien les rapports sociaux de la production matérielle que toutes les autres sphères, de la vie auxquelles elle sert de fondement. Et c'est précisément parce que la société est basée sur la dépendance personnelle que tous, les rapports sociaux apparaissent comme des rapports entre les personnes. Les travaux divers et leurs produits n'ont en conséquence pas besoin de prendre une figure fantastique distincte de leur réalité. Ils se présentent

comme services, prestations et livraisons en nature. La forme naturelle du travail, sa particularité — et non sa généralité, son caractère abstrait, comme dans la production marchande — en est aussi la forme sociale. La corvée est tout aussi bien mesurée par le temps que le travail qui produit des marchandises ; mais chaque corvéable sait fort bien, sans recourir à un Adam Smith, que c'est une quantité déterminée de sa force de travail personnelle qu'il dépense au service de son maître. La dîme à fournir au prêtre est plus claire que la bénédiction du prêtre. De quelque manière donc qu'on juge les masques que portent les hommes dans cette société, les rapports sociaux des personnes dans leurs travaux respectifs s'affirment nettement comme leurs propres rapports personnels, au lieu de se déguiser en rapports sociaux des choses, des produits du travail.

Pour rencontrer le travail commun, c'est-à-dire l'association immédiate, nous n'avons pas besoin de remonter à sa forme naturelle primitive, telle qu'elle nous apparaît au seuil de l'histoire de tous les peuples civilisés^[30]. Nous en avons un exemple tout près de nous dans l'industrie rustique et patriarcale d'une famille de paysans qui produit pour ses propres besoins bétail, blé, toile, lin, vêtements, etc. Ces divers objets se présentent à la famille comme les produits divers de son travail et non comme des marchandises qui s'échangent réciproquement. Les différents travaux d'où dérivent ces produits, agriculture, élève du bétail, tissage, confection de vêtements, etc., possèdent de prime abord la forme de fonctions sociales, parce qu'ils sont des fonctions de la famille qui a sa division de travail tout aussi bien que la production marchande. Les conditions naturelles variant avec le changement des saisons, ainsi que les différences d'âge et de sexe, règlent dans la famille la distribution du travail et sa durée pour chacun. La mesure de la dépense des forces individuelles par le temps de travail apparaît ici directement comme caractère social des travaux eux-mêmes, parce que les forces de travail individuelles ne fonctionnent que comme organes de la force commune de la famille.

Représentons-nous enfin une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social. Tout ce que nous avons dit du travail de Robinson se reproduit ici, mais socialement et non individuellement. Tous les produits de Robinson étaient son produit personnel et exclusif, et, conséquemment, objets d'utilité immédiate pour lui. Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée et, par conséquent, doit se répartir entre tous. Le mode de répartition

variera suivant l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique des travailleurs. Supposons, pour mettre cet état de choses en parallèle avec la production marchande, que la part accordée à chaque travailleur soit en raison son temps de travail. Le temps de travail jouerait ainsi un double rôle. D'un côté, sa distribution dans la société règle le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins ; de l'autre, il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun, et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservée à la consommation. Les rapports sociaux des hommes dans leurs travaux et avec les objets utiles qui en proviennent restent ici simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution.

Le monde religieux n'est que le reflet du monde réel. Une société où le produit du travail prend généralement la forme de marchandise et où, par conséquent, le rapport le plus général entre les producteurs consiste à comparer les valeurs de leurs produits et, sous cette enveloppe des choses, à comparer les uns aux autres leurs travaux privés à titre de travail humain égal, une telle société trouve dans le christianisme avec son culte de l'homme abstrait, et surtout dans ses types bourgeois, protestantisme, déisme, etc., le complément religieux le plus convenable. Dans les modes de production de la vieille Asie, de l'antiquité en général, la transformation du produit en marchandise ne joue qu'un rôle subalterne, qui cependant acquiert plus d'importance à mesure que les communautés approchent de leur dissolution. Des peuples marchands proprement dits n'existent que dans les intervalles du monde antique, à la façon des dieux d'Épicure, ou comme les Juifs dans les pores de la société polonaise. Ces vieux organismes sociaux sont, sous le rapport de la production, infiniment plus simples et plus transparents que la société bourgeoise ; mais ils ont pour base l'immaturité de l'homme individuel — dont l'histoire n'a pas encore coupé, pour ainsi dire, le cordon ombilical qui l'unit à la communauté naturelle d'une tribu primitive — ou des conditions de despotisme et d'esclavage. Le degré inférieur de développement des forces productives du travail qui les caractérise, et qui par suite imprègne, tout le cercle de la vie matérielle, l'étroitesse des rapports des hommes, soit entre eux, soit avec la nature, se reflète idéalement dans les vieilles religions nationales. En général, le reflet religieux du monde réel ne pourra disparaître que lorsque les conditions du travail et de la vie pratique présenteront à l'homme des rapports transparents et rationnels avec ses semblables et avec la nature. La vie sociale, dont la production matérielle et les rapports qu'elle implique forment la base, ne sera dégagée du nuage mystique qui

en voile l'aspect, que le jour où s'y manifestera l'œuvre d'hommes librement associés, agissant consciemment et maîtres de leur propre mouvement social. Mais cela exige dans la société un ensemble de conditions d'existence matérielle qui ne peuvent être elles-mêmes le produit que d'un long et douloureux développement. L'économie politique a bien, il est vrai, analysé la valeur et la grandeur de valeur^[31], quoique d'une manière très imparfaite. Mais elle ne s'est jamais demandé pourquoi le travail se représente dans la valeur, et la mesure du travail par sa durée dans la grandeur de valeur des produits. Des formes qui manifestent au premier coup d'œil qu'elles appartiennent à une période sociale dans laquelle la production et ses rapports régissent l'homme au lieu d'être régis par lui paraissent à sa conscience bourgeoise une nécessité tout aussi naturelle que le travail productif lui-même. Rien d'étonnant qu'elle traite les formes de production sociale qui ont précédé la production bourgeoise, comme les Pères de l'Église traitaient les religions qui avaient précédé le christianisme^[32].

Ce qui fait voir, entre autres choses, l'illusion produite sur la plupart des économistes par le fétichisme inhérent au monde marchand ; ou par l'apparence matérielle des attributs sociaux du travail, c'est leur longue et insipide querelle à propos du rôle de la nature dans la création de la valeur d'échange. Cette valeur n'étant pas autre chose qu'une manière sociale particulière de compter le travail employé dans la production d'un objet ne peut pas plus contenir d'éléments matériels que le cours du change, par exemple.

Dans notre société, la forme économique la plus générale et la plus simple qui s'attache aux produits du travail, la forme marchandise, est si familière à tout le monde que personne n'y voit malice. Considérons d'autres formes économiques plus complexes. D'où proviennent, par exemple, les illusions du système mercantile ? Évidemment du caractère fétiche que la forme monnaie imprime aux métaux précieux. Et l'économie moderne, qui fait l'esprit fort et ne se fatigue pas de ressasser ses fades plaisanteries contre le fétichisme des mercantilistes, est-elle moins la dupe des apparences ? N'est-ce pas son premier dogme que des choses, des instruments de travail, par exemple, sont, par nature, capital, et, qu'en voulant les dépouiller de ce caractère purement social, on commet un crime de lèse-nature ? Enfin, les physiocrates, si supérieurs à tant d'égards, n'ont-ils pas imaginé que la rente foncière n'est pas un tribut arraché aux hommes, mais un présent fait par la nature même aux propriétaires ? Mais n'anticipons pas et contentons-nous encore d'un exemple à propos de la forme marchandise elle-même.

Les marchandises diraient, si elles pouvaient parler : Notre valeur d'usage peut bien intéresser l'homme ; pour nous, en tant qu'objets, nous nous en moquons bien. Ce qui nous regarde c'est notre valeur. Notre rapport entre nous comme choses de vente et d'achat le prouve. Nous ne nous envisageons les unes les autres que comme valeurs d'échange. Ne croirait-on pas que l'économiste emprunte ses paroles à l'âme même de la marchandise quand il dit : « La valeur (valeur d'échange) est une propriété des choses, la richesse (valeur d'usage) est une propriété de l'homme. La valeur dans ce sens suppose nécessairement l'échange, la richesse, non^[33]. » « La richesse (valeur utile) est un attribut de l'homme ; la valeur, un attribut des marchandises. Un homme ou bien une communauté est riche, une perle ou un diamant possède de la valeur et la possède comme telle^[34]. » Jusqu'ici aucun chimiste n'a découvert de valeur d'échange dans une perle ou dans un diamant. Les économistes qui ont découvert ou inventé des substances chimiques de ce genre, et qui affichent une certaine prétention à la profondeur, trouvent, eux, que la valeur utile des choses leur appartient indépendamment de leurs propriétés matérielles, tandis que leur valeur leur appartient en tant que choses. Ce qui les confirme dans cette opinion, c'est cette circonstance étrange que la valeur utile des choses se réalise pour l'homme sans échange, c'est-à-dire dans un rapport immédiat entre la chose et l'homme, tandis que leur valeur, au contraire, ne se réalise que dans l'échange, c'est-à-dire dans un rapport social. Qui ne se souvient ici du bon Dogberry, et de la leçon qu'il donne au veilleur de nuit, Seacoal : « Être un homme bien fait est un don des circonstances, mais savoir lire et écrire, cela nous vient de la nature^[35]. » *To be a well-favoured man is the gift of fortune ; but to write and read comes by nature*)

CHAPITRE II

DES ÉCHANGES

Les marchandises ne peuvent point aller elles-mêmes au marché ni s'échanger elles-mêmes entre elles. Il nous faut donc tourner nos regards vers leurs gardiens et conducteurs, c'est-à-dire vers leurs possesseurs. Les marchandises sont des choses et, conséquemment, n'opposent à l'homme aucune résistance. Si elles manquent de bonne volonté, il peut employer la force, en d'autres termes s'en emparer^[36]. Pour mettre ces choses en rapport les unes avec les autres à titre de marchandises, leurs gardiens

doivent eux-mêmes se mettre en rapport entre eux à titre de personnes dont la volonté habite dans ces choses mêmes, de telle sorte que la volonté de l'un est aussi la volonté de l'autre et que chacun s'approprie la marchandise étrangère en abandonnant la sienne, au moyen d'un acte volontaire commun. Ils doivent donc se reconnaître réciproquement comme propriétaires privés. Ce rapport juridique, qui a pour forme le contrat, légalement développé ou non, n'est que le rapport des volontés dans lequel se reflète le rapport économique. Son contenu est donné par le rapport économique lui-même^[37]. Les personnes n'ont affaire ici les unes aux autres qu'autant qu'elles mettent certaines choses en rapport entre elles comme marchandises. Elles n'existent les unes pour les autres qu'à titre de représentants de la marchandise qu'elles possèdent. Nous verrons d'ailleurs dans le cours du développement que les masques divers dont elles s'affublent suivant les circonstances ne sont que les personnifications des rapports économiques qu'elles maintiennent les unes vis-à-vis des autres.

Ce qui distingue surtout l'échangiste de sa marchandise, c'est que pour celle-ci toute autre marchandise n'est qu'une forme d'apparition de sa propre valeur. Naturellement débauchée et cynique, elle est toujours sur le point d'échanger son âme et même son corps avec n'importe quelle autre marchandise, cette dernière fût-elle aussi dépourvue d'attraits que Maritorne. Ce sens qui lui manque pour apprécier le côté concret de ses sœurs, l'échangiste le compense et le développe par ses propres sens à lui, au nombre de cinq et plus. Pour lui, la marchandise n'a aucune valeur utile immédiate ; s'il en était autrement, il ne la mènerait pas au marché. La seule valeur utile qu'il lui trouve, c'est qu'elle est porte-valeur, utile à d'autres et, par conséquent, un instrument d'échange^[38]. Il veut donc l'aliéner pour d'autres marchandises dont la valeur d'usage puisse le satisfaire. Toutes les marchandises sont des non-valeurs d'usage pour ceux qui les possèdent et des valeurs d'usage pour ceux qui ne les possèdent pas. Aussi faut-il qu'elles passent d'une main dans l'autre sur toute la ligne. Mais ce changement de mains constitue leur échange, et leur échange les rapporte les unes aux autres comme valeurs et les réalise comme valeurs. Il faut donc que les marchandises se manifestent comme valeurs, avant qu'elles puissent se réaliser comme valeurs d'usage.

D'un autre côté, il faut que leur valeur d'usage soit constatée avant qu'elles puissent se réaliser comme valeurs ; car le travail humain dépensé dans leur production ne compte qu'autant qu'il est dépensé sous une forme utile à d'autres. Or, leur échange seul peut démontrer si ce travail est utile à d'autres, c'est-à-dire si son produit peut satisfaire des besoins étrangers.

Chaque possesseur de marchandise ne veut l'aliéner que contre une autre dont la valeur utile satisfait son besoin. En ce sens, l'échange n'est pour lui qu'une affaire individuelle. En outre, il veut réaliser sa marchandise comme valeur dans n'importe quelle marchandise de même valeur qui lui plaise, sans s'inquiéter si sa propre marchandise a pour le possesseur de l'autre une valeur utile ou non. Dans ce sens, l'échange est pour lui un acte social général. Mais le même acte ne peut être simultanément pour tous les échangistes de marchandises simplement individuel et, en même temps, simplement social et général.

Considérons la chose de plus près : pour chaque possesseur de marchandises, toute marchandise étrangère est un équivalent particulier de la sienne ; sa marchandise est, par conséquent, l'équivalent général de toutes les autres. Mais comme tous les échangistes se trouvent dans le même cas, aucune marchandise n'est équivalent général, et la valeur relative des marchandises ne possède aucune forme générale sous laquelle elles puissent être comparées comme quantités de valeur. En un mot, elles ne jouent pas les unes vis-à-vis des autres le rôle de marchandises mais celui de simples produits ou de valeurs d'usage.

Dans leur embarras, nos échangistes pensent comme Faust : au commencement était l'action. Aussi ont-ils déjà agi avant d'avoir pensé, et leur instinct naturel ne fait que confirmer les lois provenant de la nature des marchandises. Ils ne peuvent comparer leurs articles comme valeurs et, par conséquent, comme marchandises qu'en les comparant à une autre marchandise quelconque qui se pose devant eux comme équivalent général. C'est ce que l'analyse précédente a déjà démontré. Mais cet équivalent général ne peut être le résultat que d'une action sociale. Une marchandise spéciale est donc mise à part par un acte commun des autres marchandises et sert à exposer leurs valeurs réciproques. La forme naturelle de cette marchandise devient ainsi la forme équivalent socialement valide. Le rôle d'équivalent général est désormais la fonction sociale spécifique de la marchandise exclue, et elle devient argent^[39]. « *Illi unum consilium habent et virtutem et potestatem suam bestiæ tradunt. Et ne quis possit emere aut vendere, nisi qui habet characterem aut nomen bestiæ, aut numerum nominis ejus.* » (Apocalypse).

L'argent est un cristal qui se forme spontanément dans les échanges par lesquels les divers produits du travail sont en fait égalisés entre eux et, par cela même, transformés en marchandises. Le développement historique de l'échange imprime de plus en plus aux produits du travail le caractère de marchandises et développe en même temps l'opposition que recèle leur nature, celle de valeur d'usage et de valeur. Le besoin même du commerce

force à donner un corps à cette antithèse, tend à faire naître une forme valeur palpable et ne laisse plus ni repos ni trêve jusqu'à ce que cette forme soit enfin atteinte par le dédoublement de la marchandise en marchandise et en argent. À mesure donc que s'accomplit la transformation générale des produits du travail en marchandises, s'accomplit aussi la transformation de la marchandise en argent.

Dans l'échange immédiat des produits, l'expression de la valeur revêt d'un côté la forme relative simple et de l'autre ne la revêt pas encore. Cette forme était : $x \text{ marchandise A} = y \text{ marchandise B}$. La forme de l'échange immédiat est : $x \text{ objets d'utilité A} = y \text{ objets d'utilité B}$ ^[40]. Les objets A et B ne sont point ici des marchandises avant l'échange, mais le deviennent seulement par l'échange même. Dès le moment qu'un objet utile dépasse par son abondance les besoins de son producteur, il cesse d'être valeur d'usage pour lui et, les circonstances données, sera utilisé comme valeur d'échange. Les choses sont par elles-mêmes extérieures à l'homme et, par conséquent, aliénables. Pour que l'aliénation soit réciproque, il faut tout simplement que des hommes se rapportent les uns aux autres, par une reconnaissance tacite, comme propriétaires privés de ces choses aliénables et, par là même, comme personnes indépendantes. Cependant, un tel rapport d'indépendance réciproque n'existe pas encore pour les membres d'une communauté primitive, quelle que soit sa forme, famille patriarcale, communauté indienne, État inca comme au Pérou, etc. L'échange des marchandises commence là où les communautés finissent, à leurs points de contact avec des communautés étrangères ou avec des membres de ces dernières communautés. Dès que les choses sont une fois devenues des marchandises dans la vie commune avec l'étranger, elles le deviennent également par contrecoup dans la vie commune intérieure. La proportion dans laquelle elles s'échangent est d'abord purement accidentelle. Elles deviennent échangeables par l'acte volontaire de leurs possesseurs qui se décident à les aliéner réciproquement. Peu à peu, le besoin d'objets utiles provenant de l'étranger se fait sentir davantage et se consolide. La répétition constante de l'échange en fait une affaire sociale régulière, et, avec le cours du temps, une partie au moins des objets utiles est produite intentionnellement en vue de l'échange. À partir de cet instant, s'opère d'une manière nette la séparation entre l'utilité des choses pour les besoins immédiats et leur utilité pour l'échange à effectuer entre elles, c'est à-dire entre leur valeur d'usage et leur valeur d'échange. D'un autre côté, la proportion dans laquelle elles s'échangent commence à se régler par leur production même. L'habitude les fixe comme quantités de valeur.

Dans l'échange immédiat des produits, chaque marchandise est moyen

d'échange immédiat pour celui qui la possède, mais pour celui qui ne la possède pas, elle ne devient équivalent que dans le cas où elle est pour lui une valeur d'usage. L'article d'échange n'acquiert donc encore aucune forme valeur indépendante de sa propre valeur d'usage ou du besoin individuel des échangistes. La nécessité de cette forme se développe à mesure qu'augmentent le nombre et la variété des marchandises qui entrent peu à peu dans l'échange, et le problème éclôt simultanément avec les moyens de le résoudre. Des possesseurs de marchandises n'échangent et ne comparent jamais leurs propres articles avec d'autres articles différents, sans que diverses marchandises soient échangées et comparées comme valeurs par leurs maîtres divers avec une seule et même troisième espèce de marchandise. Une telle troisième marchandise, en devenant équivalent pour diverses autres, acquiert immédiatement, quoique dans d'étroites limites, la forme équivalent général ou social. Cette forme générale naît et disparaît avec le contact social passager qui l'a appelée à la vie, et s'attache rapidement et tour à tour tantôt à une marchandise, tantôt à l'autre. Dès que l'échange a atteint un certain développement, elle s'attache exclusivement à une espèce particulière de marchandise, ou se cristallise sous forme argent. Le hasard décide d'abord sur quel genre de marchandises elle reste fixée ; on peut dire cependant que cela dépend en général de deux circonstances décisives. La forme argent adhère ou bien aux articles d'importation les plus importants qui révèlent en fait les premiers la valeur d'échange des produits indigènes, ou bien aux objets ou plutôt à l'objet utile qui forme l'élément principal de la richesse indigène aliénable, comme le bétail, par exemple. Les peuples nomades développent les premiers la forme argent parce que tout leur bien et tout leur avoir se trouve sous forme mobilière, et par conséquent immédiatement aliénable. De plus, leur genre de vie les met constamment en contact avec des sociétés étrangères, et les sollicite par cela même à l'échange des produits. Les hommes ont souvent fait de l'homme même, dans la figure de l'esclave, la matière primitive de leur argent ; il n'en a jamais été ainsi du sol. Une telle idée ne pouvait naître que dans une société bourgeoise déjà développée. Elle date du dernier tiers du dix-septième siècle ; et sa réalisation n'a été essayée sur une grande échelle, par toute une nation, qu'un siècle plus tard, dans la révolution de 1789, en France.

À mesure que l'échange brise ses liens purement locaux, et que par suite la valeur des marchandises représente de plus en plus le travail humain en général, la forme argent passe à des marchandises que leur nature rend aptes à remplir la fonction sociale d'équivalent général, c'est-à-dire aux métaux précieux.

Que maintenant « bien que, l'argent et l'or ne soient pas par nature monnaie, la monnaie soit cependant par nature argent et or^[41] », c'est ce que montrent l'accord et l'analogie qui existent entre les propriétés naturelles de ces métaux et les fonctions de la monnaie^[42]. Mais jusqu'ici nous ne connaissons qu'une fonction de la monnaie, celle de servir comme forme de manifestation de la valeur des marchandises, ou comme matière dans laquelle les quantités de valeur des marchandises s'expriment socialement. Or, il n'y a qu'une seule matière qui puisse être une forme propre à manifester la valeur ou servir d'image concrète du travail humain abstrait et conséquemment égal, c'est celle dont tous les exemplaires possèdent la même qualité uniforme. D'un autre côté, comme des valeurs ne diffèrent que par leur quantité, la marchandise monnaie doit être susceptible de différences purement quantitatives ; elle doit être divisible à volonté et pouvoir être recomposée avec la somme de toutes ses parties. Chacun sait que l'or et l'argent possèdent naturellement toutes ces propriétés.

La valeur d'usage de la marchandise monnaie devient double. Outre sa valeur d'usage particulière comme marchandise — ainsi l'or, par exemple, sert de matière première pour articles de luxe, pour boucher les dents creuses, etc. — elle acquiert une valeur d'usage formelle qui a pour origine sa fonction sociale spécifique.

Comme toutes les marchandises ne sont que des équivalents particuliers de l'argent, et que ce dernier est leur équivalent général, il joue vis-à-vis d'elles le rôle de marchandise universelle, et elles ne représentent vis-à-vis de lui que des marchandises particulières^[43].

On a vu que la forme argent ou monnaie n'est que le reflet des rapports de valeur de toute sorte de marchandises dans une seule espèce de marchandise. Que l'argent lui-même soit marchandise, cela ne peut donc être une découverte que pour celui qui prend pour point de départ sa forme tout achevée pour en arriver à son analyse ensuite^[44]. Le mouvement des échanges donne à la marchandise qu'il transforme en argent non pas sa valeur, mais sa forme valeur spécifique. Confondant deux choses aussi disparates, on a été amené à considérer l'argent et l'or comme des valeurs purement imaginaires^[45]. Le fait que l'argent dans certaines de ses fonctions peut être remplacé par de simples signes de lui-même a fait naître cette autre erreur qu'il n'est qu'un simple signe.

D'un autre côté, il est vrai, cette erreur faisait pressentir que, sous l'apparence d'un objet extérieur, la monnaie déguise en réalité un rapport social. Dans ce sens, toute marchandise serait un signe, parce qu'elle n'est valeur que comme enveloppe matérielle du travail humain dépensé dans sa

production^[46]. Mais dès qu'on ne voit plus que de simples signes dans les caractères sociaux que revêtent les choses, ou dans les caractères matériels que revêtent les déterminations sociales du travail sur la base d'un mode particulier de production, on leur prête le sens de fictions conventionnelles, sanctionnées par le prétendu consentement universel des hommes. C'était là le mode d'explication en vogue au dix-huitième siècle ; ne pouvant encore déchiffrer ni l'origine ni le développement des formes énigmatiques des rapports sociaux, on s'en débarrassait en déclarant qu'elles étaient d'invention humaine et non pas tombées du ciel.

Nous avons déjà fait la remarque que la forme équivalent d'une marchandise ne laisse rien savoir sur le montant de sa quantité de valeur. Si l'on sait que l'or est monnaie, c'est-à-dire échangeable contre toutes les marchandises, on ne sait point pour cela combien valent par exemple 10 livres d'or. Comme toute marchandise, l'argent ne peut exprimer sa propre quantité de valeur que, relativement, dans d'autres marchandises. Sa valeur propre est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production, et s'exprime dans le quantum de toute autre marchandise qui a exigé un travail de même durée^[47]. Cette fixation de sa quantité de valeur relative a lieu à la source même de sa production dans son premier échange. Dès qu'il entre dans la circulation comme monnaie, sa valeur est donnée. Déjà dans les dernières années du XVII^e siècle, on avait bien constaté que la monnaie est marchandise ; l'analyse n'en était cependant qu'à ses premiers pas. La difficulté ne consiste pas à comprendre que la monnaie est marchandise, mais à savoir comment et pourquoi une marchandise devient monnaie^[48].

Nous avons déjà vu que dans l'expression de valeur la plus simple : x marchandise A = y marchandise B, l'objet dans lequel la quantité de valeur d'un autre objet est représentée semble posséder sa forme équivalent, indépendamment de ce rapport, comme une propriété sociale qu'il tire de la nature. Nous avons poursuivi cette fausse apparence jusqu'au moment de sa consolidation. Cette consolidation est accomplie dès que la forme équivalent général s'est attachée exclusivement à une marchandise particulière ou s'est cristallisée sous forme argent. Une marchandise ne paraît point devenir argent parce que les autres marchandises expriment en elle réciproquement leurs valeurs ; tout au contraire, ces dernières paraissent exprimer en elle leurs valeurs parce qu'elle est argent. Le mouvement qui a servi d'intermédiaire s'évanouit dans son propre résultat et ne laisse aucune trace. Les marchandises trouvent, sans paraître y avoir contribué en rien, leur propre valeur représentée et fixée dans le corps d'une marchandise qui existe à côté et en dehors d'elles. Ces simples

choses, argent et or, telles qu'elles sortent des entrailles de la terre, figurent aussitôt comme incarnation immédiate de tout travail humain. De là la magie de l'argent.

CHAPITRE III

LA MONNAIE OU LA CIRCULATION DES MARCHANDISES

I

Mesure des valeurs.

Dans un but de simplification, nous supposons que l'or est la marchandise qui remplit les fonctions de monnaie.

La première fonction de l'or consiste à fournir à l'ensemble des marchandises la matière dans laquelle elles expriment leurs valeurs comme grandeurs de la même dénomination, de qualité égale et comparables sous le rapport de la quantité. Il fonctionne donc comme mesure universelle des valeurs. C'est en vertu de cette fonction que l'or, la marchandise équivalent, devient monnaie.

Ce n'est pas la monnaie qui rend les marchandises commensurables : au contraire. C'est parce que les marchandises en tant que valeurs sont du travail matérialisé, et par suite commensurables entre elles, qu'elles peuvent mesurer toutes ensemble leurs valeurs dans une marchandise spéciale, et transformer cette dernière en monnaie, c'est-à-dire en faire leur mesure commune. Mais la mesure des valeurs par la monnaie est la forme que doit nécessairement revêtir leur mesure immanente, la durée de travail^[49].

L'expression de valeur d'une marchandise en or : $x \text{ marchandise A} = y \text{ marchandise monnaie}$, est sa forme monnaie ou son prix. Une équation isolée telle que : 1 tonne de fer = 2 onces d'or, suffit maintenant pour exposer la valeur du fer d'une manière socialement valide. Une équation de ce genre n'a plus besoin de figurer comme anneau dans la série des équations de toutes les autres marchandises, parce que la marchandise équivalent, l'or, possède déjà le caractère monnaie. La forme générale de la valeur relative des marchandises a donc maintenant regagné son aspect primitif, sa forme simple.

La marchandise monnaie de son côté n'a point de prix. Pour qu'elle pût prendre part à cette forme de la valeur relative, qui est commune à toutes les autres marchandises, il faudrait qu'elle pût se servir à elle-même d'équivalent. Au contraire la forme où la valeur d'une marchandise était exprimée dans une série interminable d'équations, devient pour l'argent la forme exclusive de sa valeur relative. Mais cette série est maintenant déjà donnée dans les prix des marchandises. Il suffit de lire à rebours la cote d'un prix courant pour trouver la quantité de valeur de l'argent dans toutes les marchandises possibles.

Le prix ou la forme monnaie des marchandises est comme la forme valeur en général distincte de leur corps ou de leur forme naturelle, quelque chose d'idéal. La valeur du fer, de la toile, du froment, etc., réside dans ces choses mêmes, quoique invisiblement. Elle est représentée par leur égalité avec l'or, par un rapport avec ce métal, qui n'existe, pour ainsi dire, que dans la tête des marchandises. L'échangiste est donc obligé soit de leur prêter sa propre langue soit de leur attacher des inscriptions sur du papier pour annoncer leur prix au monde extérieur^[50].

L'expression de la valeur des marchandises en or étant tout simplement idéale, il n'est besoin pour cette opération que d'un or idéal ou qui n'existe que dans l'imagination.

Il n'y a pas épicier qui ne sache fort bien qu'il est loin d'avoir fait de l'or avec ses marchandises quand il a donné à leur valeur la forme prix ou la forme or en imagination, et qu'il n'a pas besoin d'un grain d'or réel pour estimer en or des millions de valeurs en marchandises. Dans sa fonction de mesure des valeurs, la monnaie n'est employée que comme monnaie idéale. Cette circonstance a donné lieu aux théories les plus folles^[51]. Mais quoique la monnaie en tant que mesure de valeur ne fonctionne qu'idéalement et que l'or employé dans ce but ne soit par conséquent que de l'or imaginé, le prix des marchandises n'en dépend pas moins complètement de la matière de la monnaie. La valeur, c'est-à-dire le quantum de travail humain qui est contenu, par exemple, dans une tonne de fer, est exprimée en imagination par le quantum de la marchandise monnaie qui coûte précisément autant de travail. Suivant que la mesure de valeur est empruntée à l'or, à l'argent, ou au cuivre, la valeur de la tonne de fer est exprimée en prix complètement différents les uns des autres, ou bien est représentée par des quantités différentes de cuivre, d'argent ou d'or. Si donc deux marchandises différentes, l'or et l'argent, par exemple, sont employées en même temps comme mesure de valeur, toutes les marchandises possèdent deux expressions différentes pour leur prix ; elles ont leur prix or et leur prix argent qui courent tranquillement l'un à côté de

l'autre, tant que le rapport de valeur de l'argent à l'or reste immuable, tant qu'il se maintient, par exemple, dans la proportion de un à quinze. Toute altération de ce rapport de valeur altère par cela même la proportion qui existe entre les prix or et les prix argent des marchandises et démontre ainsi par le fait que la fonction de mesure des valeurs est incompatible avec sa duplication^[52].

Les marchandises dont le prix est déterminé, se présentent toutes sous la forme : a marchandise A = x or ; b marchandise B = z or ; c marchandise C = y or, etc., dans laquelle a, b, c, sont des quantités déterminées des espèces de marchandises A, B, C ; x, z, y, des quantités d'or déterminées également. En tant que grandeurs de la même dénomination, ou en tant que quantités différentes d'une même chose, l'or, elles se comparent et se mesurent entre elles, et ainsi se développe la nécessité technique de les rapporter à un *quantum* d'or fixé et déterminé comme unité de mesure. Cette unité de mesure se développe ensuite elle-même et devient étalon par sa division en parties aliquotes. Avant de devenir monnaie, l'or, l'argent, le cuivre possèdent déjà dans leurs mesures de poids des étalons de ce genre, de telle sorte que la livre, par exemple, sert d'unité de mesure, unité qui se subdivise ensuite en onces, etc., et s'additionne en quintaux et ainsi de suite^[53]. Dans toute circulation métallique, les noms préexistants de l'étalon de poids forment ainsi les noms d'origine de l'étalon monnaie.

Comme mesure des valeurs et comme étalon des prix, l'or remplit deux fonctions entièrement différentes. Il est mesure des valeurs en tant qu'équivalent général, étalon des prix en tant que poids de métal fixe. Comme mesure de valeur il sert à transformer les valeurs des marchandises en prix, en quantités d'or imaginées. Comme étalon des prix il mesure ces quantités d'or données contre un *quantum* d'or fixe et subdivisé en parties aliquotes. Dans la mesure des valeurs, les marchandises expriment leur valeur propre : l'étalon des prix ne mesure au contraire que des *quanta* d'or contre un *quantum* d'or et non la valeur d'un *quantum* d'or contre le poids d'un autre. Pour l'étalon des prix, il faut qu'un poids d'or déterminé soit fixé comme unité de mesure. Ici comme dans toutes les déterminations de mesure entre grandeurs de même nom, la fixité de l'unité de mesure est chose d'absolue nécessité. L'étalon des prix remplit donc sa fonction d'autant mieux que l'unité de mesure et ses subdivisions sont moins sujettes au changement. De l'autre côté, l'or ne peut servir de mesure de valeur, que parce qu'il est lui-même un produit du travail, c'est-à-dire une valeur variable.

Il est d'abord évident qu'un changement dans la valeur de l'or n'altère en rien sa fonction comme étalon des prix. Quels que soient les

changements de la valeur de l'or, différentes quantités d'or restent toujours dans le même rapport les unes avec les autres. Que cette valeur tombe de 100%, 12 onces d'or vaudront après comme avant 12 fois plus qu'une once, et dans les prix il ne s'agit que du rapport de diverses quantités d'or entre elles. D'un autre côté, attendu qu'une once d'or ne change pas le moins du monde de poids par suite de la hausse ou de la baisse de sa valeur, le poids de ses parties aliquotes ne change pas davantage ; il en résulte que l'or comme étalon fixe des prix, rend toujours le même service de quelque façon que sa valeur change.

Le changement de valeur de l'or ne met pas non plus obstacle à sa fonction comme mesure de valeur. Ce changement atteint toutes les marchandises à la fois et laisse par conséquent, *cæteris paribus*, leurs quantités relatives de valeur réciproquement dans le même état^[54].

Dans l'estimation en or des marchandises, on suppose seulement que la production d'un *quantum* déterminé d'or coûte, à une époque donnée, un *quantum* donné de travail. Quant aux fluctuations des prix des marchandises, elles sont réglées par les lois de la valeur relative simple développées plus haut.

Une hausse générale des prix des marchandises exprime une hausse de leurs valeurs, si la valeur de l'argent reste constante, et une baisse de la valeur de l'argent si les valeurs des marchandises ne varient pas. Inversement, une baisse générale des prix des marchandises exprime une baisse de leurs valeurs si la valeur de l'argent reste constante et une hausse de la valeur de l'argent si les valeurs des marchandises restent les mêmes. Il ne s'ensuit pas le moins du monde qu'une hausse de la valeur de l'argent entraîne une baisse proportionnelle des prix des marchandises et une baisse de la valeur de l'argent une hausse proportionnelle des prix des marchandises. Cela n'a lieu que pour des marchandises de valeur immuable. Les marchandises, par exemple, dont la valeur monte et baisse en même temps et dans la même mesure que la valeur de l'argent, conservent les mêmes prix. Si la hausse ou la baisse de leur valeur s'opère plus lentement ou plus rapidement que celles de la valeur de l'argent, le degré de hausse ou de baisse de leur prix dépend de la différence entre la fluctuation de leur propre valeur et celle de l'argent, etc.

Revenons à l'examen de la forme prix.

On a vu que l'étalon en usage pour les poids des métaux sert aussi avec son nom et ses subdivisions comme étalon des prix. Certaines circonstances historiques amènent pourtant des modifications ; ce sont notamment : 1° l'introduction d'argent étranger chez des peuples moins développés, comme lorsque, par exemple, des monnaies d'or et d'argent

circulaient dans l'ancienne Rome comme marchandises étrangères. Les noms de cette monnaie étrangère diffèrent des noms de poids indigènes ; 2° le développement de la richesse qui remplace dans sa fonction de mesure des valeurs le métal le moins précieux par celui qui l'est davantage, le cuivre par l'argent et ce dernier par l'or, bien que cette succession contredise la chronologie poétique. Le mot livre était, par exemple, le nom de monnaie employé pour une véritable livre d'argent. Dès que l'or remplace l'argent comme mesure de valeur, le même nom s'attache peut-être à $\frac{1}{15}$ livre d'or suivant la valeur proportionnelle de l'or et de l'argent. Livre comme nom de monnaie et livre comme nom ordinaire de poids d'or, sont maintenant distincts^[55] ; 3° la falsification de l'argent par les rois et roitelets prolongée pendant des siècles, falsification qui du poids primitif des monnaies d'argent n'a en fait conservé que le nom^[56].

La séparation entre le nom monétaire et le nom ordinaire des poids de métal est devenue une habitude populaire par suite de ces évolutions historiques. L'étalon de la monnaie étant d'un côté purement conventionnel et de l'autre ayant besoin de validité sociale, c'est la loi qui le règle en dernier lieu. Une partie de poids déterminée du métal précieux, une once d'or, par exemple, est divisée officiellement en parties aliquotes qui reçoivent des noms de baptême légaux tels que livre, écu, etc. Une partie aliquote de ce genre employée alors comme unité de mesure proprement dite, est à son tour subdivisée en d'autres parties ayant chacune leur nom légal. Shilling, Penny, etc^[57]. Après comme avant ce sont des poids déterminés de métal qui restent étalons de la monnaie métallique. Il n'y a de changé que la subdivision et la nomenclature.

Les prix ou les *quanta* d'or, en lesquels sont transformées idéalement les marchandises, sont maintenant exprimés par les noms monétaires de l'étalon d'or. Ainsi, au lieu de dire, le quart de froment est égal à une once d'or, on dirait en Angleterre : il est égal à 3 liv. 17 sch. $\frac{1}{2}$ d.. Les marchandises se disent dans leurs noms d'argent ce qu'elles valent, et la monnaie sert comme monnaie de compte toutes les fois qu'il s'agit de fixer une chose comme valeur, et par conséquent sous forme monnaie^[58].

Le nom d'une chose est complètement étranger à sa nature. Je ne sais rien d'un homme quand je sais qu'il s'appelle Jacques. De même, dans les noms d'argent : livre, thaler, franc, ducat, etc., disparaît toute trace du rapport de valeur. L'embarras et la confusion causés par le sens que l'on croit caché sous ces signes cabalistiques sont d'autant plus grands que les noms monétaires expriment en même temps la valeur des marchandises et des parties aliquotes d'un poids d'or^[59]. D'un autre côté, il est nécessaire

que la valeur, pour se distinguer des corps variés des marchandises, revête cette forme bizarre, mais purement sociale^[60].

Le prix est le nom monétaire du travail réalisé dans la marchandise. L'équivalence de la marchandise et de la somme d'argent, exprimée dans son prix, est donc une tautologie^[61], comme en général l'expression relative de valeur d'une marchandise est toujours l'expression de l'équivalence de deux marchandises. Mais si le prix comme exposant de la grandeur de valeur de la marchandise est l'exposant de son rapport d'échange avec la monnaie, il ne s'ensuit pas inversement que l'exposant de son rapport d'échange avec la monnaie soit nécessairement l'exposant de sa grandeur de valeur. Supposons qu'un quart de froment se produise dans le même temps de travail que deux onces d'or, et que 2 liv. st. soient le nom de deux onces d'or. Deux liv. sterl. sont alors l'expression monnaie de la valeur du quart de froment, ou son prix. Si maintenant les circonstances permettent d'estimer le quart de froment à 3 liv. st., ou forcent de l'abaisser à 1 liv. st., dès lors 1 liv. st. et 3 liv. st. sont des expressions qui diminuent ou exagèrent la valeur du froment, mais elles restent néanmoins ses prix, car premièrement elles sont sa forme monnaie et secondement elles sont les exposants de son rapport d'échange avec la monnaie. Les conditions de production ou la force productive du travail demeurant constantes, la reproduction du quart de froment exige après comme avant la même dépense en travail. Cette circonstance ne dépend ni de la volonté du producteur de froment ni de celle des possesseurs des autres marchandises. La grandeur de valeur exprime donc un rapport de production, le lien intime qu'il y a entre un article quelconque et la portion du travail social qu'il faut pour lui donner naissance. Dès que la valeur se transforme en prix, ce rapport nécessaire apparaît comme rapport d'échange d'une marchandise usuelle avec la marchandise monnaie qui existe en dehors d'elle. Mais le rapport d'échange peut exprimer ou la valeur même de la marchandise, ou le plus ou le moins que son aliénation, dans des circonstances données, rapporte accidentellement. Il est donc possible qu'il y ait un écart, une différence quantitative entre le prix d'une marchandise et sa grandeur de valeur, et cette possibilité gît dans la forme prix elle-même. C'est une ambiguïté, qui au lieu de constituer un défaut, est au contraire, une des beautés de cette forme, parce qu'elle l'adapte à un système de production où la règle ne fait loi que par le jeu aveugle des irrégularités qui, en moyenne, se compensent, se paralysent et se détruisent mutuellement.

La forme prix n'admet pas seulement la possibilité d'une divergence quantitative entre le prix et la grandeur de valeur, c'est-à-dire entre cette

dernière et sa propre expression monnaie, mais encore elle peut cacher une contradiction absolue, de sorte que le prix cesse tout-à-fait d'exprimer de la valeur, quoique l'argent ne soit que la forme valeur des marchandises. Des choses qui, par elles mêmes, ne sont point des marchandises, telles que, par exemple, l'honneur, la conscience, etc., peuvent devenir vénales et acquérir ainsi par le prix qu'on leur donne la forme marchandise. Une chose peut donc avoir un prix formellement sans avoir une valeur. Le prix devient ici une expression imaginaire comme certaines grandeurs en mathématiques. D'un autre côté, la forme prix imaginaire, comme par exemple le prix du sol non cultivé, qui n'a aucune valeur, parce qu'aucun travail humain n'est réalisé en lui, peut cependant cacher des rapports de valeur réels, quoique indirects.

De même que la forme valeur relative en général, le prix exprime la valeur d'une marchandise, par exemple, d'une tonne de fer, de cette façon qu'une certaine quantité de l'équivalent, une once d'or, si l'on veut, est immédiatement échangeable avec le fer, tandis que l'inverse n'a pas lieu ; le fer, de son côté, n'est pas immédiatement échangeable avec l'or.

Dans le prix, c'est-à-dire dans le nom monétaire des marchandises, leur équivalence avec l'or est anticipée, mais n'est pas encore un fait accompli. Pour avoir pratiquement l'effet d'une valeur d'échange, la marchandise doit se débarrasser de son corps naturel et se convertir d'or simplement imaginé en or réel, bien que cette transsubstantiation puisse lui coûter plus de peine qu'à « l'Idée » hégélienne son passage de la nécessité à la liberté, au crabe la rupture de son écaille, au Père de l'église Jérôme, le dépouillement du vieil Adam^[62]. À côté de son apparence réelle, celle de fer, par exemple, la marchandise peut posséder dans son prix une apparence idéale ou une apparence d'or imaginé ; mais elle ne peut être en même temps fer réel et or réel. Pour lui donner un prix, il suffit de la déclarer égale à de l'or purement idéal ; mais il faut la remplacer par de l'or réel, pour qu'elle rende à celui qui la possède le service d'équivalent général. Si le possesseur du fer, s'adressant au possesseur d'un élégant article de Paris, lui faisait valoir le prix du fer sous prétexte qu'il est forme argent, il en recevrait la réponse que saint Pierre dans le paradis adresse à Dante qui venait de lui réciter les formules de la foi :

« Assai bene è trascorsa
Desta moneta già la lega e'l peso,
Ma dimmi se tu l'hai nella tua borsa^[63]. »

La forme prix renferme en elle-même l'aliénabilité des marchandises contre la monnaie et la nécessité de cette aliénation. D'autre part, l'or ne

fonctionne comme mesure de valeur idéale que parce qu'il se trouve déjà sur le marché à titre de marchandise monnaie. Sous son aspect tout idéal de mesure des valeurs se tient donc déjà aux aguets l'argent réel, les espèces sonnantes.

2) *Moyen de circulation*

a) *La métamorphose des marchandises*

L'échange des marchandises ne peut, comme on l'a vu, s'effectuer qu'en remplissant des conditions contradictoires, exclusives les unes des autres. Son développement qui fait apparaître la marchandise comme chose à double face, valeur d'usage et valeur d'échange, ne fait pas disparaître ces contradictions, mais crée la forme dans laquelle elles peuvent se mouvoir. C'est d'ailleurs la seule méthode pour résoudre des contradictions réelles. C'est par exemple une contradiction qu'un corps tombe constamment sur un autre et cependant le fuie constamment. L'ellipse est une des formes de mouvement par lesquelles cette contradiction se réalise et se résout à la fois.

L'échange fait passer les marchandises des mains dans lesquelles elles sont des non-valeurs d'usage aux mains dans lesquelles elles servent de valeurs d'usage. Le produit d'un travail utile remplace le produit d'un autre travail utile. C'est la circulation sociale des matières. Une fois arrivée au lieu où elle sert de valeur d'usage, la marchandise tombe de la sphère des échanges dans la sphère de consommation. Mais cette circulation matérielle ne s'accomplit que par une série de changements de forme ou une métamorphose de la marchandise que nous avons maintenant à étudier.

Ce côté morphologique du mouvement est un peu difficile à saisir, puisque tout changement de forme d'une marchandise s'effectue par l'échange de deux marchandises. Une marchandise dépouille, par exemple, sa forme usuelle pour revêtir sa forme monnaie. Comment cela arrive-t-il ? Par son échange avec l'or. Simple échange de deux marchandises, voilà le fait palpable ; mais il faut y regarder de plus près.

L'or occupe un pôle, tous les articles utiles le pôle opposé. Des deux côtés, il y a marchandise, unité de valeur d'usage et de valeur d'échange. Mais cette unité de contraires se représente inversement aux deux extrêmes. La forme usuelle de la marchandise en est la forme réelle, tandis que sa valeur d'échange n'est exprimée qu'idéalement, en or imaginé, par son prix. La forme naturelle, métallique de l'or est au contraire sa forme d'échangeabilité générale, sa forme valeur, tandis que sa valeur d'usage n'est exprimée qu'idéalement dans la série des marchandises qui figurent comme ses équivalents. Or, quand une marchandise s'échange contre de

l'or, elle change du même coup sa forme usuelle en forme valeur. Quand l'or s'échange contre une marchandise, il change de même sa forme valeur en forme usuelle.

Après ces remarques préliminaires, transportons nous maintenant sur le théâtre de l'action — le marché. — Nous y accompagnons un échangiste quelconque, notre vieille connaissance le tisserand, par exemple. Sa marchandise, 20 mètres de toile, a un prix déterminé, soit de 2 l. st. Il l'échange contre 2 l. st., et puis, en homme de vieille roche qu'il est, échange les 2 l. st. contre une bible d'un prix égal. La toile qui, pour lui, n'est que marchandise, porte valeur, est aliénée contre l'or, et cette figure de sa valeur est aliénée de nouveau contre une autre marchandise, la bible. Mais celle-ci entre dans la maisonnette du tisserand pour y servir de valeur d'usage et y porter réconfort à des âmes modestes.

L'échange ne s'accomplit donc pas sans donner lieu à deux métamorphoses opposées et qui se complètent l'une l'autre transformation de la marchandise en argent et sa retransformation d'argent en marchandise^[64]. — Ces deux métamorphoses de la marchandise présentent à la fois, au point de vue de son possesseur, deux actes — vente, échange de la marchandise contre l'argent ; — achat, échange de l'argent contre la marchandise — et l'ensemble de ces deux actes : vendre pour acheter.

Ce qui résulte pour le tisserand de cette affaire, c'est qu'il possède maintenant une bible et non de la toile, à la place de sa première marchandise une autre d'une valeur égale, mais d'une utilité différente. Il se procure de la même manière ses autres moyens de subsistance et de production. De son point de vue, ce mouvement de vente et d'achat ne fait en dernier lieu que remplacer une marchandise par une autre ou qu'échanger des produits.

L'échange de la marchandise implique donc les changements de forme que voici :

$$\begin{array}{c} \textit{Marchandise} \text{ — } \textit{Argent} \text{ — } \textit{Marchandise} \\ M. \text{ — } A. \text{ — } M \end{array}$$

Considéré sous son aspect purement matériel, le mouvement aboutit à M.—M., échange de marchandise contre marchandise, permutation de matières du travail social. Tel est le résultat dans lequel vient s'éteindre le phénomène.

Nous aurons maintenant à examiner à part chacune des deux métamorphoses successives que la marchandise doit traverser.

M.—A. *Première métamorphose de la marchandise ou vente.* La valeur de la marchandise saute de son propre corps dans celui de l'or. C'est son

saut périlleux. S'il manque, elle ne s'en portera pas plus mal, mais son possesseur sera frustré. Tout en multipliant ses besoins, la division sociale du travail a du même coup rétréci sa capacité productive. C'est précisément pourquoi son produit ne lui sert que de valeur d'échange ou d'équivalent général. Toutefois, il n'acquiert cette forme qu'en se convertissant en argent et l'argent se trouve dans la poche d'autrui. Pour le tirer de là, il faut avant tout que la marchandise soit valeur d'usage pour l'acheteur, que le travail dépensé en elle l'ait été sous une forme socialement utile ou qu'il soit légitimé comme branche de la division sociale du travail. Mais la division du travail crée un organisme de production spontané dont les fils ont été tissés et se tissent encore à l'insu des producteurs échangistes. Il se peut que la marchandise provienne d'un nouveau genre de travail destiné à satisfaire ou même à provoquer des besoins nouveaux. Entrelacé, hier encore, dans les nombreuses fonctions dont se compose un seul métier, un travail parcellaire peut aujourd'hui se détacher de cet ensemble, s'isoler et envoyer au marché son produit partiel à titre de marchandise complète sans que rien garantisse que les circonstances soient mûres pour ce fractionnement.

Un produit satisfait aujourd'hui un besoin social ; demain, il sera peut-être remplacé en tout ou en partie par un produit rival. Lors même que le travail, comme celui de notre tisserand, est un membre patenté de la division sociale du travail, la valeur d'usage de ses 20 mètres de toile n'est pas pour cela précisément garantie. Si le besoin de toile dans la société, et ce besoin a sa mesure comme toute autre chose, est déjà rassasié par des tisserands rivaux, le produit de notre ami devient superflu et conséquemment inutile. Supposons cependant que la valeur utile de son produit soit constatée et que l'argent soit attiré par la marchandise. Combien d'argent ? Telle est maintenant la question. Il est vrai que la réponse se trouve déjà par anticipation dans le prix de la marchandise, l'exposant de sa grandeur de valeur. Nous faisons abstraction du côté faible du vendeur, de fautes de calcul plus ou moins intentionnelles, lesquelles sont sans pitié corrigées sur le marché. Supposons qu'il n'ait dépensé que le temps socialement nécessaire pour faire son produit. Le prix de sa marchandise n'est donc que le nom monétaire du quantum de travail qu'exige en moyenne tout article de la même sorte. Mais à l'insu et sans la permission de notre tisserand, les vieux procédés employés pour le tissage ont été mis sens dessus-dessous ; le temps de travail socialement nécessaire hier pour la production d'un mètre de toile ne l'est plus aujourd'hui ; comme l'homme aux écus s'empresse de le lui démontrer par le tarif de ses concurrents. Pour son malheur, il y a beaucoup de tisserands

au monde.

Supposons enfin que chaque morceau de toile qui se trouve sur le marché n'ait coûté que le temps de travail socialement nécessaire. Néanmoins, la somme totale de ces morceaux peut représenter du travail dépensé en pure perte. Si l'estomac du marché ne peut pas absorber toute la toile au prix normal de deux shillings par mètre, cela prouve qu'une trop grande partie du travail social a été dépensée sous forme de tissage. L'effet est le même que si chaque tisserand en particulier avait employé pour son produit individuel plus que le travail nécessaire socialement. C'est le cas de dire ici, selon le proverbe allemand : « Pris ensemble, ensemble pendus. » Toute la toile sur le marché ne constitue qu'un seul article de commerce dont chaque morceau n'est qu'une partie aliquote.

Comme on le voit, la marchandise aime l'argent, mais « the course of true love runs never smooth^[65]. » L'organisme social de production, dont les membres disjoints — *membra disjecta* — naissent de la division du travail, porte l'empreinte de la spontanéité et du hasard, que l'on considère ou les fonctions mêmes de ses membres ou leurs rapports de proportionnalité. Aussi nos échangistes découvrent ils que la même division du travail, qui fait d'eux des producteurs privés indépendants, rend la marche de la production sociale, et les rapports qu'elle crée, complètement indépendants de leurs volontés, de sorte que l'indépendance des personnes les unes vis-à-vis des autres trouve son complément obligé en un système de dépendance réciproque, imposée par les choses.

La division du travail transforme le produit du travail en marchandise, et nécessite par cela même sa transformation en argent. Elle rend en même temps la réussite de cette transsubstantiation accidentelle. Ici cependant nous avons à considérer le phénomène dans son intégrité, et nous devons donc supposer que sa marche est normale. Du reste, si la marchandise n'est pas absolument invendable, son changement de forme a toujours lieu quel que soit son prix de vente.

Ainsi, le phénomène qui, dans l'échange, saute aux yeux, c'est que marchandise et or, 20 mètres de toile par exemple, et 2 l. st., changent de main ou de place. Mais avec quoi s'échange la marchandise ? Avec sa forme de valeur d'échange ou d'équivalent général. Et avec quoi l'or ? Avec une forme particulière de sa valeur d'usage. Pourquoi l'or se présente-t-il comme monnaie à la toile ? Parce que le nom monétaire de la toile, son prix de 2 l. st., la rapporte déjà à l'or en tant que monnaie. La marchandise se dépouille de sa forme primitive en s'aliénant, c'est-à-dire au moment où sa valeur d'usage attire réellement l'or qui n'est que représenté dans son prix.

La *réalisation du prix* ou de la forme valeur purement idéale de la marchandise est en même temps la réalisation inverse de la valeur d'usage purement idéale de la monnaie. La transformation de la marchandise en argent est la transformation simultanée de l'argent en marchandise. La même et unique transaction est bipolaire ; vue de l'un des pôles, celui du possesseur de marchandise, elle est vente ; vue du pôle opposé, celui du possesseur d'or, elle est achat. Ou bien *vente est achat*, $M \rightarrow A$ est en même temps $A \rightarrow M$ ^[66].

Jusqu'ici nous ne connaissons d'autre rapport économique entre les hommes que celui d'échangistes, rapport dans lequel ils ne s'approprient le produit d'un travail étranger qu'en livrant le leur. Si donc l'un des échangistes se présente à l'autre comme possesseur de monnaie, il faut de deux choses l'une : Ou le produit de son travail possède par nature la forme monnaie, c'est-à-dire que son produit à lui est or, argent, etc., en un mot, matière de la monnaie ; ou sa marchandise a déjà changé de peau, elle a été vendue, et par cela même elle a dépouillé sa forme primitive. Pour fonctionner en qualité de monnaie, l'or doit naturellement se présenter sur le marché en un point quelconque. Il entre dans le marché à la source même de sa production, c'est-à-dire là où il se troque comme produit immédiat du travail contre un autre produit de même valeur.

Mais à partir de cet instant, il représente toujours un *prix de marchandise réalisé*^[67]. Indépendamment du troc de l'or contre des marchandises, à sa source de production, l'or est entre les mains de chaque producteur échangiste le produit d'une vente ou de la première métamorphose de sa marchandise, $M \rightarrow A$ ^[68]. L'or est devenu monnaie idéale ou mesure des valeurs, parce que les marchandises exprimaient leurs valeurs en lui et en faisaient ainsi leur figure valeur imaginée, opposée à leurs formes naturelles de produits utiles. Il devient monnaie réelle par l'aliénation universelle des marchandises. Ce mouvement les convertit toutes en or, et fait par cela même de l'or leur figure métamorphosée, non plus en imagination, mais en réalité. La dernière trace de leurs formes usuelles et des travaux concrets dont elles tirent leur origine ayant ainsi disparu, il ne reste plus que des échantillons uniformes et indistincts du même travail social. À voir une pièce de monnaie on ne saurait dire quel article a été converti en elle. La monnaie peut donc être de la boue, quoique la boue ne soit pas monnaie.

Supposons maintenant que les deux pièces d'or contre lesquelles notre tisserand a aliéné sa marchandise proviennent de la métamorphose d'un quart de froment. La vente de la toile, $M \rightarrow A$ est en même temps son achat, $A \rightarrow M$. En tant que la toile est vendue, cette marchandise commence un

mouvement qui finit par son contraire, l'*achat de la bible* ; en tant que la *toile* est achetée, elle finit un mouvement qui a commencé par son contraire, la *vente du froment*. M—A (toile argent), cette première phase de M—A—M (toile argent bible), est en même temps A—M (argent toile), la dernière phase d'un autre mouvement M—A—M (froment argent toile). La *première métamorphose d'une marchandise*, son passage de la forme marchandise à la forme argent est toujours *seconde métamorphose* tout *opposée d'une autre marchandise*, son retour de la forme argent à la forme marchandise^[69].

A—M *Métamorphose deuxième et finale—Achat*. L'argent est la marchandise qui a pour caractère l'aliénabilité absolue, parce qu'il est le produit de l'aliénation universelle de toutes les autres marchandises. Il lit tous les prix à rebours et se mire ainsi dans les corps de tous les produits, comme dans la matière qui se donne à lui pour qu'il devienne valeur d'usage lui même. En même temps, les prix, qui sont pour ainsi dire les œillades amoureuses que lui lancent les marchandises, indiquent la limite de sa faculté de conversion, c'est-à-dire sa propre quantité. La marchandise disparaissant dans l'acte de sa conversion en argent, l'argent dont dispose un particulier ne laisse entrevoir ni comment il est tombé sous sa main ni quelle chose a été transformée en lui. Impossible de sentir, *non olet*, d'où il tire son origine. Si d'un côté, il représente des marchandises vendues, il représente de l'autre des marchandises à acheter^[70].

A—M, l'achat, est en même temps vente, M—A, la dernière métamorphose d'une marchandise, la première d'une autre. Pour notre tisserand, la carrière de sa marchandise se termine à la bible, en laquelle il a converti ses 2 l. st.. Mais le vendeur de la bible dépense cette somme en eau de-vie.

A—M, la dernière phase de M—A—M (toile argent bible) est en même temps M—A, la première phase de M—A—M (bible argent eau de vie).

La division sociale du travail restreint chaque producteur-échangiste à la confection d'un article spécial qu'il vend souvent en gros. De l'autre côté, ses besoins divers et toujours renaissants le forcent d'employer l'argent ainsi obtenu à des achats plus ou moins nombreux. Une seule vente devient le point de départ d'achats divers. La métamorphose finale d'une marchandise forme ainsi une somme de métamorphoses premières d'autres marchandises.

Examinons maintenant la métamorphose complète, l'ensemble des deux mouvements M—A et A—M. Ils s'accomplissent par deux transactions inverses de l'échangiste, la vente et l'achat, qui lui impriment le double caractère de vendeur et d'acheteur. De même que dans chaque changement

de forme de la marchandise, ses deux formes, marchandise et argent, existent simultanément, quoique à des pôles opposés, de même dans chaque transaction de vente et d'achat les deux formes de l'échangiste, vendeur et acheteur, se font face. De même qu'une marchandise, la toile par exemple, subit alternativement deux transformations inverses, de marchandise devient argent et d'argent marchandise, de même son possesseur joue alternativement sur le marché les rôles de vendeur et d'acheteur. Ces caractères, au lieu d'être des attributs fixes, passent donc tour à tour d'un échangiste à l'autre.

La métamorphose complète d'une marchandise suppose dans sa forme la plus simple quatre termes. Marchandise et argent, possesseur de marchandise et possesseur d'argent, voilà les deux extrêmes qui se font face deux fois. Cependant un des échangistes intervient d'abord dans son rôle de vendeur, possesseur de marchandise, et ensuite dans son rôle d'acheteur, possesseur d'argent. Il n'y a donc que trois *persona dramatis*^[71]. Comme terme final de la première métamorphose, l'argent est en même temps le point de départ de la seconde. De même, le vendeur du premier acte devient l'acheteur dans le second, où un troisième possesseur de marchandise se présente à lui comme vendeur.

Les deux mouvements inverses de la métamorphose d'une marchandise décrivent un cercle : forme marchandise, effacement de cette forme dans l'argent, retour à la forme marchandise.

Ce cercle commence et finit par la forme marchandise. Au point de départ, elle s'attache à un produit qui est non valeur d'usage pour son possesseur, au point de retour à un autre produit qui lui sert de valeur d'usage. Remarquons encore que l'argent aussi joue là un double rôle. Dans la première métamorphose, il se pose en face de la marchandise, comme la figure de sa valeur qui possède ailleurs, dans la poche d'autrui, une réalité dure et sonnante. Dès que la marchandise est changée en chrysalide d'argent, l'argent cesse d'être un cristal solide. Il n'est plus que la forme transitoire de la marchandise, sa forme équivalente qui doit s'évanouir et se convertir en valeur d'usage.

Les deux métamorphoses qui constituent le mouvement circulaire d'une marchandise forment simultanément des métamorphoses partielles et inverses de deux autres marchandises.

La première métamorphose de la toile, par exemple (toile-argent), est la seconde et dernière métamorphose du froment (froment argent toile). La dernière métamorphose de la toile (argent bible) est la première métamorphose de, bible (bible-argent). Le cercle que forme la série des métamorphoses de chaque marchandise s'engrène ainsi dans les cercles

que forment les autres. L'ensemble de tous ces cercles constitue la *circulation des marchandises*.

La circulation des marchandises se distingue essentiellement de l'échange immédiat des produits. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur ce qui s'est passé. Le tisserand a bien échangé sa toile contre une bible, sa propre marchandise contre une autre ; mais ce phénomène n'est vrai que pour lui. Le vendeur de bibles, qui préfère le chaud au froid, ne pensait point échanger sa bible contre de la toile ; le tisserand n'a peut-être pas le moindre soupçon que c'était du froment qui s'est échangé contre sa toile, etc.

La marchandise de B est substituée à la marchandise de A ; mais A et B n'échangent point leurs marchandises réciproquement. Il se peut bien que A et B achètent l'un de l'autre ; mais c'est un cas particulier, et point du tout un rapport nécessairement donné par les conditions générales de la circulation. La circulation élargit au contraire la sphère de la permutation matérielle du travail social, en émancipant les producteurs des limites locales et individuelles, inséparables de l'échange immédiat de leurs produits. De l'autre côté, ce développement même donne lieu à un ensemble de rapports sociaux, indépendants des agents de la circulation, et qui échappent à leur contrôle. Par exemple, si le tisserand peut vendre sa toile, c'est que le paysan a vendu du froment ; si Pritchard vend sa bible, c'est que le tisserand a vendu sa toile ; le distillateur ne vend son eau brûlée que parce que l'autre a déjà vendu l'eau de la vie éternelle, et ainsi de suite.

La circulation ne s'éteint pas non plus, comme l'échange immédiat, dans le changement de place ou de main des produits. L'argent ne disparaît point, bien qu'il s'élimine à la fin de chaque série de métamorphoses d'une marchandise. Il se précipite toujours sur le point de la circulation qui a été évacué par la marchandise. Dans la métamorphose complète de la toile par exemple, toile argent bible, c'est la toile qui sort la première de la circulation. L'argent la remplace. La bible sort après elle ; l'argent la remplace encore, et ainsi de suite. Or, quand la marchandise d'un échangiste remplace celle d'un autre, l'argent reste toujours aux doigts d'un troisième. La circulation sue l'argent par tous les pores.

Rien de plus niais que le dogme d'après lequel la circulation implique nécessairement l'équilibre des achats et des ventes, vu que toute vente est achat, et réciproquement. Si cela veut dire que le nombre des ventes réellement effectuées est égal au même nombre d'achats, ce n'est qu'une plate tautologie. Mais ce qu'on prétend prouver, c'est que le vendeur amène au marché son propre acheteur. Vente et achat sont un acte

identique comme rapport réciproque de *deux personnes polariquement opposées*, du possesseur de la marchandise et du possesseur de l'argent. Ils forment *deux actes polariquement opposés* comme actions de la même personne. L'identité de vente et d'achat entraîne donc comme conséquence que la marchandise devient *inutile*, si, une fois jetée dans la cornue alchimique de la circulation, elle n'en sort pas *argent*. Si l'un n'achète pas, l'autre ne peut vendre. Cette identité suppose de plus que le succès de la transaction forme un point d'arrêt, un intermède dans la vie de la marchandise, intermède qui peut durer plus ou moins longtemps. La première métamorphose d'une marchandise étant à la fois vente et achat, est par cela même séparable de sa métamorphose complémentaire. L'acheteur a la marchandise, le vendeur a l'argent, c'est-à-dire une marchandise douée d'une forme qui la rend toujours la bienvenue au marché, à quelque moment qu'elle y réapparaisse. Personne ne peut vendre sans qu'un autre achète ; mais personne n'a besoin d'acheter immédiatement, parce qu'il a vendu.

La circulation fait sauter les barrières par lesquelles le temps, l'espace et les relations d'individu à individu rétrécissent le troc des produits. Mais comment ? Dans le commerce en troc, personne ne peut aliéner son produit sans que simultanément une autre personne aliène le sien. L'identité immédiate de ces deux actes, la circulation la scinde en y introduisant l'antithèse de la vente et de l'achat. Après avoir vendu, je ne suis forcé d'acheter ni au même lieu, ni au même temps, ni de la même personne à laquelle j'ai vendu. Il est vrai que l'achat est le complément obligé de la vente, mais il n'est pas moins vrai que leur unité est l'unité de contraires. Si la séparation des deux phases complémentaires l'une de l'autre de la métamorphose des marchandises se prolonge, si la scission entre la vente et l'achat s'accroît, leur liaison intime s'affirme par — une crise. — Les contradictions que recèle la marchandise, de valeur usuelle et valeur échangeable, de travail privé qui doit à la fois se représenter comme travail social, de travail concret qui ne vaut que comme travail abstrait ; ces contradictions immanentes à la nature de la marchandise acquièrent dans la circulation leurs formes de mouvement. Ces formes impliquent la possibilité, mais aussi seulement la possibilité des crises. Pour que cette possibilité devienne réalité, il faut tout un ensemble de circonstances qui, au point de vue de la circulation simple des marchandises, n'existent pas encore^[72].

b). Cours de la monnaie

Le mouvement M—A—M, ou la métamorphose complète d'une marchandise, est circulatoire en ce sens qu'une même valeur, après avoir

subi des changements de forme, revient à sa forme première, celle de marchandise. Sa forme argent disparaît au contraire dès que le cours de sa circulation est achevé. Elle n'en a pas encore dépassé la première moitié, tant qu'elle est retenue sous cette forme d'équivalent par son vendeur. Dès qu'il complète la vente par l'achat, l'argent lui glisse aussi des mains. Le mouvement imprimé à l'argent par la circulation des marchandises n'est donc pas circulatoire. Elle l'éloigne de la main de son possesseur sans jamais l'y ramener. Il est vrai que si le tisserand, après avoir vendu 20 mètres de toile et puis acheté la bible, vend de nouveau de la toile, l'argent lui reviendra. Mais il ne proviendra point de la circulation des 20 premiers mètres de toile. Son retour exige le *renouvellement* ou la répétition du même mouvement circulatoire pour une marchandise nouvelle et se termine par le même résultat qu'auparavant. Le mouvement que la circulation des marchandises imprime à l'argent l'éloigne donc constamment de son point de départ, pour le faire passer sans relâche d'une main à l'autre : c'est ce que l'on a nommé le cours de la monnaie (*currency*).

Le cours de la monnaie, c'est la répétition constante et monotone du même mouvement. La marchandise est toujours du côté du vendeur, l'argent toujours du côté de l'acheteur, comme *moyen d'achat*. À ce titre sa fonction est de réaliser le prix des marchandises. En réalisant leurs prix, il les fait passer du vendeur à l'acheteur, tandis qu'il passe lui-même de ce dernier au premier, pour recommencer la même marche avec une autre marchandise.

À première vue ce mouvement unilatéral de la monnaie ne paraît pas provenir du mouvement bilatéral de la marchandise. La circulation même engendre l'apparence contraire. Il est vrai que dans la première métamorphose, le mouvement de la marchandise est aussi apparent que celui de la monnaie avec laquelle elle change de place, mais sa deuxième métamorphose se fait sans qu'elle y apparaisse. Quand elle commence ce mouvement complémentaire de sa circulation, elle a déjà dépouillé son corps naturel et revêtu sa larve d'or. La continuité du mouvement échoit ainsi à la monnaie seule. C'est la monnaie qui paraît faire circuler des marchandises immobiles par elles-mêmes et les transférer de la main où elles sont des non valeurs d'usage à la main où elles sont des valeurs d'usage dans une direction toujours opposée à la sienne propre. Elle éloigne constamment les marchandises de la sphère de la circulation, en se mettant constamment à leur place et en abandonnant la sienne. Quoique le mouvement de la monnaie ne soit que l'expression de la circulation des marchandises, c'est au contraire la circulation des marchandises qui

semble ne résulter que du mouvement de la monnaie^[73].

D'un autre côté la monnaie ne fonctionne comme moyen de circulation que parce qu'elle est la forme valeur des marchandises réalisée. Son mouvement n'est donc en fait que leur propre mouvement de forme, lequel par conséquent doit se refléter et devenir palpable dans le cours de la monnaie. C'est aussi ce qui arrive. La toile, par exemple, change d'abord sa forme marchandise en sa forme monnaie. Le dernier terme de sa première métamorphose (M—A), la forme monnaie, est le premier terme de sa dernière métamorphose, sa reconversion en marchandise usuelle, en bible (A—M). Mais chacun de ces changements de forme s'accomplit par un échange entre marchandise et monnaie ou par leur déplacement réciproque. Les mêmes pièces d'or changent, dans le premier acte, de place avec la toile et dans le deuxième, avec la bible. Elles sont déplacées deux fois. La première métamorphose de la toile les fait entrer dans la poche du tisserand et la deuxième métamorphose les en fait sortir. Les deux changements de forme inverses, que la même marchandise subit, se reflètent donc dans le double changement de place, en direction opposée, des mêmes pièces de monnaie.

Si la marchandise ne passe que par une métamorphose partielle, par un seul mouvement qui est vente, considéré d'un pôle, et achat, considéré de l'autre, les mêmes pièces de monnaie ne changent aussi de place qu'une seule fois. Leur second changement de place exprime toujours la seconde métamorphose d'une marchandise, le retour qu'elle fait de sa forme monnaie à une forme usuelle. Dans la répétition fréquente du déplacement des mêmes pièces de monnaie ne se reflète plus seulement la série de métamorphoses d'une seule marchandise, mais encore l'engrenage de pareilles métamorphoses les unes dans les autres^[74].

Chaque marchandise, à son premier changement de forme, à son premier pas dans la circulation, en disparaît pour y être sans cesse remplacée par d'autres. L'argent, au contraire, en tant que moyen d'échange, habite toujours la sphère de la circulation et s'y promène sans cesse. Il s'agit maintenant de savoir quelle est la quantité de monnaie que cette sphère peut absorber.

Dans un pays il se fait chaque jour simultanément et à côté les unes des autres des ventes plus ou moins nombreuses ou des métamorphoses partielles de diverses marchandises. La valeur de ces marchandises est exprimée par leurs prix, c'est-à-dire en sommes d'or imaginé. La quantité de monnaie qu'exige la circulation de toutes les marchandises présentes au marché est donc déterminée par la somme totale de leurs prix. La monnaie ne fait que représenter réellement cette somme d'or déjà exprimée

idéalement dans la somme des prix des marchandises. L'égalité de ces deux sommes se comprend donc d'elle-même. Nous savons cependant que si les valeurs des marchandises restent *constantes*, leurs prix varient avec la valeur de l'or, (de la matière monnaie), montant proportionnellement à sa baisse et descendant proportionnellement à sa hausse. De telles variations dans la somme des prix à réaliser entraînent nécessairement des changements proportionnels dans la quantité de la monnaie courante. Ces changements proviennent en dernier lieu de la monnaie elle-même, mais, bien entendu, non pas en tant qu'elle fonctionne comme instrument de circulation, mais en tant qu'elle fonctionne comme mesure de la valeur. Dans de pareils cas il y a d'abord des changements dans la valeur de la monnaie. Puis le prix des marchandises varie en raison inverse de la valeur de la monnaie, et enfin la masse de la monnaie courante varie en raison directe du prix des marchandises.

On a vu que la circulation a une porte par laquelle l'or (ou toute autre matière monnaie) entre comme marchandise. Avant de fonctionner comme mesure des valeurs, sa propre valeur est donc déterminée. Vient elle maintenant à changer, soit à baisser, on s'en apercevra d'abord à la source de la production du métal précieux, là où il se troque contre d'autres marchandises. Leurs prix monteront tandis que beaucoup d'autres marchandises continueront à être estimées dans la valeur passée et devenue illusoire du métal monnaie. Cet état de choses peut durer plus ou moins longtemps selon le degré de développement du marché universel. Peu à peu cependant une marchandise doit influencer sur l'autre par son rapport de valeur avec elle ; les prix or ou argent des marchandises se mettent graduellement en équilibre avec leurs valeurs comparatives jusqu'à ce que les valeurs de toutes les marchandises soient enfin estimées d'après la valeur nouvelle du métal monnaie. Tout ce mouvement est accompagné d'une augmentation continue du métal précieux qui vient remplacer les marchandises troquées contre lui. À mesure donc que le tarif corrigé des prix des marchandises se généralise et qu'il y a par conséquent hausse générale des prix, le surcroît de métal qu'exige leur réalisation, se trouve aussi déjà disponible sur le marché. Une observation imparfaite des faits qui suivirent la découverte des nouvelles mines d'or et d'argent, conduisit au dix-septième et notamment au dix-huitième siècle, à cette conclusion erronée, que les prix des marchandises s'étaient élevés, parce qu'une plus grande quantité d'or et d'argent fonctionnait comme instrument de circulation. Dans les considérations qui suivent, la valeur de l'or est supposée *donnée*, comme elle l'est en effet au moment de la fixation des prix.

Cela une fois admis, la masse de l'or circulant sera donc déterminée par le prix total des marchandises à réaliser. Si le prix de chaque espèce de marchandise est donné, la somme totale des prix dépendra évidemment de la masse des marchandises en circulation. On peut comprendre sans se creuser la tête que si un quart de froment coûte 2 l. st., 100 quarts coûteront 200 l. st. et ainsi de suite, et qu'avec la masse du froment doit croître la quantité d'or qui, dans la vente, change de place avec lui.

La masse des marchandises étant donnée, les fluctuations de leurs prix peuvent réagir sur la masse de la monnaie circulante. Elle va monter ou baisser selon que la somme totale des prix à réaliser augmente ou diminue. Il n'est pas nécessaire pour cela que les prix de toutes les marchandises montent ou baissent simultanément. La hausse ou la baisse d'un certain nombre d'articles principaux suffit pour influencer sur la somme totale des prix à réaliser. Que le changement de prix des marchandises reflète des changements de valeur réels ou provienne de simples oscillations du marché, l'effet produit sur la quantité de la monnaie circulante reste le même.

Soit un certain nombre de ventes sans lien réciproque, simultanées et par cela même s'effectuant les unes à côté des autres, ou de métamorphoses partielles, par exemple, de 1 quart de froment, 20 mètres de toile, 1 bible, 4 fûts d'eau-de-vie. Si chaque article coûte 2 l. st., la somme de leurs prix est 8 l. st. et, pour les réaliser, il faut jeter 8 l. st. dans la circulation. Ces mêmes marchandises forment elles au contraire la série de métamorphoses connue : 1 quart de froment — 2 l. st. — 20 mètres de toile — 2 l. st. — 1 bible — 2 l. st. — 4 fûts d'eau-de-vie — 2 l. st., alors *les mêmes* 2 l. st. font circuler dans l'ordre indiqué ces marchandises diverses, en réalisant successivement leurs prix et s'arrêtent enfin dans la main du distillateur. Elles accomplissent ainsi quatre tours.

Le déplacement quatre fois répété des 2 l. st. résulte des métamorphoses complètes, entrelacées les unes dans les autres, du froment, de la toile et de la bible, qui finissent par la première métamorphose de l'eau-de-vie^[75]. Les mouvements opposés et complémentaires les uns des autres dont se forme une telle série, ont lieu successivement et non simultanément. Il leur faut plus ou moins de temps pour s'accomplir. La vitesse du cours de la monnaie se mesure donc par le nombre de tours des mêmes pièces de monnaie dans un temps donné. Supposons que la circulation des quatre marchandises dure un jour. La somme des prix à réaliser est de 8 l. st., le nombre de tours de chaque pièce pendant le jour : 4, la masse de la monnaie circulante : 2 l. st. et nous aurons donc :

Somme des prix des marchandises divisée par le nombre des tours des

pièces de la même dénomination dans un temps donné = Masse de la monnaie fonctionnant comme instrument de circulation.

Cette loi est générale. La circulation des marchandises dans un pays, pour un temps donné, renferme bien des ventes isolées (ou des achats), c'est-à-dire des métamorphoses partielles et simultanées où la monnaie ne change qu'une fois de place ou ne fait qu'un seul tour. D'un autre côté, il y a des séries de métamorphoses plus ou moins ramifiées, s'accomplissant côte à côte ou s'entrelaçant les unes dans les autres où les mêmes pièces de monnaie font des tours plus ou moins nombreux. Les pièces particulières dont se compose la somme totale de la monnaie en circulation fonctionnent donc à des degrés d'activité très divers, mais le total des pièces de chaque dénomination réalise, pendant une période donnée, une certaine somme de prix. Il s'établit donc une vitesse moyenne du cours de la monnaie.

La masse d'argent qui, par exemple, est jetée dans la circulation à un moment donné est naturellement déterminée par le prix total des marchandises vendues à côté les unes des autres. Mais dans le courant même de la circulation chaque pièce de monnaie est rendue, pour ainsi dire, responsable pour sa voisine. Si l'une active la rapidité de sa course, l'autre la ralentit, ou bien est rejetée complètement de la sphère de la circulation, attendu que celle-ci ne peut absorber qu'une masse d'or qui, multipliée par le nombre moyen de ses tours, est égale à la somme des prix à réaliser. Si les tours de la monnaie augmentent, sa masse diminue ; si ses tours diminuent, sa masse augmente. La vitesse moyenne de la monnaie étant donnée, la masse qui peut fonctionner comme instrument de la circulation se trouve déterminée également. Il suffira donc, par exemple, de jeter dans la circulation un certain nombre de billets de banque d'une livre pour en faire sortir autant de livres st. en or, — truc bien connu par toutes les banques.

De même que le cours de la monnaie en général reçoit son impulsion et sa direction de la circulation des marchandises, de même la rapidité de son mouvement ne reflète que la rapidité de leurs changements de forme, la rentrée continuelle des séries de métamorphoses les unes dans les autres, la disparition subite des marchandises de la circulation et leur remplacement aussi subit par des marchandises nouvelles. Dans le cours accéléré de la monnaie apparaît ainsi l'*unité fluide* des phases opposées et complémentaires, transformation de l'aspect usage des marchandises en leur aspect valeur et retransformation de leur aspect valeur en leur aspect usage, ou l'unité de la vente et de l'achat comme deux actes alternativement exécutés par les mêmes échangistes. Inversement, le

ralentissement du cours de la monnaie fait apparaître la *séparation* de ces phénomènes et leur *tendance à s'isoler en opposition l'un de l'autre*, l'interruption des changements de forme et conséquemment des permutations de matières. La circulation naturellement ne laisse pas voir d'où provient cette interruption ; elle ne montre que le phénomène. Quant au vulgaire qui, à mesure que la circulation de la monnaie se ralentit, voit l'argent se montrer et disparaître moins fréquemment sur tous les points de la périphérie de la circulation, il est porté à chercher l'explication du phénomène dans l'insuffisante quantité du métal circulant^[76].

Le *quantum* total de l'argent qui fonctionne comme instrument de circulation dans une période donnée est donc déterminé d'un côté par la *somme des prix* de toutes les marchandises circulantes, de l'autre par la vitesse relative de leurs métamorphoses. Mais le prix total des marchandises dépend et de la masse et des prix de chaque espèce de marchandise. Ces trois facteurs : *mouvement des prix, masse des marchandises circulantes et enfin vitesse du cours de la monnaie*, peuvent changer dans des proportions diverses et dans une direction différente ; la *somme des prix à réaliser* et par conséquent la *masse* des moyens de circulation qu'elle exige, peuvent donc également subir des combinaisons nombreuses dont nous ne mentionnerons ici que les plus importantes dans l'histoire des prix.

Les prix restant les mêmes, la masse des moyens de circulation peut augmenter, soit que la masse des marchandises circulantes augmente, soit que la vitesse du cours de la monnaie diminue ou que ces deux circonstances agissent ensemble. Inversement la masse des moyens de circulation peut diminuer si la masse des marchandises diminue ou si la monnaie accélère son cours.

Les prix des marchandises subissant une hausse générale, la masse des moyens de circulation peut rester la même, si la masse des marchandises circulantes diminue dans la même proportion que leur prix s'élève, ou si la vitesse du cours de la monnaie augmente aussi rapidement que la hausse des prix, tandis que la masse des marchandises en circulation reste la même. La masse des moyens de circulation peut décroître, soit que la masse des marchandises décroisse, soit que la vitesse du cours de l'argent croisse plus rapidement que leurs prix.

Les prix des marchandises subissant une baisse générale, la masse des moyens de circulation peut rester la même, si la masse des marchandises croît dans la même proportion que leurs prix baissent ou si la vitesse du cours de l'argent diminue dans la même proportion que les prix. Elle peut augmenter si la masse des marchandises croît plus vite, ou si la rapidité de

la circulation diminue plus promptement que les prix ne baissent.

Les variations des différents facteurs peuvent se compenser réciproquement, de telle sorte que malgré leurs oscillations perpétuelles la somme totale des prix à réaliser reste constante et par conséquent aussi la masse de la monnaie courante. En effet, si on considère des périodes d'une certaine durée, on trouve les déviations du niveau moyen bien moindres qu'on s'y attendrait à première vue, à part toutefois de fortes perturbations périodiques qui proviennent presque toujours de crises industrielles et commerciales, et exceptionnellement d'une variation dans la valeur même des métaux précieux.

Cette loi, que la quantité des moyens de circulation est déterminée par la somme des prix des marchandises circulantes et par la vitesse moyenne du cours de la monnaie^[77], revient à ceci : étant donné et la somme de valeur des marchandises et la vitesse moyenne de leurs métamorphoses, la quantité du métal précieux en circulation dépend de sa propre valeur. L'illusion d'après laquelle les prix des marchandises sont au contraire déterminés par la masse des moyens de circulation et cette masse par l'abondance des métaux précieux dans un pays^[78], repose originellement sur l'hypothèse absurde que les marchandises et l'argent entrent dans la circulation, les uns sans prix, l'autre sans valeur, et qu'une partie aliquote du tas des marchandises s'y échange ensuite contre la même partie aliquote de la montagne de métal^[79].

c). Le numéraire ou les espèces. — Le signe de valeur

Le numéraire tire son origine de la fonction que la monnaie remplit comme instrument de circulation. Les poids d'or, par exemple, exprimés selon l'étalon officiel dans les prix où les noms monétaires des marchandises, doivent leur faire face sur le marché comme espèces d'or de la même dénomination ou comme numéraire. De même que l'établissement de l'étalon des prix, le monnayage est une besogne qui incombe à l'État. Les divers uniformes nationaux que l'or et l'argent revêtent, en tant que numéraire, mais dont ils se dépouillent sur le marché du monde, marquent bien la séparation entre les sphères intérieures ou nationales et la sphère générale de la circulation des marchandises.

L'or monnayé et l'or en barre ne se distinguent de prime abord que par la figure, et l'or peut toujours passer d'une de ces formes à l'autre^[80]. Cependant en sortant de la Monnaie le numéraire se trouve déjà sur la voie du creuset. Les monnaies d'or ou d'argent s'usent dans leurs cours, les unes plus, les autres moins. À chaque pas qu'une guinée, par exemple, fait dans sa route, elle perd quelque chose de son poids tout en conservant sa dénomination. Le titre et la matière, la substance métallique et le nom

monétaire commencent ainsi à se séparer. Des espèces de même nom deviennent de valeur inégale, n'étant plus de même poids. Le poids d'or indiqué par l'étalon des prix ne se trouve plus dans l'or qui circule, lequel cesse par cela même d'être l'équivalent réel des marchandises dont il doit réaliser les prix. L'histoire des monnaies au moyen âge et dans les temps modernes jusqu'au dix-huitième siècle n'est guère que l'histoire de cet embrouillement. La tendance naturelle de la circulation à transformer les espèces d'or en un semblant d'or, ou le numéraire en symbole de son poids métallique officiel, est reconnue par les lois les plus récentes sur le degré de perte de métal qui met les espèces hors de cours ou les démonétise.

Le cours de la monnaie, en opérant une scission entre le contenu réel et le contenu nominal, entre l'existence métallique et l'existence fonctionnelle des espèces, implique déjà, sous forme latente, la possibilité de les remplacer dans leur fonction de numéraire par des jetons de billon, etc. Les difficultés techniques du monnayage de parties de poids d'or ou d'argent tout à fait diminutives, et cette circonstance que des métaux inférieurs servent de mesure de valeur et circulent comme monnaie jusqu'au moment où le métal précieux vient les détrôner, expliquent historiquement leur rôle de monnaie symbolique. Ils tiennent lieu de l'or monnayé dans les sphères de la circulation où le roulement du numéraire est le plus rapide, c'est-à-dire où les ventes et les achats se renouvellent incessamment sur la plus petite échelle. Pour empêcher ces satellites de s'établir à la place de l'or, les proportions dans lesquelles ils doivent être acceptés en paiement sont déterminées par des lois. Les cercles particuliers que parcourent les diverses sortes de monnaie s'entrecroisent naturellement. Là monnaie d'appoint, par exemple, apparaît pour payer des fractions d'espèces d'or ; l'or entre constamment dans la circulation de détail, mais il en est constamment chassé par la monnaie d'appoint échangée contre lui^[81].

La substance métallique des jetons d'argent ou de cuivre est déterminée arbitrairement par la loi. Dans leur cours ils s'usent encore plus rapidement que les pièces d'or. Leur fonction devient donc par le fait complètement indépendante de leur poids, c'est à-dire de toute valeur.

Néanmoins, et c'est le point important, ils continuent de fonctionner comme remplaçants des espèces d'or. La fonction numéraire de l'or entièrement détachée de sa valeur métallique est donc un phénomène produit par les frottements de sa circulation même. Il peut donc être remplacé dans cette fonction par des choses relativement sans valeur aucune, telles que des billets de papier. Si dans les jetons métalliques le caractère purement symbolique est dissimulé jusqu'à un certain point, il se

manifeste sans équivoque dans le papier monnaie. Comme on le voit, ce n'est que le premier pas qui coûte.

Il ne s'agit ici que de *papier monnaie d'État avec cours forcé*. Il naît spontanément de la circulation métallique. La *monnaie de crédit*, au contraire, suppose un ensemble de conditions qui, du point de vue de la circulation simple des marchandises, nous sont encore inconnues. Remarquons en passant que si le papier monnaie proprement dit provient de la fonction de l'argent comme *moyen de circulation*, la *monnaie de crédit* a sa racine naturelle dans la fonction de l'argent comme *moyen de paiement*^[82].

L'État jette dans la circulation des billets de papier sur lesquels sont inscrits des dénominations de numéraire tels que 1 l. st., 5 l. st., etc. En tant que ces billets circulent réellement à la place du poids d'or de la même dénomination, leur mouvement ne fait que refléter les lois du cours de la monnaie réelle. Une loi spéciale de la circulation du papier ne peut résulter que de son rôle de représentant de l'or ou de l'argent, et cette loi est très simple ; elle consiste en ce que l'émission du papier monnaie doit être proportionnée à la quantité d'or (ou d'argent dont il est le symbole et qui devrait réellement circuler. La quantité d'or que la circulation peut absorber oscille bien constamment au dessus ou au dessous d'un certain niveau moyen ; cependant elle ne tombe jamais au dessous d'un minimum que l'expérience fait connaître en chaque pays. Que cette masse *minima* renouvelle sans cesse ses parties intégrantes, c'est-à-dire qu'il y ait un va et vient des espèces particulières qui y entrent et en sortent, cela ne change naturellement rien ni à ses proportions ni à son roulement continu dans l'enceinte de la circulation. Rien n'empêche donc de la remplacer par des symboles de papier. Si au contraire les canaux de la circulation se remplissent de papier monnaie jusqu'à la limite de leur faculté d'absorption pour le métal précieux, alors la moindre oscillation dans le prix des marchandises pourra les faire déborder. Toute mesure est dès lors perdue.

Abstraction faite d'un discrédit général, supposons que le papier monnaie dépasse sa proportion légitime. Après comme avant, il ne représentera dans la circulation des marchandises que le *quantum* d'or qu'elle exige selon ses lois immanentes et qui, par conséquent, est seul représentable. Si, par exemple, la masse totale du papier est le double de ce qu'elle devrait être, un billet de 1 l. st., qui représentait 1/4 d'once d'or, n'en représentera plus que 1/8. L'effet est le même que si l'or, dans sa fonction d'étalon de prix, avait été altéré.

Le papier monnaie est signe d'or ou signe de monnaie. Le rapport qui

existe entre lui et les marchandises consiste tout simplement en ceci, que les mêmes quantités d'or qui sont exprimées idéalement dans leurs prix sont représentées symboliquement par lui. Le papier monnaie n'est donc signe de valeur qu'autant qu'il représente des quantités d'or qui, comme toutes les autres quantités de marchandises, sont aussi des quantités de valeur^[83].

On demandera peut être pourquoi l'or peut être remplacé par des choses sans valeur, par de simples signes. Mais il n'est ainsi remplaçable qu'autant qu'il fonctionne exclusivement comme numéraire ou instrument de circulation. Le caractère exclusif de cette fonction ne se réalise pas, il est vrai, pour les monnaies d'or ou d'argent prises à part, quoiqu'il se manifeste dans le fait que des espèces usées continuent néanmoins à circuler. Chaque pièce d'or n'est simplement instrument de circulation qu'autant qu'elle circule. Il n'en est pas ainsi de la masse d'or *minima* qui peut être remplacée par le papier monnaie. Cette masse appartient toujours à la sphère de la circulation, fonctionne sans cesse comme son instrument et existe exclusivement comme soutien de cette fonction. Son roulement ne représente ainsi que l'alternation continuelle des mouvements inverses de la métamorphose M—A—M où la figure valeur des marchandises ne leur fait face que pour disparaître aussitôt après, où le remplacement d'une marchandise par l'autre fait glisser la monnaie sans cesse d'une main dans une autre. Son existence fonctionnelle absorbe, pour ainsi dire, son existence matérielle. Reflet fugitif des prix des marchandises, elle ne fonctionne plus que comme signe d'elle même et peut par conséquent être remplacée par des signes^[84]. Seulement il faut que le signe de la monnaie soit comme elle socialement valable, et il le devient par le cours forcé. Cette action coercitive de l'État ne peut s'exercer que dans l'enceinte nationale de la circulation, mais là seulement aussi peut s'isoler la fonction que la monnaie remplit comme numéraire.

3. *La monnaie ou l'argent*

Jusqu'ici nous avons considéré le métal précieux sous le double aspect de mesure des valeurs et d'instrument de circulation. Il remplit la première fonction comme monnaie idéale, il peut être représenté dans la deuxième par des symboles. Mais il y a des fonctions où il doit se présenter dans son corps métallique comme équivalent réel des marchandises ou comme marchandise monnaie. Il y a une autre fonction encore qu'il peut remplir ou en personne ou par des suppléants, mais où il se dresse toujours en face des marchandises usuelles comme l'unique incarnation adéquate de leur valeur. Dans tous ces cas, nous dirons qu'il fonctionne comme monnaie ou argent proprement dit par opposition à ses fonctions de mesure des valeurs

et de numéraire.

a). *Thésaurisation*

Le mouvement circulatoire des deux métamorphoses inverses des marchandises ou l'alternation continue de vente et d'achat se manifeste par le cours infatigable de la monnaie ou dans sa fonction de *perpetuum mobile*, de moteur perpétuel de la circulation. Il s'immobilise ou se transforme, comme dit *Boisguillebert*, de *meuble en immeuble*, de numéraire en *monnaie* ou *argent*, dès que la série des métamorphoses est interrompue, dès qu'une vente n'est pas suivie d'un achat subséquent.

Dès que se développe la circulation des marchandises, se développent aussi la nécessité et le désir de fixer et de conserver le produit de la première métamorphose, la marchandise changée en chrysalide d'or ou d'argent^[85]. On vend dès lors des marchandises non seulement pour en acheter d'autres, mais aussi pour remplacer la forme marchandise par la forme argent. La monnaie arrêtée à dessein dans sa circulation se pétrifie, pour ainsi dire, en devenant trésor, et le vendeur se change en thésauriseur.

C'est surtout dans l'enfance de la circulation qu'on n'échange que le superflu en valeurs d'usage contre la marchandise monnaie. L'or et l'argent deviennent ainsi d'eux mêmes l'expression sociale du superflu et de la richesse. Cette forme naïve de thésaurisation s'éternise chez les peuples dont le mode traditionnel de production satisfait directement un cercle étroit de besoins stationnaires. Il y a peu de circulation et beaucoup de trésors. C'est ce qui a lieu chez les Asiatiques, notamment chez les Indiens. Le vieux Vanderlint, qui s' imagine que le taux des prix dépend de l'abondance des métaux précieux dans un pays, se demande pourquoi les marchandises indiennes sont à si bon marché ? Parce que les Indiens, dit-il, enfouissent l'argent. Il remarque que de 1602 à 1734 ils enfouirent ainsi cent cinquante millions de livres sterling en argent, qui étaient venues d'abord d'Amérique en Europe^[86]. De 1856 à 1866, dans une période de dix ans, l'Angleterre exporta dans l'Inde et dans la Chine (et le métal importé en Chine tenue en grande partie dans l'Inde), 120 millions de livres sterl. en argent qui avaient été auparavant échangées contre de l'or australien.

Dès que la production marchande a atteint un certain développement, chaque producteur doit faire provision d'argent. C'est alors le « gage social », le *nervus rerum*, le nerf des choses^[87]. En effet, les besoins du producteur se renouvellent sans cesse et lui imposent sans cesse l'achat de marchandises étrangères, tandis que la production et la vente des siennes exigent plus ou moins de temps et dépendent de mille hasards. Pour acheter sans vendre, il doit d'abord avoir vendu sans acheter. Il semble

contradictoire que cette opération puisse s'accomplir d'une manière générale. Cependant les métaux précieux se troquent à leur source de production contre d'autres marchandises. Ici la vente a lieu (du côté du possesseur de marchandises) sans achat (du côté du possesseur d'or et d'argent)^[88]. Et des ventes postérieures qui ne sont pas complétées par des achats subséquents ne font que distribuer les métaux précieux entre tous les échangistes. Il se forme ainsi sur tous les points en relation d'affaires des réserves d'or et d'argent dans les proportions les plus diverses. La possibilité de retenir et de conserver la marchandise comme valeur d'échange ou la valeur d'échange comme marchandise éveille la passion de l'or. À mesure que s'étend la circulation des marchandises grandit aussi la puissance de la monnaie, forme absolue et toujours disponible de la richesse sociale. « L'or est une chose merveilleuse ! Qui le possède est maître de tout ce qu'il désire. Au moyen de l'or on peut même ouvrir aux âmes les portes du Paradis. » (*Colomb, lettre de la Jamaïque*, 1503.)

L'aspect de la monnaie ne trahissant point ce qui a été transformé en elle, tout, marchandise ou non, se transforme en monnaie. Rien qui ne devienne vénal, qui ne se fasse vendre et acheter ! La circulation devient la grande cornue sociale où tout se précipite pour en sortir transformé en cristal monnaie. Rien ne résiste à cette alchimie, pas même les os des saints et encore moins des choses sacrosaintes, plus délicates, *res sacrosanctoe, extra commercium hominum*^[89]. De même que toute différence de qualité entre les marchandises s'efface dans l'argent, de même lui, niveleur radical, efface toutes les distinctions^[90]. Mais l'argent est lui même marchandise, une chose qui peut tomber sous les mains de qui que ce soit. La puissance sociale devient ainsi puissance privée des particuliers. Aussi la société antique le dénonce-t-elle comme l'agent subversif, comme le dissolvant le plus actif de son organisation économique et de ses mœurs populaires^[91].

La société moderne qui, à peine née encore, tire déjà par les cheveux le dieu Plutus des entrailles de la terre^[92], salue dans l'or, son saint Graal, l'incarnation éblouissante du principe même de sa vie.

La marchandise, en tant que valeur d'usage, satisfait un besoin particulier et forme un élément particulier de la richesse matérielle. Mais la valeur de la marchandise mesure le degré de sa force d'attraction sur tous les éléments de cette richesse, et par conséquent la *richesse sociale* de celui qui la possède. L'échangiste plus ou moins barbare, même le paysan de l'Europe occidentale, ne sait point séparer la valeur de sa forme. Pour lui, accroissement de sa réserve d'or et d'argent veut dire accroissement de valeur. Assurément la valeur du métal précieux change par suite des

variations survenues soit dans sa propre valeur soit dans celle des marchandises. Mais cela n'empêche pas d'un côté, que 200 onces d'or contiennent après comme avant plus de valeur que 100, 300 plus que 200, etc., ni d'un autre côté, que la forme métallique de la monnaie reste la forme équivalente générale de toutes les marchandises, l'incarnation sociale de tout travail humain. Le penchant à thésauriser n'a, de sa nature, ni règle ni mesure. Considéré au point de vue de la qualité ou de la forme, comme représentant universel de la richesse matérielle, l'argent est sans limite parce qu'il est immédiatement transformable en toute sorte de marchandise. Mais chaque somme d'argent réelle a sa limite quantitative et n'a donc qu'une puissance d'achat restreinte. Cette contradiction entre la quantité toujours définie et la qualité de puissance infinie de l'argent ramène sans cesse le thésauriseur au travail de Sisyphe. Il en est de lui comme du conquérant que chaque conquête nouvelle ne mène qu'à une nouvelle frontière.

Pour retenir et conserver le métal précieux en qualité de monnaie, et par suite d'élément de la thésaurisation, il faut qu'on l'empêche de circuler ou de se résoudre comme moyen d'achat en moyens de jouissance. Le thésauriseur sacrifie donc à ce fétiche tous les penchants de sa chair. Personne plus que lui ne prend au sérieux l'évangile du renoncement. D'un autre côté, il ne peut dérober en monnaie à la circulation que ce qu'il lui donne en marchandises. Plus il produit, plus il peut vendre. Industrie, économie, avarice, telles sont ses vertus cardinales ; beaucoup vendre, peu acheter, telle est la somme de son économie politique^[93].

Le trésor n'a pas seulement une forme brute : il a aussi une forme esthétique. C'est l'accumulation d'ouvrages d'orfèvrerie qui se développe avec l'accroissement de la richesse sociale. « Soyons riches ou paraissions riches. » (Diderot.) Il se forme ainsi d'une part un marché toujours plus étendu pour les métaux précieux, de l'autre une source latente d'approvisionnement à laquelle on puise dans les périodes de crise sociale.

Dans l'économie de la circulation métallique, les trésors remplissent des fonctions diverses. La première tire son origine des conditions qui président au cours de la monnaie. On a vu comment la masse courante du numéraire s'élève ou s'abaisse avec les fluctuations constantes qu'éprouve la circulation des marchandises sous le rapport de l'étendue, des prix et de la vitesse. Il faut donc que cette masse soit capable de contraction et d'expansion.

Tantôt une partie de la monnaie doit sortir de la circulation, tantôt elle y doit rentrer. Pour que la masse d'argent courante corresponde toujours au degré où la sphère de la circulation se trouve saturée, la quantité d'or ou

d'argent qui réellement circule ne doit former qu'une partie du métal précieux existant dans un pays. C'est par la forme trésor de l'argent que cette condition se trouve remplie. Les réservoirs des trésors servent à la fois de canaux de décharge et d'irrigation, de façon que les canaux de circulation ne débordent jamais^[94].

b). Moyen de paiement.

Dans la forme immédiate de la circulation des marchandises examinée jusqu'ici, la même valeur se présente toujours double, marchandise à un pôle, monnaie à l'autre. Les producteurs-échangistes entrent en rapport comme représentants d'équivalents qui se trouvent déjà en face les uns des autres. À mesure cependant que se développe la circulation, se développent aussi des circonstances tendant à séparer par un intervalle de temps l'aliénation de la marchandise et la réalisation de son prix. Les exemples les plus simples nous suffisent ici. Telle espèce de marchandise exige plus de temps pour sa production, telle autre en exige moins. Les saisons de production ne sont pas les mêmes pour des marchandises différentes. Si une marchandise prend naissance sur le lieu même de son marché, une autre doit voyager et se rendre à un marché lointain. Il se peut donc que l'un des échangistes soit prêt à vendre, tandis que l'autre n'est pas encore à même d'acheter. Quand les mêmes transactions se renouvellent constamment entre les mêmes personnes les conditions de la vente et de l'achat des marchandises se régleront peu à peu d'après les conditions de leur production. D'un autre côté, l'usage de certaines espèces de marchandise, d'une maison, par exemple, est aliéné pour une certaine période, et ce n'est qu'après l'expiration du terme que l'acheteur a réellement obtenu la valeur d'usage stipulée. Il achète donc avant de payer. L'un des échangistes vend une marchandise présente, l'autre achète comme représentant d'argent à venir. Le vendeur devient créancier, l'acheteur débiteur. Comme la métamorphose de la marchandise prend ici un nouvel aspect, l'argent lui aussi acquiert une nouvelle fonction. Il devient moyen de paiement.

Les caractères de créancier et de débiteur proviennent ici de la circulation simple. Le changement de sa forme imprime au vendeur et à l'acheteur leurs cachets nouveaux. Tout d'abord, ces nouveaux rôles sont donc aussi passagers que les anciens et joués tour à tour par les mêmes acteurs, mais ils n'ont plus un aspect aussi débonnaire, et leur opposition devient plus susceptible de se solidifier^[95]. Les mêmes caractères peuvent aussi se présenter indépendamment de la circulation des marchandises. Dans le monde antique, le mouvement de la lutte des classes a surtout la forme d'un combat, toujours renouvelé entre créanciers et débiteurs, et se

termine à Rome par la défaite et la ruine du débiteur plébéien qui est remplacé par l'esclave. Au moyen âge, la lutte se termine par la ruine du débiteur féodal. Celui là perd la puissance politique dès que croule la base économique qui en faisait le soutien. Cependant ce rapport monétaire de créancier à débiteur ne fait à ces deux époques que réfléchir à la surface des antagonismes plus profonds.

Revenons à la circulation des marchandises. L'apparition simultanée des équivalents marchandise et argent aux deux pôles de la vente a cessé. Maintenant l'argent fonctionne en premier lieu comme mesure de valeur dans la fixation du prix de la marchandise vendue. Ce prix établi par contrat, mesure l'obligation de l'acheteur, c'est-à-dire la somme d'argent dont il est redevable à terme fixe.

Puis il fonctionne comme moyen d'achat idéal. Bien qu'il n'existe que dans la promesse de l'acheteur, il opère cependant le déplacement de la marchandise. Ce n'est qu'à l'échéance du terme qu'il entre, comme moyen de paiement, dans la circulation, c'est-à-dire qu'il passe de la main de l'acheteur dans celle du vendeur. Le moyen de circulation s'était transformé en trésor, parce que le mouvement de la circulation s'était arrêté à sa première moitié. Le moyen de paiement entre dans la circulation, mais seulement après que la marchandise en est sortie. Le vendeur transformait la marchandise en argent pour satisfaire ses besoins, le thésauriseur pour la conserver sous forme d'équivalent général, l'acheteur débiteur enfin pour pouvoir payer. S'il ne paye pas, une vente forcée de son avoir a lieu. La conversion de la marchandise en sa figure valeur, en monnaie, devient ainsi une nécessité sociale qui s'impose au producteur échangiste indépendamment de ses besoins et de ses fantaisies personnelles.

Supposons que le paysan achète du tisserand 20 mètres de toile au prix de 2 l. st., qui est aussi le prix d'un quart de froment, et qu'il les paye un mois après. Le paysan transforme son froment en toile avant de l'avoir transformé en monnaie. Il accomplit donc la dernière métamorphose de sa marchandise avant la première. Ensuite il vend du froment pour 2 l. st., qu'il fait passer au tisserand au terme convenu. La monnaie réelle ne lui sert plus ici d'intermédiaire pour substituer la toile au froment. C'est déjà fait. Pour lui la monnaie est au contraire le dernier mot de la transaction en tant qu'elle est la forme absolue de la valeur qu'il doit fournir, la marchandise universelle. Quant au tisserand, sa marchandise a circulé et a réalisé son prix, mais seulement au moyen d'un titre qui ressortit du droit civil. Elle est entrée dans la consommation d'autrui avant d'être transformée en monnaie. La première métamorphose de sa toile reste donc

suspendue et ne s'accomplit que plus tard, au terme d'échéance de la dette du paysan^[96].

Les obligations échues dans une période déterminée représentent le prix total des marchandises vendues. La quantité de monnaie exigée pour la réalisation de cette somme dépend d'abord de la vitesse du cours des moyens de paiement. Deux circonstances la règlent : 1. l'enchaînement des rapports de créancier à débiteur, comme lorsque A, par exemple, qui reçoit de l'argent de son débiteur B, le fait passer à son créancier C, et ainsi de suite ; 2. l'intervalle de temps qui sépare les divers termes auxquels les paiements s'effectuent. La série des paiements consécutifs ou des premières métamorphoses supplémentaires se distingue tout à fait de l'entrecroisement des séries de métamorphoses que nous avons d'abord analysé.

Non seulement la connexion entre vendeurs et acheteurs s'exprime dans le mouvement des moyens de circulation. Mais cette connexion naît dans le cours même de la monnaie. Le mouvement du moyen de paiement au contraire exprime un ensemble de rapports sociaux préexistants.

La simultanéité et contiguïté des ventes (ou achats), qui fait que la quantité des moyens de circulation ne peut plus être compensée par la vitesse de leur cours, forme un nouveau levier dans l'économie des moyens de paiement. Avec la concentration des paiements sur une même place se développent spontanément des institutions et des méthodes pour les balancer les uns par les autres. Tels étaient, par exemple, à Lyon, au moyen âge, les virements. Les créances de A sur B, de B sur C, de C sur A, et ainsi de suite, n'ont besoin que d'être confrontées pour s'annuler réciproquement, dans une certaine mesure, comme quantités positives et négatives. Il ne reste plus ainsi qu'une balance de compte à solder. Plus est grande la concentration des paiements, plus est relativement petite leur balance, et par cela même la masse des moyens de paiement en circulation.

La fonction de la monnaie comme moyen de paiement implique une contradiction sans moyen terme. Tant que les paiements se balancent, elle fonctionne seulement d'une manière idéale, comme monnaie de compte et mesure des valeurs. Dès que les paiements doivent s'effectuer réellement, elle ne se présente plus comme simple moyen de circulation, comme forme transitive servant d'intermédiaire au déplacement des produits, mais elle intervient comme incarnation individuelle du travail social, seule réalisation de la valeur d'échange, marchandise absolue. Cette contradiction éclate dans le moment des crises industrielles ou commerciales auquel on a donné le nom de crise monétaire^[97].

Elle ne se produit que là où l'enchaînement des paiements et un système artificiel destiné à les compenser réciproquement se sont développés. Ce mécanisme vient-il, par une cause quelconque, à être dérangé, aussitôt la monnaie, par un revirement brusque et sans transition, ne fonctionne plus sous sa forme purement idéale de monnaie de compte. Elle est réclamée comme argent comptant et ne peut plus être remplacée par des marchandises profanes. L'utilité de la marchandise ne compte pour rien et sa valeur disparaît devant ce qui n'en est que la forme. La veille encore, le bourgeois, avec la suffisance présomptueuse que lui donne la prospérité, déclarait que l'argent est une vaine illusion. La marchandise seule est argent, s'écriait-il. L'argent seul est marchandise ! Tel est maintenant le cri qui retentit sur le marché du monde. Comme le cerf altéré brame après la source d'eau vive, ainsi son âme appelle à grands cris l'argent, la seule et unique richesse^[98]. L'opposition qui existe entre la marchandise et sa forme valeur est, pendant la crise, poussée à l'outrance. Le genre particulier de la monnaie n'y fait rien. La disette monétaire reste la même, qu'il faille payer en or ou en monnaie de crédit, en billets de banque, par exemple^[99].

Si nous examinons maintenant la somme totale de la monnaie qui circule dans un temps déterminé, nous trouverons qu'étant donné la vitesse du cours des moyens de circulation et des moyens de paiement, elle est égale à la somme des prix des marchandises à réaliser, plus la somme des paiements échus, moins celle des paiements qui se balancent, moins enfin l'emploi double ou plus fréquent des mêmes pièces pour la double fonction de moyen de circulation et de moyen de paiement. Par exemple, le paysan a vendu son froment moyennant 2 l. st. qui opèrent comme moyen de circulation. Au terme d'échéance, il les fait passer au tisserand. Maintenant elles fonctionnent comme moyen de paiement. Le tisserand achète avec elles une bible, et dans cet achat elles fonctionnent de nouveau comme moyen de circulation, et ainsi de suite.

Étant donné la vitesse du cours de la monnaie, l'économie des paiements et les prix des marchandises, on voit que la masse des marchandises en circulation ne correspond plus à la masse de la monnaie courante dans une certaine période, un jour, par exemple. Il court de la monnaie qui représente des marchandises depuis longtemps dérobées à la circulation. Il court des marchandises dont l'équivalent en monnaie ne se présentera que bien plus tard. D'un autre côté, les dettes contractées et les dettes échues chaque jour sont des grandeurs tout à fait incommensurables^[100].

La monnaie de crédit a sa source immédiate dans la fonction de l'argent

comme moyen de paiement. Des certificats constatant les dettes contractées pour des marchandises vendues circulent eux mêmes à leur tour pour transférer à d'autres personnes les créances. À mesure que s'étend le système de crédit, se développe de plus en plus la fonction que la monnaie remplit comme moyen de paiement. Comme tel, elle revêt des formes d'existence particulières dans lesquelles elle hante la sphère des grandes transactions commerciales, tandis que les espèces d'or et d'argent sont refoulées principalement dans la sphère du commerce de détail^[101].

Plus la production marchande se développe et s'étend, moins la fonction de la monnaie comme moyen de paiement est restreinte à la sphère de la circulation des produits. La monnaie devient la marchandise générale des contrats^[102]. Les rentes, les impôts, etc., payés jusqu'alors en nature, se payent désormais en argent. Un fait qui démontre, entre autres, combien ce changement dépend des conditions générales de la production, c'est que l'empire romain échoua par deux fois dans sa tentative de lever toutes les contributions en argent. La misère énorme de la population agricole en France sous Louis XIV, dénoncée avec tant d'éloquence par Boisguillebert, le maréchal Vauban, etc., ne provenait pas seulement de l'élévation de l'impôt, mais aussi de la substitution de sa forme monétaire à sa forme naturelle^[103]. En Asie, la rente foncière constitue l'élément principal des impôts et se paye en nature. Cette forme de la rente, qui repose là sur des rapports de production stationnaires, entretient par contrecoup l'ancien mode de production. C'est un des secrets de la conservation de l'empire turc. Que le libre commerce, octroyé par l'Europe au Japon, amène dans ce pays la conversion de la rente nature en rente argent, et c'en est fait de son agriculture modèle, soumise à des conditions économiques trop étroites pour résister à une telle révolution.

Il s'établit dans chaque pays certains termes généraux où les paiements se font sur une grande échelle. Si quelques uns de ces termes sont de pure convention, ils reposent en général sur les mouvements périodiques et circulatoires de la reproduction liés aux changements périodiques des saisons, etc. Ces termes généraux règlent également l'époque des paiements qui ne résultent pas directement de la circulation des marchandises, tels que ceux de la rente, du loyer, des impôts, etc. La quantité de monnaie qu'exigent à certains jours de l'année ces paiements disséminés sur toute la périphérie d'un pays occasionne des perturbations périodiques, mais tout à fait superficielles^[104].

Il résulte de la loi sur la vitesse du cours des moyens de paiement, que pour tous les paiements périodiques, quelle qu'en soit la source, la masse des moyens de paiement nécessaire est en raison inverse de la longueur

des périodes^[105].

La fonction que l'argent remplit comme moyen de paiement nécessite l'accumulation des sommes exigées pour les dates d'échéance. Tout en éliminant la thésaurisation comme forme propre d'enrichissement, le progrès de la société bourgeoise la développe sous la forme de réserve des moyens de paiement.

c). *La monnaie universelle*

À sa sortie de la sphère intérieure de la circulation, l'argent dépouille les formes locales qu'il y avait revêtues, forme de numéraire, de monnaie d'appoint, d'étalon des prix, de signe de valeur, pour retourner à sa forme primitive de barre ou lingot. C'est dans le commerce entre nations que la valeur des marchandises se réalise universellement. C'est là aussi que leur figure valeur leur fait vis-à-vis, sous l'aspect de monnaie universelle — monnaie du monde (money of the world), comme l'appelle James Steuart, monnaie de la grande république commerçante, comme disait après lui Adam Smith. C'est sur le marché du monde et là seulement que la monnaie fonctionne dans toute la force du terme, comme la marchandise dont la forme naturelle est en même temps l'incarnation sociale du travail humain en général. Sa manière d'être y devient adéquate à son idée.

Dans l'enceinte nationale de la circulation, ce n'est qu'une seule marchandise qui peut servir de mesure de valeur et par suite de monnaie. Sur le marché du monde règne une double mesure de valeur, l'or et l'argent^[106].

La monnaie universelle remplit les trois fonctions de moyen de paiement, de moyen d'achat et de matière sociale de la richesse, en général (universal wealth). Quand il s'agit de solder les balances internationales, la première fonction prédomine. De là le mot d'ordre du système mercantile balance de commerce^[107]. L'or et l'argent servent essentiellement de moyen d'achat international toutes les fois que l'équilibre ordinaire dans l'échange des matières entre diverses nations se dérange. Enfin, ils fonctionnent comme forme absolue de la richesse, quand il ne s'agit plus ni d'achat ni de paiement, mais d'un transfert de richesse d'un pays à un autre, et que ce transfert, sous forme de marchandise, est empêché, soit par les éventualités du marché, soit par le but même qu'on veut atteindre^[108].

Chaque pays a besoin d'un fonds de réserve pour son commerce étranger, aussi bien que pour sa circulation intérieure. Les fonctions de ces réserves se rattachent donc en partie à la fonction de la monnaie comme moyen de circulation et de paiement à l'intérieur, et en partie à sa fonction de monnaie universelle^[109]. Dans cette dernière fonction, la monnaie

matérielle, c'est-à-dire l'or et l'argent, est toujours exigée ; c'est pourquoi James Steuart, pour distinguer l'or et l'argent de leurs remplaçants purement locaux, les désigne expressément sous le nom de *money of the world*.

Le fleuve aux vagues d'argent et d'or possède un double courant. D'un côté, il se répand à partir de sa source sur tout le marché du monde où les différentes enceintes nationales le détournent en proportions diverses, pour qu'il pénètre leurs canaux de circulation intérieure, remplace leurs monnaies usées, fournisse la matière des articles de luxe, et enfin se pétrifie sous forme de trésor^[110]. Cette première direction lui est imprimée par les pays dont les marchandises s'échangent directement avec l'or et l'argent aux sources de leur production. En même temps, les métaux précieux courent de côté et d'autre, sans fin ni trêve, entre les sphères de circulation des différents pays, et ce mouvement suit les oscillations incessantes du cours du change^[111].

Les pays dans lesquels la production a atteint un haut degré de développement restreignent au minimum exigé par leurs fonctions spécifiques les trésors entassés dans les réservoirs de banque^[112]. À part certaines exceptions, le débordement de ces réservoirs par trop au-dessus de leur niveau moyen est un signe de stagnation dans la circulation des marchandises ou d'une interruption dans le cours de leurs métamorphoses^[113].

DEUXIÈME SECTION

LA TRANSFORMATION DE L'ARGENT EN CAPITAL

CHAPITRE IV

LA FORMULE GÉNÉRALE DU CAPITAL

La circulation des marchandises est le point de départ du capital. Il n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au XVI^e siècle.

Si nous faisons abstraction de l'échange des valeurs d'usage, c'est-à-dire du côté matériel de la circulation des marchandises, pour ne considérer que les formes économiques qu'elle engendre, nous trouvons pour dernier résultat l'argent. Ce produit final de la circulation est la première forme d'apparition du capital.

Lorsqu'on étudie le capital historiquement, dans ses origines, on le voit partout se poser en face de la propriété foncière sous forme d'argent, soit comme fortune monétaire, soit comme capital commercial et comme capital usuraire^[114]. Mais nous n'avons pas besoin de regarder dans le passé, il nous suffira d'observer ce qui se passe aujourd'hui même sous nos yeux. Aujourd'hui comme jadis, chaque capital nouveau entre en scène, c'est-à-dire sur le marché — marché des produits, marché du travail, marché de la monnaie — sous forme d'argent, d'argent qui par des procédés spéciaux doit se transformer en capital.

L'argent en tant qu'argent et l'argent en tant que capital ne se distinguent de prime abord que par leurs différentes formes de circulation.

La forme immédiate de la circulation des marchandises est

M—A—M, transformation de la marchandise en argent et retransformation de l'argent en marchandise, vendre pour acheter. Mais, à

côté de cette forme, nous en trouvons une autre, tout à fait distincte, la forme

$$\begin{array}{c} A \text{ ————— } M \text{ ————— } A \\ \text{argent — merchandise — argent} \end{array}$$

transformation de l'argent en marchandise et retransformation de la marchandise en argent, acheter pour vendre. Tout argent qui dans son mouvement décrit ce dernier cercle se transforme en capital, devient capital et est déjà par destination capital.

Considérons de plus près la circulation $A—M—A$. Comme la circulation simple, elle parcourt deux phases opposées. Dans la première phase $A—M$, achat, l'argent est transformé en marchandise. Dans la seconde $M—A$, vente, la marchandise est transformée en argent. L'ensemble de ces deux phases s'exprime par le mouvement qui échange monnaie contre marchandise et de nouveau la même marchandise contre de la monnaie, achète pour vendre, ou bien, si on néglige les différences formelles d'achat et de vente, achète avec de l'argent la marchandise et avec la marchandise l'argent^[115].

Ce mouvement aboutit à l'échange d'argent contre argent, $A—A$. Si j'achète pour 100 l. st. 2000 livres de coton, et qu'ensuite je vende ces 2000 livres de coton pour 110 l. st., j'ai en définitive échangé 100 l. st. contre 110 liv. st., monnaie contre monnaie.

Il va sans dire que la circulation $A—M—A$ serait un procédé bizarre, si l'on voulait par un semblable détour échanger des sommes d'argent équivalentes, 100 l. st., par exemple, contre 100 l. st. Mieux vaudrait encore la méthode du thésauriseur qui garde solidement ses 100 l. st. au lieu de les exposer aux risques de la circulation. Mais, d'un autre côté, que le marchand revende pour 110 l. st. le coton qu'il a acheté avec 100 l. st. ou qu'il soit obligé de le livrer à 100 et même à 50 l. st, dans tous ces cas son argent décrit toujours un mouvement particulier et original, tout à fait différent de celui que parcourt par exemple l'argent du fermier qui vend du froment et achète un habit. Il nous faut donc tout d'abord constater les différences caractéristiques entre les deux formes de circulation $A—M—A$ et $M—A—M$. Nous verrons en même temps quelle différence réelle gît sous cette différence formelle.

Considérons en premier lieu ce que les deux formes ont de commun.

Les deux mouvements se décomposent dans les deux mêmes phases opposées, $M—A$, vente, et $A—M$, achat. Dans chacune des deux phases les deux mêmes éléments matériels se font face, marchandise et argent, ainsi que deux personnes sous les mêmes masques économiques, acheteur

et vendeur. Chaque mouvement est l'unité des mêmes phases opposées, de l'achat et de la vente, et chaque fois il s'accomplit par l'intervention de trois contractants dont l'un ne fait que vendre, l'autre qu'acheter, tandis que le troisième achète et vend tour à tour.

Ce qui distingue cependant tout d'abord les mouvements $M—A—M$ et $A—M—A$, c'est l'ordre inverse des mêmes phases opposées. La circulation simple commence par la vente et finit par l'achat ; la circulation de l'argent comme capital commence par l'achat et finit par la vente. Là, c'est la marchandise qui forme le point de départ et le point de retour ; ici, c'est l'argent. Dans la première forme, c'est l'argent qui sert d'intermédiaire ; dans la seconde, c'est la marchandise.

Dans la circulation $M—A—M$, l'argent est enfin converti en marchandise qui sert de valeur d'usage ; il est donc définitivement — dépensé. Dans la forme inverse $A—M—A$, l'acheteur donne son argent pour le reprendre comme vendeur. Par l'achat de la marchandise, il jette dans la circulation de l'argent, qu'il en retire ensuite par la vente de la même marchandise. S'il le laisse partir, c'est seulement avec l'arrière-pensée perfide de le rattraper. Cet argent est donc simplement *avancé*^[116].

Dans la forme $M—A—M$, la même pièce de monnaie change deux fois de place. Le vendeur la reçoit de l'acheteur et la fait passer à un autre vendeur. Le mouvement commence par une recette d'argent pour marchandise et finit par une livraison d'argent pour marchandise. Le contraire a lieu dans la forme $A—M—A$. Ce n'est pas la même pièce de monnaie, mais la même marchandise qui change ici deux fois de place. L'acheteur la reçoit de la main du vendeur et la transmet à un autre acheteur. De même que, dans la circulation simple, le changement de place par deux fois de la même pièce de monnaie a pour résultat son passage définitif d'une main dans l'autre, de même ici le changement de place par deux fois de la même marchandise a pour résultat le reflux de l'argent à son premier point de départ.

Le reflux de l'argent à son point de départ ne dépend pas de ce que la marchandise est vendue plus cher qu'elle a été achetée. Cette circonstance n'influe que sur la grandeur de la somme qui revient. Le phénomène du reflux lui-même a lieu dès que la marchandise achetée est de nouveau vendue, c'est-à-dire dès que le cercle $A—M—A$ est complètement décrit. C'est là une différence palpable entre la circulation de l'argent comme capital et sa circulation comme simple monnaie.

Le cercle $M—A—M$ est complètement parcouru dès que la vente d'une marchandise apporte de l'argent que remporte l'achat d'une autre marchandise. Si, néanmoins, un reflux d'argent a lieu ensuite, ce ne peut-

être que parce que le parcours tout entier du cercle est de nouveau décrit. Si je vends un quart de froment pour 3 l. st. et que j'achète des habits avec cet argent, les 3 l. st. sont pour moi définitivement dépensées. Elles ne me regardent plus ; le marchand d'habits les a dans sa poche. J'ai beau vendre un second quart de froment, l'argent que je reçois ne provient pas de la première transaction, mais de son renouvellement, il s'éloigne encore de moi si je mène à terme la seconde transaction et que j'achète de nouveau. Dans la circulation $M-A-M$, la dépense de l'argent n'a donc rien de commun avec son retour. C'est tout le contraire dans la circulation $A-M-A$. Là, si l'argent ne reflue pas, l'opération est manquée ; le mouvement est interrompu ou inachevé, parce que sa seconde phase, c'est-à-dire la vente qui complète l'achat, fait défaut.

Le cercle $M-A-M$ a pour point initial une marchandise et pour point final une autre marchandise qui ne circule plus et tombe dans la consommation. La satisfaction d'un besoin, une valeur d'usage, tel est donc son but définitif. Le cercle $A-M-A$, au contraire, a pour point de départ l'argent et y revient ; son motif, son but déterminant est donc la valeur d'échange.

Dans la circulation simple, les deux termes extrêmes ont la même forme économique ; ils sont tous deux marchandise. Ils sont aussi des marchandises de même valeur. Mais ils sont en même temps des valeurs d'usage de qualité différente, par exemple, froment et habit. Le mouvement aboutit à l'échange des produits, à la permutation des matières diverses dans lesquelles se manifeste le travail social. La circulation $A-M-A$, au contraire, paraît vide de sens au premier coup d'œil, parce qu'elle est tautologique. Les deux extrêmes ont la même forme économique. Ils sont tous deux argent. Ils ne se distinguent point qualitativement, comme valeurs d'usage, car l'argent est l'aspect transformé des marchandises dans lequel leurs valeurs d'usage particulières sont éteintes. Échanger 100 l. st. contre du coton et de nouveau le même coton contre 100 l. st., c'est-à-dire échanger par un détour argent contre argent, idem contre idem, une telle opération semble aussi sotte qu'inutile^[117]. Une somme d'argent, en tant qu'elle représente de la valeur, ne peut se distinguer d'une autre somme que par sa quantité. Le mouvement $A-M-A$ ne tire sa raison d'être d'aucune différence qualitative de ses extrêmes, car ils sont argent tous deux, mais seulement de leur différence quantitative. Finalement il est soustrait à la circulation plus d'argent qu'il n'y en a été jeté. Le coton acheté 100 l. st. est revendu 100+10 ou 110 l. st. La forme complète de ce mouvement est donc $A-M-A'$, dans laquelle $A' = A + \Delta A$, c'est-à-dire égale la somme primitivement avancée plus un excédent. Cet excédent ou

ce surcroît, je l'appelle *plus-value* (en anglais *surplus value*). Non seulement donc la valeur avancée se conserve dans la circulation, mais elle y change encore sa grandeur, y ajoute un plus, se fait valoir davantage, et c'est ce mouvement qui la transforme en capital.

Il se peut aussi que les extrêmes M, M, de la circulation M—A—M, froment — argent — habit par exemple, soient aussi de valeur inégale. Le fermier peut vendre son froment au-dessus de sa valeur ou acheter l'habit au-dessous de la sienne. À son tour, il peut être floué par le marchand d'habits. Mais l'inégalité des valeurs échangées n'est qu'un accident pour cette forme de circulation. Son caractère normal, c'est l'équivalence de ses deux extrêmes, laquelle au contraire enlèverait tout sens au mouvement A—M—A.

Le renouvellement ou la répétition de la vente de marchandises pour l'achat d'autres marchandises rencontre, en dehors de la circulation, une limite dans la consommation, dans la satisfaction de besoins déterminés. Dans l'achat pour la vente, au contraire, le commencement et la fin sont une seule et même chose, argent, valeur d'échange, et cette identité même de ses deux termes extrêmes fait que le mouvement n'a pas de fin. Il est vrai que A est devenu $A + \Delta A$, que nous avons 100 + 10 l. st., au lieu de 100 ; mais, sous le rapport de la qualité, 110 l. st. sont la même chose que 100 l. st., c'est-à-dire argent, et sous le rapport de la quantité, la première somme n'est qu'une valeur limitée aussi bien que la seconde. Si les 100 l. st. sont dépensées comme argent, elles changent aussitôt de rôle et cessent de fonctionner comme capital. Si elles sont dérobées à la circulation, elles se pétrifient sous forme trésor et ne grossiront pas d'un liard quand elles dormiraient là jusqu'au jugement dernier. Dès lors que l'augmentation de la valeur forme le but final du mouvement, 110 l. st. ressentent le même besoin de s'accroître que 100 l. st.

La valeur primitivement avancée se distingue bien, il est vrai, pour un instant de la plus-value qui s'ajoute à elle dans la circulation ; mais cette distinction s'évanouit aussitôt. Ce qui, finalement, sort de la circulation, ce n'est pas d'un côté la valeur première de 100 l. st., et de l'autre la plus-value de 10 l. st.; c'est une valeur de 110 l. st., laquelle se trouve dans la même forme et les mêmes conditions que les 100 premières l. st., prête à recommencer le même jeu^[118]. Le dernier terme de chaque cercle A—M—A, acheter pour vendre, est le premier terme d'une nouvelle circulation du même genre. La circulation simple — vendre pour acheter — ne sert que de moyen d'atteindre un but situé en dehors d'elle-même, c'est-à-dire l'appropriation de valeurs d'usage, de choses propres à satisfaire des besoins déterminés. La circulation de l'argent comme capital possède au

contraire son but en elle-même ; car ce n'est que par ce mouvement toujours renouvelé que la valeur continue à se faire valoir. Le mouvement du capital n'a donc pas de limites^[119].

C'est comme représentant, comme support conscient de ce mouvement que le possesseur d'argent devient capitaliste. Sa personne, ou plutôt sa poche, est le point de départ de l'argent et son point de retour. Le contenu objectif de la circulation $A—M—A'$, c'est-à-dire la plus-value qu'enfante la valeur, tel est son but subjectif, intime. Ce n'est qu'autant que l'appropriation toujours croissante de la richesse abstraite est le seul motif déterminant de ses opérations, qu'il fonctionne comme capitaliste, ou, si l'on veut, comme capital personnifié, doué de conscience et de volonté. La valeur d'usage ne doit donc jamais être considérée comme le but immédiat du capitaliste, pas plus que le gain isolé ; mais bien le mouvement incessant du gain toujours renouvelé^[120]. Cette tendance absolue à l'enrichissement, cette chasse passionnée à la valeur d'échange^[121] lui sont communes avec le thésauriseur. Mais, tandis que celui-ci n'est qu'un capitaliste maniaque, le capitaliste est un thésauriseur rationnel. La vie éternelle de la valeur que le thésauriseur croit s'assurer en sauvant l'argent des dangers de la circulation^[122], plus habile, le capitaliste la gagne en lançant toujours de nouveau l'argent dans la circulation^[123].

Les formes indépendantes, c'est-à-dire les formes argent ou monnaie que revêt la valeur des marchandises dans la circulation simple, servent seulement d'intermédiaire pour l'échange des produits et disparaissent dans le résultat final du mouvement. Dans la circulation $A—M—A'$, au contraire, marchandise et argent ne fonctionnent l'une et l'autre que comme des formes différentes de la valeur elle-même, de manière que l'un en est la forme générale, l'autre la forme particulière et, pour ainsi dire, dissimulée^[124]. La valeur passe constamment d'une forme à l'autre sans se perdre dans ce mouvement. Si l'on s'arrête soit à l'une soit à l'autre de ces formes, dans lesquelles elle se manifeste tour à tour, on arrive aux deux définitions : le capital est argent, le capital est marchandise^[125] mais, en fait, la valeur se présente ici comme une substance automatique, douée d'une vie propre, qui, tout en échangeant ses formes sans cesse, change aussi de grandeur, et, spontanément, en tant que valeur mère, produit une pousse nouvelle, une plus-value, et finalement s'accroît par sa propre vertu. En un mot, la valeur semble avoir acquis la propriété occulte d'enfanter de la valeur parce qu'elle est valeur, de faire des petits, ou du moins de pondre des œufs d'or.

Comme la valeur, devenue capital, subit des changements continuels d'aspect et de grandeur, il lui faut avant tout une forme propre au moyen

de laquelle son identité avec elle-même soit constatée. Et cette forme propre, elle ne la possède que dans l'argent. C'est sous la forme argent qu'elle commence, termine et recommence son procédé de génération spontanée. Elle était 100 l. st., elle est maintenant 110 l. st., et ainsi de suite. Mais l'argent lui-même n'est ici qu'une forme de la valeur, car celle-ci en a deux. Que la forme marchandise soit mise de côté et l'argent ne devient pas capital. C'est le changement de place par deux fois de la même marchandise : premièrement dans l'achat où elle remplace l'argent avancé, secondement dans la vente où l'argent est repris de nouveau ; c'est ce double déplacement seul qui occasionne le reflux de l'argent à son point de départ, et de plus d'argent qu'il n'en avait été jeté dans la circulation. L'argent n'a donc point ici une attitude hostile, vis-à-vis de la marchandise, comme c'est le cas chez le thésauriseur. Le capitaliste sait fort bien que toutes les marchandises, quelles que soient leur apparence et leur odeur, « sont dans la foi et dans la vérité » de l'argent, et de plus des instruments merveilleux pour faire de l'argent.

Nous avons vu que : dans la circulation simple, il s'accomplit une séparation formelle entre les marchandises et leur valeur, qui se pose en face d'elles sous l'aspect argent. Maintenant, la valeur se présente tout à coup comme une substance motrice d'elle-même, et pour laquelle marchandise et argent ne sont que de pures formes. Bien plus, au lieu de représenter des rapports entre marchandises, elle entre, pour ainsi dire, en rapport privé avec elle-même. Elle distingue en soi sa valeur primitive de sa plus-value, de la même façon que Dieu distingue en sa personne le père et le fils, et que tous les deux ne font qu'un et sont du même âge, car ce n'est que par la plus-value de 10 l. st. que les 100 premières l. st. avancées deviennent capital ; et dès que cela est accompli, dès que le fils a été engendré par le père et réciproquement, toute différence s'évanouit et il n'y a plus qu'un seul être : 110 l. st.

La valeur devient donc valeur progressive, argent toujours bourgeonnant, poussant et, comme tel, capital. Elle sort de la circulation, y revient, s'y maintient et s'y multiplie, en sort de nouveau accrue et recommence sans cesse la même rotation^[126]. A—A', argent qui pond de l'argent, monnaie qui fait des petits — money which begets money — telle est aussi la définition du capital dans la bouche de ses premiers interprètes, les mercantilistes.

Acheter pour vendre, ou mieux, acheter pour vendre plus cher, A—M—A', voilà une forme qui ne semble propre qu'à une seule espèce de capital, au capital commercial. Mais le capital industriel est aussi de l'argent qui se transforme en marchandise et, par la vente de cette dernière, se

retransforme en plus d'argent. Ce qui se passe entre l'achat et la vente, en dehors de la sphère de circulation, ne change rien à cette forme de mouvement. Enfin, par rapport au capital usuraire, la forme $A—M—A'$ est réduite à ses deux extrêmes sans terme moyen ; elle se résume, en style lapidaire, en $A—A'$, argent qui vaut plus d'argent, valeur qui est plus grande qu'elle-même.

$A—M—A'$ est donc réellement la formule générale du capital, tel qu'il se montre dans la circulation.

CHAPITRE V

LES CONTRADICTIONS DE LA FORMULE GÉNÉRALE DU CAPITAL

La forme de circulation par laquelle l'argent se métamorphose en capital contredit toutes les lois développées jusqu'ici sur la nature de la marchandise, de la valeur, de l'argent et de la circulation elle-même. Ce qui distingue la circulation du capital de la circulation simple, c'est l'ordre de succession inverse des deux mêmes phases opposées, vente et achat. Comment cette différence purement formelle pourrait-elle opérer dans la nature même de ces phénomènes un changement aussi magique ?

Ce n'est pas tout. L'inversion des phases complémentaires n'existe que pour un seul des trois « amis du commerce » qui trafiquent ensemble. Comme capitaliste, j'achète de A une marchandise que je vends à B, tandis que, comme simple échangiste, je vends de la marchandise à B et en achète de A. A et B n'y font pas de distinction, ils fonctionnent seulement comme acheteurs ou vendeurs. En face d'eux, je suis moi-même ou simple possesseur d'argent ou simple possesseur de marchandise, et, à vrai dire, dans les deux séries de transactions, je fais toujours face à une personne comme acheteur, à une autre comme vendeur, au premier comme argent, au second comme marchandise. Pour aucun d'eux je ne suis ni capital, ni capitaliste, ni représentant de n'importe quoi de supérieur à la marchandise ou à l'argent. À mon point de vue, mon achat de A et ma vente à B constituent une série, mais l'enchaînement de ces termes n'existe que pour moi. A ne s'inquiète point de ma transaction avec B, ni B de ma transaction avec A. Si j'entreprenais de leur démontrer le mérite particulier que je me suis acquis par le renversement de l'ordre des termes, ils me prouveraient qu'en cela même je suis dans l'erreur, que la transaction

totale n'a pas commencé par un achat et fini par une vente, mais tout au contraire. En réalité, mon premier acte, l'achat, était, au point de vue de A, une vente, et mon second acte, la vente, était, au point de vue de B, un achat. Non contents de cela, A et B finiront par déclarer que l'ensemble de la transaction n'a été qu'une simagrée, et désormais le premier vendra directement au second, et le second achètera directement du premier. Tout se réduit alors à un seul acte de circulation ordinaire, simple vente du point de vue de A et simple achat du point de vue de B. Le renversement de l'ordre de succession de ses phases ne nous a donc pas fait dépasser la sphère de la circulation des marchandises, et il nous reste forcément à examiner si, par sa nature, elle permet un accroissement des valeurs qui y entrent, c'est-à-dire la formation d'une plus-value.

Prenons le phénomène de la circulation dans une forme sous laquelle il se présente comme simple échange de marchandises. Cela arrive toutes les fois que deux producteurs-échangistes achètent l'un de l'autre et que leurs créances réciproques s'annulent au jour de l'échéance. L'argent n'y entre qu'idéalement comme monnaie de compte pour exprimer les valeurs des marchandises par leurs prix. Dès qu'il s'agit de la valeur d'usage, il est clair que nos échangistes peuvent gagner tous les deux. Tous deux aliènent des produits qui ne leur sont d'aucune utilité et en acquièrent d'autres dont ils ont besoin. De plus, A qui vend du vin et achète du blé produit peut-être plus de vin que n'en pourrait produire B dans le même temps de travail, et B dans le même temps de travail plus de blé que n'en pourrait produire A. Le premier obtient ainsi pour la même valeur d'échange plus de blé et le second plus de vin que si chacun des deux, sans échange, était obligé de produire pour lui-même les deux objets de consommation. S'il est question de la valeur d'usage, on est donc fondé à dire que « l'échange est une transaction dans laquelle on gagne des deux côtés^[127]. » Il n'en est plus de même pour la valeur d'échange. « Un homme qui possède beaucoup de vin et point de blé commerce avec un autre homme qui a beaucoup de blé et point de vin : entre eux se fait un échange d'une valeur de 50 en blé, contre une valeur de 50 en vin. Cet échange n'est accroissement de richesses ni pour l'un ni pour l'autre car chacun d'eux avant l'échange, possédait une valeur égale à celle qu'il s'est procurée, par ce moyen^[128]. » Que l'argent, comme instrument de circulation, serve d'intermédiaire entre les marchandises, et que les actes de la vente et de l'achat soient ainsi séparés, cela ne change pas la question^[129]. La valeur est exprimée dans les prix des marchandises avant qu'elles entrent dans la circulation, au lieu d'en résulter^[130].

Si l'on fait abstraction des circonstances accidentelles qui ne

proviennent point des lois immanentes à la circulation, il ne s'y passe, en dehors du remplacement d'un produit utile par un autre, rien autre chose qu'une métamorphose ou un simple changement de forme de la marchandise. La même valeur, c'est-à-dire le même quantum de travail social réalisé, reste toujours dans la main du même échangiste, quoiqu'il la tienne tour à tour sous la forme de son propre produit, de l'argent et du produit d'autrui. Ce changement de forme n'entraîne aucun changement de la quantité de valeur. Le seul changement qu'éprouve la valeur de la marchandise se borne à un changement de sa forme argent. Elle se présente d'abord comme prix de la marchandise offerte à la vente, puis comme la même somme d'argent exprimée dans ce prix, enfin comme prix d'une marchandise équivalente. Ce changement de forme n'affecte pas plus la quantité de valeur que le ferait le change d'un billet de cent francs contre quatre louis et quatre pièces de cent sous. Or, comme la circulation, par rapport à la valeur des marchandises, n'implique qu'un changement de forme, il n'en peut résulter qu'un échange d'équivalents. C'est pourquoi même l'économie vulgaire, toutes les fois qu'elle veut étudier le phénomène dans son intégrité, suppose toujours que l'offre et la demande s'équilibrent, c'est-à-dire que leur effet sur la valeur est nul. Si donc, par rapport à la valeur d'usage, les deux échangistes peuvent gagner, ils ne peuvent pas gagner tous deux par rapport à la valeur d'échange. Ici s'applique, au contraire, le dicton : « Là où il y a égalité, il n'y a pas de lucre^[131]. » Des marchandises peuvent bien être vendues à des prix qui s'écartent de leurs valeurs ; mais cet écart apparaît comme une infraction de la loi de l'échange^[132]. Dans sa forme normale, l'échange des marchandises est un échange d'équivalents, et ne peut être par conséquent un moyen de bénéficier^[133].

Les tentatives faites pour démontrer que la circulation des marchandises est source de plus-value trahissent presque toujours chez leurs auteurs un quiproquo, une confusion entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, témoin Condillac : « Il est faux, dit cet écrivain, que, dans les échanges, on donne valeur égale pour valeur égale. Au contraire, chacun des contractants en donne toujours une moindre pour une plus grande ... En effet, si on échangeait toujours valeur égale pour valeur égale, il n'y aurait de gain à faire pour aucun des contractants. Or, tous les deux en font, ou en devraient faire. Pourquoi ? C'est que les choses n'ayant qu'une valeur relative à nos besoins, ce qui est plus pour l'un est moins pour l'autre, et réciproquement ... Ce ne sont pas les choses nécessaires à notre consommation que nous sommes censés mettre en vente : c'est notre surabondant ... Nous voulons livrer une chose qui nous est inutile, pour

nous en procurer une qui nous est nécessaire. » Il fut « naturel de juger qu'on donnait, dans les échanges, valeur égale pour valeur égale, toutes les fois que les choses qu'on échangeait étaient estimées égales en valeur chacune à une même quantité d'argent ... il y a encore une considération qui doit entrer dans le calcul ; c'est de savoir si nous échangeons tous deux un surabondant pour une chose nécessaire^[134]. » Non-seulement Condillac confond l'une avec l'autre, valeur d'usage et valeur d'échange, mais encore il suppose avec une simplicité enfantine, que, dans une société fondée sur la production marchande, le producteur doit produire ses propres moyens de subsistance, et ne jeter dans la circulation que ce qui dépasse ses besoins personnels, le superflu^[135]. On trouve néanmoins l'argument de Condillac souvent reproduit par des économistes modernes, quand ils essayent de prouver que la forme développée de l'échange, c'est-à-dire le commerce, est une source de plus-value. « Le commerce, est-il dit, par exemple, ajoute de la valeur aux produits, car ces derniers ont plus de valeur dans les mains du consommateur que dans celles du producteur, on doit donc le considérer rigoureusement (*strictly*) comme un acte de production^[136]. » Mais on ne paye pas les marchandises deux fois, une fois leur valeur d'usage et l'autre fois leur valeur d'échange. Et si la valeur d'usage de la marchandise est plus utile à l'acheteur qu'au vendeur, sa forme argent est plus utile au vendeur qu'à l'acheteur. Sans cela la vendrait-il ? On pourrait donc dire tout aussi bien que l'acheteur accomplit *rigoureusement* un acte de production, quand il transforme par exemple les chaussettes du bonnetier en monnaie.

Tant que des marchandises, ou des marchandises et de l'argent de valeur égale, c'est-à-dire des équivalents, sont échangés, il est évident que personne ne tire de la circulation plus de valeur qu'il y en met. Alors aucune formation de plus-value ne peut avoir lieu. Mais quoique la circulation sous sa forme pure n'admette d'échange qu'entre équivalents, on sait bien que dans la réalité les choses se passent rien moins que purement. Supposons donc qu'il y ait échange entre non-équivalents.

Dans tous les cas, il n'y a sur le marché qu'échangiste en face d'échangiste, et la puissance qu'exercent ces personnages les uns sur les autres n'est que la puissance de leurs marchandises. La différence matérielle qui existe entre ces dernières est le motif matériel de l'échange et place les échangistes en un rapport de dépendance réciproque les uns avec les autres, en ce sens qu'aucun d'eux n'a entre les mains l'objet dont il a besoin et que chacun d'eux possède l'objet des besoins d'autrui. À part cette différence entre leurs utilités, il n'en existe plus qu'une autre entre les marchandises, la différence entre leur forme naturelle et leur forme valeur,

l'argent. De même les échangistes ne se distinguent entre eux qu'à ce seul point de vue : les uns sont vendeurs, possesseurs de marchandises, les autres acheteurs, possesseurs d'argent.

Admettons maintenant que, par on ne sait quel privilège mystérieux, il soit donné au vendeur de vendre sa marchandise au-dessus de sa valeur, 110 par exemple quand elle ne vaut que 100, c'est-à-dire avec un enchérissement de 10 %. Le vendeur encaisse donc une plus-value de 10. Mais après avoir été vendeur, il devient acheteur. Un troisième échangiste se présente à lui comme vendeur et jouit à son tour du privilège de vendre la marchandise 10 % trop cher. Notre homme a donc gagné 10 d'un côté pour perdre 10 de l'autre^[137]. Le résultat définitif est en réalité que tous les échangistes se vendent réciproquement leurs marchandises 10 % au-dessus de leur valeur ce qui est la même chose que s'ils les vendaient à leur valeur réelle. Une semblable hausse générale des prix produit le même effet que si les valeurs des marchandises, au lieu d'être estimées en or, l'étaient, par exemple, en argent. Leurs noms monétaires c'est-à-dire leurs prix nominaux s'élèveraient, mais leurs rapports de valeur resteraient les mêmes.

Supposons, au contraire, que ce soit le privilège de l'acheteur de payer les marchandises au-dessous de leur valeur. Il n'est pas même nécessaire ici de rappeler que l'acheteur redevient vendeur. Il était vendeur avant de devenir acheteur. Il a perdu déjà 10 % dans sa vente : qu'il gagne 10 % dans son achat et tout reste dans le même état^[138].

La formation d'une plus-value et, conséquemment, la transformation de l'argent en capital ne peuvent donc provenir ni de ce que les vendeurs vendent les marchandises au-dessus de ce qu'elles valent, ni de ce que les acheteurs les achètent au-dessous^[139].

Le problème n'est pas le moins du monde simplifié quand on y introduit des considérations étrangères, quand on dit, par exemple, avec Torrens : « La demande effective consiste dans le pouvoir et dans l'inclination (!) des consommateurs, que l'échange soit immédiat ou ait lieu par un intermédiaire, à donner pour les marchandises une certaine portion de tout ce qui compose le capital plus grande que ce que coûte leur production^[140]. » Producteurs et consommateurs ne se présentent les uns aux autres dans la circulation que comme vendeurs et acheteurs. Soutenir que la plus-value résulte, pour les producteurs, de ce que les consommateurs payent les marchandises plus cher qu'elles ne valent, c'est vouloir déguiser cette proposition : les échangistes ont, en tant que vendeurs, le privilège de vendre trop cher. Le vendeur a produit lui-même la marchandise ou il en représente le producteur ; mais l'acheteur, lui

aussi, a produit la marchandise convertie en argent, ou il tient la place de son producteur. Il y a donc aux deux pôles des producteurs ; ce qui les distingue, c'est que l'un achète et que l'autre vend. Que le possesseur de marchandises, sous le nom de producteur, vende les marchandises plus qu'elles valent, et que, sous le nom de consommateur, il les paye trop cher, cela ne fait pas faire un pas à la question^[141].

Les défenseurs conséquents de cette illusion, à savoir que la plus-value provient d'une surélévation nominale des prix, ou du privilège qu'aurait le vendeur de vendre trop cher sa marchandise, sont donc forcés d'admettre une classe qui achète toujours et ne vend jamais, ou qui consomme sans produire. Au point de vue où nous sommes arrivés, celui de la circulation simple, l'existence d'une pareille classe est encore inexplicable. Mais anticipons ! L'argent avec lequel une telle classe achète constamment doit constamment revenir du coffre des producteurs dans le sien, gratis, sans échange, de gré ou en vertu d'un droit acquis. Vendre à cette classe les marchandises au-dessus de leur valeur, c'est recouvrer en partie de l'argent dont on avait fait son deuil^[142]. Les villes de l'Asie Mineure, par exemple, payaient chaque année, à l'ancienne Rome, leurs tributs en espèces. Avec cet argent, Rome leur achetait des marchandises et les payait trop cher. Les Asiatiques écorchaient les Romains, et reprenaient ainsi par la voie du commerce une partie du tribut extorqué par leurs conquérants. Mais, en fin de compte, ils n'en restaient pas moins les derniers dupés. Leurs marchandises étaient, après comme avant, payées avec leur propre monnaie. Ce n'est point là une méthode de s'enrichir ou de créer une plus-value.

Force nous est donc de rester dans les limites de l'échange des marchandises où les vendeurs sont acheteurs, et les acheteurs vendeurs. Notre embarras provient peut-être de ce que, ne tenant aucun compte des caractères individuels des agents de circulation, nous en avons fait des catégories personnifiées. Supposons que l'échangiste A soit un fin matois qui mette dedans ses collègues B et C, et que ceux-ci, malgré la meilleure volonté du monde, ne puissent prendre leur revanche. A vend à B du vin dont la valeur est de 40 l. st., et obtient en échange du blé pour une valeur de 50 l. st. Il a donc fait avec de l'argent plus d'argent, et transformé sa marchandise en capital. Examinons la chose de plus près. Avant l'échange nous avons pour 40 l. st. de vin dans la main de A, et pour 50 l. st. de blé dans la main de B, une valeur totale de 90 l. st. Après l'échange, nous avons encore la même valeur totale. La valeur circulante n'a pas grossi d'un atome ; il n'y a de changé que sa distribution entre A et B. Le même changement aurait eu lieu si A avait volé sans phrase à B 10 l. st. Il est

évident qu'aucun changement dans la distribution des valeurs circulantes ne peut augmenter leur somme, pas plus qu'un Juif n'augmente dans un pays la masse des métaux précieux, en vendant pour une guinée un liard de la reine Anne. La classe entière des capitalistes d'un pays ne peut pas bénéficier sur elle-même.

Qu'on se tourne et retourne comme on voudra, les choses restent au même point. Échange-t-on des équivalents ? Il ne se produit point de plus-value ; il ne s'en produit pas non plus si l'on échange des non-équivalents^[143]. La circulation ou l'échange des marchandises ne crée aucune valeur^[144].

On comprend maintenant pourquoi, dans notre analyse du capital, ses formes les plus populaires et pour ainsi dire antédiluviennes, le capital commercial et le capital usuraire, seront provisoirement laissées de côté.

La forme $A—M—A'$, acheter pour vendre plus cher, se révèle le plus distinctement dans le mouvement du capital commercial. D'un autre côté, ce mouvement s'exécute tout entier dans l'enceinte de la circulation. Mais comme il est impossible d'expliquer par la circulation elle-même la transformation de l'argent en capital, la formation d'une plus-value, le capital commercial paraît impossible dès que l'échange se fait entre équivalents^[145]. Il ne semble pouvoir dériver que du double bénéfice conquis sur les producteurs de marchandises dans leur qualité d'acheteurs et de vendeurs, par le commerçant qui s'interpose entre eux comme intermédiaire parasite. C'est dans ce sens que Franklin dit : « La guerre n'est que brigandage, le commerce que fraude et duperie^[146]. »

Ce que nous venons de dire du capital commercial est encore plus vrai du capital usuraire. Quant au premier, les deux extrêmes, c'est-à-dire l'argent jeté sur le marché et l'argent qui en revient plus ou moins accru, ont du moins pour intermédiaire l'achat et la vente, le mouvement même de la circulation. Pour le second, la forme $A—M—A'$ se résume sans moyen terme dans les extrêmes $A—A'$, argent qui s'échange contre plus d'argent, ce qui est en contradiction avec sa nature et inexplicable au point de vue de la circulation des marchandises. Aussi lisons-nous dans Aristote : « La chrématistique est une science double ; d'un côté elle se rapporte au commerce, de l'autre à l'économie ; sous ce dernier rapport, elle est nécessaire et louable ; sous le premier, qui a pour base la circulation, elle est justement blâmable (car elle se fonde non sur la nature des choses, mais sur une duperie réciproque) ; c'est pourquoi l'usurier est haï à juste titre, parce que l'argent lui-même devient ici un moyen d'acquérir et ne sert pas à l'usage pour lequel il avait été inventé. Sa destination était de favoriser l'échange des marchandises ; mais l'intérêt

fait avec de l'argent plus d'argent. De là son nom Τόκος, né, engendré), car les enfants sont semblables aux parents. De toutes les manières d'acquérir, c'est celle qui est le plus contre nature^[147]. »

Nous verrons dans la suite de nos recherches que le capital usuraire et le capital commercial sont des formes dérivées, et alors nous expliquerons aussi pourquoi ils se présentent dans l'histoire avant le capital sous sa forme fondamentale, qui détermine l'organisation économique de la société moderne.

Il a été démontré que la somme des valeurs jetée dans la circulation n'y peut s'augmenter, et que, par conséquent, en dehors d'elle, il doit se passer quelque chose qui rende possible la formation d'une plus-value^[148]. Mais celle-ci peut-elle naître en dehors de la circulation qui, après tout, est la somme totale des rapports réciproques des producteurs-échangistes ? En dehors d'elle, l'échangiste reste seul avec sa marchandise qui contient un certain *quantum* de son propre travail mesuré d'après des lois sociales fixes. Ce travail s'exprime dans la valeur du produit, comme cette valeur s'exprime en monnaie de compte, soit par le prix de 10 l. st. Mais ce travail ne se réalise pas, et dans la valeur du produit et dans un excédent de cette valeur, dans un prix de 10 qui serait en même temps un prix de 11, c'est-à-dire une valeur supérieure à elle-même. Le producteur peut bien, par son travail, créer des valeurs, mais non point des valeurs qui s'accroissent par leur propre vertu, il peut élever la valeur d'une marchandise en ajoutant par un nouveau travail une valeur nouvelle à une valeur présente, en faisant, par exemple, avec du cuir des bottes. La même matière vaut maintenant davantage parce qu'elle a absorbé plus de travail. Les bottes ont donc plus de valeur que le cuir ; mais la valeur du cuir est restée ce qu'elle était, elle ne s'est point ajoutée une plus-value pendant la fabrication des bottes. Il paraît donc tout à fait impossible qu'en dehors de la circulation, sans entrer en contact avec d'autres échangistes, le producteur-échangiste puisse faire valoir la valeur, ou lui communiquer la propriété d'engendrer une plus-value. Mais sans cela, pas de transformation de son argent ou de sa marchandise en capital.

Nous sommes ainsi arrivés à un double résultat.

La transformation de l'argent en capital doit être expliquée en prenant pour base les lois immanentes de la circulation des marchandises, de telle sorte que l'échange d'équivalents serve de point de départ^[149]. Notre possesseur d'argent, qui n'est encore capitaliste qu'à l'état de chrysalide, doit d'abord acheter des marchandises à leur juste valeur, puis les vendre ce qu'elles valent, et cependant, à la fin, retirer plus de valeur qu'il en avait avancé. La métamorphose de l'homme aux écus en capitaliste doit se

passer dans la sphère de la circulation et en même temps doit ne point s'y passer. Telles sont les conditions du problème. *Hic Rhodus, hic salta !*

CHAPITRE VI

ACHAT ET VENTE DE LA FORCE DE TRAVAIL

L'accroissement de valeur par lequel l'argent doit se transformer en capital, ne peut pas provenir de cet argent lui-même. S'il sert de moyen d'achat ou de moyen de paiement, il ne fait que réaliser le prix des marchandises qu'il achète ou qu'il paye.

S'il reste tel quel, s'il conserve sa propre forme, il n'est plus, pour ainsi dire, qu'une valeur pétrifiée^[150].

Il faut donc que le changement de valeur exprimé par $A—M—A'$, conversion de l'argent en marchandise et reconversion de la même marchandise en plus d'argent, provienne de la marchandise. Mais il ne peut pas s'effectuer dans le deuxième acte $M—A'$, la revente, où la marchandise passe tout simplement de sa forme naturelle à sa forme argent. Si nous envisageons maintenant le premier acte $A—M$, l'achat, nous trouvons qu'il y a échange entre équivalents et que, par conséquent, la marchandise n'a pas plus de valeur échangeable que l'argent converti en elle. Reste une dernière supposition, à savoir que le changement procède de la valeur d'usage de la marchandise c'est-à-dire de son usage ou sa consommation. Or, il s'agit d'un changement dans la valeur échangeable, de son accroissement. Pour pouvoir tirer une valeur échangeable de la valeur usuelle d'une marchandise, il faudrait que l'homme aux écus eût l'heureuse chance de découvrir au milieu de la circulation, sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que la consommer, serait réaliser du travail et par conséquent, créer de la valeur.

Et notre homme trouve effectivement sur le marché une marchandise douée de cette vertu spécifique, elle s'appelle puissance de travail ou force de travail.

Sous ce nom il faut comprendre l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles.

Pour que le possesseur d'argent trouve sur le marché la force de travail à titre de marchandise, il faut cependant que diverses conditions soient

préalablement remplies. L'échange des marchandises, par lui-même, n'entraîne pas d'autres rapports de dépendance que ceux qui découlent de sa nature. Dans ces données, la force de travail ne peut se présenter sur le marché comme marchandise, que si elle est offerte ou vendue par son propre possesseur. Celui-ci doit par conséquent pouvoir en disposer, c'est-à-dire être libre propriétaire de sa puissance de travail, de sa propre personne^[151]. Le possesseur d'argent et lui se rencontrent sur le marché et entrent en rapport l'un avec l'autre comme échangistes au même titre. Ils ne diffèrent qu'en ceci : l'un achète et l'autre vend, et par cela même, tous deux sont des personnes juridiquement égales.

Pour que ce rapport persiste, il faut que le propriétaire de la force de travail ne la vende jamais que pour un temps déterminé, car s'il la vend en bloc, une fois pour toutes, il se vend lui-même, et de libre qu'il était se fait esclave, de marchand, marchandise. S'il veut maintenir sa personnalité, il ne doit mettre sa force de travail que temporairement à la disposition de l'acheteur, de telle sorte qu'en l'aliénant il ne renonce pas pour cela à sa propriété sur elle^[152].

La seconde condition essentielle pour que l'homme aux écus trouve à acheter la force de travail, c'est que le possesseur de cette dernière, au lieu de pouvoir vendre des marchandises dans lesquelles son travail s'est réalisé, soit forcé d'offrir et de mettre en vente, comme une marchandise, sa force de travail elle-même, laquelle ne réside que dans son organisme.

Quiconque veut vendre des marchandises distinctes de sa propre force de travail doit naturellement posséder des moyens de production tels que matières premières, outils, etc. Il lui est impossible, par exemple, de faire des bottes sans cuir, et de plus il a besoin de moyens de subsistance. Personne, pas même le musicien de l'avenir, ne peut vivre des produits de la postérité, ni subsister au moyen de valeurs d'usage dont la production n'est pas encore achevée ; aujourd'hui, comme au premier jour de son apparition sur la scène du monde, l'homme est obligé de consommer avant de produire et pendant qu'il produit. Si les produits sont des marchandises, il faut qu'ils soient vendus pour pouvoir satisfaire les besoins du producteur. Au temps nécessaire à la production, s'ajoute le temps nécessaire à la vente.

La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre, et libre à un double point de vue. Premièrement le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui ; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre ; être, pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à

la réalisation de sa puissance travailleuse.

Pourquoi ce travailleur libre se trouve-t-il dans la sphère de la circulation ? C'est là une question qui n'intéresse guère le possesseur d'argent pour lequel le marché du travail n'est qu'un embranchement particulier du marché des marchandises ; et pour le moment elle ne nous intéresse pas davantage. Théoriquement nous nous en tenons au fait, comme lui pratiquement. Dans tous les cas il y a une chose bien claire : la nature ne produit pas d'un côté des possesseurs d'argent ou de marchandises et de l'autre des possesseurs de leurs propres forces de travail purement et simplement. Un tel rapport n'a aucun fondement naturel, et ce n'est pas non plus un rapport social commun à toutes les périodes de l'histoire. Il est évidemment le résultat d'un développement historique préliminaire, le produit d'un grand nombre de révolutions économiques, issu de la destruction de toute une série de vieilles formes de production sociale.

De même les catégories économiques que nous avons considérées précédemment portent un cachet historique. Certaines conditions historiques doivent être remplies pour que le produit du travail puisse se transformer en marchandise. Aussi longtemps par exemple qu'il n'est destiné qu'à satisfaire immédiatement les besoins de son producteur, il ne devient pas marchandise. Si nous avons poussé plus loin nos recherches, si nous nous étions demandé, dans quelles circonstances tous les produits ou du moins la plupart d'entre eux prennent la forme de marchandises, nous aurions trouvé que ceci n'arrive que sur la base d'un mode de production tout à fait spécial, la production capitaliste. Mais une telle étude eût été tout à fait en dehors de la simple analyse de la marchandise. La production et la circulation marchandes peuvent avoir lieu, lors même que la plus grande partie des produits, consommés par leurs producteurs mêmes, n'entrent pas dans la circulation à titre de marchandises. Dans ce cas-là, il s'en faut de beaucoup que la production sociale soit gouvernée dans toute son étendue et toute sa profondeur par la valeur d'échange. Le produit, pour devenir marchandise, exige dans la société une division du travail tellement développée que la séparation entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, qui ne commence qu'à poindre dans le commerce en troc, soit déjà accomplie. Cependant un tel degré de développement est, comme l'histoire le prouve, compatible avec les formes économiques les plus diverses de la société.

De l'autre côté, l'échange des produits doit déjà posséder la forme de la circulation des marchandises pour que la monnaie puisse entrer en scène. Ses fonctions diverses comme simple équivalent, moyen de circulation,

moyen de paiement, trésor, fonds de réserve, etc., indiquent à leur tour, par la prédominance comparative de l'une sur l'autre, des phases très diverses de la production sociale. Cependant l'expérience nous apprend qu'une circulation marchande relativement peu développée suffit pour faire éclore toutes ces formes. Il n'en est pas ainsi du capital. Les conditions historiques de son existence ne coïncident pas avec la circulation des marchandises et de la monnaie. Il ne se produit que là où le détenteur des moyens de production et de subsistance rencontre sur le marché le travailleur libre qui vient y vendre sa force de travail et cette unique condition historique recèle tout un monde nouveau. Le capital s'annonce dès l'abord comme une époque de la production sociale^[153].

Il nous faut maintenant examiner de plus près la force de travail. Cette marchandise, de même que toute autre, possède une valeur^[154]. Comment la détermine-t-on ? Par le temps de travail nécessaire à sa production.

En tant que valeur, la force de travail représente le quantum de travail social réalisé en elle. Mais elle n'existe en fait que comme puissance ou faculté de l'individu vivant. L'individu étant donné, il produit sa force vitale en se reproduisant ou en se conservant lui-même. Pour son entretien ou pour sa conservation, il a besoin d'une certaine somme de moyens de subsistance. Le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail se résout donc dans le temps de travail nécessaire à la production de ces moyens de subsistance ; ou bien la force de travail a juste la valeur des moyens de subsistance nécessaires à celui qui la met en jeu.

La force de travail se réalise par sa manifestation extérieure. Elle s'affirme et se constate par le travail, lequel de son côté nécessite une certaine dépense des muscles, des nerfs, du cerveau de l'homme, dépense qui doit être compensée. Plus l'usure est grande, plus grands sont les frais de réparation^[155]. Si le propriétaire de la force de travail a travaillé aujourd'hui, il doit pouvoir recommencer demain dans les mêmes conditions de vigueur et de santé. Il faut donc que la somme des moyens de subsistance suffise pour l'entretenir dans son état de vie normal.

Les besoins naturels, tels que nourriture, vêtements, chauffage, habitation, etc., diffèrent suivant le climat et autres particularités physiques d'un pays. D'un autre côté le nombre même de soi-disant besoins naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint. Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée, continuent longtemps à exercer la plus grande influence sur les habitudes, les exigences et par contrecoup les besoins qu'elle apporte dans la vie^[156]. La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur,

un élément moral et historique ; ce qui la distingue des autres marchandises. Mais pour un pays et une époque donnés, la mesure nécessaire des moyens de subsistance est aussi donnée.

Les propriétaires des forces de travail sont mortels. Pour qu'on en rencontre toujours sur le marché, ainsi que le réclame la transformation continuelle de l'argent en capital, il faut qu'ils s'éternisent, « comme s'éternise chaque individu vivant, par la génération^[157]. » Les forces de travail, que l'usure et la mort viennent enlever au marché, doivent être constamment remplacées par un nombre au moins égal. La somme des moyens de subsistance nécessaires à la production de la force de travail comprend donc les moyens de subsistance des remplaçants, c'est-à-dire des enfants des travailleurs, pour que cette singulière race d'échangistes se perpétue sur le marché^[158].

D'autre part, pour modifier la nature humaine de manière à lui faire acquérir aptitude, précision et célérité dans un genre de travail déterminé, c'est-à-dire pour en faire une force de travail développée dans un sens spécial, il faut une certaine éducation qui coûte elle-même une somme plus ou moins grande d'équivalents en marchandises. Cette somme varie selon le caractère plus ou moins complexe de la force de travail. Les frais d'éducation, très minimes d'ailleurs pour la force de travail simple, rentrent dans le total des marchandises nécessaires à sa production.

Comme la force de travail équivaut à une somme déterminée de moyens de subsistance, sa valeur change donc avec leur valeur, c'est-à-dire proportionnellement au temps de travail nécessaire à leur production.

Une partie des moyens de subsistance, ceux qui constituent, par exemple, la nourriture, le chauffage, etc., se détruisent tous les jours par la consommation et doivent être remplacés tous les jours. D'autres, tels que vêtements, meubles, etc., s'usent plus lentement et n'ont besoin d'être remplacés qu'à de plus longs intervalles. Certaines marchandises doivent être achetées ou payées quotidiennement, d'autres chaque semaine, chaque semestre, etc. Mais de quelque manière que puissent se distribuer ces dépenses dans le cours d'un an, leur somme doit toujours être couverte par la moyenne de la recette journalière. Posons la masse des marchandises exigée chaque jour pour la production de la force de travail = A , celle exigée chaque semaine = B, celle exigée chaque trimestre = C, et ainsi de suite, et la moyenne de ces marchandises, par jour, sera = $(365A + 52B + 4C)/365$, etc.

La valeur de cette masse de marchandises nécessaire pour le jour moyen ne représente que la somme de travail dépensée dans leur production, mettons six heures. Il faut alors une demi-journée de travail pour produire

chaque jour la force de travail. Ce *quantum* de travail qu'elle exige pour sa production quotidienne détermine sa valeur quotidienne. Supposons encore que la somme d'or qu'on produit en moyenne, pendant une demi-journée de six heures, égale trois shillings ou un écu^[159]. Alors le prix d'un écu exprime la valeur journalière de la force de travail. Si son propriétaire la vend chaque jour pour un écu, il la vend donc à sa juste valeur, et, d'après notre hypothèse, le possesseur d'argent en train de métamorphoser ses écus en capital s'exécute et paye cette valeur.

Le prix de la force de travail atteint son *minimum* lorsqu'il est réduit à la valeur des moyens de subsistance physiologiquement indispensables, c'est-à-dire à la valeur d'une somme de marchandises qui ne pourrait être moindre sans exposer la vie même du travailleur. Quand il tombe à ce minimum, le prix est descendu au-dessous de la valeur de la force de travail qui alors ne fait plus que végéter. Or, la valeur de toute marchandise est déterminée par le temps de travail nécessaire pour qu'elle puisse être livrée en qualité normale.

C'est faire de la sentimentalité mal à propos et à très bon marché que de trouver grossière cette détermination de la valeur de la force de travail et de s'écrier, par exemple, avec Rossi : « Concevoir la puissance de travail en faisant abstraction des moyens de subsistance des travailleurs pendant l'œuvre de la production, c'est concevoir un être de raison. Qui dit travail, qui dit puissance de travail, dit à la fois travailleurs et moyens de subsistance, ouvrier et salaire^[160]. » Rien de plus faux. Qui dit puissance de travail ne dit pas encore travail, pas plus que puissance de digérer ne signifie pas digestion. Pour en arriver là, il faut, chacun le sait, quelque chose de plus qu'un bon estomac. Qui dit puissance de travail ne fait point abstraction des moyens de subsistance nécessaires à son entretien ; leur valeur est au contraire exprimée par la sienne. Mais que le travailleur ne trouve pas à la vendre, et au lieu de s'en glorifier, il sentira au contraire comme une cruelle nécessité physique que sa puissance de travail qui a déjà exigé pour sa production un certain quantum de moyens de subsistance, en exige constamment de nouveaux pour sa reproduction. Il découvrira alors avec Sismondi, que cette puissance, si elle n'est pas vendue, n'est rien^[161].

Une fois le contrat passé entre acheteur et vendeur, il résulte de la nature particulière de l'article aliéné que sa valeur d'usage n'est pas encore passée réellement entre les mains de l'acheteur. Sa valeur, comme celle de tout autre article, était déjà déterminée avant qu'il entrât dans la circulation, car sa production avait exigé la dépense d'un certain quantum de travail social ; mais la valeur usuelle de la force de travail consiste dans

sa mise en œuvre qui naturellement n'a lieu qu'ensuite. L'aliénation de la force et sa manifestation réelle ou son service comme valeur utile, en d'autres termes sa vente et son emploi ne sont pas simultanés. Or, presque toutes les fois qu'il s'agit de marchandises de ce genre dont la valeur d'usage est formellement aliénée par la vente sans être réellement transmise en même temps à l'acheteur, l'argent de celui-ci fonctionne comme moyen de paiement, c'est-à-dire le vendeur ne le reçoit qu'à un terme plus ou moins éloigné, quand sa marchandise a déjà servi de valeur utile. Dans tous les pays où règne le mode de production capitaliste, la force de travail n'est donc payée que lorsqu'elle a déjà fonctionné pendant un certain temps fixé par le contrat, à la fin de chaque semaine, par exemple^[162]. Le travailleur fait donc partout au capitaliste l'avance de la valeur usuelle de sa force ; il la laisse consommer par l'acheteur avant d'en obtenir le prix ; en un mot il lui fait partout crédit^[163]. Et ce qui prouve que ce crédit n'est pas une vaine chimère, ce n'est point seulement la perte du salaire quand le capitaliste fait banqueroute, mais encore une foule d'autres conséquences moins accidentelles^[164]. Cependant que l'argent fonctionne comme moyen d'achat ou comme moyen de paiement, cette circonstance ne change rien à la nature de l'échange des marchandises. Comme le loyer d'une maison, le prix de la force de travail est établi par contrat, bien qu'il ne soit réalisé que postérieurement. La force de travail est vendue, bien qu'elle ne soit payée qu'ensuite. Provisoirement, nous supposons, pour éviter des complications inutiles, que le possesseur de la force de travail en reçoit, dès qu'il la vend, le prix contractuellement stipulé.

Nous connaissons maintenant le mode et la manière dont se détermine la valeur payée au propriétaire de cette marchandise originale, la force de travail. La valeur d'usage qu'il donne en échange à l'acheteur ne se montre que dans l'emploi même, c'est-à-dire dans la consommation de sa force. Toutes les choses nécessaires à l'accomplissement de cette œuvre, matières premières, etc., sont achetées sur le marché des produits par l'homme aux écus et payées à leur juste prix. La consommation de la force de travail est en même temps production de marchandises et de plus-value. Elle se fait comme la consommation de toute autre marchandise, en dehors du marché ou de la sphère de circulation. Nous allons donc, en même temps que le possesseur d'argent et le possesseur de force de travail, quitter cette sphère bruyante où tout se passe à la surface et aux regards de tous, pour les suivre tous deux dans le laboratoire secret de la production, sur le seuil duquel il est écrit : *No admittance except on business*^[165]. Là, nous allons voir non seulement comment le capital produit, mais encore

comment il est produit lui-même. La fabrication de la plus-value, ce grand secret de la société moderne, va enfin se dévoiler.

La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vente et l'achat de la force de travail, est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Égalité, Propriété et Bentham. *Liberté* ! car ni l'acheteur ni le vendeur d'une marchandise n'agissent par contrainte ; au contraire ils ne sont déterminés que par leur libre arbitre. Ils passent contrat ensemble en qualité de personnes libres et possédant les mêmes droits. Le contrat est le libre produit dans lequel leurs volontés se donnent une expression juridique commune. *Égalité* ! car ils n'entrent en rapport l'un avec l'autre qu'à titre de possesseurs de marchandise, et ils échangent équivalent contre équivalent. *Propriété* ! car chacun ne dispose que de ce qui lui appartient. *Bentham* ! car pour chacun d'eux il ne s'agit que de lui-même. La seule force qui les mette en présence rapport est celle de leur égoïsme, de leur profit particulier, de leurs intérêts privés. Chacun ne pense qu'à lui, personne ne s'inquiète de l'autre, et c'est précisément pour cela qu'en vertu d'une harmonie préétablie des choses, ou sous les auspices d'une providence tout ingénieuse, travaillant chacun pour soi, chacun chez soi, ils travaillent du même coup à l'utilité générale, à l'intérêt commun.

Au moment où nous sortons de cette sphère de la circulation simple qui fournit au libre-échangiste vulgaire ses notions, ses idées, sa manière de voir et le critérium de son jugement sur le capital et le salariat, nous voyons, à ce qu'il semble, s'opérer une certaine transformation dans la physionomie des personnages de notre drame. Notre ancien homme aux écus prend les devants et, en qualité de capitaliste, marche le premier ; le possesseur de la force de travail le suit par-derrière comme son travailleur à lui ; celui-là le regard narquois, l'air important et affairé ; celui-ci timide, hésitant, rétif, comme quelqu'un qui a porté sa propre peau au marché, et ne peut plus s'attendre qu'à une chose : à être tanné.

TROISIÈME SECTION

LA PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE ABSOLUE

CHAPITRE VII

PRODUCTION DE VALEURS D'USAGE ET PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE

I

Production de valeurs d'usage.

L'usage ou l'emploi de la force de travail, c'est le travail. L'acheteur de cette force la consomme en faisant travailler le vendeur. Pour que celui-ci produise des marchandises, son travail doit être utile, c'est-à-dire se réaliser en valeurs d'usage. C'est donc une valeur d'usage particulière, un article spécial que le capitaliste fait produire par son ouvrier. De ce que la production de valeurs d'usage s'exécute pour le compte du capitaliste et sous sa direction, il ne s'ensuit pas, bien entendu, qu'elle change de nature. Aussi, il nous faut d'abord examiner le mouvement du travail utile en général, abstraction faite de tout cachet particulier que peut lui imprimer telle ou telle phase du progrès économique de la société.

Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. Les forces dont son corps est doué, bras et jambes, tête et mains, il les met en mouvement afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à sa vie. En même temps qu'il agit par ce mouvement, sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature, et développe les facultés qui y sommeillent. Nous ne nous arrêterons pas à cet état primordial du travail où il n'a pas encore dépouillé son mode purement instinctif. Notre point de départ, c'est le travail sous

une forme qui appartient exclusivement à l'homme. Une araignée fait des opérations qui ressemblent à celles du tisserand, et l'abeille confond par la structure de ses cellules de cire l'habileté de plus d'un architecte. Mais ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche. Le résultat auquel le travail aboutit préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur. Ce n'est pas qu'il opère seulement un changement de forme dans les matières naturelles ; il y réalise du même coup son propre but, dont il a conscience, qui détermine comme loi son mode d'action, et auquel il doit subordonner sa volonté. Et cette subordination n'est pas momentanée. L'œuvre exige pendant toute sa durée, outre l'effort des organes qui agissent, une attention soutenue, laquelle ne peut elle-même résulter que d'une tension constante de la volonté. Elle l'exige d'autant plus que par son objet et son mode d'exécution, le travail entraîne moins le travailleur, qu'il se fait moins sentir à lui, comme le libre jeu de ses forces corporelles et intellectuelles ; en un mot, qu'il est moins *attrayant*.

Voici les éléments simples dans lesquels le *procès de travail*^[166] se décompose : 1° activité personnelle de l'homme, ou travail proprement dit ; 2° objet sur lequel le travail agit ; 3° moyen par lequel il agit.

La terre (et sous ce terme, au point de vue économique, on comprend aussi l'eau), de même qu'elle fournit à l'homme, dès le début, des vivres tout préparés^[167], est aussi l'objet universel de travail qui se trouve là sans son fait. Toutes les choses que le travail ne fait que détacher de leur connexion immédiate avec la terre sont des objets de travail de par la grâce de la nature. Il en est ainsi du poisson que la pêche arrache à son élément de vie, l'eau ; du bois abattu dans la forêt primitive ; du minerai extrait de sa veine. L'objet déjà filtré par un travail antérieur, par exemple, le minerai lavé, s'appelle matière première. Toute matière première est objet de travail, mais tout objet de travail n'est point matière première ; il ne le devient qu'après avoir subi déjà une modification quelconque effectuée par le travail.

Le moyen de travail est une chose ou un ensemble de choses que l'homme interpose entre lui et l'objet de son travail comme constructeurs de son action. Il se sert des propriétés mécaniques, physiques, chimiques de certaines choses pour les faire agir comme forces sur d'autres choses, conformément à son but^[168]. Si nous laissons de côté la prise de possession de subsistances toutes trouvées - la cueillette des fruits par exemple, où ce sont les organes de l'homme qui lui servent d'instrument, - nous voyons que le travailleur s'empare immédiatement, non pas de l'objet, mais du

moyen de son travail. Il convertit ainsi des choses extérieures en organes de sa propre activité, organes qu'il ajoute aux siens de manière à allonger, en dépit de la Bible, sa stature naturelle. Comme la terre est son magasin de vivres primitif, elle est aussi l'arsenal primitif de ses moyens de travail. Elle lui fournit, par exemple, la pierre dont il se sert pour frotter, trancher, presser, lancer, etc. La terre elle-même devient moyen de travail, mais ne commence pas à fonctionner comme tel dans l'agriculture, sans que toute une série d'autres moyens de travail soit préalablement donnée^[169]. Dès qu'il est tant soit peu développé, le travail ne saurait se passer de moyens déjà travaillés. Dans les plus anciennes cavernes on trouve des instruments et des armes de pierre. À côté des coquillages, des pierres, des bois et des os façonnés, on voit figurer au premier rang parmi les moyens de travail primitifs l'animal dompté et apprivoisé, c'est-à-dire déjà modifié par le travail^[170]. L'emploi et la création de moyens de travail, quoiqu'ils se trouvent en germe chez quelques espèces animales, caractérisent éminemment le travail humain. Aussi Franklin donne-t-il cette définition de l'homme : l'homme est un animal fabricant d'outils « a toolmaking animal ». Les débris des anciens moyens de travail ont pour l'étude des formes économiques des sociétés disparues la même importance que la structure des os fossiles pour la connaissance de l'organisation des races éteintes. Ce qui distingue une époque économique d'une autre, c'est moins ce que l'on fabrique, que la manière de fabriquer, les moyens de travail par lesquels on fabrique^[171]. Les moyens de travail sont les gradimètres du développement du travailleur, et les exposants des rapports sociaux dans lesquels il travaille. Cependant les moyens mécaniques, dont l'ensemble peut être nommé le système osseux et musculaire de la production, offrent des caractères bien plus distinctifs d'une époque économique que les moyens qui ne servent qu'à recevoir et à conserver les objets ou produits du travail, et dont l'ensemble forme comme le système vasculaire de la production, tels que, par exemple, vases, corbeilles, pots et cruches, etc. Ce n'est que dans la fabrication chimique qu'ils commencent à jouer un rôle plus important.

Outre les choses qui servent d'intermédiaires, de conducteurs de l'action de l'homme sur son objet, les moyens du travail comprennent, dans un sens plus large, toutes les conditions matérielles qui, sans rentrer directement dans ses opérations, sont cependant indispensables ou dont l'absence le rendrait défectueux. L'instrument général de ce genre est encore la terre, car elle fournit au travailleur le *locus standi*, sa base fondamentale, et à son activité le champ où elle peut se déployer, son *field of employment*. Des moyens de travail de cette catégorie, mais déjà dus à

un travail antérieur, sont les ateliers, les chantiers, les canaux, les routes, etc.

Dans le procès de travail, l'activité de l'homme effectue donc à l'aide des moyens de travail une modification voulue de son objet. Le procès s'éteint dans le produit, c'est-à-dire dans une valeur d'usage, une matière naturelle assimilée aux besoins humains par un changement de forme. Le travail, en se combinant avec son objet, s'est matérialisé et la matière est travaillée. Ce qui était du mouvement chez le travailleur apparaît maintenant dans le produit comme une propriété en repos. L'ouvrier a tissé et le produit est un tissu.

Si l'on considère l'ensemble de ce mouvement au point de vue de son résultat, du produit, alors tous les deux, moyen et objet de travail, se présentent comme moyens de production^[172], et le travail lui-même comme travail productif^[173].

Si une valeur d'usage est le produit d'un procès de travail, il y entre comme moyens de production d'autres valeurs d'usage, produits elles-mêmes d'un travail antérieur. La même valeur d'usage, produit d'un travail, devient le moyen de production d'un autre. Les produits ne sont donc pas seulement des résultats, mais encore des conditions du procès de travail.

L'objet du travail est fourni par la nature seule dans l'industrie extractive, — exploitation des mines, chasse, pêche, etc., — et même dans l'agriculture en tant qu'elle se borne à défricher des terres encore vierges. Toutes les autres branches d'industrie manipulent des matières premières, c'est-à-dire des objets déjà filtrés par le travail, comme, par exemple, les semences en agriculture. Les animaux et les plantes que d'habitude on considère comme des produits naturels sont, dans leurs formes actuelles, les produits non seulement du travail de l'année dernière, mais encore, d'une transformation continuée pendant des siècles sous la surveillance et par l'entremise du travail humain. Quant aux instruments proprement dits, la plupart d'entre eux montrent au regard le plus superficiel les traces d'un travail passé.

La matière première peut former la substance principale d'un produit ou n'y entrer que sous la forme de matière auxiliaire. Celle-ci est alors consommée par le moyen de travail, comme la houille, par la machine à vapeur, l'huile par la roue, le foin par le cheval de trait ; ou bien elle est jointe à la matière première pour y opérer une modification, comme le chlore à la toile écrue, le charbon au fer, la couleur à la laine, ou bien encore elle aide le travail lui-même à s'accomplir, comme, par exemple, les matières usées dans l'éclairage et le chauffage de l'atelier. La

différence entre matières principales et matières auxiliaires se confond dans la fabrication chimique proprement dite, où aucune des matières employées ne reparaît comme substance du produit^[174].

Comme toute chose possède des propriétés diverses et prête, par cela même, à plus d'une application, le même produit est susceptible de former la matière première de différentes opérations. Les grains servent ainsi de matière première au meunier, à l'amidonniier, au distillateur, à l'éleveur de bétail, etc. ; ils deviennent, comme semence, matière première de leur propre production. De même le charbon sort comme produit de l'industrie minière et y entre comme moyen de production.

Dans la même opération, le même produit peut servir et de moyen de travail et de matière première ; — dans l'engraissement du bétail, par exemple, — l'animal, la matière travaillée, fonctionne aussi comme moyen pour la préparation du fumier. Un produit, qui déjà existe sous une forme qui le rend propre à la consommation, peut cependant devenir à son tour matière première d'un autre produit ; le raisin est la matière première du vin. Il y a aussi des travaux dont les produits sont impropres à tout autre service que celui de matière première. Dans cet état, le produit n'a reçu, comme on dit, qu'une demi-façon et il serait mieux de dire qu'il n'est qu'un produit sériel ou gradué, comme, par exemple, le coton, les filés, le calicot, etc. La matière première originaire, quoique produit elle-même, peut avoir à parcourir toute une échelle de remaniements dans lesquels, sous une forme toujours modifiée, elle fonctionne toujours comme matière première jusqu'à la dernière opération qui l'élimine comme objet de consommation ou moyen de travail.

On le voit : le caractère de produit, de matière première ou de moyen de travail ne s'attache à une valeur d'usage que suivant la position déterminée qu'elle remplit dans le procès de travail, que d'après la place qu'elle y occupe, et son changement de place change sa détermination.

Toute valeur d'usage entrant dans des opérations nouvelles comme moyen de production, perd donc son caractère de produit, et ne fonctionne plus que comme facteur du travail vivant. Le fileur traite les broches et le lin simplement comme moyen et objet de son travail. Il est certain qu'on ne peut filer sans instruments et sans matière ; aussi l'existence de ces produits est-elle déjà sous-entendue, au début du filage. Mais, dans ce dernier acte, il est tout aussi indifférent que lin et broches soient des produits d'un travail antérieur, qu'il est indifférent dans l'acte de la nutrition que le pain soit le produit des travaux antérieurs du cultivateur, du meunier, du boulanger, et ainsi de suite. Tout au contraire, ce n'est que par leurs défauts qu'une fois l'œuvre mise en train, les moyens de

production font valoir leur caractère de produits. Des couteaux qui ne coupent pas, du fil qui se casse à tout moment, éveillent le souvenir désagréable de leurs fabricants. Le bon produit ne fait pas sentir le travail dont il tire ses qualités utiles.

Une machine qui ne sert pas au travail est inutile. Elle se détériore en outre sous l'influence destructive des agents naturels. Le fer se rouille, le bois pourrit, la laine non travaillée est rongée par les vers. Le travail vivant doit ressaisir ces objets, les ressusciter des morts et les convertir d'utilités possibles en utilités efficaces. Léchés par la flamme du travail, transformés en ses organes, appelés par son souffle à remplir leurs fonctions propres, ils sont aussi consommés, mais pour un but déterminé, comme éléments formateurs de nouveaux produits.

Or, si des produits sont non seulement le résultat, mais encore la condition d'existence du procès de travail, ce n'est qu'en les y jetant, qu'en les mettant en contact avec le travail vivant, que ces résultats du travail passé peuvent être conservés et utilisés.

Le travail use ses éléments matériels, son objet et ses moyens, et est par conséquent un acte de consommation. Cette consommation productive se distingue de la consommation individuelle en ce que celle-ci consomme les produits comme moyens de jouissance de l'individu, tandis que celle-là les consomme comme moyens de fonctionnement du travail. Le produit de la consommation individuelle est, par conséquent, le consommateur lui-même ; le résultat de la consommation productive est un produit distinct du consommateur.

En tant que ses moyens et son objet sont déjà des produits, le travail consomme des produits pour créer des produits, ou bien emploie les produits comme moyens de production de produits nouveaux. Mais le procès de travail qui primitivement se passe entre l'homme et la terre — qu'il trouve en dehors de lui — ne cesse jamais non plus d'employer des moyens de production de provenance naturelle, ne représentant aucune combinaison entre les éléments naturels et le travail humain.

Le procès de travail tel que nous venons de l'analyser dans ces moments simples et abstraits, — l'activité qui a pour but la production de valeurs d'usage, l'appropriation des objets extérieurs aux besoins — est la condition générale des échanges matériels entre l'homme et la nature, une nécessité physique de la vie humaine, indépendante par cela même de toutes ses formes sociales, ou plutôt également commune à toutes. Nous n'avons donc pas besoin de considérer les rapports de travailleur à travailleur. L'homme et son travail d'un côté, la nature et ses matières de l'autre, nous suffisaient. Pas plus que l'on ne devine au goût du froment

qui l'a cultivé, on ne saurait, d'après les données du travail utile, conjecturer les conditions sociales dans lesquelles il s'accomplit. À-t-il été exécuté sous le fouet brutal du surveillant d'esclaves ou sous l'œil inquiet du capitaliste ? Avons-nous affaire à Cincinnatus labourant son lopin de terre ou au sauvage abattant du gibier d'un coup de pierre ? Rien ne nous l'indique^[175].

Revenons à notre capitaliste en herbe. Nous l'avons perdu de vue au moment où il vient d'acheter sur le marché tous les facteurs nécessaires à l'accomplissement du travail, les facteurs objectifs — moyens de production — et le facteur subjectif — force de travail. Il les a choisis en connaisseur et en homme avisé, tels qu'il les faut pour son genre d'opération particulier, filage, cordonnerie, etc. Il se met donc à consommer la marchandise qu'il a achetée, la force de travail, ce qui revient à dire qu'il fait consommer les moyens de production par le travail. La nature générale du travail n'est évidemment point du tout modifiée, parce que l'ouvrier accomplit son travail non pour lui-même, mais pour le capitaliste. De même l'intervention de celui-ci ne saurait non plus changer soudainement les procédés particuliers par lesquels on fait des bottes ou des filés. L'acheteur de la force de travail doit la prendre telle qu'il la trouve sur le marché, et par conséquent aussi le travail tel qu'il s'est développé dans une période où il n'y avait pas encore de capitalistes. Si le mode de production vient lui-même à se transformer profondément en raison de la subordination du travail au capital, cela n'arrive que plus tard, et alors seulement nous en tiendrons compte.

Le procès de travail, en tant que consommation de la force de travail par le capitaliste, ne montre que deux phénomènes particuliers.

L'ouvrier travaille sous le contrôle du capitaliste auquel son travail appartient. Le capitaliste veille soigneusement à ce que la besogne soit proprement faite et les moyens de production employés suivant le but cherché, à ce que la matière première ne soit pas gaspillée et que l'instrument de travail n'éprouve que le dommage inséparable de son emploi.

En second lieu, le produit est la propriété du capitaliste et non du producteur immédiat, du travailleur. Le capitaliste paie, par exemple, la valeur journalière de la force de travail, dont, par conséquent, l'usage lui appartient durant la journée, tout comme celui d'un cheval qu'il a loué à la journée. L'usage de la marchandise appartient à l'acheteur et en donnant son travail, le possesseur de la force de travail ne donne en réalité que la valeur d'usage qu'il a vendue. Dès son entrée dans l'atelier, l'utilité de sa force, le travail, appartenait au capitaliste. En achetant la force de travail,

le capitaliste a incorporé le travail comme ferment de vie aux éléments passifs du produit, dont il était aussi nanti. À son point de vue, le procès de travail n'est que la consommation de la force de travail, de la marchandise qu'il a achetée, mais qu'il ne saurait consommer sans lui ajouter moyens de production. Le procès de travail est une opération entre choses qu'il a achetées, qui lui appartiennent. Le produit de cette opération lui appartient donc au même titre que le produit de la fermentation dans son cellier^[176].

II

Production de la plus-value.

Le produit — propriété du capitaliste — est une valeur d'usage, telle que des filés, de la toile, des bottes, etc. Mais bien que des bottes, par exemple, fassent en quelque sorte marcher le monde, et que notre capitaliste soit assurément homme de progrès, s'il fait des bottes, ce n'est pas par amour des bottes. En général, dans la production marchande, la valeur d'usage n'est pas chose qu'on aime pour elle-même. Elle n'y sert que de porte-valeur. Or, pour notre capitaliste, il s'agit d'abord de produire un objet utile qui ait une valeur échangeable, un article destiné à la vente, une marchandise. Et, de plus, il veut que la valeur de cette marchandise dépasse celle des marchandises nécessaires pour la produire, c'est-à-dire la somme de valeurs des moyens de production et de la force de travail, pour lesquels il a dépensé son cher argent. Il veut produire non seulement une chose utile, mais une valeur, et non seulement une valeur, mais encore une plus-value.

En fait, jusqu'ici nous n'avons considéré la production marchande qu'à un seul point de vue, celui de la valeur d'usage. Mais de même que la marchandise est à la fois valeur d'usage et valeur d'échange, de même sa production doit être à la fois formation de valeurs d'usage et formation de valeur.

Examinons donc maintenant la production au point de vue de la valeur.

On sait que la valeur d'une marchandise est déterminée par le quantum de travail matérialisé en elle, par le temps socialement nécessaire à sa production. Il nous faut donc calculer le travail contenu dans le produit que notre capitaliste a fait fabriquer, soit dix livres de filés.

Pour produire les filés, il avait besoin d'une matière première, mettons dix livres de coton. Inutile de chercher maintenant quelle est la valeur de ce coton, car le capitaliste l'a acheté sur le marché ce qu'il valait, par exemple dix shillings. Dans ce prix le travail exigé par la production du

coton est déjà représenté comme travail social moyen. Admettons encore que l'usure des broches - et elles nous représentent tous les autres moyens de travail employés — s'élève à deux shillings. Si une masse d'or de douze shillings est le produit de vingt-quatre heures de travail, il s'ensuit qu'il y a deux journées de travail réalisées dans les filés.

Cette circonstance, que le coton a changé de forme et que l'usure a fait disparaître une quote-part des broches, ne doit pas nous dérouter. D'après la loi générale des échanges, dix livres de filés sont l'équivalent de dix livres de coton et un quart de broche, si la valeur de quarante livres de filés égale la valeur de quarante livres de coton, plus une broche entière, c'est-à-dire si le même temps de travail est nécessaire pour produire l'un ou l'autre terme de cette équation. Dans ce cas le même temps de travail se représente une fois en filés, l'autre fois en coton et broche. Le fait que broche et coton, au lieu de rester en repos l'un à côté de l'autre, se sont combinés pendant le filage qui, en changeant leurs formes usuelles, les a convertis en filés, n'affecte pas plus leur valeur que ne le ferait leur simple échange contre un équivalent en filés.

Le temps de travail nécessaire pour produire les filés, comprend le temps de travail nécessaire pour produire leur matière première, le coton. Il en est de même du temps nécessaire pour reproduire les broches usées^[177].

En calculant la valeur des filés, c'est-à-dire le temps nécessaire à leur production, on doit donc considérer les différents travaux, — séparés par le temps et l'espace qu'il faut parcourir, d'abord pour produire coton et broches, ensuite pour faire des filés — comme des phases successives de la même opération. Tout le travail contenu dans les filés est du travail passé, et peu importe que le travail exigé pour produire leurs éléments constitutifs soit écoulé avant le temps dépensé dans l'opération finale, le filage. S'il faut trente journées, par exemple, pour construire une maison, la somme de travail qui y est incorporée ne change pas de grandeur, bien que la trentième journée de travail n'entre dans la production que vingt-neuf jours après la première. De même le temps de travail contenu dans la matière première et les instruments du filage doit être compté comme s'il eût été dépensé durant le cours de cette opération même.

Il faut, bien entendu, que deux conditions soient remplies : en premier lieu, que les moyens aient réellement servi à produire une valeur d'usage, dans notre cas des filés. Peu importe à la valeur le genre de valeur d'usage qui la soutient, mais elle doit être soutenue par une valeur d'usage. Secondement, il est sous-entendu qu'on n'emploie que le temps de travail nécessaire dans les conditions normales de la production. Si une livre de

coton suffit en moyenne pour faire une livre de filés, ce n'est que la valeur d'une livre de coton qui sera imputée à la valeur d'une livre de filés. Le capitaliste aurait la fantaisie d'employer des broches d'or, qu'il ne serait néanmoins compté dans la valeur des filés que le temps de travail nécessaire pour produire l'instrument de fer.

Nous connaissons à présent la valeur que le coton et l'usure des broches donnent aux filés. Elle est égale à douze shillings — l'incorporation de deux journées de travail. Reste donc à chercher combien la valeur que le travail du fileur ajoute au produit.

Ce travail se présente maintenant sous un nouvel aspect. D'abord c'était l'art de filer. Plus valait le travail, plus valaient les filés, toutes les autres circonstances restant les mêmes. Le travail du fileur se distinguait d'autres travaux productifs par son but, ses procédés techniques, les propriétés de son produit et ses moyens de production spécifiques. Avec le coton et les broches qu'emploie le fileur, on ne saurait faire des canons rayés. Par contre, en tant qu'il est source de valeur, le travail du fileur ne diffère en rien de celui du foreur de canons, ou, ce qui vaut mieux, de celui du planteur de coton ou du fabricant de broches, c'est-à-dire des travaux réalisés dans les moyens de production des filés. Si ces travaux, malgré la différence de leurs formes utiles, n'étaient pas d'une essence identique, ils ne pourraient pas constituer des portions, indistinctes quant à leur qualité, du travail total réalisé dans le produit. Dès lors les valeurs coton et broches ne constitueraient pas non plus des parties intégrantes de la valeur totale des filés. En effet, ce qui importe ici, ce n'est plus la qualité mais la quantité du travail ; c'est elle seule qui entre en ligne de compte. Admettons que le filage soit du travail simple, moyen. On verra plus tard que la supposition contraire ne changerait rien à l'affaire.

Pendant le procès de la production, le travail passe sans cesse de la forme dynamique à la forme statique. Une heure de travail par exemple, c'est-à-dire la dépense en force vitale du fileur durant une heure, se représente dans une quantité déterminée de filés.

Ce qui est ici d'une importance décisive, c'est que pendant la durée de la transformation du coton en filés, il ne se dépense que le temps de travail socialement nécessaire. Si dans les conditions normales, c'est-à-dire sociales, moyennes de la production, il faut que durant une heure de travail A livres de coton soient converties en B livres de filés, on ne compte comme journée de travail de douze heures que la journée de travail qui convertit $12 \times A$ livres de coton en $12 \times B$ livres de filés. Le temps de travail socialement nécessaire est en effet le seul qui compte dans la formation de la valeur.

On remarquera que non seulement le travail, mais aussi les moyens de production et le produit ont maintenant changé de rôle. La matière première ne fait que s'imbiber d'une certaine quantité de travail. Il est vrai que cette absorption la convertit en filés, attendu que la force vitale de l'ouvrier a été dépensée sous forme de filage, mais le produit en filés ne sert que de gradimètre indiquant la quantité de travail imbibée par le coton, - par exemple dix livres de filés indiqueront six heures de travail, s'il faut une heure pour filer une livre deux tiers de coton. Certaines quantités de produit déterminées d'après les données de l'expérience ne représentent que des masses de travail solidifié - la matérialité d'une heure, de deux heures, d'un jour de travail social.

Que le travail soit précisément filage, sa matière coton et son produit filé, cela est tout à fait indifférent, comme il est indifférent que l'objet même du travail soit déjà matière première, c'est-à-dire un produit. Si l'ouvrier, au lieu d'être occupé dans une filature, était employé dans une houillère, la nature lui fournirait son objet de travail. Néanmoins un *quantum* déterminé de houille extrait de sa couche, un quintal par exemple, représenterait un *quantum* déterminé de travail absorbé.

Lors de la vente de la force de travail, il a été sous-entendu que sa valeur journalière = 3 shillings, — somme d'or dans laquelle six heures de travail sont incorporées — et que, par conséquent, il faut travailler six heures pour produire la somme moyenne de subsistances nécessaires à l'entretien quotidien du travailleur. Comme notre fileur convertit pendant une heure une livre deux tiers de coton en une livre deux tiers de filés, il convertira en six heures dix livres de coton en dix livres de filés^[178]. Pendant la durée du filage le coton absorbe donc six heures de travail. Le même temps de travail est fixé dans une somme d'or de trois shillings. Le fileur a donc ajouté au coton une valeur de trois shillings.

Faisons maintenant le compte de la valeur totale du produit. Les dix livres de filés contiennent deux journées et demie de travail ; coton et broche contiennent deux journées ; une demi-journée a été absorbée durant le filage. La même somme de travail est fixée dans une masse d'or de quinze shillings. Le prix de quinze shillings exprime donc la valeur exacte de dix livres de filés ; le prix de un shilling six pence celle d'une livre.

Notre capitaliste reste ébahi. La valeur du produit égale la valeur du capital avancé. La valeur avancée n'a pas fait de petits; elle n'a point enfanté de plus-value et l'argent, par conséquent, ne s'est pas métamorphosé en capital. Le prix de dix livres de filés est de quinze shillings et quinze shillings ont été dépensés sur le marché pour les éléments constitutifs du produit, ou, ce qui revient au même, pour les

facteurs du procès de travail, dix shillings pour le coton, deux shillings pour l'usure des broches, et trois shillings pour la force de travail. Il ne sert de rien que la valeur des filés soit enflée, car elle n'est que la somme des valeurs distribuées auparavant sur ces facteurs, et en les additionnant on ne les multiplie pas^[179]. Toutes ces valeurs sont maintenant concentrées sur un objet, mais elles l'étaient aussi dans la somme de quinze shillings avant que le capitaliste les sortit de son gousset pour les subdiviser en trois achats.

Il n'y a rien d'étrange dans ce résultat. La valeur d'une livre de filés revient à un shilling six pence et au marché notre capitaliste aurait à payer quinze shillings pour dix livres de filés. Qu'il achète sa demeure toute faite, ou qu'il la fasse bâtir à ses propres frais, aucune de ces opérations n'augmentera l'argent employé à l'acquisition de sa maison.

Le capitaliste, qui est à cheval sur son économie politique vulgaire, s'écriera peut-être qu'il n'a avancé son argent qu'avec l'intention de le multiplier. Mais le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions, et personne ne peut l'empêcher d'avoir l'intention de faire de l'argent sans produire^[180]. Il jure qu'on ne l'y rattrapera plus ; à l'avenir il achètera, sur le marché, des marchandises toutes faites au lieu de les fabriquer lui-même. Mais si tous ses compères capitalistes font de même, comment trouver des marchandises sur le marché ? Pourtant il ne peut manger son argent. Il se met donc à nous catéchiser : on devrait prendre en considération son abstinence, il pouvait faire ripaille avec ses quinze shillings ; au lieu de cela il les a consommés productivement et en a fait des filés. C'est vrai, mais aussi a-t-il des filés et non des remords. Qu'il prenne garde de partager le sort du thésauriseur qui nous a montré où conduit l'ascétisme.

D'ailleurs là où il n'y a rien, le roi perd ses droits. Quel que soit le mérite de son abstinence, il ne trouve pas de fonds pour la payer puisque la valeur de la marchandise qui sort de la production est tout juste égale à la somme des valeurs qui y sont entrées. Que son baume soit cette pensée consolante : la vertu ne se paie que par la vertu. Mais non ! Il devient importun. Il n'a que faire de ses filés ; il les a produits pour la vente. Eh bien, qu'il les vende donc ! Ou ce qui serait plus simple, qu'il ne produise à l'avenir que des objets nécessaires à sa propre consommation : Mac Culloch, son Esculape ordinaire, lui a déjà donné cette panacée contre les excès épidémiques de production. Le voilà qui regimbe. L'ouvrier aurait-il la prétention de bâtir en l'air avec ses dix doigts, de produire des marchandises avec rien ? Ne lui a-t-il pas fourni la matière dans laquelle et avec laquelle seule il peut donner un corps à son travail ? Et, comme la

plus grande partie de la société civile se compose de pareils va-nu-pieds, n'a-t-il pas avec ses moyens de production, son coton et ses broches, rendu un service immense à la susdite société, et plus particulièrement à l'ouvrier auquel il a avancé par-dessus le marché la subsistance ? Et il ne prendrait rien pour ce service ! Mais est-ce que l'ouvrier ne lui a pas en échange rendu le service de convertir en filés son coton et ses broches ? Du reste, il ne s'agit pas ici de services^[181]. Le service n'est que l'effet utile d'une valeur d'usage, que celle-ci soit marchandise ou travail^[182]. Ce dont il s'agit c'est de la valeur d'échange. Il a payé à l'ouvrier une valeur de trois shillings. Celui-ci lui en rend l'équivalent exact en ajoutant la valeur de trois shillings au coton, valeur contre valeur. Notre ami tout à l'heure si gonflé d'outrecuidance capitaliste, prend tout à coup l'attitude modeste d'un simple ouvrier. N'a-t-il pas travaillé lui aussi ? Son travail de surveillance et d'inspection, ne forme-t-il pas aussi de la valeur ? Le directeur de sa manufacture et son contremaître en haussent les épaules. Sur ces entrefaites le capitaliste a repris, avec un sourire malin, sa mine habituelle. Il se gaussait de nous avec ses litanies. De tout cela il ne donnerait pas deux sous. Il laisse ces subterfuges, ces finasseries creuses aux professeurs d'économie politique, ils sont payés pour cela, c'est leur métier. Quant à lui, il est homme pratique et s'il ne réfléchit pas toujours à ce qu'il dit en dehors des affaires, il sait toujours en affaires ce qu'il fait.

Regardons-y de plus près. La valeur journalière de la force de travail revient à trois shillings parce qu'il faut une demi-journée de travail pour produire quotidiennement cette force, c'est-à-dire que les subsistances nécessaires pour l'entretien journalier de l'ouvrier coûtent une demi-journée de travail. Mais le travail passé que la force de travail recèle et le travail actuel qu'elle peut exécuter, ses frais d'entretien journaliers et la dépense qui s'en fait par jour, ce sont là deux choses tout à fait différentes. Les frais de la force en déterminent la valeur d'échange, la dépense de la force en constitue la valeur d'usage. Si une demi-journée de travail suffit pour faire vivre l'ouvrier pendant vingt-quatre heures, il ne s'ensuit pas qu'il ne puisse travailler une journée tout entière. La valeur que la force de travail possède et la valeur qu'elle peut créer, diffèrent donc de grandeur. C'est cette différence de valeur que le capitaliste avait en vue, lorsqu'il acheta la force de travail. L'aptitude de celle-ci, à faire des filés ou des bottes, n'était qu'une *conditio sine qua non*, car le travail doit être dépensé sous une forme utile pour produire de la valeur. Mais ce qui décida l'affaire, c'était l'utilité spécifique de cette marchandise, d'être source de valeur et de plus de valeur qu'elle n'en possède elle-même. C'est là le service spécial que le capitaliste lui demande. Il se conforme en

ce cas aux lois éternelles de l'échange des marchandises. En effet le vendeur de la force de travail, comme le vendeur de toute autre marchandise, en réalise la valeur échangeable et en aliène la valeur usuelle.

Il ne saurait obtenir l'une sans donner l'autre. La valeur d'usage de la force de travail, c'est-à-dire le travail, n'appartient pas plus au vendeur que n'appartient à l'épicier la valeur d'usage de l'huile vendue. L'homme aux écus a payé la valeur journalière de la force de travail ; usage pendant le jour, le travail d'une journée entière lui appartient donc. Que l'entretien journalier de cette force ne coûte qu'une demi-journée de travail, bien qu'elle puisse opérer ou travailler pendant la journée entière, c'est-à-dire que la valeur créée par son usage pendant un jour soit le double de sa propre valeur journalière, c'est là une chance particulièrement heureuse pour l'acheteur, mais qui ne lèse en rien le droit du vendeur.

Notre capitaliste a prévu le cas, et c'est ce qui le fait rire. L'ouvrier trouve donc dans l'atelier les moyens de production nécessaires pour une journée de travail non pas de six mais de douze heures. Puisque dix livres de coton avaient absorbé six heures de travail et se transformaient en dix livres de filés, vingt livres de coton absorberont douze heures de travail et se transformeront en vingt livres de filés. Examinons maintenant le produit du travail prolongé. Les vingt livres de filés contiennent cinq journées de travail dont quatre étaient réalisées dans le coton et les broches consommés, une absorbée par le coton pendant l'opération du filage. Or l'expression monétaire de cinq journées de travail est trente shillings. Tel est donc le prix des vingt livres de filés. La livre de filés coûte après comme avant un shilling six pence. Mais la somme de valeur des marchandises employées dans l'opération ne dépassait pas vingt-sept shillings et la valeur des filés atteint trente shillings. La valeur du produit s'est accrue de un neuvième sur la valeur avancée pour sa production. Les vingt-sept shillings avancés se sont donc transformés en trente shillings. Ils ont enfanté une plus-value de trois shillings. Le tour est fait. L'argent s'est métamorphosé en capital.

Le problème est résolu dans tous ses termes. La loi des échanges a été rigoureusement observée, équivalent contre équivalent. Sur le marché, le capitaliste achète à sa juste valeur chaque marchandise - coton, broches, force de travail. Puis il fait ce que fait tout autre acheteur, il consomme leur valeur d'usage. La consommation de la force de travail, étant en même temps production de marchandises rend un produit de vingt livres de filés, valant trente shillings. Alors le capitaliste qui avait quitté le marché comme acheteur y revient comme vendeur. Il vend les filés à un

shilling six pence la livre, pas un liard au-dessus ou au-dessous de leur valeur et cependant il retire de la circulation trois shillings de plus qu'il n'y avait mis. Cette transformation de son argent en capital se passe dans la sphère de la circulation, et ne s'y passe pas. La circulation sert d'intermédiaire. C'est là sur le marché, que se vend la force de travail, pour être exploitée dans la sphère de la production, où elle devient source de plus-value, et tout est ainsi pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Le capitaliste, en transformant l'argent en marchandises qui servent d'éléments matériels d'un nouveau produit, en leur incorporant ensuite la force de travail vivant, transforme la valeur - du travail passé, mort, devenu chose - en capital, en valeur grosse de valeur, monstre animé qui se met à travailler comme s'il avait le diable au corps.

La production de plus-value n'est donc autre chose que la production de valeur, prolongée au-delà d'un certain point. Si le procès de travail ne dure que jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée par le capital est remplacée par un équivalent nouveau, il y a simple production de valeur ; quand il dépasse cette limite, il y a production de plus-value.

Comparons maintenant la production de valeur avec la production de valeur d'usage. Celle-ci consiste dans le mouvement du travail utile. Le procès de travail se présente ici au point de vue de la qualité. C'est une activité qui, ayant pour but de satisfaire des besoins déterminés, fonctionne avec des moyens de production conformes à ce but, emploie des procédés spéciaux, et finalement aboutit à un produit usuel. Par contre, comme production de valeur, le même procès ne se présente qu'au point de vue de la quantité. Il ne s'agit plus ici que du temps dont le travail a besoin pour son opération, ou de la période pendant laquelle le travailleur dépense sa force vitale en efforts utiles. Les moyens de production fonctionnent maintenant comme simples moyens d'absorption de travail et ne représentent eux-mêmes que la quantité de travail réalisé en eux. Que le travail soit contenu dans les moyens de production ou qu'il soit ajouté par la force de travail, on ne le compte désormais que d'après sa durée ; il est de tant d'heures, de tant de jours, et ainsi de suite.

Et de plus il ne compte qu'autant que le temps employé à la production de la valeur d'usage est le temps socialement nécessaire. Cette condition présente plusieurs aspects différents. La force de travail doit fonctionner dans des conditions normales. Si dans le milieu social donné, la machine à filer est l'instrument normal de la filature, il ne faut pas mettre un rouet entre les mains du fileur. De plus le coton doit être de bonne qualité et non de la pacotille se brisant à chaque instant, Sans cela le travailleur

emploierait dans les deux cas plus que le temps nécessaire à la production d'une livre de filés, et cet excès de temps ne créerait ni valeur ni argent. Mais le caractère normal des facteurs matériels du travail dépend du capitaliste et non pas de l'ouvrier. D'autre part, le caractère normal de la force de travail elle-même est indispensable. Elle doit posséder dans la spécialité à laquelle on l'emploie le degré moyen d'habileté, d'adresse et de célérité ; aussi notre capitaliste a pris bien garde de l'acheter telle sur le marché. Cette force doit de plus fonctionner avec le degré d'intensité habituel. Aussi le capitaliste veille-t-il anxieusement à ce que l'ouvrier ne ralentisse pas ses efforts et ne perde pas son temps. Il a acheté cette force pour un temps déterminé ; il tient à avoir son compte. Il ne veut pas être volé. Enfin la consommation des moyens de production doit se faire d'une manière normale, parce que le gaspillage des instruments et des matières premières représente une dépense inutile en travail déjà réalisé, lequel, par conséquent, n'est pas compté dans le produit et ne lui ajoute pas de valeur^[183].

On le voit, la différence entre le travail utile et le travail source de valeur que nous constatons au commencement de nos recherches par l'analyse de la marchandise, vient de se manifester comme différence entre les deux faces de la production marchande. Dès qu'elle se présente non plus simplement comme unité du travail utile et du travail créateur de valeur, mais encore comme unité du travail utile et du travail créateur de plus-value, la production marchande devient production capitaliste, c'est-à-dire production marchande sous la forme capitaliste.

En examinant la production de la plus-value, nous avons supposé que le travail, approprié par le capital, est du travail simple moyen. La supposition contraire n'y changerait rien. Admettons, par exemple, que, comparé au travail du fileur, celui du bijoutier est du travail à une puissance supérieure, que l'un est du travail simple et l'autre du travail complexe où se manifeste une force plus difficile à former et qui rend dans le même temps plus de valeur. Mais quel que soit le degré de différence entre ces deux travaux, la portion de travail où le bijoutier produit de la plus-value pour son maître ne diffère en rien qualitativement de la portion de travail où il ne fait que remplacer la valeur de son propre salaire. Après comme avant, la plus-value ne provient que de la durée prolongée du travail, qu'il soit celui du fileur ou celui du bijoutier^[184].

D'un autre côté, quand il s'agit de production de valeur, le travail supérieur doit toujours être réduit à la moyenne du travail social, une journée de travail complexe, par exemple, à deux journées de travail simple^[185]. Si des économistes comme il faut se sont récriés contre cette

« assertion arbitraire », n'est-ce pas le cas de dire, selon le proverbe allemand, que les arbres les empêchent de voir la forêt ! Ce qu'ils accusent d'être un artifice d'analyse, est tout bonnement un procédé qui se pratique tous les jours dans tous les coins du monde. Partout les valeurs des marchandises les plus diverses sont indistinctement exprimées en monnaie, c'est-à-dire dans une certaine masse d'or ou d'argent. Par cela même, les différents genres de travail, représentés par ces valeurs, ont été réduits, dans des proportions différentes, à des sommes déterminées d'une seule et même espèce de travail ordinaire, le travail qui produit l'or ou l'argent.

CHAPITRE VIII

CAPITAL CONSTANT ET CAPITAL VARIABLE

Les différents facteurs du procès de travail prennent une part différente à la formation de la valeur des produits.

L'ouvrier communique une valeur nouvelle à l'objet du travail par l'addition d'une nouvelle dose de travail, quel qu'en soit le caractère utile. D'autre part, nous retrouvons les valeurs des moyens de production consommés comme élément dans la valeur du produit, par exemple la valeur du coton et des broches dans celle des filés. Les valeurs des moyens de production sont donc conservées par leur transmission au produit. Cette transmission a lieu dans le cours du travail, pendant la transformation des moyens de production en produit. Le travail en est donc l'intermédiaire. Mais de quelle manière ?

L'ouvrier ne travaille pas doublement dans le même temps, une fois pour ajouter une nouvelle valeur au coton, et l'autre fois pour en conserver l'ancienne, ou, ce qui revient absolument au même pour transmettre au produit, aux filés, la valeur des broches qu'il use et celle du coton qu'il façonne. C'est par la simple addition d'une nouvelle valeur qu'il maintient l'ancienne. Mais comme l'addition d'une valeur nouvelle à l'objet du travail et la conservation des valeurs anciennes dans le produit sont deux résultats tout à fait différents que l'ouvrier obtient dans le même temps, ce double effet ne peut évidemment résulter que du caractère double de son travail. Ce travail doit, dans le même moment, en vertu d'une propriété, créer, et en vertu d'une autre propriété, conserver ou transmettre de la valeur.

Comment l'ouvrier ajoute-t-il du travail et par conséquent de la valeur ?

N'est-ce pas sous la forme d'un travail utile et particulier et seulement sous cette forme ? Le fileur n'ajoute de travail qu'en filant, le tisserand qu'en tissant, le forgeron qu'en forgeant. Mais c'est précisément cette forme de tissage, de filage, etc., en un mot la forme productive spéciale dans laquelle la force de travail est dépensée, qui convertit les moyens de production tels que coton et broche, fil et métier à tisser, fer et enclume en éléments formateurs d'un produit, d'une nouvelle valeur d'usage^[186]. L'ancienne forme de leur valeur d'usage ne disparaît que pour revêtir une forme nouvelle. Or, nous avons vu que le temps de travail qu'il faut pour produire un article comprend aussi le temps de travail qu'il faut pour produire les articles consommés dans l'acte de sa production. En d'autres termes, le temps de travail nécessaire pour faire les moyens de production consommés compte dans le produit nouveau.

Le travailleur conserve donc la valeur des moyens de production consommés, il la transmet au produit comme partie constituante de sa valeur, non parce qu'il ajoute du travail en général, mais par le caractère utile, par la forme productive de ce travail additionnel. En tant qu'il est utile, qu'il est activité productive, le travail, par son simple contact avec les moyens de production, les ressuscite des morts, en fait les facteurs de son propre mouvement et s'unit avec eux pour constituer des produits.

Si le travail productif spécifique de l'ouvrier n'était pas le filage, il ne ferait pas de filés et, par conséquent, ne leur transmettrait pas les valeurs du coton et des broches. Mais, par une journée de travail, le même ouvrier, s'il change de métier et devient par exemple menuisier, ajoutera, après comme avant, de la valeur à des matières.

Il l'ajoute donc par son travail considéré non comme travail de tisserand ou de menuisier, mais comme travail humain en général, et il ajoute une quantité déterminée de valeur, non parce que son travail a un caractère utile particulier, mais parce qu'il dure un certain temps. C'est donc en vertu de sa propriété générale, abstraite, comme dépense de force vitale humaine, que le travail du fileur ajoute une valeur nouvelle aux valeurs du coton et des broches, et c'est en vertu de sa propriété concrète, particulière, de sa propriété utile comme filage, qu'il transmet la valeur de ces moyens de production au produit et la conserve ainsi dans celui-ci. De là le double caractère de son résultat dans le même espace de temps.

Par une simple addition, par une quantité nouvelle de travail, une nouvelle valeur est ajoutée ; par la qualité du travail ajouté les anciennes valeurs des moyens de production sont conservées dans le produit. Ce double effet du même travail par suite de, son double caractère devient saisissable dans une multitude de phénomènes.

Supposez qu'une invention quelconque permette à l'ouvrier de filer en six heures autant de coton qu'il en filait auparavant en trente-six. Comme activité utile, productive, la puissance de son travail a sextuplé et son produit est six fois plus grand, trente-six livres de filés au lieu de six. Mais les trente-six livres de coton n'absorbent pas plus de temps de travail que n'en absorbaient six dans le premier cas. Il leur est ajouté seulement un sixième du travail qu'aurait exigé l'ancienne méthode et par conséquent un sixième seulement de nouvelle valeur. D'autre part la valeur sextuple de coton existe maintenant dans le produit, les trente-six livres de filés. Dans les six heures de filage une valeur six fois plus grande en matières premières est conservée et transmise au produit, bien que la valeur nouvelle ajoutée à cette même matière soit six fois plus petite. Ceci montre comment la propriété en vertu de laquelle le travail conserve de la valeur, est essentiellement différente de la propriété en vertu de laquelle, durant le même acte, il crée de la valeur. Plus il se transmet pendant le filage de travail nécessaire à la même quantité de coton, plus grande est la valeur nouvelle ajoutée à celui-ci ; mais plus il se file de livres de coton dans un même temps de travail, plus grande est la valeur ancienne qui est conservée dans le produit.

Admettons au contraire que la productivité du travail reste constante, qu'il faut par conséquent au fileur toujours le même temps pour transformer une livre de coton en filés, mais que la valeur d'échange du coton varie et qu'une livre de coton vaille six fois plus ou moins qu'auparavant. Dans les deux cas le fileur continue à ajouter le même quantum de travail à la même quantité de coton, c'est-à-dire la même valeur, et dans les deux cas il produit dans le même temps la même quantité de filés. Cependant la valeur qu'il transmet du coton aux filés, au produit, est dans un cas six fois plus petite et dans l'autre cas six fois plus grande qu'auparavant. Il en est de même quand les instruments du travail renchérissent ou se vendent à meilleur marché, mais rendent cependant toujours le même service.

Si les conditions techniques du filage restent les mêmes et que ses moyens de production n'éprouvent aucun changement de valeur, le fileur continue à consommer dans des temps de travail donnés des quantités données de matière première et de machines dont la valeur reste conséquemment toujours la même. La valeur qu'il conserve dans le produit est alors en raison directe de la valeur nouvelle qu'il ajoute. En deux semaines il ajoute deux fois plus de travail qu'en une, deux fois plus de valeur donc, et en même temps il use deux fois plus de matières et deux fois plus de machines ; il conserve ainsi dans le produit de deux semaines

deux fois plus de valeur que dans le produit d'une seule. Dans des conditions invariables l'ouvrier conserve d'autant plus de valeur qu'il en ajoute davantage. Cependant, il ne conserve pas plus de valeur parce qu'il en ajoute davantage, mais parce qu'il l'ajoute dans des circonstances invariables et indépendantes du son travail.

Néanmoins, on peut dire, dans un sens relatif, que l'ouvrier conserve toujours des valeurs anciennes à mesure qu'il ajoute une valeur nouvelle. Que le coton hausse ou baisse d'un shilling, sa valeur conservée dans le produit d'une heure ne sera jamais celle qui se trouve dans le produit de deux heures. De même si la productivité du travail du fileur varie, si elle augmente ou diminue, il filera en une heure par exemple, plus ou moins de coton qu'auparavant, et par suite conservera dans le produit d'une heure la valeur de plus ou moins de coton. Mais dans n'importe quel cas il conservera toujours en deux heures de travail deux fois plus de valeur qu'en une seule.

Abstraction faite de sa représentation purement symbolique par des signes, la valeur n'existe que dans une chose utile, un objet (L'homme lui-même, en tant que simple existence de force de travail, est un objet naturel, un objet vivant et conscient, et le travail n'est que la manifestation externe, matérielle de cette force). Si donc la valeur d'usage se perd, la valeur d'échange se perd également. Les moyens de production qui perdent leur valeur d'usage ne perdent pas en même temps leur valeur, parce que le procès de travail ne leur fait en réalité perdre la forme primitive d'utilité que pour leur donner dans le produit la forme d'une utilité nouvelle. Et, si important qu'il soit pour la valeur d'exister dans un objet utile quelconque, la métamorphose des marchandises nous a prouvé qu'il lui importe peu quel est cet objet. Il suit de là que le produit n'absorbe dans le cours du travail, la valeur du moyen de production, qu'au fur et à mesure que celui-ci, en perdant son utilité, perd aussi sa valeur. Il ne transmet au produit que la valeur qu'il perd comme moyen de production. Mais sous ce rapport les facteurs matériels du travail se comportent différemment.

Le charbon avec lequel on chauffe la machine disparaît sans laisser de trace, de même le suif avec lequel on graisse l'axe de la roue, et ainsi de suite. Les couleurs et d'autres matières auxiliaires disparaissent également, mais se montrent dans les propriétés du produit, dont la matière première forme la substance, mais après avoir changé de forme. Matière première et matières auxiliaires perdent donc l'aspect qu'elles avaient en entrant comme valeurs d'usage dans le procès de travail. Il en est tout autrement des instruments proprement dits. Un instrument quelconque, une machine,

une fabrique, un vase ne servent au travail que le temps pendant lequel ils conservent leur forme primitive. De même que pendant leur vie, c'est-à-dire pendant le cours du travail, ils maintiennent leur forme propre vis-à-vis du produit, de même ils la maintiennent encore après leur mort. Les cadavres de machines, d'instruments, d'ateliers, etc., continuent à exister indépendamment et séparément des produits qu'ils ont contribué à fabriquer. Si l'on considère la période entière pendant laquelle un instrument de travail fait son service, depuis le jour de son entrée dans l'atelier jusqu'au jour où il est mis au rebut, on voit que sa valeur d'usage pendant cette période a été consommée entièrement par le travail, et que par suite sa valeur s'est transmise tout entière au produit. Une machine à filer, par exemple, a-t-elle duré dix ans, pendant son fonctionnement de dix ans sa valeur totale s'est incorporée aux produits de dix ans. La période de vie d'un tel instrument comprend ainsi un plus ou moins grand nombre des mêmes opérations sans cesse renouvelées avec son aide. Et il en est de l'instrument de travail comme de l'homme. Chaque homme meurt tous les jours de vingt-quatre heures ; mais il est impossible de savoir au simple aspect d'un homme de combien de jours il est déjà mort. Cela n'empêche pas cependant les compagnies d'assurances de tirer de la vie moyenne de l'homme des conclusions très sûres, et ce qui leur importe plus, très profitables. On sait de même par expérience combien de temps en moyenne dure un instrument de travail, par exemple une machine à tricoter. Si l'on admet que son utilité se maintient seulement six jours dans le travail mis en train, elle perd chaque jour en moyenne un sixième de sa valeur d'usage et transmet par conséquent un sixième de sa valeur d'échange au produit quotidien. On calcule de cette manière l'usure quotidienne de tous les instruments de travail et ce qu'ils transmettent par jour de leur propre valeur à celle du produit.

On voit ici d'une manière frappante qu'un moyen de production ne transmet jamais au produit plus de valeur qu'il n'en perd lui-même par son dépérissement dans le cours du travail. S'il n'avait aucune valeur à perdre, c'est-à-dire s'il n'était pas lui-même un produit du travail humain, il ne pourrait transférer au produit aucune valeur. Il servirait à former des objets usuels sans servir à former des valeurs. C'est le cas qui se présente avec tous les moyens de production que fournit la nature, sans que l'homme y soit pour rien, avec la terre, l'eau, le vent, le fer dans la veine métallique, le bois dans la forêt primitive, et ainsi de suite.

Nous rencontrons ici un autre phénomène intéressant. Supposons qu'une machine vaille, par exemple, mille livres sterling et qu'elle s'use en mille jours ; dans ce cas un millième de la valeur de la machine se transmet

chaque jour à son produit journalier ; mais la machine, quoique avec une vitalité toujours décroissante, fonctionne toujours tout entière dans le procès de travail. Donc quoiqu'un facteur du travail entre tout entier dans la production d'une valeur d'usage, il n'entre que par parties dans la formation de la valeur. La différence entre les deux procès se reflète ainsi dans les facteurs matériels, puisque dans la même opération un seul et même moyen de production compte intégralement comme élément du premier procès et par fractions seulement comme élément du second^[187].

Inversement un moyen de production peut entrer tout entier dans la formation de la valeur, quoique en partie seulement dans la production des valeurs d'usage. Supposons que dans l'opération du filage, sur cent quinze livres de coton il y en ait quinze de perdues, c'est-à-dire qui forment au lieu de filés ce que les Anglais appellent la poussière du diable (devil's dust). Si néanmoins, ce déchet de quinze pour cent est normal et inévitable en moyenne dans la fabrication, la valeur des quinze livres de coton, qui ne forment aucun élément des filés entre tout autant dans leur valeur que les cent livres qui en forment la substance. Il faut que quinze livres de coton s'en aillent au diable pour qu'on puisse faire cent livres de filés. C'est précisément parce que cette perte est une condition de la production que le coton perdu transmet aux filés sa valeur. Et il en est de même pour tous les excréments du travail, autant bien entendu qu'ils ne servent plus à former de nouveaux moyens de production et conséquemment de nouvelles valeurs d'usage. Ainsi, on voit dans les grandes fabriques de Manchester des montagnes de rognures de fer, enlevées par d'énormes machines comme des copeaux de bois par le rabot, passer le soir de la fabrique à la fonderie, et revenir le lendemain de la fonderie à la fabrique en blocs de fer massif.

Les moyens de production ne transmettent de valeur au nouveau produit qu'autant qu'ils en perdent sous leurs anciennes formes d'utilité. Le maximum de valeur qu'ils peuvent perdre dans le cours du travail a pour limite la grandeur de valeur originale qu'ils possédaient en entrant dans l'opération, ou le temps de travail que leur production a exigé. Les moyens de production ne peuvent donc jamais ajouter au produit plus de valeur qu'ils n'en possèdent eux-mêmes. Quelle que soit l'utilité d'une matière première, d'une machine, d'un moyen de production, s'il coûte cent cinquante livres sterling, soit cinq cents journées de travail, il n'ajoute au produit total qu'il contribue à former jamais plus de cent cinquante livres sterling. Sa valeur est déterminée non par le travail où il entre comme moyen de production, mais par celui d'où il sort comme produit. Il ne sert dans l'opération à laquelle on l'emploie que comme valeur d'usage,

comme chose qui possède des propriétés utiles ; si avant d'entrer dans cette opération, il n'avait possédé aucune valeur, il n'en donnerait aucune au produit^[188].

Pendant que le travail productif transforme les moyens de production en éléments formateurs d'un nouveau produit, leur valeur est sujette à une espèce de métempsycose. Elle va du corps consommé au corps nouvellement formé. Mais cette transmigration s'effectue à l'insu du travail réel. Le travailleur ne peut pas ajouter un nouveau travail, créer par conséquent une valeur nouvelle, sans conserver des valeurs anciennes, car il doit ajouter ce travail sous une forme utile et cela ne peut avoir lieu sans qu'il transforme des produits en moyens de production d'un produit nouveau auquel il transmet par cela même leur valeur. La force de travail en activité, le travail vivant a donc la propriété de conserver de la valeur en ajoutant de la valeur ; c'est là un don naturel qui ne coûte rien au travailleur, mais qui rapporte beaucoup au capitaliste ; il lui doit la conservation de la valeur actuelle de son capital^[189]. Tant que les affaires vont bien, il est trop absorbé dans la fabrication de la plus-value pour distinguer ce don gratuit du travail. Des interruptions violentes, telles que les crises, le forcent brutalement à s'en apercevoir^[190].

Ce qui se consomme dans les moyens de production, c'est leur valeur d'usage dont la consommation par le travail forme des produits. Pour ce qui est de leur valeur, en réalité elle n'est pas consommée^[191], et ne peut pas, par conséquent, être reproduite. Elle est conservée, non en vertu d'une opération qu'elle subit dans le cours du travail, mais parce que l'objet dans lequel elle existe à l'origine ne disparaît que pour prendre une nouvelle forme utile. La valeur des moyens de production reparaît donc dans la valeur du produit ; mais elle n'est pas, à proprement parler, reproduite. Ce qui est produit, c'est la nouvelle valeur d'usage dans laquelle la valeur ancienne apparaît de nouveau^[192].

Il en est tout autrement du facteur subjectif de la production, c'est-à-dire de la force du travail en activité. Tandis que, par la forme que lui assigne son but, le travail conserve et transmet la valeur des moyens de production au produit, son mouvement crée à chaque instant une valeur additionnelle, une valeur nouvelle. Supposons que la production s'arrête au point où le travailleur n'a fourni que l'équivalent de la valeur journalière de sa propre force, lorsqu'il a, par exemple, ajouté par un travail de six heures une valeur de trois shillings. Cette valeur forme l'excédent de la valeur du produit sur les éléments de cette valeur provenant des moyens de production. C'est la seule valeur originale qui s'est produite, la seule partie de la valeur du produit qui ait été enfantée dans le procès de sa formation.

Elle compense l'argent que le capitaliste avance pour l'achat de la force de travail, et que le travailleur dépense ensuite en subsistances. Par rapport aux trois shillings dépensés, la valeur nouvelle de trois shillings apparaît comme une simple reproduction; mais cette valeur est reproduite en réalité, et non en apparence, comme la valeur des moyens de production. Si une valeur est ici remplacée par une autre, c'est grâce à une nouvelle création.

Nous savons déjà cependant que la durée du travail dépasse le point où un simple équivalent de la valeur de la force de travail serait reproduit et ajouté à l'objet travaillé. Au lieu de six heures qui suffiraient pour cela, l'opération dure douze ou plus. La force de travail en action ne reproduit donc pas seulement sa propre valeur; mais elle produit encore de la valeur en plus. Cette plus-value forme l'excédent de la valeur du produit sur celle de ses facteurs consommés, c'est-à-dire des moyens de production et de la force de travail.

En exposant les différents rôles que jouent dans la formation de la valeur du produit les divers facteurs du travail, nous avons caractérisé en fait les fonctions des divers éléments du capital dans la formation de la plus-value. L'excédent de la valeur du produit sur la valeur de ses éléments constitutifs est l'excédent du capital accru de sa plus-value sur le capital avancé. Moyens de production aussi bien que force de travail, ne sont que les diverses formes d'existence qu'a revêtues la valeur-capital lorsqu'elle s'est transformée d'argent en facteurs du procès de travail.

Dans le cours de la production, la partie du capital qui se transforme en moyens de production, c'est-à-dire en matières premières, matières auxiliaires et instruments de travail, ne modifie donc pas la grandeur de sa valeur. C'est pourquoi nous la nommons partie constante du capital, ou plus brièvement : *capital constant*.

La partie du capital transformée en force de travail change, au contraire, de valeur dans le cours de la production. Elle reproduit son propre équivalent et de plus un excédent, une plus-value qui peut elle-même varier et être plus ou moins grande. Cette partie du capital se transforme sans cesse de grandeur constante en grandeur variable. C'est pourquoi nous la nommons partie variable du capital, ou plus brièvement : *capital variable*. Les mêmes éléments du capital qui, au point de vue de la production des valeurs d'usage, se distinguent entre eux comme facteurs objectifs et subjectifs, comme moyens de production et force de travail, se distinguent au point de vue de la formation de valeur en capital constant et en capital variable.

La notion de capital constant n'exclut en aucune manière un

changement de valeur de ses parties constitutives. Supposons que la livre de coton coûte aujourd'hui un demi-shilling et que demain, par suite d'un déficit dans la récolte de coton, elle s'élève à un shilling. Le coton ancien qui continue à être façonné a été acheté au prix de un demi-shilling ; mais il ajoute maintenant au produit une valeur de un shilling. Et celui qui est déjà filé, et qui circule même peut-être sur le marché sous forme de filés, ajoute également au produit le double de sa valeur première. On voit cependant que ces changements sont indépendants de l'accroissement de valeur qu'obtient le coton par le filage même. Si le coton ancien n'était pas encore en train d'être travaillé, il pourrait être maintenant revendu un shilling au lieu de un demi-shilling. Moins il a subi de façons, plus ce résultat est certain. Aussi, lorsque surviennent de semblables révolutions dans la valeur, est-ce une loi de la spéculation d'agioter sur la matière première dans sa forme la moins modifiée par le travail, sur les filés plutôt que sur le tissu, et sur le coton plutôt que sur les filés. Le changement de valeur prend ici naissance dans le procès qui produit le coton et non dans celui où le coton fonctionne comme moyen de production, et par suite comme capital constant. La valeur, il est vrai, se mesure par le *quantum* de travail fixé dans une marchandise ; mais ce *quantum* lui-même est déterminé socialement. Si le temps de travail social qu'exige la production d'un article subit des variations, — et le même *quantum* de coton, par exemple, représente un *quantum* plus considérable de travail lorsque la récolte est mauvaise que lorsqu'elle est bonne, — alors la marchandise ancienne, qui ne compte jamais que comme échantillon de son espèce^[193], s'en ressent immédiatement, parce que sa valeur est toujours mesurée par le travail socialement nécessaire, ce qui veut dire par le travail nécessaire dans les conditions actuelles de la société.

Comme la valeur des matières, la valeur des instruments de travail déjà employés dans la production, machines, constructions, etc., peut changer, et par cela même la portion de valeur qu'ils transmettent au produit. Si, par exemple, à la suite d'une invention nouvelle, telle machine peut être reproduite avec une moindre dépense de travail, la machine ancienne de même espèce perd plus ou moins de sa valeur et en donne par conséquent proportionnellement moins au produit. Mais dans ce cas, comme dans le précédent, le changement de valeur prend naissance en dehors du procès de production où la machine fonctionne comme instrument. Dans ce procès, elle ne transfère jamais plus de valeur qu'elle n'en possède elle-même.

De même qu'un changement dans la valeur des moyens de production, malgré la réaction qu'il opère sur eux, même après leur entrée dans le

procès de travail, ne modifie en rien leur caractère de capital constant, de même un changement survenu dans la proportion entre le capital constant et le capital variable n'affecte en rien leur différence fonctionnelle. Admettons que les conditions techniques du travail soient transformées de telle sorte que là où, par exemple, dix ouvriers avec dix instruments de petite valeur façonnaient une masse proportionnellement faible de matière première, un ouvrier façonne maintenant avec une machine coûteuse une masse cent fois plus grande. Dans ce cas, le capital constant, c'est-à-dire la valeur des moyens de production employés, serait considérablement accrue, et la partie du capital convertie en force de travail considérablement diminuée. Ce changement ne fait que modifier le rapport de grandeur entre le capital constant et le capital variable, ou la proportion suivant laquelle le capital total se décompose en éléments constants et variables, mais n'affecte pas leur différence fonctionnelle.

CHAPITRE IX

LE TAUX DE LA PLUS-VALUE

I

Le degré d'exploitation de la force de travail.

La plus-value que le capital avancé C a engendrée dans le cours de la production se présente d'abord comme excédent de la valeur du produit sur la valeur de ses éléments.

Le capital C se décompose en deux parties : une somme d'argent c (capital constant), qui est dépensée pour les moyens de production, et une autre somme d'argent v (capital variable), qui est dépensée en force de travail. À l'origine donc, $C = c + v$ ou, pour prendre un exemple, le capital avancé de 500 l. st. = $\overset{c}{410} \text{ l. st.} + \overset{v}{90} \text{ l.}$ L'opération productive terminée, on a pour résultat une marchandise dont la valeur = $\widehat{c + v} + p$ (p étant la plus-value), soit

$$\overset{c}{410} \text{ l. st.} + \overset{v}{90} \text{ l. st.} + \overset{p}{90} \text{ st.}$$

Le capital primitif C s'est transformé en C', de 500 en 590 livres sterling.

La différence entre les deux = p , une plus-value de 90. La valeur des éléments de production étant égale à la valeur du capital avancé, c'est une vraie tautologie de dire que l'excédant de la valeur du produit sur la valeur de ses éléments est égale au surcroît du capital avancé, ou à la plus-value produite.

Cette tautologie exige cependant un examen plus approfondi. Ce qui est comparé avec la valeur du produit, c'est la valeur des éléments de production consommés dans sa formation. Mais nous avons vu que cette partie du capital constant employé, qui consiste en instruments de travail, ne transmet qu'une fraction de sa valeur au produit, tandis que l'autre fraction persiste sous son ancienne forme. Comme celle-ci ne joue aucun rôle dans la formation de la valeur, il faut en faire complètement abstraction. Son entrée en ligne de compte ne changerait rien. Supposons que $c = 410$ livres sterling, soit trois cent douze livres sterling pour matières premières, quarante-quatre livres sterling pour matières auxiliaires et cinquante-quatre livres sterling pour usure de la machine, mais que la valeur de tout l'appareil mécanique employé réellement se monte à mille cinquante-quatre livres sterling. Nous ne comptons comme *avance faite* que la valeur de cinquante-quatre livres sterling perdues par la machine dans son fonctionnement et transmise par cela même au produit. Si nous voulions compter les mille livres sterling qui continuent à exister sous leur ancienne forme comme machine à vapeur, etc., il nous faudrait les compter doublement, du côté de la valeur avancée et du côté du produit obtenu^[194]. Nous obtiendrions ainsi mille cinq cents livres sterling et mille cinq cent quatre-vingt-dix livres sterling de sorte que la plus-value serait, après comme avant, de quatre-vingt-dix livres sterling. Sous le nom de capital constant avancé pour la production de la valeur, et c'est cela dont il s'agit ici, nous ne comprenons donc jamais que la valeur des moyens consommés dans le cours de la production.

Ceci admis, revenons à la formule $C = c + v$, qui est devenue $C' = \widehat{c + v} + p$, de sorte que C s'est transformé en C' . On sait que la valeur du capital constant ne fait que réapparaître dans le produit. La valeur réellement nouvelle, engendrée dans le cours de la production même, est donc différente de la valeur du produit obtenu. Elle n'est pas, comme il semblerait au premier coup d'œil,

$$c + v + p \text{ ou } \overset{c}{\underset{410}{\text{l. st.}}} + \overset{v}{\underset{90}{\text{l. st.}}} + \overset{p}{\underset{90}{\text{l. st.}}} + \overset{p}{\underset{90}{\text{l. st.}}},$$

$$\text{mais } v + p \text{ ou } \overset{c}{\underset{410}{\text{l. st.}}} + \overset{v}{\underset{90}{\text{l. st.}}};$$

Elle n'est pas 590, mais 180 livres sterling. Si le capital constant c égalait zéro, en d'autres termes s'il y avait des branches d'industrie où le capitaliste n'aurait à employer aucun moyen de production créé par le travail, ni matière première, ni matières auxiliaires, ni instruments, mais seulement la force de travail et des matériaux fournis par la nature, aucune portion constante de valeur ne pourrait être transmise au produit. Cet élément de la valeur du produit, dans notre exemple 410 sterling, serait éliminé, mais la valeur produite de 180 sterling, laquelle contient 90 livres sterling de plus-value, serait tout aussi grande que si c représentait une valeur incommensurable. Nous aurions $C = \overbrace{0+v}=v$ et C' (le capital accru de la plus-value) $= v + p$; $C' - C$, après comme avant $= p$. Si, au contraire, p égalait zéro, en d'autres termes si la force de travail, dont la valeur est avancée dans le capital variable, ne produisait que son équivalent, alors $C = c + v$ et C' (la valeur du produit) $= c + v + 0$; par conséquent $C = C'$. Le capital avancé ne se serait point accru.

Nous savons déjà que la plus-value est une simple conséquence du changement de valeur qui affecte v (la partie du capital transformée en force de travail) que par conséquent $v + p = v + \Delta v$ (v plus un incrément de v). Mais le caractère réel de ce changement de valeur ne perce pas à première vue ; cela provient de ce que, par suite de l'accroissement de son élément variable, le total du capital avancé s'accroît aussi. Il était 500 et il devient 590. L'analyse pure exige donc qu'il soit fait abstraction de cette partie de la valeur du produit, où ne réapparaît que la valeur du capital constant et que l'on pose ce dernier $= 0$. C'est l'application d'une loi mathématique employée toutes les fois qu'on opère avec des quantités variables et des quantités constantes et que la quantité constante n'est liée à la variable que par addition ou soustraction.

Une autre difficulté provient de la forme primitive du capital variable. Ainsi, dans l'exemple précédent, $C' = 410$ sterling de capital constant, 90 livres sterling de capital variable et 90 livres sterling de plus-value. Or, 90 livres sterling sont une grandeur donnée, constante, qu'il semble absurde de traiter comme variable. Mais 90 l. st. ou 90 livres sterling ou 90 livres sterling de capital variable ne sont qu'un symbole pour la marche que suit cette valeur. En premier lieu deux valeurs constantes sont échangées l'une contre l'autre, un capital de 90 livres sterling contre une force de travail qui vaut aussi 90 livres sterling. Cependant dans le cours de la production les quatre-vingt-dix livres sterling avancées viennent d'être remplacées, non par la valeur de la force de travail, mais par son mouvement, le travail mort par le travail vivant, une grandeur fixe par une grandeur fluide, une

constante par une variable. Le résultat est la reproduction de v plus un incrément de v . Du point de vue de la production capitaliste, tout cet ensemble est un mouvement spontané, automatique de la valeur-capital transformée en force de travail. C'est à elle que le procès complet et son résultat sont attribués. Si donc la formule « 90 livres sterling de capital variable », laquelle exprime une valeur qui fait des petits, semble contradictoire, elle n'exprime qu'une contradiction immanente à la production capitaliste.

Il peut paraître étrange au premier coup d'œil que l'on pose ainsi le capital constant = 0, mais c'est là une opération que l'on fait tous les jours dans la vie ordinaire. Quelqu'un veut-il calculer le bénéfice obtenu par la Grande-Bretagne dans l'industrie cotonnière, il commence par éliminer le prix du coton payé aux États-Unis, à l'Inde, à Égypte, etc., c'est-à-dire, il pose = 0 la partie du capital qui ne fait que réapparaître dans la valeur du produit.

Assurément le rapport de la plus-value non seulement avec la partie du capital d'où elle provient immédiatement, et dont elle représente le changement de valeur, mais encore avec le total du capital avancé, a une grande importance économique. Aussi traiterons-nous cette question avec tous les détails dans le troisième livre. Pour qu'une partie du capital gagne en valeur par sa transformation en force de travail, il faut qu'une autre partie du capital soit déjà transformée en moyens de production. Pour que le capital variable fonctionne, il faut qu'un capital constant soit avancé dans des proportions correspondantes, d'après le caractère technique de l'entreprise. Mais parce que, dans toute manipulation chimique, on emploie des cornues et d'autres vases, il ne s'ensuit pourtant pas que dans l'analyse on ne fasse abstraction de ces ustensiles. Dès que l'on examine la création de valeur et la modification de valeur purement en elles-mêmes, les moyens de production, ces représentants matériels du capital constant, ne fournissent que la matière dans laquelle la force fluide, créatrice de valeur, peut se figer. Coton ou fer, peu important donc la nature et la valeur de cette matière. Elle doit tout simplement se trouver là en quantité suffisante pour pouvoir absorber le travail à dépenser dans le cours de la production. Cette quantité de matière une fois donnée, que sa valeur monte ou baisse, ou même qu'elle n'ait aucune valeur, comme la terre vierge et la mer, la création de valeur et son changement de grandeur n'en seront pas affectés^[195].

Nous posons donc tout d'abord la partie constante du capital égale à zéro. Le capital avancé $c + v$ se réduit conséquemment à v , et la valeur du produit $\widehat{c + v} + p$ à la valeur produite $v + p$. Si l'on admet que celle-ci =

180 livres sterling dans lesquelles se manifeste le travail qui s'écoule pendant toute la durée de la production ; il nous faut soustraire la valeur du capital variable, soit 90 l. st., pour obtenir la plus-value de 90 l. st. Ces 90 l. st. expriment ici la grandeur absolue de la plus-value produite. Pour ce qui est de sa grandeur proportionnelle, c'est-à-dire du rapport suivant lequel le capital variable a gagné en valeur, elle est évidemment déterminée par le rapport de la plus-value au capital variable et s'exprime par p/v . Dans l'exemple qui précède, elle est donc $90/90 = 100 \%$. Cette grandeur proportionnelle est ce que nous appelons taux de la plus-value^[196].

Nous avons vu que l'ouvrier, pendant une partie du temps qu'exige une opération productive donnée, ne produit que la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire la valeur des subsistances nécessaires à son entretien. Le milieu dans lequel il produit étant organisé par la division spontanée du travail social, il produit sa subsistance, non pas directement, mais sous la forme d'une marchandise particulière, sous la forme de filés, par exemple, dont la valeur égale celle de ses moyens de subsistance, ou de l'argent avec lequel il les achète. La partie de sa journée de travail qu'il y emploie est plus ou moins grande, suivant la valeur moyenne de sa subsistance journalière ou le temps de travail moyen exigé chaque jour pour la produire. Lors même qu'il ne travaillerait pas pour le capitaliste, mais seulement pour lui-même, il devrait, toutes circonstances restant égales, travailler en moyenne, après comme avant, la même partie aliquote du jour pour gagner sa vie. Mais comme dans la partie du jour où il produit la valeur quotidienne de sa force de travail, soit trois shillings, il ne produit que l'équivalent d'une valeur déjà payée par le capitaliste, et ne fait ainsi que compenser une valeur par une autre, cette production de valeur n'est en fait qu'une simple reproduction. Je nomme donc *temps de travail nécessaire*, la partie de la journée où cette reproduction s'accomplit, et *travail nécessaire* le travail dépensé pendant ce temps^[197] ; nécessaire pour le travailleur, parce qu'il est indépendant de la forme sociale de son travail ; nécessaire pour le capital et le monde capitaliste, parce que ce monde a pour base l'existence du travailleur.

La période d'activité, qui dépasse les bornes du travail nécessaire, coûte, il est vrai, du travail à l'ouvrier, une dépense de force, mais ne forme aucune valeur pour lui. Elle forme une plus-value qui a pour le capitaliste tous les charmes d'une création ex nihilo. Je nomme cette partie de la journée de travail, *temps extra* et le travail dépensé en elle *surtravail*. S'il est d'une importance décisive pour l'entendement de la valeur en général de ne voir en elle qu'une simple coagulation de temps de travail, que du

travail réalisé, il est d'une égale importance pour l'entendement de la plus-value de la comprendre comme une simple coagulation de temps de travail extra, comme du surtravail réalisé. Les différentes formes économiques revêtues par la société, l'esclavage, par exemple, et le salariat, ne se distinguent que par le mode dont ce surtravail est imposé et extorqué au producteur immédiat, à l'ouvrier^[198].

De ce fait, que la valeur du capital variable égale la valeur de la force de travail qu'il achète ; que la valeur de cette force de travail détermine la partie nécessaire de la journée de travail et que la plus-value de son côté est déterminée par la partie extra de cette même journée, il suit que : la plus-value est au capital variable ce qu'est le surtravail au travail nécessaire ou le taux de la plus-value $p/v = \text{surtravail/travail nécessaire}$. Les deux proportions présentent le même rapport sous une forme différente ; une fois sous forme de travail réalisé, une autre fois, sous forme de travail en mouvement.

Le taux de la plus-value est donc l'expression exacte du degré d'exploitation de la force de travail par le capital ou du travailleur par le capitaliste^[199].

D'après notre supposition, la valeur du produit = $\overset{c}{410 \text{ l. st.}} + \overset{v}{90 \text{ l. st.}} + \overset{p}{90 \text{ l. st.}}$, le capital avancé = 500 livres sterling. De ce que la plus-value = 90 livres sterling et le capital avancé = 500 livres sterling, on pourrait conclure d'après le mode ordinaire de calcul, que le taux de la plus-value (que l'on confond avec le taux du profit) = 18 %, chiffre dont l'infériorité relative remplirait d'émotion le sieur Carey et les autres harmonistes du même calibre. Mais en réalité le taux de la plus-value égale non pas p/C ou $p/(c + v)$ mais p/v c'est-à-dire, il est non pas $90/500$ mais $90/90 = 100 \%$, plus de cinq fois le degré d'exploitation apparent. Bien que dans le cas donné, nous ne connaissions ni la grandeur absolue de la journée de travail, ni la période des opérations (jour, semaine, etc.), ni enfin le nombre des travailleurs que le capital variable de 90 l. st. met en mouvement simultanément, néanmoins le taux de la plus-value p/v par sa convertibilité dans l'autre formule (surtravail / travail nécessaire) nous montre exactement le rapport des deux parties constituantes de la journée de travail l'une avec l'autre. Ce rapport est 100%. L'ouvrier a donc travaillé une moitié du jour pour lui-même et l'autre moitié pour le capitaliste.

Telle est donc, en résumé, la méthode à employer pour le calcul du taux de la plus-value. Nous prenons la valeur entière du produit et nous posons égale à zéro la valeur du capital constant qui ne fait qu'y reparaître ; la

somme de valeur qui reste est la seule valeur réellement engendrée pendant la production de la marchandise. Si la plus-value est donnée, il nous faut la soustraire de cette somme pour trouver le capital variable. C'est l'inverse qui a lieu si ce dernier est donné et que l'on cherche la plus-value. Tous les deux sont-ils donnés, il ne reste plus que l'opération finale, le calcul de p/v du rapport de la plus-value au capital variable.

Si simple que soit cette méthode, il convient d'y exercer le lecteur par quelques exemples qui lui en faciliteront l'application.

Entrons d'abord dans une filature. Les données suivantes appartiennent à l'année 1871 et m'ont été fournies par le fabricant lui-même. La fabrique met en mouvement 10 000 broches, file avec du coton américain des filés n°32, et produit chaque semaine une livre de filés par broche. Le déchet du coton se monte à 6%. Ce sont donc par semaine 10 600 livres de coton que le travail transforme en 10 000 livres de filés et 600 livres de déchet. En avril 1871, ce coton coûtait $7 \frac{3}{4}$ d. (pence) par livre et conséquemment pour 10 600 livres, la somme ronde de 342 l. st. Les 10 000 broches, y compris la machine à filer et la machine à vapeur, coûtent une livre sterling la pièce, c'est-à-dire 10 000 l. st. Leur usure se monte à 10 % = 1 000 l. st., ou chaque semaine 20 l. st. La location des bâtiments est de 300 l. st. ou de 6 l. st. par semaine. Le charbon (4 livres par heure et par force de cheval, sur une force de 100 chevaux donnée par l'indicateur^[200] et 60 heures par semaine, y compris le chauffage du local) atteint par semaine le chiffre de 11 tonnes et à 8 sh. 6 d. par tonne, coûte chaque semaine 4 l. st. 10 sh. ; la consommation par semaine est également pour le gaz de 1 l. st., pour l'huile de 4 l. st. 10 sh., pour toutes les matières auxiliaires de 10 l. st. — La portion de valeur constante par conséquent = 378 l. st. Puisqu'elle ne joue aucun rôle dans la formation de la valeur hebdomadaire, nous la posons égale à zéro.

Le salaire des ouvriers se monte à 52 l. st. par semaine ; le prix des filés, à 12 d. $\frac{1}{4}$ la livre, est, pour 10 000 livres, de 510 l. st. La valeur produite chaque semaine est par conséquent = 510 l. st. - 378 l. st., ou = 132 l. st. Si maintenant nous en déduisons le capital variable (salaire des ouvriers) = 52 l. st., il reste une plus-value de 80 l. st.

Le taux de la plus-value est donc $= 80/52 = 153 \frac{11}{13} \%$. Pour une journée de travail moyenne de dix heures par conséquent, le travail nécessaire = $3 \text{ h } \frac{31}{33}$ et le surtravail = $6 \text{ h } \frac{2}{33}$.

Voici un autre calcul, très défectueux, il est vrai, parce qu'il y manque plusieurs données, mais suffisant pour notre but. Nous empruntons les faits à un livre de Jacob à propos des lois sur les céréales (1815). Le prix du froment est de quatre-vingts shillings par quart (8 boisseaux), et le

rendement moyen de l'arpent est de 22 boisseaux, de sorte que l'arpent rapporte 11 l. st.

Production de valeur par arpent.

Semences (froment.)	1 l. st. 9 sh.	Dimes, taxes.	1 l. st. 1 sh.
Engrais.	2 l. st. 10 sh.	Rente foncière.	1 l. st. 8 sh.
Salaires.	3 l. st. 10 sh.	Profit du fermier et intérêts	1 l. st. 2 sh.
Somme.	7 l. st. 9 sh.	Somme	3 l. st. 11 sh.

La plus-value, toujours en admettant que le prix du produit est égal à sa valeur, se trouve ici répartie entre diverses rubriques, profit, intérêt, dîmes, etc. Ces rubriques nous étant indifférentes, nous les additionnons toutes ensemble et obtenons ainsi une plus-value de 3 l. st. 11 sh. Quant aux 3 l. st. 19 sh. pour semence et engrais nous les posons égales à zéro comme partie constante du capital. Reste le capital variable avancé de 3 l. st. 10 sh., à la place duquel une valeur nouvelle de $\frac{3 \text{ l. st. } 10 \text{ sh.} + 3 \text{ l. st. } 11 \text{ sh.}}{3 \text{ l. st. } 10 \text{ sh.}}$ a été produite. Le taux de la plus-value p/v égale : $\frac{3 \text{ l. st. } 11 \text{ sh.}}{3 \text{ l. st. } 10 \text{ sh.}}$ = plus de 100 %. Le laboureur emploie donc plus de la moitié de sa journée de travail à la production d'une plus-value que diverses personnes se partagent entre elles sous divers prétextes.

II

Expression de la valeur du produit en parties proportionnelles du même produit

Reprenons l'exemple qui nous a servi à montrer comment le capitaliste transforme son argent en capital. Le travail nécessaire de son fileur se montait à six heures, de même que le surtravail ; le degré d'exploitation du travail s'élevait donc à cent pour cent.

Le produit de la journée de douze heures est vingt livres de filés d'une valeur de 30 sh. Pas moins des 8/10 de cette valeur, ou 24 sh., sont formés par la valeur des moyens de production consommés, des 20 vingt liv. de coton à vingt shillings, des broches à quatre shillings, valeur qui ne fait que réapparaître ; autrement dit $\frac{8}{10}$ de la valeur des filés consistent en capital constant. Les $\frac{2}{10}$ qui restent sont la valeur nouvelle de six sh. engendrée pendant le filage, dont une moitié remplace la valeur journalière de la force de travail qui a été avancée, c'est-à-dire le capital variable de 3 sh. et dont l'autre moitié forme la plus-value de 3 sh.. La valeur totale de 20 liv. de filés est donc composée de la manière suivante : Valeur en filés

$$\text{de 30 sh.} = \frac{c}{24} \text{ sh.} + \frac{v}{3} \text{ sh.} + \frac{p}{3} \text{ sh.}$$

Puisque cette valeur totale se représente dans le produit de 20 livres de filés, il faut que les divers éléments de cette valeur puissent être exprimés en parties proportionnelles du produit.

S'il existe une valeur de 30 sh. dans 20 liv. de filés, $\frac{8}{10}$ de cette valeur, ou sa partie constante de 24 sh., existeront dans $\frac{8}{10}$ du produit, ou dans 16 liv. de filés. Sur celles-ci 13 liv. $\frac{1}{3}$ représentent la valeur de la matière première, des 20 liv. de coton qui ont été filées, soit 20 sh., et 2 liv. $\frac{2}{3}$ la valeur des matières auxiliaires et des instruments de travail consommés, broches, etc., soit 4 sh.

Dans 13 liv. $\frac{1}{3}$ de filés, il ne se trouve, à vrai dire, que 13 liv. $\frac{1}{3}$ de coton d'une valeur de 13 liv. $\frac{1}{3}$, mais leur valeur additionnelle de 6 sh. $\frac{2}{3}$ forme un équivalent pour le coton contenu dans les 6 liv. $\frac{2}{3}$ tiers de filés qui restent. Les treize livres un tiers de filés représentent donc tout le coton contenu dans le produit total de 20 liv. de filés, la matière première du produit total, mais aussi rien de plus. C'est donc comme si tout le coton du produit entier eût été comprimé dans 13 liv. $\frac{1}{3}$ de filés et qu'il ne s'en trouvât plus un brin dans les six livres deux tiers restantes. Par contre, ces 13 liv. $\frac{1}{3}$ de filés ne contiennent dans notre cas aucun atome ni de la valeur des matières auxiliaires et des instruments de travail consommés, ni de la valeur nouvelle créée par le filage.

De même les autres 2 liv. $\frac{2}{3}$ de filés qui composent le reste du capital constant = 4 sh., ne représentent rien autre chose que la valeur des matières auxiliaires et des instruments de travail consommés pendant tout le cours de la production.

Ainsi donc $\frac{8}{10}$ du produit ou 16 liv. de filés, bien que formés, en tant que valeurs d'usage, par le travail du fileur, tout comme les parties restantes du produit, ne contiennent dans cet ensemble pas le moindre travail absorbé pendant l'opération même du filage. C'est comme si ces $\frac{8}{10}$ dixièmes s'étaient transformés en filés sans l'intermédiaire du travail, et que leur forme filés ne fût qu'illusion. Et en fait, quand le capitaliste les vend 24 sh. et rachète avec cette somme ses moyens de production, il devient évident que 16 liv. de filés ne sont que coton, broches, charbon, etc., déguisés. D'un autre côté, les $\frac{2}{10}$ du produit qui restent, ou 4 liv. de filés, ne représentent maintenant rien autre chose que la valeur nouvelle de 6 sh. produite dans les douze heures qu'a duré l'opération. Ce qu'ils contenaient de la valeur des matières et des instruments de travail consommés leur a été enlevé pour être incorporé aux 16 premières livres

de filés. Le travail du fileur, matérialisé dans le produit de 20 liv. de filés, est maintenant concentré dans quatre livres, dans $\frac{2}{10}$ du produit. C'est comme si le fileur avait opéré le filage de ces 4 liv. dans l'air, ou bien avec du coton et des broches, qui, se trouvant là gratuitement, sans l'aide du travail humain, n'ajouteraient aucune valeur au produit. Enfin de ces 4 liv. de filés, où se condense toute la valeur produite en douze heures de filage, une moitié ne représente que l'équivalent de la force de travail employée, c'est-à-dire que les 3 sh. de capital variable avancé, l'autre moitié que la plus-value de 3 sh.

Puisque douze heures de travail du fileur se matérialisent en une valeur de 6 sh., la valeur des filés montant à 30 sh. représente donc soixante heures de travail. Elles existent dans 20 liv. de filés dont $\frac{8}{10}$ ou 16 liv. sont la matérialisation de quarante-huit heures de travail qui ont précédé l'opération du filage, du travail contenu dans les moyens de production des filés ; et dont $\frac{2}{10}$ ou 4 liv. de filés sont la matérialisation des douze heures de travail dépensées dans l'opération du filage.

Nous avons vu plus haut comment la valeur totale des filés égale la valeur enfantée dans leur production plus les valeurs déjà préexistantes dans leurs moyens de production. Nous venons de voir maintenant comment les éléments fonctionnellement différents de la valeur peuvent être exprimés en parties proportionnelles du produit.

Cette décomposition du produit — du résultat de la production — en une quantité qui ne représente que le travail contenu dans les moyens de production, ou la partie constante du capital, en un autre quantum qui ne représente que le travail nécessaire ajouté pendant le cours de la production, ou la partie variable du capital, et en un dernier quantum, qui ne représente que le surtravail ajouté dans ce même procédé, ou la plus-value : cette décomposition est aussi simple qu'importante, comme le montrera plus tard son application à des problèmes plus complexes et encore sans solution.

Au lieu de décomposer ainsi le produit total obtenu dans une période, par exemple une journée, en quote-parts représentant les divers éléments de sa valeur, on peut arriver au même résultat en représentant les produits partiels comme provenant de quote-parts de la journée de travail. Dans le premier cas nous considérons le produit entier comme donné, dans l'autre nous le suivons dans ses phases d'évolution.

Le fileur produit en 12 heures 20 liv. de filés, en une heure par conséquent 1 livre $\frac{2}{3}$ et en 8 heures 13 livres $\frac{1}{3}$, c'est-à-dire un produit partiel valant à lui seul tout le coton filé pendant la journée. De la même

manière le produit partiel de l'heure et des 36 minutes suivantes égale 2 liv. $\frac{2}{3}$ de filés, et représente par conséquent la valeur des instruments de travail consommés pendant les 12 heures de travail; de même encore le fileur produit dans les 75 minutes qui suivent 2 liv. de filés valant 3 sh. — une valeur égale à toute la valeur qu'il crée en 6 heures de travail nécessaire. Enfin, dans les dernières 75 minutes il produit également 2 liv. de filés dont la valeur égale la plus-value produite par sa demi-journée de surtravail. Le fabricant anglais se sert pour son usage personnel de ce genre de calcul ; il dira, par exemple, que dans les 8 premières heures ou $\frac{2}{3}$ de la journée de travail il couvre les frais de son coton. Comme on le voit, la formule est juste ; c'est en fait la première formule transportée de l'espace dans le temps ; de l'espace où les parties du produit se trouvent toutes achevées et juxtaposées les unes aux autres, dans le temps, où elles se succèdent. Mais cette formule peut en même temps être accompagnée de tout un cortège d'idées barbares et baroques, surtout dans la cervelle de ceux qui, intéressés en pratique à l'accroissement de la valeur, ne le sont pas moins en théorie à se méprendre sur le sens de ce procès. On peut se figurer, par exemple, que notre fileur produit ou remplace dans les huit premières heures de son travail la valeur du coton, dans l'heure et les trente-six minutes suivantes la valeur des moyens de production consommés, dans l'heure et les douze minutes qui suivent le salaire, et qu'il ne consacre au fabricant pour la production de la plus-value que la célèbre « Dernière heure ». On attribue ainsi au fileur un double miracle, celui de produire coton, broches, machine à vapeur, charbon, huile, etc., à l'instant même où il file au moyen d'eux, et de faire ainsi d'un jour de travail cinq. Dans notre cas, par exemple, la production de la matière première et des instruments de travail exige quatre journées de travail de douze heures, et leur transformation en filés exige de son côté une autre journée de travail de douze heures. Mais la soif du lucre fait croire aisément à de pareils miracles et n'est jamais en peine de trouver le sycophante doctrinaire qui se charge de démontrer leur rationalité. C'est ce que va nous prouver l'exemple suivant d'une célébrité historique.

III

La Dernière heure de Senior.

Par un beau matin de l'année 1836, Nassau W. Senior, que l'on pourrait appeler le normalien des économistes anglais, également fameux par sa science économique et « son beau style », fut invité à venir apprendre à

Manchester l'économie politique qu'il professait à Oxford. Les fabricants l'avaient élu leur défenseur contre le *Factory Act* nouvellement promulgué, et l'agitation des dix heures qui allait encore au-delà. Avec leur sens pratique ordinaire, ils avaient cependant reconnu que M. le professeur « wanted a good deal of finishing », avait grand besoin du coup de pouce de la fin pour être un savant accompli. Ils le firent donc venir à Manchester. Le professeur mit en style fleuri la leçon que lui avaient faite les fabricants, dans le pamphlet intitulé : *Letters on the Factory act, as it affects the cotton manufacture*. London, 1837. Il est d'une lecture récréative comme on peut en juger par le morceau suivant :

« Avec la loi actuelle, aucune fabrique qui emploie des personnes au-dessous de dix-huit ans, ne peut travailler plus de 11 heures et $\frac{1}{2}$ par jour, c'est-à-dire 12 heures pendant les 5 premiers jours de la semaine et 9 heures le samedi. Eh bien, l'analyse (!) suivante démontre que, dans une fabrique de ce genre, tout le profit net provient de la dernière heure. Un fabricant dépense 100 000 l. st. : 80 000 liv. st. en bâtiments et en machines, 20 000 liv. st. en matière première et en salaires. En supposant que le capital fasse une seule évolution par an et que le profit brut atteigne 15%, la fabrique doit livrer chaque année des marchandises pour une valeur de 115 000 liv. st.. Chacune des 23 demi-heures de travail produit chaque jour $\frac{5}{115}$ ou $\frac{1}{23}$ de somme. Sur ces $\frac{23}{24}$ qui forment l'entier des 115 000 liv. st. (*constituting the whole* 115 000 l. st.) $\frac{20}{23}$ c'est-à-dire 100 000 liv. st. sur les 115 000, remplacent ou compensent seulement le capital ; $\frac{1}{21}$ ou 5000 liv. st. sur les 15 000 de profit brut (!) couvrent l'usure de la fabrique et des machines. Les $\frac{2}{23}$ qui restent, les deux dernières demi-heures de chaque jour produisent le profit net de 10%. Si donc, les prix restant les mêmes, la fabrique pouvait travailler 13 heures au lieu de 11 $\frac{1}{2}$, et qu'on augmentât le capital circulant d'environ 2600 liv. st., le profit net serait plus que doublé. D'un autre côté, si les heures de travail étaient réduites d'une heure par jour, le profit net disparaîtrait ; si la réduction allait jusqu'à une 1 et $\frac{1}{2}$, le profit brut disparaîtrait également^[201]. »

Et voilà ce que M. le professeur appelle une analyse ! S'il ajoutait foi aux lamentations des fabricants, s'il croyait que les travailleurs consacrent la meilleure partie de la journée à la reproduction ou au remplacement de la valeur des bâtiments, des machines, du coton, du charbon, etc., alors toute analyse devenait chose oiseuse. « Messieurs, avait-il à répondre tout simplement, si vous faites travailler dix heures au lieu de onze heures et demie, la consommation quotidienne du coton, des machines, etc., toutes circonstances restant égales, diminuera de une heure et demie. Vous

gagnerez donc tout juste autant que vous perdrez. Vos ouvriers dépenseront à l'avenir une heure et demie de moins à la reproduction ou au remplacement du capital avancé. » Pensait-il au contraire que les paroles de ces messieurs demandaient réflexion, et jugeait-il en qualité d'expert une analyse nécessaire ; alors il devait avant tout, dans une question qui roule exclusivement sur le rapport du bénéfice net à la grandeur de la journée de travail, prier les fabricants de ne pas mettre ensemble dans le même sac des choses aussi disparates que machines, bâtiments, matière première et travail, et de vouloir bien être assez bons pour poser le capital constant contenu dans ces machines, matières premières, etc., d'un côté, et le capital avancé en salaires, de l'autre. S'il trouvait ensuite par hasard, que d'après le calcul des fabricants le travailleur reproduit ou remplace le salaire dans deux vingt-troisièmes de sa journée, ou dans une heure, l'analyste avait alors à continuer ainsi :

« Suivant vos données, le travailleur produit dans l'avant-dernière heure son salaire et dans la dernière votre plus-value ou bénéfice net. Puisqu'il produit des valeurs égales dans des espaces de temps égaux, le produit de l'avant-dernière heure est égal au produit de la dernière. De plus, il ne produit de valeur qu'autant qu'il dépense de travail, et le quantum de son travail a pour mesure sa durée. Cette durée, d'après vous, est de onze heures et demie par jour. Il consomme une partie de ces onze heures et demie pour la production ou le remboursement de son salaire, l'autre partie pour la production de votre profit net. Il ne fait rien de plus tant que dure la journée de travail. Mais puisque, toujours d'après vous, son salaire et la plus-value qu'il vous livre sont des valeurs égales, il produit évidemment son salaire en cinq heures trois quarts et votre profit net dans les autres cinq heures trois quarts. Comme de plus les filés produits en deux heures équivalent à son salaire plus votre profit net, cette valeur doit être mesurée par onze heures et demie de travail, le produit de l'avant-dernière heure par cinq heures trois quarts, celui de la dernière également. Nous voici arrivés à un point délicat ; ainsi, attention ! L'avant-dernière heure de travail est une heure de travail tout comme la première. Ni plus ni moins. Comment donc le fileur peut-il produire en une heure de travail une valeur qui représente cinq heures trois quarts ? En réalité, il n'accomplit point un tel miracle. Ce qu'il produit en valeur d'usage dans une heure de travail est un quantum déterminé de filés. La valeur de ces filés est mesurée par cinq heures trois quarts de travail, dont quatre heures trois quarts sont contenues, sans qu'il y soit pour rien, dans les moyens de production, coton, machines, etc., consommés, et dont quatre quarts ou une heure a été ajoutée pour lui-même. Puisque son salaire est produit en cinq heures et

trois quarts, et que les filés qu'il fournit en une heure contiennent la même somme de travail, il n'y a pas la moindre sorcellerie à ce qu'il ne produise en cinq heures et trois quarts de filage qu'un équivalent des filés qu'il produit dans une seule heure. Mais vous êtes complètement dans l'erreur, si vous vous figurez que l'ouvrier perde un seul atome de son temps à reproduire ou à remplacer la valeur du coton, des machines, etc. Par cela même que son travail convertit coton et broches en filés, par cela même qu'il file, la valeur du coton et des broches, passe dans les filés. Ceci n'est point dû à la quantité, mais à la qualité de son travail. Assurément il transmettra une plus grande valeur de coton, etc., en une heure qu'en une demi-heure, mais tout simplement parce qu'il file plus de coton dans le premier cas que dans le second. Comprenez-le donc bien une fois pour toutes : quand vous dites que l'ouvrier, dont la journée compte onze heures et demie, produit dans l'avant-dernière heure la valeur de son salaire et dans la dernière le bénéfice net, cela veut dire tout bonnement que dans son produit de deux heures, que celles-ci se trouvent au commencement ou à la fin de la journée, juste autant d'heures de travail sont incorporées, qu'en contient sa journée de travail entière. Et quand vous dites qu'il produit dans les premières cinq heures trois quarts son salaire et dans les dernières cinq heures trois quarts votre profit net, cela veut dire encore tout simplement que vous payez les premières et que pour les dernières vous ne les payez pas. Je parle de paiement du travail au lieu de payement de la force de travail, pour me conformer à votre jargon. Si maintenant vous examinez le rapport du temps de travail que vous payez au temps de travail que vous ne payez point, vous trouverez que c'est demi-journée pour demi-journée, c'est-à-dire cent pour cent, ce qui assurément est le taux d'un bénéfice assez convenable. Il n'y a pas non plus le moindre doute que si vous faites travailler vos bras treize au lieu de onze heures et demie et que vous annexiez simplement cet excédent au domaine du surtravail, ce dernier comprendra sept un quart au lieu de cinq heures trois quarts, et le taux de la plus-value s'élèvera de cent pour cent à cent vingt-six pour cent. Mais vous allez par trop loin, si vous espérez que l'addition de cette heure et demie élèvera votre profit de cent à deux cents pour cent ou davantage, ce qui ferait « plus que le doubler ». D'un autre côté, — le cœur de l'homme est quelque chose d'étrange, surtout quand l'homme le porte dans sa bourse — votre pessimisme frise la folie si vous craignez que la réduction de la journée de onze heures et demie à dix heures et demie fasse disparaître tout votre profit net.

Toutes circonstances restant les mêmes, le surtravail tombera de cinq heures trois quarts à quatre heures trois quarts, ce qui fournira encore un

taux de plus-value tout à fait respectable, à savoir quatre-vingt-deux quatorze vingt-troisièmes pour cent. Les mystères de cette « Dernière heure^[202] » sur laquelle vous avez débité plus de contes que les Chiliastes sur la fin du monde, tout cela est « all bosh », de la blague. Sa perte n'aura aucune conséquence funeste ; elle n'ôtera, ni à vous votre profit net, ni aux enfants des deux sexes, que vous consommez productivement, cette « pureté d'âme » qui vous est si chère^[203]. Quand, une bonne fois, votre dernière heure sonnera, pensez au professeur d'Oxford. Et maintenant, c'est dans un monde meilleur que je désire faire avec vous plus ample connaissance. Salut. » C'est en 1836 que Senior avait fait la découverte de sa « Dernière heure ». Huit ans plus tard, le 15 avril 1848, un des principaux mandarins de la science économique officielle, James Wilson, dans l'*Économiste*, de Londres, à propos de la loi des dix heures, entonna la même ritournelle sur le même air.

IV

Le produit net

Nous nommons produit net (*surplus produce*) la partie du produit qui représente la plus-value. De même que le taux de celle-ci se détermine par son rapport, non avec la somme totale, mais avec la partie variable du capital, de même le montant du produit net est déterminé par son rapport, non avec la somme restante, mais avec la partie du produit qui représente le travail nécessaire. De même que la production d'une plus-value est le but déterminant de la production capitaliste, de même le degré d'élévation de la richesse se mesure, non d'après la grandeur absolue du produit brut, mais d'après la grandeur relative du produit net^[204].

La somme du travail nécessaire et du surtravail, des parties de temps dans lesquelles l'ouvrier produit l'équivalent de sa force de travail et la plus-value, cette somme forme la grandeur absolue de son temps de travail, c'est-à-dire la journée de travail (*working day*).

CHAPITRE X

LA JOURNÉE DE TRAVAIL

I

Limite de journée de travail

Nous sommes partis de la supposition que la force de travail est achetée et vendue à sa valeur. Cette valeur, comme celle de toute autre marchandise, est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production. Si donc la production des moyens de subsistance journaliers, tels qu'il les faut en moyenne pour le travailleur, coûte six heures, il doit travailler en moyenne six heures par jour pour produire journalièrement sa force de travail, ou pour reproduire la valeur qu'il a obtenue en la vendant. La partie nécessaire de sa journée comprend alors six heures ; toutes circonstances restant égales, c'est une grandeur donnée. Mais il ne s'ensuit pas que la grandeur de la journée elle-même soit donnée.

Admettons que la ligne $a\text{-----}b$ représente la durée ou la longueur du temps de travail nécessaire, soit six heures. Suivant que le travail sera prolongé au-delà de ab de 1, de 3 ou de 6 heures, nous obtiendrons trois lignes différentes :

Journée de travail I. $a\text{-----}b\text{---}c$
Journée de travail II. $a\text{-----}b\text{-----}c$
Journée de travail III. $a\text{-----}b\text{-----}c$

qui représentent trois journées de travail différentes de sept, de neuf et de douze heures. La ligne de prolongation bc représente la longueur du travail extra. Puisque la journée de travail = $ab + bc$ ou bien est ac , elle varie avec la grandeur variable de bc . Puisque ab nous est donné, le rapport de bc à ab peut toujours être mesuré. Ce rapport s'élève dans la journée de travail I à $1/6$; dans la journée de travail II à $3/4$, et dans la journée de travail III à $6/6$, de ab . Enfin, puisque la proportion

temps de travail extra / temps de travail nécessaire

détermine le taux de la plus-value, ce taux est donné par le rapport ci-dessus. Il est respectivement dans les trois différentes journées de travail de $16\frac{2}{3}$, de 50 et de 100%. Mais le taux de la plus-value seul ne nous donnerait point réciproquement la grandeur de la journée de travail. S'il était, par exemple, de 100%, la journée de travail pourrait être de son côté de 8, de 10, de 12 heures, et ainsi de suite. Il indiquerait que les deux parties constitutives de la journée, travail nécessaire et surtravail, sont de grandeur égale ; mais il n'indiquerait pas la grandeur de chacune de ces parties.

La journée de travail n'est donc pas une grandeur constante, mais une grandeur variable. Une de ses parties est bien déterminée par le temps de travail qu'exige la reproduction continue de l'ouvrier lui-même ; mais sa grandeur totale varie suivant la longueur ou la durée du surtravail. La journée de travail est donc déterminable ; mais, par elle-même, elle est indéterminée^[205].

Bien que la journée de travail ne soit rien de fixe, elle ne peut néanmoins varier que dans certaines limites. Sa limite minima, cependant, ne peut être déterminée. Assurément, si nous posons la ligne de prolongation *bc*, ou le surtravail = 0, nous obtenons ainsi une limite minima, c'est-à-dire la partie de la journée pendant laquelle l'ouvrier doit nécessairement travailler pour sa propre conservation. Mais le mode de production capitaliste une fois donné, le travail nécessaire ne peut jamais former qu'une partie de la journée de travail, et cette journée elle-même ne peut, par conséquent, être réduite à ce minimum. Par contre, la journée de travail possède une limite maxima. Elle ne peut être prolongée au-delà d'un certain point. Cette limite maxima est doublement déterminée, et d'abord par les bornes physiques de la force de travail. Un homme ne peut dépenser pendant le jour naturel de 24 heures qu'un certain quantum de sa force vitale. C'est ainsi qu'un cheval ne peut, en moyenne, travailler que 8 heures par jour. Pendant une partie du jour, la force doit se reposer, dormir ; pendant une autre partie, l'homme a des besoins physiques à satisfaire ; il lui faut se nourrir, se vêtir, etc. Cette limitation purement physique n'est pas la seule. La prolongation de la journée de travail rencontre des limites morales. Il faut au travailleur du temps pour satisfaire ses besoins intellectuels et sociaux, dont le nombre et le caractère dépendent de l'état général de la civilisation. Les variations de la journée de travail ne dépassent donc pas le cercle formé par ces limites qu'imposent la nature et la société. Mais ces limites sont par elles-mêmes très élastiques et laissent la plus grande latitude. Aussi trouvons-nous des journées de travail de 10, 12, 14, 16, 18 heures, c'est-à-dire avec les plus diverses longueurs.

Le capitaliste a acheté la force de travail à sa valeur journalière. Il a donc acquis le droit de faire travailler pendant tout un jour le travailleur à son service. Mais qu'est-ce qu'un jour de travail^[206] ? Dans tous les cas, il est moindre qu'un jour naturel. De combien ? Le capitaliste a sa propre manière de voir sur cette *ultima Thule*, la limite nécessaire de la journée de travail. En tant que capitaliste, il n'est que capital personnifié ; son âme et l'âme du capital ne font qu'un. Or le capital n'a qu'un penchant naturel, qu'un mobile unique ; il tend à s'accroître, à créer une plus-value, à

absorber, au moyen de sa partie constante, les moyens de production, la plus grande masse possible de travail extra^[207]. Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage. Le temps pendant lequel l'ouvrier travaille, est le temps pendant lequel le capitaliste consomme la force de travail qu'il lui a achetées^[208]. Si le salarié consomme pour lui-même le temps qu'il a de disponible, il vole le capitaliste^[209].

Le capitaliste en appelle donc à la loi de l'échange des marchandises. Il cherche, lui, comme tout autre acheteur, à tirer de la valeur d'usage de sa marchandise le plus grand parti possible. Mais tout à coup s'élève la voix du travailleur qui jusque-là était comme perdu dans le tourbillon de la production :

La marchandise que je t'ai vendue se distingue de la tourbe des autres marchandises, parce que son usage crée de la valeur, et une valeur plus grande qu'elle ne coûte elle-même. C'est pour cela que tu l'as achetée. Ce qui pour toi semble accroissement de capital, est pour moi, excédant de travail. Toi et moi, nous ne connaissons sur le marché qu'une loi, celle de l'échange des marchandises. La consommation de la marchandise appartient non au vendeur qui l'aliène, mais à l'acheteur qui l'acquiert. L'usage de ma force de travail t'appartient donc. Mais par le prix quotidien de sa vente, je dois chaque jour pouvoir la reproduire et la vendre de nouveau. Abstraction faite de l'âge et d'autres causes naturelles de dépérissement, je dois être aussi vigoureux et dispos demain qu'aujourd'hui, pour reprendre mon travail avec la même force. Tu me prêches constamment l'évangile de « l'épargne », de « l'abstinence » et de « l'économie ». Fort bien ! Je veux, en administrateur sage et intelligent, économiser mon unique fortune, ma force de travail, et m'abstenir de toute folle prodigalité. Je veux chaque jour n'en mettre en mouvement, n'en convertir en travail, en un mot n'en dépenser que juste ce qui sera compatible avec sa durée normale et son développement régulier. Par une prolongation outre mesure de la journée de travail, tu peux en un seul jour mobiliser une plus grande quantité de ma force que je n'en puis remplacer en trois. Ce que tu gagnes en travail je le perds en substance. Or, l'emploi de ma force et sa spoliation sont deux choses entièrement différentes. Si la période ordinaire de la vie d'un ouvrier, étant donné une moyenne raisonnable de travail, est de trente ans, la valeur moyenne de ma force que tu me payes par jour, forme $1/(365 \times 30)$ ou $1/10\,950$ de sa valeur totale. La consommes-tu dans dix ans, eh bien ! Tu ne payes, dans ce cas, chaque jour, que $1/10\,950$ au lieu de $1/3650$ de sa valeur entière, c'est-à-dire tu ne

me payes que $\frac{1}{3}$ de sa valeur journalière, tu me voles donc chaque jour $\frac{2}{3}$ de ma marchandise. Tu payes une force de travail d'un jour quand tu en uses une de trois. Tu violes notre contrat et la loi des échanges. Je demande donc une journée de travail de durée normale, et je la demande sans faire appel à ton cœur, car, dans les affaires, il n'y a pas de place pour le sentiment. Tu peux être un bourgeois modèle, peut-être membre de la société protectrice des animaux, et, par-dessus le marché, en odeur de sainteté ; peu importe. La chose que tu représentes vis-à-vis de moi n'a rien dans la poitrine ; ce qui semble y palpiter, ce sont les battements de mon propre cœur. J'exige la journée de travail normal, parce que je veux la valeur de ma marchandise, comme tout autre vendeur^[210].

Comme on le voit, à part des limites tout élastiques, la nature même de l'échange des marchandises n'impose aucune limitation à la journée de travail, et au travail extra. Le capitaliste soutient son droit comme acheteur, quand il cherche à prolonger cette journée aussi longtemps que possible et à faire deux jours d'un. D'autre part, la nature spéciale de la marchandise vendue exige que sa consommation par l'acheteur ne soit pas illimitée, et le travailleur soutient son droit comme vendeur quand il veut restreindre la journée de travail à une durée normalement déterminée. Il y a donc ici une antinomie, droit contre droit, tous deux portent le sceau de la loi qui règle l'échange des marchandises. Entre deux droits égaux qui décide ? La Force. Voilà pourquoi la réglementation de la journée de travail se présente dans l'histoire de la production capitaliste comme une lutte séculaire pour les limites de la journée de travail, lutte entre le capitaliste, c'est-à-dire la classe capitaliste, et le travailleur, c'est-à-dire la classe ouvrière.

II

Le Capital affamé de surtravail. — Boyard et fabricant

Le capital n'a point inventé le surtravail. Partout où une partie de la société possède le monopole des moyens de production, le travailleur, libre ou non, est forcé d'ajouter au temps de travail nécessaire à son propre entretien un surplus destiné à produire la subsistance du possesseur des moyens de production^[211]. Que ce propriétaire soit καλος κάγαθος athénien, théocrate étrusque, citoyen romain, baron normand, maître d'esclaves américain, boyard valaque, seigneur foncier ou capitaliste moderne, peu importe^[212] ! Avant d'aller plus loin, constatons d'abord un fait. Quand la forme d'une société est telle, au point de vue économique,

que ce n'est point la valeur d'échange mais la valeur d'usage qui y prédomine, le surtravail est plus ou moins circonscrit par le cercle de besoins déterminés ; mais le caractère de la production elle-même n'en fait point naître un appétit dévorant. Quand il s'agit d'obtenir la valeur d'échange sous sa forme spécifique, par la production de l'or et de l'argent, nous trouvons déjà dans l'antiquité le travail le plus excessif et le plus effroyable. Travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive devient alors la loi. Qu'on lise seulement à ce sujet Diodore de Sicile^[213]. Cependant dans le monde antique ce sont là des exceptions. Mais dès que des peuples, dont la production se meut encore dans les formes inférieures de l'esclavage et du servage, sont entraînés sur un marché international dominé par le mode de production capitaliste, et qu'à cause de ce fait la vente de leurs produits à l'étranger devient leur principal intérêt, dès ce moment les horreurs du surtravail, ce produit de la civilisation, viennent s'enter sur la barbarie de l'esclavage et du servage. Tant que la production dans les États du Sud de l'Union américaine était dirigée principalement vers la satisfaction des besoins immédiats, le travail des nègres présentait un caractère modéré et patriarcal. Mais à mesure que l'exportation du coton devint l'intérêt vital de ces États, le nègre fut surmené et la consommation de sa vie en sept années de travail devint partie intégrante d'un système froidement calculé. Il ne s'agissait plus d'obtenir de lui une certaine masse de produits utiles. Il s'agissait de la production de la plus-value quand même. Il en a été de même pour le serf, par exemple dans les principautés danubiennes.

Comparons maintenant le surtravail dans les fabriques anglaises avec le surtravail dans les campagnes danubiennes où le servage lui donne une forme indépendante et qui tombe sous les sens.

Étant admis que la journée de travail compte 6 heures de travail nécessaire et 6 heures de travail extra, le travailleur libre fournit au capitaliste 6 x 6 ou 36 heures de surtravail par semaine. C'est la même chose que s'il travaillait trois jours pour lui-même et 3 jours gratis pour le capitaliste. Mais ceci ne saute pas aux yeux ; surtravail et travail nécessaire se confondent l'un dans l'autre. On pourrait, en effet, exprimer le même rapport en disant, par exemple, que l'ouvrier travaille dans chaque minute 30 secondes pour le capitaliste et 30 pour lui-même. Il en est autrement avec la corvée. L'espace sépare le travail nécessaire que le paysan valaque, par exemple, exécute pour son propre entretien, de son travail extra pour le boyard. Il exécute l'un sur son champ à lui et l'autre sur la terre seigneuriale. Les deux parties du temps de travail existent ainsi l'une à côté de l'autre d'une manière indépendante. Sous la forme de corvée, le surtravail est rigoureusement distinct du travail nécessaire. Cette

différence de forme ne modifie assurément en rien le rapport quantitatif des deux travaux. Trois jours de surtravail par semaine restent toujours trois jours d'un travail qui ne forme aucun équivalent pour le travailleur lui-même, quel que soit leur nom, corvée ou profit. Chez le capitaliste, cependant, l'appétit de surtravail se manifeste par son âpre passion à prolonger la journée de travail outre mesure ; chez le boyard, c'est tout simplement une chasse aux jours corvéables^[214].

Dans les provinces danubiennes, la corvée se trouvait côte à côte des rentes en nature et autres redevances ; mais elle formait le tribut essentiel payé à la classe régnante. Dans de pareilles conditions, la corvée provient rarement du servage ; mais le servage, au contraire, a la plupart du temps la corvée pour origine. Ainsi en était-il dans les provinces roumaines. Leur forme de production primitive était fondée sur la propriété commune, différente cependant des formes slaves et indiennes. Une partie des terres était cultivée comme propriété privée, par les membres indépendants de la communauté ; une autre partie — l'*ager publicus* — était travaillée par eux en commun. Les produits de ce travail commun servaient d'une part comme fonds d'assurance contre les mauvaises récoltes et autres accidents ; d'autre part, comme trésor public pour couvrir les frais de guerre, de culte et autres dépenses communales. Dans le cours du temps, de grands dignitaires de l'armée et de l'Église usurpèrent la propriété commune et avec elle les prestations en usage. Le travail du paysan, libre cultivateur du sol commun, se transforma en corvée pour les voleurs de ce sol. De là naquirent et se développèrent des rapports de servage, qui ne reçurent de sanction légale que lorsque la libératrice du monde, la Sainte Russie, sous prétexte d'abolir le servage, l'érigea en loi. Le *Code de la corvée*, proclamé en 1831 par le général russe Kisseleff, fut dicté par les boyards. La Russie conquit ainsi du même coup les magnats des provinces du Danube et les applaudissements du crétinisme libéral de l'Europe entière.

D'après le *Règlement organique*, tel est le nom que porte ce code, tout paysan valaque doit au soi-disant propriétaire foncier, outre une masse très détaillée de prestations en nature : 1° 12 jours de travail en général, 2° 1 jour pour le travail des champs, et 3° 1 jour pour le charriage du bois. En tout 14 jours par an. Or, avec une profonde sagacité économique, on a eu besoin d'entendre par journée de travail non pas ce qu'on entend ordinairement par ce mot, mais la journée de travail nécessaire pour obtenir un produit journalier moyen, et ce produit journalier moyen a été déterminé avec tant de rouerie, qu'un cyclope n'en viendrait pas à bout en 24 heures. Le « règlement » lui-même déclare donc, avec un sans-*façon*

d'ironie vraiment russe, qu'il faut entendre par douze jours de travail le produit d'un travail manuel de trente-six jours ; par un jour de travail des champs, trois jours ; et par un jour de charriage de bois, trois jours également. Total : 42 jours de corvée Mais il faut ajouter à ceci ce qu'on appelle la *jobagie*, ensemble de prestations dues au propriétaire foncier pour services agricoles extraordinaires. Chaque village, en raison de sa population, doit fournir pour la jobagie un contingent annuel. Ce travail de corvée supplémentaire est estimé à 14 jours pour chaque paysan valaque. Ces 14 jours, ajoutés aux 42 ci-dessus, forment ainsi 56 jours de travail par an. Mais l'année agricole ne compte, en Valachie, que 210 jours, à cause du climat. Si l'on en déduit 40 jours pour dimanches et fêtes, 30 en moyenne pour mauvais temps, soit 70 jours, il en reste 140. Le rapport du travail de corvée au travail nécessaire $56/84$ ou $66\frac{2}{3}\%$ exprime un taux de plus-value beaucoup moins élevé que celui qui règle le travail des ouvriers manufacturiers et agricoles de l'Angleterre. Mais ce n'est encore là que la corvée prescrite légalement. Et le « règlement organique », dans un esprit encore plus « libéral » que la législation manufacturière anglaise, a su faciliter sa propre violation. Ce n'était pas assez d'avoir fait 54 jours avec 12, on a de nouveau déterminé de telle sorte l'œuvre nominale qui incombe à chacun des 54 jours de corvée, qu'il faut toujours un supplément à prendre sur les jours suivants. Tel jour, par exemple, une certaine étendue de terre doit être sarclée, et cette opération, surtout dans les plantations de maïs, exige le double de temps. Pour quelques travaux agricoles particuliers, la besogne légale de la journée se prête à une interprétation si large, que souvent cette journée commence en mai et finit en octobre. Pour la Moldavie, les conditions sont encore plus dures. Aussi un boyard s'est-il écrié, dans l'enivrement du triomphe : « Les douze jours de corvée du *Règlement organique* s'élèvent à trois cent soixante-cinq jours par an ! »^[215].

Si le Règlement organique des provinces danubiennes atteste et légalise article par article une faim canine de surtravail, les *Factory acts* (lois de fabriques), en Angleterre, révèlent la même maladie, mais d'une manière négative. Ces lois refrènent la passion désordonnée du capital à absorber le travail en imposant une limitation officielle à la journée de travail et cela au nom d'un État gouverné par les capitalistes et les landlords. Sans parler du mouvement des classes ouvrières, de jour en jour plus menaçant, la limitation du travail manufacturier a été dictée par la nécessité, par la même nécessité qui a fait répandre le guano sur les champs de l'Angleterre. La même cupidité aveugle qui épuise le sol, attaquait jusqu'à sa racine la force vitale de la nation. Des épidémies périodiques attestaient

ce dépérissement d'une manière aussi claire que le fait la diminution de la taille du soldat en Allemagne et en France^[216].

Le *Factory Act* de 1850 maintenant en vigueur accorde pour le jour moyen 10 heures, 12 heures pour les 5 premiers jours de la semaine, de 6 heures du matin à 6 heures du soir, sur lesquelles une demi-heure pour le déjeuner et une heure pour le dîner sont prises légalement, de sorte qu'il reste 10 heures et demie de travail — et huit heures pour le samedi, de 6 heures du matin à 2 heures de l'après-midi, dont une demi-heure est déduite pour le déjeuner. Restent 60 heures de travail, 10 heures et demie pour les 5 premiers jours de la semaine, 7 heures et demie pour le dernier^[217]. Pour faire observer cette loi on a nommé des fonctionnaires spéciaux, les inspecteurs de fabrique, directement subordonnés au ministère de l'Intérieur dont les rapports sont publiés tous les six mois par ordre du Parlement. Ces rapports fournissent une statistique courante et officielle qui indique le degré de l'appétit capitaliste.

Écoutons un instant les inspecteurs^[218] :

« Le perfide fabricant fait commencer le travail environ quinze minutes, tantôt plus, tantôt moins, avant 6 heures du matin, et le fait terminer quinze minutes, tantôt plus, tantôt moins, après 6 heures de l'après-midi. Il dérobe 5 minutes sur le commencement et la fin de la demi-heure accordée pour le déjeuner et en escamote 10 sur le commencement et la fin de l'heure accordée pour le dîner. Le samedi, il fait travailler environ quinze minutes, après 2 heures de l'après-midi. Voici donc son bénéfice :

Avant 6 h. du matin.	15 M.	Somme en 5 jours : 300 minut.
Après 6 h. du soir.	15 M.	
Sur le temps du déjeuner.	10 M.	
Sur le temps du dîner.	20 M.	
	60 M.	
Le samedi.		
Avant 6 h. du matin.	15 M.	Profit de toute la semaine : 340 m.
Au déjeuner.	10 M.	
Après 2 h. de l'après-midi.	15 M.	
	40 M.	

Ou 5 heures 40 minutes, ce qui, multiplié par 50 semaines de travail, déduction faite de deux semaines pour jours de fête et quelques interruptions accidentelles, donne 27 journées de travail^[219]. »

« La journée de travail est-elle prolongée de 5 minutes chaque jour au-delà de sa durée normale, cela fournit 2 jours et demi de production par an^[220]. » « Une heure de plus, gagnée en attrapant par-ci par-là et à plusieurs reprises quelques lambeaux de temps, ajoute un treizième mois

aux douze dont se compose chaque année^[221]. »

Les crises, pendant lesquelles la production est suspendue, où on ne travaille que peu de temps et même très peu de jours de la semaine, ne changent naturellement rien au penchant qui porte le capital à prolonger la journée de travail. Moins il se fait d'affaires, plus le bénéfice doit être grand sur les affaires faites ; moins on travaille de temps, plus ce temps doit se composer de surtravail. C'est ce que prouvent les rapports des inspecteurs sur la période de crise de 1857-58 :

« On peut trouver une inconséquence à ce qu'il y ait quelque part un travail excessif, alors que le commerce va si mal ; mais c'est précisément ce mauvais état du commerce qui pousse aux infractions les gens sans scrupules ; ils s'assurent par ce moyen un profit extra. » « Au moment même, dit Leonhard Horner, où 122 fabriques de mon district sont tout à fait abandonnées, où cent quarante-trois chôment et toutes les autres travaillent très peu de temps, le travail est prolongé au-delà des bornes prescrites par la loi^[222]. » M. Howell s'exprime de la même manière : « Bien que dans la plupart des fabriques on ne travaille que la moitié du temps, à cause du mauvais état des affaires, je n'en reçois pas moins comme par le passé le même nombre de plaintes, sur ce que tantôt une demi-heure, tantôt trois quarts d'heure sont journellement extorqués (*snatched*) aux ouvriers sur les moments de répit que leur accorde la loi pour leurs repas et leurs délassements^[223]. » Le même phénomène s'est reproduit sur une plus petite échelle pendant la terrible crise cotonnière de 1861-65^[224].

« Quand nous surprenons des ouvriers en train de travailler pendant les heures de repas ou dans tout autre moment illégal, on nous donne pour prétexte qu'ils ne veulent pas pour rien au monde abandonner la fabrique, et que l'on est même obligé de les forcer à interrompre le travail (nettoyage des machines, etc.), particulièrement le samedi dans l'après-midi. Mais si « les bras » restent dans la fabrique quand les machines sont arrêtées, cela provient tout simplement de ce qu'entre 6 heures du matin et 6 heures du soir, dans les heures de travail légales, il ne leur a été accordé aucun moment de répit pour accomplir ces sortes d'opérations^[225]. »

« Le profit extra que donne le travail prolongé au-delà du temps fixé par la loi semble être pour beaucoup de fabricants une tentation trop grande pour qu'ils puissent y résister. Ils comptent sur la chance de n'être pas surpris en flagrant délit et calculent que, même dans le cas où ils seraient découverts, l'insignifiance des amendes et des frais de justice leur assure encore un bilan en leur faveur^[226]. » « Quand le temps additionnel est

obtenu dans le cours de la journée par une multiplication de petits vols (*a multiplication of small thefts*), les inspecteurs éprouvent, pour constater les délits et établir leurs preuves, des difficultés presque insurmontables^[227]. » Ils désignent aussi ces petits vols du capital sur le temps des repas et les instants de délassement des travailleurs sous le nom de « *petty pilferings of minutes* », petits filoutages de minutes^[228], « *snatching a few minutes* » escamotage de minutes^[229] ; ou bien encore ils emploient les termes techniques des ouvriers : « *Nibbling and cribbling at mealtimes*^[230] ».

On le voit, dans cette atmosphère, la formation de la plus-value par le surtravail ou le travail extra n'est pas un secret.

« Si vous me permettez, me disait un honorable fabricant, de faire travailler chaque jour 10 minutes de plus que le temps légal, vous mettrez chaque année 1000 liv. st. dans ma poche^[231]. » « *Les atomes du temps sont les éléments du gain*^[232] ! »

Rien n'est plus caractéristique que la distinction entre les « *full times* » — les ouvriers qui travaillent la journée entière — et les « *half times*^[233] » — les enfants au-dessous de treize ans, qui ne doivent travailler que six heures. Le travailleur n'est plus ici que du temps de travail personnifié. Toutes les différences individuelles se résolvent en une seule ; il n'y a plus que des « temps entiers » et des « demi-temps ».

III

La journée de travail dans les branches de l'industrie où l'exploitation n'est pas limitée par la loi

Jusqu'ici nous n'avons étudié l'excès de travail que là où les exactions monstrueuses du capital, à peine surpassées par les cruautés des Espagnols contre les Peaux-rouges de l'Amérique^[234], l'ont fait enchaîner par la loi. Jetons maintenant un coup d'œil sur quelques branches d'industrie où l'exploitation de la force de travail est aujourd'hui sans entraves ou l'était hier encore.

« M. Broughton, magistrat de comté, déclarait comme président d'un meeting, tenu à la mairie de Nottingham le 14 janvier 1860, qu'il règne dans la partie de la population de la ville occupée à la fabrication des dentelles un degré de misère et de dénuement inconnu au reste du monde civilisé... Vers 2, 3 et 4 heures du matin, des enfants de 9 à 10 ans, sont arrachés de leurs lits malpropres et forcés à travailler pour leur simple subsistance jusqu'à 10, 11 et 12 heures de la nuit. La maigreur les réduit à l'état de squelettes, leur taille se rabougrit, les traits de leur visage s'effacent et tout leur être se raidit dans une torpeur telle que l'aspect seul

en donne le frisson... Nous ne sommes pas étonnés que M. Mallet et d'autres fabricants se soient présentés pour protester contre toute espèce de discussion... Le système, tel que l'a décrit le Rév. M. Montagu Valpu, est un système d'esclavage sans limites, esclavage à tous les points de vue, social, physique, moral et intellectuel... Que doit-on penser d'une ville qui organise un meeting public pour demander que le temps de travail quotidien pour les adultes soit réduit à 18 heures ! ... Nous déclamons contre les planteurs de la Virginie et de la Caroline. Leur marché d'esclaves nègres avec toutes les horreurs des coups de fouet, leur trafic de chair humaine sont-ils donc plus horribles que cette lente immolation d'hommes qui n'a lieu que dans le but de fabriquer des voiles et des cols de chemise, pour le profit des capitalistes^[235] ? »

La poterie de Staffordshire a pendant les 22 dernières années donné lieu à trois enquêtes parlementaires. Les résultats en sont contenus dans le rapport de M. Scriven adressé en 1841 aux « Children's Employment Commissioners », dans celui du docteur Greenhow publié en 1860 sur l'ordre du fonctionnaire médical du *Privy Council* (Public Health, 3 d. Report, 1, 102-113), enfin dans celui de M. Longe adjoint au *First Report of the Children's Employment Commission*, du 13 juin 1863. Il nous suffit pour notre but d'emprunter aux rapports de 1860 et 1863 quelques dépositions des enfants mêmes qui travaillaient dans la fabrique. D'après les enfants on pourra juger des adultes, et surtout des femmes et des jeunes filles, dans une branche d'industrie à côté de laquelle, il faut l'avouer, les filatures de coton, peuvent paraître des lieux admirablement sains et agréables^[236].

Wilhelm Wood, âgé de neuf ans, « avait 7 ans et 10 mois quand il commença à travailler ». Il « ran moulds » (portait les pots dans le séchoir et rapportait ensuite le moule vide). C'est ce qu'il a toujours fait. Il vient chaque jour de la semaine vers 6 h. du matin et cesse de travailler environ vers 9 heures du soir. « Je travaille tous les jours jusqu'à 9 h. du soir ; ainsi par exemple pendant les 7 à 8 dernières semaines. » Voilà donc un enfant qui, dès l'âge de sept ans, a travaillé quinze heures ! — J. Murray, un enfant de douze ans s'exprime ainsi : « I run moulds and turn th'jigger » (je porte les moules et tourne la roue). Je viens à 6 h., quelquefois à 4 h. du matin. J'ai travaillé toute la nuit dernière jusqu'à ce matin 8 heures. Je ne me suis pas couché depuis ; 8 ou 9 autres garçons ont travaillé comme moi toute cette nuit. Je reçois chaque semaine 3 sh. 6 pence (4 fr. 40 c). Je ne reçois pas davantage quand je travaille toute la nuit. J'ai travaillé deux nuits dans la dernière semaine. » — Ferryhough, un enfant de 10 ans : « Je n'ai pas toujours une heure pour le dîner ; je n'ai qu'une demi-heure, les

jeudis, vendredis et samedis^[237]. »

Le docteur Greenhow déclare que dans les districts de Stoke-upon-Trent et de Wolstanton, où se trouvent les poteries, la vie est extraordinairement courte. Quoique il n'y ait d'occupés aux poteries dans le district de Stoke que 30.6 pour cent et dans celui de Woistanton que 30.4 pour cent de la population mâle au-dessus de 20 ans, plus de la moitié des cas de mort causés par les maladies de poitrine se rencontrent parmi les potiers du premier district, et environ les 2/5, parmi ceux du second.

Le docteur Boothroyd, médecin à Hanley, affirme de son côté que « chaque génération nouvelle des potiers est plus petite et plus faible que la précédente ». De même un autre médecin M. Mac Bean : « Depuis 25 ans que j'exerce ma profession parmi les potiers, la dégénérescence de cette classe s'est manifestée d'une manière frappante par la diminution de la taille et du poids du corps. » Ces dépositions sont empruntées au rapport du docteur Greenhow en 1860^[238].

Extrait du rapport des commissaires publié en 1863 : le docteur J. T. Ardlege, médecin en chef de la maison de santé du North Staffordshire, dit dans sa déposition : « Comme classe, les potiers hommes et femmes... représentent une population dégénérée au moral et au physique. Ils sont en général de taille rabougrie, mal faits et déformés de la poitrine. Ils vieillissent vite et vivent peu de temps ; phlegmatiques et anémiques ils trahissent la faiblesse de leur constitution par des attaques opiniâtres de dyspepsie, des dérangements du foie et des reins, et des rhumatismes. Ils sont avant tout sujets aux maladies de poitrine, pneumonie, phthisie, bronchite et asthme. La scrofule qui attaque les glandes, les os et d'autres parties du corps est la maladie de plus des deux tiers des potiers. Si la dégénérescence de la population de ce district n'est pas beaucoup plus grande, elle le doit exclusivement à son recrutement dans les campagnes avoisinantes et à son croisement par des mariages avec des races plus saines... » M. Charles Pearson, chirurgien du même hospice, écrit entre autres dans une lettre adressée au commissaire Longe : « Je ne puis parler que d'après mes observations personnelles et non d'après la statistique ; mais je certifie que j'ai été souvent on ne peut plus révolté à la vue de ces pauvres enfants, dont la santé est sacrifiée, pour satisfaire par un travail excessif la cupidité de leurs parents et de ceux qui les emploient. » Il énumère les causes de maladies des potiers et clôt sa liste par la principale, « The Long Hours » (les longues heures de travail). La commission dans son rapport exprime l'espoir « qu'une industrie qui a une si haute position aux yeux du monde, ne supportera pas plus longtemps l'opprobre de voir ses brillants résultats accompagnés de la

dégénérescence physique, des innombrables souffrances corporelles et de la mort précoce de la population ouvrière par le travail et l'habileté de laquelle ils ont été obtenu^[239]. » Ce qui est vrai des fabriques de poterie d'Angleterre, l'est également de celles d'Écosse^[240].

La fabrication des allumettes chimiques date de 1833, époque où l'on a trouvé le moyen de fixer le phosphore sur le bois. Depuis 1845 elle s'est rapidement développée en Angleterre, où des quartiers les plus populeux de Londres elle s'est ensuite répandue à Manchester, Birmingham, Liverpool, Bristol, Norwich, Newcastle, Glasgow, accompagnée partout de cette maladie des mâchoires qu'un médecin de Vienne déclarait déjà en 1845 être spéciale aux faiseurs d'allumettes chimiques.

La moitié des travailleurs sont des enfants au-dessous de 13 ans et des adolescents au-dessous de 18. Cette industrie est tellement insalubre et répugnante, et par cela même tellement décriée, qu'il n'y a que la partie la plus misérable de la classe ouvrière qui lui fournisse des enfants, « des enfants déguenillés, à moitié morts de faim et corrompus^[241]. » Parmi les témoins que le commissaire White entendit (1863), il y en avait deux cent soixante-dix au-dessous de 18 ans, quarante au-dessous de 10, douze de 8 ans et cinq de 6 ans seulement. La journée de travail varie entre douze, quatorze et quinze heures ; on travaille la nuit ; les repas irréguliers se prennent la plupart du temps dans le local de la fabrique empoisonné par le phosphore. — Dante trouverait les tortures de son enfer dépassées par celles de ces manufactures.

Dans la fabrique de tapisseries, les genres les plus grossiers de tentures sont imprimés avec des machines, les plus fines avec la main (*block printing*). La saison la plus active commence en octobre et finit en avril. Pendant cette période le travail dure fréquemment et presque sans interruption de 6 h. du matin à 10 h. du soir et se prolonge même dans la nuit.

Écoutez quelques déposants. — J. Leach : « L'hiver dernier (1862), sur dix-neuf jeunes filles six ne parurent plus par suite de maladies causées par l'excès de travail. Pour tenir les autres éveillées je suis obligé de les secouer. » — W. Duffy : « Les enfants sont tellement fatigués qu'ils ne peuvent tenir les yeux ouverts, et en réalité souvent nous-mêmes nous ne le pouvons pas davantage. » — J. Lightbourne : « Je suis âgé de 13 ans... Nous avons travaillé l'hiver dernier jusqu'à 9 h. du soir et l'hiver précédent jusqu'à 10 h. Presque tous les soirs, cet hiver, mes pieds étaient tellement blessés, que j'en pleurais de douleur. » — G. Apsden : « Mon petit garçon que voici, j'avais coutume de le porter sur mon dos, lorsqu'il avait sept ans, aller et retour de la fabrique, à cause de la neige, et il

travaillait ordinairement seize heures ! ... Bien souvent je me suis agenouillé pour le faire manger pendant qu'il était à la machine, parce qu'il ne devait ni l'abandonner, ni interrompre son travail. » — Smith, l'associé gérant d'une fabrique de Manchester : « Nous (il veut dire ses « bras^[242] » qui travaillent pour « nous ») travaillons sans suspension de travail pour les repas, de sorte que la journée habituelle de dix heures et demie est terminée vers 4 h. 1/2 de l'après-midi, et tout le reste est temps de travail en plus^[243]. (On se demande si ce M. Smith ne prend réellement aucun repas pendant dix heures et demie !) Nous (le laborieux Smith) finissons rarement avant 6 heures du soir (de consommer « nos machines humaines », veut-il dire), de sorte que nous (*iterum Crispinus*) travaillons en réalité toute l'année avec un excédant de travail... Les enfants et les adultes (152 enfants et adolescents au-dessous de dix-huit ans et 140 au-dessus) ont travaillé régulièrement et en moyenne pendant les derniers dix-huit mois pour le moins sept jours et cinq heures ou soixante-dix-huit heures et demie par semaine. Pour les six semaines finissant au 2 mai de cette année (1863), la moyenne était plus élevée : huit jours ou quatre-vingt-quatre heures par semaine ! Mais, — ajoute le susdit Smith avec un ricanement de satisfaction, « le travail à la machine n'est pas pénible. » Il est vrai que les fabricants qui emploient le *block printing* disent de leur côté : « Le travail manuel est plus sain que le travail à la machine. » En somme, messieurs les fabricants se prononcent énergiquement contre toute proposition tendant à arrêter les machines même pendant l'heure des repas. « Une loi, dit M. Otley, directeur d'une fabrique de tapisseries à Borough, une loi qui nous accorderait des heures de travail de 6 h. du matin à 9 h. du soir serait fort de notre goût ; mais les heures du *Factory Act* de 6 h. du matin à 6 h. du soir ne nous vont point... Nous arrêtons notre machine pendant le dîner (quelle générosité !). Pour ce qui est de la perte en papier et en couleur occasionnée par cet arrêt, il ne vaut pas la peine d'en parler ; « telle quelle cependant, observe-t-il d'un air bonhomme, je comprends qu'elle ne soit pas du goût de tout le monde. » Le rapport exprime naïvement l'opinion que la crainte de faire perdre quelque profit en diminuant quelque peu le temps du travail d'autrui n'est pas « une raison suffisante » pour priver de leur dîner pendant douze à seize heures des enfants au-dessous de treize ans et des adolescents au-dessous de dix-huit, ou pour le leur servir comme on sert à la machine à vapeur du charbon et de l'eau, à la roue de l'huile, etc., en un mot comme on fournit la matière auxiliaire à l'instrument de travail dans le cours de la production^[244].

Abstraction faite de la fabrication du pain à la mécanique, encore toute

récente, il n'y a pas d'industrie en Angleterre qui ait conservé un mode de production aussi suranné que la boulangerie, comme le prouverait plus d'un passage chez les poètes de l'empire romain. Mais le capital, nous en avons fait la remarque, s'inquiète fort peu du caractère technique du genre de travail dont il s'empare. Il le prend tout d'abord tel qu'il le trouve.

L'incroyable falsification du pain, principalement à Londres, fut mise en lumière pour la première fois (1855-56) par le comité de la Chambre des communes « sur la falsification des subsistances » et dans l'écrit du docteur Hassal : « *Adulterations detected*^[245]. » Ces révélations eurent pour conséquence la loi du 6 août 1860 : « *For preventing the adulteration of articles of food and drink* » (pour empêcher l'adultération des aliments et des boissons), — loi qui resta sans effet, attendu qu'elle est pleine de délicatesses pour tout libre-échangiste qui, par l'achat et la vente de marchandises falsifiées, se propose de ramasser un honnête magot « *to turn an honest penny*^[246]. » Le comité lui-même formula plus ou moins naïvement sa conviction, que commerce libre veut dire essentiellement commerce avec des matières falsifiées ou, selon la spirituelle expression des Anglais, « sophistiquées ». Et en réalité, ce genre de sophistication s'entend mieux que Protagoras à rendre le blanc noir et le noir blanc, et mieux que les Éléates à démontrer *ad oculos* que tout n'est qu'apparence^[247].

Dans tous les cas, le comité avait appelé l'attention du public sur ce « pain quotidien » et en même temps sur la boulangerie. Sur ces entrefaites, les clameurs des garçons boulangers de Londres à propos de leur travail excessif se firent entendre à la fois dans des meetings et dans des pétitions adressées au Parlement. Ces clameurs devinrent si pressantes que M. H. S. Tremenheere, déjà membre de la commission de 1863, mentionnée plus haut, fut nommé commissaire royal pour faire une enquête à ce sujet. Son rapport^[248], et les dépositions qu'il contient, émurent non le cœur du public, mais son estomac. L'Anglais, toujours à califourchon sur la Bible, savait bien que l'homme est destiné à manger son pain à la sueur de son front, si la grâce n'a pas daigné faire de lui un capitaliste, un propriétaire foncier ou un budgétivore ; mais il ignorait qu'il fut condamné à manger chaque jour dans son pain « une certaine quantité de sueur humaine délayée avec des toiles d'araignées, des cadavres de cancrelats, de la levure pourrie et des évacuations d'ulcères purulents, sans parler de l'alun, du sable et d'autres ingrédients minéraux tout aussi agréables ». Sans égard pour sa Sainteté, « le Libre commerce », la « libre » boulangerie, fut soumise à la surveillance d'inspecteurs nommés par l'État (fin de la session parlementaire de 1863), et le travail de 9 h. du

soir à 5 h. du matin fut interdit par le même acte du Parlement pour les garçons boulangers au-dessous de dix-huit ans. La dernière clause contient des volumes sur l'abus qui se fait des forces du travailleur dans cet honnête et patriarcal métier.

« Le travail d'un ouvrier boulanger de Londres commence régulièrement vers 11 h. du soir. Il fait d'abord le levain, opération pénible qui dure de une demi-heure à trois quarts d'heure, suivant la masse et la finesse de la pâte. Il se couche ensuite sur la planche qui couvre le pétrin et dort environ deux heures avec un sac de farine sous la tête et un autre sac vide sur le corps. Ensuite commence un travail rapide et ininterrompu de quatre heures pendant lesquelles il s'agit de pétrir, peser la pâte, lui donner une forme, la mettre au four, l'en retirer, etc. La température d'une boulangerie est ordinairement de 75 à 90 degrés, elle est même plus élevée quand le local est petit. Les diverses opérations qui constituent la fabrication du pain une fois terminées, on procède à sa distribution, et une grande partie des ouvriers, après leur dur travail de nuit, portent le pain pendant le jour dans des corbeilles, de maison en maison, ou le traînent sur des charrettes, ce qui ne les empêche pas de travailler de temps à autre dans la boulangerie. Suivant la saison de l'année et l'importance de la fabrication, le travail finit entre 1 et 4 h. de l'après-midi, tandis qu'une autre partie des ouvriers est encore occupée à l'intérieur, jusque vers minuit^[249]. » Pendant la saison à Londres, les ouvriers des boulangers « *full priced* » (ceux qui vendent le pain au prix normal) travaillent de 11 h. du soir à 8 h. du lendemain matin presque sans interruption ; on les emploie ensuite à porter le pain jusqu'à 4, 5, 6, même 7 heures, ou quelquefois à faire du biscuit dans la boulangerie. Leur ouvrage terminé, il leur est permis de dormir à peu près six heures ; souvent même ils ne dorment que cinq ou quatre heures. Le vendredi le travail commence toujours plus tôt, ordinairement à 10 h. du soir et dure sans aucun répit, qu'il s'agisse de préparer le pain ou de le porter, jusqu'au lendemain soir 8 h., et le plus souvent jusqu'à 4 ou 5 h. de la nuit qui précède le dimanche. Dans les boulangeries de premier ordre, où le pain se vend au « prix normal », il y a même le dimanche quatre ou cinq heures de travail préparatoire pour le lendemain. Les ouvriers des « *underselling masters* » (*boulangers qui vendent le pain au-dessous du prix normal*) et ces derniers composent, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, plus des trois quarts des boulangers de Londres, sont soumis à des heures de travail encore plus longues ; mais leur travail s'exécute presque tout entier dans la boulangerie, parce que leurs patrons, à part quelques livraisons faites à des marchands en détail, ne vendent que dans leur propre boutique. Vers

« la fin de la semaine », c'est-à-dire le jeudi, le travail commence chez eux à 10 heures de la nuit et se prolonge jusqu'au milieu et plus de la nuit du dimanche^[250].

En ce qui concerne les « *underselling masters* », le patron lui-même va jusqu'à reconnaître que c'est « le travail non payé » des ouvriers (*the unpaid labour, of the men*), qui permet leur concurrence^[251]. Et le boulanger « *full priced* » dénonce ces « *underselling* » concurrents à la commission d'enquête comme des voleurs de travail d'autrui et des falsificateurs. « Ils ne réussissent, s'écrie-t-il, que parce qu'ils trompent le public et qu'ils tirent de leurs ouvriers dix-huit heures de travail pour un salaire de douze^[252]. »

La falsification du pain et la formation d'une classe de boulangers vendant au-dessous du prix normal datent en Angleterre du commencement du dix-huitième siècle ; elles se développèrent dès que le métier perdit son caractère corporatif et que le capitaliste, sous la forme de meunier fit du maître boulanger son homme-lige^[253]. Ainsi fut consolidée la base de la production capitaliste et de la prolongation outre mesure du travail de jour et de nuit, bien que ce dernier, même à Londres, n'ait réellement pris pied qu'en 1824^[254].

On comprend d'après ce qui précède, que les garçons boulangers soient classés dans le rapport de la commission parmi les ouvriers dont la vie est courte et qui, après avoir par miracle échappé à la décimation ordinaire des enfants dans toutes les couches de la classe ouvrière, atteignent rarement l'âge de 42 ans. Néanmoins leur métier regorge toujours de postulants. Les sources d'approvisionnement de « ces forces de travail » pour Londres, sont l'Écosse, les districts agricoles de l'ouest de l'Angleterre et l'Allemagne.

Dans les années 1858-60, les garçons boulangers en Irlande organisèrent à leurs frais de grands meetings pour protester contre le travail de nuit et le travail du dimanche. Le public, conformément à la nature aisément inflammable de l'Irlandais, prit vivement parti pour eux en toute occasion, par exemple au meeting de mai à Dublin. Par suite de ce mouvement, le travail de jour exclusif fut établi en fait à Wexford, Kilkenny, Clonnel, Waterford, etc. À Limerick, où de l'aveu général, les souffrances des ouvriers dépassaient toute mesure, le mouvement échoua contre l'opposition des maîtres boulangers et surtout des boulangers meuniers. L'exemple de Limerick réagit sur Ennis et Tipperary. À Cork, où l'hostilité du public se manifesta de la manière la plus vive, les maîtres firent échouer le mouvement en renvoyant leurs ouvriers. À Dublin ils opposèrent la plus opiniâtre résistance et, en poursuivant les principaux meneurs de

l'agitation, forcèrent le reste à céder et à se soumettre au travail de nuit et au travail du dimanche^[255].

La commission du gouvernement anglais qui, en Irlande, est armé jusqu'aux dents, prodigua de piteuses remontrances aux impitoyables maîtres boulangers de Dublin, Limerik, Cork, etc.

« Le comité croit que les heures de travail sont limitées par des lois naturelles qui ne peuvent être violées impunément. Les maîtres, en forçant leurs ouvriers par la menace de les chasser, à blesser leurs sentiments religieux, à désobéir à la loi du pays et à mépriser l'opinion publique (tout ceci se rapporte au travail du dimanche), les maîtres sèment la haine entre le capital et le travail et donnent un exemple dangereux pour la religion, la moralité et l'ordre public... Le comité croit que la prolongation du travail au-delà de douze heures est une véritable usurpation, un empiétement sur la vie privée et domestique du travailleur, qui aboutit à des résultats moraux désastreux ; elle l'empêche de remplir ses devoirs de famille comme fils, frère, époux et père. Un travail de plus de douze heures tend à miner la santé de l'ouvrier ; il amène pour lui la vieillesse et la mort prématurées, et, par suite, le malheur de sa famille qui se trouve privée des soins et de l'appui de son chef au moment même où elle en a le plus besoin^[256]. »

Quittons maintenant l'Irlande. De l'autre côté du canal, en Écosse, le travailleur des champs, l'homme de la charrue, dénonce ses treize et quatorze heures de travail dans un climat des plus rudes, avec un travail additionnel de quatre heures pour le dimanche (dans ce pays des sanctificateurs du sabbat^[257] !), au moment même où devant un grand jury de Londres sont traînés trois ouvriers de chemins de fer, un simple employé, un conducteur de locomotive et un faiseur de signaux. Une catastrophe sur la voie ferrée a expédié dans l'autre monde une centaine de voyageurs. La négligence des ouvriers est accusée d'être la cause de ce malheur. Ils déclarent tous d'une seule voix devant les jurés que 10 ou 12 ans auparavant leur travail ne durait que 8 heures par jour. Pendant les 5 et 6 dernières années on l'a fait monter à 14, 18 et 20 heures, et dans certains moments de presse pour les amateurs de voyage, dans la période des trains de plaisir, etc., il n'est pas rare qu'il dure de 40 à 50 heures. Ils sont des hommes ordinaires, et non des Argus. À un moment donné, leur force de travail refuse son service ; la torpeur les saisit ; leur cerveau cesse de penser et leur œil de voir. Le respectable jury anglais leur répond par un verdict qui les renvoie pour « manslaughter » (homicide involontaire) devant les prochaines assises. Cependant il exprime dans un appendice charitable le pieux désir que messieurs les capitalistes, ces magnats des

chemins de fer, voudront bien à l'avenir montrer plus de prodigalité dans l'achat d'un nombre suffisant de « forces de travail » et moins « d'abnégation » dans l'épuisement des forces payées^[258].

Dans la foule bigarrée des travailleurs de toute profession, de tout âge et de tout sexe qui se pressent devant nous plus nombreux que les âmes des morts devant Ulysse aux enfers, et sur lesquels, sans ouvrir les Livres Bleus qu'ils portent sous le bras, on reconnaît au premier coup d'œil l'empreinte du travail excessif, saisissons encore au passage deux figures dont le contraste frappant prouve que devant le capital tous les hommes sont égaux — une modiste et un forgeron.

Dans les dernières semaines de juin 1863, tous les journaux de Londres publiaient un article avec ce titre à sensation : « *Death from simple overwork* » (mort par simple excès de travail). Il s'agissait de la mort de la modiste Mary Anne Walkley, âgée de vingt ans, employée dans un très respectable atelier qu'exploitait une dame portant le doux nom d'Élise, fournisseuse de la cour. C'était la vieille histoire si souvent racontée^[259]. Il était bien vrai que les jeunes ouvrières ne travaillaient en moyenne que 16 heures et 1/2 par jour, et pendant la saison seulement trente heures de suite sans relâche ; il était vrai aussi que pour ranimer leurs forces de travail défaillantes, on leur accordait quelques verres de Sherry, de Porto ou de café. Or on était en pleine saison. Il s'agissait de bâtir en un clin d'œil des toilettes pour de nobles ladies allant au bal donné en l'honneur de la princesse de Galles, fraîchement importée. Mary-Anne Walkley avait travaillé 26 heures et 1/2 sans interruption avec soixante autres jeunes filles. Il faut dire que ces jeunes filles se trouvaient 30 dans une chambre contenant à peine un tiers de la masse cubique d'air nécessaire, et la nuit dormaient à deux dans un taudis où chaque chambre à coucher était faite à l'aide de diverses cloisons en planches^[260]. Et c'était là un des meilleurs ateliers de modes. Mary-Anne Walkley tomba malade le vendredi et mourut le dimanche sans avoir, au grand étonnement de dame Élise, donné à son ouvrage le dernier point d'aiguille. Le médecin appelé trop tard au lit de mort, M. Keys, déclara tout net devant le *Coroner's Jury* que : Marie-Anne Walkley était morte par suite de longues heures de travail dans un local d'atelier trop plein et dans une chambre à coucher trop étroite et sans ventilation. Le « *Coroner's Jury* », pour donner au médecin une leçon de savoir-vivre, déclara au contraire que : la défunte était morte d'apoplexie, mais qu'il y avait lieu de craindre que sa mort n'eût été accélérée par un excès de travail dans un atelier trop plein, etc. « Nos esclaves blancs, s'écria le *Morning Star*, l'organe des libres-échangistes Cobden et Bright, nos esclaves blancs sont les victimes du travail qui les conduit au

tombeau ; ils s'épuisent et meurent sans tambour ni trompette^[261]. »

« Travailler à mort, tel est l'ordre du jour, non seulement dans le magasin des modistes, mais encore dans n'importe quel métier. Prenons pour exemple le forgeron. Si l'on en croit les poètes, il n'y a pas d'homme plus robuste, plus débordant de vie et de gaieté que le forgeron. Il se lève de bon matin et fait jaillir des étincelles avant le soleil. Il mange et boit et dort comme pas un. Au point de vue physique, il se trouve en fait, si son travail est modéré, dans une des meilleures conditions humaines. Mais suivons-le à la ville et examinons quel poids de travail est chargé sur cet homme fort et quel rang il occupe sur la liste de mortalité de notre pays. À Marylebone (un des plus grands quartiers de Londres), les forgerons meurent dans la proportion de 31 sur 1000 annuellement, chiffre qui dépasse de 11 la moyenne de mortalité des adultes en Angleterre. Cette occupation, un art presque instinctif de l'humanité, devient par la simple exagération du travail, destructive de l'homme. Il peut frapper par jour tant de coups de marteau, faire tant de pas, respirer tant de fois, exécuter tant de travail et vivre en moyenne 50 ans. On le force à frapper tant de coups de plus, à faire un si grand nombre de pas en plus, à respirer tant de fois davantage, et le tout pris ensemble, à augmenter d'un quart sa dépense de vie quotidienne. Il l'essaie, quel en est le résultat ? C'est que pour une période limitée il accomplit un quart de plus de travail et meurt à 37 ans au lieu de 50^[262]. »

IV

Travail de jour et nuit. — Le système des relais

Les moyens de production, le capital constant, considérés au point de vue de la fabrication de la plus-value, n'existent que pour absorber avec chaque goutte de travail un quantum proportionnel de travail extra. Tant qu'ils ne s'acquittent pas de cette fonction, leur simple existence forme pour le capitaliste une perte négative, car ils représentent pendant tout le temps qu'ils restent, pour ainsi dire, en friche, une avance inutile de capital, et cette perte devient positive dès qu'ils exigent pendant les intervalles de repos des dépenses supplémentaires pour préparer la reprise de l'ouvrage. La prolongation de la journée de travail au-delà des bornes du jour naturel, c'est-à-dire jusque dans la nuit, n'agit que comme palliatif, n'apaise qu'approximativement la soif de vampire du capital pour le sang vivant du travail. La tendance immanente de la production capitaliste est donc de s'approprier le travail pendant les vingt-quatre heures du jour.

Mais comme cela est physiquement impossible, si l'on veut exploiter toujours les mêmes forces sans interruption, il faut, pour triompher de cet obstacle physique, une alternance entre les forces de travail employées de nuit et de jour, alternance qu'on peut obtenir par diverses méthodes. Une partie du personnel de l'atelier peut, par exemple, faire pendant une semaine le service de jour et pendant l'autre semaine le service de nuit. Chacun sait que ce système de relais prédominait dans la première période de l'industrie cotonnière anglaise et qu'aujourd'hui même, à Moscou, il est en vigueur dans cette industrie. Le procès de travail non interrompu durant les heures de jour et de nuit est appliqué encore dans beaucoup de branches d'industrie de la Grande-Bretagne « libres » jusqu'à présent, entre autres dans les hauts fourneaux, les forges, les laminoirs et autres établissements métallurgiques d'Angleterre, du pays de Galles et d'Écosse. Outre les heures des jours ouvrables de la semaine, le procès de la production comprend encore les heures du dimanche. Le personnel se compose d'hommes et de femmes, d'adultes et d'enfants des deux sexes. L'âge des enfants et des adolescents parcourt tous les degrés depuis huit ans (dans quelques cas six ans) jusqu'à dix-huit^[263]. Dans certaines branches d'industrie, hommes, femmes, jeunes filles travaillent pêle-mêle pendant la nuit^[264].

Abstraction faite de l'influence généralement pernicieuse du travail de nuit^[265], la durée ininterrompue des opérations pendant 24 heures offre l'occasion toujours cherchée et toujours bienvenue de dépasser la limite nominale de la journée de travail. Par exemple dans les branches d'industrie extrêmement fatigantes que nous venons de citer, la journée de travail officielle comprend pour chaque travailleur douze heures au plus, heures de nuit ou heures de jour. Mais le travail en plus au-delà de cette limite est dans beaucoup de cas, pour nous servir des expressions du rapport officiel anglais, « réellement épouvantable » (truly fearful)^[266]. « Aucun être humain, y est-il dit, ne peut réfléchir à la masse de travail qui, d'après les dépositions des témoins, est exécutée par des enfants de neuf à douze ans, sans conclure irrésistiblement que cet abus de pouvoir de la part des parents et des entrepreneurs ne doit pas être permis une minute de plus^[267]. »

« La méthode qui consiste en général à faire travailler des enfants alternativement jour et nuit, conduit à une prolongation scandaleuse de la journée de travail, aussi bien quand les opérations sont pressées que lorsqu'elles suivent leur marche ordinaire. Cette prolongation est dans un grand nombre de cas non seulement cruelle, mais encore incroyable. Il arrive évidemment que pour une cause ou l'autre un petit garçon de relais

fasse défaut çà et là. Un ou plusieurs de ceux qui sont présents et qui ont déjà terminé leur journée doivent alors prendre la place de l'absent. Ce système est si connu, que le directeur d'une laminerie auquel je demandais comment s'effectuait le remplacement des relayeurs absents me répondit : « Vous le savez aussi bien que moi », et il ne fit aucune difficulté pour m'avouer que les choses se passaient ainsi^[268]. »

« Dans une laminerie où la journée de travail nominale pour chaque ouvrier était de 11 heures 1/2, un jeune garçon travaillait au moins quatre nuits par semaine jusqu'à 8 h. 1/2 du soir du jour suivant et cela dura pendant les six mois pour lesquels il était engagé. Un autre âgé de neuf ans travaillait jusqu'à trois services de relais successifs, de 12 heures chacun et à l'âge de dix ans deux jours et deux nuits de suite. Un troisième maintenant âgé de dix ans travaillait depuis 8 h. du matin jusqu'à minuit pendant trois nuits et jusqu'à 9 h. du soir les autres nuits de la semaine. Un quatrième maintenant âgé de treize ans travaillait depuis 6 h. du soir jusqu'au lendemain midi pendant toute une semaine et parfois trois services de relais l'un après l'autre depuis le matin du lundi jusqu'à la nuit du mardi. Un cinquième qui a aujourd'hui douze ans a travaillé dans une fonderie de fer à Stavely depuis 6 h. du matin jusqu'à minuit pendant quatorze jours ; il est incapable de continuer plus longtemps. George Allinsworth âgé de neuf ans : « Je suis venu ici vendredi dernier. Le lendemain nous devions commencer à trois heures du matin. Je suis donc resté toute la nuit ici. J'habite à cinq milles d'ici. J'ai dormi dans les champs avec un tablier de cuir sous moi et une petite jaquette par-dessus. Les deux autres jours j'étais ici vers 6 h. du matin. Ah ! c'est un endroit où il fait chaud ! Avant de venir ici, j'ai travaillé également dans un haut fourneau pendant toute une année. C'était une bien grande usine dans la campagne. Je commençais aussi le samedi matin à 3 h ; mais je pouvais du moins aller dormir chez moi, parce que ce n'était pas loin. Les autres jours je commençais à 6 heures du matin et finissais à 6 ou 7 heures du soir, etc^[269]. » Écoutons maintenant le capital lui-même exprimant sa manière de voir sur ce travail de 24 heures sans interruption. Les exagérations de ce système, ses abus, sa cruelle et incroyable prolongation de la journée, sont naturellement passés sous silence. Il ne parle du système que dans sa forme normale.

MM. Naylor et Wickers, fabricants d'acier, qui emploient de 600 à 700 personnes, dont 10% au-dessous de dix-huit ans, sur lesquels 20 petits garçons seulement font partie du personnel de nuit, s'expriment de la manière suivante : « Les jeunes garçons ne souffrent pas le moins du monde de la chaleur. La température est probablement de 86 à 90 degrés

Fahrenheit. À la forge et au laminoir, les bras travaillent jour et nuit en se relayant ; mais, par contre, tout autre ouvrage se fait le jour, de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Dans la forge, le travail a lieu de midi à minuit. Quelques ouvriers travaillent continuellement de nuit sans alterner, c'est-à-dire jamais le jour. Nous ne trouvons pas que le travail, qu'il s'exécute le jour ou la nuit, fasse la moindre différence pour la santé (de MM. Naylor et Wickers bien entendu ?), et vraisemblablement les gens dorment mieux quand ils jouissent de la même période de repos que lorsque cette période varie... Vingt enfants environ travaillent la nuit avec les hommes... Nous ne pourrions bien aller (not well do) sans le travail de nuit de garçons au-dessous de dix-huit ans. Notre grande objection serait l'augmentation des frais de production... Il est difficile d'avoir des contremaîtres habiles et des « bras » intelligents : mais des jeunes garçons, on en obtient tant qu'on en veut... Naturellement, eu égard à la faible proportion de jeunes garçons que nous employons, une limitation du travail de nuit serait de peu d'importance ou de peu d'intérêt pour nous^[270]. »

M. J. Ellis, de la maison John Brown et Cie, fabricants de fer et d'acier, employant trois mille ouvriers, hommes et jeunes garçons, « jour et nuit, par relais », pour la partie difficile du travail, déclare que dans la pénible fabrication de l'acier, les jeunes garçons forment le tiers ou la moitié des hommes. Leur usine en compte 500 au-dessous de dix-huit ans, dont un tiers ou 170 de moins de treize ans. Il dit, à propos de la réforme législative proposée : « Je ne crois pas qu'il y aurait beaucoup à redire (very objectionable) de ne faire travailler aucun adolescent au-dessous de dix-huit ans que 12 heures sur 24. Mais je ne crois pas qu'on puisse tracer une ligne quelconque de démarcation pour nous empêcher d'employer des garçons au-dessus de douze ans dans le travail de nuit. Nous, accepterions bien plutôt, ajoute-t-il dans le même style, une loi d'après laquelle il nous serait interdit d'employer la nuit des garçons au-dessous de treize et même de quatorze ans, qu'une défense de nous servir pour le travail de nuit de ceux que nous avons une bonne fois. Les garçons qui travaillent dans la série de jour doivent aussi alternativement travailler dans la série de nuit, parce que les hommes ne peuvent pas exécuter constamment le travail de nuit, cela ruinerait leur santé. Nous croyons cependant que le travail de nuit, quand il se fait à une semaine d'intervalle, ne cause aucun dommage (MM. Naylor et Wickers affirmaient le contraire pour justifier le travail de nuit sans intermittence, tel qu'il se pratique chez eux). Nous trouvons que les gens qui accomplissent le travail de nuit en alternant possèdent une santé tout aussi bonne que ceux qui ne travaillent que le jour... Nos

objections contre le non-emploi de garçons au-dessous de dix-huit ans au travail de nuit seraient tirées de ce que nos dépenses subiraient une augmentation ; mais c'est aussi la seule raison (on ne saurait être plus naïvement cynique !). Nous croyons que cette augmentation serait plus grande que notre commerce (the trade), avec la considération que l'on doit à son exécution prospère, ne pourrait convenablement le supporter. (As the trade with due regard to, etc., could fairly bear !) (Quelle phraséologie !) Le travail est rare ici et pourrait devenir insuffisant par suite d'un règlement de ce genre. » (C'est-à-dire, Ellis, Brown et Cie pourraient tomber dans le fatal embarras d'être obligés de payer la force de travail tout ce qu'elle vaut^[271].)

Les « forges cyclopéennes de fer et d'acier » de MM. Cammell et Cie sont dirigées de la même manière que les précédentes. Le directeur gérant avait remis de sa propre main son témoignage écrit au commissaire du gouvernement, M. White, mais plus tard il trouva bon de supprimer son manuscrit qu'on lui avait rendu sur le désir exprimé par lui de le réviser. M. White cependant a une mémoire tenace. Il se souvient très exactement que, pour messieurs les cyclopes, l'interdiction du travail de nuit des enfants et des adolescents est une « chose impossible ; ce serait vouloir arrêter tous leurs travaux », et cependant leur personnel compte un peu moins de 6% de garçons au-dessous de dix-huit ans, et 1% seulement au-dessous de treize^[272] !

M. E. F. Sanderson, de la raison sociale Sanderson, Bros et Cie, fabrication d'acier, laminage et forge à Attercliffe, exprime ainsi son opinion sur le même sujet : « L'interdiction du travail de nuit pour les garçons au-dessous de dix-huit ans ferait naître de grandes difficultés. La principale proviendrait de l'augmentation de frais qu'entraînerait nécessairement le remplacement des enfants par des hommes. À combien ces frais se monteraient-ils ? Je ne puis le dire ; mais vraisemblablement ils ne s'élèveraient pas assez haut pour que le fabricant pût élever le prix de l'acier, et conséquemment toute la perte retomberait sur lui, attendu que les hommes (quel manque de dévouement) refuseraient naturellement de la subir. » Maître Sanderson ne sait pas combien il paye le travail des enfants, mais « peut-être monte-t-il jusqu'à quatre ou cinq shillings par tête et par semaine... Leur genre de travail est tel qu'en général (mais ce n'est pas toujours le cas) la force des enfants y suffit exactement, de sorte que la force supérieure des hommes ne donnerait lieu à aucun bénéfice pour compenser la perte, si ce n'est dans quelques cas peu nombreux, alors que le métal est difficile à manier. Aussi bien les enfants doivent commencer jeunes pour apprendre le métier. Le travail de jour seul ne les

mènerait pas à ce but. » Et pourquoi pas ? Qu'est-ce qui empêcherait les jeunes garçons d'apprendre leur métier pendant le jour ? Allons ! Donne ta raison ! « C'est que les hommes, qui chaque semaine travaillent alternativement tantôt le jour, tantôt la nuit, séparés pendant ce temps des garçons de leur série, perdraient la moitié des profits qu'ils en tirent. La direction qu'ils donnent est comptée comme partie du salaire de ces garçons et permet aux hommes d'obtenir ce jeune travail à meilleur marché. Chaque homme perdrait la moitié de son profit. (En d'autres termes, les MM. Sanderson seraient obligés de payer une partie du salaire des hommes de leur propre poche, au lieu de le payer avec le travail de nuit des enfants. Le profit de MM. Sanderson diminuerait ainsi quelque peu, et telle est la vraie raison sandersonienne qui explique pourquoi les enfants ne pourraient pas apprendre leur métier pendant le jour)^[273]. Ce n'est pas tout. Les hommes qui maintenant sont relayés par les jeunes garçons verraient retomber sur eux tout le travail de nuit régulier et ne pourraient pas le supporter. Bref, les difficultés seraient si grandes qu'elles conduiraient vraisemblablement à la suppression totale du travail de nuit. » — « Pour ce qui est de la production même de l'acier, dit E. F. Sanderson, ça ne ferait pas la moindre différence, mais ! » Mais MM. Sanderson ont autre chose à faire qu'à fabriquer de l'acier. La fabrication de l'acier est un simple prétexte pour la fabrication de la plus-value. Les fourneaux de forge, les laminoirs, etc., les constructions, les machines, le fer, le charbon ont autre chose à faire qu'à se transformer en acier. Ils sont là pour absorber du travail extra, et ils en absorbent naturellement plus en vingt-quatre heures qu'en douze. De par Dieu et de par le Droit ils donnent à tous les Sandersons une hypothèque de vingt-quatre heures pleines par jour sur le temps de travail d'un certain nombre de bras, et perdent leur caractère de capital, c'est-à-dire sont pure perte pour les Sandersons, dès que leur fonction d'absorber du travail est interrompue. « Mais alors il y aurait la perte de machines si coûteuses qui chômeraient la moitié du temps, et pour une masse de produits, telle que nous sommes capables de la livrer avec le présent système, il nous faudrait doubler nos bâtiments et nos machines, ce qui doublerait la dépense. » Mais pourquoi précisément ces Sandersons jouiraient-ils du privilège de l'exploitation du travail de nuit, de préférence à d'autres capitalistes qui ne font travailler que le jour et dont les machines, les bâtiments, les matières premières chôment par conséquent la nuit ? « C'est vrai, répond E. F. Sanderson au nom de tous les Sandersons, c'est très vrai. La perte causée par le chômage des machines atteint toutes les manufactures où l'on ne travaille que le jour. Mais l'usage des fourneaux de forge causerait dans notre cas une perte

extra. Si on les entretenait en marche, il se dilapiderait du matériel combustible (tandis que maintenant c'est le matériel vital des travailleurs qui est dilapidé) ; si on arrêta leur marche, cela occasionnerait une perte de temps pour rallumer le feu et obtenir le degré de chaleur nécessaire (tandis que la perte du temps de sommeil subie même par des enfants de huit ans est gain de travail pour la tribu des Sandersons) ; enfin les fourneaux eux-mêmes auraient à souffrir des variations de température », tandis que ces mêmes fourneaux ne souffrent aucunement des variations de travail^[274].

V

Lois coercitives pour la prolongation de la journée de travail depuis le milieu du quatorzième jusqu'à la fin du dix-septième siècle.

Qu'est-ce qu'une journée de travail ? Quelle est la durée du temps pendant lequel le capital a le droit de consommer la force de travail dont il achète la valeur pour un jour ? Jusqu'à quel point la journée peut-elle être prolongée au-delà du travail nécessaire à la reproduction de cette force ? À toutes ces questions, comme on a pu le voir, le capital répond : la journée de travail comprend vingt-quatre heures pleines, déduction faite des quelques heures de repos sans lesquelles la force de travail refuse absolument de reprendre son service. Il est évident par soi-même que le travailleur n'est rien autre chose sa vie durant que force de travail, et qu'en conséquence tout son temps disponible est de droit et naturellement temps de travail appartenant au capital et à la capitalisation. Du temps pour l'éducation, pour le développement intellectuel, pour l'accomplissement de fonctions sociales, pour les relations avec parents et amis, pour le libre jeu des forces du corps et de l'esprit, même pour la célébration du dimanche, et cela dans le pays des sanctificateurs du dimanche^[275], pure niaiserie ! Mais dans sa passion aveugle et démesurée, dans sa gloutonnerie de travail extra, le capital dépasse non seulement les limites morales, mais encore la limite physiologique extrême de la journée de travail. Il usurpe le temps qu'exigent la croissance, le développement et l'entretien du corps en bonne santé. Il vole le temps qui devrait être employé à respirer l'air libre et à jouir de la lumière du soleil. Il lésine sur le temps des repas et l'incorpore, toutes les fois qu'il le peut, au procès même de la production, de sorte que le travailleur, rabaissé au rôle de simple instrument, se voit fournir sa nourriture comme on fournit du charbon à la chaudière, de l'huile et du suif à la machine. Il réduit le temps

du sommeil, destiné à renouveler et à rafraichir la force vitale, au minimum d'heures de lourde torpeur sans lequel l'organisme épuisé ne pourrait plus fonctionner. Bien loin que ce soit l'entretien normal de la force de travail qui serve de règle pour la limitation de la journée de travail, c'est au contraire la plus grande dépense possible par jour, si violente et si pénible qu'elle soit, qui règle la mesure du temps de répit de l'ouvrier. Le capital ne s'inquiète point de la durée de la force de travail. Ce qui l'intéresse uniquement, c'est le maximum qui peut en être dépensé dans une journée. Et il atteint son but en abrégeant la vie du travailleur, de même qu'un agriculteur avide obtient de son sol un plus fort rendement en épuisant sa fertilité.

La production capitaliste, qui est essentiellement production de plus-value, absorption de travail extra, ne produit donc pas seulement par la prolongation de la journée qu'elle impose la détérioration de la force de travail de l'homme, en la privant de ses conditions normales de fonctionnement et de développement, soit au physique, soit au moral ; — elle produit l'épuisement et la mort précoce de cette force^[276]. Elle prolonge la période productive du travailleur pendant un certain laps de temps en abrégeant la durée de sa vie.

Mais la valeur de la force de travail comprend la valeur des marchandises sans lesquelles la reproduction du salarié ou la propagation de sa classe seraient impossibles. Si donc la prolongation contre nature de la journée de travail, à laquelle aspire nécessairement le capital en raison de son penchant démesuré à se faire valoir toujours davantage, raccourcit la période vitale des ouvriers, et par suite la durée de leurs forces de travail, la compensation des forces usées doit être nécessairement plus rapide, et en même temps la somme des frais qu'exige leur reproduction plus considérable, de même que pour une machine la portion de valeur qui doit être reproduite chaque jour est d'autant plus grande que la machine s'use plus vite. Il semblerait en conséquence que l'intérêt même du capital réclame de lui une journée de travail normale.

Le propriétaire d'esclaves achète son travailleur comme il achète son bœuf. En perdant l'esclave il perd un capital qu'il ne peut rétablir que par un nouveau déboursé sur le marché. Mais, « si fatale et si destructive que soit l'influence des champs de riz de la Géorgie et des marais du Mississipi sur la constitution de l'homme, la destruction qui s'y fait de la vie humaine n'y est jamais assez grande pour qu'elle ne puisse être réparée par le trop-plein des réservoirs de la Virginie et du Kentucky. Les considérations économiques qui pourraient jusqu'à un certain point garantir à l'esclave un traitement humain, si sa conservation et l'intérêt de son maître étaient

identiques, se changent en autant de raisons de ruine absolue pour lui quand le commerce d'esclaves est permis. Dès lors, en effet, qu'il peut être remplacé facilement par des nègres étrangers, la durée de sa vie devient moins importante que sa productivité. Aussi est-ce une maxime dans les pays esclavagistes que l'économie la plus efficace consiste à pressurer le bétail humain (*human chaule*), de telle sorte qu'il fournisse le plus grand rendement possible dans le temps le plus court. C'est sous les tropiques, là même où les profits annuels de la culture égalent souvent le capital entier des plantations, que la vie des nègres est sacrifiée sans le moindre scrupule. C'est l'agriculture de l'Inde occidentale, berceau séculaire de richesses fabuleuses, qui a englouti des millions d'hommes de race africaine. C'est aujourd'hui à Cuba, dont les revenus se comptent par millions, et dont les planteurs sont des nababs, que nous voyons la classe des esclaves non seulement nourrie de la façon la plus grossière et en butte aux vexations les plus acharnées, mais encore détruite directement en grande partie par la longue torture d'un travail excessif et le manque de sommeil et de repos^[277]. »

Mutato nomine de te fabula narratur ! *Au lieu de commerce d'esclaves lisez marché du travail, au lieu de Virginie et Kentucky, lisez Irlande et les districts agricoles d'Angleterre, d'Écosse et du pays de Galles ; au lieu d'Afrique, lisez Allemagne. Il est notoire que l'excès de travail moissonne les raffineurs de Londres, et néanmoins le marché du travail à Londres regorge constamment de candidats pour la raffinerie, allemands la plupart, voués à une mort prématurée. La poterie est également une des branches d'industrie qui fait le plus de victimes. Manque-t-il pour cela de potiers ? Josiah Wedgwood, l'inventeur de la poterie moderne, d'abord simple ouvrier lui-même, déclarait en 1785 devant la Chambre des communes que toutes les manufactures occupaient de 15 à 20 000^[278] personnes. En 1861, la population seule des sièges de cette industrie, disséminée dans les villes de la Grande-Bretagne, en comprenait 101 302. « L'industrie cotonnière date de 90 ans... En trois générations de la race anglaise, elle a dévoré neuf générations d'ouvriers^[279]. » À vrai dire, dans certaines époques d'activité fiévreuse, le marché du travail a présenté des vides qui donnaient à réfléchir. Il en fut ainsi, par exemple, en 1834 ; mais alors messieurs les fabricants proposèrent aux Poor Law Commissioners d'envoyer dans le Nord l'excès de population des districts agricoles, déclarant « qu'ils se chargeaient de les absorber et de les consommer^[280]. » C'étaient leurs propres paroles. « Des agents furent envoyés à Manchester avec l'autorisation des Poor Law Commissioners. Des listes de travailleurs agricoles furent confectionnées et remises aux*

susdits agents. Les fabricants coururent dans les bureaux, et après qu'ils eurent choisi ce qui leur convenait, les familles furent expédiées du sud de l'Angleterre. Ces paquets d'hommes furent livrés avec des étiquettes comme des ballots de marchandises, et transportés par la voie des canaux, ou dans des chariots à bagages. Quelques-uns suivaient à pied, et beaucoup d'entre eux erraient çà et là égarés et demi-morts de faim dans les districts manufacturiers. La Chambre des communes pourra à peine le croire, ce commerce régulier, ce trafic de chair humaine ne fit que se développer, et les hommes furent achetés et vendus par les agents de Manchester aux fabricants de Manchester, tout aussi méthodiquement que les nègres aux planteurs des États du Sud... L'année 1860 marque le zénith de l'industrie cotonnière. Les bras manquèrent de nouveau, et de nouveau les fabricants s'adressèrent aux marchands de chair, et ceux-ci se mirent à fouiller les dunes de Dorset, les collines de Devon et les plaines de Wilts ; mais l'excès de population était déjà dévoré. Le Bury Guardian se lamenta ; après la conclusion du traité de commerce anglo-français, s'écria-t-il, 10 000 bras de plus pourraient être absorbés, et bientôt il en faudra 30 ou 40 000 encore ! Quand les agents et sous-agents du commerce de chair humaine eurent parcouru à peu près sans résultat, en 1860, les districts agricoles, les fabricants envoyèrent une députation à M. Villiers, le président du Poor Law Board, pour obtenir de nouveau qu'on leur procurât comme auparavant des enfants pauvres ou des orphelins des Workhouses^[281]. »

L'expérience montre en général au capitaliste qu'il y a un excès constant de population, c'est-à-dire excès par rapport au besoin momentané du capital, bien que cette masse surabondante soit formée de générations humaines mal venues, rabougries, promptes à s'éteindre, s'éliminant hâtivement les unes les autres et cueillies, pour ainsi dire, avant maturité^[282]. L'expérience montre aussi, à l'observateur intelligent, avec quelle rapidité la production capitaliste qui, historiquement parlant, date d'hier, attaque à la racine même la substance et la force du peuple, elle lui montre comment la dégénérescence de la population industrielle n'est ralentie que par l'absorption constante d'éléments nouveaux empruntés aux campagnes, et comment les travailleurs des champs, malgré l'air pur et malgré le principe de « sélection naturelle » qui règne si puissamment parmi eux et ne laisse croître que les plus forts individus, commencent eux-même à dépérir^[283]. Mais le capital, qui a de si « bonnes raisons » pour nier les souffrances de la population ouvrière qui l'entoure, est aussi peu ou tout autant influencé dans sa pratique par la perspective de la pourriture de l'humanité et finalement de sa dépopulation, que par la

chute possible de la terre sur le soleil. Dans toute affaire de spéculation, chacun sait que la débâcle viendra un jour, mais chacun espère qu'elle emportera son voisin après qu'il aura lui-même recueilli la pluie d'or au passage et l'aura mise en sûreté. Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de la vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société^[284]. À toute plainte élevée contre lui à propos de dégradation physique et intellectuelle, de mort prématurée, de tortures du travail excessif, il répond simplement : « Pourquoi nous tourmenter de ces tourments, puisqu'ils augmentent nos joies (nos profits)^[285] ? » Il est vrai qu'à prendre les choses dans leur ensemble, cela ne dépend pas non plus de la bonne ou mauvaise volonté du capitaliste individuel. La libre concurrence impose aux capitalistes les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes^[286].

L'établissement d'une journée de travail normale est le résultat d'une lutte de plusieurs siècles entre le capitaliste et le travailleur. Cependant l'histoire de cette lutte présente deux courants opposés. Que l'on compare, par exemple, la législation manufacturière anglaise de notre époque avec les statuts du travail en Angleterre depuis le quatorzième jusqu'au-delà de la moitié du dix-huitième siècle^[287]. Tandis que la législation moderne raccourcit violemment la journée de travail, ces anciens statuts essayent violemment de la prolonger. Assurément les prétentions du capital encore à l'état d'embryon, alors qu'en train de grandir il cherche à s'assurer son droit à l'absorption d'un quantum suffisant de travail extra, non par la puissance seule des conditions économiques, mais avec l'aide des pouvoirs publics, nous paraissent tout à fait modestes, si nous les^[288] nous les comparons aux concessions que, une fois arrivé à l'âge mûr, il est contraint de faire en rechignant. Il faut, en effet, des siècles pour que le travailleur « libre », par suite du développement de la production capitaliste, se prête volontairement, c'est-à-dire soit contraint socialement à vendre tout son temps de vie active, sa capacité de travail elle-même, pour le prix de ses moyens de subsistance habituels, son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Il est donc naturel que la prolongation de la journée de travail, que le capital, depuis le milieu du quatorzième jusqu'à la fin du dix-septième siècle, cherche à imposer avec l'aide de l'État aux hommes, corresponde à peu de chose près à la limite du temps de travail que l'État décrète et impose çà et là dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle pour empêcher la transformation du sang d'enfants en capital. Ce qui aujourd'hui, par exemple, dans le Massachusetts, tout récemment encore l'État le plus libre de l'Amérique du Nord, est proclamé la limite légale du

temps de travail d'enfants au-dessous de douze ans, était en Angleterre, au milieu du dix-septième siècle, la journée de travail normale de vigoureux artisans, de robustes garçons de ferme et d'athlétiques forgerons^[289].

Le premier « Statute of Labourers » (Edouard III, 1349) trouva son prétexte immédiat, — non sa cause, car la législation de ce genre dure des siècles après que le prétexte a disparu — dans la grande peste qui décima la population, à tel point que, suivant l'expression d'un écrivain Tory, « la difficulté de se procurer des ouvriers à des prix raisonnables, (c'est-à-dire à des prix qui laissassent à leurs patrons un quantum raisonnable de travail extra) devint en réalité insupportable^[290] ». En conséquence la loi se chargea de dicter des salaires raisonnables ainsi que de fixer la limite de la journée de travail. Ce dernier point qui nous intéresse seul ici est reproduit dans le statut de 1496 (sous Henri VIII). La journée de travail pour tous les artisans (artificiers) et travailleurs agricoles, de mars en septembre, devait alors durer, ce qui cependant ne fut jamais mis à exécution, de 5 h. du matin à 7 h. et 8 h. du soir ; mais les heures de repas comprenaient une heure pour le déjeuner, une heure et demie pour le dîner et une demi-heure pour la collation vers quatre heures, c'est-à-dire précisément le double du temps fixé par le Factory Act aujourd'hui en vigueur^[291]. En hiver le travail devait commencer à 5 h. du matin et finir au crépuscule du soir avec les mêmes interruptions. Un statut d'Elisabeth (1562) pour tous les ouvriers « loués par jour ou par semaine » laisse intacte la durée de la journée de travail, mais cherche à réduire les intervalles à deux heures et demie pour l'été et deux heures pour l'hiver. Le dîner ne doit durer qu'une heure, et « le sommeil d'une demi-heure l'après-midi » ne doit être permis que de la mi-mai à la mi-août. Pour chaque heure d'absence il est pris sur le salaire un d. (10 centimes). Dans la pratique cependant les conditions étaient plus favorables aux travailleurs que dans le livre des statuts. William Petty, le père de l'économie politique et jusqu'à un certain point l'inventeur de la statistique, dit dans un ouvrage qu'il publia dans le dernier tiers du dix-septième siècle : « Les travailleurs (labouring men, à proprement parler alors les travailleurs agricoles) travaillent dix heures par jour et prennent vingt repas par semaine, savoir trois les jours ouvrables et deux le dimanche. Il est clair d'après cela que s'ils voulaient jeûner le vendredi soir et prendre leur repas de midi en une heure et demie, tandis qu'ils y emploient maintenant deux heures, de 11 heures du matin à 1 heure, en d'autres termes s'ils travaillaient un vingtième de plus et consommaient un vingtième de moins, le dixième de l'impôt cité plus haut serait prélevable^[292]. » Le docteur Andrew Ure n'avait-il pas raison de décrier le bill des 12 heures de 1833 comme un retour aux temps des ténèbres ? Les

règlements contenus dans les statuts et mentionnés par Petty concernent bien aussi les apprentis ; mais on voit immédiatement par les plaintes suivantes où en était encore le travail des enfants même à la fin du dix-septième siècle : « Nos jeunes garçons, ici en Angleterre, ne font absolument rien jusqu'au moment où ils deviennent apprentis, et alors ils ont naturellement besoin de beaucoup de temps (sept années) pour se former et devenir des ouvriers habiles. » Par contre l'Allemagne est glorifiée, parce que là les enfants sont dès le berceau « habitués au moins à quelque peu d'occupation^[293]. »

Pendant la plus grande partie du xviii^e siècle, jusqu'à l'époque de la grande industrie, le capital n'était pas parvenu en Angleterre, en payant la valeur hebdomadaire de la force de travail, à s'emparer du travail de l'ouvrier pour la semaine entière, à l'exception cependant de celui du travailleur agricole. De ce qu'ils pouvaient vivre toute une semaine avec le salaire de quatre jours, les ouvriers ne concluaient pas le moins du monde qu'ils devaient travailler les deux autres jours pour le capitaliste. Une partie des économistes anglais au service du capital dénonça cette obstination avec une violence extrême ; l'autre partie défendit les travailleurs. Écoutons par exemple la polémique entre Postlethwaite dont le dictionnaire de commerce jouissait alors de la même renommée qu'aujourd'hui ceux de Mac Culloch, de Mac Gregor etc., et l'auteur déjà cité de *l'Essay on Trade and Commerce*^[294].

Postlethwaite dit entre autres : « Je ne puis terminer ces courtes observations sans signaler certaine locution triviale et malheureusement trop répandue. Quand l'ouvrier, disent certaines gens, peut dans cinq jours de travail obtenir de quoi vivre, il ne veut pas travailler six jours entiers. Et partant de là, ils concluent à la nécessité d'enchérir même les moyens de subsistance nécessaires par des impôts ou d'autres moyens quelconques pour contraindre l'artisan et l'ouvrier de manufacture à un travail ininterrompu de six jours par semaine. Je demande la permission d'être d'un autre avis que ces grands politiques tout prêts à rompre une lance en faveur de l'esclavage perpétuel de la population ouvrière de ce pays « *the perpetual slavery of the working people* » ; ils oublient le proverbe : « *All work and no play, etc.* » (Rien que du travail et pas de jeu rend imbécile.) Les Anglais ne se montrent-ils pas tout fiers de l'originalité et de l'habileté de leurs artisans et ouvriers de manufactures qui ont procuré partout aux marchandises de la Grande-Bretagne crédit et renommée ? À quoi cela est-il dû, si ce n'est à la manière gaie et originale dont les travailleurs savent se distraire ? S'ils étaient obligés de trimer l'année entière, tous les six jours de chaque semaine, dans la répétition constante du même travail,

leur esprit ingénieux ne s'émousserait-il pas ; ne deviendraient-ils pas stupides et inertes, et par un semblable esclavage perpétuel, ne perdraient-ils pas leur renommée, au lieu de la conserver ? Quel genre d'habileté artistique pourrions-nous attendre d'animaux si rudement menés ? « *hard driven animals* » ... Beaucoup d'entre eux exécutent autant d'ouvrage en quatre jours qu'un Français dans cinq ou six. Mais si les Anglais sont forcés de travailler comme des bêtes de somme, il est à craindre qu'ils ne tombent (*degenerate*) encore au-dessous des Français. Si notre peuple est renommé par sa bravoure dans la guerre, ne disons-nous pas que ceci est dû d'un côté au bon roastbeef anglais et au pudding qu'il a dans le ventre, et de l'autre à son esprit de liberté constitutionnelle ? Et pourquoi l'ingéniosité, l'énergie et l'habileté de nos artisans et ouvriers de manufactures ne proviendraient-elles pas de la liberté avec laquelle ils s'amuse à leur façon ? J'espère qu'ils ne perdront jamais ces privilèges ni le bon genre de vie d'où découlent également leur habileté au travail et leur courage^[295]. »

Voici ce que répond l'auteur de l'*Essay on Trade and Commerce* :

« Si c'est en vertu d'une ordonnance divine que le septième jour de la semaine est fêté, il en résulte évidemment que les autres jours appartiennent au travail (il veut dire au capital, ainsi qu'on va le voir plus loin), et contraindre à exécuter ce commandement de Dieu n'est point un acte que l'on puisse traiter de cruel. L'homme, en général, est porté par nature à rester oisif et à prendre ses aises ; nous en faisons la fatale expérience dans la conduite de notre plèbe manufacturière, qui ne travaille pas en moyenne plus de quatre jours par semaine, sauf le cas d'un enchérissement des moyens de subsistance... Supposons qu'un boisseau de froment représente tous les moyens de subsistance du travailleur, qu'il coûte 5 sh. et que le travailleur gagne 1 shilling tous les jours. Dans ce cas il n'a besoin de travailler que cinq jours par semaine ; quatre seulement, si le boisseau coûte 4 sh... Mais comme le salaire, dans ce royaume, est beaucoup plus élevé en comparaison du prix des subsistances, l'ouvrier de manufacture qui travaille quatre jours possède un excédent d'argent avec lequel il vit sans rien faire le reste de la semaine... J'espère avoir assez dit pour faire voir clairement qu'un travail modéré de six jours par semaine n'est point un esclavage. Nos ouvriers agricoles font cela, et d'après ce qu'il paraît, ils sont les plus heureux des travailleurs (*labouring poor*)^[296]. Les Hollandais font de même dans les manufactures et paraissent être un peuple très heureux. Les Français, sauf qu'ils ont un grand nombre de jours fériés, travaillent également toute la semaine^[297]... Mais notre plèbe manufacturière s'est mis dans la tête l'idée fixe qu'en qualité d'Anglais

tous les individus qui la composent ont par droit de naissance le privilège d'être plus libres et plus indépendants que les ouvriers de n'importe quel autre pays de l'Europe. Cette idée peut avoir son utilité pour les soldats, dont elle stimule la bravoure, mais moins les ouvriers des manufactures en sont imbus, mieux cela vaut pour eux-mêmes et pour l'État. Des ouvriers ne devraient jamais se tenir pour indépendants de leurs supérieurs. Il est extrêmement dangereux d'encourager de pareils engouements dans un État commercial comme le nôtre, où peut-être les sept huitièmes de la population n'ont que peu ou pas du tout de propriété^[298]. La cure ne sera pas complète tant que nos pauvres de l'industrie ne se résigneront pas à travailler six jours pour la même somme qu'ils gagnent maintenant en quatre^[299]. » Dans ce but, ainsi que pour extirper la paresse, la licence, les rêvasseries de liberté chimérique, et de plus, pour « diminuer la taxe des pauvres, activer l'esprit d'industrie et faire baisser le prix du travail dans les manufactures », notre fidèle champion du capital propose un excellent moyen, et quel est-il ? C'est d'incarcérer les travailleurs qui sont à la charge de la bienfaisance publique, en un mot les pauvres, dans une maison idéale de travail « *an ideal Workhouse* ». Cette maison doit être une maison de terreur (*house of terror*). Dans cet idéal de Workhouse, on fera travailler quatorze heures par jour, de telle sorte que le temps des repas soustrait, il reste douze heures de travail pleines et entières^[300].

Douze heures de travail par jour, tel est l'idéal, le nec plus ultra dans le Workhouse modèle, dans la maison de terreur de 1770 ! Soixante-trois ans plus tard, en 1833, quand le Parlement anglais réduisit dans quatre industries manufacturières la journée de travail pour les enfants de treize ans à dix-huit ans à douze heures de travail pleines, il sembla que le glas de l'industrie anglaise sonnerait. En 1852, quand Louis Bonaparte, pour s'assurer la bourgeoisie, voulut toucher à la journée de travail légale, la population ouvrière française cria tout d'une voix : « La loi qui réduit à douze heures la journée de travail est le seul bien qui nous soit resté de la législation de la République^[301]. » À Zurich, le travail des enfants au-dessous de dix ans a été réduit à douze heures ; dans l'Argovie le travail des enfants entre treize et seize ans a été réduit, en 1862, de douze heures et demie à douze ; il en a été de même en Autriche, en 1860, pour les enfants entre quinze et seize ans^[302]. « Quel progrès, depuis 1770 ! s'écrierait Macaulay avec « exultation ».

La « maison de terreur » pour les pauvres que l'âme du capital rêvait encore en 1770, se réalisa quelques années plus tard dans la gigantesque « maison de travail » bâtie pour les ouvriers manufacturiers, son nom était *Fabrique*, et l'idéal avait pâli devant la réalité.

VI

Lutte pour la journée de travail normale — La limitation légale du temps de travail. — La législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864.

Après des siècles d'efforts quand le capital fut parvenu à prolonger la journée de travail jusqu'à sa limite normale maxima et au-delà jusqu'aux limites du jour naturel de douze heures^[303], alors la naissance de la grande industrie amena dans le dernier tiers du dix-huitième siècle une perturbation violente qui emporta comme une avalanche toute barrière imposée par la nature et les mœurs, l'âge et le sexe, le jour et la nuit. Les notions mêmes de jour et de nuit, d'une simplicité rustique dans les anciens statuts, s'obscurcirent tellement qu'en l'an de grâce 1860, un juge anglais dut faire preuve d'une sagacité talmudique pour pouvoir décider « en connaissance de cause » ce qu'était la nuit et ce qu'était le jour. Le capital était en pleine orgie^[304].

Dès que la classe ouvrière abasourdie par le tapage de la production fut tant soit peu revenue à elle-même, sa résistance commença, et tout d'abord dans le pays même où s'implantait la grande industrie, c'est-à-dire en Angleterre, Mais pendant trente ans les concessions qu'elle arracha restèrent purement nominales. De 1802 à 1833 le Parlement émit trois lois sur le travail, mais il eut bien soin de ne pas voter un centime pour les faire exécuter^[305] ; aussi restèrent-elles lettre morte. « Le fait est qu'avant la loi de 1833, les enfants et les adolescents étaient excédés de travail (were worked) toute la nuit, tout le jour, jour et nuit *ad libitum*^[306]. »

C'est seulement à partir du *Factory Act* de 1833 s'appliquant aux manufactures de coton, de laine, de lin et de soie que date pour l'industrie moderne une journée de travail normale. Rien ne caractérise mieux l'esprit du capital que l'histoire de la législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864.

La loi de 1833 déclare : « que la journée de travail ordinaire dans les fabriques doit commencer à 5 h. 1/2 du matin et finir à 8 h. 1/2 du soir. Entre ces limites qui embrassent une période de quinze heures, il est légal d'employer des adolescents (*young persons*, c'est-à-dire des personnes entre treize et dix-huit ans), dans n'importe quelle partie du jour ; mais il est sous-entendu qu'individuellement personne de cette catégorie ne doit travailler plus de douze heures dans un jour, à l'exception de certains cas spéciaux et prévus. » Le sixième article de cette loi arrête « que dans le cours de chaque journée il doit être accordé à chaque adolescent dont le temps de travail est limité, une heure et demie au moins pour les repas ».

L'emploi des enfants au-dessus de neuf ans, sauf une exception que nous mentionnerons plus tard, fut interdit : le travail des enfants de neuf à treize ans fut limité à huit heures par jour. Le travail de nuit, c'est-à-dire d'après cette loi, le travail entre 8 h. 1/2 du soir et 5 h. 1/2 du matin, fut interdit pour toute personne entre neuf et dix-huit ans.

Les législateurs étaient si éloignés de vouloir toucher à la liberté du capital dans son exploitation de la force de travail adulte, ou suivant leur manière de parler, à la liberté du travail, qu'ils créèrent un système particulier pour prévenir les conséquences effroyables qu'aurait pu avoir en ce sens le *Factory Act*.

« Le plus grand vice du système des fabriques, tel qu'il est organisé à présent, est-il dit dans le premier rapport du conseil central de la commission du 25 juin 1833, c'est qu'il crée la nécessité de mesurer la journée des enfants à la longueur de celle des adultes. Pour corriger ce vice sans diminuer le travail de ces derniers, ce qui produirait un mal plus grand que celui qu'il s'agit de prévenir, le meilleur plan à suivre semble être d'employer une double série d'enfants. » Sous le nom de système des relais (*system of relays*, ce mot désigne en anglais comme en français le changement des chevaux de poste à différentes stations), ce plan fut donc exécuté, de telle sorte par exemple que de 5 h. 1/2 du matin jusqu'à 1 h. 1/2 de l'après-midi une série d'enfants entre neuf et treize ans fut attelée au travail, et une autre série de 1 h. 1/2 de l'après-midi jusqu'à 8 h. 1/2 du soir et ainsi de suite.

Pour récompenser messieurs les fabricants d'avoir ignoré de la façon la plus insolente toutes les lois promulguées sur le travail des enfants pendant les vingt-deux dernières années, on se crut obligé de leur dorer encore la pilule. Le Parlement arrêta qu'après le 1^{er} mars 1834 aucun enfant au-dessous de onze ans, après le 1^{er} mars 1835 aucun enfant au-dessous de douze ans, et après le 1^{er} mars 1836 aucun enfant au-dessous de treize ans ne devrait travailler plus de huit heures dans une fabrique. Ce « libéralisme » si plein d'égards pour le capital méritait d'autant plus de reconnaissance que le Dr Farre, Sir A. Carlisle, Sir C. Bell, M. Guthrie, etc., en un mot les premiers médecins et chirurgiens de Londres avaient déclaré dans leurs dépositions comme témoins devant la Chambre des communes que tout retard était un danger, *periculum in mora* ! Le docteur Farre s'exprima d'une façon encore plus brutale : « Il faut une législation, s'écria-t-il, pour empêcher que la mort puisse être infligée prématurément sous n'importe quelle forme et celle dont nous parlons (celle à la mode dans les fabriques) doit être assurément regardée comme une des méthodes les plus cruelles de l'infliger^[307]. » Le Parlement « réformé » qui, par

tendresse pour messieurs les fabricants, condamnait pour de longues années encore des enfants au-dessous de treize ans, à 72 heures de travail par semaine dans l'enfer de la fabrique, ce même Parlement, dans l'acte d'émancipation où il versait aussi la liberté goutte à goutte, défendait de prime abord aux planteurs de faire travailler aucun esclave nègre plus de 45 heures par semaine.

Mais le capital parfaitement insensible à toutes ces concessions, commença alors à s'agiter bruyamment et ouvrit une nouvelle campagne qui dura plusieurs années. De quoi s'agissait-il ? De déterminer l'âge des catégories qui sous le nom d'enfants ne devaient travailler que huit heures et étaient de plus obligées à fréquenter l'école. L'anthropologie capitaliste décréta que l'enfance ne devait durer que jusqu'à dix ans, tout au plus jusqu'à onze. Plus s'approchait le terme fixé pour l'entière mise en vigueur de l'acte de fabrique, la fatale année 1836, plus les fabricants faisaient rage. Ils parvinrent en fait à intimider le gouvernement à tel point que celui-ci proposa en 1835 d'abaisser la limite d'âge des enfants de treize à douze. Sur ces entrefaites la pression du dehors (*pressure from without*) devenait de plus en plus menaçante. La Chambre des communes sentit le cœur lui manquer. Elle refusa de jeter plus de huit heures par jour des enfants de treize ans sous la roue du Jagernaut capitaliste, et l'acte de 1833 fut appliqué. Il ne subit aucune modification jusqu'au mois de juin 1844.

Pendant les dix ans qu'il régla, d'abord en partie, puis complètement le travail des fabriques, les rapports officiels des inspecteurs fourmillent de plaintes concernant l'impossibilité de son exécution. Comme la loi de 1833 permettait aux seigneurs du capital de disposer des quinze heures comprises entre 5 h. 1/2 du matin et 8 h. 1/2 du soir, de faire commencer, interrompre ou finir le travail de douze ou de huit heures par tout enfant, et tout adolescent à n'importe quel moment, et même d'assigner aux diverses personnes des heures diverses pour les repas, ces messieurs inventèrent bientôt un « nouveau système de relais » d'après lequel les chevaux de peine au lieu d'être remplacés à des stations fixes étaient attelés toujours de nouveau à des stations nouvelles. Nous ne nous arrêterons pas à contempler la perfection de ce système, parce que nous devons y revenir plus tard. Mais on peut voir du premier coup d'œil qu'il supprimait entièrement la loi de fabrique, n'en respectant ni l'esprit ni la lettre. Comment les inspecteurs auraient-ils pu faire exécuter les articles de la loi concernant le temps de travail et les repas avec cette tenue de livres si complexe pour chaque enfant et chaque adolescent ? Dans un grand nombre de fabriques la même brutalité et le même scandale reprirent leur règne. Dans une entrevue avec le ministre de l'Intérieur (1844) les

inspecteurs de fabrique démontrèrent l'impossibilité de tout contrôle avec le système de relais nouvellement mis en pratique^[308]. Cependant les circonstances s'étaient grandement modifiées. Les ouvriers manufacturiers, surtout depuis 1838, avaient fait du bill des dix heures leur cri de ralliement économique, comme ils avaient fait de la Charte leur cri de ralliement politique. Même des fabricants qui avaient réglé leurs fabriques d'après la loi de 1833, adressèrent au Parlement mémoire sur mémoire pour dénoncer la « concurrence » immorale des « faux frères » auxquels plus d'impudence et des circonstances locales plus favorables permettaient de violer la loi. De plus, en dépit du désir que tout fabricant avait de lâcher bride à sa cupidité native, leur classe recevait comme mot d'ordre de ses directeurs politiques, de changer de manières et de langage à l'égard des ouvriers. Elle avait besoin en effet de leur appui pour triompher dans la campagne qui venait de s'ouvrir pour l'abolition de la loi sur les céréales. On promit donc non seulement de « doubler la ration de pain », mais encore d'appuyer le bill des dix heures, lequel ferait désormais partie du règne millénaire du libre-échange^[309]. Dans ces circonstances il aurait été par trop imprudent de venir combattre une mesure seulement destinée à faire de la loi de 1833 une vérité. Menacés enfin dans leur intérêt le plus sacré, la rente foncière, les aristocrates furieux tonnèrent philanthropiquement contre les « abominables pratiques^[310] » de leurs ennemis bourgeois.

Telle fut l'origine du *Factory Act* additionnel du 7 juin 1844, qui entra en vigueur le 10 septembre de la même année. Il place sous la protection de la loi une nouvelle catégorie de travailleurs, savoir les femmes au-dessus de dix-huit ans. Elles furent mises à tous égards sur un pied d'égalité avec les adolescents ; leur temps de travail fut limité à douze heures, le travail de nuit leur fut interdit, etc. Pour la première fois la législation se vit contrainte de contrôler directement et officiellement le travail de personnes majeures. Dans le rapport de fabrique de 1844-45 il est dit ironiquement : « Jusqu'ici nous n'avons point connaissance que des femmes parvenues à majorité se soient plaintes une seule fois de cette atteinte portée à leurs droits^[311]. » Le travail des enfants au-dessous de treize ans fut réduit à six heures et demie par jour et, dans certains cas, à sept heures^[312].

Pour écarter les abus du « faux système de relais », la loi établit quelques règlements de détail d'une grande importance, entre autres les suivants : « La journée de travail pour enfants et adolescents doit être comptée à partir du moment où, soit un enfant soit un adolescent, commence à travailler le matin dans la fabrique. » De sorte que si A par

exemple commence son travail à 8 h. du matin et B à 10 h., la journée de travail pour B doit finir à la même heure que pour A. « Le commencement de la journée de travail doit être indiqué par une horloge publique, par l'horloge au chemin de fer voisin par exemple, sur lequel la cloche de la fabrique doit se régler. Il faut que le fabricant affiche dans la fabrique un avis imprimé en grosses lettres dans lequel se trouvent fixés le commencement, la fin et les pauses de la journée de travail. Les enfants qui commencent leur travail avant midi ne doivent plus être employés après 1 h. de l'après-midi. La série d'après-midi sera donc composée d'autres enfants que celle du matin. L'heure et demie pour les repas doit être octroyée à tous les travailleurs protégés par la loi aux mêmes périodes du jour, une heure au moins avant 3 h. de l'après-midi. Aucun enfant, ou adolescent ne doit être employé avant 1 h. de l'après-midi plus de cinq heures sans une pause d'une demi-heure au moins pour leur repas. Aucun enfant, adolescent, ou femme, ne doit rester pendant un repas quelconque dans l'atelier de la fabrique, tant qu'il s'y fait n'importe quelle opération, etc. »

On le voit, ces édits minutieux, qui règlent militairement et au son de la cloche la période, les limites et les pauses du travail, ne furent point le produit d'une fantaisie parlementaire. Ils naquirent des circonstances et se développèrent peu à peu comme lois naturelles du mode de production moderne. Il fallut une longue lutte sociale entre les classes avant qu'ils fussent formulés, reconnus officiellement et promulgués au nom de l'État. Une de leurs conséquences les plus immédiates fut que, dans la pratique, la journée de travail des ouvriers mâles adultes se trouva du même coup limitée, parce que dans la plupart des travaux de la grande industrie la coopération d'enfants, d'adolescents et de femmes est indispensable. La journée de travail de douze heures resta donc en vigueur généralement et uniformément pendant la période de 1844-47 dans toutes les fabriques soumises à la législation manufacturière.

Les fabricants ne permirent pas néanmoins ce « progrès », sans qu'il fût compensé par un « recul ». Sur leurs instances la Chambre des communes réduisit de neuf à huit ans l'âge minimum des exploitables, pour assurer au capital « l'approvisionnement additionnel d'enfants de fabrique », qui lui est dû de par Dieu et de par la Loi^[313].

Les années 1846-47 font époque dans l'histoire économique de l'Angleterre. Abrogation de la loi des céréales, abolition des droits d'entrée sur le coton et autres matières premières, proclamation du libre-échange comme guide de la législation commerciale ! En un mot le règne millénaire commençait à poindre. D'autre part c'est dans les mêmes

années que le mouvement chartiste et l'agitation des dix heures atteignirent leur point culminant. Ils trouvèrent des alliés dans les Tories qui ne respiraient que vengeance. Malgré la résistance fanatique de l'armée libre-échangiste parjure, en tête de laquelle marchaient Bright et Cobden, le bill des dix heures, objet de tant de luttes, fut adopté par le Parlement.

La nouvelle loi sur les fabriques du 8 juin 1847 établit qu'au 1^{er} juillet de la même année la journée de travail serait préalablement réduite à onze heures pour « les adolescents » (de treize à dix-huit ans) et pour toutes les ouvrières, mais qu'au 1^{er} mai 1848 aurait lieu la limitation définitive à dix heures. Pour le reste ce n'était qu'un amendement des lois de 1833 et 1844.

Le capital entreprit alors une campagne préliminaire dont le but était d'empêcher la mise en pratique de la loi au 1^{er} mai 1848. C'étaient les travailleurs eux-mêmes qui censés instruits par l'expérience devaient, d'après le plan des maîtres, servir d'auxiliaires pour la destruction de leur propre ouvrage. Le moment était habilement choisi. « On doit se souvenir que par suite de la terrible crise de 1846-47, il régnait une profonde misère, provenant de ce qu'un grand nombre de fabriques avaient raccourci le travail et que d'autres l'avaient complètement suspendu. Beaucoup d'ouvriers se trouvaient dans la gêne et étaient endettés. Il y avait donc toute apparence qu'ils accepteraient volontiers un surcroît de travail pour réparer leurs pertes passées, payer leurs dettes, retirer leurs meubles engagés, remplacer leurs effets vendus, acheter de nouveaux vêtements pour eux mêmes et pour leurs familles, etc.^[314] » Messieurs les fabricants cherchèrent à augmenter l'effet naturel de ces circonstances en abaissant d'une manière générale le salaire de 10%. C'était pour payer la bienvenue de l'ère libre-échangiste. Une seconde baisse de 8 1/3% se fit lors de la réduction de la journée à onze heures et une troisième de 15% quand la journée descendit définitivement à dix heures. Partout où les circonstances le permirent, les salaires furent réduits d'au moins 25%^[315]. Avec des chances si heureuses on commença à semer l'agitation parmi les ouvriers pour l'abrogation de la loi de 1847. Aucun des moyens que peuvent fournir le mensonge, la séduction et la menace ne fut dédaigné ; mais tout fut inutile. On réunit à grand-peine une demi-douzaine de pétitions où des ouvriers durent se plaindre « de l'oppression qu'ils subissaient en vertu de cette loi », mais les pétitionnaires eux-mêmes déclarèrent dans leurs interrogatoires qu'on les avait contraints à donner leurs signatures, « qu'en réalité ils étaient bien opprimés, mais non point par la loi susdite^[316] ». Les fabricants ne réussissant point à faire parler les ouvriers dans leur sens, se mirent eux-mêmes à crier d'autant plus haut dans la presse et dans le

Parlement au nom des ouvriers. Ils dénoncèrent les inspecteurs comme une espèce de commissaires révolutionnaires qui sacrifiaient impitoyablement le malheureux travailleur à leurs fantaisies humanitaires. Cette manœuvre n'eut pas plus de succès que la première. L'inspecteur de fabrique, Leonhard Horner, en personne et accompagné de ses sous-inspecteurs, procéda dans le Lancashire à de nombreux interrogatoires. Environ 70% des ouvriers entendus se déclarèrent pour dix heures, un nombre peu considérable pour onze heures, et enfin une minorité tout à fait insignifiante pour les douze heures anciennes^[317].

Une autre manœuvre à l'amiable consista à faire travailler de douze à quinze heures les ouvriers mâles adultes et à proclamer ce fait comme la véritable expression des désirs du cœur des prolétaires. Mais « l'impitoyable » Leonhard Horner revint de nouveau à la charge. La plupart de ceux qui travaillaient plus que le temps légal déclarèrent « qu'ils préféreraient de beaucoup travailler dix heures pour un moindre salaire, mais qu'ils n'avaient pas le choix ; un si grand nombre d'entre eux se trouvaient sans travail ; tant de fileurs étaient forcés de travailler comme simples rattachés (piecers), que s'ils se refusaient à la prolongation du temps de travail, d'autres prendraient aussitôt leur place, de sorte que la question pour eux se formulait ainsi : ou travailler plus longtemps ou rester sur le pavé^[318]. »

Le ballon d'essai du capital creva et la loi de dix heures entra en vigueur le 1^{er} mai 1848. Mais la défaite du parti chartiste dont les chefs furent emprisonnés et l'organisation détruite, venait d'ébranler la confiance de la classe ouvrière anglaise en sa force. Bientôt après, l'insurrection de Juin à Paris, noyée dans le sang, réunit sous le même drapeau, en Angleterre comme sur le continent, toutes les fractions des classes régnautes — propriétaires fonciers et capitalistes, loups de bourse et rats de boutique, protectionnistes et libre-échangistes, gouvernement et opposition, calotins et esprits forts, jeunes catins et vieilles nonnes, — et leur cri de guerre fut : sauvons la caisse, la propriété, la religion, la famille et la société. La classe ouvrière, déclarée criminelle, fut frappée d'interdiction et placée sous « la loi des suspects ». Messieurs les fabricants n'eurent plus dès lors besoin de se gêner. Ils se déclarèrent en révolte ouverte, non seulement contre la loi des dix heures, mais encore contre toute la législation qui depuis 1833 cherchait à refréner dans une certaine mesure la « libre » exploitation de la force de travail. Ce fut une rébellion esclavagiste (*Proslavery Rebellion*) en miniature, poursuivie pendant plus de deux ans avec l'effronterie la plus cynique, la persévérance la plus féroce et le terrorisme le plus implacable, à d'autant meilleur compte que le capitaliste révolté ne risquait que la peau

de ses ouvriers.

Pour comprendre ce qui suit, il faut se souvenir que les lois de 1833, 1844 et 1847 sur le travail dans les fabriques, étaient toutes trois en vigueur, en tant du moins que l'une n'amendait pas l'autre ; qu'aucune ne limitait la journée de travail de l'ouvrier mâle âgé de plus de dix-huit ans, et que depuis 1833 la période de quinze heures, entre 5 h. 1/2 du matin et 8 h. 1/2 du soir, était restée le « jour » légal dans les limites duquel le travail des adolescents et des femmes, d'abord de douze heures, plus tard de dix, devait s'exécuter dans les conditions prescrites.

Les fabricants commencèrent par congédier çà et là une partie et parfois la moitié des adolescents et des ouvrières employés par eux ; puis ils rétablirent en revanche parmi les ouvriers adultes le travail de nuit presque tombé en désuétude. « La loi des dix heures, s'écrièrent-ils, ne nous laisse pas d'autre alternative^[319]. »

Leur seconde agression eut pour objet les intervalles légaux prescrits pour les repas. Écoutons les inspecteurs : « Depuis la limitation des heures de travail à dix, les fabricants soutiennent, bien que dans la pratique ils ne poussent pas leur manière de voir à ses dernières conséquences, que s'ils font travailler, par exemple, de 9 h. du matin à 7 h. du soir, ils satisfont aux prescriptions de la loi en donnant une heure et demie pour les repas de la façon suivante : une heure le matin avant 9 h. et une demi-heure le soir après 7 h. Dans certains cas ils accordent maintenant une demi-heure pour le dîner, mais ils prétendent en même temps que rien ne les oblige à accorder une partie quelconque de l'heure et demie légale dans le cours de la journée de travail de dix heures^[320]. » Messieurs les fabricants soutenaient donc que les articles de la loi de 1844, qui règlent si minutieusement les heures de repas, donnaient tout simplement aux ouvriers la permission de manger et de boire avant leur entrée dans la fabrique et après leur sortie, c'est-à-dire de prendre leurs repas chez eux. Pourquoi, en effet, les ouvriers ne dîneraient-ils pas avant 9 h. du matin ? Les juristes de la couronne décidèrent pourtant que, le temps prescrit pour les repas devait être accordé pendant la journée de travail réelle, par intervalles, et qu'il était illégal de faire travailler sans interruption dix heures entières, de 9 h. du matin à 7 h. du soir^[321].

Après ces aimables démonstrations, le capital préluda à sa révolte par une démarche qui était conforme à la loi de 1844 et par conséquent légale. La loi de 1844 défendait bien, passé 1 heure de l'après-midi, d'employer de nouveau les enfants de huit à treize ans qui avaient été occupés avant midi ; mais elle ne réglait en aucune manière les six heures et demie de travail des enfants qui se mettaient à l'ouvrage à midi ou plus tard. Des

enfants de huit ans pouvaient donc, à partir de midi, être employés jusqu'à 1 h., puis de 2 h. à 4 h. et enfin de 5 h. à 8 h 1/2, en tout six heures et demie, conformément à la loi ! Mieux encore. Pour faire coïncider leur travail avec celui des ouvriers adultes jusqu'à 8 h. 1/2 du soir, il suffisait aux fabricants de ne leur donner aucun ouvrage avant 2 h. de l'après-midi, et de les retenir ensuite, sans interruption dans la fabrique jusqu'à 8 h. 1/2. « Aujourd'hui, l'on avoue expressément, que par suite de la cupidité des fabricants et de leur envie de tenir leurs machines en haleine pendant plus de dix heures, la pratique s'est glissée en Angleterre de faire travailler jusqu'à 8 h 30 du soir des enfants des deux sexes, de huit à treize ans, seuls avec les hommes, après le départ des adolescents et des femmes^[322]. » Ouvriers et inspecteurs protestèrent au nom de la morale et de l'hygiène. Mais le capital pense comme Shylock : « Que le poids de mes actes retombe sur ma tête ! Je veux mon droit, l'exécution de mon bail et tout ce qu'il a stipulé. »

En réalité, d'après les chiffres produits devant la Chambre des communes le 26 juillet 1850, et malgré toutes les protestations, il y avait le 15 juillet 1850, trois mille sept cent quarante-deux enfants dans deux cent soixante-quinze fabriques soumis à cette « pratique » nouvelle^[323]. Ce n'était pas encore assez ! L'œil de lynx du capital découvrit que la loi de 1844 défendait bien, il est vrai, de faire travailler plus de cinq heures avant midi sans une pause d'au moins trente minutes pour se restaurer, mais aussi qu'il ne prescrivait rien de pareil pour le travail postérieur. Il demanda donc et obtint la jouissance non seulement de faire trimer de 2 à 9 h. du soir, sans relâche, des enfants de huit ans, mais encore de les faire jeûner et de les affamer.

« C'est la chair qu'il me faut, disait Shylock ; ainsi le porte le billet^[324]. »

Cette façon de s'accrocher à la lettre de la loi, en tant qu'elle règle le travail des enfants, n'avait pour but que de préparer la révolte ouverte contre la même loi, en tant qu'elle règle le travail des adolescents et des femmes. On se souvient que l'objet principal de cette loi était l'abolition du faux système de relais. Les fabricants commencèrent leur révolte en déclarant tout simplement que les articles de la loi de 1844 qui défendent d'employer *ad libitum* les adolescents et les femmes en leur faisant suspendre et reprendre leur travail à n'importe quel moment de la journée, n'étaient qu'une bagatelle comparativement tant que le temps de travail demeurait fixé, à douze heures, mais que depuis la loi des dix heures il ne fallait plus parler de s'y soumettre^[325]. Ils firent donc entendre aux inspecteurs avec le plus grand sang-froid qu'ils sauraient se placer

au-dessus de la lettre de la loi et rétabliraient l'ancien système de leur propre autorité^[326]. Ils agissaient ainsi, du reste, dans l'intérêt même des ouvriers mal conseillés, « pour pouvoir leur payer des salaires plus élevés ». « C'était en outre le seul et unique moyen de conserver, avec la loi des dix heures, la suprématie industrielle de la Grande Bretagne^[327]. » « Possible que la pratique du système des relais rende quelque peu difficile la découverte des infractions à la loi ; mais quoi ? (What of that ?) Le grand intérêt manufacturier du pays doit-il être traité par-dessous la jambe, pour épargner un peu de peine (some little trouble) aux inspecteurs de fabrique et aux sous-inspecteurs^[328] ? »

Toutes ces balivernes ne produisirent naturellement aucun effet. Les inspecteurs des fabriques procédèrent juridiquement. Mais bientôt le ministre de l'Intérieur, Sir George Grey, fut tellement bombardé de pétitions des fabricants, que dans une circulaire du 5 août 1848, il recommanda aux inspecteurs « de ne point intervenir pour violation de la lettre de la loi, tant qu'il ne serait pas prouvé suffisamment qu'on avait abusé du système des relais pour faire travailler des femmes et des adolescents plus de dix heures ». Aussitôt l'inspecteur de fabrique, J. Stuart, autorisa le susdit système dans toute l'Écosse, où il refleurit de plus belle. Les inspecteurs anglais, au contraire, déclarèrent que le ministre ne possédait aucun pouvoir dictatorial qui lui permît de suspendre les lois et continuèrent à poursuivre juridiquement les rebelles.

Mais à quoi bon traîner les capitalistes à la barre de la justice, puisque les *county magistrates*^[329], prononcent l'acquittement ? Dans ces tribunaux, messieurs les fabricants siégeaient comme juges de leur propre cause. Un exemple : un certain Eskrigge, filateur, de la raison sociale Kershaw, Leese et Cie, avait soumis à l'inspecteur de son district le plan d'un système de relais destiné à sa fabrique. Éconduit avec un refus, il se tint d'abord coi. Quelques mois plus tard un individu nommé Robinson, filateur de coton également, et dont le susdit Eskrigge était le parent, sinon le Vendredi, comparait devant le tribunal du bourg de Stockport, pour avoir mis à exécution un plan de relais ne différant en rien de celui qu'Eskrigge avait inventé. Quatre juges siégeaient, dont trois filateurs de coton, à la tête desquels l'inventif Eskrigge. Eskrigge acquitta Robinson, puis fut d'avis que ce qui était juste pour Robinson était équitable pour Eskrigge. S'appuyant donc sur son propre arrêt, il établit immédiatement le système dans sa propre fabrique^[330]. La composition de ce tribunal était déjà assurément une violation flagrante de la loi^[331]. « Ce genre de farces juridiques », s'écrie l'inspecteur Howell, « exige qu'on y mette bon ordre... Ou bien accommodez la loi à ces sortes de jugements, ou bien

confiez-la à un tribunal moins sujet à faillir et qui sache mettre ses décisions en accord avec elle... Dans tous les cas semblables, combien ne désire-t-on pas un juge payé^[332] ! »

Les juristes de la couronne déclarèrent absurde l'interprétation donnée par les fabricants à la loi de 1844, mais les sauveurs de la société ne s'émurent pas pour si peu. « Après avoir essayé en vain, rapporte Leonhard Horner, de faire exécuter la loi, au moyen de dix poursuites dans sept circonscriptions judiciaires différentes, et n'avoir été soutenu qu'en un seul cas par les magistrats, je regarde toute poursuite pour entorse donnée à la loi comme désormais inutile. La partie de la loi qui a été rédigée pour créer l'uniformité dans les heures de travail, n'existe plus dans le Lancashire. D'autre part mes sous-agents et moi, nous ne possédons aucun moyen de nous assurer que les fabriques, où règne le système des relais, n'occupent pas les adolescents et les femmes au-delà de dix heures. Depuis la fin d'avril 1849, il y a déjà dans mon district 118 fabriques qui travaillent d'après cette méthode et leur nombre augmente tous les jours rapidement. En général elles travaillent maintenant 13 h. 1/2, de 6 h. du matin à 7 h. 1/2 du soir ; dans quelques cas 15 heures, de 5 h. 1/2 du matin à 8 h. 1/2 du soir^[333]. » En décembre 1848, Leonhard Horner possédait déjà une liste de soixante-cinq fabricants et de vingt-neuf surveillants de fabrique qui déclaraient tous d'une voix, qu'avec le système des relais en usage, aucun système d'inspection ne pouvait empêcher le travail extra d'avoir lieu sur la plus grande échelle^[334]. Les mêmes enfants et les mêmes adolescents étaient transférés (shifted) tantôt de la salle à filer dans la salle à tisser, tantôt d'une fabrique dans une autre^[335]. Comment contrôler un système « qui abuse du mot relais pour mêler les « bras » comme des cartes les unes avec les autres en mille combinaisons diverses et pour varier chaque jour les heures de travail et de répit à tel point pour les différents individus, qu'un seul et même assortiment de « bras » complet ne travaille jamais à la même place et dans le même temps^[336] ! »

Indépendamment de l'excès de travail qu'il créait, ce susdit système de relais était un produit de la fantaisie capitaliste, tel que Fourier n'a pu le dépasser dans ses esquisses les plus humoristiques « des courtes séances » ; mais il faut dire que le système remplaçait l'attraction du travail par l'attraction du capital. Il suffit, pour s'en assurer, de jeter un coup d'œil sur les cadres fournis par les fabricants, sur cette organisation que la presse honnête et modérée exaltait comme un modèle « de ce qu'un degré raisonnable de soin et de méthode peut accomplir » (what a reasonable degree of care and method can accomplish). Le personnel des travailleurs était divisé parfois en 12 et 14 catégories, dont les parties

constitutives subissaient de nouveau des modifications continues. Pendant la période de 15 heures formant la journée de fabrique, le capital appelait l'ouvrier, maintenant pour 30 minutes, puis pour une heure, et le renvoyait ensuite pour le rappeler de nouveau et le renvoyer encore, le ballottant de côté et d'autre par lambeaux de temps disséminés, sans jamais le perdre de l'œil ni de la main jusqu'à ce que le travail de dix heures fût accompli. Comme sur un théâtre les mêmes comparses avaient à paraître tour à tour dans les différentes scènes des différents actes. Mais de même qu'un acteur pendant toute la durée du drame appartient à la scène, de même les ouvriers appartenaient à la fabrique pendant quinze heures, sans compter le temps d'aller et de retour. Les heures de répit se transformaient ainsi en heures d'oisiveté forcée qui entraînaient le jeune ouvrier au cabaret et la jeune ouvrière au bordel. Chaque fois que le capitaliste inventait quelque chose de neuf — ce qui avait lieu tous les jours — pour tenir ses machines en haleine pendant douze ou quinze heures, sans augmenter son personnel, le travailleur était obligé, tantôt de perdre son temps, tantôt d'en profiter à la hâte pour avaler son repas. Lors de l'agitation des dix heures, les fabricants criaient partout que si la canaille ouvrière faisait des pétitions, c'était dans l'espoir d'obtenir un salaire de douze heures pour un travail de dix. Ils avaient maintenant retourné la médaille ; ils payaient un salaire de dix heures pour une exploitation de douze et quinze heures^[337] ! Voilà comment la loi des dix heures était interprétée par les fabricants ! C'étaient cependant les mêmes hommes, les mêmes libre-échangistes confits d'onction, suant par tous les pores l'amour de l'humanité, qui pendant dix ans, tant que dura l'agitation contre la loi des céréales, ne se lassaient pas de démontrer aux ouvriers, par sous et liards, que dix heures de leur travail quotidien suffiraient amplement pour enrichir les capitalistes, si un nouvel essor était donné à l'industrie anglaise par la libre importation des grains^[338].

La révolte du capital, après avoir duré deux années, fut enfin couronnée par l'arrêt d'une des quatre hautes cours d'Angleterre, *la cour de l'Échiquier*. À propos d'un cas qui lui fut présenté le 8 février 1850, cette cour décida que les fabricants agissaient, il est vrai, contre le sens de la loi de 1844, mais que cette loi elle-même contenait certains mots qui la rendaient absurde. « Par suite de cette décision la loi des dix heures fut en réalité abolie^[339]. » Une foule de fabricants qui jusqu'alors n'avaient pas osé employer le système des relais pour les adolescents et les ouvrières, y allèrent désormais des deux mains à la fois^[340].

Mais ce triomphe du capital en apparence définitif fut aussitôt suivi d'une réaction. Les travailleurs avaient opposé jusqu'alors une résistance

passive, quoique indomptable et sans cesse renaissante. Ils se mirent maintenant à protester dans le Lancashire et le Yorkshire, par des meetings de plus en plus menaçants. « La prétendue loi des dix heures, s'écriaient-ils, n'aurait donc été qu'une mauvaise farce, une duperie parlementaire, et n'aurait jamais existé ? » Les inspecteurs de fabrique avertirent avec instances le gouvernement que l'antagonisme des classes était monté à un degré incroyable. Des fabricants eux-mêmes se mirent à murmurer. Ils se plaignirent de ce que « grâce aux décisions contradictoires des magistrats il régnait une véritable anarchie. Telle loi était en vigueur dans le Yorkshire, telle autre dans le Lancashire, telle autre dans une paroisse de ce dernier comté, telle autre enfin dans le voisinage immédiat. Si les fabricants des grandes villes pouvaient éluder la loi, il n'en était pas de même des autres qui ne trouvaient point le personnel nécessaire pour le système de relais et encore moins pour le ballottage des ouvriers d'une fabrique dans une autre, et ainsi de suite. » Or le premier droit du capital n'est-il pas *l'égalité dans l'exploitation de la force du travail* ?

Ces diverses circonstances amenèrent un compromis entre fabricants et ouvriers, lequel fut scellé parlementairement par la loi additionnelle sur les fabriques, le 5 août 1850. La journée de travail fut élevée de 10 heures à 10 heures et demie dans les cinq premiers jours de la semaine et restreinte à 7 heures et demie le samedi pour « les adolescents et les femmes ». Le travail doit avoir lieu de 6 h. du matin à 6 h. du soir^[341], avec des pauses d'une heure et demie pour les repas, lesquelles doivent être accordées en même temps, conformément aux prescriptions de 1844, etc. Le système des relais fut ainsi aboli une fois pour toutes^[342]. Pour ce qui est du travail des enfants, la loi de 1844 resta en vigueur.

Une autre catégorie de fabricants s'assura cette fois comme précédemment, des privilèges seigneuriaux sur les enfants des prolétaires. Ce furent les fabricants de soie. En 1833 ils avaient hurlé comminatoirement que « si on leur ôtait la liberté d'exténuer pendant dix heures par jour des enfants de tout âge, c'était arrêter leur fabrique (if the liberty of working children of any age for 10 hours a day was taken away, it would stop their works) ; qu'il leur était impossible d'acheter un nombre suffisant d'enfants au-dessus de treize ans », et ils avaient ainsi extorqué le privilège désiré. Des recherches ultérieures démontrèrent que ce prétexte était un pur mensonge^[343], ce qui ne les empêcha pas, dix années durant, de filer de la soie chaque jour pendant dix heures avec le sang d'enfants si petits qu'on était obligé de les mettre sur de hautes chaises pendant toute la durée de leur travail. La loi de 1844 les « dépouilla » bien, à vrai dire, de la

« liberté » de faire travailler plus de six heures et demie des enfants au-dessous de onze ans, mais leur assura en retour le privilège d'employer pendant dix heures des enfants entre onze et treize ans, et de défendre à leurs victimes de fréquenter l'école obligatoire pour les enfants des autres fabriques. Cette fois le prétexte était que : « la délicatesse du tissu exigeait une légèreté de toucher qu'ils ne pouvaient acquérir qu'en entrant de bonne heure dans la fabrique^[344]. » Pour la finesse des tissus de soie les enfants furent immolés en masse, comme les bêtes à cornes le sont dans le sud de la Russie pour leur peau et leur graisse. Le privilège accordé en 1844 fut enfin limité en 1850 aux ateliers de dévidage de soie ; mais ici, pour dédommager la cupidité de sa « liberté » ravie, le temps de travail des enfants de onze à treize ans fut élevé de dix heures à dix heures et demie. Sous quel nouveau prétexte ? « Parce que le travail est beaucoup plus facile dans les manufactures de soie que dans les autres et de beaucoup moins nuisible à la santé^[345]. » Une enquête médicale officielle prouva ensuite que bien au contraire : « le chiffre moyen de mortalité, dans les districts où se fabrique la soie, est exceptionnellement élevé et dépasse même, pour la partie féminine de la population, celui des districts cotonniers du Lancashire^[346]. » Malgré les protestations des inspecteurs renouvelées tous les six mois le même privilège dure encore^[347].

La loi de 1850 ne convertit que pour « les adolescents et les femmes » la période de quinze heures, de 5 h. 1/2 du matin à 8 h. 1/2 du soir, en une période de douze heures, de 6 h. du matin à 6 h. du soir. Elle n'améliora en rien la condition des enfants qui pouvaient toujours être employés une demi-heure avant le commencement et deux heures et demie après la fin de cette période, bien que la durée totale de leur travail ne dût pas dépasser 6 heures et demie. Pendant la discussion de la loi les inspecteurs de fabrique présentaient au Parlement une statistique des abus infâmes auxquels donnait lieu cette anomalie. Mais tout fut inutile. L'intention secrète cachée au fond de ces manœuvres était, en mettant en jeu les enfants, de faire remonter à quinze heures pendant les années de prospérité, la journée de travail des ouvriers adultes. L'expérience des trois années suivantes fit voir qu'une semblable tentative échouerait contre la résistance de ces derniers^[348]. La loi de 1850 fut donc complétée en 1853 par la défense « d'employer les enfants le matin avant et le soir après les adolescents et les femmes ». À partir de ce moment, la loi de 1850 régla, à peu d'exceptions près, la journée de travail de tous les ouvriers dans les branches d'industrie qui lui étaient soumises^[349]. Depuis la publication du premier *Factory Act* il s'était écoulé un demi-siècle^[350].

La législation manufacturière sortit pour la première fois de sa sphère

primitive par le *Printwork's act* de 1845 (loi concernant les fabriques de cotons imprimés). Le déplaisir avec lequel le capital accepta cette nouvelle « extravagance » perce à chaque ligne de la loi ! Elle restreint la journée de travail pour enfants et pour femmes, à seize heures comprises entre 6 h. du matin et 10 h. du soir sans aucune interruption légale pour les repas. Elle permet de faire travailler les ouvriers mâles, au-dessus de treize ans, tout le jour et toute la nuit à volonté^[351]. C'est un avortement parlementaire^[352].

Néanmoins, par la victoire dans les grandes branches d'industrie, qui sont la création propre du mode de production moderne, le principe avait définitivement triomphé. Leur développement merveilleux de 1853 à 1860 marchant de pair avec la renaissance physique et morale des travailleurs, frappa les yeux des moins clairvoyants. Les fabricants eux-mêmes, auxquels la limitation légale et les règlements de la journée de travail avaient été arrachés lambeaux par lambeaux par une guerre civile d'un demi-siècle, firent ressortir avec ostentation le contraste qui existait entre les branches d'exploitation encore « libres » et les établissements soumis à la loi^[353]. Les pharisiens de « l'économie politique » se mirent à proclamer que la découverte nouvelle et caractéristique de leur « science » était d'avoir reconnu la nécessité d'une limitation légale de la journée de travail^[354]. On comprend facilement que lorsque les magnats de l'industrie se furent soumis à ce qu'ils ne pouvaient empêcher et se furent même réconciliés avec les résultats acquis, la force de résistance du capital faiblit graduellement, tandis que la force d'attaque de la classe ouvrière grandit avec le nombre de ses alliés dans les couches de la société qui n'avaient dans la lutte aucun intérêt immédiat. De là, comparativement, des progrès rapides depuis 1850.

Les teintureries et les blanchisseries^[355] furent soumises en 1860, les fabriques de dentelles et les bonetiers en 1861, à la loi sur les fabriques de 1850. À la suite du premier rapport de la « Commission des enfants », les manufactures de toute espèce d'articles d'argile (non pas seulement les poteries) partagèrent le même sort, ainsi que les fabriques d'allumettes chimiques, de capsules, de cartouches, de tapis, et un grand nombre de procédés industriels compris sous le nom de « finishing », (dernier apprêt). En 1863, les blanchisseries en plein air^[356] et les boulangeries furent soumises également à deux lois particulières, dont la première défend le travail de nuit (de 8 h. du soir à 6 h. du matin) pour enfants, femmes et adolescents, et la seconde l'emploi de garçons boulangers au-dessous de dix-huit ans, entre 9 h. du soir et 5 h. du matin. Nous reviendrons plus tard sur les propositions ultérieures de la même commission, qui, à l'exception de l'agriculture, des mines et des transports, menacent de priver de leur

« liberté » toutes les branches importantes de l'industrie anglaise^[357].

VII

La lutte pour la journée de travail normale. Contrecoup de la législation anglaise sur les autres pays

Le lecteur se souvient que l'objet spécial, le but réel de la production capitaliste, c'est la production d'une plus-value ou l'extorsion de travail extra, abstraction faite de tout changement dans le mode de production, provenant de la subordination du travail au capital. Il se souvient qu'au point de vue développé jusqu'ici, il n'y a que le travailleur indépendant, légalement émancipé, qui, en qualité de possesseur de marchandise, puisse passer contrat avec le capitaliste. Si dans notre esquisse historique nous avons donné un rôle important d'une part à l'industrie moderne, d'autre part au travail d'enfants et de personnes mineures physiquement et juridiquement, cette industrie n'était cependant pour nous qu'une sphère particulière, et ce travail qu'un exemple particulier de l'exploitation du travail. Cependant, sans empiéter sur les développements qui viendront plus tard, voici ce qui résulte du simple exposé des faits :

Premièrement, le penchant du capital à prolonger la journée de travail sans trêve ni merci, trouve d'abord à se satisfaire dans les industries révolutionnées par l'eau, la vapeur et la mécanique, dans les premières créations du mode de production moderne, telles que les filatures de coton, de laine, de lin et de soie. Les changements du mode matériel de production et les changements correspondants dans les rapports sociaux de production^[358] sont la première cause de cette transgression démesurée qui réclame ensuite, pour lui faire équilibre, l'intervention sociale, laquelle, à son tour, limite et règle uniformément la journée de travail avec ses temps de repos légaux. Cette intervention ne se présente donc, pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, que comme législation exceptionnelle^[359]. À peine avait-elle conquis ce terrain primitif du mode de production nouveau, il se trouva, sur ces entrefaites, que non seulement beaucoup d'autres branches de production étaient entrées dans le régime de fabrique proprement dit, mais encore que des manufactures avec un genre d'exploitation plus ou moins suranné, telles que les verreries, les poteries, etc., des métiers de vieille roche, tels que la boulangerie, et enfin même les travaux à l'établi disséminés çà et là, tels que celui du cloutier^[360], étaient tombés dans le domaine de l'exploitation capitaliste, tout aussi bien que la fabrique elle-même. La législation fut donc forcée d'effacer peu à peu son caractère exceptionnel, ou de procéder, comme en

Angleterre, suivant la casuistique romaine, déclarant, d'après sa convenance, que n'importe quelle maison où l'on travaille est une fabrique (factory^[361]).

Secondement : l'histoire de la réglementation de la journée de travail dans quelques branches de la production, et, dans les autres branches, la lutte qui dure encore au sujet de cette réglementation, démontrent jusqu'à l'évidence que le travailleur isolé, le travailleur, en tant que vendeur « libre » de sa force de travail, succombe sans résistance possible, dès que la production capitaliste a atteint un certain degré. La création d'une journée de travail normale est par conséquent le résultat d'une guerre civile longue, opiniâtre et plus ou moins dissimulée entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. La lutte ayant commencé dans le domaine de l'industrie moderne, elle devait par conséquent être déclarée d'abord dans la patrie même de cette industrie, l'Angleterre^[362]. Les ouvriers manufacturiers anglais furent les premiers champions de la classe ouvrière moderne et leurs théoriciens furent les premiers qui attaquèrent la théorie du capital^[363]. Aussi le philosophe manufacturier, le docteur Ure, déclare-t-il que c'est pour la classe ouvrière anglaise une honte ineffaçable d'avoir inscrit sur ses drapeaux « l'esclavage des lois de fabrique », tandis que le capital combattait virilement pour « la liberté pleine et entière du travail^[364]. »

La France marche à pas lents sur les traces de l'Angleterre. Il lui faut la révolution de Février (1848) pour enfanter la loi des douze heures^[365], bien plus défectueuse que son original anglais. Toutefois la méthode révolutionnaire française a aussi ses avantages particuliers. Elle dicte du même coup à tous les ateliers et à toutes les fabriques, sans distinction, une même limite de la journée de travail, tandis que la législation anglaise, cédant malgré elle à la pression des circonstances, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, prend toujours le meilleur chemin pour faire éclore toute une nichée de difficultés juridiques^[366]. D'autre part, la loi française proclame, au nom des principes, ce qui n'est conquis en Angleterre qu'au nom des enfants, des mineurs et des femmes, et n'a été réclamé que depuis peu de temps à titre de droit universel^[367].

Dans les États-Unis du nord de l'Amérique, toute velléité d'indépendance de la part des ouvriers est restée paralysée aussi longtemps que l'esclavage souillait une partie du sol de la République. Le travail sous peau blanche ne peut s'émanciper là où le travail sous peau noire est stigmatisé et flétri. Mais la mort de l'esclavage fit éclore immédiatement une vie nouvelle. Le premier fruit de la guerre fut l'agitation des huit heures, qui courut, avec les bottes de sept lieues de la locomotive, de

l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, depuis la Nouvelle-Angleterre jusqu'en Californie. Le congrès général des ouvriers à Baltimore (16 août 1866) fit la déclaration suivante : « Le premier et le plus grand besoin du présent, pour délivrer le travail de ce pays de l'esclavage capitaliste, est la promulgation d'une loi d'après laquelle la journée de travail doit se composer de huit heures dans tous les États de l'Union américaine. Nous sommes décidés à mettre en œuvre toutes nos forces jusqu'à ce que ce glorieux résultat soit atteint^[368]. » En même temps (au commencement de septembre 1866) le congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, à Genève, sur la proposition du Conseil général de Londres, prenait une décision semblable : « Nous déclarons que la limitation de la journée de travail est la condition préalable sans laquelle tous les efforts en vue de l'émancipation doivent échouer. Nous proposons 8 heures pour limite légale de la journée de travail. »

C'est ainsi que le mouvement de la classe ouvrière, né spontanément des deux côtés de l'Atlantique, des rapports mêmes de la production, sanctionne les paroles de l'inspecteur de fabrique anglais R. J. Saunders : « Il est impossible de faire un pas vers la réforme de la société, avec quelque espoir de réussite, si la journée de travail n'est pas d'abord limitée, et si la limitation prescrite n'est pas strictement et obligatoirement observée^[369]. »

Notre travailleur, il faut l'avouer, sort de la serre chaude de la production autrement qu'il n'y est entré. Il s'était présenté sur le marché comme possesseur de la marchandise « force de travail », vis-à-vis de possesseurs d'autres marchandises, marchand en face de marchand. Le contrat par lequel il vendait sa force de travail semblait résulter d'un accord entre deux volontés libres, celle du vendeur et celle de l'acheteur. L'affaire une fois conclue, il se découvre qu'il n'était point « un agent libre » ; que le temps pour lequel il lui est permis de vendre sa force de travail est le temps pour lequel il est forcé de la vendre^[370], et qu'en réalité le vampire qui le suce ne le lâche point tant qu'il lui reste un muscle, un nerf, une goutte de sang à exploiter^[371]. Pour se défendre contre « le serpent de leurs tourments^[372], » il faut que les ouvriers ne fassent plus qu'une tête et qu'un cœur ; que par un grand effort collectif, par une pression de classe, ils dressent une barrière infranchissable, un obstacle social qui leur interdise de se vendre au capital par « contrat libre », eux et leur progéniture, jusqu'à l'esclavage et la mort^[373].

Le pompeux catalogue des « droits de l'homme » est ainsi remplacé par une modeste « grande charte » qui détermine légalement la journée de travail et « indique enfin clairement quand finit le temps que vend le

travailleur, et quand commence le temps qui lui appartient^[374]. » *Quantum mutatus ab illo !*

CHAPITRE XI

TAUX ET MASSE DE LA PLUS-VALUE

Dans ce chapitre, comme dans les précédents, la valeur journalière de la force de travail, et par conséquent la partie de la journée où l'ouvrier ne fait que reproduire ou maintenir cette force, sont censées être des grandeurs constantes.

Posons que la valeur journalière d'une force de travail moyenne soit de 3 sh. ou 1 écu, et qu'il faut six heures par jour pour la reproduire. Pour acheter une telle force, le capitaliste doit donc avancer un écu. Combien de plus-value lui rapportera cet écu ? Cela dépend du *taux de la plus-value*. S'il est de 50%, la plus-value sera un demi-écu, représentant trois heures de surtravail ; s'il est de 100%, elle montera à un écu représentant six heures de surtravail. Le *taux de la plus-value* détermine donc la *somme de plus-value* produite par un ouvrier individuel, la valeur de sa force étant donnée.

Le capital variable est l'expression monétaire de la valeur de toutes les forces de travail que le capitaliste emploie à la fois. Sa valeur égale la valeur moyenne d'une force de travail multipliée par le nombre de ces forces individuelles ; la grandeur du capital variable est donc proportionnelle au nombre des ouvriers employés. Il se monte à 100 écus par jour, si le capitaliste exploite quotidiennement 100 forces, à n écus, s'il exploite n forces.

De même, si un écu, le prix d'une force de travail, produit une plus-value quotidienne d'un écu, un capital variable de 100 écus, produira une plus-value de 100 écus, un capital de n écus une plus-value de 1 écu $\times n$. La somme de plus-value produite par un capital variable est donc déterminée, par le nombre des ouvriers qu'il paye, multipliée par la somme de plus-value que rapporte par jour l'ouvrier individuel ; et cette somme, étant connue la valeur de la force individuelle, dépend du taux de la plus-value, en d'autres termes, du rapport du surtravail de l'ouvrier à son travail nécessaire^[375]. Nous obtenons donc cette loi : la somme de la plus-value produite par un capital variable, est égale à la valeur de ce capital avancé, multipliée par le taux de la plus-value, ou bien, elle est égale à la valeur

d'une force de travail, multipliée par le degré de son exploitation, multipliée par le nombre des forces, employées conjointement.

Ainsi, si nous nommons la somme de plus-value P , la plus-value quotidiennement produite par l'ouvrier individuel p , le capital variable avancé pour le paiement d'un ouvrier v , la valeur totale du capital variable V , la valeur d'une force moyenne de travail f , son degré d'exploitation

$\frac{f(\text{surtravail})}{f(\text{travail nécessaire})}$

et le nombre des ouvriers employés n , nous aurons :

$$P \begin{cases} = \frac{p}{v} \times V. \\ = f \times \frac{t'}{t} \times n \end{cases}$$

Or, un produit ne change pas de grandeur numérique, quand celle de ses facteurs change simultanément et en raison inverse.

Dans la production d'une masse déterminée de plus-value, le décroissement de l'un de ses facteurs peut donc être compensé par l'accroissement de l'autre.

Ainsi, une diminution du taux de la plus-value n'en affecte pas la masse produite, si le capital variable ou le nombre des ouvriers employés croissent proportionnellement.

Un capital variable de 100 écus, qui exploite 100 ouvriers au taux de 100%, produit 100 écus de plus-value. Diminuez de moitié le taux de la plus-value, et sa somme reste la même, si vous doublez en même temps le capital variable.

Par contre : la somme de plus-value reste la même quand le capital variable diminue, tandis que le taux de la plus-value augmente en proportion inverse. Supposez que le capitaliste paie quotidiennement 100 écus à 100 ouvriers, dont le temps de travail nécessaire s'élève à six heures et le surtravail à trois heures. Le capital avancé de 100 écus se fait valoir au taux de 50%, et produit une plus-value de 50 écus ou de 100×3 heures de travail = 300 heures. Si le capitaliste réduit maintenant ses avances de moitié, de 100 à 50 écus, ou n'embauche plus que 50 ouvriers ; s'il réussit en même temps à doubler le taux de la plus-value, ou, ce qui revient au même, à prolonger le surtravail de trois à six heures, il gagnera toujours la même somme, car $50 \text{ écus} \times (100/100) = 100 \text{ écus} \times (50/100) = 50 \text{ écus}$. Calculant par heures de travail, on obtient : $50 \text{ forces de travail} \times 6 \text{ heures} = 100 \text{ forces de travail} \times 3 \text{ heures} = 300 \text{ heures}$.

Une diminution du capital variable peut donc être compensée par une élévation proportionnelle du taux de la plus-value ou bien une diminution des ouvriers employés, par une prolongation proportionnelle de leur journée de travail. Jusqu'à un certain point, la quantité de travail

exploitable par le capital devient ainsi indépendante du nombre des ouvriers^[376].

Cependant, cette sorte de compensation rencontre une limite infranchissable. Le jour naturel de 24 heures est toujours plus grand que la journée moyenne de travail ; celle-ci ne peut donc jamais rendre une valeur quotidienne de 4 écus, si l'ouvrier moyen produit la valeur de 1/6 d'écu par heure ; car il lui faudrait vingt-quatre heures pour produire une valeur de 4 écus. Quant à la plus-value, sa limite est encore plus étroite. Si la partie de la journée nécessaire pour remplacer le salaire quotidien s'élève à six heures, il ne reste du jour naturel que dix-huit heures, dont les lois biologiques réclament une partie pour le repos de la force ; posons six heures comme limite *minima* de ce repos, en prolongeant la journée de travail à la limite maxima de dix-huit heures, le surtravail ne sera que de douze heures, et ne produira par conséquent qu'une valeur de 2 écus.

Un capital variable de 500 écus, qui emploie cinq cents ouvriers à un taux de plus-value de 100%, ou avec un travail de douze heures, dont six appartiennent au surtravail, produit chaque jour une plus-value de 500 écus ou 6 x 500 heures de travail. Un capital de 100 écus qui emploie chaque jour 100 ouvriers à un taux de plus-value de 200% ou avec une journée de travail de dix-huit heures, ne produit qu'une plus-value de 200 écus ou 12 x 100 heures de travail. Son produit en valeur totale ne peut jamais, par journée moyenne, atteindre la somme de 400 écus ou 24 x 100 heures de travail. Une diminution du capital variable ne peut donc être compensée par l'élévation du taux de la plus-value, ou, ce qui revient au même, une réduction du nombre des ouvriers employés, par une hausse du degré d'exploitation, que dans les limites physiologiques de la journée de travail, et, par conséquent, du surtravail qu'elle renferme.

Cette loi, d'une évidence absolue, est importante pour l'intelligence de phénomènes compliqués. Nous savons déjà que le capital s'efforce de produire le maximum possible de plus-value, et nous verrons plus tard qu'il tâche en même temps de réduire au minimum, comparativement aux dimensions de l'entreprise, sa partie variable ou le nombre d'ouvriers qu'il exploite. Ces tendances deviennent contradictoires dès que la diminution de l'un des facteurs qui déterminent la somme de la plus-value, ne peut plus être compensée par l'augmentation de l'autre.

Comme la valeur n'est que du travail réalisé, il est évident que la masse de valeur qu'un capitaliste fait produire dépend exclusivement de la quantité de travail qu'il met en mouvement. Il en peut mettre en mouvement plus ou moins, avec le même nombre d'ouvriers, selon que leur journée est plus ou moins prolongée. Mais, étant donné et la valeur de

la force de travail et le taux de la plus-value, en d'autres termes — les limites de la journée et sa division en travail nécessaire et surtravail — la masse totale de valeur, y inclus la plus-value, qu'un capitaliste réalise, est exclusivement déterminée par le nombre des ouvriers qu'il exploite, et ce nombre lui-même dépend de la grandeur du capital variable qu'il avance.

Les masses de plus-value produites sont alors en raison directe de la grandeur des capitaux variables avancés. Or, dans les diverses branches d'industrie, la division proportionnelle du capital entier en capital variable et en capital constant diffère grandement. Dans le même genre d'entreprise cette division se modifie selon les conditions techniques et les combinaisons sociales du travail. Mais on sait que la valeur du capital constant reparait dans le produit, tandis que la valeur ajoutée aux moyens de production ne provient que du capital variable, de cette partie du capital avancé qui se convertit en force de travail. De quelque manière qu'un capital donné se décompose en partie constante et en partie variable, que celle-là soit à celle-ci comme 2 est à 1, comme 10 est à 1, etc. ; que la valeur des moyens de production, comparée à la valeur des forces de travail employées, croisse, diminue, reste constante, qu'elle soit grande ou petite, peu importe ; elle reste sans la moindre influence sur la masse de valeur produite. Si l'on applique la loi émise plus haut aux différentes branches d'industries, quelle que puisse y être la division proportionnelle du capital avancé en partie constante et en partie variable, on arrive à la loi suivante : *La valeur de la force moyenne de travail et le degré moyen de son exploitation étant supposés égaux dans différentes industries, les masses de plus-value produites sont en raison directe de la grandeur des parties variables des capitaux employés, c'est-à-dire en raison directe de leurs parties converties en force de travail.*

Cette loi est en contradiction évidente avec toute expérience fondée sur les apparences. Chacun sait qu'un filateur, qui emploie relativement beaucoup de capital constant et peu de capital variable, n'obtient pas, à cause de cela, un bénéfice ou une plus-value moindre que le boulanger, qui emploie relativement beaucoup de capital variable et peu de capital constant. La solution de cette contradiction apparente exige bien des moyens termes, de même qu'en algèbre, il faut bien des moyens termes pour comprendre que $0/0$ peut représenter une grandeur réelle. Bien que l'économie classique n'ait jamais formulé cette loi, elle y tient instinctivement, parce qu'elle découle de la nature même de la valeur. On verra plus tard^[377] comment l'école de Ricardo est venue buter contre cette pierre d'achoppement. Quant à l'économie vulgaire, elle se targue ici comme partout des apparences pour nier la loi des phénomènes.

Contrairement à Spinoza, elle croit que « l'ignorance est une raison suffisante ».

Le travail qui est mis en mouvement, un jour portant l'autre, par tout le capital d'une société, peut être considéré comme une seule journée de travail. Le nombre des travailleurs est-il, par exemple, d'un million, et la journée de travail moyenne est-elle de dix heures, la journée de travail sociale consiste en dix millions d'heures. La longueur de cette journée étant donnée, que ses limites soient fixées physiquement ou socialement, la masse de la plus-value ne peut être augmentée que par l'augmentation du nombre des travailleurs, c'est-à-dire de la population ouvrière. L'accroissement de la population forme ici la limite mathématique de la production de la plus-value par le capital social. Inversement : étant donné la grandeur de la population, cette limite est formée par la prolongation possible de la journée de travail^[378]. On verra dans le chapitre suivant que cette loi n'est valable que pour la forme de la plus-value traitée jusqu'à présent.

Il résulte de l'examen que nous venons de faire de la production de la plus-value, que toute somme de valeur ou de monnaie ne peut pas être transformée en capital. Cette transformation ne peut s'opérer sans qu'un minimum d'argent ou de valeur d'échange se trouve entre les mains du postulant à la dignité capitaliste. Le minimum du capital variable est le prix moyen d'une force de travail individuelle employée l'année entière à la production de plus-value. Si le possesseur de cette force était nanti de moyens de production à lui, et se contentait de vivre comme ouvrier, il lui suffirait de travailler le temps nécessaire pour payer ses moyens de subsistance, mettons huit heures par jour. Il n'aurait également besoin de moyens de production que pour huit heures de travail ; tandis que le capitaliste qui, outre ces huit heures, lui fait exécuter un surtravail de quatre heures, par exemple, a besoin d'une somme d'argent supplémentaire pour fournir le surplus des moyens de production. D'après nos données, il devrait déjà employer deux ouvriers, pour pouvoir vivre comme un seul ouvrier, de la plus-value qu'il empoche chaque jour, c'est-à-dire satisfaire ses besoins de première nécessité. Dans ce cas, le but de sa production serait tout simplement l'entretien de sa vie, et non l'acquisition de richesse ; or celle-ci est l'objet sous-entendu de la production capitaliste. Pour qu'il vécût seulement deux fois aussi bien qu'un ouvrier ordinaire, et transformât en capital la moitié de la plus-value produite, il lui faudrait augmenter de 8 fois le capital avancé, en même temps que le nombre des ouvriers. Assurément, il peut lui-même, comme son ouvrier, mettre la patte à l'œuvre mais alors il n'est plus qu'un être hybride, qu'une

chose intermédiaire entre capitaliste et travailleur, un « petit patron ». À un certain degré de développement, il faut que le capitaliste puisse employer à l'appropriation et à la surveillance du travail d'autrui et à la vente des produits de ce travail tout le temps pendant lequel il fonctionne comme capital personnifié^[379]. L'industrie corporative du moyen âge cherchait à empêcher le maître, le chef de corps de métier, de se transformer en capitaliste, en limitant à un maximum très restreint le nombre des ouvriers qu'il avait le droit d'employer. Le possesseur d'argent ou de marchandises ne devient en réalité capitaliste que lorsque la somme minima qu'il avance pour la production dépasse déjà de beaucoup le maximum du moyen âge. Ici, comme dans les sciences naturelles, se confirme la loi constatée par Hegel dans sa Logique, loi d'après laquelle de simples changements dans la quantité, parvenus à un certain degré, amènent des différences dans la qualité^[380].

Le minimum de la somme de valeur dont un possesseur d'argent ou de marchandise doit pouvoir disposer pour se métamorphoser en capitaliste, varie suivant les divers degrés de développement de la production. Le degré de développement donné, il varie également dans les différentes industries, suivant leurs conditions techniques particulières. À l'origine même de la production capitaliste, quelques-unes de ces industries exigeaient déjà un minimum de capital qui ne se trouvait pas encore dans les mains de particuliers. C'est ce qui rendit nécessaires les subsides d'État accordés à des chefs d'industrie privée, — comme en France du temps de Colbert, et comme de nos jours cela se pratique encore dans plusieurs principautés de l'Allemagne, — et la formation de sociétés avec monopole légal pour l'exploitation de certaines branches d'industrie et de commerce^[381], autant d'avant-coureurs des sociétés modernes par actions.

Le capital, comme nous l'avons vu, se rend maître du travail, c'est-à-dire parvient à courber sous sa loi la force de travail en mouvement ou le travailleur lui-même. Le capitaliste veille à ce que l'ouvrier exécute son ouvrage soigneusement et avec le degré d'intensité requis.

Le capital s'offre en outre comme rapport coercitif obligeant la classe ouvrière à exécuter plus de travail que ne l'exige le cercle resserré de ses besoins. Comme producteur et metteur en œuvre de l'activité d'autrui, comme exploiteur de la force de travail et soutireur de travail extra, le système capitaliste dépasse en énergie, en efficacité et en puissance illimitée tous les systèmes précédents de production fondés directement sur les différents systèmes de travaux forcés.

Le capital s'empare d'abord du travail dans les conditions techniques données par le développement historique. Il ne modifie pas immédiatement le mode de production. La production de plus-value, sous la forme considérée précédemment, par simple prolongation de la journée, s'est donc présentée indépendante de tout changement dans le mode de produire. De nos jours elle n'est pas moins active dans les boulangeries où s'appliquent encore des procédés primitifs, que dans les filatures automatiques. Quand nous examinons la production au simple point de vue de la valeur d'usage, les moyens de production ne jouaient point vis-à-vis de l'ouvrier le rôle de capital, mais celui de simples moyens et matériaux de son activité productive. Dans une tannerie, par exemple, il tanne le cuir et non le capital.

Il en a été autrement dès que nous avons considéré la production au point de vue de la plus-value. Les moyens de production se sont transformés immédiatement en moyens d'absorption du travail d'autrui. Ce n'est plus le travailleur qui les emploie, mais ce sont au contraire eux qui emploient le travailleur. Au lieu d'être consommés par lui comme éléments matériels de son activité productive, ils le consomment lui-même comme ferment indispensable à leur propre vie ; et la vie du capital ne consiste que dans son mouvement comme valeur perpétuellement en voie de multiplication. Les hauts fourneaux et les bâtiments de fabrique qui se reposent la nuit et n'absorbent aucun travail vivant, sont perte pure (a mere loss) pour le capitaliste. Voilà pourquoi les hauts fourneaux et les bâtiments de fabrique constituent « un titre, un droit au travail de nuit » des ouvriers. Inutile pour le moment d'en dire davantage. Montrons seulement par un exemple comment cette interversion des rôles qui caractérise la production capitaliste, comment ce renversement étrange du rapport entre le travail mort et le travail vivant, entre la valeur et la force créatrice de valeur, se reflète dans la conscience des seigneurs du capital.

Pendant la révolte des fabricants anglais de 1848-1860, le chef de la filature de lin et de coton de Paisley, une des raisons sociales les plus anciennes et les plus respectables de l'Écosse occidentale, de la société Carlisle et fils, qui existe depuis 1752, et, de génération en génération, est toujours dirigée par la même famille, — ce gentleman possesseur d'une intelligence hors ligne, écrivit dans la « Glasgow Daily Mail » du 25 avril 1849 une lettre^[382] intitulée : « Le système des relais », où se trouve, entre autres, le passage suivant, d'un grotesque naïf : « Considérons les maux qui découlent d'une réduction du temps de travail de 12 heures à 10,... ils portent le plus sérieux préjudice aux prérogatives et à la propriété du fabricant. Si, après avoir travaillé 12 heures (il veut dire : fait travailler ses

bras), il ne travaillait plus que 10, alors chaque 12 machines ou broches, par exemple, de son établissement se rapetisseraient à 10 (then every 12 machines or spindles, in his establishment, *shrink* to 10), et s'il voulait vendre sa fabrique, on ne les estimerait que 10 en réalité, de sorte que chaque fabrique, dans tout le pays, perdrait un sixième de sa valeur^[383]. »

Pour cette forte tête d'Écosse, la valeur des instruments de production se confond entièrement, comme on le voit, avec la propriété qu'ils possèdent, en tant que capital, de se faire valoir ou de s'assimiler chaque jour un quantum déterminé de travail gratuit ; et ce chef de la maison Carlisle et Cie s'illusionne au point de croire que, dans la vente de sa fabrique, il lui est payé non seulement la valeur de ses machines, mais encore, par-dessus le marché, leur mise en valeur ; non seulement le travail qu'elles recèlent, et qui est nécessaire à la production de machines semblables, mais encore le surtravail qu'elles servent à soutirer chaque jour des braves Écossais de Paisley : et voilà pourquoi, selon lui, une réduction de deux heures de la journée de travail ferait réduire le prix de vente de ses machines. Une douzaine n'en vaudrait plus qu'une dizaine !

QUATRIÈME SECTION

LA PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE RELATIVE

CHAPITRE XII

LA PLUS-VALUE RELATIVE

Jusqu'ici, nous avons considéré la partie de la journée de travail où l'ouvrier ne fait que compenser la valeur que le capitaliste lui paie, comme une grandeur constante, ce qu'elle est réalité dans des conditions de production invariables. Au-delà de ce temps nécessaire, le travail pouvait être prolongé de deux, trois, quatre, cinq, six, etc., heures. D'après la grandeur de cette prolongation, le taux de la plus-value et la longueur de la journée variaient. Si le temps de travail nécessaire était constant, la journée entière était au contraire variable.

Supposons maintenant une journée de travail dont les limites et la division en travail nécessaire et surtravail soient données. Que la ligne $a c$

$a \text{-----} b \text{---} c$

représente par exemple une journée de douze heures, la partie ab dix heures de travail nécessaire, et la partie bc deux heures de surtravail. Comment la production de plus-value peut-elle être augmentée, sans prolonger ac ?

Bien que la grandeur ac soit fixe, bc semble pouvoir être prolongé, sinon par son extension au-delà du point fixe c qui en même temps le point final de la journée, du moins en reculant son point initial b dans la direction de a . Supposons que dans la ligne

$a \text{-----} b' \text{---} b \text{---} c$

bb' soit égale à la moitié de bc , c'est-à-dire à une heure de travail. Si maintenant dans ac le point b est reculé vers b' , le surtravail devient $b'c$, il augmente de moitié, de deux à trois heures, bien que la journée entière ne compte toujours que douze heures. Cette extension du surtravail de bc à

$b'c$, de deux à trois heures, est cependant impossible sans une contraction de ab à ab' , du travail nécessaire de neuf à dix heures. Le raccourcissement du travail nécessaire correspondrait ainsi à la prolongation du surtravail, ou bien une partie du temps que jusqu'ici l'ouvrier consomme en réalité pour lui-même, se transformerait en temps de travail pour le capitaliste. Les limites de la journée ne seraient pas changées, mais sa division en travail nécessaire et surtravail.

D'autre part, la durée du surtravail est fixée dès que sont données les limites de la journée et la valeur journalière de la force de travail. Si celle-ci s'élève à cinq shillings — somme d'or où sont incorporées dix heures de travail alors l'ouvrier doit travailler dix heures par jour pour compenser la valeur de sa force payée quotidiennement par le capitaliste, ou pour produire un équivalent des subsistances qu'il lui faut pour son entretien quotidien. La valeur de ces subsistances détermine la valeur journalière de sa force^[384], et la valeur de celle-ci détermine la durée quotidienne de son travail nécessaire. En soustrayant de la journée entière le temps de travail nécessaire, on obtient la grandeur du surtravail. Dix heures soustraites de douze, il en reste deux, et, dans les conditions données, il est difficile de voir comment le surtravail pourrait être prolongé au-delà de deux heures. Assurément, au lieu de 5 sh., le capitaliste peut ne payer à l'ouvrier que 4 sh. 6 d. ou moins encore. Neuf heures de travail suffiraient pour reproduire cette valeur de 4 sh. 6 d. ; le surtravail s'élèverait alors de $\frac{1}{6}$ à $\frac{1}{4}$ de la journée, et la plus-value de 1 sh. à 1 sh. 6 d. Ce résultat ne serait cependant obtenu qu'en abaissant le salaire de l'ouvrier au-dessous de la valeur de sa force de travail. Avec les 4 sh. 6 d. qu'il produit en neuf heures, il disposerait de $\frac{1}{10}$ de moins qu'auparavant pour ses moyens de subsistance, et, par conséquent, ne reproduirait sa propre force que d'une manière défectueuse. Le surtravail serait prolongé, grâce à une transgression de sa limite normale bc , par un vol commis sur le temps de travail nécessaire.

Or, quoique cette pratique joue un rôle des plus importants dans le mouvement réel du salaire, elle n'a aucune place ici où l'on suppose que toutes les marchandises, et par conséquent aussi la force de travail, sont achetées et vendues à leur juste valeur. Ceci une fois admis, le temps de travail nécessaire à l'entretien de l'ouvrier ne peut pas être abrégé en abaissant son salaire au-dessous de la valeur de sa force mais seulement en réduisant cette valeur même. Les limites à la journée étant données, la prolongation du surtravail doit résulter de la contraction du temps de travail nécessaire et non la contraction du travail nécessaire de l'expansion du surtravail. Dans notre exemple, pour que le travail nécessaire diminue

de 1/10, descende de dix à neuf heures, et que par cela même le surtravail monte de deux à trois heures, il faut que la valeur de la force de travail tombe réellement de 1/10.

Une baisse de 1/10 suppose que la même masse de substances produite d'abord en dix heures, n'en nécessite plus que neuf —, chose impossible sans que le travail ne gagne en force productive. — Un cordonnier peut, par exemple, avec des moyens donnés faire en douze heures une paire de bottes. Pour qu'il en fasse dans le même temps deux paires, il faut doubler la force productive de son travail, ce qui n'arrive pas sans un changement dans ses instruments ou dans sa méthode de travail ou dans les deux à la fois. Il faut donc qu'une révolution s'accomplisse dans les conditions de production.

Par augmentation de la force productive ou de la productivité du travail, nous entendons en général un changement dans ses procédés, abrégeant le temps socialement nécessaire à la production d'une marchandise, de telle sorte qu'une quantité moindre de travail acquiert la force de produire plus de valeurs d'usage^[385]. Le mode de production était censé donné quand nous examinions la plus-value provenant de la durée prolongée du travail. Mais dès qu'il s'agit de gagner de la plus-value par la transformation du travail nécessaire en surtravail, il ne suffit plus que le capital, tout en laissant intacts les procédés traditionnels du travail, se contente d'en prolonger simplement la durée. Alors il lui faut au contraire transformer les conditions techniques et sociales c'est-à-dire le mode de la production. Alors seulement il pourra augmenter la productivité du travail, abaisser ainsi la valeur de la force de travail et abréger par cela même le temps exigé pour la reproduire.

Je nomme *plus-value absolue* la plus-value produite par la simple prolongation de la journée de travail, et *plus-value relative* la plus-value qui provient au contraire de l'abréviation du temps de travail nécessaire et du changement correspondant dans la grandeur relative des deux parties dont se compose la journée.

Pour qu'il fasse baisser la valeur de la force de travail, l'accroissement de productivité doit affecter des branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de cette force, c'est-à-dire des industries qui fournissent ou les marchandises nécessaires à l'entretien de l'ouvrier ou les moyens de production de ces marchandises. En faisant diminuer leur prix, l'augmentation de la productivité fait en même temps tomber la valeur de la force de travail. Au contraire, dans les branches d'industrie qui ne fournissent ni les moyens de subsistance ni leurs éléments matériels, un accroissement de productivité n'affecte point la valeur de la force de

travail.

Le meilleur marché d'un article ne fait déprécier la force de travail que dans la proportion suivant laquelle il entre dans sa reproduction. Des chemises, par exemple, sont un objet de première nécessité, mais il y en a bien d'autres. La baisse de leur prix diminue seulement la dépense de l'ouvrier pour cet objet particulier. La somme totale des choses nécessaires à la vie ne se compose cependant que de tels articles provenant d'industries distinctes. La valeur de chaque article de ce genre entre comme quote-part dans la valeur de la force de travail dont la diminution totale est mesurée par la somme des raccourcissements du travail nécessaire dans toutes ces branches de production spéciales. Ce résultat final, nous le traitons ici comme s'il était résultat immédiat et but direct. Quand un capitaliste, en accroissant la force productive du travail, fait baisser le prix des chemises, par exemple, il n'a pas nécessairement l'intention de faire diminuer par là la valeur de la force de travail et d'abrégé ainsi la partie la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même ; mais au bout du compte, ce n'est qu'en contribuant à ce résultat qu'il contribue à l'élévation du taux général de la plus-value^[386]. Les tendances générales et nécessaires du capital sont à distinguer des formes sous lesquelles elles apparaissent.

Nous n'avons pas à examiner ici comment les tendances immanentes de la production capitaliste se réfléchissent dans le mouvement des capitaux individuels, se font valoir comme lois coercitives de la concurrence et par cela même s'imposent aux capitalistes comme mobiles de leurs opérations.

L'analyse scientifique de la concurrence présuppose en effet l'analyse de la nature intime du capital. C'est ainsi que le mouvement apparent des corps célestes n'est intelligible que pour celui qui connaît leur mouvement réel. Cependant, pour mieux faire comprendre la production de la plus-value relative, nous ajouterons quelques considérations fondées sur les résultats déjà acquis dans le cours de nos recherches.

Mettons que dans les conditions ordinaires du travail on fabrique, en une journée de douze heures, douze pièces (d'un article quelconque) valant douze shillings. Mettons encore qu'une moitié de cette valeur de douze shillings provienne du travail de douze heures, l'autre moitié des moyens de production consommés par lui. Chaque pièce coûtera alors 1 sh. ou 12 d. (pence), soit 6 d. pour matière première, et 6 d. pour la valeur ajoutée par le travail. Qu'un capitaliste réussisse grâce à un nouveau procédé à doubler la productivité du travail et à faire ainsi fabriquer en douze heures 24 pièces. La valeur des moyens de production restant la même, le prix de chaque pièce tombera à 9 d., soit 6 d. pour la matière première, et 3 d. pour

la façon ajoutée par le dernier travail. Bien que la force productive soit doublée, la journée de travail ne crée toujours qu'une valeur de 6 shillings, mais c'est sur un nombre de produits double qu'elle se distribue maintenant. Il n'en échoit donc plus à chaque pièce que $1/24$ au lieu de $1/12$, 3 d. au lieu de 6 d. Au lieu d'une heure, il n'est plus ajouté qu'une demi-heure de travail aux moyens de production pendant leur métamorphose en produit. La valeur individuelle de chaque pièce, produite dans ces conditions exceptionnelles, va donc tomber au-dessous de sa valeur sociale, ce qui revient à dire qu'elle coûte moins de travail que la masse des mêmes articles produits dans les conditions sociales moyennes. La pièce coûte en moyenne un shilling ou représente deux heures de travail social ; grâce au nouveau procédé, elle ne coûte que neuf pence ou ne contient qu'une heure et demie de travail.

Or, valeur d'un article veut dire, non sa valeur individuelle, mais sa valeur sociale, et celle-ci est déterminée par le temps de travail qu'il coûte, non dans un cas particulier, mais en moyenne. Si le capitaliste qui emploie la nouvelle méthode, vend la pièce à sa valeur sociale de 1 sh., il la vend 3 d. au-dessus de sa valeur individuelle, et réalise ainsi une plus-value extra de 3 d. D'autre part, la journée de douze heures lui rend deux fois plus de produits qu'auparavant. Pour les vendre, il a donc besoin d'un double débit ou d'un marché deux fois plus étendu. Toutes circonstances restant les mêmes, ses marchandises ne peuvent conquérir une plus large place dans le marché qu'en contractant leurs prix. Aussi les vendra-t-il au-dessus de leur valeur individuelle, mais au-dessous de leur valeur sociale, soit à 10 d. la pièce. Il réalisera ainsi une plus-value extra de 1 d. par pièce. Il attrape ce bénéfice, que sa marchandise appartienne ou non au cercle des moyens de subsistance nécessaires qui déterminent la valeur de la force de travail. On voit donc qu'indépendamment de cette circonstance chaque capitaliste est poussé par son intérêt à augmenter la productivité du travail pour faire baisser le prix des marchandises.

Cependant, même dans ce cas, l'accroissement de la plus-value provient de l'abréviation du temps de travail nécessaire et de la prolongation correspondante du surtravail^[387]. Le temps de travail nécessaire s'élevait à dix heures ou la valeur journalière de la force de travail à 5 sh. ; le surtravail était de deux heures, la plus-value produite chaque jour de 1 sh.. Mais notre capitaliste produit maintenant vingt-quatre pièces qu'il vend chacune 10 d., ou ensemble 20 sh. Comme les moyens de production lui coûtent 12 sh., 14 $2/5$ pièces ne font que compenser le capital constant avancé. Le travail de douze heures s'incorpore donc dans les 9 $3/5$ pièces restantes, dont six représentent le travail nécessaire et 3 $3/5$ le surtravail.

Le rapport de travail nécessaire au surtravail qui, dans les conditions sociales moyennes, était comme 5 est à 1, n'est ici que comme 5 est à 3.

On arrive au même résultat de la manière suivante : la valeur du produit de la journée de douze heures est pour notre capitaliste de 20 sh. sur lesquels douze appartiennent aux moyens de production dont la valeur ne fait que reparaître. Restent donc 8 sh. comme expression monétaire de la valeur nouvelle produite dans douze heures, tandis qu'en moyenne cette somme de travail ne s'exprime que par 6 sh. Le travail d'une productivité exceptionnelle compte comme travail complexe, ou crée dans un temps donné plus de valeur que le travail social moyen du même genre. Mais notre capitaliste continue à payer 5 sh. pour la valeur journalière de la force de travail dont la reproduction coûte maintenant à l'ouvrier sept heures et demie au lieu de dix, de sorte que le surtravail s'accroît de deux heures et demie, et que la plus-value monte de 1 à 3 sh.

Le capitaliste qui emploie le mode de production perfectionné s'approprie par conséquent sous forme de surtravail une plus grande partie de la journée de l'ouvrier que ses concurrents. Il fait pour son compte particulier ce que le capital fait en grand et en général dans la production de la plus-value relative. Mais d'autre part, cette plus-value extra disparaît dès que le nouveau mode de production se généralise et qu'en même temps s'évanouit la différence entre la valeur individuelle et la valeur sociale des marchandises produites à meilleur marché.

La détermination de la valeur par le temps de travail s'impose comme loi au capitaliste employant des procédés perfectionnés, parce qu'elle le force à vendre ses marchandises au-dessous de leur valeur sociale ; elle s'impose à ses rivaux, comme loi coercitive de la concurrence, en les forçant à adopter le nouveau mode de production^[388]. Le taux général de la plus-value n'est donc affecté en définitive que lorsque l'augmentation de la productivité du travail fait baisser le prix des marchandises comprises dans le cercle des moyens de subsistance qui forment des éléments de la valeur de la force de travail.

La valeur des marchandises est en raison inverse de la productivité du travail d'où elles proviennent. Il en est de même de la force de travail, puisque sa valeur est déterminée par la valeur des marchandises. Par contre, la plus-value relative est en raison directe de la productivité du travail. Celle-là monte et descend avec celle-ci. Une journée de travail social moyenne dont les limites sont données, produit toujours la même valeur, et celle-ci, si l'argent ne change pas de valeur, s'exprime toujours dans le même prix, par exemple de 6 sh., quelle que soit la proportion dans laquelle cette somme se divise en salaire et plus-value. Mais les

subsistances nécessaires deviennent-elles à meilleur marché par suite d'une augmentation de la productivité du travail, alors la valeur journalière de la force de travail subit une baisse, par exemple, de 5 à 3 sh. et la plus-value s'accroît de 2 sh.. Pour reproduire la force de travail, il fallait d'abord dix heures par jour et maintenant six heures suffisent. Quatre heures sont ainsi dégagées et peuvent être annexées au domaine du surtravail. Le capital a donc un penchant incessant et une tendance constante à augmenter la force productive du travail pour baisser le prix des marchandises, et par suite - celui du travailleur^[389].

Considérée en elle-même, la valeur absolue des marchandises est indifférente au capitaliste. Ce qui l'intéresse, c'est seulement la plus-value qu'elle renferme et qui est réalisable par la vente. Réalisation de plus-value implique compensation faite de la valeur avancée. Or, comme la plus-value relative croît en raison directe du développement de la force productive du travail, tandis que la valeur des marchandises est en raison inverse du même développement ; puisque ainsi les mêmes procédés qui abaissent le prix des marchandises élèvent la plus-value qu'elles contiennent, on a la solution de la vieille énigme ; on n'a plus à se demander pourquoi le capitaliste qui n'a à cœur que la valeur d'échange s'efforce sans cesse de la rabaisser.

C'est là une contradiction qu'un des fondateurs de l'économie politique, le docteur *Quesnay*, jetait à la tête de ses adversaires, qui ne trouvaient rien à répondre :

« Vous convenez, disait-il, que plus on peut, sans préjudice, épargner de frais ou de travaux dispendieux dans la fabrication des ouvrages des artisans, plus cette épargne est profitable par la diminution des prix des ouvrages. Cependant, vous croyez que la production de richesse qui résulte des travaux des artisans consiste dans l'augmentation de la valeur vénale de leurs ouvrages^[390]. »

Dans la production capitaliste, l'économie de travail au moyen du développement de la force productive^[391] ne vise nullement à abréger la journée de travail. Là, il ne s'agit que de la diminution du travail qu'il faut pour produire une masse déterminée de marchandises. Que l'ouvrier, grâce à la productivité multipliée de son travail, produise dans une heure, par exemple, dix fois plus qu'auparavant, en d'autres termes, qu'il dépense pour chaque pièce de marchandise dix fois moins de travail, cela n'empêche point qu'on continue à le faire travailler douze heures 1200 pièces au lieu de 120, ou même qu'on prolonge sa journée à dix-huit heures, pour le faire produire 1800 pièces. Chez des économistes de la profondeur d'un Mac-Culloch, d'un Senior et *tutti quanti*, on peut donc

lire à une page — que l'ouvrier doit des remerciements infinis au capital, qui, par le développement des forces productives, abrège le temps de travail nécessaire — et à la page suivante, qu'il faut prouver cette reconnaissance en travaillant désormais quinze heures au lieu de dix heures.

Le développement de la force productive du travail, dans la production capitaliste, a pour but de diminuer la partie de la journée où l'ouvrier doit travailler pour lui-même, afin de prolonger ainsi l'autre partie de la journée où il peut travailler gratis pour le capitaliste. Dans certains cas, on arrive au même résultat sans aucune diminution du prix des marchandises, comme nous le montrera l'examen que nous allons faire des méthodes particulières de produire la plus-value relative.

CHAPITRE XIII

COOPÉRATION

La production capitaliste ne commence en fait à s'établir que là où un seul maître exploite beaucoup de salariés à la fois, où le procès de travail, exécuté sur une grande échelle, demande pour l'écoulement de ses produits un marché étendu. Une multitude d'ouvriers fonctionnant en même temps sous le commandement du même capital, dans le même espace (ou si l'on veut sur le même champ de travail), en vue de produire le même genre de marchandises, voilà le point de départ historique de la production capitaliste. C'est ainsi qu'à son début, la manufacture proprement dite se distingue à peine des métiers du moyen âge si ce n'est pas le plus grand nombre d'ouvriers exploités simultanément. L'atelier du chef de corporation n'a fait qu'élargir ses dimensions. La différence commence par être purement *quantitative*.

Le nombre des ouvriers exploités ne change en rien le degré d'exploitation, c'est-à-dire le taux de la plus-value que rapporte un capital donné. Et des changements ultérieurs qui affecteraient le mode de production, ne semblent pas pouvoir affecter le travail en tant qu'il crée de la valeur. La nature de la valeur le veut ainsi. Si une journée de douze heures se réalise en six shillings, cent journées se réaliseront en 6 sh. x 100 ; douze heures de travail étaient d'abord incorporées aux produits, maintenant 1200 le seront. Cent ouvriers travaillant isolément, produiront donc autant de valeur que s'ils étaient réunis sous la direction du même

capital.

Néanmoins, en de certaines limites une modification a lieu. Le travail réalisé en valeur est du travail de qualité sociale moyenne, c'est-à-dire la manifestation d'une force moyenne. Une moyenne n'existe qu'entre grandeurs de même dénomination. Dans chaque branche d'industrie l'ouvrier isolé, Pierre ou Paul, s'écarte plus ou moins de l'ouvrier moyen. Ces écarts individuels ou ce que mathématiquement on nomme *erreurs* se compensent et s'éliminent dès que l'on opère sur un grand nombre d'ouvriers. Le célèbre sophiste et sycophante *Edmund Burke*, se basant sur sa propre expérience de fermier, assure que même « dans un *peloton* aussi réduit » qu'un groupe de cinq garçons de ferme, toute différence individuelle dans le travail disparaît, de telle sorte que cinq garçons de ferme anglais adultes pris ensemble font, dans un temps donné, autant de besogne que n'importe quel cinq autres^[392]. Que cette observation soit exacte ou non, la journée d'un assez grand nombre d'ouvriers exploités simultanément constitue une journée de travail social, c'est-à-dire moyen. Supposons que le travail quotidien dure douze heures. Douze ouvriers travailleront alors 144 heures par jour, et quoique chacun d'eux s'écarte plus ou moins de la moyenne et exige par conséquent plus ou moins temps pour la même opération, leur journée collective comptant 144 heures possède la même qualité sociale moyenne. Pour le capitaliste qui exploite les douze ouvriers la journée de travail est de 144 heures et la journée individuelle de chaque ouvrier ne compte plus que comme quote-part de cette journée collective ; il importe peu que les douze coopèrent à un produit d'ensemble, ou fassent simplement la même besogne côte à côte. Mais si au contraire les douze ouvriers étaient répartis entre six petits patrons, ce serait pur hasard si chaque patron tirait de sa paire la même valeur et réalisait par conséquent le taux général de la plus-value. Il y aura des divergences. Si un ouvrier dépense dans la fabrication d'un objet beaucoup plus d'heures qu'il n'en faut socialement et qu'ainsi le temps de travail nécessaire pour lui individuellement s'écarte d'une manière sensible de la moyenne, alors son travail ne comptera plus comme travail moyen, ni sa force comme force moyenne ; elle se vendra au-dessous du prix courant ou pas du tout.

Un minimum d'habileté dans le travail est donc toujours sous-entendu et nous verrons plus tard que la production capitaliste sait le mesurer. Il n'en est pas moins vrai que ce minimum s'écarte de la moyenne, et cependant la valeur moyenne de la force de travail doit être payée. Sur les six petits patrons l'un retirera donc plus, l'autre moins que le taux général de la plus-value. Les différences se compenseront pour la société, mais non pour le

petit patron. Les lois de la production de la valeur ne se réalisent donc complètement que pour le capitaliste qui exploite collectivement beaucoup d'ouvriers et met ainsi en mouvement du travail social moyen^[393].

Même si les procédés d'exécution ne subissent pas de changements, l'emploi d'un personnel nombreux amène une révolution dans les conditions matérielles du travail. Les bâtiments, les entrepôts pour les matières premières et marchandises en voie de préparation, les instruments, les appareils de toute sorte, en un mot les moyens de production servent à plusieurs ouvriers simultanément : leur usage devient commun. Leur valeur échangeable ne s'élève pas parce qu'on en tire plus de services utiles mais parce qu'ils deviennent plus considérables. Une chambre où vingt tisserands travaillent avec vingt métiers doit être plus spacieuse que celle d'un tisserand qui n'occupe que deux compagnons. Mais la construction de dix ateliers pour vingt tisserands travaillant deux à deux coûte plus que celle d'un seul où vingt travailleraient en commun. En général, la valeur de moyens de production communs et concentrés ne croît pas proportionnellement à leurs dimensions et à leur effet utile. Elle est plus petite que la valeur de moyens de production disséminés qu'ils remplacent et de plus se répartit sur une masse relativement plus forte de produits. C'est ainsi qu'un élément du capital constant diminue et par cela même la portion de valeur qu'il transfère aux marchandises. L'effet est le même que si l'on avait fabriqué par des procédés moins coûteux les moyens de production. L'économie dans leur emploi ne provient que de leur consommation en commun. Ils acquièrent ce caractère de conditions sociales de travail, qui les distingue des moyens de production éparpillés et relativement plus chers, lors même que les ouvriers rassemblés ne concourent pas à un travail d'ensemble, mais opèrent tout simplement l'un à côté de l'autre dans le même atelier. Donc, avant le travail lui-même, ses moyens matériels prennent un caractère social.

L'économie des moyens de production se présente sous un double point de vue. Premièrement elle diminue le prix de marchandises et par cela même la valeur de la force de travail. Secondement, elle modifie le rapport entre la plus-value et le capital avancé, c'est-à-dire la somme de valeur de ses parties constantes et variables. Nous ne traiterons ce dernier point que dans le troisième livre de cet ouvrage. La marche de l'analyse nous commande ce morcellement de notre sujet ; il est d'ailleurs conforme à l'esprit de la production capitaliste. Là les conditions du travail apparaissent indépendantes du travailleur ; leur économie se présente donc comme quelque chose qui lui est étranger et tout à fait distinct des méthodes qui servent à augmenter sa productivité personnelle.

Quand plusieurs travailleurs fonctionnent ensemble en vue d'un but commun dans le même procès de production ou dans des procès différents mais connexes, leur travail prend la forme coopérative^[394].

De même que la force d'attaque d'un escadron de cavalerie ou la force de résistance d'un régiment d'infanterie diffère essentiellement de la somme des forces individuelles, déployées isolément par chacun des cavaliers ou fantassins, de même la somme des forces mécaniques d'ouvriers isolés diffère de la force mécanique qui se développe dès qu'ils fonctionnent conjointement et simultanément dans une même opération indivise, qu'il s'agisse par exemple de soulever un fardeau, de tourner une manivelle ou d'écarter un obstacle^[395]. Dans de telles circonstances le résultat du travail commun ne pourrait être obtenu par le travail individuel, ou ne le serait qu'après un long laps de temps ou sur une échelle tout à fait réduite. Il s'agit non-seulement d'augmenter les forces productives individuelles mais de créer par le moyen de la coopération une force nouvelle ne fonctionnant que comme force collective^[396].

À part la nouvelle puissance qui résulte de la fusion de nombreuses forces en une force commune, le seul contact social produit une émulation et une excitation des esprits animaux (animal spirits) qui élèvent la capacité individuelle d'exécution assez pour qu'une douzaine de personnes fournissent dans leur journée combinée de 144 heures un produit beaucoup plus grand que douze ouvriers isolés dont chacun travaillerait douze heures, ou qu'un seul ouvrier qui travaillerait douze jours de suite^[397]. Cela vient de ce que l'homme est par nature, sinon un animal politique, suivant l'opinion d'Aristote, mais dans tous les cas un animal social^[398].

Quand même des ouvriers opérant ensemble feraient en même temps la même besogne, le travail de chaque individu en tant que partie du travail collectif, peut représenter une phase différente dont l'évolution est accélérée par suite de la coopération. Quand douze maçons font la chaîne pour faire passer des pierres de construction du pied d'un échafaudage à son sommet, chacun d'eux exécute la même manœuvre et néanmoins toutes les manœuvres individuelles, parties continues d'une opération d'ensemble, forment diverses phases par lesquelles doit passer chaque pierre et les vingt-quatre mains du travailleur collectif la font passer plus vite que ne le feraient les deux mains de chaque ouvrier isolé montant et descendant l'échafaudage^[399]. Le temps dans lequel l'objet de travail parcourt un espace donné, est donc raccourci.

Une combinaison de travaux s'opère encore, bien que les coopérants fassent la même besogne ou des besognes identiques, quand ils attaquent l'objet de leur travail de différents côtés à la fois. Douze maçons, dont la

journée combinée compte 144 heures de travail, simultanément occupés aux différents côtés d'une bâtisse, avancent l'œuvre beaucoup plus rapidement que ne le ferait un seul maçon en douze jours ou en 144 heures de travail. La raison est que le travailleur collectif a des yeux et des mains par-devant et par derrière et se trouve jusqu'à un certain point présent partout. C'est ainsi que des parties différentes du produit, séparées par l'espace, viennent à maturité dans le même temps.

Nous n'avons fait que mentionner les cas où les ouvriers se complétant mutuellement, font la même besogne ou des besognes semblables. C'est la plus simple forme de la coopération, mais elle se retrouve, comme élément, dans la forme la plus développée.

Si le procès de travail est compliqué, le seul nombre des coopérateurs permet de répartir les diverses opérations entre différentes mains, de les faire exécuter simultanément et de raccourcir ainsi le temps nécessaire à la confection du produit^[400].

Dans beaucoup d'industries il y a des époques déterminées, des *moments critiques* qu'il faut saisir pour obtenir le résultat voulu. S'agit-il de tondre un troupeau de moutons ou d'engranger la récolte, la qualité et la quantité du produit dépendent de ce que le travail commence et finit à des termes fixes. Le laps de temps pendant lequel le travail doit s'exécuter est déterminé ici par sa nature même comme dans le cas de la pêche aux harengs.

Dans le jour naturel l'ouvrier isolé ne peut tailler qu'une journée de travail, soit une de douze heures ; mais la coopération de cent ouvriers entassera dans un seul jour douze cents heures de travail. La brièveté du temps disponible est ainsi compensée par la masse du travail jetée au moment décisif sur le champ de production. L'effet produit à temps dépend ici de l'emploi simultané d'un grand nombre de journées combinées et l'étendue de l'effet utile du nombre des ouvriers employés^[401]. C'est faute d'une coopération de ce genre que dans l'ouest des États-Unis des masses de blé, et dans certaines parties de l'Inde où la domination anglaise a détruit les anciennes communautés, des masses de coton sont presque tous les ans dilapidées^[402].

La coopération permet d'agrandir l'espace sur lequel le travail s'étend ; certaines entreprises, comme le dessèchement, l'irrigation du sol, la construction de canaux, de routes, de chemins de fer, etc., la réclament à ce seul point de vue. D'autre part, tout en développant l'échelle de la production, elle permet de rétrécir l'espace où le procès du travail s'exécute. Ce double effet, levier si puissant dans l'économie de faux frais, n'est dû qu'à l'agglomération des travailleurs, au rapprochement

d'opérations diverses, mais connexes, et à la concentration des moyens de production^[403].

Comparée à une somme égale de journées de travail individuelles et isolées, la journée de travail combinée rend plus de valeurs d'usage et diminue ainsi le temps nécessaire pour obtenir l'effet voulu. Que la journée de travail combinée acquière cette productivité supérieure en multipliant la puissance mécanique du travail, en étendant son action dans l'espace ou en resserrant le champ de production par rapport à son échelle, en mobilisant aux moments critiques de grandes quantités de travail, en développant l'émulation, en excitant les esprits animaux, en imprimant aux efforts uniformes de plusieurs ouvriers soit le cachet de la multiformité, soit celui de la continuité, en exécutant simultanément des opérations diverses, en économisant des instruments par leur consommation en commun, ou en communiquant aux travaux individuels le caractère de travail moyen ; la force productive spécifique de la journée combinée est une force sociale du travail ou une force du travail social. Elle naît de la coopération elle-même. En agissant conjointement avec d'autres dans un but commun et d'après un plan concerté, le travailleur efface les bornes de son individualité et développe sa puissance comme espèce^[404].

En général, des hommes ne peuvent pas travailler en commun sans être réunis. Leur rassemblement est la condition même de leur coopération. Pour que des salariés puissent coopérer, il faut que le même capital, le même capitaliste les emploie simultanément et achète par conséquent à la fois leurs forces de travail. La valeur totale de ces forces ou une certaine somme de salaires pour le jour, la semaine, etc., doit être amassée dans la poche du capitaliste avant que les ouvriers soient réunis dans le procès de production. Le paiement de trois cents ouvriers à la fois, ne fût-ce que pour un seul jour, exige une plus forte avance de capital que le paiement d'un nombre inférieur d'ouvriers, par semaine, pendant toute une année. Le nombre des coopérants, ou l'échelle de la coopération, dépend donc en premier lieu de la grandeur du capital qui peut être avancé pour l'achat de forces de travail, c'est-à-dire de la proportion dans laquelle un seul capitaliste dispose des moyens de subsistance de beaucoup d'ouvriers.

Et il en est du capital constant comme du capital variable. Les matières premières, par exemple, coûtent trente fois plus au capitaliste qui occupe trois cents ouvriers qu'à chacun des trente capitalistes n'en employant que dix. Si la valeur et la quantité des instruments de travail usés en commun ne croissent pas proportionnellement au nombre des ouvriers exploités, elles croissent aussi cependant considérablement. La concentration des moyens de production entre les mains de capitalistes individuels est donc

la condition matérielle de toute coopération entre des salariés.

Nous avons vu (ch. XI) qu'une somme de valeur ou d'argent, pour se transformer en capital, devait atteindre une certaine grandeur minima, permettant à son possesseur d'exploiter assez d'ouvriers pour pouvoir se décharger sur eux du travail manuel. Sans cette condition, le maître de corporation et le petit patron n'eussent pu être remplacés par le capitaliste, et la production même n'eût pu revêtir le caractère formel de production capitaliste. Une grandeur minima de capital entre les mains de particuliers se présente maintenant à nous sous un tout autre aspect ; elle est la concentration de richesses nécessaire pour la transformation des travaux individuels et isolés en travail social et combiné ; elle devient la base matérielle des changements que le mode de production va subir.

Aux débuts du capital, son commandement sur le travail a un caractère purement formel et presque accidentel. L'ouvrier ne travaille alors sous les ordres du capital que parce qu'il lui a vendu sa force ; il ne travaille pour lui que parce qu'il n'a pas les moyens matériels pour travailler à son propre compte. Mais dès qu'il y a coopération entre des ouvriers salariés, le commandement du capital se développe comme une nécessité pour l'exécution du travail, comme une condition réelle de production. Sur le champ de la production, les ordres du capital deviennent dès lors aussi indispensables que le sont ceux du général sur le champ de bataille.

Tout le travail social ou commun, se déployant sur une assez grande échelle, réclame une direction pour mettre en harmonie les activités individuelles. Elle doit remplir les *fonctions générales* qui tirent leur origine de la différence existante entre le mouvement d'ensemble du corps productif et les mouvements individuels des membres indépendants dont il se compose. Un musicien exécutant un solo se dirige lui-même, mais un orchestre a besoin d'un chef.

Cette fonction de direction, de surveillance et de médiation devient la fonction du capital dès que le travail qui lui est subordonné devient coopératif, et comme fonction capitaliste elle acquiert des caractères spéciaux.

L'aiguillon puissant, le grand ressort de la production capitaliste, c'est la nécessité de faire valoir le capital ; son but déterminant, c'est la plus grande extraction possible de plus-value^[405], ou ce qui revient au même, la plus grande exploitation possible de la force de travail. À mesure que la masse des ouvriers exploitée simultanément grandit, leur résistance contre le capitaliste grandit, et par conséquent la pression qu'il faut exercer pour vaincre cette résistance. Entre les mains du capitaliste la direction n'est pas seulement cette fonction spéciale qui naît de la nature même du procès de

travail coopératif ou social, mais elle est encore, et éminemment, la fonction d'exploiter le procès de travail social, fonction qui repose sur l'antagonisme inévitable entre l'exploiteur et la matière qu'il exploite.

De plus, à mesure que s'accroît l'importance des moyens de production qui font face au travailleur comme propriété étrangère, s'accroît la nécessité d'un contrôle, d'une vérification de leur emploi d'une manière convenable^[406].

Enfin, la coopération d'ouvriers salariés n'est qu'un simple effet du capital qui les occupe simultanément. Le lien entre leurs fonctions individuelles et leur unité comme corps productif se trouve en dehors d'eux dans le capital qui les réunit et les retient. L'enchaînement de leurs travaux leur apparaît idéalement comme le plan du capitaliste et l'unité de leur corps collectif leur apparaît pratiquement comme son autorité, la puissance d'une volonté étrangère qui soumet leurs actes à son but.

Si donc la direction capitaliste, quant à son contenu, a une double face, parce que l'objet même qu'il s'agit de diriger, est d'un côté, procès de production coopératif, et d'autre côté, procès d'extraction de plus-value, — la forme de cette direction devient nécessairement despotique. — Les formes particulières de ce despotisme se développent à mesure que se développe la coopération.

Le capitaliste commence par se dispenser du travail manuel. Puis, quand son capital grandit et avec lui la force collective qu'il exploite, il se démet de sa fonction de surveillance immédiate et assidue des ouvriers et des groupes d'ouvriers et la transfère à une espèce particulière de salariés. Dès qu'il se trouve à la tête d'une armée industrielle, il lui faut des officiers supérieurs (directeurs, gérants) et des officiers inférieurs (surveillants, inspecteurs, contremaîtres), qui, pendant le procès de travail, commandent au nom du capital. Le travail de la surveillance devient leur fonction exclusive. Quand l'économiste compare le mode de production des cultivateurs ou des artisans indépendants avec l'exploitation fondée sur l'esclavage, telle que la pratiquent les planteurs, il compte ce *travail de surveillance* parmi les *faux frais*^[407]. Mais s'il examine le mode de production capitaliste, il identifie la fonction de direction et de surveillance, en tant qu'elle dérive de la nature du procès de travail coopératif, avec cette fonction, en tant qu'elle a pour fondement le caractère capitaliste et conséquemment antagonique de ce même procès^[408]. Le capitaliste n'est point capitaliste parce qu'il est directeur industriel ; il devient au contraire chef d'industrie parce qu'il est capitaliste. Le commandement dans l'industrie devient l'attribut du capital, de même qu'aux temps féodaux la direction de la guerre et

l'administration de la justice étaient les attributs de la propriété foncière^[409].

L'ouvrier est propriétaire de sa force de travail tant qu'il en débat le prix de vente avec le capitaliste, et il ne peut vendre que ce qu'il possède, sa force individuelle. Ce rapport ne se trouve en rien modifié, parce que le capitaliste achète cent forces de travail au lieu d'une, ou passe contrat non avec un, mais avec cent ouvriers indépendants les uns des autres et qu'il pourrait employer sans les faire coopérer. Le capitaliste paye donc à chacun des cent sa force de travail indépendante, mais il ne paye pas la force combinée de la centaine. Comme personnes indépendantes, les ouvriers sont des individus isolés qui entrent en rapport avec le même capital mais non entre eux. Leur coopération ne commence que dans le procès de travail ; mais là ils ont déjà cessé de s'appartenir. Dès qu'ils y entrent, ils sont incorporés au capital. En tant qu'ils coopèrent, qu'ils forment les membres d'un organisme actif, ils ne sont même qu'un mode particulier d'existence du capital. La force productive que des salariés déploient en fonctionnant comme travailleur collectif, est par conséquent force productive du capital. Les forces sociales du travail se développent sans être payées dès que les ouvriers sont placés dans certaines conditions et le capital les y place. Parce que la force sociale du travail ne coûte rien au capital, et que, d'un autre côté, le salarié ne la développe que lorsque son travail appartient au capital, elle semble être une force dont le capital est doué *par nature*, une force productive qui lui est immanente.

L'effet de la coopération simple éclate d'une façon merveilleuse dans les œuvres gigantesques des anciens Asiatiques, des Égyptiens, des Étrusques, etc. « Il arrivait à des époques reculées que ces États de l'Asie, leurs dépenses civiles et militaires une fois réglées, se trouvaient en possession d'un excédent de subsistances qu'ils pouvaient consacrer à des œuvres de magnificence et d'utilité. Leur pouvoir de disposer du travail de presque toute la population non agricole et le droit exclusif du monarque et du sacerdoce sur l'emploi de cet excédent, leur fournissaient les moyens d'élever ces immenses monuments dont ils couvraient tout le pays... Pour mettre en mouvement les statues colossales et les masses énormes dont le transport excite l'étonnement, on n'employait presque que du travail humain, mais avec la plus excessive prodigalité. Le *nombre des travailleurs et la concentration de leurs efforts* suffisaient. Ainsi voyons-nous des bancs énormes de corail surgir du fond de l'Océan, former des îles et de la terre ferme, bien que chaque individu qui contribue à les constituer soit faible, imperceptible et méprisable. Les travailleurs non agricoles d'une monarchie asiatique avaient peu de chose à fournir en

dehors de leurs efforts corporels ; mais leur nombre était leur force, et la despotique puissance de direction sur ces masses donna naissance à leurs œuvres gigantesques. La concentration en une seule main ou dans un petit nombre de mains des revenus dont vivaient les travailleurs, rendit seule possible l'exécution de pareilles entreprises^[410]. » Cette puissance des rois d'Asie et d'Égypte, des théocrates étrusques, etc., est, dans la société moderne, échue au capitaliste isolé ou associé par l'entremise des commandites, des sociétés par actions, etc.

La coopération, telle que nous la trouvons à l'origine de la civilisation humaine, chez les peuples chasseurs^[411], dans l'agriculture des communautés indiennes, etc., repose sur la propriété en commun des conditions de production et sur ce fait, que chaque individu adhère encore à sa tribu ou à la communauté aussi fortement qu'une abeille à son essaim. Ces deux caractères la distinguent de la coopération capitaliste. L'emploi sporadique de la coopération sur une grande échelle, dans l'antiquité, le moyen âge et les colonies modernes, se fonde sur des rapports immédiats de domination et de servitude, généralement sur l'esclavage. Sa forme capitaliste présuppose au contraire le travailleur libre, vendeur de sa force. Dans l'histoire, elle se développe en opposition avec la petite culture des paysans et l'exercice indépendant des métiers, que ceux-ci possèdent ou non la forme corporative^[412]. En face d'eux la coopération capitaliste n'apparaît point comme une forme particulière de la coopération ; mais au contraire la coopération elle-même comme la forme particulière de la production capitaliste.

Si la puissance collective du travail, développée par la coopération, apparaît comme force productive du capital, la coopération apparaît comme mode spécifique de la production capitaliste. C'est là la première phase de transformation que parcourt le procès de travail par suite de sa subordination au capital. Cette transformation se développe spontanément. Sa base, l'emploi simultané d'un certain nombre de salariés dans le même atelier, est donnée avec l'existence même du capital, et se trouve là comme résultat historique des circonstances et des mouvements qui ont concouru à décomposer l'organisme de la production féodale.

Le mode de production capitaliste se présente donc comme nécessité historique pour transformer le travail isolé en travail social ; mais, entre les mains du capital, cette socialisation du travail n'en augmente les forces productives que pour l'exploiter avec plus de profit.

Dans sa forme élémentaire, la seule considérée jusqu'ici, la coopération coïncide avec la production sur une grande échelle. Sous cet aspect elle ne caractérise aucune époque particulière de la production capitaliste, si ce

n'est les commencements de la manufacture encore professionnelle^[413] et ce genre d'agriculture en grand qui correspond à la période manufacturière et se distingue de la petite culture moins par ses méthodes que par ses dimensions. La coopération simple prédomine aujourd'hui encore dans les entreprises où le capital opère sur une grande échelle, sans que la division du travail ou l'emploi des machines y jouent un rôle important.

Le mode *fondamental* de la production capitaliste, c'est la coopération dont la forme rudimentaire, tout en contenant le germe de formes plus complexes, ne disparaît pas seulement dans celles-ci comme un de leurs éléments, mais se maintient aussi à côté d'elles comme mode particulier.

CHAPITRE XIV

DIVISION DU TRAVAIL ET MANUFACTURE

I

Double origine de la manufacture

Cette espèce de coopération qui a pour base la division du travail revêt dans la manufacture sa forme classique et prédomine pendant la période manufacturière proprement dite, qui dure environ depuis la moitié du seizième jusqu'au dernier tiers du dix-huitième siècle.

La manufacture a une double origine.

Un seul atelier peut réunir sous les ordres du même capitaliste des artisans de métiers différents, par les mains desquels un produit doit passer pour parvenir à sa parfaite maturité. Un carrosse fut le produit collectif des travaux d'un grand nombre d'artisans indépendants les uns des autres tels que charrons, selliers, tailleurs, serruriers, ceinturiers, tourneurs, passementiers, vitriers, peintres, vernisseurs, doreurs, etc. La manufacture carrossière les a réunis tous dans un même local où ils travaillent en même temps et de la main à la main. On ne peut pas, il est vrai, dorer un carrosse avant qu'il soit fait ; mais si l'on fait beaucoup de carrosses à la fois, les uns fournissent constamment du travail aux doreurs tandis que les autres passent par d'autres procédés de fabrication. Jusqu'ici nous sommes encore sur le terrain de la coopération simple qui trouve tout préparé son matériel en hommes et en choses. Mais bientôt il s'y introduit une modification essentielle. Le tailleur, le ceinturier, le serrurier, etc., qui ne

sont occupés qu'à la fabrication de carrosses, perdent peu à peu l'habitude et avec elle la capacité d'exercer leur métier dans toute son étendue. D'autre part, leur savoir-faire borné maintenant à une spécialité acquiert la forme la plus propre à cette sphère d'action rétrécie. À l'origine la manufacture de carrosses se présentait comme une combinaison de métiers indépendants. Elle devient peu à peu une division de la production carrossière en ses divers procédés spéciaux dont chacun se cristallise comme besoin particulière d'un travailleur et dont l'ensemble est exécuté par la réunion de ces travailleurs parcellaires. C'est ainsi que les manufactures de drap et un grand nombre d'autres sont sorties de l'agglomération de métiers différents sous le commandement d'un même capital^[414].

Mais la manufacture peut se produire d'une manière tout opposée. Un grand nombre d'ouvriers dont chacun fabrique le même objet, soit du papier, des caractères d'imprimerie, des aiguilles, etc., peuvent être occupés simultanément par le même capital dans le même atelier. C'est la coopération dans sa forme la plus simple. Chacun de ces ouvriers (peut-être avec un ou deux compagnons) fait la marchandise entière en exécutant l'une après l'autre les diverses opérations nécessaires et en continuant à travailler suivant son ancien mode. Cependant des circonstances extérieures donnent bientôt lieu d'employer d'une autre façon la concentration des ouvriers dans le même local et la simultanéité de leurs travaux. Une quantité supérieure de marchandises doit par exemple être livrée dans un temps fixé. Le travail se divise alors. Au lieu de faire exécuter les diverses opérations par le même ouvrier les unes après les autres, on les sépare, on les isole, puis on confie chacune d'elles à un ouvrier spécial, et toutes ensemble sont exécutées simultanément et côte à côte par les coopérateurs. Cette division faite une première fois accidentellement se renouvelle, montre ses avantages particuliers et s'ossifie peu à peu en une division systématique du travail. De produit individuel d'un ouvrier indépendant faisant une foule de choses, la marchandise devient le produit social d'une réunion d'ouvriers dont chacun n'exécute constamment que la même opération de détail. Les mêmes opérations qui, chez le papetier d'un corps de métier allemand, s'engrenaient les unes dans les autres comme travaux successifs, se changeaient dans la manufacture hollandaise de papier en opérations de détail exécutées parallèlement par les divers membres d'un groupe coopératif. Le faiseur d'épingles de Nuremberg est l'élément fondamental de la manufacture d'épingles anglaise ; mais tandis que le premier parcourait une série de vingt opérations successives peut-être, vingt

ouvriers dans celle-ci n'exécutèrent bientôt chacun qu'une seule de ces opérations qui, par suite d'expériences ultérieures, ont été subdivisées et isolées encore davantage.

L'origine de la manufacture, sa provenance du métier, présente donc une double face. D'un côté elle a pour point de départ la combinaison de métiers divers et indépendants que l'on désagrège et simplifie jusqu'au point où ils ne sont plus que des opérations partielles et complémentaires les unes des autres dans la production d'une seule et même marchandise ; d'un autre côté elle s'empare de la coopération d'artisans de même genre, décompose le même métier en ses opérations diverses, les isole et les rend indépendantes jusqu'au point où chacune d'elles devient la fonction exclusive d'un travailleur parcellaire. La manufacture introduit donc tantôt la division du travail dans un métier ou bien la développe ; tantôt elle combine des métiers distincts et séparés. Mais quel que soit son point de départ, sa forme définitive est la même — un organisme de production dont les membres sont des hommes.

Pour bien apprécier la division du travail dans la manufacture, il est essentiel de ne point perdre de vue les deux points suivants : premièrement, l'analyse du procès de production dans ses phases particulières se confond ici tout à fait avec la décomposition du métier de l'artisan dans ses diverses opérations manuelles. Composée ou simple, l'exécution ne cesse de dépendre de la force, de l'habileté, de la promptitude et de la sûreté de main de l'ouvrier dans le maniement de son outil. Le métier reste toujours la base. Cette base technique n'admet l'analyse de la besogne à faire que dans des limites très étroites. Il faut que chaque procédé partiel par lequel l'objet de travail passe, soit exécutable comme main-d'œuvre qu'il forme, pour ainsi dire, à lui seul un métier à part.

Précisément parce que l'habileté de métier reste le fondement de la manufacture, chaque ouvrier y est approprié à une fonction parcellaire pour toute sa vie.

Deuxièmement, la division manufacturière du travail est une coopération d'un genre particulier, et ses avantages proviennent en grande partie non de cette forme particulière, mais de la nature générale de la coopération.

II

Entrons dans quelques détails. Il est d'abord évident que l'ouvrier parcellaire transforme son corps tout entier en organe exclusif et automatique de la seule et même opération simple, exécutée par lui sa vie durant, en sorte qu'il y emploie moins de temps que l'artisan qui exécute toute une série d'opérations. Or le mécanisme vivant de la manufacture, le travailleur collectif, n'est composé que de pareils travailleurs parcellaires. Comparée au métier indépendant, la manufacture fournit donc plus de produits en moins de temps, ou, ce qui revient au même, elle multiplie la force productive du travail^[415]. Ce n'est pas tout ; dès que le travail parcellaire devient fonction exclusive, sa méthode se perfectionne. Quand on répète constamment un acte simple et concentre l'attention sur lui, on arrive peu à peu par l'expérience à atteindre l'effet utile voulu avec la plus petite dépense de force. Et comme toujours diverses générations d'ouvriers vivent et travaillent ensemble dans les mêmes ateliers, les procédés techniques acquis, ce qu'on appelle les ficelles du métier, s'accumulent et se transmettent^[416]. La manufacture produit la virtuosité du travailleur de détail, en reproduisant et poussant jusqu'à l'extrême la séparation des métiers, telle qu'elle l'a trouvée dans les villes du moyen âge. D'autre part, sa tendance à transformer le travail parcellaire en vocation exclusive d'un homme sa vie durant, répond à la propension des sociétés anciennes, à rendre les métiers héréditaires, à les pétrifier en castes, ou bien, lorsque des circonstances historiques particulières occasionnèrent une variabilité de l'individu, incompatible avec le régime des castes, à ossifier du moins en corporations les diverses branches d'industries. Ces castes et ces corporations se forment d'après la même loi naturelle qui règle la division des plantes et des animaux en espèces et en variétés, avec cette différence cependant, qu'un certain degré de développement une fois atteint, l'hérédité des castes et l'exclusivisme des corporations sont décrétés lois sociales^[417].

« Les mousselines de Dakka, pour la finesse, les cotons et autres tissus de Coromandel pour la magnificence et la durée de leurs couleurs, n'ont jamais été dépassés. Et cependant ils sont produits sans capital, sans machines, sans division du travail, sans aucun de ces moyens qui constituent tant d'avantages en faveur de la fabrication européenne. Le tisserand est un individu isolé qui fait le tissu sur la commande d'une pratique, avec un métier de la construction la plus simple, composé parfois uniquement de perches de bois grossièrement ajustées. Il ne possède même aucun appareil pour tendre la chaîne, si bien que le métier doit rester constamment étendu dans toute sa longueur, ce qui le tellement ample et difforme qu'il ne peut trouver place dans la hutte du producteur. Celui-ci

est donc obligé de faire son travail en plein air, où il est interrompu par chaque changement de température^[418]. »

Ce n'est que l'aptitude spéciale, accumulée de génération en génération et transmise par héritage de père en fils qui prête à l'Indien comme à l'araignée cette virtuosité. Le travail d'un tisserand indien, comparé à celui des ouvriers de manufacture, est cependant très compliqué.

Un artisan qui exécute les uns après les autres les différents procès partiels qui concourent à la production d'une œuvre doit changer tantôt de place, tantôt d'instruments. La transition d'une opération à l'autre interrompt le cours de son travail forme pour ainsi dire des pores dans sa journée. Ces pores se resserrent dès qu'il emploie la journée entière à une seule opération continue, ou bien ils disparaissent à mesure que le nombre de ces changements d'opération diminue. L'accroissement de productivité provient ici soit d'une dépense de plus de force dans un espace de temps donné, c'est-à-dire de l'intensité accrue du travail, soit d'une diminution dans la dépense improductive de la force. L'excédent de dépense en force qu'exige chaque transition du repos au mouvement se trouve compensé si l'on prolonge la durée de la vitesse normale une fois acquise. D'autre part, un travail continu et uniforme finit par affaiblir l'essor et la tension des esprits animaux qui trouvent délassement et charme au changement d'activité.

La productivité du travail ne dépend pas seulement de la virtuosité de l'ouvrier, mais encore de la perfection de ses instruments. Les outils de même espèce, tels que ceux qui servent à forer, trancher, percer, frapper, etc., sont employés dans différents procès de travail, et de même un seul outil peut servir dans le même procès à diverses opérations. Mais dès que les différentes opérations d'un procès de travail sont détachées les unes des autres et que chaque opération partielle acquiert dans la main de l'ouvrier parcellaire la forme la plus adéquate, et par cela même exclusive, il devient nécessaire de transformer les instruments qui servaient auparavant à différents buts. L'expérience des difficultés que leur ancienne forme oppose au travail parcellé indique la direction des changements à faire. Les instruments de même espèce perdent alors leur forme commune. Ils se subdivisent de plus en plus en différentes espèces dont chacune possède une forme fixe pour un seul usage et ne prête tout le service dont elle est capable que dans la main d'un ouvrier spécial. Cette différenciation et spécialisation des instruments de travail caractérisent la manufacture. À Birmingham, on produit environ cinq cents variétés de marteaux, dont chacune ne sert qu'à un seul procès particulier de production, et grand nombre de ces variétés ne servent qu'à des opérations diverses du même

procès. La période manufacturière simplifie, perfectionne et multiplie les instruments de travail en les accommodant aux fonctions séparées et exclusives d'ouvriers parcellaires^[419]. Elle crée par cela même une des conditions matérielles de l'emploi des machines, lesquelles consistent en une combinaison d'instruments simples.

Le travailleur parcellaire et son outil, voilà les éléments simples de la manufacture dont nous examinerons maintenant le mécanisme général.

III

Mécanisme général de la manufacture. Ses deux formes fondamentales. Manufacture hétérogène et manufacture sérielle

La manufacture présente deux formes fondamentales qui, malgré leur entrelacement accidentel, constituent deux espèces essentiellement distinctes, jouant des rôles très différents lors de la transformation ultérieure de la manufacture en grande industrie. Ce double caractère provient de la nature du produit qui doit sa forme définitive ou à un simple ajustement mécanique de produits partiels indépendants, ou bien à une série de procédés et de manipulations connexes.

Une locomotive, par exemple, contient plus de cinq mille pièces complètement distinctes. Néanmoins elle ne peut pas servir de produit-échantillon de la première espèce de manufacture proprement dite, parce qu'elle provient de la grande industrie. Il en est autrement de la montre que déjà William Petty a choisie pour décrire la division manufacturière du travail. Primitivement œuvre individuelle d'un artisan de Nuremberg, la montre est devenue le produit social d'un nombre immense de travailleurs tels que faiseurs de ressorts, de cadrans, de pitons de spirale, de trous et leviers à rubis, d'aiguilles, de boîtes, de vis, doreurs, etc. Les sous-divisions foisonnent. Il y a, par exemple, le fabricant de roues (roues de laiton et roues d'acier séparément), les faiseurs de pignons, de mouvements, l'acheveur de pignon (qui assujettit les roues et polit les facettes), le faiseur de pivots, le planteur de finissage, le finisseur de barillet (qui dente les roues, donne aux trous la grandeur voulue, affermit l'arrêt), les faiseurs d'échappement, de roues de rencontre, de balancier, le planteur d'échappement, le repasseur de barillet (qui achève l'étui du ressort), le polisseur d'acier, le polisseur de roues, le polisseur de vis, le peintre de chiffres, le fondeur d'émail sur cuivre, le fabricant de pendants, le finisseur de charnière, le faiseur de secret, le graveur, le ciliceur, le polisseur de boîte, etc., enfin le repasseur qui assemble la montre entière et

la livre toute prête au marché. Un petit nombre seulement des parties de la montre passe par diverses mains et tous ces membres disjoints, *membra disjecta*, se rassemblent pour la première fois dans la main qui en fera définitivement un tout mécanique. Ce rapport purement extérieur du produit achevé avec ses divers éléments rend ici, comme dans tout ouvrage semblable, la combinaison des ouvriers parcellaires dans un même atelier tout à fait accidentelle. Les travaux partiels peuvent même être exécutés comme métiers indépendants les uns des autres; il en est ainsi dans les cantons de Waadt et de Neufchâtel, tandis qu'à Genève, par exemple, il y a pour la fabrication des montres de grandes manufactures, c'est-à-dire coopération immédiate d'ouvriers parcellaires sous le commandement d'un seul capital. Même dans ce cas, le cadran le ressort et la boîte sont rarement fabriqués dans la manufacture. L'exploitation manufacturière ne donne ici de bénéfices que dans des circonstances exceptionnelles, parce que les ouvriers en chambre se font la plus terrible concurrence, parce que le démembrement de la production en une foule de procès hétérogènes n'admet guère de moyens de travail d'un emploi commun, et parce que le capitaliste économise les frais d'atelier, quand la fabrication est disséminée^[420]. Il faut remarquer que la condition de ces ouvriers de détail qui travaillent chez eux, mais pour un capitaliste (fabricant, établisser), diffère du tout au tout de celle de l'artisan indépendant qui travaille pour ses propres pratiques^[421].

La seconde espèce de manufacture, c'est-à-dire sa forme parfaite, fournit des produits qui parcourent des phases de développement connexes, toute une série de procès gradués, comme, par exemple, dans la manufacture d'épingles, le fil de laiton passe par les mains de soixante-douze et même de quatre-vingt-douze ouvriers dont pas deux n'exécutent la même opération.

Une manufacture de ce genre, en tant qu'elle combine des métiers primitivement indépendants, diminue l'espace entre les phases diverses de la production. Le temps exigé pour la transition du produit d'un stade à l'autre est ainsi raccourci, de même que le travail de transport^[422]. Comparativement au métier, il y a donc gain de force productive, et ce gain provient du caractère coopératif de la manufacture. D'autre part, la division du travail qui lui est propre réclame l'isolement des différentes opérations, et leur indépendance les unes vis-à-vis des autres. L'établissement et le maintien du rapport d'ensemble entre les fonctions isolées nécessite des transports incessants de l'objet de travail d'un ouvrier à l'autre, et d'un procès à l'autre. Cette source de faux frais constitue un des côtés inférieurs de la manufacture comparée à l'industrie

mécanique^[423].

Avant de parvenir à sa forme définitive, l'objet de travail, des chiffons, par exemple, dans la manufacture de papier, ou du laiton dans celle d'épingles, parcourt toute une série d'opérations successives. Mais, comme mécanisme d'ensemble, l'atelier offre à l'œil l'objet de travail dans toutes ses phases d'évolution à la fois. Le travailleur collectif, Briarée, dont les mille mains sont armées d'outils divers, exécute en même temps la coupe des fils de laiton, la façon des têtes d'épingles, l'aiguisement de leurs pointes, leur attache, etc. Les diverses opérations connexes, successives dans le temps, deviennent simultanées dans l'espace, combinaison qui permet d'augmenter considérablement la masse de marchandises fournies dans un temps donné^[424].

Cette simultanéité provient de la forme coopérative du travail ; mais la manufacture ne s'arrête pas aux conditions préexistantes de la coopération : elle en crée de nouvelles par la décomposition qu'elle opère dans les métiers. Elle n'atteint son but qu'en rivant pour toujours l'ouvrier à une opération de détail.

Comme le produit partiel de chaque travailleur parcellaire n'est en même temps qu'un degré particulier de développement de l'ouvrage achevé, chaque ouvrier ou chaque groupe d'ouvriers fournit à l'autre sa matière première. Le résultat du travail de l'un forme le point de départ du travail de l'autre. Le temps de travail nécessaire pour obtenir dans chaque procès partiel l'effet utile voulu est établi expérimentalement, et le mécanisme total de la manufacture ne fonctionne qu'à cette condition, que dans un temps donné un résultat donné est obtenu. Ce n'est que de cette manière que les travaux divers et complémentaires les uns des autres peuvent marcher côte à côte, simultanément et sans interruption. Il est clair que cette dépendance immédiate des travaux et des travailleurs force chacun à n'employer que le temps nécessaire à sa fonction, et que l'on obtient ainsi une continuité, une régularité, une uniformité et surtout une intensité du travail qui ne se rencontrent ni dans le métier indépendant ni même dans la coopération simple^[425]. Qu'une marchandise ne doive coûter que le temps du travail socialement nécessaire à sa fabrication, cela apparaît dans la production marchande en général l'effet de la concurrence, parce que, à parler superficiellement, chaque producteur particulier est forcé de vendre la marchandise à son prix de marché. Dans la manufacture, au contraire, la livraison d'un quantum de produit donné dans un temps de travail donné devient une loi technique du procès de production lui-même^[426].

Des opérations différentes exigent cependant des longueurs de temps

inégales et fournissent, par conséquent, dans des espaces de temps égaux, des quantités inégales de produits partiels. Si donc le même ouvrier doit, jour par jour, exécuter toujours une seule et même opération, il faut, pour des opérations diverses, employer des ouvriers en proportion diverse : quatre fondeurs, par exemple, pour deux casseurs et un frotteur dans une manufacture de caractères d'imprimerie ; le fondeur fond par heure deux mille caractères, tandis que le casseur en détache quatre mille et que le frotteur en polit huit mille. Le principe de la coopération dans sa forme la plus simple reparaît : occupation simultanée d'un certain nombre d'ouvriers à des opérations de même espèce ; mais il est maintenant l'expression d'un rapport organique. La division manufacturière du travail simplifie donc et multiplie en même temps non seulement les organes qualitativement différents du travailleur collectif ; elle crée, de plus, un rapport mathématique fixe qui règle leur quantité, c'est-à-dire le nombre relatif d'ouvriers ou la grandeur relative du groupe d'ouvriers dans chaque fonction particulière.

Le nombre proportionnel le plus convenable des différents groupes de travailleurs parcellaires est-il une fois établi expérimentalement pour une échelle donnée de la production, on ne peut étendre cette échelle qu'en employant un multiple de chaque groupe spécial^[427]. Ajoutons à cela que le même individu accomplit certains travaux tout aussi bien en grand qu'en petit, le travail de surveillance, par exemple, le transport des produits partiels d'une phase de la production dans une autre, etc. Il ne devient donc avantageux d'isoler ces fonctions ou de les confier à des ouvriers spéciaux, qu'après avoir augmenté le personnel de l'atelier ; mais alors cette augmentation affecte proportionnellement tous les groupes.

Quand le groupe isolé se compose d'éléments hétérogènes, d'ouvriers employés à la même fonction parcellaire, il forme un organe particulier du mécanisme total. Dans diverses manufactures, cependant, le groupe est un travailleur collectif parfaitement organisé, tandis que le mécanisme total n'est formé que par la répétition ou la multiplication de ces organismes producteurs élémentaires. Prenons, par exemple, la manufacture de bouteilles. Elle se décompose en trois phases essentiellement différentes : premièrement, la phase préparatoire où se fait la composition du verre, le mélange de chaux, de sable, etc., et la fusion de cette composition en une masse fluide^[428]. Dans cette première phase, des ouvriers parcellaires de divers genres sont occupés ainsi que dans la phase définitive, qui consiste dans l'enlèvement des bouteilles hors des fours à sécher, dans leur triage, leur mise en paquets, etc. Entre les deux phases a lieu la fabrication du verre proprement dite, ou la manipulation de la masse fluide. À

l'embouchure d'un même fourneau travaille un groupe qui porte, en Angleterre, le nom de *hole* (trou), et qui se compose d'un *bottle-maker*, faiseur de bouteilles ou finisseur, d'un *blower*, souffleur, d'un *gatherer*, d'un *putter-up* ou *whetter-of* et d'un *taker-in*. Ces cinq ouvriers forment autant d'organes différents d'une force collective de travail, qui ne fonctionne que comme unité, c'est-à-dire par coopération immédiate des cinq. Cet organisme se trouve paralysé dès qu'il lui manque un seul de ses membres. Le même fourneau a diverses ouvertures, en Angleterre de quatre à six, dont chacune donne accès à un creuset d'argile rempli de verre fondu, et occupe son groupe propre de cinq ouvriers. L'organisme de chaque groupe repose ici sur la division du travail, tandis que le lien entre les divers groupes analogues consiste en une simple coopération qui permet d'économiser un des moyens de production, le fourneau, en le faisant servir en commun. Un fourneau de ce genre, avec ses quatre à six groupes, forme un petit atelier, et une manufacture de verre comprend un certain nombre de ces ateliers avec les ouvriers et les matériaux dont ils ont besoin pour les phases de production préparatoires et définitives.

Enfin la manufacture, de même qu'elle provient en partie d'une combinaison de différents métiers, peut à son tour se développer en combinant ensemble des manufactures différentes. C'est ainsi que les verreries anglaises d'une certaine importance fabriquent elles-mêmes leurs creusets d'argile, parce que la réussite du produit dépend en grande partie de leur qualité. La manufacture d'un moyen de production est ici unie à la manufacture du produit. Inversement, la manufacture du produit peut être unie à des manufactures où il entre comme matière première, ou au produit desquelles il se joint plus tard. C'est ainsi qu'on trouve des manufactures de flintglass combinées avec le polissage des glaces et la fonte du cuivre, cette dernière opération ayant pour but l'enchâssure ou la monture d'articles de verres variés. Les diverses manufactures combinées forment alors des départements plus ou moins séparés de la manufacture totale, et en même temps des procès de production indépendants, chacun avec sa division propre du travail. Malgré les avantages que présente la manufacture combinée, elle n'acquiert néanmoins une véritable unité technique, tant qu'elle repose sur sa propre base. Cette unité ne surgit qu'après la transformation de l'industrie manufacturière en industrie mécanique.

Dans la période manufacturière on ne tarda guère à reconnaître que son principe n'était que la diminution du temps de travail nécessaire à la production des marchandises, et on s'exprima sur ce point très clairement^[429]. Avec la manufacture se développa aussi çà et là l'usage des

machines, surtout pour certains travaux préliminaires simples qui ne peuvent être exécutés qu'en grand et avec une dépense de force considérable. Ainsi, par exemple, dans la manufacture de papier, la trituration des chiffons se fit bientôt au moyen de moulins ad hoc, de même que dans les établissements métallurgiques l'écrasement du minerai au moyen de moulins dits *brocards*^[430]. L'empire romain avait transmis avec le *moulin à eau* la forme élémentaire de toute espèce de machine productive^[431]. La période des métiers avait légué les grandes inventions de la boussole, de la poudre à canon, de l'imprimerie et de l'horloge automatique. En général, cependant, les machines ne jouèrent dans la période manufacturière que ce rôle secondaire qu'Adam Smith leur assigne à côté de la division du travail^[432]. Leur emploi sporadique devint très important au dix-septième siècle, parce qu'il fournit aux grands mathématiciens de cette époque un point d'appui et un stimulant pour la création de la mécanique moderne.

C'est le travailleur collectif formé par la combinaison d'un grand nombre d'ouvriers parcellaires qui constitue le mécanisme spécifique de la période manufacturière. Les diverses opérations que le producteur d'une marchandise exécute tour à tour et qui se confondent dans l'ensemble de son travail, exigent, pour ainsi dire, qu'il ait plus d'une corde à son arc. Dans l'une, il doit déployer plus d'habileté, dans l'autre plus de force, dans une troisième plus d'attention, etc., et le même individu ne possède pas toutes ces facultés à un degré égal. Quand les différentes opérations sont une fois séparées, isolées et rendues indépendantes, les ouvriers sont divisés, classés et groupés d'après les facultés qui prédominent chez chacun d'eux. Si leurs particularités naturelles constituent le sol sur lequel croit la division du travail, la manufacture une fois introduite, développe des forces de travail qui ne sont aptes qu'à des fonctions spéciales. Le travailleur collectif possède maintenant toutes les facultés productives au même degré de virtuosité et les dépense le plus économiquement possible, en n'employant ses organes, individualisés dans des travailleurs ou des groupes de travailleurs spéciaux, qu'à des fonctions appropriées à leur qualité^[433]. En tant que membre du travailleur collectif, le travailleur parcellaire devient même d'autant plus parfait qu'il est plus borné et plus incomplet^[434]. L'habitude d'une fonction unique le transforme en organe infailible et spontané de cette fonction, tandis que l'ensemble du mécanisme le contraint d'agir avec la régularité d'une pièce de machine^[435]. Les fonctions diverses du travailleur collectif étant plus ou moins simples ou complexes, inférieures ou élevées ; ses organes, c'est-à-dire les forces de travail individuelles, doivent aussi être plus ou

moins simples ou complexes ; elles possèdent par conséquent des valeurs différentes. La manufacture crée ainsi une hiérarchie des forces de travail à laquelle correspond une échelle graduée des salaires. Si le travailleur individuel est approprié et annexé sa vie durant à une seule et unique fonction, les opérations diverses sont accommodées à cette hiérarchie d'habiletés et de spécialités naturelles et acquises^[436]. Chaque procès de production exige certaines manipulations dont le premier venu est capable. Elles aussi sont détachées de leur rapport mobile avec les moments plus importants de l'activité générale et ossifiées en fonctions exclusives. La manufacture produit ainsi dans chaque métier dont elle s'empare une classe de simples manouvriers que le métier du moyen âge écartait impitoyablement. Si elle développe la spécialité isolée au point d'en faire une virtuosité aux dépens de la puissance de travail intégrale, elle commence aussi à faire une spécialité du défaut de tout développement. À côté de la gradation hiérarchique prend place une division simple des travailleurs en habiles et inhabiles. Pour ces derniers les frais d'apprentissage disparaissent ; pour les premiers ils diminuent comparativement à ceux qu'exige le métier ; dans les deux cas la force de travail perd de sa valeur^[437] ; cependant la décomposition du procès de travail donne parfois naissance à des fonctions générales qui, dans l'exercice du métier, ne jouaient aucun rôle ou un rôle inférieur. La perte de valeur relative de la force de travail provenant de la diminution ou de la disparition des frais d'apprentissage entraîne immédiatement pour le capital accroissement de plus-value, car tout ce qui raccourcit le temps nécessaire à la production de la force de travail agrandit *ipso facto* le domaine du surtravail.

IV

Division du travail dans la manufacture et dans la société

Nous avons vu comment la manufacture est sortie de la coopération ; nous avons étudié ensuite ses éléments simples, l'ouvrier parcellaire et son outil, et en dernier lieu son mécanisme d'ensemble. Examinons maintenant le rapport entre la division manufacturière du travail et sa division sociale, laquelle forme la base générale de toute production marchande.

Si l'on se borne à considérer le travail lui-même, on peut désigner la séparation de la production sociale en ses grandes branches, industrie, agriculture, etc., sous le nom de division du travail en général, la séparation de ces genres de production en espèces et variétés sous celui de

division du travail en particulier, et enfin la division dans l'atelier sous le nom du travail en détail^[438].

La division du travail dans la société et la limitation correspondante des individus à une sphère ou à une vocation particulière, se développent, comme la division du travail dans la manufacture, en partant de points opposés. Dans une famille, et dans la famille élargie, la tribu, une division spontanée de travail s'ente sur les différences d'âge et de sexe, c'est-à-dire sur une base purement physiologique. Elle gagne plus de terrain avec l'extension de la communauté, l'accroissement de la population et surtout le conflit entre les diverses tribus et la soumission de l'une par l'autre. D'autre part, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, l'échange des marchandises prend d'abord naissance sur les points où diverses familles, tribus, communautés entrent en contact ; car ce sont des collectivités et non des individus qui, à l'origine de la civilisation, s'abordent et traitent les uns avec les autres en pleine indépendance. Diverses communautés trouvent dans leur *entourage naturel* des moyens de production et des moyens de subsistance différents. De là une différence dans leur mode de production, leur genre de vie et leurs produits. Des relations entre des communautés diverses une fois établies, l'échange de leurs produits réciproques se développe bientôt et les convertit peu à peu en marchandises. L'échange ne crée pas la différence des sphères de production ; il ne fait que les mettre en rapport entre elles et les transforme ainsi en branches plus ou moins dépendantes de l'ensemble de la production sociale. Ici la division sociale du travail provient de l'échange entre sphères de production différentes et indépendantes les unes des autres. Là où la *division physiologique* du travail forme le point de départ, ce sont au contraire les organes particuliers d'un tout compact qui se détachent les uns des autres, se décomposent, principalement en vertu de l'impulsion donnée par l'échange avec des communautés étrangères, et s'isolent jusqu'au point où le lien entre les différents travaux n'est plus maintenu que par l'échange de leurs produits.

Toute division du travail développée qui s'entretient par l'intermédiaire de l'échange des marchandises a pour base fondamentale la séparation de la ville et de la campagne^[439]. On peut dire que l'histoire économique de la société roule sur le mouvement de cette antithèse, à laquelle cependant nous ne nous arrêterons pas ici.

De même que la division du travail dans la manufacture suppose comme base matérielle un certain nombre d'ouvriers occupés en même temps, de même la division du travail dans la société suppose une certaine grandeur de la population, accompagnée d'une certaine densité, laquelle remplace

l'agglomération dans l'atelier^[440]. Cette densité cependant est quelque chose de relatif. Un pays dont la population est proportionnellement clairsemée, possède néanmoins, si ses voies de communication sont développées, une population plus dense qu'un pays plus peuplé, dont les moyens de communication sont moins faciles. Dans ce sens, les États du nord de l'Union américaine possèdent une population bien plus dense que les Indes^[441].

La division manufacturière du travail ne prend racine que là où sa division sociale est déjà parvenue à un certain degré de développement, division que par contrecoup elle développe et multiplie. À mesure que se différencient les instruments de travail, leur fabrication va se divisant en différents métiers^[442].

L'industrie manufacturière prend-elle possession d'un métier qui jusque-là était connexe avec d'autres comme occupation principale ou accessoire, tous étant exercés par le même artisan, immédiatement ces métiers se séparent et deviennent indépendants ; s'introduit-elle dans une phase particulière de la production d'une marchandise, aussitôt les autres phases constituent autant d'industries différentes. Nous avons déjà remarqué que là où le produit final n'est qu'une simple composition de produits partiels et hétérogènes, les différents travaux parcellés dont ils proviennent peuvent se désagréger et se transformer en métiers indépendants. Pour perfectionner la division du travail dans une manufacture on est bientôt amené à subdiviser une branche de production suivant la variété de ses matières premières, ou suivant les diverses formes que la même matière première peut obtenir, en manufactures différentes et pour une bonne part entièrement nouvelles. C'est ainsi que déjà dans la première moitié du dix-huitième on tissait en France plus de cent espèces d'étoffes de soie, et qu'à Avignon par exemple une loi ordonna que « chaque apprenti ne devait se consacrer qu'à un seul genre de fabrication et n'apprendre jamais à tisser qu'un seul genre d'étoffes ». La division territoriale du travail qui assigne certaines branches de production à certains districts d'un pays reçoit également une nouvelle impulsion de l'industrie manufacturière qui exploite partout les spécialités^[443]. Enfin l'expansion du marché universel et le système colonial qui font partie des conditions d'existence générales de la période manufacturière lui fournissent de riches matériaux pour la division du travail dans la société. Ce n'est pas ici le lieu de montrer comment cette division infesta non seulement la sphère économique mais encore toutes les autres sphères sociales, introduisant partout ce développement des spécialités, ce morcellement de l'homme qui arracha au maître d'Adam Smith, à A.

Ferguson, ce cri : « Nous sommes des nations entières d'ilotes et nous n'avons plus de citoyens libres^[444]. »

Malgré les nombreuses analogies et les rapports qui existent entre la division du travail dans la société et la division du travail dans l'atelier, il y a cependant entre elles une différence non pas de degré mais d'essence. L'analogie apparaît incontestablement de la manière la plus frappante là où un lien intime entrelace diverses branches d'industrie. L'éleveur de bétail par exemple produit des peaux; le tanneur les transforme en cuir ; le cordonnier du cuir fait des bottes. Chacun fournit ici un produit gradué et la forme dernière et définitive est le produit collectif de leurs travaux spéciaux. Joignons à cela les diverses branches de travail qui fournissent des instruments, etc., à l'éleveur de bétail, au tanneur et au cordonnier. On peut facilement se figurer avec Adam Smith que cette division sociale du travail ne se distingue de la division manufacturière que subjectivement, c'est-à-dire que l'observateur voit ici d'un coup d'œil les différents travaux partiels à la fois, tandis que là leur dispersion sur un vaste espace et le grand nombre des ouvriers occupés à chaque travail particulier ne lui permettent pas de saisir leurs rapports d'ensemble^[445]. Mais qu'est-ce qui constitue le rapport entre les travaux indépendants de l'éleveur de bétail, du tanneur et du cordonnier ? C'est que leurs produits respectifs sont des marchandises. Et qu'est-ce qui caractérise au contraire la division manufacturière du travail ? C'est que les travailleurs parcellaires ne produisent pas de marchandises^[446]. Ce n'est que leur produit collectif qui devient marchandise^[447]. L'intermédiaire des travaux indépendants dans la société c'est l'achat et la vente de leurs produits ; le rapport d'ensemble des travaux partiels de la manufacture a pour condition la vente de différentes forces de travail à un même capitaliste qui les emploie comme force de travail collective. La division manufacturière du travail suppose une concentration de moyens de production dans la main d'un capitaliste; la division sociale du travail suppose leur dissémination entre un grand nombre de producteurs marchands indépendants les uns des autres. Tandis que dans la manufacture la loi de fer de la proportionnalité soumet des nombres déterminés d'ouvriers à des fonctions déterminées, le hasard et l'arbitraire jouent leur jeu déréglé dans la distribution des producteurs et de leurs moyens de production entre les diverses branches du travail social.

Les différentes sphères de production tendent, il est vrai, à se mettre constamment en équilibre. D'une part, chaque producteur marchand doit produire une valeur d'usage, c'est-à-dire satisfaire un besoin social déterminé ; or, l'étendue de ces besoins diffère quantitativement et un lien intime les enchaîne tous en un système qui développe spontanément leurs

proportions réciproques ; d'autre part la loi de la valeur détermine combien de son temps disponible la société peut dépenser à la production de chaque espèce de marchandise. Mais cette tendance constante des diverses sphères de la production à s'équilibrer n'est qu'une réaction contre la destruction continuelle de cet équilibre. Dans la division manufacturière de l'atelier le nombre proportionnel donné d'abord par la pratique, puis par la réflexion, gouverne a priori à titre de règle la masse d'ouvriers attachée à chaque fonction particulière; dans la division sociale du travail il n'agit qu'a posteriori, comme nécessité fatale, cachée, muette, saisissable seulement dans les variations barométriques des prix du marché, s'imposant et dominant par des catastrophes l'arbitraire déréglé des producteurs marchands.

La division manufacturière du travail suppose l'autorité absolue du capitaliste sur des hommes transformés en simples membres d'un mécanisme qui lui appartient. La division sociale du travail met en face les uns des autres des producteurs indépendants qui ne reconnaissent en fait d'autorité que celle de la concurrence, d'autre force que la pression exercée sur eux par leurs intérêts réciproques, de même que dans le règne animal la guerre de tous contre tous, *bellum omnium contra omnes*, entretient plus ou moins les conditions d'existence de toutes les espèces. Et cette conscience bourgeoise qui exalte la division manufacturière du travail, la condamnation à perpétuité du travailleur à une opération de détail et sa subordination passive au capitaliste, elle pousse des hauts cris et se pâme quand on parle de contrôle, de réglementation sociale du procès de production ! Elle dénonce toute tentative de ce genre comme une attaque contre les droits de la Propriété, de la Liberté, du Génie du capitaliste. « Voulez-vous donc transformer la société en une fabrique ? » glapissent alors ces enthousiastes apologistes du système de fabrique. Le régime des fabriques n'est bon que pour les prolétaires !

Si l'anarchie dans la division sociale et le despotisme dans la division manufacturière du travail caractérisent la société bourgeoise, des sociétés plus anciennes où la séparation des métiers s'est développée spontanément, puis s'est cristallisée et enfin a été sanctionnée légalement, nous offrent par contre l'image d'une organisation sociale du travail régulière et autoritaire tandis que la division manufacturière y est complètement exclue, ou ne se présente que sur une échelle minime, ou ne se développe que sporadiquement et accidentellement^[448].

Ces petites communautés indiennes, dont on peut suivre les traces jusqu'aux temps les plus reculés, et qui existent encore en partie, sont fondées sur la possession commune du sol, sur l'union immédiate de

l'agriculture et du métier et sur une division du travail invariable, laquelle sert de plan et de modèle toutes les fois qu'il se forme des communautés nouvelles. Établies sur un terrain qui comprend de cent à quelques milles acres, elles constituent des organismes de production complets se suffisant à elles-mêmes. La plus grande masse du produit est destinée à la consommation immédiate de la communauté ; elle ne devient point marchandise, de manière que la production est indépendante de la division du travail occasionnée par l'échange dans l'ensemble de la société indienne. L'excédant seul des produits se transforme en marchandise, et va tout d'abord entre les mains de l'État auquel, depuis les temps les plus reculés, en revient une certaine partie à titre de rente en nature. Ces communautés revêtent diverses formes dans différentes parties de l'Inde. Sous sa forme la plus simple, la communauté cultive le sol en commun et partage les produits entre ses membres, tandis que chaque famille s'occupe chez elle de travaux domestiques, tels que filage, tissage, etc. À côté de cette masse occupée d'une manière uniforme nous trouvons « l'habitant principal » juge, chef de police et receveur d'impôts, le tout en une seule personne ; le teneur de livres qui règle les comptes de l'agriculture et du cadastre et enregistre tout ce qui s'y rapporte ; un troisième employé qui poursuit les criminels et protège les voyageurs étrangers qu'il accompagne d'un village à l'autre, l'homme-frontière qui empêche les empiètements des communautés voisines ; l'inspecteur des eaux qui fait distribuer pour les besoins de l'agriculture l'eau dérivée des réservoirs communs ; le bramine qui remplit les fonctions du culte ; le maître d'école qui enseigne aux enfants de la communauté à lire et à écrire sur le sable ; le bramine calendrier qui en qualité d'astrologue indique les époques des semailles et de la moisson ainsi que les heures favorables ou funestes aux divers travaux agricoles ; un forgeron et un charpentier qui fabriquent et réparent tous les instruments d'agriculture ; le potier qui fait toute la vaisselle du village ; le barbier, le blanchisseur, l'orfèvre et çà et là le poète qui dans quelques communautés remplace l'orfèvre et dans d'autres, le maître d'école. Cette douzaine de personnages est entretenue aux frais de la communauté entière. Quand la population augmente, une communauté nouvelle est fondée sur le modèle des anciennes et s'établit dans un terrain non cultivé. L'ensemble de la communauté repose donc sur une division du travail régulière, mais la division dans le sens manufacturier est impossible puisque le marché reste immuable pour le forgeron, le charpentier, etc., et que tout au plus, selon l'importance des villages, il s'y trouve deux forgerons ou deux potiers au lieu d'un^[449]. La loi qui règle la division du travail de la communauté agit ici avec l'autorité inviolable

d'une loi physique, tandis que chaque artisan exécute chez lui, dans son atelier, d'après le mode traditionnel, mais avec indépendance et sans reconnaître aucune autorité, toutes les opérations qui sont de son ressort. La simplicité de l'organisme productif de ces communautés qui se suffisent à elles-mêmes, se reproduisent constamment sous la même forme, et une fois détruites accidentellement se reconstituent au même lieu et avec le même nom^[450], nous fournit la clef l'immutabilité des sociétés asiatiques, immutabilité qui contraste d'une manière si étrange avec la dissolution et reconstruction incessantes des États asiatiques, les changements violents de leurs dynasties. La structure des éléments économiques fondamentaux de la société, reste hors des atteintes de toutes les tourmentes de la région politique.

Les lois des corporations du moyen âge empêchaient méthodiquement la transformation du maître en capitaliste, en limitant par des édits rigoureux le nombre maximum des compagnons qu'il avait le droit d'employer, et encore on lui interdisait l'emploi de compagnons dans tout genre de métier autre que le sien. La corporation se gardait également avec un zèle jaloux contre tout empiétement du capital marchand, la seule forme libre du capital qui lui faisait vis-à-vis. Le marchand pouvait acheter toute sorte de marchandises, le travail excepté. Il n'était souffert qu'à titre de débiteur de produits. Quand des circonstances extérieures nécessitaient une division du travail progressive, les corporations existantes se subdivisaient en sous-genres, ou bien il se formait des corporations nouvelles à côté des anciennes, sans que des métiers différents fussent réunis dans un même atelier. L'organisation corporative excluait donc la division manufacturière du travail, bien qu'elle en développât les conditions d'existence en isolant et perfectionnant les métiers. En général le travailleur et ses moyens de production restaient soudés ensemble comme l'escargot et sa coquille. Ainsi la base première de la manufacture, c'est-à-dire la forme capital des moyens de production, faisait défaut.

Tandis que la division sociale du travail, avec ou sans échange de marchandises, appartient aux formations économiques des sociétés les plus diverses, la division manufacturière est une création spéciale du mode de production capitaliste.

V

Caractère capitaliste de la manufacture

Un nombre assez considérable d'ouvriers sous les ordres du même

capital, tel est le point de départ naturel de la manufacture, ainsi que de la coopération simple. Mais la division du travail, tel que l'exige la manufacture, fait de l'accroissement incessant des ouvriers employés une nécessité technique. Le nombre minimum qu'un capitaliste doit employer, lui est maintenant prescrit par la division du travail établie.

Pour obtenir les avantages d'une division ultérieure, il faut non seulement augmenter le nombre des ouvriers, mais l'augmenter par multiple, c'est-à-dire d'un seul coup, selon des proportions fixes, dans tous les divers groupes de l'atelier. De plus, l'agrandissement de la partie variable du capital nécessite celui de sa partie constante, des avances en outils, instruments, bâtiments, etc., et surtout en matières premières dont la quantité requise croît bien plus vite que le nombre des ouvriers employés. Plus se développent les forces productives du travail par suite de sa division, plus il consomme de matières premières dans un temps donné. L'accroissement progressif du capital minimum nécessaire au capitaliste, ou la transformation progressive des moyens sociaux de subsistance et de production en capital, est donc une loi imposée par le caractère technique de la manufacture^[451].

Le corps de travail fonctionnant dans la manufacture et dont les membres sont des ouvriers de détail, appartient au capitaliste ; il n'est qu'une forme d'existence du capital. La force productive, issue de la combinaison des travaux, semble donc naître du capital.

La manufacture proprement dite ne soumet pas seulement le travailleur aux ordres et à la discipline du capital, mais établit encore une gradation hiérarchique parmi les ouvriers eux-mêmes. Si, en général, la coopération simple n'affecte guère le mode de travail individuel, la manufacture le révolutionne de fond en comble et attaque à sa racine la force de travail. Elle estropie le travailleur, elle fait de lui quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail, en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs, de même que dans les États de la Plata, on immole un taureau pour sa peau et son suif.

Ce n'est pas seulement le travail qui est divisé, subdivisé et réparti entre divers individus, c'est l'individu lui-même qui est morcelé et métamorphosé en ressort automatique d'une opération exclusive^[452], de sorte que l'on trouve réalisée la fable absurde de Menenius Agrippa, représentant un homme comme fragment de son propre corps^[453].

Originairement l'ouvrier vend au capital sa force de travail, parce que les moyens matériels de la production lui manquent. Maintenant sa force de travail refuse tout service sérieux si elle n'est pas vendue. Pour pouvoir fonctionner, il lui faut ce milieu social qui n'existe que dans l'atelier du

capitaliste^[454]. De même que le peuple élu portait écrit sur son front qu'il était la propriété de Jéhovah, de même l'ouvrier de manufacture est marqué comme au fer rouge du sceau de la division du travail qui le revendique comme propriété du capital.

Les connaissances, l'intelligence et la volonté que le paysan et l'artisan indépendants déploient, sur une petite échelle, à peu près comme le sauvage pratique tout l'art de la guerre sous forme de ruse personnelle, ne sont désormais requises que pour l'ensemble de l'atelier. Les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres. Ce que les ouvriers parcellaires perdent, se concentre en face d'eux dans le capital^[455]. La division manufacturière leur oppose les puissances intellectuelles de la production comme la propriété d'autrui et comme pouvoir qui les domine. Cette scission commence à poindre dans la coopération simple où le capitaliste représente vis-à-vis du travailleur isolé l'unité et la volonté du travailleur collectif ; elle se développe dans la manufacture qui mutile le travailleur au point de le réduire à une parcelle de lui-même ; elle s'achève enfin dans la grande industrie qui fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital^[456].

Dans la manufacture l'enrichissement du travailleur collectif, et par suite du capital, en forces productives sociales a pour condition l'appauvrissement du travailleur en forces productives individuelles.

« L'ignorance est la mère de l'industrie aussi bien que de la superstition. La réflexion et l'imagination sont sujettes à s'égarer ; mais l'habitude de mouvoir le pied ou la main ne dépend ni de l'une, ni de l'autre. Aussi pourrait-on dire, que la perfection, à l'égard des manufactures, consiste à pouvoir se passer de l'esprit, de manière que, sans effort de tête, l'atelier puisse être considéré comme une machine dont les parties sont des hommes^[457]. » Aussi un certain nombre de manufactures, vers le milieu du dix-huitième siècle, employaient de préférence pour certaines opérations formant des secrets de fabrique, des ouvriers à moitié idiots^[458].

« L'intelligence de la plupart des hommes », dit A. Smith, « se forme nécessairement par leurs occupations ordinaires. Un homme dont toute la vie se passe à exécuter un petit nombre d'opérations simples... n'a aucune occasion de développer son intelligence ni d'exercer son imagination... Il devient en général aussi ignorant et aussi stupide qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir. » Après avoir dépeint l'engourdissement de l'ouvrier parcellaire, A. Smith continue ainsi : « L'uniformité de sa vie stationnaire corrompt naturellement la vaillance de son esprit... elle dégrade même l'activité de son corps et le rend incapable de déployer sa

force avec quelque vigueur et quelque persévérance, dans tout autre emploi que celui auquel il a été élevé. Ainsi sa dextérité dans son métier est une qualité qu'il semble avoir acquise aux dépens de ses vertus intellectuelles, sociales et guerrières. Or, dans toute société industrielle et civilisée tel est l'état où doit tomber nécessairement l'ouvrier pauvre (the labouring poor), c'est-à-dire la grande masse du peuple^[459]. » Pour porter remède à cette détérioration complète, qui résulte de la division du travail, A. Smith recommande l'instruction populaire obligatoire, tout en conseillant de l'administrer avec prudence et à doses homoeopathiques. Son traducteur et commentateur français, G. Garnier, ce sénateur prédestiné du premier Empire, a fait preuve de logique en combattant cette idée. L'instruction du peuple, selon lui, est en contradiction avec les lois de la division du travail, et l'adopter « serait proscrire tout notre système social... Comme toutes les autres divisions du travail, celle qui existe entre le travail mécanique et le travail intellectuel^[460] se prononce d'une manière plus forte et plus tranchante à mesure que la société avance vers un état plus opulent. (Garnier applique ce mot *société* d'une manière très correcte au capital, à la propriété foncière et à l'État qui est leur.) Cette division comme toutes les autres, est un effet des progrès passés et une cause des progrès à venir... Le gouvernement doit-il donc travailler à contrarier cette division de travail, et à la retarder dans sa marche naturelle ? Doit-il employer une portion du revenu public pour tâcher de confondre et de mêler deux classes de travail qui tendent d'elles-mêmes à se diviser^[461] ? »

Un certain rabougrissement de corps et d'esprit est inséparable de la division du travail dans la société. Mais comme la période manufacturière pousse beaucoup plus loin cette division sociale en même temps que par la division qui lui est propre elle attaque l'individu à la racine même de sa vie, c'est elle qui la première fournit l'idée et la matière d'une pathologie industrielle^[462].

« Subdiviser un homme, c'est l'exécuter, s'il a mérité une sentence de mort ; c'est l'assassiner s'il ne la mérite pas. La subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple^[463]. »

La coopération fondée sur la division du travail, c'est-à-dire la manufacture, est à ses débuts une création spontanée et inconsciente. Dès qu'elle a acquis une certaine consistance et une base suffisamment large, elle devient la forme reconnue et méthodique de la production capitaliste. L'histoire de la manufacture proprement dite montre comment la division du travail qui lui est particulière acquiert expérimentalement, pour ainsi dire à l'insu des acteurs, ses formes les plus avantageuses, et comment ensuite, à la manière des corps de métier, elle s'efforce de maintenir ces

formes traditionnellement, et réussit quelquefois à les maintenir pendant plus d'un siècle. Cette forme ne change presque jamais, excepté dans les accessoires, que par suite d'une révolution survenue dans les instruments de travail. La manufacture moderne (je ne parle pas de la grande industrie fondée sur l'emploi des machines) ou bien trouve, dans les grandes villes où elle s'établit, ses matériaux tout prêts quoique disséminés et n'a plus qu'à les rassembler, la manufacture des vêtements par exemple ; ou bien le principe de la division du travail est d'une application si facile qu'on n'a qu'à approprier chaque ouvrier exclusivement à une des diverses opérations d'un métier, par exemple de la reliure des livres. L'expérience d'une semaine suffit amplement dans de tels cas pour trouver le nombre proportionnel d'ouvriers qu'exige chaque fonction^[464].

Par l'analyse et la décomposition du métier manuel, la spécialisation des instruments, la formation d'ouvriers parcellaires et leur groupement dans un mécanisme d'ensemble, la division manufacturière crée la différenciation qualitative et la proportionnalité quantitative des procès sociaux de production. Cette organisation particulière du travail en augmente les forces productives.

La division du travail dans sa forme capitaliste — et sur les bases historiques données, elle ne pouvait revêtir aucune autre forme — n'est qu'une méthode particulière de produire de la plus-value relative, ou d'accroître aux dépens du travailleur le rendement du capital, ce qu'on appelle *Richesse nationale* (*Wealth of Nations*). Aux dépens du travailleur elle développe la force collective du travail pour le capitaliste. Elle crée des circonstances nouvelles qui assurent la domination du capital sur le travail. Elle se présente donc et comme un progrès historique, une phase nécessaire dans la formation économique de la société, et comme un moyen civilisé et raffiné d'exploitation.

L'économie politique, qui ne date comme science spéciale que de l'époque des manufactures, considère la division sociale du travail en général du point de vue de la division manufacturière^[465] ; elle n'y voit qu'un moyen de produire plus avec moins de travail, de faire baisser par conséquent le prix des marchandises et d'activer l'accumulation du capital. Les écrivains de l'antiquité classique, au lieu de donner tant d'importance à la quantité et la valeur d'échange, s'en tiennent exclusivement à la qualité et à la valeur d'usage^[466]. Pour eux, la séparation des branches sociales de la production n'a qu'un résultat : c'est que les produits sont mieux faits et que les penchants et les talents divers des hommes peuvent se choisir les sphères d'action qui leur conviennent le mieux^[467], car si l'on ne sait pas se limiter, il est impossible de rien produire d'important^[468]. La

division du travail perfectionne donc le produit et le producteur. Si, à l'occasion, ils mentionnent aussi l'accroissement de la masse des produits, ils n'ont en vue que l'abondance de valeurs d'usage, d'objets utiles, et non la valeur d'échange ou la baisse dans le prix des marchandises. Platon^[469], qui fait de la division du travail la base de la séparation sociale des classes, est là-dessus d'accord avec Xénophon^[470], qui avec son instinct bourgeois caractéristique, touche déjà de plus près la division du travail dans l'atelier. La république de Platon, en tant du moins que la division du travail y figure comme principe constitutif de l'État, n'est qu'une idéalisation athénienne du régime des castes égyptiennes. L'Égypte, d'ailleurs, passait pour le pays industriel modèle aux yeux d'un grand nombre de ses contemporains, d'Isocrate, par exemple^[471], et elle resta telle pour les Grecs de l'empire romain^[472].

Pendant la période manufacturière proprement dite, c'est-à-dire pendant la période où la manufacture resta la forme dominante du mode de production capitaliste, des obstacles de plus d'une sorte s'opposent à la réalisation de ses tendances. Elle a beau créer, comme nous l'avons déjà vu, à côté de la division hiérarchique des travailleurs, une séparation simple entre ouvriers habiles et inhabiles, le nombre de ces derniers reste très circonscrit, grâce à l'influence prédominante des premiers. Elle a beau adapter les opérations parcellaires aux divers degrés de maturité, de force et de développement de ses organes vivants de travail et pousser ainsi à l'exploitation productive des enfants et des femmes, cette tendance échoue généralement contre les habitudes et la résistance des travailleurs mâles. C'est en vain qu'en décomposant les métiers, elle diminue les frais d'éducation, et par conséquent la valeur de l'ouvrier ; les travaux de détail difficiles exigent toujours un temps assez considérable pour l'apprentissage ; et lors même que celui-ci devient superflu, les travailleurs savent le maintenir avec un zèle jaloux. L'habileté de métier restant la base de la manufacture, tandis que son mécanisme collectif ne possède point un squelette matériel indépendant des ouvriers eux-mêmes, le capital doit lutter sans cesse contre leur insubordination. « La faiblesse de la nature humaine est telle, s'écrie l'ami Ure, que plus un ouvrier est habile, plus il devient opiniâtre et intraitable, et par conséquent moins il est propre à un mécanisme, à l'ensemble duquel ses boutades capricieuses peuvent faire un tort considérable^[473]. » Pendant toute la période manufacturière, on n'entend que plaintes sur plaintes à propos de l'indiscipline des travailleurs^[474]. Et n'eussions-nous pas les témoignages des écrivains de cette époque, le simple fait que, depuis le seizième siècle jusqu'au moment de la grande industrie, le capital ne réussit jamais à s'emparer de tout le

temps disponible des ouvriers manufacturiers, que les manufactures n'ont pas la vie dure, mais sont obligées de se déplacer d'un pays à l'autre suivant les émigrations ouvrières, ces faits, dis-je, nous tiendraient lieu de toute une bibliothèque. « Il faut que l'ordre soit établi d'une manière ou d'une autre », s'écrie, en 1770, l'auteur souvent cité de l'*Essay on Trade and Commerce*. L'ordre, répète soixante-six ans plus tard le docteur Andrew Ure, « l'ordre faisait défaut dans la manufacture basée sur le dogme scolastique de la division du travail, et Arkwright a créé l'ordre. »

Il faut ajouter que la manufacture ne pouvait ni s'emparer de la production sociale dans toute son étendue, ni la bouleverser dans sa profondeur. Comme œuvre d'art économique, elle s'élevait sur la large base des corps de métiers des villes et de leur corollaire, l'industrie domestique des campagnes. Mais dès qu'elle eut atteint un certain degré de développement, sa base technique étroite entra en conflit avec les besoins de production qu'elle avait elle-même créés.

Une de ses œuvres les plus parfaites fut l'atelier de construction où se fabriquaient les instruments de travail et les appareils mécaniques plus compliqués, déjà employés dans quelques manufactures. « Dans l'enfance de la mécanique », dit Ure, « un atelier de construction offrait à l'œil la division des travaux dans leurs nombreuses gradations : la lime, le foret, le tour, avaient chacun leurs ouvriers par ordre d'habileté. »

Cet atelier, ce produit de la division manufacturière du travail, enfanta à son tour les machines. Leur intervention supprima la main-d'œuvre comme principe régulateur de la production sociale. D'une part, il n'y eut plus nécessité technique d'approprier le travailleur pendant toute sa vie à une fonction parcellaire ; d'autre part, les barrières que ce même principe opposait encore à la domination du capital, tombèrent.

CHAPITRE XV

MACHINISME ET GRANDE INDUSTRIE

I

Développement des machines et de la production mécanique

« Il reste encore à savoir », dit John Stuart Mill, dans ses *Principes d'économie politique*, « si les inventions mécaniques faites jusqu'à ce jour

ont allégé le labeur quotidien d'un être humain quelconque^[475]. » Ce n'était pas là leur but. Comme tout autre développement de la force productive du travail, l'emploi capitaliste des machines ne tend qu'à diminuer le prix des marchandises, à raccourcir la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même, afin d'allonger l'autre où il ne travaille que pour le capitaliste. C'est une méthode particulière pour fabriquer de la plus-value relative.

La force de travail dans la manufacture et le moyen de travail dans la production mécanique sont les points de départ de la révolution industrielle. Il faut donc étudier comment le moyen de travail s'est transformé d'outil en machine et par cela même définir la différence qui existe entre la machine et l'instrument manuel. Nous ne mettons en relief que les traits caractéristiques : pour les époques historiques, comme pour les époques géologiques, il n'y a pas de ligne de démarcation rigoureuse.

Des mathématiciens et des mécaniciens, dont l'opinion est reproduite par quelques économistes anglais, définissent l'outil une machine simple, et la machine un outil composé. Pour eux, il n'y a pas de différence essentielle et ils donnent même le nom de machines aux puissances mécaniques élémentaires telles que le levier, le plan incliné, la vis, le coin, etc^[476]. En fait, toute machine se compose de ces puissances simples, de quelque manière qu'on déguise et combine. Mais cette définition ne vaut rien au point de vue social, parce que l'élément historique y fait défaut.

Pour d'autres, la machine diffère de l'outil en ce que la force motrice de celui-ci est l'homme et celle de l'autre l'animal, l'eau, le vent, etc^[477]. À ce compte, une charrue attelée de bœufs, instrument commun aux époques de production les plus différentes, serait une machine, tandis que le *Circular Loom* de Claussen, qui, sous la main d'un seul ouvrier, exécute 96 000 mailles par minute, serait un simple outil. Mieux encore, ce même *loom* serait outil, si mû par la main ; machine, si mû par la vapeur. L'emploi de la force animale étant une des premières inventions de l'homme, la production mécanique précéderait donc le métier. Quand *John Wyalt*, en 1735, annonça sa machine à filer, et, avec elle, la révolution industrielle du dix-huitième siècle, il ne dit mot de ce que l'homme serait remplacé comme moteur par l'âne, et cependant c'est à l'âne que ce rôle échet. Une machine pour « filer sans doigts », tel fut son prospectus^[478].

Tout mécanisme développé se compose de trois parties essentiellement différentes : moteur, transmission et machine d'opération. Le moteur donne l'impulsion à tout le mécanisme. Il enfante sa propre force de mouvement comme la machine à vapeur, la machine électro-magnétique, la machine calorique, etc., ou bien reçoit l'impulsion d'une force naturelle

externe, comme la roue hydraulique d'une chute d'eau, l'aile d'un moulin à vent des courants d'air.

La transmission, composée de balanciers, de roues circulaires, de roues d'engrenage, de volants, d'arbres moteurs, d'une variété infinie de cordes, de courroies, de poulies, de leviers, de plans inclinés, de vis, etc., règle le mouvement, le distribue, en change la forme, s'il le faut, de rectangulaire en rotatoire et vice versa, et le transmet à la machine-outil.

Les deux premières parties du mécanisme n'existent, en effet, que pour communiquer à cette dernière le mouvement qui lui fait attaquer l'objet de travail et en modifier la forme. C'est la machine-outil qui inaugure au dix-huitième siècle la révolution industrielle ; elle sert encore de point de départ toutes les fois qu'il s'agit de transformer le métier ou la manufacture en exploitation mécanique.

En examinant la machine-outil, nous retrouvons en grand, quoique sous des formes modifiées, les appareils et les instruments qu'emploie l'artisan ou l'ouvrier manufacturier, mais d'instruments manuels de l'homme ils sont devenus instruments mécaniques d'une machine. Tantôt la machine entière n'est qu'une édition plus ou moins revue et corrigée du vieil instrument manuel, — c'est le cas pour le métier à tisser mécanique^[479], — tantôt les organes d'opération, ajustés à la charpente de la machine-outil, sont d'anciennes connaissances, comme les fuseaux de la Mule-Jenny, les aiguilles du métier à tricoter des bas, les feuilles de scie de la machine à scier, le couteau de la machine à hacher, etc. La plupart de ces outils se distinguent par leur origine même de la machine dont ils forment les organes d'opération. En général on les produit aujourd'hui encore par le métier ou la manufacture, tandis que la machine, à laquelle ils sont ensuite incorporés, provient de la fabrique mécanique^[480].

La machine-outil est donc un mécanisme qui, ayant reçu le mouvement convenable, exécute avec ses instruments les mêmes opérations que le travailleur exécutait auparavant avec des instruments pareils. Dès que l'instrument, sorti de la main de l'homme, est manié par un mécanisme, la machine-outil a pris la place du simple outil. Une révolution s'est accomplie alors même que l'homme reste le moteur. Le nombre d'outils avec lesquels l'homme peut opérer en même temps est limité par le nombre de ses propres organes. On essaya, au dix-huitième siècle, en Allemagne de faire manœuvrer simultanément deux rouets par un fileur. Mais cette besogne a été trouvée trop pénible. Plus tard on inventa un rouet à pied avec deux fuseaux ; mais les virtuoses capables de filer deux fils à la fois étaient presque aussi rares que des veaux à deux têtes. La *Jenny*, au contraire, même dans sa première ébauche, file avec douze et dix-huit

fuseaux ; le métier à bas tricote avec plusieurs milliers d'aiguilles. Le nombre d'outils qu'une même machine d'opération met en jeu simultanément est donc de prime abord émancipé de la limite organique que ne pouvait dépasser l'outil manuel.

Il y a bien des instruments dont la construction même met en relief le double rôle de l'ouvrier comme simple force motrice comme exécuteur de la main-d'œuvre proprement dite. Prenons, par exemple, le rouet. Sur sa marchette, le pied agit simplement comme moteur, tandis que les doigts filent en travaillant au fuseau. C'est précisément cette dernière partie de l'instrument, l'organe de l'opération manuelle, que la révolution industrielle saisit tout d'abord, laissant à l'homme, à côté de nouvelle besogne de surveiller la machine et d'en corriger les erreurs de sa main, le rôle purement mécanique de moteur.

Il y a une autre classe d'instruments sur lesquels l'homme agit toujours comme simple force motrice, en tournant, par exemple, la manivelle d'un moulin^[481], en manœuvrant une pompe, en écartant et rapprochant les bras d'un soufflet, en broyant des substances dans un mortier, etc. Là aussi l'ouvrier commence à être remplacé comme force motrice par des animaux, le vent, l'eau^[482]. Beaucoup de ces instruments se transforment en machines longtemps avant et pendant la période manufacturière sans cependant révolutionner le mode de production. Dans l'époque de la grande industrie, il devient évident qu'ils sont des machines en germe, même sous leur forme primitive d'outils manuels.

Les pompes, par exemple, avec lesquelles les Hollandais mirent à sec le lac de Harlem en 1836-37, étaient construites sur le principe des pompes ordinaires, sauf que leurs pistons étaient soulevés par d'énormes machines à vapeur au lieu de l'être à force de bras. En Angleterre, le soufflet ordinaire et très imparfait du forgeron est assez souvent transformé en pompe à air ; il suffit pour cela de mettre son bras en communication avec une machine à vapeur. La machine à vapeur elle-même, telle qu'elle exista, pendant la période manufacturière, à partir de son invention vers la fin du dix-huitième siècle^[483] jusqu'au commencement de 1780, n'amena aucune révolution dans l'industrie. Ce fut au contraire la création des machines-outils qui rendit nécessaire la machine à vapeur révolutionnée. Dès que l'homme, au lieu d'agir avec l'outil sur l'objet de travail, n'agit plus que comme moteur d'une machine-outil, l'eau, le vent, la vapeur peuvent le remplacer, et le déguisement de la force motrice sous des muscles humains devient purement accidentel. Il va sans dire qu'un changement de ce genre exige souvent de grandes modifications techniques dans le mécanisme construit primitivement pour la force

humaine. De nos jours toutes les machines qui doivent faire leur chemin, telles que machines à coudre, machines à pétrir, etc., et dont le but n'exige pas de grandes dimensions, sont construites de double façon, selon que l'homme ou une force mécanique est destiné à les mouvoir.

La machine, point de départ de la révolution industrielle, remplace donc le travailleur qui manie un outil par un mécanisme qui opère à la fois avec plusieurs outils semblables, et reçoit son impulsion d'une force unique, quelle qu'en soit la forme^[484]. Une telle machine-outil n'est cependant que l'élément simple de la production mécanique.

Pour développer les dimensions de la machine d'opération et le nombre de ses outils, il faut un moteur plus puissant, et pour vaincre la force d'inertie du moteur, il faut une force d'impulsion supérieure à celle de l'homme, sans compter que l'homme est un agent très imparfait dans la production d'un mouvement continu et uniforme. Dès que l'outil est remplacé par une machine mue par l'homme, il devient bientôt nécessaire de remplacer l'homme dans le rôle de moteur par d'autres forces naturelles.

De toutes les forces motrices qu'avait léguées la période manufacturière, le cheval était la pire ; le cheval a, comme on dit, *sa tête*, son usage est dispendieux et ne peut trouver place dans les fabriques que d'une manière restreinte^[485]. Néanmoins, la force-cheval fut employée fréquemment dans les débuts de la grande industrie, ainsi qu'en témoignent les lamentations des agronomes de cette époque et l'expression « force de cheval » usitée encore aujourd'hui pour désigner la force mécanique. Le vent était trop inconstant et trop difficile à contrôler ; d'ailleurs l'emploi de l'eau comme force motrice, même pendant la période manufacturière, prédominait en Angleterre, ce pays natal de la grande industrie. On avait essayé au dix-huitième siècle de mettre en mouvement, au moyen d'une seule roue hydraulique, deux meules et deux tournants. Mais le mécanisme de transmission devenu trop pesant rendit la force motrice de l'eau insuffisante, et ce fut là une des circonstances qui conduisirent à l'étude plus approfondie des lois du frottement. L'action inégale de la force motrice dans les moulins mus par percussion et traction conduisit d'autre part à la théorie^[486] et à l'emploi du volant qui joue plus tard un rôle si important dans la grande industrie dont les premiers éléments scientifiques et techniques furent ainsi peu à peu développés pendant l'époque des manufactures. Les filatures par métiers continus (*throstle mills*) d'Arkwright furent, dès leur origine, mus par l'eau. Mais l'emploi presque exclusif de cette force offrit des difficultés de plus en plus grandes. Il était impossible de l'augmenter à volonté ou de suppléer à son insuffisance.

Elle se refusait parfois et était de nature purement locale^[487]. Ce n'est qu'avec la machine à vapeur à double effet de Watt que fut découvert un premier moteur capable d'enfanter lui-même sa propre force motrice en consommant de l'eau et du charbon et dont le degré de puissance est entièrement réglé par l'homme. Mobile et moyen de locomotion, citadin et non campagnard comme la roue hydraulique, il permet de concentrer la production dans les villes au lieu de la disséminer dans les campagnes^[488]. Enfin, il est universel dans son application technique, et son usage dépend relativement peu des circonstances locales. Le grand génie de Watt se montre dans les considérants du brevet qu'il prit en 1784. Il n'y dépeint pas sa machine comme une invention destinée à des fins particulières, mais comme l'agent général de la grande industrie. Il en fait pressentir des applications, dont quelques-unes, le marteau à vapeur par exemple, ne furent introduites qu'un demi-siècle plus tard. Il doute cependant que la machine à vapeur puisse être appliquée à la navigation. Ses successeurs, Boulton et Watt, exposèrent au palais de l'industrie de Londres, en 1851, une machine à vapeur des plus colossales pour la navigation maritime.

Une fois les outils transformés d'instruments manuels de l'homme en instruments de l'appareil mécanique, le moteur acquiert de son côté une forme indépendante, complètement émancipée des bornes de la force humaine. La machine-outil isolée, telle que nous l'avons étudiée jusqu'ici, tombe par cela même au rang d'un simple organe du mécanisme d'opération. Un seul moteur peut désormais mettre en mouvement plusieurs machines-outils. Avec le nombre croissant des machines-outils auxquelles il doit simultanément donner la propulsion, le moteur grandit tandis que la transmission se métamorphose en un corps aussi vaste que compliqué.

L'ensemble du mécanisme productif nous présente alors deux formes distinctes : ou la coopération de plusieurs machines homogènes ou un système de machines. Dans le premier cas, la fabrication entière d'un produit se fait par la même machine-outil qui exécute toutes les opérations accomplies auparavant par un artisan travaillant avec un seul instrument, comme le tisserand avec son métier, ou par plusieurs ouvriers, avec différents outils, soit indépendants, soit réunis dans une manufacture^[489]. Dans la manufacture d'enveloppes, par exemple, un ouvrier doublait le papier avec le plioir., un autre appliquait la gomme, un troisième renversait la lèvre qui porte la devise, un quatrième bosselait les devises, etc. ; à chaque opération partielle, chaque enveloppe devait changer de mains. Une seule machine exécute aujourd'hui, du même coup, toutes ces opérations, et fait en une heure 3 000 enveloppes et même davantage. Une

machine américaine pour fabriquer des cornets, exposée à Londres en 1862, coupait le papier, collait, pliait et finissait 18 000 cornets par heure. Le procès de travail qui, dans la manufacture, était divisé et exécuté successivement, est ici accompli par une seule machine agissant au moyen de divers outils combinés.

Dans la *fabrique* (*factory*) — et c'est là la forme propre de l'atelier fondé sur l'emploi des machines — nous voyons toujours reparaître la coopération simple. Abstraction faite de l'ouvrier, elle se présente d'abord comme agglomération de machines outils de même espèce fonctionnant dans le même local et simultanément. C'est sa forme exclusive là où le produit sort tout achevé de chaque machine-outil, que celle-ci soit la simple reproduction d'un outil manuel complexe ou la combinaison de divers instruments ayant chacun sa fonction particulière.

Ainsi une fabrique de tissage est formée par la réunion d'une foule de métiers à tisser mécaniques, etc. Mais il existe ici une véritable unité technique, en ce sens que les nombreuses machines-outils reçoivent uniformément et simultanément leur impulsion du moteur commun, impulsion transmise par un mécanisme qui leur est également commun en partie puisqu'il n'est relié à chacune que par des embranchements particuliers. De même que de nombreux outils forment les organes d'une machine-outil, de même de nombreuses machines-outils forment autant d'organes homogènes d'un même mécanisme moteur.

Le système de machines proprement dit ne remplace la machine indépendante que lorsque l'objet de travail parcourt successivement une série de divers procès gradués exécutés par une chaîne de machines-outils différentes mais combinées les unes avec les autres. La coopération par division du travail qui caractérise la manufacture, reparaît ici comme combinaison de machines d'opération parcellaires. Les outils spéciaux des différents ouvriers dans une manufacture de laine par exemple, ceux du batteur, du cardeur, du tordeur, du fileur, etc., se transforment en autant de machines-outils spéciales dont chacune forme un organe particulier dans le système du mécanisme combiné. La manufacture elle-même fournit au système mécanique, dans les branches où il est d'abord introduit, l'ébauche de la division et, par conséquent, de l'organisation du procès productif^[490]. Cependant une différence essentielle se manifeste immédiatement. Dans la manufacture, chaque procès partiel doit pouvoir être exécuté comme opération manuelle par des ouvriers travaillant isolément ou en groupes avec leurs outils. Si l'ouvrier est ici approprié à une opération, l'opération est déjà d'avance accommodée à l'ouvrier. Ce principe subjectif de la division n'existe plus dans la production

mécanique. Il devient objectif, c'est-à-dire émancipé des facultés individuelles de l'ouvrier ; le procès total est considéré en lui-même, analysé dans ses principes constituants et ses différentes phases, et le problème qui consiste à exécuter chaque procès partiel et à relier les divers procès partiels entre eux, est résolu au moyen de la mécanique, de la chimie, etc^[491]., ce qui n'empêche pas naturellement que la conception théorique ne doive être perfectionnée par une expérience pratique accumulée sur une grande échelle. Chaque machine partielle fournit à celle qui la suit sa matière première, et, comme toutes fonctionnent en même temps et de concert, le produit se trouve ainsi constamment aux divers degrés de sa fabrication et dans la transition d'une phase à l'autre. De même que dans la manufacture, la coopération immédiate des ouvriers parcellaires crée certains nombres proportionnels déterminés entre les différents groupes, de même dans le système de machines l'occupation continuelle des machines partielles les unes par les autres crée un rapport déterminé entre leur nombre, leur dimension et leur célérité. La machine d'opération combinée, qui forme maintenant un système articulé de différentes machines-outils et de leurs groupes, est d'autant plus parfaite que son mouvement d'ensemble est plus continu, c'est-à-dire que la matière première passe avec moins d'interruption de sa première phase à sa dernière, d'autant plus donc que le mécanisme et non la main de l'homme lui fait parcourir ce chemin. Donc si le principe de la manufacture est l'isolement des procès particuliers par la division du travail, celui de la fabrique est au contraire la continuité non interrompue de ces mêmes procès.

Qu'il se fonde sur la simple coopération de machines-outils homogènes, comme dans le tissage, ou sur une combinaison de machines différentes, comme dans la filature, un système de machinisme forme par lui-même un grand automate, dès qu'il est mis en mouvement par un premier moteur qui se meut lui-même. Le système entier peut cependant recevoir son impulsion d'une machine à vapeur, quoique certaines machines-outils aient encore besoin de l'ouvrier pour mainte opération. C'est ce qui avait lieu dans la filature pour certains mouvements exécutés aujourd'hui par la mule automatique, et dans les ateliers de construction où certaines parties des machines-outils avaient besoin d'être dirigées comme de simples outils par l'ouvrier, avant la transformation du *slide rest* en facteur-automate. Dès que la machine-outil exécute tous les mouvements nécessaires au façonnement de la matière première sans le secours de l'homme et ne le réclame qu'après coup, dès lors il y a un véritable système automatique, susceptible cependant de constantes améliorations de détail. C'est ainsi

que l'appareil qui fait arrêter le laminoir (*drawing frame*) de lui-même, dès qu'un fil se casse, et le *self-acting stop* qui arrête le métier à tisser à vapeur dès que la duite s'échappe de la bobine de la navette, sont des inventions tout à fait modernes. La fabrique de papier moderne peut servir d'exemple aussi bien pour la continuité de la production que pour la mise en œuvre du principe automatique. En général, la production du papier permet d'étudier avantageusement et en détail la différence des modes productifs basée sur la différence des moyens de produire, de même que le rapport entre les conditions sociales de la production et ses procédés techniques. En effet, la vieille fabrication allemande du papier nous fournit un modèle de la production de métier, la Hollande, au dix-huitième siècle, et la France au dix-huitième siècle nous mettent sous les yeux la manufacture proprement dite, et l'Angleterre d'aujourd'hui la fabrication automatique ; on trouve encore dans l'Inde et dans la Chine différentes formes primitives de cette industrie.

Le système des machines-outils automatiques recevant leur mouvement par transmission d'un automate central, est la forme la plus développée du machinisme productif. La machine isolée a été remplacée par un monstre mécanique qui, de sa gigantesque membrure, emplit des bâtiments entiers ; sa force démoniaque, dissimulée d'abord par le mouvement cadencé et presque solennel de ses énormes membres, éclate dans la danse fiévreuse et vertigineuse de ses innombrables organes d'opération.

Il y avait des métiers mécaniques, des machines à vapeur, etc., avant qu'il y eût des ouvriers occupés exclusivement à leur fabrication. Les grandes inventions de Vaucanson, d'Arkwright, de Watt, etc., ne pouvaient être appliquées que parce que la période manufacturière avait légué un nombre considérable d'ouvriers mécaniciens habiles. Ces ouvriers étaient des artisans indépendants et de diverses professions, ou se trouvaient réunis dans des manufactures rigoureusement organisées d'après le principe de la division du travail. À mesure que les inventions et la demande de machines s'accrurent, leur construction se subdivisa de plus en plus en branches variées et indépendantes, et la division du travail se développa proportionnellement dans chacune de ces branches. La manufacture forme donc historiquement la base technique de la grande industrie.

Dans les sphères de production où l'on introduit les machines fournies par la manufacture, celle-ci, à l'aide de ses propres machines, est supplantée par la grande industrie. L'industrie mécanique s'élève sur une base matérielle inadéquate qu'elle élabore d'abord sous sa forme traditionnelle, mais qu'elle est forcée de révolutionner et de conformer à

son propre principe dès qu'elle a atteint un certain degré de maturité.

De même que la machine-outil reste chétive tant que l'homme reste son moteur, et que le système mécanique progresse lentement tant que les forces motrices traditionnelles, l'animal, le vent, et même l'eau ne sont pas remplacés par la vapeur, de même la grande industrie est retardée dans sa marche tant que son moyen de production caractéristique, la machine elle-même, doit son existence à la force et l'habileté humaines, et dépend ainsi du développement musculaire, du coup d'œil et de la dextérité manuelle de l'artisan indépendant du métier et de l'ouvrier parcellaire de la manufacture, maniant leurs instruments nains.

À part la cherté des machines fabriquées de cette façon et cela est affaire du capitaliste industriel - le progrès d'industries déjà fondées sur le mode de production mécanique et son introduction dans des branches nouvelles, restèrent tout à fait soumis à une seule condition, l'accroissement d'ouvriers spécialistes dont le nombre, grâce à la nature presque artistique de travail, ne pouvait s'augmenter que lentement.

Ce n'est pas tout : à un certain degré de son développement, la grande industrie entra en conflit, même au point de vue technologique, avec sa base donnée par le métier et la manufacture.

Les dimensions croissantes du moteur et de la transmission, la variété des machines-outils, leur construction de plus en plus compliquée, la régularité mathématique qu'exigeaient le nombre, la multiformité et la délicatesse de leurs éléments constitutants à mesure qu'elles s'écartèrent du modèle fourni par le métier et devenu incompatible avec les formes prescrites par leurs fonctions purement mécaniques^[492], le progrès du système automatique et l'emploi d'un matériel difficile à manier, du fer, par exemple, à la place du bois — la solution de tous ces problèmes, que les circonstances faisaient éclore successivement, se heurta sans cesse contre les bornes personnelles dont même le travailleur collectif de la manufacture ne sait se débarrasser. En effet, des machines, telles que la presse d'impression moderne, le métier à vapeur et la machine à carder, n'auraient pu être fournies par la manufacture.

Le bouleversement du mode de production dans une sphère industrielle entraîne un bouleversement analogue dans une autre. On s'en aperçoit d'abord dans les branches d'industrie, qui s'entrelacent comme phases d'un procès d'ensemble, quoique la division sociale du travail les ait séparées, et métamorphosé leurs produits en autant de marchandises indépendantes. C'est ainsi que la filature mécanique a rendu nécessaire le tissage mécanique, et que tous deux ont amené la révolution mécanico-chimique de la blanchisserie, de l'imprimerie et de la teinturerie. De même

encore la révolution dans le filage du coton a provoqué l'invention du gin pour séparer les fibres de cette plante de sa graine, invention qui a rendu possible la production du coton sur l'immense échelle qui est aujourd'hui devenue indispensable^[493]. La révolution dans l'industrie et l'agriculture a nécessité une révolution dans les conditions générales du procès de production social, c'est-à-dire dans les moyens de communication et de transport. Les moyens de communication et de transport d'une société qui avait pour pivot, suivant l'expression de Fourier, la petite agriculture, et comme corollaire, l'économie domestique et les métiers des villes, étaient complètement insuffisants pour subvenir aux besoins de la production manufacturière, avec sa division élargie du travail social, sa concentration d'ouvriers et de moyens de travail, ses marchés coloniaux, si bien qu'il a fallu les transformer. De même les moyens de communication et de transport légués par la période manufacturière devinrent bientôt des obstacles insupportables pour la grande industrie avec la vitesse fiévreuse de sa production centuplée, son lancement continu de capitaux et de travailleurs d'une sphère de production dans une autre et les conditions nouvelles du marché universel qu'elle avait créé. À part les changements radicaux introduits dans la construction des navires à voiles, le service de communication et de transport fut peu à peu approprié aux exigences de la grande industrie, au moyen d'un système de bateaux à vapeur, de chemins de fer et de télégraphes. Les masses énormes de fer qu'il fallut dès lors forger, braser, trancher, forer et modeler exigèrent des machines monstres dont la création était interdite au travail manufacturier.

La grande industrie fut donc obligée de s'adapter son moyen caractéristique de production, la machine elle-même, pour produire d'autres machines. Elle se créa ainsi une base technique adéquate et put alors marcher sans lisières. À mesure que dans le premier tiers du dix-neuvième siècle elle s'accrut, le machinisme s'empara peu à peu de la fabrication des machines-outils, et dans le second tiers seulement l'immense construction des voies ferrées et la navigation à vapeur océanique firent naître les machines cyclopéennes consacrées à la construction des premiers moteurs.

La condition *sine qua non* de la fabrication des machines par des machines, était un moteur susceptible de tout degré de puissance et en même temps facile à contrôler. Il existait déjà dans la machine à vapeur. Mais il s'agissait en même temps de produire mécaniquement ces formes strictement géométriques telles que la ligne, le plan, le cercle, le cône et la sphère qu'exigeaient certaines parties des machines. Au commencement de ce siècle, Henry Maudsley résolut ce problème par l'invention du *slide*

rest, qui fut bientôt rendu automatique ; du banc du tourneur pour lequel il était d'abord destiné, il passa ensuite à d'autres machines de construction. Cet engin ne remplace pas seulement un outil particulier, mais encore la main de l'homme qui ne parvient à produire des formes déterminées qu'en dirigeant et en ajustant le tranchant de son outil contre l'objet de travail. On réussit ainsi « à produire les formes géométriques voulues avec un degré d'exactitude, de facilité et de vitesse qu'aucune expérience accumulée ne pourrait prêter à la main de l'ouvrier le plus habile^[494]. »

Si nous considérons maintenant dans le mécanisme employé à la construction, la partie qui constitue ses organes d'opération proprement dits, nous retrouvons l'instrument manuel, mais dans des proportions gigantesques. L'opérateur de la machine à forer, par exemple, est un foret de dimension énorme mis en mouvement par une machine à vapeur, et sans lequel les cylindres des grandes machines à vapeur et des presses hydrauliques ne pourraient être percés. Le tour à support mécanique n'est que la reproduction colossale du tour ordinaire ; la machine à raboter représente, pour ainsi dire, un charpentier de fer qui travaille dans le fer avec les mêmes outils que le charpentier dans le bois ; l'outil qui, dans les chantiers de Londres, tranche les plaques qui blindent la carcasse des navires est une espèce de rasoir cyclopéen, et le marteau à vapeur opère avec une tête de marteau ordinaire, mais d'un poids tel que le dieu Thor lui-même ne pourrait le soulever^[495]. Un de ces marteaux à vapeur, de l'invention de Nasmyth, pèse au-delà de six tonnes et tombe sur une enclume d'un poids de trente-six tonnes avec une chute verticale de sept pieds. Il pulvérise d'un seul coup un bloc de granit et enfonce un clou dans du bois tendre au moyen d'une série de petits coups légèrement appliqués^[496].

Le moyen de travail acquiert dans le machinisme une existence matérielle qui exige le remplacement de la force de l'homme par des forces naturelles et celui de la routine par la science. Dans la manufacture, la division du procès de travail est purement subjective ; c'est une combinaison d'ouvriers parcellaires. Dans le système de machines, la grande industrie crée un organisme de production complètement objectif ou impersonnel, que l'ouvrier trouve là, dans l'atelier, comme la condition matérielle toute prête de son travail. Dans la coopération simple et même dans celle fondée sur la division du travail, la suppression du travail isolé par le travailleur collectif semble encore plus ou moins accidentelle. Le machinisme, à quelques exceptions près que nous mentionnerons plus tard, ne fonctionne qu'au moyen d'un travail socialisé ou commun. Le caractère coopératif du travail y devient une nécessité technique dictée par la nature

même de son moyen.

II

Valeur transmise par la machine au produit

On a vu que les forces productives résultant de la coopération et de la division du travail ne coûtent rien au capital. Ce sont les forces naturelles du travail social. Les forces physiques appropriées à la production telles que l'eau, la vapeur, etc., ne coûtent rien non plus. Mais de même que l'homme a besoin d'un poumon pour respirer, de même il a besoin d'organes façonnés par son industrie pour consommer productivement les forces physiques. Il faut une roue hydraulique pour exploiter la force motrice de l'eau, une machine à vapeur pour exploiter l'élasticité de la vapeur. Et il en est de la science comme des forces naturelles. Les lois des déviations de l'aiguille aimantée dans le cercle d'action d'un courant électrique, et de la production du magnétisme dans le fer autour duquel un courant électrique circule, une fois découvertes, ne coûtent pas un liard^[497]. Mais leur application à la télégraphie, etc., exige des appareils très coûteux et de dimension considérable. L'outil, comme on l'a vu, n'est point supprimé par la machine ; instrument nain dans les mains de l'homme, il croît et se multiplie en devenant l'instrument d'un mécanisme créé par l'homme. Dès lors le capital fait travailler l'ouvrier, non avec un outil à lui, mais avec une machine maniant ses propres outils.

Il est évident au premier coup d'œil que l'industrie mécanique, en s'incorporant la science et des forces naturelles augmente d'une manière merveilleuse la productivité du travail, on peut cependant demander si ce qui est gagné d'un côté n'est pas perdu de l'autre, si l'emploi de machines économise plus de travail que n'en coûtent leur construction et leur entretien. Comme tout autre élément du capital constant, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. C'est ainsi que sa propre valeur entre dans celle du produit. Au lieu de le rendre meilleur marché, elle l'enchérit en proportion de ce qu'elle vaut. Et il est facile de voir que ce moyen de travail caractéristique de la grande industrie est très coûteux, comparé aux moyens de travail employés par le métier et la manufacture.

Remarquons d'abord que la machine entre toujours tout entière dans le procès qui crée le produit, et par fractions seulement dans le procès qui en crée la valeur. Elle ne transfère jamais plus de valeur que son usure ne lui en fait perdre en moyenne. Il y a donc une grande différence entre la

valeur de la machine et la portion de valeur qu'elle transmet périodiquement à son produit, entre la machine comme élément de valeur et la machine comme élément de production. Plus grande est la période pendant laquelle la même machine fonctionne, plus grande est cette différence. Tout cela, il est vrai, s'applique également à n'importe quel autre moyen de travail. Mais la différence entre l'usage et l'usure est bien plus importante par rapport à la machine que par rapport à l'outil. La raison en est que la machine, construite avec des matériaux plus durables, vit par cela même plus longtemps, que son emploi est réglé par des lois scientifiques précises, et qu'enfin son champ de production est incomparablement plus large que celui de l'outil.

Déduction faite des frais quotidiens de la machine et de l'outil, c'est-à-dire de la valeur que leur usure et leur dépense en matières auxiliaires telles que charbon, huile, etc., transmettent en moyenne au produit journalier, leur aide ne coûte rien. Mais ce service gratuit de l'une et de l'autre est proportionné à leur importance respective. Ce n'est que dans l'industrie mécanique que l'homme arrive à faire fonctionner sur une grande échelle les produits de son travail passé comme forces naturelles, c'est-à-dire gratuitement^[498].

L'étude de la coopération et de la manufacture nous a montré que des moyens de production tels que bâtisses, etc., deviennent moins dispendieux par leur usage en commun et font ainsi diminuer le prix du produit. Or, dans l'industrie mécanique, ce n'est pas seulement la charpente d'une machine d'opération qui est usée en commun par ses nombreux outils, mais le moteur et une partie de la transmission sont usés en commun par de nombreuses machines d'opération.

Étant donné la différence entre la valeur d'une machine et la quote-part de valeur que son usure quotidienne lui fait perdre et transférer au produit, celui-ci sera enchéri par ce transfert en raison inverse de sa propre quantité. Dans un compte rendu publié en 1858, M. Baynes de Blackburn estime que chaque force de cheval mécanique met en mouvement 450 broches de la mule automatique ou 200 broches du *throstle*, ou bien encore 15 métiers pour 40 *inch cloth* avec l'appareil qui tend la chaîne, etc. Dans le premier cas, les frais journaliers d'un cheval-vapeur et l'usure de la machine qu'il met en mouvement se distribuent sur le produit de 450 broches de la mule ; dans le second, sur le produit de 200 broches du *throstle*, et dans le troisième, sur celui de 15 métiers mécaniques, de telle sorte qu'il n'est transmis à une once de filés ou à un mètre de tissu qu'une portion de valeur imperceptible. Il en est de même pour le marteau à vapeur cité plus haut. Comme son usure de chaque jour, sa consommation

de charbon, etc., se distribuent sur d'énormes masses de fer martelées, chaque quintal de fer n'absorbe qu'une portion minime de valeur ; cette portion serait évidemment considérable, si l'instrument-cyclope ne faisait qu'enfoncer de petits clous.

Étant donné le nombre d'outils, ou quand il s'agit de force, la masse d'une machine, la grandeur de son produit dépendra de la vitesse de ses opérations, de la vitesse par exemple avec laquelle tourne la broche, ou du nombre de coups que le marteau frappe une minute. Quelques-uns de ces marteaux colosses donnent 70 coups par minute ; la machine de Ryder, qui emploie des marteaux à vapeur de moindre dimension pour forger des broches assène jusqu'à 700 coups par minute.

Étant donné la proportion suivant laquelle la machine transmet de la valeur au produit, la grandeur de cette quote-part dépendra de la valeur originaire de la machine^[499]. Moins elle contient de travail, moins elle ajoute de valeur au produit. Moins elle transmet de valeur, plus elle est productive et plus le service qu'elle rend se rapproche de celui des forces naturelles. Or la production de machines au moyen de machines diminue évidemment leur valeur, proportionnellement à leur extension à leur efficacité.

Une analyse comparée du prix des marchandises produites mécaniquement et de celles produites par le métier ou la manufacture, démontre qu'en général cette portion de valeur que le produit dérive du moyen de travail, croît dans l'industrie mécanique relativement, tout en décroissant absolument.

En d'autres termes, sa grandeur diminue absolument, mais elle augmente par rapport à la valeur du produit total, d'une livre de filés, par exemple^[500].

Il est clair qu'un simple déplacement de travail a lieu, c'est-à-dire que la somme totale de travail qu'exige la production d'une marchandise n'est pas diminuée, ou que la force productive du travail n'est pas augmentée, si la production d'une machine coûte autant de travail que son emploi en économise. La différence cependant entre le travail qu'elle coûte et celui qu'elle économise ne dépend pas du rapport de sa propre valeur à celle de l'outil qu'elle remplace. Cette différence se maintient tant que le travail réalisé dans la machine et la portion de valeur, elle ajoute par conséquent au produit, restent inférieurs à la valeur que l'ouvrier avec son outil, ajouterait à l'objet de travail. La productivité de la machine a donc pour mesure la proportion suivant laquelle elle remplace l'homme. D'après M. Baynes, il y a deux ouvriers et demi par quatre cent cinquante broches, y compris l'attirail mécanique, le tout mû par un cheval-vapeur^[501], et

chaque broche de la mule automatique fournit dans une journée de dix heures treize onces de filés (numéro moyen), de sorte que 2 1/2 ouvriers fournissent par semaine 365 5/8 livres de filés. Dans leur transformation en filés, 366 livres de coton (pour plus de simplicité, nous ne parlons pas du déchet) n'absorbent donc que 150 heures de travail ou 15 journées de 10 heures. Avec le rouet, au contraire, si le fileur livre en soixante heures treize onces de filés, la même quantité de coton absorberait deux mille sept cents journées de 10 heures ou 27 000 heures de travail^[502]. Là où la vieille méthode du *blockprinting* ou de l'impression à la main sur toiles de coton a été remplacée par l'impression mécanique, une seule machine imprime avec l'aide d'un homme autant de toiles de coton à quatre couleurs en une heure qu'en imprimaient auparavant 200 hommes^[503]. Avant qu'Eli Whitney inventât le cottongin en 1793, il fallait, en moyenne, une journée de travail pour détacher une livre de coton de sa graine. Grâce à cette découverte, une négresse peut en détacher cent livres par jour, et l'efficacité du gin a été depuis considérablement accrue. On emploie dans l'Inde, pour la même opération, un instrument moitié machine, la churka, avec lequel un homme et une femme nettoient 28 livres de coton par jour. Le D^r Forbes a, depuis quelques années, inventé une churka qui permet à un homme et à une femme d'en nettoyer 750 livres par jour. Si l'on emploie des bœufs, l'eau ou la vapeur comme force motrice, il suffit de quelques jeunes garçons ou jeunes filles pour alimenter la machine. Seize machines de ce genre, mues par des bœufs exécutent chaque jour un ouvrage qui exigeait auparavant une journée moyenne de 750 hommes^[504].

Nous avons vu qu'une charrue à vapeur, dont les dépenses s'élèvent à trois pence ou un quart de shilling par heure, fait autant de besogne que soixante-six laboureurs coûtant quinze shillings par heure. Il est important ici de faire disparaître un malentendu assez commun. Ces quinze shillings ne sont pas l'expression monétaire de tout le travail dépensé dans une heure par les soixante-six hommes. Si le rapport de leur surtravail à leur travail nécessaire est de cent pour cent, les soixante-six laboureurs ajoutent au produit par leur heure collective soixante-six heures de travail ou une valeur de trente shillings dont leur salaire ne forme que la moitié. Or, ce n'est pas leur salaire que la machine remplace, mais leur travail.

En supposant donc que trois mille livres sterling soient le prix ou de cent soixante ouvriers ou de la machine qui les déplace, cette somme d'argent, par rapport à la machine, exprime tout le travail — travail nécessaire et surtravail — réalisé en elle, tandis que par rapport aux ouvriers elle n'exprime que la partie payée de leur travail. Une machine aussi chère que la force du travail qu'elle remplace, coûte donc toujours

moins de travail qu'elle n'en remplacé^[505].

Considéré exclusivement comme moyen de rendre le produit meilleur marché, l'emploi des machines rencontre une limite. Le travail dépensé dans leur production doit être moindre que le travail supplanté par leur usage. Pour le capitaliste cependant cette limite est plus étroite. Comme il ne paye pas le travail mais la force de travail qu'il emploie ; il est dirigé dans ses calculs par la différence de valeur entre les machines et les forces de travail qu'elles peuvent déplacer. La division de la journée en travail nécessaire et surtravail diffère, non seulement en divers pays, mais aussi dans le même pays à diverses périodes, et dans la même période en diverses branches d'industrie. En outre, le salaire réel du travailleur monte tantôt au-dessus, et descend tantôt au-dessous de la valeur de sa force. De toutes ces circonstances, il résulte que la différence entre le prix d'une machine et celui de la force de travail peut varier beaucoup, lors même que la différence entre le travail nécessaire à la production de la machine, et la somme de travail qu'elle remplace reste constante. Mais c'est la première différence seule qui détermine le prix de revient pour le capitaliste, et dont la concurrence le force à tenir compte. Aussi voit-on aujourd'hui des machines inventées en Angleterre qui ne trouvent leur emploi que dans l'Amérique du Nord. Pour la même raison, l'Allemagne aux xvi^e et xvii^e siècles, inventait des machines dont la Hollande seule se servait ; et mainte invention française du xviii^e siècle n'était exploitée que par l'Angleterre.

En tout pays d'ancienne civilisation, l'emploi des machines dans quelques branches d'industrie produit dans d'autres une telle surabondance de travail (*redundancy of labour*, dit Ricardo), que la baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail, met ici obstacle à leur usage et le rend superflu, souvent même impossible au point de vue du capital, dont le gain provient en effet de la diminution, non du travail qu'il emploie, mais du travail qu'il paye.

Pendant les dernières années, le travail des enfants a été considérablement diminué, et même çà et là presque supprimé, dans quelques branches de la manufacture de laine anglaise. Pourquoi ?

L'acte de fabrique forçait d'employer une double série d'enfants dont l'une travaillait six heures, l'autre quatre, ou chacune cinq heures seulement. Or, les parents ne voulurent point vendre les *demi-temps* (half times) meilleur marché que les *temps entiers* (full times). Dès lors les demi-temps furent remplacés par une machine^[506]. Avant l'interdiction du travail des femmes et des enfants (au-dessous de dix ans) dans les mines, le capital trouvait la méthode de descendre dans les puits des femmes, des jeunes filles et des hommes nus liés ensemble, tellement d'accord avec son

code de morale et surtout avec son grand-livre que ce n'est qu'après l'interdiction qu'il eut recours à la machine et supprima ces *mariages capitalistes*. Les Yankees ont inventé des machines pour casser et broyer les pierres. Les Anglais ne les emploient pas parce que le « misérable » (« *wretch* », tel est le nom que donne l'économie politique anglaise à l'ouvrier agricole) qui exécute ce travail reçoit une si faible partie de ce qui lui est dû, que l'emploi de la machine enchérirait le produit pour le capitaliste^[507]. En Angleterre, on se sert encore, le long des canaux, de femmes au lieu de chevaux pour le halage^[508], parce que les frais des chevaux et des machines sont des quantités données mathématiquement, tandis que ceux des femmes rejetées dans la lie de la population, échappent à tout calcul. Aussi c'est en Angleterre, le pays des machines, que la force humaine est prodiguée pour des bagatelles avec le plus de cynisme.

III

Réaction immédiate de l'industrie mécanique sur le travailleur

Il a été démontré que le point de départ de la grande industrie est le moyen de travail qui une fois révolutionné revêt sa forme la plus développée dans le système mécanique de la fabrique. Avant d'examiner de quelle façon le matériel humain y est incorporé, il convient d'étudier les effets rétroactifs les plus immédiats de cette révolution sur l'ouvrier.

a) *Appropriation des forces de travail supplémentaires. Travail des femmes et des enfants.*

En rendant superflue la force musculaire, la machine permet d'employer des ouvriers sans grande force musculaire, mais dont les membres sont d'autant plus souples qu'ils sont moins développés. Quand le capital s'empara de la machine, son cri fut : du travail de femmes, du travail d'enfants ! Ce moyen puissant de diminuer les labeurs de l'homme, se changea aussitôt en moyen d'augmenter le nombre des salariés ; il courba tous les membres de la famille, sans distinction d'âge et de sexe, sous le bâton du capital. Le travail forcé pour le capital usurpa la place des jeux de l'enfance et du travail libre pour l'entretien de la famille ; et le support économique des mœurs de famille était ce travail domestique^[509].

La valeur de la force de travail était déterminée par les frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille. En jetant la famille sur le marché, en distribuant ainsi sur plusieurs forces la valeur d'une seule, la machine la déprécie. Il se peut que les quatre forces, par exemple, qu'une famille ouvrière vend maintenant, lui rapportent plus que jadis la seule force de

son chef ; mais aussi quatre journées de travail en ont remplacé une seule, et leur prix a baissé en proportion de l'excès du surtravail de quatre sur le surtravail d'un seul. Il faut maintenant que quatre personnes fournissent non seulement du travail, mais encore du travail extra au capital, afin qu'une seule famille vive. C'est ainsi que la machine, en augmentant la matière humaine exploitable, élève en même temps le degré d'exploitation^[510].

L'emploi capitaliste du machinisme altère foncièrement le contrat, dont la première condition était que capitaliste et ouvrier devaient se présenter en face l'un de l'autre comme personnes libres, marchands tous deux, l'un possesseur d'argent ou de moyens de production, l'autre possesseur de force de travail. Tout cela est renversé dès que le capital achète des mineurs. Jadis, l'ouvrier vendait sa propre force de travail dont il pouvait librement disposer, maintenant il vend femme et enfants ; il devient marchand d'esclaves^[511]. Et en fait, la demande du travail des enfants ressemble souvent, même pour la forme, à la demande d'esclaves nègres telle qu'on la rencontra dans les journaux américains. « Mon attention, dit un inspecteur de fabrique anglais, fut attirée par une annonce de la feuille locale d'une des plus importantes villes manufacturières de mon district, annonce dont voici le texte : « *On demande de 12 à 20 jeunes garçons, pas plus jeunes que ce qui peut passer pour 13 ans. Salaire, quatre shillings par semaine. S'adresser, etc.* »^[512] Le passage souligné se rapporte à un article du *Factory Act*, déclarant que les enfants au-dessous de treize ans ne doivent travailler que six heures. Un médecin *ad hoc* (*certifying surgeon*) est chargé de vérifier l'âge. Le fabricant demande donc des jeunes garçons qui aient l'air d'avoir déjà treize ans. La statistique anglaise des vingt dernières années a témoigné parfois d'une diminution subite dans le nombre des enfants au-dessous de cet âge employés dans les fabriques. D'après les dépositions des inspecteurs, cette diminution était en grande partie l'œuvre du trafic sordide des parents protégés par les médecins vérificateurs (*certifying surgeons*) qui exagéraient l'âge des enfants pour satisfaire l'avidité d'exploitation des capitalistes. Dans le district de Bethnal Green, le plus malfamé de Londres, se tient tous les lundis et mardis matin un marché public où des enfants des deux sexes, à partir de neuf ans, se vendent eux-mêmes aux fabricants de soie. « Les conditions ordinaires sont de 1 sh. 8 d. par semaine (qui appartiennent aux parents), plus 2 d. pour moi, avec le thé », dit un enfant dans sa déposition. Les contrats ne sont valables que pour la semaine. Pendant toute la durée du marché, on assiste à des scènes et on entend un langage qui révolte^[513]. Il arrive encore en Angleterre que des grippe-sous femelles prennent des

enfants dans les workhouses et les louent à n'importe quel acheteur pour 2 sh. 6 d. par semaine^[514]. Malgré la législation, le nombre des petits garçons vendus par leurs propres parents pour servir de machines à ramoner les cheminées (bien qu'il existe des machines pour les remplacer) atteint le chiffre d'au moins 2000^[515].

Le machinisme bouleversa tellement le rapport juridique entre l'acheteur et le vendeur de la force de travail, que la transaction entière perdit même l'apparence d'un contrat entre personnes libres. C'est ce qui fournit plus tard au Parlement anglais le prétexte juridique pour l'intervention de l'État dans le régime des fabriques. Toutes les fois que la loi impose la limite de dix heures pour le travail des enfants dans les branches d'industrie non réglementées, on entend retentir de nouveau les plaintes des fabricants. Nombre de parents, disent-ils, retirent leurs enfants des industries dès qu'elles sont soumises à la loi, pour les vendre à celles où règne encore « la Liberté du travail », c'est-à-dire où les enfants au-dessous de 13 ans sont forcés de travailler comme des adultes et se vendent plus cher. Mais comme le capital est de sa nature niveleur, il exige, au nom de son Droit inné, que dans toutes les sphères de production les conditions de l'exploitation du travail soient égales pour tous. La limitation légale du travail des enfants dans une branche d'industrie entraîne donc sa limitation dans une autre.

Nous avons déjà signalé la détérioration physique des enfants et des jeunes personnes, ainsi que des femmes d'ouvriers que la machine soumet d'abord directement à l'exploitation du capital dans les fabriques dont elle est la base, et ensuite indirectement dans toutes les autres branches d'industrie. Nous nous contenterons ici d'insister sur un seul point, l'énorme mortalité des enfants des travailleurs dans les premières années de leur vie. Il y a en Angleterre 16 districts d'enregistrement ou sur 100 000 enfants vivants, il n'y a en moyenne que 9000 cas de mort par année (dans un district 7047 seulement) ; dans vingt-quatre districts on constate 10 à 11 000 cas de mort, dans 39 districts 11 à 12 000, dans 48 districts 12 à 13 000, dans 22 districts plus de 20 000, dans 25 districts plus de 21 000, dans 17 plus de 22 000, dans 11 plus de 23 000, dans ceux de Hoo, Wolverhampton, Ashton-under-Lyne et Preston plus de 24 000, dans ceux de Nottingham, Stockport et Bradford plus de 25 000, dans celui de Wisbeach vingt-six mille, et à Manchester 26 215^[516]. Une enquête médicale officielle de 1861 a démontré qu'abstraction faite de circonstances locales, les chiffres les plus élevés de mortalité sont dus principalement à l'occupation des mères hors de chez elles. Il en résulte, en effet, que les enfants sont négligés, maltraités, mal nourris ou

insuffisamment, parfois alimentés avec des opiat, délaissés par leurs mères qui en arrivent à éprouver pour eux une aversion contre nature. Trop souvent ils sont les victimes de la faim ou du poison^[517]. Dans les districts agricoles, « où le nombre des femmes ainsi occupées est à son minimum, le chiffre de la mortalité est aussi le plus bas^[518]. » La commission d'enquête de 1861 fournit cependant ce résultat inattendu que dans quelques districts purement agricoles des bords de la mer du Nord le chiffre de mortalité des enfants au-dessous d'un an, atteint presque celui des districts de fabrique les plus malfamés. Le docteur Julian Hunter fut chargé d'étudier ce phénomène sur les lieux. Ses conclusions sont enregistrées dans le VI^e *Rapport sur la Santé publique*^[519]. On avait supposé jusqu'alors que la malaria et d'autres fièvres particulières à ces contrées basses et marécageuses décimaient les enfants. L'enquête démontra le contraire, à savoir « que la même cause qui avait chassé la malaria, c'est-à-dire la transformation de ce sol, marais en hiver et lande stérile en été, en féconde terre à froment, était précisément la cause de cette mortalité extraordinaire^[520]. » Les soixante-dix médecins de ces districts, dont le docteur Hunter recueillit les dépositions, furent « merveilleusement d'accord sur ce point. » La révolution dans la culture du sol y avait en effet introduit le système industriel. « Des femmes mariées travaillant par bandes avec des jeunes filles et des jeunes garçons sont mises à la disposition d'un fermier pour une certaine somme par un homme qui porte le nom chef de bande (gangmaster) et qui ne vend les bandes qu'entières. Le champ de travail de ces bandes ambulantes est souvent situé à plusieurs lieues de leurs villages. On les trouve matin et soir sur les routes publiques, les femmes vêtues de cotillons courts et de jupes à l'avenant, avec des bottes et parfois des pantalons, fortes et saines, mais corrompues par leur libertinage habituel, et n'ayant nul souci des suites funestes que leur goût pour ce genre de vie actif et nomade entraîne pour leur progéniture qui reste seule à la maison et y dépérit^[521]. » Tous les phénomènes observés dans les districts de fabrique, entre autres l'infanticide dissimulé et le traitement des enfants avec des opiat, se reproduisent ici à un degré bien supérieur^[522]. « Ce que je sais là-dessus, dit le docteur Simon, fonctionnaire du *Privy Council* et rédacteur en chef des rapports sur la *Santé publique*, doit excuser l'horreur profonde que j'éprouve toutes les fois qu'il est question d'occupation industrielle, dans le sens emphatique du mot, des femmes adultes^[523]. » — « Ce sera, s'écrit l'inspecteur R. Baker dans un rapport officiel, ce sera un grand bonheur pour les districts manufacturiers de l'Angleterre, quand il sera interdit à toute femme mariée et chargée de famille de travailler dans n'importe

quelle fabrique^[524]. »

Fr. Engels, dans son ouvrage sur la *Situation des classes ouvrières en Angleterre*, et d'autres écrivains ont dépeint si complètement la détérioration morale qu'amène l'exploitation capitaliste du travail des femmes et des enfants, qu'il me suffit ici d'en faire mention. Mais le vide intellectuel produit artificiellement par la métamorphose d'adolescents en voie de formation en simples machines à fabriquer de la plus-value, et qu'il faut bien distinguer de cette ignorance naïve qui laisse l'esprit en friche sans attaquer sa faculté de développement, sa fertilité naturelle, ce vide fatal, le Parlement anglais se crut enfin forcé d'y remédier en faisant de l'instruction élémentaire la condition légale de la consommation productive des enfants au-dessous de quatorze ans dans toutes les industries soumises aux lois de fabrique. L'esprit de la production capitaliste éclate dans la rédaction frivole des articles de ces lois concernant cette soi-disant instruction, dans le défaut de toute inspection administrative qui rend illusoire en grande partie l'enseignement forcé, l'opposition des fabricants à cette loi, et dans leurs subterfuges et faux-fuyants pour l'éluder dans la pratique. « La législation seule est à blâmer, parce qu'elle a promulgué une loi menteuse qui, sous l'apparence de prendre soin de l'éducation des enfants, ne contient en réalité aucun article de nature à assurer la réalisation de ce prétendu but. Elle ne détermine rien, sinon que les enfants devront être renfermés un certain nombre d'heures (3 heures) par jour entre les quatre murs d'un local appelé école, et que ceux qui les emploient auront à en obtenir le certificat chaque semaine d'une personne qui le signera à titre de maître ou de maîtresse d'école^[525]. » Avant la promulgation de la loi de fabrique révisée de 1844, une foule de ces certificats d'école signés d'une croix prouvaient que les instituteurs ou institutrices ne savaient pas écrire. « Dans une visite que je fis à une école semblable, je fus tellement choqué de l'ignorance du maître que je lui dis : « Pardon, Monsieur, mais savez-vous lire ? — *Ih jeh summat*. » telle fut sa réponse ; mais pour se justifier, il ajouta : « Dans tous les cas, je surveille les écoliers. » Pendant la préparation de la loi de 1844, les inspecteurs de fabrique dénoncèrent l'état piteux des prétendues écoles dont ils devaient déclarer les certificats irréprochables au point de vue légal. Tout ce qu'ils obtinrent, c'est qu'à partir de 1844, les chiffres inscrits sur les certificats, ainsi que les noms et prénoms des instituteurs, devaient être écrits de la propre main de ces derniers^[526]. Sir John Kincaid, inspecteur de fabrique de l'Écosse, cite maints faits du même genre. « La première école que nous visitâmes était tenue par une certaine Mrs. Ann Killin. Invitée par moi à épeler son nom, elle commit tout d'abord une bétise en commençant

par la lettre C ; mais elle se corrigea aussitôt, et dit que son nom commençait par un K. En examinant sa signature dans les livres de certificats, je remarquai cependant qu'elle l'épelait de diverses manières et que son écriture ne laissait aucun doute sur son incapacité. Elle avoua elle-même qu'elle ne savait pas tenir son registre... Dans une seconde école je trouvai une salle longue de 15 pieds et large de 10, où je comptai 75 écoliers qui piaillaient un baragouin inintelligible^[527]. » Et ce n'est pas seulement dans ces taudis piteux que les enfants obtiennent des certificats mais non de l'instruction ; il y a beaucoup d'écoles où le maître est compétent ; mais ses efforts échouent presque complètement contre le fouillis inextricable d'enfants de tout âge au-dessus de trois ans. « Ses appointements, dans le meilleur cas, misérables, dépendent du nombre de pence qu'il reçoit, de la quantité d'enfants qu'il lui est possible de fourrer dans une chambre. Et pour comble, un misérable ameublement, un manque de livres et de tout autre matériel d'enseignement, et l'influence pernicieuse d'un air humide et vicié sur les pauvres enfants. Je me suis trouvé dans beaucoup d'écoles semblables où je voyais des rangées d'enfants qui ne faisaient absolument rien ; et c'est là ce qu'on appelle fréquenter l'école, et ce sont de tels enfants qui figurent comme éduqués (educated) dans la statistique officielle^[528]. » En Écosse, les fabricants cherchent à se passer le plus possible des enfants qui sont obligés de fréquenter l'école. « Cela suffit pour démontrer la grande aversion que leur inspirent les articles de la loi à ce sujet^[529]. » Tout cela devient d'un grotesque effroyable dans les imprimeries sur coton, laine, etc., qui sont réglées par une loi spéciale. D'après les arrêtés de la loi, chaque enfant avant d'entrer dans une fabrique de ce genre doit avoir fréquenté l'école au moins trente jours et pas moins de cent cinquante heures pendant les six mois qui précèdent le premier jour de son emploi. Une fois au travail, il doit également fréquenter l'école trente jours et cent cinquante heures dans le courant d'un des deux semestres de l'année.

Son séjour à l'école doit avoir lieu entre 8 heures du matin et 6 heures du soir. Aucune leçon de moins de 2 heures 1/2 ou de plus de 5 heures dans le même jour ne doit être comptée comme faisant partie des 150 heures. « Dans les circonstances ordinaires les enfants vont à l'école avant et après midi pendant 30 jours, 5 heures par jour, et après ces 30 jours quand la somme des 150 heures est atteinte, quand, pour parler leur propre langue, ils ont fini leur livre, ils retournent à la fabrique où ils restent 6 mois jusqu'à l'échéance d'un nouveau terme, et alors ils retournent à l'école jusqu'à ce que leur livre soit de nouveau fini, et ainsi de suite... Beaucoup de garçons qui ont fréquenté l'école pendant les 150 heures

prescrites ne sont pas plus avancés au bout des 6 mois de leur séjour dans la fabrique qu'auparavant ; ils ont naturellement oublié tout ce qu'ils avaient appris. Dans d'autres imprimeries sur coton, la fréquentation de l'école dépend absolument des exigences du travail dans la fabrique. Le nombre d'heures de rigueur y est acquitté dans chaque période de 6 mois par des acomptes de 3 à 4 heures à la fois disséminées sur tout le semestre. L'enfant par exemple se rend à l'école un jour de 8 à 11 heures du matin, un autre jour de 1 à 4 heures de l'après-midi, puis il s'en absente pendant toute une série de jours pour y revenir ensuite de 3 à 6 heures de l'après-midi pendant 3 ou 4 jours de suite ou pendant une semaine. Il disparaît de nouveau trois semaines ou un mois, puis revient pour quelques heures, dans certains jours de chômage, quand par hasard ceux qui l'emploient n'ont pas besoin de lui. L'enfant est ainsi ballotté (buffeted) de l'école à la fabrique et de la fabrique à l'école, jusqu'à ce que la somme des 150 heures soit acquittée^[530]. »

Par l'annexion au personnel de travail combiné d'une masse prépondérante d'enfants et de femmes, la machine réussit enfin à briser la résistance que le travailleur mâle opposait encore dans la manufacture au despotisme du capital^[531].

b) *Prolongation de la journée de travail.*

Si la machine est le moyen le plus puissant d'accroître la productivité du travail, c'est-à-dire de raccourcir le temps nécessaire à la production des marchandises, elle devient comme support du capital, dans les branches d'industrie dont elle s'empare d'abord, le moyen le plus puissant de prolonger la journée de travail au-delà de toute limite naturelle. Elle crée et des conditions nouvelles qui permettent au capital de lâcher bride à cette tendance constante qui le caractérise, et des motifs nouveaux qui intensifient sa soif du travail d'autrui.

Et tout d'abord le mouvement et l'activité du moyen de travail devenu machine se dressent indépendants devant le travailleur. Le moyen de travail est dès lors un *perpetuum mobile* industriel qui produirait indéfiniment, s'il ne rencontrait une barrière naturelle dans ses auxiliaires humains, dans la faiblesse de leur corps et la force de leur volonté. L'automate, en sa qualité de capital, est fait homme dans la personne du capitaliste. Une passion l'anime : il veut tendre l'élasticité humaine et broyer toutes ses résistances^[532].

La facilité apparente du travail à la machine et l'élément plus maniable et plus docile des femmes et des enfants l'aident dans cette œuvre d'asservissement^[533].

La productivité de la machine est, comme nous l'avons vu, en raison

inverse de la part de valeur qu'elle transmet au produit. Plus est longue la période pendant laquelle elle fonctionne, plus grande est la masse de produits sur laquelle se distribue la valeur qu'elle ajoute et moindre est la part qui en revient à chaque marchandise. Or la période de vie active de la machine est évidemment déterminée par la longueur de la journée de travail ou par la durée du procès de travail journalier multipliée par le nombre de jours pendant lesquels ce procès se répète.

L'usure des machines ne correspond pas avec une exactitude mathématique au temps pendant lequel elles servent. Et cela même supposé, une machine qui sert seize heures par jour pendant sept ans et demi embrasse une période de production aussi grande et n'ajoute pas plus de valeur au produit total que la même machine qui pendant quinze ans ne sert que huit heures par jour. Mais dans le premier cas la valeur de la machine se serait reproduite deux fois plus vite que dans le dernier, et le capitaliste aurait absorbé par son entremise autant de surtravail en sept ans et demi qu'autrement en quinze.

L'usure matérielle des machines se présente sous un double aspect. Elles s'usent d'une part en raison de leur emploi, comme les pièces de monnaie par la circulation, d'autre pari par leur inaction, comme une épée se rouille dans le fourreau. Dans ce dernier cas elles deviennent la proie des éléments. Le premier genre d'usure est plus ou moins en raison directe, le dernier est jusqu'à un certain point en raison inverse de leur usage^[534].

La machine est en outre sujette à ce qu'on pourrait appeler son usure morale. Elle perd de sa valeur d'échange à mesure que des machines de la même construction sont reproduites à meilleur marché, ou à mesure que des machines perfectionnées viennent lui faire concurrence^[535]. Dans les deux cas, si jeune et si vivace qu'elle puisse être, sa valeur n'est plus déterminée par le temps de travail réalisé en elle, mais par celui qu'exige sa reproduction ou la reproduction des machines perfectionnées. Elle se trouve en conséquence plus ou moins dépréciée. Le danger de son usure morale est d'autant moindre que la période où sa valeur totale se reproduit est plus courte, et cette période est d'autant plus courte que la journée de travail est plus longue. Dès la première introduction d'une machine dans une branche de production quelconque, on voit se succéder coup sur coup des méthodes nouvelles pour la reproduire à meilleur marché^[536], puis viennent des améliorations qui n'atteignent pas seulement des parties ou des appareils isolés, mais sa construction entière. Aussi bien est-ce là le motif qui fait de sa première période de vie, période aiguë de la prolongation du travail^[537].

La journée de travail étant donnée et toutes circonstances restant les

mêmes, l'exploitation d'un nombre double d'ouvriers exige une avance double de capital constant en bâtiments, machines, matières premières, matières auxiliaires, etc. Mais la prolongation de la journée permet d'agrandir l'échelle de la production sans augmenter la portion de capital fixée en bâtiments et en machine^[538]. Non seulement donc la plus-value augmente, mais les dépenses nécessaires pour l'obtenir diminuent. Il est vrai que cela a lieu plus ou moins toutes les fois qu'il y a prolongation de la journée ; mais c'est ici d'une tout autre Importance, parce que la partie du capital avancé en moyens de travail pèse davantage dans la balance^[539]. Le développement de la production mécanique fixe en effet une partie toujours croissante du capital sous une forme où il peut d'une part être constamment mis en valeur, et perd d'autre part valeur d'usage et valeur d'échange dès que son contact avec le travail vivant est interrompu. « Si un laboureur », dit M. Ashworth, un des cotton lords d'Angleterre, faisant la leçon au professeur Nassau W. Senior, « si un laboureur dépose sa pioche, il rend inutile pour tout ce temps un capital de douze pence (1 fr. 25 c.). Quand un de nos hommes abandonne la fabrique, il rend inutile un capital qui a coûté cent mille livres sterling (2 500 000 francs)^[540]. » Il suffit d'y penser ! rendre inutile, ne fût-ce que pour une seconde, un capital de 100 000 liv. st. ! C'est à demander vengeance au ciel quand un de nos hommes se permet de quitter la fabrique ! Et le susdit Senior renseigné par Ashworth finit par reconnaître que la proportion toujours croissante du capital fixé en machines rend une prolongation croissante de la journée de travail tout à fait « désirable^[541] ».

La machine produit une plus-value relative, non seulement en dépréciant directement la force de travail et en la rendant indirectement meilleur marché par la baisse de prix qu'elle occasionne dans les marchandises d'usage commun, mais en ce sens que pendant la période de sa première introduction sporadique, elle transforme le travail employé par le possesseur de machines en travail puissancié dont le produit, doué d'une valeur sociale supérieure à sa valeur individuelle, permet au capitaliste de remplacer la valeur journalière de la force de travail par une moindre portion du rendement journalier. Pendant cette période de transition où l'industrie mécanique reste une espèce de monopole, les bénéfices sont par conséquent extraordinaires et le capitaliste cherche à exploiter à fond cette lune de miel au moyen de la plus grande prolongation possible de la journée. La grandeur du gain aiguise l'appétit.

À mesure que les machines se généralisent dans une même branche de production, la valeur sociale du produit mécanique descend à sa valeur individuelle. Ainsi se vérifie la loi d'après laquelle la plus-value provient

non des forces de travail que le capitaliste remplace par la machine, mais au contraire de celles qu'il y occupe. La plus-value ne provient que de la partie variable du capital, et la somme de la plus-value est déterminée par deux facteurs : son taux et le nombre des ouvriers occupés simultanément. Si la longueur de la journée est donnée, sa division proportionnelle en surtravail et travail nécessaire détermine le taux de la plus-value, mais le nombre des ouvriers occupés dépend du rapport du capital variable au capital constant. Quelle que soit la proportion suivant laquelle, par l'accroissement des forces productives, l'industrie mécanique augmente le surtravail aux dépens du travail nécessaire, il est clair qu'elle n'obtient cependant ce résultat qu'en diminuant le nombre des ouvriers occupés, par un capital donné. Elle transforme en machines, en élément constant qui ne rend point de plus-value, une partie du capital qui était variable auparavant, c'est-à-dire se convertissait en force de travail vivante. Il est impossible par exemple d'obtenir de deux ouvriers autant de plus-value que de vingt-quatre. Si chacun des vingt-quatre ouvriers ne fournit sur douze heures qu'une heure de surtravail, ils fourniront tous ensemble vingt-quatre heures de surtravail, tandis que le travail total des deux ouvriers n'est jamais que de vingt-quatre heures, les limites de la journée étant fixées à douze heures. L'emploi des machines dans le but d'accroître la plus-value recèle donc une contradiction, puisque des deux facteurs de la plus-value produite par un capital de grandeur donnée, il n'augmente l'un, le taux de la plus-value, qu'en diminuant l'autre, le nombre des ouvriers. Cette contradiction intime éclate, dès qu'avec la généralisation des machines dans une branche d'industrie la valeur du produit mécanique règle la valeur sociale de toutes les marchandises de même espèce, et c'est cette contradiction qui entraîne instinctivement^[542] le capitaliste à prolonger la journée de travail avec la plus extrême violence, pour compenser le décroissement du nombre proportionnel des ouvriers exploités par l'accroissement non seulement du surtravail relatif, mais encore du surtravail absolu.

La machine entre les mains du capital crée donc des motifs nouveaux et puissants pour prolonger sans mesure la journée de travail ; elle transforme le mode de travail et le caractère social du travailleur collectif, de manière à briser tout obstacle qui s'oppose à cette tendance ; enfin, en enrôlant sous le capital des couches de la classe ouvrière jusqu'alors inaccessibles, et en mettant en disponibilité les ouvriers déplacés par la machine, elle produit une population ouvrière surabondante^[543] qui est forcée de se laisser dicter la loi. De là ce phénomène merveilleux dans l'histoire de l'industrie moderne, que la machine renverse toutes les limites morales et naturelles

de la journée de travail. De là ce paradoxe économique, que le moyen le plus puissant de raccourcir le temps de travail devient par un revirement étrange le moyen le plus infaillible de transformer la vie entière du travailleur et de sa famille en temps disponible pour la mise en valeur du capital. « Si chaque outil », tel était le rêve d'Aristote, le plus grand penseur de l'antiquité, « si chaque outil pouvait exécuter sur sommation, ou bien de lui-même, sa fonction propre, comme les chefs-d'œuvre de Dédale se mouvaient d'eux-mêmes, ou comme les trépieds de Vulcain se mettaient spontanément à leur travail sacré ; si, par exemple, les navettes des tisserands tissaient d'elles-mêmes, le chef d'atelier n'aurait plus besoin d'aides, ni le maître d'esclaves^[544]. » Et Antiparos, un poète grec du temps de Cicéron, saluait l'invention du moulin à eau pour la mouture des grains, cette forme élémentaire de tout machinisme productif, comme l'aurore de l'émancipation des femmes esclaves et le retour de l'âge d'or^[545] ! Ah ces païens ! Maître Bastiat, après son maître Mac Culloch, a découvert qu'ils n'avaient aucune idée de l'économie politique ni du christianisme. Ils ne comprenaient point, par exemple, qu'il n'y a rien comme la machine pour faire prolonger la journée de travail. Ils excusaient l'esclavage des uns parce qu'elle était la condition du développement intégral des autres ; mais pour prêcher l'esclavage des masses afin d'élever au rang d' « éminents filateurs », de « grands banquiers » et d' « influents marchands de cirage perfectionné », quelques parvenus grossiers ou à demi décrottés, la bosse de la charité chrétienne leur manquait.

c) *Intensification du travail*^[546]

La prolongation démesurée du travail quotidien produite par la machine entre des mains capitalistes finit par amener une réaction de la société qui, se sentant menacée jusque dans la racine de sa vie, décrète des limites légales à la journée : dès lors l'*intensification* du travail, phénomène que nous avons déjà rencontré, devient prépondérante.

L'analyse de la plus-value absolue avait trait à la durée du travail, tandis qu'un degré moyen de son intensité était sous-entendu. Nous allons maintenant examiner la conversion d'un genre de grandeur dans l'autre, de l'extension en intensité.

Il est évident qu'avec le progrès mécanique et l'expérience accumulée d'une classe spéciale d'ouvriers consacrée à la machine, la rapidité et par cela même l'intensité du travail s'augmentent naturellement. C'est ainsi que dans les fabriques anglaises la prolongation de la journée et l'accroissement dans l'intensité du travail marchent de front pendant un demi-siècle.

On comprend cependant que là où il ne s'agit pas d'une activité

spasmodique, mais uniforme, régulière et quotidienne, on arrive fatalement à un point où l'extension et l'intensité du travail s'excluent l'une l'autre, si bien qu'une prolongation de la journée n'est plus compatible qu'avec un degré d'intensité moindre, et inversement un degré d'intensité supérieure qu'avec une journée raccourcie.

Dès que la révolte grandissante de la classe ouvrière força l'État à imposer une journée normale, en premier lieu à la fabrique proprement dite, c'est-à-dire à partir du moment où il interdit la méthode d'accroître la production de plus-value par la multiplication progressive des heures de travail, le capital se jeta avec toute son énergie et en pleine conscience sur la *production de la plus-value relative* au moyen du développement accéléré du système mécanique.

En même temps ce genre de plus-value subit un changement de caractère. En général la plus-value relative est gagnée par une augmentation de la fertilité du travail qui permet à l'ouvrier de produire davantage dans le même temps avec la même dépense de force. Le même temps de travail continue alors à rendre la même valeur d'échange, bien que celle-ci se réalise en plus de produits dont chacun, pris séparément, est par conséquent d'un prix moindre.

Mais cela change avec le raccourcissement légal de la journée. L'énorme impulsion qu'il donne au développement du système mécanique et à l'économie des frais contraint l'ouvrier aussi à dépenser, au moyen d'une tension supérieure, plus d'activité dans le même temps, à resserrer les pores de sa journée, et à condenser ainsi le travail à un degré qu'il ne saurait atteindre sans ce raccourcissement.

Dès lors on commence à évaluer la grandeur du travail doublement, d'après sa durée ou son extension, et d'après son degré d'intensité, c'est-à-dire la masse qui en est comprimée dans un espace de temps donné, une heure par exemple^[547]. L'heure plus dense de la journée de dix heures contient autant ou plus de travail, plus de dépense en force vitale, que l'heure plus poreuse de la journée de douze heures. Une heure de celle-là produit par conséquent autant ou plus de valeur qu'une heure et un cinquième de celle-ci. Trois heures et un tiers de surtravail sur six heures et deux tiers de travail nécessaire fournissent donc au capitaliste au moins la même masse de plus-value relative qu'auparavant quatre heures de surtravail sur huit heures de travail nécessaire.

Comment le travail est-il rendu plus intense ?

Le premier effet du raccourcissement de la journée procède de cette loi évidente que la capacité d'action de toute force animale est en raison inverse du temps pendant lequel elle agit. Dans certaines limites, on gagne

en efficacité ce qu'on perd en durée.

Dans les manufactures, telles que la poterie par exemple, où le machinisme ne joue aucun rôle ou un rôle insignifiant, l'introduction des lois de fabrique a démontré d'une manière frappante qu'il suffit de raccourcir la journée pour augmenter merveilleusement la régularité, l'uniformité, l'ordre, la continuité et l'énergie du travail^[548]. Ce résultat paraissait cependant douteux dans la fabrique proprement dite, parce que la subordination de l'ouvrier au mouvement continu et uniforme de la machine y avait créé depuis longtemps la discipline la plus sévère. Lors donc qu'il fut question en 1844 de réduire la journée au-dessous de douze heures, les fabricants déclarèrent presque unanimement « que leurs contremaîtres veillaient dans les diverses salles à ce que leurs bras ne perdissent pas de temps », « que le degré de vigilance et d'assiduité déjà obtenu était à peine susceptible d'élévation », et que toutes les autres circonstances, telles que marche des machines, etc., restant les mêmes, « c'était une absurdité d'attendre dans des fabriques bien^[545] dirigées le moindre résultat d'une augmentation de la vigilance, etc., des ouvriers^[549] ». Cette assertion réfutée par les faits. M. R. Gardner fit travailler dans ses deux grandes fabriques à Preston, à partir du 20 avril 1844, onze heures au lieu de douze par jour. L'expérience d'un an environ, démontra que « le même *quantum* de produit était obtenu aux mêmes frais et qu'en onze heures les ouvriers ne gagnaient pas un salaire moindre qu'auparavant en douze heures^[550] ». Je ne mentionne pas les expériences faites dans les salles de filage et de cardage, attendu que la vitesse des machines y avait été augmentée de deux pour cent. Dans le département du tissage au contraire, où l'on fabriquait diverses sortes d'articles de fantaisie et à ramage, les conditions matérielles de la production n'avaient subi aucun changement. Le résultat fut celui-ci : « Du 6 janvier au 20 avril 1844, la journée de travail étant de douze heures, chaque ouvrier reçut par semaine un salaire moyen 10 sh. 1/2, et du 20 avril au 29 juin, la journée de travail étant de onze heures, un salaire moyen 10 sh. 3 1/2 d. par semaine^[551]. » En onze heures il fut donc produit plus qu'auparavant en douze, et cela était dû exclusivement à l'activité plus soutenue et plus uniforme des ouvriers ainsi qu'à l'économie de leur temps. Tandis qu'ils obtenaient le même salaire et gagnaient une heure de liberté, le capitaliste de son côté obtenait la même masse de produits et une économie d'une heure sur sa consommation de gaz, de charbon, etc. Des expériences semblables furent faites avec le même succès dans les fabriques de MM. Horrocks et Jacson^[552].

Dès que la loi abrège la journée de travail, la machine se transforme

aussitôt entre les mains du capitaliste en moyen systématique d'extorquer à chaque moment plus de labeur. Mais pour que le machinisme exerce cette pression supérieure sur ses servants humains, il faut le perfectionner, sans compter que le raccourcissement de la journée force le capitaliste à tendre tous les ressorts de la production et à en économiser les frais.

En perfectionnant l'engin à vapeur on réussit à augmenter le nombre de ses coups de piston par minute et, grâce à une savante économie de force, à chasser par un moteur du même volume un mécanisme plus considérable sans augmenter cependant la consommation du charbon. En diminuant le frottement des organes de transmission, en réduisant le diamètre et le poids des grands et petits arbres moteurs, des roues, des tambours, etc., à un minimum toujours décroissant, on arrive à faire transmettre avec plus de rapidité la force d'impulsion accrue du moteur à toutes les branches du mécanisme d'opération. Ce mécanisme lui-même est amélioré. Les dimensions des machines-outils sont réduites tandis que leur mobilité et leur efficacité sont augmentées, comme dans le métier à tisser moderne ; ou bien leurs charpentes sont agrandies avec la dimension et le nombre des outils qu'elles mènent, comme dans la machine à filer. Enfin ces outils subissent d'incessantes modifications de détail comme celles qui, il y a environ quinze ans, accrurent d'un cinquième la vitesse des broches de la mule automatique.

La réduction de la journée de travail à douze heures date en Angleterre de 1833. Or, un fabricant anglais déclarait déjà en 1836 : « Comparé à celui d'autrefois le travail à exécuter dans les fabriques est aujourd'hui considérablement accru, par suite de l'attention et de l'activité supérieures que la vitesse très augmentée des machines exige du travailleur^[553]. » En 1844 Lord *Ashley*, aujourd'hui comte Shaftesbury, dans son discours sur le bill de dix heures, communiqua à la Chambre des communes les faits suivants :

« Le travail des ouvriers employés dans les opérations de fabrique est aujourd'hui trois fois aussi grand qu'il l'était au moment où ce genre d'opérations a été établi. Le système mécanique a sans aucun doute accompli une œuvre qui demanderait les tendons et les muscles de plusieurs millions d'hommes ; mais il a aussi prodigieusement (prodigiously) augmenté le travail de ceux qui sont soumis à son mouvement terrible. Le travail qui consiste à suivre une paire de *mules*, aller et retour, pendant douze heures, pour filer des filés n^o 40, exigeait en 1815 un parcours de 8 milles ; en 1832 la distance à parcourir était de 20 milles et souvent plus considérable^[554]. En 1825 le fileur avait à faire dans l'espace de douze heures 820 *stretches* pour chaque mule ce qui pour la

paire donnait une somme de 1640. En 1832 il en faisait 2, 200 pour chaque mule ou 4, 400 par jour ; en 1844, 2, 400 pour chaque mule, ensemble 4, 800 ; et dans quelques cas la somme de travail (amount of labour) exigé est encore plus considérable. En estimant les fatigues d'une journée de travail il faut encore prendre en considération la nécessité de retourner quatre ou cinq mille fois le corps dans une direction opposée^[555] aussi bien que les efforts continuels d'inclinaison et d'érection... J'ai ici dans les mains un autre document daté de 1842, qui prouve que le travail augmente progressivement, non seulement parce que la distance à parcourir est plus grande, mais parce que la quantité des marchandises produites s'accroît tandis qu'on diminue en proportion le nombre des bras, et que le coton filé est de qualité inférieure, ce qui rend le travail plus pénible... Dans le cardage le travail a subi également un grand surcroît. Une personne fait aujourd'hui la besogne que deux se partageaient... Dans le tissage où un grand nombre de personnes, pour la plupart du sexe féminin, sont occupées, le travail s'est accru de 10% pendant les dernières années par suite de la vitesse accélérée des machines. En 1838 le nombre des écheveaux filés par semaine était de 18,000 ; en 1843 il atteignit le chiffre de 21,000. Le nombre des *picks* au métier à tisser était en 1819 de 60 par minute, il s'élevait à 140 en 1842, ce qui indique un grand surcroît de travail^[556]. »

Cette intensité remarquable que le travail avait déjà atteinte en 1844 sous le régime de la loi de douze heures, parut justifier les fabricants anglais déclarant que toute diminution ultérieure de la journée entraînerait nécessairement une diminution proportionnelle dans la production. La justesse apparente de leur point de vue est prouvée par le témoignage de leur impitoyable censeur, l'inspecteur *Leonhard Horner* qui à la même époque s'exprima ainsi sur ce sujet :

« La quantité des produits étant réglée par la vitesse de la machine, l'intérêt des fabricants doit être d'activer cette vitesse jusqu'au degré extrême qui peut s'allier avec les conditions suivantes : préservation des machines d'une détérioration trop rapide, maintien de la qualité des articles fabriqués et possibilité pour l'ouvrier de suivre le mouvement sans plus de fatigue qu'il n'en peut supporter d'une manière continue. Il arrive souvent que le fabricant exagère le mouvement. La vitesse est alors plus que balancée par les pertes que causent la casse et la mauvaise besogne et il est bien vite forcé de modérer la marche des machines. Or, comme un fabricant actif et intelligent sait trouver le maximum normal, j'en ai conclu qu'il est impossible de produire autant en onze heures qu'en douze. De plus, j'ai reconnu que l'ouvrier payé à la pièce s'astreint aux plus pénibles

efforts pour endurer d'une manière continue le même degré de travail^[557]. » Horner conclut donc malgré les expériences de Gardner, etc., qu'une réduction de la journée de travail au-dessous de 12 heures diminuerait nécessairement la quantité du produit^[558]. Dix ans après il cite lui-même ses scrupules de 1845 pour démontrer combien il soupçonnait peu encore à cette époque l'élasticité du système mécanique et de la force humaine susceptibles d'être tous deux tendus à l'extrême par la réduction forcée de la journée de travail.

Arrivons maintenant à la période qui suit 1847, depuis l'établissement de la loi des 10 heures dans les fabriques anglaises de laine, de lin, de soie et de coton.

« Les broches des métiers continus (*Throstles*) font 500, celles des mules 1000 révolutions de plus par minute, c'est-à-dire que la vitesse des premières étant de 4500 révolutions par minute en 1839 est maintenant (1862) de 5000, et celle des secondes qui était de 5000 révolutions est maintenant de 6000 ; dans le premier cas c'est un surcroît de vitesse de 1/10 et dans le second de 1/5^[559]. » J. Nasmyth, le célèbre ingénieur civil de Patricroft près de Manchester détailla dans une lettre adressée en 1862 à Leonhard Horner les perfectionnements apportés à la machine à vapeur. Après avoir fait remarquer que dans la statistique officielle des fabriques la force de cheval-vapeur est toujours estimée d'après son ancien effet de l'an 1828^[560], qu'elle n'est plus que nominale et sert tout simplement d'indice de la force réelle, il ajoute entre autres : « Il est hors de doute qu'une machine à vapeur du même poids qu'autrefois et souvent même des engins identiques auxquels on s'est contenté d'adapter les améliorations modernes, exécutent en moyenne 50% plus d'ouvrage qu'auparavant et que, dans beaucoup de cas, les mêmes engins à vapeur qui, lorsque leur vitesse se bornait à 220 pieds par minute, fournissaient 50 chevaux-vapeur, en fournissent aujourd'hui plus de 100 avec une moindre consommation de charbon... L'engin à vapeur moderne de même force nominale qu'autrefois reçoit une impulsion bien supérieure grâce aux perfectionnements apportés à sa construction, aux dimensions amoindries et à la construction améliorée de sa chaudière, etc. C'est pourquoi, bien que l'on occupe le même nombre de bras qu'autrefois proportionnellement à la force nominale, il y a cependant moins de bras employés proportionnellement aux machines-outils^[561]. »

En 1850 les fabriques du Royaume-uni employèrent une force nominale de 134 217 chevaux pour mettre en mouvement 25 638 716 broches et 301 495 métiers à tisser. En 1856 le nombre des broches atteignait 33 503 580 et celui des métiers 369 205. Il aurait donc fallu une force de

175 000 chevaux en calculant d'après la base de 1850 ; mais les documents officiels n'en accusent que 161 435, c'est-à-dire plus de 10 000 de moins^[562]. « Il résulte des faits établis par le dernier *return* (statistique officielle) de 1856, que le système de fabrique s'étendit rapidement, que le nombre des bras a diminué proportionnellement aux machines, que l'engin à vapeur par suite d'économie de force et d'autres moyens meut un poids mécanique supérieur et que l'on obtient un quantum de produit plus considérable grâce au perfectionnement des machines-outils, au changement de méthodes de fabrication, à l'augmentation de vitesse et à bien d'autres causes^[563]. » « Les grandes améliorations introduites dans les machines de toute espèce ont augmenté de beaucoup leur force productive. Il est hors de doute que c'est le raccourcissement de la journée de travail qui a stimulé ces améliorations. Unies aux efforts plus intenses de l'ouvrier, elles ont amené ce résultat que dans une journée réduite de deux heures ou d'un sixième, il se fait pour le moins autant de besogne qu'autrefois^[564]. »

Un seul fait suffit pour démontrer combien les fabricants se sont enrichis à mesure que l'exploitation de la force de travail est devenue plus intense : c'est que le nombre des fabriques anglaises de coton s'est accru en moyenne de 32% de 1838 à 1850, et de 86% de 1850 à 1856.

Si grand qu'ait été le progrès de l'industrie anglaise dans les huit années comprises entre 1848 et 1856, sous le règne des 10 heures, il a été de beaucoup dépassé dans la période des six années suivantes de 1856 à 1862. Dans la fabrique de soie par exemple on comptait en 1856, 1 093 799 broches et 9 260 métiers ; en 1862, 1 388 544 broches et 10 709 métiers. Mais en 1862 on n'y comptait que 52,429 ouvriers au lieu de 56, 131 et un occupés en 1856. Le nombre broches s'est donc accru de 26.9% et celui des métiers de 15.6% ; tandis que le nombre travailleurs a déchu de 7% dans le même temps. En 1858 ; il fut employé dans les fabriques de *worsted* (longue laine) 875 830 broches, en 1856, 1 324 549 (augmentation de 51,2%) et en 1862, 1 289 172 (diminution de 2,7%). Mais si l'on compte les broches à tordre qui dans le dernier chiffre ne figurent pas comme dans le premier, le nombre des broches est resté à peu près stationnaire depuis 1856. Par contre leur vitesse ainsi que celle des métiers a en beaucoup de cas doublé depuis 1850. Le nombre des métiers à vapeur dans la fabrique de *worsted* était en 1850 de : 32 617, en 1856 de : 38 956 et en 1862 de : 43 048. Ils occupaient en 1850, 79 737 personnes ; en 1856, 87 794 et en 1862, 86 063, sur lesquelles il y avait en 1850, 9 956, en 1856, 11 228 et 1862, 13 718 enfants au-dessous de 14 ans. Malgré la grande augmentation du nombre des métiers, on voit en comparant 1862 à

1856, que le nombre total des ouvriers a diminué considérablement quoique celui des enfants exploités se soit accru^[565].

Le 27 avril 1863 un membre du Parlement, M. Ferrand, fit la déclaration suivante dans la Chambre des communes : « Une délégation d'ouvriers de seize districts de Lancashire et Cheshire, au nom de laquelle je parle, m'a certifié que le travail augmente constamment dans les fabriques, par suite du perfectionnement des machines. Tandis qu'autrefois une seule personne avec deux aides faisait marcher deux métiers, elle en fait marcher trois maintenant sans aucun aide, et il n'est pas rare qu'une seule personne suffise pour quatre, etc. Il résulte des faits qui me sont communiqués que douze heures de travail sont maintenant condensées en moins de dix heures. Il est donc facile de comprendre dans quelle énorme proportion le labeur des ouvriers de fabrique s'est accru depuis les dernières années^[566]. » Bien que les inspecteurs de fabrique ne se lassent pas, et avec grande raison, de faire ressortir les résultats favorables de la législation de 1844 et de 1850, ils sont néanmoins forcés d'avouer que le raccourcissement de la journée a déjà provoqué une condensation de travail qui attaque la santé de l'ouvrier et par conséquent sa force productive elle-même. « Dans la plupart des fabriques de coton, de soie, etc., l'état de surexcitation qu'exige le travail aux machines, dont le mouvement a été extraordinairement accéléré dans les dernières années, paraît être une des causes de la mortalité excessive par suite d'affection, pulmonaires que le docteur Greenhow a signalée dans son dernier et admirable rapport^[567]. » Il n'y a pas le moindre doute que la tendance du capital à se rattraper sur l'intensification systématique du travail (dès que la prolongation de la journée lui est définitivement interdite par la loi), et à transformer chaque perfectionnement du système mécanique en un nouveau moyen d'exploitation, doit conduire à un point où une nouvelle diminution des heures de travail deviendra inévitable^[568]. D'un autre côté, la période de 10 heures de travail qui date de 1848, dépasse, par le mouvement ascendant de l'industrie anglaise, bien plus la période de 12 heures, qui commence en 1833 et finit en 1847, que celle-ci ne dépasse le demi-siècle écoulé depuis l'établissement du système de fabrique, c'est-à-dire la période de la journée illimitée^[569].

IV

La fabrique

Au commencement de ce chapitre nous avons étudié le *corps* de la

fabrique, le machinisme ; nous avons montré ensuite comment entre les mains capitalistes il augmente et le matériel humain exploitable et le degré de son exploitation en s'emparant des femmes et des enfants, en confisquant la vie entière de l'ouvrier par la prolongation outre mesure de sa journée et en rendant son travail de plus en plus intense, afin de produire en un temps toujours décroissant une quantité toujours croissante de valeurs. Nous jetterons maintenant un coup d'œil sur l'ensemble de la fabrique dans sa forme la plus élaborée.

Le D^r Ure, le Pindare de la fabrique en donne deux définitions. Il la dépeint d'une part « comme une coopération de plusieurs classes d'ouvriers, adultes et non-adultes, surveillant avec adresse et assiduité un système de mécaniques productives mises continuellement en action par une force centrale, le premier moteur ». Il la dépeint d'autre part comme « un vaste automate composé de nombreux organes mécaniques et intellectuels, qui opèrent de concert et sans interruption, pour produire un même objet, tous ces organes étant subordonnés à une puissance motrice qui se meut d'elle-même ». Ces deux définitions ne sont pas le moins du monde identiques. Dans l'une le travailleur collectif ou le corps de travail social apparaît comme le *sujet* dominant et l'automate mécanique comme son *objet*. Dans l'autre, c'est l'automate même qui est le sujet et les travailleurs sont tout simplement adjoints comme organes conscients à ses organes inconscients et avec eux subordonnés à la force motrice centrale. La première définition s'applique à tout emploi possible d'un système de mécaniques ; l'autre caractérise son emploi capitaliste et par conséquent la fabrique moderne. Aussi maître Ure se plaît-il à représenter le moteur central, non seulement comme automate, mais encore comme *autocrate*. « Dans ces vastes ateliers, dit-il, le pouvoir bienfaisant de la peur appelle autour de lui ses myriades de sujets, et assigne à chacun sa tâche obligée^[570]. »

Avec l'outil, la virtuosité dans son maniement passe de l'ouvrier à la machine. Le fonctionnement des outils étant désormais émancipé des bornes personnelles de la force humaine, la base technique sur laquelle repose la division manufacturière du travail se trouve supprimée. La gradation hiérarchique d'ouvriers spécialisés qui la caractérise est remplacée dans la fabrique automatique par la tendance à égaliser ou à niveler les travaux incombant aux aides du machinisme^[571]. À la place des différences artificiellement produites entre les ouvriers parcellaires, les différences naturelles de l'âge et du sexe deviennent prédominantes.

Dans la fabrique automatique la division du travail reparaît tout d'abord comme distribution d'ouvriers entre les machines spécialisées, et de

masses d'ouvriers, ne formant pas cependant des groupes organisés, entre les divers départements de la fabrique, où ils travaillent à des machines-outils homogènes et rangées les unes à côté des autres. Il n'existe donc entre eux qu'une coopération simple. Le groupe organisé de la manufacture est remplacé par le lien entre l'ouvrier principal et ses aides, par exemple le fileur et les rattacheurs.

La classification fondamentale devient celle de travailleurs aux machines-outils (y compris quelques ouvriers chargés de chauffer la chaudière à vapeur) et de manœuvres, presque tous enfants, subordonnés aux premiers. Parmi ces manœuvres se rangent plus ou moins tous les « feeders » (alimenteurs) qui fournissent aux machines leur matière première. À côté de ces classes principales prend place un personnel numériquement insignifiant d'ingénieurs, de mécaniciens, de menuisiers, etc., qui surveillent le mécanisme général et pourvoient aux réparations nécessaires. C'est une classe supérieure de travailleurs, les uns formés scientifiquement, les autres ayant un métier placé en dehors du cercle des ouvriers de fabrique auxquels ils ne sont qu'agréés^[572]. Cette division du travail est purement technologique.

Tout enfant apprend très facilement à adapter ses mouvements au mouvement continu et uniforme de l'automate. Là, où le mécanisme constitue un système gradué de machines parcellaires, combinées entre elles et fonctionnant de concert, la coopération, fondée sur ce système, exige une distribution des ouvriers entre les machines ou groupes de machines parcellaires. Mais il n'y a plus nécessité de consolider cette distribution en enchaînant, comme dans les manufactures, pour toujours le même ouvrier à la même besogne^[573]. Puisque le mouvement d'ensemble de la fabrique procède de la machine et non de l'ouvrier, un changement continu du personnel n'amènerait aucune interruption dans le procès de travail. La preuve incontestable en a été donnée par le système de relais dont se servirent les fabricants anglais pendant leur révolte de 1848-50. Enfin la rapidité avec laquelle les enfants apprennent le travail à la machine, supprime radicalement la nécessité de le convertir en vocation exclusive d'une classe particulière de travailleurs^[574]. Quant aux services rendus dans la fabrique par les simples manœuvres, la machine peut les suppléer en grande partie, et en raison de leur simplicité, ces services permettent le changement périodique et rapide des personnes chargées de leur exécution^[575].

Bien qu'au point de vue technique le système mécanique mette fin à l'ancien système de la division du travail, celui-ci se maintient néanmoins dans la fabrique, et tout d'abord comme tradition léguée par la

manufacture ; puis le capital s'en empare pour le consolider et le reproduire sous une forme encore plus repoussante, comme moyen systématique d'exploitation. La spécialité qui consistait à manier pendant toute sa vie un outil parcellaire devient la spécialité de servir sa vie durant une machine parcellaire. On abuse du mécanisme pour transformer l'ouvrier dès sa plus tendre enfance en parcelle d'une machine qui fait elle-même partie d'une autre^[576]. Non seulement les frais qu'exige sa reproduction se trouvent ainsi considérablement diminués, mais sa dépendance absolue de la fabrique et par cela même du capital est consommée. Ici comme partout il faut distinguer entre le surcroît de productivité dû au développement du procès de travail social et celui qui provient de son exploitation capitaliste.

Dans la manufacture et le métier, l'ouvrier se sert de son outil ; dans la fabrique il sert la machine. Là le mouvement de l'instrument de travail part de lui ; ici il ne fait que le suivre. Dans la manufacture les ouvriers forment autant de membres d'un mécanisme vivant. Dans la fabrique ils sont incorporés à un mécanisme mort qui existe indépendamment d'eux.

« La fastidieuse uniformité d'un labeur sans fin occasionnée par un travail mécanique, toujours le même, ressemble au supplice de Sisyphe ; comme le rocher le poids du travail retombe toujours et sans pitié sur le travailleur épuisé^[577]. » En même temps que le travail mécanique surexcite au dernier point le système nerveux, il empêche le jeu varié des muscles et comprime toute activité libre du corps et de l'esprit^[578]. La facilité même du travail devient une torture en ce sens que la machine ne délivre pas l'ouvrier du travail mais dépouille le travail de son intérêt. Dans toute production capitaliste en tant qu'elle ne crée pas seulement des choses utiles mais encore de la plus-value, les conditions du travail maîtrisent l'ouvrier, bien loin de lui être soumises, mais c'est le machinisme qui le premier donne à ce renversement une réalité technique. Le moyen de travail converti en automate se dresse devant l'ouvrier pendant le procès de travail même sous forme de capital, de travail mort qui domine et pompe sa force vivante.

La grande industrie mécanique achève enfin, comme nous l'avons déjà indiqué, la séparation entre le travail manuel et les puissances intellectuelles de la production qu'elle transforme en pouvoirs du capital sur le travail. L'habileté de l'ouvrier apparaît chétive devant la science prodigieuse, les énormes forces naturelles, la grandeur du travail social incorporées au système mécanique, qui constituent la puissance du *Maître*. Dans le cerveau de ce maître, son monopole sur les machines se confond avec l'existence des machines. En cas de conflit avec ses bras il leur jette à

la face ces paroles dédaigneuses :

« Les ouvriers de fabrique feraient très bien de se souvenir que leur travail est des plus inférieurs ; qu'il n'en est pas de plus facile à apprendre et de mieux payé, vu sa qualité, car il suffit du moindre temps et du moindre apprentissage pour y acquérir toute l'adresse voulue. Les machines du maître jouent en fait un rôle bien plus important dans la production que le travail et l'habileté de l'ouvrier qui ne réclament qu'une éducation de six mois, et qu'un simple laboureur peut apprendre^[579]. »

La subordination technique de l'ouvrier à la marche uniforme du moyen de travail et la composition particulière du travailleur collectif d'individus des deux sexes et de tout âge créent une discipline de caserne, parfaitement élaborée dans le régime de fabrique. Là, le soi-disant travail de surveillance et la division des ouvriers en simples soldats et sous-officiers industriels, sont poussés à leur dernier degré de développement.

« La principale difficulté ne consistait pas autant dans l'invention d'un mécanisme automatique... la difficulté consistait surtout dans la discipline nécessaire, pour faire renoncer les hommes à leurs habitudes irrégulières dans le travail et les identifier avec la régularité invariable du grand automate. Mais inventer et mettre en vigueur avec succès un code de discipline manufacturière convenable aux besoins et à la célérité du système automatique, voilà une entreprise digne d'Hercule, voilà le noble ouvrage d'Arkwright ! Même aujourd'hui que ce système est organisé dans toute sa perfection, il est presque impossible, parmi les ouvriers qui ont passé l'âge de puberté, de lui trouver d'utiles auxiliaires^[580]. »

Jetant aux orties la division des pouvoirs d'ailleurs si prônée par la bourgeoisie et le système représentatif dont elle raffole, le capitaliste formule en législateur privé et d'après son bon plaisir son pouvoir autocratique sur ses bras dans son code de fabrique. Ce code n'est du reste qu'une caricature de la régulation sociale, telle que l'exigent la coopération en grand, et l'emploi de moyens de travail communs, surtout des machines. Ici, le fouet du conducteur d'esclaves est remplacé par le livre de punitions du contremaître. Toutes ces punitions se résolvent naturellement en amendes et en retenues sur le salaire, et l'esprit retors des Lycurgues de fabrique fait en sorte qu'ils profitent encore plus de la violation que de l'observation de leurs lois^[581].

Nous ne nous arrêterons pas ici aux conditions matérielles dans lesquelles le travail de fabrique s'accomplit. Tous les sens sont affectés à la fois par l'élévation artificielle de la température, par une atmosphère imprégnée de particules de matières premières, par le bruit assourdissant des machines, sans parler des dangers encourus au milieu d'un mécanisme

terrible vous enveloppant de tous côtés et fournissant, avec la régularité des saisons, son bulletin de mutilations et d'homicides industriels^[582].

L'économie des moyens collectifs de travail, activée et mûrie comme en serre chaude par le système de fabrique, devient entre les mains du capital un système de vols commis sur les conditions vitales de l'ouvrier pendant son travail, sur l'espace, l'air, la lumière et les mesures de protection personnelle contre les circonstances dangereuses et insalubres du procès de production, pour ne pas mentionner les arrangements que le confort et la commodité de l'ouvrier réclamaient^[583]. Fourier a-t-il donc tort de nommer les fabriques des *bagnes modérés*^[584] ?

V

Lutte entre travailleur et machine

La lutte entre le capitaliste et le salarié date des origines mêmes du capital industriel et se déchaîne pendant la période manufacturière^[585], mais le travailleur n'attaque *le moyen de travail* que lors de l'introduction de la machine. Il se révolte contre cette forme particulière de l'instrument où il voit l'incarnation technique du capital.

Au dix-huitième siècle, dans presque toute l'Europe des soulèvements ouvriers éclatèrent contre une machine à tisser des rubans et des galons appelée *Bandmühle* ou *Mühlenstuhl*. Elle fut inventée en Allemagne. L'abbé italien Lancelotti raconte dans un livre, écrit en 1579 et publié à Venise en 1636 que : « Anton Müller de Dantzig a vu dans cette ville, il y a à peu près cinquante ans, une machine très ingénieuse qui exécutait quatre à six tissus à la fois. Mais le magistrat craignant que cette invention ne convertît nombre d'ouvriers en mendiants, la supprima et fit étouffer ou noyer l'inventeur. »

En 1629, cette même machine fut pour la première fois, employée à Leyde où les émeutes des passementiers forcèrent les magistrats de la proscrire. « Dans cette ville », dit à ce propos Boxhorn, « quelques individus inventèrent il y a une vingtaine d'années un métier à tisser, au moyen duquel un seul ouvrier peut exécuter plus de tissus et plus facilement que nombre d'autres dans le même temps. De là des troubles et des querelles de la part des tisserands qui firent proscrire par les magistrats l'usage de cet instrument^[586]. » Après avoir lancé contre ce métier à tisser des ordonnances plus ou moins prohibitives en 1632, 1639, etc., les États généraux de la Hollande en permirent enfin l'emploi, sous certaines conditions, par l'ordonnance du 15 décembre 1661.

Le *Bandstuhl* fut proscrit à Cologne en 1676 tandis que son introduction en Angleterre vers la même époque y provoqua des troubles parmi les tisserands. Un édit impérial du 19 février 1685 interdit son usage dans toute l'Allemagne. À Hambourg il fut brûlé publiquement par ordre du magistrat. L'empereur Charles VI renouvela en février 1719 l'édit de 1685 et ce n'est qu'en 1765 que l'usage public en fut permis dans la Saxe électorale.

Cette machine qui ébranla l'Europe fut le précurseur des machines à filer et à tisser et prélude à la révolution industrielle du dix-huitième siècle. Elle permettait au garçon le plus inexpérimenté de faire travailler tout un métier avec ses navettes en avançant et en retirant une perche et fournissait, dans sa forme perfectionnée, de quarante à cinquante pièces à la fois.

Vers la fin du premier tiers du dix-huitième siècle une scierie à vent, établie par un Hollandais dans le voisinage de Londres, fut détruite par le peuple. Au commencement du dix-huitième siècle les scieries à eau ne triomphèrent que difficilement de la résistance populaire soutenue par le Parlement. Lorsque Everet en 1758 construisit la première machine à eau pour tondre la laine, cent mille hommes mis par elle hors de travail la réduisirent en cendres. Cinquante mille ouvriers gagnant leur vie par le cardage de la laine accablèrent le Parlement de pétitions contre les machines à carder et les *scribblings mills*, inventés par Arkwright. La destruction de nombreuses machines dans les districts manufacturiers anglais pendant les quinze premières années du dix-neuvième siècle, connue sous le nom du mouvement des Luddites, fournit au gouvernement anti-jacobin d'un Sidmouth, d'un Castlereagh et de leurs pareils, le prétexte de violences ultra-réactionnaires.

Il faut du temps et de l'expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre la machine et son emploi capitaliste, dirigent leurs attaques non contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d'exploitation^[587].

Les ouvriers manufacturiers luttèrent pour hausser leurs salaires et non pour détruire les manufactures ; ce furent les chefs des corporations et les villes privilégiées (*corporate towns*) et non les salariés qui mirent des entraves à leur établissement.

Dans la division du travail les écrivains de la période manufacturière voient un moyen virtuel de suppléer au manque d'ouvriers, mais non de déplacer des ouvriers occupés. Cette distinction saute aux yeux. Si l'on dit qu'avec l'ancien rouet il faudrait en Angleterre deux cents millions d'hommes pour filer le coton que filent aujourd'hui cinquante mille, cela

ne signifie point que les machines à filer ont déplacé ces millions d'Anglais qui n'ont jamais existé, mais tout simplement qu'il faudrait un immense surcroît de population ouvrière pour remplacer ces machines. Si l'on dit au contraire qu'en Angleterre le métier à vapeur a jeté huit cent mille tisserands sur le payé, alors on ne parle pas de machines existantes dont le remplacement par le travail manuel réclamerait tant d'ouvriers, mais d'une multitude d'ouvriers, autrefois occupés, qui ont été réellement déplacés ou supprimés par les machines.

Le métier, comme nous l'avons vu, reste pendant la période manufacturière la base de l'industrie.

Les ouvriers des villes, légués par le moyen âge, n'étaient pas assez nombreux pour suppléer la demande des nouveaux marchés coloniaux, et les manufactures naissantes se peuplèrent en grande partie de cultivateurs expropriés et expulsés du sol durant la décadence du régime féodal. Dans ces temps-là ce qui frappa surtout les yeux, c'était donc le côté positif de la coopération et de la division du travail dans les ateliers, leur propriété de rendre plus productifs les labeurs des ouvriers occupés^[588].

Sans doute, longtemps avant la période de la grande industrie, la coopération et la concentration des moyens de travail, appliquées à l'agriculture, occasionnèrent des changements grands, soudains et violents dans le mode de produire et, par conséquent, dans les conditions de vie et les moyens d'occupation de la population rurale. Mais la lutte que ces changements provoquèrent, se passe entre les grands et les petits propriétaires du sol plutôt qu'entre le capitaliste et le salarié. D'autre part, quand des laboureurs furent jetés hors d'emploi par des moyens de production agricoles, par des chevaux, des moutons, etc., c'étaient des actes de violence immédiate qui dans ces cas-là rendirent possible la révolution économique. On chassa les laboureurs des champs pour leur substituer des moutons. C'est l'usurpation violente du sol, telle qu'en Angleterre elle se pratiquait sur une large échelle, qui prépara en premier lieu le terrain de la grande agriculture. Dans ses débuts ce bouleversement agricole a donc l'apparence d'une révolution politique plutôt qu'économique.

Sous sa forme-machine au contraire le moyen de travail devient immédiatement le concurrent du travailleur^[589]. Le rendement du capital est dès lors en raison directe du nombre d'ouvriers dont la machine anéantit les conditions d'existence. Le système de la production capitaliste repose en général sur ce que le travailleur vend sa force comme marchandise. La division du travail réduit cette force à l'aptitude de détail à manier un outil fragmentaire. Donc, dès que le maniement de l'outil

échoit à la machine, la valeur d'échange de la force de travail s'évanouit en même temps que sa valeur d'usage. L'ouvrier comme un assignat démonétisé n'a plus de cours. Cette partie de la classe ouvrière que la machine convertit ainsi en population superflue, c'est-à-dire inutile pour les besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, succombe dans la lutte inégale de l'industrie mécanique contre le vieux métier et la manufacture, ou encombre toutes les professions plus facilement accessibles où elle déprécie la force de travail.

Pour consoler les ouvriers tombés dans la misère, on leur assure que leurs souffrances ne sont que des « inconvénient, temporaires » (*a temporary inconvenience*) et que la machine en n'envahissant que par degrés un champ de production, diminue l'étendue et l'intensité de ses effets destructeurs. Mais ces deux fiches de consolation se neutralisent. Là où la marche conquérante de la machine progresse lentement, elle afflige de la misère chronique les rangs ouvriers forcés de lui faire concurrence ; là où elle est rapide, la misère devient aigüe et fait des ravages terribles.

L'histoire ne présente pas de spectacle plus attristant que celui de la décadence des tisserands anglais qui, après s'être traînée en longueur pendant quarante ans, s'est enfin consommée en 1838. Beaucoup de ces malheureux moururent de faim ; beaucoup végétèrent longtemps avec leur famille n'ayant que 25 centimes par jour^[590]. Dans l'Inde au contraire l'importation des calicots anglais fabriqués mécaniquement amena une crise des plus spasmodiques. « Il n'y a pas d'exemple d'une misère pareille dans l'histoire du commerce » dit, dans son rapport de 1834-35, le gouverneur général ; « *les os des tisserands blanchissent les plaines de l'Inde.* » En lançant ces tisserands dans l'éternité^[591], la machine à tisser ne leur avait évidemment causé que des « inconvénients temporaires ». D'ailleurs les effets passagers des machines sont permanents en ce qu'elles envahissent sans cesse de nouveaux champs de production.

Le caractère d'indépendance que la production capitaliste imprime en général aux conditions et au produit du travail vis-à-vis de l'ouvrier, se développe donc avec la machine jusqu'à l'antagonisme le plus prononcé^[592]. C'est pour cela que, la première, elle donne lieu à la révolte brutale de l'ouvrier contre le moyen de travail.

Le moyen de travail accable le travailleur. Cet antagonisme direct éclate surtout lorsque des machines nouvellement introduites viennent faire la guerre aux procédés traditionnels du métier et de la manufacture. Mais dans la grande industrie elle-même, le perfectionnement du machinisme et le développement du système automatique ont des effets analogues.

« Le but constant du machinisme perfectionné est de diminuer le travail

manuel, ou d'ajouter un anneau de plus à l'enchaînement productive de la fabrique en substituant des appareils de fer à des appareils humains^[593]. » « L'application de la vapeur ou de la force de l'eau à des machines qui jusqu'ici n'étaient mues qu'avec la main, est l'événement de chaque jour... Les améliorations de détail ayant pour but l'économie de la force motrice, le perfectionnement de l'ouvrage, l'accroissement du produit dans le même temps, ou la suppression d'un enfant, d'une femme ou d'un homme sont constantes, et bien que peu apparentes, elles ont néanmoins des résultats importants^[594]. » « Partout où un procédé exige beaucoup de dextérité et une main sûre, on le retire au plus tôt des mains de l'ouvrier trop adroit, et souvent enclin à des irrégularités de plusieurs genres pour en charger un mécanisme particulier, dont l'opération automatique est si bien réglée qu'un enfant peut la surveiller^[595]. » « D'après le système automatique le talent de l'artisan se trouve progressivement remplacé par de simples surveillants de mécaniques^[596]. » « Non seulement les machines perfectionnées n'exigent pas l'emploi d'un aussi grand nombre d'adultes, pour arriver à un résultat donné, mais elles substituent une classe d'individus à une autre, le moins adroit au plus habile, les enfants aux adultes, les femmes aux hommes. Tous ces changements occasionnent des fluctuations constantes dans le taux du salaire^[597]. » « La machine rejette sans cesse des adultes^[598]. »

La marche rapide imprimée au machinisme par la réduction de la journée de travail nous a montré l'élasticité extraordinaire dont il est susceptible, grâce à une expérience pratique accumulée, à l'étendue des moyens mécaniques déjà acquis et aux progrès de la technologie. En 1860, alors que l'industrie cotonnière anglaise était à son zénith, qui aurait soupçonné les perfectionnements mécaniques et le déplacement correspondant du travail manuel qui, sous l'aiguillon de la guerre civile américaine, révolutionnèrent cette industrie ? Contentons-nous d'en citer un ou deux exemples empruntés aux rapports officiels des inspecteurs de fabrique. « Au lieu de soixante-quinze machines à carder, dit un fabricant de Manchester, nous n'en employons plus que douze, et nous obtenons la même quantité de produit en qualité égale sinon meilleure... L'économie en salaires se monte à dix livres sterling par semaine et le déchet du coton a diminué de dix pour cent. » Dans une filature de la même ville le mouvement accéléré des machines et l'introduction de divers procédés automatiques ont permis de réduire dans un département le nombre des ouvriers employés d'un quart et dans un autre de plus de la moitié. Un autre filateur estime qu'il a réduit de dix pour cent le nombre de ses « bras. »

Les MM. Gilmore, filateurs à Manchester, déclarent de leur côté :

« Nous estimons que dans le nettoyage du coton l'économie de bras et de salaires résultant des machines nouvelles se monte à un bon tiers... Dans deux autres procédés préliminaires la dépense a diminué d'un tiers environ en salaires et autres frais, dans la salle à filer d'un tiers. Mais ce n'est pas tout ; quand nos filés passent maintenant aux tisserands, ils sont tellement améliorés qu'ils fournissent plus de tissus de meilleure qualité que les anciens filés mécaniques^[599]. »

L'inspecteur A. Redgrave, remarque à ce propos : « La diminution dans le nombre d'ouvriers, en même temps que la production s'augmente, progresse rapidement. Dans les fabriques de laine on a depuis peu commencé à réduire le nombre des bras et cette réduction continue. Un maître d'école qui habite Rochdale me disait, il y a quelques jours, que la grande diminution dans les écoles de filles n'était pas due seulement à la pression de la crise mais aux changements introduits dans les mécaniques des fabriques de laine, par suite desquels une réduction moyenne de 79 demi-temps avait eu lieu^[600]. »

Le résultat général des perfectionnements mécaniques amenés dans les fabriques anglaises de coton par la guerre civile américaine, est résumé dans la table suivante :

Statistique des fabriques de coton du Royaume-Uni en 1858, 1861 et 1868.

NOMBRE DES FABRIQUES

	1858	1861	1868
Angleterre et pays de Galles	2,046	2,715	2,405
Écosse	152	163	131
Irlande	12	9	13
Royaume-Uni	2,210	2,887	2,549

NOMBRE DES MÉTIERS À TISSER À VAPEUR

Angleterre et pays de Galles	275,590	368,125	344,719
Écosse	21,624	30,110	31,864
Irlande	1,633	1,757	2,746
Royaume-Uni	298,847	399,992	379,329

NOMBRE DES BROCHES À FILER

Angleterre et pays de Galles	25,818,576	28,352,152	30,478,228
Écosse	2,041,129	1,915,398	1,397,546
Irlande	150,512,3	119,944	124,240

Royaume-Uni	28,010,217	30,387,467	32,000,014

NOMBRE DE PERSONNES EMPLOYÉES

Angleterre et pays de Galles	341,170	407,598	357,052
Écosse	34,698	41,237	39,809
Irlande	3,345	2,734	4,203
Royaume-Uni	379,213	451,569	401,064

En 1861-1868 disparurent donc trois cent trente-huit fabriques de coton, c'est-à-dire qu'un machinisme plus productif et plus large se concentra dans les mains d'un nombre réduit de capitalistes ; les métiers à tisser mécaniques décrurent de 20, 663, et comme en même temps leur produit alla augmentant, il est clair qu'un métier amélioré suffit pour faire la besogne de plus d'un vieux métier à vapeur ; enfin, les broches augmentèrent de 1, 612, 541, tandis que le nombre d'ouvriers employés diminua de 50, 505. Les misères « temporaires » dont la crise cotonnière accabla les ouvriers, furent ainsi rendues plus intenses et consolidées par le progrès rapide et continu du système mécanique.

Et la machine n'agit pas seulement comme un concurrent dont la force supérieure est toujours sur le point de rendre le salarié superflu.

C'est comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie, et il le proclame hautement. Elle devient l'arme de guerre la plus irrésistible pour réprimer les grèves, ces révoltes périodiques du travail contre l'autocratie du capital^[601]. D'après Gaskell, la machine à vapeur fut dès le début un antagoniste de la « force de l'homme » et permit au capitaliste d'écraser les prétentions croissantes des ouvriers qui menaçaient d'une crise le système de fabrique à peine naissant^[602]. On pourrait écrire toute une histoire au sujet des inventions faites depuis 1830 pour défendre le capital contre les émeutes ouvrières.

Dans son interrogatoire devant la commission chargée de l'enquête sur les *Trades Unions*, M. Nasmyth, l'inventeur du marteau à vapeur, énumère les perfectionnements du machinisme auxquels il a eu recours par suite de la longue grève des mécaniciens en 1851.

« Le trait caractéristique, dit-il, de nos perfectionnements mécaniques modernes, c'est l'introduction d'outils automatiques. Tout ce qu'un ouvrier mécanicien doit faire, et que chaque garçon peut faire, ce n'est pas travailler, mais surveiller le bon fonctionnement de la machine. Toute cette classe d'hommes dépendant exclusivement de leur dextérité a été écartée. J'employais quatre garçons sur un mécanicien. Grâce à ces nouvelles combinaisons mécaniques, j'ai réduit le nombre des hommes

adultes de 1500 à 750. Le résultat fut un grand accroissement dans mon profit^[603]. »

Enfin, s'écrie Ure, à propos d'une machine pour l'impression des indiennes, « enfin les capitalistes cherchèrent à s'affranchir de cet esclavage insupportable (c'est-à-dire des conditions gênantes du contrat de travail), en s'aidant des ressources de la science, et ils furent réintégrés dans leurs droits légitimes, ceux de la tête sur les autres parties du corps. Dans tous les grands établissements, aujourd'hui, il y a des machines à quatre et à cinq couleurs, qui rendent l'impression en calicot un procédé, expéditif et infaillible ».

Il dit d'une machine pour parer la chaîne des tissus, qu'une grève avait fait inventer :

« La horde des mécontents, qui se croyaient retranchés d'une manière invincible derrière les anciennes lignes de la division du travail, s'est vue prise en flanc, et ses moyens de défense ayant été annulés par la tactique moderne des machinistes, elle a été forcée de se rendre à discrétion. »

Il dit encore à propos de la mule automatique qui marque une nouvelle époque dans le système mécanique : « Cette création, *l'homme de fer*, comme l'appellent avec raison les ouvriers, était destinée à rétablir l'ordre parmi les classes industrielles. La nouvelle de la naissance de cet Hercule-filleur répandit la consternation parmi les sociétés de résistance ; et longtemps avant d'être sorti de son berceau, il avait déjà étouffé l'hydre de la sédition... Cette invention vient à l'appui de la doctrine déjà développée par nous ; c'est que lorsque le capital enrôle la science, la main rebelle du travail apprend toujours à être docile^[604]. »

Bien que le livre de Ure date de trente-sept ans, c'est-à-dire d'une époque où le système de fabrique n'était encore que faiblement développé, il n'en reste pas moins l'expression classique de l'esprit de ce système, grâce à son franc cynisme et à la naïveté avec laquelle il divulgue les absurdes contradictions qui hantent les caboches des MM. du capital. Après avoir développé par exemple la doctrine citée plus haut, que le capital, avec l'aide de la science prise à sa solde parvient toujours à enchaîner la main rebelle du travail, il s'étonne de ce que quelques raisonneurs « ont accusé la science physico-mécanique de se prêter à l'ambition de riches capitalistes et de servir d'instrument pour opprimer la classe indigente^[605] ». Après avoir prêché et démontré à qui veut l'entendre que le développement rapide du machinisme est on ne peut plus avantageux aux ouvriers, il avertit ceux-ci comminatoirement, que par leur résistance, leurs grèves, etc., ils ne font qu'activer ce développement. « De semblables révoltes, dit-il, montrent l'aveuglement humain sous aspect le

plus méprisable, celui d'un homme qui se fait son propre bourreau. » Quelques pages auparavant il a dit au contraire : « Sans les collisions et les interruptions violentes causées par les vues erronées des ouvriers, le système de fabrique se serait développé encore plus rapidement et plus avantageusement qu'il ne l'a fait jusqu'à ce jour pour toutes les parties intéressées. » Dix lignes après il s'écrie de nouveau : « Heureusement pour la population des villes de la Grande-Bretagne, les perfectionnements en mécanique sont gradués, ou du moins ce n'est que successivement qu'on arrive à en rendre l'usage général. » C'est à tort, dit-il encore, que l'on accuse les machines de réduire le salaire des adultes parce qu'elles les déplacent et créent par conséquent une demande de travail qui surpasse l'offre. « Certainement il y a augmentation d'emploi pour les enfants, et le gain des adultes n'en est que plus considérable. » De l'autre côté ce consolateur universel défend le taux infime du salaire des enfants, sous prétexte que « les parents sont ainsi empêchés de les envoyer trop tôt dans les fabriques ». Tout son livre n'est qu'une apologie de la journée de travail illimitée et son âme libérale se sentit refoulée dans « les ténèbres des siècles passés » lorsqu'il vit la législation défendre le travail forcé des enfants de treize ans, pendant plus de douze heures par jour. Cela ne l'empêche point d'inviter les ouvriers de fabrique à adresser des actions de grâces à la providence, et pourquoi ? parce qu'au moyen des machines elle leur a procuré des « loisirs pour méditer sur leurs intérêts éternels^[606]. »

VI

Théorie de la compensation

Une phalange d'économistes bourgeois, James Mill, Mac Culloch, Torrens, Senior, J.-St. Mill, etc., soutiennent qu'en déplaçant des ouvriers engagés, la machine dégage par ce fait même un capital destiné à les employer de nouveau à une autre occupation quelconque^[607].

Mettons^[608] que dans une fabrique de tapis on emploie un capital de 6000 l. st. dont une moitié est avancée en matières premières (il est fait abstraction des bâtiments, etc.) et l'autre moitié consacrée au paiement de cent ouvriers, chacun recevant un salaire annuel de 30 l. st. À un moment donné le capitaliste congédie cinquante ouvriers et les remplace par une machine de la valeur de 1500 l. st.

Dégage-t-on un capital par cette opération ? Originellement la somme totale de 6000 l. st. se divisait en un capital constant de 3000 l. st. et un capital variable de 3000 l. st. Maintenant elle consiste en un capital

constant de 4500 l. st. — 3000 l. st. pour matières premières et 1500 l. st. pour la machine — et un capital variable de 1500 l. st. pour la paye de cinquante ouvriers. L'élément variable est tombé de la moitié à un quart du capital total. Au lieu d'être dégagé, un capital de 1500 l. st. se trouve engagé sous une forme où il cesse d'être échangeable contre la force de travail, c'est-à-dire que de variable il est devenu constant. À l'avenir le capital total de 6000 l. st. n'occupera jamais plus de cinquante ouvriers et il en occupera moins à chaque perfectionnement de la machine.

Pour faire plaisir aux théoriciens de la compensation, nous admettrons que le prix de la machine est moindre que la somme des salaires supprimés, qu'elle ne coûte que 1000 l. st. au lieu de 1500 l. st.

Dans nos nouvelles données le capital de 1500 l. st., autrefois avancé en salaires, se divise maintenant comme suit : 1000 l. st. engagées sous forme de machines et 500 l. st. dégagées de leur emploi dans la fabrique de tapis et pouvant fonctionner comme nouveau capital. Si le salaire reste le même, voilà un fonds qui suffirait pour occuper environ seize ouvriers, tandis qu'il y en a cinquante de congédiés, mais il en occupera beaucoup moins de seize, car, pour se transformer en capital, les cinq cents livres sterling doivent en partie être dépensées en instruments, matières, etc., en un mot renfermer un élément constant, inconvertible en salaires.

Si la construction de la machine donne du travail à un nombre additionnel d'ouvriers mécaniciens, serait-ce là la *compensation* des tapissiers jetés sur le pavé ? Dans tous les cas sa construction occupe moins d'ouvriers que son emploi n'en déplace. La somme de 1500 l. st. qui, par rapport aux tapissiers renvoyés, ne représentait que leur salaire, représente, par rapport à la machine, et la valeur des moyens de production nécessaires pour sa construction, et le salaire des mécaniciens, et la plus-value dévolue à leur maître. Encore, une fois faite, la machine n'est à refaire qu'après sa mort, et pour occuper d'une manière permanente le nombre additionnel de mécaniciens, il faut que les manufactures de tapis l'une après l'autre déplacent des ouvriers par des machines.

Aussi ce n'est pas ce dada qu'enfourchent les doctrinaires la compensation. Pour eux, la grande affaire, c'est les subsistances des ouvriers congédiés. En dégageant nos cinquante ouvriers de leur salaire de 1500 l. st., la machine dégage de leur consommation 1500 l. st. de subsistances. Voilà le fait dans sa triste réalité ! Couper les vivres à l'ouvrier, messieurs les ventrus appellent cela rendre des vivres *disponibles* pour l'ouvrier comme nouveau fonds d'emploi dans une autre industrie. On le voit, tout dépend de la manière de s'exprimer. *Nominibus mollire licet mala*^[609].

D'après cette doctrine, les 1500 l. st. de subsistances étaient un capital mis en valeur par le travail des cinquante ouvriers tapissiers congédiés, et qui perd par conséquent son emploi dès que ceux-ci chôment, et n'a ni trêve ni repos tant qu'il n'a pas rattrapé « un nouveau placement » où les mêmes travailleurs pourront de nouveau le consommer productivement. Un peu plus tôt, un peu plus tard ils doivent donc se retrouver ; et alors il y aura compensation. Les souffrances des ouvriers mis hors d'emploi par la machine sont donc passagères comme les biens de cette terre.

Les 1500 l. st. qui fonctionnaient comme *capital*, vis-à-vis des tapissiers déplacés, ne représentaient pas en réalité le prix des subsistances qu'ils avaient coutume de consommer, mais le salaire qu'ils recevaient avant la conversion de ces mille cinq cents livres sterling en machine. Cette somme elle-même ne représentait que la quote-part des tapis fabriqués annuellement par eux qui leur était échue à titre de salaires, non en nature, mais en argent. Avec cet argent — forme-monnaie d'une portion de leur propre produit — ils achetaient des subsistances. Celles-ci existaient pour eux non comme capital, mais comme marchandises, et eux-mêmes existaient pour ces marchandises non comme salariés, mais comme acheteurs. En les dégageant de leurs moyens d'achat, la machine les a convertis d'acheteurs en non-acheteurs. Et par ce fait leur demande comme consommateurs cesse.

Si cette baisse dans la demande des subsistances nécessaires n'est pas compensée par une hausse d'un autre côté, leur prix va diminuer. Est-ce là par hasard une raison pour induire le capital employé dans la production de ces subsistances, à engager comme ouvriers additionnels nos tapissiers désœuvrés ? Bien au contraire, on commencera à réduire le salaire des ouvriers de cette partie, si la baisse des prix se maintient quelque temps. Si le déficit dans le débit des subsistances nécessaires se consolide, une partie du capital consacré à leur production s'en retirera et cherchera à se placer ailleurs. Durant ce déplacement et la baisse des prix qui l'a produite les producteurs des vivres passeront à leur tour par des « inconvénients temporaires ». Donc, au lieu de prouver qu'en privant des ouvriers de leurs subsistances, la machine convertit en même temps celles-ci en nouveau fonds d'emploi pour ceux-là, l'apologiste prouve au contraire, d'après sa loi de l'offre et de la demande, qu'elle frappe non seulement les ouvriers qu'elle remplace, mais aussi ceux dont ils consommaient les produits.

Les faits réels, travestis par l'optimisme économiste, les voici :

Les ouvriers que la machine remplace sont rejetés de l'atelier sur le marché de travail où ils viennent augmenter les forces déjà disponibles pour l'exploitation capitaliste. Nous verrons plus tard, dans la section VII,

que cet effet des machines, présenté comme une compensation pour la classe ouvrière en est au contraire le plus horrible fléau. Mais pour le moment passons outre.

Les ouvriers rejetés d'un genre d'industrie peuvent certainement chercher de l'emploi dans un autre, mais s'ils le trouvent, si le lien entre eux et les vivres rendus disponibles avec eux est ainsi renoué, c'est grâce à un nouveau capital qui s'est présenté sur le marché de travail, et non grâce au capital déjà fonctionnant qui s'est converti en machine. Encore leurs chances sont des plus précaires.

En dehors de leur ancienne occupation, ces hommes, rabougris par la division du travail, ne sont bons qu'à peu de chose et ne trouvent accès que dans des emplois inférieurs, mal payés, et à cause de leur simplicité même toujours surchargés de candidats^[610].

De plus, chaque industrie, la tapisserie par exemple, attire annuellement un nouveau courant d'hommes qui lui apporte le contingent nécessaire à suppléer les forces usées et à fournir l'excédant de forces que son développement régulier réclame. Du moment où la machine rejette du métier ou de la manufacture une partie des ouvriers jusque-là occupés, ce nouveau flot de conscrits industriels est détourné de sa destination et va peu à peu se décharger dans d'autres industries, mais les premières victimes pâttissent et périssent pendant la période de transition.

La machine est innocente des misères qu'elle entraîne ; ce n'est pas sa faute si, dans notre milieu social, elle sépare l'ouvrier de ses vivres. Là où elle est introduite elle rend le produit meilleur marché et plus abondant. Après comme avant son introduction, la société possède donc toujours au moins la même somme de vivres pour les travailleurs déplacés, abstraction faite de l'énorme portion de son produit annuel gaspillé par les oisifs.

C'est surtout dans l'interprétation de ce fait que brille l'esprit courtisanesque des économistes.

D'après ces messieurs-là, les contradictions et les antagonismes inséparables de l'emploi des machines dans le milieu bourgeois, *n'existent pas* parce qu'ils proviennent non de la machine, mais de son exploitation capitaliste !

Donc, parce que la machine, triomphe de l'homme sur les forces naturelles, devient entre les mains capitalistes l'instrument de l'asservissement de l'homme à ces mêmes forces ; parce que, moyen infailible pour raccourcir le travail quotidien, elle le prolonge entre les mains capitalistes ; parce que, baguette magique pour augmenter la richesse du producteur, elle l'appauvrit entre les mains capitalistes, parce que... l'économiste bourgeois déclare imperturbablement que toutes ces

contradictions criantes ne sont que fausses apparences et vaines chimères et que dans la réalité, et pour cette raison dans la théorie, elles n'existent pas.

Certes, ils ne nient pas les inconvénients temporaires, mais quelle médaille n'a pas son revers ! Et pour eux l'emploi capitaliste des machines en est le seul emploi possible. L'exploitation du travailleur par la machine c'est la même chose que l'exploitation des machines par le travailleur. Qui expose les réalités de l'emploi capitaliste des machines, s'oppose donc à leur emploi et au progrès social^[611]. Ce raisonnement ne rappelle-t-il pas le plaidoyer de Bill Sykes, l'illustre coupe-jarret ?

« Messieurs les jurés, dit-il, la gorge d'un commis-voyageur a sans doute été coupée. Le fait existe, mais ce n'est pas ma faute, c'est celle du couteau. Et voulez-vous supprimer le couteau à cause de ces inconvénients temporaires ? Réfléchissez-y. Le couteau est un des instruments les plus utiles dans les métiers et l'agriculture, aussi salulaire en chirurgie que savant en anatomie et joyeux compagnon dans les soupers. En condamnant le couteau vous allez nous replonger en pleine sauvagerie^[612] ! »

Quoiqu'elle supprime plus ou moins d'ouvriers dans les métiers et les manufactures où elle vient d'être introduite, la machine peut néanmoins occasionner un surcroît d'emploi dans d'autres branches de production, mais cet effet n'a rien de commun avec la soi-disant théorie de compensation.

Tout produit mécanique, un mètre de tissu exécuté au métier à vapeur, par exemple, étant meilleur marché que le produit manuel auquel il fait concurrence, nous obtenons évidemment cette loi :

Si la quantité totale d'un article, produit mécaniquement, reste égale à celle de l'article manuel qu'il remplace, alors la somme totale du travail employé diminue. Si non, l'ouvrage mécanique coûterait autant, si ce n'est davantage, que l'ouvrage manuel.

Mais, en fait, la somme des articles fabriqués, au moyen des machines, par un nombre d'ouvriers réduit, dépasse de beaucoup la somme des articles du même genre fournis auparavant par le métier ou la manufacture. Mettons que 1 000 000 de mètres de tissu à la main soient remplacés par 4 000 000 de mètres de tissu à la mécanique. Ceux-ci contiennent quatre fois plus de matière première, de laine par exemple, que ceux-là. Il faut donc quadrupler la production de la laine. Quant aux moyens de travail proprement dits que le tissage mécanique consomme, tels que machines, bâtisses, charbon, etc., le travail employé dans leur production va s'accroître suivant que s'accroît la différence entre la masse du tissu mécanique et celle du tissu manuel qu'un ouvrier peut livrer en moyenne

dans le même temps. Néanmoins, quel que soit ce surcroît de travail, il doit toujours rester moindre que le décroissement de travail effectué par l'usage de la machine.

À mesure donc que l'emploi de machines s'étend dans une industrie, il faut que d'autres industries d'où elle tire ses matières premières, etc., augmentent leurs produits. Dans quelle proportion vont-elles alors augmenter le nombre de leurs ouvriers ? Au lieu de l'augmenter, elles n'augmentent peut-être que l'intensité et la durée du travail. Mais celles-ci étant données, tout dépendra de la composition du capital employé, c'est-à-dire de la proportion de sa partie variable avec sa partie constante. Sa partie variable sera relativement d'autant plus petite, que le machinisme s'est emparé davantage des industries qui produisent les matières premières, etc.

Avec le progrès de la production mécanique en Angleterre, le nombre de gens condamnés aux mines de houille et de métal s'élève énormément. D'après le recensement de 1861, il y avait : 46 613 mineurs, dont 73 545 au-dessous et 173 067 au-dessus de vingt ans. Parmi les premiers étaient 835 de cinq à dix, 30 701 de dix à quinze, 42 010 de quinze à dix-neuf ans. Le nombre des ouvriers employés dans les mines de fer, de cuivre, de plomb, de zinc et autres métaux s'élevait à 319, 222^[613].

Les machines font éclore une nouvelle espèce d'ouvriers exclusivement vouée à leur construction. En Angleterre elle comptait en 1861 à peu près 70, 000 personnes^[614]. Nous savons déjà que le machinisme s'empare de cette branche d'industrie sur une échelle de plus en plus étendue. Quant aux matières premières^[615], il n'y a pas le moindre doute que la marche triomphante des filatures de coton a donné une impulsion immense à la culture du coton dans les États-Unis, stimulant à la fois la traite des nègres en Afrique et leur élève dans les *Border Slaves States*^[616]. En 1790, lorsque l'on fit aux États-Unis le premier recensement des esclaves, leur nombre atteignit le chiffre de 697 000 ; en 1861 il s'était élevé à 4 millions. D'un autre côté il n'est pas moins certain que la prospérité croissante de la filature mécanique de la laine provoqua en Angleterre la conversion progressive des terres de labour en pacage qui amena l'expulsion en masse des laboureurs agricoles rendus surnuméraires. L'Irlande subit encore dans ce moment cette opération douloureuse qui déprime sa population déjà réduite de moitié depuis vingt ans au bas niveau correspondant aux besoins de ses propriétaires fonciers et de messieurs les Anglais fabricants de laine.

Si le machinisme s'empare de procédés préliminaires ou intermédiaires par lesquels doit passer un objet de travail avant d'arriver à sa forme finale, les métiers ou les manufactures où le produit mécanique entre

comme élément, vont être plus abondamment pourvus de matériel et absorberont plus de travail. Avant l'invention des machines à filer, les tisserands anglais chômaient souvent à cause de l'insuffisance de leur matière première, mais le filage mécanique du coton leur fournit les filés en telle abondance et à si bon marché, que vers la fin du dernier siècle et au commencement du nôtre une famille de quatre adultes avec deux enfants pour dévider, en travaillant dix heures par jour, gagnait quatre livres sterling en une semaine. Quand le travail pressait, elle pouvait gagner davantage^[617].

Les ouvriers affluaient alors dans le tissage du coton à la main jusqu'au moment où les 800,000 tisserands créés par la *Jenny*, la *Mule* et le *Throstle* furent écrasés par le métier à vapeur. De même le nombre des tailleurs, des modistes, des couturières, etc., alla en augmentant avec l'abondance des étoffes fournies par les machines, jusqu'à ce que la machine à coudre fit son apparition.

À mesure que les machines, avec un nombre d'ouvriers relativement faible, font grossir la masse de matières premières, de produits à demi façonnés, d'instruments de travail, etc., les industries qui usent ces matières premières, etc., se subdivisent de plus en plus en différentes et nombreuses branches. La division sociale du travail reçoit ainsi une impulsion plus puissante que par la manufacture proprement dite.

Le système mécanique augmente en premier lieu la plus-value et la masse des produits dans lesquels elle se réalise. À mesure que croît la substance matérielle dont la classe capitaliste et ses parasites s'engraissent, ces espèces sociales croissent et multiplient. L'augmentation de leur richesse, accompagnée comme elle l'est d'une diminution relative des travailleurs engagés dans la production des marchandises de première nécessité, fait naître avec les nouveaux besoins de luxe de nouveaux moyens de les satisfaire. Une partie plus considérable du produit social se transforme en produit net et une plus grande part de celui-ci est livrée à la consommation sous des formes plus variées et plus raffinées. En d'autres termes, la production de luxe s'accroît^[618].

Le raffinement et la multiplicité variée des produits proviennent également des nouveaux rapports du marché des deux mondes créés par la grande industrie. On n'échange pas seulement plus de produits de luxe étrangers contre les produits indigènes, mais plus de matières premières, d'ingrédients, de produits à demi fabriqués provenant de toutes les parties du monde, etc., entrent comme moyens de production dans l'industrie nationale. La demande de travail augmente ainsi dans l'industrie des transports qui se subdivise en branches nouvelles et nombreuses^[619].

L'augmentation des moyens de travail et de subsistance et la diminution progressive dans le nombre relatif des ouvriers que leur production réclame poussent au développement d'entreprises de longue haleine et dont les produits tels que canaux, docks, tunnels, ponts, etc., ne portent de fruits que dans un avenir plus ou moins lointain.

Soit directement sur la base du système mécanique, soit par suite des changements généraux qu'il entraîne dans la vie économique, des industries tout à fait nouvelles surgissent, autant de nouveaux champs de travail. La place qu'ils prennent dans la production totale n'est pas cependant très large, même dans les pays les plus développés, et le nombre d'ouvriers qu'ils occupent est en raison directe du travail manuel le plus grossier dont ils font renaître le besoin.

Les principales industries de ce genre sont aujourd'hui les fabriques de gaz, la télégraphie, la photographie, la navigation à vapeur et les chemins de fer. Le recensement de 1861 (pour l'Angleterre et la principauté de Galles) accuse dans l'industrie du gaz (usines, production d'appareils mécaniques, agents des compagnies) 15 211 ; dans la télégraphie deux mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf ; dans la photographie 2 366, dans le service des bateaux à vapeur 3 570 et dans les chemins de fer 70 599. Ce dernier nombre renferme environ 28 000 terrassiers employés d'une manière plus ou moins permanente et tout le personnel commercial et administratif. Le chiffre total des individus occupés dans ces cinq industries nouvelles était donc de 94 145.

Enfin l'accroissement extraordinaire de la productivité dans les sphères de la grande industrie, accompagné comme il l'est d'une exploitation plus intense et plus extensive de la force de travail dans toutes les autres sphères de la production, permet d'employer progressivement une partie plus considérable de la classe ouvrière à des services improductifs et de reproduire notamment en proportion toujours plus grande sous le nom de classe domestique, composée de laquais, cochers, cuisinières, bonnes, etc., les anciens esclaves domestiques. D'après le recensement de 1861, la population de l'Angleterre et du pays de Galles comprenait 20,066,244 personnes dont 9,776, 259 du sexe masculin et 10,289,965 du sexe féminin. Si l'on en déduit ce qui est trop vieux ou trop jeune pour travailler, les femmes, les adolescents et enfants improductifs, puis les professions « idéologiques » telles que gouvernement, police, clergé, magistrature, armée, savants, artistes, etc., ensuite les gens exclusivement occupés à manger le travail d'autrui sous forme de rente foncière, d'intérêt, de dividendes, etc., et enfin les pauvres, les vagabonds, les criminels, etc., il reste en gros huit millions d'individus des deux sexes et

de tout âge, y compris les capitalistes fonctionnant dans la production, le commerce, la finance, etc. Sur ces huit millions on compte :

Travailleurs agricoles (y compris les bergers, les valets et les filles de ferme, habitant chez les fermiers)	1 098 261	
Ouvriers des fabriques de coton, de laine, de <i>worsted</i> , de lin, de chanvre, de soie, de dentelle, et ceux des métiers à bas	642 607	[620]
Ouvriers des mines de charbon et de métal	565 835	
Ouvriers employés dans les usines métalliques (hauts fourneaux, laminoirs, etc.) et dans les manufactures de métal de toute espèce.	396 998	[621]
Classe servante	1 208 648	[622]

Si nous additionnons les travailleurs employés dans les fabriques textiles et le personnel des mines de charbon et de métal, nous obtenons le chiffre de 1 208 442 ; si nous additionnons les premiers et le personnel de toutes les usines et de toutes les manufactures de métal, nous avons un total de 1 039 605, c'est-à-dire chaque fois un nombre plus petit que celui des esclaves domestiques modernes. Voilà le magnifique résultat de l'exploitation capitaliste des machines^{[\[623\]](#)}.

VII

Répulsion et attraction des ouvriers par la fabrique. Crises de l'industrie cotonnière.

Tous les représentants sérieux de l'économie politique conviennent que l'introduction des machines est une calamité pour les ouvriers manufacturiers et les artisans avec lesquels elles entrent en concurrence ; presque tous déplorent l'esclavage des ouvriers de fabrique.

Et pourtant, quel est leur grand argument ? C'est que les désastres qui accompagnent la période d'inauguration et de développement une fois consommés, les machines augmentent en dernier lieu le nombre des esclaves du travail, au lieu de le diminuer ! Oui, le nectar dont l'économie politique s'enivre est ce théorème philanthropique :

Qu'après une période de transition et d'accroissement plus ou moins rapide, le régime de fabrique courbe sous son joug de fer plus de travailleurs qu'à son début il n'en avait affamés par le chômage forcé.

M. Ganilh fait exception. D'après lui, les machines ont pour résultat définitif de réduire le nombre des salariés, aux frais desquels va dès lors

augmenter le nombre des « gens honnêtes », développant à leur aise cette « perfectibilité perfectible » raillée avec tant de verve par Fourier. Si peu initié qu'il soit dans les mystères de la production capitaliste, M. Ganilh sent néanmoins le machinisme serait une chose des plus fatales si, tout en écrasant par son introduction des ouvriers occupés, il multipliait les esclaves du travail par son développement. Du reste, le crétinisme de son point de vue ne peut être exprimé que par ses propres paroles.

« Les *classes condamnées à produire et à consommer* diminuent, et les classes qui dirigent le travail, qui soulagent, consolent et éclairent toute la population, se multiplient... *et s'approprient tous les bienfaits* qui résultent de la diminution des frais du travail, de l'abondance des productions et du bon marché des consommations. Dans cette direction, l'espèce humaine s'élève aux plus hautes conceptions du génie, *pénètre dans les profondeurs mystérieuses de la religion*, établit les principes salutaires *de la morale* (qui consiste à s'approprier tous les bienfaits, etc.), les lois salutaires de la liberté (sans doute pour *les classes condamnées à produire*) et du pouvoir, de l'obéissance et de la justice, du devoir et de l'humanité^[624]. »

Nous avons déjà démontré, par l'exemple des fabriques anglaises de *worsted*, de soie, etc., qu'à un certain degré de développement un progrès extraordinaire dans la production peut être accompagné d'une diminution non seulement relative mais absolue du nombre des ouvriers employés.

D'après un recensement spécial de toutes les fabriques du Royaume-Uni, fait en 1860 sur l'ordre du Parlement, la circonscription échuë à l'inspecteur R. Baker, celle des districts de Lancashire, Cheshire et Yorkshire, comptait 652 fabriques. Sur ce nombre, 570 fabriques contenaient 85 622 métiers à vapeur et 6 819 146 broches (non compris les broches à tordre) ; les engins à vapeur représentaient une force de 27 439 chevaux, les roues hydrauliques une force de 1 390, et le personnel comprenait 94 119 ouvriers. En 1865, au contraire, ces mêmes fabriques contenant 95 163 métiers, 7 025 031 broches et 30 370 forces-cheval, dont 28 725 pour les engins à vapeur et 1 445 pour les roues hydrauliques, n'occupaient que 88 913 ouvriers.

De 1860 à 1865, il y avait donc une augmentation de 11% en métiers à vapeur, de 3% en broches, de 5% en force de vapeur, en même temps que le nombre des ouvriers avait diminué de 5.5%^[625].

De 1852 à 1862, l'industrie lainière s'accrut considérablement en Angleterre, tandis que le nombre des ouvriers qu'elle occupait resta presque stationnaire.

« Ceci fait voir dans quelle large mesure les machines nouvellement

introduites avaient déplacé le travail des périodes précédentes^[626]. » Dans certains cas, le surcroît des ouvriers employés n'est qu'apparent, c'est-à-dire qu'il provient, non pas de l'extension des fabriques déjà établies, mais de l'annexion graduelle de branches non encore soumises au régime mécanique. « Pendant la période de 1838-58, l'augmentation des métiers à tisser mécaniques et du nombre des ouvriers occupés par eux n'était due qu'au progrès des fabriques anglaises de coton ; dans d'autres fabriques, au contraire, elle provenait de l'application récente de la vapeur aux métiers à tisser la toile, les rubans, les tapis, etc., mus auparavant par la force musculaire de l'homme^[627]. » Dans ces derniers cas, l'augmentation des ouvriers de fabrique n'exprima donc qu'une diminution du nombre total des ouvriers occupés. Enfin, il n'est ici nullement fait mention que partout, sauf dans l'industrie métallurgique, le personnel de fabrique est composé, pour la plus grande partie, d'adolescents, d'enfants et de femmes.

Quelle que soit d'ailleurs la masse des travailleurs que les machines déplacent violemment ou remplacent virtuellement, en comprend cependant qu'avec l'établissement progressif de nouvelles fabriques et l'agrandissement continu des anciennes, le nombre des ouvriers de fabrique puisse finalement dans telle ou telle branche d'industrie, dépasser celui des ouvriers manufacturiers ou des artisans qu'ils ont supplantés.

Mettons qu'avec l'ancien mode de production on emploie hebdomadairement un capital de 500 l. st., dont deux cinquièmes ou 200 l. st. forment la partie constante, avancée en matières premières, instruments, etc., et trois cinquièmes ou 300 l. st., la partie variable, avancée en salaires, soit 1 l. st. par ouvrier. Dès que le système mécanique est introduit, la composition de ce capital change : sur quatre cinquièmes ou 400 l. st. de capital constant, par exemple, il ne contient plus que 100 l. st. de capital variable, convertible en force de travail. Deux tiers des ouvriers jusque-là occupés sont donc congédiés. Si la nouvelle fabrique fait de bonnes affaires, s'étend et parvient à élever son capital de 500 à 1500 l. st., et que les autres conditions de la production restent les mêmes, elle occupera alors autant d'ouvriers qu'avant la révolution industrielle, c'est-à-dire 300. Le capital employé s'élève-t-il encore jusqu'à 2000 l. st., c'est 400 ouvriers qui se trouvent dès lors occupés, un tiers de plus qu'avec l'ancien mode d'exploitation. Le nombre des ouvriers s'est ainsi accru de 100 ; mais relativement, c'est-à-dire proportionnellement au capital avancé, il s'est abaissé de 800, car, avec l'ancien mode de production, le capital de 2000 l. st. aurait enrôlé 1200 ouvriers au lieu de 400. Une diminution relative des ouvriers employés est donc compatible avec leur augmentation

absolue, et dans le système mécanique, leur nombre ne croit jamais absolument sans diminuer relativement à la grandeur du capital employé et à la masse des marchandises produites.

Nous venons de supposer que l'accroissement du capital total n'amène pas de changement dans sa composition, parce qu'il ne modifie pas les conditions de la production. Mais on sait déjà qu'avec chaque progrès du machinisme, la partie constante du capital, avancée en machines, matières premières, etc., s'accroît, tandis que la partie variable dépensée en force de travail diminue ; et l'on sait en même temps que dans aucun autre mode de production les perfectionnements ne sont si continuels, et par conséquent, la composition du capital si sujette à changer. Ces changements sont cependant toujours plus ou moins interrompus par des points d'arrêt et par une extension purement quantitative sur la base technique donnée, et c'est ce qui fait augmenter le nombre des ouvriers occupés. C'est ainsi que, dans les fabriques de coton, de laine, de *worsted*, de lin et de soie du Royaume-Uni, le nombre total des ouvriers employés n'atteignait en 1835 que le chiffre de 354 684, tandis qu'en 1861, le nombre seul des tisseurs à la mécanique (des deux sexes et de tout âge à partir de huit ans) s'élevait à 230, 654. Cet accroissement, il est vrai, était acheté en Angleterre par la suppression de huit cent mille tisserands à la main, pour ne pas parler des déplacés de l'Asie et du continent européen^[628].

Tant que l'exploitation mécanique s'étend dans une branche d'industrie aux dépens du métier ou de la manufacture, ses succès sont aussi certains que le seraient ceux d'une armée pourvue de fusils à aiguille contre une armée d'arbalétriers. Cette première période pendant laquelle la machine doit conquérir son champ d'action est d'une importance décisive, à cause des profits extraordinaires qu'elle aide à produire. Ils ne constituent pas seulement par eux-mêmes un fonds d'accumulation accélérée ; ils attirent, en outre, une grande partie du capital social additionnel, partout en voie de formation, et à la recherche de nouveaux placements dans les sphères de production privilégiées. Les avantages particuliers de la première période d'activité fiévreuse se renouvellent partout où les machines viennent d'être introduites. Mais dès que la fabrique a acquis une certaine assiette et un certain degré de maturité ; dès que sa base technique, c'est-à-dire la machine, est reproduite au moyen de machines ; dès que le mode d'extraction du charbon et du fer, ainsi que la manipulation des métaux et les voies de transport, ont été révolutionnés ; en un mot, dès que les conditions générales de production sont adaptées aux exigences de la grande industrie, dès lors ce genre d'exploitation acquiert une élasticité et une faculté de s'étendre soudainement et par bonds qui ne rencontrent

d'autres limites que celles de la matière première et du débouché.

D'une part, les machines effectuent directement l'augmentation de matières premières, comme, par exemple, le *cotton-gin* a augmenté la production du coton^[629], d'autre part, le bas prix des produits de fabrique et le perfectionnement des voies de communication et de transport fournissent des armes pour la conquête des marchés étrangers. En ruinant par la concurrence leur main-d'œuvre indigène, l'industrie mécanique les transforme forcément en champs de production des matières premières dont elle a besoin. C'est ainsi que l'Inde a été contrainte de produire du coton, de la laine, du chanvre, de l'indigo, etc., pour la Grande-Bretagne^[630].

En rendant surnuméraire là où elle réside une partie de la classe productive, la grande industrie nécessite l'émigration, et par conséquent, la colonisation de contrées étrangères qui se transforment en greniers de matières premières pour la mère-patrie ; c'est ainsi que l'Australie est devenue un immense magasin de laine pour l'Angleterre^[631].

Une nouvelle division internationale du travail, imposée par les sièges principaux de la grande industrie, convertit de cette façon une partie du globe en champ de production agricole pour l'autre partie, qui devient par excellence le champ de production industriel^[632].

Cette révolution va de pair avec des bouleversements dans l'agriculture, sur lesquels nous ne nous arrêterons pas en ce moment^[633].

L'expansibilité immense et intermittente du système de fabrique jointe à sa dépendance du marché universel, enfante nécessairement une production fiévreuse suivie d'un encombrement des marchés dont la contraction amène la paralysie. La vie de l'industrie se transforme ainsi en série de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation. L'incertitude et l'instabilité auxquelles l'exploitation mécanique soumet le travail finissent par se consolider et par devenir l'état normal de l'ouvrier, grâce à ces variations périodiques du cycle industriel. À part les époques de prospérité, la lutte la plus acharnée s'engage entre les capitalistes pour leur place au marché et leurs profits personnels, qui sont en raison directe du bas prix de leurs produits. C'est donc à qui emploiera les machines les plus perfectionnées pour supplanter l'ouvrier, et les méthodes de production les plus savantes. Mais cela même ne suffit pas, et il arrive toujours un moment où ils s'efforcent d'abaisser le prix des marchandises en déprimant le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail^[634].

L'accroissement dans le nombre des ouvriers de la fabrique a pour condition un accroissement proportionnellement beaucoup plus rapide du

capital qui s'y trouve engagé. Mais ce mouvement ne s'accomplit que dans les périodes de flux et de reflux du cycle industriel. Il est, en outre, toujours interrompu par le progrès technique qui tantôt remplace des ouvriers virtuellement, et tantôt les supprime actuellement. Ce changement qualitatif dans l'industrie mécanique, éloigne sans cesse des ouvriers de la fabrique ou en ferme la porte aux nouvelles recrues qui se présentent, tandis que l'extension quantitative des fabriques engloutit, avec les ouvriers jetés dehors, les nouveaux contingents. Les ouvriers sont ainsi alternativement attirés et repoussés, ballottés de côté et d'autre, et ce mouvement de répulsion et d'attraction est accompagné de changements continuels dans l'âge, le sexe et l'habileté des enrôlés.

Pour apprécier les vicissitudes de l'ouvrier de fabrique, rien ne vaut comme un coup d'œil rapide jeté sur les vicissitudes de l'industrie cotonnière anglaise.

De 1770 à 1815 l'industrie cotonnière subit cinq années de malaise ou de stagnation. Pendant cette première période de quarante-cinq ans, les fabricants anglais possédaient le monopole des machines et du marché universel. De 1815 à 1821, malaise ; 1822 à 1823, prospérité ; 1824, les lois de coalition sont abolies ; les fabriques prennent de tous côtés une grande extension ; 1825, crise ; 1826, grande misère et révoltes parmi les ouvriers ; 1827, légère amélioration ; 1828, grand accroissement dans le nombre des métiers à vapeur et dans l'exportation ; 1829, l'exportation, pour l'Inde particulièrement, dépasse celle de toutes les années précédentes ; 1830, encombrement des marchés, grande détresse ; de 1831 à 1833, malaise persistant ; le commerce de l'Asie orientale (Inde et Chine) est arraché au monopole de la Compagnie des Indes ; 1834, grand accroissement des fabriques et des machines, manque de bras ; la nouvelle loi des pauvres active la migration des ouvriers agricoles dans les districts manufacturiers ; rafle d'enfants dans les comtés ruraux, commerce d'esclaves blancs ; 1835, grande prospérité, mais en même temps les tisseurs à la main meurent de faim ; 1836, point culminant ; 1837 et 1838, décadence, malaise, crise ; 1839, reprise ; 1840, grande dépression, révoltes, intervention de la force armée ; 1841 et 1842, souffrances terribles des ouvriers de fabrique ; 1842, les fabricants de Manchester chassent les ouvriers des fabriques pour obtenir le rappel des lois sur les céréales. Les ouvriers refoulés par les soldats se jettent par milliers dans le Yorkshire, et leurs chefs comparaissent devant le tribunal de Lancaster ; 1843, grande misère ; 1844, amélioration ; 1845, grande prospérité ; 1846, le mouvement ascendant continue d'abord, symptômes de réaction à la fin ; abrogation des lois sur les céréales ; 1847, crise ; réduction générale

des salaires de dix pour cent et davantage pour fêter le « big loaf ». (Le pain d'une grosseur immense que messieurs les libre-échangistes avaient promis pendant leur agitation contre les lois céréales.) 1848, gêne persistante ; Manchester protégé par les soldats ; 1849, reprise ; 1850, prospérité ; 1851, baisse de prix des marchandises, salaires réduits, grèves fréquentes ; 1852, commencement d'amélioration, les grèves continuent, les fabricants menacent de faire venir des ouvriers étrangers ; 1853, exportation croissante ; grève de huit mois et grande misère à Preston ; 1854, prospérité ; 1855, encombrement des marchés ; des banqueroutes nombreuses sont annoncées des États-Unis, du Canada et de l'Asie orientale ; 1856, grande prospérité ; 1857, crise ; 1858, amélioration ; 1859, grande prospérité, augmentation du nombre des fabriques ; 1860, zénith de l'industrie cotonnière anglaise : les marchés de l'Inde, de l'Australie et d'autres contrées sont tellement encombrés que c'est à peine si, en 1863, ils ont absorbé toute cette pacotille ; traité de commerce anglo-français, énorme développement des fabriques et du machinisme ; 1861, prospérité momentanée ; réaction ; guerre civile américaine, crise cotonnière ; de 1862 à 1863, écroulement complet.

L'histoire de la disette de coton (*coton famine*) est trop caractéristique pour que nous ne nous y arrêtions pas un instant. La statistique des marchés de 1860 à 1861 montre que la crise cotonnière arriva fort à propos pour les fabricants et leur fut très avantageuse. Le fait a été reconnu dans les rapports de la Chambre de commerce de Manchester, proclamé dans le Parlement par Lord Palmerston et Lord Derby, confirmé enfin par les événements^[635]. En 1861, parmi les deux mille huit cent quatre-vingt-sept fabriques de coton du Royaume-Uni, il y en avait assurément beaucoup de petites. D'après le rapport de l'inspecteur A. Redgrave, dont la circonscription administrative comprenait 2109 fabriques, 392 ou 19% de celles-ci employaient une force de moins de dix chevaux-vapeur, 345 ou 16% une force entre dix et vingt chevaux, et 1372 au contraire une force de vingt chevaux et davantage^[636]. La plus grande partie des petites fabriques avait été établie pendant la période de prospérité depuis 1858, en général par des spéculateurs dont l'un fournissait les filés, l'autre les machines, un troisième les bâtiments, et elles étaient dirigées par d'anciens contremaîtres ou par d'autres gens sans moyens. Presque tous ces petits patrons furent ruinés. Bien qu'ils formassent un tiers du nombre des fabricants, leurs ateliers n'absorbaient qu'une part comparativement très faible du capital engagé dans l'industrie cotonnière.

En ce qui regarde l'étendue de la crise, il est établi, par des évaluations authentiques, qu'en octobre 1862, 60% des broches, et 58% des métiers ne

marchaient plus. Ceci n'a trait qu'à l'ensemble de cette branche d'industrie, et se trouvait naturellement modifié dans les districts pris isolément. Un petit nombre de fabriques seulement travaillaient le temps entier, 60 heures par semaine ; le reste ne fonctionnait que de temps à autre.

Même les quelques ouvriers qui travaillaient tout le temps et pour le salaire aux pièces ordinaire, voyaient leur revenu hebdomadaire se réduire infailliblement par suite du remplacement d'une qualité supérieure de coton par une qualité inférieure, du Sea Island par celui d'Égypte, de ce dernier et de celui d'Amérique par le Surate, et du coton pur par un mélange de Surate et de déchet. La fibre plus courte du Surate, sa nature crasseuse, la plus grande fragilité de ses filés, l'emploi de toute espèce d'ingrédients excessivement lourds à la place de la farine pour l'encollage du fil de la chaîne, etc., diminuaient la rapidité de la machine ou le nombre des métiers qu'un tisseur pouvait surveiller, augmentaient le travail en raison des difficultés mécaniques et réduisaient le salaire en même temps que la masse des produits. La perte des ouvriers causée par l'emploi du Surate, se montait à vingt ou trente pour cent et même davantage, bien qu'ils fussent occupés tout leur temps. Or la plupart des fabricants abaissaient alors aussi le taux du salaire de 5, 7 1/2 et 10 pour 100.

On pourra donc se représenter la situation des ouvriers qui n'étaient occupés que trois, trois et demi, quatre jours par semaine ou six heures par jour. En 1863, alors que l'état des choses s'était déjà relativement amélioré, les salaires hebdomadaires des tisseurs, fileurs, etc., étaient de 3 sh. 4 d., 4 sh. 10 d., 4 sh. 6d., 5 sh. 1 d., etc.^[637]. Au milieu de ces circonstances malheureuses, le génie inventeur des fabricants abondait en prétextes pour imaginer des retenues sur ces maigres salaires. C'étaient parfois des amendes que l'ouvrier avait à payer pour les défauts de la marchandise dus à la mauvaise qualité du coton, à l'imperfection des machines, etc. Mais lorsque le fabricant était propriétaire des cottages des ouvriers, il commençait par se payer le prix du loyer sur le salaire nominal. L'inspecteur *Redgrave* parle de *self-acting minders* (ouvriers qui surveillent une paire de mules automatiques), lesquels gagnaient 8 sh. 11 d. après quinze jours pleins de travail. Sur cette somme était d'abord déduit le loyer, dont le fabricant rendait cependant la moitié à titre de *don gratuit*, de sorte que les ouvriers rentraient chez eux avec 6 sh. 11 d. pour tout potage. Le salaire hebdomadaire des tisseurs n'était souvent que de 2 sh. 6 d. pendant les derniers mois de 1862^[638]. Alors même que les bras ne travaillaient que peu de temps, le loyer n'en était pas moins fort souvent retenu sur le salaire^[639]. Rien d'étonnant si, dans quelques parties du

Lancashire, une sorte de peste de famine venait à se déclarer. Mais quelque chose d'encore plus affreux, c'est la manière dont les changements dans les procédés de production s'effectuaient aux dépens de l'ouvrier. C'étaient de véritables expériences in *corpore vili*, comme celles des vivisecteurs sur les grenouilles et autres animaux à expériences. « Bien que j'aie fait connaître les recettes réelles des ouvriers dans beaucoup de fabriques, dit l'inspecteur Redgrave, il ne faut pas croire qu'ils perçoivent la même somme par semaine. Ils subissent les fluctuations les plus considérables par suite des expérimentations (experimentalizing) continuelles des fabricants... leurs salaires s'élèvent et s'abaissent suivant la qualité des mélanges faits avec le coton ; tantôt ils ne s'écartent que de 15% de leur taux normal, et une ou deux semaines après, l'écart est de 50 à 60%^[640]. » Et ces essais ne coûtaient pas seulement à l'ouvrier une bonne partie de ses vivres, il les lui fallait payer encore avec les souffrances de ses cinq sens à la fois. « Ceux qui sont chargés de nettoyer le coton m'assurent que l'odeur insupportable qui s'en dégage les rend malades... Dans la salle où l'on carde et où l'on fait les mélanges, la poussière et la saleté causent des irritations dans toutes les ouvertures de la tête, excitent la toux et rendent la respiration difficile... Pour l'encollage des filés dont les fibres sont courtes, on emploie au lieu de la farine d'abord usitée une multitude de matières différentes. C'est là une cause de nausée et de dyspepsie chez les tisseurs. La poussière occasionne des bronchites, des inflammations de la gorge, et les saletés contenues dans le Surate engendrent des maladies cutanées par suite de l'irritation de la peau. »

D'autre part les matières substituées à la farine étaient pour les fabricants, grâce au poids qu'elles ajoutaient aux filés, un vrai sac de Fortunatus. « Grâce à elles, 15 livres de matières premières une fois tissées pesaient 20 livres^[641]. » On lit dans les rapports des inspecteurs de fabrique du 30 avril 1864. « L'industrie exploite aujourd'hui cette source de profits d'une manière vraiment indécente. Je sais de bonne source qu'un tissu de huit livres est fait avec cinq livres de coton et deux livres trois quarts de colle. Il entrait deux livres de colle dans un autre tissu de cinq livres un quart. C'étaient des chemises ordinaires pour l'exportation. Dans d'autres espèces de tissus la colle constituait parfois 50% du tout, de sorte que les fabricants pouvaient se vanter et se vantaient, en effet, de devenir riches en vendant des tissus pour moins d'argent que n'en coûtaient nominalelement les filés qu'ils contenaient^[642]. » Mais les ouvriers n'avaient pas seulement à souffrir des expériences des fabricants et des municipalités, du manque de travail et de la réduction des salaires, de la pénurie et de l'aumône, des éloges des lords et des membres de la Chambre des communes. « De

malheureuses filles, sans occupation par suite de la crise cotonnière, devinrent le rebut de la société et restèrent telles... Le nombre des jeunes prostituées s'est plus accru que depuis les vingt-cinq dernières années^[643]. »

On ne trouve donc dans les quarante-cinq premières années de l'industrie cotonnière anglaise, de 1770 à 1815, que cinq années de crise et de stagnation ; mais c'était alors l'époque de son monopole sur le monde entier. La seconde période de quarante-huit ans, de 1815 à 1863, ne compte que vingt années de reprise et de prospérité contre vingt-huit de malaise et de stagnation. De 1815 à 1830, commence la concurrence avec l'Europe continentale et les États-Unis. À partir de 1833 les marchés de l'Asie sont conquis et développés au prix « de la destruction de la race humaine ». Depuis l'abrogation de la loi des céréales, de 1846 à 1863, pour huit années d'activité et de prospérité on en compte neuf de crise et de stagnation. Quant à ce qui est de la situation des ouvriers adultes de l'industrie cotonnière, même pendant les temps de prospérité, on peut en juger par la note ci-dessous^[644].

VIII

Révolution opérée dans la manufacture, le métier et le travail à domicile par la grande industrie.

a) Suppression de la coopération fondée sur le métier et la division du travail.

Nous avons vu comment l'exploitation mécanique supprime la coopération fondée sur le métier et la manufacture basée sur la division du travail manuel. La machine à faucher nous fournit un exemple du premier mode de suppression. Elle remplace la coopération d'un certain nombre de faucheurs. La machine à fabriquer les épingles nous fournit un exemple frappant du second. D'après Adam Smith, dix hommes fabriquaient de son temps, au moyen de la division du travail, plus de 48,000 épingles par jour. Une seule machine en fournit aujourd'hui 145,000 dans une journée de travail de onze heures. Il suffit d'une femme ou d'une jeune fille pour surveiller quatre machines semblables et pour produire environ 600,000 épingles par jour et plus de 3,000,000 par semaine^[645].

Quand une machine-outil isolée prend la place de la coopération ou de la manufacture, elle peut elle-même devenir la base d'un nouveau métier. Cependant cette reproduction du métier d'un artisan sur la base de machines ne sert que de transition au régime de fabrique, qui apparaît d'ordinaire dès que l'eau ou la vapeur remplacent les muscles humains

comme force motrice. Ça et là la petite industrie peut fonctionner transitoirement avec un moteur mécanique, en louant la vapeur, comme dans quelques manufactures de Birmingham, ou en se servant de petites machines caloriques, comme dans certaines branches du tissage, etc^[646].

À Coventry, l'essai des *Cottage-Factories* (fabriques dans des cottages) se développa d'une manière spontanée pour le tissage de la soie. Au milieu de rangées de cottages bâtis en carré, on construisit un local dit *Engine-House* (maison-machine) pour l'engin à vapeur, mis en communication par des arbres avec les métiers à tisser des cottages. Dans tous les cas, la vapeur était louée, par exemple, à 2 1/2 sh. par métier. Ce loyer était payable par semaine, que les métiers fonctionnassent ou non. Chaque cottage contenait de deux à six métiers, appartenant aux travailleurs, achetés à crédit ou loués. La lutte entre la fabrique de ce genre et la fabrique proprement dite dura plus de douze ans ; elle se termina par la ruine complète des trois cents *Cottage-Factories*^[647].

Quand le procès de travail n'exigeait pas par sa nature même la production sur une grande échelle, les industries écloses dans les trente dernières années, telles que, par exemple, celles des enveloppes, des plumes d'acier, etc., passaient régulièrement, d'abord par l'état de métier, puis par la manufacture, comme phases de transition rapide, pour arriver finalement au régime de fabrique. Cette métamorphose rencontre les plus grandes difficultés, lorsque le produit manufacturier, au lieu de parcourir une série d'opérations graduées, résulte d'une multitude d'opérations disparates. Tel est l'obstacle qu'eut à vaincre la fabrication des plumes d'acier. On a inventé néanmoins, il y a environ une vingtaine d'années, un automate exécutant d'un seul coup six de ces opérations.

En 1820, les premières douzaines de plumes d'acier furent fournies par le métier au prix de 7 liv. st. 4 sh. ; en 1830, la manufacture les livra pour huit shillings, et la fabrique les livre aujourd'hui au commerce en gros au prix de 2 à 6 d.^[648].

b) Réaction de la fabrique sur la manufacture et le travail à domicile.

À mesure que la grande industrie se développe et amène dans l'agriculture une révolution correspondante, on voit non seulement l'échelle de la production s'étendre dans toutes les autres branches d'industrie, mais encore leur caractère se transformer. Le principe du système mécanique qui consiste à analyser le procès de production dans ses phases constituantes et à résoudre les problèmes ainsi éclos au moyen de la mécanique, de la chimie, etc., en un mot, des sciences naturelles, finit

par s'imposer partout. Le machinisme s'empare donc tantôt de tel procédé, tantôt de tel autre dans les anciennes manufactures où son intrusion entraîne des changements continuels et agit comme un dissolvant de leur organisation due à une division de travail presque cristallisée. La composition du travailleur collectif ou du personnel de travail combiné est aussi bouleversée de fond en comble. En contraste avec la période manufacturière, le plan de la division de travail se base dès lors sur l'emploi du travail des femmes, des enfants de tout âge, des ouvriers inhabiles, bref, du *cheap labour* ou du travail à bon marché, comme disent les Anglais. Et ceci ne s'applique pas seulement à la production combinée sur une grande échelle, qu'elle emploie ou non des machines, mais encore à la soi-disant industrie à domicile, qu'elle se pratique dans la demeure privée des ouvriers ou dans de petits ateliers. Cette prétendue industrie domestique n'a rien de commun que le nom avec l'ancienne industrie domestique qui suppose le métier indépendant dans les villes, la petite agriculture indépendante dans les campagnes, et, par-dessus tout, un foyer appartenant à la famille ouvrière. Elle s'est convertie maintenant en département externe de la fabrique, de la manufacture ou du magasin de marchandises. Outre les ouvriers de fabrique, les ouvriers manufacturiers et les artisans qu'il concentre par grandes masses dans de vastes ateliers, où il les commande directement, le capital possède une autre armée industrielle, disséminée dans les grandes villes et dans les campagnes, qu'il dirige au moyen de fils invisibles ; exemple : la fabrique de chemises de MM. Tillie, à Londonderry, en Irlande, laquelle occupe mille ouvriers de fabrique proprement dits et neuf mille ouvriers à domicile disséminés dans la campagne^[649].

L'exploitation de travailleurs non parvenus à maturité, ou simplement à bon marché, se pratique avec plus de cynisme dans la manufacture moderne que dans la fabrique proprement dite, parce que la base technique de celle-ci, le remplacement de la force musculaire par des machines, fait en grande partie défaut dans celle-là. Ajoutons que les organes de la femme ou de l'enfant y sont exposés sans le moindre scrupule à l'action pernicieuse de substances délétères, etc. Dans l'industrie à domicile, cette exploitation devient plus scandaleuse encore que dans la manufacture, parce que la faculté de résistance des travailleurs diminue en raison de leur dispersion, et que toute une bande de ces parasites se faufile entre l'entrepreneur et l'ouvrier. Ce n'est pas tout : le travail à domicile lutte partout dans sa propre branche d'industrie avec les machines ou du moins avec la manufacture ; l'ouvrier trop pauvre ne peut s'y procurer les conditions les plus nécessaires de son travail, telles que l'espace, l'air, la

lumière, etc., et, enfin, c'est là, dans ce dernier refuge des victimes de la grande industrie et de la grande agriculture que la concurrence entre travailleurs atteint nécessairement son maximum.

On a vu que l'industrie mécanique développe et organise pour la première fois d'une manière systématique l'économie des moyens de production, mais dans le régime capitaliste cette économie revêt un caractère double et antagonique. Pour atteindre un effet utile avec le minimum de dépense, on a recours au machinisme et aux combinaisons sociales de travail qu'il fait éclore. De l'autre côté dès l'origine des fabriques, l'économie des frais se fait simultanément par la dilapidation la plus effrénée de la force de travail, et la lésinerie la plus éhontée sur les conditions normales de son fonctionnement. Aujourd'hui, moins est développée la base technique de la grande industrie dans une sphère d'exploitation capitaliste, plus y est développé ce côté négatif et homicide de l'économie des frais.

c) *La manufacture moderne.*

Nous allons maintenant éclaircir par quelques exemples les propositions qui précèdent, dont le lecteur a, du reste, déjà trouvé de nombreuses preuves dans le chapitre sur la journée de travail.

Les manufactures de métal à Birmingham et aux environs emploient, pour un travail presque toujours très rude, 30,000 enfants et adolescents, avec environ 10,000 femmes. Ce personnel se trouve dans des fonderies en cuivre, des manufactures de boutons, des ateliers de vernissage, d'émaillage et autres tout aussi insalubres^[650]. L'excès de travail des adultes et des adolescents dans quelques imprimeries de Londres pour livres et journaux a valu à ces établissements le nom glorieux d'*abattoirs*^[651]. Dans les ateliers de reliure, on rencontre les mêmes excès et les mêmes victimes, surtout parmi les jeunes filles et les enfants. Le travail est également dur pour les adolescents dans les corderies ; les salines, les manufactures de bougies et d'autres produits chimiques font travailler la nuit, et le tissage de la soie sans l'aide des machines est une besogne meurtrière pour les jeunes garçons employés à tourner les métiers^[652]. Un des travaux les plus sales, les plus infâmes et les moins payés, dont on charge de préférence des femmes et des jeunes filles, c'est le déliassage des chiffons. On sait que la Grande-Bretagne, indépendamment de la masse innombrable de ses propres guenilles, est l'entrepôt du commerce des haillons pour le monde entier. Ils y arrivent du Japon, des États les plus éloignés de l'Amérique du Sud et des Canaries. Mais les sources principales d'approvisionnement sont l'Allemagne, la France, la Russie, l'Italie, l'Égypte, la Turquie, la Belgique et la Hollande.

Ils servent aux engrais, à la fabrication de bourre pour les matelas, et comme matière première du papier. Les délisseuses de chiffons servent de *mediums* pour colporter la petite vérole et d'autres pestes contagieuses dont elles sont les premières victimes^[653].

À côté de l'exploitation des mines et des houilles, l'Angleterre fournit un autre exemple classique d'un travail excessif, pénible et toujours accompagné de traitements brutaux à l'égard des ouvriers qui y sont enrôlés dès leur plus tendre enfance, la fabrication des tuiles ou des briques, où l'on n'emploie guère les machines nouvellement inventées. De mai à septembre, le travail dure de 5 heures du matin à 8 heures du soir, et quand le séchage a lieu en plein air, de 4 heures du matin à 9 heures du soir. La journée de travail de 5 heures du matin à 7 heures du soir passe pour une journée « réduite », « modérée ». Des enfants des deux sexes sont embauchés à partir de l'âge de six et même de quatre ans. Ils travaillent le même nombre d'heures que les adultes, et souvent davantage. La besogne est pénible et la chaleur du soleil augmente encore leur épuisement. À Mosley, par exemple, dans une tuilerie, une fille de vingt-quatre ans faisait deux mille tuiles par jour, n'ayant pour l'aider que deux autres filles, à peine sorties de l'enfance, qui portaient la terre glaise et empilaient les carreaux. Ces jeunes filles traînaient par jour dix tonnes sur les parois glissantes de la fosse, d'une profondeur de cinquante pieds à une distance de deux cent dix. « Il est impossible, pour des enfants, de passer par ce purgatoire sans tomber dans une grande dégradation morale... Le langage ignoble qu'ils entendent dès l'âge le plus tendre, les habitudes dégoûtantes, obscènes et dévergondées au milieu desquelles ils grandissent et s'abrutissent sans le savoir, les rendent pour le reste de leur vie dissolus, abjects, libertins... Une source terrible de démoralisation, c'est surtout le mode d'habitation. Chaque *moulder* (c'est-à-dire l'ouvrier expérimenté et chef d'un groupe de briquetiers) fournit à sa troupe de sept personnes le logement et la table dans sa cabane. Qu'ils appartiennent ou non à sa famille, hommes, garçons, filles dorment dans ce taudis, composé ordinairement de deux chambres, de trois au plus, le tout au rez-de-chaussée et avec peu d'ouvertures. Les corps sont si épuisés par leur grande transpiration pendant le jour, que toute précaution pour la santé y est complètement négligée, aussi bien que la propreté et la décence. Un grand nombre de ces bicoques sont de vrais modèles de désordre et de saleté... Le pire côté de ce système, c'est que les jeunes filles qu'il emploie à ce genre de travail sont dès leur enfance et pour toute leur vie associées à la canaille la plus abjecte. Elles deviennent de vrais gamins grossiers et mal embouchés (*rough, foulmouthed boys*), avant que la nature

leur ait appris qu'elles sont femmes. Vêtues de quelques sales haillons, les jambes nues jusqu'au-dessus du genou, le visage et les cheveux couverts de boue, elles en arrivent à rejeter avec dédain tout sentiment de modestie et de pudeur. Pendant les repas, elles restent étendues de leur long sur le sol ou regardent les garçons qui se baignent dans un canal voisin. Leur rude labeur de la journée une fois terminé, elles s'habillent plus proprement et accompagnent les hommes dans les cabarets. Quoi d'étonnant que l'ivrognerie règne au plus haut degré dans ce milieu ? Le pis, c'est que les briquetiers désespèrent d'eux-mêmes. Vous feriez tout aussi bien, disait un des meilleurs d'entre eux au chapelain de Southallfields, de tenter de relever et d'améliorer le diable qu'un briquetier (You might as well try raise and improve the devil as a brickle, sir.)^[654]. »

On trouve dans le « *IV^e Rapport sur la santé publique* » (1861) et dans le VI^e (1864) les renseignements officiels les plus détaillés, sur la manière dont le capital économise les conditions du travail dans la manufacture moderne, laquelle comprend, excepté les fabriques proprement dites, tous les ateliers établis sur une grande échelle. La description des ateliers, surtout de ceux des imprimeurs et des tailleurs de Londres, dépasse de beaucoup tout ce que les romanciers ont pu imaginer de plus révoltant. Leur influence sur la santé des ouvriers se comprend d'elle-même. Le docteur Simon, l'employé médical supérieur du *Privy Council*, et l'éditeur officiel des « *Rapports sur la santé publique* », dit : « J'ai montré dans mon quatrième rapport (1863) comment il est pratiquement impossible aux travailleurs de faire valoir ce qu'on peut appeler leur *droit à la santé*, c'est-à-dire d'obtenir que, quel que soit l'ouvrage pour lequel on les rassemble, l'entrepreneur débarrasse leur travail, autant que cela est en lui, de toutes les conditions insalubres qui peuvent être évitées. J'ai démontré que les travailleurs, pratiquement incapables de se procurer par eux-mêmes cette justice sanitaire, n'ont aucune aide efficace à attendre des administrateurs de la police sanitaire... La vie de myriades d'ouvriers et d'ouvrières est aujourd'hui inutilement torturée et abrégée par les souffrances physiques interminables qu'engendre seul leur mode d'occupation^[655]. » Pour démontrer *ad oculos* l'influence qu'exerce l'atelier sur la santé des ouvriers, le docteur Simon présente la liste de mortalité qui suit :

NOMBRE DE PERSONNES DE TOUT AGE EMPLOYÉES DANS LES INDUSTRIES	INDUSTRIES COMPARÉES SOUS LE RAPPORT DE LA SANTÉ	CHIFFRE DE MORTALITÉ SUR 100,000 HOMMES DANS CES INDUSTRIES

CI-CONTRE		de 25 à 35 ans	de 35 à 45 ans	de 45 à 55 ans
958,165	Agriculture en Angleterre et le comté de Galles.	743	803	1145
22,301 hommes 12,379 femmes	Tailleurs de Londres.	958	1262	2093
13.803	Imprimeurs de Londres.	894	1747	2367 ^[655]

d) *Le travail moderne à domicile.*

Examinons maintenant le prétendu travail à domicile. Pour se faire une idée de cette sphère d'exploitation capitaliste qui forme l'arrière-train de la grande industrie, il suffit de jeter un coup d'œil sur un genre de travail presque idyllique en apparence, celui de la clouterie, tel qu'il se pratique en Angleterre, dans quelques villages reculés^[657]. Les exemples que nous allons citer sont empruntés à ces branches de la fabrication de la dentelle et de la paille tressée où l'on n'emploie pas encore les machines, ou bien qui sont en concurrence avec des fabriques mécaniques et des manufactures.

Des 150 000 personnes qu'occupe en Angleterre la production des dentelles, 10 000 environ sont soumises à l'acte de fabrique de 1861. L'immense majorité des 140 000 qui restent se compose de femmes, d'adolescents et d'enfants des deux sexes, bien que le sexe masculin n'y soit que faiblement représenté. L'état de santé de ce matériel d'exploitation à bon marché est dépeint dans le tableau suivant du docteur Trueman, médecin du dispensaire général de Nottingham. Sur 686 dentellières, âgées pour la plupart de dix-sept à vingt-quatre ans, le nombre des phtisiques était :

1852 1 sur 45	1855 1 sur 18	1858 1 sur 15
1853 1 sur 28	1856 1 sur 15	1859 1 sur 9
1854 1 sur 17	1857 1 sur 13	1860 1 sur 8 ^[658]

Ce progrès dans la marche de la phtisie doit satisfaire le progressiste le plus optimiste et le plus effronté commis-voyageur du libre-échange.

La loi de fabrique de 1861 règle la fabrication des dentelles, en tant qu'elle s'effectue au moyen des machines. Les branches de cette industrie que nous allons examiner brièvement, et seulement par rapport aux soi-disant ouvriers à domicile, se réduisent à deux sections. L'une comprend ce qu'on nomme le *lace finishing* (c'est-à-dire la dernière manipulation des dentelles fabriquées à la mécanique, et cette catégorie contient elle-même des sous-divisions nombreuses) ; l'autre le tricotage des dentelles.

Le *lace finishing* est exécuté comme travail à domicile, soit dans ce qu'on nomme des « *mistresses houses* » (maisons de patronnes), soit par des femmes, seules ou aidées de leurs enfants, dans leurs chambres. Les femmes qui tiennent les « *mistresses houses* » sont pauvres. Le local de travail constitue une partie de leur habitation. Elles reçoivent des commandes des fabricants, des propriétaires de magasins, etc., et emploient des femmes, des enfants, des jeunes filles, suivant la dimension de leurs logements et les fluctuations de la demande dans leur partie. Le nombre des ouvrières occupées varie de vingt à quarante dans quelques-uns de ces ateliers, de dix à vingt dans les autres. Les enfants commencent en moyenne vers six ans, quelques-uns même au-dessous de cinq. Le temps de travail ordinaire dure de huit heures du matin à huit heures du soir, avec une heure et demie pour les repas qui sont pris irrégulièrement et souvent même dans le taudis infect de l'atelier. Quand les affaires vont bien le travail dure souvent de huit heures, quelquefois de six heures du matin jusqu'à dix, onze heures du soir et minuit.

Dans les casernes anglaises, l'espace prescrit pour chaque soldat comporte de 500 à 600 pieds cubes, dans les lazarets militaires : 200. Dans ces affreux taudis il revient à chaque personne de 67 à 100 pieds cubes. L'oxygène de l'air y est en outre dévoré par le gaz. Pour tenir les dentelles propres, les enfants doivent souvent ôter leurs souliers, même en hiver, quoique le plancher soit carrelé de dalles ou de briques. « Il n'est pas rare de voir à Nottingham quinze ou vingt enfants empilés comme des harengs dans une petite chambre qui n'a pas plus de 12 pieds carrés, occupés quinze heures sur vingt-quatre à un travail d'une monotonie écrasante et au milieu de toutes les conditions funestes à la santé... Même les plus jeunes d'entre eux travaillent avec une attention soutenue et une célérité qui étonnent, ne permettant jamais à leurs doigts d'aller moins vite ou de se reposer. Si on leur adresse des questions, ils ne lèvent pas les yeux de leur travail, de crainte de perdre un seul instant. » Les patronnes ne dédaignent pas d'employer « un grand bâton » pour entretenir l'activité, suivant que le temps de travail est plus ou moins prolongé. « Les enfants se fatiguent peu à peu et deviennent d'une agitation fébrile et perpétuelle vers la fin de leur long assujettissement à une occupation toujours la même qui fatigue la vue et épuise le corps par l'uniformité de position qu'elle exige. C'est en fait un travail d'esclave (*Their work like slavery*)^[659]. » Là où les femmes travaillent chez elles avec leurs enfants, c'est-à-dire dans une chambre louée, fréquemment dans une mansarde, la situation est encore pire, si c'est possible. Ce genre de travail se pratique dans un cercle de quatre-vingts milles aux environs de Nottingham. Quand l'enfant occupé

dans un magasin le quitte vers neuf ou dix heures du soir, on lui donne souvent un trousseau à terminer chez lui. « C'est pour la maman », dit en se servant de la phrase consacrée, le valet salarié qui représente le pharisien capitaliste ; mais il sait fort bien que le pauvre enfant devra veiller et faire sa part de l'ouvrage^[660].

Le tricotage des dentelles se pratique principalement dans deux districts agricoles anglais, le district de Honiton, sur vingt à trente milles le long de la côte sud du Devonshire, y compris quelques localités du Nord Devon, et dans un autre district qui embrasse une grande partie des comtés de Buckingham, Bedford, Northampton et les parties voisines de Oxfordshire et Humingdonshire. Le travail se fait généralement dans les cottages de journaliers agricoles. Quelques manufacturiers emploient plus de trois mille de ces ouvriers à domicile, presque tous enfants ou adolescents, du sexe féminin sans exception. L'état de choses décrit à propos du *lace finishing* se reproduit ici, avec cette seule différence que les maisons des patronnes sont remplacées par de soi-disant écoles de tricot (*lace schools*), tenues par de pauvres femmes dans leurs chaumières. À partir de leur cinquième année, quelquefois plus tôt, jusqu'à douze ou quinze ans, les enfants travaillent dans ces écoles ; les plus jeunes dans la première année triment de 4 à 8 heures, et plus tard de 6 heures du matin jusqu'à 8 et 10 heures du soir. Les chambres sont en général telles qu'on les trouve ordinairement dans les petits *cottages* ; la cheminée est bouchée pour empêcher tout courant d'air et ceux qui les occupent n'ont souvent pour se réchauffer, même en hiver, que leur propre chaleur animale. Dans d'autres cas ces prétendues écoles ressemblent à des offices, sans foyer ni poêle. L'encombrement de ces espèces de trous en empest l'air. Ajoutons à cela l'influence délétère de rigoles, de cloaques, de matières en putréfaction et d'autres immondices qui se trouvent ordinairement aux abords des petits cottages. « Pour ce qui est de l'espace, j'ai vu, dit un inspecteur, dans une de ces écoles, dix-huit jeunes filles avec la maîtresse ; 35 pieds cubes pour chaque personne ; dans une autre où la puanteur était insupportable, dix-huit personnes étaient rassemblées ; 24 1/2 pieds cubes par tête. On trouve dans cette industrie des enfants employés à partir de deux ans et deux ans et demi^[661]. »

Dans les comtés de Buckingham et de Bedford là où cesse le tricotage des dentelles, commence le tressage de la paille. Cette industrie s'étend sur une grande partie de Hertfordshire et sur les parties ouest et nord de Essex. En 1861, avec la confection des chapeaux de paille, elle occupait quarante mille quarante-trois personnes. Sur ce nombre il y en avait trois mille huit cent quinze du sexe masculin à tout degré d'âge, et le reste, tout du sexe

féminin, comprenait quatorze mille neuf cent treize jeunes filles au-dessous de vingt ans, dont sept mille enfants environ. Au lieu d'écoles de tricot, nous avons affaire ici à des « straw plait schools » ou écoles de tressage de la paille. Les enfants commencent leur apprentissage à partir de leur quatrième année et quelquefois plus tôt. Ils ne reçoivent naturellement aucune instruction. Ils appellent eux-mêmes les écoles élémentaires « natural schools » (écoles naturelles), pour les distinguer de ces institutions vampires où ils sont retenus au travail pour exécuter tout simplement l'ouvrage, ordinairement de deux mille sept cent quatre-vingt-deux mètres par jour, qui leur est prescrit par leurs mères presque exténuées de faim. Ensuite ces mères les font souvent encore travailler chez elles jusqu'à 10 et 11 heures du soir et même jusqu'à minuit. La paille leur coupe les doigts et les lèvres avec lesquelles ils l'humectent constamment. D'après l'opinion générale des médecins de Londres consultés à cet effet, résumée par le docteur Ballard, il faut au moins trois cents pieds cubes pour chaque personne dans une chambre à coucher ou dans une chambre de travail. Dans ces écoles de tressage l'espace est mesuré plus parcimonieusement encore que dans les écoles de tricot ; il y revient par tête douze deux tiers, dix-sept, dix-huit et demi et rarement vingt-deux pieds cubes. « Les plus petits de ces nombres, dit le commissaire White, représentent moins d'espace que la moitié de celui qu'occuperait un enfant empaqueté dans une boîte de trois pieds sur toutes les dimensions. » Telle est la vie dont jouissent les enfants jusqu'à leur douzième ou quatorzième année. Leurs parents affamés et abrutis par la misère ne songent qu'à les pressurer. Aussi une fois grands les enfants se moquent d'eux et les abandonnent.

« Rien d'étonnant que l'ignorance et le vice surabondent dans une population élevée sous une telle discipline... La moralité y est au plus bas... Un grand nombre de femmes ont des enfants illégitimes et quelquefois si prématurément que même les familiers de la statistique criminelle s'en épouvantent^[662]. »

Et la patrie de ces familles modèles, est l'Angleterre, le pays chrétien modèle de l'Europe, comme dit le comte Montalembert, grande autorité en pareille matière. Le salaire, généralement pitoyable dans ces branches d'industrie (car les enfants qui tressent la paille obtiennent au plus et exceptionnellement trois shillings par semaine), est encore abaissé de beaucoup au-dessous de son montant nominal au moyen d'un système répandu surtout dans les districts dentelliers, le système du troc ou du paiement en marchandises^[663].

E. Passage de la manufacture moderne et du travail à domicile à la

grande industrie.

La dépréciation de la force de travail par le seul emploi abusif de femmes et d'enfants, par la brutale spoliation des conditions normales de vie et d'activité, par le simple effet de l'excès de travail et du travail nocturne, se heurte à la fin contre des obstacles physiologiques infranchissables. Là s'arrêtent aussi par conséquent la réduction du prix des marchandises obtenue par ces procédés et l'exploitation capitaliste fondée sur eux. Pour atteindre ce point il faut de longues années ; alors sonne l'heure des machines et de la transformation désormais rapide du travail domestique et de la manufacture en fabrique.

La production des articles d'habillement (Wearing Apparel), nous fournit l'exemple le plus étonnant de cette transformation. D'après la classification de la Commission royale, chargée de l'enquête sur l'emploi des femmes et des enfants, cette industrie comprend des faiseurs de chapeaux de paille, de chapeaux de dames, de capuchons, de chemises, des tailleurs, des modistes, des couturières, des gantiers, des corsetières, des cordonniers et une foule de petites branches accessoires comme la fabrication des cravates, des faux cols, etc. Le nombre de femmes employées dans cette industrie en Angleterre et dans le comté de Galles, s'élevait en 1861 à cinq cent quatre-vingt-six mille deux cent quatre-vingt-dix-huit, dont cent quinze mille deux cent quarante deux au moins au-dessous de vingt ans et seize mille six cent cinquante au-dessous de quinze. Dans la même année, ce genre d'ouvrières formait dans le Royaume-Uni un total de sept cent cinquante mille trois cent trente-quatre personnes. Le nombre des ouvriers mâles occupés en même temps en Galles et en Angleterre à la fabrication des chapeaux, des gants, des chaussures et à la confection des vêtements était de quatre cent trente-sept mille neuf cent soixante-neuf, dont quatorze mille neuf cent soixante-quatre au-dessous de quinze ans, quatre-vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-cinq âgés de quinze à vingt ans et trois cent trente-trois mille cent dix-sept au-dessus de vingt. Beaucoup de petites industries du même genre ne sont pas comprises dans ces données. Mais en prenant les chiffres tels quels, on obtient, d'après le recensement de 1861, pour l'Angleterre et le pays de Galles seuls une somme de un million vingt-quatre mille deux cent soixante-dix-sept personnes, c'est-à-dire environ autant qu'en absorbent l'agriculture et l'élevage du bétail. On commence à comprendre à quoi servent les énormes masses de produits fournis par la magie des machines, et les énormes masses de travailleurs qu'elles rendent disponibles.

La production des articles d'habillement est exploitée par des

manufactures, qui dans leur intérieur ne font que reproduire la division du travail dont elles ont trouvé tout prêts les membres épars, par des artisans petits patrons qui travaillent non plus comme auparavant pour des consommateurs individuels, mais pour des manufactures et des magasins, si bien que des villes entières et des arrondissements entiers exercent comme spécialité certaines branches, telles que la cordonnerie, etc., et enfin sur la plus grande échelle par des travailleurs dits à domicile, qui forment comme le département externe des manufactures, des magasins et même des petits ateliers^[664].

La masse des éléments de travail, des matières premières, des produits à demi façonnés est fournie par la fabrique mécanique, et ce sont les ouvriers déplacés par elle et par la grande agriculture qui fournissent le matériel humain à bon marché, taillable à merci et miséricorde. Les manufactures de ce genre durent leur origine principalement au besoin des capitalistes, d'avoir sous la main une armée proportionnée à chaque fluctuation de la demande et toujours mobilisée^[665]. À côté d'elles se maintient cependant comme base le métier et le travail à domicile.

La grande production de plus-value dans ces branches d'industrie et le bon marché de leurs articles provenaient et proviennent presque exclusivement du minimum de salaire qu'elles accordent, suffisant à peine pour faire végéter, joint au maximum de temps de travail que l'homme puisse endurer. C'est en effet précisément le bon marché de la sueur humaine et du sang humain transformés en marchandises qui élargissait le débouché et l'élargit chaque jour encore. C'est ce même avilissement de prix qui, pour l'Angleterre surtout, étendit le marché colonial, où d'ailleurs les habitudes et le goût anglais prédominent. Vint le moment fatal où la base fondamentale de l'ancienne méthode, l'exploitation *simpliste* du matériel humain accompagnée d'une division du travail plus ou moins développée, ne put suffire plus longtemps à l'étendue du marché et à la concurrence des capitalistes grandissant plus rapidement encore. L'heure des machines sonna, et la machine révolutionnaire qui attaque à la fois les branches innombrables de cette sphère de production, chapellerie, cordonnerie, couture, etc., c'est la machine à coudre.

Son effet immédiat sur les ouvriers est à peu de chose près celui de tout machinisme qui dans la période de la grande industrie s'empare de nouvelles branches. Les enfants du plus bas âge sont mis de côté. Le salaire des travailleurs à la machine s'élève proportionnellement à celui des ouvriers à domicile, dont beaucoup appartiennent aux « plus pauvres d'entre les pauvres » (« the poorest of the poor »). Le salaire des artisans placés dans de meilleures conditions et auxquels la machine fait

concurrence, baisse. Les travailleurs aux machines sont exclusivement des jeunes filles et des jeunes femmes. À l'aide de la puissance mécanique elles anéantissent le monopole des ouvriers mâles dans les ouvrages difficiles, et chassent des plus faciles une masse de vieilles femmes et de jeunes enfants. Quant aux manouvriers les plus faibles, la concurrence les écrase. Le nombre des victimes de la mort de faim (*death from starvation*) s'accroît à Londres pendant les seize dernières années en raison du développement de la couture à la mécanique^[666]. Obligées, suivant le poids, les dimensions et la spécialité de la machine à coudre, de la mouvoir avec la main et le pied ou avec la main seule, assises ou debout, les nouvelles recrues font une énorme dépense de force. En raison de la durée de leur besogne elle devient nuisible à la santé, bien qu'elle soit ordinairement moins prolongée que dans l'ancien système. Quand la machine à coudre est introduite dans des ateliers étroits et gorgés de monde, comme cela a lieu pour la confection des chapeaux, des corsets, des chaussures, etc., les conditions d'insalubrité sont naturellement augmentées. « L'impression que l'on ressent, dit le commissaire Lord, en entrant dans un pareil local, où trente ou quarante ouvrières travaillent ensemble, est réellement insupportable... La chaleur qui provient des fourneaux où l'on chauffe les fers à repasser est à faire frémir... Même dans les ateliers où règne un travail dit modéré, c'est-à-dire de huit heures du matin à six heures du soir, trois ou quatre personnes s'évanouissent chaque jour régulièrement^[667]. »

La machine à coudre s'adapte indifféremment à tous les modes sociaux d'exploitation.

Dans l'atelier de modes, par exemple, où le travail était déjà en grande partie organisé, surtout sous forme de coopération simple, elle ne fit d'abord qu'apporter un facteur nouveau à l'exploitation manufacturière. Chez les cordonniers, les tailleurs, les chemisiers et une foule d'autres industriels concourant à la confection des articles d'habillement, tantôt nous la rencontrons comme base technique de la fabrique proprement dite ; tantôt des marchands auxquels le capitaliste entrepreneur fournit les matières premières, entassent autour d'elle dans des chambres, des mansardes, dix à cinquante salariés et même davantage ; tantôt, comme cela arrive en général quand le machinisme ne forme pas un système gradué et peut fonctionner sous un petit format, des artisans ou des ouvriers à domicile l'exploitent pour leur propre compte avec l'aide de leur famille ou de quelques compagnons^[668]. En Angleterre le système le plus en vogue aujourd'hui est celui-ci : le capitaliste fait exécuter le travail à la machine dans son atelier et en distribue les produits, pour leur

élaboration ultérieure, parmi l'armée des travailleurs à domicile^[669].

Or, si nous voyons la machine à coudre fonctionner au milieu des combinaisons sociales les plus diverses, ce pêle-mêle de modes d'exploitation n'appartient évidemment qu'à une période de transition qui laisse de plus en plus entrevoir sa tendance fatale à transformer en fabrique proprement dite les manufactures, les métiers et le travail à domicile où s'est glissé le nouvel agent mécanique.

Ce dénouement est accéléré en premier lieu par le caractère technique de la machine à coudre dont l'applicabilité variée pousse à réunir dans le même atelier et sous les ordres du même capital des branches d'industrie jusque-là séparées ; de même quelques opérations préliminaires, telles que des travaux d'aiguille, s'exécutent le plus convenablement au siège de la machine.

Une autre circonstance décisive est l'expropriation inévitable des artisans et des travailleurs à domicile employant des machines à eux. C'est l'événement de chaque jour. La masse toujours croissante de capitaux placés dans les machines à coudre, — en 1868, à Leicester, la cordonnerie seule en employait déjà huit cents, — amène des excès de production ; de là encombrement des marchés, oscillations violentes dans les prix des articles, chômage — autant de causes qui forcent les travailleurs à domicile à vendre leurs machines. Les machines mêmes sont construites en telle abondance que leurs fabricants, empressés à trouver un débouché, les louent à la semaine et créent ainsi une concurrence terrible aux ouvriers possesseurs de machines^[670]. Ce n'est pas tout ; les perfectionnements continuels et la réduction progressive de prix déprécient sans cesse les machines existantes et n'en permettent l'exploitation profitable qu'entre les mains de capitalistes qui les achètent en masse et à des prix dérisoires.

Enfin, comme dans toute révolution industrielle de ce genre, le remplacement de l'homme par l'engin à vapeur donne le dernier coup. Les obstacles que l'application de la vapeur rencontre à son début, tels que l'ébranlement des machines, leur détérioration trop rapide, la difficulté de régler leur vitesse, etc., sont purement techniques et l'expérience les a bientôt écartés, comme l'on peut s'en convaincre dans le dépôt d'habillements militaires à Pimlico, Londres, dans la fabrique de chemises de MM. Tillie et Henderson à Londonderry, dans la fabrique de vêtements de la maison Tait, à Limerick, où environ douze cents personnes sont employées.

Si la concentration de nombreuses machines-outils dans de grandes manufactures pousse à l'emploi de la vapeur, la concurrence de celle-ci avec la force musculaire de l'homme accélère de son côté le mouvement

de concentration des ouvriers et des machines-outils dans de grandes fabriques.

C'est ainsi que l'Angleterre subit à présent, dans la vaste sphère des articles d'habillement et dans la plupart des autres industries, la transformation de la manufacture, du métier et du travail à domicile en régime de fabrique, après que ces vieux modes de production, altérés, décomposés et défigurés sous l'influence de la grande industrie, ont depuis longtemps reproduit et même exagéré ses énormités sans s'approprier ses éléments positifs de développement^[671].

La marche de cette révolution industrielle est forcée par l'application des lois de fabrique à toutes les industries employant des femmes, des adolescents et des enfants. La régularisation légale de la journée de travail, le système des relais pour les enfants, leur exclusion au-dessous d'un certain âge, etc., obligent l'entrepreneur à multiplier le nombre de ses machines^[672] et à substituer comme force motrice la vapeur aux muscles^[673]. D'autre part, afin de gagner dans l'espace ce qu'on perd dans le temps, on est forcé de grossir les moyens de production collectifs tels que fourneaux, bâtiments, etc., de manière que leur plus grande concentration devient le corollaire obligé d'une agglomération croissante de salariés. En fait, toutes les fois qu'une manufacture est menacée de la loi de fabrique, on s'égosille à démontrer que, pour continuer l'entreprise sur le même pied, il faudrait avoir recours à des avances plus considérables de capital. Quant au travail à domicile et aux ateliers intermédiaires entre lui et la manufacture, leur seule arme, offensive et défensive, dans la guerre de la concurrence, c'est l'exploitation sans bornes des forces de travail à bon marché. Dès que la journée est limitée et le travail des enfants restreint, ils sont donc condamnés à mort.

Le régime de fabrique, surtout après qu'il est soumis à la régularisation légale du travail, réclame comme première condition que le résultat à obtenir se prête à un calcul rigoureux, de telle sorte qu'on puisse compter sur la production d'un quantum donné de marchandises dans un temps donné. Les intervalles de loisir prescrits par la loi supposent en outre que l'intermittence périodique du travail ne porte pas préjudice à l'ouvrage commencé. Cette certitude du résultat et cette faculté d'interruption sont naturellement bien plus faciles à obtenir du travail dans des opérations purement mécaniques que là où des procès chimiques et physiques interviennent, comme dans les poteries, les blanchisseries, les boulangeries, etc., et la plupart des manufactures métalliques.

La routine du travail illimité, du travail de nuit et de la dilapidation sans limites et sans gêne de la vie humaine, a fait considérer le premier obstacle

venu comme une barrière éternelle imposée par la nature des choses. Mais il n'y a pas d'insecticide aussi efficace contre la vermine que l'est la législation de fabrique contre ces prétendues « barrières naturelles ». Personne qui exagérât plus ces « impossibilités » que les patrons potiers ; or la loi de fabrique leur ayant été appliquée en 1864, seize mois après, toutes les « impossibilités » avaient déjà disparu. Les améliorations provoquées par cette loi « telles que la méthode perfectionnée de substituer la pression à l'évaporation, la construction de fourneaux nouveaux pour sécher la marchandise humide, etc., sont autant d'événements d'une importance exceptionnelle dans l'art de la poterie et y signalent un progrès supérieur à tous ceux du siècle précédent... La température des fours est considérablement diminuée et la consommation de charbon est moindre, en même temps que l'action sur la pâte est plus rapide^[674]. » En dépit de toutes les prédictions de mauvais augure, ce ne fut pas le prix, mais la quantité des articles qui augmenta, si bien que l'exportation de l'année commençant en décembre 1864, fournit un excédent de valeur de cent trente-huit mille six cent vingt-huit livres sterling sur la moyenne des trois années précédentes.

Dans la fabrication des allumettes chimiques, il fut tenu pour loi de la nature que les jeunes garçons, au moment même où ils avalaient leur dîner, plongeassent des baguettes de bois dans une composition de phosphore réchauffée dont les vapeurs empoisonnées leur montaient à la tête.

En obligeant à économiser le temps, la loi de fabrique de 1864 amena l'invention d'une machine à immersion (*dipping machine*) dont les vapeurs ne peuvent plus atteindre l'ouvrier^[675].

De même on entend encore affirmer dans ces branches de la manufacture des dentelles, qui jusqu'ici n'ont pas encore perdu leur *liberté*, « que les repas ne pourraient être réguliers à cause des longueurs de temps différentes qu'exigent pour sécher les diverses matières, différences qui varient de trois minutes à une heure et même davantage ». Mais, répondent les commissaires de l'enquête sur l'emploi des enfants et des femmes dans l'industrie, « les circonstances sont exactement les mêmes que dans les fabriques de tapis où les principaux fabricants faisaient vivement valoir qu'en raison de la nature des matériaux employés et de la variété des opérations, il était impossible, sans un préjudice considérable, d'interrompre le travail pour les repas... En vertu de la sixième clause de la sixième section du *Factory Acts extension Act* de 1864, on leur accorda, à partir de la promulgation de cette loi, un sursis de dix-huit mois, passé lequel ils devaient se soumettre aux interruptions de travail qui s'y trouvaient spécifiées^[676]. » Qu'arriva-t-il ? La loi avait à

peine obtenu la sanction parlementaire que messieurs les fabricants reconnaissent s'être trompés : « Les inconvénients que l'introduction de la loi de fabrique nous faisait craindre ne se sont pas réalisés. Nous ne trouvons pas que la production soit le moins du monde paralysée ; en réalité nous produisons davantage dans le même temps^[677]. »

On le voit, le Parlement anglais que, personne n'osera taxer d'esprit aventureux, ni de génie transcendant, est arrivé par l'expérience seule à cette conviction, qu'une simple loi coercitive suffit pour faire disparaître tous les obstacles prétendus naturels qui s'opposent à la régularisation et à la limitation de la journée de travail. Lorsqu'il soumet à la loi de fabrique une nouvelle branche d'industrie, il se borne donc à accorder un sursis de six à dix-huit mois pendant lequel c'est l'affaire des fabricants de se débarrasser des difficultés techniques. Or, la technologie moderne peut s'écrier avec Mirabeau : « Impossible ! ne me dites jamais cet imbécile de mot ! »

Mais en activant ainsi le développement des éléments matériels nécessaires à la transformation du régime manufacturier en régime de fabrique, la loi, dont l'exécution entraîne des avances considérables, accélère simultanément la ruine des petits chefs d'industrie et la concentration des capitaux^[678].

Outre les difficultés purement techniques qu'on peut écarter par des moyens techniques, la réglementation de la journée de travail en rencontre d'autres dans les habitudes d'irrégularité des ouvriers eux-mêmes, surtout là où prédomine le salaire aux pièces et où le temps perdu une partie du jour ou de la semaine peut être rattrapé plus tard par un travail extra ou un travail de nuit. Cette méthode qui abrutit l'ouvrier adulte, ruine ses compagnons d'un âge plus tendre et d'un sexe plus délicat^[679].

Bien que cette irrégularité dans la dépense de la force vitale soit une sorte de réaction naturelle et brutale contre l'ennui d'un labeur fatigant par sa monotonie, elle provient à un bien plus haut degré de l'anarchie de la production qui, de son côté, présuppose l'exploitation effrénée du travailleur.

À côté des variations périodiques, générales, du cycle industriel, et des fluctuations du marché particulières à chaque branche d'industrie, il y a encore ce qu'on nomme la *saison*, qu'elle repose sur la mode, sur la périodicité de la navigation ou sur la coutume des commandes soudaines et imprévues qu'il faut exécuter dans le plus bref délai, coutume qu'ont surtout développée les chemins de fer et la télégraphie.

« L'extension dans tout le pays du système des voies ferrées, dit à ce sujet un fabricant de Londres, a mis en vogue les ordres à courte échéance.

Venant tous les quinze jours de Glasgow, de Manchester et d'Édimbourg, les acheteurs en gros s'adressent aux grands magasins de la Cité, auxquels nous fournissons des marchandises. Au lieu d'acheter au dépôt, comme cela se faisait jadis, ils donnent des ordres qui doivent être immédiatement exécutés. Dans les années précédentes nous étions toujours à même de travailler d'avance pendant les moments de calme pour la saison la plus proche ; mais aujourd'hui personne ne peut prévoir quel article sera recherché pendant la saison^[680]. »

Dans les fabriques et les manufactures non soumises à la loi, il règne périodiquement pendant la saison, et irrégulièrement à l'arrivée de commandes soudaines, un surcroît de travail réellement effroyable.

Dans la sphère du travail à domicile, où d'ailleurs l'irrégularité forme la règle, l'ouvrier dépend entièrement pour ses matières premières et son occupation des caprices du capitaliste, qui là n'a à faire valoir aucun capital avancé en constructions, machines, etc., et ne risque, par l'intermittence du travail, absolument rien que la peau de ses ouvriers. Là, il peut donc recruter d'une manière systématique une armée industrielle de réserve, toujours disponible, que décime l'exagération du travail forcé pendant une partie de l'année et que, pendant l'autre, le chômage forcé réduit à la misère.

« Les entrepreneurs, dit la *Child. Employ. Commission*, exploitent l'irrégularité habituelle du travail à domicile, pour le prolonger, aux moments de presse extraordinaire, jusqu'à onze, douze, deux heures de la nuit, en un mot à toute heure, comme disent les hommes d'affaires », et cela dans des locaux « d'une puanteur à vous renverser (*the stench is enough to knock you down*). Vous allez peut-être jusqu'à la porte, vous l'ouvrez et vous reculez en frissonnant^[681]. » « Ce sont de drôles d'originaux que nos patrons », dit un des témoins entendus, un cordonnier ; « ils se figurent que cela ne fait aucun tort à un pauvre garçon de trimer à mort pendant une moitié de l'année et d'être presque forcé de vagabonder pendant l'autre^[682]. »

De même que les obstacles techniques que nous avons mentionnés plus haut, ces pratiques que la routine des affaires a implantées (*usages which have grown with the growth of trade*) ont été et sont encore présentées par les capitalistes intéressés comme des barrières naturelles de la production. C'était là le refrain des doléances des lords du coton dès qu'ils se voyaient menacés de la loi de fabrique ; quoique leur industrie dépende plus que toute autre du marché universel et, par conséquent, de la navigation, l'expérience leur a donné un démenti. Depuis ce temps-là les inspecteurs des fabriques anglaises traitent de fariboles toutes ces difficultés éternelles

de la routine^[683].

Les enquêtes consciencieuses de la *Child. Empl. Comm.*, ont démontré par le fait que dans quelques industries la réglementation de la journée de travail a distribué plus régulièrement sur l'année entière la masse de travail déjà employée^[684], qu'elle est le premier frein rationnel imposé aux caprices frivoles et homicides de la mode, incompatibles avec le système de la grande industrie^[685], que le développement de la navigation maritime et des moyens de communication en général ont supprimé à proprement parler la raison technique du travail de saison^[686], et qu'enfin toutes les autres circonstances qu'on prétend ne pouvoir maîtriser, peuvent être éliminées au moyen de bâtisses plus vastes, de machines supplémentaires, d'une augmentation du nombre des ouvriers employés simultanément^[687], et du contrecoup de tous ces changements dans l'industrie sur le système de commerce en gros^[688]. Néanmoins, comme il l'avoue lui-même par la bouche de ses représentants, le capital ne se prêtera jamais à ces mesures si ce n'est « sous la pression d'une loi générale du Parlement^[689] », imposant une journée de travail normale à toutes les branches de la production à la fois.

IX

Législation de fabrique.

La législation de fabrique, cette première réaction consciente et méthodique de la société contre son propre organisme tel que l'a fait le mouvement spontané de la production capitaliste, est, comme nous l'avons vu, un fruit aussi naturel de la grande industrie que les chemins de fer, les machines automates et la télégraphie électrique. Avant d'examiner comment elle va se généraliser en Angleterre, il convient de jeter un coup d'œil sur celles de ses clauses qui n'ont pas trait à la durée du travail.

La réglementation sanitaire, rédigée d'ailleurs de telle sorte que le capitaliste peut aisément l'éluder, se borne en fait à des prescriptions pour le blanchiment des murs, et à quelques autres mesures de propreté, de ventilation et de précaution contre les machines dangereuses.

Nous reviendrons dans le troisième livre sur la résistance fanatique des fabricants contre les articles qui leur imposent quelques déboursés pour la protection des membres de leurs ouvriers. Nouvelle preuve incontestable du dogme libre-échangiste d'après lequel dans une société fondée sur l'antagonisme des intérêts de classes, chacun travaille fatalement pour l'intérêt général en ne cherchant que son intérêt personnel !

Pour le moment, un exemple nous suffira. Dans la première période des trente dernières années l'industrie linière et avec elle les *scutching mills* (fabriques où le lin est battu et brisé) ont pris un grand essor en Irlande. Il y en avait déjà en 1864 plus de dix-huit cents. Chaque printemps et chaque hiver on attire de la campagne des femmes et des adolescents, fils, filles et femmes des petits fermiers du voisinage, gens d'une ignorance grossière en tout ce qui regarde le machinisme, pour les employer à fournir le lin aux laminoirs des *scutching mills*. Dans l'histoire des fabriques il n'y a pas d'exemple d'accidents si nombreux et si affreux. Un seul *scutching mill* à Kildinan (près de Cork) enregistra pour son compte de 1852 à 1856 six cas de mort et soixante mutilations graves qu'on aurait pu facilement éviter au moyen de quelques appareils très peu coûteux. Le docteur M. White, chirurgien des fabriques de Downpatrick, déclare dans un rapport officiel du 15 décembre 1865 : « Les accidents dans les *scutching mills* sont du genre le plus terrible. Dans beaucoup de cas c'est un quart du corps entier qui est séparé du tronc. Les blessures ont pour conséquence ordinaire soit la mort, soit un avenir d'infirmité et de misère. L'accroissement du nombre des fabriques dans ce pays ne fera naturellement qu'étendre davantage d'aussi affreux résultats. Je suis convaincu qu'avec une surveillance convenable de la part de l'État ces sacrifices humains seraient en grande partie évités^[690]. »

Qu'est-ce qui pourrait mieux caractériser le mode de production capitaliste que cette nécessité de lui imposer par des lois coercitives et au nom de l'État les mesures sanitaires les plus simples ?

« La loi de fabrique de 1864 a déjà fait blanchir et assainir plus de deux cents poteries où pendant vingt ans on s'était consciencieusement abstenu de toute opération de ce genre ! (Voilà *l'abstinence* du capital.) Ces établissements entassaient vingt-sept mille huit cents ouvriers, exténués de travail la nuit et le jour, et condamnés à respirer une atmosphère méphitique imprégnant de germes de maladie et de mort une besogne d'ailleurs relativement inoffensive. Cette loi a multiplié également les moyens de ventilation^[691]. »

Cependant, elle a aussi prouvé qu'au-delà d'un certain point le système capitaliste est incompatible avec toute amélioration rationnelle. Par exemple, les médecins anglais déclarent d'un commun accord que, dans le cas d'un travail continu, il faut au moins cinq cents pieds cubes d'air pour chaque personne, et que même cela suffit à peine. Eh bien, si par toutes ses mesures coercitives, la législation pousse d'une manière indirecte au remplacement des petits ateliers par des fabriques, empiétant par là sur le droit de propriété des petits capitalistes et constituant aux grands un

monopole assuré, il suffirait d'imposer à tout atelier l'obligation légale de laisser à chaque travailleur une quantité d'air suffisante, pour exproprier d'une manière directe et d'un seul coup des milliers de petits capitalistes ! Cela serait attaquer la racine même de la production capitaliste, c'est-à-dire la mise en valeur du capital, grand ou petit, au moyen du *libre* achat et de la *libre* consommation de la force de travail. Aussi ces cinq cents pieds d'air suffoquent la législation de fabrique. La police de l'hygiène publique, les commissions d'enquêtes industrielles et les inspecteurs de fabrique en reviennent toujours à la nécessité de ces cinq cents pieds cubes et à l'impossibilité de les imposer au capital. Ils déclarent ainsi en fait que la phthisie et les autres affections pulmonaires du travailleur sont des conditions de vie pour le capitaliste^[692].

Si minces que paraissent dans leur ensemble les articles de la loi de fabrique sur l'éducation, ils proclament néanmoins l'instruction primaire comme condition obligatoire du travail des enfants^[693]. Leur succès était la première démonstration pratique de la possibilité d'unir l'enseignement et la gymnastique avec le travail manuel et *vice versa* le travail manuel avec l'enseignement et la gymnastique^[694]. En consultant les maîtres d'école, les inspecteurs de fabrique reconnurent bientôt que les enfants de fabrique qui fréquentent l'école seulement pendant une moitié du jour, apprennent tout autant que les élèves réguliers et souvent même davantage. « Et la raison en est simple. Ceux qui ne sont retenus qu'une demi-journée à l'école sont toujours frais, dispos et ont plus d'aptitude et meilleure volonté pour profiter des leçons. Dans le système mi-travail et mi-école, chacune des deux occupations repose et délasse de l'autre, et l'enfant se trouve mieux que s'il était cloué constamment à l'une d'elles. Un garçon qui est assis sur les bancs depuis le matin de bonne heure, et surtout par un temps chaud, est incapable de rivaliser avec celui qui arrive tout dispos et allègre de son travail^[695]. » On trouve de plus amples renseignements sur ce sujet dans le discours de Senior au Congrès sociologique d'Edimbourg en 1853. Il y démontre combien la journée d'école longue, monotone et stérile des enfants des classes supérieures augmente inutilement le travail des maîtres « tout en faisant perdre aux enfants leur temps, leur santé et leur énergie, non seulement sans fruit mais à leur absolu préjudice^[696] ». Il suffit de consulter les livres de Robert Owen, pour être convaincu que le système de fabrique a le premier fait germer l'éducation de l'avenir, éducation qui unira pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge le travail productif avec l'instruction et la gymnastique, et cela non seulement comme méthode d'accroître la production sociale, mais comme la seule et unique méthode de produire des hommes complets.

On a vu que tout en supprimant au point de vue technique la division manufacturière du travail où un homme tout entier est sa vie durant enchaîné à une opération de détail, la grande industrie, dans sa forme capitaliste, reproduit néanmoins cette division plus monstrueusement encore, et transforme l'ouvrier de fabrique en accessoire conscient d'une machine partielle. En dehors de la fabrique, elle amène le même résultat en introduisant dans presque tous les ateliers l'emploi sporadique de machines et de travailleurs à la machine, et en donnant partout pour base nouvelle à la division du travail l'exploitation des femmes, des enfants et des ouvriers à bon marché^[697].

La contradiction entre la division manufacturière du travail et la nature de la grande industrie se manifeste par des phénomènes subversifs, entre autres par le fait qu'une grande partie des enfants employés dans les fabriques et les manufactures modernes reste attachée indissolublement, dès l'âge le plus tendre et pendant des années entières, aux manipulations les plus simples, sans apprendre le moindre travail qui permette de les employer plus tard n'importe où, fût-ce dans ces mêmes fabriques et manufactures. Dans les imprimeries anglaises, par exemple, les apprentis s'élevaient peu à peu, conformément au système de l'ancienne manufacture et du métier, des travaux les plus simples aux travaux les plus complexes. Ils parcouraient plusieurs stages avant d'être des typographes achevés. On exigeait de tous qu'ils sussent lire et écrire. La machine à imprimer a bouleversé tout cela. Elle emploie deux sortes d'ouvriers : un adulte qui la surveille et deux jeunes garçons âgés, pour la plupart, de onze à dix-sept ans, dont la besogne se borne à étendre sous la machine une feuille de papier et à l'enlever dès qu'elle est imprimée. Ils s'acquittent de cette opération fastidieuse, à Londres notamment, quatorze, quinze et seize heures de suite, pendant quelques jours de la semaine, et souvent trente-six heures consécutives avec deux heures seulement de répit pour le repas et le sommeil^[698]. La plupart ne savent pas lire. Ce sont, en général, des créatures informes et tout à fait abruties. « Il n'est besoin d'aucune espèce de culture intellectuelle pour les rendre aptes à leur ouvrage ; ils ont peu d'occasion d'exercer leur habileté et encore moins leur jugement ; leur salaire, quoique assez élevé pour des garçons de leur âge, ne croît pas proportionnellement à mesure qu'ils grandissent, et peu d'entre eux ont la perspective d'obtenir le poste mieux rétribué et plus digne de surveillant, parce que la machine ne réclame pour quatre aides qu'un surveillant^[699]. » Dès qu'ils sont trop âgés pour leur besogne enfantine, c'est-à-dire vers leur dix-septième année, on les congédie et ils deviennent autant de recrues du crime. Leur ignorance, leur grossièreté et leur détérioration physique et

intellectuelle ont fait échouer les quelques essais tentés pour les occuper ailleurs.

Ce qui est vrai de la division manufacturière du travail à l'intérieur de l'atelier l'est également de la division du travail au sein de la société. Tant que le métier et la manufacture forment la base générale de la production sociale, la subordination du travailleur à une profession exclusive, et la destruction de la variété originelle de ses aptitudes et de ses occupations^[700] peuvent être considérées comme des nécessités du développement historique. Sur cette base chaque industrie s'établit empiriquement, se perfectionne lentement et devient vite stationnaire, après avoir atteint un certain degré de maturité. Ce qui de temps en temps provoque des changements, c'est l'importation de marchandises étrangères par le commerce et la transformation successive de l'instrument de travail. Celui-ci aussi, dès qu'il a acquis une forme plus ou moins convenable, se cristallise et se transmet souvent pendant des siècles d'une génération à l'autre.

Un fait des plus caractéristiques, c'est que jusqu'au dix-huitième siècle les métiers portèrent le nom de mystères. Dans le célèbre *Livre des métiers* d'Étienne Boileau, on trouve entre autres prescriptions celle-ci : « Tout compagnon lorsqu'il est reçu dans l'ordre des maîtres, doit prêter serment d'aimer fraternellement ses frères, de les soutenir, chacun dans l'ordre de son métier, c'est-à-dire *de ne point divulguer volontairement les secrets du métier*^[701]. »

En fait, les différentes branches d'industrie, issues spontanément de la division du travail social, formaient les unes vis-à-vis des autres autant d'enclos qu'il était défendu au profane de franchir. Elles gardaient avec une jalousie inquiète les secrets de leur routine professionnelle dont la théorie restait une énigme même pour les initiés.

Ce voile, qui dérobait aux regards des hommes le fondement matériel de leur vie, la production sociale, commença à être soulevé durant l'époque manufacturière et fut entièrement déchiré à l'avènement de la grande industrie. Son principe qui est de considérer chaque procédé en lui-même et de l'analyser dans ses mouvements constitutifs, indépendamment de leur exécution par la force musculaire ou l'aptitude manuelle de l'homme, créa la science toute moderne de la technologie. Elle réduisit les configurations de la vie industrielle, bigarrées, stéréotypées et sans lien apparent, à des applications variées de la science naturelle, classifiées d'après leurs différents buts d'utilité.

La technologie découvrit aussi le petit nombre de formes fondamentales dans lesquelles, malgré la diversité des instruments employés, tout

mouvement productif du corps humain doit s'accomplir, de même que le machinisme le plus compliqué ne cache que le jeu des puissances mécaniques simples.

L'industrie moderne ne considère et ne traite jamais comme définitif le mode actuel d'un procédé. Sa base est donc révolutionnaire, tandis que celle de tous les modes de production antérieurs était essentiellement conservatrice^[702]. Au moyen de machines, de procédés chimiques et d'autres méthodes, elle bouleverse avec la base technique de la production les fonctions des travailleurs et les combinaisons sociales du travail, dont elle ne cesse de révolutionner la division établie en lançant sans interruption des masses de capitaux et d'ouvriers d'une branche de production dans une autre.

Si la nature même de la grande industrie nécessite le changement dans le travail, la fluidité des fonctions, la mobilité universelle du travailleur, elle reproduit d'autre part, sous sa forme capitaliste, l'ancienne division du travail avec ses particularités ossifiées. Nous avons vu que cette contradiction absolue entre les nécessités techniques de la grande industrie et les caractères sociaux qu'elle revêt sous le régime capitaliste, finit par détruire toutes les garanties de vie du travailleur, toujours menacé de se voir retirer avec le moyen de travail les moyens d'existence^[703] et d'être rendu lui-même superflu par la suppression de sa fonction parcellaire ; nous savons aussi que cet antagonisme fait naître la monstruosité d'une armée industrielle de réserve, tenue dans la misère afin d'être toujours disponible pour la demande capitaliste ; qu'il aboutit aux hécatombes périodiques de la classe ouvrière, à la dilapidation la plus effrénée des forces de travail et aux ravages de l'anarchie sociale, qui fait de chaque progrès économique une calamité publique. C'est là le côté négatif.

Mais si la variation dans le travail ne s'impose encore qu'à la façon d'une loi physique, dont l'action, en se heurtant partout à des obstacles^[704], les brise aveuglément, les catastrophes mêmes que fait naître la grande industrie imposent la nécessité de reconnaître le travail varié et, par conséquent, le plus grand développement possible des diverses aptitudes du travailleur, comme une loi de la production moderne, et il faut à tout prix que les circonstances s'adaptent au fonctionnement normal de cette loi. C'est une question de vie ou de mort. Oui, la grande industrie oblige la société sous peine de mort à remplacer l'individu morcelé, porte-douleur d'une fonction productive de détail, par l'individu intégral qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail et ne donne, dans des fonctions alternées, qu'un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises.

La bourgeoisie, qui en créant pour ses fils les écoles polytechniques, agronomiques, etc., ne faisait pourtant qu'obéir aux tendances intimes de la production moderne, n'a donné aux prolétaires que l'ombre de *l'Enseignement professionnel*. Mais si la législation de fabrique, première concession arrachée de haute lutte au capital, s'est vue contrainte de combiner l'instruction élémentaire, si misérable qu'elle soit, avec le travail industriel, la conquête inévitable du pouvoir politique par la classe ouvrière va introduire l'enseignement de la technologie, pratique et théorique, dans les écoles du peuple^[205]. Il est hors de doute que de tels ferments de transformation, dont le terme final est la suppression de l'ancienne division du travail, se trouvent en contradiction flagrante avec le mode capitaliste de l'industrie et le milieu économique où il place l'ouvrier. Mais la seule voie réelle, par laquelle un mode de production et l'organisation sociale qui lui correspond, marchent à leur dissolution et à leur métamorphose, est le développement historique de leurs antagonismes immanents. C'est là le secret du mouvement historique que les doctrinaires, optimistes ou socialistes, ne veulent pas comprendre.

Ne sutor ultra crepidam ! Savetier, reste à la savate ! *Ce nec plus ultra* de la sagesse du métier et de la manufacture, devient démence et malédiction le jour où l'horloger Watt découvre la machine à vapeur, le barbier Arkwright le métier continu, et l'orfèvre Fulton le bateau à vapeur.

Par les règlements qu'elle impose aux fabriques, aux manufactures, etc., la législation ne semble s'ingérer que dans les droits seigneuriaux du capital, mais dès qu'elle touche au travail à domicile, il y a empiètement direct, avoué, sur la *patria potestas*, en phrase moderne, sur l'autorité des parents, et les pères conscrits du Parlement anglais ont longtemps affecté de reculer avec horreur devant cet attentat contre la sainte institution de la famille. Néanmoins, on ne se débarrasse pas des faits par des déclamations. Il fallait enfin reconnaître qu'en sapant les fondements économiques de la famille ouvrière, la grande industrie en a bouleversé toutes les autres relations. Le droit des enfants dut être proclamé.

« C'est un malheur », est-il dit à ce sujet dans le rapport final de la *Child. Empl. Commission*, publié en 1866, « c'est un malheur, mais il résulte de l'ensemble des dispositions des témoins, que les enfants des deux sexes n'ont contre personne autant besoin de protection que contre leurs parents. » Le système de l'exploitation du travail des enfants en général et du travail à domicile en particulier, se perpétue, par l'autorité arbitraire et funeste, sans frein et sans contrôle, que les parents exercent sur leurs jeunes et tendres rejetons... Il ne doit pas être permis aux parents de pouvoir, d'une manière absolue, faire de leurs enfants de pures

machines, à seule fin d'en tirer par semaine tant et tant de salaire... Les enfants et les adolescents ont le droit d'être protégés par la législation contre l'abus de l'autorité paternelle qui ruine prématurément leur force physique et les fait descendre bien bas sur l'échelle des êtres moraux et intellectuels^[706]. »

Ce n'est pas cependant l'abus de l'autorité paternelle qui a créé l'exploitation de l'enfance, c'est tout au contraire l'exploitation capitaliste qui a fait dégénérer cette autorité en abus. Du reste, la législation de fabrique, n'est-elle pas l'aveu officiel que la grande industrie a fait de l'exploitation des femmes et des enfants par le capital, de ce dissolvant radical de la famille ouvrière d'autrefois, une nécessité économique, l'aveu qu'elle a converti l'autorité paternelle en un appareil du mécanisme social, destiné à fournir, directement ou indirectement, au capitaliste les enfants du prolétaire lequel, sous peine de mort, doit jouer son rôle d'entremetteur et de marchand d'esclaves ? Aussi tous les efforts de cette législation ne prétendent-ils qu'à réprimer les excès de ce système d'esclavage.

Si terrible et si dégoûtante que paraisse dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de famille^[707], la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle assigne aux femmes et aux enfants, en dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes. Il est aussi absurde de considérer comme absolu et définitif le mode germano-chrétien de la famille que ses modes oriental, grec et romain, lesquels forment d'ailleurs entre eux une série progressive. Même la composition du travailleur collectif par individus de deux sexes et de tout âge, cette source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, porte en soi les germes d'une nouvelle évolution sociales^[708]. Dans l'histoire, comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie.

La nécessité de généraliser la loi de fabrique, de la transformer d'une loi d'exception pour les filatures et les tissanderies mécaniques, en loi de la production sociale, s'imposait à l'Angleterre, comme on l'a vu, par la réaction que la grande industrie exerçait sur la manufacture, le métier et le travail à domicile contemporains.

Les barrières mêmes que l'exploitation des femmes et des enfants rencontra dans les industries *réglementées*, poussèrent à l'exagérer d'autant plus dans les industries soi-disant *libres*^[709].

Enfin, les « réglementés » réclament hautement l'égalité légale dans la concurrence, c'est-à-dire dans le droit d'exploiter le travail^[710].

Écoutons à ce sujet deux cris partis du cœur. MM. W. Cooksley,

fabricants de clous, de chaînes, etc., à Bristol, avaient adopté volontairement les prescriptions de la loi de fabrique. « Mais comme l'ancien système irrégulier se maintient dans les établissements voisins, ils sont exposés au désagrément de voir les jeunes garçons qu'ils emploient attirés (enticed) ailleurs à une nouvelle besogne après 6 heures du soir. C'est là, s'écrient-ils naturellement, une injustice à notre égard et de plus une perte pour nous, car cela épuise une partie des forces de notre jeunesse dont le profit entier nous appartient^[711]. » M. J. Simpson (fabricant de boîtes et de sacs de papier, à Londres) déclare aux commissaires de la *Child. Empl. Comm.* « qu'il veut bien signer toute pétition pour l'introduction des lois de fabrique. Dans l'état actuel, après la fermeture de son atelier, il sent du malaise et son sommeil est troublé par la pensée que d'autres font travailler plus longtemps et lui enlèvent les commandes à sa barbe^[712]. » « Ce serait une injustice à l'égard des grands entre preneurs », dit, en se résumant, la Commission d'enquête « que de soumettre leurs fabriques au règlement, tandis que dans leur propre partie la petite industrie n'aurait à subir aucune limitation légale du temps de travail. Les grands fabricants n'auraient pas seulement à souffrir de cette inégalité dans les conditions de la concurrence au sujet des heures de travail, leur personnel de femmes et d'enfants serait en outre détourné à leur préjudice vers les ateliers épargnés par la loi. Enfin cela pousserait à la multiplication des petits ateliers qui, presque sans exception, sont les moins favorables à la santé, au confort, à l'éducation et à l'amélioration générale du peuple^[713]. »

La Commission propose, dans son rapport final de 1866, de soumettre à la loi de fabrique plus de 1 400 000 enfants, adolescents et femmes dont la moitié environ est exploitée par la petite industrie et le travail à domicile. « Si le Parlement, dit-elle, acceptait notre proposition dans toute son étendue, il est hors de doute qu'une telle législation exercerait l'influence la plus salubre, non seulement sur les jeunes et les faibles dont elle s'occupe en premier lieu, mais encore sur la masse bien plus considérable des ouvriers adultes qui tombent directement (les femmes) et indirectement (les hommes) dans son cercle d'action. Elle leur imposerait des heures de travail régulières et modérées, les amenant ainsi à économiser et accumuler cette réserve de force physique dont dépend leur prospérité aussi bien que celle du pays ; elle préserverait la génération nouvelle des efforts excessifs dans un âge encore tendre, qui minent leur constitution et entraînent une décadence prématurée ; elle offrirait enfin aux enfants, du moins jusqu'à leur treizième année, une instruction élémentaire qui mettrait fin à cette ignorance incroyable dont les rapports

de la Commission présentent une si fidèle peinture et qu'on ne peut envisager sans une véritable douleur et un profond sentiment d'humiliation nationale^[714]. »

Vingt-quatre années auparavant une autre Commission d'enquête sur le travail des enfants avait déjà, comme le remarque Senior, « déroulé dans son rapport de 1842, le tableau le plus affreux de la cupidité, de l'égoïsme et de la cruauté des parents et des capitalistes, de la misère, de la dégradation et de la destruction des enfants et des adolescents... On croirait que le rapport décrit les horreurs d'une époque reculée... Ces horreurs durent toujours, plus intenses que jamais... Les abus dénoncés en 1842 sont aujourd'hui (octobre 1863) en pleine floraison... Le rapport de 1842 fut empilé avec d'autres documents, sans qu'on en prît autrement note, et il resta là vingt années entières pendant lesquelles ces enfants écrasés physiquement, intellectuellement et moralement purent devenir les pères de la génération actuelle^[715]. »

Les conditions sociales ayant changé, on n'osait plus débouter par une simple fin de non-recevoir les demandes de la Commission d'enquête de 1862 comme on l'avait fait avec celles de la Commission de 1840. Dès 1864, alors que la nouvelle Commission n'avait encore publié que ses premiers rapports, les manufactures d'articles de terre (y inclus les poteries), de tentures, d'allumettes chimiques, de cartouches, de capsules et la coupure de la futaine (*fustian cutting*) furent soumis à la législation en vigueur pour les fabriques textiles. Dans le discours de la couronne du 5 février 1867, le ministère Tory d'alors annonça des bills puisés dans les propositions ultérieures de la Commission qui avait fini ses travaux en 1866.

Le 15 août 1867, fut promulgué le *Factory Acts extension Act*, loi pour l'extension des lois de fabrique, et le 21 août, le *Workshop Regulation Act*, loi pour la régularisation des ateliers, l'une ayant trait à la grande industrie, l'autre à la petite.

La première réglemente les hauts fourneaux, les usines à fer et à cuivre, les ateliers de construction de machines à l'aide de machines, les fabriques de métal, de gutta percha et de papier, les verreries, les manufactures de tabac, les imprimeries (y inclus celles des journaux), les ateliers de relieurs, et enfin *tous les établissements industriels* sans exception, où cinquante individus ou davantage sont simultanément occupés, au moins pour une période de cent jours dans le cours de l'année.

Pour donner une idée de l'étendue de la sphère que la « *Loi sur la régularisation des ateliers* » embrassait dans son action, nous en citerons les articles suivants :

Art. 4. « Par *métier* on entend : Tout travail manuel exercé comme profession ou dans un but de gain et qui concourt à faire un article quelconque ou une partie d'un article, à le modifier, le réparer, l'orner, lui donner le fini (*finish*), ou à l'adapter de toute autre manière pour la vente. »

« Par *atelier (workshop)*, on entend toute espèce de place, soit couverte, soit en plein air, où un métier quelconque est exercé par un enfant, un adolescent ou une femme, et où la personne par laquelle l'enfant, l'adolescent ou la femme est *employé*, a le droit d'accès et de direction (*the right of access and control*). »

« Par être *employé*, on entend être occupé dans un métier quelconque, moyennant salaire ou non, sous un patron ou *sous un parent*. »

« Par *parent*, on entend tout parent, tuteur ou autre personne ayant sous sa garde ou sous sa direction un enfant ou adolescent. »

L'art. 7, contenant les clauses pénales pour contravention à cette loi, soumet à des amendes non seulement le patron, parent ou non, mais encore « le *parent* ou la personne qui tire un bénéfice direct du travail de l'enfant, de l'adolescent ou de la femme, ou qui l'a sous son contrôle. »

La loi affectant les grands établissements, le *Factory Acts extension Act*, déroge à la loi de fabrique par une foule d'exceptions vicieuses et de lâches compromis avec les entrepreneurs.

La « *loi pour la régularisation des ateliers*, » misérable dans tous ses détails, resta lettre morte entre les mains des autorités municipales et locales, chargées de son exécution. Quand, en 1871, le Parlement leur retira ce pouvoir pour le conférer aux inspecteurs de fabrique, au ressort desquels il joignit ainsi d'un seul coup plus de cent mille ateliers et trois cents briqueteries, on prit en même temps soin de n'ajouter que *huit subalternes* à leur corps administratif déjà beaucoup trop faible^[716].

Ce qui nous frappe donc dans la législation anglaise de 1867, c'est d'un côté la nécessité imposée au Parlement des classes dirigeantes d'adopter en principe des mesures si extraordinaires et sur une si large échelle contre les excès de l'exploitation capitaliste, et de l'autre côté l'hésitation, la répugnance et la mauvaise foi avec lesquelles il s'y prêta dans la pratique.

La Commission d'enquête de 1862 proposa aussi une nouvelle réglementation de l'industrie minière, laquelle se distingue des autres industries par ce caractère exceptionnel que les intérêts du propriétaire foncier (*landlord*) et de l'entrepreneur capitaliste s'y donnent la main. L'antagonisme de ces deux intérêts avait été favorable à la législation de fabrique et, par contre, son absence suffit pour expliquer les lenteurs et les faux-fuyants de la législation sur les mines.

La Commission d'enquête de 1840 avait fait des révélations si terribles, si *shocking*, et provoquant un tel scandale en Europe que, par acquit de conscience, le Parlement passa le *Mining Act* (loi sur les mines) de 1842, où il se borna à interdire le travail sous terre, à l'intérieur des mines, aux femmes et aux enfants au-dessous de dix ans.

Une nouvelle loi, « *The Mines Inspecting Act* » (loi sur l'inspection des mines) de 1860, prescrit que les mines seront inspectées par des fonctionnaires publics, spécialement nommés à cet effet, et que de dix à douze ans, les jeunes garçons ne pourront être employés qu'à la condition d'être munis d'un certificat d'instruction ou de fréquenter l'école pendant un certain nombre d'heures. Cette loi resta sans effet à cause de l'insuffisance dérisoire du personnel des inspecteurs, des limites étroites de leurs pouvoirs et d'autres circonstances qu'on verra dans la suite.

Un des derniers livres bleus sur les mines : « *Report from the select committee on Mines, etc., together with evidence* », 13 juillet 1866, est l'œuvre d'un comité parlementaire choisi dans le sein de la chambre des Communes et autorisé à citer et à interroger des témoins. C'est un fort in-folio où le rapport du comité ne remplit que cinq lignes, rien que cinq lignes à cet effet qu'on n'a rien à dire et qu'il faut de plus amples renseignements ! Le reste consiste en interrogatoires des témoins.

La manière d'interroger rappelle les *cross examinations* (interrogatoires contradictoires) des témoins devant les tribunaux anglais où l'avocat, par des questions impudentes, imprévues, équivoques, embrouillées, faites à tort et à travers, cherche à intimider, à surprendre, à confondre le témoin et à donner une entorse aux mots qu'il lui a arrachés. Dans l'espèce les avocats, ce sont messieurs du Parlement, chargés de l'enquête, et comptant parmi eux des propriétaires et des exploiters de mines ; les témoins, ce sont les ouvriers des houillères. La farce est trop caractéristique pour que nous ne donnions pas quelques extraits de ce rapport. Pour abrégé, nous les avons rangés par catégorie. Bien entendu, la question et la réponse correspondante sont numérotées dans les livres bleus anglais.

I. *Occupation des garçons à partir de dix ans dans les mines.* - Dans les mines, le travail, y compris l'aller et le retour, dure ordinairement de quatorze à quinze heures, quelquefois même de 3, 4, 5 heures du matin jusqu'à 4 et 5 heures du soir (n^{os} 6, 452, 83). Les adultes travaillent en deux tournées, chacune de huit heures, mais il n'y a pas d'alternance pour les enfants, affaire d'économie (n^{os} 80, 203, 204). Les plus jeunes sont principalement occupés à ouvrir et fermer les portes dans les divers compartiments de la mine ; les plus âgés sont chargés d'une besogne plus rude, du transport du charbon, etc. (n^{os} 122, 739, 1747). Les longues heures

de travail sous terre durent jusqu'à la dix-huitième ou vingt-deuxième année ; alors commence le travail des mines proprement dit (n° 161). Les enfants et les adolescents sont aujourd'hui plus rudement traités et plus exploités qu'à aucune autre période antérieure (nos 1663-67). Les ouvriers des mines sont presque tous d'accord pour demander du Parlement une loi qui interdise leur genre de travail jusqu'à l'âge de quatorze ans. Et voici *Vivian Hussey* (un exploitateur de mines) qui interroge : « Ce désir n'est-il pas subordonné à la plus ou moins grande pauvreté des parents ? Ne serait-ce pas une cruauté, là où le père est mort, estropié, etc., d'enlever cette ressource à la famille ? Il doit pourtant y avoir une règle générale. Voulez-vous interdire le travail des enfants *sous terre* jusqu'à quatorze ans dans tous les cas ? » *Réponse* : « *Dans tous les cas* » (nos 107-110). *Hussey* : « Si le travail avant quatorze ans était interdit dans les mines, les parents n'enverraient-ils pas leurs enfants dans les fabriques ? — Dans la règle, non » (n° 174). Un ouvrier : « L'ouverture et la fermeture des portes semble chose facile. C'est en réalité une besogne des plus fatigantes. Sans parler du courant d'air continuel, les garçons sont réellement comme des prisonniers qui seraient condamnés à une prison cellulaire sans jour. » *Bourgeois Hussey* : « Le garçon ne peut-il pas lire en gardant la porte, s'il a une lumière ? » — « D'abord il lui faudrait acheter des bougies et on ne le lui permettrait pas. Il est là pour veiller à sa besogne, il a un devoir à remplir ; je n'en ai jamais vu lire un seul dans la mine » (nos 141-160).

II. *Éducation*. — Les ouvriers des mines désirent des lois pour l'instruction obligatoire des enfants, comme dans les fabriques. Ils déclarent que les clauses de la loi de 1860, qui exigent un certificat d'instruction pour l'emploi de garçons de dix à douze ans, sont parfaitement illusoires. Mais voilà où l'interrogatoire des juges d'instruction capitalistes devient réellement drôle. « Contre qui la loi est-elle le plus nécessaire ? contre les entrepreneurs ou contre les parents ? — Contre les deux » (n° 116). « Plus contre ceux-ci que contre ceux-là ? — Comment répondre à cela ? » (n° 137). « Les entrepreneurs montrent-ils le désir d'organiser les heures de travail de manière à favoriser la fréquentation de l'école ? — Jamais » (n° 211). « Les ouvriers des mines améliorent-ils après coup leur instruction ? — Ils se dégradent généralement et prennent de mauvaises habitudes ; ils s'adonnent au jeu et à la boisson et se perdent complètement » (n° 109). « Pourquoi ne pas envoyer les enfants aux écoles du soir ? — Dans la plupart des districts houillers il n'en existe aucune ; mais le principal, c'est qu'ils sont tellement épuisés du long excès de travail, que leurs yeux se ferment de lassitude... Donc, conclut le bourgeois, vous êtes contre l'éducation ? —

Pas le moins du monde, etc. » (n° 443). « Les exploiters des mines, etc., ne sont-ils pas forcés par la loi de 1860 de demander des certificats d'école, pour les enfants entre dix et douze ans ? La loi l'ordonne, c'est vrai ; mais ils ne le font pas » (n° 444). « D'après vous, cette clause de la loi n'est donc pas généralement exécutée ? — Elle ne l'est pas du tout » (n° 717). « Les ouvriers des mines s'intéressent-ils beaucoup à cette question de l'éducation ? — La plus grande partie » (n° 718). « Désirent-ils ardemment l'application forcée de la loi ? — Presque tous » (n° 720). « Pourquoi donc n'emportent-ils pas de haute lutte cette application ? — Plus d'un ouvrier désirerait refuser un garçon sans certificat d'école ; mais alors c'est un *homme signalé* (a marked man) » (n° 721). « Signalé par qui ? — par son patron » (n° 722). « Vous croyez donc que les patrons persécuteraient quelqu'un parce qu'il aurait obéi à la loi ? — Je crois qu'ils le feraient » (n° 723). « Pourquoi les ouvriers ne se refusent-ils pas à employer les garçons qui sont dans ce cas ? — Cela n'est pas laissé à leur choix » (n° 1634). « Vous désirez l'intervention du Parlement ? — On ne fera jamais quelque chose d'efficace pour l'éducation des enfants des mineurs, qu'en vertu d'un acte du Parlement et par voie coercitive » (n° 1636). « Ceci se rapporte-t-il aux enfants de tous les travailleurs de la Grande-Bretagne ou seulement à ceux des ouvriers des mines ? — Je suis ici seulement pour parier au nom de ces derniers » (n° 1638). « Pourquoi distinguer les enfants des mineurs des autres ? — Parce qu'ils forment une exception à la règle » (n° 1639). « Sous quel rapport ? — Sous le rapport physique » (n° 1640). « Pourquoi l'instruction aurait-elle plus de valeur pour eux que pour les enfants d'autres classes ? — Je ne prétends pas cela ; mais à cause de leur excès de travail dans les mines, ils ont moins de chances de pouvoir fréquenter les écoles de la semaine et du dimanche » (n° 1644). « N'est-ce pas, il est impossible de traiter ces questions d'une manière absolue ? » (n° 1646). « Y a-t-il assez d'écoles dans les districts ? — Non » (n° 1647). « Si l'État exigeait que chaque enfant fût envoyé à l'école, où pourrait-on trouver assez d'écoles pour tous les enfants ? — Je crois que, dès que les circonstances l'exigeront, les écoles naîtront d'elles-mêmes. La plus grande partie non seulement des enfants mais encore des ouvriers adultes dans les mines ne sait ni lire ni écrire » (nos 705, 726).

III. *Travail des femmes.* — Depuis 1842, les ouvrières ne sont plus employées sous terre, mais bien *au-dessus*, à charger et trier le charbon, à traîner les cuves vers les canaux et les wagons de chemins de fer, etc. Leur nombre s'est considérablement accru dans les trois ou quatre dernières années (n° 1727). Ce sont en général des femmes, des filles et des veuves

de mineurs, depuis douze jusqu'à cinquante et soixante ans (n^{os} 645, 1779 ; n^o 648). « Que pensent les ouvriers mineurs du travail des femmes dans les mines ? — Ils le condamnent généralement » (n^o 649). « Pourquoi ? — Ils le trouvent humiliant et dégradant pour le sexe. Les femmes portent des vêtements d'hommes. Il y en a qui fument. Dans beaucoup de cas, toute pudeur est mise de côté. Le travail est aussi sale que dans les mines. Dans le nombre se trouvent beaucoup de femmes mariées qui ne peuvent remplir leurs devoirs domestiques. » (n^{os} 651 et n^{os} 709) « Les veuves pourraient-elles trouver ailleurs une occupation aussi bien rétribuée (8 ou 10 sh. par semaine) ? — Je ne puis rien dire là-dessus. » (n^o 710) « Et pourtant vous seriez décidé à leur couper ce moyen de vivre ? (cœur de pierre !) — Assurément. » (n^o 1715) « D'où vous vient cette disposition ? — Nous, mineurs, nous avons trop de respect pour le sexe pour le voir ainsi condamné à la fosse à charbon... Ce travail est généralement très pénible. Beaucoup de ces jeunes filles soulèvent dix tonnes par jour. » (n^o 1732) « Croyez-vous que les ouvrières occupées dans les mines sont plus immorales que celles employées dans les fabriques ? — Le nombre des mauvaises est plus grand chez nous qu'ailleurs. » (n^o 1733) « Mais n'êtes-vous pas non plus satisfait de l'état de la moralité dans les fabriques ? — Non. » (n^o 1734) « Voulez-vous donc interdire aussi dans les fabriques le travail des femmes ? — Non, je ne le veux pas. » (n^o 1735) « Pourquoi pas ? — Le travail y est plus honorable et plus convenable pour le sexe féminin. » (n^o 1736) « Il est cependant funeste à leur moralité, pensez-vous ? — Mais pas autant, il s'en faut de beaucoup, que le travail dans les mines. Je ne parle pas d'ailleurs seulement au point de vue moral, mais encore au point de vue physique et social. La dégradation sociale des jeunes filles est extrême et lamentable. Quand ces jeunes filles deviennent les femmes des ouvriers mineurs, les hommes souffrent profondément de leur dégradation, et cela les entraîne à quitter leur foyer et à s'adonner à la boisson. » (n^o 1737) « Mais n'en est-il pas de même des femmes employées dans les usines ? — Je ne puis rien dire des autres branches d'industrie. » (n^o 1740) « Mais quelle différence y a-t-il entre les femmes occupées dans les mines et celles occupées dans les usines ? — Je ne me suis pas occupé de cette question. » (n^o 1741) « Pouvez-vous découvrir une différence entre l'une et l'autre classe ? — Je ne me suis assuré de rien à ce sujet, mais je connais par des visites de maison en maison l'état ignominieux des choses dans notre district. » (n^o 1750) « N'auriez-vous pas grande envie d'abolir le travail des femmes partout où il est dégradant ? — Bien sûr... Les meilleurs sentiments des enfants doivent avoir leur source dans l'éducation maternelle. » (n^o 1751) « Mais ceci

s'applique également aux travaux agricoles des femmes ? — Ils ne durent que deux saisons ; chez nous, les femmes travaillent pendant les quatre saisons, quelquefois jour et nuit, mouillées jusqu'à la peau ; leur constitution s'affaiblit et leur santé se ruine. » (n° 1753) « Cette question (de l'occupation des femmes), vous ne l'avez pas étudiée d'une manière générale ? — J'ai jeté les yeux autour de moi, et tout ce que je puis dire, c'est que nulle part je n'ai rien trouvé qui puisse entrer en parallèle avec le travail des femmes dans les mines de charbon... C'est un travail d'homme et d'homme fort... La meilleure classe des mineurs qui cherche à s'élever et à s'humaniser, bien loin de trouver un appui dans leurs femmes, se voit au contraire par elles toujours entraînée plus bas. » Après une foule d'autres questions, à tort et à travers, de messieurs les bourgeois, le secret de leur compassion pour les veuves, les familles pauvres, etc., se révèle enfin : « Le patron charge certains *gentlemen* de la surveillance, et ceux-ci, afin de gagner sa bonne grâce, suivent la politique de tout mettre sur le pied le plus économique possible ; les jeunes filles occupées n'obtiennent que 1 sh. à 1 sh. 6 d. par jour, tandis qu'il faudrait donner à un homme 2 sh. 6 d. » (n° 1816)

IV. *Jury pour les morts occasionnées par les accidents dans les mines.* — « Pour ce qui est des enquêtes du *coroner* dans vos districts, les ouvriers sont-ils satisfaits de la manière dont la justice procède quand des accidents surviennent ? — Non, ils ne le sont point du tout. » (n° 361) « Pourquoi pas ? — Principalement parce qu'on fait entrer dans le jury des gens qui n'ont pas la moindre notion des mines. On n'appelle jamais les ouvriers, si ce n'est comme témoins. Nous demandons qu'une partie du jury soit composée de mineurs. À présent, le verdict est presque toujours en contradiction avec les dépositions des témoins. » (n° 378) « Les jurys ne doivent-ils pas être impartiaux ? — Mais pardon, ils devraient l'être. » (n° 379) « Les travailleurs le seraient-ils ? — Je ne vois pas de motifs pour qu'ils ne le fussent pas. Ils jugeraient en connaissance de cause. » (n° 380) « Mais n'auraient-ils pas une tendance à rendre des jugements injustes et trop sévères en faveur des ouvriers et dans leur intérêt ? — Non, je ne le crois pas. »

V. *Faux poids et fausse mesure, etc.* — Les ouvriers demandent à être payés toutes les semaines et non tous les quinze jours ; ils veulent que l'on mesure les cuves au poids ; ils réclament contre l'usage de faux poids, etc., (n° 1071). « Quand la mesure des cuves est grossie frauduleusement, l'ouvrier n'a-t-il pas le droit d'abandonner la mine, après en avoir donné avis quinze jours d'avance ? — Oui, mais s'il va à un autre endroit, il retrouve la même chose. » (n° 1072) « Mais il peut bien quitter la place là

où l'injustice est commise ? — Cette injustice règne partout. » (n° 1073) « Mais l'homme peut toujours quitter chaque fois la place après un avertissement de quinze jours ? — Oui. » Après cela il faut tirer l'échelle !

VI. *Inspection des mines*. — Les ouvriers n'ont pas seulement à souffrir des accidents causés par l'explosion des gaz (n°s 234 et suiv.). « Nous avons également à nous plaindre de la mauvaise ventilation des houillères ; on peut à peine y respirer et on devient incapable de faire n'importe quoi. Maintenant, par exemple, dans la partie de la mine où je travaille, l'air pestilentiel qui y règne a rendu malades beaucoup de personnes qui garderont le lit plusieurs semaines. Les conduits principaux sont assez aérés, mais non pas précisément les endroits où nous travaillons. Si un homme se plaint de la ventilation à un inspecteur, il est congédié et, de plus, « signalé » ce qui lui ôte tout espoir de trouver ailleurs de l'occupation. Le « *Mining Inspecting Act* » de 1860 est un simple morceau de papier. L'inspecteur, et le nombre de ces messieurs est beaucoup trop petit, fait peut-être en sept ans une seule visite pour la forme. Notre inspecteur, septuagénaire invalide, surveille plus de cent trente mines de charbon. Outre les inspecteurs, il nous faudrait encore des sous-inspecteurs. » (n° 280) « Le gouvernement doit-il donc entretenir une armée d'inspecteurs suffisante à faire tout sans le secours, sans les informations des ouvriers eux-mêmes ? — Cela est impossible, mais ils devraient venir prendre leurs informations dans les mines mêmes. » (n° 285) « Ne croyez-vous pas que le résultat de tout cela serait de détourner la *responsabilité* des propriétaires et exploiters de mines sur les fonctionnaires du gouvernement ? — Pas du tout ; leur affaire est d'exiger l'exécution des lois déjà existantes. » (n° 294) « Quand vous parlez de sous-inspecteurs, avez-vous en vue des gens moins bien rétribués que les inspecteurs actuels et d'un caractère inférieur ? — Je ne les désire pas le moins du monde inférieurs, si vous pouvez trouver mieux. » (n° 295) « Voulez-vous plus d'inspecteurs ou une classe inférieure de gens comme inspecteurs ? — Il nous faut des gens qui circulent dans les mines, des gens qui ne tremblent pas pour leur peau. » (n° 296) « Si l'on vous donnait, d'après votre désir, des inspecteurs d'espèce différente, leur manque d'habileté n'engendrerait-il pas quelques dangers ? etc. — Non, c'est l'affaire du gouvernement de mettre en place des sujets capables. » Ce genre d'examen finit par paraître insensé au président même du comité d'enquête. « Vous voulez, dit-il en interrompant son compère, des gens pratiques qui visitent les mines eux-mêmes et fassent ensuite un rapport à l'inspecteur, afin que celui-ci puisse alors appliquer *sa science supérieure* ? » (n° 531) « La ventilation de toutes ces vieilles galeries

n'occasionnera-t-elle pas beaucoup de frais ? — Les frais pourraient augmenter, mais bien des vies d'hommes seraient sauvegardées. » (n° 581) Un mineur proteste contre la dix-septième section de l'acte de 1860 : « À présent, quand l'inspecteur trouve une partie quelconque de la mine dans un état tel qu'on ne peut travailler, il doit en avertir le propriétaire et le ministre de l'Intérieur ; après quoi le propriétaire a vingt jours de réflexion ; passé ce sursis de vingt jours, il peut se refuser à toute espèce de changement. Mais s'il fait cela, il doit en écrire au ministre de l'Intérieur et lui proposer cinq ingénieurs des mines parmi lesquels le ministre a à choisir les arbitres. Nous soutenons que, dans ce cas, le propriétaire nomme lui-même son juge. » (n° 586) L'*examineur bourgeois*, propriétaire de machines lui-même : « Ceci est une objection purement spéculative. » (n° 588) « Vous avez donc une bien faible idée de la loyauté des ingénieurs des mines ? — Je dis que cela est peu équitable et même injuste. » (n° 589) « Les ingénieurs ne possèdent-ils pas une, sorte de caractère public qui élève leurs décisions au-dessus de la partialité que vous craignez de leur part ? — Je refuse de répondre à toute question sur le caractère personnel de ces gens-là. Je suis convaincu qu'ils agissent partialement dans beaucoup de cas, et qu'on devrait leur ôter cette puissance, là où la vie humaine est en jeu. » Le même bourgeois a l'impudence de dire : « Croyez-vous donc que les propriétaires de mines n'éprouvent aucune perte dans les explosions ? — Enfin, ne pouvez-vous pas, vous, ouvriers, prendre en main vos propres intérêts, sans faire appel au secours du gouvernement ? — Non. » (n° 1042)

Il y avait, en 1865, dans la Grande-Bretagne, trois mille deux cent dix-sept mines de charbon et douze inspecteurs. Un propriétaire de mines du Yorkshire (*Times*, 26 janvier 1867), calcule lui-même qu'en laissant de côté les travaux de bureau qui absorbent tout leur temps, ces inspecteurs ne pourraient visiter chaque mine qu'une fois tous les dix ans. Rien d'étonnant que dans ces dernières années les catastrophes aient augmenté progressivement sous le rapport du nombre et de la gravité, parfois de deux à trois cents victimes !

La loi très défectueuse passée par le Parlement en 1872 règle la première le temps de travail des enfants occupés dans les mines et rend les exploiters et propriétaires dans une certaine mesure responsables pour les prétendus accidents.

Une Commission royale, chargée en 1867 de l'enquête sur l'emploi des enfants, des adolescents et des femmes dans l'agriculture, a publié des rapports très importants. Plusieurs tentatives faites dans le but d'appliquer aussi à l'agriculture, quoique sous une forme modifiée, les lois de fabrique,

n'ont jusqu'ici abouti à aucun résultat. Tout ce que nous avons à signaler ici, c'est la tendance irrésistible qui doit en amener l'application générale.

Cette généralisation, devenue indispensable pour protéger la classe ouvrière physiquement et moralement, hâte en même temps, comme nous l'avons déjà indiqué, la métamorphose du travail isolé, disséminé et exécuté sur une petite échelle, en travail socialement organisé et combiné en grand, et, par conséquent, aussi la concentration des capitaux et le régime exclusif de fabrique. Elle détruit tous les modes traditionnels et de transition, derrière lesquels se dissimule encore en partie le pouvoir du capital, pour les remplacer par son autocratie immédiate. Elle généralise en même temps la lutte directe engagée contre cette domination. Tout en imposant à chaque établissement industriel, pris à part, l'uniformité, la régularité, l'ordre et l'économie, elle multiplie, par l'énorme impulsion que la limitation et la régularisation de la journée de travail donnent au développement technique, l'anarchie et les crises de la production sociale, exagère l'intensité du travail et augmente la concurrence entre l'ouvrier et la machine. En écrasant la petite industrie et le travail à domicile, elle supprime le dernier refuge d'une masse de travailleurs, rendus chaque jour surnuméraires, et par cela même la soupape de sûreté de tout le mécanisme social. Avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, elle développe en même temps les contradictions et les antagonismes de sa forme capitaliste, avec les éléments de formation d'une société nouvelle, les forces destructives de l'ancienne^[717].

X

Grande industrie et agriculture

Plus tard, nous rendrons compte de la révolution provoquée par la grande industrie dans l'agriculture et dans les rapports sociaux de ses agents de production. Il nous suffit d'indiquer ici brièvement et par anticipation quelques résultats généraux. Si l'emploi des machines dans l'agriculture est exempt en grande partie des inconvénients et des dangers physiques auxquels il expose l'ouvrier de fabrique, sa tendance à supprimer, à déplacer le travailleur, s'y réalise avec beaucoup plus d'intensité et sans contrecoup^[718]. Dans les comtés de Suffolk et de Cambridge, par exemple, la superficie des terres cultivées s'est considérablement augmentée pendant les derniers vingt ans, tandis que la population rurale a subi une diminution non seulement relative, mais absolue. Dans les Etats-Unis du Nord de l'Amérique, les machines

agricoles remplacent l'homme virtuellement, en mettant un nombre égal de travailleurs à même de cultiver une plus grande superficie, mais elles ne les chassent pas encore actuellement. En Angleterre, elles dépeuplent les campagnes. C'est se tromper étrangement que de croire que le nouveau travail agricole à la machine fait compensation. En 1861, il n'y avait que mille deux cent cinq ouvriers ruraux occupés aux machines agricoles, engins à vapeur et machines-outils, dont la fabrication employait un nombre d'ouvriers industriels à peu près égal.

Dans la sphère de l'agriculture, la grande industrie agit plus révolutionnairement que partout ailleurs en ce sens qu'elle fait disparaître le paysan, le rempart de l'ancienne société, et lui substitue le salarié. Les besoins de transformation sociale et la lutte des classes sont ainsi ramenés dans les campagnes au même niveau que dans les villes.

L'exploitation la plus routinière et la plus irrationnelle est remplacée par l'application technologique de la science. Le mode de production capitaliste rompt définitivement entre l'agriculture et la manufacture le lien qui les unissait dans leur enfance ; mais il crée en même temps les conditions matérielles d'une synthèse nouvelle et supérieure, c'est-à-dire l'union de l'agriculture et de l'industrie sur la base du développement que chacune d'elles acquiert pendant la période de leur séparation complète. Avec la prépondérance toujours croissante de la population des villes qu'elle agglomère dans de grands centres, la production capitaliste d'une part accumule la force motrice historique de la société ; d'autre part elle détruit non seulement la santé physique des ouvriers urbains et la vie intellectuelle des travailleurs rustiques^[719], mais trouble encore la circulation matérielle entre l'homme et la terre, en rendant de plus en plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements, etc. Mais en bouleversant les conditions dans lesquelles une société arriérée accomplit presque spontanément cette circulation, elle force de la rétablir d'une manière systématique, sous une forme appropriée au développement humain intégral et comme loi régulatrice de la production sociale.

Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le martyrologue du producteur, le moyen de travail que le moyen de dompter, d'exploiter et d'appauvrir le travailleur, la combinaison sociale du travail que l'oppression organisée de sa vitalité, de sa liberté et de son indépendance individuelles. La dissémination des travailleurs agricoles sur de plus grandes surfaces brise leur force de résistance, tandis que la concentration

augmente celle des ouvriers urbains. Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement^[720]. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse :

La terre et le travailleur.

CINQUIÈME SECTION

RECHERCHES ULTÉRIEURES SUR LA PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE

CHAPITRE XVI

PLUS-VALUE ABSOLUE ET PLUS-VALUE RELATIVE

En étudiant le procès de travail sous son aspect le plus simple, commun à toutes ses formes historiques, comme acte qui se passe entre l'homme et la nature, nous avons vu, que « si l'on considère l'ensemble de ce mouvement au point de vue de son résultat, du produit, moyen et objet de travail se présentent tous les deux, comme moyens de production, et le travail lui-même comme *travail productif*^[721]. » L'homme crée un produit en appropriant un objet externe à ses besoins, et dans cette opération le travail manuel et le travail intellectuel sont unis par des liens indissolubles, de même que dans le système de la nature le bras et la tête ne vont pas l'un sans l'autre.

À partir du moment, cependant, où le produit individuel est transformé en produit social, en produit d'un travailleur collectif dont les différents membres participent au maniement de la matière à des degrés très-divers, de près ou de loin, ou même pas du tout, les déterminations de *travail productif*, de *travailleur productif*, s'élargissent nécessairement. Pour être productif, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'œuvre ; il suffit d'être un organe du travailleur collectif ou d'en remplir une fonction quelconque. La détermination primitive du travail productif, née de la nature même de la production matérielle, reste toujours vraie par rapport au travailleur collectif, considéré comme une seule personne, mais elle ne s'applique plus à chacun de ses membres pris à part.

Mais ce n'est pas cela qui caractérise d'une manière spéciale le travail productif dans le système capitaliste. Là le but déterminant de la

production, c'est la plus-value. Donc, n'est censé productif que le travailleur qui rend une plus-value au capitaliste ou dont le travail féconde le capital. Un maître d'école, par exemple, est un travailleur productif, non parce qu'il forme l'esprit de ses élèves, mais parce qu'il rapporte des pièces de cent sous à son patron. Que celui-ci ait placé son capital dans une fabrique de leçons au lieu de placer dans une fabrique de saucissons, c'est son affaire. Désormais la notion de travail productif ne renferme plus simplement un rapport entre activité et effet utile, entre producteur et produit, mais encore, et surtout un rapport social qui fait du travail l'instrument immédiat de la mise en valeur du capital.

Aussi l'économie politique classique a-t-elle toujours, tantôt instinctivement, tantôt consciemment, soutenu que ce qui caractérisait le travail productif, c'était de rendre *une plus-value*. Ses définitions du travail productif changent à mesure qu'elle pousse plus avant son analyse de la plus-value. Les physiocrates, par exemple, déclarent que le travail agricole seul est productif. Et pourquoi ? Parce que seul il donne une plus-value qui, pour eux, n'existe que sous la forme de la rente foncière.

Prolonger la journée de travail au-delà du temps nécessaire à l'ouvrier pour fournir un équivalent de son entretien, et allouer ce surtravail au capital : voilà la production de la plus-value absolue. Elle forme la base générale du système capitaliste et le point de départ de la production de la plus-value relative. Là, la journée est déjà divisée en deux parties, travail nécessaire et surtravail. Afin de prolonger le surtravail, le travail nécessaire est raccourci par des méthodes qui font produire l'équivalent du salaire en moins de temps. La production de la plus-value absolue n'affecte que la durée du travail, la production de la plus-value relative en transforme entièrement les procédés techniques et les combinaisons sociales. Elle se développe donc avec le mode de production capitaliste proprement dit.

Une fois celui-ci établi et généralisé, la différence entre plus-value relative et plus-value absolue se fait sentir dès qu'il s'agit d'élever le taux de la plus-value. Supposé que la force de travail se paye à sa juste valeur, nous arrivons évidemment à cette alternative : les limites de la journée étant données, le taux de la plus-value ne peut être élevé que par l'accroissement, soit de l'intensité, soit de la productivité du travail. Par contre, si l'intensité et la productivité du travail restent les mêmes, le taux de la plus-value ne peut être élevé que par une prolongation ultérieure de la journée.

Néanmoins, quelle que soit la durée du travail, il ne rendra pas de plus-value sans posséder ce minimum de productivité qui met l'ouvrier à même

de ne consommer *qu'une partie de sa journée* pour son propre entretien. Nous sommes donc amenés à nous demander s'il n'y a pas, comme on l'a prétendu, une *base naturelle* de la plus-value ?

Supposé que le travail nécessaire à l'entretien du producteur et de sa famille absorbât tout son temps disponible, où trouverait-il le moyen de travailler gratuitement pour autrui ? Sans un certain degré de productivité du travail, point de temps disponible ; sans ce surplus de temps, point de surtravail, et, par conséquent, point de plus-value, point de produit net, point de capitalistes, mais aussi point d'esclavagistes, point de seigneurs féodaux, en un mot, point de classe propriétaire^[722] !

La nature n'empêche pas que la chair des uns serve d'aliment aux autres^[723] ; de même elle n'a pas mis d'obstacle insurmontable à ce qu'un homme puisse arriver à travailler pour plus d'un homme, ni à ce qu'un autre réussisse à se décharger sur lui du fardeau du travail. Mais à ce fait naturel on a donné quelque chose de mystérieux en essayant de l'expliquer à la manière scolastique, par une qualité « occulte » du travail, sa productivité innée, productivité toute prête dont la nature aurait doué l'homme en le mettant au monde.

Les facultés de l'homme primitif, encore en germe, et comme ensevelies sous sa croûte animale, ne se forment au contraire que lentement sous la pression de ses besoins physiques. Quand, grâce à de rudes labeurs, les hommes sont parvenus à s'élever au-dessus de leur premier état animal, que par conséquent leur travail est déjà dans une certaine mesure socialisé, alors, et seulement alors, se produisent des conditions où le surtravail de l'un peut devenir une source de vie pour l'autre, et cela n'a jamais lieu sans l'aide de la force qui soumet l'un à l'autre.

À l'origine de la vie sociale les forces de travail acquises sont assurément minimales, mais les besoins le sont aussi, qui ne se développent qu'avec les moyens de les satisfaire. En même temps, la partie de la société qui subsiste du travail d'autrui ne compte presque pas encore, comparativement à la masse des producteurs immédiats. Elle grandit absolument et relativement à mesure que le travail social devient plus productif^[724].

Du reste, la production capitaliste prend racine sur un terrain préparé par une longue série d'évolutions et de révolutions économiques. La productivité du travail, qui lui sert de point de départ, est l'œuvre d'un développement historique dont les périodes se comptent non par siècles, mais par milliers de siècles.

Abstraction faite du mode social de la production, la productivité du travail dépend des conditions naturelles au milieu desquelles il

s'accomplit. Ces conditions peuvent toutes se ramener soit à la nature de l'homme lui-même, à sa race, etc., soit à la nature qui l'entoure. Les conditions naturelles externes se décomposent au point de vue économique en deux grandes classes : richesse naturelle en moyens de subsistance, c'est-à-dire fertilité du soi, eaux poissonneuses, etc., et richesse naturelle en moyens de travail, tels que chutes d'eau vive, rivières navigables, bois, métaux, charbon, et ainsi de suite. Aux origines de la civilisation c'est la première classe de richesses naturelles qui l'emporte ; plus tard, dans une société plus avancée, c'est la seconde. Qu'on compare, par exemple, l'Angleterre avec l'Inde, ou, dans le monde antique, Athènes et Corinthe avec les contrées situées sur la mer Noire.

Moindre est le nombre des besoins naturels qu'il est indispensable de satisfaire, plus le sol est naturellement fertile et le climat favorable, moindre est par cela même le temps de travail nécessaire à l'entretien et à la reproduction du producteur, et plus son travail pour autrui peut dépasser son travail pour lui-même. Diodore de Sicile faisait déjà cette remarque à propos des anciens Égyptiens. « On ne saurait croire, dit-il, combien peu de peine et de frais il leur en coûte pour élever leurs enfants. Ils font cuire pour eux les aliments les plus simples et les premiers venus ; ils leur donnent aussi à manger cette partie de la racine du papyrus, qu'on peut rôtir au feu, ainsi que les racines et les tiges des plantes marécageuses soit crues, soit bouillies ou rôties. L'air est si doux que la plupart des enfants vont sans chaussures et sans vêtements. Aussi un enfant, jusqu'à sa complète croissance, ne coûte pas en gros à ses parents plus de vingt drachmes. C'est là principalement ce qui explique qu'en Égypte la population soit si nombreuse et que tant de grands ouvrages aient pu être entrepris^[725]. » C'est bien moins cependant à l'étendue de sa population qu'à la faculté d'en employer à des travaux improductifs une partie relativement considérable que l'ancienne Égypte doit ses grandes œuvres d'architecture. De même que le travailleur individuel peut fournir d'autant plus de surtravail que son temps de travail nécessaire est moins considérable, de même moins est nombreuse la partie de la population ouvrière que réclame la production des subsistances nécessaires, plus est grande la partie disponible pour d'autres travaux.

La production capitaliste une fois établie, la grandeur du surtravail variera, toutes autres circonstances restant les mêmes, selon les conditions naturelles du travail et surtout selon la fertilité du sol. Mais il ne s'ensuit pas le moins du monde que le sol le plus fertile soit aussi le plus propre et le plus favorable au développement de la production capitaliste, qui suppose la domination de l'homme sur la nature. Une nature trop prodigue

« retient l'homme par la main comme un enfant en lisière » ; elle l'empêche de se développer en ne faisant pas de son développement une nécessité de nature^[726]. La patrie du capital ne se trouve pas sous le climat des tropiques, au milieu d'une végétation luxuriante, mais dans la zone tempérée. Ce n'est pas la fertilité absolue du sol, mais plutôt la diversité de ses qualités chimiques, de sa composition géologique, de sa configuration physique, et la variété de ses produits naturels, qui forment la base naturelle de la division sociale du travail et qui excitent l'homme, en raison des conditions multiformes au milieu desquelles il se trouve placé, à multiplier ses besoins, ses facultés, ses moyens et modes de travail.

C'est la nécessité de diriger socialement une force naturelle, de s'en servir, de l'économiser, de se l'approprier en grand par des œuvres d'art, en un mot de la dompter, qui joue le rôle décisif dans l'histoire de l'industrie. Telle a été la nécessité de régler et de distribuer le cours des eaux, en Égypte^[727], en Lombardie, en Hollande, etc. Ainsi en est-il dans l'Inde, dans la Perse, etc., où l'irrigation au moyen de canaux artificiels fournit au sol non seulement l'eau qui lui est indispensable, mais encore les engrais minéraux qu'elle détache des montagnes et dépose dans son limon. La canalisation, tel a été le secret de l'épanouissement de l'industrie en Espagne et en Sicile sous la domination arabe^[728].

La faveur des circonstances naturelles fournit, si l'on veut, la possibilité, mais jamais la réalité du surtravail, ni conséquemment du produit net ou de la plus-value. Avec le climat plus ou moins propice, la fertilité de la terre plus ou moins spontanée, etc., le nombre des premiers besoins et les efforts que leur satisfaction impose, seront plus ou moins grands, de sorte que, dans des circonstances d'ailleurs analogues, le temps de travail nécessaire variera d'un pays à l'autre^[729] ; mais le surtravail ne peut commencer qu'au point où le travail nécessaire finit. Les influences physiques, qui déterminent la grandeur relative de celui-ci, tracent donc une limite naturelle à celui-là. À mesure que l'industrie avance, cette limite naturelle recule. Au milieu de notre société européenne, où le travailleur n'achète la permission de travailler pour sa propre existence que moyennant surtravail, on se figure facilement que c'est une qualité innée du travail humain de fournir un produit net^[730]. Mais qu'on prenne par exemple l'habitant des îles orientales de l'archipel asiatique, où le palmier sagou pousse en plante sauvage dans les forêts. « Quand les habitants, en perçant un trou dans l'arbre, se sont assurés que la moelle est mûre, aussitôt le tronc est abattu et divisé en plusieurs morceaux et la moelle détachée. Mêlée avec de l'eau et filtrée, elle donne une farine parfaitement propre à être utilisée. Un arbre en fournit communément trois cents livres et peut en fournir de cinq à six

cents. On va donc là dans la forêt et on y coupe son pain comme chez nous on abat son bois à brûler^[731]. » Supposons qu'il faille à un de ces insulaires douze heures de travail par semaine pour satisfaire tous ses besoins ; on voit que la première faveur que lui accorde la nature, c'est beaucoup de loisir. Pour qu'il l'emploie productivement pour lui-même, il faut tout un enchaînement d'incidents historiques ; pour qu'il le dépense en surtravail pour autrui, il doit être contraint par la force. Si la production capitaliste était introduite dans son île, ce brave insulaire devrait peut-être travailler six jours par semaine pour obtenir la permission de s'approprier le produit d'une seule journée de son travail hebdomadaire. La faveur de la nature n'expliquerait point pourquoi il travaille maintenant six jours par semaine, ou pourquoi il fournit cinq jours de surtravail. Elle expliquerait simplement pourquoi son temps de travail nécessaire peut être réduit à une seule journée par semaine.

Le travail doit donc posséder un certain degré de productivité avant qu'il puisse être prolongé au-delà du temps nécessaire au producteur pour se procurer son entretien ; mais ce n'est jamais cette productivité, quel qu'en soit le degré, qui est la cause de la plus-value. Cette cause, c'est toujours le surtravail, quel que soit le mode de l'arracher.

Ricardo ne s'occupe jamais de la raison d'être de la plus-value. Il la traite comme une chose inhérente à la production capitaliste, qui pour lui est la forme naturelle de la production sociale. Aussi, quand il parle de la productivité du travail, il ne prétend pas y trouver la cause de l'existence de la plus-value, mais seulement la cause qui en détermine la grandeur. Son école, au contraire, a hautement proclamé la force productive du travail comme la raison d'être du profit (lisez plus-value). C'était certainement un progrès vis-à-vis des mercantilistes, qui, eux, faisaient dériver l'excédent du prix des produits sur leurs frais, de l'échange, de la vente des marchandises au-dessus de leur valeur. Néanmoins c'était escamoter le problème et non le résoudre. En fait, ces économistes bourgeois sentaient instinctivement qu'il « y avait péril grave et grave péril », pour parler le langage emphatique de M. Guizot, à vouloir trop approfondir cette question brûlante de l'origine de la plus-value. Mais que dire quand, un demi-siècle après Ricardo, M. John Stuart Mill vient doctoralement constater sa supériorité sur les mercantilistes en répétant mal les faux-fuyants des premiers vulgarisateurs de Ricardo ?

M. Mill dit : « La cause du profit (*the cause of profit*), c'est que le travail produit plus qu'il ne faut pour son entretien. » Jusque-là, simple répétition de la vieille chanson ; mais, voulant y mettre du sien, il poursuit : « Pour varier la forme du théorème : la raison pour laquelle le

capital rend un profit, c'est que nourriture, vêtements, matériaux et instruments *durent plus de temps qu'il n'en faut pour les produire.* » M. Mill confond ici la durée du travail avec la durée de ses produits. D'après cette doctrine, un boulanger, dont les produits ne durent qu'un jour, ne pourrait tirer de ses salariés le même profit qu'un constructeur de machines, dont les produits durent une vingtaine d'années et davantage. D'ailleurs, il est très vrai que si un nid ne durait pas plus de temps qu'il n'en faut à l'oiseau pour le faire, les oiseaux devraient se passer de nids.

Après avoir constaté cette vérité fondamentale, M. Mill constate sa supériorité sur les mercantilistes.

« Nous voyons ainsi, s'écrie-t-il, que le profit provient, non de l'*incident des échanges*, mais de la force productive du travail, et le profit général d'un pays est toujours ce que la force productive du travail le fait, qu'il y ait échange ou non. S'il n'y avait pas division des occupations, il n'y aurait ni achat ni vente, mais néanmoins il y aurait toujours du *profit*. » Pour lui, les échanges, l'achat et la vente, les conditions générales de la production capitaliste, n'en sont qu'un *incident*, et il y aurait toujours du *profit* sans l'achat et la vente de la force de travail !

« Si, poursuit-il, les travailleurs d'un pays produisent collectivement vingt pour cent au-dessus de leurs salaires, les profits seront de vingt pour cent quels que soient les prix des marchandises. »

C'est d'un côté une lapalissade des plus réussies ; en effet, si des ouvriers produisent une plus-value de vingt pour cent pour les capitalistes, les profits de ceux-ci seront certainement aux salaires de ceux-là comme 20 est à 100. De l'autre côté, il est absolument faux que les profits seront « de vingt pour cent ». Ils seront toujours plus petits, parce que les profits sont calculés sur la somme totale du capital avancé. Si, par exemple, l'entrepreneur avance cinq cents livres sterling, dont quatre cinquièmes sont dépensés en moyens de production, un cinquième en salaires, et que le taux de la plus-value soit de vingt pour cent, le taux de profit sera comme 20 est à 500, c'est-à-dire de quatre pour cent, et non de vingt pour cent.

M. Mill nous donne pour la bonne bouche un échantillon superbe de sa méthode de traiter les différentes formes historiques de la production sociale.

« Je présuppose toujours, dit-il, l'état actuel des choses qui prédomine universellement à peu d'exceptions près, c'est-à-dire que le capitaliste fait toutes les avances, y inclus la rémunération du travailleur. » Étrange illusion d'optique de voir universellement un état de choses qui n'existe encore que par exception sur notre globe ! Mais passons outre. M. Mill veut bien faire la concession « que ce n'est pas une nécessité absolue qu'il

en soit ainsi. » Au contraire, « jusqu'à la parfaite et entière confection de l'ouvrage, le travailleur pourrait attendre... même le paiement entier de son salaire, s'il avait les moyens nécessaires pour subsister dans l'intervalle. Mais dans ce dernier cas, le travailleur serait réellement dans une certaine mesure un capitaliste qui placerait du capital dans l'entreprise en fournissant une portion des fonds nécessaires pour la mener à bonne fin ». M. Mill aurait pu aller plus loin et affirmer que l'ouvrier, qui se fait l'avance non seulement des vivres, mais aussi des moyens de production, ne serait en réalité que son propre salarié. Il aurait pu dire de même que le paysan américain n'est qu'un serf qui fait la corvée pour lui-même, au lieu de la faire pour son propriétaire.

Après nous avoir prouvé si clairement que la production capitaliste, même si elle n'existait pas, existerait toujours, M. Mill est assez conséquent en prouvant, par contre, qu'elle n'existe pas même quand elle existe.

« Et même dans le cas antérieur (quand l'ouvrier est un salarié auquel le capitaliste avance toute sa subsistance), il (l'ouvrier) peut être considéré au même point de vue (c'est-à-dire comme capitaliste), car, en livrant son travail au-dessous du prix de marché (!), il peut être considéré comme s'il prêtait la différence (?) à son entrepreneur, etc.^[732] ». En réalité, l'ouvrier avance son travail gratuitement au capitaliste durant une semaine, etc., pour en recevoir le prix de marché à la fin de la semaine, etc., et c'est ce qui, toujours selon M. Mill, le transforme en capitaliste. Sur un terrain plat, de simples buttes font l'effet de collines ; aussi peut-on mesurer l'aplatissement de la bourgeoisie contemporaine d'après le calibre de ses esprits forts.

CHAPITRE XVII

VARIATIONS DANS LE RAPPORT DE GRANDEUR ENTRE LA PLUS-VALUE ET LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL

Nous avons vu que le rapport de grandeur entre la plus-value et le prix de la force de travail est déterminé par trois facteurs : 1° la durée du travail ou sa grandeur extensive ; 2° son degré d'intensité, suivant lequel différentes quantités de travail sont dépensées dans le même temps ; 3° son degré de productivité, suivant lequel la même quantité de travail rend dans

le même temps différentes quantités de produits.

Des combinaisons très diverses auront évidemment lieu selon que l'un de ces trois facteurs est constant (ne change pas de grandeur) et les deux autres variables (changent de grandeur), ou que deux facteurs sont constants et un seul variable, ou enfin que tous les trois sont variables à la fois. Ces combinaisons seront encore multipliées, si le changement simultané dans la grandeur de différents facteurs ne se fait pas dans le même sens — l'un peut augmenter tandis que l'autre diminue — ou pas dans la même mesure l'un peut augmenter plus vite que l'autre, etc. Nous n'examinerons ici que les combinaisons principales.

I

Données : Durée et intensité de travail constantes. Productivité variable.

Ces conditions admises, nous obtenons les trois lois suivantes :

1° *La journée de travail d'une grandeur donnée produit toujours la même valeur, quelles que soient les variations dans la productivité du travail.*

Si une heure de travail d'intensité normale produit une valeur d'un demi-franc, une journée de douze heures ne produira jamais qu'une valeur de six francs^[733]. Si la productivité du travail augmente ou diminue, la même journée fournira plus ou moins de produits et la valeur de six francs se distribuera ainsi sur plus ou moins de marchandises.

2° *La plus-value et la valeur de la force de travail varient en sens inverse l'une de l'autre. La plus-value varie dans le même sens que la productivité du travail, mais la valeur de la force de travail en sens opposé.*

Il est évident que des deux parties d'une grandeur constante aucune ne peut augmenter sans que l'autre diminue, et aucune diminuer sans que l'autre augmente. Or, la journée de douze heures produit toujours la même valeur, six francs par exemple, dont la plus-value forme une partie, et l'équivalent de la force de travail l'autre, mettons trois francs pour la première et trois francs pour la seconde. Il est clair que la force de travail ne peut pas atteindre un prix de quatre francs sans que la plus-value soit réduite à deux francs, et que la plus-value ne peut monter à quatre francs, sans que la valeur de la force de travail tombe à deux. Dans ces circonstances chaque variation dans la grandeur absolue, soit de la plus-value, soit de l'équivalent de la force ouvrière, présuppose donc une variation de leurs grandeurs relatives ou proportionnelles. Il est impossible

qu'elles augmentent ou diminuent toutes les deux simultanément.

Toute variation dans la productivité du travail amène une variation en sens inverse dans la valeur de la force de travail. Si le surcroît de productivité permet de fournir en quatre heures la même masse de subsistances qui coûtait auparavant six heures, alors la valeur de la force ouvrière va tomber de trois francs à deux ; mais elle va s'élever de trois francs à quatre, si une diminution de productivité exige huit heures de travail où il n'en fallait auparavant que six.

Enfin, comme valeur de la force de travail et plus-value changent de grandeur en sens inverse l'une de l'autre, il s'ensuit que l'augmentation de productivité, en diminuant la valeur de la force de travail, doit augmenter la plus-value, et que la diminution de productivité, en augmentant la valeur de la force de travail, doit diminuer la plus-value.

En formulant cette loi, Ricardo a négligé un point important. Quoique la plus-value — ou le surtravail — et la valeur de la force de travail — ou le travail nécessaire — ne puissent changer de grandeur qu'en sens inverse, il ne s'ensuit pas qu'ils changent dans la même proportion. Si la valeur de la force de travail était de quatre francs ou le temps de travail nécessaire de huit heures, la plus-value de deux francs ou le surtravail de quatre heures, et que, par suite d'une augmentation de productivité, la valeur de la force de travail tombe à trois francs ou le travail nécessaire à six heures, alors la plus-value montera à trois francs ou le surtravail à six heures. Cette même quantité de deux heures ou d'un franc, qui est ajoutée à une partie et retranchée de l'autre, n'affecte pas la grandeur de chacune dans la même proportion. En même temps que la valeur de la force de travail ne tombe que de quatre francs à trois, c'est-à-dire d'un quart ou de vingt-cinq pour cent, la plus-value s'élève de deux francs à trois, c'est-à-dire de moitié ou de cinquante pour cent.

En général : donné la longueur de la journée ainsi que sa division en deux parts, celle du travail nécessaire et celle du surtravail l'accroissement proportionnel de la plus-value, dû à une augmentation de productivité, sera d'autant plus grand, que la part du surtravail était primitivement plus petite, et le décroissement proportionnel de la plus-value, dû à une diminution de productivité, sera d'autant plus petit, que la part du surtravail était primitivement plus grande.

3° *L'augmentation ou la diminution de la plus-value est toujours l'effet et jamais la cause de la diminution ou de l'augmentation parallèles de la valeur de la force de travail*^[734].

La journée de travail est de grandeur constante et rend constamment la même valeur, qui se divise en équivalent de la force de travail et en plus-

value ; chaque changement dans la grandeur de la plus-value est accompagné d'un changement inverse dans la valeur de la force de travail, et cette valeur, enfin, ne peut changer de grandeur qu'en conséquence d'une variation survenue dans la productivité du travail. Dans ces données, il est clair que c'est la variation de la productivité du travail qui, en premier lieu, fait augmenter ou diminuer la valeur de la force de travail, tandis que le mouvement ascendant ou descendant de celle-ci entraîne de son côté le mouvement de la plus-value en sens inverse. Tout changement dans le rapport de grandeur entre la plus-value et la valeur de la force de travail, provient donc toujours d'un changement dans la grandeur absolue de celle-ci.

Nous avons supposé que la journée de douze heures produit une valeur totale de six francs, qui se divise en quatre francs, valeur de la force de travail, et en une plus-value de deux francs. En d'autres termes, il y a huit heures de travail nécessaire et quatre de surtravail. Que la productivité du travail vienne à doubler, alors l'ouvrier n'aura plus besoin que de la moitié du temps qu'il lui fallait jusque-là pour produire l'équivalent de sa subsistance quotidienne. Son travail nécessaire tombera de huit heures à quatre, et par là son surtravail s'élèvera de quatre heures à huit ; de même la valeur de sa force tombera de quatre francs à deux, et cette baisse fera monter la plus-value de deux francs à quatre.

Néanmoins, cette loi, d'après laquelle le prix de la force de travail est toujours réduit à sa valeur, peut rencontrer des obstacles qui ne lui permettent de se réaliser que jusqu'à certaines limites. Le prix de la force de travail ne peut descendre qu'à 3 fr. 80 centimes, 3 fr. 40 c., 3 fr. 20 c., etc., de sorte que la plus-value ne monte qu'à 2 fr. 20 c., 2 fr. 60 c., 2 fr. 80 c., etc. Le degré de la baisse, dont la limite minima est deux francs, nouvelle valeur de la force de travail, dépend du poids relatif que la pression du capital d'une part, la résistance de l'ouvrier de l'autre, jettent dans la balance.

La valeur de la force de travail est déterminée par la valeur des subsistances nécessaires à l'entretien de l'ouvrier, lesquelles changent de valeur suivant le degré de productivité du travail. Dans notre exemple, si, malgré le doublement de la productivité du travail, la division de la journée en travail nécessaire et surtravail restait la même, l'ouvrier recevrait toujours quatre francs et le capitaliste deux ; mais chacune de ces sommes achèterait deux fois plus de subsistances qu'auparavant. Bien que le prix de la force de travail fût resté invariable, il se serait élevé au-dessus de sa valeur. S'il tombait, non à la limite minima de sa nouvelle valeur de deux francs, mais à 3 fr. 80, 3 fr. 40, 3 fr. 20, etc., ce prix décroissant

représenterait cependant une masse supérieure de subsistances. Avec un accroissement continu dans la productivité du travail, le prix de la force de travail pourrait ainsi tomber de plus en plus, en même temps que les subsistances à la disposition de l'ouvrier continueraient à augmenter. Mais, même dans ce cas, la baisse continue dans le prix de la force de travail, en amenant une hausse continue de la plus-value, élargirait l'abîme entre les conditions de vie du travailleur et du capitaliste^[735].

Les trois lois que nous venons de développer ont été rigoureusement formulées, pour la première fois, par Ricardo ; mais il commet l'erreur de faire des conditions particulières dans lesquelles elles sont vraies, les conditions générales et exclusives de la production capitaliste. Pour lui, la journée de travail ne change jamais de grandeur ni le travail d'intensité, de sorte que la productivité du travail reste le seul facteur variable.

Ce n'est pas tout. À l'instar de tous les autres économistes, il n'est jamais parvenu à analyser la plus-value en général, indépendamment de ses formes particulières, profit, rente foncière, etc. Il confond le taux de la plus-value avec le taux du profit, et traite, par conséquent, celui-ci comme s'il exprimait directement le degré d'exploitation du travail. Nous avons déjà indiqué que le taux du profit est la proportion de la plus-value avec le total du capital avancé, tandis que le taux de la plus-value est la proportion de la plus-value avec la partie variable du capital avancé. Supposez qu'un capital de 500 l. st. (C) se décompose en matières premières, instruments, etc., d'une valeur de 400 l. st. (c), et en 100 l. st. payés aux ouvriers (v), qu'en outre la plus-value (p) est de cent livres sterling ; alors le taux de la plus-value, $p/v = (100 \text{ l. st.})/(100 \text{ l. st.}) = \text{cent pour cent}$; mais le taux du profit = $p/C = (100 \text{ l. st.})/(500 \text{ l. st.}) = \text{vingt pour cent}$. À part cette différence de grandeur, il est évident que le taux du profit peut être affecté par des circonstances tout à fait étrangères au taux de la plus-value. Je démontrerai plus tard, dans le troisième livre, que donné le taux de la plus-value, le taux du profit peut varier indéfiniment, et que donné le taux du profit, il peut correspondre aux taux de plus-value les plus divers.

II

Données : Durée et productivité du travail constantes. Intensité variable.

Si sa productivité augmente, le travail rend dans le même temps plus de produits, mais non plus de valeur. Si son intensité croît, il rend dans le même temps non seulement plus de produits, mais aussi plus de valeur, parce que l'excédent de produits provient alors d'un excédent de travail.

Sa durée et sa productivité étant données, le travail se réalise donc en d'autant plus de valeur que son degré d'intensité dépasse celui de la moyenne sociale. Comme la valeur produite durant une journée de douze heures, par exemple, cesse ainsi d'être constante et devient variable, il s'ensuit que plus-value et valeur de la force de travail peuvent varier dans le même sens, l'une à côté de l'autre, en proportion égale ou inégale. La même journée produit-elle huit francs au lieu de six, alors la part de l'ouvrier et celle du capitaliste peuvent évidemment s'élever à la fois de trois francs à quatre.

Une pareille hausse dans le prix de la force de travail n'implique pas qu'elle est payée au-dessus de sa valeur. La hausse de prix peut au contraire être accompagnée d'une baisse de valeur. Cela arrive toujours quand l'élévation du prix ne suffit pas pour compenser le surcroît d'usure de la force de travail. On sait que les seuls changements de productivité qui influent sur la valeur de la force ouvrière sont ceux qui affectent des industries dont les produits entrent dans la consommation ordinaire de l'ouvrier. Toute variation dans la grandeur, extensive ou intensive, du travail affecte au contraire la valeur de la force ouvrière, dès qu'elle en accélère l'usure.

Si le travail atteignait simultanément dans toutes les industries d'un pays le même degré supérieur d'intensité, cela deviendrait désormais le degré d'intensité ordinaire du travail national et cesserait d'entrer en ligne de compte. Cependant, même dans ce cas, les degrés de l'intensité moyenne du travail resteraient différents chez diverses nations et modifieraient ainsi la loi de la valeur dans son application internationale, la journée de travail plus intense d'une nation créant plus de valeur et s'exprimant en plus d'argent que la journée moins intense d'une autre^[736].

III

Données : Productivité et intensité du travail constantes. Durée du travail variable.

Sous le rapport de la durée, le travail peut varier en deux sens, être raccourci ou prolongé. Nous obtenons dans nos données nouvelles les lois que voici :

1° *La journée de travail se réalise, en raison directe de sa durée, en une valeur plus ou moins grande — variable donc et non constante.*

2° *Toute variation dans le rapport de grandeur entre la plus-value et la valeur de la force de travail provient d'un changement dans la grandeur absolue du surtravail, et, par conséquent, de la plus-value.*

3° *La valeur absolue de la force de travail ne peut changer que par la réaction que le prolongement du surtravail exerce sur le degré d'usure de cette force. Tout mouvement dans sa valeur absolue est donc l'effet, et jamais la cause, d'un mouvement dans la grandeur de la plus-value.*

Nous supposerons toujours dans ce chapitre, comme dans la suite, que la journée de travail comptant originairement douze heures, — six heures de travail nécessaire et six heures de surtravail — produit une valeur de six francs, dont une moitié échoit à l'ouvrier et l'autre au capitaliste.

Commençons par le *raccourcissement de la journée*, soit de douze heures à dix. Dès lors elle ne rend plus qu'une valeur de cinq francs. Le surtravail étant réduit de six heures à quatre, la plus-value tombe de trois francs à deux. Cette diminution dans sa grandeur absolue entraîne une diminution dans sa grandeur relative. Elle était à la valeur de la force de travail comme 3 est à 3, et elle n'est plus que comme 2 est à 3. Par contrecoup, la valeur de la force de travail, tout en restant la même, gagne en grandeur relative ; elle est maintenant à la plus-value comme 3 est à 2 au lieu d'être comme 3 est à 3.

Le capitaliste ne pourrait se rattraper qu'en payant la force de travail au-dessous de sa valeur.

Au fond des harangues habituelles contre la réduction des heures de travail se trouve l'hypothèse que le phénomène se passe dans les conditions ici admises ; c'est-à-dire qu'on suppose stationnaires la productivité et l'intensité du travail, dont, en fait, l'augmentation suit toujours de près le raccourcissement de la journée, si elle ne l'a pas déjà précédé^[737].

S'il y a *prolongation de la journée*, soit de douze heures à quatorze, et que les heures additionnelles soient annexées au surtravail, la plus-value s'élève de trois francs à quatre. Elle grandit absolument et relativement, tandis que la force de travail, bien que sa valeur nominale reste la même, perd en valeur relative. Elle n'est plus à la plus-value que dans la raison de 3 à 4.

Comme, dans nos données, la somme de valeur quotidiennement produite augmente avec la durée du travail quotidien, les deux parties de cette somme croissante — la plus-value et l'équivalent de la force de travail — peuvent croître simultanément d'une quantité égale ou inégale, de même que dans le cas où le travail devient plus intense.

Avec une journée prolongée, la force de travail peut tomber au-dessous de sa valeur, bien que son prix reste invariable ou s'élève même. Dans une certaine mesure, une plus grande recette peut compenser la plus grande dépense en force vitale que le travail prolongé impose à l'ouvrier^[738]. Mais

il arrive toujours un point où toute prolongation ultérieure de sa journée raccourcit la période moyenne de sa vie, en bouleversant les conditions normales de sa reproduction et de son activité. Dès lors le prix de la force de travail et son degré d'exploitation cessent d'être des grandeurs commensurables entre elles.

IV

Données : Variations simultanées dans la durée, la productivité et l'intensité du travail.

La coïncidence de changements dans la durée, la productivité et l'intensité du travail donnent lieu à un grand nombre de combinaisons, et, par conséquent, de problèmes qu'on peut cependant toujours facilement résoudre en traitant tour à tour chacun des trois facteurs comme variable, et les deux autres comme constants, ou en calculant le produit des trois facteurs qui subissent des variations. Nous ne nous arrêterons ici qu'à deux cas d'un intérêt particulier. *Diminution de la productivité du travail et prolongation simultanée de sa durée.*

Mettons que par suite d'un décroissement dans la fertilité du sol, la même quantité de travail produit moins de denrées ordinaires, dont la valeur augmentée renchérit l'entretien journalier de l'ouvrier, de sorte qu'il coûte désormais quatre francs au lieu de trois. Le temps nécessaire pour reproduire la valeur quotidienne de la force de travail s'élèvera de six heures à huit, ou absorbera deux tiers de la journée au lieu de la moitié. Le surtravail tombera, par conséquent, de six heures à quatre et la plus-value de trois francs à deux.

Que, dans ces circonstances, la journée soit prolongée à quatorze heures et les deux heures additionnelles annexées au surtravail : comme celui-ci compte de nouveau six heures, la plus-value va remonter à sa grandeur originaire de trois francs, mais sa grandeur proportionnelle a néanmoins diminué, car ayant été à la valeur de la force de travail comme 3 est à 3, elle n'est plus que dans la raison de 3 à 4.

Si la journée est prolongée à seize heures ou le surtravail à huit, la plus-value s'élèvera à quatre francs et sera à la valeur de la force de travail comme quatre est à quatre, c'est-à-dire dans la même raison qu'avant le décroissement survenu dans la productivité du travail, car 4 à 4 = 3 à 3. Néanmoins, bien que sa grandeur proportionnelle soit ainsi simplement rétablie, sa grandeur absolue a augmenté d'un tiers, de trois francs à quatre.

Quand une diminution dans la productivité du travail est accompagnée

d'une prolongation de sa durée, la grandeur absolue de la plus-value peut donc rester invariable, tandis que sa grandeur proportionnelle diminue ; sa grandeur proportionnelle peut rester invariable, tandis que sa grandeur absolue augmente, et, si l'on pousse la prolongation assez loin, toutes deux peuvent augmenter à la fois.

Les mêmes résultats s'obtiennent plus vite, si l'intensité du travail croît en même temps que sa durée.

En Angleterre, dans la période de 1799 à 1815, l'enchérissement progressif des vivres amena une hausse des salaires nominaux, bien que le salaire réel tombât. De ce phénomène West et Ricardo inféraient que la diminution de productivité du travail agricole avait causé une baisse dans le taux de la plus-value, et cette donnée tout imaginaire leur servait de point de départ pour des recherches importantes sur le rapport de grandeur entre le salaire, le profit et la rente foncière ; mais en réalité, la plus-value s'était élevée absolument et relativement, grâce à l'intensité accrue et à la prolongation forcée du travail^[739]. Ce qui caractérise cette période, c'est précisément le progrès accéléré et du capital et du paupérisme^[740].

*Augmentation de l'intensité et de la productivité du travail avec
raccourcissement simultané de sa durée.*

L'augmentation de la productivité du travail et de son intensité multiplie la masse des marchandises obtenues dans un temps donné, et par là raccourcit la partie de la journée où l'ouvrier ne fait que produire un équivalent de ses subsistances. Cette partie nécessaire, mais contractile, de la journée de travail en forme la limite absolue, qu'il est impossible d'atteindre sous le régime capitaliste. Celui-ci supprimé, le travail disparaîtrait et la journée tout entière pourrait être réduite au travail nécessaire. Cependant, il ne faut pas oublier qu'une partie du surtravail actuel, celle qui est consacrée à la formation d'un fonds de réserve et d'accumulation, compterait alors comme travail nécessaire, et que la grandeur actuelle du travail nécessaire est limitée seulement par les frais d'entretien d'une classe de salariés, destinée à produire la richesse de ses maîtres.

Plus le travail gagne en force productive, plus sa durée peut diminuer, et plus sa durée est raccourcie, plus son intensité peut croître. Considéré au point de vue social, on augmente aussi la productivité du travail en l'économisant, c'est-à-dire en supprimant toute dépense inutile, soit en moyens de production, soit en force vitale. Le système capitaliste, il est vrai, impose l'économie des moyens de production à chaque établissement pris à part ; mais il ne fait pas seulement de la folle dépense de la force

ouvrière un moyen d'économie pour l'exploiteur, il nécessite aussi, par son système de concurrence anarchique, la dilapidation la plus effrénée du travail productif et des moyens de production sociaux, sans parler de la multitude de fonctions parasites qu'il engendre et qu'il rend plus ou moins indispensables.

Étant donné l'intensité et la productivité du travail, le temps que la société doit consacrer à la production matérielle est d'autant plus court, et le temps disponible pour le libre développement des individus d'autant plus grand, que le travail est distribué plus également entre tous les membres de la société, et qu'une couche sociale a moins le pouvoir de se décharger sur une autre de cette nécessité imposée par la nature. Dans ce sens le raccourcissement de la journée trouve sa dernière limite dans la généralisation du travail manuel.

La société capitaliste achète le loisir d'une seule classe par la transformation de la vie entière des masses en temps de travail.

CHAPITRE XVIII

FORMULES DIVERSES POUR LE TAUX DE LA PLUS-VALUE

On a vu que le taux de la plus-value est représenté par les formules :

$$\text{I. } \frac{\text{Plus value}}{\text{Capital variable}} \left(\frac{p}{v} \right) = \frac{\text{Plus value}}{\text{Valeur de la force de travail}} \\ = \frac{\text{Surtravail}}{\text{Travail nécessaire}}.$$

Les deux premières raisons expriment comme rapports de valeur ce que la troisième exprime comme un rapport des espaces de temps dans lesquels ces valeurs sont produites. Plus-value

Ces formules, complémentaires l'une de l'autre, ne se trouvent qu'implicitement et inconsciemment dans l'économie politique classique, où les formules suivantes jouent au contraire un grand rôle :

$$\text{II. } \left(\frac{\text{Surtravail}}{\text{Journée de travail}} \right)^{[741]} = \frac{\text{Plus value}}{\text{Valeur du produit}} = \frac{\text{Produit net}}{\text{Produit total}}$$

Une seule et même proportion est ici exprimée tour à tour sous la formule des quantités de travail, des valeurs dans lesquelles ces quantités se réalisent, et des produits dans lesquels ces valeurs existent. Il est

sous-entendu que par valeur du produit il faut comprendre le produit en valeur rendu par une journée de travail, et qu'il n'y est pas renfermé une parcelle de la valeur des moyens de production.

Dans toutes ces formules le degré réel de l'exploitation du travail ou le taux de la plus-value est faussement exprimé. Dans l'exemple employé plus haut, le degré réel d'exploitation serait indiqué par les proportions :

$$\frac{6 \text{ heures de surtravail}}{6 \text{ heures de travail nécessaire}} = \frac{\text{Plus value de 3 fr.}}{\text{Capital variable de 3 fr.}} = \frac{100}{100}.$$

D'après les formules II, nous obtenons au contraire :

$$\frac{6 \text{ heures de surtravail}}{\text{Journée de 12 heures}} = \frac{\text{Plus value de 3 fr.}}{\text{Produit en valeur de 3 fr.}} = \frac{50}{100}.$$

Ces formules dérivées n'expriment en fait que la proportion suivant laquelle la journée de travail, ou son produit en valeur, se distribue entre l'ouvrier et le capitaliste. Si on les traite comme des expressions immédiates de la mise en valeur du capital, on arrive à cette loi erronée : Le surtravail ou la plus-value ne peuvent jamais atteindre cent pour cent^[742]. Le surtravail n'étant qu'une partie aliquote de la journée, et la plus-value qu'une partie aliquote de la somme de valeur produite, le surtravail est nécessairement toujours plus petit que la journée de travail, ou la plus-value toujours moindre que la valeur produite. Si le surtravail était à la journée de travail comme 100 est à 100, il absorberait la journée entière (il s'agit ici de la journée moyenne de l'année), et le travail nécessaire s'évanouirait. Mais si le travail nécessaire disparaît, le surtravail disparaît également, puisque celui-ci n'est qu'une fonction de celui-là. La raison $\frac{\text{Surtravail}}{\text{Journée de travail}}$ ou $\frac{\text{Plus value}}{\text{Valeur produite}}$ ne peut donc jamais atteindre la limite $\frac{100}{100}$ et encore moins s'élever à $\frac{100 + x}{100}$.

Mais il en est autrement du taux de la plus-value ou du degré réel d'exploitation du travail. Qu'on prenne par exemple l'estimation de M. Léonce de Lavergne, d'après laquelle l'ouvrier agricole anglais n'obtient que 1/4, tandis que le capitaliste (fermier) au contraire obtient 3/4 du produit ou de sa valeur^[743], de quelque manière que le butin se partage ensuite entre le capitaliste et le propriétaire foncier, etc. Le surtravail de l'ouvrier anglais est dans ce cas à son travail nécessaire comme 3 est à 1, c'est-à-dire que le degré d'exploitation est de 300%.

La méthode de l'école classique, qui est de traiter la journée de travail comme une grandeur constante, a trouvé un appui dans l'application des formules II, parce que là on compare toujours le surtravail avec une journée de travail donnée. Il en est de même quand on considère

exclusivement la distribution de la valeur produite. Du moment que la journée de travail s'est déjà réalisée dans une valeur, ses limites ont nécessairement été données.

L'habitude d'exposer la plus-value et la valeur de la force de travail comme des fractions de la somme de valeur produite dissimule le fait principal, l'échange du capital variable contre la force de travail, fait qui implique que le produit échoit au non-producteur. Le rapport entre le capital et le travail revêt alors la fausse apparence d'un rapport d'association dans lequel l'ouvrier et l'entrepreneur se partagent le produit suivant la proportion des divers éléments qu'ils apportent^[744].

Les formules II peuvent d'ailleurs être toujours ramenées aux formules I. Si nous avons par exemple la proportion Surtravail de 6 heures/Journée de travail de 12 heures, alors le temps de travail nécessaire est égal à la journée de douze heures moins six heures de surtravail, et l'on obtient : Surtravail de 6 heures/Travail nécessaire de 6 heures = 100/100.

Voici une troisième formule que nous avons déjà quelquefois anticipée :

$$\text{III. } \frac{\text{Plus value}}{\text{Valeur de la force de travail}} = \frac{\text{Surtravail}}{\text{Travail nécessaire}} \\ = \frac{\text{Travail non payé}}{\text{Travail payé}}$$

La formule $\frac{\text{Travail non payé}}{\text{Travail payé}}$ payé n'est qu'une expression populaire de celle-ci : $\frac{\text{Surtravail}}{\text{Travail nécessaire}}$.

Après nos développements antérieurs, elle ne peut plus donner lieu à cette erreur populaire que ce que le capitaliste paye est le travail et non la force de travail. Ayant acheté cette force pour un jour, une semaine, etc., le capitaliste obtient en échange le droit de l'exploiter pendant un jour, une semaine, etc. Le temps d'exploitation se divise en deux périodes. Pendant l'une, le fonctionnement de la force ne produit qu'un équivalent de son prix ; pendant l'autre, il est gratuit et rapporte, par conséquent, au capitaliste une valeur pour laquelle il n'a donné aucun équivalent, qui ne lui coûte rien^[745]. En ce sens, le surtravail, dont il tire la plus-value, peut être nommé du travail non payé.

Le capital n'est donc pas seulement, comme dit Adam Smith, le pouvoir de disposer du travail d'autrui ; mais il est essentiellement le pouvoir de disposer d'un *travail non payé*. Toute plus-value, qu'elle qu'en soit la forme particulière, — profit, intérêt, rente, etc., — est en substance la matérialisation d'un travail non payé. Tout le secret de la faculté prolifique du capital, est dans ce simple fait qu'il dispose d'une certaine somme de travail d'autrui qu'il ne paye pas.

SIXIÈME SECTION

LE SALAIRE

CHAPITRE XIX

TRANSFORMATION DE LA VALEUR OU DU PRIX DE LA FORCE DE TRAVAIL EN SALAIRE

À la surface de la société bourgeoise la rétribution du travailleur se représente comme le salaire du travail : tant d'argent payé pour tant de travail. Le travail lui-même est donc traité comme une marchandise dont les prix courants oscillent au-dessus ou au-dessous de sa *valeur*.

Mais qu'est-ce que la valeur ? La forme objective du travail social dépensé dans la production d'une marchandise. Et comment mesurer la grandeur de valeur d'une marchandise ? Par la quantité de travail qu'elle contient. Comment dès lors déterminer, par exemple, la valeur d'une journée de travail de douze heures ? Par les douze heures de travail contenues dans la journée de douze heures, ce qui est une tautologie absurde^[746].

Pour être vendu sur le marché à titre de marchandise, le travail devrait en tout cas exister auparavant. Mais si le travailleur pouvait lui donner une existence matérielle, séparée et indépendante de sa personne, il vendrait de la marchandise et non du travail^[747].

Abstraction faite de ces contradictions, un échange direct d'argent, c'est-à-dire de travail réalisé, contre du travail vivant, ou bien supprimerait la loi de la valeur qui se développe précisément sur la base de la production capitaliste, ou bien supprimerait la production capitaliste elle-même qui est fondée précisément sur le travail salarié. La journée de travail de douze heures se réalise par exemple dans une valeur monétaire de six francs. Si l'échange se fait entre équivalents, l'ouvrier obtiendra donc six francs pour un travail de douze heures, ou le prix de son travail

sera égal au prix de son produit. Dans ce cas il ne produirait pas un brin de plus-value pour l'acheteur de son travail, les six francs ne se métamorphoseraient pas en capital et la base de la production capitaliste disparaîtrait. Or c'est précisément sur cette base qu'il vend son travail et que son travail est travail salarié. Ou bien il obtient pour douze heures de travail moins de six francs, c'est-à-dire moins de douze heures de travail. Douze heures de travail s'échangent dans ce cas contre dix, six, etc., heures de travail. Poser ainsi comme égales des quantités inégales, ce n'est pas seulement anéantir toute détermination de la valeur. Il est même impossible de formuler comme loi une contradiction de ce genre qui se détruit elle-même^[748].

Il ne sert de rien de vouloir expliquer un tel échange de plus contre moins par la différence de forme entre les travaux échangés, l'acheteur payant en travail passé ou réalisé, et le vendeur en travail actuel ou vivant^[749]. Mettons qu'un article représente six heures de travail. S'il survient une invention qui permette de le produire désormais en trois heures, l'article déjà produit, déjà circulant sur le marché, n'aura plus que la moitié de sa valeur primitive. Il ne représentera plus que trois heures de travail, quoiqu'il y en ait six de réalisées en lui. Cette forme de travail *réalisé* n'ajoute donc rien à la valeur, dont la grandeur reste au contraire toujours déterminée par le quantum de travail actuel et socialement nécessaire qu'exige la production d'une marchandise.

Ce qui sur le marché fait directement vis-à-vis au capitaliste, ce n'est pas le travail, mais le travailleur. Ce que celui-ci vend, c'est lui-même, sa force de travail. Dès qu'il commence à mettre cette force en mouvement, à travailler, or, dès que son travail existe, ce travail a déjà cessé de lui appartenir et ne peut plus désormais être vendu par lui. Le travail est la substance et la mesure inhérente des valeurs, mais il n'a lui-même aucune valeur^[750].

Dans l'expression : *valeur du travail*, l'idée de valeur est complètement éteinte. C'est une expression irrationnelle telle que par exemple *valeur de la terre*. Ces expressions irrationnelles ont cependant leur source dans les rapports de production eux-mêmes dont elles réfléchissent les formes phénoménales. On sait d'ailleurs dans toutes les sciences, à l'économie politique près, qu'il faut distinguer entre les apparences des choses et leur réalité^[751].

Ayant emprunté naïvement, sans aucune vérification préalable, à la vie ordinaire la catégorie « prix du travail », l'économie politique classique se demanda après coup comment ce prix était déterminé. Elle reconnut bientôt que pour le travail comme pour toute autre marchandise, le rapport

entre l'offre et la demande n'explique rien que les oscillations du prix de marché au-dessus ou au-dessous d'une certaine grandeur. Dès que l'offre et la demande se font équilibre, les variations de prix qu'elles avaient provoquées cessent, mais là cesse aussi tout l'effet de l'offre et la demande. Dans leur état d'équilibre, le prix du travail ne dépend plus de leur action et doit donc être déterminé comme si elles n'existaient pas. Ce prix-là, ce centre de gravitation des prix de marché, se présenta ainsi comme le véritable objet de l'analyse scientifique.

On arriva encore au même résultat en considérant une période de plusieurs années et en comparant les moyennes auxquelles se réduisent, par des compensations continuelles, les mouvements alternants de hausse et de baisse. On trouva ainsi des prix moyens, des grandeurs plus ou moins constantes qui s'affirment dans les oscillations mêmes des prix de marché et en forment les régulateurs intimes. Ce prix moyen donc, « le prix nécessaire » des physiocrates, « le prix naturel » d'Adam Smith — ne peut être pour le travail, de même que pour toute autre marchandise, que sa *valeur*, exprimée en argent. « La marchandise, dit Adam Smith, est alors vendue *précisément ce qu'elle vaut*. »

L'économie classique croyait avoir de cette façon remonté du prix accidentels du travail à sa valeur réelle. Puis elle détermina cette valeur par la valeur des subsistances nécessaires pour l'entretien et la reproduction du travailleur. À son insu elle changeait ainsi de terrain, en substituant à la valeur du travail, jusque-là l'objet apparent de ses recherches, la valeur de la force de travail, force qui n'existe que dans la personnalité du travailleur et se distingue de sa fonction, le travail, tout comme une machine se distingue de ses opérations. La marche de l'analyse avait donc forcément conduit non seulement des prix de marché du travail à son prix nécessaire ou sa valeur, mais avait fait résoudre la soi-disant valeur du travail en valeur de la force de travail, de sorte que celle-là ne devait être traitée désormais comme forme phénoménale de celle-ci. Le résultat auquel l'analyse aboutissait était donc, non de résoudre le problème tel qu'il se présentait au point de départ, mais d'en changer entièrement les termes.

L'économie classique ne parvint jamais à s'apercevoir de ce quiproquo, exclusivement préoccupée qu'elle était de la différence entre les prix courants du travail et sa valeur, du rapport de celle-ci avec les valeurs des marchandises, avec le taux du profit etc. Plus elle approfondit l'analyse de la valeur en général, plus la soi-disant valeur du travail l'impliqua dans des contradictions inextricables.

Le salaire est le paiement du travail à sa valeur ou à des prix qui en divergent. Il implique donc que valeur et prix accidentels de la force de

travail aient déjà subi un changement de forme qui la fasse apparaître comme valeur et prix du travail lui-même. Examinons maintenant de plus près cette transformation.

Mettons que la force de travail ait une valeur journalière de trois francs^[752], et que la journée de travail soit de douze heures^[753]. En confondant maintenant la valeur de la force avec la valeur de sa fonction, le travail qu'elle fait, on obtient cette formule : *Le travail de douze heures a une valeur de trois francs*. Si le prix de la force était au-dessous ou au-dessus de sa valeur, soit de quatre francs ou de deux, le prix courant du travail de douze heures serait également de quatre francs ou de deux. Il n'y a rien de changé que la forme. La valeur du travail ne réfléchit que la valeur de la force dont il est la fonction, et les prix de marché du travail s'écartent de sa soi-disant valeur dans la même proportion que les prix de marché de la force du travail s'écartent de sa valeur.

N'étant qu'une expression irrationnelle pour la valeur de la force ouvrière, la valeur du travail doit évidemment être toujours moindre que celle de son produit, car le capitaliste prolonge toujours le fonctionnement de cette force au-delà du temps nécessaire pour en reproduire l'équivalent. Dans notre exemple, il faut six heures par jour pour produire une valeur de trois francs, c'est-à-dire la valeur journalière de la force de travail, mais comme celle-ci fonctionne pendant douze heures, elle rapporte quotidiennement une valeur de six francs. On arrive ainsi au résultat absurde qu'un travail qui crée une valeur de six francs n'en vaut que trois^[754]. Mais cela n'est pas visible à l'horizon de la société capitaliste. Tout au contraire : là la valeur de trois francs, produite en six heures de travail, dans une moitié de la journée, se présente comme la valeur du travail de douze heures, de la journée tout entière. En recevant par jour un salaire de trois francs, l'ouvrier paraît donc avoir reçu toute la valeur due à son travail, et c'est précisément pourquoi l'excédent de la valeur de son produit sur celle de son salaire, prend la forme d'une plus-value de trois francs, créée par le capital et non par le travail.

La forme salaire, ou paiement direct du travail, fait donc disparaître toute trace de la division de la journée en travail nécessaire et surtravail, en travail payé et non payé, de sorte que tout le travail de l'ouvrier libre est censé être payé. Dans le servage le travail du corvéable pour lui-même et son travail forcé pour le seigneur sont nettement séparés l'un de l'autre par le temps et l'espace. Dans le système esclavagiste, la partie même de la journée où l'esclave ne fait que remplacer la valeur de ses subsistances, où il travaille donc en fait pour lui-même, ne semble être que du travail pour son propriétaire. Tout son travail revêt l'apparence de travail non payé^[755].

C'est l'inverse chez le travail salarié : même le surtravail ou travail non payé revêt l'apparence de travail payé. Là le rapport de propriété dissimule le travail de l'esclave pour lui-même, ici le rapport monétaire dissimule le travail gratuit du salarié pour son capitaliste.

On comprend maintenant l'immense importance que possède dans la pratique ce changement de forme qui fait apparaître la rétribution de la force de travail comme salaire du travail, le prix de la force comme prix de sa fonction. Cette forme, qui n'exprime que les fausses apparences du travail salarié, rend invisible le rapport réel entre capital et travail et en montre précisément le contraire ; c'est d'elle que dérivent toutes les notions juridiques du salarié et du capitaliste, toutes les mystifications de la production capitaliste, toutes les illusions libérales et tous les faux-fuyants apologétiques de l'économie vulgaire.

S'il faut beaucoup de temps avant que l'histoire ne parvienne à déchiffrer le secret du salaire du travail, rien n'est au contraire plus facile à comprendre que la nécessité, que les raisons d'être de cette forme phénoménale.

Rien ne distingue au premier abord l'échange entre capital et travail de l'achat et de la vente de toute autre marchandise. L'acheteur donne une certaine somme d'argent, le vendeur un article qui diffère de l'argent. Au point de vue du droit, on ne reconnaît donc dans le contrat de travail d'autre différence d'avec tout autre genre de contrat que celle contenue dans les formules juridiquement équivalentes : *Do ut des, do ut facias, facio ut des et facio ut facias*. (Je donne pour que tu donnes, je donne pour que tu fasses, je fais pour que tu donnes, je fais pour que tu fasses.)

Valeur d'usage et valeur d'échange étant par leur nature des grandeurs incommensurables entre elles, les expressions « valeur travail », « prix du travail » ne semblent pas plus irrationnelles que les expressions « valeur du coton », « prix du coton. » En outre le travailleur n'est payé qu'après avoir livré son travail. Or dans sa fonction de moyen de paiement, l'argent ne fait que réaliser après coup la valeur ou le prix de l'article livré, c'est-à-dire dans notre cas la valeur ou le prix du travail exécuté. Enfin la *valeur d'usage* que l'ouvrier fournit au capitaliste, ce n'est pas en réalité sa force de travail, mais l'usage de cette force, sa fonction de travail. D'après toutes les apparences, ce que le capitaliste paye, c'est donc la valeur de l'utilité que l'ouvrier ici donne, la valeur du travail, — et non celle de la force de travail que l'ouvrier ne semble pas aliéner. La seule expérience de la vie pratique ne fait pas ressortir la double utilité du travail, la propriété de satisfaire un besoin, qu'il a de commun avec toutes la marchandises, et celle de créer de la valeur, qui le distingue à toutes les marchandises et

l'exclut, comme élément formateur de la valeur, de la possibilité d'en avoir aucune.

Plaçons-nous au point de vue de l'ouvrier à qui son travail de douze heures rapporte une valeur produite en six heures, soit trois francs. Son travail de douze heures est pour lui en réalité le moyen d'achat des trois francs. Il se peut que sa rétribution tantôt s'élève à quatre francs, tantôt tombe à deux, par suite ou des changements survenus dans la valeur de sa force ou des fluctuations dans le rapport de l'offre et de la demande, — l'ouvrier n'en donne pas moins toujours douze heures de travail. Toute variation de grandeur dans l'équivalent qu'il reçoit lui apparaît donc nécessairement comme une variation dans la valeur ou le prix de ses douze heures de travail. Adam Smith qui traite la journée de travail comme une grandeur constante^[756], s'appuie au contraire sur ce fait pour soutenir que le travail ne varie jamais dans sa valeur propre. « Quelle que soit la quantité de denrées, dit-il, que l'ouvrier reçoive en récompense de son travail, le prix qu'il paye est toujours le même. Ce prix, à la vérité, peut acheter tantôt une plus grande, tantôt une plus petite quantité de ces denrées : mais c'est *la valeur de celles-ci qui varie, et non celle du travail* qui les achète... Des quantités égales de travail sont toujours d'une valeur égale^[757]. »

Prenons maintenant le capitaliste. Que veut celui-ci ? Obtenir le plus de travail possible pour le moins d'argent possible. Ce qui l'intéresse pratiquement ce n'est donc que la différence entre la prix de la force de travail et la valeur qu'elle crée par sa fonction. Mais il cherche à acheter de même tout autre article au meilleur marché possible et s'explique partout le profit par ce simple truc : acheter des marchandises au-dessous de leur valeur et les vendre au-dessus. Aussi n'arrive-t-il jamais à s'apercevoir que s'il existait réellement une chose telle que la valeur du travail, et qu'il eût à payer cette valeur, il n'existerait plus de capital et que son argent perdrait la qualité occulte de faire des petits.

Le mouvement réel du salaire présente en outre des phénomènes qui semblent prouver que ce n'est pas la valeur de la force de travail, mais la valeur de sa fonction, du travail lui-même, qui est payée. Ces phénomènes peuvent se ramener à deux grandes classes. Premièrement : Variations du salaire suivant les variations de la durée du travail. On pourrait tout aussi bien conclure que ce n'est pas la valeur de la machine qui est payée mais celle de ses opérations, parce qu'il coûte plus cher de louer une machine pour une semaine que pour un jour. Secondement : La différence dans les salaires individuels de travailleurs qui s'acquittent de la même fonction. On retrouve cette différence, mais sans qu'elle puisse faire illusion, dans le

système de l'esclavage où, franchement et sans détours, c'est la force de travail elle-même qui est vendue. Il est vrai que si la force de travail dépasse la moyenne, c'est un avantage, et si elle lui est inférieure, c'est un préjudice, dans le système de l'esclavage pour le propriétaire d'esclaves, dans le système du salariat pour le travailleur, parce que dans le dernier cas celui-ci vend lui-même sa force de travail et que, dans le premier, elle est vendue par un tiers.

Il en est d'ailleurs de la forme « valeur et prix du travail » ou « salaire » vis-à-vis du rapport essentiel qu'elle renferme, savoir : la valeur et le prix de la force de travail, comme de toutes les formes phénoménales vis-à-vis de leur substratum. Les premières se réfléchissent spontanément, immédiatement dans l'entendement, le second doit être découvert par la science. L'économie politique classique touche de près le véritable état des choses sans jamais le formuler consciemment. Et cela lui sera impossible tant qu'elle n'aura pas dépouillé sa vieille peau bourgeoise.

CHAPITRE XX

LE SALAIRE DU TEMPS

Le salaire revêt à son tour des formes très variées sur lesquelles les auteurs de traités d'économie, que le fait brutal seul intéresse, ne fournissent aucun éclaircissement. Une exposition de toutes ces formes ne peut évidemment trouver place dans cet ouvrage, c'est l'affaire des traités spéciaux sur le travail salarié. Mais il convient de développer ici les deux formes fondamentales.

La vente de la force de travail a toujours lieu, comme on s'en souvient pour une période de temps déterminée. La forme apparente sous laquelle se présente la valeur soit journalière, hebdomadaire ou annuelle, de la force de travail, est donc en premier lieu celle du salaire au temps, c'est-à-dire du salaire à la journée, à la semaine, etc.

La somme d'argent^[758] que l'ouvrier reçoit pour son travail du jour, de la semaine, etc., forme le montant de son salaire nominal ou estimé en valeur. Mais il est clair que suivant la longueur sa journée ou suivant la quantité de travail livré par lui chaque jour, le même salaire quotidien, hebdomadaire, etc., peut représenter un prix du travail très différent, c'est-à-dire des sommes d'argent très différentes payées pour un même *quantum* de travail^[759]. Quand il s'agit du salaire au temps, il faut donc

distinguer de nouveau entre le montant total du salaire quotidien, hebdomadaire, etc., et le prix du travail. Comment trouver ce dernier ou la valeur monétaire d'un *quantum* de travail donné ? Le prix moyen du travail s'obtient en divisant la valeur journalière moyenne que possède la force de travail par le nombre d'heures que compte en moyenne la journée de travail.

La valeur journalière de la force de travail est-elle par exemple de trois francs, valeur produite en six heures, et la journée de travail de douze heures, le prix d'une heure est alors égal à $\frac{3f}{12} = 25$ centimes. Le prix ainsi trouvé de l'heure de travail sert d'unité de mesure pour le prix du travail.

Il suit de là que le salaire journalier, le salaire hebdomadaire, etc., peuvent rester les mêmes, quoique le prix du travail tombe constamment. Si la journée de travail est de dix heures et la valeur journalière de la force de travail de trois francs, alors l'heure de travail est payée à 30 centimes. Ce prix tombe à 25 c. dès que la journée de travail s'élève à douze heures et à 20 c., dès qu'elle s'élève à quinze heures. Le salaire journalier ou hebdomadaire reste malgré cela invariable. Inversement ce salaire peut s'élever quoique le prix du travail reste constant ou même tombe.

Si la journée de travail est de dix heures et la valeur journalière de la force de travail de 3 francs, le prix d'une heure de travail sera de 30 centimes. L'ouvrier travaille-t-il douze heures par suite d'un surcroît d'occupation, le prix du travail restant le même, son salaire quotidien s'élève alors à 3 francs 60, sans que le prix du travail varie. Le même résultat pourrait se produire si, au lieu de la grandeur extensive, la grandeur intensive du travail augmentait^[760].

Tandis que le salaire nominal à la journée ou à la semaine augmente, le prix du travail peut donc rester le même ou baisser. Il en est de même de la recette de la famille ouvrière dès que le quantum de travail fourni par son chef est augmenté de celui de ses autres membres. On voit que la diminution directe du salaire à la journée ou à la semaine n'est pas la seule méthode pour faire baisser le prix du travail^[761]. En général on obtient cette loi : Donné la quantité du travail quotidien ou hebdomadaire, le salaire quotidien ou hebdomadaire dépend du prix du travail, lequel varie lui-même soit avec la valeur de la force ouvrière soit avec ses prix de marché.

Est-ce au contraire le prix du travail qui est donné, alors le salaire à la journée ou à la semaine dépend de la quantité du travail quotidien ou hebdomadaire.

L'unité de mesure du salaire au temps, le prix d'une heure de travail, est le quotient qu'on obtient en divisant la valeur journalière de la force de travail par le nombre d'heures de la journée ordinaire. Si celle-ci est de

douze heures, et qu'il en faille six pour produire la valeur journalière de la force de travail, soit 3 francs, l'heure de travail aura un prix de 25 centimes tout en rendant une valeur de 50 c. Si maintenant l'ouvrier est occupé moins de douze heures (ou moins de six jours par semaine), soit huit ou six heures il n'obtiendra avec ce prix du travail que deux francs ou un franc et demi pour salaire de sa journée. Puisqu'il doit travailler six heures par jour moyen simplement pour produire un salaire correspondant à la valeur de sa force de travail, ou, ce qui revient au même, à la valeur de ses subsistances nécessaires, et qu'il travaille dans chaque heure, une demi-heure pour lui-même et une demi-heure pour le capitaliste, il est clair qu'il lui est impossible d'empocher son salaire normal dont il produit la valeur en six heures, quand son occupation dure moins de douze heures.

De même qu'on a déjà constaté les suites funestes de l'excès de travail, de même on découvre ici la source des maux qui résultent pour l'ouvrier d'une occupation insuffisante^[762].

Le salaire à l'heure est-il ainsi réglé que le capitaliste ne s'engage à payer que les heures de la journée où il donnera de la besogne, il peut dès lors occuper ses gens moins que le temps qui originellement sert de base au salaire à l'heure, l'unité de mesure pour le prix du travail. Comme cette mesure est déterminée par la proportion :

$$\frac{\text{Valeur journalière de la force de travail}}{\text{Journée de travail d'un nombre d'heures donné}}$$

elle perd naturellement tout sens, dès que la journée de travail cesse de compter un nombre d'heures déterminé. Il n'y a plus de rapport entre le temps de travail payé et celui qui ne l'est pas. Le capitaliste peut maintenant extorquer à l'ouvrier un certain quantum de surtravail, sans lui accorder le temps de travail nécessaire à son entretien. Il peut anéantir toute régularité d'occupation et faire alterner arbitrairement, suivant sa commodité et ses intérêts du moment, le plus énorme excès de travail avec un chômage partiel ou complet. Il peut sous le prétexte de payer le « prix normal du travail » prolonger démesurément la journée sans accorder au travailleur la moindre compensation. Telle fut en 1860 l'origine de la révolte parfaitement légitime des ouvriers en bâtiment de Londres contre la tentative des capitalistes pour imposer ce genre de salaire. La limitation légale de la journée de travail suffit pour mettre un terme à de semblables scandales ; mais il n'en est pas de même naturellement du chômage causé par la concurrence des machines, par la substitution du travail inhabile au travail habile, des enfants et des femmes aux hommes, etc., enfin par des crises partielles ou générales.

Le prix du travail peut rester nominalement constant et néanmoins

tomber au-dessous de son niveau normal, bien que le salaire à la journée ou à la semaine s'élève. Ceci a lieu toutes les fois que la journée est prolongée au-delà de sa durée ordinaire, en même temps que l'heure de travail ne change pas de prix. Si dans la fraction

$$\frac{\text{Valeur journalière de la force de travail}}{\text{Journée de travail}}$$

le dénominateur augmente, le numérateur augmente plus rapidement encore. La valeur de la force de travail, en raison de son usure, croît avec la durée de sa fonction et même en proportion plus rapide que l'incrément de cette durée.

Dans beaucoup de branches d'industrie où le salaire au temps prédomine sans limitation légale de la journée, il est passé peu à peu en habitude de compter comme normale (« *normal working day* », « *the day's work* », « *the regular hours of work* »), une part de la journée qui ne dure qu'un certain nombre d'heures, par exemple, dix. Au-delà, commence le temps de travail supplémentaire (*overtime*), lequel, en prenant l'heure pour unité de mesure, est mieux payé (*extra pay*), quoique souvent dans une proportion ridiculement petite^[763]. La journée normale existe ici comme fragment de la journée réelle, et celle-ci reste souvent pendant toute l'année plus longue que celle-là^[764]. Dans différentes industries anglaises, l'accroissement du prix du travail à mesure que la journée se prolonge au-delà d'une limite fixée amène ce résultat que l'ouvrier qui veut obtenir un salaire suffisant est contraint, par l'infériorité du prix du travail pendant le temps soi-disant normal, de travailler pendant le temps supplémentaire et mieux payé^[765]. La limitation légale de la journée met fin à cette jonglerie^[766].

C'est un fait notoire que plus longue est la journée de travail dans une branche d'industrie, plus bas y est le salaire^[767]. L'inspecteur de fabrique A. Redgrave en donne une démonstration par une revue comparative de différentes industries pendant la période de 1839 à 1859. On y voit que le salaire a monté dans les fabriques soumises à la loi des dix heures, tandis qu'il a baissé dans celles où le travail quotidien dure de quatorze à quinze heures^[768].

Nous avons établi plus haut que la somme du salaire quotidien ou hebdomadaire dépend de la quantité de travail fournie, le prix du travail étant donné. Il en résulte que plus bas est ce prix, plus grande doit être la quantité de travail ou la journée de travail, pour que l'ouvrier puisse s'assurer même un salaire moyen insuffisant. Si le prix de travail est de 12 cent., c'est-à-dire si l'heure est payée à ce taux, l'ouvrier doit travailler treize heures et un tiers par jour pour obtenir un salaire quotidien de 1 fr.

60. Si le prix de travail est de 25 c. une journée de douze heures lui suffit pour se procurer un salaire quotidien de 3 fr. Le bas prix du travail agit donc comme stimulant pour la prolongation du temps de travail^[769].

Mais si la prolongation de la journée est ainsi l'effet naturel du bas prix du travail, elle peut, de son côté, devenir la cause d'une baisse dans le prix du travail et par là dans le salaire quotidien ou hebdomadaire.

La détermination du prix du travail par la fraction

$$\frac{\text{Valeur journalière de la force de travail}}{\text{Journée de travail d'un nombre d'heures donné}}$$

démontre qu'une simple prolongation de la journée fait réellement baisser le prix du travail, même si son taux nominal n'est pas abaissé. Mais les mêmes circonstances qui permettent au capitaliste de prolonger la journée lui permettent d'abord et le forcent ensuite de réduire même le prix nominal du travail jusqu'à ce que baisse le prix total du nombre d'heures augmenté et, par conséquent, le salaire à la journée ou à la semaine. Si, grâce à la prolongation de la journée, un homme exécute l'ouvrage de deux, l'offre du travail augmente, quoique l'offre de forces de travail, c'est-à-dire le nombre des ouvriers qui se trouvent sur le marché, reste constante. La concurrence ainsi créée entre les ouvriers permet au capitaliste de réduire le prix du travail, dont la baisse, à son tour, lui permet de reculer encore plus loin la limite de la journée^[770]. Il profite donc doublement, et des retenues sur le prix ordinaire du travail et de sa durée extraordinaire. Cependant, dans les industries particulières où la plus-value s'élève ainsi au-dessus du taux moyen, ce pouvoir de disposer d'une quantité anormale de travail non payé, devient bientôt un moyen de concurrence entre les capitalistes eux-mêmes. Le prix des marchandises renferme le prix du travail. La partie non payée de celui-ci peut donc être éliminée par le capitaliste du prix de vente de ses marchandises ; il peut en faire cadeau à l'acheteur. Tel est le premier pas auquel la concurrence l'entraîne. Le second pas qu'elle le contraint de faire consiste à éliminer également du prix de vente des marchandises au moins une partie de la plus-value anormale due à l'excès de travail. C'est de cette manière que pour les produits des industries où ce mouvement a lieu, s'établit peu à peu et se fixe enfin un prix de vente d'une vileté anormale, lequel devient à partir de ce moment la base constante d'un salaire misérable, dont la grandeur est en raison inverse à celle du travail. Cette simple indication suffit ici où il ne s'agit pas de faire l'analyse de la concurrence. Il convient cependant de donner un instant la parole au capitaliste lui-même.

« À Birmingham, la concurrence entre les patrons est telle que plus d'un parmi nous est forcé de faire comme entrepreneur ce qu'il rougirait de

faire autrement ; et néanmoins on n'en gagne pas plus d'argent (*and yet no more money is made*), c'est le public seul qui en recueille tout l'avantage^[771]. » On se souvient qu'il y a à Londres deux sortes de boulangers, les uns qui vendent le pain à son prix entier (*the « fullpriced » bakers*), les autres qui le vendent au-dessous de son prix normal (*the « underpriced », the undersellers*). Les premiers dénoncent leurs concurrents devant la commission parlementaire d'enquête :

« Ils ne peuvent exister, disent-ils, premièrement, qu'en trompant le public (en falsifiant le pain), et, secondement, qu'en arrachant aux pauvres diables qu'ils emploient dix-huit heures de travail pour un salaire de douze... Le travail non payé (*the unpaid labour*) des ouvriers, tel est le moyen qui leur permet d'entretenir la lutte... Cette concurrence entre les maîtres boulangers est la cause des difficultés que rencontre la suppression du travail de nuit. Un sous-vendeur vend le pain au-dessous du prix réel, qui varie avec celui de la farine, et se dédommage en extorquant de ses gens plus de travail. Si je ne tire de mes gens que douze heures de travail, tandis que mon voisin en tire dix-huit ou vingt des siens, je serai battu par lui sur le prix de la marchandise. Si les ouvriers pouvaient se faire payer le temps supplémentaire, on verrait bien vite la fin de cette manœuvre... Une grande part de des gens employés par les sous-vendeurs se compose d'étrangers, de jeunes garçons et autres individus qui sont forcés de se contenter de n'importe quel salaire^[772]. »

Cette jérémiade est surtout intéressante en ce qu'elle fait voir que l'apparence seule des rapports de production se reflète dans le cerveau du capitaliste. Il ne sait pas que le soi-disant prix normal du travail contient aussi un certain quantum de travail non payé, et que c'est précisément ce travail non payé qui est la source de son gain normal. Le temps de surtravail n'existe pas pour lui, car il est compris dans la journée normale qu'il croit payer avec le salaire quotidien. Il admet cependant un temps supplémentaire qu'il calcule d'après la prolongation de la journée au-delà de la limite correspondant au prix ordinaire du travail. Vis-à-vis du sous-vendeur, son concurrent, il insiste même pour que ce temps soit payé plus cher (*extra pay*). Mais ici encore, il ignore que ce surplus de prix renferme tout aussi bien du travail non payé que le prix ordinaire de l'heure de travail. Mettons, par exemple, que pour la journée ordinaire de douze heures, l'heure soit payée à 25 cent., valeur produite en une demi-heure de travail, et que pour chaque heure au-delà de la journée ordinaire, la paye s'élève à 33 $\frac{1}{3}$ c. Dans le premier cas, le capitaliste s'approprie, sans paiement, une moitié, et dans le second, un tiers de l'heure de travail.

CHAPITRE XXI

LE SALAIRE AUX PIÈCES

Le salaire aux pièces n'est qu'une transformation du salaire au temps, de même que celui-ci n'est qu'une transformation de la valeur ou du prix de la force de travail.

Le salaire aux pièces semble prouver à première vue que ce que l'on paye à l'ouvrier soit non pas la valeur de sa force, mais celle du travail déjà réalisé dans le produit, et que le prix de ce travail soit déterminé non pas comme dans le salaire au temps par la fraction Valeur journalière de la force de travail / Journée de travail d'un nombre d'heures donné, mais par la capacité d'exécution du producteur^[773].

Ceux qui se laissent tromper par cette apparence devraient déjà se sentir ébranlés fortement dans leur foi par ce simple fait que les deux formes du salaire existent l'une à côté de l'autre, dans les mêmes branches d'industrie. « Les compositeurs de Londres, par exemple, travaillent ordinairement aux pièces, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils sont payés à la journée. C'est le contraire pour les compositeurs de la province, où le salaire au temps est la règle et le salaire aux pièces l'exception. Les charpentiers de marine, dans le port de Londres, sont payés aux pièces ; dans tous les autres ports anglais, à la journée, à la semaine, etc^[774]. » Dans les mêmes ateliers de sellerie, à Londres, il arrive souvent que les Français sont payés aux pièces et les Anglais au temps. Dans les fabriques proprement dites, où le salaire aux pièces prédomine généralement, certaines fonctions se dérobent à ce genre de mesure et sont par conséquent payées suivant le temps employé^[775]. Quoi qu'il en soit, il est évident que les différentes formes du paiement ne modifient en rien la nature du salaire, bien que telle forme puisse être plus favorable que telle autre au développement de la production capitaliste.

Mettons que la journée de travail ordinaire soit de douze heures, dont six payées et six non payées, et que la valeur produite soit de 6 fr. Le produit d'une heure de travail sera par conséquent 0 fr. 50 c. Il est censé établi expérimentalement qu'un ouvrier qui travaille avec le degré moyen d'intensité et d'habileté, qui n'emploie par conséquent que le temps de travail socialement nécessaire à la production d'un article, livre en douze heures vingt-quatre pièces, soit autant de produits séparés, soit autant de parties mesurables d'un tout continu. Ces vingt-quatre pièces, déduction faite des moyens de production qu'elles contiennent, valent 6 fr., et

chacune d'elles vaut 25 c. L'ouvrier obtient par pièce 12 $\frac{1}{2}$ c. et gagne ainsi en douze heures 3 fr. De même que dans le cas du salaire à la journée on peut indifféremment dire que l'ouvrier travaille six heures pour lui-même et six pour le capitaliste, ou la moitié de chaque heure pour lui-même et l'autre moitié pour son patron, de même ici il importe peu que l'on dise que chaque pièce est à moitié payée et à moitié non payée, ou que le prix de douze pièces n'est qu'un équivalent de la force de travail, tandis que la plus-value s'incorpore dans les douze autres.

La forme du salaire aux pièces est aussi irrationnelle que celle du salaire au temps. Tandis que, par exemple, deux pièces de marchandise, déduction faite des moyens de production consommés, valent 50 c. comme produit d'une heure de travail, l'ouvrier reçoit pour elles un prix de 25 c. Le salaire aux pièces n'exprime en réalité aucun rapport de valeur immédiat. En effet, il ne mesure pas la valeur d'une pièce au temps de travail qui s'y trouve incorporé, mais au contraire le travail que l'ouvrier dépense au nombre de pièces qu'il a produites. Dans le salaire au temps le travail se mesure d'après sa durée immédiate, dans le salaire aux pièces d'après le *quantum* de produit où il se fixe quand il dure un certain temps^[776]. Le prix du temps de travail reste toujours déterminé par l'équation : Valeur d'une journée de travail = Valeur journalière de la force de travail. Le salaire aux pièces n'est donc qu'une forme modifiée du salaire au temps.

Examinons maintenant de plus près les particularités caractéristiques du salaire aux pièces.

La qualité du travail est ici contrôlée par l'ouvrage même, qui doit être d'une bonté moyenne pour que la pièce soit payée au prix convenu. Sous ce rapport, le salaire aux pièces devient une source inépuisable de prétextes pour opérer des retenues sur les gages de l'ouvrier et pour le frustrer de ce qui lui revient.

Il fournit en même temps au capitaliste une mesure exacte de l'intensité du travail. Le seul temps de travail qui compte comme socialement nécessaire et soit par conséquent payé, c'est celui qui s'est incorporé dans une masse de produits déterminée d'avance et établie expérimentalement. Dans les grands ateliers de tailleurs de Londres, une certaine pièce un gilet, par exemple, s'appelle donc une heure, une demi-heure, etc., l'heure étant payée 6 d. On sait par la pratique quel est le produit d'une heure en moyenne. Lors des modes nouvelles, etc., il s'élève toujours une discussion entre le patron et l'ouvrier pour savoir si tel ou tel morceau équivaut à une heure etc. jusqu'à ce que l'expérience ait décidé. Il en est de même dans les ateliers de menuiserie, d'ébénisterie, etc. Si l'ouvrier ne possède pas la capacité moyenne d'exécution, s'il ne peut pas livrer un

certain minimum d'ouvrage dans sa journée, on le congédie^[777].

La qualité et l'intensité du travail étant assurées ainsi par la forme même du salaire, une grande partie du travail de surveillance devient superflue. C'est là-dessus que se fonde non seulement le travail à domicile moderne, mais encore tout un système d'oppression et d'exploitation hiérarchiquement constitué. Ce dernier possède deux formes fondamentales. D'une part, le salaire aux pièces facilite l'intervention de parasites entre le capitaliste et le travailleur, le marchandage (*subletting of labour*). Le gain des intermédiaires, des marchands, provient exclusivement de la différence entre le prix du travail tel que le paye le capitaliste, et la portion de ce prix qu'ils accordent à l'ouvrier^[778]. Ce système porte en Angleterre, dans le langage populaire, le nom de « *Sweating system*^[779]. » D'autre part, le salaire aux pièces permet au capitaliste de passer un contrat de tant par pièce avec l'ouvrier principal, dans la manufacture avec le chef de groupe, dans les mines avec le mineur proprement dit, etc., — cet ouvrier principal se chargeant pour le prix établi d'embaucher lui-même ses aides et de les payer. L'exploitation des travailleurs par le capital se réalise ici au moyen de l'exploitation du travailleur par le travailleur^[780].

Le salaire aux pièces une fois donné, l'intérêt personnel pousse l'ouvrier naturellement à tendre sa force le plus possible, ce qui permet au capitaliste d'élever plus facilement le degré normal de l'intensité du travail^[781]. L'ouvrier est également intéressé à prolonger la journée de travail, parce que c'est le moyen d'accroître son salaire quotidien ou hebdomadaire^[782]. De là une réaction pareille à celle que nous avons décrite à propos du salaire au temps, sans compter que la prolongation de la journée même lorsque le salaire aux pièces reste constant, implique par elle-même une baisse dans le prix du travail.

Le salaire au temps présuppose, à peu d'exceptions près, l'égalité de rémunération pour les ouvriers chargés de la même besogne. Le salaire aux pièces, où le prix du temps de travail est mesuré par un *quantum* déterminé de produit, varie naturellement suivant que le produit fourni dans un temps donné dépasse le minimum admis. Les degrés divers d'habileté, de force, d'énergie, de persévérance des travailleurs individuels causent donc ici de grandes différences dans leurs recettes^[783]. Cela ne change naturellement rien au rapport général entre le capital et le salaire du travail. Premièrement ces différences individuelles se balancent pour l'ensemble de l'atelier, si bien que le produit moyen est à peu près toujours obtenu dans un temps de travail déterminé et que le salaire total ne dépasse guère en définitive le salaire de la branche d'industrie à laquelle l'atelier

appartient. Secondement la proportion entre le salaire et la plus-value ne change pas, puisqu'au salaire individuel de l'ouvrier correspond la masse de plus-value fournie par lui. Mais en donnant une plus grande latitude à l'individualité, le salaire aux pièces tend à développer d'une part avec l'individualité l'esprit de liberté, d'indépendance et d'autonomie des travailleurs, et d'autre part la concurrence qu'ils se font entre eux. Il s'ensuit une élévation de salaires individuels au-dessus du niveau général qui est accompagnée d'une dépression de ce niveau lui-même. Mais là où une vieille coutume avait établi un salaire aux pièces déterminé, dont la réduction présentait par conséquent des difficultés exceptionnelles, les patrons eurent recours à sa transformation violente en salaire à la journée. De là, par exemple, en 1860, une grève considérable parmi les rubaniers de Coventry^[784]. Enfin le salaire aux pièces est un des principaux appuis du système déjà mentionné de payer le travail à l'heure sans que le patron s'engage à occuper l'ouvrier régulièrement pendant la journée ou la semaine^[785].

L'exposition précédente démontre que le salaire aux pièces est la forme du salaire la plus convenable au mode de production capitaliste. Bien qu'il ne soit pas nouveau — il figure déjà officiellement à côté du salaire au temps dans les lois françaises et anglaises du quatorzième siècle — ce n'est que pendant l'époque manufacturière proprement dite qu'il prit une assez grande extension. Dans la première période de l'industrie mécanique, surtout de 1797 à 1815, il sert de levier puissant pour prolonger la durée du travail et en réduire la rétribution. Les livres bleus : « *Report and Evidence from the select Committee on Petitions respecting the Corn Laws.* » (Session du Parlement 1813-1814) et : « *Reports from the Lords' Committee, on the state Of the Growth, Commerce, and Consumption of Grain, and all Laws relating thereto.* » (Session, 1814-1815), fournissent des preuves incontestables que depuis le commencement de la guerre anti-jacobine, le prix du travail baissait de plus en plus. Chez les tisseurs par exemple, le salaire aux pièces était tellement tombé, que malgré la grande prolongation de la journée de travail, le salaire journalier ou hebdomadaire était en 1814 moindre qu'à la fin du dix-huitième siècle.

« La recette réelle du tisseur est de beaucoup inférieure à ce qu'elle était ; sa supériorité sur l'ouvrier ordinaire, auparavant fort grande, a presque disparu. En réalité il y a aujourd'hui bien moins de différence entre les salaires des ouvriers ordinaires et des ouvriers habiles qu'à n'importe quelle autre période antérieure^[786]. » Tout en augmentant l'intensité et la durée du travail, le salaire aux pièces ne profita en rien au

prolétariat agricole, comme l'on peut s'en convaincre par le passage suivant, emprunté à un plaidoyer en faveur des landlords et fermiers anglais :

« La plupart des opérations agricoles sont exécutées par des gens loués à la journée ou à la pièce. Leur salaire hebdomadaire s'élève environ à douze shillings et bien que l'on puisse supposer qu'au salaire à la pièce, avec un stimulant supérieur pour le travail, un homme gagne un ou peut-être deux shillings de plus qu'au salaire à la semaine, on trouve cependant, tout compte fait, que la perte causée par le chômage dans le cours de l'année balance ce surplus... On trouve en outre généralement que les salaires de ces gens ont un certain rapport avec le prix des moyens de subsistance nécessaires, en sorte qu'un homme avec deux enfants est capable d'entretenir sa famille sans avoir recours à l'assistance paroissiale^[787]. » Si cet homme avait trois enfants, il était donc condamné à la pitance de la charité publique. L'ensemble des faits publiés par le Parlement frappa alors l'attention de Malthus : « J'avoue, s'écria-t-il, que je vois avec déplaisir la grande extension donnée à la pratique du salaire aux pièces. Un travail réellement pénible qui dure douze ou quatorze heures par jour pendant une période plus ou moins longue, c'en est trop pour une créature humaine^[788]. »

Dans les établissements soumis aux lois de fabrique le salaire aux pièces devient règle générale, parce que là le capitaliste ne peut agrandir le travail quotidien que sous le rapport de l'intensité^[789].

Si le travail augmente en productivité, la même quantité de produits représente une quantité diminuée de travail. Alors le salaire aux pièces, qui n'exprime que le prix d'une quantité déterminée de travail, doit varier de son côté.

Revenons à notre exemple et supposons que la productivité du travail vienne à doubler. La journée de douze heures produira alors quarante-huit pièces au lieu de vingt-quatre, chaque pièce ne représentera plus qu'un quart d'heure de travail au lieu d'une demi-heure, et, par conséquent, le salaire à la pièce tombera de $12 \frac{1}{2}$ c. et $6 \frac{1}{4}$, mais la somme du salaire quotidien restera la même, car $24 * 12 \frac{1}{2} \text{ c.} = 48 * 6 \frac{1}{4} \text{ c.} = 3 \text{ f r.}$ En d'autres termes : le salaire à la pièce baisse dans la même proportion que s'accroît le nombre des pièces produites dans le même temps^[790], et que par conséquent le temps de travail consacré à la même pièce diminue. Cette variation du salaire, bien que purement nominale, provoque des luttes continuelles entre le capitaliste et l'ouvrier ; soit parce que le capitaliste s'en fait un prétexte pour abaisser réellement le prix du travail ; soit parce que l'augmentation de productivité du travail entraîne une

augmentation de son intensité ; soit parce que l'ouvrier prenant au sérieux cette apparence créée par le salaire aux pièces — que ce qu'on lui paye c'est son produit et non sa force de travail — se révolte contre une déduction de salaire à laquelle ne correspond pas une réduction proportionnelle dans le prix de vente de la marchandise. « Les ouvriers surveillent soigneusement le prix de la matière première ainsi que le prix des articles fabriqués et sont ainsi à même d'estimer exactement les profits de leurs patrons^[791]. » Le capital repousse justement de pareilles prétentions comme entachées d'erreur grossière sur la nature du salaire^[792]. Il les flétrit comme une usurpation tendant à lever des impôts sur le progrès de l'industrie et déclare carrément que la productivité du travail ne regarde en rien le travailleur^[793].

CHAPITRE XXII

DIFFÉRENCE DANS LE TAUX DES SALAIRES NATIONAUX

En comparant le taux du salaire chez différentes nations, il faut tout d'abord tenir compte des circonstances dont dépend, chez chacune d'elles, la valeur, soit absolue, soit relative^[794], de la force de travail, telles que l'étendue des besoins ordinaires, le prix des subsistances, la grandeur moyenne des familles ouvrières, les frais d'éducation du travailleur, le rôle que joue le travail des femmes et des enfants, enfin la productivité, la durée et l'intensité du travail.

Dans les mêmes branches d'industrie la durée quotidienne du travail varie d'un pays à l'autre, mais en divisant le salaire à la journée par le nombre d'heures de la journée, on trouve le prix payé en chaque pays pour un certain quantum de travail, l'heure. Ces deux facteurs, le prix et la durée du travail, étant ainsi donnés, on est à même de comparer les taux nationaux du salaire au temps.

Puis il faut convertir le salaire au temps en salaire aux pièces, puisque lui seul indique les différents degrés d'intensité et de productivité du travail.

En chaque pays il y a une certaine intensité moyenne, ordinaire, à défaut de laquelle le travail consomme dans la production d'une marchandise plus que le temps socialement nécessaire, et, par conséquent, ne compte pas comme travail de qualité normale. Ce n'est qu'un degré d'intensité

supérieur à la moyenne nationale qui, dans un pays donné, modifie la mesure de la valeur par la seule durée du travail. Mais il n'en est pas ainsi sur le marché universel dont chaque pays ne forme qu'une partie intégrante. L'intensité moyenne ou ordinaire du travail national n'est pas la même en différents pays. Là elle est plus grande, ici plus petite. Ces moyennes nationales forment donc une échelle dont l'intensité ordinaire du travail universel est l'unité de mesure. Comparé au travail national moins intense, le travail national plus intense produit donc dans le même temps plus de valeur qui s'exprime en plus d'argent.

Dans son application internationale, la loi de la valeur est encore plus profondément modifiée, parce que sur le marché universel le travail national plus productif compte aussi comme travail plus intense, toutes les fois que la nation plus productive n'est pas forcée par la concurrence à rabaisser le prix de vente de ses marchandises au niveau de leur valeur.

Suivant que la production capitaliste est plus développée dans un pays, l'intensité moyenne et la productivité du travail (national) y dépassent d'autant le niveau international^[795]. Les différentes quantités de marchandises de la même espèce, qu'on produit en différents pays dans le même temps de travail, possèdent donc des valeurs internationales différentes qui s'expriment en prix différents, c'est-à-dire en sommes d'argent dont la grandeur varie avec celle de la valeur internationale. La valeur relative de l'argent sera, par conséquent, plus petite chez la nation où la production capitaliste est plus développée que là où elle l'est moins. Il s'ensuit que le salaire nominal, l'équivalent du travail exprimé en argent, sera aussi en moyenne plus élevé chez la première nation que chez la seconde, ce qui n'implique pas du tout qu'il en soit de même du salaire réel, c'est-à-dire de la somme de subsistances mises à la disposition du travailleur.

Mais à part cette inégalité de la valeur relative de l'argent en différents pays, on trouvera fréquemment que le salaire journalier hebdomadaire, etc., est plus élevé chez la nation A que chez la nation B, tandis que le prix proportionnel du travail, c'est-à-dire son prix comparé soit à la plus-value, soit à la valeur du produit, est plus élevé chez la nation B que chez la nation A.

Un économiste contemporain d'Adam Smith, James Anderson dit déjà : « Il faut remarquer que bien que le prix apparent du travail soit généralement moins élevé dans les pays pauvres, où les produits du sol, et surtout les grains, sont à bon marché, il y est cependant en réalité supérieur à celui d'autres pays. Ce n'est pas, en effet, le salaire donné au travailleur qui constitue le prix réel du travail, bien qu'il en soit le prix apparent. Le

prix réel, c'est ce que coûte au capitaliste une certaine quantité de travail accompli ; considéré à ce point de vue le travail est, dans presque tous les cas, meilleur marché dans les pays riches que les pays pauvres, bien que le prix des grains et autres denrées alimentaires soit ordinairement beaucoup moins élevé dans ceux-ci que dans ceux-là... Le travail estimé à la journée est beaucoup moins cher en Écosse qu'en Angleterre, le travail à la est généralement meilleur marché dans ce dernier pays^[796]. »

J. W. Cowell, membre de la Commission d'enquête sur les fabriques (1833), arriva, par une analyse soigneuse de la filature, à ce résultat : « en Angleterre, les salaires sont virtuellement inférieurs pour le capitaliste, quoique pour l'ouvrier ils soient peut-être plus élevés que sur le continent européen^[797]. »

M. A. Redgrave, inspecteur de fabrique, démontre, au moyen d'une statistique comparée, que malgré des salaires plus bas et des journées de travail plus longues, le travail continental est, par rapport à la valeur produite, plus cher que le travail anglais. Il cite entre autres les données à lui communiquées par un directeur anglais d'une filature de coton en Oldenbourg, d'après lesquelles le temps de travail dure là quatorze heures et demie par jour (de 5 h 30 du matin jusqu'à 8 heures du soir), mais les ouvriers, quand ils sont placés sous des contremaîtres anglais, n'y font pas tout à fait autant d'ouvrage que des ouvriers anglais travaillant dix heures, et beaucoup moins encore, quand leurs contremaîtres sont des Allemands. Leur salaire est beaucoup plus bas, souvent de 50 p. 100, que le salaire anglais, mais le nombre d'ouvriers employés par machine est plus grand, pour quelques départements de la fabrique dans la raison de cinq à trois^[798].

M. Redgrave donne le tableau suivant de l'intensité comparative du travail dans les filatures anglaises et continentales :

Nombre moyen de broches par fabrique

Angleterre	12 600
Suisse	8 000
Autriche	7 000
Saxe	4 500
Belgique	4 000
France	1 500
Prusse	1 500

Nombre moyen de broches par tête

Angleterre	74
Suisse	55
Petits États allemands	55
Saxe	50
Belgique	50
Autriche	49
Bavière	46
Prusse	37
Russie	28
France	14

M. Redgrave remarque qu'il a recueilli ces chiffres quelques années avant 1866, date de son rapport, et que depuis ce temps-là la filature anglaise a fait de grands progrès, mais il suppose qu'un progrès pareil a eu lieu dans les filatures continentales, de sorte que les chiffres maintiendraient toujours leur valeur relative.

Mais ce qui, d'après lui, ne fait pas assez ressortir la supériorité du travail anglais, c'est qu'en Angleterre un très grand nombre de fabriques combinent le tissage mécanique avec la filature, et que, dans le tableau précédent, aucune tête n'est déduite pour les métiers à tisser. Les fabriques continentales, au contraire, ne sont en général que des filatures^[799].

On sait que dans l'Europe occidentale aussi bien qu'en Asie, des compagnies anglaises ont entrepris la construction de chemins de fer où elles emploient en général, à côté des ouvriers du pays, un certain nombre d'ouvriers anglais. Ainsi obligées par des nécessités pratiques à tenir compte des différences nationales dans l'intensité du travail, elles n'y ont pas failli, et il résulte de leurs expériences que si l'élévation du salaire correspond plus ou moins à l'intensité moyenne du travail, le prix proportionnel du travail marche généralement en sens inverse.

Dans son *Essai sur le taux du salaire*^[800], un de ses premiers écrits économiques, M. H. Carey cherche à démontrer que les différents salaires nationaux sont entre eux comme les degrés de productivité du travail national. La conclusion qu'il veut tirer de ce rapport international, c'est qu'en général la rétribution du travailleur suit la même proportion que la productivité de son travail. Notre analyse de la production de la plus-value prouverait la fausseté de cette conclusion, lors même que M. Carey en eût

prouvé les prémisses, au lieu d'entasser, selon son habitude, sans rime ni raison, des matériaux statistiques qui n'ont pas passé au crible de la critique. Mais, après tout, il fait l'aveu que la pratique est rebelle à sa théorie. Selon lui, les rapports économiques naturels ont été faussés par l'intervention de l'État de sorte qu'il faut calculer les salaires nationaux, comme si la partie qui en échoit à l'État restait dans les mains de l'ouvrier. N'aurait-il pas dû se demander si ces faux-frais gouvernementaux ne sont pas eux-mêmes des fruits naturels du développement capitaliste ? Après avoir proclamé les rapports de la production capitaliste lois éternelles de la nature et de la raison, lois dont le jeu harmonique n'est troublé que par l'intervention de l'État il s'est avisé après coup de découvrir — quoi ? que l'influence diabolique de l'Angleterre sur le marché des deux mondes, qui, paraît-il, n'a rien à faire avec les lois naturelles de la concurrence, que cette influence enfin a fait une nécessité de placer ces harmonies préétablies, ces lois éternelles de la nature, sous la sauvegarde de l'État, en d'autres termes, d'adopter le système protectionniste. Il a découvert encore que les théorèmes dans lesquels Ricardo formule des antagonismes sociaux qui existent ne sont point le produit idéal du mouvement économique réel, mais qu'au contraire ces antagonismes réels, inhérents à la production capitaliste, n'existent en Angleterre et ailleurs que grâce à la théorie de Ricardo ! Il a découvert enfin que ce qui, en dernière instance, détruit les beautés et les harmonies innées de la production capitaliste, c'est le commerce ! Un pas de plus, et il va peut-être découvrir que le véritable inconvénient de la production capitaliste, c'est le capital lui-même.

Il n'y avait qu'un homme si merveilleusement dépourvu de tout sens critique et chargé d'une érudition de si faux aloi, qui méritât de devenir, malgré ses hérésies protectionnistes, la source cachée de sagesse harmonique où ont puisé les Bastiat et autres prôneurs du libre-échange.

SEPTIÈME SECTION

ACCUMULATION DU CAPITAL

INTRODUCTION

La conversion d'une somme d'argent en moyens de production et force de travail, ce premier mouvement de la valeur destinée à fonctionner comme capital, a lieu sur le marché, dans la sphère de la circulation.

Le procès de production, la deuxième phase du mouvement, prend fin dès que les moyens de production sont transformés en marchandises dont la valeur excède celle de leurs éléments constitutifs ou renferme une plus-value en sus du capital avancé.

Les marchandises doivent alors être jetées dans la sphère de la circulation. Il faut les vendre, réaliser leur valeur en argent, puis transformer de nouveau cet argent en capital et ainsi de suite.

C'est ce mouvement circulaire à travers ces phases successives qui constitue la circulation du capital.

La première condition de l'accumulation, c'est que le capitaliste ait déjà réussi à vendre ses marchandises et à retransformer en capital la plus grande partie de l'argent ainsi obtenu. Dans l'exposé suivant il est sous-entendu que le capital accomplit d'une manière normale le cours de sa circulation, dont nous remettons l'analyse ultérieure au deuxième livre.

Le capitaliste qui produit la plus-value, c'est-à-dire qui extrait directement de l'ouvrier du travail non payé et fixé dans des marchandises, se l'approprie le premier, mais il n'en reste pas le dernier possesseur. Il doit au contraire la partager en sous-ordre avec d'autres capitalistes qui accomplissent d'autres fonctions dans l'ensemble de la production sociale, avec le propriétaire foncier, etc.

La plus-value se scinde donc en diverses parties, en fragments qui échoient à diverses catégories de personnes et revêtent des formes diverses, apparemment indépendantes les unes des autres, telles que profit

industriel, intérêt, gain commercial, rente foncière, etc. Mais ce fractionnement ne change ni la nature de la plus-value, ni les conditions dans lesquelles elle devient la source de l'accumulation. Quelle qu'en soit la portion que le capitaliste entrepreneur retienne pour lui ou transmette à d'autres, c'est toujours lui qui en premier lieu se l'approprie tout entière et qui seul la convertit en capital. Sans nous arrêter à la répartition et aux transformations de la plus-value, dont nous ferons l'étude dans le troisième livre, nous pouvons donc traiter le capitaliste industriel, tel que fabricant, fermier, etc., comme le seul possesseur de la plus-value, ou si l'on veut comme le représentant de tous les partageants entre lesquels le butin se distribue.

Le mouvement intermédiaire de la circulation et le fractionnement de la plus-value en diverses parties, revêtant des formes diverses, compliquent et obscurcissent le procès fondamental de l'accumulation. Pour en simplifier l'analyse, il faut donc préalablement laisser de côté tous ces phénomènes qui dissimulent le jeu intime de son mécanisme et étudier l'accumulation au point de vue de la production.

CHAPITRE XXIII

Reproduction simple

Quelle que soit la forme sociale que le procès de production revête, il doit être continu ou, ce qui revient au même, repasser périodiquement par les mêmes phases. Une société ne peut cesser de produire non plus que de consommer. Considéré, non sous son aspect isolé, mais dans le cours de sa rénovation incessante, tout procès de production social est donc en même temps procès de reproduction.

Les conditions de la production sont aussi celles de la reproduction. Une société ne peut reproduire, c'est-à-dire produire d'une manière continue, sans retransformer continuellement une partie de ses produits en moyens de production, en éléments de nouveaux produits. Toutes circonstances restant les mêmes, elle ne peut maintenir sa richesse sur le même pied qu'en remplaçant les moyens de travail, les matières premières, les matières auxiliaires, en un mot les moyens de production consommés dans le cours d'une année par exemple, par une quantité égale d'autres articles de la même espèce. Cette partie du produit annuel, qu'il faut en détacher régulièrement pour l'incorporer toujours de nouveau au procès de

production, appartient donc à la production. Destinée dès son origine à la consommation productive, elle consiste pour la plupart en choses que leur mode d'existence même rend inaptes à servir de moyens de jouissance. Si la production possède la forme capitaliste, il en sera de même de la reproduction. Là, le procès de travail sert de moyen pour créer de la plus-value ; ici il sert de moyen pour perpétuer comme capital, c'est-à-dire comme valeur rendant la valeur, la valeur une fois avancée.

Le caractère économique de capitaliste ne s'attache donc à un homme qu'autant qu'il fait fonctionner son argent comme capital. Si cette année, par exemple, il avance 100 l. st., les transforme en capital et en tire une plus-value de 20 l. st., il lui faut répéter l'année suivante la même opération.

Comme incrément périodique de la valeur avancée, la plus-value acquiert la forme d'un *revenu* provenant du capital^[801].

Si le capitaliste emploie ce revenu seulement comme fonds de consommation, aussi périodiquement dépensé que gagné, il y aura, toutes circonstances restant les mêmes, simple reproduction, ou en d'autres termes, le capital continuera à fonctionner sans s'agrandir. Le procès de production, périodiquement recommencé, passera toujours par les mêmes phases dans un temps donné, mais il se répétera toujours sur la même échelle. Néanmoins cette répétition ou continuité lui imprime certains caractères nouveaux ou, pour mieux dire, fait disparaître les caractères apparents qu'il présentait sous son aspect d'acte isolé.

Considérons d'abord cette partie du capital qui est avancée en salaires, ou le capital variable.

Avant de commencer à produire, le capitaliste achète des forces de travail pour un temps déterminé, et renouvelle cette transaction à l'échéance du terme stipulé, après une certaine période de production, semaine, mois, etc. Mais il ne paie que lorsque l'ouvrier a déjà fonctionné et ajouté au produit et la valeur de sa propre force et une plus-value. Outre la plus-value, le fonds de consommation du capitaliste, l'ouvrier a donc produit le fonds de son propre paiement, *le capital variable*, avant que celui-ci lui revienne sous forme de salaire, et il n'est employé qu'aussi longtemps qu'il continue à le reproduire. De là la formule des économistes (voy. ch. XVII) qui représente le salaire comme portion du produit achevé^[802]. En effet, des marchandises que le travailleur reproduit constamment, une partie lui fait retour constamment sous forme de salaire. Cette quote-part, il est vrai, lui est payée en argent, mais l'argent n'est que la figure-valeur des marchandises.

Pendant que l'ouvrier est occupé à transformer en nouveau produit une

partie des moyens de production, le produit de son travail passé circule sur le marché où il se transforme en argent. C'est ainsi qu'une partie du travail qu'il a exécuté la semaine précédente ou le dernier semestre paye son travail d'aujourd'hui ou du semestre prochain.

L'illusion produite par la circulation des marchandises disparaît dès que l'on substitue au capitaliste individuel et à ses ouvriers, la classe capitaliste et la classe ouvrière. La classe capitaliste donne régulièrement sous forme monnaie à la classe ouvrière des mandats sur une partie des produits que celle-ci a confectionnés et que celle-là s'est appropriés. La classe ouvrière rend aussi constamment ces mandats à la classe capitaliste pour en retirer la quote-part qui lui revient de son propre produit. Ce qui déguise cette transaction, c'est la forme marchandise du produit et la forme argent de la marchandise.

Le capital variable^[803] n'est donc qu'une forme historique particulière du soi-disant *fonds d'entretien du travail*^[804] que le travailleur doit toujours produire et reproduire lui-même dans tous les systèmes de production possibles. Si, dans le système capitaliste, ce fonds n'arrive à l'ouvrier que sous forme de salaire, de moyens de paiement de son travail, c'est parce que là son propre produit s'éloigne toujours de lui sous forme de capital. Mais cela ne change rien au fait, que ce n'est qu'une partie de son propre travail passé et déjà réalisé, que l'ouvrier reçoit comme avance du capitaliste^[805].

Prenons, par exemple, un paysan corvéable qui avec ses moyens de production travaille sur son propre champ trois jours de la semaine et les trois jours suivants fait la corvée sur la terre seigneuriale. Son fonds d'entretien, qu'il reproduit constamment pour lui-même et dont il reste le seul possesseur, ne prend jamais vis-à-vis de lui la forme de moyens de paiement dont un tiers lui aurait fait l'avance, mais, en revanche, son travail forcé et gratuit ne prend jamais la forme de travail volontaire et payé. Supposons maintenant que son champ, son bétail, ses semences, en un mot ses moyens de production lui soient arrachés par son maître, auquel il est réduit désormais à vendre son travail. Toutes les autres circonstances restant les mêmes, il travaillera toujours six jours par semaine, trois jours pour son propre entretien et trois jours pour son ex-seigneur, dont il est devenu le salarié. Il continue à user les mêmes moyens de production et à transmettre leur valeur au produit. Une certaine partie de celui-ci rentre, comme autrefois, dans la reproduction. Mais à partir du moment où le servage s'est converti en salariat, le fonds d'entretien de l'ancien corvéable, que celui-ci ne cesse pas de reproduire lui-même, prend aussitôt la forme d'un capital dont le ci-devant seigneur fait l'avance en le payant.

L'économiste bourgeois, incapable de distinguer la forme du fond, ferme les yeux à ce fait que même chez les cultivateurs de l'Europe continentale et de l'Amérique du Nord, le fonds d'entretien du travail ne revêt qu'exceptionnellement la forme de capital^[806], d'une avance faite au producteur immédiat par le capitaliste entrepreneur.

Le capital variable ne perd cependant son caractère d'avance^[807] provenant du propre fonds du capitaliste que grâce au renouvellement périodique du procès de production. Mais avant de se renouveler, ce procès doit avoir commencé et duré un certain laps de temps, pendant lequel l'ouvrier ne pouvait encore être payé en son propre produit ni non plus vivre de l'air du temps. Ne fallait-il donc pas, la première fois qu'elle se présenta au marché du travail, que la classe capitaliste eût déjà accumulé par ses propres labeurs et ses propres épargnes des trésors qui la mettaient en état d'avancer les subsistances de l'ouvrier sous forme de monnaie ? Provisoirement nous voulons bien accepter cette solution du problème, en nous réservant d'y regarder de plus près dans le chapitre sur la soi-disant accumulation primitive.

Toutefois, en ne faisant que perpétuer le fonctionnement du même capital, ou répéter sans cesse le procès de production sur une échelle permanente, la reproduction continue opère un autre changement, qui altère le caractère primitif et de la partie variable et de la partie constante du capital avancé.

Si un capital de 1000 l. st. rapporte périodiquement, soit tous les ans, une plus-value de 200 l. st. que le capitaliste consomme chaque année, il est clair que le procès de production annuel ayant été répété cinq fois, la somme de la plus-value sera égale à 5×200 ou mille l. st., c'est-à-dire à la valeur totale du capital avancé. Si la plus-value annuelle n'était consommée qu'en partie, qu'à moitié par exemple, le même résultat se produirait au bout de dix ans, car $10 \times 100 = 1000$. Généralement parlant : *En divisant le capital avancé par la plus-value annuellement consommée, on obtient le nombre d'années ou de périodes de production après l'écoulement desquelles le capital primitif a été consommé par le capitaliste, et a, par conséquent, disparu.*

Le capitaliste se figure sans doute qu'il a consommé la plus-value et conservé la valeur-capital, mais sa manière de voir ne change rien au fait, qu'après une certaine période la valeur-capital qui lui appartenait égale la somme de plus-value qu'il a acquise gratuitement pendant la même période, et que la somme de valeur qu'il a consommée égale celle qu'il a avancée. De l'ancien capital qu'il a avancé de son propre fonds, il n'existe donc plus un seul atome de valeur.

Il est vrai qu'il tient toujours en main un capital dont la grandeur n'a pas changé et dont une partie, bâtiments, machines, etc., était déjà là lorsqu'il mit son entreprise en train. Mais il s'agit ici de la valeur du capital et non de ses éléments matériels. Quand un homme mange tout son bien en contractant des dettes, la valeur de son bien ne représente plus que la somme de ses dettes. De même, quand le capitaliste a mangé l'équivalent de son capital avancé, la valeur de ce capital ne représente plus que la somme de plus-value qu'il a accaparée.

Abstraction faite de toute accumulation proprement dite, la reproduction simple suffit donc pour transformer tôt ou tard tout capital avancé en capital accumulé ou en plus-value capitalisée. Ce capital, fût-il même, à son entrée dans le procès de production, acquis par le travail personnel de l'entrepreneur, devient, après une période plus ou moins longue, valeur acquise sans équivalent, matérialisation du travail d'autrui non payé.

Au début de notre analyse (deuxième section), nous avons vu qu'il ne suffit pas de la production et de la circulation des marchandises pour faire naître le capital. Il fallait encore que l'homme aux écus trouvât sur le marché d'autres hommes, libres, mais forcés à vendre volontairement leur force de travail, parce que d'autre chose à vendre ils n'avaient miette. La séparation entre produit et producteur, entre une catégorie de personnes nanties de toutes les choses qu'il faut au travail pour se réaliser, et une autre catégorie de personnes dont tout l'avoir se bornait à leur propre force de travail, tel était le point de départ de la production capitaliste.

Mais ce qui fut d'abord point de départ devient ensuite, grâce à la simple reproduction, résultat constamment renouvelé. D'un côté le procès de production ne cesse pas de transformer la richesse matérielle en capital et moyens de jouissance pour le capitaliste ; de l'autre, l'ouvrier en sort comme il y est entré — source personnelle de richesse, dénuée de ses propres moyens de réalisation. Son travail, déjà aliéné, fait propriété du capitaliste et incorporé au capital, même avant que le procès commence, ne peut évidemment durant le procès se réaliser qu'en produits qui fuient de sa main. La production capitaliste, étant en même temps consommation de la force de travail par le capitaliste, transforme sans cesse le produit du salarié non seulement en marchandise, mais encore en capital, en valeur qui pompe la force créatrice de la valeur, en moyens de production qui dominent le producteur, en moyens de subsistance qui achètent l'ouvrier lui-même. La seule continuité ou répétition périodique du procès de production capitaliste en reproduit et perpétue donc la base, le travailleur dans la qualité de salarié^[808].

La consommation du travailleur est double. Dans l'acte de production *il*

consomme par son travail des moyens de production afin de les convertir en produits d'une valeur supérieure à celle du capital avancé. Voilà sa *consommation productive* qui est en même temps consommation de sa force par le capitaliste auquel elle appartient^[809]. Mais l'argent donné pour l'achat de cette force est dépensé par le travailleur en moyens de subsistance, et c'est ce qui forme sa *consommation individuelle*.

La consommation productive et la consommation individuelle du travailleur sont donc parfaitement distinctes. Dans la première il agit comme force motrice du capital et appartient au capitaliste : dans la seconde il s'appartient à lui-même et accomplit des fonctions vitales en dehors du procès de production. Le résultat de l'une, c'est la vie du capital ; le résultat de l'autre, c'est la vie de l'ouvrier lui-même.

Dans les chapitres sur « la journée de travail » et « la grande industrie » des exemples nombreux, il est vrai, nous ont montré l'ouvrier obligé à faire de sa consommation individuelle un simple incident du procès de production. Alors les vivres qui entretiennent sa force jouent le même rôle que l'eau et le charbon donnés en pâture à la machine à vapeur. Ils ne lui servent qu'à produire, ou bien sa consommation individuelle se confond avec sa consommation productive. Mais cela apparaissait comme un abus dont la production capitaliste saurait se passer à la rigueur^[810].

Néanmoins, les faits changent d'aspect si l'on envisage non le capitaliste et l'ouvrier individuels, mais la classe capitaliste et la classe ouvrière, non des actes de production isolés, mais la production capitaliste dans l'ensemble de sa rénovation continue et dans sa portée sociale.

En convertissant en force de travail une partie de son capital, le capitaliste pourvoit au maintien et à la mise en valeur de son capital entier. Mais ce n'est pas tout. Il fait d'une pierre deux coups. Il profite non seulement de ce qu'il reçoit de l'ouvrier, mais encore de ce qu'il lui donne.

Le capital aliéné contre la force de travail est échangé par la classe ouvrière contre des subsistances dont la consommation sert à reproduire les muscles, nerfs, os, cerveaux, etc., des travailleurs existants et à en former de nouveaux. Dans les limites du strict nécessaire la consommation individuelle de la classe ouvrière est donc la transformation des subsistances qu'elle achète par la vente de sa force de travail, en nouvelle force de travail, en nouvelle matière à exploiter par le capital. C'est la production et la reproduction de l'instrument le plus indispensable au capitaliste, le travailleur lui-même. La consommation individuelle de l'ouvrier, qu'elle ait lieu au-dedans ou au-dehors de l'atelier, forme donc un élément de la reproduction du capital, de même que le nettoyage des machines, qu'il ait lieu pendant le procès de travail ou dans les intervalles

d'interruption.

Il est vrai que le travailleur fait sa consommation individuelle pour sa propre satisfaction et non pour celle du capitaliste. Mais les bêtes de somme aussi aiment à manger, et qui a jamais prétendu que leur alimentation en soit moins l'affaire du fermier ? Le capitaliste n'a pas besoin d'y veiller ; il peut s'en fier hardiment aux instincts de conservation et de propagation du travailleur libre.

Aussi est-il à mille lieues d'imiter ces brutaux exploiters de mines de l'Amérique méridionale qui forcent leurs esclaves à prendre une nourriture plus substantielle à la place de celle qui le serait moins^[811] ; son unique souci est de limiter la consommation individuelle des ouvriers au strict nécessaire.

C'est pourquoi l'idéologue du capital, l'économiste politique, ne considère comme productive que la partie de la consommation individuelle qu'il faut à la classe ouvrière pour se perpétuer et s'accroître, et sans laquelle le capital ne trouverait pas de force de travail à consommer ou n'en trouverait pas assez. Tout ce que le travailleur peut dépenser par-dessus le marché pour sa jouissance, soit matérielle, soit intellectuelle, est consommation improductive^[812]. Si l'accumulation du capital occasionne une hausse de salaire qui augmente les dépenses de l'ouvrier sans mettre le capitaliste à même de faire une plus large consommation de forces de travail, le capital additionnel est consommé improductivement^[813]. En effet, la consommation du travailleur est improductive pour lui-même ; car elle ne reproduit que l'individu nécessaire ; elle est productive pour le capitaliste et l'État, car elle produit la force créatrice de leur richesse^[814].

Au point de vue social, la classe ouvrière est donc, comme tout autre instrument de travail, une appartenante du capital, dont le procès de reproduction implique dans certaines limites même la consommation individuelle des travailleurs. En retirant sans cesse au travail son produit et le portant au pôle opposé, le capital, ce procès empêche ses instruments conscients de lui échapper. La consommation individuelle, qui les soutient et les reproduit, détruit en même temps leurs subsistances, et les force ainsi à reparaître constamment sur le marché. Une chaîne retenait l'esclave romain ; ce sont des fils invisibles qui rivent le salarié à son propriétaire. Seulement ce propriétaire, ce n'est pas le capitaliste individuel, mais la classe capitaliste.

Il n'y a pas longtemps que cette classe employait encore la contrainte légale pour faire valoir son droit de propriété sur le travailleur libre. C'est ainsi que jusqu'en 1815 il était défendu, sous de fortes peines, aux ouvriers à la machine d'émigrer de l'Angleterre.

La reproduction de la classe ouvrière implique l'accumulation de son habileté, transmise d'une génération à l'autre^[815]. Que cette habileté figure dans l'inventaire du capitaliste, qu'il ne voie dans l'existence des ouvriers qu'une manière d'être de son capital variable, c'est chose certaine et qu'il ne se gêne pas d'avouer publiquement dès qu'une crise le menace de la perte de cette propriété précieuse.

Par suite de la guerre civile américaine et de la crise cotonnière qui en résulta, la plupart des ouvriers du Lancashire et d'autres Comtés anglais furent jetés sur le pavé. Ils demandaient ou l'assistance de l'État ou une souscription nationale volontaire pour faciliter leur émigration. Ce cri de détresse retentissait de toutes les parties de l'Angleterre. Alors M. Edmond Potter, ancien président de la Chambre de commerce de Manchester, publia, dans le *Times* du 29 mars 1863, une lettre qui fut à juste titre qualifiée dans la Chambre des communes de « manifeste des fabricants^[816]. » Nous en citerons quelques passages caractéristiques où le droit de propriété du capital sur la force de travail est insolemment revendiqué.

« On dit aux ouvriers cotonniers qu'il y en a beaucoup trop sur le marché... qu'en réduisant leur nombre d'un tiers, une demande convenable serait assurée aux deux autres tiers... L'opinion publique persiste à réclamer l'émigration... Le maître (c'est-à-dire le fabricant filateur, etc.) ne peut pas voir de bon gré qu'on diminue son approvisionnement de travail, à son avis c'est un procédé aussi injuste que peu convenable... Si l'émigration reçoit l'aide du trésor public, le maître a certainement le droit de demander à être entendu et peut-être de protester. »

Le même Potter insiste ensuite sur l'utilité hors ligne de l'industrie cotonnière ; il raconte qu'elle a « indubitablement opéré le drainage de la surpopulation de l'Irlande et des districts agricoles anglais », qu'elle a fourni en 1866 cinq treizièmes de tout le commerce d'exportation britannique, qu'elle va s'accroître de nouveau en peu d'années, dès que le marché, surtout celui de l'Inde, sera agrandi, et dès qu'elle obtiendra « une quantité de coton suffisante à 6 d. la livre... Le temps, ajoute-t-il, un an, deux ans, trois ans peut-être, produira la quantité nécessaire... Je voudrais bien alors poser cette question : Cette industrie vaut-elle qu'on la maintienne ; est-ce la peine d'en tenir en ordre le machinisme (c'est-à-dire les machines de travail vivantes), ou plutôt n'est-ce pas la folie la plus extravagante que de penser à le laisser échapper ? Pour moi, je le crois. *Je veux bien accorder que les ouvriers ne sont pas une propriété* (« I allow that the workers are not a property »), qu'ils ne sont pas la propriété du

Lancashire et des patrons ; mais ils sont la force de tous deux; ils sont la force intellectuelle, instruite et disciplinée qu'on ne peut pas remplacer en une génération ; au contraire les machines qu'ils font travailler (« the mere machinery which they work ») pourraient en partie être remplacées avantageusement et perfectionnées dans l'espace d'un an^[817]... Encouragez ou *permettez l'émigration de la force de travail, et après ? que deviendra le capitaliste ?* » (« Encourage or allow the working power to emigrate and what of the capitalist ? ») Ce cri du cœur rappelle le cri plaintif de 1792 : S'il n'y a plus de courtisans, que deviendra le perruquier ? « Enlevez la crème des travailleurs, et le capital fixe sera largement déprécié, et le capital circulant ne s'exposera pas à la lutte avec un maigre approvisionnement de travail d'espèce inférieure... On nous dit que les ouvriers eux-mêmes désirent l'émigration. Cela est très naturel de leur part... Réduisez, comprimez l'industrie du coton en lui enlevant sa force de travail (by taking away its working power), diminuez la dépense en salaires d'un tiers ou de cinq millions de livres sterling, et que deviendra alors la classe immédiatement supérieure, celle des petits boutiquiers ? Et la rente foncière, et la location des cottages ? Que deviendront le petit fermier, le propriétaire de maisons, le propriétaire foncier ? Et dites-moi s'il peut y avoir un plan plus meurtrier pour toutes les classes du pays, que celui qui consiste à affaiblir la nation en exportant ses meilleurs ouvriers de fabrique, et en dépréciant une partie de son capital le plus productif et de sa richesse ?... Je propose un emprunt de cinq à six millions, réparti sur deux ou trois années, administré par des commissaires spéciaux, qu'on adjoindrait aux administrations des pauvres dans les districts cotonniers, réglementé par une loi spéciale et accompagné d'un certain travail forcé, dans le but de maintenir la valeur morale des receveurs d'aumônes... Peut-il y avoir rien de pis pour les propriétaires fonciers ou maîtres fabricants (can anything be worse for landowners or masters) que de laisser partir leurs meilleurs ouvriers et de démoraliser et indisposer ceux qui restent par une vaste émigration^[818] qui fait le vide dans une province entière, vide de valeur et vide de capital. »

Potter, l'avocat choisi des fabricants, distingue donc deux espèces de machines, qui toutes deux appartiennent au capital, et dont l'une reste fixée à la fabrique, tandis que l'autre la quitte après avoir fait sa besogne quotidienne. L'une est morte, l'autre vivante. Non seulement la première se détériore et se déprécie chaque jour, mais elle devient en grande partie si surannée, grâce au progrès constant de la *technologie*, qu'on pourrait la remplacer avantageusement au bout de quelques mois. Les machines vivantes au contraire s'améliorent à mesure qu'elles durent et que

l'habileté transmise de génération en génération s'y est accumulée davantage. Aussi le *Times* répond-il au magnat de fabrique :

« M. E. Potter est si pénétré de l'importance extraordinaire et absolue des maîtres du coton (cotton masters), que pour maintenir cette classe et en éterniser le métier, il veut enfermer malgré eux un demi-million de travailleurs dans un grand *workhouse* moral. L'industrie cotonnière mérite-t-elle qu'on la soutienne ? demande M. Potter. Assurément, répondons-nous, par tous les moyens honorables ! Est-ce la peine de tenir le machinisme en ordre ? demande de nouveau M. Potter. Ici nous hésitons, car M. Potter entend par machinisme le machinisme humain, puisqu'il proteste qu'il n'a pas l'intention de le traiter comme une propriété absolue. Il nous faut avouer que nous ne croyons pas qu'il « vaille la peine » ou qu'il soit même possible de tenir en ordre le machinisme humain, c'est-à-dire de l'enfermer et d'y mettre de l'huile, jusqu'à ce qu'on ait besoin de s'en servir. Ce machinisme a la propriété de se rouiller s'il reste inactif, qu'on l'huile ou qu'on le frotte tant qu'on voudra. Il est même capable, à voir ce qui se passe, de lâcher de lui-même la vapeur et d'éclater, ou de faire pas mal de tapage dans nos grandes villes. Il se peut bien, comme le dit M. Potter, que la reproduction des travailleurs exige beaucoup de temps, mais avec des mécaniciens et de l'argent on trouvera toujours des hommes durs, entreprenants et industriels, de quoi fabriquer plus de maîtres de fabrique qu'il n'en sera jamais consommé... M. Potter nous annonce que l'industrie ressuscitera de plus belle dans un, deux ou trois ans, et réclame que nous n'allions pas encourager ou permettre l'émigration de la force de travail ! Il est naturel, dit-il, que les ouvriers désirent émigrer, mais il pense que la nation doit enfermer malgré eux dans les districts cotonniers ce demi-million de travailleurs, avec les sept cent mille qui leur sont attachés, et qu'elle doit en outre, par une conséquence nécessaire, refouler par la force leur mécontentement et les entretenir au moyen d'aumônes, et tout cela pour que les maîtres fabricants les trouvent tout prêts au moment où ils en auront besoin... Le temps est venu, où la grande opinion publique de cette île doit enfin faire quelque chose pour protéger *cette force de travail* contre ceux qui veulent la traiter comme ils traitent le charbon, le coton et le fer. » (« To save *this working power* from those who would deal with It as they deal with iron, coal and cotton. »)^[819]

L'article du *Times* n'était qu'un jeu d'esprit. La « grande opinion publique » fut en réalité de l'avis du sieur Potter, que les ouvriers de fabrique font partie du mobilier des fabricants. On mit obstacle à leur émigration^[820] ; on les enferma dans le « *workhouse* moral » des districts

cotonniers, où ils ont toujours l'honneur de former « la force (the strength) des fabricants cotonniers du Lancashire. »

Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir^[821]. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le double moulinet du procès lui-même qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique^[822] est moyennée et en même temps dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la fiction du libre contrat, par le changement des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail^[823].

Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié^[824].

CHAPITRE XXIV

Transformation de la plus-value en capital

I

Reproduction sur une échelle progressive — Comment le droit de propriété de la production marchande devient le droit d'appropriation capitaliste.

Dans les sections précédentes nous avons vu comment la plus-value naît du capital ; nous allons maintenant voir comment le capital sort de la plus-value.

Si, au lieu d'être dépensée, la plus-value est avancée et employée comme capital, un nouveau capital se forme et va se joindre à l'ancien. On accumule donc en capitalisant la plus-value^[825].

Considérons cette opération d'abord au point de vue du capitaliste individuel.

Un filateur, par exemple, a avancé 250 000 francs dont quatre

cinquièmes en coton, machines, etc., un cinquième en salaires, et produit annuellement 240 000 livres de filés d'une valeur de 300 000 francs. La plus-value de cinquante mille francs existe dans le *produit net* de quarante mille livres — un sixième du *produit brut* — que la vente convertira en une somme d'argent de 50 000 francs. Cinquante mille francs sont cinquante mille francs. Leur caractère de plus-value nous indique la voie par laquelle ils sont arrivés entre les mains du capitaliste, mais n'affecte en rien leur caractère de valeur ou d'argent.

Pour capitaliser la somme additionnelle de 50 000 francs, le filateur n'aura donc, toutes autres circonstances restant les mêmes, qu'à en avancer quatre cinquièmes dans l'achat de coton, etc., et un cinquième dans l'achat de fileurs additionnels qui trouveront sur le marché les subsistances dont il leur a avancé la valeur. Puis le nouveau capital de 50 000 francs fonctionne dans le filage et rend à son tour une plus-value de 100 000 francs, etc.

La valeur-capital a été originairement avancée sous forme-argent ; la plus-value, au contraire, existe de prime abord comme valeur d'une quote-part du produit brut. La vente de celui-ci, son échange contre de l'argent, opère donc le retour de la valeur-capital à sa forme primitive, mais transforme le mode d'être primitif de la plus-value. À partir de ce moment, cependant, valeur-capital et plus-value sont également des sommes d'argent et la conversion ultérieure en capital s'opère de la même manière pour les deux sommes. Le filateur avance l'une comme l'autre dans l'achat des marchandises qui le mettent à même de recommencer, et cette fois sur une plus grande échelle, la fabrication de son article. Mais pour en acheter les éléments constitutifs, il faut qu'il les trouve là sur le marché.

Ses propres filés ne circulent que parce qu'il apporte son produit annuel sur le marché, et il en est de même des marchandises de tous les autres capitalistes. Avant de se trouver sur le marché, elles devaient se trouver dans le fonds de la production annuelle qui n'est que la somme des articles de toute sorte dans lesquels la somme des capitaux individuels où le capital social s'est converti pendant le cours de l'année, et dont chaque capitaliste individuel ne tient entre les mains qu'une aliquote. Les opérations du marché ne font que déplacer ou changer de mains les parties intégrantes de la production annuelle sans agrandir celle-ci ni altérer la nature des choses produites. L'usage auquel le produit annuel tout entier peut se prêter, dépend donc de sa propre composition et non de la circulation.

La production annuelle doit en premier lieu fournir tous les articles propres à remplacer en nature les éléments matériels du capital usés pendant le cours de l'année. Cette déduction faite, reste le produit net dans

lequel réside la plus-value.

En quoi consiste donc ce produit net ?

Assurément en objets destinés à satisfaire les besoins et les désirs de la classe capitaliste, ou à passer à son fonds de consommation. Si c'est tout, la plus-value sera dissipée en entier et il n'y aura que simple reproduction.

Pour accumuler, il faut convertir une partie du produit net en capital. Mais, à moins de miracles, on ne saurait convertir en capital que des choses propres à fonctionner dans le procès de travail, c'est-à-dire des moyens de production, et d'autres choses propres à soutenir le travailleur, c'est-à-dire des subsistances. Il faut donc qu'une partie du surtravail annuel ait été employée à produire des moyens de production et de subsistance additionnels, en sus de ceux nécessaires au remplacement du capital avancé. En définitive, la plus-value n'est donc convertible en capital que parce que le produit net, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital^[826].

Pour faire actuellement fonctionner ces éléments comme capital, la classe capitaliste a besoin d'un surplus de travail qu'elle ne saura obtenir, à part l'exploitation plus extensive ou intensive des ouvriers déjà occupés, qu'en enrôlant des forces de travail supplémentaires. Le mécanisme de la production capitaliste y a déjà pourvu en reproduisant la classe ouvrière comme classe salariée dont le salaire ordinaire assure non seulement le maintien, mais encore la multiplication.

Il ne reste donc plus qu'à incorporer les forces de travail additionnelles, fournies chaque année à divers degrés d'âge par la classe ouvrière, aux moyens de production additionnels que la production annuelle renferme déjà.

Considérée d'une manière concrète, l'accumulation se résout, par conséquent, en reproduction du capital sur une échelle progressive. Le cercle de la reproduction simple s'étend et se change, d'après l'expression de Sismondi^[827], en spirale.

Revenons maintenant à notre exemple. C'est la vieille histoire : Abraham engendra Isaac, Isaac engendra Jacob, etc. Le capital primitif de 250 000 francs rend une plus-value de 50 000 francs qui va être capitalisée. Le nouveau capital de 300 000 francs rend une plus-value de 10 000 francs, laquelle, après avoir été à son tour capitalisée ou convertie en un deuxième capital additionnel, rend une plus-value de 2 000 francs, et ainsi de suite.

Nous faisons ici abstraction de l'aliquote de plus-value mangée par le capitaliste. Peu nous importe aussi pour le moment que les capitaux additionnels s'ajoutent comme incréments au capital primitif ou s'en

séparent et fonctionnent indépendamment, qu'ils soient exploités par le même individu qui les a accumulés, ou transférés par lui à d'autres mains. Seulement il ne faut pas oublier que côte à côte des capitaux de nouvelle formation, le capital primitif continue à se reproduire et à produire de la plus-value et que cela s'applique de même à chaque capital accumulé par rapport au capital additionnel qu'il a engendré à son tour.

Le capital primitif s'est formé par l'avance de 250 000 francs. D'où l'homme aux écus a-t-il tiré cette richesse ? De son propre travail ou de celui de ses aïeux, nous répondent tout d'une voix les porte-parole de l'économie politique^[828], et leur hypothèse semble en effet la seule conforme aux lois de la production marchande.

Il en est tout autrement du capital additionnel de 50 000 francs. Sa généalogie nous est parfaitement connue. C'est de la plus-value capitalisée. Dès son origine il ne contient pas un seul atome de valeur qui ne provienne du travail d'autrui non payé. Les moyens de production auxquels la force ouvrière additionnelle est incorporée, de même que les subsistances qui la soutiennent, ne sont que des parties intégrantes du produit net, du tribut arraché annuellement à la classe ouvrière par la classe capitaliste. Que celle-ci, avec une quote-part de ce tribut, achète de celle-là un surplus de force, et même à son juste prix, en échangeant équivalent contre équivalent, cela revient à l'opération du conquérant tout prêt à payer de bonne grâce les marchandises des vaincus avec l'argent qu'il leur a extorqué.

Si le capital additionnel occupe son propre producteur, ce dernier, tout en continuant à mettre en valeur le capital primitif, doit racheter les fruits de son travail gratuit antérieur par plus de travail additionnel qu'ils n'en ont coûté. Considéré comme transaction entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, le procédé reste le même quand, moyennant le travail gratuit des ouvriers occupés, on embauche des ouvriers supplémentaires. Le nouveau capital peut aussi servir à acheter une machine, destinée à jeter sur le pavé et à remplacer par un couple d'enfants les mêmes hommes auxquels il a dû sa naissance. Dans tous les cas, par son surtravail de cette année, la classe ouvrière a créé le capital additionnel qui occupera l'année prochaine du travail additionnel^[829], et c'est ce qu'on appelle créer du capital par le capital.

L'accumulation du premier capital de 50 000 fr. présuppose que la somme de 250 000 fr., avancée comme capital primitif, provient du propre fonds de son possesseur, de son « travail primitif. » Mais le deuxième capital additionnel de 10 000 francs ne présuppose que l'accumulation antérieure du capital de 50 000 francs, celui-là n'étant que la plus-value

capitalisée de celui-ci. Il s'ensuit que plus le capitaliste a accumulé, plus il peut accumuler. En d'autres termes : plus il s'est déjà approprié dans le passé de travail d'autrui non payé, plus il en peut accaparer dans le présent. L'échange d'équivalents, fruits du travail des échangistes, n'y figure pas même comme trompe-l'œil.

Ce mode de s'enrichir qui contraste si étrangement avec les lois primordiales de la production marchande, résulte cependant, il faut bien le saisir, non de leur violation, mais au contraire de leur application. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil rétrospectif sur les phases successives du mouvement qui aboutit à l'accumulation.

En premier lieu nous avons vu que la transformation primitive d'une somme de valeurs en capital se fait conformément aux lois de l'échange. L'un des échangistes vend sa force de travail que l'autre achète. Le premier reçoit la valeur de sa marchandise dont conséquemment l'usage, le travail, est aliéné au second. Celui-ci convertit alors des moyens de production qui lui appartiennent à l'aide d'un travail qui lui appartient en un nouveau produit qui de plein droit va lui appartenir.

La valeur de ce produit renferme d'abord celle des moyens de production consommés, mais le travail utile ne saurait user ces moyens sans que leur valeur passe d'elle-même au produit, et, pour se vendre, la force ouvrière doit être apte à fournir du travail utile dans la branche d'industrie où elle sera employée.

La valeur du nouveau produit renferme en outre l'équivalent de la force du travail et une plus-value. Ce résultat est dû à ce que la force ouvrière, vendue pour un temps déterminé, un jour, une semaine, etc., possède moins de valeur que son usage n'en produit dans le même temps. Mais en obtenant la valeur d'échange de sa force, le travailleur en a aliéné la valeur d'usage, comme cela a lieu dans tout achat et vente de marchandise.

Que l'usage de cet article particulier, la force de travail, soit de fournir du travail et par là de produire de la valeur, cela ne change en rien cette loi générale de la production marchande. Si donc la somme de valeurs avancée en salaires se retrouve dans le produit avec un surplus, cela ne provient point d'une lésion du vendeur, car il reçoit l'équivalent de sa marchandise, mais de la consommation de celle-ci par l'acheteur.

La loi des échanges ne stipule l'égalité que par rapport à la valeur échangeable des articles aliénés l'un contre l'autre, mais elle présuppose une différence entre leurs valeurs usuelles, leurs utilités, et n'a rien à faire avec leur consommation qui commence seulement quand le marché est déjà conclu.

La conversion primitive de l'argent en capital s'opère donc

conformément aux lois économiques de la production marchande et au droit de propriété qui en dérive. Néanmoins elle amène ce résultat :

1° Que le produit appartient au capitaliste et non au producteur ;

2° Que la valeur de ce produit renferme et la valeur du capital avancé et une plus-value qui coûte du travail à l'ouvrier, mais rien au capitaliste, dont elle devient la propriété légitime ;

3° Que l'ouvrier a maintenu sa force de travail et peut la vendre de nouveau si elle trouve acheteur.

La reproduction simple ne fait que répéter périodiquement la première opération ; à chaque reprise elle devient donc à son tour conversion primitive de l'argent en capital. La continuité d'action d'une loi est certainement le contraire de son infraction. « Plusieurs échanges successifs n'ont fait du dernier que le représentant du premier^[830]. »

Néanmoins nous avons vu que la simple reproduction change radicalement le caractère du premier acte, pris sous son aspect isolé. « Parmi ceux qui se partagent le revenu national, les uns (les ouvriers) y *acquièrent chaque année un droit nouveau par un nouveau travail*, les autres (les capitalistes) y *ont acquis antérieurement un droit permanent par un travail primitif*^[831]. » Du reste, ce n'est pas seulement en matière de travail que la primogéniture fait merveille.

Qu'y a-t-il de changé quand la reproduction simple vient à être remplacée par la reproduction sur une échelle progressive, par l'accumulation ?

Dans le premier cas, le capitaliste mange la plus-value tout entière, tandis que dans le deuxième, il fait preuve de civisme en n'en mangeant qu'une partie pour faire argent de l'autre.

La plus-value est sa propriété et n'a jamais appartenu à autrui. Quand il l'avance il fait donc, comme au premier jour où il apparut sur le marché, des avances tirées de son propre fonds quoique celui-ci provienne cette fois du travail gratuit de ses ouvriers. Si l'ouvrier B est embauché avec la plus-value produite par l'ouvrier A, il faut bien considérer, d'un côté, que la plus-value a été rendue par A sans qu'il fût lésé d'un centime du juste prix de sa marchandise et que, de l'autre côté, B n'a été pour rien dans cette opération. Tout ce que celui-ci demande et qu'il a le droit de demander, c'est que le capitaliste lui paye la valeur de sa force ouvrière. « Tous deux gagnaient encore ; l'ouvrier parce qu'on lui avançait les fruits du travail (lisez du travail gratuit d'autres ouvriers) avant qu'il fût fait (lisez avant que le sien eût porté de fruit) ; le maître, parce que le travail de cet ouvrier valait plus que le salaire (lisez : produit plus de valeur que celle de son salaire)^[832]. »

Il est bien vrai que les choses se présentent sous un tout autre jour, si l'on considère la production capitaliste dans le mouvement continu de sa rénovation et qu'on substitue au capitaliste et aux ouvriers individuels la classe capitaliste et la classe ouvrière. Mais c'est appliquer une mesure tout à fait étrangère à la production marchande.

Elle ne place vis-à-vis que des vendeurs et des acheteurs, indépendants les uns des autres et entre qui tout rapport cesse à l'échéance du terme stipulé par leur contrat. Si la transaction se répète, c'est grâce à un nouveau contrat, si peu lié avec l'ancien que c'est pur accident que le même vendeur le fasse avec le même acheteur plutôt qu'avec tout autre.

Pour juger la production marchande d'après ses propres lois économiques, il faut donc prendre chaque transaction isolément, et non dans son enchaînement, ni avec celle qui la précède, ni avec celle qui la suit. De plus, comme ventes et achats se font toujours d'individu à individu, il n'y faut pas chercher des rapports de classe à classe.

Si longue donc que soit la filière de reproductions périodiques et d'accumulations antérieures par laquelle le capital actuellement en fonction ait passé, il conserve toujours sa virginité primitive. Supposé qu'à chaque transaction prise à part les lois de l'échange s'observent, le mode d'appropriation peut même changer de fond en comble sans que le droit de propriété, conforme à la production marchande, s'en ressente. Aussi est-il toujours en vigueur, aussi bien au début, où le produit appartient au producteur et où celui-ci, en donnant équivalent contre équivalent, ne saurait s'enrichir que par son propre travail, que dans la période capitaliste, où la richesse est accaparée sur une échelle progressive grâce à l'appropriation successive du travail d'autrui non payé^[833].

Ce résultat devient inévitable dès que la force de travail est vendue librement comme marchandise par le travailleur lui-même. Mais ce n'est aussi qu'à partir de ce moment que la production marchande se généralise et devient le mode typique de la production, que de plus en plus tout produit se fait pour la vente et que toute richesse passe par la circulation. Ce n'est que là où le travail salarié forme la base de la production marchande que celle-ci non seulement s'impose à la société, mais fait, pour la première fois, jouer tous ses ressorts. Prétendre que l'intervention du travail salarié la fausse revient à dire que pour rester pure la production marchande doit s'abstenir de se développer. À mesure qu'elle se métamorphose en production capitaliste, ses lois de propriété se changent nécessairement en lois de l'appropriation capitaliste. Quelle illusion donc que celle de certaines écoles socialistes qui s'imaginent pouvoir briser le régime du capital en lui appliquant les lois éternelles de la production

marchande !

On sait que le capital primitivement avancé, même quand il est dû exclusivement aux travaux de son possesseur, se transforme tôt ou tard, grâce à la reproduction simple, en capital accumulé ou plus-value capitalisée. Mais, à part cela, tout capital avancé se perd comme une goutte dans le fleuve toujours grossissant de l'accumulation. C'est là un fait si bien reconnu par les économistes qu'ils aiment à définir le capital : « une richesse accumulée qui est employée de nouveau à la production d'une plus-value^[834] », et le capitaliste : « le possesseur du produit net^[835] ». La même manière de voir s'exprime sous cette autre forme que tout le capital actuel est de l'intérêt accumulé ou capitalisé, car l'intérêt n'est qu'un fragment de la plus-value. « Le capital, dit l'*Économiste* de Londres, avec l'intérêt composé de chaque partie de capital épargnée, va tellement en grossissant que toute la richesse dont provient le revenu dans le monde entier n'est plus depuis longtemps que l'intérêt du capital^[836]. » L'*Économiste* est réellement trop modéré. Marchant sur les traces du docteur Price, il pouvait prouver par des calculs exacts qu'il faudrait annexer d'autres planètes à ce monde terrestre pour le mettre à même de rendre au capital ce qui est dû au capital.

II

Fausse interprétation de la production sur une échelle progressive.

Les marchandises que le capitaliste achète, avec une partie de la plus-value, comme moyens de jouissance, ne lui servent pas évidemment de moyens de production et de *valorisation*^[837] ; le travail qu'il paie dans le même but n'est pas non plus du travail productif. L'achat de ces marchandises et de ce travail, au lieu de l'enrichir, l'appauvrit d'autant. Il dissipe ainsi la plus-value comme revenu, au lieu de la faire fructifier comme capital.

En opposition à la noblesse féodale, impatiente de dévorer plus que son avoir, faisant parade de son luxe, de sa domesticité nombreuse et fainéante, l'économie politique bourgeoise devait donc prêcher l'accumulation comme le premier des devoirs civiques et ne pas se lasser d'enseigner que, pour accumuler, il faut être sage, ne pas manger tout son revenu, mais bien en consacrer une bonne partie à l'embauchage de travailleurs productifs, rendant plus qu'ils ne reçoivent.

Elle avait encore à combattre le préjugé populaire qui confond la production capitaliste avec la thésaurisation et se figure qu'accumuler veut

dire ou dérober à la consommation les objets qui constituent la richesse, ou sauver l'argent des risques de la circulation. Or, mettre l'argent sous clé est la méthode la plus sûre pour ne pas le capitaliser, et amasser des marchandises en vue de thésauriser ne saurait être que le fait d'un avare en délire^[838]. L'accumulation des marchandises, quand elle n'est pas un incident passager de leur circulation même, est le résultat d'un encombrement du marché ou d'un excès de production^[839].

Le langage de la vie ordinaire confond encore l'accumulation capitaliste, qui est un procès de production, avec deux autres phénomènes économiques, savoir : l'accroissement des biens qui se trouvent dans le fonds de consommation des riches et ne s'usent que lentement^[840], et la formation de réserves ou d'approvisionnements, fait commun à tous les modes de production.

L'économie politique classique a donc parfaitement raison de soutenir que le trait le plus caractéristique de l'accumulation, c'est que les gens entretenus par le produit net doivent être des travailleurs productifs et non des improductifs^[841]. Mais ici commence aussi son erreur. Aucune doctrine d'Adam Smith n'a autant passé à l'état d'axiome indiscutable que celle-ci : que l'accumulation n'est autre chose que la consommation du produit net par des travailleurs productifs ou, ce qui revient au même, que la capitalisation de la plus-value n'implique rien de plus que sa conversion en force ouvrière.

Écoutons, par exemple, Ricardo :

« On doit comprendre que tous les produits d'un pays sont consommés, mais cela fait la plus grande différence qu'on puisse imaginer, qu'ils soient consommés par des gens qui produisent une nouvelle valeur ou par d'autres qui ne la reproduisent pas. Quand nous disons que du revenu a été épargné et joint au capital, nous entendons par là que la portion du revenu qui s'ajoute au capital est consommée par des travailleurs productifs au lieu de l'être par des improductifs. Il n'y a pas de plus grande erreur que de se figurer que le capital soit augmenté par la non-consommation^[842]. »

Il n'y a pas de plus grande erreur que de se figurer que « la portion du revenu qui s'ajoute au capital soit consommée par des travailleurs productifs. » D'après cette manière de voir, toute la plus-value transformée en capital deviendrait capital variable, ne serait avancée qu'en salaires. Au contraire, elle se divise, de même que la valeur-capital dont elle sort, en capital constant et capital variable, en moyens de production et force de travail. Pour se convertir en force de travail additionnelle, le produit net doit renfermer un surplus de subsistances de première nécessité, mais, pour que cette force devienne exploitable, il doit en outre renfermer des moyens

de production additionnels, lesquels n'entrent pas plus dans la consommation personnelle des travailleurs que dans celle des capitalistes.

Comme la somme de valeurs supplémentaire, née de l'accumulation, se convertit en capital de la même manière que tout autre somme de valeurs, il est évident que la doctrine erronée d'Adam Smith sur l'accumulation ne peut provenir que d'une erreur fondamentale dans son analyse de la production capitaliste. En effet, il affirme que, bien que tout capital individuel se divise en partie constante et partie variable, en salaires et valeur des moyens de production, il n'en est pas de même de la somme des capitaux individuels, du *capital social*. La valeur de celui-ci égale, au contraire, la somme des salaires qu'il paie, autrement dit, le capital social n'est que du capital variable.

Un fabricant de drap, par exemple, transforme en capital une somme de deux cent mille francs. Il en dépense une partie à embaucher des ouvriers tisseurs, l'autre à acheter de la laine filée, des machines, etc. L'argent, ainsi transféré aux fabricants des filés, des machines, etc., paie d'abord la plus-value contenue dans leurs marchandises, mais, cette déduction faite, il sert à son tour à solder leurs ouvriers et à acheter des moyens de production, fabriqués par d'autres fabricants, *et ainsi de suite*. Les deux cent mille francs avancés par le fabricant de draps sont donc peu à peu dépensés en salaires, une partie par lui-même, une deuxième partie par les fabricants chez lesquels il achète ses moyens de production, *et ainsi de suite*, jusqu'à ce que toute la somme, à part la plus-value successivement prélevée, soit entièrement avancée en salaires, ou que le produit représenté par elle soit tout entier consommé par des travailleurs productifs.

Toute la force de cet argument gît dans les mots : « *et ainsi de suite* », qui nous renvoient de Caïphe à Pilate sans nous laisser entrevoir le capitaliste entre les mains duquel le capital constant, c'est-à-dire la valeur des moyens de production, s'évanouirait finalement. Adam Smith arrête ses recherches précisément au point où la difficulté commence^[843].

La reproduction annuelle est un procès très facile à saisir tant que l'on ne considère que le fonds de la production annuelle, mais tous les éléments de celle-ci doivent passer par le marché. Là les mouvements des capitaux et des revenus personnels se croisent, s'entremêlent et se perdent dans un mouvement général de déplacement — la circulation de la richesse sociale — qui trouble la vue de l'observateur et offre à l'analyse des problèmes très compliqués^[844]. C'est le grand mérite des physiocrates d'avoir les premiers essayé de donner, dans leur *tableau économique*, une image de la reproduction annuelle telle qu'elle sort de la circulation. Leur exposition est à beaucoup d'égards plus près de la vérité que celle de leurs

successeurs.

Après avoir résolu toute la partie de la richesse sociale, qui fonctionne comme capital, en capital variable ou fonds de salaires, Adam Smith aboutit nécessairement à son dogme vraiment fabuleux, aujourd'hui encore la pierre angulaire de l'économie politique, savoir : que le prix nécessaire des marchandises se compose de salaire, de profit (l'intérêt y est inclus), et de rente foncière, en d'autres termes, de salaire et de plus-value. Partant de là, Storch a au moins la naïveté d'avouer que : « Il est impossible de résoudre le prix nécessaire dans ses éléments simples^[845]. »

Enfin, cela va sans dire, l'économie politique n'a pas manqué d'exploiter, au service de la classe capitaliste, cette doctrine d'Adam Smith : que toute la partie du produit net qui se convertit en capital est consommée par la classe ouvrière.

III

Division de la plus-value en capital et en revenu — Théorie de l'abstinence.

Jusqu'ici nous avons envisagé la plus-value, tantôt comme fonds de consommation, tantôt comme fonds d'accumulation du capitaliste. Elle est l'un et l'autre à la fois. Une partie en est dépensée comme revenu^[846], et l'autre accumulée comme capital.

Donné la masse de la plus-value, l'une des parties sera d'autant plus grande que l'autre sera plus petite. Toutes autres circonstances restant les mêmes, la proportion suivant laquelle ce partage se fait déterminera la *grandeur de l'accumulation*. C'est le propriétaire de la plus-value, le capitaliste, qui en fait le partage. Il y a donc là acte de sa volonté. De l'aliquote du tribut, prélevé par lui, qu'il accumule, on dit qu'il l'*épargne*, parce qu'il ne la mange pas, c'est-à-dire parce qu'il remplit sa fonction de capitaliste, qui est de s'enrichir.

Le capitaliste n'a aucune valeur historique, aucun droit historique à la vie, aucune raison d'être sociale, qu'autant qu'il fonctionne comme capital personnifié. Ce n'est qu'à ce titre que la nécessité transitoire de sa propre existence est impliquée dans la nécessité transitoire du mode de production capitaliste. Le but déterminant de son activité n'est donc ni la valeur d'usage, ni la jouissance, mais bien la valeur d'échange et son accroissement continu. Agent fanatique de l'accumulation, il force les hommes, sans merci ni trêve, à produire pour produire, et les pousse ainsi instinctivement à développer les puissances productrices et les conditions matérielles qui seules peuvent former la base d'une société nouvelle et

supérieure.

Le capitaliste n'est respectable qu'autant qu'il est le capital fait homme. Dans ce rôle il est, lui aussi, comme le thésauriseur, dominé par sa passion aveugle pour la richesse abstraite, la valeur. Mais ce qui chez l'un paraît être une manie individuelle est chez l'autre l'effet du mécanisme social dont il n'est qu'un rouage.

Le développement de la production capitaliste nécessite un agrandissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive.

Sa volonté et sa conscience ne réfléchissant que les besoins du capital qu'il représente, dans sa consommation personnelle il ne saurait guère voir qu'une sorte de vol, d'emprunt au moins, fait à l'accumulation ; et, en effet, la tenue des livres en parties doubles met les dépenses privées au passif, comme sommes dues par le capitaliste au capital.

Enfin, accumuler, c'est conquérir le monde de la richesse sociale, étendre sa domination personnelle^[847], augmenter le nombre de ses sujets, c'est sacrifier à une ambition insatiable.

Mais le péché originel opère partout et gâte tout. À mesure que se développe le mode de production capitaliste, et avec lui l'accumulation et la richesse, le capitaliste cesse d'être simple incarnation du capital. Il ressent « une émotion humaine » pour son propre Adam, sa chair, et devient si civilisé, si sceptique, qu'il ose railler l'austérité ascétique comme un préjugé de thésauriseur passé de mode. Tandis que le capitaliste de vieille roche flétrit toute dépense individuelle qui n'est pas de rigueur, n'y voyant qu'un empiétement sur l'accumulation, le capitaliste modernisé est capable de voir dans la capitalisation de la plus-value un obstacle à ses convoitises. Consommer, dit le premier, c'est « s'abstenir » d'accumuler ; accumuler, dit le second, c'est « renoncer » à la jouissance. « Deux âmes, hélas ! habitent mon cœur, et l'une veut faire divorce d'avec l'autre^[848]. »

À l'origine de la production capitaliste — et cette phase historique se renouvelle dans la vie privée de tout industriel parvenu — l'avarice et l'envie de s'enrichir l'emportent exclusivement. Mais le progrès de la production ne crée pas seulement un nouveau monde de jouissances : il ouvre, avec la spéculation et le crédit, mille sources d'enrichissement soudain. À un certain degré de développement, il impose même au malheureux capitaliste une prodigalité toute de convention, à la fois étalage de richesse et moyen de crédit. Le luxe devient une nécessité de

métier et entre dans les frais de représentation du capital. Ce n'est pas tout : le capitaliste ne s'enrichit pas, comme le paysan et l'artisan indépendants, proportionnellement à son travail et à sa frugalité personnels, mais en raison du travail gratuit d'autrui qu'il absorbe, et du renoncement à toutes les jouissances de la vie impose à ses ouvriers. Bien que sa prodigalité ne revête donc jamais les franches allures de celle du seigneur féodal, bien qu'elle ait peine à dissimuler l'avarice la plus sordide et l'esprit de calcul le plus mesquin, elle grandit néanmoins à mesure qu'il accumule, sans que son accumulation soit nécessairement restreinte par sa dépense, ni celle-ci par celle-là. Toutefois il s'élève dès lors en lui un conflit à la Faust entre le penchant à l'accumulation et le penchant à la jouissance.

« L'industrie de Manchester », est-il dit dans un écrit publié en 1795 par le docteur *Aikin*, « peut se diviser en quatre périodes. Dans la première les fabricants étaient forcés de travailler dur pour leur entretien. Leur principal moyen de s'enrichir consistait à voler les parents qui plaçaient chez eux des jeunes gens comme apprentis, et payaient pour cela bon prix, tandis que les susdits apprentis étaient loin de manger leur soûl. D'un autre côté la moyenne des profits était peu élevée et l'accumulation exigeait une grande économie. Ils vivaient comme des thésauriseurs, se gardant bien de dépenser même de loin les intérêts de leur capital ».

« Dans la seconde période, ils avaient commencé à acquérir une petite fortune, mais ils travaillaient autant qu'auparavant » — car l'exploitation directe du travail, comme le sait tout inspecteur d'esclaves, coûte du travail, — « et leur genre de vie était aussi frugal que par le passé... »

« Dans la troisième période le luxe commença, et, pour donner à l'industrie plus d'extension, on envoya des commis voyageurs à cheval chercher des ordres dans toutes les villes du royaume où, se tenaient des marchés. D'après toute vraisemblance, il n'y avait encore en 1690 que peu ou point de capitaux gagnés dans l'industrie qui dépassassent trois mille livres st. Vers cette époque cependant, ou un peu plus tard, les industriels avaient déjà gagné de l'argent, et ils commencèrent à remplacer les maisons de bois et de mortier par des maisons en pierre... »

« Dans les trente premières années du dix-huitième siècle, un fabricant de Manchester qui eût offert à ses convives une pinte de vin étranger se serait exposé au caquet et aux hochements de tête de tous ses voisins... Avant l'apparition des machines la consommation des fabricants, le soir dans les tavernes où ils se rassemblaient, ne s'élevait jamais à plus de six deniers (62 centimes 1/2) pour un verre de punch et un denier pour un rouleau de tabac. »

« C'est en 1758, et ceci fait époque, que l'on vit pour la première fois un homme engagé dans les affaires avec un équipage à lui !... »

« La quatrième période » — le dernier tiers du dix-huitième siècle, — « est la période de grand luxe et de grandes dépenses, provoquée et soutenue par l'extension donnée à l'industrie^[849]. » Que dirait le bon docteur Alkin, s'il ressuscitait à Manchester aujourd'hui !

Accumulez, accumulez ! C'est la loi et les prophètes ! « La parcimonie, et non l'industrie, est la cause immédiate de l'augmentation du capital. À vrai dire, l'industrie fournit la matière que l'épargne accumule^[850]. »

Épargnez, épargnez toujours, c'est-à-dire retransformez sans cesse en capital la plus grande partie possible de la plus-value ou du produit net ! Accumuler pour accumuler, produire pour produire, tel est le mot d'ordre de l'économie politique proclamant la mission historique de la période bourgeoise. Et elle ne s'est pas fait un instant illusion sur les douleurs d'enfantement de la richesse^[851], mais à quoi bon des jérémiades qui ne changent rien aux fatalités historiques ?

À ce point de vue, si le prolétaire n'est qu'une machine à produire de la plus-value, le capitaliste n'est qu'une machine à capitaliser cette plus-value.

L'économie politique classique prit donc bigrement au sérieux le capitaliste et son rôle. Pour le garantir du conflit désastreux entre le penchant à la jouissance et l'envie de s'enrichir, Malthus, quelques années après le congrès de Vienne, vint doctoralement défendre un système de division du travail où le capitaliste engagé dans la production a pour tâche d'accumuler, tandis que la dépense est du département de ses co-associés dans le partage de la plus-value, les aristocrates fonciers, les hauts dignitaires de l'État et de l'Église, les rentiers fainéants, etc. « Il est de la plus haute importance, dit-il, de tenir séparées la passion pour la dépense et la passion pour l'accumulation (the passion for expenditure and the passion for accumulation^[852]). » Messieurs les capitalistes, déjà plus ou moins transformés en viveurs et hommes du monde, poussèrent naturellement les hauts cris. Eh quoi ! objectait un de leurs interprètes, un Ricardien, M. Malthus prêche en faveur des fortes rentes foncières, des impôts élevés, des grasses sinécures, dans le but de stimuler constamment les industriels au moyen des consommateurs improductifs ! Assurément produire, produire toujours de plus en plus, tel est notre mot d'ordre, notre panacée, mais « la production serait bien plutôt enrayée qu'activée par de semblables procédés. Et puis il n'est pas tout à fait juste (nor is it quite fair) d'entretenir dans l'oisiveté un certain nombre de personnes, tout simplement pour en émoustiller d'autres, dont le caractère donne lieu de

croire (who are likely, from their characters) qu'ils fonctionneront avec succès, quand on pourra les contraindre à fonctionner^[853]. » Mais, si ce Ricardien trouve injuste que, pour exciter le capitaliste industriel à accumuler, on lui enlève la crème de son lait, par contre il déclare conforme aux règles que l'on réduise le plus possible le salaire de l'ouvrier « pour le maintenir laborieux ». Il ne cherche pas même à dissimuler un instant que tout le secret de la plus-value consiste à s'approprier du travail sans le payer. « De la part des ouvriers demande de travail accrue signifie tout simplement qu'ils consentent à prendre moins de leur propre produit pour eux-mêmes et à en laisser davantage à leurs patrons ; et si l'on dit qu'en diminuant la consommation des ouvriers, cela amène un soi-disant *glut* (encombrement du marché, surproduction), je n'ai qu'une chose à répondre, c'est que *glut* est synonyme de gros profits^[854]. »

Cette savante dispute sur le moyen de répartir, de la manière la plus favorable à l'accumulation, entre le capitaliste industriel et le riche oisif, le butin pris sur la classe ouvrière, fut interrompue par la Révolution de Juillet. Peu de temps après, le prolétariat urbain sonna à Lyon le tocsin d'alarme, et en Angleterre le prolétariat des campagnes promena le coq rouge. D'un côté du détroit la vogue était au Fouriérisme et au Saint-Simonisme, de l'autre à l'Owenisme. Alors l'économie politique vulgaire saisit l'occasion aux cheveux et proposa une doctrine destinée à sauver la société.

Elle fut révélée au monde par N.-W. Senior, juste un an avant qu'il découvrit, à Manchester, que d'une journée de travail de douze heures c'est la douzième et dernière heure seule qui fait naître le profit, y compris l'intérêt. « Pour moi, déclarait-il solennellement, pour moi, je substitue au mot capital, en tant qu'il se rapporte à la production, le mot *abstinence*^[855]. » Rien qui vous donne comme cela une idée des « découvertes » de l'économie politique vulgaire ! Elle remplace les catégories économiques par des phrases de Tartuffe, voilà tout.

« Quand le sauvage, nous apprend Senior, fabrique des arcs, il exerce une industrie, mais il ne pratique pas l'abstinence. » Ceci nous explique parfaitement pourquoi et comment, dans un temps moins avancé que le nôtre, tout en se passant de l'abstinence du capitaliste, on ne s'est pas passé d'instruments de travail. « Plus la société marche en avant, plus elle exige d'abstinence^[856] », notamment de la part de ceux qui exercent l'industrie de s'approprier les fruits de l'industrie d'autrui.

Les conditions du procès de travail se transforment tout à coup en autant de pratiques d'abstinence du capitaliste, supposé toujours que son ouvrier ne s'abstienne point de travailler pour lui. Si le blé non seulement se

mange, mais aussi se sème, abstinence du capitaliste ! Si l'on donne au vin le temps de fermenter, abstinence du capitaliste^[857] ! Le capitaliste se dépouille lui-même, quand il « prête (!) ses instruments de production au travailleur » ; en d'autres termes, quand il les fait valoir comme capital en leur incorporant la force ouvrière, au lieu de manger tout crus engrais, chevaux de trait, coton, machines à vapeur, chemins de fer, etc., ou, d'après l'expression naïve des théoriciens de l'abstinence, au lieu d'en dissiper « la valeur » en articles de luxe, etc.^[858]

Comment la classe capitaliste doit-elle s'y prendre pour remplir ce programme ? C'est un secret qu'on s'obstine à garder. Bref, le monde ne vit plus que grâce aux mortifications de ce moderne pénitent de Wichnou, le capitaliste. Ce n'est pas seulement l'accumulation, non ! « la simple conservation d'un capital exige un effort constant pour résister à la tentation de le consommer^[859]. » Il faut donc avoir renoncé à toute humanité pour ne pas délivrer le capitaliste de ses tentations et de son martyre, de la même façon qu'on en a usé récemment pour délivrer le planteur de la Géorgie de ce pénible dilemme : faut-il joyeusement dépenser en champagne et articles de Paris tout le produit net obtenu à coups de fouet de l'esclave nègre, ou bien en convertir une partie en terres et nègres additionnels ?

Dans les sociétés les plus différentes au point de vue économique on trouve non seulement la reproduction simple, mais encore, à des degrés très divers, il est vrai, la reproduction sur une échelle progressive. À mesure que l'on produit et consomme davantage, on est forcé de reconvertir plus de produits en nouveaux moyens de production. Mais ce procès ne se présente ni comme accumulation de capital ni comme fonction du capitaliste, tant que les moyens de production du travailleur, et par conséquent son produit et ses subsistances, ne portent pas encore l'empreinte sociale qui les transforme en capital^[860]. C'est ce que *Richard Jones*, successeur de Malthus à la chaire d'économie politique de l'East Indian College de Hailebury, a bien fait ressortir par l'exemple des Indes orientales.

Comme la partie la plus nombreuse du peuple indien se compose de paysans cultivant leurs terres eux-mêmes, ni leur produit, ni leurs moyens de travail et de subsistance, « n'existent jamais sous la forme (in the shape) d'un fonds épargné sur un revenu étranger (saved from revenue) et qui eût parcouru préalablement un procès d'accumulation (a previous process of accumulation^[861]) ». D'un autre côté, dans les territoires où la domination anglaise a le moins altéré l'ancien système, les grands reçoivent, à titre de tribut ou de rente foncière, une aliquote du produit net de l'agriculture

qu'ils divisent en trois parties. La première est consommée par eux en nature, tandis que la deuxième est convertie, à leur propre usage, en articles de luxe et d'utilité par des travailleurs non agricoles qu'ils rémunèrent moyennant la troisième partie. Ces travailleurs sont des artisans possesseurs de leurs instruments de travail. La production et la reproduction, simples ou progressives, vont ainsi leur chemin sans intervention aucune de la part du saint moderne, de ce chevalier de la triste figure, le capitaliste pratiquant la bonne œuvre de l'abstinence.

IV

Circonstances qui, indépendamment de la division proportionnelle de la plus-value en capital et en revenu déterminent l'étendue de l'accumulation — Degré d'exploitation de la force ouvrière —
Différence croissante entre le capital employé et le capital consommé – Grandeur du capital avancé

Étant donné la proportion suivant laquelle la plus-value se partage en capital et en revenu, la grandeur du capital accumulé dépend évidemment de la grandeur absolue de la plus-value. Mettons, par exemple, qu'il y ait quatre-vingts pour cent de capitalisé et vingt pour cent de dépensé, alors le capital accumulé s'élève à deux mille quatre cents francs ou à mille deux cents, selon qu'il y a une plus-value de trois mille francs ou une de mille cinq cents. Ainsi toutes les circonstances qui déterminent la masse de la plus-value concourent à déterminer l'étendue de l'accumulation. Il nous faut donc les récapituler, mais, cette fois, seulement au point de vue de l'accumulation.

On sait que le taux de la plus-value dépend en premier lieu du *degré d'exploitation de la force ouvrière*^[862]. En traitant de la production de la plus-value, nous avons toujours supposé que l'ouvrier reçoit un salaire normal, c'est-à-dire que la juste valeur de sa force est payée. Le prélèvement sur le salaire joue cependant dans la pratique un rôle trop important pour que nous ne nous y arrêtions pas un moment. Ce procédé convertit en effet, dans une certaine mesure, le fonds de consommation nécessaire à l'entretien du travailleur en fonds d'accumulation du capital.

« Les salaires, dit J. St. Mill, n'ont aucune force productive ; ils sont le prix d'une force productive. Ils ne contribuent pas plus à la production des marchandises en sus du travail que n'y contribue le prix d'une machine en sus de la machine elle-même. Si l'on pouvait avoir le travail sans l'acheter, les salaires seraient superflus^[863]. »

Mais, si le travail ne coûtait rien, on ne saurait l'avoir à aucun prix. Le salaire ne peut donc jamais descendre à ce zéro nihiliste, bien que le

capital ait une tendance constante à s'en rapprocher.

Un écrivain du dix-huitième siècle que j'ai souvent cité, l'auteur de *l'Essai sur l'industrie et le commerce*^[864], ne fait que trahir le secret intime du capitaliste anglais quand il déclare que la grande tâche historique de l'Angleterre, c'est de ramener chez elle le salaire au niveau français ou hollandais. « Si nos pauvres, dit-il, s'obstinent à vouloir faire continuelle bombance, leur travail doit naturellement revenir à un prix excessif... Que l'on jette seulement un coup d'œil sur l'entassement de superfluités (*heap of superfluities*) consommées par nos ouvriers de manufacture, telles qu'eau-de-vie, gin, thé, sucre, fruits étrangers, bière forte, toile imprimée, tabac à fumer et à priser, etc., n'est-ce pas à faire dresser les cheveux^[865] ? » Il cite une brochure d'un fabricant du Northamptonshire, où celui-ci pousse, en louchant vers le ciel, ce gémissement : « Le travail est en France d'un bon tiers meilleur marché qu'en Angleterre : car là les pauvres travaillent rudement et sont piètrement nourris et vêtus ; leur principale consommation est le pain, les fruits, les légumes, les racines, le poisson salé ; ils mangent rarement de la viande, et, quand le froment est cher, très peu de pain^[866]. » Et ce n'est pas tout, ajoute l'auteur de *l'Essai*, « leur boisson se compose d'eau pure ou de pareilles (sic !) *liqueurs faibles*, en sorte qu'ils dépensent étonnamment peu d'argent... Il est sans doute fort difficile d'introduire chez nous un tel état de choses, mais évidemment ce n'est pas impossible, puisqu'il existe en France et aussi en Hollande^[867]. »

De nos jours ces aspirations ont été de beaucoup dépassées, grâce à la concurrence cosmopolite dans laquelle le développement de la production capitaliste a jeté tous les travailleurs du globe. Il ne s'agit plus seulement de réduire les salaires anglais au niveau de ceux de l'Europe continentale, mais de faire descendre, dans un avenir plus ou moins prochain, le niveau européen au niveau chinois. Voilà la perspective que M. Stapleton, membre du Parlement anglais, est venu dévoiler à ses électeurs dans une adresse sur le *prix du travail dans l'avenir*. « Si la Chine, dit-il, devient un grand pays manufacturier, je ne vois pas comment la population industrielle de l'Europe saurait soutenir la lutte sans descendre au niveau de ses concurrents^[868]. »

Vingt ans plus tard un Yankee baronnisé, Benjamin Thompson (dit le comte Rumford), suivit la même ligne philanthropique à la grande satisfaction de Dieu et des hommes. Ses *Essays*^[869] sont un vrai livre de cuisine ; il donne des recettes de toute espèce pour remplacer par des succédanés les aliments ordinaires et trop chers du travailleur. En voici une des plus réussies :

« Cinq livres d'orge, dit ce philosophe, cinq livres de maïs, trois pence (en chiffres ronds : 34 centimes) de harengs, un penny de vinaigre, deux pence de poivre et d'herbes, un penny de sel — le tout pour la somme de vingt pence trois quarts — donnent une soupe pour soixante-quatre personnes, et, au prix moyen du blé, les frais peuvent être réduits à un quart de penny (moins de 3 centimes) par tête. » La falsification des marchandises, marchant de front avec le développement de la production capitaliste, nous a fait dépasser l'idéal de ce brave Thompson^[870].

À la fin du dix-huitième siècle et pendant les vingt premières années du dix-neuvième les fermiers et les landlords anglais rivalisèrent d'efforts pour faire descendre le salaire à son minimum absolu. À cet effet on payait moins que le minimum sous forme de salaire et on compensait le déficit par l'assistance paroissiale. Dans ce bon temps, ces ruraux anglais avaient encore le privilège d'octroyer un tarif légal au travail agricole, et voici un exemple de l'*humour* bouffonne dont ils s'y prenaient : « Quand les squires fixèrent, en 1795, le taux des salaires pour le Speenhamland, ils avaient fort bien dîné et pensaient évidemment que les travailleurs n'avaient pas besoin de faire de même... Ils décidèrent donc que le salaire hebdomadaire serait de trois shillings par homme, tant que la miche de pain de huit livres onze onces coûterait un shilling, et qu'il s'élèverait régulièrement jusqu'à ce que le pain coûtât un shilling cinq pence. Ce prix une fois dépassé, le salaire devait diminuer progressivement jusqu'à ce que le pain coûtât deux shillings, et alors la nourriture de chaque homme serait d'un cinquième moindre qu'auparavant^[871]. »

En 1814, un comité d'enquête de la Chambre des lords posa la question suivante à un certain A. Bennet grand fermier, magistrat, administrateur d'un *workhouse* (maison de pauvres) et régulateur officiel des salaires agricoles : « Est-ce qu'on observe une proportion quelconque entre la valeur du travail journalier et l'assistance paroissiale ? — Mais oui, répondit l'illustre Bennet ; la recette hebdomadaire de chaque famille est complétée au-delà de son salaire nominal jusqu'à concurrence d'une miche de pain de huit livres onze onces et de trois pence par tête... Nous supposons qu'une telle miche suffit pour l'entretien hebdomadaire de chaque membre de la famille, et les trois pence sont pour les vêtements. S'il plaît à la paroisse de les fournir en nature, elle déduit les trois pence. Cette pratique règne non seulement dans tout l'ouest du Wiltshire, mais encore, je pense, dans tout le pays^[872]. »

C'est ainsi, s'écrie un écrivain bourgeois de cette époque, « que pendant nombre d'années les fermiers ont dégradé une classe respectable de leurs compatriotes, en les forçant à chercher un refuge dans le *workhouse*... Le

fermier a augmenté ses propres bénéfices en empêchant ses ouvriers d'accumuler le fonds de consommation le plus indispensable^[873] ». L'exemple du travail dit à domicile nous a déjà montré quel rôle ce vol, commis sur la consommation nécessaire du travailleur, joue aujourd'hui dans la formation de la plus-value et, par conséquent, dans l'accumulation du capital. On trouvera de plus amples détails à ce sujet dans le chapitre suivant.

Bien que, dans toutes les branches d'industrie, la partie du capital constant qui consiste en *outillage*^[874] doive suffire pour un certain nombre d'ouvriers, - nombre déterminé par l'échelle de l'entreprise, - elle ne s'accroît pas toutefois suivant la même proportion que la quantité du travail mis en œuvre. Qu'un établissement emploie, par exemple, cent hommes travaillant huit heures par jour, et ils fourniront quotidiennement huit cents heures de travail. Pour augmenter cette somme de moitié, le capitaliste aura ou à embaucher un nouveau contingent de cinquante ouvriers ou à faire travailler ses anciens ouvriers douze heures par jour au lieu de huit. Dans le premier cas, il lui faut un surplus d'avances non seulement en salaires, mais aussi en outillage, tandis que, dans l'autre, l'ancien outillage reste suffisant. Il va désormais fonctionner davantage, son service sera activé, il s'en usera plus vite, et son terme de renouvellement arrivera plus tôt, mais voilà tout. De cette manière un excédent de travail, obtenu par une tension supérieure de la force ouvrière, augmente la plus-value et le produit net, la substance de l'accumulation, sans nécessiter un accroissement préalable et proportionnel de la partie constante du capital avancé.

Dans l'industrie extractive, celle des mines, par exemple, les matières premières n'entrent pas comme élément des avances, puisque là l'objet du travail est non le fruit d'un travail antérieur, mais bien le don gratuit de la nature, tel que le métal, le minéral, le charbon, la pierre, etc. Le capital constant se borne donc presque exclusivement à l'avance en outillage, qu'une augmentation de travail n'affecte pas. Mais, les autres circonstances restant les mêmes, la valeur et la masse du produit multiplieront en raison directe du travail appliqué aux mines. De même qu'au premier jour de la vie industrielle, l'homme et la nature y agissent de concert comme sources primitives de la richesse. Voilà donc, grâce à l'élasticité de la force ouvrière, le terrain de l'accumulation élargi sans agrandissement préalable du capital avancé.

Dans l'agriculture on ne peut étendre le champ de cultivation sans avancer un surplus de semences et d'engrais. Mais, cette avance une fois faite, la seule action mécanique du travail sur le sol en augmente

merveilleusement la fertilité. Un excédent de travail, tiré du même nombre d'ouvriers, ajoute à cet effet sans ajouter à l'avance en instruments aratoires. C'est donc de nouveau l'action directe de l'homme sur la nature qui fournit ainsi un fonds additionnel à accumuler sans intervention d'un capital additionnel.

Enfin, dans les manufactures, les fabriques, les usines, toute dépense additionnelle en travail présuppose une dépense proportionnelle en matières premières, mais non en outillage. De plus, puisque l'industrie extractive et l'agriculture fournissent à l'industrie manufacturière ses matières brutes et instrumentales, le surcroît de produits obtenu dans celles-là sans surplus d'avances revient aussi à l'avantage de celle-ci.

Nous arrivons donc à ce résultat général, qu'en s'incorporant la force ouvrière et la terre, ces deux sources primitives de la richesse, le capital acquiert une puissance d'expansion qui lui permet d'augmenter ses éléments d'accumulation au-delà des limites apparemment fixées par sa propre grandeur, c'est-à-dire par la valeur et la masse des moyens de production déjà produits dans lesquels il existe.

Un autre facteur important de l'accumulation, c'est le degré de productivité du travail social.

Étant donné la plus-value, l'abondance du produit net, dont elle est la valeur, correspond à la productivité du travail mis en œuvre. A mesure donc que le travail développe ses pouvoirs productifs, le produit net comprend plus de moyens de jouissance et d'accumulation. Alors la partie de la plus-value qui se capitalise peut même augmenter aux dépens de l'autre qui constitue le revenu, sans que la consommation du capitaliste en soit resserrée, car désormais une moindre valeur se réalise en une somme supérieure d'utilités.

Le revenu déduit, le reste de la plus-value fonctionne comme capital additionnel. En mettant les subsistances à meilleur marché, le développement des pouvoirs productifs du travail fait que les travailleurs aussi baissent de prix. Il réagit de même sur l'efficacité, l'abondance et le prix des moyens de production. Or l'accumulation ultérieure que le nouveau capital amène à son tour, se règle non sur la valeur absolue de ce capital, mais sur la quantité de forces ouvrières, d'outillage, de matières premières et auxiliaires dont il dispose.

Il arrive en général que les combinaisons, les procédés et les instruments perfectionnés s'appliquent en premier lieu à l'aide du nouveau capital additionnel.

Quant à l'ancien capital, il consiste en partie en moyens de travail qui s'usent peu à peu et n'ont besoin d'être reproduits qu'après des laps de

temps assez grands. Toutefois, chaque année, un nombre considérable d'entre eux arrive à son terme de vitalité, comme on voit tous les ans s'éteindre nombre de vieillards en décrépitude. Alors, le progrès scientifique et technique, accompli durant la période de leur service actif, permet de remplacer ces instruments usés par d'autres plus efficaces et comparativement moins coûteux. En dehors donc des modifications de détail que subit de temps à autre l'ancien outillage, une large portion en est chaque année entièrement renouvelée et devient ainsi plus productive.

Quant à l'autre élément constant du capital ancien, les matières premières et auxiliaires, elles sont reproduites pour la plupart au moins annuellement, si elles proviennent de l'agriculture, et dans des espaces de temps beaucoup plus courts, si elles proviennent des mines, etc. Là, tout procédé perfectionné qui n'entraîne pas un changement d'outillage, réagit donc presque du même coup et sur le capital additionnel et sur l'ancien capital.

En découvrant de nouvelles matières utiles ou de nouvelles qualités utiles de matières déjà en usage, la chimie multiplie les sphères de placement pour le capital accumulé. En enseignant les méthodes propres à rejeter dans le cours circulaire de la reproduction les résidus de la production et de la consommation sociales, leurs excréments, elle convertit, sans aucun concours du capital, ces non-valeurs en autant d'éléments additionnels de l'accumulation.

De même que l'élasticité de la force ouvrière, le progrès incessant de la science et de la technique doué donc le capital d'une puissance d'expansion, indépendante, dans de certaines limites, de la grandeur des richesses acquises dont il se compose. Sans doute, les progrès de la puissance productive du travail qui s'accomplissent sans le concours du capital déjà en fonction, mais dont il profite dès qu'il fait peau neuve, le déprécient aussi plus ou moins durant l'intervalle où il continue de fonctionner sous son ancienne forme. Le capital placé dans une machine, par exemple, perd de sa valeur quand surviennent de meilleures machines de la même espèce. Du moment, cependant, où la concurrence rend cette dépréciation sensible au capitaliste, il cherche à s'en indemniser par une réduction du salaire.

Le travail transmet au produit la valeur des moyens de production consommés. D'un autre côté, la valeur et la masse des moyens de production, mis en œuvre par un quantum donné de travail, augmentent à mesure que le travail devient plus productif. Donc, bien qu'un même quantum de travail n'ajoute jamais aux produits que la même somme de valeur nouvelle, l'ancienne valeur-capital qu'il leur transmet va

s'accroissant avec le développement de l'industrie.

Que le fileur anglais et le fileur chinois travaillent le même nombre d'heures avec le même degré d'intensité, et ils vont créer chaque semaine des valeurs égales. Pourtant, en dépit de cette égalité, il y aura entre le produit hebdomadaire de l'un, qui se sert d'un vaste automate, et celui de l'autre, qui se sert d'un rouet primitif, une merveilleuse différence de valeur. Dans le même temps que le Chinois file à peine une livre de coton, l'Anglais en filera plusieurs centaines, grâce à la productivité supérieure du travail mécanique ; de là l'énorme surplus d'anciennes valeurs qui font enfler la valeur de son produit, où elles reparaissent sous une nouvelle forme d'utilité et deviennent ainsi propres à fonctionner de nouveau comme capital.

« En Angleterre les récoltes de laine des trois années 1780-82 restaient, faute d'ouvriers, à l'état brut, et y seraient restées forcément longtemps encore, si l'invention de machines n'était bientôt venue fournir fort à propos les moyens de les filer^[875]. » Les nouvelles machines ne firent pas sortir de terre un seul homme, mais elles mettaient un nombre d'ouvriers relativement peu considérable à même de filer en peu de temps cette énorme masse de laine successivement accumulée pendant trois années, et, tout en y ajoutant de nouvelle valeur, d'en conserver, sous forme de filés, l'ancienne valeur-capital. Elles provoquèrent en outre la reproduction de la laine sur une échelle progressive.

C'est la propriété naturelle du travail qu'en créant de nouvelles valeurs, il conserve les anciennes. A mesure donc que ses moyens de production augmentent d'efficacité, de masse et de valeur, c'est-à-dire, à mesure que le mouvement ascendant de sa puissance productive accélère l'accumulation, le travail conserve et éternise, sous des formes toujours nouvelles, une ancienne valeur-capital toujours grossissante^[876]. Mais, dans le système du salariat, cette faculté naturelle du travail prend la fausse apparence d'une propriété qui est inhérente au capital et l'éternise ; de même les forces collectives du travail combiné se déguisent en autant de qualités occultes du capital, et l'appropriation continue de surtravail par le capital tourne au miracle, toujours renaissant, de ses vertus prolifiques.

Cette partie du capital constant qui s'avance sous forme d'outillage et qu'Adam Smith a nommée « capital fixe », fonctionne toujours en entier dans les procès de production périodiques, tandis qu'au contraire, ne s'usant que peu à peu, elle ne transmet sa valeur que par fractions aux marchandises qu'elle aide à confectionner successivement. Véritable gradimètre du progrès des forces productives, son accroissement amène une différence de grandeur de plus en plus considérable entre la totalité du

capital actuellement employé et la fraction qui s'en consommé d'un seul coup. Qu'on compare, par exemple, la valeur des chemins de fer européens quotidiennement exploités à la somme de valeur qu'ils perdent par leur usage quotidien ! Or, ces moyens, créés par l'homme, rendent des services gratuits tout comme les forces naturelles, l'eau, la vapeur, l'électricité, etc., et ils les rendent en proportion des effets utiles qu'ils contribuent à produire sans augmentation de frais. Ces services gratuits du travail d'autrefois, saisi et vivifié par le travail d'aujourd'hui, s'accumulent donc avec le développement des forces productives et l'accumulation de capital qui l'accompagne.

Parce que le travail passé des travailleurs A, B, C, etc., figure dans le système capitaliste comme l'actif du non-travailleur X, etc., bourgeois et économistes de verser à tout propos des torrents de larmes et d'éloges sur les opérations de la grâce de ce travail défunt, auquel Mac Culloch, le génie écossais, décerne même des droits à un salaire à part, vulgairement nommé profit, intérêt, etc^[877]. Ainsi le concours de plus en plus puissant que, sous forme d'outillage, le travail passé apporte au travail vivant, est attribué par ces sages non à l'ouvrier qui a fait l'œuvre, mais au capitaliste qui se l'est appropriée. À leur point de vue, l'instrument de travail et son caractère de capital - qui lui est imprimé par le milieu social actuel - ne peuvent pas plus se séparer que le travailleur lui-même, dans la pensée du planteur de la Géorgie, ne pouvait se séparer de son caractère d'esclave.

Parmi les circonstances qui, indépendamment du partage proportionnel de la plus-value en revenu et en capital, influent fortement sur l'étendue de l'accumulation, il faut enfin signaler *la grandeur du capital avancé*.

Étant donné le degré d'exploitation de la force ouvrière, la masse de la plus-value se détermine par le nombre des ouvriers simultanément exploités, et celui-ci correspond, quoique dans des proportions changeantes, à la grandeur du capital. Plus le capital grossit donc, au moyen d'accumulations successives, plus grossit aussi la valeur à diviser en fonds de consommation et en fonds d'accumulation ultérieure. En outre, tous les ressorts de la production jouent d'autant plus énergiquement que son échelle s'élargit avec la masse du capital avancé.

V

Le prétendu fonds de travail (Labour fund)

Les capitalistes, leurs co-propriétaires, leurs hommes-liges et leurs gouvernements gaspillent chaque année une partie considérable du produit

net annuel. De plus, ils retiennent dans leurs fonds de consommation une foule d'objets d'usage lent, propres à un emploi reproductif, et ils stérilisent à leur service personnel une foule de forces ouvrières. La quote-part de la richesse qui se capitalise n'est donc jamais aussi large qu'elle pourrait l'être. Son rapport de grandeur vis-à-vis du total de la richesse sociale change avec tout changement survenu dans le partage de la plus-value en revenu personnel et en capital additionnel, et la proportion suivant laquelle se fait ce partage varie sans cesse sous l'influence de conjonctures auxquelles nous ne nous arrêterons pas ici. Il nous suffit d'avoir constaté qu'au lieu d'être une aliquote prédéterminée et fixe de la richesse sociale, le capital n'en est qu'une fraction variable et flottante.

Quant au capital déjà accumulé et mis en œuvre, bien que sa valeur soit déterminée de même que la masse des marchandises dont il se compose, il ne représente point une force productrice constante, opérant d'une manière uniforme. Nous avons vu au contraire qu'il admet une grande latitude par rapport à l'intensité, l'efficacité et l'étendue de son action. En examinant les causes de ce phénomène nous nous étions placés au point de vue de la production, mais il ne faut pas oublier que les divers degrés de vitesse de la circulation concourent à leur tour à modifier considérablement l'action d'un capital donné. En dépit de ces faits, les économistes ont toujours été trop disposés à ne voir dans le capital qu'une portion prédéterminée de la richesse sociale, qu'une somme donnée de marchandises et de forces ouvrières opérant d'une manière à peu près uniforme. Mais Bentham, l'oracle philistin du dix-neuvième siècle, a élevé ce préjugé au rang d'un dogme^[878]. Bentham est parmi les philosophes ce que son compatriote Martin Tupper, est parmi les poètes. Le lieu commun raisonneur, voilà la philosophie de l'un et la poésie de l'autre^[879].

Le dogme de la quantité fixe du capital social à chaque moment donné, non seulement vient se heurter contre les phénomènes les plus ordinaires de la production, tels que ses mouvements d'expansion et de contraction, mais il rend l'accumulation même à peu près incompréhensible^[880]. Aussi n'a-t-il été mis en avant par Bentham et ses acolytes, les Mac Culloch, les Mill et *tutti quanti*, qu'avec une arrière-pensée « utilitaire. » Ils l'appliquent de préférence à cette partie du capital qui s'échange entre la force ouvrière et qu'ils appellent indifféremment « *fonds de salaires* », « *fonds du travail*. » D'après eux, c'est là une fraction particulière de la richesse sociale, la valeur d'une certaine quantité de subsistances dont la nature pose à chaque moment les bornes fatales, que la classe travailleuse s'escrime vainement à franchir. La somme à distribuer parmi les salariés étant ainsi donnée, il s'ensuit que si la quote-part dévolue à chacun des

partageants est trop petite, c'est parce que leur nombre est trop grand, et qu'en dernière analyse leur misère est un fait non de l'ordre social, mais de l'ordre naturel.

En premier lieu, les limites que le système capitaliste prescrit à la consommation du producteur ne sont « naturelles » que dans le milieu propre à ce système, de même que le fouet ne fonctionne comme aiguillon « naturel » du travail que dans le milieu esclavagiste. C'est en effet la nature de la production capitaliste que de limiter la part du producteur à ce qui est nécessaire pour l'entretien de sa force ouvrière, et d'octroyer le surplus de son produit au capitaliste. Il est encore de la nature de ce système que le produit net, qui échoit au capitaliste, soit aussi divisé par lui en revenu et en capital additionnel, tandis qu'il n'y a que des cas exceptionnels où le travailleur puisse augmenter son fonds de consommation en empiétant sur celui du non-travailleur. « Le riche », dit *Sismondi*, « fait la loi au pauvre... car faisant lui-même le partage de la production annuelle, tout ce qu'il nomme *revenu*, il le garde pour le consommer lui-même ; tout ce qu'il nomme capital il le cède au pauvre pour que celui-ci en fasse *son revenu*^[881]. » (Lisez : pour que celui-ci lui en fasse un revenu additionnel.) « Le produit du travail », dit J. St. Mill, « est aujourd'hui distribué en raison inverse du travail ; la plus grande part est pour ceux qui ne travaillent jamais ; puis les mieux partagés sont ceux dont le travail n'est presque que nominal, de sorte que de degré en degré la rétribution se rétrécit à mesure que le travail devient plus désagréable et plus pénible, si bien qu'enfin le labeur le plus fatigant, le plus exténuant, ne peut pas même compter avec certitude sur l'acquisition des choses les plus nécessaires à la vie^[882]. »

Ce qu'il aurait donc fallu prouver avant tout, c'était que, malgré son origine toute récente, le mode capitaliste de la production sociale en est néanmoins le mode immuable et « naturel ». Mais, même dans les données du système capitaliste, il est faux que le « fonds de salaire » soit prédéterminé ou par la grandeur de la richesse sociale ou par celle du capital social.

Le capital social n'étant qu'une fraction variable et flottante de la richesse sociale, le fonds de salaire, qui n'est qu'une quote-part de ce capital, ne saurait être une quote-part fixe et prédéterminée de la richesse sociale : de l'autre côté, la grandeur relative du fonds de salaire dépend de la proportion suivant laquelle le capital social se divise en capital constant et en capital variable, et cette proportion, comme nous l'avons déjà vu et comme nous l'exposerons encore plus en détail dans les chapitres suivants, ne reste pas la même durant le cours de l'accumulation.

Un exemple de la tautologie absurde à laquelle aboutit la doctrine de la quantité fixe du fonds de salaire nous est fourni par le professeur *Fawcett*.

« Le capital circulant d'un pays », dit-il « est son fonds d'entretien du travail. Pour calculer le salaire moyen qu'obtient l'ouvrier, il suffit donc de diviser tout simplement ce capital par le chiffre de la population ouvrière^[883] », c'est-à-dire que l'on commence par additionner les salaires individuels actuellement payés pour affirmer ensuite que cette addition donne la valeur « du fonds de salaire ». Puis on divise cette somme, non par le nombre des ouvriers employés, mais par celui de toute la population ouvrière, et l'on découvre ainsi combien il en peut tomber sur chaque tête ! La belle finesse !

Cependant, sans reprendre haleine, M. Fawcett continue : « La richesse totale, annuellement accumulée en Angleterre, se divise en deux parties : l'une est employée chez nous à l'entretien de notre propre industrie ; l'autre est exportée dans d'autres pays... La partie employée dans notre industrie ne forme pas une portion importante de la richesse annuellement accumulée dans ce pays^[884]. »

Aussi la plus grande partie du produit net, annuellement croissant, se capitalisera non en Angleterre, mais à l'étranger. Elle échappe donc à l'ouvrier anglais sans compensation aucune. Mais, en même temps que ce capital surnuméraire, n'exporterait-on pas aussi par hasard une bonne partie du fonds assigné au travail anglais par la Providence et par Bentham^[885] ?

CHAPITRE XXV

Loi générale de l'accumulation capitaliste

I

La composition du capital restant la même, le progrès de l'accumulation tend à faire monter le taux des salaires

Nous avons maintenant à traiter de l'influence que l'accroissement du capital exerce sur le sort de la classe ouvrière. La donnée la plus importante pour la solution de ce problème, c'est la *composition du capital* et les changements qu'elle subit dans le progrès de l'accumulation.

La composition du capital se présente à un double point de vue. Sous le

rapport de la valeur, elle est déterminée par la proportion suivant laquelle le capital se décompose en partie constante (la valeur des moyens de production) et partie variable (la valeur de la force ouvrière, la somme des salaires). Sous le rapport de sa matière, telle qu'elle fonctionne dans le procès de production, tout capital consiste en moyens de production et en force ouvrière agissante, et sa composition est déterminée par la proportion qu'il y a entre la masse des moyens de production employés et la quantité de travail nécessaire pour les mettre en œuvre. La première composition du capital est la *composition-valeur*, la deuxième la *composition technique*. Enfin, pour exprimer le lien intime qu'il y a entre l'une et l'autre, nous appellerons *composition organique* du capital sa composition-valeur, en tant qu'elle dépend de sa composition technique, et que, par conséquent, les changements survenus dans celle-ci se réfléchissent dans celle-là. Quand nous parlons en général de la composition du capital, il s'agit toujours de sa composition organique.

Les capitaux nombreux placés dans une même branche de production et fonctionnant entre les mains d'une multitude de capitalistes, indépendants les uns des autres, diffèrent plus ou moins de composition, mais la moyenne de leurs compositions particulières constitue la composition du capital total consacré à cette branche de production. D'une branche de production à l'autre, la composition moyenne du capital varie grandement, mais la moyenne de toutes ces compositions moyennes constitue la composition du capital social employé dans un pays, et c'est de celle-là qu'il s'agit en dernier lieu dans les recherches suivantes.

Après ces remarques préliminaires, revenons à l'accumulation capitaliste.

L'accroissement du capital renferme l'accroissement de sa partie variable. En d'autres termes : une quote-part de la plus-value capitalisée doit s'avancer en salaires. Supposé donc que la composition du capital reste la même, la demande de travail marchera de front avec l'accumulation, et la partie variable du capital augmentera au moins dans la même proportion que sa masse totale.

Dans ces données, le progrès constant de l'accumulation doit même, tôt ou tard, amener une hausse graduelle des salaires. En effet, une partie de la plus-value, ce fruit annuel, vient annuellement s'adjoindre au capital acquis ; puis cet incrément annuel grossit lui-même à mesure que le capital fonctionnant s'enfle davantage ; enfin, si des circonstances exceptionnellement favorables — l'ouverture de nouveaux marchés au-dehors, de nouvelles sphères de placement à l'intérieur, etc. — viennent à l'aiguillonner, la passion du gain jettera brusquement de plus fortes

portions du produit net dans le fonds de la reproduction pour en dilater encore l'échelle.

De tout cela il résulte que chaque année fournira de l'emploi pour un nombre de salariés supérieur à celui de l'année précédente, et qu'à un moment donné les besoins de l'accumulation commenceront à dépasser l'offre ordinaire de travail. Dès lors le taux des salaires doit suivre un mouvement ascendant. Ce fut en Angleterre, pendant presque tout le quinzième siècle et dans la première moitié du dix-huitième un sujet de lamentations continuelles.

Cependant les circonstances plus ou moins favorables au milieu desquelles la classe ouvrière se reproduit et se multiplie ne changent rien au caractère fondamental de la reproduction capitaliste. De même que la reproduction simple ramène constamment le même rapport social — capitalisme et salariat — ainsi l'accumulation ne fait que reproduire ce rapport sur une échelle également progressive, avec plus de capitalistes (ou de plus gros capitalistes) d'un côté, plus de salariés de l'autre. La reproduction du capital renferme celle de son grand instrument de mise en valeur, la force de travail. Accumulation du capital est donc en même temps accroissement du prolétariat^[886].

Cette identité — de deux termes opposés en apparence — Adam Smith, Ricardo et autres l'ont si bien saisie, que pour eux l'accumulation du capital n'est même autre chose que la consommation par des travailleurs productifs de toute la partie capitalisée du produit net, ou ce qui revient au même, sa conversion en un supplément de prolétaires.

Déjà en 1696, *John Bellers* s'écrie :

« Si quelqu'un avait cent mille arpents de terre, et autant de livres d'argent, et autant de bétail, que serait cet homme riche sans le travailleur, sinon un simple travailleur ? Et puisque ce sont les travailleurs qui font les riches, plus il y a des premiers, plus il y aura des autres... le travail du pauvre étant la mine du riche^[887]. »

De même *Bertrand de Mandeville* enseigne, au commencement du dix-huitième siècle :

« Là où la propriété est suffisamment protégée, il serait plus facile de vivre sans argent que sans pauvres, car qui ferait le travail ? ... s'il ne faut donc pas affamer les travailleurs, il ne faut pas non plus leur donner tant qu'il vaille la peine de thésauriser. Si çà et là, en se serrant le ventre et à force d'une application extraordinaire, quelque individu de la classe infime s'élève au-dessus de sa condition, personne ne doit l'en empêcher. Au contraire, on ne saurait nier que mener une vie frugale soit la conduite la plus sage pour chaque particulier, pour chaque famille prise à part, mais ce

n'en est pas moins l'intérêt de toutes les nations riches que la plus grande partie des pauvres ne reste jamais inactive et dépense néanmoins toujours sa recette... Ceux qui gagnent leur vie par un labeur quotidien n'ont d'autre aiguillon à se rendre serviables que leurs besoins qu'il est prudent de soulager, mais que ce serait folie de vouloir guérir. La seule chose qui puisse rendre l'homme de peine laborieux, c'est un salaire modéré. Suivant son tempérament un salaire trop bas le décourage ou le désespère, un salaire trop élevé le rend insolent ou paresseux... Il résulte de ce qui précède que, dans une nation libre où l'esclavage est interdit, *la richesse la plus sûre consiste dans la multitude des pauvres laborieux*. Outre qu'ils sont une source intarissable de recrutement pour la flotte et l'armée, sans eux il n'y aurait pas de jouissance possible et aucun pays ne saurait tirer profit de ses produits naturels. Pour que *la société* (qui évidemment se compose des non-travailleurs) soit heureuse et le peuple content même de son sort pénible, il faut que la grande majorité reste aussi ignorante que pauvre. Les connaissances développent et multiplient nos désirs, et moins un homme désire plus ses besoins sont faciles à satisfaire^[888]. »

Ce que Mandeville, écrivain courageux et forte tête, ne pouvait pas encore apercevoir, c'est que le mécanisme de l'accumulation augmente, avec le capital, la masse des « pauvres laborieux », c'est-à-dire des salariés convertissant leurs forces ouvrières en force vitale du capital et restant ainsi, bon gré, mal gré, serfs de leur propre produit incarné dans la personne du capitaliste.

Sur cet état de dépendance, comme une des nécessités reconnues du système capitaliste, Sir F. M. Eden remarque, dans son ouvrage sur la *Situation des pauvres ou histoire de la classe laborieuse en Angleterre* :

« Notre zone exige du travail pour la satisfaction des besoins, et c'est pourquoi il faut qu'au moins *une partie de la société travaille sans relâche*... Il en est qui ne travaillent pas et qui néanmoins disposent à leur gré des produits de l'industrie. Mais ces propriétaires ne doivent cette faveur qu'à la civilisation et à l'ordre établi, ils sont créés par les institutions civiles. » Eden aurait dû se demander : Qu'est-ce qui crée les *institutions civiles* ?

Mais de son point de vue, celui de l'illusion juridique, il ne considère pas la loi comme un produit des rapports matériels de la production, mais au contraire ces rapports comme un produit de la loi. Linguet a renversé d'un seul mot l'échafaudage illusoire de « l'esprit des lois » de Montesquieu : « L'esprit des lois, a-t-il dit, c'est la propriété. » Mais laissons continuer Eden :

« Celles-ci (les institutions civiles) ont reconnu, en effet, que l'on peut

s'approprier les fruits du travail autrement que par le travail. Les gens de fortune indépendante doivent cette fortune presque entièrement au travail d'autrui et non à leur propre capacité, qui ne diffère en rien de celle des autres. Ce n'est pas la possession de tant de terre ou de tant d'argent, c'est le pouvoir de disposer du travail (« *the command of labour* ») qui distingue les riches des pauvres... Ce qui convient aux pauvres, ce n'est pas une condition servile et abjecte, mais un *état de dépendance aisée et libérale* (« *a state of easy and liberal dependence* ») ; et ce qu'il faut aux gens nantis, c'est une influence, une autorité suffisante sur ceux qui travaillent pour eux... Un pareil état de dépendance, comme l'avouera tout connaisseur de la nature humaine, est indispensable au confort des travailleurs eux-mêmes^[889]. » Sir F. M. Eden, soit dit en passant, est le seul disciple d'Adam Smith qui, au dix-huitième siècle, ait produit une œuvre remarquable^[890].

Dans l'état de l'accumulation, tel que nous venons de le supposer, et c'est son état le plus propice aux ouvriers, leur dépendance revêt des formes tolérables, ou, comme dit Eden, des formes « aisées et libérales. » Au lieu de gagner en intensité, l'exploitation et la domination capitalistes gagnent simplement en extension à mesure que s'accroît le capital, et avec lui le nombre de ses sujets. Alors il revient à ceux-ci, sous forme de paiement, une plus forte portion de leur propre produit net, toujours grossissant et progressivement capitalisé, en sorte qu'ils se trouvent à même d'élargir le cercle de leurs jouissances, de se mieux nourrir, vêtir, meubler, etc., et de former de petites réserves d'argent. Mais si un meilleur traitement, une nourriture plus abondante, des vêtements plus propres et un surcroît de pécule ne font pas tomber les chaînes de l'esclavage, il en est de même de celles du salariat. Le mouvement ascendant imprimé aux prix du travail par l'accumulation du capital prouve, au contraire, que la chaîne d'or, à laquelle le capitaliste tient le salarié rivé et que celui-ci ne cesse de forger, s'est déjà assez allongée pour permettre un relâchement de tension.

Dans les controverses économiques sur ce sujet, on a oublié le point principal : le caractère spécifique de la production capitaliste. Là, en effet, la force ouvrière ne s'achète pas dans le but de satisfaire directement, par son service ou son produit, les besoins personnels de l'acheteur. Ce que celui-ci se propose, c'est de s'enrichir en faisant valoir son capital, en produisant des marchandises où il fixe plus de travail qu'il n'en paye et dont la vente réalise donc une portion de valeur qui ne lui a rien coûté. Fabriquer de la plus-value, telle est la loi absolue de ce mode de production. La force ouvrière ne reste donc vendable qu'autant qu'elle conserve les moyens de production comme capital, qu'elle reproduit son

propre équivalent comme capital et qu'elle crée au capitaliste, par-dessus le marché, et un fonds de consommation et un surplus de capital. Qu'elles soient peu ou prou favorables, les conditions de la vente de la force ouvrière impliquent la nécessité de sa revente continue et la reproduction progressive de la richesse capitaliste. Il est de la nature du salaire de mettre toujours en mouvement un certain quantum de travail gratuit. L'augmentation du salaire n'indique donc au mieux qu'une diminution relative du travail gratuit que doit fournir l'ouvrier; mais cette diminution ne peut jamais aller loin pour porter préjudice au système capitaliste.

Dans nos données, le taux des salaires s'est élevé grâce à un accroissement du capital supérieur à celui du travail offert. Il n'y a qu'une alternative :

Ou les salaires continuent à monter, puisque leur hausse n'empiète point sur le progrès de l'accumulation, ce qui n'a rien de merveilleux, « car, dit Adam Smith, après que les profits ont baissé, les capitaux n'en augmentent pas moins ; ils continuent même à augmenter bien plus vite qu'auparavant... Un gros capital, quoique avec de petits profits, augmente, en général, plus promptement qu'un petit capital avec des gros profits^[891]. » Alors il est évident que la diminution du travail gratuit des ouvriers n'empêche en rien le capital d'étendre sa sphère de domination. Ce mouvement, au contraire, accoutume le travailleur à voir sa seule chance de salut dans l'enrichissement de son maître.

Ou bien, émoussant l'aiguillon du gain, la hausse progressive des salaires commence à retarder la marche de l'accumulation qui va en diminuant, mais cette diminution même en fait disparaître la cause première, à savoir l'excès en capital comparé à l'offre de travail. Dès lors le taux du salaire retombe à un niveau conforme aux besoins de la mise en valeur du capital, niveau qui peut être supérieur, égal ou inférieur à ce qu'il était au moment où la hausse des salaires eut lieu. De cette manière, le mécanisme de la production capitaliste écarte spontanément les obstacles qu'il lui arrive parfois de créer.

Il faut bien saisir le lien entre les mouvements du capital en voie d'accumulation et les vicissitudes corrélatives qui surviennent dans le taux des salaires. Tantôt c'est un excès en capital, provenant de l'accumulation accélérée, qui rend le travail offert relativement insuffisant et tend par conséquent à en élever le prix.

Tantôt c'est un ralentissement de l'accumulation qui rend le travail offert relativement surabondant et en déprime le prix.

Le mouvement d'expansion et de contradiction du capital en voie d'accumulation produit donc alternativement l'insuffisance ou la

surabondance relatives du travail offert, mais ce n'est ni un décroissement absolu ou proportionnel du chiffre de la population ouvrière qui rend le capital surabondant dans le premier cas, ni un accroissement absolu ou proportionnel du chiffre de la population ouvrière qui rend le capital insuffisant dans l'autre.

Nous rencontrons un phénomène tout à fait analogue dans les péripéties du cycle industriel. Quand vient la crise, les prix des marchandises subissent une baisse générale, et cette baisse se refléchit dans une hausse de la valeur relative de l'argent. Par contre, quand la confiance renaît, les prix des marchandises subissent une hausse générale, et cette hausse se refléchit dans une baisse de la valeur relative de l'argent, bien que dans les deux cas la valeur réelle de l'argent n'éprouve pas le moindre changement. Mais de même que l'école anglaise connue sous le nom de *Currency School*^[892] dénature ces faits en attribuant l'exagération des prix à une surabondance et leur dépression à un manque d'argent, de même les économistes, prenant l'effet pour la cause, prétendent expliquer les vicissitudes de l'accumulation par le mouvement de la population ouvrière qui fournirait tantôt trop de bras et tantôt trop peu.

La loi de la production capitaliste ainsi métamorphosée en prétendue loi naturelle de la population, revient simplement à ceci :

Le rapport entre l'accumulation du capital et le taux de salaire n'est que le rapport entre le travail gratuit, converti en capital, et le supplément de travail payé qu'exige ce capital additionnel pour être mis en œuvre. Ce n'est donc point du tout un rapport entre deux termes indépendants l'un de l'autre, à savoir, d'un côté, la grandeur du capital, et, de l'autre, le chiffre de la population ouvrière, mais ce n'est en dernière analyse qu'*un rapport entre le travail gratuit et le travail payé de la même population ouvrière*. Si le quantum de travail gratuit que la classe ouvrière rend, et que la classe capitaliste accumule, s'accroît assez rapidement pour que sa conversion en capital additionnel nécessite un supplément extraordinaire de travail payé, le salaire monte et, toutes autres circonstances restant les mêmes, le travail gratuit diminue proportionnellement. Mais, dès que cette diminution touche au point où le surtravail, qui nourrit le capital, ne paraît plus offert en quantité normale, une réaction survient, une moindre partie du revenu se capitalise, l'accumulation se ralentit et le mouvement ascendant du salaire subit un contrecoup. Le prix du travail ne peut donc jamais s'élever qu'entre des limites qui laissent intactes les bases du système capitaliste et en assurent la reproduction sur une échelle progressive^[893].

Et comment en pourrait-il être autrement là où le travailleur n'existe que pour augmenter la richesse d'autrui, créée par lui ? Ainsi que, dans le

monde religieux, l'homme est dominé par l'œuvre de son cerveau, il l'est, dans le monde capitaliste, par l'œuvre de sa main^[894].

II

Changements successifs de la composition du capital dans le progrès de l'accumulation et diminution relative de cette partie du capital qui s'échange contre la force ouvrière.

D'après les économistes eux-mêmes, ce n'est ni l'étendue actuelle de la richesse sociale, ni la grandeur absolue du capital acquis, qui amènent une hausse des salaires, ce n'est que le progrès continu de l'accumulation et son degré de vitesse^[895]. Il faut donc avant tout éclaircir les conditions dans lesquelles s'accomplit ce progrès, dont nous n'avons considéré jusqu'ici que la phase particulière où l'accroissement du capital se combine avec un état stationnaire de sa composition technique.

Étant donné les bases générales du système capitaliste, le développement des pouvoirs productifs du travail social survient toujours à un certain point de l'accumulation pour en devenir désormais le levier le plus puissant. « La même cause, dit Adam Smith, qui fait hausser les salaires du travail, l'accroissement du capital, tend à augmenter les facultés productives du travail et à mettre une plus petite quantité de travail en état de produire une plus grande quantité d'ouvrage^[896]. »

Mais par quelle voie s'obtient ce résultat ? Par une série de changements dans le mode de produire qui mettent une somme donnée de force ouvrière à même de mouvoir une masse toujours croissante de moyens de production. Dans cet accroissement, par rapport à la force ouvrière employée, les moyens de production jouent un double rôle. Les uns, tels que machines, édifices, fourneaux, appareils de drainage, engrais minéraux, etc., sont augmentés en nombre, étendue, masse et efficacité, pour rendre le travail plus productif, tandis que les autres, matières premières et auxiliaires, s'augmentent parce que le travail devenu plus productif en consomme davantage dans un temps donné.

À la naissance de la grande industrie, l'on découvrit en Angleterre une méthode pour convertir en fer forgeable le fer fondu avec du coke. Ce procédé, qu'on appelle *puddlage* et qui consiste à affiner la fonte dans des fourneaux d'une construction spéciale, donna lieu à un agrandissement immense des hauts fourneaux, à l'emploi d'appareils à soufflets chauds, etc., enfin, à une telle augmentation de l'outillage et des matériaux mis en œuvre par une même quantité de travail, que le fer fut bientôt livré assez abondamment et à assez bon marché pour pouvoir chasser la pierre et le

bois d'une foule d'emplois. Comme le fer et le charbon sont les grands leviers de l'industrie moderne, on ne saurait exagérer l'importance de cette innovation.

Pourtant, le puddleur, l'ouvrier occupé à l'affinage de la fonte, exécute une opération manuelle, de sorte que la grandeur des fournées qu'il est à même de manier reste limitée par ses facultés personnelles, et c'est cette limite qui arrête à présent l'essor merveilleux que l'industrie métallurgique a pris depuis 1780, date de l'invention du puddlage.

« Le fait est », s'écrie l'*Engineering*, un des organes des ingénieurs anglais, « le fait est que le procédé suranné du puddlage manuel n'est guère qu'un reste de barbarie (the fact is that the old process of hand-puddling is little better than a barbarism)... La tendance actuelle de notre industrie est à opérer aux différents degrés de la fabrication sur des matériaux de plus en plus larges. C'est ainsi que presque chaque année voit naître des hauts fourneaux plus vastes, des marteaux à vapeur plus lourds, des laminoirs plus puissants, et des instruments plus gigantesques appliqués aux nombreuses branches de la manufacture de métaux. Au milieu de cet accroissement général — accroissement des moyens de production par rapport au travail employé — le procédé du puddlage est resté presque stationnaire et met aujourd'hui des entraves insupportables au mouvement industriel... Aussi est-on en voie d'y suppléer dans toutes les grandes usines par des fourneaux à révolutions automatiques et capables de fournées colossales tout à fait hors de la portée du travail manuel^[897]. »

Donc, après avoir révolutionné l'industrie du fer et provoqué une grande extension de l'outillage et de la masse des matériaux mis en œuvre par une certaine quantité de travail, le puddlage est devenu, dans le cours de l'accumulation, un obstacle économique dont on est en train de se débarrasser par de nouveaux procédés propres à reculer les bornes qu'il pose encore à l'accroissement ultérieur des moyens matériels de la production par rapport au travail employé. C'est là l'histoire de toutes les découvertes et inventions qui surviennent à la suite de l'accumulation, comme nous l'avons prouvé du reste en retraçant la marche de la production moderne depuis son origine jusqu'à notre époque^[898].

Dans le progrès de l'accumulation il n'y a donc pas seulement accroissement quantitatif et simultané des divers éléments réels du capital : le développement des puissances productives du travail social que ce progrès amène se manifeste encore par des changements qualitatifs, par des changements graduels dans la composition technique du capital, dont le facteur objectif gagne progressivement en grandeur proportionnelle par

rapport au facteur subjectif, c'est-à-dire que la masse de l'outillage et des matériaux augmente de plus en plus en comparaison de la somme de force ouvrière nécessaire pour les mettre en œuvre. À mesure donc que l'accroissement du capital rend le travail plus productif, il en diminue la demande proportionnellement à sa propre grandeur.

Ces changements dans la composition technique du capital se réfléchissent dans sa composition-valeur, dans l'accroissement progressif de sa partie constante aux dépens de sa partie variable, de manière que si, par exemple, à une époque arriérée de l'accumulation, il se convertit 50 pour % de la valeur-capital en moyens de production, et 50 pour % en travail, à une époque plus avancée il se dépensera 80 pour % de la valeur-capital en moyens de production et 20 pour % seulement en travail. Ce n'est pas, bien entendu, le capital tout entier, mais seulement sa partie variable, qui s'échange contre la force ouvrière et forme le fonds à répartir entre les salariés.

Cette loi de l'accroissement progressif de la partie constante du capital par rapport à sa partie variable se trouve, comme nous l'avons vu ailleurs, à chaque pas confirmée par l'analyse comparée des prix des marchandises, soit qu'on compare différentes époques économiques chez une même nation, soit qu'on compare différentes nations dans la même époque. La grandeur relative de cet élément du prix qui ne représente que la valeur des moyens de production consommés, c'est-à-dire la partie constante du capital avancé, sera généralement en raison directe, et la grandeur relative de l'autre élément du prix qui paye le travail et ne représente que la partie variable du capital avancé sera généralement en raison inverse du progrès de l'accumulation.

Cependant le décroissement de la partie variable du capital par rapport à sa partie constante, ce changement dans la composition-valeur du capital, n'indique que de loin le changement dans sa composition technique. Si, par exemple, la valeur-capital engagée aujourd'hui dans la filature est pour sept huitièmes constante et pour un huitième variable, tandis qu'au commencement du dix-huitième siècle elle était moitié l'un, moitié l'autre, par contre la masse du coton, des broches, etc., qu'un fileur use dans un temps donné, est de nos jours des centaines de fois plus considérable qu'au commencement du dix-huitième siècle. La raison en est que ce même progrès des puissances du travail, qui se manifeste par l'accroissement de l'outillage et des matériaux mis en œuvre par une plus petite somme de travail, fait aussi diminuer de valeur la plupart des produits qui fonctionnent comme moyens de production. Leur valeur ne s'élève donc pas dans la même proportion que leur masse. L'accroissement de la partie

constante du capital par rapport à sa partie variable est par conséquent de beaucoup inférieur à l'accroissement de la masse des moyens de production par rapport à la masse du travail employé. Le premier mouvement suit le dernier à un moindre degré de vitesse.

Enfin, pour éviter des erreurs, il faut bien remarquer que le progrès de l'accumulation, en faisant décroître la grandeur relative du capital variable, n'en exclut point l'accroissement absolu. Qu'une valeur-capital se divise d'abord moitié en partie constante, moitié en partie variable, et que plus tard la partie variable n'en forme plus qu'un cinquième : quand, au moment où ce changement a lieu, la valeur-capital primitive, soit 6 000 francs, a atteint le chiffre de 18 000 francs, la partie variable s'est accrue d'un cinquième. Elle s'est élevée de 3 000 francs à 3 600, mais auparavant un surcroît d'accumulation de 20 pour % aurait suffi pour augmenter la demande de travail d'un cinquième, tandis que maintenant, pour produire le même effet, l'accumulation doit tripler.

La coopération, la division manufacturière, le machinisme, etc., en un mot, les méthodes propres à donner l'essor aux puissances du travail collectif, ne peuvent s'introduire que là où la production s'exécute déjà sur une assez grande échelle, et, à mesure que celle-ci s'étend, celles-là se développent. Sur la base du salariat, l'échelle des opérations dépend en premier lieu de la grandeur des capitaux accumulés entre les mains d'entrepreneurs privés. C'est ainsi qu'une certaine accumulation préalable^[899], dont nous examinerons plus tard la genèse, devient le point de départ de l'industrie moderne, cet ensemble de combinaisons sociales et de procédés techniques que nous avons nommé le mode spécifique de la production capitaliste ou la production capitaliste proprement dite. Mais toutes les méthodes que celle-ci emploie pour fertiliser le travail sont autant de méthodes pour augmenter la plus-value ou le produit net, pour alimenter la source de l'accumulation, pour produire le capital au moyen du capital. Si donc l'accumulation doit avoir atteint un certain degré de grandeur pour que le mode spécifique de la production capitaliste puisse s'établir, celui-ci accélère par contre-coup l'accumulation dont le progrès ultérieur, en permettant de dilater encore l'échelle des entreprises, réagit de nouveau sur le développement de la production capitaliste, etc. Ces deux facteurs économiques, en raison composée de l'impulsion réciproque qu'ils se donnent ainsi, provoquent dans la composition technique du capital les changements qui en amoindrissent progressivement la partie variable par rapport à la partie constante.

Chacun d'entre les capitaux individuels dont le capital social se compose représente de prime abord une certaine concentration, entre les

maines d'un capitaliste, de moyens de production et de moyens d'entretien du travail, et, à mesure qu'il s'accumule, cette concentration s'étend. En augmentant les éléments reproductifs de la richesse, l'accumulation opère donc en même temps leur concentration croissante entre les mains d'entrepreneurs privés. Toutefois ce genre de concentration qui est le corollaire obligé de l'accumulation se meut entre des limites plus ou moins étroites.

Le capital social, réparti entre les différentes sphères de production, y revêt la forme d'une multitude de capitaux individuels qui, les uns à côté des autres, parcourent leur mouvement d'accumulation, c'est-à-dire de reproduction, sur une échelle progressive. Ce mouvement produit d'abord le surplus d'éléments constitutifs de la richesse qu'il agrège ensuite à leurs groupes déjà combinés et faisant office de capital. Proportionnellement à sa grandeur déjà acquise et au degré de sa force reproductrice, chacun de ces groupes, chaque capital, s'enrichit de ces éléments supplémentaires, fait ainsi acte de vitalité propre, maintient, en l'agrandissant, son existence distincte, et limite la sphère d'action des autres. Le mouvement de concentration se disperse donc non seulement sur autant de points que l'accumulation, mais le fractionnement du capital social en une multitude de capitaux indépendants les uns des autres se consolide précisément parce que tout capital individuel fonctionne comme *foyer de concentration relatif*.

Comme la somme d'incrémentes dont l'accumulation augmente les capitaux individuels va grossir d'autant le capital social, la concentration relative que tous ces capitaux représentent *en moyenne* ne peut croître sans un accroissement simultané du capital social — de la richesse sociale vouée à la reproduction. C'est là une première limite de la concentration qui n'est que le corollaire de l'accumulation.

Ce n'est pas tout. L'accumulation du capital social résulte non seulement de l'agrandissement graduel des capitaux individuels, mais encore de l'accroissement de leur nombre, soit que des valeurs dormantes se convertissent en capitaux, soit que des boutures d'anciens capitaux s'en détachent pour prendre racine indépendamment de leur souche. Enfin de gros capitaux lentement accumulés se fractionnent à un moment donné en plusieurs capitaux distincts, par exemple, à l'occasion d'un partage de succession chez des familles capitalistes. La concentration est ainsi traversée et par la formation de nouveaux capitaux et par la division d'anciens.

Le mouvement de l'accumulation sociale présente donc d'un côté une concentration croissante, entre les mains d'entrepreneurs privés, des

éléments reproductifs de la richesse, et de l'autre la dispersion et la multiplication des foyers d'accumulation et de concentration relatifs, qui se repoussent mutuellement de leurs orbites particulières.

À un certain point du progrès économique, ce morcellement du capital social en une multitude de capitaux individuels, ou le mouvement de répulsion de ses parties intégrantes, vient à être contrarié par le mouvement opposé de leur attraction mutuelle. Ce n'est plus la concentration qui se confond avec l'accumulation, mais bien un procès foncièrement distinct, c'est l'attraction qui réunit différents foyers d'accumulation et de concentration, la concentration de capitaux déjà formés, la fusion d'un nombre supérieur de capitaux en un nombre moindre, en un mot, la *centralisation* proprement dite.

Nous n'avons pas ici à approfondir les lois de cette centralisation, l'attraction du capital par le capital, mais seulement à en donner quelques aperçus rapides.

La guerre de la concurrence se fait à coups de bas prix. Le bon marché des produits dépend, *cæteris paribus*, de la productivité du travail, et celle-ci de l'échelle des entreprises. Les gros capitaux battent donc les petits.

Nous avons vu ailleurs que, plus le mode de production capitaliste se développe, et plus augmente le minimum des avances nécessaires pour exploiter une industrie dans ses conditions normales. Les petits capitaux affluent donc aux sphères de production dont la grande industrie ne s'est pas encore emparée, où dont elle ne s'est emparée que d'une manière imparfaite. La concurrence y fait rage en raison directe du chiffre et en raison inverse de la grandeur des capitaux engagés. Elle se termine toujours par la ruine d'un bon nombre de petits capitalistes dont les capitaux périclent en partie et passent en partie entre les mains du vainqueur.

Le développement de la production capitaliste enfante une puissance tout à fait nouvelle, le crédit, qui à ses origines s'introduit sournoisement comme une aide modeste de l'accumulation, puis devient bientôt une arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence, et se transforme enfin en un immense machinisme social destiné à centraliser les capitaux.

À mesure que l'accumulation et la production capitalistes s'épanouissent, la concurrence et le crédit, les agents les plus puissants de la centralisation, prennent leur essor. De même, le progrès de l'accumulation augmente la matière à centraliser — les capitaux individuels — et le développement du mode de production capitaliste crée, avec le besoin social, aussi les facilités techniques de ces vastes entreprises dont la mise en œuvre exige une centralisation préalable du capital. De

notre temps la force d'attraction entre les capitaux individuels et la tendance à la centralisation l'emportent donc plus qu'à aucune période antérieure. Mais, bien que la portée et l'énergie relatives du mouvement centralisateur soient dans une certaine mesure déterminées par la grandeur acquise de la richesse capitaliste et la supériorité de son mécanisme économique, le progrès de la centralisation ne dépend pas d'un accroissement positif du capital social. C'est ce qui la distingue avant tout de la concentration qui n'est que le corollaire de la reproduction sur une échelle progressive. La centralisation n'exige qu'un changement de distribution des capitaux présents, qu'une modification dans l'arrangement quantitatif des parties intégrantes du capital social.

Le capital pourra grossir ici par grandes masses, en une seule main, parce que là il s'échappera d'un grand nombre. Dans une branche de production particulière, la centralisation n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où tous les capitaux qui s'y trouvent engagés ne formeraient plus qu'un seul capital individuel. Dans une société donnée elle n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où le capital national tout entier ne formerait plus qu'un seul capital entre les mains d'un seul capitaliste ou d'une seule compagnie de capitalistes.

La centralisation ne fait que suppléer à l'œuvre de l'accumulation en mettant les industriels à même d'étendre l'échelle de leurs opérations. Que ce résultat soit dû à l'accumulation ou à la centralisation, que celle-ci se fasse par le procédé violent de l'annexion — certains capitaux devenant des centres de gravitation si puissants à l'égard d'autres capitaux, qu'ils en détruisent la cohésion individuelle et s'enrichissent de leurs éléments désagrégés — ou que la fusion d'une foule de capitaux soit déjà formée, soit en voie de formation, s'accomplisse par le procédé plus doux des sociétés par actions, etc., — l'effet économique n'en restera pas moins le même. L'échelle étendue des entreprises sera toujours le point de départ d'une organisation plus vaste du travail collectif, d'un développement plus large de ses ressorts matériels, en un mot, de la transformation progressive de procès de production parcellaires et routiniers en procès de production socialement combinés et scientifiquement ordonnés.

Mais il est évident que l'accumulation, l'accroissement graduel du capital au moyen de la reproduction en ligne-spirale, n'est qu'un procédé lent comparé à celui de la centralisation qui en premier lieu ne fait que changer le groupement quantitatif des parties intégrantes du capital social. Le monde se passerait encore du système des voies ferrées, par exemple, s'il eût dû attendre le moment où les capitaux individuels se fussent assez arrondis par l'accumulation pour être en état de se charger d'une telle

besogne. La centralisation du capital, au moyen des sociétés par actions, y a pourvu, pour ainsi dire, en un tour de main. En grossissant, en accélérant ainsi les effets de l'accumulation, la centralisation étend et précipite les changements dans la composition technique du capital, changements qui augmentent sa partie constante aux dépens de sa partie variable ou occasionnent un décroissement dans la demande relative du travail.

Les gros capitaux, improvisés par la centralisation, se reproduisent comme les autres, mais plus vite que les autres, et deviennent ainsi à leur tour de puissants agents de l'accumulation sociale. C'est dans ce sens qu'en parlant du progrès de celle-ci l'on est fondé à sous-entendre les effets produits par la centralisation.

Les capitaux supplémentaires^[900], fournis par l'accumulation, se prêtent de préférence comme véhicules pour les nouvelles inventions, découvertes, etc., en un mot, les perfectionnements industriels, mais l'ancien capital, dès qu'il a atteint sa période de renouvellement intégral, fait peau neuve et se reproduit aussi dans la forme technique perfectionnée, où une moindre quantité de force ouvrière suffit pour mettre en œuvre une masse supérieure d'outillage et de matières. La diminution absolue dans la demande de travail, qu'amène cette métamorphose technique, doit devenir d'autant plus sensible que les capitaux qui y passent ont déjà été grossis par le mouvement centralisateur.

D'une part donc, le capital additionnel qui se forme dans le cours de l'accumulation renforcée par la centralisation attire proportionnellement à sa grandeur un nombre de travailleurs toujours décroissant. D'autre part, les métamorphoses techniques et les changements correspondants dans la composition-valeur que l'ancien capital subit périodiquement font qu'il repousse un nombre de plus en plus grand de travailleurs jadis attirés par lui.

III

Production croissante d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve.

La demande de travail absolue qu'occasionne un capital est en raison non de sa grandeur absolue, mais de celle de sa partie variable, qui seule s'échange contre la force ouvrière. La demande de travail relative qu'occasionne un capital, c'est-à-dire la proportion entre sa propre grandeur et la quantité de travail qu'il absorbe, est déterminée par la grandeur proportionnelle de sa fraction variable. Nous venons de démontrer que l'accumulation qui fait grossir le capital social réduit

simultanément la grandeur proportionnelle de sa partie variable et diminue ainsi la demande de travail relative. Maintenant, quel est l'effet de ce mouvement sur le sort de la classe salariée ?

Pour résoudre ce problème, il est clair qu'il faut d'abord examiner de quelle manière l'amoindrissement subi par la partie variable d'un capital en voie d'accumulation affecte la grandeur absolue de cette partie, et par conséquent de quelle manière une diminution survenue dans la demande de travail relative réagit sur la demande de travail absolue ou effective.

Tant qu'un capital ne change pas de grandeur, tout décroissement proportionnel de sa partie variable en est du même coup un décroissement absolu. Pour qu'il en soit autrement, il faut que le décroissement proportionnel soit contrebalancé par une augmentation survenue dans la somme totale de la valeur-capital avancée. La partie variable qui fonctionne comme fonds de salaire diminue donc en raison directe du décroissement de sa grandeur proportionnelle et en raison inverse de l'accroissement simultané du capital tout entier. Partant de cette prémisse, nous obtenons les combinaisons suivantes :

Premièrement : Si la grandeur proportionnelle du capital variable décroît en raison inverse de l'accroissement du capital tout entier, le fonds de salaire ne change pas de grandeur absolue. Il s'élèvera, par exemple toujours à quatre cents francs, qu'il forme deux cinquièmes d'un capital de mille francs ou un cinquième d'un capital de deux mille francs.

Deuxièmement : Si la grandeur proportionnelle du capital variable décroît en raison supérieure à celle de l'accroissement du capital tout entier, le fonds de salaire subit une diminution absolue, malgré l'augmentation absolue de la valeur-capital avancée.

Troisièmement : Si la grandeur proportionnelle du capital variable décroît en raison inférieure à celle de l'accroissement du capital tout entier, le fonds de salaire subit une augmentation absolue, malgré la diminution survenue dans sa grandeur proportionnelle.

Au point de vue de l'accumulation sociale, ces différentes combinaisons affectent la forme et d'autant de phases successives que les masses du capital social réparties entre les différentes sphères de production parcourent l'une après l'autre, souvent en sens divers, et d'autant de conditions diverses simultanément présentées par différentes sphères de production. Dans le chapitre sur la grande industrie nous avons considéré ces deux aspects du mouvement.

On se souvient, par exemple, de fabriques où un même nombre d'ouvriers suffit à mettre en œuvre une somme croissante de matières et d'outillage. Là l'accroissement du capital ne provenant que de l'extension

de sa partie constante fait diminuer d'autant la grandeur proportionnelle de sa partie variable ou la masse proportionnelle de la force ouvrière exploitée, mais n'en altère pas la grandeur absolue.

Comme exemples d'une diminution absolue du nombre des ouvriers occupés dans certaines grandes branches d'industrie et de son augmentation simultanée dans d'autres, bien que toutes se soient également signalées par l'accroissement du capital y engagé et le progrès de leur productivité, nous mentionnerons ici qu'en Angleterre, de 1851 à 1861, le personnel engagé dans l'agriculture s'est abaissé de 2,011,447 individus à 1,924,110 ; celui engagé dans la manufacture de laine longue de 102,714 à 79,249 ; celui engagé dans la fabrique de soie de 111,940 à 101,678, tandis que dans la même période le personnel engagé dans la filature et la tissanderie de coton s'est élevé de 371,777 individus à 456,646, et celui engagé dans les manufactures de fer de 68,053 à 125,711^[901].

Enfin, quant à l'autre face de l'accumulation sociale, qui montre son progrès dans une même branche d'industrie alternativement suivi d'augmentation, de diminution ou de l'état stationnaire du chiffre des ouvriers employés, l'histoire des péripéties subies par l'industrie cotonnière nous en a fourni l'exemple le plus frappant.

En examinant une période de plusieurs années, par exemple, une période décennale, nous trouverons en général qu'avec le progrès de l'accumulation sociale le nombre des ouvriers exploités s'est aussi augmenté, bien que les différentes années prises à part contribuent à des degrés très divers à ce résultat, ou que certaines même n'y contribuent pas du tout. Il faut donc bien que l'état stationnaire, ou le décroissement, du chiffre absolu de la population ouvrière occupée, qu'on trouve au bout du compte dans quelques industries à côté d'un considérable accroissement du capital y engagé, aient été *plus que compensés* par d'autres industries où l'augmentation de la force ouvrière employée l'a définitivement emporté sur les mouvements en sens contraire. Mais ce résultat ne s'obtient qu'au milieu de secousses et dans des conditions de plus en plus difficiles à remplir.

Le décroissement proportionnel de grandeur que la partie variable du capital subit, dans le cours de l'accumulation et de l'extension simultanée des puissances du travail, est progressif. Que, par exemple, le rapport entre le capital constant et le capital variable fût à l'origine comme 1 : 1, et il deviendra 2 : 1, 3 : 1, 5 : 1, 6 : 1, etc., en sorte que de degré en degré $\frac{2}{3}$, $\frac{3}{4}$, $\frac{5}{6}$, $\frac{6}{7}$, etc. de la valeur-capital totale, s'avancent en moyens de production et, par contre, $\frac{1}{3}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{6}$, $\frac{1}{7}$, etc., seulement, en force ouvrière.

Quand même la somme totale du capital serait dans le même ordre, triplée, quadruplée, sextuplée, septuplée, etc., cela ne suffirait pas à faire augmenter le nombre des ouvriers employés. Pour produire cet effet, il faut que l'exposant de la raison dans laquelle la masse du capital social augmente soit supérieur à celui de la raison dans laquelle le fonds de salaire diminue de grandeur proportionnelle.

Donc, plus bas est déjà descendu son chiffre proportionnel, plus rapide doit être la progression dans laquelle le capital social augmente : mais cette progression même devient la source de nouveaux changements techniques qui réduisent encore la demande de travail relative. Le jeu est donc à recommencer.

Dans le chapitre sur la grande industrie, nous avons longuement traité des causes qui font qu'en dépit des tendances contraires les rangs des salariés grossissent avec le progrès de l'accumulation. Nous rappellerons ici en quelques mots ce qui a immédiatement trait à notre sujet.

Le même développement des pouvoirs productifs du travail, qui occasionne une diminution, non seulement relative, mais souvent absolue, du nombre des ouvriers employés dans certaines grandes branches d'industrie, permet à celles-ci de livrer une masse toujours croissante de produits à bon marché. Elles stimulent ainsi d'autres industries, celles à qui elles fournissent des moyens de production, ou bien celles dont elles tirent leurs matières, instruments, etc. ; elles en provoquent l'extension. L'effet produit sur le marché de travail de ces industries sera très considérable, si le travail à la main y prédomine. « L'augmentation du nombre des ouvriers », dit le rédacteur officiel du Recensement du Peuple Anglais en 1861, — « atteint en général son maximum dans les branches d'industrie où les machines n'ont pas encore été introduites avec succès^[902]. » Mais nous avons vu ailleurs que toutes ces industries passent à leur tour par la métamorphose technique qui les adapte au mode de production moderne.

Les nouvelles branches de la production auxquelles le progrès économique donne lieu forment autant de débouchés additionnels pour le travail. À leur origine ils revêtent la forme du métier, de la manufacture, ou enfin celle de la grande industrie. Dans les deux premiers cas, il leur faudra passer par la transformation mécanique, dans le dernier la centralisation du capital leur permet de mettre sur pied d'immenses armées industrielles qui étonnent la vue et semblent sortir de terre. Mais, si vaste que paraisse la force ouvrière ainsi embauchée, son chiffre proportionnel, tout d'abord faible comparé à la masse du capital engagé, décroît aussitôt que ces industries ont pris racine.

Enfin, il y a des intervalles où les bouleversements techniques se font moins sentir, où l'accumulation se présente davantage comme un mouvement d'extension quantitative sur la nouvelle base technique une fois acquise. Alors, quelle que soit la composition actuelle du capital, la loi selon laquelle la demande de travail augmente dans la même proportion que le capital recommence plus ou moins à opérer. Mais, en même temps que le nombre des ouvriers attirés par le capital atteint son maximum, les produits deviennent si surabondants qu'au moindre obstacle dans leur écoulement le mécanisme social semble s'arrêter ; la répulsion du travail par le capital opère tout d'un coup, sur la plus vaste échelle et de la manière la plus violente ; le désarroi même impose aux capitalistes des efforts suprêmes pour économiser le travail. Des perfectionnements de détail graduellement accumulés se concentrent alors pour ainsi dire sous cette haute pression ; ils s'incarnent dans des changements techniques qui révolutionnent la composition du capital sur toute la périphérie de grandes sphères de production. C'est ainsi que la guerre civile américaine poussa les filateurs anglais à peupler leurs ateliers de machines plus puissantes et à les dépeupler de travailleurs. Enfin, la durée de ces intervalles où l'accumulation favorise le plus la demande de travail se raccourcit progressivement.

Ainsi donc, dès que l'industrie mécanique prend le dessus, le progrès de l'accumulation redouble l'énergie des forces qui tendent à diminuer la grandeur proportionnelle du capital variable et affaiblit celles qui tendent à en augmenter la grandeur absolue. Il augmente avec le capital social dont il fait partie, mais il augmente en proportion décroissante^[903].

La demande de travail effective étant réglée non seulement par la grandeur du capital variable déjà mis en œuvre, mais encore par la moyenne de son accroissement continu, l'offre de travail reste normale tant qu'elle suit ce mouvement. Mais, quand le capital variable descend à une moyenne d'accroissement inférieure, la même offre de travail qui était jusque-là normale devient désormais anormale, surabondante, de sorte qu'une fraction plus ou moins considérable de la classe salariée, ayant cessé d'être nécessaire pour la mise en valeur du capital, et perdu sa raison d'être, est maintenant devenue superflue, surnuméraire. Comme ce jeu continue à se répéter avec la marche ascendante de l'accumulation, celle-ci traîne à sa suite une surpopulation croissante.

La loi de la décroissance proportionnelle du capital variable, et de la diminution correspondante dans la demande de travail relative, a donc pour corollaires l'accroissement absolu du capital variable et l'augmentation absolue de la demande de travail suivant une proportion

décroissante, et enfin pour complément : la production d'une surpopulation relative. Nous l'appelons « *relative* », parce qu'elle provient non d'un accroissement positif de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la richesse en voie d'accumulation, mais, au contraire, d'un accroissement accéléré du capital social qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses manouvriers. Comme cette surpopulation n'existe que par rapport aux besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, elle peut s'enfler et se resserrer d'une manière subite.

En produisant l'accumulation du capital, et à mesure qu'elle y réussit, la classe salariée produit donc elle-même les instruments de sa mise en retraite ou de sa métamorphose en surpopulation relative. Voilà *la loi de population* qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier. En effet, chacun des modes historiques de la production sociale a aussi sa loi de population propre, loi qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui et n'a par conséquent qu'une valeur historique. Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme.

La loi du décroissement progressif de la grandeur proportionnelle du capital variable, et les effets qu'elle produit sur l'état de la classe salariée, ont été plutôt pressentis que compris par quelques économistes distingués de l'école classique. Le plus grand mérite à cet égard revient à *John Barton*, bien qu'il confonde le capital constant avec le capital fixe et le capital variable avec le capital circulant. Dans ses « *Observations sur les circonstances qui influent sur la condition des classes laborieuses de la société* », il dit :

« La demande de travail dépend de l'accroissement non du capital fixe, mais du capital circulant. S'il était vrai que la proportion entre ces deux sortes de capital soit la même en tout temps et dans toute circonstance, il s'ensuivrait que le nombre des travailleurs employés est en proportion de la richesse nationale. Mais une telle proposition n'a pas la moindre apparence de probabilité. À mesure que les arts sont cultivés et que la civilisation s'étend, le capital fixe devient de plus en plus considérable, par rapport au capital circulant. Le montant de capital fixe employé dans une pièce de mousseline anglaise est au moins cent fois et probablement mille fois plus grand que celui qu'exige une pièce pareille de mousseline indienne. Et la proportion du capital circulant est cent ou mille fois plus petite... L'ensemble des épargnes annuelles, ajouté au capital fixe, n'aurait pas le pouvoir d'augmenter la demande de travail^[904]. » Ricardo, tout en

approuvant les vues générales de Barton, fait cependant, à propos du passage cité, cette remarque : « Il est difficile de comprendre que l'accroissement du capital ne puisse, en aucune circonstance, être suivi d'une plus grande demande de travail ; ce qu'on peut dire tout au plus, c'est que la demande se fera dans une proportion décroissante (« *the demand will be in a diminishing ratio*^[905]. »). » Il dit ailleurs : « Le fonds d'où les propriétaires fonciers et les capitalistes tirent leurs revenus peut augmenter en même temps que l'autre, dont la classe ouvrière dépend, peut diminuer ; il en résulte que la même cause (à savoir : la substitution de machines au travail humain) qui fait monter le revenu net d'un pays peut rendre la population surabondante (« *render the population redundant* ») et empirer la condition du travailleur^[906]. » Richard Jones déclare à son tour : « Le montant du capital destiné à l'entretien du travail peut varier indépendamment de tout changement dans la masse totale du capital... De grandes fluctuations dans la somme du travail employé et de grandes souffrances peuvent devenir plus fréquentes à mesure que le capital lui-même devient plus abondant^[907]. » Citons encore Ramsay : « La demande de travail s'élève... non en proportion du capital général. Avec le progrès de la société, toute augmentation du fonds national destiné à la reproduction arrive à avoir de moins en moins d'influence sur le sort du travailleur^[908]. »

Si l'accumulation, le progrès de la richesse sur la base capitaliste, produit donc nécessairement une surpopulation ouvrière, celle-ci devient à son tour le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste dans son état de développement intégral. Elle forme une *armée de réserve industrielle* qui appartient au capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais. Elle fournit à ses besoins de valorisation flottants, et, indépendamment de l'accroissement naturel de la population, la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible.

La présence de cette réserve industrielle, sa rentrée tantôt partielle, tantôt générale, dans le service actif, puis sa reconstitution sur un cadre plus vaste, tout cela se retrouve au fond de la vie accidentée que traverse l'industrie moderne, avec son cycle décennal à peu près régulier — à part des autres secousses irrégulières — de périodes d'activité ordinaire, de production à haute pression, de crise et de stagnation.

Cette marche singulière de l'industrie, que nous ne rencontrons à aucune époque antérieure de l'humanité, était également impossible dans la période d'enfance de la production capitaliste. Alors, le progrès technique étant lent et se généralisant plus lentement encore, les changements dans la

composition du capital social se firent à peine sentir. En même temps l'extension du marché colonial récemment créé, la multiplication correspondante des besoins et des moyens de les satisfaire, la naissance de nouvelles branches d'industrie, activaient, avec l'accumulation, la demande de travail. Bien que peu rapide, au point de vue de notre époque, le progrès de l'accumulation vint se heurter aux limites naturelles de la population, et nous verrons plus tard qu'on ne parvint à reculer ces limites qu'à force de coups d'État. C'est seulement sous le régime de la grande industrie que la production d'un superflu de population devient un ressort régulier de la production des richesses.

Si ce régime doué le capital social d'une force d'expansion soudaine, d'une élasticité merveilleuse, c'est que, sous l'aiguillon de chances favorables, le crédit fait affluer à la production des masses extraordinaires de la richesse sociale croissante, de nouveaux capitaux dont les possesseurs, impatients de les faire valoir, guettent sans cesse le moment opportun ; c'est, d'un autre côté, que les ressorts techniques de la grande industrie permettent, et de convertir soudainement en moyens de production supplémentaires un énorme surcroît de produits, et de transporter plus rapidement les marchandises d'un coin du monde à l'autre. Si le bas prix de ces marchandises leur fait d'abord ouvrir de nouveaux débouchés et dilate les anciens, leur surabondance vient peu à peu resserrer le marché général jusqu'au point où elles en sont brusquement rejetées. Les vicissitudes commerciales arrivent ainsi à se combiner avec les mouvements alternatifs du capital social qui, dans le cours de son accumulation, tantôt subit des révolutions dans sa composition, tantôt s'accroît sur la base technique une fois acquise. Toutes ces influences concourent à provoquer des expansions et des contractions soudaines de l'échelle de la production.

L'expansion de la production par des mouvements saccadés est la cause première de sa contraction subite ; celle-ci, il est vrai, provoque à son tour celle-là, mais l'expansion exorbitante de la production, qui forme le point de départ, serait-elle possible sans une armée de réserve aux ordres du capital, sans un surcroît de travailleurs indépendant de l'accroissement naturel de la population ? Ce surcroît s'obtient à l'aide d'un procédé bien simple et qui tous les jours jette des ouvriers sur le pavé, à savoir l'application de méthodes qui, rendant le travail plus productif, en diminuent la demande. La conversion, toujours renouvelée, d'une partie de la classe ouvrière en autant de bras à demi occupés ou tout à fait désœuvrés, imprime donc au mouvement de l'industrie moderne sa forme typique.

Comme les corps célestes une fois lancés dans leurs orbites les décrivent pour un temps indéfini, de même la production sociale une fois jetée dans ce mouvement alternatif d'expansion et de contraction le répète par une nécessité mécanique. Les effets deviennent causes à leur tour, et des péripéties, d'abord irrégulières et en apparence accidentelles, affectent de plus en plus la forme d'une périodicité normale. Mais c'est seulement de l'époque où l'industrie mécanique, ayant jeté des racines assez profondes, exerça une influence prépondérante sur toute la production nationale ; où, grâce à elle, le commerce étranger commença à primer le commerce intérieur ; où le marché universel s'annexa successivement de vastes terrains au Nouveau Monde, en Asie et en Australie ; où enfin les nations industrielles entrant en lice furent devenues assez nombreuses, c'est de cette époque seulement que datent les cycles renaissants dont les phases successives embrassent des années et qui aboutissent toujours à une crise générale, fin d'un cycle et point de départ d'un autre. Jusqu'ici la durée périodique de ces cycles est de dix ou onze ans, mais il n'y a aucune raison pour considérer ce chiffre comme constant. Au contraire, on doit inférer des lois de la production capitaliste, telles que nous venons de les développer, qu'il est variable et que la période des cycles se raccourcira graduellement.

Quand la périodicité des vicissitudes industrielles sauta aux yeux de tout le monde, il se trouva aussi des économistes prêts à avouer que le capital ne saurait se passer de son armée de réserve, formée par l'*infima plebs* des surnuméraires.

« Supposons », dit H. Merrivale, qui fut tour à tour professeur d'économie politique à l'Université d'Oxford, employé au ministère des colonies anglaises et aussi un peu historien, « supposons qu'à l'occasion d'une crise la nation s'astreigne à un grand effort pour se débarrasser, au moyen de l'émigration, de quelque cent mille bras superflus, quelle en serait la conséquence ? C'est qu'au premier retour d'une demande de travail plus vive l'on se heurterait contre un déficit. Si rapide que puisse être la reproduction humaine, il lui faut en tout cas l'intervalle d'une génération pour remplacer des travailleurs adultes. Or les profits de nos fabricants dépendent surtout de leur faculté d'exploiter le moment favorable d'une forte demande et de s'indemniser ainsi pour la période de stagnation. Cette faculté ne leur est assurée qu'autant qu'ils ont à leur disposition des machines et des bras ; il faut qu'ils trouvent là les bras ; il faut qu'ils puissent tendre et détendre selon le caprice du marché, l'activité de leurs opérations, sinon ils seront tout à fait incapables de soutenir dans la lutte acharnée de la concurrence cette suprématie sur laquelle repose la

richesse de notre pays^[909]. » *Malthus* lui-même, bien que de son point de vue borné il explique la surpopulation par un excédent réel de bras et de bouches, reconnaît néanmoins en elle une des nécessités de l'industrie moderne. Selon lui, « les habitudes de prudence dans les rapports matrimoniaux, si elles étaient poussées trop loin parmi la classe ouvrière d'un pays dépendant surtout des manufactures et du commerce, porteraient préjudice à ce pays... Par la nature même de la population, une demande particulière ne peut pas amener sur le marché un surcroît de travailleurs avant un laps de seize ou dix-huit ans, et la conversion du revenu en capital par la voie de l'épargne peut s'effectuer beaucoup plus vite. Un pays est donc toujours exposé à ce que son fonds de salaire croisse plus rapidement que sa population^[910]. » Après avoir ainsi bien constaté que l'accumulation capitaliste ne saurait se passer d'une surpopulation ouvrière, l'économie politique adresse aux surnuméraires, jetés sur le pavé par l'excédent de capital qu'ils ont créé, ces paroles gracieuses, pertinemment attribuées à des fabricants-modèles : « Nous fabricants, nous faisons tout notre possible pour vous ; c'est à vous de faire le reste, en proportionnant votre nombre à la quantité des moyens de subsistance^[911]. »

Le progrès industriel, qui suit la marche de l'accumulation, non seulement réduit de plus en plus le nombre des ouvriers nécessaires pour mettre en œuvre une masse croissante de moyens de production, il augmente en même temps la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir. À mesure qu'il développe les pouvoirs productifs du travail et fait donc tirer plus de produits de moins de travail, le système capitaliste développe aussi les moyens de tirer plus de travail du salarié, soit en prolongeant sa journée, soit en rendant son labeur plus intense, ou encore d'augmenter en apparence le nombre des travailleurs employés en remplaçant une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché, l'homme par la femme, l'adulte par l'adolescent et l'enfant, un Yankee par trois Chinois. Voilà autant de méthodes pour diminuer la demande de travail et en rendre l'offre surabondante, en un mot, pour fabriquer des surnuméraires.

L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve, et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital. À cet égard il est très instructif de comparer les remontrances des fabricants anglais au dernier siècle, à la veille de la révolution mécanique, avec celles des ouvriers de fabrique anglais en plein dix-neuvième siècle. Le porte-parole des premiers, appréciant fort bien l'effet qu'une réserve de surnuméraires

produit sur le service actif, s'écrie : « Dans ce royaume une autre cause de l'oisiveté, *c'est le manque d'un nombre suffisant de bras*. Toutes les fois qu'une demande extraordinaire rend insuffisante la masse de travail qu'on a sous la main, les ouvriers sentent leur propre importance et veulent la faire sentir aux maîtres. C'est étonnant, mais ces gens-là sont si dépravés, que dans de tels cas des groupes d'ouvriers se sont mis d'accord pour jeter leurs maîtres dans l'embarras en cessant de travailler pendant toute une journée^[912] », c'est-à-dire que ces gens « dépravés » s'imaginaient que le prix des marchandises est réglé par la « sainte » loi de l'offre et la demande.

Aujourd'hui les choses ont bien changé, grâce au développement de l'industrie mécanique. Personne n'oserait plus prétendre, dans ce bon royaume d'Angleterre, que le manque de bras rend les ouvriers oisifs ! Au milieu de la disette cotonnière, quand les fabriques anglaises avaient jeté la plupart de leurs hommes de peine sur le pavé et que le reste n'était occupé que quatre ou six heures par jour, quelques fabricants de Bolton tentèrent d'imposer à leurs fileurs un temps de travail supplémentaire, lequel, conformément à la loi sur les fabriques, ne pouvait frapper que les hommes adultes. Ceux-ci répondirent par un pamphlet d'où nous extrayons le passage suivant : « On a proposé aux ouvriers adultes de travailler de douze à treize heures par jour, à un moment où des centaines d'entre eux sont forcés de rester oisifs, qui cependant accepteraient volontiers même une occupation partielle pour soutenir leurs familles et sauver leurs frères d'une mort prématurée causée par l'excès de travail... Nous le demandons, cette habitude d'imposer aux ouvriers occupés un temps de travail supplémentaire permet-elle d'établir des rapports supportables entre les maîtres et leurs serviteurs ? Les victimes du travail excessif ressentent l'injustice tout autant que ceux que l'on condamne à l'oisiveté forcée (*condemned to forced idleness*). Si le travail était distribué d'une manière équitable, il y aurait dans ce district assez de besogne pour que chacun en eût sa part. Nous ne demandons que notre droit en invitant nos maîtres à raccourcir généralement la journée tant que durera la situation actuelle des choses, au lieu d'exténuer les uns de travail et de forcer les autres, faute de travail, à vivre des secours de la bienfaisance^[913]. »

La condamnation d'une partie de la classe salariée à l'oisiveté forcée non seulement impose à l'autre un excès de travail qui enrichit des capitalistes individuels, mais du même coup, et au bénéfice de la classe capitaliste, elle maintient l'armée industrielle de réserve en équilibre avec le progrès de l'accumulation. Prenez par exemple l'Angleterre : quel prodige que la masse, la multiplicité et la perfection des ressorts

techniques qu'elle met en œuvre pour économiser le travail ! Pourtant, si le travail était demain réduit à une mesure normale, proportionnée à l'âge et au sexe des salariés, la population ouvrière actuelle ne suffirait pas, il s'en faut de beaucoup, à l'œuvre de la production nationale. Bon gré, mal gré, il faudrait convertir de soi-disant « travailleurs improductifs » en « travailleurs productifs ».

Les variations du *taux général des salaires* ne répondent donc pas à celles du chiffre absolu de la population ; la proportion différente suivant laquelle la classe ouvrière se décompose en armée active et en armée de réserve, l'augmentation ou la diminution de la surpopulation relative, le degré auquel elle se trouve tantôt « engagée », tantôt « dégagée », en un mot, ses mouvements d'expansion et de contraction alternatifs correspondant à leur tour aux vicissitudes du cycle industriel, voilà ce qui détermine exclusivement ces variations. Vraiment ce serait une belle loi pour l'industrie moderne que celle qui ferait dépendre le mouvement du capital d'un mouvement dans le chiffre absolu de la population ouvrière, au lieu de régler l'offre du travail par l'expansion et la contraction alternatives du capital fonctionnant, c'est-à-dire d'après les besoins momentanés de la classe capitaliste. Et c'est pourtant là le dogme économiste !

Conformément à ce dogme, l'accumulation produit une hausse de salaires, laquelle fait peu à peu accroître le nombre des ouvriers jusqu'au point où ils encombrant tellement le marché que le capital ne suffit plus pour les occuper tous à la fois. Alors le salaire tombe, la médaille tourne et montre son revers. Cette baisse décime la population ouvrière, si bien que, par rapport à son nombre, le capital devient de nouveau surabondant, et nous voilà revenus à notre point de départ.

Ou bien, selon d'autres docteurs ès population, la baisse des salaires et le surcroît d'exploitation ouvrière qu'elle entraîne stimulent de nouveau l'accumulation, et en même temps cette modicité du salaire empêche la population de s'accroître davantage. Puis, un moment arrive où la demande de travail recommence à en dépasser l'offre, les salaires montent, et ainsi de suite.

Et un mouvement de cette sorte serait compatible avec le système développé de la production capitaliste ! Mais, avant que la hausse des salaires eût effectué la moindre augmentation positive dans le chiffre absolu de la population réellement capable de travailler, on aurait vingt fois laissé passer le temps où il fallait ouvrir la campagne industrielle, engager la lutte et remporter la victoire !

De 1849 à 1859, une hausse de salaires insignifiante eut lieu dans les

districts agricoles anglais, malgré la baisse simultanée du prix des grains. Dans le Wiltshire, par exemple, le salaire hebdomadaire monta de sept shillings à huit, dans le Dorsetshire ou huit shillings à neuf, etc. C'était l'effet d'un écoulement extraordinaire des surnuméraires ruraux, occasionné par les levées pour la guerre de Crimée, par la demande de bras que l'extension prodigieuse des chemins de fer, des fabriques, des mines, etc., avait provoquée. Plus le taux des salaires est bas, plus forte est la proportion suivant laquelle s'exprime toute hausse, même la plus faible. Qu'un salaire hebdomadaire de vingt shillings, par exemple, monte à vingt-deux, cela ne donne qu'une hausse de dix pour cent : n'est-il au contraire que de sept shillings et monte-t-il à neuf, alors la hausse s'élève à vingt-huit quatre septièmes pour cent, ce qui sonne mal aux oreilles. En tout cas, les fermiers poussèrent des hurlements et l'*Economist* de Londres, à propos de ces salaires de meurt de faim, parla sans rire d'une hausse générale et sérieuse, « *a general and substantial advance*^[914] ». Mais que firent les fermiers ? Attendirent-ils qu'une rémunération si brillante fût pulluler les ouvriers ruraux et préparât de cette manière les bras futurs, requis pour encombrer le marché et déprimer les salaires de l'avenir ? C'est en effet ainsi que la chose se passe dans les cerveaux doctrinaires. Par contre, nos braves fermiers eurent tout simplement recours aux machines, et l'armée de réserve fut bientôt recrutée au grand complet. Un surplus de capital, avancé sous la forme d'instruments puissants, fonctionna dès lors dans l'agriculture anglaise, mais le nombre des ouvriers agricoles subit une diminution absolue.

Les économistes confondent les lois qui régissent le taux général du salaire et expriment des rapports entre le capital collectif et la force ouvrière collective, avec les lois qui distribuent la population entre les diverses sphères de placement du capital.

Des circonstances particulières favorisent l'accumulation tantôt dans telle branche d'industrie, tantôt dans telle autre. Dès que les profits y dépassent le taux moyen, des capitaux additionnels sont fortement attirés, la demande de travail s'en ressent, devient plus vive et fait monter les salaires. Leur hausse attire une plus grande partie de la classe salariée à la branche privilégiée, jusqu'à ce que celle-ci soit saturée de force ouvrière, mais, comme l'affluence des candidats continue, le salaire retombe bientôt à son niveau ordinaire ou descend plus bas encore. Alors l'immigration des ouvriers va non seulement cesser, mais faire place à leur émigration en d'autres branches d'industrie. Là l'économiste se flatte d'avoir surpris le mouvement social sur le fait. Il voit de ses propres yeux que l'accumulation du capital produit une hausse des salaires, cette hausse une

augmentation des ouvriers, cette augmentation une baisse des salaires, et celle-ci enfin une diminution des ouvriers. Mais ce n'est après tout qu'une oscillation locale du marché de travail qu'il vient d'observer, oscillation produite par le mouvement de distribution des travailleurs entre les diverses sphères de placement du capital.

Pendant les périodes de stagnation et d'activité moyenne, l'armée de réserve industrielle pèse sur l'armée active, pour en refréner les prétentions pendant la période de surproduction et de haute prospérité. C'est ainsi que la surpopulation relative, une fois devenue le pivot sur lequel tourne la loi de l'offre et la demande de travail, ne lui permet de fonctionner qu'entre des limites qui laissent assez de champ à l'activité d'exploitation et à l'esprit dominateur du capital.

Revenons, à ce propos, sur un grand exploit de la « science ». Quand une partie du fonds de salaires vient d'être convertie en machines, les utopistes de l'économie politique prétendent que cette opération, tout en déplaçant, à raison du capital ainsi fixé, des ouvriers jusque-là occupés, dégage en même temps un capital de grandeur égale pour leur emploi futur dans quelque autre branche d'industrie. Nous avons déjà montré (voir « Théorie de la compensation », chapitre XV, numéro vi), qu'il n'en est rien ; qu'aucune partie de l'ancien capital ne devient ainsi disponible pour les ouvriers déplacés, mais qu'eux-mêmes deviennent au contraire disponibles pour les capitaux nouveaux, s'il y en a. Ce n'est que maintenant qu'on peut apprécier toute la frivolité de cette « théorie de compensation. »

Les ouvriers atteints par une conversion partielle du fonds de salaire en machines appartiennent à diverses catégories. Ce sont d'abord ceux qui ont été licenciés, ensuite leurs remplaçants réguliers, enfin le contingent supplémentaire absorbé par une industrie dans son état ordinaire d'extension. Ils sont maintenant tous disponibles, et tout capital additionnel, alors sur le point d'entrer en fonction, en peut disposer. Qu'il attire eux ou d'autres, l'effet qu'il produit sur la demande générale du travail restera toujours nul, si ce capital suffit juste pour retirer du marché autant de bras que les machines y en ont jetés. S'il en retire moins, le chiffre du surnumérariat augmentera au bout du compte, et, enfin, s'il en retire davantage, la demande générale du travail ne s'accroîtra que de l'excédent des bras qu'il « engage » sur ceux que la machine a « dégagés ». L'impulsion que des capitaux additionnels, en voie de placement, auraient autrement donnée à la demande générale de bras, se trouve donc en tout cas neutralisée, jusqu'à concurrence des bras jetés par les machines sur le marché du travail.

Et c'est là l'effet général de toutes les méthodes qui concourent à rendre des travailleurs surnuméraires. Grâce à elles, l'offre et la demande de travail cessent d'être des mouvements partant de deux côtés opposés, celui du capital et celui de la force ouvrière. Le capital agit des deux côtés à la fois. Si son accumulation augmente la demande de bras, elle en augmente aussi l'offre en fabriquant des surnuméraires. Ses dés sont pipés. Dans ces conditions la loi de l'offre et la demande de travail consomme le despotisme capitaliste.

Aussi, quand les travailleurs commencent à s'apercevoir que leur fonction d'instruments de mise en valeur du capital devient plus précaire, à mesure que leur travail et la richesse de leurs maîtres augmentent ; dès qu'ils découvrent que l'intensité de la concurrence qu'ils se font les uns aux autres dépend entièrement de la pression exercée par les surnuméraires ; dès qu'afin d'affaiblir l'effet funeste de cette loi « naturelle » de l'accumulation capitaliste ils s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les non-occupés, aussitôt le capital et son sycophante l'économiste de crier au sacrilège, à la violation de la loi « éternelle » de l'offre et la demande. Il est vrai qu'ailleurs, dans les colonies, par exemple, où la formation d'une réserve industrielle rencontre des obstacles importuns, les capitalistes et leurs avocats d'office ne se gênent pas pour sommer l'État d'arrêter les tendances dangereuses de cette loi « sacrée ».

IV

Formes d'existence de la surpopulation relative — La loi générale de l'accumulation capitaliste.

En dehors des grands changements périodiques qui, dès que le cycle industriel passe d'une de ses phases à l'autre, surviennent dans l'aspect général de la surpopulation relative, celle-ci présente toujours des nuances variées à l'infini. Pourtant on y distingue bientôt quelques grandes catégories, quelques différences de forme fortement prononcées — la forme flottante, latente et stagnante.

Les centres de l'industrie moderne, — ateliers automatiques, manufactures, usines, mines, etc., — ne cessent d'attirer et de repousser alternativement des travailleurs, mais en général l'attraction l'emporte à la longue sur la répulsion, de sorte que le nombre des ouvriers exploités y va en augmentant, bien qu'il y diminue proportionnellement à l'échelle de la production. Là la surpopulation existe à l'état flottant.

Dans les fabriques automatiques, de même que dans la plupart des

grandes manufactures où les machines ne jouent qu'un rôle auxiliaire à côté de la division moderne du travail, on n'emploie par masse les ouvriers mâles que jusqu'à l'âge de leur maturité. Ce terme passé, on en retient un faible contingent et l'on renvoie régulièrement la majorité. Cet élément de la surpopulation s'accroît à mesure que la grande industrie s'étend. Une partie émigre et ne fait en réalité que suivre l'émigration du capital. Il en résulte que la population féminine augmente plus vite que la population mâle : témoin l'Angleterre. Que l'accroissement naturel de la classe ouvrière ne suffise pas aux besoins de l'accumulation nationale, et qu'il dépasse néanmoins les facultés d'absorption du marché national, cela paraît impliquer une contradiction, mais elle naît du mouvement même du capital, à qui il faut une plus grande proportion de femmes, d'enfants, d'adolescents, de jeunes gens, que d'hommes faits. Semble-t-il donc moins contradictoire, au premier abord, qu'au moment même où des milliers d'ouvriers se trouvent sur le pavé l'on crie à la disette de bras ? Au dernier semestre de 1866, par exemple, il y avait à Londres plus de cent mille ouvriers en chômage forcé, tandis que, faute de bras, beaucoup de machines chômaient dans les fabriques du Lancashire^[915].

L'exploitation de la force ouvrière par le capital est d'ailleurs si intense que le travailleur est déjà usé à la moitié de sa carrière. Quand il atteint l'âge mûr, il doit faire place à une force plus jeune et descendre un échelon de l'échelle sociale, heureux s'il ne se trouve pas définitivement relégué parmi les surnuméraires. En outre, c'est chez les ouvriers de la grande industrie que l'on rencontre la moyenne de vie la plus courte. « Comme l'a constaté le docteur Lee, l'officier de santé pour Manchester, la durée moyenne de la vie est, à Manchester, de trente-huit années pour la classe aisée et de dix-sept années seulement pour la classe ouvrière, tandis qu'à Liverpool elle est de trente-cinq années pour la première et de quinze pour la seconde. Il s'ensuit que la classe privilégiée tient une assignation sur la vie (*have a leave of life*) de plus de deux fois la valeur de celle qui échoit aux citoyens moins favorisés^[916]. » Ces conditions une fois données, les rangs de cette fraction du prolétariat ne peuvent grossir qu'en changeant souvent d'éléments individuels. Il faut donc que les générations subissent des périodes de renouvellement fréquentes. Ce besoin social est satisfait au moyen de mariages précoces (conséquence fatale de la situation sociale des ouvriers manufacturiers), et grâce à la prime que l'exploitation des enfants assure à leur production.

Dès que le régime capitaliste s'est emparé de l'agriculture, la demande de travail y diminue absolument à mesure que le capital s'y accumule. La répulsion de la force ouvrière n'est pas dans l'agriculture, comme en

d'autres industries, compensée par une attraction supérieure. Une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière, et dans l'attente de circonstances favorables à cette conversion.

« Dans le recensement de 1861 pour l'Angleterre et la principauté de Galles figurent sept cent quatre-vingt-une villes avec une population de 10,960,998, tandis que les villages et les paroisses de campagne n'en comptent que 9,105,226... En 1851 le nombre des villes était de cinq cent quatre-vingts avec une population à peu près égale à celle des districts ruraux. Mais, tandis que dans ceux-ci la population ne s'augmentait que d'un demi-million, elle s'augmentait en 580 villes de 1,554,067 habitants. L'accroissement de population est dans les paroisses rurales de 6.5 pour 100, dans les villes de 17.3. Cette différence doit être attribuée à l'émigration qui se fait des campagnes dans les villes. C'est ainsi que celles-ci absorbent les trois quarts de l'accroissement général de la population^[917]. »

Pour que les districts ruraux deviennent pour les villes une telle source d'immigration, il faut que dans les campagnes elles-mêmes il y ait une surpopulation latente, dont on n'aperçoit toute l'étendue qu'aux moments exceptionnels où ses canaux de décharge s'ouvrent tout grands.

L'ouvrier agricole se trouve par conséquent réduit au minimum du salaire et a un pied déjà dans la fange du paupérisme.

La troisième catégorie de la surpopulation relative, la stagnante, appartient bien à l'armée industrielle active, mais en même temps l'irrégularité extrême de ses occupations en fait un réservoir inépuisable de forces disponibles. Accoutumée à la misère chronique, à des conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrière, elle devient la large base de branches d'exploitation spéciales où le temps de travail atteint son maximum et le taux de salaire son minimum. Le soi-disant travail à domicile nous en fournit un exemple affreux.

Cette couche de la classe ouvrière se recrute sans cesse parmi les « surnuméraires » de la grande industrie et de l'agriculture, et surtout dans les sphères de production où le métier succombe devant la manufacture, celle-ci devant l'industrie mécanique. À part les contingents auxiliaires qui vont ainsi grossir ses rangs, elle se reproduit elle-même sur une échelle progressive. Non seulement le chiffre des naissances et des décès y est très élevé, mais les diverses catégories de cette surpopulation à l'état stagnant s'accroissent actuellement en raison inverse du montant des salaires qui leur échoient, et, par conséquent, des subsistances sur lesquelles elles

végètent. Un tel phénomène ne se rencontre pas chez les sauvages ni chez les colons civilisés. Il rappelle la reproduction extraordinaire de certaines espèces animales faibles et constamment pourchassées. Mais, dit Adam Smith, « la pauvreté semble favorable à la génération ». C'est même une ordonnance divine d'une profonde sagesse, s'il faut en croire le spirituel et galant abbé Galiani, selon lequel « Dieu fait que les hommes qui exercent des métiers de première utilité naissent abondamment^[918] ». « La misère, poussée même au point où elle engendre la famine et les épidémies, tend à augmenter la population au lieu de l'arrêter. » Après avoir démontré cette proposition par la statistique, Laing ajoute : « Si tout le monde se trouvait dans un état d'aisance, le monde serait bientôt dépeuplé^[919]. »

Enfin, le dernier résidu de la surpopulation relative habite l'enfer du paupérisme. Abstraction faite des vagabonds, des criminels, des prostituées, des mendiants, et de tout ce monde qu'on appelle les classes dangereuses, cette couche sociale se compose de trois catégories.

La première comprend des ouvriers capables de travailler. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les listes statistiques du paupérisme anglais pour s'apercevoir que sa masse, grossissant à chaque crise et dans la phase de stagnation, diminue à chaque reprise des affaires. La seconde catégorie comprend les enfants des pauvres assistés et des orphelins. Ce sont autant de candidats de la réserve industrielle qui, aux époques de haute prospérité, entrent en masse dans le service actif, comme, par exemple, en 1860. La troisième catégorie embrasse les misérables, d'abord les ouvriers et ouvrières que le développement social a, pour ainsi dire, démonétisés, en supprimant l'œuvre de détail dont la division du travail avait fait leur seule ressource puis ceux qui par malheur ont dépassé l'âge normal du salarié ; enfin les victimes directes de l'industrie — malades, estropiés, veuves, etc., dont le nombre s'accroît avec celui des machines dangereuses, des mines, des manufactures chimiques, etc.

Le paupérisme est l'hôtel des Invalides de l'armée active du travail et le poids mort de sa réserve. Sa production est comprise dans celle de la surpopulation relative, sa nécessité dans la nécessité de celle-ci, il forme avec elle une condition d'existence de la richesse capitaliste. Il entre dans les faux frais de la production capitaliste, frais dont le capital sait fort bien, d'ailleurs, rejeter la plus grande partie sur les épaules de la classe ouvrière et de la petite classe moyenne.

La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables. Les mêmes causes qui

développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste. L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières.

On comprend donc toute la sottise de la sagesse économique qui ne cesse de prêcher aux travailleurs d'accommoder leur nombre aux besoins du capital. Comme si le mécanisme du capital ne le réalisait pas continuellement, cet accord désiré, dont le premier mot est : création d'une réserve industrielle, et le dernier : invasion croissante de la misère jusque dans les profondeurs de l'armée active du travail, poids mort du paupérisme.

La loi selon laquelle une masse toujours plus grande des éléments constitutants de la richesse peut, grâce au développement continu des pouvoirs collectifs du travail, être mise en œuvre avec une dépense de force humaine toujours moindre, cette loi qui met l'homme social à même de produire davantage avec moins de labeur, se tourne dans le milieu capitaliste — où ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service du travailleur, mais le travailleur qui est au service des moyens de production — en loi contraire, c'est-à-dire que, plus le travail gagne en ressources et en puissance, plus il y a pression des travailleurs sur leurs moyens d'emploi, plus la condition d'existence du salarié, la vente de sa force, devient précaire. L'accroissement des ressorts matériels et des forces collectives du travail, plus rapide que celui de la population, s'exprime donc en la formule contraire, savoir : la population productive croît toujours en raison plus rapide que le besoin que le capital peut en avoir.

L'analyse de la plus-value relative (sect. IV) nous a conduit à ce résultat : dans le système capitaliste toutes les méthodes pour multiplier les puissances du travail collectif s'exécutent aux dépens du travailleur individuel ; tous les moyens pour développer la production se transforment en moyens de dominer et d'exploiter le producteur : ils font de lui un homme tronqué, fragmentaire, ou l'appendice d'une machine ; ils lui opposent comme autant de pouvoirs hostiles les puissances scientifiques de la production ; ils substituent au travail attrayant le travail forcé ; ils rendent les conditions dans lesquelles le travail se fait de plus en plus

anormales et soumettent l'ouvrier durant son service à un despotisme aussi illimité que mesquin ; ils transforment sa vie entière en temps de travail et jettent sa femme et ses enfants sous les roues du Jagernaut capitaliste.

Mais toutes les méthodes qui aident à la production de la plus-value favorisent également l'accumulation, et toute extension de celle-ci appelle à son tour celles-là. Il en résulte que, quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule.

Enfin la loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même.

Ce caractère antagoniste de la production capitaliste^[920] a frappé même des économistes, lesquels d'ailleurs confondent souvent les phénomènes par lesquels il se manifeste avec des phénomènes analogues, mais appartenant à des ordres de production sociale antérieurs.

G. Ortès, moine vénitien et un des économistes marquants du dix-huitième siècle, croit avoir trouvé dans l'antagonisme inhérent à la richesse capitaliste la loi immuable et naturelle de la richesse sociale. Au lieu de projeter, dit-il, « pour le bonheur des peuples, des systèmes inutiles, je me bornerai à chercher la raison de leur misère... Le bien et le mal économique se font toujours équilibre dans une nation (« il bene ed il male economico in una nazione sempre all'istessa misura ») : l'abondance des biens chez les uns est toujours égale au manque de biens chez les autres (« la copia dei beni in alcuni sempre eguale alla mancanza di essi in altri ») ; la grande richesse d'un petit nombre est toujours accompagnée de la privation des premières nécessités chez la multitude, la diligence excessive des uns rend forcée la fainéantise des autres ; la richesse d'un pays correspond à sa population et sa misère correspond à sa richesse^[921]. ».

Mais, si Ortès était profondément attristé de cette fatalité économique de la misère, dix ans après lui, un ministre anglican, le révérend *J. Townsend*, vint, le cœur léger et même joyeux, la glorifier comme la condition nécessaire de la richesse. L'obligation légale du travail, dit-il, « donne trop de peine, exige trop de violence, et fait trop de bruit ; la faim au contraire est non seulement une pression paisible, silencieuse et incessante, mais

comme le mobile le plus naturel du travail et de l'industrie, elle provoque aussi les efforts les plus puissants ». Perpétuer la faim du travailleur, c'est donc le seul article important de son code du travail, mais, pour l'exécuter, ajoute-t-il, il suffit de laisser faire le principe de population, actif surtout parmi les pauvres. « C'est une loi de la nature, paraît-il, que les pauvres soient imprévoyants jusqu'à un certain degré, afin qu'il y ait toujours des hommes prêts à remplir les fonctions les plus serviles, les plus sales et les plus abjectes de la communauté. Le fonds du bonheur humain (« the fund of human happiness ») en est grandement augmenté, les gens comme il faut, plus délicats (« the more delicate »), débarrassés de telles tribulations peuvent doucement suivre leur vocation supérieure... Les lois pour le secours des pauvres tendent à détruire l'harmonie et la beauté, l'ordre et la symétrie de ce système que Dieu et la nature ont établi dans le monde^[922]. »

Si le moine vénitien trouvait dans la fatalité économique de la misère la raison d'être de la charité chrétienne, du célibat, des monastères, couvents, etc., le révérend prébendé y trouve donc au contraire un prétexte pour passer condamnation sur les « poor laws », les lois anglaises qui donnent aux pauvres le droit aux secours de la paroisse.

« Le progrès de la richesse sociale », dit *Storch*, « enfante cette classe utile de la société... qui exerce les occupations les plus fastidieuses, les plus viles et les plus dégoûtantes, qui prend, en un mot, sur ses épaules tout ce que la vie a de désagréable et d'assujettissant et procure ainsi aux autres classes le loisir, la sérénité d'esprit et la dignité conventionnelle (!) de caractère, etc. »^[923]. Puis, après s'être demandé en quoi donc au bout du compte elle l'emporte sur la barbarie, cette civilisation capitaliste avec sa misère et sa dégradation des masses, il ne trouve qu'un mot à répondre — la sécurité !

Sismondi constate que, grâce au progrès de l'industrie et de la science, chaque travailleur peut produire chaque jour beaucoup plus que son entretien quotidien. Mais cette richesse produite de son travail, le rendrait peu propre au travail, s'il était appelé à la consommer. Selon lui « les hommes (bien entendu, les hommes non-travailleurs) *renonceraient probablement à tous les perfectionnements des arts, à toutes les jouissances que nous donnent les manufactures, s'il fallait que tous les achetassent par un travail constant, tel que celui de l'ouvrier...* Les efforts sont aujourd'hui séparés de leur récompense ; ce n'est pas le même homme qui travaille et qui se repose ensuite : mais *c'est parce que l'un travaille que l'autre doit se reposer...* La multiplication indéfinie des pouvoirs productifs du travail ne peut donc avoir pour résultat que

l'augmentation du luxe ou des jouissances des riches oisifs^[924] ». *Cherbuliez*, disciple de Sismondi, le complète en ajoutant : « Les travailleurs eux-mêmes... *en coopérant à l'accumulation des capitaux productifs, contribuent à l'événement qui, tôt ou tard, doit les priver d'une partie de leurs salaires*^[925]. »

Enfin, le zélateur à froid de la doctrine bourgeoise, *Destutt de Tracy*, dit carrément :

« Les nations pauvres, c'est là où le peuple est à son aise ; et les nations riches, c'est là où il est ordinairement pauvre^[926]. »

V

Illustration de la loi générale de l'accumulation capitaliste.

a) *L'Angleterre de 1846 à 1866*

Aucune période de la société moderne ne se prête mieux à l'étude de l'accumulation capitaliste que celle des vingt dernières années^[927] : il semble qu'elle ait trouvé l'escarcelle enchantée de Fortunatus. Cette fois encore, l'Angleterre figure comme le pays modèle, et parce que, tenant le premier rang sur le marché universel, c'est chez elle seule que la production capitaliste s'est développée dans sa plénitude, et parce que le règne millénaire du libre-échange, établi dès 1846, y a chassé l'économie vulgaire de ses derniers réduits. Nous avons déjà suffisamment indiqué (sections III et IV) le progrès gigantesque de la production anglaise pendant cette période de vingt ans, dont la dernière moitié surpasse encore de beaucoup la première.

Bien que dans le dernier demi-siècle la population anglaise se soit accrue très considérablement, son accroissement proportionnel ou le taux de l'augmentation a baissé constamment, ainsi que le montre le tableau suivant emprunté au recensement officiel de 1861 :

TAUX ANNUEL DE L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION DE L'ANGLETERRE ET DE LA PRINCIPAUTÉ DE GALLES EN NOMBRES DÉCIMAUX :

1811-1821	1,533
1821-1831	1,446
1831-1841	1,326
1841-1851	1,216
1851-1861	1,141

Examinons maintenant l'accroissement parallèle de la richesse. Ici la base la plus sûre, c'est le mouvement des profits industriels, rentes foncières, etc., soumis à l'impôt sur le revenu. L'accroissement des profits imposés (fermages et quelques autres catégories non comprises) atteint,

pour la Grande-Bretagne, de 1853 à 1864, le chiffre de cinquante quarante-sept pour cent (ou 4,58 % par an en moyenne^[928]), celui de la population, pendant la même période, fut de douze pour cent. L'augmentation des rentes imposables du sol (y compris les maisons, les chemins de fer, les mines, les pêcheries, etc.) atteignit, dans le même intervalle de temps, trente-huit pour cent ou trois cinq douzièmes pour cent par an, dont la plus grande part revient aux catégories suivantes :

EXCÉDENT DU REVENU ANNUEL DE 1864 SUR 1863

	Augmentation par an.	
Maisons	38,60%	3,50 %
Carrières	84,76	7,70
Mines	68,85	6,26
Forges	39,92	3,63
Pêcheries	57,37	5,21
Usines à gaz	126,02	11,45
Chemins de fer	83,29	7,57

Si l'on compare entre elles, quatre par quatre, les années de la période 1853-1864, le degré d'augmentation des revenus s'accroît continuellement ; celui des revenus dérivés du profit, par exemple, est annuellement de 1,73% de 1853 à 1857, de 2,74% pour chaque année entre 1857 et 1861, et enfin de 9,30% entre 1861 et 1864. La somme totale des revenus imposés dans le Royaume-Uni s'élevait en 1856 à 307 068 898 l. st., un 1859 à 328 127 416 l. st., en 1862 à 351 745 241 l. st., en 1863 à 362 462 279 l. st., en 1864 à 362 462 279 l. st., en 1865 à 385 530 020 l. st.^[929].

La centralisation du capital marchait de pair avec son accumulation. Bien qu'il n'existât aucune statistique agricole officielle pour l'Angleterre (mais bien pour l'Irlande), dix comtés en fournirent une volontairement. Elle donna pour résultat que de 1851 à 1861 le chiffre des fermes au-dessous de cent acres était descendu de trente et un mille cinq cent quatre-vingt-trois à vingt-six mille cinq cent soixante-sept, et que, par conséquent, cinq mille seize d'entre elles avaient été réunies à des fermes plus considérables^[930]. De 1815 à 1825, il n'y avait pas une seule fortune mobilière, assujettie à l'impôt sur les successions, qui dépassât un million de l. st. ; il y en eut huit de 1825 à 1855 et quatre de 1856 au mois de juin 1859, c'est-à-dire, en quatre ans et demi^[931]. Mais c'est surtout par une rapide analyse de l'impôt sur le revenu pour la catégorie D (profits industriels et commerciaux, non compris les fermes, etc.), dans les années 1864 et 1865, que l'on peut le mieux juger le progrès de la centralisation. Je ferai remarquer auparavant que les revenus qui proviennent de cette

source payent l'*income tax* à partir de 60 l. st. et non au-dessous. Ces revenus imposables se montaient, en 1864, pour l'Angleterre, la principauté de Galles et l'Écosse, à 95 844 222 l. st., et en 1865 à 105 435 579 l. st.^[932]. Le nombre des imposés était, en 1864, de 308 416 individus, sur une population totale de 23 891 009, et en 1865 de 332 431 individus, sur une population totale de 24 127 003. Voici comment se distribuaient ces revenus dans les deux années :

ANNÉE FINISSANT LE 5 AVRIL 1864.		ANNÉE FINISSANT LE 5 AVRIL 1865.	
Revenus.	Individus	Revenus	Individus
Revenu.			
Total : l. st. 98 844 222	308 416	L. st. : 105 435 738	332 431
dont : l. st. 57 028 289	23 434	L. st. : 64 554 297	24 265
dont : l. st. 35 415 225	3 619	L. st. : 42 535 576	4021
dont : l. st. 22 809 781	832	L. st. : 27 555 313	973
dont : l. st. 8 844 752	91	L. st. : 11 077 288	107

Il a été produit en 1855, dans le Royaume-Uni, 61 453 079 tonnes de charbon d'une valeur de 16 133 267 l. st., en 1864 : 92 787 873 tonnes d'une valeur de 23 197 968 l. st., en 1855 : 3 218 154 tonnes de fer brut d'une valeur de 8 045 385 l. st., en 1864 : 4 767 951 tonnes d'une valeur de 11 919 877 l. st. En 1854, l'étendue des voies ferrées ouvertes dans le Royaume-Uni atteignait 8 054 milles, avec un capital s'élevant à 286 068 794 l. st. ; en 1864, cette étendue était de 12 789, avec un capital versé de 425 719 613 l. st. L'ensemble de l'exportation et de l'importation du Royaume-Uni se monta, en 1854, à 268 210 145 l. st., et en 1865 à 489 923 285. Le mouvement de l'exportation est indiqué dans la table qui suit :

1846	58 842 377	l. st.
1849	63 596 052	—
1856	115 826 948	—
1860	135 842 817	—
1865	165 862 402	—
1866	188 917 563	— ^[933]

On comprend, après ces quelques indications, le cri de triomphe du Registrar Général du peuple anglais : « Si rapide qu'ait été l'accroissement de la population, il n'a point marché du même pas que le progrès de l'industrie et de la richesse^[934]. » Tournons-nous maintenant vers les agents immédiats de cette industrie, les producteurs de cette richesse, la classe ouvrière. « C'est un des traits caractéristiques les plus attristants de l'état social de ce pays, dit *M. Gladstone*, qu'en même temps que la puissance de consommation du peuple a diminué, et que la misère et les privations de la

classe ouvrière ont augmenté, il y a eu une accumulation croissante de richesse chez les classes supérieures et un accroissement constant de capital^[935]. » Ainsi parlait cet onctueux ministre à la Chambre des communes, le 14 février 1843. Vingt ans plus tard, le 16 avril 1863, exposant son budget, il s'exprime ainsi : « De 1842 à 1852, l'augmentation dans les revenus imposables de ce pays avait été de 6%... De 1853 à 1861, c'est-à-dire dans huit années, si l'on prend pour base le chiffre de 1853, elle a été de 20% ! Le fait est si étonnant qu'il en est presque incroyable... Cette augmentation étourdissante (intoxicating) de richesse et de puissance... est entièrement restreinte aux classes qui possèdent..., elle doit être d'un avantage indirect pour la population ouvrière, parce qu'elle fait baisser de prix les articles de consommation générale. En même temps que les riches sont devenus plus riches, les pauvres sont devenus moins pauvres. Que les extrêmes de la pauvreté soient moindres, c'est ce que je ne prétends pas affirmer^[936]. » La chute en est jolie ! Si la classe ouvrière est restée « pauvre, moins pauvre » seulement, à proportion qu'elle créait pour la classe propriétaire une « augmentation étourdissante, de richesse et de puissance », elle est restée tout aussi pauvre relativement parlant. Si les extrêmes de la pauvreté n'ont pas diminué, ils se sont accrus en même temps que les extrêmes de la richesse. Pour ce qui est de la baisse de prix des moyens de subsistance, la statistique officielle, les indications de l'Orphelinat de Londres, par exemple, constatent un enchérissement de vingt pour cent pour la moyenne des trois années de 1860 à 1862 comparée avec celle de 1851 à 1853. Dans les trois années suivantes, 1863-1865, la viande, le beurre, le lait, le sucre, le sel, le charbon et une masse d'autres articles de première nécessité, enchérissent progressivement^[937]. Le discours de M. Gladstone, du 7 avril 1864, est un vrai dithyrambe d'un vol pindarique. Il y chante l'art de s'enrichir et ses progrès et aussi le bonheur du peuple tempéré par la « pauvreté ». Il y parle de masses situées « sur l'extrême limite du paupérisme », de branches d'industrie où le salaire ne s'est pas élevé, et finalement il résume la félicité de la classe ouvrière dans ces quelques mots : « La vie humaine est, dans neuf cas sur dix, une lutte pour l'existence^[938]. » Le professeur Fawcett, qui n'est point, comme le ministre, retenu par des considérations officielles, s'exprime plus carrément : « Je ne nie pas, dit-il, que le salaire ne se soit élevé (dans les vingt dernières années), avec l'augmentation du capital : mais cet avantage apparent est en grande partie perdu, parce qu'un grand nombre de nécessités de la vie deviennent de plus en plus chères (il attribue cela à la baisse de valeur des métaux précieux)... Les riches deviennent rapidement plus riches (the rich grow

rapidly richer), sans qu'il y ait d'amélioration appréciable dans le bien-être des classes ouvrières... Les travailleurs deviennent presque esclaves des boutiquiers dont ils sont les débiteurs^[939]. »

Les conditions dans lesquelles la classe ouvrière anglaise a produit, pendant les vingt à trente dernières années, la susdite « augmentation étourdissante de richesse et de puissance » pour les classes possédantes, sont connues du lecteur. Les sections de cet ouvrage qui traitent de la journée de travail et des machines l'ont suffisamment renseigné à ce sujet. Mais ce que nous avons étudié alors, c'était surtout le travailleur au milieu de l'atelier où il fonctionne. Pour mieux pénétrer la loi de l'accumulation capitaliste, il faut nous arrêter un instant à sa vie privée, et jeter un coup d'œil sur sa nourriture et son habitation. Les limites de cet ouvrage m'imposent de m'occuper ici principalement de la partie mal payée des travailleurs industriels et agricoles, dont l'ensemble forme la majorité de la classe ouvrière^[940].

Mais auparavant encore un mot sur le paupérisme officiel, c'est-à-dire sur la portion de la classe ouvrière qui, ayant perdu sa condition d'existence, la vente de sa force, ne vit plus que d'aumônes publiques. La liste officielle des pauvres, en Angleterre^[941], comptait, en 1855 : 851 369 personnes, en 1856 : 877 767, en 1865 : 971 438. Par suite de la disette du coton, elle s'éleva, dans les années 1863 et 1864, à 1 079 382 et 1 014 978 personnes. La crise de 1866, qui frappa surtout la ville de Londres, créa dans ce siège du marché universel, plus populeux que le royaume d'Écosse, un surcroît de pauvres de 19.5 % pour cette année comparée à 1865, de 24.4 % par rapport à 1864, et un accroissement plus considérable encore pour les premiers mois de 1867 comparés à 1866. Dans l'analyse de la statistique du paupérisme, deux points essentiels sont à relever. D'une part, le mouvement de hausse et de baisse de la masse des pauvres reflète les changements périodiques du cycle industriel. D'autre part, la statistique officielle devient un indice de plus en plus trompeur du paupérisme réel, à mesure qu'avec l'accumulation du capital la lutte des classes s'accroît et que le travailleur acquiert un plus vif sentiment de soi-même. Le traitement barbare des pauvres au Workhouse, qui fit pousser à la presse anglaise (*Times*, *Pall Mall Gazette*, etc.) de si hauts cris il y a quelques années, est d'ancienne date. Fr. Engels signala, en 1844, les mêmes cruautés et les mêmes déclamations passagères de la « littérature à sensation ». Mais l'augmentation terrible à Londres, pendant les derniers dix ans, des cas de morts de faim (deaths of starvation), est une démonstration évidente, « sans phrase », de l'horreur croissante des travailleurs pour l'esclavage des Workhouses, ces maisons de correction

de la misère.

b) *Les couches industrielles mal payées.*

Jetons maintenant un coup d'œil sur les couches mal payées de la classe ouvrière anglaise. Pendant la crise cotonnière de 1862, le docteur Smith fut chargé par le Conseil privé d'une enquête sur les conditions d'alimentation des ouvriers dans la détresse. Plusieurs années d'études antérieures l'avaient conduit au résultat suivant : « Pour prévenir les maladies d'inanition (starvation diseases), il faudrait que la nourriture quotidienne d'une femme moyenne contint au moins 3900 grains de carbone et 180 d'azote, et celle d'un homme moyen 200 grains d'azote avec 4300 grains de carbone. Pour les femmes il faudrait autant de matière nutritive qu'en contiennent deux livres de bon pain de froment, pour les hommes un neuvième en plus, la moyenne hebdomadaire pour les hommes et les femmes adultes devant atteindre au moins 28 600 grains de carbone et 1330 d'azote. » Les faits confirmèrent son calcul d'une manière surprenante, en ce sens qu'il se trouva concorder parfaitement avec la chétive quantité de nourriture à laquelle, par suite de la crise, la consommation des ouvriers cotonniers avait été réduite. Elle n'était, en décembre 1862, que de 29 211 grains de carbone et 1295 d'azote par semaine.

En 1863, le Conseil privé ordonna une enquête sur la situation de la partie la plus mal nourrie de la classe ouvrière anglaise. Son médecin officiel, le docteur Simon, choisit pour l'aider dans ce travail le docteur Smith ci-dessus mentionné. Ses recherches embrassèrent les travailleurs agricoles d'une part, et de l'autre les tisseurs de soie, les couturières, les gantiers, les bonnetiers, les tisseurs de gants et les cordonniers. Les dernières catégories, à l'exception des bonnetiers, habitent exclusivement dans les villes. Il fut convenu qu'on prendrait pour règle dans cette enquête de choisir, dans chaque catégorie, les familles dont la santé et la position laisseraient le moins à désirer.

On arriva à ce résultat général que : « Dans une seule classe, parmi les ouvriers des villes, la consommation d'azote dépassait légèrement le minimum absolu au-dessous duquel se déclarent les maladies d'inanition ; que dans deux classes la quantité de nourriture azotée aussi bien que carbonée faisait défaut, et même grandement défaut dans l'une d'elles ; que parmi les familles agricoles plus d'un cinquième obtenait moins que la dose indispensable d'alimentation carbonée et plus d'un tiers de moins que la dose indispensable d'alimentation azotée ; qu'enfin dans trois comtés (Berkshire, Oxfordshire et Somersetshire) le minimum de nourriture azotée n'était pas atteint^[942] : » Parmi les travailleurs agricoles,

l'alimentation la plus mauvaise était celle des travailleurs de l'Angleterre, la partie la plus riche du Royaume-Uni^[943]. Chez les ouvriers de la campagne, l'insuffisance de nourriture, en général, frappait principalement les femmes et les enfants, car « il faut que l'homme mange pour faire sa besogne ». Une pénurie bien plus grande encore exerçait ses ravages au milieu de certaines catégories de travailleurs des villes soumises à l'enquête. « Ils sont si misérablement nourris que les cas de privations cruelles et ruineuses pour la santé doivent être nécessairement nombreux^[944]. » Abstinence du capitaliste que tout cela !

Il s'abstient, en effet, de fournir à ses esclaves simplement de quoi végéter.

La table suivante permet de comparer l'alimentation de ces dernières catégories de travailleurs urbains avec celle des ouvriers cotonniers pendant l'époque de leur plus grande misère et avec la dose minima adoptée par le docteur Smith :

Les deux sexes.	Quantité moyenne de carbone par semaine.	Quantité moyenne d'azote par semaine.
Cinq branches d'industrie (dans les villes).....	28 876 grains.	1 192 grains.
Ouvriers de fabrique sans travail du Lancashire.....	29 211 —	1 295 —
Quantité minima proposée pour les ouvriers du Lancashire à nombre égal d'hommes et de femmes.....	28 600 —	1 330 ^[945]

Une moitié des catégories de travailleurs industriels ne prenait jamais de bière ; un tiers, 28%, jamais de lait. La moyenne d'aliments liquides, par semaine, dans les familles, oscillait de sept onces chez les couturières à vingt-quatre onces trois quarts chez les bonnetiers. Les couturières de Londres formaient la plus grande partie de celles qui ne prenaient jamais de lait. Le quantum de pain consommé hebdomadairement variait de sept livres trois quarts chez les couturières à onze et quart chez les cordonniers ; la moyenne totale était de neuf livres par tête d'adulte. Le sucre (sirop, etc.) variait par semaine également de quatre onces pour les

gantiers à dix onces pour les bonnetiers ; la moyenne totale par adulte, dans toutes les catégories, ne s'élevait pas au-dessus de huit onces. Celle du beurre (graisse, etc.), était de cinq onces. Quant à la viande (lard, etc.), la moyenne hebdomadaire par adulte oscillait entre sept onces et quart chez les tisseurs de soie, et dix-huit et quart chez les gantiers. La moyenne totale était de treize onces un sixième pour les diverses catégories. Les frais de nourriture par semaine, pour chaque adulte, atteignaient les chiffres moyens suivants : Tisseurs de soie, 2 sh. 2 1/2 d. ; couturières, 2 sh. 7 d. ; gantiers, 2 sh. 9 1/2 d. ; cordonniers, 2 sh. 7 3/4 d. ; bonnetiers, 2 sh. 6 1/4 d. Pour les tisseurs de soie de Macclesfield, la moyenne hebdomadaire ne s'élevait pas au-dessus de un shilling huit pence un quart. Les catégories les plus mal nourries étaient celles des couturières, des tisseurs de soie et des gantiers^[946].

« Quiconque est habitué à traiter les malades pauvres ou ceux des hôpitaux, résidents ou non », dit le docteur Sirnon dans son rapport général, « ne craindra pas d'affirmer que les cas dans lesquels l'insuffisance de nourriture produit des maladies ou les aggrave sont, pour ainsi dire, innombrables... Au point de vue sanitaire, d'autres circonstances décisives viennent s'ajouter ici... On doit se rappeler que toute réduction sur la nourriture n'est supportée qu'à contrecœur, et qu'en général la diète forcée ne vient qu'à la suite de bien d'autres privations antérieures. Longtemps avant que le manque d'aliments pèse dans la balance hygiénique, longtemps avant que le physiologiste songe à compter les doses d'azote et de carbone entre lesquelles oscillent la vie et la mort par inanition, tout confort matériel aura déjà disparu du foyer domestique. Le vêtement et le chauffage auront été réduits bien plus encore que l'alimentation. Plus de protection suffisante contre les rigueurs de la température ; rétrécissement du local habité à un degré tel que cela engendre des maladies ou les aggrave ; à peine une trace de meubles ou d'ustensiles de ménage. La propreté elle-même sera devenue coûteuse ou difficile. Si par respect pour soi même on fait encore des efforts pour l'entretenir, chacun de ces efforts représente un supplément de faim. On habitera là où le loyer est le moins cher, dans les quartiers où l'action de la police sanitaire est nulle, où il y a le plus de cloaques infects, le moins de circulation, le plus d'immondices en pleine rue, le moins d'eau ou la plus mauvaise, et, dans les villes, le moins d'air et de lumière. Tels sont les dangers auxquels la pauvreté est exposée inévitablement, quand cette pauvreté implique manque de nourriture. Si tous ces maux réunis pèsent terriblement sur la vie, la simple privation de nourriture est par elle-même effroyable... Ce sont là des pensées pleines de tourments, surtout si l'on se

souvent que la misère dont il s'agit n'est pas celle de la paresse, qui n'a à s'en prendre qu'à elle-même. C'est la misère de gens laborieux. Il est certain, quant aux ouvriers des villes, que le travail au moyen duquel ils achètent leur maigre pitance est presque toujours prolongé au-delà de toute mesure. Et cependant on ne peut dire, sauf en un sens très restreint, que ce travail suffise à les sustenter... Sur une très grande échelle, ce n'est qu'un acheminement plus ou moins long vers le paupérisme^[947]. »

Pour saisir la liaison intime entre la faim qui torture les couches les plus travailleuses de la société et l'accumulation capitaliste, avec son corollaire, la surconsommation grossière ou raffinée des riches, il faut connaître les lois économiques. Il en est tout autrement dès qu'il s'agit des conditions du domicile. Tout observateur désintéressé voit parfaitement que, plus les moyens de production se concentrent sur une grande échelle, plus les travailleurs s'agglomèrent dans un espace étroit ; que, plus l'accumulation du capital est rapide, plus les habitations ouvrières deviennent misérables. Il est évident, en effet, que les améliorations et embellissements (improvements) des villes, — conséquence de l'accroissement de la richesse, — tels que démolition des quartiers mal bâtis, construction de palais pour banques, entrepôts, etc., élargissement des rues pour la circulation commerciale et les carrosses de luxe, établissement de voies ferrées à l'intérieur, etc., chassent toujours les pauvres dans des coins et recoins de plus en plus sales et insalubres. Chacun sait, d'autre part, que la cherté des habitations est en raison inverse de leur bon état, et que les mines de la misère sont exploitées par la spéculation avec plus de profit et à moins de frais que ne le furent jamais celles du Potosi. Le caractère antagonique de l'accumulation capitaliste, et conséquemment des relations de propriété qui en découlent, devient ici tellement saisissable^[948] que même les rapports officiels anglais sur ce sujet abondent en vives sorties peu orthodoxes contre la « propriété et ses droits ». Au fur et à mesure du développement de l'industrie, de l'accumulation du capital, de l'agrandissement des villes et de leur embellissement, le mal fit de tels progrès, que la frayeur des maladies contagieuses, qui n'épargnent pas même la *respectability*, les gens comme il faut, provoqua de 1847 à 1864 dix actes du Parlement concernant la police sanitaire, et que dans quelques villes, telles que Liverpool, Glasgow, etc., la bourgeoisie épouvantée contraignit les municipalités à prendre des mesures de salubrité publique. Néanmoins le docteur Simon s'écrie dans son rapport de 1865 : « Généralement parlant, en Angleterre, le mauvais état des choses a libre carrière ! » Sur l'ordre du Conseil privé, une enquête eut lieu en 1864 sur les conditions d'habitation des travailleurs des campagnes, et en 1865 sur

celles des classes pauvres dans les villes. Ces admirables travaux, résultat des études du docteur Julien Hunter, se trouvent dans les septième (1865) et huitième (1866) rapports sur la santé publique. Nous examinerons plus tard la situation des travailleurs des campagnes. Avant de faire connaître celle des ouvriers des villes, citons une observation générale du docteur Simon : « Quoique mon point de vue officiel, dit-il, soit exclusivement physique, l'humanité la plus ordinaire ne permet pas de taire l'autre côté du mal. Parvenu à un certain degré, il implique presque nécessairement une négation de toute pudeur, une promiscuité révoltante, un étalage de nudité qui est moins de l'homme que de la bête. Être soumis à de pareilles influences, c'est une dégradation qui, si elle dure, devient chaque jour plus profonde. Pour les enfants élevés dans cette atmosphère maudite, c'est un baptême dans l'infamie (*baptism into infamy*). Et c'est se bercer du plus vain espoir que d'attendre de personnes placées dans de telles conditions qu'à d'autres égards elles s'efforcent d'atteindre à cette civilisation élevée dont l'essence consiste dans la pureté physique et morale^[949]. »

C'est Londres qui occupe le premier rang sous le rapport des logements encombrés, ou absolument impropres à servir d'habitation humaine. Il y a deux faits certains, dit le docteur Hunter : « Le premier, c'est que Londres renferme vingt grandes colonies fortes d'environ dix mille personnes chacune, dont l'état de misère dépasse tout ce qu'on a vu jusqu'à ce jour en Angleterre, et cet état résulte presque entièrement de l'accommodation pitoyable de leurs demeures. Le second, c'est que le degré d'encombrement et de ruine de ces demeures est bien pire qu'il y a vingt ans^[950]. Ce n'est pas trop dire que d'affirmer que dans nombre de quartiers de Londres et de Newcastle la vie est réellement infernale^[951]. »

À Londres, la partie même la mieux posée de la classe ouvrière, en y joignant les petits détaillants et d'autres éléments de la petite classe moyenne, subit chaque jour davantage l'influence fatale de ces abjectes conditions de logement, à mesure que marchent les « améliorations », et aussi la démolition des anciens quartiers, à mesure que les fabriques toujours plus nombreuses font affluer des masses d'habitants dans la métropole, et enfin que les loyers des maisons s'élèvent avec la rente foncière dans les villes. « Les loyers ont pris des proportions tellement exorbitantes, que bien peu de travailleurs peuvent payer plus d'une chambre^[952]. » Presque pas de propriété bâtie à Londres qui ne soit surchargée d'une foule d'intermédiaires (*middlemen*). Le prix du sol y est très élevé en comparaison des revenus qu'il rapporte annuellement, chaque acheteur spéculant sur la perspective de revendre tôt ou tard son acquêt à un *prix de jury* (c'est-à-dire suivant le taux établi par les jurys

d'expropriation), ou sur le voisinage d'une grande entreprise qui en hausserait considérablement la valeur. De là un commerce régulier pour l'achat de baux près d'expirer. « Des gentlemen de cette profession il n'y a pas autre chose à attendre ; ils pressurent les locataires le plus qu'ils peuvent et livrent ensuite la maison dans le plus grand délabrement possible aux successeurs^[953]. » La location est à la semaine, et ces messieurs ne courent aucun risque. Grâce aux constructions de voies ferrées dans l'intérieur de la ville, « on a vu dernièrement dans la partie est de Londres une foule de familles, brusquement chassées de leurs logis un samedi soir, errer à l'aventure, le dos chargé de tout leur avoir en ce monde, sans pouvoir trouver d'autre refuge que le Workhouse^[954]. » Les Workhouses sont déjà remplis outre mesure, et les « embellissements » octroyés par le Parlement n'en sont encore qu'au début.

Les ouvriers chassés par la démolition de leurs anciennes demeures ne quittent point leur paroisse, ou ils s'en établissent le plus près possible, sur la lisière. « Ils cherchent naturellement à se loger dans le voisinage de leur atelier, d'où il résulte que la famille qui avait deux chambres est forcée de se réduire à une seule. Lors même que le loyer en est plus élevé, le logement nouveau est pire que celui, déjà mauvais, d'où on les a expulsés. La moitié des ouvriers du Strand sont déjà obligés de faire une course de deux milles pour se rendre à leur atelier. » Ce Strand, dont la rue principale donne à l'étranger une haute idée de la richesse londonienne, va précisément nous fournir un exemple de l'entassement humain qui règne à Londres. L'employé de la police sanitaire a compté dans une de ses paroisses cinq cent quatre-vingt-un habitants par acre, quoique la moitié du lit de la Tamise fût comprise dans cette estimation. Il va de soi que toute mesure de police qui, comme cela s'est fait jusqu'ici à Londres, chasse les ouvriers d'un quartier en en faisant démolir les maisons inhabitables, ne sert qu'à les entasser plus à l'étroit dans un autre. « Ou bien il faut absolument », dit le docteur Hunter, « que ce mode absurde de procéder ait un terme, ou bien la sympathie publique (!) doit s'éveiller pour ce que l'on peut appeler sans exagération un devoir national. Il s'agit de fournir un abri à des gens qui ne peuvent s'en procurer faute de capital, mais n'en rémunèrent pas moins leurs propriétaires par des paiements périodiques^[955]. » Admirez la justice capitaliste ! Si le propriétaire foncier, le propriétaire de maisons, l'homme d'affaires, sont expropriés pour causes d'améliorations, telles que chemins de fer, construction de rues nouvelles, etc., ils n'obtiennent pas seulement indemnité pleine et entière. Il faut encore, selon le droit et l'équité, les consoler de leur « abstinence », de leur « renoncement » forcé, en leur octroyant un bon pourboire. Le

travailleur, lui, est jeté sur le pavé avec sa femme, ses enfants et son saint-crêpin, et, s'il se presse par trop grandes masses vers les quartiers de la ville où la municipalité est à cheval sur les convenances, il est traqué par la police au nom de la salubrité publique !

Au commencement du dix-neuvième siècle il n'y avait, en dehors de Londres, pas une seule ville en Angleterre qui comptât cent mille habitants. Cinq seulement en comptaient plus de cinquante mille. Il en existe aujourd'hui vingt-huit dont la population dépasse ce nombre. « L'augmentation énorme de la population des villes n'a pas été le seul résultat de ce changement, mais les anciennes petites villes compactes sont devenues des centres autour desquels des constructions s'élèvent de tous côtés, ne laissant arriver l'air de nulle part. Les riches, ne les trouvant plus agréables, les quittent pour les faubourgs, où ils se plaisent davantage. Les successeurs de ces riches viennent donc occuper leurs grandes maisons ; une famille s'installe dans chaque chambre, souvent même avec des sous-locataires. C'est ainsi qu'une population entière s'est installée dans des habitations qui n'étaient pas disposées pour elle, et où elle était absolument déplacée, livrée à des influences dégradantes pour les adultes et pernicieuses pour les enfants^[956]. »

À mesure que l'accumulation du capital s'accélère dans une ville industrielle ou commerciale, et qu'y afflue le matériel humain exploitable, les logements improvisés des travailleurs empirent. Newcastle-on-Tyne, centre d'un district dont les mines de charbon et les carrières s'exploitent toujours plus en grand, vient immédiatement après Londres sur l'échelle des habitations infernales. Il ne s'y trouve pas moins de trente-quatre mille individus qui habitent en chambrées. La police y a fait démolir récemment, ainsi qu'à Gateshead, un grand nombre de maisons pour cause de danger public. La construction des maisons nouvelles marche très lentement, mais les affaires vont très vite. Aussi la ville était-elle en 1865 bien plus encombrée qu'auparavant. À peine s'y trouvait-il une seule chambre à louer. « Il est hors de doute, dit le docteur Embleton, médecin de l'hôpital des fiévreux de Newcastle, que la durée et l'expansion du typhus n'ont pas d'autre cause que l'entassement de tant d'êtres humains dans des logements malpropres. Les maisons où demeurent ordinairement les ouvriers sont situées dans des impasses ou des cours fermées. Au point de vue de la lumière, de l'air, de l'espace et de la propreté, rien de plus défectueux et de plus insalubre ; c'est une honte pour tout pays civilisé. Hommes, femmes et enfants, y couchent la nuit pêle-mêle. À l'égard des hommes, la série de nuit y succède à la série de jour sans interruption, si bien que les lits n'ont pas même le temps de refroidir. Manque d'eau,

absence presque complète de latrines, pas de ventilation, une puanteur et une peste^[957]. » Le prix de location de tels bouges est de 8 d. à 3 sh. par semaine. « Newcastle-upon-Tyne, dit le docteur Hunter, nous offre l'exemple d'une des plus belles races de nos compatriotes tombée dans une dégradation presque sauvage, sous l'influence de ces circonstances purement externes, l'habitation et la rue^[958]. »

Suivant le flux et le reflux du capital et du travail, l'état des logements dans une ville industrielle peut être aujourd'hui supportable et demain abominable. Si l'édilité s'est enfin décidée à faire un effort pour écarter les abus les plus criants, voilà qu'un essaim de sauterelles, un troupeau d'Irlandais déguenillés ou de pauvres travailleurs agricoles anglais, fait subitement invasion. On les amoncelle dans des caves et des greniers, ou bien on transforme la ci-devant respectable maison du travailleur en une sorte de camp volant dont le personnel se renouvelle sans cesse. Exemple : Bradford. Le Philistin municipal y était justement occupé de réformes urbaines ; il s'y trouvait en outre, en 1861, 1751 maisons inhabitées : mais soudain les affaires se mettent à prendre cette bonne tournure dont le doux, le libéral et négrophile M. Forster a tout récemment caqueté avec tant de grâce : alors, naturellement, avec la reprise des affaires, débordement des vagues sans cesse mouvantes de « l'armée de réserve », de la surpopulation relative. Des travailleurs, la plupart bien payés, sont contraints d'habiter les caves et les chambres horribles décrites dans la note ci-dessous^[959], qui contient une liste transmise au docteur Hunter par l'agent d'une société d'assurances. Ils se déclarent tout prêts à prendre de meilleurs logements, s'il s'en trouvait ; en attendant la dégradation va son train, et la maladie les enlève l'un après l'autre. Et, pendant ce temps, le doux, le libéral M. Forster célèbre, avec des larmes d'attendrissement, les immenses bienfaits de la liberté commerciale, du *laissez faire laissez passer*, et aussi les immenses bénéfices de ces fortes têtes de Bradford qui s'adonnent à l'étude de la laine longue.

Dans son rapport du 5 septembre 1865, le docteur Bell, un des médecins des pauvres de Bradford, attribue, lui aussi, la terrible mortalité parmi les malades de son district atteints de fièvres, à l'influence horriblement malsaine des logements qu'ils habitent. « Dans une cave de mille cinq cents pieds cubes dix personnes logent ensemble... Vincent street, Green Air Place et les Leys, contiennent 223 maisons avec 1450 habitants, 435 lits et 36 lieux d'aisances... Les lits, et j'entends par là le premier amas venu de sales guenilles ou de copeaux, servent chacun à 3,3 personnes en moyenne, et quelques-uns à quatre et six personnes. Beaucoup dorment sans lit étendus tout habillés sur le plancher nu, hommes et femmes, mariés

et non mariés, pêle-mêle. Est-il besoin d'ajouter que ces habitations sont des antres infects, obscurs et humides, tout à fait impropres à abriter un être humain ? Ce sont les foyers d'où partent la maladie et la mort pour chercher des victimes même chez les gens de bonne condition (of good circumstances), qui ont permis à ces ulcères pestilentiels de suppurer au milieu de nous^[960]. »

Dans cette classification des villes d'après le nombre et l'horreur de leurs bouges, Bristol occupe le troisième rang. « Ici, dans une des villes les plus riches de l'Europe, la pauvreté réduite au plus extrême dénuement (blank poverty) surabonde, ainsi que la misère domestique^[961]. »

c) *La population nomade — Les mineurs.*

Les nomades du prolétariat se recrutent dans les campagnes, mais leurs occupations sont en grande partie industrielles. C'est l'infanterie légère du capital, jetée suivant les besoins du moment, tantôt sur un point du pays, tantôt sur un autre. Quand elle n'est pas en marche, elle campe. On l'emploie à la bâtisse, aux opérations de drainage, à la fabrication de la brique, à la cuite de la chaux, à la construction des chemins de fer, etc. Colonne mobile de la peste, elle sème sur sa route, dans les endroits où elle assoit son camp et alentour, la petite vérole, le typhus, le choléra, la fièvre scarlatine, etc^[962]. Quand des entreprises, telles que la construction des chemins de fer, etc., exigent une forte avance de capital, c'est généralement l'entrepreneur qui fournit à son armée des baraques en planches ou des logements analogues, villages improvisés sans aucunes mesures de salubrité, en dehors de la surveillance des autorités locales, mais sources de gros profits pour monsieur l'entrepreneur, qui exploite ses ouvriers et comme soldats de l'industrie et comme locataires. Suivant que la baraque contient un, deux ou trois trous, l'habitant, terrassier, maçon, etc., doit payer par semaine 1, 2, 3 sh.^[963]. Un seul exemple suffira : En septembre 1864 rapporte le docteur Simon, le président du *Nuisance Removal Committee* de la paroisse de Sevenoaks dénonça au ministre de l'Intérieur, Sir George Grey, les faits suivants :

« Dans cette paroisse, la petite vérole était encore, il y a un an, à peu près inconnue. Un peu avant cette époque, on commença à percer une voie ferrée de Lewisham à Tunbridge. Outre que le gros de l'ouvrage s'exécuta dans le voisinage immédiat de cette ville, on y installa aussi le dépôt central de toute la construction. Comme le grand nombre des individus ainsi occupés ne permettait pas de les loger tous dans des cottages l'entrepreneur, M. Jay, afin de mettre ses ouvriers à l'abri, fit construire sur différents points, le long de la voie, des baraques dépourvues de ventilation et d'égouts, et de plus nécessairement encombrées, car chaque

locataire était obligé d'en recevoir d'autres chez lui, si nombreuse que fût sa propre famille et bien que chaque hutte n'eût que deux chambres. D'après le rapport médical qu'on nous adresse, il résulta de tout ceci que ces pauvres gens, pour échapper aux exhalaisons pestilentielles des eaux croupissantes et des latrines situées sous leurs fenêtres, avaient à subir pendant la nuit tous les tourments de la suffocation. Des plaintes furent enfin portées devant notre comité par un médecin qui avait eu l'occasion de visiter ces taudis. Il s'exprima en termes amers sur l'état de ces soi-disant habitations, et donna à entendre qu'il y avait à craindre les conséquences les plus funestes, si quelques mesures de salubrité n'étaient pas prises sur-le-champ. Il y a un an environ, M. Jay s'engagea à faire préparer une maison où les gens qu'il occupe devaient passer aussitôt qu'ils seraient atteints de maladie contagieuse. Il a renouvelé sa promesse vers la fin du mois de juillet dernier, mais il n'a rien fait, bien que depuis lors on ait eu à constater plusieurs cas de petite vérole dans les cabanes mêmes qu'il me décrivit comme étant dans des conditions effroyables. Pour votre information (celle du ministre) je dois ajouter que notre paroisse possède une maison isolée, dite la maison des pestiférés (pesthouse), où les habitants atteints de maladies contagieuses reçoivent des soins. Cette maison est depuis des mois encombrée de malades. Dans une même famille, cinq enfants sont morts de la petite vérole et de la fièvre. Depuis le premier avril jusqu'au premier septembre de cette année, il n'y a pas eu moins de dix cas de morts de la petite vérole, quatre dans les susdites cabanes, le foyer de la contagion. On ne saurait indiquer le chiffre des cas de maladie, parce que les familles qui en sont affligées font tout leur possible pour les cacher^[964]. »

Les houilleurs et les autres ouvriers des mines appartiennent aux catégories les mieux payées de la classe ouvrière anglaise. À quel prix ils achètent leur salaire, on l'a vu précédemment^[965]. Mais ici nous ne considérons leur situation que sous le rapport de l'habitation. En général, l'exploiteur de la mine, qu'il en soit le propriétaire ou le locataire, fait construire un certain nombre de cottages pour ses ouvriers. Ceux-ci reçoivent en outre du charbon gratis, c'est-à-dire qu'une partie de leur salaire leur est payée en charbon et non en argent. Les autres, qu'on ne peut loger de cette façon, obtiennent en compensation quatre l. st. par an.

Les districts des mines attirent rapidement une grande population composée des ouvriers mineurs et des artisans, débitants, etc., qui se groupent autour d'eux. Là, comme partout où la population est très dense, la rente foncière est très élevée. L'entrepreneur cherche donc à établir à l'ouverture des mines, sur l'emplacement le plus étroit possible, juste

autant de cottages qu'il en faut pour parquer les ouvriers et leurs familles. Quand on ouvre, aux environs, des mines nouvelles, ou que l'on reprend l'exploitation des anciennes, la presse devient naturellement extrême. Un seul motif préside à la construction de ces cottages, « l'abstinence » du capitaliste, son aversion pour toute dépense d'argent comptant qui n'est pas de rigueur.

« Les habitations des mineurs et des centres ouvriers que l'on voit dans les mines de Northumberland et de Durham, dit le docteur Julian Hunter, sont peut-être en moyenne ce que l'Angleterre présente, sur une grande échelle, de pire et de plus cher en ce genre, à l'exception cependant des districts semblables dans le Monmouthshire. Le mal est là à son comble, à cause du grand nombre d'hommes entassés dans une seule chambre, de l'emplacement étroit où l'on a empilé un amas de maisons, du manque d'eau, de l'absence de latrines et de la méthode fréquemment employée, qui consiste à bâtir les maisons les unes sur les autres ou à les bâtir en *flats* (de manière que les différents cottages forment des étages superposés verticalement). L'entrepreneur traite toute la colonie comme si, au lieu de résider, elle ne faisait que camper^[966]. » « En vertu de mes instructions, dit le docteur Stevens, j'ai visité la plupart des villages miniers de l'union Durham... On peut dire de tous, à peu d'exceptions près, que tous les moyens de protéger la santé des habitants y sont négligés... Les ouvriers des mines sont liés (*bound*, expression qui de même que *bondage* date de l'époque du servage), sont liés pour douze mois au fermier de la mine (le *lessee*) ou au propriétaire. Quand ils se permettent de manifester leur mécontentement ou d'importuner d'une façon quelconque l'inspecteur (*viewer*), celui-ci met à côté de leur nom une marque ou une note sur son livre, et à la fin de l'année leur engagement n'est pas renouvelé... À mon avis, de toutes les applications du système du troc (paiement du salaire en marchandises), il n'en est pas de plus horrible que celle qui règne dans ces districts si peuplés. Le travailleur y est forcé d'accepter, comme partie de son salaire, un logis entouré d'exhalaisons pestilentielles. Il ne peut pas faire ses propres affaires comme il l'entend ; il est à l'état de serf sous tous les rapports (*he is to all intents and purposes a serf*). Il n'est pas certain, paraît-il, qu'il puisse en cas de besoin s'adresser à personne autre que son propriétaire : or celui-ci consulte avant tout sa balance de compte, et le résultat est à peu près infaillible. Le travailleur reçoit du propriétaire son approvisionnement d'eau. Bonne ou mauvaise, fournie ou suspendue, il faut qu'il la paie, ou, pour mieux dire, qu'il subisse une déduction sur son salaire^[967]. »

En cas de conflits avec « l'opinion publique » ou même avec la police

sanitaire, le capital ne se gêne nullement de « justifier » les conditions, les unes dangereuses et les autres dégradantes, auxquelles il astreint l'ouvrier, faisant valoir que tout cela est indispensable pour enfler la recette. C'est ainsi que nous l'avons vu « s'abstenir » de toute mesure de protection contre les dangers des machines dans les fabriques, de tout appareil de ventilation et de sûreté dans les mines, etc. Il en est de même à l'égard du logement des mineurs. « Afin d'excuser », dit le docteur Simon, le délégué médical du Conseil privé, dans son rapport officiel, « afin d'excuser la pitoyable organisation des logements, on allègue que les mines sont ordinairement exploitées à bail, et que la durée du contrat (vingt et un ans en général dans les houillères) est trop courte, pour que le fermier juge qu'il vaille la peine de ménager des habitations convenables pour la population ouvrière et les diverses professions que l'entreprise attire. Et lors même, dit-on, que l'entrepreneur aurait l'intention d'agir libéralement en ce sens, sa bonne volonté échouerait devant les prétentions du propriétaire foncier. Celui-ci, à ce qu'il paraît, viendrait aussitôt exiger un surcroît de rente exorbitant, pour le privilège de construire à la surface du sol qui lui appartient un village décent et confortable, servant d'abri aux travailleurs qui font valoir sa propriété souterraine. On ajoute que ce prix prohibitif, là où il n'y a pas prohibition directe, rebute aussi les spéculateurs en bâtiments... Je ne veux ni examiner la valeur de cette justification ni rechercher sur qui tomberait en définitive le surcroît de dépense, sur le propriétaire foncier, le fermier des mines, les travailleurs ou le public... Mais, en présence des faits outrageux révélés par les rapports ci-joints (ceux des docteurs Hunter, Stevens, etc.), il faut nécessairement trouver un remède... C'est ainsi que des titres de propriété servent à commettre une grande injustice publique. En sa qualité de possesseur de mines, le propriétaire foncier engage une colonie industrielle à venir travailler sur ses domaines ; puis, en sa qualité de propriétaire de la surface du sol, il enlève aux travailleurs qu'il a réunis toute possibilité de pourvoir à leur besoin d'habitation. Le fermier des mines (l'exploiteur capitaliste) n'a aucun intérêt pécuniaire à s'opposer à ce marché ambigu. S'il sait fort bien apprécier l'outrecuidance de telles prétentions, il sait aussi que les conséquences n'en retombent pas sur lui, mais sur les travailleurs, que ces derniers sont trop peu instruits pour connaître leurs droits à la santé, et enfin que les habitations les plus ignobles, l'eau à boire la plus corrompue, ne fourniront jamais prétexte à une grève^[968]. »

d) *Effet des crises sur la partie la mieux payée de la classe ouvrière.*

Avant de passer aux ouvriers agricoles, il convient de montrer, par un exemple, comment les crises affectent même la partie la mieux payée de la

classe ouvrière, son aristocratie.

On sait qu'en 1857 il éclata une de ces crises générales auxquelles le cycle industriel aboutit périodiquement. Son terme suivant échut en 1866. Cette fois la crise revêtit un caractère essentiellement financier, ayant déjà été escomptée en partie dans les districts manufacturiers, à l'occasion de la disette de coton qui rejeta une masse de capitaux de leur sphère de placement ordinaire sur les grands centres du marché monétaire. Son début fut signalé à Londres, en mai 1866, par la faillite d'une banque gigantesque, suivie de l'écroulement général d'une foule innombrable de sociétés financières véreuses. Une des branches de la grande industrie, particulièrement atteinte à Londres par la catastrophe, fut celle des constructeurs de navires cuirassés. Les gros bonnets de la partie avaient non seulement poussé la production à outrance pendant la période de haute prospérité, mais ils s'étaient aussi engagés à des livraisons énormes, dans l'espoir que la source du crédit ne tarirait pas de si tôt. Une réaction terrible eut lieu, réaction que subissent, à cette heure encore, fin mars 1867, de nombreuses industries^[969]. Quant à la situation des travailleurs, on peut en juger par le passage suivant, emprunté au rapport très circonstancié d'un correspondant du *Morning Star* qui, au commencement de janvier 1867, visita les principales localités en souffrance.

« À l'est de Londres, dans les districts de Poplar, Milwall, Greenwich, Deptford, Limehouse et Canning Town, quinze mille travailleurs au moins, parmi lesquels plus de trois mille ouvriers de métier, se trouvent avec leurs familles littéralement aux abois. Un chômage de six à huit mois a épuisé leurs fonds de réserve... C'est à grand-peine que j'ai pu m'avancer jusqu'à la porte du Workhouse de Poplar qu'assiégeait une foule affamée. Elle attendait des bons de pain, mais l'heure de la distribution n'était pas encore arrivée. La cour forme un grand carré avec un auvent qui court tout autour de ses murs. Les pavés du milieu étaient couverts d'épais monceaux de neige, mais l'on y distinguait certains petits espaces entourés d'un treillage d'osier, comme des parcs à moutons, où les hommes travaillent quand le temps le permet. Le jour de ma visite, ces parcs étaient tellement encombrés de neige, que personne ne pouvait s'y asseoir. Les hommes étaient occupés, sous le couvert de la saillie du toit à macadamiser des pavés. Chacun d'eux avait pour siège un pavé épais et frappait avec un lourd marteau sur le granit, recouvert de givre, jusqu'à ce qu'il en eût concassé cinq boisseaux. Sa journée était alors terminée, il recevait 3 d. (30 centimes) et un bon de pain. Dans une partie de la cour se trouvait une petite cabane sordide et délabrée. En ouvrant la porte, nous la trouvâmes remplie d'hommes pressés les uns contre les autres, épaule contre épaule,

pour se réchauffer. Ils effilaient des câbles de navire et luttait à qui travaillerait le plus longtemps avec le minimum de nourriture, mettant leur point d'honneur dans la persévérance. Ce seul Workhouse fournit des secours à sept mille personnes, et beaucoup parmi ces ouvriers, il y a six ou huit mois, gagnaient les plus hauts salaires du pays. Leur nombre eût été double, si ce n'était que certains travailleurs, leur réserve d'argent une fois épuisée, refusent néanmoins tout secours de la paroisse, aussi longtemps qu'ils ont quelque chose à mettre en gage... En quittant le Workhouse, je fis une promenade dans les rues, entre les rangées de maisons à un étage, si nombreuses à Poplar. Mon guide était membre du Comité pour les ouvriers sans travail. La première maison où nous entrâmes était celle d'un ouvrier en fer, en chômage depuis vingt-sept semaines. Je le trouvai assis dans une chambre de derrière avec toute sa famille. La chambre n'était pas tout à fait dégarnie de meubles et il y avait un peu de feu ; c'était de toute nécessité, par une journée de froid terrible, afin d'empêcher les pieds nus des jeunes enfants de se geler. Il y avait devant le feu, sur un plat, une certaine quantité d'étoupe que les femmes et les enfants devaient effiler en échange du pain fourni par le Workhouse. L'homme travaillait dans une des cours décrites ci-dessus, pour un bon de pain et trois pence par jour. Il venait d'arriver chez lui, afin d'y prendre son repas du midi, très affamé, comme il nous le dit avec un sourire amer, et ce repas consistait en quelques tranches de pain avec du saindoux et une tasse de thé sans lait. La seconde porte à laquelle nous frappâmes fut ouverte par une femme entre deux âges, qui, sans souffler mot, nous conduisit dans une petite chambre sur le derrière, où se trouvait toute sa famille, silencieuse et les yeux fixés sur un feu près de s'éteindre. Il y avait autour de ces gens et de leur petite chambre un air de solitude et de désespoir à me faire souhaiter de ne jamais revoir pareille scène... « Ils n'ont rien gagné, Monsieur », dit la femme en montrant ses jeunes garçons, « rien depuis vingt-six semaines, et tout notre argent est parti, tout l'argent que le père et moi nous avons mis de côté dans des temps meilleurs, avec le vain espoir de nous assurer une réserve pour les jours mauvais. Voyez ! » s'écria-t-elle d'un accent presque sauvage, et en même temps elle nous montrait un livret de banque où étaient indiquées régulièrement toutes les sommes successivement versées, puis retirées, si bien que nous pûmes constater comment le petit pécule, après avoir commencé par un dépôt de 5 shillings, puis avoir grossi peu à peu jusqu'à 20 l. st., s'était fondu ensuite de livres en shillings et de shillings en pence, jusqu'à ce que le livret fût réduit à n'avoir pas plus de valeur qu'un morceau de papier blanc. Cette famille recevait chaque jour un maigre

repas du Workhouse... Nous visitâmes enfin la femme d'un Irlandais qui avait travaillé au chantier de construction maritime. Nous la trouvâmes malade d'inanition, étendue tout habillée sur un matelas et à peine couverte d'un lambeau de tapis, car toute la literie était au mont-de-piété. Ses malheureux enfants la soignaient et paraissaient avoir bien besoin, à leur tour, des soins maternels. Dix-neuf semaines d'oisiveté forcée l'avaient réduite à cet état, et pendant qu'elle nous racontait l'histoire du passé désastreux, elle sanglotait comme si elle eût perdu tout espoir d'un avenir meilleur. À notre sortie de cette maison, un jeune homme courut vers nous et nous pria d'entrer dans son logis pour voir si l'on ne pourrait rien faire en sa faveur. Une jeune femme, deux jolis enfants, un paquet de reconnaissances du mont-de-piété et une chambre entièrement nue, voilà tout ce qu'il avait à nous montrer^[970]. »

e) *Le prolétariat agricole anglais.*

Le caractère antagonique de l'accumulation capitaliste ne s'affirme nulle part plus brutalement que dans le mouvement progressif de l'agriculture anglaise et le mouvement rétrograde des cultivateurs anglais. Avant d'examiner leur situation actuelle, il nous faut jeter un regard en arrière. L'agriculture moderne date en Angleterre du milieu du siècle dernier, quoique les bouleversements survenus dans la constitution de la propriété foncière, qui devaient servir de base au nouveau mode de production, remontent à une époque beaucoup plus reculée.

Les renseignements fournis par Arthur Young, penseur superficiel, mais observateur exact, prouvent incontestablement que l'ouvrier agricole de 1771 était un bien piteux personnage comparé à son devancier de la fin du quatorzième siècle, « lequel pouvait vivre dans l'abondance et accumuler de la richesse^[971] », pour ne pas parler du quinzième siècle, « l'âge d'or du travailleur anglais et à la ville et à la campagne. » Nous n'avons pas besoin cependant de remonter si loin. On lit dans un écrit remarquable publié en 1777 : « Le gros fermier s'est presque élevé au niveau du gentleman, tandis que le pauvre ouvrier des champs est foulé aux pieds... Pour juger de son malheureux état, il suffit de comparer sa position d'aujourd'hui avec celle qu'il avait il y a quarante ans... Propriétaire foncier et fermier se prêtent mutuellement main-forte pour opprimer le travailleur^[972]. » Il y est ensuite prouvé en détail que de 1737 à 1777 dans les campagnes le salaire réel est tombé d'environ un 1/4 ou 25%. « La politique moderne, dit Richard Price, favorise les classes supérieures du peuple ; la conséquence sera que tôt ou tard le royaume entier se composera de gentlemen et de mendiants, de magnats et d'esclaves^[973]. »

Néanmoins la condition du travailleur agricole anglais de 1770 à 1780, à

l'égard du logement et de la nourriture aussi bien que de la dignité et des divertissements, etc., reste un idéal qui n'a jamais été atteint depuis. Son salaire moyen exprimé en pintes de froment se montait de 1770 à 1771 à 90 ; à l'époque d'Eden (1797), il n'était plus que de 65, et en 1808 que de 60^[974].

Nous avons indiqué la situation du travailleur agricole à la fin de la guerre antijacobine (*antijacobin war*, tel est le nom donné par William Cobbet à la guerre contre la Révolution française), pendant laquelle seigneurs terriens, fermiers, fabricants, commerçants, banquiers, loups-cerviers, fournisseurs, etc., s'étaient extraordinairement enrichis. Le salaire nominal s'éleva, en conséquence soit de la dépréciation des billets de banque, soit d'un enchérissement des subsistances les plus nécessaires indépendamment de cette dépréciation. Son mouvement réel peut être constaté d'une manière fort simple, sans entrer dans des détails fastidieux. La loi des pauvres et son administration étaient, en 1814, les mêmes qu'en 1795. Or, nous avons vu comment cette loi s'exécutait dans les campagnes : c'était la paroisse qui, sous forme d'aumône, par faisait la différence entre le salaire nominal du travail et la somme minima indispensable au travailleur pour végéter. La proportion entre le salaire payé par le fermier et le supplément ajouté par la paroisse nous montre deux choses, premièrement : de combien le salaire était au-dessous de son minimum, secondement : à quel degré le travailleur agricole était transformé en serf de sa paroisse. Prenons pour exemple un comté qui représente la moyenne de cette proportion dans tous les autres comtés. En 1795 le salaire hebdomadaire moyen était à Northampton de 7 sh. 6 d., la dépense totale annuelle d'une famille de six personnes de 36 l. st. 12 sh. 5 d., sa recette totale de 29 l. st. 18 sh., le complément fourni par la paroisse de 6 l. st. 14 sh. 5 d. Dans le même comté le salaire hebdomadaire était en 1814 de 12 sh. 2 d., la dépense totale annuelle d'une famille de cinq personnes de 54 l. st. 18 sh. 4 d. ; sa recette totale de 36 l. st. 2 sh., le complément fourni par la paroisse de 18 l. st. 6 sh. 4 d.^[975]. En 1795 le complément n'atteignait pas le quart du salaire, en 1814 il en dépassait la moitié. Il est clair que dans ces circonstances le faible confort qu'Eden signale encore dans le cottage de l'ouvrier agricole avait alors tout à fait disparu^[976]. De tous les animaux qu'entretient le fermier, le travailleur, l'*instrumentum vocale*, restera désormais le plus mal nourri et le plus mal traité.

Les choses continuèrent paisiblement en cet état jusqu'à ce que « les émeutes de 1830 vinssent nous avertir (nous, les classes gouvernantes), à la lueur des meules de blé incendiées, que la misère et un sombre mécontentement, tout prêt à éclater, bouillonnaient aussi furieusement sous

la surface de l'Angleterre agricole que de l'Angleterre industrielle^[977]. » Alors, dans la Chambre des communes, Sadler baptisera les ouvriers des campagnes du nom « d'esclaves blancs » (white slaves), et un évêque répétera le mot dans la Chambre haute. « Le travailleur agricole du sud de l'Angleterre, dit l'économiste le plus remarquable de cette période, E. G. Wakefield, n'est ni un esclave, ni un homme libre : c'est un *pauper*^[978]. »

À la veille de l'abrogation des lois sur les céréales, la lutte des partis intéressés vint jeter un nouveau jour sur la situation des ouvriers agricoles. D'une part les agitateurs abolitionnistes faisaient appel aux sympathies populaires, en démontrant par des faits et des chiffres que ces lois de protection n'avaient jamais protégé le producteur réel. D'autre part la bourgeoisie industrielle écumait de rage quand les aristocrates fonciers venaient dénoncer l'état des fabriques, que ces oisifs, cœurs secs, corrompus jusqu'à la moelle, faisaient parade de leur profonde sympathie pour les souffrances des ouvriers de fabrique, et réclamaient à hauts cris l'intervention de la législature. Quand deux larrons se prennent aux cheveux, dit un vieux proverbe anglais, l'honnête homme y gagne toujours. Et de fait, la dispute bruyante, passionnée, des deux fractions de la classe dominante, sur la question de savoir laquelle des deux exploitait le travailleur avec le moins de vergogne, aida puissamment à révéler la vérité.

L'aristocratie terrienne avait pour général en chef dans sa campagne philanthropique contre les fabricants le comte de Shaftesbury (ci-devant Lord Ashley). Aussi fut-il le principal point de mire des révélations que le *Morning Chronicle* publiait de 1844 à 1845. Cette feuille, le plus important des organes libéraux d'alors, envoya dans les districts ruraux des correspondants qui, loin de se contenter d'une description et d'une statistique générales, désignèrent nominalement les familles ouvrières visitées et leurs propriétaires. La liste suivante spécifie les salaires payés dans trois villages, aux environs de Blandford, Wimbourne et Poole, villages appartenant à M. G. Bankes et au comte de Shaftesbury. On remarquera que ce pontife de la basse église (low church), ce chef des piétistes anglais empoche, tout comme son compère Bankes, sous forme de loyer, une forte portion du maigre salaire qu'il est censé octroyer à ses cultivateurs.

PREMIER VILLAGE

a) Enfants	b) Nombre des membres de la famille	c) Salaire des hommes par semaine	d) Salaire des enfants par semaine.	e) Recette hebdomadaire de toute la famille.

2	4	8 sh.		8 sh.
3	3	8 sh.		8 sh.
2	4	8 sh.		8 sh.
2	4	8 sh.		8 sh.
6	8	7 sh.	1 sh. 6 d.	10 sh. 6 d.
3	5	7 sh.	1 sh. 2 d.	10 sh. 2 d.
f) Loyer de la semaine			g) Salaire total après déduction du loyer	h) Salaire par semaine et par tête
2 sh.			6 sh.	1 sh. 6 d.
1 sh. 6 d.			6 sh. 6 d.	1 sh. 3 $\frac{1}{2}$ d.
1 sh.			7 sh.	1 sh. 9 d.
2 sh.			8 sh. 6 d.	1 sh. 0 $\frac{3}{4}$ d.
1 sh. 4 d.			6 sh. 10 d.	1 sh. $\frac{1}{2}$ d.

DEUXIÈME VILLAGE

a) Enfants	b) Nombre des membres de la famille	c) Salaire des hommes par semaine	d) Salaire des enfants par semaine.	e) Recette hebdomadaire de toute la famille.
6	8	7 sh.	1 sh. 6 d.	10 sh.
6	8	7 sh.	1 sh. 6 d.	7 sh.
8	10	7 sh.		7 sh.
4	6	7 sh.		7 sh.
3	5	7 sh.		sh.
f) Loyer de la semaine			g) Salaire total après déduction du loyer	h) Salaire par semaine et par tête
1 sh. 6 d.			8 sh. 6 d.	1 sh. 0 $\frac{3}{4}$ d.
1 sh. 3 $\frac{1}{2}$ d.			5 sh. 8 $\frac{1}{2}$ d.	1 sh. 8 $\frac{1}{2}$ d.
1 sh. 3 $\frac{1}{2}$ d.			5 sh. 8 $\frac{1}{2}$ d.	1 sh. 7 d.
1 sh. 6 $\frac{1}{2}$ d.			5 sh. 5 $\frac{1}{2}$ d.	1 sh. 11 d.
1 sh. 6 $\frac{1}{2}$ d.			5 sh. 5 $\frac{1}{2}$ d.	1 sh. 1 d.

TROISIÈME VILLAGE

a) Enfants	b) Nombre des membres de la famille	c) Salaire des hommes par semaine	d) Salaire des enfants par semaine.	e) Recette hebdomadaire de toute la famille.
4	6	7 sh.	1 sh. 2 d.	7 sh.
3	5	7 sh.	1 sh. 6 d.	1 sh. 6 d.
0	2	5 sh.		5 sh.
f) Loyer de la semaine			g) Salaire total après déduction du loyer	h) Salaire par semaine et par tête
1 sh.			6 sh.	1 sh. =
0 sh. 10 d.			10 sh. 8 d.	2 sh. 2 $\frac{1}{2}$ d.

L'abrogation des lois sur les céréales donna à l'agriculture anglaise une nouvelle et merveilleuse impulsion. Drainage tout à fait en grand^[979], nouvelles méthodes pour nourrir le bétail dans les étables et pour cultiver les prairies artificielles, introduction d'appareils mécaniques pour la fumure des terres, manipulation perfectionnée du sol argileux, usage plus fréquent des engrais minéraux, emploi de la charrue à vapeur et de toutes sortes de nouvelles machines-outils, etc., en général, culture intensifiée, voilà ce qui caractérise cette époque. Le président de la Société royale d'agriculture, M. Pusey, affirme que l'introduction des machines a fait diminuer de près de moitié les frais (relatifs) d'exploitation. D'un autre côté, le rendement positif du sol s'éleva rapidement. La condition essentielle du nouveau système était un plus grand déboursé de capital, entraînant nécessairement une concentration plus rapide des fermes^[980]. En même temps, la superficie des terres mises en culture augmenta, de 1846 à 1865, d'environ quatre cent soixante-quatre mille cent dix-neuf acres, sans parler des grandes plaines des comtés de l'est, dont les garennes et les maigres pâturages furent transformés en magnifiques champs de blé. Nous savons déjà que le nombre total des personnes employées dans l'agriculture diminua dans la même période. Le nombre des cultivateurs proprement dits des deux sexes et de tout âge, tomba, de 1851 à 1861, de un million deux cent quarante et un mille deux cent soixante-neuf à un million cent soixante-trois mille deux cent vingt-sept^[981]. Si donc le Registrar général fait très justement remarquer que « l'accroissement du nombre des fermiers et des ouvriers de campagne depuis 1801 n'est pas le moins du monde en rapport avec l'accroissement du produit agricole^[982] », cette disproportion se constate encore bien davantage dans la période de 1846 à 1866. Là, en effet, la dépopulation des campagnes a suivi pas à pas l'extension et l'intensification de la culture, l'accumulation inouïe du capital incorporé au sol et de celui consacré à son exploitation, l'augmentation des produits, sans précédent dans l'histoire de l'agronomie anglaise, l'accroissement des rentes dévolues aux propriétaires fonciers et celui des profits réalisés par les fermiers capitalistes. Si l'on songe que tout cela coïncidait avec le développement rapide et continu des débouchés urbains et le règne du libre-échange, le travailleur agricole, *post tot discrimina rerum*, se trouva évidemment placé dans des conditions qui devaient enfin, *secundum artem*, selon la formule, le rendre fou de bonheur.

Le professeur Rogers trouve, en définitive, que, comparé à son

prédécesseur de la période de 1770 à 1780, pour ne rien dire de celle qui commence au dernier tiers du xiv^e siècle et se termine au dernier tiers du xv^e siècle, le travailleur agricole anglais d'aujourd'hui est dans un état pitoyable, « qu'il est redevenu serf », à vrai dire, serf mal nourri et mal logé^[983]. D'après le rapport du docteur Julien Hunter sur les conditions d'habitation des ouvriers ruraux, rapport qui a fait époque, « les frais d'entretien du *hind* (nom donné au paysan aux temps féodaux) ne sont point calculés sur le profit qu'il s'agit de tirer de lui. Dans les supputations du fermier il représente le zéro^[984]. Ses moyens de subsistance sont toujours traités comme une quantité fixe^[985]. » « Quant à une réduction ultérieure du peu qu'il reçoit, il peut dire : *nihil habeo, nihil curo*, « rien n'ai, rien ne me chaut ». Il n'a aucune appréhension de l'avenir, parce qu'il ne dispose de rien en dehors de ce qui est absolument indispensable à son existence. Il a atteint le point de congélation qui sert de base aux calculs du fermier. Advienne que pourra, heur ou malheur, il n'y a point part^[986]. »

Une enquête officielle eut lieu, en 1863, sur l'alimentation et le travail des condamnés soit à la transportation, soit au travail forcé. Les résultats en sont consignés dans deux livres bleus volumineux. « Une comparaison faite avec soin », y est-il dit entre autres, « entre l'ordinaire des criminels dans les prisons d'Angleterre d'une part, et celui des pauvres dans les Workhouses et des travailleurs agricoles libres du même pays d'autre part, prouve jusqu'à l'évidence que les premiers sont beaucoup mieux nourris qu'aucune des deux autres catégories^[987], tandis que « la masse du travail exigée d'un condamné au travail forcé ne s'élève guère qu'à la moitié de celle qu'exécute le travailleur agricole ordinaire^[988]. » Citons à l'appui quelques détails caractéristiques, extraits de la déposition d'un témoin : *Déposition de John Smith*, directeur de la prison d'Edimbourg. Nr, 5056 : « L'ordinaire des prisons anglaises est bien meilleur que celui de la généralité des ouvriers agricoles. » Nr. 5075 : « C'est un fait certain qu'en Écosse les travailleurs agricoles ne mangent presque jamais de viande. » Nr. 3047 : « Connaissez-vous une raison quelconque qui explique la nécessité de nourrir les criminels beaucoup mieux (much better) que l'ouvrier de campagne ordinaire ? — Assurément non. » Nr. 3048 : « Pensez-vous qu'il convienne de faire de plus amples expériences, pour rapprocher le régime alimentaire des condamnés au travail forcé de celle du travailleur libre^[989] ? » Ce qui veut dire : « L'ouvrier agricole pourrait tenir ce propos : Je travaille beaucoup et je n'ai pas assez à manger. Lorsque j'étais en prison, je travaillais moins et je mangeais tout mon soûl : il vaut donc mieux rester en prison qu'en liberté^[990]. » Des tables annexes au premier volume du rapport nous avons tiré le tableau

comparatif qui suit :

SOMME DE NOURRITURE HEBDOMADAIRE

	Éléments azotés	Éléments non azotés	Éléments minéraux	Somme totale
	Onces	Onces	Onces	Onces
Criminels de la prison de Portland	28,95	150,06	4,68	183,69
Matelots de la marine royale	29,63	152,91	4,52	187,06
Soldats	25,55	114,49	3,94	143,98
Ouvrier carrossier	21,24	100,83	3,12	125,19
Travailleur agricole	17,73	118,06	3,29	139,08

Le lecteur connaît déjà les conclusions de la Commission médicale d'enquête sur l'alimentation des classes mal nourries du peuple anglais. Il se souvient que, chez beaucoup de familles agricoles, l'ordinaire s'élève rarement à la ration indispensable « pour prévenir les maladies d'inanition. » Ceci s'applique surtout aux districts purement agricoles de Cornwall, Devon, Somerset, Dorset, Wilts, Stafford, Oxford, Berks et Herts. « La nourriture du cultivateur, dit le docteur Simon, dépasse la moyenne que nous avons indiquée, parce qu'il consomme une part supérieure à celle du reste de sa famille, et sans laquelle il serait incapable de travailler ; il se réserve presque toute la viande ou le lard dans les districts les plus pauvres. La quantité de nourriture qui échoit à la femme et aux enfants dans l'âge de la croissance est, en beaucoup de cas, et à vrai dire dans presque tous les comtés, insuffisante et surtout pauvre en azote^[991]. Les valets et les servantes, qui habitent chez les fermiers eux-mêmes, sont, au contraire, plantureusement nourris, mais leur nombre va diminuant. De 288 277 qu'il comptait en 1851 il était descendu à 204 962 en 1861.

« Le travail des femmes en plein champ, dit le docteur Smith, quels qu'en soient les inconvénients inévitables, est, dans les circonstances présentes, d'un grand avantage pour la famille, parce qu'il lui procure les moyens de se chauffer, de se vêtir, de payer son loyer et de se mieux nourrir^[992]. »

Le fait le plus curieux que l'enquête ait relevé, c'est que parmi les travailleurs agricoles du Royaume-Uni celui de l'Angleterre est de beaucoup le plus mal nourri (considerably the worst fed). Voici l'analyse comparée de leurs régimes alimentaires :

CONSOMMATION HEBDOMADAIRE DE CARBONE ET D'AZOTE

	Carbone	Azote
	grains	grains
Angleterre	40 673	1 594
Galles	48 354	2 031
Écosse	48 980	2 348
Irlande	43 336	2 439 ^[993]

« Chaque page du rapport du docteur Hunter », dit le docteur Simon dans son rapport officiel sur la santé, « atteste l'insuffisance numérique et l'état misérable des habitations de nos travailleurs agricoles. Et depuis nombre d'années leur situation à cet égard n'a fait qu'empirer. Il leur est maintenant bien plus difficile de trouver à se loger, et les logements qu'ils trouvent sont bien moins adaptés à leurs besoins, que ce n'était le cas depuis peut-être des siècles. Dans les vingt ou trente dernières années particulièrement, le mal a fait de grands progrès, et les conditions de domicile du paysan sont aujourd'hui lamentables au plus haut degré. Sauf les cas où ceux que son travail enrichit jugent que cela vaut bien la peine de le traiter avec une certaine indulgence, mêlée de compassion, il est absolument hors d'état de se tirer d'affaire. S'il parvient à trouver sur le sol qu'il cultive un abri-logis décent ou un toit à cochons, avec ou sans un de ces petits jardins qui allègent tant le poids de la pauvreté, cela ne dépend ni de son inclination personnelle, ni même de son aptitude à payer le prix qu'on lui demande, mais de la manière dont d'autres veulent bien exercer « leur droit » d'user de leur propriété comme bon leur semble. Si grande que soit une ferme, il n'existe pas de loi qui établisse qu'elle contiendra un certain nombre d'habitations pour les ouvriers, et que même ces habitations seront décentes. La loi ne réserve pas non plus à l'ouvrier le moindre droit sur ce sol, auquel son travail est aussi nécessaire que la pluie et le soleil... Une circonstance notoire fait encore fortement pencher la balance contre lui, c'est l'influence de la loi des pauvres et de ses dispositions^[994] sur le domicile des pauvres et les charges qui reviennent aux paroisses. Il en résulte que chaque paroisse a un intérêt d'argent à limiter au minimum le nombre des ouvriers ruraux domiciliés chez elle, car, malheureusement, au lieu de garantir à ceux-ci et à leurs familles une indépendance assurée et permanente, le travail champêtre, si rude qu'il soit, les conduit, en général, par des acheminements plus ou moins rapides, au paupérisme ; paupérisme toujours si imminent, que la moindre maladie ou le moindre manque passager d'occupation nécessite un appel immédiat à l'assistance paroissiale. La résidence d'une population d'agriculteurs

dans une paroisse y fait donc évidemment augmenter la taxe des pauvres... Il suffit aux grands propriétaires fonciers^[995] de décider qu'aucune habitation de travailleurs ne pourra être établie sur leurs domaines, pour qu'ils soient sur-le-champ affranchis de la moitié de leur responsabilité envers les pauvres. Jusqu'à quel point la loi et la constitution anglaises ont-elles eu pour but d'établir ce genre de propriété absolue, qui autorise le seigneur du sol à traiter les cultivateurs du sol comme des étrangers et à les chasser de son territoire, sous prétexte « de disposer de son bien comme il l'entend » ? c'est là une question que je n'ai pas à discuter... Cette puissance d'éviction n'est pas de la théorie pure ; elle se réalise pratiquement sur la plus grande échelle ; elle est une des circonstances qui dominent les conditions de logement du travailleur agricole... » Le dernier recensement permet de juger de l'étendue du mal ; il démontre que dans les dix dernières années la destruction des maisons, malgré la demande toujours croissante d'habitations, a progressé en huit cent vingt et un districts de l'Angleterre.

En comparant l'année 1861 à l'année 1851, on trouvera qu'à part les individus forcés de résider en dehors des paroisses où ils travaillent, une population plus grande de $5\frac{1}{3}\%$ a été resserrée dans un espace plus petit de $4\frac{1}{2}\%$... « Dès que le progrès de la dépopulation a atteint le but », dit le docteur Hunter, « on obtient pour résultat un *show-village* (un village de parade), où les cottages sont réduits à un chiffre faible et où personne n'a le privilège de résider, hormis les bergers, les jardiniers, les gardes-chasses et autres gens de domesticité ordinairement bien traités par leurs bienveillants seigneurs^[996]. Mais le sol a besoin d'être cultivé, et ses cultivateurs, loin de résider sur les domaines du propriétaire foncier, viennent d'un *village ouvert*, distant peut-être de trois milles, où ils ont été accueillis après la destruction de leurs cottages. Là où cette destruction se prépare, l'aspect misérable des cottages ne laisse pas de doute sur le destin auquel ils sont condamnés. On les trouve à tous les degrés naturels de délabrement. Tant que le bâtiment tient debout, le travailleur est admis à en payer le loyer et il est souvent bien content de ce privilège, même lorsqu'il lui faut y mettre le prix d'une bonne demeure. Jamais de réparations d'aucune sorte, à part celles que peut faire le pauvre locataire. La bicoque devient-elle à la fin tout à fait inhabitable, ce n'est qu'un cottage détruit de plus, et autant de moins à payer à l'avenir pour la taxe des pauvres. Tandis que les grands propriétaires s'affranchissent ainsi de la taxe en dépeuplant les terres qui leur appartiennent, les travailleurs, chassés par eux, sont accueillis par la localité ouverte ou la petite ville la plus proche ; la plus proche, ai-je dit, mais ce « plus proche » peut signifier

une distance de trois ou quatre milles de la ferme où le travailleur va peiner tous les jours. Outre la besogne qu'il fait journellement pour gagner son pain quotidien, il lui faut encore parcourir l'espace de six à huit milles, et cela n'est compté pour rien. Tout travail agricole accompli par sa femme et ses enfants subit les mêmes circonstances aggravantes. Et ce n'est pas là le seul mal que lui cause l'éloignement de son domicile, de son champ de travail : des spéculateurs achètent, dans les localités ouvertes, des lambeaux de terrain qu'ils couvrent de tanières de toute espèce, élevées au meilleur marché possible, entassées les unes sur les autres. Et c'est dans ces ignobles trous qui, même en pleine campagne, partagent les pires inconvénients des plus mauvaises habitations urbaines, que croupissent les ouvriers agricoles anglais...^[997] » D'autre part, il ne faut pas s'imaginer que l'ouvrier qui demeure sur le terrain qu'il cultive y trouve le logement que mérite sa vie laborieuse. Même sur les domaines princiers son cottage est souvent des plus misérables. Combien de propriétaires qui estiment qu'une étable est assez bonne pour des familles ouvrières, et qui ne dédaignent pas de tirer de sa location le plus d'argent possible^[998]. « Ou bien c'est une cabane en ruines avec une seule chambre à coucher, sans foyer, sans latrines, sans fenêtres, sans autre conduit d'eau que le fossé, sans jardin, et le travailleur est sans défense contre ces iniquités. Nos lois de police sanitaire (les Nuisances Removal Acts) sont en outre lettre morte. Leur exécution est confiée précisément aux propriétaires qui louent des bouges de cette espèce... On ne doit pas se laisser éblouir par quelques exceptions et perdre de vue la prédominance écrasante de ces faits qui sont l'opprobre de la civilisation anglaise. L'état des choses doit être en réalité épouvantable, puisque, malgré la monstruosité évidente des logements actuels, des observateurs compétents sont tous arrivés au même résultat sur ce point, savoir, que leur insuffisance numérique constitue un mal infiniment plus grave encore. Depuis nombre d'années, non seulement les hommes qui font surtout cas de la santé, mais tous ceux qui tiennent à la décence et à la moralité de la vie, voyaient avec le chagrin le plus profond l'encombrement des habitations des ouvriers agricoles. Les rapporteurs chargés d'étudier la propagation des maladies épidémiques dans les districts ruraux n'ont jamais cessé, en phrases si uniformes qu'elles semblent stéréotypées, de dénoncer cet encombrement comme une des causes qui rendent vaine toute tentative faite pour arrêter la marche d'une épidémie une fois qu'elle est déclarée. Et mille et mille fois on a eu la preuve que, malgré l'influence favorable de la vie champêtre sur la santé, l'agglomération qui active à un si haut degré la propagation des maladies contagieuses ne contribue pas moins à faire naître les maladies ordinaires.

Et les hommes qui ont dénoncé cet état de choses n'ont pas passé sous silence un mal plus grand. Alors même que leur tâche se bornait à examiner le côté sanitaire, ils se sont vus presque forcés d'aborder aussi les autres côtés de la question en démontrant par le fait que des adultes des deux sexes, mariés et non mariés, se trouvent très souvent entassés pêle-mêle (huddled) dans des chambres à coucher étroites. Ils ont fait naître la conviction que, dans de semblables circonstances, tous les sentiments de pudeur et de décence sont offensés de la façon la plus grossière, et que toute moralité est nécessairement étouffée...^[999] On peut voir, par exemple, dans l'appendice de mon dernier rapport, un cas mentionné par le docteur Ord, à propos de la fièvre qui avait ravagé Wing, dans le Buckinghamshire. Un jeune homme y arriva de Wingrave avec la fièvre. Les premiers jours de sa maladie il couche dans une même chambre avec neuf autres individus. Quelques semaines après, cinq d'entre eux furent pris de la même fièvre et un en mourut ! Vers la même époque, le docteur Harvey, de l'hôpital Saint-Georges, à propos de sa visite à Wing pendant l'épidémie, me cita des faits pareils : « Une jeune femme malade de la fièvre couchait la nuit dans la même chambre que son père, sa mère, son enfant illégitime, deux jeunes hommes, ses frères, et ses deux sœurs chacune avec un bâtard, en tout dix personnes. Quelques semaines auparavant, treize enfants couchaient dans ce même local. »

Le docteur Hunter visita cinq mille trois cent soixante-quinze cottages de travailleurs ruraux, non seulement dans les districts purement agricoles, mais dans toutes les parties de l'Angleterre. Sur ce nombre deux mille cent quatre-vingt-quinze contenaient une seule chambre à coucher (formant souvent toute l'habitation) ; deux mille neuf cent trente en contenaient deux et deux cent cinquante plus de deux. Voici quelques échantillons pris parmi une douzaine de ces comtés.

1) *Bedfordshire.*

Wrestlingworth : Chambre à coucher d'environ douze pieds de long sur dix de large, et il y en a beaucoup de plus petites. L'étroite cabane, d'un seul étage, est souvent partagée, au moyen de planches, en deux chambres à coucher, il y a quelquefois un lit dans une cuisine haute de cinq pieds six pouces. Loyer : trois livres sterling par an. Il faut que les locataires construisent eux-mêmes leurs lieux d'aisances, le propriétaire ne leur fournissant que le trou. Dès que l'un d'eux a construit ses latrines, elles servent à tout le voisinage. Une maison du nom de Richardson était une vraie merveille. Ses murs de mortier ballonnaient comme une crinoline qui fait la révérence. À une extrémité, le pignon était convexe, à l'autre concave. De ce côté-là se dressait une malheureuse cheminée, espèce de

tuyau recourbé, fait de bois et de terre glaise, pareil à une trompe d'éléphant; pour l'empêcher de tomber on l'avait appuyée à un fort bâton. Les portes et les fenêtres étaient en losange. Sur dix-sept maisons visitées, quatre seulement avaient plus d'une chambre à coucher et ces quatre étaient encombrées. Les cottages a une seule chambre abritaient tantôt trois adultes et trois enfants, tantôt un couple marié, avec six enfants, etc.

Dunton : Loyers très élevés, de 4 à 5 l. st. par an. Salaire des hommes : 10 sh. par semaine. Ils espèrent que le travail domestique (tressage de la paille) leur permettra de payer cette somme. Plus le loyer est élevé, plus il faut être en nombre pour pouvoir l'acquitter. Six adultes qui occupent avec quatre enfants une chambre à coucher paient un loyer de 3 l. st. 10 sh. La maison louée le meilleur marché, longue de quinze pieds et large de dix à l'extérieur, se paie 3 l. st. Une seule des quatorze maisons visitées avait deux chambres à coucher. Un peu avant le village se trouve une maison dont les murs extérieurs sont souillés d'ordures par les habitants ; la putréfaction a enlevé cinq pouces du bas de la porte ; une seule ouverture, ménagée ingénieusement le soir au moyen de quelques tuiles poussées du dedans au-dehors, et couverte avec un lambeau de natte. Là, sans meubles, étaient entassés trois adultes et cinq enfants. Dunton n'est pas pire que le reste de la Biggleswude Union.

2) *Berkshire.*

Beenham : En juin 1864, un homme demeurait dans un cot (cottage à un seul étage), avec sa femme et quatre enfants. Une de ses filles, atteinte de la fièvre scarlatine et obligée de quitter son emploi, arrive chez lui. Elle meurt. Un enfant tombe malade et meurt également. La mère et un autre enfant étaient atteints du typhus, lorsque le docteur Hunter fut appelé. Le père et un deuxième enfant couchaient au-dehors, mais, ce qui montre combien il est difficile de localiser l'infection, le linge de cette famille avait été jeté là, sur le marché encombré du misérable village, en attendant le blanchissage. — Loyer de la maison de H. un shilling par semaine ; dans l'unique chambre à coucher, un couple et six enfants. Une autre maison, louée 8 d. (par semaine), 14 pieds 6 pouces de long, 7 pieds de large ; cuisine 6 pieds de haut ; la chambre à coucher sans fenêtre, sans foyer, sans porte ni ouverture, si ce n'est vers le couloir, pas de jardin. Un homme y demeurait, il y a peu de temps, avec deux filles adultes et un fils adolescent ; le père et le fils couchaient dans le lit, les jeunes filles dans le couloir. À l'époque où elles habitaient là, elles avaient chacune un enfant ; seulement l'une d'elles était allée faire ses couches au Workhouse et était revenue ensuite.

3) *Buckinghamshire.*

Trente cottages, sur mille acres de terrain, contiennent de cent trente à cent quarante personnes environ. La paroisse de Bradenham comprend une superficie de mille acres ; elle avait, en 1851, trente-six maisons et une population de quatre-vingt-quatre hommes et cinquante-quatre femmes. En 1861, cette inégalité entre les sexes n'existait plus, les personnes du sexe masculin étaient au nombre de quatre-vingt-dix-huit et celles du sexe féminin de quatre-vingt-dix-sept, donnant une augmentation de quatorze hommes et de trente-trois femmes en dix ans. Mais il y avait une maison de moins.

Winslow : Une grande partie de ce village a été nouvellement bâtie dans le grand style. Les maisons y paraissent être très recherchées, car de misérables huttes sont louées un shilling et 1 sh. et 3 d. par semaine.

Water Eaton : Ici les propriétaires, s'apercevant de l'accroissement de la population, ont détruit environ vingt pour cent des maisons existantes. Un pauvre ouvrier qui avait à faire près de quatre milles pour se rendre à son travail, et auquel on demandait s'il ne pourrait pas trouver un logement plus rapproché, répondit : « Non, c'est impossible, ils se garderont bien de loger un homme avec autant de famille. »

Tinker's End, près de Winslow : Une chambre à coucher dans laquelle se trouvaient quatre adultes et quatre enfants avait 11 pieds de long, 9 de large et 6 pieds 5 pouces de haut dans l'endroit le plus élevé. Une autre, longue de 11 pieds 5 pouces, large de 9 et haute de 5 pieds 10 pouces, abritait dix personnes. Chacune de ces familles avait moins de place qu'il n'en est accordé à un galérien. Pas une seule maison n'avait plus d'une chambre à coucher, pas une seule une porte de derrière ; de l'eau très rarement, le loyer de 1 sh. 4 d. à 2 sh. par semaine. Sur seize maisons visitées, il n'y avait qu'un seul homme qui gagnât, par semaine, 10 sh. La quantité d'air pour chaque personne, dans les cas ci-dessus, correspond à celle qui lui reviendrait, si on l'enfermait la nuit dans une boîte de quatre pieds cubes. Il est vrai que les anciennes mesures laissent pénétrer l'air par différentes voies.

4) *Cambridgeshire*.

Gamblingay appartient à divers propriétaires. On ne trouverait nulle part des cots plus misérables et plus délabrés. Grand tressage de paille. Il y règne une langueur mortelle et une résignation absolue à vivre dans la fange. L'abandon dans lequel se trouve le centre du village devient une torture à ses extrémités nord et sud, où les maisons tombent morceau par morceau en pourriture. Les propriétaires absentéistes saignent à blanc les malheureux locataires ; les loyers sont très élevés ; huit à neuf personnes sont entassées dans une seule chambre à coucher. Dans deux cas, six

adultes chacun avec deux ou trois enfants, dans une petite chambre.

5) *Essex.*

Dans ce comté, un grand nombre de paroisses voient diminuer à la fois les cottages et les personnes. Dans vingt-deux paroisses, cependant, la destruction des maisons n'a pas arrêté l'accroissement de la population, ni produit, comme partout ailleurs, l'expulsion — qu'on appelle « l'émigration vers les villes ». À Fingringhœ, une paroisse de trois mille quatre cent quarante-trois acres, il y avait 145 maisons en 1851 ; il n'y en avait plus que 110 en 1861, mais la population ne voulait pas s'en aller et avait trouvé moyen de s'accroître dans ces conditions. En 1851 Ramsden Crays était habité par 252 individus répartis dans 61 maisons, mais en 1861 le nombre des premiers était de 282 et celui des secondes de 49. À Basilden 157 individus occupaient, en 1851, 1827 acres et 35 maisons ; dix ans après, il n'y avait plus que 27 maisons pour 180 individus. Dans les paroisses de Fingringhœ, South Fambridge, Widford, Basilden et Ramsden Crays, habitaient, en 1851, sur huit mille quatre cent quarante-neuf acres, mille trois cent quatre-vingt-douze individus, dans trois cent seize maisons ; en 1861, sur la même superficie, il n'y avait plus que deux cent quarante-neuf maisons pour mille quatre cent soixante-treize habitants.

6) *Herefordshire.*

Ce petit comté a plus souffert de « l'esprit d'éviction » que n'importe quel autre en Angleterre. À Madby les cottages, bondés de locataires, presque tous avec deux chambres à coucher, appartiennent pour la plus grande partie aux fermiers. Ils les louent facilement trois ou quatre livres sterling par an à des gens qu'ils paient, eux, neuf shillings la semaine !

7) *Huntingdnshire.*

Hartford avait, en 1851, 87 maisons ; peu de temps après, 19 cottages furent abattus dans cette petite paroisse de 1720 acres. Chiffre de la population en 1831 : 452, en 1852 : 832, et en 1861 : 341. Visité quatorze cots dont chacun avec une seule chambre à coucher. Dans l'un un couple marié, trois fils et une fille adultes, quatre enfants, dix en tout ; dans une autre, trois adultes et six enfants. Une de ce chambres, dans laquelle couchaient huit personnes, mesurait 12 pieds 10 pouces de long sur 12 pieds 2 pouces de large et 6 pieds 9 pouces de haut. En comptant les saillies, cela faisait 130 pieds cubes par tête. Dans les quatorze chambres, trente-quatre adultes et trente-trois enfants. Ces cottages sont rarement pourvus de jardinets, mais nombre d'habitants peuvent louer de petits lopins de terre, à 10 ou 12 sh. par rood (environ 17 pieds). Ces lots sont éloignés des maisons, lesquelles n'ont point de lieux d'aisances. Il faut donc que la famille se rende à son terrain pour y déposer ses excréments,

ou qu'elle en remplisse le tiroir d'une armoire. Car cela se fait ici, sauf votre respect. Dès que le tiroir est plein, on l'enlève pour le vider là où on en peut utiliser le contenu. Au Japon, les choses se font plus proprement.

8) *Lincolnshire.*

Langtofft : Un homme habite ici dans la maison de Wright avec sa femme, sa mère et cinq enfants. La maison se compose d'une cuisine, d'une chambre à coucher au-dessus et d'un évier. Les deux premières pièces ont douze pieds deux pouces de long, neuf pieds cinq pouces de large; la superficie entière a vingt et un pieds trois pouces de longueur sur neuf pieds cinq pouces de largeur. La chambre à coucher est une mansarde dont les murs se rejoignent en pain de sucre vers le toit, avec une lucarne sur le devant. Pourquoi demeure-t-il ici ? A cause du jardin ? il est imperceptible. À cause du bon marché ? Le loyer est cher, un shilling trois pence par semaine. Est-il près de son travail ? Non, à six milles de distance, en sorte qu'il fait chaque jour un voyage de douze milles (aller et retour). Il demeure ici parce que ce cot était à louer et qu'il voulait avoir un cot pour lui tout seul, n'importe où, à quelque prix que ce fût et dans n'importe quelles conditions.

Voici la statistique de douze maisons de Langtofft avec douze chambres à coucher, trente-huit adultes et trente-six enfants :

Maisons	Chambres à coucher.	Adultes.	Enfants	Nombre des personnes.
1	1	3	5	8
1	1	4	3	7
1	1	4	5	8
1	1	5	4	9
1	1	2	2	4
1	1	5	3	8
1	1	3	3	7
1	1	3	2	5
1	1	2	0	2
1	1	3	3	5
1	1	3	3	6
1	1	2	4	6

9) *Kent.*

Kennington était fâcheusement surchargé de population en 1859, quand la diphtérie fit son apparition et que le chirurgien de la paroisse organisa une enquête officielle sur la situation de la classe pauvre. Il trouva que dans cette localité, où il y a toujours beaucoup de travail, nombre de cots avaient été détruits sans être remplacés par de nouveaux. Dans un district se trouvaient quatre maisons surnommées les cages (birdcages) ; chacune d'elles avait quatre compartiments avec les dimensions suivantes, en pieds et en pouces :

Cuisine	9.5	x	8.11	x	6.6
Évier	8.6	x	4.6	x	6.6
Chambre à coucher	8.5	x	5.10	x	6.3
Chambre à coucher	8.3	x	8.4	x	6.3

10) *Northamptonshire.*

Brenworth, Pickford et Floore : Dans ces villages une trentaine d'hommes, sans travail l'hiver, battent le pavé. Les fermiers ne font pas toujours suffisamment labourer les terres à blé ou à racines, et le propriétaire a jugé bon de réduire toutes ses fermes à deux ou trois. De là manque d'occupation. Tandis que d'un côté du fossé la terre semble appeler le travail, de l'autre, les travailleurs frustrés jettent sur elle des regards d'envie. Exténués de travail l'été et mourant presque de faim l'hiver, rien d'étonnant s'ils disent dans leur patois que « the parson and gentlefolks seem frit to death at them » (que « le curé et les nobles semblent s'être donné le mot pour les faire mourir »).

À Floore on a trouvé, dans des chambres à coucher de la plus petite dimension des couples avec quatre, cinq, six enfants, ou bien trois adultes avec cinq enfants, ou bien encore un couple avec le grand-père et six malades de la fièvre scarlatine, etc. Dans deux maisons de deux chambres, deux familles de huit et neuf adultes chacune.

11) *Wiltshire.*

Stratton : Visité trente et une maisons, huit avec une seule chambre à coucher ; *Pentill* dans la même paroisse. Un cot, loué 1 sh. 3 d. par semaine à quatre adultes et quatre enfants, n'avait, sauf les murailles, rien de bon, depuis le plancher carrelé de pierres grossièrement taillées jusqu'à la toiture de paille pourrie.

12) *Worcestershire.*

La destruction des maisons n'a pas été aussi considérable; cependant, de 1851 à 1861, le personnel s'est augmenté par maison de 4,2 individus à 4,6.

Badsey : Ici beaucoup de cots et de jardins. Quelques fermiers déclarent que les cots sont « a great nuisance here, because they bring the poor » (« les cots font beaucoup de tort, parce que cela amène les pauvres »). « Que l'on bâtit cinq cents cots, dit un gentleman, et les pauvres ne s'en trouveront pas mieux ; en réalité, plus on en bâtit, et plus il en faut. » — Pour ce Monsieur, les maisons engendrent les habitants, lesquels naturellement pressent à leur tour sur « les moyens d'habitation ». — Mais ces pauvres, remarque à ce propos le docteur Hunter, « doivent pourtant venir de quelque part, et puisqu'il n'y a ni charité, ni rien qui les attire

particulièrement à Badsey, il faut qu'ils soient repoussés de quelque autre localité plus défavorable encore, et qu'ils ne viennent s'établir ici que faute de mieux. Si chacun pouvait avoir un cot et un petit morceau de terre tout près du lieu de son travail, il l'aimerait assurément mieux qu'à Badsey, où la terre lui est louée deux fois plus cher qu'aux fermiers. »

L'émigration continuelle vers les villes, la formation constante d'une surpopulation relative dans les campagnes, par suite de la concentration des fermes, de l'emploi des machines, de la conversion des terres arables en pacages, etc., et l'éviction non interrompue de la population agricole, résultant de la destruction des cottages, tous ces faits marchent de front. Moins un district est peuplé, plus est considérable sa surpopulation relative, la pression que celle-ci exerce sur les moyens d'occupation, et l'excédent absolu de son chiffre sur celui des habitations ; plus ce trop-plein occasionne dans les villages un entassement pestilentiel. La condensation de troupeaux d'hommes dans des villages et des bourgs correspond au vide qui s'effectue violemment à la surface du pays. L'incessante mise en disponibilité des ouvriers agricoles, malgré la diminution positive de leur nombre et l'accroissement simultané de leurs produits, est la source de leur paupérisme : ce paupérisme éventuel est lui-même un des motifs de leur éviction et la cause principale de leur misère domiciliaire, qui brise leur dernière force de résistance et fait d'eux de purs esclaves des propriétaires^[1000] et des fermiers. C'est ainsi que l'abaissement du salaire au minimum devient pour eux l'état normal. D'un autre côté, malgré cette surpopulation relative, les campagnes restent en même temps insuffisamment peuplées. Cela se fait sentir, non seulement d'une manière locale sur les points où s'opère un rapide écoulement d'hommes vers les villes, les mines, les chemins de fer, etc., mais encore généralement, en automne, au printemps et en été, aux moments fréquents où l'agriculture anglaise si soigneuse et si intensive, a besoin d'un supplément de bras. Il y a toujours trop d'ouvriers pour les besoins moyens, toujours trop peu pour les besoins exceptionnels et temporaires de l'agriculture^[1001]. Aussi les documents officiels fourmillent-ils de plaintes contradictoires, faites par les mêmes localités, à propos du manque et de l'excès de bras. Le manque de travail temporaire ou local n'a point pour résultat de faire hausser le salaire, mais bien d'amener forcément les femmes et les enfants à la culture du sol et de les faire exploiter à un âge de plus en plus tendre. Dès que cette exploitation des femmes et des enfants s'exécute sur une plus grande échelle, elle devient, à son tour, un nouveau moyen de rendre superflu le travailleur mâle et de maintenir son salaire au plus bas. L'est de l'Angleterre nous présente un joli résultat de

ce cercle vicieux, le système des *bandes ambulantes* (Gangsystem), sur lequel il nous faut revenir ici^[1002].

Ce système règne presque exclusivement dans le Lincolnshire, le Huntingdonshire, le Cambridgeshire, le Norfolkshire, le Suffolkshire et le Nottinghamshire. On le trouve employé çà et là dans les comtés voisins du Northampton, du Bedford et du Rutland. Prenons pour exemple le Lincolnshire. Une grande partie de la superficie de ce comté est de date récente ; la terre, jadis marécageuse, y a été, comme en plusieurs autres comtés de l'Est, conquise sur la mer. Le drainage à la vapeur a fait merveille, et aujourd'hui ces marais et ces sables portent l'or des belles moissons et des belles rentes foncières. Il en est de même des terrains d'alluvion, gagnés par la main de l'homme, comme ceux de l'île d'Axholme et des autres paroisses sur la rive du Trent. À mesure que les nouvelles fermes se créaient, au lieu de bâtir de nouveaux cottages, on démolissait les anciens et on faisait venir les travailleurs de plusieurs milles de distance, des villages ouverts situés le long des grandes routes qui serpentent au flanc des collines. C'est là que la population trouva longtemps son seul refuge contre les longues inondations de l'hiver. Dans les fermes de quatre cents à mille acres, les travailleurs à demeure (on les appelle *confined labourers*) sont employés exclusivement aux travaux agricoles permanents, pénibles et exécutés avec des chevaux. Sur cent acres environ, c'est à peine si l'on trouve en moyenne un cottage. Un fermier de marais, par exemple, s'exprime ainsi devant la Commission d'enquête : « Ma ferme s'étend sur plus de trois cent vingt acres, tout en terre à blé. Elle n'a point de cottage. À présent, je n'ai qu'un journalier à la maison. J'ai quatre conducteurs de chevaux, logés dans le voisinage. L'ouvrage facile, qui nécessite un grand nombre de bras, se fait au moyen de *bandes*^[1003]. » La terre exige certains travaux de peu de difficulté, tels que le sarclage, le houage, l'épierrement, certaines parties de la fumure, etc. On y emploie des *gangs* ou bandes organisées qui demeurent dans les localités ouvertes.

Une bande se compose de dix à quarante ou cinquante personnes, femmes, adolescents des deux sexes, bien que la plupart des garçons en soient éliminés vers leur treizième année, enfin, enfants de six à treize ans. Son chef, le *Gangmaster*, est un ouvrier de campagne ordinaire, presque toujours ce qu'on appelle un mauvais sujet, vagabond, noceur, ivrogne, mais entreprenant et doué de savoir-faire. C'est lui qui recrute la bande, destinée à travailler sous ses ordres et non sous ceux du fermier. Comme il prend l'ouvrage à la tâche, son revenu qui, en moyenne, ne dépasse guère celui de l'ouvrier ordinaire^[1004], dépend presque exclusivement de

l'habileté avec laquelle il sait tirer de sa troupe, dans le temps le plus court, le plus de travail possible. Les fermiers savent, par expérience, que les femmes ne font tous leurs efforts que sous le commandement des hommes, et que les jeunes filles et les enfants, une fois en train, dépensent leurs forces, ainsi que l'a remarqué Fourier, avec fougue, en prodiges, tandis que l'ouvrier mâle adulte cherche, en vrai surnois, à économiser les siennes. Le chef de bande, faisant le tour des fermes, est à même d'occuper ses gens pendant six ou huit mois de l'année. Il est donc pour les familles ouvrières une meilleure pratique que le fermier isolé, qui n'emploie les enfants que de temps à autre. Cette circonstance établit si bien son influence, que dans beaucoup de localités ouvertes on ne peut se procurer les enfants sans son intermédiaire. Il les loue aussi individuellement aux fermiers, mais c'est un accident qui n'entre pas dans le « système des bandes ».

Les vices de ce système sont l'excès de travail imposé aux enfants et aux jeunes gens, les marches énormes qu'il leur faut faire chaque jour pour se rendre à des fermes éloignées de cinq six et quelquefois sept milles, et pour en revenir, enfin, la démoralisation de la troupe ambulante. Bien que le chef de bande, qui porte en quelques endroits le nom de « *driver* » (piqueur, conducteur), soit armé d'un long bâton, il ne s'en sert néanmoins que rarement, et les plaintes de traitement brutal sont l'exception. Comme le preneur de rats de la légende, c'est un charmeur, un empereur démocratique. Il a besoin d'être populaire parmi ses sujets et se les attache par les attraits d'une existence de bohème — vie nomade, absence de toute gêne, gaillardise bruyante, libertinage grossier. Ordinairement la paye se fait à l'auberge au milieu de libations copieuses. Puis, on se met en route pour retourner chez soi. Titubant, s'appuyant de droite et de gauche sur le bras robuste de quelque virago, le digne chef marche en tête de la colonne, tandis qu'à la queue la jeune troupe folâtre et entonne des chansons moqueuses ou obscènes. Ces voyages de retour sont le triomphe de la phanérogamie, comme l'appelle Fourier. Il n'est pas rare que des filles de treize ou quatorze ans deviennent grosses du fait de leurs compagnons du même âge. Les villages ouverts, souches et réservoirs de ces bandes, deviennent des Sodomes et des Gomorrhes^[1005], où le chiffre des naissances illégitimes atteint son maximum. Nous connaissons déjà la moralité des femmes mariées qui ont passé par une telle école^[1006]. Leurs enfants sont autant de recrues prédestinées de ces bandes, à moins pourtant que l'opium ne leur donne auparavant le coup de grâce.

La bande dans la forme classique que nous venons de décrire se nomme bande publique, commune ou ambulante (*public, common or tramping*

gang). Il y a aussi des bandes particulières (*private gangs*), composées des mêmes éléments que les premières mais moins nombreuses, et fonctionnant sous les ordres, non d'un chef de bande, mais de quelque vieux valet de ferme, que son maître ne saurait autrement employer. Là, plus de gaieté ni d'humeur bohémienne, mais, au dire de tous les témoins, les enfants y sont moins payés et plus maltraités.

Ce système qui, depuis ces dernières années, ne cesse de s'étendre^[1007], n'existe évidemment pas pour le bon plaisir du chef de bande. Il existe parce qu'il enrichit les gros fermiers^[1008] et les propriétaires^[1009]. Quant au fermier, il n'est pas de méthode plus ingénieuse pour maintenir son personnel de travailleurs bien au-dessous du niveau normal — tout en laissant toujours à sa disposition un supplément de bras applicable à chaque besogne extraordinaire — pour obtenir beaucoup de travail avec le moins d'argent possible^[1010], et pour rendre « superflus » les adultes mâles. On ne s'étonnera plus, d'après les explications données, que le chômage plus ou moins long et fréquent de l'ouvrier agricole soit franchement avoué, et qu'en même temps « le système des bandes » soit déclaré « nécessaire », sous prétexte que les travailleurs mâles font défaut et qu'ils émigrent vers les villes^[1011].

La terre du Lincolnshire nettoyée, ses cultivateurs souillés, voilà le pôle positif et le pôle négatif de la production capitaliste^[1012].

f) *Irlande*

Avant de clore cette section, il nous faut passer d'Angleterre en Irlande. Et d'abord constatons les faits qui nous servent de point de départ.

La population de l'Irlande avait atteint en 1841 le chiffre de 8 222 664 habitants ; en 1861 elle était tombée à 5 788 415 et en 1866 à cinq millions et demi, c'est-à-dire à peu de chose près au même niveau qu'en 1800. La diminution commença avec la famine de 1846, de telle sorte que l'Irlande, en moins de vingt ans, perdit plus des cinq seizièmes de sa population. La somme totale de ses émigrants, de mai 1851 à juillet 1865, s'éleva à 1 591 487 personnes, l'émigration des cinq dernières années, de 1861 à 1865, comprenant plus d'un demi-million. De 1851 à 1861, le chiffre des maisons habitées diminua de 52 990. Dans le même intervalle, le nombre des métairies de quinze à trente acres s'accrut de 61 000, et celui des métairies au-dessus de trente acres de 109 000, tandis que la somme totale de toutes les métairies diminuait de 120 000, diminution qui était donc due exclusivement à la suppression, ou, en d'autres termes, à la concentration des fermes au-dessous de quinze acres.

La décroissance de la population fut naturellement accompagnée d'une diminution de la masse des produits. Il suffit pour notre but d'examiner les

cinq années de 1861 à 1866, pendant lesquelles le chiffre de l'émigration monta à plus d'un demi-million, tandis que la diminution du chiffre absolu de la population dépassa un tiers de million.

TABLE A

Bestiaux

Années	Chevaux		Bêtes à cornes		
	Nombre total.	Diminution	Nombre total.	Diminution	Augmentation
1860	619 811		3 606 374		
1861	614 232	5 993	3 471 688	138 816	
1862	602 894	11 338	3 254 890	216 798	
1863	579 978	22 916	3 144 231	110 695	
1864	562 158	17 820	3 262 294		118 663
1865	547 867	14 291	3 493 414		231 12à

Années	Moutons			Porcs		
	Nombre total.	Diminution	Augmentation	Nombre total.	Diminution	Augmentation
1860	3 542 080			1 271 072		
1861	3 556 050		13 970	1 102 042	169 080	
1862	3 '56 132	99 918		1 154 324		52 282
1863	3 308 204	147 982		1 067 458	86 866	
1864	3 366 941		58 737	1 058 480	8 978	
1865	3 688 742		321 801	1 299 893		241 413

La table ci-dessus donne pour résultat :

Chevaux.	Bêtes à cornes.	Moutons.	Porcs.
Diminution absolue.	Diminution absolue.	Augmentation absolue.	Augmentation absolue.
72 358	116 626	146 608	28 819 ^[1013]

Passons maintenant à l'agriculture, qui fournit les subsistances aux hommes et aux bestiaux. Dans la table suivante l'augmentation et la diminution sont calculées pour chaque année particulière, par rapport à l'année qui précède. Le titre « grains » comprend le froment, l'avoine, l'orge, le seigle, les fèves et les lentilles ; celui de « récoltes vertes » les pommes de terre, les navets, les raves et les betteraves, les choux, les panais, les vesces, etc.

TABLE B.

Augmentation ou diminution du nombre d'acres consacrés à la culture et aux prairies (ou pâturages)

Années	Grains.	Récoltes vertes.	
	Diminution.	Diminution.	Augmentation.
	Acres.	Acres.	
1861	15 710	36 974	
1862	72 734	74 785	
1863	144 719	19 358	
1864	122 437	2 317	
1865	72 450		25 241
1861-1865	428 041	107 984	

Années	Herbages et trèfle.		Lin.		Terres servant à la culture et à l'élevage du bétail	
	Diminution.	Augmentation.	Diminution.	Augmentation.	Diminution	Augmentation
					Acres.	
1861	47 969			19 271	81 873	
1862		6 623		2 055	138 841	
1863		7 724		63 922	92 431	
1864		47 486		87 761		10 493
1865		68 970	50 159		28 218	
1861-1865		82 834		122 850	330 860	

En 1865, la catégorie des « herbages » s'enrichit de 127 478 acres, parce que la superficie du sol désignée sous le nom de terre meuble ou de *Bog* (tourbière) diminua de 101 543 acres. Si l'on compare 1865 avec 1864, il y a une diminution de grains de 246 667 quarts (le « quarter » anglais 29 078 litres), dont 48 999 de froment, 166 666 d'avoine, 29 892 d'orge, etc. La diminution des pommes de terre, malgré l'agrandissement de la surface cultivée en 1865, a été de 446 398 tonnes, etc [\[1014\]](#).

TABLE C

Augmentation ou diminution dans la superficie du sol cultivé, dans le produit par acre et dans le produit total de 1865 comparé à 1864.

Produits	Terrain cultivé.		1855	
	1864	1865	Augmentation.	Diminution..
Froment	276 483	266 989		9 494

Avoine	1 814 886	1 745 228		69 658
Orge	172 700	177 102	4 402	
Seigle	8 894	10 091	1 197	
Pommes de terre	1 039 724	1 066 260	26 256	
Navets	337 355	334 212		3 143
	14 073	14 389	316	
Choux	31 821	33 622	1801	
Lin	301 693	251 433		50 260
Foin	1 609 569	1 678 493	68 924	

Produits par acre			1865	
	1864	1865	Augmentation.	Diminution..
Froment, quitaux	13.3	13.0		0.3
Avoine q.	12.1	12.0	0.2	
Orge q.	14.9	14.9		1.0
	16.4	14.8		1.6
Seigle q.	3.5	10.4	1.9	
Pom. de terre, tonnes.	4.1	3.6		0.5
Navets t.	10.3	9.9		0.4
— t.	10.5	13.3	2.8	
Choux t.	9.3	10.4	1.1	
Lin, stones de 14 livres	34.2	25.2		9.0
Foin t.	1.6	1.8	0.2	

Produits	Produit total			
	1864	1865	Augmentation.	Diminution..
Froment	875 782	826 783		48 999
Avoine	7 826 332	7 659 727		166 605
Orge	761 909	732 017		29 892
	15 160	13 989		1 171
Seigle	12 680	18 [3]64	5 684	
Pommes de terre	4 312 388	3 865 990		446 398
Navets	3 467 659	3 301 683		163 976
	147 264	191 937	44 653	
Choux	297 375	450 252	52 877	
Lin	64 [69]6	39 751		24 945
Foin	2 607 153	3 068 707	461 554	

Après le mouvement de la population et de la production agricole de l'Irlande, il faut bien examiner celui qui s'opère dans la bourse de ses propriétaires, de ses gros fermiers et de ses capitalistes industriels. Ce mouvement se reflète dans l'augmentation et la diminution de l'impôt sur

le revenu. Pour l'intelligence de la table D, remarquons que la catégorie D (profits, non compris ceux des fermiers) embrasse aussi les profits de gens dits, en anglais, de *profession* (professional), c'est-à-dire les revenus des avocats, des médecins, etc., en un mot, des « capacités », et que les catégories C et E, qui ne sont pas énumérées en détail, comprennent les recettes d'employés, d'officiers, de de sinécuristes, de créanciers de l'État, etc.

TABLE D.
Revenus en livres sterling soumis à l'impôt.

	1860	1861	1862
<i>Rubrique A.</i>			
Rente foncière	13 893 829	13 003 554	13 398 938
<i>Rubrique B.</i>			
Profits des fermiers	2 765 387	2 773 644	2 937 899
<i>Rubrique D.</i>			
Profits industriels, etc	4 891 652	4 836 203	3 858 800
<i>Rubriques depuis A jusqu'à E.</i>	22 962 985	22 998 394	23 597 574

	1863	1864	1865
<i>Rubrique A.</i>			
Rente foncière	13 494 691	13 470 700	13 801 616
<i>Rubrique B.</i>			
Profits des fermiers	2 938 823	2 930 874	2 946 072
<i>Rubrique D.</i>			
Profits industriels, etc	4 846 497	4 546 147	4 850 199
<i>Rubriques depuis A jusqu'à E.</i>	23 236 298	23 236 298	23 930 340 ^[1015]

Sous la catégorie D, l'augmentation du revenu, de 1853 à 1864, n'a été par an, en moyenne, que de 0.93, tandis qu'elle était de 4.48 pour la même période dans la Grande-Bretagne. La table suivante montre la distribution des profits (à l'exception de ceux des fermiers) pour les années 1864 et 1865.

TABLE E.
Rubrique D. Revenus de profits (au-dessus de 60 l. st.) en Irlande.

	Livre sterling distribuées en 1864		Livre sterling distribuées en 1865	
Recette totale annuelle de	Liv. st.	pers.	Liv. st.	pers.
Recette totale annuelle de	4 368	17	4 669	18 081
	610	467	979	
Revenus annuels au-dessous de 100 liv. st. et au-dessus	238 626	5 015	222 575	4 703

de 60				
De la recette totale annuelle	1 979 068	11 321	2 028 471	12 184
Reste de la recette totale annuelle de	2 150 818	1 131	2 418 933	12 184
	1 083 906	910	1 097 937	1 044
	1 066 912	121	1 320 996	186
Dont	430 535	105	584 458	122
	646 377	26	736 443	28
	262 610	3	274 528	3 ^[1015]

L'Angleterre, pays de production capitaliste développée, et pays industriel avant tout, serait morte d'une saignée de population telle que l'a subie l'Irlande. Mais l'Irlande n'est plus aujourd'hui qu'un district agricole de l'Angleterre, séparé d'elle par un large canal, et qui lui fournit du blé, de la laine, du bétail, des recrues pour son industrie et son armée.

Le dépeuplement a enlevé à la culture beaucoup de terres, a diminué considérablement le produit du sol et, malgré l'agrandissement de la superficie consacrée à l'élevage du bétail, a amené dans quelques-unes de ses branches une décadence absolue, et dans d'autres un progrès à peine digne d'être mentionné, car il est constamment interrompu par des reculs. Néanmoins, au fur et à mesure de la décroissance de la population, les revenus du sol et les profits des fermiers se sont élevés en progression continue, ces derniers cependant avec moins de régularité. La raison en est facile à comprendre. D'une part, en effet, l'absorption des petites fermes par les grandes et la conversion de terres arables en pâturages permettaient de convertir en produit net une plus grande partie du produit brut. Le produit net grandissait, quoique le produit brut, dont il forme une fraction, diminuât. D'autre part, la valeur numéraire de ce produit net s'élevait plus rapidement que sa masse, par suite de la hausse que les prix de la viande, de la laine, etc., subissaient sur le marché anglais durant les vingt et plus spécialement les dix dernières années.

Des moyens de production éparpillés, qui fournissent aux producteurs eux-mêmes leur occupation et leur subsistance, sans que jamais le travail d'autrui s'y incorpore et les valorise, ne sont pas plus capital que le produit consommé par son propre producteur n'est marchandise. Si donc la masse des moyens de production engagés dans l'agriculture diminuait en même temps que la masse de la population, par contre, la masse du capital employé augmentait, parce qu'une partie des moyens de production auparavant éparpillés s'étaient convertis en capital.

Tout le capital de l'Irlande employé en dehors de l'agriculture, dans

l'industrie et le commerce, s'accumula pendant les vingt dernières années lentement et au milieu de fluctuations incessantes. La concentration de ses éléments individuels n'en fut que plus rapide. Enfin, quelque faible qu'en ait été l'accroissement absolu, il paraît toujours assez considérable en présence de la dépopulation progressive.

Là se déroule donc, sous nos yeux et sur une grande échelle, un mouvement à souhait, plus beau que l'économie orthodoxe n'eût pu l'imaginer pour justifier son fameux dogme que la misère provient de l'excès absolu de la population et que l'équilibre se rétablit par le dépeuplement. Là nous passons par une expérience bien autrement importante, au point de vue économique, que celle dont le milieu du quatorzième siècle fut témoin lors de la peste noire, tant fêtée par les Malthusiens. Du reste, prétendre vouloir appliquer aux conditions économiques du dix-neuvième siècle, et à son mouvement de population correspondant, un étalon emprunté au quatorzième siècle, c'est une naïveté de pédant, et d'autre part, citer cette peste, qui décima l'Europe, sans savoir qu'elle fut suivie d'effets tout à fait opposés sur les deux côtés du détroit, c'est de l'érudition d'écolier ; en Angleterre elle contribua à l'enrichissement et l'affranchissement des cultivateurs ; en France à leur appauvrissement, à leur asservissement plus complet^[1017].

La famine de 1846 tua en Irlande plus d'un million d'individus, mais ce n'était que des pauvres diables. Elle ne porta aucune atteinte directe à la richesse du pays. L'exode qui s'ensuivit, lequel dure depuis vingt années et grandit toujours, décima les hommes, mais non — comme l'avait fait en Allemagne, par exemple, la guerre de Trente Ans, — leurs moyens de production. Le génie irlandais inventa une méthode toute nouvelle pour enlever un peuple malheureux à des milliers de lieues du théâtre de sa misère. Tous les ans les émigrants transplantés en Amérique envoient quelque argent au pays ; ce sont les frais de voyage des parents et des amis. Chaque troupe qui part entraîne le départ d'une autre troupe l'année suivante. Au lieu de coûter à l'Irlande, l'émigration forme ainsi une des branches les plus lucratives de son commerce d'exportation. Enfin, c'est un procédé systématique qui ne creuse pas seulement un vide passager dans les rangs du peuple, mais lui enlève annuellement plus d'hommes que n'en remplace la génération, de sorte que le niveau absolu de la population baisse d'année en année^[1018].

Et pour les travailleurs restés en Irlande et délivrés de la surpopulation, quelles ont été les conséquences ? Voici : il y a relativement la même surabondance de bras qu'avant 1846, le salaire réel est aussi bas, le travail plus exténuant et la misère des campagnes conduit derechef le pays à une

nouvelle crise. La raison en est simple. La révolution agricole a marché du même pas que l'émigration. L'excès relatif de population s'est produit plus vite que sa diminution absolue. Tandis qu'avec l'élève du bétail la culture des récoltes vertes, telles que légumes, etc., qui occupe beaucoup de bras, s'accroît en Angleterre, elle décroît en Irlande. Là de vastes champs autrefois cultivés sont laissés en friche ou transformés en pâturages permanents, en même temps qu'une portion du sol naguère stérile et inculte et des marais tourbeux servent à étendre l'élevage du bétail. Du nombre total des fermiers, les petits et les moyens — je range dans cette catégorie tous ceux qui ne cultivent pas au-delà de cent acres forment encore les huit dixièmes^[1019]. Ils sont de plus en plus écrasés par la concurrence de l'exploitation agricole capitaliste, et fournissent sans cesse de nouvelles recrues à la classe des journaliers.

La seule grande industrie de l'Irlande, la fabrication de la toile, n'emploie qu'un petit nombre d'hommes faits, et malgré son expansion, depuis l'enchérissement du coton, n'occupe en général qu'une partie proportionnellement peu importante de la population. Comme toute autre grande industrie, elle subit des fluctuations fréquentes, des secousses convulsives, donnant lieu à un excès relatif de population, lors même que la masse humaine qu'elle absorbe va en croissant. D'autre part, la misère de la population rurale est devenue la base sur laquelle s'élèvent de gigantesques manufactures de chemises et autres, dont l'armée ouvrière est éparse dans les campagnes. On y retrouve le système déjà décrit du travail à domicile, système où l'insuffisance des salaires et l'excès de travail servent de moyens méthodiques de fabriquer des « surnuméraires ». Enfin, quoique le dépeuplement ne puisse avoir en Irlande les mêmes effets que dans un pays de production capitaliste développée, il ne laisse pas de provoquer des contrecoups sur le marché intérieur. Le vide que l'émigration y creuse non seulement resserre la demande de travail local, mais la recette des épiciers, détaillants, petits manufacturiers, gens de métier, etc., en un mot, de la petite bourgeoisie, s'en ressent. De là cette diminution des revenus au-dessus de soixante livres et au-dessous de cent, signalée dans la table E.

Un exposé lucide de l'état des salariés agricoles se trouve dans les rapports publiés en 1870 par les inspecteurs de l'administration de la loi des pauvres en Irlande^[1020]. Fonctionnaires d'un gouvernement qui ne se maintient dans leur pays que grâce aux baïonnettes et à l'état de siège, tantôt déclaré, tantôt dissimulé, ils ont à observer tous les ménagements de langage dédaignés par leurs collègues anglais ; mais, malgré cette retenue judicieuse, ils ne permettent pas à leurs maîtres de se bercer d'illusions.

D'après eux, le taux des salaires agricoles, toujours très bas, s'est néanmoins, pendant les vingt dernières années, élevé de cinquante à soixante pour cent, et la moyenne hebdomadaire en est maintenant de six à neuf shillings.

Toutefois, c'est en effet une baisse réelle qui se déguise sous cette hausse apparente, car celle-ci ne correspond pas à la hausse des objets de première nécessité, comme on peut s'en convaincre par l'extrait suivant tiré des comptes officiels d'un workhouse irlandais :

Moyenne hebdomadaire des frais d'entretien par tête.

Année	Vivres	Vêtements	Total
Finissant le 29 septembre 1849	1 s. 3 ¼ d.	0 s. 3 d.	1 s. 6 ¼ d.
Finissant le 29 septembre 1869	2 s. 7 ¼ d.	0 s. 6 d.	3 s. ¼ d.

Le prix des vivres de première nécessité est donc actuellement presque deux fois plus grand qu'il y a vingt ans, et celui des vêtements a exactement doublé.

À part cette disproportion, ce serait s'exposer à commettre de graves erreurs que de comparer simplement les taux de la rémunération monétaire aux deux époques. Avant la catastrophe le gros des salaires agricoles était avancé en nature, de sorte que l'argent n'en formait qu'un supplément ; aujourd'hui la paye en argent est devenue la règle. Il en résulte qu'en tout cas, quel que fût le mouvement du salaire réel, son taux monétaire ne pouvait que monter. « Avant l'arrivée de la famine le travailleur agricole possédait un lopin de terre où il cultivait des pommes de terre et élevait des cochons et de la volaille. Aujourd'hui non seulement il est obligé d'acheter tous ses vivres, mais encore il voit disparaître les recettes que lui rapportait autrefois la vente de ses cochons, de ses poules et de ses œufs^[1021]. »

En effet, les ouvriers ruraux se confondaient auparavant avec les petits fermiers et ne formaient en général que l'arrière-ban des grandes et moyennes fermes où ils trouvaient de l'emploi. Ce n'est que depuis la catastrophe de 1846 qu'ils commencèrent à constituer une véritable fraction de la classe salariée, un ordre à part n'ayant avec les patrons que des relations pécuniaires.

Leur état d'habitation — et l'on sait ce qu'il était avant 1846 — n'a fait qu'empirer. Une partie des ouvriers agricoles, qui décroît du reste de jour en jour, réside encore sur les terres des fermiers dans des cabanes encombrées dont l'horreur dépasse tout ce que les campagnes anglaises

nous ont présenté de pire en ce genre. Et, à part quelques districts de la province d'Ulster, Cet état de choses est par tout le même, au sud, dans les comtés de Cork, de Limerick, de Kilkenny, etc. ; à l'est, dans les comtés de Wexford, Wicklow, etc. ; au centre, dans Queen's-County, King's County, le comté de Dublin, etc. ; au nord, dans les comtés de Down, d'Antrim, de Tyrone, etc., enfin, à l'ouest, dans les comtés de Sligo, de Roscommon, de Mayo, de Galway, etc. « C'est une honte », s'écrie un des inspecteurs, « c'est une honte pour la religion et la civilisation de ce pays^[1022]. » Pour rendre aux cultivateurs l'habitation de leurs tanières plus supportable, on confisque d'une manière systématique les lambeaux de terre qui y ont été attachés de temps immémorial. « La conscience de cette sorte de ban auquel ils sont mis par les landlords et leurs agents a provoqué chez les ouvriers ruraux des sentiments correspondants d'antagonisme et de haine contre ceux qui les traitent pour ainsi dire en *race proscrite*^[1023]. »

Pourtant, le premier acte de la révolution agricole ayant été de raser sur la plus grande échelle, et comme sur un mot d'ordre donné d'en haut, les cabanes situées sur le champ de travail, beaucoup de travailleurs furent forcés de demander un abri aux villes et villages voisins. Là on les jeta comme du rebut dans des mansardes, des trous, des souterrains, et dans les recoins des mauvais quartiers. C'est ainsi que des milliers de familles irlandaises, se distinguant, au dire même d'Anglais imbus de préjugés nationaux, par leur rare attachement au foyer, leur gaîté insouciant et la pureté de leurs mœurs domestiques, se trouvèrent tout à coup transplantées dans des serres chaudes de corruption. Les hommes vont maintenant chercher de l'ouvrage chez les fermiers voisins, et ne sont loués qu'à la journée, c'est-à-dire qu'ils subissent la forme de salaire la plus précaire ; de plus, « ils ont maintenant de longues courses à faire pour arriver aux fermes et en revenir, souvent mouillés comme des rats et exposés à d'autres rigueurs qui entraînent fréquemment l'affaiblissement, la maladie et le dénuement^[1024] ».

« Les villes avaient à recevoir d'année en année ce qui était censé être le surplus de bras des districts ruraux^[1025] », et puis on trouve étonnant « qu'il y ait un surplus de bras dans les villages et les villes et un manque de bras dans les districts ruraux^[1026] ». La vérité est que ce manque ne se fait sentir « qu'au temps des opérations agricoles urgentes, au printemps et à l'automne, qu'aux autres saisons de l'année beaucoup de bras restent oisifs^[1027] » ; que « après la récolte d'octobre au printemps, il n'y a guère d'emploi pour eux^[1028] », et qu'ils sont en outre, pendant les saisons actives, « exposés à perdre des journées fréquentes et à subir toutes sortes d'interruptions du travail^[1029] ».

Ces résultats de la révolution agricole - c'est-à-dire de la conversion de champs arables en pâturages, de l'emploi des machines, de l'économie de travail la plus rigoureuse, etc., sont encore aggravés par les landlords-modèles, ceux qui, au lieu de manger leurs rentes à l'étranger, daignent résider en Irlande, sur leurs domaines. De peur que la loi de l'offre et la demande de travail n'aille faire fausse route, ces messieurs « tirent à présent presque tout leur approvisionnement de bras de leurs petits fermiers, qui se voient forcés de faire la besogne de leurs seigneurs à un taux de salaire généralement au-dessous du taux courant payé aux journaliers ordinaires, et cela sans aucun égard aux inconvénients et aux pertes que leur impose l'obligation de négliger leurs propres affaires aux périodes critiques des semailles et de la moisson^[1030] ».

L'incertitude de l'occupation, son irrégularité, le retour fréquent et la longue durée des chômages forcés, tous ces symptômes d'une surpopulation relative, sont donc consignés dans les rapports des inspecteurs de l'administration des pauvres comme autant de griefs du prolétariat agricole irlandais. On se souviendra que nous avons rencontré chez le prolétariat agricole anglais des phénomènes analogues. Mais il y a cette différence que, l'Angleterre étant un pays d'industrie, la réserve industrielle s'y recrute dans les campagnes, tandis qu'en Irlande, pays d'agriculture, la réserve agricole se recrute dans les villes qui ont reçu les ruraux expulsés ; là, les surnuméraires de l'agriculture se convertissent en ouvriers manufacturiers ; ici, les habitants forcés des villes, tout en continuant à déprimer le taux des salaires urbains, restent agriculteurs et sont constamment renvoyés dans les campagnes à la recherche de travail.

Les rapporteurs officiels résument ainsi la situation matérielle des salariés agricoles : « Bien qu'ils vivent avec la frugalité la plus rigoureuse, leurs salaires suffisent à peine à leur procurer, à eux et à leurs familles, la nourriture et le logement ; il leur faut d'autres recettes pour les frais de vêtement... l'atmosphère de leurs demeures, combinée avec d'autres privations, a rendu cette classe particulièrement sujette au typhus ou à la phtisie^[1031]. » Après cela, on ne s'étonnera pas que, suivant le témoignage unanime des rapporteurs, un sombre mécontentement pénètre les rangs de cette classe, qu'elle regrette le passé, déteste le présent, ne voie aucune chance de salut dans l'avenir, « se prête aux mauvaises influences des démagogues », et soit possédée de l'idée fixe d'émigrer en Amérique. Tel est le pays de Cocagne que la dépopulation, la grande panacée malthusienne, a fait de la verte Erin.

Quant aux aises dont jouissent les ouvriers manufacturiers, en voici un échantillon : « Lors de ma récente inspection du nord de l'Irlande », dit

l'inspecteur de fabrique Robert Baker, « j'ai été frappé des efforts faits par un habile ouvrier irlandais pour donner, malgré l'exiguïté de ses moyens, de l'éducation à ses enfants. C'est une bonne main, sans quoi il ne serait pas employé à la fabrication d'articles destinés pour le marché de Manchester. Je vais citer littéralement les renseignements que Johnson (c'est son nom) m'a donnés : « Je suis *beetler* ; du lundi au vendredi je travaille depuis 6 heures du matin jusqu'à 11 heures du soir ; le samedi nous terminons vers 6 heures du soir, et nous avons trois heures pour nous reposer et prendre notre repas. J'ai cinq enfants. Pour tout mon travail je reçois dix shillings six pence par semaine. Ma femme travaille aussi et gagne par semaine cinq shillings. La fille aînée, âgée de douze ans, garde la maison. C'est notre cuisinière et notre seule aide. Elle apprête les petits pour l'école. Ma femme se lève et part avec moi. Une jeune fille qui passe devant notre maison me réveille à cinq heures et demie du matin. Nous ne mangeons rien avant d'aller au travail. L'enfant de douze ans a soin des plus jeunes pendant toute la journée. Nous déjeunons à 8 heures, et pour cela nous allons chez nous. Nous prenons du thé une fois la semaine ; les autres jours nous avons une bouillie (stirabout), tantôt de farine d'avoine, tantôt de farine de maïs, suivant que nos moyens nous le permettent. En hiver, nous avons un peu de sucre et d'eau avec notre farine de maïs. En été, nous récoltons quelques pommes de terre sur un petit bout de terrain que nous cultivons nous-même, et quand il n'y en a plus nous revenons à la bouillie. C'est comme cela d'un bout de l'an à l'autre, dimanches et jours ouvrables. Je suis toujours très fatigué le soir, une fois ma journée finie. Il nous arrive quelquefois de voir un brin de viande, mais bien rarement. Trois de nos enfants vont à l'école ; nous payons pour chacun un penny par semaine. Le loyer de notre maison est de trois pence par semaine. La tourbe pour le chauffage coûte au moins un shilling six pence tous les quinze jours. » Voilà la vie de l'Irlandais, voilà son salaire^[1032]. »

En fait, la misère irlandaise est devenue de nouveau le thème du jour en Angleterre. À la fin de 1866 et au commencement de 1867, un des magnats de l'Irlande, lord Dufferin, voulut bien y porter remède, dans les colonnes du *Times*, s'entend. « Quelle humanité, dit Méphisto, quelle humanité chez un si grand seigneur ! »

On a vu par la table E qu'en 1864, sur les 4 368 610 l. st. du profit total réalisé en Irlande, trois fabricants de plus-value en accaparèrent 262 610, mais qu'en 1865 les mêmes virtuoses de « l'abstinence », sur 4 669 979 l. st., en empochèrent 274,448. En 1864, 646 377 l. st. se distribuèrent entre vingt-six individus ; en 1865, 736 448 l. st. entre vingt-huit ; en 1864, 1 066 212 l. st. entre cent vingt et un ; en 1865, 1 320 996 l. st. entre cent

quatre-vingt-six ; en 1864, mille cent trente et un individus encaissèrent 21 508 188 l. st., presque la moitié du profit total annuel, et en 1865, 1194 fauteurs d'accumulation s'approprièrent 2 418 933 l. st., c'est-à-dire plus de la moitié de tous les profits perçus dans le pays.

La part léonine qu'en Irlande, comme en Angleterre et en Écosse, un nombre imperceptible de grands terriens se taillent sur le revenu annuel du sol, est si monstrueuse que la sagesse d'État anglaise trouve bon de ne pas fournir sur la répartition de la rente foncière les mêmes matériaux statistiques que sur la répartition du profit. Lord Dufferin est un de ces Léviathans. Croire que rentes foncières, profits industriels ou commerciaux, intérêts, etc., puissent jamais dépasser la mesure, ou que la pléthore de richesse se rattache en rien à la pléthore de misère, c'est pour lui naturellement une manière de voir aussi extravagante que malsaine (*unsound*) ; Sa Seigneurie s'en tient aux faits. Le fait, c'est qu'à mesure que le chiffre de la population diminue en Irlande celui de la rente foncière y grossit ; que le dépeuplement « fait du bien » aux seigneurs du sol, partant au sol, et conséquemment au peuple qui n'en est qu'un accessoire. Il déclare donc qu'il reste encore trop d'Irlandais en Irlande et que le flot de l'émigration n'en emporte pas assez. Pour être tout à fait heureux, il faudrait que ce pays fût débarrassé au moins d'un autre tiers de million de paysans. Et que l'on ne s'imagine pas que ce lord, d'ailleurs très poétique, soit un médecin de l'école de Sangrado qui, toutes les fois que le malade empirait, ordonnait une nouvelle saignée, jusqu'à ce qu'il ne restât plus au patient ni sang ni maladie. Non, lord Dufferin ne demande que quatre cent cinquante mille victimes, au lieu de deux millions ; si on les lui refuse, il ne faut pas songer à établir le millenium en Irlande. Et la preuve en est bientôt faite.

NOMBRE ET ÉTENDUE DES FERMES EN IRLANDE EN 1864

1. Fermes qui ne dépassent pas 1 acre	Nombre	48 653
	Superficie	25 394
2. Fermes au-dessus de 1 et non au-dessus de 5 acres.	Nombre	82 037
	Superficie.	288 916
3. Fermes au-dessus de 5 et non au-dessus de 15 acres.	Nombre	176 368
	Superficie	1 836
		310
4. Fermes au-dessus de 15 et non au-dessus de 30 acres.	Nombre	136 578
	Superficie	3 051
		348
5. Fermes au-dessus de 30 et non au-dessus de 50 acres.	Nombre	71 961
	Superficie	2 983
		880
6. Fermes au-dessus de 50 et non au-dessus de 100 acres.	Nombre	54 247
	Superficie	3 983
		880
		31 927

7. Fermes au-dessus de 100 acres.

Nombre	8 227
Superficie	807

8. Superficie totale comprenant aussi les tourbières et les terres incultes.

20 319 924 acres

De 1851 à 1861, la concentration n'a supprimé qu'une partie des fermes des trois catégories de 1 à 15 acres, et ce sont elles qui doivent disparaître avant les autres. Nous obtenons, ainsi un excès de 307 058 fermiers, et, en supposant que leurs familles se composent en moyenne de quatre têtes, chiffre trop modique, il y a à présent 1 228 232 « surnuméraires ». Si, après avoir accompli sa révolution, l'agriculture absorbe un quart de ce nombre, supposition presque extravagante, il en restera pour l'émigration 921 174. Les catégories 4, 5, 6, de 15 à 100 acres, chacun le sait en Angleterre, sont incompatibles avec la grande culture du blé, et elles n'entrent même pas en ligne de compte dès qu'il s'agit de l'élevage des moutons. Dans les données admises, un autre contingent de 788 761 individus doit filer ; total : 1 709 532. Et, comme l'appétit vient en mangeant, les gros terriens ne manqueront pas de découvrir bientôt qu'avec trois millions et demi d'habitants l'Irlande reste toujours misérable, et misérable parce que surchargée d'Irlandais. Il faudra donc la dépeupler davantage pour qu'elle accomplisse sa vraie destination, qui est de former un immense pacage, un herbage assez vaste pour assouvir la faim dévorante de ses vampires anglais^[1033].

Ce procédé avantageux a, comme toute bonne chose en ce monde, son mauvais côté. Tandis que la rente foncière s'accumule en Irlande, les Irlandais s'accumulent en même proportion aux États-Unis. L'irlandais évincé par le bœuf et le mouton reparaît de l'autre côté de l'Atlantique sous forme de Fenian. Et en face de la reine des mers sur son déclin se dresse de plus en plus menaçante la jeune république géante.

*Acerba fata Romanos agunt
Scelusque fraternoe necis.*

HUITIÈME SECTION

L'ACCUMULATION PRIMITIVE

CHAPITRE XXVI

LE SECRET DE L'ACCUMULATION PRIMITIVE

Nous avons vu comment l'argent devient capital, le capital source de plus-value, et la plus-value source de capital additionnel. Mais l'accumulation capitaliste présuppose la présence de la plus-value et celle-ci la production capitaliste qui, à son tour, n'entre en scène qu'au moment où des masses de capitaux et de forces ouvrières assez considérables se trouvent déjà accumulées entre les mains de producteurs marchands. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux, dont on ne saurait sortir sans admettre une *accumulation primitive* (*previous accumulation*, dit Adam Smith) antérieure à l'accumulation capitaliste et servant de point de départ à la production capitaliste, au lieu de venir d'elle.

Cette accumulation primitive joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie. Adam mordit la pomme, et voilà le péché qui fait son entrée dans le monde. On nous en explique l'origine par une aventure qui se serait passée quelques jours après la création du monde.

De même, il y avait autrefois, mais il y a bien longtemps de cela, un temps où la société se divisait en deux camps : là des gens d'élite, laborieux, intelligents, et surtout doués d'habitudes ménagères ; ici, un tas de coquins faisant gogaille du matin au soir et du soir au matin. Il va sans dire que les uns entassèrent trésor sur trésor, tandis que les autres se trouvèrent bientôt dénués de tout. De là la pauvreté de la grande masse qui, en dépit d'un travail sans fin ni trêve, doit toujours payer de sa propre personne, et la richesse du petit nombre, qui récolte tous les fruits du

travail sans avoir à faire œuvre de ses dix doigts.

L'histoire du péché théologique nous fait bien voir, il est vrai, comme quoi l'homme a été condamné par le Seigneur à gagner son pain à la sueur de son front ; mais celle du péché économique comble une lacune regrettable en nous révélant comme quoi il y a des hommes qui échappent à cette ordonnance du Seigneur.

Et ces insipides enfantillages, on ne se lasse pas de les ressasser. M. Thiers, par exemple, en ose encore régaler les Français, autrefois si spirituels, et cela dans un volume où, avec un aplomb d'homme d'État, il prétend avoir réduit à néant les attaques sacrilèges du socialisme contre la propriété. Il est vrai que, la question de la propriété une fois mise sur le tapis, chacun se doit faire un devoir sacré de s'en tenir à la sagesse de l'abécédaire, la seule à l'usage et à la portée des écoliers de tout âge^[1034].

Dans les annales de l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'a toujours emporté. Dans les manuels béats de l'économie politique, c'est l'idylle au contraire qui a de tout temps régné. À leur dire il n'y eut jamais, l'année courante exceptée, d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit. En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, hormis matière à idylle.

Le rapport officiel entre le capitaliste et le salarié est d'un caractère purement mercantile. Si le premier joue le rôle de maître et le dernier le rôle de serviteur, c'est grâce à un contrat par lequel celui-ci s'est non seulement mis au service, et partant sous la dépendance de celui-là, mais par lequel il a renoncé à tout titre de propriété sur son propre produit. Mais pourquoi le salarié fait-il ce marché ? Parce qu'il ne possède rien que sa force personnelle, le travail à l'état de puissance, tandis que toutes les conditions extérieures requises pour donner corps à cette puissance, la matière et les instruments nécessaires à l'exercice utile du travail, le pouvoir de disposer des subsistances indispensables au maintien de la force ouvrière et à sa conversion en mouvement productif, tout cela se trouve de l'autre côté.

Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Cette séparation se reproduit sur une échelle progressive dès que le système capitaliste s'est une fois établi ; mais comme celle-là forme la base de celui-ci, il ne saurait s'établir sans elle. Pour qu'il vienne au monde, il faut donc que, partiellement au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrase aux producteurs, qui les employaient à réaliser leur propre travail, et qu'ils se trouvent déjà détenus par des producteurs marchands, qui eux les

emploient à spéculer sur le travail d'autrui. Le *mouvement historique* qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée « primitive » parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois.

L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal. La dissolution de l'un a dégagé les éléments constitutifs de l'autre.

Quant au travailleur, au producteur immédiat, pour pouvoir disposer de sa propre personne, il lui fallait d'abord cesser d'être attaché à la glèbe ou d'être inféodé à une autre personne ; il ne pouvait non plus devenir libre vendeur de travail, apportant sa marchandise partout où elle trouve un marché, sans avoir échappé au régime des corporations, avec leurs maîtrises, leurs jurandes, leurs lois d'apprentissage, etc. Le mouvement historique qui convertit les producteurs en salariés se présente donc comme leur affranchissement du servage et de la hiérarchie industrielle. De l'autre côté, ces affranchis ne deviennent vendeurs d'eux-mêmes qu'après avoir été dépouillés de tous leurs moyens de production et de toutes les garanties d'existence offertes par l'ancien ordre des choses. L'histoire de leur expropriation n'est pas matière à conjecture : elle est écrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu indélébiles.

Quant aux capitalistes entrepreneurs, ces nouveaux potentats avaient non seulement à déplacer les maîtres des métiers, mais aussi les détenteurs féodaux des sources de la richesse. Leur avènement se présente de ce côté-là comme le résultat d'une lutte victorieuse contre le pouvoir seigneurial, avec ses prérogatives révoltantes, et contre le régime corporatif avec les entraves qu'il mettait au libre développement de la production et à la libre exploitation de l'homme par l'homme. Mais les chevaliers d'industrie n'ont supplanté les chevaliers d'épée qu'en exploitant des événements qui n'étaient pas de leur propre fait. Ils sont arrivés par des moyens aussi vils que ceux dont se servit l'affranchi romain pour devenir le maître de son patron.

L'ensemble du développement, embrassant à la fois le genèse du salarié et celle du capitaliste, a pour point de départ la servitude des travailleurs ; le progrès qu'il accomplit consiste à changer la forme de l'asservissement, à amener la métamorphose de l'exploitation féodale en exploitation capitaliste. Pour en faire comprendre la marche, il ne nous faut pas remonter trop haut. Bien que les premières ébauches de la production capitaliste aient été faites de bonne heure dans quelques villes de la Méditerranée, l'ère capitaliste ne date que du seizième siècle. Partout où

elle éclot, l'abolition du servage est depuis longtemps un fait accompli, et le régime des villes souveraines, cette gloire du moyen âge, est déjà en pleine décadence.

Dans l'histoire de l'accumulation primitive, toutes les révolutions qui servent de levier à l'avancement de la classe capitaliste en voie de formation font époque, celles, surtout qui, dépouillant de grandes masses de leurs moyens de production et d'existence traditionnels, les lancent à l'improviste sur le marché du travail. Mais la base de toute cette évolution, c'est l'expropriation des cultivateurs.

Elle ne s'est encore accomplie d'une manière radicale qu'en Angleterre : ce pays jouera donc nécessairement le premier rôle dans notre esquisse. Mais tous les autres pays de l'Europe occidentale parcourent le même mouvement, bien que selon le milieu il change de couleur locale, ou se resserre dans un cercle plus étroit, ou présente un caractère moins fortement prononcé, ou suive un ordre de succession différent^[1035].

CHAPITRE XXVII

L'EXPROPRIATION DE LA POPULATION CAMPAGNARDE

En Angleterre le servage avait disparu de fait vers la fin du quatorzième siècle. L'immense majorité de la population^[1036] se composait alors, et plus entièrement encore au quinzième siècle, de paysans libres cultivant leurs propres terres, quels que fussent les titres féodaux dont on affubla leur droit de possession. Dans les grands domaines seigneuriaux l'ancien bailli (*bailiff*), serf lui-même, avait fait place au fermier indépendant. Les salariés ruraux étaient en partie des paysans — qui, pendant le temps de loisir laissé par la culture de leurs champs, se louaient au service des grands propriétaires — en partie une classe particulière et peu nombreuse, de journaliers. Ceux-ci mêmes étaient aussi dans une certaine mesure cultivateurs de leur chef, car en sus du salaire on leur faisait concession de champs d'au moins quatre acres, avec des cottages ; de plus, ils participaient, concurremment avec les paysans proprement dits, à l'usufruit des biens communaux, où ils faisaient paître leur bétail et se pourvoyaient de bois, de tourbe, etc., pour le chauffage.

Nous remarquerons en passant que le serf même était non seulement possesseur, tributaire, il est vrai, des parcelles attenantes à sa maison, mais

aussi co-possesseur des biens communaux. Par exemple, quand Mirabeau publia son livre : *De la monarchie prussienne*, le servage existait encore dans la plupart des provinces prussiennes, entre autres en Silésie. Néanmoins les serfs y possédaient des biens communaux. « On n'a pas pu encore, dit-il, engager les Silésiens au partage des communes, tandis que dans la nouvelle Marche, il n'y a guère de village où ce partage ne soit exécuté avec le plus grand succès^[1037]. »

Le trait le plus caractéristique de la production féodale dans tous les pays de l'Europe occidentale, c'est le partage du sol entre le plus grand nombre possible d'hommes-liges. Il en était du seigneur féodal comme de tout autre souverain ; sa puissance dépendait moins de la rondeur de sa bourse que du nombre de ses sujets, c'est-à-dire du nombre des paysans établis sur ses domaines. Le Japon, avec son organisation purement féodale de la propriété foncière et sa petite culture, offre donc, à beaucoup d'égards, une image plus fidèle du moyen âge européen que nos livres d'histoire imbus de préjugés bourgeois. Il est par trop commode d'être « libéral » aux dépens du moyen âge.

Bien que la conquête normande eût constitué toute l'Angleterre en baronnies gigantesques — dont une seule comprenait souvent plus de neuf cent seigneuries anglo-saxonnes — le sol était néanmoins parsemé de petites propriétés rurales, interrompues çà et là par de grands domaines seigneuriaux. Dès que le servage eut donc disparu et qu'au quinzième siècle la prospérité des villes prit un grand essor, le peuple anglais atteignit l'état d'aisance si éloquemment dépeint par le chancelier Fortescue, dans ses *De Laudibus Legum Angliae*. Mais cette richesse du peuple excluait la richesse capitaliste.

La révolution qui allait jeter les premiers fondements du régime capitaliste eut son prélude dans le dernier tiers du quinzième siècle et au commencement du seizième. Alors le licenciement des nombreuses suites seigneuriales — dont sir James Steuart dit pertinemment qu'elles « encombraient la tour et la maison » — lança à l'improviste sur le marché du travail une masse de prolétaires sans feu ni lieu. Bien que le pouvoir royal, sorti lui-même du développement bourgeois, fût, dans sa tendance à la souveraineté absolue, poussé à activer ce licenciement par des mesures violentes, il n'en fut pas la seule cause. En guerre ouverte avec la royauté et le Parlement, les grands seigneurs créèrent un prolétariat bien autrement considérable en usurpant les biens communaux des paysans et en les chassant du sol qu'ils possédaient au même titre féodal que leurs maîtres. Ce qui en Angleterre donna surtout lieu à ces actes de violence, ce fut l'épanouissement des manufactures de laine en Flandre et la hausse des

prix de la laine qui en résulta. La longue guerre des Deux-Roses, ayant dévoré l'ancienne noblesse, la nouvelle, fille de son époque, regardait l'argent comme la puissance des puissances. Transformation des terres arables en pâturages, tel fut son cri de guerre.

Dans sa « *Description of England, prefixed to Holinshed's Chronicles* », Harrison raconte comment l'expropriation des paysans a désolé le pays. « Mais qu'importe à nos grands usurpateurs ! » (What care our great encroachers !) Les maisons des paysans et les cottages des travailleurs ont été violemment rasés ou condamnés à tomber en ruines. Si l'on veut comparer les anciens inventaires de chaque manoir seigneurial, on trouvera que d'innombrables maisons ont disparu avec les petits cultivateurs qui les habitaient, que le pays nourrit beaucoup moins de gens, que beaucoup de villes sont déchues, bien que quelques-unes de nouvelle fondation prospèrent... À propos des villes et des villages détruits pour faire des parcs à moutons et où l'on ne voit plus rien debout, sauf les châteaux seigneuriaux, j'en aurais long à dire^[1038]. » Les plaintes de ces vieux chroniqueurs, toujours exagérées, dépeignent pourtant d'une manière exacte l'impression produite sur les contemporains par la révolution survenue dans l'ordre économique de la société. Que l'on compare les écrits du chancelier Fortescue avec ceux du chancelier Thomas More, et l'on se fera une idée de l'abîme qui sépare le quinzième siècle du seizième. En Angleterre la classe travailleuse, dit fort justement Thornton, fut précipitée sans transition de son âge d'or dans son âge de fer.

Ce bouleversement fit peur à la législature. Elle n'avait pas encore atteint ce haut degré de civilisation, où la richesse nationale (*Wealth of the nation*), c'est-à-dire l'enrichissement des capitalistes, l'appauvrissement et l'exploitation effrontée de la masse du peuple, passe pour l'*ultima Thule* de la sagesse d'État. « Vers cette époque (1489), dit Bacon dans son histoire d'Henri VII, les plaintes à propos de la conversion des terres arables en pacages qui n'exigent que la surveillance de quelques bergers devinrent de plus en plus nombreuses, et des fermes amodiées à vie, à long terme ou à l'année, dont vivaient en grande partie des *yeomen*, furent annexées aux terres domaniales. Il en résulta un déclin de la population, suivi de la décadence de beaucoup de villes, d'églises, d'une diminution des dîmes, etc... Les remèdes apportés à cette funeste situation témoignent d'une sagesse admirable de la part du roi et du Parlement... ils prirent des mesures contre cette usurpation dépeuplatrice des terrains communaux (*depopulating inclosures*) et contre l'extension des pâturages dépeuplateurs (*depopulating pastures*) qui la suivait de près. »

Une loi d'Henri VII, 1489, c. 19, interdit la démolition de toute maison

de paysan avec attenance d'au moins vingt acres de terre. Cette interdiction est renouvelée dans une loi de la vingt-cinquième année du règne d'Henri VIII, où il est dit entre autres que beaucoup de fermes et de grands troupeaux de bétail, surtout de moutons, s'accumulent en peu de mains, d'où il résulte que les rentes du sol s'accroissent, mais que le labourage (*tillage*) déchoit, que des maisons et des églises sont démolies et d'énormes masses de peuple se trouvent dans l'impossibilité de subvenir à leur entretien et à celui de leurs familles. La loi ordonne par conséquent la reconstruction des maisons de ferme démolies, fixe la proportion entre les terres à blé et les pâturages, etc. Une loi de 1533 constate que certains propriétaires possèdent 24 000 moutons, et leur impose pour limite le chiffre de 2 000, etc^[1039].

Les plaintes du peuple, de même que les lois promulguées depuis Henri VII, pendant cent cinquante ans, contre l'expropriation des paysans et des petits fermiers restèrent également sans effet. Dans ses *Essays, civil and moral*, sect. 20, Bacon trahit à son insu le secret de leur inefficacité. « La loi d'Henri VII, dit-il, fut profonde et admirable, en ce sens qu'elle créa des établissements agricoles et des maisons rurales d'une grandeur normale déterminée, c'est-à-dire qu'elle assura aux cultivateurs une portion de terre suffisante pour les mettre à même d'élever des sujets jouissant d'une honnête aisance et de condition non servile, et pour maintenir la charrue entre les mains des propriétaires et non de mercenaires (*to keep the plough in the hands of the owners and not mere hirelings*^[1040]). Ce qu'il fallait à l'ordre de production capitaliste, c'était au contraire la condition servile des masses, leur transformation en mercenaires et la conversion de leurs moyens de travail en capital.

Dans cette époque de transition, la législation, chercha aussi à maintenir les quatre acres de terre auprès du cottage du salarié agricole, et lui interdit de prendre des sous-locataires. En 1627, sous Jacques I^{er}, Roger Crocker de Frontmill est condamné pour avoir bâti un cottage sur le domaine seigneurial de ce nom sans y avoir annexé quatre acres de terre à perpétuité ; en 1638, sous Charles I^{er}, on nomme une commission royale pour faire exécuter les anciennes lois, notamment celles sur les quatre acres. Cromwell aussi, interdit de bâtir près de Londres, à quatre milles à la ronde, aucune maison qui ne fût dotée d'un champ de quatre acres au moins. Enfin, dans la première moitié du dix-huitième siècle, on se plaint encore dès qu'il n'y a pas un ou deux acres de terre adjoints au cottage de l'ouvrier agricole. Aujourd'hui ce dernier se trouve fort heureux quand il a un petit jardin ou qu'il trouve à louer, à une distance considérable, un champ de quelques mètres carrés. « Landlords et fermiers, dit le Dr

Hunter, se prêtent main-forte. Quelques acres ajoutés à son cottage rendraient le travailleur trop indépendant.^[1041] »

La Réforme, et la spoliation des biens d'église qui en fut la suite, vint donner une nouvelle et terrible impulsion à l'expropriation violente du peuple au seizième siècle. L'Église catholique était à cette époque propriétaire féodale de la plus grande partie du sol anglais. La suppression des cloîtres, etc., en jeta les habitants dans le prolétariat. Les biens mêmes du clergé tombèrent entre les griffes des favoris royaux ou furent vendus à vil prix à des citadins, à des fermiers spéculateurs, qui commencèrent par chasser en masse les vieux tenanciers héréditaires. Le droit de propriété des pauvres gens sur une partie des dîmes ecclésiastiques fut tacitement confisqué^[1042] « *Pauper ubique jacet* » s'écriait la reine Élisabeth après avoir fait le tour de l'Angleterre. Dans la quarante-troisième année de son règne, on se voit enfin forcé de reconnaître le paupérisme comme institution nationale et d'établir la taxe des pauvres. Les auteurs de cette loi eurent honte d'en déclarer les motifs, et la publièrent sans aucun préambule, contre l'usage traditionnel^[1043]. Sous Charles I^{er}, le Parlement la déclara perpétuelle, et elle ne fut modifiée qu'en 1834. Alors, de ce qui leur avait été originellement accordé comme indemnité de l'expropriation subie, on fit aux pauvres un châtiment.

Le protestantisme est essentiellement une religion bourgeoise. Pour en faire ressortir l'« esprit » un seul exemple suffira. C'était encore au temps d'Élisabeth : quelques propriétaires fonciers et quelques riches fermiers de l'Angleterre méridionale se réunirent en conciliabule pour approfondir la loi sur les pauvres récemment promulguée. Puis ils résumèrent le résultat de leurs études communes dans un écrit, contenant dix questions raisonnées, qu'ils soumirent ensuite à l'avis d'un célèbre jurisconsulte d'alors, le sergent Snigge, élevé au rang de juge sous le règne de Jacques I^{er}. En voici un extrait :

« *Neuvième question* : Quelques-uns des riches fermiers de la paroisse ont projeté un plan fort sage au moyen duquel on peut éviter toute espèce de trouble dans l'exécution de la loi. Ils proposent de faire bâtir dans la paroisse une prison. Tout pauvre qui ne voudra pas s'y laisser enfermer se verra refuser l'assistance. On fera ensuite savoir dans les environs que, si quelque individu désire louer les pauvres de cette paroisse, il aura à remettre, à un terme fixé d'avance, des propositions cachetées indiquant le plus bas prix auquel il voudra nous en débarrasser. Les auteurs de ce plan supposent qu'il y a dans les comtés voisins des gens qui n'ont aucune envie de travailler, et qui sont sans fortune ou sans crédit pour se procurer soit ferme, soit vaisseau, afin de pouvoir vivre sans travail (*so as to live*

without labour). Ces gens-là seraient tout disposés à faire à la paroisse des propositions très avantageuses. Si çà et là des pauvres venaient à mourir sous la garde du contractant, la faute en retomberait sur lui, la paroisse ayant rempli à l'égard de ces pauvres tous ses devoirs. Nous craignons pourtant que la loi dont il s'agit ne permette pas des mesures de prudence (*prudential measures*) de ce genre. Mais il vous faut savoir que le reste des *freeholders* (francs tenanciers) de ce comté et des comtés voisins se joindra à nous pour engager leurs représentants à la Chambre des Communes à proposer une loi qui permette d'emprisonner les pauvres et de les contraindre au travail, afin que tout individu qui se refuse à l'emprisonnement perde son droit à l'assistance. Ceci, nous l'espérons, va empêcher les misérables d'*avoir besoin* d'être assistés (*will prevent persons in distress from wanting relief*)^[1044]. »

Cependant ces conséquences immédiates de la Réforme n'en furent pas les plus importantes. La propriété ecclésiastique faisait à l'ordre traditionnel de la propriété foncière comme un boulevard sacré. La première emportée d'assaut, la seconde n'était plus tenable^[1045].

Dans les dernières années du dix-septième siècle, la *Yeomanry*, classe de paysans indépendants, la « *Proud Peasantry* » de Shakespeare, dépassait encore en nombre l'état des fermiers. C'est elle qui avait constitué la force principale de la République anglaise. Ses rancœurs et ses habitudes formaient, de l'aveu même de Macaulay, le contraste le plus frappant avec celles des hobereaux contemporains, Nemrods grotesques, grossiers, ivrognes, et de leurs valets, les curés de village, épouseurs empressés des « servantes favorites » de la gentilhommerie campagnarde. Vers 1750 la *yeomanry* avait disparu^[1046].

Laissant de côté les influences purement économiques qui préparaient l'expropriation des cultivateurs, nous ne nous occupons ici que des leviers appliqués pour en précipiter violemment la marche.

Sous la restauration des Stuart, les propriétaires fonciers vinrent à bout de commettre légalement une usurpation, accomplie ensuite sur le continent sans le moindre détour parlementaire. Ils abolirent la constitution féodale du sol, c'est-à-dire qu'ils le déchargèrent des servitudes qui le grevaient, en dédommageant l'État par des impôts à lever sur les paysans et le reste du peuple, revendiquèrent à titre de propriété privée, dans le sens moderne, des biens possédés en vertu des titres féodaux, et couronnèrent l'œuvre en octroyant aux travailleurs ruraux ces lois sur le domicile légal (*laws of settlement*) qui faisaient d'eux une appartenance de la paroisse, tout comme le fameux édit du Tartare, Boris Godounov, avait fait des paysans russes une appartenance de la glèbe.

La glorieuse révolution (*glorious revolution*) amena au pouvoir avec Guillaume III, prince d'Orange^[1047], faiseurs d'argent, nobles terriens et capitalistes roturiers. Ils inaugurèrent l'ère nouvelle par un gaspillage vraiment colossal du trésor public. Les domaines de l'État que l'on n'avait pillés jusque-là qu'avec modestie, dans des limites conformes aux bienséances, furent alors extorqués de vive force au roi parvenu comme pots-de-vin dus à ses anciens complices, ou vendus à des prix dérisoires, ou enfin, sans formalité aucune, simplement annexés à des propriétés privées^[1048]. Tout cela à découvert, bruyamment, effrontément, au mépris même des semblants de légalité. Cette appropriation frauduleuse du domaine public et le pillage des biens ecclésiastiques, voilà si l'on excepte ceux que la révolution républicaine jeta dans la circulation, la base sur laquelle repose la puissance domaniale de l'oligarchie anglaise actuelle^[1049]. Les bourgeois capitalistes favorisèrent l'opération dans le but de faire de la terre un article de commerce, d'augmenter leur approvisionnement de prolétaires campagnards, d'étendre le champ de la grande agriculture, etc. Du reste, la nouvelle aristocratie foncière était l'alliée naturelle de la nouvelle bureaucratie, de la haute finance fraîche éclosée et des gros manufacturiers, alors fauteurs du système protectionniste. La bourgeoisie anglaise agissait conformément à ses intérêts, tout comme le fit la bourgeoisie suédoise en se ralliant au contraire aux paysans, afin d'aider les rois à ressaisir par des mesures terroristes les terres de la couronne escamotées par l'aristocratie.

La propriété communale, tout à fait distincte de la propriété publique dont nous venons de parler, était une vieille institution germanique restée en vigueur au milieu de la société féodale. On a vu que les empiètements violents sur les communes, presque toujours suivis de la conversion des terres arables en pâturages, commencèrent au dernier tiers du quinzième siècle et se prolongèrent au delà du seizième. Mais ces actes de rapine ne constituaient alors que des attentats individuels combattus, vainement, il est vrai, pendant cent cinquante ans par la législature. Mais au dix-huitième siècle, — voyez le progrès ! — la loi même devint l'instrument de spoliation, ce qui d'ailleurs n'empêcha pas les grands fermiers d'avoir aussi recours à de petites pratiques particulières et, pour ainsi dire extra-légales^[1050].

La forme parlementaire du vol commis sur les communes est celle de « lois sur la clôture des terres communales » (*Bills for inclosures of commons*). Ce sont en réalité des décrets au moyen desquels les propriétaires fonciers se font eux-mêmes cadeau des biens communaux, des décrets d'expropriation du peuple. Dans un plaidoyer d'avocat retors,

sir F. M. Eden cherche à présenter la propriété communale comme propriété privée, bien qu'indivise encore, les landlords modernes ayant pris la place de leurs prédécesseurs, les seigneurs féodaux, mais il se réfute lui-même en demandant que le Parlement vote un statut général sanctionnant une fois pour toutes l'enclos des communaux. Et, non content d'avoir ainsi avoué qu'il faudrait un coup d'État parlementaire pour légaliser le transfert des biens communaux aux landlords, il consomme sa déroute en insistant, par acquit de conscience, sur l'indemnité due aux pauvres cultivateurs^[1051]. S'il n'y avait pas d'expropriés, il n'y avait évidemment personne à indemniser.

En même temps que la classe indépendante des yeomen était supplantée par celle des *tenants at will*, des petits fermiers dont le bail peut être résilié chaque année, race timide, servile, à la merci du bon plaisir seigneurial, — le vol systématique des terres communales, joint au pillage des domaines de l'État, contribuait à enfler les grandes fermes appelées au dix-huitième siècle « fermes à capital^[1052] » ou « fermes de marchands^[1053] », et à transformer la population des campagnes en prolétariat « disponible » pour l'industrie.

Cependant, le dix-huitième siècle ne comprit pas aussi bien que le dix-neuvième l'identité de ces deux termes : richesse de la nation, pauvreté du peuple. De là la polémique virulente sur l'enclos des communes que l'on rencontre dans la littérature économique de cette époque. Des matériaux immenses qu'elle nous a laissés sur ce sujet, il suffit d'extraire quelques passages qui feront fortement ressortir la situation d'alors

Dans un grand nombre de paroisses du Hertfordshire, écrit une plume indignée, vingt-quatre fermes renfermant chacune en moyenne de 50 à 150 acres ont été réunies en trois^[1054]. « Dans le Northamptonshire et le Lincolnshire il a été procédé en grand à la clôture des terrains communaux ; et la plupart des nouvelles seigneuries issues de cette opération ont été converties en pâturages, si bien que là où on labourait 1500 acres de terre, on n'en laboure plus que 50... Des ruines de maisons, de granges, d'étables, etc., voilà les seules traces laissées par les anciens habitants. En maint endroit, les centaines de demeures et de familles... ont été réduites à huit ou dix... Dans la plupart des paroisses où les clôtures ne datent que des quinze ou vingt dernières années, il n'y a qu'un petit nombre de propriétaires, comparé à celui qui cultivait le sol alors que les champs étaient ouverts. Il n'est pas rare de voir quatre ou cinq riches éleveurs de bétail usurper des domaines, naguère enclos, qui se trouvaient auparavant entre les mains de vingt ou trente fermiers et d'un grand nombre de petits propriétaires et de manants. Tous ces derniers et leurs

familles sont expulsés de leurs possessions avec nombre d'autres familles qu'ils occupaient et entretenaient^[1055]. » Ce n'est pas seulement les terres en friche, mais souvent même celles qu'on avait cultivées, soit en commun, soit en payant une certaine redevance à la commune, que les propriétaires limitrophes s'annexèrent sous prétexte d'*enclosure*. « Je parle ici de la clôture de terrains et de champs déjà cultivés. Les écrivains mêmes qui soutiennent les clôtures conviennent que, dans ce cas, elles réduisent la culture, font hausser le prix des subsistances et amènent la dépopulation... Et, lors même qu'il ne s'agit que de terres incultes, l'opération telle qu'elle se pratique aujourd'hui enlève au pauvre une partie de ses moyens de subsistance et active le développement de fermes qui sont déjà trop grandes^[1056]. » « Quand le sol, dit le Dr Price, tombe dans les mains d'un petit nombre de grands fermiers, les petits fermiers [qu'il a, en un autre endroit, désignés comme autant de *petits propriétaires et tenanciers vivant eux et leurs familles du produit de la terre qu'ils cultivent, des moutons, de la volaille, des porcs, etc. qu'ils envoient paître sur les communaux*] — les petits fermiers seront transformés en autant de gens forcés de gagner leur subsistance en travaillant pour autrui et d'aller acheter au marché ce qui leur est nécessaire. Il se fera plus de travail peut-être, parce qu'il y aura plus de contrainte... Les villes et les manufactures grandiront, parce que l'on y chassera plus de gens en quête d'occupation. C'est en ce sens que la concentration des fermes opère spontanément et qu'elle a opéré depuis nombre d'années dans ce royaume^[1057]. En somme, et c'est ainsi qu'il résume l'effet général des enclos, la situation des classes inférieures du peuple a empiré sous tous les rapports : les petits propriétaires et fermiers ont été réduits à l'état de journaliers et de mercenaires, et en même temps il est devenu plus difficile de gagner sa vie dans cette condition^[1058]. » Par le fait, l'usurpation des communaux et la révolution agricole dont elle fut suivie se firent sentir si durement chez les travailleurs des campagnes que, d'après Eden lui-même, de 1765 à 1780, leur salaire commença à tomber au-dessous du minimum et dut être complété au moyen de secours officiels. « Leur salaire ne suffisait plus, dit-il, aux premiers besoins de la vie. »

Écoutons encore un instant un apologiste des inclosures, adversaire du docteur Price : « On aurait absolument tort de conclure que le pays se dépeuple parce qu'on ne voit plus dans les campagnes tant de gens perdre leur temps et leur peine. S'il y en a moins dans les champs, il y en a davantage dans les villes... Si, après la conversion des petits paysans en journaliers obligés de travailler pour autrui, il se fait plus de travail, n'est-ce pas là un avantage que la nation [dont les susdits « convertis »

naturellement ne font pas partie] ne peut que désirer ? Le produit sera plus considérable, si l'on emploie dans une seule ferme leur travail combiné : il se formera ainsi un excédent de produit pour les manufactures, et celles-ci, vraies mines d'or de notre pays, s'accroîtront proportionnellement à la quantité de grains fournie^[1059].

Quant à la sérénité d'esprit, au stoïcisme imperturbable, avec lesquels l'économiste envisage la profanation la plus éhontée du « droit sacré de la propriété », et les attentats les plus scandaleux contre les personnes, dès qu'ils aident à établir le mode de production capitaliste, on en peut juger par l'exemple de Sir F. M. Eden, tory et philanthrope. Les actes de rapine, les atrocités, les souffrances qui ; depuis le dernier tiers du quinzième siècle jusqu'à la fin du dix-huitième, forment le cortège de l'expropriation violente des cultivateurs, le conduisent tout simplement à cette conclusion réconfortante : « Il fallait établir une juste proportion (*due proportion*) entre les terres de labour et les terres de pacage. Pendant tout le quatorzième siècle et la grande partie du quinzième, il y avait encore deux, trois et même quatre acres de terre arable contre un acre de pacage. Vers le milieu du seizième siècle, cette proportion vint à changer : il y eut d'abord trois acres de pacage sur deux de sol cultivé, puis deux de celui-là sur un seul de celui-ci, jusqu'à ce qu'on arrivât enfin à la juste proportion de trois acres de terres de pacage sur un seul acre arable. »

Au dix-neuvième siècle, on a perdu jusqu'au souvenir du lien intime qui rattachait le cultivateur au sol communal : le peuple des campagnes a-t-il, par exemple, jamais obtenu un liard d'indemnité pour les 3 511 770 acres qu'on lui a arrachés de 1801 à 1831 et que les landlords se sont donnés les uns aux autres par des bills de clôture ?

Le dernier procédé d'une portée historique qu'on emploie pour exproprier les cultivateurs s'appelle *clearing of estates*, littéralement : « éclaircissement de biens-fonds. » En français on dit « éclaircir une forêt », mais « éclaircir des biens-fonds », dans le sens anglais, ne signifie pas une opération technique d'agronomie ; c'est l'ensemble des actes de violence au moyen desquels on se débarrasse et des cultivateurs et de leurs demeures, quand elles se trouvent sur des biens-fonds destinés à passer au régime de la grande culture ou à l'état de pâturage. C'est bien à cela que toutes les méthodes d'expropriation considérées jusqu'ici ont abouti en dernier lieu, et maintenant en Angleterre, là où il n'y a plus de paysans à supprimer, on fait raser, comme nous l'avons vu plus haut, jusqu'aux cottages des salariés agricoles dont la présence déparerait le sol qu'ils cultivent. Mais le « *clearing of estates* », que nous allons aborder, a pour théâtre propre la contrée de prédilection des romanciers modernes, les

Highlands d'Écosse.

Là l'opération se distingue par son caractère systématique, par la grandeur de l'échelle sur laquelle elle s'exécute — en Irlande souvent un landlord fit raser plusieurs villages d'un seul coup ; mais dans la haute Écosse, il s'agit de superficies aussi étendues que, plus d'une principauté allemande — et par la forme particulière de la propriété escamotée.

Le peuple des Highlands se composait de clans dont chacun possédait en propre le sol sur lequel il s'était établi. Le représentant du clan, son chef ou « grand homme », n'était que le propriétaire titulaire de ce sol, de même que la reine d'Angleterre est propriétaire titulaire du sol national. Lorsque le gouvernement anglais parvint à supprimer définitivement les guerres intestines de ces grands hommes et leurs incursions continuelles dans les plaines limitrophes de la basse Écosse, ils n'abandonnèrent point leur ancien métier de brigand ; ils n'en changèrent que la forme. De leur propre autorité ils convertirent leur droit de propriété titulaire en droit de propriété privée, et, ayant trouvé que les gens du clan dont ils n'avaient plus à répandre le sang faisaient obstacle à leurs projets d'enrichissement, ils résolurent de les chasser de vive force. « Un roi d'Angleterre eût pu tout aussi bien prétendre avoir le droit de chasser ses sujets dans la mer », dit le professeur Newman^[1060].

On peut suivre les premières phases de cette révolution, qui commence après la dernière levée de boucliers du prétendant, dans les ouvrages de James Anderson^[1061] et de James Stuart. Celui-ci nous informe qu'à son époque, au dernier tiers du dix-huitième siècle, la haute Écosse présentait encore en raccourci un tableau de l'Europe d'il y a quatre cents ans. « La rente [il appelle ainsi à tort le tribut payé au chef de clan] de ces terres est très petite par rapport à leur étendue, mais, si vous la considérez relativement au nombre des bouches que nourrit la ferme, vous trouverez qu'une terre dans les montagnes d'Écosse nourrit peut-être deux fois plus de monde qu'une terre de même valeur dans une province fertile. Il en est de certaines terres comme de certains couvents de moines mendiants : plus il y a de bouches à nourrir, mieux ils vivent^[1062]. »

Lorsque l'on commença, au dernier tiers du dix-huitième siècle, à chasser les Gaëls, on leur interdit en même temps l'émigration à l'étranger, afin de les forcer ainsi à affluer à Glasgow et autres villes manufacturières^[1063].

Dans ses Observations sur la « Richesse des nations » d'Adam Smith, publiées en 1814, David Buchanan nous donne une idée des progrès faits par le « clearing of estates. » Dans les Highlands, dit-il, le propriétaire foncier, sans égards pour les tenanciers héréditaires (il applique

erronément ce mot aux gens du clan qui en possédaient conjointement le sol), offre la terre au plus fort enchérisseur, lequel, s'il est améliorateur (improver), n'a rien de plus pressé que d'introduire un système nouveau. Le sol, parsemé antérieurement de petits paysans, était très peuplé par rapport à son rendement. Le nouveau système de culture perfectionnée et de rentes grossissantes fait obtenir le plus grand produit net avec le moins de frais possible, et dans ce but en se débarrasse des colons devenus désormais inutiles... Rejetés ainsi du sol natal, ceux-ci vont chercher leur subsistance dans les villes manufacturières, etc^[1064]. »

George Ensor dit dans un livre publié en 1818 : « Les grands d'Écosse ont exproprié des familles comme ils feraient sarcler de mauvaises herbes ; ils ont traité des villages et leurs habitants comme les Indiens ivres de vengeance traitent les bêtes féroces et leurs tanières. Un homme est vendu pour une toison de brebis, pour un gigot de mouton et pour moins encore... Lors de l'invasion de la Chine septentrionale, le grand conseil des Mongols discuta s'il ne fallait pas extirper du pays tous les habitants et le convertir en un vaste pâturage. Nombre de landlords écossais ont mis ce dessein à exécution dans leur propre pays, contre leurs propres compatriotes^[1065]. »

Mais à tout seigneur tout honneur. L'initiative la plus mongolique revient à la duchesse de Sutherland. Cette femme, dressée de bonne main, avait à peine pris les rênes de l'administration qu'elle résolut d'avoir recours aux grands moyens et de convertir en pâturage tout le comté, dont la population, grâce à des expériences analogues, mais faites sur une plus petite échelle, se trouvait déjà réduite au chiffre de quinze mille. De 1814 à 1820, ces quinze mille individus, formant environ trois mille familles, furent systématiquement expulsés. Leurs villages furent détruits et brûlés, leurs champs convertis en pâturages. Des soldats anglais, commandés pour prêter main-forte, en vinrent aux prises avec les indigènes. Une vieille femme qui refusait d'abandonner sa hutte périt dans les flammes. C'est ainsi que la noble dame accapara 794 000 acres de terres qui appartenaient au clan de temps immémorial.

Une partie des dépossédés fut absolument chassée ; à l'autre on assigna environ 6000 acres sur le bord de la mer, terres jusque-là incultes et n'ayant jamais rapporté un denier. Madame la duchesse poussa la grandeur d'âme jusqu'à les affermer, à une rente moyenne de 2 sh. 6 d. par acre, aux membres du clan qui avait depuis des siècles versé son sang au service des Sutherland. Le terrain ainsi conquis, elle le partagea en vingt-neuf grosses fermes à moutons, établissant sur chacune une seule famille composée presque toujours de valets de ferme anglais. En 1825, les quinze mille

proscrits avaient déjà fait place à 131 000 moutons. Ceux qu'on avait jetés sur le rivage de la mer s'adonnèrent à la pêche et devinrent, d'après l'expression d'un écrivain anglais, de vrais amphibiens, vivant à demi sur terre, à demi sur eau, mais avec tout cela, ne vivant qu'à moitié^[1066].

Mais il était écrit que les braves Gaëls auraient à expier plus sévèrement encore leur idolâtrie romantique et montagnarde pour les « grands hommes de clan. » L'odeur de leur poisson vint chatouiller les narines de ces grands hommes, qui y flairèrent des profits à réaliser et ne tardèrent pas à affermer le rivage aux gros mareyeurs de Londres. Les Gaëls furent une seconde fois chassés^[1067].

Enfin une dernière métamorphose s'accomplit. Une portion des terres converties en pâturages va être reconvertie en réserves de chasse.

On sait que l'Angleterre n'a plus de forêts sérieuses. Le gibier élevé dans les parcs des grands n'est qu'une sorte-de bétail domestique et constitutionnel, gras comme les aldermen de Londres. L'Écosse est donc forcément le dernier asile de la noble passion de la chasse.

« Dans les Highlands », dit Robert Somers, en 1848, « on a beaucoup étendu les forêts réservées aux fauves (*deer forests*)^[1068]. Ici, du côté de Gaick, vous avez la nouvelle forêt de Glenfeshie, et là, de l'autre côté, la nouvelle forêt d'Ardverikie. Sur la même ligne, vous rencontrez le Black-Mount, immense désert de création nouvelle. De l'Est à l'Ouest, depuis les environs d'Aberdeen jusqu'aux rochers d'Oban, il y a maintenant une longue file de forêts, tandis que dans d'autres parties des Highlands se trouvent les forêts nouvelles de Loch Archaig, de Glengarry, de Glenmoriston, etc. La conversion de leurs champs en pâturages... a chassé les Gaëls vers des terres moins fertiles ; maintenant que le gibier fauve commence à remplacer le mouton, leur misère devient plus écrasante... Ce genre de forêts improvisées et le peuple ne peuvent point exister côte à côte ; il faut que l'un des deux cède la place à l'autre. Qu'on laisse croître le chiffre et l'étendue des réserves de chasse dans le prochain quart de siècle comme cela s'est fait dans le dernier, et l'on ne trouvera plus un seul Gaël sur sa terre natale. D'un côté cette dévastation artificielle des Highlands est une affaire de mode qui flatte l'orgueil aristocratique des landlords et leur passion pour la chasse, mais de l'autre, ils se livrent au commerce du gibier dans un but exclusivement mercantile. Il n'y a pas de doute que souvent un espace de pays montagneux rapporte bien moins comme pacage que comme réserve de chasse... L'amateur à la recherche d'une chasse ne met, en général, d'autre limite à ses offres que la longueur de sa bourse^[1069]... Les Highlands ont subi des souffrances tout aussi cruelles que celles dont la politique des rois normands a frappé

l'Angleterre. Les bêtes fauves ont eu le champ de plus en plus libre, tandis que les hommes ont été refoulés dans un cercle de plus en plus étroit... Le peuple s'est vu ravir toutes ses libertés l'une après l'autre... Aux yeux des landlords, c'est un principe fixe, une nécessité agronomique que de purger le sol de ses indigènes, comme l'on extirpe arbres et broussailles dans les contrées sauvages de l'Amérique ou de l'Australie, et l'opération va son train tout tranquillement et régulièrement^[1070]. »

Le livre de M. Robert Somers, dont nous venons de citer quelques extraits, parut d'abord dans les colonnes du *Times* sous forme de lettres sur la famine que les Gaëls, succombant devant la concurrence du gibier, eurent à subir en 1847. De savants économistes anglais en tirèrent la sage conclusion qu'il y avait trop de Gaëls, ce qui faisait qu'ils ne pouvaient qu'exercer une « pression » à malsaine sur leurs moyens de subsistance.

Vingt ans après, cet état de choses avait bien empiré, comme le constate entre autres le professeur Leone Levi dans un discours, prononcé en avril 1866, devant la Société des Arts. « Dépeupler le pays, dit-il, et convertir les terres arables en pacages, c'était en premier lieu le moyen le plus commode d'avoir des revenus sans avoir de frais... Bientôt la substitution des *deer forests* aux pacages devint un événement ordinaire dans les Highlands. Le daim en chassa le mouton comme le mouton en avait jadis chassé l'homme... En partant des domaines du comte de Dalhousie dans le Foriarsshire, on peut monter jusqu'à ceux de John O'Groats sans jamais quitter les prétendues forêts. Le renard, le chat sauvage, la martre, le putois, la fouine, la belette et le lièvre des Alpes s'y sont naturalisée il y a longtemps ; le lapin ordinaire, l'écureuil et le rat en ont récemment trouvé le chemin. D'énormes districts, qui figuraient dans la statistique de l'Écosse comme des prairies d'une fertilité et d'une étendue exceptionnelles, sont maintenant rigoureusement exclus de toute sorte de culture et d'amélioration et consacrés aux plaisirs d'une poignée de chasseurs, et cela ne dure que quelques mois de l'année. »

Vers la fin de mai 1866, une feuille écossaise rappelait le fait suivant dans ses nouvelles du jour : « Une des meilleures fermes à moutons du Sutherlandshire, pour laquelle, à l'expiration du bail courant, on avait tout récemment offert une rente de douze cent mille l. st., va être convertie en deer forest. L'*Economist* de Londres, du 2 juin 1866, écrit à cette occasion :

« Les instincts féodaux se donnent libre carrière aujourd'hui comme au temps où le conquérant normand détruisait trente-six villages pour créer la Forêt Nouvelle (*New Forest*)... Deux millions d'acres comprenant les terres les plus fertiles de l'Écosse, sont tout à fait dévastés. Le fourrage

naturel de Glen Tilt passait pour un des plus succulents du comté de Perth ; la deer forest de Ben Aulden était la meilleure prairie naturelle dans le vaste district de Badenoch ; une partie de la forêt de Black-Mount était le meilleur pâturage d'Écosse pour les moutons à laine noire. Le sol ainsi sacrifié au plaisir de la chasse s'étend sur une superficie plus grande que le comté de Perth de beaucoup. La perte en sources de production que cette dévastation artificielle a causée au pays peut s'apprécier par le fait que le sol de la forêt de Ben Aulden, capable de nourrir quinze mille moutons, ne forme que le $\frac{1}{30}$ du territoire de chasse écossais. Tout ce terrain est devenu improductif... On l'aurait pu tout aussi bien engloutir au fond de la mer du Nord. Il faut que le bras de la loi intervienne pour donner le coup de grâce à ces solitudes, à ces déserts improvisés. » Toutefois, ce même *Economist* de Londres publie aussi des plaidoyers en faveur de cette fabrication de déserts. On y prouve, à l'aide de calculs rigoureux, que le revenu net des landlords s'en est accru et, partant, la richesse nationale des Highlands^[1071].

La spoliation des biens d'église, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'État, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive. Ils ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu.

CHAPITRE XXVIII

LÉGISLATION SANGUINAIRE CONTRE LES EXPROPRIÉS À PARTIR DE LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE — LOIS SUR LES SALAIRES

La création du prolétariat sans feu ni lieu — licenciés des grands seigneurs féodaux et cultivateurs victimes d'expropriations violentes et répétées — allait nécessairement plus vite que son absorption par les manufactures naissantes. D'autre part, ces hommes brusquement arrachés à leurs conditions de vie habituelles ne pouvaient se faire aussi subitement à la discipline du nouvel ordre social. Il en sortit donc une masse de mendiants, de voleurs, de vagabonds. De là, vers la fin du quinzième siècle et pendant tout le seizième, dans l'ouest de l'Europe, une législation

sanguinaire contre le vagabondage. Les pères de la classe ouvrière actuelle furent châtiés d'avoir été réduits à l'état de vagabonds et de pauvres. La législation les traita en criminels volontaires ; elle supposa qu'il dépendait de leur libre arbitre de continuer à travailler comme par le passé et comme s'il n'était survenu aucun changement dans leur condition.

En Angleterre, cette législation commence sous le règne de Henri VII.

Henri VIII, 1530 : Les mendiants âgés et incapables de travail obtiennent des licences pour demander la charité. Les vagabonds robustes sont condamnés au fouet et à l'emprisonnement. Attachés derrière une charrette, ils doivent subir la fustigation jusqu'à ce que le sang ruisselle de leur corps ; puis ils ont à s'engager par serment à retourner soit au lieu de leur naissance, soit à l'endroit qu'ils ont habité dans les trois dernières années, et à « se remettre au travail » (*to put themselves to labour*). Cruelle ironie ! Ce même statut fut encore trouvé trop doux dans la vingt-septième année du règne d'Henri VIII. Le Parlement aggrava les peines par des clauses additionnelles. En cas de première récidive, le vagabond doit être fouetté de nouveau et avoir la moitié de l'oreille coupée ; à la deuxième récidive, il devra être traité en félon et exécuté comme ennemi de l'État.

Dans son Utopie, le chancelier Thomas More dépeint vivement la situation des malheureux qu'atteignaient ces lois atroces. « Ainsi il arrive », dit-il, « qu'un glouton avide et insatiable, un vrai fléau pour son pays natal, peut s'emparer de milliers d'arpents de terre en les entourant de pieux ou de haies, ou en tourmentant leurs propriétaires par des injustices qui les contraignent à tout vendre. » De façon ou d'autre, de gré ou de force, « il faut qu'ils déguerpissent tous, pauvres gens, cœurs simples, hommes, femmes, époux, orphelins, veuves, mères avec leurs nourrissons et tout leur avoir ; peu de ressources, mais beaucoup de têtes, car l'agriculture a besoin de beaucoup de bras. Il faut, dis-je, qu'ils traînent leurs pas loin de leurs anciens foyers, sans trouver un lieu de repos. Dans d'autres circonstances, la vente de leur mobilier et de leurs ustensiles domestiques eût pu les aider, si peu qu'ils vaillent ; mais, jetés subitement dans le vide, ils sont forcés de les donner pour une bagatelle. Et, quand ils ont erré çà et là et mangé jusqu'au dernier liard, que peuvent-ils faire autre chose que de voler, et alors, mon Dieu ! d'être pendus avec toutes les formes légales, ou d'aller mendier ? Et alors encore on les jette en prison comme des vagabonds, parce qu'ils mènent une vie errante et ne travaillent pas, eux auxquels personne au monde ne veut donner du travail, si empressés qu'ils soient à s'offrir pour tout genre de besogne. » De ces malheureux fugitifs dont Thomas More, leur contemporain, dit qu'on les força à vagabonder et à voler, « soixante-douze mille furent exécutés sous

le règne de Henri VIII^[1072]. »

Edouard VI : Un statut de la première année de son règne (1547) ordonne que tout individu réfractaire au travail sera adjudgé pour esclave à la personne qui l'aura dénoncé comme truand. (Ainsi, pour avoir à son profit le travail d'un pauvre diable, on n'avait qu'à le dénoncer comme réfractaire au travail.)

Le maître doit nourrir cet esclave au pain et à l'eau, et lui donner de temps en temps quelque boisson faible et les restes de viande qu'il jugera convenable. Il a le droit de l'astreindre aux besognes les plus dégoûtantes à l'aide du fouet et de la chaîne. Si l'esclave s'absente une quinzaine de jours, il est condamné à l'esclavage à perpétuité et sera marqué au fer rouge de la lettre S sur la joue et le front ; s'il a fui pour la troisième fois, il sera exécuté comme félon. Le maître peut le vendre, le léguer par testament, le louer à autrui à l'instar de tout autre bien meuble ou du bétail. Si les esclaves machinent quelque chose contre les maîtres, ils doivent être punis de mort. Les juges de paix ayant reçu information sont tenus de suivre les mauvais garnements à la piste. Quand on attrape un de ces vanu-pieds, il faut le marquer au fer rouge du signe V sur la poitrine et le ramener à son lieu de naissance où, chargé de fers, il aura à travailler sur les places publiques. Si le vagabond a indiqué un faux lieu de naissance, il doit devenir, pour punition, l'esclave à vie de ce lieu, de ses habitants ou de sa corporation ; on le marquera d'une S. Le premier venu a le droit de s'emparer des enfants des vagabonds et de les retenir comme apprentis, les garçons jusqu'à vingt-quatre ans, les filles jusqu'à vingt. S'ils prennent la fuite, ils deviennent jusqu'à cet âge les esclaves des patrons, qui ont le droit de les mettre aux fers, de leur faire subir le fouet, etc., à volonté. Chaque maître peut passer un anneau de fer autour du cou, des bras ou des jambes de son esclave, afin de mieux le reconnaître et d'être plus sûr de lui^[1073]. La dernière partie de ce statut prévoit le cas où certains pauvres seraient occupés par des gens ou des localités (lui veuillent bien leur donner à boire et à manger et les mettre au travail. Ce genre d'esclaves de paroisse s'est conservé en Angleterre jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle sous le nom de roundsmen (hommes qui font les rondes).

Elisabeth, 1572 : Les mendiants sans permis et âgés de plus de quatorze ans devront être sévèrement fouettés et marqués au fer rouge à l'oreille gauche, *si personne ne veut les prendre en service pendant deux ans*. En cas de récidive, ceux âgés de plus de dix-huit ans doivent être exécutés *si personne ne veut les employer pendant deux années*. Mais, pris une troisième fois, ils doivent être mis à mort sans miséricorde comme félons. On trouve d'autres statuts semblables : 18 Elisabeth, 13 ch. et loi de 1597.

Sous le règne aussi maternel que virginal de « Queen Bess », on pendit les vagabonds par fournées, rangés en longues files. Il ne se passait pas d'année qu'il n'y en eût trois ou quatre cents d'accrochés à la potence dans un endroit ou dans l'autre, dit *Strype* dans ses *Annales* ; d'après lui, le Somersetshire seul en compta en une année quarante d'exécutés, trente-cinq de marqués au fer rouge, trente-sept de fouettés et cent quatre-vingt-trois — « vauriens incorrigibles » — de relâchés. Cependant, ajoute ce philanthrope, « ce grand nombre d'accusés ne comprend pas le cinquième des crimes commis, grâce à la nonchalance des juges de paix et à la sottise compassion du peuple... Dans les autres comtés de l'Angleterre, la situation n'était pas meilleure, et, dans plusieurs, elle était pire^[1074]. »

Jacques I^{er} : Tous les individus qui courent le pays et vont mendier sont déclarés vagabonds, gens sans aveu. Les juges de paix (tous, bien entendu, propriétaires fonciers, manufacturiers, pasteurs, etc., investis de la juridiction criminelle), à leurs sessions ordinaires, sont autorisés à les faire fouetter publiquement et à leur infliger six mois de prison à la première récidive, et deux ans à la seconde. Pendant toute la durée de l'emprisonnement, ils peuvent être fouettés aussi souvent et aussi fort que les juges de paix le trouveront à propos... Les coureurs de pays rétifs et dangereux doivent être marqués d'un R sur l'épaule gauche et, si on les reprend à mendier, exécutés sans miséricorde et privés de l'assistance du prêtre. Ces statuts ne furent abolis qu'en 1714.

En France, où vers la moitié du dix-septième siècle les *truands* avaient établi leur *royaume* et fait de Paris leur capitale, on trouve des lois semblables. Jusqu'au commencement du règne de Louis XVI (ordonnance du 13 juillet 1777), tout homme sain et bien constitué, âgé de seize à soixante ans et trouvé sans moyens d'existence et sans profession, devait être envoyé aux galères. Il en est de même du statut de Charles-Quint pour les Pays-Bas, du mois d'octobre 1537, du premier édit des états et des villes de Hollande, du 19 mars 1614, de celui des Provinces-Unies, du 25 juin 1649, etc.

C'est ainsi que la population des campagnes, violemment expropriée et réduite au vagabondage, a été rompue à la discipline qu'exige le système du salariat par des lois d'un terrorisme grotesque, par le fouet, la marque au fer rouge, la torture et l'esclavage.

Ce n'est pas assez que d'un côté se présentent les conditions matérielles du travail, sous forme de capital, et de l'autre des hommes qui n'ont rien à vendre, sauf leur puissance de travail. Il ne suffit pas non plus qu'on les contraigne par la force à se vendre volontairement. Dans le progrès de la production capitaliste, il se forme une classe de plus en plus nombreuse de

travailleurs, qui, grâce à l'éducation, la tradition, l'habitude, subissent les exigences du régime aussi spontanément que le changement des saisons. Dès que ce mode de production a acquis un certain développement, son mécanisme brise toute résistance ; la présence constante d'une surpopulation relative maintient la loi de l'offre et la demande du travail et, partant, le salaire dans des limites conformes aux besoins du capital, et la sourde pression des rapports économiques achève le despotisme du capitaliste sur le travailleur. Parfois on a bien encore recours à la contrainte, à l'emploi de la force brutale, mais ce n'est que par exception. Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être abandonné à l'action des « lois naturelles » de la société, c'est-à-dire à la dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production. Il en est autrement pendant la genèse historique de la production capitaliste. La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'État ; elle s'en sert pour « régler » le salaire, c'est-à-dire pour le déprimer au niveau convenable, pour prolonger la journée de travail et maintenir le travailleur lui-même au degré de dépendance voulu. C'est là un moment essentiel de l'accumulation primitive.

La classe salariée, qui surgit dans la dernière moitié du quatorzième siècle, ne formait alors, ainsi que dans le siècle suivant, qu'une très faible portion de la population. Sa position était fortement protégée, à la campagne, par les paysans indépendants, à la ville, par le régime corporatif des métiers ; à la campagne comme à la ville, maîtres et ouvriers étaient socialement rapprochés. Le mode de production technique ne possédant encore aucun caractère spécifiquement capitaliste, la subordination du travail au capital n'était que dans la forme. L'élément variable du capital l'emportait de beaucoup sur son élément constant. La demande de travail salarié grandissait donc rapidement avec chaque nouvelle accumulation du capital, tandis que l'offre de travailleurs ne suivait que lentement. Une grande partie du produit national, transformée plus tard en fonds d'accumulation capitaliste, entrait alors encore dans le fonds de consommation du travailleur.

La législation sur le travail salarié, marquée dès l'origine au coin de l'exploitation du travailleur et désormais toujours dirigée contre lui^[1075], fut inaugurée en Angleterre en 1349 par le *Statute of Labourers* d'Edouard III. Ce statut a pour pendant en France l'ordonnance de 1350, promulguée au nom du roi Jean. La législation anglaise et la législation française suivent une marche parallèle, et leur contenu est identique. Je n'ai pas à revenir sur ces statuts en tant qu'ils concernent la prolongation forcée de la journée de

travail, ce point ayant été traité précédemment (chap. X).

Le *Statute of Labourers* fut promulgué sur les instances pressantes de la Chambre des Communes, c'est-à-dire des acheteurs de travail. Autrefois, dit naïvement un tory, les pauvres demandaient un salaire si élevé, que c'était une menace pour l'industrie et la richesse. Aujourd'hui leur salaire est si bas qu'il menace également l'industrie et la richesse, et peut-être plus dangereusement que par le passé^[1076]. Un tarif légal des salaires fut établi pour la ville et la campagne, pour le travail à la tâche et le travail à la journée. Les ouvriers agricoles durent se louer à l'année, ceux des villes faire leurs conditions « sur le marché public ». Il fut interdit sous peine d'emprisonnement de payer au delà du salaire légalement fixé ; mais celui qui touche le salaire supérieur encourt une punition plus sévère que celui qui le donne. De plus, les sections 18 et 19 du statut d'apprentissage d'Elisabeth punissent de dix jours de prison le patron qui paye un trop fort salaire et de vingt et un jours l'ouvrier qui l'accepte. Non content de n'imposer aux patrons individuellement que des restrictions qui tournent à leur avantage collectif, on traite en cas de contravention le patron en compère et l'ouvrier en rebelle. Un statut de 1360 établit des peines encore plus dures et autorisa même le maître à extorquer du travail au tarif légal, à l'aide de la contrainte corporelle. Tous contrats, serments, etc., par lesquels les maçons et les charpentiers s'engageaient réciproquement furent déclarés nuls et non avenue. Les coalitions ouvrières furent mises au rang des plus grands crimes, et y restèrent depuis le quatorzième siècle jusqu'en 1824.

L'esprit du statut de 1349, et de ceux auxquels il servit de modèle, éclate surtout en ceci que l'on y fixe un maximum légal au-dessus duquel le salaire ne doit point monter, mais que l'on se garde bien de prescrire un minimum légal au-dessous duquel il ne devrait pas tomber.

Au seizième siècle, la situation des travailleurs s'était, on le sait, fort empirée. Le salaire nominal s'était élevé, mais point en proportion de la dépréciation de l'argent et de la hausse correspondante du prix des marchandises. En réalité il avait donc baissé. Toutefois les lois sanctionnées en vue de sa réduction n'en restèrent pas moins en vigueur, en même temps que l'on continuait à couper l'oreille et à marquer au fer rouge ceux que « personne ne voulait prendre à son service ». Par le statut d'apprentissage d'Élisabeth (5 Elis. 3), les juges de paix — et, il faut toujours y revenir, ce ne sont pas des juges dans le sens propre du mot, mais des landlords, des manufacturiers, des pasteurs et autres membres de la classe nantie, faisant fonction de juges — furent autorisés à fixer certains salaires et à les modifier suivant les saisons et le prix des

marchandises. Jacques I^{er} étendit cette réglementation du travail aux tisserands, aux fileurs et à une foule d'autres catégories de travailleurs^[1077]. George II étendit les lois contre les coalitions ouvrières à toutes les manufactures.

Pendant la période manufacturière proprement dite, le mode de production capitaliste avait assez grandi pour rendre la réglementation légale du salaire aussi impraticable que superflue ; mais on était bien aise d'avoir sous la main, pour des cas imprévus, le vieil arsenal d'oukases. Sous George II, le Parlement adopte un bill défendant aux compagnons tailleurs de Londres et des environs de recevoir aucun salaire quotidien supérieur à 2 sh. 7 1/2 d., sauf les cas de deuil général ; sous George III (13 Geo. III, c. 68), les juges de paix sont autorisés à régler le salaire des tisseurs en soie. En 1796, il faut même deux arrêts de cours supérieures pour décider si les ordonnances des juges de paix sur le salaire s'appliquent également aux travailleurs non agricoles ; en 1799, un acte du Parlement déclare encore que le salaire des mineurs d'Écosse devra être réglé d'après un statut du temps d'Élisabeth et deux actes écossais de 1661 et de 1671. Mais, sur ces entrefaites, les circonstances économiques avaient subi une révolution si radicale qu'il se produisit un fait inouï dans la Chambre des Communes. Dans cette enceinte où depuis plus de quatre cents ans on ne cessait de fabriquer des lois pour fixer au mouvement des salaires le maximum qu'il ne devait en aucun cas dépasser, Whitbread vint proposer, en 1796, d'établir un minimum légal pour les ouvriers agricoles. Tout en combattant la mesure, Pitt convint cependant que « les pauvres étaient dans une situation cruelle ». Enfin, en 1813, on abolit les lois sur la fixation des salaires ; elles n'étaient plus, en effet, qu'une anomalie ridicule, à une époque où le fabricant régissait de son autorité privée ses ouvriers par des édits qualifiés de règlements de fabrique, où le fermier complétait à l'aide de la taxe des pauvres le minimum de salaire nécessaire à l'entretien de ses hommes de peine. Les dispositions des statuts sur les contrats entre patrons et salariés, d'après lesquelles, en cas de rupture, l'action civile est seule recevable contre les premiers, tandis que l'action criminelle est admise contre les seconds, sont encore aujourd'hui en vigueur.

Les lois atroces contre les coalitions tombèrent en 1825 devant l'attitude menaçante du prolétariat ; cependant on n'en fit point table rase. Quelques beaux restes des statuts ne disparurent qu'en 1859. Enfin, par la loi du 29 juin 1871, on prétendit effacer les derniers vestiges de cette législation de classe en reconnaissant l'existence légale des trade-unions (sociétés ouvrières de résistance) mais par une loi supplémentaire de la même date

— « *An Act to amend the criminal Law relating to violence, threats and molestation* » — les lois contre la coalition se trouvèrent de fait rétablies sous une nouvelle forme. Les moyens auxquels en cas de, grève ou de lock-out (on appelle ainsi la grève des patrons qui se coalisent pour fermer tous à la fois leurs fabriques) les ouvriers peuvent recourir dans l'entraînement de la lutte, furent soustraits par cet escamotage parlementaire au droit commun, et tombèrent sous le coup d'une législation pénale d'exception, interprétée par les patrons en leur qualité de juges de paix. Deux ans auparavant, cette même Chambre des Communes et ce même M. Gladstone qui, par l'édit supplémentaire de 1871, ont inventé de nouveaux délits propres aux travailleurs, avaient honnêtement fait passer en seconde lecture un bill pour mettre fin, en matière criminelle, à toutes lois d'exception contre la classe ouvrière. Pendant deux ans, nos fins compères s'en tinrent à la seconde lecture ; on traîna l'affaire en longueur jusqu'à ce que « le grand parti libéral » eût trouvé dans une alliance avec les tories le courage de faire volte-face contre le prolétariat qui l'avait porté au pouvoir. Et, non content de cet acte de trahison, le grand parti libéral, toujours sous les auspices de son onctueux chef, permit aux juges anglais, toujours empressés à servir les classes régnautes, d'exhumer les lois surannées sur la conspiration pour les appliquer à des faits de coalition. Ce n'est, on le voit, qu'à contre-cœur et sous la pression menaçante des masses que le Parlement anglais renonce aux lois contre les coalitions et les Trades Unions, après avoir lui-même, avec un cynisme effronté, fait pendant cinq siècles l'office d'une Trade Union permanente des capitalistes contre les travailleurs.

Dès le début de la tourmente révolutionnaire, la bourgeoisie française osa dépouiller la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir. Par une loi organique du 14 juin 1791, tout concert entre les travailleurs pour la défense de leurs intérêts communs fut stigmatisé d'attentat « contre la liberté et la déclaration des droits de l'homme », punissable d'une amende de 500 livres, jointe à la privation pendant un an des droits de citoyen actif^[1078]. Ce décret qui, à l'aide du Code pénal et de la police, trace à la concurrence entre le capital et le travail des limites agréables aux capitalistes, a survécu aux révolutions et aux changements de dynasties. Le régime de la Terreur lui-même n'y a pas touché. Ce n'est que tout récemment qu'il a été effacé du Code pénal ; et encore avec quel luxe de ménagements ! Rien qui caractérise ce coup d'État bourgeois comme le prétexte allégué. Le rapporteur de la loi Chapelier, que Camille Desmoulins qualifie de « misérable ergoteur^[1079] », veut bien avouer que le salaire de la journée de travail devrait être un peu

plus considérable qu'il l'est à présent... car dans une nation libre, les salaires doivent être assez considérables pour que celui qui les reçoit soit *hors de cette dépendance absolue* que produit la privation des besoins de première nécessité, *et qui est presque celle de l'esclavage*. Néanmoins il est, d'après lui, « instant de prévenir le progrès de ce désordre », à savoir : « les coalitions que formeraient les ouvriers pour faire augmenter le prix de la journée de travail », et pour mitiger *cette dépendance absolue qui est presque celle de l'esclavage*. Il faut absolument le réprimer, et pourquoi ? Parce que les ouvriers portent ainsi atteinte à « la liberté *des entrepreneurs de travaux, les ci-devant maîtres* », et qu'en empiétant sur le despotisme de ces ci-devant maîtres de corporation — on ne l'aurait jamais deviné — ils « *cherchent à recréer les corporations anéanties* par la révolution^[1080]. »

CHAPITRE XXIX

LA GENÈSE DU FERMIER CAPITALISTE

Après avoir considéré la création violente d'un prolétariat sans feu ni lieu, la discipline sanguinaire qui le transforme en classe salariée, l'intervention honteuse de l'État, favorisant l'exploitation du travail, et, partant, l'accumulation du capital, du renfort de sa police, nous ne savons pas encore d'où viennent, originairement, les capitalistes. Car il est clair que l'expropriation de la population des campagnes n'engendre directement que de grands propriétaires fonciers.

Quant à la genèse du fermier capitaliste, nous pouvons pour ainsi dire la faire toucher du doigt, parce que c'est un mouvement qui se déroule lentement et embrasse des siècles. Les serfs, de même que les propriétaires libres, grands ou petits, occupaient leurs terres à des titres de tenure très divers : ils se trouvèrent donc, après leur émancipation, placés dans des circonstances économiques très différentes.

En Angleterre, le fermier apparaît d'abord sous la forme du *bailiff* (bailli), serf lui-même. Sa position ressemble à celle du *villicus* de l'ancienne Rome, mais dans une sphère d'action plus étroite. Pendant la seconde moitié du quatorzième siècle, il est remplacé par le fermier libre, que le propriétaire pourvoit de tout le capital requis, semences, bétail et instruments de labour. Sa condition diffère peu de celle des paysans, si ce n'est qu'il exploite plus de journaliers. Il devient bientôt métayer, colon

partiaire. Une partie du fonds de culture est alors avancée par lui, l'autre par le propriétaire ; tous deux se partagent le produit total suivant une proportion déterminée par contrat. Ce mode de fermage, qui s'est maintenu si longtemps en France, en Italie, etc., disparaît rapidement en Angleterre pour faire place au fermage proprement dit, où le fermier avance le capital, le fait valoir, en employant des salariés, et paie au propriétaire à titre de rente foncière une partie du produit net annuel, à livrer en nature ou en argent, suivant les stipulations du bail.

Tant que le paysan indépendant et le journalier cultivant en outre pour son propre compte s'enrichissent par leur travail personnel, la condition du fermier et son champ de production restent également médiocres. La révolution agricole des trente dernières années du quinzième siècle, prolongée jusqu'au dernier quart du seizième, l'enrichit aussi vite qu'elle appauvrit la population des campagnes^[1081]. L'usurpation des pâtures communales, etc., lui permet d'augmenter rapidement et presque sans frais son bétail, dont il tire dès lors de gros profits par la vente, par l'emploi comme bêtes de somme et enfin par une fumure plus abondante du sol.

Au seizième siècle il se produisit un fait considérable qui rapporta des moissons d'or aux fermiers, comme aux autres capitalistes entrepreneurs. Ce fut la dépréciation progressive des métaux précieux et, par conséquent, de la monnaie. Cela abaissa à la ville et à la campagne le taux des salaires, dont le mouvement ne suivit que de loin la hausse de toutes les autres marchandises. Une portion du salaire des ouvriers ruraux entra dès lors dans les profits de la ferme. L'enchérissement continu du blé, de la laine, de la viande, en un mot, de tous les produits agricoles, grossit le capital argent du fermier, sans qu'il y fût pour rien, tandis que la rente foncière qu'il avait à payer diminuait en raison de la dépréciation de l'argent survenue pendant la durée du bail. Et il faut bien remarquer qu'au seizième siècle, les baux de ferme étaient encore, en général, à long terme, souvent à quatre-vingt-dix-neuf ans. Le fermier s'enrichit donc à la fois aux dépens de ses salariés et aux dépens de ses propriétaires^[1082]. Dès lors rien d'étonnant que l'Angleterre possédât à la fin du seizième siècle une classe de fermiers capitalistes très riches pour l'époque^[1083].

CHAPITRE XXX

CONTRE-COUP DE LA RÉVOLUTION AGRICOLE SUR L'INDUSTRIE — ÉTABLISSEMENT DU MARCHÉ

INTÉRIEUR POUR LE CAPITAL INDUSTRIEL

L'expropriation et l'expulsion, par secousses toujours renouvelées, des cultivateurs fournit, comme on l'a vu, à l'industrie des villes des masses de prolétaires recrutés entièrement en dehors du milieu corporatif, circonstance heureuse qui fait croire au vieil Anderson (qu'il ne faut pas confondre avec James Anderson), dans son *Histoire du commerce*, à une intervention directe de la Providence. Il nous faut nous arrêter un instant encore à cet élément de l'accumulation primitive. La raréfaction de la population campagnarde composée de paysans indépendants, cultivant leurs propres champs, n'entraîna pas seulement la condensation du prolétariat industriel, de même que, suivant l'hypothèse de Geoffroy Saint-Hilaire, la raréfaction de la matière cosmique sur un point entraîne la condensation sur un autre^[1084]. Malgré le nombre décroissant de ses cultivateurs, le sol rapporta autant, et même plus de produits qu'auparavant, parce que la révolution dans les conditions de la propriété foncière était accompagnée du perfectionnement des méthodes de culture, de la coopération sur une plus grande échelle, de la concentration des moyens de production, etc. En outre, les salariés agricoles furent astreints à un labeur plus intense^[1085], tandis que le champ qu'ils exploitaient pour leur propre compte et à leur propre bénéfice se rétrécissait progressivement, le fermier s'appropriant ainsi de plus en plus tout leur temps de travail libre. C'est de cette manière que les moyens de subsistance d'une grande partie de la population rurale se trouvèrent disponibles en même temps qu'elle et qu'ils durent figurer à l'avenir comme élément matériel du capital variable. Désormais le paysan dépossédé dut en acheter la valeur, sous forme de salaire, de son nouveau maître, le capitaliste manufacturier. Et il en fut des matières premières de l'industrie provenant de l'agriculture comme des subsistances : elles se transformèrent en élément du capital constant.

Figurons-nous, par exemple, une partie des paysans westphaliens, qui du temps de Frédéric II, filaient tous le lin, brusquement expropriée du sol, et la partie restante convertie en journaliers de grandes fermes. En même temps s'établissent des filatures et des tissanderies de dimensions plus ou moins considérables, où les ci-devant paysans sont embauchés comme salariés.

Le lin ne paraît pas autre que jadis, pas une de ses fibres n'est changée, mais une nouvelle âme sociale s'est, pour ainsi dire, glissée dans son corps. Il fait désormais partie du capital constant du maître manufacturier. Réparti autrefois entre une multitude de petits producteurs qui le

cultivaient eux-mêmes et le filaient en famille par petites fractions, il est aujourd'hui concentré dans les mains d'un capitaliste pour qui d'autres filent et tissent. Le travail supplémentaire dépensé dans le filage se convertissait autrefois en un supplément de revenu pour d'innombrables familles de paysans, ou, si l'on veut, puisque nous sommes au temps de Frédéric, en impôts « pour le roi de Prusse. » Il se convertit maintenant en profit pour un petit nombre de capitalistes. Les rouets et les métiers, naguère dispersés sur la surface du pays, sont à présent rassemblés dans quelques grands ateliers-casernes, ainsi que les travailleurs et les matières premières. Et rouets, métiers et matières premières, ayant cessé de servir de moyens d'existence indépendante à ceux qui les manœuvrent, sont désormais métamorphosés en moyens de commander des fileurs et des tisserands et d'en pomper du travail gratuit^[1086].

Les grandes manufactures ne trahissent pas à première vue leur origine comme les grandes fermes. Ni la concentration des petits ateliers dont elles sont sorties, ni le grand nombre de petits producteurs indépendants qu'il a fallu exproprier pour les former ne laissent de traces apparentes.

Néanmoins l'intuition populaire ne s'y laisse point tromper. Du temps de Mirabeau, le lion révolutionnaire, les grandes manufactures portaient encore le nom de « manufactures réunies », comme on parle à présent de « terres réunies. » Mirabeau dit : « On ne fait attention qu'aux grandes manufactures, où des centaines d'hommes travaillent sous un directeur, et que l'on nomme communément *manufactures réunies*. Celles où un très grand nombre d'ouvriers travaillent chacun séparément, et chacun pour son propre compte, sont à peine considérées ; on les met à une distance infinie des autres. C'est une très grande erreur ; car ces dernières font seules un objet de prospérité nationale vraiment importante... La fabrique réunie enrichira prodigieusement un ou deux entrepreneurs, mais les ouvriers ne seront que des journaliers plus ou moins payés, et ne participeront en rien au bien de l'entreprise. Dans la fabrique séparée, au contraire, personne ne deviendra riche, mais beaucoup d'ouvriers seront à leur aise ; les économes et les industriels pourront amasser un petit capital, se ménager quelque ressource pour la naissance d'un enfant, pour une maladie, pour eux-mêmes, ou pour quelqu'un des leurs. Le nombre des ouvriers économes et industriels augmentera, parce qu'ils verront dans la bonne conduite, dans l'activité, un moyen d'améliorer essentiellement leur situation, et non d'obtenir un petit rehaussement de gages, qui ne peut jamais être un objet important pour l'avenir, et dont le seul produit est de mettre les hommes en état de vivre un peu mieux, mais seulement au jour le jour... Les manufactures réunies, les entreprises de

quelques particuliers qui soldent des ouvriers au jour la journée, pour travailler à leur compte, peuvent mettre ces particuliers à leur aise ; mais elles ne feront jamais un objet digne de l'attention des gouvernements^[1087]. » Ailleurs il désigne les manufactures séparées, pour la plupart combinées avec la petite culture, comme « les seules *libres*. » S'il affirme leur supériorité comme économie et productivité sur les « fabriques réunies » et ne voit dans celles-ci que des fruits de serre gouvernementale, cela s'explique par l'état où se trouvaient alors la plupart des manufactures continentales.

Les événements qui transforment les cultivateurs en salariés, et leurs moyens de subsistance et de travail en éléments matériels du capital, créent à celui-ci son marché intérieur. Jadis la même famille paysanne façonnait d'abord, puis consommait directement — du moins en grande partie — les vivres et les matières brutes, fruits de son travail. Devenus maintenant marchandises, ils sont vendus en gros par le fermier, auquel les manufactures fournissent le marché. D'autre part, les ouvrages tels que fils, toiles, laineries ordinaires, etc., — dont les matériaux communs se trouvaient à la portée de toute famille de paysans — jusque-là produits à la campagne, se convertissent dorénavant en articles de manufacture auxquels la campagne sert de débouché, tandis que la multitude de chalands dispersés, dont l'approvisionnement local se tirait en détail de nombreux petits producteurs travaillant tous à leur compte, se concentre dès lors et ne forme plus qu'un grand marché pour le capital industriel^[1088]. C'est ainsi que l'expropriation des paysans, leur transformation en salariés, amène l'anéantissement de l'industrie domestique des campagnes, le divorce de l'agriculture d'avec toute sorte de manufacture. Et, en effet, cet anéantissement de l'industrie domestique du paysan peut seul donner au marché intérieur d'un pays l'étendue et la constitution qu'exigent les besoins de la production capitaliste.

Pourtant la période manufacturière proprement dite ne parvient point à rendre cette révolution radicale. Nous avons vu qu'elle ne s'empare de l'industrie nationale que d'une manière fragmentaire, sporadique, ayant toujours pour base principale les métiers des villes et l'industrie domestique des campagnes. Si elle détruit celle-ci sous certaines formes, dans certaines branches particulières et sur certains points, elle la fait naître sur d'autres, car elle ne saurait s'en passer pour la première façon des matières brutes. Elle donne ainsi lieu à la formation d'une nouvelle classe de petits laboureurs pour lesquels la culture du sol devient l'accessoire, et le travail industriel, dont l'ouvrage se vend aux manufactures, soit directement, soit par l'intermédiaire du commerçant,

l'occupation principale. Il en fut ainsi, par exemple, de la culture du lin sur la fin du règne d'Elisabeth. C'est là une des circonstances qui déconcertent lorsqu'on étudie de près l'histoire de l'Angleterre. En effet, dès le dernier tiers du quinzième siècle, les plaintes contre l'extension croissante de l'agriculture capitaliste et la destruction progressive des paysans indépendants ne cessent d'y retentir que pendant de courts intervalles, et en même temps on retrouve constamment ces paysans, quoique en nombre toujours moindre et dans des conditions de plus en plus empirées. Exceptons pourtant le temps de Cromwell : tant que la République dura, toutes les couches de la population anglaise se relevèrent de la dégradation où elles étaient tombées sous le règne des Tudors.

Cette réapparition des petits laboureurs est en partie, comme nous venons de le voir, l'effet du régime manufacturier lui-même, mais la raison première en est que l'Angleterre s'adonne de préférence tantôt à la culture des grains, tantôt à l'élevage du bétail, et que ses périodes d'alternance embrassent les unes un demi-siècle, les autres à peine une vingtaine d'années ; le nombre des petits laboureurs travaillant à leur compte varie aussi conformément à ces fluctuations.

C'est la grande industrie seule qui, au moyen des machines, fonde l'exploitation agricole capitaliste, sur une base permanente, qui fait radicalement exproprier l'immense majorité de la population rurale, et consomme la séparation de l'agriculture d'avec l'industrie domestique des campagnes, en en extirpant les racines — le filage et le tissage. Par exemple : « des manufactures proprement dites et de la destruction des manufactures rurales ou domestiques sort, à l'avènement des machines, la grande industrie lainière^[1089]. » « La charrue, le joug », s'écrie M. David Urquhart, furent l'invention des dieux et l'occupation des héros : le métier à tisser, le fuseau et le rouet ont-ils une moins noble origine ? Vous séparez le rouet de la charrue, le fuseau du joug, et vous obtenez des fabriques et des workhouses, du crédit et des paniques, deux nations hostiles, l'une agricole, l'autre commerciale^[1090]. » Mais de cette séparation fatale datent le développement nécessaire des pouvoirs collectifs du travail et la transformation de la production morcelée, routinière, en production combinée, scientifique. L'industrie mécanique consommant cette séparation, c'est elle aussi qui la première conquiert au capital tout le marché intérieur.

Les philanthropes de l'économie anglaise, tels que J. St. Mill, Rogers, Goldwin Smith, Fawcett, etc., les fabricants libéraux, les John Bright et consorts, interpellent les propriétaires fonciers de l'Angleterre comme Dieu interpella Caïn sur son frère Abel. Où s'en sont-ils allés, s'écrièrent-

ils, ces milliers de francs-tenanciers (*free-holders*) ? Mais vous-mêmes, d'où venez-vous, sinon de la destruction de ces *free-holders* ? Pourquoi ne demandez-vous pas aussi ce que sont devenus les tisserands, les fileurs et tous les gens de métiers indépendants ?

CHAPITRE XXXI

GENÈSE DU CAPITALISTE INDUSTRIEL

La genèse du capitaliste industriel^[1091] ne s'accomplit pas petit à petit comme celle du fermier. Nul doute que maint chef de corporation, beaucoup d'artisans indépendants et même d'ouvriers salariés, ne soient devenus d'abord des capitalistes en herbe, et que peu à peu, grâce à une exploitation toujours plus étendue du travail salarié, suivie d'une accumulation correspondante, ils ne soient enfin sortis de leur coquille, capitalistes de pied en cap. L'enfance de la production capitaliste offre, sous plus d'un aspect, les mêmes phases que l'enfance de la cité au moyen âge, où la question de savoir lequel des serfs évadés serait maître et lequel serviteur était en grande partie décidée par la date plus ou moins ancienne de leur fuite. Cependant cette marche à pas de tortue ne répondait aucunement aux besoins commerciaux du nouveau marché universel, créé par les grandes découvertes de la fin du quinzième siècle. Mais le moyen âge avait transmis deux espèces de capital, qui poussent sous les régimes d'économie sociale les plus divers, et même qui, avant l'ère moderne, monopolisent à eux seuls le rang de capital. C'est le *capital usuraire* et le *capital commercial*. « À présent — dit un écrivain anglais qui, du reste, ne prend pas garde au rôle joué par le capital commercial — à présent toute la richesse de la société passe en premier lieu par les mains du capitaliste... Il paie au propriétaire foncier, la rente, au travailleur, le salaire, au percepteur, l'impôt et la dîme, et retient pour lui-même une forte portion du produit annuel du travail, en fait, la partie la plus grande et qui grandit encore jour par jour. Aujourd'hui le capitaliste peut être considéré comme propriétaire en première main de toute la richesse sociale, bien qu'aucune loi ne lui ait conféré de droit à cette propriété... Ce changement dans la propriété a été effectué par les opérations de l'usure... et le curieux de l'affaire, c'est que les législateurs de toute l'Europe ont voulu empêcher cela par des lois contre l'usure... La puissance du capitaliste sur toute la richesse nationale implique une révolution radicale dans le droit de

propriété ; et par quelle loi ou par quelle série de lois a-t-elle été opérée^[1092] ? » L'auteur cité aurait dû se dire que les révolutions ne se font pas de par la loi.

La constitution féodale des campagnes et l'organisation corporative des villes empêchaient le capital-argent, formé par la double voie de l'usure et du commerce, de se convertir en capital industriel. Ces barrières tombèrent avec le licenciement des suites seigneuriales, avec l'expropriation et l'expulsion partielle des cultivateurs, mais on peut juger de la résistance que rencontrèrent les marchands, sur le point de se transformer en producteurs marchands, par le fait que les petits fabricants de draps de Leeds envoyèrent, encore en 1794, une députation au Parlement pour demander une loi qui interdit à tout marchand de devenir fabricant^[1093]. Aussi les manufactures nouvelles s'établirent-elles de préférence dans les ports de mer, centres d'exportation, ou aux endroits de l'intérieur situés hors du contrôle du régime municipal et de ses corps de métiers. De là, en Angleterre, lutte acharnée entre les vieilles villes privilégiées (*Corporate towns*) et ces nouvelles pépinières d'industrie. Dans d'autres pays, en France, par exemple, celles-ci furent placées sous la protection spéciale des rois.

La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore. Aussitôt après, éclate la guerre mercantile ; elle a le globe entier pour théâtre. S'ouvrant par la révolte de la Hollande contre l'Espagne, elle prend des proportions gigantesques dans la croisade de l'Angleterre contre la Révolution française et se prolonge, jusqu'à nos jours, en expéditions de pirates, comme les fameuses *guerres d'opium* contre la Chine.

Les différentes méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore se partagent d'abord, par ordre plus ou moins chronologique, le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes, au dernier tiers du dix-septième siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'État, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrégier les phases

de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique.

Un homme dont la ferveur chrétienne a fait tout le renom, M. W. Howitt, s'exprime ainsi sur la colonisation chrétienne : « Les barbaries et les atrocités exécrables perpétrées par les races soi-disant chrétiennes dans toutes les régions du monde et contre tous les peuples qu'elles ont pu subjuguier n'ont de parallèle dans aucune autre ère de l'histoire universelle, chez aucune race si sauvage, si grossière, si impitoyable, si éhontée qu'elle fût^[1094]. »

L'histoire de l'administration coloniale des Hollandais — et la Hollande était au dix-septième siècle la nation capitaliste par excellence — « déroule un tableau de meurtres, de trahisons, de corruption et de bassesse, qui ne sera jamais égalé^[1095]. »

Rien de plus caractéristique que leur système d'enlèvement des naturels des Célèbes, à l'effet de se procurer des esclaves pour Java. Ils avaient tout un personnel spécialement dressé à ce rapt d'un nouveau genre. Les principaux agents de ce commerce étaient le ravisseur, l'interprète et le vendeur, et les principaux vendeurs étaient des princes indigènes. La jeunesse enlevée était enfouie dans les cachots secrets de Célèbes jusqu'à ce qu'on l'entassât sur les navires d'esclaves.

« La seule ville de Macassar, par exemple, dit un rapport officiel, fourmille de prisons secrètes, toutes plus horribles les unes que les autres, remplies de malheureux, victimes de l'avidité et de la tyrannie, chargés de fers, violemment arrachée à leurs familles. » Pour s'emparer de Malacca, les Hollandais corrompirent le gouverneur portugais. Celui-ci les fit entrer dans la ville en 1641. Ils coururent aussitôt à sa maison et l'assassinèrent, *s'abstenant* ainsi... de lui payer la somme de 21 875 livres sterling prix de sa trahison. Partout où ils mettaient le pied, la dévastation et la dépopulation marquaient leur passage. Une province de Java, Banjuwangi, comptait en 1750 plus de 80,000 habitants. En 1811, elle n'en avait plus que 8 000. Voilà *le doux commerce* !

La compagnie anglaise des Indes orientales obtint, outre le pouvoir politique, le monopole exclusif du commerce du thé et du commerce chinois en général, ainsi que celui du transport des marchandises d'Europe en Asie et d'Asie en Europe. Mais le cabotage et la navigation entre les îles, de même que le commerce à l'intérieur de l'Inde, furent concédés exclusivement aux employés supérieurs de la Compagnie. Les monopoles du sel, de l'opium, du bétel et d'autres denrées, étaient des mines inépuisables de richesse. Les employés, fixant eux-mêmes les prix, écorchaient à discrétion le malheureux Hindou. Le gouvernement général

prenait part à ce commerce privé. Ses favoris obtenaient des adjudications telles que, plus forts que les alchimistes, ils faisaient de l'or avec rien. De grandes fortunes poussaient en vingt-quatre heures comme des champignons ; l'accumulation primitive s'opérait sans un liard d'avance. Le procès de Warren Hastings fourmille d'exemples de ce genre. Citons-en un seul. Un certain Sullivan obtient un contrat pour une livraison d'opium, au moment de son départ en mission, officielle pour une partie de l'Inde tout à fait éloignée des districts producteurs. Sullivan cède son contrat pour 40 000 l. st. à un certain Binn ; Binn, de son côté, le revend le même jour pour 60 000 l. st., et l'acheteur définitif, exécuteur du contrat, déclare après cela avoir réalisé un bénéfice énorme. D'après une liste présentée au Parlement, la Compagnie et ses employés extorquèrent aux Indiens, de 1757 à 1760, sous la seule rubrique de dons gratuits, une somme de six millions de livres sterling ! De 1769 à 1770, les Anglais provoquèrent une famine artificielle en achetant tout le riz et en ne consentant à le revendre qu'à des prix fabuleux^[1096].

Le sort des indigènes était naturellement le plus affreux dans les plantations destinées au seul commerce d'exportation, telles que les Indes occidentales, et dans les pays riches et peuplés, tels que les Indes orientales et le Mexique, tombés entre les mains d'aventuriers européens, âpres à la curée. Cependant, même dans les colonies proprement dites, le caractère chrétien de l'accumulation primitive ne se démentait point. Les austères intrigués du protestantisme, les puritains, allouèrent en 1703, par décret de leur assemblée, une prime de 40 l. st. par *scalp* d'Indien et autant par chaque Peau-Rouge fait prisonnier ; en 1720, une prime de 100 l. st. ; en 1744, Massachusetts-Bay ayant déclaré rebelle une certaine tribu, des primes suivantes furent offertes : 100 l. st. par *scalp* d'individu mâle de douze ans et plus, 105 l. st. par prisonnier mâle, 55 l. st. par femme ou enfant pris, et 50 l. st. pour leurs *scalps* ! Trente ans après, les atrocités du régime colonial retombèrent sur les descendants de ces pieux pèlerins (*pilgrim fathers*), devenus à leur tour des rebelles. Les limiers dressés à la chasse des colons en révolte et les Indiens payés pour livrer leurs *scalps* furent proclamés par le Parlement « des moyens que Dieu et la nature avaient mis entre ses mains. »

Le régime colonial donna un grand essor à la navigation et au commerce. Il enfanta les sociétés mercantiles, dotées par les gouvernements de monopoles et de privilèges et servant de puissants leviers à la concentration des capitaux. Il assurait des débouchés aux manufactures naissantes, dont la facilité d'accumulation redoubla, grâce au monopole du marché colonial. Les trésors directement extorqués hors de

l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre refluaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital. La vraie initiatrice du régime colonial, la Hollande, avait déjà, en 1648, atteint l'apogée de sa grandeur. Elle était en possession presque exclusive du commerce des Indes orientales et des communications entre le sud-ouest et le nord-est de l'Europe. Ses pêcheries, sa marine, ses manufactures dépassaient celles des autres pays. Les capitaux de la République étaient peut-être plus importants que tous ceux du reste de l'Europe pris ensemble.

De nos jours, la suprématie industrielle implique la suprématie commerciale, mais à l'époque manufacturière proprement dite, c'est la suprématie commerciale qui donne la suprématie industrielle. De là le rôle prépondérant que joua alors le régime colonial. Il fut « le dieu étranger » qui se place sur l'autel, à côté des vieilles idoles de l'Europe ; « un beau jour il pousse du coude ses camarades, et patatras ! voilà toutes les idoles à bas ! »

Le système du Crédit Public, c'est-à-dire des dettes publiques, dont Venise et Gênes avaient, au moyen âge, posé les premiers jalons, envahit l'Europe définitivement pendant l'époque manufacturière. Le régime colonial, avec son commerce maritime et ses guerres commerciales, lui servant de serre chaude, il s'installa d'abord en Hollande. La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique^[1097]. Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public, voilà le *credo* du capital. Aussi le manque de foi en la dette publique vient-il, dès l'incubation de celle-ci, prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnables^[1098].

La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. Les créanciers publics, à vrai dire, ne donnent rien, car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. Mais, à part la classe de rentiers oisifs ainsi créée, à part la fortune improvisée des financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation — de même que celle des traitants, marchands,

manufacturiers particuliers, auxquels une bonne partie de tout emprunt rend le service d'un capital tombé du ciel — la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme, aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne.

Dès leur naissance les grandes banques, affublées de titres nationaux, n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public. Aussi l'accumulation de la dette publique n'a-t-elle pas de gradimètre plus infallible que la hausse successive des actions de ces banques, dont le développement intégral date de la fondation de la Banque d'Angleterre, en 1694. Celle-ci commença par prêter tout son capital argent au gouvernement à un intérêt de 8 %, en même temps elle était autorisée par le Parlement à battre monnaie du même capital en le prêtant de nouveau au public sous forme de billets qu'on lui permit de jeter en circulation, en escomptant avec eux des billets d'échange, en les avançant sur des marchandises et en les employant à l'achat de métaux précieux. Bientôt après, cette monnaie de crédit de sa propre fabrique devint l'argent avec lequel la Banque d'Angleterre effectua ses prêts à l'État et paya pour lui les intérêts de la dette publique. Elle donnait d'une main, non seulement pour recevoir davantage, mais, tout en recevant, elle restait créancière de la nation à perpétuité, jusqu'à concurrence du dernier liard donné. Peu à peu elle devint nécessairement le réceptacle des trésors métalliques du pays et le grand centre autour duquel gravita dès lors le crédit commercial. Dans le même temps qu'on cessait en Angleterre de brûler les sorcières, on commença à y pendre les falsificateurs de billets de banque.

Il faut avoir parcouru les écrits de ce temps-là, ceux de Bolingbroke, par exemple, pour comprendre tout l'effet que produisit sur les contemporains l'apparition soudaine de cette engeance de bancocrates, financiers, rentiers, courtiers, agents de change, brasseurs d'affaires et loups-cerviers^[1099].

Avec les dettes publiques naquit un système de crédit international qui cache souvent une des sources de l'accumulation primitive chez tel ou tel peuple. C'est ainsi, par exemple, que les rapines et les violences vénitiennes forment une des bases de la richesse en capital de la Hollande, à qui Venise en décadence prêtait des sommes considérables. À son tour, la Hollande, déchue vers la fin du dix-septième siècle de sa suprématie industrielle et commerciale, se vit contrainte à faire valoir des capitaux énormes en les prêtant à l'étranger et, de 1701 à 1776, spécialement à

l'Angleterre, sa rivale victorieuse. Et il en est de même à présent de l'Angleterre et des États-Unis. Maint capital qui fait aujourd'hui son apparition aux États-Unis sans extrait de naissance n'est que du sang d'enfants de fabrique capitalisé hier en Angleterre.

Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui en doit payer les redevances annuelles, le système moderne des impôts était le corollaire obligé des emprunts nationaux. Les emprunts, qui mettent les gouvernements à même de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur-le-champ, entraînent à leur suite un surcroît d'impôts ; de l'autre côté, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées contraint les gouvernements, en cas de nouvelles dépenses extraordinaires, d'avoir recours à de nouveaux emprunts. La fiscalité moderne, dont les impôts sur les objets de première nécessité et, partant, l'enchérissement, de ceux-ci, formaient de prime abord le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique. La surcharge des taxes n'en est pas un incident, mais le principe. Aussi en Hollande, où ce système a été d'abord inauguré, le grand patriote de Witt l'a-t-il exalté dans ses *Maximes* comme le plus propre à rendre le salarié soumis, frugal, industriel, et... exténué de travail. Mais l'influence délétère qu'il exerce sur la situation de la classe ouvrière doit moins nous occuper ici que l'expropriation forcée qu'il implique du paysan, de l'artisan, et des autres éléments de la petite classe moyenne. Là-dessus, il n'y a pas deux opinions, même parmi les économistes bourgeois. Et son action expropriatrice est encore renforcée par le système protectionniste, qui constitue une de ses parties intégrantes.

La grande part qui revient à la dette publique et au système de fiscalité correspondant, dans la capitalisation de la richesse et l'expropriation des masses, a induit une foule d'écrivains, tels que William Cobbett, Doubleday et autres, à y chercher à tort la cause première de la misère des peuples modernes.

Le système *protectionniste* fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des travailleurs indépendants, de convertir en capital les instruments et conditions matérielles du travail, d'abrégé de vive force la transition du mode traditionnel de production au mode moderne. Les États européens se disputèrent la palme du protectionnisme et, une fois entrés au service des faiseurs de plus-value, ils ne se contentèrent pas de saigner à blanc leur propre peuple, indirectement par les droits protecteurs, directement par les primes d'exportation, les monopoles de vente à l'intérieur, etc. Dans les pays voisins placés sous leur dépendance, ils extirpèrent violemment toute espèce d'industrie ; c'est

ainsi que l'Angleterre tua la manufacture de laine en Irlande à coups d'oukases parlementaires. Le procédé de fabrication des fabricants fut encore simplifié sur le continent, où Colbert avait fait école. La source enchantée d'où le capital primitif arrivait tout droit aux faiseurs, sous forme d'avance et même de don gratuit, y fut souvent le trésor public. « Pourquoi ! » s'écrie Mirabeau, « pourquoi aller chercher si loin la cause de la population et de l'éclat manufacturier de la Saxe avant la guerre ! Cent quatre-vingt millions de dettes faites par les souverains^[1100]. »

Régime colonial, dettes publiques, exactions fiscales, protection industrielle, guerres commerciales, etc., tous ces rejets de la période manufacturière proprement dite, prennent un développement gigantesque pendant la première jeunesse de la grande industrie. Quant à sa naissance, elle est dignement célébrée par une sorte de massacre des innocents — le vol d'enfants exécuté en grand. Le recrutement des fabriques nouvelles se fait comme celui de la marine royale — au moyen de la *presse* !

Si blasé que F. M. Eden se soit montré au sujet de l'expropriation du cultivateur, dont l'horreur remplit trois siècles, quel que soit son air de complaisance en face de ce drame historique, « nécessaire » pour établir l'agriculture capitaliste et la « vraie proportion entre les terres de labour et celles de pacage », cette sereine intelligence des fatalités économiques lui fait défaut dès qu'il s'agit de la nécessité du vol des enfants, de la nécessité de les asservir, afin de pouvoir transformer l'exploitation manufacturière en exploitation mécanique et d'établir le vrai rapport entre le capital et la force ouvrière. Le public, dit-il, ferait peut-être bien d'examiner si une manufacture dont la réussite exige qu'on arrache aux chaumières et aux workhouses de pauvres enfants qui, se relevant par troupes, peineront la plus grande partie de la nuit et seront privés de leur repos — laquelle, en outre, agglomère pêle-mêle des individus différents de sexe, d'âge et de penchants, en sorte que la contagion de l'exemple entraîne nécessairement la dépravation et le libertinage — si une telle manufacture peut jamais augmenter la somme du bonheur individuel et national^[1101]. »

« Dans le Derbyshire, le Nottinghamshire et surtout le Lancashire », dit Fielden, qui était lui-même filateur, « les machines récemment inventées furent employées dans de grandes fabriques, tout près de cours d'eau assez puissants pour mouvoir la roue hydraulique. Il fallut tout à coup des milliers de bras dans ces endroits éloignés des villes, et le Lancashire en particulier, jusqu'alors relativement très peu peuplé et stérile, eut avant tout besoin d'une population. Des doigts petits et agiles, tel était le cri général, et aussitôt naquit la coutume de se procurer de soi-disant *apprentis*, des workhouses appartenant aux diverses paroisses de Londres,

de Birmingham et d'ailleurs. Des milliers de ces pauvres petits abandonnés, de sept à treize et quatorze ans, furent ainsi expédiée vers le Nord. Le maître [le voleur d'enfants] se chargeait de vêtir, nourrir et loger ses apprentis dans une maison *ad hoc* tout près de la fabrique. Pendant le travail, ils étaient sous l'œil des surveillants. C'était l'intérêt de ces gardes-chiourme de faire trimer les enfants à outrance, car, selon la quantité de produits qu'ils en savaient extraire, leur propre paye diminuait ou augmentait. Les mauvais traitements, telle fut la conséquence naturelle... Dans beaucoup de districts manufacturiers, principalement dans le Lancashire, ces êtres innocents, sans amis ni soutiens, qu'on avait livrés aux maîtres de fabrique, furent soumis aux tortures les plus affreuses. Épuisés par l'excès de travail,... ils furent fouettés, enchaînés, tourmentés avec les raffinements les plus étudiés. Souvent, quand la faim les tordait le plus fort, le fouet les maintenait au travail. Le désespoir les porta en quelques cas au suicide !... Les belles et romantiques vallées du Derbyshire devinrent de noires solitudes où se commirent impunément des atrocités sans nom et même des meurtres !... Les profits énormes réalisés par les fabricants ne firent qu'aiguiser leurs dents. Ils imaginèrent la pratique du travail nocturne, c'est-à-dire qu'après avoir épuisé un groupe de travailleurs par la besogne de jour, ils tenaient un autre groupe tout prêt pour la besogne de nuit. Les premiers se jetaient dans les lits que les seconds venaient de quitter au moment même, et *vice-versa*. C'est une tradition populaire dans le Lancashire que les lits ne refroidissaient jamais^[1102] ! »

Avec le développement de la production capitaliste pendant la période manufacturière, l'opinion publique européenne avait dépouillé son dernier lambeau de conscience et de pudeur. Chaque nation se faisait une gloire cynique de toute infamie propre à accélérer l'accumulation du capital. Qu'on lise, par exemple, les naïves Annales du commerce, de l'honnête A. Anderson. Ce brave homme admire comme un trait de génie de la politique anglaise que, lors de la paix d'Utrecht, l'Angleterre ait arraché à l'Espagne, par le traité d'Asiento, le privilège de faire, entre l'Afrique et l'Amérique espagnole, la traite des nègres qu'elle n'avait faite jusque-là qu'entre l'Afrique et ses possessions de l'Inde orientale. L'Angleterre obtint ainsi de fournir jusqu'en 1743 quatre mille huit cents nègres par an à l'Amérique espagnole. Cela lui servait en même temps à couvrir d'un voile officiel les prouesses de sa contrebande. Ce fut la traite des nègres qui jeta les fondements de la grandeur de Liverpool ; pour cette ville orthodoxe le trafic de chair humaine constitua toute la méthode d'accumulation primitive. Et, jusqu'à nos jours, les notabilités de Liverpool ont chanté les

vertus spécifiques du commerce d'esclaves, « lequel développe l'esprit d'entreprise jusqu'à la passion, forme des marins sans pareils et rapporte énormément d'argent^[1103]. » Liverpool employait à la traite 15 navires en 1730, 53 en 1751, 74 en 1760, 96 en 1770 et 132 en 1792.

Dans le même temps que l'industrie cotonnière introduisait en Angleterre l'esclavage des enfants, aux États-Unis elle transformait le traitement plus ou moins patriarcal des noirs en un système d'exploitation mercantile. En somme, il fallait pour piédestal à l'esclavage dissimulé des salariés en Europe, l'esclavage sans phrase dans le nouveau monde^[1104].

Tantæ molis erat ! Voilà de quel prix nous avons payé nos conquêtes ; voilà ce qu'il en a coûté pour dégager les « lois éternelles et naturelles » de la production capitaliste, pour consommer le divorce du travailleur d'avec les conditions du travail, pour transformer celles-ci en capital, et la masse du peuple en salariés, en *pauvres industriels (labouring poor)*, chef-d'œuvre de l'art, création sublime de l'histoire moderne^[1105]. Si, d'après Augier, c'est « avec des taches naturelles de sang, sur une de ses faces » que « l'argent est venu au monde^[1106] », le capital y arrive suant le sang et la boue par tous les pores^[1107].

CHAPITRE XXXII

TENDANCE HISTORIQUE DE L'ACCUMULATION CAPITALISTE

Ainsi donc ce qui gît au fond de l'accumulation primitive du capital, au fond de sa genèse historique, c'est l'expropriation du producteur immédiat, c'est la dissolution de la propriété fondée sur le travail personnel de son possesseur.

La propriété privée, comme antithèse de la propriété collective, n'existe que là où les instruments et les autres conditions extérieures du travail appartiennent à des particuliers. Mais selon que ceux-ci sont les travailleurs ou les non-travailleurs, la propriété privée change de face. Les formes infiniment nuancées qu'elle affecte à première vue ne font que réfléchir les états intermédiaires entre ces deux extrêmes.

La propriété privée du travailleur sur les moyens de son activité productive est le corollaire de la petite industrie, agricole ou manufacturière, et celle-ci constitue la pépinière de la production sociale, l'école où s'élaborent l'habileté manuelle, l'adresse ingénieuse et la libre

individualité du travailleur. Certes, ce mode de production se rencontre au milieu de l'esclavage, du servage et d'autres états de dépendance. Mais il ne prospère, il ne déploie toute son énergie, il ne revêt sa forme intégrale et classique que là où le travailleur est le propriétaire libre des conditions de travail qu'il met lui-même en œuvre, le paysan, du sol qu'il cultive, l'artisan, de l'outillage qu'il manie, comme le virtuose, de son instrument.

Ce régime industriel de petits producteurs indépendants, travaillant à leur compte, présuppose le morcellement du sol et l'éparpillement des autres moyens de production. Comme il en exclut la concentration, il exclut aussi la coopération sur une grande échelle, la subdivision de la besogne dans l'atelier et aux champs, le machinisme, la domination savante de l'homme sur la nature, le libre développement des puissances sociales du travail, le concert et l'unité dans les fins, les moyens et les efforts de l'activité collective. Il n'est compatible qu'avec un état de la production et de la société étroitement borné. L'éterniser, ce serait, comme le dit pertinemment Pecqueur, « décréter la médiocrité en tout. » Mais, arrivé à un certain degré, il engendre de lui-même les agents matériels de sa dissolution. À partir de ce moment, des forces et des passions qu'il comprime, commencent à s'agiter au sein de la société. Il doit être, il est anéanti. Son mouvement d'élimination transformant les moyens de production individuels et épars en moyens de production socialement concentrés, faisant de la propriété naine du grand nombre la propriété colossale de quelques-uns, cette douloureuse, cette épouvantable expropriation du peuple travailleur, voilà les origines, voilà la genèse du capital. Elle embrasse toute une série de procédés violents, dont nous n'avons passé en revue que les plus marquants sous le titre de méthodes d'accumulation primitive.

L'expropriation des producteurs immédiats s'exécute avec un vandalisme impitoyable qu'aiguillonnent les mobiles les plus infâmes, les passions les plus sordides et les plus haïssables dans leur petitesse. La propriété privée, fondée sur le travail personnel, cette propriété qui soude pour ainsi dire le travailleur isolé et autonome aux conditions extérieures du travail, va être supplantée par la propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat^[1108].

Dès que ce procès de transformation a décomposé suffisamment et de fond en comble la vieille société, que les producteurs sont changés en prolétaires, et leurs conditions de travail, en capital, qu'enfin le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses, alors la socialisation ultérieure du travail, ainsi que la métamorphose progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement

exploités, communs, en un mot, l'élimination ultérieure des propriétés privées — va revêtir une nouvelle forme. Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés.

Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. Corrélativement à cette centralisation, à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, partant l'économie des moyens de production, l'entrelacement de tous les peuples dans le réseau du marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste. À mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.

L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol.

Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui de fait repose déjà sur un mode de production collectif. Là, il s'agissait de l'expropriation de la masse par quelques usurpateurs ; ici, il s'agit de l'expropriation de quelques

usurpateurs par la masse^[1109].

CHAPITRE XXXIII

LA THÉORIE MODERNE DE LA COLONISATION

L'économie politique cherche, en principe, à entretenir une confusion des plus commodes entre deux genres de propriété privée bien distincts, la propriété privée fondée sur le travail personnel, et la propriété privée fondée sur le travail d'autrui, oubliant, à dessein, que celle-ci non seulement forme l'antithèse de celle-là, mais qu'elle ne croît que sur sa tombe. Dans l'Europe occidentale, mère-patrie de l'économie politique, l'accumulation primitive, c'est-à-dire l'expropriation des travailleurs, est en partie consommée, soit que le régime capitaliste se soit directement inféodé toute la production nationale, soit que — là où les conditions économiques sont moins avancées — il dirige au moins indirectement les couches sociales qui persistent à côté de lui et déclinent peu à peu avec le mode de production suranné qu'elles comportent. À la société capitaliste déjà faite, l'économiste applique les notions de droit et de propriété léguées par une société précapitaliste, avec d'autant plus de zèle et d'onction que les faits protestent plus haut contre son idéologie. Dans les colonies, il en est tout autrement^[1110].

Là le mode de production et d'appropriation capitaliste se heurte partout contre la propriété, corollaire du travail personnel, contre le producteur qui, disposant des conditions extérieures du travail, s'enrichit lui-même au lieu d'enrichir le capitaliste. L'antithèse de ces deux modes d'appropriation diamétralement opposés s'affirme ici d'une façon concrète, par la lutte. Si le capitaliste se sent appuyé par la puissance de la mère-Patrie, il cherche à écarter violemment de son chemin la pierre d'achoppement. Le même intérêt qui pousse le sycophante du capital, l'économiste, à soutenir chez lui l'identité théorique de la propriété capitaliste et de son contraire, le détermine aux colonies à entrer dans la voie des aveux, à proclamer bien haut l'incompatibilité de ces deux ordres sociaux. Il se met donc à démontrer qu'il faut ou renoncer au développement des puissances collectives du travail, à la coopération, à la division manufacturière, à l'emploi en grand des machines, etc., ou trouver des expédients pour exproprier les travailleurs et transformer leurs moyens de production en capital. Dans l'intérêt de ce qu'il lui plaît d'appeler la

richesse de la nation, il cherche des artifices pour assurer la pauvreté du peuple. Dès lors, sa cuirasse de sophismes apologétiques se détache fragment par fragment, comme un bois pourri.

Si Wakefield n'a rien dit de neuf sur les colonies^[1111], on ne saurait lui disputer le mérite d'y avoir découvert la vérité sur les rapports capitalistes en Europe. De même qu'à ses origines le système protecteur^[1112] tendait à fabriquer des fabricants dans la mère patrie, de même la théorie de la colonisation de Wakefield, que, pendant des années, l'Angleterre s'est efforcée de mettre légalement en pratique, avait pour objectif la fabrication de salariés dans les colonies. C'est ce qu'il nomme la *colonisation systématique*.

Tout d'abord Wakefield découvrit dans les colonies que la possession d'argent, de subsistances, de machines et d'autres moyens de production ne fait point d'un homme un capitaliste, à moins d'un certain complément, qui est le salarié, un autre homme, en un mot, forcé de se vendre volontairement. Il découvrit ainsi qu'au lieu d'être une chose, le capital est un rapport social entre personnes, lequel rapport s'établit par l'intermédiaire des choses^[1113]. M. Peel, nous raconte-t-il d'un ton lamentable, emporta avec lui d'Angleterre pour Swan River, Nouvelle-Hollande, des vivres et des moyens de production d'une valeur de cinquante mille l. st. M. Peel eut en outre la prévoyance d'emmener trois mille individus de la classe ouvrière, hommes, femmes et enfants. Une fois arrivé à destination, « M. Peel resta sans un domestique pour faire son lit ou lui puiser de l'eau à la rivière^[1114]. » Infortuné M. Peel qui avait tout prévu ! Il n'avait oublié que d'exporter au Swan River les rapports de production anglais.

Pour l'intelligence des découvertes ultérieures de Wakefield, deux remarques préliminaires sont nécessaires. On le sait : des moyens de production et de subsistance appartenant au producteur immédiat, au travailleur même, ne sont pas du capital. Ils ne deviennent capital qu'en servant de moyens d'exploiter et de dominer le travail. Or, cette propriété, leur âme capitaliste, pour ainsi dire, se confond si bien dans l'esprit de l'économiste avec leur substance matérielle qu'il les baptise capital en toutes circonstances, lors même qu'ils sont précisément le contraire. C'est ainsi que procède Wakefield. De plus, le morcellement des moyens de production constitués en propriété privée d'un grand nombre de producteurs, indépendants les uns des autres et travaillant tous à leur compte, il l'appelle égale division du capital. Il en est de l'économiste politique comme du légiste du moyen âge qui affublait d'étiquettes féodales même des rapports purement pécuniaires.

Supposez, dit Wakefield, le capital divisé en portions égales entre tous les membres de la société, et que personne n'eût intérêt à accumuler plus de capital qu'il n'en pourrait employer de ses propres mains. C'est ce qui, jusqu'à un certain degré, arrive actuellement dans les nouvelles colonies américaines, où la passion pour la propriété foncière empêche l'existence d'une classe de salariés^[1115].

Donc, quand le travailleur peut accumuler pour lui-même, et il le peut tant qu'il reste propriétaire de ses moyens de production, l'accumulation et la production capitalistes sont impossibles. La classe salariée, dont elles ne sauraient se passer, leur fait défaut. Mais alors comment donc, dans la pensée de Wakefield, le travailleur a-t-il été exproprié de ses moyens de travail dans l'ancien monde, de telle sorte que capitalisme et salariat aient pu s'y établir ? Grâce à un contrat social d'une espèce tout à fait originale. L'humanité « adopta une méthode bien simple pour activer l'accumulation du capital », laquelle accumulation hantait naturellement l'imagination de la dite humanité depuis Adam et Ève comme but unique et suprême de son existence ; « elle se divisa en propriétaires de capital et en propriétaires de travail... Cette division fut le résultat d'une entente et d'une combinaison faites de bon gré et d'un commun accord^[1116]. » En un mot, la masse de l'humanité s'est expropriée elle-même en l'honneur de l'accumulation du capital ! Après cela, ne serait-on pas fondé à croire que cet instinct d'abnégation fanatique dût se donner libre carrière précisément dans les colonies, le seul lieu où ne rencontrent des hommes et des circonstances qui permettraient de faire passer le contrat social du pays des rêves dans celui de la réalité ! Mais alors pourquoi, en somme, une colonisation systématique par opposition à la colonisation naturelle ? Hélas ! c'est que « dans les États du nord de l'Union américaine, il est douteux qu'un dixième de la population appartienne à la catégorie des salariés... En Angleterre ces derniers composent presque toute la masse du peuple^[1117]. »

En fait, le penchant de l'humanité laborieuse à s'exproprier à la plus grande gloire du capital est si imaginaire que, d'après Wakefield lui-même, la richesse coloniale n'a qu'un seul fondement naturel : l'esclavage. La colonisation systématique est un simple pis aller, attendu que c'est à des hommes libres et non à des esclaves qu'on a affaire. « Sans l'esclavage, le capital aurait été perdu dans les établissements espagnols, ou du moins se serait divisé en fractions minimales telles qu'un individu peut en employer dans sa petite sphère. Et c'est ce qui a eu lieu réellement dans les dernières colonies fondées par les Anglais, où un grand capital en semences, bétail et instruments s'est perdu faute de salariés, et où chaque colon possède plus de capital qu'il n'en peut manier

personnellement^[1118]. »

La première condition de la production capitaliste, c'est que la propriété du sol soit déjà arrachée d'entre les mains de la masse. L'essence de toute colonie libre consiste, au contraire, en ce que la masse du sol y est encore la propriété du peuple et que chaque colon peut s'en approprier une partie qui lui servira de moyen de production individuel, sans empêcher par là les colons arrivant après lui d'en faire autant^[1119]. C'est là le secret de la prospérité des colonies, mais aussi celui de leur mal invétéré, — la résistance à l'établissement du capital chez elles. « Là où la terre ne coûte presque rien et où tous les hommes sont libres, chacun pouvant acquérir à volonté un morceau de terrain, non seulement le travail est très cher, considérée la part qui revient au travailleur dans le produit de son travail, mais la difficulté est d'obtenir à n'importe quel prix du travail combiné^[1120]. »

Comme dans les colonies, le travailleur n'est pas encore divorcé d'avec les conditions matérielles du travail, ni d'avec leur souche, le sol, — ou ne l'est que çà et là, ou enfin sur une échelle trop restreinte — l'agriculture ne s'y trouve pas non plus séparée d'avec la manufacture, ni l'industrie domestique des campagnes détruite. Et alors où trouver pour le capital le marché intérieur ?

« Aucune partie de la population de l'Amérique n'est exclusivement agricole, sauf les esclaves et leurs maîtres qui combinent travail et capital pour de grandes entreprises. Les Américains libres qui cultivent le sol se livrent en même temps à beaucoup d'autres occupations. Ils confectionnent eux-mêmes ordinairement une partie des meubles et des instruments dont ils font usage. Ils construisent souvent leurs propres maisons et portent le produit de leur industrie aux marchés les plus éloignés. Ils filent et tissent, ils fabriquent le savon et la chandelle, les souliers et les vêtements nécessaires à leur consommation. En Amérique, le forgeron, le boutiquier, le menuisier, etc., sont souvent en même temps cultivateurs^[1121]. » Quel champ de tels drôles laissent-ils au capitaliste pour pratiquer son abstinence ?

La suprême beauté de la production capitaliste consiste en ce que non seulement elle reproduit constamment le salarié comme salarié, mais que, proportionnellement à l'accumulation du capital, elle fait toujours naître des salariés *surnuméraires*. La loi de l'offre et la demande de travail est ainsi maintenue dans l'ornière convenable, les oscillations du salaire se meuvent entre les limites les plus favorables à l'exploitation, et enfin la subordination si indispensable du travailleur au capitaliste est garantie ; ce rapport de dépendance absolue, qu'en Europe l'économiste menteur

travestit en le décorant emphatiquement du nom de libre contrat entre deux marchands également indépendants, l'un aliénant la marchandise capital, l'autre la marchandise travail, est perpétué. Mais dans les colonies cette douce erreur s'évanouit. Le chiffre absolu de la population ouvrière y croît beaucoup plus rapidement que dans la métropole, attendu que nombre de travailleurs y viennent au monde tout faits, et cependant le marché du travail est toujours insuffisamment garni. La loi de l'offre et la demande est à vau-l'eau. D'une part, le vieux monde importe sans cesse des capitaux avides d'exploitation et âpres à l'abstinence, et, d'autre part, la reproduction régulière des salariés se brise contre des écueils fatals. Et combien il s'en faut, à plus forte raison, que, proportionnellement à l'accumulation du capital, il se produise un *surnumérariat* de travailleurs ! Tel salarié d'aujourd'hui devient demain artisan ou cultivateur indépendant. Il disparaît du marché du travail, mais non pour reparaître au workhouse. Cette métamorphose incessante de salariés en producteurs libres travaillant pour leur propre compte et non pour celui du capital, et s'enrichissant au lieu d'enrichir M. le capitaliste, réagit d'une manière funeste sur l'état du marché et partant sur le taux du salaire. Non seulement le degré d'exploitation reste outrageusement bas, mais le salarié perd encore, avec la dépendance réelle, tout sentiment de sujétion vis-à-vis du capitaliste. De là tous les inconvénients dont notre excellent Wakefield nous fait la peinture avec autant d'émotion que d'éloquence.

« L'offre de travail salarié, dit-il, n'est ni constante, ni régulière, ni suffisante. Elle est toujours non seulement trop faible, mais encore incertaine^[1122]... Bien que le produit à partager entre le capitaliste et le travailleur soit considérable, celui-ci en prend une portion si large qu'il devient bientôt capitaliste... Par contre, il n'y en a qu'un petit nombre qui puissent accumuler de grandes richesses, lors même que la durée de leur vie dépasse de beaucoup la moyenne^[1123]. » Les travailleurs ne permettent absolument point au capitaliste de renoncer au paiement de la plus grande partie de leur travail. Et lors même qu'il a l'excellente idée d'importer d'Europe avec son propre capital ses propres salariés, cela ne lui sert de rien. « Ils cessent bientôt d'être des salariés pour devenir des paysans indépendants, ou même pour faire concurrence à leurs anciens patrons en leur enlevant sur le marché les bras qui viennent s'offrir^[1124]. » Peut-on s'imaginer rien de plus révoltant ? Le brave capitaliste a importé d'Europe, au prix de son cher argent, ses propres concurrents en chair et en os ! C'est donc la fin du monde ! Rien d'étonnant que Wakefield se plaigne du manque de discipline chez les ouvriers des colonies et de l'absence du sentiment de dépendance. « Dans les colonies, dit son disciple Merivale,

l'élévation des salaires a porté jusqu'à la passion le désir d'un travail moins cher et plus soumis, d'une classe à laquelle le capitaliste puisse dicter les conditions au lieu de se les voir imposer, par elle... Dans les pays de vieille civilisation, le travailleur est, quoique libre, dépendant du capitaliste en vertu d'une loi naturelle (!) ; dans les colonies cette dépendance *doit* être créée par des moyens artificiels^[1125]. »

Quel est donc dans les colonies le résultat du système régnant de propriété privée, fondée sur le travail propre de chacun, au lieu de l'être sur l'exploitation du travail d'autrui ? « Un système barbare qui disperse les producteurs et morcelle la richesse nationale^[1126]. » L'éparpillement des moyens de production entre les mains d'innombrables producteurs-propriétaires travaillant à leur compte, anéantit, en même temps que la concentration capitaliste, la base capitaliste de toute espèce de travail combiné.

Toutes les entreprises de longue haleine, qui embrassent des années et nécessitent des avances considérables de capital fixe, deviennent problématiques. En Europe, le capital n'hésite pas un instant en pareil cas, car la classe ouvrière est son appartenance vivante, toujours disponible et toujours surabondante. Dans les pays coloniaux... mais Wakefield nous raconte à ce propos une anecdote touchante. Il s'entretenait avec quelques capitalistes du Canada et de l'État de New-York, où les flots de l'émigration restent souvent stagnants et déposent un sédiment de travailleurs. « Notre capital, soupire un des personnages du mélodrame, notre capital était déjà prêt pour bien des opérations dont l'exécution exigeait une grande période de temps : mais le moyen de rien entreprendre avec des ouvriers qui, nous le savons, nous auraient bientôt tourné le dos ! Si nous avions été certains de pouvoir fixer ces émigrants, nous les aurions avec joie engagés sur-le-champ, et à des prix élevés. Et malgré la certitude où nous étions de les perdre, nous les aurions cependant embauchés, si nous avions pu compter sur des remplaçants au fur et à mesure de nos besoins^[1127]. »

Après avoir fait pompeusement ressortir le contraste de l'agriculture capitaliste anglaise à « travail combiné » avec l'exploitation parcellaire des paysans américains, Wakefield laisse voir malgré lui le revers de la médaille. Il nous dépeint la masse du peuple américain comme indépendante, aisée, entreprenante et comparativement cultivée, tandis que « l'ouvrier agricole anglais est un misérable en haillons, un *pauper*... Dans quel pays, excepté l'Amérique du Nord et quelques colonies nouvelles, les salaires du travail libre employé à l'agriculture dépassent-ils tant soit peu les moyens de subsistance absolument indispensables au travailleur ? ...

En Angleterre, les chevaux de labour, qui constituent pour leurs maîtres une propriété de beaucoup de valeur, sont assurément beaucoup mieux nourris que les ouvriers ruraux^[1128]. » Mais, *never mind* ! Encore une fois, richesse de la nation et misère du peuple, c'est, par la nature des choses, inséparable.

Et maintenant, quel remède à cette gangrène anticapitaliste des colonies ? Si l'on voulait convertir à la fois toute la terre coloniale de propriété publique en propriété privée, on détruirait, il est vrai, le mal à sa racine, mais aussi, du même coup, — la colonie. Tout l'art consiste à faire d'une pierre deux coups. Le gouvernement doit donc vendre cette terre vierge à un prix artificiel, officiellement fixé par lui, sans nul égard à la loi de l'offre et la demande. L'immigrant sera ainsi forcé de travailler comme salarié assez longtemps, jusqu'à ce qu'il parvienne à gagner assez d'argent pour être à même d'acheter un champ et de devenir cultivateur indépendant^[1129]. Les fonds réalisés par la vente des terres à un prix presque prohibitif pour le travailleur immigrant, ces fonds qu'on prélève sur le salaire en dépit de la loi sacrée de l'offre et la demande, seront, à mesure qu'ils s'accroissent, employés par le gouvernement à importer des gueux d'Europe dans les colonies, afin que monsieur le capitaliste y trouve le marché de travail toujours copieusement garni de bras. Dès lors, tout sera pour le mieux dans la meilleure des colonies possibles. Voilà le grand secret de la « colonisation systématique » !

Wakefield s'écrie triomphalement : « Avec ce plan l'offre du travail sera nécessairement constante et régulière : premièrement, en effet, aucun travailleur n'étant capable de se procurer de la terre avant d'avoir travaillé pour de l'argent, tous les émigrants, par cela même qu'ils travailleront comme salariés en groupes combinés, vont produire à leur patron un capital qui le mettra en état d'employer encore plus de travailleurs ; secondement, tous ceux qui changent leur condition de salariés en celle de paysans doivent fournir du même coup, par l'achat des terres publiques, un fonds additionnel destiné à l'importation de nouveaux travailleurs dans les colonies^[1130]. »

Le prix de sol octroyé par l'État devra naturellement être *suffisant* (*sufficient price*), c'est-à-dire assez élevé « pour empêcher les travailleurs de devenir des paysans indépendants, avant que d'autres soient venus prendre leur place au marché du travail^[1131]. » Ce « prix suffisant du sol » n'est donc après tout qu'un euphémisme, qui dissimule la rançon payée par le travailleur au capitaliste pour obtenir licence de se retirer du marché du travail et de s'en aller à la campagne. Il lui faut d'abord produire du capital à son gracieux patron, afin que celui-ci puisse exploiter plus de

travailleurs, et puis il lui faut fournir sur le marché un *remplaçant*, expédié à ses frais par le gouvernement à ce haut et puissant seigneur.

Un fait vraiment caractéristique, c'est que pendant nombre d'années le gouvernement anglais mit en pratique cette méthode d'accumulation primitive recommandée par Wakefield à l'usage spécial des colonies. Le *fiasco* fut aussi complet et aussi honteux que celui du Bank Act de Sir Robert Peel. Le courant de l'émigration se détourna tout bonnement des colonies anglaises vers les États-Unis. Depuis lors, le progrès de la production capitaliste en Europe, accompagné qu'il est d'une pression gouvernementale toujours croissante, a rendu superflue la panacée de Wakefield. D'une part, le courant humain qui se précipite tous les ans, immense et continu, vers l'Amérique, laisse des dépôts stagnants dans l'est des États-Unis, la vague d'émigration partie d'Europe y jetant sur le marché de travail plus d'hommes que la seconde vague d'émigration n'en peut emporter vers le *Far West*. D'autre part, la guerre civile américaine a entraîné à sa suite une énorme dette nationale, l'exaction fiscale, la naissance de la plus vile aristocratie financière, l'inféodation d'une grande partie des terres publiques à des sociétés de spéculateurs, exploitant les chemins de fer, les mines, etc., en un mot, la centralisation la plus rapide du capital. La grande République a donc cessé d'être la terre promise des travailleurs émigrants. La production capitaliste y marche à pas de géant, surtout dans les États de l'Est, quoique l'abaissement des salaires et la servitude des ouvriers soient loin encore d'y avoir atteint le niveau normal européen.

Les donations de terres coloniales en friche, si largement prodiguées par le gouvernement anglais à des aristocrates et à des capitalistes, ont été hautement dénoncées par Wakefield lui-même. Jointes au flot incessant des chercheurs d'or et à la concurrence que l'importation des marchandises anglaises fait au moindre artisan colonial, elles ont doté l'Australie d'une surpopulation relative, beaucoup moins consolidée qu'en Europe, mais assez considérable pour qu'à certaines périodes, chaque paquebot apporte la fâcheuse nouvelle d'un encombrement du marché de travail australien (*glut of the Australian labour market*) et que la prostitution s'y étale en certains endroits aussi florissante que sur le Hay-market de Londres^[1132].

Mais ce qui nous occupe ici, ce n'est pas la situation actuelle des colonies, c'est le secret que l'économie politique de l'ancien monde a découvert dans le nouveau, et naïvement trahi par ses élucubrations sur les colonies. Le voici : le mode de production et d'accumulation capitaliste et partant la propriété privée capitaliste, présuppose l'anéantissement de la propriété privée fondée sur le travail personnel ; sa base, c'est

l'expropriation du travailleur.

AVIS AU LECTEUR

M. J. Roy s'était engagé à donner une traduction aussi exacte et même littérale que possible ; il a scrupuleusement rempli sa tâche. Mais ses scrupules mêmes m'ont obligé à modifier la rédaction, dans le but de la rendre plus accessible au lecteur. Ces remaniements faits au jour le jour, puisque le livre se publiait par livraisons, ont été exécutés avec une attention inégale et ont dû produire des discordances de style.

Ayant une fois entrepris ce travail de révision, j'ai été conduit à l'appliquer aussi au fond du texte original (la seconde édition allemande), à simplifier quelques développements, à en compléter d'autres, à donner des matériaux historiques ou statistiques additionnels, à ajouter des aperçus critiques, etc. Quelles que soient donc les imperfections littéraires de cette édition française, elle possède une valeur scientifique indépendante de l'original et doit être consultée même par les lecteurs familiers avec la langue allemande.

Je donne ci-après les parties de la postface de la deuxième édition allemande, qui ont trait au développement de l'économie politique en Allemagne et à la méthode employée dans cet ouvrage.

KARL MARX

Londres, 28 avril 1875.

EXTRAITS DE LA POSTFACE

DE LA SECONDE ÉDITION ALLEMANDE

En Allemagne l'économie politique reste, jusqu'à cette heure, une science étrangère. — Des circonstances historiques, particulières, déjà en grande partie mises en lumière par Gustave de Gülich dans son *Histoire du commerce, de l'industrie*, etc., ont longtemps arrêté chez nous l'essor de la production capitaliste, et, partant, le développement de la société moderne, de la société bourgeoise. Aussi l'économie politique n'y fut-elle pas un fruit du sol ; elle nous vint toute faite d'Angleterre et de France comme un article d'importation. Nos professeurs restèrent des écoliers ; bien mieux, entre leurs mains l'expression théorique de sociétés plus avancées se transforma en un recueil de dogmes, interprétés par eux dans le sens d'une société arriérée, donc interprétés à rebours. Pour dissimuler leur fausse position, leur manque d'originalité, leur impuissance scientifique, nos pédagogues dépaysés étalèrent un véritable luxe d'érudition historique et littéraire ; ou encore ils mêlèrent à leur denrée d'autres ingrédients empruntés à ce salmigondis de connaissances hétérogènes que la bureaucratie allemande a décoré du nom de *Kameralwissenschaften* (Sciences administratives).

Depuis 1848, la production capitaliste s'est de plus en plus enracinée en Allemagne, et aujourd'hui elle a déjà métamorphosé ce ci-devant pays de rêveurs en pays de faiseurs. Quant à nos économistes, ils n'ont décidément pas de chance. Tant qu'ils pouvaient faire de l'économie politique sans arrière-pensée, le milieu social qu'elle présuppose leur manquait. En revanche, quand ce milieu fut donné, les circonstances qui en permettent l'étude impartiale même sans franchir l'horizon bourgeois, n'existaient déjà plus. En effet, tant qu'elle est bourgeoise, c'est-à-dire qu'elle voit dans l'ordre capitaliste non une phase transitoire du progrès historique, mais bien la forme absolue et définitive de la production sociale, l'économie politique ne peut rester une science qu'à condition que la lutte des classes demeure latente ou ne se manifeste que par des phénomènes

isolés.

Prenons l'Angleterre. La période où cette lutte n'y est pas encore développée, y est aussi la période classique de l'économie politique. Son dernier grand représentant, Ricardo, est le premier économiste qui fasse délibérément de l'antagonisme des intérêts de classe, de l'opposition entre salaire et profit, profit et rente, le point de départ de ses recherches. Cet antagonisme, en effet inséparable de l'existence même des classes dont la société bourgeoise se compose, il le formule naïvement comme la loi naturelle, immuable de la société humaine. C'était atteindre la limite que la science bourgeoise ne franchira pas. La Critique se dressa devant elle, du vivant même de Ricardo, en la personne de Sismondi.

La période qui suit, de 1820 à 1830, se distingue, en Angleterre, par une exubérance de vie dans le domaine de l'économie politique. C'est l'époque de l'élaboration de la théorie ricardienne, de sa vulgarisation et de sa lutte contre toutes les autres écoles issues de la doctrine d'Adam Smith. De ces brillantes passes d'armes on sait peu de choses sur le continent, la polémique étant presque tout entière éparpillée dans des articles de revue, dans des pamphlets et autres écrits de circonstance. La situation contemporaine explique l'ingénuité de cette polémique, bien que quelques écrivains non enrégimentés se fissent déjà de la théorie ricardienne une arme offensive contre le capitalisme. D'un côté la grande industrie sortait à peine de l'enfance, car ce n'est qu'avec la crise de 1825 que s'ouvre le cycle périodique de sa vie moderne. De l'autre côté, la guerre de classe entre le capital et le travail était rejetée à l'arrière-plan ; dans l'ordre politique, par la lutte des gouvernements et de la féodalité, groupés autour de la sainte alliance, contre la masse populaire, conduite par la bourgeoisie ; dans l'ordre économique, par les démêlés du capital industriel avec la propriété terrienne aristocratique qui, en France, se cachaient sous l'antagonisme de la petite et de la grande propriété, et qui, en Angleterre, éclatèrent ouvertement après les lois sur les céréales. La littérature économique anglaise de cette période rappelle le mouvement de fermentation qui suivit, en France, la mort de Quesnay, mais comme l'été de la Saint-Martin rappelle le printemps.

C'est en 1830 qu'éclate la crise décisive.

En France et en Angleterre la bourgeoisie s'empare du pouvoir politique. Dès lors, dans la théorie comme dans la pratique, la lutte des classes revêt des formes de plus en plus accusées, de plus en plus menaçantes. Elle sonne le glas de l'économie bourgeoise scientifique. Désormais il ne s'agit plus de savoir, si tel ou tel théorème est vrai, mais s'il est bien ou mal sonnant, agréable ou non à la police, utile ou nuisible

au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique. Toutefois, les petits traités, dont l'*Anticornlaw-league*, sous les auspices des fabricants Bright et Cobden, importuna le public, offrent encore quelque intérêt, sinon scientifique, du moins historique, à cause de leurs attaques contre l'aristocratie foncière. Mais la législation libre-échangiste de Robert Peel arrache bientôt à l'économie vulgaire, avec son dernier grief, sa dernière griffe.

Vint la Révolution continentale de 1848-49. Elle réagit sur l'Angleterre ; les hommes qui avaient encore des prétentions scientifiques et désiraient être plus que de simples sophistes et sycophantes des classes supérieures, cherchèrent alors à concilier l'économie politique du capital avec les réclamations du prolétariat qui entraient désormais en ligne de compte. De là un éclectisme édulcoré, dont John Stuart Mill est le meilleur interprète. C'était tout bonnement, comme l'a si bien montré le grand savant et critique russe N. Tschernishewsky, la déclaration de faillite de l'économie bourgeoise.

Ainsi, au moment où en Allemagne la production capitaliste atteignit sa maturité, des luttes de classe avaient déjà, en Angleterre et en France, bruyamment manifesté son caractère antagonique ; de plus, le prolétariat allemand était déjà plus ou moins imprégné de socialisme. À peine une science bourgeoise de l'économie politique semblait-elle donc devenir possible chez nous, que déjà elle était redevenue impossible. Ses coryphées se divisèrent alors en deux groupes : les gens avisés, ambitieux, pratiques, accoururent en foule sous le drapeau de Bastiat, le représentant le plus plat, partant le plus réussi, de l'économie apologétique ; les autres, tout pénétrés de la dignité professorale de leur science, suivirent John Stuart Mill dans sa tentative de conciliation des inconciliables. Comme à l'époque classique de l'économie bourgeoise, les Allemands restèrent, au temps de sa décadence, de purs écoliers, répétant la leçon, marchant dans les souliers des maîtres, de pauvres colporteurs au service de grandes maisons étrangères.

La marche propre à la société allemande excluait donc tout progrès original de l'économie bourgeoise, mais non de sa critique. En tant qu'une telle critique représente une classe, elle ne peut représenter que celle dont la mission historique est de révolutionner le mode de production capitaliste, et finalement d'abolir les classes — le prolétariat.

.
.

La *méthode* employée dans *le Capital* a été peu comprise, à en juger par

les notions contradictoires qu'on s'en est faites. Ainsi, la Revue positive de Paris me reproche à la fois d'avoir fait de l'économie politique, métaphysique et — devinez quoi ? — de m'être borné à une simple analyse critique des éléments donnés, au lieu de formuler des recettes (comtistes ?) pour les *marmites* de l'avenir. Quant à l'accusation de métaphysique, voici ce qu'en pense M. Sieber, professeur d'économie politique à l'Université de Kiew : « En ce qui concerne la théorie, proprement dite, la méthode de Marx est celle de toute l'école anglaise, c'est la méthode déductive dont les avantages et les inconvénients sont communs aux plus grands théoriciens de l'économie politique^{23}. »

M. Maurice Block^{24}, lui, trouve que ma méthode est analytique, et dit même : « Par cet ouvrage, M. Marx se classe parmi les esprits analytiques les plus éminents. » Naturellement, en Allemagne, les faiseurs de comptes rendus crient à la sophistique hégélienne. Le *Messenger européen*, revue russe, publiée à Saint-Pétersbourg^{25}, dans un article entièrement consacré à la méthode du *Capital*, déclare que mon procédé d'investigation est rigoureusement réaliste, mais que ma méthode d'exposition est malheureusement dans la manière dialectique. « À première vue, dit-il, si l'on juge d'après la forme extérieure de l'exposition, Marx est un idéaliste renforcé, et cela dans le sens allemand, c'est-à-dire dans le mauvais sens du mot. En fait, il est infiniment plus réaliste qu'aucun de ceux qui l'ont précédé dans le champ de l'économie critique... On ne peut en aucune façon l'appeler idéaliste. »

Je ne saurais mieux répondre à l'écrivain russe que par des extraits de sa propre critique, qui peuvent d'ailleurs intéresser le lecteur. Après une citation tirée de ma préface à la « Critique de l'économie politique » (Berlin, 1859, 'p. IV-VII), où je discute la base matérialiste de ma méthode, l'auteur continue ainsi :

« Une seule chose préoccupe Marx : trouver la loi des phénomènes qu'il étudie ; non seulement la loi qui les régit sous leur forme arrêtée et dans leur liaison observable pendant une période de temps donnée. Non, ce qui lui importe, par-dessus tout, c'est la loi de leur changement, de leur développement, c'est-à-dire la loi de leur passage d'une forme à l'autre, d'un ordre de liaison dans un autre. Une fois qu'il a découvert cette loi, il examine en détail les effets par lesquels elle se manifeste dans la vie sociale... Ainsi donc, Marx ne s'inquiète que d'une chose ; démontrer par une recherche rigoureusement scientifique, la nécessité d'ordres déterminés de rapports sociaux, et, autant que possible, vérifier les faits qui lui ont servi de point de départ et de point d'appui. Pour cela il suffit qu'il démontre, en même temps que la nécessité de l'organisation actuelle, la

nécessité d'une autre organisation dans laquelle la première doit inévitablement passer, que l'humanité y croie ou non, qu'elle en ait ou non conscience. Il envisage le mouvement social comme un enchaînement naturel de phénomènes historiques, enchaînement soumis à des lois qui, non seulement sont indépendantes de la volonté, de la conscience et des desseins de l'homme, mais qui, au contraire, déterminent sa volonté, sa conscience et ses desseins... Si l'élément conscient joue un rôle aussi secondaire dans l'histoire de la civilisation, il va de soi que la critique, dont l'objet est la civilisation même, ne peut avoir pour base aucune forme de la conscience ni aucun fait de la conscience. Ce n'est pas l'idée, mais seulement le phénomène extérieur qui peut lui servir de point de départ. La critique se borne à comparer, à confronter un fait, non avec l'idée, mais avec un autre fait ; seulement elle exige que les deux faits aient été observés aussi exactement que possible, et que dans la réalité ils constituent vis-à-vis l'un de l'autre deux phases de développement différentes ; par-dessus tout elle exige que la série des phénomènes, l'ordre dans lequel ils apparaissent comme phases d'évolution successives, soient étudiés avec non moins de rigueur. Mais, dira-t-on, les lois générales de la vie économique sont unes, toujours les mêmes, qu'elles s'appliquent au présent ou au passé. C'est précisément ce que Marx conteste ; pour lui ces lois abstraites n'existent pas... Dès que la vie s'est retirée d'une période de développement donnée, dès qu'elle passe d'une phase dans une autre, elle commence aussi à être régie par d'autres lois. En un mot, la vie économique présente dans son développement historique les mêmes phénomènes que l'on rencontre en d'autres branches de la biologie... Les vieux économistes se trompaient sur la nature des lois économiques, lorsqu'ils les comparaient aux lois de la physique et de la chimie. Une analyse plus approfondie des phénomènes a montré que les organismes sociaux se distinguent autant les uns des autres que les organismes animaux et végétaux. Bien plus, un seul et même phénomène obéit à des lois absolument différentes, lorsque la structure totale de ces organismes diffère, lorsque leurs organes particuliers viennent à varier, lorsque les conditions dans lesquelles ils fonctionnent viennent à changer, etc. Marx nie, par exemple, que la loi de la population soit la même en tout temps et en tout lieu. Il affirme, au contraire, que chaque époque économique a sa loi de population propre... Avec différents développements de la force productive, les rapports sociaux changent de même que leurs lois régulatrices... En se plaçant à ce point de vue pour examiner l'ordre économique capitaliste, Marx ne fait que formuler d'une façon rigoureusement scientifique la tâche imposée à toute étude exacte de la vie

économique. La valeur scientifique particulière d'une telle étude, c'est de mettre en lumière les lois qui régissent la naissance, la vie, la croissance et la mort d'un organisme social donné, et son remplacement par un autre supérieur ; c'est cette valeur-là que possède l'ouvrage de Marx. »

En définissant ce qu'il appelle ma méthode d'investigation avec tant de justesse, et en ce qui concerne l'application que j'en ai faite, tant de bienveillance, qu'est-ce donc que l'auteur a défini, si ce n'est la méthode dialectique ? Certes, le procédé d'exposition doit se distinguer *formellement* du procédé d'investigation. À l'investigation de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement, et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction *à priori*.

Ma méthode dialectique, non seulement diffère par la base de la méthode hégélienne, mais elle en est même l'exact opposé. Pour Hegel le mouvement de la pensée, qu'il personnifie sous le nom de l'Idée, est le démiurge de la réalité, laquelle n'est que la forme phénoménale de l'idée. Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que la réflexion du mouvement réel, transporté et transposé dans le cerveau de l'homme.

J'ai critiqué le côté mystique de la dialectique hégélienne il y a près de trente ans, à une époque où elle était encore à la mode... Mais bien que, grâce à son quiproquo, Hegel défigure la dialectique par le mysticisme, ce n'en est pas moins lui qui en a le premier exposé le mouvement d'ensemble.

ERRATA^{26}

Page	Colonne	Ligne
14	I	26, 27 d'en haut, lisez : une valeur d'échange intrinsèque, immanente
15	I	4, d'en bas, mettez une virgule après « nécessaire ».
		17, 18, 19, 20 d'en haut, lisez : Ensuite nous avons vu que tous les caractères qui
16	I	distinguent le travail productif de valeurs d'usage disparaissent dès qu'il s'exprime dans la valeur proprement dite.
		5 (note 1), lisez : saisisse
17	I	10, d'en bas, lisez : le travail simple moyen
	II	3, d'en haut, lisez : dont elle
		18, d'en haut, lisez : avec le fil et le drap
18	I	18, d'en haut, mettez une virgule après « contre ».
19	II	2, d'en haut, lisez : 1) Contenu de cette forme.
		11, d'en bas, lisez : distinct
20	I	28, d'en haut, lisez : soit commune
		39, d'en haut, lisez : signifie plus
		41, d'en haut, lisez : devient tout à fait insignifiant
	II	21, d'en bas, lisez : forme de valeur
		2) Détermination quantitative de la valeur relative.
		2 (note), lisez : Aussi cet autre, avec peau et poil, lui semble-t-il
22	I	13, d'en bas, lisez : marchandise
23	II	29, d'en haut, lisez : échouer, — contre
25	I	11, d'en haut, lisez : mètres de toile
		8, d'en bas, lisez : d'expressions
26	II	2, d'en bas, rayez : ou
28	II	21, d'en bas, lisez : la forme de valeur
29		9, d'en haut, lisez : ne porte donc pas écrit
30	I	17, d'en haut, lisez : peur cela
		21-22, d'en bas, lisez : leur forme argent, au lieu de révéler les caractères sociaux des travaux privés et les rapports sociaux des producteurs, ne fait que les voiler.
	II	23, d'en haut, lisez : des choses
31	II	23-21, d'en bas, lisez : individuel — dont, etc., primitive —
33		5, d'en bas, lisez : « être » au lieu « d'être »
37	I	11 (note 1), d'en haut, lisez : A discourse
	II	2 (note 3), d'en haut, lisez : cose.
41		25, d'en haut, lisez : Les marchandises
43		24, d'en haut, lisez : II. Moyen de circulation.
53		23, d'en haut, lisez : III. La monnaie ou l'argent.
58		12, d'en haut, lisez : mettez une virgule après « modèle ».
		3, d'en bas, lisez : quelle qu'en soit la source
143	II	20, d'en haut, lisez : maître en corporation

8, d'en haut : mettez une virgule après « cependant ».

9, d'en bas, lisez : annuelle qui n'est que la somme, etc.

NOTES

- [1] Karl Marx : « Zur Kritik der Politischen Ökonomie. », Berlin, 1859, p. 4.
- [2] « Le désir implique le besoin ; c'est l'appétit de l'esprit, lequel lui est aussi naturel que la faim l'est au corps. C'est de là que la plupart des choses tirent leur valeur. » Nicholas Barbon : « A Discourse on coining the new money lighter, in answer to M^r. Locke's considerations, etc. », London, 1696, p. 2 et 3.)
- [3] « Les choses ont une *vertu* intrinsèque (*virtue*, telle est chez Barbon la désignation spécifique pour *valeur d'usage*) qui en tout lieu ont la même qualité, comme l'aimant par exemple attire le fer (l. c. p. 16). La propriété qu'a l'aimant d'attirer le fer ne devient utile que lorsque par son moyen on eût découvert la polarité magnétique. »
- [4] « Ce qui fait la valeur naturelle d'une chose, c'est la propriété qu'elle a de satisfaire les besoins ou les convenances de la vie humaine. » John Locke : « Some Considerations on the Consequences of the Lowering of Interest. 1691. » Au dix-septième siècle on trouve encore souvent chez les écrivains anglais le mot *Worth* pour valeur d'usage et le mot *Value* pour valeur d'échange, suivant l'esprit d'une langue qui aime à exprimer la chose *immédiate* en termes germaniques et la chose *réfléchie* en termes romans.
- [5] Dans la société bourgeoise « nul n'est censé ignorer la loi. » — En vertu d'une *fictio juris* économique, tout acheteur est censé posséder une connaissance encyclopédique des marchandises.
- [6] « La *valeur* consiste dans le *rapport d'échange* qui se trouve entre telle chose et telle autre, entre telle mesure d'une production et telle mesure d'une autre. » (Le Trosne : « *De l'intérêt social*. » *Physiocrates*, éd. Daire. Paris, 1846, p. 889.)
- [7] « Rien ne peut avoir une valeur intrinsèque. » (*N. Barbon*, l. c. p. 16) ; ou comme dit Butler :

The value of a thing
Is just as much as it will bring.

- [8] « One sort of wares are as good as another, if the value be equal. There is no difference or distinction in things of equal value. » Barbon ajoute : « Cent livres sterling en plomb ou en fer ont autant de valeur que cent livres sterling en argent ou en or. » (*N. Barbon*, l. c. p. 7 et 53.)
- [9] « Dans les échanges, la valeur des choses utiles est réglée par la quantité de travail nécessairement exigée et ordinairement employée pour leur production. » (*Some Thoughts on the Interest of Money in general, and particular in the Public Funds*, etc., London, p. 36.) Ce remarquable écrit anonyme du siècle dernier ne porte aucune date. D'après son contenu, il est évident qu'il a paru sous George II, vers 1739 ou 1740.
- [10] « Toutes les productions d'un même genre ne forment proprement qu'une masse, dont le prix se détermine en général et sans égard aux circonstances particulières. » (*Le Trosne*, l. c., p. 893.)
- [11] L. c., p. 12, 13 et *passim*.
- [12] « Tous les phénomènes de l'univers, qu'ils émanent de l'homme ou des lois générales de la nature, ne nous donnent pas l'idée de création réelle, mais seulement d'une modification de la matière. Réunir et séparer — voilà les seuls éléments que l'esprit humain saisisse en analysant l'idée de la reproduction. C'est aussi bien une reproduction de valeur (*valeur d'usage*, bien qu'ici Verri, dans sa polémique contre les physiocrates, ne sache pas lui-même de quelle sorte de valeur il parle) et de richesse, que la terre, l'air et l'eau se transforment en grain, ou que la main de l'homme convertisse la glutine d'un insecte en soie, ou lorsque des pièces de métal s'organisent par un arrangement de leurs atomes. » (*Pietro Verri : Meditazioni sulla Economia politica* ; imprimé pour la première fois en 1773 dans l'édition des économistes italiens de Custodi, parte moderna, 1804, t. XV, p. 22.)

[13] Comparez Hegel, *Philosophie du droit*, Berlin, 1840, p. 250, ff. 190.

[14] Le lecteur doit remarquer qu'il ne s'agit pas ici du *salaire* ou de la valeur que l'ouvrier reçoit pour une journée de travail, mais de la *valeur* de la marchandise dans laquelle se réalise cette journée de travail. Aussi bien la catégorie du salaire n'existe pas encore au point où nous en sommes de notre exposition.

[15] Pour démontrer que « le travail... est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir dans tous les temps et dans tous les lieux à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises », A. Smith dit : « Des quantités égales de travail doivent nécessairement, dans tous les temps et dans tous les lieux, être d'une valeur égale pour celui qui travaille. Dans son état habituel de santé, de force et d'activité, et d'après le degré ordinaire d'habileté ou de dextérité qu'il peut avoir, il faut toujours qu'il donne la même portion de son repos, de sa liberté, de son bonheur. » (*Wealth of nations*, l. 1, ch. v.) D'un côté, A. Smith confond ici (ce qu'il ne fait pas toujours) la détermination de la valeur de la marchandise par le quantum de travail dépensé dans sa production, avec la détermination de sa valeur par la valeur du travail, et cherche par conséquent à prouver que d'égales quantités de travail ont toujours la même valeur. D'un autre côté, il pressent, il est vrai, que tout travail n'est qu'une dépense de force humaine de travail, en tant qu'il se représente dans la valeur de la marchandise ; mais il comprend cette dépense exclusivement comme abnégation, comme sacrifice de repos, de liberté et de bonheur, et non, en même temps, comme affirmation normale de la vie. Il est vrai aussi qu'il a en vue le travailleur salarié moderne. Un des prédécesseurs de A. Smith, cité déjà par nous, dit avec beaucoup plus de justesse : « Un homme s'est occupé pendant une semaine à fournir une chose nécessaire à la vie... et celui qui lui en donne une autre en échange ne peut pas mieux estimer ce qui en est l'équivalent qu'en calculant ce que lui a coûté exactement le même travail et le même temps. Ce n'est en effet que l'échange du travail d'un homme dans une chose durant un certain temps contre le travail d'un autre homme dans une autre chose durant le même temps. » (*Some Thoughts on the interest of money in general*, etc., p. 39.)

[16] Les économistes peu nombreux qui ont cherché, comme Bailey, à faire l'analyse de la forme de la valeur, ne pouvaient arriver à aucun résultat : premièrement, parce qu'ils confondent toujours la valeur avec sa forme ; secondement, parce que sous l'influence grossière de la pratique bourgeoise, ils se préoccupent dès l'abord exclusivement de la quantité. « The command of quantity... constitutes value [Le pouvoir de disposer de la quantité... constitue la valeur]. » (*Money and its vicissitudes*, London, 1837, p. 11. S. Bailey)

[17] Sous un certain rapport il en est de l'homme comme de la marchandise. Comme il ne vient point au monde avec un miroir, ni en philosophe à la Fichte dont le Moi n'a besoin de rien pour s'affirmer, il se mire et se reconnaît d'abord seulement dans un autre homme. Aussi cet autre, avec peau et poil, lui semble-t-il la forme phénoménale du genre homme.

[18] L'expression *valeur* est employée ici, comme plusieurs fois déjà de temps à autre, pour *quantité de valeur*.

[19] Dans un écrit dirigé principalement contre la théorie de la valeur de Ricardo, on lit : « Vous n'avez qu'à admettre que le travail nécessaire à sa production restant toujours le même, A baisse parce que B, avec lequel il s'échange, hausse, et votre principe général au sujet de la valeur tombe. — En admettant que B baisse relativement à A, quand la valeur de A hausse relativement à B, Ricardo détruit lui-même la base de son grand axiome que la valeur d'une marchandise est toujours déterminée par la quantité de travail incorporée en elle ; car si un changement dans les frais de A change non-seulement sa valeur relativement à B, avec lequel il s'échange, mais aussi la valeur de B relativement à A, quoique aucun changement n'ait eu lieu dans la quantité de travail exigé pour la production de B : alors tombent non-seulement la doctrine qui fait de la quantité de travail appliqué à un article la mesure de sa valeur, mais aussi la doctrine qui affirme que la valeur est réglée par les frais de production. » (J. Broadhurst : *Political Economy*, London, 1842, p. 11, 14). Maître Broadhurst pouvait aussi bien dire : Que l'on considère les fractions $\frac{10}{20}$, $\frac{10}{50}$, $\frac{10}{100}$; le nombre 10 reste toujours le même, et cependant sa valeur proportionnelle décroît constamment parce que la grandeur des dénominateurs augmente. Ainsi tombe le grand principe d'après lequel la grandeur des nombres entiers est déterminée par la quantité des unités qu'ils contiennent.

[20] Dans un autre ordre d'idées il en est encore ainsi. Cet homme, par exemple, n'est roi que parce que d'autres hommes se considèrent comme ses sujets et agissent en conséquence. Ils croient au contraire être sujets parce qu'il est roi.

[21] F. L. A. Ferrier (sous-inspecteur des douanes) : *Du gouvernement considéré dans ses rapports avec le commerce*, Paris, 1805 ; et Charles Ganilh : *Des systèmes de l'Économie politique*, 2^e édit., Paris, 1821.

[22] Voilà pourquoi l'on parle de la valeur habit de la toile quand on exprime sa valeur en habits,

de sa valeur blé, quand on l'exprime en blé, etc. Chaque expression semblable donne à entendre que c'est sa propre valeur qui se manifeste dans ces diverses valeurs d'usage.

« La valeur d'une marchandise dénote son rapport d'échange ; nous pouvons donc parler de sa valeur blé, sa valeur habit, par rapport à la marchandise à laquelle elle est comparée ; et alors il y a des milliers d'espèces de valeur, autant d'espèces de valeur qu'il y a des genres de marchandises, et toutes sont également réelles et également nominales. » (*A Critical Dissertation on the Nature, Measure and Causes of value : chiefly in reference to the writings of Mr. Ricardo and his followers. By the author of Essays on the Formation, etc., of Opinions.* London, 1825, p. 39.) S. Bailey, l'auteur de cet écrit anonyme qui fit dans son temps beaucoup de bruit en Angleterre, se figure avoir anéanti tout concept positif de valeur par cette énumération des expressions relatives variées de la valeur d'une même marchandise. Quelle que fût l'étroitesse de son esprit, il n'en a pas moins parfois mis à nu les défauts de la théorie de Ricardo. Ce qui le prouve, c'est l'animosité avec laquelle il a été attaqué par l'école Ricardienne, par exemple dans le *Westminster Review*.

[23] La forme d'échangeabilité immédiate et universelle n'indique pas le moins du monde au premier coup d'œil qu'elle est une forme polarisée, renfermant en elle des oppositions, et tout aussi inséparable de la forme contraire sous laquelle l'échange immédiat n'est pas possible, que le rôle positif d'un des pôles d'un aimant l'est du rôle négatif de l'autre pôle. On peut donc s'imaginer qu'on a la faculté de rendre toutes les marchandises immédiatement échangeables, comme on peut se figurer que tous les catholiques peuvent être faits papes en même temps. Mais en réalité la forme valeur relative générale et la forme équivalent générale sont les deux pôles opposés, se supposant et se repoussant réciproquement du même rapport social des marchandises.

Cette impossibilité d'échange immédiat entre les marchandises est un des principaux inconvénients attachés à la forme actuelle de la production dans laquelle cependant l'économiste bourgeois voit le *nec-plus-ultra* de la liberté humaine et de l'indépendance individuelle. Bien des efforts inutiles, utopiques, ont été tentés pour vaincre cet obstacle. J'ai fait voir ailleurs que Proudhon avait été précédé dans cette tentative par Bray, Gray et d'autres encore.

[24] La traduction exacte des mots allemands « Geld, Geldform » présente une difficulté. L'expression : « forme argent » peut indistinctement s'appliquer à toutes les marchandises sauf les métaux précieux. On ne saurait pas dire, par exemple, sans amener une certaine confusion dans l'esprit des lecteurs : « forme argent de l'argent » ou bien « l'or devient argent. » Maintenant l'expression « forme monnaie » présente un autre inconvénient qui vient de ce qu'en français le mot « monnaie » est souvent employé dans le sens de pièces monnayées. Nous employons alternativement les mots « forme monnaie » et « forme argent » suivant les cas, mais toujours dans le même sens.

[25] L'économie politique classique n'a jamais réussi à déduire de son analyse de la marchandise, et spécialement de la valeur de cette marchandise, la forme sous laquelle elle devient valeur d'échange, et c'est là un de ses vices principaux. Ce sont précisément ses meilleurs représentants tels qu'Adam Smith et Ricardo, qui traitent la forme valeur comme quelque chose d'indifférent ou n'ayant aucun rapport intime avec la nature de la marchandise elle-même. Ce n'est pas seulement parce que la valeur comme quantité absorbe leur attention. La raison en est plus profonde. La forme valeur du produit du travail est la forme la plus abstraite et la plus générale du mode de production actuel, qui acquiert par cela même un caractère historique, celui d'un mode particulier de production sociale. Si on commet l'erreur de la prendre pour la forme naturelle, éternelle, de toute production dans toute société, on perd nécessairement de vue le côté spécifique de la forme valeur, puis de la forme marchandise, et à un degré plus développé, de la forme argent, forme capital, etc. C'est ce qui explique pourquoi on trouve chez des économistes complètement d'accord entre eux sur la mesure de la quantité de valeur par la durée de travail, les idées les plus diverses et les plus contradictoires sur l'argent, c'est-à-dire sur la forme fixe de l'équivalent général. On remarque cela surtout dès qu'il s'agit de questions telles que celle des banques par exemple ; c'est alors à n'en plus finir avec les définitions de la monnaie et les lieux communs constamment débités à ce propos. — Je fais remarquer une fois pour toutes que j'entends par économie politique classique toute économie qui, à partir de William Petty, cherche à pénétrer l'ensemble réel et intime des rapports de production dans la société bourgeoise, par opposition à l'économie vulgaire qui se contente des apparences, rumine sans cesse pour son propre besoin et pour la vulgarisation des plus grossiers phénomènes les matériaux déjà élaborés par ses prédécesseurs, et se borne à ériger pédantesquement en système et à proclamer comme vérités éternelles les illusions dont le bourgeois aime à peupler son monde à lui, le meilleur des mondes possibles.

[26] Chez les anciens Germains la grandeur d'un arpent de terre était calculé d'après le travail d'un jour, et de là son nom *Tagerwerk, Mannewerk, etc.* (Jurnale ou jurnal, terra jurnal ou diurnal). D'ailleurs l'expression de « journal » de terre subsiste encore dans certaines parties de la France.

[27] Quand donc Galiani dit : La valeur est un rapport entre deux personnes, « La Richezza è une

ragione tra due persone » (Galiani : *Della Moneta*, p. 221, t. III du recueil de Custodi des *Scrittori classici Italiani di Economia politica. — Parte moderna*, Milan, 1803), il aurait dû ajouter : un rapport caché sous l'enveloppe des choses.

[28] « Que doit-on penser d'une loi qui ne peut s'exécuter que par des révolutions périodiques ? C'est tout simplement une loi naturelle fondée sur l'inconscience de ceux qui la subissent. » (Friedrich Engels « Umrisse, zu einer Kritik der Nationalökonomie », p. 103, dans les *Annales franco-allemandes*, éditées par Arnold Ruge et Karl Marx, Paris, 1844.)

[29] Ricardo lui-même a sa Robinsonade. Le chasseur et le pêcheur primitifs sont pour lui des marchands qui échangent le poisson et le gibier en raison de la durée du travail réalisé dans leurs valeurs. À cette occasion, il commet ce singulier anachronisme, que le chasseur et le pêcheur consultent, pour le calcul de leurs instruments de travail, les tableaux d'annuités en usage à la Bourse de Londres en 1817. Les « parallélogrammes de M. Owen » paraissent être la seule forme de société qu'il connaisse en dehors de la société bourgeoise (K. Marx, 'Contribution...', l. c., p. 38-39).

[30] C'est un préjugé ridicule, répandu ces derniers temps, de croire que la propriété collective primitive est une forme de propriété spécifiquement slave, voire exclusivement russe. C'est la forme primitive dont on peut établir la présence chez les Romains, les Germains, les Celtes, mais dont on rencontre encore, aux Indes, tout un échantillonnage aux spécimens variés, bien qu'en partie à l'état de vestiges. Une étude rigoureuse des formes de la propriété collective en Asie, et spécialement aux Indes, montrerait qu'en se dissolvant les différentes formes de la propriété collective primitive ont donné naissance à différentes formes de propriété. C'est ainsi que l'on peut, par exemple, déduire les différents types originaux de propriété privée à Rome et chez les Germains de différentes formes de propriété collective aux Indes (K. Marx, 'Contribution...', l. c., p. 13).

[31] Un des premiers économistes qui après William Petty ait ramené la valeur à son véritable contenu, le célèbre Franklin, peut nous fournir un exemple de la manière dont l'économie bourgeoise procède dans son analyse. Il dit : « Comme le commerce en général n'est pas autre chose qu'un échange de travail contre travail, c'est par le travail qu'on estime le plus exactement la valeur de toutes choses » (The Works of Benjamin Franklin. etc., éditions Sparks, Boston, 1836, t. II. p. 267). Franklin trouve tout aussi naturel que les choses aient de la valeur, que le corps de la pesanteur. À son point de vue, il s'agit tout simplement de trouver comment cette valeur sera estimée le plus exactement possible. Il ne remarque même pas qu'en déclarant que « c'est par le travail qu'on estime le plus exactement la valeur de toute chose », il fait abstraction de la différence des travaux échangés et les réduit à un travail humain égal. Autrement il aurait dû dire : puisque l'échange de bottes ou de souliers contre des tables n'est pas autre chose qu'un échange de cordonnerie contre menuiserie, c'est par le travail du menuisier qu'on estimera avec le plus d'exactitude la valeur des bottes ! En se servant du mot travail en général, il fait abstraction du caractère utile et de la forme concrète des divers travaux. L'insuffisance de l'analyse que Ricardo a donnée de la grandeur de la valeur — et c'est la meilleure — sera démontrée dans les Livres III et IV de cet ouvrage. Pour ce qui est de la valeur en général, l'économie politique classique ne distingue jamais clairement ni expressément le travail représenté dans la valeur du même travail en tant qu'il se représente dans la valeur d'usage du produit. Elle fait bien en réalité cette distinction, puisqu'elle considère le travail tantôt au point de vue de la qualité, tantôt à celui de la quantité. Mais il ne lui vient pas à l'esprit qu'une différence simplement quantitative des travaux suppose leur unité ou leur égalité qualitative, c'est-à-dire leur réduction au travail humain abstrait. Ricardo, par exemple, se déclare d'accord avec Destutt de Tracy quand celui-ci dit : « Puisqu'il est certain que nos facultés physiques et morales sont notre seule richesse originaire, que l'emploi de ces facultés, le travail quelconque, est notre seul trésor primitif, et que c'est toujours de cet emploi que naissent toutes les choses que nous appelons des biens... il est certain même que tous ces biens ne font que représenter le travail qui leur a donné naissance, et que, s'ils ont une valeur, ou même deux distinctes, ils ne peuvent tenir ces valeurs que de celle du travail dont ils émanent. » (Destutt de Tracy, *Éléments d'idéologie*, IVe et Ve parties, Paris, 1826, p. 35, 36.) (Comp. Ricardo, *The Principles of Political Economy*, 3^e éd., London, 1821, p. 334.) Ajoutons seulement que Ricardo prête aux paroles de Destutt un sens trop profond. Destutt dit bien d'un côté que les choses qui forment la richesse représentent le travail qui les a créées ; mais, de l'autre, il prétend qu'elles tirent leurs deux valeurs différentes (valeur d'usage et valeur d'échange) de la valeur du travail. Il tombe ainsi dans la platitude de l'économie vulgaire qui admet préalablement la valeur d'une marchandise (du travail, par exemple) pour déterminer la valeur des autres. Ricardo le comprend comme s'il disait que le travail (non sa valeur) se représente aussi bien dans la valeur d'usage que dans la valeur d'échange. Mais lui-même distingue si peu le caractère à double face du travail que dans tout son chapitre « Valeur et Richesse », il est obligé de discuter les unes après les autres les trivialités d'un J.-B. Say. Aussi est-il à la fin tout étonné de se trouver d'accord avec Destutt sur le travail

comme source de valeur, tandis que celui-ci, d'un autre côté, se fait de la valeur la même idée que Say.

[32] « Les économistes ont une singulière manière de procéder. Il n'y a pour eux que deux sortes d'institutions, celles de l'art et celles de la nature. Les institutions de la féodalité sont des institutions artificielles, celles de la bourgeoisie sont des institutions naturelles. Ils ressemblent en cela aux théologiens, qui, eux aussi, établissent deux sortes de religions. Toute religion qui n'est pas la leur est une invention des hommes, tandis que leur propre religion est une émanation de Dieu... Ainsi il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus. » (Karl Marx, *Misère de la philosophie. Réponse à la Philosophie de la misère de M. Proudhon*, 1847, p. 113.) Le plus drôle est Bastiat, qui se figure que les Grecs et les Romains n'ont vécu que de rapine. Mais quand on vit de rapine pendant plusieurs siècles, il faut pourtant qu'il y ait toujours quelque chose à prendre ou que l'objet des rapines continuelles se renouvelle constamment. Il faut donc croire que les Grecs et les Romains avaient leur genre de production à eux, conséquemment une économie, qui formait la base matérielle de leur société, tout comme l'économie bourgeoise forme la base de la nôtre. Ou bien Bastiat penserait-il qu'un mode de production fondé sur le travail des esclaves est un système de vol ? Il se place alors sur un terrain dangereux. Quand un géant de la pensée, tel qu'Aristote, a pu se tromper dans son appréciation du travail esclave, pourquoi un nain comme Bastiat serait-il infaillible dans son appréciation du travail salarié ? — Je saisis cette occasion pour dire quelques mots d'une objection qui m'a été faite par un journal allemand-américain à propos de mon ouvrage : Contribution à la critique de l'économie politique, paru en 1859. Suivant lui, mon opinion que le mode déterminé de production et les rapports sociaux qui en découlent, en un mot que la structure économique de la société est la base réelle sur laquelle s'élève ensuite l'édifice juridique et politique, de telle sorte que le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle — suivant lui, cette opinion est juste pour le monde moderne dominé par les intérêts matériels mais non pour le Moyen Age où régnait le catholicisme, ni pour Athènes et Rome où régnait la politique. Tout d'abord, il est étrange qu'il plaise à certaines gens de supposer que quelqu'un ignore ces manières de parler vieilles et usées sur le Moyen Age et l'Antiquité. Ce qui est clair, c'est que ni le premier ne pouvait vivre du catholicisme, ni la seconde de la politique. Les conditions économiques d'alors expliquent au contraire pourquoi là le catholicisme et ici la politique jouaient le rôle principal. La moindre connaissance de l'histoire de la République romaine, par exemple, fait voir que le secret de cette histoire, c'est l'histoire de la propriété foncière. D'un autre côté, personne n'ignore que déjà don Quichotte a eu à se repentir pour avoir cru que la chevalerie errante était compatible avec toutes les formes économiques de la société.

[33] « Value is a property of things, riches of man. Value, in this sense, necessarily implies exchanges, riches do not. » (*Observations on certain verbal Disputas in Political Economy, particularly relating to value and to demand and supply*, London, 1821, p. 16.)

[34] « Riches are the attribute of men, value is the attribute of commodities. A man or a community is rich, a pearl or a diamond is valuable... A pearl or a diamond is *valuable as a pearl or diamond*. » (S. Bailey, l. c., p. 165.)

[35] L'auteur des *Observations* et S. Bailey accusent Ricardo d'avoir fait de la valeur d'échange, chose purement relative, quelque chose d'absolu. Tout au contraire, il a ramené la relativité apparente que ces objets, tels que perle et diamant, par exemple, possèdent comme valeur d'échange, au vrai rapport caché sous cette apparence, à leur relativité comme simples expressions de travail humain. Si les partisans de Ricardo n'ont su répondre à Bailey que d'une manière grossière et pas du tout concluante, c'est tout simplement parce qu'ils n'ont trouvé chez Ricardo lui-même rien qui les éclairât sur le rapport intime qui existe entre la valeur et sa forme, c'est-à-dire la valeur d'échange.

[36] Dans le douzième siècle, si renommé pour sa piété, on trouve souvent parmi les marchandises des choses très délicates. Un poète français de cette époque signale, par exemple, parmi les marchandises qui se voyaient sur le marché du Landit, à côté des étoffes, des chaussures, des cuirs et des instruments d'agriculture, « des femmes folles de leurs corps. »

[37] Bien des gens puisent leur idéal de justice dans les rapports juridiques qui ont leur origine dans la société basée sur la production marchande, ce qui, soit dit en passant, leur fournit agréablement la preuve que ce genre de production durera aussi longtemps que la justice elle-même. Ensuite, dans cet idéal, tiré de la société actuelle, ils prennent lent point d'appui pour réformer cette société et son droit. Que penserait-on d'un chimiste qui, au lieu d'étudier les lois des combinaisons matérielles et de résoudre sur cette base des problèmes déterminés, voudrait transformer ces combinaisons d'après les « idées éternelles de l'affinité et de la naturalité ? » Sait-on quelque chose de plus sur « l'usure », par exemple, quand on dit qu'elle est en contradiction avec la « justice éternelle » et l'« équité éternelle », que n'en savaient les Pères de l'Église quand ils en disaient autant en proclamant sa contradiction avec la « grâce éternelle, la foi éternelle et la volonté éternelle »

de Dieu ? »

[38] « Car l'usage de chaque chose est de deux sortes : l'une est propre à la chose comme telle, l'autre non ; une sandale, par exemple, sert de chaussure et de moyen d'échange. Sous ces deux points de vue, la sandale est une valeur d'usage, car celui qui l'échange pour ce qui lui manque, la nourriture, je suppose, se sert aussi de la sandale comme sandale, mais non dans son genre d'usage naturel, car elle n'est pas là précisément pour l'échange. » (Aristote, *De Rep.*, l. I, c. 9.)

[39] On peut d'après cela apprécier le socialisme bourgeois qui veut éterniser la production marchande et, en même temps, abolir « l'opposition de marchandise et argent », c'est-à-dire l'argent lui-même, car il n'existe que dans cette opposition. V. sur ce sujet dans ma *Critique de l'économie politique*, p. 61 et suiv.

[40] Tant que deux objets utiles différents ne sont pas encore échangés, mais qu'une masse chaotique de choses est offerte comme équivalent pour une troisième, ainsi que nous le voyons chez les sauvages, l'échange immédiat des produits n'est lui-même qu'à son berceau.

[41] Karl Marx, l. c., p. 135, « Les métaux précieux sont naturellement monnaie » (Galiani : *Della Moneta*, dans le recueil de Custodi, *parte moderna*, t. III, p. 172).

[42] V. de plus amples détails à ce sujet dans mon ouvrage déjà cité, ch. *Les métaux précieux*.

[43] « L'argent est la marchandise universelle. » (Verri, l. c., p. 16.)

[44] « L'argent et l'or eux-mêmes, auxquels nous pouvons donner le nom général de lingots, sont... des marchandises... dont la valeur... hausse et baisse. Le lingot a une plus grande valeur là où, avec un moindre poids, on achète une plus grande quantité de produits ou de marchandises du pays. » (A. *Discourse on the general notions of Money, Trade and Exchange, as they stand in relations to each other, by a Merchant, London*, 1695, p. 7.) « L'argent et l'or, monnayés ou non, quoiqu'ils servent de mesure à toutes les autres choses, sont des marchandises tout aussi bien que le vin, l'huile, le tabac, le drap et les étoffes. » (As *Discourse concerning Trade, and that in particular of the East Indies*, etc., *London*, 1689, p. 2.) « Les fonds et les richesses du royaume ne peuvent pas consister exclusivement en monnaie, et l'or et l'argent ne doivent pas être exclus du nombre des marchandises. » (The East India Trade, a most profitable Trade..., *London*, 1677, p. 4.)

[45] « L'or et l'argent ont leur valeur comme métaux avant qu'ils deviennent monnaie. » (Galiani, l. c.) Locke dit : « Le commun consentement des hommes assigna une valeur imaginaire à l'argent, à cause de ses qualités qui le rendaient propre à la monnaie. » Law, au contraire : « Je ne saurais concevoir comment différentes nations pourraient donner une valeur imaginaire à aucune chose... ou comment cette valeur imaginaire pourrait avoir été maintenue ? » Mais il n'entendait rien lui-même à cette question, car ailleurs il s'exprime ainsi : « L'argent s'échangeait sur le pied de ce qu'il était évalué pour les usages », c'est-à-dire d'après sa valeur réelle ; par son adoption comme monnaie il reçut une valeur additionnelle. » (Jean Law : *Considérations sur le numéraire et le commerce*. Daire. Édition des *Économistes financiers* du dix-huitième siècle, p. 470.)

[46] « L'argent en (des denrées) est le signe » (V. de Forbonnais : *Eléments du commerce*, Nouv. édit. Leyde, 1766, t. II, p. 143). « Comme signe il est attiré par les denrées. » (L. c., p. 155). « L'argent est un signe d'une chose et la représente » (Montesquieu, *Esprit des lois*.) « L'argent n'est pas simple signe, car il est lui-même richesse ; il ne représente pas les valeurs, il les équivaut. » (Le Trosne, l. c., p. 910). Longtemps avant les économistes, les juristes avaient mis en vogue cette idée que l'argent n'est qu'un simple signe et que les métaux précieux n'ont qu'une valeur imaginaire. Valets et sycophantes du pouvoir royal, ils ont pendant tout le Moyen Âge appuyé le droit des rois à la falsification des monnaies sur les traditions de l'Empire romain et sur le concept du rôle de l'argent tel qu'il se trouve dans les Pandectes. « Que aucun puisse ne doit faire doute, dit leur habile disciple Philippe de Valois dans un décret de 1346, que à nous et à notre majesté royale, n'appartienne seulement... le mestier, le fait, la provision et toute l'ordonnance des monnaies, de donner tel cours, et pour tel prix comme il nous plaît et bon nous semble. » C'était un dogme du droit romain que l'empereur décrétait la valeur de l'argent. Il était défendu expressément de le traiter comme une marchandise. « Pecunias veto nulli emere fas erit, nam in usu publico constitutas oportet non esse mercem. » On trouve d'excellents commentaires là-dessus dans G. F. Pagnini : *Saggio sopra il giusto pregio delle cose*, 1741. « Custodi, *parte moderna*, t. II. Dans la seconde partie de son écrit notamment, Pagnini dirige sa polémique contre les juristes.

[47] « Si un homme peut livrer à Londres une once d'argent extraite des mines du Pérou, dans le même temps qu'il lui faudrait pour produire un boisseau de grain, alors l'un est le prix naturel de l'autre. Maintenant, si un homme, par l'exploitation de mines plus nouvelles et plus riches, peut se procurer aussi facilement deux onces d'argent qu'auparavant une seule, le grain sera aussi bon marché à 10 shillings le boisseau qu'il l'était auparavant à 5 shillings, *caeteris paribus* (William Petty : *A Treatise of Taxes and Contributions*, *London*, 1667, p. 31).

[48] Maître Roscher, le professeur, nous apprend d'abord : « Que les fausses définitions de l'argent peuvent se diviser en deux groupes principaux : il y a celles d'après lesquelles il est plus et celles d'après lesquelles il est moins qu'une marchandise. » Puis il nous fournit un catalogue des

écrits les plus bigarrés sur la nature de l'argent, ce qui ne jette pas la moindre lueur sur l'histoire réelle de la théorie. À la fin, arrive la morale : « On ne peut nier, dit-il, que la plupart des derniers économistes ont accordé peu d'attention aux particularités qui distinguent l'argent des autres marchandises (il est donc plus ou moins qu'une marchandise ?)... En ce sens, la réaction mimercantiliste de Ganihl, etc., n'est pas tout à fait sans fondement. » (Wilhelm Roscher : *Les fondements de l'économie nationale*, 3^e édit., 1858, p. 207 et suiv.) Plus — moins — trop peu — en ce sens — pas tout à fait — quelle clarté et quelle précision dans les idées et le langage ! Et c'est un tel fatras d'éclectisme professoral que maître Roscher baptise modestement du nom de « méthode anatomico-physiologique » de l'économie politique ! On lui doit cependant une découverte, à savoir que l'argent est « une marchandise agréable. »

[49] Poser la question de savoir pourquoi la monnaie ne représente pas immédiatement le temps de travail lui-même, de telle sorte, par exemple, qu'un billet représente un travail de x heures, revient tout simplement à ceci : pourquoi, étant donné la production marchande, les produits du travail doivent-ils revêtir la forme de marchandises ? Ou à cette autre : pourquoi le travail privé ne peut-il pas être traité immédiatement comme travail social, c'est-à-dire comme son contraire ? J'ai rendu compte ailleurs avec plus de détails de l'utopie d'une « monnaie ou bon de travail » dans le milieu actuel de production (l. c., p. 61 et suiv.). Remarquons encore ici que le bon de travail d'Owen, par exemple, est aussi peu de l'argent qu'une contremarque de théâtre. Owen suppose d'abord un travail socialisé, ce qui est une forme de production diamétralement opposée à la production marchande. Chez lui le certificat de travail constate simplement la part individuelle du producteur au travail commun et son droit individuel à la fraction du produit commun destinée à la consommation. Il n'entre point dans l'esprit d'Owen de supposer d'un côté la production marchande et de vouloir de l'autre échapper à ses conditions inévitables par des bousillages d'argent.

[50] Le sauvage ou le demi sauvage se sert de sa langue autrement. Le capitaine Parry remarque, par exemple, des habitants de la côte ouest de la baie de Baffin : « Dans ce cas (l'échange des produits) ils passent la langue deux fois sur la chose présentée à eux, après quoi ils semblent croire que le traité est dûment conclu. » Les Esquimaux de l'est léchaient de même les articles qu'on leur vendait à mesure qu'ils les recevaient. Si la langue est employée dans le nord comme organe d'appropriation, rien d'étonnant que dans le sud le ventre passe pour l'organe de la propriété accumulée et que le Caffre juge de la richesse d'un homme d'après son embonpoint et sa bedaine. Ces Caffres sont des gaillards très clairvoyants, car tandis qu'un rapport officiel de 1864 sur la santé publique en Angleterre s'apitoyait sur le manque de substances adipogènes facile à constater dans la plus grande partie de la classe ouvrière, un docteur Harvey, qui pourtant n'a pas inventé la circulation du sang, faisait sa fortune dans la même année avec des recettes charlatanesques qui promettaient à la bourgeoisie et à l'aristocratie de les délivrer de leur superflu de graisse.

[51] V. Karl Marx : *Critique de l'économie politique*, etc., la partie intitulée : 'Théories sur l'unité de mesure de l'argent.

[52] Partout où l'argent et l'or se maintiennent légalement l'un à côté de l'autre comme monnaie, c'est-à-dire comme mesure de valeurs, c'est toujours en vain qu'on a essayé de les traiter comme une seule et même matière. Supposer que la même quantité de travail se matérialise immuablement dans la même proportion d'or et d'argent, c'est supposer en fait que l'argent et l'or sont la même matière et qu'un quantum donné d'argent, du métal qui a la moindre valeur, est une fraction immuable d'un quantum donne d'or. Depuis le règne d'Édouard III jusqu'aux temps de George II, l'histoire de l'argent en Angleterre présente une série continue de perturbations provenant de la collision entre le rapport de valeur légale de l'argent et de l'or et les oscillations de leur valeur réelle. Tantôt c'était l'or qui était estimé trop haut, tantôt c'était l'argent. Le métal estimé au dessous de sa valeur était dérobé à la circulation, refondu et exporté. Le rapport de valeur des deux métaux était de nouveau légalement changé ; mais, comme l'ancienne, la nouvelle valeur nominale entraînait bientôt en conflit avec le rapport réel de valeur.

À notre époque même, une baisse faible et passagère de l'or par rapport à l'argent, provenant d'une demande d'argent dans l'Inde et dans la Chine, a produit en France le même phénomène sur la plus grande échelle, exportation de l'argent et son remplacement par l'or dans la circulation. Pendant les années 1855, 1856 et 1857, l'importation de l'or en France dépassa son exportation de 41 580 000 l. st., tandis que l'exportation de l'argent dépassa son importation de 14 740 000. En fait, dans les pays comme la France où les deux métaux sont des mesures de valeurs légales et ont tous deux un cours forcé, de telle sorte que chacun peut payer à volonté soit avec l'un, soit avec l'autre, le métal en hausse porte un agio et mesure son prix, comme toute autre marchandise, dans le métal surfait, tandis que ce dernier est employé seul comme mesure de valeur. L'expérience fournie par l'histoire à ce sujet se réduit tout simplement à ceci, que là où deux marchandises remplissent légalement la fonction de mesure de valeur, il n'y en a en fait qu'une seule qui se maintienne à ce

poste. (Karl Marx, 'l. c., p. 52, 53.)

[53] Ce fait étrange que l'unité de mesure de la monnaie anglaise, l'once d'or, n'est pas subdivisée en parties aliquotes, s'explique de la manière suivante : « À l'origine notre monnaie était adaptée exclusivement à l'argent, et c'est pour cela qu'une once d'argent peut toujours être divisée dans un nombre de pièces aliquotes ; mais l'or n'ayant été introduit qu'à une période postérieure dans un système de monnayage exclusivement adapté à l'argent, une once d'or ne saurait pas être monnayée en un nombre de pièces aliquotes. (Maclaren : *History of the Currency*, etc., p. 16. London, 1838.)

[54] « L'argent peut continuellement changer de valeur et néanmoins servir de mesure aussi bien que s'il restait parfaitement stationnaire. » (Baiseley : *Money and its vicissitudes*. London, 1837, p. 11.

[55] « Les monnaies qui sont aujourd'hui idéales, sont les plus anciennes de toute nation, et toutes étaient à une certaine période réelles (cette dernière assertion n'est pas juste dans une aussi large mesure), et parce qu'elles étaient réelles, elles servaient de monnaie de compte. » (Galiani, l. c. p. 153).

[56] C'est ainsi que la livre anglaise ne désigne à peu près que 1/4 de son poul primitif, la livre écossaise avant l'Union de 1701 1/36 seulement, la livre française 1/94, le maravédi espagnol moins de 1/100, le réis portugais une fraction encore bien plus petite. M. David Urquhart remarque dans ses « Familiar Words. » à propos de ce lait qui le terrifie, que la livre anglaise (L. St.) comme unité de mesure monétaire ne vaut plus que 1/4 d'once d'or : « C'est falsifier une mesure et non pas établir un étalon. » Dans cette fausse dénomination de l'étalon monétaire il voit, comme pat tout, la main falsificatrice de la civilisation.

[57] Dans différents pays, l'étalon légal des prix est naturellement différent. En Angleterre, par exemple, l'once comme poids de métal est divisée en Pennyweights, Grains et Karats Troy ; mais 1 once comme unité de mesure monétaire est divisée en 3 7/8 sovereigns, le sovereign en 20 shillings, le shilling en 12 pence, de sorte que 100 livies d'or à 22 karats (1200 onces) = 4672 sovereigns et 10 shillings.

[58] « Comme on demandait à Anacharsis, de quel usage était l'argent chez les Grecs, il répondit : ils s'en servent pour compter. » (Athenæus, Deipn, l. IV.)

[59] L'or possédant comme étalon des prix les mêmes noms que les prix des marchandises, et de plus étant monnayé suivant les parties aliquotes de l'unité de mesure, que ces noms désignent, de l'once, par exemple, de sorte qu'une once d'or peut être exprimée tout aussi bien que le prix d'une tonne de fer par 3 l. 17 s, 10 1/2 d., on a donné à ces expressions le nom de prix de monnaie. C'est ce qui a fait naître l'idée merveilleuse que l'or pouvait être estimé en lui même, sans comparaison avec aucune autre marchandise, et qu'à la différence de toutes les autres marchandises il recevait de l'État un prix fixe. On a confondu la fixation des noms de monnaie de compte pour des poids d'or déterminés avec la fixation de la valeur de ces poids. La littérature anglaise possède d'innombrables écrits dans lesquels ce quiproquo est délayé à l'infini. Ils ont inoculé la même folie à quelques auteurs de l'autre côté du détroit.

[60] Comparez « Théories sur l'unité de mesure de l'argent » dans l'ouvrage déjà cité, *Critique de l'économie politique*, p. 53 et suiv.). — Les fantaisies à propos de l'élévation ou de l'abaissement du « prix de monnaie » qui consistent de la part de l'État à donner les noms légaux déjà fixés pour des poids déterminés d'or ou d'argent à des poids supérieurs ou inférieurs, c'est-à-dire, par exemple, à frapper 1/4 d'once d'or en 40 sh. au lieu de 20, de telles fantaisies, en tant qu'elles ne sont point de maladroites opérations financières contre les créanciers de l'État ou des particuliers, mais ont pour but d'opérer des « cures merveilleuses » économiques, ont été traitées d'une manière si complète par W. Petty, dans son ouvrage : « *Quantulumcumque concerning money. To the Lord Marquis of Halifax*, » 1682, que ses successeurs immédiats, Sir Dudley North et John Locke, pour ne pas parler des plus récents, n'ont pu que délayer et affaiblir ses explications. « Si la richesse d'une nation pouvait être décuplée par de telles proclamations, il serait étrange que nos maîtres ne les eussent pas faites depuis longtemps, » dit-il entre autres, l. c. p. 36.

[61] « Ou bien il faut consentir à dire qu'une valeur d'un million en argent vaut plus qu'une valeur égale en marchandises. » (Le Trosne, l. c. p. 922), ainsi qu'une valeur vaut plus qu'une valeur égale.

[62] Si dans sa jeunesse saint Jérôme avait beaucoup à lutter contre la chair matérielle, parce que des images de belles femmes obsédaient sans cesse son imagination, il luttait de même dans sa vieillesse contre la chair spirituelle. Je me figurai, dit-il, par exemple, en présence du souverain juge. « Qui es-tu ? » Je suis un chrétien. « Non, tu mens, répliqua le juge d'une voix de tonnerre, tu n'es qu'un Cicéronien. »

[63] « L'alliage et le poids de cette monnaie sont très-bien examinés, mais, dis-moi, l'as-tu dans ta bourse ? »

[64]

« Εχ δε τού... προς ἀντάμεισόεσθαι παιν δ Ἡράκλειτος, Χαί πῦρ πάντων, ὡς περ χρυσοῦ Χρήματα χαι χρήμάτων Χρυσός » F. Lassalle, *la philosophie d'Héraclite l'obscur*. Berlin, 1858, t. I, p. 222.

« Le feu, comme dit Héraclite, se convertit en tout, et tout se convertit en eu, de même que les marchandises en or et l'or en marchandises. »

[65] « Le véritable amour est toujours cahoté dans sa course. » (Shakespeare)

[66] « Toute vente est achat. » (D^r Quesnay, *Dialogues sur le commerce et les travaux des artisans. Physiocrates*, éd. Daire, I^{re} partie, Paris, 1846, p. 170), ou, comme le dit le même auteur, dans ses *Maximes générales* : Vendre est acheter.

[67] « Le prix d'une marchandise ne pouvant être payé que par le prix d'une autre marchandise. » (Mercier de la Rivière, *l'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques. Physiocrates*, éd. Daire, II^e partie, p. 554.)

[68] « Pour avoir cet argent, il faut avoir vendu. » (l. c., p. 545.)

[69] Ici, comme nous l'avons déjà fait remarquer, le producteur d'or ou d'argent fait exception ; il vend son produit sans avoir préalablement acheté.

[70] « Si l'argent représente, dans nos mains, les choses que nous pouvons désirer d'*acheter*, il y représente aussi les choses que nous avons *vendues* pour cet argent. » (Mercier de la Rivière, l. c., p. 586.)

[71] « Il y a donc quatre termes et trois contractants, dont l'un intervient deux fois. » (Le Trosne, l. c., p. 908.)

[72] V. mes remarques sur *James Mill*, l. c, p. 74-76. Deux points principaux caractérisent à ce sujet la méthode apologétique des économistes. D'abord ils identifient la circulation des marchandises et l'échange immédiat des produits, en faisant tout simplement abstraction de leurs différences. En second lieu, ils essaient d'effacer les contradictions de la *production capitaliste* en réduisant les rapports de ses agents aux rapports simples qui résultent de la circulation des marchandises. Or, circulation des marchandises et production des marchandises sont des phénomènes qui appartiennent aux modes de production les plus différents, quoique dans une mesure et une portée qui ne sont pas les mêmes. On ne sait donc encore rien de la différence spécifique des modes de production, et on ne peut les juger, si l'on ne connaît que les catégories abstraites de la circulation des marchandises qui leur sont communes. Il n'est pas de science où, avec des lieux communs élémentaires, l'on fasse autant l'important que dans l'économie politique. J. B. Say, par exemple, se fait fort de juger les *crises*, parce qu'il sait que la marchandise est un *produit*.

[73] « Il (l'argent) n'a d'autres mouvements que celui qui lui est imprimé par les productions. » (Le Trosne, l. c., p. 885.)

[74] Il faut bien remarquer que le développement donné dans le texte n'agit qu'à la forme simple de la circulation, la seule que nous étudions à présent.

[75] « Ce sont les productions qui le mettent en mouvement (l'argent) et le font circuler... La célérité de son mouvement supplée à sa quantité. Lorsqu'il en est besoin, il ne fait que glisser d'une main dans l'autre sans s'arrêter un instant. (Le Trosne l. c, p. 915, 916.)

[76] « L'argent étant la mesure commune des ventes et des achats, quiconque a quelque chose à vendre et ne peut se procurer des acheteurs est enclin à penser que le manque d'argent dans le royaume est la cause qui fait que ses articles ne se vendent pas, et dès lors chacun de s'écrier que l'argent manque, ce qui est une grande méprise... Que veulent donc ces gens qui réclament de l'argent à grands cris ?... Le fermier se plaint, il pense que s'il y avait plus d'argent dans le pays il trouverait un prix pour ses denrées. Il semble donc que ce n'est pas l'argent, mais un prix qui fait défaut pour son blé et son bétail... et pourquoi ne trouve-t-il pas de prix ? ... 1^o Ou bien il y a trop de blé et de bétail dans le pays, de sorte que la plupart de ceux qui viennent au marché ont besoin de vendre comme lui et peu ont besoin d'acheter ; 2^o ou bien le débouché ordinaire par exportation fait défaut... ou bien encore 3^o la consommation diminue, comme lorsque bien des gens, pour raison de pauvreté, ne peuvent plus dépenser autant dans leur maison qu'ils le faisaient auparavant. Ce ne serait donc pas l'accroissement d'argent qui ferait vendre les articles du fermier, mais la disparition d'une de ces trois causes. C'est de la même façon que le marchand et le boutiquier manquent d'argent, c'est-à-dire qu'ils manquent d'un débouché pour les articles dont ils trafiquent, par la raison que le marché leur fait défaut... Une nation n'est jamais plus prospère que lorsque les richesses ne font qu'un bond d'une main à l'autre. » (Sir Dudley North : *Discourses upon Trade*, London, 1691, p. 11-15 *passim*.)

Toutes les élucubrations d'*Herrenschwand* se résument en ceci, que les antagonismes qui résultent de la nature de la marchandise et qui se manifestent nécessairement dans la circulation

pourraient être écartés en y jetant une masse plus grande de monnaie. Mais si c'est une illusion d'attribuer un ralentissement ou un arrêt dans la marche de la production et de la circulation au manque de monnaie, il ne s'ensuit pas le moins du monde qu'un manque réel de moyens de circulation provenant de limitations législatives ne puisse pas de son côté provoquer des stagnations.

[77] « Il y a une certaine mesure et une certaine proportion de monnaie nécessaire pour faire marcher le commerce d'une nation, au dessus ou au dessous desquelles ce commerce éprouverait un préjudice. Il faut de même une certaine proportion de farthings (liards) dans un petit commerce de détail pour échanger la monnaie d'argent et surtout pour les comptes qui ne pourraient être réglés complètement avec les plus petites pièces d'argent... De même que la proportion du nombre de farthings exigée par le commerce doit être calculée d'après le nombre des marchands, la fréquence de leurs échanges, et surtout d'après la valeur des plus petites pièces de monnaie d'argent ; de même la proportion de monnaie (argent ou or) requise par notre commerce doit être calculée sur le nombre des échanges et la grosseur des paiements à effectuer. » (William Petty, *A Treatise on Taxes and Contributions*, London, 1667, p. 17.)

La théorie de Hume, d'après laquelle « les prix dépendent de l'abondance de l'argent », fut défendue contre Sir James Steuart et d'autres par A. Young, dans sa *Political Arithmetic*, London, 1774, p. 112 et suiv. Dans mon livre : *Zur Kritik*, etc., p. 183, j'ai dit qu'Adam Smith passa sous silence cette question de la quantité de la monnaie courante. Cela n'est vrai cependant qu'autant qu'il traite la question de l'argent *ex professo*. À l'occasion, par exemple dans sa critique des systèmes antérieurs d'économie politique, il s'exprime correctement à ce sujet : « La quantité de monnaie dans chaque pays est réglée par la valeur des marchandises qu'il doit faire circuler... La valeur des articles achetés et vendus annuellement dans un pays requiert une certaine quantité de monnaie pour les faire circuler et les distribuer à leurs consommateurs et ne peut en employer davantage. Le canal de la circulation attire nécessairement une somme suffisante pour le remplir et n'admet jamais rien de plus. »

Adam Smith commence de même son ouvrage, *ex professo*, par une apothéose de la division du travail. Plus tard, dans le dernier livre sur les sources du revenu de l'Etat, il reproduit les observations de A. Ferguson, son maître, contre la division du travail. (*Wealth of Nations*, l. IV, c. 1.)

[78] « Les prix des choses s'élèvent dans chaque pays à mesure que l'or et l'argent augmentent dans la population ; si donc l'or et l'argent diminuent dans un pays, les prix de toutes choses baisseront proportionnellement à cette diminution de monnaie. » (Jacob Vanderlint, *Money answers all things*, London, 1734, p. 5.) — Une comparaison plus attentive de l'écrit de Vanderlint et de l'essai de Hume ne me laisse pas le moindre doute que ce dernier connaissait l'œuvre de son prédécesseur et en tirait parti. On trouve aussi chez Barbon et beaucoup d'autres écrivains avant lui cette opinion que la masse des moyens de circulation détermine les prix. « Aucun inconvénient, dit-il, ne peut provenir de la liberté absolue du commerce, mais au contraire un grand avantage... puisque si l'argent comptant d'une nation en éprouve une diminution, ce que les prohibitions sont chargées de prévenir, les autres nations qui acquièrent l'argent verront certainement les prix de toutes choses s'élever chez elles, à mesure que la monnaie y augmente et nos manufactures parviendront à livrer à assez bas prix, pour faire incliner la balance du commerce en notre faveur et faire revenir ainsi la monnaie chez nous (l. c., p. 44).

[79] Il est évident que chaque espèce de marchandise forme, *par son prix*, un élément du *prix total de toutes les marchandises en circulation*. Mais il est impossible de comprendre comment un tas de *valeurs d'usage* incommensurables entre elles peut s'échanger contre la masse d'or ou d'argent qui se trouve dans un pays. Si l'on réduisait l'ensemble des marchandises à une *marchandise générale unique*, dont chaque marchandise ne formerait qu'une partie aliquote, on obtiendrait cette équation absurde : *Marchandise générale* = x quintaux d'or, *marchandise A* = partie aliquote de la *marchandise générale* = même partie aliquote de x quintaux d'or. Ceci est très naïvement exprimé par Montesquieu : « Si l'on compare la masse de l'or et de l'argent qui est dans le monde, avec la somme des marchandises qui y sont, il est certain que chaque denrée ou marchandise, en particulier, pourra être comparée à une certaine portion de l'autre. *Supposons qu'il n'y ait qu'une seule denrée ou marchandise dans le monde*, ou qu'il n'y en ait qu'une seule qui s'achète, et qu'elle se divise comme l'argent ; une partie de cette marchandise répondra à une partie de la masse d'argent ; la moitié du total de l'une à la moitié du total de l'autre, etc. L'établissement du prix des choses dépend toujours fondamentalement de la raison du total des choses au total des signes. » (Montesquieu, l. c., t. III, p. 12, 13.) Pour les développements donnés à cette théorie par Ricardo, par son disciple James Mill, Lord Overstone, etc., V. mon écrit : *Zur Kritik*, etc., p. 140-146 et p. 150 et suiv. M. J. St. Mill, avec la logique éclectique qu'il manie si bien, s'arrange de façon à être tout à la fois de l'opinion de son père James Mill et de l'opinion opposée. Si l'on compare le texte de son traité : *Principes d'économie politique*, avec la préface de la première

édition dans laquelle il se présente lui même comme l'Adam Smith de notre époque, on ne sait quoi le plus admirer, de la naïveté de l'homme ou de celle du public qui l'a pris, en effet, pour un Adam Smith, bien qu'il ressemble à ce dernier comme le général Williams de Kars au duc de Wellington. Les recherches originales, d'ailleurs peu étendues et peu profondes de M. J. Si. Mill dans le domaine de l'économie politique, se trouvent toutes rangées en bataille dans son petit écrit paru en 1844, sous le titre : *Some unsettled questions of political economy*. — Quant à Locke, il exprime tout crûment la liaison entre sa théorie de la non valeur des métaux précieux et la détermination de leur valeur par leur seule quantité. « L'humanité ayant consenti à accorder à l'or et à l'argent une valeur imaginaire... la valeur intrinsèque considérée dans ces métaux n'est rien autre chose que quantité. » (Locke, « Some Considerations, etc. », 1691. Ed. de 1777, vol. 11, p. 15.)

[80] Je n'ai pas à m'occuper ici du droit de seigneurage et d'autres détails de ce genre. Je mentionnerai cependant à l'adresse du sycophante *Adam Muller*, qui admire « la grandiose libéralité avec laquelle le gouvernement anglais monnaye gratuitement », le jugement suivant de Sir Dudley North : « L'or et l'argent, comme les autres marchandises, ont leur flux et leur reflux. En arrive-t il des quantités d'Espagne... on le porte à la Tour et il est aussitôt monnayé. Quelque temps après vient une demande de lingots pour l'exportation. S'il n'y en a pas et que tout soit en monnaie, que faire ? Eh bien ! qu'on refonde tout de nouveau ; il n'y a rien à y perdre, puisque cela ne coûte rien au possesseur. C'est ainsi qu'on se moque de la nation et qu'on lui fait payer le tressage de la paille à donner aux ânes. Si le marchand (North lui même était un des premiers négociants du temps de Charles II) avait à payer le prix du monnayage, il n'enverrait pas ainsi son argent à la Tour sans plus de réflexion, et la monnaie conserverait toujours une valeur supérieure à celle du métal non monnayé. » (North, l. c., p. 18.)

[81] « Si l'argent ne dépassait jamais ce dont on a besoin pour les petits paiements, il ne pourrait être ramassé en assez grande quantité pour les paiements plus importants... L'usage de l'or dans les gros paiements implique donc son usage dans le commerce de détail. Ceux qui ont de la monnaie d'or l'offrent pour de petits achats et reçoivent avec la marchandise achetée un solde d'argent en retour. Par ce moyen, le surplus d'argent qui sans cela encombrerait le commerce de détail est dispersé dans la circulation générale. Mais, s'il y a autant d'argent qu'en exigent les petits paiements, indépendamment de l'or, le marchand en détail recevra alors de l'argent pour les petits achats et le verra nécessairement s'accumuler dans ses mains. » (David Buchanan, *Inquiry into the Taxation and commercial Policy of Great Britain*. Edinburgh, 1844, p. 248, 249.)

[82] Le mandarin des finances *Wan-mao-in* s'avisa un jour de présenter au fils du ciel un projet dont le but caché était de transformer les assignats de l'Empire chinois en billets de banque convertibles. Le comité des assignats d'avril 1854 se chargea de lui laver la tête, et proprement. Lui fit il administrer la volée de coups de bambous traditionnelle, c'est ce qu'on ne dit pas. « Le comité », telle est la conclusion du rapport, « a examiné ce projet avec attention et trouve que tout en lui a uniquement en vue l'intérêt des marchands, mais que rien n'y est avantageux pour la couronne. » (*Arbeiten der Kaiserlich Russischen Gesandtschaft zu Peking fiber China. Aus dem Russischen von Dr. K. Abel und F. A. Mecklenburg. Erster Band*. Berlin, 1858, p. 47 et suiv.) Sur la perte métallique éprouvée par les monnaies d'or dans leur circulation, voici ce que dit le gouverneur de la Banque d'Angleterre, appelé comme témoin devant la Chambre des lords (Bank-acts Committee). — « Chaque année, une nouvelle classe de souverains (non politique — le souverain est le nom d'une l. st.) est trouvée trop légère. Cette classe qui telle année possède le poids légal perd assez par le frottement pour faire pencher, l'année après, le plateau de la balance contre elle. »

[83] Le passage suivant, emprunté à Fullarton, montre quelle idée confuse se font même les meilleurs écrivains de la nature de l'argent et de ses fonctions diverses. « Un fait qui, selon moi, n'admet point de dénégation, c'est que pour tout ce qui concerne nos échanges à l'intérieur, les fonctions monétaires que remplissent ordinairement les monnaies d'or et d'argent peuvent être remplies avec autant d'efficacité par des billets inconvertibles, n'ayant pas d'autre valeur que cette valeur factice et conventionnelle qui leur vient de la loi. Une valeur de ce genre peut être réputée avoir tous les avantages d'une valeur intrinsèque et permettra même de se passer d'un étalon de valeur, à la seule condition qu'on en limitera, comme il convient, le nombre des émissions. » (John Fullarton, *Regulation of Currencies*, 2^e éd., London, 1845, p. 21.) — Ainsi donc, parce que la marchandise argent peut être remplacée dans la circulation par de simples signes de valeur, son rôle de mesure des valeurs et d'étalon des prix est déclaré superflu !

[84] De ce fait, que l'or et l'argent en tant que numéraire ou dans la fonction exclusive d'instrument de circulation arrivent à n'être que des simples signes d'eux-mêmes, Nicolas Barbon fait dériver le droit des gouvernements « *to raise money* », c'est-à-dire de donner à un quantum d'argent, qui s'appellerait franc, le nom d'un quantum plus grand, tel qu'un écu, et de ne donner ainsi à leurs créanciers qu'un franc, au lieu d'un écu. « La monnaie s'use et perd de son poids en passant par un grand nombre de mains... C'est sa dénomination et son cours que l'on regarde dans

les marches et non sa qualité d'argent. Le métal n'est fait monnaie que par l'autorité publique. » (N. Barbon, l. c., p. 29, 30, 45.)

[85] « Une richesse en argent n'est que... richesse en productions, converties en argent. » (Mercier de la Rivière, l. c., p. 557.) « Une valeur en productions n'a fait que changer de forme. » (*Id.*, p. 485.)

[86] « C'est grâce à cet usage qu'ils maintiennent leurs articles et leurs manufactures à des taux aussi bas. » (Vanderlint, l. c., p. 95, 96.)

[87] « Money is a pledge. » (John Bellers, *Essay about the Poor, manufactures, trade, plantations and immorality*, London, 1699, p. 13.)

[88] Achat, dans le sens catégorique, suppose en effet que l'or ou l'argent dans les mains de l'échangiste proviennent, non pas directement de son industrie, mais de la vente de sa marchandise.

[89] Henri III, roi très chrétien de France, dépouille les cloîtres, les monastères, etc., de leurs reliques pour en faire de l'argent. On sait quel rôle a joué dans l'histoire grecque le pillage des trésors du temple de Delphes par les Phocéens. Les temples, chez les anciens, servaient de demeure au dieu des marchandises. C'étaient des « banques sacrées ». Pour les Phéniciens, peuple marchand par excellence, l'argent était l'aspect transfiguré de toutes choses. Il était donc dans l'ordre que les jeunes filles qui se livraient aux étrangers pour de l'argent dans les fêtes d'Astarté offrisse à la déesse les pièces d'argent reçues comme emblème de leur virginité immolée sur son autel.

[90]

Gold, yellow, glittering precious Gold !
Thus much of this will make black white ; foul, fair ;
Wrong, right ; base, noble ; old, young ; coward, valiant
. What this, you Gods ! why ibis
Will lug your priests and servants front your sides ;
This yellow slave
Will knit and break religions ; bless the accursed ;
Make the hoar leprosy adored ; place thieves
And give them, title, knee and approbation,
With senators of the bench ; this is it,
That makes, the wappend widow wed again
. Come damned earth,
Thou common whore of mankind

« Or précieux, or jaune et luisant en voici assez pour rendre le noir blanc, le laid beau, l'injuste juste, le vil noble, le vieux jeune, le lâche vaillant ! ... Qu'est ce, cela, ô dieux immortels ? Cela, c'est ce qui détourne de vos autels vos prêtres et leurs acolytes Cet esclave jaune bâtit et démolit vos religions, fait bénir les maudits, adorer la lèpre blanche ; place les voleurs au banc des sénateurs et leur donne titres, hommages et génuflexions. C'est lui qui fait une nouvelle mariée de la veuve vieille et usée. Allons, argile damnée, catin du genre humain... » (Shakespeare, *Timon of Athens*.)

[91] « Rien n'a, comme l'argent, suscité parmi les hommes de mauvaises lois et tic mauvaises mœurs ; c'est lui qui met la discussion dans les villes et chasse les habitants de leurs demeures ; c'est lui qui détourne les âmes les plus belles vers tout ce qu'il y a de honteux et de funeste à l'homme et leur apprend à extraire de chaque chose le mal et l'impiété. » (Sophocle, *Antigone*.)

[92] « Ἐπιζούσης τῆς πλεονεξίας ἀνάξειν ἐκ τῶν μυχῶν τῆς γῆς αὐτὸν τὸν Πλούτωνα. » (Athen Deiponos. (Traduite dans le texte)

[93] « Accroître autant que possible le nombre des vendeurs de toute marchandise, diminuer autant que possible le nombre des acheteurs, tel est le résumé des opérations de l'économie politique. » (Verri, l. c., p. 52.)

[94] « Pour faire marcher le commerce d'une nation, il faut une somme de monnaie déterminée, qui varie et se trouve tantôt plus grande, tantôt plus petite... Ce flux et reflux de la monnaie s'équilibre de lui même, sans le secours des politiques... Les pistons travaillent alternativement ; si la monnaie est rare, on monnaie les lingots ; si les lingots sont rares, on fond la monnaie. » (Sir D. North, l. c., p. 22.) John Stuart Mill, longtemps fonctionnaire de la Compagnie des Indes, confirme ce fait que les ornements et bijoux en argent sont encore employés dans l'Inde comme réserves. « On sort les ornements d'argent et on les monnaie quand le taux de l'intérêt est élevé, et ils retournent à leurs possesseurs quand le taux de l'intérêt baisse. » (J. St. Mill, *Evidence, Reports on Bankacts*, 1857, n° 2084). D'après un document parlementaire de 1864 sur l'importation et

l'exportation de l'or et de l'argent dans l'Inde, l'importation en 1863 dépassa l'exportation de 19,367,764 l. st. Dans les huit années avant 1864, l'excédent de l'importation des métaux précieux sur leur exportation atteignit 109 652 917 l. st. Dans le cours de ce siècle, il a été monnayé dans l'Inde plus de 200 000 000 l. st.

[95] Voici quels étaient les rapports de créanciers à débiteurs en Angleterre au commencement du xviii^e siècle : « Il règne ici, en Angleterre, un tel esprit de cruauté parmi les gens de commerce qu'on ne pourrait rencontrer rien de semblable dans aucune autre société d'hommes, ni dans aucun autre pays du monde. » (*An Essay on Credit and the Bankrupt Act*, London, 1707, p. 2).

[96] La citation suivante empruntée à mon précédent ouvrage, *Critique de l'économie politique*, 1859, montre pourquoi je n'ai pas parlé dans le texte d'une forme opposée. « Inversement, dans le procédé A—M, l'argent peut être mis dehors comme moyen d'achat et le prix de la marchandise être ainsi réalisé avant que la valeur d'usage de l'argent soit réalisée ou la marchandise aliénée. C'est ce qui a lieu tous les jours, par exemple, sous forme de prénumération, et c'est ainsi que le gouvernement anglais achète dans l'Inde l'opium des Ryots. Dans ces cas cependant, l'argent agit toujours comme moyen d'achat et n'acquiert aucune nouvelle forme particulière... Naturellement, le capital est aussi avancé sous forme argent ; mais il ne se montre pas encore à l'horizon de la circulation simple. » (L. c., p. 112-120.)

[97] Il faut distinguer la crise monétaire dont nous parlons ici, et qui est une phase de n'importe quelle crise, de cette espèce de crise particulière, à laquelle on donne le même nom, mais qui peut former néanmoins un phénomène indépendant, de telle sorte que son action n'influe que par contrecoup sur l'industrie et le commerce. Les crises de ce genre ont pour pivot le capital argent et leur sphère immédiate est aussi celle de ce capital, — la Banque, la Bourse et la Finance.

[98] « Le revirement subit du système de crédit en système monétaire ajoute l'effroi théorique à la panique pratique, et les agents de la circulation tremblent devant le mystère impénétrable de leurs propres rapports. » (Karl Marx, 'l. c., p. 126.) — « Le pauvre reste morne et étonné de ce que le riche n'a plus d'argent pour le faire travailler, et cependant le même soi et les mêmes mains qui fournissent la nourriture et les vêtements, sont toujours là — et c'est là ce qui constitue la véritable richesse d'une nation, et non pas l'argent. » (John Bellers, *Proposals for raising a College of Industry*, London, 1696, p. 33.)

[99] Voici de quelle façon ces moments là sont exploités : « Un jour (1839), un vieux banquier de la Cité causant avec un de ses amis dans son cabinet, souleva le couvercle du pupitre devant lequel il était assis et se mit à déployer des rouleaux de billets de banque. En voilà, dit-il d'un air tout joyeux, pour cent mille livres sterling. Ils sont là en réserve pour tendre la situation monétaire (to make the money tight) et ils seront tous dehors à 3 heures, cet après-midi. » (*The Theory of the Exchanges, the Bank Charter Act of 1844*, London, 1864 p. 81.) L'organe semi officiel, l'*Observer*, publiait à la date du 28 avril 1864 : « Il court certains bruits vraiment curieux sur les moyens auxquels on a eu recours pour créer une disette de billets de banque. Bien qu'il soit fort douteux, qu'on ait eu recours à quelque artifice de ce genre, la rumeur qui s'en est répandue a été si générale qu'elle mérite réellement d'être mentionnée. »

[100] « Le montant des ventes ou achats contractés dans le cours d'un jour quelconque n'affectera en rien la quantité de la monnaie en circulation ce jour là même, mais pour la plupart des cas, il se résoudra en une multitude de traites sur la quantité d'argent qui peut se trouver en circulation à des dates ultérieures plus ou moins éloignées. — Il n'est pas nécessaire que les billets signés ou les crédits ouverts aujourd'hui aient un rapport quelconque relativement, soit à la quantité, au montant ou à la durée, avec ceux qui seront signés ou contractés demain ou après demain ; bien plus, beaucoup de billets et de crédits d'aujourd'hui se présentent à l'échéance avec une masse de paiements, dont l'origine embrasse une suite de dates antérieures absolument indéfinies ; ainsi, souvent des billets à douze, six, trois et un mois, réunis ensemble, entrent dans la masse commune des paiements à effectuer le même jour. » (*The Currency question reviewed ; a letter to the Scotch people by a banker in England*, Edimbourg, 1845, p. 29, 30, passim.)

[101] Pour montrer par un exemple dans quelle faible proportion l'argent comptant entre dans les opérations commerciales proprement dites, nous donnons ici le tableau des recettes et des dépenses annuelles d'une des plus grandes maisons de commerce de Londres. Ses transactions dans l'année 1856, lesquelles comprennent bien des millions de livres sterling, sont ici ramenées à l'échelle d'un million :

Recettes

Traites de banquiers et de marchands payables à terme	L. st.	533 596
Chèques de banquiers, etc., payables à vue	L. st.	357 715
Billets des banques provinciales	L. st.	9 627

Billets de la Banque d'Angleterre	L. st.	68 554
Or	L. st.	28089
Argent et cuivre	L. st.	1 486
Mandats de poste	L. st.	933
Total.	L. st.	1 000 000

Dépenses

Traites payables à terme	L. st.	302 674
Chèques sur des banquiers de Londres	L. st.	663 672
Billets de la Banque d'Angleterre	L. st.	22 743
Or	L. st.	9 427
Argent et cuivre	L. st.	1 484
Total.	L. st.	1 000 000

(Report from the select Committee on the Bank acts, juillet 1858, p. 71.)

[102] « Des que le train du commerce est ainsi changé, qu'on n'échange plus marchandise contre marchandise, mais qu'on vend et qu'on paie, tous les marchés s'établissant sur le pied d'un prix en monnaie. » (*An Essay upon Publick Credit*, 2^e éd., London, 1710, p. 8.)

[103] « L'argent est devenu le bourreau de toutes choses. » « La finance est l'alambic qui a fait évaporer une quantité effroyable de biens et de denrées pour faire ce fatal précis. L'argent déclare la guerre à tout le genre humain. » (Boisguillebert, *Dissertation sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs*, édit. Daire ; *Économistes financiers*, Paris, 1843, p. 413, 417, 419.)

[104] « Le lundi de la Pentecôte 1824, raconte M. Kraig à la Commission d'enquête parlementaire de 1826, il y eut une demande si considérable de billets de banque à Edimbourg, qu'à 11 heures du matin nous n'en avions plus un seul dans notre portefeuille. Nous en envoyâmes chercher dans toutes les banques, les unes après les autres, sans pouvoir en obtenir, et beaucoup d'affaires ne purent être conclues que sur des morceaux de papier. À 3 heures de l'après midi, cependant, tous les billets étaient de retour aux banques d'où ils étaient partis ; ils n'avaient fait que changer de mains. » Bien que la circulation effective moyenne des billets de banque en Écosse n'atteigne pas trois millions de livres sterling, il arrive cependant qu'à certains termes de paiement dans l'année, tous les billets qui se trouvent entre les mains des banquiers, à peu près sept millions de livres sterling, sont appelés à l'activité. « Dans les circonstances de ce genre, les billets n'ont qu'une seule fonction à remplir, et dès qu'ils s'en sont acquittés, ils reviennent aux différentes banques qui les ont émis. » (John Fullarton, *Regulation of Currencies*, 2^e éd., London, 1845, p. 86, note.) Pour faire comprendre ce qui précède il est bon d'ajouter qu'au temps de Fullarton les banques d'Écosse donnaient contre les dépôts, non des chèques, mais des billets.

[105] « Dans un cas où il faudrait quarante millions par an, les mêmes six millions (en or) pourraient ils suffire aux circulations et aux évolutions commerciales ? » « Oui répond Petty avec sa supériorité habituelle. Si les évolutions se font dans des cercles rapprochés, chaque semaine par exemple, comme cela a lieu pour les pauvres ouvriers et artisans qui reçoivent et payent tous les samedis, alors 40/52 de un million en monnaie, permettront d'atteindre le but. Si les cercles d'évolution sont trimestriels, suivant notre coutume de payer la rente ou de percevoir l'impôt, 10 millions seront nécessaires. Donc si nous supposons que les paiements en général s'effectuent entre une semaine et trois, il faudra alors ajouter 10 millions à 40/52, dont la moitié est 5 millions 1/2 de sorte que si nous avons 5 millions 1/2, nous avons assez. » (William Petty, *Political anatomy of Ireland*, 1672, édit., London, 1691, p. 13, 14.)

[106] C'est ce qui démontre l'absurdité de toute législation qui prescrit aux banques nationales de ne tenir en réserve que le métal précieux qui fonctionne comme monnaie dans l'intérieur du pays. Les difficultés que s'est ainsi créées volontairement la banque d'Angleterre, par exemple, sont connues. Dans le Bank act de 1844, Sir Robert Peel chercha à remédier aux inconvénients, en permettant à la banque d'émettre des billets sur des lingots d'argent, à la condition cependant que la réserve d'argent ne dépasserait jamais d'un quart la réserve d'or. Dans ces circonstances, la valeur de l'argent est estimée chaque fois d'après son prix en or sur le marché de Londres. Sur les grandes époques historiques du changement de la valeur relative de l'or et de l'argent, V. Karl Marx, l. c., p. 136 et suiv.

[107] Les adversaires du système mercantile, d'après lequel le but du commerce international

n'est pas autre chose que le solde en or ou en argent de l'excédent d'une balance de commerce sur l'autre, méconnaissaient complètement de leur côté la fonction de la monnaie universelle. La fausse interprétation du mouvement international des métaux précieux, n'est que le reflet de la fausse interprétation des lois qui règlent la masse des moyens de la circulation intérieure, ainsi que je l'ai montré par l'exemple de Ricardo (l. c., p. 150). Son dogme erroné : « Une balance de commerce défavorable ne provient jamais que de la surabondance de la monnaie courante... » « l'exportation de la monnaie est causée par son bas prix, et n'est point l'effet, mais la cause d'une balance défavorable » se trouve déjà chez Barbon : « *La balance du commerce, s'il y en a une, n'est point la cause de l'exportation de la monnaie d'une nation ci l'étranger, mais elle provient de la différence de valeur de l'or ou de l'argent en lingots dans chaque pays.* » (N. Barbon, l. c., p. 59, 60.) Mac Culloch, dans sa *Literature of Political Economy, a classified catalogue*, London, 1845, loue Barbon pour cette anticipation, mais évite avec soin de dire un seul mot des formes naïves sous lesquelles se montrent encore chez ce dernier les suppositions absurdes du « currency principle ». L'absence de critique et même la déloyauté de ce catalogue éclatent surtout dans la partie qui traite de l'histoire de la théorie de l'argent. La raison en est que le sycophante Mac Culloch fait ici sa cour à Lord Overstone (l'ex banquier Loyd), qu'il désigne sous le nom de « facile princeps argentariorum ».

[108] Par exemple, la forme monnaie de la valeur peut être de rigueur dans les cas de subsides, d'emprunts contractés pour faire la guerre ou mettre une banque à même de reprendre le paiement de ses billets, etc.

[109] « Il n'est pas, selon moi, de preuve plus convaincante de l'aptitude des fonds de réserve à mener à bon terme toutes les affaires internationales, sans aucun recours à la circulation générale, que la facilité avec laquelle la France, à peine revenue du choc d'une invasion étrangère, compléta dans l'espace de vingt sept mois le paiement d'une contribution forcée de près de vingt millions de livres exigés par les Puissances alliées, et en fournit la plus grande partie en espèces, sans le moindre dérangement dans son commerce intérieur et même sans fluctuations alarmantes dans ses échanges. » (Fullarton, l. c., p. 141.)

[110] « L'argent se partage entre les nations relativement au besoin qu'elles en ont... étant toujours attiré par les productions. » (Le Trosne, l. c., p. 916.) « Les mines qui fournissent continuellement de l'argent et de l'or en fournissent assez pour subvenir aux besoins de tous les pays. » (Vanderlint, l. c., p. 80.)

[111] « Le change subit chaque semaines des alternations de hausse et de baisse ; il se tourne à certains époques de l'année contre un pays et se tourne en sa faveur à d'autres époques. » (N. Barbon, l. c., p. 39.)

[112] Ces diverses fonctions peuvent entrer en un conflit dangereux, dès qu'il s'y joint la fonction d'un fonds de conversion pour les billets de banque.

[113] « Tout ce qui, en fait de monnaie, dépasse le strict nécessaire pour un commerce intérieur, est un *capital mort* et ne porte aucun profit au pays dans lequel il est retenu. » (John Bellers, l. c., p. 12.) « Si nous avons trop de monnaie, que faire ? Il faut fondre celle qui a le plus de poids et la transformer en vaisselle splendide, en vases ou ustensiles d'or et d'argent, ou l'exporter comme une marchandise là où on la désire, ou la placer à intérêt là où l'intérêt est élevé. » (W. Petty, *Quantulumcunque*, p. 39.) « La monnaie n'est, pour ainsi dire, que la graisse du corps politique ; trop nuit à son agilité, trop peu le rend malade... de même que la graisse lubrifie les muscles et favorise leurs mouvements, entretient le corps quand la nourriture fait défaut, remplit les cavités et donne un aspect de beauté à tout l'ensemble ; de même la monnaie, dans un État accélère son action, le fait vivre du dehors dans un temps de disette au dedans, règle les comptes... et embellit le tout, *mais plus spécialement*, ajoute Petty avec ironie, les particuliers qui la possèdent en abondance. » (W. Petty, *Political anatomy of Ireland*, p. 14.)

[114] L'opposition qui existe entre la puissance de la propriété foncière basée sur des rapports personnels de domination et de dépendance et la puissance impersonnelle de l'argent se trouve clairement exprimée dans les deux dictons français « Nulle terre sans seigneur. » « L'argent n'a pas de maître. »

[115] « Avec de l'argent on achète des marchandises, et avec des marchandises, on achète de l'argent. » (Mercier de la Rivière, *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, p. 543.) Condillac : « Dans une société formée, il n'y a de surabondant en aucun genre » En même temps, il le taquine en lui faisant remarquer que : « si les deux échangistes reçoivent également plus pour également moins, ils reçoivent tous deux autant l'un que l'autre. » C'est parce que Condillac n'a pas la moindre idée de la nature de la valeur d'échange que le professeur Roscher l'a pris pour patron de ses propres notions enfantines. V. son livre : *Die Grundlagen der National OEkonomie*, 3^e édit., 1858.

[116] « Quand une chose est achetée pour être vendue ensuite, la somme employée à l'achat est

dite monnaie avancée ; si elle n'est pas achetée pour être vendue, la somme peut être dite dépensée » (James Steuart : *Works, etc., edited by General sir James Steuart, his son*, London, 1805, v. I, p. 274.)

[117] « On n'échange pas de l'argent contre de l'argent », crie Mercier de la Rivière aux mercantilistes (l. c. p. 486). Voici ce qu'on lit dans un ouvrage qui traite ex professo [d'un point de vue technique] du commerce et de la spéculation : « Tout commerce consiste dans l'échange de choses d'espèce différente ; et le profit (pour le marchand ?) provient précisément de cette différence. Il n'y aurait aucun profit... à échanger une livre de pain contre une livre de pain..., c'est ce qui explique le contraste avantageux qui existe entre le commerce et le jeu, ce dernier n'étant que l'échange d'argent contre argent. » (Ch. Corbet, *An Inquiry into the Causes and Modes of the Wealth of Individuals ; or the Principles of Trade and Speculation explained*, London, 1841) Bien que Corbet ne voie pas que A—A, l'échange d'argent contre argent, est la forme de circulation caractéristique non seulement du capital commercial, mais encore de tout capital, il admet cependant que cette forme d'un genre de commerce particulier, de la spéculation, est la forme du jeu ; mais ensuite vient Mac Culloch, qui trouve qu'acheter pour vendre, c'est spéculer, et qui fait tomber ainsi toute différence entre la spéculation et le commerce : « Toute transaction dans laquelle un individu achète des produits pour les revendre est, en fait, une spéculation. » (Mac Culloch, *A Dictionary practical, etc., of Commerce*, London, 1847, p. 1056.) Bien plus naïf sans contredit est Pinto, le Pindare de la Bourse d'Amsterdam : « *Le commerce est un jeu* (proposition empruntée à Locke) ; et ce n'est pas avec des gueux qu'on peut gagner. Si l'on gagnait longtemps en tout avec tous, il faudrait rendre de bon accord les plus grandes parties du profit, pour recommencer le jeu. » (Pinto, *Traité de la circulation et du crédit*, Amsterdam, 1771, p. 231.)

[118] « Le capital se divise en deux parties, le capital primitif et le gain, le surcroît du capital... Mais dans la pratique le gain est réuni de nouveau au capital et mis en circulation avec lui. » (F. Engels, *Umriss zu einer Kritik der Nationalökonomie* dans les *Deutsch-Französische Jahrbücher* herausgegeben von Arnold Ruge und Karl Marx, Paris, 1844, p. 99.)

[119] Aristote oppose l'Économique à la Chrématistique. La première est son point de départ. En tant qu'elle est l'art d'acquérir, elle se borne à procurer les biens nécessaires à la vie et utiles soit au foyer domestique, soit à l'État. « La vraie richesse (ὁ ἀληθινὸς πλοῦτος) consiste en des valeurs d'usage de ce genre, car la quantité des choses qui peuvent suffire pour rendre la vie heureuse n'est pas illimitée. Mais il est un autre art d'acquérir auquel on peut donner à juste titre le nom de Chrématistique, qui fait qu'il semble n'y avoir aucune limite à la richesse et à la possession. Le commerce des marchandises (ἡ καπηλική, mot à mot : commerce de détail, (et Aristote adopte cette forme parce que la valeur d'usage y prédomine) n'appartient pas de sa nature à la Chrématistique, parce que l'échange n'y a en vue que ce qui est nécessaire aux acheteurs et aux vendeurs. » Plus loin, il démontre que le troc a été la forme primitive du commerce, mais que son extension a fait naître l'argent. À partir de la découverte de l'argent, l'échange dut nécessairement se développer, devenir καπηλική ou commerce de marchandises, et celui-ci, en contradiction avec sa tendance première, se transforma en Chrématistique ou en art de faire de l'argent. La Chrématistique se distingue de l'économique en ce sens que « pour elle la circulation est la source de la richesse (ποιητική χρημάτων... διὰ χρημάτων διαβολῆς) et elle semble pivoter autour de l'argent, car l'argent est le commencement et la fin de ce genre d'échange (τὸ γὰρ νόμισμα στοιχείον καὶ πέρας τῆς ἀλλαγῆς ἐστίν). C'est pourquoi aussi la richesse, telle que l'a en vue la Chrématistique, est illimitée. De même que tout art qui a son but en lui-même, peut être dit infini dans sa tendance, parce qu'il cherche toujours à s'approcher de plus en plus de ce but, à la différence des arts dont le but tout extérieur est vite atteint, de même la Chrématistique est infinie de sa nature, car ce qu'elle poursuit est la richesse absolue. L'économique est limitée, la Chrématistique, non... ; la première se propose autre chose que l'argent, la seconde poursuit son augmentation... C'est pour avoir confondu ces deux formes que quelques-uns ont cru à tort que l'acquisition de l'argent et son accroissement à l'infini étaient le but final de l'économique. » (Aristote : *de Rep. édit. Bekker*, lib. I, chap. 8 et 9, passim.)

[120] « Le marchand ne compte pour rien le bénéfice présent ; il a toujours en vue le bénéfice futur. » (A. Genovesi : *Lezioni di Economia civile* (1765), édit. des économistes italiens de *Custodi, Parte moderna*, t. VIII, p. 139.)

[121] « La soif insatiable du gain, l'auri sacra fames, caractérise toujours le capitaliste. » (Mac Culloch, *The Principles of Politic Econ.*, London. 1830 p. 179.) — Cet aphorisme n'empêche pas naturellement le susdit Mac Culloch et consorts, à propos de difficultés théoriques, quand il s'agit, par exemple, de traiter la question de l'encombrement du marché, de transformer le capitaliste en un bon citoyen qui ne s'intéresse qu'à la valeur d'usage, et qui même a une vraie faim d'ogre pour les œufs, le coton, les chapeaux, les bottes et une foule d'autres articles ordinaires.

[122] Σώζειν, sauver, est une des expressions caractéristiques des Grecs pour la manie de thésauriser. De même le mot anglais *to save* signifie « sauver » et épargner.

[123] « Cet infini que les choses n'atteignent pas dans la progression, elles l'atteignent dans la rotation » (Galliani)

[124] « Ce n'est pas la matière qui fait le capital, mais la valeur de cette matière. » (J. B. Say, *Traité de l'Économie politique*, 3^e édit., Paris, 1817, t. I, p. 428)

[125] « L'argent (*currency* !) employé dans un but de production est capital. » (Mac Leod, *The Theory and Practice of Banking*, London, 1855, v. I, ch. I.) « Le capital est marchandise. » (James Mill, *Elements of Pol. Econ.*, London, 1821, p. 74.)

[126] « Capital... valeur permanente, multipliante... » (Sismondi : *Nouveaux principes d'économie politique*, Paris, 1819, t. I, p. 89.)

[127] « L'échange est une transaction admirable dans laquelle les deux contractants gagnent toujours (!). » (Destuit de Tracy : *Traité de la volonté et de ses effets*. Paris, 1826, p. 68.) Ce livre a paru plus tard sous le titre de *Traité d'éc. pol.*

[128] Mercier de la Rivière, l. c. p. 544.

[129] « Que l'une de ces deux valeurs soit argent, ou qu'elles soient toutes deux marchandises usuelles, rien de plus indifférent en sol. » (Mercier de la Rivière, l. c. p. 543.)

[130] « Ce ne sont pas les contractants qui prononcent sur la valeur ; elle est décidée avant la convention. » (Le Trosne, p. 906.)

[131] « Dove è equaglià, non è lucro. » (Galiani : *Della Moneta, — Custodi, parte moderna*, t. IV, p. 244.)

[132] L'échange « devient désavantageux pour l'une des parties lorsque quelque chose étrangère vient diminuer ou exagérer le prix : alors l'égalité est blessée, mais la lésion procède de cette cause et non de l'échange. » (Le Trosne, l. c. p. 904.)

[133] « L'échange est de sa nature un contrat d'égalité qui se fait de valeur pour valeur égale. Il n'est donc pas un moyen de s'enrichir, puisque l'on donne autant que l'on reçoit. » (Le Trosne, l. c. p. 903.)

[134] Condillac : *Le Commerce et le gouvernement* (1776), édit. Daire et Molinari, dans les *Mélanges d'économie politique*, Paris, 1847, p. 267.

[135] Le Trosne répond avec beaucoup de justesse à son ami

[136] P. P. Newman : *Elements of polit. econ.*, Andover and New York, 1835, p. 85.

[137] « L'augmentation de la valeur nominale des produits ... n'enrichit pas les vendeurs puisque ce qu'ils gagnent comme vendeurs, ils le perdent précisément en qualité d'acheteurs. » (*The essential principles of the wealth of nations*, etc. London, 1797, p. 66.)

[138] « Si l'on est forcé de donner pour 18 livres une quantité de telle production qui en valait 24, lorsqu'on emploiera ce même argent à acheter, on aura également pour 18 livres ce que l'on payait 24 livres. » (Le Trosne, l. c. p. 897.)

[139] « Chaque vendeur ne peut donc parvenir à renchérir habituellement ses marchandises, qu'en se soumettant aussi à payer habituellement plus cher les marchandises des autres vendeurs ; et, par la même raison, chaque consommateur se peut parvenir à payer habituellement moins cher ce qu'il achète, qu'en se soumettant aussi à une diminution semblable sur le prix des choses qu'il vend. » (Mercier de la Rivière, l. c. p. 555.)

[140] R. Torrens : *An Essay on the Production of Wealth*, London, 1821, p. 349.

[141] « L'idée de profits payés par les consommateurs est tout à fait absurde. Quels sont les consommateurs ? » (G. Ramsey : *An Essay on the Distribution of Wealth*, Edinburgh, 1836, p. 184.)

[142] « Si un homme manque d'acheteurs pour ses marchandises. Mr Malthus lui recommandera-t-il de payer quelqu'un pour les acheter ? » demande un ricardien abasourdi à Malthus qui, de même que son élève, le calotin Chalmers, n'a pas assez d'éloges, au point de vue économique, pour la classe des simples acheteurs ou consommateurs. (V. *An Inquiry into those principles respecting the nature of demand and the necessity of consumption, lately advocated by M. Malthus*, etc., London. 1821. p. 55.)

[143] « L'échange qui se fait de deux valeurs égales n'augmente ni ne diminue la masse des valeurs existantes dans la société. L'échange de deux valeurs inégales ... ne change rien non plus à la somme des valeurs sociales, bien qu'il ajoute à la fortune de l'un ce qu'il ôte de la fortune de l'autre. » (J. B. Say, l. c. t. I, p. 434, 435.) Say, qui ne s'inquiète point naturellement des conséquences de cette proposition, l'emprunte presque mot pour mot aux physiocrates. On peut juger par l'exemple suivant de quelle manière il augmenta sa propre valeur en pillant les écrits de ces économistes passés de mode à son époque. L'aphorisme le plus célèbre de J. B. Say : « On n'achète des produits qu'avec des produits » possède dans l'original physiocrate la forme suivante : « Les productions ne se payent qu'avec des productions. » (Le Trosne, l. c. p. 899.)

[144] « L'échange ne confère aucune valeur aux produits. » (F. Wayland : *The Elements of Polit. Econ.*, Boston, 1853, p. 168.)

[145] « Le commerce serait impossible s'il avait pour règle l'échange d'équivalents invariables.

(G. Opdyke : *A treatise on Polit. Econ.*, New York, 1851, p. 69). « La différence entre la valeur réelle et la valeur d'échange se fonde sur ce fait : que la valeur d'une chose diffère du prétendu équivalent qu'on donne pour elle dans le commerce, ce qui veut dire que cet équivalent n'en est pas un. » (F. Engels, l. c. p. 96.)

[146] Benjamin Franklin : *Works*, vol. II, édit. Sparks dans : *Positions to be examined concerning national Wealth*.

[147] Aristote, l. c. p. 10.

[148] « Le profit, dans les conditions usuelles du marché, ne provient pas de l'échange. S'il n'avait pas existé auparavant, il ne pourrait pas exister davantage après cette transaction. » (Ramsay, l. c. p. 184.)

[149] D'après les explications qui précèdent, le lecteur comprend que cela veut tout simplement dire : la formation du capital doit être possible lors même que le prix des marchandises est égal à leur valeur. Elle ne peut pas être expliquée par une différence, par un écart entre ces valeurs et ces prix. Si ceux-ci diffèrent de celles-là, il faut les y ramener, c'est-à-dire faire abstraction de cette circonstance comme de quelque chose de purement accidentel, afin de pouvoir observer le phénomène de la formation du capital dans son intégrité, sur la base de l'échange des marchandises, sans être troublé par des incidents qui se font que compliquer le problème. On sait du reste que cette réduction n'est pas un procédé purement scientifique. Les oscillations continuelles des prix du marché, leur baisse et leur hausse se compensent et s'annulent réciproquement et se réduisent d'elles-mêmes au prix moyen comme à leur règle intime. C'est cette règle qui dirige le marchand ou l'industriel dans toute entreprise qui exige un temps un peu considérable, il sait que si l'on envisage une période assez longue, les marchandises ne se vendent ni au-dessus ni au-dessous, mais à leur prix moyen. Si donc l'industriel avait intérêt à y voir clair, il devrait se poser le problème de la manière suivante : Comment le capital peut-il se produire si les prix sont réglés par le prix moyen, c'est-à-dire, en dernière instance, par la valeur des marchandises ? Je dis « en dernière instance », parce que les prix moyens ne coïncident pas directement avec les valeurs des marchandises, comme le croient A. Smith, Ricardo et d'autres.

[150] « Sous forme de monnaie... le capital ne produit aucun profit. » (Ricardo, *Princ. of Pol. it. Econ.*, p. 267)

[151] On trouve souvent chez les historiens cette affirmation aussi erronée qu'absurde, que dans l'antiquité classique le capital était complètement développé, à l'exception près que « le travailleur libre et le système de crédit faisaient défaut. » M. Mommsen lui aussi, dans son *Histoire romaine*, entasse de semblables quiproquos les uns sur les autres.

[152] Diverses législations établissent un maximum pour le contrat du travail. Tous les codes des peuples chez lesquels le travail est libre règlent les conditions de résiliation de ce contrat. Dans différents pays, notamment au Mexique, l'esclavage est dissimulé sous une forme qui porte le nom de *péonage* (Il en était ainsi dans les territoires détachés du Mexique avant la guerre civile américaine et, sinon de nom au moins de fait, dans les provinces danubiennes jusqu'au temps de Couza). Au moyen d'avances qui sont à déduire sur le travail et qui se transmettent d'une génération à l'autre, non seulement le travailleur mais encore sa famille, deviennent la propriété d'autres personnes et de leurs familles. Juarez avait aboli le péonage au Mexique. Le soi disant empereur Maximilien le rétablit par un décret que la Chambre des représentants à Washington dénonça à juste titre comme un décret pour le rétablissement de l'esclavage au Mexique.

« Je puis aliéner à un autre, pour un temps déterminé, l'usage de mes aptitudes corporelles et intellectuelles et de mon activité possible, parce que dans cette limite elles ne conservent qu'un rapport extérieur avec la totalité et la généralité de mon être ; mais l'aliénation de tout mon temps réalisé dans le travail et de la totalité de ma production ferait de ce qu'il y a là-dedans de substantiel, c'est-à-dire de mon activité générale et de ma personnalité, la propriété d'autrui. » (Hegel, *Philosophie du droit*, Berlin, 1870, p. 104, § 67.)

[153] Ce qui caractérise l'époque capitaliste, c'est donc que la force de travail acquiert pour le travailleur lui-même la forme d'une marchandise qui lui appartient, et son travail, par conséquent, la forme de travail salarié. D'autre part, ce n'est qu'à partir de ce moment que la forme marchandise des produits devient la forme sociale dominante.

[154] « La valeur d'un homme est, comme celle de toutes les autres choses, son prix, c'est-à-dire autant qu'il faudrait donner pour l'usage de sa puissance. » *Th. Hobbes : Leviathan*, dans ses œuvres, édit. Molesworth. London, 1839-1844, v. III, p. 76.

[155] Dans l'ancienne Rome, le villicus, l'économe qui était à la tête des esclaves agricoles, recevait une ration moindre que ceux-ci, parce que son travail était moins pénible. V. *Th. Mommsen : Hist. Rom.*, 1856, p. 810.

[156] Dans son écrit : *Overpopulation and its remedy*, London, 1846, W. Th. Thornton fournit à ce sujet des détails intéressants.

[157] Petty.

[158] « Le prix naturel du travail consiste en une quantité des choses nécessaires à la vie, telle que la requièrent la nature du climat et les habitudes du pays, qui puisse entretenir le travailleur et lui permettre d'élever une famille suffisante pour que le nombre des travailleurs demandés sur le marché n'éprouve pas de diminution. » R. Torrens : *An Essay on the external Corn Trade*. London, 1815, p.62 — Le mot travail est ici employé à faux pour force de travail.

[159] Un écu allemand vaut 3 shillings anglais.

[160] Rossi : *Cours d'Econ. Polit.*, Bruxelles, 1842, p. 370.

[161] Sismondi : *Nouv. Princ.*, etc., t. I, p. 112.

[162] « Tout travail est payé quand il est terminé. » *An inquiry into those Principles respecting the Nature of demand*, etc., p. 104. « Le crédit commercial a dû commencer au moment où l'ouvrier, premier artisan de la production, a pu, au moyen de ses économies, attendre le salaire de son travail, jusqu'à la fin de la semaine, de la quinzaine, du mois, du trimestre, etc. » (*Ch. Ganilh : Des systèmes de l'Econ. Polit.*, 2^e édit. Paris, 1821, t. I, p. 150.)

[163] « L'ouvrier prête son industrie », Mais, ajoute Storch cauteusement, « il ne risque rien, excepté de perdre son salaire... l'ouvrier ne transmet rien de matériel. » (*Storch : Cours d'Econ. Polit.*, Pétersbourg, 1815, t. II, p. 37)

[164] Un exemple entre mille. Il existe à Londres deux sortes de boulangers, ceux qui vendent le pain à sa valeur réelle, les full priced, et ceux qui le vendent au-dessous de cette valeur, les undersellers. Cette dernière classe forme plus des trois quarts du nombre total des boulangers (p. XXXII dans le « Report » du commissaire du gouvernement H. S. Tremenheere sur les « *Grievances complained of by the journeymen bakers* », etc., London 1862). Ces undersellers, presque sans exception, vendent du pain falsifié avec des mélanges d'alun, de savon, de chaux, de plâtre et autres ingrédients semblables, aussi sains et aussi nourrissants. (V. le livre bleu cité plus haut, le rapport du « Committee of 1855 on the adulteration of bread » et celui du Dr. Hassal : *Adulterations detected*, 2^e édit., London, 1862.) Sir John Gordon déclarait devant le Comité de 1855 que « par suite de ces falsifications, le pauvre qui vit journellement de deux livres de pain, n'obtient pas maintenant le quart des éléments nutritifs qui lui seraient nécessaires, sans parler de l'influence pernicieuse qu'ont de pareils aliments sur sa santé. » Pour expliquer comment une grande partie de la classe ouvrière, bien que parfaitement au courant de ces falsifications, les endure néanmoins, Tremenheere donne cette raison (l. c., p. XLVII) « que c'est une nécessité pour elle de prendre le pain chez le boulanger ou dans la boutique du détaillant, tel qu'on veut bien le lui donner. » Comme les ouvriers ne sont payés qu'à la fin de la semaine, ils ne peuvent payer eux mêmes qu'à ce terme le pain consommé pendant ce temps par leur famille, et Tremenheere ajoute, en se fondant sur l'affirmation de témoins oculaires : « Il est notoire que le pain préparé avec ces sortes mixtures est fait expressément pour ce genre de pratiques. » (It is notorious that bread composed of those mixtures is made expressly for sale in this manner.) « Dans beaucoup de districts agricoles en Angleterre (mais bien plus en Ecosse) le salaire est payé par quinzaine et même par mois. L'ouvrier est obligé d'acheter ses marchandises à crédit en attendant sa paye. On lui vend tout à des prix très élevés, et il se trouve, en fait, lié à la boutique qui l'exploite, et le met à sec. C'est ainsi que, par exemple, à Horningsham in Wilts, où il n'est payé que par mois, la même quantité de farine (8 liv.) que partout ailleurs il a pour 1 sh 10 d., lui coûte 2 sh. 4 d. » (*Sixth Report on Public Health by The Medical Officer of the Privy Council*, etc., 1864, p. 264) « En 1853, les ouvriers imprimeurs de Paisley et de Kilmarnoch (ouest de l'Ecosse) eurent recours à une grève pour forcer leurs patrons à les payer tous quinze jours au lieu de tous les mois. » (*Reports of The Inspectors of Factories for 31 st. Oct. 1853*, p.34.) Comme exemple de l'exploitation qui résulte pour l'ouvrier du crédit qu'il donne au capitaliste, on peut citer encore la méthode employée en Angleterre par un grand nombre d'exploiteurs de mines de charbon. Comme ils ne payent les travailleurs qu'une fois par mois, ils leur font en attendant le terme des avances, surtout en marchandises que ceux-ci sont obligés d'acheter au dessus du prix courant (*Truck system*). « C'est une pratique usuelle chez les propriétaires de mines de houille de payer leurs ouvriers une fois par mois et de leur avancer de l'argent à la fin de chaque semaine intermédiaire. Cet argent leur est donné dans le *tommy shop*, c'est à-dire dans la boutique de détail qui appartient au maître, de telle sorte que ce qu'ils reçoivent d'une main ils le rendent de l'autre. » (*Children's Employment Commission*, III Report, London, 1864, p. 38, n. 192.)

[165] On n'entre pas ici, sauf pour affaires !

[166] En allemand *Arbeits Process* (Procès de travail). Le mot « *process* », qui exprime un développement considéré dans l'ensemble de ses conditions réelles, appartient depuis longtemps à la langue scientifique de toute l'Europe. En France on l'a d'abord introduit d'une manière timide sous sa forme latine — *processus*. Puis il s'est glissé, dépouillé de ce déguisement pédantesque, dans les livres de chimie, physiologie, etc., et dans quelques œuvres de métaphysique. Il finira par obtenir ses lettres de grande naturalisation. Remarquons en passant que les Allemands, comme les

Français, dans le langage ordinaire, emploient le mot « procès » dans son sens juridique.

[167] « Les productions spontanées de la terre ne se présentent qu'en petite quantité et tout à fait indépendamment de l'homme. Il semblerait qu'elles ont été fournies par la nature de la même manière que l'on donne à un jeune homme une petite somme d'argent pour le mettre à même de se frayer une route dans l'industrie et de faire fortune. » (James Steuart : *Principles of Polit. Econ.*, Edit. Dublin, 1770, v. I, p. 116.)

[168] « La raison est aussi puissante que rusée. Sa ruse consiste en général, dans cette activité entremetteuse qui en laissant agir les objets les uns sur les autres conformément à leur propre nature, sans se mêler directement à leur action réciproque, en arrive néanmoins à atteindre uniquement le but qu'elle se propose. » (Hegel : *Encyclopédie, Erster Theil. Die Logik.* Berlin, 1840, p.382)

[169] Dans son ouvrage d'ailleurs pitoyable : *Théorie de l'Écon. Polit.*, Paris, 1815, Ganilh objecte aux physiocrates, et énumère très bien la grande série de travaux qui forment la base préliminaire de l'agriculture proprement dite.

[170] Dans ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, 1776, Turgot fait parfaitement ressortir l'importance de l'animal apprivoisé et dompté pour les commencements de la culture.

[171] De toutes les marchandises, les marchandises de luxe proprement dites sont les plus insignifiantes pour ce qui concerne la comparaison technologique des différentes époques de production. Bien que les histoires écrites jusqu'ici témoignent d'une profonde ignorance de tout ce qui regarde la production matérielle, base de toute vie sociale, et par conséquent de toute histoire réelle, on a néanmoins par suite des recherches scientifiques des naturalistes qui n'ont rien de commun avec les recherches soi-disant historiques, caractérisé les temps préhistoriques d'après leur matériel d'armes et d'outils, sous les noms d'âge de pierre, d'âge de bronze et d'âge de fer.

[172] Il semble paradoxal d'appeler par exemple le poisson qui n'est pas encore pris un moyen de production pour la pêche. Mais jusqu'ici on n'a pas encore trouvé le moyen de prendre des poissons dans les eaux où il n'y en a pas.

[173] Cette détermination du travail productif devient tout à fait insuffisante dès qu'il s'agit de la production capitaliste.

[174] Storch distingue la matière première proprement dite qu'il nomme simplement « matière », des matières auxiliaires qu'il désigne sous le nom de « matériaux », et que Cherbuliez appelle « matières instrumentales ».

[175] C'est probablement pour cela que, par un procédé de « haute » logique, le colonel Torrens a découvert dans la pierre du sauvage, *l'origine du capital*. « Dans la première pierre que le sauvage lance sur le gibier qu'il poursuit, dans le premier bâton qu'il saisit pour abattre le fruit qu'il ne peut atteindre avec la main, nous voyons l'appropriation d'un article dans le but d'en acquérir un autre, et nous découvrons ainsi l'origine du capital. » (R. Torrens : *An Essay on the Production of Wealth*, etc. p. 79.) C'est probablement aussi grâce à ce premier bâton, en vieux français *estoc*, en allemand *stock*, qu'en anglais *stock* devient le synonyme de capital.

[176] « Les produits sont appropriés avant d'être transformés en capital ; leur transformation ne les dérobe pas à cette appropriation. » (Cherbuliez : *Riche ou Pauvre*, édit. Paris 1841, p. 53, 54.) « Le prolétaire en vendant son travail contre un quantum déterminé d'approvisionnement, renonce complètement à toute participation au produit. L'appropriation des produits reste la même qu'auparavant; elle n'est modifiée en aucune sorte par la convention mentionnée. Le produit appartient exclusivement au capitaliste qui a livré les matières premières et l'approvisionnement. C'est là une conséquence rigoureuse de la loi d'appropriation dont le *principe fondamental* était au contraire le droit de propriété exclusif de chaque travailleur à son produit. » (l. c., p. 58.) « Quand les ouvriers travaillent pour un salaire, le capitaliste est propriétaire non seulement du capital (moyens de production), mais encore du travail (of labour also). Si l'on comprend, comme c'est l'usage, dans la notion de capital, ce qui est payé pour salaire, il est absurde de parler séparément du capital et du travail. Le mot capital dans ce sens renferme deux choses, capital et travail » (James Mill : *Elements of Polit. Econ.*, etc. p.15)

[177] « Non seulement le travail appliqué aux marchandises affecte leur valeur, mais encore le travail incorporé dans les fournitures, les outils et les constructions sans lesquels un tel travail ne pourrait avoir lieu. » (Ricardo, l. c., p. 16).

[178] Les chiffres sont ici tout à fait arbitraires.

[179] C'est principalement sur cette proposition que les physiocrates fondent leur doctrine de l'improductivité de tout travail non agricole, et elle est irréfutable pour les économistes en titre. « Cette façon d'imputer à une seule chose la valeur de plusieurs autres (par exemple au lin la consommation du tisserand), d'appliquer, pour ainsi dire, couche sur couche, plusieurs valeurs sur une seule, fait que celle-ci grossit d'autant. Le terme d'addition peint très bien la manière dont se forme le prix des ouvrages de main-d'œuvre ; ce prix n'est qu'un total de plusieurs valeurs

consommées et additionnées ensemble ; or additionner n'est pas multiplier. » (Mercier de la Rivière, l. c., p. 599.)

[180] C'est ainsi par exemple, que de 1844 1847 il retira une partie de son capital de la production pour spéculer sur les actions de chemin de fer. De même, pendant la guerre civile américaine il ferma sa fabrique et jeta ses ouvriers sur le pavé pour jouer sur les cotons bruts à la bourse de Liverpool.

[181] « Fais chanter tes louanges, tant que tu voudras... mais quiconque prend plus ou mieux qu'il ne donne, celui là est un usurier et ceci s'appelle non rendre un service mais faire tort à son prochain, comme qui filoute et pille. N'est pas service ou bienfait tout ce qu'on appelle de ce nom. Un homme et une femme adultères se rendent service l'un à l'autre et se font grand plaisir. Un reître rend à un assassin incendiaire grand service de reître en lui prêtant aide pour faire ses exploits de meurtre et de pillage sur les grands chemins, et pour attaquer les propriétés et les personnes. Les papistes rendent aux nôtres un grand service, en ce qu'ils ne noient pas, ne brûlent pas, ne tuent pas, ne laissent pas pourrir dans les cachots tous les nôtres, et en laissant vivre quelques uns qu'ils se contentent de chasser en leur prenant d'abord tout ce qu'ils possèdent. Le diable lui-même rend à ses serviteurs un grand, un incommensurable service... En somme, le monde entier regorge de grands, d'excellents, de quotidiens services et bienfaits. » (Martin Luther : *An die Pfarherrn, wider den wucher zu predigen*, etc. Wittemberg, 1540.)

[182] « On comprend le service que la catégorie *service* doit rendre à une espèce d'économistes comme J. B. Say et F. Bastiat. » Karl Marx : « *Zur Kritik* », etc., p.14.

[183] Cette circonstance est une de celles qui renchérisse la production fondée sur l'esclavage. Là, d'après l'expression frappante des anciens, le travailleur est censé se distinguer seulement comme *instrumentum vocale* de l'*instrumentum semi-vocale*, l'animal, et de l'*instrumentum mutum*, les instruments inanimés. Mais l'esclave lui-même fait bien sentir aux animaux et aux instruments de travail qu'ils sont loin d'être ses égaux, qu'il est homme. Pour se donner cette jouissance, il les maltraite con amore. Aussi est ce un principe économique, accepté dans ce mode de production, qu'il faut employer les instruments de travail les plus rudes et les plus lourds, parce que leur grossièreté et leur poids les rendent plus difficiles à détériorer. Jusqu'à l'explosion de la guerre civile, on trouvait dans les États à esclaves situés sur le golfe du Mexique des charriots de construction chinoise qui fouillaient le sol comme le porc et la taupe, sans le fendre ni le retourner. V. J. C. Cairns : *The Slave Power*. London, 1862, p.46 et suiv. — Voici en outre ce que raconte Oirnsted dans son ouvrage intitulé *Slave states* : « On m'a montré ici des instruments que chez nous nul homme sensé ne voudrait mettre entre les mains d'un ouvrier ; car leur grossièreté rendraient le travail de dix pour cent au moins plus difficile qu'il ne l'est avec ceux que nous employons. Et je suis persuadé qu'il faut aux esclaves des instruments de ce genre parce que ce ne serait point une économie de leur en fournir de plus légers et de moins grossiers. Les instruments que nous donnons à nos ouvriers et avec lesquels nous trouvons du profit, ne dureraient pas un seul jour dans les champs de blé de la Virginie, bien que la terre y soit plus légère et moins pierreuse que chez nous. De même, lorsque je demande pourquoi les mules sont universellement substituées aux chevaux dans la ferme, la première raison qu'on me donne, et la meilleure assurément, c'est que les chevaux ne peuvent supporter les traitements auxquels ils sont en butte de la part des nègres. Ils sont toujours excédés de fatigue ou estropiés, tandis que les mules reçoivent des volées de coups et se passent de manger de temps à autre sans être trop incommodées. Elles ne prennent pas froid et ne deviennent pas malades quand on les néglige ou qu'on les accable de besogne. Je n'ai pas besoin d'aller plus loin que la fenêtre de la chambre où j'écris pour être témoin à chaque instant des mauvais traitements exercés sur les bêtes de somme, tels qu'aucun fermier du Nord ne pourrait les voir, sans chasser immédiatement valet de ferme. »

[184] La distinction entre le travail complexe et le travail simple (unskilled labour) repose souvent sur de pures illusions, ou du moins sur des différences qui ne possèdent depuis longtemps aucune réalité et ne vivent plus que par une convention traditionnelle. C'est aussi souvent une manière de parler qui prétend colorer le fait brutal que certains groupes de la classe ouvrière, par exemple les laboureurs, sont plus mal placés que d'autres pour arracher la valeur de leur force de travail. Des circonstances accidentelles jouent même ici un si grand rôle que l'on peut voir des travaux du même genre changer tour à tour de place. Là où, par exemple, la constitution physique des travailleurs est affaiblie ou relativement épuisée par le régime industriel, des travaux réellement brutaux, demandant beaucoup de force musculaire, montent sur l'échelle, tandis que des travaux bien plus délicats descendent au rang de travail simple. Le travail d'un maçon (bricklayer) occupe en Angleterre un rang bien élevé que celui d'un damassier. D'un autre côté, le travail d'un coupeur (fustian cutter) figure comme travail simple, bien qu'il exige beaucoup d'efforts corporels et de plus qu'il soit très malsain. D'ailleurs il ne faut pas s'imaginer que le travail prétendu supérieur « skilled » occupe une large place dans le travail national. D'après le calcul de Laing, il y avait en 1843, en Angleterre, y compris le pays de Galles, onze millions d'habitants dont l'existence

reposait sur le travail simple. Déduction faite d'un million d'aristocrates et d'un million correspondant de pauvres, de vagabonds, de criminels, de prostituées, etc., sur les dix sept millions qui composaient la population au moment où il écrivait, il reste quatre millions pour la classe moyenne, y compris les petits rentiers, les employés, les écrivains, les artistes, les instituteurs,, etc. Pour obtenir ces quatre millions, il compte dans la partie travailleuse de la classe moyenne, outre les banquiers, les financiers, etc., les ouvriers de fabrique les mieux payés ! Les maçons eux mêmes figurent parmi les travailleurs élevés à la seconde puissance; il lui reste alors les onze millions sus mentionnés qui tirent leur subsistance du travail simple. (Laing : *National distress*, etc., London, 1844.) « La grande classe qui n'a à donner pour sa nourriture que du travail ordinaire, forme la grande masse du peuple. » (James Mill, *Art. Colony, supplément of the Encyclop. Brit.*, 1831).

[185] « Quand on s'en rapporte au travail pour mesurer la valeur, on entend nécessairement un travail d'une certaine espèce... dont la proportion avec les autres espèces est aisément déterminée. » (*Outlines of Polit. Econ.* London, 1832, p.22, 23.)

[186] « Le travail fournit une création nouvelle pour une qui est éteinte. » *An Essay on the polit. Econ. of Nations.* London, 1821, p. 13.

[187] Il ne s'agit pas ici de *travaux de réparation* des outils, des machines, des constructions, etc. Une machine qu'on répare ne fonctionne pas comme moyen mais comme *objet de travail*. On ne travaille pas avec elle ; c'est elle même qu'on travaille pour raccommoder sa valeur d'usage. Pour nous de pareil, raccommodages peuvent toujours être censés inclus dans le travail qu'exige la production la de l'instrument. Dans le texte il s'agit de l'*usure* qu'aucun docteur ne peut guérir et qui amène peu à peu la mort, « de ce genre d'usure auquel on ne peut porter remède de temps en temps et qui, s'il s'agit d'un couteau par exemple, le réduit finalement à un état tel que le coutelier dit de lui : il ne vaut plus la peine d'une nouvelle lame. » On a vu plus haut, qu'une machine, par exemple, entre tout entière dans chaque opération productive mais par fractions seulement dans la formation simultanée de la valeur. On peut juger d'après cela du quiproquo suivant : « M. Ricardo parle de la portion du travail de l'ingénieur dans la construction d'une machine à faire des bas, comme contenue, par exemple, dans la valeur d'une paire de bas. Cependant le travail total qui produit chaque paire de bas, renferme le travail entier de l'ingénieur et non une portion ; car une machine fait plusieurs paires et aucune de ces paires n'aurait pu être faite sans employer toutes les parties de la machine. » (*Observations on certain verbal disputes in Pol. Econ. particularly relating to value, and to demand and supply.* London 1821, p.54.) L'auteur, d'ailleurs pédant plein de suffisance, a raison dans sa polémique, jusqu'à un certain point, en ce sens que ni Ricardo ni aucun économiste, avant ou après lui, n'ont distingué exactement les deux côtés du travail et encore moins analysé leur influence diverse sur la formation de la valeur.

[188] On peut juger d'après cela de l'idée lumineuse de J.B. Say qui veut faire dériver la plus value (intérêt, profit , rente), des services productifs que les moyens de production : terre, instruments, cuir, etc., rendent au travail par leurs valeurs d'usage. Le professeur Roscher qui ne perd jamais une occasion de coudre noir sur blanc et de présenter des explications ingénieuses faites de pièces et de morceaux, s'écrie à ce propos : « J.B.. Say, dans son *Traité*, t. I, ch. IV, fait cette remarque, très juste, que la valeur produite par un moulin à huile, déduction faite de tous frais, est quelque chose de neuf, essentiellement différent du travail par lequel le moulin lui-même a été créé. » (L. c., p. 82, note.) C'est en effet très juste ! « L'huile » produite par le moulin est quelque chose de bien différent du travail que ce moulin coûte. Et sous le nom de « valeur », maître Roscher comprend des choses comme « l'huile », puisque l'huile a de la valeur mais comme « dans la nature » il se trouve de l'huile de pétrole, quoique relativement peu, il en déduit cet autre dogme : « Elle (la nature !) ne produit presque pas de valeurs d'échange. » La nature de M. Roscher, avec sa valeur d'échange, ressemble à la jeune fille qui avouait bien avoir eu un enfant, « mais si petit ! » Le même savant sérieux dit encore en une autre occasion : « L'école de Ricardo a coutume de faire entrer le capital dans le concept du travail, en le définissant du travail accumulé. Ceci est malhabile (!) parce que certes le possesseur du capital a fait évidemment bien plus (!) que le produire simplement (!) et le conserver. » Et qu'a t il donc fait ? Eh bien ! « il s'est abstenu de jouir autant qu'il l'aurait pu, c'est pourquoi (!) par exemple, il veut et demande de l'intérêt. » Cette méthode que M. Roscher baptise du nom « d'anatomico physiologique de l'économie politique » qu'elle est habile ! Elle convertit un simple désir de la volonté en source inépuisable de valeur !

[189] De tous les instruments employés par le cultivateur, le travail de l'homme est celui sur lequel il doit le plus faire fonds pour le remboursement de son capital. Les deux autres, d'un côté les bêtes de trait et de labour, de l'autre, les charrues, tombereaux, pioches, bèches et ainsi de suite, ne sont absolument rien sans une portion donnée du premier. » (Edmond Burke : *Thoughts and details on scarcity originally presented to the R. Hon. W. Pitt in the month of November 1695*, Edit. London, 1800, p.10.)

[190] Dans le *Times* du 26 nov. 1862, un fabricant dont la filature occupe huit cent ouvriers et consomme par semaine cent cinquante balles de coton indien en moyenne, ou environ cent trente

balles de coton américain, fatigue le public de ses jérémiades sur les frais annuels que lui coûte la suspension intermittente du travail dans sa fabrique. Il les évalue à six mille livres sterling. Parmi ces frais se trouve nombre d'articles dont nous n'avons pas à nous occuper, tels que rente foncière, impôts, prime d'assurance, salaire d'ouvriers engagés à l'année, surveillant, teneur de livres, ingénieur et ainsi de suite. Il compte ensuite cent cinquante livres sterling de charbon pour chauffer la fabrique de temps à autre et mettre la machine à vapeur en mouvement, et de plus le salaire des ouvriers dont le travail est occasionnellement nécessaire. Enfin douze cents livres sterling pour les machines, attendu que « la température et les principes naturels de détérioration ne suspendent pas leur action parce que les machines ne fonctionnent pas. » Il remarque emphatiquement que si son évaluation ne dépasse pas de beaucoup cette somme de douze cents livres sterling c'est que tout son matériel est bien près d'être hors d'usage.

[191] Consommation productive : quand la consommation d'une marchandise fait partie du procédé de production... dans de telles circonstances il n'y a point de consommation de valeur. » (S. P. Newman, l. c., p. 296.)

[192] On lit dans un manuel imprimé aux États Unis et qui est peut-être à sa vingtième édition : « Peu importe la forme sous laquelle le capital réapparaît ». Après une énumération à dormir debout de tous les ingrédients possibles de la production dont la valeur se montre de nouveau dans le produit, on trouve pour conclusion : : « Les différentes espèces d'aliments, de vêtements, de logements nécessaires pour l'existence et le confort de l'être humain sont ainsi transformées. Elles sont consommées de temps en temps et leur valeur réapparaît dans cette nouvelle vigueur communiquée à son corps et à son esprit, laquelle forme un nouveau capital qui sera employé de nouveau dans l'œuvre de la production » (Weyland, l. c., p 31, 32.) Abstraction faite d'autres bizarreries, remarquons que ce n'est pas le prix du pain, mais bien ses substances formatrices du sang qui réapparaissent dans la force renouvelée de l'homme. Ce qui au contraire réapparaît comme valeur de la force, ce ne sont pas les moyens de subsistance, mais leur valeur. Les mêmes moyens de subsistance, à moitié prix seulement, produisent tout autant de muscles, d'os, etc., en un mot la même force, mais non pas une force de même valeur. Cette confusion entre « valeur » et « force » et toute cette indécision pharisaïque n'ont pour but que de dissimuler une tentative inutile, celle d'expliquer une plus value par la simple réapparition de valeurs avancées.

[193] « Toutes les productions d'un même genre ne forment proprement qu'une masse, dont le prix se détermine en général et sans égard aux circonstances particulières. » (Le Trosne, l. c., p. 893.)

[194] « Si nous comptons la valeur du capital fixe employé comme faisant partie des avances, nous devons compter à la fin de l'année la valeur persistante de ce capital comme faisant partie de ce qui nous revient annuellement. » (Malthus : *Princ. of Pol. Econ.* 2^e édit., London, 1836, p.269.)

[195] Il est évident, comme dit Lucrèce, « *nil posse creari de nihilo* », que rien ne peut être créé de rien. Création de valeur est transformation de force de travail en travail. De son côté la force de travail est avant tout un ensemble de substances naturelles transformées en organisme humain.

[196] On dit de même, taux du profit, taux de l'intérêt, etc., (en anglais, *rate of profit*, etc.). On verra dans le livre III, que le taux du profit est facile à déterminer dès que l'on connaît les lois de la plus value. Par la voie opposée on ne trouve ni l'un ni l'autre.

[197] Nous avons employé jusqu'ici le mot « temps de travail nécessaire » pour désigner le temps de travail socialement nécessaire à la production d'une marchandise quelconque. Désormais nous l'emploierons aussi pour désigner le temps de travail nécessaire à la production de la marchandise spéciale force de travail. L'usage des mêmes termes techniques dans un sens différent a certes des inconvénients ; mais cela ne peut être évité dans aucune science. Que l'on compare, par exemple, les parties supérieures et élémentaires des mathématiques.

[198] Maître Wilhelm Thucydides Roscher est vraiment impayable ! Il découvre que si la formation d'une plus value ou d'un produit net et l'accumulation qui en résulte sont dus aujourd'hui à l'épargne et à l'abstinence du capitaliste, ce qui l'autorise à « exiger des intérêts », « dans un état inférieur de civilisation au contraire, ce sont les faibles qui sont contraints par les forts à économiser et à s'abstenir. » (L. c., p. 78.) À s'abstenir de travailler ? Ou à économiser un excédent de produits qui n'existe pas ? Ce qui entraîne les Roscher et consorts à traiter comme raisons d'être de la plus value, les raisons plus ou moins plausibles par lesquelles le capitaliste cherche à justifier son appropriation de toute plus value créée, c'est évidemment, outre une ignorance candide, l'appréhension que leur cause toute analyse consciencieuse et leur crainte d'arriver malgré eux à un résultat qui ne satisferait pas la police.

[199] Le taux de la plus value n'exprime pas la grandeur absolue de l'exploitation bien qu'il en exprime exactement le degré. Supposons par exemple que le travail nécessaire = 5 heures et le surtravail = 5 heures également, le degré d'exploitation est alors de 100% et la grandeur absolue de l'exploitation est de cinq heures. Si au contraire le travail nécessaire = 6 heures et que le surtravail =

6 heures, le degré d'exploitation reste le même, c'est-à-dire de 100% ; mais la grandeur de l'exploitation s'est accrue de 20% de 5 à 6 heures.

[200] Il est à remarquer qu'en Angleterre l'ancienne force de cheval était calculée d'après le diamètre du cylindre, et que la nouvelle au contraire se calcule sur la force réelle que montre l'indicateur.

[201] Senior, l. c., p.12, 13 Nous n'entrons pas dans les détails plus ou moins curieux, mais indifférents à notre but. Nous n'examinons point, par exemple, cette assertion que les fabricants font entrer la compensation de l'usure des machines, etc., c'est à dire d'une partie constitutive du capital, dans leur profit, brut ou net, propre ou malpropre. Nous ne contrôlons pas non plus l'exactitude ou la fausseté des chiffres avancés. Leonhard Horner dans « A letter to Mr. Senior, etc., London, 1837 », a démontré qu'ils n'avaient pas plus de valeur que la prétendue « analyse ». Leonhard Horner, un des Factory Inquiry Commissioners de 1833, inspecteur, ou plutôt en réalité censeur des fabriques jusqu'en 1859, s'est acquis des droits immortels à la reconnaissance de la classe ouvrière anglaise. Sa vie n'a été qu'un long combat non seulement contre les fabricants exaspérés, mais encore contre les ministres qui trouvaient infiniment plus important de compter « les voix » des maîtres fabricants dans la Chambre des communes que les heures de travail des « bras » dans la fabrique.

L'exposition de Senior est confuse, indépendamment de la fausseté de son contenu. Voici, à proprement parler, ce qu'il voulait dire :

Le fabricant occupe les ouvriers 11 h. $\frac{1}{2}$ ou 23 demi-heures chaque jour. Le travail de l'année entière comme celui de chaque journée particulière, consiste en 11 h. $\frac{1}{2}$ ou 23 demi heures (c'est à dire en 23s demi heures multipliées par le nombre des jours de travail pendant l'année). Ceci admis, les 23 demi heures de travail donnent le produit annuel de 115 000 liv. st., $\frac{1}{2}$ heure de travail produit $\frac{1}{23} \times 115\ 000$ l. st., $\frac{20}{2}$ heures de travail produisent $\frac{20}{23} \times 115\ 000$ l. = 115 000 l., c'est à dire compensent seulement le capital avancé. Restent 3 demi heures de travail qui produisent $\frac{3}{23} \times 115\ 000$ l. = 15 000 l., le profit brut. Sur ces 3 demi heures de travail une $\frac{1}{2}$ produit $\frac{1}{23} \times 115\ 000$ l. = 5 000 l., ou compense seulement l'usure de la fabrique et des machines. Les deux dernières demi heures, c'est-à-dire la dernière heure de travail produit $\frac{2}{23} \times 115\ 000$ l. = 10 000 l. qui forment le profit net. Dans le texte, Senior transforme les vingt troisièmes parties du produit, en parties de la journée de travail elle même.

[202] Si Senior a prouvé que le bénéfice net des fabricants, l'existence de l'industrie cotonnière anglaise et le marché de la Grande Bretagne dépendent « de la Dernière heure de travail » le docteur Andrew Ure a par dessus le marché démontré pour sa part, que si au lieu d'exténuer de travail les enfants et les adolescents au dessous de huit ans dans l'atmosphère brûlante mais morale de la fabrique, on les renvoyait une heure plus tôt dans le monde extérieur aussi froid que frivole, l'oisiveté et le vice leur feraient perdre le salut de leurs âmes. Depuis 1848 les inspecteurs ne se lassent jamais dans leurs rapports semestriels de railler et d'agacer les fabricants avec « la dernière, la fatale dernière heure ».

On lit, par exemple, dans le rapport de M. Howell, du 31 mai 1855 : « Si l'ingénieur calcul suivant (il cite Senior) était juste, toutes les fabriques de coton dans le Royaume Uni auraient travaillé avec perte depuis 1850. » (*Reports of the Insp. of Fact. for the half year ending 30 th. April 1855*, p. 19,20.) Lorsque le bill des dix heures passa au Parlement en 1848, les fabricants firent signer par quelques travailleurs des localités disséminées entre les comtés de Dorset et de Sommerset une contre-pétition dans laquelle on lit entre autres choses ce qui suit : « Vos pétitionnaires, tous pères de familles, croient qu'une heure de loisir additionnelle n'aurait d'autre effet que de démoraliser leurs enfants, car l'oisiveté est la mère de tous les vices. » Le rapport de fabrique du 31 octobre 1848 fait à ce propos quelques observations : « L'atmosphère des filatures de lin, dans lesquelles travaillent les enfants de ces tendres et vertueux parents, est remplie d'une si énorme quantité de particules de poussière, de fil et autres matières qu'il est extraordinairement désagréable d'y passer seulement dix minutes ; on ne le peut même pas sans éprouver la sensation la plus pénible, car les yeux, les oreilles, les narines et la bouche se remplissent aussitôt de nuages de poussière de lin, dont il est impossible de se garer. Le travail lui même exige, en raison de la marche vertigineuse de la machine, une dépense continue de mouvements rapides et faits à propos, soumis à une attention infatigable, et il semble assez cruel de faire appliquer par des parents le terme de « fainéantise » à leurs enfants qui, déduction faite du temps des repas, sont cloués dix heures entières à une pareille occupation et dans une telle atmosphère... Ces enfants travaillent plus longtemps que les garçons de ferme des villages voisins. Ces propos sans cesse rebattus sur « l'oisiveté et la paresse » sont du cant le plus pur et doivent être flétris comme l'hypocrisie la plus éhontée... La partie du public qui, il y a quelques années, fut si stupéfaite de l'assurance avec

laquelle on proclama ouvertement et publiquement, sous la sanction des plus hautes autorités, que le « bénéfice net » des fabricants provenait tout entier du travail de la dernière heure, de sorte qu'une réduction d'une heure sur la journée de travail anéantirait ce bénéfice, cette partie du public en croira à peine ses yeux quand elle verra quels progrès, a fait depuis cette théorie qui comprend maintenant dans les vertus de la dernière heure la morale et le profit ex aequo, si bien que la réduction du travail des enfants à dix heures pleines ferait aller à la dérive la morale des petits enfants et le profit net de leurs patrons, morale et profit qui dépendent tous deux de cette heure fatale. » (*Rpts Insp. of Fact. 31 st. Oct. 1848*, p. 101.) Le même rapport nous fournit ensuite des échantillons de la « morale » et de la « vertu » de messieurs les fabricants ; il mentionne tout au long les intrigues, les détours, les menées, les ruses, les séductions, les menaces, les falsifications, etc., qu'ils emploient pour faire signer des pétitions de ce genre par un petit nombre d'ouvriers intimidés et les présenter ensuite au Parlement comme pétitions de toute une branche d'industrie et de tout un comté ou de plusieurs. Reste un fait qui caractérise fort bien l'état actuel de la « science » soi-disant économique ; c'est que ni Senior lui-même qui, à son honneur, se déclara plus tard énergiquement pour la limitation légale de la journée de travail, ni ses premiers et récents contradicteurs n'ont su découvrir les paralogismes de la « découverte originale ». Force leur a été d'en appeler à l'expérience pour toute solution. Le comment et le pourquoi sont restés un mystère.

[203] M. le professeur a pourtant tiré quelque profit de sa brillante campagne à Manchester. Dans ses « *Letters on the Factory Act* » le bénéfice net tout entier « profit » et « intérêt » et même « quelque chose de plus » dépendent d'une heure de travail non payée de l'ouvrier. Une année auparavant, dans son livre intitulé : *Outlines of Political Economy*, composé pour la délectation des étudiants d'Oxford et des « classes éclairées », il avait « découvert », contrairement à la doctrine de Ricardo, suivant laquelle la valeur est déterminée par le temps de travail, que le profit provient du travail du capitaliste et l'intérêt de son *abstinence*. La bourde était vieille, mais le mot nouveau. Maître Roscher l'a assez bien traduit et germanisé par le mot *Enthaltung* qui a le même sens. Ses compatriotes moins frottés de latin, les Wirth, les Schulze et autres Michel, l'ont vainement encapuchonné. L'*abstinence* (*Enthaltung*) est devenue renoncement (*Enisagung*).

[204] « Pour un individu qui possède un capital de 20 000 l. st. et dont les profits se montent annuellement à 2000 l. st., ce serait chose absolument indifférente, si son capital occupait 200 ou 1000 ouvriers et si les marchandises produites se vendaient à 10 000 ou à 20 000 l. st., pourvu que dans tous les cas ses profits ne tombassent pas au dessous de 2000 l. st.. Est ce qu'il n'en est pas de même de l'intérêt réel d'une nation ? En supposant que ses revenus nets, ses rentes et ses profits restent les mêmes, il n'y a pas la moindre importance à ce que la nation se compose de 10 ou 12 millions d'habitants. » (Ricardo, l. c., p. 416.) Longtemps avant Ricardo, un fanatique du produit net, Arthur Young, écrivain aussi prolixe et bavard que dépourvu de jugement, dont la renommée est en raison inverse de son mérite, disait entre autres : « De quelle utilité serait dans un pays moderne une province entière dont le sol serait cultivé, selon l'ancien mode romain, par de petites paysans indépendants, fût il même le mieux cultivé possible ? À quoi cela aboutirait-il ? sinon uniquement à élever des hommes (*the mere purpose of breeding men*) ce qui en soi n'a pas le moindre but (*is a useless purpose*). » Arthur Young : *Political arithmetic*, etc., London, 1774, p.47.) Hopkins fait cette remarque fort juste : « Il est étrange que l'on soit si fortement enclin à représenter le produit net comme avantageux pour la classe ouvrière, parce qu'il permet de la faire travailler. Il est pourtant bien évident que s'il a ce pouvoir, ce n'est point parce qu'il est net. » (Thomas Hopkins : *On Rent of Land*, etc., London, 1828, p. 126.)

[205] « Travail d'un jour, c'est très vague ; ça peut être long ou court. » (*An Essay on Trade and Commerce, containing Observations on Taxation*, etc., London, 1770, p.73.)

[206] Cette question est infiniment plus importante que la célèbre question de Sir Robert Peel à la Chambre de commerce de Birmingham : « *Qu'est-ce qu'une livre sterling ?* » question qui ne pouvait être posée, que parce que Robert Peel n'en savait pas plus sur la nature de la monnaie que les « *little shilling men* » auxquels il s'adressait.

[207] « C'est la tâche du capitaliste d'obtenir du capital dépensé la plus forte somme de travail possible. » (J. G. Courcelle Seneuil : *Traité théorique et pratique des entreprises industrielles*. 2^e édit., Paris, 1857. p. 63.)

[208] « Une heure de travail perdue par jour porte un immense préjudice à un état commercial. » — « Il se fait une consommation de luxe extraordinaire parmi les pauvres travailleurs du royaume et particulièrement dans la populace manufacturière : elle consiste dans la consommation de leur temps, consommation la plus fatale de toutes. » (*An Essay on Trade and Commerce*, etc., p. 47 et 153.)

[209] « Si le manouvrier libre prend un instant de repos, l'économie sordide qui le suit des yeux avec inquiétude, prétend qu'il la vole. » (N. Linguet : *Théorie des lois civiles*, etc. Londres, 1767, t. II, p. 466.)

[210] Pendant la grande agitation des ouvriers en bâtiment à Londres, 1860-61, pour la réduction de la journée de travail à 9 heures, leur comité publia un manifeste qui contient à peu de chose près le plaidoyer de notre travailleur. Il y est fait allusion, non sans ironie, à ce que Sir M. Peto, le maître entrepreneur le plus âpre au gain, devenu depuis célèbre par sa gigantesque banqueroute, était en odeur de sainteté.

[211] « Ceux qui travaillent... nourrissent en réalité tout à la fois et les pensionnaires qu'on appelle les riches et eux-mêmes. » (Edmond Burke, l.c., p.2.)

[212] Niebuhr, dans son *Histoire romaine*, laisse échapper cette naïve remarque : « On ne peut se dissimuler que des ouvrages, comme ceux des Étrusques, dont les ruines nous étonnent encore aujourd'hui, supposent dans les petits États des seigneurs et des serfs. » Sismondi est bien plus dans le vrai quand il dit que les « dentelles de Bruxelles » supposent des capitalistes et des salariés.

[213] « Il est impossible de voir ces malheureux (dans les mines d'or situées entre l'Égypte, l'Éthiopie et l'Arabie) qui ne peuvent pas même entretenir la propreté de leur corps, ni couvrir leur nudité, sans être forcés de s'apitoyer sur leur lamentable destin. Là point d'égards ni de pitié pour les malades, les estropiés, les vieillards, ni même pour la faiblesse des femmes. Tous, forcés par les coups, doivent travailler et travailler encore jusqu'à ce que la mort mette un terme à leur misère et à leurs tourments. » (*Diod. Sic. Bibliothèque historique*, liv. III, ch. 13.)

[214] Ce qui suit se rapporte aux conditions des provinces roumaines avant les changements opérés depuis la guerre de Crimée.

[215] Pour plus de détails consulter E. Regnault : *Histoire politique et sociale des principautés Danubiennes*. Paris, 1855.

[216] « En général et dans de certaines limites, c'est un témoignage en faveur de la bonne venue et de la prospérité des êtres organisés, quand ils dépassent la taille moyenne de leur espèce. Pour ce qui est de l'homme, sa taille s'amointrit dès que sa croissance régulière trouve des obstacles dans n'importe quelles circonstances, soit physiques, soit sociales. Dans tous les pays de l'Europe où règne la conscription, depuis son établissement, la taille moyenne des hommes faits s'est amoindrie et ils sont en général devenus moins propres au service militaire. Avant la Révolution (1789) la taille minimum du soldat d'infanterie en France était de 165 centimètres ; en 1818 (loi du 10 mars) de 157 ; enfin après la loi du 21 mars 1832, de 156 seulement. Plus de la moitié des hommes sont généralement déclarés impropres au service pour défaut de taille et vices de constitution. La taille militaire en Saxe était en 1780 de 178 centimètres ; elle est aujourd'hui de 155 ; en Prusse de 157. D'après les données fournies par le docteur Meyer dans la *Gazette de Bavière* du 9 mai 1862, il résulte d'une moyenne de neuf ans qu'en Prusse sur 1000 conscrits 716 sont impropres au service, trois cent dix-sept pour défaut de taille et 399 pour vices de constitution, etc. En 1858, Berlin ne put fournir son contingent pour la réserve, il manquait 156 hommes. » (J. V. Liebig : *La chimie dans son application à l'agriculture et à la physiologie*, 1862, 7^e édition, v. I, p. 116, 118.)

[217] On trouvera l'histoire du *Factory Act* de 1850 dans le cours de ce chapitre.

[218] Je ne m'occupe que de temps à autre de la période qui s'étend du début de la grande industrie en Angleterre jusqu'en 1845, et sur cette matière je renvoie le lecteur au livre de Friedrich Engels sur la situation des classes ouvrières anglaises. (*Die Lage der arbeitenden Klasse in England*, von Friedrich Engels, Leipzig, 1845.) Les *Factory Reports*, *Reports on Mines*, etc., qui ont paru depuis 1845 témoignent de la profondeur avec laquelle il a saisi l'esprit du mode de production capitaliste, et la comparaison la plus superficielle de son écrit avec les rapports officiels de la « *Children's Employment Commission* » publiés vingt ans plus tard, montrent avec quel art admirable il a su peindre la situation dans tous ses détails. Ces derniers rapports traitent spécialement de branches d'industrie où la législation manufacturière n'était pas encore introduite en 1862 et en partie ne l'est même pas aujourd'hui. L'état des choses, tel que l'a dépeint Engels, n'y a donc pas subi de modification bien sensible. J'emprunte mes exemples principalement à la période de liberté commerciale qui a suivi 1848, à cette époque paradisiaque dont les commis voyageurs du libre-échange aussi terriblement bavards que pitoyablement ignorants racontent tant de merveilles. — Du reste, si l'Angleterre figure au premier rang, c'est qu'elle est la terre classique de la production capitaliste, et qu'elle possède seule une statistique continue et officielle des matières que nous traitons.

[219] « Suggestions, etc., by M. L. Horner, Inspector of Factories » dans le « *Factory Regulation act, ordered by the House of Commons to be printed*, 9 août 1859 », p. 4, 5.

[220] *Reports of the Insp. of Fact. for the half-year ended*, 1856, p. 34.

[221] *Reports, etc.*, 30 April 1858, p. 7.

[222] *Reports, etc.*, l. c., p. 43.

[223] *Reports, etc.*, l. c., p. 25.

[224] *Reports, etc., for half year ending*, 30 th. April 1861. V. *Appendix n°2* ; *Reports, etc.*, 31 st. Octob. 1862, p. 7, 52, 53. *Les infractions deviennent plus nombreuses dans le dernier semestre de*

1863. Comp. Reports, etc., ending 31 Oct. 1863, p. 7.)

[225] *Reports*, etc., 31 st. Oct. 1860, p. 23. Pour montrer avec quel fanatisme, d'après les dépositions des fabricants devant la justice, « leurs bras » s'opposent à toute interruption du travail dans la fabrique, il suffit de citer ce cas curieux : Au commencement de juin 1836, des dénonciations furent adressées aux magistrats de Dewsbury (Yorkshire) d'après lesquelles les propriétaires de huit grandes fabriques dans le voisinage de Butley auraient violé le *Factory Act*. Une partie de ces messieurs étaient accusés d'avoir exténué de travail 5 garçons âgés de 12 à 15 ans, depuis vendredi, 6 heures du matin jusqu'au samedi, 4 heures du soir, sans leur permettre le moindre répit excepté pour les repas, et une heure de sommeil vers minuit. Et ces enfants avaient eu à exécuter ce travail incessant de 30 heures dans le « shoddy hole », ainsi se nomme le bouge où les chiffons de laine sont mis en pièces et où une épaisse atmosphère de poussière force même le travailleur adulte à se couvrir constamment la bouche avec des mouchoirs pour protéger ses poumons ! Les accusés certifièrent — en qualité de *quakers* ils étaient trop scrupuleusement religieux pour prêter serment — que dans leur grande compassion pour ces pauvres enfants ils leur avaient permis de dormir quatre heures, mais que ces entêtés n'avaient absolument pas voulu aller au lit. MM. les quakers furent condamnés à une amende de 20 liv. st. Dryden pressentait ces quakers, quand il disait :

« Renard tout fourré de sainteté,
Qui craint un serment, mais mentirait comme le diable,
Qui, avec un air de carême, roule pieusement des regards obliques,
Et n'oserait commettre un péché, non ! sans avoir dit sa prière. »

[226] *Rep.*, etc., 31 Oct. 1856, p. 34.

[227] L. c., p. 35.

[228] L. c., p. 48.

[229] L. c.

[230] L. c.

[231] L. c., p. 48

[232] « *Moments are the elements of Profit.* » *Rep. of the Inspect*, etc., 30 th., April 1860, p. 56

[233] Cette expression est admise officiellement, aussi bien dans la fabrique que dans les rapports des inspecteurs.

[234] C'est un économiste bourgeois qui s'exprime ainsi : « La cupidité des maîtres de fabriques leur fait commettre dans la poursuite du gain des cruautés que les Espagnols, lors de la conquête de l'Amérique, ont à peine surpassées dans leur poursuite de l'or. » John Wade : *History of the Middle and Working Classes*, 3^e édit. Lond., 1835, p. 114. La partie théorique de cet ouvrage, sorte d'esquisse de l'économie politique, contient pour son époque, des choses originales, principalement sur les crises commerciales. La partie historique est trop souvent un impudent plagiat de l'ouvrage de Sir M. Eden, *History of the Poor*. London, 1799.

[235] *London Daily Telegraph* du 14 janvier 1860.

[236] Voy. Engels : *Lage*, etc., p. 249, 51.

[237] *Children's Employment Commission. First Report*, etc., 1863, *Appendix*, p. 16, 17, 18.

[238] *Public Health*. 3 d. *Report*, etc., p. 102, 104, 105.

[239] *Children's Employment Commission*, 1863, p. 22, et XI.

[240] L. c., p. XLVII.

[241] L. c., p. LIV.

[242] Dans la langue distinguée des fabricants anglais les ouvriers sont appelés « *hands* », littéralement « mains ». Quand ce mot se trouve dans nos citations anglaises, nous le traduisons toujours par « *bras* ».

[243] Ceci ne doit pas être pris dans le sens que nous avons donné au temps de surtravail. Ces messieurs considèrent les 10 h. 1/2 de travail comme constituant la journée normale, laquelle renferme aussi le surtravail normal. Alors commence ce « temps de travail en plus » qui est payé un peu plus cher ; mais on verra plus tard que, par contre, l'emploi de la force de travail pendant la prétendue journée normale est payé au-dessous de sa valeur.

[244] L. c. *Appendix*, p. 123, 124, 125, 140 et LIV.

[245] L'alun réduit en poudre fine, ou mêlé avec du sel, est un article ordinaire de commerce qui porte le nom significatif de « *baker's stuff* » (matière de boulanger).

[246] Chacun sait que la suie est une forme très pure du carbone et constitue un engrais que des ramoneurs capitalistes vendent aux fermiers anglais. Or il y eut un procès en 1862, dans lequel le Jury anglais avait à décider si de la suie à laquelle se trouvent mêlés à l'insu de l'acheteur, 90 p. 100 de poussière et de sable, est de la suie « réelle » dans le sens « commercial » ou de la suie

« falsifiée » dans le sens « légal ». Les jurés, « amis du commerce », décidèrent que c'était de la suie « réelle » du commerce et déboutèrent le fermier de sa plainte en lui faisant payer par-dessus le marché tous les frais du procès.

[247] Dans un traité sur les falsifications des marchandises, le chimiste français *Chevallier* passe en revue six cents et quelques articles et compte pour beaucoup d'entre eux dix, vingt, trente méthodes de falsification. Il ajoute qu'il ne connaît pas toutes les méthodes et ne mentionne pas toutes celles qu'il connaît. Il indique six espèces de falsifications pour le sucre, neuf pour l'huile d'olive, dix pour le beurre, douze pour le sel, dix-neuf pour le lait, vingt pour le pain, vingt-trois pour l'eau-de-vie, vingt-quatre pour la farine, vingt-huit pour le chocolat, trente pour le vin, trente-deux pour le café, etc. Même le bon Dieu n'est pas épargné comme le prouve l'ouvrage de M. *Ronard de Card* : « *De la falsification des substances sacramentelles*, Paris, 1856. »

[248] *Report, etc., relating to the Grievances complained of by the Journeymen Bakers, etc.* London, 1862, et *Second Report, etc.* London, 1863.

[249] *First Report*, l. c., p. XL.

[250] L. c., p. LXXI.

[251] George Read ; *The History of Baking*. London, 1848, p. 16.

[252] *First Report, etc. Evidence*. Déposition de M. Cheesman, boulanger « full priced ».

[253] George Read, l. c. À la fin du xvii^e siècle et au commencement du xviii^e siècle on dénonçait officiellement comme une peste publique les agents ou hommes d'affaires qui se faufilent dans toutes les branches d'industrie. C'est ainsi, par exemple, que dans la session trimestrielle des juges de paix du comté de Somerset, le grand jury adressa à la Chambre des communes un « presentment » dans lequel, il est dit entre autres : « Ces agents (les facteurs de Blackwell Hall) sont une calamité publique et portent préjudice au commerce des draps et vêtements ; on devrait les réprimer comme une peste. » (*The Case of our English Wool, etc.*, London, 1685, p. 67.)

[254] *First Report, etc.*, p. VIII.

[255] *Report of Committee on the Baking Trade in Ireland for 1861*.

[256] L. c.

[257] Meeting public des travailleurs agricoles à Lasswade, près de Glasgow, du 5 janvier 1866. (Voy. *Workman's Advocate* du 13 janv. 1866). La formation depuis la fin de 1865 d'une *Trade-Union* parmi les travailleurs agricoles, d'abord en Écosse, est un véritable événement historique.

[258] « *Reynolds's News Paper* » du 20 janv. 1866. Chaque semaine ce même journal publie avec des titres à sensation (sensational headings), tels que ceux-ci : « Fearful and fatal accidents », « Appallings tragedies » etc., toute une liste de nouvelles catastrophes de chemins de fer. Un ouvrier de la ligne de North Stafford fait à ce propos les observations suivantes : « Chacun sait ce qui arrive quand l'attention du mécanicien et du chauffeur faiblit un instant. Et comment pourrait-il en être autrement, étant donné la prolongation démesurée du travail sans une pause ou un moment de répit ? Prenons pour exemple de ce qui arrive tous les jours, un cas qui vient de se passer : lundi dernier un chauffeur se mit à son travail le matin de très bonne heure. Il le termina après 14 heures 50 minutes. Avant qu'il eût eu le temps de prendre seulement son thé, il fut de nouveau appelé au travail et il lui fallut ainsi trimer 29 heures 15 minutes sans interruption. Le reste de son travail de la semaine se distribuait comme suit : Mercredi, 15 heures ; jeudi, 15 heures 35 minutes ; vendredi, 14 heures et demie ; samedi, 14 heures 10 minutes. Total pour toute la semaine, 88 heures 40 minutes. Et maintenant figurez-vous son étonnement lorsqu'il reçut une paye de 6 jours seulement. Notre homme était novice ; il demanda ce que l'on entendait par ouvrage d'une journée. Réponse : 13 heures, et conséquemment 78 heures par semaine. Mais alors où est la paye des 10 heures 40 minutes supplémentaires ? Après de longues contestations, il obtint une indemnité de 10 d. (1 fr.) ».

l. c. N^o du 10 février 1866.

[259] *Comp. Fr. Engels*, l. c. p. 253, 254.

[260] D^r Letheby, médecin employé au Board of Health déclarait alors... « Le minimum d'air nécessaire à un adulte dans une chambre à coucher est de 300 pieds cubes, et dans une chambre d'habitation de 500. » D^r Richardson, médecin en chef d'un hôpital de Londres, dit : « Les couturières de toute espèce, modistes, tailleuses en robes, etc., sont frappées par trois fléaux : excès de travail, manque d'air et manque de nourriture ou manque de digestion. En général, ce genre (le travail convient mieux en toute circonstance aux femmes qu'aux hommes. Mais le malheur pour le métier, surtout à Londres, c'est qu'il a été monopolisé par 26 capitalistes qui, par des moyens coercitifs résultant du capital même « that spring from capital » économisent la dépense en prodiguant la force de travail. Cette puissance se fait sentir dans toutes les branches de la couture. Une tailleuse en robes par exemple parvient-elle à se faire un petit cercle de pratiques, la concurrence la force de travailler à mort pour le conserver, et d'accabler de travail ses ouvrières. Si

ses affaires ne vont pas, ou qu'elle ne puisse s'établir d'une manière indépendante, elle s'adresse à un établissement où le travail n'est pas moindre, mais le paiement plus sur. Dans ces conditions elle devient une pure esclave, ballottée çà et là par chaque fluctuation de la société, tantôt chez elle, dans une petite chambre et mourant de faim ou peu s'en faut ; tantôt dans un atelier, occupée 15, 16 et 18 heures sur 24, dans une atmosphère à peine supportable, et avec une nourriture qui, fût-elle bonne, ne peut être digérée, faute d'air pur. Telles sont les victimes offertes chaque jour à la phthisie et qui perpétuent son règne ; car cette maladie n'a pas d'autre origine que l'air vicié. » (D^r Richardson : « *Death front simple overwork* » dans la « *Social Science Review* », juillet 1863).

[261] *Morning Star*, 23 juin 1863. Le *Times* profita de la circonstance pour défendre les esclavagistes américains contre Bright et Cie. « Beaucoup d'entre nous, dit-il, sont d'avis que tant que nous ferons travailler à mort nos jeunes femmes, en employant l'aiguillon de la faim au lieu du claquement du fouet, nous aurons à peine le droit d'invoquer le fer et le feu contre des familles qui sont nées esclavagistes, et nourrissent du moins bien leurs esclaves et les font travailler modérément. » (*Times* 2 juillet 1863). Le *Standard*, journal Tory, sermonna de la même manière le Rev. Newman Hall : « Vous excommuniez, lui dit-il, les possesseurs d'esclaves, mais vous priez avec les braves gens qui sans remords font travailler seize heures par jour et pour un salaire dont un chien ne voudrait pas, les cochers et les conducteurs d'omnibus de Londres. » Enfin parla la Sibylle de Chelsea, Thomas Carlyle, l'inventeur du culte des génies (hero worship), à propos duquel j'écrivais déjà en 1850 : « Le génie s'en est allé au diable, mais le culte est resté. » Dans une piètre parabole il réduit le seul grand événement de l'époque actuelle, la guerre civile américaine, à ce simple fait : Pierre du Nord veut à toute force casser la tête à Paul du Sud, parce que Pierre du Nord loue son travailleur quotidiennement, tandis que Paul du Sud le loue pour la vie. (*Macmillian's Magazine. Ilias Americana in nuce* (livraison d'août 1863). Enfin les Tories ont dit le dernier mot de leur philanthropie : Esclavage !

[262] D^r Richardson, l. c.

[263] « *Children's Employment Commission. » Third Report. London, 1864, p. 4, 5, 6.*

[264] « Dans le Staffordshire et le sud du pays de Galles, des jeunes filles et des femmes sont employées au bord des fosses et aux tas de coke, non seulement le jour, mais encore la nuit. Cette coutume a été souvent mentionnée dans des rapports présentés au Parlement comme entraînant à sa suite des maux notoires. Ces femmes employées avec les hommes, se distinguant à peine d'eux dans leur accoutrement, et toutes couvertes de fange et de fumée, sont exposées à perdre le respect d'elles-mêmes et par suite à s'avilir, ce que ne peut manquer d'amener un genre de travail si peu féminin. » L. c., 194, p. 36. Comp. *Fourth Report* (1865) 61, p. 13. Il en est de même dans les verreries.

[265] « Il semble naturel », remarque un fabricant d'acier qui emploie des enfants au travail de nuit, « que les jeunes garçons qui travaillent la nuit ne puissent ni dormir le jour, ni trouver un moment de repos régulier, mais ne cessent de rôder çà et là pendant le jour. » L. c. *Fourth Rep.*, 63, p. 13. Quant à l'importance de la lumière du soleil pour la conservation et le développement du corps, voici ce qu'en dit un médecin : « La lumière agit directement sur les tissus du corps auxquels elle donne à la fois solidité et élasticité. Les muscles des animaux que l'on prive de la quantité normale de lumière, deviennent spongieux et mous ; la force des nerfs n'étant plus stimulée perd son ton, et rien de ce qui est en travail de croissance n'arrive à bon terme. Pour ce qui est des enfants, l'accès d'une riche lumière et l'action directe des rayons du soleil pendant une partie du jour sont absolument indispensables à leur santé. La lumière favorise l'élaboration des aliments pour la formation d'un bon sang plastique et durcit la fibre une fois qu'elle est formée. Elle agit aussi comme stimulant sur l'organe de la vue et évoque par ce la même une plus grande activité dans les diverses fonctions du cerveau. » M. W. Strange, médecin en chef du « General Hospital » de Worcester, auquel nous empruntons ce passage de son livre sur *la Santé* (1864), écrit dans une lettre à l'un des commissaires d'enquête, M. White : « J'ai eu l'occasion dans le Lancashire d'observer les effets du travail de nuit sur les enfants employés dans les fabriques, et contrairement aux assertions intéressées de quelques patrons, je déclare et je certifie que la santé des enfants en souffre beaucoup. » (L. c., 284, p. 55). Il est vraiment merveilleux qu'un pareil sujet puisse fournir matière à des controverses sérieuses. Rien ne montre mieux l'effet de la production capitaliste sur les fonctions cérébrales de ses chefs et de leur domesticité.

[266] L. c. 57, p. 12.

[267] L. c. (4th. Report 1865) 58, p. 12.

[268] L. c.

[269] L. c., p. 13. Le degré de culture de ces « forces de travail » doit naturellement être tel que nous le montrent les dialogues suivants avec un des commissaires d'enquête : Jérémias Haynes, âgé de douze ans : « Quatre fois quatre fait huit, mais quatre quatre (quatre l'ours) font 16... Un roi est lui qui a tout l'or et tout l'argent. (*A king is him that has all the money and gold.*) Nous avons un

roi, on dit que c'est une reine, elle s'appelle princesse Alexandra. On dit qu'elle a épousé le fils du roi. Une princesse est un homme. » Wm. Turner, âgé de douze ans : « Ne vit pas en Angleterre, pense qu'il y a bien un pays comme ça, n'en savait rien auparavant. » John Morris, quatorze ans : « J'ai entendu dire que Dieu a fait le monde et que tout le peuple a été noyé, excepté un ; j'ai entendu dire qu'il y en avait un qui était un petit oiseau. » William Smith, quinze ans : « Dieu a fait l'homme ; l'homme a fait la femme. » Edward Taylor, 15 ans : « Ne sait rien de Londres. » Henry Matthewmann, 17 ans : « Vais parfois à l'église. Un nom sur quoi ils prêchent, était un certain Jésus-Christ, mais je puis pas nommer d'autres noms et je puis pas non plus rien dire sur celui-là. Il ne fut pas massacré, mais mourut comme u un autre. D'une façon il n'était pas comme d'autres, parce qu'il était religieux d'une façon, et d'autres ne le sont pas. » (He was not the same as other people in some ways, because he was religious in some ways, and others, is n't. » (l. c. 74, p. 15.) « Le diable est un bon homme. Je ne sais pas où il vit. Christ était un mauvais gars. (The devil is a good person. I don't know where he lives. Christ was a wicked man.) » *Ch. Empl. Report Comm.* V. 1866, p. 55, n° 278, etc. Le même système règne dans les verreries et les papeteries tout comme dans les établissements métallurgiques que nous avons cités. Dans les papeteries où le papier est fait avec des machines, le travail de nuit est la règle pour toute opération, sauf pour le déliassage des chiffons. Dans quelques cas le travail de nuit est continué, par relais, pendant la semaine entière, depuis la nuit du dimanche ordinairement jusqu'à minuit du samedi suivant. L'équipe d'ouvriers de la série de jour, travaille cinq jours de 12 heures et un jour de 18 heures, et l'équipe de la série de nuit travaille cinq nuits de 12 heures et une de 6 heures, chaque semaine. Dans d'autres cas chaque série travaille 24 heures alternativement Une série travaille 6 heures le lundi et 18 le samedi pour compléter les 24 heures. Dans d'autres cas encore on met en pratique un système intermédiaire, dans lequel tous ceux qui sont attachés à la machine des faiseurs de papier travaillent chaque jour de la semaine 15 à 16 heures. Ce système, dit un des commissaires d'enquête, M. Lord, paraît réunir tous les maux qu'entraînent les relais de 12 et de 24 heures. Des enfants au-dessous de treize ans, des adolescents au-dessous de dix-huit ans et des femmes sont employés dans ce système au travail de nuit. Maintes fois dans le système de 12 heures, il leur fallait travailler, par suite de l'absence des relayeurs, la double série de 24 heures. Les dépositions des témoins prouvent que des jeunes garçons et des jeunes filles sont très souvent accablés d'un travail extra qui ne dure pas moins de 24 et même 36 heures sans interruption. Dans les ateliers de vernissage on trouve des jeunes filles de douze ans qui travaillent quatorze heures par jour pendant le mois entier, sans autre répit régulier que deux ou trois demi-heures au plus pour les repas. Dans quelques fabriques, où l'on a complètement renoncé au travail de nuit, le travail dure effroyablement au-delà du temps légitime, et « précisément là où il se compose des opérations les plus sales, les plus échauffantes et les plus monotones. » (*lang|en|Children's Employment Commission Report IV*, 1865, p. 38 et 39.)

[270] *Fourth Report.* etc., 1865 79, p. XVI.

[271] L. c. 80.

[272] L. c. 82.

[273] « Dans notre époque raisonneuse à outrance, il faut vraiment n'être pas fort pour ne pas trouver une bonne raison pour tout, même pour ce qu'il y a de pis et de plus pervers. Tout ce qui s'est corrompu et dépravé dans le monde s'est corrompu et dépravé pour de bonnes raisons. » (Hegel, l. c. p. 249.)

[274] L. c., p. 85. Les scrupules semblables des tendres fabricants verriers d'après lesquels « les repas réguliers fiers des enfants sont impossibles parce qu'un certain quantum de chaleur rayonné pendant ce temps par les fourneaux serait pure perte pour eux », ne produisent aucun effet sur le commissaire d'enquête, M. White. « L'abstinence ou l'abnégation » ou « l'économie » avec laquelle les capitalistes dépensent leur argent et la « prodigalité » digne d'un Tamerlan avec laquelle ils gaspillent la vie des autres hommes, ne l'émeuvent pas comme elles ont ému MM. Ure, Senior, etc., et leurs plats plagiaires allemands, tels que Roscher et Cie. Aussi leur répond-il : « Il est possible qu'un peu plus de chaleur soit perdu par suite de l'établissement de repas réguliers ; mais même estimée en argent cette perte n'est rien en comparaison de la dilapidation de force vitale (*the waste of animal power*) causée dans le royaume par ci, fait que les enfants en voie de croissance, employés dans les verreries, ne trouvent aucun moment de repos pour prendre à l'aise leur nourriture et la digérer. » (L. c. p. XLV.) Et cela dans l'année de progrès 1865 ! Sans parler de la dépense de force qu'exige de leur part l'action de lever et de porter des fardeaux, la plupart des enfants, dans les verreries où l'on fait des bouteilles et du flintglass, sont obligés de faire en 6 heures, pour exécuter leur travail, de 15 à 20 milles anglais, et cela dure souvent 14 à 15 heures sans interruption. Dans beaucoup de ces verreries règne, comme dans les filatures de Moscou, le système des relais de 6 heures. « Pendant la semaine, la plus grande période de répit comprend au plus 6 heures, sur lesquelles il faut prendre le temps d'aller et de venir de la fabrique, de se laver, de s'habiller, de manger, etc., de sorte qu'il reste à peine un moment pour se reposer. Pas un instant

pour jouer, pour respirer l'air pur, si ce n'est aux dépens du sommeil si indispensable à des enfants qui exécutent de si durs travaux dans une atmosphère aussi brûlante... Le court sommeil lui-même est interrompu par cette raison que les enfants doivent s'éveiller eux-mêmes la nuit ou sont troublés dans le jour par le bruit extérieur. » M. White cite des cas où un jeune garçon a travaillé trente-six heures de suite, d'autres où des enfants de 12 ans s'exténuent jusqu'à 2 heures de la nuit et dorment ensuite jusqu'à 5 heures du matin (trois heures !) pour reprendre leur travail de plus belle. « La masse de travail, disent les rédacteurs du rapport général, Tremmenheere et Turnell, que des enfants, des jeunes filles et des femmes exécutent dans le cours de leur incantation de jour et de nuit (*spell of labour*) est réellement fabuleuse. » (L. c., XLIII et XLIV.) Et cependant quelque nuit peut-être le capital verrier, pour prouver son abstinence, sort du club fort tard, la tête tournée par le vin de Porto ; il rentre chez lui en vacillant et fredonne comme un idiot : « *Britons never, never shall be slaves !* (Jamais l'Anglais, non jamais l'Anglais ne sera esclave !) »

[275] En Angleterre, par exemple, on voit de temps à autre dans les districts ruraux quelque ouvrier condamné à la prison pour avoir profané le sabbat en travaillant devant sa maison dans son petit jardin. Le même ouvrier est puni pour rupture de contrat, s'il s'absente le dimanche de la fabrique, papeterie, verrerie, etc., même par dévotion. Le Parlement orthodoxe ne s'inquiète pas de la profanation du sabbat quand elle a lieu en l'honneur et dans l'intérêt du Dieu Capital. Dans un mémoire des journaliers de Londres employés chez des marchands de poisson et de volaille, où l'abolition du travail du dimanche est demandée (août 1863), il est dit que leur travail dure en moyenne 15 heures chacun des 6 premiers jours de la semaine et 8 à 10 heures le dimanche. On voit par ce mémoire que c'est surtout la gourmandise délicate des bigots aristocratiques de Exeter Hall qui encourage cette profanation du jour du Seigneur. Ces saints personnages si zélés « in cute curanda », autrement dit, dans le soin de leur peau, attestent leur qualité de chrétien par la résignation avec laquelle ils supportent le travail excessif, la faim et les privations d'autrui. *Obsequium ventris istis* (c'est-à-dire aux travailleurs) *perniciosius est*.

[276] « Nous avons donné dans nos rapports antérieurs l'opinion de plusieurs manufacturiers expérimentés au sujet des heures de travail extra... il est certain que d'après eux ces heures tendent à épuiser prématurément la force de travail de l'homme. » (L. c., 64, p. XIII.)

[277] Cairne, l. c., p. 110, 111.

[278] John Ward : *History of the Borough of Stoke-upon-Trent*. London, 1843, p. 42.

[279] Discours de Ferrand à la Chambre des communes, du 27 avril 1863.

[280] « That the manufacturers would absorb it and use it up. Those were the very words used by the cotton manufacturers. » l. c.

[281] L. c. M. Villiers, malgré la meilleure volonté du monde, était « légalement » forcé de repousser la demande des fabricants. Ces messieurs atteignirent néanmoins leur but grâce à la complaisance des administrations locales. M. A. Redgrave, inspecteur de fabrique, assure que cette fois le système d'après lequel les orphelins et les enfants des pauvres sont traités « légalement » comme apprentis ne fut pas accompagné des mêmes abus que par le passé. (Voy. sur ces abus Fred. Engels, l. c.) Dans un cas néanmoins « on abusa du système à l'égard de jeunes filles et de jeunes femmes qui des districts agricoles de l'Écosse furent conduites dans le Lancashire et le Cheshire... » — Dans ce système le fabricant passe un traité avec les administrateurs des maisons de pauvres pour un temps déterminé. Il nourrit, habille et loge les enfants et leur donne un petit supplément en argent. Une remarque de M. Redgrave, que nous citons plus loin, paraît assez étrange, si l'on prend en considération que parmi les époques de prospérité de l'industrie cotonnière anglaise l'année 1860 brille entre toutes et que les salaires étaient alors très élevés, parce que la demande extraordinaire de travail rencontrait toutes sortes de difficultés. L'Irlande était dépeuplée ; les districts agricoles d'Angleterre et d'Écosse se vidaient par suite d'une émigration sans exemple pour l'Australie et l'Amérique ; dans quelques districts agricoles anglais régnait une diminution positive de la population qui avait pour causes en partie une restriction voulue et obtenue de la puissance génératrice et en partie l'épuisement de la population disponible déjà effectué par les trafiquants de chair humaine. Et malgré tout cela M. Redgrave nous dit : « Ce genre de travail (celui des enfants des hospices) n'est recherché que lorsqu'on ne peut pas en trouver d'autre, car c'est un travail qui coûte cher (*high priced labour*). Le salaire ordinaire pour un garçon de treize ans est d'environ 4 sh. (5 fr.) par semaine. Mais loger, habiller, nourrir 50 ou 100 de ces enfants, les surveiller convenablement, les pourvoir des soins médicaux et leur donner encore une petite paie en monnaie, c'est une chose infaisable pour 4 sh. par tête et par semaine. » (*Report of the Insp. of Factories for 30 th, April 1862, p. 27.*) M. Redgrave oublie de nous dire comment l'ouvrier lui-même pourra s'acquitter de tout cela à l'égard de ses enfants avec leurs 4 sh. de salaire, si le fabricant ne le peut pas pour 50 ou 100 enfants qui sont logés, nourris et surveillés en commun. — Pour prévenir toute fausse conclusion que l'on pourrait tirer du texte, je dois faire remarquer ici que l'industrie cotonnière anglaise, depuis qu'elle est soumise au Factory Act de 1850, à son règlement

du temps de travail, etc.,

[282] « Les travailleurs soumis à un travail excessif meurent avec une rapidité surprenante ; mais les places de ceux qui périssent sont aussitôt remplies de nouveau, et un changement fréquent des personnes ne produit aucune modification sur la scène. » *England and America*, London, 1833 (par E. G. Wakefield).

[283] Voy. « *Public Health. Sixth Report of the Medical Officer of the Privy Council*, 1863, » publié à Londres en 1864. Ce rapport traite des travailleurs agricoles. « On a présenté le comté de Sutherland comme un comté où on a fait de grandes améliorations ; mais de nouvelles recherches ont prouvé que dans ces districts autrefois renommés pour la beauté des hommes et la bravoure des soldats, les habitants dégénérés ne forment plus qu'une race amaigrie et détériorée. Dans les endroits les plus sains, sur le penchant des collines qui regardent la mer, les visages de leurs enfants sont aussi amincis et aussi pâles que ceux que l'on peut rencontrer dans l'atmosphère corrompue d'une impasse de Londres. » (Thornton, l. c., p. 74, 75.) Ils ressemblent en réalité aux 30 000 « gallant Highlanders » que Glasgow fourre dans ses « wynds and closes » et accouple avec des voleurs et des prostituées.

[284] « Quoique la santé de la population soit un élément important du capital national, nous craignons d'être obligés d'avouer que les capitalistes ne sont pas disposés à conserver ce trésor et à l'apprécier à sa valeur. Les fabricants ont été contraints d'avoir des ménagements pour la santé du travailleur. » (*Times*, octobre 1861.) « Les hommes du *West Riding* sont devenus les fabricants de drap de l'humanité entière, la santé du peuple des travailleurs a été sacrifiée et deux générations auraient suffi pour faire dégénérer la race, s'il ne s'était pas opéré une réaction. Les heures de travail des enfants ont été limitées, etc. » (*Report of the Registrar General for October 1861*.)

[285] Paroles de *Gæthe*.

[286] C'est pourquoi nous trouvons, par exemple, qu'au commencement de l'année 1863 vingt-six propriétaires de poteries importantes dans le Staffordshire, parmi lesquels MM. J. Wedgwood et fils, pétitionnaient dans un mémoire pour l'intervention autoritaire de l'État. « La concurrence avec les autres capitalistes ne nous permet pas de limiter volontairement le temps de travail des enfants, etc. » — « Si fort que nous déplorions les maux que nous venons de mentionner, il serait impossible de les empêcher au moyen de n'importe quelle espèce d'entente entre les fabricants... Tout bien considéré, nous sommes arrivés à la conviction qu'une loi coercitive est nécessaire. » *Children's Emp. Comm. Rep.* 1, 1863, p. 322. — Voici un exemple plus remarquable et de date toute récente ! L'élévation des prix du coton dans une époque d'activité industrielle fiévreuse avait engagé les propriétaires des manufactures de Blackburn à diminuer, d'une commune entente, le temps de travail dans leurs fabriques pendant une période déterminée, dont le terme arriva vers la fin de novembre 1871. Sur ces entrefaites les fabricants plus riches, à la fois manufacturiers et filateurs, mirent à profit le ralentissement de la production occasionné par cette entente, pour faire travailler à mort chez eux, étendre leurs propres affaires et réaliser de grands profits aux dépens des petits manufacturiers. Ces derniers aux abois firent appel aux ouvriers, les excitèrent à mener vivement et sérieusement l'agitation des neuf heures et promirent de contribuer à ce but de leur propre argent !

[287] Ces statuts du travail que l'on trouve aussi en France, dans les Pays-Bas, etc., ne furent abolis en Angleterre formellement qu'en 1813. Depuis longtemps les conditions de la production les avaient rendus surannés.

[288] peut être considérée comme l'industrie modèle en Angleterre. L'ouvrier anglais dans cette industrie est sous tous les rapports dans une condition supérieure à celle de son compagnon de peine sur le continent. « L'ouvrier de fabrique prussien travaille au moins 10 heures de plus par semaine que son rival anglais, et quand il est occupé chez lui à son propre métier, ses heures de travail n'ont même plus de limite. » (*Rep. of Insp. of Fact.* 31 Oct. 1855, p. 103). L'inspecteur Redgrave cité plus haut fit un voyage sur le continent après l'exposition industrielle de 1851, spécialement en France et en Prusse, pour y étudier la situation manufacturière de ces deux pays. « L'ouvrier des manufactures prussiennes, nous dit-il, obtient un salaire suffisant pour le genre de nourriture simple et le peu de confort auxquels il est habitué et dont il se trouve satisfait... il vit plus mal et travaille plus durement que son rival anglais. » (*Rep. of Insp. of Fact.* 31 Oct. 1853, p. 85.)

[289] « Aucun enfant au-dessous de douze ans ne doit être employé dans un établissement manufacturier quelconque plus de dix heures par jour. » *General Statutes of Massachusetts*, 63, ch. 12. (Les ordonnances ont été publiées de 1836 à 1858.) « Le travail exécuté pendant une période de 10 heures par jour dans les manufactures de coton, de laine, de soie, de papier, de verres et de lin, ainsi que dans les établissements métallurgiques doit être considéré comme journée de travail légale. Il est arrêté que désormais aucun mineur engagé dans une fabrique, ne doit être employé au travail plus de 10 heures par jour ou 60 heures par semaine, et que désormais aucun mineur ne doit être admis comme ouvrier au-dessous de dix ans dans n'importe quelle fabrique de cet État. » *State of New Jersey. An act to limit the hours of labour*, etc., 61 et 52 (loi du 11 mars 1855). « Aucun mineur qui a atteint l'âge de douze ans et pas encore celui de quinze, ne doit être employé dans un

établissement manufacturier plus de onze heures par jour, ni avant 5 heures du matin, ni après 7 heures et demie du soir. » *Revised Statutes of Rhode Island*, etc., chap. XXXIX, § 23, (1^{er} juillet 1857).

[290] *Sophisms of Free Trade*, 7^e édit. Lond. 1850, p. 205. Le même Tory en convient d'ailleurs : « Les actes du Parlement sur le règlement des salaires faits contre les ouvriers en faveur de ceux qui les emploient, durèrent la longue période de quatre cent soixante-quatre ans. La population augmenta. Ces lois devinrent superflues et importunes. » (L. c. p. 206.)

[291] J. Wade fait à propos de ce statut une remarque fort juste : « Il résulte du statut de 1496 que la nourriture comptait comme l'équivalent du tiers de ce que recevait l'ouvrier, et des deux tiers de ce que recevait le travailleur agricole. Cela témoigne d'un plus haut degré d'indépendance parmi les travailleurs que celui qui règne aujourd'hui ; car la nourriture des ouvriers de n'importe quelle classe, représente maintenant une fraction bien plus élevée de leur salaire. » (J. Wade, l. c. p. 24, 25 et 577.) Pour réfuter l'opinion d'après laquelle cette différence serait due à la différence par exemple du rapport de prix entre les aliments et les vêtements, alors et aujourd'hui, il suffit de jeter le moindre coup d'œil sur le *Chronicon Pretiosum*, etc., par l'évêque Fletwood, 1^{re} édit. London, 1707. 2^e édit. London, 1745.

[292] W. Petty : *Political Anatomy of Ireland*, 1672, édit. 1691, p. 10.

[293] *A discussion on the Necessity of Encouraging rnechanick Industry*, London, 1689, p. 13. Macaulay qui a falsifié l'histoire d'Angleterre dans l'intérêt Whig et bourgeois, se livre à la déclamation suivante : « L'usage de faire travailler les enfants prématurément, régnait au dix-septième siècle à un degré presque incroyable pour l'état de l'industrie d'alors. À Norwich, le siège principal de l'industrie cotonnière, un enfant de six ans était censé capable de travail. Divers écrivains de ce temps, dont quelques-uns passaient pour extrêmement bien intentionnés, mentionnent avec enthousiasme, « exultation » le fait que, dans cette ville seule, les garçons et les jeunes filles créaient une richesse qui dépassait chaque année de douze mille livres sterling les frais de leur propre entretien. Plus nous examinons attentivement l'histoire du passé, plus nous trouvons de motifs pour rejeter l'opinion de ceux qui prétendent que notre époque est fertile en maux nouveaux dans la société. Ce qui est vraiment nouveau, c'est l'intelligence qui découvre le mal, et l'humanité qui le soulage. » (*History of England*, v. I p. 419.) Macaulay aurait pu rapporter encore qu'au dix-septième siècle des amis du commerce « extrêmement bien intentionnés » racontent avec « exultation » comment, dans un hôpital de Hollande un enfant de quatre ans fut employé au travail, et comment cet exemple de « vertu mise en pratique » fut cité pour modèle dans tous les écrits des humanitaires à la Macaulay, jusqu'au temps d'Adam Smith. Il est juste de dire qu'à mesure que la manufacture prit la place du métier, on trouve des traces de l'exploitation des enfants. Cette exploitation a existé de tout temps dans une certaine mesure chez le paysan, d'autant plus développée, que le joug qui pèse sur lui est plus dur. La tendance du capital n'est point méconnaissable ; mais les faits restent encore aussi isolés que le phénomène des enfants à deux têtes. C'est pourquoi ils sont signalés avec « exultation » par des « amis du commerce » clairvoyants, comme quelque chose de particulièrement digne d'admiration, et recommandés à l'imitation des contemporains et de la postérité. Le même sycophante écossais, le beau diseur Macaulay ajoute : « On n'entend parler aujourd'hui que de rétrogradation, et l'on ne voit que progrès. » Quels yeux et surtout quelles oreilles !

[294] Parmi les accusateurs de la classe ouvrière, le plus enragé est l'auteur anonyme de l'écrit mentionné dans le texte : *An Essay on Trade and Commerce containing Observations on Taxation*, etc., London, 1770. Il avait déjà prélué dans un autre ouvrage : *Considerations on Taxes*, London, 1765. Sur la même ligne vient de suite le faiseur de statistiques, Polonius Arthur Young. Parmi les défenseurs on trouve au premier rang Jacob Vanderlint, dans son ouvrage : *Money answers all things*. London, 1734 ; Rev. Nathaniel Forster, D. D, dans : *An Enquiry into the Causes of the Prescrit Price of Provisions*. London, 1766 ; D^r Price, et aussi Postlethwaite dans un supplément à son « *Universal Dictionary of Trade and Commerce* », et dans : *Great Britain's Commercial Interest explained and improved*, 2^e édit. London, 1775. Les faits eux-mêmes sont constatés par beaucoup d'autres auteurs contemporains, entre autres, par Rev. Josiah Tucker.

[295] Postlethwaite, l. c., *First Preliminary Discourse*, p. 4.

[296] *An Essay*, etc. Il nous raconte lui-même, p. 96, en quoi consistait déjà en 1770 « le bonheur » des laboureurs anglais. « Leurs forces de travail (their working powers) sont tendues à l'extrême (on the stretch) ; ils ne peuvent pas vivre à meilleur marché qu'ils ne font (they cannot live cheaper than they do), ni travailler plus durement (nor work harder). »

[297] Le protestantisme joue déjà par la transformation qu'il opère de presque tous les jours fériés en jours ouvrables, un rôle important dans la genèse du capital.

[298] *An Essay*, etc., p. 15, 57, passim.

[299] L. c., p.69. Jacob Vanderlint déclarait déjà en 1734, que tout le secret des plaintes des capitalistes à propos de la fainéantise de la population ouvrière n'avait qu'un motif, la revendication de six jours de travail au lieu de quatre pour le même salaire.

[300] L. c., p. 260 : « *Such ideal work house must be made an House of Terror and not an asylum for the poor, etc. In this ideal Workhouse the poor shall work fourteen hours, in a day, allowing proper time for meals, in such manner that there shall remain twelve hours of neat labour.* » *Les Français, dit-il, rient de nos idées enthousiastes de liberté.* (L. c., p. 78.)

[301] *Report of Insp. of Fact.*, 31 oct. 1856, p. 80. La loi française des douze heures du 5 septembre 1850, édition bourgeoise du décret du gouvernement provisoire du 2 mars 1848, s'étend à tous les ateliers sans distinction. Avant cette loi, la journée de travail en France n'avait pas de limites. Elle durait dans les fabriques quatorze, quinze heures et davantage. Voy. : *Des classes ouvrières en France, pendant l'année 1848*, par M. Blanqui, l'économiste, non le révolutionnaire, qui avait été chargé par le gouvernement d'une enquête sur la situation des travailleurs.

[302] En ce qui regarde le règlement de la journée de travail, la Belgique maintient son rang d'État bourgeois modèle. Lord Howard de Welden, plénipotentiaire anglais à la cour de Bruxelles, écrit dans un rapport au *Foreign Office* du 12 mai 1862 : « Le ministre Rogier m'a déclaré que le travail des enfants n'était limité ni par une loi générale, ni par des règlements locaux ; que le gouvernement, pendant les trois dernières années, avait eu le dessein à chaque session, de présenter aux Chambres une loi à ce sujet, mais que toujours il avait trouvé un obstacle invincible dans l'inquiétude jalouse qu'inspire toute législation qui ne repose pas sur le principe de liberté absolue du travail. » Les soi-disant « socialistes belges », ne font que répéter, sous une forme amphigourique, ce mot d'ordre donné par leur bourgeoisie !

[303] « Il est certainement très regrettable qu'une classe quelconque de sonnes doive chaque jour s'exténuer pendant douze heures. Ajoute-t-on les repas et les aller et retour de l'atelier, c'est quatorze heures par jour sur 24... Question de santé à part, personne ne niera, je l'espère, qu'au point de vue moral, une absorption si complète du temps des classes travailleuses, sans relâche, depuis l'âge de 13 ans, et dans les branches d'industrie « libres » depuis un âge plus tendre encore ne constitue un mal extrêmement nuisible, un mal effroyable. Dans l'intérêt de la morale publique, dans le but d'élever une population solide et habile, et pour procurer à la grande masse du peuple une jouissance raisonnable de la vie, il faut exiger que dans toutes les branches d'industrie, une partie de chaque journée de travail soit réservée aux repas et au délassement. » (Leonhard Horner dans : *Insp. of Fact. Reports* 31 déc. 1841.)

[304] Voyez : *Judgment of M. J. H. Otwey. Belfast. Hilary Sessions*, 1860.

[305] Un fait qui caractérise on ne peut mieux le gouvernement de Louis-Philippe, le roi bourgeois, c'est que l'unique loi manufacturière promulguée sous son règne, la loi du 22 mars 1841 ne fut jamais mise en vigueur. Et cette loi n'a trait qu'au travail des enfants. Elle établit huit heures pour les enfants entre huit et douze ans, douze heures pour les enfants entre douze et seize ans, etc., avec un grand nombre d'exceptions qui accordent le travail de nuit, même pour les enfants de huit ans. Dans un pays où le moindre rat est administré policièrement, la surveillance et l'exécution de cette loi furent confiées à la bonne volonté « des amis du commerce ». C'est depuis 1853 seulement que le gouvernement paye un inspecteur dans un seul département, celui du Nord. Un autre fait qui caractérise également bien le développement de la société française, c'est que la loi de Louis-Philippe restait seule et unique jusqu'à la révolution de 1848, dans cette immense fabrique de lois qui, en France, enserme toutes choses.

[306] *Rep. of Insp. of Fact.*, 30 avril 1860, p. 51.

[307] « Legislation is equally necessary for the prevention of death, in any form in which it can be prematurely inflicted,

[308] *Rep. of Insp. of Fact.*, 31 oct. 1849, p. 6.

[309] *Rep. of Insp. of Fact.*, 31 oct. 1848, p. 98.

[310] Cette expression « nefarious practices », se trouve également dans le rapport officiel de Leonhard Horner (*Rep. of Insp. of Fact.*, 31 oct. 1859, p. 7).

[311] *Rep. etc., for* 30 th. sept. 1844, p. 15.

[312] L'acte permet d'employer des enfants pendant dix heures, quand au lieu de travailler tous les jours ils travaillent seulement un jour sur deux. En général, cette clause resta sans effet.

[313] « Comme une réduction des heures de travail des enfants serait cause qu'un grand nombre d'entre eux serait employé, on a pensé qu'un approvisionnement additionnel d'enfants de huit à neuf ans couvrirait l'augmentation de la demande. » (L. c., p. 13.)

[314] *Rep. of insp. of Fact.*, 31 st. oct. 1848, p. 16.

[315] « Je vis qu'on prélevait 1 sh. sur les gens qui avaient reçu 10 sh. par semaine, en raison de la baisse générale du salaire de 10 pour 100, et 1 sh. 6 d. en plus, à cause de la diminution du temps de travail, soit en tout 2 sh. 6d. ; mais cela n'empêcha point le plus grand nombre de tenir ferme

pour le bill des dix heures. » (L. c.)

[316] « En signant la pétition, je déclarai que je n'agissais pas bien. — Alors, pourquoi avez-vous signé ? — Parce qu'en cas de refus on m'aurait jeté sur le pavé. » Le pétitionnaire se sentait en réalité « opprimé » mais pas précisément par la loi sur les fabriques. » (L. c., p. 102.)

[317] p. 17, l. c. Dans le district de M. Horner, dix mille deux cent soixante-dix ouvriers adultes furent interrogés dans cent quatre-vingt-une fabriques. On trouve leurs dépositions dans l'appendice du rapport de fabrique semestriel d'octobre 1848. Ces témoignages offrent des matériaux qui ont beaucoup d'importance sous d'autres rapports.

[318] L. c. Voy. les dépositions rassemblées par Leonhard Horner lui-même, n° 69, 70, 71, 72, 92, 93, et celles recueillies par le sous-inspecteur A, n° 51, 52, 58, 59, 60, 62, 70 de l'Appendice. Un fabricant dit même la vérité toute nue. Voy. n° 14 après n° 265, l. c.

[319] *Reports, etc., for 31 st., october 1848*, p. 133. 134.

[320] *Reports, etc., for 30 th., october 1848*, p. 147.

[321] *Reports, etc., for 31 st., october 1848*, p. 130.

[322] *Reports, etc., l. c.* p. 42.

[323] *Reports, etc., for 31 st., oct. 1850*, p. 5, 6.

[324] La nature du capital reste toujours la même, que ses formes soient à peine ébauchées ou développées complètement. Dans un code octroyé au territoire du Nouveau-Mexique, par les propriétaires d'esclaves, à la veille de la guerre civile américaine, on lit : « L'ouvrier, en tant que le capitaliste a acheté sa force de travail, est son argent (l'argent du capitaliste) » *The labourer is his (the capitalist's) money.* » La même manière de voir régnait chez les patriciens de Rome. L'argent qu'ils avaient avancé au débiteur plébéien, se transsubstantiait par l'intermédiaire des moyens de subsistance, dans la chair et le sang du malheureux. Cette « chair » et ce sang étaient donc « leur argent ». De là la loi des 12 tables, toute à la Shylock ! Nous passons naturellement sur l'hypothèse de Linguet, d'après laquelle les créanciers patriciens s'invitaient de temps à autre, de l'autre côté du Tibre, à des festins composés de la chair de débiteurs, cuite à point, ainsi que sur l'hypothèse de Daumer à propos de l'eucharistie chrétienne.

[325] *Reports, etc., for 31 st., oct. 1848*, p. 133

[326] C'est ce que fit, entre autres, le philanthrope Ashworth dans une lettre suintant le quakerisme, adressée à Leonhard Horner.

[327] L. c. p. 134.

[328] L. c. p. 140.

[329] Ces « county magistrales », les « grands non-payés » (great unpaid), comme les nomme W. Cobbett, sont des juges de paix, pris parmi les notables des comtés et remplissant leurs fonctions gratuitement. Ils forment en réalité la juridiction patrimoniale des classes régnautes.

[330] *Reports, etc., for 30 th. april 1849*, p. 21, 22. V. des exemples semblables, *ibid.*, p. 4, 5.

[331] Par les art. 1 et 2, IV, ch. 24, p. 10, connus sous le nom de Factory Act de Sir John Hobhouse, il est défendu à n'importe quel propriétaire de filature ou de tisseranderie, et de même aux père, fils et frère d'un tel propriétaire, de fonctionner comme juges de paix dans les questions qui ressortissent du Factory Act.

[332] L. c.

[333] *Reports, etc., for 30 april 1849*, p. 5.

[334] *Reports, etc., for 31 oct. 1849*, p. 6.

[335] *Reports, etc., for 30 april 1849*, p. 21.

[336] *Reports, etc.*, 1^{er} dec. 1848, p. 95.

[337] Voy. « *Reports, etc., for 30 th. april 1849*, p. 6, et l'explication détaillée du « Shifting system » donnée par les inspecteurs de fabrique Howell et Saunders dans les *Reports for 31 oct. 1848*. Voy. de même la pétition du clergé d'Ashton et des alentours, adressée à la reine (avril 1849) contre le « Shift system ».

[338] Comp. par ex. « *The Factory Question and the Ten Hours Bill. By R. H. Greg., 1837* ».

[339] F. Engels : *Die Englische Zehnstundenbill* (dans la *Neue Rh. Zeitung*, revue politique et économique, éditée par Karl Marx, liv. d'avril 1850, p. 13). Cette même « haute » cour découvrit aussi pendant la guerre civile américaine une ambiguïté de mots qui changeait complètement le sens de la loi dirigée contre l'armement des navires de pirates, et la transformait en sens contraire.

[340] *Reports, etc., for 30 th. april 1850*.

[341] En hiver, de 7 heures du matin à 7 heures du soir, si l'on veut.

[342] « La présente loi (de 1850) a été un compromis par lequel les ouvriers employés livraient le bénéfice de la loi des dix heures en retour d'une période uniforme, pour le commencement et la fin du travail de ceux dont le travail est restreint. » (*Reports, etc., for 30 th. april 1852*, p. 14.)

[343] *Reports, etc., for 30 th. sept. 1844*, p. 13. — 2. L. c.

[344] « The delicate texture of the fabric in which they were employed requiring a lightness of touch, only to be acquired by their early introduction to these factories. » (L. c., p. 20.)

[345] *Reports, etc., for 31 oct. 1861*, p.26.

[346] L. c., p. 27. En général la population ouvrière soumise à la loi des fabriques, s'est physiquement beaucoup améliorée. Néanmoins on trouve dans les rapports officiels du D^r Grennhow le tableau suivant :

TANT POUR 100 des adultes occupés dans les manufactures	CHIFFRE DE MORTALITÉ pour affection des poumons sur 100 000 hom.	NOM DU DISTRICT	CHIFFRE DE MORTALITÉ pour affection des poumons sur 100 000 fem.	TANT POUR 100 de femmes adultes occupées dans les manuf.	GENRE D'OCCUPATION
14.9	598	Wigan	644	18.0	Colon.
42.6	708	Blackburn	734	34.9	—
37.3	547	Halifax	564	20.4	Worsted (laine filée).
41.9	611	Bradford	606	30.0	
31.0	691	Macclesfield	804	26.0	Sole.
14.9	588	Leek	705	17.2	—
36.6	721	Stoke upon Trent	665	19.3	Poterie.
30.4	726	Woolstanton	727	13.9	—
	305	Huit districts agricoles	340		

[347] On sait avec quelle répugnance les « libre-échangistes » anglais renoncèrent aux droits protecteurs des manufactures de soie. Le service que leur rendait la protection contre l'importation française, leur rend maintenant le manque de protection pour les enfants employés dans leurs fabriques.

[348] *Reports, etc., for 30 th. april 1853*, p. 31.

[349] Pendant les années de la plus haute prospérité pour l'industrie cotonnière anglaise, 1859 et 1860, quelques fabricants essayèrent, en offrant des salaires plus élevés pour le temps de travail extra, de déterminer les fileurs adultes, etc., à accepter une prolongation de la journée. Ceux-ci mirent fin à toute tentative de ce genre par un mémoire adressé aux fabricants, dans lequel il est dit entre autres : « Pour dire toute la vérité, notre vie nous est à charge, et tant que nous serons enchaînés à la fabrique presque deux jours de plus (20 heures) par semaine que les autres ouvriers, nous nous sentirons comme des ilotes dans le pays, et nous nous reprocherons d'éterniser un système qui est une cause de dépérissement moral et physique pour nous et notre race... Nous vous avertissons donc respectueusement qu'à partir du premier jour de la nouvelle année, nous ne travaillerons plus une seule minute au-delà de soixante heures par semaine, de 5 h du matin à 6 h du soir, déduction faite des pauses légales de une heure et demie. » (*Reports, etc., for 30 th. april 1860*, p. 30.)

[350] Sur les moyens que fournit la rédaction de cette loi pour sa propre violation, compulser le rapport parlementaire : « *Factory Regulations Acts* » (6 août 1859) et dans ce rapport les observations de Leonhard Horner « *Suggestions for Amending the Factory Acts to enable the Inspectors to prevent Illegal Working, now become very prevalent* ».

[351] « Des enfants de 8 ans et d'autres plus âgés ont été réellement exténués de travail dans mon district, de 6 heures du matin à 9 heures du soir pendant le dernier semestre de l'année 1857. » (*Reports, etc., for 31 oct. 1857*, p. 39)

[352] « Il est admis que le « *Printwork's Act* » est un avortement pour ce qui regarde soit ses règlements protecteurs, soit ses règlements sur l'éducation. » (*Reports, etc., for 31 oct. 1862*, p. 62.)

[353] Ainsi par ex. B. E. Potter dans une lettre adressée au *Times* du 24 mars 1863. Le *Times* lui

rafraîchit la mémoire et lui rappelle la révolte des fabricants contre la loi des dix heures.

[354] Entre autres M. W. Newmarch, collaborateur et éditeur de « *L'Histoire des Prix* » de Tooke. Est-ce donc un progrès scientifique que de faire de lâches concessions à l'opinion publique ?

[355] La loi concernant les blanchisseries et les teintureries publiée en 1860, arrête que la journée de travail sera réduite provisoirement à douze heures le 1^{er} août 1861, et à dix heures définitivement le 1^{er} août 1862, C'est-à-dire dix heures et demie pour les jours ordinaires, et sept heures et demie pour les samedis. Or, lorsque arriva la fatale année 1862, la même vieille farce se renouvela. Messieurs les fabricants adressèrent au Parlement pétitions sur pétitions, pour obtenir qu'il leur fût permis, encore une petite année, pas davantage, de faire travailler douze heures les adolescents et les femmes... Dans la situation actuelle, disaient-ils (pendant la crise cotonnière), ce serait un grand avantage pour les ouvriers, si on leur permettait de travailler douze heures par jour et d'obtenir ainsi le plus fort salaire possible... La Chambre des communes était déjà sur le point d'adopter un bill dans ce sens ; mais l'agitation ouvrière dans les blanchisseries de l'Écosse l'arrêta. (*Reports, etc., for 31 oct. 1862*, p. 14, 15.) Battu par les ouvriers au nom desquels il prétendait parler, le capital empruntant les besicles des juristes découvrit que la loi de 1860, comme toutes les lois du Parlement « pour la protection du travail » était rédigée en termes équivoques qui lui donnaient un prétexte d'exclure de la protection de la loi les « calendriers et les finisseurs » (finishers). La juridiction anglaise, toujours au service du capital, sanctionna la chicanerie par un arrêt de la cour des plaids communs (common pleas). « Cet arrêt souleva un grand mécontentement parmi les ouvriers, et il est très regrettable que les intentions manifestes de la législation soient éludées sous prétexte d'une définition de mots défectueuse. » (L. c. p. 18.)

[356] Les « blanchisseurs en plein air » s'étaient dérobés à la loi de 1860 sur les blanchisseries, en déclarant faussement qu'ils ne faisaient point travailler de femmes la nuit. Leur mensonge fut découvert par les inspecteurs de fabrique, et en même temps, à la lecture des pétitions ouvrières, le Parlement vit s'évanouir toutes les sensations de fraîcheur qu'il éprouvait à l'idée d'une « blanchisserie en plein air ». Dans cette blanchisserie aérienne on emploie des chambres à sécher de 90 à 100 degrés Fahrenheit dans lesquelles travaillent principalement des jeunes filles. « Cooling » (rafraîchissement), tel est le terme technique qu'elles emploient pour leur sortie de temps à autre du séchoir. » Quinze jeunes filles dans les séchoirs, chaleur de 80 à 90° pour la toile, de 100° et plus pour la batiste (cambrics). Douze jeunes filles repassent dans une petite chambre de dix pieds carrés environ, chauffée par un poêle complètement fermé. Elles se tiennent tout autour de ce poêle qui rayonne une chaleur énorme, et sèche rapidement la batiste pour les repasseuses. Le nombre des heures de travail de « ces bras » est illimité. Quand il y a de l'ouvrage, elles travaillent jusqu'à 9 heures du soir ou jusqu'à minuit plusieurs jours de suite. (*Reports, etc., for 31 oct. 1862*, p.56.) Un médecin fait cette déclaration : « Il n'y a point d'heures fixes pour le rafraîchissement, mais quand la température est insoutenable, ou que la sueur commence à salir les mains des ouvrières, on leur permet de sortir deux minutes... Mon expérience dans le traitement des maladies de ces ouvrières me force à constater que leur état de santé est fort au-dessous de celui des ouvrières en coton (et le capital, dans sa pétition au Parlement, les avait dépeintes comme plus roses et plus joufflues que les Flamandes de Rubens). Leurs maladies principales sont : la phtisie, la bronchite, les affections de l'utérus, l'hystérie sous sa forme la plus horrible et le rhumatisme. Elles proviennent toutes, selon moi, de l'atmosphère surchauffée de leurs chambres de travail et du manque de vêtements convenables qui puissent les protéger, quand elles sortent dans les mois d'hiver, contre l'air froid et humide. » (L. c., p. 56, 57.) Les inspecteurs de fabrique remarquent à propos de la loi arrachées ensuite en 1863, à ces joviaux blanchisseurs en plein air : « Cette loi non seulement n'accorde pas aux ouvriers la protection qu'elle semble accorder, mais elle est formulée de telle sorte, que sa protection n'est exigible que lorsqu'on surprend en flagrant délit de travail, après 8 heures du soir, des femmes et des enfants ; et même dans ce cas la méthode prescrite pour faire la preuve a des clauses telles, qu'il est à peine possible de sévir. » (L. c., p. 52.) « Comme loi se proposant un but humain et éducateur, elle est complètement manquée. Car enfin, on ne dira pas qu'il est humain d'autoriser des femmes et des enfants, ou, ce qui revient au même, de les forcer à travailler quatorze heures par jour et peut-être encore plus longtemps, avec ou sans repos, comme cela se rencontre, sans considération d'âge, de sexe, et sans égard pour les habitudes sociales des familles voisines des blanchisseries. » (*Reports, etc., for 30 th. april 1863*, p. 40.)

[357] Depuis 1866, époque à laquelle j'écrivais ceci, il s'est opéré une nouvelle réaction. Les capitalistes, dans les branches d'industrie menacées d'être soumises à la législation des fabriques, ont employé toute leur influence parlementaire pour soutenir leur « droit de citoyen » à l'exploitation illimitée de la force de travail. Ils ont trouvé naturellement dans le ministère libéral Gladstone des serviteurs de bonne volonté.

[358] « La conduite de chacune de ces classes (capitalistes et ouvriers) a été le résultat de la situation relative dans laquelle elles ont été placées. » (*Reports, etc., for 31 st. Oct. 1848*, p. 112.)

[359] « Deux conditions sont requises pour qu'une industrie soit sujette à être inspectée et que le travail puisse y être restreint ; il faut qu'on y fasse usage de la force d'eau ou de vapeur et qu'on y fabrique certains tissus spéciaux. » (*Reports, etc., for 31 october 1864*, p.8.)

[360] On trouve sur la situation de ce genre d'industrie de très nombreux renseignements dans les derniers rapports de la « *Children's employment commission*. »

[361] « Les lois de la dernière session (1864) embrassent une foule d'industries dont les procédés sont très différents, et l'usage de la vapeur pour mettre en mouvement les machines n'est plus comme précédemment un des éléments nécessaires pour constituer ce que légalement on nomme une fabrique. » (*Reports, etc., for 31 oct. 1864*, p.8.)

[362] La Belgique, ce paradis du libéralisme continental, ne laisse voir aucune trace de ce mouvement. Même dans ses houillères et ses mines de métal, des travailleurs des deux sexes et de tout âge sont consommés avec une « liberté » complète, sans aucune limite de temps. Sur 1000 personnes employées il y a 733 hommes, 88 femmes, 135 garçons et 44 jeunes filles au-dessous de 16 ans. Dans les hauts fourneaux sur 1000 également, il y a 688 hommes, 149 femmes, 98 garçons et 85 jeunes filles au-dessous de 16 ans. Ajoutons à cela que le salaire est peu élevé en comparaison de l'exploitation énorme des forces de travail parvenues ou non à maturité ; il est par jour en moyenne de 2 sh. 8 d. pour hommes, un 1 sh. 8 d. pour femmes et 2 ½ d. pour les garçons. Aussi la Belgique a-t-elle en 1863, comparativement avec 1850, à peu près doublé la quantité et la valeur de son exportation de charbon, de fer, etc.

[363] Quand Robert Owen, immédiatement après les dix premières années de ce siècle, soutint théoriquement non seulement la nécessité d'une limitation de la journée de travail, mais encore établit réellement la journée de dix-heures dans sa fabrique de New-Lamark, on se moqua de cette innovation comme d'une utopie communiste. On persifla son « union du travail productif avec l'éducation des enfants », et les coopérations ouvrières qu'il appela le premier à la vie. Aujourd'hui la première de ces utopies est une loi de l'Etat, la seconde figure comme phrase officielle dans tous les *Factory Acts*, et la troisième va jusqu'à servir de manteau pour couvrir des manœuvres réactionnaires.

[364] *Ure*, trad. franc., *Philosophie des manufactures*. Paris, 1836, t. II, p. 39, 40, 67, etc.

[365] Dans le compte rendu du congrès international de statistique tenu à Paris en 1855, il est dit entre autres que la loi française, qui restreint à 12 heures la durée du travail quotidien dans les fabriques et les ateliers, n'établit pas d'heures fixes entre lesquelles ce travail doit s'accomplir. Ce n'est que pour le travail des enfants que la période entre 5 heures du matin et 9 heures du soir est prescrite. Aussi des fabricants usent-ils du droit que leur accorde ce fatal silence pour faire travailler sans interruption tous les jours, excepté peut-être le dimanche. Ils emploient pour cela deux séries différentes de travailleurs, dont aucune ne passe plus de douze heures à l'atelier ; mais l'ouvrage, dans l'établissement, dure jour et nuit. « La loi est satisfaite, mais l'humanité l'est-elle également ? » Outre l'influence destructive du travail de nuit sur l'organisme humain, on y fait ressortir encore la fatale influence de la confusion pendant la nuit des deux sexes dans les mêmes ateliers très mal éclairés.

[366] « Dans mon district, par exemple, un même fabricant est, dans les mêmes établissements, blanchisseur et teinturier, et comme tel soumis à l'acte qui règle les blanchisseries et les teintureries de plus imprimeur, et comme tel soumis au « *Printwork's Act* » ; enfin finisseur (*finisher*), et comme tel soumis au « *Factory Act...* » (*Reports of M. Redgrave, dans Reports, etc., for 31 oct. 1861*, p.20.) Après avoir énuméré les divers articles de ces lois et fait ressortir la complication qui en résulte, M. Redgrave ajoute : « On voit combien il doit être difficile d'assurer l'exécution de ces trois règlements parlementaires, s'il plaît au fabricant d'éluder la loi. » Mais ce qui est assuré par là à MM. les juristes, ce sont les procès.

[367] Enfin les inspecteurs de fabrique se sentent le courage de dire : « Ces objections (du capital contre la limitation légale du temps de travail) doivent succomber devant le grand principe des droits du travail... Il y a un temps où le droit du patron sur le travail de son ouvrier cesse, et où celui-ci reprend possession de lui-même. » (*Reports, etc., for 31 oct. 1862*, p.54.)

[368] « Nous, les travailleurs de Dunkirk, déclarons que la longueur du temps de travail requise sous le système actuel est trop grande, et que, loin de laisser à l'ouvrier du temps pour se reposer et s'instruire, elle le plonge dans un état de servitude qui ne vaut guère mieux que l'esclavage (a condition of servitude but little better than slavery). C'est pourquoi nous décidons que huit heures suffisent pour une journée de travail et doivent être reconnues légalement comme suffisantes ; que nous appelons à notre secours la presse, ce puissant levier... et que nous considérons tous ceux qui nous refuseront cet appui comme ennemis de la réforme du travail et des droits du travailleur. » (*Décisions des travailleurs de Dunkirk*, État de New York, 1866).

[369] *Reports, etc., for 31 oct. 1848*, p. 112.

[370] « Ces procédés (les manœuvres du capital, par exemple, de 1848 à 1850) ont fourni des preuves incontestables de la fausseté de l'assertion si souvent mise en avant, d'après laquelle les

ouvriers n'ont pas besoin de protection, mais peuvent être considérés comme des agents libres dans la disposition de la seule propriété qu'ils possèdent, le travail de leurs mains et la sueur de leurs fronts. » (*Reports, etc., for 30 th. april 1851*, p. 45.) (Le travail libre, si on peut l'appeler ainsi, même dans un pays libre, requiert le bras puissant de la loi pour le protéger. » (*Reports, etc., for 31 oct. 1864*, p. 34.) « Permettre, est la même chose que forcer... de travailler quatorze heures par jour, avec ou sans repos. » (*Reports, etc., for 30 th. april 1863*, p. 40.)

[371] *Friedrich Engels*, l. c. p. 5.

[372] Paroles de Henri Heine.

[373] « Dans les branches d'industrie qui lui sont soumises, le bill des dix heures a sauvé les ouvriers d'une dégénérescence complète et a protégé tout ce qui regarde leur condition physique. » (*Reports, etc., for 31 oct. 1849*, p. 47-52). « Le capital (dans les fabriques) ne peut jamais entretenir les machines en mouvement au-delà d'une période de temps déterminée sans porter atteinte à la santé et à la moralité des ouvriers, et ceux-ci ne sont point en position de se protéger eux-mêmes. » (L. c., p. 8.)

[374] « Un bienfait encore plus grand, c'est la distinction enfin clairement établie entre le temps propre de l'ouvrier et celui de son maître. L'ouvrier sait maintenant quand le temps qu'il a vendu finit, et quand commence celui qui lui appartient ; et cette connaissance le met à même de disposer d'avance de ses propres minutes suivant ses vues et projets. » (L. c. p. 52.) « En constituant les ouvriers maîtres de leur propre temps, la législation manufacturière leur a donné une énergie morale qui les conduira un jour à la possession du pouvoir politique. » (L. c. p. 47). Avec une ironie contenue et en termes très circonspects, les inspecteurs de fabrique donnent à entendre que la loi actuelle des dix heures n'a pas été sans avantages pour le capitaliste. Elle l'a délivré, jusqu'à un certain point, de cette brutalité naturelle qui lui venait de ce qu'il n'était qu'une simple personnification du capital et lui a octroyé quelque loisir pour sa propre éducation. Auparavant « le maître n'avait de temps que pour l'argent ; le serviteur que pour le travail ». (L. c. p. 48.)

[375] Dans le texte, il est toujours supposé, non seulement que la valeur d'une force de travail moyenne est constante, mais encore que tous les ouvriers employés par un capitaliste ne sont que des forces moyennes. Il y a des cas exceptionnels où la plus-value produite n'augmente pas proportionnellement au nombre des ouvriers exploités, mais alors la valeur de la force de travail ne reste pas constante.

[376] Cette loi élémentaire semble inconnue à messieurs les économistes vulgaires, qui, nouveaux Archimèdes mais à rebours, croient avoir trouvé dans la détermination des prix du marché du travail par l'offre et la demande le point d'appui au moyen duquel ils ne soulèveront pas le monde, mais le maintiendront en repos.

[377] Dans le livre quatrième.

[378] « Le travail, qui est le temps économique de la société, est une quantité donnée, soit dix heures par jour d'un million d'hommes, ou dix millions d'heures... Le capital a sa limite d'accroissement. Cette limite peut, à toute période de l'année, être atteinte dans l'extension actuelle du temps économique employé. » *An Essay on the political Economy of nations*. London, 1821, p. 48, 49.

[379] « Le fermier ne peut pas compter sur son propre travail ; et s'il le fait, je maintiens qu'il y perdra. Sa fonction est de tout surveiller. Il faut qu'il ait l'œil sur son batteur en grange, ses faucheurs, ses moissonneurs, etc. Il doit constamment faire le tour de ses clôtures et voir si rien n'est négligé, ce qui aurait lieu certainement s'il se confinait en une place quelconque. » (*An Enquiry into the Connection between, the Price of Provisions, and the Size of Farms, etc., by a Farmer*. London, 1773, p. 12). Cet écrit est très intéressant. On peut y étudier la genèse du « capitalist farmer » ou « merchant farmer », comme il est appelé en toutes lettres et y lire sa glorification vis-à-vis du « petit fermier » qui n'a qu'un souci, celui de sa subsistance. — « La classe des capitalistes est d'abord en partie et finalement tout à fait délivrée de la nécessité du travail manuel. » *Textbook of Lectures on rite Polit. Economy of Nations by the Rev. Richard Jones*. Hertford, 1852, lecture III.

[380] La théorie moléculaire de la chimie moderne, développée pour la première fois scientifiquement par Laurent et Gerhardt, a pour base cette loi.

[381] « *Compagnie monopolia* ». Tel est le nom que donne Martin Luther à ce genre d'institutions.

[382] *Reports of Insp. of Fact. for 30th.*, april 1849, p. 59.

[383] L. c., p. 60. L'inspecteur de fabrique Stuart, écossais lui-même, et contrairement aux inspecteurs anglais, tout à fait imbu de la manière de voir capitaliste, affirme expressément que cette lettre, qu'il annexe à son rapport, est « la communication la plus utile qui lui ait été faite par les fabricants qui emploient le système des relais, et qu'elle a principalement pour but d'écarter les préjugés et de lever les scrupules que sou lève ce système ».

[384] La valeur moyenne du salaire journalier est déterminée par ce dont le travailleur a besoin

« pour vivre, travailler et engendrer ». (William Petty : *Political anatomy of Ireland*. 1672, p. 64.)
« Le prix du travail se compose toujours du prix des choses absolument nécessaires à la vie... Le travailleur n'obtient pas un salaire suffisant toutes les fois que ce salaire ne lui permet pas d'élever conformément à son humble rang une famille telle qu'il semble que ce soit le lot de la plupart d'entre eux d'en avoir. » (L. Vanderlint, l. c., p. 19.) « Le simple ouvrier, qui n'a que ses bras et son industrie, n'a rien qu'autant qu'il parvient à vendre à d'autres sa peine... En tout genre de travail il doit arriver, et il arrive en effet que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer la subsistance. » (Turgot : *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* (1766) *Œuvres*, édit Daire, t. I, p. 10.) « Le prix des choses nécessaires à la vie est en réalité ce que coûte le travail productif. » (Malthus : *Inquiry into*, etc., *Rent*. London, 1815, p. 48, note.)

[385] « Le perfectionnement de l'industrie n'est pas autre chose que la découverte de moyens nouveaux, à l'aide desquels on puisse achever un ouvrage avec moins de gens ou (ce qui est la même chose) en moins de temps qu'auparavant » (Galvani, l. c., p.159.) « L'économie sur les frais de production ne peut être autre chose que l'économie sur la quantité de travail employé pour produire » (Sismondi : *Études*, etc., t. I, p. 22.)

[386] « Quand le fabricant, par suite de l'amélioration de ses machines, double ses produits... il gagne tout simplement (en définitive) parce que cela le met à même de vêtir l'ouvrier à meilleur marché, etc., et qu'ainsi une plus faible partie du produit total échoit à celui-ci. » (Ramsay, l. c., p.168.)

[387] « Le profit d'un homme ne provient pas ce qu'il dispose des produits du travail d'autres hommes, mais de ce qu'il dispose du travail lui-même. S'il peut vendre ses articles à un plus haut prix, tandis que le salaire de ses ouvriers reste le même, il a un bénéfice clair et net... Une plus faible proportion de ce qu'il produit suffit pour mettre ce travail en mouvement, et une plus grande proportion lui en revient par conséquent. » (*Outlines of polit. econ.*, London, 1832, p. 49, 50.)

[388] « Si mon voisin, en faisant beaucoup avec peu de travail, peut vendre bon marché, il me faut imaginer un moyen de vendre aussi bon marché que lui. C'est que tout art, tout commerce, toute machine faisant œuvre à l'aide du travail de moins de mains, et conséquemment à meilleur marché, fait naître dans autres une espèce de nécessité et d'émulation qui les porte soit à employer les mêmes procédés, le même genre de trafic, la même machine, soit à en inventer de semblables afin que chacun reste sur un pied d'égalité et que personne ne puisse vendre à plus bas prix que ses voisins. » (*The advantages of the East India Trade to England*, London, 1720, p. 67.)

[389] « Dans quelque proportion que les dépenses du travailleur soient diminuées, son salaire sera diminué dans la même proportion, si l'on abolit en même temps toutes les restrictions posées à l'industrie. » (*Considerations concerning taking off the Bounty on Corn exported*, etc. London, 1752, p.7.) « L'intérêt du commerce requiert que le blé et toutes les subsistances soient à aussi bon marché que possible ; car tout ce qui les enchérit doit enchérir également le travail... Dans tous les pays où l'industrie n'est pas restreinte, le prix des subsistances doit affecter le prix du travail. Ce dernier sera toujours diminué quand les articles de première nécessité deviendront moins chers. » (L. c., p. 3.) « Le salaire diminue dans la même proportion que la puissance de la production augmente. Les machines, il est vrai, font baisser de prix les articles de première nécessité, mais elles font par cela même baisser de prix le travailleur également. » (*A Pricze essay on the comparative merits of competition and cooperation*. London, 1834, p. 27.)

[390] Quesnay : *Dialogue sur le commerce et les travaux des artisans*, p.188, 189 (édit. Daire).

[391] « Ces spéculateurs, si économes du travail des ouvriers qu'il faudrait qu'ils payassent ! » (J. N. Bidault : *Du monopole qui s'établit dans les arts industriels et le commerce*. Paris, 1828, p. 13.) « L'entrepreneur met toujours son esprit à la torture pour trouver le moyen d'économiser le temps et le travail. » (Dugald Stewart : *Works ed. by Sir W. Hamilton*. Edinburgh, v. III, 1855. *Lectures on polit. Econ.*, p. 318.) « L'intérêt des capitalistes est que la force productive des travaux soit la plus grande possible. Leur attention est fixée, presque exclusivement, sur les moyens d'accroître cette force. » (R. Jones, l. c. Lecture III.)

[392] « Sans contredit, il y a beaucoup de différences entre la valeur du travail d'un homme et celle d'un autre, sous le rapport de la force, de la dextérité et de l'application consciencieuse. Mais je suis parfaitement convaincu, et d'après des expériences rigoureuses, que n'importe quels cinq hommes, étant donné les périodes de vie que j'ai fixées, fourniront la même quantité de travail que n'importe quels autres cinq hommes ; c'est-à-dire que parmi ces cinq hommes, un possédera toutes les qualités d'un bon ouvrier, un autre d'un mauvais, et les trois autres ne seront ni bons ni mauvais, mais entre les deux. Ainsi donc dans un si petit peloton que cinq hommes, vous trouverez tout ce que peuvent gagner cinq hommes. » E. Burke, l. c., p. 16. Consulter *Quetelet sur l'Homme moyen*.

[393] Le professeur Roscher découvre qu'une couturière que madame son épouse occupe pendant deux jours fait plus de besogne que les deux couturières qu'elle occupe le même jour. Monsieur le professeur ferait bien de ne plus étudier le procès de production capitaliste dans la chambre de la nourrice, ni dans des circonstances où le personnage principal, le capitaliste, fait

défaut.

[394] « Concours de forces. » (*Destutt de Tracy*, l. c., p. 78.)

[395] « Il y a une multitude d'opérations d'un genre si simple qu'elles n'admettent lent pas la moindre division parcellaire et ne peuvent être accomplies sans la coopération d'un grand nombre de mains : le chargement d'un gros arbre sur un chariot par exemple... en un mot tout ce qui ne peut être fait si des mains nombreuses ne s'aident pas entre elles dans le même acte indivis et dans le même temps. » (E. G. Wakefield : *A View of the Art of Colonization*. London, 1849, p. 168.)

[396] « Qu'il s'agisse de soulever un poids d'une tonne, un seul homme ne le pourra point, dix hommes seront obligés de faire des efforts ; mais cent hommes, y parviendront aisément avec le petit doigt. » (John Bellers : *Proposals for raising a college of industry*. Lond. 1696, p. 21.)

[397] « Il y a donc » (quand un même nombre de travailleurs est employé par un cultivateur sur 300 arpents au lieu de l'être par 10 cultivateurs sur 30 arpents) « un avantage dans la proportion des ouvriers, avantage qui ne peut être bien compris que par des hommes pratiques ; on est en effet porté à dire que comme 1 est à 4 ainsi 3 est à 12, mais ceci ne se soutient pas dans la réalité. Au temps de la moisson et à d'autres époques semblables, alors qu'il faut se hâter, l'ouvrage se fait plus vite et mieux si l'on emploie beaucoup de bras à la fois. Dans la moisson par exemple, 2 conducteurs, 2 chargeurs, 2 lieurs, 2 racleurs, et le reste au tas ou dans la grange, feront deux fois plus de besogne que n'en ferait le même nombre de bras, s'il se distribuait entre différentes fermes. » (*An Inquiry into the Connection between the present price of provisions and the size of farms. By a Farmer*. Lond. 1773, p.7, 8.)

[398] La définition d'Aristote est à proprement parler celle-ci, que l'homme est par nature citoyen, c'est-à-dire habitant de ville. Elle caractérise l'antiquité classique tout aussi bien que la définition de Franklin : « L'homme est naturellement un fabricant d'outils », caractérise le Yankee.

[399] V. G. Skarbek : *Théorie des richesses sociales*. 2^e édit. Paris, 1870, t. 1, p. 97, 98.

[400] « Est-il question d'exécuter un travail compliqué ? Plusieurs choses doivent être faites simultanément. L'un en fait une, pendant que l'autre en fait une aune, et tous contribuent à l'effet qu'un seul n'aurait pu produire. L'un rame pendant que l'autre tient le gouvernail, et qu'un troisième jette le filet ou harponne le poisson, et la pêche a un succès impossible sans ce concours. » (*Destutt de Tracy*, l. c.)

[401] « L'exécution du travail (en agriculture) précisément aux moments critiques, est d'une importance de premier ordre. » (*An Inquiry into the Connection between the present price etc.*) « En agriculture, il n'y a pas de facteur plus important que le temps. » (Liebig : *Ueber Theorie and Praxis in der Landwirtschaft*, 1856, p.23.)

[402] « Un mal que l'on ne s'attendrait guère à trouver dans un pays qui exporte le plus de travailleurs que tout autre au monde, à l'exception peut-être de la Chine et de l'Angleterre, c'est l'impossibilité de se procurer un nombre suffisant de mains pour nettoyer le coton. Il en résulte qu'une bonne part de la moisson n'est pas recueillie et qu'une autre partie une fois ramassée décolore et pourrit. De sorte que faute de travailleurs à la saison voulue, le cultivateur est forcé de subir la perte d'une forte part de cette récolte que l'Angleterre attend avec tant d'anxiété. » (*Bengal Hurcuro By Monthly Overland Summary of News*, 22 July 1861.)

[403] « Avec le progrès de la culture tout, et plus peut-être que tout le capital et le travail autrefois disséminés sur 500 arpents, sont aujourd'hui concentrés pour la culture perfectionnée de 100 arpents. » Bien que « relativement au montant du capital et du travail employés l'espace soit concentré, néanmoins la sphère de production est élargie, si on la compare à la sphère de production occupée ou exploitée auparavant par un simple producteur indépendant ». (R. Jones : *On Rent*. Lond., 1831, p. 191, 199.)

[404] « La force de chaque homme est très petite, mais la réunion de petites forces engendre une force totale plus grande que leur somme, en sorte que par le fait seul de leur réunion elles peuvent diminuer le temps et accroître l'espace de leur action. » (*G. R. Carli*, l. c., t. XV, p. 176, note.) « Le travail collectif donne des résultats que le travail individuel ne saurait jamais fournir. À mesure donc que l'humanité augmentera en nombre, les produits de l'industrie réunie excéderont de beaucoup la somme d'une simple addition calculée sur cette augmentation... Dans les arts mécaniques comme dans les travaux de la science, un homme peut actuellement faire plus dans un jour qu'un individu isolé pendant toute sa vie. L'axiome des mathématiciens, que le tout est égal aux parties, n'est plus vrai, appliqué à notre sujet. Quant au travail, ce grand pilier de l'existence humaine, on peut dire que le produit des efforts accumulés excède de beaucoup tout ce que des efforts individuels et séparés peuvent jamais produire. » (Th. Sadler : *The Law of Population*. London, 1850.)

[405] « Le profit... tel est le but unique du commerce. » (J. Vanderlint, l. c., p. 11.)

[406] Une feuille anglaise archi-bourgeoise, le *Spectateur* du 3 juin 1866, rapporte qu'à la suite de l'établissement d'une espèce de société entre capitalistes et ouvriers dans la « Wirework

company » de Manchester, « le premier résultat apparent fut une diminution soudaine du dégât, les ouvriers ne voyant pas pourquoi ils détruiraient leur propriété, et le dégât est peut-être avec les mauvaises créances, la plus grande source de pertes pour les manufactures ». Cette même feuille découvre dans les essais coopératifs de Rochdale un défaut fondamental. « Ils démontrent que des associations ouvrières peuvent conduire et administrer avec succès des boutiques, des fabriques dans toutes les branches de l'industrie, et en même temps améliorer extraordinairement la condition des travailleurs, mais ! mais on ne voit pas bien quelle place elles laissent au capitaliste. » Quelle horreur !

[407] Après avoir démontré que la surveillance du travail est une des conditions essentielles de la production esclavagiste dans les États du Sud de l'Union américaine, le professeur Cairnes ajoute : « Le paysan propriétaire (du Nord) qui s'approprie le produit total de sa terre, n'a pas besoin d'un autre stimulant pour travailler. Toute surveillance est ici superflue. » (Cairnes, l. c., p. 48, 49.)

[408] Sir James Stewart, qui en général analyse avec une grande perspicacité les différences sociales caractéristiques des divers modes de production, fait la réflexion suivante : « Pourquoi l'industrie des particuliers est-elle ruinée par de grandes entreprises en manufactures, si ce n'est parce que celles-ci se rapprochent davantage de la simplicité du régime esclavagiste ? » (*Princ. of Econ.*, trad. franç. Paris, 1789, t. I, p. 308, 309.)

[409] Auguste Comte et son école ont cherché à démontrer l'éternelle nécessité des seigneurs du capital ; ils auraient pu tout aussi bien et avec les mêmes raisons, démontrer celle des seigneurs féodaux.

[410] R. Jones : *Textbook of Lectures*, etc., p. 77, 78. Les collections assyriennes, égyptiennes, etc., que possèdent les musées européens, nous montrent les procédés de ces travaux coopératifs.

[411] Linguet, dans sa *Théorie des lois civiles*, n'a peut-être pas tort de prétendre que la chasse est la première forme de coopération, et que la chasse à l'homme (la guerre) est une des premières formes de la chasse.

[412] La petite culture et le métier indépendant qui tous deux forment en partie la base du mode de production féodal, une fois celui-ci dissous, se maintiennent en partie à côté de l'exploitation capitaliste ; ils formaient également la base économique des communautés anciennes à leur meilleure époque, alors que la propriété orientale originairement indivise se fut dissoute, et avant que l'esclavage se fût emparé sérieusement de la production.

[413] « Réunir pour une même œuvre l'habileté, l'industrie et l'émulation d'un certain nombre d'hommes, n'est-ce pas le moyen de la faire réussir ? Et l'Angleterre aurait-elle pu d'une autre manière porter ses manufactures de drap à un aussi haut degré de perfection ? » (Berkeley : *The Querist*, Lond., 1750, p. 521)

[414] Un exemple plus récent : « La filature de soie de Lyon et de Nîmes est toute patriarcale ; elle emploie beaucoup de femmes et d'enfants, mais sans les épuiser ni les corrompre ; elle les laisse dans leurs belles vallées de la Drôme, du Var, de l'Isère, de la Vaucluse, pour y élever des vers et dévider leurs cocons ; jamais elle n'entre dans une véritable fabrique. Pour être aussi bien observé... le principe de la division du travail s'y revêt d'un caractère spécial. Il y a bien des dévideuses, des moulineurs, des teinturiers, des encolleurs, puis des tisserands ; mais ils ne sont pas réunis dans un même établissement, ne dépendent pas d'un même maître : tous sont indépendants. » (A. Blanqui, Cours d'Économie industrielle, recueilli par A. Blaise. Paris, 1838 39, p. 44, 80, passim). Depuis que Blanqui a écrit cela, les divers ouvriers indépendants ont été plus ou moins réunis dans les fabriques.

[415] « Plus une manufacture est divisée et plus toutes ses parts sont attribuées à des artisans différents, mieux l'ouvrage est exécuté, avec une expédition plus prompte, avec moins de perte en temps et travail. » (*The Advantages of the East India Trade*. London, 1720, p. 71.)

[416] « Travail facile est talent transmis. » (Th. Hodgskin, l. c., p. 125.)

[417] « Les arts aussi » sont arrivés en Égypte à un haut degré de perfection. Car c'est le seul pays où les artisans n'interviennent jamais dans les affaires d'une autre classe de citoyens, forcés qu'ils sont par la loi de remplir leur unique vocation héréditaire. Il arrive chez d'autres peuples que les gens de métier dispersent leur attention sur un trop grand nombre d'objets. Tantôt ils essayent de l'agriculture, tantôt du commerce, ou bien ils s'adonnent à plusieurs arts à la fois. Dans les États libres, ils courent aux assemblées du peuple. En Égypte, au contraire, l'artisan encourt des peines sévères, s'il se mêle des affaires de l'État ou pratique plusieurs métiers. Rien ne peut donc troubler les travailleurs dans leur activité professionnelle. En outre, ayant hérité de leurs ancêtres une foule de procédés, ils sont jaloux d'en inventer de nouveaux. » (*Diodorus Siculus*. Bibliothèque historique, l. I, c. LXXIV.)

[418] Historical and descriptive Account of Brit. India, etc., by Hugh Murray, James Wilson, etc. Edinburgh, 1832, v.11, p. 449. La chaîne du métier à tisser indien est tendue verticalement.

[419] Dans son ouvrage qui a fait époque sur l'origine des espèces, Darwin fait cette remarque à

propos des organes naturels des plantes et des animaux : « Tant qu'un seul et même organe doit accomplir différents travaux, il n'est pas rare qu'il se modifie. La raison en est peut-être que la nature est moins soigneuse dans ce cas de prévenir chaque petit écart de sa forme primitive, que si cet organe avait une fonction unique. C'est ainsi par exemple que des couteaux destinés à couper toutes sortes de choses peuvent, sans inconvénient, avoir une forme commune, tandis qu'un outil destiné à un seul usage doit posséder pour tout autre usage une tout autre forme. »

[420] En 1854, Genève a produit 80 000 montres, à peine un cinquième de la production du canton de Neuchâtel. Chaux-de-Fonds, que l'on peut regarder comme une seule manufacture, livre chaque année deux fois autant que Genève. De 1850 à 1861 cette dernière ville a expédié 750 000 montres. Voyez *Report from Geneva on the Watch Trade* dans les *Reports by H. M's Secretaries of Embassy and Legation on the Manufactures, Commerce, etc.* n° 6, 1863. Ce n'est pas seulement l'absence de rapport entre les opérations particulières dans lesquelles se décompose la production d'ouvrages simplement ajustés, qui rend très-difficile la transformation de semblables manufactures en grande industrie mécaniques ; dans le cas qui nous occupe, la fabrication de la montre, deux obstacles nouveaux se présentent, à savoir la petitesse et la délicatesse des divers éléments et leur caractère de luxe, conséquemment leur variété, si bien que dans les meilleures maisons de Londres, par exemple, il se fait à peine dans une an une douzaine de montres qui se ressemblent. La fabrique de montres de Vacheron et Constantin, dans laquelle on emploie la machine avec succès, fournit tout au plus trois ou quatre variétés pour la grandeur et pour la forme.

[421] La fabrication des montres est un exemple classique de la manufacture hétérogène. On peut y étudier très-exactement cette différenciation et cette spécialisation des instruments de travail dont il a été question ci-dessus.

[422] « Quand les gens sont ainsi rapprochés les uns des autres, il se perd nécessairement moins de temps entre les diverses opérations. » (*The Advantages of the East India Trade*, p. 166)

[423] « La séparation des travaux différents dans la manufacture, conséquence forcée de l'emploi du travail manuel, ajoute immensément aux frais de production ; car la principale perte provient du temps employé à passer d'un procès à un autre. » (*The Industry of Nations*, London, 1855, Part. II, p. 200)

[424] « En scindant l'ouvrage en différentes parties qui peuvent être mises à exécution dans le même moment, la division du travail produit donc une économie de temps... Les différentes opérations qu'un seul individu devrait exécuter séparément étant entreprises à la fois, il devient possible de produire par exemple une multitude d'épingles tout achevées dans le même temps qu'il faudrait pour en couper ou en appointer une seule. » (Dugald Stewart, l. I, p. 319.)

[425] « Plus il y a de variété entre les artisans d'une manufacture... Plus il y a d'ordre et de régularité dans chaque opération, moins il faut de temps et de travail. » (*The Advantages*, etc. p. 63)

[426] Dans beaucoup de branches cependant l'industrie manufacturière n'atteint pas ce résultat qu'imparfaitement, parce qu'elle ne sait pas contrôler avec certitude les conditions physiques et chimiques générales du processus de production.

[427] « Quand l'expérience, suivant la nature particulière des produits de chaque manufacture, a un fois appris à connaître le mode le plus avantageux de scinder la fabrication en opérations partielles, et le nombre de travailleurs que chacune d'elles exige, tous les établissements qui n'emploient pas un multiple exact de ce nombre, fabriquent avec moins d'économie... C'est là une des causes de l'extension colossale de certains établissements industriels » (Ch. Babbage, *On the Economy of Machinery*, 2^e édit. Lonf., 1832, ch XX.)

[428] En Angleterre le fourneau à fondre est séparé du four de verrerie où se fait la préparation du verre. En Belgique, par exemple, le même fourneau sert pour les deux opérations.

[429] C'est ce que l'on voit entre autres chez W. Petty, John Bellers, Andrew Yarranton, *The Advantages of the East India Trade*, et J. Vanderlint.

[430] Vers la fin du seizième siècle, on se servait encore en France de mortiers et de cribles pour écraser et laver le minerai.

[431] L'histoire des moulins à grains permet de suivre pas à pas le développement du machinisme en général. En Angleterre, la fabrique porte encore le nom de *mill* (moulin). En Allemagne, on trouve encore ce nom *mühle* employé dans les écrits technologiques des trente premières années de ce siècle pour désigner non-seulement toute machine mue par des forces naturelles, mais encore toute manufacture qui emploie des appareils mécaniques. En français, le mot *moulin*, appliqué primitivement à la mouture des grains, fut par la suite employé pour toute machine qui, mue par une force extérieure, donne une violente impression sur un corps, moulin à poudre, à papier, à tan, à foulon, à retordre le fil, à forge, à monnaie, etc.

[432] Comme on pourra le voir dans le quatrième livre de cet ouvrage, Adam Smith n'a pas établi une seule proposition nouvelle concernant la division du travail. Mais à cause de l'importance qu'il lui donna il mérite d'être considéré comme l'économiste qui caractérise le mieux la période

manufacturière. Le rôle subordonné qu'il assigne aux machines souleva dès les commencements de la grande industrie la polémique de Lauderdale, et plus tard celle de Ure. Adam Smith confond aussi la différenciation des instruments, due en grande partie aux ouvriers manufacturiers, avec l'invention des machines. Ceux qui jouent un rôle ici, ce ne sont pas les ouvriers de manufacture, mais des savants, des artistes, même des paysans (Brindley), etc.

[433] « Dès que l'on divise la besogne en plusieurs opérations diverses, dont chacune exige des degrés différents de force et d'habileté, le directeur de la manufacture peut se procurer le quantum d'habileté et de force que réclame chaque opération. Mais si l'ouvrage devait être fait par un seul ouvrier, il faudrait que le même individu possédât assez d'habileté pour les opérations les plus délicates et assez de force pour les plus pénibles. » (Ch. Babbage, l. c., ch. XIX)

[434] Lorsque par exemple, ses muscles sont plus développés dans un sens que dans l'autre, ses os déformés et contournés d'une certaine façon, etc.

[435] À cette question du commissaire d'enquête : "Comment pouvez-vous maintenir toujours actifs les jeunes garçons que vous occupez ?", le directeur général d'une verrerie, M. W. Marschall, répond fort justement : "Il leur est impossible de négliger leur besogne ; une fois qu'ils ont commencé, nul moyen de s'arrêter ; ils ne sont rien autre chose que des parties d'une machine." (*Child. Empl. Comm. Fourth Report*, 1868, p. 247)

[436] Le Dr Ure, dans son apothéose de la grande industrie, fait bien mieux ressortir les caractères particuliers de la manufacture que les économistes ses devanciers, moins entraînés que lui à la polémique, et même que ses contemporaines, par exemple, Babbage, qui lui est de beaucoup supérieur comme mathématicien et mécanicien, mais ne comprend cependant la grande industrie qu'au point de vue manufacturier. Ure dit fort bien : « L'appropriation des travailleurs à chaque opération séparée forme l'essence de la distribution des travaux. » Il définit cette distribution "une accommodation des travaux aux diverses facultés individuelle" et caractérise enfin le système entier de la manufacture comme un système de gradations, comme une division du travail d'après les divers degrés de l'habileté, etc. (Ure, l. c., t. I, p. 28, 35, *passim*.)

[437] « Un ouvrier, en se perfectionnant par la pratique sur un seul et même point, devient... moins coûteux » (Ure, l. c., p. 28)

[438] « La division du travail a pour point de départ la séparation des professions les plus diverses, et marche progressivement jusqu'à cette dans laquelle plusieurs travailleurs se partagent la confection d'un seul et même produit, comme dans la manufacture. » (Storch., l. c., t. I, p. 173.) « Nous rencontrons chez les peuples parvenus à un certain degré de civilisation trois genres de division d'industrie : la première que nous nommons générale, amène la distinction des producteurs en agriculteurs, manufacturiers et commerçants ; elle se rapporte aux trois principales branches d'industrie nationale ; la seconde qu'on pourrait appeler spéciale, est la division de chaque genre d'industrie en espèces... la troisième division d'industrie, celle enfin qu'on devrait qualifier de division de la besogne ou travail proprement dit, et celle qui s'établit dans les arts et les métiers séparés..., qui s'établit dans la plupart des manufactures et des ateliers. » (Skarbeck, l. c., p. 84, 86.)

[439] C'est Sir James Steuart qui a le mieux traité cette question. Son ouvrage, qui a précédé de dix ans celui d'Adam Smith, est aujourd'hui encore à peine connu. La preuve en est que les admirateurs de Malthus ne savent même pas que dans la première édition de soit écrit sur la population, abstraction faite de la partie purement déclamatoire, il ne fait guère que copier James Steuart, auquel il faut ajouter Wallace et Townsend.

[440] « Il faut une certaine densité de population soit pour les communications sociales, soit pour la combinaison des puissances par le moyen desquelles le produit du travail est augmenté. » (James Mill, l. c. p. 50.) « À mesure que le nombre des travailleurs augmente, le pouvoir productif de la société augmente aussi en raison composée de cette augmentation multipliée par les effets de la division du travail. » (Th. Hodgskin, l. c., p. 125, 126.)

[441] Par suite de la demande considérable de coton depuis 1861, la production du coton dans quelques districts de l'Inde d'ailleurs très peuplés, a été développée aux dépens de la production du riz. Il en est résulté une famine dans une grande partie du pays, les moyens défectueux de communication ne permettant pas de compenser le déficit de riz dans un district par une importation assez rapide des autres districts.

[442] C'est ainsi que la fabrication des navettes de tisserand formait en Hollande déjà au dix-septième siècle une branche d'industrie spéciale.

[443] « Les manufactures de laine d'Angleterre ne sont-elles pas divisées en branches distinctes, dont chacune a un siège spécial où se fait uniquement ou principalement la fabrication : les draps fins dans le Somersetshire, les draps communs dans le Yorkshire, les crêpes à Norwich, les brocatelles à Kendal, les couvertures à Whitney, et ainsi de suite. » (Berkeley, *The Querist*, 1750, p. 520.)

[444] A. Fergusson: *History of Civil Society*. Part. IX, ch. II.

[445] Dans les manufactures proprement dites « la totalité des ouvriers qui y sont employés est nécessairement peu nombreuse, et ceux qui sont est nécessairement peu nombreuse, et ceux qui sont occupés à chaque différente branche de l'ouvrage, peuvent souvent être réunis dans le même atelier, et placés à la fois sous les yeux de l'observateur. Au contraire, dans ces grandes manufactures (!) destinés à fournir les objets de consommation du peuple, chaque branche de l'ouvrage emploie un si grand nombre d'ouvriers, qu'il est impossible de les réunir dans le même atelier... La division y est moins sensible, et, par cette raison, a été moins bien observé. » (A. Smith : *Wealth of Nations*, l. I, ch. I. Le célèbre passage dans le même chapitre qui commence par ces mots : « Observez dans un pays civilisé et florissant, ce qu'est le mobilier d'un simple journalier ou du dernier des manœuvres, » etc., et qui déroule ensuite le tableau des innombrables travaux sans l'aide et le concours desquels « le plus petit particulier, dans un pays civilisé, ne pourrait pas être vêtu et meublé » : — ce passage est presque littéralement copié des Remarques par B. de Mandeville à son ouvrage : *The Fable of the Bees, or Private Vices, Publick Benefits*, 1^{re} édition sans remarques, 1706 ; édition avec des remarques, 1714.

[446] « Il n'y a plus rien que l'on puisse nommer la récompense du travail individuel. Chaque travailleur ne produit plus qu'une partie d'un tout, et chaque n'ayant ni valeur ni utilisé par elle-même, il n'y a rien que le travailleur puisse s'attribuer, rien dont il puisse dire : ceci est mon produit, je veux la garder pour moi-même. » (*Labour defended against the claims of Capital*. Lond., 1825, p. 25.) L'auteur de cet écrit remarquable est Ch. Hodgskin, déjà cité.

[447] C'est ce qui a été démontré d'une manière singulière aux Yankees. Parmi les nombreux et nouveaux impôts imaginés à Washington pendant la guerre civile, figurait une accise de 60/0 sur les produits industriels. Or, qu'est-ce qu'un produit industriel ? À cette question posée par les circonstances la sagesse législative répondit : « Une chose devient produit quand elle est faite « when it is made », et elle faite dès qu'elle bonne à la vente. » Citons maintenant un exemple entre mille. Dans les manufactures de parapluies et de parasols, à New-York et à Philadelphie, ces articles étaient d'abord fabriqués en atelier, bien qu'en réalité ils soient d'abord des *mixta composita* de chose complètement hétérogènes. Plus tard les différentes parties qui les constituent devinrent l'objet d'autant de fabrications spéciales disséminées en divers lieux, c'est-à-dire que la division du travail, de manufacturière qu'elle était, devint sociale. Les produits des divers travaux partiels forment donc maintenant autant de marchandises qui entrent dans la manufacture de parapluies et de parasols pour y être tout simplement réunis en tout. Les Yankees ont baptisés ces produits du nom d'articles assemblés (*assembled articles*), nom qu'ils méritent d'ailleurs à cause des impôts qui s'y trouvent réunis. Le parapluie paye aussi 60/0 d'accise sur le prix de chacun de ses éléments qui entre comme une marchandise dans sa manufacture et de plus 60/0 sur son propre prix total.

[448] « On peut... établir en règle générale que moins l'autorité présidé à la division du travail dans l'intérieur de la société, plus la division du travail se développe dans l'intérieur de l'atelier, et plus elle y est soumise à l'autorité d'un seul. Ainsi l'autorité dans l'atelier et celle dans la société, par rapport à la division du travail, sont en raison inverse l'une de l'autre. » (Karl Marx, *Misère de la Philosophie*, p. 130, 131.)

[449] Lieut. Col. Mark Wilks : *Historical Sketches of the South of India.*, Lond., 1810 17, v. I, p. 118, 120.) On trouve une bonne exposition des différentes formes de la communauté indienne dans l'ouvrage de George Campbell : *Modern India*. Lond., 1852.

[450] « Sous cette simple forme... les habitants du pays ont vécu depuis un temps immémorial. Les limites des villages ont été rarement modifiées, et quoique les villages eux-mêmes aient eu souvent à souffrir de la guerre, de la famine et des maladies, ils n'en ont pas moins gardé d'âge en âge les mêmes noms, les mêmes limites, les mêmes intérêts et jusqu'aux mêmes familles. Les habitants ne s'inquiètent jamais des révolutions et des divisions des royaumes. Pourvu que le village reste entier, peu leur importe à qui passe le pouvoir ; leur économie intérieure n'en éprouve le moindre changement. » (Th. Stamford Raffles, late Lieut. Gov. of Java : *The History of Java*. Lond. 1817, v. II, p. 285, 286.)

[451] « Il ne suffit pas que le capital nécessaire à la subdivision des opérations nouvelles se trouve disponible dans la société ; il faut de plus qu'il soit accumulé entre les mains des entrepreneurs en masses suffisantes pour les mettre en état de faire travailler sur une grande échelle... À mesure que la division s'augmente, l'occupation constante d'un même nombre de travailleurs exige un capital de plus en plus considérable en matières premières, outils, etc. » (Storch, l. c., p. 250, 251.) « La concentration des instruments de production et la division du travail sont aussi inséparables l'une de l'autre que le sont, dans le régime politique, la concentration des pouvoirs publics et la division des intérêts privés. » (Karl Marx, l. c., p.134.)

[452] Dugald Stewart appelle les ouvriers de manufacture « des automates vivants employés dans les détails d'un ouvrage. » (L. c., p. 318.)

[453] Chez les coraux, chaque individu est l'estomac de son groupe ; mais cet estomac procure

des aliments pour toute la communauté, au lieu de lui en dérober comme le faisait le patriciat romain.

[454] « L'ouvrier, qui porte dans ses mains tout un métier, peut aller partout exercer son industrie et trouver des moyens de subsister ; l'autre (celui des manufactures), n'est qu'un accessoire qui, sépare de ses confrères, n'a plus ni capacité ni indépendance, et qui se trouve forcé d'accepter la loi qu'on juge à propos de lui imposer. » (Storch, l. c., édit. de Pétersb., 1815, t. I, p. 204.)

[455] A. Ferguson, l. c., trad. franç. 1783, t. II, p. 135, 136. « L'un peut avoir gagné ce que l'autre a perdu. »

[456] « Le savant et le travailleur sont complètement séparés l'un de l'autre, et la science dans les mains de ce dernier, au lieu de développer à son avantage ses propres forces productives, s'est presque partout tournée contre lui... La connaissance devient un instrument susceptible d'être séparé du travail et de lui être opposé. » (W. Thompson : *An Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth*. Lond., 1824, p. 274.)

[457] A. Ferguson, l. c., p. 134, 135.

[458] J. D. Tuckett : *A History of the Past and Present State of the Labouring Population*. Lond., 1846, v. I, p. 149.

[459] A. Smith : *Wealth of Nations*, l. V, ch. I, art. 11. En sa qualité d'élève de A. Ferguson, Adam Smith savait à quoi s'en tenir sur les conséquences funestes de la division du travail fort bien exposées par son maître. Au commencement de son ouvrage, alors qu'il célèbre *ex professo* la division du travail, il se contente de l'indiquer en passant comme la source des inégalités sociales. Dans le dernier livre de son ouvrage, il reproduit les idées de Ferguson. Dans mon écrit, *Misère de la philosophie*, etc., j'ai déjà expliqué suffisamment le rapport historique entre Ferguson, A. Smith, Lemontey et Say, pour ce qui regarde leur critique de la division du travail, et j'ai démontré en même temps pour la première fois, que la division manufacturière du travail est une forme spécifique du mode de production capitaliste. (L. c., p. 122 et suiv.)

[460] Ferguson dit déjà : « L'art de penser, dans une période où tout est séparé, peut lui-même former un métier à part. »

[461] G. Garnier, t. V de sa traduction, p. 2, 5.

[462] Ramazzini, professeur de médecine pratique à Padoue, publia en 1713 son ouvrage : *De morbis artificum*, traduit en français en 1781, réimprimé en 1841 dans l'*Encyclopédie des sciences médicales*. 7^e Disc. Auteurs classiques. Son catalogue des maladies des ouvriers a été naturellement très augmenté par la période de la grande industrie. Voy. entre autres : *Hygiène physique et morale de l'ouvrier dans les grandes villes en général, et dans la ville de Lyon en particulier*, par le D^r A. L. Fonterel. Paris, 1858 ; *Die Krankheiten welche verschiedenen Ständen Altern und Geschlechtern eigenthümlich sind*. 6 vol. Ulm, 1861, et l'ouvrage de Edouard Reich : *M. D. Ueber den Ursprung der Entartung des Menschen*. Erlangen, 1868. La *Society of Arts* nomma en 1854 une commission d'enquête sur la pathologie industrielle. La liste des documents rassemblés par cette commission se trouve dans le catalogue du *Twickenham Economic Museum*. Les rapports officiels sur *Public Health* ont comme de juste une grande importance.

[463] D. Urquhart : *Familiar Words*. London, 1855, p. 119. Hegel avait des opinions très hérétiques sur la division du travail. « Par hommes cultivés, dit-il dans sa philosophie du droit, on doit d'abord entendre ceux qui peuvent faire tout ce que font les autres. »

[464] La foi naïve au génie déployé a priori par le capitaliste dans la division du travail, ne se rencontre plus que chez des professeurs allemands, tels que Roscher par exemple, qui pour récompenser le capitaliste de ce que la division du travail sort toute faite de son cerveau olympien, lui accorde « plusieurs salaires différents ». L'emploi plus ou moins développé de la division du travail dépend de la grandeur de la bourse, et non de la grandeur du génie.

[465] Les prédécesseurs d'Adam Smith, tels que Petty, l'auteur anonyme de « *Advantages of the East India Trade* », ont mieux que lui pénétré le caractère capitaliste de la division manufacturière du travail.

[466] Parmi les modernes, quelques écrivains du dix-huitième siècle, Beccaria et James Harris, par exemple, sont les seuls qui s'expriment sur la division du travail à peu près comme les anciens. « L'expérience apprend à chacun, dit Beccaria, qu'en appliquant la main et l'intelligence toujours au même genre d'ouvrage et aux mêmes produits, ces derniers sont plus aisément obtenus, plus abondants et meilleurs que si chacun faisait isolément et pour lui seul toutes les choses nécessaires à sa vie... Les hommes se divisent de cette manière en classes et conditions diverses pour l'utilité commune et privée. » (Cesare Beccaria : *Elementi di Econ. Publica ed. Custodi, Parte Moderna*, t. XI, p. 28.) James Harris, plus tard comte de Malmesbury, dit lui même dans une note de son *Dialogue concerning Happiness*. Lond., 1772 : « L'argument dont je me sers pour prouver que la société est naturelle (en se fondant sur la division des travaux et des emplois), est emprunté tout

entier au second livre de la République de Platon. »

[467] Ainsi dans l'Odyssée, XIV, 228 : « Ἄλλος γὰρ τ' ἄλλοισιν ἀνὴρ ἐπιτέρπεται ἔργοις » et Archiloque cité par Sextus Empiricus : « Ἄλλος ἄλλῳ ἐπ' ἔργῳ καρδίην ἰαίνεται. » À chacun son métier et tout le monde est content.

[468] « Πολλὰ ἡπίστατο ἔργα, κακῶς δ' ἡπίστατο πάντα » Qui trop embrasse mal étreint. Comme producteur marchand, l'Athénien se sentait supérieur au spartiate, parce que ce dernier pour faire la guerre avait bien des hommes à sa disposition, mais non de l'argent ; comme le fait dire Thucydide à Périclès dans la harangue où celui-ci excite les Athéniens à la guerre du Péloponnèse : « Σώμασί τε ἐτοιμότεροι οἱ αὐτουργοὶ τῶν ἀνθρώπων ἢ χρήμασι πολεμεῖν » (Thuc. I. 1, c. XLI). Néanmoins, même dans la production matérielle, l'autarcemeia, la faculté de se suffire, était l'idéal de l'Athénien, « παρ' ὧν γὰρ τὸ εὖ, παρὰ τούτων καὶ τὸ αὐτάρκες. Ceux ci ont le bien, qui peuvent se suffire à eux-mêmes. » Il faut dire que même à l'époque de la chute des trente tyrans il n'y avait pas encore cinq mille Athéniens sans propriété foncière.

[469] Platon explique la division du travail au sein de la communauté par la diversité des besoins et la spécialité des facultés individuelles. Son point de vue principal, c'est que l'ouvrier doit se conformer aux exigences de son œuvre, et non l'œuvre aux exigences de l'ouvrier. Si celui-ci pratique plusieurs arts à la fois, il négligera nécessairement l'un pour l'autre. (V. *Rép.*, I. II). Il en est de même chez *Thucydide* I, C. c. XLII : « La navigation est un art comme tout autre, et il n'est pas de cas où elle puisse être traitée comme un hors-d'œuvre ; elle ne souffre pas même que l'on s'occupe à côté d'elle d'autres métiers. » Si l'œuvre doit attendre l'ouvrier, dit Platon, le moment critique de la production sera souvent manqué et la besogne gâchée ; « ἔργου καιρὸν δίολλυται » On retrouve cette idée platonique dans la protestation des blanchisseurs anglais contre l'article de la loi de fabrique qui établit une heure fixe pour les repas de tous leurs ouvriers. Leur genre d'opérations, s'écrient ils, ne permet pas qu'on les règle d'après ce qui peut convenir aux ouvriers ; « une fois en train de chauffer, de blanchir, de calendrer ou de teindre, aucun d'eux ne peut être arrêté à un moment donné sans risque de dommage. Exiger que tout ce peuple de travailleurs dîne à la même heure, ce serait dans certains cas exposer de grandes valeurs à un risque certain, les opérations restant inachevées. » Où diable le platonisme va-t-il se nicher !

[470] Ce n'est pas seulement un honneur, dit Xénophon, d'obtenir des mets de la table du roi des Perses ; ces mets sont, en effet, bien plus savoureux que d'autres, « et il n'y a là rien d'étonnant ; car de même que les arts en général sont surtout perfectionnés dans les grandes villes, de même les mets du grand roi sont préparés d'une façon tout à fait spéciale. En effet dans les petites villes, c'est le même individu qui fait portes, charrues, lits, tables, etc. ; souvent même il construit des maisons et se trouve satisfait s'il peut ainsi suffire à son entretien. Il est absolument impossible qu'un homme qui fait tant de choses les fasse toutes bien. Dans les grandes villes, au contraire, où chacun isolément trouve beaucoup d'acheteurs, il suffit d'un métier pour nourrir son homme. Il n'est pas même besoin d'un métier complet, car l'un fait des chaussures pour hommes, et l'autre pour femmes. On en voit qui, pour vivre, n'ont qu'à tailler des habits, d'autres qu'à ajuster les pièces, d'autres qu'à les coudre. Il est de toute nécessité que celui qui t'ait l'opération la plus simple, soit aussi celui qui s'en acquitte le mieux. Et il en est de même pour l'art de la cuisine. » (Xénophon, *Cyrop.*, I. VIII, c. II.) C'est la bonne qualité de la valeur d'usage et le moyen de l'obtenir, que Xénophon a ici exclusivement en vue, bien qu'il sache fort bien que l'échelle de la division du travail dépend de l'étendue et de l'importance du marché.

[471] « Il (Busiris) divisa tous les habitants en castes particulières... et ordonna que les mêmes individus fissent toujours le même métier, parce qu'il savait que ceux qui changent d'occupation ne deviennent parfaits dans aucune, tandis que ceux qui s'en tiennent constamment au même genre de travail exécutent à la perfection tout ce qui s'y rapporte. Nous verrons également que pour ce qui est de l'art et de l'industrie, les Égyptiens sont autant au dessus de leurs rivaux que le maître est au dessus du bousilleur. De même, encore, les institutions par lesquelles ils maintiennent la souveraineté royale et le reste de la constitution de l'État sont tellement parfaites, que les philosophes les plus célèbres qui ont entrepris de traiter ces matières, ont toujours placé la constitution égyptienne au dessus de toutes les autres. » (*Isocr. Busiris*, c. VIII.)

[472] V. *Diodore de Sicile*.

[473] *Ure*, I. c., p. 31.

[474] Ceci est beaucoup plus vrai pour l'Angleterre que pour la France et pour la France que pour la Hollande.

[475] Mill aurait dû ajouter « qui ne vit pas du travail d'autrui », car il est certain que les machines ont grandement augmenté le nombre des oisifs ou ce qu'on appelle les gens comme il faut.

[476] V. par exemple Hutton's *Course of mathematics*.

[477] « On peut à ce point de vue tracer une ligne précise de démarcation entre outil et machine :

la pelle, le marteau, le ciseau, etc., les vis et les leviers, quel que soit le degré d'art qui s'y trouve atteint, du moment que l'homme est leur seule force motrice, tout cela est compris dans ce que l'on entend par outil. La charrue au contraire mise en mouvement par la force de l'animal, les moulins à vent, à eau, etc., doivent être comptés parmi les machines. » (Wilhelm Schulz : *Die Bewegung der Production*. Zurich, 1843, p. 38.) Cet écrit mérite des éloges sous plusieurs rapports.

[478] On se servait déjà avant lui de machines pour filer, très imparfaites, il est vrai ; et c'est en Italie probablement qu'ont paru les premières. Une histoire critique de la technologie ferait voir combien il s'en faut généralement qu'une invention quelconque du dix-huitième siècle appartienne à un seul individu. Il n'existe aucun ouvrage de ce genre. Darwin a attiré l'attention sur l'histoire de la *technologie naturelle*, c'est-à-dire sur la formation des organes des plantes et des animaux considérés comme moyens de production pour leur vie. L'histoire des organes productifs de l'homme social, base matérielle de toute organisation sociale, ne serait-elle pas digne de semblables recherches ? Et ne serait-il pas plus facile de mener cette entreprise à bonne fin, puisque, comme dit Vico, l'histoire de l'homme se distingue de l'histoire de la nature en ce que nous avons fait celle-là et non celle-ci ? La technologie met à nu le mode d'action de l'homme vis-à-vis de la nature, le procès de production de sa vie matérielle, et, par conséquent, l'origine des rapports sociaux et des idées ou conceptions intellectuelles qui en découlent. L'histoire de la religion elle-même, si l'on fait abstraction de cette base matérielle, manque de critérium. Il est en effet bien plus facile de trouver par l'analyse, le contenu, le noyau terrestre des conceptions nuageuses des religions, que de faire voir par une voie inverse comment les conditions de la vie réelle revêtent peu à peu une forme éthérée. C'est là la seule méthode matérialiste, par conséquent scientifique. Pour ce qui est du matérialisme abstrait des sciences naturelles, qui ne fait aucun cas du développement historique, ses défauts éclatent dans la manière de voir abstraite et idéologique de ses porte-parole, dès qu'ils se hasardent à faire un pas hors de leur spécialité.

[479] Dans la première forme mécanique du métier à tisser, on reconnaît au premier coup d'œil l'ancien métier. Dans sa dernière forme moderne cette analogie a disparu.

[480] Ce n'est que depuis vingt ans environ qu'un nombre toujours croissant de ces outils mécaniques sont fabriqués mécaniquement en Angleterre, mais dans d'autres ateliers de construction que les charpentes des machines d'opération. Parmi les machines qui servent à la fabrication d'outils mécaniques, on peut citer l'automatique *bobbin-making engine*, le *card-setting engine*, les machines à forger les broches des mules et des métiers continus, etc.

[481] « Tu ne dois pas, dit Moïse d'Égypte, lier les naseaux du bœuf qui bat le grain. » Les très pieux et très chrétiens seigneurs germains, pour se conformer aux préceptes bibliques, mettaient un grand carcan circulaire en bois autour du cou du serf employé à moudre, pour l'empêcher de porter la farine à sa bouche avec la main.

[482] Le manque de cours d'eau vive et la surabondance d'eaux stagnantes forcèrent les Hollandais à user le vent comme force motrice. Ils empruntèrent le moulin à vent à l'Allemagne, on cette invention avait provoqué une belle brouille entre la noblesse, la prêtraille et l'empereur, pour savoir à qui des trois le vent appartenait. L'air asservit l'homme, disait-on en Allemagne, tandis que le vent constituait la liberté de la Hollande et rendait le Hollandais propriétaire de son sol. En 1836, on fut encore obligé d'avoir recours à douze mille moulins à vent d'une force de six mille chevaux, pour empêcher les deux tiers du pays de revenir à l'état marécageux.

[483] Elle fut, il est vrai, très améliorée par Watt, au moyen de la machine à vapeur dite à simple effet ; mais sous cette dernière forme elle resta toujours simple machine à soulever l'eau.

[484] « La réunion de tous ces instruments simples, mis en mouvement par un moteur unique, forme une machine. » (Babbage, l. c.)

[485] Dans un mémoire « sur les forces employées en agriculture » lu en janvier 1861 dans la *Society of Arts*, M. John C. Morton dit : « Toute amélioration qui a pour résultat de niveler et de rendre uniforme le sol, facilite l'emploi de la machine à vapeur pour la production de simple force mécanique... On ne peut se passer du cheval là où des haies tortueuses et d'autres obstacles empêchent l'action uniforme. Ces obstacles disparaissent chaque jour de plus en plus, Dans les opérations qui exigent plus de volonté que de force, la seule force qui puisse être employée est celle que dirige de minute en minute l'esprit de l'homme, c'est-à-dire la force humaine. » M. Morton ramène ensuite la force-vapeur, la force-cheval et la force humaine à l'unité de mesure employée ordinairement pour les machines à vapeur, autrement dit à la force capable d'élever 33 000 livres à la hauteur d'un pied dans une minute ; et calcule que les frais du cheval-vapeur appliqué à la machine, sont de 3 d. par heure, ceux du cheval de 5 1/2 d. En outre, le cheval, si on veut l'entretenir en bonne santé, ne peut travailler que 8 heures par jour. Sur un terrain cultivé la force-vapeur permet d'économiser pendant toute l'année au moins trois chevaux sur sept, et ses frais ne s'élèvent qu'à ce que les chevaux remplacés coûtent pendant les trois ou quatre mois où ils font leur besogne. Enfin, dans les opérations agricoles où elle peut être employée, la vapeur fonctionne beaucoup mieux que le cheval. Pour faire l'ouvrage de la machine à vapeur, il faudrait 66 hommes à

15 sh. par heure, et pour faire celui des chevaux 32 hommes à 8 sh. par heure.

[486] Faulhebr 1625, De Cous 1688.

[487] L'invention moderne des *turbines* fait disparaître bien des obstacles, qui s'opposaient auparavant à l'emploi de l'eau comme force motrice.

[488] « Dans les premiers jours des manufactures textiles, l'emplacement de la fabrique dépendait de l'existence d'un ruisseau possédant une chute suffisante pour mouvoir une roue hydraulique, et quoique l'établissement des moulins à eau portât le premier coup au système de l'industrie domestique, cependant les moulins situés sur des courants et souvent à des distances considérables les uns des autres, constituaient un système plutôt rural que citadin. Il a fallu que la puissance de la vapeur se substituât à celle de l'eau, pour que les fabriques fussent rassemblées dans les villes et dans les localités où l'eau et le charbon requis pour la production de la vapeur se trouvaient en quantité suffisante. L'engin à vapeur est le père des villes manufacturières. » (A. Redgrave, dans *Reports of the Insp. of Fact. 30 th. April 1860*, p. 36.)

[489] Au point de vue de la division manufacturière, le tissage n'était point un travail simple, mais un travail de métier très compliqué, et c'est pourquoi le métier à tisser mécanique est une machine qui exécute des opérations très variées. En général, c'est une erreur de croire que le machinisme moderne s'empare à l'origine précisément des opérations que la division manufacturière du travail avait simplifiées. Le tissage et le filage furent bien décomposés en genres de travail nouveaux, pendant la période des manufactures ; les outils qu'on y employait furent variés et perfectionnés, mais le procès de travail lui-même resta indivis et affaire de métier. Ce n'est pas le travail, mais le moyen de travail qui sert de point de départ à la machine.

[490] Avant l'époque de la grande industrie, la manufacture de laine était prédominante en Angleterre. C'est elle qui, pendant la première moitié du dix-huitième siècle, donna lieu à la plupart des essais et des expérimentations. Les expériences faites sur la laine profitèrent au coton, dont le maniement mécanique exige des préparations moins pénibles, de même que plus tard et inversement le tissage et le filage mécaniques du coton servirent de base à l'industrie mécanique de la laine. Quelques opérations isolées de la manufacture de laine, par exemple le cardage n'ont été incorporées que depuis peu au système de fabrique. « L'application de la mécanique au cardage de la laine... pratiquée sur une grande échelle depuis l'introduction de la machine à carder, celle de Lister spécialement, a eu indubitablement pour effet de mettre hors de travail un grand nombre d'ouvriers. Auparavant la laine était cardée à la main, le plus souvent dans l'habitation du cardeur. Elle est maintenant cardée dans la fabrique, et le travail à la main est supprimé, excepté dans quelques genres d'ouvrages particuliers où la laine cardée à la main est encore préférée. Nombre de cardeurs à la main trouvent de l'emploi dans les fabriques ; mais leurs produits sont si peu de chose comparativement à ceux que fournit la machine, qu'il ne peut plus être question d'employer ces ouvriers en grande proportion. » (*Rep. of Insp. of Fact, for 31 st. Oct. 1856*, p. 16.)

[491] « Le principe du système automatique est donc... de remplacer la division du travail parmi les artisans, par l'analyse du procédé dans ses principes constituants. » (Ure, l. c., t. I, p. 30.)

[492] Le métier à tisser mécanique dans sa première forme se compose principalement de bois ; le métier moderne perfectionné est en fer. Pour juger combien à l'origine la vieille forme du moyen de production influe sur la forme nouvelle, il suffit de comparer superficiellement le métier moderne avec l'ancien, les souffleries modernes dans les fonderies de fer avec la première reproduction mécanique de lourde allure du soufflet ordinaire, et mieux encore, de se rappeler qu'une des premières locomotives essayées, avait deux pieds qu'elle levait l'un après l'autre, comme un cheval. Il faut une longue expérience pratique et une science plus avancée, pour que la forme arrive à être déterminée complètement par le principe mécanique, et par suite complètement émancipée de la forme traditionnelle de l'outil.

[493] Le *cottongin* du Yankee Eli Whitney avait subi jusqu'à nos jours moins de modifications essentielles que n'importe quelle autre machine du dix-huitième siècle. Mais depuis une vingtaine d'années un autre Américain, M. Emery d'Albany, New York, au moyen d'un perfectionnement aussi simple qu'efficace, a fait mettre la machine de Whitney au rebut.

[494] *The Industry of Nations*. Lond., 1855, Part. II, p. 239. « Si simple et si peu important, y est-il dit, que puisse sembler extérieurement cet accessoire du tour, on n'affirme rien de trop en soutenant que son influence sur le perfectionnement et l'extension donnée au machinisme a été aussi grande que l'influence des améliorations apportées par Watt à la machine à vapeur. Son introduction a eu pour effet de perfectionner toutes les machines, d'en faire baisser le prix et de stimuler l'esprit d'invention. »

[495] Une de ces machines employée à Londres pour forger des *paddle-wheel shafts* porte le nom de « Thor ». Elle forge un shaft d'un poids de 16 1/2 tonnes et demie avec la même facilité qu'un forgeron un fer à cheval.

[496] Les machines qui travaillent dans le bois et peuvent aussi être employées dans des travaux d'artisan, sont la plupart d'invention américaine.

[497] La science ne coûte en général absolument rien au capitaliste, ce qui ne l'empêche pas de l'exploiter. La science d'autrui est incorporée au capital tout comme le travail d'autrui. Or appropriation « capitaliste » et appropriation personnelle, soit de la science, soit de la richesse, sont choses complètement étrangères l'une à l'autre. Le Dr Ure lui-même déplore l'ignorance grossière de la mécanique qui caractérise ses chers fabricants exploiters de machines savantes. Quant à l'ignorance en chimie des fabricants de produits chimiques, Liebig en cite des exemples à faire dresser les cheveux.

[498] Ricardo porte parfois son attention si exclusivement sur cet effet des machines (dont il ne se rend d'ailleurs pas plus compte que de la différence générale entre le procès de travail et le procès de formation de la plus-value) qu'il oublie la portion de valeur transmise par les machines au produit, et les met sur le même pied que les forces naturelles. « Adam Smith, dit-il par exemple, ne prise jamais trop bas les services que nous rendent les machines et les forces naturelles ; mais il distingue très exactement la nature de la valeur qu'elles ajoutent aux utilités... comme elles accomplissent leur œuvre gratuitement, l'assistance qu'elles nous procurent n'ajoute rien à la valeur d'échange. » (Ric., l. c., p. 336, 337.) L'observation de Ricardo est naturellement très juste si on l'applique à J. B. Say, qui se figure que les machines rendent le « service » de créer une valeur qui forme une part du profit du capitaliste.

[499] Le lecteur imbu de la manière de voir capitaliste, doit s'étonner naturellement qu'il ne soit pas ici question de « l'intérêt » que la machine ajoute au produit au prorata de sa valeur-capital. Il est facile de comprendre cependant, que la machine, attendu qu'elle ne produit pas plus de valeur nouvelle que n'importe quelle autre partie du capital constant, ne peut en ajouter aucune sous le nom « d'intérêt ». Nous expliquerons dans le troisième livre de cet ouvrage le mode de comptabilité capitaliste, lequel semble absurde au premier abord et en contradiction avec les lois de la formation de la valeur.

[500] Cette portion de valeur ajoutée par la machine diminue absolument et relativement, là où elle supprime des chevaux et en général des animaux de travail, qu'on n'emploie que comme forces motrices. Descartes, en définissant les animaux de simples machines, partageait le point de vue de la période manufacturière, bien différent de celui du moyen âge défendu depuis par de Haller dans sa *Restauration des sciences politiques*, et d'après lequel l'animal est l'aide et le compagnon de l'homme. Il est hors de doute que Descartes, aussi bien que Bacon croyait qu'un changement dans la méthode de penser amènerait un changement dans le mode de produire, et la domination pratique de l'homme sur la nature. On lit dans son *Discours sur la méthode* : « Il est possible (au moyen de la méthode nouvelle) de parvenir à des connaissances fort utiles à la vie, et qu'au lieu de cette philosophie spéculative qu'on enseigne dans les écoles, on en peut trouver une pratique, par laquelle, connaissant la force et les actions du feu, de l'eau, de l'air, des astres, et de tous les autres corps qui nous environnent, aussi distinctement que nous connaissons les divers métiers de nos artisans, nous les pourrions employer en même façon à tous les usages auxquels ils sont propres, et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature, etc., contribuer au perfectionnement de la vie humaine. » Dans la préface des *Discourses upon Trade*, de Sir Dudley North (1691), il est dit que la méthode de Descartes appliquée à l'économie politique, a commencé de la délivrer des vieilles superstitions et des vieux contes débités sur l'argent, le commerce, etc. La plupart des économistes anglais de ce temps se rattachaient cependant à la philosophie de Bacon et de Hobbes, tandis que Locke est devenu plus tard le philosophe de l'économie politique par excellence pour l'Angleterre, la France et l'Italie.

[501] D'après un compte rendu annuel de la Chambre de commerce d'Essen (octobre 1863), la fabrique d'acier fondu de Krupp, employant 161 fourneaux de forge, de fours à rougir les métaux et de fours à ciment, 32 machines à vapeur (c'était à peu près le nombre des machines employées à Manchester en 1800) et 14 marteaux à vapeur qui représentent ensemble 1236 chevaux, 49 chaufferies, 203 machines-outils, et environ 2400 ouvriers, a produit treize millions de livres d'acier fondu. Cela ne fait pas encore 2 ouvriers par cheval.

[502] Babbage calcule qu'à Java le filage à lui seul ajoute environ 117% à la valeur du coton, tandis qu'en Angleterre, à la même époque (1832), la valeur totale ajoutée au coton par la machine et le filage, se montait environ à 33% de la valeur de la matière première. (*On the Economy of Machinery*, p. 214.)

[503] 3b

[504] L'impression à la machine permet en outre d'économiser la couleur.

[505] « Ces agents muets (les machines) sont toujours le produit d'un travail beaucoup moindre que celui qu'ils déplacent, lors même qu'ils sont de la même valeur monétaire. » (Ricardo, l. c., p. 40.)

[506] « Ce n'est que par nécessité que les maîtres retiennent deux séries d'enfants au-dessous de treize ans... En fait, une classe de manufacturiers, les filateurs de laine, emploient rarement des enfants au-dessous de treize ans, c'est-à-dire des demi-temps. Ils ont introduit des machines

nouvelles et perfectionnées de diverses espèces, qui leur permettent de s'en passer. Pour donner un exemple de cette diminution dans le nombre des enfants, je mentionnerai un procès de travail dans lequel, grâce à l'addition aux machines existantes d'un appareil appelé piercing machine, le travail de six ou de quatre demi-temps, suivant la particularité de chaque machine, peut être exécuté par une jeune personne (au-dessus de treize ans)... C'est le système des demi-temps qui a suggéré l'invention de la piercing machine. » (*Reports of Insp. of Fact. for oct. 1858.*)

[507] « Il arrive souvent que la machine ne peut être employée à moins que le travail (il veut dire le salaire) ne s'élève. » (Ricardo l. c., p. 479.)

[508] Voy. : *Report of the Social Science Congress at Edinburgh. October 1863.*

[509] Le docteur Edward Smith, pendant la crise cotonnière qui accompagna la guerre civile américaine, fut envoyé par le gouvernement anglais dans le Lancashire, le Cheshire, etc., pour faire un rapport sur l'état de santé des travailleurs. On lit dans ce rapport : « Au point de vue hygiénique, et abstraction faite de la délivrance de l'ouvrier de l'atmosphère de la fabrique, la crise présente divers avantages. Les femmes des ouvriers ont maintenant assez de loisir pour pouvoir offrir le sein à leurs nourrissons au lieu de les empoisonner avec le cordial de Godfrey. Elles ont aussi trouvé le temps d'apprendre à faire la cuisine. » Malheureusement elles acquièrent ce talent culinaire au moment où elles n'avaient rien à manger, mais on voit comment le capital en vue de son propre accroissement avait usurpé le travail que nécessite la consommation de la famille. La crise a été aussi utilisée dans quelques écoles pour enseigner la couture aux ouvrières. Il a donc fallu une révolution américaine et une crise universelle pour que des ouvrières qui filent pour le monde entier apprennent à coudre.

[510] « L'accroissement numérique des travailleurs a été considérable par suite de la substitution croissante des femmes aux hommes et surtout des enfants aux adultes. Un homme d'âge mûr dont le salaire variait de 18 à 45 shillings par semaine, est maintenant remplacé par 3 petites filles de 13 ans payées de 6 à 8 shillings. » (Th. de Quincey : *The Logic of Politic Econ. Lond. 1845.* Note de la p.147.) Comme certaines fonctions de la famille, telles que le soin et l'allaitement des enfants, ne peuvent être tout à fait supprimées, les mères de famille confisquées par le capital sont plus ou moins forcées de louer des remplaçantes. Les travaux domestiques, tels que la couture, le raccommodage, etc., doivent être remplacés par des marchandises toutes faites. À la dépense amoindrie en travail domestique correspond une augmentation de dépense en argent. Les frais de la famille du travailleur croissent par conséquent et balancent le surplus de la recette. Ajoutons à cela qu'il y devient impossible de préparer et de consommer les subsistances avec économie et discernement. — Sur tout ces faits passés sous silence par l'économie politique officielle on trouve de riches renseignements dans les rapports des inspecteurs de fabrique, de la « *Children's Employment Commission* » de même que dans les « *Reports on Public Health* ».

[511] En contraste avec ce grand fait que ce sont les ouvriers mâles qui ont forcé le capital à diminuer le travail des femmes et des enfants dans les fabriques anglaises, les rapports les plus récents de la « *Children's Employment Commission* » contiennent des traits réellement révoltants sur les procédés esclavagistes de certains parents dans le trafic sordide de leurs enfants. Mais comme on peut le voir par ces rapports, le pharisien capitaliste dénonce lui-même la bestialité qu'il a créée, qu'il éternise et exploite et qu'il a baptisée du nom de Liberté du travail. « Le travail des enfants a été appelé en aide... même pour payer leur pain quotidien ; sans force pour supporter un labeur si disproportionné, sans instruction pour diriger leur vie dans l'avenir, ils ont été jetés dans une situation physiquement et moralement souillée. L'historien juif, à propos de la destruction de Jérusalem par Titus a donné à entendre qu'il n'était pas étonnant qu'elle eût subi une destruction si terrible, puisqu'une mère inhumaine avait sacrifié son propre fils pour apaiser les tourments d'une faim irrésistible. » (*Public Economy concentrated.* Carlisle, 1833, p. 56). Dans le « *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse* » (31 mai 1837), le docteur Perrot dit : « La misère engendre quelquefois chez les pères de famille un odieux esprit de spéculation sur leurs enfants, et des chefs d'établissement sont souvent sollicités pour recevoir dans leurs ateliers des enfants au-dessous de l'âge même où on les admet ordinairement. »

[512] A. Redgrave dans « *Reports of Insp. of Fact for 31 oct. 1858* », p. 40, 41.

[513] « *Children's Employment Commission.* » Voy. Report. Lond. 1866, p. 81, n. 31.

[514] « *Child. Employm. Comm. III Report.* » Lond. 1864, p. 53, et 15.

[515] L. c. V. Report., p. XXII, n. 137.

[516] « *Sixth Report on Public Health. Lond. 1864*, p. 34. » Dans les villes ouvrières en France la mortalité des enfants d'ouvriers au-dessous d'un an est de 20) 22% (chiffre de Roubaix). À Mulhouse elle a atteint 33% en 1863. Elle y dépasse toujours 30%. Dans un travail présenté à l'Académie de médecine, M. Devilliers, établit que la mortalité des enfants des familles aisées étant de 10%, celle des enfants d'ouvriers tisseurs est au minimum de 35%. (Discours de M. Boudet à l'Académie de médecine, séance du 27 novembre 1866.) Dans son 28^e *Bulletin*, la Société

industrielle de Mulhouse constate le « dépérissement t effrayant de la génération qui se développe. »

[517] « Elle (l'enquête de 1861)... a démontré que d'une part, dans les circonstances que nous venons de décrire, les enfants périssent par suite de la négligence et du dérèglement qui résultent des occupations de leurs mères, et d'autre part que les mères elles-mêmes deviennent de plus en plus dénaturées ; à tel point qu'elles ne se troublent plus de la mort de leurs enfants, et quelquefois même prennent des mesures directes pour assurer cette mort. » (L. c.)

[518] L. c., p. 454.

[519] L. c., p. 454-463. « *Report by Dr. Henry Julian Humer on the excessive mortality of infants in some rural districts of England.* »

[520] L. c., p. 35 et p. 455, 456.

[521] L. c. p. 456.

[522] « La consommation de l'opium se propage chaque jour parmi les travailleurs adultes et les ouvrières dans les districts agricoles comme dans les districts manufacturiers. Pousser la vente des opiat, tel est l'objet des efforts de plus d'un marchand en gros. Pour les droguistes c'est l'article principal. » (L. c. p. 459.) « Les nourrissons qui absorbaient des opiat devenaient rabougris comme de vieux petits hommes ou se ratatinaient à l'état de petits singes. » (L. c., p. 460.) Voilà la terrible vengeance que l'Inde et la Chine tirent de l'Angleterre.

[523] L. c. p. 37.

[524] « *Reports of Insp. of Fact. for 31 st. Oct. 1862*, p. 59. » Cet inspecteur de fabrique était médecin.

[525] Leonhard Horner dans « *Reports of Insp. of Fact. for 10 th. June 1857* », p. 17.

[526] Id. dans « *Rep. of Fact. for 31 st. Oct. 1855* », p. 18, 19.

[527] Sir John Kincaid dans « *Rep. of Insp. of Fact. for 31 st. Oct. 1858* », p. 31, 32.

[528] Leonhard Horner dans « *Reports, etc., for 31 st. October 1856*, p. 17. ».

[529] Id. l. c. p. 66.

[530] A. Redgrave dans « *Reports of Insp. of Fact. for 10 th. June 1857*, p. 41, 42 ». Dans les branches de l'industrie anglaise où règne depuis assez longtemps la loi des fabriques proprement dite (qu'il ne faut pas confondre avec le *Print Work's Act*), les obstacles que rencontraient les articles sur l'instruction ont été surmontés dans une certaine mesure. Quant aux industries non soumises à la loi, la manière de voir qui y prédomine est celle exprimée par le fabricant verrier J. Geddes devant le commissaire d'enquête M. White : « Autant que je puis en juger, le supplément d'instruction accordé à une partie de la classe ouvrière dans ces dernières années est un mal. Il est surtout dangereux, en ce qu'il la rend trop indépendante. » *Children's Empl. Commission. IV Report. London. 1865*, p. 253.

[531] « M. E... fabricant m'a fait savoir qu'il emploie exclusivement des femmes à ses métiers mécaniques ; il donne la préférence aux femmes mariées ; surtout à celles qui ont une famille nombreuse ; elles sont plus attentives et plus disciplinables que les femmes non mariées, et de plus sont forcées de travailler jusqu'à extinction pour se procurer les moyens de subsistance nécessaires. C'est ainsi que les vertus qui caractérisent le mieux la femme tournent à son préjudice. Ce qu'il y a de tendresse et de moralité dans sa nature devient l'instrument de son esclavage et de sa misère. » *Ten Hours' Factory Bill. The speech of Lord Ashley. Lond. 1844* ; p. 20.

[532] « Depuis l'introduction en grand de machines coûteuses, on a voulu arracher par force à la nature humaine beaucoup plus qu'elle ne pouvait donner. » (Robert Owen : *Observations on the effects of the manufacturing system. 2^{me} éd. Lond. 1817*.)

[533] Les Anglais qui aiment à confondre la raison d'être d'un fait social avec les circonstances historiques dans lesquelles il s'est présente originairement, se figurent souvent qu'il ne faut pas chercher la cause des longues heures de travail des fabriques ailleurs que dans l'énorme vol d'enfants, commis dès l'origine du système mécanique par le capital à la façon d'Hérode sur les maisons de pauvres et d'orphelins, vol par lequel il s'est incorporé un matériel humain dépourvu de toute volonté. Évidemment, dit par exemple Fielden, un fabricant anglais, « les longues heures de travail ont pour origine cette circonstance que le nombre d'enfants fournis par les différentes parties du pays a été si considérable, que les maîtres se sentant indépendants, ont une bonne fois établi la coutume au moyen du misérable matériel qu'ils s'étaient procuré par cette voie, et ont pu ensuite l'imposer à leurs voisins avec la plus grande facilité. » (J. Fielden : « *The Curse of the Factory system.* » *Lond. 1836*). Pour ce qui est du travail des femmes, l'inspecteur des fabriques Saunders dit dans son rapport de 1844 : « Parmi les ouvrières il y a des femmes qui sont occupées de 6 heures du matin à minuit pendant plusieurs semaines de suite, à peu de jours près, avec de deux heures pour les repas, de sorte que pour cinq jours de la semaine, sur les 24 heures de la journée, il ne leur en reste que 6 pour aller chez elles, s'y reposer et en revenir. »

[534] « On connaît le dommage que cause l'inaction des machines à des pièces de métal mobiles et délicates. » (Ure, l. c., t. II, p. 8.)

[535] Le *Manchester Spinner*, déjà cité (*Times*, 26 nov. 1862) dit : « cela (c'est-à-dire l'allocation pour la détérioration des machines) a pour but de couvrir la perte qui résulte constamment du remplacement des machines, avant qu'elles ne soient usées, par d'autres de construction nouvelle et meilleure. »

[536] « On estime en gros qu'il faut cinq fois autant de dépense pour construire une seule machine d'après un nouveau modèle, que pour reconstruire la même machine sur le même modèle. » (Babbage l. c., p. 349.)

[537] « Depuis quelques années il a été apporté à la fabrication des tulles des améliorations si importantes et si nombreuses, qu'une machine bien conservée, du prix de 1200 liv. st., a été vendue quelques années plus tard, 60 liv. st.... Les améliorations se sont succédé avec tant de rapidité que des machines sont restées inachevées dans les mains de leurs constructeurs mises au rebut par suite de l'invention de machines meilleures. Dans cette période d'activité dévorante, les fabricants de tulle prolongèrent naturellement le temps de travail de 8 heures à 24 heures en employant le double d'ouvriers. » (L. c., p. 377, 378 et 389.)

[538] « Il est évident que dans le flux et reflux du marché et parmi les expansions et contractions alternatives de la demande, il se présente constamment des occasions dans lesquelles le manufacturier peut employer un capital flottant additionnel sans employer un capital fixe additionnel... si des quantités supplémentaires de matières premières peuvent être travaillées sans avoir recours à une dépense supplémentaire pour bâtiments et machines. » (R. Torrens : *On wages and combination*. Lond., 1834, p. 63.)

[539] Cette circonstance n'est ici mentionnée que pour rendre l'exposé plus complet, car ce n'est que dans le troisième livre de cet ouvrage que je traiterai la question du taux du profit, c'est-à-dire le rapport de la plus-value au total du capital avancé.

[540] Senior : *Letters on the Factory act*. Lond. 1837, p. 13, 14.

[541] « La grande proportion du capital fixe au capital circulant... rend désirables les longues heures de travail. À mesure que le machinisme se développe etc. les motifs de prolonger les heures de travail deviennent de plus en plus grands, car c'est le seul moyen de rendre profitable une grande proportion du capital fixe. » (Senior l. c., p. 11-13.) « Il y a dans une fabrique différentes dépenses qui restent constantes, que la fabrique travaille plus ou moins de temps, par exemple la rente pour les bâtiments, les contributions locales et générales l'assurance contre l'incendie, le salaire des ouvriers qui restent là en permanence, les frais de détérioration des machines, et une multitude d'autres charges dont la proportion vis-à-vis du profit croit dans le même rapport que l'étendue de la production augmente. » (*Reports of the Insp. of Fact. for 31 st. oct. 1862*, p. 19.)

[542] On verra dans les premiers chapitres du livre III, pourquoi ni le capitaliste, ni l'économie politique qui partage sa manière de voir, n'ont conscience de cette contradiction.

[543] Sismondi et Ricardo ont le mérite d'avoir compris que la machine est un moyen de produire non seulement des marchandises, mais encore la surpopulation « redundant population ».

[544] F. Biese : *Die Philosophie des Aristoteles*. Zweiter Band., Berlin, 1842, p.408.

[545] ^a et ^b « Épargnez le bras qui fait tourner la meule, ô meunières, et dormez paisiblement ! Que le coq vous avertisse en vain qu'il Erreur de référence : Balise <ref> non valide ; le nom « p175 » est défini plusieurs fois avec des contenus différents

[546] Par le mot *intensification* nous désignons les procédés qui rendent le travail plus intense.

[547] Différents genres de travail réclament souvent par leur nature même différents degrés d'intensité et il se peut, ainsi que l'a déjà démontré Adam Smith, que ces différences se compensent par d'autres qualités particulières à chaque besogne. Mais comme mesure de la valeur, le temps de travail n'est affecté que dans les cas où la grandeur extensive du travail et son degré d'intensité constituent deux expressions de la même quantité qui s'excluent mutuellement.

[548] Voy : « *Reports of Insp. of Fact. for 31 st. Oct. 1865*. »

[549] « *Reports of Insp. of Fact. for 1844 and the quarter ending 30 th. april 1845* » p. 20, 21.

[550] L. c., p. 19. Comme chaque mètre fourni était payé aux ouvriers au même taux qu'auparavant, le montant de leur salaire hebdomadaire dépendait du nombre de mètres tissés.

[551] L. c. p. 20.

[552] L'élément moral joua un grand rôle dans ces expériences. « Nous travaillons avec plus d'entrain », dirent les ouvriers à l'inspecteur de la fabrique, « nous avons devant nous la perspective de partir de meilleure heure et une joyeuse ardeur au travail anime la fabrique depuis le plus jeune jusqu'au plus vieux, de sorte que nous pouvons nous aider considérablement les uns les autres. » l. c.

[553] John Fielden, l. c., p. 32.

[554] Les mules que l'ouvrier doit suivre avancent et reculent alternativement ; quand elles avancent, les écheveaux sont étirés en fils allongés. Le rattacheur doit saisir le moment où le chariot est proche du porte-système pour rattacher des filés cassés ou casser des filés mal venus. Les calculs

cités par Lord Ashley étaient faits par un mathématicien qu'il avait envoyé à Manchester dans ce but.

[555] Il s'agit d'un fileur qui travaille à la fois à deux mules se faisant vis-à-vis.

[556] Lord Ashley, l. c. *passim*.

[557] « *Reports of Insp. of Fact. for 1845* », p. 20.

[558] L. c. p. 22.

[559] *Rep. of Insp. of Fact. for 31 st. Oct. 1862*, p. 62.

[560] Il n'en est plus de même à partir du « Parliamentary Return » de 1862. Ici la force-cheval réelle des machines et des roues hydrauliques modernes remplace la force nominale. Les broches pour le tordage ne sont plus confondues avec les broches proprement dites (comme dans les Returns de 1839, 1850 et 1856) ; en outre, on donne pour les fabriques de laine le nombre des « *gigs* » ; une séparation est introduite entre les fabriques de *jute* et de chanvre d'une part et celles de lin de l'autre, enfin la bonneterie est pour la première fois mentionnée dans le rapport.

[561] « *Reports of Insp. of Fact. for 31 st. Oct 1856* », p. 11.

[562] L. c. p. 14, 15.

[563] L. c. p. 20.

[564] *Reports, etc., for 31 st. Oct. 1858*, p. 9, 10. *Comp. Reports, etc., for 30 th. April 1860*, p. 30 et suiv.

[565] *Reports of Insp. of Fact. for 31 st. Oct. 1862*, p. 100 et 130.

[566] Avec le métier à vapeur moderne un tisserand fabrique aujourd'hui, en travaillant sur deux métiers soixante heures par semaine, vingt-six pièces d'une espèce particulière de longueur et largeur données, tandis que sur l'ancien métier à vapeur il n'en pouvait fabriquer que quatre. Les frais d'une pièce semblable étaient déjà tombés au commencement de 1850 de trois francs quarante à cinquante-deux centimes.

« Il y a 30 ans (1841) on faisait surveiller par un fileur et deux aides dans les fabriques de coton une paire de mules avec trois cents à trois cent vingt-quatre broches. Aujourd'hui le fileur avec cinq aides doit surveiller des mules dont le nombre de broches est de deux mille deux cents et qui produisent pour le moins sept fois autant de filés qu'en 1841. » (*Alexandre Redgrave*, inspecteur de fabrique, dans le « *Journal of the Society of Arts* », January 5, 1872.)

[567] *Rep. etc. 31 st. Oct. 1861*, p. 25, 26.

[568] L'agitation des huit heures commença en 1867 dans le Lancashire parmi les ouvriers de fabrique.

[569] Les quelques chiffres suivants mettent sous les yeux le progrès des fabriques proprement dites dans le Royaume-Uni depuis 1848 :

DÉSIGNATION	QUANTITÉ EXPORTÉE 1848	QUANTITÉ EXPORTÉE 1851
FABRIQUE DE COTON.		
Coton filé	liv. 135,831,162	liv. 143,966,108
Fil à coudre	yard (= 0,914 met.)	l. 4,392,176
Tissus de coton	y. 1,091,373,930	y. 1,543,161,789
FABRIQUE DE LIN ET DE CHANVRE		
Filé	l. 11,722,182	l. 18,841,326
Tissus	y. 88,901,519	y. 129,106,753
FABRIQUE DE SOIE		
Filé de différentes sortes	l. 466,825	l. 462,513
Tissus		y. 1,181,455
FABRIQUE DE LAINE		
Laine filée	q. (quintal)	l. 14,670,880
Tissus	y.	y. 241,120,973

DÉSIGNATION	VALEUR EXPORTÉE 1848	VALEUR EXPORTÉE 1851
FABRIQUE DE COTON.		
	<i>liv. st.</i>	<i>liv. st.</i>
Coton filé	15,927,831	6,634,026
Tissus	16,753,369	23,453,810
FABRIQUE DE LIN ET DE CHANVRE		
Filé	493,449	952,456
Tissus	2,802,789	4,107,396
FABRIQUE DE SOIE		
Filé divers	77,789	195,380
Tissus		1,130,398
FABRIQUE DE LAINE		
Laine filée	776,975	1,484,544
Tissus	5,733,828	8,377,183

DÉSIGNATION	QUANTITÉ EXPORTÉE 1860	QUANTITÉ EXPORTÉE 1865
FABRIQUE DE COTON.		
Coton filé	l. 197,843,655	liv. 103,751,455
Fil à coudre	l. 6,297,554	l. 4,648,611
Tissus de coton	y. 2,776,218,427	y. 2,015,237,851
FABRIQUE DE LIN ET DE CHANVRE		
Filé	l. 31,210,612	l. 36,777,334
Tissus	y. 143,996,773	y. 247,012,529
FABRIQUE DE SOIE		
Filé de différentes sortes	l. 897,402	l. 812,589
Tissus	y. 1,307,293	y. 2,869,837
FABRIQUE DE LAINE		
Laine filée	l. 27,533,958	l. 31,669,267
Tissus	y. 190,381,537	y. 278,837,438

DÉSIGNATION	VALEUR EXPORTÉE 1860	VALEUR EXPORTÉE 1865
FABRIQUE DE COTON.		

	<i>liv. st.</i>	<i>liv. st.</i>
Coton filé	9,870,875	10,351,049
Tissus	42,141,505	46,903,793
FABRIQUE DE LIN ET DE CHANVRE		
Filé	1,801,272	2,505,497
Tissus	4,804,803	9,155,318
FABRIQUE DE SOIE		
Filé divers	918,342	768,067
Tissus	1,587,303	1,409,221
FABRIQUE DE LAINE		
Laine filée	3,843,540	5,424,017
Tissus	12,156,998	20,102,259

(Voy. les livres bleus : *Statistical Abstract for the U. Kingd.*, n. 8 et n. 13. Lond., 1861 et 1866.)

Dans le Lancashire le nombre des fabriques s'est accru entre 1839 et 1850 seulement de 4%, entre 1850 et 1856 de 19%, entre 1856 et 1862 de 33%, tandis que dans les deux périodes de onze ans le nombre des personnes employées a grandi absolument et diminué relativement, c'est-à-dire comparé à la production et au nombre des machines. *Comp. Rep. of Insp. of Fact. for 31 st. Oct. 1862*, p. 63. Dans le Lancashire c'est la fabrique de coton qui prédomine. Pour se rendre compte de la place proportionnelle qu'elle occupe dans la fabrication des filés et des tissus en général, il suffit de savoir qu'elle comprend 45.2% de toutes les fabriques de ce genre en Angleterre, en Écosse et en Irlande, 81.4% de toutes les broches du Royaume-Uni, 83.3% de tous les métiers à vapeur, 72.6% de toute la force motrice et 52.8% du nombre total des personnes employées. (L. c., p. 62, 63.)

[570] Ure, l. c. p. 19, 20, 26.

[571] L. c. p. 31. — Karl Marx, l. c. p. 140, 141.

[572] La législation de fabrique anglaise exclut expressément de son cercle d'action les travailleurs mentionnés les derniers dans le texte comme n'étant pas des ouvriers de fabrique, mais les « Returns » publiés par le Parlement comprennent expressément aussi dans la catégorie des ouvriers de fabrique non seulement les ingénieurs, les mécaniciens, etc., mais encore les directeurs, les commis, les inspecteurs de dépôts, les garçons qui font les courses, les emballeurs, etc. ; en un mot tous les gens à l'exception du fabricant — tout cela pour grossir le nombre apparent des ouvriers occupés par les machines.

[573] Ure en convient lui-même. Après avoir dit que les ouvriers, en cas d'urgence peuvent passer d'une machine à l'autre à la volonté du directeur, il s'écrie d'un ton de triomphe : « De telles mutations sont en contradiction flagrante avec l'ancienne routine qui divise le travail et assigne à tel ouvrier la tâche de façonner la tête d'une épingle et à tel autre celle d'en aiguiser la pointe. » Il aurait du bien plutôt se demander pourquoi dans la fabrique automatique cette « ancienne routine » n'est abandonnée qu'en « cas d'urgence ».

[574] En cas d'urgence comme par exemple pendant la guerre civile américaine, l'ouvrier de fabrique est employé par le bourgeois aux travaux les plus grossiers, tels que construction de routes, etc. Les ateliers nationaux anglais de 1862 et des années suivantes pour les ouvriers de fabrique en chômage se distinguent des *ateliers nationaux* français de 1848 en ce que dans ceux-ci les ouvriers avaient à exécuter des travaux improductifs aux frais de l'État tandis que dans ceux-là ils exécutaient des travaux productifs au bénéfice des municipalités et de plus à meilleur marché que les ouvriers réguliers avec lesquels on les mettait ainsi en concurrence. « L'apparence physique des ouvriers des fabriques de coton s'est améliorée. J'attribue cela... pour ce qui est des hommes à ce qu'ils sont employés à l'air libre à des travaux publics. » (Il s'agit ici des ouvriers de Preston que l'on faisait travailler à l'assainissement des marais de cette ville.) (*Rep. of Insp. of Fact.*, oct. 1865, p. 59.)

[575] Exemple : Les nombreux appareils mécaniques qui ont été introduits dans la fabrique de laine depuis la loi de 1844 pour remplacer le travail des enfants. Dès que les enfants des fabricants eux-mêmes auront à faire leur école comme manœuvres cette partie a peine encore explorée de la mécanique prendra aussitôt un merveilleux essor.

« Les mules automatiques sont des machines des plus dangereuses. La plupart des accidents frappent les petits enfants rampant à terre au-dessous des mules en mouvement pour balayer le

plancher... L'invention d'un balayeur automatique quelle heureuse contribution ne serait-elle à nos mesures protectrices ! » (*Rep. of Insp. of Fact., for 31 st. oct.* 1866, p. 63.)

[576] Après cela on pourra apprécier l'idée ingénieuse de Proudhon qui voit dans la machine une synthèse non des instruments de travail, mais « une manière de réunir diverses particules du travail, que la division avait séparées. » Il fait en outre cette découverte aussi historique que prodigieuse que « la période des machines se distingue par un caractère particulier, c'est le *salariat* ».

[577] F. Engels, *l. c.*, p. 217. Même un libre-échangiste des plus ordinaires et optimiste par vocation, M. Molinari, fait cette remarque : « Un homme s'use plus vite en surveillant quinze heures par jour l'évolution d'un mécanisme, qu'en exerçant dans le même espace de temps sa force physique. Ce travail de surveillance, qui servirait peut-être d'utile gymnastique à l'intelligence, s'il n'était pas trop prolongé, détruit à la longue, par son excès, et l'intelligence et le corps même. » (G. de Molinari : *Études économiques*. Paris, 1846.)

[578] F. Engels, *l. c.*, p. 216.

[579] « *The Master Spinners' and Manufacturers' Defence Fund. Report of the Committee. Manchester* 1854 », p. 17. On verra plus tard que le « Maître » chante sur un autre ton, dès qu'il est menacé de perdre ses automates « vivants ».

[580] Ure, *l. c.*, p. 22, 23. Celui qui connaît la vie d'Arkwright ne s'avisera jamais de lancer l'épithète de « noble » à la tête de cet ingénieux barbier. De tous les grands inventeurs du 18^e siècle, il est sans contredit le plus grand voleur des inventions d'autrui.

[581] « L'esclavage auquel la bourgeoisie a soumis le prolétariat, se présente sous son vrai jour dans le système de la fabrique. Ici toute liberté cesse de fait et de droit. L'ouvrier doit être le matin dans la fabrique à 5 heures et demie ; s'il vient deux minutes trop tard, il encourt une amende ; s'il est en retard de dix minutes, on ne le laisse entrer qu'après le déjeuner, et il perd le quart de son salaire journalier. Il lui faut manger, boire et dormir sur commande... La cloche despotique lui fait interrompre son sommeil et ses repas. Et comment se passent les choses à l'intérieur de la fabrique ? Ici le fabricant est législateur absolu. Il fait des règlements, comme l'idée lui en vient, modifie et amplifie son code suivant son bon plaisir, et s'il y introduit l'arbitraire le plus extravagant, les tribunaux disent aux travailleurs : Puisque vous avez accepté volontairement ce contrat, il faut vous y soumettre... Ces travailleurs sont condamnés à être ainsi tourmentés physiquement et moralement depuis leur neuvième année jusqu'à leur mort. » (*Fr. Engels, l. c., p. 227 et suiv.*) Prenons deux cas pour exemples de ce que « disent les tribunaux ». Le premier se passe à Sheffield, fin de 1866. Là un ouvrier s'était loué pour deux ans dans une fabrique métallurgique. À la suite d'une querelle avec le fabricant, il quitta la fabrique et déclara qu'il ne voulait plus y rentrer à aucune condition. Accusé de rupture de contrat, il est condamné à deux mois de prison. (Si le fabricant lui-même viole le contrat, il ne peut être traduit que devant les tribunaux civils et ne risque qu'une amende.) Les deux mois finis, le même fabricant lui intime l'ordre de rentrer dans la fabrique d'après l'ancien contrat. L'ouvrier s'y refuse alléguant qu'il a purgé sa peine. Traduit de nouveau en justice, il est de nouveau condamné par le tribunal, quoique l'un des juges, M. *Shee*, déclare publiquement que c'est une énormité juridique, qu'un homme puisse être condamné périodiquement pendant toute sa vie pour le même crime ou délit. Ce jugement fut prononcé non par les « Great Unpaid », les Ruraux provinciaux, mais par une des plus hautes cours de justice de Londres. — Le second cas se passe dans le Wiltshire, fin novembre 1863. Environ 30 tisseuses au métier à vapeur occupées par un certain Harrupp, fabricant de draps de Leower's Mill, Westbury Leigh, se mettaient en grève parce que le susdit Harrupp avait l'agréable habitude de faire une retenue sur leur salaire pour chaque retard le matin. Il retenait 6 d. pour 2 minutes, 1 sh. pour 3 minutes et 1 sh. 6 d. pour 10 minutes. Cela fait à 12 fr. 1/5 c. par heure, 112 fr. 50 c. par jour, tandis que leur salaire en moyenne annuelle ne dépassait jamais 12 à 14 francs par semaine. Harrupp avait aposté un jeune garçon pour sonner l'heure de la fabrique. C'est ce dont celui-ci s'acquittait parfois avant 6 heures du matin, et dès qu'il avait cessé, les portes étaient fermées et toutes les ouvrières qui étaient dehors subissaient une amende. Comme il n'y avait pas d'horloge dans cet établissement, les malheureuses étaient à la merci du petit drôle inspiré par le maître. Les mères de famille et les jeunes filles comprises dans la grève déclarèrent qu'elles se remettraient à l'ouvrage dès que le sonneur serait remplacé par une horloge et que le tarif des amendes serait plus rationnel. Harrupp cita dix-neuf femmes et filles devant les magistrats, pour rupture de contrat. Elles furent condamnées chacune à 6 d. d'amende et à 2 sh. pour les frais, à la grande stupéfaction de l'auditoire. Harrupp, au sortir du tribunal, fut salué des sifflets de la foule.

— Une opération favorite des fabricants consiste à punir leurs ouvriers des défauts du matériel qu'ils leur livrent en faisant des retenues sur leur salaire. Cette méthode provoqua en 1866 une grève générale dans les poteries anglaises. Les rapports de la « *Child. Employm. Commiss.* » (1863-1866) citent des cas où l'ouvrier, au lieu de recevoir un salaire, devient par son travail et en vertu des punitions réglementaires, le débiteur de son bienfaisant maître. La dernière disette de coton a

fourni nombre de traits édifiants de l'ingéniosité des philanthropes de fabrique en matière de retenues sur le salaire. « J'ai eu moi-même tout récemment, dit l'inspecteur de fabrique *R. Baker*, à faire poursuivre juridiquement un fabricant de coton parce que, dans ces temps difficiles et malheureux, il retenait à quelques jeunes garçons (au-dessus de 13 ans) dix pence pour le certificat d'âge du médecin, lequel ne lui coûte que 6 d. et sur lequel la loi ne permet de retenir que 3 d., l'usage étant même de ne faire aucune retenue... Un autre fabricant, pour atteindre le même but, sans entrer en conflit avec la loi, fait payer un shilling à chacun des pauvres enfants qui travaillent pour lui, à titre de frais d'apprentissage du mystérieux art de filer, dès que le témoignage du médecin les déclare mûrs pour cette occupation. Il est, comme on le voit, bien des détails cachés qu'il faut connaître pour se rendre compte de phénomènes aussi extraordinaires que les grèves par le temps qui court (il s'agit d'une grève dans la fabrique de Darwen, juin 1863, parmi les tisseurs à la mécanique). » *Reports of Insp. of Fact., for 30 th. April 1863.* (Les rapports de fabrique s'étendent toujours au-delà de leur date officielle.)

[582] « Les lois pour protéger les ouvriers contre les machines dangereuses n'ont pas été sans résultats utiles.

« Mais il existe maintenant de nouvelles sources d'accidents inconnus il y a vingt ans, surtout la vélocité augmentée des machines. Roues, cylindres, broches et métiers à tisser sont chassés par une force d'impulsion toujours croissante ; les doigts doivent saisir les filés cassés avec plus de rapidité et d'assurance ; s'il y a hésitation ou imprévoyance, ils sont sacrifiés... Un grand nombre d'accidents est occasionné par l'empressement des ouvriers à exécuter leur besogne aussi vite que possible. Il faut se rappeler qu'il est de la plus haute importance pour les fabricants de faire fonctionner leurs machines sans interruption, c'est-à-dire de produire des filés et des tissus. L'arrêt d'une minute n'est pas seulement une perte en force motrice, mais aussi en production. Les surveillants, ayant un intérêt monétaire dans la quantité du produit, excitent les ouvriers à faire vite et ceux-ci, payés d'après le poids livré ou à la pièce n'y sont pas moins intéressés. Quoique formellement interdite dans la plupart des fabriques, la pratique de nettoyer des machines en mouvement est générale. Cette seule cause a produit pendant les derniers six mois, 906 accidents funestes. Il est vrai qu'on nettoie tous les jours, mais le vendredi et surtout le samedi sont plus particulièrement fixés pour cette opération qui s'exécute presque toujours durant le fonctionnement des machines... Comme c'est une opération qui n'est pas payée, les ouvriers sont empressés d'en finir. Aussi, comparés aux accidents des jours précédents, ceux du vendredi donnent un surcroît moyen de 12 p. 100, ceux du samedi un surcroît de vingt-cinq et même de plus de 50 p. 100, si on met en ligne de compte que le travail ne dure le samedi que sept heures et demie. » (*Reports of Insp. of Fact. for 31 st. Oct. London 1867*, p. 9, 15, 16, 17.)

[583] Dans le premier chapitre du livre III je rendrai compte d'une campagne d'entrepreneurs anglais contre les articles de la loi de fabrique relatifs à la protection des ouvriers contre les machines. Contentons-nous d'emprunter ici une citation d'un rapport officiel de l'inspecteur Leonhard Horner : « J'ai entendu des fabricants parler avec une frivolité inexcusable de quelques-uns des accidents, dire par exemple que la perte d'un doigt est une bagatelle. La vie et les chances de l'ouvrier dépendent tellement de ses doigts qu'une telle perte a pour lui les conséquences les plus fatales. Quand j'entends de pareilles absurdités, je pose immédiatement cette question : Supposons que vous ayez besoin d'un ouvrier supplémentaire et qu'il s'en présente deux également habiles sous tous les rapports, lequel choisiriez-vous ? Ils n'hésitaient pas un instant à se décider pour celui dont la main est intacte... Ces messieurs les fabricants ont des faux préjugés contre ce qu'ils appellent une législation pseudo-philanthropique. » (*Reports of Insp. of Fact for 31 st. Oct. 1855.*) Ces fabricants sont de madrés compères et ce n'est pas pour des prunes qu'ils acclamèrent avec exaltation la révolte des esclavagistes américains.

[584] Cependant dans les établissements soumis le plus longtemps à la loi de fabrique, bien des abus anciens ont disparu. Arrive à un certain point le perfectionnement ultérieur du système mécanique exige lui-même une construction perfectionnée des bâtiments de fabrique laquelle profite aux ouvriers. (*V. Report. etc. for 31 st oct. 1863*, p. 109.)

[585] Voy entre autres : *John Houghton : Husbandry and Trade improved.* Lond., 1727, *The advantages of the East India Trade* 1720, *John Bellers l. c.* « Les maîtres et les ouvriers sont malheureusement en guerre perpétuelle les uns contre les autres. Le but invariable des premiers est de faire exécuter l'ouvrage le meilleur marché possible et ils ne se font pas faute d'employer toute espèce d'artifices pour y arriver tandis que les seconds sont à l'affût de toute occasion qui leur permette de réclamer des salaires plus élevés. » *An Inquiry into the causes of the Present High Prices of Provision*, London, 1767. Le Rév. Nathaniel Forster est l'auteur de ce livre anonyme sympathique aux ouvriers.

[586] « In hac orbe ante hos viginti circiter annos instrumentum quidam invenerunt textorium, quo solus quis plus parvi et facilius conficere poterat, quam plures aequali tempore. Hinc turboe ortoe et queruloes textorum, tanderrique usus hujus instrumenti a magistratu prohibitus est. »

Boxhorn : *Inst. Pol.* 1663.

[587] La révolte brutale des ouvriers contre les machines s'est renouvelée de temps en temps encore dans des manufactures de vieux style, p. ex. en 1865 parmi les polisseurs de limes à Sheffield.

[588] Sir James Steuart comprend de cette manière l'effet des machines. « Je considère donc les machines comme des moyens d'augmenter (virtuellement) le nombre des gens industriels qu'on n'est pas obligé de nourrir... En quoi l'effet d'une machine diffère-t-il de celui de nouveaux habitants ? » (Traduct. franç. t. I, l. 1, ch. XIX.) Bien plus naïf est Petty qui prétend qu'elle remplace la « Polygamie ». Ce point de vue peut, tout au plus être admis pour quelques parties des États-Unis. D'un autre côté : « Les machines ne peuvent que rarement être employées avec succès pour abrégier le travail d'un individu : il serait perdu plus de temps à les construire qu'il n'en serait économisé par leur emploi. Elles ne sont réellement utiles que lorsqu'elles agissent sur de grandes masses, quand une seule machine peut assister le travail de milliers d'hommes. C'est conséquemment dans les pays les plus peuplés, là où il y a le plus d'hommes oisifs, qu'elles abondent le plus. Ce qui en réclame et en utilise l'usage, ce n'est pas la rareté d'hommes, mais la facilité avec laquelle on peut en faire travailler des masses. » *Piercy Ravenstone : Thoughts on the Funding System and its Effects*. Lond., 1824, p.45.

[589] « La machine et le travail sont en concurrence constante. » (*Ricardo*, l. c. p. 479.)

[590] Ce qui avant l'établissement de la loi des pauvres (en 1833) fit en Angleterre prolonger la concurrence entre le tissu à la main et le tissu à la mécanique, c'est que l'on faisait l'appoint des salaires tombés par trop au-dessous du minimum, au moyen de l'assistance des paroisses. « Le Rév. Turner était en 1827, dans le Cheshire, recteur de Wilmslow, district manufacturier. Les questions du comité d'émigration et les réponses de M. Turner montrent comment on maintenait la lutte du travail humain contre les machines. *Question* : L'usage du métier mécanique n'a-t-il pas remplacé celui du métier à la main ? *Réponse* : Sans aucun doute ; et il l'aurait remplacé bien davantage encore, si les tisseurs à la main n'avaient pas été mis en état de pouvoir se soumettre à une réduction de salaire. *Question* : Mais en se soumettant ainsi, ils acceptent des salaires insuffisants, et ce qui leur manque pour s'entretenir, ils l'attendent de l'assistance paroissiale ? *Réponse* : Assurément, et la lutte entre le métier à la main et le métier à la mécanique est en réalité maintenue par la taxe des pauvres. Pauvreté dégradante ou expatriation, tel est donc le bénéfice que recueillent les travailleurs de l'introduction des machines. D'artisans respectables et dans une certaine mesure indépendants ils deviennent de misérables esclaves qui vivent du pain avilissant de la charité. C'est ce qu'on appelle un inconvénient temporaire. » *A Price Essay on the comparative merits of Competition and Cooperation*. Lond., 1834, p. 9.

[591] Lancer quelqu'un dans l'éternité — *to launch somebody into eternity* — est l'expression euphémique que les journaux anglais emploient pour annoncer les hauts faits du bourreau.

[592] « La même cause qui peut accroître le revenu du pays, (c'est-à-dire, comme Ricardo l'explique au même endroit, les revenus des *Landlords* et des *capitalistes*, dont la richesse, au point de vue des économistes, forme la richesse nationale) cette

[593] « *Reports of Insp. of Fact.* 31 Oct. 1858 », p. 43.

[594] « *Reports etc.*, 31 Oct. 1856 », p. 15.

[595] Ure, l. c., t. I. p. 29 : « Le grand avantage des machines pour la cuite des briques, c'est qu'elles rendent les patrons tout à fait indépendants des ouvriers habiles. » (*Child. Employ. Comm. V. Report. London*, 1866 p. 180, n. 46. — M. A. Sturreck, surveillant du département des machines du *Great Northern Railway*, dit au sujet de la construction des machines (locomotives, etc.) devant la Commission royale d'enquête : « Les ouvriers dispendieux sont de jour en jour moins employés. En Angleterre la productivité des ateliers est augmentée par l'emploi d'instruments perfectionnés et ces instruments sont à leur tour fabriqués par une classe inférieure d'ouvriers. » Auparavant « il fallait des ouvriers habiles pour produire toutes les parties des machines ; maintenant ces parties de machines sont produites par un travail de qualité inférieure, mais avec de bons instruments... Par instruments, j'entends les machines employées à la construction de machines. » (*Royal Commission on Railways, Minutes of Evidence*. N° 17 863. *London*, 1867.)

[596] Ure, l. c. p. 30.

[597] L. c. t. II, p. 67.

[598] L. c.

[599] *Rep. of Insp. of Fact.* 31 st. oct. 1863, p. 108 et suiv.

[600] L. c., p. 109. Le perfectionnement rapide des machines pendant la crise cotonnière permit aux fabricants anglais, une fois la guerre civile américaine terminée, de pouvoir encombrer de nouveau tous les marchés du monde. Dans les derniers six mois de 1866 les tissus étaient déjà devenus presque invendables quand les marchandises envoyées en commission aux Indes et à la

Chine vinrent rendre l'encombrement encore plus intense. Au commencement de 1867 les fabricants eurent recours à leur expédient ordinaire, l'abaissement du salaire. Les ouvriers s'y opposèrent et déclarèrent, avec raison au point de vue théorique que le seul remède était de travailler peu de temps, quatre jours par semaine. Après plus ou moins d'hésitations les capitaines d'industrie durent accepter ces conditions, ici avec, là sans réduction des salaires de 5%.

[601] « Les rapports entre maîtres et ouvriers dans les opérations du soufflage du flintglass et du verre de bouteille, sont caractérisés par une grève chronique. » De là l'essor de la manufacture de verre pressé dans laquelle les opérations principales sont exécutées mécaniquement. Une raison sociale de Newcastle qui produisait annuellement 350, 000 livres de flintglass soufflé, produit maintenant à leur place 3, 000, 500 livres de verre pressé. *Ch. Empl. Comm. IV Report.* 1865, p. 262, 263.

[602] *Gaskell : The Manufacturing population of England. Lond., 1833, p. 3, 4*

[603] Par suite de grèves dans son atelier de construction M. Fairbairn a été amené à faire d'importantes applications mécaniques pour la construction des machines.

[604] *Ure, l. c., t. 11, p. 141, 142, 140.*

[605] *L. c. t. I, p. 10.*

[606] *L. c., t. II, p. 143, 5, 6, 68, 67, 33.*

[607] Ricardo partagea d'abord cette manière de voir ; mais il la rétracta plus tard expressément avec cette impartialité scientifique et cet amour de la vérité qui le caractérisent. *V. ses Princ. of Pol. Ec., ch. XXXI, on Machinery.*

[608] *Nota bene.* — Cet exemple est dans le genre de ceux des économistes que je viens de nommer.

[609] On a bien le droit de pallier des maux avec des mots.

[610] Un Ricardien relève à ce propos les fadaïses de J. B. Say : « Quand la division du travail est très développée, l'aptitude des ouvriers ne trouve son emploi que dans la branche spéciale de travail pour laquelle ils ont été formés ; ils ne sont eux-mêmes qu'une espèce de machine. Rien de plus absurde que de répéter sans cesse comme des perroquets que les choses ont une tendance à trouver leur niveau. Il suffit de regarder autour de soi pour voir qu'elles ne peuvent de longtemps trouver ce niveau, et que si elles le trouvent, il est beaucoup moins élevé qu'au point de départ. » (*An Inquiry into those principles respecting the Nature of Demand, etc. London, 1821, p. 72.*)

[611] « S'il est avantageux de développer de plus en plus l'habileté de l'ouvrier de manière à le rendre capable de produire un quantum de marchandises toujours croissant avec un quantum de travail égal ou inférieur, il doit être également avantageux que l'ouvrier se serve des moyens mécaniques qui l'aident avec le plus d'efficacité à atteindre ce résultat. » (*Mac Culloch, Princ. of Pol. Econ., Lond., 1830, p. 166.*)

[612] « L'auteur de la machine à filer le coton a ruiné l'Inde, *ce qui nous touche peu.* » *A. Thiers : De la Propriété.* L'éminent homme d'État confond la machine à filer avec la machine à tisser, ce qui d'ailleurs *nous touche peu.*

[613] *Census of 1861, vol. II, Lond., 1863.*

[614] Il y avait 3329 ingénieurs civils.

[615] Comme le fer est une des matières premières les plus importantes, remarquons que l'Angleterre (y compris le pays de Galles) occupait en 1861 : 125 771 fondeurs, dont 123 430 hommes et 2 341 femmes. Parmi les premiers 30 810 avaient moins et 92 620 plus de vingt ans.

[616] On appela *Border Slave States* les États esclavagistes intermédiaires entre les États du Nord et ceux du Sud auxquels ils vendaient des nègres élevés pour l'exportation comme du bétail.

[617] *Gaskell, l. c. p. 25-27.*

[618] F. Engels, dans son ouvrage déjà cité sur la situation des classes ouvrières, démontre l'état déplorable d'une grande partie de ces ouvriers de luxe. On trouve de nouveaux et nombreux documents sur ce sujet dans les rapports de la « *Child. Employm. Commission* ».

[619] En Angleterre y compris le pays de Galles, il y avait en 1861, dans la marine de commerce 94,665 marins.

[620] Dont 177 596 seulement du sexe masculin au-dessus de 13 ans.

[621] Dont 30 501 du sexe féminin.

[622] Dont 137 447 du sexe masculin. — De ce nombre de 1 208 658 est exclu tout le personnel qui sert dans les hôtels et autres lieux publics. De 1861 à 1870 le nombre des gens du service mâles avait presque doublé. Il atteignait le chiffre de 267 671. Il y avait en 1847 (pour les parcs et garennes aristocratiques) 1 694 gardes-chasse, mais en 1869 il y en avait 4 961. Les jeunes filles de service engagées dans la petite classe moyenne s'appellent à Londres du nom caractéristique de « *slaveys* » (petites esclaves).

[623] « La proportion suivant laquelle la population d'un pays est employée comme domestique, au service des classes aisées, indique son progrès en richesse nationale et civilisation. » R. M.

Martin : « Ireland before and after the Union » 3^e édit., Lond., 1848, p. 179.

[624] Cet affreux charabia se trouve dans l'ouvrage : « *Des systèmes d'économie politique*, etc. » par M. Ch. Ganihl. 2^e éd., Paris, 1821, t. II, p. 224. Comp. Ibid., p. 212.

[625] *Reports of Insp. of Fact.*, 31 oct. 1865, p. 58 et suiv. En même temps, il est vrai, 110 nouvelles fabriques, comptant 11 625 métiers à tisser, 628 756 broches, 2 695 forces-cheval en engins et roues hydrauliques, étaient prêtes à se mettre en train.

[626] « *Reports, etc., for 31 st. oct. 1862* », p.79. L'inspecteur de fabrique A. Redgrave dit, dans un discours prononcé en décembre 1871 dans la *New Mechanics Institution*, à Bradford : « Ce qui m'a frappé depuis quelque temps, ce sont les changements survenus dans les fabriques de laine. Autrefois elles étaient remplies de femmes et d'enfants ; aujourd'hui les machines semblent exécuter toute la besogne. Un fabricant, que j'interrogeais à ce sujet, m'a fourni l'élucidation suivante : « Avec l'ancien système j'occupais 63 personnes ; depuis j'ai installé les machines perfectionnées et j'ai pu réduire le nombre de mes bras à 33. Dernièrement enfin, par suite de changements considérables, j'ai été mis à même de le réduire de 33 à 13. »

[627] « *Reports, etc., for 31 st. oct. 1856* », p. 16.

[628] « Les souffrances des tisseurs à la main (soit de coton soit de matières mêlées avec le coton) ont été l'objet d'une enquête de la part d'une Commission royale ; mais quoique l'on ait reconnu et plaint profondément leur misère, on a abandonné au hasard et aux vicissitudes du temps l'amélioration de leur sort. Il faut espérer qu'aujourd'hui (vingt ans plus tard !) ces souffrances sont à peu près (nearly) effacées, résultat auquel, selon toute vraisemblance, la grande extension des métiers à vapeur a beaucoup contribué. » (L. c., p. 15.)

[629] On donnera d'autres exemples dans le livre III.

[630]

Coton exporté de l'Inde en Grande-Bretagne.

1846	(livres)	34,540,143
1860	»	204,141,168
1865	»	445,947,600

Laine exporté de l'Inde en Grande-Bretagne.

1846	(livres)	4,570,581
1860	»	20,114,173
1865	»	20,679,111

[631]

Laine exporté du cap de Bonne-Espérance en Grande-Bretagne.

1846	(livres)	2,958,457
1860	»	16,574,345
1865	»	29,220,623

Laine exporté d'Australie en Grande-Bretagne.

1846	(livres)	21,789,346
1860	»	59,166,616
1865	»	109,734,261

[632] Au mois de février 1867, la Chambre des Communes ordonna, sur la demande de M. Gladstone, une publication de la statistique des grains de tout sorte importés dans le Royaume-Uni de 1831 à 1866. En voici le résumé où la farine est réduite à des *quarters* de grains (1 quarter = poids de kilos 12 699)

Périodes quinquennales de l'année 1831 à l'année 1866

DÉSIGNATION	1831-35	1836-40	1841-45	1846-50
MOYENNE ANNUELLE				
Importation...grs.	1,096,373	2,359,729	2,843,865	8,776,552

Exportation...grs.	225,263	251,770	139,056	155.461
Excès de l'importation sur l'exportation...grs.	874,110	2,137,959	2,704,809	8,621,091
POPULATION				
Moyenne annuelle dans chaque période...grs.	24,621,107	25,929,507	27,262,559	27,797,598
QUANTITÉ MOYENNE DE GRAINS, ETC.				
En quarts annuellement consommés par l'individu moyen, en excès sur la population indigène...grs.	0.036	0.082	0.099	0.310

Périodes quinquennales de l'année 1831 à l'année 1866

DÉSIGNATION	1851-55	1856-60	1841-65	1866
MOYENNE ANNUELLE				
Importation...grs.	8,34 237	10,913,612	15,009,871	16,457,340
Exportation...grs.	307,491	341,150	302,754	216,218
Excès de l'importation sur l'exportation...grs.	8,037,746	10,572,462	14,707,117	16,241,122
POPULATION				
Moyenne annuelle dans chaque période...grs.	27,572,923	28,391,544	29,381,760	29,935,404
QUANTITÉ MOYENNE DE GRAINS, ETC.				
En quarts annuellement consommés par l'individu moyen, en excès sur la population indigène...grs.	0.291	0.372	0.501	0.543

[633] Le développement économique des États-Unis est lui-même un produit de la grande industrie européenne, et plus particulièrement de l'industrie anglaise. Dans leur forme actuelle on doit les considérer encore comme une colonie de l'Europe.

Coton exporté des États-Unis en Grande-Bretagne.

1846	(livres)	401,949,393
1852	»	765,630,544
1859	»	961,707,264
1860	»	1,115,890,608

Exportation de grains des États-Unis en Grande-Bretagne (1850 et 1862, en quintaux).

	1850	16,202,312
Froment	1862	41,033,506
Orge	1850	3,669,653

	1862	6,624,800
	1850	3,174,801
Avoine	1862	4,426,994
	1850	388,749
Seigle	1862	7,108
	1850	3,819,440
Farine de froment	1862	7,207,113
	1850	1,054
Blé noir	1862	19,571
	1850	5,473,161
Maïs	1862	11,694,818
	1850	2,039
Bere ou Bigg (Orge qualité sup.)	1862	7,675
	1850	811,620
Pois	1862	1,024,722
	1850	1,822,972
Haricots	1862	2,037,137
Total	1850	34,365,801
	1862	74,083,351

[634] Dans un appel fait en juillet 1866, « aux sociétés de résistance anglaises », par des ouvriers que les fabricants de chaussures de Leicester avaient jetés sur le pavé (locked out), il est dit : « Depuis environ vingt ans la cordonnerie a été bouleversée en Angleterre, par suite du remplacement de la couture par la rivure. On pouvait alors gagner de bons salaires. Bientôt cette nouvelle industrie prit une grande extension. Une vive concurrence s'établit entre les divers établissements, c'était à qui fournirait l'article du meilleur goût. Mais il s'établit peu après une concurrence d'un genre détestable ; c'était maintenant à qui vendrait au plus bas prix. On en vit bientôt les funestes conséquences dans la réduction du salaire, et la baisse de prix du travail fut si rapide que beaucoup d'établissements ne paient encore aujourd'hui que la moitié du salaire primitif. Et cependant, bien que les salaires tombent de plus en plus, les profits semblent croître avec chaque changement de tarif du travail. » Les fabricants tirent même parti des périodes défavorables de l'industrie pour faire des profits énormes au moyen d'une réduction exagérée des salaires, c'est-à-dire au moyen d'un vol direct commis sur les moyens d'existence les plus indispensables au travailleur. Un exemple : il s'agit d'une crise dans la fabrique de tissus de soie de Coventry : « Il résulte de renseignements que j'ai obtenus aussi bien de fabricants que d'ouvriers, que les salaires ont été réduits dans une proportion bien plus grande que la concurrence avec des producteurs étrangers ou d'autres circonstances ne le rendaient nécessaire. La majorité des tisseurs travaille pour un salaire réduit de 30 à 40%. Une pièce de rubans pour laquelle le tisseur obtenait, cinq ans auparavant, 6 ou 7 sh. ne lui rapporte plus que 3 sh. 3 d. ou 3 sh. 6 d. D'autres travaux payés d'abord 4 sh. et 4 sh. 3 d., ne le sont plus que 2 sh. ou 2 sh. 3 d. La réduction du salaire est bien plus forte qu'il n'est nécessaire pour stimuler la demande. C'est un fait que pour beaucoup d'espèces de rubans la réduction du salaire n'a pas entraîné la moindre réduction dans le prix de l'article. »

(Rapport du commissaire F. Longe dans « Child. Empl. Comm. V. Report 1866 », p. 114, n° 1.)

[635] Voy. « Reports of insp. of Fact. for 31 st. oct. 1862, pag. 30. »

[636] L. c., p. 19

[637] Voy. Reports of insp. of Fact. for 31st. oct. 1862, page. 41, 51.

[638] « Rep., etc., for 31 oct. 1862, » p. 41, 42.

[639] L. c., p. 57.

[640] L. c., p. 50, 51.

[641] L. c., p. 62, 63.

[642] « Reports, etc, 30 th. april 1864, » p.27

[643] Extrait d'une lettre du chef constable Harris de Bolton dans « Reports of Insp. of Fact., 31 st. oct. 1865 », p.61, 62.

[644] On lit dans un appel des ouvriers cotonniers, du printemps de 1863 pour la formation d'une société d'émigration : « Il ne se trouvera que bien peu de gens pour nier qu'une grande émigration d'ouvriers de fabrique soit aujourd'hui absolument nécessaire, et les faits suivants démontreront qu'en tout temps, sans un courant d'émigration continu, il nous est impossible de maintenir notre position dans les circonstances ordinaires. En 1814, la valeur officielle des cotons

exportés (laquelle n'est qu'un indice de la quantité), se montait à 17 665 378 liv. st. ; leur valeur de marché réelle, au contraire, était de 20 070 824 liv. st. En 1858, la valeur officielle des cotons exportés étant de 182 221 681 liv. st., leur valeur de marché ne s'éleva pas au-dessus de 43 001 322 liv. st., en sorte que pour une quantité décuple, l'équivalent obtenu ne fut guère plus que double. Diverses causes concoururent à produire ce résultat si ruineux pour le pays en général et pour les ouvriers de fabrique en particulier... Une des principales, c'est qu'il est indispensable pour cette branche d'industrie, d'avoir constamment à sa disposition plus d'ouvriers qu'il n'en est exigé en moyenne, car, il lui faut, sous peine d'anéantissement, un marché s'étendant tous les jours davantage. Nos fabriques de coton peuvent être arrêtées d'un moment à l'autre par cette stagnation périodique du commerce qui, dans l'organisation actuelle, est aussi inévitable que la mort. Mais l'esprit d'invention de l'homme ne s'arrête pas pour cela. On peut évaluer au moins à six millions le nombre des émigrés dans les vingt-cinq dernières années ; néanmoins, par suite d'un déplacement constant de travailleurs en vue de rendre le produit meilleur marché, il se trouve même dans les temps les plus prospères, un nombre proportionnellement considérable d'hommes adultes hors d'état de se procurer, dans les fabriques, du travail de n'importe quelle espèce et à n'importe quelles conditions. » (*Reports of Insp. of Fact. 30 th. april 1863*, p. 51, 52.) On verra dans un des chapitres suivants, comment messieurs les fabricants, pendant la terrible crise cotonnière, ont cherché à empêcher l'émigration de leurs ouvriers par tous les moyens, même par la force publique.

[645] « *Ch. Empl. Comm. IV. Report, 1864* », p. 108, n. 447.

[646] Aux États-Unis il arrive fréquemment que le métier se reproduit ainsi en prenant pour base l'emploi des machines. Sa conversion ultérieure en fabrique étant inévitable, la concentration s'y effectuera avec une rapidité énorme, comparativement à l'Europe et même à l'Angleterre.

[647] Comp. « *Reports of Insp. of Fact. 31 oct. 1865* », p. 64.

[648] La première manufacture de plumes d'acier sur une grande échelle a été fondée à Birmingham, par M. Gillot. Elle fournissait déjà, en 1851, plus de cent quatre-vingt millions de plumes et consommait, par an, cent vingt tonnes d'acier en lames. Birmingham monopolisa cette industrie dans le Royaume-Uni et produit maintenant, chaque année, des milliards de plumes d'acier. D'après le recensement de 1861, le nombre des personnes occupées était de mille quatre cent vingt-huit ; sur ce nombre il y avait mille deux cent soixante-huit ouvrières enrôlées à partir de l'âge de cinq ans.

[649] « *Child. Empl. Comm. II. Rep. 1864* », p. LXVIII n. 415.

[650] On trouve même, à Sheffield, des enfants pour le polissage des limes !

[651] « *Child. Empl. Comm. V, Rep. 1866* », p. 3, n. 24, p. 6, n. 55, 56, p. 7, n. 59, 60.

[652] L. c., p. 114, 115, n. 6-7. Le commissaire fait cette remarque fort juste, que si ailleurs la machine remplace l'homme, ici l'adolescent remplace la machine.

[653] V. le rapport sur le commerce des chiffons et de nombreux documents ce sujet : « *Public Health VIII, Report, London 1866*. » *Appendix*, p. 196-208.

[654] « *Child. Empl. Comm. V Report. 1866* », XVI, n. 86-97 et p. 130, n. 39-71. V. aussi *ibid.* III *Rep. 1864*, p. 48, 56.

[655] « *Public Health*, » VI *Report. Lon.*, 1864, p. 31.

[656] L. c., p. 30. Le D^r Simon fait remarquer que la mortalité des tailleurs et imprimeurs de Londres de vingt-cinq à trente-cinq ans est en réalité beaucoup plus grande, parce que ceux qui les emploient font venir de la campagne un grand nombre de jeunes gens jusqu'à l'âge d'environ 30 ans, à titre d'apprentis et « d'*improvers* » (les gens qui veulent se perfectionner dans leur métier). Ces derniers figurent dans le recensement comme étant de Londres et grossissent le nombre de têtes sur lequel se calcule le taux de la mortalité dans cette ville, sans contribuer proportionnellement au nombre des cas de mort qu'on y constate. La plupart d'entre eux retournent à la campagne, principalement quand ils sont atteints de maladies graves.

[657] Il s'agit de clous faits au marteau et non de ceux qui sont fabriqués à la machine. V. « *Child. Empl. III, Report.* », p. XI, p. XIX, n. 125-130, p. 53, n. 11, p. 114, n. 487, p. 137, n. 674.

[658] « *Child. Empl. Comm. II, Report.* », p. XXII, n. 166.

[659] « *Child. Empl. Comm. II Rep. 1864* », p. XIX, XX, XXI.

[660] L. c., p. XXI, XXVI.

[661] L. c., p. XXIX, XXX.

[662] L. c., p. XL, XLI.

[663] « *Child. Empl. Comm. I Rep. 1863* », p. 185.

[664] En Angleterre tout ce qui regarde les modes est exécuté en grande partie dans les ateliers de l'entrepreneur par des ouvrières qui logent chez lui, et par d'autres salariées qui habitent au-dehors.

[665] Le commissaire White visita entre autres une manufacture d'habits militaires qui occupait de 100 à 1200 personnes, presque toutes du sexe féminin, et une fabrique de chaussures avec mille trois cents personnes, dont presque la moitié se composait de jeunes filles et d'enfants. (*Child. Empl. Comm. II Rep.*, p. XVII, n. 319.)

[666] Pour la semaine finissant le 26 février 1864, le rapport hebdomadaire officiel de la mortalité énumère cinq cas de mort par inanition à Londres. Le même jour le *Times* constate un cas additionnel.

[667] « *Child. Empl. Comm. II Rep.* », p. LXVII, n. 406-9, p. 84, n. 124, p. LXXIII, n. 441, p. 66, n. 6, p. 84, n. 126, p. 78, n. 85, p. 76, n. 69, p. LXXII, n. 483.

[668] Ceci n'a pas lieu dans la ganterie, où les ouvriers se distinguent à peine des *paupers* et n'ont pas les moyens d'acquérir des machines à coudre. — Par *pauper*, les Anglais désignent le pauvre secouru par la bienfaisance publique.

[669] L. c., p. 122. Le taux des loyers joue un rôle important. Comme il est très élevé à Londres, « c'est aussi dans la métropole que le vieux système de marchandage ou le travail à domicile s'est maintenu le plus longtemps, et c'est là aussi qu'on y est revenu le plus tôt ». (L. c., p. 83.) La dernière partie de cette citation se rapporte exclusivement à la cordonnerie.

[670] L. c. p. 84, n. 124.

[671] « *Tendency to factory system.* » (L. c., p. LXVII.) « Cette industrie tout entière est aujourd'hui en état de transition et subit les mêmes changements qui se sont effectués dans celles des dentelles, des tissus », etc. (L. c., n. 405.) « C'est une révolution complète. » (L. c., p. XLVI, n. 318). La bonneterie était encore, en 1840, un métier manuel. Depuis 1840, il y a été introduit des machines diverses, mues aujourd'hui par la vapeur. La bonneterie anglaise occupait, en 1862, environ cent vingt mille personnes des deux sexes et de tout âge, à partir de trois ans. Dans ce nombre, d'après le *Parliamentary Return* du 11 février 1862, il n'y en avait que quatre mille soixante-trois sous la surveillance de la loi.

[672] Ainsi, par exemple, dans la poterie : « pour maintenir notre quantité de produits, dit la maison Cochrane de la Britain Pottery, Glasgow, nous avons eu recours à l'emploi en grand de machines qui rendent superflus les ouvriers habiles, et chaque jour nous démontre que nous pouvons produire beaucoup plus qu'avec l'ancienne méthode ». (*Reports of Insp. of Fact.*, 31 oct. 1865, p. 13.) « La foi de fabrique a pour effet de pousser à l'introduction de machines. » (L. c., p. 13, 14.)

[673] Ainsi, après l'établissement de la loi de fabrique dans les poteries, les tours à main ont été en grande partie remplacés par des tours mécaniques.

[674] L. c. p. 96 et 127.

[675] L'introduction de cette machine avec d'autres dans les fabriques d'allumettes chimiques a, dans un seul département, fait remplacer deux cent trente adolescents par trente-deux garçons et filles de quatorze à dix-sept ans. Cette économie d'ouvriers a été poussée encore plus loin en 1865 par suite de l'emploi de la vapeur.

[676] « *Child. Empl. Comm. II Rep.*, 1864 », p. {sc[ix]}, n. 50.

[677] « *Rep. of Insp. of Fact.*, 31 oct. 1865 », p. 22.

[678] « Dans un grand nombre d'anciennes manufactures, les améliorations nécessaires ne peuvent être pratiquées sans un déboursé de capital qui dépasse de beaucoup les moyens de leurs propriétaires actuels... L'introduction des actes de fabrique est nécessairement accompagnée d'une désorganisation passagère qui est en raison directe de la grandeur des inconvénients auxquels il faut remédier. » (L. c., p. 96, 97.)

[679] Dans les hauts fourneaux, par exemple, « le travail est généralement très prolongé vers la fin de la semaine, en raison de l'habitude qu'ont les hommes de faire le lundi et de perdre aussi tout ou partie du mardi ». (*Child. Empl. Comm. IV Rep.*, p. VI.) « Les petits patrons ont en général des heures très irrégulières. Ils perdent deux ou trois jours et travaillent ensuite toute la nuit pour réparer le temps perdu... Ils emploient leurs propres enfants quand ils en ont. » (L. c., p. VII.) « Le manque de régularité à se rendre au travail est encouragé par la possibilité et par l'usage de tout réparer ensuite en travaillant plus longtemps. » (L. c., p. XVIII.) « Énorme perte de temps à Birmingham... tel jour oisiveté complète, tel autre travail d'esclave. » (L. c., p. XI.)

[680] *Child. Empl. Comm. IV Rep.*, p. XXXII, XXXIII

[681] *Child. Empl. Comm. II Rep.*, p. XXXV, n. 235 et 237.

[682] L. c. 127, n. 56.

[683] « Quant aux pertes que leur commerce éprouverait à cause de l'exécution retardée de leurs commandes, je rappelle que c'était là l'argument favori des maîtres de fabrique en 1832 et 1833. Sur ce sujet on ne peut rien avancer aujourd'hui qui aurait la même force que dans ce temps-là,

lorsque la vapeur n'avait pas encore diminué de moitié toutes les distances et fait établir de nouveaux règlements pour le transit. Si à cette époque cet argument ne résistait pas à l'épreuve, il n'y résisterait certainement pas aujourd'hui. » (*Reports of Insp. of Fact.* 31 st. oct. 1862, p. 54, 55.)

[684] « *Child. Empl. Comm. IV Rep.* », p. XVIII, n. 118.

[685] « L'incertitude des modes, disait John Bellers déjà en 1696, accroît le nombre des pauvres nécessiteux. Elle produit en effet deux grands maux : 1^o les journaliers sont misérables en hiver par suite de manque de travail, les merciers et les maîtres tisseurs n'osant pas dépenser leurs fonds pour tenir leurs gens employés avant que le printemps n'arrive et qu'ils ne sachent quelle sera la mode ; 2^o dans le printemps, les journaliers ne suffisent pas et les maîtres tisseurs doivent recourir à mainte pratique pour pouvoir fournir le commerce du royaume dans un trimestre ou une demi-année. Il résulte de tout cela que les charrués sont privées de bras, les campagnes de cultivateurs, la Cité en grande partie encombrée de mendiants, et que beaucoup meurent de faim parce qu'ils ont honte de mendier. » (*Essays about the Poor, Manufactures, etc.*, p. 19.)

[686] *Child. Empl. Comm. V Rep.*, p. 171, n. 31.

[687] On lit par exemple dans les dépositions de quelques agents d'exportation de Bradford cités comme témoins : « Il est clair que dans ces circonstances il est inutile de faire travailler dans les magasins les jeunes garçons plus longtemps que depuis huit heures du matin jusqu'à sept heures du soir. Ce n'est qu'une question de dépense extra et de nombre de bras extra. Les garçons n'auraient pas besoin de travailler si tard dans la nuit si quelques patrons n'étaient pas aussi affamés de profit. Une machine extra ne coule que seize ou dix-huit livres sterling — Toutes les difficultés proviennent de l'insuffisance d'appareils et du manque d'espace. » (L. c., p. 171, n. 35 et 38.)

[688] L. c. Un fabricant de Londres, qui considère d'ailleurs la réglementation de la journée de travail comme un moyen de protéger non seulement les ouvriers contre les fabricants, mais encore les fabricants contre le grand commerce, s'exprime ainsi ; « La gêne dans nos transactions est occasionnée par les marchands exportateurs qui veulent, par exemple, envoyer des marchandises par un navire à voiles, pour se trouver en lieu et place dans une saison déterminée, et, de plus, pour empêcher la différence du prix de transport entre le navire à

[689] « On pourrait obvier à cela, dit un fabricant, au prix d'un agrandissement des locaux de travail sous la pression d'une loi générale du Parlement. » (L. c., p. X, n. 38.)

[690] L. c. p. XV, n. 74 et suiv.

[691] *Rep. of Insp. of Fact.*, 31 oct. 1865, p. 96

[692] On a trouvé par expérience qu'un individu moyen et bien portant consomme environ vingt-cinq pouces cubes d'air à chaque respiration d'intensité moyenne et respire à peu près vingt fois par minute. La masse d'air consommée en vingt-quatre heures par un individu serait, d'après cela, d'environ 720 000 pouces cubes ou de 416 pieds cubes. Or, on sait que l'air une fois expiré ne peut plus servir au même procès avant d'avoir été purifié dans le grand atelier de la nature. D'après les expériences de Valentin et de Branner, un homme bien portant paraît expirer environ treize cents pouces cubes d'acide carbonique par heure. Il s'ensuivrait que les poumons rejettent en vingt-quatre heures environ huit onces de carbone solide. — Chaque homme, dit Huxley, devrait avoir au moins huit cents pieds cubes d'air.

[693] D'après la loi de fabrique, les parents ne peuvent envoyer leurs enfants au-dessous de quatorze ans dans les fabriques « contrôlées » sans leur faire donner en même temps l'instruction élémentaire. Le fabricant est responsable de l'exécution de la loi. « L'éducation de fabrique est obligatoire, elle est une condition du travail. » (*Rep. of Insp. of Fact.*, 31 oct. 1865, p. 11.)

[694] Pour ce qui est des résultats avantageux de l'union de la gymnastique (et des exercices militaires pour les garçons) avec l'instruction obligatoire des enfants de fabrique et dans les écoles des pauvres, voir le discours de N. W. Senior au septième congrès annuel de la « *National Association for the Promotion of social science* », dans les « *Reports of Proceedings* », etc., (London, 1863, p. 63, 64), de même le rapport des inspecteurs de fabrique pour le 31 oct. 1865, p. 118, 119, 120, 126 et suiv.

[695] « *Rep. of Insp. of Fact.* (L. c. p. 118.) Un fabricant de soie déclare naïvement aux commissaires d'enquête de la *Child. Empl. Comm.* : « Je suis convaincu que le vrai secret de la production d'ouvriers habiles consiste à faire marcher ensemble dès l'enfance le travail et l'instruction. Naturellement le travail ne doit ni exiger trop d'efforts, ni être répugnant ou malsain. Je désirerais que mes propres enfants pussent partager leur temps entre l'école d'un côté et le travail de l'autre. » (*Child. Empl. Comm. V Rep.*, p. 82, n. 36.)

[696] Pour juger combien la grande industrie, arrivée à un certain développement, est susceptible, par le bouleversement qu'elle produit dans le matériel de la production et dans les rapports sociaux qui en découlent, de bouleverser également les têtes, il suffit de comparer le discours de N. W. Senior en 1863 avec sa philippique contre l'acte de fabrique de 1833, ou de

mettre en face des opinions du congrès que nous venons de citer ce fait que, dans certaines parties de l'Angleterre, il est encore défendu à des parents pauvres de faire instruire leurs enfants sous peine d'être exposés à mourir de faim. Il est d'usage, par exemple, dans le Somersetshire, ainsi que le rapporte M. Snell, que toute personne qui réclame des secours de la paroisse doit retirer ses enfants de l'école. M. Wollaston, pasteur à Feltham, cite des cas où tout secours a été refusé à certaines familles parce qu'elles faisaient instruire leurs enfants !

[697] Là où des machines construites pour des artisans et mues par la force de l'homme sont en concurrence directe ou indirecte avec des machines plus développées et supposant par cela même une force motrice mécanique, un grand changement a lieu par rapport au travailleur qui meut la machine. À l'origine, la machine à vapeur remplaçait l'ouvrier ; mais dans les cas mentionnés, c'est lui qui remplace la machine. La tension et la dépense de sa force deviennent conséquemment monstrueuses, et combien doivent-elles l'être pour les adolescents condamnés à cette torture ! Le commissaire Longe a trouvé à Coventry et dans les environs des garçons de dix à quinze ans employés à tourner des métiers à rubans, sans parler d'enfants plus jeunes qui avaient à tourner des métiers de moindre dimension. « C'est un travail extraordinairement pénible ; le garçon est un simple remplaçant de la force de la vapeur. » (*Child. Empl. Comm. V. Rep.*, 1866, p. 114, n. 6.) Sur les conséquences meurtrières « *de ce système d'esclavage* », ainsi que le nomme le rapport officiel, V. l. c., pages suiv.

[698] L. c. p. 3, n. 24.

[699] L. c. p. 7, n. 59, 60.

[700] D'après le *Statistical Account*, on vit jadis, dans quelques parties de la haute Écosse, arriver avec femmes et enfants un grand nombre de bergers et de petits paysans chaussés de souliers qu'ils avaient faits eux-mêmes après en avoir tanné le cuir, vêtus d'habits qu'aucune autre main que la leur n'avait touchés, dont la matière était empruntée à la laine tondue par eux sur les moutons ou au lin qu'ils avaient eux-mêmes cultivé. Dans la confection des vêtements, il était à peine entré un article acheté, à l'exception des alertes, des aiguilles, des dés et de quelques parties de l'outillage en fer employé pour le tissage. Les femmes avaient extrait elles-mêmes les couleurs d'arbustes et de plantes indigènes, etc. (*Dugald Stewart*, l. c., p. 327.)

[701] Il doit aussi jurer qu'il ne fera point connaître à l'acheteur, pour faire valoir ses marchandises, les défauts de celles mal confectionnées, dans l'intérêt commun de la corporation.

[702] La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de travail et par cela même les rapports de la production et tout l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien de leur mode traditionnel de production était au contraire la première condition d'existence de toutes les classes industrielles antérieures. Ce qui distingue donc l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est la transformation incessante de la production, l'ébranlement continu des situations sociales, l'agitation et l'incertitude éternelles. Toutes les institutions fixes, rouillées, pour ainsi dire, se dissolvent avec leur cortège d'idées et de traditions que leur antiquité rendait respectables, toutes les nouvelles s'usent avant d'avoir pu se consolider. Tout ce qui paraissait solide et fixe s'évapore, tout ce qui passait pour saint est profané, et les hommes sont enfin forcés d'envisager d'un œil froid leurs diverses positions dans la vie et leurs rapports réciproques. » (*F. Engels und Karl Marx : Manifest der Kommunistischen Partei*. London, 1848, p. 5.)

[703] « Tu prends ma vie si tu me ravis les moyens par lesquels je vis. » (*Shakespeare*.)

[704] Un ouvrier français écrit à son retour de San Francisco : « Je n'aurais jamais cru que je serais capable d'exercer tous les métiers que j'ai pratiqués en Californie. J'étais convaincu qu'en dehors de la typographie je n'étais bon à rien... Une fois au milieu de ce monde d'aventuriers qui changent de métier plus facilement que de chemise, je fis, ma foi, comme les autres. Comme le travail dans les mines ne rapportait pas assez, je le plantai là et me rendis à la ville où je fus tour à tour typographe, couvreur, fondeur en plomb, etc. Après avoir ainsi fait l'expérience que je suis propre à toute espèce de travail, je me sens moins mollusque et plus homme. »

[705] Vers la fin du dix-septième siècle, *John Bellers*, l'économiste le plus éminent de son temps, disait de l'éducation qui ne renferme pas le travail productif :

« La science oisive ne vaut guère mieux que la science (le *l'oisiveté*... Le travail du corps est une institution divine, primitive... Le travail est aussi nécessaire au corps pour le maintenir en santé que le manger pour le maintenir en vie ; la peine qu'un homme s'épargne en prenant ses aises, il la retrouvera en *malaises*... Le travail remet de l'huile dans la lampe de la vie ; la pensée y met la flamme. Une besogne enfantine et niaise laisse à l'esprit des enfants sa niaiserie. » (*John Bellers : Proposals for raising a College of Industry of all useful Trades and Husbandry*. London, 1696, p. 12, 14, 18.)

[706] « *Child. Empl. Comm. V. Rep.* », p. XXV, n. 162, et *II Rep.*, p. XXXVIII, n. 285, 289, p. XXXV, n. 191.

[707] *V. F. Engels* l. c. p. 162, 178-83.

[708] « Le travail de fabrique peut être pur et bienfaisant comme l'était jadis le travail domestique, et même à un plus haut degré. » (*Reports of Insp. of Fact. 31 st. oct. 1865*, p.127.)

[709] L. c. p. 27, 32.

[710] On trouve là-dessus de nombreux documents dans les « *Reports of Insp. of Fact.* »

[711] « *Child. Empl. Comm. V Rep.* », p. IX, n. 35.

[712] L. c. n. 28.

[713] L. c. n. 165-167. — Voy. Sur les avantages de la grande industrie comparée à la petite, « *Child. Empl. Comm. III Rep.* », p. 13, n. 144 ; p. 25, n. 121 ; p. 26, n. 125 ; p. 27, n. 140, etc.

[714] *Child. Empl. Comm. V Rep.*, 1866, p. XXV, n. 169.

[715] *Sensor*, l. c. p. 320.

[716] Ce personnel se composait de deux inspecteurs, deux inspecteurs adjoints et quarante et un sous-inspecteurs. Huit sous-inspecteurs additionnels furent nommés en 1871. Tout le budget de cette administration qui embrasse l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, ne s'élevait en 1871-72 qu'à 25 347 l. st., y inclus les frais légaux causés par des poursuites judiciaires des patrons en contravention.

[717] Robert Owen, le père des fabriques et des boutiques coopératives, qui cependant, comme nous l'avons déjà remarqué, était loin de partager les illusions de ses imitateurs sur la portée de ces éléments de transformation isolés, ne prit pas seulement le système de fabrique pour point de départ de ses essais ; il déclara en outre que c'était là théoriquement le point de départ de sa révolution sociale. M. Vissering, professeur d'économie politique à l'Université de Leyde, semble en avoir quelque pressentiment ; car on le voit dans son ouvrage « *Handboek van Praktische Staatshuiskunde* » (1860-1862), lequel reproduit sous une forme ad hoc les platitudes de l'économie vulgaire, prendre fait et cause pour le métier contre la grande industrie.

[718] On trouve une exposition détaillée des machines employées par l'agriculture anglaise, dans l'ouvrage du D^r W. Hamm : « *Die lanirthschaftlichen Geräthe und Maschinen Englands* », 2^e édit., 1856. Son esquisse du développement de l'agriculture anglaise n'est qu'une reproduction sans critique du travail de M. Léonce de Lavergne.

[719] « Vous divisez le peuple en deux camps hostiles, l'un de rustres balourds, l'autre de nains émasculés. Bon Dieu ! une nation divisée en intérêts agricoles et en intérêts commerciaux, qui prétend être dans son bon sens, bien mieux, qui va jusqu'à se proclamer éclairée et civilisée, non pas en dépit, mais à cause même de cette division monstrueuse, antinaturelle ! » (*David Urquhart*, l. c., p. 119). Ce passage montre à la fois le fort et le faible d'un genre de critique qui sait, si l'on veut, juger et condamner le présent, mais non le comprendre.

[720] Voyez Liebig : « *Die Chemie in ihrer Anwendung auf Agricultur und Physiologie* », 7^e édit., 1862, surtout dans le premier volume, « l'Introduction aux lois naturelles de la culture du sol ». C'est un des mérites immortels de Liebig d'avoir fait ressortir amplement le côté négatif de l'agriculture moderne au point de vue scientifique. Ses aperçus historiques sur le développement de l'agriculture, quoique entachés d'erreurs grossières, éclairent plus d'une question. Il est à regretter qu'il lance au hasard des assertions telles que celle-ci : « La circulation de l'air dans l'intérieur des parties poreuses de la terre est rendue d'autant plus active que les labours sont plus fréquents et la pulvérisation plus complète ; la surface du sol sur laquelle l'air doit agir est ainsi augmentée et renouvelée ; mais il est facile de comprendre que le surplus de rendement du sol ne peut être proportionnel au travail qui y a été dépensé et qu'il n'augmente au contraire que dans un rapport bien inférieur. Cette loi, ajoute Liebig, a été proclamée pour la première fois par J. St. Mill dans ses *Principes d'écon. pol.*, v. 1, p. 17 et dans les termes suivants : « La loi générale de l'industrie agricole est que les produits augmentent, toutes choses restant égales, en raison décroissante de l'augmentation du nombre des travailleurs employés. » (M. Mill reproduit ici la loi de Ricardo sous une formule fautive ; dès lors, en effet, que le nombre des ouvriers agricoles a constamment diminué en Angleterre, l'agriculture faisant toujours des progrès, la loi trouvée en Angleterre et pour l'Angleterre n'aurait, du moins dans ce pays-là, aucune application.) Ceci est assez curieux, remarque Liebig, car M. Mill n'en connaissait pas la raison. » (*Liebig*, l. c., v. 1, p. 143, note.) Abstraction faite de l'interprétation erronée du mot travail, sous lequel Liebig comprend autre chose que l'économie politique, qui entend par travail aussi bien la fumure que l'action mécanique sur le sol, il est en tout cas « assez curieux » qu'il attribue à M. J. St. Mill le premier, l'énonciation d'une loi que James Anderson a fait connaître à l'époque d'Adam Smith et reproduite dans divers écrits jusque dans les premières années de ce siècle, que Malthus, ce plagiaire modèle (sa théorie entière de la population est un monstrueux plagiat), s'est annexée en 1815, que West a développée à la même époque, indépendamment d'Anderson, que Ricardo, en 1817, a mise en harmonie avec la théorie générale de la valeur et qui a fait sous son nom le tour du monde, qui enfin, après avoir été vulgarisée en 1820 par James Mill, le père de J. St. Mill, a été répétée par ce dernier comme un

dogme d'école devenu déjà lieu commun. Il est indéniable que M. J. St. Mill doit à de semblables quiproquos l'autorité en tout cas « curieuse » dont il jouit.

[721] Voy. ch. VII, p. 76-79.

[722] « L'existence d'une classe distincte de maîtres capitalistes dépend de la productivité de l'industrie. » (Ramsay, l. c., p. 206.) « Si le travail de chaque homme ne suffisait qu'à lui procurer ses propres vivres, il ne pourrait y avoir de propriété. » (Ravenstone, l. c., p. 14, 15.)

[723] D'après un calcul tout récent, il existe encore au moins quatre millions de cannibales dans les parties du globe qu'on a déjà explorées.

[724] « Chez les Indiens sauvages de l'Amérique, il n'est presque pas de chose qui n'appartienne en propre au travailleur ; les quatre-vingt-dix-neuf centièmes du produit y échoient au travail. En Angleterre, l'ouvrier ne reçoit pas les deux tiers. » (*The advantages of the East India Trade, etc.*, p. 73.)

[725] Diod., l. c., 1. I, ch. 80.

[726] « La première (richesse naturelle), étant de beaucoup la plus libérale et la plus avantageuse, rend la population sans souci, orgueilleuse et adonnée à tous les excès ; tandis que la seconde développe et affermit l'activité, la vigilance, les arts, la littérature et la civilisation. » (*England's Treasure by Foreign Trade, or the Balance of our Foreign Trade is the Rule of our Treasure. Written by Thomas Mun, of London, Merchant, and now published for the common good by his son John Mun.* Lond., 1669, p. 181, 182.) « Je ne conçois pas de plus grand malheur pour un peuple, que d'être jeté sur un morceau de terre où les productions qui concernent la subsistance et la nourriture sont en grande proportion spontanées, et où le climat n'exige ou ne réclame que peu de soins pour le vêtement... Il peut y avoir un extrême dans un sens opposé. Un soi incapable de produire, même s'il est travaillé, est tout aussi mauvais qu'un soi qui produit tout en abondance sans le moindre travail. » (*An Inquiry into the present high price of provisions.* Lond., 1767, p. 10.)

[727] C'est la nécessité de calculer les périodes des débordements du Nil qui a créé l'astronomie égyptienne et en même temps la domination de la caste sacerdotale à titre de directrice de l'agriculture. « Le solstice est le moment de l'année où commence la crue du Nil, et celui que les Égyptiens ont dû observer avec le plus d'attention... C'était cette année tropique qu'il leur importait de marquer pour se diriger dans leurs opérations agricoles. Ils durent donc chercher dans le ciel un signe apparent de son retour. » (*Cuvier : Discours sur les révolutions du globe*, édit. Hœfer. Paris, 1863, p. 141.)

[728] La distribution des eaux était aux Indes une des bases matérielles du pouvoir central sur les petits organismes de production communale, sans connexion entre eux. Les conquérants mahométans de l'Inde ont mieux compris cela que les Anglais leurs successeurs. Il suffit de rappeler la famine de 1866, qui a coûté la vie à plus d'un million d'Indiens dans le district d'Orissa, au Bengale.

[729] « Il n'y a pas deux contrées qui fournissent un nombre égal de choses nécessaires à la vie, en égale abondance et avec la même quantité de travail. Les besoins de l'homme augmentent ou diminuent en raison de la sévérité ou de la douceur du climat sous lequel il vit. La proportion des travaux de tout genre auxquels les habitants de divers pays sont forcés de se livrer ne peut donc être la même. Et il n'est guère possible de déterminer le degré de cette différence autrement que par les degrés de température. On peut donc en conclure généralement que la quantité de travail requise pour une population donnée atteint son maximum dans les climats froids et son minimum dans les climats chauds. Dans les premiers en effet l'homme n'a pas seulement besoin de plus de vêtements mais la terre elle-même a besoin d'y être plus cultivée que dans les derniers. » (*An Essay on the Governing Causes of the Natural Rate of Interest.* Lond., 1750, p. 60.) L'auteur de cet écrit qui a fait époque est J. Massey. Hume lui a emprunté sa théorie de l'intérêt.

[730] « Tout travail doit laisser un excédent. » Proudhon (on dirait que cela fait partie des droits et devoirs du citoyen).

[731] F. Shouw : « *Die Erde, die Pflanze und der Mensch* », 2^e édit. Leipzig, 1854, p. 148.

[732] J. M. Mill : *Principles of Pol. Econ.* Lond., 1868, p. 252-53, *passim*.

[733] Nous supposons toujours que la valeur de l'argent reste invariable.

[734] Mac Culloch a commis l'absurdité de compléter cette loi à sa façon, en ajoutant que la plus-value peut s'élever sans que la force de travail baisse, si on supprime les impôts que le capitaliste avait à payer auparavant. La suppression de semblables impôts ne change absolument rien à la quantité de surtravail que le capitaliste industriel extorque en première main à l'ouvrier. Elle ne change que la proportion suivant laquelle il empoche la plus-value ou la partage avec des tiers. Elle ne change par conséquent rien au rapport qui existe entre la plus-value et la valeur de la force de travail. L'« exception » de Mac Culloch prouve tout simplement qu'il n'a pas compris la règle, malheur qui lui arrive assez souvent lorsqu'il s'avise de vulgariser Ricardo, ainsi qu'à J. B. Say, quand ce dernier vulgarise Adam Smith.

[735] « Quand une altération a lieu dans la productivité de l'industrie, et qu'une quantité donnée de travail et de capital fournit soit plus, soit moins de produits, la proportion des salaires peut sensiblement varier, tandis que la quantité que cette proportion représente reste la même, ou la quantité peut varier tandis que la proportion ne change pas. » (*Outlines of Political Economy*, etc., p. 67.)

[736] « À conditions égales, le manufacturier anglais peut dans un temps donné exécuter une bien relus grande somme de travail que le manufacturier étranger, au point de contrebalancer la différence des journées de travail, la semaine comptant ici soixante heures, mais ailleurs soixante-douze ou quatre-vingt. » (*Reports of Insp. of Fact. for 31 st. oct. 1855*, p. 65.)

[737] « Il y a des circonstances compensatrices... que l'opération de la loi des dix heures a mises au jour. » (*Reports of Insp. of Fact for 1^{er} déc. 1848*, p. 7.)

[738] « On peut estimer approximativement la somme de travail qu'un homme a subie dans le cours de vingt-quatre heures, en examinant les modifications chimiques qui ont eu lieu dans son corps ; le changement de forme dans la matière indique l'exercice antérieur de la force dynamique. » (*Grove : On the correlation of physical forces*.)

[739] « Pain et travail marchent rarement tout à fait de front ; mais il est évidemment une limite au delà de laquelle ils ne peuvent être séparés. Quant aux efforts extraordinaires faits par les classes ouvrières dans les époques de cherté qui entraînent la baisse des salaires dont il a été question (notamment devant le Comité parlementaire d'enquête de 1814-1815), ils sont assurément très méritoires de la part des individus et favorisent l'accroissement du capital. Mais quel est l'homme ayant quelque humanité qui voudrait les voir se prolonger indéfiniment ? Ils sont un admirable secours pour un temps donné ; mais s'ils étaient constamment en action, il en résulterait les mêmes effets que si la population d'un pays était réduite aux limites extrêmes de son alimentation. » (Malthus : *Inquiry into the Nature and Progress of Rent*. Lond., 1815, p. 48, note.) C'est l'honneur de Malthus d'avoir constaté la prolongation de la journée de travail, sur laquelle il attire directement l'attention dans d'autres passages de son pamphlet, tandis que Ricardo et d'autres, en face des faits les plus criants, basaient toutes leurs recherches sur cette donnée que la journée de travail est une grandeur constante. Mais les intérêts conservateurs dont Malthus était l'humble valet, l'empêchèrent de voir que la prolongation démesurée de la journée de travail, jointe au développement extraordinaire du machinisme et à l'exploitation croissante du travail des femmes et des enfants, devait rendre « surnuméraire » une grande partie de la classe ouvrière, une fois la guerre terminée et le monopole du marché universel enlevé à l'Angleterre. Il était naturellement bien plus commode et bien plus conforme aux intérêts des classes régnantes, que Malthus encense en vrai prêtre qu'il est, d'expliquer cette « surpopulation » par les lois éternelles de la nature que par les lois historiques de la production capitaliste.

[740] « Une des causes principales de l'accroissement du capital pendant la guerre provenait des efforts plus grands, et peut être des plus grandes privations de la classe ouvrière, la plus nombreuse dans toute société. Un plus grand nombre de femmes et d'enfants étaient contraints par la nécessité des circonstances de se livrer à des travaux pénibles, et pour la même cause, les ouvriers mâles étaient obligés de consacrer une plus grande portion de leur temps à l'accroissement de la production. » (*Essays on Political Econ. in which are illustrated the Principal Causes of the present National Distress*. London, 1830, p. 248.)

[741] Nous mettons la première formule entre parenthèses parce que la notion du surtravail ne se trouve pas explicitement dans l'économie politique bourgeoise.

[742] V. par exemple : Dritter Brief an v. Kirchmann von Rodbertus. *Widerlegung der Ricardo'schen Theorie von der Grundrente und Begründung einer neuen Rententheorie*. Berlin, 1851.

[743] La partie du produit qui compense simplement le capital constant avancé est mise de côté dans ce calcul. M. Léonce de Lavergne, admirateur aveugle de l'Angleterre, donne ici un rapport plutôt trop bas que trop élevé.

[744] Toutes les formes développées du procès de production capitaliste étant des formes de la coopération, rien n'est naturellement plus facile que de faire abstraction de leur caractère antagoniste et de les transformer ainsi d'un coup de baguette en formes d'association libre, comme le fait le comte A. de Laborde dans son ouvrage intitulé : *De l'esprit d'association dans tous les intérêts de la communauté*. Paris, 1818. Le Yankee H. Carey exécute ce tour de force avec le même succès à propos même du système esclavagiste.

[745] Quoique les physiocrates n'aient pas pénétré le secret de la plus-value, ils ont au moins reconnu qu'elle est « une richesse indépendante et disponible qu'il (son possesseur) n'a point achetée et qu'il vend. » (Turgot, l. c., p. 11.)

[746] « M. Ricardo évite assez ingénieusement une difficulté, qui à première vue menace d'infirmer sa doctrine que la valeur dépend de la quantité de travail employée dans la production. Si

l'on prend ce principe à la lettre, il en résulte que la valeur du travail dépend de la quantité de travail employée à le produire, ce qui est évidemment absurde. Par un détour adroit, M. Ricardo fait dépendre la valeur du travail de la quantité de travail requise pour produire les salaires, par quoi il entend la quantité de travail requise pour produire l'argent ou les marchandises données au travailleur. C'est comme si l'on disait que la valeur d'un habillement est estimée, non d'après la quantité de travail dépensée dans sa production, mais d'après la quantité de travail dépensée dans la production de l'argent contre lequel l'habillement est échangé. » (*Critical Dissertation on the nature, etc., of value*, p. 50, 51.)

[747] « Si vous appelez le travail une marchandise, ce n'est pas comme une marchandise qui est d'abord produite en vue de l'échange et portée ensuite au marché, où elle doit être échangée contre d'autres marchandises suivant les quantités de chacune qui peuvent se trouver en même temps sur le marché ; le travail est créé au moment où on le porte au marché ; on peut dire même qu'il est porté au marché avant d'être créé. » (*Observations on some verbal disputes, etc.*, p. 75, 76.)

[748] « Si l'on traite le travail comme une marchandise, et le capital, le produit du travail, comme une autre, alors si les valeurs de ces deux marchandises sont déterminées par d'égales quantités de travail, une somme de travail donnée s'échangera... pour la quantité de capital qui aura été produite par la même somme de travail. Du travail passé s'échangera pour la même somme de travail présent. Mais la valeur du travail par rapport aux autres marchandises n'est pas déterminée par des quantités de travail égales. » (E. G. Wakefield dans son édit. de Adam Smith. *Wealth of Nations*, v. I. Lond., p. 231, note.)

[749] « Il a fallu convenir (encore une édition du « contrat social ») que toutes les fois qu'il échangerait du travail fait contre du travail à faire, le dernier (le capitaliste) aurait une valeur supérieure au premier (le travailleur). » (Sismondi, *De la richesse commerciale*. Genève, 1803, t. I, p. 37.)

[750] « Le travail, la mesure exclusive de la valeur... le créateur exclusif toute richesse, n'est pas marchandise. » (Th. Hodgskin, l. c., p. 186.)

[751] Déclarer que ces expressions irrationnelles sont pure licence poétique c'est tout simplement une preuve de l'impuissance de l'analyse. Aussi ai-je relevé cette phrase de Proudhon : « Le travail est dit *valoir*, non pas en tant que marchandise lui-même, mais en vue des valeurs qu'on suppose renfermées puissancielllement en lui. La valeur du travail est une expression figurée, etc. » Il ne voit, ai je dit, dans le travail marchandise, qui est d'une réalité effrayante qu'une ellipse grammaticale. Donc toute la société actuelle, fondée sur le travail marchandise, est désormais fondée sur une licence poétique, sur une expression figurée. La société veut elle éliminer « tous les inconvénients » qui la travaillent, eh bien ! qu'elle élimine les termes malsonnants, qu'elle change de langage ; et pour cela elle n'a qu'à s'adresser à l'Académie, pour lui demander une nouvelle édition de son dictionnaire. » (K. Marx, *Misère de la philosophie*, p. 34, 35) Il est naturellement encore bien plus commode de n'entendre par valeur absolument rien. On peut alors faire entrer sans façon, n'importe quoi dans cette catégorie. Ainsi en est il chez J. B. Say. Qu'est ce que la « valeur ? » Réponse : « C'est ce qu'une chose vaut. » Et qu'est ce que le « prix ? » Réponse : « la valeur d'une chose exprimée en monnaie. » Et pourquoi « le travail de la terre » a-t-il « une valeur ? » Parce qu'on y met un prix. Ainsi la valeur est ce qu'une chose vaut, et la terre a une « valeur » parce qu'on exprime sa valeur monnaie. Voilà en tout cas une méthode bien simple de s'expliquer le comment et le pourquoi des choses.

[752] Comme dans la section V, on suppose que la valeur produite en une heure de travail soit égale à un demi-franc.

[753] En déterminant la valeur journalière de la force de travail par la valeur des marchandises qu'exige, par jour moyen, l'entretien normal de l'ouvrier, il est sous entendu que sa dépense en force soit normale, ou que la journée de travail ne dépasse pas les limites compatibles avec une certaine durée moyenne de la vie du travailleur.

[754] Comparez *Zur Kritik der politischen Ökonomie*, p. 40, où j'annonce que l'étude du capital nous fournira la solution du problème suivant : Comment la production basée sur la valeur d'échange déterminée par le seul temps de travail conduit elle à ce résultat, que la valeur d'échange du travail est plus petite que la valeur d'échange de son produit ?

[755] Le *Morning Star*, organe libre échangiste de Londres, naïf jusqu'à la sottise, ne cessait de déplorer pendant la guerre civile américaine, avec toute l'indignation morale que la nature humaine peut ressentir, que les nègres travaillaient absolument pour rien dans les États confédérés. Il aurait mieux fait de se donner la peine de comparer la nourriture journalière d'un de ces nègres avec celle par exemple de l'ouvrier libre dans l'East End de Londres.

[756] Ad. Smith ne fait allusion à la variation de la journée de travail qu'accidentellement, quand il lui arrive de parler du salaire aux pièces.

[757] A. Smith, *Richesse des Nations*, etc., trad. par G. Garnier, Paris 1802, t. I, p. 65, 66.

[758] La valeur de l'argent est ici toujours supposée constante.

[759] « Le prix du travail est la somme payée pour une quantité donnée de travail. » (Sir Edward West : *Price of Corn and Wages of Labour*. Lond., 1826, p. 67.) Ce West est l'auteur d'un écrit anonyme, qui a fait époque dans l'histoire l'économie politique : « *Essay on the Application of Capital to Land*. By a fellow of Univ. College of Oxford. Lond., 1815. »

[760] « Le salaire du travail dépend du prix du travail et de la quantité du travail accompli... Une élévation des salaires n'implique pas nécessairement une augmentation des prix du travail. Les salaires peuvent considérablement croître par suite d'une plus grande abondance de besogne, sans que le prix du travail change. » (West, l. c., p. 67, 68 et 112.) Quant à la question principale : Comment détermine-t-on le prix du travail ? West s'en tire avec des banalités.

[761] Ceci n'échappe point au représentant le plus fanatique de la bourgeoisie industrielle du dix-huitième siècle, l'auteur souvent cité de l'*Essay on Trade and Commerce*. Il est vrai qu'il expose la chose d'une manière confuse. « C'est la quantité du travail, dit-il, et non son prix (le salaire nominal du jour ou de la semaine), qui est déterminée par le prix des provisions et autres nécessités ; réduisez le prix des choses nécessaires, et naturellement vous réduisez la quantité du travail en proportion... Les maîtres manufacturiers savent qu'il est diverses manières d'élever et d'abaisser le prix du travail, sans s'attaquer à son montant nominal. » (L. c., p. 48 et 61.) N. W. Senior, dit entre autres dans ses « *Three Lectures on the Rate of Wages* », où il met à profit l'écrit de West sans le citer : « Le travailleur est surtout intéressé au montant de son salaire » (p. 14). Ainsi, ce qui intéresse principalement le travailleur c'est ce qu'il reçoit, le montant nominal du salaire, et non ce qu'il donne, la quantité du travail !

[762] L'effet de cette insuffisance anormale de besogne est complètement différent de celui qui résulte d'une réduction générale de la journée de travail. Le premier n'a rien à faire avec la longueur absolue de la journée de travail, et peut tout aussi bien se produire avec une journée de quinze heures qu'avec une journée de six. Dans le premier cas, le prix normal du travail est calculé sur cette donnée que l'ouvrier travaille quinze heures, dans le second sur cette autre qu'il en travaille six chaque jour en moyenne. L'effet reste donc le même, si dans un cas il ne travaille que sept heures et demie et dans l'autre que trois heures.

[763] Le surplus de la paye pour le temps supplémentaire (dans la manufacture de dentelles) est tellement petit, 1/2 d. etc., par heure, qu'il forme le plus pénible contraste avec le préjudice énorme qu'il cause à la santé et à la force vitale des travailleurs... Le petit supplément gagné en outre de cette manière doit être fort souvent dépensé en rafraîchissements extra. » (Child. Empl. Rep., p. XVI, n. 117.)

[764] Il en était ainsi dans la fabrique de teintures avant l'introduction du Factory Act. « Nous travaillons sans pause pour les repas, si bien que la besogne de la journée de 10 1/2 heures est terminée vers 4 heures et demie de l'après-midi. Tout le reste est temps supplémentaire qui cesse rarement avant 8 heures du soir, de sorte qu'en réalité nous travaillons l'année entière sans perdre une miette du temps extra. » (Mr. Smith's Evidence dans Child. Empl. Comm. I, Rep., p. 125)

[765] Dans les blanchisseries écossaises par exemple. « Dans quelques parties de l'Écosse, cette industrie était exploitée (avant l'introduction de l'acte de fabrique en 1862) d'après le système du temps supplémentaire, c'est-à-dire que 10 heures comptaient pour une journée de travail normale dont l'heure était payée 2 d. Chaque journée avait un supplément de 3 ou 4 heures, payé à raison de 3 d. l'heure. Conséquence de ce système : un homme qui ne travaillait que le temps normal, ne pouvait gagner par semaine que 8 sh., salaire insuffisant. » (Reports of Insp. of Fact. 30 th. avril 1863, p. 10.) « La paye extra pour le temps extraordinaire est une tentation à laquelle les ouvriers ne peuvent résister. » (Rep. of Insp. of Fact. 30 th. avril 1848, p. 5.) Les ateliers de reliure de livres dans la cité de Londres emploient un grand nombre de jeunes filles de quatorze à quinze ans et, à vrai dire, sous la garantie du contrat d'apprentissage, qui prescrit des heures de travail déterminées. Elles n'en travaillent pas moins dans la dernière semaine de chaque mois jusqu'à dix, onze heures, même jusqu'à minuit et une heure du matin, avec les ouvriers plus âgés, en compagnie très mêlée. Les maîtres les tentent (tempt) par l'appât d'un salaire extra et de quelque argent pour un bon repas de nuit, qu'elles prennent dans les tavernes du voisinage. La débauche et le libertinage ainsi produits parmi ces « young immortals » (Child Empl. Comm. V. Rep., p. 44, n. 191), sont sans doute compensés par ce fait qu'elles relient un grand nombre de bibles et de livres de piété.

[766] Voy. Reports of Insp. of Fact. 30 th. avril 1863, l. c. Les ouvriers de Londres employés au bâtiment appréciaient fort bien l'état des choses, quand ils déclarèrent dans la grande grève et lockout de 1861, qu'ils n'accepteraient le salaire à l'heure qu'aux deux conditions suivantes : 1^o qu'on établît en même temps que le prix de l'heure de travail, une journée de travail normale de 9 ou de 10 heures, le prix de l'heure de cette dernière journée, devant être supérieur à celui de la première ; 2^o chaque heure en plus de la journée normale serait proportionnellement payée davantage.

[767] « C'est une chose remarquable que là où les longues heures sont de règle, les petits salaires

le sont aussi. » (Rep. of Insp. of Fact. 31 st. oct. 1863, p. 9.) « Le travail qui ne gagne qu'une maigre pitance est presque toujours excessivement prolongé. » (Public Health, Sixth Report, 1864, p. 15.)

[768] Rep. of Insp. of Fact. 30 th. april 1860, p. 31, 32.

[769] Les cloutiers anglais à la main sont obligés, par exemple, à cause du bas prix de leur travail, de travailler quinze heures par jour, pour obtenir au bout de la semaine le plus misérable salaire. « Il y a beaucoup, beaucoup d'heures dans la journée, et pendant tout ce temps, il leur faut trimer dur pour attraper onze pence ou un shilling, et de plus il faut en déduire de 2 1/2 à 3 d. pour l'usure des outils, le combustible, le déchet du fer. » (Child Empl. Comm. III, Rep., p. 136, n. 671.) Les femmes, pour le même temps de travail ne gagnent que cinq shillings par semaine. (L. c., p. 137, n. 674.)

[770] « Si, par exemple, un ouvrier de fabrique se refusait à travailler le nombre d'heures passé en usage, il serait bientôt remplacé par un autre qui travaillerait n'importe quel temps, et mis ainsi hors d'emploi. » (Rep. of insp. of Fact. 31 oct. 1848. — Evidence, p. 39, n. 58.) « Si un homme fait le travail de deux... le taux du profit s'élèvera généralement... l'offre additionnelle de travail en ayant fait diminuer le prix. » (Senior, l. c., p. 14.)

[771] Child. Empl. Comm. III, Rep. Evidence, p. 66, n. 22.

[772] Report, etc., relative to the Grievances complained of by the journeymen bakers. Lond., 1862, p. LII et Evidence, p. 479, 359, 27. Comme il en a été fait mention plus haut et comme l'avoue lui-même leur porte-parole Bennett, les boulangers *full priced* font aussi commencer le travail de leurs gens à 11 heures du soir ou plus tôt, et le prolongent souvent jusqu'à 7 heures du soir du lendemain. (L. c., p. 27.)

[773] « Le système du travail aux pièces constitue une époque dans l'histoire des travailleurs ; il est à mi chemin entre la position des simples journaliers, qui dépendent de la volonté du capitaliste, et celle des ouvriers coopératifs, qui promettent de combiner dans un avenir assez proche l'artisan et le capitaliste en leur propre personne. Les travailleurs aux pièces sont en réalité leurs propres maîtres, même lorsqu'ils travaillent avec le capital de leur patron et à ses ordres. » (John Watts : *Trade societies and strikes, machinery and cooperative societies*. Manchester, 1865, p. 52, 53.) Je cite cet opuscule parce que c'est un vrai pot pourri de tous les lieux communs apologétiques usés depuis long temps. Ce même Watts travailla autrefois dans l'Owenisme, et publia, en 1842, un petit écrit : *Facts and Fictions of Political Economy*, où il déclare, entre autre, que la propriété est un vol. Les temps sont depuis bien changés.

[774] T. J. Dunning : *Trades Unions and strikes*, Lond., 1861, p. 22.

[775] L'existence côte à côte de ces deux formes du salaire favorise la fraude de la part des fabricants : « Une fabrique emploie quatre cents personnes, dont la moitié travaille aux pièces et a un intérêt direct à travailler longtemps. L'autre moitié est payée à la journée, travaille aussi longtemps et ne reçoit pas un liard pour son temps supplémentaire. Le travail de ces deux cents personnes, unir demi heure par jour, est égal à celui d'une personne pendant cinquante heures ou aux cinq sixièmes du travail d'une personne dans une semaine, ce qui constitue pour l'entrepreneur un gain positif. » (Rep. of Insp. of Fact. 31 st. october 1860. p. 9.) « L'excès de travail prédomine toujours à un degré vraiment considérable, et la plupart du temps avec cette sécurité que la loi elle même assure au fabricant qui ne court aucun risque d'être découvert et puni. Dans un grand nombre de rapports antérieurs... j'ai montré le dommage que subissent ainsi les personnes qui ne travaillent pas aux pièces, mais sont payées à la semaine. » (Leonard Horner dans Rep. of Insp. of Fact. 30 th. april 1859, p. 8, 9.)

[776] « Le salaire peut se mesurer de deux manières : ou sur la durée du travail, ou sur son produit. » (Abrégé élémentaire des principes de l'Écon. polit., Paris, 1796, p. 32) L'auteur de cet écrit anonyme est G. Garnier.

[777] « Le fileur reçoit un certain poids de coton préparé pour lequel il doit rendre, dans un espace de temps donné, une quantité voulue de fil ou de coton filé, et il est payé à raison de tant par livre d'ouvrage rendu. Si le produit pêche en qualité, la faute retombe sur lui ; s'il y a moins que la quantité fixée pour le minimum, dans un temps donné, on le congédie et on le remplace par un ouvrier plus habile. » (Ure, l. c., t. II, p. 61.)

[778] « C'est quand le travail passe par plusieurs mains, dont chacune prend part du profit, tandis que la dernière seule fait la besogne, que le salaire que reçoit l'ouvrière est misérablement disproportionné. » (Child. Empl. Comm. II Rep., p. LXX, n. 424.)

[779] En effet, si le prêteur d'argent, selon l'expression française, fait suer ses écus, c'est le travail lui même que le marchandeur fait suer directement.

[780] L'apologiste Watts dit lui même à ce propos : « Ce serait une grande amélioration dans le système du travail aux pièces, si tous les gens employés à un même ouvrage étaient associés dans le contrat, chacun suivant son habileté, au lieu d'être subordonnés à un seul d'entre eux, qui est

intéressé à les faire trimer par son propre bénéfice. » (L. c., p. 53.) Pour voir tout ce que ce système a d'ignoble, consulter *Child. Empl. Comm. Rep.* III, p. 66, n. 22, p. 11, n. 124, p. XI, n. 13, 53, 59 et suiv.

[781] Bien que ce résultat se produise de lui même, on emploie souvent des moyens pour le produire artificiellement. À Londres, par exemple, chez les mécaniciens, l'artifice en usage est « que le capitaliste choisit pour chef d'un certain nombre d'ouvriers, un homme de force physique supérieure et prompt à la besogne. Il lui paye tous les trimestres ou à d'autres termes un salaire supplémentaire, à condition qu'il fera tout son possible pour entraîner ses collaborateurs, qui ne reçoivent que le salaire ordinaire, à rivaliser de zèle avec lui... Ceci explique, sans commentaire, les plaintes des capitalistes, accusant les sociétés de résistance de paralyser l'activité, l'habileté supérieure et la puissance du travail. (*Stinting the action, superior skill and working power.*) Dunning, l. c. p. 22, 23. Comme l'auteur est lui même ouvrier et secrétaire d'une *Trade's Union*, on pourrait croire qu'il a exagéré. Mais que l'on consulte par exemple la *highly respectable* encyclopédie agronomique de J. Ch. Morton, art., Labourer, on y verra cette méthode est recommandée aux fermiers comme excellente.

[782] « Tous ceux qui sont payés aux pièces... trouvent leur profit à travailler plus que le temps légal. Quant à l'empressement à accepter ce travail en plus, on le rencontre surtout chez les femmes employées à tisser et à dévider. » (*Rep. of Insp. of Fact, 30th. april 1858*, p. 9.) « Ce système du salaire aux pièces, si avantageux pour le capitaliste, tend directement à exciter le jeune potier à à un travail excessif, pendant les quatre ou cinq ans où il travaille aux pièces, mais à bas prix. C'est là une des grandes causes auxquelles il faut attribuer la dégénérescence des potiers ! » (*Child. Empl. Comm. Rep.*, p. XIII.)

[783] « Là où le travail est payé à tant la pièce... le montant des salaires peut différer matériellement... Mais dans le travail à la journée, il y a généralement un taux uniforme... reconnu également par l'employé et l'employeur comme l'étalon des salaires pour chaque genre de besogne. » (Dunning, l. c., p. 17.)

[784] « Le travail des compagnons artisans sera réglé à la journée ou à la pièce... Ces maîtres artisans savent à peu près combien d'ouvrage un compagnon artisan peut faire par jour dans chaque métier, et les payent souvent à proportion de l'ouvrage qu'ils font ; ainsi, ces compagnons travaillent autant qu'ils peuvent, pour leur propre intérêt, sans autre inspection. » (Cantillon : *Essai sur la nature du commerce en général*. Amsterdam, éd. 1756, p. 185 et 202. La première édition parut en 1755.) Cantillon, chez qui Quesnay, Sir James Steuart et Adam Smith ont largement puisé, présente déjà ici le salaire aux pièces comme une forme simplement modifiée du salaire au temps. L'édition française de Cantillon s'annonce sur ce titre comme une traduction de l'anglais ; mais l'édition anglaise : *The Analysis of Trade, Commerce, etc.*, by *Philippe Cantillon, late of the City of London, Merchant*, n'a pas seulement paru plus tard (1759) ; elle montre en outre par son contenu qu'elle a été remaniée à une époque ultérieure. Ainsi, par exemple, dans l'édition française, Hume n'est pas encore mentionné, tandis qu'au contraire, dans l'édition anglaise, le nom de Petty ne reparaît presque plus. L'édition anglaise a moins d'importance théorique ; mais elle contient une foule de détails spéciaux sur le commerce anglais, le commerce de lingots, etc., qui manquent dans le texte français. Les mots du titre de cette édition, d'après lesquels l'écrit est tiré en grande partie du manuscrit d'un défunt, et arrangés, etc., semblent donc être autre chose qu'une simple fiction, alors fort en usage.

[785] « Combien de fois n'avons nous pas vu, dans certains ateliers, embaucher plus d'ouvriers que ne le demandait le travail à mettre en main ? Souvent, dans la prévision d'un travail aléatoire, quelquefois même imaginaire, on admet des ouvriers : comme on les paye aux pièces, on se dit qu'on ne court aucun risque, parce que toutes les pertes de temps seront à la charge des inoccupés. » (H. Grégoire : *Les Typographes devant le tribunal correctionnel de Bruxelles*. Bruxelles, 1865, p. 9.)

[786] *Remarks on the Commercial Policy of Great Britain*. London, 1815, p. 48.

[787] *A Defence of the Landowners and Farmers of Great Britain*. Lond., 1814, p. 4, 5.

[788] Malthus, l. c.

[789] « Les travailleurs aux pièces forment vraisemblablement les quatre cinquièmes de tout le personnel des fabriques. » (*Reports of Insp. of Fact. for 30 april 1858*, p. 9.)

[790] « On se rend un compte exact de la force productive de son métier (du fileur), et l'on diminue la rétribution du travail à mesure que la force productive augmente... sans cependant que cette diminution soit proportionnée à l'augmentation de la force. » (Ure, l. c., p. 61.) Ure supprime lui même cette dernière circonstance atténuante. Il dit, par exemple, à propos d'un allongement de la *mule Jenny* : « quelque surcroît de travail provient de cet allongement » (l. c. II, p. 34.) Le travail ne diminue donc pas dans la même proportion que sa productivité augmente. Il dit encore : « Ce surcroît augmentera la force productive d'un cinquième. Dans ce cas, on baissera le prix du fileur ;

mais comme on ne le réduira pas d'un cinquième, le perfectionnement augmentera son gain dans le nombre d'heures donné ; mais — il y a une modification à faire... C'est que le fileur a des frais additionnels à déduire sur les six pence, attendu qu'il faut qu'il augmente le nombre de ses aides non adultes, ce qui est accompagné d'un déplacement d'une partie des adultes » (l. c., p. 66, 67), et n'a aucune tendance à faire monter le salaire.

[791] H. Fawcett : *The Economic Position of the British Labourer*. Cambridge and London, 1865, p. 178.

[792] On trouve dans le *Standard* de Londres du 26 octobre 1861, le compte rendu d'un procès intenté par la raison sociale *John Bright et C^{ie}*, devant le, magistrats de Rochdale, dans le but de poursuivre, pour intimidation, les agent, de la *Carpet Weavers Trades' Union*. « Les associés de Bright ont introduit une machine nouvelle, qui permet d'exécuter deux cent quarante mètres de tapis, dans le même temps et avec le même travail (!) auparavant requis pour en produire cent soixante. Les ouvriers n'ont aucun droit de réclamer une part quelconque dans les profits qui résultent pour leur patron de la mise de son capital dans des machines perfectionnées. En conséquence, M. Bright a proposé d'abaisser le taux de la paye de 1 1/2 d. par mètre à 1 d., ce qui laisse le gain des ouvriers exactement le même qu'auparavant pour le même travail. Mais c'était là une réduction nominale, dont les ouvriers, comme on l'assure, n'avaient pas reçu d'avance le moindre avertissement. »

[793] « Les sociétés de résistance, dont le but constant est de maintenir les salaires, cherchent à prendre part au profit qui résulte du perfectionnement des machines ! (Quelle horreur !)... Elles demandent un salaire supérieur, parce que le travail est raccourci... en d'autres termes, elles tendent à établir un impôt sur les améliorations industrielles. » (*On Combination of Trades*. New Edit. Lond., 1834, p. 42.)

[794] C'est-à-dire, sa valeur comparée à la plus-value.

[795] Nous examinerons ailleurs les circonstances qui, par rapport à la productivité, peuvent modifier cette loi pour des branches de production particulières.

[796] James Anderson : *Observations on the means of exciting a spirit of National Industry*, etc. Edinburgh, 1777, p. 350, 351.) — La Commission royale, chargée d'une enquête sur les chemins de fer, dit au contraire : « Le travail est plus cher en Irlande qu'en Angleterre, parce que les salaires y sont beaucoup plus bas. (*Royal commission on Railways*, 1867. Minutes, p. 2074.)

[797] Ure, l. c., t. II, p. 58.

[798] En Russie, les filatures sont dirigées par des Anglais, le capitaliste indigène n'étant pas apte à cette fonction. D'après des détails exacts, fournis à M. Redgrave par un de ces directeurs anglais, le salaire est piteux, l'excès de travail effroyable, et la production continue jour et nuit sans interruption. Néanmoins, ces filatures ne végètent que grâce au système prohibitif.

[799] *Reports of Insp. of Fact*, 31 st. october 1866, p. 31, 37. Je pourrais, dit encore M. Redgrave, nommer beaucoup de filatures de mon district, où des mules à deux mille deux cents broches sont surveillées par une seule personne, aidée de deux filles, et où on fabrique par jour deux cent vingt livres de filés, d'une longueur de quatre cents milles (anglais).

[800] H. Carey : *Essay on the rate of Wages with an Examination of the causes of the Differences in the conditions of the Labouring Population throughout the World*. Philadelphia, 1835.

[801] « Mais ces riches, qui consomment le produit du travail des autres, ne peuvent les obtenir que par des échanges. S'ils donnent cependant leur richesse acquise et accumulée en retour contre ces produits nouveaux qui sont l'objet de leur fantaisie, ils semblent exposés à épuiser bientôt leur fonds de réserve ; ils ne travaillent point, avons nous dit, et ils ne peuvent même travailler ; on croirait donc que chaque jour doit voir diminuer leurs vieilles richesses, et que lorsqu'il ne leur en restera plus, rien ne sera offert en échange aux ouvriers qui travaillent exclusivement pour eux... Mais dans l'ordre social, la richesse a acquis la propriété de se reproduire par le travail d'autrui, et sans que son propriétaire y concoure. La richesse, comme le travail, et par le travail, donne un fruit annuel qui peut être détruit chaque année sans que le riche en devienne plus pauvre. Ce fruit est le *revenu* qui naît du *capital*. » (Sismondi, *Nouv. princ. d'Econ. pol.* Paris, 1819, t. I, p. 81, 82.)

[802] « Les salaires aussi bien que les profits doivent être considérés chacun comme une portion du produit achevé. » (Ramsay, l. c. p. 142.) « La part au produit qui échoit au travailleur *sous forme* de salaire, etc. » (J. Mill, *Éléments*, etc. trad. de Parissot, Paris, 1823, p. 34.)

[803] Le capital variable est ici considéré seulement comme fonds de paiement des salariés. On sait qu'en réalité il ne devient variable qu'à partir du moment où la force de travail qu'il a achetée fonctionne déjà dans le procès de production.

[804] Les Anglais disent *labour fund*, littéralement *fonds de travail*, expression qui en français serait équivoque.

[805] « Quand le capital est employé en avances de salaires pour les ouvriers, cela n'ajoute rien

au fonds d'entretien du travail. » (Cazenove, note de son édit. de l'ouvrage de Malthus, *Définitions in Polit. Econ.*, Lond., 1853, p. 22.)

[806] « Sur la plus grande partie du globe les moyens de subsistance des travailleurs ne leur sont pas avancés par le capitaliste. » Richard Jones, *Textbook of Lectures on the Polit. Econ. of Nations*, Hertford, 1852, p. 36.

[807] « Quoique le premier (l'ouvrier de manufacture) reçoive des salaires que son maître lui avance, il ne lui coûte, dans le fait, aucune dépense : la valeur de ces salaires se retrouvant, en général, avec un profit en plus, dans l'augmentation de valeur du sujet auquel ce travail a été appliqué. » (Adam Smith, 1 c., 1. II, ch. II, p. 311.)

[808] « Il est absolument certain qu'une manufacture, dès qu'elle est établie, emploie beaucoup de pauvres ; mais ceux-ci ne cessent pas de rester dans le même état et leur nombre s'accroît, si l'établissement dure. » (*Reasons for a limited Exportation of Wool*. Lond., 1677, p. 19.) « Le fermier est assez absurde pour affirmer aujourd'hui qu'il entretient les pauvres. Il les entretient en réalité dans la misère. » (*Reasons for the late Increase of the Poor Rates : or a comparative view of the prices of labour and provisions*. Lond., 1777, p. 37.)

[809] « C'est là une propriété particulièrement remarquable de la consommation productive, Ce qui est consommé productivement est capital et devient capital par la consommation. » (James Mill, 1. c., p. 242.) Si J. Mill avait compris la consommation productive, il n'aurait trouvé rien d'étonnant dans « cette propriété particulièrement remarquable ».

[810] Les économistes qui considèrent comme normale cette coïncidence de consommation individuelle et de consommation productive, doivent nécessairement ranger les subsistances de l'ouvrier au nombre des matières auxiliaires, telles que l'huile, le charbon, etc., qui sont consommées par les instruments de travail et constituent par conséquent un élément du capital productif. Rossi S'empare contre cette classification, en oubliant fort à propos que si les subsistances de l'ouvrier n'entrent pas dans le capital productif, l'ouvrier lui-même en fait partie.

[811] « Les ouvriers des mines de l'Amérique du Sud, dont la besogne journalière (peut-être la plus pénible du monde) consiste à charger sur leurs épaules un poids de cent quatre vingts à deux cents livres de minerai et à le porter au dehors d'une profondeur de quatre cent cinquante pieds, ne vivent que de pain et de fèves. Ils prendraient volontiers du pain pour toute nourriture ; mais leurs maîtres se sont aperçus qu'ils ne peuvent pas travailler autant s'ils ne mangent que du pain, et les forcent de manger des fèves. Les fèves sont proportionnellement plus riches que le pain en phosphate de chaux. » (Liebig, 1. c., 1^{re} partie, p. 194, note.)

[812] James Mill, 1. c., p. 238 et suiv.

[813] « Si le prix du travail s'élevait si haut, que malgré l'accroissement de capital il fût impossible d'employer plus de travail, je dirais alors que cet accroissement de capital est consommé improductivement. » (Ricardo, 1. c., p. 163.)

[814] « La seule consommation productive dans le sens propre du mot c'est la consommation ou la destruction de richesse (il veut parier de l'usure des moyens de production) effectuée par le capitaliste en vue de la reproduction... L'ouvrier est un consommateur productif pour la personne qui l'emploie et pour l'État, mais, à vrai dire, il ne l'est pas pour lui-même. » (Malthus, *Définitions*, etc., p. 30.)

[815] « La seule chose dont on puisse dire qu'elle est réellement accumulée c'est l'habileté du travailleur. L'accumulation de travail habile, cette opération des plus importantes, s'accomplit pour ce qui est de la grande masse des travailleurs, sans le moindre capital. » (Hodgskin, *Labour Defended*, etc., p. 13.)

[816] Ferrand. Motion sur la disette cotonnière, séance de la Chambre des communes du 27 avril 1863.

[817] On se rappelle que le capital chante sur une autre gamme dans les circonstances ordinaires, quand il s'agit de faire baisser le salaire du travail. Alors « les maîtres » s'écrient tout d'une voix (V, chap. xv^e siècle) : « Les ouvriers de fabrique feraient très bien de se souvenir que leur travail est des plus inférieurs ; qu'il n'en est pas de plus facile à apprendre et de mieux payé, vu sa qualité, car il suffit du moindre temps et du moindre apprentissage pour y acquérir toute l'adresse voulue. Les machines du maître (lesquelles, au dire d'aujourd'hui, peuvent être améliorées et remplacées avec avantage dans un an) jouent en fait un rôle bien plus important dans la production que le travail et l'habileté de l'ouvrier qui ne réclament qu'une éducation de six mois et qu'un simple paysan peut apprendre » (et aujourd'hui d'après Potter on ne les remplacerait pas dans trente ans).

[818] En temps ordinaire le capitaliste dit au contraire que les ouvriers ne seraient pas affamés, démoralisés et mécontents, s'ils avaient la sagesse de diminuer le nombre de leurs bras pour en faire monter le prix.

[819] *Times*, 24 mars 1863.

[820] Le Parlement ne vota pas un liard pour l'émigration, mais seulement des lois qui

autorisaient les municipalités à tenir les travailleurs entre la vie et la mort ou à les exploiter sans leur payer un salaire normal. Mais lorsque, trois ans après, les campagnes furent frappées de la peste bovine, le Parlement rompit brusquement toute étiquette parlementaire et vota en un clin d'œil des millions pour indemniser des landlords millionnaires dont les fermiers s'étaient déjà indemnisés par l'élévation du prix de la viande. Le rugissement bestial des propriétaires fonciers, à l'ouverture du Parlement, en 1866, démontra qu'il n'est pas besoin d'être Indou pour adorer la vache Sabala, ni Jupiter pour se métamorphoser en bœuf.

[821] « L'ouvrier demandait de la subsistance pour vivre, le chef demandait du travail pour gagner. » (Sismondi, l. c., éd. de Bruxelles, t. I, p. 91.)

[822] Il existe une forme rurale et grossière de cette servitude dans le comté de Durham. C'est un des rares comtés où les circonstances n'assurent pas au fermier un titre de propriété incontesté sur les journaliers agricoles. L'industrie minière permet à ceux-ci de faire un choix. Le fermier, contrairement à la règle, ne prend ici à ferme que les terres où se trouvent des cottages pour le, ouvriers. Le prix de location du cottage forme une partie du salaire du travail. Ces cottages portent le nom de « hind's houses. » Ils sont loués aux ouvriers sous certaines obligations féodales et en vertu d'un contrat appelé « bondage », qui oblige par exemple le travailleur, pour le temps pendant lequel il est occupé autre part, de mettre sa fille à sa place, etc. Le travailleur lui-même s'appelle « bondsman », serf. On voit ici par un côté tout nouveau comment la consommation individuelle du travailleur est en même temps consommation pour le capital ou consommation productive. « Il est curieux de voir comment même les excréments de ce bondsman entrent dans le casuel de son maître calculateur... Le fermier ne permet pas dans tout le voisinage d'autres lieux d'aisances que les siens, et ne souffre sous ce rapport aucune infraction à ses droits de suzerain. (*Public Health VII, Rep.* 1865, p. 188.)

[823] On se souvient que pour ce qui est du travail des enfants, etc., il n'est même plus besoin de cette formalité de la vente personnelle.

[824] « Le capital suppose le travail salarié, le travail salarié suppose le capital. ils sont les conditions l'une de l'autre et se produisent réciproquement. L'ouvrier d'une fabrique de coton produit il seulement des étoffes de coton ? Noir. il produit du capital. Il produit des valeurs qui servent de nouveau à commander son travail et à en tirer des valeurs nouvelles, » (Karl Marx, Travail salarié et Capital « *Lohnarbeit und Capital* » dans la *Neue Rhein. Zeit.*, n° 266, 7 avril 1849.) Les articles publiés sous ce titre dans la *Nouvelle Gazette rhénane*, sont de, fragments de conférences faites sur ce sujet en 1847, dans la Société des travailleurs allemands à Bruxelles, et dont l'impression fut interrompue par la révolution de Février.

[825] « Accumulation du capital : l'emploi d'une portion de revenu comme capital. » (Malthus, *Définitions*, etc. éd. Cazenave, p. 11) « Conversion de revenu en capital. » (Malthus, *Princ. of Pol. Ec.*, 2^e éd. London, 1836, p. 319.)

[826] On fait ici abstraction du commerce étranger au moyen duquel une nation peut convertir des articles de luxe en moyens de production ou en subsistances de première nécessité, et vice versa. Pour débarrasser l'analyse générale d'incidents inutiles, il faut considérer le monde commerçant comme une seule nation, et supposer que la production capitaliste s'est établie partout et s'est emparée de toutes les branches d'industrie.

[827] L'analyse que Sismondi donne de l'accumulation a ce grand défaut qu'il se contente trop de la phrase « conversion du revenu en capital » sans assez approfondir les conditions matérielles de cette opération.

[828] « Le travail primitif auquel son capital a dû sa naissance. » (Sismondi, l. c., éd. de Paris, t. I, p. 109.)

[829] « Le travail crée le capital avant que le capital emploie le travail. » (*Labour creates capital, before capital employs labour.*) E. G. Wakefield : « *England and America.* » London, 1833, v. II, p. 110.

[830] Sismondi, l. c., p. 170.

[831] L. c., p. 111.

[832] L. c., p. 135.

[833] La propriété du capitaliste sur le produit du travailleur « est une conséquence rigoureuse de la loi de l'appropriation, dont le principe fondamental était au contraire le titre de propriété exclusif de chaque travailleur sur le produit de son propre travail. » Cherbuliez : *Riche ou Pauvre*. Paris, 1844, p. 58. — L'auteur sent le contrecoup dialectique, mais l'explique fausement.

[834] « Capital, c'est-à-dire richesse accumulée employée en vue d'un profit. » (Malthus, l. c.) « Le capital consiste en richesse économisée sur le revenu et employée dans un but de profit. » (R. Jones : *An Introductory Lecture on Pol. Ec.* London, 1833, p. 16.)

[835] « Le possesseur du produit net, c'est-à-dire du capital. » (*The Source and Remedy of the National difficulties*, etc. London, 1821.)

[836] *London Economist*, 19 July 1859.

[837] Il nous semble que le mot *valorisation* exprimerait le plus exactement le mouvement qui fait d'une valeur le moyen de sa propre multiplication.

[838] Aussi chez Balzac, qui a si profondément étudié toutes les nuances de l'avarice, le vieil usurier Gobseck est-il déjà tombé en démente, quand il commence à amasser des marchandises en vue de thésauriser.

[839] « Accumulation de marchandises... stagnation dans l'échange... excès de production. » (Th. Corbett, l. c., p. 14.)

[840] C'est dans ce sens que Necker parle des « objets de faste et de somptuosité » dont « le temps a grossi l'*accumulation* » et que « les lois de propriété ont rassemblés dans une seule classe de la société. » (*Œuvres de M. Necker*. Paris et Lausanne, 1789, t. II : « *De l'Administration des finances de la France*, p. 291.)

[841] « Il n'est pas aujourd'hui d'économiste qui, par épargner, entende simplement *thésauriser*, mais, à part ce procédé étroit et insuffisant, on ne saurait imaginer à quoi peut bien servir ce terme, par rapport à la richesse nationale, si ce n'est pas à indiquer le différent emploi fait de ces épargnes selon qu'elles soutiennent l'un ou l'autre genre de travail (productif ou improductif). » (*Malthus*, l. c.)

[842] *Ricardo*, l. c., p. 163, note.

[843] En dépit de sa « Logique », M. J. St. Mill ne soupçonne jamais les erreurs d'analyse de ses maîtres; il se contente de les reproduire avec un dogmatisme d'écolier. C'est encore ici le cas. « A la longue, dit-il, le capital même se résout entièrement en salaires, et, lorsqu'il a été reconstitué par la vente des produits, il retourne de nouveau en salaires. »

[844] On en trouvera la solution dans le deuxième livre de cet ouvrage.

[845] *Storch*, l. c., édition de Pétersbourg, 1815, t. I, p. 140, note.

[846] Le lecteur remarquera que nous employons le mot *revenu* dans deux sens différents, d'une part pour désigner la plus-value en tant que fruit périodique du capital ; d'autre part pour en désigner la partie qui est périodiquement consommée par le capitaliste ou jointe par lui à son fonds de consommation. Nous conservons ce double sens parce qu'il s'accorde avec le langage usité chez les économistes anglais et français.

[847] Luther montre très bien, par l'exemple de l'usurier, ce capitaliste de forme démodée, mais toujours renaissant, que le désir de dominer est un des mobiles de l'*auri sacra fumes*. « La simple raison a permis aux païens de compter l'usurier comme assassin et quadruple voleur. Mais nous, chrétiens, nous le tenons en tel honneur, que nous l'adorons presque à cause de son argent. Celui qui dérobe, vole et dévore la nourriture d'un autre, est tout aussi bien un meurtrier (autant que cela est en son pouvoir) que celui qui le fait mourir de faim ou le ruine à fond. Or c'est là ce que fait l'usurier, et cependant il reste assis en sûreté sur son siège, tandis qu'il serait bien plus juste que, pendu à la potence, il fût dévoré par autant de corbeaux qu'il a volé d'écus ; si du moins il y avait en lui assez de chair pour que tant de corbeaux pussent s'y tailler chacun un lopin. On pend les petits voleurs... les petits voleurs sont mis aux fers ; les grands voleurs vont se prélassant dans l'or et la soie. Il n'y a pas sur terre (à part le diable) un plus grand ennemi du genre humain que l'avare et l'usurier, car il veut être dieu sur tous les hommes. Turcs, gens de guerre, tyrans, c'est là certes méchante engeance ; ils sont pourtant obligés de laisser vivre le pauvre monde et de confesser qu'ils sont des scélérats et des ennemis ; il leur arrive même de s'apitoyer malgré eux. Mais un usurier, ce sac à avarice, voudrait que le monde entier fût en proie à la faim, à la soif, à la tristesse et à la misère ; il voudrait avoir tout tout seul, afin que chacun dût recevoir de lui comme d'un dieu et rester son serf à perpétuité. Il porte des chaînes, des anneaux d'or, se torche le bec, se fait passer pour un homme pieux et débonnaire. L'usurier est un monstre énorme, pire qu'un ogre dévorant, pire qu'un Cacus, un Géron, un Antée. Et pourtant il s'attife et fait la sainte nitouche, pour qu'on ne voie pas d'où viennent les bœufs qu'il a amenés à reculer dans sa caverne. Mais Hercule entendra les mugissements des bœufs prisonniers et cherchera Cacus à travers les rochers pour les arracher aux mains de ce scélérat. Car Cacus est le nom d'un scélérat, d'un pieux usurier qui vole, pille et dévore tout et veut pourtant n'avoir rien fait, et prend grand soin que personne ne puisse le découvrir, parce que les bœufs amenés à reculer dans sa caverne ont laissé des traces de leurs pas qui font croire qu'ils en sont sortis. L'usurier veut de même se moquer du monde en affectant de lui être utile et de lui donner des bœufs, tandis qu'il les accapare et les dévore tout seul. Et si l'on roue et décapite les assassins et les voleurs de grand chemin, combien plus ne devrait-on pas chasser, maudire, rouer tous les usuriers et leur couper la tête. » (*Martin Luther*, l. c.)

[848] Paroles du Faust de Goethe.

[849] Dr. Aikin : *Description of the Country from thirty to forty miles round Manchester*. Lond., 1795, p. 182 et suiv.

[850] A. Smith, l. c., l. III, ch. III.

[851] Il n'est pas jusqu'à J. B. Say qui ne dise : « Les épargnes des riches se font aux dépens des pauvres. » « Le prolétaire romain vivait presque entièrement aux frais de la société... On pourrait presque dire que la société moderne vit aux dépens des prolétaires, de la part qu'elle prélève sur la rétribution de leur travail. » (Sismondi, *Études*, etc., t. 1, p. 24.)

[852] Malthus, l. c., p. 319, 320.

[853] *An Inquiry into those Principles respecting the Nature of Demand*, etc., p. 67.

[854] L. c., p. 50.

[855] Senior : *Principes fondamentaux de l'économie politique*, traduct. Arrivabene, Paris, 1836, p. 308. Ceci sembla par trop fort aux partisans de l'ancienne école. « M. Senior substitue aux mots travail et capital les mots travail et abstinence... Abstinence est une négation pure. Ce n'est pas l'abstinence, mais l'usage du capital employé productivement, qui est la source du profit. » (John Cazenove, l. c., p. 130, note) M. J. St. Mill se contente de reproduire à une page la théorie du profit de Ricardo et d'inscrire à l'autre la « rémunération de l'abstinence » de Senior. Les économistes vulgaires ne font jamais cette simple réflexion que toute action humaine peut être envisagée comme une « abstention » de son contraire. Manger, c'est s'abstenir de jeûner ; marcher, s'abstenir de rester en repos ; travailler, s'abstenir de rien faire ; ne rien faire, s'abstenir de travailler, etc. Ces Messieurs feraient bien d'étudier une bonne fois la proposition de Spinoza : *Determinatio est negatio*.

[856] Senior, l. c., p. 342.

[857] « Personne ne sèmera son blé et ne lui permettra de rester enfoui une année dans le sol, ou ne laissera son vin en barriques des années entières, au lieu de consommer ces choses ou leur équivalent une bonne fois, s'il n'espère acquérir une valeur additionnelle. » (Scrope : *Polit. Econ.*, édit. de A. Potter. New York, 1841, p. 133, 134.)

[858] « La privation que s'impose le capitaliste en *prêtant* ses instruments de production au travailleur, au lieu d'en consacrer la valeur à son propre usage en la transformant en objets d'utilité ou d'agrément. » (*G. de Molinari*, l. c., p. 49).

Prêter est un euphémisme consacré par l'économie vulgaire pour identifier le salarié qu'exploite le capitaliste industriel avec ce capitaliste industriel lui-même auquel d'autres capitalistes prêtent leur argent.

[859] Courcelle Seneuil, l. c., p. 57

[860] « Les classes particulières de revenu qui contribuent le plus abondamment à l'accroissement du capital national changent de place à différentes époques et varient d'une nation à l'autre selon le degré du progrès économique où celles-ci sont arrivées. Le profit... source d'accumulation sans importance, comparé aux salaires et aux rentes dans les premières étapes de la société... Quand la puissance de l'industrie nationale a fait des progrès considérables, les profits acquièrent une haute importance comme source d'accumulation. » (Richard Jones : « Textbook, etc. », p. 16, 24.)

[861] L. c., p. 36 et suiv.

[862] Accélérer l'accumulation par un développement supérieur des pouvoirs productifs du travail et l'accélérer par une plus grande exploitation du travailleur, ce sont là deux procédés tout à fait différents que confondent souvent les économistes.

Par exemple, Ricardo dit :

« Dans des sociétés différentes ou dans les phases différentes d'une même société, l'accumulation du capital ou des moyens d'employer le travail est plus ou moins rapide, et doit dans tous les cas dépendre des pouvoirs productifs du travail. En général, les pouvoirs productifs du travail atteignent leur maximum là où le sol fertile surabonde. » Ce qu'un autre économiste commente ainsi : « *Les pouvoirs productifs du travail signifient ils, dans cet aphorisme, la petitesse de la quote-part de chaque produit dévolue à ceux là qui le fournissent par leur travail manuel ?* Alors la proposition est tautologique, car la partie restante est le fonds que son possesseur, si tel est son plaisir, peut accumuler. Mais ce n'est pas généralement le cas dans les pays les plus fertiles. » (*Observations on certain verbal disputes in Pol. Econ.*, p. 74, 75.)

[863] J. St. Mill : *Essays on some unsettled questions of Pol. Econ.* Lond., 1814, p. 90.

[864] « *An Essay on Trade and Commerce*. » Lond., 1770, p. 44. Le Times publiait, en décembre 1866 et en janvier 1867, de véritables épanchements de cœur de la part de propriétaires de mines anglais. Ces Messieurs dépeignaient la situation prospère et enviable des mineurs belges, qui ne demandaient et ne recevaient rien de plus que ce qu'il leur fallait strictement pour vivre pour leurs « maîtres ». Ceux-ci ne tardèrent pas à répondre à ces félicitations par la grève de Marchiennes, étouffée à coups de fusil.

[865] L. c., p. 46.

[866] Le fabricant du Northamptonshire commet ici une fraude pieuse que son émotion rend excusable. Il feint de comparer l'ouvrier manufacturier d'Angleterre à celui de France, mais ce qu'il nous dépeint dans les paroles citées, c'est, comme il l'avoue plus tard, la condition des ouvriers

agricoles français.

[867] L. c., p. 70.

[868] *Times*, 3 sept. 1873.

[869] Benjamin Thompson : « *Essays political, economical and philosophical*, etc. » (3 vol. Lond., 1796 1802.) Bien entendu, nous n'avons affaire ici qu'à la partie économique de ces « Essais. » Quant aux recherches de Thompson sur la chaleur, etc., leur mérite est aujourd'hui généralement reconnu. Dans son ouvrage : « *The state of the poor*, etc., » Sir F. M. Eden fait valoir chaleureusement les vertus de cette soupe à la Rumford et la recommande surtout aux directeurs des workhouses. Il réprimande les ouvriers anglais, leur donnant à entendre « qu'en Écosse bon nombre de familles se passent de froment, de seigle et de viande, et n'ont, pendant des mois entiers, d'autre nourriture que du gruau d'avoine et de la farine d'orge mêlée avec de l'eau et du sel, ce qui ne les empêche pas de vivre très convenablement (*to live very comfortably too*). » (L.c., t. I liv. II, ch. II). Au dix-neuvième siècle, il ne manque pas de gens de cet avis. « Les ouvriers anglais », dit, par exemple, Charles R. Parry, « ne veulent manger aucun mélange de grains d'espèce inférieure. En Écosse, où l'éducation est meilleure, ce préjugé est inconnu. » (*The question of the necessity of the existing corn laws considered*. Lond., 1816, p. 69.) Le même Parry se plaint néanmoins de ce que l'ouvrier anglais « soit maintenant (1815) placé dans une position bien inférieure à celle qu'il occupait » à l'époque édénique (1797).

[870] Les rapports de la dernière commission d'enquête parlementaire sur la falsification de denrées prouvent qu'en Angleterre la falsification des médicaments forme non l'exception, mais la règle. L'analyse de trente-quatre échantillons d'opium, achetés chez autant de pharmaciens, donne, par exemple, ce résultat que trente et un étaient falsifiés au moyen de la farine de froment, de l'écale de pavot, de la gomme, de la terre glaise, du sable, etc. La plupart ne contenaient pas un atome de morphine.

[871] B. G. Newnham (bannister at law) : *A Review of the Evidence before the committees of the two Houses of Parliament on the Cornlaws*. Lond., 1815, p. 20, note.

[872] L. c.

[873] Ch. H. Parry, l. c., p. 78. De leur côté, les propriétaires fonciers ne s'indemnisèrent pas seulement pour la guerre antijacobine qu'ils faisaient au nom de l'Angleterre. En dix-huit ans, « leurs rentes montèrent au double, triple, quadruple, et, dans certains cas exceptionnels, au sextuple ». (L. c., p. 100, 101.)

[874] Nous entendons par « outillage » l'ensemble des moyens de travail, machines, appareils, instruments, bâtiments, constructions, voies de transport et de communication, etc.

[875] F. Engels : *Lage der arbeitenden Klasse in England* (p. 20).

[876] Faute d'une analyse exacte du procès de production et de valorisation, l'économie politique classique n'a jamais bien apprécié cet élément important de l'accumulation. « Quelle que soit la variation des forces productives », dit Ricardo, par exemple, « un million d'hommes produit dans les fabriques toujours la même valeur. » Ceci est juste, si la durée et l'intensité de leur travail restent constantes. Néanmoins, la valeur de leur produit et l'étendue de leur accumulation varieront indéfiniment avec les variations successives de leurs forces productives. — À propos de cette question, Ricardo a vainement essayé de faire comprendre à J. B. Say la différence qu'il y a entre valeur d'usage (*wealth*, richesse matérielle) et valeur d'échange.

Say lui répond : « Quant à la difficulté qu'élève M. Ricardo en disant que, par des procédés mieux entendus, un million de personnes peuvent produire deux fois, trois fois autant de richesses, sans produire plus de valeurs, cette difficulté n'en est pas une lorsque l'on considère, ainsi qu'on le doit, la production comme un échange dans lequel on donne *les services productifs de son travail, de sa terre et de ses capitaux, pour obtenir des produits*. C'est par le moyen de ces services productifs que nous acquérons tous les produits qui sont au monde Or... nous sommes d'autant plus riches, nos services productifs ont d'autant plus de valeur, qu'ils obtiennent *dans l'échange appelé production*, une plus grande quantité de choses utiles. » (J. B. Say : *Lettres à M. Malthus*. Paris, 1820, p. 168, 169.)

La « difficulté » dont Say s'acharne à donner la solution et qui n'existe que pour lui, revient à ceci : comment se fait-il que le travail, à un degré de productivité supérieur, augmente les valeurs d'usage, tout en diminuant leur valeur d'échange ? Réponse : La difficulté disparaît dès qu'on baptise « ainsi qu'on le doit » la valeur d'usage, valeur d'échange. La valeur d'échange est certes une chose qui, de manière ou d'autre, a quelque rapport avec l'échange. Qu'on nomme donc la production un « échange », un échange du travail et des moyens de production contre le produit, et il devient clair comme le jour, que l'on obtiendra d'autant plus de valeur d'échange que la production fournira plus de valeurs d'usage. Par exemple : plus une journée de travail produira de chaussettes, plus le fabricant sera riche en chaussettes. Mais soudainement Say se rappelle la loi de l'offre et la demande, d'après laquelle, à ce qu'il paraît, une plus grande quantité de choses utiles et leur meilleur marché sont des termes synonymes. Il nous révèle donc que « le *prix* des chaussettes

(lequel *prix* n'a évidemment rien de commun avec leur *valeur d'échange*) baissera, parce que la concurrence les oblige (les producteurs) de donner les produits pour ce qu'ils leur coûtent ». Mais d'où vient donc le profit du capitaliste, s'il est obligé de vendre les marchandises pour ce qu'elles lui coûtent ? Mais passons outre. Say arrive au bout du compte à cette conclusion : doublez la productivité du travail dans la fabrication des chaussettes, et dès lors chaque acheteur échangera contre le même équivalent deux paires de chaussettes au lieu d'une seule. Par malheur, ce résultat est exactement la proposition de Ricardo qu'il avait promis d'écraser. Après ce prodigieux effort de pensée, il apostrophe Malthus en ces termes modestes : « Telle est, Monsieur, la doctrine bien liée sans laquelle il est impossible, *je le déclare*, d'expliquer les plus grandes difficultés de l'économie politique et notamment comment il se peut qu'une nation soit plus riche lorsque ses produits diminuent de valeur, quoique la richesse soit de la valeur. » (L. c., p. 170.) Un économiste anglais remarque, à propos de ces tours de force, qui fourmillent dans les « Lettres » de Say : « Ces façons affectées et bavardes (*those affected ways of talking*) constituent en général ce qu'il plaît à M. Say d'appeler *sa doctrine*, doctrine qu'il somme M. Malthus d'enseigner à Hertford, comme cela se fait déjà, à l'en croire, « dans plusieurs parties de l'Europe ». Il ajoute : « Si vous trouvez une physionomie de paradoxe à toutes ces propositions, *voyez les choses qu'elles expriment*, et j'ose croire qu'elles vous paraîtront *fort simples* et fort raisonnables. » Certes, et grâce au même procédé, elles paraîtront tout ce qu'on voudra, mais jamais ni originales ni importantes. » (*An Inquiry into those Principles respecting the Nature of Demand*, etc., p. 116, 110.)

[877] Mac Culloch avait pris un brevet d'invention pour « le salaire du travail passé » (*wages of past labour*), longtemps avant que Senior prît le sien pour « le salaire de l'abstinence ».

[878] V. p. e. « *J. Bentham : Théorie des Peines et des Récompenses* », trad. p. Ed. Dumont, 3^e éd. Paris, 1826.

[879] Jérémie Bentham est un phénomène anglais. Dans aucun pays, à aucune époque, personne, pas même le philosophe allemand Christian Wolf, n'a tiré autant de parti du lieu commun. Il ne s'y plaît pas seulement, il s'y pavane. Le fameux principe d'utilité n'est pas de son invention. Il n'a fait que reproduire sans esprit l'*esprit* d'Helvétius et d'autres écrivains français du dix-huitième siècle. — Pour savoir, par exemple, ce qui est utile à un chien, il faut étudier la nature canine, mais on ne saurait déduire cette nature elle-même du principe d'utilité. Si l'on veut faire de ce principe le critérium suprême des mouvements et des rapports humains, il s'agit d'abord d'approfondir la nature humaine en général et d'en saisir ensuite les modifications propres à chaque époque historique. Bentham ne s'embarrasse pas de si peu. Le plus sèchement et le plus naïvement du monde, il pose comme homme type le petit bourgeois moderne, l'épicier, et spécialement l'épicier anglais. Tout ce qui va à ce drôle d'homme-modèle et à son monde est déclaré utile en soi et par soi. C'est à cette aune qu'il mesure le passé, le présent et l'avenir. La religion chrétienne par exemple est utile. Pourquoi ? Parce qu'elle réprouve au point de vue religieux les mêmes méfaits que le Code pénal réprime au point de vue juridique. La critique littéraire au contraire, est nuisible, car c'est un vrai trouble-fête pour les honnêtes gens qui savourent la prose rimée de Martin Tupper. C'est avec de tels matériaux que Bentham, qui avait pris pour devise : *nulla dies sine linea*, a empilé des montagnes de volumes. C'est la sottise bourgeoise poussée jusqu'au génie.

[880] « Les économistes politiques sont trop enclins à traiter une certaine quantité de capital et un nombre donné de travailleurs comme des instrument de production d'une efficacité uniforme et d'une intensité d'action à peu près constante... Ceux qui soutiennent que les marchandises sont les seuls agents de la production prouvent qu'en général la production ne peut être étendue, car pour l'étendre il faudrait qu'on eût préalablement augmenté les subsistances, les matières premières et les outils, ce qui revient à dire qu'aucun accroissement de la production ne peut avoir lieu sans son accroissement préalable, ou, en d'autres termes, que tout accroissement est impossible. » (S. Bailey : *Money and its vicissitudes*, p. 26 et 70.)

[881] Sismondi, l. c., p. 107, 108.

[882] J. St. Mill : « *Principles of Pol. Economy*. »

[883] H. Fawcett : *Prof. of Pol. Econ. at Cambridge* : « *The Economic Position of the British Labourer*. » London, 1865, p. 120.

[884] L. c., p. 123, 124.

[885] On pourrait dire que ce n'est pas seulement du capital que l'on exporte de l'Angleterre, mais encore des ouvriers, sous forme d'émigration. Dans le texte, bien entendu, il n'est point question du pécule des émigrants, dont une grande partie se compose d'ailleurs de fils de fermiers et de membres des classes supérieures. Le capital surnuméraire transporté chaque année de l'Angleterre à l'étranger pour y être placé à intérêts, est bien plus considérable par rapport à l'accumulation annuelle que ne l'est l'émigration annuelle par rapport à l'accroissement annuel de la population.

[886] Karl Marx, l. c. — « À égalité d'oppression des masses, plus un pays a de prolétaires et

plus il est riche. » (Colins : *L'économie politique, source des révolutions et des utopies prétendues socialistes*, Paris, 1754, III, p. 331.) — En économie politique il faut entendre par *prolétaire* le salarié qui produit le capital et le fait fructifier, et que M. Capital, comme l'appelle Pecqueur, jette sur le pavé dès qu'il n'en a plus besoin. Quant au « prolétaire maladif de la forêt primitive », ce n'est qu'une agréable fantaisie Roscherienne. L'habitant de la forêt primitive est aussi le propriétaire d'*icelle*, et il en use à son égard aussi librement que l'orang outang lui-même. Ce n'est donc pas un prolétaire. Il faudrait pour cela qu'au lieu d'exploiter la forêt, il fut exploité par elle. Pour ce qui est de son état de santé, il peut soutenir la comparaison, non seulement avec celui du prolétaire moderne, mais encore avec celui des notabilités syphilitiques et scrofuleuses. Après cela, par « forêt primitive » M. le professeur entend sans doute ses landes natales de Lunébourg.

[887] John Bellers, l. c., p. 2.

[888] B. de Mandeville : « *The fable of the Bees* », 5^e édition, Lond., 1728, Remarks, p. 212, 213, 328. — « Une vie sobre, un travail incessant ; tel est pour le pauvre le chemin du bonheur matériel (l'auteur entend par « bonheur matériel » la plus longue journée de travail possible et le minimum possible de subsistances) et c'est en même temps le chemin de la richesse pour l'État (l'État, c'est-à-dire les propriétaires fonciers, les capitalistes et leurs agents et dignitaires gouvernementaux). » (*An Essay on Trade and Commerce*. Lond., 1770, p. 54)

[889] Eden, l. c., t. I, l. 1, ch. I et préface.

[890] On m'objectera peut-être « l'Essai sur la Population », publié en 1798, mais dans sa première forme ce livre de Malthus n'est qu'une déclamation d'écolier sur des textes empruntés à De Foc ; Franklin, Wallace, Sir James Stewart, Townsend, etc. Il n'y a ni une recherche ni une idée du cru de l'auteur. La grande sensation que fit ce pamphlet juvénile n'était due qu'à l'esprit de parti. La Révolution française avait trouvé des défenseurs chaleureux de l'autre côté de la Manche, et « le principe de population », peu à peu élaboré dans le dix-huitième siècle, puis, au milieu d'une grande crise sociale, annoncé à coups de grosse caisse comme l'antidote infailible des doctrines de Condorcet, etc., fut bruyamment acclamé par l'oligarchie anglaise comme l'éteignoir de toutes les aspirations au progrès humain. Malthus, tout étonné de son succès, se mit dès lors à fourrer sans cesse dans l'ancien cadre de nouveaux matériaux superficiellement compilés. — À l'origine l'économie politique a été cultivée par des philosophes comme Hobbes, Locke, Hume, par des gens d'affaires et des hommes d'État tels que Thomas Morus, Temple, Sully, de Witt, North, Law, Vanderlint, Cantillon, Franklin et, avec le plus grand succès, par des médecins comme Petty, Barbon, Mandeville, Quesnay, etc. Vers le milieu du dix-huitième siècle le pasteur Tucker, un économiste distingué pour son époque, se croit encore obligé de s'excuser de ce qu'un homme de sa sainte profession se mêle des choses de Mammon. Puis les pasteurs protestants s'établissent dans l'économie politique, à l'enseignement du « principe de population », et alors ils y pullulent. À part le moine vénitien Ortes, écrivain spirituel et original, la plupart des docteurs en population sont des ministres protestants. Citons par exemple Bruckner qui dans sa « Théorie du système animal », Leyde, 1767, a devancé toute la théorie moderne de la population, le « révérend » Wallace, le « révérend » Townsend, le « révérend » Malthus, et son disciple, l'archi révérend Th. Chalmers. Malthus, quoique ministre de la Haute Eglise anglicane, avait au moins fait vœu de célibat comme socius (fellow) de l'Université de Cambridge : « Socios collegiorum maritos esse non permittimus, sed statim postquam quis uxorem, duxerit, socius collegil desinat esse. » (*Reports of Cambridge University Cornission*, p. 172.) En général, après avoir secoué le joug du célibat catholique, les ministres protestants revendiquèrent comme leur mission spéciale l'accomplissement du précepte de la Bible : « Croissez et multipliez », ce qui ne les empêche pas de prêcher en même temps aux ouvriers « le principe de population ». Ils ont presque monopolisé ce point de doctrine chatouilleux, ce travestissement économique du péché originel, cette pomme d'Adam, « le pressant appétit » et les obstacles qui tendent à émousser les flèches de Cupidon (« the checks which tend to blunt the shafts of Cupid ») comme dit gaiement le « révérend » Townsend. On dirait que Petty pressentît ces bousilleurs, lorsqu'il écrivait : « La religion fleurit surtout là où les prêtres subissent le plus de macérations, de même que la loi là où les avocats crèvent de faim », mais, si les pasteurs protestants persistent à ne vouloir ni obéir à l'apôtre saint Paul, ni mortifier leur chair par le célibat, qu'ils prennent au moins garde de ne pas engendrer plus de ministres que les bénéfices disponibles n'en comportent. « S'il n'y a que douze mille bénéfices en Angleterre, il est dangereux d'engendrer vingt quatre mille ministres (« *it will not be safe to breed twenty four thousand ministers* »), car les douze mille sans cure chercheront toujours à gagner leur vie, et pour arriver à cette fin ils ne trouveront pas de meilleur moyen que de courir parmi le peuple et de lui persuader que les douze mille bénéficiaires empoisonnent les âmes et les affament, et les éloignent du vrai sentier qui mène au ciel. » (*William Petty : A Treatise on taxes and contributions*, Lond., 1667, p. 57.) À l'instar de Petty, Adam Smith fut détesté par la prêtraille. On en peut juger par un écrit intitulé « *A letter to A. Smith, L. L. D. On the Life, Death and Philosophy of his Friend David Hume. By one of the People*

called Christians », 4^e éd. Oxford, 1784. L'auteur de ce pamphlet, docteur Horne, évêque anglican de Norwich, sermonne A. Smith pour avoir publié une lettre à M. Strahan où « il embaume son ami David » (Hume), où il raconte au monde que « sur son lit de mort Hume s'amuse à lire Lucien et à jouer au whist » et où il pousse l'impudence jusqu'à avouer : « J'ai toujours considéré Hume aussi bien pendant sa vie qu'après sa mort comme aussi près de l'idéal d'un sage parfait et d'un homme vertueux que le comporte la faiblesse de la nature humaine. » L'évêque courroucé s'écrie : « Convient il donc, monsieur, de nous présenter comme parfaitement sage et vertueux le caractère et la conduite d'un homme, possédé d'une antipathie si incurable contre tout ce qui porte le nom de religion qu'il tourmentait son esprit pour effacer ce nom même de la mémoire des hommes ?... Mais ne vous laissez pas décourager, amis de la vérité, l'athéisme n'en a pas pour longtemps... Vous (A. Smith) avez eu l'atroce perversité (the atrocious wickedness) de propager l'athéisme dans le pays (notamment par la Théorie des Sentiments Moraux)... Nous connaissons vos ruses, maître docteur ! ce n'est pas l'intention qui vous manque, mais vous comptez cette fois sans votre hôte. Vous voulez nous faire croire par l'exemple de David Hume, Esquire, qu'il n'y a pas d'autre cordial pour un esprit abattu, pas d'autre contre poison contre la crainte de la mort que l'athéisme... Riez donc sur les ruines de Babylone, et félicitez Pharaon, le scélérat endureci ! » (L. c., p. 8, 17, 21, 22.) Un autre anglican orthodoxe qui avait fréquenté les cours d'Adam Smith, nous raconte à l'occasion de sa mort : « L'amitié de Smith pour Hume l'a empêché d'être chrétien Il croyait Hume sur parole, Hume lui aurait dit que la lune est un fromage vert qu'il l'aurait cru. C'est pourquoi il a cru aussi sur parole qu'il n'y avait ni Dieu ni miracle... Dans ses principes politiques il frisait le républicanisme. » (« *The Bee, By James Anderson* », Edimb., 1791 93.) — Enfin le « révérend » Th. Chalmers soupçonne Adam Smith d'avoir inventé la catégorie des « travailleurs improductifs » tout exprès pour les ministres protestants, malgré leur travail fructifère dans la vigne du Seigneur.

[891] A. Smith, l. c., t. II, p. 189

[892] V. sur les sophismes de cette école : Karl Marx, *Zur Kritik der politischen Ökonomie*, p. 165, 299.

[893] « Les ouvriers industriels et les ouvriers agricoles se heurtent contre la même limite par rapport à leur occupation, savoir la possibilité pour l'entrepreneur de tirer un certain profit du produit de leur travail... Dès que leur salaire s'élève autant que le gain du maître tombe au dessous du profit moyen, il cesse de les occuper ou ne consent à les occuper qu'à la condition qu'ils acceptent une réduction de salaire. John Wade, l. c., p. 241.

[894] « Si nous revenons maintenant à notre première étude, où il a été démontré... que le capital lui-même n'est que le résultat du travail humain, il semble tout à fait incompréhensible que l'homme puisse tomber sous la domination de son propre produit, le capital, et lui être subordonné ! Et comme c'est là incontestablement le cas dans la réalité, on est obligé de se poser malgré soi la question : comment le travailleur a-t-il pu, de maître du capital qu'il était, en tant que son créateur, devenir l'esclave du capital ? » (Von Thünen : *Der isolirte Staat, Zweiter Theil, Zweite Abtheilung*. Rostock, 1863, p. 5, 6.) C'est le mérite de Thünen de s'être posé ce problème, mais la solution qu'il en donne est simplement sottise.

[895] A. Smith, l. c., liv. I, ch. VIII.

[896] L. c., trad. Garnier, t. I, p. 140.

[897] « *The Engineering* », 13 juin 1874.

[898] V. section IV de cet ouvrage.

[899] « Le travail ne peut acquérir cette grande extension de puissance sans une accumulation préalable des capitaux. » (A. Smith, l. c.)

[900] V. section IV, ch. XXIV, de cet ouvrage.

[901] *Census of England and Wales*, 1861, vol. III, p. 36 et 39. London, 1863.

[902] L. c., p. 36.

[903] Un exemple frappant de cette augmentation en raison décroissante est fourni par le mouvement de la fabrique de toiles de coton peintes. Que l'on compare ces chiffres : en Angleterre cette industrie exporta en 1851 577 867 229 yards (le yard égale 0,914 millimètres) d'une valeur de 10 295 621 l. st., mais en 1861 : 828 873 922 yards d'une valeur de 14 211 572 l. st. Le nombre des salariés employés, qui était en 1851 de 12 098, ne s'était élevé en 1861 qu'à 12 556, ce qui fait un surcroît de 458 individus, ou, pour toute la période décennale, une augmentation de 4 pour 100 à peu près.

[904] John Barton : « Observation on the circumstances which influence the condition of the labouring classes of society. » London, 1817, p. 16, 17.

[905] Ricardo, l. c., p. 480.

[906] L. c., p. 469.

[907] Richard Jones : « An introductory Lecture on Pol. Economy. » Lond., 1833, p. 13.

[908] Ramsay, l. c., p. 90, 91.

- [909] H. Merrivale : « Lectures on colonisation and colonies. » Lond. 1841 et 1842, v. 1, p. 146.
- [910] Malthus : « Principles of Pol. Economy », p. 254, 319, 320. C'est dans ce même ouvrage que Malthus, grâce à Sismondi, découvre cette mirifique trinité capitaliste : excès de production, — excès de population, — excès de consommation ; three very delicate monsters, en vérité ! v. Engels : « Umrisse zu einer Kritik der Nationaloekonomie », l. c., p. 107 et suiv.
- [911] Harriet Martineau : « The Manchester strike », 1842, p. 101.
- [912] « Essay on Trade and Commerce. » Lond., 1770, p. 27, 28.
- [913] « Reports of Insp. of Factories, 31 oct. 1863 », p. 8.
- [914] Economist, Jan. 21, 1860.
- [915] « Il ne semble pas absolument vrai que la demande produise toujours l'offre juste au moment où il en est besoin. Cela n'a pas eu lieu du moins pour le travail de fabrique, car un grand nombre de machines chômaient faute de bras. » (*Rpts of Insp. of Fact.*, for 31 oct. 1866, p. 81.)
- [916] Discours d'ouverture de la Conférence sur la réforme sanitaire, tenue à Birmingham, par M. J. Chamberlaine, maire de Birmingham, le 15 janvier 1875.
- [917] Census, etc., for 1861, v. III, p. 11, 2.
- [918] Iddio fa che gli uomini che esercitano mestieri di prima utilità nascono abbondantemente. Galiani, l. c., p. 78.
- [919] S. Laing : *National Distress*, 1844, p. 69.
- [920] « De jour en jour il devient donc plus clair que les rapports de production dans lesquels se meut la bourgeoisie n'ont pas un caractère un caractère simple, mais un caractère de duplicité ; que dans les mêmes rapports dans lesquels se produit la richesse la misère se produit aussi ; que dans les mêmes rapports dans lesquels il y a développement des forces productives il y a une force productive de répression ; que ces rapports ne produisent la richesse bourgeoise, c'est-à-dire la richesse de la classe bourgeoise, qu'en anéantissant continuellement la richesse des membres intégrants de cette classe et en produisant un prolétariat toujours croissant. » (Karl Marx : *Misère de la philosophie*, p. 116.)
- [921] G. Ortès : *Della Economia nazionale libri sei*, 1717, ed. Custodi, parte moderna, t. XXI, p. 6, 9, 22, 25, etc.
- [922] *A Dissertation on the Poor Laws*, by a Wellwisher of Mankind (the Reverend M. J. Townsend), 1786, nouvelle éd. Londres, 1817, p. 15. Ce pasteur « délicat » dont le pamphlet que nous venons de citer ainsi que le Voyage en Espagne ont été impudemment pillés par Malthus, emprunta lui-même une bonne partie de sa doctrine à sir J. Steuart, tout en le défigurant. Si Steuart dit, par exemple : « L'esclavage était le seul moyen de faire travailler les hommes au delà de leurs besoins, et pour qu'une partie de l'État nourrit gratuitement l'autre ; c'était un moyen violent de rendre les hommes laborieux [pour d'autres hommes]. Alors les hommes étaient obligés à travailler, parce qu'ils étaient esclaves d'autres hommes ; aujourd'hui les hommes sont obligés de travailler [pour d'autres hommes qui ne travaillent pas], parce qu'ils sont esclaves de leur propre besoin » (Steuart, l. c., ch. VII.) — il n'en conclut pas, comme le philanthrope clérical, qu'il faut mettre aux salariés le râtelier bien haut. Il veut, au contraire, qu'en augmentant leurs besoins on les incite à travailler davantage pour les gens comme il faut.
- [923] Storch, l. c., t. III, p. 224.
- [924] Sismondi, l. c., éd. Paris, t. I, p. 79, 80.
- [925] Cherbuliez, l. c., p. 146.
- [926] Destutt de Tracy, l. c., p. 231.
- [927] Ceci a été écrit en mars 1867.
- [928] *Tenth Report of the Commissioners of H. M.'s Inland Revenue*. Lond. 1866, p. 38.
- [929] Ces chiffres sont suffisants pour permettre d'établir une comparaison, mais, pris d'une façon absolue, ils sont faux, car il y a annuellement peut-être plus de cent millions de livres sterling de revenus qui ne sont pas déclarés. Les commissaires de l'Ireland Revenue se plaignent constamment dans chacun de leurs rapports de fraudes systématiques, surtout de la part des commerçants et des industriels. On y lit, par exemple : « Une compagnie par actions estimait ses profits imposables à 6 000 l. st. ; le taxateur les évalua à 80 000 l. st., et ce fut, en définitive, cette somme qui servit de base à l'impôt. Une autre compagnie accusait 190 000 l. st. de profit ; elle fut contrainte d'avouer que le montant réel était de 250 000 l. st., etc. » (L. c., p. 42.)
- [930] Census, etc., l. c., p. 29. L'assertion de John Bright que cent cinquante landlords possèdent la moitié du sol anglais et douze la moitié de celui de l'Écosse n'a pas été réfutée.
- [931] *Fourth Report, etc., of Ireland Revenue*. Lond., 1860, p. 17.
- [932] Ce sont là des revenus nets, dont on fait cependant certaines déductions que la loi autorise.
- [933] En ce moment même (mars 1867), le marché de l'Inde et de la Chine est de nouveau encombré par les consignations des filateurs anglais. En 1866, le salaire de leurs ouvriers avait déjà baissé de 5%. En 1867, un mouvement semblable a causé une grève de vingt mille hommes à

Preston.

[934] *Census*, etc., l. c., p. 11.

[935] « It is one of the most melancholy features in the social state of the country, that while there was a decrease in the consuming power of the people, and an increase in the privations and distress of the labouring class and operatives, there was at the same time a constant accumulation of wealth in the upper classes and a constant increase of capital. »

[936] « From 1842 to 1852 the taxable income of the country increased by six per cent... In the eight years from 1853 to 1861, it had increased from the basis taken in 1853, twenty per cent... The fact is so astonishing as to be almost incredible... This intoxicating augmentation of wealth and power... is entirely confined to classes of property... it must be of indirect benefit to the labouring population, because it cheapens the commodities of general consumption — while the rich have been growing richer, the poor have been growing less poor ! at any rate, whether the extremes of poverty are less, I do not presume to say. » (Gladstone, H. of C., 16 avril 1863.)

[937] Voy. les renseignements officiels dans le livre bleu : *Miscellaneous statistics of the United Kingdom*, part VI. Lond., 1866, p. 260, 273, *passim*. Au lieu d'étudier la statistique des asiles d'orphelins, etc., on pourrait jeter un coup d'œil sur les déclamations ministérielles à propos de la dotation des enfants de la maison royale. L'enchérissement des subsistances n'y est jamais oublié.

[938] « Think of those who are on the border of that region (pauperism), wages... in others not increased... human life is but, in nine cases out of ten, a struggle for existence. » (Gladstone, Chambre des communes, 7 avril 1864.) Un écrivain anglais, d'ailleurs de peu de valeur, caractérise les contradictions criantes accumulées dans les discours de M. Gladstone sur le budget en 1863 et 1864 par la citation suivante de Molière :

Voilà l'homme, en effet. Il va du blanc au noir,
Il condamne au matin ses sentiments du soir.
Importun à tout autre, à soi même incommode,
Il change à tous moments d'esprit comme de mode.

The Theory of Exchanges, etc., Londres, 1864, p. 135.

[939] Il. Fawcett, l. c., p. 67, 82. La dépendance croissante dans laquelle se trouve le travailleur vis-à-vis du boutiquier est une conséquence des oscillations et des interruptions fréquentes de son travail qui le forcent d'acheter à crédit.

[940] Il serait à souhaiter que Fr. Engels complétât bientôt son ouvrage sur la situation des classes ouvrières en Angleterre par l'étude de la période écoulée depuis 1844, ou qu'il nous exposât à part cette dernière période dans un second volume.

[941] Dans l'Angleterre est toujours compris le pays de Galles. La Grande-Bretagne comprend l'Angleterre, Galles et l'Écosse, le Royaume Uni, ces trois pays et l'Irlande.

[942] *Public Health*, Sixth Report, etc. for 1863. Lond., 1864, p. 13.

[943] L. c., p. 17.

[944] L. c., p. 13.

[945] L. c., *Appendix*, p. 232.

[946] L. c., p. 232-233.

[947] L. c., p. 15.

[948] « Nulle part les droits de la personne humaine ne sont sacrifiés aussi ouvertement et aussi effrontément au droit de la propriété qu'en ce qui concerne les conditions de logement de la classe ouvrière. Chaque grande ville est un lieu de sacrifices, un autel où des milliers d'hommes sont immolés chaque année au Moloch de la cupidité. » (S. Laing, p. 150.)

[949] *Public Health*. Eighth Report. London, 1866, p. 14, note.

[950] L. c., p. 89. Le Dr Hunter dit à propos des enfants que renferment ces colonies : « Nous ne savons pas comment les enfants étaient élevés avant cette époque d'agglomération des pauvres toujours plus considérable : mais ce serait un audacieux prophète que celui qui voudrait nous dire quelle conduite nous avons à attendre d'enfants qui, dans des conditions sans précédent en ce pays, font maintenant leur éducation — qu'ils mettront plus tard en pratique — de classes dangereuses, en passant la moitié des nuits au milieu de gens de tout âge, ivres, obscènes et querelleurs. » (L. c., p. 56.)

[951] L. c., p. 62.

[952] *Report of the Officer of Health of St. Martin's in the Fields*. 1865.

[953] *Public Health*. Eighth Report. Lond., 1866, p. 93.

[954] L. c., p. 83.

- [955] L. c., p. 89.
 [956] L. c., p. 56.
 [957] L. c., p. 149.
 [958] L. c., p. 50.
 [959]

	N ^{os}	1	chambre	16	personnes.
Vulcanstreet	122	1	—	11	—
Lumleystreet	13	1	—	11	—
Bowerstreet	41	1	—	10	—
Portlandstreet	112	1	—	10	—
Hardtstreet	17	1	—	16	—
Northstreet	18	1	—	13	—
d°	17	1	—	8	adultes
Wymmerstreet	19	1	—	12	personnes
Jawettstreet	56	1	—	3	familles
Georgestreet	150	1	—	11	personnes
Rifle-Court-Marygate	11	1	—	10	—
Marshallstreet	28	1	—	3	familles
d°	49	1	—	18	personnes
Georgestreet	128	1	—	16	—
d°	130	1	—	17	—
Edwardstreet	4	1	—	2	familles
Yorkstreet	34	1	—	26	personnes
Salt-Pinstreet		1	—		

CAVES

Regentsquare		1	cave	8	personnes
Acrestreet		1	—	7	—
Robert's Court	33	1	—	7	—
Back Prattstreet, employé comme atelier de chadronnerie		1	—	7	—
Ebenezerstreet	27	1	—	6	—

(L. cit., p. 111.)

- [960] L. c., p. 114.
 [961] L. c., p. 50.
 [962] *Public Health*. Seventh Report. Lond., 1865, p. 18.
 [963] L. c., p. 165.
 [964] L. c., p. 18, note.

Le curateur des pauvres de la Chapel en le Frith-Union écrit dans un rapport au Registrar général : « À Doveholes, on a percé, dans une grande colline de terre calcaire, un certain nombre de petites cavités servant d'habitation aux terrassiers et autres ouvriers occupés au chemin de fer. Elles sont étroites, humides, sans décharge pour les immondices et sans latrines. Pas de ventilation, si ce n'est au moyen d'un trou à travers la voûte, lequel sert en même temps de cheminée. La petite vérole y fait rage et a déjà occasionné divers cas de mort parmi les Troglodytes. » L. c., n. 2.

[965] La note donnée à la fin de la section IV se rapporte surtout aux ouvriers des mines de charbon. Dans les mines de métal, c'est encore bien pis. Voy. Le Rapport consciencieux de la « Royal Commission » de 1864.

- [966] L. c., p. 180, 182.
 [967] L. c., p. 515, 517>
 [968] L. c., p. 16.

[969] « Mortalité énorme par suite d'inanition chez les pauvres de Londres (Wholesale starvation of the London Poor)... Pendant les derniers jours les murs de Londres étaient couverts de grands placards où on lisait : « Bœufs gras, hommes affamés ! Les bœufs gras ont quitté leurs palais de cristal pour engraisser les riches dans leurs salles somptueuses, tandis que les hommes exténués par la faim dépérissent et meurent dans leurs misérables trous. » Les placards qui portent cette inscription menaçante sont constamment renouvelés. À peine sont-ils arrachés ou recouverts, qu'il en reparait de nouveaux au même endroit ou dans un endroit également public... Cela rappelle les

présages qui préparèrent le peuple français aux événements de 1789... En ce moment, où des ouvriers anglais avec femmes et enfants meurent de faim et de froid, l'argent anglais, le produit du travail anglais, se place par millions en emprunts russes, espagnols, italiens, et en une foule d'autres. » (*Reynold's Newspaper*, 20 jan. 1867). Il faut bien remarquer que l'est de Londres n'est pas seulement le quartier des travailleurs employés à la construction des navires cuirassés et à d'autres branches de la grande industrie, mais encore le siège d'une énorme surpopulation à l'état stagnant, répartie entre les divers départements du travail à domicile. C'est de celle-ci qu'il s'agit dans le passage suivant, extrait du *Standard*, le principal organe des tories : « Un affreux spectacle se déroulait hier dans une partie de la métropole. Quoique ce ne fût qu'une fraction des inoccupés de l'est de Londres qui paraissait avec des drapeaux noirs, le torrent humain était assez imposant. Rappelons-nous les souffrances de cette population. Elle meurt de faim. Voilà le fait dans son horrible nudité ! Il y en a quarante mille ! Sous nos yeux, dans un quartier de notre merveilleuse cité, au milieu de la plus gigantesque accumulation de richesses que le monde ait jamais vue, quarante mille individus meurent de faim ! À l'heure qu'il est, ces milliers d'hommes font irruption dans les autres quartiers, ils crient, ces affamés de toutes les saisons, leurs maux dans nos oreilles, ils les crient au ciel ; ils nous parlent de leur foyer ravagé par la misère ; ils nous disent qu'ils ne peuvent ni trouver du travail ni vivre des miettes qu'on leur jette. Les contribuables de leurs localités se trouvent eux-mêmes poussés par les charges paroissiales sur le bord du paupérisme. » (*Standard*, le 5 avril 1867.)

[970] Il est de mode, parmi les capitalistes anglais, de dépeindre la Belgique comme « le paradis des travailleurs » parce que là « la liberté du travail » ou, ce qui revient au même, « la liberté du capital », se trouve hors d'atteinte. Il n'y a là ni despotisme ignominieux de Trades Unions, ni curatelle oppressive d'inspecteurs de fabrique. — S'il y eut quelqu'un de bien initié à tous les mystères de bonheur du « libre » travailleur belge, ce fut sans doute feu M. Ducpétiaux, inspecteur général des prisons et des établissements de bienfaisance belges et en même temps membre de la Commission centrale de statistique belge. Ouvrons son ouvrage : *Budgets économiques des classes ouvrières en Belgique*, Bruxelles, 1855. Nous y trouvons entre autres une famille ouvrière belge employée normale, dont l'auteur calcule d'abord les dépenses annuelles de même que les recettes d'après des données très exactes et dont il compare ensuite le régime alimentaire à celui du soldat, du marin de l'État et du prisonnier. La famille « se compose du père, de la mère et de quatre enfants », Sur ces six personnes, « quatre peuvent être occupées utilement pendant l'année entière ». On suppose « qu'il n'y a ni malades ni infirmes », ni « dépenses de l'ordre religieux, moral et intellectuel, sauf une somme très minime pour le culte (chaises à l'église) », ni « de la participation aux caisses d'épargne, à la caisse de retraite, etc. », ni « dépenses de luxe ou provenant de l'imprévoyance » ; enfin, que le père et le fils aîné se permettent « l'usage du tabac et le dimanche la fréquentation du cabaret », ce qui leur coûte la somme totale de quatre vingt six centimes par semaine. « Il résulte de l'état général des salaires alloués aux ouvriers des diverses professions... que la moyenne la plus élevée du salaire journalier est de un franc cinquante-six centimes pour les hommes, quatre vingt neuf centimes pour les femmes, cinquante-six centimes pour les garçons et cinquante-cinq centimes pour les filles. Calculées à ce taux, les ressources de la famille s'élèveraient, au *maximum*, à mille soixante-huit francs annuellement... Dans le ménage... pris pour type nous avons réuni toutes les ressources possibles. « Mais en attribuant à la mère de famille un salaire nous enlevons à ce ménage sa direction : comment sera soigné l'intérieur ? Qui veillera aux jeunes enfants ? Qui préparera les repas, fera les lavages, les raccommodages ? Tel est le dilemme incessamment posé aux ouvriers. » Le budget annuel de la famille est donc :

Le père,	300 jours à fr.	1.56 fr.	468
La mère,	—	0.89	267
Le garçon,	—	0.56	168
La fille,	—	0.55	165
Total. . . .			1.068

La dépense annuelle de la famille et son déficit s'élèveraient, dans l'hypothèse où l'ouvrier aurait l'alimentation :

Du marin, à	1828 fr.	Déficit	760 fr.
Du soldat, à	1473	—	705
Du prisonnier, à	1112	—	44

On voit que peu de familles ouvrières peuvent atteindre, nous ne dirons pas à l'ordinaire du marin ou du soldat, mais même à celui du prisonnier. La moyenne générale (du coût de chaque détenu dans les diverses prisons pendant la période de 1847 à 1849) pour toutes les prisons a été de soixante-trois centimes. Ce chiffre, comparé à celui de l'entretien journalier du travailleur, présente

une différence de treize centimes. Il est en outre à remarquer que si, dans les prisons, il faut porter en ligne de compte les dépenses d'administration et de surveillance, par contre les prisonniers n'ont pas à payer de loyer ; que les achats qu'ils font aux cantines ne sont pas compris dans les frais d'entretien, et que ces frais sont fortement abaissés par suite du grand nombre de têtes qui composent les ménages et de la mise en adjudication ou de l'achat en gros des denrées et autres objets qui entrent dans leur consommation... Comment se fait-il, cependant, qu'un grand nombre, nous pourrions dire la grande majorité des travailleurs, vivent à des conditions plus économiques ? C'est... en recourant à des expédients dont l'ouvrier seul a le secret ; en réduisant sa ration journalière ; en substituant le pain de seigle au pain de froment ; en mangeant moins de viande ou même en la supprimant tout à fait, de même que le beurre, les assaisonnements ; en se contentant d'une ou deux chambres où la famille est entassée, où les garçons et les filles couchent à côté les uns des autres, souvent sur le même grabat ; en économisant sur l'habillement, le blanchissage, les soins de propreté ; en renonçant aux distractions du dimanche ; en se résignant enfin aux privations les plus pénibles. Une fois parvenu à cette extrême limite, la moindre élévation dans le prix des denrées, un chômage, une maladie, augmente la détresse du travailleur et détermine sa ruine complète ; les dettes s'accumulent, le crédit s'épuise, les vêtements, les meubles les plus indispensables, sont engagés au mont de piété, et, finalement, la famille sollicite son inscription sur la liste des indigents. » (L. c., p. 151, 154, 155.) En effet, dans ce « paradis des capitalistes » la moindre variation de prix des subsistances de première nécessité est suivie d'une variation dans le chiffre de la mortalité et des crimes. (V. « *Manifest der Maatschappij : De, Vlaemingen Voruit* ». Brussel, 1860, p. 15, 16.) — La Belgique compte en tout neuf cent trente mille familles qui, d'après la statistique officielle, se distribuent de la manière suivante : quatre vingt dix mille familles riches (électeurs), quatre cent cinquante mille personnes ; cent quatre vingt dix mille familles de la petite classe moyenne, dans les villes et les villages, un million neuf cent cinquante mille personnes, dont une grande partie tombe sans cesse dans le prolétariat ; quatre cent cinquante mille familles ouvrières, deux millions deux cent cinquante mille personnes. Plus de deux cent mille de ces familles se trouvent sur la liste des pauvres !

[971] James E. Th. Rogers (*Prof. of Polit. Econ. in the University of Oxford*) : « *A History of Agriculture and Prices in England*. » Oxford, 1866, v. 1, p. 690. Cet ouvrage, fruit d'un travail consciencieux, ne comprend encore dans les deux volumes parus jusqu'ici que la période de 1259 à 1400. Le second volume fournit des matériaux purement statistiques. C'est la première « histoire des prix » authentique que nous possédions sur cette époque.

[972] *Reasons for the late Increase of the Poorrate ; or, a comparative view of the price of labour and provisions*. London, 1777, p. 5, 14 et 16.

[973] *Observations on Reversionary Payments*. Sixth edit. By W. Morgan. Lond., 1805, v. II, p. 158, 159. Price remarque, p. 159 : « Le prix nominal de la journée de travail n'est aujourd'hui que quatre fois, ou tout au plus cinq fois plus grand qu'il n'était en 1514. Mais le prix du blé est sept fois, et celui de la viande et des vêtements environ quinze fois plus élevé. Bien loin donc que le prix du travail ait progressé en proportion de l'accroissement des dépenses nécessaires à la vie, il ne semble pas que proportionnellement il suffise aujourd'hui à acheter la moitié de ce qu'il achetait alors. »

[974] Barton, l. c., p. 26. Pour la fin du dix-huitième siècle, Voy. Eden, l. c.

[975] Parry, l. c., p. 86.

[976] *Id.*, p. 213.

[977] S. Laing.

[978] *England and America*. Lond., 1833, v. 1, p. 45.

[979] Dans ce but, l'aristocratie foncière s'avança à elle-même — par voie parlementaire naturellement, — sur la caisse de l'État, et à un taux très peu élevé, des fonds que les fermiers lui restituent au double.

[980] La catégorie du recensement national qui embrasse les « fils, petits fils, frère, neveu, fille, sœur, nièce, etc., du fermier », en un mot, les membres de la famille, que le fermier emploie lui-même, comptait en 1851 : deux cent seize mille huit cent cinquante et un individus, mais seulement cent soixante-seize mille cent cinquante et un en 1861. La décroissance de ce chiffre prouve la diminution des fermiers d'une fortune, moyenne. — De 1851 à 1871, les petites fermes qui cultivent moins de vingt acres ont diminué de plus de neuf cents, celles qui en occupent cinquante jusqu'à soixante-quinze sont tombées de huit mille deux cent cinquante-trois à six mille trois cent soixante-dix, et le même mouvement descendant l'a emporté dans toutes les autres fermes au dessous de cent acres. Par contre, le chiffre des grandes fermes s'est considérablement élevé dans la même période ; celles de trois cents à cinq cents acres se sont accrues de sept mille sept cent soixante et onze à huit mille quatre cent dix, celles au dessus de cinq cents acres, de deux mille sept cent cinquante cinq à trois mille neuf cent quatorze, celles au dessus de mille acres, de quatre cent quatre-vingt-douze à cinq cent quatre vingt deux, etc.

[981] Le nombre des bergers s'est accru de douze mille cinq cent dix-sept à vingt-cinq mille cinq cent cinquante neuf.

[982] *Census*, etc., l. c., p. 36.

[983] Rogers, l. c. p. 693. « The peasant has again become a serf », l. c., p. 10. M. Rogers appartient à l'école libérale ; ami personnel des Cobden, des Bright, etc. il n'est certes pas suspect de panégyrique du temps passé.

[984] *Public Health*. Seventh Report. Lond. 1865, p. 242. Il ne faut donc pas s'étonner que le loueur du logis en élève le prix quand il apprend que le travailleur gagne davantage, ou que le fermier diminue le salaire d'un ouvrier, « parce que sa femme vient de trouver une occupation » (L. c.).

[985] L. c., p. 135.

[986] L. c., p. 34.

[987] *Report of the Commissioners... relating to Transportation and Penal Servitude*. Lond. v. I, n. 50.

[988] L. c., p. 77. *Memorandum* by the Lord Chief Justice.

[989] L. c., v. II, *Evidence*.

[990] L. c., v. I, *Appendix*, p. 280.

[991] ''Public Health. *Sixth Report*. 1863. Lond., 1864, p. 238, 249, 261, 262.

[992] L. c., p. 262.

[993] L. c., p. 17. L'ouvrier agricole anglais n'a que le quart du lait et que la moitié du pain que consomme l'irlandais. Au commencement de ce siècle, dans son *Tour through Ireland*, Arthur Young signalait déjà la meilleure alimentation de ce dernier. La raison en est tout simplement que le pauvre fermier d'Irlande est infiniment plus humain que le richard d'Angleterre. Ce qui est dit dans le texte ne se rapporte pas au sud ouest de la principauté de Galles. « Tous les médecins de cette partie du pays s'accordent à dire que l'accroissement des cas de mortalité par suite de tuberculose, de scrofules, etc., gagne en intensité à mesure que l'état physique de la population se détériore, et tous attribuent cette détérioration à la pauvreté. L'entretien journalier du travailleur rural y est évalué à cinq pence, et dans beaucoup de districts le fermier (misérable lui-même) donne encore moins : un morceau de viande salée, sec et dur comme de l'acajou, ne valant pas la peine qu'il donne à digérer, ou bien un morceau de lard servant d'assaisonnement à une grande quantité de sauce de farine et de poireaux, ou de bouillie d'avoine, et tous les jours c'est le même régime. La conséquence du progrès de l'industrie a été pour le travailleur, dans ce rude et sombre climat, de remplacer le drap solide tissé chez lui par des étoffes de coton à bon marché, et les boissons fortes par du thé « nominal... ». Après avoir été exposé pendant de longues heures au vent et à la pluie, le laboureur revient à son cottage, pour s'asseoir auprès d'un feu de tourbe ou de morceaux de terre et de déchets de charbon, qui répand d'épaisses vapeurs d'acide carbonique et d'acide sulfureux. Les murs de la hutte sont faits de terre et de moellons ; elle a pour plancher la terre nue comme avant qu'elle fût construite et son toit est une masse de paille hachée et boursouflée. Chaque fente est bouchée pour conserver la chaleur, et c'est là, dans une atmosphère d'une puanteur infernale, les pieds dans la boue et son unique vêtement en train de sécher sur son corps, qu'il prend son repas du soir avec la femme et les enfants. Des accoucheurs, forcés de passer une partie de la nuit dans ces huttes, nous ont raconté que leurs pieds s'enfonçaient dans le sol et que pour se procurer personnellement un peu de respiration ils étaient obligés de faire un trou dans le mur, ouvrage d'ailleurs facile. De nombreux témoins de tout rang affirment que le paysan insuffisamment nourri (*underfed*) est exposé chaque nuit à ces influences malsaines et à d'autres encore. Quant au résultat, une population débile et scrofuleuse, il est assurément on ne peut plus démontré... D'après les communications des employés des paroisses de Carmarthenshire et Cardiganshire, on sait que le même état de choses y règne. À tous ces maux s'en ajoute un plus grand, la contagion de l'idiotisme. Mentionnons encore les conditions climatiques. Des vents du sud ouest très violents soufflent à travers le pays pendant huit ou neuf mois de l'année, et à leur suite arrivent des pluies torrentielles qui inondent principalement les pentes des collines du côté de l'ouest. Les arbres sont rares, si ce n'est dans les endroits couverts ; là où ils ne sont pas protégés, ils sont tellement secoués, qu'ils en perdent toute forme. Les huttes se cachent sous la terrasse d'une montagne, souvent dans un ravin ou dans une carrière, et il n'y a que les moutons lilliputiens du pays et les bêtes à cornes qui puissent trouver à vivre dans les pâturages... Les jeunes gens émigrent à l'est, vers le district minier de Clamorgan et de Monmouth. Carmarthenshire est la pépinière de la population des mines et son hôtel des Invalides... Cette population ne maintient son chiffre que difficilement. — Exemple Cardiganshire :

1851 1861

Sexe masculin 45 155 44 446

Sexe féminin	52 459	52 955
	97 614	97 401

(D^r Hunter's Report. *Public Health*. Seventh Report, 1864. Lond., 1865, p. 498 503, *passim*.)

[994] Cette loi a été quelque peu améliorée en 1865. L'expérience fera voir bientôt que tous ces replâtrages ne servent de rien.

[995] Pour faire comprendre la suite de la citation, nous remarquerons qu'on appelle *close villages* (villages fermés) ceux qui ont pour propriétaires un ou deux gros seigneurs terriens, et *open villages* (villages ouverts) ceux dont le sol est réparti entre plusieurs propriétaires. C'est dans ces derniers que des spéculateurs en bâtiments peuvent construire des cottages et des maisons.

[996] Un village de ce genre présente un assez bon aspect, mais il n'a pas plus de réalité que ceux que Catherine II vit dans son voyage en Crimée. Dans ces derniers temps le berger a été banni, lui aussi, de ces show villages. A Market Harborough, par exemple, il y a une bergerie d'environ cinq cents acres, où le travail d'un seul homme suffit. Pour lui épargner des marches inutiles à travers ces vastes plaines, ces beaux pâturages de Leicester et de Northampton, on avait ménagé au berger une chambre dans la métairie. Maintenant on lui paie un shilling de plus, pour qu'il loue un domicile à une grande distance, dans un village ouvert.

[997] « Les maisons des ouvriers (dans les localités ouvertes et naturellement toujours encombrées) sont pour l'ordinaire bâties par rangées, le derrière sur la limite extrême du lambeau de terrain que le spéculateur appelle sien. L'air et la lumière n'y peuvent donc pénétrer que sur le devant. » (Dr Hunter's Report, l. c., p. 136.) Très souvent le vendeur de bière ou l'épicier du village est loueur de maisons. Dans ce cas l'ouvrier de campagne trouve en lui un second maître à côté du fermier. Il lui faut être en même temps son locataire et sa pratique. « Avec dix shillings par semaine, moins une rente de quatre livres sterling qu'il a à payer chaque année, il est obligé d'acheter le peu qu'il consomme de thé, de sucre, de farine, de savon, de chandelle et de bière, au prix qu'il prend fantaisie au boutiquier de demander. » (L. c., p. 13 1.) Ces localités ouvertes forment en réalité les « colonies pénitentiaires » du prolétariat agricole anglais. Un grand nombre de ces cottages ne sont que des logements disponibles où passent tous les vagabonds de la contrée. L'homme des champs et sa famille, qui dans les conditions les plus répugnantes avaient souvent conservé une pureté, une intégrité de caractère vraiment étonnantes, se dépravent ici tout à fait. Il est de mode parmi les Shylocks de haute volée de lever pharisaïquement les épaules à propos des spéculateurs en cottages, des petits propriétaires et des localités ouvertes. Ils savent pourtant fort bien que sans leurs « villages fermés » et sans leurs « villages de parade » ces localités ouvertes ne pourraient exister. Sans les petits propriétaires des villages ouverts, la plus grande partie des ouvriers du soi serait contrainte de dormir sous les arbres des domaines où ils travaillent. » (L. c., p. 136.) Le système des villages « ouverts » et « fermés » existe dans toutes les provinces du centre et dans l'est de l'Angleterre.

[998] « Le loueur de maisons (fermier ou propriétaire) s'enrichit directement ou indirectement au moyen du travail d'un homme qu'il paie dix shillings par semaine, tandis qu'il extorque ensuite au pauvre diable quatre ou cinq livres sterling par an pour le loyer de maisons qui ne seraient pas vendues vingt sur le marché. Il est vrai que leur prix artificiel est maintenu par le pouvoir qu'a le propriétaire de dire : « Prends ma maison ou fais ton paquet, et cherche de quoi vivre où tu voudras, sans le moindre certificat signé de moi... » Si un homme désire améliorer sa position et aller travailler dans une carrière, ou poser des rails sur un chemin de fer, le même pouvoir est là qui lui crie : « Travaille pour moi à bas prix, ou décampe dans les huit jours. Prends ton cochon avec toi, si tu en as un, et réfléchis un peu à ce que tu feras des pommes de terre qui sont en train de pousser dans ton jardin. » Dans les cas où le propriétaire (ou le fermier) y trouve son intérêt, il exige un loyer plus fort comme punition de ce qu'on a déserté son service. » (D^r Hunter, l. c., p. 131)

[999] Le spectacle de jeunes couples mariés n'a rien de bien édifiant pour des frères et sœurs adultes, qui couchent dans la même chambre, et, bien qu'on ne puisse enregistrer ces sortes d'exemples, il y a suffisamment de faits pour justifier la remarque que de grandes souffrances et souvent la mort sont le lot des femmes qui se rendent coupables d'inceste. » (Dr Hunter, l. c., p. 137.) Un employé de police rurale, qui a fonctionné pendant de longues années comme *détective* dans les plus mauvais quartiers de Londres, s'exprime ainsi sur le compte des jeunes filles de son village : « Leur grossière immoralité dans l'âge le plus tendre, leur effronterie et leur impudeur, dépassent tout ce que j'ai vu de pire à Londres, pendant tout le temps de mon service... » Jeunes gens et jeunes filles adultes, pères et mères, tout cela vit comme des porcs et couche ensemble dans la même chambre. » (*Child. Empl. Comm.* Sixth Report. London, 1867. *Appendix*, p. 77, n° 155.)

[1000] « La noble occupation du *hind* (le journalier paysan) donne de la dignité même à sa condition. Soldat pacifique et non esclave, il mérite que le propriétaire qui s'est arrogé le droit de l'obliger à un travail semblable à celui que le pays exige du soldat lui assure sa place dans les rangs des hommes mariés. Son service, — pas plus que celui du soldat, — n'est payé au prix de marché.

Comme le soldat, il est pris jeune, ignorant, connaissant seulement son métier et sa localité. Le mariage précoce et l'effet des diverses lois sur le domicile affectent l'un comme l'enrôlement et le *mutiny act* (loi sur les révoltes militaires) affectent l'autre. » (Dr Hunter, l. c., p. 132.) Parfois, quelque Landlord exceptionnel a une faiblesse, son cœur s'émeut de la solitude qu'il a créée. « C'est une chose bien triste que d'être seul dans sa terre », dit le comte de Leicester lorsqu'on vint le féliciter de l'achèvement de son château de Holkham. « Je regarde autour de moi, et ne vois point d'autre maison que la mienne. Je suis le géant de la tour des géants et j'ai mangé tous mes voisins. »

[1001] Un mouvement pareil a eu lieu en France dans les dix dernières années, à mesure que la production capitaliste s'y emparait de l'agriculture et refoulait dans les villes la population « surnuméraire » des campagnes. Là, également, les conditions de logement sont devenues pires et la vie plus difficile. Au sujet du « prolétariat foncier » proprement dit, enfanté par le système des parcelles, consulter entre autres l'écrit déjà cité de Colins, et Karl Marx : *Der Achtzehnte, Brumaire des Louis Bonaparte*. New York, 1852 (p. 56 et suiv.). En 1846, la population des villes se représentait en France par vingt-quatre quarante-deux, celle des campagnes par soixante-quinze cinquante huit ; en 1861, la première s'élevait à vingt-huit quatre-vingt six, la seconde n'était plus que de soixante et onze quarante et un. Cette diminution s'est accrue encore dans ces dernières années. En 1846, Pierre Dupont chantait déjà, dans sa chanson des « Ouvriers » :

« Mal vêtus, logés dans des trous,
Sous les combles, dans les décombres,
Nous vivons avec les hiboux
Et les larrons amis des ombres. »

[1002] Le sixième et dernier rapport de la *Child. Empl. Comm.*, publié fin de mars 1867, est tout entier consacré à ce système des bandes agricoles.

[1003] « *Child. Empl. Comm.*, VI Report. » Evidence, p. 173.

[1004] Quelques chefs de bande cependant sont parvenus à devenir fermiers de cinq cents acres, ou propriétaires de rangées de maisons.

[1005] La moitié des filles de Bidford a été perdue par le Gang, l. c. Appendix, p. 6, n. 32.

[1006] V. p. 288 et 289 de cet ouvrage.

[1007] « Le système s'est développé dans les dernières années. Dans quelques endroits, il n'a été introduit que depuis peu. Dans d'autres, où il est ancien, on y enrôle des enfants plus jeunes et en plus grand nombre. » (L. c., p. 79, n. 174.)

[1008] « Les petits fermiers n'emploient pas les bandes. » Elles ne sont pas non plus employées sur les terres pauvres, mais sur celles qui rapportent de deux livres sterling à deux livres sterling dix shillings de rente par acre. (L. c., p. 17 et 14.)

[1009] Un de ces messieurs, effrayé d'une réduction éventuelle de ses rentes, s'emporta devant la commission d'enquête. Pourquoi fait on tant de tapage ? s'écrie t il. Parce que le nom du système est mal sonnante. Au lieu de « Gang » dites, par exemple, « Association industrielle agricole coopérative de la jeunesse rurale », et personne n'y trouvera à redire.

[1010] « Le travail par bandes est meilleur marché que tout autre travail ; voilà pourquoi on l'emploie », dit un ancien chef de bande. (L. c., p. 17, n. 11.) « Le système des bandes, dit un fermier, est le moins cher pour les fermiers, et sans contredit le plus pernicieux pour les enfants. » (L. c., p. 14, n. 4.)

[1011] « Il est hors de doute qu'une grande partie du travail exécuté aujourd'hui dans le système des bandes par des enfants l'était jadis par des hommes et des femmes. Là où l'on emploie les enfants et les femmes, il y a aujourd'hui beaucoup plus d'hommes inoccupés qu'autrefois (mure men are out of work). » L. c., p. 43, n. 102. D'un autre côté, on lit : « Dans beaucoup de districts agricoles, principalement dans ceux qui produisent du blé, la question du travail (labour question) est devenue si sérieuse par suite de l'émigration et des facilités que les chemins de fer offrent à ceux qui veulent s'en aller dans les grandes villes, que je considère les services rendus par les enfants comme absolument indispensables. » (Ce témoin est régisseur d'un grand propriétaire.) L. c., p. 80, n. 180. — À la différence du reste du monde civilisé, la question du travail dans les districts agricoles anglais n'est pas autre chose que la question des Landlords et des fermiers. Il s'agit de savoir comment, malgré le départ toujours plus considérable des ouvriers agricoles, il sera possible d'éterniser dans les campagnes une « surpopulation relative » assez considérable pour maintenir le taux des salaires à son minimum.

[1012] Le « *Public Health Report* », que j'ai cité dans la quatrième section de cet ouvrage, ne traite du système des bandes agricoles qu'en passant, à l'occasion de la mortalité des enfants ; il est resté inconnu à la presse et conséquemment au public anglais. En revanche, le sixième rapport de la Commission du Travail des enfants a fourni aux journaux la matière, toujours bienvenue, d'articles

à sensation. Tandis que la presse libérale demandait comment les nobles gentlemen et ladies, et les gros bénéficiaires de l'Église anglicane, pouvaient laisser grandir sur leurs domaines et sous leurs yeux un pareil abus, eux qui organisent des missions aux antipodes pour moraliser les sauvages des îles du Sud, la presse comme il faut se bornait à des considérations filandreuses sur la dépravation de ces paysans, assez abrutis pour faire la traite de leurs propres enfants ! Et pourtant, dans les conditions maudites où ces *brutes* sont retenues par la classe éclairée, on s'expliquerait qu'ils les mangeassent. Ce qui étonne réellement, c'est l'intégrité de caractère qu'ils ont en grande partie conservée. Les rapporteurs officiels établissent que les parents détestent le système des bandes, même dans les districts où il règne. « Dans les témoignages que nous avons rassemblés, on trouve des preuves abondantes que les parents seraient, dans beaucoup de cas, reconnaissants d'une loi coercitive qui les mit à même de résister aux tentations et à la pression exercée sur eux. Tantôt c'est le fonctionnaire de la paroisse, tantôt leur patron, qui les force, sous menace de renvoi, à tirer profit de leurs enfants, au lieu de les envoyer à l'école. Toute perte de temps et de force, toute souffrance qu'occasionne au cultivateur et à sa famille une fatigue extraordinaire et inutile, tous les cas dans lesquels les parents peuvent attribuer la perte morale de leurs enfants à l'encombrement des cottages et à l'influence immonde des bandes, évoquent dans l'âme de ces pauvres travailleurs des sentiments faciles à comprendre et qu'il est inutile de détailler. Ils ont parfaitement conscience qu'ils sont assaillis par des tourments physiques et moraux provenant de circonstances dont ils ne sont en rien responsables, auxquelles, si cela eût été en leur pouvoir, ils n'auraient jamais donné leur assentiment, et qu'ils sont impuissants à combattre. » (L. c., p. XX, n. 82, et XXIII, n. 96.)

[1013] Ce résultat paraît encore plus défavorable, si nous remontions plus en arrière. Ainsi, en 1865 : 3 688 742 moutons ; mais en 1856, 3 694 294 ; — en 1865 1 299 893 porcs, mais en 1858 1 409 883.

[1014] La table qui suit a été composée au moyen de matériaux fournis par les « *Agricultural Statistics. Ireland. General Abstracts, Dublin* », pour l'année 1860 et suiv., et par les « *Agricultural Statistics. Ireland. Tables showing the estimated average produce, etc.* » Dublin, 1866. On sait que cette statistique est officielle et soumise chaque année au Parlement. — La statistique officielle indique pour l'année 1872, comparée avec 1871, une diminution de 134 915 acres dans la superficie du terrain cultivé. Une augmentation a eu lieu dans la culture des navets, des carottes, etc., une diminution de 16 000 acres dans la surface destinée à la culture du froment, de quatorze mille acres pour l'avoine, de 4 000 acres pour l'orge et le seigle, de 66 632 acres, pour les pommes de terre, de 34,667 acres pour le lin, et de 30 000 acres pour les prairies, les trèfles, les vesces, les navettes et colzas. Le sol cultivé en froment présente pendant les cinq dernières années cette échelle décroissante : 1868, 285 000 acres ; 1869, 280 000 acres ; 1870, 239 000 acres ; 1871, 244 000 acres ; 1872, 280 000 acres. Pour 1872, nous trouvons en nombres ronds une augmentation de 2 600 cents chevaux, de 80 000 bêtes à cornes, de 68 609 moutons, et une diminution de 236 000 porcs.

[1015] « *Tenth Report of the Commissioners of Ireland Revenue.* », Lond., 1866.

[1016] Le revenu total annuel, soit la catégorie D, s'écarte ici de la table qui précède, à cause de certaines déductions légalement admises.

[1017] L'Irlande étant traitée comme la terre promise du « principe de population » M. Th. Sadler, avant de publier son *Traité de la population*, lança contre Malthus son fameux livre : *Ireland, its Evils and their Remedies*, 2^e éd. Lond., 1829, où il prouve par la statistique comparée des différentes provinces de l'Irlande et des divers districts de ces provinces que la misère y est partout, non en raison directe de la densité de population, comme le veut Malthus, mais, au contraire, en raison inverse.

[1018] Pour la période de 1851 à 1874, le nombre total des émigrants est de deux millions trois cent vingt-cinq mille neuf cent vingt-deux.

[1019] D'après une table donnée par Murphy dans son livre : *Ireland Industrial, Political and Social*, 1870, 94,6% de toutes les fermes n'atteignent pas cent acres, et 5,4% les dépassent.

[1020] *Reports from the Poor Law Inspectors on the wages of Agricultural Labourers in Dublin, 1870. Comp. aussi Agricultural Labourers (Ireland) Return, etc.*, dated 8 March 1861, Lond., 1862.

[1021] L. c., p. 1.

[1022] L. c., p. 12, 13.

[1023] L. c., p. 12.

[1024] L. c., p. 25.

[1025] L. c., p. 27.

[1026] L. c., p. 26.

[1027] L. c., p. 1.

[1028] L. c., p. 32.

[1029] L. c., p. 25.

[1030] L. c., p. 30.

[1031] I. L. c., p.21, 13.

[1032] « Such is Irish life and such are Irish wages. » L'inspecteur Baker ajoute au passage cité cette réflexion : « Comment ne pas comparer cet habile artisan à l'air maladif avec les puddleurs du sud du Staffordshire, florissants et bien musclés, dont le salaire hebdomadaire égale et souvent dépasse le revenu de plus d'un gentleman et d'un savant, mais qui, néanmoins, restent au niveau du mendiant et comme intelligence et comme conduite. » (*Rpts of Insp. of fact. for 31 october 1867*, p. 96, 97.)

[1033] Dans la partie du second volume de cet ouvrage qui traite de la propriété foncière, on verra comment la législature anglaise s'est accordée avec les détenteurs anglais du sol irlandais pour faire de la disette et de la famine les véhicules de la révolution agricole et de la dépopulation. J'y reviendrai aussi sur la situation des petits fermiers. En attendant, voici ce que dit Nassau W. Senior, dans son livre posthume *Journals Conversations and Essays relating to Ireland*, 2 volumes. Lond., 1868 « Comme le docteur G. le remarque fort justement, nous avons en premier lieu notre loi des pauvres, et c'est là déjà une arme excellente pour faire triompher les landlords. L'émigration en est une autre. Aucun ami de l'Irlande (lisez de la domination anglaise en Irlande) ne peut souhaiter que la guerre (entre les landlords anglais et les petits fermiers celtes) se prolonge, et encore moins qu'elle se termine par la victoire des fermiers. Plus cette guerre finira promptement, plus rapidement l'Irlande deviendra un pays de pacage (*grazing country*), avec la population relativement faible que comporte un pays de ce genre, mieux ce sera pour toutes les classes. » (L. c., V. II, p. 282.) — Les lois anglaises sur les céréales, promulguées en 1815, garantissaient le monopole de la libre importation de grains dans la Grande Bretagne à l'Irlande ; elles y favorisaient ainsi, d'une manière artificielle, la culture du blé. Ce monopole lui fut soudainement enlevé quand le Parlement, en 1846, abrogea les lois céréales. Abstraction faite de toute autre circonstance, cet événement seul suffit pour donner une impulsion puissante à la conversion des terres arables en pâturages, à la concentration des fermes et à l'expulsion des cultivateurs. Dès lors, — après avoir, de 1815 à 1846, vanté les ressources du sol irlandais qui en faisaient le domaine naturel de la culture des grains — agronomes, économistes et politiques anglais, tout à coup de découvrir que ce sol ne se prête guère à d'autre production que celle des fourrages. Ce nouveau mot d'ordre, M. L. de Lavergne s'est empressé de le répéter de l'autre côté de la Manche. Il n'y a qu'un homme sérieux, comme M. de Lavergne l'est sans doute, pour donner dans de telles balivernes.

[1034] Goethe, irrité de ces billevesées, les raille dans le dialogue suivant :

« *Le maître d'école* : Dis-moi donc d'où la fortune de ton père lui est venue ?

L'enfant : Du grand-père.

Le maître d'école : Et à celui-ci ?

L'enfant : Du bisaïeul.

Le maître d'école : Et à ce dernier ?

L'enfant : Il l'a prise. »

[1035] En Italie, où la production capitaliste s'est développée plus tôt qu'ailleurs, le féodalisme a également disparu plus tôt. Les serfs y furent donc émancipés de fait avant d'avoir eu le temps de s'assurer d'anciens droits de prescription sur les terres qu'ils possédaient. Une bonne partie de ces prolétaires, libres et légers comme l'air, affluaient aux villes, léguées pour la plupart par l'Empire romain et que les seigneurs avaient de bonne heure préférées comme lieux de séjour. Quand les grands changements survenus vers la fin du quinzième siècle dans le marché universel dépourvirent l'Italie septentrionale de sa suprématie commerciale et amenèrent le déclin de ses manufactures, il se produisit un mouvement en sens contraire. Les ouvriers des villes furent en masse refoulés dans les campagnes, où dès lors la petite culture, exécutée à la façon du jardinage, prit un essor sans précédent.

[1036] Jusque vers la fin du dix-septième siècle, plus des 4/5 du peuple anglais étaient encore agricoles. V. Macaulay : *The History of England*, Lond., 1858, vol. I, p. 413. Je cite ici Macaulay parce qu'en sa qualité de falsificateur systématique, il taille et rogne à sa fantaisie les faits de ce genre.

[1037] Mirabeau publia son livre : *De la Monarchie prussienne*, Londres, 1778, t. II, p. 125-126.

[1038] L'édition originale des Chroniques de Holinshed a été publiée en 1577, en deux volumes. C'est un livre rare ; l'exemplaire qui se trouve au British Museum est défectueux. Son titre est : *The firste volume of the Chronicles of England, Scoltande, and Irelande, etc. Faithfully gathered and set forth*, by Raphael Holinshed. At London, imprinted for John Harrison. Même titre pour : *The Laste volume*. La deuxième édition en trois volumes, augmentée et continuée jusqu'à 1586, fut publiée par J. Hooker, etc., en 1587.

[1039] Dans son Utopie, Thomas More parle de l'étrange pays « où les moutons mangent les hommes. »

[1040] Bacon fait très bien ressortir comment l'existence d'une paysannerie libre et aisée est la condition d'une bonne infanterie : « Il était, dit-il, d'une merveilleuse importance pour la puissance

et la force virile du royaume d'avoir des fermes assez considérables pour entretenir dans l'aisance des hommes solides et habiles, et pour fixer une grande partie du sol dans la possession de la yeomanry ou de gens d'une condition intermédiaire entre les nobles et les cottagers et valets de ferme... C'est en effet l'opinion générale des hommes de guerre les plus compétents... que la force principale d'une armée réside dans l'infanterie ou gens de pied. Mais, pour former une bonne infanterie, il faut des gens qui n'aient pas été élevée dans une condition servile ou nécessaire, mais dans la liberté et une certaine aisance. Si donc un État brille surtout par ses gentilshommes et beaux messieurs, tandis que les cultivateurs et laboureurs restent simples journaliers et valets de ferme, où bien cottagers, c'est-à-dire mendiants domiciliés, il sera possible d'avoir une bonne cavalerie, mais jamais des corps de fantassins solides... C'est ce que l'on voit en France et en Italie et dans d'autres pays, où il n'y a en réalité que des nobles et des paysans misérables... à tel point que ces pays sont forcés d'employer pour leurs bataillons d'infanterie des bandes de mercenaires suisses et autres. De là vient qu'ils ont beaucoup d'habitants et peu de soldats. » (*The Reign of Henry VII*, etc. Verbatim Reprint from Kennet's England, éd. 1719, Lond., 1870, p. 308.)

[1041] D^r Hunter, l. c., p. 134. « La quantité de terrain assignée (par les anciennes lois) serait aujourd'hui jugée trop grande pour des travailleurs, et tendant plutôt à les convertir en petits fermiers. » (George Roberts : *The social History of the People of the Southern Counties of England in past Centuries*. Lond., 1856, p. 184, 185.)

[1042] « Le droit du pauvre à avoir sa part des dîmes est établi par la teneur des anciens statuts. » (Tuckett, l. c., vol. II, p. 804, 805.)

[1043] William Cobbet : *A History of the protestant reformation*. §. 471.

[1044] R. Blakey : *The History of political literature front the earliest times* ; Lond., 1855, vol. II, p. 83, 84. — En Écosse, l'abolition du servage a eu lieu quelques siècles plus tard qu'en Angleterre. Encore en 1698, Fletcher de Salhoun fit à la Chambre des Communes d'Écosse cette déclaration : « On estime qu'en Écosse le nombre des mendiants n'est pas au-dessous de deux cent mille. Le seul remède que moi, républicain par principe, je connaisse à cette situation, c'est de rétablir l'ancienne condition du servage et de faire autant d'esclaves de tous ceux qui sont incapables de pourvoir à leur subsistance. » De même Eden, l. c., vol. I, ch. I : « Le paupérisme date du jour où l'ouvrier agricole a été libre... Les manufactures et le commerce, voilà les vrais parents qui ont engendré notre paupérisme national. » Eden, de même que notre Écossais républicain par principe, se trompe sur ce seul point : ce n'est pas l'abolition du servage, mais l'abolition du droit au sol, qu'il accordait aux cultivateurs, qui en a fait des prolétaires, et en dernier lieu des *paupers*. — En France, où l'expropriation s'est accomplie d'une autre manière, l'ordonnance de Moulins en 1571 et l'édit de 1656 correspondent aux lois des pauvres de l'Angleterre.

[1045] Il n'est pas jusqu'à M. Rogers, ancien professeur d'économie politique à l'Université d'Oxford, siège de l'orthodoxie protestante, qui ne relève dans la préface de son Histoire de l'agriculture le fait que le paupérisme anglais provient de la Réforme.

[1046] A letter to sir T. C. Banbury, Brt : *On the High Price of Provisions*, by a Suffolk gentleman, Ipswich, 1795, p. 4. L'avocat fanatique du système des grandes fermes, l'auteur de *The Inquiry into the Connection of large farms*, etc., Lond., 1773, dit lui-même, p. 133 : « Je suis profondément affligé de la disparition de notre yeomanry, de cette classe d'hommes qui a en réalité maintenu l'indépendance de notre nation ; je suis attristé de voir leurs terres à présent entre les mains de lords monopoleurs et de petits fermiers, tenant leurs baux à de telles conditions qu'ils ne sont guère mieux que des vassaux toujours prêts à se rendre à première sommation dès qu'il y a quelque mal à faire. »

[1047] De la morale privée de ce héros bourgeois on peut juger par l'extrait suivant : « Les grandes concessions de terres faites en Irlande à lady Orknev en 1695 sont une marque publique de l'affection du roi et de l'influence de la dame... Les bons et loyaux services de Lady Orknev paraissent avoir été *fæda labiorum ministeria*. » Voy. la *Sloane manuscript collection*, au British Museum, n^o 4224 ; le manuscrit est intitulé : *The character and behaviour of king William Sunderland*, etc., as represented in original Letters to the Duke of Shrewsbury, from Somers Halilax, Oxford, secretary Vernon, etc. Il est plein de faits curieux.

[1048] « L'aliénation illégale des biens de la couronne, soit par vente, soit par donation, forme un chapitre scandaleux de l'histoire anglaise... une fraude gigantesque commise sur la nation (*gigantic fraud on the nation*). » (F. W. Newman : *Lectures on political econ.*, Lond., 1851, p. 129, 130.)

[1049] Qu'on lise, par exemple, le pamphlet d'Edmond Burke sur la maison ducale de Bedford, dont le rejeton est lord John Russel : *The tomtit of liberalism*.

[1050] « Les fermiers défendirent aux cottagers de nourrir, en dehors d'eux-mêmes, aucune créature vivante, bétail, volaille, etc., sous le prétexte que s'ils avaient du bétail ou de la volaille, ils voleraient dans les granges du fermier de quoi les nourrir. Si vous voulez que les cottagers restent

laborieux, dirent-ils, maintenez-les dans la pauvreté. Le fait réel, c'est que les fermiers s'arrogent ainsi tout droit sur les terrains communaux et en font ce que bon leur semble. » (*A Political Enquiry into the consequences of enclosing waste Lands*, Lond., 1785, p. 75.)

[1051] Eden, l. c., *Préface*. — Les lois sur la clôture des communaux ne se font qu'en détail de sorte que sur la pétition de certains landlords, la Chambre des Communes vote un bill sanctionnant la clôture en tel endroit.

[1052] *Capital-farms : Two Letters on the Flour Trade and the Dearness of Corn*, by a Person in business. Londres, 1767, p. 19, 20.)

[1053] *Merchant-farms : An Inquiry into the present High Prices of Provisions*, Lond., 1767, p. 11, *nota*. Cet excellent écrit a pour auteur le Rév. Nathaniel Forster.

[1054] Thomas Wright : *A short address to the public on the monopoly of large farms*, 1779, p. 23.

[1055] Rev. Addington : *Enquiry into the Reasons for and against enclosing open fields* ; Lond. 1772, p. 37-43, *passim*

[1056] Dr. R. Price, l. c., vol. II, p. 155. Qu'on lise Forster, Addington, Kent, Price et James Anderson, et que l'on compare le misérable bavardage du sycophante Mac Culloch dans son catalogue : *The Litterature of Political Economy*, Lond., 1845.

[1057] L. c., p. 147.

[1058] L. c., p. 159. On se rappelle les conflits de l'ancienne Rome. « Les riches s'étaient emparés de la plus grande partie des terres indivises. Les circonstances d'alors leur inspirèrent la confiance qu'on ne les leur reprendrait plus, et ils s'approprièrent les parcelles voisines appartenant aux pauvres, partie en les achetant avec acquiescement de ceux-ci, partie par voies de fait, en sorte qu'au lieu de champs isolée, ils n'eurent plus à faire cultiver que de vastes domaines. À la culture et à l'élevage du bétail, ils employèrent des esclaves, parce que les hommes libres pouvaient en cas de guerre être enlevés au travail par la conscription. La possession d'esclaves leur était d'autant plus profitable que ceux-ci, grâce à l'immunité du service militaire, étaient à même de se multiplier tranquillement et qu'ils faisaient en effet une masse d'enfants. C'est ainsi que les puissants attirèrent à eux toute la richesse, et tout le pays fourmilla d'esclaves. Les Italiens, au contraire, devinrent de jour en jour moins nombreux, décimée qu'ils étaient par la pauvreté, les impôts et le service militaire. Et même lorsque arrivaient des temps de paix, ils se trouvaient condamnés à une inactivité complète, parce que les riches étaient en possession du sol et employaient à l'agriculture des esclaves au lieu d'hommes libres. » (*Appien : la Guerres civiles romaines*, I, 7.) Ce passage se rapporte à l'époque qui précède la loi licinienne. Le service militaire, qui a tant accéléré la ruine du plébéien romain, fut aussi le moyen principal dont se servit Charlemagne pour réduire à la condition de serfs les paysans libres d'Allemagne.

[1059] *An Inquiry into the Connection between the present Prices of Provisions etc.*, p. 124, 129. Un écrivain contemporain constate les mêmes faits, mais avec une tendance opposée : « Des travailleurs sont chassés de leurs cottages et forcés d'aller chercher de l'emploi dans les villes, mais alors on obtient un plus fort produit net, et par là même le capital est augmenté. » (*The Perils of the Nation*, 2^e éd. Lond., 1843, p. 14.)

[1060] F. W. Newman, l. c., p. 132.

[1061] James Anderson : *Observations on the means of exciting a spirit of national Industry*, etc., Edimburgh, 1777.

[1062] L. c., t. I, ch. XVI.

[1063] En 1860, des gens violemment expropriés furent transportés au Canada sous de fausses promesses. Quelques-uns s'enfuirent dans les montagnes et dans les îles voisines. Poursuivis par des agents de police, ils en vinrent aux mains avec eux et finirent par leur échapper.

[1064] David Buchanan : *Observations on, etc.*, *A. Smith's Wealth of Nations*, Edimb., 1814.

[1065] George Ensor : *An Inquiry concerning the Population of Nations*, Lond., 1815, p. 215, 216.

[1066] Lorsque Mme Beecher Stowe, l'auteur de la *Case de l'oncle Tom*, fut reçue à Londres avec une véritable magnificence par l'actuelle duchesse de Sutherland, heureuse de cette occasion d'exhaler sa haine contre la République américaine et d'étaler son amour pour les esclaves noirs, amour qu'elle savait prudemment suspendre plus tard, au temps de la guerre du Sud, quand tout cœur de noble battait en Angleterre pour les esclavagistes, — je pris la liberté de raconter dans la *New-York Tribune* l'histoire des esclaves sutherlandais. Cette esquisse (Carey l'a partiellement reproduite dans son *Slave Trade*, Lond., 1855, p. 202, 203) fut réimprimée par un journal écossais. De là une polémique agréable entre celui-ci et les sycophantes des Sutherland.

[1067] On trouve des détails intéressants sur ce commerce de poissons dans le *Portfolio* de M. David Urquhart, *New Series*. — Nassau W. Senior, dans son ouvrage posthume déjà cité, signale l'exécution des Gaëls dans le Sutherlandshire comme un des clearings les plus bienfaisants que l'on

ait vu de mémoire d'homme.

[1068] Il faut remarquer que les « deer forests » de la haute Écosse ne contiennent pas d'arbres. Après avoir éloigné les moutons des montagnes, on y pousse les daims et les cerfs, et l'on nomme cela une « deer forest ». Ainsi pas même de culture forestière !

[1069] Et la bourse de l'amateur anglais est longue ! Ce ne sont pas seulement des membres de l'aristocratie qui louent ces chasses, mais le premier parvenu enrichi ne croit un M'Callum More lorsqu'il peut vous donner à entendre qu'il a son « lodge » dans les highlands.

[1070] Robert Somers : *Letters from the Highlands or the Famine of 1847*, Lond., 1848, p. 12-28, *passim*.

[1071] En Allemagne, c'est surtout après la guerre de Trente ans que les propriétaires nobles se mirent à exproprier leurs paysans de vive force. Ce procédé, qui provoqua plus d'une révolte (dont une des dernières éclata encore en 1790 dans la Hesse-Electorale), infestait principalement l'Allemagne orientale. Dans la plupart des provinces de la Prusse proprement dite, Frédéric II fut le premier à protéger les paysans contre ces entreprises. Après la conquête de la Silésie, il força les propriétaires fonciers à rétablir les huttes, les granges qu'ils avaient démolies et à fournir aux paysans le bétail et l'outillage agricole. Il avait besoin de soldats pour son armée, et de contribuables pour son trésor. Du reste, il ne faut pas s'imaginer que les paysans menèrent une vie agréable sous son régime, mélange de despotisme militaire, de bureaucratie, de féodalisme et d'exaction financière. Qu'on lise, par exemple, le passage suivant, emprunté à son admirateur, le grand Mirabeau : « Le lin, dit-il, fait donc une des grandes richesses du cultivateur dans le nord de l'Allemagne. Malheureusement pour l'espèce humaine, ce n'est qu'une ressource contre la misère, et non un moyen de bien-être. Les impôts directs, les corvées, les servitudes de tout genre, écrasent le cultivateur allemand, qui paie encore les impôts indirecte dans tout ce qu'il achète... et, pour comble de ruine, il n'ose pas vendre ses productions où et comme il le veut il n'ose pas acheter ce dont il a besoin aux marchands qui pourraient le lui livrer au meilleur prix. Toutes ces causes le minent insensiblement, et il se trouverait hors d'état de payer les impôts directs à l'échéance, sans la filerie ; elle lui offre une ressource, en occupant utilement sa femme, ses enfants, ses servantes, ses valets, et lui-même mais quelle pénible vie, même aidée de ce secours ! En été, il travaille comme un forçat au labourage et à la récolte ; il se couche à neuf heures et se lève à deux, pour suffire aux travaux ; en hiver, il devrait réparer ses forces par un plus grand repos ; mais il manquera de grains pour le pain et pour les semailles, s'il se défait des denrées qu'il faudrait vendre pour payer les impôts. Il faut donc filer pour suppléer à ce vide ; et comme la nature de la chose rend ce travail peu lucratif, il y faut apporter la plus grande assiduité. Aussi le paysan se couche-t-il en hiver à minuit, une heure, et se lève à cinq ou six ; ou bien il se couche à neuf, et se lève à deux, et cela tous les jours de sa vie, si ce n'est le dimanche. Ces excès de veille et de travail usent la nature humaine, et de là vient qu'hommes et femmes vieillissent beaucoup plus tôt dans les campagnes que dans les villes. » (Mirabeau : *De la Monarchie prussienne*, Londres, éd. 1788, t. III, p. 212 et suiv.)

[1072] Hollingshed : *Description of England*, Londres, vol. 1, p. 186.

[1073] Sous le règne d'Édouard VI, remarque un champion des capitalistes, l'auteur de l'*Essay on Trade*, 1770, « les Anglais semblent avoir pris à cœur l'encouragement des manufactures et l'occupation des pauvres, comme le prouve un statut remarquable où il est dit que tous les vagabonds doivent être marqués du fer rouge, etc. » (L. c., p. 8.)

[1074] John Strype M. A. « *Annals of the Reformation and Establishment of Religion, and other various occurrences in the Church of England during Queen Elisabeth's Happy Reign.* » La seconde édition de 1725 fut encore publiée par l'auteur lui-même.

[1075] « Partout où la législation tente de régler les différends entre les maîtres et leurs ouvriers, elle a toujours les maîtres pour conseillers. » (Adam Smith)

[1076] *Sophisms of Free Trade*, by a Barister, Lond., 1850, p. 206. « La législation était toujours prête, ajoute-t-il, à interposer son autorité au profit des patrons ; est-elle impuissante dès qu'il s'agit de l'ouvrier ? »

[1077] On voit par une clause du statut 2, de Jacques I^{er}, c. 6, que certains fabricants de drap prirent sur eux, en leur qualité de juges de paix, de dicter dans leurs propres ateliers un tarif officiel du salaire. — En Allemagne, les statuts ayant pour but de maintenir le salaire aussi bas que possible se multiplient après la guerre de Trente Ans. « Sur le sol dépeuplé les propriétaires souffraient beaucoup du manque de domestiques et de travailleurs. Il fut interdit à tous les habitants des villages de louer des chambres à des hommes ou à des femmes célibataires. Tout individu de cette catégorie qui ne voulait pas faire l'office de domestique devait être signalé à l'autorité et jeté en prison, alors même qu'il avait une autre occupation pour vivre, comme de travailler à la journée pour les paysans ou même d'acheter ou de vendre des grains. » (Privilèges impériaux et sanctions pour la Silésie, 1, 125.) Pendant tout un siècle les ordonnances de tous les petits princes allemande fourmillent de plaintes amères contre la canaille impertinente qui ne veut pas se soumettre aux

dures conditions qu'on lui fait ni se contenter du salaire légal. Il est défendu à chaque propriétaire isolément de dépasser le tarif établi par les États du territoire. Et avec tout cela les conditions du service étaient parfois meilleures après la guerre qu'elles ne le furent un siècle après. « En 1652, les domestiques avaient encore de la viande deux fois par semaine en Silésie ; dans notre siècle, il s'y est trouvé des districts où ils n'en ont eu que trois fois par an. Le salaire aussi était après la guerre plus élevé que dans les siècles suivants. » (G. Freitag.)

[1078] L'article 1 de cette loi est ainsi conçu : « L'anéantissement de toute espèce de corporations des citoyens du même état et profession étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit. » L'article 4 déclare : « Si des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers prenaient des délibérations, faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, les dites délibérations et conventions sont déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme, etc. », c'est-à-dire félonies, comme dans les anciens statuts. (Révolution de Paris, Paris, 1791, t. III, p. 523.)

[1079] *Révolutions de France*, etc., n° LXXVII.

[1080] Buchez et Roux : *Histoire parlementaire de la Révolution française*, X, p. 193-95, *passim* (édit. 1834).

[1081] « Les fermiers, dit Harrison dans sa Description de l'Angleterre, qui autrefois ne payaient que difficilement quatre livres sterling de rente, en paient aujourd'hui quarante, cinquante, cent, et croient avoir fait de mauvaises affaires, si à l'expiration de leur bail ils n'ont pas mis de côté une somme équivalente au total de la rente foncière acquittée par eux pendant six ou sept ans. »

[1082] L'influence que la dépréciation de l'argent exerça au seizième siècle sur diverses classes de la société a été très bien exposée par un écrivain de cette époque dans : *A Compendious or briefe Examination of Certayne Ordinary Complaints of Diverse of our Countrymen in these our Days* ; by W. S. Gentleman (London, 1581). La forme dialoguée de cet écrit contribua longtemps à le faire attribuer à Shakespeare, si bien qu'en 1751, il fut encore édité sous son nom. Il a pour auteur William Stafford. Dans un passage le chevalier (knight) raisonne comme suit :

LE CHEVALIER : « Vous, mon voisin le laboureur, vous, maître mercier, et vous, brave chaudronnier, vous pouvez vous tirer d'affaire ainsi que les autres artisans. Car, si toutes choses sont plus chères qu'autrefois, vous élevez d'autant le prix de vos marchandises et de votre travail. Mais nous, nous n'avons rien à vendre sur quoi nous puissions nous rattraper de ce que nous avons à acheter. » Ailleurs le chevalier interroge le docteur : « Quels sont, je vous prie, les gens que vous avez en vue, et d'abord ceux qui, selon vous, n'ont ici rien à perdre ? » — LE DOCTEUR : « J'ai en vue tous ceux qui vivent d'achat et de vente, car, s'ils achètent cher, ils vendent en conséquence. » — LE CHEVALIER : « Et quels sont surtout ceux qui, d'après vous, doivent gagner ? » — LE DOCTEUR : « Tous ceux qui ont des entreprises ou des fermes à ancien bail, car s'ils paient d'après le taux ancien, ils vendent d'après le nouveau, c'est-à-dire qu'ils paient leur terre bon marché et vendent toutes choses à un prix toujours plus élevé... » — LE CHEVALIER : « Et quels sont les gens qui, pensez-vous, auraient dans ces circonstances plus de perte que les premiers n'ont de profit ? » — LE DOCTEUR : « Tous les nobles, gentilshommes, et tous ceux qui vivent soit d'une petite rente, soit de salaires, ou qui ne cultivent pas le soi, ou qui n'ont pas pour métier d'acheter et de vendre. »

[1083] Entre le seigneur féodal et ses dépendants à tous les degrés de vassalité, il y avait un agent intermédiaire qui devint bientôt homme d'affaires, et dont la méthode d'accumulation primitive, de même que celle des hommes de finance placés entre le trésor public et la bourse des contribuables, consistait en concussions, malversations et escroqueries de toute sorte. Ce personnage, administrateur et percepteur des droits, redevances, rentes et produits quelconques dus au seigneur, s'appela en Angleterre, Steward, en France régisseur. Ce régisseur était parfois lui-même un grand seigneur. On lit, par exemple, dans un manuscrit original publié par Monteil : « C'est le compte que messire Jacques de Thoraine, chevalier chastelain sor Bezançon rent ès seigneur, tenant les comptes à Dijon pour monseigneur le duc et conte de Bourgogne des rentes appartenant à ladite chastellenie depuis le XXV^e jour de décembre MCCCLX jusqu'au XXVIII^e jour de décembre MCCCLX, etc. » (Alexis Monteil : *Histoire des Matériaux manuscrits*) On remarquera que dans toutes les sphères de la vie sociale, la part du lion échoit régulièrement à l'intermédiaire. Dans le domaine économique, par exemple, financiers, gens de bourse, banquiers, négociants, marchands, etc., écrèment les affaires ; en matière civile, l'avocat plume les parties sans les faire crier ; en politique, le représentant l'emporte sur son commettant, le ministre sur le souverain, etc. ; en religion, le médiateur éclipse Dieu pour être à son tour supplanté par les prêtres, intermédiaires obligés entre le bon pasteur et ses ouailles. — En France, de même qu'en Angleterre,

les grands domaines féodaux étaient divisés en un nombre infini de parcelles, mais dans des conditions bien plus défavorables aux cultivateurs. L'origine des *fermes* ou *terriers* y remonte au quatorzième siècle. Ils allèrent en s'accroissant et leur chiffre finit par dépasser cent mille. Ils payaient en nature ou en argent une rente foncière variant de la douzième à la cinquième partie du produit. Les terriers, fiefs, arrière-fiefs, etc., suivant la valeur et l'étendue du domaine, ne comprenaient parfois que quelques arpents de terre. Ils possédaient tous un droit de juridiction qui était de quatre degrés. L'oppression du peuple, assujetti à tant de petits tyrans, était naturellement affreuse. D'après Monteil, il y avait alors en France cent soixante mille justices féodales, là où aujourd'hui quatre mille tribunaux ou justices de paix suffisent.

[1084] Dans ses *Notions de philosophie naturelle*, Paris, 1838.

[1085] Un point que sir James Stewart fait ressortir.

[1086] « Je permettrai, dit le capitaliste, que vous ayez l'honneur de me servir, à condition que vous me donniez le peu qui vous reste pour la peine que je prendrai de vous commander. » (J.-J. Rousseau : *Discours sur l'économie politique*.)

[1087] Mirabeau : l. c., t. III, p. 20, 21, 109.

[1088] « Vingt livres de laine tranquillement converties en hardes de paysan par la propre industrie de la famille, pendant les moments de loisir que lui laisse le travail rural, — cela ne fait pas grand fracas : mais portez-les au marché, envoyez-les à la fabrique, de là au courtier, puis au marchand, et vous aurez de grandes opérations commerciales et un capital nominal engagé, représentant vingt fois la valeur de l'objet... La classe productive est ainsi mise à contribution afin de soutenir une misérable population de fabrique, une classe de boutiquiers parasites et un système commercial, monétaire et financier absolument fictif. » (David Urquhart, l. c., p. 120.)

[1089] Tuckett, l. c., vol. I, p. 144.

[1090] David Urquhart, l. c., p. 122. Mais voici Carey qui accuse l'Angleterre, non sans raison assurément, de vouloir convertir tous les autres pays en pays purement agricoles pour avoir seule le monopole des fabriques. Il prétend que c'est ainsi que la Turquie a été ruinée, l'Angleterre « n'ayant jamais permis aux propriétaires et cultivateurs du sol turc de se fortifier par l'alliance naturelle de la charrue et du métier, du marteau et de la herse » (*The Slave Trade*, etc., p. 125). D'après lui, D. Urquhart lui-même aurait été un des principaux agents de la ruine de la Turquie en y propageant dans l'intérêt anglais la doctrine du libre-échange. Le plus joli, c'est que Carey, grand admirateur du gouvernement russe, veut prévenir la séparation du travail industriel d'avec le travail agricole au moyen du système protectionniste, qui n'en fait qu'accélérer la marche.

[1091] Le mot « industriel » est ici employé par opposition à « agricole » ; dans le sens catégorique, le fermier est tout aussi bien un capitaliste industriel que le fabricant.

[1092] *The natural and artificial Rights of Properly contrasted*. Lond., 1832, p. 98-99. L'auteur de cet écrit anonyme est Th. Hodgskin.

[1093] Dr John Aikin, Description from the country from thirty to forty miles round Manchester. London, 1795.

[1094] William Howitt : *Colonisation and Christianity. A Popular History of the treatment of the natives by the Europeans in all their colonies* ; Lond., 1838, p. 9. Sur le traitement des esclaves, on trouve une bonne compilation chez Charles Comte. (Traité de législation, 3^e édit., Bruxelles, 1837.) Il faut étudier ce sujet en détail pour voir ce que le bourgeois fait de lui-même et du travailleur, partout où il peut, sans gêne, modeler le monde à son image.

[1095] Thomas Stamford Raffles late Governor of Java : *Java and its dependencies* ; Lond. 1817.

[1096] En 1866, plus d'un million d'Hindous moururent de faim dans la seule province d'Orissa. On n'en chercha pu moins à enrichir le trésor public en vendant très cher aux gens affamés les denrées.

[1097] William Cobbett remarque qu'en Angleterre toutes les choses publiques s'appellent *royales*, mais que par compensation, il y a la *dette nationale*.

[1098] Quand, au moment le plus critique de la deuxième guerre de la Fronde, Bussy-Rabutin fait demander, pour pouvoir lever un régiment, des assignations sur « les tailles du Nivernois encore dues » et « sur le sel », Mazarin répond : « Plût à Dieu que cela se pût, mais tout cela est destiné pour les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, et il serait d'étrange conséquence de faire des levées de ces deniers-là ; qu'il ne fallait point irriter les rentiers ni contre lui ni contre vous. » (*Mémoires du comte de Bussy-Rabutin*, Amsterdam, 1751, t. I, p. 165.)

[1099] « Si les Tartares inondaient aujourd'hui l'Europe, il faudrait bien des affaires pour leur faire entendre ce que c'est qu'un financier parmi nous. » (Montesquieu : *Esprit des Lois*, t. IV, p. 33, éd. Londres, 1769.)

[1100] Mirabeau. l. c., t. VI, p. 101.

[1101] Eden, l. c., t. II, ch. 1, p. 421.

[1102] John Fielden : *The Curse of the factory system*, London, 1836, p. 5, 6. — Relativement aux infamies commises à l'origine des fabriques, voyez Dr Aikin (1795), l. c., p. 219, et Gisbourn : *Enquiry into the Duties of Men*, 1795, vol. II. — Dès que la machine à vapeur transplanta les fabriques des cours d'eau de la campagne au milieu des villes, le faiseur de plus-value, amateur d'« abstinence », trouva sous la main toute une armée d'enfants sans avoir besoin de mettre des workhouses en réquisition. Lorsque sir R. Peel (père du *ministre de la plausibilité*) présenta en 1815 son bill sur les mesures à prendre pour protéger les enfants, F. Horner, l'ami de Ricardo, cita les faits suivants devant la Chambre des Communes : il est notoire que récemment, parmi les meubles d'un banqueroutier, une bande d'enfants de fabrique fut, si je puis me servir de cette expression, mise aux enchères et vendue comme faisant partie de l'actif ! Il y a deux ans (1813), un cas abominable se présenta devant le tribunal du *Banc du Roi*. Il s'agissait d'un certain nombre d'enfants. Une paroisse de Londres les avait livrés à un fabricant, qui de son côté les avait passés à un autre. Quelques amis de l'humanité les découvrirent finalement dans un état complet d'inanition. Un autre cas encore plus abominable a été porté à ma connaissance lorsque j'étais membre du comité d'enquête parlementaire. Il y a quelques années seulement, une paroisse de Londres et un fabricant conclurent un traité dans lequel il fut stipulé que par vingtaine d'enfants sains de corps et d'esprit vendus, il devrait accepter un idiot. »

[1103] Voy. le livre déjà cité du Dr Aikin, 1795.

[1104] En 1790 il y avait dans les Indes occidentales anglaises dix esclaves pour un homme libre ; dans les Indes françaises quatorze pour un ; dans les Indes hollandaises vingt-trois pour un. (Henry Brougham : *An Inquiry into the colonial policy of the European powers*, Edimb., 1803, vol. II, p. 74.)

[1105] Cette expression *labouring poor* se trouve dans les lois anglaises depuis le temps où la classe des salariés commence à attirer l'attention. La qualification de *labouring poor* est opposée d'une part à celle de *idle poor*, pauvre fainéant, mendiant, etc., d'autre part à celle de travailleur, possesseur de ses moyens de travail, n'étant pas encore tout à fait plumé. De la loi l'expression est passée dans l'économie politique depuis Culpeper, J. Child, etc., jusqu'à Adam Smith et Eden. On peut juger par là de la bonne foi de l'*execrable political cantmonger*, Edmond Burke, quand il déclare l'expression *labouring poor* un execrable political cant. *Ce sycophante, qui à la solde de l'oligarchie anglaise a joué le romantique contre la Révolution française, de même qu'à la solde des colonies du Nord de l'Amérique, au commencement de leurs troubles, il avait joué le libéral contre l'oligarchie anglaise, avait l'âme foncièrement bourgeoise.* « Les lois du commerce, dit-il, sont les lois de la nature et conséquemment de Dieu » (E. Burke, *Thoughts and Details on Scarcity*. London, 1800, p. 31, 32). Rien d'étonnant que, fidèle aux « lois de Dieu et de la nature », il se soit toujours vendu au plus offrant enchérisseur. On trouve dans les écrits du Rev. Tucker — il était pasteur et tory, au demeurant homme honorable et bon économiste — un portrait bien réussi de cet Edmond Burke au temps de son libéralisme. À une époque comme la nôtre, où la lâcheté des caractères s'unit à la foi la plus ardente aux « lois du commerce », c'est un devoir de stigmatiser sans relâche les gens tels que Burke, que rien ne distingue de leurs successeurs, rien, si ce n'est le talent.

[1106] Marie Augier : *Du crédit public*, Paris, 1842, p. 265.

[1107] « Le capital, dit la Quarterly Review, fuit le tumulte et les disputes et est timide par nature. Cela est très vrai, mais ce n'est pas pourtant toute la vérité. Le capital abhorre l'absence de profit ou un profit minime, comme la nature a horreur du vide. Que le profit soit convenable, et le capital devient courageux : 10 % d'assurés, et on peut l'employer partout ; 20 %, il s'échauffe ; 50 %, il est d'une témérité folle ; à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines ; 300 %, et il n'est pas de crime qu'il n'ose commettre, même au risque de la potence. Quand le désordre et la discorde portent profit, il les encourage tous deux, à preuve la contrebande et la traite des nègres. » (P. J. Dunning, *Trade Unions and Strikes*, p. 436.)

[1108] « Nous sommes... dans une condition tout à fait nouvelle de la société... nous tendons à séparer complètement toute espèce de propriété d'avec toute espèce de travail. » Sismondi : *Nouveaux principes de l'Écon. polit.*, t. II, p. 434.

[1109] « Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est le véhicule inconscient, remplace peu à peu l'isolement des travailleurs né de la concurrence par leur union révolutionnaire au moyen de l'association. À mesure que la grande industrie se développe, la base même sur laquelle la bourgeoisie a assis sa production et son appropriation des produits se dérobe sous ses pieds. Ce qu'elle produit avant tout, ce sont ses propres fossoyeurs. Son élimination et le triomphe du prolétariat sont également inévitables... De toutes les classes subsistant aujourd'hui en face de la bourgeoisie le prolétariat seul forme une classe réellement révolutionnaire. Les autres dépérissent et s'éteignent devant la grande industrie, dont le prolétariat est le produit propre... La classe moyenne, le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan, le cultivateur, tous combattent la bourgeoisie pour sauver leur existence comme classe moyennes... Ils sont réactionnaires, car ils cherchent à faire

tourner en arrière la roue de l'histoire. » (F. Engels et Karl Marx : *Manifest der kommunistischen Partie*. Lond., 1847 p. 9, 11.)

[1110] Il s'agit ici de colonies réelles, d'un sol vierge colonisé par des émigrants libres. Les États-Unis sont encore, au point de vue économique, une colonie européenne. On peut aussi du reste faire entrer dans cette catégorie les anciennes plantations dont l'abolition de l'esclavage a depuis longtemps radicalement bouleversé l'ordre imposé par les conquérants.

[1111] Les quelques aperçus lumineux de Wakefield avaient déjà été développés par Mirabeau père, le physiocrate, et avant lui par des économistes anglais du dix-septième siècle, tels que Culpeper, Child, etc.

[1112] Plus tard, il devient une nécessité temporaire dans la lutte de la concurrence internationale. Mais, quels que soient ses motifs, les conséquences restent les mêmes.

[1113] « Un nègre est un nègre. Ce n'est que dans certaines conditions qu'il devient esclave. Cette machine que voici est une machine à filer du coton. Ce n'est que dans des conditions déterminées qu'elle devient capital. Hors de ces conditions, elle est aussi peu capital que l'or par lui-même est monnaie, que le sucre n'est le prix du sucre... Le capital est un rapport social de production. C'est rapport de production historique. » Karl Marx : *Lohnarbeit und Kapital*. Voy. N. Rh. Zeitung, n° 266, 7 avril 1849.

[1114] E. G. Wakefield : *England and America*, vol. II, p. 33.

[1115] L. c., vol. I, p. 17, 18.

[1116] L. c., p. 81.

[1117] L. c., p. 43, 44.

[1118] L. c., vol. II, p. 5.

[1119] « Pour devenir élément de colonisation, la terre doit être non seulement inculte, mais encore propriété publique, convertible en propriété privée. » (L. c., vol. II, p. 125.)

[1120] L. c., vol. I, p. 297.

[1121] L. c., p. 22, 23.

[1122] L. c., vol. II, p. 116.

[1123] L. c., vol. I, p. 130, 131.

[1124] L. c., v. II, p. 5.

[1125] Merivale, l. c., v. II, p. 235, 314, *passim*. — Il n'est pas jusqu'à cet homme de bien, économiste vulgaire et libre échangiste distingué, M. de Molinari, qui ne dise : « Dans les colonies où l'esclavage a été aboli sans que le travail forcé se trouvât remplacé par une quantité équivalente de travail libre, on a vu s'opérer la contre-partie du fait qui se réalise *tous les jours* sous nos yeux. On a vu les simples (*sic*) travailleurs exploiter à leur tour les entrepreneurs d'industrie, exiger d'eux des salaires hors de toute proportion avec *la part légitime* qui leur revenait dans le produit. Les planteurs, ne pouvant obtenir de leurs sucres un prix suffisant pour couvrir la hausse du salaire, ont été obligée de fournir l'excédent, d'abord sur leurs profits, ensuite sur leurs capitaux mêmes. Une foule de planteurs ont été ruinés de la sorte, d'autres ont fermé leurs ateliers pour échapper à une ruine imminente... Sans doute, il vaut mieux voir périr des accumulations de capitaux que des générations d'hommes (quelle générosité ! Excellent M. Molinari !), mais ne vaudrait-il pas mieux que ni les unes ni les autres ne périssent ? » (Molinari, l. c., p. 51, 52.) Monsieur Molinari ! monsieur Molinari ! Et que deviennent les dix commandements, Moïse et les prophètes, la loi de l'offre et la demande, si en Europe l'entrepreneur rogne sa part légitime à l'ouvrier et dans l'Inde occidentale, l'ouvrier à l'entrepreneur ? Mais quelle est donc s'il vous plaît, cette *part légitime* que, de votre propre aveu, le capitaliste ne paie pas en Europe ? Allons, maître Molinari, vous éprouvez une démangeaison terrible de prêter là dans les colonies où les travailleurs sont assez simples a pour exploiter le capitaliste », un brin de secours policier à cette pauvre loi de l'offre et la demande, qui ailleurs, à votre dire, marche si bien toute seule.

[1126] Wakefield, l. c., v. II, p. 52.

[1127] L. c., p. 191, 192.

[1128] L. c., v. I, p. 47, 246, 247.

[1129] « C'est, ajoutez-vous, grâce à l'appropriation du sol et des capitaux que l'homme, qui n'a que ses bras, trouve de l'occupation et se fait un revenu... : C'est au contraire, grâce à l'appropriation individuelle du sol qu'il se trouve des hommes n'ayant que leurs bras... Quand vous mettez un homme dans le vide, vous vous emparez de l'atmosphère. Ainsi faites-vous, quand vous vous emparez du sol... C'est le mettre dans le vide de richesse, pour ne le laisser vivre qu'à votre volonté. » (Colins, l. c., t. III, p. 268, 271, *passim*.)

[1130] Wakefield, l. c., v. II, p. 192.

[1131] L. c., p. 45.

[1132] Dès que l'Australie devint autonome, elle édicta naturellement des lois favorables aux colons : mais la dilapidation du sol, déjà accomplie par le gouvernement anglais, lui barre le

chemin. « Le premier et principal objet que vise le nouveau *Land Act* (loi sur la terre) de 1862, c'est de créer des facilités pour l'établissement de la population. » (*The land law of Victoria by the Hon. G. Duffy, Minister of Public Lands*. Lond., 1862.)

SALAIRES, PRIX, PROFITS

TRADUCTION PAR CHARLES LONGUET.

L'original est en anglais

Éléments bibliographiques :

Discours prononcé en anglais :
1865

Édition originale française :
Giard et Brière, 1899.

Sources de la présente édition :
Même éditeur, 2^e édition, 1912.

55 pages

TABLE

I Produit national et part du salaire

II Influence des variations du salaire sur la quantité et le genre des produits

III Mouvements des salaires et de l'argent

IV Étalon des salaires

V Salaires du travail et prix des marchandises

IV De la valeur et des prix

VII La force de travail

VIII Production de la plus-value

IX Valeur du travail

X Le profit se réalise par la vente d'une marchandise à sa valeur

XI Les différentes parties dans lesquelles se décompose la plus-values

XII Rapport général des profits, des salaires, et des prix

XIII Tentatives pour relever les salaires ou pour s'opposer à leur baisse, cas principaux

XIV La lutte entre le capital et le travail et ses résultats

Titre suivant : L'ALLEMAGNE EN 1848

SALAIRES

PRIX, PROFITS^{27}

Citoyens,

Avant d'aborder mon sujet, permettez-moi de vous présenter quelques observations préliminaires.

Il règne en ce moment parmi les nations continentales une véritable épidémie de grèves, et l'on y réclame à grands cris une augmentation des salaires. La question sera soulevée à notre prochain Congrès. Les membres du Conseil général de l'Association internationale doivent avoir une opinion faite sur cette question primordiale. Aussi me suis-je fait un devoir, pour ma part, de traiter à fond le sujet, même au risque de mettre votre patience à l'épreuve.

Je dois faire une autre remarque préliminaire, qui concerne le citoyen Weston. Il a non seulement exposé devant vous, mais soutenu en public, dans ce qu'il croit être l'intérêt de la classe ouvrière, des opinions qui sont, il le sait bien, les plus antipathiques à la classe ouvrière elle-même. C'était faire montre d'un courage moral que nous devons tous hautement honorer. J'espère que, malgré le style sans fard de mon travail, ma conclusion le convaincra que j'admets ce qui me paraît être l'idée juste cachée au fond de sa thèse, que toutefois, dans sa forme présente, je dois considérer comme fausse en théorie et dangereuse en pratique.

Ceci dit, j'aborde ma tâche.

I

PRODUIT NATIONAL ET PART DU SALAIRE

L'argumentation du citoyen Weston reposait, en réalité, sur ces deux propositions : 1o la *somme de la production nationale* est une chose *fixe*,

une quantité ou, comme disent les mathématiciens, une grandeur *constante* ; 2° la *somme des salaires réels*, c'est-à-dire des salaires mesurés par la quantité de marchandises qu'ils peuvent acheter, est une somme *fixe*, une grandeur *constante*.

La première affirmation est une erreur évidente. D'année en année vous voyez s'accroître la valeur et la masse de la production, en même temps que les forces productives du travail national et la somme d'argent nécessaire pour faire circuler cette production croissante changent continuellement. Ce qui est vrai à la fin de l'année, et pour différentes années comparées l'une avec l'autre, est vrai pour chaque journée moyenne de l'année. La somme, la grandeur de la production nationale change continuellement. Ce n'est pas une grandeur *constante*, mais bien une grandeur *variable* et, en dehors des variations dans le chiffre de la population, il doit en être ainsi à cause du changement continu dans l'*accumulation du capital* et dans les *forces productrices du travail*. Il est bien vrai que si une *hausse du taux général des salaires* survenait aujourd'hui, cette hausse, quels qu'en fussent les effets ultérieurs, par *elle-même* ne changerait pas immédiatement la somme de la production. Elle partirait, en premier lieu, de l'état de choses existant. Mais si, *avant* la hausse des salaires, la production nationale est *variable*, et non *fixe*, elle continuera à être variable, et non fixe *après* la hausse des salaires.

Mais supposons que la somme de la production nationale soit *constante* au lieu d'être *variable*. Même alors, ce que notre ami Weston regarde comme une conclusion logique resterait encore une affirmation gratuite. Si j'ai un nombre donné, mettons huit, les limites absolues de ce nombre n'empêchent pas ses parties de changer leurs limites *relatives*. Si les profits étaient six et les salaires deux, les salaires pourraient s'élever à six, les profits descendre à deux et la somme totale rester huit. Ainsi la fixité de la somme de la production ne prouverait nullement la fixité de la somme des salaires. Comment donc notre ami Weston prouve-t-il cette fixité ? En l'affirmant.

Mais même si on la lui concédait, cette affirmation serait à double tranchant, tandis qu'il ne la fait agir que dans un sens. En effet, si la somme des salaires est une grandeur constante, alors elle ne peut être ni augmentée ni diminuée. Si donc, en amenant une hausse passagère des salaires, les ouvriers font une folie, les capitalistes, en amenant une baisse passagère des salaires, n'en feraient pas une moins grande. Notre ami Weston ne nie pas que dans certaines circonstances les ouvriers *puissent* amener une hausse forcée des salaires ; seulement, d'après lui, la somme de ces salaires étant naturellement fixe, il devra se produire une réaction.

D'un autre côté, il sait aussi que les capitalistes peuvent amener une baisse forcée des salaires et que, en fait, ils essayent continuellement de l'amener. En vertu du principe de la fixité des salaires, une réaction doit se produire dans ce second cas non moins que dans le premier. Les ouvriers, par conséquent, auraient raison de réagir contre la tentative ou le fait d'abaisser les salaires. Donc ils auraient également raison d'amener une hausse des salaires, car toute *réaction* contre la baisse des salaires est une action pour les relever. Ainsi, en vertu du principe de la *fixité des salaires*, soutenu par le citoyen Weston, les ouvriers devraient, dans certaines circonstances, se coaliser et lutter pour une augmentation de salaires.

S'il le nie, il faut qu'il renonce à la proposition dont cette conclusion découle. Qu'il n'aille pas dire que la somme des salaires est une *quantité constante*, mais que tout en ne pouvant pas et ne devant pas *augmenter*, elle peut et doit *diminuer* toutes les fois que cela plaira au Capital. S'il plaît au capitaliste de vous nourrir de pommes de terre au lieu de viande, et de bouillie d'avoine au lieu de pain blanc, il vous faut prendre sa volonté pour une loi de l'économie politique et vous y soumettre. Si dans un pays le taux des salaires est plus élevé que dans un autre, aux États-Unis, par exemple, plus élevé qu'en Angleterre, il faudra expliquer cette différence dans le taux des salaires par une différence entre la volonté du capitaliste américain et la volonté du capitaliste anglais. Voilà une méthode qui certes simplifierait grandement l'étude non seulement des phénomènes économiques, mais de tous les autres phénomènes.

Et même dans ce cas-là, nous pourrions demander *pourquoi* la volonté du capitaliste américain diffère de la volonté du capitaliste anglais, et, pour répondre à la question, il faudrait sortir du domaine de la *volonté*. Une personne peut me dire que Dieu veut une chose en France et une chose différente en Angleterre. Si je la mets en demeure d'expliquer cette dualité de la volonté divine, elle aura peut-être le front de me répondre que Dieu veut avoir une volonté en France et une autre volonté en Angleterre. Mais notre ami Weston est assurément le dernier homme capable de te faire un argument d'une si complète négation de tout raisonnement.

La *volonté* du capitaliste est certainement de prendre le plus possible Ce que nous avons à faire ce n'est pas de dissenter sur son *vouloir*, mais de nous enquérir de son *pouvoir*, de rechercher les *limites de ce pouvoir* et le *caractère de ces limites*.

II

INFLUENCE DES VARIATIONS DU SALAIRE SUR LA QUANTITÉ ET LE GENRE DES PRODUITS

L'écrit que nous a lu le citoyen Weston aurait pu tenir, pour employer la locution anglaise, « dans une coque de noix ».

Toute son argumentation revenait à ceci : si la classe ouvrière force la classe capitaliste à déboursier cinq schellings au lieu de quatre, sous forme de salaire en argent, le capitaliste donnera, sous forme de marchandises, une valeur de quatre schellings au lieu d'une valeur de cinq. La classe ouvrière aurait à payer cinq schellings l'article ou la denrée que, avant la hausse des salaires, elle achetait quatre schellings. Mais pourquoi en est-il ainsi ? Pourquoi le capitaliste ne donne t-il que quatre schellings de marchandises pour cinq schellings d'argent ? Parce que la somme des salaires est fixe. Mais pourquoi est-elle fixée à quatre schellings de marchandises ? Pourquoi pas à trois, à deux, ou à toute autre somme d'argent ? Si la limite de la somme des salaires est déterminée par une loi économique, indépendante également de la volonté du capitaliste et de la volonté de l'ouvrier, la première chose que le citoyen Weston avait à faire c'était de formuler cette loi, et la seconde c'était de la prouver. Puis il devait en outre prouver que la somme des salaires effectivement payés à chaque moment donné correspond toujours exactement à la somme nécessaire des salaires et ne s'en écarte jamais. Si, d'autre part, la limite donnée de la somme des salaires est fondée sur la simple volonté du capitaliste ou sur les bornes de son avarice, c'est là une limite arbitraire. Elle n'a rien de nécessaire. Elle peut être changée par la volonté du capitaliste et peut aussi, par conséquent, être changée contre sa volonté.

À l'appui de sa théorie et pour la rendre claire, le citoyen Weston nous a fait une comparaison : Quand une soupière, nous a-t-il dit, contient une certaine quantité de soupe destinée à un certain nombre de personnes, une augmentation de la grandeur des cuillères n'amènera aucune augmentation de la quantité de soupe. Il me permettra de lui dire que sa soupière cloche. Sa comparaison m'a rappelé celle du Romain Menenius Agrippa. Quand les plébéiens de Rome se mirent en grève contre les patriciens, le patricien Agrippa raconta aux grévistes que le ventre patricien nourrissait les membres plébéiens du corps politique. Agrippa négligeait de montrer comment on peut nourrir les membres d'un homme en remplissant le ventre d'un autre. Le citoyen Weston, de son côté, a oublié que la soupière où les ouvriers trouvent leur nourriture est remplie avec le produit entier du travail national, et que ce qui les empêche d'y prendre davantage, ce n'est ni l'étroitesse du contenant ni l'insuffisance du contenu, mais

uniquement la petitesse de leurs cuillères.

Quel est le procédé employé par le capitaliste pour ne donner que quatre schellings contre cinq ? Il augmente le prix de la marchandise qu'il vend. Mais est-ce qu'une augmentation, et plus généralement un changement de prix des marchandises, est-ce que les prix mêmes des marchandises dépendent de la simple volonté du capitaliste ? Ne faut-il pas au contraire certaines circonstances pour que cette volonté se réalise ? S'il n'en est pas ainsi, les mouvements de hausse et de baisse du marché, les fluctuations incessantes des prix courants deviennent une énigme insoluble.

Puisque nous supposons qu'aucun changement n'est survenu ni dans la quantité du capital ou du travail employés, ni dans la valeur de l'argent par lequel les valeurs des produits sont estimées, mais qu'il n'y a eu de *changement que dans le taux des salaires*, comment cette hausse des salaires pourrait-elle influencer sur les *prix des marchandises* ? Uniquement en influant sur la proportion existant entre la demande et l'offre de ces marchandises.

Il est parfaitement vrai que, prise en masse, la classe ouvrière dépense, et doit forcément dépenser, son revenu en articles de première nécessité. Une hausse générale du taux des salaires occasionnerait donc une augmentation de la demande et, par conséquent, une hausse du *prix courant de ces articles*. Les capitalistes qui produisent ces objets de première nécessité, par la hausse des prix courants de leurs marchandises sa rembourseraient de la hausse des salaires. Oui, mais les autres capitalistes, ceux *qui ne produisent pas les articles de première nécessité* ?... Et ne vous figurez pas qu'elle soit peu nombreuse, cette catégorie de capitalistes. Si vous réfléchissez que les deux tiers de la production nationale sont consommés par le cinquième de la population, — un membre de la Chambre des Communes a dit dernièrement par le septième, — vous comprendrez que la production nationale doit se composer, dans une immense proportion, d'objets de luxe ou de produits *échangés* contre des objets de luxe, et aussi qu'une énorme quantité d'objets de première nécessité mêmes doit être gaspillée à l'entretien de la valetaille, des chevaux, des chats et ainsi de suite. Ce gaspillage, nous le savons par expérience, diminue et devient toujours très limité quand s'élèvent les prix des articles de première nécessité.

Voyons donc quelle serait la situation des capitalistes *qui ne produisent pas* ces articles. À la *baisse du taux des profits*, qui aurait suivi la hausse générale des salaires, ils ne trouveraient aucune compensation. Ils ne pourraient *élever le prix de leurs marchandises*, puisque la demande de ces marchandises n'aurait pas augmenté. Leur revenu aurait diminué, et, sur ce

revenu moindre, ils auraient à prendre davantage pour se procurer la même quantité d'objets de première nécessité haussés de prix. Mais ce ne serait pas tout. Leur revenu étant diminué, ils auraient moins à dépenser en objets de luxe, et, par conséquent, il y aurait une diminution dans la demande réciproque de leurs marchandises respectives. Cette diminution de la demande amènerait une baisse des prix de leurs marchandises. Donc, dans ces branches d'industrie, le *taux des profits baisserait*, non pas simplement en proportion, de la hausse générale du taux des salaires, mais bien en raison composée de : a) la hausse générale des salaires, b) la hausse du prix des articles de première nécessité, c) la baisse du prix des articles de luxe.

Quelle serait la conséquence de cette *différence dans le taux des profits* pour les capitaux employés dans les différentes branches d'industrie ? La conséquence qui domine généralement toutes les fois que, pour une raison quelconque, le *taux moyen des profits* vient à différer dans différentes sphères de production. Capital et travail se déplaceraient ; ils quitteraient les branches d'industrie moins rémunératrices pour celles qui le seraient davantage, et ce mouvement ne s'arrêterait que quand, dans une branche d'industrie, l'offre aurait augmenté proportionnellement à l'augmentation de la demande, et quand, dans les autres branches, l'offre serait tombée au niveau de la demande diminuée. Une fois ce changement effectué, le taux général des profits *s'égaliserait* de nouveau dans les différentes branches. Comme tout ce dérangement provenait à l'origine d'un simple changement dans la proportion de la demande et de l'offre des différentes marchandises, la cause cessant, l'effet cesserait, et les *prix* reviendraient à leur ancien niveau, ils reprendraient leur équilibre. Au lieu d'être limitée à quelques branches d'industrie, la *baisse du taux des profits*, suite de la hausse des salaires, serait devenue générale. Conformément à notre supposition, il ne serait survenu aucun changement dans les forces productives du travail ni dans la masse totale de la production, mais cette masse, *cette somme donnée de la production aurait changé de forme*. Une plus grande partie du produit existerait, sous la forme d'objets de première nécessité, une partie moindre sous la forme d'objets de luxe, ou ce qui revient au même, une partie moindre s'échangerait contre des objets de luxe importés du dehors, elle serait consommée dans sa forme originelle ; ou, ce qui revient encore au même, une plus grande partie du produit indigène s'échangerait contre des objets de première nécessité importés, au lieu de s'échanger contre des objets de luxe. Ainsi la hausse générale du taux des salaires, après une perturbation temporaire des prix courants, n'aurait d'autre résultat que la baisse générale du taux des profits, sans

amener aucun changement permanent dans les prix des marchandises.

Si l'on m'objecte que, dans l'argumentation précédente, je tiens pour établi que la totalité du salaire additionnel est employée à l'achat d'objets de première nécessité, je répondrai que j'ai fait la supposition la plus favorable à l'opinion du citoyen Weston. Si les salaires additionnels étaient employés à l'achat d'articles ne figurant pas auparavant dans la consommation des ouvriers, il n'y aurait pas besoin de prouver autrement que la puissance d'achat de ceux-ci s'est accrue. Toutefois, provenant uniquement d'une élévation de salaires, cette augmentation de la puissance d'achat des ouvriers doit correspondre exactement à la diminution de la puissance d'achat des capitalistes. La *masse de la demande* des marchandises n'augmenterait donc pas, mais ce qui changerait, ce seraient les *parties constituantes* de cette masse. La demande croissante d'un côté serait contrebalancée par la demande décroissante de l'autre. Ainsi, la masse de la demande restant stationnaire, aucun changement ne pourrait se produire dans les prix courants des marchandises.

On aboutit donc à ce dilemme : ou les salaires additionnels sont employés également à l'achat de tous les objets de consommation — et alors l'élargissement de la demande du côté de la classe ouvrière doit être compensée par le rétrécissement de la demande du côté de la classe capitaliste, — ou les salaires additionnels sont employés uniquement à l'achat de quelques articles, dont les prix courants monteront pour un temps. Alors la hausse du taux des profits dans quelques branches d'industrie, et la baisse du taux des profits dans d'autres branches qui en sera la conséquence, produiront un changement dans la distribution du capital et du travail, et ce mouvement continuera jusqu'à ce que l'offre ait atteint le niveau de la demande augmentée dans une branche d'industrie, et qu'elle soit descendue au niveau de la demande diminuée dans les autres branches. Dans une hypothèse, il ne surviendra pas de changement dans les prix des marchandises ; dans l'autre, après quelques fluctuations des prix courants, les valeurs d'échange des marchandises redescendront à leur niveau antérieur. Dans les deux hypothèses, la hausse générale du taux des salaires n'aboutira, en fin de compte, à rien autre chose qu'à une baisse générale dans le taux des profits.

Pour mettre en jeu vos facultés imaginatives, le citoyen Weston vous a adjurés de penser aux embarras qui vous assailliraient si tous les salaires agricoles, en Angleterre, venaient à monter de neuf schellings à dix-huit. « Songez, s'est-il écrié, à l'énorme augmentation qui se produirait dans la demande des denrées de première nécessité et à l'effrayante augmentation de leurs prix qui en serait la conséquence ! » Or, vous savez tous que le

salaires moyen du travailleur agricole de l'Amérique s'élève à plus du double de celui du travailleur agricole de l'Angleterre, bien que les prix des produits agricoles soient plus bas aux États-Unis que dans le Royaume-Uni, bien que les rapports généraux du capital et du travail soient les mêmes aux États-Unis qu'en Angleterre, et bien que la somme annuelle de la production soit beaucoup plus faible aux États-Unis qu'en Angleterre. Pourquoi donc notre ami sonne-t-il ainsi l'alarme ? Tout simplement pour déplacer la véritable question que nous avons à examiner. Une hausse qui ferait subitement monter les salaires de neuf schellings à dix-huit serait une hausse subite de cent pour cent. Or, nous ne discutons pas du tout la question de savoir si le taux général des salaires en Angleterre pourrait tout à coup monter de cent pour cent. Nous n'avons nullement à nous occuper de la *grandeur* de la hausse, laquelle pratiquement doit dans chaque cas particulier dépendre de circonstances données et s'y accommoder. Nous avons seulement à rechercher quelle sera l'action d'une hausse générale dans le taux des salaires, cette hausse ne fût-elle que d'un pour cent.

Laissant donc de côté l'ami Weston et sa hausse fantastique de cent pour cent, je me propose d'appeler votre attention sur la hausse réelle des salaires qui a eu lieu de 1849 à 1859 dans la Grande-Bretagne.

Vous connaissez tous le bill des dix heures, ou plus exactement des dix heures et demie, introduit dans la législation anglaise après 1848. Il constitue un des plus grands changements économiques dont nous ayons été témoins. Ce fut une hausse des salaires subite et forcée, non dans quelques professions et quelques localités, mais dans toutes les grandes industries qui ont établi la suprématie de l'Angleterre sur les marchés du monde entier. Ce fut une hausse des salaires en des circonstances singulièrement défavorables. Le Dr Ure, le professeur Senior et tous les autres économistes officiels, oracles de la bourgeoisie, *démontrèrent*, et, je dois le dire, en se fondant sur des motifs bien plus forts que ceux de notre ami Weston, que la loi nouvelle allait sonner le glas de l'industrie anglaise. Ils démontrèrent qu'elle n'équivalait pas simplement à une hausse des salaires, mais bien à une hausse des salaires ayant pour point de départ une diminution de la quantité de travail fournie, et basée sur cette diminution. Ils affirmèrent que la douzième heure, dont on voulait priver le capitaliste, était, précisément cette heure, la seule, l'unique, dont il tirait son profit. Ils nous menacèrent des plus terribles conséquences : diminution de l'accumulation, hausse des prix, perte des marchés, amoindrissement de la production, réaction inévitable sur les salaires, ruine finale. En fait, ils déclaraient que le maximum décrété par Robespierre était une loi fort

anodine en comparaison de celle-là ; et, en un certain sens, ils n'avaient pas tort. Eh bien ! quel fut le résultat de la mesure ? Une hausse du salaire en argent des ouvriers de fabrique, et malgré le raccourcissement de la journée de travail, un grand accroissement du nombre des bras employés dans les fabriques, une baisse ininterrompue des prix de leurs produits, un développement merveilleux des forces productives de leur travail, une extension progressive inouïe des marchés ouverts à leurs marchandises.

À Manchester, en 1860, lors de la réunion de la Société pour l'avancement des sciences, j'ai moi-même entendu M. Newmann avouer, que lui, le Dr Ure, Senior et tous les autres interprètes officiels de la science économique, s'étaient trompés, tandis que l'instinct du peuple avait vu juste. Je cite M. W. Newman, non le professeur Francis Newmann, parce qu'il occupe un rang élevé dans la science économique, comme collaborateur et éditeur de l'*Histoire des Prix* de M. Thomas Tooke ce magnifique ouvrage qui suit pas à pas l'histoire des prix depuis 1793 jusqu'à 1856. Si l'idée fixe de notre ami Weston, somme fixe des salaires, somme fixe de la production, degré fixe de la productivité du travail, volonté fixe et permanente des capitalistes, si toutes ses autres fixités et finalités étaient correctes, les funèbres prédictions du professeur Senior auraient été justifiées ; Robert Owen se serait trompé, lui qui, dès 1816, déclarait bien haut qu'une réduction générale de la journée de travail était le premier pas pour préparer l'émancipation de la classe ouvrière, lui qui, au nez et à la barbe du préjugé régnant, osait prendre l'initiative de cette réduction, à ses risques et périls, dans sa propre fabrique de New-Lanark.

Pendant cette même période où se produisit, avec l'adoption de la loi des dix heures, la hausse des salaires qui en résulta, il y eut dans la Grande-Bretagne, pour des raisons qu'il serait hors de propos d'énumérer, une *hausse générale des salaires agricoles*.

Ici je vous présenterai quelques observations préliminaires, que n'exige point, à vrai dire, l'objet immédiat de ma démonstration, mais qui vous garderont de toute conclusion erronée.

Si le salaire d'un ouvrier gagnant deux schellings par semaine montait à quatre schellings, le taux du salaire aurait monté de 100 0/0. Exprimée comme hausse dans le taux des salaires, une telle augmentation paraîtrait magnifique, et cependant la somme réelle du salaire reçu n'en serait pas moins restée pitoyable, de quoi mourir de faim. Ne vous laissez donc jamais étourdir par la fanfare du tant pour cent dans le taux des salaires. Demandez toujours quel était le salaire avant la hausse.

En outre vous comprendrez que s'il y avait dix ouvriers payés chacun 2 schellings, cinq payés 5 schellings, et cinq payés 11 schellings la semaine, les vingt ouvriers réunis recevraient 100 schellings, soit 5 livres sterling, par semaine. Si alors il se produisait une hausse, mettons de 20 0/0, sur la masse totale de leurs salaires hebdomadaires, de 5 livres sterling cette masse passerait à 6. Prenant la moyenne, nous pourrions dire que le *taux général des salaires* s'est élevé de 25 0/0, quoique en réalité les salaires de dix ouvriers fussent restés stationnaires, que les salaires du premier groupe de cinq ouvriers ne se fussent élevés que de 5 schellings à 6, tandis que ceux du second groupe de cinq ouvriers s'élevaient de 55 schellings à 72. Pour une moitié des ouvriers la situation ne se serait nullement améliorée, pour un quart elle se serait améliorée imperceptiblement, et enfin un quart d'entre eux seulement auraient réellement bénéficié de la hausse. Cependant, à calculer d'après la moyenne, la somme totale des salaires de ces vingt ouvriers aurait augmenté de 25 0/0, et en ce qui concerne la masse du capital qui les emploie et les prix des marchandises qu'ils produisent, ce serait exactement la même chose que s'ils avaient tous reçu part égale dans la hausse moyenne des salaires. Dans le cas du travail agricole, l'étalon des salaires étant loin d'être le même dans les différents comtés de l'Angleterre et de l'Écosse, la hausse les affecta d'une manière fort inégale.

Enfin, la période où se produisit cette hausse des salaires, vit diverses influences en contrecarrer les effets : rétablissement de nouveaux impôts à la suite de la guerre de Crimée, la démolition d'une partie considérable des habitations occupées par les travailleurs agricoles, et ainsi de suite.

Ces réserves faites, je dirai que de 1849 à 1859 il se produisit une hausse d'environ 40 % dans le taux moyen des salaires agricoles de la Grande Bretagne. Je pourrais vous fournir d'amples détails à l'appui de mon assertion, mais il suffira, je crois, pour l'objet du présent débat, de vous renvoyer au travail critique, si consciencieux, lu par M. John Morton, en 1860, à la Société des Arts et Métiers de Londres, sur « les forces employées dans l'agriculture ». L'auteur a établi ses statistiques à l'aide de comptes et d'autres documents authentiques, qu'il avait recueillis auprès d'une centaine de fermiers, résidant dans douze comtés d'Écosse et trente-cinq comtés d'Angleterre.

D'après l'opinion de notre ami Weston, et rapprochée de la hausse simultanée dans les salaires des diverses fabriques, la hausse des salaires agricoles devait entraîner une augmentation effrayante du prix des productions agricoles, pendant la période comprise entre 1849 et 1859. En

fut-il ainsi ? Loin de là, en dépit de la guerre de Crimée et de mauvaises récoltes successives de 1854 à 1856, le prix moyen du blé, le principal produit agricole de l'Angleterre, tomba du prix d'environ 3 livres sterling le quarter, pour les années 1838 à 1848, à environ 2 1. st. 10 sch. le quarter^{28}, pour les années 1849 à 1859. Cela constitue, dans le prix du blé, une baisse de plus de 16 0/0, simultanée avec une hausse moyenne des salaires agricoles de 40 0/0.

Pendant la même période, si nous en comparons la fin avec le commencement, 1859 avec 1849, il y eut dans les chiffres du paupérisme officiel une diminution qui les fit descendre de 934,419 assistés à 860,470 — une différence de 73,949 ; faible diminution, je l'accorde, et qui fut reperdue les années suivantes, mais pourtant une diminution.

On pourrait dire que, à la suite de l'abolition des lois sur les céréales, l'importation des grains étrangers fit plus que doubler, pendant la période comprise entre 1849 et 1859 comparée avec la période de 1838 à 1848. Et puis ? Eu se plaçant au point de vue du citoyen Weston, on se serait attendu à voir cette demande subite, immense et toujours croissante, de denrées étrangères faire monter à une hauteur effrayante les prix des produits agricoles, l'effet de l'augmentation de la demande étant toujours le même, qu'il vienne de l'extérieur ou de l'intérieur. Qu'arriva-t-il ? À part quelques années de mauvaises récoltes, pendant cette période la baisse désastreuse du prix des céréales forma en France un sujet courant de déclamation ; les Américains, eux, furent à plusieurs reprises obligés de brûler leur excès de production, et la Russie, s'il en fallait croire M. Urquhart, aurait fomenté la guerre de la Sécession parce que la concurrence américaine écrasait ses productions agricoles sur les marchés européens^{29}.

Réduit à sa forme abstraite l'argument du citoyen Weston reviendrait à ceci : Toute hausse dans la demande se produit toujours sur la base d'une quantité donnée de production. Elle ne peut donc *jamais augmenter l'offre des articles demandés*, mais ne peut que *relever leur prix en argent*. Or, la plus simple observation montre qu'en certains cas, une demande plus grande ne fait point varier les prix des marchandises, et que, dans d'autres cas, elle détermine une hausse passagère des prix courants, suivie d'une offre plus grande, qui est elle même suivie d'un retour des prix à leur niveau primitif et qui, dans bien des cas, les abaissa même *au-dessous* de ce niveau. Que l'accroissement de la demande soit l'effet des salaires additionnels ou de toute autre cause, cela ne change rien aux conditions du problème. Au point de vue où s'est placé le citoyen Weston, le phénomène général était aussi difficile à expliquer que le phénomène se présentant

dans les circonstances exceptionnelles d'une hausse des salaires. Son argument n'avait donc point de rapport particulier d'aucun genre avec le sujet que nous traitons. Il exprimait seulement la perplexité de son esprit, forcé de s'expliquer les lois selon lesquelles un accroissement de la demande produit un accroissement de l'offre, au lieu d'aboutir à la hausse des prix courants.

III

MOUVEMENTS DES SALAIRES ET DE L'ARGENT

Le second jour du débat, notre ami Weston a revêtu ses vieilles assertions de formes nouvelles. Il nous a dit : « À la suite d'une hausse générale des salaires en argent » il faudra plus de monnaie pour payer le même salaire. La monnaie en circulation étant en quantité *fixe*, comment payer avec cette monnaie fixe des salaires en argent qui ont augmenté ? » Au commencement l'embarras venait de la quantité fixe des marchandises revenant à l'ouvrier, malgré l'augmentation de son salaire en argent ; maintenant l'embarras c'est l'augmentation du salaire en argent, malgré la quantité fixée des marchandises. Il va sans dire que si vous rejetez le dogme primitif, le second grief disparaîtra du même coup.

Quoiqu'il en soit, je vais montrer que cette question de la monnaie en circulation est absolument étrangère au sujet que nous discutons.

Dans votre pays le mécanisme des moyens de paiement est bien plus perfectionné qu'en aucun autre pays d'Europe. Grâce à l'étendue et à la concentration de votre système de banques, il faut beaucoup moins de monnaie pour faire circuler la même quantité de valeurs et pour opérer une somme d'affaires égale ou supérieure. Par exemple, en ce qui concerne les salaires, l'ouvrier de fabrique anglais verse à la fin de la semaine son salaire au boutiquier lequel l'envoie chaque semaine au banquier, lequel le transmet au fabricant, lequel s'en sert de nouveau pour payer ses ouvriers et ainsi de suite. Par ce procédé un salaire annuel, mettons de 52 livres sterling, peut être payé avec une seule pièce d'un souverain, tournant toutes les semaines dans le même cercle. Le mécanisme est encore moins parfait en Angleterre qu'en Écosse, et il ne l'est pas également partout ; ainsi nous trouvons par exemple que dans quelques districts agricoles, comparés aux districts purement manufacturiers, il y a besoin d'une bien plus grande quantité de monnaie pour faire circuler une bien moindre quantité de valeurs.

Passez la Manche et vous trouverez qu'en Allemagne, en Italie, en Suisse et en France, les salaires sont bien plus bas qu'en Angleterre, mais que leur circulation absorbe une bien plus grande quantité de monnaie. La même pièce d'or n'y sera pas si vite interceptée par le banquier ou renvoyée au capitaliste industriel, et par conséquent, au lieu d'un souverain mettant en circulation 52 livres sterling annuellement, il y aura besoin peut-être de trois souverains pour faire circuler 25 livres sterling de salaires annuels. Ainsi en comparant les pays continentaux à l'Angleterre, vous verrez tout de suite que de faibles salaires en argent peuvent exiger pour leur circulation une quantité de numéraire bien plus grande que de hauts salaires en argent, et que ce n'est là, en fait, qu'un point purement technique tout à fait étranger à notre sujet.

D'après les calculs les plus sûrs, à ma connaissance, on peut estimer le revenu annuel de la classe ouvrière de ce pays-ci à 250,000,000 l. st. La quantité de numéraire nécessaire à la circulation de cette somme énorme est d'environ trois millions de livres sterling. Supposons une hausse de cinquante pour cent dans les salaires. Alors, au lieu de trois millions de numéraire, il en faudrait quatre millions et demi. Une très grande partie des dépenses journalières de l'ouvrier se payant en pièces d'argent et de cuivre, — c'est-à-dire en simples signes représentatifs, dont la valeur par rapport à celle de l'or est arbitrairement fixée par la loi, comme celle de la monnaie de papier à cours forcé, — une hausse de cinquante pour cent dans les salaires en argent exigerait, dans le cas le plus excessif, une circulation additionnelle, mettons d'un million. Un million, actuellement dormant sous forme de lingots ou d'espèces monnayées dans les caves de la Banque d'Angleterre ou des banques particulières, serait jeté dans la circulation. Mais même la légère dépense qu'entraînerait le monnayage ou l'usure supplémentaires de ce million pourrait être évitée, et elle le serait en effet si le besoin d'un supplément de numéraire occasionnait la moindre gêne. Vous savez tous que la monnaie en circulation de ce pays se partage en deux grandes divisions. L'une, composée de billets de banque de diverses catégories, sert aux transactions des commerçants entre eux ; et aussi aux paiements les plus importants des consommateurs aux commerçants : l'autre, les espèces métalliques, circule dans le commerce de détail. Bien que distinctes, ces deux catégories de monnaie s'entremêlent. Ainsi, la monnaie d'or sert dans une forte proportion, même à de gros paiements, pour toutes les sommes inférieures à 5 livres sterling. Si demain, la Banque émettait des billets de 4 livres sterling ou de 3 livres sterling ou de 2 livres sterling, l'or immédiatement chassé de ces canaux de circulation refluerait dans ceux-là où il serait appelé par la hausse des

salaires en argent. Ainsi le million supplémentaire qu'exigerait une augmentation de cinquante pour cent dans les salaires serait disponible, sans qu'on eût frappé une seule pièce de plus. On obtiendrait le même résultat, sans émettre un seul billet de banque de plus, en augmentant la circulation des effets de commerce, comme cela se fit pendant très longtemps dans le comté de Lancaster.

Si une hausse générale dans le taux des salaires, de cent pour cent par exemple, comme le citoyen Weston l'a supposée dans les salaires agricoles, produisait une forte hausse dans les prix des choses de premières néces sité, et si, conformément à sa manière de voir, cela exigeait une quantité supplémentaire de monnaie impossible à trouver, une *baisse générale des salaires* devra produire le même effet, sur une aussi grande échelle, dans le sens opposé. Eh bien ! Vous savez tous que de 1858 à 1860, l'industrie cotonnière traversa les années les plus prospères et que particulièrement l'année 1860 est, à cet égard, sans parallèle dans les annales du commerce ; vous savez aussi que, à la même époque, toutes les autres industries étaient extrêmement florissantes. Les salaires des cotonniers et ceux de tous les autres ouvriers se rattachant à cette branche d'industrie étaient en 1860 plus élevés qu'ils ne l'avaient jamais été. Survint la crise américaine et ces salaires, pris en masse, furent tout à coup réduits à environ le quart de leur somme antérieure. Cela aurait fait dans le sens opposé une hausse de 400 pour cent. En effet si les salaires montent de cinq à vingt, nous disons qu'ils ont monté de 400 pour cent, s'ils tombent de vingt à cinq, nous disons qu'ils ont baissé de 75 pour cent ; mais la somme de la hausse dans un cas et la somme de la baisse dans l'autre seraient les mêmes ; c'est-à-dire quinze schellings. C'était donc là, dans le taux des salaires, un changement subit sans précédent, et embrassant en même temps un nombre d'ouvriers tel que si l'on compte, non seulement ceux employés dans l'industrie cotonnière mais aussi ceux qui en dépendent — il dépassait de moitié le nombre des travailleurs agricoles. Est-ce que le blé baissa de prix ? Non, il haussa ; de la moyenne annuelle de 47 sch. 8 pence le quarter pendant les trois années 1858-59-60, il monta à 53 sch. 10 pence le quarter pendant les trois années 1861-62-63. Quant aux espèces métalliques, en 1861 la Monnaie en frappa pour 8,673,232 livres sterling contre 3,378,792 l. st. frappées en 1860, c'est-à-dire qu'il fut monnayé 5,294,440 livres sterling de plus en 1861 qu'en 1860. Il est vrai que la circulation des billets de banque fut en 1861 inférieure de 1,319,000 l. st. à ce qu'elle était en 1860. Faites la soustraction de cette somme. Il reste encore un excédent de monnaie en circulation pour l'année 1861, comparée avec l'année de prospérité 1860,

de 3,975,440 l. st., ou en chiffres ronds de 4,000,000 l. st. ; mais la réserve métallique de la Banque d'Angleterre avait diminué simultanément, pas tout à fait d'autant, mais dans une proportion presque égale.

Maintenant comparons 1862 à 1842. En dehors de l'immense accroissement dans la valeur et la quantité des marchandises livrées à la circulation, en 1862 le capital employé aux transactions régulières sur les actions, emprunts, etc., rien que pour les chemins de fer d'Angleterre et du Pays de Galles, s'élevait à 320,000,000 l. st., somme qui aurait paru fabuleuse en 1842. Pourtant les chiffres de la monnaie, prise en masse, étaient à peu près les mêmes en 1862 qu'en 1842, et généralement on trouve une tendance à la diminution de la monnaie en face d'un énorme accroissement de valeur, non seulement dans les marchandises mais dans les transactions monétaires en général. Pour qui se place au même point de vue que notre ami Weston, il y a là une énigme indéchiffrable.

S'il eût un peu plus approfondi ce sujet, il aurait trouvé que tout à fait en dehors des salaires, et même en les supposant fixes, la valeur et la masse des marchandises à mettre en circulation et, d'une manière générale, la somme des transactions monétaires à régler varie tous les jours ; que la somme des billets de banque émis varie tous les jours ; que la somme des paiements effectués sans l'intermédiaire d'aucune monnaie, au moyens d'effets, de chèques, de comptes-courants, de chambres de virements (*clearing houses*), varie tous les jours ; que dans la mesure où il y a besoin de monnaie métallique, la proportion entre les espèces circulantes et les espèces ou les lingots qui sont mis en réserve ou qui dorment dans les caves de banque, varie tous les jours ; que la quantité du métal absorbé par la circulation nationale et la quantité envoyée au dehors pour la circulation internationale varient tous les jours. Il aurait découvert que ce dogme d'une quantité fixe de monnaie circulante était une erreur monstrueuse, contredite par le mouvement de tous les jours. Il aurait recherché les lois qui permettent à la monnaie de s'accommoder à des circonstances d'une si incessante mobilité, au lieu de chercher dans sa fausse conception des lois de la monnaie un argument contre l'élévation des salaires.

IV

ÉTALON DES SALAIRES

Notre ami Weston accepte le proverbe latin : *Repetitio est mater studiorum*. Pour lui la répétition est la mère de l'étude, et, en conséquence,

il a encore répété son dogme ancien sous une forme nouvelle, à savoir que la diminution du numéraire causée par l'augmentation des salaires amènerait une diminution de capital et ainsi de suite. Je crois qu'il est tout à fait superflu d'examiner les conséquences imaginaires qu'il fait découler de son désastre monétaire de fantaisie. Sans m'y arrêter davantage, je vais donc réduire immédiatement son seul et unique dogme, reproduit sous tant d'aspects différents, à sa forme théorique la plus simple.

Une seule remarque suffit pour établir jusqu'à l'évidence qu'il a traité son sujet dans un esprit peu critique. Il s'élève contre la hausse des salaires ou contre les forts salaires résultant d'une hausse précédente. Or, je le lui demande, qu'est-ce qu'un salaire élevé et qu'est-ce qu'un bas salaire ? Pourquoi dire, par exemple, qu'un salaire de cinq schellings par semaine est bas et qu'un salaire de vingt schellings est élevé ? Si cinq est bas en comparaison de vingt, vingt est encore plus bas en comparaison de deux cents. Si un professeur de physique avait à faire une leçon sur le thermomètre et qu'il commençât par déclamer sur les degrés hauts, et les degrés bas, il ne nous enseignerait rien du tout. Il faut qu'il me dise d'abord comment on trouve le point de congélation, le point d'ébullition, et comment ces mêmes points sont établis par des lois naturelles, non par le caprice des marchands ou des fabricants de thermomètres. Or, à l'égard du salaire et du profit, le citoyen Weston a non seulement négligé de déduire les lois économiques de semblables mesures, mais il n'a même pas senti la nécessité de les chercher. Il s'est contenté d'accepter les termes courants de haut et de bas, comme quelque chose ayant une signification fixe, et pourtant il est de toute évidence que l'on ne peut qualifier le salaire de haut ou de bas que si on le compare à un étalon d'après lequel on mesure sa grandeur.

Il ne pourra pas me dire pourquoi une certaine quantité d'argent est donnée pour une certaine quantité de travail. S'il me répondait que cela est établi par la loi de l'offre et la demande, je lui demanderais en premier lieu, quelle loi règle l'offre et la demande elles-mêmes. Et une telle réponse le ferait débouter immédiatement. Les rapports entre l'offre et la demande du travail changent perpétuellement, et les prix courants du travail subissent les mêmes changements. Si la demande dépasse l'offre, les salaires montent ; si l'offre dépasse la demande les salaires descendent, quoiqu'en cette circonstance il soit parfois nécessaire d'éprouver l'état réel de l'offre et de la demande, de s'en assurer au moyen d'une grève par exemple, ou de tout autre procédé. Mais si l'on admet l'offre et la demande comme la loi qui règle les salaires, il serait à la fois puéril et inutile de déclamer contre la hausse des salaires, car, d'après la loi

suprême que l'on invoque, la hausse périodique des salaires est aussi nécessaire et aussi légitime que leur baisse périodique. Si l'on *n'admet* pas l'offre et la demande comme loi régulatrice des salaires, je renouvelle ma question : Pourquoi une certaine somme d'argent est-elle donnée contre une certaine somme de travail ?

Mais plaçons-nous plus franchement en face de la réalité : ce serait se tromper absolument de croire que la valeur du travail ou de n'importe quelle autre marchandise est, en dernière analyse, déterminée par l'offre et la demande. L'offre et la demande ne règlent rien, si ce n'est les *fluctuations* temporaires des prix courants du marché. Elles expliquent pourquoi le prix courant d'une marchandise s'élève au-dessus ou descend au-dessous de sa *valeur*, mais elles ne peuvent jamais rendre compte de cette *valeur* même. Supposez que l'offre et la demande s'équilibrent, ou selon la locution des économistes, qu'elles se couvrent. Eh bien, au moment même où ces forces opposées deviennent égales, elles se paralysent et cessent d'agir dans un sens ou dans l'autre. Au moment où l'offre et la demande s'équilibrent, et, par conséquent, cessent de fonctionner, le *prix courant* d'une marchandise coïncide avec sa *valeur réelle*, véritable étalon autour duquel évoluent les prix courants. En étudiant la nature de cette *valeur*, nous n'avons donc point à nous occuper de la façon dont les prix courants sont momentanément affectés par l'offre et la demande. Cela est également vrai des salaires et des prix de toutes les autres marchandises.

V

SALAIRES DU TRAVAIL ET PRIX DES MARCHANDISES

Réduits à leur expression théorique la plus simple, tous les arguments de notre ami se résolvent en un seul dogme : « *Les prix des marchandises sont déterminés ou réglés par les salaires* ». Je pourrais en appeler à l'observation pratique et invoquer son témoignage contre ce sophisme vieilli et démonétisé. Je pourrais vous dire que, en Angleterre, les ouvriers de fabrique, les mineurs, les charpentiers de navires, et autres, dont le travail est relativement bien payé, l'emportent sur toutes les nations grâce au bon marché de leur production ; tandis que le travailleur agricole anglais, par exemple, dont le travail est relativement mal payé, est dépassé par presque toutes les autres nations à cause de la cherté de la sienne. En établissant la comparaison article par article dans un même pays, et celle

des marchandises des différents pays entre elles, je pourrais montrer que, à part quelques exceptions plus apparentes que réelles, en moyenne le travail de prix élevé produit les marchandises de bas prix, et que réciproquement le travail de bas prix produit les marchandises de prix élevé. Bien entendu cela ne prouverait pas que le prix élevé du travail dans un cas et son bas prix dans l'autre soient les causes respectives de ces effets diamétralement opposés, mais du moins cela prouverait que les prix des marchandises ne sont pas déterminés par les prix du travail. Toutefois nous n'avons nullement besoin d'employer cette méthode empirique.

On pourrait nier peut-être que le citoyen Weston ait jamais dit dogmatiquement : « c'est le prix du salaire qui règle ou détermine le prix des marchandises ». En fait il n'a jamais formulé ce dogme. Il a dit au contraire que le profit et la rente formaient aussi les parties constituantes du prix des marchandises, parce que c'est sur le prix des marchandises que se payent non seulement le salaire de l'ouvrier, mais aussi le profit du capitaliste et la rente du propriétaire foncier. Mais de quelle manière, à son idée, le prix est-il constitué ? D'abord avec le salaire. Puis il y est joint une part additionnelle de tant pour cent en faveur du capitaliste, et une autre fraction additionnelle en faveur du propriétaire foncier. Supposez que le chiffre des salaires du travail employé à la production d'une marchandise soit dix. Si le taux du profit était de 100 0/0, alors aux salaires déboursés le capitaliste ajouterait dix, et, si le taux de la rente était aussi de 100 0/0 des salaires, il y aurait une nouvelle addition de dix ; au total le prix de la marchandise serait donc trente. Mais déterminer ainsi le prix, ce serait le déterminer d'après le salaire. Si dans le cas ci-dessus, le salaire montait à vingt, le prix de la marchandise monterait à soixante, et ainsi de suite. C'est pour cela que tous les économistes arriérés qui ont présenté cette thèse de la détermination du prix par le salaire, se sont efforcés de la démontrer en traitant le profit et la rente comme de simples portions additionnelles de tant pour cent des salaires. Naturellement aucun d'eux n'a pu réduire ce tant pour cent à une loi économique quelconque. Ils semblent croire, au contraire, que c'est la tradition, la coutume, la volonté du capitaliste ou quelque autre méthode également arbitraire et inexplicable, qui établit les profits. S'ils prétendent que c'est la concurrence entre les capitalistes, ils ne disent rien du tout. Cette concurrence arrive sûrement à égaliser les différents taux de profit en différentes industries, elle les réduit à un niveau moyen, mais elle ne peut jamais déterminer ce niveau lui-même, c'est-à-dire le taux général des profits.

Qu'entend-on quand on dit que le prix des marchandises est déterminé

par le salaire ? Ce mot n'étant qu'un nom pour désigner le prix du travail, on entend que le prix des marchandises est réglé par le prix du travail. Comme le prix est une valeur d'échange, — et quand je parle de valeur c'est toujours de la valeur d'échange dont je veux parler — une *valeur d'échange exprimée en argent*, la proposition revient à celle-ci : « *la valeur des marchandises est déterminée par la valeur du travail* », ou encore : « *la valeur du travail est la mesure générale de la valeur* ».

Mais alors comment la *valeur du travail* lui-même est-elle déterminée ? Ici nous sommes arrêtés. Arrêtés, bien entendu, si nous essayons de raisonner logiquement. Seulement les défenseurs de cette doctrine ne s'embarrassent guère d'un tel scrupule. Voyez l'ami Weston, par exemple. Il a commencé par nous dire que le salaire réglait le prix des marchandises et que, en conséquence, quand les salaires montaient, les prix devaient monter. Après quoi, il a fait demi-tour pour nous montrer que la hausse des salaires ne servirait de rien, parce que les prix des marchandises auraient monté et que le salaire, en réalité, était mesuré sur le prix des marchandises à l'achat desquelles il était employé. Ainsi on dit, pour commencer, que la valeur du travail détermine la valeur des marchandises, et on dit, pour finir, que la valeur des marchandises détermine la valeur du travail. On tourne autour du cercle le plus vicieux et l'on n'arrive à aucune conclusion.

En définitive, il est évident qu'en prenant la valeur d'une marchandise, travail, blé ou tout autre article, pour la mesure générale et le régulateur de la valeur, on ne fait que déplacer la difficulté, parce l'on détermine une valeur par une autre qui, de son côté, a besoin d'être déterminée.

Le dogme d'après lequel « le salaire détermine le prix des marchandises », exprimé dans ses termes les plus abstraits, revient à ceci : « la valeur est déterminée par la valeur », et cette tautologie, en réalité, signifie que l'on ne sait rien de la valeur. Partant de cette prémisse, tous les raisonnements sur les lois générales de l'économie politique deviennent un pur et simple verbiage. Aussi cela fut-il le grand mérite de Ricardo d'avoir, dans ses *Principes d'économie politique*, publiés en 1817, détruit de fond en comble l'erreur populaire, et usée, que « le salaire détermine le prix ». Cette erreur, Adam Smith et ses prédécesseurs français s'étaient bien gardé d'y tomber dans les parties vraiment scientifiques de leurs recherches, mais elle n'en avait pas moins reparu dans les chapitres de leurs œuvres où ils visaient plutôt à la simplicité et à la vulgarisation.

IV

DE LA VALEUR ET DES PRIX

Citoyens, me voici arrivé à un point où je dois aborder le véritable exposé de la question. Je ne peux m'engager à le faire d'une manière très satisfaisante, car pour cela il me faudrait parcourir le champ entier de l'économie politique. Je ne peux, comme on dit en français, qu'« effleurer le sujet ».

Avant tout nous avons à nous demander : qu'est-ce que la *valeur* d'une marchandise ? Comment cette valeur se détermine-t-elle ?

Au premier aspect, il semble bien que la valeur d'une marchandise est chose toute *relative*, et qui ne peut être fixée sans considérer une marchandise dans ses rapports avec toutes les autres, Et de fait, quand on parle de la valeur, de la valeur d'échange d'une marchandise, on entend le *rapport de quantité* suivant lequel elle s'échange avec toutes les autres marchandises, Mais alors se présente cette autre question : ces proportions suivant lesquelles les marchandises s'échangent, comment se règlent-elles ?

L'expérience nous apprend qu'elles varient infiniment. Si nous prenons séparément une marchandise particulière, le blé, par exemple, nous trouverons qu'un quarter de blé s'échange contre différentes marchandises suivant une proportion dont on ne peut, pour ainsi dire, compter les variations. Et pourtant, *sa valeur restant toujours la même*, soit qu'on l'exprime en soie, en or, ou en toute autre marchandise, elle doit être chose distincte et indépendante de ces *différents taux d'échange* entre différents articles. Il doit être possible d'exprimer, dans une forme très différente, ces diverses équations entre diverses marchandises.

En outre, si je dis qu'un quarter de blé s'échange contre du fer dans une certaine proportion, ou que la valeur d'un quarter de blé est exprimée en une certaine quantité de fer, je dis que la valeur du blé et son équivalent en fer sont égaux à quelque chose, à une *troisième chose*, qui n'est ni du blé ni du fer, puisque je suppose que, eux, ils expriment la même grandeur sous deux formes différentes. L'un des deux, le blé ou le fer, doit donc, indépendamment de l'autre, être réductible à cette troisième chose qui est leur commune mesure.

Pour éclaircir ce point, j'aurai recours à un exemple géométrique des plus simples. Quand on compare des surfaces triangulaires de toutes les formes et de toutes les grandeurs possibles, ou bien quand on compare des triangles avec des rectangles ou avec tout autre figure rectiligne, comment procède-t-on ? On réduit la surface d'un triangle quelconque à une

expression toute différente de sa forme visible. Après avoir trouvé, d'après la nature du triangle, que sa surface est égale à la moitié du produit de sa base par sa hauteur, on peut comparer entre elles les valeurs différentes de toutes sortes de triangles, et de toutes les figures rectilignes quelconques, parce qu'elles peuvent toutes se résoudre en un certain nombre de triangles.

Le même procédé doit pouvoir s'appliquer aux valeurs des marchandises. On doit pouvoir les réduire toutes à une expression qui leur soit commune, en se bornant à les distinguer par les proportions suivant lesquelles elles contiennent cette mesure identique.

Les *valeurs échangeables* des marchandises n'étant que les *fonctions sociales* de ces objets, et n'ayant rien de commun avec leurs qualités *naturelles*, il faut d'abord se demander : quelle est la commune *substance sociale* de toutes les marchandises ? C'est le *travail*. Pour produire une marchandise, une certaine quantité de travail doit y être appliquée, doit y entrer. Et je ne dis pas seulement de travail, mais de *travail social*. Quelqu'un qui produit un article pour son propre usage immédiat, en vue de le consommer lui-même, crée un *produit*, mais non une *marchandise*. En tant que producteur pourvoyant à son propre entretien, cet individu n'a pas de rapports avec la société. Mais pour produire une *marchandise*, un homme doit non seulement produire un article qui satisfasse à quelque besoin *social*, mais il faut encore que son travail lui-même soit une partie intégrante de la somme totale de travail exécuté par la société. Son travail doit être subordonné à la *division du travail dans la société* même. Il n'est rien sans les autres divisions du travail, et de son côté, il est lui-même indispensable pour constituer leur intégralité.

Si nous envisageons les *marchandises en tant que valeurs*, nous les envisageons exclusivement sous l'aspect unique de *travail social réalisé, déterminé*, ou, si l'on veut, *cristallisé*.

À cet égard elles ne peuvent différer qu'en représentant des quantités de travail plus grandes ou plus petites : par exemple, une plus grande somme de travail peut être incorporée dans un mouchoir de soie que dans une brique. Mais comment mesure-t-on des *quantités de travail* ? D'après le *temps que dure le travail*, en mesurant le travail à l'heure, à la journée, etc. Naturellement pour appliquer cette mesure tous les genres de travail sont réduits au travail moyen, au travail simple, qui est comme leur unité.

Nous arrivons donc à cette conclusion : une marchandise a une valeur parce qu'elle est une *cristallisation de travail social*. La *grandeur* de sa valeur, sa valeur *relative* dépend de la quantité plus ou moins grande de cette substance sociale qu'elle contient, c'est-à-dire de la somme relative

de travail nécessaire à sa production. Les *valeurs relatives des marchandises* sont donc déterminées par les *quantités ou sommes respectives de travail qui sont appliquées, réalisées, fixées dans ces marchandises*. Les quantités *corrélatives* de marchandises qui peuvent être produites en-un *même temps de travail* sont *égales* — ou bien la valeur d'une marchandise est à la valeur d'une autre marchandise comme la quantité de travail fixée dans l'une est à la quantité de travail fixée dans l'autre.

J'imagine que beaucoup d'entre vous vont me dire : mais, en réalité, y a-t-il donc une si énorme ou même y a-t-il la moindre différence entre déterminer la valeur des marchandises d'après le *salaire* et la déterminer d'après les *quantités relatives du travail* qu'exige leur production ? Vous devez pourtant savoir que la *rémunération* du travail et sa *quantité* sont deux choses tout à fait distinctes. Supposez, par exemple, que des *quantités égales de travail* soient fixées dans un quarter de blé et dans une once d'or. Je choisis cet exemple parce que [Benjamin Franklin](#) s'en est servi dans son premier Essai publié en 1721 sous le titre de : *Modeste recherche au sujet de la nature et de la nécessité d'une monnaie de papier*. Un des premiers il y mit le doigt sur la véritable nature de la valeur. — Nous supposons donc qu'un quarter de blé et une once d'or sont des *valeurs égales* ou des *équivalents*, parce que ce sont des *cristallisations d'égales quantités de travail moyen*, de tant de jours ou de tant de semaines de travail fixés dans l'un et dans l'autre de ces deux produits différents. En déterminant ainsi les valeurs relatives de l'or et du blé, est-ce que nous nous occupons en quoi ce soit du salaire de l'ouvrier agricole et de celui du mineur ? Pas le moins du monde. Nous laissons tout à fait en dehors, *indéterminée*, la façon dont leur journée ou leur semaine de travail a été payée et même la question de savoir s'il y a eu emploi de travail salarié. Si cela a eu lieu, les salaires ont pu être très inégaux. Le journalier dont le travail est réalisé dans le quarter de blé peut n'en recevoir que deux boisseaux, tandis que celui qui travaille à l'extraction du métal précieux recevra la moitié de l'once d'or. Ou bien il peut se faire que leurs salaires, en les supposant égaux, s'écartent dans toutes les proportions possibles de la valeur des deux marchandises produites. Ils peuvent s'élever à la moitié, au tiers, au quart, au cinquième, ou à toute autre fraction proportionnelle du quarter de blé ou de l'once d'or. Leurs salaires, bien entendu, ne peuvent pas *dépasser* la valeur des marchandises produites ; ils ne peuvent pas être plus qu'elles, mais ils peuvent être moins, à tous les degrés imaginables. Les salaires de ces deux producteurs seront *limités* par les *valeurs* des produits, mais les *valeurs de leurs produits* ne seront pas

limitées par leurs salaires. Et, par dessus tout, les valeurs, les valeurs relatives du blé et de l'or, par exemple, auront été établies sans aucunement avoir égard à la valeur du travail employé, c'est-à-dire aux salaires. Déterminer la valeur des marchandises d'après les *quantités relatives de travail qui y sont incorporées* est donc une méthode tout à fait différente du procédé tautologique qui consisterait à déterminer la valeur des marchandises par la valeur du travail, par les salaires. Quoiqu'il en soit, c'est là un point que la suite de notre examen élucidera davantage.

Dans le calcul de la valeur échangeable d'une marchandise, nous devons ajouter à la quantité du travail employé *en dernier lieu* la quantité du travail *antérieurement* incorporé dans la matière première de la marchandise, et aussi celle du travail qui est entré dans les instruments, les outils, les machines et les bâtiments à l'aide desquels a fonctionné ce dernier travail. Par exemple, la valeur d'une certaine quantité de filés de coton est la cristallisation de la quantité de travail ajoutée au coton pendant le filage, de la quantité de travail précédemment incorporée dans le coton même, de la quantité de travail incorporée dans le charbon, l'huile et les autres matières employées, de la quantité de travail fixée dans la machine à vapeur, les broches, les bâtiments de la fabrique et ainsi de suite. Les instruments de production proprement dits, tels que : outils, machines, bâtiments, servent et réservent encore plus ou moins longtemps, pendant une série d'opérations successives qui se répètent. S'ils étaient tout de suite consommés complètement, leur valeur entière serait tout de suite transmise aux marchandises qu'ils aident à produire. Mais comme une broche, par exemple, ne s'use que graduellement, on fait un calcul de moyenne, basé sur la moyenne de sa durée et la moyenne de sa déperdition ou de son usure pendant une certaine période, soit une journée. De cette façon on calcule quelle part de la valeur de la broche est transmise au coton filé dans une journée, et, par conséquent, quelle part de la somme totale de travail incorporée dans un livre de filés, par exemple, est due à la quantité de travail précédemment incorporée dans la broche. Pour notre présent objet nous n'avons pas à nous arrêter plus longtemps sur ce point.

Il pourrait sembler que si la valeur d'une marchandise est déterminée par la *quantité du travail consacré à sa production*, la marchandise aura d'autant plus de valeur que l'ouvrier qui l'a faite sera plus indolent ou plus maladroit, puisqu'il y aura travaillé plus longtemps. Ce serait pourtant une grosse erreur. Rappelez-vous que j'ai employé l'expression de « *travail social* », et cette qualification implique bien des choses. Quand nous disons que la valeur d'une marchandise est déterminée par la *quantité de travail* « cristallisé » qu'elle contient, nous entendons la *quantité de travail*

qu'il faut pour la produire en un état de société donné, en de certaines conditions sociales moyennes de production, avec une moyenne sociale donnée d'intensité, et une moyenne d'habileté du travail employé. Quand, en Angleterre, le métier mécanique vint faire concurrence au métier à bras, il ne fallut plus que la moitié du temps de travail antérieur pour transformer une quantité donnée de filés en un mètre de cotonnade ou de toile. Le malheureux tisserand qui continuait à se servir de l'ancien métier fit des journées de dix-sept et dix-huit heures, au lieu des neuf ou dix qu'il faisait auparavant. Et pourtant le produit de vingt heures de son travail ne représenta plus que dix heures sociales de travail, les dix heures socialement nécessaires pour transformer une certaine quantité de filés en articles textiles. Son produit de vingt heures n'avait donc pas plus de valeur que son produit précédent de dix.

Si donc c'est la quantité de travail socialement nécessaire incorporée dans les marchandises qui règle leur valeur d'échange, tout accroissement de la quantité de travail qu'il faut pour produire une marchandise doit en augmenter la valeur, comme toute diminution doit l'abaisser.

Si les diverses quantités de travail nécessaires pour produire les diverses marchandises restaient constantes, leurs valeurs relatives aussi resteraient constantes. Mais tel n'est point le cas. La quantité de travail nécessaire pour produire une marchandise change sans cesse, à mesure que changent les puissances, les forces productives du travail employé. Plus les forces productives du travail sont grandes, plus il y aura de produits achevés en une durée de travail donnée ; plus les forces productives du travail sont petites, moins il y aura de produits achevés dans le même temps.

Si, par exemple, le mouvement ascendant de la population obligeait à cultiver des terres moins fertiles, on n'obtiendrait la même quantité de production que grâce à une plus grande dépense de travail, et la valeur des productions agricoles s'élèverait en conséquence. D'un autre côté, si, avec les moyens actuels de production, un seul fileur transforme en filés, dans une seule journée de travail, une quantité de coton plusieurs milliers de fois supérieure à celle qu'il aurait pu filer pendant le même temps avec le rouet, il est évident que chaque livre de coton isolément absorbera plusieurs milliers de fois moins de travail qu'elle n'en absorbait auparavant, et, par conséquent, la valeur ajoutée par le filage à chaque livre de coton isolément sera des milliers de fois moindre qu'auparavant. La valeur des filés tombera d'autant.

À part des différences dans l'énergie naturelle et dans l'habileté technique acquise, chez les différents peuples, les forces productives du travail doivent dépendre principalement :

1° Des conditions *naturelles* du travail, telles que la fertilité du sol, la richesse minière, etc. ;

2° Du perfectionnement et des progrès des forces *sociales du travail*, tels qu'ils résultent de la production en grand, de la concentration du capital et de la coopération — le « concours de forces » — du travail, de la subdivision du travail, du machinisme, des perfectionnements de procédés, des applications d'agents chimiques et d'agents naturels, de l'abrègement du temps et de l'espace à l'aide de nouveaux moyens de communication et de transport, enfin de tout autre système par lequel la science met les agents naturels au service du travail et qui en développe le caractère social ou coopératif. Plus les forces productives du travail sont grandes, moins il y a de travail employé à la même quantité donnée de produit, et, partant, plus est petite sa valeur. Nous pouvons donc poser ceci en loi générale :

Les valeurs des marchandises sont en raison directe de la durée du travail employé à les produire, et elles sont en raison inverse les forces productives du travail employé.

N'ayant parlé jusqu'ici que de la *Valeur*, j'ajouterai quelques mots sur le *Prix*, qui est une forme particulière que prend la valeur.

En lui-même, le prix n'est que l'*expression monétaire de la valeur*. Les valeurs de toutes les marchandises de ce pays, par exemple, sont exprimées en prix d'or, tandis que sur le continent elles sont principalement exprimées en prix d'argent. La valeur de l'or ou de l'argent, comme celle de toutes les autres marchandises, est déterminée par la quantité de travail nécessaire pour se les procurer. Vous échangez une certaine somme de vos produits nationaux, où une certaine somme de votre travail national est cristallisée, contre la production des pays fournissant l'or et l'argent, production où fut cristallisée une certaine quantité de leur *propre* travail. C'est de cette façon, en réalité par un troc, que vous apprenez à exprimer en or et en argent les valeurs de toutes les marchandises, c'est-à-dire les quantités respectives de travail qu'elles contiennent. En observant d'un peu plus près et plus à fond l'*expression monétaire de la valeur*, ou, ce qui revient au même, la conversion de la valeur en prix, vous apercevrez que c'est là un procédé par lequel on donne aux *valeurs* de toutes les marchandises une *forme indépendante et homogène*, par lequel on les exprime comme quantités d'un même travail social. En tant qu'il n'est que l'expression monétaire de la valeur, le prix a été appelé *prix naturel* par Adam Smith, et par les physiocrates français *prix nécessaire*.

Quel est donc le rapport entre la *valeur* et les *prix-courants*, entre les *prix naturels* et les *prix du marché* ?

Vous savez tous que le *prix-courant* est le *même* pour toutes les marchandises de la même espèce, quelque différentes que soient les conditions de production pour les producteurs individuellement. Le *prix-courant* exprime seulement la *quantité moyenne de travail social* nécessaire, dans les conditions moyennes de production, pour fournir au marché une certaine quantité d'un certain article. Il est calculé sur la masse totale d'une marchandise d'une certaine espèce.

À ce point de vue le *prix-courant* de la marchandise et sa valeur « coïncident ». De l'autre côté, les oscillations des *prix-courants*, qui tantôt s'élèvent au-dessus, tantôt s'abaissent au-dessous de la valeur ou du *prix naturel*, dépendent des fluctuations de l'offre et la demande. L'écart du *prix* au-delà ou en deçà de la valeur est continu, mais comme le dit Adam Smith : « Le *prix naturel* est le *prix central* vers lequel les *prix* des marchandises ne cessent de graviter. Divers accidents peuvent parfois les tenir suspendus fort au-dessus de ce point et parfois les précipiter un peu au-dessous. Mais quels que soient les obstacles qui les empêchent de se fixer dans ce centre de repos et de continuité, ils y tendent constamment ».

Je ne peux, pour l'instant, analyser minutieusement ce sujet. Il suffit de dire que si l'offre et la demande s'équilibrent, les *prix-courants* des marchandises correspondront à leurs *prix naturels*, c'est-à-dire à leurs valeurs, déterminées d'après les quantités respectives de travail qu'exige leur production. Mais l'offre et la demande *doivent* constamment tendre à s'équilibrer, bien qu'elles ne le fassent qu'en compensant une fluctuation par une autre, une hausse par une baisse, et *vice versa*. Si, au lieu de se borner à considérer les fluctuations journalières, on analyse les mouvements des *prix courants* pendant de plus longues périodes, comme l'a fait, par exemple, M. Tooke dans son *Histoire des Prix*, on trouvera que les fluctuations des *prix-courants*, les déviations par lesquelles ils s'écartent de la valeur, leurs mouvements ascendants et descendants se paralysent et se compensent ; de telle sorte que, en dehors de l'effet des monopoles, et de quelques autres modifications que je dois laisser de côté en ce moment, les marchandises de toute espèce se vendent, *en moyenne*, à leurs *valeurs* respectives, à leurs *prix naturels*. Les moyennes des périodes pendant lesquelles se compensent les fluctuations des *prix-courants* sont différentes pour différents genres de marchandises, parce qu'il est plus facile d'ajuster l'offre à la demande avec tel genre qu'avec tel autre.

Si donc, en gros, et quand on embrasse des périodes de temps assez longues, toutes les espèces de marchandises se vendent à leurs valeurs respectives, il est absurde de supposer que le profit, non dans des cas individuels, mais les profits constants et ordinaires des différentes

industries proviennent des prix des marchandises, c'est-à-dire de ce qu'elles ont été vendues à un prix supérieur à leur valeur. L'absurdité de cette notion éclate aux yeux dès qu'on la généralise. Ce qu'un homme gagnerait constamment comme vendeur, il le perdrait non moins constamment comme acheteur. Qu'on n'aille pas dire qu'il y a des gens qui sont acheteurs sans être vendeurs, ou consommateurs sans être producteurs. Ce que ces gens-là paient aux producteurs, il faut d'abord que ceux-ci le leur donnent pour rien. Si un homme commence par vous prendre votre argent, puis vous le rend en payant l'achat de vos marchandises, jamais vous n'arriverez à vous enrichir en les lui vendant très cher. Ce genre d'opération pourrait bien diminuer une perte, mais il ne ferait jamais réaliser un profit.

Ainsi donc, pour expliquer la *nature générale des profits*, il faut partir du principe que : *en moyenne, les marchandises se vendent à leurs valeurs réelles*, et que : *les profits viennent de ce qu'elles se vendent ainsi*, c'est-à-dire proportionnellement à la quantité de travail qu'elles contiennent. Si l'on ne peut expliquer le profit en partant de là, alors on ne peut pas l'expliquer du tout.

Cela a l'air d'un paradoxe contraire à l'observation de tous les jours. C'était aussi un paradoxe de dire que la terre tourne autour du soleil et que l'eau se compose de deux gaz extrêmement inflammables. La vérité scientifique est toujours un paradoxe, au jugement de l'expérience journalière, qui ne saisit que l'apparence trompeuse des choses.

VII

LA FORCE DE TRAVAIL

Maintenant que nous avons expliqué, autant qu'il était possible de le faire en une analyse aussi rapide, la nature de la *Valeur*, de la *Valeur d'une marchandise quelconque*, il nous faut porter notre attention sur une valeur d'un caractère particulier, la *Valeur du Travail*. Et, ici encore, au risque de vous étonner, je dois débiter par un paradoxe apparent. Vous êtes tous persuadés que ce que vous vendez journellement, c'est votre Travail ; que, conséquemment, le Travail a un Prix, et que, le prix d'une marchandise étant simplement l'expression monétaire de sa valeur, il doit certainement exister une *Valeur du Travail*. Eh bien, non ! il n'existe pas de *Valeur du Travail*, dans l'acception ordinaire du mot. Nous avons vu que c'est la quantité de travail nécessaire cristallisé dans une marchandise qui en

constitue la valeur. Maintenant, appliquant cette notion de la valeur, comment pourrions-nous définir, par exemple, la valeur d'une journée de travail de dix heures ? Combien y a-t-il de travail contenu dans cette journée ? Dix heures de travail. Dire que la valeur d'une journée de travail de dix heures égale dix heures de travail, qu'elle égale la quantité de travail qu'elle contient, ce serait dire deux fois la même chose, presque dans les mêmes termes, et, de plus, cela n'aurait pas de sens. Il va sans dire que le sens véritable, mais caché, de l'expression « *Valeur du Travail* » une fois trouvé, nous serons en mesure d'interpréter cette irrationnelle et, en apparence, impossible application de la valeur, de même qu'une fois assuré du mouvement réel des corps célestes, on est en mesure d'expliquer leurs mouvements apparents.

Ce que vend l'ouvrier, ce n'est pas directement son *Travail*, mais sa *Force de travail*, qu'il met temporairement à la disposition du capitaliste. Cela est si vrai que la loi, sinon en Angleterre, — je n'en sais rien, — mais certainement dans plusieurs pays du continent, fixe le *maximum* de la durée pour laquelle un homme a le droit d'aliéner sa force de travail. S'il lui était permis de le faire pour une période de temps indéfinie, l'esclavage serait du même coup rétabli. Si, par exemple, une telle aliénation s'étendait à sa vie entière, elle ferait de lui l'esclave à vie de son patron.

Un des plus anciens économistes et des philosophes les plus originaux de l'Angleterre, — Thomas Hobbes, — dans son *Leviathan*, avait déjà d'instinct touché ce point qui a échappé à tous ses successeurs. Il avait dit « : *La valeur d'un homme* est, comme pour toutes les autres choses, son *prix* : c'est-à-dire ce que l'on donnerait pour l'*Usage de sa Force* ».

Prenant cela pour base, nous serons à même de déterminer la *valeur du travail*, comme celui de toutes les autres marchandises.

Mais, auparavant, on pourrait demander d'où vient ce singulier phénomène ; comment il se fait que l'on trouve sur le marché une catégorie d'acheteurs en possession de la terre, des machines, des matières premières et des moyens de subsistance, toutes choses qui, sauf la terre à l'état brut, sont les *produits du travail*, et de l'autre côté une catégorie de vendeurs n'ayant rien à vendre, excepté leur force de travail, leur bras et leur cerveau agissants ; comment il se fait que le premier groupe achète continuellement dans le but de réaliser un profit et de s'enrichir, tandis que l'autre groupe vend continuellement dans le but de gagner sa vie ? Examiner cette question, ce serait examiner ce que les économistes ont appelé l'*Accumulation antérieure ou primitive*, mais qu'il faudrait appeler l'*Expropriation primitive*. On trouverait que cette prétendue *Accumulation primitive* ne signifie rien d'autre chose qu'une série d'évolutions

historiques aboutissant à une *Décomposition de l'union primitive* qui existait entre le travailleur et ses moyens de travail. Toutefois, cet examen dépasse les bornes de mon sujet. La *Séparation* entre l'homme de travail et les moyens de travail une fois établie, cet état de choses va se maintenir et se reproduire sur une échelle toujours croissante, jusqu'à ce qu'une nouvelle révolution fondamentale dans le mode de production vienne tout bouleverser et rétablir l'union primitive sous une nouvelle forme historique.

Qu'est-ce donc que la *Valeur de la Force de travail* ?

De même que celle de toute autre marchandise, cette valeur est déterminée par la quantité de travail qu'il faut pour la produire. La puissance de travail d'un homme n'existe pas en dehors de sa personnalité vivante. Pour se développer et pour entretenir son existence, il doit consommer une certaine masse de denrées nécessaires. Mais il est, comme la machine, sujet à l'usure, et il faut qu'un autre puisse venir le remplacer. En outre des choses qu'exige son *propre* entretien, il a besoin d'une autre somme de ces mêmes choses de première nécessité pour élever une certaine quotité d'enfants, qui devront le remplacer sur le marché du travail et y perpétuer la race des travailleurs. De plus, pour développer sa force de travail et acquérir une habileté déterminée, il lui aura fallu dépenser une autre somme de valeurs. Pour notre présente démonstration, il nous suffit d'envisager le travail *moyen*, dont les frais d'éducation et de développement sont avec les autres dépenses dans un rapport « évanouissant », comme on dit des quantités mathématiques qui deviennent nulles. Toutefois, je saisis cette occasion de dire que, de même que diffère le coût de production de forces de travail de qualité différente, ainsi devra différer la valeur des forces de travail employées dans les industries différentes. La demande de l'*égalité des salaires* repose donc sur une erreur ; c'est un de ces vœux insensés qui ne doivent jamais se réaliser. C'est là un fruit de ce faux radicalisme, de pure surface, qui accepte les prémisses et essaye d'échapper aux conclusions. Sous le régime du salariat, la valeur de la force de travail se règle comme celle de toute autre marchandise ; et comme des forces de travail différentes ont des valeurs différentes, en un mot exigent pour les produire des quantités de travail différentes, elles doivent nécessairement, sur le marché du travail, atteindre des prix différents. Réclamer à grands cris une *rémunération égale* ou *même équitable* sous le régime du salariat, c'est comme si l'on réclamait la *liberté* sous le régime de l'esclavage. Il ne s'agit pas de ce qui vous semble juste ou équitable, il s'agit de ce qui est nécessaire et inévitable dans un système donné de production.

De ce que nous venons de dire, il résulte que la *valeur de la force de travail* est déterminée par la *valeur des choses de première nécessité* qu'il faut pour produire, développer, maintenir et perpétuer la force de travail.

VIII

PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE

Maintenant, supposons qu'il faille *six heures de travail moyen* pour produire la quantité moyenne de choses nécessaires chaque jour à un travailleur. Supposons, en outre, que six heures de travail moyen soient contenues dans une quantité d'or égale à 3 schellings. Alors 3 schellings sera le *Prix*, ou l'expression monétaire de la *Valeur journalière* de la *Force de travail* de cet ouvrier. S'il travaille six heures par jour, il produira chaque jour une valeur suffisante pour acheter la quantité moyenne de sa consommation journalière en objets de première nécessité, c'est-à-dire ce qu'il lui faut pour se conserver comme travailleur.

Mais notre homme est un travailleur salarié. Il lui faut donc vendre sa force de travail à un capitaliste. S'il la vend 3 schellings par jour ou 18 schellings par semaine, il la vend à sa valeur. Supposons-le ouvrier fileur. S'il travaille six heures par jour, il ajoutera chaque jour au coton une valeur de 3 schellings. Cette valeur chaque jour ajoutée par lui sera l'équivalent exact de son salaire, ou le prix de sa force de travail, reçu tous les jours. Mais dans ce cas aucune plus-value, absolument *aucun surproduit* ne reviendrait au capitaliste. Ici nous voilà donc arrêtés.

En achetant la force de travail de l'ouvrier et la payant à sa valeur, le capitaliste, comme tout autre acheteur, a acquis le droit de consommer ou d'employer la marchandise achetée. On consomme ou l'on emploie la force de travail d'un homme en le faisant travailler, comme on consomme ou l'on emploie une machine en la faisant fonctionner. En achetant la valeur journalière ou hebdomadaire de la force de travail de l'ouvrier, le capitaliste a donc acheté le droit de se servir de cette force, de la faire travailler pendant *toute la journée* ou *toute la semaine*. La journée ou la semaine de travail a, bien entendu, certaines limites, mais nous y regarderons de plus près par la suite.

Pour l'instant je veux appeler votre attention sur un point décisif.

La *valeur* de la force de travail est déterminée par la quantité de travail nécessaire pour la conserver ou la reproduire, mais l'*usage* de cette force de travail n'est limité que par l'énergie agissante et la vigueur physique du

travailleur. La valeur journalière ou hebdomadaire de la force de travail est tout à fait distincte de l'exercice journalier ou hebdomadaire de cette force, de même que la nourriture dont un cheval a besoin et le temps qu'il peut porter son cavalier sont choses distinctes. La quantité de travail qui limite la *valeur* de la force de travail de l'ouvrier ne constitue en aucune façon une limite à la quantité de travail que sa force est capable d'accomplir. Prenez l'exemple de notre fileur. Nous avons vu que, pour reproduire quotidiennement sa force de travail, il lui faut quotidiennement reproduire une valeur de trois schellings, ce qu'il fait en travaillant six heures par jour. Mais cela ne le rend pas incapable de travailler dix ou douze heures par jour ou même davantage. Mais en payant la valeur journalière ou hebdomadaire de la force du travail du fileur, le capitaliste a acquis le droit de s'en servir pendant *toute la journée ou toute la semaine*.

Il fera donc travailler le fileur, mettons *douze heures* par jour. *En outre et en sus* des six heures qu'il faut pour produire son salaire ou la valeur de sa force, l'ouvrier aura donc à travailler *six autres heures* que j'appellerai heures de *surtravail*, lequel surtravail se réalisera en une *plus-value* et un *surproduit*. Si notre fileur, par exemple, au moyen de son travail journalier de six heures, ajoutait trois schellings de valeur au coton, valeur qui formait l'équivalent exact de son salaire, il ajoutera, en douze heures, six schellings de valeur au coton et produira un *surplus proportionnel de filés*. Comme il a vendu sa force de travail au capitaliste, la totalité de la valeur ou du produit qu'il a créés appartient au capitaliste, possesseur temporaire de sa force de travail. En déboursant trois schellings, le capitaliste réalisera donc une valeur de six schellings, puisque, déboursant une valeur dans laquelle six heures de travail sont cristallisées, il recevra en retour une valeur dans laquelle l'auront été douze heures de travail. Par la répétition quotidienne de ce mouvement, le capitaliste déboursera tous les jours trois schellings et en empochera six, dont la moitié servira à payer un nouveau salaire et dont l'autre moitié formera la *plus-value* pour laquelle le capitaliste ne paye aucun équivalent. C'est sur cette *sorte d'échange entre le capital et le travail* qu'est fondée la production capitaliste, le salariat, et ce qui doit forcément en résulter, c'est la reproduction constante de l'ouvrier comme ouvrier, et du capitaliste comme capitaliste.

Le *taux de la plus-value*, toutes autres circonstances restant les mêmes, dépendra de la proportion existant entre cette partie de la journée de travail qui est nécessaire pour reproduire la valeur de la force de travail et le *temps supplémentaire* de cette journée ou le *surtravail* exécuté pour le capitaliste. Il dépendra, par conséquent, du *degré de prolongation de la journée au-delà de la durée* pendant laquelle l'ouvrier, en travaillant, ne

ferait que reproduire la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire rembourser son salaire.

IX

VALEUR DU TRAVAIL

Revenons maintenant à l'expression de *Valeur* ou *Prix du travail*.

Nous avons vu qu'en réalité ce n'est que la valeur de la force de travail, mesurée d'après la valeur des marchandises nécessaires à son entretien. Mais comme l'ouvrier reçoit son salaire après que son travail est achevé et qu'il sait, du reste, qu'effectivement ce qu'il livre au capitaliste c'est son travail, il s'en suit nécessairement que la valeur ou le prix de sa force de travail lui paraissent être le *prix* ou la *valeur de son travail même*. Si le prix de sa force est de trois schellings, contenant six heures de travail, et qu'il travaille douze heures, il considère nécessairement ces trois schellings comme la valeur ou le prix de douze heures de travail, bien que ces douze heures de travail s'incorporent en une valeur de six schellings. De ceci découle une double conséquence :

Premièrement : *La valeur ou le prix de la force du travail* prend l'apparence du *prix ou de la valeur du travail lui-même*, encore que, rigoureusement, les termes de valeur et de prix du travail soient dénués de sens.

Secondement : quoique seulement une partie du travail journalier de l'ouvrier soit *payée*, tandis que l'autre partie est *impayée* et que ce travail impayé ou surtravail constitue exactement le fonds d'où se forme la *plus-value* ou *profit*, il semble que tout le travail, pris dans sa masse, soit payé.

C'est cette fausse apparence qui distingue le travail salarié des autres formes *historiques* du travail. En régime de salariat, même le travail *impayé* a l'air d'être du travail *payé*. Avec l'*esclave* c'est tout le contraire : même la partie de son travail qui est payée paraît être impayée. Naturellement pour que l'esclave travaille, il faut qu'il vive, et une partie de sa journée de travail sert à rembourser la valeur de son propre entretien. Mais comme il n'y a pas de marché conclu entre lui et son maître, qu'il ne se passe aucun fait de vente ou d'achat entre les deux parties, son travail entier a l'air d'être donné pour rien.

Prenez, d'un autre côté, le serf tel qu'hier encore, je pourrais dire, il existait dans toute l'Europe orientale. Ce paysan travaillait, par exemple, trois jours pour lui-même à son propre champ ou au champ qui lui était

alloué, et les trois autres jours il accomplissait un travail obligatoire et gratuit sur le domaine de son seigneur. Ici donc la partie payée et la partie impayée du travail étaient séparées d'une manière sensible, séparées dans le temps et dans l'espace ; et cette idée absurde de faire travailler un homme pour rien transportait d'indignation nos Libéraux.

En fait, pourtant, qu'un homme travaille trois jours de la semaine pour lui-même sur son propre champ et trois jours pour rien sur le domaine de son seigneur, ou bien qu'il travaille à la fabrique ou à l'atelier six heures par jour pour lui-même et six pour son patron, cela revient absolument au même, encore que dans ce dernier cas les portions payées et impayées du travail soient entremêlées et inséparables, et bien que la nature de toute l'opération soit complètement masquée par l'*intervention du contrat* et par la *paye* reçue à la fin de la semaine. Le travail gratuit paraît être donné volontairement dans un cas et être forcé dans l'autre. C'est là toute la différence.

Quand j'emploierai l'expression de « *valeur du travail* », ce ne sera que comme un terme de la langue populaire pour signifier la « valeur de la force de travail ».

X

LE PROFIT SE RÉALISE PAR LA VENTE D'UNE MARCHANDISE À SA VALEUR

Supposez qu'une heure moyenne de travail soit contenue dans une valeur égale à six pence, que douze heures moyennes de travail soient contenues dans six schellings. Supposez en outre que la valeur du travail soit de trois schellings, qu'elle soit le produit de six heures de travail. Si, de plus, dans l'usure des matières premières, des machines, en un mot des moyens de production employés à la confection de la marchandise, il était contenu vingt-quatre heures de travail moyen, la valeur de ce travail serait de douze schellings. Enfin, si l'ouvrier employé par le capitaliste ajoutait encore douze heures de travail à ces moyens de production, ces douze heures entreraient pour une valeur additionnelle de six schellings. La *valeur totale du produit* s'élèverait donc à trente-six heures de travail cristallisé, elle serait de dix-huit schellings. Mais comme la valeur du travail, le salaire payé à l'ouvrier ne serait que de trois schellings, le capitaliste n'aurait déboursé aucun équivalent en paiement des *six heures de surtravail* faites par l'ouvrier, et qui seraient entrées dans la valeur de la

marchandise. En vendant cette marchandise à sa valeur de dix-huit schellings, le capitaliste réaliserait donc une valeur de trois schellings, pour laquelle il n'aurait point payé d'équivalent. Ces trois schellings constitueraient la plus-value ou le profit qu'il empocherait. Par conséquent, ce ne serait pas en vendant la marchandise à un *prix supérieur à sa valeur*, mais bien en la vendant à sa *valeur réelle* que le capitaliste réaliserait trois schellings de profit.

Ce qui détermine la valeur d'une marchandise, c'est la *quantité totale du travail* qu'elle contient. Mais une partie de cette quantité de travail est incorporée dans une valeur contre laquelle un équivalent a été payé sous forme de salaire ; une autre partie, dans une valeur contre laquelle il n'a pas été donné d'équivalent. Une partie du travail contenu dans la marchandise est du travail *payé*, l'autre est du travail *impayé*. Par conséquent, en vendant la marchandise à *sa valeur*, c'est-à-dire comme la cristallisation de la *quantité totale de travail* qu'elle a absorbée, le capitaliste doit forcément retirer de la vente un profit. Il vend non seulement ce qui lui a coûté un équivalent, mais aussi ce qui ne lui a rien coûté du tout, encore que cela ait coûté le travail de son ouvrier.

Le coût de la marchandise pour le capitaliste et son coût réel, ce sont deux choses différentes. Je répète donc que les profits normaux et moyens se réalisent par la vente des marchandises non pas *au-dessus* de leur valeur réelle, mais bien à leur *valeur réelle*.

XI

LES DIFFÉRENTES PARTIES DANS LESQUELLES SE DÉCOMPOSE LA PLUS-VALUES

La *plus-value*, c'est-à-dire cette partie de la valeur totale de la marchandise où est incorporé le *surtravail*, le travail *impayé* de l'ouvrier, voilà ce que j'appelle le *Profit*. Le capitaliste-entrepreneur n'en empoche pas la totalité. Le monopole foncier met à la disposition du propriétaire, sous le nom de *rente*, une partie de cette *plus-value*, que la terre soit employée à des constructions agricoles, à des chemins de fer ou à toute autre entreprise. D'un autre côté, le fait même que la possession des *moyens de travail* permet au capitaliste-entrepreneur de produire une *plus-value*, ou, ce qui revient au même, de *s'approprier une certaine somme de travail impayé*, ce fait permet au possesseur des moyens de travail, qui les prête entièrement ou partiellement au capitaliste-entrepreneur, permet en un mot au capitaliste-prêteur d'argent, de réclamer sous le nom d'*intérêt*

une autre part de cette plus-value, de sorte qu'il ne reste au capitaliste-entrepreneur, *en cette qualité*, que ce que l'on appelle le *profit industriel* ou *commercial*.

Ce partage de la totalité de la plus-value entre les trois catégories d'individus est soumis à certaines lois, que nous n'avons pas à formuler ici ; ce serait entièrement sortir de notre sujet. Voici toutefois ce qui résulte de ce que nous venons d'établir.

Rente, Intérêt, Profit industriel, ce ne sont là que des noms différents pour exprimer les différentes parties de la *plus-value* de la marchandise, du *travail impayé* que celle-ci renferme, et ces parties *proviennent toutes également de cette même source et rien que de cette source*. Elles ne proviennent pas de la *terre* ni du *capital* pris en eux-mêmes. Seulement c'est la terre et le capital qui permettent à ceux qui les possèdent de retirer chacun leur part de la *plus-value*, que le capitaliste-entrepreneur a, lui, extraite du travail de l'ouvrier. Pour l'ouvrier lui-même, il est d'importance secondaire que la plus-value, résultat de son sur-travail, de son travail impayé, soit entièrement empochée par le patron, ou bien que celui-ci soit obligé d'en verser, sous le nom de rente et d'intérêt, des portions à des tiers. Supposez que le patron ne fasse usage que de son propre capital et qu'il soit son propre propriétaire, alors toute la plus-value ira dans sa poche.

C'est le capitaliste-entrepreneur qui, directement, extrait du travail de l'ouvrier cette plus-value, quelque fraction qu'il en puisse garder lui-même. Aussi est-ce sur ce rapport entre capitaliste-entrepreneur et ouvrier salarié que tourne aujourd'hui tout le mécanisme du salariat, toute l'organisation de la production. Quelques-uns des citoyens qui ont pris part à notre discussion avaient donc tort d'essayer d'atténuer les choses et de traiter ce rapport fondamental entre le capitaliste-entrepreneur et l'ouvrier salarié comme une question secondaire, quoiqu'ils eussent raison de soutenir que, dans des circonstances données, une hausse des prix pourrait influencer à des degrés fort inégaux sur le capitaliste-entrepreneur, le propriétaire foncier, le capitaliste-prêteur, et, si vous le voulez bien, le percepteur.

Ce que nous avons dit entraîne encore une autre conséquence.

Cette portion de la valeur de la marchandise qui représente seulement la valeur des matières premières, des machines, bref la valeur des moyens de production consommés, *ne crée pas du tout de revenu*, elle ne fait que *rembourser du capital*. Mais en dehors de cela, l'autre portion de la valeur de la marchandise, *celle qui crée du revenu*, celle qu'on peut dépenser sous forme de salaires, de profit, de rente, d'intérêt, il est faux qu'elle se

compose de la valeur des salaires, de la rente, de la valeur des profits, et ainsi de suite. En premier lieu nous écarterons le salaire et ne toucherons qu'aux profits industriels, à l'intérêt et à la rente. Nous venons de voir que la *plus-value* contenue dans la marchandise, c'est-à-dire cette partie de la valeur de celle-ci où se cristallise le *travail impayé*, se décompose en différentes fractions. Mais dire que c'est l'addition des valeurs de ces trois parties constituantes qui compose ou forme la plus-value, ce serait exprimer juste le contraire de la vérité.

Si une heure de travail se réalise en une valeur de six pence, que la journée de l'ouvrier comprenne douze heures de travail et que la moitié de cette durée soit du travail impayé, ce surtravail ajoutera à la marchandise trois schellings de plus-value, c'est-à-dire une valeur égale à trois schellings, pour laquelle il n'a pas été payé d'équivalent. Cette plus-value de trois schellings constitue le *fonds entier* que le capitaliste-entrepreneur peut partager, dans des proportions quelconques, avec le propriétaire foncier et le prêteur d'argent. La valeur de ces trois schellings constitue la limite de la valeur qu'ils ont à partager entre eux. Mais ce n'est pas le capitaliste-entrepreneur qui ajoute à la valeur de la marchandise une valeur arbitraire pour réaliser son profit, auquel une autre valeur serait ajoutée en faveur du propriétaire, et ainsi de suite, de telle sorte que l'addition de ces valeurs arbitrairement fixées constituerait la valeur totale. Vous voyez donc la fausseté de la notion populaire qui confond le fait de *décomposer* en trois parties une valeur donnée avec le fait de former cette valeur par l'addition de trois valeurs indépendantes, transformant ainsi en une grandeur arbitraire la valeur totale, de laquelle proviennent la rente, le profit et l'intérêt.

Si le total du profit réalisé par le capitaliste égale 100 livres sterling, nous appelons cette somme, envisagée comme grandeur *absolue*, la *quantité du profit*. Mais si nous calculons le rapport de proportion de ces 100 livres au capital déboursé, nous donnons à cette grandeur *relative* le nom de *taux du profit*. Il est évident que ce taux du profit peut être exprimé de deux manières.

Supposez que le *capital déboursé en salaires* soit de 100 livres. Si la plus-value créée est aussi de 100 livres, — et cela indiquerait que la moitié de la journée de travail de l'ouvrier se composait de travail *impayé*, — puis si nous estimons ce profit d'après la valeur du capital avancé en salaires, nous dirons que le taux s'élève à 100 0/0, parce que la valeur déboursée serait 100 et la valeur réalisée 200.

Si, de l'autre côté, nous n'envisageons pas seulement le *capital déboursé en salaires*, mais la *totalité du capital* déboursé, soit, par exemple, 500

livres sterling, dont 400 représenteraient la valeur des matières premières, les machines, etc., nous dirions que le *taux du profit* ne s'élevait qu'à 20 0/0, parce que le profit de 100 ne serait que le cinquième de la *totalité* du capital déboursé.

Le premier mode d'expression est le seul qui vous montre le rapport réel entre le travail payé et le travail impayé, le degré réel d'*exploitation* (permettez-moi ce mot français) *du travail*. L'autre mode d'expression est celui dont on se sert communément, et il est, en effet, bien approprié à certains égards. En tous cas il est très commode pour cacher le degré atteint par le travail gratuit que le capitaliste tire de l'ouvrier.

Dans les remarques qu'il me reste à vous présenter j'emploierai le mot *Profit* pour désigner la masse entière de plus-value soutirée par le capitaliste, sans avoir égard au partage de cette plus-value entre différents bénéficiaires, et en employant l'expression de *Taux du profit*, j'estimerai toujours les profits d'après la valeur du capital déboursé en salaires.

XII

RAPPORT GÉNÉRAL DES PROFITS, DES SALAIRES, ET DES PRIX

De la valeur d'une marchandise déduisez la valeur qui rembourse celle des matières premières et des autres moyens de production consommés, c'est-à-dire, déduisez la valeur qui représente le travail *passé* contenu dans cette marchandise, et le reste de sa valeur se résoudra dans la quantité de travail qu'a ajoutée le *dernier* ouvrier employé. Si cet ouvrier travaille douze heures par jour et que douze heures de travail moyen se cristallisent en une quantité d'or égale à six schillings, cette valeur additionnelle de six schellings est la *seule* valeur que son travail aura créée. Cette valeur donnée, que détermine la durée de son travail, est le seul fonds d'où le capitaliste et lui doivent tirer leurs parts, leurs dividendes respectifs, la seule valeur à diviser en salaire et en profit. Il est clair que les proportions variables suivant lesquelles elle peut se répartir entre les deux copartageants ne changeront pas cette valeur elle-même.

Il n'y aurait rien de changé non plus si, au lieu d'un seul ouvrier, vous mettez toute la population ouvrière, douze millions de journées de travail, par exemple, au lieu d'une seule.

Puisque le capitaliste et l'ouvrier ne font que partager cette valeur limitée, c'est-à-dire la valeur mesurée sur le travail total de l'ouvrier, plus l'un reçoit, moins l'autre recevra, et réciproquement : quand une quantité

est donnée, à mesure qu'une de ses parties augmente, l'autre diminue d'autant. Si le salaire change, le profit changera dans un sens opposé. Si le salaire descend, le profit montera, et si le salaire monte, le profit descendra. Si l'ouvrier, selon notre première hypothèse, reçoit trois schellings, somme égale à la moitié de la valeur qu'il a créée, ou si sa journée entière se compose pour une moitié de travail payé, et pour l'autre moitié de travail impayé, le taux du profit sera de 100 pour cent, car, en ce cas, le capitaliste aussi recevrait trois schellings. Si l'ouvrier ne reçoit que deux schellings, c'est-à-dire s'il ne travaille pour lui-même qu'un tiers de la journée entière, le capitaliste aura quatre schellings et le taux du profit sera de 200 pour cent. Si l'ouvrier reçoit quatre schellings, le capitaliste n'en recevra que deux, et alors le taux du profit s'abaissera à 33 1/3 pour cent. Mais toutes ces variations seront sans influence sur la valeur de la marchandise. Une hausse générale du salaire abouti rait donc à une baisse du taux général du profit, mais elle n'influerait pas sur les valeurs. Mais bien que la valeur des marchandises, qui doit finalement régler leur prix-courant, soit exclusivement déterminée par la quantité totale de travail qu'elles contiennent et non pas par le partage de cette quantité en travail payé et travail impayé, il ne s'en suit aucunement que la valeur de marchandises isolées, ou de catégorie de marchandises produites dans une durée de douze heures, par exemple, reste constante. Le *nombre* ou la masse de marchandises produites en un temps de travail donné ou par une quantité donnée de travail, dépend de la *puissance productive* du travail employé, et non de son *étendue*, de sa longueur. Avec un certain degré de force productive du filage, par exemple, une journée de douze heures peut produire douze livres de filés, avec un degré moindre de force productive deux livres seulement, Si donc douze heures de travail moyen étaient incorporées dans la valeur de six schellings, en l'un des cas les douze livres de filés coûteraient six schellings, en l'autre les deux livres de filés coûteraient également six schellings. Une livre de filés, par conséquent, coûterait six pence dans un cas et trois schellings dans l'autre. La différence de prix serait le résultat de la différence dans les forces productives du travail employé. Une heure de travail serait contenue dans une livre de filés avec la plus grande force productive, tandis que, avec la plus petite, six heures de travail seraient contenues dans une livre de filés. Le prix d'une livre de filés ne serait, dans le premier cas, que de six pence, quoique le salaire fût relativement élevé et que le taux du profit fût bas ; il serait de trois schellings dans l'autre cas, quoique le salaire fût bas et le taux du profit élevé. Il en serait ainsi parce que c'est la quantité totale de travail incorporée dans la livre de filés qui en règle le prix, et non pas *la*

division proportionnelle de cette quantité totale en travail payé et en travail impayé. Il peut arriver, ai-je dit il y a un instant, qu'un travail de prix élevé produise des marchandises à bas prix et réciproquement qu'un travail à bon marché produise des marchandises chères. Ce fait n'a plus maintenant son apparence paradoxale. Il n'est en effet que l'expression de la loi générale constatée ; à savoir que la valeur d'une marchandise se règle d'après la quantité de travail qu'elle contient, mais que la quantité de travail contenu dépend entièrement des forces productives du travail employé, et que, par conséquent, toute variation dans la productivité du travail fera varier la valeur.

XIII

TENTATIVES POUR RELEVER LES SALAIRES OU POUR S'OPPOSER À LEUR BAISSSE, CAS PRINCIPAUX

Maintenant étudions sérieusement les cas principaux dans lesquels on essaye de faire hausser les salaires ou de résister à leur diminution.

1. — Nous avons vu que la *valeur de la force de travail*, ou, en langue ordinaire, la *valeur du travail*, est déterminée par la valeur des choses nécessaires à la vie, c'est-à-dire par la quantité de travail qu'il faut pour les produire. Si donc, en un pays donné, la valeur des nécessités journalières de la vie de l'ouvrier représentait six heures de travail, exprimées dans trois schellings, l'ouvrier aurait à travailler six heures par jour pour produire l'équivalent de son entretien journalier. Si la journée entière était de douze heures, le capitaliste lui donnerait la valeur de son travail en le payant trois schellings. La moitié de la journée serait du travail impayé et le taux du profit serait de 100 pour cent. Mais maintenant supposez que, à la suite d'une diminution de productivité, il faille plus de travail pour produire, par exemple, la même quantité de denrées agricoles, de telle sorte que le prix des choses de première nécessité s'élève, pour une journée, de trois schellings à quatre. En ce cas, la *valeur* du travail hausserait d'un tiers, ou de 33 1/3 pour cent. Il faudrait huit heures de la journée de travail pour produire l'équivalent de l'entretien journalier du travailleur, conformément à son ancien genre de vie. Le surtravail tomberait donc de six heures à quatre, et le taux du profit de 100 pour cent à 50. Mais en réclamant une augmentation de salaire le travailleur ne ferait que réclamer la *valeur augmentée de son travail*, comme tout autre vendeur de marchandise qui, le coût de production de ses articles ayant

augmenté, essaye de se faire payer l'augmentation de valeur. Si le salaire ne haussait pas ou s'il ne haussait pas assez pour compenser l'augmentation de valeur des choses nécessaires à la vie, le *prix* du travail descendrait au-dessous de la *valeur du travail*, ce qui amènerait aussi, pour le travailleur, un abaissement de son genre de vie^{30}.

Mais il pourrait aussi survenir un changement en sens opposé. En vertu de l'accroissement de productivité du travail, la même quantité de denrées journalièrement nécessaires pourrait descendre de trois schillings à deux, c'est-à-dire que sur la journée entière de travail il n'y aurait plus besoin que de quatre heures au lieu de six pour reproduire l'équivalent de la valeur des nécessités journalières. L'ouvrier pourrait alors acheter avec deux schellings autant d'objets de première nécessité qu'il en achetait auparavant avec trois, En fait la *valeur du travail* aurait baissé, mais cette valeur diminuée achèterait la même quantité de marchandises qu'auparavant. Alors les profits monteraient de trois schellings à quatre et le taux du profit de 100 pour cent à 200. Bien que absolument le genre de vie du travailleur fût resté le même, son *salaire relatif* et en même temps sa *position sociale relative*, comparée à celle du capitaliste, auraient été abaissées. Si l'ouvrier résistait à cette réduction du salaire relatif, il ne ferait qu'essayer d'avoir part à l'augmentation de productivité de son propre travail et de conserver son ancienne position relative dans l'échelle sociale. C'est ainsi que, après l'abolition des lois sur les céréales, et en violation flagrante des engagements les plus solennels, pris au cours de l'agitation contre ces lois, les fabricants anglais diminuèrent généralement les salaires de dix pour cent. Les ouvriers résistèrent et ils échouèrent d'abord ; puis, à la suite de circonstances que je ne peux raconter en ce moment, ils rattrapèrent les dix pour cent perdus.

2. — Il pourrait arriver que la *valeur* des choses nécessaires à la vie, et par conséquent la *valeur du travail*, restassent les mêmes, mais qu'un changement survînt dans leurs *prix en argent*, à la suite d'un changement antérieur dans la *valeur de l'argent*.

La découverte de mines plus abondantes, etc., pourrait faire, par exemple, que deux onces d'or ne coûtassent pas plus de travail pour les produire qu'une once n'en coûtait auparavant. La *valeur* de l'or serait alors dépréciée de moitié, ou de cinquante pour cent. Les *valeurs* de toutes les autres marchandises seraient alors exprimées en une somme double de leurs anciens *prix en argent* ; il en serait donc de même de la *valeur du travail*. Douze heures de travail précédemment exprimées en six schellings le seraient alors en douze. Si le salaire de l'ouvrier restait à trois schellings, au lieu de monter à six, le *prix en argent de son travail*

n'égalerait que la *moitié de la valeur de son travail*, et son genre de vie serait horriblement empiré. C'est aussi ce qui arriverait à un degré plus ou moins grand si son salaire, tout en montant, ne s'élevait pas en proportion de la baisse survenue dans la valeur de l'or. En ce cas-là il n'y aurait rien eu de changé, ni dans la productivité du travail, ni dans l'offre et la demande, ni dans les diverses valeurs d'échange. Rien n'aurait pu changer, sauf les *appellations monétaires* ces valeurs. Dire qu'en pareil cas l'ouvrier ne doit pas réclamer une augmentation proportionnelle de salaire, c'est dire qu'il doit consentir à se payer de noms au lieu de choses. Toute l'histoire du passé montre que chaque fois qu'il se produit une semblable dépréciation de l'argent, les capitalistes s'empressent de saisir l'occasion pour frustrer l'ouvrier. Une très nombreuse école d'économistes affirme que, à la suite des nouvelles découvertes de gisements aurifères, des perfectionnements opérés dans l'exploitation des mines d'argent, et de l'offre à meilleur marché du mercure, il s'est produit récemment une nouvelle dépréciation de la valeur des métaux précieux. Cela expliquerait que, d'une manière générale et simultanée, il y ait eu sur le continent des tentatives pour obtenir une augmentation des salaires.

3. — Jusqu'ici nous avons supposé que la *journée de travail* a des limites données. Elle n'a pourtant, par elle-même, aucune limite constante. C'est la tendance constante du capital de la prolonger le plus possible, parce que le surtravail, et, partant, le profit qui en découle, s'accroîtront en proportion de cette prolongation. Plus le capital réussit à prolonger la journée de travail, plus il s'approprie de travail d'autrui. Pendant tout le dix-septième siècle, et même pendant les deux premiers tiers du dix-huitième, la durée normale de la journée de travail fut de dix heures dans toute l'Angleterre. Pendant la guerre contre la Révolution française, qui fut en réalité la guerre des « Barons » de la Grande-Bretagne contre la masse des travailleurs britanniques», le Capital, célébrant ses bacchanales, prolongea la journée de travail de dix heures à douze, à quatorze, à dix-huit. Malthus, que vous ne soupçonneriez pas de sensiblerie, déclarait dans une brochure publiée en 1815 que, si cela continuait, la vie même de la nation en serait atteinte dans sa source. Quelques années avant la généralisation des nouvelles inventions mécaniques, vers 1765, il parut en Angleterre un écrit intitulé : *Essai sur le Commerce*. L'auteur anonyme, ennemi déclaré de la classe ouvrière, se livre à toutes sortes de déclamations sur la nécessité d'étendre les limites de la journée de travail. Entre autres moyens d'arriver à ce but, il propose des *maisons de travail* (working houses), qui, dit-il, devront être des « maisons de terreur ». Et savez-vous quelle est la longueur de la journée de travail qu'il

recommande pour ces maisons de terreur ? *Douze heures*, tout juste la durée que, en 1832, capitalistes, économistes, et ministres, déclaraient devoir être la durée de travail non seulement existante, mais nécessaire, pour un enfant au-dessous de douze ans.

En vendant sa force de travail, — et il ne peut faire autrement sous le régime actuel, — l'ouvrier transfère le droit qu'il a lui-même de la consommer au capitaliste, mais le droit de la consommer dans des limites raisonnables. Il vend sa force de travail pour la conserver, en dehors des causes naturelles d'usure et de détérioration, et non pour la détruire. Au moment où il vend cette force à sa valeur journalière ou hebdomadaire, il est entendu que, en un seul jour ou en une seule semaine, elle ne sera pas soumise à deux jours ou à deux semaines d'usure et de déperdition. Prenez une machine valant 1,000 livres sterling. Si elle s'use en dix ans, elle ajoutera à la valeur des marchandises qu'elle aide à produire 100 livres sterling par an. Si elle s'usait en cinq ans, elle y ajouterait 200 livres sterling par an, soit la valeur de son usure annuelle en raison inverse de la rapidité avec laquelle elle se consomme. Mais voici ce qui distingue l'ouvrier de la machine, Celle-ci ne s'use pas exactement en proportion de l'emploi qu'on en fait. L'homme, au contraire, décline plus vite que ne le ferait croire la simple addition numérique de son travail.

Quand ils s'efforcent de ramener la journée de travail à ses anciennes limites rationnelles, ou bien — là où ils ne peuvent arracher au législateur la fixation d'une journée normale de travail, — quand, au travail prolongé, ils opposent, comme un frein, la hausse des salaires, hausse non seulement proportionnelle au supplément de temps exigé, mais même en dépassant la proportion, les ouvriers ne font que s'acquitter d'un devoir envers eux-mêmes et envers leur race. Ils ne font que mettre des bornes aux tyranniques usurpations du capital. Le temps est, pour l'homme, le champ de développement. Celui qui n'a aucun temps libre dont il puisse disposer, celui dont la vie entière, en dehors des interruptions purement physiques, des intervalles du sommeil, des repas, etc., est absorbée par le capitaliste, cet homme-là est moins qu'une bête de somme. Il est une simple machine à produire une richesse à laquelle il reste étranger, écrasé dans son corps, abruti dans son esprit. Et pourtant toute l'histoire de l'industrie moderne montre que le Capital, si on ne le refrène, travaille, sans remords et sans pitié, à abaisser toute la classe ouvrière à cet état d'extrême dégradation.

Il peut se faire qu'en prolongeant la journée de travail le capitaliste paye des *salaires plus élevés*, et que, pourtant il abaisse la *valeur du travail*, si l'élévation de salaires ne correspond pas à l'extraction d'une plus grande quantité de travail et à l'usure plus rapide, qui en résulterait, de la force de

travail. Cela peut arriver encore d'une autre manière. Les statisticiens bourgeois vous diront, par exemple, que dans le comté de Lancaster le salaire moyen des ouvriers de fabrique et de leurs familles a augmenté. Ils oublient qu'au lieu du seul travail des hommes, le chef de la famille, sa femme et peut-être trois ou quatre de ses enfants sont aujourd'hui jetés sous les roues du Jaggernaut capitaliste, et que la hausse du salaire collectif ne correspond pas au surtravail collectif extrait à la famille.

Même avec des limites déterminées de la journée de travail, telles qu'elles existent aujourd'hui dans toutes les branches d'industrie soumises aux lois de fabriques, une élévation de salaires peut devenir nécessaire, ne fût-ce que pour maintenir la *valeur du travail* à son ancien niveau. En augmentant l'*intensité* du travail, on peut faire qu'un homme dépense autant de force vitale en une heure qu'il en dépensait précédemment en deux. C'est ce qui a été effectué, jusqu'à un certain point, dans les industries soumises aux lois de fabriques, par l'accroissement de la vitesse de la machinerie, et du nombre de machines fonctionnant sous la surveillance d'un seul individu. Si l'augmentation d'intensité dans le travail, si la somme de travail effectué en une heure reste à peu près proportionnelle à la diminution dans la longueur de la journée de travail, c'est encore l'ouvrier qui y gagnera. Mais si cette limite est dépassée, il perd sous une forme ce qu'il a gagné sous une autre, et dix heures de travail peuvent devenir alors aussi ruineuses pour sa force que douze l'étaient précédemment. Quand il contrecarre cette tendance du capital, en luttant pour obtenir une augmentation de salaire qui corresponde à l'augmentation d'intensité du travail, l'ouvrier ne fait que combattre l'avilissement du prix de son travail et l'affaiblissement de sa race.

4. — Vous savez tous que, pour des raisons qu'il serait inutile d'expliquer en ce moment, la production capitaliste traverse certains cycles périodiques. Elle passe par des états de calme, d'animation croissante, de prospérité, de surabondance, de crise et de stagnation. Les prix courants des marchandises et les taux courants du profit suivent les mêmes phases, tantôt descendant au-dessous de leurs moyennes, tantôt s'élevant au-dessus. En observant le cycle entier, vous vous apercevrez que les écarts du prix courant se compensent l'un par l'autre, et que, à prendre la moyenne du cycle, les prix courants des marchandises se règlent d'après leur valeur. Eh bien ! pendant les phases de dépression des prix courants et les phases de crise et de stagnation, l'ouvrier, s'il n'est pas jeté sur le pavé, est du moins certain de voir diminuer son salaire. Pour n'être pas dupé il devra, même en cas de baisse des prix courants, débattre avec le capitaliste la diminution de salaire pour s'assurer qu'elle est bien proportionnelle à la

baisse générale des prix. Si, pendant les périodes de prospérité, alors que son industrie réalise un excédent de profits, il ne bataillait pas pour une augmentation de salaires, il ne recevrait, si l'on prend la moyenne d'un seul cycle industriel, pas même son *salaire moyen*, par conséquent pas même la *valeur de son travail*. Exiger de lui que, son salaire subissant nécessairement l'influence des périodes défavorables, il s'exclue lui-même de son droit à une compensation pendant les périodes de prospérité, c'est le comble de la sottise. D'une manière générale, les *valeurs* de toutes les marchandises ne prennent corps que par la compensation réciproque des prix courants qui changent continuellement, à cause des continuelles fluctuations de l'offre et de la demande. Dans notre organisation économique, le travail n'est qu'une marchandise comme les autres. Il faut donc qu'il passe par les mêmes fluctuations que les autres marchandises, pour atteindre un prix moyen qui corresponde à sa valeur. Il serait absurde de le traiter, d'une part, comme marchandise, et de vouloir, d'autre part, l'affranchir des lois qui règlent les prix des marchandises. L'esclave reçoit une quantité fixe et permanente de subsistances ; le salarié, non. Celui-ci doit donc s'efforcer d'obtenir une augmentation de salaire dans un cas, rien que pour compenser une baisse de salaire dans l'autre. S'il se résignait à admettre, comme loi économique permanente, la volonté, les injonctions du capitaliste, il partagerait le sort misérable de l'esclave sans partager sa sécurité.

5. — Dans tous les cas que je viens d'examiner, c'est-à-dire quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, la lutte pour l'augmentation des salaires, vous le voyez, ne fait que suivre des variations antérieures, — dont elle est née et devait naître nécessairement, — dans la quantité de la production, dans les puissances productives du travail, dans la valeur du travail, dans l'étendue ou l'intensité du travail extrait, dans les fluctuations des prix courants, liées elles-mêmes aux fluctuations de la demande et de l'offre et conformes aux différentes phases du cycle industriel ; en un mot, elle est une simple réaction du travail contre l'action antérieure du capital. Traiter de la lutte pour une augmentation des salaires indépendamment de toutes ces circonstances, en n'envisageant que la variation du salaire, sans avoir égard à tous les autres changements dont elle découle, c'est partir d'une prémisse fausse pour arriver à de fausses conclusions.

XIV

1. — Après avoir montré que la résistance périodique des ouvriers à toute réduction des salaires et leurs efforts périodiques pour les faire augmenter sont inséparables du salariat et dictés par le fait même que le travail est assimilé aux marchandises, partant soumis aux lois qui règlent le mouvement général des prix ; après avoir, en outre, montré qu'une hausse générale des salaires aurait pour conséquence une baisse générale du taux du profit, mais qu'elle n'influerait en rien sur la moyenne du prix des marchandises, en rien sur leurs valeurs, maintenant il s'agit finalement de savoir jusqu'à quel point, dans cette lutte incessante entre le capital et le travail, celui-ci a chance de l'emporter.

Je pourrais répondre en généralisant, et dire que pour le travail, de même que pour toutes les autres marchandises, c'est son *prix-courant* qui, à la longue, s'ajustera à sa valeur ; que, par conséquent, en dépit des hauts et des bas, et bon gré mal gré, l'ouvrier ne recevra, en moyenne, que la valeur de son travail, qui se résout dans la valeur de sa force de travail, qui est déterminée par la valeur des subsistances nécessaires à sa conservation et à sa reproduction, laquelle valeur des subsistances se règle finalement d'après la quantité de travail exigée pour les produire.

Mais il y a quelques traits particuliers qui distinguent la *valeur de la force de travail*, la *valeur du travail*, des valeurs de toutes les autres marchandises. La valeur de la force de travail est formée de deux éléments, l'un purement physique, l'autre historique et social. Sa limite dernière est déterminée par l'élément *physique*, c'est-à-dire que pour se conserver et se reproduire, pour perpétuer son existence matérielle, la classe ouvrière doit recevoir les moyens de subsistance absolument indispensables pour vivre et se multiplier. La valeur de ces indispensables moyens de subsistance forme donc l'extrême et dernière limite de la *valeur du travail*. De l'autre côté, la longueur de la journée de travail a aussi des bornes extrêmes, encore que très élastiques. La limite dernière en est donnée par la vigueur physique du travailleur. Si l'épuisement quotidien de sa force vitale dépasse un certain degré, il ne pourra plus l'exercer de nouveau, jour par jour. Toutefois, comme je l'ai dit, cette limite-là est très élastique.

Des générations débiles, d'une médiocre durée d'existence, si elles se succèdent rapidement, maintiendront le marché du travail aussi bien approvisionné que le ferait une série de générations vigoureuses et de grande longévité.

À côté de cet élément purement physiologique, il en est un autre qui, dans chaque pays, détermine aussi la valeur du travail, le *mode de vie traditionnel*. Ce n'est point la vie purement physique et matérielle ; c'est la satisfaction de certains besoins naissant des conditions sociales où les gens

sont placés et ont été élevés. On peut réduire le genre de vie de l'Anglais au genre de vie de l'Irlandais, le genre de vie d'un paysan allemand à celui d'un paysan de Livonie. Le rôle important que jouent à cet égard la tradition historique et l'habitude sociale, l'ouvrage de M. Thornton sur *l'Excès de population* pourra vous l'apprendre. L'auteur y montre que la moyenne des salaires, dans différents districts agricoles de l'Angleterre, encore de nos jours, diffère plus ou moins selon que les circonstances étaient plus ou moins favorables à l'époque où ces populations sortirent du servage.

Cet élément historique ou social, entrant dans la valeur du travail, peut s'élargir ou se resserrer, ou entièrement s'évanouir, de telle sorte qu'il ne reste plus que la *limite physiologique*. Pendant l'époque de « la guerre contre la France jacobine » (*Antijacobin War*), entreprise, comme le vieux George Rose, incorrigible budgétivore et sinécuriste, avait coutume de dire, « pour mettre les consolations de notre sainte religion à l'abri des attaques de ces mécréants de Français », les honnêtes fermiers anglais, si tendrement traités dans une de nos précédentes séances, amenèrent une dépression des salaires agricoles qui les fit tomber au-dessous même de ce *minimum purement physique*, mais, par voie de compensation, ils trouvèrent dans la taxe des pauvres le reste de la somme nécessaire à la conservation de la race. Magnifique manière de transformer le salarié en esclave et le fier *yeoman* de Shakespeare, le libre-tenancier, en un pauvre assisté !

En comparant les taux du salaire nécessaire, c'est-à-dire de la valeur du travail dans les différents pays, et en les comparant aussi à différentes époques historiques dans un même pays, vous trouverez que la *valeur du travail* elle-même est une grandeur non pas fixe, mais bien variable, même si l'on suppose que les valeurs de toutes les autres marchandises soient restées constantes.

Une comparaison analogue prouverait que non seulement les taux courants du profit changent, mais que la *moyenne* des taux du profit change aussi.

Mais pour les profits, il n'y a pas de loi qui en détermine le *minimum*. On ne peut dire quelle est la limite dernière de leur décroissement. Et pourquoi ne peut-on fixer cette limite ? Parce que, bien que l'on puisse fixer le *minimum* du salaire, on n'en peut fixer le *maximum*. Ou peut seulement dire que les limites de la journée de travail étant données, le *maximum de profit* correspond au *minimum physiologique de salaire*, et que, le salaire étant donné, le *maximum de profit* correspond à cette prolongation de la journée de travail qui est encore compatible avec les

forces physiques du travailleur. Le maximum du profit est donc limité par le minimum physiologique du salaire et le maximum physiologique de la journée de travail. Il est évident qu'entre les deux limites de ce *taux maximum du profit*, il y a place pour une échelle immense de variations possibles. Le degré réel ne se trouve établi que par la lutte continuelle entre le capital et le travail, le capitaliste tendant constamment à réduire le salaire au minimum physiologique, et à porter la journée de travail à son maximum physiologique, tandis que l'ouvrier presse constamment dans le sens opposé.

La question se résout donc en une question de puissance respective chez l'un et l'autre combattant.

2. — Quant à la *limitation de la journée de travail* en Angleterre, comme dans tous les autres pays, elle n'a jamais été établie que par l'*intervention du législateur*. Et sans la continuelle pression des ouvriers, agissant du dehors sur le dedans, de la rue sur le Parlement, cette intervention n'aurait jamais eu lieu. Mais en tous cas on ne pouvait atteindre le but par un accord entre les ouvriers et les capitalistes. Cette nécessité même d'une *action politique générale* prouve bien que, dans l'action purement économique, le capital était le plus fort.

Quant à l'établissement des limites de la *Valeur du travail*, il dépend toujours de l'offre et de la demande, j'entends de la demande de travail de la part du capital et de l'offre de travail faite par les ouvriers. Dans les contrées coloniales, la loi de l'offre et de la demande favorise l'ouvrier. De là l'élévation relative des salaires aux États-Unis. Dans les colonies, le capital a beau s'évertuer, il ne peut empêcher le marché du travail de se trouver continuellement dégarni par la continuelle transformation des salariés en paysans indépendants et se suffisant à eux-mêmes. La condition de salarié n'est, pour une grande partie de la population américaine, qu'un stage, une situation provisoire qu'elle est sûre de quitter dans un laps de temps plus ou moins rapproché. Pour corriger cet état de choses trop colonial, le gouvernement anglais, paternellement, adopta et appliqua pendant un certain temps ce que l'on appelle la théorie moderne de la colonisation, qui consiste à mettre artificiellement à un prix élevé le sol colonial, dans le but d'empêcher que le salarié ne se transforme trop vite en cultivateur indépendant.

Mais arrivons aux pays de vieille civilisation, où le capital dirige en maître toute la marche de la production. Prenez, par exemple, la hausse des salaires agricoles qui se produisit en Angleterre de 1849 à 1859. Quelle en fut la conséquence ? Les fermiers ne purent, comme notre ami Weston le leur aurait conseillé, hausser la valeur ni même les prix courants des

grains ; ils durent, au contraire, en accepter la baisse. Seulement, pendant cet espace de onze années, ils introduisirent dans la pratique agricole des machines de toute espèce, adoptèrent des méthodes plus scientifiques, convertirent en prairies une partie des terres arables, augmentèrent l'étendue des fermes et, du même coup, l'échelle de la production ; à l'aide de ces procédés et d'autres encore, ayant diminué la demande du travail en augmentant sa productivité, ils occasionnèrent de nouveau une surabondance relative de la population agricole. Telle est la méthode générale qui sert à produire une réaction, lente ou rapide, du capital contre une hausse des salaires dans les pays anciens et stables. Ricardo a observé très justement que la machine est en concurrence perpétuelle avec le travail, et que souvent on ne peut l'introduire dans une industrie avant que le prix du travail y ait atteint un certain niveau ; mais l'emploi des machines n'est qu'une des nombreuses méthodes d'accroître la puissance de production du travail. Ce même développement qui cause la surabondance relative du travail ordinaire, d'un autre côté ramène au travail simple le travail qualifié et ainsi il le déprécie.

La même loi se manifeste encore sous une autre forme. À mesure que se développent les puissances productives du travail, l'accumulation du capital s'accélère, même malgré un taux de salaire relativement élevé. De là on pourrait conclure, comme le faisait Adam Smith, à une époque où l'industrie moderne était encore dans l'enfance, que, étant plus rapide, l'accumulation du capital doit faire pencher la balance en faveur de l'ouvrier, assuré d'une demande de travail toujours croissante. En se plaçant au même point de vue, beaucoup d'écrivains de nos jours se sont étonnés que, le capital s'étant développé en Angleterre, dans ces vingt dernières années, infiniment plus vite que la population, les salaires ne se soient pas élevés plus qu'ils ne l'ont fait. Mais en même temps que progresse l'accumulation, il *s'opère un changement progressif dans la composition du capital*. Cette portion de l'ensemble du capital, qui consiste en capital fixe ou constant, — machines, matières premières, moyens de production sous toutes les formes possibles, — augmente d'après une progression croissante en comparaison de l'autre portion du capital, qui est employée aux salaires, à l'achat du travail. Cette loi a été formulée, d'une manière plus ou moins exacte, par Barton, Ricardo, Sismondi, le professeur Richard Jones, le professeur Ramsey, Cherbuliez et plusieurs autres.

Si la proportion de ces deux éléments du capital était, à l'origine, de un contre un, elle deviendra, à mesure que progressera l'industrie, de cinq contre un, et ainsi de suite. Si un capital total de 600, il y en a 300

d'employés en instruments, matières premières, etc., et seulement 300 en salaires, il n'y aura qu'à doubler le même capital pour créer une demande de 600 ouvriers au lieu de 300. Mais si, sur un capital de 600, il y a 500 d'employés en machines, matières premières, etc., et seulement 100 en salaires, il faudra que le même capital soit porté de 600 à 3.600 pour créer une demande de 600 ouvriers au lieu de 300. Dans le progrès de l'industrie, la demande de travail ne marche donc point du même pas que l'accumulation du capital. Elle augmente encore, mais elle augmente dans une proportion constamment décroissante comparativement à l'augmentation du capital.

Ces quelques indications suffiront à montrer que le développement même de l'industrie moderne doit progressivement faire pencher la balance en faveur du capitaliste contre l'ouvrier, et que, par conséquent, la tendance générale de la production capitaliste est non d'élever mais bien d'abaisser l'étalon moyen des salaires, c'est-à-dire de pousser la valeur du travail plus ou moins à sa *limite minima*. Telle étant la tendance des *choses* sous ce régime, est-ce à dire que la classe ouvrière doive renoncer à sa résistance contre les empiètements du capital, abandonner les tentatives par lesquelles elle s'efforce de tirer parti des chances d'amélioration passagère qui se présentent.

S'ils agissaient ainsi, les travailleurs se dégraderaient, tomberaient au plus bas niveau pour ne plus former qu'une masse uniforme, écrasée, de malheureux, que rien ne pourrait arracher à sa misère. Je crois avoir montré que leurs luttes pour obtenir un salaire normal sont les incidents inséparables du régime du salariat dans son ensemble, que, dans quatre-vingt-dix-neuf cas sur cent, leurs efforts pour relever les salaires ne sont que des efforts pour maintenir la valeur donnée du travail, et que la nécessité de discuter leur prix avec le capitaliste est inhérente à leur condition qui les oblige à se vendre comme marchandises. En cédant pied lâchement dans leur conflit de tous les jours avec le capital, ils perdraient certainement le droit d'entreprendre aucun mouvement plus étendu et plus général.

D'autre part, et tout à fait en dehors de la servitude générale qu'implique le salariat, la classe ouvrière ne doit pas s'exagérer le résultat final de ces luttes de tous les jours. Les travailleurs ne doivent pas oublier qu'ils combattent les effets, mais non les causes ; qu'ils retardent le mouvement descendant, mais qu'ils n'en changent pas la direction ; qu'ils appliquent des palliatifs et ne guérissent pas la maladie. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces inévitables escarmouches qui font naître sans cesse les continuels empiètements du

capital ou les variations du marché. Ils doivent comprendre que le régime actuel, avec toutes les misères qu'il leur impose, engendre en même temps les *conditions matérielles* et les *formes sociales* nécessaires pour reconstruire la société sur d'autres bases économiques. Au lieu de la devise conservatrice : « *Un salaire normal pour une journée normale de travail !* » ils doivent inscrire sur leur bannière le mot d'ordre révolutionnaire : « *Abolition du salariat !* »

Après cette très longue et, je le crains bien, très ennuyeuse exposition, où il me fallait entrer pour ne pas rester trop au-dessous de mon sujet, je vous proposerai pour conclure d'adopter les résolutions suivantes :

Premièrement : une hausse générale du taux des salaire aurait pour résultat une baisse dans le taux général du profit, mais elle n'influerait pas sur les prix des marchandises.

Deuxièmement : la tendance générale de la production capitaliste n'est point d'élever, mais bien d'abaisser la moyenne du salaire normal.

Troisièmement : les syndicats ouvriers (Trade-Unions) agissent utilement comme centre de résistance aux empiètements du capital. Leur défaut partiel c'est de faire un usage peu judicieux de la force qu'ils possèdent. Leur défaut général est de se borner à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu d'essayer en même temps de le changer, au lieu de se servir de leurs forces organisées comme d'un levier pour affranchir définitivement la classe ouvrière, c'est-à-dire pour abolir le salariat.

L'ALLEMAGNE EN 1848

KARL MARX DEVANT LES JURÉS DE COLOGNE
RÉVÉLATIONS SUR LES PROCÈS DES COMMUNISTES

TRADUIT DE L'ALLEMAND PAR LÉON RÉMY.

Éléments bibliographiques :

Publication originale anglaise en revue :

New-York Daily Tribune, 1851-52

Édition originale anglaise :

London. Swan Sonnenschein, *Revolution and Counter-Revolution or Germany in 1848*, 1896.

Première édition française :

Giard et brière, *Révolution et contre révolution en Allemagne*,

Trad. Par Laura Lafargue, 1900

Première édition de cette trad. et sources de cette édition :

Bibliothèque internationale des sciences sociologiques,

Librairie C. Reinwald, Schleicher frères, 1901

225 pages

TABLE

INTRODUCTION

L'ALLEMAGNE EN 1848

CHAPITRE I L'ALLEMAGNE À LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

CHAPITRE II L'ÉTAT PRUSSIEN

CHAPITRE III LES AUTRES ÉTATS ALLEMANDS

CHAPITRE IV L'AUTRICHE

CHAPITRE V L'INSURRECTION DE VIENNE

CHAPITRE VI L'INSURRECTION DE BERLIN

CHAPITRE VII L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE FRANCFORT

CHAPITRE VIII POLONAIS, TCHÈQUES ET ALLEMANDS

CHAPITRE IX LE PANSLAVISME. — LA GUERRE DU SCHLESWIG-HOLSTEIN

CHAPITRE X L'INSURRECTION DE PARIS. — L'ASSEMBLÉE DE FRANCFORT

CHAPITRE XI L'INSURRECTION DE VIENNE

CHAPITRE XII LE SIÈGE ET LA REDDITION DE VIENNE

CHAPITRE XIII L'ASSEMBLÉE PRUSSIENNE. — L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CHAPITRE XV LE TRIOMPHE DE LA PRUSSE

CHAPITRE XVI L'ASSEMBLÉE ET LES GOUVERNEMENTS

CHAPITRE XVII L'INSURRECTION

CHAPITRE XVIII LES PETITS INDUSTRIELS

CHAPITRE XIX LA FIN DE L'INSURRECTION

CHAPITRE XX LE DERNIER PROCÈS DE COLOGNE

KARL MARX DEVANT LES JURÉS DE COLOGNE

EXTRAIT DE LA PRÉFACE DE FRED. ENGELS

COUR D'ASSISES DE COLOGNE

RÉVÉLATIONS SUR LE PROCÈS DES COMMUNISTES DE COLOGNE

INTRODUCTION DE FRIEDRICH ENGELS CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DE LA LIGUE DES COMMUNISTES

CHAPITRE I PRÉLIMINAIRES

CHAPITRE II L'ARCHIVE DIETZ

CHAPITRE III LE COMLOT CHERVAL

CHAPITRE IV L'ORIGINAL DES PROCÈS-VERBAUX

CHAPITRE V LE SUPPLÉMENT DU CATÉCHISME ROUGE
CHAPITRE V LE SUPPLÉMENT DU CATÉCHISME ROUGE
CHAPITRE VII LE JUGEMENT
POSTFACE DE MARX

Titre suivant : LE MANIFESTE COMMUNISTE

INTRODUCTION

« Révolution et Contre-Révolution en Allemagne » ou « l'Allemagne en 1848 », forme une série d'articles publiés par Marx en anglais dans la *Daily Tribune* de New-York, en 1851 et en 1852.

La fille de l'auteur, Eleanor Marx, les a réunis et publiés en volume^{31} ; c'est à cette édition que nous avons emprunté les titres placés en tête des chapitres.

K. Kautsky en a fait paraître une traduction allemande en 1896, chez Dietz, à Stuttgart^{32}.

Nous croyons utile de donner quelques renseignements sur l'organe qui a inséré les correspondances de Marx, sur les conditions dans lesquelles se trouvait ce dernier au moment où il les a composées^{33}.

Sur la situation générale de l'Europe et des partis révolutionnaires de cette époque Engels nous renseigne assez complètement dans la préface qu'il écrivit pour l'édition de propagande des « Révélations sur le procès des communistes de Cologne », et qui se trouve reproduite en tête de la seconde partie de ce volume. Certaines affirmations, certaines prédictions que les faits ont démenties y sont suffisamment expliquées.

Quant à l'organe qui accepta les articles de Marx, le *Daily Tribune* de New-York, c'était un journal à tendances fouriéristes. Il est aujourd'hui parfaitement réactionnaire. Il avait été créé en 1841 par Horace Greeley, fouriériste militant et fondateur de la célèbre « phalange » de Brookfarm. L'un des sociétaires de celle-ci, Dana, fit, au cours d'un voyage à Londres en 1848, la connaissance des réfugiés allemands, en particulier de Freiligrath. À son retour en Amérique, il devint rédacteur en chef de la *Tribune* (1851) et offrit à Marx d'y collaborer probablement sur les indications de Freiligrath.

Marx avait quitté l'Allemagne en 1843, après la suppression de la *Rheinische Zeitung*, et se rendit d'abord à Paris. Bientôt il fut expulsé de France, puis de Belgique. Après la révolution de 1848, il put rentrer dans le premier de ces pays, qu'il quitta d'ailleurs bientôt pour aller publier en Allemagne, à Cologne, la *Neue rheinische Zeitung*. Cette publication fut à

son tour supprimée, et Marx revint en France, avec sa famille. Mais les temps avaient déjà changé, et il fut obligé d'en partir encore une fois ; il se rendit à Londres où il s'établit définitivement.

Marx a commencé à collaborer à la *Tribune* au moment où ses conditions d'existence étaient des plus précaires. Ses principaux collaborateurs étaient Bruno Bauer, Bayard, Taylor, Ripley, etc. C'est dans ce même journal que Marx a publié ses articles sur les relations de lord Palmerston avec le Gouvernement russe.

Dana rendit à Marx un signalé service : il lui permit de vivre et de se livrer aux travaux économiques qui allaient l'absorber à peu près complètement. Il lui fournit, en outre, le moyen de se disculper d'infâmes accusations. Vogt, dans une brochure publiée en 1859, avait reproché à Marx de « vivre de la sueur de l'ouvrier » ; la *National Zeitung*, renchérissant encore, l'accusa de recevoir des subsides de la police et de fabriquer de faux billets. Le procureur de Berlin ayant refusé de donner suite à une plainte déposée par Marx, celui-ci se trouvait désarmé, quand Dana lui écrivit une lettre où il le disculpait entièrement ; il expliquait que Marx était un des collaborateurs les mieux payés, disait le haut prix en lequel on tenait ses correspondances et lui témoignait enfin publiquement toute son estime.

Les articles de Marx complètent nécessairement son *XVIII Brumaire*^{34} ; tous deux se rapportent à la même époque. Ils ont été écrits en 1851 et 1852, alors que Marx ne se trouvait que depuis dix-huit mois à Londres.

Cette série d'articles est restée inachevée. Elle contient dix-neuf articles au lieu de vingt. Le vingtième a peut-être été écrit ; mais il n'a jamais paru. *La Tribune* était probablement trop absorbée, à cette époque, par une élection présidentielle. Ce dernier article devait être consacré à exposer quelles étaient les forces restées en Allemagne pour préparer les mouvements futurs. C'est de ce sujet que traitent les « Révélations sur le procès des communistes de Cologne, » que nos lecteurs trouveront au cours de ce volume. Le vide se trouvera ainsi comblé.

L'ALLEMAGNE EN 1848

CHAPITRE I

L'ALLEMAGNE À LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

23 octobre 1851.

Le premier acte du drame révolutionnaire qui se jouait sur le continent a pris fin. Les « pouvoirs qui existaient » avant l'ouragan de 1848 sont redevenus les « pouvoirs existants ». Les gouvernants d'un jour, plus ou moins populaires, — gouverneurs provisoires, triumvirs, dictateurs, — avec leur cortège de représentants, commissaires civils, commissaires militaires, préfets, juges, généraux, officiers et soldats, sont rejetés sur des rives étrangères et « transportés au-delà des mers », en Angleterre ou en Amérique, pour y former de nouveaux gouvernements *in partibus infidelium*, comités européens, comités centraux, comités nationaux ; ils annoncent leur avènement par des proclamations tout aussi solennelles que celles de potentats moins imaginaires.

Il est impossible d'imaginer une défaite plus éclatante que celle subie sur toute la ligne par le parti, ou plutôt les partis révolutionnaires du continent. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Le combat pour l'hégémonie sociale et politique, mené par les classes moyennes de la Grande-Bretagne, n'a-t-il pas duré quarante-huit ans et la bataille livrée par les classes moyennes en France n'a-t-elle pas fourni matière à quarante ans de luttes sans exemple ? Et son triomphe a-t-il jamais été plus près d'éclater qu'au moment même où la monarchie restaurée se croyait le plus solidement établie ? La superstition, qui attribuait les révolutions à la mauvaise volonté de quelques agitateurs, a depuis longtemps fait son temps ; tout le monde sait maintenant que partout où une convulsion révolutionnaire se produit, elle a sa source dans quelque besoin social dont les institutions surannées empêchent la satisfaction. Ce besoin peut ne pas se sentir assez

fortement et assez généralement pour assurer le succès immédiat ; mais toute tentative de répression violente ne fera que le rendre de plus en plus puissant jusqu'à ce qu'il arrive enfin à briser les entraves. Par conséquent, si nous avons été battus, nous n'avons pas autre chose à faire qu'à recommencer encore une fois par le commencement. Le temps de repos, probablement très court, qu'il nous est permis de prendre, entre la fin du premier et le commencement du second acte, nous permet heureusement d'accomplir une partie très nécessaire de notre tâche : elle consiste à étudier les causes qui ont donné naissance au récent soulèvement et amené sa défaite, sans oublier que ces causes ne doivent être recherchées ni dans les efforts accidentels, dans les talents, les fautes, ou les erreurs, ni dans les trahisons de quelques chefs, mais dans l'état social général, dans les conditions d'existence de chacune des nations ayant pris part au mouvement. C'est un fait universellement reconnu : les mouvements soudains de février et de mars 1848 n'étaient pas l'œuvre d'individus isolés, mais des manifestations spontanées et irrésistibles des besoins des nations, besoins conçus plus ou moins distinctement, mais toujours ressentis clairement par de nombreuses classes d'habitants dans chaque pays ; si, cependant, vous étudiez les causes de succès de la contre-révolution vous rencontrerez partout cette réponse commode : C'est monsieur un tel, ou le citoyen un tel qui ont « trahi » le peuple. Cette réponse peut être vraie ou non, suivant les circonstances ; mais, dans aucun cas, elle ne sert à expliquer quoi que ce soit, ni ne montre comment il est arrivé que le « peuple » se soit ainsi laissé trahir. La pitoyable destinée pour un parti politique qui voit tout son bagage se réduire à ceci : il sait que le citoyen un tel ne mérite aucune confiance !

L'étude et l'exposé des causes du bouleversement révolutionnaire et de sa disparition présentent, de plus, au point de vue historique, une importance supérieure. Quel intérêt peuvent offrir, quelle lumière peuvent apporter à un Anglais ou à un Américain qui a observé ces divers mouvements à une distance trop grande pour pouvoir distinguer le détail des opérations. de quel secours peuvent être toutes ces mesquines querelles et ces récriminations personnelles, toutes ces assertions contradictoires, toutes ces recherches pour savoir si c'est Marrast, Ledru-Rollin ou Louis Blanc, ou tout autre membre du Gouvernement provisoire, ou bien tous ensemble, qui ont dirigé la Révolution sur les écueils où elle a sombré ?

Aucun homme sensé ne croira que onze personnes, dont la plupart n'avaient que des capacités très médiocres à mettre au service du bien ou au service du mal, aient été capables de perdre, en trois mois, une nation comptant trente-six millions d'habitants, à moins que ces trente-six

millions n'aient vu tout aussi peu clairement que les onze personnes la route qu'il fallait suivre. Mais comment s'est-il fait que cette population de trente-six millions a été tout d'un coup appelée à décider de la voie à suivre, elle qui marchait à peu près à tâtons dans une demi-obscurité ; comment ont-ils perdu la route, comment les anciens maîtres ont-ils pu, pour un moment, venir se remettre à leur tête ? Voilà la question qu'il faut résoudre.

En essayant donc d'exposer sous les yeux des lecteurs de *The Tribune* les causes qui ont nécessité la révolution allemande de 1848 et rendu tout aussi inévitable sa répression momentanée en 1849 et 1850, nous ne prétendons pas donner l'histoire complète des faits qui se sont produits dans ce pays. Les événements ultérieurs, le jugement des générations à venir, décideront quelle est la partie de cette masse confuse de faits en apparence accidentels, incohérents et contradictoires, qui est destinée à entrer dans l'histoire du monde. Le moment n'est pas encore venu d'accomplir une telle tâche ; nous devons nous cantonner dans les limites du possible et nous déclarer satisfaits si nous réussissons à trouver les causes rationnelles, basées sur des faits indéniables, qui expliquent les événements les plus importants et les principales vicissitudes de ce mouvement ; si cette recherche nous donne un fil conducteur, nous indique la direction qu'imprimera au peuple allemand la prochaine explosion qui n'est peut-être pas très éloignée.

Et d'abord, dans quel état se trouvait l'Allemagne, au moment où la révolution a éclaté ?

La composition des différentes classes de la population qui forme la base de toute organisation politique était, en Allemagne, plus compliquée que dans tout autre pays. Tandis qu'en Angleterre et en France le féodalisme était entièrement détruit ou avait été au moins réduit, comme dans le premier de ces deux pays, à un petit nombre de formes insignifiantes par une classe moyenne, puissante et riche, concentrée dans les grandes villes et particulièrement dans la capitale ; en Allemagne, la noblesse féodale avait conservé une grande partie de ses anciens privilèges. Le système féodal de la tenure était presque partout prédominant. Les seigneurs fonciers avaient même conservé la juridiction sur leurs tenanciers. Privés de leurs privilèges politiques et du droit de contrôler les princes, ils avaient conservé, sur les paysans de leurs domaines, presque tout leur pouvoir souverain, datant du moyen âge, aussi bien que le privilège de l'exemption d'impôts. Le féodalisme était plus florissant dans certaines localités que dans d'autres ; mais nulle part, sauf sur la rive gauche du Rhin, il n'était entièrement détruit. Cette noblesse

féodale, alors extrêmement nombreuse et en partie très riche, était considérée officiellement comme le premier « ordre » du pays. Elle fournissait les fonctionnaires supérieurs du gouvernement et presque exclusivement les officiers de l'armée.

En Allemagne, la bourgeoisie était loin d'être aussi riche et aussi concentrée qu'en France ou en Angleterre. Les anciennes manufactures allemandes qui avaient été détruites par l'introduction de la vapeur et l'extension rapide de l'industrie anglaise ; les ateliers modernes, introduits pendant le blocus continental de Napoléon et établis dans différentes régions du pays, ne compensaient pas la perte des anciens. Elles ne suffisaient pas à conférer à l'industrie une importance assez grande pour imposer ses besoins à l'attention du Gouvernement, jaloux de toute extension de la richesse et de la puissance des non-nobles. Si la France a pu victorieusement conserver ses manufactures de soie à travers cinquante ans de révolutions et de guerres, l'Allemagne, pendant le même temps, n'a fait que perdre son ancienne industrie de la toile. De plus, ses districts manufacturiers étaient peu nombreux et éloignés les uns des autres ; ils étaient situés loin dans l'intérieur du pays. Utilisant en outre, pour la plupart, pour leur importation et leur exportation, des ports étrangers, hollandais ou belges, ils n'avaient que peu ou pas d'intérêts communs avec les grandes villes, les ports de la mer du Nord et de la Baltique ; ils étaient surtout incapables de créer de grands centres manufacturiers et commerciaux, tels que Paris et Lyon, Londres et Manchester. Les causes de ce retard des manufactures allemandes sont nombreuses ; mais il suffira d'en mentionner deux : la situation géographique défavorable du pays, éloigné de l'Atlantique devenu la grande route du commerce universel, et les guerres continuelles dans lesquelles l'Allemagne était entraînée et qui, depuis le xv^e siècle jusqu'à nos jours, avaient son sol pour théâtre. C'est ce manque de masses et particulièrement de masses en quelque sorte concentrées qui a empêché les classes moyennes allemandes d'atteindre à la suprématie politique dont la bourgeoisie anglaise jouissait en 1688, et que la bourgeoisie française a conquise en 1789. Et cependant, depuis 1815, la richesse, et avec la richesse, l'importance politique de la classe moyenne en Allemagne, s'accroissaient continuellement. Les Gouvernements étaient obligés, quoiqu'il contre-cœur de s'incliner au moins devant ses intérêts matériels les plus immédiats. On peut même dire avec raison que quelque avantage matériel avait compensé le peu d'influence politique que la classe moyenne possédait en vertu des constitutions des petits États, et qu'on lui avait de nouveau enlevée dans les périodes de réaction politique de 1815-1830 et 1832-1840. Toute

défaite politique de la classe moyenne entraînait pour elle, comme conséquence, une victoire dans la sphère de la législation commerciale. Et certes, pour les commerçants et les manufacturiers d'Allemagne, le tarif protecteur prussien de 1818 et la constitution du Zollverein valaient bien mieux que le droit équivoque d'exprimer, au sein d'une Chambre d'un duché minuscule, leur manque de confiance à l'égard de ministres qui se riaient de leurs votes. L'accroissement de sa richesse, l'extension prise par le commerce porta le développement de la bourgeoisie à un point tel que ses intérêts les plus importants se voyaient entravés par la constitution du pays, par trente-six princes dont les tendances et les caprices se trouvaient en conflits, qui se partageaient le sol, par les entraves féodales qui pesaient sur l'agriculture et le commerce qui s'y rattache, par une bureaucratie ignorante et présomptueuse, qui soumettait toutes les transactions à une surveillance indiscrete. En même temps l'extension et la consolidation du Zollverein, l'emploi général de la vapeur dans les communications et la concurrence croissante de l'industrie dans l'intérieur du pays produisaient une union plus étroite entre les classes commerçantes des différents États et provinces, égalisaient leurs intérêts, centralisaient leurs forces. Le passage de tous ces éléments dans le camp de l'opposition libérale et l'heureux succès des premières luttes sérieuses livrées par la classe moyenne allemande pour s'emparer du pouvoir politique en étaient les conséquences nécessaires. La date de ce changement peut être fixée à 1840, — moment où la bourgeoisie prussienne se mit à la tête du mouvement de la classe moyenne en Allemagne. Nous allons revenir plus bas sur ce mouvement d'opposition libérale de 1840-1847.

La grande masse de la nation, qui n'appartenait ni à la noblesse, ni à la bourgeoisie, était formée dans les villes par les petits industriels et petits boutiquiers, par les ouvriers, et dans les campagnes par les paysans.

La classe des petits industriels et des petits boutiquiers est excessivement nombreuse en Allemagne par suite du peu de développement pris dans ce pays par la classe des gros capitalistes et des manufacturiers. Dans les grandes villes, elle forme presque la majorité des habitants ; dans celles qui sont plus petites, elle prédomine entièrement, faute de concurrents plus riches. Cette classe, la plus importante dans tout état politique et dans toutes les révolutions modernes, est encore plus importante en Allemagne où elle a généralement joué, dans les luttes récentes, un rôle décisif. C'est sa position intermédiaire entre la classe des gros capitalistes, commerçants et manufacturiers, — la bourgeoisie proprement dite, — et la classe prolétarienne ou industrielle, qui détermine son caractère. Aspirant à entrer dans la première, les individus de cette

classe se trouvent, à la moindre adversité, rejetés dans les rangs de la seconde. Dans les pays monarchiques ou féodaux, la clientèle de la cour et de l'aristocratie devient nécessaire à leur existence, et la perte de cette clientèle peut en ruiner un grand nombre. Dans les villes plus petites, une garnison militaire, un gouvernement de province, un tribunal avec tout son personnel forment souvent la base de sa prospérité ; enlevez-les, et les boutiquiers, les tailleurs, les cordonniers, les menuisiers sont ruinés. Ainsi ballottés éternellement entre l'espoir d'entrer dans les rangs de la classe la plus riche et la crainte d'être réduits à l'état de prolétaires ou même d'indigents, entre l'espoir de pouvoir servir leurs intérêts en conquérant une part dans la direction des affaires publiques, et la crainte d'exciter, par une opposition intempestive, la colère du Gouvernement qui dispose de leur existence même puisqu'il peut leur enlever leurs meilleurs clients, ayant des moyens peu considérables et la sécurité de sa propriété étant en raison inverse de sa grandeur ; cette classe est extrêmement vacillante dans ses opinions. Humble et basement soumise sous un Gouvernement fort, féodal et monarchique, elle se tourne du côté du libéralisme si c'est la classe moyenne qui s'élève ; elle est prise d'un accès violent de démocratisme aussitôt que la classe moyenne a assuré sa suprématie ; mais, sous l'influence de la peur, elle retombe dans un état d'abattement lamentable, aussitôt que la classe qui se trouve placée au-dessous d'elle, celle des prolétaires, tente un mouvement indépendant. Nous verrons plus loin cette classe passer, en Allemagne, alternativement d'un stade à l'autre.

En Allemagne la classe ouvrière se trouve, au point de vue de son développement social et politique, aussi arriérée sur celle d'Angleterre et de France, que l'est la bourgeoisie allemande vis-à-vis de la bourgeoisie de ces deux pays. Tel maître, tel valet. Pour une classe prolétarienne nombreuse, forte, compacte et intelligente, révolution des conditions d'existence marche de pair avec le développement des conditions d'existence d'une classe moyenne nombreuse, riche, concentrée et puissante. Le mouvement de la classe ouvrière Il est jamais indépendant, ne possède jamais un caractère exclusivement prolétarien, tant que les différentes fractions de la classe moyenne et surtout sa partie la plus progressiste, les grands manufacturiers, n'ont pas conquis le pouvoir politique et refondu l'État conformément à leurs besoins. S'il en est ainsi, le conflit inévitable entre l'employeur et l'employé devient imminent et ne peut être ajourné plus longtemps ; on ne peut plus repaître la classe ouvrière d'espérances illusoires et de promesses jamais réalisées ; le grand problème du xix^e siècle — l'abolition du prolétariat — est enfin mis complètement et clairement en lumière. En Allemagne, la masse de la

classe ouvrière est employée non par ces modernes lords de la manufacture, dont la Grande-Bretagne nous fournit de si splendides échantillons, mais par de petits industriels, dont tout le système d'exploitation n'est qu'un reste du moyen âge. Et de même qu'il y a une différence énorme entre le grand lord cotonnier et le petit savetier ou le petit tailleur, de même une grande distance sépare l'ouvrier de fabrique aux vues larges d'une de nos Babylones manufacturières modernes, du modeste journalier, tailleur ou ébéniste, d'une petite ville de province, dont la vie s'écoule au milieu de conditions d'existence et qui travaille suivant un plan qui ne diffèrent que très peu de ce qu'on observait pour la même catégorie d'hommes, il y a quelque cinq cents ans. Cette absence générale de conditions d'existence modernes, de modes de production modernes, était naturellement accompagnée par le manque tout aussi général d'idées modernes ; aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce qu'une grande partie de la classe ouvrière n'ait réclamé, au moment où la Révolution éclatait, le rétablissement immédiat des guildes et des corporations privilégiées du moyen âge. Cependant, sous l'influence de quelques districts manufacturiers où prédominait le mode de production moderne, sous l'influence également de la vie nomade menée par beaucoup de travailleurs, vie qui avait pour résultat d'établir des relations plus actives entre les ouvriers et de donner naissance à un développement intellectuel supérieur, sous ces influences, il s'est formé un fort noyau, dont les idées, sur l'émancipation de la classe ouvrière, étaient beaucoup plus claires et plus en accord avec les faits existants et les nécessités historiques ; mais ce n'était qu'une minorité. Si le mouvement plus actif des classes moyennes date de 1840, celui de la classe ouvrière débute par les insurrections des ouvriers de fabrique de Silésie et de Bohême en 1844 ; nous aurons bientôt l'occasion de passer en revue les différents stades qu'il a traversés.

Enfin, il y avait la grande classe des petits fermiers, des paysans, qui, si on leur adjoint les ouvriers de ferme, constitue la grande majorité «le la nation. Mais cette classe se subdivisait également en différentes fractions. Il y avait d'abord les fermiers les plus riches, ceux qu'on appelle, en Allemagne, *Gross et Mittel-Bauern*, propriétaires de fermes d'une étendue plus ou moins considérable et ayant à leur service un certain nombre d'ouvriers agricoles. Pour cette classe, placée d'une part entre les grands propriétaires fonciers féodaux, exempts d'impôts, et, de l'autre, entre les petits paysans et les ouvriers de ferme, la politique la plus naturelle se résolvait, pour des raisons évidentes, en une alliance avec la classe moyenne, antiféodale, des villes. Il y avait en second lieu les petits paysans libres, tenanciers des francs fiefs (*freeholders*), prédominants dans la

province Rhénane où le féodalisme avait déjà succombé sous les coups puissants de la grande Révolution française. De semblables petits paysans indépendants (freholders) existaient également çà et là, dans les autres provinces, où ils avaient réussi à racheter les charges féodales qui pesaient auparavant sur leurs terres. Leur propriété, d'ailleurs, n'était libre que de nom. Elle se trouvait généralement hypothéquée à un tel degré et à des conditions si onéreuses que le véritable propriétaire était non le paysan, mais l'usurier qui avait avancé l'argent. Troisièmement, il y avait les tenanciers féodaux qui ne pouvaient pas être facilement expulsés de leurs propriétés, mais qui avaient à payer une rente perpétuelle ou à fournir à perpétuité une certaine quantité de travail au profit du seigneur du manoir. Enfin, les ouvriers agricoles, dont la condition, dans beaucoup de grandes fermes, était exactement la même qu'en Angleterre, et qui, dans tous les cas, vivaient et mouraient pauvres, mal nourris et esclaves de leurs employeurs. Les trois dernières classes de la population agricole, les francs tenanciers, les tenanciers féodaux et les ouvriers agricoles ne s'étaient jamais trop préoccupés de politique avant la Révolution ; mais cet événement leur ouvrait évidemment une nouvelle carrière pleine de brillantes perspectives. À chacune d'elles, la Révolution offrait des avantages, et, une fois le mouvement engagé, il était à prévoir que toutes viendraient s'y joindre à leur tour. Mais, en même temps, il est tout aussi évident, et l'histoire de tous les pays modernes le prouve assez bien, que la population agricole ne peut jamais, par suite de sa dispersion sur un grand espace et de la difficulté que présente l'établissement d'une entente quelconque embrassant une portion tant soit peu considérable de cette population, entreprendre avec succès un mouvement indépendant : elle doit recevoir l'impulsion initiale de la population des villes, plus concentrée, plus éclairée et plus mobile.

Cette brève description des principales classes qui, par leur réunion, formaient la nation allemande à la naissance du récent mouvement, suffit à expliquer déjà, en grande partie, l'incohérence, l'inconséquence et la contradiction apparente qui y régnaient. Lorsque des intérêts, aussi variés, aussi contraires et s'entrecroisant d'une façon aussi étrange, entrent en violent conflit ; lorsque ces intérêts en lutte se trouvent, dans chaque district et dans chaque province, mêlés en proportions différentes ; lorsque, surtout, le pays ne possède pas de grand centre, comme Londres ou Paris, dont les décisions peuvent soustraire la population à la nécessité de reprendre toujours la même lutte dans chaque localité, — à quoi peut-on s'attendre alors, sinon à voir le conflit se décomposer en un grand nombre de luttes sans connexion entre elles, dans lesquelles il se dépense une

quantité énorme de sang, d'énergie et de capital, et qui, malgré tout cela, restent sans aucun résultat décisif. Le démembrement politique de l'Allemagne en trois douzaines de principautés, plus ou moins importantes, s'explique également par la confusion et la multiplicité des éléments qui composent la nation et qui, eux aussi, varient dans chaque localité. Là où il n'y a pas d'intérêts communs, il ne peut y avoir unité de but et encore moins unité d'action. La confédération germanique a été, il est vrai, déclarée à jamais indissoluble ; mais cette confédération de même que son organe, la Diète, n'a jamais représenté l'unité allemande. Le point le plus élevé que la centralisation ait jamais atteint en Allemagne l'a été au moment de l'établissement du Zollverein ; ce dernier a forcé les États de la mer du Nord à former une Union douanière à eux, tandis que l'Autriche se renfermait dans son tarif prohibitif particulier. L'Allemagne a obtenu ainsi la satisfaction d'être, dans toutes les questions pratiques, partagée seulement entre trois pouvoirs indépendants, au lieu de l'être entre trente-six. Naturellement l'influence prédominante du tsar russe, établie en 1814, ne subit, à cette occasion, aucune modification.

Après avoir tiré de nos prémisses ces conclusions préliminaires, nous verrons maintenant comment les différentes classes du peuple allemand ont été, l'une après l'autre, entraînées dans le mouvement et quel était le caractère pris par ce mouvement au moment où éclatait la Révolution française de 1818.

(Londres, septembre 1851).

CHAPITRE II

L'ÉTAT PRUSSIEN

28 octobre 1851.

En Allemagne, le mouvement politique de la classe moyenne ou bourgeoisie peut être considéré comme datant de 1840. Il avait été précédé de symptômes montrant que la classe qui tenait entre ses mains l'argent et l'industrie de ce pays était arrivée à un degré de maturité tel qu'il ne lui était plus possible de rester apathique et passive sous le joug du monarchisme mi-féodal, mi-bureaucratique. Les petits princes allemands octroyaient les uns après les autres des constitutions plus ou moins libérales, en partie pour s'assurer une indépendance plus grande vis-à-vis de la suprématie de l'Autriche et de la Russie, ou encore pour échapper à l'influence de la noblesse de leurs propres États, et en partie pour réunir en un faisceau solide les provinces distinctes que le Congrès de Vienne avait réunies sous leur domination. Ils pouvaient le faire sans aucun danger pour eux-mêmes, car ils savaient que, si la Diète de la Confédération, simple marionnette entre les mains de l'Autriche et de la Prusse, voulait empiéter sur leur indépendance de souverains, ils seraient soutenus dans leur résistance par l'opinion publique et par les Chambres ; si, au contraire, ces Chambres devenaient trop puissantes, ils pouvaient aisément s'adresser au pouvoir de la Diète pour briser toute opposition. Dans ces circonstances, les institutions constitutionnelles de la Bavière, du Wurtemberg, de Bade et du Hanovre ne pouvaient donner lieu à aucune lutte politique sérieuse, et la grande masse de la classe moyenne allemande se tenait généralement à l'écart des petites querelles qui naissaient dans les législatures des petits États. La bourgeoisie savait bien que, sans un changement fondamental dans la politique et dans la constitution des deux grandes puissances de l'Allemagne, les efforts et les victoires secondaires n'avaient aucune valeur. Mais en même temps surgissait, dans ces petites assemblées, une nouvelle race d'avocats libéraux, gens d'opposition par profession : les Rotteck, les Welcker, les Roemer, les Jordan, les Stüve, les Eisenmann, — grands « hommes populaires » (Volksmänner) qui, après une opposition de

vingt années plus ou moins bruyante mais toujours infructueuse, ont été portés au faîte du pouvoir par la grande marée révolutionnaire de 1848, et après avoir montré leur impuissance et leur insignifiance extrêmes, ont été, au bout d'un instant, renversés de nouveau. Ces premiers échantillons, nouveaux sur le sol allemand, de l'industriel de de la politique et de l'opposition, ont, par leurs discours et leurs écrits, rendu familier à l'oreille allemande le langage du constitutionnalisme et, par leur existence même, ont fait prévoir l'approche d'un temps où la classe moyenne s'emparerait, pour leur rendre leur valeur propre, des phrases politiques, que ces avocats et ces professeurs si bavards avaient l'habitude d'employer sans trop connaître le sens qui s'y attachait originellement.

La littérature allemande se trouvait également sous l'influence de l'excitation politique qui s'est emparée de toute l'Europe à la suite des événements de 1830. Presque tous les écrivains de ce temps prêchaient un constitutionnalisme mal ébauché ou un républicanisme encore plus informe. Il devint de plus en plus une habitude, surtout chez les littérateurs de qualité inférieure, de remplacer dans leurs productions le manque d'esprit par des allusions politiques ; c'était un moyen sûr d'attirer l'attention du public. La poésie, les nouvelles, les revues, le drame, bref toute production littéraire abondait en ce qu'on appelait la « tendance », c'est-à-dire en manifestations plus ou moins timides de l'esprit antigouvernemental. Pour compléter cette confusion dans les idées qui régnaient en Allemagne après 1830, il y avait, se mélangeant avec ces éléments d'opposition politique, des souvenirs mal digérés de philosophie allemande et des miettes mal comprises de socialisme français, en particulier de saint-simonisme ; et la clique des écrivains qui discouraient sur cet ensemble hétérogène d'idées s'intitulait présomptueusement « la Jeune Allemagne » ou « l'École moderne ». Depuis, ils se sont repentis des péchés de leur jeunesse, mais n'ont pas amélioré le style de leurs écrits.

Enfin, la philosophie allemande, qui constitue le thermomètre le plus compliqué, mais en même temps le plus sûr, du développement de l'esprit allemand, s'est prononcée en faveur de la classe moyenne avec Hegel, qui, dans sa « philosophie du droit », proclamait la monarchie constitutionnelle la forme finale et la plus parfaite du Gouvernement. En d'autres termes, il annonçait ainsi l'avènement prochain au pouvoir politique des classes moyennes du pays. Après sa mort, ses élèves ne s'arrêtèrent pas là. La fraction la plus avancée de ses disciples, qui soumettait d'une part toute croyance religieuse à l'épreuve d'une rigoureuse critique et secouait jusque dans ses fondations le vieil édifice du christianisme, émettait en même temps les principes politiques les plus hardis qu'il ait jamais été

donné d'entendre à une oreille allemande et essayait de remettre en honneur la mémoire des héros de la première Révolution française. Si le langage philosophique abstrus, dont s'enveloppaient ces idées, obscurcissait l'esprit de l'écrivain et du lecteur, il aveuglait en même temps les yeux du censeur et permettait aux « jeunes hégéliens » de jouir d'une liberté de la presse, inconnue dans toute autre branche de la littérature.

L'opinion publique en Allemagne subissait manifestement un grand changement. Peu à peu la grande majorité de ceux à qui leur éducation et leur situation dans la vie permettaient d'acquérir, sous la monarchie absolue, quelques connaissances politiques et de se former quelque chose comme une opinion politique indépendante, se groupaient en une puissante phalange d'opposition contre le système existant. Et lorsqu'on porte un jugement sur la lenteur du développement politique de l'Allemagne, on ne doit pas manquer de prendre en considération combien il est difficile d'avoir des renseignements exacts sur quelque sujet que ce soit, dans un pays où toutes les sources d'information sont soumises au contrôle du Gouvernement, où nulle part, des écoles du village et des écoles du dimanche aux journaux et aux universités, rien n'était dit, pensé, imprimé ou publié qui n'en ait obtenu, au préalable, l'autorisation. Considérez Vienne, par exemple. Pour l'activité industrielle, la population de Vienne n'était probablement dépassée par aucune autre ville en Allemagne ; elle s'est montrée de beaucoup supérieure à toutes en esprit, en courage et en énergie révolutionnaire, et cependant elle a révélé plus de méconnaissance de ses intérêts réels et a commis pendant la Révolution plus de fautes que quiconque ; dans une très grande mesure, la raison en est dans l'ignorance presque absolue des questions politiques les plus ordinaires où le Gouvernement de Metternich avait réussi à la tenir.

Il n'est pas besoin d'autres explications pour comprendre pourquoi, sous un tel système, les connaissances politiques étaient le monopole presque exclusif des classes qui avaient les moyens de les faire entrer en contrebande ; elles étaient plus particulièrement familières à celles dont les intérêts se trouvaient le plus sérieusement lésés par l'état de choses existant, c'est-à-dire par les classes manufacturières et commerçantes. Aussi furent-elles les premières à se réunir en une masse pour agir contre un absolutisme plus ou moins déguisé, et c'est de leur entrée dans les rangs de l'opposition que doit dater le commencement du véritable mouvement révolutionnaire en Allemagne.

Le soulèvement, l'opposition de la bourgeoisie allemande, peut être placé en 1810, date de la mort du feu roi de Prusse, dernier survivant des

fondateurs de la Sainte-Alliance de 1815. On savait que le nouveau roi n'était pas un soutien de la monarchie essentiellement bureaucratique et militaire de son père. Ce que la classe moyenne, en France, avait attendu de l'avènement de Louis XVI, la bourgeoisie allemande espérait, dans une certaine mesure, l'obtenir de Frédéric-Guillaume IV de Prusse. Tout le monde s'accordait à condamner l'ancien système, à le trouver vermoulu, à réclamer son abolition ; ce que l'on supportait en silence sous l'ancien roi était maintenant hautement proclamé intolérable.

Mais si Louis XVI, « Louis le Désiré », avait été un simple niais, sans prétentions, à moitié conscient de sa propre nullité, ne possédant aucune opinion arrêtée et gouverné surtout par les habitudes que lui avait données son éducation, « Frédéric-Guillaume le Désiré » était quelque chose de très différent. S'il surpassait incontestablement son original français en faiblesse de caractère, il n'était dépourvu ni de prétentions ni d'idées. Il avait acquis, en amateur, la connaissance des éléments de la plupart des sciences et se croyait par conséquent assez savant pour prononcer un jugement décisif sur n'importe quel sujet. Il se croyait un orateur de premier ordre, et certainement aucun commis voyageur de Berlin ne pouvait le surpasser pour l'abondance de prétendus traits d'esprit et la rapidité d'élocution. Mais, surtout, il avait des opinions à lui, et s'il haïssait et méprisait l'élément bureaucratique de la monarchie prussienne, c'était uniquement parce que toutes ses sympathies allaient à l'élément féodal. Étant lui-même un des fondateurs et des principaux collaborateurs de *la Revue politique hebdomadaire de Berlin*^{35}, un représentant de l'École qu'on a appelée historique (et qui vivait des idées de Bonald, de de Maistre et d'autres écrivains de la première génération des légitimistes français), il visait à rendre aussi complètement que possible à la noblesse une situation sociale prédominante. Le roi devait être premier noble du royaume, entouré d'abord d'une cour brillante de puissants vassaux : princes, ducs et comtes ; en second lieu, d'une noblesse plus basse, mais nombreuse et riche ; il gouvernerait selon son plaisir ses loyaux bourgeois et paysans, et se trouverait être ainsi le chef d'une hiérarchie complète de couches sociales ou de castes ; chacune d'elles devait jouir de ses privilèges particuliers et être séparée des autres par la barrière presque infranchissable élevée par la naissance ou par une position sociale fixe et inaltérable ; l'ensemble de ces castes ou « états du royaume » verrait se contrebalancer en même temps si bien leur pouvoir et leur influence que le roi garderait une complète indépendance d'action. — tel était le *beau idéal*^{36}, que Frédéric-Guillaume IV entreprit de réaliser et qu'il essaie encore de réaliser en ce moment.

Il dut s'écouler un certain temps avant que la bourgeoisie prussienne, qui n'était pas trop versée dans les questions théoriques, découvrit le sens véritable des tendances de son roi. Mais ce qu'elle remarqua, au bout de très peu de temps, c'est qu'il inclinait vers les objets qui représentaient juste le contraire de ce dont elle avait besoin. À peine sa loquacité eut-elle été déchaînée par la mort de son père que le nouveau roi se mit à proclamer ses intentions dans des discours sans nombre, et chacun de ses discours, chacun de ses actes, lui aliénait les sympathies de la classe moyenne. Il n'y aurait pas fait grande attention, s'il n'y avait pas été forcé par la dure et décevante réalité qui vint interrompre ses rêves poétiques. Hélas, le romantisme sait mal calculer, et le féodalisme a toujours, depuis Don Quichotte, compté sans son hôte ! Frédéric-Guillaume IV a trop partagé ce mépris pour l'argent comptant qui a toujours été le plus noble héritage des fils des croisés. À son avènement, il trouva un système de gouvernement coûteux, quoiqu'organisé parcimonieusement, et un trésor d'État qui n'était que médiocrement plein ; au bout d'un espace de deux ans, les dernières traces du surplus existant étaient dépensées en fêtes de la cour, en voyages du roi, en subventions aux nobles nécessiteux, râpés et cupides, etc. ; les impôts réguliers ne suffisaient plus ni aux exigences de la Cour, ni à celles du Gouvernement. Sa Majesté se trouva ainsi placée entre un déficit manifeste, d'une part, et une loi datant de 1820, de l'autre, loi d'après laquelle tout nouvel emprunt et toute augmentation des impôts existants étaient illégaux, s'ils étaient faits sans l'assentiment de la « future représentation du peuple ». Cette représentation n'existait pas, et le nouveau roi était encore moins que son père disposé à la créer ; et si même il avait eu cette intention, il n'ignorait pas non plus que l'opinion publique avait subi, depuis son avènement, des changements étonnants.

Les classes moyennes, en effet, qui s'attendaient, dans une certaine mesure, à voir le nouveau roi octroyer enfin la constitution, proclamer la liberté de la presse, instituer le jury, etc., bref, se mettre à la tête de la révolution pacifique dont elles avaient besoin pour atteindre le pouvoir politique, — ces classes moyennes s'aperçurent de leur erreur et se tournèrent furieusement contre le roi. Dans les provinces Rhénanes, et plus ou moins dans tout le reste de la Prusse, elles se trouvèrent si exaspérées que, ne possédant pas, dans leur propre milieu, d'hommes capables de les représenter dans la presse, elles allèrent jusqu'à conclure une alliance avec le parti philosophique extrême dont nous avons parlé plus haut. Le fruit de cette alliance fut *la Gazette Rhénane*^{37} de Cologne, supprimée au bout de quinze mois d'existence, mais d'où date le journalisme moderne en Allemagne. C'était en 1842.

Le malheureux roi, dont les affaires embarrassées étaient la satire la plus amère de ses tendances empruntées au moyen âge, vit bientôt qu'il ne pouvait continuer à gouverner sans faire quelques petites concessions à la clameur populaire qui revendiquait la « Représentation du peuple », reste des promesses faites en 1813 et 1815 et depuis longtemps oubliées. Cette représentation s'était trouvée mentionnée dans la loi de 1820. Le moyen le moins incommode de satisfaire à cette fâcheuse loi parut être la convocation des Comités permanents des Diètes provinciales. Ces dernières avaient été créées en 1823 et comprenaient pour chacune des huit provinces du royaume : 1^o la haute noblesse, les familles des anciens souverains de l'Empire germanique, dont les chefs étaient membres de la Diète par droit de naissance ; 2^o les représentants des chevaliers ou la noblesse inférieure ; 3^o les représentants des villes ; 4^o les délégués des paysans ou des petits fermiers. L'ensemble était organisé de façon que, dans chaque province, les deux fractions de la noblesse formassent toujours une majorité dans la Diète. Chacune de ces huit Diètes provinciales élisait un Comité, et c'étaient ces huit Comités que le roi appelait maintenant à Berlin pour constituer l'Assemblée des représentants chargée de voter l'emprunt tant désiré. On déclara que le Trésor était plein et qu'on demandait le nouvel emprunt non pas pour payer les dépenses courantes, mais pour construire un chemin de fer d'État. Mais les Comités réunis opposèrent au roi un refus net ; ils se déclarèrent incompétents pour agir comme représentants du peuple et exigèrent de Sa Majesté l'exécution de la promesse d'une constitution représentative que son père avait faite au peuple lorsqu'il avait eu besoin de son aide contre Napoléon.

Les séances des Comités réunis avaient montré que l'esprit d'opposition n'était plus limité à la bourgeoisie. Une partie des paysans s'était jointe à elle, et un grand nombre de nobles qui exerçaient l'agriculture en grand sur leurs propres terres et faisaient le commerce des grains, de la laine, de l'alcool et du lin, exigeaient également des garanties contre l'absolutisme, la bureaucratie et la restauration féodale et se prononçaient, eux aussi, contre le Gouvernement et en faveur d'une constitution représentative. Le plan du roi avait manifestement échoué ; il n'avait pas obtenu d'argent, et il avait accru la puissance de l'opposition. Les séances des Diètes provinciales elles-mêmes, qui suivirent, furent encore plus malheureuses pour le roi ; toutes exigeaient des réformes, l'exécution des promesses de 1813 et 1815, la constitution et la liberté de la presse ; les résolutions prises en ce sens par quelques-unes d'entre elles étaient formulées en termes plutôt irrespectueux, et les réponses du roi, pleines de mauvaise humeur, ne faisaient qu'accroître le mal.

Cependant les difficultés financières du Gouvernement augmentaient. Pendant quelque temps la rédaction des sommes destinées aux différents services publics, les affaires frauduleuses pratiquées avec la « Seehandlung » — institution commerciale, spéculant et faisant le commerce pour le compte et au risque de l'État, et restée, longtemps après, son courtier d'argent — suffirent pour sauvegarder les apparences ; l'augmentation des émissions du papier-monnaie d'État fournirent également quelques ressources, et, en somme, le secret où l'on tenait la situation financière fut très bien gardé. Mais bientôt tous ces expédients furent épuisés. On essaya alors d'un autre système : l'établissement d'une banque dont le capital serait fourni en partie par l'État et en partie par les actionnaires particuliers ; la direction principale devait revenir à l'État, de façon à permettre au Gouvernement d'emprunter, dans une large mesure, des fonds à cette banque ; c'était répéter ainsi les mêmes opérations frauduleuses qui n'étaient plus possibles avec la « Seehandlung ». Mais naturellement il ne se trouva pas de capitalistes pour consentir à donner leur argent dans de telles conditions ; il fallut modifier les statuts de la banque et garantir la propriété des actionnaires contre les incursions du Trésor avant même que les actions n'eussent été souscrites. Ce plan ayant ainsi échoué, il ne restait plus qu'une chose à tenter : essayer de conclure un emprunt, s'il se trouvait des capitalistes qui consentissent à prêter leur argent sans demander l'autorisation et la garantie de cette mystérieuse « Représentation future du peuple ». On s'adressa à Rothschild, qui déclara que si cette « représentation du peuple » garantissait l'emprunt, il entreprendrait l'affaire aussitôt, sinon il ne pouvait aucunement s'engager dans cette opération.

Tout espoir de trouver de l'argent se trouvait ainsi perdu ; et il n'y avait plus aucune possibilité d'éviter la fatale « Représentation du peuple ». Le refus de Rothschild fut connu en automne 1846, et, en février de l'année suivante, le roi convoquait toutes les huit Diètes à Berlin, pour en former une « Diète réunie ». Cette Diète devait accomplir, en cas de besoin, la tâche prévue par la loi de 1820 : voter les emprunts et les augmentations d'impôts ; mais elle ne devait être investie d'aucun autre droit. Au sujet de la législation générale, sa voix devait être purement consultative ; elle devait se réunir non à des époques fixes, mais quand le roi le trouverait bon, et discuter seulement ce qu'il plairait au Gouvernement de lui présenter. Naturellement, ses membres n'étaient que peu satisfaits de la tâche qu'on s'attendait à leur voir accomplir. Ils renouvelèrent les vœux, déjà exprimés par eux lors des réunions des Diètes provinciales ; les relations existant entre eux et le Gouvernement devinrent bientôt

acrimonieuses, et lorsqu'on leur demanda de nouveau l'emprunt qu'on affirmait toujours être destiné à la construction de chemins de fer, ils refusèrent de nouveau de le garantir.

Ce vote mit bientôt fin à leurs séances. Le roi, de plus en plus exaspéré, les renvoya avec une réprimande, mais n'en resta pas moins sans argent. Il avait, en effet, de bonnes raisons pour s'alarmer de sa situation ; la Ligue libérale, conduite par les classes moyennes et comprenant une grande partie de la basse noblesse, ainsi que de nombreux mécontents accumulés dans les différentes couches des ordres inférieurs, cette Ligue était décidée à obtenir ce qu'elle voulait. En vain le roi déclarait-il, dans son discours d'ouverture, que jamais, jamais il n'octroyerait une constitution au sens moderne de ce mot : la Ligue libérale insistait pour obtenir une constitution représentative, moderne, antiféodale, comportant toutes ses conséquences : liberté de la presse, jurys, etc. ; elle ne voulait pas accorder un sou avant de l'avoir obtenue. Il était évident que les choses ne pouvaient durer ainsi plus longtemps : une des deux parties devait céder, ou bien il fallait en arriver à une rupture, à une lutte sanglante. Les classes moyennes se savaient à la veille d'une révolution et s'y préparaient. Elles cherchaient par tous les moyens possibles à obtenir l'appui de la classe ouvrière des villes, et l'aide des paysans des districts agricoles ; on sait parfaitement qu'à la fin de l'année 1847 il n'y avait peut-être pas un seul, parmi les hommes politiques marquants de la bourgeoisie qui ne se fût proclamé « socialiste » dans le but de s'assurer les sympathies de la classe prolétarienne. Nous allons voir ces « socialistes » à l'œuvre.

Cet empressement des chefs de la bourgeoisie à adopter au moins l'aspect extérieur du socialisme avait sa cause dans le changement considérable subi par les classes ouvrières d'Allemagne. Depuis 1840, un certain nombre d'ouvriers allemands, qui avaient voyagé en France et en Suisse, s'étaient pénétrés plus ou moins des vagues idées socialistes ou communistes ayant cours parmi les ouvriers français. L'intérêt grandissant que depuis 1840 ces idées excitaient en France mit en Allemagne également le socialisme et le communisme à la mode. Dès 1843, tous les journaux étaient pleins de discussions sur les questions sociales. Une école de socialiste se forma bientôt en Allemagne, et se distingua plutôt par l'obscurité que par la nouveauté de ses idées ; son activité principale consistait à traduire les fouriéristes, saints-simoniens et autres représentants des doctrines françaises dans le langage abstrus de la philosophie allemande. Vers la même époque, se constitua également l'école communiste allemande, entièrement différente de la secte précédente.

En 1844 eurent lieu les révoltes des tisserands silésiens, suivies par l'insurrection des imprimeurs d'indiennes de Prague. Ces révoltes, cruellement réprimées, révoltes d'ouvriers dirigées non plus contre le Gouvernement, mais contre leurs employeurs, produisirent une sensation profonde et donnèrent une nouvelle impulsion à la propagande socialiste et communiste chez les ouvriers. Les révoltes qui éclatèrent pendant la famine de 1847 eurent le même effet. En résumé, si l'opposition constitutionnelle réunissait autour de sa bannière la grande masse des classes possédantes (à l'exception des grands propriétaires terriens), de même les ouvriers des grandes villes attendaient leur émancipation des doctrines socialistes et communistes, quoique la loi sur la presse empêchât qu'on les renseignât beaucoup. On ne doit pas s'attendre à trouver chez eux une idée bien définie de ce qu'ils voulaient ; ils savaient seulement que le programme de la bourgeoisie constitutionnaliste ne contenait pas tout ce qui leur fallait et que leurs besoins n'entraient en aucune façon dans la sphère des idées constitutionnalistes.

Il n'existait pas alors, en Allemagne, de parti républicain distinct. On était monarchiste constitutionnaliste, ou bien plus ou moins nettement socialiste ou communiste.

Eu égard à de tels éléments, la moindre collision devait conduire à une grande révolution. La haute noblesse et les fonctionnaires civils et militaires les plus hauts placés fournissaient seuls un appui sûr au système existant ; la noblesse inférieure, les classes moyennes industrielles, les universités, les professeurs de tous les degrés et même une partie de la petite bureaucratie et des officiers inférieurs, étaient tous ligués contre le Gouvernement ; derrière eux se trouvaient les masses mécontentes des paysans et des prolétaires des grandes villes, soutenant, pour le moment, l'opposition libérale, mais murmurant déjà des paroles étranges sur la nécessité de prendre leurs affaires en leurs propres mains ; la bourgeoisie était prête à renverser le Gouvernement, et les prolétaires se préparaient à renverser à leur tour la bourgeoisie. Et le Gouvernement s'obstinait à suivre une voie qui devait nécessairement amener un conflit. Au commencement de 1848, l'Allemagne se trouvait à la veille d'une révolution, et cette révolution aurait inévitablement éclaté, même si la révolution française de Février n'en avait pas hâté la venue.

Nous verrons, dans le prochain chapitre, quels ont été, sur l'Allemagne, les effets de la révolution, à Paris.

Londres, septembre 1851.

CHAPITRE III

LES AUTRES ÉTATS ALLEMANDS

6 novembre 1851.

Dans le chapitre précédent, nous nous sommes attachés presque exclusivement à parler de l'État qui, pendant les années 1840-1848, était de beaucoup le plus important pour le mouvement allemand, c'est-à-dire de la Prusse. Il est temps, cependant, de jeter un coup d'œil rapide sur les autres États de l'Allemagne pendant la même période.

En ce qui concerne les petits États, ils étaient, depuis 1830, complètement soumis au pouvoir dictatorial de la Diète, c'est-à-dire de l'Autriche et de la Prusse. Les différentes constitutions, établies tant comme moyen de défense contre la puissance des États plus grands que comme moyen d'assurer la popularité aux princes, leurs promoteurs, et de donner une unité aux assemblées provinciales si hétérogènes, créées sans aucune unité de direction par le Congrès de Vienne, — ces constitutions, quelque illusoires qu'elles aient été, parurent, pendant les temps troublés de 1830 et de 1831, dangereuses aux petits princes eux-mêmes. Elles furent presque toutes abolies ; le peu qu'on en laissa subsister était moins qu'une ombre, et il fallait toute la suffisance loquace d'un Welcker, d'un Rotieck ou d'un Dahlmann pour s'imaginer qu'il pourrait sortir quelque chose de l'humble opposition, mêlée de dégradante flatterie, qu'il leur était permis de manifester au sein des Chambres impuissantes de ces petits butais.

La portion la plus énergique de la classe moyenne de ces petits États abandonna, aussitôt après 1840, toutes les espérances qu'elle avait conçues auparavant sur le développement du Gouvernement parlementaire dans ces dépendances de l'Autriche et de la Prusse. La bourgeoisie prussienne, et les classes ses alliées, n'eurent pas plutôt montré la résolution sérieuse de lutter en Prusse, en faveur du Gouvernement parlementaire, qu'on leur laissa la direction du mouvement constitutionnel de toute l'Allemagne non autrichienne. Il est désormais hors de doute que le noyau de ces constitutionnalistes de l'Allemagne centrale qui, plus tard, se séparèrent de

l'Assemblée nationale de Francfort et qu'on appela, du lieu séparé de leurs réunions, le parti de Gotha, n'ait été, longtemps avant 1848, en possession d'un plan qu'il proposa, avec peu de modifications, en 1849, aux représentants de l'Allemagne entière. Son intention était d'exclure complètement l'Autriche de la confédération germanique, d'établir une nouvelle confédération avec un nouveau pacte fondamental et un nouveau Parlement fédéral, sous la protection de la Prusse, et d'incorporer les États insignifiants dans les États plus grands. Tout cela devait se mettre à exécution au moment où la Prusse prendrait place parmi les monarchies constitutionnelles, établirait la liberté de la presse, adopterait une politique indépendante de celle de la Russie et de l'Autriche, et fournirait ainsi aux constitutionnalistes des États plus petits la possibilité d'exercer un contrôle réel sur leurs Gouvernements représentatifs. L'inventeur de ce plan était le professeur Gervinus, de Heidelberg (Bade). Ainsi l'émancipation de la bourgeoisie prussienne devait être le signal de celle des classes moyennes de l'Allemagne en général, et présider à la formation d'une alliance, offensive et défensive en même temps, contre la Russie et contre l'Autriche. L'Autriche était, comme nous allons le voir, considérée comme un pays entièrement barbare sur lequel on ne connaissait que peu de choses, et ce peu de choses n'était pas en faveur de sa population ; aussi l'Autriche n'était-elle pas regardée comme une des parties essentielles de l'Allemagne.

Quant aux autres classes de la société dans ces petits États, elles ont suivi, avec plus ou moins de rapidité, le réveil de leurs semblables en Prusse. Les boutiquiers étaient de plus en plus mécontents de leurs Gouvernements respectifs, des augmentations d'impôts, de la réduction de ces prétendus privilèges politiques dont ils avaient l'habitude de se vanter en se comparant aux « esclaves du despotisme » de l'Autriche et de la Prusse ; mais leur opposition ne contenait pas un but précis qui eût pu servir d'étiquette à un parti indépendant, différent du constitutionnalisme de la haute bourgeoisie. Le mécontentement grandissait également parmi les paysans ; mais on sait bien que cette partie de la population ne défend jamais ses intérêts et ne se pose jamais en classe indépendante dans les temps tranquilles et paisibles, si ce n'est dans les pays où existe le suffrage universel. Les classes ouvrières des industries et manufactures des villes commençaient à être infectées des « poisons » socialiste et communiste ; mais comme il n'y avait, en dehors de la Prusse, que peu de villes de quelque importance et encore moins de districts manufacturiers, le mouvement de cette classe était, à cause du manque de centres d'action et de propagande, extrêmement lent dans ces petits États.

Aussi bien en Prusse que dans les États plus petits, la difficulté de développer une opposition politique a créé une sorte d'opposition religieuse sous la forme de deux mouvements parallèles : le catholicisme allemand et le congrégationalisme libre. L'histoire nous montre, par de nombreux exemples, que, dans les pays qui jouissent des bienfaits d'une Église d'État et où la discussion politique est restreinte, l'opposition profane, dangereuse pour le pouvoir de ce monde, se dissimule sous une lutte plus sainte et en apparence plus désintéressée, dirigée contre le despotisme spirituel. Beaucoup de Gouvernements, qui ne toléreraient aucune discussion de leurs actes, hésiteront à faire des martyrs et à exciter le fanatisme religieux des masses. C'est ainsi qu'en Allemagne, en 1845, la religion catholique romaine, ou la religion protestante, ou toutes les deux en même temps, étaient considérées comme religions officielles et, dans chaque État, le clergé de l'une ou de l'autre de ces confessions, ou des deux à la fois, formait la partie essentielle de l'organisation bureaucratique du Gouvernement. Attaquer l'orthodoxie catholique ou protestante ou attaquer les intrigues du clergé signifiait, dans ces conditions, attaquer le Gouvernement lui-même. En ce qui concerne les catholiques allemands, leur existence même était une attaque contre les Gouvernements catholiques d'Allemagne, en particulier ceux de l'Autriche et de la Bavière, et c'est bien ainsi que ces Gouvernements l'entendaient. Les congrégationalistes libres, les dissidents protestants, qui ressemblaient, jusqu'à un certain point, aux unitariens anglais et américains, manifestaient ouvertement leur opposition aux tendances cléricales et à l'orthodoxie rigide du roi de Prusse et de son favori, M. Eichhorn, ministre de l'Instruction et des Cultes. Les deux nouvelles sectes se sont étendues rapidement et ont régné pendant quelque temps, l'une dans les pays catholiques, l'autre dans les pays protestants ; il n'y avait, entre elles, d'autre distinction que leur origine différente ; quant à leurs doctrines, elles étaient parfaitement d'accord sur le point le plus important : tous les dogmes bien définis étaient pour elles sans-valeur ; le manque de précision était leur essence même ; elles prétendaient bâtir un grand temple, sous la voûte duquel pourraient se réunir tous les Allemands ; elles représentaient ainsi, sous une forme religieuse, une autre idée politique du jour, l'unité allemande, et cependant elles n'ont jamais pu s'entendre entre elles.

Cette idée de l'unité allemande que les sectes, dont nous venons de parler, cherchaient à réaliser au moins sur une base religieuse en inventant une religion commune à tous les Allemands et fabriquée spécialement pour leurs usages, leurs habitudes et leurs goûts, cette idée était, en effet, très

répandue, surtout dans les petits États. Depuis la dissolution de l'empire germanique sous l'influence de Napoléon, la réunion de tous les *disjecta membra* du corps allemand, était la revendication qui exprimait de la façon la plus générale le mécontentement à l'égard de l'ordre des choses établi, surtout dans les petits États, où les dépenses de la Cour, de l'administration, de l'armée, en un mot, — tout le poids mort des impôts, — augmentaient en raison directe de la petitesse et de l'impuissance de l'État ; mais à quoi devait ressembler cette unité allemande, une fois qu'on l'aurait réalisée, c'était une question sur laquelle les partis étaient divisés. La bourgeoisie, qui ne voulait pas de secousses révolutionnaires sérieuses, se serait contentée de ce qui, comme nous l'avons vu, était considéré par elle comme « réalisable », c'est-à-dire de l'union de toute l'Allemagne à l'exclusion de l'Autriche, sous la suprématie du Gouvernement constitutionnel de la Prusse, et il est certain qu'à cette époque on ne pouvait guère faire davantage sans déchaîner un orage dangereux. Les boutiquiers et les paysans, dans la mesure où ces derniers se préoccupaient de telles questions, ne sont jamais arrivés à donner une définition quelconque à cette unité allemande qu'ils réclamaient à si grands cris ; un petit nombre de rêveurs, principalement de féodaux réactionnaires, espéraient le rétablissement de l'Empire germanique ; quelques ignorants, de soi-disant radicaux, qui admiraient les institutions suisses dont ils n'avaient pas encore fait l'expérience pratique qui devait, dans la suite, les détromper d'une façon si ridicule, se prononçaient pour une république fédérative ; seul le parti le plus extrême osait, à cette époque, demander la république allemande, une et indivisible. Ainsi l'unité allemande était elle-même une question susceptible d'amener la désunion, la discorde, et même, dans certaines éventualités, la guerre civile.

Tel était, en résumé, à la fin de l'année 1847, l'état de la Prusse et des États plus petits faisant partie de l'Allemagne. La classe moyenne sentait sa puissance et était résolue à ne plus tolérer les entraves dont le despotisme féodal et bureaucratique enchaînait ses transactions commerciales, sa productivité industrielle, son action commune comme classe ; une portion de la noblesse terrienne s'était si bien transformée en producteur de simples marchandises qu'elle avait les mêmes intérêts et faisait cause commune avec la classe moyenne ; la classe des petits industriels était mécontente, se plaignait des impôts et des obstacles qu'on rencontrait dans les affaires ; mais elle ne possédait aucun plan de réforme défini, qui put consolider sa position dans le corps social ou politique ; les paysans étaient pressurés ici par les exactions féodales, là par les prêteurs d'argent, les usuriers et les hommes de loi ; les ouvriers des villes, gagnés

par le mécontentement général, haïssaient également le Gouvernement et les grands capitalistes industriels et subissaient la contagion des idées socialistes et communistes ; en un mot l'opposition formait une masse hétérogène, agissait sous l'influence d'intérêts variés, mais était plus ou moins dirigée par la bourgeoisie ; les premiers rangs étaient occupés par la bourgeoisie de Prusse, et particulièrement de la province Rhénane. De l'autre côté nous trouvons des Gouvernements en désaccord sur beaucoup de questions ; ils se défiaient les uns des autres et surtout de la Prusse, dont la protection leur était cependant nécessaire ; en Prusse, le Gouvernement, abandonné par l'opinion publique, abandonné même par une portion de la noblesse s'appuyait sur une armée et une bureaucratie, gagnées chaque jour davantage aux idées de l'opposition bourgeoise et chaque jour davantage soumises à son influence, Gouvernement qui, en plus de tout cela, ne possédait pas un sou, au sens le plus littéral du mot, pour combler son déficit croissant, à moins qu'il ne se rendît à discrétion à l'opposition bourgeoise. La classe moyenne, de quelque pays que ce soit, a-t-elle jamais occupé une position meilleure pour disputer le pouvoir au Gouvernement établi ?

Londres, septembre 1851.

CHAPITRE IV

L'AUTRICHE

7 novembre 1851.

Il nous reste maintenant à considérer l'Autriche, — pays qui, avant mars 1848, était presque aussi fermé aux nations étrangères que l'était la Chine avant sa dernière guerre avec l'Angleterre.

Il est bien entendu que nous ne pouvons prendre en considération que l'Autriche allemande. Les affaires des Polonais, Hongrois ou Italiens d'Autriche, n'appartiennent pas à notre sujet, et nous ne nous en occuperons que dans la mesure où ils ont exercé, depuis 1848, une influence sur les destinées des Autrichiens Allemands.

Le Gouvernement du prince Metternich tournait autour de deux points : il cherchait d'abord à opposer à chacune des différentes nations soumises à la domination autrichienne toutes les autres nations, placées dans les mêmes conditions ; en second lieu, et ce fut toujours le principe fondamental des monarchies absolues, il s'appuyait sur deux classes : les grands propriétaires fonciers féodaux et les grands agioteurs capitalistes, tout en contre-balançant en même temps l'influence et la puissance de chacune de ces classes par celles des autres, de façon à laisser toute liberté à l'action gouvernementale. La noblesse terrienne, dont le revenu tout entier consistait en impositions féodales de toutes sortes, ne pouvait que soutenir un Gouvernement qui était son seul protecteur contre la classe opprimée des serfs aux dépens de laquelle elle vivait ; et lorsque la portion la moins riche de la noblesse s'est mise, comme cela est arrivé en Galicie en 1876, en opposition contre le Gouvernement, Metternich a lancé sur elle, en un instant, ses propres serfs, qui ont profité de l'occasion pour se venger terriblement de leurs oppresseurs les plus directs. D'un autre côté, les grands capitalistes de la Bourse se trouvaient attachés au Gouvernement de Metternich par la part considérable qu'ils avaient dans les fonds publics du pays. L'Autriche avait recouvré toute sa puissance en 1815, restauré et maintenu, dès 1820, la monarchie absolue en Italie, et s'était libérée d'une partie de ses engagements par la banqueroute de

1810 ; aussi avait-elle rétabli, bientôt après la paix, son crédit sur les grands marchés financiers d'Europe ; et, à mesure que son crédit grandissait, elle en avait fait usage. Ainsi, tous les grands manieurs d'argent en Europe avaient engagé dans les fonds autrichiens une grande partie de leurs capitaux ; tous avaient intérêt à soutenir le crédit de ce pays, et comme, pour soutenir le crédit public de l'Autriche, il est nécessaire de contracter toujours de nouveaux emprunts, ils étaient obligés d'avancer de temps en temps un nouveau capital, pour maintenir en crédit des obligations qui leur avaient déjà coûté des avances auparavant. La longue paix qui a suivi 1815 et l'impossibilité qu'il y avait apparemment à renverser un empire ayant, comme l'Autriche, plus de mille ans d'existence, a accru le crédit du Gouvernement de Metternich dans des proportions merveilleuses et la même rendu indépendant de la bonne volonté des banquiers et des agioteurs de Vienne ; aussi longtemps, en effet, que Metternich put obtenir de l'argent en abondance à Francfort et à Amsterdam, il eut, naturellement, la satisfaction de voir les capitalistes autrichiens à ses pieds. D'ailleurs, sous tous les autres rapports, ils étaient à sa merci ; les grands profits que les banquiers, les agioteurs et les fournisseurs du Gouvernement arrivent toujours à tirer d'une monarchie absolue, se trouvaient compensés par le pouvoir illimité que le Gouvernement possédait sur leurs personnes et sur leurs fortunes ; par conséquent on ne pouvait attendre de ce côté la moindre ombre d'opposition. Ainsi Metternich était sur de l'appui des deux classes les plus puissantes et les plus influentes de l'empire ; en dehors de cela, il possédait une armée et une bureaucratie qu'il était impossible d'organiser mieux pour servir les vues de l'absolutisme.

Les fonctionnaires civils et militaires au service de l'Autriche forment une race à part ; leurs pères ont servi le kaiser, et les fils feront de même ; ils n'appartiennent à aucune des diverses nationalités réunies sous l'aile de l'aigle à deux têtes ; on les déplace d'une extrémité de l'empire à l'autre, de Pologne en Italie, d'Allemagne en Transylvanie ; le Hongrois, le Polonais, l'Allemand, le Roumain, l'Italien, le Croate, tout individu qui ne porte pas le cachet de « l'autorité impériale et royale », etc., et qui revêt pourtant un caractère national distinct, est pour eux l'objet d'un égal mépris ; ils n'ont pas de nationalité, ou plutôt ils forment à eux seuls la véritable nation autrichienne. On voit facilement quel instrument souple et puissant en même temps doit constituer, entre les mains d'un chef d'État intelligent et énergique, une telle hiérarchie civile et militaire.

Quant aux autres classes de la population. Metternich, en véritable homme d'État de l'*ancien régime*, ne se préoccupait que peu d'avoir leur

appui. Il n'avait à leur égard qu'une seule politique : en tirer le plus possible sous forme d'impôts et les obliger à se tenir tranquilles. La bourgeoisie commerciale et manufacturière ne se développait, en Autriche, que lentement. Le commerce du Danube est relativement peu important ; le pays ne possédait qu'un seul port, Trieste, et le commerce de ce port était très limité. Quant aux manufacturiers, ils jouissaient d'une très grande protection, qui allait, dans la plupart des cas, jusqu'à une exclusion complète de la concurrence étrangère ; mais cet avantage leur avait été accordé principalement pour leur permettre de payer davantage d'impôts ; il se trouvait contrebalancé à un très haut degré par les règlements internes des manufactures, les privilèges des guildes et autres corporations féodales, qu'on soutenait soigneusement tant qu'elles ne gênaient pas les buts et les vues du Gouvernement. Les petits industriels étaient resserrés dans les limites étroites de ces corporations datant du moyen âge ; les différents métiers étaient en lutte perpétuelle pour maintenir leurs privilèges et, en même temps, en excluant les membres de la classe ouvrière de la possibilité de s'élever dans l'échelle sociale, elles conféraient une sorte de stabilité héréditaire aux membres de ces associations involontaires. Enfin, le paysan et l'ouvrier étaient considérés comme une simple matière imposable. On ne prenait souci d'eux que pour les maintenir autant que possible dans les mêmes conditions d'existence où ils se trouvaient déjà et dans lesquelles leurs pères avaient vécu avant eux. Dans ce but, on soutenait toute autorité ancienne, établie et héréditaire, tout autant que l'autorité de l'État : l'autorité du seigneur terrien sur le tenancier petit fermier, celle du manufacturier sur l'ouvrier, du petit patron sur le journalier et l'apprenti, du père sur le fils, était partout strictement maintenue par le Gouvernement, et toute désobéissance était punie comme une infraction à la loi par l'arme qu'applique à tous les cas la justice autrichienne, — le bâton.

Enfin, pour compléter en les systématisant toutes les pratiques destinées à créer une stabilité artificielle, la nourriture intellectuelle qu'on permettait à la nation de recevoir était choisie avec des précautions minutieuses et donnée avec autant de parcimonie que possible. L'éducation était partout entre les mains du clergé catholique dont les chefs étaient intéressés, aussi profondément que les propriétaires terriens féodaux, au maintien du système existant. Les universités étaient organisées de façon à ne fournir que des spécialistes dont on devait, tout au plus, attendre quelques progrès dans certaines branches spéciales, mais en tout cas il leur était impossible de donner cette éducation libérale, générale qu'on réclame des autres universités. Il n'y avait absolument pas de journaux, sauf en Hongrie, et

les journaux hongrois étaient prohibés dans toutes les autres parties de la monarchie. Quant à la littérature générale, son domaine ne s'était pas élargi depuis un siècle ; il s'était, au contraire, rétréci depuis la mort de Joseph II. Sur toutes les frontières où les États autrichiens prenaient contact avec un pays civilisé, était établi un cordon de censeurs littéraires lié à un cordon d'employés de douanes ; ils empêchaient tout livre ou journal étranger d'entrer en Autriche avant que son contenu n'ait été examiné à fond deux ou trois fois et trouvé pur de la moindre contagion de l'esprit mauvais de l'époque.

Pendant trente ans à peu près, depuis 1815, ce système fut appliqué avec un succès étonnant. L'Autriche demeurait presque inconnue à l'Europe, et l'Europe était tout aussi peu connue en Autriche. L'état social des différentes classes de la population et du peuple prise dans son entier semblait n'avoir subi aucune modification. Quelle que fût l'inimitié qui put exister entre une classe et l'autre, — et cette inimitié était pour Metternich la condition principale du Gouvernement ; il la favorisait même en faisant des classes supérieures l'instrument de toutes les exactions gouvernementales et en les rendant ainsi odieuses, — quelle que fût la haine que le peuple pût éprouver à l'égard des fonctionnaires inférieurs de l'État, d'une façon générale peu ou pas de mécontentement ne s'attachait au Gouvernement central. L'empereur était adoré et les faits semblaient donner raison au vieux François Ier lorsque, émettant des doutes sur le caractère durable de ce système, il ajoutait ensuite avec satisfaction : « Et tout de même il tiendra tant que nous vivrons, moi et Metternich. »

Mais un mouvement lent, souterrain, se produisait et il déjouait tous les efforts de Metternich. La richesse et l'influence de la classe moyenne, commerçante, industrielle et manufacturière, s'accroissaient. L'introduction des machines à vapeur dans les manufactures a bouleversé en Autriche, comme elle la fait partout ailleurs, les anciennes relations et les conditions d'existence de classes entières de la société ; elle a transformé les serfs en hommes libres, les petits paysans en ouvriers de fabrique ; elle a sapé les anciennes corporations féodales et a privé un grand nombre d'entre elles de moyens d'existence. La nouvelle population, manufacturière et commerciale, entraînait partout en conflit avec les anciennes institutions féodales. Les hommes des classes moyennes que leurs affaires forçaient de plus en plus à voyager à l'Étranger, rapportaient quelques connaissances mythiques sur les pays civilisés situés au-delà de la ligne des douanes impériales ; enfin l'introduction des chemins de fer accélérât en même temps le mouvement ; industriel et le mouvement politique. Il y avait de plus, dans l'organisation de l'État autrichien, une

partie dangereuse : c'était la constitution féodale hongroise, avec ses procédés parlementaires et ses luttes de la masse appauvrie de la noblesse qui formait une opposition dirigée contre le Gouvernement et ses alliés, les magnats. Presburg, où siégeait la Diète, se trouvait aux portes mêmes de Vienne. Tous ces éléments contribuaient à créer, parmi les classes moyennes de cette ville, un état d'esprit qui n'était pas précisément de l'opposition, car l'opposition était impossible, mais du mécontentement, et un désir général de réformes, plutôt administratives que constitutionnelles. Comme en Prusse, une partie de la bureaucratie s'était jointe à la bourgeoisie. Les traditions de Joseph II n'étaient pas oubliées au sein de cette caste héréditaire des fonctionnaires les plus instruits qui, eux aussi, s'occupaient quelquefois, dans leur imagination, de réformes possibles et préféraient de beaucoup le despotisme éclairé et progressiste de cet empereur au despotisme « paternel » de Metternich. Une portion de la noblesse pauvre se mit également du côté de la classe moyenne ; quant aux classes inférieures de la population, qui avaient toujours de nombreuses raisons de se plaindre sinon du Gouvernement, du moins des classes supérieures, elles ne pouvaient, dans In plupart des cas, qu'adhérer aux désirs réformateurs de la bourgeoisie.

C'était à peu près à cette époque, c'est-à-dire vers 1843 ou 1844, que s'était fondé, en Allemagne, un genre de littérature correspondant à ces changements. Quelques écrivains autrichiens, romanciers, critiques littéraires, mauvais poètes, tous de talent médiocre, mais doués de cet industrialisme propre à la race juive, se sont établis à Leipsick et dans les autres villes allemandes en dehors de l'Autriche, et là, hors de l'atteinte de Metternich, ils publiaient des livres et des pamphlets sur les affaires autrichiennes. Eux et leurs éditeurs en faisaient un commerce infernal. Toute l'Allemagne s'empressait de s'initier aux secrets de la Chine européenne ; et les Autrichiens eux-mêmes, qui obtenaient ces publications en contre-bande par la frontière de Bohême, en étaient plus curieux encore. Certes, les secrets divulgués dans ces publications n'étaient pas d'une grande importance, et les plans de réformes créés par leurs auteurs pleins de bonne volonté portaient le cachet d'une innocence qui frisait la virginité politique. Une constitution et la liberté de la presse en Autriche étaient considérées comme des choses inaccessibles ; des réformes administratives, l'extension des droits des Diètes provinciales, l'admission des livres et journaux étrangers, une censure moins sévère, — les désirs, humbles et loyaux, de ces bons Autrichiens n'allaient presque pas au delà.

Quoi qu'il en soit, l'impossibilité croissante d'empêcher les rapports littéraires de l'Autriche avec le reste de l'Allemagne, et par l'Allemagne

avec le reste du monde, contribuait beaucoup à créer une opinion publique antigouvernementale et mettait en même temps quelques connaissances politiques à la portée d'une partie de la population autrichienne. Ainsi, à la fin de l'année 1847, l'Autriche se trouvait saisie, quoique à un degré inférieur, par la même agitation politique et politico-religieuse qui régnait dans tout le reste de l'Allemagne, et si ses progrès se faisaient en silence, elle n'en a pas moins trouvé assez d'éléments révolutionnaires sur lesquels elle pouvait agir. C'était le paysan, serf ou tenancier féodal, accablé par les exactions seigneuriales ou gouvernementales : l'ouvrier de fabrique, que le bâton du policier forçait à travailler à n'importe quelles conditions qu'il plaisait au manufacturier de lui imposer ; le compagnon ouvrier, que les lois corporatives privaient de toute possibilité d'acquérir quelque indépendance dans son métier ; le marchand, qui se heurtait à chaque pas à des réglementations absurdes ; le manufacturier, en conflit ininterrompu avec les corporations, qui veillaient d'une façon jalouse sur leurs privilèges ou bien avec les fonctionnaires, rapaces et indiscrets ; le maître d'école, le savant, le fonctionnaire qui, ayant reçu une meilleure éducation, luttait en vain contre le clergé, ignorant et présomptueux, ou contre leurs supérieurs, stupides et despotiques. Bref, aucune classe n'était satisfaite : les petites concessions que le Gouvernement était obligé de faire de temps en temps ne l'étaient pas aux dépens du Gouvernement lui-même, car le trésor n'en avait pas les moyens, mais aux dépens de la haute aristocratie et du clergé ; quant aux grands banquiers et aux détenteurs des fonds, les derniers événements d'Italie, l'opposition croissante de la Diète hongroise, en même temps que l'esprit inaccoutumé de mécontentement et la demande de réformes qui se manifestaient dans tout l'Empire n'étaient pas pour fortifier leur foi en la solidité et en la solvabilité de l'Empire autrichien.

Ainsi l'Autriche, elle aussi, marchait, lentement, mais sûrement, vers un changement considérable. lorsque tout d'un coup il se passa en France un événement qui fit éclater l'orage imminent et donna un démenti à l'assertion du vieux François, que l'édifice tiendrait encore pendant sa vie et celle de Metternich.

Londres, septembre 1851.

CHAPITRE V

L'INSURRECTION DE VIENNE

12 novembre 1851.

Le 24 février 1848, Louis-Philippe fut chassé de Paris, et la République française proclamée. Le 13 mars, le peuple de Vienne brisa le pouvoir du prince de Metternich et le força à s'enfuir honteusement du pays. Le 18 mars, le peuple de Berlin se souleva les armes à la main, et après une lutte obstinée de dix-huit heures, eut la satisfaction de voir le roi se rendre à discrétion. En même temps d'autres explosions d'une nature plus ou moins violente, mais toutes ayant le même succès, eurent lieu dans les capitales des petits États allemands. Le peuple allemand, s'il n'avait pas fait sa révolution, ne s'en trouvait pas moins lancé en pleine mêlée révolutionnaire.

Pour ce qui regarde les incidents de ces différentes insurrections, nous ne pouvons ici entrer dans leur détail : ce que nous avons à analyser, c'est leur caractère et la position qu'ont prise à leur égard les différentes classes de la population.

On peut dire que la révolution de Vienne a été faite presque par l'unanimité de la population. La bourgeoisie (à l'exception des banquiers et des agioteurs), les petits industriels, les ouvriers, — tout le monde s'est soulevé en même temps contre un Gouvernement détesté de tous : il était d'ailleurs si universellement haï que la petite minorité de nobles et de financiers qui le soutenaient sont devenus invisibles dès la première attaque. Les classes moyennes avaient été tenues par Metternich dans une ignorance politique telle que les nouvelles de Paris, sur le règne de l'anarchie, du socialisme et de la terreur et sur les luttes imminentes entre la classe des capitalistes et celle des travailleurs t'étaient pour elles complètement incompréhensibles. Dans leur innocence politique, ces hommes ne pouvaient attribuer à ces nouvelles aucune signification, ou bien encore elles les croyaient être des inventions diaboliques de Metternich, destinées à les effrayer pour les faire rentrer dans l'obéissance. De plus ils n'avaient jamais vu les ouvriers agir en classe ou défendre leurs

intérêts de classe distincts. Leur expérience passée ne leur donnait aucune idée de la possibilité de différends entre les classes qui, maintenant, s'étaient si cordialement unies pour renverser le Gouvernement haï par tout le monde. Ils voyaient les ouvriers d'accord avec eux sur tous les points : une constitution, le jury, la liberté de la presse, etc. Ainsi, en mars 1848 du moins, ils étaient de tout leur cœur et de toute leur âme avec le mouvement, et le mouvement, d'autre part, en fit aussitôt (au moins eu théorie) la classe prédominante de l'État.

Mais, et c'est la destinée de toutes les révolutions, cette union des différentes classes — qui, dans une mesure quelconque, est toujours la condition nécessaire de toute révolution — ne peut pas subsister longtemps. La victoire contre l'ennemi commun n'est pas plutôt gagnée que les vainqueurs se trouvent divisés entre eux et tournent leurs armes les uns contre les autres. C'est ce développement rapide et passionné de l'antagonisme de classe qui, dans les organismes sociaux vieux et compliqués, fait de la révolution un agent si puissant du progrès social et politique ; c'est cette naissance, rapide et incessante de partis nouveaux se succédant au pouvoir, qui, pendant ces violentes secousses, fait qu'une nation, en cinq ans, fait plus de chemin qu'en un siècle dans les circonstances ordinaires.

La révolution de Vienne fit de la classe moyenne une classe théoriquement prédominante ; cela veut dire que les concessions arrachées au Gouvernement étaient telles que réalisées et maintenues pendant quelque temps, elles auraient inévitablement assuré la suprématie de la classe moyenne. Mais, pratiquement, la suprématie de cette classe était loin d'être établie. Il est vrai que l'institution de la garde nationale, qui a fourni des armes aux bourgeois et aux petits industriels, a donné à cette classe une force et une importance ; sans doute la création d'un « Comité de salut public », a placé à la tête du pouvoir une sorte de Gouvernement révolutionnaire irresponsable dans lequel la bourgeoisie était prédominante ; mais en même temps les ouvriers étaient eux aussi armés en partie ; eux et les étudiants avaient combattu aussi longtemps qu'il y avait eu combat ; les étudiants, au nombre de quatre mille environ, fort bien armés et beaucoup mieux disciplinés que la garde nationale, formaient le noyau, la véritable puissance de la force révolutionnaire et ne voulaient en aucune façon servir de simple instrument entre les mains du Comité de Salut public. Tout en le reconnaissant, en le servant même, en le soutenant de la façon la plus enthousiaste, ils formaient cependant une sorte de corps indépendant et plutôt turbulent ; ils délibéraient séparément dans l'« Aula », occupaient une position intermédiaire entre la bourgeoisie

et les classes ouvrières, empêchaient, par leur agitation constante, les choses de retomber dans l'ancienne tranquillité habituelle et souvent imposaient leurs résolutions au Comité de sûreté ! D'un autre côté, les ouvriers étaient presque totalement privés de travail ; il fallait les employer aux travaux publics aux frais de l'État, et cet argent devait être pris soit dans les poches des contribuables, soit dans la caisse de la ville de Vienne. Tout cela ne pouvait être que très désagréable aux industriels viennois. Les industries de la ville, calculées pour la consommation des grandes maisons des riches et des aristocrates d'un grand pays, se trouvaient naturellement complètement arrêtées par la Révolution, par la fuite de l'aristocratie et de la Cour ; le commerce était suspendu, et l'agitation et l'excitation continuelles que maintenaient les étudiants et les ouvriers n'étaient certainement pas un bon moyen de « rétablir la confiance », comme on disait. Aussi une certaine froideur s'établissait-elle bientôt entre les classes moyennes d'un côté et les étudiants turbulents et les ouvriers de l'autre ; et si, pendant longtemps, elle n'alla pas jusqu'à une hostilité ouverte, cela vint de ce que le ministère, et en particulier la cour dans leur impatience de rétablir l'ancien ordre des choses justifiaient constamment les suspicions et l'activité turbulente des partis plus révolutionnaires et évoquaient constamment même devant les yeux de la bourgeoisie, le spectre de l'ancien despotisme de Metternich. Ainsi, le 15, puis le 26 mai, il se produisit de nouveaux soulèvements de toutes les classes de la population viennoise : le Gouvernement avait fait une tentative de restreindre ou de supprimer quelques-unes des libertés récemment acquises, et chaque fois l'alliance entre la garde nationale, c'est-à-dire la bourgeoisie armée, les étudiants et les ouvriers se trouvait de nouveau cimentée pour quelque temps.

Quant aux autres classes de la population, l'aristocratie et les grands manieurs d'argent, elles avaient disparu ; les paysans étaient partout occupés à supprimer jusqu'aux derniers vestiges du féodalisme. Grâce à la guerre italienne et à la préoccupation que Vienne et la Hongrie causaient à la cour, pleine liberté leur a été donnée et ils ont mieux réussi dans leur œuvre de libération en Autriche qu'en toute autre partie de l'Allemagne. Bientôt après, la Diète autrichienne n'eut plus qu'à sanctionner les progrès faits pratiquement par les paysans, et quoique le Gouvernement du prince Schwarzenberg veuille rétablir, il n'aura jamais la puissance de faire renaître la servitude féodale des paysans. Et, si en ce moment, l'Autriche est de nouveau relativement tranquille et même forte, c'est surtout parce que la Révolution a réellement profité à la grande majorité du peuple, aux paysans, et que, quels qu'aient été les objets des attaques du

Gouvernement restauré, ces avantages palpables et substantiels conquis par les paysans sont cependant restés intacts.

Londres, octobre 1851.

CHAPITRE VI

L'INSURRECTION DE BERLIN

28 novembre 1851.

Le second centre d'action révolutionnaire était Berlin, et, d'après ce que nous avons déjà dit, on peut deviner que cette action était loin d'être unanimement soutenue par presque toutes les classes de la population comme à Vienne. En Prusse, la bourgeoisie était déjà engagée dans la lutte contre le Gouvernement ; une rupture s'était produite au sujet de la Diète réunie, et une révolution bourgeoise était imminente. Une fois éclatée, cette Révolution aurait pu devenir tout aussi unanime que celle de Vienne, si la Révolution de Février à Paris n'avait pas eu lieu. Cet événement a précipité les choses ; de plus il s'accomplissait sous un drapeau totalement différent de celui sous lequel la bourgeoisie prussienne se préparait à défier son Gouvernement. La Révolution de Février a renversé, en France, un Gouvernement de la même espèce que celui que la bourgeoisie prussienne allait établir dans son propre pays. La Révolution de Février s'est présentée comme la révolution des classes ouvrières contre les classes moyennes ; elle a proclamé la chute du Gouvernement de ces dernières et l'émancipation du travailleur. Or la bourgeoisie prussienne avait eu, peu de temps auparavant, assez à faire, avec l'agitation ouvrière dans son propre pays. Il est vrai que, quand la première terreur des révoltes silésiennes fut passée, elle essaya de tourner cette agitation en sa faveur ; mais elle conserva toujours une horreur salubre du socialisme et du communisme révolutionnaire, et lorsqu'elle vit à la tête du Gouvernement, à Paris, les hommes mêmes qu'elle considérait comme les ennemis les plus dangereux de la propriété, de l'ordre, de la religion, de la famille et des autres *pénates* du bourgeois moderne, elle sentit aussitôt son ardeur révolutionnaire se refroidir considérablement. Elle savait qu'il fallait profiter du moment et que, sans le concours des masses ouvrières, elle serait battue ; mais le courage lui manquait. Aussi, dans les premières explosions partielles qui avaient eu lieu en province, elle se tenait du côté du Gouvernement et s'efforçait de maintenir le calme parmi le peuple de Berlin qui, pendant cinq jours, ne cessa de se rassembler en foule devant le palais royal pour

discuter les nouvelles et réclamer des changements dans le Gouvernement ; puis, lorsqu'après l'annonce de la chute de Metternich, le roi fit enfin quelques petites concessions, la bourgeoisie crut la Révolution accomplie et vint remercier Sa Majesté d'avoir rempli tous les désirs de son peuple. Mais dans la nuit il y eut attaque de la foule par la troupe, on vit les barricades, la résistance et la défaite de la royauté. Dès lors tout se trouva changé : les mêmes classes ouvrières que la bourgeoisie avait tendance à laisser à l'arrière-plan étaient mises en avant ; elles ont combattu et fait des conquêtes et sont devenues tout d'un coup conscientes de leur force. Les restrictions portant sur le suffrage, la liberté de la presse, l'admission au jury, le droit de réunion, restrictions qui auraient été très agréables à la bourgeoisie, car elles ne touchaient que les classes qui se trouvent au-dessous d'elles, n'étaient plus possibles maintenant. Le danger de voir se répéter les scènes d' « anarchie » comme à Paris était imminent, et devant lui disparaissaient toutes les divergences. Les amis et les ennemis de plusieurs années s'unirent contre l'ouvrier victorieux, quoiqu'il n'eût encore formulé aucune revendication spéciale ; une alliance entre la bourgeoisie et les soutiens du système qu'on venait de renverser fut conclue sur les barricades mêmes de Berlin. On devait faire les concessions nécessaires, mais n'accorder que l'inévitable ; un ministère formé des chefs de l'opposition de la Diète Réunie devait être constitué, et, en retour des services rendus par lui en sauvant la couronne, il devait avoir l'appui de tous les piliers de l'ancien Gouvernement : l'aristocratie féodale, la bureaucratie, l'armée. Telles étaient les conditions dans lesquelles MM. Camphausen et Hansemann entreprirent la formation d'un cabinet.

La peur manifestée par les nouveaux ministres devant les masses révoltées était telle que tout moyen leur semblait bon, pourvu qu'il vînt consolider les bases ébranlées de l'autorité ! Ces malheureux égarés croyaient tout danger de restauration de l'ancien système écarté ; ils se servaient de tout le mécanisme de l'ancien État pour rétablir « l'ordre ». Pas un des bureaucrates ou des officiers ne fut remplacé ; pas le moindre changement ne fut apporté à l'ancien système bureaucratique de l'Administration. Ces fameux ministres constitutionnels et responsables ont même rétabli dans leurs emplois les fonctionnaires que le peuple, dans la première colère de son zèle révolutionnaire, avait chassés, pour les punir des abus bureaucratiques qu'ils avaient commis antérieurement. Rien n'était changé en Prusse, sauf la personne des ministres ; on ne toucha même pas au personnel des différents départements, et tous les constitutionnalistes qui se livraient à la chasse aux places et faisaient cortège aux nouveaux gouvernants, furent priés d'attendre que la stabilité

rétablie permît d'opérer dans le personnel bureaucratique des changements qui, accomplis maintenant, ne seraient pas sans danger.

Le roi, découragé au plus haut point après l'insurrection du 18 mars, vit très rapidement qu'il était tout aussi nécessaire à ces ministres « libéraux » qu'eux-mêmes lui étaient indispensables. L'insurrection avait épargné le trône, et le trône était le seul obstacle opposé à « l'anarchie » ; aussi les libéraux de la classe moyenne et leurs chefs, actuellement au ministère, avaient-ils tout intérêt à rester en termes excellents avec la couronne. Le roi et la camarilla réactionnaire qui l'entourait ne mirent pas beaucoup de temps à s'en apercevoir et en profitèrent pour arrêter le ministère même dans la voie des petites réformes qu'il avait de temps en temps l'intention de faire.

Le premier soin du ministère fut de donner une sorte d'apparence légale aux récents changements opérés par violence. En dépit de toute l'opposition populaire, on convoqua la Diète Réunie. Elle devait, en qualité d'organe légal et constitutionnel du peuple, voter une nouvelle loi électorale qui permit de procéder à l'élection d'une assemblée chargée de s'entendre avec la couronne sur une nouvelle constitution. Les élections devaient être indirectes : la masse des votants devait élire un certain nombre d'électeurs qui, eux, avaient à choisir leurs représentants. Ce système d'élection à deux degrés passa malgré les efforts de toute l'opposition. On demanda alors à la Diète Réunie un emprunt de 40 millions de thalers (25 millions de dollars), auquel le parti populaire s'opposa, mais qui fut également consenti.

Ces actes du ministère permirent au parti populaire ou parti démocratique, comme il s'intitulait maintenant, de se développer rapidement. Ce parti, ayant à sa tête les petits industriels et les boutiquiers et réunissant autour de son drapeau, au commencement de la Révolution, la grande majorité des ouvriers, demandait le suffrage universel et direct, comme en France, une Assemblée législative unique et la reconnaissance pleine et entière de la Révolution du 18 mars comme base du nouveau système gouvernemental. La fraction plus modérée se serait déclaré satisfaite de la monarchie ainsi « démocratisée » ; ceux qui étaient plus avancés posaient comme but l'établissement de la République. Les deux fractions étaient d'accord pour reconnaître dans l'Assemblée nationale allemande de Francfort l'autorité suprême du pays, tandis que les constitutionnalistes et les réactionnaires affectaient une grande horreur pour la souveraineté de cette assemblée qu'ils considéraient comme entièrement révolutionnaire.

Le mouvement indépendant des classes ouvrières s'est trouvé pour

quelque temps interrompu par la Révolution. Les besoins immédiats et les conditions du mouvement étaient tels qu'ils ne permettaient de mettre en avant aucune revendication spéciale au parti prolétarien. En effet, tant que le terrain n'était pas assez déblayé pour permettre une action indépendante des ouvriers, tant que le suffrage universel et direct n'était pas encore établi, tant que les trente-six États, plus grands ou plus petits, continuaient à diviser l'Allemagne en lambeaux innombrables, que pouvait faire le parti prolétarien, sinon suivre des yeux le mouvement de Paris — de toute importance pour lui — et lutter aux côtés des boutiquiers, pour acquérir les droits qui lui permettraient plus tard de mener sa lutte propre ?

Il n'y avait que trois points par lesquels le parti prolétarien se distinguait essentiellement, dans son action politique, de la classe des petits industriels ou de ce qu'on appelait le parti démocratique : d'abord il jugeait d'une façon différente le mouvement français, au sujet duquel les démocrates attaquaient et les révolutionnaires prolétariens défendaient le parti extrême ; ensuite il proclamait la nécessité d'établir une république allemande une et indivisible, tandis que les ultra les plus extrêmes parmi les démocrates n'osaient aspirer qu'à une république fédérative ; enfin il montrait à chaque occasion cette audace et cette énergie révolutionnaires qui manqueront toujours à un parti guidé par les petits industriels ou composé principalement d'eux.

Le parti prolétarien ou vraiment révolutionnaire n'a pu arriver que très graduellement à soustraire la masse des ouvriers à l'influence des démocrates à la suite desquels ils marchaient dans les commencements de la Révolution. Mais l'indécision, la faiblesse et la couardise des chefs des démocrates ont, avec le temps, fait le reste, et l'un des principaux résultats des secousses survenues ces dernières années consiste, semble-t-il, en ce que, partout où la classe ouvrière concentrée se trouve en masses tant soit peu considérables, elle est entièrement débarrassée de l'influence démocratique qui, pendant les années 1848 et 1849, l'a conduite à toute une série de fautes et de désastres. Mais n'anticipons pas ; les événements de ces deux années nous fourniront en abondance l'occasion de montrer messieurs les démocrates à l'œuvre.

Les paysans prussiens, comme les paysans autrichiens, mais avec moins d'énergie, parce que l'oppression du féodalisme était, en somme, moins forte, ont profité de la Révolution pour s'affranchir aussitôt de toutes les entraves féodales. Mais, pour les raisons que nous avons exposées plus haut, dans notre pays les classes moyennes se sont aussitôt tournées contre eux, leurs alliés les plus anciens et les plus indispensables ; les démocrates, effrayés, autant que la bourgeoisie, par de prétendues attaques contre la

propriété privée, ne les soutenaient pas non plus, — et après une émancipation de trois mois, après des luttes sanglantes et des exécutions militaires, particulièrement en Silésie, la bourgeoisie, hier encore antiféodale, rétablit le féodalisme de ses propres mains. C'est l'acte le plus impardonnable qu'on puisse lui reprocher. Jamais aucun parti dans l'histoire n'a commis semblable trahison envers ses meilleurs alliés et envers soi-même, et quels que soient l'humiliation et le châtement réservés à ce parti de la classe moyenne, ce seul acte les mérite pleinement.

Octobre 1851.

CHAPITRE VII

L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE FRANCFORT

27 février 1852.

Nos lecteurs se souviennent peut-être que, dans les six articles précédents, nous avons suivi le mouvement révolutionnaire allemand jusqu'aux deux victoires populaires : le 13 mars, à Vienne, et le 18 mars, à Berlin. Nous avons vu s'établir, en Autriche comme en Prusse, des Gouvernements constitutionnels et proclamer les principes libéraux, ou principes de la classe moyenne, qui devaient diriger toute la politique future. La seule différence qu'on puisse constater entre ces deux grands centres d'action consiste en ceci : en Prusse la bourgeoisie libérale, dans la personne de MM. Camphausen et Hansemann, s'est emparée directement des rênes du Gouvernement, tandis qu'en Autriche, où la bourgeoisie avait une éducation politique beaucoup moins avancée, la bureaucratie libérale prit l'affaire en main et déclara vouloir exercer le pouvoir à sa place. Nous avons vu ensuite comment les partis et les classes de la société, qui avaient été jusqu'à présent unis dans leur opposition à l'ancien Gouvernement, se sont séparés les uns des autres après la victoire, ou même pendant la lutte, et comment cette même bourgeoisie qui, seule, a profité du succès, s'est tournée immédiatement contre ses alliés d'hier, a adopté une attitude hostile envers toute classe ou tout parti d'un caractère plus avancé et a conclu une alliance avec les éléments vaincus, féodaux et bureaucratiques. Il était, en effet, évident, dès le commencement du drame révolutionnaire, que la bourgeoisie libérale ne pouvait résister aux partis féodaux et aristocratiques — vaincus, mais non anéantis — qu'en s'appuyant sur le parti populaire et sur les partis extrêmes, et que, pour résister au torrent de ces masses plus avancées, il lui fallait, dans la même mesure, le concours de la noblesse féodale et de la bureaucratie. Ainsi il était assez clair que, ni en Autriche ni en Prusse, la bourgeoisie ne possédait une force suffisante pour garder le pouvoir et pour adapter les institutions à ses besoins et à ses idées propres. Le ministère de la bourgeoisie libérale n'était qu'un point d'arrêt, d'où, suivant la tournure des circonstances, le pays pouvait soit arriver à l'étape plus avancée du républicanisme unitaire, soit retomber

dans l'ancien régime clérico-féodal et bureaucratique. Quoi qu'il en soit, le combat décisif était encore à livrer ; les événements de mars n'avaient fait qu'engager la lutte.

Comme l'Autriche et la Prusse dirigeaient l'Allemagne, toute victoire décisive de la Révolution à Vienne ou à Berlin devait être décisive pour l'Allemagne entière. Et en effet, les événements de mars 1848 dans ces deux villes ont décidé du sort des affaires allemandes. Il aurait été, par conséquent, superflu de parler des mouvements qui ont eu lieu dans les États plus petits, et nous aurions pu nous borner aux affaires autrichiennes et prussiennes, si les petits États n'avaient fait naître une institution dont l'existence même a été la preuve la plus frappante de la situation anormale de l'Allemagne, et du caractère incomplet de la dernière Révolution, — institution si anormale, si ridicule par sa situation même, et cependant si pénétrée de sa propre importance que l'histoire n'en présente probablement pas d'autre exemple. Cette institution était ce qu'on a appelé l'*Assemblée nationale allemande* de Francfort-sur-Mein.

Après les victoires populaires de Vienne et de Berlin, il était évident qu'il devait exister une assemblée représentant toute l'Allemagne. Aussi ce corps fut-il élu et réuni à Francfort, à côté de l'ancienne Diète fédérale. On s'attendait à voir l'Assemblée nationale allemande mettre en discussion toutes les questions et agir comme autorité législative suprême dans toute la confédération germanique. Mais, d'autre part, la Diète qui l'avait convoquée n'avait, en aucune façon, fixé ses attributions. Personne ne savait si ses décrets devaient avoir force de loi ou s'ils devaient être soumis à la sanction de la Diète ou des Gouvernements particuliers. Au milieu de cette perplexité, si l'Assemblée avait possédé la moindre énergie, elle aurait immédiatement dissous et renvoyé la Diète, corps qui, pour l'impopularité, n'avait pas d'égal en Allemagne et l'aurait remplacée par un Gouvernement fédéral choisi dans son propre sein. L'Assemblée se serait déclarée être la seule expression légale de la volonté souveraine du peuple allemand et aurait ainsi donné une validité légale à chacun de ses décrets. Elle aurait dû surtout se préoccuper d'avoir, dans le pays, une force armée organisée, suffisante pour briser toute opposition de la part des Gouvernements. Et tout cela, durant la première période de la Révolution, était facile, très facile. Mais ç'aurait été attendre beaucoup trop d'une Assemblée composée, dans sa majorité, d'avocats libéraux et de professeurs doctrinaires. Assemblée qui, tout en prétendant être la fleur même de l'intelligence et de la science allemande, n'était, en réalité, qu'une scène où des caractères politiques vieux et usés exhibaient aux yeux de toute l'Allemagne leurs ridicules involontaires et leur impuissance

à penser et à agir. Dès le premier jour de son existence, cette Assemblée de vieilles femmes témoignait plus de peur du moindre mouvement populaire que de tous les complots réactionnaires de tous les Gouvernements allemands pris ensemble. Elle délibérait sous les yeux de la Diète ; elle avait presque sollicité la sanction de la Diète pour ses décrets ; ses premières résolutions devaient, en effet, être promulguées par cette odieuse institution. Au lieu d'affirmer sa propre souveraineté, elle évitait soigneusement toute discussion sur un sujet si dangereux. Au lieu de s'entourer d'une force populaire, elle passa à l'ordre du jour sur tous les empiétements violents commis par les Gouvernements. Mayence, sous ses yeux mêmes, a été mis en état de siège, sa population désarmée et l'Assemblée nationale n'a pas bougé ! Plus tard, elle a élu l'archiduc Jean d'Autriche régent d'Allemagne et déclaré que toutes ses décisions auraient force de loi ; mais, à ce moment, la nomination de l'archiduc Jean à sa nouvelle dignité s'était faite, du consentement de tous les Gouvernements, non par l'Assemblée, mais par la Diète ; quant à la force légale des décrets de l'Assemblée, ce point n'a jamais été reconnu par les grands Gouvernements, ni imposé par l'Assemblée : la question est restée en suspens. C'est ainsi que nous avons eu le spectacle étrange d'une Assemblée qui prétendait être le seul représentant d'une nation grande et souveraine, mais qui ne possédait ni la volonté ni la force nécessaires pour faire admettre ses prétentions. Les débats de cette Assemblée sans aucun résultat pratique ne possédaient pas même de valeur théorique : ce n'était que la répétition des lieux communs les plus ordinaires empruntés à des écoles philosophiques et juridiques surannées ; toute phrase dite ou plutôt bredouillée dans cette Assemblée avait été mille fois imprimée longtemps auparavant, et se trouvait mille fois mieux à sa place.

Ainsi, la prétendue nouvelle autorité centrale de l'Allemagne a laissé tout dans l'état où elle l'avait trouvé. Loin de réaliser l'unité du pays, réclamée depuis si longtemps, elle n'a pas dépossédé le plus insignifiant des princes qui la gouvernaient ; elle n'a pas resserré les liens entre les provinces séparées ; elle n'a pas fait un seul pas en avant dans la voie de la suppression des barrières de douanes, qui séparaient le Hanovre de la Prusse et cette dernière de l'Autriche ; elle n'a même pas fait la plus petite tentative pour abolir les péages odieux qui empêchaient partout la navigation sur les rivières de la Prusse. Mais moins cette Assemblée agissait plus elle faisait de bruit. Elle créa sur le papier la flotte allemande ; elle annexa la Pologne et la Silésie ; elle permit à l'Autriche allemande d'entreprendre une guerre contre l'Italie, tout en interdisant aux Italiens de suivre les Autrichiens en Allemagne, dans l'asile quelle leur assurait ; elle

acclama trois fois, et une fois encore, la République française, et elle reçut les ambassades hongroises qui, certainement, sont revenues chez elles avec des idées sur l'Allemagne plus confuses que celles avec lesquelles elles étaient arrivées.

Au commencement de la Révolution, cette Assemblée était l'épouvantail de tous les Gouvernements allemands. Ils s'attendaient de sa part à une action dictatoriale et révolutionnaire, résultant du manque de limitation dans lequel on avait jugé nécessaire de laisser sa compétence. Aussi ces Gouvernements créèrent-ils tout un vaste système d'intrigues, dans le but d'affaiblir l'influence de ce corps si menaçant ; mais ils eurent plus de chance que d'esprit, car l'Assemblée a accompli la tâche des Gouvernements mieux qu'ils n'auraient pu le faire eux-mêmes. Parmi ces intrigues, l'une des plus saillantes était la convocation d'Assemblées législatives locales ; non seulement les États plus petits convoquèrent leurs Législatures, mais la Prusse et l'Autriche réunirent également des Assemblées constituantes. Dans toutes ces Assemblées, de même qu'à la Chambre des représentants de Francfort, la classe moyenne libérale ou ses alliés, — les avocats libéraux et les bureaucrates, — étaient en majorité, et partout la marche des affaires se trouva être à peu près la même. La seule différence était que l'Assemblée nationale allemande était le Parlement d'un pays imaginaire — puisqu'elle avait décliné la tâche de créer sa première condition d'existence, c'est-à-dire une Allemagne unifiée — ; elle discutait des mesures imaginaires, qui ne devaient jamais recevoir d'application de la part d'un Gouvernement imaginaire de sa propre création, et elle adoptait des résolutions imaginaires dont personne ne se préoccupait. En Autriche et en Prusse, au contraire, les corps constituants étaient au moins des parlements réels, renversant et créant des ministères réels, et imposant, au moins pour quelque temps, leurs résolutions aux princes contre lesquels ils avaient à lutter. Eux aussi étaient lâches et manquaient d'une large conception de l'action révolutionnaire ; eux aussi ont trompé le peuple et remis le pouvoir au despotisme féodal, bureaucratique et militaire. Mais au moins ils étaient obligés de discuter des questions pratiques ayant un intérêt immédiat, et de vivre sur terre avec les hommes, tandis que les blagueurs de Francfort n'étaient jamais aussi heureux que lorsqu'ils pouvaient errer dans *le royaume aérien du rêve*. C'est pourquoi les actes des Constituantes de Berlin et de Vienne forment une partie importante de l'histoire révolutionnaire allemande, tandis que les élucubrations de la sottise collective de Francfort n'intéressent que les collectionneurs des curiosités littéraires et d'objets d'antiquités.

Le peuple allemand, qui sentait profondément la nécessité d'en finir avec la funeste division territoriale qui éparpillait et annihilait la force collective de la nation, s'attendait, pendant quelque temps, à voir l'Assemblée nationale de Francfort commencer au moins une ère nouvelle. Mais la conduite enfantine de cet ensemble de prétendus sages désillusionna bientôt l'enthousiasme national. Les négociations honteuses relatives à l'armistice de Malmö (septembre 1848) ont fait se déchaîner l'indignation populaire contre une institution qui, espérait-on, allait ouvrir un vaste champ à l'activité de la nation. Au lieu de cela, inspirée par une couardise sans égale, elle n'avait fait que rendre, leur solidité primitive aux bases qui supportent le système contre-révolutionnaire actuel.

Londres, janvier 1852.

CHAPITRE VIII

POLONAIS, TCHEQUES ET ALLEMANDS

5 mars 1852.

Ce qui a été dit dans les articles précédents suffit pour démontrer que, à moins d'une nouvelle révolution qui aurait suivi celle de mars 1848, les choses devaient inévitablement retomber en Allemagne dans l'état antérieur. Mais la complexité du sujet historique sur lequel nous essayons de jeter quelque lumière est telle que les événements suivants ne peuvent être bien compris que si l'on tient compte de ce qu'on peut appeler les relations de la révolution allemande avec l'Étranger, — relations aussi embrouillées, d'ailleurs, que les affaires intérieures du pays.

On sait que toute la moitié Est de l'Allemagne, jusqu'à l'Elbe, la Saale et la Forêt de Bohême, avait été reprise, pendant les mille dernières années, aux conquérants d'origine slave. La plus grande partie de ces territoires avait été germanisée, il y a plusieurs centaines d'années, à tel point que toute nationalité et tout langage slave avaient totalement disparu. À l'exception de quelques restes, tout à fait isolés, moins de cent mille âmes au total (les Kassubiens en Poméranie, les Wendes ou Sorbiens en Lusatie), leurs habitants sont Allemands dans tous les sens et sous tous les rapports. Mais il en est autrement tout le long de la frontière de l'ancienne Pologne et dans les pays de langue tchèque, en Bohême et en Moravie. Ici, dans chaque district, les deux nationalités sont mêlées ; les villes sont généralement plus ou moins allemandes, tandis que, dans les campagnes, l'élément slave prédomine, bien que désagrégé et repoussé peu à peu par les progrès constants de l'influence allemande.

La raison de cet état de choses est la suivante : depuis l'époque de Charlemagne, les Allemands ont toujours dirigé leurs efforts les plus constants et les plus persévérants vers la conquête, la colonisation ou, au moins, la civilisation de l'Est de l'Europe. Les conquêtes accomplies par la noblesse féodale entre l'Elbe et l'Oder, et les colonies féodales des chevaliers des ordres militaires en Prusse et en Livonie, n'ont fait que jeter les bases d'un système de germanisation, beaucoup plus étendu et plus effectif, dû aux efforts des classes moyennes, commerçants et

manufacturiers, — système qui, depuis le xve siècle, a acquis, aussi bien en Allemagne que dans le reste de l'Europe occidentale, une importance sociale et politique. Les Slaves, surtout les Slaves occidentaux (Polonais et Tchèques), sont une race essentiellement agricole ; le commerce et les manufactures n'ont jamais été en grande faveur parmi eux. Aussi, avec l'accroissement de la population et l'apparition des villes dans cette région, la production de tous les articles de manufacture est-elle tombée entre les mains des Allemands immigrants ; l'échange de ces marchandises contre les produits agricoles est devenu le monopole exclusif des Juifs qui, s'ils appartiennent du moins, à une nationalité quelconque, sont, dans ces régions, certainement plutôt Allemands que Slaves. Tel était, quoiqu'il un moindre degré, le cas dans tout l'Est de l'Europe. Jusqu'à nos jours, l'artisan, le petit boutiquier, le petit manufacturier à Saint-Pétersbourg, à Pesth, à Jassy, ou même à Constantinople, est Allemand, tandis que le prêteur d'argent, le cabaretier, le colporteur — homme très important dans ces pays peu peuplés — est généralement un Juif, dont la langue maternelle consiste en un allemand horriblement corrompu. L'importance de l'élément allemand dans ces localités des frontières slaves, née de la fondation des villes, de l'établissement du commerce et des manufactures, s'est trouvée encore augmentée lorsqu'il a fallu importer d'Allemagne presque tous les éléments d'une culture intellectuelle ; après le marchand et l'artisan allemands, le prêtre allemand, le maître d'école allemand, le savant allemand, vinrent s'établir sur le sol slave. Enfin, la marche de fer des armées conquérantes ou la conquête prudente et bien réfléchie de la diplomatie n'ont pas seulement suivi, mais, dans beaucoup de cas, précédé les progrès, lents, mais sûrs, delà dénationalisation correspondant au développement social. C'est ainsi que de grandes parties de la Prusse occidentale et de la Posnanie ont été germanisées après le premier partage de la Pologne ; on vendit et on loua les domaines publics aux colons allemands, on encouragea les capitalistes allemands à établir des manufactures, etc., dans leur voisinage, et très souvent aussi on prit des mesures excessivement despotiques contre les habitants Polonais du pays.

Ainsi, dans le courant des soixante-dix dernières années, la ligne de démarcation entre les nationalités allemande et polonaise a subi une modification totale. La révolution de 1848 ayant proclamé le droit de toutes les nations opprimées à une existence indépendante et à la liberté de résoudre leurs affaires elles-mêmes, très naturellement les Polonais devaient réclamer aussitôt le rétablissement de leur pays dans les limites de l'ancienne République polonaise d'avant 1772. Il est vrai que, même à cette époque, cette frontière, considérée comme une délimitation des

nationalités allemande et polonaise, était déjà surannée, et quelle le devenait tous les ans davantage grâce aux progrès de la germanisation ; mais les Allemands montraient à ce moment un tel enthousiasme pour le rétablissement de la Pologne qu'ils devaient s'attendre à ce qu'on leur demandât, comme première preuve de la réalité de leurs sympathies, de restituer *leur* part du butin. D'un autre côté devait-on rendre des régions entières habitées principalement par les Allemands et des grandes villes entièrement allemandes à un peuple qui, jusqu'à présent, n'avait donné aucune preuve de sa capacité à dépasser un état féodal basé sur le servage agricole ? La question était assez embrouillée. La seule solution possible était une guerre avec la Russie. La délimitation des différentes nations en révolution serait alors devenue secondaire, le principal aurait été de défendre la frontière contre l'ennemi commun. Les Polonais, qui auraient reçu de vastes territoires à l'est, seraient devenus plus conciliants et plus raisonnables à l'ouest, jugeant qu'après tout Riga et Mitau étaient tout aussi importants que Danzig et Elbing. C'est ainsi que le parti avancé d'Allemagne jugeait la guerre avec la Russie nécessaire pour le maintien du mouvement sur le continent et croyait que le rétablissement, comme nation, ne serait-ce que d'une partie de la Pologne amènerait inévitablement cette guerre. Il soutenait les Polonais, tandis que le parti dominant, celui de la classe moyenne, qui prévoyait clairement qu'une guerre nationale avec la Russie amènerait sa chute, parce qu'il faudrait au pouvoir des hommes plus actifs et plus énergiques, déclarait, en feignant un grand enthousiasme pour l'extension de la nationalité allemande, que la Pologne prussienne, principal foyer de l'agitation révolutionnaire polonaise, devait faire partie de cet Empire allemand qui allait être créé. Les promesses données aux Polonais dans les premiers jours d'excitation furent honteusement violées. Les troupes polonaises, rassemblées avec l'autorisation du Gouvernement, furent dispersées et massacrées par l'artillerie prussienne, et déjà, au mois d'avril 1848, six mois après la révolution de Berlin, le mouvement polonais était écrasé, et l'ancienne hostilité nationale entre Polonais et Allemands rétablie. Cette immense et incalculable service fut rendu à l'autocrate russe par les ministres-marchands libéraux, Camphausen et Hansemann. Il faut ajouter que cette campagne de Pologne était aussi le meilleur moyen de réorganiser, de rassurer cette même armée prussienne, qui, plus tard, devait chasser le parti libéral et écraser le mouvement que MM. Camphausen et Hansemann ont pris tant de peine à mener à bonne fin. « Punis par où ils ont péché », tel fut le sort de tous les parvenus de 1848 et de 1849, de Ledru-Rollin à Changarnier et de Camphausen à Haynau.

La question des nationalités a encore donné lieu à une lutte, en Bohême. Ce pays, habité par deux millions d'Allemands et trois millions de Slaves de langue tchèque, avait de grands souvenirs historiques, se rattachant presque tous à la suprématie possédée autrefois par les Tchèques. Mais la force de cette branche de la famille slave s'est trouvée abattue depuis les guerres des Hussites au xve siècle. Les provinces qui parlaient la langue tchèque furent divisées : une partie forma le royaume de Bohême ; une autre, la principauté de Moravie ; la troisième — le pays des monts Carpathes — devint une partie de la Hongrie. Les Moraves et les Slovaques ont perdu depuis toute trace de sentiment national et de vitalité nationale, tout en conservant pour la plupart leur langage. La Bohême s'est trouvée entourée, par trois cotés sur quatre, de pays entièrement allemands. Sur son propre territoire l'élément allemand a fait de grands progrès : même dans la capitale, à Prague, les deux nationalités se trouvaient mêlées en proportions égales, et partout le capital, le commerce, l'industrie et la culture intellectuelle étaient entre les mains des Allemands. Le principal champion de la nationalité tchèque, le professeur Palacky, n'est lui-même qu'un savant allemand nomade qui, même maintenant, ne peut pas parler le tchèque correctement et sans accent étranger. Mais, comme il arrive souvent, la nationalité tchèque mourante — mourante, d'après tous les faits connus de son histoire, pendant les quatre dernières centaines d'années — a fait, en 1848, un dernier effort pour retrouver son ancienne vitalité ; l'échec a démontré, indépendamment de toutes les considérations révolutionnaires, que la Bohême ne peut exister que comme partie de l'Allemagne, quoique ses habitants puissent parler, pendant plusieurs siècles encore, un langage non allemand.

Londres, février 1852.

CHAPITRE IX

LE PANSLAVISME. — LA GUERRE DU SCHLESWIG-HOLSTEIN

15 mars 1852.

La Bohême et la Croatie (autre membre séparé de la famille slave, placée sous l'influence des Hongrois, comme la Bohême se trouve sous celle des Allemands) fut la patrie de ce qui, sur le continent européen, a été appelé le « Panslavisme ». Ni la Bohême ni la Croatie n'étaient assez fortes pour exister par elles-mêmes comme nations. Leurs nationalités respectives, minées peu à peu sous l'action des causes historiques qui, inévitablement, nécessitaient leur absorption par un corps plus énergique, ne pouvaient espérer rétablir, dans une mesure quelconque, leur indépendance que par une alliance avec les autres nations slaves. Il existait vingt-deux millions de Polonais, quarante-cinq millions de Russes, huit millions de Serbes et de Bulgares ; pourquoi, dès lors, ne pas former une confédération puissante de ces quatre-vingts millions de Slaves et repousser ou exterminer l'envahisseur du sol sacré des Slaves — le Turc, le Hongrois et, par dessus tout, le *Niemetz*, l'Allemand, haï, mais indispensable ? C'est ainsi que naquit, dans les études de quelques *dilettanti* slaves de la science historique, ce mouvement ridicule et antihistorique, qui ne tendait à rien moins qu'à faire subjuguier l'Occident civilisé par le barbare Orient, la ville — par la campagne, le commerce, les manufactures, l'intelligence — par l'agriculture primitive des serfs slaves.

Mais, derrière la théorie ridicule se dressait la réalité terrible de l'*Empire russe*, cet empire dont chaque mouvement exprime la prétention de considérer toute l'Europe comme le domaine de la race slave, et, en particulier, de la partie énergique de cette race — les Russes ; empire qui, ayant deux capitales comme Saint-Pétersbourg et Moscou, ne trouve cependant pas son centre de gravité, tant que la « ville du tsar » (Constantinople, en russe — Tsarigrad, la ville du tsar), que tout paysan russe considère comme la véritable métropole de sa religion et de sa nation, ne sera pas devenue la résidence de l'empereur ; empire qui, pendant les derniers cent ou cinquante ans, n'a jamais perdu de territoire, mais en a, au contraire, gagné au cours de toutes les guerres qu'il a

entreprises. Et dans l'Europe centrale, on connaît bien les intrigues par lesquelles la politique russe soutenait la théorie panslaviste nouvellement inventée, et qui servait si bien ses buts. C'est ainsi que les Panslavistes de Bohême et de Croatie travaillaient. les uns intentionnellement, les autres sans le savoir, dans l'intérêt direct de la Russie ; ils trahissaient la cause révolutionnaire pour l'ombre d'une nationalité qui, dans le meilleur des cas possibles, aurait partagé, sous le sceptre de la Russie, le sort de la Pologne. Il faut dire, cependant, pour l'honneur des Polonais, qu'ils ne se sont jamais laissés prendre sérieusement au piège panslaviste, et si quelques aristocrates sont devenus furieusement panslavistes, c'est parce qu'ils savaient qu'ils ont moins à perdre d'une soumission à la Russie que d'une révolte de leurs propres serfs paysans.

Les Tchèques et les Croates convoquèrent à Prague un Congrès général des Slaves, dans le but de préparer l'alliance universelle des Slaves. Ce Congrès aurait infailliblement échoué, même sans l'intervention de l'armée autrichienne. Les langues slaves diffèrent entre elles autant que l'anglais, l'allemand et le suédois, et, à l'ouverture des séances, il ne se trouva aucune langue slave qui permît aux orateurs de se faire comprendre. On essaya le français, mais le français était également incompréhensible pour la majorité, — et les pauvres enthousiastes slaves, dont le seul sentiment commun était la haine commune contre les Allemands, furent obligés enfin de s'exprimer en cette langue allemande tant détestée : c'était la seule qui fût comprise par tout le monde ! Mais, au même moment, un autre Congrès slave se réunissait à Prague — celui des lanciers galiciens, des grenadiers croates et slovaques, des canonniers et cuirassiers tchèques, — et ce dernier Congrès slave, réel, armé, sous le commandement de Windischgrätz, expulsa de la ville, en moins de vingt-quatre heures, tous les promoteurs de l'imaginaire suprématie slave et les dispersa à tous les vents.

Les députés tchèques, moraves, dalmates et une partie des Polonais (l'aristocratie) à la Diète constituante d'Autriche, faisaient, dans cette Assemblée, une guerre systématique à l'élément allemand. Les Allemands et une partie des Polonais (la noblesse besogneuse) formaient les principaux soutiens du progrès révolutionnaire ; d'autre part la grande masse des députés slaves, non contente de manifester clairement, par leur opposition, ses tendances réactionnaires était assez basse pour conspirer avec ce même Gouvernement autrichien qui avait dispersé son assemblée à Prague. Ils ont d'ailleurs obtenu la récompense que méritait cette conduite honteuse ; après avoir soutenu le Gouvernement pendant l'insurrection d'octobre 1848 — événement qui leur a assuré enfin une majorité dans la

Diète — cette Diète, presque entièrement slave, fut dispersée par les soldats autrichiens, comme l'avait été le Congrès de Prague, et les Panslavistes, menacés d'emprisonnement s'ils bougeaient encore. Et ils n'ont atteint que ce résultat : la nationalité slave est maintenant partout victime de la centralisation autrichienne, résultat dont elle n'est redevable qu'à son propre fanatisme et à son propre manque de clairvoyance.

Si les frontières entre la Hongrie et l'Allemagne avaient pu faire l'objet de quelque doute, elles auraient certainement causé une autre querelle. Mais heureusement il n'y avait aucun prétexte. Les intérêts des deux nations étaient, en fin de compte, liés ; aussi luttaient-elles en commun contre les mêmes ennemis : le Gouvernement autrichien et le fanatisme panslaviste. Pas un instant le bon accord ne fut troublé. Mais la campagne d'Italie a entraîné au moins une partie de l'Allemagne dans une guerre meurtrière ; et nous devons constater ici — et cela prouve à quel point le système de Metternich a réussi à arrêter le développement de l'esprit public — que, pendant les premiers six mois de 1848, les mêmes hommes qui, à Vienne, montaient aux barricades, sont venus rejoindre, pleins d'enthousiasme, l'armée qui combattait les patriotes italiens. Cette déplorable confusion d'idées n'a, d'ailleurs, pas duré longtemps.

Enfin, il y eut encore la guerre contre le Danemark au sujet de Schleswig et Holstein. Ces pays, allemands, sans aucun doute possible, par leur nationalité, leur langue et leurs goûts, étaient nécessaires également à l'Allemagne au point de vue militaire, naval et commercial. Pendant les derniers trois cents ans, leurs habitants ont énergiquement lutté contre l'invasion danoise ; et le droit des traités était, d'ailleurs, de leur côté. La révolution de mars les mit en lutte ouverte contre les Danois, et les Allemands les ont soutenus. Mais, tandis qu'en Pologne, en Italie, en Bohême, et, plus tard, en Hongrie, les opérations militaires étaient conduites avec une extrême énergie, dans cette guerre, la seule populaire, la seule, au moins en partie, révolutionnaire, on a adopté un système de marches et de contre-marches qui ne donna aucun résultat ; on fit intervenir la diplomatie étrangère ; après beaucoup d'engagements héroïques, la guerre se termina misérablement. Pendant cette expédition, le Gouvernement allemand trahit à chaque occasion l'armée révolutionnaire de Schleswig-Holstein ; il la laissa intentionnellement exterminer par les Danois quand elle fut dispersée ou divisée. Le corps des volontaires allemands fut traité de la même façon.

Mais, tandis que le nom allemand ne récoltait ainsi que de la haine de tous les côtés, les Gouvernements constitutionnels et libéraux de l'Allemagne se frottaient les mains de joie. Ils avaient réussi à écraser le

mouvement polonais et tchèque : ils avaient réveillé partout les vieilles animosités nationales qui, jusqu'à présent, avaient empêché toute entente et toute action commune entre les Allemands, les Polonais et les Italiens. Ils avaient habitué le peuple aux scènes de guerre civile et de répression militaire. L'armée prussienne avait repris confiance en elle-même en Pologne, et l'armée autrichienne à Prague, et, tandis que le patriotisme exagéré (*die Patriotische Ueberkraft*, comme s'est exprimé Heine) entraînait la jeunesse, révolutionnaire, mais à courte vue, en Schleswig et en Lombardie, où elle se trouva détruite par la mitraille des ennemis, l'armée régulière se trouvait, en Prusse comme en Autriche, placée dans une position telle qu'elle pouvait reconquérir la faveur publique par des victoires remportées sur l'Étranger. Mais, disons-le encore une fois, ces armées, que les libéraux soutenaient pour s'en servir contre le parti plus avancé, n'eurent pas plutôt recouvré, à un degré quelconque, leur discipline et leur confiance, qu'elles se tournèrent contre les libéraux eux-mêmes et ramenèrent au pouvoir les hommes de l'ancien système. Lorsque Radetzky reçut, dans son camp au-delà de l'Adige, les premiers ordres des « ministres responsables » de Vienne, il s'écria : « Quels sont ces ministres ? Ils ne forment pas le Gouvernement de l'Autriche ! L'Autriche n'est plus maintenant que dans mon camp ; c'est moi et mon armée qui sommes l'Autriche, et lorsque nous aurons battu les Italiens, nous reconquerrons l'Empire à l'Empereur ! » Le vieux Radetzky avait raison ; mais les imbéciles qu'étaient les ministres « responsables » de Vienne ne firent pas attention à ses paroles.

Londres, février 1852.

CHAPITRE X

L'INSURRECTION DE PARIS. — L'ASSEMBLÉE DE FRANCFORT

18 mars 1852.

Dès le commencement d'avril 1848, le courant révolutionnaire se trouva arrêté sur tout le continent européen, grâce aux efforts de l'alliance immédiatement conclue avec les vaincus par les classes de la société favorisées par la première victoire. En France, les petits industriels et la partie républicaine de la bourgeoisie s'unirent à la bourgeoisie monarchiste pour combattre les prolétaires ; en Allemagne et en Italie, la bourgeoisie victorieuse rechercha avec empressement l'appui de la noblesse féodale, de la bureaucratie et de l'armée contre la masse du peuple et les petits industriels. Au bout de très peu de temps, les partis réunis des conservateurs et des contre-révolutionnaires reprirent tout leur ascendant. En Angleterre, une manifestation intempestive et mal préparée (le 10 avril) amena la défaite complète et décisive du parti populaire. En France, deux mouvements analogues (ceux du 16 avril et du 15 mai) ont subi la même défaite. En Italie, le roi Bomba regagna son autorité d'un seul coup, le 15 mai. En Allemagne, le pouvoir des nouveaux Gouvernements bourgeois et de leurs assemblées constituantes se trouva consolidé, et si la journée du 15 mai, si pleine d'événements, a donné naissance, à Vienne, à une victoire populaire, elle n'eut qu'une importance secondaire, c'était le dernier effort suivi de succès de l'énergie populaire. En Hongrie, le mouvement semblait s'être renfermé dans la voie tranquille d'une parfaite légalité ; le mouvement polonais avait été, comme nous l'avons vu, tué dans son germe par les baïonnettes prussiennes. Mais on ne savait rien encore de la tournure que les choses pouvaient prendre, et pour chaque pouce de terrain perdu par les partis révolutionnaires des différents pays leurs rangs se resserraient davantage pour l'action décisive.

Cette action décisive approchait. Elle ne pouvait se passer qu'en France ; car, tant que l'Angleterre ne prenait pas part à la lutte révolutionnaire et que l'Allemagne restait divisée, la France était, en raison de son indépendance nationale, de sa civilisation et de sa centralisation, le seul pays capable de donner une impulsion puissante aux pays

environnants. Aussi, lorsque, le 23 juin 1848, une lutte sanglante commença à Paris et que chaque nouvelle apportée par le télégraphe ou la poste montrait plus clairement à l'Europe que la lutte se livrait entre la masse ouvrière, d'une part, et toutes les autres classes de la population parisienne soutenues par l'armée, de l'autre ; lorsque le combat se poursuivit pendant plusieurs jours avec une exaspération sans égale dans l'histoire des guerres civiles modernes, mais sans avantage apparent d'un côté comme de l'autre, alors il apparut manifestement aux yeux de tout le monde que c'était la grande bataille décisive. Si l'insurrection était victorieuse, elle allait répandre sur tout le continent de nouvelles révolutions ; si elle était écrasée, elle allait amener, au moins momentanément, le retour du régime contre-révolutionnaire.

Les prolétaires de Paris furent vaincus, décimés, écrasés, de telle façon que, même jusqu'à présent, ils n'ont pas pu se remettre du coup qui leur a été porté. Et immédiatement après leur défaite, tous les conservateurs et les contre-révolutionnaires, vieux et jeunes, de toute l'Europe relevèrent la tête, avec une insolence qui montrait qu'ils avaient très bien compris toute l'importance de l'événement. Partout la presse était poursuivie, le droit de réunion et d'association entravé ; chaque petit événement qui se produisait dans une petite ville de province servait de prétexte pour désarmer le peuple, déclarer l'état de siège et forcer les troupes à s'exercer aux manœuvres et aux ruses que leur avait enseignées Cavaignac. De plus, pour la première fois depuis Février, il fut démontré maintenant que dans une grande ville l'invincibilité d'une insurrection populaire est une illusion ; les troupes, toujours battues jusqu'alors dans les batailles des rues, reprirent confiance dans leur force, même dans ce genre de combat.

C'est de cette défaite des ouvriers de Paris que datent les premiers actes positifs et les premiers projets définis du vieux parti féodal et bureaucratique d'Allemagne, si désireux de se débarrasser même de ses alliés momentanés, les classes moyennes, et de ramener la nation à l'état où elle se trouvait avant les événements de mars. L'armée était redevenue le premier pouvoir de l'État, et cette armée appartenait à ce parti et non aux classes moyennes. Même en Prusse, où, avant 1848, l'on constatait parmi les officiers des grades inférieurs des sympathies considérables pour un Gouvernement constitutionnel, le désordre introduit par la Révolution dans l'armée n'eut pour effet que de faire rentrer dans l'obéissance ces jeunes gens raisonnables ; la nécessité d'une discipline et d'une obéissance passive est devenue, pour eux, d'une évidence frappante, dès que le simple soldat se permit quelques libertés vis-à-vis de l'officier. Les nobles et les bureaucrates vaincus commençaient maintenant à voir clair ; l'armée, plus

unie que jamais, s'enorgueillissait des victoires remportées dans les petites insurrections et dans la guerre étrangère ; elle enviait le grand succès que les soldats français venaient de remporter ; il suffisait d'entretenir ; constamment de petits conflits entre elle et le peuple pour que, une fois le moment décisif arrivé, elle pût d'un seul coup écraser les révolutionnaires et écarter les prétentions des parlementaires de la classe moyenne. Et le moment favorable pour porter ce coup décisif arriva assez rapidement.

Nous laissons de côté les séances parlementaires, quelquefois curieuses, mais le plus souvent fastidieuses, et les luttes locales qui ont occupé les différents partis allemands pendant l'été. Il suffira de dire que les défenseurs des intérêts de la classe moyenne, malgré de nombreux triomphes parlementaires dont aucun n'amenait de résultat pratique, sentaient généralement que leur position entre les partis extrêmes devenait chaque jour plus intenable ; ils étaient, par conséquent, obligés aujourd'hui de rechercher l'alliance des réactionnaires, et demain — de solliciter la faveur des partis plus populaires. Ces oscillations constantes portèrent dans l'opinion ! publique un coup fatal à leur caractère, et, grâce à la tournure prise par les événements, le mépris dans lequel ils furent ensevelis profita principalement aux bureaucrates et aux féodaux.

Au commencement de l'automne, la situation réciproque des différents partis était si tendue, si critique, que la bataille décisive s'annonçait comme inévitable. Le premier engagement dans cette guerre entre les masses démocratiques et révolutionnaires et l'armée, eut lieu à Francfort. Quoique ce ne fût qu'une escarmouche secondaire, c'était le premier succès de quelque importance remporté par les troupes sur l'insurrection, et il produisit un grand effet moral. La Prusse autorisa, et les raisons en sont tout à fait claires, le Gouvernement imaginaire établi par l'Assemblée nationale de Francfort, à conclure avec le Danemark un armistice, qui non seulement livrait les Allemands du Schleswig à la vengeance des Danois, mais reniait complètement les principes plus ou moins révolutionnaires dont, de l'avis général, il s'agissait dans la guerre danoise. L'Assemblée de Francfort rejeta cet armistice à une majorité de deux ou trois voix. Ce rejet fut suivi d'un semblant de crise ministérielle, mais trois jours après, l'Assemblée revint sur son vote, décidée maintenant à l'annuler et à reconnaître l'armistice. Cet acte honteux souleva l'indignation du peuple. Des barricades furent élevées ; mais déjà des troupes suffisantes étaient dirigées sur Francfort et, après un combat de six heures, l'insurrection fut écrasée. Des mouvements analogues, mais d'une importance moindre, eurent lieu, à propos du même événement, dans d'autres parties de l'Allemagne (Bade, Cologne) ; ils furent également vaincus.

Cet engagement préliminaire donna au parti contre-révolutionnaire un grand avantage : le seul Gouvernement qui tirait, au moins en apparence, est nécessaire de lui consacrer une lettre spéciale, toute son origine de l'élection populaire, le Gouvernement impérial de Francfort et l'Assemblée nationale, étaient maintenant perdus aux yeux du peuple. Ce Gouvernement et cette Assemblée avaient été obligés de faire appel aux baïonnettes de la troupe contre les manifestations de la volonté populaire. Ils étaient compromis, et quelque petit qu'ait été jusqu'alors le respect qu'ils pouvaient inspirer, maintenant, cette renonciation à leur origine, la dépendance dans laquelle ils se trouvaient vis-à-vis des Gouvernements antipopulaires et de leurs troupes, condamnèrent le Lieutenant de l'Empire, ses ministres et ses députés, à n'être plus que des nullités complètes. Nous verrons bientôt avec quel mépris tout ordre, toute réquisition, toute députation émanant de ces rêveurs impuissants, furent reçus d'abord en Autriche, puis en Prusse, et enfin dans les États plus petits.

Nous arrivons maintenant au grand contre-coup produit en Allemagne par le pendant de la bataille de Juin en France, à un événement qui fut aussi décisif pour l'Allemagne que la lutte menée par le prolétariat de Paris le fut pour la France : j'entends la révolution de Vienne et le siège de Vienne qui s'ensuivit, en octobre 1848. Mais l'importance de cette bataille est si grande et l'explication des différentes circonstances qui contribuèrent le plus immédiatement à son issue prendra une place si importante dans les colonnes de *The Tribune* qu'il

Londres, février 1852.

CHAPITRE XI

L'INSURRECTION DE VIENNE

19 mars 1852.

Nous arrivons maintenant aux événements décisifs qui furent en Allemagne le pendant contre-révolutionnaire de l'insurrection parisienne de juin et qui, d'un seul coup, firent pencher la balance en faveur du parti de la contre-révolution : nous voulons dire l'insurrection viennoise d'octobre 1848.

Nous avons vu quelle était, à Vienne, après la victoire du 12 mars, la position des différentes classes. Nous avons vu également combien le mouvement de l'Autriche allemande était embarrassé, entravé par les événements qui se produisaient dans les autres provinces, non allemandes, de l'Autriche. Il ne nous reste plus maintenant qu'à examiner brièvement les causes qui ont amené ce dernier soulèvement de l'Autriche allemande, le plus formidable de tous.

La haute aristocratie et les bourgeois financiers qui formaient, outre les fonctionnaires, les principaux soutiens du Gouvernement de Metternich, purent maintenir, même après les événements de mars, leur influence prédominante sur le Gouvernement, non seulement grâce à la Cour, l'armée et la bureaucratie, mais encore, et bien plus, grâce à l'horreur de l'« anarchie » qui se répandit rapidement dans les classes moyennes. Au bout de très peu de temps on essaya de quelques tentatives sous forme d'une loi sur la presse, d'une constitution épouvantablement aristocratique et d'une loi électorale basée sur l'ancienne distinction par « États ». Ce qu'on appelait le ministère constitutionnel et qui était composé de bureaucrates à demi-libéraux, timides et incapables, tenta même, le 14 mai, une attaque directe contre les organisations révolutionnaires, en dissolvant le Comité central des délégués de la garde nationale et de la Légion académique — organe créé dans le but exprès de contrôler le Gouvernement et, en cas de besoin, de faire appel contre lui aux forces populaires. Mais cet acte ne fit que provoquer l'insurrection du 15 mai. Celle-ci força le Gouvernement à reconnaître le Comité, à abolir la Constitution et la loi électorale et à octroyer à une Diète constituante, élue

par le suffrage universel, le droit de rédiger une nouvelle loi fondamentale. Le lendemain, tout fut confirmé par une proclamation impériale. Mais le parti réactionnaire, qui avait également des représentants dans le ministère, amena bientôt ses collègues « libéraux » à tenter de nouveau une seconde attaque contre les conquêtes populaires. La Légion académique, place forte du parti du mouvement, centre d'une agitation continuelle, était, pour cette raison même, devenue odieuse aux bourgeois modérés de Vienne ; le 26, un décret ministériel en prononça la dissolution. Ce coup aurait peut-être réussi, s'il avait été effectué par une partie de la garde nationale seule ; mais le Gouvernement n'avait pas non plus confiance en elle, et mit l'armée en mouvement. Aussitôt la garde nationale se tourna contre le Gouvernement, se réunit à la Légion académique, déjouant ainsi le projet ministériel.

Pendant ce temps, le 16 mai, l'empereur et sa cour quittaient Vienne et s'enfuyaient à Innsbruck. C'est là qu'entouré de Tyroliens bigots dont la loyauté s'était accrue par la menace d'une invasion de leur pays par l'armée sardo-lombarde, soutenus par le voisinage des troupes de Radetzky, qui tenaient Innsbruck sous la menace de leurs armes, le parti contre-révolutionnaire trouva un lieu d'asile : à l'abri de tout contrôle, de tout regard et de tout danger, il pouvait réunir ses forces éparses, réparer et étendre de nouveau sur tout le pays la trame de ses complots. Les communications furent rétablies avec Radetzky, avec Jellachich et avec Windischgrätz, de même qu'avec les hommes sûrs appartenant à la hiérarchie administrative des différentes provinces ; des intrigues furent nouées avec les chefs slaves, — et il se créa ainsi une force réelle dont disposait la camarilla contre-révolutionnaire, tandis qu'on laissait les impuissants ministres de Vienne user leur faible et éphémère popularité dans de continuels différends avec les masses révolutionnaires et dans les débats prochains de l'Assemblée constituante. C'est ainsi que la politique consistant à abandonner à lui-même pendant quelque temps le mouvement de la capitale — politique qui, dans un pays centralisé et homogène comme la France, aurait conduit le parti du mouvement à la toute-puissance, se trouve être, en Autriche, dans ce conglomerat politique hétérogène, un des moyens les plus surs de réorganiser les forces de la réaction.

À Vienne, les classes moyennes, persuadées qu'après trois défaites successives et en présence d'une Assemblée constituante basée sur le suffrage universel, la cour n'était plus un ennemi à redouter, tombaient de plus en plus dans la lassitude et l'apathie, et demandaient à grands cris l'ordre et la tranquillité. C'est la revendication qui, partout et toujours,

prédomine dans cette classe après les commotions violentes et les troubles commerciaux qui s'en suivent. Les manufactures dans lesquelles était employé le capital autrichien étaient presque exclusivement destinées à fabriquer des objets de luxe ; après la Révolution et la fuite de la cour, la demande de ces produits devait nécessairement diminuer. Les réclamations en faveur d'un système régulier du Gouvernement et du retour de la cour dont on espérait une renaissance de la prospérité commerciale, devinrent très générales dans les classes moyennes. La réunion de l'Assemblée constituante, qui eut lieu en juillet, fut saluée avec joie comme la fin de l'ère révolutionnaire ; il en fut de même au retour de la cour qui, après les victoires de Radetzky et l'avènement du ministère réactionnaire de Doblhoff, se crut assez forte pour braver le torrent populaire. Sa présence à Vienne était, d'ailleurs, nécessaire pour conclure les intrigues avec la majorité slave de la Diète. Pendant que la Diète constituante discutait les lois qui émancipaient les paysans de la servitude féodale et du travail forcé auquel les condamnait la noblesse, la cour accomplit un coup de maître. Le 19 août, l'empereur passa la garde nationale en revue ; la famille impériale, les courtisans, les officiers généraux flattèrent à qui mieux mieux les bourgeois en armes, déjà pénétrés d'orgueil en se voyant reconnus publiquement comme un des corps importants de l'État ; immédiatement après, un décret, signé par M. Schwarzer, le seul ministre populaire du cabinet, supprima les secours que donnait jusqu'alors le Gouvernement aux ouvriers sans travail. Le tour réussit : les classes ouvrières avaient organisé une manifestation ; la garde nationale, formée par la classe moyenne, s'était déclarée en faveur du décret de son ministre ; lancés sur les « anarchistes », les bourgeois tombèrent comme des tigres sur les ouvriers désarmés, qui n'opposèrent aucune résistance et, le 23 août, en massacrèrent un grand nombre. L'unité et la puissance de la force révolutionnaire étaient ainsi brisées ; à Vienne aussi, la lutte de classes entre les bourgeois et les prolétaires avait amené un conflit sanglant, et la camarilla contre-révolutionnaire vit que le jour approchait où elle pourrait frapper le grand coup.

Les affaires hongroises servirent bientôt de prétexte pour proclamer ouvertement les principes qu'elle prétendait prendre pour guide dans son action. Le 5 octobre, un décret impérial paraissait dans la *Wiener Zeitung*. Il n'était signé d'aucun des ministres responsables de la Hongrie. Il dissolvait la Diète hongroise et nommait le Ban de Croatie, Jellachich, gouverneur civil et militaire du pays, — Jellachich, le chef de la réaction chez les Slaves du sud, un homme qui était en lutte avec toutes les autorités légales de la Hongrie. En même temps ordre fut donné aux

troupes de Vienne de quitter la ville et de se joindre à l'armée qui devait appuyer l'autorité de Jellachich. C'était, cependant, montrer trop l'oreille ; tout le monde sentit à Vienne que la guerre contre la Hongrie était dirigée contre le principe du Gouvernement constitutionnel, principe déjà foulé aux pieds par le décret lui-même ; l'empereur tentait d'émettre des décrets ayant force de loi sans les faire contre-signer par aucun ministre responsable. Le 6 octobre, le peuple, la légion académique, la garde nationale de Vienne, se soulevèrent en masse et résistèrent au départ des troupes ; quelques grenadiers passèrent au peuple ; une courte lutte s'engagea entre les forces populaires et les troupes ; Latour, le ministre de la Guerre, fut tué par le peuple, et, le soir, ce dernier était victorieux. Pendant ce temps le Ban Jellachich, battu par Perezel à Stuhlweissenburg, se réfugia sur le territoire de l'Autriche allemande, près de Vienne ; les troupes viennoises, qui devaient marcher à son aide, gardaient maintenant, vis-à-vis de lui, une attitude défensive et visiblement hostile ; et l'empereur et la cour s'enfuirent de nouveau à Olmutz, sur un territoire à moitié slave.

Mais, à Olmutz, la cour se trouva dans des circonstances très différentes de celles qu'elle avait rencontrées à Innsbruck. Elle pouvait dès maintenant commencer immédiatement une campagne ouverte contre la Révolution. Elle était entourée des députés slaves de la Constituante, qui se portèrent en masse à Olmutz, et par les Slaves enthousiastes, venus de tous les points de la monarchie. À leurs yeux, cette expédition devait être une campagne de restauration slave et une guerre d'extermination contre les deux envahisseurs de ce qu'ils considéraient comme le sol slave : les Allemands et les Magyars. Windischgrätz, le vainqueur de Prague, qui commandait maintenant l'armée concentrée autour de Vienne, devint aussitôt un des héros de la nationalité slave. Cette armée se concentrait rapidement, arrivait de tous côtés. Les régiments se suivaient les uns les autres sur les routes qui convergeaient vers Vienne, venant de Bohême, de Moravie, de Styrie, de la haute Autriche, d'Italie, pour rejoindre les troupes de Jellachich et l'ancienne garnison de la capitale. Vers la fin d'octobre, plus de soixante mille hommes se trouvèrent ainsi réunis et commencèrent à entourer de tous les côtés la cité impériale, jusqu'à ce que, le 30 octobre, ils se fussent assez avancés pour tenter une attaque décisive.

Pendant ce temps la confusion et l'impuissance régnaient à Vienne. Dès que la victoire fut gagnée, les classes moyennes se trouvèrent de nouveau en proie à leur ancienne méfiance envers les classes ouvrières « anarchiques » ; les ouvriers, à leur tour, se rappelant le traitement qui

leur avait été infligé six semaines auparavant par les industriels armés et la politique inconstante et fluctuante des classes moyennes en général, ne voulaient pas leur confier la défense de la cité. Ils demandaient des armes et une organisation militaire propre. La légion académique, pleine de zèle pour la lutte contre le despotisme impérial, était complètement incapable de comprendre et la nature du refroidissement survenu entre les deux classes et les nécessités de la situation. La confusion régnait aussi bien dans l'esprit public que dans les sphères dirigeantes. Le reste des députés de la Diète allemande, les quelques Slaves qui jouaient le rôle d'espions pour le compte de leurs amis d'Olmütz, et quelques députés polonais plus révolutionnaires, siégeaient en permanence ; mais, au lieu de prendre parti résolument, ils perdaient leur temps dans des discussions oiseuses sur la possibilité de résister à l'armée impériale sans briser les liens des conventions constitutionnelles. Le Comité de Salut public, composé des délégués de presque toutes les organisations populaires de Vienne, était décidé à résister ; mais il était dominé par une majorité de bourgeois et de petits industriels, qui ne lui permettaient jamais de suivre une ligne de conduite déterminée et énergique. Le Conseil de la Légion académique prenait des résolutions héroïques, mais n'était aucunement capable d'en assumer l'exécution. Les classes ouvrières, désabusées, désarmées, désorganisées, sortant à peine de la servitude intellectuelle de l'ancien régime, s'éveillant à peine, non pas à la connaissance, mais à un simple instinct de leur position sociale et de leur propre ligne de conduite politique, ne pouvaient se faire écouter qu'au moyen de manifestations bruyantes, et il était impossible de s'attendre à les voir s'élever à la hauteur des difficultés du moment. Mais les ouvriers étaient prêts, — comme ils le furent toujours en Allemagne pendant la Révolution, — à combattre jusqu'à la fin dès qu'ils auraient obtenu des armes.

Tel était l'état des choses, à Vienne. Au dehors, — l'armée autrichienne réorganisée, enivrée des victoires de Radetzky en Italie, comprenant soixante à soixante-dix mille hommes, bien armés, bien organisés et, sinon bien commandés, au moins possédant des chefs. À l'intérieur, la confusion, la division des classes, la désorganisation ; une garde nationale, dont une partie était résolue à ne pas combattre du tout, dont une autre était indécise, et dont la plus petite fraction seule était prête à agir ; une masse prolétarienne, puissante par son nombre, mais sans chefs, sans aucune éducation politique, sujette à la panique aussi bien qu'à des accès de fureur presque sans cause, proie facile de chaque faux bruit répandu, entièrement prête à se battre, mais manquant d'armes, au moins au commencement, incomplètement armée et peu organisée dans la suite, lorsqu'enfin on la

conduisit à la bataille ; une Diète impuissante, discutant sur des arguties théoriques pendant que le toit brûlait au-dessus de sa tête ; un Comité directeur sans feu, sans énergie. Tout était changé depuis les journées de mars et de mai ; alors, dans le camp contre-révolutionnaire la confusion était complète ; alors la seule force organisée était celle qu'avait créée la Révolution. Il ne pouvait guère y avoir de doutes sur l'issue d'un tel combat et, s'il y en avait eu, ils auraient été dissipés à la suite des événements du 30 et du 31 octobre et du 1 novembre.

Londres, mars 1852.

CHAPITRE XII

LE SIÈGE ET LA REDDITION DE VIENNE

9 avril 1852.

Lorsque l'armée réunie sous les ordres de Windischgrätz commenta enfin l'attaque contre Vienne, les forces de la défense étaient extrêmement insuffisantes. De la garde nationale, une partie seulement pouvait être envoyée aux retranchements. Une garde prolétarienne avait, il est vrai, été enfin formée en toute hâte, mais, grâce au retard que l'on avait apporté à utiliser la partie la plus nombreuse, la plus décidée et la plus énergique de la population, elle était trop peu habituée à l'usage des armes et même aux premiers éléments de la discipline pour pouvoir résister avec succès. La Légion académique, composée de trois ou quatre mille hommes, forts, bien exercés et disciplinés jusqu'à un certain degré, braves et enthousiastes, était, militairement parlant, la seule force capable de remplir sa tâche avec succès. Mais qu'était-elle, réunie à la petite portion des gardes nationaux sûrs, et à la masse confuse des prolétaires armés, en face des troupes régulières, de Windischgrätz, beaucoup plus nombreuses, sans compter même les bandes de Jellachich qui, par leurs habitudes même, étaient très utiles dans une guerre de maison à maison, de ruelle à ruelle ? Et que pouvaient opposer les insurgés, en dehors de vieilles pièces d'artillerie, usées, mal montées et mal servies, à l'artillerie nombreuse et bien fournie dont Windischgrätz fit un usage si peu scrupuleux ?

Plus le danger approchait, plus la confusion augmentait à Vienne. La Diète ne put, jusqu'au dernier moment, retrouver assez d'énergie pour appeler à son secours l'armée hongroise de Perczel, qui campait à quelques lieues de la capitale. Le Comité adoptait des résolutions contradictoires, obéissant, comme les masses populaires elles-mêmes, au flot montant et descendant des bruits contradictoires. Le seul point sur lequel tout le monde s'accordait, c'était de respecter la propriété, et cela à un degré presque ridicule à une époque pareille. Quant à l'élaboration définitive d'un plan de défense, on fit très peu en ce sens. Bem, le seul homme présent qui aurait pu sauver Vienne, si quelqu'un l'avait pu à ce moment ;

presque inconnu, étranger, Slave de naissance, abandonna sa tâche, écrasé qu'il était par la méfiance générale ; s'il avait continué, il aurait peut-être été lynché comme traître. Messenhauser, qui commandait les forces insurrectionnelles, plutôt romancier qu'officier même subalterne, était tout à fait au-dessous de sa tâche ; mais le parti populaire n'avait pas produit, après huit mois de luttes révolutionnaires, un militaire plus capable que lui. C'est dans ces conditions que la bataille commença. Les Viennois opposèrent une résistance très héroïque, si l'on considère l'extrême insuffisance de leurs moyens de défense et l'absence totale d'exercice et d'organisation. Sur beaucoup de points, l'ordre donné par Bem, lorsqu'il était encore commandant, de « défendre le poste jusqu'au dernier homme », fut exécuté à la lettre. Mais la force l'emporta. Les barricades furent enlevées les unes après les autres par l'artillerie impériale dans les longues et larges avenues qui forment les rues principales des faubourgs, et, le soir de la deuxième journée de combat, les Croates occupèrent la rangée de maisons faisant face au glacis de la vieille ville, lue attaque, faible et désordonnée, de l'armée hongroise, subit un échec complet, et, pendant une armistice, lorsque quelques parties de la vieille ville capitulaient, que d'autres hésitaient et propageaient la confusion, que les restes de la Légion académique préparaient de nouveaux retranchements, les Impériaux pénétrèrent dans la vieille ville et, au milieu du désordre général, l'emportèrent.

Les conséquences immédiates de cette victoire, les brutalités et les exécutions des tribunaux militaires, les cruautés et les infamies inouïes, commises par les bandes slaves lancées sur Vienne, sont trop bien connues pour qu'on ait besoin de les raconter ici dans le détail. Quant aux conséquences ultérieures, à la tournure entièrement nouvelle que la défaite de la Révolution à Vienne a donné aux affaires allemandes, nous avons des raisons pour en parler plus loin. Deux points restent à retenir à propos du siège de Vienne. La population de cette capitale avait deux alliés : les Hongrois et le peuple allemand. Où étaient-ils, à l'heure de l'épreuve ?

Nous avons vu que les Viennois se sont soulevés, avec toute la générosité d'un peuple nouvellement affranchi, pour une cause qui, tout en étant la leur propre dans ses conséquences ultimes, était, d'abord et avant tout, celle des Hongrois. Plutôt que de laisser les troupes autrichiennes marcher contre les Hongrois, ils avaient préféré attirer sur eux-mêmes la première et la plus terrible des attaques. Et tandis qu'ils se mettaient ainsi en avant pour soutenir leurs alliés, les Hongrois, victorieux de Jellachich, le repoussaient sur Vienne, augmentant ainsi par leur victoire les forces qui marchaient contre cette ville. Dans ces conditions, il était évidemment du

devoir des Hongrois de soutenir, sans délai et avec toutes les forces disponibles, non pas la Diète de Vienne, ni le Comité de Salut public, ni aucun autre corps officiel de Vienne, mais la *Révolution viennoise*. Et si même la Hongrie avait oublié que Vienne avait livré la première bataille pour la Hongrie, elle devait à son propre salut de ne pas oublier que Vienne était le seul avant-poste de l'indépendance hongroise, et qu'après la chute de Vienne rien ne pouvait arrêter la marche des troupes impériales. Nous savons très bien tout ce que les Hongrois peuvent dire et ce qu'ils ont dit pour se défendre de leur inactivité pendant les blocus et le siège de Vienne : l'insuffisance de leurs propres forces, le refus de la Diète ou de tout autre corps constitué de les appeler, la nécessité de se tenir sur le terrain constitutionnel et d'éviter des complications avec le pouvoir central allemand. Mais il est un fait certain : en ce qui concerne l'insuffisance de l'armée hongroise, durant les premiers jours qui suivirent la Révolution viennoise et l'arrivée de Jellachich, on n'avait pas besoin de troupes régulières ; les réguliers autrichiens étaient loin d'être concentrés, et si l'on avait tiré profit courageusement et rapidement du premier avantage pris sur Jellachich, même avec l'aide du seul *Land Sturm* qui avait combattu à Stuhlweissenburg, les Hongrois auraient pu effectuer leur jonction avec les Viennois et retarder de six mois toute concentration de l'armée autrichienne. Dans la guerre révolutionnaire, la rapidité d'action, soutenue jusqu'à ce qu'on ait obtenu le premier avantage décisif, est la première des règles, et nous n'hésitons pas à le dire, en nous basant *sur des raisons purement militaires*. Perczel ne devait pas s'arrêter avant d'avoir effectué sa jonction avec les Viennois. Il courait certainement un certain risque ; mais qui a jamais gagné une bataille sans risquer quelque chose ? Et le peuple de Vienne ne risquait-il rien, en attirant sur lui, sur une population de quatre cents mille habitants, les forces qui devaient marcher à la conquête de douze millions de Hongrois ? La faute militaire commise quand on attendit que les Autrichiens fussent rassemblés et qui aboutit à organiser la piteuse manifestation de Schwechat, et se termina, comme elle le méritait, par une défaite sans gloire, — cette faute militaire était certainement liée à plus de risques que ne l'aurait été une marche résolue sur Vienne contre les brigands déchaînés de Jellachich.

Mais, nous dit-on, tant que cette marche des Hongrois n'avait pas été autorisée par quelque corps officiellement constitué, elle constituait une violation du territoire allemand et eut entraîné des complications avec le pouvoir central de Francfort. Mais, surtout, on aurait abandonné de cette politique légale et constitutionnelle qui faisait la force de la cause hongroise. Mais les corps officiellement constitués de Vienne n'étaient que

des zéros !

Était-cela Diète, étaient-ce les Comités populaires qui s'étaient soulevés pour la Hongrie ; ou était-ce, au contraire, le peuple de Vienne, et lui seul, qui avait pris le fusil pour soutenir le choc dans le premier combat livré pour l'indépendance hongroise ? Ce n'était pas tel ou tel corps officiel de Vienne qu'il était important de soutenir. Tous ces corps pouvaient être et auraient été rapidement renversés dans le progrès du développement révolutionnaire ; il s'agissait uniquement de sauver le développement du mouvement révolutionnaire, le progrès ininterrompu de l'action populaire, et cela seul pouvait éviter l'invasion à la Hongrie. Quelle serait la forme qu'aurait pris le mouvement révolutionnaire dans la suite, — c'était l'affaire des Viennois et non des Hongrois, tant que Vienne et l'Autriche allemande, en général, continueraient à rester leurs alliés contre l'ennemi commun. Mais on peut se demander si cette insistance du Gouvernement hongrois à demander une autorisation quasi légale ne constitue pas le premier symptôme clair d'un système consistant à se réfugier derrière une légalité plutôt douteuse, système qui, s'il n'a pas sauvé la Hongrie, fit au moins, plus tard, une très bonne impression sur un public de bourgeois anglais.

Quant au prétexte tiré de la possibilité d'un conflit avec le pouvoir central allemand siégeant à Francfort, il est tout à fait futile. Les autorités de Francfort se trouvaient *de facto* renversées par la victoire de la contre-révolution à Vienne ; elles auraient également été renversées, si la Révolution avait trouvé l'appui nécessaire pour battre ses ennemis. Enfin, le grand argument, qui consiste à dire que les Hongrois ne pouvaient pas abandonner le terrain légal et constitutionnel, peut sembler très bon à un libre échangiste anglais, mais paraîtra toujours insuffisant aux yeux de l'histoire. Supposez que le peuple de Vienne se soit tenu « aux moyens légaux et constitutionnels » le 13 mars et le 6 octobre ; que seraient devenus alors et le mouvement « légal et constitutionnel » et toutes les glorieuses batailles qui, dans les premiers temps, ont attiré vers la Hongrie l'attention du monde civilisé ? Le terrain légal et constitutionnel lui-même, sur lequel, nous assure-t-on, les Hongrois se tenaient en 1848 et 1849, avait été conquis pour eux par le soulèvement, extrêmement illégal et inconstitutionnel du peuple de Vienne, le 13 mars. Il n'entre pas dans notre but de discuter ici sur l'histoire révolutionnaire de la Hongrie ; mais il est peut-être bon de remarquer qu'il est complètement inutile de se borner de parti pris aux moyens légaux pour résister à un ennemi qui dédaigne ces scrupules ; nous pouvons aussi ajouter que si Görgey n'avait pas fait sienne cette éternelle prétention à la légalité et ne l'avait pas retournée

contre le Gouvernement, rattachement de l'armée de Görgey pour son général et la honteuse catastrophe de Vilagos auraient été impossibles. Et lorsque, pour sauver leur honneur, les Hongrois, à la fin d'octobre, traversèrent enfin la Leitha, n'était-ce pas tout aussi illégal que l'aurait été n'importe quelle attaque immédiate et résolue ?

On sait que nous ne nourrissons aucun sentiment d'hostilité à regard de la Hongrie. Nous l'avons soutenue pendant la lutte, et nous pouvons dire que notre journal, la *Neue Rheinische Zeitung*, a fait plus qu'aucun autre pour rendre la cause hongroise populaire en Allemagne, en expliquant la nature de la lutte entre les races magyare et slave, en suivant la guerre hongroise dans une série d'articles qui ont eu l'honneur d'être plagiés par presque tous les ouvrages parus dans la suite sur ce sujet, sans excepter ceux des Hongrois de naissance et des « témoins oculaires ». Même maintenant nous considérons la Hongrie comme l'alliée naturelle et nécessaire de l'Allemagne dans tout bouleversement futur du continent.

Mais nous avons été assez sévères pour nos propres compatriotes pour avoir le droit de parler de nos voisins ; nous devons relater ici les faits avec l'impartialité de l'historien, et nous sommes obligés de déclarer que, dans ce cas particulier, la bravoure généreuse du peuple de Vienne était non seulement beaucoup plus noble, mais aussi beaucoup plus clairvoyante que la circonspection craintive du Gouvernement hongrois. À titre d'Allemand, nous pouvons ensuite nous permettre de dire que nous n'aurions pas échangé contre toutes les éclatantes victoires et toutes les glorieuses batailles de la campagne hongroise, le soulèvement spontané et isolé et l'héroïque résistance des habitants de Vienne, nos compatriotes, qui a permis à la Hongrie d'organiser l'armée qui put accomplir ces grandes choses.

Le second allié de Vienne était le peuple allemand. Mais il était partout engagé dans la même lutte que les Viennois. Francfort, Bade, Cologne, venaient d'être vaincus et désarmés. À Berlin et à Breslau, la population était à couteau tiré avec l'armée et s'attendait chaque jour à en venir aux mains. Et il en était ainsi dans tous les centres. Partout des questions pendaient, qui ne pouvaient être résolues que par la force des armes ; c'était alors que, pour la première fois, se faisaient cruellement sentir les conséquences désastreuses du maintien de l'ancien démembrement et de l'ancienne décentralisation allemandes. Dans chaque État, dans chaque province, dans chaque ville, les différentes questions étaient, au fond, les mêmes ; mais elles surgissaient sous des formes et des prétextes différents, et avaient atteint des degrés de maturité divers. Aussi la gravité des événements de Vienne fut-elle sentie dans chaque localité ; mais nulle part

on ne put porter un coup important dans l'espoir de venir ainsi au secours des Viennois, ou de faire une diversion en leur faveur. Il ne restait, pour les aider, que le Parlement et le Pouvoir central de Francfort, et de tous les côtés on leur adressa des appels ; mais qu'ont-ils fait ?

Le Parlement de Francfort et le bâtard né de ses relations incestueuses avec l'ancienne Diète allemande et qui portait le nom de Pouvoir central, ont profité du mouvement viennois pour manifester leur suprême nullité. Comme nous l'avons vu, cette méprisable Assemblée avait depuis longtemps fait le sacrifice de sa virginité, et, toute jeune qu'elle était, elle ne tarda pas, blanchie à peine, à devenir expérimentée dans tous les artifices du bavardage et de la prostitution pseudo-diplomatiques. Des rêves et des illusions de puissance, de régénération et d'unité allemande qui l'animaient au commencement, il ne restait rien qu'une phraséologie teutone que l'on répétait à satiété à chaque occasion, et la croyance de chacun des représentants dans sa propre importance et dans la crédulité du public. La naïveté primitive s'était évanouie ; les représentants du peuple allemand devinrent des hommes pratiques, arrivèrent à comprendre que, moins ils feraient, et plus ils bavarderaient, plus leur situation d'arbitres des destinées de l'Allemagne s'en affermirait. Ils ne considéraient cependant pas leurs débats comme superflus, bien au contraire. Mais ils avaient découvert que toutes les questions vraiment importantes étaient pour eux un terrain défendu et, pareils aux docteurs byzantins du Bas-Empire, ils s'étaient mis à discuter, avec une gravité et une assiduité dignes de leur fin, les dogmes théoriques depuis longtemps adoptés dans tous les pays du monde civilisé, ou de microscopiques questions pratiques qui n'ont jamais conduit à aucun résultat. Cette Assemblée étant ainsi une sorte d'École de Lancaster où les députés pratiquaient l'instruction mutuelle, elle était convaincue de son importance ; persuadée qu'elle faisait même plus que le peuple allemand n'aurait été en droit d'attendre, elle considérait comme traître au pays quiconque avait l'imprudence de demander d'aboutir à quelque résultat.

Lorsqu'éclata l'insurrection viennoise, il y eut à son sujet toute une série d'interpellations, de débats, de motions et d'amendements qui, naturellement, n'aboutirent à rien. Le Pouvoir central dut intervenir. Il expédia à Vienne deux commissaires : l'ex-libéral Welcker et Mosle. Les voyages de Don Quichotte et de Sancho Pansa sont une Odyssée en comparaison des exploits héroïques et des aventures merveilleuses de ces deux chevaliers errants de l'unité allemande. N'osant pas aller à Vienne, ils se virent rudoyés par Windischgrätz ; ils frappèrent d'étonnement l'idiot qu'était l'empereur et furent impudemment mystifiés par le ministre

Stadion. Leurs dépêches et leurs rapports sont peut-être la seule portion des actes de l'Assemblée de Francfort qui conservera une place dans la littérature allemande ; c'est un vrai roman satirique, mordant et sévère, et un éternel monument de honte pour l'Assemblée et son Gouvernement.

La gauche de l'Assemblée envoya également deux commissaires à Vienne, dans le but d'y soutenir son autorité : c'étaient Frœbel et Robert Blum. À l'approche du danger, Blum jugea, avec raison, que c'était là que devait se donner la grande bataille de la Révolution allemande, et décida, sans hésiter, de lier son sort à son issue, Frœbel, au contraire, croyait qu'il était de son devoir de se conserver pour des tâches plus importantes. Blum était considéré comme l'un des hommes les plus éloquents de l'Assemblée de Francfort ; il en était certainement le plus populaire. Son éloquence n'aurait pas pu résister à l'épreuve d'une Assemblée parlementaire expérimentée ; il aimait trop la déclamation vide du prêtre allemand dissident, et ses arguments manquaient et de la finesse philosophique et de la connaissance des faits pratiques. En politique, il appartenait à la « Démocratie moderne », — chose plutôt indéfinie, appréciée en raison de ce manque de définition même. Mais malgré tout Robert Blum était, par sa nature, un véritable plébéen, quoique légèrement policé, et, aux moments décisifs, son instinct plébéen et son énergie plébéienne l'emportaient sur son manque de détermination et l'indécision de ses convictions et de ses connaissances politiques. Dans ces moments, il s'élevait beaucoup au-dessus du niveau ordinaire de ses capacités.

C'est ainsi qu'à Vienne il vit, dès le premier coup d'œil, que c'était là, et non pas au milieu des débats soi-disant élégants de Francfort, qu'allait se décider le sort du pays. Il prit aussitôt sa décision, abandonna toute idée de retraite, prit un commandement dans les forces révolutionnaires et se conduisit avec un sang-froid et une décision extraordinaires. C'est lui qui retarda pour un temps considérable la prise de la ville et en couvrit un des côtés en brûlant le pont Tabor, sur le Danube. Tout le monde sait comment, après la fin du siège, il fut arrêté, jugé par un conseil de guerre et fusillé. Il mourut comme un héros. Et l'Assemblée de Francfort, frappée d'horreur, accueillit tout de même avec une bonne grâce apparente cette insulte sanglante. Une résolution fut adoptée qui, par la douceur et la décence diplomatique de son langage, était plutôt une insulte à la tombe du martyr assassiné qu'une flétrissure de honte pour l'Autriche. Mais on ne pouvait pas demander à cette méprisable Assemblée de s'émouvoir de l'assassinat d'un de ses membres, surtout d'un *leader* de la gauche.

Londres, mars 1852.

CHAPITRE XIII

L'ASSEMBLÉE PRUSSIENNE. — L'ASSEMBLÉE NATIONALE

17 avril 1852.

C'est le 1er novembre que tomba Vienne, et, le 9 du même mois, la dissolution de l'Assemblée constituante de Berlin montra à quel point cet événement releva le courage et la force du parti contre-révolutionnaire dans toute l'Allemagne.

Les événements survenus au cours de l'été 1848 en Prusse sont bientôt racontés. L'Assemblée constituante, ou plutôt « l'Assemblée élue dans le but de s'entendre avec la couronne sur une constitution », avec sa majorité formée de représentants des intérêts de la classe moyenne, avait depuis longtemps perdu l'estime publique en se prêtant à toutes les intrigues de la cour par crainte des éléments plus énergiques de la population. Ses membres sanctionnèrent, ou plutôt rétablirent, les privilèges odieux du féodalisme, trahissant ainsi la liberté et les intérêts des paysans. Ils n'étaient capables ni de rédiger une constitution, ni de corriger d'aucune façon la législation générale. Ils s'occupaient presque exclusivement de délicates discussions théoriques, purement formelles, et des questions d'étiquette constitutionnelle. L'Assemblée était en effet plutôt une école de savoir-vivre pour ses membres qu'une institution à laquelle le peuple pouvait prendre quelque intérêt. La majorité était, d'ailleurs, très bien équilibrée et presque toujours entraînée par le centre flottant, dont les oscillations de droite à gauche, et *vice versa*, renversèrent d'abord le ministère Camphausen, puis celui de Auerswald et Hansemann. Mais pendant que les Libéraux laissaient, ici comme partout, l'occasion s'échapper de leurs mains, la cour réorganisait ses forces parmi la noblesse, la portion la moins cultivée de la population rurale, l'armée et la bureaucratie. Après la chute de Hansemann, il se forma un ministère de bureaucrates et d'officiers — tous réactionnaires endurcis — qui, en apparence, donna satisfaction aux revendications du Parlement ; et l'Assemblée, agissant en vertu du principe commode de juger « les mesures et non les hommes » fut assez dupe pour applaudir ce ministère,

tandis qu'elle n'avait, naturellement, pas d'yeux pour voir la concentration et l'organisation des forces contre-révolutionnaires que ce même ministère préparait tout à fait ouvertement. Enfin, sur le signal donné par la chute de Vienne, le roi renvoya ses ministres et les remplaça par des « hommes d'action », sous la direction de Manteuffel, premier ministre actuel. Alors cette Assemblée endormie se réveilla aussitôt en présence du danger et émit un vote refusant sa confiance au cabinet ; il eut pour réponse un décret transportant l'Assemblée de Berlin, où elle pouvait en cas de conflit compter sur l'appui des masses, à Brandebourg, petite ville de province entièrement sous la dépendance du Gouvernement.

L'Assemblée déclara qu'elle ne pouvait être ni ajournée, ni déplacée, ni dissoute sans son consentement. Pendant ce temps le général Wrangel entra à Berlin à la tête d'une armée de près de quarante mille hommes. Dans une réunion des magistrats municipaux et des officiers de la garde nationale, il fut décidé de n'opposer aucune résistance. Et alors, après que l'Assemblée et la bourgeoisie libérale qui lui fournissait ses membres eurent permis au parti réactionnaire réuni d'occuper tous les postes importants et d'arracher de leurs mains presque tous les moyens de défense, — alors commença la grande comédie de la « résistance légale et passive » par laquelle on avait l'intention d'imiter glorieusement l'exemple de Hampden et les premiers efforts faits par les Américains dans la guerre pour l'Indépendance. L'état de siège fut déclaré à Berlin, et Berlin resta tranquille ; la garde nationale fut dissoute par le Gouvernement et rendit ses armes avec la plus grande ponctualité. L'Assemblée fut, pendant quinze jours, chassée d'un lieu de réunion à l'autre et dispersée par les troupes, et les membres de cette Assemblée priaient les citoyens de rester calmes. Enfin le Gouvernement ayant déclaré l'Assemblée dissoute, elle adopta une résolution déclarant illégale la levée des impôts, et ses membres se dispersèrent dans le pays, pour organiser le refus d'impôts. Mais ils s'aperçurent qu'ils s'étaient cruellement trompés dans le choix de leurs moyens. Après quelques semaines d'agitation, suivies des mesures sévères prises par le Gouvernement contre l'opposition, tout le monde abandonna l'idée de refuser l'impôt pour plaire à la défunte Assemblée, qui n'avait même pas eu le courage de se défendre elle-même.

Au commencement de novembre 1848, était-il déjà trop tard pour essayer une résistance armée, ou, au contraire, trouvant devant elle une opposition sérieuse, une partie de l'armée aurait-elle passé à l'Assemblée et ainsi décidé du résultat en sa faveur — c'est une question qui ne sera jamais résolue. Mais, dans la révolution, comme dans la guerre, il faut

toujours faire front à l'ennemi, et l'attaque est toujours avantageuse ; et, dans la révolution comme dans la guerre, il est de toute nécessité de risquer tout au moment décisif, quel que soit l'état du différend. Il n'y a pas une seule révolution dans l'histoire qui ne prouve la vérité de ces deux axiomes. Pour la Révolution prussienne, le moment décisif était venu, en novembre 1848 ; l'Assemblée qui, officiellement, était chargée de tous les intérêts révolutionnaires, n'a ni opposé un front solide, — car elle cédait à chaque pas en avant que faisait l'ennemi, — ni, encore moins, attaqué — car elle ne s'est même pas défendue elle-même ; et lorsque le moment décisif arriva, lorsque Wrangel, à la tête de quarante mille hommes, frappa aux portes de Berlin, au lieu de trouver, comme il s'y attendait sûrement, lui et ses officiers, toutes les rues occupées par des barricades et toutes les fenêtres transformées en meurtrières, les portes étaient ouvertes et les rues occupées seulement par de paisibles bourgeois de Berlin se réjouissant du tour qu'ils avaient joué en se livrant, pieds et points liés, aux soldats étonnés. Il est vrai que, s'ils avaient résisté, l'Assemblée et le peuple auraient pu être battus, Berlin aurait pu être bombardé, et de nombreuses centaines d'hommes auraient pu être tués, sans empêcher pour cela la victoire finale du parti royaliste. Mais ce n'était pas une raison suffisante pour rendre aussitôt les armes. Une défaite bien disputée est un fait dont l'importance révolutionnaire est aussi grande que celle d'une victoire facilement gagnée. Les défaites de Paris en juin 1848 et de Vienne en octobre ont certainement plus fait pour révolutionner les esprits de la population de ces deux villes que les victoires de février et de mars. L'Assemblée et le peuple de Berlin auraient sans doute partagé le sort de ces deux villes ; mais ils seraient tombés glorieusement et auraient laissé après eux, dans l'esprit des survivants, un désir de revanche qui, aux époques révolutionnaires, est un des motifs les plus forts d'une action énergique et passionnée. Il est hors de doute que, dans chaque lutte, celui qui relève le gant risque d'être battu ; mais est-ce une raison suffisante pour qu'il s'avoue vaincu et se soumette au joug sans tirer l'épée ?

Dans une révolution, celui qui commande une position décisive et la rend, au lieu de forcer l'ennemi à essayer ses forces en l'attaquant, mérite toujours d'être traité comme un traître.

Le même décret du roi de Prusse, qui dissolvait l'Assemblée constituante, proclamait une nouvelle constitution, basée sur le plan rédigé par un Comité de cette Assemblée, mais augmentant sur quelques points les pouvoirs de la couronne et, sur quelques autres, rendant douteux ceux du Parlement. Cette constitution établissait deux Chambres qui devaient bientôt se réunir pour la confirmer et la reviser.

Nous avons à peine besoin de demander où était l'Assemblée nationale allemande pendant la lutte « légale et pacifique » des constitutionnalistes prussiens. Elle était, comme d'habitude, à Francfort, occupée à adopter de pâles résolutions contre les actes du Gouvernement prussien et à admirer le « spectacle imposant de la résistance passive, légale et unanime de tout un peuple contre la force brutale ». Le Gouvernement central envoya à Berlin des commissaires pour s'interposer entre le ministère et l'Assemblée ; mais ils eurent le même sort que leurs prédécesseurs à Olmütz et furent poliment éconduits. La gauche de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire ce qu'on appelait le parti radical, envoya également ses commissaires ; mais, après s'être dûment convaincus de l'extrême impuissance de l'Assemblée de Berlin et avoir de leur côté confessé une égale impuissance, ils revinrent à Francfort rendre compte de leurs succès et témoigner de l'admirable conduite toute pacifique de la population de Berlin. Bien plus, lorsque M. Bassermann, l'un des commissaires du Gouvernement central, dit dans son rapport que les dernières mesures de rigueur prises par les ministres prussiens n'étaient pas sans fondement ; car on avait vu, peu de temps avant, traîner dans les rues de Berlin différents personnages à l'aspect sauvage, tels qu'il en apparaît toujours à la veille des mouvements anarchiques (et qui depuis ont reçu le nom de « gens de Bassermann »), ces dignes députés de la gauche, ces énergiques représentants des intérêts révolutionnaires, se levèrent pour jurer et témoigner que tel n'était pas le cas ! C'est ainsi que, dans l'espace de deux mois, l'impuissance totale de l'Assemblée de Francfort se trouva démontrée avec évidence. Il ne pouvait pas y avoir de meilleure preuve établissant que ce corps n'était pas du tout à la hauteur de sa tâche, bien plus, qu'il n'avait même pas l'idée la plus éloignée de ce que cette tâche pouvait être en réalité ! À Vienne comme à Berlin le sort de la Révolution avait été décidé et les questions vitales les plus importantes avaient été résolues, sans qu'il ait jamais été tenu compte le moins du monde de l'existence de l'Assemblée de Francfort ; ce seul fait suffit à établir que ce corps n'était qu'un club, était composé de dupes qui avaient permis aux Gouvernements de se servir d'eux comme de marionnettes parlementaires qu'on montrait pour le divertissement des boutiquiers et des petits industriels des petits États et des petites villes aussi longtemps qu'on croyait utile de distraire leur attention. Combien de temps cela a-t-il duré, nous le verrons bientôt. Mais il est un fait digne d'attention : parmi tous les hommes « éminents » de cette Assemblée, il ne s'en trouva pas un seul qui ait eu la moindre idée du rôle qu'il jouait ; et même jusqu'à ce jour, les ex-membres du club de Francfort possèdent invariablement des organes de perception historique tout à fait particuliers.

Londres, mars 1852.

CHAPITRE XV

LE TRIOMPHE DE LA PRUSSE

27 juillet 1852.

Nous arrivons maintenant au dernier chapitre de l'histoire de la Révolution allemande : le conflit de l'Assemblée nationale avec les Gouvernements des différents États, en particulier de la Prusse, l'insurrection de l'Allemagne méridionale et occidentale, et sa défaite finale par la Prusse.

Nous avons déjà vu à l'œuvre l'Assemblée nationale de Francfort. Nous l'avons vue recevant des coups de pied de l'Autriche, insultée par la Prusse, désobéie par les États plus petits, dupée par son « Gouvernement » central impuissant, qui, à son tour, était dupe de chaque prince du pays. Enfin les choses commencèrent à prendre un caractère menaçant pour ce corps législatif si faible, si indécis et si insipide. Il fut forcé d'arriver à cette conclusion que « l'idée sublime de l'unité allemande était menacée dans sa réalisation », ce qui signifiait, ni plus ni moins, que l'Assemblée de Francfort, avec tout ce qu'elle avait fait et tout ce qu'elle s'apprêtait à faire, allait très probablement mourir en fumée. Aussi se mit-elle sérieusement à l'ouvrage, dans le but de donner au monde, aussi rapidement que possible, sa grande œuvre, la « Constitution Impériale ». Il y avait cependant à cela une difficulté. Quel était le Gouvernement exécutif qui allait être créé ? Un conseil exécutif ? Non, car ce serait, comme on le pensait avec sagesse, faire de l'Allemagne une République. Un « président » ? Cela revenait à la même chose. Aussi était-on obligé de faire revivre l'ancienne dignité impériale. Mais, comme c'était naturellement un prince qui devait être empereur, lequel serait-ce ? Ce ne serait certainement aucun des *Dii minorum gentium*, de Reuss-Schleitz-Greiz-Lobenstein-Ebersdorf à la Ravière ; ni l'Autriche, ni la Prusse ne l'aurait toléré. Cela ne pourrait être que l'Autriche ou la Prusse. Mais laquelle des deux ? Il est hors de doute que, dans des circonstances plus favorables, l'auguste Assemblée aurait siégé jusqu'à présent pour discuter ce dilemme important sans être capable d'arriver à une conclusion

quelconque, si le Gouvernement autrichien n'avait tranché le nœud gordien et ne l'avait ainsi débarrassé de tout souci.

L'Autriche savait très bien que, du moment qu'elle pouvait reparaître devant l'Europe avec toutes ses provinces soumises, comme une forte et grande puissance européenne, la loi même de la gravitation politique allait entraîner le reste de l'Allemagne dans son orbite, sans le secours de l'autorité que pouvait lui donner la couronne impériale conférée par l'Assemblée de Francfort. L'Autriche était devenue beaucoup plus forte et beaucoup plus libre dans ses mouvements, depuis la perte de la couronne impuissante de l'Empire allemand, couronne qui gênait sa politique indépendante sans ajouter un iota à sa force aussi bien à l'intérieur de l'Allemagne qu'en dehors d'elle. Et, au cas où l'Autriche n'aurait pas pu maintenir ses positions en Italie et en Hongrie, elle aurait été défaite et annihilée en Allemagne également, et n'aurait jamais pu prétendre ressaisir la couronne qui avait glissé de ses mains lorsqu'elle était encore en pleine possession de ses forces. C'est ainsi que l'Autriche se déclara aussitôt opposée à toute résurrection impérialiste, demandant simplement la restauration de la Diète allemande, le seul Gouvernement central, connu et reconnu en Allemagne, par les traités de 1815, et fit paraître, le 4 mars 1849, une Constitution qui n'avait d'autre sens que de déclarer l'Autriche une monarchie indivisible, centralisée et indépendante, distincte même de cette Allemagne, que l'Assemblée de Francfort devait réorganiser.

Cette déclaration si ouverte ne laissait, en effet, d'autre choix, aux prétendus sages de Francfort, que d'exclure l'Autriche de l'Allemagne, et de créer, avec le reste du pays, une espèce de Bas-Empire, une « petite Allemagne », dont le manteau impérial, plutôt râpé, devait tomber sur les épaules de Sa Majesté le roi de Prusse. C'était, rappelons-le, la renaissance d'un vieux projet, soutenu, six ou huit ans auparavant, par le parti des libéraux doctrinaires de l'Allemagne méridionale et centrale ; ils considéraient comme un don du ciel les circonstances humiliantes qui, pour le salut du pays, remettaient au premier plan leur vieux cheval de bataille, de la dernière nouveauté selon eux.

Aussi terminèrent-ils, en février et mars 1849, les débats sur la Constitution impériale, par la Déclaration des Droits et la loi électorale de l'Empire, non, toutefois, sans avoir été obligés de faire, sur beaucoup de points, les concessions les plus contradictoires, — tantôt au parti conservateur, ou plutôt réactionnaire, tantôt aux fractions plus avancées de l'Assemblée. Il était évident, en fait, que la direction de l'Assemblée, qui avait appartenu auparavant à la droite et au centre droit (les conservateurs et les réactionnaires), passait maintenant graduellement, quoique

lentement, à la gauche, à la portion démocratique de ce corps. La situation, assez douteuse, des députés autrichiens dans une Assemblée qui avait exclu leur pays de l'Allemagne et dans laquelle ils étaient appelés maintenant à siéger et à voter, favorisait la rupture de l'équilibre ; il arriva ainsi que, dès la fin de février, le centre gauche et la gauche se trouvèrent généralement en majorité, grâce aux votes autrichiens, tandis que, d'autres jours, les conservateurs autrichiens votaient d'une façon inattendue et par plaisanterie avec la droite, faisant ainsi pencher la balance de l'autre côté. Ces soubresauts soudains avaient pour but de faire mépriser l'Assemblée, ce qui, d'ailleurs, était complètement inutile ; la masse du peuple était depuis longtemps convaincue du vide et de la futilité de tout ce qui venait de Francfort. Quelle fut la constitution élaborée pendant ces sautes de vent, on peut aisément se l'imaginer.

La gauche de l'Assemblée — l'élite et l'orgueil de l'Allemagne révolutionnaire, à ce qu'elle croyait elle-même — était complètement enivrée par les quelques mesquins succès obtenus de la bonne ou plutôt de la mauvaise volonté d'un certain nombre de politiciens autrichiens agissant à l'instigation et dans l'intérêt du despotisme autrichien. Lorsque quelque chose qui se rapprochait tant soit peu de leurs propres principes (pas très bien définis) se trouvait avoir obtenu, sous une forme homéopathiquement diluée, une sorte de sanction de l'Assemblée de Francfort, ces démocrates déclaraient avoir sauvé le pays et le peuple. Ces pauvres gens, à esprit faible, étaient si peu habitués, au cours de leur vie, généralement très obscure, à quelque chose qui ressemblât au succès, qu'ils croyaient maintenant que leurs piteux amendements, passés à deux ou trois voix de majorité, allaient changer la face de l'Europe. Dès le commencement de leur carrière législative ils avaient été, plus qu'aucune autre fraction de l'Assemblée, gagnés par cette maladie incurable, le *crétinisme parlementaire*, qui fait pénétrer dans ses malheureuses victimes la conviction solennelle que le monde entier, son histoire et son avenir, sont gouvernés, déterminés par la majorité des voix de l'organe représentatif particulier qui a l'honneur de les compter parmi ses membres ; que tout ce qui se passe en dehors des murs de leur Assemblée — guerres, révolutions, construction de chemins de fer, colonisation de nouveaux continents tout entiers, les découvertes de l'or en Californie, les canaux de l'Amérique centrale, les armées russes et tout ce qui peut prétendre influencer sur les destinées du genre humain — n'est en rien comparable aux événements immenses, qui dépendent de la question qui occupe en ce moment l'attention de leur honorable institution. C'est ainsi que le parti démocratique de cette Assemblée, en faisant passer par contrebande

quelques-unes de ses panacées dans la « Constitution impériale », se trouva obligé de la soutenir, quoique sur tous les points essentiels elle contredit ainsi nettement les principes qu'il avait si souvent proclamés lui-même ; et lorsqu'enfin les principaux auteurs de cette œuvre bâtarde la lui eurent abandonnée et laissée en héritage, il accepta cet héritage et défendit cette constitution *monarchique*, même contre tous ceux qui, *alors*, professaient ses propres principes *républicaine*.

Mais il faut le reconnaître : cette contradiction était seulement apparente. Le caractère indéterminé, contradictoire et prématuré de la Constitution impériale était l'image même des idées politiques peu mûres, confuses et contradictoires de messieurs les démocrates. Et si leurs propres paroles et leurs propres écrits — dans la mesure où ils pouvaient écrire — n'en offraient pas une preuve suffisante, leurs actes la fourniraient, car il est d'usage, parmi les hommes sensés, de juger quelqu'un non sur ses déclarations, mais sur ses actes, non sur ce qu'il prétend être, mais sur ce qu'il fait et ce qu'il est réellement, et les actes de ces héros de la démocratie allemande parlent, comme nous le verrons tout à l'heure. Néanmoins la Constitution impériale fut définitivement adoptée, avec toutes ses annexes et compléments, et, le 28 mars, le roi de Prusse fut élu, par 290 voix contre 248 abstentions et 200 absents, empereur d'Allemagne, moins l'Autriche. L'ironie historique fut complète ; la farce impériale qui avait été exécutée dans les rues de Berlin étonné, trois jours après la Révolution du 18 mars 1848 par Frédéric-Guillaume IV alors dans un état qui, ailleurs, eût tombé sous le coup de la loi sur l'abus des boissons, cette farce répugnante fut sanctionnée, juste un an après, par la prétendue Assemblée représentative de toute l'Allemagne. Tel fut le résultat de la Révolution allemande !

Londres, juillet 1852.

CHAPITRE XVI

L'ASSEMBLÉE ET LES GOUVERNEMENTS

19 août 1852.

Après avoir élu le roi de Prusse empereur d'Allemagne (moins l'Autriche), l'Assemblée nationale de Francfort envoya une députation à Berlin pour lui offrir la couronne et s'ajourna ensuite. Le 3 avril, Frédéric-Guillaume reçut les députés. Il leur dit que, quoiqu'acceptant le droit de préséance sur tous les autres princes allemands que lui donnait le vote des représentants du peuple, il ne pouvait cependant accepter la couronne impériale tant qu'il ne serait pas sûr de voir les autres princes reconnaître sa suprématie et la Constitution impériale qui lui conférait ces droits sur eux. Il ajouta que c'était aux Gouvernements d'Allemagne à voir si cette Constitution était telle qu'ils pussent la ratifier. Dans tous les cas, conclut-il, empereur ou non, il serait toujours prêt à tirer l'épée contre les ennemis extérieurs comme contre les ennemis intérieurs. Nous allons le voir tenir ses promesses de façon à plutôt surprendre l'Assemblée nationale.

Après de profondes recherches diplomatiques, les prétendus sages de Francfort arrivèrent enfin à cette conclusion que cette réponse équivalait à refuser la couronne ; ils décidèrent alors (le 12 avril) que la Constitution impériale était la loi du pays et, comme ils ne pouvaient voir ce qu'il fallait faire, élurent un Comité de trente personnes, chargé d'établir un projet sur les moyens de mettre cette Constitution en pratique.

Cette résolution fut le signal du conflit qui éclata alors, entre l'Assemblée de Francfort et les Gouvernements allemands. Les classes moyennes, et surtout la classe des petits industriels, se déclarèrent tout aussitôt pour la nouvelle Constitution de Francfort. Elles ne voulaient pas attendre plus longtemps le moment qui devait « clore la Révolution ». En Autriche et en Prusse, la Révolution se trouvait pour le moment terminée par l'intervention de la force armée. Ces classes auraient préféré un procédé moins brutal pour effectuer cette opération ; mais elles n'avaient pas eu cette chance : la chose était faite, et elles n'avaient qu'à en prendre leur parti — résolution aussitôt adoptée et mise en pratique avec beaucoup

d'héroïsme. Dans les États plus petits, où les choses s'étaient passées d'une façon relativement plus douce, les classes moyennes s'étaient depuis longtemps rejetées dans cette agitation parlementaire, qui produit beaucoup d'effet, mais ne donne, grâce à son impuissance, aucun résultat et qui est si conforme à leur propre nature. Les différents États de l'Allemagne semblaient ainsi, à les regarder chacun séparément, atteindre cette nouvelle forme, définitive qui, croyait-on, leur permettrait de suivre la voie du développement constitutionnel pacifique. Une seule question restait ouverte : celle de la nouvelle organisation politique de la Confédération allemande. Et cette question, la seule qui semblât encore renfermer un danger, était considérée comme devant être résolue tout de suite. De là la pression exercée par les classes moyennes sur l'Assemblée de Francfort en vue de parfaire la Constitution le plus tôt possible ; de là la résolution, prise par la grande et la petite bourgeoisie, d'accepter et de soutenir cette Constitution, quelle qu'elle fut, dans le but de créer sans délai un étal de choses stable. C'est ainsi que, depuis le commencement même l'agitation en faveur de la Constitution impériale partit d'un sentiment réactionnaire et se répandit parmi les classes qui, depuis longtemps, étaient lasses de la Révolution.

Mais un autre trait encore la caractérisait. Les premiers principes fondamentaux de la future Constitution allemande avaient été votés pendant les premiers mois du printemps et de l'été de 1848, à une époque où le mouvement populaire était encore dominant. Les résolutions votées à ce moment, quoiqu'elles fussent *alors* complètement réactionnaires, paraissaient maintenant, après les actes arbitraires des Gouvernements autrichien et prussien, excessivement libérales et même démocratiques. Le critérium de comparaison avait changé. L'Assemblée de Francfort ne pouvait pas, sous peine de suicide moral, rejeter ces mesures votées autrefois et modeler la Constitution sur celles que les Gouvernements autrichien et prussien lui dictaient, l'épée à la main. De plus, dans cette Assemblée, la majorité avait, comme nous l'avons vu, changé de côté, et l'influence du parti libéral et démocratique allait en croissant. Ainsi la Constitution impériale se distinguait non seulement par son apparente origine populaire, mais était en même temps, malgré toutes les contradictions dont elle était remplie, la plus libérale de toutes les Constitutions de l'Allemagne. Son principal défaut était d'être une simple feuille de papier, et de ne disposer d'aucun moyen pour faire exécuter ses décisions.

Il était naturel, dans ces circonstances, que ce parti, qu'on appelait démocratique, c'est-à-dire la masse des petits industriels, se cramponnât à

la Constitution impériale. Cette classe était toujours plus avancée dans ses revendications que la bourgeoisie libérale, monarchiste et constitutionnelle ; elle avait montré un front plus hardi ; elle avait souvent menacé d'une résistance armée ; elle s'était prodiguée en promesses de sacrifier son sang et son existence pour la liberté ; mais elle avait déjà suffisamment prouvé qu'au jour du danger on ne la trouvait nulle part ; elle ne se sentait jamais aussi bien que le lendemain d'une défaite décisive, lorsque, tout ayant été perdu, elle avait tout au moins la consolation de savoir que, d'une façon ou d'une autre, la question *était* résolue. Aussi, tandis que l'adhésion des grands banquiers, manufacturiers et commerçants, avait un caractère plus réservé, étant plutôt une simple manifestation en faveur de la Constitution de Francfort, la classe qui se trouvait immédiatement au-dessous d'eux — celle de nos vaillants boutiquiers démocrates — se mit en avant d'un air majestueux et déclara, comme d'habitude, quelle dépenserait la dernière goutte de son sang plutôt que de laisser tomber la Constitution impériale.

Soutenue par ces deux partis — les bourgeois partisans de la royauté constitutionnelle et les boutiquiers plus ou moins démocrates — l'agitation en faveur de l'établissement immédiat de la Constitution impériale gagna rapidement du terrain et trouva son expression la plus forte dans les parlements des différents États. Les Chambres de Prusse, de Hanovre, de Saxe, de Bade, de Wurtemberg se prononcèrent en sa faveur. La lutte entre les Gouvernements et l'Assemblée de Francfort prenait un aspect menaçant.

Les Gouvernements, d'ailleurs, agissaient rapidement. Les Chambres prussiennes, qui avaient à reviser et à confirmer la Constitution, furent dissoutes d'une façon anticonstitutionnelle ; des émeutes, provoquées intentionnellement par le Gouvernement, éclatèrent à Berlin, et le lendemain, 28 avril, le ministère prussien fit paraître une note circulaire dans laquelle la Constitution impériale était proclamée un document tout à fait anarchique et révolutionnaire que les Gouvernements d'Allemagne devaient transformer et purifier. La Prusse niait catégoriquement ce souverain pouvoir constituant dont les sages de Francfort s'étaient toujours tant vantés, mais qu'ils n'avaient jamais établi. C'est ainsi qu'un Congrès de Princes — une résurrection de l'ancienne Diète fédérale — fut convoqué dans le but de se prononcer sur cette Constitution qui avait déjà été promulguée comme loi. En même temps la Prusse concentrait ses troupes à Kreuznach, à trois jours de marche de Francfort, et invitait les États plus petits à suivre son exemple en dissolvant leurs Chambres aussitôt qu'elles donneraient leur adhésion à l'Assemblée de Francfort. Cet

exemple fut rapidement suivi par le Hanovre et par la Saxe.

Il était manifestement impossible d'éviter que la lutte se décidât par la force des armes. L'hostilité des Gouvernements, l'agitation dans le peuple paraissaient de jour en jour plus fortes. Les militaires étaient partout l'objet de la propagande des citoyens démocrates, et, dans le sud de l'Allemagne, avec un grand succès. Partout se tenaient de grands meetings qui prenaient la résolution de soutenir la Constitution impériale et l'Assemblée nationale par la force des armes s'il le fallait.

À Cologne, une réunion des délégués de tous les conseils municipaux de la Prusse Rhénane se tint dans le même but. Dans le Palatinat, à Bergen, à Fulda, à Nuremberg, dans l'Odenwald, les paysans se rassemblaient par milliers et se trouvaient gagnés par l'enthousiasme. Pendant ce temps, en France, l'Assemblée constituante était dissoute, et les nouvelles élections se préparaient au milieu d'une violente agitation, tandis qu'à la frontière Est de l'Allemagne les Hongrois, repoussaient, dans l'espace d'un mois, par une succession de brillantes victoires, le flot de l'invasion autrichienne, depuis la Theiss jusqu'à la Leitha ; on s'attendait tous les jours à les voir prendre Vienne d'assaut. C'est ainsi que, l'imagination populaire étant de tous côtés excitée au plus haut point, et la politique agressive des Gouvernements se manifestant tous les jours plus nettement, une violente collision était inévitable et, seule l'imbécillité peureuse pouvait se persuader que la lutte se terminerait pacifiquement. Mais cette peureuse imbécillité était très largement représentée à l'Assemblée de Francfort.

Londres, juillet 1852.

CHAPITRE XVII

L'INSURRECTION

18 septembre 1852.

Le conflit inévitable entre l'Assemblée nationale de Francfort et les Gouvernements des différents États de l'Allemagne éclata enfin, dans les premiers jours de mai 1849, en hostilités ouvertes. Les députés autrichiens, rappelés par leur Gouvernement, étaient déjà retournés chez eux, à l'exception de quelques membres appartenant à la gauche ou parti démocratique. La grande masse des membres conservateurs, voyant la tournure que prenaient les choses, se retira même avant d'y être invitée par les différents Gouvernements. Ainsi, indépendamment des autres causes qui, comme nous l'avons vu dans les lettres précédentes, augmentaient l'influence de la gauche, ce seul abandon de leur poste par les membres de la droite suffisait à transformer l'ancienne minorité de l'Assemblée en une majorité. La nouvelle majorité, qui n'avait jamais rêvé pareil bonheur, avait profité de sa situation sur les bancs de l'opposition pour protester contre la faiblesse, l'indécision et l'indolence de l'ancienne majorité et de son Lieutenant de l'Empire. Maintenant c'étaient ses membres qui, tout d'un coup, se trouvaient appelés à remplacer cette ancienne majorité. C'était à *eux* maintenant de faire voir ce qu'ils étaient capables de faire. *Leur* carrière devait naturellement être caractérisée par l'énergie, la décision, l'activité. *Eux*, l'élite de l'Allemagne, allaient bientôt pouvoir pousser en avant le vieux Lieutenant de l'Empire et ses ministres indécis et, au cas où ce serait impossible, ils allaient — à n'en pas douter — déposer, en vertu du droit souverain du peuple, cet impuissant Gouvernement et le remplacer par un pouvoir exécutif énergique et infatigable qui assurerait le salut de l'Allemagne ! Pauvres gens ! *Leur* pouvoir — si l'on peut appeler ainsi un pouvoir auquel personne n'obéit — était encore bien plus ridicule que celui de leurs prédécesseurs.

La nouvelle majorité déclara qu'en dépit de tous les obstacles la Constitution impériale allait être mise en vigueur, et *sans délai* ; que le 15 juillet suivant le peuple élirait des députés à la nouvelle Chambre des

représentants, et que cette Chambre se réunirait à Francfort le 15 août suivant. C'était une déclaration de guerre ouverte faite aux Gouvernements qui n'avaient pas reconnu la Constitution impériale, parmi lesquels les principaux étaient la Prusse, l'Autriche, la Bavière, comprenant plus des trois quarts de la population allemande, — déclaration de guerre qui fut aussitôt acceptée par eux. La Prusse et la Bavière rappelèrent également les députés envoyés à Francfort par leurs territoires et précipitèrent leurs préparatifs de guerre contre l'Assemblée nationale, tandis que, d'un autre côté, les manifestations du parti démocratique (en dehors du parlement) en faveur de la Constitution impériale et de l'Assemblée nationale prenaient un caractère plus turbulent et plus violent, et que la masse des travailleurs, guidée par les hommes du parti le plus extrême, était prête à prendre les armes pour une cause qui, si elle n'était pas la sienne, lui faisait entrevoir au moins quelque chose qu'elle approcherait de son but en débarrassant l'Allemagne de ses anciennes formes monarchiques. Ainsi, les Gouvernements étaient partout à couteaux tirés avec leurs sujets ; le conflit était inévitable ; la mine était chargée et il ne manquait qu'une étincelle pour provoquer l'explosion. La dissolution des Chambres en Saxe, la convocation de la Landwehr (réserve) en Prusse, la résistance ouverte opposée par les Gouvernements à la Constitution impériale, ont joué le rôle de ces étincelles ; elles sont tombées — et le pays tout entier s'est enflammé. À Dresde, le peuple s'empara victorieusement de la ville le 4 mai, et chassa le roi, tandis que tous les districts environnants envoyaient des renforts aux insurgés. Dans la Prusse Rhénane et la Westphalie, la Landwehr refusa de marcher, prit possession des arsenaux et s'arma elle-même pour la défense de la Constitution impériale. Dans le Palatinat, le peuple s'empara des fonctionnaires du Gouvernement bavarois et de la caisse publique et nomma un Comité de défense qui plaça la province sous la protection de l'Assemblée nationale. Dans le Wurtemberg, le peuple obligea le roi à reconnaître la Constitution impériale et, dans le duché de Bade, unie au peuple, força le grand-duc à s'enfuir et créa un Gouvernement provincial. Dans les autres parties de l'Allemagne, le peuple n'attendait que le signal décisif de l'Assemblée nationale pour se lever les armes à la main et se mettre à sa disposition.

La situation de l'Assemblée nationale était beaucoup plus favorable qu'on n'aurait pu l'attendre de son ignoble passé ! La partie occidentale de l'Allemagne avait pris les armes en sa faveur ; les troupes hésitaient partout ; dans les petits États, elles étaient incontestablement favorables au mouvement. L'Autriche était affaiblie par les victoires des Hongrois, et la Russie — cette force de réserve des Gouvernements allemands —

rassemblait toutes ses troupes pour soutenir l'Autriche contre les armées magyares. La seule nation qu'il fallait soumettre, était la Prusse, et, vu les sympathies révolutionnaires qui existaient dans ce pays, il y avait quelque chance d'atteindre ce but. Tout dépendait ainsi de la conduite de l'Assemblée.

L'insurrection est un art au même titre que celui de la guérite ou que tout autre, et comme tel soumis à certaines règles qui, si elles sont négligées, amènent la perte du parti qui les enfreint. Ces règles, qui se déduisent logiquement de la nature des partis et des circonstances auxquelles on doit avoir affaire dans le cas donné, sont si claires et si simples que la courte expérience de 1848 avait suffi pour les faire parfaitement bien entendre de l'Allemagne. Premièrement, ne jouez jamais avec l'insurrection avant d'être tout à fait préparés à affronter les conséquences de votre jeu. L'insurrection est un calcul à grandeurs très indéterminées, dont la valeur peut changer chaque jour ; les forces qui sont dirigées contre vous ont tous les avantages de l'organisation, de la discipline et de l'habitude de l'autorité ; si vous ne leur opposez pas une forte supériorité, vous êtes vaincus et perdus. En second lieu, une fois entrés dans la voie insurrectionnelle, agissez avec la plus grande décision et prenez l'offensive. La défensive est la mort de tout soulèvement armé ; il est perdu, avant même de s'être mesuré avec ses ennemis. Surprenez vos ennemis lorsque leurs forces sont éparpillées ; préparez toujours de nouveaux succès, petits, mais se répétant tous les jours ; conservez l'ascendant moral que le premier soulèvement heureux vous a donné ; attirez de votre côté ces éléments hésitants qui suivent toujours l'impulsion la plus forte et qui regardent toujours du côté le moins dangereux ; forcez vos ennemis à se retirer avant qu'ils puissent réunir leurs forces contre vous ; comme dit Danton, le plus grand maître connu de la politique révolutionnaire : de l'audace, de l'audace, encore de l'audace !

Qu'avait alors à faire l'Assemblée nationale de Francfort si elle voulait échapper à la perte certaine qui la menaçait ? C'était, avant tout, de voir clair dans la situation et de se convaincre qu'elle n'avait maintenant d'autre choix que de se soumettre sans condition aux Gouvernements ou de prendre en main, sans réserve et sans hésitation, la cause de l'insurrection à main armée. C'était, en second lieu, de reconnaître publiquement toutes les insurrections qui avaient déjà éclaté et d'inviter le peuple à prendre partout les armes pour défendre la représentation nationale, mettant hors la loi tous les princes, les ministres et autres qui oseraient s'opposer au peuple souverain représenté par ses mandataires. C'était, en troisième lieu, de déposer aussitôt le Lieutenant de l'Empire

allemand, de créer un pouvoir exécutif fort, actif et décidé, d'appeler les troupes insurgées à Francfort pour assurer sa protection immédiate et donner ainsi en même temps un prétexte légal à l'extension de l'insurrection, d'organiser en un tout compact toutes les forces qui se trouvaient à sa disposition, en un mot de profiter rapidement et sans hésitation de tous les moyens utiles pour fortifier sa position et affaiblir celle de ses adversaires.

Mais les vertueux démocrates de l'Assemblée de Francfort tirent juste le contraire de tout cela. Non contents de laisser les choses suivre leur cours, ces hommes illustres allèrent jusqu'à perdre par leur opposition tous les mouvements insurrectionnels qui se préparaient. Ainsi agit, par exemple, M. Karl Vogt, à Nuremberg. Ils laissèrent réprimer les insurrections de la Saxe, de la Prusse Rhénane, de la Westphalie, sans leur avoir apporté d'autre concours qu'une protestation posthume et sentimentale contre la violence et l'insensibilité du Gouvernement prussien. Ils entretenaient des relations diplomatiques secrètes avec les insurrections de l'Allemagne du Sud, mais ne les ont jamais soutenues en les reconnaissant ouvertement. Ils savaient que le Lieutenant de l'Empire était du côté des Gouvernements, et c'est cependant à *lui*, qui n'avait jamais fait un mouvement, qu'ils s'adressaient pour qu'il s'opposât aux intrigues de ces Gouvernements. Les ministres de l'Empire, de vieux conservateurs, se moquaient de cette impuissante Assemblée à chacune de ses séances, et elle le supportait. Et lorsque Wilhelm Wolff, député silésien l'un des éditeurs de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, fit appel à eux pour leur proposer de mettre hors la loi le Lieutenant de l'Empire, qui, comme il le disait avec justesse, n'était rien autre que le premier et le plus grand traître de tout l'Empire — il fut hué par l'unanime et vertueuse indignation de ces révolutionnaires démocrates ! Bref, ils parlaient, ils protestaient, ils proclamaient, ils se prononçaient, mais ils n'avaient jamais assez de courage ou d'esprit pour agir, tandis que les troupes ennemies des Gouvernements s'approchaient de plus en plus, et que leur propre pouvoir exécutif, le Lieutenant de l'Empire, complotait activement avec les princes allemands leur rapide destruction. Ainsi cette méprisable Assemblée perdit jusqu'aux dernières traces de la considération dont elle jouissait ; les insurgés, qui s'étaient levés pour sa défense, cessèrent de s'en préoccuper, et lorsqu'enfin elle aboutit, comme nous allons le voir, à une fin honteuse, elle mourut sans que personne remarquât cette fin sans honneur.

Londres, août 1852.

CHAPITRE XVIII

LES PETITS INDUSTRIELS

2 octobre 1852.

Nous avons dit, dans notre dernier chapitre, que la lutte entre les Gouvernements allemands d'un côté et le Parlement de Francfort de l'autre acquit enfin un degré de violence tel que, dans les premiers jours de mai, une insurrection ouverte éclata dans une grande partie de l'Allemagne, d'abord à Dresde, puis dans le Palatinat Bavarois, dans quelques parties de la Prusse Rhénane, enfin à Bade.

Dans tous les cas, la partie des insurgés qui *combattait réellement*, celle qui tout d'abord prit les armes et livra bataille à la troupe, se composait de la *classe ouvrière des villes*. Une fraction de la population pauvre des campagnes, ouvriers et petits fermiers, se joignait généralement à elle, une fois le conflit éclaté. On trouvait aussi, du moins pendant quelque temps, dans les rangs des armées insurrectionnelles, un nombre plus ou moins grand de jeunes gens de toutes les classes placées au-dessous de la classe capitaliste ; mais cet agrégat plutôt indistinct diminuait très vite aussitôt que les affaires semblaient prendre une tournure sérieuse. Les étudiants, en particulier, ces « représentants de l'intellect », comme ils aimaient à s'appeler, étaient les premiers à abandonner leurs drapeaux, à moins qu'ils ne fussent retenus par le grade d'officier qui leur était attribué et pour lequel, naturellement, ils n'avaient que très rarement des capacités.

La classe ouvrière s'engagea dans cette insurrection, comme elle se serait engagée dans toute autre qui lui eût promis soit d'écarter quelque obstacle de son chemin vers la domination politique et la révolution sociale, soit, au moins, de forcer les classes plus influentes, mais moins courageuses, de la société, à une action plus décidée et plus révolutionnaire que celle qu'elles avaient adoptée auparavant. La classe ouvrière prit les armes, sachant pleinement qu'au point de vue des conséquences directes, ce n'était pas sa lutte propre qu'elle menait, mais elle suivait en cela la seule politique juste, qui consistait à ne pas permettre à la classe qui s'élevait sur ses épaules (comme l'avait fait la bourgeoisie

en 1848) de fortifier son Gouvernement de classe, sans au moins ouvrir à la classe ouvrière une libre carrière à ses propres intérêts, et, dans tous les cas, à amener une crise à la suite de laquelle, ou bien la nation serait lancée d'une façon décisive et irrésistible dans la voie révolutionnaire, ou bien le *statu quo* d'avant la Révolution serait rétabli aussi exactement que possible, rendant ainsi inévitable une nouvelle révolution. Dans les deux cas les classes ouvrières représentaient l'intérêt réel et bien compris de la nation en général, en hâtant, dans la mesure du possible, ce cours de la révolution que toutes les vieilles sociétés de l'Europe civilisée doivent nécessairement franchir avant qu'une d'elles puisse aspirer de nouveau à un développement plus tranquille et plus régulier de ses ressources.

Quant aux habitants des campagnes qui se sont joints à l'insurrection, ce qui les a surtout jetés dans les bras du parti révolutionnaire, c'est en partie le poids énorme des impôts, en partie les charges féodales qui les écrasaient.

Sans manifester aucune initiative propre, ils formèrent la queue des autres classes engagées dans l'insurrection, flottant entre les ouvriers d'un côté et la classe des petits industriels de l'autre. C'était leur position sociale particulière qui décidait presque toujours de la voie qu'ils allaient suivre ; les ouvriers agricoles soutenaient, en général, les artisans des villes, et le petit fermier était prêt à marcher la main dans la main avec le petit boutiquier.

La classe des petits industriels, dont nous avons plusieurs fois noté l'importance et l'influence considérables, peut être considérée comme la classe qui a dirigé l'insurrection de mai 1849. Aucune des grandes villes d'Allemagne, ne figurant, à ce moment, parmi les centres du mouvement, la classe des petits industriels, qui prédomine toujours dans les villes moyennes ou petites, trouva les moyens de prendre dans ses mains la direction de l'insurrection. Nous avons vu, de plus, que, dans la lutte pour la constitution impériale et les droits du Parlement allemand, les droits de cette classe particulière se trouvaient en jeu. Les Gouvernements provisoires qui s'étaient formés dans tous les districts insurrectionnels représentaient, pour la plupart, cette fraction de la population, et l'étendue du chemin qu'ils ont fait peut être prise, par conséquent, avec raison, comme mesure de ce dont est capable la petite bourgeoisie allemande, c'est-à-dire, comme nous le verrons, de perdre seulement tout mouvement qui se remet entre ses mains.

La petite bourgeoisie, grande dans la vantardise, est impuissante pour l'action et très prudente quand il s'agit de risquer quelque chose. Le caractère mesquin de ses transactions commerciales et de ses opérations de

crédit est éminemment apte à poser, sur son caractère, la marque du manque d'énergie et d'esprit d'entreprises ; il faut s'attendre, par conséquent, à voir les mêmes qualités caractériser sa carrière politique. Aussi la petite bourgeoisie encouragea-t-elle l'insurrection en proférant de grands mots et en se vantant de ce qu'elle allait faire ; elle s'empessa de s'emparer du pouvoir aussitôt que l'insurrection eut éclaté bien malgré elle, et elle n'employa ce pouvoir qu'à détruire les effets de l'insurrection. Partout où un conflit armé amena à une crise sérieuse, les boutiquiers demeurèrent frappés d'effroi en présence de la situation dangereuse qui leur était faite, en présence du peuple qui avait pris au sérieux leurs vaniteux appels aux armes, en présence du pouvoir qui se trouvait ainsi leur être imposé, en présence, surtout, des conséquences que comportait pour eux-mêmes, pour leurs positions sociales et pour leurs fortunes, la politique dans laquelle ils étaient forcés de s'engager. Ne s'attendait-on pas à les voir risquer « la vie et la propriété », comme ils le disaient toujours, pour la cause de l'insurrection ? N'étaient-ils pas forcés de prendre des positions officielles dans l'insurrection, ce qui, dans le cas d'une défaite, pouvait amener la perte de leur capital ? Et, dans le cas d'une victoire, n'étaient-ils pas certains d'être immédiatement mis à l'écart et de voir leur politique tout entière bouleversée par les prolétaires victorieux, qui formaient le gros de l'armée des combattants ? Placée ainsi entre les dangers contraires qui l'entouraient de tous les côtés, la petite bourgeoisie ne sut se servir de son pouvoir que pour abandonner les choses à elles-mêmes, perdant ainsi toute chance de succès qu'il y aurait pu avoir et tuant complètement l'insurrection. Sa politique, ou plutôt son absence de politique, était partout la même, et c'est pourquoi les insurrections de mai 1849 furent toutes, dans toutes les parties de l'Allemagne, taillées sur le même patron.

À Dresde, la lutte dura pendant quatre jours dans les rues de la ville. Les boutiquiers de Dresde, qui formaient la « garde communale », non seulement ne combattaient pas, mais, dans beaucoup de cas, favorisaient l'action des troupes contre les insurgés. Ces derniers étaient presque exclusivement des ouvriers des districts manufacturiers voisins. Ils trouvèrent un chef capable et plein de sang-froid dans la personne du réfugié russe Michel Bakounine qui, plus tard, fut fait prisonnier et se trouve actuellement enfermé dans les cachots de Munkacs, en Hongrie. L'intervention de nombreuses troupes prussiennes écrasa le mouvement.

Dans la Prusse Rhénane, la véritable bataille n'eut que peu d'importance. Toutes les grandes villes étant des forteresses commandées par des citadelles, il ne pouvait y avoir, de la part des insurgés, que des

escarmouches. Aussitôt que les troupes furent réunies en nombre suffisant, c'en fut fait de la résistance armée.

Avec le Palatinat et Bade, au contraire, une province riche et fertile et un État tout entier tombèrent au pouvoir de l'insurrection. Argent, armes, soldats, munitions, tout était sous sa main. Les soldats de l'armée régulière eux-mêmes se sont joints aux insurgés ; bien plus, à Bade, ils étaient même les plus avancés d'entre eux. Les insurrections de Saxe et de la Prusse Rhénane se sacrifièrent pour gagner du temps et permettre d'organiser le mouvement dans l'Allemagne du Sud. Jamais la situation n'avait été aussi favorable pour une insurrection provinciale et partielle. À Paris, on s'attendait à une révolution ; les Hongrois étaient aux portes de Vienne ; dans tous les États de l'Allemagne centrale, non seulement la population, mais même les troupes, étaient très favorables à l'insurrection et n'attendaient qu'une occasion pour se joindre ouvertement à elle. Et, malgré cela, une fois remis entre les mains de la petite bourgeoisie, le mouvement fut perdu dès le commencement. Les gouvernants petits bourgeois, surtout ceux de Bade — M. Brentano en tête — n'oubliaient jamais qu'en usurpant la place et les prérogatives du souverain « légitime », le grand-duc, ils commettaient le crime de haute trahison. Ils s'asseyaient dans les fauteuils ministériels ayant la conscience de leur crime dans le cœur. Et que peut-on attendre de gens aussi poltrons ? Non seulement ils abandonnèrent l'insurrection à sa spontanéité incohérente et, par conséquent, inefficace, mais encore ils firent tout ce qui était en leur pouvoir pour enlever au mouvement tout ressort, l'amollir et l'anéantir. Et ils y réussirent, grâce à l'appui zélé de ces profonds politiciens qu'étaient les héros « démocrates » de la petite bourgeoisie, qui croyaient véritablement « sauver le pays », pendant qu'ils se laissaient mener par le bout du nez par quelques hommes au coup d'œil plus pénétrant, tels que Brentano.

Quant au côté militaire de l'affaire, jamais opérations ne furent conduites d'une façon plus négligente et plus stupide que sous le commandement de Sigel, général en chef de Bade, ex-lieutenant de l'armée régulière. La confusion régnait partout, toutes les bonnes occasions étaient perdues, tous les moments précieux étaient négligés pour des projets colossaux, mais impraticables, et lorsqu'au Polonais capable, Mieroslavski, prit le commandement, l'armée était désorganisée, battue, démoralisée, mal approvisionnée et avait devant elle un ennemi quatre fois plus nombreux ; il ne pouvait faire rien d'autre que de livrer, à Waghäusel, une bataille glorieuse, mais sans succès, d'organiser une retraite intelligente, et de livrer une dernière bataille désespérée sous les murs de

Rastadt et de céder.

Comme dans toutes les guerres insurrectionnelles où les armées sont composées à la fois de soldats bien exercés et de conscrits inexpérimentés, il y eut dans l'armée révolutionnaire beaucoup d'héroïsme, en même temps que beaucoup de panique, très peu militaire et souvent incompréhensible ; mais, tout imparfaite qu'elle devait nécessairement être, elle eut au moins cette satisfaction qu'un nombre quatre fois supérieur, ne fut pas capable de la battre et que cent mille hommes de troupes régulières combattant contre vingt mille insurgés les traitèrent, militairement, avec autant de respect que s'il s'était agi de la vieille garde de Napoléon.

L'insurrection avait éclaté au mois de mai ; vers le milieu du mois de juillet 1849, elle était complètement réprimée, et la première révolution allemande était finie.

Londres (sans date).

CHAPITRE XIX

LA FIN DE L'INSURRECTION

23 octobre 1852.

Pendant que le midi et l'ouest de l'Allemagne étaient en insurrection ouverte et que les Gouvernements employaient à éteindre les dernières étincelles de la première révolution allemande, plus de dix semaines, depuis la première ouverture des hostilités, à Dresde, jusqu'à la capitulation de Rastadt, l'Assemblée nationale disparut de la scène politique sans que personne prit garde à son départ.

Nous avons laissé cette auguste Assemblée à Francfort, rendue perplexe par les attaques insolentes que les Gouvernements faisaient subir à sa dignité, par l'impuissance et l'insouciance perfide du pouvoir central qu'elle avait elle-même créé, par les soulèvements des petits commerçants qui s'étaient levés pour sa défense et de la classe ouvrière qui poursuivait une fin révolutionnaire. La désolation et le désespoir régnaient parmi ses membres ; les événements avaient pris brusquement une forme si décisive et si déterminée que, dans l'espace de quelques jours, toutes les illusions que se faisaient ces savants législateurs sur leur pouvoir et sur leur influence réelle se trouvèrent complètement dissipées. Les conservateurs sur un signe fait par les Gouvernements s'étaient déjà retirés de cette Assemblée qui ne pouvait exister désormais qu'en dépit des autorités constituées. Les libéraux cédèrent en complète déroute ; ils abandonnèrent également leurs mandats de représentants. Ces honorables messieurs fuyaient par centaines. Le nombre des membres, jadis de huit ou neuf cents, avait diminué si rapidement que maintenant cent cinquante et, quelques jours après même cent, étaient déclarés former le quorum. Et ceux-là même étaient difficiles à réunir, quoique le parti démocratique tout entier fût resté là.

La voie que devaient suivre les restes du Parlement était suffisamment claire. Il n'avait qu'à se joindre ouvertement et résolument à l'insurrection, à laquelle il aurait donné ainsi la force que pouvait lui apporter la légalité, et il se procurait, d'autre part, une armée pour sa propre défense. Il fallait

sommer le pouvoir central de cesser aussitôt toutes les hostilités ; et si, comme on pouvait le prévoir, ce pouvoir ne voulait ni ne pouvait le faire, on devait le renverser aussitôt et mettre à sa place un autre gouvernement, plus énergique. S'il était impossible d'amener les troupes insurrectionnelles à Francfort (ce qui, au commencement, pouvait être facilement fait, lorsque les Gouvernements des différents États étaient encore peu préparés et hésitaient, l'Assemblée pouvait se transporter immédiatement au centre même de la région insurgée. Si tout cela avait été fait résolument et au plus tard au milieu du mois de mai, cet acte aurait donné des chances de succès aussi bien à l'insurrection qu'à l'Assemblée nationale.

Mais on ne pouvait s'attendre à une action aussi résolue de la part des représentants des boutiquiers allemands. Ces aspirants hommes d'État n'avaient pas encore complètement perdu leurs illusions. Ceux des membres qui n'avaient plus leur foi fatale dans la force et dans l'inviolabilité du Parlement étaient déjà partis, et les démocrates qui étaient restés ne pouvaient se détacher aussi facilement de ces rêves de pouvoir et de grandeur qu'ils avaient nourris pendant douze mois. Fidèles à la ligne de conduite qu'ils avaient toujours eue, ils reculaient devant une action décisive jusqu'au moment où toute chance de succès — et même toute chance de succomber avec les honneurs de la guerre — était perdue. Voulant faire preuve d'une activité factice et présomptueuse, dont l'impuissance totale, unie à de hautes prétentions, ne pouvait éveiller que la pitié et le rire, ils continuaient à envoyer des résolutions, des adresses et des requêtes insinuant au Lieutenant de l'Empire, qui n'y faisait la même pas attention, et aux ministres qui étaient ouvertement passés du côté de l'ennemi. Lorsqu'enfin Wilhelm Wolff, représentant de Striegau, l'un des éditeurs de la *Neue rheinische Zeitung*, le seul véritable révolutionnaire de toute l'Assemblée, leur dit que, si vraiment, ils pensaient ce qu'ils disaient, ils feraient mieux de mettre fin aux bavardages et de déclarer aussitôt hors la loi le Lieutenant de l'Empire, traître suprême du pays. Alors toute la vertueuse indignation, comprimée chez messieurs les parlementaires, éclata avec une énergie qu'ils n'avaient jamais su trouver lorsque le Gouvernement les accablait d'insultes.

La proposition de Wolff était la première parole sensée qui eût été prononcée dans les murs de l'église Saint-Paul, et naturellement, comme c'était la seule chose qu'il y avait à faire, comme un langage aussi clair allait droit au but, il ne pouvait être que blessant pour ces sentimentaux, qui n'étaient décidés à rien, sauf à l'indécision, qui, trop peureux pour agir, étaient arrivés une fois pour toutes à cette conclusion, qu'en ne faisant

rien, ils faisaient justement ce qu'il fallait faire. Toute parole qui perçait comme un éclair le brouillard prétentieux, mais voulu, de leurs esprits, chaque allusion qui tendait à les faire sortir du labyrinthe dans lequel ils s'obstinaient à rester le plus longtemps possible, chaque conception claire de l'état réel des choses était naturellement un crime contre la majorité de cette souveraine Assemblée.

Peu de temps après que la situation des honorables messieurs de Francfort fut devenue intenable malgré leurs résolutions, leurs appels, leurs interpellations, leurs proclamations, ils se retirèrent, mais non dans les régions insurgées. Ç'aurait été pour eux un pas trop décisif. Ils se rendirent à Stuttgart où le Gouvernement wurtembergeois observait une sorte de neutralité expectante. Là enfin ils déclarèrent que le Lieutenant de l'Empire avait forfait à son pouvoir et élurent dans leur propre sein une régence composée de cinq personnes. Cette régence se mit aussitôt à adopter une loi sur la milice, qui, en effet, fut communiquée dans la forme convenable à tous les Gouvernements de l'Allemagne.

Ces derniers, ennemis déclarés de l'Assemblée, étaient invités à réunir des forces pour sa défense ! Ensuite fut créée, sur le papier naturellement, une armée pour la défense de l'Assemblée nationale. Divisions, brigades, régiments, batteries, tout était réglé, ordonné. Il n'y manquait que la réalité. Cette armée ne fut, en effet, jamais appelée à l'existence.

Une dernière issue se présentait à l'Assemblée nationale. De tous côtés la population démocratique envoyait des délégations, se mettait à la disposition du Parlement, voulait le pousser à une action décisive. Le peuple, connaissant les intentions du Gouvernement wurtembergeois, implorait l'Assemblée nationale de forcer ce Gouvernement à prendre une part ouverte et active dans les insurrections voisines. Mais non ! l'Assemblée nationale en allant à Stuttgart s'était mise à la merci du Gouvernement wurtembergeois. Ses membres le savaient et firent tomber l'agitation populaire. Ils perdirent ainsi le dernier soupçon d'influence qu'ils pouvaient encore conserver. Ils récoltèrent le mépris qu'ils méritaient, et le Gouvernement wurtembergeois, poussé par la Prusse et le Lieu tenant de l'Empire, mit fin à la farce démocratique en fermant, le 18 juin 1849, la salle où se réunissait le Parlement et en ordonnant aux membres de la régence de quitter le pays.

Ils vinrent alors à Bade, dans le camp même de l'insurrection. Mais leur présence était maintenant inutile. Cependant la Régence continuait, au nom du peuple allemand souverain, à sauver le pays par ses mesures. Elle tenta de se faire reconnaître par les puissances étrangères en délivrant des passeports à tous ceux qui en voulaient. Elle fit paraître des proclamations

et envoya des commissaires pour soulever ces mêmes régions du Wurtemberg dont elle avait refusé le concours actif quand il en était encore temps. Cela n'eut naturellement pas le moindre effet. Nous avons sous les yeux le rapport original envoyé par un de ces commissaires, M. Rosier, représentant de Oels. Son contenu est très caractéristique. Il est daté de Stuttgart, 30 juin 1849. Après avoir décrit les aventures arrivées à une demi-douzaine de commissaires dans leurs recherches infructueuses pour trouver de l'argent, il donne une série d'excuses pour expliquer pourquoi il ne s'est pas encore rendu à son poste, et se livre ensuite à de graves considérations sur les différences possibles entre l'Autriche, la Prusse, la Bavière et le Wurtemberg, et en déduit les conséquences. Après avoir complètement épuisé cette question, il arrive à conclure qu'il ne reste plus aucun espoir. Il propose ensuite d'établir des relais d'hommes de confiance pour entretenir des relations, et un système d'espionnage pour se rendre compte des intentions du ministère du Wurtemberg et des mouvements de troupes. Cette lettre n'était jamais arrivée à destination ; car, au moment où on l'écrivait, la « Régence » était déjà entièrement passée aux « Affaires étrangères », c'est-à-dire en Suisse, et pendant que ce pauvre M. Rosier se cassait la tête au sujet des intentions du terrible ministère d'un royaume de sixième ordre, cent mille hommes. Prussiens, Bavaois et Hessois, avaient déjà résolu toute l'affaire dans la dernière bataille livrée sous les murs de Rastadt.

Ainsi disparut le Parlement allemand, et avec lui la première et la dernière création de la Révolution. Sa convocation était le premier témoignage de ce que véritablement une révolution *s'était effectuée* en janvier. Il avait existé aussi longtemps que cette première révolution allemande des temps modernes n'avait pas pris fin. Élu sous l'influence de la classe capitaliste, par une population rurale dispersée et morcelée, se réveillant seulement en grande partie du sommeil dormi sous le féodalisme, ce Parlement servit à amener en même temps sur la scène politique tous les grands noms populaires de 1820 à 1848 et à les ruiner ensuite complètement. Toutes les célébrités du libéralisme bourgeois s'y trouvaient réunies. La bourgeoisie s'attendait à des merveilles. Elle ne recueillit que de la honte pour elle et pour ses représentants. Les capitalistes industriels et commerçants étaient plus complètement écrasés en Allemagne qu'en tout autre pays. Ils furent d'abord vaincus, brisés, expulsés de tous les emplois dans chaque État isolé de l'Allemagne.

Ensuite ils furent mis en déroute, déshonorés, couverts d'opprobres dans le Parlement central de l'Allemagne. Le libéralisme politique, le règne de la bourgeoisie sous forme de Gouvernement monarchique ou républicain

est à jamais impossible en Allemagne.

Dans la dernière période de son existence, le Parlement allemand servit à déshonorer à jamais le parti qui, depuis mars 1848, se trouvait à la tête de l'opposition officielle, les démocrates qui représentaient les intérêts des bourgeois et en partie de ceux des fermiers. Cette classe avait eu, en mai et juin 1849, la possibilité de montrer qu'il était capable de fonder en Allemagne un Gouvernement stable. Nous avons vu comment elle échoua, moins par suite des circonstances défavorables que grâce à la lâcheté manifeste et incessante qu'elle montra dans tous les moments critiques qui se produisirent depuis le début de la Révolution, que parce qu'elle montra, en politique, la même courte vue, la même pusillanimité, le même esprit hésitant qui caractérise ses opérations commerciales. En mai 1849, elle avait ainsi perdu la confiance de la véritable armée qui lutte dans toutes les insurrections européennes, de la classe ouvrière. Cependant elle avait encore des chances. Le Parlement allemand lui appartenait entièrement depuis que les réactionnaires et les libéraux s'étaient retirés. La population rurale lui était favorable. Les deux tiers des armées des petits États, un tiers de l'armée prussienne, la majorité de la « Landwehr » prussienne (réserve) était prête à se joindre à elle, si seulement elle avait agi avec résolution et avec ce courage que donne la vue claire de la situation. Mais les politiciens qui étaient à la tête de cette classe n'étaient pas plus clairvoyants que les petits commerçants qui les suivaient. Ils se montrèrent seulement plus présomptueux, plus ardemment attachés aux illusions qu'ils conservaient volontairement, plus crédules, plus incapables que les libéraux de s'attaquer résolument aux faits. Aussi leur importance politique est-elle inférieure à zéro. Mais quoique n'ayant pu mettre à exécution les lieux communs qui formaient leurs principes, ils auraient pu cependant, dans des circonstances très favorables, reprendre un essor momentané, lorsque cette dernière espérance leur fut enlevée, de même qu'elle fut dérobée à leurs collègues de la « démocratie pure » de France par le coup d'État de Louis Bonaparte.

La défaite de l'insurrection du sud-ouest de l'Allemagne et la dispersion du Parlement allemand termine l'histoire de la première insurrection allemande. Nous allons maintenant jeter un coup d'œil d'adieu sur les membres victorieux de l'alliance contre-révolutionnaire. Nous le ferons dans notre prochaine lettre^{38}.

Londres, 24 septembre 1852.

CHAPITRE XX

LE DERNIER PROCÈS DE COLOGNE

22 décembre 1852.

Vous avez déjà reçu, par l'intermédiaire des journaux européens, de nombreux comptes rendus du procès monstre intenté aux communistes à Cologne, en Prusse, ainsi que de ses résultats. Mais comme aucun de ces comptes rendus ne ressemble à un exposé exact des faits, et que ces faits projettent une vive lumière sur les moyens politiques par lesquels on tient en servitude tout le continent européen, je crois nécessaire de revenir sur ce point.

Le parti communiste ou prolétarien, aussi bien que les autres partis, avait perdu, grâce à la suppression des droits d'association et de réunion, la possibilité de se créer sur le continent une organisation légale. Ces chefs avaient de plus été exilés de leurs pays. Mais aucun parti politique ne peut exister sans organisation : et cette organisation que la bourgeoisie libérale ainsi que les boutiquiers démocrates pouvaient plus ou moins remplacer par leur position sociale, les moyens. et les rapports quotidiens établis depuis longtemps entre eux, la classe prolétarienne, dépourvue de cette position sociale et des ces moyens pécuniaires, devait nécessairement les chercher dans une association secrète. De là la fondation, en France comme en Allemagne, de ces nombreuses sociétés secrètes qui, depuis 1849, ont été découvertes les unes après les autres par la police et poursuivies comme conspirations. Mais si beaucoup d'entre elles étaient réellement des conspirations, formées véritablement dans le but de renverser le Gouvernement existant — et dans certaines circonstances, celui-là est un lâche qui ne conspire pas, tandis que, dans d'autres, est fou qui le fait — d'autres sociétés étaient créées dans un but plus large et plus élevé ; ces dernières savaient que le renversement d'un Gouvernement existant n'est qu'un épisode dans la grande lutte imminente. Elles avaient l'intention de rassembler le parti dont on formait ainsi le noyau et de le préparer au dernier combat décisif qui, un jour ou l'autre, doit anéantir pour toujours, en Europe, la domination non seulement de simples

« tyrans » « despotes » ou « usurpateurs », mais un pouvoir de beaucoup supérieur, de beaucoup plus redoutable que le leur, celui du capital sur le travail.

L'organisation du parti communiste avancé d'Allemagne était de cette espèce. Conformément aux principes du « manifeste » (publié en 1848) et à ceux imprimés dans une série d'articles sur la *Révolution et la Contre-Révolution en Allemagne*, dans la *New-York Daily-Tribune*, ce parti ne s'était jamais cru capable de produire, à n'importe quel moment et à son gré, la révolution qui devait mettre ses idées en pratique. Il avait étudié les causes qui avaient produit les mouvements révolutionnaires de 1848 et les causes qui les avaient fait échouer. Reconnaisant que l'antagonisme social était la base de toute lutte politique, il s'était appliqué à l'étude des conditions dans lesquelles une classe de la société peut et doit être appelée à représenter la totalité des intérêts de la nation et ainsi à la gouverner politiquement. L'histoire a montré au parti communiste comment, après l'aristocratie foncière du moyen âge, la puissance financière des premiers capitalistes naquit et s'empara du pouvoir ; comment l'influence sociale et la domination politique de cette portion financière des capitalistes furent détruites par la force croissante qu'avaient acquis les capitalistes industriels, depuis l'introduction de la vapeur, et comment, à ce moment, deux autres classes demandent à dominer à leur tour : la classe de la petite bourgeoisie et celle des ouvriers industriels. L'expérience révolutionnaire pratique de 1848-1849 confirma le raisonnement de la théorie qui menait à la conclusion suivante : la démocratie des petits bourgeois devait avoir son tour d'abord, avant que la classe ouvrière et communiste pût espérer s'emparer du pouvoir et abolir définitivement ce système du salariat qui la tient sous le joug de la bourgeoisie. Aussi l'organisation secrète des communistes ne pouvait-elle avoir pour but direct le renversement des Gouvernements actuels de l'Allemagne. Les membres de cette association formée non pour renverser ces Gouvernements, mais pour renverser le Gouvernement insurrectionnel qui tôt ou tard leur succédera, pouvaient et voulaient certainement participer avec activité, en tant que personne, à un mouvement révolutionnaire dirigé lui-même contre le *statu quo* actuel. Mais préparer un tel mouvement autrement qu'en faisant de la propagande secrète dans les masses en faveur des idées communistes ne pouvait constituer le but de cette association. Ces principes étaient si bien compris par la majorité des membres que, lorsque l'ambition intéressée de quelques-uns essaya de transformer la société en une conspiration ayant pour but de faire une révolution *ex tempore*, ils furent rapidement exclus.

Aucune loi sur terre ne permet de qualifier une association semblable de

complot, de conspiration en vue d'une haute trahison. Si c'était une conspiration, elle était dirigée non contre le Gouvernement existant, mais contre ses successeurs probables, et le Gouvernement prussien le savait. C'était la raison pour laquelle on avait tenu en cellule les onze accusés, pendant dix-huit mois que les autorités avaient passé à effectuer les opérations juridiques les plus étranges. Imaginez qu'après huit mois de prévention faits par les prisonniers, l'instruction fut prolongée de quelques mois, car il n'y avait pas charge suffisante contre eux. Et lorsqu'enfin ils furent traduits devant le jury, aucun fait patent de haute trahison ne put être relevé contre eux, et cependant ils furent condamnés ; nous allons de suite voir comment.

Un des émissaires de la Société fut arrêté en mai 1851, et grâce aux documents trouvés sur lui, d'autres arrestations suivirent. Un officier de police prussien, un certain Stieber, reçut immédiatement l'ordre de suivre, à Londres, les ramifications du prétendu complot. Il réussit à obtenir quelques papiers concernant les schismatiques de la Société qui, après en avoir été expulsés, formaient une véritable conspiration à Paris et à Londres. Ces papiers avaient été obtenus à l'aide d'un double crime. Un certain Reuter fut corrompu dans le but de forcer le bureau de la Société et d'y voler les papiers. Mais ce n'était encore rien. Ce vol avait amené la découverte de ce qu'on a appelé le complot franco-allemand à Paris et la condamnation de ses participants. Mais cela ne donnait pas la clef de la grande association communiste. Le complot de Paris, soit dit en passant, était dirigé à Londres par quelques ambitieux imbéciles, par des « chevaliers d'industrie » de la politique et, à Paris, par un ancien faussaire condamné qui remplissait l'office de mouchard. Leurs dupes se contentèrent de remplacer par des déclamations furieuses et des discours altérés de sang l'insignifiance complète de leur existence politique.

La police prussienne devait donc chercher à faire de nouvelles découvertes. Elle établit un bureau régulier de police secrète à l'ambassade de Prusse, à Londres. Un agent de police, nommé Greif, cachait son odieux métier sous le titre d'attaché d'ambassade, pratique qui devrait suffire pour mettre toutes les ambassades prussiennes hors la loi internationale et que même l'Autriche n'avait jamais osé appliquer. Sous sa direction travaillait un certain Fleury, marchand dans la cité de Londres, homme d'une certaine fortune et possédant des relations plutôt respectables, une de ces basses créatures qui accomplissent les actes les plus vils par un penchant inné à l'infamie. Un autre agent était un employé de commerce nommé Hirsch, qui avait déjà été dénoncé comme mouchard dès son arrivée. Il s'introduisit dans la société de quelques réfugiés communistes allemands à

Londres, qui l'admirent pendant quelque temps, afin de déterminer son véritable caractère. Les preuves de ses relations avec la police furent bientôt trouvées, et M. Hirsch disparut à partir de cette époque. Cependant, bien qu'ayant ainsi perdu toutes les occasions d'obtenir les renseignements pour lesquels il était payé, il ne restait pas inactif. De sa retraite de Kensington, où il ne rencontrait jamais un des communistes en question, il fabriquait toutes les semaines de prétendus rapports sur les prétendues séances du prétendu Comité central de cette même conspiration que la police prussienne ne pouvait arriver à saisir. Le contenu de ces rapports était absurde au plus haut point. Aucun prénom n'était exact, aucun nom n'était écrit correctement, pas une seule personne ne tenait les discours qu'elle aurait tenus en réalité. Son maître Fleury l'aidait dans ses faux, et il n'est pas encore prouvé que l'« attaché » Greif n'ait pas trempé dans ces infamies. Le Gouvernement prussien, chose incroyable, prit ces folles élucubrations pour une vérité sacrée, et vous pouvez vous imaginer quelle confusion ces rapports devaient apporter dans les témoignages faits devant le jury. Lorsque vint l'audience terminale, M. Stieber, l'officier de police déjà mentionné, parut comme témoin, affirma par serment toutes ces absurdités, et assura avec une grande suffisance qu'il avait un agent secret qui était en relations très intimes avec ceux que l'on considérait à Londres comme les instigateurs de la terrible conspiration. Cet agent secret était, en effet, très secret, car il s'était caché pendant huit mois à Kensington, de peur de rencontrer vraiment une de ces personnes dont il prétendait relater, semaine par semaine, les pensées, les paroles et les actions les plus secrètes.

MM. Hirsch et Fleury avaient, d'ailleurs, une autre invention en réserve. Ils forgèrent, avec les rapports qu'ils avaient faits, un « cahier de procès-verbal original » des séances du Comité secret suprême dont l'existence était affirmée par la police prussienne. Et M. Stieber, trouvant que ce cahier concordait merveilleusement avec les rapports qu'il avait déjà reçus des mêmes personnes, l'apporta aussitôt au jury, affirmant sous serment qu'un sérieux examen et sa conviction la plus profonde lui permettaient de dire que ce livre était authentique. C'est alors que la plupart des absurdités racontées par Hirsch devinrent publiques. On peut s'imaginer la surprise des membres de ce prétendu Comité secret lorsqu'ils virent raconter sur leur compte des choses qu'ils ignoraient parfaitement auparavant. Quelques-uns s'appelaient Guillaume, tandis qu'ils étaient baptisés Louis ou Charles. D'autres étaient représentés comme ayant prononcé des discours à Londres, tandis qu'ils se trouvaient à l'autre extrémité de l'Angleterre, d'autres furent dits avoir lu des lettres qu'ils n'avaient jamais

reçues. On prétendait qu'ils se réunissaient régulièrement tous les jeudis, alors qu'ils se réunissaient hebdomadairement en société, le mercredi. Un ouvrier, qui savait à peine écrire, figurait comme l'un des secrétaires ayant fait le procès-verbal et avait signé comme tel. Et à tous on faisait tenir un langage qui, pour être celui des postes de police prussiens, n'était certainement pas celui des réunions où des écrivains favorablement connus dans leur pays formaient la majorité. Et, pour couronner le tout, on falsifia un reçu d'une somme d'argent que les faussaires prétendaient avoir payé pour ce cahier au prétendu secrétaire de l'imaginaire Comité central. Mais l'existence de ce prétendu secrétaire reposait sur un tour que quelque malicieux communiste avait joué à Hirsch.

Cette grossière élucubration était trop scandaleuse pour ne pas produire un effet contraire à celui que l'on désirait. Bien que les amis que les accusés avaient à Londres fussent dépourvus de tout moyen de venir porter devant le jury les faits en cause, bien que les lettres envoyées aux défenseurs fussent saisies par la poste, bien que les documents, les déclarations sous serment qu'ils avaient réussi à procurer aux défenseurs ne fussent pas admis comme témoignages, — l'indignation générale était telle que même le procureur, même M. Stieber, dont le serment garantissait l'authenticité de ce livre, furent forcés d'en avouer la fausseté.

Ce faux n'était d'ailleurs pas le seul acte de ce genre dont la police s'était rendue coupable. Deux ou trois faits analogues s'étaient produits durant le procès. Les documents volés par Reuter étaient interpolés par la police de façon à en changer le sens. Un passage de l'absurdité la plus folle était d'une écriture que l'on attribuait au Dr Marx, et on le représenta pendant un certain temps comme l'auteur de ce document, jusqu'à ce que le procureur se vit forcé de reconnaître le faux. Mais, pour une infamie policière que l'on découvrait, on en remettait cinq ou six nouvelles sur le tapis que l'on ne pouvait immédiatement dévoiler ; la défense était surprise, les moyens de preuve devaient venir de Londres, et la correspondance des avocats des accusés avec les réfugiés communistes de Londres était taxée de complicité avec ce prétendu complot !

Que Greif et Fleury aient été véritablement ce qu'on les dépeint ici, c'est ce que M. Stieber a avoué lui-même dans sa déposition ; mais Hirsch a reconnu, devant un magistrat de Londres, avoir falsifié le « cahier original des procès-verbaux », sur l'ordre et avec l'aide de Fleury ; puis il s'est esquivé d'Angleterre pour éviter une poursuite criminelle.

Le Gouvernement était en mauvaise posture, étant donné les découvertes auxquelles avait conduit le procès ; il avait, il est vrai, réuni un jury tel que la province rhénane n'en avait connu jusqu'alors — six

nobles et deux fonctionnaires. Ce n'était pas là les hommes capables d'examiner trop exactement cette énorme masse de documents que, pendant six semaines, on fit passer devant leurs yeux, alors qu'on leur criait aux oreilles que : les accusés étaient les chefs d'une épouvantable conspiration communiste qui poursuivait la destruction des biens les plus sacrés — la propriété, la famille, la religion, l'ordre, le Gouvernement et la loi ! Et cependant, si le Gouvernement n'avait pas, à cette époque, donné à entendre aux classes privilégiées qu'un acquittement prononcé dans ce procès donnerait le signal d'une diminution des attributions du jury, serait interprété comme une démonstration politique directe, prouverait que l'opposition des bourgeois libéraux était prête à s'allier aux pires des révolutionnaires — le verdict aurait été l'acquittement. Mais le Gouvernement réussit, grâce à l'application rétroactive du nouveau Code prussien, à obtenir la condamnation de sept prévenus, alors que quatre seulement étaient acquittés ; on appliqua aux condamnés la détention de cinq à six ans dans une forteresse, ce que vous savez sans doute par les nouvelles qui vous sont parvenues.

Londres, 1er décembre 1852.

FIN

KARL MARX DEVANT LES JURÉS DE
COLOGNE

Karl Marx devant les jurés de Cologne^{39} parut dans la *Neue rheinische Zeitung*. C'était le compte rendu du procès dirigé contre le Comité des démocrates rhénans à propos d'un appel à la rébellion armée que ce Comité avait lancé.

Le procès eut lieu le 9 février 1849. Il se termina, comme on le verra, par un acquittement général. Engels fit pour cette brochure une préface datée de Londres (1885).

La librairie du Vorwœrts en donna une réimpression en 1895 qu'elle fit précéder de la préface de Engels.

EXTRAIT DE LA PRÉFACE DE FRED. ENGELS

Pour faire mieux comprendre les débats que nous rapportons ici, il nous suffira de résumer les principaux événements auxquels ils se rattachent.

La lâcheté de la bourgeoisie allemande avait permis à la réaction féodale, bureaucratique et absolutiste de se remettre si bien des coups formidables qui l'avait abattue en mars 1848, qu'à la fin d'octobre une deuxième bataille menaçait. La chute de Vienne, après une résistance longue et héroïque, donna, de son côté, à la camarilla prussienne, le courage nécessaire pour tenter un coup d'État. L'Assemblée nationale de Berlin, si bien apprivoisée qu'elle fût, paraissait cependant encore beaucoup trop sauvage. Il fallait la dissoudre violemment, il fallait en finir avec la Révolution.

Le 8 novembre 1848, le ministère Brandebourg-Manteuffel se constitue. Le 9, le cabinet transporte le siège de l'Assemblée de Berlin à Brandebourg, pour lui permettre de délibérer « librement » sous la protection des baïonnettes, à l'abri de l'influence du Berlin révolutionnaire. L'Assemblée refuse de se déplacer. La garde nationale refuse de marcher contre l'Assemblée. Le ministère licencie la garde nationale, la désarme sans qu'elle se défende et déclare Berlin en état de siège. L'Assemblée répond en mettant, le 13 novembre, le ministère en accusation de haute trahison. Le ministère chasse l'Assemblée des divers locaux de Berlin, L'Assemblée décide, le 15, que le ministère n'aura plus le droit de disposer des deniers publics et de lever les impôts tant qu'elle-même ne pourra pas poursuivre librement le cours de ses séances.

Cette décision relative au refus de payer les impôts ne pouvait avoir son effet qu'à une condition : il fallait que la nation opposât une résistance à main armée à la perception des taxes. Les armes étaient encore en quantité très suffisante entre les mains de la garde nationale. Cependant on s'entint, presque partout, à une résistance passive. En quelques endroits seulement, on se prépara à répondre à la force par la force. Mais l'appel le plus hardi qu'on lança en ce sens fut celui que publia le Comité des associations démocratiques de la province Rhénane. Ce Comité siégeait à Cologne et se composait de *Marx*, de *Schapper* et de *Schneider*.

Le Comité ne se faisait pas d'illusion : il savait que la lutte qu'il

engageait sur le Rhin avec le coup d'État déjà victorieux à Berlin devait aboutir à un échec. La province Rhénane contenait à elle seule cinq forteresses ; la Westphalie, à Mayence, à Francfort et à Luxembourg, se partageait un tiers environ de toute l'année prussienne et beaucoup de régiments en station dans le pays provenaient des provinces orientales. À Cologne et dans d'autres villes, la garde nationale avait déjà été licenciée et désarmée. Mais il ne s'agissait pas de remporter un succès immédiat à Cologne, qui venait seulement d'être délivré de l'état de siège quelques semaines auparavant. Il importait de donner un exemple au reste des provinces et de sauver ainsi l'honneur de la province Rhénane. Il en fut ainsi.

La bourgeoisie prussienne, par crainte des tressaillements encore à demi-inconscients qui agitaient alors le prolétariat, avait livré au Gouvernement les portes l'une après l'autre. Depuis longtemps déjà elle se repentait de ses anciennes velléités d'exercer le pouvoir. Depuis Mars, la terreur lui avait fait perdre la tête ; elle se trouvait, en effet, ici, en présence des puissances de l'ancienne société groupées autour de l'absolutisme, là, en face du prolétariat, jeune encore, à son aurore, et qui naissait à la conscience de classe. La bourgeoisie prussienne fit ce qu'elle avait toujours fait au moment décisif — elle s'humilia. Les ouvriers n'étaient pas assez sots pour livrer bataille pour la bourgeoisie sans la bourgeoisie. Pour eux — surtout sur les bords du Rhin — les questions prussiennes restaient des questions purement locales. S'ils se décidaient à aller au feu dans l'intérêt de la bourgeoisie, ils devaient marcher à l'ennemi dans toute l'Allemagne et pour toute l'Allemagne. C'était un signe remarquable : la question prussienne n'avait alors déjà plus aucune valeur aux yeux des ouvriers.

Bref, le Gouvernement l'emporta. Un mois plus tard, le 6 décembre, il était capable de dissoudre définitivement l'Assemblée de Berlin, qui, jusqu'à ce moment, n'avait joui que d'une assez piètre existence. Il octroya une nouvelle Constitution, qui n'entra véritablement en vigueur que quand elle fut tombée au rang de farce constitutionnelle.

Le jour qui suivit celui de l'apparition de l'appel, le 20 novembre, les trois signataires furent cités devant le juge d'instruction. On instruisit un procès sous le chef de rébellion. D'emprisonnement il n'était pas question alors, même à Cologne. Le 7 février, la « Neue rheinische Zeitung » devait subir son premier procès de presse. Marx, le gérant Korff et moi, nous comparûmes devant les jurés. On nous acquitta. Le jour suivant, fut débattu le procès contre le Comité. Le peuple avait déjà, par avance, prononcé son jugement, en nommant, quinze jours auparavant, l'accusé

Schneider député de Cologne.

C'est naturellement la défense de Karl Marx qui donne le principal intérêt aux débats. Elle est doublement importante.

En premier lieu, on voit ici un communiste expliquer aux jurés bourgeois que le devoir propre de leur classe, de la bourgeoisie, était précisément d'accomplir, de pousser jusqu'à leurs dernières conséquences, les actes qu'il a commis et grâce auxquels il comparaît en qualités d'accusé devant eux. Ce fait suffit à lui seul pour caractériser l'attitude de la bourgeoisie allemande et, en particulier, de la bourgeoisie prussienne pendant la durée de la Révolution. Il s'agit de savoir qui prédominera des puissances de la société, des pouvoirs de l'État groupés autour de la monarchie absolue, grande propriété féodale, bureaucratie, prêtraille, ou bien encore de la bourgeoisie. Le prolétariat, encore à l'état naissant, ne s'intéresse à cette lutte que dans la mesure où la victoire de la classe bourgeoise lui permet de se développer librement, lui laisse les coudées franches sur le champ de bataille où il doit un jour remporter la victoire sur toutes les autres classes. Mais la bourgeoisie et, avec elle, la petite bourgeoisie, ne font pas un mouvement quand le Gouvernement, leur ennemi, frappe leur puissance en plein cœur, dissout leur Parlement, désarme leur garde nationale, les soumet elles-mêmes à l'état de siège. Les communistes montent alors sur la brèche, et les somment d'accomplir leur œuvre maudite. En face de l'ancienne société féodale, la bourgeoisie et le prolétariat forment la nouvelle société et marchent d'accord. L'appel reste naturellement sans écho, et l'ironie de l'histoire veut que la même bourgeoisie ait à juger, ici, les communistes révolutionnaires, prolétariens, là le Gouvernement contre-révolutionnaire.

En second lieu — et c'est ce qui lui donne son intérêt actuel — ce plaidoyer défend le point de vue révolutionnaire contre la légalité hypocrite du Gouvernement, de telle façon qu'il peut encore, de nos jours, servir d'exemple à plus d'un de nos contemporains. Nous avons invité le peuple à prendre les armes contre le Gouvernement ? Sans doute, c'était notre devoir. Nous avons violé la loi et délaissé le terrain légal ? Fort bien ; mais ces lois que nous avons violées, le Gouvernement les a déjà déchirées et jetées sous les pas de la multitude. Le terrain légal n'existe plus maintenant. « Ennemis qu'on a vaincus, on peut nous faire quitter la place, mais on ne peut pas nous condamner... »

COUR D'ASSISES DE COLOGNE

Le 8 février 1849

PROVOCATION À LA RÉBELLION

Les accusés : *Karl Marx*, rédacteur en chef de la *Neue rheinische Zeitung* ; *Karl Schapper*, correcteur du même journal ; *Scheider II*, avocat, comparaissent sans l'assistance d'un défenseur. Le procureur *Vølling* représente le ministère public. L'appel incriminé est conçu dans les termes suivants :

Appel !

Cologne, 18 novembre 1848.

Le Comité des Démocrates rhénans invite toutes les Associations démocratiques de la province Rhénane à adopter et à mettre à exécution les mesures suivantes :

I. L'Assemblée nationale de Prusse ayant elle-même pris la décision de refuser les impôts, il faut résister par tous les moyens possibles à leur perception par force.

II. Pour se défendre contre l'ennemi, la levée en masse doit être partout organisée. Ceux qui n'ont pas de moyens doivent être pourvus d'armes et de munitions aux frais des communes ou par souscriptions volontaires.

III. Les autorités doivent partout être invitées à déclarer publiquement si elles reconnaissent et veulent exécuter les décisions de l'Assemblée nationale.

En cas de refus, il y a lieu de nommer des Comités de Salut public et, là où cela est possible, d'accord avec les conseils communaux. Les conseils qui se mettraient en opposition avec l'Assemblée nationale devront être renouvelés par des élections populaires générales.

Au nom du Comité des Démocrates rhénans,

KARL MARX, KARL SCHAPPER, SCHEIDER II.

Dans un court interrogatoire, les accusés reconnaissent être les auteurs de l'appel incriminé et avoir entendu désigner par l'ennemi intérieur la force publique.

Pour établir l'accusation, le procureur *Vølling* résume le contenu de l'appel incriminé et cherche à démontrer qu'il s'y trouve un appel à la rébellion avec violences et voies de fait dirigé contre les fonctionnaires chargés de la perception forcée des impôts. Une partie des membres de l'Assemblée nationale a bien, le 15 novembre courant, pris une décision en vertu de laquelle aucun impôt ne devait plus être payé. Mais cela ne peut

suffire à justifier les accusés. Cette décision n'a pas été prise légalement, puisque le siège de l'Assemblée avait été déplacé. Elle ne pouvait, par suite, prendre aucune décision à Berlin. On répondra que le Gouvernement n'était pas en droit de changer le siège de l'Assemblée nationale. Il ne sera pas difficile de combattre ce raisonnement. Jusqu'à l'année dernière, la couronne a été en possession d'un pouvoir absolu. C'est alors qu'en faveur du peuple elle a renoncé à une partie de ce pouvoir. Elle a, en effet, convoqué une Assemblée nationale pour convenir d'une constitution. Mais la couronne n'a ni expressément, ni implicitement, renoncé au droit de désigner l'endroit où devait siéger l'Assemblée. En vertu des règles générales d'interprétation applicables aux renonciations, on ne peut lui dénier ce droit. D'ailleurs même si l'on voulait faire abstraction des conséquences tirées de la nature de la renonciation, il faudrait, en l'absence de toute disposition législative concernant l'endroit où l'Assemblée doit siéger, s'en rapporter à la législation antérieure, à la loi qui règle la tenue des diètes confédérales. Cette loi dit expressément, au paragraphe 1, que le Gouvernement doit désigner le lieu où la Diète doit se réunir. Le droit de désigner l'endroit où doit siéger l'Assemblée nationale ne peut également émaner que du pouvoir exécutif de l'État, et ce droit lui est reconnu dans tous les pays constitutionnels. — Le procureur, après avoir cherché à développer et à appuyer davantage ses assertions, continue ainsi :

« Si, dans tous les États constitutionnels, on ne conteste pas au Gouvernement le droit de dissoudre l'Assemblée nationale dès qu'il juge qu'elle ne représente plus l'opinion de la nation, on ne peut dénier ce droit à la couronne dans le cas présent où il ne s'agit que d'une Assemblée constituante. Mais si le Gouvernement avait le droit de dissoudre l'Assemblée nationale, il pouvait aussi certainement en déplacer le siège. Toutes les objections que l'on a faites à l'exercice de ce droit de la couronne reposent sur une erreur, sur une confusion entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. »

Après ces développements, le procureur s'efforce de démontrer que ce n'était pas seulement le droit mais encore le *devoir* du Gouvernement de déplacer l'Assemblée nationale de Berlin. Il fait particulièrement ressortir la conduite du peuple de Berlin à l'égard de l'Assemblée et dépeint les événements qui se sont produits dans cette ville, du 9 juin au 9 novembre, au sein de l'Assemblée conventionnelle et en dehors d'elle. Il cherche à démontrer ainsi que l'Assemblée n'était pas libre à Berlin et que l'intérêt du pays exigeait son déplacement.

La prétendue décision tendant au refus des impôts, continue-t-il, est

illégitime à un second point de vue ; les formalités légales n'ont pas été observées quand elle a été prise. D'après le règlement, aucune proposition ne peut être décidée avant une deuxième lecture. La proposition tendant au refus des impôts a cependant été adoptée dès la première séance. Beaucoup de députés, qui ne s'étaient pas soumis au déplacement à Brandebourg du siège de l'Assemblée et qui avaient continué à siéger à Berlin n'avaient pas été convoqués à cette séance. L'adoption de la proposition s'est également effectuée à la suite d'une surprise. Mais cette prétendue décision n'est pas valable, à un troisième point de vue : pour une *raison de fait*. L'Assemblée nationale, en effet, n'a pas à se prononcer sur les impôts. Le procureur s'efforce d'appuyer cette assertion par une déduction tirée du paragraphe 13 de la loi du 8 avril 1848, puis il demande :

« Était-il convenable de voir l'Assemblée nationale, se crut-elle même dans son droit, opposer à la couronne une résistance de cette nature et avoir recours au moyen périlleux : du refus des impôts ? N'aurait-il pas mieux valu se rendre à Brandebourg et protester là contre le déplacement de son siège ? Est-ce que l'on ne pouvait pas tout aussi bien poursuivre l'élaboration de la convention en cet endroit ? Au lieu de rechercher un terrain d'entente, on a eu recours aux moyens les plus périlleux. Pour se débarrasser du ministère Brandebourg, on a adopté une mesure qui, si elle avait été accueillie avec faveur, aurait ruiné l'État et amené une guerre civile. Celui qui se soumet à semblable décision doit en subir les conséquences. Si l'on a fourni la preuve que la décision est formellement et matériellement illégitime, les accusés doivent être condamnés. De plus, cette mesure n'était pas applicable, puisqu'elle n'avait pas été publiée au recueil des lois. Et cependant les accusés ont tenté de la mettre en vigueur. Ils vont même plus loin en provoquant à sa mise à exécution par la force. Mais quiconque a quelque intelligence de ce qu'est la loi, et de ce qu'est l'ordre sent bien qu'une résistance aussi illégale opposée aux fonctionnaires devient une *rébellion* et ne peut être tolérée. Je conclus donc à la *condamnation* de tous les accusés. »

Le réquisitoire du procureur terminé, la séance est suspendue pendant un quart d'heure. Le président, M. *Kremer*, conseiller à la cour d'appel, donne ensuite la parole à l'accusé *Karl Marx*.

Karl Marx : Messieurs les jurés. Si le procès pendant avait été intenté *avant* le 5 décembre, je comprendrais l'accusation du ministère public. Aujourd'hui, *après* le 5 décembre, je ne comprends pas comment le ministère public ose encore invoquer contre nous des lois que la couronne elle-même a foulées aux pieds. Sur quoi le ministère public a-t-il appuyé sa critique de la décision de l'Assemblée nationale de refuser les impôts ?

Sur les lois du 6 et du 8 avril 1848. Et qu'a fait le Gouvernement en octroyant de sa propre autorité, le 5 décembre, une constitution et en imposant au pays une nouvelle loi électorale ? Il a déchiré les lois du 6 et du 8 avril 1848. Ces lois n'existent plus pour les partisans du Gouvernement. Doivent-elles exister encore pour ses adversaires ? Le 5 décembre, le Gouvernement s'est placé sur un terrain *révolutionnaire*, sur le terrain *contre-révolutionnaire* ; il n'a plus en face de lui que des révolutionnaires ou des complices. C'est lui-même qui a transformé en rebelles la masse des citoyens qui se meut dans les limites des lois existantes, qui oppose la loi existante à la violation de la loi. Avant le 5 décembre, on pouvait apprécier différemment le transfert, la dissolution de l'Assemblée nationale, la mise en état de siège de Berlin. *Après* le 5 décembre, il est constant que ces mesures devaient préparer les voies à la contre-révolution. Dès lors tout moyen devenait légitime contre une faction qui ne reconnaissait même plus les conditions auxquelles elle était un *Gouvernement*. Le pays ne pouvait plus le reconnaître comme *Gouvernement*.

Messieurs, la couronne pouvait au moins sauver les apparences de la légalité. Elle a dédaigné de le faire. Elle pouvait chasser l'Assemblée nationale, puis présenter le ministère au pays en disant : « Nous avons fait un coup d'État ; les circonstances nous y contraignaient. Au point de vue formel, nous nous sommes mis au-dessus des lois. Mais il y a des moments critiques où l'existence même de l'État est en jeu. Dans de semblables circonstances, l'existence de l'État est la *seule loi* inviolable. Quand nous avons dissous l'Assemblée, la Constitution n'existait pas encore. Nous ne pouvions donc la violer. Deux lois organiques, la loi du 6 et du 8 avril 1848 existaient par contre. Mais, en réalité une *seule loi* organique, la *loi électorale*, était en vigueur. Nous invitons le pays à procéder à de nouvelles élections en vertu de cette loi-même. Nous, *ministère* responsable, nous nous présenterons devant l'Assemblée issue de ces élections. Cette Assemblée, nous y comptons, reconnaîtra dans le coup d'État un *acte de salut*. que nous imposait la nécessité des circonstances. Elle sanctionnera le coup d'État après coup. Elle dira que nous avons violé une forme légale pour sauver la patrie. Que le sort en retombe « sur nous ». Si le ministère avait agi ainsi, il pourrait nous traduire devant votre tribunal avec quelque *apparence* de raison. La couronne aurait sauvé les apparences de la légalité. Il ne le pouvait, il ne le *voulait* pas.

Aux yeux de la couronne, la révolution de mars était un fait brutal. Un fait brutal ne peut être effacé que par un autre fait brutal. Le ministère, en cassant les nouvelles élections au nom de la loi d'avril 1848, *reniait sa*

propre responsabilité, cassait la loi même vis-à-vis de laquelle il était responsable. Il en appelait de l'Assemblée nationale au peuple ; mais, de prime abord, il faisait de cet appel une illusion, une fiction, une duperie. Le ministère, en inventant une première Chambre basée sur le cens, en en faisant une partie intégrante de l'Assemblée législative, le ministère déchirait les lois organiques, abandonnait le terrain du droit, faussait les élections populaires, enlevait au peuple toute appréciation sur l'« acte de salut » de la couronne.

Ainsi donc, Messieurs, on ne peut le nier, et nul historien futur ne le niera jamais : la couronne a fait une révolution ; elle a abandonné avec mépris le terrain du droit ; elle ne peut en appeler aux lois qu'elle-même a si honteusement abolies. Quand on a accompli une révolution avec succès, on peut bien prendre ses adversaires ; on ne saurait les condamner. Ennemis vaincus, on peut les mettre à l'écart, on ne saurait les juger comme des criminels. Une révolution ou une contre-révolution une fois accomplie, on ne peut tourner les lois que l'on a abolies contre les *défenseurs* de ces mêmes lois. Ce serait une lâche hypocrisie de légalité, que vous, Messieurs, vous ne sanctionnerez pas par votre verdict.

Je vous ai dit, Messieurs, que le Gouvernement avait faussé le jugement du peuple sur l'« acte de salut de la couronne ». Et cependant le peuple ne s'en est pas moins déjà prononcé *contre* la couronne et en faveur de l'Assemblée nationale. Les élections à la deuxième Chambre sont les seules légales, parce que seules elles ont été effectuées en vertu de la loi du 8 avril 1848. Presque tous les députés qui ont refusé de voter l'impôt ont été réélus membres de la deuxième Chambre. Mon coaccusé même, Schneider II, est député de Cologne. La nation s'est déjà prononcée en fait en faveur du droit que Ton contestait à l'Assemblée nationale de décider de refuser les impôts. Faisons abstraction de ce jugement suprême. Vous m'accorderez tous, Messieurs, que vous ne vous trouvez pas en présence d'un crime au sens ordinaire du mot, qu'il ne peut-être question de conflit avec la *loi* relevant de votre tribunal. Dans les cas ordinaires, le pouvoir public est l'exécuteur des lois existantes. Est criminel qui viole ces lois, ou empêche par la violence le pouvoir public de les appliquer. Dans notre cas, un pouvoir public a violé la loi ; l'autre, quelque qu'il puisse être, l'a affirmée. Un conflit entre deux pouvoirs de l'État n'est ni du domaine du droit privé, ni du domaine du droit criminel.

Qui de la couronne ou de l'Assemblée était dans son droit ? C'est là une question historique. Tous les pays, tous les tribunaux de Prusse pris ensemble ne peuvent en décider. Une seule puissance peut résoudre le problème : c'est l'histoire. Je ne conçois donc pas qu'on ait pu nous faire

asseoir au banc des accusés en vertu du *Code pénal*.

La presse, tant révolutionnaire que contre-révolutionnaire, a également déclaré. Messieurs, qu'il s'agissait ici d'un conflit entre deux forces, et, entre deux forces, la force seule peut décider. Un organe du Gouvernement l'a fort bien proclamé peu de temps avant la fin du conflit. La *Neue preussische Zeitung*, l'organe du ministère actuel, l'a parfaitement reconnu. Quelques jours avant la crise, elle disait : Il ne s'agit plus maintenant de droit, il s'agit de force ; et l'on verra que l'ancienne royauté par la grâce de Dieu possède encore la force. La *Neue preussische Zeitung* a saisi avec justesse la situation. Force contre force. La victoire doit se décider pour l'une des deux. La contre-révolution a vaincu ; mais seul le premier acte du drame est terminé. En Angleterre, cette lutte a duré vingt ans. Charles Ier fut plusieurs fois victorieux ; il finit, cependant, par monter sur l'échafaud. Et qui vous répond, Messieurs, que le ministère actuel, que ces fonctionnaires qui s'en faisaient, qui s'en font encore les instruments, ne seront pas condamnés pour crime de haute trahison par la Chambre présente ou par celle qui lui succédera.

Messieurs, le ministère public a essayé de fonder son accusation sur les lois du 6 et du 8 avril. J'étais obligé de vous démontrer que ces lois mêmes nous absolvent. Mais je ne vous le cacherai pas. Je n'ai jamais reconnu ces lois et je ne les reconnaitrai jamais. Elles n'ont jamais eu de valeur aux yeux des députés nommés par la nation ; elles étaient encore moins capables d'indiquer son chemin à la révolution de mars.

Comment sont nées les lois du 6 et du 8 avril ? Grâce à une union conclue entre le Gouvernement et la *Diète fédérale*^{40}. On voulait de cette façon se rattacher à l'ancien ordre légal et blanchir ainsi la Révolution, qui, précisément, avait aboli cet ordre. Des hommes, comme Camphausen et autres, attachaient de l'importance à conserver l'apparence du progrès légal. Et comment sauvaient-ils cette apparence ? par une série de contradictions absurdes, tombant sous le sens. Restons, Messieurs, un moment sur l'ancien terrain, sur le terrain de la légalité. Le simple fait que Camphausen était ministre, *ministre responsable*, ministre sans carrière administrative, ne constituait-il pas une illégalité ? La situation de Camphausen, du *premier ministre responsable*, était illégale. Ce fonctionnaire, *sans existence légale*, convoque la *Diète fédérale* pour lui faire prendre des décisions qui, *légalement*, ne sont pas de sa compétence. Jouer aussi vainement, aussi contradictoirement avec des formules, c'était ce qu'on appelait sauver le progrès légal, revendiquer le terrain du droit !

Mais faisons abstraction des formules, Messieurs ! Qu'était-ce que la Diète fédérale ? Elle représentait des rapports sociaux anciens,

décomposés. La Révolution avait été dirigée précisément contre ces rapports. Et l'on offre aux représentants de la société vaincue des lois organiques destinées à reconnaître, à régler, à organiser la Révolution contre la vieille société. Quelle absurde contradiction ! La Diète avait été renversée avec l'ancienne royauté. À ce propos, Messieurs, considérons bien en face ce que l'on appelle le *terrain juridique*. Je me vois d'autant plus forcé de m'étendre sur ce point que nous passons, à bon droit, pour des ennemis du droit et que les lois du 6 et du 8 avril doivent leur existence à la reconnaissance formelle du droit. La Diète représentait surtout la grande propriété foncière. Celle-ci constituait la base réelle de la société du moyen âge, de la *société féodale*.

La *société moderne*, la *société bourgeoise*, notre société, repose, au contraire, sur l'industrie et sur le commerce. La grande propriété foncière elle-même a perdu toutes ses anciennes conditions d'existence. Elle dépend aujourd'hui de l'industrie et du commerce. Aussi l'agriculture est-elle, à notre époque, exploitée industriellement, et les anciens seigneurs féodaux sont tombés au rang de fabricants de bétail, de laine, de blé, de betterave, d'eau-de-vie, etc. : ils sont devenus des gens qui, comme tous les autres commerçants, font commerce de ces produits industriels. Si attachés qu'ils puissent rester à leurs anciens préjugés, ils se transforment, dans la pratique, en citoyens qui cherchent à produire le plus possible avec le moins de frais possible, qui achètent là où on peut le faire meilleur marché et qui vendent là où on peut vendre le plus cher. Les modes d'existence, de production, de revenu de ces messieurs accusent déjà de mensonge leurs illusions vieillottes, mais ambitieuses. Si la grande propriété foncière est l'élément social dominant, elle présuppose le *mode médiéval de production et d'échange*. La Diète fédérale représentait ce mode médiéval de production et d'échange qui, depuis longtemps, avait cessé d'exister et dont les représentants, si attachés qu'ils fussent aux anciens privilèges, ne se faisaient pas faute de jouir des avantages du nouvel ordre social et de les exploiter. La nouvelle société bourgeoise, reposant sur des bases tout à fait différentes, sur un mode de production complètement modifié, devait, elle aussi, s'emparer du pouvoir politique. Il le lui fallait arracher des mains de ceux qui représentaient les intérêts de la société mourante, il lui fallait leur arracher cette puissance politique dont toute l'organisation était sortie de rapports sociaux totalement différents. *Telle fut la cause de la Révolution*. La Révolution était non seulement dirigée contre la *royauté absolue*, contre l'expression suprême de l'ancienne société, mais encore contre la *représentation par état* d'un ordre social, depuis longtemps aboli par l'industrie moderne, ou tout au

plus des prétendues ruines des *États* décomposés, débordés tous les jours par la société bourgeoise et remis à l'arrière-plan. Comment en vint-on donc à l'idée de faire dicter des lois par la Diète fédérale, par le représentant de l'ancienne société à la nouvelle société qui cherchait dans la Révolution le moyen de fonder son droit ?

Apparemment, c'était pour défendre le terrain juridique. Mais, Messieurs, qu'entendez-vous par défendre le droit ?

C'est défendre des lois qui appartiennent à une époque historique passée, qui sont faites par des représentants d'intérêts sociaux déjà disparus ou en train de disparaître. On élève au rang de loi ces intérêts opposés aux besoins généraux.

Mais la société ne repose pas sur la loi. C'est là une conception juridique. La loi doit surtout se fonder sur la société. Elle doit être l'expression de ses intérêts, de ses besoins communs qui découlent du mode de production matériel de l'époque et sont en opposition avec l'arbitraire de l'individu isolé. Le « Code Napoléon », que je tiens dans ma main, n'a pas créé la moderne société bourgeoise. Bien mieux, c'est cette société bourgeoise qui, née au *viiie* siècle, développée au *xixe*, trouve simplement son expression légale dans le Code. Dès que ce Code ne correspond plus aux rapports sociaux, il n'est plus qu'un paquet de papier. Vous pouvez tout aussi peu faire des anciennes lois les fondements du nouveau développement social que les anciennes prescriptions n'ont créé les anciennes situations légales. Elles sont nées de ces situations anciennes ; elles doivent disparaître avec elles. Les lois se modifient nécessairement à mesure que varient les conditions d'existence. Défendre les anciennes lois au détriment des besoins, des exigences du développement social, revient, au fond, simplement à défendre des intérêts particuliers qui ne sont plus de saison contre l'intérêt général qui convient à l'époque.

Se placer sur le terrain juridique revient à vouloir faire prévaloir de semblables intérêts spéciaux, comme s'ils étaient *dominants alors qu'ils ne le sont plus*. C'est vouloir imposer à la société des lois qui sont condamnées par les conditions d'existence de cette société, par son mode d'enrichissement, par son commerce, par toute sa production matérielle. C'est vouloir maintenir en fonction des législateurs qui ne poursuivent que des intérêts particuliers. C'est vouloir abuser de la puissance publique pour subordonner violemment les intérêts de la majorité aux intérêts de la minorité. Une semblable conduite se trouve donc, à chaque instant, en contradiction avec les besoins présents ; elle arrête le commerce et l'industrie ; elle prépare les *crises sociales* qui éclatent en *révolutions*

politiques. Voilà ce que signifie véritablement s'attacher au terrain juridique, maintenir le terrain juridique. C'est sur ce mot, c'est sur ce terrain qui ne repose ni sur une imposture consciente, ni sur une illusion inconsciente que l'on s'appuyait pour justifier la réunion de la Diète fédérale, pour faire fabriquer par elle des lois organiques destinées à l'Assemblée nationale que la Révolution avait rendue nécessaire et qu'elle avait créée. Et c'est avec ces lois que l'on veut condamner l'Assemblée !

L'Assemblée nationale représentait la société bourgeoise moderne en face de la société féodale représentée par la Diète fédérale. Elle avait été élue par la nation pour établir, en toute indépendance, une constitution qui correspondît aux conditions d'existence en conflit avec l'organisation politique et les lois antérieures. Elle était donc, de prime abord, souveraine, constituante. Si elle s'abaissa à chercher un terrain de conciliation, ce fut par une raison de politesse purement formelle vis-à-vis de la couronne, ce fut pure cérémonie. Je n'ai pas à rechercher ici jusqu'à quel point l'Assemblée nationale avait, vis-à-vis de la nation, le droit de se placer sur un terrain de conciliation. À mon avis, la bonne volonté des deux parties devait empêcher le conflit avec la couronne. Mais un point est établi : les lois du 6 et du 8 août, dont on était convenu avec la Diète fédérale, sont formellement sans valeur. Elles n'ont d'importance matérielle que dans la mesure où elles expriment et fixent les conditions sous lesquelles l'Assemblée nationale pourrait être la véritable expression de la souveraineté nationale. La législation élaborée par la Diète fédérale n'était qu'une formule servant à épargner à la couronne l'humiliation de proclamer : Je suis vaincue !

Je passe maintenant. Messieurs les jurés, à une explication plus précise du discours prononcé par le ministère public.

Il nous a dit : « La couronne s'est dépouillée d'une partie de la puissance qu'elle possédait pleinement. Même dans la vie ordinaire, ma renonciation ne dépasse pas les termes précis dans lesquels elle est conçue. Mais la loi du 8 avril 1848 ne confère pas plus à l'Assemblée nationale le droit de refuser les impôts qu'elle ne désigne Berlin comme la résidence nécessaire de l'Assemblée. »

Messieurs, la puissance que la couronne possédait encore était *brisée*. Elle renonçait à cette puissance pour en sauver les débris. Vous vous rappelez, Messieurs, que le roi, après son avènement au trône à Königsberg et à Berlin, s'était formellement engagé sur l'honneur à consentir un pacte constitutionnel. Vous vous souvenez qu'en 1847 le roi, en ouvrant la session de la Diète fédérale, jura bien haut qu'il ne souffrirait pas qu'il y eut un morceau de papier entre lui et *son* peuple. Après mars

1848 il s'est lui-même proclamé roi *constitutionnel* dans la constitution octroyée. Il avait glissé entre lui et son peuple un colifichet abstrait et latin, le morceau de papier. Le ministère public osera-t-il prétendre que le roi a donné, de *son plein gré* un démenti aussi éclatant à ses solennelles assurances, qu'il s'est, de son plein gré, rendu coupable, sous les yeux de toute l'Europe, de l'intolérable inconséquence d'approuver la transaction, la constitution ? Le roi faisait les concessions auxquelles le *contraignait* la Révolution. Ni plus, ni moins !

La comparaison populaire du ministère public ne prouve malheureusement rien ! Sans aucun doute, quand je fais une renonciation, je ne renonce à rien de plus qu'à ce à quoi je renonce expressément. Si je vous faisais un cadeau, il serait vraiment imprudent de vouloir m'obliger à vous rendre de nouveaux services en vous appuyant sur mon acte de donation. Mais, après Mars, c'était le peuple qui faisait le cadeau ; c'était la couronne qui le recevait. Il va de soi que le don doit s'interpréter au sens du donateur et non du bénéficiaire, au sens du peuple et non au sens de la couronne.

La puissance absolue de la couronne était brisée. Le peuple avait vaincu. Tous deux conclurent un armistice, et le peuple fut trompé. Qu'il ait été trompé, c'est ce que le ministère public, Messieurs, a pris la peine de vous démontrer tout au long. Pour pouvoir contester à l'Assemblée nationale le droit de refuser les impôts, le ministère public a copieusement établi devant vous que, si quelque chose d'approchant se rencontrait dans la loi du 6 avril 1848, il ne se trouvait plus rien de semblable dans celle du 8 avril 1848. On avait donc mis à profit cet espace de temps pour dépouiller, deux jours après, les représentants du peuple des droits que, deux jours auparavant, on leur avait accordés. Le ministère pouvait-il compromettre d'une façon plus brillante l'*honnêteté de la couronne*, pouvait-il démontrer d'une façon plus irréfragable que l'*on voulait tromper* le peuple ?

Le ministère public dit encore : « Le droit de *proroger* et de *transférer le siège* de l'Assemblée nationale émane du pouvoir exécutif et est reconnu comme tel dans tous les pays constitutionnels. »

Pour ce qui est du droit du *pouvoir exécutif* de *transférer* le siège des Chambres législatives, je défie le ministère public de citer, en faveur de cette affirmation, la moindre loi ou le moindre exemple. En Angleterre, par exemple, le roi pourrait, en vertu de l'ancien droit historique, convoquer le Parlement en tel lieu qu'il lui plairait. Il n'y a pas de loi désignant Londres comme le siège légal du Parlement. Vous savez, Messieurs, qu'en Angleterre les plus grandes libertés politiques sont, en général, sanctionnées par la coutume et non par un droit écrit, la liberté de la

presse, par exemple. Mais il suffit d'exprimer l'idée qu'un ministère anglais pourrait transférer le Parlement de Londres à Windsor ou à Richmond pour en voir toute l'impossibilité.

Sans doute, dans les pays constitutionnels le roi a le droit de *proroger* les Chambres. Mais n'oubliez pas que, d'un autre côté, toutes les Constitutions fixent le *délai* pendant lequel les Chambres peuvent être prorogées, le temps après lequel elles doivent être convoquées à nouveau. En Prusse, il n'existait pas de Constitution ; elle est encore à faire ; aucun terme légal n'était fixé pour convoquer la Chambre prorogée ; la couronne n'avait donc, par suite, aucun droit à la prorogation. Sinon elle aurait pu proroger les Chambres pour dix jours, pour dix ans, à tout jamais. Quelle était la garantie que les Chambres fussent jamais convoquées, réunies ? L'existence des Chambres à côté de la couronne était remise au bon plaisir de cette dernière ; le pouvoir législatif était devenu une fiction, si toutefois on peut parler ici de pouvoir législatif.

Vous voyez. Messieurs, par un exemple, où l'on en arrive quand on veut apprécier le conflit entre la couronne prussienne et l'Assemblée nationale prussienne, en se plaçant dans les conditions où se trouvent les pays pourvus d'une Constitution. *On en arrive à défendre la monarchie absolue.* D'une part, on revendique pour la couronne les droits d'un pouvoir exécutif constitutionnel ; d'un autre côté, il n'existe pas de loi, pas de coutume, pas d'institution organique qui lui impose les limitations d'un pouvoir exécutif. Voici ce que l'on réclame de la représentation nationale : tu joueras vis-à-vis d'un roi *absolu* le rôle d'une Chambre *constitutionnelle* ! Est-il encore utile de développer que, dans le cas actuel, il ne s'agissait pas d'un *pouvoir exécutif* se trouvant en présence d'un *pouvoir législatif* ; que la séparation constitutionnelle des pouvoirs ne peut s'appliquer à l'*Assemblée nationale* et à la couronne de Prusse ?

Laissez de côté la Révolution, tenez-vous-en à la *théorie* officielle du *compromis*. D'après cette théorie même, deux pouvoirs souverains se trouvaient en présence. Sans aucun doute, l'un de ces deux pouvoirs devait abattre l'autre. Deux pouvoirs souverains ne peuvent fonctionner simultanément, l'un à côté de l'autre, *dans un même État*. C'est là une absurdité semblable à la quadrature du cercle. La puissance matérielle doit décider entre les deux souverainetés. Mais, pour nous, nous n'avons pas à rechercher ou la possibilité ou l'impossibilité d'un compromis.

Bref, deux puissances entraient en rapport pour conclure une transaction. Camphausen lui-même supposait qu'il était possible que la transaction n'arrivât pas à se conclure. De la tribune de l'Assemblée, il avertissait les partisans du compromis du danger qui menaçait le pays si la

convention n'arrivait pas à conclusion. C'était le rapport originel existant entre la couronne et l'Assemblée nationale prête au compromis qui créait le danger, et, après coup, on veut rendre l'Assemblée nationale responsable de ce danger, alors que l'on nie ce rapport originel, alors qu'on transforme cette Assemblée en une Chambre *constitutionnelle*. On veut résoudre la difficulté en la passant sous silence !

Je crois, Messieurs, vous avoir démontré que la couronne n'avait le droit ni de transférer le siège de l'Assemblée, ni de la proroger.

Mais le ministère public ne s'est pas borné à rechercher si la couronne avait le droit de transférer le siège de l'Assemblée, il a essayé de prouver l'*opportunité* de ce transfert. « N'aurait-il pas été opportun que l'Assemblée nationale obéît à la couronne et allât siéger à Brandebourg ? » Le ministère public fonde cette opportunité sur la situation de la Chambre même. Elle n'était pas libre à Berlin, etc. L'intention de la couronne, en ordonnant ce transfert, ne perce-t-elle pas clairement ? N'a-t-elle pas dépouillé de toute apparence les motifs officiels de ce transfert ? Il ne s'agissait pas pour elle de la liberté des débats. Il s'agissait, au contraire, soit de renvoyer l'Assemblée et d'octroyer une Constitution, soit de créer une représentation illusoire en convoquant des représentants de bonne composition. Lorsque, contre toute attente, il se trouva à Brandebourg un nombre de députés suffisant pour prendre une décision, on laissa là l'hypocrisie, et l'on déclara dissoute l'Assemblée nationale.

D'ailleurs il va de soi que la couronne n'avait pas le droit de déclarer l'Assemblée nationale libre ou non. Personne autre que l'Assemblée ne pouvait décider si elle jouissait ou non de la liberté nécessaire à ses délibérations. Rien ne pouvait être plus commode pour la couronne, à chaque décision déplaisante de l'Assemblée, de déclarer que cette dernière n'était pas libre, qu'elle était irresponsable, de l'interdire !

Le ministère public a parlé également du devoir du Gouvernement de sauvegarder la dignité de l'Assemblée contre le terrorisme exercé par la population de Berlin. Cet argument a les allures d'une satire contre le Gouvernement. De la conduite tenue envers les personnes, je ne veux rien dire, et ces personnes étaient toujours les représentants élus du peuple. On a cherché à les humilier de toutes les façons, on les a poursuivies de la manière la plus infâme, on les a même traquées.

Laissons là les personnes. Comment a-t-on sauvegardé la dignité de l'Assemblée nationale *dans ses travaux*. Ses archives ont été livrées à la soldatesque, qui convertit en *fidibus* les documents des commissions, les messages royaux, les projets de lois, les travaux préparatoires, les jeta au feu et les foula aux pieds. On n'observa jamais les formes d'une exécution

juridique, on s'empara des archives sans en faire le moindre inventaire. Le plan était d'anéantir ces travaux si précieux aux yeux du peuple pour mieux pouvoir calomnier l'Assemblée, pour anéantir ces projets de réforme sujets de haine du Gouvernement et des aristocrates. Après cela, n'est-il pas risible de prétendre que c'est poussé par une tendre sollicitude pour la dignité de l'Assemblée que le Gouvernement la transférée de Berlin à Brandebourg ?

J'en viens maintenant aux explications du ministère public sur la *légitimité formelle* de la décision de l'Assemblée tendant au refus des impôts. Pour donner à cette décision une valeur de légitimité formelle, il eût fallut que l'Assemblée la soumît à la sanction de la couronne.

Mais, Messieurs, la couronne ne se présentait pas en personne devant l'Assemblée, elle le faisait sous les traits du ministère Brandebourg. L'Assemblée aurait donc dû, et c'est cette absurdité que réclame le ministère public, s'unir au ministère Brandebourg pour proclamer le Cabinet coupable de haute trahison, pour lui refuser les impôts. Une semblable proposition n'a qu'un sens, l'Assemblée nationale aurait dû s'incliner sans condition devant toutes les exigences du ministère Brandebourg.

Le refus de payer les impôts était encore formellement illégitime, nous dit le ministère public parce qu'une proposition ne peut devenir une loi qu'après une *seconde lecture*.

D'un côté, on se moque des formes *essentielles* auxquelles on était tenu vis-à-vis de l'Assemblée ; de l'autre, on réclame l'observation des *formalités* les moins essentielles.

Rien n'est plus simple. Une proposition acceptée en première lecture déplait à la couronne ; on l'empêche la seconde lecture au moyen de la force armée : la loi est et demeure illégitime, parce qu'elle n'a pas subi la seconde lecture. Le ministère public néglige ce qu'il y avait d'exceptionnel dans ; la situation, au moment où les représentants du ; peuple prenaient cette décision sous la menace des baïonnettes. Le Gouvernement accumule coup de force sur coup de force. Il viole sans le moindre égard les lois les plus importantes, les actes d'*Habeas corpus*, la loi concernant la garde nationale. Il établit arbitrairement le despotisme militaire le plus illimité sous couvert d'état de siège. Il envoie au diable les représentants du peuple. Et tandis que, d'un côté, on viole impudemment *toutes les lois*, on réclame de l'autre l'observation stricte d'un *règlement*.

Je ne sais, Messieurs, si c'est falsification intentionné — je suis fort éloigné de la supposer chez le ministère public — ou ignorance quand on dit : « L'Assemblée nationale n'a pas voulu de de l'*entente* », elle « n'a

pas cherché l'entente ».

Si le peuple reproche quelque chose à l'Assemblée de Berlin, ce sont bien ses propensions à l'entente. Si des membres de cette Assemblée éprouvent quelque repentir, c'est bien au sujet de leur furieuse recherche d'un compromis. C'est cette rage qui a peu à peu détaché le peuple d'elle, lui a fait perdre toutes ses positions, l'a exposée enfin aux attaques de la couronne sans qu'un peuple ne fût derrière elle. Quand elle voulut affirmer une volonté, elle se trouva isolée, impuissante, parce qu'elle n'avait pas su au bon moment avoir une volonté et l'affirmer. Elle dévoila cette manie quand elle nia la Révolution et sanctionna la *théorie du compromis* ; quand elle se rabaissa, d'Assemblée révolutionnaire qu'elle était, au rang d'association suspecte de partisans de compromis. Elle poussa à l'extrême la faiblesse dans son désir d'entente quand elle accepta de Pfuel, comme valable, la reconnaissance apparente du commandement de l'armée de Stein. La proclamation de ce commandement était devenue une farce, puisqu'il ne pouvait être question que d'un reflet plus comique encore du commandement de Wrangel. Et cependant, au lieu d'aller plus loin, elle saisit des deux mains l'interprétation qu'en donna le ministère Pfuel, interprétation qui affaiblissait et réduisait la chose à rien.

Pour éviter tout conflit avec la couronne, elle prit l'ombre d'une démonstration contre l'ancienne armée réactionnaire pour une démonstration véritable. Ce qui n'était qu'une solution apparente du conflit, elle eut l'hypocrisie de le tenir sérieusement pour la solution réelle. Si peu belliqueuse, si désireuse d'accommodement était cette Assemblée ! Et le ministère public la représente si ardemment querelleuse !

Insisterai-je encore sur un symptôme qui dévoile bien le caractère accommodant de l'Assemblée ? Rappelez-vous, Messieurs, l'accord de l'Assemblée avec Pfuel sur la loi suspendant les amortissements. Si l'Assemblée n'avait pas su écraser l'ennemi en écrasant l'armée, il s'agissait avant tout, pour elle, de se ménager l'affection des paysans. Elle y renonça également. Pour elle, il s'agissait, avant de prendre en main les intérêts de sa propre existence, de s'accorder, d'éviter le conflit avec la couronne, de l'éviter dans toute circonstance. Et l'on reproche à cette Assemblée de n'avoir pas voulu de l'entente, de n'avoir pas recherché l'entente ? — Elle cherchait l'accord quand le conflit avait déjà éclaté. Vous connaissez, Messieurs, la brochure d'*Unruh*, un homme du centre. Vous y avez appris comment on tenta tout pour empêcher la rupture ; on envoya des députations à la couronne qui ne furent pas admises ; quelques députés cherchèrent à convaincre les ministres, qui les renvoyèrent avec une hauteur dédaigneuse. On voulut faire des concessions que l'on tourna

en dérision. L'Assemblée voulait encore faire la paix quand il ne pouvait plus être question que de s'armer pour la guerre. Et le ministère public accuse cette Assemblée de n'avoir pas voulu de l'entente, de ne l'avoir pas recherchée ?

L'Assemblée de Berlin s'abandonnait évidemment à la plus grande des illusions, ne comprenait ni sa propre position ni ses propres conditions d'existence quand, avant le conflit, *pendant* le conflit même, elle tenait pour possible une entente amiable, un accord avec la couronne et cherchait à le réaliser.

La *couronne* ne voulait pas d'entente, ne pouvait le vouloir. — Ne nous trompons pas, Messieurs les jurés, sur la nature de la lutte qui s'éleva en mars et se poursuivit ensuite entre l'Assemblée nationale et la couronne. Il ne s'agit plus ni d'un conflit ordinaire entre un ministère et une opposition parlementaire ; il ne s'agit pas d'un conflit entre des gens qui sont ministres et d'autres qui veulent le devenir ; il ne s'agit pas d'une lutte entre deux fractions politiques, au sein d'une Assemblée législative. Il est possible que des membres de l'Assemblée appartenant à la minorité l'aient cru. Ce n'est pas l'opinion des partisans du compromis, c'est la *véritable situation historique de l'Assemblée nationale* telle qu'elle s'est présentée à la suite de la révolution européenne et de la révolution de mars issue de cette dernière, qui l'a décidée. On était en présence non du conflit politique de deux fractions survenant dans les limites *d'une même* société, mais d'un *conflit de deux sociétés*, conflit social qui a pris une forme politique. C'était la lutte de *l'ancienne société, féodale et démocratique*, et de la *moderne société bourgeoise*, la lutte de la *société de la libre concurrence* et de la *société fondée sur l'association corporative*, entre la société basée sur la propriété foncière et la société industrielle, entre la société de la foi et la société de la science.

L'expression *politique* de l'ancienne société, c'étaient la royauté de droit divin, la tutelle de la bureaucratie, l'indépendance de l'armée. La base *sociale* qui correspondait à cette ancienne puissance politique, c'étaient la propriété seigneuriale privilégiée avec ses paysans serfs ou demi-serfs, la petite industrie patriarcale ou organisée en corporations, l'opposition brutale de la ville et de la campagne, et surtout la suprématie de la campagne sur la ville.

L'ancienne puissance politique, royauté de droit divin, tutelle de la bureaucratie, armée indépendante, voyait sa propre base matérielle manquer sous ses pieds dès que l'on portait la main sur la base de l'ancienne société, la propriété foncière privilégiée, la noblesse elle-même, la suprématie de la campagne sur la ville, la dépendance de la population

agricole et toute la législation correspondant à ces conditions d'existence, règlements communaux, législation criminelle, etc. L'Assemblée nationale perpétra cet attentat.

D'autre part, l'ancienne société voyait la puissance politique s'échapper de ses mains dès que la couronne, la bureaucratie, l'armée perdaient leurs privilèges féodaux. Et l'Assemblée nationale voulait détruire ces privilèges. Rien d'étonnant donc à ce que l'armée, la bureaucratie, et la noblesse unies aient poussé la couronne à un coup de force. Rien d'étonnant que la couronne, qui savait combien son propre intérêt était étroitement lié à l'existence de l'ancienne société féodale et bureaucratique, se soit laissé entraîner à un coup de force. La *couronne* était le *représentant* de la société féodale et bureaucratique, comme l'Assemblée nationale était le représentant de la société bourgeoise moderne. Les conditions d'existence de cette dernière exigent que la bureaucratie et l'armée, de maîtresses qu'elles étaient du commerce et de l'industrie tombent au rang d'instruments, de simples organes du négoce bourgeois. La société moderne ne peut tolérer que l'agriculture soit entravée par les privilèges, que l'industrie soit gênée par la tutelle de la bureaucratie. Cela contredit à son principe vital, à la libre concurrence. Elle ne peut tolérer que les conditions du commerce étranger au lieu d'être déterminées par les intérêts de la production nationale le soient par les considérations de la politique internationale des cours. Elle doit subordonner l'administration financière aux conditions de production, tandis que l'ancien État doit subordonner la production aux besoins de la royauté de droit divin. à la réparation des remparts de la couronne, à ses soutiens sociaux. L'industrie moderne est, de fait, une niveleuse ; aussi la société moderne doit-elle renverser toute barrière juridique et politique entre la campagne et la ville. On trouve encore chez elle des *classes*, on n'y rencontre plus d'*états*. Son développement a sa source dans la lutte de ces classes ; mais celles-ci s'unissent pour faire front contre les états et leur royauté de droit divin.

La royauté de droit divin, expression politique supérieure, représentant politique supérieur de l'ancienne société féodale et bureaucratique ne peut donc faire de concessions *sincères* à la société bourgeoise moderne. Le simple instinct de conservation, la société qui la soutient, sur laquelle elle s'appuie, la pousseront continuellement à retirer les concessions faites, à affirmer le caractère féodal, à risquer la contre-révolution !

Après une révolution, la contre-révolution permanente devient, pour la couronne, une question d'existence de tous les jours.

D'autre part, la société bourgeoise moderne ne peut avoir de cesse avant

d'avoir ruiné, anéanti, la puissance officielle léguée par la tradition, par laquelle l'ancienne société s'affirme encore violemment, avant d'avoir détruit la puissance de l'État. Le règne de la royauté du droit divin est le règne des éléments surannés de la société.

Pas de trêve donc entre les deux sociétés. Leurs intérêts matériels, leurs besoins, exigent une lutte à mort : l'une doit triompher, l'autre succombe. Voilà la seule entente qui puisse s'établir entre elles. Donc pas de trêve non plus entre les représentants suprêmes dans l'ordre politique de ces deux sociétés, entre la représentation nationale et la couronne. L'Assemblée se trouvait dans cette alternative : s'incliner devant l'ancienne société ou se dresser comme puissance indépendante en face de la couronne.

Messieurs, le ministère public a qualifié le refus des impôts de mesure « qui ébranle les *assises de la société* ». Le refus des impôts n'a rien à voir avec les assises de la société.

D'où vient, Messieurs, qu'en général les impôts, leur octroi et leur refus jouent un si grand rôle dans l'histoire du constitutionnalisme ? L'explication en est très simple. De même que les serfs achetaient aux barons féodaux leurs privilèges contre espèces, des peuples entiers en agirent de même vis-à-vis des rois féodaux. Les rois avaient besoin d'argent dans leurs guerres contre les nations étrangères et en particulier dans leurs luttes contre les seigneurs féodaux. Plus le commerce et l'industrie se développaient, plus ils avaient besoin d'argent. Mais, à mesure que se développait le tiers état, la bourgeoisie, il avait à disposer de sommes de plus en plus fortes. Dans cette même mesure, il achetait aux rois, par le moyen des impôts, des libertés de plus en plus nombreuses. Pour s'assurer ces libertés, il se réserva le droit de renouveler les services d'argent à certains termes, le droit de consentir et de refuser l'impôt. Dans l'histoire de l'Angleterre, en particulier, vous pouvez suivre cette évolution jusque dans le détail.

Dans la société médiévale, les impôts étaient le seul lien unissant la société bourgeoise encore au berceau à l'État féodal qui régnait, lien qui obligea ce dernier à faire à la première des concessions, à se plier à son développement, à s'adapter à ses besoins. Dans les États modernes, ce droit de consentement et de refus des impôts s'est transformé en un contrôle qu'exerce la société bourgeoise sur l'administrateur de ses intérêts généraux, sur le Gouvernement.

Des refus d'impôts partiels font, vous le savez, partie intégrante de tout mécanisme constitutionnel. On refuse les impôts de cette façon chaque fois que l'on rejette le *budget*. Le budget courant n'est voté que pour un certain

temps. Les Chambres doivent donc, si elles ont été prorogées, être rappelées après de très courts intervalles. Il est donc impossible à la couronne de se rendre indépendante. Les impôts sont définitivement *refusés* par le rejet d'un budget, dès que la nouvelle Chambre ne donne pas une majorité au ministère ou que la couronne ne nomme pas un ministère d'accord avec les nouvelles Chambres. Le rejet du budget est donc un *refus de l'impôt sous forme parlementaire*. Cette forme ne pouvait être employée dans le présent conflit parce que la Constitution n'existait pas : elle était encore à créer.

Mais un refus d'impôt tel qu'il se présente dans le cas actuel, refus par lequel on ne se contente pas de rejeter le nouveau budget, mais on interdit encore le paiement des impôts courants, un tel refus n'a rien d'inouï. C'était un fait très fréquent au moyen âge. Même l'ancienne Diète impériale allemande (Reichstag), les anciens États féodaux du Brandebourg ont pris des décisions tendant à refuser les impôts. Dans les pays constitutionnels modernes, les exemples ne manquent pas. En 1832, le refus des impôts amena, en Angleterre, la chute du ministère Wellington. Et remarquez-le bien. Messieurs : Ce n'est pas le Parlement qui, en Angleterre, refusa alors les impôts, ce fut le peuple qui proclama ce refus et l'exécuta dans la plénitude de sa puissance. Mais l'Angleterre est le pays historique du constitutionnalisme.

Je suis très éloigné de le nier : la Révolution anglaise, qui a fait monter Charles Ier sur l'échafaud, a commencé par le refus des impôts. La Révolution de l'Amérique du Nord, qui se termina par la déclaration d'indépendance, commença par le refus des impôts. Ce refus peut de même, en Prusse, annoncer des choses très graves. Mais ce qui conduisit Charles Ier à l'échafaud, ce ne fut pas John Hampden, mais son égoïsme, la dépendance où le tenaient les États féodaux, sa présomption de vouloir réduire par la violence les revendications impérieuses de la société naissante. Le refus des impôts n'est qu'un symptôme du différend existant entre la couronne et la nation ; c'est une preuve que le conflit entre le Gouvernement et le peuple a déjà pris un caractère élevé, menaçant. Cet acte n'est pas l'origine du différend, du conflit. Il ne fait qu'exprimer l'existence du fait. Mettant les choses au pire, cet acte est suivi du renversement du gouvernement existant, de la forme actuelle de l'État. Mais les fondements de la société ne s'en trouvent pas atteints. Dans le cas qui nous occupe, le refus des impôts était une légitime défense de la société contre le Gouvernement qui en menaçait les bases.

Le ministère public nous reproche enfin d'avoir, dans l'appel incriminé, été plus loin que l'Assemblée nationale. « D'abord l'Assemblée n'a pas

publié sa décision. » Répondrais-je sérieusement, Messieurs ? La décision ordonnant le refus des impôts n'a pas été publiée par le *Bulletin des lois*. L'Assemblée nationale n'aurait donc pas, comme nous, provoqué à la *violence*, ne se serait pas en général placée, comme nous, sur le terrain révolutionnaire ; elle aurait voulu s'en tenir au terrain légal.

Tout à l'heure le ministère public qualifiait l'Assemblée d'illégale, maintenant il la représente comme légale ; dans les deux cas, il n'agit jamais que dans le but de nous incriminer. Du moment que la perception des impôts a été déclarée illégale, ne dois-je pas repousser par la violence l'exercice violent de l'illégalité ? Même en nous plaçant à ce point de vue, nous eussions été justifiés à repousser la violence par la violence. Il est d'ailleurs parfaitement exact que l'Assemblée voulait se maintenir sur le terrain purement légal, sur le terrain de la résistance passive. Deux voies s'ouvraient à elle : la voie révolutionnaire. Elle ne s'y engagea pas. Ces messieurs de l'Assemblée ne voulaient pas risquer leur tête. Ou bien le refus des impôts se réduisant à une résistance passive ; elle prit ce chemin. Mais le peuple, pour se conformer à sa décision devait se placer sur le terrain révolutionnaire. La conduite de l'Assemblée fut déterminante pour la nation. L'Assemblée n'a pas de droits par elle-même ; la nation lui a simplement confié la revendication de ses propres droits. Si, elle ne remplit pas son mandat, elle devient caduque. La nation en personne entre alors en scène et agit dans la plénitude de sa puissance. Si, par exemple, une Assemblée nationale s'était vendue à un Gouvernement traître, la nation devrait les chasser tous deux, Gouvernement et Assemblée. Si la couronne fait une contre-révolution, la nation y répond à bon droit par une révolution. Le peuple n'a que faire, en ce cas, de l'autorisation d'une Assemblée nationale. Mais l'Assemblée elle-même a publié que le Gouvernement prussien tenta d'exécuter un attentat de haute trahison.

Je me résume brièvement, Messieurs les jurés. Le ministère public ne peut invoquer contre nous les lois du 6 et du 8 avril puisque la couronne les a déchirées elle-même. En soi et pour soi, ces lois ne tranchent rien. Ce sont des créations arbitraires de la Diète fédérale. La décision de l'Assemblée nationale ordonnant le refus des impôts était valable formellement et matériellement. Dans notre appel, nous avons été plus loin que l'Assemblée nationale ne l'a fait. C'était notre droit ; c'était aussi notre devoir.

Je répète, en terminant, que c'est seulement le premier acte du drame qui vient de finir. La lutte entre les deux sociétés, la société médiévale et la société bourgeoise, renaîtra sous des formes politiques. Les mêmes conflits recommenceront dès que l'Assemblée sera de nouveau réunie. L'organe du

ministère, la *Neue preussische Zeitung*, le prophétise déjà : les mêmes gens ont voté une fois encore, et il sera nécessaire de dissoudre violemment l'Assemblée pour une seconde fois.

Mais, quelle que puisse être la voie ou s'engagera la nouvelle Assemblée nationale, le résultat ne peut être qu'un *triomphe complot de la contre-révolution*, ou bien *une nouvelle Révolution* victorieuse ! Peut-être la victoire de la Révolution n'est-elle possible qu'après l'achèvement de la contre-révolution.

L'accusé SCHAPPER a la parole.

KARL SCHAPPER : Messieurs les jurés. Après la défense que vient de prononcer mon coaccusé, M. Marx, je n'ai plus que quelques mots à vous adresser. Le ministère public a tenté, dans l'accusation qu'il portait contre nous, de se placer sur le terrain constitutionnel ; mais la chose, et vous partagerez mon opinion, ne lui a point réussi. Il a cherché à prouver : 1^o que le roi avait le droit de proroger et de dissoudre l'Assemblée nationale constituante de Prusse ; celle-ci, par suite, ne pouvait plus prendre de décisions après le 9 novembre, et ne pouvait donc ordonner le refus des impôts ; 2^o que l'Assemblée n'avait d'ailleurs pas le droit de refuser les impôts ; 3^o que même, eût-elle été investie du droit d'ordonner ce refus, elle n'aurait dû l'exercer qu'en cas de nécessité extrême, parce qu'une semblable mesure conduit à la guerre civile, — et cette nécessité extrême ne s'est pas encore produite ; et 4^o qu'enfin, nous accusés, nous avons été beaucoup plus loin que messieurs les partisans de compromis, nous avons directement tenté de mettre à exécution la décision ordonnant le refus des impôts et nous tombons par suite sous le coup du Code pénal.

Permettez-moi, Messieurs les jurés, d'exprimer sur ce point mon opinion, qui est contraire à celle du ministère public. En mars, le peuple avait vaincu ; la monarchie absolue était abattue ; la nation était même en position de supprimer complètement la monarchie. La majorité de la nation cependant se prononça en faveur de la monarchie constitutionnelle et demanda que ses représentants fixassent les droits et les prérogatives du roi d'une part, du peuple de l'autre.

La *souveraineté du peuple* était solennellement reconnue ; on convoqua l'Assemblée nationale et cette dernière se trouvait placée, sinon au-dessus de la couronne, au moins au même rang qu'elle. Nous sommes ici en présence de deux personnes morales qui doivent conclure entre elles un contrat. Aucune d'elles n'a le droit de supprimer, d'anéantir complètement l'autre, sinon toute convention, tout compromis cesserait. Si le roi pouvait, par sollicitude pour l'Assemblée, la transférer de Berlin à Brandebourg, l'Assemblée, de son côté, avait tout autant le droit, par sollicitude pour la personne du roi, de le transférer de Potsdam à Berlin. Si le roi avait le droit de chasser la Constituante, cette Assemblée était bien plus justifiée encore à chasser le monarque. Et cependant il est peu vraisemblable que le ministère public ait voulu revendiquer ce droit pour l'Assemblée. La contre-révolution, par d'adroites manœuvres, a momentanément triomphé, et cette victoire lui a donné le droit d'agir à sa fantaisie : voilà ce qu'aurait dû dire le ministère public ; il n'aurait pas dû se placer sur le terrain constitutionnel.

Pour ce qui est du second point, je ne veux pas m'appuyer sur une foule d'anciennes lois surannées et remontant au delà des événements de mars. Je ne veux pas imiter monsieur le procureur. Je chercherai mon appui dans la saine raison. Messieurs les jurés, dans un État constitutionnel, le roi est le magistrat suprême ; le peuple lui a donné la tâche de faire exécuter les lois dans l'intérêt de tous et non pas seulement dans l'intérêt de sa maison ou dans celui d'une classe. — C'est pour cet office que le peuple le paie. — S'il ne le remplit plus, il ne reçoit plus d'argent. Tout cela est très simple et tout à fait dans le goût de la bourgeoisie constitutionnelle. C'est en ce sens qu'agit l'Assemblée constituante quand elle prononça le refus des impôts. Elle avait parfaitement le droit de le faire.

En ce qui concerne le troisième point, le ministère public a dit qu'il n'était pas nécessaire de refuser les impôts, l'Assemblée eût-elle eu le droit d'en décider ainsi, le prétends qu'elle eût dû agir ainsi bien auparavant. Nous ne serions pas vaincus actuellement par la contre-révolution. Mon prédécesseur vous a déjà démontré très clairement que ce ne sont pas des personnes ou des fractions isolées qui se combattent ici. Ce qui se trouve en présence, ce sont l'ancienne société féodale surannée et la nouvelle société bourgeoise qui lutte pour l'hégémonie. Il vous a montré que c'est une lutte à mort. Il s'agit ici d'établir si, nous autres Allemands, nous possédons encore assez de

vitalité pour sortir d'une situation que nous aurions dû depuis longtemps abolir, ou si, véritablement, nous reculons et devons tomber dans le despotisme asiatique.

Ceux qui, auparavant, croyaient à la loyauté de la couronne voyaient clairement, dès le mois d'août, que le roi et ses représentants n'avaient pas l'intention de tenir les promesses faites en mars. Dès ce moment on aurait dû non conclure une trêve insoutenable, mais engager la lutte à nouveau. On aurait ainsi certainement épargné à notre patrie une calamité indicible.

Vous vous souvenez, Messieurs, de la proposition du député Stein. Il demandait tout simplement que le ministère témoignât de la loyauté de ses sentiments envers les institutions constitutionnelles en faisant aux officiers réactionnaires un devoir d'honneur de sortir de l'armée. Que firent les valets de la couronne ? Ils refusèrent d'exécuter la décision de l'Assemblée et se retirèrent. Puis en vinrent d'autres qui prirent des demi-engagements pour gagner du temps, parce qu'alors on n'osait pas encore ouvertement dévoiler ses plans. Si l'on avait agi de bonne foi, si l'on avait réellement voulu renoncer à la vieille société féodale et reconnaître la société bourgeoise, on aurait exécuté, dès le printemps, les mesures préconisées par Stein, et l'on ne serait pas entré en conflit avec l'Assemblée nationale. En fait, Messieurs, dans un pays constitutionnel, les officiers ne sont plus des serviteurs du roi, mais des serviteurs de l'État qui paie leurs services. S'ils ne sont pas d'accord avec les institutions de l'État, s'ils ne veulent ou ne peuvent le servir loyalement et fidèlement, l'honneur leur commande de se retirer et de ne pas se laisser payer plus longtemps pour des services qu'ils ne veulent point rendre. Rien de plus simple.

Quand, plus tard, l'Assemblée nationale voulut supprimer les droits féodaux pesant sur la classe paysanne, quand elle abolit la noblesse, les vains titres et les ordres, on cria au meurtre et à l'assassin, et l'on poussa la couronne à accomplir un coup d'État aussi rapidement que possible. On cria à l'atteinte portée à la propriété comme si l'on n'avait pas précisément projeté, en supprimant les privilèges féodaux, de fonder la propriété bourgeoise. Si l'on avait voulu réellement l'État moderne, constitutionnel et bourgeois, on aurait tout simplement supprimé les privilèges qui sont un obstacle à son développement ou le rendent impossible. On ne se serait pas accroché aux petits rubans qui, de notre temps, ne doivent pas avoir d'importance, qui sont des jouets inutiles et ne font que coûter à la nation déjà imposée un argent considérable.

Oui, Messieurs les jurés, je prétends encore une fois que l'on aurait dû, en septembre déjà, refuser les impôts ! Il y avait une nécessité absolue à le faire si l'on voulait sauver la société moderne, si l'on voulait, une fois pour toutes, en finir avec la société féodale.

Le ministère public prétend de plus que le refus des impôts conduit directement à la guerre civile, à l'anarchie.

L'anarchie, Messieurs, existait déjà avant que ne fut prise la décision de refuser les impôts. L'anarchie existe toujours quand, comme c'est le cas en Prusse, une minorité cherche à se placer à la tête de l'État en usant de violence brutale vis-à-vis de la majorité. Le refus des impôts était le seul moyen d'éviter une nouvelle révolution ; aussi l'Assemblée nationale y eut-elle recours. Ne donnez plus leur provende aux valets de la réaction, et leur résistance se dissipera bientôt. Devant la pénurie s'inclinent et deviennent impuissants même les canons et les baïonnettes. Le refus des impôts est l'*ultima ratio populorum* à l'*ultima ratio regum*. Si le pouvoir public ne veut pas reconnaître les volontés de la majorité, si le Gouvernement lui oppose ses canons et ses baïonnettes, la majorité n'a tout simplement qu'à fermer sa bourse, et les menaces de la faim mettront bientôt à la raison les récalcitrants.

Le refus des impôts est le seul moyen pacifique de faire prévaloir la volonté nationale contre la force brutale.

Enfin, Messieurs, le ministère public prétend que nous sommes allés beaucoup plus loin que messieurs les conciliateurs.

Le ministère public voudrait prétendre que l'Assemblée nationale voulait simplement prendre sa décision sans avoir l'intention de l'exécuter, voulait faire une mauvaise plaisanterie. Je ne le crois cependant pas. Si l'on décide quelque chose, on doit avoir l'intention d'exécuter sa décision. Aussi, nous inculpés, nous ne sommes nullement allés plus loin que messieurs les conciliateurs. Si vous savez que personne n'a le moindre droit à vous prendre votre argent, mais que quelqu'un s'avise de s'en emparer et veut vous l'arracher par la force, que faites-vous donc ? Vous vous mettez en défense, vous défendez votre propriété et vous vous attaquez à votre agresseur : — c'est tout naturel. Il en est exactement de même dans le refus des impôts. L'Assemblée nationale avait déclaré qu'un ministère coupable de haute trahison n'avait plus aucun droit de lever les impôts ; il était donc du devoir d'un bon citoyen de se mettre en état de défense pour protéger sa propriété contre des attaques non autorisées. En Angleterre, en pareil cas, on ferme sa maison et l'on traite comme un voleur quiconque cherche à s'y introduire par force.

Messieurs, je suis sûr que vous reconnaissez le droit de refuser les impôts. Je suis donc convaincu que, malgré la victoire de la contre-révolution, vous ne nous déclarerez pas coupables, nous qui avons essayé de faire prévaloir ce droit sur l'ordre des représentants de la nation. Mais,

même au cas où vous ne le reconnaîtriez pas, vous nous acquitterez, parce que le gouvernement, vraisemblablement pour des raisons politiques, n'a pas encore fait poursuivre les instigateurs de cette décision, ainsi que l'a déclaré M. Rintelen.

Notre procès a quelque ressemblance avec celui qui fut instruit à Strasbourg, en 1836. À ce moment aussi le Gouvernement français laissa en liberté, pour des motifs politiques, le principal accusé, le président actuel de la République française, alors qu'il traduisait devant les assises les officiers et les citoyens qui avaient favorisé les vues du prétendant. Les jurés de Strasbourg acquittèrent ces derniers à l'unanimité, bien qu'ils eussent été pris les armes à la main.

Messieurs les jurés, je n'ai plus rien à ajouter à ma défense. Je suis persuadé, en effet, que vous reconnaissiez ou non à l'Assemblée nationale le droit de refuser les impôts, vous répondrez par un acquittement à la plainte du parquet.

L'inculpé *Schneider II* a la parole :

KARL SCHNEIDER II : Messieurs les jurés. Quand la nouvelle du triomphe de la contre-révolution à Vienne arriva à Berlin, la contre-révolution qu'on préparait depuis longtemps en notre pays suivit de près. Ici comme là-bas, les instruments des anciens pouvoirs, qui venaient de renaître à l'instant s'empressèrent de poursuivre, sous le couvert des lois, tous ceux qui, en quelque façon, avaient participé à la précédente révolution. À Vienne, ces lois furent appliquées par Windischgrätz et par les Croates. La Prusse avait Wrangel, les avocats et les procureurs généraux. Ici comme là-bas, les jugements et les réquisitoires ne se mesurèrent pas à l'aune des lois. Quiconque est suspect, quiconque est soupçonné d'un acte qui tomberait sous le coup de lois inapplicables si l'on s'en tenait à la lettre est menacé de la potence. On lui distribue la poudre et le plomb. L'inculpé sur lequel ne pèse même pas un soupçon est gratifié d'un certain nombre d'années de travaux forcés, qui varie suivant les circonstances. Comme on avait honte de nous accuser nous, qui avons fait notre devoir, de renversement de la Constitution ou de provocation à la guerre civile, on nous poursuit en vertu d'un article pénal qui ne convient en aucune façon, article qui ne menace que d'une peine légère. Je dois, Messieurs, vous lire l'ensemble des articles 209-217 de notre Code pénal. Cette lecture vous convaincra immédiatement du peu d'application qu'ils ont au cas actuel, tandis que notre acte, s'il ne restait pas impuni pour des motifs politiques, pouvait tomber sous le coup des articles 87, 90, 102, en qualité de complot tendant à exciter la guerre civile, à porter les armes contre le pouvoir royal ou à provoquer à les porter ; dans les articles invoqués par le ministère public, le seul acte passible de punition est la seule résistance matérielle opposée à certains fonctionnaires déterminés, la résistance matérielle d'un fraudeur, d'un emprisonné rebelle.

L'inculpé cherche à faire ressortir dans le détail cette différence en comparant les passages de la loi correspondants. Il essaie d'établir, eu égard à la jurisprudence existante, que l'appel à la rébellion visé par l'article 217 doit être direct, précis, par analogie avec l'article 102 qui contient expressément le mot « directement ». Puis il continue :

Tout cela ne s'applique pas à l'appel incriminé. Il ne contient ni provocation à un acte *déterminé*, ni provocation *directe* à un acte semblable. Vous avez à apprécier, Messieurs, exclusivement le contenu de l'appel incriminé et non notre ancienne opinion que nous ne vous avons pas dissimulée sur le droit qu'a le peuple à exercer une résistance à main armée. On voit immédiatement que nous ne faisons qu'exprimer théoriquement ce que les circonstances nous commandaient de faire. Nous n'avons pas adressé d'appel à ceux qui devaient refuser les impôts. Nous nous sommes contentés d'inviter les groupements existants à faire des propositions dans notre sens et à exécuter des décisions éventuelles. Si enfin le ministère public veut trouver matière à condamnation dans notre appel, même si la décision tendant à refuser les impôts, prise par l'Assemblée nationale, était légitime, si cette Assemblée n'a pas évidemment provoqué à la violence, la rébellion n'est pas moins une conséquence nécessaire. Plusieurs jours déjà avant la décision de l'Assemblée, nous, c'est-à-dire le Comité démocratique provincial, avions recommandé le refus des impôts à titre d'acte de légitime défense ; mais en même temps nous avons déconseillé toute résistance par la force (l'inculpé lit l'appel dont il s'agit daté du 14 novembre). Quand la décision de l'Assemblée eut été publiée, nous avons déclaré, en nous appuyant particulièrement sur ce vote, que tous les modes de résistance étaient légitimes.

C'est uniquement dans le but d'éclaircir la prétention audacieuse du ministère public déclarant que la légitimité de l'application de l'article du Code pénal ne pouvait faire de doute pour personne, que j'ai examiné, avec une certaine répugnance intérieure, je l'avoue, le contenu et l'origine de notre appel ; le caractère non répréhensible de celui-ci devait d'ailleurs être démontré par des motifs d'ordre politique. À ce point de vue, mes coaccusés ont montré d'une façon si complète et si frappante combien l'accusation se soutenait peu, que je veux me borner à reprendre quelques points seulement du réquisitoire du ministère public. Une renonciation, dit-il, ne peut être étendue, interprétée. La couronne a fait abandon d'une partie de ses droits souverains. Elle a convoqué une

Assemblée pour convenir de la Constitution. Mais par ce fait, même, elle ne renonçait pas au droit de transférer, de suspendre, de clore cette Assemblée. On pourrait, à meilleur droit, Messieurs, interpréter en sens contraire cette affirmation du ministère public touchant la renonciation du printemps dernier. La souveraineté résidait en droit d'ailleurs, comme en fait, chez le peuple. Si ses représentants qui, il est vrai, suivant la lettre de la loi électorale, n'étaient autorisés qu'à conclure un compromis, mais qui, en réalité, avaient reçu du pouvoir victorieux, issu d'une révolution incontestable, la mission d'établir une Constitution, si ses représentants étaient d'accord sur la théorie des compromissions, cette déclaration, cette renonciation ne doit pas non plus voir son sens s'élargir. Vis-à-vis de la couronne, le peuple était le contractant légitime. La renonciation au droit d'octroyer la Constitution en toute indépendance ne peut s'entendre en ce sens qu'un seul des contractants, le peuple, se voit dépouiller de tout droit de libre disposition. Le pouvoir de conclure librement la convention cessait évidemment dès que le peuple ou ses représentants ne pouvaient plus élaborer un projet de l'instrument de conciliation, dès que les représentants du peuple se voyaient interdire d'exprimer leur opinion à ce sujet, que leur majorité ait d'ailleurs pris ses décisions librement ou sous le coup d'une terreur due à des influences extérieures.

D'autre part, la décision prise le 31 octobre, jour où Waldeck déposa sa proposition soutenue de toutes façons par le peuple de Berlin et où l'on offrait à la liberté populaire, menacée à Vienne, le secours de toutes les forces publiques, proposition qui fut rejetée par l'Assemblée, cette décision prouvait, de la façon la plus indiscutable, que, de fait, ses résolutions n'étaient pas dictées par la terreur, et c'est cependant ce qu'admet comme démontré le ministère public.

L'accusation s'est ensuite efforcée d'établir en de fort longs développements que l'Assemblée dissoute n'avait pas le droit d'accorder les impôts et, par suite, de les refuser. Bien qu'il ne soit pas difficile, vu l'état de la législation d'alors, de prouver le droit qu'avait l'Assemblée de le faire, la chose est, dans notre cas, parfaitement indifférente. Le refus des impôts n'a pas été, en effet, l'expression d'un droit émanant de la Constitution ou de la loi, ce fut un acte de légitime défense exercé contre un ministère révolutionnaire, qui violait les droits reconnus de la nation. Précisément la distinction établie par le ministère public entre une Assemblée constitutionnelle et une Assemblée constituante amène à une distinction entre le refus des impôts accompli dans les limites de la Constitution et le refus des impôts décidé dans le cas qui nous occupe.

Le ministère public enfin insiste sur le jugement porté par le pays sur le conflit surgi entre la couronne et le peuple. Mais vraiment la voix de la nation s'est prononcée assez nettement, dans les dernières élections, en faveur de la seconde Chambre, et votre jugement, j'en suis convaincu, Messieurs, prouvera, en nous absolvant unanimement que vous approuvez le verdict porté par le pays. »

Après une délibération d'une demi-heure, le jury prononça l'acquittement à l'unanimité.

RÉVÉLATIONS

SUR LE

PROCÈS DES COMMUNISTES DE COLOGNE

INTRODUCTION DE FRIEDRICH ENGELS

CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DE LA LIGUE DES COMMUNISTES

La condamnation des communistes de Cologne, en 1802, clôt la première période qu'ait parcourue le mouvement indépendant des ouvriers allemands. Cette période est aujourd'hui presque totalement oubliée. Elle a duré cependant de 1836 à 1852, et ce mouvement, grâce à la diffusion des ouvriers allemands à l'Étranger, s'est fait sentir dans presque toutes les nations civilisées. Ce n'est pas tout. Le mouvement ouvrier international actuel continue, en fait, directement ce mouvement allemand, qui fut alors le *premier mouvement ouvrier international*. C'est de lui que sortirent beaucoup de ceux qui jouèrent un rôle prédominant dans l'Association internationale des Travailleurs. Les principes théoriques que la Ligue des communistes inscrivit sur son drapeau par son *manifeste communiste* de 1847 forment, encore aujourd'hui, le lien international le plus puissant qui unisse tout le mouvement prolétarien d'Europe et d'Amérique.

Jusqu'à présent, nous n'avons qu'une source principale à laquelle nous puissions puiser pour une histoire d'ensemble de ce mouvement. C'est ce qu'on appelle le *Livre noir* : « Les conspirations communistes du xix^e siècle », par Wermuth et Stieber, Berlin, deux parties, 1853 et 1854^{41}. Cet amas de mensonges, rassemblé par deux des plus misérables mouchards de notre siècle, pitoyable recueil de faussetés préméditées, est la source première dont se servent aujourd'hui encore tous les écrivains non-communistes qui traitent de ce temps.

Ce que je puis apporter ici n'est qu'une esquisse et dans la mesure encore où la Ligue elle-même est en jeu. J'espère qu'il me sera donné encore de mettre en œuvre les riches matériaux que Marx et moi avons rassemblés pour servir à l'histoire de cette glorieuse jeunesse du mouvement ouvrier international.

La Société secrète des *bannis*, à tendances démocratiques et républicaines, fondée à Paris, en 1834, par des réfugiés allemands, vit se séparer d'elle, en 1836, les éléments les plus avancés, appartenant, pour la plupart, au prolétariat. Ceux-ci fondèrent une nouvelle Association secrète : la *Ligue des Justes*. La Société-mère, qui n'avait conservé que quelques vieux bonnets de nuit à la Jacobus Benedey, finit par tomber dans

un sommeil complet. Quand, en 1840, la police perquisitionna dans quelques sections, en Allemagne, elle n'était plus qu'une ombre. La nouvelle Ligue, au contraire, se développa relativement assez vite. À l'origine, elle n'était qu'un rejeton allemand du communisme ouvrier français qui se liait à la tradition babouviste et se constituait à cette époque à Paris. La communauté des biens était réclamée parce qu'elle était la suite nécessaire de l'égalité. Les buts poursuivis par la Ligue étaient les mêmes que ceux des sociétés secrètes de Paris en ce moment : groupes de propagande, conspirations où Paris était toujours considéré comme le centre de l'action révolutionnaire, bien que, à l'occasion, la préparation de soulèvements, en Allemagne, ne fût nullement exclue. Mais, comme Paris continuait à rester le champ de bataille décisif, la Ligue n'était, en somme, guère plus que la branche allemande des sociétés secrètes françaises, surtout de la *Société des saisons*, dirigée par Barbès et par Blanqui, avec laquelle elle se trouvait en relations étroites. Les Français marchèrent, le 12 mai 1839 ; les sections de la Ligue tirent cause commune et furent ainsi entraînées dans la défaite.

Parmi les Allemands, *Karl Schapper* et *Heinrich Bauer* furent pris. Le Gouvernement de Louis-Philippe se contenta de les expulser après une assez longue détention. Tous deux se rendirent à Londres. Schapper, né à Weilbourg, en Nassau, prit part comme étudiant à l'École forestière à Giessen en 1832, à la conspiration ourdie par Georg Büchner. Il attaqua, avec ce dernier, le 3 avril 1833, la police (Konstablerwache) de Francfort, se réfugia à l'Étranger et participa, en février 1834, à l'expédition de Mazzini en Savoie. Il était d'une taille gigantesque, résolu, énergique, toujours prêt à risquer son existence de bourgeois et à aventurer sa vie. C'était le modèle du révolutionnaire de profession dont il joua le rôle entre 1830 et 1840. Bien que d'une certaine lourdeur d'esprit, il n'était cependant pas inaccessible aux meilleures opinions théoriques, comme le prouve bien, d'ailleurs, l'évolution qu'il parcourut, passant du camp des « démagogues » à celui des communistes. Une fois sa conviction faite, il ne s'y tenait que plus fermement. Sa passion révolutionnaire dépassa quelquefois les bornes de sa raison. Mais il a toujours aperçu son erreur et l'a publiquement reconnue. C'était un homme et ce qu'il a fait pour fonder le mouvement ouvrier allemand ne peut s'oublier.

Heinrich Bauer, né en Franconie, était cordonnier. C'était un petit homme vif, éveillé, plaisant, mais dont le petit corps renfermait aussi beaucoup d'habileté et de décision.

Arrivés à Londres, où Schapper, qui avait été ouvrier compositeur à Paris, chercha à gagner sa vie en enseignant les langues, tous deux

s'employèrent à relier les débris épars de la Ligue et firent de Londres son siège. Ils virent se joindre à eux, s'ils ne l'avaient pas du moins déjà connu à Paris, *Joseph Mall*, horloger à Cologne. Ce dernier, hercule de taille moyenne — combien de fois Schapper et lui n'ont-ils pas défendu victorieusement la porte d'une salle contre des centaines d'adversaires qui voulaient la forcer — égalait ses deux camarades pour l'énergie et la décision, mais les dépassait au point de vue intellectuel. Non seulement c'était un diplomate né comme l'ont montré ses nombreuses missions, mais il était, de plus, plus accessible aux idées théoriques. Je fis leur connaissance à tous trois, en 1843, à Londres. C'étaient les premiers prolétaires révolutionnaires que je voyais.

Bien que, dans le détail, nos opinions fussent en divergence — j'opposais en effet, à leur communisme égalitaire^{42} borné, une présomption philosophique qui ne l'était pas moins, — je n'oublierai jamais l'imposante impression que firent sur moi ces trois hommes, au vrai sens du mot, à une époque où je n'avais encore que la volonté de devenir un homme.

À Londres, de même qu'en Suisse, quoique dans une plus faible mesure, la liberté d'association et de réunion leur fut d'un grand secours. Dès le 7 février 1840, le cercle d'étude public des ouvriers allemands fut fondé. Il existe encore. Ce cercle d'étude servait à la Ligue de lieu de recrutement. Comme toujours, les communistes étaient les membres les plus actifs et les plus intelligents du cercle ; aussi tout naturellement sa direction se trouvait-elle en leurs mains. La Ligue possédait plusieurs « communes », où comme on disait alors encore, plusieurs « huttes » à Londres. Cette même tactique, qui s'imposait, fut suivie en Suisse et ailleurs. Là où l'on pouvait fonder des cercles d'études pour les ouvriers, on les utilisait de la même façon. Quand la loi les interdisait, on se répandait dans les sociétés chorales, de gymnastique, etc. Les relations entre les groupes étaient entretenues en grande partie par les membres qui allaient et venaient ; ces derniers remplissaient aussi, quand il était nécessaire, les fonctions d'émissaires. Dans ces deux cas, la Ligue trouva une aide active dans la sagesse des Gouvernements qui, en expulsant tout ouvrier qui déplaisait, et c'était, neuf fois sur dix, un membre de la Ligue, — en faisaient un émissaire.

L'extension de la Ligue reconstituée devint importante. En Suisse particulièrement, *Weitling*, *August Becker* cerveau puissamment organisé, mais qui, comme tant d'Allemands, vit ses qualités ruinées par son manque de consistance), d'autres encore avaient créé en Suisse une forte organisation qui adoptait plus ou moins le système communiste de

Weitling. Le lieu serait ici mal choisi pour critiquer le communisme de ce dernier. Mais l'importance qu'il a eu comme première tendance théorique indépendante du prolétariat allemand me permet de souscrire encore aujourd'hui aux paroles de Marx du *Vorwaerts* de Paris de 1844. « La bourgeoisie (allemande) — y compris ses philosophes et ses écrivains — pourrait-elle nous présenter une œuvre semblable aux « garanties de l'harmonie et de la liberté » *ayant trait à l'émancipation de la bourgeoisie*, — à l'émancipation politique ? Si l'on compare la médiocrité insipide, timide, de la littérature politique allemande, à ce début brillant, immense des ouvriers allemands, si l'on compare *les premiers pas gigantesques du prolétariat* la petitesse de la politique bourgeoise déjà émancipée, on peut prédire que le petit souffre-douleur acquerra plus tard une stature athlétique. » Cette stature, nous l'avons maintenant devant nos yeux, bien que le colosse ne doive pas encore de longtemps être adulte.

L'Allemagne possédait aussi de nombreuses sections, naturellement plus éphémères. Mais le nombre de celles qui se constituaient dépassait le nombre de celles qui disparaissaient. La police mit sept ans à découvrir, à la fin de 1846, à Berlin (Mentel) et à Magdebourg (Beck), une trace de la Ligue, sans être, d'ailleurs, en état de pousser plus avant.

À Paris, Weitling, qui se trouvait encore dans cette ville en 1840, avait réuni les éléments dispersés avant de partir pour la Suisse.

Le noyau de la Ligue était formé par les tailleurs. On trouvait des tailleurs allemands partout, en Suisse, à Londres, à Paris. Dans cette dernière ville, l'allemand était si bien la langue prédominante dans ce corps de métier que j'y connus, en 1846, un tailleur norvégien, passé par mer directement de Drontheim en France, et qui, en dix-huit mois, n'avait presque pas appris un mot de français, mais fort bien l'allemand. Des communes de Paris en 1847, deux étaient composées surtout de tailleurs et une autre d'ébénistes.

Quand le centre de la Ligue eut été transféré de Paris à Londres, une nouvelle période s'ouvrit pour elle : de Ligue allemande qu'elle était, elle devint peu à peu *internationale*. Dans le cercle ouvrier, se rencontraient outre les Allemands et les Suisses, des membres de nationalités auxquels l'allemand peut servir de moyen de communication : en particulier, des Scandinaves, Hollandais, Hongrois, Tchèques, Slaves méridionaux, ainsi que des Russes et des Alsaciens. En 1847, un grenadier de la garde, anglais, assistait régulièrement en uniforme aux séances. Le cercle s'appela bientôt : groupe d'étude ouvrier *communiste*. Sur les cartes des membres, la phrase, « Tous les hommes sont frères », se trouvait reproduite en au moins vingt langues, avec quelques fautes, toutefois, par

ci, par là. De même que le groupe public, la Société secrète prit bientôt un caractère de plus en plus international ; tout d'abord en un sens encore restreint pratiquement par suite des différentes nationalités des adhérents, théoriquement aussi, parce que l'on pensait qu'une révolution, pour être victorieuse, devait être européenne. On n'allait pas encore plus loin ; mais le principe était trouvé.

Grâce aux réfugiés à Londres, aux combattants du 12 mai 1839, on se tenait en relations étroites avec les révolutionnaires français. Il en était de même avec les Polonais ayant les tendances les plus radicales. L'émigration polonaise officielle, ainsi que Mazzini, étaient plutôt hostiles que favorables à la Ligue. Les chartistes anglais, étant donné le caractère spécialement national de leur mouvement, furent laissés de côté comme non-révolutionnaires. Les chefs de la Ligue, à Londres, n'entrèrent en relation avec eux que plus tard et par mon intermédiaire.

Le caractère de la Ligue s'était encore modifié à un autre point de vue à la suite des événements. Bien que l'on considérât toujours — avec pleine justice à cette époque — Paris comme la ville qui devait enfanter la Révolution, on ne s'en était pas moins séparé des conspirateurs parisiens. L'extension de la Ligue éveilla la conscience de ce qu'elle était. On sentit que l'on jetait des racines de plus en plus solides dans la classe ouvrière allemande. On comprenait que le prolétariat allemand voyait se dessiner sa tâche historique : marcher à la tête des ouvriers du nord et de l'est de l'Europe. On avait, en Weitling, un théoricien communiste que l'on pouvait hardiment placer à côté de ses concurrents français. Enfin l'expérience du 12 mai avait, appris qu'il n'y avait plus rien à attendre des tentatives d'insurrection. Si l'on continuait encore à voir dans tout événement un signe précurseur de la tempête sociale, si l'on maintenait en pleine vigueur les anciens statuts à demi conspirateurs, la faute en était à la vieille opiniâtreté révolutionnaire, qui commençait déjà à entrer en conflit avec les opinions plus justes qui se faisaient jour.

Par contre, la doctrine sociale de la Ligue, quelque précise qu'elle fût, n'en renfermait pas moins une grosse erreur provenant des circonstances mêmes. Ses membres, des travailleurs pour la plupart, étaient presque exclusivement des ouvriers proprement dits. L'homme qui les exploitait, même dans les grandes villes, c'était le petit patron. Dans la couture, même sur une grande échelle, dans ce que l'on appelle maintenant la confection ou le métier, l'exploitation a été transformée en une industrie domestique faite au compte d'un grand capitaliste ; elle n'existait encore qu'en germe, même à Londres. D'une part, l'exploiteur de ces ouvriers était un petit patron ; d'un autre côté, tous les ouvriers espéraient en fin de

compte devenir de petits patrons. Aussi l'ouvrier allemand de cette époque ne pouvait-il se débarrasser d'une masse d'idées qui se rattachent au régime des vieilles corporations. Ces travailleurs n'étaient pas encore des prolétaires au sens plein du mot, ne constituaient encore qu'un prolongement de la petite bourgeoisie en passe de devenir le prolétariat moderne, ne se trouvaient pas en opposition directe avec la bourgeoisie, c'est-à-dire avec le grand capital. Aussi est-il tout à fait à l'honneur de ces artisans d'avoir su anticiper instinctivement sur leur future évolution et constituer, avec une conscience encore imparfaite, il est vrai, le parti du prolétariat. Mais il était aussi inévitable que leurs vieux préjugés d'artisans vinssent, à chaque instant, les faire broncher ; cela ne manquait pas d'arriver dès qu'il s'agissait de critiquer dans le détail la société existante et d'étudier les faits économiques. Je ne crois pas qu'à cette époque il y ait eu, dans toute la Ligue, un seul homme ayant jamais lu un livre d'économie. Cela importait peu d'ailleurs : « l'égalité », la « fraternité », et la « justice » permettaient de franchir tout obstacle théorique.

Entre temps s'était élaborée, à côté du communisme professé par la Ligue et par Weitling, une seconde doctrine communiste essentiellement différente. Étant à Manchester, je m'étais brutalement aperçu que les faits économiques auxquels l'histoire, jusqu'alors, n'attribuait qu'un rôle nul ou inférieur, constituaient, au moins dans le monde moderne, une force historique décisive. Ils forment la source d'où découlent les antagonistes actuels des classes. Ces antagonismes dans les pays où la grande industrie les a portés à leur plein développement, en Angleterre en particulier, sont les bases sur lesquelles se fondent les partis, sont les sources des luttes politiques, sont les raisons de toute l'histoire politique. Marx non seulement était arrivé à la même opinion ; mais il avait même dans les « annales franco-allemandes », (1844), généralisé ce point de vue et développé qu'en général ce n'était pas l'État qui conditionne et règle la société civile, mais la société civile qui conditionne et règle l'État ; qu'il fallait donc expliquer la politique et l'histoire par les rapports économiques et non procéder à l'inverse. Quand, dans l'été de 1844, je rendis visite à Marx à Paris, nous étions en complet accord sur tous les points théoriques et c'est de cette époque que date notre collaboration. Quand nous nous trouvâmes à Bruxelles, au printemps de 1845, Marx, en partant des principes précédents, avait déjà complètement élaboré sa théorie matérialiste de l'histoire dans ses traits principaux. Nous nous mîmes alors à pousser jusque dans le détail et dans les directions les plus différentes le mode de conception que nous venions de découvrir.

Cette découverte, qui bouleversait la science historique, était

essentiellement l'œuvre de Marx. La part qu'on peut m'y attribuer est très faible. Elle intéressait directement le mouvement ouvrier de l'époque. Le communisme chez les Français et les Allemands, le chartisme chez les Anglais ne paraissaient plus être quelque chose de fortuit qui aurait fort bien pu ne pas exister. Ces mouvements devenaient maintenant un mouvement de la classe opprimée des temps modernes, du prolétariat. C'étaient désormais des formes plus ou moins développées de la lutte historiquement nécessaire que cette classe devait mener contre la classe dominante, la bourgeoisie. C'étaient des formes de la lutte des classes, mais qui se distinguaient de toutes les luttes précédentes par ceci : la classe actuellement opprimée, le prolétariat, ne peut effectuer son émancipation sans délivrer toute la société de sa division en classes, sans l'émanciper des luttes de classes. Le communisme ne consistait plus dans la création d'un idéal de société aussi parfait que possible ; il se résolvait en une vue nette de la nature, des conditions et des buts généraux de la lutte menée par le prolétariat.

Nous n'avions nullement l'intention de communiquer les nouveaux résultats scientifiques exclusivement au monde « savant » par l'intermédiaire de gros volumes. Au contraire. Nous nous trouvions tous deux déjà profondément engagés dans le mouvement politique ; nous avions quelque accointance avec les gens célèbres, de l'Allemagne occidentale en particulier, nous étions en contact avec le prolétariat organisé. Notre devoir était de fonder scientifiquement notre conception. Mais il était tout aussi important pour nous d'amener à notre conviction le prolétariat européen et particulièrement celui d'Allemagne. Dès que tout fut bien clair à nos yeux, nous nous mîmes au travail. On fonda, à Bruxelles, une société ouvrière allemande, et l'on s'empara de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* qui nous servit d'organe jusqu'à la révolution de Février. Nous étions en relation avec la fraction révolutionnaire des chartistes anglais par l'entremise de Julian Harney, rédacteur de l'organe central du mouvement *The Northern Star*, où je collaborais. Nous étions aussi en société pour ainsi dire avec les démocrates de Bruxelles (Marx était vice-président de l'Association démocratique) et avec les Social-démocrates français de *la Réforme* à laquelle je communiquais des nouvelles sur le mouvement anglais et allemand. Bref les rapports que nous entretenions avec les organisations radicales et prolétariennes répondaient à nos désirs.

Vis-à-vis de la « Ligue des Justes », nous nous trouvions placés de la façon suivante : l'existence de la Ligue nous était naturellement connue. En 1843, Schapper m'avait proposé d'y entrer, ce que j'avais

naturellement refusé. Cependant nous ne nous contentions pas de nous tenir en correspondance constante avec les camarades de Londres ; mais nous étions liés plus étroitement encore avec le Dr Everbeck, chef actuel des communes de Paris. Sans nous préoccuper trop, d'ailleurs, de ce qui se passait à l'intérieur de la Ligue, rien de ce qui lui survenait d'important ne nous restait inconnu. D'autre part, nous agissions par la parole, par la lettre, et par la presse sur les conceptions théoriques des membres les plus importants de l'Association. Nous nous servions aussi de différentes circulaires lithographiées que nous envoyions par le monde à nos amis et à nos correspondants dans certaines occasions : il s'agissait des affaires intérieures du parti communiste qui se constituait. La Ligue elle-même entraînait parfois en jeu. Ainsi un jeune étudiant westphalien, Hermann Kriege, qui partait pour l'Amérique et s'était présenté comme émissaire de la Ligue, s'associa avec ce fou de Harro Harring, pour, grâce à la Ligue, faire sortir de ses gonds l'Amérique du Sud ; il avait fondé un journal où il prêchait, au nom de la Ligue, un communisme d'amour fondé sur l'amour, débordant d'amour. Nous lançâmes une circulaire dirigée contre lui : elle ne manqua pas son effet. Kriege disparut de la scène.

Plus tard Weitling revint à Bruxelles. Mais ce n'était plus le jeune et naïf compagnon tailleur qui, stupéfait lui-même de son propre talent, cherchait à s'éclairer sur ce que pourrait bien être une société communiste. C'était le grand homme que les envieux poursuivent parce qu'il les gêne, qui ne voit partout que rivaux, ennemis intimes, embûches. C'était le prophète élu de pays en pays, qui portait en poche une recette toute prête permettant de réaliser le ciel sur la terre et qui se figurait que chacun s'employait à la lui voler. Déjà, à Londres, il s'était brouillé avec les gens de la Ligue. À Bruxelles, où surtout Marx et sa femme s'étaient montrés plein de prévenances pour lui et avaient fait preuve à son égard d'une patience surhumaine, il n'avait pu s'entendre avec personne. Aussi se rendit-il, bientôt après, en Amérique pour s'essayer dans le métier de prophète.

Toutes les circonstances contribuèrent à l'évolution silencieuse qui s'accomplissait au sein de la Ligue et particulièrement chez les principaux chefs de Londres. L'insuffisance des conceptions antérieures du communisme, tant du communisme simpliste des Français fondé sur l'égalité, que du communisme à la manière de Weitling, éclatait de plus en plus.

Weitling avait ramené son communisme au christianisme primitif ; mais quelques géniaux que fussent certains détails que l'on rencontre dans son « Évangile du pauvre pécheur », cette méthode avait abouti, en Suisse, à

livrer, en grande partie, le mouvement à des fous, comme Albrecht, puis à de faux prophètes exploiters, comme Kuhlmann. Le « vrai socialisme », que débitaient quelques gens de lettres, mauvaise transcription dans l'allemand de Hégel et en vagues sentimentalités de la langue du socialisme français (Voir dans le manifeste communiste le chapitre sur le socialisme allemand ou vrai socialisme), avait introduit des dissentiments dans la Société et avait incité ses membres à lire les œuvres en question. Ce vrai socialisme avait rebuté les vieux révolutionnaires de la Ligue par sa fadeur et sa faiblesse. Le manque de solidité des conceptions antérieures, les aberrations pratiques qui en découlaient, prouvaient de plus en plus aux camarades de Londres que la nouvelle théorie de Marx et de moi était de plus en plus justifiée. Il est incontestable que cette opinion s'implanta assez rapidement, grâce à la présence, parmi les principaux membres de la Ligue, à Londres, de deux hommes beaucoup plus capables que leurs camarades de recevoir des connaissances scientifiques : le peintre en miniature, Karl Pfaender de Heilbronn et le tailleur Georg Eccarius de Thuringe^{43}.

Bref, au printemps de 1847, Moll vint à Bruxelles trouver Marx, puis, peu de temps après, nous rendit visite à Paris pour nous demander, au nom de ses compagnons, d'entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous dit-il, autant convaincus de l'exactitude absolue de notre mode de conception que de la nécessité de libérer la Ligue des anciennes traditions et des anciennes formes de conspiration. Si nous consentions à intervenir, on nous donnerait l'occasion de développer dans un manifeste notre communisme critique au sein d'un Congrès général de la Ligue. Ce manifeste devait ensuite être publié sous forme de livre. Nous pourrions ainsi contribuer à remplacer l'organisation vieillie par une nouvelle organisation, en harmonie avec l'époque et convenant au but poursuivi.

Il n'y avait pas le moindre doute qu'une organisation ne fût nécessaire pour faire la propagande au sein de la classe ouvrière allemande. Il était également indubitable qu'une semblable organisation, dans la mesure où elle n'était pas exclusivement locale, ne pouvait être, même hors de l'Allemagne, que secrète. Mais la Ligue possédait précisément déjà une semblable organisation. Les membres de la Ligue eux-mêmes reconnaissaient la défectuosité de ce que nous avions critiqué. On nous invitait à travailler nous-mêmes à sa réorganisation. Pouvions-nous refuser ? Certainement non. Nous entrâmes donc dans la Ligue. Marx fonda à Bruxelles une commune composée de nos amis les plus proches, tandis que je me mis en devoir de visiter les communes de Paris.

Dans l'été de 1847, le premier Congrès général de la Ligue se tint

Londres. W. Wolff y représentait les communes de Bruxelles, et moi-même celles de Paris. On y réalisa d'abord la réorganisation de la Ligue. On supprima les anciens noms mystiques, qui dataient de l'époque des conspirations. La Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles directeurs, conseil central et Congrès. Elle s'appela depuis lors la « Ligue des communistes ». — « Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de l'ancienne société bourgeoise, fondée sur des antagonismes de classe et l'établissement d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée. » — Tel est le premier article. L'organisation était complètement démocratique, avec des fonctionnaires élus et toujours révocables ; par cela seul, on avait mis un terme à toutes les velléités de conspiration qui exigent une dictature et transformé la Ligue — au moins durant les périodes de calme — en une pure société de propagande. On procédait maintenant démocratiquement. On proposa donc la discussion de ces nouveaux statuts aux communes. Le deuxième Congrès en délibéra de nouveau et les adopta définitivement, le 8 décembre 1847. Wermuth et Stieber les ont reproduits, I, p. 239, annexe VIII.

Ce second Congrès se tint à la fin de novembre et au commencement de décembre de la même année. Marx y assistait et y défendit, au cours de débats prolongés, — le Congrès dura au moins dix jours, — la nouvelle théorie. L'opposition, les doutes tombèrent, les nouveaux principes furent unanimement adoptés, et l'on chargea Marx et moi de rédiger le manifeste. Nous le fîmes immédiatement. Peu de semaines avant la révolution de Février, on l'envoya à l'impression, à Londres. Depuis il a fait le tour du monde. On l'a traduit dans presque toutes les langues. Il sert, aujourd'hui encore, dans les pays les plus différents, de fil conducteur au mouvement prolétarien. L'ancienne devise de la Ligue : « Tous les hommes sont frères », se voyait remplacée par le nouveau cri de guerre, qui proclame ouvertement le caractère international de la lutte : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. » Dix-sept ans plus tard, ce cri de bataille, devenu celui de l'Association internationale des Travailleurs, retentit par le monde et le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit aujourd'hui sur son drapeau.

La révolution de Février vint à éclater. Le Conseil central qui, jusqu'alors, siégeait à Londres, transféra aussitôt ses pouvoirs au cercle directeur de Bruxelles. Mais cette décision fut prise à un moment où régnait déjà dans cette ville un état de siège effectif. Les Allemands, en particulier, étaient dans l'impossibilité de se réunir. Nous étions tous sur le point de partir pour Paris. Le nouveau Conseil central résolut de se

dissoudre aussitôt, de transférer à Marx tous ses pouvoirs et de l'autoriser pleinement à constituer immédiatement, à Paris, un nouveau Conseil central. À peine les cinq personnes qui avaient pris cette décision (3 mars 1848) se furent-elles séparées que la police fit irruption dans le logement de Marx, l'emprisonna et le força à partir, le jour suivant, pour la France où, précisément, il avait l'intention de se rendre.

À Paris, on ne tarda pas à se retrouver. C'est là que le nouveau Conseil central élaborait le document suivant que ses membres signèrent. On le répandit dans toute l'Allemagne, et sa lecture peut, encore aujourd'hui, être profitable à plus d'un.

« Revendications du parti communiste en Allemagne :

1° L'Allemagne tout entière est déclarée en état de république, une et indivisible.

3° Les représentants du peuple sont payés pour que les ouvriers puissent siéger dans le Parlement de la nation allemande.

4° Armement général du peuple.

7° Les domaines princiers ou féodaux, quels qu'ils soient, toutes les mines, carrières, etc., deviennent propriété de l'État ; sur ces domaines, l'agriculture est exploitée en grand, au profit de la communauté, à l'aide des procédés scientifiques les plus modernes.

8° Les hypothèques grévant les biens des paysans deviennent propriété de l'État ; les intérêts de ces hypothèques sont payés par les paysans à l'État.

9° Dans les régions où le régime du bail à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage est payé à l'État sous forme d'impôt.

11° Tous les moyens de transports : chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes et postes font retour à l'État. Ils deviennent propriété d'État et sont mis à la disposition de la classe dépourvue de moyens.

14° Restriction du droit d'héritage.

15° Établissement d'impôts fortement progressifs et suppression des impôts de consommation.

16° Fondation d'ateliers nationaux. L'État assure l'existence à tous les travailleurs et prend à sa charge ceux qui sont frappés d'incapacité de travail.

17° Instruction générale et gratuite du peuple. Il est de l'intérêt du prolétariat allemand de la petite bourgeoisie et des petits paysans de travailler avec toute l'énergie possible à faire prévaloir ces mesures. Seule leur réalisation peut permettre aux millions de citoyens qui, jusqu'à présent, se sont, en Allemagne, laissés opprimer par un petit nombre

d'obtenir ce qui leur est dû et de conquérir la puissance qui leur revient comme aux créateurs de toute richesse.

Le Comité :

KARL MARX, KARL SCHAPPER, H. BAUER,
F. ENGELS. J. MOLL. W. WOLFF.

À Paris, régnait, à celle époque, la manie des légions révolutionnaires. Italiens, Espagnols, Belges, Hollandais, Polonais, Allemands, s'assemblaient pour délivrer leurs patries respectives. La légion allemande était conduite par Herwegh, Bornstedt, Boernstein. Comme immédiatement après la Révolution, les travailleurs étrangers non seulement se trouvaient sans occupation, mais se voyaient encore en butte aux vexations du public, ces légions étaient très en faveur. Le nouveau Gouvernement voyait en elles le moyen de se débarrasser des ouvriers étrangers. Il leur accorda l'*étape du soldat*⁽⁴⁴⁾, c'est-à-dire le logement et une indemnité de route de 50 centimes par jour jusqu'à la frontière. Arrivé à ce point, le ministre des Affaires étrangères, qui ne cessait d'être ému jusqu'aux larmes, le beau parleur Lamartine, s'entendait à les livrer traîtreusement à leurs Gouvernements respectifs.

Nous nous élevâmes de la façon la plus ardente contre ces tentatives de jouer à la révolution. Dans l'état de fermentation où se trouvait alors l'Allemagne, porter dans notre pays une invasion destinée à importer brutalement la Révolution, c'était desservir la révolution en Allemagne, consolider les Gouvernements et, — Lamartine en répondait, — livrer sans défense les légionnaires aux troupes allemandes. Quand à Vienne et à Berlin la Révolution fut triomphante, la légion devint parfaitement inutile. Mais on avait commencé et l'on continua.

Nous avons fondé un club communiste allemand où nous conseillions aux travailleurs de rester à l'écart de la légion ; mais nous les engageons, par contre, à rentrer isolément dans leur patrie et, une fois là, à agir en faveur du mouvement. Notre vieil ami Flocon, qui faisait partie du Gouvernement provisoire, obtint pour les travailleurs que nous envoyions ainsi les avantages que l'on accordait aux légionnaires. Nous pûmes faire rentrer en Allemagne trois à quatre cents ouvriers, parmi lesquels la grande majorité des membres de la Ligue.

Comme il était aisé de le prévoir, la Ligue montra peu de puissance dans ces explosions populaires. Les trois quarts de ses membres qui vivaient auparavant à l'Étranger avaient, pour retourner dans leur patrie, changé de résidence ; les communes auxquelles ils appartenaient jusqu'alors étaient

dissoutes pour la plus grande partie. Toute liaison avec la Ligue disparut pour elles. Une partie des plus ambitieux ne chercha pas à la rétablir. Mais chacun s'employa à faire naître à son profit un petit mouvement séparé dans sa localité. Enfin, dans chaque petit État, dans chaque province, dans chaque ville les circonstances étaient si différentes que la Ligue eut été incapable de donner autre chose que des instructions très générales. Mais, en ce cas, il eut mieux valu les répandre par la presse. Bref, au moment où disparurent les raisons qui avaient nécessité la Ligue secrète, cette Ligue secrète cessa, de son côté, de signifier quelque chose. C'était peu surprenant pour des gens qui venaient de dépouiller cette Ligue de la moindre apparence de conspiration.

Il n'en est pas moins prouvé maintenant que la Ligue a été une excellente école de l'activité révolutionnaire. Dans les pays rhénans, où la *Neue rheinische Zeitung* constituait un centre solide, dans le Nassau, dans la Hesse rhénane, partout les membres de la Ligue se trouvaient à la tête du mouvement démocratique le plus avancé. Il en était de même à Hambourg. Dans l'Allemagne du Sud, la prédominance de la petite bourgeoisie démocratique était un obstacle. À Breslau, Wilhelm Wolff déploya son activité avec beaucoup de succès jusque dans l'été de 1848. Il obtint un mandat silésien de représentant au Parlement de Francfort, Enfin, à Berlin, le typographe Stephan Born, qui déjà, à Bruxelles et à Paris, s'était montré très actif, fonda une « Fraternité ouvrière » qui prit assez d'extension et subsista jusqu'en 1850. Born, jeune homme plein de talent, mais qui était trop pressé de devenir une sommité politique, « fraternisa » avec toutes sortes de gens pour arriver à rassembler le plus de monde possible. Ce n'était nullement l'homme qui pouvait mettre l'unité dans les tendances opposées, apporter la lumière dans le chaos. Dans les publications officielles de cette Association, les idées professées dans le manifeste communiste se rencontrent pêle-mêle avec les souvenirs se rattachant aux anciennes corporations, des débris de Proudhon et de Louis Blanc, avec le protectionisme, etc. ; breton voulait être tout. On organisa surtout des grèves, des coopératives de production et de consommation : on oubliait qu'il s'agissait avant tout de conquérir par des victoires politiques le seul terrain sur lequel de semblables tentatives deviennent praticables à la longue. Quand les succès de la réaction firent sentir aux chefs de la « Fraternité » la nécessité d'intervenir directement dans la bataille révolutionnaire, ils furent naturellement abandonnés par la masse confuse qu'ils avaient groupée autour d'eux. Born participa à l'insurrection de Dresde de mai 1849 et eut le bonheur de s'échapper. La « Fraternité ouvrière » s'était conduite vis-à-vis du grand mouvement

politique du prolétariat en organisation purement particulariste ; elle n'existait, en grande partie, que sur le papier et jouait un rôle si effacé que la réaction ne trouva utile de la supprimer qu'en 1850, et ses débris qui subsistaient encore seulement plusieurs années plus tard. Born, qui s'appelait Buttermilch, ne devint pas une sommité politique ; ce fut un petit professeur suisse ne traduisant plus Marx dans la langue corporative, mais bien le doux Renan, en un allemand douceâtre qui lui était propre.

Le 13 juin 1849 à Paris, la défaite des insurrections de mai à Berlin, celle de la révolution hongroise vaincue par les Russes, terminaient une grande période de la Révolution de 1848. Mais le triomphe de la réaction n'était encore nullement définitif. Il était nécessaire d'organiser de nouveau les forces révolutionnaires dispersées : une réorganisation de la Ligue était indispensable. Les circonstances interdisaient de nouveau, comme avant 1848, toute organisation publique du prolétariat. Il fallait, encore une fois, avoir recours à l'organisation secrète.

Dans l'automne de 1849, la plupart des membres des anciens Comités centraux et des Congrès se retrouvèrent à Londres. Il ne manquait que Schapper, en prison à Wiesbaden, mais qui ne tarda pas à arriver après son acquittement au printemps de 1850, et Moll qui, après avoir mené à bonne fin toute une série de missions et de voyages d'agitation des plus périlleux — dans les derniers temps il recrutait, dans les rangs de l'armée prussienne, dans la province rhénane, des canonnières montés pour l'artillerie du Palatinat — Moll qui, entré dans la compagnie ouvrière de Besançon du corps de Willich, fut tué d'un coup de fusil à la tête au combat de la Murg, devant le pont de Rothenfels. Par contre, Willich fit son apparition. Willich était un de ces communistes sentimentaux, si nombreux, depuis 1845, dans l'Allemagne occidentale. Aussi se trouvait-il dès l'abord en opposition instinctive, secrète, contre notre tendance critique. Mais il était encore davantage que cela : c'était un véritable prophète convaincu de sa mission de sauveur prédestiné du prolétariat allemand, et, comme tel, il ne prétendait à rien moins qu'à la dictature politique comme à la dictature militaire. Ainsi le communisme de l'Église primitive, autrefois prêché par Weitling, vit s'élever à côté de lui une espèce d'Islam communiste. Cependant la propagande en faveur de cette nouvelle religion se borna à la compagnie de réfugiés commandée par Willich.

La Ligue fut donc réorganisée. On publia la circulaire de mars 1850, et Heinrich Bauer fut envoyé en Allemagne en qualité d'émissaire. L'adresse, rédigée par Marx et par moi, présente, encore aujourd'hui, son intérêt. La démocratie petite bourgeoise est encore actuellement le parti

qui, au prochain bouleversement, qui ne peut tarder (le terme des révolutions européennes 1815, 1830, 1848-1852, 1870, comprend, dans notre siècle, de quinze à dix-huit ans), prendra évidemment, en Allemagne, les rênes du pouvoir pour sauver la société des entreprises des ouvriers communistes ; bien des choses que nous avons dites alors s'appliquent encore aujourd'hui. La mission de Heinrich Bauer fut couronnée d'un complet succès. Le petit cordonnier fidèle était un diplomate-né. Il fit rentrer dans l'organisation active les anciens groupes de la Ligue qui ou bien s'étaient relâchés ou bien opéraient pour leur propre compte. Il ramena, en particulier, les chefs actuels de la « Fraternité ouvrière ». Dans une mesure beaucoup plus large qu'avant 1848, la Ligue commença à jouer le rôle dominant dans les groupes ouvriers, paysans, et dans les sociétés de gymnastique. La prochaine adresse trimestrielle de juin 1850, adressée aux communes, pouvait constater que Schurz, de Bonn, un étudiant (plus tard ministre aux États-Unis), qui voyageait à travers l'Allemagne au profit de la démocratie *petite bourgeoise* « avait trouvé toutes les forces disponibles déjà entre les mains de la Ligue ». La Ligue était incontestablement la seule organisation révolutionnaire ayant une importance en Allemagne.

Les services que cette organisation pouvaient rendre dépendaient essentiellement d'une circonstance : il fallait que la nouvelle explosion révolutionnaire que l'on prévoyait ne vint pas tromper nos espérances. Mais, au cours de l'année 1850, cet espoir devint de plus en plus invraisemblable et même impossible. La crise industrielle de 1847, qui avait préparé la révolution de 1848, avait disparu. Une nouvelle période, d'une prospérité industrielle jusqu'alors inconnue, s'était ouverte. Quiconque avait des yeux pour voir et s'en servait s'apercevait clairement que l'ouragan révolutionnaire de 1848 s'apaisait peu à peu.

« À ces époques de prospérité générale, où les forces productives de la société bourgeoise se développent autant que les conditions de cette société le permettent, *il ne peut être nullement question de véritable révolution*. Un semblable bouleversement n'est possible qu'aux périodes où ces deux facteurs, les forces productives modernes et les forces de production bourgeoises entrent en conflit. Les multiples querelles auxquelles participent et dans lesquelles se compromettent réciproquement les fractions isolées du « parti de l'ordre » sur le continent, bien loin de fournir l'occasion de nouvelles révolutions, ne sont, au contraire, possibles que parce que la base qui supporte les rapports est si sûre, et, ce que la réaction ignore, si *bourgeoise*. Les tentatives de réaction destinées à arrêter le développement bourgeois *échoueront aussi bien que l'enthousiasme*

moral et les proclamations enflammées des démocrates^{45}. » C'est ce que Marx et moi nous écrivions dans la *Revue* de mai à octobre 1850, dans la *Neue rheinische Zeitung* (livraisons V et VI, Hambourg, 1850, p. 153).

Cette froide appréciation de la situation semblait à beaucoup de gens une hérésie à une époque où Ledru-Rollin, Louis Blanc, Mazzini, Kossuth, ainsi que les faibles lumières de l'Allemagne, Ruge, Kinkel, Goegg, etc., se constituaient en une foule de Gouvernements provisoires, non seulement pour leurs patries respectives, mais encore pour toute l'Europe, et où il ne s'agissait plus pour eux que de prendre, en Amérique, l'argent nécessaire sous la forme d'emprunt révolutionnaire pour accomplir en un clin d'œil la révolution et fonder les différentes républiques qui s'imposaient. Personne ne saurait s'étonner qu'un homme comme Willich ait donné tête baissée dans le panneau ; Schapper se laissa séduire, poussé par ses anciennes impulsions révolutionnaires. La majorité des ouvriers de Londres, des réfugiés pour la plupart, les suivirent dans le camp des bourgeois démocrates faiseurs de révolutions. Bref l'abstention que nous défendions ne souriait pas à toutes ces personnes : elles voulaient entrer dans l'autre voie et faire des révolutions. Nous nous y refusâmes de la façon la plus absolue. La scission suivit ; on peut lire le reste dans les « révélations ». C'est alors que se produisit l'emprisonnement d'abord de Nothjung, puis de Haupt à Hambourg qui trahit en révélant les noms du Comité central de Cologne et devait dans le procès servir de témoin principal. Mais ses parents ne voulurent pas subir une semblable honte et l'expédièrent à Rio-de-Janeiro, où il s'établit plus tard comme commerçant. En reconnaissance de ses services, il fut nommé d'abord consul général de Prusse, puis consul général d'Allemagne. Il est de nouveau de retour en Europe^{46}.

Pour faciliter l'intelligence de ce qui va suivre je vais donner la liste des accusés de Cologne : 1. P.-G. Røeser, ouvrier cigarrier ; 2. Heinrich Bürgers, mort plus tard député progressiste au Landtag ; 3. Peter Nothjung, tailleur, mort il y a quelques années, photographe à Breslau ; 4. W.-G. Reiff ; 5. Dr Hermann Becker, aujourd'hui premier bourgmestre de Cologne et membre de la Chambre des seigneurs ; 6. Dr Roland Daniels, médecin, mort, peu d'années après le procès, de phtisie contractée pendant son emprisonnement ; 7. Karl Otto, chimiste ; 8. Dr Abraham Jacoby, actuellement médecin à New-York ; 9. Dr J.-J. Klein, aujourd'hui médecin et commissaire municipal à Cologne ; 10. Ferdinand Freiligrath, déjà à Londres à ce moment ; 11. J.-L. Ehrhard, commis ; 12. Friedrich Lessner, tailleur, actuellement à Londres. Après les débats devant le jury, qui durèrent du 4 octobre au 12 novembre 1852, furent condamnés pour

tentative de haute trahison : Røeser, Børgers et Nothjung, à six ans ; Reilff, Otto, Becker, à cinq ans ; Lessner à trois ans de forteresse. Daniels. Klein, Jacoby et Ehrhardt furent acquittés.

Le procès de Cologne clôt la première période du mouvement communiste ouvrier allemand. Aussitôt après la condamnation, la Ligue fut dissoute par nous. Quelque mois plus tard, le mouvement séparatiste de Willich-Schapper entra à son tour dans le repos éternel.

Entre cette époque et l'époque actuelle s'étend tout un âge. L'Allemagne était alors un pays de métiers, d'industrie domestique exercée au moyen du travail manuel. Elle est devenue maintenant un pays de grande industrie, en état de perpétuelle transformation. À l'époque dont nous parlons, il fallait chercher un par un les ouvriers qui avaient quelque intelligence de leur situation comme ouvrier et de leur antagonisme historique et économique vis-à-vis du capital, parce que cet antagonisme ne faisait que de naître. Aujourd'hui c'est tout le prolétariat allemand qu'il faut placer sous des lois d'exception pour arriver à ralentir un peu le procès de son développement pour l'empêcher d'atteindre à la pleine conscience de sa situation de classe opprimée. Autrefois les quelques personnes qui étaient arrivées à connaître le rôle historique du prolétariat étaient obligées de s'assembler en secret, de se réunir en cachette, en petites communes, fortes de trois à vingt hommes. Aujourd'hui le prolétariat allemand n'a plus besoin d'organisation officielle, ni publique ni secrète ; la simple réunion, toute naturelle, de camarades de classe ayant les mêmes idées, suffit, sans statuts, comités, décisions et sans autres formes palpables, à ébranler l'empire allemand tout entier... Le mouvement international du prolétariat européen et américain est devenu si puissant que non seulement sa première forme étroite — la ligue secrète — mais même sa seconde forme, incontestablement plus complète, l'association publique, l'association internationale des travailleurs, est devenue une entrave. Le simple sentiment de solidarité, fondé sur l'intelligence de la similitude de la situation de classe, suffit à créer et à maintenir parmi les travailleurs de tous pays et de toutes langues un seul et même grand parti, le parti du Prolétariat. Les doctrines que la Ligue a représentées de 1847 à 1852, et que l'on considérait comme des imaginations de forcenés, où les sages Philistins voyaient renseignement ésotérique de quelques sectaires et qu'ils accueillaient en haussant les épaules, ces doctrines ont actuellement d'innombrables partisans dans tous les pays civilisés du monde, parmi les maudits condamnés à travailler dans les mines sibériennes, comme chez les mineurs de Californie, et le fondateur de cette doctrine, l'homme le plus haï, le plus calomnié de son

époque, Karl Marx, était, quand il mourut, le conseiller toujours recherché et toujours empressé du prolétariat des deux mondes.

Friedrich ENGELS.

Londres, 8 octobre 1885.

CHAPITRE I

PRÉLIMINAIRES

Nothjung fut arrêté, le 10 mai 1851, à Leipzig. Peu de temps après, Bürgers, Røser, Daniels, Becker, etc. Le 4 octobre 1852, les détenus comparurent, devant les assises de Cologne, sous l'inculpation de « complot de haute trahison » dirigé contre l'État prussien. L'emprisonnement en prévention, en cellule, avait donc duré une année et demie.

Lors de l'arrestation de Nothjung et de Bürgers, on découvrit chez eux le « manifeste du parti communiste », les « statuts de la Ligue des communistes » (une société de propagande communiste), deux circulaires du Comité central de la Ligue, enfin quelques adresses et quelques imprimés. L'arrestation de Nothjung était déjà connue depuis huit jours, quand se produisirent des perquisitions et des arrestations à Cologne. Si l'on avait dû trouver encore quelque chose, on l'avait certainement fait déjà disparaître. En fait, l'aubaine se réduisit à quelques lettres irrelevantes. Une année et demie plus tard, quand les accusés parurent enfin devant les jurés, la matière *bonafide* de l'accusation ne s'était pas augmentée d'un seul document. Et cependant toutes les autorités de Prusse, comme le ministère public (représenté par Von Seckendorf et Saedt) l'assure, avaient déployé l'activité la plus minutieuse et la plus variée. À quoi s'étaient-ils employés ? *Nous verrons !*

La longueur inaccoutumée de la prison préventive fut motivée de la façon la plus spirituelle, D'abord le Gouvernement saxon ne voulait pas livrer Bürgers et Nothjung à la Prusse. Le tribunal de Cologne réclama en vain auprès du ministère à Berlin ; le ministère de Berlin ne fut pas plus heureux auprès des autorités de Saxe. Cependant l'État saxon se laissa attendrir. Bürgers et Nothjung furent livrés. Enfin, en octobre 1851, l'affaire était si avancée que les actes se trouvaient à la disposition de la Chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Cologne. La Chambre des mises en accusation décida « qu'aucun fait réel ne venait à l'appui de l'accusation, et que, par suite, l'instruction devait être

recommencée ! » La servilité des tribunaux avait été, sur ces entrefaites, excitée par une loi disciplinaire promulguée tout récemment, qui permettait au Gouvernement prussien de renvoyer tout magistrat qui lui déplairait. Cette fois donc le procès fut retenu, parce qu'il n'existait pas de fait. Le trimestre suivant, le procès devait être remis, parce qu'il y en avait de trop. Le dossier, disait-on, est si énorme que l'accusateur ne peut encore s'y reconnaître. Il s'y reconnut cependant ; l'acte d'accusation fut soumis aux accusés, et l'ouverture des débats, fixée au 28 juillet. Cependant l'âme gouvernementale du procès, le directeur de la police, Schulze, était tombé malade. La santé de Schulze coûtait aux accusés trois nouveaux mois d'emprisonnement. Par bonheur Schulze mourut, le public était impatient, le Gouvernement était obligé de lever la toile.

Pendant toute cette période, la direction de la police de Cologne, la présidence de la police de Berlin, les ministères de la Justice et de l'Intérieur, étaient continuellement intervenus dans la marche de l'instruction, comme, plus tard, leur estimable représentant Stieber devait intervenir comme témoin dans les débats publics à Cologne. Le Gouvernement réussit à composer un jury resté inouï dans les annales de la province Rhénane. À côté de membres de la haute bourgeoisie (Herstadt, Leiden, Joest), du patriciat de la ville (von Bianca, von Rath), des hobereaux (Haebling von Lanzenauer, Baron de Fürstenberg), deux conseillers du Gouvernement prussien dont l'un était chambellan du roi (von Münsch-Bellinghausen), enfin un professeur prussien (Kraüsler). Dans ce jury donc, toutes les classes dominantes de l'Allemagne se trouvaient représentées, et elles seules l'étaient.

En possession de ce jury, il pouvait sembler que le Gouvernement prussien marcherait droit devant lui et ferait Un simple procès de tendance. Les documents saisis chez Nothjung, Bürgers, etc., et reconnus par eux, ne témoignaient d'aucun complot. Ils ne prouvaient aucun acte prévu par le Code pénal, mais ils démontraient incontestablement l'hostilité des accusés pour le Gouvernement existant et pour la société existante. Ce que la raison du législateur avait omis la conscience des jurés pouvait le reprendre. N'était-ce pas une rouerie des accusés de donner à leur hostilité contre la société existante une forme telle qu'elle ne pût tomber sous le coup d'aucun paragraphe du Code ? Est-ce qu'une maladie cesse d'être infectieuse parce qu'elle manque dans la nomenclature de l'ordonnance de police concernant les maladies ? Si le Gouvernement prussien s'était borné à prouver la culpabilité des accusés en se servant des documents existant en fait, si le jury s'était contenté, en les déclarant « coupables », de les rendre désormais inoffensifs, qui donc aurait pu attaquer Gouvernement et

jury ? Personne, sauf peut-être le rêveur creux qui accorde à un Gouvernement prussien et aux classes dominantes en Prusse une force suffisante pour pouvoir donner champ libre à leurs ennemis, tant qu'ils se maintiennent sur le terrain de la discussion et de la propagande.

Cependant le Gouvernement prussien s'était lui-même écarté de cette voie large. Les retards inaccoutumés du procès, les incursions directes du ministère dans l'instruction, les appels mystérieux à une terreur que l'on ne soupçonnait pas, les exagérations au sujet d'une conspiration enveloppant toute l'Europe, le traitement manifestement brutal envers les détenus, avaient enflé le procès en un « procès monstre » ; tout cela avait attiré l'attention de la presse européenne et excité au plus haut point la curiosité défiante du public. Le Gouvernement prussien s'était mis dans une position telle que l'accusation devait fournir des preuves décentes, et le jury devait, de son côté, réclamer des preuves décentes. Le jury paraissait lui-même devant un autre jury, devant le jury de l'opinion publique.

Pour réparer sa première bétise, le Gouvernement dut en risquer une seconde. La police qui, pendant la prévention, faisait fonction de juge d'instruction, dut, au cours de débats, remplir l'office de témoin. À côté des accusateurs normaux, le Gouvernement dut en placer un anormal, installer à côté du procureur la police, à côté d'un Saedt et d'un Seckendorf un Stieber avec son Wermuth, son Greif et son Goldheim. L'intervention d'un troisième pouvoir public était devenu inévitable pour permettre, grâce aux merveilles accomplies par la police, de fournir constamment l'accusation juridique de faits dont elle poursuivait en vain l'ombre. Le tribunal comprit si bien la situation que le président, les juges et le procureur avec la plus louable résignation abandonnèrent leur rôle au conseiller de police et témoin, Stieber, et ne cessèrent de se dérober derrière Stieber. Avant de continuer à éclairer ces révélations policières sur lesquelles repose le « fait paient » que la Chambre des mises en accusation n'avait pas su trouver, faisons encore une remarque préliminaire.

D'après les papiers que l'on saisit chez les accusés, ainsi que d'après leurs propres aveux, il apparaissait qu'une société communiste allemande avait existé, dont le Comité central se trouvait, à l'origine, à Londres. Le 15 septembre 1850, ce Comité se scinda. La majorité — l'acte d'accusation l'appelle le *parti Marx* — transporta le siège du Comité à Cologne. La minorité — exclue plus tard de la Ligue par les gens de Cologne — s'établit en qualité de Comité central indépendant à Londres, et y créa, ainsi que sur le continent, une ligue séparatiste. L'acte d'accusation appelle ce Comité et ses annexes le *parti Willich-Schapper*. »

Saedt-Seckendorf prétendent que des mésintelligences purement

personnelles auraient amené la scission du Comité de Londres. Bien avant Saedt-Seckendorf, le « chevaleresque Willich » avait fait courir, chez les émigrés de Londres, les bruits les plus infâmes sur les raisons de cette scission, et trouvé en M. Arnold Ruge, cette cinquième roue au carrosse de la démocratie européenne, et en des gens semblables, des échos complaisants qui les répandirent dans la presse allemande et américaine. La démocratie comprenait combien elle faciliterait sa victoire sur les communistes, si elle improvisait le « chevaleresque Willich » représentant des communistes. Le « chevaleresque Willich » comprenait, pour sa part, que le parti Marx ne pouvait dévoiler les raisons de la scission sans trahir, en Allemagne, une société secrète et sans surtout livrer le Comité central de Cologne à la sollicitude paternelle de la police prussienne. Ces circonstances n'existent plus maintenant et nous allons citer quelques faibles passages tirés du dernier procès-verbal du Comité central de Londres d. d. 15 septembre 1850.

Dans l'exposé des motifs de sa proposition de scission. Marx dit entre autres choses : « À la place de la conception critique, la minorité en met une dogmatique, à la place de l'interprétation matérialiste, l'idéaliste. Au lieu que ce soient les rapports véritables, c'est la *simple volonté* qui devient le moteur de la révolution. Tandis que nous disons aux ouvriers : « Il vous faut traverser 15, 20 et 50 ans de guerres civiles et de guerres entre peuples non seulement pour changer les rapports existants, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre capables du pouvoir politique » ; vous dites au contraire : « Nous devons arriver de suite au pouvoir, ou alors aller nous coucher. » Alors que nous attirons l'attention des ouvriers allemands sur l'état informe du prolétariat d'Allemagne, vous flattez de la façon la plus lourde le sentiment national et le préjugé corporatif des artisans allemands, ce qui, sans nul doute, est plus populaire. De même que les démocrates avaient fait du mot *peuple* un être sacré, vous en faites autant du mot *prolétariat*. Comme les démocrates, vous substituez à l'évolution révolutionnaire la phrase révolutionnaire, etc, etc. »

M. Schapper disait textuellement dans sa réponse : « J'ai exprimé l'opinion que l'on me combat ici parce qu'en cette matière je suis un enthousiaste. Il s'agit de savoir si, au début même, nous décapiterons ou nous serons décapités (Schapper promet même d'être décapité dans un an, c'est-à-dire le 15 septembre 1851). En France, les ouvriers arriveront et, grâce à cela, nous arriverons aussi en Allemagne. S'il n'en était pas ainsi, je me tiendrais alors tranquille et je pourrais avoir une position matérielle tout autre. Si nous arrivons, nous pourrions employer des mesures telles que nous assurerons la domination du prolétariat. Je suis un fanatique de

cette opinion ; mais le Comité central a voulu le contraire, etc., etc. »

On le voit, ce n'étaient pas des motifs personnels qui divisaient le Comité central. Il serait d'ailleurs également faux de parler ici de divergences de principes. Le parti Schapper-Willich n'a jamais prétendu à l'honneur de posséder des idées propres. Ce qui lui appartient, c'est une incompréhension spéciale d'idées étrangères qu'il pense avoir fixées sous forme d'articles de foi et s'être approprié comme phrases. Il ne serait pas moins inexact d'appliquer au parti Willich-Schapper l'accusation d'être un « parti d'action », à moins que l'on entende par action une oisiveté qui se dissimule sous de vaines combinaisons.

CHAPITRE II

L'ARCHIVE DIETZ

Le « manifeste du parti communiste », trouvé chez les accusés, imprimé avant la révolution de Février, que pendant des années on put se procurer en librairie, ne pouvait ni par sa forme ni par sa destination constituer le programme d'un « complot ». Les *circulaires* du Comité central que l'on avait saisies s'occupaient exclusivement de la position des communistes vis-à-vis du futur Gouvernement de la démocratie ; il ne s'agissait donc pas du Gouvernement de Frédéric-Guillaume IV. Les statuts étaient ceux d'une société de propagande secrète ; mais le « Code pénal » n'édicte pas de pénalités contre les associations secrètes. La fin dernière de cette propagande visait bien, d'une façon avouée, au bouleversement de la société ; mais l'État prussien a déjà disparu une fois ; il peut disparaître dix fois, disparaître même définitivement, sans que la société existante en perde un cheveu. Les communistes peuvent contribuer à accélérer le procès de dissolution de la société bourgeoise et cependant laisser à la société bourgeoise le soin de dissoudre l'État prussien. Celui qui se poserait, comme but immédiat, le renversement de l'État prussien et qui indiquerait comme moyen d'y arriver le bouleversement de la société, ressemblerait à cet ingénieur dément qui voulait faire éclater la terre pour débarrasser le chemin d'un tas de fumier.

Mais si le but dernier de la Ligue est le *renversement de la société*, son moyen est nécessairement la *révolution politique*, et ce moyen implique le renversement de l'État prussien, comme un tremblement de terre implique le renversement du poulailier. — Mais les accusés portaient de l'idée impertinente que le Gouvernement prussien actuel tomberait bien sans eux. Ils n'avaient fondé aucune ligue tendant au renversement du Gouvernement prussien actuel et ne s'étaient rendus coupable d'aucun « complot de haute trahison ».

A-t-on jamais accusé les premiers chrétiens de vouloir renverser le premier préfet romain venu ? En Prusse, les philosophes d'État, de Leibnitz à Hegel, ont travaillé à la déposition de Dieu, et si je dépose Dieu,

je dépose également le roi par la grâce de Dieu. Mais les a-t-on poursuivis pour attentat contre la maison de Hohenzollern ?

On pouvait donc tourner et retourner l'affaire comme on voulait, le *corpus delicti* que l'on avait inventé disparaissait comme une ombre à la lumière de la publicité. La Chambre des mises en accusation s'était plainte qu'il n'y eût *aucun fait matériel*, et le *parti Marx* lut assez méchant, pendant l'année et demie que dura l'instruction, pour ne pas fournir *un iota* au corps du délit.

Il fallait remédier à cette mauvaise situation. Le parti Willich-Schapper uni à la police y contribua. Voyons comment M. Stieber, le père de ce parti, la fait intervenir dans le procès de Cologne (Cf. la réponse du témoin Stieber dans la séance du 18 octobre 1852).

Au printemps de 1851, alors que Stieber se trouvait à Londres, en apparence pour protéger les visiteurs de l'Exposition industrielle, la présidence de la police de Berlin lui envoya la copie des papiers trouvés chez *Nothjung* : « Je fus *particulièrement* invité, déclare Stieber sous serment, à diriger mon attention sur les archives de la conspiration qui, *d'après les papiers trouvés chez Nothjung, devaient se trouver à Londres chez un certain Oswald Dietz et contenir toute la correspondance des membres de la Ligue.* »

Les archives de la conspiration ? Toute la correspondance des membres de la Ligue ? Mais Dietz était le secrétaire du Comité central Willich-Schapper. S'il se trouvait donc chez lui les archives d'une conspiration, c'étaient celles d'une conspiration Willich-Schapper. S'il se trouvait chez Dietz la correspondance d'une ligue, ce ne pouvait être que la correspondance de la Ligue séparatiste, adversaire des accusés de Cologne. De l'examen des documents trouvés chez *Nothjung*, il s'ensuit encore bien davantage qu'il ne s'y trouvait rien qui indiquât *Oswald Dietz* comme archiviste. Comment *Nothjung* pouvait-il savoir, à Leipzig, ce qu'ignorait le « parti Marx », à Berlin.

Stieber ne pouvait dire immédiatement : Faites attention. Messieurs les jurés ! J'ai fait des découvertes inouïes à Londres. Malheureusement elles se rapportent à une conspiration avec laquelle les accusés de Cologne n'ont rien à voir et sur lesquels les jurés de Cologne n'ont pas à se prononcer, mais qui a fourni le prétexte de garder en cellule les inculpés pendant un an et demi. Stieber ne pouvait parler ainsi. L'intervention de *Nothjung* était indispensable pour établir un semblant de lien entre les découvertes faites, les documents dérobés à Londres, et le procès de Cologne.

Stieber jure qu'un homme s'est offert d'acheter argent comptant les

archives à Dietz. La chose est plus simple : Un certain Reuter, mouchard prussien qui n'avait jamais appartenu à un groupe communiste, habitait dans la même maison que Dietz, força son bureau pendant qu'il n'était pas là et vola ses papiers. On peut croire que M. Stieber a payé le voleur ; mais il eût été difficile d'épargner à Stieber un voyage au pays de Van Diémen, si cette manœuvre avait été connue quand il était encore à Londres.

Le 5 août 1851, Stieber reçut à Berlin les « archives Dietz », « un fort paquet enveloppé de linge » venant de Londres : c'était un amas de documents, de « soixante pièces isolées ». Stieber le jure ; il jure même que ce paquet, qu'il reçut le *cinq* août 1851, contenait, entre autres choses, des lettres du cercle directeur de Berlin, datées du 20 août 1851 ; il répondrait à bon droit qu'un conseiller du roi de Prusse a autant de droit que l'évangéliste Mathieu à faire des miracles chronologiques.

En passant. Le bordereau des documents volés au parti Willich-Schapper et leur date prouve que ce parti, bien que prévenu par l'effraction commise chez Reuter, n'en continua pas moins à trouver constamment le moyen de se laisser voler et de fournir des documents à la police prussienne.

Quand Stieber se trouva en possession du trésor enveloppé de forte toile, il se trouva infiniment satisfait. « Toute la trame, jure-t-il, se trouvait clairement dévoilée à mes yeux. » Et que cachait le trésor qui pût se rapporter au « parti Marx » et aux accusés de Cologne ? D'après la propre réponse de Stieber : rien, absolument rien qu'« une déclaration originale de plusieurs membres du Comité central, qui forment évidemment le noyau du « parti Marx », *d. d.* Londres, 17 septembre 1850, concernant leur départ de la société communiste, à la suite de la rupture du 15 septembre 1850 que l'on connaît. » C'est ce que dit Stieber lui-même ; mais, même dans cette réponse inoffensive, il ne peut se résoudre à dire tout simplement la chose. Il est obligé de l'élever à un degré supérieur pour lui donner son importance policière. Ce document original ne contient en effet qu'une déclaration en trois lignes des membres de la majorité de l'ancien comité central et de leurs amis, expliquant qu'ils sortent du *groupe ouvrier public* de Great Windmill Street, mais non d'une *société communiste*.

Stieber aurait pu économiser à ses correspondants la dépense de la toile et à ses subordonnés les frais de port. Il n'avait qu'à feuilleter différents journaux allemands de septembre 1850, et il aurait trouvé imprimé, en noir sur blanc, une déclaration du « noyau du parti Marx », qui déclare se retirer du Comité des réfugiés ainsi que du groupe ouvrier de Great Windmill Street.

Le dernier résultat des recherches de Stieber fut donc la découverte inouïe que le « noyau du parti Marx » s'était, le 17 septembre 1850, retiré du groupe public de Great Windmill Street. « Toute la trame du complot de Cologne se trouvait donc clairement dévoilée à ses yeux. » Mais le public n'avait pas confiance dans ceux-ci.

CHAPITRE III

LE COMLOT CHERVAL

Stieber sut tirer profit du trésor dérobé ! Les papiers qui lui parvinrent, le 5 août 1851, le mirent sur les traces de la découverte du soi-disant « complot franco-allemand de Paris ». Ils contenaient six rapports de l'émissaire Adolphe Mayer envoyé par Willich Schapper et cinq rapports du cercle directeur de Paris au Comité central Willich Schapper (témoignage de Stieber à l'audience du 18 octobre). Stieber entreprend alors un voyage diplomatique d'agrément pour Paris et y fait personnellement la connaissance du grand Carlier qui, dans l'affaire suspecte de la loterie des lingots d'or, avait prouvé que, s'il était grand ennemi des communistes, il était grand ami de la propriété privée d'autrui.

« Je me mis donc en route pour Paris, en septembre 1851. Je trouvai, dans le préfet de police d'alors, Carlier, l'accueil le plus bienveillant... Les agents de police français découvrirent rapidement et sûrement les fils trouvés dans les lettres de Londres. On réussit à connaître les domiciles des différents chefs de la conspiration et à surveiller chefs de la conspiration et à surveiller tous leurs mouvements, en particulier leurs réunions et leurs correspondance. On découvrit des choses très graves... Je dus déférer aux demandes du préfet Cartier et l'on procéda dans la nuit du 4 au 5 septembre 1851. » (Interrogatoire de Stieber du 18 octobre.)

Stieber partit de Berlin en septembre. Supposons le 1er septembre. Il arrive à Paris au plus tôt, dans la soirée du 2 septembre. On agit dans la nuit du 4. Restent donc pour s'entendre avec Carlier et prendre les dispositions nécessaires trente-six heures. En ces trente-six heures non seulement on « découvre » le domicile des divers chefs, mais *tous* leurs mouvements, *toutes* leurs réunions, *toutes* leur correspondance sont surveillées, et naturellement cela n'a lieu qu'après que les « domiciles ont été découverts ». L'arrivée de Stieber ne se borne pas à communiquer aux « agents de police français une rapidité et une sûreté merveilleuse », elle fait « s'empresse » les chefs de la conspiration de se livrer à tant de mouvements, de réunions et de correspondances que l'on peut procéder

contre eux, le lendemain soir.

Mais il ne suffit pas que, le 3, le domicile des chefs soit découvert, tous leurs mouvements, leur réunion, leur correspondance soient surveillés, Stieber témoigne que « les agents de police français trouvent l'occasion d'assister aux réunions des conspirateurs et d'entendre les décisions prises sur la conduite à tenir à la prochaine révolution. Donc, à peine les agents de police ont-ils surveillé les réunions, qu'ils trouvent, grâce à leur surveillance, le moyen d'y assister, et à peine assistent-ils à une réunion que l'on tient plusieurs réunions, et à peine se tient-il quelques réunions qu'on en vient déjà à décider de la conduite à tenir pendant la prochaine révolution — et tout cela le même jour. Le jour même où Stieber fait la connaissance de Cartier, le personnel de Cartier connaît le domicile des divers chefs ; les différents chefs apprennent à connaître le personnel de Cartier ; l'invitent le même jour à assister à leurs séances ; pour leur faire plaisir, tiennent le même jour toute une série de séances et ne peuvent se séparer d'eux sans se hâter de prendre des décisions sur la conduite à tenir dans la prochaine révolution.

Quelqu'empressé que pût être Cartier — et personne ne doutera de son empressement à découvrir un complot communiste trois mois avant le coup d'État — Stieber exige de lui plus qu'il ne pouvait faire. Stieber demande des miracles à la police. Non seulement il les demande, mais il y croit. Non seulement il y croit, mais il en témoigne.

« Dès le début de la procédure, j'arrête d'abord personnellement, accompagné d'un commissaire] français, le dangereux Cherval, chef principal des communistes français. Il résista vigoureusement ; il fallut une lutte acharnée. » Telle est la déposition de Stieber du 18 octobre.

« Cherval se livra, sur moi à Paris, à un attentat dans mon propre domicile où il s'était glissé dans la nuit. Ma femme, qui vint me porter secours au cours de la lutte que je soutins, fut blessée. » Telle est l'autre déposition de Stieber, du 27 octobre.

Dans la nuit du 4 au 5, Stieber instrumente chez Cherval, et il se produit une lutte au cours de laquelle Cherval résiste. Dans la nuit du 3 au 4, Cherval instrumente chez Stieber, et il se produit une lutte au cours de laquelle Stieber résiste. Mais, le 3, régnait précisément l'« entente cordiale » entre conspirateurs et policiers qui permit de tout faire en un jour. Maintenant, dans la journée du 3, non seulement Stieber se trouvait aux trousseaux des conspirateurs, mais les conspirateurs aux trousseaux de Stieber. Tandis que les policiers de Cartier découvraient le domicile des conspirateurs, ceux-ci découvrirent le domicile de Stieber. Tandis qu'à leur égard il remplissait un rôle de surveillance, les conspirateurs

remplissaient à son égard un rôle actif. Tandis qu'il rêvait à leur complot dirigé contre le Gouvernement, ils s'occupent d'un attentat contre sa personne.

Stieber continue dans sa déposition du 18 octobre : « Pendant cette lutte (où Stieber prenait l'offensive), je remarquai que Cherval s'efforçait de mettre un papier dans sa bouche et de l'avaler. On réussit avec difficulté à sauver la moitié du papier, l'autre moitié avait déjà été absorbée. »

Le papier se trouvait donc dans la bouche de Cherval, entre ses dents, car on ne put en sauver qu'une moitié ; l'autre était déjà avalée. Stieber et son assistant, commissaire de police ou autre, ne pouvaient sauver l'autre moitié qu'en mettant la main dans la gueule du « dangereux Cherval ». Le moyen de défense le plus direct qu'eût Cherval pour résister à une semblable attaque était de *mordre*, et, réellement, les journaux de Paris annoncèrent que Cherval avait mordu Mme Stieber. Mais, dans cette scène, Stieber était assisté non par sa femme, mais par le commissaire de police. Par contre Stieber déclare que c'est dans l'attentat commis dans son propre domicile que Mme Stieber fut blessée en lui portant secours. Si l'on compare les témoignages des journaux parisiens et ceux de Stieber, il semble que Cherval, dans la nuit du 3 au 4, mordit Mme Stieber pour sauver les papiers que M. Stieber lui arrachait des dents dans la nuit du 4 au 5. Stieber nous répondra que Paris est une ville merveilleuse et que déjà Laroche foucauld nous a appris qu'en France il n'est rien d'impossible. Si nous laissons un moment de côté la foi aux miracles, il semble que les premiers miracles viennent de ce que Stieber rassemble, dans la seule journée du 3 septembre, une série d'actions qui, dans le temps, sont très éloignées les unes des autres, — les derniers miracles viennent de ce qu'il répartit entre deux nuits différentes, en deux endroits différents, divers événements qui se sont produits dans la même nuit et au même endroit. Nous opposons à son conte des mille et une nuits le fait réel. Mais auparavant relevons encore une chose surprenante, sinon un nouveau miracle. Stieber arracha une moitié du papier avalé par Cherval. Que contenait la moitié sauvée ? Tout ce que cherchait Stieber. « Le papier contenait des instructions fort importantes pour l'émissaire Gipperich, alors à Strasbourg, ainsi que son *adresse complète*. » Maintenant venons au fait.

Le 5 août 1851, — nous le savons par Stieber, — il reçut les archives Dietz enveloppées de forte toile. Le 8 ou le 9 août, se trouva, à Paris, un certain Schmidt. Schmidt semble le nom inévitable des agents de police prussiens voyageant incognito. Stieber, en 1845-1846, fit un voyage dans les montagnes de Silésie sous le nom de Schmidt, son agent *Fleury*, de

Londres, part, en 1851, pour Paris, sous le nom de Schmidt. Il recherche les différents chefs de la conspiration Willich-Schapper, et trouve enfin Cherval. Il prétend s'être échappé de Cologne et en avoir sauvé la caisse de la Ligue contenant 500 thalers. Il se recommande de mandats de Dresde et de divers autres endroits, parle de réorganisation de la Ligne, d'union des différents partis puisque les dissentiments reposent sur des divergences purement personnelles ; — déjà, à cette époque, la police prêchait l'unité et l'union, — et promet d'employer les 500 thalers à faire reflourir la Ligue. Peu à peu Schmidt apprend à reconnaître les divers chefs des communes de la Ligue Willich-Schapper à Paris. Il n'apprend pas seulement leurs adresses, il les visite, il espionne leurs correspondances, il observe leurs mouvements, il s'introduit dans leurs assemblées, il les pousse comme un « agent provocateur », porte surtout Cherval aux nues, d'autant plus que Schmidt, son admirateur, le célèbre comme le grand méconnu de la Ligue, comme le « chef principal », qui n'a fait qu'ignorer jusqu'à présent toute son importance, chose qui est déjà arrivée à plus d'un grand homme. Un soir, Schmidt assiste avec Cherval à une séance de la Ligue, ce dernier lit à Gipperich sa célèbre lettre avant de l'envoyer. C'est ainsi que Schmidt apprit l'existence de Gipperich.

« Dès que Gipperich sera revenu à Strasbourg, remarqua Schmidt, nous lui ferons parvenir une traite sur les 500 thalers qui sont à Strasbourg. Voici l'adresse de celui qui conserve l'argent ; donnez-moi en échange celle de Gipperich pour l'envoyer, comme garantie, à celui auquel il se présentera. » Schmidt obtint ainsi l'adresse de Gipperich. Le soir même où Cherval envoya la lettre à Gipperich, un quart d'heure plus tard, Gipperich fut arrêté sur un télégramme électrique, on perquisitionna chez lui et, l'on saisit la célèbre lettre. Gipperich fut *arrêté avant Cherval*.

Peu de temps après, Schmidt apprit à Cherval qu'un policier prussien, du nom de Stieber, était arrivé à Paris. Il ne s'était pas contenté de découvrir son domicile, il avait même entendu dire, par le « garçon » d'un café voisin, que Stieber méditait de le faire arrêter, lui Schmidt. Cherval serait l'homme qui laisserait un souvenir au misérable policier prussien. « On le jettera à la Seine », répondit Cherval. Tous deux convinrent de pénétrer le jour suivant dans le domicile de Stieber, de constater sa présence sous un prétexte quelconque. La soirée suivante, nos deux héros entreprirent vraiment l'expédition. Chemin faisant, Schmidt pensa qu'il vaudrait mieux que Cherval entrât dans la maison, tandis que lui-même ferait sentinelle devant la maison.

« Demande, continua-t-il, après Stieber au portier, et s'il te fait introduire, dis à Stieber que tu voulais voir M. Sperling, et lui demander

s'il rapportait de Cologne les billets que l'on attendait. À propos, encore une chose. Ton chapeau blanc te fait remarquer, il est trop démocratique, mets le mien qui est noir. » On change de chapeaux, Schmidt se met en sentinelle, Cherval tire la sonnette et se trouve dans la maison de Stieber. Le portier ne croyait pas que Stieber fut à la maison et Cherval voulait déjà se retirer, quand, du haut de l'escalier, une voix de femme s'écrie : « Oui, Stieber est à la maison. » Cherval suit la voix et tombe ainsi sur un individu à lunettes vertes qui se fait connaître comme Stieber. Cherval prononce la phrase convenue au sujet du billet et de Sperling. « Cela ne se passera pas ainsi », dit Stieber vivement. « Vous venez dans ma maison, demandez après moi, vous êtes introduit puis, vous vous en allez, etc. Tout cela me paraît très suspect. » Cherval répond grossièrement, Stieber sonne, plusieurs individus apparaissent à l'instant, entourent Cherval, Stieber veut fouiller dans la poche de son habit où une lettre dépasse. Ce n'étaient pas les instructions de Cherval à Gipperich, mais une lettre de Gipperich à Cherval. Celui-ci essaie de l'avaloir, Stieber veut la lui arracher de la bouche. Cherval mord, se débat, frappe. M. Stieber veut sauver une moitié, la moitié de M. Stieber veut sauver l'autre moitié de la lettre et est récompensée de son zèle par une blessure. Le bruit que cette scène a causé fait sortir les différents locataires de leur appartement. Cependant un des individus de la suite de Stieber avait jeté une montre d'or par-dessus la cage de l'escalier. Tandis que Cherval crie « mouchard », Stieber et compagnie crient « au voleur ». Le portier rapporte la montre d'or et le cri « au voleur » devient général. Cherval est arrêté et trouve à la porte non son ami Schmidt, mais quatre ou cinq soldats qui le prennent sous escorte.

Devant le fait s'évanouissent tous les miracles dont témoignait Stieber. Son agent Fleury opéré pendant trois mois ; il n'a pas seulement découvert les fils du complot, il a contribué à en ourdir la trame. Stieber alors n'a plus qu'à venir à Berlin et peut s'écrier : *veni, vedi, vici* ! Il peut faire à Carlier présent d'un complot tout fait, Carlier n'a plus besoin que de montrer de l'« empressement » à procéder. Mme Stieber n'a plus besoin d'être mordue par Cherval, le 3, parce que M. Stieber met la main, le 4, à la bouche de Cherval. L'adresse de Gipperich, les instructions exactes qui lui sont données, n'ont plus besoin, comme Jonas, du ventre de la baleine, de sortir complètes de la bouche du « dangereux Cherval », après avoir été à moitié mangées. La seule chose qui reste merveilleuse est la foi des jurés, que Stieber n'a pas craint de régaler de ses mensonges. Dignes soutiens de l'esprit borné des sujets !

« Cherval, témoigne Stieber (audience du 18 octobre) quand je lui eus présenté, à sa très grande surprise, tous les rapports originaux qu'il avait

envoyés à Londres, et qu'il vit que je savais tout, m'en fit l'aveu public dans sa prison. »

Tout d'abord ce que Stieber présenta à Cherval, ce n'étaient nullement les rapports originaux que celui-ci avait envoyés à Londres. Stieber ne les fit venir que plus tard de Berlin, avec d'autres documents des archives de Dietz. Ce qu'il lui présenta, en premier lieu, c'était une circulaire signée par Oswald Dietz que Cherval venait de recevoir, et quelques-unes des dernières lettres de Willich. Comment Stieber se trouvait-il en leur possession ? Pendant que Cherval se battait avec Stieber et mordait sa moitié, le brave Schmidt-Fleury se précipitait chez Mme Cherval, une Anglaise, et lui disait que son mari était arrêté, que le danger était pressant, qu'elle devait lui confier les papiers de Cherval ; celui-ci l'avait chargé, pour éviter d'être davantage compromis, de les remettre à une tierce personne. Pour prouver que Cherval l'envoyait, il montre le chapeau blanc qu'il avait pris à Cherval sous prétexte qu'il était trop démocratique. Fleury obtint les lettres de Mme Cherval et les remit à Stieber.

En tous cas, la base d'opération était plus favorable à celui-ci qu'à Londres. Il pouvait voler les papiers de Dietz, mais il pouvait faire les réponses de Cherval. Il le fait s'expliquer de la façon suivante (audience du 18 octobre) sur « ses intelligences en Allemagne ». « Il a séjourné assez longtemps dans les pays rhénans et en particulier à Cologne en 1848. Il y a fait la connaissance de Marx et a été admis par lui dans la Ligue qu'il s'est appliqué à développer à Paris en se servant des éléments déjà existants. »

En 1846, Cherval fut reçu dans la Ligue à Londres par Schapper, et sur la proposition de Schapper, alors que Marx se trouvait à Bruxelles et n'était pas encore membre de la Ligue. Cherval ne pouvait donc être admis en 1848 dans la même ligue, à Cologne.

Après l'explosion de la révolution de Mars, Cherval fit un voyage de quelques semaines dans les provinces rhénanes, mais il revint alors à Londres où il séjourna sans interruption depuis le printemps de 1848 jusqu'à l'été de 1850. Il ne peut donc pas, dans le même laps de temps, s'être appliqué à développer la Ligue à Paris, à moins que Stieber, qui accomplit des miracles chronologiques, ne soit également capable de produire des miracles *dans l'espace* et douer les tiers du don d'ubiquité.

Ce ne fut qu'après son expulsion de Paris, en septembre 1849, que Marx était entré dans le groupe ouvrier de Great Windmill Street, apprit à connaître superficiellement Cherval, ainsi qu'une centaine d'autres ouvriers. Il ne peut donc avoir fait sa connaissance en 1848, à Cologne.

Cherval, au début, dit la vérité à Stieber sur tous les points. Stieber chercha à lui arracher des réponses mensongères. A-t-il atteint ce but ?

Seul le témoignage de Stieber l'affirme, rien ne le prouve donc. Pour Stieber, il s'agissait avant tout d'imaginer des relations entre Cherval et Marx pour mettre artificiellement les accusés de Cologne en relation avec le complot de Paris.

Dès que Stieber se voit contraint de s'expliquer « en détail » sur les connivences et les correspondances de Cherval et consorts avec l'Allemagne, il se garde bien de citer même Cologne, il parle au contraire avec suffisance de Heck à Brunswick, de Laube à Berlin, de Reininger à Mayence, de Tietz à Hambourg, etc., etc., bref du parti Willich-Schapper. Ce parti dit Stieber « avait en main les archives de la Ligue ». Une erreur les fit passer des mains de la Ligue en celles de Stieber. Il n'y trouva *pas une ligne* que Cherval eût écrite à destination de Londres ou personnellement à Marx *avant la scission* du Comité directeur, avant le 15 septembre 1850.

Il fit filouter par Schmidt-Fleury les papiers de Cherval à la femme de ce dernier. Il ne trouva pas encore une seule ligne que Cherval aurait reçue de Marx. Pour remédier à cet inconvénient, il dicte à Cherval : « qu'il était en froid avec Marx, parce que celui-ci, bien que le Comité directeur fût à Cologne, aurait demandé à correspondre *encore* avec lui. » Si Stieber ne découvre pas de correspondance entre Marx et Cherval *antérieure* au 15 septembre 1850, c'est tout simplement parce que Cherval rompit toute correspondance avec Marx, *après* le 15 septembre 1850. « Pends-toi, Figaro, tu n'aurais pas inventé cela ! »

Les pièces que le Gouvernement prussien accumula pendant une instruction d'une année et demie contre les accusés en partie, grâce aux bons offices de Stieber lui-même, s'opposaient à toute entente établie entre les accusés d'une part, et la commune de Paris et le complot franco-allemand, d'autre part.

La déclaration du Comité directeur de Londres, de juin 1850, démontrait qu'avant la scission survenue dans ce Comité, la commune de Paris était dissoute. Six des lettres contenues dans les archives Dietz prouvent qu'après le transfert du Comité central à Cologne, les communes de Paris avaient été réformées par A. Mayer, émissaire du parti Willich-Schapper ; les lettres du cercle directeur de Paris qui se trouvaient dans les mêmes archives prouvaient qu'il était en hostilité déclarée avec le Comité central de Cologne. L'acte d'accusation français assurait enfin que, tout ce qu'on incriminait à Cherval et consorts, ne se produisit qu'en 1851. Saedt (séance du 8 novembre) se vit amené, malgré les révélations de Stieber, à cette conjecture pleine de finesse qu'il serait cependant possible que le parti Marx eut été d'une façon quelconque impliqué à Paris dans un

complot quelconque à une époque quelconque ; mais cette époque et ce complot, on voit seulement que Saedt les tient pour possibles par ordre supérieur. Que l'on juge de la stupidité de la presse allemande qui radote à propos de la finesse d'esprit de Saedt !

De longue main la police prussienne avait essayé d'impliquer, aux yeux du public, Marx dans le complot franco-allemand et, par Marx, les accusés de Cologne. Le policier Beckmann envoya, pendant les débats du procès Cherval, la note suivante, datée de Paris, 25 février 1852 à *la Gazette de Cologne*. « Plusieurs des accusés sont en fuite, entre autres un certain A. Mayer, que l'on représente comme l'agent de *Marx et C^o* ». *La Gazette de Cologne* publia alors une déclaration de Marx expliquant que « A. Mayer était un des amis les plus intimes de M. Schapper et de l'ancien lieutenant prussien Willich, mais qu'il lui était à lui, Marx, fort étranger. » Maintenant, dans son témoignage du 18 octobre 1852, Stieber déclare lui-même : « Les membres du Comité central exclus par le parti de Marx, le 15 septembre 1850, ont envoyé A. Mayer à Francfort », etc., et il communique même la correspondance de A. Mayer et de Schapper-Willich.

Un membre du « parti Marx », *Conrad Schramm*, fut, au cours des persécutions dirigées contre les étrangers, arrêté à Paris, au mois de septembre 1851, avec 50-60 autres clients d'un café, et maintenu en prison, pendant environ deux mois, sous l'inculpation d'avoir participé à un complot dirigé par l'Irlandais Cherval. Le 16 octobre, il reçut, au Dépôt de la préfecture de police, la visite d'un Allemand qui lui tint le discours suivant : « Je suis fonctionnaire prussien ; vous savez que, dans toutes les parties de l'Allemagne et surtout à Cologne, on a pratiqué de nombreuses arrestations, à la suite de la découverte d'une société communiste. La mention du nom dans une lettre suffit pour faire ordonner l'arrestation de la personne en question. Le Gouvernement se trouve un peu embarrassé par la quantité des détenus dont il ne sait s'ils ont quelque chose de commun avec l'affaire ou non. *Nous savons que vous n'avez pas participé au « Complot franco-allemand », mais que, par contre, vous connaissez fort bien Marx et Engels, et vous êtes sans doute renseigné sur tout le détail des relations des communistes allemands.* Nous vous serions fort obligé de nous donner à ce sujet les renseignements nécessaires, en nous désignant exactement les coupables et les innocents. Vous pouvez ainsi contribuer à la libération d'un grand nombre de gens. Si vous le voulez, nous pouvons prendre acte de votre déclaration. Vous n'avez rien à craindre, etc., etc. » Schramm montra naturellement la porte à ce pieux fonctionnaire prussien, protesta auprès du ministère français contre une

pareille visite et fut expulsé de France à la fin d'octobre.

La police prussienne savait que Schramm appartenait au « parti Marx » par sa lettre de démission trouvée chez Dietz. Elle confessa elle-même que le « parti Marx » n'avait aucun rapport avec le complot Cherval. Si l'on voulait montrer les relations du parti Marx avec le complot Cherval, cela ne pouvait se faire à Cologne, mais à Paris où, en même temps que Cherval, se trouvait emprisonné un membre de ce « parti Marx ». Mais le Gouvernement prussien ne craignait rien tant qu'une confrontation entre Cherval et Schramm, qui devait, dès l'abord, compromettre tout l'avantage qu'il se promettait de tirer du procès de Paris contre les accusés de Cologne. Par la mise en liberté de Schramm, le juge d'instruction français prononçait que le procès de Cologne n'avait aucun rapport avec le complot de Paris.

Stieber fait une dernière tentative. « Pour ce qui touche Cherval, le chef des communistes français, dont nous avons déjà parlé, on s'est longtemps évertué à savoir ce qu'était au juste ce Cherval. Enfin on a su, par une confidence que Marx lui-même fit à un agent de police, que c'était un homme qui s'était évadé, en 1845, de la prison d'Aix-la-Chapelle où il était retenu pour falsification de billets et que Marx avait reçu dans la Ligue lors des troubles d'alors et d'où il était parti pour Paris en qualité d'émissaire. »

Marx avait pu tout aussi peu confier au *spiritus familiaris*, à l'agent de police de Stieber, qu'il avait reçu Cherval à Cologne dans la Ligue où Schapper l'avait déjà admis en 1846 à Londres, ou qu'il l'avait fait habiter Londres et l'avait en même temps vu faire de la propagande à Paris, qu'il pouvait communiquer à l'*alter ego* de Stieber, à l'agent de police avant le témoignage de Stieber, la nouvelle que Cherval avait été emprisonné, en 1845, à Aix-la-Chapelle et commis des faux, ce qu'il n'apprit que par le témoignage de Stieber. De semblables *hysteron proteron* ne sont permis qu'à un Stieber. Le monde antique nous laisse son *gladiateur mourant*, l'État prussien nous lègue son *Stieber témoignant*.

Ainsi donc, pendant longtemps, longtemps, on s'était en vain évertué à éclaircir quel était au juste ce Cherval. Le soir du 2 septembre, Stieber arrive à Paris. Le soir du 4, Cherval est arrêté. Le soir du 5, il est conduit de sa cellule dans une salle pauvrement éclairée. Stieber s'y trouvait ; mais il avait à côté de lui un fonctionnaire de la police française qui, en sa qualité d'Alsacien, parle un mauvais allemand, mais le comprend parfaitement, possède une mémoire de policier et ne trouve pas très agréable le conseiller de police berlinois prétentieusement servile. En présence donc de ce fonctionnaire français, la conversation suivante a lieu.

Stieber : « Écoutez, monsieur Cherval, nous savons très bien ce que signifient le nom français et le passe-port irlandais. Nous, nous vous connaissons, vous êtes un Prussien des provinces Rhénanes, vous vous nommez K... et il ne dépend que de vous d'échapper aux conséquences qui vous menacent en me faisant des aveux complets », etc., etc. Cherval nie. *Stieber* : « Quiconque a falsifié des billets et s'est évadé des prisons prussiennes est livré à la Prusse par les autorités françaises. Je vous le répète, réfléchissez. Il s'agit de douze ans de prison cellulaire. » *Le fonctionnaire de police français*. « Nous allons donner du temps à cet homme, il réfléchira dans sa cellule. » Cherval fut reconduit dans sa prison.

Stieber n'avait naturellement pas intérêt à casser les vitres, à avouer au public qu'il avait essayé de soutirer à Cherval de faux témoignages, en agitant devant ses yeux le spectre de l'extradition et des douze ans de cellule.

Stieber, cependant, n'est pas encore arrivé à savoir qui est véritablement Cherval. Devant les jurés, il l'appelle constamment Cherval et non K... Bien mieux. Il ignore également où Cherval est réellement. Dans la séance du 23 octobre, il déclare qu'il est encore en prison à Paris. Dans la séance du 27 octobre, pressé par les questions que l'avocat de Schneider II lui adresse : « Si le susdit Cherval ne réside pas actuellement à Londres ? » Stieber répond : « Qu'il ne peut fournir à ce sujet aucun renseignement, et qu'il ne pouvait que rapporter un bruit d'après lequel Cherval se serait évadé à Paris. »

Le Gouvernement prussien subit son sort habituel ; il fut dupé. Le Gouvernement français lui avait permis de tirer les marrons du feu, le complot franco-allemand ; mais il ne lui permit pas de les manger. Cherval avait su se concilier les bonnes grâces du Gouvernement français, et on le laissa partir pour Londres, avec Gipperich, peu de jours après la séance des assises. Le Gouvernement allemand croyait avoir acquis en Cherval un précieux instrument dont il pourrait se servir au procès de Cologne ; il n'avait fait que de donner au Gouvernement français un nouveau mouchard.

Un jour avant l'évasion simulée de Cherval, un faquin prussien parut devant lui, en frac noir et en manchettes, avec une moustache noire, épaisse, les cheveux courts et grisonnants, en un mot, un joli garçon tout à fait que, plus tard, on lui dit être le lieutenant de police Greif et qui, d'ailleurs, se présenta après coup sous le nom de Greif. Ce Greif avait obtenu de communiquer avec lui, grâce à une carte qu'il avait reçue directement du Ministre de la Police, sans passer par le préfet de police. Le

Ministre brûlait de duper ses chers Prussiens.

GREIF : « Je suis un fonctionnaire prussien, envoyé pour entrer en négociation avec vous. Vous ne sortirez jamais d'ici sans nous. Je vous fais une proposition. Demandez par une supplique adressée au Gouvernement français, dont l'acquiescement nous est dès maintenant assuré, d'être livré à la Prusse, nous avons en effet besoin de votre témoignage à Cologne. Quand vous aurez accompli votre tâche et que l'affaire sera terminée, nous vous mettrons en liberté sur parole. »

CHERVAL : « Je sortirai bien d'affaires sans vous. »

GREIF, avec assurance : « C'est impossible ! » Greif se fit alors amener Gipperich et lui proposa d'aller pour cinq jours jouer le rôle d'émissaire communiste à Hanovre. Il n'eut pas davantage de succès. Le jour suivant, Cherval et Gipperich avaient pris la fuite. Les autorités françaises rirent de leur bon tour. La dépêche annonçant le malheur fut expédiée à Berlin, et, le 23 octobre, Stieber jure encore que Cherval est en prison à Paris ; le 27 octobre, il ne peut encore donner de renseignements et ne sait que par un bruit qui court que Cherval s'est évadé. Cependant le lieutenant de police Greif avait fait trois visites à Cherval, à Londres, pendant les débats du procès, dans le but de savoir l'adresse de Nette, à Paris, dont on croyait qu'on pourrait acheter le témoignage contre les accusés de Cologne. Le « coup » était manqué.

Stieber avait des raisons pour laisser dans l'ombre ses rapports avec Cherval. K... continua à être Cherval, le Prussien resta Irlandais, et Stieber ne sait pas encore aujourd'hui « qui est réellement Cherval^{47} ».

Avec la correspondance de Cherval avec Gipperich, le trio Seckendorf-Saedt-Stieber possédait enfin ce qu'il désirait :

« Schinderhannes, Karlo Moor
Nahm ich mir als Muster vor. »

La lettre de Cherval à Gipperich eut l'honneur d'être lue trois fois pour l'inculquer d'une manière convenable dans la cervelle un peu indigente des 300 citoyens les plus imposés que représente le Jury. Le moindre connaisseur discernait immédiatement, sans ce misérable pathos, le bouffon qui cherche à se surpasser lui-même et les autres.

Cherval et consorts avaient de plus partagé toutes les espérances de la démocratie au sujet des effets merveilleux que pourrait avoir le 2 mai 1852, et avaient résolu de faire, comme tout le monde, la révolution le 2 mai. Schmidt-Fleury avait contribué à donner à cette idée fixe la forme d'un plan. C'est ainsi que Cherval et Cie tombèrent sous le coup de la catégorie juridique du complot. Ainsi ils fournissaient la preuve que le

complot, que les accusés de Cologne n'avaient pas mis à exécution contre le Gouvernement prussien, avait cependant été exécuté par le parti Cherval contre la France.

Par Schmidt-Fleury, le Gouvernement prussien avait cherché à établir un lien illusoire entre le complot de Paris et les accusés de Cologne, et Stieber l'appuya de son témoignage. Stieber-Greif-Fleury, cette trinité joue le rôle principal dans le complot Cherval, nous les retrouverons à l'œuvre.

Résumons-nous :

A est républicain, B se dit également républicain. A et B sont brouillés. B construit, à l'instigation de la police, une machine infernale. A est, pour ce fait, traduit devant les tribunaux. Si B a construit la machine, et non A, la chose provient de ce que A est brouillé avec B. Pour convaincre A de son crime, on appelle B en témoignage contre lui. Tel est l'humour que l'on trouve dans le complot Cherval.

On comprend que cette logique fut peu goûtée du public. Les « révélations réelles » de Stieber s'évanouirent en un nuage malodorant. La Chambre des mises en accusations déclara « qu'aucun fait réel ne subsistait ». De nouveaux miracles policiers étaient nécessaires.

CHAPITRE IV

L'ORIGINAL DES PROCÈS-VERBAUX

Dans la séance du 23 octobre, le président remarque : « le conseiller de police, Stieber, lui a fait savoir qu'il avait encore à faire d'importantes dépositions ». Il rappelle donc le témoin susnommé. Stieber s'élance et commence la mise en scène.

Jusqu'à présent Stieber avait parlé de l'activité du parti Willich-Schapper, bref, du parti Cherval, de son activité *après* et *avant* l'arrestation des accusés de Cologne. Des accusés, il n'avait rien pu dire ni *avant* ni *après* cette arrestation. Le complot Cherval se produisit après l'arrestation des accusés actuels, et Stieber déclare maintenant : « Je n'ai parlé dans mon témoignage précédent de la forme de la Ligue communiste et de l'activité de ses membres que *jusqu'à l'époque de l'incarcération* des accusés actuels. » Il avoue donc que le complot Cherval n'avait rien à voir avec la « forme de la Ligue communiste et l'activité de ses membres ». Il avoue le *néant* de son témoignage antérieur. Oui, il est même si blasé sur son interrogatoire du 18 octobre, qu'il tient pour superflu d'identifier plus longtemps Cherval avec le « parti Marx ». « D'abord, la fraction de Willich existe encore, dont jusqu'à présent Cherval, seul à Paris, a été pris. » Ah ! le chef principal, Cherval, est donc un chef de la fraction Willich !

Mais maintenant Stieber a les déclarations *les plus importantes* à faire, non seulement *les plus nouvelles*, mais encore *les plus importantes* ! Ces très importantes communications perdraient de leurs poids, si l'on n'insistait pas sur le peu d'importance de déclarations antérieures. Jusqu'à présent, dit Stieber, je n'ai, à proprement parler, rien appris, mais nous y venons. Attention ! J'ai jusqu'à maintenant parlé du parti Cherval, hostile aux accusés ici présents ; ce qui n'appartenait pas à la cause. Je parlerai maintenant du « parti Marx », dont il s'agit uniquement dans ce procès. Stieber ne pouvait parler avec cette simplicité. Il dit donc : « J'ai jusqu'à présent traité de la Ligue communiste *avant* l'arrestation des accusés, je m'en occuperai maintenant *après* cette arrestation. » Sa virtuosité

particulière lui permet, d'une simple phrase de rhétorique, de faire un faux serment.

Après l'arrestation des accusés de Cologne, Marx a constitué un nouveau Comité central. « Cela ressort du témoignage d'un agent de police que feu le directeur de la police Schulze sut faire entrer sans qu'il fût connu dans la Ligue de Londres et l'entourage immédiat de Marx. » Ce nouveau Comité central a tenu un livre de procès-verbaux, et Stieber en possède l'original. Troubles terribles dans les provinces Rhénanes, à Cologne, même jusque dans la salle du tribunal, l'original fait foi de tout cela. Il renferme la preuve que les accusés ont constamment correspondu du fond de la prison avec Marx. En un mot, les archives Dietz étaient l'Ancien Testament ; mais les procès-verbaux originaux sont le Nouveau Testament. L'Ancien Testament était emballé dans de la toile forte, le Nouveau est relié d'un inquiétant maroquin rouge. Ce maroquin rouge est, à la vérité, une *demonstratio ad oculos* ; mais le monde est actuellement plus incrédule que du temps de Thomas ; il ne croit même plus ce qu'il voit. Qui croit encore aux testaments, ancien ou nouveau, depuis que la religion des Mormons a été inventée ? Stieber, qui n'est pas très loin du Mormonisme, l'a bien prévu.

« On pourrait, à la vérité, dit le Mormon Stieber, m'objecter que tout cela ne contient que des racontars d'agents de police suspects ; mais, témoigne Stieber, mais j'ai les preuves complètes de la véracité et de l'authenticité des communications qu'ils m'ont faites ! »

Comprenons bien ! Preuves de la véracité et preuves de l'authenticité, et preuves complètes ! *Preuves complètes* ! Et quelles sont ces preuves ?

Stieber savait depuis longtemps « qu'il existait une correspondance secrète entre Marx et les accusés écroués à la maison d'arrêt. *Dimanche dernier, un courrier extraordinaire venu de Londres* m'apporta la nouvelle que l'on avait enfin réussi à découvrir l'adresse secrète sous laquelle on pratiquait cette correspondance. C'était l'adresse du commerçant D. Kothés au Vieux Marché, ici même. Le même courrier m'apportait l'original des procès-verbaux du comité Central de Londres, que l'on avait su se procurer à prix d'argent d'un membre de la Ligue. » Stieber se mit alors en rapport avec le directeur de la police, Geiger, et la direction des postes. « On prit les mesures nécessaires, et déjà, *deux jours plus tard*, le courrier du soir apportait à Kothés une lettre venant de Londres. Celle-ci, sur l'ordre du *procureur général*, fut saisie, ouverte, et l'on y trouva une instruction de 7 pages de la main de Marx et destinée à l'avocat de Schneider II... Cette même lettre contient un avis sur la façon dont il faudrait conduire la défense. Au dos de la lettre se trouvait un grand B en

caractère latin. On prit copie de la lettre, on en détacha un fragment commode à couper, ainsi que l'*enveloppe originale*. Puis on cacheta la missive dans une enveloppe et on la confia à un agent de la police étrangère avec l'ordre de la porter à Kothés, de se présenter comme un émissaire de Marx », etc. Stieber raconte ensuite la répugnante comédie policière et domestique qui s'ensuivit, comment l'employé de la police étrangère joua le rôle d'émissaire de Marx, etc. Kothés est arrêté le 18 octobre déclare, après vingt-quatre heures, que le B écrit sur l'adresse intérieure désignait Bermbach. Le 19 octobre, Bermbach est arrêté, et l'on perquisitionne chez lui. Le 21 octobre, Kothés et Bermbach sont remis en liberté.

Stieber lit cette déposition le samedi 23 octobre. « Le *dimanche passé* », le dimanche 17 octobre, serait donc arrivé le courrier extraordinaire avec l'adresse de Kothés et l'original des procès-verbaux. Deux jours après, la lettre serait arrivée à l'adresse de Kothés, le 19 octobre, par conséquent. Mais, le 18 octobre, Kothés était arrêté déjà à cause de la lettre que l'agent de la police étrangère lui avait apportée le 17. La lettre à l'adresse de Kothés arriva donc deux jours avant le courrier qui apportait l'adresse de Kothés, ou bien Kothés fut arrêté, le 18 octobre, pour une lettre qu'il ne reçut que le 19. Encore un miracle chronologique !

Plus tard, pressé par les avocats, Stieber déclare que le courrier qui lui apporta l'adresse de Kothés et l'original des procès-verbaux était arrivé le 10 octobre. Pourquoi le 10 ? Parce que le 10 tombe également un dimanche et que, le 23 octobre, il y avait aussi un « dimanche passé », Le témoignage primitif portant sur le dimanche passé est ainsi maintenu et, sur ce point, le faux témoignage est écarté. Mais alors la lettre est arrivée non deux jours après le courrier, mais une semaine complète après lui. Le faux témoignage retombe alors non sur le courrier, mais sur la lettre. Les témoignages de Stieber ressemblent au paysan de Luther. Quand on l'aide à remonter à cheval d'un côté, il retombe de l'autre.

Dans la séance du 3 novembre, enfin, le lieutenant de police Goldheim, de Berlin, déclare que le lieutenant de police Greif, de Londres, a remis à Stieber l'original des procès-verbaux, le 11 octobre, c'est-à-dire un lundi, en sa présence et en celle du directeur de la police, Wermuth. Goldheim impute donc à Stieber un double faux témoignage.

Marx mit à la poste la lettre adressée à Kothés le jeudi 14 octobre, comme le prouve l'enveloppe originale ainsi que le timbre de la poste de Londres. La lettre devait donc arriver le vendredi soir 15 octobre. Un courrier, qui, deux jours avant l'arrivée de cette lettre, apportait l'adresse de Kothés et l'original des procès-verbaux, devait donc être rendu à

destination, le mercredi 13 octobre. Mais il ne pouvait l'être ni le 17, ni le 10, ni le 11.

Sans doute Greif, faisant office de courrier, apporta de Londres l'original des procès-verbaux à Stieber. Ce qu'il en était de ce cahier, Stieber le savait tout aussi bien que son compère Greif. Aussi hésitait-il à le déposer sur le tribunal. Cette fois-ci il ne s'agissait plus de réponses faites derrière les barreaux de Mazas. Alors vint la lettre de Marx. Stieber était sauvé. Kothés est une simple adresse, la lettre n'est pas adressée à Kothés, mais au B latin qui se trouve à l'envers de la lettre fermée. Kothés, en fait, est donc une simple adresse. Admettons maintenant que ce soit une adresse *secrète*. Admettons encore que c'est l'adresse secrète sous laquelle Marx correspond avec les accusés de Cologne. Admettons enfin que nos agents de Londres ont expédié par le même courrier, en même temps, l'original des procès-verbaux à cette adresse secrète, mais que la lettre est arrivée deux jours après le courrier, l'adresse et les procès-verbaux. Nous faisons ainsi d'une pierre deux coups. D'abord nous prouvons la correspondance secrète avec Marx ; en second lieu nous prouvons l'authenticité des procès-verbaux. Cette authenticité est prouvée par l'exactitude de l'adresse, l'exactitude de l'adresse par la lettre. « *Quod erat demonstrandum.* » Puis une joyeuse comédie avec l'agent de la police étrangère, puis des arrestations pleines de mystère ; public, jurés, accusés même seront comme frappés de la foudre.

Mais pourquoi Stieber, et c'était si facile, ne fit-il pas arriver son *courrier extraordinaire*, le 13 octobre ? Parce qu'alors il n'était plus extraordinaire, parce que la chronologie, comme nous l'avons vu, est son côté faible, parce qu'elle est bien au-dessous de la dignité d'un conseiller de police prussien. D'ailleurs, il conservait l'enveloppe originale. Comment alors débrouiller l'affaire ?

Dans son témoignage, Stieber se compromet dès l'abord en passant un fait sous silence. Si ses agents connaissaient l'adresse de Kothés, ils connaissaient également la personne que cachait le mystérieux B, tracé au revers de la lettre. Stieber était si peu initié aux mystères du B latin qu'il fit fouiller Becker, le 17 octobre, dans sa prison, dans le but de trouver sur lui la lettre de Marx. C'est l'interrogatoire de Kothés qui lui apprit que le B désignait Bermbach.

Mais comment la lettre de Marx était-elle arrivée entre les mains du Gouvernement prussien ? Très simplement. Le Gouvernement prussien décachette régulièrement les lettres confiées à sa poste, et il le fit pendant le procès de Cologne avec une persévérance spéciale. Aix-la-Chapelle et Francfort-sur-le-Main peuvent en témoigner. C'est un pur hasard quand

une lettre passe et lui échappe.

Le courrier original s'évanouissant, les procès-verbaux originaux s'évanouissaient aussi. Stieber ne s'en doutait naturellement pas, quand, dans la séance du 23 octobre, il communiquait, triomphant, le contenu du nouveau testament, du livre rouge. Le premier résultat de ses témoignages fut la nouvelle incarcération de Bermbach, qui assistait aux débats comme témoin.

Pourquoi Bermbach fut-il de nouveau arrêté ?

Pour les papiers trouvés chez lui ? Non, puisqu'après la perquisition faite chez lui, il fut mis en liberté. Son arrestation eut lieu vingt-quatre heures après celle de Kothés. Si donc il avait eu en sa possession des documents compromettants, il les aurait certainement fait disparaître. Pourquoi donc l'arrestation du témoin Bermbach, tandis que les témoins Hentze, Hœtzel, Steingens, dont la connivence avec la Ligue, dont la participation à ses travaux était constatée, restaient-ils tranquillement assis au banc des témoins ?

Bermbach avait reçu une lettre de Marx, qui ne contenait qu'une simple critique de l'arrestation et rien autre. Stieber l'accorda ; la lettre était en effet à la disposition des jurés. Mais il exprima le fait dans son style hyperbolique de policier : « Marx exerce constamment de Londres son influence sur le procès actuel. » Et les jurés se demandaient à eux-mêmes, comme Guizot à ses électeurs : « Est-ce que vous vous sentez corrompus ? » Pourquoi donc l'arrestation de Bermbach ? Le Gouvernement prussien, dès le début de l'instruction, cherchait à priver les accusés de leurs moyens de défense, *par principe, systématiquement*. Les avocats, comme ils le déclarèrent en audience publique, furent, au mépris de la loi, empêchés de communiquer avec les accusés, même après le dépôt de l'acte d'accusation. D'après sa propre déposition, Stieber était en possession des archives Dietz depuis le 5 août. Ces archives ne furent pas jointes à l'acte d'accusation. Ce ne fut que le 8 octobre qu'elles furent produites en pleine audience publique, mais produites dans la mesure où Stieber le jugea bon. Jurés, accusés et public devaient être surpris, les avocats attaquer la conviction de la police sans avoir d'armes à leur disposition.

Et maintenant les procès-verbaux originaux avaient fait leur apparition ! Le Gouvernement prussien tremblait à la pensée de révélations possibles. Mais Bermbach avait reçu de Marx des moyens de défense. On pouvait prévoir qu'il recevrait des explications au sujet de ces procès-verbaux. Par son arrestation, on proclamait un nouveau crime : celui de correspondance avec Marx et on le punissait de prison. Tout cela devait retenir tout citoyen

prussien de s'exposer pour le destinataire. « À bon entendeur demi-mot. » Bermbach fut *arrêté* pour *arrêter* ainsi les moyens de défense. Bermbach resta emprisonné cinq semaines. Si on l'avait mis en liberté immédiatement après la clôture de la procédure, les tribunaux prussiens auraient publiquement avoué leur lâche, leur servile soumission à la police prussienne. Bermbach resta en prison *ad majorem gloriam* des juges prussiens.

Stieber témoigne que « Marx, après l'arrestation des accusés de Cologne, a rassemblé les ruines de son parti, à Londres, et a formé, avec dix-huit personnes environ, un nouveau Comité central, » etc.

Ces ruines ne s'étaient jamais dispersées ; elles l'étaient si peu qu'elles formaient, depuis septembre 1850, une « private society ». Stieber les fait s'évanouir par ordre supérieur, pour les rappeler à la vie de nouveau par ordre supérieur, et cela sous la forme d'un nouveau Comité central.

Le lundi 25 octobre, *la Gazette de Cologne* arrive à Londres, contenant un article sur la déposition de Stieber du 23 octobre.

Le « parti Marx » n'avait ni constitué un nouveau Comité central, ni rédigé de procès-verbaux des prétendues séances de ce Comité. On devina immédiatement quel était le fabricant principal de ce nouveau testament — c'était *Wilhelm Hirsch*, de *Hambourg*.

Au commencement de décembre 1851, Hirsch se présenta à la « Société Marx » en qualité de communiste réfugié. Des lettres de Hambourg le dénoncèrent en même temps comme espion. On décida de le tolérer quelque temps dans la Société, de le surveiller et de rassembler ainsi les preuves de son innocence ou de sa culpabilité. À la réunion du 15 janvier 1852, on lut une lettre venant de Cologne et dans laquelle un ami de Marx faisait part du nouveau retard apporté au procès et de la difficulté que rencontraient même les parents pour avoir accès auprès des prisonniers. À cette occasion, on mentionna Mme Daniels. On remarqua avec surprise que Hirsch, à partir de ce moment, ne fut plus aperçu dans notre « voisinage immédiat » ; on le perdit de vue. Le 2 février 1852, on fit savoir de Cologne à Marx que l'on avait perquisitionné chez Mme Daniels, à la suite d'une dénonciation de police, suivant laquelle une lettre de cette personne, adressée à Marx, aurait été lue dans la Société communiste de Londres et Marx aurait été chargé de répondre à Mme Daniels qu'il s'occupait de réorganiser la Ligue en Allemagne, etc. Cette dénonciation forme, mot pour mot, la première page des procès-verbaux originaux. — Marx répondit, courrier tournant, que, comme Mme Daniels ne lui avait jamais écrit, il ne pouvait avoir lu une lettre d'elle, que toute la dénonciation, d'ailleurs, était de l'invention d'un certain Hirsch, petit

jeune homme crapuleux, qui ne regardait pas à raconter à la police prussienne, contre argent, tous les mensonges qu'elle désirait.

Depuis le 15 janvier, Hirsch avait disparu des réunions. Il fut alors définitivement exclu de la Société. On décida même de changer de local, ainsi que le jour de réunion. Jusqu'alors on s'était rencontré dans Farringdon-Street, dans la cité, chez J.-B. Masters, Markethouse, et le *jeudi*. On choisit le *mercredi* pour se réunir et on prit pour local la « Rose and Crown Tavern », Crown Street, Soho. Hirsch que « le directeur de la police Schulz avait su faire pénétrer, sans qu'on n'en sut rien, dans l'entourage immédiat de Marx, » ne sut, malgré cette proximité, découvrir encore huit mois après ni le lieu ni le jour de réunion. Après février, comme avant, il continue à fabriquer ses *procès-verbaux originaux* le jeudi, et à les dater du jeudi. Que l'on parcoure la *Gazette de Cologne*, et l'on trouvera : Procès-verbal du 15 janvier (jeudi), item 29 janvier (jeudi), et 4 mars (jeudi), et 13 mai (jeudi), et 20 mai (jeudi), et 22 juillet (jeudi), et 29 juillet (jeudi), et 23 septembre (jeudi), et 30 septembre (jeudi).

L'aubergiste de la « Rose and Crown Tavern » déclara devant le juge de Marlborough Street que la « Société du Dr Marx » se réunissait chez lui tous les mercredis, depuis février 1852. Liebknecht et Rings, nommés, par Hirsch, secrétaires de ses procès-verbaux originaux, firent légaliser leurs signatures par les mêmes magistrats. Enfin on se procura les procès-verbaux que Hirsch avait rédigés dans le groupe ouvrier de Stechan, de façon à pouvoir comparer son manuscrit avec celui des procès-verbaux originaux.

La fausseté de ces derniers était ainsi démontrée sans qu'il fût besoin d'entrer dans la critique de leur contenu, qui se résout dans ses propres contradictions. La difficulté était de faire parvenir ces documents aux avocats. La poste prussienne était un poste avancé qui, des frontières de Prusse jusqu'à Cologne, veillait à ce que les défenseurs ne pussent recevoir aucune arme.

On dut avoir recours à des voies détournées, et les premiers documents, envoyés le 25 octobre, ne purent arriver à Cologne que le 30.

Les avocats en étaient réduits aux maigres moyens de défense que Cologne leur offrait. Stieber eut à supporter un premier choc venant d'un côté auquel il ne s'attendait pas. Le conseiller de justice, Müller, le père de Mme Daniels, juriste estimé et citoyen connu pour ses opinions conservatrices, déclara, dans la *Gazette de Cologne* du 26 octobre, que sa fille n'avait jamais correspondu avec Marx et que les originaux de Stieber étaient une « mystification ». La lettre envoyée le 3 février 1852, où Marx traitait Hirsch de mouchard et de fabricant de fausses notes de police, fut

découverte par hasard et communiquée à la défense. Dans la déclaration de démission du « parti Marx » du groupe de Great-Windmill et contenue dans les « archives Dietz » se trouva de l'écriture authentique de W. Liebknecht. Enfin l'avocat de Schneider II obtint du secrétaire du bureau de bienfaisance de Cologne, Birnbaum, des lettres authentiques de Liebknecht, et du secrétaire particulier Schmitz des lettres authentiques de Rings. Enfin, au greffe du tribunal, les avocats purent comparer les procès-verbaux originaux avec l'écriture de Liebknecht dans la déclaration de démission et avec des lettres de Liebknecht et de Rings.

Stieber, rendu déjà inquiet par la déclaration du conseiller de justice Müller, est averti de cette malheureuse expertise d'écriture. Pour prévenir le coup qui le menace, il se lève à l'audience du 27 octobre et déclare : « Il lui a semblé très suspect que la signature de Liebknecht, qui se trouve dans les procès-verbaux, diffère tant d'une autre signature contenue déjà dans les actes. Il s'est livré à des recherches complémentaires et a appris que le signataire des procès-verbaux en question s'appelle H. Liebknecht, tandis que ce nom, dans les actes où il se rencontre, est précédé d'un W. » Stieber refuse de répondre à la demande de l'avocat de Schneider II : « Qui lui avait appris qu'il existait également un H. Liebknecht ? » Schneider II lui demande des renseignements sur les personnes de Rings et de Ulmer, qui figurent comme secrétaires avec Liebknecht sur les procès-verbaux. Stieber soupçonne un nouveau piège. Trois fois il élude la question, cherche à cacher son embarras, à se reprendre en racontant par trois fois, sans la moindre utilité, comment il est entré en possession des procès-verbaux. Puis il déclare en balbutiant que Rings et Ulmer peuvent bien ne pas être des noms véritables, mais de simples *noms de guerre*. Il explique l'affirmation répétée des procès-verbaux, suivant laquelle Mme Daniels aurait été en correspondance avec Marx de la façon suivante : Il faudrait peut-être lire Mme Daniels et *comprendre* le clerc de notaire Bermbach. L'avocat de Hontheim l'interpelle au sujet de Hirsch. « Ce Hirsch, témoigne Stieber, *je ne le connais pas non plus*. Mais, du fait que la police prussienne l'a surveillé, il résulte bien qu'il n'est pas un agent de la Prusse, comme le bruit en a couru. »

Il fait un signe, et Goldheim vient chanter : « qu'il est parti en octobre 1851 pour Hambourg afin d'arrêter Hirsch ». Nous verrons que le même Goldheim partira au premier jour pour Londres pour arrêter le même Hirsch. Ainsi donc, ce Stieber, qui prétend avoir acheté contre argent, à des réfugiés, les archives Dietz et les procès-verbaux originaux, ce Stieber affirme maintenant que Hirsch ne peut être un agent prussien parce qu'il est réfugié. Suivant que cela lui convient, la qualité de réfugié suffit pour

garantir la vénalité ou l'intégrité absolue. Et Fleury, que Stieber lui-même, dans l'audience du 3 novembre, dénonce comme agent de police, Fleury n'est-il pas un réfugié politique ?

Après que, de tous côtés, on a ainsi battu en brèche ses procès-verbaux, Stieber, le 27 octobre, se résume ainsi avec une impudence classique : *Sa conviction de l'authenticité des procès-verbaux est plus fermement établie que jamais.*

Dans l'audience du 29 octobre, l'expert, après avoir comparé les lettres de Liebknecht et de Rings, fournies par Birnbaum et Schmitz, déclare que les signatures des procès-verbaux sont *fausses*.

Dans son acte d'accusation, le procureur général Seckendorf déclare : « Les renseignements fournis par le cahier des procès-verbaux s'accordent avec des faits provenant d'autre source. Mais le ministère public est absolument hors d'état de prouver l'authenticité de ce document. » Le cahier est authentique ; mais les preuves de l'authenticité manquent. C'est un Nouveau Testament ! Seckendorf continue : « La défense a prouvé elle-même que ce cahier contenait beaucoup de vrai, puisque c'est lui qui nous a renseigné sur l'activité de Rings, qui s'y trouve nommé, et sur laquelle personne ne savait rien jusqu'à présent. » Si jusqu'à présent personne ne savait rien de l'activité de Rings, le cahier des procès-verbaux ne renseigne pas à ce sujet. Les dépositions confirmant l'activité de Rings ne pouvaient donc corroborer le *contenu* du cahier des procès-verbaux. Pour ce qui est de la forme, ces dépositions prouvent que la signature d'un membre du « parti Marx » est en *réalité* fausse, contrefaite. Ces dépositions prouvent donc, d'après Seckendorf : « que dans ce cahier se trouve beaucoup de vrai », de fait, un *vrai faux*. Le parquet général et la direction des postes ont, de concert avec Stieber, décacheté la lettre adressée à Kothés. Ils connaissaient donc la date de son arrivée. Ils savaient, par suite, que Stieber commettait un faux témoignage en faisant arriver le courrier le 17, puis le 10 octobre, et la lettre d'abord le 19, puis le 12. Ils étaient complices.

À l'audience du 27 octobre, Stieber chercha en vain à défendre son opinion. Il craignait chaque jour que des documents le chargeant n'arrivassent de Londres. Il était mal à son aise, et la Prusse, incarnée en lui, était également mal à son aise. Une exposition publique devenait périlleuse. Le lieutenant de police Goldheim fut donc envoyé à Londres pour sauver la patrie. Que venait faire Goldheim à Londres ? Il tentait, avec l'aide de Greif et de Fleury, de pousser Hirsch à venir à Cologne et, sous le nom de *H. Liebknecht*, affirmer l'authenticité des procès-verbaux. Une pension était formellement promise à Hirsch. Mais ce dernier

possédait, tout autant que Goldheim, l'instinct policier. Hirsch savait qu'il n'était ni procureur, ni lieutenant de police, ni conseiller de police. Il savait qu'il n'avait pas le privilège de commettre de faux témoignages et soupçonnait qu'on l'abandonnerait dès que les affaires tourneraient mal. Hirsch ne voulait, en aucune façon, se changer en bouc émissaire. Hirsch refusa complètement, le royaume chrétien germanique n'en a pas moins recueilli la gloire d'avoir cherché à acheter des témoins dans un procès criminel où il s'agissait de la tête de ses enfants accusés.

Goldheim s'en revint donc à Cologne sans avoir pu conclure l'affaire.

À l'audience du 3 novembre, après l'audition de l'acte d'accusation, avant que la défense ne commençât, entre le marteau et l'enclume, Stieber intervient encore.

« Nous avons, témoigne Stieber, ordonné de nouvelles recherches au sujet du cahier des procès-verbaux. Le lieutenant de police Goldheim a été envoyé de Cologne à Londres avec l'ordre de les entreprendre. Goldheim est parti le 28 octobre, le 2 novembre il en est revenu. Goldheim est présent : Sur un signe de son maître, Goldheim vient sous serment déclarer qu'« une fois arrivé à Londres, il s'est tout d'abord adressé au lieutenant de police Greif ; ce dernier l'a conduit chez l'agent de police Fleury, dans le quartier de Kensington ; c'est cet agent qui a donné à Greif l'original des procès-verbaux. Fleury le lui a affirmé à lui, Goldheim, qui en témoigne et prétend avoir reçu le cahier d'un membre du « parti Marx » du nom de H. Liebknecht. Fleury a expressément reconnu avoir reçu quittance de H. Liebknecht pour l'argent qu'il lui a donné en échange du cahier de procès-verbaux. Le témoin n'a pu mettre la main sur Liebknecht, à Londres, parce que celui-ci, d'après ce qu'en a dit Fleury, craignait de paraître en personne. Lui, Greif s'est convaincu, à Londres, que le contenu du cahier, sauf quelques erreurs, est *parfaitement authentique*. Il en a reçu confirmation par des agents éprouvés ayant assisté aux réunions de Marx. Seulement le cahier ne serait pas le cahier contenant les procès-verbaux originaux, mais un *cahier de notes* relatant ce qui se passait à ces réunions. Il n'y a que deux façons d'expliquer l'existence de ce cahier qui n'est certes pas encore très claire. Ou bien il émane réellement de Liebknecht, qui, comme l'agent l'assure fermement, pour ne pas dévoiler sa trahison, a évité de donner son propre manuscrit ou bien encore l'agent Fleury a reçu les notes qui composent le livre de deux amis de Marx, des réfugiés Dronke et Imandt, et, pour donner une valeur plus grande à sa marchandise, leur a donné la forme d'un cahier de procès-verbaux originaux. Il a été, en effet, établi officiellement par le lieutenant de police Greif que Dronke et Imandt s'étaient souvent rencontrés avec Fleury... Le

témoin Goldheim assure qu'à Londres il s'est convaincu que tout ce que l'on rapportait sur les réunions secrètes chez Marx, sur les intelligences existant entre Londres et Cologne, sur la correspondance secrète, etc., exprimait entièrement la vérité. Pour prouver combien les agents prussiens sont encore actuellement parfaitement renseignés, le témoin Goldheim donne comme exemple qu'à une réunion rigoureusement secrète, l'on a décidé ce que l'on tenterait contre les procès-verbaux originaux et contre le conseiller de police Stieber, dont la conduite n'a pas eu le don de plaire au parti de Londres. Les décisions et les documents ont été envoyés très secrètement à Schneider II. Parmi les papiers ainsi expédiés se trouve, en particulier, une lettre privée que Stieber lui-même a adressée à Marx, à Cologne en 1848, et que ce dernier a tenu très secrète, parce qu'il pense, grâce à elle, compromettre le témoin Stieber. »

Le *témoin Stieber* sursaute, et déclare qu'il a, à cette époque, écrit à Marx à propos d'une infâme calomnie que celui-ci avait répandue sur son compte, qu'il avait menacé Marx d'un procès, etc. « Personne, en dehors de Marx et de lui, ne pouvait le savoir, et c'est la meilleure preuve de l'exactitude des renseignements venus de Londres. »

Ainsi donc, d'après Goldheim, le cahier de procès-verbaux est, les parties fausses non comprises, *parfaitement authentique*. Ce qui l'a convaincu de son authenticité, c'est, en effet, que ce cahier de procès-verbaux originaux n'est pas un cahier de procès-verbaux, mais un *Cahier de notes*. Et Stieber ? Stieber ne tombe pas des nues, c'est plutôt un poids dont sa poitrine vient de se trouver débarrassée. Avant qu'il soit trop tard, quand le dernier mot de l'accusation vient à peine de retentir, et que le premier mot de la défense n'a pas encore été prononcé, Stieber se hâte de faire transformer par son Goldheim le cahier de procès-verbaux originaux en un cahier de notes. Quand deux policiers s'accusent réciproquement de mensonge, est-ce que cela ne prouve pas qu'ils sacrifient à la vérité ? Stieber a fait couvrir sa retraite par Goldheim.

Goldheim dépose que « dès son arrivée à Londres, il s'est tout d'abord adressé au lieutenant de police Greif et que ce dernier l'a conduit chez l'agent Fleury, dans le quartier de Kensington. » Qui ne jurerait maintenant que ce pauvre Goldheim s'est exténué avec le lieutenant de police Greif pour arriver chez Fleury dans ce quartier éloigné de Kensington ? Mais le lieutenant de police Greif habite dans la maison de l'agent de police Fleury, et même au dernier étage de cette maison. Ce n'est donc pas Greif qui, en réalité, a conduit Goldheim chez Fleury, mais Fleury qui a amené Goldheim à Greif.

« L'agent de police Fleury, dans le quartier de Kensington ! » Quelle

précision ! Comment pourriez-vous encore douter de la véracité du Gouvernement prussien, qui vous dénonce ses propres mouchards, leur nom, leur habitation, et jusqu'à la couleur de leurs cheveux ? Si le cahier de procès-verbaux est faux, ne vous en prenez qu'à « l'agent de police Fleury à Kensington ». Oui, vraiment. Ou prenez-vous-en à Monsieur le secrétaire particulier, Pierre, du XIII^e arrondissement.

Quand on veut spécifier un individu, on ne se contente pas de donner son nom de famille, on indique aussi son prénom. Ne dites pas *Fleury* mais *Charles Fleury*.

On désigne un individu par la profession qu'il exerce publiquement et non par un métier qu'il fait en secret. Dites donc le *commerçant Charles Fleury* ne dites pas l'agent de police Fleury. Quand on veut indiquer une habitation, on ne désigne pas seulement un quartier qui est lui-même une ville à son tour, mais bien le quartier, la rue et le numéro de la maison. Ne dites pas l'agent de police Fleury à Kensington, mais *Charles Fleury, commerçant, 17 Victoria Road, Kensington*.

Mais, dire le « lieutenant de police Greif », voilà qui est sans doute parler à cœur ouvert. Mais, si le lieutenant de police Greif s'était attaché à Londres, à l'ambassade, et de lieutenant devenait un *attaché*, il y aurait là un « attachement » où les tribunaux n'auraient rien à voir.

Ainsi donc le lieutenant de police Goldheim affirme que l'agent de police, Fleury, a reçu le cahier d'un homme qui affirme véritablement être H. Liebknecht et il lui a même donné quittance. Seulement Goldheim n'a pu, à Londres, « mettre la main » sur H. Liebknecht. Goldheim pouvait alors rester tranquillement à Cologne, car l'affirmation du conseiller de police Stieber ne se trouve pas mieux de n'être qu'une affirmation du lieutenant de police Goldheim qu'affirme le lieutenant de police Greif auquel, à son tour, l'agent de police Fleury fait le plaisir d'affirmer une affirmation.

Sans être troublé par le peu de succès de ses expériences londoniennes, Goldheim, avec la grande capacité de persuasion qui le caractérise et doit remplacer chez lui la capacité de jugement, Goldheim s'est *absolument* convaincu que *tout* ce dont Stieber a déposé sur le « parti Marx », ses intelligences avec Cologne etc., que « *tout* exprimait *absolument* la vérité ». Et maintenant que son agent subalterne, Goldheim, lui a donné un *testimonium paupertatis*, le conseiller de police Stieber ne serait pas couvert ? Stieber, par sa façon de déposer, a au moins obtenu un résultat : il a renversé la hiérarchie prussienne. Vous ne croyez pas le conseiller de police ? Dieu. Il s'est compromis. Mais vous croirez du moins le lieutenant de police. Vous ne croyez pas le lieutenant de police ? Encore mieux. Il ne

vous reste plus à croire que l'agent de police, alias *mouchardus vulgaris*. Telle est la confusion d'idées hétérodoxes que nous sert Stieber *quand il témoigne*.

Après que Goldheim eut ainsi fourni la preuve qu'il avait, à Londres, constaté la non-existence de l'original des procès-verbaux et constaté, au sujet de l'existence de H. Liebknecht, qu'il était impossible de mettre la main sur lui à Londres, après s'être ainsi convaincu que toutes les dépositions de Stieber au sujet du « parti Marx » exprimaient *absolument la vérité*, il fut bien obligé à la fin de produire, outre les arguments négatifs qui, d'après Seckendorf, contiennent « beaucoup de vrai », l'argument positif que « les agents prussiens sont encore aujourd'hui bien renseignés à Londres ». Comme preuve, il déclare que, le 27 octobre, une « réunion absolument secrète s'est tenue chez Marx ». Dans cette réunion, absolument secrète, on a déterminé les attaques que l'on ferait supporter au cahier de procès-verbaux et au « très peu agréable » conseiller de police Stieber. Les décrets et décisions pris à ce sujet ont été « envoyés à l'avocat de Schneider II dans le secret le plus absolu ».

Bien que les agents de la Prusse assistassent à ces réunions, le chemin que prirent ces lettres resta pour eux si absolument secret que la poste, malgré tous ses efforts, ne put s'en saisir. Coutons comme notre grillon chante mélancoliquement dans son vieux mur. « Les lettres et documents en question ont été envoyés dans le secret le plus absolu à l'avocat Schneider II. » Dans le secret le plus absolu, pour les agents secrets de Goldheim.

Des décisions imaginaires, au sujet du cahier de procès-verbaux, ne peuvent avoir été prises, le 27 octobre, dans une réunion absolument secrète chez Marx, puisque, dès le 25 octobre, Marx avait envoyé les renseignements principaux établissant la non-authenticité du cahier de procès-verbaux non à Schneider II toutefois, mais à M. von Hontheim.

Ce n'est pas uniquement sa mauvaise conscience qui apprit à la police que des documents avaient été envoyés à Cologne. Le 27 octobre, Goldheim arriva à Londres. Le 30 octobre, Goldheim trouva, dans le *Morning Advertiser*, le *Spectator*, l'*Examiner*, le *Leader Peoples Paper*, une déclaration signée Engels, Freiligrath, Marx et Wolff, où ceux-ci renvoient le public anglais aux révélations que la défense ferait sur les *forgery, perjury, falsification of documents*, bref sur les infamies de la police prussienne. L'envoi des documents fut tenu si « absolument secret » que le « parti Marx » en donnait ouvertement connaissance au public anglais, le 30 octobre toutefois, quand Goldheim était déjà arrivé à Londres, et les documents — à Cologne.

D'ailleurs, le 27 octobre également, des documents furent envoyés dans cette dernière ville. Comment l'omnisciente police prussienne apprit-elle donc la chose ?

La police prussienne n'agissait pas « dans le secret le plus absolu, » comme le « parti Marx ». Elle avait en effet tout à fait ouvertement planté, depuis des semaines, deux de ses mouchards devant la maison de Marx, qui le surveillaient de la rue « du soir jusqu'au matin » et « du matin jusqu'au soir », et le suivaient pas à pas. Or Marx, le 27 octobre, avait fait légaliser ces documents absolument secrets au tribunal de police parfaitement public de Marlborough Street, en présence des reporters de la presse quotidienne anglaise, document qui contenait les manuscrits authentiques de Liebknecht et de Rings, ainsi que la déposition du propriétaire de la « Crown Tavern », au sujet du jour de réunion. Les anges gardiens prussiens suivirent Marx de sa maison jusqu'à Marlborough Street et de Marlborough Street à sa maison, puis encore de sa maison à la poste. Ils ne disparurent que quand Marx fit une démarche tout à fait secrète auprès du magistrat de police du quartier, pour lui demander de prendre un mandat d'arrêt contre ses deux « suivants ».

D'ailleurs le Gouvernement prussien avait encore un autre moyen d'apprendre la chose. Marx envoya, en effet, à Cologne, directement par la poste, les documents légalisés le 27 octobre et datés du même jour, pour soustraire aux griffes de l'aigle prussien leurs *duplicata* expédiés *dans le secret le plus absolu*. La poste et la police savaient donc, à Cologne, que des documents datés du 27 octobre avaient été envoyés par Marx, et Goldheim n'avait pas besoin de faire le voyage de Londres pour découvrir le secret.

Goldheim sent « précisément » qu'il doit déclarer *précisément* ce que l'on a décidé d'envoyer à Schneider II « dans la réunion absolument secrète du 27 octobre », et il *nomme* la lettre adressée par Stieber à Marx. Malheureusement Marx n'a pas envoyé cette lettre, le 27, mais le 25 octobre, et ne l'a pas adressée à Schneider II, mais à M. von Hontheim. Mais d'où la police savait-elle que Marx possédait encore la lettre de Stieber et l'enverrait à la défense ? Laissons reparaître Stieber.

Stieber espère empêcher Schneider II de lire cette « lettre très peu agréable » en le prévenant. Si Goldheim dit que Schneider II possède ma lettre, et cela « grâce aux intelligences criminelles qu'il a avec Marx », calcule Stieber, Schneider II supprimera la lettre pour montrer que les agents de Goldheim sont mal renseignés et que lui, Schneider, n'est pas en intelligences criminelles avec Marx. Stieber s'élance donc, communique en le falsifiant le contenu de la lettre et termine par ce cri stupéfiant :

« Personne autre que Marx et moi ne peuvent le savoir, et c'est certainement la *meilleure preuve de la véracité* des renseignements parvenus de Londres. »

Stieber possède une méthode particulière pour cacher des secrets qui lui sont désagréables. Quand il ne parle pas, il faut que tout l'univers se taise. Sauf lui et certaine personne d'un certain âge, « personne ne peut savoir », qu'il a vécu près de Weimar comme « homme entretenu ». Mais si Stieber avait tous les motifs de ne permettre de connaître la lettre à personne, sauf à Marx, Marx avait toutes les raisons de permettre de connaître la lettre à chacun, sauf à Stieber. On connaît maintenant la *meilleure preuve* des renseignements parvenus de Londres. Quel aspect aurait alors la pire des preuves ?

Mais Stieber commet sciemment un nouveau faux témoignage quand il dit : « Personne autre que Marx et moi ne peuvent savoir cela. » Il savait que ce n'était pas Marx, mais un autre rédacteur de *la Gazette du Rhin* qui avait répondu à sa lettre. C'était là certainement un homme « autre que Marx et lui ». Mais, pour que plus de gens encore le sachent, publions ici la lettre :

« Dans le no 177 de *la Gazette du Rhin*, se trouve une correspondance de Francfort-sur-Main, qui contient l'abominable mensonge que je me serais rendu à Francfort, comme espion de la police, pour, sous le couvert d'idées démocratiques, découvrir les meurtriers du prince Lichnowski et du général Auerswald. J'ai bien été, en effet, le 21, à Francfort, mais je n'y suis resté qu'un jour, et cela, comme vous le verrez par l'attestation ci-jointe, pour régulariser la situation particulière de Mme von Schwezler. Je suis de retour à Berlin depuis longtemps, où j'ai depuis longtemps recommencé à y remplir mon office d'avocat. Je vous renvoie d'ailleurs à la rectification relative à cette affaire, parue dans le no 338 de la *Frankfurter Oberpostamts Zeitung* du 31 décembre et dans le no 248 de la *National Zeitung* d'ici ; je crois devoir attendre de votre amour pour la vérité l'insertion dans votre journal de la rectification ci-jointe. Vous me nommerez également l'auteur de la fausse nouvelle, conformément à l'obligation que la loi vous impose. Je ne puis, en effet, laisser passer une calomnie de cette espèce et me verrai, à mon grand regret, obligé de prendre des mesures contre votre très honorable rédaction.

« Je crois que, dans ces temps derniers, la démocratie ne peut témoigner à personne plus de reconnaissance qu'à moi. J'ai tiré des centaines de démocrates accusés des filets de la justice criminelle. Au cours de l'état de siège actuel, alors que les lâches et les misérables « soi-disant démocrates » avaient depuis longtemps lâché pied, je me suis dressé sans

peur, avec zèle, en face des autorités et je le fais encore tous les jours. Les organes démocratiques, en se conduisant ainsi avec moi, me donnent peu d'encouragement à persévérer dans mes efforts. Le plus beau de l'affaire est, dans le cas actuel, la stupidité des organes démocratiques. Le bruit que j'étais allé à Francfort, en qualité d'agent de police, a été répandu en premier lieu par *la Neue Preussische Zeitung*, cet organe suspect de la réaction, dans le but de couper court à mon œuvre de défenseur qui la gênait. Les autres journaux berlinois ont depuis longtemps rectifié l'assertion. Les organes démocratiques sont cependant assez sots pour recueillir un mensonge aussi stupide. Si j'avais voulu aller à Francfort en qualité de policier, on n'aurait certainement pas publié auparavant, dans les journaux, qu'il était étrange qu'un agent de police prussien se rendît à Francfort où se trouvaient suffisamment déjà de fonctionnaires expérimentés. La sottise a toujours été un défaut de la démocratie, et ses ennemis ont vaincu grâce à leur habileté. C'est de même un infâme mensonge de dire que j'ai été, il y a des années, espion au service de la police en Silésie. Certes j'ai rempli dans ce pays l'office de fonctionnaire de police, mais publiquement, et j'ai rempli les devoirs de ma charge. Des mensonges infâmes ont été répandus sur mon compte. Que quelqu'un se présente et prouve que je l'ai espionné. Mentir, prétendre, chacun peut le faire. J'attends donc de vous, que je considère comme un homme honorable, une réponse complète et satisfaisante. Les journaux démocratiques se sont décriés par leurs nombreux mensonges ; puisse ce sort ne pas être le vôtre !

« Bien à vous,

STIEBER

« dr. j. u. etc. Berlin
« Ritterstrasse, 65. »

Berlin, 26 décembre 1848.

D'où Stieber savait-il donc que, le 27 octobre, sa lettre avait été envoyée à Schneider II ? À la vérité, elle n'avait pas été expédiée le 27, mais le 25 octobre, et adressée non à Schneider II, mais à M. von Hontheim. Stieber savait donc seulement que sa lettre existait encore, et il supposait que Marx l'enverrait à l'un des défenseurs. D'où lui venait cette supposition ? Quand la *Kölnische Zeitung* apporta à Londres la déposition de Stieber sur Cherval, etc., Marx écrivit à la *Kölnische Zeitung* et au *Frankfurter Journal* une déclaration datée du 21 octobre, à la fin de laquelle il menaçait Stieber de la lettre qui existait encore. Pour tenir la lettre « absolument secrète », Marx l'annonce dans les journaux. Il échoue grâce à la lâcheté de la presse quotidienne allemande ; mais la poste prussienne

était instruite et, avec la poste prussienne, son Stieber.

Que vient donc nous chanter Goldheim à son retour de Londres ?

Que Hirsch ne fait pas de faux témoignage, que H. Liebknecht n'a pas d'existence « tangible », que l'original des procès-verbaux n'est pas un original, que les agents prussiens à Londres savent tout ce que le « parti Marx » a publié dans la presse de Londres. Pour sauver leur honneur, Goldheim met dans la bouche de ses policiers toutes les nouvelles que lui ont apprises des lettres décachetées et confisquées.

Dans l'audience du 4 novembre, quand Schneider II eut anéanti Stieber et son cahier de procès-verbaux, l'eut convaincu de faux et de faux serment, Stieber reparut une dernière fois et donna cours à sa vertueuse indignation. On ose même, s'écrie-t-il dans l'irritation de son âme, accuser encore de faux serment M. Wermuth, M. le directeur de la police Wermuth. Stieber en est donc revenu à la hiérarchie orthodoxe, à la ligne ascendante. Jadis il suivait une ligne hétérodoxe, descendante. Si l'on ne voulait pas le croire, lui, conseiller de police, il fallait croire, du moins, son lieutenant de police ; si l'on ne voulait pas de celui-ci, que l'on croie, du moins, son agent de police, et, à défaut de l'agent Fleury, — au moins le sous-agent Hirsch. Maintenant c'est le contraire. Lui, *conseiller de police*, pourrait peut-être commettre un faux serment, mais Wermuth, un *directeur* de police ? Incroyable. Dans sa mauvaise humeur, il célèbre le Wermuth avec une amertume croissante, il sert au public du Wermuth pur, Wermuth comme homme, Wermuth comme avocat, Wermuth comme père de famille, Wermuth comme directeur de police. Wermuth *for ever*.

Même maintenant, en audience publique, Stieber cherche encore à tenir les « accusés » au secret, à élever une barrière entre la défense et les moyens de défense. Il accuse Schneider II d'« intelligences criminelles » avec Marx. Schneider perpètre en sa personne un attentat sur les autorités suprêmes de la Prusse. Même le président des assises, Göbel, un Göbel même se sent écrasé par le fardeau de Stieber. Il n'y peut rien et bien, qu'avec une servilité craintive, il laisse tomber quelques coups de fouet sur le dos de Stieber. Mais Stieber, de son côté, a raison. Ce n'est pas son propre individu, mais le parquet, le tribunal, la poste, le Gouvernement, la présidence de la police à Berlin, ce sont les ministères, l'ambassade de Prusse à Londres, qui sont cloués avec lui au pilori, le cahier de procès-verbal original à la main.

M. Stieber a maintenant la permission de publier la réponse de la *Neue Rheinische Zeitung* à sa lettre.

Revenons encore une fois à Londres, avec Goldheim.

De même que Stieber ne sait toujours pas où se tient Cherval et qui

Cherval est au juste, de même, d'après la déposition de Goldheim (séance du 3 novembre), la *genèse* de l'original des procès-verbaux n'est pas parfaitement éclaircie. Pour l'éclaircir, Goldheim fait deux hypothèses.

« Pour ce qui concerne la *genèse* du cahier de procès-verbal, *genèse* qui n'est pas encore complètement éclaircie, il n'y a que deux choses possibles : ou bien ce cahier provient, comme l'agent l'affirme fermement, réellement de Liebknecht qui, pour ne pas dévoiler sa trahison, a évité de donner son manuscrit. »

W. Liebknecht appartient notoirement au « parti Marx ». Mais la signature de Liebknecht, qui se trouve dans le cahier de procès-verbaux n'appartient pas aussi notoirement à W. Liebknecht. Aussi Stieber a-t-il déposé, dans la séance du 27 octobre, que le propriétaire de cette signature n'était pas ce W. Liebknecht, mais un autre Liebknecht, un H. Liebknecht. Il a appris l'existence de ce sosie sans pouvoir donner la source de son information. Goldheim dépose : « Fleury a prétendu qu'il a réellement reçu le cahier d'un membre du « parti Marx » du nom de « H. Liebknecht ». Goldheim continue sa déposition : « il n'a pu, à Londres, mettre la main sur cet H. Liebknecht ». Quel *signe d'existence* a donc donné cet H. Liebknecht, découvert par Stieber au monde en général et au lieutenant de police Goldheim en particulier ? Aucun autre signe que sa *signature* dans l'original des procès-verbaux. Mais voilà que Goldheim, déclare que « Liebknecht a évité de donner son manuscrit ».

Jusqu'à présent H. Liebknecht n'existait que comme manuscrit. Maintenant il ne reste plus rien de H. Liebknecht, pas même un manuscrit, pas même un iota. Mais d'où Goldheim sait-il que cet H. Liebknecht, dont il connaît l'existence par le manuscrit de l'original des procès-verbaux, a écrit un manuscrit différent de celui de cet original : c'est le secret de Goldheim. Si Stieber a ses miracles, pourquoi Goldheim n'aurait-il pas les siens ?

Goldheim oublie que son supérieur Stieber a témoigné de l'existence de cet H. Liebknecht, que lui Goldheim en a témoigné également. Au même moment où il atteste H. Liebknecht, il se souvient que cet H. Liebknecht est un expédient ; un mensonge nécessaire et nécessité n'a pas de loi. Il se rappelle qu'il existe un Liebknecht authentique, W. Liebknecht, mais que si W. Liebknecht est authentique, la signature des procès-verbaux est fausse. Il ne doit pas oublier que le sous-agent de Fleury, Hirsch, a également fabriqué, avec le faux cahier de procès-verbaux, la fausse signature. Aussi fait-il l'hypothèse que « Liebknecht a évité de donner sa signature ». Faisons également une hypothèse. Goldheim a autrefois fait un faux billet. Il est traduit en justice, et l'on démontre que la signature qui se

trouve sur la Banknote n'est pas celle du directeur de la Banque. N'y voyez aucun mal. Messieurs, dira Goldheim, n'y voyez aucun mal. La Banknote est authentique. Elle vient du directeur de la banque lui-même. Si le nom qui s'y trouve n'est pas le sien, mais est une fausse signature, qu'est-ce que cela fait ? « Il a évité précisément de donner son manuscrit. »

Ou bien, continue Goldheim, si l'hypothèse au sujet de Liebknecht est fausse :

« Ou bien l'agent Fleury a reçu des notes pour ce cahier de deux autres amis de Marx, les réfugiés Dronke et Imandt, et a mis ces notes, pour leur donner une valeur d'autant plus grande, sous la forme d'un cahier de procès-verbaux originaux. Il a été, en effet, officiellement établi par le lieutenant de police Greif que Imandt et Dronke ont vu souvent Fleury. »

Ou bien ? comment ou bien ? Si un cahier, comme le cahier de procès-verbal est signé de Liebknecht, Rings et Ulmer, personne n'en conclura : « Il vient de Liebknecht » — ou de Dronke et Imandt, mais bien : il est de Liebknecht ou de Rings et d' Ulmer. Est-ce que le malheureux Goldheim qui, pour une fois, s'est élevé à la hauteur d'un jugement disjonctif — ou... ou bien — nous répétera encore une fois : « Rings et Ulmer ont évité de donner leur manuscrit ? » Goldheim lui même tient un changement de position pour inévitable.

Si l'original ne vient pas de Liebknecht, comme le prétend l'agent Fleury, c'est donc que Fleury l'a fait lui-même. Mais les notes nécessaires, il les a obtenues de Imandt et de Dronke, au sujet desquels le lieutenant de police Greif a officiellement établi qu'ils voyaient souvent Fleury.

« Pour donnera sa marchandise une plus haute valeur », dit Goldheim, Fleury a mis les notes sous forme de procès-verbaux. Non seulement il fait une tromperie, mais il contrefait des signatures, tout cela « pour donner à sa marchandise plus de valeur ». Un homme consciencieux comme cet agent prussien qui, par cupidité, fabrique de faux procès-verbaux, de fausses signatures, est incapable fabriquer de *fausses notes*. Telle est la conclusion de Goldheim.

Dronke et Imandt n'arrivèrent à Londres qu'en avril 1852, après avoir été chassés par les autorités suisses. Un tiers des procès-verbaux contient ceux des mois de janvier, février et mars 1852. Donc Fleury a fait un tiers de l'original sans Dronke ni Imandt, bien que Goldbeim dépose que c'est soit Liebknecht qui l'a fait, soit Fleury, mais d'après les notes de Dronke et de Imandt. Goldheim l'atteste et, si Goldheim n'est pas Brutus, il est du moins Goldheim.

Mais, reste encore une possibilité : Dronke et Imandt auraient fourni les

notes à Fleury depuis avril ; car, atteste Goldheim, « le lieutenant de police Greif a officiellement établi que Dronke et Imandt voyaient souvent Fleury ».

Venons-en à cette fréquentation.

Fleury, comme nous l'avons déjà remarqué plus haut, était connu à Londres, non en qualité d'agent de police, mais comme commerçant de la cité et même comme commerçant nourrissant des idées démocratiques. Né à Altenbourg, il était venu comme réfugié politique à Londres, puis s'y était marié avec une Anglaise de famille considérée et riche, et vivait d'une existence retirée en apparence avec sa femme et son beau-père, un riche industriel quaker. Le 8 ou le 9 octobre, Imandt entra en « relations suivies » avec Fleury, savoir en qualité de professeur. D'après la réponse rectifiée de Stieber, l'original des procès-verbaux arriva à Cologne le 10 ; le 11, d'après la dernière disposition de Goldheim. Donc, quand Imandt, qui lui était jusqu'alors totalement inconnu, lui donna sa première leçon de français, Fleury non seulement avait déjà fait relier en maroquin rouge le cahier original, mais encore il l'avait déjà remis au courrier extraordinaire qui le portait à Cologne. C'est ainsi que Fleury composa ses procès-verbaux d'après les notes de Imandt. Pour ce qui est de Dronke, Fleury ne le vit qu'une fois par hasard chez Imandt, le 30 octobre seulement, quand le cahier de procès-verbaux était déjà retombé dans son néant originel.

Ainsi le Gouvernement chrétien germanique ne se contente pas de forcer des bureaux, de voler des papiers étrangers, de surprendre des dépositions, de créer de faux complots, de forger de faux documents, de faire de faux serments, de chercher à suborner de faux témoins, — tout cela pour obtenir la condamnation des accusés de Cologne — il cherche encore à faire planer un soupçon infamant sur les amis des accusés pour cacher son Hirsch que Stieber a attesté ne pas connaître et dont Goldheim a témoigné qu'il n'était pas un espion.

Le vendredi 5 novembre, la *Kölnische Zeitung* apporta à Londres le compte rendu de l'audience des assises du 3 novembre, ainsi que la déposition de Goldheim. On fit aussitôt des recherches au sujet de Greif, et l'on apprit, le même jour, qu'il habitait chez Fleury. En même temps Dronke et Imandt se rendent chez Fleury avec la *Kölnische Zeitung*. Ils lui font lire la déposition de Goldheim. Il pâlit, cherche à faire bonne contenance, joue l'étonné et déclare qu'il est tout prêt à témoigner contre Goldheim devant un magistrat anglais, mais, auparavant, il lui faut consulter son avocat. On prend rendez-vous pour l'après-midi du lendemain samedi, 6 novembre. Fleury promet d'y apporter son témoignage légalisé. Il ne parut naturellement pas. Imandt et Dronke se

rendirent donc le samedi soir chez lui et trouvèrent le billet suivant adressé à Imandt :

« Grâce à l'avocat, tout est fait, le reste réservé jusqu'au moment où la personne se sera présentée. L'avocat a fait manquer l'affaire aujourd'hui. Mon négoce rendait ma présence indispensable dans la cité aujourd'hui. Voulez-vous passer chez moi demain, j'y serai toute l'après-midi jusqu'à cinq heures chez moi. — Fl.

À l'autre côté du billet, se trouve ce *post-scriptum* : « Je rentre à l'instant chez moi, mais j'ai dû sortir avec M. Werner et ma femme, ce dont vous *pourrez* vous *convaincre* demain. Faites-moi savoir le moment où vous viendrez.

Imandt laissa la réponse suivante : « Je suis extraordinairement surpris de ne pas vous trouver maintenant chez vous, d'autant plus que vous ne vous êtes pas rendu cette après-midi au rendez-vous convenu. Je dois vous avouer que, d'après les circonstances, je me suis déjà formé une opinion sur votre compte. Si vous trouvez intérêt à m'en faire changer, vous viendrez chez moi et dès demain matin, car je ne puis vous garantir que les journaux anglais ne parleront pas de votre qualité de policier au service de la Prusse.

IMANDT. »

Fleury ne parut pas le dimanche matin. Dronke et Imandt se rendirent donc chez lui dans la soirée pour obtenir une déclaration de lui, sous le prétexte que leur confiance n'avait été ébranlée qu'au premier moment.

La déclaration fut faite après bien des hésitations et des indécisions. Fleury hésita particulièrement quand on lui fit observer qu'il devait signer non seulement de son nom de famille, mais encore de son prénom. La déclaration était conçue textuellement dans les termes suivants :

À la rédaction
de la *Kölnische Zeitung*.

Le soussigné déclare qu'il connaît M. Imandt depuis un mois environ, époque depuis laquelle il lui donne des leçons de français, et qu'il a vu M. Dronke pour la première fois, le samedi 30 octobre de cette année ;

Qu'aucun d'eux ne lui a fait de révélations ayant rapport au cahier de procès-verbaux figurant au procès de Cologne ;

Qu'il ne connaît aucune personne portant le nom de Liebknecht, et n'a jamais eu de relation avec quelqu'un de ce nom.

Londres, 8 novembre 1832, Kensington.

Charles FLEURY.

Dronke et Imandt étaient naturellement convaincus que Fleury enverrait l'ordre, à la *Kölnische Zeitung*, de n'accepter aucune déclaration portant sa signature. Aussi n'envoyèrent-ils pas la déclaration à ce journal ; ils l'adressèrent à l'avocat Schneider II, qui ne la reçut qu'à un stade trop avancé du procès pour pouvoir en faire usage.

Fleury n'est certes pas la « Fleur de Marie » des prostituées de la police, mais c'est une fleur, et il portera des fleurs, ne seraient-ce que des *fleurs de lys*.

L'histoire des procès-verbaux n'était pas terminée.

Le dimanche soir, W. Hirsch, de Hambourg, reconnut solennellement, devant le magistrat à Bow Street, à Londres, que lui-même, sous la conduite de Greif et de Fleury, avait fabriqué l'original du cahier de procès-verbaux figurant au procès des communistes de Cologne.

Ainsi c'était d'abord l'original du cahier de procès-verbaux du « parti Marx », — puis le livre de notes du policier Fleury, — enfin un produit fabriqué par la police prussienne, un produit fabriqué par la police, fabriqué « sans phrase ».

Le même jour où Hirsch dévoilait le mystère du cahier de procès-verbaux au magistrat anglais à Bow Street, un autre représentant de la Prusse était occupé à Kensington, dans la maison de Fleury, à emballer dans du linge quelque chose qui n'était ni des documents volés, ni fabriqués, ni des documents quelconques, mais bien ses propres hardes. Ce n'était rien autre que Greif, le courrier extraordinaire de Cologne, le chef des agents de police prussiens de Londres, le directeur officiel de la mystification, le lieutenant de police attaché à l'ambassade de Prusse à Londres. Greif avait reçu du Gouvernement prussien l'ordre de quitter Londres immédiatement. Il n'y avait pas de temps à perdre.

De même que dans les fins d'opéra, la mise en scène logée dans le troisième dessous, cachée par les coulisses, apparaissant en amphithéâtre, brille tout à coup aux flammes des feux de Bengale, et aveugle tous les yeux de contours éblouissants, de même, à la fin de cette tragi-comédie policière et prussienne, paraissent les ateliers cachés où fut forgé l'original des procès-verbaux. À l'étage inférieur, on voyait le malheureux mouchard Hirsch travaillant aux pièces. Au second étage, le policier bourgeois et agent provocateur, commerçant dans la cité, Fleury. Au troisième, le lieutenant de police diplomate Greif, et à l'étage supérieur, l'ambassade de Prusse elle-même à laquelle il était attaché. Depuis 6 à 8 mois, Hirsch fabriquait régulièrement, par semaine, ses procès-verbaux originaux dans le cabinet de travail et sous les yeux de Fleury. Mais à l'étage, *au-dessus* de Fleury, habitait le lieutenant de police Greif, qui le surveillait et

l'inspirait. L'hôtel de l'ambassade prussienne fut donc la serre où se développa l'original du cahier des procès-verbaux. Greif devait donc disparaître et disparut en effet, le 6 novembre 1852.

On ne pouvait plus retenir l'original du cahier des procès-verbaux, même comme cahier de notes. Le procureur Saedt en convint dans sa réplique aux plaidoiries des avocats.

On en était donc revenu au point d'où la Chambre de mise en accusation de la cour d'appel était partie, quand elle avait ordonné une nouvelle instruction, parce *qu'il n'y avait aucun état de cause réel*.

CHAPITRE V

LE SUPPLÉMENT DU CATÉCHISME ROUGE

À l'audience du 27 octobre, l'inspecteur de police Junkermann de Crefeld dépose que : « il a saisi un paquet d'exemplaires du catéchisme rouge, adressé à un garçon d'un restaurant de Crefeld et portant le timbre de Düsseldorf. Ce paquet était accompagné d'une circulaire supplémentaire sans signature. L'expéditeur n'a pas été découvert. » « Cette circulaire paraît, comme le remarque le ministère public, *émaner de la main de Marx*. »

Dans l'audience du 28 octobre, l'expert (??) Renard reconnaît dans la circulaire l'écriture de Marx. La voici :

« Citoyens ! comme vous avez toute notre confiance, nous vous envoyons 50 exemplaires du rouge que vous devrez, le samedi 5 juin, à onze heures du soir, glisser sous les portes de citoyens révolutionnaires reconnus, de préférence d'ouvriers. Nous comptons avec certitude sur votre vertu civique, et nous attendons de vous la mise à exécution de cette prescription. La Révolution est plus proche que beaucoup ne le croient.

« Vive la Révolution !

Berlin, mai 1852.

« Salut et fraternité. »
Le Comité révolutionnaire.

Le témoin Junkermann déclare encore que « le paquet en question a été adressé au témoin *Chianella*. »

Le président de police de Berlin, *Hinkeldey*, conduisait, pendant la prévention des accusés de Cologne, la manœuvre comme général en chef. Les lauriers de Maupas l'empêchaient de dormir.

Aux débats figurent deux directeurs de police, l'un vivant, l'autre mort, un conseiller de police, — mais c'était Stieber — deux lieutenants de police, dont l'un fait continuellement le voyage de Londres à Cologne,

l'autre celui de Cologne à Londres, des myriades d'agents et de sous-agents, nommés, anonymes, hétéronymes, pseudonymes, réguliers et irréguliers. Enfin un inspecteur de police.

Dès que la *Kölnische Zeitung* arriva à Londres, avec les dépositions du 27 et du 28 octobre, Marx alla trouver le magistrat de Malborough street, copia le texte de la circulaire, donné par le journal, fit légaliser cette copie, puis fit la déclaration solennelle suivante :

1° Qu'il n'avait pas écrit cette circulaire ;

2° Qu'il n'avait appris l'existence de celle-ci que par la *Kölnische Zeitung* ;

3° Qu'il n'avait *jamais* vu le soi-disant catéchisme rouge ;

4° Qu'il n'avait jamais, en aucune façon, contribué à le répandre.

Remarquons en passant qu'une « déclaration » semblable, faite devant le magistrat, comporte, quand elle est fausse, toutes les suites d'un faux serment.

Le document précédent fut envoyé à Schneider II, mais parut en même temps dans le *Morning advertiser*. On avait pu se convaincre, au cours du procès, que la poste prussienne se faisait du secret postal cette singulière conception qu'elle avait le devoir de tenir secrètes aux destinataires les lettres qui lui étaient confiées. Le procureur général s'opposa à ce que les documents fussent produits, même à titre de *pièces de comparaison*. Le parquet général savait, en effet, qu'un seul coup d'œil jeté de la circulaire et sur la copie dûment légalisée, que Marx en avait faite, ne pouvait permettre à la sagacité des jurés de ne pas reconnaître la tromperie, l'imitation intentionnelle de son écriture. Dans l'intérêt de la moralité de l'État prussien, le parquet général protesta contre toute comparaison.

Schneider II remarqua que le « destinataire Chianella, qui avait donné à la police des renseignements complaisants sur les expéditeurs probables et *s'était même offert à remplir le rôle de mouchard*, n'avait jamais pensée le moins du monde à Marx. »

Quiconque a jamais lu une ligne de Marx, ne peut lui attribuer la paternité de cette circulaire mélodramatique. L'heure fantastique, minuit, l'opération singulièrement compromettante et consistant à glisser du « rouge » sous les portes des Philistins de la Révolution — tout cela pouvait convenir à l'esprit d'un Kinkel, de même que « la vertu civique », la « certitude » avec laquelle on « comptait sur l'exécution » militaire de la « prescription », relevaient de l'imagination de Willich. Mais comment Kinkel-Willich pouvaient-ils arriver à écrire de l'écriture de Marx leurs recettes révolutionnaires.

Risquons une hypothèse sur la genèse, « peu éclaircie encore », de cette

circulaire en écriture contrefaite : la police trouva à Crefeld les cinquante catéchismes rouges accompagnés de l'agréable et brillante circulaire. Elle la fit copier en contrefaisant l'écriture de Marx, à Cologne ou à Berlin, « qu'importe ! » Dans quel but ? « Pour donner à sa marchandise une valeur d'autant plus grande. »

Le parquet général lui-même n'osa pas recourir à cette circulaire dans sa catilinaire. Il la laissa de côté. La lettre d'envoi ne contribua donc pas à faire constater « l'état de cause réel », qui faisait défaut.

CHAPITRE V

LE SUPPLÉMENT DU CATÉCHISME ROUGE

À l'audience du 27 octobre, l'inspecteur de police Junkermann de Crefeld dépose que : « il a saisi un paquet d'exemplaires du catéchisme rouge, adressé à un garçon d'un restaurant de Crefeld et portant le timbre de Düsseldorf. Ce paquet était accompagné d'une circulaire supplémentaire sans signature. L'expéditeur n'a pas été découvert. » « Cette circulaire paraît, comme le remarque le ministère public, *émaner de la main de Marx*. »

Dans l'audience du 28 octobre, l'expert (??) Renard reconnaît dans la circulaire l'écriture de Marx. La voici :

« Citoyens ! comme vous avez toute notre confiance, nous vous envoyons 50 exemplaires du rouge que vous devrez, le samedi 5 juin, à onze heures du soir, glisser sous les portes de citoyens révolutionnaires reconnus, de préférence d'ouvriers. Nous comptons avec certitude sur votre vertu civique, et nous attendons de vous la mise à exécution de cette prescription. La Révolution est plus proche que beaucoup ne le croient.

« Vive la Révolution !

Berlin, mai 1852.

« Salut et fraternité. »

Le Comité révolutionnaire.

Le témoin Junkermann déclare encore que « le paquet en question a été adressé au témoin *Chianella*. »

Le président de police de Berlin, *Hinkeldey*, conduisait, pendant la prévention des accusés de Cologne, la manœuvre comme général en chef. Les lauriers de Maupas l'empêchaient de dormir.

Aux débats figurent deux directeurs de police, l'un vivant, l'autre mort, un conseiller de police, — mais c'était Stieber — deux lieutenants de police, dont l'un fait continuellement le voyage de Londres à Cologne, l'autre celui de Cologne à Londres, des myriades d'agents et de sous-agents, nommés, anonymes, hétéronymes, pseudonymes, réguliers et

irréguliers. Enfin un inspecteur de police.

Dès que la *Kölnische Zeitung* arriva à Londres, avec les dépositions du 27 et du 28 octobre, Marx alla trouver le magistrat de Malborough street, copia le texte de la circulaire, donné par le journal, fit légaliser cette copie, puis fit la déclaration solennelle suivante :

1° Qu'il n'avait pas écrit cette circulaire ;

2° Qu'il n'avait appris l'existence de celle-ci que par la *Kölnische Zeitung* ;

3° Qu'il n'avait *jamais* vu le soi-disant catéchisme rouge ;

4° Qu'il n'avait jamais, en aucune façon, contribué à le répandre.

Remarquons en passant qu'une « déclaration » semblable, faite devant le magistrat, comporte, quand elle est fausse, toutes les suites d'un faux serment.

Le document précédent fut envoyé à Schneider II, mais parut en même temps dans le *Morning advertiser*. On avait pu se convaincre, au cours du procès, que la poste prussienne se faisait du secret postal cette singulière conception qu'elle avait le devoir de tenir secrètes aux destinataires les lettres qui lui étaient confiées. Le procureur général s'opposa à ce que les documents fussent produits, même à titre de *pièces de comparaison*. Le parquet général savait, en effet, qu'un seul coup d'œil jeté de la circulaire et sur la copie dûment légalisée, que Marx en avait faite, ne pouvait permettre à la sagacité des jurés de ne pas reconnaître la tromperie, l'imitation intentionnelle de son écriture. Dans l'intérêt de la moralité de l'État prussien, le parquet général protesta contre toute comparaison.

Schneider II remarqua que le « destinataire Chianella, qui avait donné à la police des renseignements complaisants sur les expéditeurs probables et *s'était même offert à remplir le rôle de mouchard*, n'avait jamais pensée le moins du monde à Marx. »

Quiconque a jamais lu une ligne de Marx, ne peut lui attribuer la paternité de cette circulaire mélodramatique. L'heure fantastique, minuit, l'opération singulièrement compromettante et consistant à glisser du « rouge » sous les portes des Philistins de la Révolution — tout cela pouvait convenir à l'esprit d'un Kinkel, de même que « la vertu civique », la « certitude » avec laquelle on « comptait sur l'exécution » militaire de la « prescription », relevaient de l'imagination de Willich. Mais comment Kinkel-Willich pouvaient-ils arriver à écrire de l'écriture de Marx leurs recettes révolutionnaires.

Risquons une hypothèse sur la genèse, « peu éclaircie encore », de cette circulaire en écriture contrefaite : la police trouva à Crefeld les cinquante catéchismes rouges accompagnés de l'agréable et brillante circulaire. Elle

la fit copier en contrefaisant l'écriture de Marx, à Cologne ou à Berlin, « qu'importe ! » Dans quel but ? « Pour donner à sa marchandise une valeur d'autant plus grande. »

Le parquet général lui-même n'osa pas recourir à cette circulaire dans sa catilinaire. Il la laissa de côté. La lettre d'envoi ne contribua donc pas à faire constater « l'état de cause réel », qui faisait défaut.

CHAPITRE VII

LE JUGEMENT

À mesure que les mystères policiers devenaient moins obscurs, l'opinion publique se déclarait de plus en plus en faveur des accusés. Quand l'imposture, tentée avec l'original des procès-verbaux, se découvrit, on attendit de toutes parts un acquittement. La *Kölnische Zeitung* dut, pour une fois, s'incliner devant l'opinion publique et se tourner contre le Gouvernement. De petites notes, favorables aux accusés et pleines de suspicion à l'égard de Stieber, s'égarèrent dans ses colonnes, jadis uniquement ouvertes aux insinuations de la police. Le Gouvernement prussien lui-même abandonnait la partie. Ses correspondants du *Times* et du *Morning Chronicle* se mirent subitement à préparer l'opinion publique de l'Étranger à un échec. Quelque corruptrices, quelque détestables qu'aient été les doctrines professées par les accusés, quelque abominables qu'aient été les documents trouvés chez eux, les preuves réelles d'un complot n'en manquaient pas moins, une condamnation était donc à peine vraisemblable. C'est avec cette résignation qu'écrivait le correspondant berlinois du *Times*, écho servile des appréhensions qui frappaient les sphères les plus élevées sur les bords de la Sprée. La jubilation de cette cour byzantine et de ses eunuques n'en fut que plus vive, quand le télégraphe électrique lança de Cologne à Berlin le « coupable » des jurés.

Avec les révélations sur les procès-verbaux originaux, le procès était entré dans un nouveau stade. Les jurés n'étaient plus libres d'affirmer la culpabilité ou l'innocence des accusés ; il leur fallait déclarer coupables ou bien les accusés, ou bien le Gouvernement. Absoudre les accusés, c'était condamner le Gouvernement.

Dans sa réplique aux plaidoiries des avocats, le procureur Saedt abandonna les procès-verbaux originaux. Il ne voulait pas faire usage d'un document souillé d'une telle tache, lui-même le tenait pour « non authentique » ; c'était une « mauvaise » action ; il avait fait perdre beaucoup de temps ; il n'apportait rien à l'affaire ; Stieber s'était laissé mystifier dans un accès de zèle louable., etc.

Mais le parquet lui-même avait, dans l'accusation, prétendu que le cahier original contenait « beaucoup de vrai ». Bien loin d'en contester l'authenticité, il avait simplement regretté de ne pouvoir en fournir de preuves. L'authenticité du cahier original, attestée par Stieber, une fois mise en péril, l'authenticité de la déposition de Cherval faite à Paris, attestée par Stieber et sur laquelle Saedt revient encore une fois dans sa réplique, tous les faits qui avaient employé l'activité de toutes les autorités prussiennes pendant un an et demi tombaient. L'audience des assises, annoncée pour le 28 juillet, avait été remise à trois mois. Pourquoi ? Par suite de la maladie du directeur de police Schulz. Et qu'était-ce Schulz ? C'était le premier inventeur des procès-verbaux originaux. Remontons plus haut. En janvier et en février, on avait perquisitionné chez Mme Daniels. Pour quelle raison ? En se fondant sur les premières pages du cahier que Fleury avait envoyé à Schulz et que Schulz fit parvenir à la direction de la police de Cologne, celle-ci au juge d'instruction, ce qui conduisit ce dernier à la maison de Mme Daniels.

Malgré le complot Cherval, la Chambre des mises en accusation n'avait pas encore, en 1851, trouvé l'état de cause qui lui manquait ; elle avait ordonné, sur l'ordre du ministère, une nouvelle instruction. Qui conduisit cette instruction ? Le directeur de la police, Schulz. Schulz devait donc trouver quelque chose. Et que trouva Schulz ? Le cahier de procès-verbal.

Tous les nouveaux matériaux qu'il fournit se limitèrent aux mauvaises feuilles du cahier que Stieber fit compléter et relier entre elles. Douze mois de cellule pour les accusés, afin de laisser au cahier original le temps de naître et de croître.

Bagatelles ! s'écrie Saedt, et il trouve une preuve de culpabilité dans le fait que défenseurs et accusés n'employèrent que huit jours pour vider une écurie d'Augias qui avait couté, pour être remplie, un an et demi d'efforts à toutes les autorités de la Prusse et un an et demi de prison aux accusés. Le cahier original n'était pas un incident, c'était le nœud où venaient se réunir tous les fils de l'activité gouvernementale, ambassade et police, ministère et magistrature, parquet et direction des postes, Londres, Berlin et Cologne. Le cahier original fut important en ce qu'il fut inventé pour qu'il y eût une affaire. Courriers, dépêches, saisies de lettres, faux témoignages, tout fut employé pour soutenir le cahier original ; on usa du faux pour le créer, on tenta de corrompre pour le justifier. Le mystère du cahier original une fois dévoilé, le mystère du procès monstre l'était également.

À l'origine, l'intervention miraculeuse de la police avait été nécessaire pour dissimuler le caractère purement tendancieux du procès. « Les

découvertes que l'on a faites, dit Saedt en ouvrant les débats, vous prouveront. Messieurs les jurés, que ce procès n'est pas un procès de tendance. » Maintenant il relève le caractère tendancieux pour faire oublier les découvertes policières. Après un an et demi d'instruction préliminaire, les jurés avaient besoin d'un fait réel pour se justifier devant l'opinion publique. Après cinq semaines de comédie policière, il leur fallait quelque chose de « purement tendancieux », pour se sauver de la boue réelle.

Saedt ne se borne pas aux matériaux dont la Chambre des mises en accusation avait déclaré qu'ils ne fournissaient pas d'acte réel. Il va plus loin. Il cherche à démontrer que la loi qui frappe le complot n'exige pas d'acte réel, mais est une pure loi de tendance, et que, par suite, la catégorie de complot n'est qu'un prétexte de brûler des hérétiques politiques sous le couvert du droit. Dans sa tentative il se promettait un grand succès de la mise à contribution du nouveau code prussien promulgué après l'arrestation des accusés. Sous le prétexte que ce code contenait des dispositions plus douces, le tribunal servile pouvait en faire un emploi rétroactif.

Mais si le procès était un pur procès de tendance, pourquoi une prévention de un an et demi ?

Par tendance.

S'il s'agit uniquement de tendance, irons-nous discuter en principe de la tendance avec un Saedt-Stieber-Seckendorf, un Göbel, le Gouvernement prussien, les trois cents citoyens les plus imposés du district de Cologne, le chambellan royal de Münch Bellinghausen et le baron de Furstenberg ?

« Pas si bête. »

Saedt avoue (audience du 8 novembre) « que la tâche lui fut dévolue, il y a quelques mois, par Monsieur le procureur général, de représenter avec lui le ministère public dans cette affaire et qu'il commença à dépouiller les pièces du procès ; il eut tout d'abord l'idée de voir d'un peu plus près ce qu'était le communisme et le socialisme. Il se croyait d'autant plus obligé de communiquer aux jurés le résultat de ses investigations qu'il se croyait autorisé à supposer que peut-être beaucoup parmi les jurés s'étaient, comme lui, encore peu occupé de ces questions. »

Saedt acheta donc le célèbre manuel de Stein.

« Ce qu'il a appris aujourd'hui, il veut déjà l'enseigner demain. »

Mais le ministère public jouait de malheur. Il cherchait l'affaire Marx et trouvait l'affaire Cherval. Il cherche le communisme que les accusés répandent, et trouve le communisme qu'ils combattent. Dans le manuel de Stein on trouve, à la vérité, beaucoup d'espèces de communisme, sauf celle que cherche Saedt.

Stein n'a pas encore noté le communisme allemand, le communisme critique. À la vérité entre les mains de Saedt se trouve le manifeste du parti communiste que les accusés reconnaissent comme le manifeste de leur parti. Dans ce manifeste se trouve un chapitre qui contient la critique de toute la littérature communiste et socialiste antérieure, c'est-à-dire de tout ce qui est enregistré par Stein. Ce chapitre montre la différence entre la tendance communiste incriminée et toutes les autres tendances du communisme, il contient donc le contenu scientifique et la *tendance* scientifique de la doctrine contre laquelle Saedt requiert. Aucun Stein ne pouvait épargner cette pierre^{48} d'achoppement.

Il fallait comprendre ici, ne fut-ce que pouvoir poursuivre. Comment s'en tire donc Saedt, abandonné ainsi à lui-même par Stein ? Il prétend : « Ce manifeste se compose de *trois parties*. La première contient une solution historique de la situation sociale des différents citoyens (!) du point de vue du communisme (*very fine*)... La seconde partie explique la position des communistes vis-à-vis des prolétaires... Enfin, dans la dernière partie, on traite de la situation des communistes dans les différents pays ! »... (Audience du 6 novembre).

Le manifeste se compose, à la vérité, de quatre parties et non de trois ; mais ce que j'ignore ne me fait pas mal. Saedt prétend donc qu'il se compose de trois parties au lieu de quatre. La partie qui n'existe pas pour lui est précisément cette malheureuse partie qui contient la critique du communisme exposé par Stein, qui contient donc la *tendance spécifique* du communisme incriminé. Pauvre Saedt ! Il lui manquait le *fait*, maintenant il lui manque la *tendance*.

Mais, cher ami, toute théorie est ainsi. « Ce qu'on appelle la question sociale », remarque Saedt, « de même que sa solution ont préoccupé, dans ces derniers temps, des gens ayant la vocation et d'autres qui ne l'avaient pas. » Saedt appartient sans doute aux appelés, parce que le procureur général de Seckendorf l'a officiellement « appelé », il y a trois mois, à étudier le socialisme et le communisme. Les Saedt de tous les temps et de tous les lieux se sont toujours accordés à déclarer que Galilée n'avait pas qualité pour étudier le mouvement céleste, mais que l'inquisiteur qui le persécutait était qualifié pour le faire. *E pur si muove*.

Dans la personne des accusés, le prolétariat révolutionnaire était désarmé en face des classes dominantes représentées dans le jury. Les accusés étaient donc condamnés, parce qu'ils paraissaient devant ce jury. Ce qui aurait pu toucher quelque moment la conscience bourgeoise des jurés, c'était l'intrigue gouvernementale dévoilée, la corruption du Gouvernement prussien qui s'était étalée sous leurs yeux. Mais, se

disaient-ils, si le Gouvernement prussien risque à employer contre les accusés des moyens aussi infâmes et aussi téméraires, s'il met en jeu son honneur aux yeux de l'Europe, les accusés, que leur parti soit aussi petit qu'on voudra, doivent être doublement dangereux, et, en tous cas, leur doctrine doit constituer une puissance. Le Gouvernement a violé toutes les lois du Code criminel pour nous protéger contre des crimes monstrueux. Faisons violence un petit peu à notre « point d'honneur » pour sauver l'honneur du Gouvernement toujours reconnaissant : condamnons.

La noblesse et la bourgeoisie rhénanes, en déclarant les accusés *coupables*, parlaient comme la bourgeoisie française après le 2 décembre : « Seul le vol peut sauver la propriété, le parjure — la religion, la bâtardise — la famille, le désordre — l'ordre ! »

L'État tout entier s'est prostitué en France. Et cependant aucune institution ne s'est aussi complètement prostituée que les tribunaux et les jurys français. Dépassons les jurés et les juges français crièrent le jury et le tribunal de Cologne. Dans le procès Cherval, immédiatement après le coup d'État, le jury parisien avait acquitté Nette, contre lequel il y avait plus de charges que contre quiconque des accusés. Dépassons le jury du 2 décembre, condamnons après coup Nette dans la personne de Röser, Bürgers.

La confiance dans le jury, qui régnait encore dans les provinces Rhénanes, fut ruinée à jamais. On comprit que le jury est un tribunal de caste des classes privilégiées, établi pour combler les lacunes de la loi par la large conscience de la bourgeoisie.

Iéna !... C'est le dernier mot d'un Gouvernement qui emploie de semblables moyens pour subsister et pour une société qui a besoin d'un pareil Gouvernement pour se protéger. C'est le dernier mot du procès des communistes de Cologne... *IÉNA*.

POSTFACE DE MARX

Les « révélations sur le procès des communistes de Cologne » dont le *Volksstaat* tient pour opportune une nouvelle publication, parurent d'abord à Boston, Massachussets, et à Bâle.

Cette dernière édition fut, pour la plus grande partie, saisie à la frontière allemande. Cet écrit vit le jour quelques semaines après la fin du procès. Il s'agissait alors de ne pas perdre de temps ; aussi quelques erreurs de détail étaient-elles inévitables. Par exemple, dans la liste des jurés. De même, ce n'est pas M. Hess qui doit être considéré comme l'auteur du *Catéchisme rouge*. W. Hirsch, dans sa justification, assure que l'évasion de Cherval fut complotée par Greif, la police française et Cherval lui-même, pour qu'on pût employer ce dernier, à Londres, en qualité de mouchard pendant les débats du procès. C'est vraisemblable, parce qu'une falsification de billets commise en Prusse, ainsi que le danger de l'extradition qui en résultait, forçait à amadouer Crœmer (c'est le véritable nom de Cherval). La façon dont j'ai exposé la scène s'appuie sur des « révélations spontanées » de Chernal à un de mes amis.

Le renseignement de Hirsch jette une lumière encore plus vive sur le faux serment de Stieber, sur les intrigues de l'ambassade prussienne à Londres et à Paris, et sur les entreprises infâmes de Hinckeldey.

Quand le *Volksstaat* se mit à publier ce pamphlet dans ses colonnes, je me demandai un moment s'il ne vaudrait pas mieux laisser de côté le chapitre IV (Fraction Willich-Schapper). En y réfléchissant davantage, toute modification au texte prit pour moi l'aspect d'une falsification de document historique.

La défaite violente d'une révolution laisse dans les cerveaux de ceux qui y ont participé, de ceux surtout qui se trouvent rejetés de leur patrie en exil, une commotion telle que, même des personnalités distinguées en restent, pendant plus ou moins longtemps, comme incapables de discernement ; on ne peut rentrer dans le courant de l'Histoire, on ne veut pas voir que la forme du mouvement a changé. Aussi joue-t-on à la conspiration et à la révolution, ce qui est également compromettant pour eux et pour la cause qu'ils servent. De là viennent les bévues de Willich et

de Schapper. Willich a montré, dans la guerre de l'Amérique du Nord, qu'il était mieux qu'un fantaisiste, et Schapper, qui fut pendant toute sa vie un pionnier du mouvement ouvrier, comprit et reconnut son erreur peu de temps après la fin du procès de Cologne. Bien des années plus tard, sur son lit de mort, il me parlait avec une mordante ironie de l'époque où il faisait ses « faux pas » de réfugié. D'autre part, les circonstances dans lesquelles les révélations ont été composées expliquent l'amertume des attaques dirigées contre l'aide involontaire prêtée à l'ennemi commun.

Aux époques de crise, le manque de réflexion devient un crime envers le parti et exige une pénitence publique.

Toute l'existence de la police politique dépend de l'issue de ce procès. Dans ces mots, qu'il écrivait à l'ambassade de Prusse à Londres, pendant les débats du procès de Cologne^{49}, Hinckeldey dévoilait le secret du procès des communistes.

« Toute l'existence de la police politique » : ce n'est pas seulement l'existence et l'activité du personnel immédiatement employé à ce métier, c'est la subordination de tout le mécanisme gouvernemental, y inclus les tribunaux (voir les dispositions disciplinaires s'appliquant aux magistrats du 7 mai 1851) et de la presse (voir fonds des reptiles) à cette institution comme tout l'État à Venise était soumis à l'inquisition d'État. La police politique, paralysée en Prusse pendant la tourmente révolutionnaire, avait besoin d'une transformation pour laquelle le second Empire français fournissait le modèle.

Après la chute de la révolution de 1848, le mouvement ouvrier allemand ne se manifestait que sous la forme d'une propagande théorique, restreinte à des cercles étroits et sur le danger de laquelle le Gouvernement prussien ne s'illusionna pas un instant.

La persécution des communistes lui servait de préliminaire à la croisade réactionnaire qu'il méditait contre la bourgeoisie libérale, et la bourgeoisie elle-même trempait encore l'arme principale de cette réaction, la police politique, en condamnant les représentants des travailleurs et en acquittant Hinckeldey-Stieber. C'est ainsi que Stieber gagna ses éperons de chevalier devant les assises de Cologne.

À cette époque Stieber n'était le nom que d'un policier subalterne à la chasse d'augmentations et d'avancement.

Aujourd'hui Stieber signifie la toute-puissance de la police politique dans le nouveau Saint-Empire prusso-germanique. En un certain sens, il est devenu une personne morale, morale au sens figuré, comme le Reichstag, par exemple, qui, lui aussi, est une personne morale. Maintenant la police politique ne frappe plus l'ouvrier pour atteindre le

bourgeois. Au contraire, Bismarck, en sa qualité de dictateur de la bourgeoisie libérale d'Allemagne, se croit assez fort pour rayer le parti ouvrier du monde des vivants. À la grandeur de Stieber, le prolétariat peut mesurer le progrès que le mouvement a accompli depuis le procès des communistes de Cologne.

L'infailibilité du pape est une puérilité comparée à l'infailibilité de la police politique. Après avoir mis sous clef, en Prusse, des dizaines de jeunes turbulents qui s'enflammaient trop pour l'unité allemande, l'Empire allemand, elle emprisonne aujourd'hui de vieilles têtes chauves qui refusent d'adorer ces présents de Dieu. Aujourd'hui elle s'efforce, avec tout aussi peu de succès, à éclaircir les rangs des *ennemis de l'Empire*, qu'elle le faisait autrefois pour ses amis. Quelle preuve plus frappante qu'elle n'est pas appelée à faire l'histoire, quand ce ne serait que l'histoire de la barbe de l'empereur !

Le procès des communistes de Cologne lui-même marque l'impuissance où est l'État de lutter contre l'évolution de la société.

Le procureur du roi de Prusse relevait à la charge des accusés d'avoir répandu secrètement les principes dangereux pour l'État contenus dans le manifeste communiste.

Et cependant, vingt ans plus tard, ces mêmes principes ne sont-ils pas publiquement propagés en pleine rue, en Allemagne ? N'ont-ils pas retenti à la tribune du Reichstag ? Est-ce que, sous la forme de *Programme de l'Association internationale des travailleurs* ils n'ont pas fait le tour du monde, malgré tous les mandats lancés par les Gouvernements ? La société ne retrouvera son équilibre que quand elle tournera autour de son soleil, le travail.

Les « Révélations » disent en terminant : *Iéna*... c'est le dernier mot d'un Gouvernement qui emploie de pareils moyens pour subsister et d'une société qui a besoin d'un pareil Gouvernement pour la protéger. *Iéna* ! « prédiction réalisée », dit en riant sous cape le premier Treitschke venu, en célébrant avec fierté la dernière victoire de la Prusse. Il me suffit de rappeler qu'il y a aussi l'Iéna intérieur.

KARL MARX.

Londres, le 8 janvier 1875.

LE MANIFESTE COMMUNISTE

Écrit avec F. Engel

TRADUCTION PAR CHARLES ANDLER.

Éléments bibliographiques :

Édition originale allemande :

Manifest der Kommunistischen Partei, 1847

Première édition française :

F. Fetscherin et Chuit, traduit par Laura Lafargue, 1886

Première édition de cette trad. et sources de cette édition :

Georges Bellais, 2 vols., 1901

184 pages

TABLE

TOME I

PRÉFACES DES AUTEURS

I
II
III

LE MANIFESTE COMMUNISTE

I bourgeois et prolétaires

II prolétaires et communistes

III littérature socialiste et communiste

IV attitude des communistes devant les divers partis d'opposition

APPENDICE

I
II
III
IV
V

NOTES

TOME II

INTRODUCTION HISTORIQUE

I. La période d'agitation radicale et bourgeoise. Ludwig Boerne (1832-34)

II. La Fédération des Bannis : Jacob Venedey et Théodore Schuster (1834-36)

III. La Fédération des Justes et Wilhelm Weitling (1836-1839).

IV. — La Fédération communiste (1847-1851) : Karl Marx et Frédéric Engels.

COMMENTAIRE

I Bourgeois et prolétaires

II Prolétaires et communistes

III Littérature socialiste et communiste

1) Les socialistes réactionnaires

2) Le socialisme conservateur ou bourgeois

3) Le socialisme et le communisme critico-utopique

IV Attitude des communistes devant les divers partis d'opposition

CONCLUSION

NOTES

Titre suivant : LA QUESTION JUIVE

TOME I

K. MARX ET F. ENGELS

LE
MANIFESTE
COMMUNISTE

I

TRADUCTION NOUVELLE PAR CHARLES ANDLER

AVEC

LES ARTICLES DE F. ENGELS DANS LA *RÉFORME*
(1847-1848)

PARIS

SOCIÉTÉ NOUVELLE E LIBRAIRIE ET D'ÉDITION

(LIBRAIRIE GOREGES BELLAIS)

RUE CUJAS, 17

1901

Tous droits réservés

LE MANIFESTE COMMUNISTE

PRÉFACES DES AUTEURS

I

Une société internationale de travailleurs, société qui, dans les circonstances d'alors, ne pouvait être que secrète, la *Fédération des Communistes*, dans un congrès tenu par elle à Londres au mois de novembre 1847, donna mission aux soussignés de rédiger un programme du parti, détaillé à la fois dans ses analyses théoriques et dans ses indications pratiques, et destiné à la publication. Ainsi naquit le manifeste qu'on va lire et dont le manuscrit, peu de semaines avant la Révolution de février, fut envoyé à Londres pour être imprimé. Publié d'abord en allemand, il a eu au moins douze éditions différentes dans cette langue en Allemagne, en Angleterre et en Amérique. C'est en 1850 qu'il parut pour la première fois en anglais, dans le *Red Republican*, où le traduisit Miss Helen Macfarlane ; en 1871 il en parut au moins trois traductions différentes en Amérique. Une édition française en fut faite d'abord à Paris, peu de temps avant l'insurrection de juin 1848 ; une autre, toute récente, dans le *Socialiste* de New-York. Une traduction nouvelle est en voie de préparation. Une édition russe parut à Genève vers 1860. Il eut enfin une traduction danoise peu de temps après la publication.

Malgré les changements qui se sont passés dans les vingt-cinq dernières années, les principes généraux que développe ce manifeste demeurent, tout compte fait, d'une justesse parfaite même de nos jours. Il y aurait lieu d'amender quelques détails. L'application pratique des principes, au dire du manifeste lui-même, dépendra toujours, et partout, des circonstances historiquement données. C'est pourquoi nous n'attachons aucune importance particulière aux mesures révolutionnaires proposées à la fin du chapitre II. Ce passage aujourd'hui devrait être modifié en plusieurs de ses termes. Les progrès immenses accomplis par la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années, les progrès parallèles accomplis par la classe ouvrière organisée en parti, les expériences pratiques, d'abord de la Révolution de février ensuite et bien plus de la Commune, ou pour la première fois, durant deux mois, le prolétariat a eu en mains le pouvoir

politique, font, paraître vieilli plus d'un passage de ce programme. La Commune notamment a fourni la preuve que « la classe ouvrière n'est pas en état de simplement s'emparer du mécanisme politique existant, et de le mettre en marche pour son service propre. » (Voir dans *La guerre civile en France*, la circulaire du Conseil général de l'Association internationale des Travailleurs, p. 19 de l'édition allemande, où cette idée est développée davantage.) Il va de soi aussi que la critique de la littérature socialiste offre une lacune pour la période contemporaine, puisqu'elle s'arrête en 1847. Enfin les remarques sur l'attitude des communistes devant les différents partis d'opposition (chapitre IV), qui demeurent exactes dans les grandes lignes, sont nécessairement vieilles dans leur applicabilité. La situation politique en effet s'est modifiée du tout au tout, et l'évolution historique a fait place nette de la plupart des partis énumérés dans ce chapitre.

Mais ce manifeste est un document historique que nous ne croyons plus avoir le droit de modifier. Peut-être une édition paraîtra-t-elle un jour, que nous accompagnerons d'une préface propre à combler la lacune béante entre l'année 1847 et notre temps. La réimpression actuelle est survenue trop à l'improviste pour nous en laisser le temps.

Londres, le 24 juin 1872.

KARL MARX, FRIEDRICH ENGELS.

II

La préface de la présente édition, je suis seul, hélas ! à la signer. L'homme à qui toute la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique est plus redevable qu'à aucun autre, Marx, repose au cimetière de Highgate, et déjà sa tombe verdit d'un premier gazon. Moins que jamais, depuis sa mort, il ne peut être question de faire du manifeste une refonte ou de lui donner un supplément. Mais j'ai jugé d'autant plus nécessaire de fixer expressément une fois encore les points suivants.

L'idée fondamentale qui traverse le Manifeste, c'est que la production économique et la différenciation sociale des hommes qui, à chaque époque de l'histoire, résulte d'elle avec nécessité, forment la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque. C'est aussi que (depuis la dissolution de l'ancienne propriété commune du sol) l'histoire entière a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et exploiteuses, dirigées et dirigeantes, à quelque degré de développement social qu'elles fussent d'ailleurs, les unes et les autres, parvenues ; c'est enfin que cette lutte est parvenue maintenant à une phase où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus s'affranchir de la classe

exploiteuse et oppressive (la bourgeoisie), sans affranchir à tout jamais la société entière de toute exploitation, de toute oppression et de toute lutte de classes. Cette idée fondamentale est la propriété unique et exclusive de Marx^[1].

C'est là une déclaration que j'ai faite à maintes reprises. Il sied aujourd'hui qu'elle prenne place aussi en tête du Manifeste.

Londres, le 28 juin 1883.

F. ENGELS.

III

Depuis que les lignes précédentes ont été écrites, une nouvelle édition allemande du Manifeste est devenue nécessaire ; et des faits nouveaux se sont produits qui concernent le Manifeste, et qu'il me faut ici mentionner.

Une deuxième traduction russe — par Véra Sassoulitch — a paru en 1882 à Genève. La préface en fut rédigée par Marx et par moi-même. Par malheur, le manuscrit original allemand s'en est égaré. Il me faut donc retraduire sur le russe, ce qui n'est pas pour améliorer notre travail. Voici cette préface :

« La première édition russe du *Manifeste communiste*, traduit par Bakounine, parut un peu après 1860, à l'imprimerie du *Kolokol*. En ce temps-là une édition russe de cet écrit n'était guère, pour l'Occident, qu'une curiosité littéraire. Une telle, manière de voir n'est plus, aujourd'hui, de mise. Le chapitre final sur « l'attitude des communistes devant les différents partis d'opposition » suffit à montrer combien, au temps de la première publication du Manifeste (janvier 1848), la surface était restreinte, sur laquelle se propageait le mouvement prolétarien. Ce qui frappe, c'est qu'il n'y soit fait mention ni de la Russie ni des États-Unis. C'est qu'en ce temps la Russie formait la dernière réserve puissante de la réaction européenne ; et l'émigration aux États-Unis absorbait l'excédent des forces du prolétariat européen. Les deux pays étaient à la fois les pourvoyeurs auprès desquels l'Europe se fournissait de matières premières, et les débouchés où elle écoulait ses produits industriels. De toute manière ces pays étaient donc un appui pour l'ordre social européen.

Que les temps sont changés ! C'est l'émigration européenne qui a rendu possible le développement prodigieux de l'agriculture américaine, dont la concurrence ébranle jusque dans ses fondements la grande et la petite propriété européenne. Du même coup elle a mis les États-Unis en mesure de commencer l'exploitation de ses ressources industrielles immenses. Ils l'ont fait avec une énergie et en des proportions telles que le monopole

industriel de l'Europe occidentale ne manquera pas de finir à bref délai. À leur tour, ces faits ont une répercussion révolutionnaire en Amérique. La petite et la moyenne propriété foncière des *farmers* qui travaillent de leurs bras, forme la base de tout l'ordre politique américain : or, elle succombe de plus en plus à la concurrence des fermes gigantesques. Dans les districts industriels, ce qu'on n'avait jamais vu, un prolétariat nombreux se forme, nonobstant une concentration fabuleuse des capitaux.

Passons à la Russie. Au temps de la Révolution de 1848-1849, les bourgeois, autant que les monarques de l'Europe, attendaient de l'intervention russe qu'elle les sauvât du prolétariat qui commençait à prendre conscience de ses forces. Ils furent d'accord pour mettre le tsar à la tête de la réaction européenne. Aujourd'hui il se morfond à Gatchina, où il est prisonnier de la Révolution ; et la Russie forme l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de l'Europe.

La tâche du *Manifeste communiste* était d'annoncer la déchéance inévitable et imminente de la propriété bourgeoise. Mais en Russie, à côté d'un capitalisme qui se développe avec une hâte fébrile, à côté de la propriété foncière bourgeoise à peine constituée, nous trouvons un communisme rural de la terre qui occupe plus de la moitié du territoire.

Maintenant, la communauté paysanne russe, le *mir*, où se retrouve, dans une forme à vrai dire très décomposée, la primitive communauté rurale du sol, permet-elle de passer directement à une forme communiste supérieure de la propriété foncière ? Ou bien lui faudra-t-il subir d'abord la dissolution qui apparaît dans le développement historique de l'Occident ? Voilà la question.

La seule réponse qu'on y puisse faire aujourd'hui, est celle-ci :

« S'il arrive que la révolution russe donne le signal d'une révolution ouvrière en Occident, de façon que les deux révolutions se complètent, le communisme foncier de la Russie actuelle, le *mir* russe actuel pourra être le point de départ d'une évolution communiste. »

Londres, le 21 janvier 1882.

Vers le même temps, une traduction polonaise nouvelle a paru à Genève sous le titre de *Manifest Komunistyczny*.

Une nouvelle traduction danoise a paru dans la *Socialdemokratisk Bibliothek*, à Copenhague, 1885. Malheureusement elle est incomplète. Quelques passages essentiels, qui semblent avoir causé des difficultés aux traducteurs, sont omis. Ailleurs il y a des légèretés, dont l'effet est d'autant plus fâcheux que le travail, visiblement, est d'un homme qui, avec un peu plus de soin, aurait pu fournir une traduction excellente.

Une nouvelle traduction française a paru dans le *Socialiste* de Paris en

1882. Elle est la meilleure de celles qu'on a publiées jusqu'ici.

Après elle, mais la même année, une traduction espagnole a paru, d'abord dans *El Socialista* de Madrid, et a été éditée, depuis, en brochure, sous le titre de *Manifiesto del Partido comunista por Carlos Marx y F. Engels*, Madrid, administracion de El Socialista, Hernan Cortés, 8.

J'ajouterai, à titre de curiosité, qu'en 1887 le manuscrit d'une traduction arménienne fut offert à un éditeur de Constantinople. L'excellent homme n'eut pas le courage d'imprimer un écrit signé du nom de Marx. Il estima que le traducteur ferait mieux de se dire lui-même l'auteur de l'opuscule. Le traducteur déclina cette proposition.

Plusieurs traductions américaines plus ou moins inexactes ont, à diverses reprises, été réimprimées en Angleterre. Une traduction authentiquée a été enfin publiée en 1888. Elle est de mon ami Samuel Moore. Nous l'avons revue ensemble avant l'impression. Elle est intitulée : *Manifesto of the Communist Party, by Karl Marx and Frederick Engels*. Authorized English Translation, edited and annotated by Frederick Engels, 1888. London, William Reeves, 185, Fleetstreet. E. C.

J'ai reproduit dans la présente édition plusieurs des notes ajoutées à cette édition anglaise.

Le Manifeste a eu sa destinée. Quand il parut, l'avant-garde, peu nombreuse alors, du socialisme scientifique le salua avec enthousiasme : les traductions citées dans la première préface l'attestent. La réaction, qui commença par l'écrasement des ouvriers parisiens en juin 1848, le remit à l'arrière plan. Enfin il fut mis hors la loi « dans toutes les formes de droit » par la condamnation des communistes de Cologne en 1852. Avec le mouvement ouvrier, issu de la Révolution de février, le Manifeste aussi disparut de la scène politique.

Quand la classe ouvrière européenne eut repris des forces pour un assaut nouveau contre la puissance des classes dirigeantes, surgit l'Internationale. Elle se proposait d'unir en une seule et prodigieuse armée la totalité des ouvriers militants d'Europe et d'Amérique. C'est pourquoi elle ne pouvait pas prendre pour *point de départ* les principes déposés dans le Manifeste. Il lui fallait un programme qui n'exclût ni les trades-unions anglaises, ni les proudhoniens français, belges, italiens, espagnols, ni les lassalliens allemands[2]. Le programme présenté dans l'exposé des motifs qui précèdent les statuts de l'Internationale, fut rédigé par Marx avec une maîtrise reconnue même de Bakounine et des anarchistes. Le triomphe final des propositions émises dans le Manifeste, Marx ne l'a jamais attendu que du seul développement intellectuel de la classe ouvrière, que devait amener l'action commune et la discussion en commun. Les événements,

les vicissitudes du combat contre le capital, les défaites plus encore que les victoires ne pouvaient manquer d'éclairer les combattants sur l'insuffisance des panacées, en lesquelles ils avaient cru jusqu'alors, et de préparer leurs esprits à une intelligence approfondie des conditions véritables de l'émancipation ouvrière. Marx eut raison de penser ainsi. La classe ouvrière, en 1874, quand l'Internationale fut dissoute, ne ressemblait en rien à la classe ouvrière de 1864 qui l'avait fondée. Le proudhonisme se mourait dans les pays latins ; le lassalléanisme étroit se mourait en Allemagne. Même les trades-unions anglaises, si opiniâtrement conservatrices, peu à peu en venaient à cet état d'esprit qui, à Swansea, en 1887, put faire dire au président de leur congrès : « Le socialisme continental a perdu pour nous son aspect terrifiant ». Mais dès 1887 le socialisme continental n'avait plus guère de doctrine que celle proclamée dans le Manifeste. Ainsi, on peut dire que l'histoire du Manifeste reflète en quelque façon l'histoire du mouvement ouvrier moderne depuis 1848. Nul doute qu'il ne soit présentement l'écrit le plus répandu, le plus international de toute la littérature socialiste ; qu'il ne soit le programme commun de plusieurs millions de travailleurs de tous les pays, depuis la Sibérie jusqu'à la Californie.

Pourtant, quand il parut, nous n'aurions pas osé l'appeler un manifeste *socialiste*. On appelait *socialistes*, en 1847, deux sortes de gens. D'abord les adhérents des différents systèmes utopiques, et notamment les owenites d'Angleterre, les fouriéristes de France. Ils ne formaient plus alors que des sectes atrophiées et condamnées à disparaître. Puis, les apothicaires sociaux de tout acabit, les marchands de panacées, les rebouteurs de toute sorte, qui prétendaient remédier au malaise social sans froisser le moins du monde le capital et le profit. C'étaient, dans les deux cas, des gens placés à l'écart du mouvement ouvrier et qui, au contraire, cherchaient, un appui dans les classes « cultivées. » Ceux-là parmi les ouvriers au contraire qui, s'étant convaincus de l'insuffisance des révolutions purement politiques, réclamaient un bouleversement profond de tout l'ordre social, se dénommaient du nom de *communistes*. Leur communisme, fruste, tout instinctif, fut parfois un peu grossier. Mais il eut la force d'enfanter deux systèmes de communisme utopique, en France le communisme *icarien* de Cabet, en Allemagne le communisme de Weilling. Le mot de socialisme en 1847 désignait un mouvement bourgeois ; le mot de communisme, un mouvement ouvrier. Le socialisme, du moins dans l'Europe continentale, avait ses entrées dans les salons ; le communisme, non pas. Et comme nous professions très décidément que « l'émancipation des travailleurs devait être l'œuvre des travailleurs, eux-mêmes », nous ne pouvions

hésiter un instant sur le nom à choisir. Et il ne nous est jamais venu à l'idée depuis de répudier ce nom.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Des voix en petit nombre avaient répondu à ce cri, lorsque nous le lançâmes dans le monde il y a quarante-deux années, la veille de la première des révolutions de Paris où le prolétariat fit valoir des revendications en son propre nom. Mais le 28 septembre 1864, des prolétaires venus de la plupart des pays de l'Europe occidentale se réunissaient pour former cette *Association internationale des Travailleurs*, de glorieuse mémoire. Sans doute l'Internationale ne vécut que neuf années. Mais l'alliance éternelle des prolétaires de tous les pays, qu'elle a fondée, demeure vivante. Elle est plus vivace que jamais ; et il ne saurait y en avoir de meilleur témoignage que la journée d'aujourd'hui. Au moment où j'écris ces lignes, le prolétariat européen et américain, et c'est la mobilisation d'une armée unique, qui marche sous un drapeau unique, et qui a un but prochain : la fixation par la loi de cette journée normale de huit heures, revendiquée déjà par le congrès de l'Internationale tenu à Genève en 1866, revendiquée à nouveau par le congrès ouvrier de Paris en 1889. Le spectacle auquel ils assisteront aujourd'hui fera voir aux capitalistes et aux handlords de tous les pays qu'en effet les prolétaires de tous les pays sont unis.

Pourquoi faut-il que Marx ne soit plus à mes côtés, pour voir de ses yeux cette grande chose !

Londres, le 1er mai 1890.

F. ENGELS.

LE MANIFESTE COMMUNISTE

1. L'Europe est hantée par un spectre, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe, le pape et le tsar, Metternich et Guizot, radicaux de France et policiers d'Allemagne, se sont liguées dans une sainte croisade pour traquer ce spectre. Qu'on cite un parti d'opposition qui n'ait pas été décrié comme étant communiste par ses adversaires au pouvoir, qu'on cite un parti d'opposition qui n'ait pas retourné l'accusation de communisme comme une marque infamante, et contre les hommes d'opposition plus avancée, et contre ses adversaires des partis de réaction.

D'où il faut tirer une double leçon.

C'est d'abord que dès aujourd'hui le communisme est reconnu pour une puissance par toutes les puissances européennes ;

C'est ensuite qu'il, est grand temps pour les communistes d'exposer ouvertement aux yeux du monde leurs vues, leurs buts, leurs tendances, et d'opposer à la légende puérile du spectre communiste un manifeste authentique du parti lui-même.

Des communistes des nationalités les plus diverses se sont donc réunis à Londres et ont rédigé le manifeste qui suit, et qui paraît en langues anglaise, française, allemande, italienne, flamande et danoise.

I

BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

2. Toute l'histoire de la société humaine jusqu'à ce jour est l'histoire de luttes de classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître artisan et compagnon, — en un mot oppresseurs et opprimés, dressés les uns contre les autres dans un conflit incessant, ont mené une lutte sans répit, une lutte tantôt masquée, tantôt ouverte ; une lutte qui chaque fois s'est achevée soit par un bouleversement révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en conflit.

Aux époques de l'histoire qui ont précédé la nôtre, nous voyons à peu près partout la société offrir toute une organisation complexe de classes distinctes, et nous trouvons une hiérarchie de rangs sociaux multiples. C'est, dans l'ancienne Rome, les patriciens, les chevaliers, la plèbe, les esclaves ; au moyen-âge, les seigneurs, les vassaux, les maîtres artisans, les compagnons, les serfs, et presque chacune de ces classes comporte à son tour une hiérarchie particulière.

3. La société moderne, la société bourgeoise née de l'écroulement de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer des classes nouvelles, de nouvelles possibilités d'oppression, de nouvelles formes de la lutte à celles d'autrefois.

Notre âge, l'âge de la bourgeoisie, a néanmoins un caractère particulier : il a simplifié les antagonismes de classes. De plus en plus, la société tout entière se partage en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes directement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.

Les serfs du moyen-âge engendrèrent les bourgeois des premières communes ; de cette bourgeoisie des communes se développèrent les premiers germes de la bourgeoisie moderne.

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique fournirent un sol nouveau à la bourgeoisie qui levait. Le marché des Indes orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, les échanges commerciaux avec les colonies, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent au commerce, à la navigation, à l'industrie, un essor jusqu'alors inconnu, et, du même coup, hâtèrent la croissance de l'élément révolutionnaire présent au cœur de la société féodale qui s'écroulait.

4. Dorénavant, le mode féodal ou corporatif de l'exploitation industrielle ne suffisait plus à des besoins qui allaient grandissant à mesure que s'ouvraient de nouveaux marchés. La manufacture vint prendre sa place. Les maîtres de métier furent refoulés par la classe moyenne industrielle, et à la division du travail entre les diverses corporations se substitua la division du travail dans l'atelier même.

Mais les marchés ne cessèrent point de grandir, les besoins ne cessèrent point de s'accroître. Ce fut au tour de la manufacture d'être insuffisante. Et la vapeur et le machinisme vinrent révolutionner la production industrielle. La manufacture céda la place à la grande industrie moderne ; la petite bourgeoisie industrielle céda la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes.

La découverte de l'Amérique avait rendu possible le marché du monde : la grande industrie le réalisa. Le marché du monde fut pour le commerce,

pour la navigation, pour les voies de communication par terre, le motif d'un développement immense, développement qui, à son tour, réagit sur la croissance de l'industrie ; et chaque élargissement nouveau de l'industrie, du commerce, de la navigation, des voies terrées marquait un nouveau pas en avant de la bourgeoisie, qui multipliait d'autant plus ses capitaux et refoulait plus loin, à l'arrière plan, l'ensemble des autres classes sociales, résidu et legs du moyen-âge.

5. Ainsi la bourgeoisie moderne apparaît comme le produit d'un long développement, de toute une série de révolutions dans le mode de production et les moyens de communication.

À chacun des degrés successifs de son ascension, la bourgeoisie réalisa un progrès politique d'ampleur égale. Classe écrasée sous la toute-puissance des seigneurs féodaux, association armée de pouvoirs et autonome dans les communes ; ici, république urbaine indépendante ; là, tiers-état taillable et corvéable de la monarchie ; puis, une fois venu l'âge des manufactures, contrepoids faisant équilibre à la noblesse, aussi bien dans la monarchie aristocratique que dans la monarchie absolue, pierre d'assise et base essentielle des grandes monarchies quelles qu'elles fussent, — l'institution de la grande industrie et du marché universel lui livra enfin, par droit de conquête, la souveraineté politique totale dans l'État représentatif moderne. La puissance gouvernementale moderne n'est autre chose qu'une délégation qui gère les intérêts communs de la classe bourgeoise tout entière.

6. Le rôle de la bourgeoisie dans l'histoire a été révolutionnaire au premier chef. Partout où la bourgeoisie s'est saisie du pouvoir, elle a détruit toutes les conditions féodales, patriarcales, idylliques de l'existence sociale. Elle a impitoyablement rompu les liens féodaux complexes et variés qui liaient chaque homme aux hommes que la naissance mettait au-dessus de lui, et elle n'a pas voulu qu'il subsistât entre les hommes d'autre lien que l'intérêt tout nu, ou le sentiment n'a point de part, et que les strictes exigences du paiement au comptant. Les frissons sacrés des pieuses ardeurs, des élans chevaleresques, de la sensibilité bourgeoise, elle les a noyés dans le flot glacé de l'égoïsme calculateur. Elle a monnayé en valeurs d'échange la dignité de la personne humaine, et, à la place de toutes les libertés ardemment poursuivies et chèrement conquises, elle a installé, toute seule, la liberté sans âme des transactions commerciales. En un mot, à l'exploitation déguisée sous un illusoire costume de religion et de politique, elle a substitué l'exploitation patente, sans pudeur, directe et brutale.

La bourgeoisie a dépouillé de leur nimbe tous les emplois de l'activité

humaine que jusqu'alors on respectait et contemplait avec une pieuse vénération. Du médecin, du juriste, du prêtre, du poète, du savant, elle a fait des salariés à ses gages.

La bourgeoisie a arraché le voile d'émotion et de sentimentalité dont se glorifiait la famille, et le lien familial n'a plus été qu'une affaire d'argent.

La bourgeoisie a montré au grand jour comment l'expansion de force brutale, que la réaction admire si fort dans le moyen-âge, vint s'achever très logiquement dans la plus crapuleuse paresse. Elle a, comme personne ne l'avait fait avant elle, montré de quoi est capable l'activité humaine. Elle a réalisé de tout autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques ; elle a accompli de tout autres campagnes qu'invasions et que croisades.

7. L'existence même de la bourgeoisie implique une transformation incessante des instruments de production, donc des conditions de la production, donc de tout l'ensemble des conditions sociales. Au contraire, l'immuable maintien de l'ancien mode de production était la condition essentielle d'existence pour toutes les classes industrielles du passé. Ce qui fait la marque caractéristique de l'âge bourgeois, c'est le bouleversement incessant de la production, c'est l'ébranlement sans répit de toutes les conditions sociales, c'est l'insécurité et l'agitation perpétuelles. Rompus les liens sociaux, immuables jusque-là et figés dans leur rouille, avec leur cortège d'idées et de croyances antiques et respectables ; usés, sans même avoir eu le temps de s'ossifier solidement, les liens de formation récente. Tout ce qui constituait l'esprit de caste et de stabilité s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et il faut qu'enfin les hommes envisagent d'un œil clair et désabusé l'existence humaine et les relations humaines.

8. Le besoin d'ouvrir à ses produits des débouchés toujours plus vastes incite la bourgeoisie à une course effrénée sur toute la surface du globe. Il faut qu'elle s'insinue partout, s'installe partout, accroche partout le réseau de ses échanges.

Par son exploitation du marché universel, la bourgeoisie a imposé la forme cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Elle a, au grand chagrin des réactionnaires, soustrait à l'industrie son assise nationale. Les antiques industries nationales ont été anéanties, et leur ruine se poursuit de jour en jour. Elles cèdent la place à des industries nouvelles, dont l'adoption est pour tous les peuples civilisés une question de vie ou de mort, à des industries qui élaborent non plus les matières premières indigènes, mais des matières premières empruntées aux régions les plus lointaines, et qui fabriquent non plus uniquement pour la

consommation indigène, mais pour l'univers entier. Les besoins de jadis, auxquels suffisaient les produits nationaux, ont fait place à des besoins nouveaux, qui requièrent pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. Les antiques barrières où s'abritait la paix solitaire et béate des existences locales et nationales se sont écroulées devant l'infinie complexité des échanges qui font entre les nations une solidarité étroite et complexe. Production matérielle, production, intellectuelle, c'est tout un. Les œuvres de l'esprit que produit chaque nation deviennent le bien commun de toutes. C'en est fait des œuvres exclusives et bornées, écrites pour un seul peuple : de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.

9. En perfectionnant avec une rapidité prodigieuse l'ensemble des instruments de production, en rendant incomparablement plus faciles les communications, la bourgeoisie entraîne à la civilisation jusqu'aux actes les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie à l'aide de laquelle elle bat en brèche toutes les murailles de Chine, à l'aide de laquelle elle contraint à capituler les barbares les plus obstinés dans leur haine de l'étranger. Elle force toutes les nations du globe à adopter, sous peine déperir, son propre mode de produire ; elle les force à introduire chez elles-mêmes ce qu'on nomme civilisation, c'est-à-dire à devenir elles-mêmes bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image.

10. La bourgeoisie a fait la ville maîtresse souveraine de la campagne. Elle a créé des villes énormes, elle a multiplié le peuple des villes infiniment plus que la population des campagnes, et elle a ainsi arraché une part importante de la population à la stupidité de la vie rurale. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, elle a mis les pays barbares ou à demi barbares dans la dépendance des pays civilisés, les peuples de paysans dans la dépendance des peuples de bourgeois, l'Orient dans la dépendance de l'Occident.

11. La bourgeoisie met fin de plus en plus à l'émiettement des moyens de production, de la propriété, de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production, concentré la propriété en un petit nombre de mains. Le corollaire fatal, ce fut la centralisation politique. Des provinces indépendantes, à peine fédérées entre elles, ayant chacune leurs intérêts, leur législation, leur gouvernement, leurs douanes, furent serrées et pétries en une seule nation, ayant gouvernement unique, législation unique, un seul intérêt collectif de classe, une frontière douanière commune.

12. Il y a cent ans à peine que la bourgeoisie est la classe souveraine, et déjà elle a créé des forces productives dont le nombre prodigieux et la colossale puissance dépassent tout ce qu'ont su faire toutes les générations antérieures réunies. Les forces naturelles subjuguées, les machines, la chimie appliquée à l'industrie et à la culture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, des continents entiers ouverts, les fleuves rendus navigables, des populations entières jaillies du sol, — quel âge eût osé pressentir jadis que des forces productives aussi immenses dormaient au sein du travail social ?

13. Ainsi, nous avons vu naître de la société féodale les moyens de production et de consommation qui rendirent possible la formation de la bourgeoisie. Nous avons vu ces modes de production et ces moyens de communication, à un certain point de leur développement et de leur croissance, devenir incompatibles avec les conditions de production et d'échange de la société féodale, avec l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot avec le système féodal de la propriété. Tout ce système entrave la production au lieu de l'aider. Ce furent autant de chaînes. Il fallut que ces chaînes fussent brisées : elles furent brisées.

Et sur les débris de ce régime s'installa le régime de la libre concurrence avec la constitution sociale et politique qui en dérive logiquement, avec la toute-puissance économique et politique de la classe bourgeoise.

14. Nous assistons aujourd'hui à un processus analogue. Les conditions bourgeoises de la production et des communications, le système bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait jaillir le prodige de ces puissants instruments de production et d'échange, — c'est le sorcier impuissant à maîtriser les puissances souterraines qu'il a évoquées. Voilà quelques dizaines d'années que l'histoire de l'industrie et du commerce n'est plus autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre le régime moderne de la production, contre un régime de la propriété qui est la condition même d'existence de la bourgeoisie et la condition de sa souveraineté. Il suffit de citer les crises commerciales, qui reviennent périodiquement, plus menaçantes à chaque retour, meure en question l'existence de la société bourgeoise tout entière. Toute crise commerciale entraîne chaque fois non seulement l'anéantissement d'une bonne part des produits qui viennent d'être créés, mais encore la destruction de forces productrices antérieurement acquises. Une crise, c'est le déchaînement d'une épidémie sociale que tous les âges antérieurs eussent jugée insensée, d'une épidémie de surproduction. Brusquement, la

société se trouve ramenée à un état momentané de barbarie. C'est comme si une famine, une guerre générale de destruction venaient lui couper brusquement les moyens d'existence. L'industrie, le commerce paraissent anéantis, et pourquoi ? Parce que cette société a trop de civilisation, trop de moyens d'existence, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne servent plus alors à fortifier la situation de la propriété bourgeoise. Au contraire, elles ont prodigieusement dépassé dans leur croissance les proportions étroites de cette propriété. Cette propriété alors les entrave ; et, en jetant à bas cet obstacle, elles jettent aussi le désordre dans toute la société bourgeoise, elles menacent la propriété bourgeoise dans son existence même. Les conditions de l'existence bourgeoise, sont devenues trop étroites pour retenir en elle toutes les richesses qu'elles ont servi à produire. — Quels sont les procédés dont use la bourgeoisie pour sortir de ces crises ? Le premier, c'est d'anéantir par la force une multitude de forces productives. Le second, c'est de conquérir des marchés nouveaux et, d'exploiter plus à fond les marchés anciens. À quoi donc se réduisent ces procédés ? On le voit : c'est à préparer des crises encore plus formidables et qui touchent à plus d'industries ; à diminuer encore les moyens qu'on a de prévenir ces crises.

15. Ainsi, les armes, dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité, se retournent à présent contre elle-même.

Ce n'est pas tout. Ce ne sont pas les armes seulement, dont elle périra, qu'elle a forgées. Les hommes aussi qui useront de ces armes, — les ouvriers modernes, les *prolétaires*, c'est elle qui les aura engendrés.

À mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, à mesure aussi grandit le prolétariat, je veux dire cette classe des ouvriers modernes, qui n'ont de moyens d'existence qu'autant qu'ils trouvent du travail, et qui ne trouvent du travail qu'autant que leur travail accroît le capital. Ces ouvriers en sont réduits à se vendre eux-mêmes en détail. Ils sont une marchandise, un article de commerce comme un autre, et ils subissent le contre-coup, dès lors, de toutes les alternatives de la concurrence de toutes les oscillations du marché.

Le développement du machinisme et la division du travail ont enlevé toute indépendance au travail des prolétaires ; et du même coup le travailleur ne peut plus prendre goût à son travail. Il est devenu un simple appendice de la machine et on ne lui demande que la manœuvre la plus simple, la plus monotone, la plus facile à apprendre. Pour avoir des ouvriers, il n'en coûte guère plus aujourd'hui que la dépense de ce qu'il faut pour vivre et pour se perpétuer. Or, le prix d'une marchandise (et le

travail est une marchandise) équivaut aux frais qu'il en coûte de la produire. C'est pourquoi à mesure que le travail devient plus rébarbatif, le salaire diminue. Il y a plus : mesure que le machinisme et la division du travail se développent, la masse du travail à fournir augmente : on augmente le nombre des heures de travail, on augmente le travail exigible dans un temps donné, on accélère la marche des machines, etc.

16. Par l'industrie moderne, le petit atelier du maître-artisan patriarcal est devenu la grande usine du capitaliste industriel. Des multitudes ouvrières, encaquées dans l'usine, y sont organisées militairement. Ce sont les simples soldats de l'industrie, et il y a toute une hiérarchie de sous-officiers et d'officiers pour les surveiller. Il ne suffit pas qu'ils soient les serfs de la classe bourgeoise, de l'État bourgeois. Tous les jours et à toute heure ils sont asservis à la machine, au contrôleur, surtout au fabricant bourgeois lui-même. Despotisme d'autant plus mesquin, d'autant plus haineux et plus exaspérant, qu'il proclame plus ouvertement le lucre pour sa fin unique.

17. À mesure que le travail manuel exige moins d'habileté et de force physique (et il en exige de moins en moins à mesure que l'industrie moderne se développe), on voit le travail des femmes évincer le travail viril. Les différences de sexe et d'âge n'ont plus d'importance sociale pour la classe ouvrière. Les ouvriers ne sont plus que des instruments de travail, dont les frais d'entretien varient avec l'âge et le sexe.

18. Et une fois terminée l'exploitation de l'ouvrier par le fabricant, et le salaire payé en espèces trébuchantes, elle n'a pas encore de fin. Car aussitôt accourent les autres espèces bourgeois, le propriétaire, le commerçant au détail, le prêteur sur gages, etc., qui fondent sur l'ouvrier.

À leur tour, les classes moyennes d'autrefois (*Mittelslände*), les petits industriels, les commerçants et rentiers, les artisans et paysans, tous tombent dans le prolétariat. Leur petit capital ne suffit plus à la marche de la grande industrie ; il succombe dans la concurrence avec les grands capitalistes. Ou bien leur habileté est dépréciée par des méthodes de production nouvelles. Ainsi le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

19. Les phases de l'évolution que traverse le prolétariat sont multiples. Mais dès qu'il est né il a à lutter contre la bourgeoisie.

C'est une lutte des ouvriers, d'abord contre le bourgeois qui, individuellement et immédiatement, les exploite, et ceux qui engagent cette lutte sont d'abord des ouvriers isolés, ensuite les ouvriers de toute une fabrique, puis les ouvriers coalisés de toute une branche d'industrie

dans un même centre. Ils dirigent leurs attaques non pas seulement contre les conditions existantes de la production bourgeoise. Ils s'en prennent aux instruments mêmes de la production. Ils détruisent les marchandises étrangères et concurrentes. Ils mettent en pièces les machines. Ils incendient les usines. Ils cherchent à rétablir la condition ruinée de l'ouvrier du moyen.

20. C'est une phase durant laquelle les travailleurs forment une multitude éparses sur le pays, émiettée par la concurrence. La solidarité de la masse ouvrière, si elle vient à se produire, ne résulte pas encore de leur coalition propre. Ils ne se coalisent que sous la conduite d'une bourgeoisie, qui déjà se voit dans l'obligation, mais qui a encore la capacité de mettre en mouvement tout le prolétariat pour en arriver à ses fins politiques à elle. Par conséquent, à ce degré de révolution, les ouvriers ne luttent pas contre leurs ennemis vrais, mais, contre les ennemis de leurs ennemis, contre les vestiges de la monarchie absolue, contre les propriétaires fonciers, les bourgeois non industriels, les petits bourgeois. Ainsi la direction de tout le mouvement historique se concentre aux mains de la bourgeoisie. Toute victoire remportée est alors une victoire de cette bourgeoisie.

21. Mais le développement de l'industrie ne fait pas qu'augmenter en nombre le prolétariat. Il agglomère le prolétariat en masses plus denses ; et sa force en est grandie avec le sentiment qu'il en a. Les différences dans les intérêts et dans le genre de vie se nivellent entre les catégories diverses du prolétariat lui-même, à mesure que l'outillage mécanique détruit les différences dans le genre de travail et réduit presque partout le salaire à un niveau d'une égale modicité. Mais ce salaire des ouvriers subit des oscillations de jour en jour plus fréquentes, du fait de la concurrence croissante que les bourgeois se font entre eux, et qui entraîne des crises commerciales. La condition entière de l'ouvrier est de plus en plus mise en question à mesure que s'accroissent le développement et l'amélioration incessante du machinisme. De plus en plus alors les collisions entre l'ouvrier individuel et le bourgeois individuel prennent le caractère de collisions entre deux classes. Le début, c'est que les ouvriers commencent à former des coalitions contre les bourgeois. L'objet de leur union est la défense de leur salaire. Ils vont jusqu'à fonder des associations durables, dans le but d'accumuler des munitions pour des soulèvements éventuels. Par endroits, la lutte éclate en émeutes.

22. Parfois les ouvriers remportent une victoire, mais passagère ; Le bénéfice véritable de ces luttes n'est pas celui qui donne le succès immédiat. Il consiste dans l'union qui se propage de plus en plus entre les

ouvriers. Cette union est facilitée par les moyens de communication multipliés que la grande industrie crée et qui permettent aux ouvriers de localités différentes d'entrer en relations mutuelles. Or, dès que cette union est faite, la multiplicité des luttes locales du même ordre se transforme en une lutte nationale unique, à direction centralisée, en une lutte de classe. Mais toute lutte de classe est une lutte politique. L'union que les bourgeois du moyen-âge, quand, ils ne disposèrent que de chemins vicinaux, mirent des siècles à réaliser, les prolétaires modernes, grâce aux chemins de fer, la réalisent en peu d'années.

23. Cette organisation, toutefois, qui crée une classe prolétarienne et, par suite, un parti politique prolétarien, à tout instant se brise à nouveau par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais toujours aussi elle se redresse plus forte, plus ferme, plus puissante. En tirant parti des dissentiments internes de la bourgeoisie, elle parvient à faire reconnaître de force, et par la loi, quelques-uns des intérêts des travailleurs. Ainsi pour la loi sur la journée de dix heures en Angleterre.

24. Les collisions de tout ordre qui se produisent dans l'ancienne société facilitent, en beaucoup de cas, l'évolution du prolétariat. La bourgeoisie est engagée dans une lutte incessante : d'abord contre l'aristocratie, puis contre les fractions de la bourgeoisie elle-même dont les intérêts se trouvent- en conflit avec le progrès de l'industrie, et toujours contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers. Dans toutes ces luttes, il lui faut faire appel au prolétariat, lui demander son aide, et ainsi l'entraîner dans le mouvement politique. De la sorte, elle fournit au prolétariat les moyens éducatifs qui lui ont servi à se former elle-même ; elle lui fournit des armes qui se retourneront contre elle.

25. De plus, comme nous l'avons vu, le progrès de l'industrie jette dans le prolétariat des fractions considérables de la classe dominante, ou du moins les menace dans leur existence. Ces, bourgeois déclassés fournissent, eux aussi, une foule de moyens éducatifs au prolétariat.

Enfin, toutes les fois que la lutte des classes approche d'un moment décisif, le processus de décomposition de la classe dominante, de toute la société ancienne affecte une violence et une brutalité telles qu'un petit groupe de la classe dirigeante se détache de cette classe et se joint à la classe révolutionnaire, à qui l'avenir appartient. Comme autrefois une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, ainsi de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat ; et c'est le cas notamment pour un certain nombre d'idéologues bourgeois qui se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique.

26. De toutes les classes qui de nos jours s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes s'étiolent et périssent devant la grande industrie ; le prolétariat émane d'elle comme son produit le plus authentique.

Les classes moyennes (*Mittelstände*), le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan, le paysan, ne combattent la bourgeoisie que pour sauvegarder leur existence déclassées moyennes menacées. Elles, ne sont pas révolutionnaires par conséquent, mais conservatrices. Bien plus, elles sont réactionnaires. Elles tentent de faire rétrograder la roue de l'histoire. On si elles sont révolutionnaires, c'est en tant qu'elles discernent qu'elles sont condamnées à se fondre dans le prolétariat. Elles ne défendent pas alors leurs intérêts présents, mais leurs intérêts futurs. Elles quittent leur propre point de vue pour se placer au point de vue du prolétariat.

Quant à la canaille (*Lumpenproletariat*), à cette pourriture inerte qui forme les couches les plus basses de la société ancienne, parfois, d'un soubresaut brusque, une révolution prolétarienne l'entraîne dans son mouve-
ment. Son genre de vie cependant la disposera plus, communément à se laisser acheter pour des manœuvres réactionnaires.

27. Les conditions d'existence de la société ancienne sont détruites par les conditions d'existence qui sont faites au prolétariat. Le prolétaire n'a pas de propriété. Il vit avec sa femme et ses enfants dans des rapports qui n'ont plus rien de commun avec le lien de famille bourgeois. Il a perdu tout caractère national dans ce travail industriel moderne, dans cet assujettissement moderne au capital, qui est le même en Angleterre et en France, en Amérique et en Allemagne. Les lois, la morale, la religion, constituent pour lui autant de préjugés bourgeois, derrière lesquels se dissimulent autant d'intérêts bourgeois.

28. Toutes les classes qui successivement jusqu'ici se sont emparées du pouvoir, cherchaient à sauvegarder leur situation de fortune acquise en imposant à toute la société les conditions qui leur assuraient leur revenu propre. Les prolétaires ne pourront conquérir les forces productives sociales qu'en abolissant les méthodes par lesquelles jusqu'ici il leur était fait une part de revenu, et par conséquent il leur faudra abolir tout le régime existant de répartition des revenus. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne. Ils ont à détruire, au contraire, toutes les garanties privées et toutes les sauvegardes privées qui existent.

29. Tous les mouvements sociaux jusqu'ici ont été accomplis par des minorités ou au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense

majorité. Si le prolétariat, couche inférieure de la société présente, se soulève se redresse, il faudra bien que toute la superstructure de couches qui l'orme la société officielle soit emportée dans l'explosion de ce soulèvement.

30. La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie n'est pas dans son fond, mais elle sera dans sa forme, une lutte nationale. Il faut évidemment que le prolétariat de chaque pays vienne à bout d'abord de sa propre bourgeoisie.

En décrivant ainsi les phases les plus générales du développement prolétarien, nous avons suivi la guerre civile plus ou moins latente dans la société actuelle jusqu'au point où il éclate en une révolution ouverte, et où, par l'effondrement violent de la bourgeoisie, le prolétariat fondera sa domination.

31. Toutes les sociétés jusqu'à ce jour ont reposé, nous l'avons vu, sur l'antagonisme de classes oppressives et de classes opprimées. Mais pour pouvoir opprimer une classe, du moins faut-il lui assurer des conditions d'existence qui lui permettent de traîner sa vie d'esclavage. Le serf, malgré son servage, s'était élevé au rang de membre de la commune ; le petit bourgeois était devenu bourgeois, malgré le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne, au contraire, au lieu de s'élever par le progrès de l'industrie, descend de plus en plus au-dessous de la condition de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme grandit plus vite encore que la population et la richesse. Il devient ainsi manifeste que la bourgeoisie est incapable de demeurer désormais la classe dirigeante de la société et d'imposer à la société, comme une loi impérative, les conditions de son existence de classe. Elle est devenue incapable de régner, car elle ne sait plus assurer à ses esclaves la subsistance qui leur permette de supporter l'esclavage. Elle en est réduite à les laisser tomber à une condition où il lui faut les nourrir au lieu d'être nourrie par eux. La société ne peut plus vivre sous le règne de cette bourgeoisie ; c'est-à-dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec la vie sociale.

32. La condition à laquelle se trouve principalement liée l'existence et la domination de la bourgeoisie, c'est l'accumulation des richesses entre les mains des particuliers, la formation et l'accroissement d'un capital. La condition sans laquelle il n'y a pas de capital, c'est le salariat. Le salariat tient uniquement à la concurrence des ouvriers entre eux. Mais le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie, sans préméditation et sans résistance, est devenue, l'agent, au lieu de maintenir l'isolement des ouvriers par la concurrence, a amené leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi le développement même de la grande industrie détruit dans ses fondements le

régime de production et d'appropriation des produits où s'appuyait la bourgeoisie. Avant tout la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. La ruine de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

II

PROLÉTAIRES ET COMMUNISTES

33. Quel est le rapport des communistes aux autres prolétaires ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct en face des autres partis ouvriers.

Ils n'ont pas des intérêts distincts des intérêts du prolétariat tout entier.

Ils n'établissent pas de principes distincts, sur lesquels ils aient dessein de modeler le mouvement ouvrier.

La différence entre les communistes et les autres partis prolétariens se réduit à ceci : 1° dans les diverses luttes nationales des prolétaires, les communistes font remarquer et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité, et communs à tous le prolétariat ; 2° dans les phases diverses que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, les communistes représentent les intérêts du mouvement intégral.

34. Dans la pratique, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, celle qui sans trêve leur donne une impulsion nouvelle. Dans la théorie, ils ont sur la masse prolétarienne l'avantage que donne l'intelligence des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien.

Le but immédiat pour les communistes est le même que pour tous les autres partis prolétariens : la constitution du prolétariat en classe, le renversement de la domination bourgeoise, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

35. Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, sur des principes inventés ou découverts par tels et tels réformateurs du monde.

Elles ne sont que l'expression générale des conditions de fait données avec une lutte de classe existante, avec un mouvement historique qui se passe sous nos yeux. L'abolition des conditions existantes de propriété n'est pas un caractère spécial du communisme.

36. Les conditions de la propriété ont, en permanence, et toutes, été

soumises au bouleversement, à la métamorphose.

Ainsi, la Révolution française a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoisie.

Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas qu'il abolisse une propriété ; c'est qu'il abolisse la propriété bourgeoise.

Mais la propriété privée bourgeoise des temps modernes est l'expression dernière et accomplie d'un état de choses où la production et l'appropriation des produits sont conditionnées par une lutte de classe, par une exploitation de l'homme par l'homme.

En ce sens les communistes ont le droit, en effet, de résumer leur théorie dans cette formule : abolition de la propriété privée.

37. On a souvent reproché aux communistes que nous sommes de vouloir abolir la propriété personnellement acquise par le travail de l'individu ; propriété qui, dit-on, forme la base de toute liberté, de toute activité, de toute indépendance personnelles. Quelle est donc cette propriété acquise par le travail, l'activité, le mérite individuels ?

Parle-t-on de la propriété du petit bourgeois, du petit paysan qui a existé avant la propriété bourgeoise ? Il n'est pas besoin que nous l'abolissions. Le développement de l'industrie l'a abolie déjà et tous les jours l'abolit davantage. Parle-t-on de la propriété privée bourgeoise moderne ?

Est-ce donc que le travail salarié, le travail du prolétaire crée une propriété à ce prolétaire ? Nullement. Elle crée du capital. Elle crée la propriété qui exploite le travail salarié, et qui ne peut s'accroître qu'en augmentant le nombre des travailleurs salariés, qu'elle exploitera à leur tour. La propriété, dans sa forme actuelle, se meut entre les pôles opposés du capital et du travail salarié. Considérons ces deux pôles de l'antithèse.

38. Être capitaliste, ce n'est pas seulement être en possession d'une certaine situation personnelle ; c'est occuper une situation sociale dans la production. Car le capital est un produit collectif, et il ne peut être mis en œuvre que par le travail collectif de beaucoup, ou même, en dernière analyse, que par le travail collectif de tous les membres de la société.

Le capital n'est donc pas une puissance attachée à une personne, il est une puissance inhérente à la société.

Lorsqu'on fait du capital une propriété collective, appartenant à tous les membres de la société, ce n'est donc pas de la propriété personnelle qui se transforme en propriété collective. Ce qui est changé, c'est le caractère social de la propriété. Elle cesse d'être une propriété de classe.

39. Passons au travail salarié.

Le prix moyen auquel s'achète le travail salarié, c'est le minimum du

salaire, c'est-à-dire la somme des moyens de subsistance nécessaires à faire vivre le travailleur selon sa condition de travailleur. Ce que le travailleur salarié s'approprie par son travail suffit tout juste pour reproduire sa vie, sans plus. Nous ne voulons nullement abolir cette appropriation personnelle des produits du travail, qui a pour objet d'entretenir immédiatement la vie. Elle ne laisse pas de revenu net capable de lui conférer un pouvoir sur le travail d'autrui. Mais nous voulons abolir tout ce qu'il y a de misérable dans une méthode de répartition qui ne fait vivre le travailleur qu'afin d'accroître le capital et lui mesure la vie aux exigences des intérêts de la classe dirigeante.

40. Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'augmenter le travail accumulé dans le capital. Dans la société communiste, le travail accumulé ne sera qu'un moyen d'élargir, d'enrichir, de stimuler la vie des travailleurs.

Dans la société bourgeoise, le passé règne sur le présent ; dans la société communiste, le présent régnera sur le passé. Dans la société bourgeoise, c'est le capital qui est indépendant et personnel ; l'individu qui travaille n'a ni indépendance ni personnalité.

Abolir cet état de choses, voilà ce que la bourgeoisie appelle abolir la personnalité et la liberté ! Avec raison. Et sans doute il s'agit d'abolir la personnalité, l'indépendance, la liberté bourgeoises.

41. Dans les conditions actuelles de la production bourgeoise, on entend par liberté la liberté du commerce, celle d'acheter et de vendre.

Mais s'il n'y a plus de maquignonage d'aucune sorte, il n'y aura plus non plus de liberté du maquignonage. Toute la phraséologie du libre maquignonage, de même que les autres forfanteries libérales de la bourgeoisie actuelle, n'a de sens que par opposition au maquignonage entrave à la bourgeoisie asservie du moyen âge. Elles n'ont plus de sens devant l'abolition communiste de tout maquignonage, de toutes les conditions bourgeoises de la production, et de la bourgeoisie elle-même.

42. En un mot vous nous reprochez de vouloir abolir la propriété au sens où vous l'entendez. Et à coup sûr, c'est bien là ce que nous voulons.

Dès l'instant où le travail cesse d'être transformable en capital, en argent, en rente foncière, bref en un monopole virtuel de puissance sociale ; dès l'instant où la propriété personnelle cesse de pouvoir se convertir en propriété bourgeoise, vous déclarez que la personnalité est abolie.

Vous avouez donc que la personne, à votre sens, c'est le bourgeois, elle bourgeois propriétaire. À coup sûr, cette personnalité-là est à supprimer.

Le communisme n'ôte à personne le pouvoir, de s'approprier des produits sociaux ; mais il ôte le pouvoir d'assujettir, en se l'appropriant, le travail d'autrui.

43. On a objecté que l'abolition de la propriété privée ferait cesser toute activité ; qu'une fainéantise générale ne tarderait pas sévir.

S'il en était ainsi, la société bourgeoise depuis longtemps aurait péri dans sa fainéantise. Car dans cette société, ceux qui travaillent ne s'enrichissent pas, et ceux qui s'enrichissent ne sont pas ceux qui travaillent. Le scrupule qu'on a se réduit à cette vérité de La Palisse : qu'il n'y aura plus de salariat quand il n'y aura plus de capital.

44. Les objections que l'on dirige contre la méthode communiste de produire et de répartir les objets matériels ont été dirigées de même contre la méthode future de créer et de répartir les produits de l'esprit. Pour un bourgeois, la suppression de la propriété de classe signifie l'arrêt de la production elle-même ; ainsi la suppression de la civilisation de classe signifie pour lui la suppression de toute civilisation.

Cette civilisation dont il déplore la perte, se réduit pour la majorité des hommes à un dressage qui fait d'eux des machines.

45. Mais abstenez-vous de discuter avec nous, si toute votre discussion se borne à apprécier avec ces notions bourgeoises (de liberté, de culture, de droit, etc.) l'abolition de la propriété bourgeoise. Vos idées ne sont-elles pas issues elles-mêmes des conditions bourgeoises de la production et la propriété ? Votre droit, qu'est-ce, sinon la volonté de votre classe érigée en loi, et dont l'objet est déterminé par les conditions matérielles de l'existence de votre classe ?

Une interprétation intéressée vous fait transformer en lois éternelles de la nature et de la raison les conditions de la production et de la propriété qui sont les vôtres, qui sont historiquement données, mais qui disparaîtront par l'évolution même de la production. C'est une prévention que vous partagez avec toutes les classes, qui de dirigeantes qu'elles étaient, ont passé au rang de classes déchues. Vous concevez que la propriété antique, que la propriété féodale aient pu naître et disparaître ; vous êtes condamnés à ne plus oser le concevoir pour la propriété bourgeoise.

46. On nous dit que nous abolissons la famille ! Et les plus radicaux s'indignent de ce honteux dessein des communistes.

Sur quoi donc repose la famille actuelle, la famille bourgeoise ? Sur le capital, sur l'enrichissement privé. Elle n'existe en son plein développement que pour la bourgeoisie. Mais elle a pour corollaire la disparition totale de la famille parmi les prolétaires, et la prostitution

publique.

La famille des bourgeois disparaîtra, cela va sans dire, avec le corollaire qui la complète ; et tous deux disparaîtront avec le capital.

Nous reprochez-vous de vouloir mettre un terme à l'exploitation des enfants par les parents ? Oui ; nous faisons l'aveu de ce crime.

47. Nous brisons, dites-vous, les liens les plus tendres, en substituant à l'éducation familiale l'éducation sociale.

Mais votre éducation n'est-elle pas déterminée, elle aussi, par la société ? N'est-elle pas déterminée par les conditions sociales où l'éducation a lieu, par une intervention plus ou moins directe ou indirecte de la société, qui a pour moyens l'école et le reste ? Ce n'est pas une invention des communistes que cette action exercée par la société sur l'éducation. Ils se bornent, puisqu'elle existe, à vouloir en modifier le caractère ; ils arracheront l'éducation à l'influence de la classe dirigeante.

La phraséologie bourgeoise sur la famille, l'éducation, sur la tendresse entre parents et enfants devient plus répugnante à mesure que la grande industrie détruit plus complètement, parmi les prolétaires, les liens de famille, au point de traiter les enfants comme de simples articles de commerce et comme des instruments de travail.

48. « Mais vous voulez, vous autres communistes, introduire la communauté des femmes ! » nous crie en chœur toute la bourgeoisie.

Le bourgeois traite sa femme comme un simple instrument de production. Il entend dire que les instruments de production doivent être socialisés. Il en vient tout naturellement à penser que cette socialisation s'étendra aux femmes.

Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément de mettre un terme à cette condition qui est faite aux femmes, de n'être que de simples instruments de production.

Rien de plus risible, au reste, que cette épouvante, si hautement morale, éprouvée par nos bourgeois devant la communauté des femmes qui, à les entendre, sera à l'ordre du jour parmi les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes ; elle a existé presque de tout temps.

Quand à nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles de leurs prolétaires et une prostitution officielle que nous ne mentionnons même pas, ils ne connaissent pas de plus grande joie que de séduire les femmes les uns des autres.

Le mariage bourgeois est en réalité la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on reprocher aux communistes de vouloir réaliser officiellement, et au grand jour de la tolérance, cette communauté des

femmes hypocrite jusqu'ici et clandestine. Il va de soi, au demeurant, qu'en abolissant les conditions actuelles de la production on ferait disparaître aussi la communauté des femmes qui en est issue, c'est à dire la prostitution officielle ou non officielle.

49. On a reproché encore aux communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut pas leur ôter ce qu'ils n'ont pas. Sans doute le prolétariat doit tout, d'abord conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale souveraine, et se constituer lui-même en nation ; et en ce sens il est encore attaché à une nationalité. Mais il ne l'est plus au sens de la bourgeoisie.

Déjà le développement de la bourgeoisie elle-même, le libre-échange, l'universalisation du marché, l'uniformisation de la production industrielle et des conditions d'existence qu'elle entraîne, effacent par degrés les démarcations et les antagonismes entre nations.

La suprématie du prolétariat les effacera plus complètement, et une action combinée du prolétariat, de tous les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation.

À mesure qu'on abolira l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation des nations par les nations aussi s'abolira.

L'hostilité des nations entre elles disparaîtra avec l'antagonisme des classes dans la nation.

50. Les accusations que l'on dirige contre le communisme d'un point de vue religieux, philosophique ou, pour tout dire, idéologique, ne méritent pas de discussion détaillée.

Faut-il une perspicacité profonde pour comprendre que les idées des hommes, leurs aperçus concrets autant que leurs notions abstraites et, en un mot, leur conscience se modifient avec leurs conditions d'existence, avec leurs relations sociales, leur vie sociale ?

L'histoire des idées, que prouve-t-elle, sinon que la production intellectuelle se métamorphose avec la production matérielle ? Les idées dominantes d'un temps n'ont jamais été que les idées de la classe dominante.

On parle d'idées qui révolutionnent la société tout entière. On ne fait ainsi que formuler un fait, à savoir que les éléments d'une société nouvelle se sont formés dans la société ancienne ; que la dissolution des idées anciennes va de pair avec la dissolution des anciennes conditions d'existence.

C'est au moment où le monde antique allait périr, que les religions antiques furent vaincues par le christianisme. Quand les idées chrétiennes

au xviii^e siècle succombèrent à leur tour à la philosophie des lumières, c'était que la société féodale était engagée déjà dans une lutte mortelle avec la bourgeoisie, alors révolutionnaire. Les idées de liberté de conscience, de liberté religieuse ne faisaient que proclamer le règne de la libre concurrence dans le domaine du savoir.

51. Sans doute, dira-t-on, les idées religieuses, morales, morales, philosophiques, politiques, juridiques, etc., se sont modifiées au cours de l'évolution historique. Mais la religion, la morale, la philosophie, la politique, le droit, sont restés immuables à travers ces modifications.

« Et n'y a-t-il pas des vérités éternelles, telles que la liberté, la justice, etc., qui sont vraies pour tout régime social ? Or le communisme abolit les vérités éternelles. Au lieu de transformer la religion, la morale, il les abolit. Il contredit ainsi à toute la marche antérieure de l'histoire.

À quoi se réduit cette accusation ? L'histoire de toute la vie sociale jusqu'ici a eu pour ressort des antagonismes de classe, dont la forme seulement a varié avec les époques diverses.

Mais, en dépit de ces variations dans la forme des antagonismes, le fait persistant à travers tous les siècles passés, c'est l'exploitation d'une partie de la société par l'autre partie. Quoi d'étonnant alors que la conscience sociale de tous les siècles, pour variable et diverse qu'elle paraisse, offre de certaines formes communes ? Formes de conscience, qui ne tomberont en poussière qu'avec la disparition totale de l'antagonisme de classe.

La révolution communiste sera la rupture radicale avec le régime traditionnel de la propriété. Quoi d'étonnant que, dans sa marche, elle entraîne une rupture radicale avec les idées traditionnelles ?

52. Mais laissons là ces objections que la bourgeoisie fait au communisme.

Nous avons vu plus haut que la première démarche de la révolution ouvrière serait de constituer le prolétariat en classe régnante, de conquérir le régime démocratique.

Le prolétariat usera de sa suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tous les capitaux, pour centraliser entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat constitué en classe dirigeante, les instruments de production, et pour accroître au plus vite la masse disponible de forces productives.

53. Il va de soi que cela impliquera, dans la période de début, des infractions despotiques au droit de propriété et aux conditions bourgeoises de la production. Des mesures devront être prises qui, sans doute paraîtront insuffisantes et auxquelles on ne pourra pas s'en tenir, mais qui, une fois le

mouvement commence, mèneront à des mesures nouvelles et seront indispensables à titre de moyens pour révolutionner tout le régime de production. Ces mesures, évidemment, seront différentes en des pays différents. Cependant les mesures suivantes seront assez généralement applicables, du moins dans les pays les plus avancés :

1) Expropriation de la propriété foncière ; affectation de la rente foncière aux dépenses de

2) Impôt fortement progressif.

3) Abolition de l'héritage.

4) Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles.

5) Centralisation du crédit aux mains de l'État par le moyen d'une banque nationale constituée avec les capitaux de l'État et avec un monopole exclusif.

6) Centralisation des industries de transport aux mains de l'État.

7) Multiplication des manufactures nationales des instruments nationaux de production ; défrichement et amélioration des terres cultivables d'après un plan d'ensemble.

8) Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, notamment en vue de l'agriculture.

9) Réunion de l'agriculture et du travail industriel ; préparation de toutes les mesures capables de faire disparaître progressivement la différence entre la ville et la campagne.

10) Éducation publique et gratuite de tous les enfants. Abolition des formes actuellement en usage du travail des enfants dans les fabriques. Réunion de l'éducation et de la production matérielle, etc.

54. Quand, par la marche des choses, les différences de classe auront disparu, quand la production entière sera concentrée entre les mains des individus associés, les pouvoirs organisés d'une classe en vue de l'oppression d'une autre classe. Le prolétariat qui, dans sa lutte contre la bourgeoisie, opérera nécessairement son unification de classe, qui, par une révolution s'érigera en classe dirigeante, et, en sa qualité de classe dirigeante, supprimera violemment les conditions anciennes de la production, aura du même coup, et avec ces conditions de la production, supprimé les conditions mêmes qui amènent l'antagonisme de classe, l'existence des classes elles-mêmes, et il ôtera ainsi à sa propre suprématie le caractère d'une suprématie déclassée.

À l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, se substituera une association où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous.

III

LITTÉRATURE SOCIALISTE ET COMMUNISTE

1) Le socialisme réactionnaire

a) Le socialisme féodal

55. Par leur situation historique, l'aristocratie française et l'aristocratie féodale étaient appelées à écrire des pamphlets contre la société bourgeoise moderne. N'avaient-elles pas succombé une fois de plus à cette bourgeoisie parvenue et exécrée, en France, dans la Révolution de juillet 1830, en Angleterre, dans le mouvement des reformbills ? Il ne s'agissait donc plus pour elles d'une lutte politique sérieuse. Il ne leur restait que la bataille littéraire. Mais, même en littérature, la vieille phraséologie de la Restauration était devenue insupportable. Pour éveiller des sympathies, l'aristocratie dut faire semblant de perdre de vue ses propres intérêts. C'est, en apparence, pour servir les intérêts de la classe ouvrière exploitée, qu'elle rédigea son réquisitoire contre la bourgeoisie. Elle se ménagea ainsi la satisfaction de pouvoir entonner des chants injurieux contre son nouveau maître, tout en lui soufflant à l'oreille des prophéties plus ou moins grosses de menaces.

Ainsi naquit le socialisme féodal. Il tient de la complainte et du libelle. On y perçoit l'écho du passé et déjà les grondements de l'avenir. Parfois il frappe au cœur la bourgeoisie par une critique amère, spirituelle, sanglante. Toujours il parut comique par son impuissance totale à comprendre la marche de l'histoire moderne.

56. En guise de drapeau, ces hommes arborèrent la besace des gueux prolétariens, et cherchèrent ainsi à amener le peuple. Mais à peine essayait-on de les suivre, qu'on apercevait les vieux écussons féodaux dont leurs chausses se blasonnaient par derrière, et le peuple de se disperser en s'esclaffant irrévérencieusement.

Quelques légitimistes français et la jeune Angleterre donnèrent ce spectacle joyeux.

Quand les féodaux démontrent que leurs procédés d'exploitation étaient différents dans la formule des méthodes d'exploitation bourgeoise ils oublient de dire que leur exploitation s'entourait de circonstances et de conditions différentes elles aussi de celles d'aujourd'hui et qui ne sont plus. Quand ils démontrent que, du temps de leur suprématie, il n'y avait pas de prolétariat, ils oublient d'ajouter que la bourgeoisie moderne a

fleuri nécessairement de l'ordre social féodal.

57. Au demeurant, ils ne dissimulent pas la tendance réactionnaire de leur critique ; et ce dont ils accusent principalement la bourgeoisie, le développement d'une classe qui fera crouler tout l'ancien ordre social.

Ce dont ils accusent la bourgeoisie, c'est moins encore d'enfanter un prolétariat que d'enfanter un prolétariat révolutionnaire.

C'est pourquoi, en politique, ils s'associent à toutes les mesures de violence contre la classe ouvrière. Et dans leur vie privée, en dépit de leur phraséologie pompeuse, ils ne se dédaignent pas de ramasser les pommes d'or du crottin industriel. À la loyauté, à la fidélité, à l'honneur féodal, ils savent substituer l'âpre trafic de la laine, des betteraves, de l'eau-de-vie

Les prêtres sont toujours allés de pair avec les féodaux. Ainsi le socialisme clérical va de pair avec le socialisme féodal.

Rien de plus aisé que de donner une teinte socialiste à l'ascétisme chrétien. Le christianisme ne s'est-il pas élevé, lui aussi, contre la propriété privée, contre le mariage, contre l'État ? N'a-t-il pas préconisé en leur place la bienfaisance et la mendicité, le célibat et la mortification de la chair, la vie monastique et l'Église ? Le socialisme chrétien n'est qu'une eau bénite, faite pour donner aux rancunes aristocratiques la consécration du prêtre.

b) Le socialisme des petits bourgeois

59. L'aristocratie féodale n'est pas la seule classe précipitée dans la ruine par la bourgeoisie. Elle n'est pas la seule dont les conditions d'existence se soient atrophiées et aient déperî dans la société bourgeoise moderne. Avant la bourgeoisie capitaliste moderne, il y a eu une petite bourgeoisie médiévale, une classe de petits cultivateurs. Cette classe, dans les pays où le développement industriel et commercial est arriéré, continue à végéter à côté de la bourgeoisie grandissante.

En outre, dans les pays où la civilisation moderne a tout son développement, une petite bourgeoisie nouvelle s'est formée. Elle flotte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Elle est une sorte d'appendice de la société bourgeoise qui se reforme sans cesse. Mais constamment aussi les individus de cette classe sont précipités dans le prolétariat par la concurrence, et ils voient venir un temps où le développement de la grande industrie les aura fait disparaître comme classe à part dans la société moderne, et où ils seront remplacés dans le commerce dans la manufacture, dans l'agriculture, par des contre-maîtres et par des domestiques.

60. Dans les pays, comme la France, où la classe paysanne forme bien plus de la moitié de la population, il est naturel que des écrivains, en plaidant la cause du prolétariat contre la bourgeoisie, aient, dans leur critique du régime bourgeois, appliqué l'étalon des notions de la petite bourgeoisie et des paysans, qu'ils aient pris fait et cause pour les ouvriers dans un esprit de petite bourgeoisie. Ainsi s'est formé le socialisme des petits bourgeois. Le chef de cette littérature, non seulement pour la France, mais pour l'Angleterre, c'est Sismondi.

Ce socialisme, avec une extrême subtilité, fit l'analyse des contradictions inhérentes aux conditions modernes de la production. Il mit à nu l'hypocrisie qui est le fond des plaidoyers optimistes des économistes. Il démontra d'une façon irréfutable les effets destructeurs du machinisme et de la division du travail, la concentration des capitaux et des propriétés foncières, la surproduction, les crises, la nécessité du déclin des petits bourgeois et des paysans, la misère du prolétariat, l'anarchie de la production, les disproportions criantes qui se révèlent dans la répartition des richesses, la guerre d'extermination industrielle entre nations, la dissolution des coutumes anciennes, des rapports de famille, des nationalités d'autrefois.

61. Le contenu positif de ce socialisme, cependant, quel est-il ? Ou bien il veut restaurer les anciennes méthodes de production et de communication, et avec eux le régime ancien de la propriété, toute la société ancienne ; ou bien il veut enserrer de force les moyens actuels de production et de communication dans un régime de propriété suranné, dont précisément ils ont brisé le cadre, qui ne pouvait pas ne pas être brisé. Dans les deux cas, il est à la fois réactionnaire et utopique.

Le régime corporatif pour la manufacture ; le régime patriarcal pour l'agriculture, voilà son dernier mot.

Plus tard cette école finit dans la lâcheté d'un marasme désabusé.

c) Le socialisme allemand ou socialisme « vrai »

62. La littérature socialiste et communiste de la France est née sous la pression d'une bourgeoisie dominante ; elle est l'expression littéraire de la lutte contre cette domination. Elle fut introduite en Allemagne à une époque où la bourgeoisie ne venait que de commencer sa lutte contre l'absolutisme féodal.

En Allemagne, des philosophes, ou des gens teintés de philosophie et de bel esprit, s'emparèrent avidement de cette littérature. Ils oublièrent seulement qu'en important en Allemagne ces écrits français on n'y

transportait pas en même temps les conditions de l'existence française. Au regard de l'état de choses allemand, ces ouvrages français n'avaient plus de portée pratique immédiate : ils n'étaient plus qu'une manifestation purement littéraire. Ils apparurent comme une spéculation oiseuse sur *la réalisation* de la vraie nature humaine. Pareille éventualité s'était vue déjà au xviii^e siècle. Les revendications de la Révolution française avaient paru de même, aux philosophes allemands d'alors, n'être que des revendications générales de « la raison pratique ». Les actes par lesquels se manifestait la volonté de la bourgeoisie française révolutionnaire, à leurs yeux, exprimaient les lois de la volonté pure de la volonté telle qu'elle doit être, de la vraie volonté humaine.

63. L'effort de ces littérateurs allemands se borna à mettre en accord les nouvelles idées françaises avec leur vieille conscience philosophique, à saisir les idées françaises du point de vue de leur philosophie ancienne. Ils s'assimilèrent ces idées comme on s'assimile une langue étrangère, en les traduisant.

On sait comment les moines eurent coutume de recouvrir des récits d'une hagiographie absurde les manuscrits des ouvrages classiques du paganisme antique. Les littérateurs allemands, à l'égard de la littérature française profane, procédèrent en sens inverse. Ils glissèrent leurs absurdités philosophiques sous l'original français. Leurs ouvrages furent des palimpsestes où, derrière la critique française du régime monétaire actuel, ils écrivirent « aliénation de la vraie nature humaine » ; derrière la critique française de l'État bourgeois, « abolition de la suprématie de l'universalité abstraite », etc.

La substitution de ce jargon philosophique à l'analyse discursive française fut baptisée par eux : « philosophie de l'action », « vrai socialisme », « science allemande du socialisme », « recherche des fondements philosophiques du socialisme », etc.

La littérature socialiste et communiste française subit ainsi une véritable émasculatation. Et, comme chez les Allemands elle n'était plus l'expression de la lutte d'une classe contre une autre classe, les Allemands se targuaient de s'être élevés au-dessus de l'étroitesse française, d'avoir plaidé la cause non des besoins vrais, mais des besoins de la vérité ; d'avoir défendu non pas les intérêts du prolétaire, mais les intérêts de la vraie nature humaine, de l'homme en général, qui ne fait pas partie d'une classe ni d'une réalité quelconque, mais qui n'existe que dans les cieux embrumés de la fantaisie philosophique.

64. Ce socialisme allemand, qui mettait un sérieux si solennel dans la gaucherie, de ses exercices scolaires, qui en criait le boniment sur la place

publique à son de trompe, perdit cependant bientôt sa première ingénuité pédantesque.

La lutte de la bourgeoisie contre la féodalité et contre la royauté absolue, le mouvement libéral en un mot, se fit plus sérieux en Allemagne, et surtout en Prusse.

L'occasion parut bonne au socialisme « vrai » d'opposer au mouvement politique les revendications socialistes ; de lancer les anathèmes traditionnels contre le libéralisme, contre le régime représentatif, contre la concurrence bourgeoise, la liberté bourgeoise de la presse, le droit bourgeois, la liberté et l'égalité bourgeoises ; d'enseigner aux masses populaires comment, à ce mouvement bourgeois, elles n'avaient rien à gagner et tout à perdre. Fort à propos, le socialisme allemand oublia que cette critique française, dont il n'était qu'une redite médiocre supposait existante la société bourgeoise moderne, avec les conditions matérielles de vie qu'elle implique et la constitution politique qui s'y adapte ; conditions préalables dont, pour Allemagne, il s'agissait d'abord de conquérir la réalisation.

65. Les gouvernements absolus d'Allemagne avec leur séquelle de prêtres, de maîtres d'école, de hobereaux et de bureaucrates, trouvèrent dans les doctrines de ce socialisme l'épouvantail qu'il leur fallait pour réagir contre la bourgeoisie grandissante et menaçante.

Ce socialisme fut un habillage de confiseries dont s'enveloppa l'âpre traitement de coups de fouet et de coups de fusil, que les gouvernements administrèrent à la fièvre émeutière des ouvriers allemands.

Ainsi le socialisme « vrai » devint une arme, contre la bourgeoisie, aux mains des gouvernements. Et aussi bien son but immédiat était de défendre un intérêt réactionnaire, l'intérêt de la bourgeoisie allemande des petites villes. En Allemagne, la petite bourgeoisie, legs du xvie siècle et toujours renaissante depuis ce temps sous ces formes diverses, forme la base sociale réelle du régime existant.

66. Maintenir la petite bourgeoisie, c'est maintenir le régime allemand actuel. La suprématie politique et industrielle de la bourgeoisie capitaliste menace cette petite bourgeoisie d'une ruine certaine, d'abord par suite de la concentration des capitaux, puis parce qu'elle enfante un prolétariat révolutionnaire. Le socialisme « vrai » lui paraissait anéantir à la fois le capitalisme et la prolétarisation ; et d'une pierre, en l'utilisant, on faisait deux coups. Il se répandit avec la vitesse d'une épidémie.

Ce n'était qu'un vêtement tissé de la trame légère de la spéculation, broché de fleurs de rhétorique et de bel esprit, trempé comme d'une rosée de sentimentalité enfiévrée et tendre. Sous cette enveloppe éthérée, les

socialistes allemands cachait le squelette misérable de leurs « vérités éternelles ». Mais leur marchandise s'écoulait avec vitesse sous cette enveloppe.

De son côté, le socialisme allemand considéra de plus en plus comme sa mission de se faire l'avocat grandiloquent de cette petite bourgeoisie.

La nation allemande fut proclamée par lui, la nation normale, le philistin allemand fut proclamé l'homme normal. À chacune des bassesses de cet homme il donna un sens caché, profond et socialiste qui permettait de l'interpréter en sens contraire. Il alla au bout de sa pensée en s'élevant contre l'école communiste « brutalement destructive », et en faisant valoir l'impartialité avec laquelle il planait au dessus de toutes les luttes de classes. À peu d'exceptions près, tout ce qu'il circule en Allemagne d'écrits prétendus socialistes et communistes, relève de cette littérature énervante et malpropre^[1].

2) *Le socialisme conservateur ou bourgeois*

67. Une partie de la bourgeoisie cherche à remédier au malaise social, afin d'assurer la durée de la société bourgeoise.

De ce nombre sont les économistes, les philanthropes, les humanitaires, ceux qui s'occupent d'améliorer le sort des classes ouvrières, d'organiser la bienfaisance, de protéger les animaux, de fonder des sociétés de tempérance, les réformateurs en chambre de tout poil. Des systèmes entiers se sont consacrés à l'élaboration de ce socialisme bourgeois.

Nous citerons comme exemple la *Philosophie de la misère*, de Proudhon.

Les socialistes bourgeois veulent maintenir les conditions d'existence de la société moderne, sans s'exposer aux luttes et aux périls que ces conditions entraînent nécessairement. Ils veulent la société actuelle, mais débarrassée des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat. Comment, pour la bourgeoisie, le monde où elle est souveraine ne serait-il pas le meilleur des mondes possibles ? De cette conception optimiste le socialisme bourgeois fait un système ou une ébauche de système. Il demande au prolétariat de réaliser ces systèmes, de faire son entrée dans la Jérusalem nouvelle. Il entend par là que le prolétariat doit s'en tenir à la société présente et ne se débarrasser que de l'idée haineuse qu'il s'en fait.

68. Une autre forme moins systématique, mais plus pratique, du socialisme bourgeois essaya de dégoûter les ouvriers de tout mouvement révolutionnaire en leur démontrant qu'un changement politique, de

quelque ordre qu'il fût, ne pouvait leur être d'aucune utilité ; qu'un changement des conditions matérielles, de la vie, des conditions économiques, pouvait seul les servir. Mais ce que ce socialisme appelle un changement des conditions matérielles de la vie, ce n'est nullement l'abolition des conditions bourgeoises de la production, laquelle n'est réalisable que par la voie révolutionnaire. Il entend par là des réformes administratives qui auraient pour base le maintien des conditions de la production ancienne. Ces réformes ne changeraient rien aux rapports du capital et du travail. Tout au plus diminueraient-elles pour la bourgeoisie les frais de son gouvernement et de sa gestion économique.

Le socialisme bourgeois ne trouve son expression vraie que dans les figurés de rhétorique pure et simple où il aboutit.

Le libre échange... dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Des droits protecteurs... dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Des prisons cellulaires... dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Voilà le dernier mot du socialisme bourgeois et sa seule parole sérieuse.

Le socialisme de la bourgeoisie consiste à dire que les bourgeois sont des bourgeois... dans l'intérêt de la classe ouvrière.

3) Le socialisme et le communisme critico-utopique

69. Nous ne parlons pas ici de la littérature qui, dans toutes les grandes révolutions modernes, a exprimé les revendications du prolétariat (Écrits de Babeuf, etc.)

70. Les premières tentatives que fit le prolétariat, en un temps de bouleversement général au temps où l'on renversait le régime féodal pour faire prévaloir son propre intérêt de classe échouèrent de toute nécessité. Elles échouèrent parce que le prolétariat lui-même n'avait atteint encore qu'un développement rudimentaire, et parce qu'il lui manquait les conditions matérielles de son émancipation, lesquelles précisément ne sont qu'un produit de l'époque bourgeoise. La littérature révolutionnaire qui accompagne ces premiers mouvements du prolétariat est d'essence nécessairement réactionnaire. Elle enseigne un ascétisme universel et un égalitarisme grossier.

71. Les systèmes à proprement parler socialistes et communistes, ceux de Saint-Simon, de Fourier, d'Owen, etc., surgissent dans la première période de la lutte encore incomplètement engagée entre le prolétariat et la bourgeoisie. On l'a ci-dessus décrite (Voy. *Bourgeois et prolétaires*, §§ 19-21).

Les inventeurs de ces systèmes discernent nettement l'antagonisme des

classes, l'action des éléments dissolvants qui travaillent la classe dominante. Ils ne discernent pas, dans la classe prolétarienne, l'énergie autonome, le mouvement politique qui lui sont propres.

Comme le développement de l'antagonisme de classe va de pair avec le développement de l'industrie, ces hommes ne trouvent pas réalisées non plus les conditions de l'émancipation prolétarienne. Ils se mettent donc en quête d'une science sociale, de lois sociales, capables de créer ces conditions.

À l'activité sociale absente, ils suppléèrent par leur inventivité personnelle ; aux conditions historiques de l'émancipation, ils suppléèrent par des conditions imaginaires ; à l'organisation d'un prolétariat lentement et spontanément mûri à la vie de classe, ils suppléèrent par une organisation de la société laborieusement enfantée par eux. Toute l'histoire universelle future se réduit pour eux à la propagande et à la mise en pratique de leurs plans de société.

72. Ils ont conscience, à vrai dire, que, dans ces projets, ils défendent surtout les intérêts de la classe laborieuse, celle qui est, à leurs yeux, la classe la plus souffrante. Et le prolétariat n'existe pour eux que sous cet aspect de la classe souffrante entre toutes.

Le développement très imparfait de la lutte de classe qu'ils observent, et leur propre situation de fortune, font qu'ils se croient eux-mêmes fort au-dessus de cet antagonisme des classes. C'est le genre de vie de tous les hommes, même des plus favorisés, qu'ils veulent améliorer. Aussi ne cessent-ils pas de faire appel à la société tout entière et sans distinction, ou même de préférence à la classe dirigeante. Ne suffit-il pas de comprendre leur système, pour y voir le meilleur plan possible de la meilleure des sociétés possibles ?

Il est logique encore qu'ils repoussent toute action politique, et toute action révolutionnaire notamment. Ils prétendent arrivera leur but par des voies pacifiques. Des expériences faites en petit, et dès lors nécessairement manquées, doivent fournir l'exemple dont la force persuasive frayera le chemin au nouvel évangile social.

Ces descriptions imaginaires de la société future surgissent en un temps où le prolétariat, n'ayant atteint qu'à un développement fort imparfait, n'a lui-même de sa position qu'une notion imaginaire. Elles disent son premier et instinctif effort vers une transformation universelle de la société.

73. Mais il y a, dans ces écrits socialistes et communistes, des parties critiques. Ils s'en prennent aux fondements mêmes de la société existante. Ils ont amoncelé des matériaux merveilleusement propres à éclairer les ouvriers. Quant à leurs propositions positives touchant la société future,

par exemple celles qui tendent à abolir l'antagonisme entre les villes et les campagnes, à abolir la famille, l'entreprise privée, le salariat, à proclamer l'harmonie sociale, à transformer l'État en une simple administration de la production, elles signifient simplement qu'il faudrait faire disparaître l'antagonisme des classes. Or cet antagonisme, à peine commençant, ces systèmes n'en peuvent connaître encore que les débuts où il n'a pas encore de forme précise. Les propositions qu'ils formulent n'ont donc qu'un sens purement utopique.

74. Le socialisme et le communisme critico-utopique ont une importance décroissante à mesure que l'importance du mouvement historique va grandissant. À mesure que la lutte de classe s'engage et dessine ses lignes de bataille, cet effort de l'imagination pour s'élever au-dessus de cette lutte, et pour l'enrayer, est pratiquement plus stérile et théoriquement moins justifié.

À beaucoup d'égards les fondateurs de ces systèmes sont des révolutionnaires authentiques. Mais, pour la raison qu'on vient de dire, leurs disciples ne manquent jamais, de former des sectes réactionnaires. Ils s'en tiennent aux idées vieilles des maîtres, même en face du développement historique du prolétariat qui déjà les a dépassées. Il est logique qu'ils cherchent à diminuer l'acuité de la lutte de classe, à chercher des compromis entre les extrêmes. Ils rêvent, comme par le passé, de réaliser par de menues expériences leurs utopies sociales, de fonder des phalanstères isolés, de faire de la colonisation intérieure, d'établir de petites Icaries[2]. Ils refont des éditions minuscules de la nouvelle Jérusalem. Or pour bâtir sur un sol réel ces châteaux en Espagne, il leur faut faire appel au cœur et au sac d'écus de la philanthropie bourgeoise. Peu à peu, ils passent à l'une des catégories de socialistes réactionnaires ou conservateurs plus haut décrites, et ils ne s'en distinguent que par un pédantisme plus systématique et par une foi fanatique et superstitieuse dans les effets merveilleux de leur science sociale.

C'est pourquoi ils s'opposent avec acharnement à tout mouvement politique des ouvriers. Car de tels mouvements supposeraient un manque de foi aveugle dans le nouvel évangile.

Les owenites anglais font, pour cette raison, de la réaction contre le chartisme, comme les fouriéristes français en font contre le réformisme.

IV

75. Ce qui a été dit chapitre II suffit à déterminer, sans explication nouvelle, le rapport des communistes avec les partis ouvriers déjà constitués, avec les chartistes en Angleterre, avec les réformateurs agraires dans l'Amérique du Nord.

Sans doute ils livrent bataille pour les fins prochaines et immédiates, pour les intérêts proches et immédiats de la classe ouvrière. Mais, dans le mouvement du temps présent, ce qui les préoccupe et ce qu'ils défendent, c'est aussi l'avenir de ce mouvement. En France, les communistes se rallieront au parti démocrate-socialiste^[3] contre la bourgeoisie conservatrice et radicale ; mais ils ne renonceront pas, pour cela, au droit de garder une parfaite indépendance critique devant les phrases et les chimères qui proviennent de la tradition révolutionnaire.

En Suisse, ils appuieront les radicaux, sans oublier que ce parti est un mélange d'éléments disparates, et que des démocrates socialistes de nuance française s'y coudoient avec des radicaux simplement bourgeois.

En Pologne, les communistes appuieront le parti qui pose comme condition à l'émancipation nationale une révolution agraire, c'est-à-dire le parti qui a provoqué l'émeute de Cracovie en 1846.

En Allemagne, le parti communiste luttera aux côtés de la bourgeoisie dans toutes les occasions où la bourgeoisie reprendra son rôle révolutionnaire ; avec elle, il combattra la monarchie absolue, la propriété foncière féodale la petite bourgeoisie.

76. Mais pas un instant il n'oubliera d'éveiller parmi les ouvriers la conscience la plus claire possible de l'opposition qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, et qui en fait des ennemis. Il faut que les conditions sociales et politiques qui accompagneront le triomphe de la bourgeoisie se retournent contre la bourgeoisie elle-même comme autant d'armes dont aussitôt les ouvriers allemands sauront faire usage. Il faut qu'après la chute des classes réactionnaires en Allemagne, la lutte contre la bourgeoisie s'engage sans tarder.

77. C'est l'Allemagne surtout qui attirera attention des communistes. L'Allemagne est à la veille d'une révolution bourgeoise. Cette révolution elle l'accomplira en présence d'un développement général de la civilisation européenne et d'un développement du prolétariat que ni l'Angleterre au xvii^e siècle, ni la France au xviii^e n'ont connu. La révolution bourgeoise allemande sera donc, et de toute nécessité, le prélude immédiat d'une révélation prolétarienne.

78. — En un mot, les communistes dans tous les pays appuieront tous les mouvements révolutionnaires contre l'état social et politique existant.

Dans tous ces mouvements, la question qu'ils mettront au premier plan, la question pour eux essentielle, est celle de la propriété, dut même le débat sur cette question n'être pas encore engagé très à fond.

Enfin les communistes travailleront de toutes parts à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays.

Les communistes jugent indigne d'eux de dissimuler leurs opinions et leurs projets, ils déclarent ouvertement que leurs desseins ne peuvent être réalisés que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel. Aux classes dirigeantes à trembler devant l'éventualité d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre, que leurs chaînes. Et c'est un monde qu'ils ont à y gagner.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

APPENDICE

LA COLLABORATION DE FRÉDÉRIC ENGELS à *la Réforme* DE FLOCON ET DE LEDRU-ROLLIN

Nous savons par la préface aux *Enthüllungen über den Kommunisten-Prozess zu Kœln* (p. 8), que Frédéric Engels « fourneau à *la Réforme* des informations sur le mouvement anglais et sur le mouvement allemand ». Peut-on dans *la Réforme* retrouver la trace de cette collaboration d'Engels ? Cette recherche devrait tenter un critique. Elle serait d'une difficulté très grande, puisque les articles de *la Réforme* ne sont pas signés. Nous apportons ici quelques conjectures motivées, et nous attribuons à Engels les articles suivants.

I

Sur la présence à Londres de Karl Marx et d'Engels pour le congrès où fut rédigé le Manifeste communiste (novembre et décembre 1847), et sur leur participation aux manifestations polonaises.

Nous verrons en effet, dans l'historique, que Frédéric Engels venait alors de séjourner quelque temps à Paris et qu'il fit le voyage de Londres pour représenter au congrès les groupes communistes allemands de Paris.

Bien que l'article mette en scène la personne d'Engels lui-même, il ne peut guère être que d'Engels même : 1° Le voyage du rédacteur de *la Réforme* coïncide avec le voyage d'Engels ; 2° Engels n'était-il pas chargé de rendre compte à *la Réforme* du « mouvement anglais et allemand » ? Donc Engels est ce rédacteur. Voici cet article (*La Réforme* du 5 décembre 1847).

On nous écrit de Londres, 30 novembre :

Cher citoyen,

Je suis arrivé hier au soir, juste à temps pour assister au meeting public convoqué pour la célébration de l'anniversaire de la révolution polonaise de 1830. J'ai assisté à beaucoup de réunions semblables, mais jamais je n'ai vu un enthousiasme si général, un accord si parfait et si cordial entre des hommes de toutes les nations.

La présidence avait été offerte à M. Harncott, ouvrier anglais.

Le premier discours fut celui de M. Ernest Jones, rédacteur du *Northern Star*^[1] qui, tout en se prononçant contre la conduite de l'aristocratie polonaise dans l'insurrection de 1830^[2], applaudit vivement aux efforts qu'a faits la Pologne pour se soustraire au joug de ses oppresseurs. Son

discours brillant et énergique fut vivement applaudi.

Après lui, M. Michelot prononça un discours en français.

M. Schapper, allemand, lui succéda, il annonça au meeting que l'Association démocratique de Bruxelles avait délégué à Londres M. Marx, démocrate allemand et l'un de ses vice-présidents, pour établir des relations de correspondance entre la Société bruxelloise et la Société des démocrates fraternels de Londres, et aussi pour préparer la réunion d'un congrès démocratique des différentes nations de l'Europe[3].

M. Marx, en se présentant, fut accueilli par les applaudissements prolongés de l'assemblée.

Dans un discours allemand, traduit par M. Schapper, M. Marx déclare que l'Angleterre donnerait le signal de la délivrance de la Pologne. La Pologne, a-t-il dit, ne sera libre que quand les nations civilisées de l'Europe occidentale auront conquis la démocratie. Or, de toutes les démocraties de l'Europe, la plus forte, la plus nombreuse, c'est celle de l'Angleterre ! organisée sur toute l'étendue du pays. C'est en Angleterre que l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est le plus développé, que la lutte décisive entre les deux classes de la société devient de plus en plus inévitable. C'est donc en Angleterre que commencera, selon toute probabilité, le combat qui se terminera par le triomphe universel de la démocratie et qui brisera aussi le joug de la Pologne. C'est de la victoire des chartistes anglais que dépend le succès des autres démocrates européens. C'est donc par l'Angleterre que sera sauvée la Pologne.

M. Harney, rédacteur en chef du *Northern Star*, a ensuite remercié les démocrates de Bruxelles de ce qu'ils s'étaient adressés tout d'abord aux démocrates de Londres, en ne tenant aucun compte des avances faites par les bourgeois de la Ligue internationale de Londres, société fondée par les *freetraders*, afin d'exploiter les démocrates étrangers dans l'intérêt du libre-échange, et pour faire concurrence à la *Société des démocrates fraternels*, composée presque exclusivement d'ouvriers.

M. Engels, de Paris, démocrate allemand, a ensuite déclaré que l'Allemagne avait un intérêt particulier à l'affranchissement de la Pologne, parce que des gouvernements allemands faisaient subir leur despotisme à une partie de la Pologne. La démocratie allemande devrait avoir à cœur de faire cesser cette tyrannie, qui est une honte pour l'Allemagne.

M. Tedesco, de Liège, dans un discours énergique, a remercié les combattants polonais de 1830 pour avoir hautement proclamé le principe d'insurrection. Son discours, traduit par M. Schapper, a été chaleureusement applaudi.

Après quelques paroles de M. Charles Keen, le colonel Oborski a répondu au nom des Polonais.

M. Wilson, ouvrier anglais, qui par son opposition vigoureuse a tout récemment presque entraîné la dissolution d'un meeting de la ligue internationale, a, le dernier, harangué rassemblée.

Sur la proposition de MM. Harney et Engels, trois salves d'applaudissements ont été décernées aux trois grands journaux démocratiques de l'Europe : *la Réforme*, le *Northern Star* et le *Journal allemand de Bruxelles*^[4] ; sur la proposition de M. Schapper, trois groans ont été décrétés aux trois journaux anti-démocratiques : le *Journal des Débats*, le *Times*, et la *Gazette d'Augsbourg*.

Le meeting s'est terminé au chant de la *Marseillaise*, chantée par toute l'assemblée, debout et la tête découverte.

II

Sur le programme agraire du chartisme. — Il nous semble qu'un article, antérieur au précédent, inséré dans *la Réforme* du 1er novembre 1847, et d'un style très teinté de germanisme, complèterait à merveille les indications données par Engels sur le chartisme, dans son livre sur la *Situation des classes laborieuses* en Angleterre. Il suffit de ne pas attacher trop d'importance à l'indication qui attribue à l'article une provenance londonienne. Cette indication servait surtout, pensons-nous, à authentifier les renseignements que l'article apportait. Engels, à la date du 1er novembre 1847, devait être à Paris. Mais les renseignements fournis par l'article sont résumés d'après le *Northern Star*, où Engels écrivait et qu'il recevait.

On nous écrit de Londres :

Il y a environ deux ans que les ouvriers chartistes ont fondé une association dont le but est d'acheter des biens-fonds et de les répartir en petites fermes parmi les membres^[5]. *On espère diminuer, de cette manière, la concurrence excessive que se font les ouvriers manufacturiers entre eux-mêmes*^[6], en écartant du marché du travail une partie de ces ouvriers pour en former une classe de petits paysans toute nouvelle et essentiellement démocratique. Ce projet, dont l'auteur n'est autre que Feargus O'Connor lui-même, a obtenu un succès tel que la *Société terrienne des chartistes* compte déjà deux à trois mille membres, qu'elle dispose d'un fonds social de soixante mille livres sterling (un million et demi de francs), et que ses recettes annoncées dans le *Northern Star* dépassent 2.500 livres sterling par semaine. Enfin la société, dont je me propose de vous rendre plus tard un compte plus détaillé, a pris de telles dimensions qu'elle commence à inquiéter l'aristocratie territoriale. Car il est évident que ce mouvement, s'il continue à se propager dans la même

proportion qu'il a suivie jusqu'à présent, *finira par se transformer en agitation nationale pour la prise de possession du sol nationale par le peuple*^[7]. La bourgeoisie ne trouve pas non plus cette société de son goût. Elle y voit un levier mis dans les mains du peuple, qui lui permettra de s'émanciper sans avoir besoin de l'aide de la classe moyenne. C'est particulièrement la petite bourgeoisie, plus ou moins libérale, qui voit la *Société terrienne* d'un mauvais œil, parce que déjà elle trouve les chartistes beaucoup plus indépendants de son soutien qu'avant la fondation de l'association. De plus, ces mêmes radicaux, *incapables de s'expliquer l'indifférence que leur montre le peuple, et qui est la conséquence inévitable de leur propre tiédeur*^[8], insistent à attaquer sans cesse M. O'Connor comme le seul obstacle d'une réunion des partis chartiste et radical. Il suffirait donc que l'organisation de la *Société terrienne* fût l'ouvrage de M. O'Connor, pour faire retomber sur elle toute la haine des bourgeois plus ou moins radicaux. D'abord, ils l'ignorèrent ; quand la conspiration du silence ne fut plus tenable, ils s'attachèrent à prouver que la société était organisée de manière à finir inévitablement par la banqueroute la plus scandaleuse^[9] ; enfin, quand ce moyen n'empêcha pas la société de prospérer, ils revinrent à la tactique que, depuis dix ans, ils n'ont pas cessé d'appliquer, et toujours sans le moindre succès, contre M. O'Connor.

Ils cherchèrent à rendre suspect son caractère, à disputer son désintéressement, à détruire le droit, auquel il prétendait, de s'appeler le gérant incorruptible et non salarié des ouvriers. Lorsque donc M. O'Connor, il y a quelque temps, publia son compte-rendu annuel, six journaux s'attachèrent à le combattre. C'étaient le *Weekly Dispatch*, le *Globe*, le *Non Conformist*, le *Manchester Examiner*, le *Lloyds weekly Newspaper* et le *Nottingham Mercury*^[10]. Ils accusèrent M. O'Connor de vols et de sous-tractions des plus effrontées, qu'ils cherchèrent à prouver ou à rendre probables par les chiffres du compte-rendu même. Loin de rester satisfaits de cela, ils fouillèrent dans la vie du célèbre agitateur : une montagne d'accusations, l'une plus grave que l'autre, s'entassa sur lui, et ses adversaires pouvaient croire qu'il en resterait accablé.

Mais O'Connor qui, depuis dix ans, n'a pas cessé de lutter contre la presse soi-disant radicale, ne fléchit point sous le poids de ces calomnies. Il publia dans le *Northern Star* de ce mois une réponse aux six journaux. Cette réponse, chef-d'œuvre de polémique, et qui rappelle les meilleurs pamphlets de William Cobbett, réfute accusation pour accusation, et, prenant à son tour l'offensive, dirige contre les six directeurs des attaques très dangereuses et pleines d'un superbe dédain. Aussi a-t-elle

complètement suffi à justifier O'Connor aux yeux du peuple. Le *Northern Star* du 30 de ce mois contient les votes de confiance en O'Connor, passés en réunion publique des chartistes de plus de cinquante localités. Mais O'Connor a voulu donner à ses adversaires l'occasion de l'attaquer devant le peuple. Il les a sommés de venir soutenir leurs charges en réunion publique, Manchester et à Nottingham.

Aucun d'eux ne s'est produit. À Manchester, O'Connor a parlé pendant quatre heures, devant plus de 10.000 hommes qui l'ont couvert d'un tonnerre d'applaudissements et lui ont confirmé à l'unanimité la confiance qu'ils avaient en lui. Là foule était si grande, qu'outre le meeting où O'Connor se défendit en personne, il fallut en tenir un autre sur la place publique, où dix à quinze mille individus, qui n'avaient pu entrer dans la salle, furent harangés par plusieurs orateurs.

Les meetings terminés, O'Connor déclara qu'il recevrait à l'instant même les souscriptions et les cotisations des membres de la *Société terrienne*, et la somme payée à lui, le soir même, dépassa mille livres sterling (25.000 francs.)

À Nottingham, où O'Connor convoqua le lendemain une des plus grandes réunions qui jamais y avaient eu lieu, l'enthousiasme produit par son discours fut le même.

C'est au moins pour la centième fois que M. O'Connor a triomphé de cette manière éclatante des calomnies de la presse bourgeoise. Imperturbable au milieu de toutes des attaques, l'infatigable patriote poursuit son œuvre, et la **con... ime[illisible]** du peuple anglais est la meilleur **[illisible]** de son courage, de son énergie et

III

Sur la situation de l'Allemagne. (La Réforme du 6 août 1847). — Il est probable que Frédéric Engels était déjà revenu de Bruxelles à Paris, quand il écrivit cet article, qui atteste une connaissance très approfondie de la presse allemande, anglaise et français ; et les hommes qui possédaient cette connaissance n'étaient pas alors très nombreux. Il se pourrait, selon nous, que ce fût l'article par où Engels débuta dans *la Réforme* de Flocon. Il essaie d'appeler l'attention des démocrates français sur les journaux allemands, qu'il ne faut pas lire sans défiance, et sur ceux dont l'inspiration démocratique est véritable. Nous répétons qu'il ne faut pas attacher d'importance à l'indication qui fait venir d'Aix-la-Chapelle une lettre rédigée, sans doute, à Paris. Après la mesure d'expulsion dont avait été l'objet en 1845, il ne fallait pas qu'un journaliste allemand, présent à Paris, laissât deviner qu'il collaborait à des journaux de la nuance démocratique-socialiste. Le ton persifleur et agressif de la lettre conviendrait fort à Frédéric Engels. Voici l'article :

On nous écrit d'Aix-la-Chapelle :

Les nouvelles d'Allemagne que vous recevez par les journaux se ressentent naturellement de la source d'où elles proviennent. Généralement

ce sont des extraits des différentes feuilles censurées : de la *Gazette d'Ausbourg*, vendue à l'Autriche et à la Bavière ; de la *Gazette de Prusse*, organe somnifère[11] du cabinet de Berlin ; de la *Gazette de Cologne*, journal semi-libéral, appartenant à un riche libraire de nos provinces rhénanes[12], spéculateur avide, qui n'a aucune opinion sincère, prêchant aujourd'hui un libéralisme de juste milieu, demain un article de complaisance gouvernementale.

Ajoutez à ces quelques détails la censure qui surveille, gêne et coupe toute pensée hardie, et vous verrez que la presse allemande se trouve sous une rude tutelle.

L'Observateur rhénan, de Cologne, est une feuille servile du cabinet de Berlin[13] ; aussi, malgré les subventions gouvernementales ne peut-il obtenir plus de 4 à 500 abonnés. La *Gazette du Weser*, à Brême, la *Gazette du soir*, à Mannheim, et cette dernière surtout, avec une nuance radicale, comptent parmi les feuilles les plus indépendantes de l'Allemagne ; mais ce sont précisément celles que les bureaux de traduction à Paris citent le plus rarement.

Les journaux publiés en allemand dans la Suisse n'ont d'autre intérêt que celui qui s'attache aux questions locales.

En Angleterre on publie également un journal allemand sous le nom de *Deutsche Londoner Zeitung*. Malheureusement, les quelques idées démocratiques qu'elle publie quelquefois se trouvent bien déparées par les espérances de restauration qu'elle annonce en faveur du duc de Brunswick.

Depuis le 1er janvier dernier, M. Bornstedt rédige à Bruxelles une *Gazette allemande de Bruxelles* (*Deutsche Brüsseler Zeitung*) dont l'entrée est sévèrement défendue en Prusse et dans toute l'Allemagne. Néanmoins un grand nombre[14] pénètrent par divers moyens jusqu'à Berlin ; quelques-uns mêmes se trouvent parfois mystérieusement jusque sur la table du roi de Prusse. Il est assez curieux de voir avec quelle célérité notre police fait ici des recherches pour découvrir chaque numéro qui peut être introduit en contrebande. Ce zèle puéril du cabinet de Berlin contre une feuille naissante vous donne une idée de la façon dont le gouvernement allemand comprend la manifestation de la vérité.

Il faut dire que la *Gazette allemande de Bruxelles* a publié plusieurs articles de Mazzini, le chef de la Jeune Italie, de M. Stolzmann, un des plus énergiques représentants démocratie polonaise, et de plusieurs publicistes éminents de l'Allemagne[15].

En Amérique, aux États-Unis (car la presse libre de l'Allemagne n'existe qu'au dehors de ce pays), il y a une centaine de journaux imprimés en langue allemande. La plupart sont purement démocratiques.

Le plus répandu, même en Europe, se nomme la *Malle-poste allemande de New-York* (Deutsche Schnellpost in New-York). Les correspondances que reçoit cette feuille des bords du Rhin, du midi de l'Allemagne, et quelquefois de Paris, sont ce qu'il y a de mieux rédigé dans toute la presse allemande, à l'exception toutefois de quelques articles de fond et correspondances de la *Gazette allemande de Bruxelles*.

Après ce rapide exposé de la presse allemande, j'aurais à vous entretenir un peu de l'opinion publique dans notre pays. Mais je vous écrirai plus au long à ce sujet dans quelques jours[\[16\]](#) ; je me bornerai seulement d'aborder aujourd'hui quelques points principaux.

L'Autriche n'exerce plus aucune influence morale sur l'Allemagne ; son gouvernement est détesté, car sa conduite en Gallicie (*sic*) et en Italie est la cause que le nom allemand y est si vivement attaqué[\[17\]](#).

L'empire autrichien, d'ailleurs, est rongé d'un mal incurable qui prélude à la dissolution de cette agglomération d'États artificiellement soudés l'un à l'autre. La Bohême et la Hongrie forment une opposition formidable et énoncent hautement le vœu d'une émancipation complète avec le système abrutissant de la chancellerie de Vienne.

En Prusse, il en est de même.

Le roi actuel avait fait concevoir, lors de son avènement au trône, beaucoup d'espérances. Comme tant d'autres brillants *parleurs* officiels il avait promis au peuple monts et merveilles, mais la montagne en travail accoucha d'une souris !...

Peu à peu aussi la popularité du roi se perdit ; les choses même en sont venues aujourd'hui à ce point, qu'il y a peu de princes aussi compromis, vis-à-vis de l'opinion publique, que Frédéric-Guillaume IV. Malheureusement pour ce roi, mais heureusement pour les peuples le culte monarchique perd chaque jour sa puissance en Allemagne, et M. de Chateaubriand avait raison en disant : *Les rois s'en vont*. Toute l'Allemagne attendait avec impatience que la Diète réunie à Berlin[\[18\]](#) fit acte d'énergie et posât ses principes vis-à-vis de la cour et de sa bureaucratie appuyée par les monarchies absolutistes de l'Autriche et de la Russie.

La harangue burlesque du roi de Prusse à l'ouverture de la Diète, la clôture piteuse de ses opérations, sa faiblesse qui ne put arracher aucune concession sérieuse à la couronne, tout a concouru à augmenter le nombre de ceux qui sont convaincus que l'Allemagne ne peut sortir de la domination policière et absolutiste qu'en arborant la bannière d'une opposition énergique et décidée.

Jadis on dansait à Paris sur un volcan ; je puis vous assurer que de

graves événements se préparent en Allemagne, et que cet air si lourd qui pèse sur nous annonce l'approche de l'orage. L'Allemagne se prépare à la lutte. Aussi chaque jour les gouvernements exercent-ils de nouvelles persécutions contre les ouvriers, voire même contre les sociétés de chant ; partout la mauvaise conscience de nos despotes voit des ennemis soulevés contre leur tyrannie.

Ne croyez point, Monsieur, que la coterie *gallophobe* exerce encore de l'influence chez nous. Les hommes tels que Arndt, Dahn, etc., n'ont plus d'action sur le peuple ni sur la jeunesse de nos universités. Ces hommes avaient autrefois du talent et de l'énergie, mais leur temps est passé. La *Gazette allemande de Bruxelles* a tort de revenir si souvent sur leur compte, bien qu'elle les bafoue impitoyablement. Elle devrait quelque respect aux morts[\[19\]](#), car le ridicule a tué ces pauvres gallophobes, et le ridicule a fait depuis longtemps justice de ces bornes politiques.

IV

Sur l'opinion publique en Allemagne. (La Réforme du 27 août 1847.) Cet article fait suite au précédent, qui l'annonce :

On nous écrit d'Aix-la-Chapelle, le 23 août :

Dans peu de jours le roi de Prusse doit entreprendre un voyage dans nos provinces, pour y inspecter plusieurs corps d'armée. Avant perdu toute sa popularité ; les autorités font déjà en ce moment tous leurs efforts pour empêcher que l'accueil fait à ce prince ne soit point par trop significatif.

Chaque jour, ici, l'opinion publique se prononce de plus en plus en faveur d'une opposition *décidée* ; on sait que le système suivi par les *députés diplomates* de nos provinces, voulant essayer la tactique parlementaire, n'a produit finalement que le triomphe du gouvernement, et un résultat négatif pour nos libertés publiques. Aussi les députés mous et incertains, comme M. Camphausen, ont-ils perdu toute autorité à Cologne, et M. Hansemann, d'Aix-la-Chapelle même[\[20\]](#), ne représente nullement l'opinion vraiment libérale et démocratique.

M. Hansemann et les principaux orateurs de la diète passée sont à peu près de la nuance de votre aristocratie financière sous la Restauration, qui combattait l'ancienne noblesse, l'influence cléricale, qui voulait le règne de l'aristocratie d'argent, mais qui n'avait aucun sentiment profond de l'émancipation populaire.

L'Allemagne n'a donc nullement envie de faire, comme la France,

dupée par les exploiters de la Révolution de juillet, le triste essai d'un système qui érige en culte le *veau d'or*, le seul mobile des intérêts matériels, le remplacement de l'aristocratie territoriale, bureaucratique, ministérielle et courtisanesque, par celui des majorités financières, boursicotières et exploratrices.

L'Allemagne veut l'unité, la liberté, la fraternité, l'organisation du travail et l'émancipation des classes ouvrières[21].

Quant à nos *métis* libéraux, espèce de contrefaçon de votre *centre* gauche, et allant tout au plus jusqu'à la faconde ampoulée de M. Odilon Barrot, la véritable opinion publique ne leur accorde aucune confiance. Ce sont des hermaphrodites politiques dégénérés en libéraux ; mais au lieu de marcher à la conquête des libertés, ils se traînent à genoux devant les princes les implorant de leur faire l'aumône de quelques miettes de libertés. Aussi la *Gazette allemande de Bruxelles* dit-elle avec raison : « Jamais aucun peuple ne conquiert ses libertés en les implorant comme une grâce de la part des rois. On fait l'aumône à un pauvre, mais un peuple sain et robuste demande des droits. Et comme pour une bonne armée, le proverbe a raison de dire : Pendant la paix, on doit se préparer à la guerre[22]. »

V

Sur la crise économique de 1847 en Angleterre. — On sait quelle importance a dans le marxisme, et surtout dans la forme que lui donne Engels, la théorie des crises. Engels mettait son amour-propre à prédire les crises économiques avec exactitude, Il avait prédit celle de 1847. Il avait signalé, en 1845, dans son livre sur *Les Classes laborieuses en Angleterre* (2e éd., pp. 89 et 239), qu'après la vive prospérité du commerce et de l'industrie qui suivit 1842, une crise surviendrait « au plus tard en 1847, qui dépasserait en violence et en fureur toutes les précédentes », et il affirmait que « la misère des ouvriers obligerait à recourir non plus à des mesures politiques, mais à des mesures sociales. » En 1892 encore il s'enorgueillissait de la justesse de sa prophétie.

Il nous semble que l'article ci-dessous, inséré par *la Réforme* du 9 décembre 1847, pourrait être d'Engels, qui l'aurait alors envoyé de, Londres, où il siégeait dans le congrès communiste Marx et Engels faisaient devant ce congrès une description du mécanisme des crises très approchée de celle qui est faite ici, d'après des documents anglais.

Les consolidés sont de nouveau en baisse. Un des comptoirs de la compagnie des Indes-Orientales aurait aussi suspendu les paiements.

Voici l'opinion des journaux anglais sur la situation commerciale.

On lit dans le *Standard* :

Les nouvelles concernant l'état des affaires dans les districts manufacturiers, à la fin de la semaine dernière, ne sont pas regardées comme très satisfaisantes. Un des inconvénients résultait de la grande dépression du commerce, par suite de la rareté de l'argent. C'est la difficulté de rétablir les prix de manière à faire un bénéfice.

Quand les acheteurs ont obtenu des marchandises à un prix réduit, ils perdent de vue le sacrifice fait par le vendeur, et ce n'est qu'autant que la production se renferme dans les limites des

commandes qu'ils peuvent être amenés à, fixer un prix plus élevé.

On s'en ressentira longtemps, non seulement en ce qui concerne notre commerce intérieur, mais encore dans tous les marchés étrangers car nos produits ont été vendus au-dessous du prix de fabrication, surtout en Chine et aux Indes-Orientales, où l'on ne comprendra pas si aisément les circonstances qui ont amené la dépréciation.

Il est de la plus haute importance que ce point soit bien compris, et que ces manufacturiers prennent des mesures contre cet inconvénient.

Certes, il est difficile de mieux apprécier la gravité de la crise qu'on vient de traverser en partie et qui continue encore. Le commerce de l'Angleterre semble frappé au cœur.

De toutes parts les ouvriers sont jetés sur le pavé, les usines se ferment, la production se restreint dans le but avoué de faire hausser les produits d'une manière factice. Triste expédient, car si le capital a sa logique préméditée, les populations sans travail ont aussi la leur, toute spontanée à la vérité, pour répondre à ce syllogisme inexorable du privilège qui, dans l'industrie, dans la rue, conclut toujours à la mort et jette aux mauvaises inspirations de la faim le défi de la guerre à outrance, après s'être entouré d'un rempart de baïonnettes et de canons.

Le *Globe* constate la réduction calculée de la production et des salaires, en ces termes :

Nous regrettons devoir à constater que le commerce des fers est en souffrance. Un courtier influent, en rapport avec ce commerce, nous donne à cet égard, les renseignements suivants :

« Pendant le mois passé, le marché aux fers a subi une dépression encore plus forte, tant à cause de la suppression des travaux de chemin de fer, que de la pression continuelle sur le marché d'argent.

« Aussi, le commerce, qui était depuis, deux ou trois ans dans un état de grande prospérité, est-il sur le point de voir changer sa position.

« Quelques grands propriétaires d'usines ont déjà suspendu leurs paiements, et laissé sans travail un grand nombre d'ouvriers ; et l'on commence à dire sérieusement que si le commerce n'est mieux soutenu, Glasgow et Staffordshire s'en ressentiront cruellement.

« Les demandes de toute espèce de fers ont beaucoup diminué, pendant que les magasins s'encombrent de produits.

« Pour se plier à cette situation, les maîtres de forges réduisent la production et diminuent les salaires de leurs ouvriers.

« Ont dit que 2, 000 tonnes de rails, construits la semaine dernière, ont réalisé, dans le pays de Galles, un prix qui n'équivaut pas à plus de sept livres sterling (175 fr.) par tonne ».

Les petites faillites de 2 à 500.000 francs, dans toutes les branches du commerce, continuent avec intensité et portent la désolation dans les capitaux moyens et le travail.

Les métaux, sont cependant accumulés dans les coffres de la Banque.

La Belgique participe à cet état de choses.

Les faillites de Mons paraissent avoir causé de grands embarras à Charleroi, où plusieurs suspensions de paiements ont eu lieu par contre-coup. La maison Hennekim-Briard avait une succursale à Charleroy, et pour combler la lacune qui résulte de la suspension des paiements de cette maison, on a prié la banque de Belgique d'établir une agence dans cette ville (Charleroi). (*Globe*).

En France, nous sommes aussi à la baisse, en raison, dit-on, des nombreux appels de fonds des compagnies de chemins de fer.

Tout annonce que nous allons entrer dans une phase de plus en plus difficile pour notre industrie, notre commerce et nos braves et malheureux ouvriers[\[23\]](#).

NOTES

1. [↑] Dans la préface à la traduction anglaise du *Manifeste*, j'ai ajouté ce qui suit : « Cette idée, dans mon opinion fera faire à la science de l'histoire le progrès que la théorie darwinienne a fait faire à l'histoire naturelle. Nous avons approché peu à peu de cette idée tous deux, plusieurs années déjà avant 1845. Mon livre sur *La situation des classes laborieuses en Angleterre* montre jusqu'où j'étais parvenu moi-même dans ce sens. Mais lorsque je retrouvai Marx à Bruxelles, au printemps de l'année 1845, il en avait fait l'élaboration complète et me l'exposa en termes presque aussi clairs que ceux dû résumé ci-dessus. [Note de F. Engels]

2. [↑] Lassalle lui-même, au cours de ses relations avec nous, n'a jamais manqué de se dire *disciple* de Marx ; et il va de soi qu'il se plaçait ainsi sur le terrain même du *Manifeste*. Il n'en va pas de même de ceux de ses adhérents qui s'en tenaient à son projet de coopératives de production commanditées par l'État, et qui divisaient toute la classe ouvrière en deux catégories : ceux qui demandaient l'aide de l'État et les partisans du *self help*. [Note de F. Engels].

1. [↑] La tourmente révolutionnaire de 1848 a balayé toute cette école misérable et a ôté à ses représentants de continuer ses contrefaçons socialistes. Le représentant principal et le type de l'école est M. Karl Grün (Note de l'édition de 1872).

2. [↑] Owen appelle *colonies à l'intérieur* (home-colonies) ses sociétés communistes modèles. On appelait *phalanstères* les palais sociaux projetés par Fourier.

3. On désigna du nom d'Icarie le pays imaginaire et utopique, dont Cabet décrit les institutions communistes. [Note de F. Engels.]

4. [↑] Le parti qui, alors, en France, se nommait le parti démocrate-socialiste était celui que représentait Ledru-Rollin en politique et Louis Blanc en littérature. Il différait donc infiniment du socialisme démocratique de l'Allemagne actuelle. [Note de F. Engels.]

1. [↑] C'est le journal des chartistes, dirigé par O'Connor, et dont le rédacteur en chef était Julian Harney. Engels y collaborait. (V. préface aux *Enthüllungen*, p. 8). Il y aurait à extraire du *Northern Star* les articles d'Engels.

2. [↑] C'est pourquoi le *Manifeste communiste*, § 75, appuie le parti qui fit l'émeute de Cracovie (1846), dirigée contre la féodalité agraire. Sur le programme de ce parti, v. *Commentaire*, § 75.

3. [↑] Sur Carl Schapper, v. *l'Introduction historique*. Il était en ce temps-là ; marxiste pur. Schapper savait admirablement que Marx n'était pas seulement délégué de l'Association démocratique de Bruxelles, mais du groupe ouvrier bruxellois affilié à la Fédération des communistes. Toutefois il était interdit de parler de la Fédération. Les communistes allemands, à l'époque de Weitling déjà, dépistaient la police en entrant dans les groupes démocratiques radicaux, dont l'existence et la propagande étaient connues. Même après le *Manifeste communiste*, l'organisation communiste dut rester secrète. Les démocrates fraternels furent un groupe affilié aux chartistes, mais international. Comme les démocrates de Bruxelles ils se confondaient en partie avec le personnel des groupes communistes. Le comité directeur des *fraternal democrats* comprenait : 1° pour l'Angleterre : G. Julian Harney, Ernest Jones, Thomas Clarck, Charles Keen ; 2° pour la France : J.-A. Michelot, H. Bernard ; 3° pour l'Allemagne : Carl Schapper, Joseph Moll, communistes-marxistes ; 4° pour la Scandinavie : Peter Holm, Luntberg ; 5° pour la Pologne : Louis Oborski ; 6° pour la Russie : C. Ponsc, P. Bluhm. Le « congrès démocratique des différentes nations de l'Europe » est, bien entendu, le congrès où allait être discuté le *Manifeste communiste*.

4. [↑] Karl Marx et Engels y écrivaient ; et il est fait très régulièrement, et sans doute par l'entremise d'Engels des extraits du *Journal allemand de Bruxelles* dans la *Réforme* de Paris, depuis 1847.

5. [↑] Engels avait signalé dans son livre sur les *Classes laborieuses en Angleterre* (2e éd. 1892, p. 238), le programme chartiste de la parcellation des terres (*allotment-system*). Tout en montrant que « la grande industrie en a déjà une fois triomphé », il ne contestait pas que « malgré l'apparence

réactionnaire » des moyens de réforme proposés, le chartisme ne dût « inévitablement se rapprocher du socialisme ».

6. ↑ « La concurrence des ouvriers entre eux, écrivait Engels dans le même livre, p. 78, est l'arme la plus redoutable dont dispose la bourgeoisie contre le prolétariat. D'où l'effort des ouvriers pour enrayer cette concurrence par des associations, et la fureur de la bourgeoisie contre ces associations. »

7. ↑ Je trouve là l'idée familière à Engels, selon laquelle le chartisme « inévitablement doit se rapprocher du socialisme ».

8. ↑ Engels avait, très fortement marqué dans son livre (p. 237) cette « manière soporifique » des journaux radicaux, qui, après que Sturge, en 1843, eut rompu avec les hommes de la « force physique », restèrent indifférents à toutes les motions proprement ouvrières, au *bill* de la journée de dix heures, etc., et, dans toutes les collisions, se joignirent aux libéraux contre les chartistes.

9. ↑ La Société fit faillite réellement à la fin de 1847, mais faute d'actionnaires et par la résistance hostile des *trade-unions* conservatrices, qui interdirent à leurs trésoriers de confier des fonds à la société et retirèrent les fonds déjà déposés.

10. ↑ La trahison du *Weekly Dispatch* et de [illisible] été déjà stigmatisée par Engels, dans [illisible]

11. ↑ On a vu plus haut, chez Engels, la même habitude de style, quand il parlait de la manière soporifique du *Weekly Dispatch*, etc.

12. ↑ Souvenons-nous qu'Engels, originaire de Barmen, a le droit de dire nos provinces rhénanes.

13. ↑ C'est le journal créé par Wagener, socialiste chrétien et féodal, pour extirper les effets de la propagande démocratique de la première *Gazette rhénane* où collaborait Karl Marx. L'un des premiers adversaires que combattit la *Gazette allemande de Bruxelles*, dont il va être question tout à l'heure, dirigée par Bornstedt, et où Marx et Engels oublièrent des articles retentissants, quoique anonymes, fut précisément ce socialisme féodal de l'*Observateur rhénan*. V. aussi le *Manifeste communiste* et le *Commentaire*, §§ 55-58.

14. ↑ On avouera que, pour fournir ce renseignement, il fallait être de la maison. Engels en était. Ajoutons qu'il avait de vieilles relations littéraires à Berlin.

15. ↑ Nous ferons observer la discrétion extrême et révélatrice, qui est mise ici par l'auteur à ne nommer ni Marx, ni Bornstedt, ni Engels, alors que certainement, il les connaît.

16. ↑ Ce sera l'article du 25 août, ci-dessous reproduit.

17. ↑ On a vu plus haut une déclaration analogue d'Engels faite à Londres, un peu plus tard, le 29 novembre 1847 : « Des gouvernements allemands font subir leur despotisme à une partie de la Pologne. La démocratie allemande devrait avoir à cœur de faire cesser cette tyrannie qui est une honte pour l'Allemagne. » (p. 78-79).

18. ↑ C'est la célèbre *Diète réunie*, que le roi composa en 1847, par la juxtaposition en une assemblée unique de toutes les assemblées d'États provinciaux existantes en Prusse. Frédéric-Guillaume IV y prononça la harangue fameuse sur la « *relation d'immédiateté* qui unit le peuple et le roi, entre lesquels il n'est pas admissible que se glisse une feuille de papier noirci, une Constitution ». Marx se gaussa fort de cette *relation d'immédiateté*, dans un article de la *Gazette allemande de Bruxelles*, dont la conclusion est ci-après reproduite.

19. ↑ Phrase ironique, cela va sans dire, puisque ces personnages étaient bien vivants.

20. ↑ Cet artifice pour démarquer l'article et lui donner l'apparence d'une origine étrangère, était facile. Le ministre Hansemann était, de notoriété publique, un grand drapier d'Aix-la-Chapelle et président de la Chambre de commerce de cette ville.

21. ↑ C'est la terminologie démocratique ancienne. Mais les marxistes n'hésitent pas à l'employer pour se faire entendre des démocrates socialistes. Bien après les débats sur le *Manifeste communiste*, des marxistes tels que Moll et Schapper, signent avec les *fraternal democrats* de Londres des manifestes terminés par la formule ancienne et prohibée : « Tous les hommes sont frères ! »

22. ↑ C'est un extrait, un peu inexact, fait de mémoire, d'un article de Marx dans la *Gazette allemande de Bruxelles*. « Le peuple est de tous les éléments politiques le plus dangereux pour le roi. Non pas le peuple dont parle Frédéric-Guillaume, et qui, les larmes aux yeux, remercie quand on lui donne un coup de pied et un gros sou. Ce peuple-là est tout à fait inoffensif, car il n'existe que dans l'imagination du roi. Le peuple vrai, le prolétariat, les petits paysans, la populace, sont autres. Ce peuple est, comme dit Hobbes, *puer robustus, sed malitiosus*, un garçon robuste, mais malicieux, et il ne laisse ni les rois maigres, ni les rois gras, se moquer de lui. Ce peuple-là, avant tout, contraindrait Sa Majesté à lui donner une constitution, avec le suffrage universel, la liberté d'association, la liberté de la presse, etc. »

23. ↑ Il se peut sans doute que la rédaction de la *Réforme* pour donner à cet article, insolite dans ses colonnes, un intérêt actuel, et pour appeler sur lui l'attention du public français, ait ajouté les

deux derniers alinéas.

Mais on remarquera que la déduction des crises, dans le livre des *Classes laborieuses en Angleterre*, énumérait les faits dans l'ordre suivant, qui est l'ordre même développé dans l'article ci-dessus : 1° La baisse de prix (par suite de surproduction) qui oblige à vendre à perte ; 2° La cessation subite de la production, qui jette les ouvriers en foule « sur le pavé » ; 3° La propagation rapide du mouvement des faillites. « Une maison après l'autre suspend ses paiements, les faillites se succèdent, » avait dit de même le livre sur les *Classes laborieuses en Angleterre* (p. 86) ; 4° La restriction de la production relève les prix au moment où la misère est la plus intense ; 5° « Il est trop tard pour une solution pacifique... La guerre des pauvres contre les riches est devenue inévitable. » (P. 300)

TOME II

INTRODUCITON HISTORIQUE ET COMMENTAIRE
PAR CHARLES ANDLER

INTRODUCTION HISTORIQUE

La *Fédération des communistes*, au nom de laquelle Marx et Engels rédigèrent leur manifeste, a une préhistoire. Il faut la connaître. Car le premier marxisme, si neuve qu'en ait été la pensée, a beaucoup appris de cette tradition déjà établie parmi les communistes allemands de 1846. Nous verrons plus tard que de toutes les doctrines socialistes qui ont précédé la leur, la doctrine babouviste est la seule que Marx et Engels aient respectée vraiment. (V. Manifeste et commentaires, § 69). Ce n'est pas sans doute pour sa valeur intrinsèque, mais parce qu'ils la jugeaient élaborée selon la seule méthode qui convienne à la Révolution sociale : par un contact direct avec le prolétariat et en vue d'une intervention directe et collective du prolétariat dans le cours des événements. Or, cette méthode de fixation collective d'une doctrine révolutionnaire, la *Fédération des Bannis* et la *Fédération des Justes* l'avaient pratiquée avant la *Fédération communiste* issue d'elles. Chacune de ces sociétés, quoique secrète, a lancé des manifestes qui sont les devanciers du *manifeste communiste*. Chacune, malgré la part croissante que prirent les ouvriers dans l'élaboration des principes, eut d'abord ses inspireurs. Théodore Schuster et Wilhelm Weitling, sinon Børne, doivent passer pour d'authentiques prédécesseurs de Marx.

I. La période d'agitation radicale et bourgeoise. Ludwig Børne (1832-34)

Le mouvement révolutionnaire allemand, suivit pas à pas le mouvement français. La démocratie socialiste française a été l'institutrice du prolétariat allemand. Mais toutes les démocraties prolétariennes ont été à l'école d'abord des révolutionnaires bourgeois. Avant que Buonarrotti trouvât des lecteurs pour son livre sur *Babœuf*, origine vraie de tout le mouvement prolétarien moderne, il fallait que les principes généraux de la République bourgeoise fussent reconnus à nouveau. C'est la propagande à laquelle se vouèrent, jusqu'au procès d'avril 1834, les sociétés républicaines dirigées par les grands républicains bourgeois et légataires de la monarchie de

juillet[1].

L'un de ces groupements, l'*Association pour la défense de la presse patriote*, fondée par Cermenin, Armand Carrel, Godefroy Cavaignac, Garnier-Pagès et F. Arago, servit de modèle au *Deutsche Bund zur Vertheidigung der Pressfreiheit*, que fonda un avocat de Deux-Ponts, Savoie, réfugié à Paris après l'échauffourée de Francfort et les fêtes nationalistes et révolutionnaires de Hambach en 1832. Ludwig Børne a décrit, dans ses *Mittheilungen aus Paris* (lettres des 26 et 27 février 1832) comment des employés de magasins allemands, auxquels se joignait un groupe d'artisans communément réuni dans un petit restaurant de la rue Tirechappe, n° 7, fondèrent cette association. Une cotisation d'un sou par mois et par homme subvenait à la propagande qui consistait en l'achat de livres utiles à la cause. Des étudiants et des journalistes exilés se mêlaient à la foule des commis et des ouvriers. On fut cinq cents. Au passage Saumon ou dans quelque salle des faubourgs, on se réunissait. Henri Heine, qui a assisté, avec une aristocratique répugnance, à ces tabagies, où le mena Børne malgré lui, en a fait un tableau où l'ironie essaie vainement de dissimuler la terreur bourgeoise[2]. Wolfrum et Garnier étaient les principaux orateurs de ces réunions où le poète s'indignait qu'un cordonnier bancal et contrefait pût venir déclarer que tous les hommes étaient égaux. Mais Ludwig Børne lui-même y venait, et, d'une parole plus puissante ; aphoristique et brève encore que son style, dans un langage digne du Sermon sur la montagne, gagnait des âmes. Aussi bien son républicanisme social ne différait-il guère de la doctrine de Lamennais, biblique de ton comme la sienne. Cette doctrine est trop éloignée de Marx pour que nous ayons à l'exposer ici.

Les lois de septembre 1834 sur les associations mirent fin à cette forme de la propagande. La société n'en subsista pas moins ; mais, comme les sociétés françaises du même temps, elle se fit secrète.

II. La FÉDÉRATION DES BANNIS : Jacob Venedey et Théodore Schuster (1834-36)

La nouvelle société s'appela la *Fédération des Bannis*. Elle comprit le même personnel que l'association dont elle était issue. Mais elle le disciplina sévèrement. Son organisation n'est pas connue parfaitement. Il semble que les groupes se soient appelés des *tentes* (Zelte) ou des *chaumières* (Hütten)[3]. Le comité exécutif, le *foyer* (Brennpunkt) autour duquel se groupaient ces tentes, exigeait l'obéissance passive et le secret.

Peut-être bien, comme dans la franc-maçonnerie, dans le compagnonnage, dans le carbonarisme et dans les sociétés secrètes ultérieures, y avait-il une cérémonie d'initiation ou les récipiendaires étaient menacés de déshonneur et de mort en cas de trahison. On ne sait rien sur l'effectif de la société. Mais la police, en 1840, découvrit des *tentes* à Brême, à Berlin, à Nassau, à Francfort, à Mayence.

La fin de la société, d'après M. George Adler, aurait été « l'affranchissement et la régénération de l'Allemagne et la mise en pratique des principes contenus dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ». Cette fin principale ne pouvait être atteinte « que par la fondation et le maintien de l'égalité sociale et politique, de la liberté, de la vertu civique et de l'unité nationale, d'abord dans les territoires de langue et de mœurs allemandes, puis chez les autres peuples du globe ».

La ressemblance de ce programme avec celui de la *Société française des Droits de l'Homme* est manifeste ; et on a pu se demander si la *Fédération des Bannis* a été un groupe annexe ou seulement une copie de cette société annexe ou seulement une copie de cette société française. Question insoluble aujourd'hui, puisque la *Société des Droits de l'Homme* a été dissoute après les insurrections d'avril 1834, et que les poursuites qui furent dirigées contre elle n'ont pas fait connaître d'annexe allemande. Mais on peut affirmer que la *Fédération des Bannis* préconise les mêmes moyens d'action pour les mêmes causes, et présente jusqu'aux mêmes conflits de doctrine. Comme dans la *Société des Droits de l'Homme* elle-même, le litige s'accusait peu à peu entre les purs démocrates, soucieux avant tout de fonder la République, et qui d'elle espéraient l'éducation et l'émancipation du peuple ; et, d'autre part, les communistes, babouvistes sans doute en majorité, cabétistes aussi. Ce conflit d'idées se reproduit exactement entre les théoriciens Jacob Venedey et Théodore Schuster, qui alors inspiraient ces groupes et présidaient à ce comité exécutif dont les décisions exigeaient l'obéissance passive. On peut s'en faire une idée, d'après, ce qui nous est accessible de leur journal *Der Geächtete* (Le Banni), édité en 1834[4].

Jacob Venedey, né à Cologne ; privat-docent à Heidelberg, avait été élevé dans la tradition du républicanisme jacobin, qui prit racine dans les pays du Rhin en 1791[5]. Arrêté à la suite des fêtes républicaines de Hambach, il parvint à s'échapper, au moment même où les autorités badoises allaient le livrer aux autorités prussiennes, et se réfugia à Paris. Børne fut son maître, et, avec lui, Lamennais. Mais Gutzkow, dans un banquet fouriériste, plus tard, l'entendit toaster en l'honneur de Fourier[6]. Le flottement de ses opinions sociales s'explique, si l'on songe qu'il fut

avant tout un jacobin, affilié à la *Société des Droits de l'Homme*, et qui reproduisait les formules de ses chefs avec cette obéissance qu'à son tour il réclamait de ses subordonnées.

On s'est étonné de ses formules sociales : « Chacun a le droit de conserver sa propriété sans quoi la propriété serait inutile. Chacun a le droit d'acquérir par le travail ce qu'il ne possède point, sans quoi la pauvreté serait éternelle. ». Il entendait ne reconnaître pour légitime que la seule propriété acquise par le travail. Il estimait que l'État a pour fin le bonheur de tous et de chacun ; et que le régime existant n'est qu'un moyen en vue de cette fin. « Dès lors les richesses sont à la disposition de la société, lui appartiennent en toute propriété sont consacrées à sa fin sainte. C'est à la société que revient le droit de déterminer les limites que la propriété de l'individu n'a pas le droit de dépasser. » Ce n'est pas là autre chose que la conception robespierriste dans laquelle la propriété se définit « le droit qu'à chaque citoyen de jouir et de disposer à son gré de la portion de biens qui lui est garantie par la loi », conception adoptée par la *Société des Droits de l'Homme*, et qu'elle défendit dans le *procès des Vingt-sept* en 1833.

On a dit qu'il n'avait pas une notion claire de l'antagonisme de classe. Et cela, sans doute est exact. Mais ses phrases sonores sur la « propagande de la faim », dont le drapeau sanglant portait cette inscription : « Nous n'avons pas de travail, nous n'avons pas de pain », sont les phrases de ce mouvement prolétarien, écrasé à Lyon et au cloître Saint-Merry en 1834.

Il admettait trois moyens de réforme sociale : 1) l'assistance aux nécessiteux ; 2) la garantie à tous du nécessaire ; 3) la taxation du superflu. Il imaginait que la liberté politique conduirait d'elle-même à cette sorte d'égalité sociale qui assurerait une subsistance suffisante à tous les citoyens capables et désireux de travailler. S'il en est ainsi, Venedey a dépassé les formules mêmes de la *Société des Droits de l'Homme* pour aller jusqu'à celles de Barbes et de la *Société des Saisons*.

Le sentiment prolétarien s'emparait donc de ceux-là mêmes qui étaient entrés dans la société avec une doctrine surtout nationaliste et républicaine. Lentement ces cordonniers humbles et ces tailleurs obscurs, « ces maîtres du ligneul et de l'aiguille », dont se riait la *Gazette politique de Munich*, se souvenaient « qu'il y avait encore d'autres *droits de l'homme* que celui de travailler, de servir, de souffrir de la misère, de la faim et de se taire » ; et leur journal se haussait à des menaces qui attestent la conscience de classe parfaitement développée.

C'est surtout Théodore Schuster qui, dans le *Geächtete*, sut faire valoir les revendications prolétariennes. Son influence rapidement fut

prépondérante, quand Venedey, sur une démarche de l'ambassade prussienne, dut quitter Paris et s'installer au Havre. Un Alsacien qu'on ne pouvait expulser, Gustave Ehrhardt, fut chargé nominalement de la direction du journal[7]. Schuster en fut le directeur effectif et l'inspirateur, jusqu'à la disparition de la revue en 1836. Il demeura le chef incontesté du groupe jusqu'en 1841.

Il apparaît aisément par la lecture du *Geæchchtele* et des *Pensées d'un Républicain*, éditées à Paris (1835) que ses maîtres théoriques sont Saint-Simon et Sismondi. Mais il eut pour maître pratique le prolétariat français. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il ait élaboré une notion de la lutte des classes et du déterminisme économique déjà très voisine de Marx, et que ses projets de réforme annoncent Louis Blanc et Lassalle.

À la base du système, il y a la pensée saint-simonienne de la relation nécessaire entre la situation économique et la situation politique ; la pensée « réformiste » et française qui répudie les révolutions politiques comme vaines, si elles ne s'accompagnent d'un bouleversement de l'ordre social lui-même. Le régime de la liberté formelle, fondé par la Révolution, est un leurre, tant que la société se divise en deux classes de citoyens, dont les uns sont pauvres, ignorants et confiants, les autres riches, instruits et avisés. Toutes les lois du monde n'empêcheront pas que les premiers ne soient esclaves des seconds. Les millions de la richesse publique sont concentrés en un petit nombre de mains, et l'on veut que la liberté soit donnée à tous ? La contradiction est pareille à celle qui prétend concilier la royauté d'un seul et la volonté du peuple.

Or, incessamment, dans la dissolution sociale générale, il y a quelque chose qui monte et grandit : un être inconscient, immense, insatiable : le capital. Il réclame le fruit de la peine d'autrui, prélève le produit d'une industrie qui est celle de tous, revendique seul toutes les jouissances d'une civilisation créée par le peuple, qui en est exclu. « Si l'on veut, écrivait le *Geæchtete* de 1834, que la lumière se fasse pour le peuple, il faut que dans la révolution prochaine on ne renverse pas seulement le trône, mais la monarchie. Or, la monarchie, ce ne sont ni des écussons blasonnés ni des couronnes royales ; la monarchie, c'est le privilège. Et le privilège de tous les privilèges, c'est la richesse. »

Dans la société présente, ajoutaient les *Pensées d'un Républicain*, le gouvernement politique est aux privilégiés et aux riches ; il s'ensuit que ce gouvernement légifère de façon à consolider encore la richesse acquise et à déshériter davantage le pauvre. « La loi consacre et protège la coalition des forts contre les faibles, des patrons contre les ouvriers. Elle condamne et poursuit la coalition défensive des faibles contre les forts, des ouvriers

contre les patrons. Est-ce là de la légalité ? » (*Pensées d'un Républicain*, p. 39.) Les institutions politiques, la loi civile, le droit commercial, la propriété foncière, le capital n'ont ainsi qu'un but et un résultat nécessaire : accumuler la richesse nationale en un petit nombre de mains ; réduire la majorité des citoyens au rang d'ilotes de la fortune (*Vermögenshelotismus*). (Ibid., p. 25.) Une société s'est constituée où la concentration des richesses va de pair avec la prolétarianisation.

Schuster reprend alors, en l'appliquant à l'Allemagne, la rigoureuse déduction de Sismondi. Il décrit la fabrique moderne, amoncellement prodigieux de richesses, dont la force agglomérante croît avec plus de vitesse encore que la quantité agglomérée. Il montre comment elle ruine la petite entreprise, accapare le monopole du commerce, et demeure ainsi souveraine absolue du marché du travail. Et, l'ayant conquis, on devine comment elle use de cette souveraineté pour déprimer les salaires, pour allonger démesurément la journée de travail. (Ibid., p. 32.) En Allemagne, des industries entières, vers 1835, ont péri ; d'autres livrent le dernier combat désespéré contre cette invasion de la grande fabrique et du machinisme. « On peut prévoir que, tôt ou tard, la grande majorité des ouvriers seront saisis de fureur révolutionnaire, ou tomberont à la triste existence des ouvriers de fabrique, à moins que des réformes étendues ne mettent fin énergiquement à l'inégalité. » (Ibid., p. 29-30.) « L'existence d'une classe moyenne est devenue incompatible avec la structure du corps social d'aujourd'hui. » (Ibid., p. 25.) « Les hauts barons de la bourse et de l'usine commandent à des centaines de milliers de commis qui mènent dans leurs bureaux une existence méprisée ; à des millions d'ouvriers qui, affamés, exténués, s'étiolent dans leurs ateliers sordides. » Aucun de ces hommes n'a la perspective de fonder jamais une entreprise à lui, n'a un revenu digne d'un homme, ni une sécurité pour la vieillesse. » La richesse ne trouve le chemin que des riches : *Nur zu den Reichen führt neuen Reichthums Pfad*. (Ibid., p. 25.) « L'opposition de deux classes tous les jours s'accuse davantage : celle des riches qui consomment et ne produisent rien ; celle des pauvres qui produisent tout et sont frustrés de tout. » (Ibid., p. 35.)

Ainsi Schuster distingue nettement que la technique moderne pousse à la grande production. Et il dépasse son maître Sismondi en ce qu'il admire l'audace révolutionnaire de ce puissant outillage. L'esprit réactionnaire de la petite bourgeoisie, qui croit se sauver par la proscription violente du machinisme, ne l'a pas touché. La même révolution technique, qui hâte la prolétarianisation des artisans, rend nécessaire la socialisation, Schuster, sans doute, la réclame en idéologue, qui se fonde sur la raison et la justice. Mais

il sait aussi, avec des menaces, faire entendre le grondement de la révolution prolétarienne.

Son projet pratique de réformes, qui sans doute lui vient de Buchez, est déjà tout lassalien. L'organisation qui seule tournera au salut public « les forces immenses et aujourd'hui destructives d'hommes » que recèle le machinisme, c'est de mettre la machine au service des hommes présentement écrasés par sa concurrence. Ce que Schuster réclame, c'est *l'association des ouvriers en coopératives de production fondées avec la commandite de l'État* : c'est la création d' « ateliers nationaux. »

Il en faudrait demander le capital à l'État. « Car le *devoir* de l'État est d'augmenter par tous les moyens l'aisance des citoyens ; sa puissance s'accroît de la prospérité de toutes les industries ; sa *destination naturelle* est de servir le bien-être des hommes. » (Ibid., p. 18.) Et sans doute, pour une part, ce sont là des considérations de droit naturel peu propres à convaincre des gouvernants, s'ils tiennent, comme le croit Schuster, leur mandat de la classe riche elle-même. Mais il ne manque pas de faire appel aux considérations économiques dont useront plus tard Louis Blanc et Lassalle.

La république coopérative retournerait contre l'industrie capitaliste sa tactique propre, la concurrence ; et cette tactique serait victorieuse certainement. Schuster imagine qu'une émulation vive s'emparerait des ouvriers à qui la mission serait échue de montrer au monde que les travailleurs associés ont droit à l'émancipation, en montrant qu'ils sont capables d'une Gestion autonome. Ils auraient à cœur que la production d'un tel *atelier national* fût de qualité éminente ; et bientôt l'intérêt même des consommateurs soucieux de se pourvoir de bonne marchandise leur apporterait la clientèle sûre, qui fait la solidité commerciale. Des milliers d'ateliers nationaux, devant l'évident succès, pourraient être commandités du coup. Ils briseraient la féodalité urbaine nouvelle, aussi oppressive que la féodalité agraire du moyen âge. Et la république coopérative, « bientôt rayonnante dans le plein idéal de sa prospérité, répandrait des gerbes de flamme dans les ténèbres désertes des industries mortes ».

On peut craindre, à vrai dire, que la production ne dépasse bientôt la consommation. Le produit du travail allemand actuel, réparti selon le mode coopératif, suffirait presque à abolir la pauvreté. Il faut escompter que par l'amélioration de l'agriculture, par le commerce extérieur et intérieur facilité, par le développement nouveau de l'industrie urbaine, il sera décuplé, vingtplé peut-être, et ainsi les acheteurs pourront manquer. Mais ne suffirait-il pas d'abrégier la journée de travail pour rétablir l'équilibre ? (Ibid., p. 19.) La république coopérative apporte toutes les émancipations,

y compris le loisir indispensable à la pensée et à la joie.

Schuster ne doute pas que l'État, si on lui propose cette solution *pacifique de la question sociale*, ne l'accepte. Il est vain d'attendre, comme Fourier, le millionnaire philanthrope, qui fera seul le sacrifice nécessaire à l'émancipation des prolétaires. Mais on peut s'adresser à l'intelligence des riches, représentés par leur délégation gouvernementale. Qu'ils choisissent, en connaissance de cause, la paix offerte ou la guerre, certaine après leur refus. « Si vous repoussez les paroles de conciliation, si, comme par le passé, vous répondez par des actes de brutalité grossière aux demandes modestes du peuple, — alors malheur, non pas au peuple — car la cause du peuple ne peut plus périr, — mais, malheur à vous, riches ! Vous aurez voulu vous-même votre anéantissement, et il ne manquera pas. Vous ne voulez pas de la *réforme sociale*. Pliez donc sous la *révolution sociale* ! »

On voit que cette théorie, qui annonce déjà Lassalle, est aussi comme une ébauche de marxisme. Elle fortifie dans cette *Ligue des Bannis*, qui sera l'aïeule de la *Fédération des communistes*, les notions suivantes : 1° la notion de la lutte des classes ; 2° une notion, assez correctement formulée, de la concentration des capitaux ; 3° une théorie de la prolétarisation progressive, très voisine du *Manifeste communiste* ; 4° une théorie de la révolution, qui ne sera pas politique seulement, mais sociale, et à laquelle il ne manque, pour être tout à fait marxiste, que le pessimisme plus profond qui fait que chez les communistes de 1847 la révolution violente est jugée inévitable ; 5° la création même des *ateliers nationaux*, bien que Marx ne lui attribue plus la valeur d'une panacée, demeure dans le programme marxiste (§ 53, article 7) comme un moyen de transition efficace.

Il est sûr que la doctrine ainsi ébauchée dépasse infiniment le radicalisme nationaliste de Børne et de Venedey. À la méthode conspiratrice, préoccupée de coups de force futurs, se joignait, dans la fédération des anciens réfugiés, ce modérantisme qui bornait la révolution à une révolution toute politique. On exigeait l'obéissance passive pour la réalisation violente d'une fin médiocre. Les adhérents prolétariens, sous l'impulsion de la doctrine nouvelle de Schuster, sans abandonner l'espérance d'une action énergique, crurent nécessaire de débiter par une propagande ouverte. Déjà l'opinion se faisait jour en eux que la révolution sociale ne serait plus la révolution d'une minorité ; et, devant être faite par le grand nombre une fois convaincu, elle n'avait plus de raison de se préparer dans l'ombre. Ils firent sécession en 1836, avec Schuster ; et quand la police prussienne, en 1840, « flaira » quelques groupés,

anciennement affiliés à la *Fédération des Bannis*, ces groupes avaient cessé d'être vivants[8]. Les groupes qui suivirent Schuster reconstituèrent au contraire, avec Paris pour centre, une *Fédération des Justes*, dont l'effectif grossit rapidement.

III. La FÉDÉRATION DES JUSTES et Wilhelm Weitling (1836-1839).

Le groupement nouveau se composa surtout d'artisans. À l'obéissance passive de la *Fédération des Bannis*, il substitua une organisation démocratique et élective[9]. Quelques littérateurs y demeurèrent très influents sans doute. Ce furent, avec Schuster, le poète Germain Mæurer, le cabétiste Hermann Ewerbeck. Karl Schapper aussi, bien qu'il gagnât sa vie à Paris comme typographe, avait autrefois étudié les sciences forestières à Giessen. Mais le cordonnier Heinrich Bauer, l'horloger Joseph Moll le tailleur Wilhelm Weitling assuraient la prépondérance des ouvriers manuels.

À vrai dire, le droit d'association, tel qu'il existait en France alors, empêcha la fédération de se constituer à ciel ouvert. Elle demeura contre son gré, une société secrète ; et, comme la *Fédération des Bannis* semble avoir été affiliée à la *Société des Droits de l'Homme*, elle s'affilia à la *Société des Saisons*, fondée par Barbes et Blanqui en 1837.

L'organisation, sinon dans sa terminologie du moins dans sa forme, se rapprochait de la *Société des Saisons*. Arnold Ruge l'a décrite par ouï-dire en 1842[10]. Un groupe de dix membres formait une *commune* ; dix communes s'imissant en un *pays* (Gau). Une assemblée centrale, dite *halle*, réunissait les délégués de tous les *pays*, qui élaient un *Comité exécutif* (Vorstand) et un *Comité assistant* (Beistand). Pareillement, les assesseurs des *pays* élaient une *Halle assistante* (Beihalle). Le *Comité exécutif* avait la direction politique. Le *Comité assistant* avait le contrôle. La *Halle assistante* gérait les finances, les archives, et servait de tribunal d'honneur en cas de conflit. La société comprit un millier de membres.

Mais les principes encore de la *Fédération des Justes* furent ceux de la *Société des Saisons*. Cette société professait qu'il ne suffirait plus d'une révolution politique, mais qu'il fallait « détruire les privilèges quelconques ; autrement ce serait ne rien faire[11] ». La République est le seul gouvernement légitime, « parce que seule elle est fondée sur l'égalité ; que seule elle impose à tous des devoirs égaux et donne à tous les mêmes droits ». Ces devoirs sont « l'obéissance à la volonté générale, le dévouement à la patrie et la fraternité envers chaque membre de la

nation ». Les droits corrélatifs sont : 1° *Le droit à l'existence*. « À la condition du travail, chaque homme doit avoir son existence assurée. » — 2° *Le droit à l'éducation*, « car l'intelligence a le droit de vie comme le corps ». — 3° *Le droit électoral et le référendum*. « Mais l'état social étant gangrené, pour passer à l'état sain, le peuple aura besoin pendant quelque temps d'un pouvoir révolutionnaire. » — Qui ne voit que de ce programme babouviste de la *Société-des Saisons* le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels retiendra : 1° l'obligation universelle du travail ; 2° l'instruction universelle obligatoire ; 3° la dictature du prolétariat ? Et cette notion encore de la République sociale conçue comme un équilibre exact des droits et des devoirs se retrouvera un jour jusque dans les délibérations de *l'Internationale*.

Mais si clairs que fussent abstraitement ces principes, ils ne laissaient pas de souffrir des interprétations divergentes, quand on passait à la pratique. Le conflit fut vif dans la *Fédération des Justes*. La destruction de la forme monarchique du pouvoir étant le premier article de foi l'ancienne scission se reproduisait entre réformistes qui imaginaient que l'établissement de la République entraînerait de soi la République sociale, et les communistes stricts qui ne jugeaient pas opportun de commencer la révolution si on ne la voulait pas intégrale. Le parti des *ébénistes* (charpentiers, etc.), tenait pour la révolution partielle et républicaine. Le parti des *tailleurs* (cordonniers, etc.), imaginait une République mystique, chrétienne, où règnerait la communauté des biens. L'un et l'autre parti se divisait sur la difficulté de savoir si la révolution serait immédiate ou lointaine. Ces animosités étaient celles-là même qui soulevaient les unes contre les autres les deux principales sociétés secrètes parisiennes, la *Société des Saisons* et celle des *Phalanges démocratiques*. On sait aujourd'hui que la *Société des Saisons* dirigée par Blanqui et Barbès, fut de toutes les sociétés révolutionnaires d'alors à la fois la plus purement ouvrière et la plus modérée. Barbès, en particulier, se montrait pour le présent beaucoup plus disposé à agir par la presse qu'à tenter un coup de main[12]. Les dénonciations calomnieuses semées par les *Phalanges*, et qui l'eussent rendu suspect à la longue, lui forcèrent la main en mai 1839 ; il dut agir, et la *Fédération des Justes*, que ne liait plus cependant l'obéissance passive, le suivit par solidarité. Aussi bien elle-même avait-elle été flottante ; et Weitling a toujours hésité entre la propagande pacifique et la révolution sanglante. Ce fut lui que la fédération chargea en 1838 de rédiger un manifeste. Ainsi fut écrite la brochure sur *l'Humanité telle quelle est et telle qu'elle devrait être*[13] ; elle est la devancière véritable du *Manifeste communiste*, on l'imprima clandestinement à 2.000

exemplaires. Il a, lui aussi, pour une part, fixé la tradition d'où est sorti le *Manifeste* de Marx et d'Engels.

Weitling n'était pas encore arrivé en 1838 à cette théorie complexe et d'essence fouriériste qui lui permit de construire en 1842 ses *Garanties de l'Harmonie et de la Liberté*. On ne peut méconnaître l'esprit babouviste dont la *Fédération des Justes* imprégna son premier livre.

Ce qui le froisse, c'est la répartition inégale des travaux et des richesses, qui fait que l'ouvrier travaille nuit et jour, et que les magasins regorgent de ses produits, tandis que seul il est privé des denrées les plus indispensablement nécessaires à l'alimentation, au gîte confortable, au vêtement. Répartition injuste et qui fait qu'il y a sur la terre autant d'hommes injustes qu'il y a de riches. Être riche, c'est posséder des moyens de goûter plus de joies qu'on n'a de besoin, sans travailler. Cela est criminel tant qu'il y a des pauvres (p. 12) et le travail même des prolétaires se consacre surtout à produire les objets de ce luxe criminel.

Les besoins urgents du prolétaire, l'organisation sociale n'y pourvoit point. On a arrangé les salaires ouvriers de telle sorte qu'ils ne suffisent à donner au travailleur qu'une part médiocre des denrées les plus mauvaises. Les intermédiaires prélèvent sur lui un tribut ruineux. Les usuriers le grugent. Le riche seul achète à bon marché et emprunte à bon compte. Et par surcroît les ouvriers s'aveuglent sur ce qui peut remédier à leur misère. Ils s'en prennent aux machines ; et il est vrai que, dans l'état social présent, elles sont malfaisantes. Car elles jettent sur le pavé, en foule, les ouvriers qu'elles rendent inutiles ; et les salaires dont elles permettent de faire l'économie, se consacrent à accumuler de nouveaux capitaux, c'est-à-dire de nouveaux privilèges pour les paresseux et les jouisseurs. Ainsi la machine, destinée à faciliter le travail de l'ouvrier et qui certes sera un jour son émancipatrice, a accru sa misère sans diminuer son labeur. Peut-être même a-t-elle permis d'allonger sa journée de travail (p. 14).

Quelles causes à ce désordre de l'inégale répartition des biens et des tâches ? Une seule : l'argent. Il est le fléau sanglant. Il est la cause de toutes les oppressions. Les gouvernants, les prêtres, les juges, les voleurs tendent leurs mains avides avec des menaces. Et ce qui est plus dangereux que cette oppression, c'est l'esclavage volontaire de ceux que l'argent corrompt. On vend des biens ; on vend des femmes ; on vend des âmes. On vend sa liberté politique. Au jour des scrutins, quand on dépouille les urnes, il se trouve étrangement que les riches ont raison et que les pauvres ont tort.

À cette société fictive, corrompue et cruelle, il convient de substituer un régime où s'unira la *loi de nature* à la *loi de charité*. Ces deux lois

conduiront à penser qu'il faut répartir également, entre tous, le travail et la jouissance. Il faut donc donner à tous les citoyens une éducation égale et départir aux deux sexes des droits et des devoirs identiques sous réserve des différences naturelles. Il faut supprimer l'héritage et la propriété individuelle. Les autorités, que l'élection désignera, seront responsables et révocables. Il n'y aura pas de différence dans la répartition des biens entre les hommes investis d'une autorité et les autres hommes, ni entre les travaux qualifiés et les travaux simples. La valeur de tous les produits sera calculée sur le temps de travail (p. 37). Chacun, dans les limites du respect dû au droit d'autrui, aura toute liberté d'agir et de parler. Il aura garantie sociale de pouvoir exercer et développer ses facultés intellectuelles et physiques (p. 23-24).

Ces principes seront respectés si l'on institue dans la société un *ordre familial* chargé de définir les besoins de tous, et un *ordre de production* chargé de déterminer les *travaux de tous*. Tout citoyen, dans cette société faite à l'image de la *Fédération des Justes*, fera partie des deux ordres.

1° Dans l'*ordre familial*, les familles assemblées au nombre de 1,000 forment un groupe familial (Verein) et élisent au suffrage universel des hommes et des femmes une autorité de groupe. Dix groupes forment un arrondissement de familles (Familienkreis) et élisent une autorité d'arrondissement. Cette dernière désigne un député pour le *Congrès* de la Fédération ; et ce congrès élit lui-même un *Sénat* permanent, autorité législative suprême. Le Sénat institue pour chaque million d'habitants un *directeur* chargé des enquêtes sur les besoins de la population et les travaux nécessaires pour y faire face, sur les matières premières et denrées disponibles. Le Sénat ayant ainsi fait la balistique des besoins, transmet au ministère la liste des travaux requis, (p. 28, 32.)

2° Dans l'*ordre de la production*, la société se divise en quatre états : a) l'état rural ; b) l'état ouvrier ; c) l'état intellectuel ; d) l'armée industrielle générale. Dans l'*état rural*, dix paysans forment une *équipe*, dirigée par un chef d'équipe élu. Vingt chefs d'équipe élisent un *maître-laboureur*. Dix maîtres laboureurs désignent un des leurs pour entrer dans le *Conseil rural*, lequel choisit un représentant de chaque spécialité agricole (culture des céréales, du vin, du houblon, élevage, etc.) pour devenir président dans le *ministère* de la Fédération. Dans le conseil rural le Sénat choisit un inspecteur par million d'agriculteurs. (p. 28, 32.)

Pareillement, dans l'état ouvrier, dix artisans, artistes ou ouvriers élisent un chef d'équipe ; dix chefs d'équipe désignent un maître-ouvrier, et dix maîtres un chef d'atelier. Cent ateliers choisissent une compagnie de maîtres, élus parmi ceux qui se sont fait remarquer par une invention

importante. Les compagnies de maîtres, de concert avec les cent chefs d'atelier de leur ressort, désignent un des leurs pour entrer dans le *Conseil industriel*, lequel choisit un représentant de chaque branche industrielle pour devenir président dans le ministère de la Fédération. Dans le Conseil industriel le Sénat choisit les comptables et chefs des grands entrepôts sociaux. (p. 29.)

L'État intellectuel subvient au recrutement de toutes les places qui exigent plus de trois ans d'études dans tous les états. Chaque groupe de 1,000 familles a une école élémentaire. Chaque groupe de 10,000 familles a plusieurs écoles d'arts et métiers et une école supérieure. Dix arrondissements, ont ensemble une Université. Les professeurs de la Fédération nomment un membre de chacune des trois facultés (*médecine philosophique, physique et technologie*), pour être président au ministère. Les étudiants de chaque Université désignent un homme de haut mérite pour entrer dans le *Conseil savant*. Dans le Conseil savant le Sénat choisit les professeurs fédéraux, (p. 30.)

En dehors de ces travaux ruraux, industriels et intellectuels décentralisés, il y a des travaux d'ensemble qui intéressent toute la Fédération. Le travail des mines, la construction de chemins de fer de ponts et chaussées, de canaux, de défrichement et d'assèchement, de transport, de voirie, de colonisation, sont de cet ordre. Ils sont assurés par une *armée industrielle*, où le service est obligatoire entre 15 et 18 ans, cantonnée dans les familles et dont les chefs seront élus parmi les rengagés pour les grades subalternes, désignés parmi les professeurs par le Sénat pour les grades supérieurs, (p. 31.)

Enfin les objets de luxe ou de fantaisie sont fabriqués dans des ateliers volontaires où chacun peut s'engager pendant quelques heures supplémentaires dans la semaine, dites *heures commerciales*. Les produits de ce travail volontaire seront en effet les seuls mis dans le commerce et ce travail sera rémunéré en *bons d'échange*, lesquels tiendront lieu de monnaie dans ce commerce partiel, et seul autorisé. (p. 34, 38.)

Les présidents du ministère de la fédération ayant étudié la liste des travaux réclamés par le Sénat, en feront la répartition parmi les autorités subalternes, et fixeront du coup le nombre d'heures de travail exigé de chaque citoyen. (p. 32, 33.)

Weitling ne doute pas que les masses n'adhèrent bientôt à cette doctrine. Mais il y faut des apôtres, capables d'allumer les convictions fortes qui décident des actes. Le prolétariat fournira ces apôtres qui seront souvent des martyrs. Car les gouvernants et la bourgeoisie réserveront des châtiments sévères à ceux qui menaceront, par une prédication de révolte,

leur puissance privilégiée. Cependant le prolétariat aura cette patience de déléguer des martyrs pour la conquête des esprits. Il sait que la vérité ne se fraie un chemin qu'à travers le sang.

Mais si le martyr prolétarien ne suffit pas à faire la conquête des dirigeants, il sera légitime alors de lâcher le brûlot des révolutions. On inventera les tactiques d'épouvante contre lesquelles s'useront la police, l'armée et qui donneront l'assaut à la propriété[14].

Si éloigné que soit le marxisme de cette doctrine à la fois sentimentale et utopique, il en respecte cependant l'inspiration babouviste, discernable à travers les enjolivements que Weitling emprunte à Fourier et à Cabet. L'abolition de la propriété foncière et de l'héritage, le plan social de défrichement et d'amélioration des terres, la mise sur pied d'armées industrielles, la combinaison de l'éducation et de la production matérielle ne sont pas sans doute des idées personnelles de Weitling. Il ne fait que recueillir des formules courantes, mais à son tour il les accrédite dans cette *Fédération des Justes*, où Marx les retrouvera. Le programme marxiste les retient à titre de mesures transitoires. (§ 53, art. 1, 3, 7, 8, 10.) Et il n'y a pas jusqu'à cette promptitude au coup de main, quand l'œuvre de propagande pacifique est épuisée, qui ne demeure sympathique à Marx, aux heures mêmes où il la juge impolitique.

Le coup de main eut lieu vraiment, les 12 et 13 mai 1839 où la *Société des Saisons* couvrit de barricades le quartier de l'Hôtel-de-Ville. Comme tout le parti de Barbès, la *Fédération des Justes* y périt. Parmi les Allemands affiliés qui furent condamnés, on peut atteindre les noms de quelques héros obscurs. Austen (Rudolf-August-Florenz), bottier, né à Dantzig, âgé de 23 ans, « après s'être battu avec un tel acharnement qu'on en parlait beaucoup dans le moment du combat », fut ramassé derrière la barricade de la rue Greneta percé d'un coup d'épée et de plusieurs coups de baïonnette[15]. Il guérit miraculeusement et fut condamné à quinze ans de réclusion. Daniel Mayer, ferblantier, né à Deux-Ponts, âgé de 28 ans, fut capturé lors de l'attaque par les insurgés de la mairie du VII^e arrondissement et condamné à la même peine. Karl Schapper, Heinrich Bauer, après avoir purgé leur prison préventive, durent s'exiler à Londres[16]. L'horloger Joseph Moll et Wolfrum purent s'enfuir. Plusieurs, inscrits sous de faux noms à l'Hôtel-Dieu, y moururent de leurs blessures. Weitling se réfugia en Suisse, non sans avoir pu, au préalable, rassembler les débris de la Fédération écrasée.

IV. — La FÉDÉRATION COMMUNISTE (1847-1851) : Karl Marx et Frédéric

Engels.

Elle se reconstitua, mais son centre fut transporté à Londres. Un nom nouveau surgit alors, et d'abord dans les groupes. De même que les deux sociétés secrètes françaises, rivales jusque là, fusionnèrent après la défaite pour former une *Société communiste* unique, ainsi Schapper, Heinrich Bauer, Moll et le tailleur Eccarius dénommèrent *groupe communiste d'éducation ouvrière* le groupe qu'ils fondèrent à Londres en 1840 et où Frédéric Engels les connut en 1843. Les effectifs les plus importants toutefois, groupés autour de Weitling, se trouvèrent en Suisse, où, avec des radicaux démocrates de nuance feuerbachienne, ils menaient une agitation pleine de dissentiments intérieurs^[17]. Ce mouvement fut étouffé par une série de procès politiques, dont le plus important fut celui qui aboutit à la condamnation de Weitling en 1843.

Les groupes, traqués, atteints dans leurs chefs, menèrent une existence obscure et prudente jusqu'en 1846. Le cabétiste Ewerbeck dirigeait pacifiquement les groupes allemands de Paris. Après le désastre des weitlingiens en Suisse, l'influence passa au groupe de Londres, où affluèrent les émigrés scandinaves, hollandais, hongrois, tchèques, russes, slaves, alsaciens, et qui parut ainsi une image réduite du communisme international futur. Une recherche était commune à tous : adapter à la situation politique nouvelle la doctrine du parti qui avait abouti à de graves erreurs tactiques. Dès 1843 le groupe de Londres et Ewerbeck s'étaient émus des critiques graves et motivées qui leur étaient parvenues de deux jeunes théoriciens nouveaux, Karl Marx et Friedrich Engels, avec lesquels ils entretenaient une correspondance. Ils leur offrirent d'entrer dans la Fédération. Marx et Engels refusèrent. L'observation attentive des faits économiques et des révolutions contemporaines, l'analyse des doctrines comparées avec ces faits, leur avait permis dès lors de formuler une doctrine communiste nouvelle. Ils n'étaient pas disposés à la confondre avec le mélange confus de philosophie allemande et de babouvisme mal dégagé qui avait été la doctrine secrète des *Justes*. Ils étaient résolus de laisser s'accréditer leur théorie propre avant d'entrer dans la Fédération.

Ils avaient, conscience fortement de la supériorité incontestable de leur culture économique. Ils s'étaient exercés aux polémiques de presse, Marx, en collaborant à la *Rheinische Zeitung* avec Bruno Bauer, au *Vorwärts* que publia en 1844 Bœrnstein à Paris ; — Engels, en écrivant dans le *Deutsches Bürgerbuch* de Püttmann, à Darmstadt et à Mannheim (1845-46), et dans les *Rheinische Jahrbücher für soziale Reform*, édités par Püttmann encore à Darmstadt et à Constance (1845). Dans les *Annales*

franco-allemandes éditées à Paris en 1844, Marx avait défini la méthode nouvelle de la critique prolétarienne, en *trois lettres* incisives à Ruge, en une *Critique de la philosophie hégélienne du droit* qui marque la déchéance sociale du hégélianisme, comme Feuerbach en avait amené la déchéance religieuse ; en un article sur *la Question juive*, encore aujourd'hui instructif. Engels, dans un compte-rendu d'un livre récemment paru de Carlyle (*Present and Past*), prenait position devant le socialisme féodal, et écrivait son *Esquisse d'une critique de l'économie politique*, évidemment encore trop imbue du formalisme hégélien, mais où se devine la dialectique matérialiste nouvelle. Surtout, l'un et l'autre s'enorgueillissaient déjà d'une œuvre doctrinale. Le livre d'Engels sur *la Situation des classes laborieuses en Angleterre* (1845) avait repris et refondu l'enquête que, dans un vigoureux esprit de critique sismondiste, avait commencé le livre de Buret sur *La Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*. Engels avait emprunté à Buret sa consciencieuse description monographique, son utilisation ingénieuse des rapports parlementaires anglais, et, joignant à cette méthode une documentation sociale encore plus ample et une compétence technologique que n'avait pas eue le théoricien français, il avait écrit le premier livre de socialisme scientifique. Le livre même que Marx venait d'écrire contre la *Philosophie de la misère* de Proudhon, sous le titre ironique de *Misère de la philosophie*, offrait, malgré son érudition historique très supérieure et l'acuité de sa critique, une composition verbeuse et inorganique. Tout compte fait, il a plus vieilli que cette première ébauche du système dans Frédéric Engels.

Tous deux maintenant, après s'être vus une première fois à Paris et y avoir constaté l'admirable et fortuite coïncidence de leurs idées, s'étaient retrouvés à Bruxelles, où Marx venait de se réfugier devant l'arrêt d'expulsion de Guizot. Leur collaboration date de là ; et c'est surtout dans cette phase de la première élaboration du système commun qu'elle a été intime et profonde. Le *matérialisme historique*, c'est-à-dire l'hypothèse d'une solidarité existante entre toute théorie et toute pratique, fut élaboré dans ces années fécondes de Bruxelles, entre 1845 et 1847.

La première forme que prit ce commun labeur fut une critique de Feuerbach et de toute l'école de politiciens philosophes, de nuance radicale ou communiste, issue de lui. Il est sûr que de telles doctrines commençaient à se répandre dans la *Fédération des justes* à mesure que les *charpentiers* (feuerbachiens) y gagnaient du terrain et que les *tailleurs* (weitlingiens) en perdaient ; et le weitlingianisme lui-même devait être déraciné. « Il fallait démontrer que ce qui était en question, ce n'était pas

l'application d'un système utopique quelconque, mais la participation consciente à l'évolution historique de la société qui se passe sous nos yeux[18] ». L'ouvrage ne fut jamais publié. A-t-il été vraiment, comme l'a dit Karl Marx, livré à « la critique rongeuse des souris » ? La rumeur s'est répandue qu'il n'en est rien. L'ouvrage sans doute verra le jour. Il en subsiste, avec les onze thèses *sur Feuerbach*, que Frédéric Engels jadis a publiées[19], un pamphlet contre Karl Grün, inséré dans le *Westphälisches Dampfboot* (août-septembre 1847), et réédité par la *Neue Zeit* (1895, t. I), qu'il y a lieu de considérer comme un fragment de l'ouvrage. Pareillement, dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung*, éditée par von Bornstedt depuis janvier 1847, beaucoup de *leader-articles*, bien que non signés, sont incontestablement de Marx et d'Engels. Un groupe d'intellectuels révolutionnaires et de prolétaires vigoureux se forma autour d'eux. Ce furent Moses Hess, ancien collaborateur, comme Marx et Engels, aux *Annales franco-allemandes*, et qui, sans doute, demeurait encore trop attaché aux doctrines vagues du socialisme philosophique allemand ; le weitlingien Sébastien Seiler ; Wilhelm Wolff surtout, le polémiste aidant et persécuté, qui avait dévoilé jadis, dans le *Deutsches Bürgerbuch*, la misère des tisserands silésiens et dit les causes de leur révolte ; Stephan Born, l'agitateur éloquent, typographe de son métier, qui, en 1848, devait créer la Ligue ouvrière la plus puissante qui ait existé en Allemagne avant la démocratie socialiste contemporaine. Et, moins connus, Steingens, peintre en bâtiments ; Weidemeyer, ancien lieutenant ; Ferdinand Wolff ; Ernst Dronke ; Edgar von Westphalen, beau-frère de Marx ; Louis Heilberg et Gigot. Ils créèrent ensemble le *Groupe des travailleurs allemands* de Bruxelles, devant lequel Marx avait coutume de faire des conférences, et qui se trouve ainsi avoir été le premier foyer ouvrier d'où ait rayonné le nouveau socialisme scientifique. L'une de ces conférences, qui fut reproduite en 1849 dans la *Neue Rheinische Zeitung*, sous le titre de *Lohnarbeit und Kapital* (Salarariat et Capital), offre la plus ancienne esquisse de ce qui sera plus tard le tome I du *Capital*.

Une crise était à prévoir dans le communisme allemand, au cas où la nouvelle théorie marxiste viendrait à contaminer les groupes. Les relations étaient intimes avec les groupes de Londres que connaissait Engels, avec les groupes de Paris que dirigeait Ewerbeck. La méthode, adoptée par Engels et Marx, de lancer des circulaires lithographiées, se révéla très efficace. C'en fut fait du socialisme *philosophique*, lorsque fut lancé, le 11 mai 1846, le manifeste contre Hermann Kriege[20], jeune journaliste westphalien, qui rédigeait à New-York la *Volkstribüne*. De ce jour, il apparut que la doctrine nouvelle allait en finir avec les rêveries tendres et

les utopies fraternelles, et ne plus faire appel « qu'à l'antagonisme qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat ». Weitling lui-même, avec Seiler, Heilberg, Gigot, Wolff, Westphalen, avait mis son nom à côté de ceux de Marx et d'Engels. Mais lentement les groupes survivants de la *Fédération des Justes* se détachaient aussi de Weitling. Il s'en aperçut lors de son passage à Bruxelles, où il vint en 1846. Les autorités suisses, après lui avoir fait purger sa prison, l'avaient livré aux autorités prussiennes, qui le réclamaient comme réfractaire au service militaire. Sa débilité seule le sauva de la caserne, et, depuis 1844, il avait vécu à Londres, sans retrouver son influence ancienne. Il vint à Bruxelles s'éclairer sur l'influence rivale qu'il discernait. L'entrevue mémorable eut lieu avec Marx le 30 mars 1846, et ce fut une rupture à jamais[21]

L'« épuration du parti », la « critique acérée des théoriciens dénués d'aptitude », l'« écrasement du *communisme artisan* et du *communisme philosophique* », l'« élimination de toute sentimentalité », furent les nécessités principales où insista Marx dans cette orageuse discussion où Heilberg se sépara de lui froidement, Seiler avec une amertume grave, Weitling avec véhémence. Weitling s'en fut en Amérique, où une *Ligue de l'émancipation*, fondée par lui parmi les artisans allemands, continua de professer sa doctrine. Son retour bref, en 1848-49, motivé par la Révolution, ne changea rien à la marche du parti ouvrier allemand, qui se poursuivit désormais sans lui. Lorsque Moll, au printemps de 1847, alla à Paris où séjournait Engels et à Bruxelles, chez Marx, leur renouveler la proposition d'entrer dans la *Fédération des Justes*, ils n'eurent plus aucune raison de s'y refuser. Moll apportait la conversion des groupes de Londres au marxisme. Il offrait de convoquer Marx et Engels pour un congrès de tous les groupes fédérés, où seraient débattues à la fois la réorganisation politique et la doctrine nouvelle de la Fédération. Marx et Engels firent cette fois leur adhésion complète, et avec eux le groupe bruxellois des travailleurs allemands[22].

Un premier congrès eut lieu l'été de 1847. Il adopta pour l'organisation nouvelle le qualificatif de « *communiste* », que s'était donné le premier groupe londonien, et c'est sous le nom de *Fédération communiste* qu'elle est, entrée dans l'histoire. Ce congrès fut constituant. À coup sûr, il ne pouvait empêcher, pour les pays où le droit de réunion n'existait pas, que la Fédération n'y demeurât une société secrète. Avant tout, cependant, il voulut fonder une société de propagande à base démocratique. Il abolit ce qui restait, même dans la Fédération de Schuster, de terminologie maçonnique et de dilettantisme conspirateur[23]. Il garda quelques vocables de l'organisation théorique de Weitling.

Le plus petit élément organisé s'appela, comme chez Weitling et dans la *Fédération des Justes*, du nom de *commune* ; et la commune ne pouvait dépasser vingt membres. Les communes, au nombre de deux au moins et de dix au plus, formaient, comme dans le vocabulaire weitlingien, un *arrondissement*. Les assemblées des communes et des arrondissements étaient bi-mensuelles. Elles élisaient pour un an un *comité d'arrondissement*, dont les membres étaient révocables en tout temps, mais rééligibles. Les arrondissements d'une ville ou d'une province formaient, selon le même principe, un *directoire d'arrondissement* (leitender Kreis). Tous les arrondissements d'un pays s'unissaient en une fédération unique, administrée par un *comité central* (Zentralbehörde) de cinq membres au moins et élu par le *comité d'arrondissement* de la région que le congrès lui assignait pour siège. Les réunions du *comité central* étaient bimensuelles. Il adressait son rapport à tous les comités d'arrondissement tous les trimestres. Ses membres, révocables en tout temps, élus d'ailleurs pour un an, étaient rééligibles. Le congrès fédéral, en toute matière, législative et administrative, était souverain, et tout arrondissement, pourvu qu'il comptât trente membres, y envoyait un député par trente membres.

Le congrès se réunissait chaque année en août. Il fixait les cotisations qui, pour moitié étaient versées au comité central, pour moitié aux caisses des communes ou des arrondissements fédéraux. Ces fonds étaient destinés à la propagande. Après chaque session du congrès, un *manifeste* était lancé au nom du parti.

Le congrès constituant de 1847, où Engels représenta Paris et Wilhelm Wolff Bruxelles, désigna Londres connue siège du comité central. Il chargea Karl Marx et Frédéric Engels de rédiger un projet de manifeste, puis se prorogea jusqu'en novembre, pour fixer alors sa doctrine. Karl Marx et Engels condensèrent, dans une courte brochure, à la fois ce qu'ils crurent pouvoir conserver des principes antérieurs, pratiques et théoriques, de la *Fédération des Bannis* et de la *Fédération des Justes*, et le résultat de leurs recherches récentes[24]. Leur travail, que le congrès communiste tenu à Londres en novembre et décembre 1847 a fait sien après des débats qui durèrent dix jours, est devenu le *Manifeste communiste* retentissant que nous commentons. Il substituait à la vieille devise de la *Fédération des Justes*, suivant laquelle « tous les hommes sont frères », le cri de guerre nouveau : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Le *Manifeste* prévoyait un cataclysme politique universel pour une date prochaine ; cependant, c'est sur l'Allemagne qu'il prescrivait au prolétariat international de tenir les yeux fixés, parce que la Révolution y serait non pas seulement politique, mais sociale. L'inexactitude historique de cette

vue n'est pas aussi entière qu'on pourrait le croire. L'erreur de Marx porte surtout, comme l'a remarqué Édouard Bernstein, sur la force d'attaque dont disposait alors le prolétariat. Il est sûr que la Révolution de 1848 et la réaction internationale qui l'a suivie ont eu, pour une grande part, un caractère social, et c'est l'Allemagne surtout qui en est sortie renouvelée.

Bien que la Révolution eût éclaté à Paris d'abord, où se transporta aussitôt le *comité central*, c'est sur l'Allemagne, avec une préoccupation fidèle au *Manifeste*, que Marx et Engels attachent leur regard. C'est pour l'Allemagne que Marx, Engels, Schapper, Heinrich Bauer, Joseph Moll, Wilhelm Wolff rédigent la circulaire qui demande, avec une République allemande une et indivisible à régime parlementaire, la socialisation des biens féodaux, des mines, des moyens de communication, des hypothèques et des rentes foncières, la limitation du droit d'héritage, l'impôt progressif, la création d'ateliers nationaux, le droit au travail pour les adultes, le droit de vivre pour les enfants et les infirmes, l'éducation gratuite : c'est le programme même des mesures de transition préconisées par le *Manifeste* (§ 53), que l'on adaptait à la révolution allemande.

Mais comment y intervenir efficacement ? Non point par l'incursion brusque d'une *légion allemande* ? comme l'avait formée, à Paris, Herwegh, selon l'ancienne tactique mazziniste. La conduite du gouvernement français républicain envers ces légions polonaises, allemandes, italiennes, espagnoles et belges qui toutes avaient une patrie à délivrer, fut, dès le début, suspecte. On tolérait à Paris les déploiements armés, les exercices au Champ-de-Mars. On assurait à ces légions révolutionnaires le gîte d'étape, quand, elles se dirigeaient sur la frontière de leur pays natal ; et, les dirigeant, par des routes connues, sur des points où les attendaient en force les armées ennemies, par une complicité accompagnée ou non de négociations et dont le souci mesquin fut uniquement de débarrasser le territoire français de ces réfugiés turbulents, en fait, on les livra à la réaction étrangère, Marx et Engels dénoncèrent ce danger, que l'échec du coup de main de Herwegh dans le pays de Bade démontra, plus tard, trop réel. Au lieu de l'incursion mazziniste, ils préférèrent conseiller l'infiltration individuelle et la collaboration individuelle, par la propagande et par l'émeute, aux mouvements des régions diverses.

Les événements ont montré, comme l'a dit Engels, que la *Fédération communiste* avait été « une excellente école d'activité révolutionnaire ». Dans tous les centres d'insurrection, des marxistes se levèrent avec cette énergie consciente qui faisait d'eux « la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays » (§ 34). L'un des personnages qui eurent le plus

d'influence sur le mouvement berlinois dès les barricades de mars 1848 fut ce Stéphan Born, dont nous savons qu'il se forma au groupe marxiste de Bruxelles. Aucun homme n'a plus contribué que ce simple typographe, aussi habile tacticien que brave combattant, à vulgariser le plan marxiste de constituer les ouvriers en parti, en classe[25]. Il imagina une grande fédération nationale des travailleurs, à base syndicale, dont les délégués, réunis en parlement ouvrier, représenteraient la classe ouvrière devant les autorités. Il réunit de telles assemblées de délégués ouvriers, dont les discussions furent remarquées par leur vivacité, leur ampleur et leur dignité. Elles fournirent un *comité central berlinois*, à l'image du comité central marxiste, qui discuta des projets, et référéait de ces projets aux assemblées de délégués, puis de celles-ci aux groupes et aux syndicats. L'activité fut vive d'avril à juin 1848. Hambourg et Leipzig formèrent des comités centraux avec une organisation hiérarchisée et élective pareille. Ailleurs, du moins eut-on des *Arbeitervereine* de propagande.

L'histoire de l'*Arbeiterbund* de Born n'est pas à faire ici. Elle serait longue. Mais, partout où Born se montra, il fit introduire, partiellement au moins, les revendications du *Manifeste* et la circulaire du *comité central* parisien.

Le *congrès des artisans*, réuni à Berlin le 18 juin 1848 sous sa présidence, ne se sépara point sans avoir demandé le droit au travail, le droit de vivre pour les invalides, une répartition de l'impôt plus conforme aux intérêts de la classe ouvrière, et notamment l'impôt progressif, la limitation du droit d'héritage, l'instruction gratuite, la commandite de l'État pour les associations ouvrières commerciales et industrielles. Les articles de ce programme sont autant d'emprunts à la circulaire marxiste ; et le cri même qui le termine : « Travailleurs et *frères*, unissons-nous ! », en dépit de l'intention conciliatrice reconnaissable, trahit clairement son origine[26].

Des congrès de districts en grand nombre vulgarisèrent cette doctrine. Un mouvement coopératif, comme l'Allemagne n'en a plus revu de pareil avant l'époque contemporaine, et que la réaction de 1853 seule réussit à écraser, marcha de pair avec l'organisation politique[27]. En quelque lieu que les libertés publiques fussent menacées, le comité central de l'*Arbeiterbund* offrait des armes, des bras, des fonds. Il mit sa caisse à la disposition de l'Assemblée nationale prussienne menacée, le 22 novembre 1848. En Saxe, au pays de Bade, la fédération ouvrière fournit les agitateurs et les chefs de la révolution. N'est-ce pas Born qui commanda à Dresde, lors du soulèvement de mai 1849, et, après avoir tenu quatre jours contre l'armée prussienne, sut faire évader les débris de son corps

d'insurgés par la Bohême, et les sauver pour la révolution badoise ?

Cependant le centre de la résistance fut le pays rhénan. Marx y était accouru dès le début de 1848. Il y fit revivre, mais plus agressif encore et mieux armé, son ancien journal, appelé cette fois *Neue Rheinische Zeitung*, et dans une admirable campagne, du 1^{er} juin 1848 au 19 mai 1849, avec Bürgers, Dronke, Engels, Wilhelm Wolff, Ferdinand Wolff, fit à son journal, le plus magnifiquement écrit dont ait jamais disposé la cause prolétarienne, un renom mérité de science approfondie, de sens politique, de hauteur morale et de virulence révolutionnaire.

Mais, selon la tactique préconisée par le *Manifeste*, les marxistes, trop peu nombreux, ne s'isolaient point. Ils entraient dans les organisations des partis les plus voisins, essayaient de les tirer à eux. Comme Stephan Born, dans le Nord, avait groupé dans une fraternité ouvrière, évidemment un peu lâche, réuni dans des congrès, sans doute mal orientés, des artisans auxquels, à force d'éloquence, il faisait adopter presque tout le programme marxiste, ainsi Marx et son groupe entraient dans les *congrès démocratiques* qui se tenaient alors dans la région rhénane.

Il y en eut un dès juin 1848 à Francfort-sur-le-Mein, qui projeta la fusion de la démocratie bourgeoise et du prolétariat. Bien que la direction en appartînt à de purs radicaux tels que Julius Frœbel et Rau, à des socialistes philosophes tels que Kriege, l'adversaire récemment combattu, Moll et Schapper ne dédaignèrent pas d'y siéger ; et, avec eux, Marx lui-même et Becker figurèrent dans le comité local de Cologne[28]. Sans doute ils n'y purent pas rester, lorsqu'au congrès d'octobre Weitling et Ewerbeck laissèrent passer l'influence à la bourgeoisie. Ils réunirent un congrès mi-partie démocrate et communiste, qui siégea à Cologne en août 1849. On agita le pays. À Wœringen, une réunion tenue le 17 septembre et où parlèrent Engels, Schapper, Wilhelm Wolff et un jeune orateur inconnu, Ferdinand Lassalle, réclama la « République rouge ». Des barricades s'élevèrent à Cologne le 25 septembre, quand on voulut arrêter Becker, Schapper, Wilhelm Wolff et Moll[29]. En novembre, quand vint la crise des libertés parlementaires, quand l'Assemblée nationale de Berlin refusa l'impôt, le journal de Marx appela aux armes ; le comité démocratique, où il siégeait avec Schapper et Schneider, exigea d'urgence les mesures suivantes : 1° le refus des impôts ; 2° la convocation immédiate, du *Landsturm* et l'armement gratuit du peuple par les communes ; 3° la création de comités de salut public dans chaque commune. Ce fut cet appel qui amena Marx et ses deux coaccusés devant la cour d'assises de Cologne, le 9 février 1849, et il prononça alors le discours retentissant où il établit la théorie réaliste de la révolution.

Cependant, à Düsseldorf, le jeune disciple de Marx, Lassalle, fomentait la résistance armée et ne succomba que devant la garnison trop forte. À Elberfeld, où Engels siégeait dans le comité de sûreté publique, les troupes (un bataillon d'infanterie, un escadron de uhlans et deux pièces de canon) furent expulsées de la ville, et Engels ne déposa le pouvoir que sur l'ordre du comité apeuré par les supplications d'une bourgeoisie qui redouta l'avènement, immédiat de la « République rouge ». Dans la Révolution badoise, Willich, Johann Philipp Becker, Engels, le jeune Liebknecht, les débris du corps ouvrier de Stephan Born, combattirent ; et c'est devant Rastatt, sûr la Murg, que tomba l'horloger Joseph Moll.

*
**

Une marée de réaction brutale passa sur l'Allemagne. Les vaincus de la Révolution badoise, saxonne et rhénane se dispersèrent dans tous les pays de l'Europe. Ils furent persécutés souvent. La Suisse à elle seule expulsa environ 11.000 réfugiés allemands. Quelquefois la persécution fut odieuse de la part des gouvernements radicaux, dont plusieurs, comme à Lausanne, avaient dû à l'effort des ouvriers allemands leur victoire. Il y avait alors en Suisse environ vingt-quatre groupes ouvriers. Le jeune Wilhelm Liebknecht, en février 1850, essaya de les grouper au congrès de Morat. On arrêta tous les mandataires ; on en expulsa 296. Le reste fut mis sous la surveillance de la police.

À Londres cependant un comité de réfugiés marxistes se reforma[\[30\]](#), l'automne de 1849. Il y entra Marx et Engels, Conrad Schramm et Willich, un peu plus tard Carl Schapper, détenu à Wiesbaden, et Liebknecht. Le premier acte du Comité central reconstitué fut une allocution à la Fédération communiste, datée de mars 1850. Cette allocution décrivit la situation de la Fédération, son rôle dans la révolution passée, et défiait sa tactique pour la révolution à venir que l'on s'obstinait à espérer pour la fin de l'année 1850. Le Comité se félicita, un peu à tort, de la philosophie adoptée dans le *Manifeste communiste*, et qui, dans le fait, n'y apparaissait pas sans incohérence. Il était certain que dans la Révolution allemande de 1848, le parti démocratique seul s'était organisé. Les ouvriers n'avaient pas encore su se constituer en parti de classe. Même les marxistes, perdant le contact de l'autorité centrale, s'étaient éparpillés, et leur énergie n'avait pu empêcher la révolution de s'inféoder à la démocratie bourgeoise, qui les avait trahis dès que sa crainte des revendications prolétariennes fut plus forte que la crainte de l'absolutisme. C'est une faute qu'on se promettait de ne pas refaire.

Les petits bourgeois, une fois atteint leur idéal de gouvernement qui se

réduisait à une diminution de la bureaucratie, à une répartition nouvelle des impôts plus onéreuse pour les grands propriétaires, à une réorganisation du crédit public, à une législation sur l'héritage capable d'affaiblir la puissance du capital et à quelques mesures contre le chômage et le trop bas salaire, demandaient à clore la révolution. Ces revendications ne pouvant suffire aux ouvriers, il fallait qu'ils rendissent permanente la révolution. Il s'agissait, non pas de diminuer l'antagonisme entre les classes, mais d'abolir les classes ; non pas de changer la répartition des propriétés privées, mais de supprimer la propriété privée. Il n'était pas douteux que la démocratie des petits bourgeois n'eût pour quelque temps la prépondérance que lui assuraient ses effectifs énormes et son organisation politique ancienne. Il importait donc de savoir quelle attitude prendraient envers elle le prolétariat et la Fédération communiste : 1° dans l'attente de la révolution proche ; 2° pendant la révolution, qui donnera la prépondérance aux petits bourgeois ; 3° après la révolution, au temps de leur suprématie.

1° Dans l'attente de la révolution proche, les démocrates, vaincus, comme les ouvriers dans le mouvement de 1848, tendent la main aux ouvriers. Ils préconisent un grand parti d'opposition, où, à cause de l'infériorité numérique des ouvriers organisés, le prolétariat devra momentanément faire taire ses revendications propres. Il faut repousser cette alliance. Une organisation à la fois secrète et publique des ouvriers devra s'employer à discuter et à faire triompher leurs intérêts de classe. Il peut y avoir entente momentanée et marche convergente contre les mêmes ennemis sur le champ de bataille, non pas compromission acceptée avant le combat.

2° Pendant la révolution, les ouvriers auront pour ligne de conduite la méfiance. Ils demanderont des garanties pour les travailleurs toutes les fois qu'un gouvernement démocratique sera en voie de se constituer. À côté des gouvernements officiels, ils créeront des gouvernements révolutionnaires, des conseils municipaux ou des clubs, qui terroriseront les autorités, exerceront un contrôle plein de menaces, avec les masses, profondes des ouvriers derrière eux. Ces masses ouvrières seront organisées et armées, dès que la démocratie bourgeoise sera victorieuse. Car, sitôt victorieuse, elle recommencera à trahir. Une garde prolétarienne, commandée par un état-major élu par le prolétariat et placée, non pas sous l'autorité de l'État, mais sous l'autorité des conseils municipaux prolétariens, veillera à ce qu'aucune garde nationale ne puisse recommencer une bataille de juin contre le prolétariat.

3° Dès que la bourgeoisie démocratique sera maîtresse du pouvoir, elle

réunira une Assemblée nationale. Il faut qu'une organisation rapide des clubs ouvriers dans un congrès immense et dans des manifestations armées obtienne des pouvoirs publics que tous les ouvriers aient droit de vote, et, une fois en possession du suffrage, qu'ils opposent à toute candidature bourgeoise une candidature ouvrière. Le conflit légal avec la bourgeoisie portera sur les points suivants : a) la suppression de la féodalité ; b) la république fédérative ; c) les mesures sociales.

a) Il est à prévoir que la démocratie demandera la parcellation des domaines féodaux. Elle laissera subsister un prolétariat agricole et créera une classe de petits paysans sur le modèle des petits bourgeois. — Le parti ouvrier demandera que les domaines confisqués restent propriété nationale, servent, à fonder des colonies ouvrières, où le prolétariat rural appliquera les méthodes de l'exploitation collective. — b) La démocratie demandera la république fédérative. Elle paralysera ainsi la législation prolétarienne. — Le parti ouvrier ne sera pas dupe de la phraséologie qui, en glorifiant le *selfgovernment*, songe à préparer la réaction. Il demandera une république une et indivisible, une centralisation très forte, qui universalise les concessions sociales obtenues de l'autorité législative. — c) Les démocrates essaieront de reformer et non de révolutionner l'état social. — Le parti ouvrier devra les contraindre à concentrer entre les mains de l'État le plus grand nombre possible de forces productives, de fabriques, de chemins de fer. Il poussera à bout, dans le sens révolutionnaire, les mesures économiques de la démocratie. Si les petits bourgeois proposent le rachat des chemins de fer et des fabriques, les ouvriers en demanderont la confiscation. Si les démocrates proposent l'impôt proportionnelles ouvriers réclameront l'impôt progressif. Si les démocrates acceptent une progression lente, les ouvriers pousseront à une progression formidable. Si les démocrates organisent la liquidation des dettes de l'État, les ouvriers demanderont la banqueroute de l'État. Ce sera là la « révolution en permanence ». Mais, corrigeant sur un point la tactique du *Manifeste* (§ 77), qui prescrivait aux communistes de diriger leur attention sur l'Allemagne ; corrigeant aussi le discours prononcé par Marx à Londres, le 29 novembre 1847, qui imaginait que le combat décisif entra le prolétariat et la bourgeoisie commencerait en Angleterre, c'est de la France à présent que le comité marxiste attend l'initiative et la victoire révolutionnaire immédiate.

C'est le dernier manifeste doctrinal lancé par le parti communiste. La circulaire de juin 1850 dresse le bilan d'une agitation finissante et stérile. Des émissaires avaient été chargés de rétablir avec l'Allemagne et avec la Suisse les relations rompues. Le cordonnier Heinrich Bauer sut renouer le

lien fédéral entre Cologne, Francfort-sur-le-Mein, Mayence, Hanau, Wiesbaden, Hambourg, Schwerin, Berlin, Göttingen, Breslau, Liegnitz, Glogau, Leipzig, Nuremberg, Munich, Bamberg, Würzburg, Stuttgart et Bade. Adolphe Maier, envoyé en Suisse, fédéra autour de la Chaux-de-Fonds quelques communes.

Une difficulté capitale en Suisse fut la *Centralisation révolutionnaire*, société rivale formée à Zürich. Les chefs de l'ancienne révolution badoise, Johann Philipp Becker et Sigl, la président. Mais les plus timides démocrates du Palatinat y fraternisaient avec les marxistes les plus outranciers. Une grande confusion naquit lorsque cette société secrète, simultanément avec la Fédération communiste, envoya des émissaires à Bruxelles, à Paris et en Allemagne. Plusieurs groupes devinrent hésitants. La *Centralisation révolutionnaire*, sans doute, faisait adhésion au *Manifeste communiste*, offrait aux marxistes de marcher de front avec eux, sans se foudre avec eux et sans les combattre. Fallait-il accepter l'alliance ainsi offerte ? Le Comité de Londres crut devoir s'y refuser[31].

C'était déjà une mésintelligence regrettable entre les combattants de la veille. La maladresse des chefs badois la rendait nécessaire. Mais une scission plus grave se préparait dans la Fédération communiste elle-même.

La circulaire du Comité central datée de mars 1850, bien qu'elle fût signée de Marx, manifestement ne répondait plus à ses idées. À mesure qu'il étudiait l'histoire économique des dix années écoulées, une évidence se faisait en lui. C'est que la révolution, issue de la crise économique de 1847, prenait fin avec cette crise. Il n'y avait plus à espérer de succès révolutionnaire avant une crise nouvelle. « Une révolution n'est possible que dans les périodes où les *forces* de production modernes entrent en conflit avec les *formes* de la production bourgeoise. » Or les années qui suivirent 1848 furent marquées par une prospérité industrielle sans égale. Il manquait à la révolution projetée la première de ses conditions : un prolétariat acculé au chômage et disposé à combattre. Marx mûrit en lui cette opinion et finit par l'exprimer[32]. Il ajoutait que, même en cas de révolution, le prolétariat ne serait pas prêt à prendre le pouvoir. Aussitôt les mystiques de la révolution et les sentimentaux sans critique de se déclarer ses ennemis.

Willich, qui fut de ceux-là, en vint à soutenir que, pour Marx et sa clique, « les ouvriers étaient des zéros ». Des scènes violentes les mirent aux prises. Carl Schapper, récemment débarqué, se joignit à Willich. Pour en finir, la majorité marxiste, où figuraient Engels, Schramm, Liebknecht, H. Bauer, Eccarius et Pfänder, décida, le 15 septembre 1850, que le Comité central était transporté à Cologne. Elle déclara abolis les statuts de

la Fédération et chargea le Comité central futur d'en proposer d'autres. Willich alors, avec ses adhérents Schapper, Fränkel et Lehmann, quitta la séance, en appela aux électeurs du cercle de Londres et constitua un Comité central londonien entièrement composé de ses partisans.

Cependant la commune de Cologne forma une nouvelle autorité centrale marxiste. Ce Comité sans doute reprocha aux deux fractions en litige leur conduite illégale, puisqu'aucune d'elles n'en avait appelé au congrès. Mais, au lieu de refaire l'unité ; il excommunia les sécessionnistes.

Il n'importe que le Comité nouveau ait adopté de nouveaux statuts qui n'eurent pas le temps d'être appliqués ; ni que les Suisses aient fait une tentative de conciliation, en mars 1851, qui fut repoussée par Cologne. Les deux partis étaient condamnés à disparaître. Un émissaire du Comité de Cologne, Nothjung, fut arrêté à Leipzig le 10 mai 1857, et son arrestation fut le point de départ de ce *procès des communistes* de Cologne, où comparurent douze marxistes, prévenus de haute trahison. Six d'entre eux furent condamnés, Roeser, Bürgers et Nothjung à six ans de forteresse ; Karl Otto et Hermann. Becker à cinq ans ; le tailleur Lessner à trois ans de la même peine. Le poète Freiligrath s'était soustrait à la condamnation par la fuite.

Ce procès marque la dissolution du premier parti communiste allemand. La fraction Willich, dissidente, eut la faiblesse coupable de se faire complice des policiers par des témoignages et plus encore par des réticences. Hentze, Hätzel, Steingens, du parti Willich, figurèrent au procès non pas comme accusés, mais comme témoins à charge. Moses Hess et Carl Schapper, par leur silence, laissèrent peser sur les marxistes des soupçons qu'une parole d'eux eût dissipés[33]. Le tout pour durer quelques mois de plus. Car, en 1853, c'en fut fait aussi du parti Willich-Schapper. Ainsi périt dans les convulsions de la haine et dans les discussions d'un vain purisme doctrinal ce parti communiste qui le premier avait écrit au bas de son manifeste : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* Rien ne prouve plus sûrement que cette rivalité haineuse la justesse des appréciations de Marx et que le parti ouvrier n'était pas prêt à la révolution. Mais des partis plus récents, en d'autres pays, auraient profité à méditer la leçon des événements d'alors.

COMMENTAIRE

Il apparaît assez, par l'*Introduction*, que Marx et Engels ont le droit d'appeler leur Manifeste un « document historique » (préface de 1872). Mais c'est un document obscur. Comment se fait-il qu'il agisse encore sur les ouvriers d'aujourd'hui ? On se l'explique à peine, tant il est difficilement intelligible. La doctrine, dont il est l'exposé trop dense, offre plus d'une difficulté ; et il abonde en allusions à des faits dont la connaissance, familière aux ouvriers de 1847, est devenue rare aujourd'hui, même parmi les hommes cultivés.

Le présent commentaire, tout en demeurant populaire, voudrait éclaircir toutes les allusions et tenter quelque chose pour lever les difficultés de doctrine. Il suivra pas à pas, et en observant la division en paragraphes qui avait été adoptée pour le texte, la marche même du *Manifeste*. Chaque paragraphe du texte trouvera ainsi, dans le paragraphe correspondant du commentaire, la glose destinée à l'éclaircir ; chaque paragraphe du commentaire, sous le paragraphe correspondant du *Manifeste*, le texte destiné à le justifier.

1. Ce *Manifeste*, tout d'abord, le Congrès communiste, et avec lui Marx et Engels, qui parlent en son nom, le motivent. La publication qui en est faite marque une ère nouvelle du mouvement prolétarien. Les adversaires, dans le cauchemar où ils vivent du communisme, n'en connaissent ni les visées ni la force. Il s'agit de leur en faire voir l'aspect réel et le danger, qui n'est pas où ils le cherchent. Le communisme nouveau n'est pas un « spectre » qui hante les ténèbres. Il ne trame pas de conspirations. « Conspirer, disaient dès 1834 les républicains eux-mêmes, avec Raspail, c'est le fait de la minorité[\[34\]](#) ». La révolution sociale sera le « mouvement spontané de l'immense majorité » (§ 29). Elle fera désormais publiquement sa propagande et la mobilisation de ses forces.

Elle aura raison de la résistance des adversaires par la force de ce mouvement spontané et irrésistible. Les « policiers allemands » qui ont empêché le *Journal allemand de Bruxelles* d'entrer en Allemagne, qui ont traqué jusqu'en Suisse les groupes de la *Fédération des Justes*, incarcéré

Weitling et obtenu de la France, après la suppression du *Vorwärts*, l'expulsion brutale de Marx, seront impuissants à arrêter la commotion en quelque sorte géologique par laquelle « le prolétariat, couche inférieure de la société présente, se soulèvera » (§ 29). Les radicaux français, même préoccupés de réformes sociales, ont beau s'écrier avec Ledru-Rollin : « Je hais les communistes ! » et soutenir avec Armand Marrast que le communisme se préoccupe surtout d'améliorer la situation matérielle des travailleurs, sans relever leur dignité en les faisant libres politiquement[35], ils ne le discréditeront pas.

Parmi « les puissances constituées de la vieille Europe », celles qui ont le mieux cormpris l'essence du mouvement nouveau, ce sont d'abord le pape et Metternich. Il n'est pas excessif de dire que Pie IX, arrivé au pontificat en 1846, et Metternich, le vieux ministre autrichien, que la révolution viennoise de 1848 allait chasser, se sont fait de la révolution sociale la conception même de Marx. Cette conception, c'est qu'on ne fait pas à la révolution sa part. L'absolutisme est un état d'équilibre dont on ne peut ni déplacer la base ni changer les éléments, faute de quoi l'état social entier descend sur la « pente » des révolutions jusqu'au bout. « Le vrai mérite d'un homme d'État consiste donc, disait Metternich, dans le talent d'épargner au pouvoir la nécessité suprême de faire des concessions[36]. » Car on ne voit pas le terme des concessions une fois commencées, et elles mènent, par un enchaînement continu, à la ruine des empires. Mais le malheur « au-dessus duquel on ne peut rien imaginer », c'est l'intrusion du socialisme et du communisme. « Car le dernier danger qui puisse menacer la société humaine, c'est celui de son entière dissolution[37]. »

Ainsi pensait aussi Pie IX, arrivé à la papauté en 1846, et, bien qu'en 1847 il fût encore dans cette première période de popularité où il faisait, sous l'inspiration de Guizot et de Rossi, de timides essais de « juste milieu » dans l'État pontifical, la chute de Louis-Philippe le rejeta bientôt dans la politique absolutiste. L'encyclique de 1849, où le communisme est condamné comme « pestilentiel », dévoile sa pensée dont désormais il ne se départira plus.

Nul doute que cette pensée, absolutiste, par son intelligence exacte de la marche des faits, ne soit plus respectable que celle de Guizot. Ce dernier avait pour le communisme le même mépris que Metternich. Il soutenait que « pour assurer à tous les individus humains la répartition égale et incessamment mobile des biens et des plaisirs de la vie, *la République sociale fait descendre les hommes au rang des animaux* » ; qu'elle est « la dégradation de l'homme et la destruction de la société[38]. » Il pensait, comme Metternich, que « les classes diverses qui existent parmi nous et

les partis politiques qui leur correspondent, sont des éléments naturels, profonds de la société[39] », et justement pour cela ils ne doivent pas espérer s'entredétruire dans une lutte nécessairement sans issue. Mais Guizot espérait, chimériquement, la pacification par un procédé « de rapprochement et de concentration », qui représente dans le gouvernement de l'État tous les intérêts du pays, et dans la forme du gouvernement toutes les formes de gouvernement possibles : l'absolutisme par l'unité du monarque héréditaire, l'aristocratie par la pairie héréditaire et la démocratie par une assemblée qui représente, selon une hiérarchie exacte des mérites sociaux, le peuple entier. Il espérait faire en sorte que la démocratie montante « trouvât partout des issues et rencontrât partout des barrières[40] » ; et ainsi, sans la supprimer, il voulait la contenir et la régler.

C'est la besogne que Metternich et Pie IX, déclaraient vaine entre toutes ; Marx, avec eux pensait qu'on n'arrête pas la révolution, et les concessions qu'on lui fait, loin de la désarmer, la précipitent. Mais Marx ajoute que la bourgeoisie elle-même travaille à sa propre défaite et à la victoire du prolétariat.

I

BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

2. *La lutte des classes.* — Tout l'effort critique de la doctrine marxiste consiste à expliquer l'*existence d'un prolétariat*. Ce fait précis une fois expliqué, des conséquences s'en déduisent sans effort, touchant le déséquilibre social actuel et la manière de rétablir un équilibre social futur. Mais, en essayant de donner cette explication spéciale, Marx et Engels avaient trouvé une méthode générale d'explication, une sociologie. À l'origine de la division sociale des classes, il y a la forme de la production économique. La condition sociale d'un chacun dépend de la place qu'il occupe dans cette production. L'ensemble des hommes de la même condition forme une *classe*. Ces classes en présence, et qui ont dans la production, une place différente, qui leur assigne aussi dans la répartition des parts inégales, entrent en lutte à cause de ces intérêts en litige. L'histoire politique et intellectuelle tout entière n'est pas autre chose que cette lutte des classes. C'est l'aphorisme, qui ouvre le *Manifeste* (§ 2), et que Frédéric Engels donne, avec les raisons sociologiques où il se fonde, pour une « propriété unique et exclusive » de Marx (Préface de 1883, p. 8).

L'affirmation d'Engels, présentée avec cette raideur, ne laisse pas de soulever des objections. Loin d'être neuve, cette philosophie qui découvre que tout le contenu de l'histoire est une série de luttes de classes estime des parties les plus vieilles de la tradition socialiste.

N'avait-elle pas été très vivante dans cette *Fédération des Bannis*, où Théodore Schuster l'avait exprimée éloquemment ; et dans la *Fédération des Justes*, au nom de laquelle Weitling l'avait prêchée[\[41\]](#) ? Nous ne devons pas oublier que le Congrès communiste, qui donna mandat à Marx et à Engels de rédiger leur *Manifeste*, recueilli l'esprit de ces fédérations dissoutes. Mais les Bannis, affiliés à la *Société des Droits de l'Homme*, et les Justes, affiliés à la *Société des Saisons*, étaient imbus comme ces sociétés françaises de la tradition babouviste.

Le *Manifeste des Égaux* avait stigmatisé dès 1796 le scandale qui fait qu'à travers toute l'histoire « la très grande majorité des hommes travaille et sue au service et pour le bon plaisir de l'extrême minorité ». Il avait réclamé avec emphase que disparussent « les distinctions révoltantes de riches et de pauvres, de grands et de petits, de maîtres et de valets, de gouvernants et de gouvernés ». Et ce *Manifeste*, prototype de tous les manifestes socialistes et du *Manifeste communiste* lui-même, Buonarroti l'avait réédité dans son livre de la *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf* (1828), qui fut le catéchisme des partis révolutionnaires sous Louis Philippe[\[42\]](#). C'est Buonarroti encore, qui dans son résumé des doctrines du comité babouviste qui se réunissait chez Amar, peu de temps avant la conspiration, montrait que « jamais société civile ne put faire disparaître de son sein cette foule d'hommes qu'aigrit et rend malheureux l'idée des biens dont ils sont privés. Partout la multitude rampe sous la verge d'un despote ou sous celle des castes privilégiées... Les plus adroits ou les plus heureux dépouillèrent et dépouillent sans cesse la multitude[\[43\]](#). » Aussi arrive-t-il un moment où, « la révolte des pauvres contre les riches est d'une nécessité que rien ne peut vaincre ».

Les sociétés républicaines, sous le règne de Louis-Philippe, étaient imbues de cette doctrine. Dès 1832, au *Procès des Quinze*, où furent condamnés les chefs de la *Société des Amis du Peuple*, Blanqui avait dit que toutes les luttes politiques se réduisaient à « la guerre entre les riches et les pauvres », et que « les riches étaient les agresseurs, puisqu'ils exerçaient un indigne péage sur les masses laborieuses[\[44\]](#) »

Mais Blanqui est le révolutionnaire qui eut le plus d'action sur la Fédération allemande des Justes sept ans plus tard[\[45\]](#).

Pourtant la propagande saint-simonienne, qui avait repris avec une force sans égale en 1829 par les conférences où Bazard fit exposé de la doctrine,

n'avait pas moins vigoureusement marqué la notion de lutte des classes[46]. Bazard usait d'un terme plus abstrait : l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais il touché parfois à la terminologie marxiste elle-même quand il nous montre, dans les premiers stades de l'histoire, « les hommes partagés en *deux classes*, les exploitants et les exploités, les maîtres et les esclaves », quand, il montre que « la condition respective où se trouvaient dans le passé les maîtres et les esclaves, les patriciens et les plébéiens, les seigneurs et les serfs... se continue à un très haut degré dans les relations des propriétaires et des travailleurs[47] ».

Le tour oratoire par lequel les conflits sociaux de toutes les époques sont présentés comme le retour du même antagonisme entre classes exploiteuses et classés exploitées devient alors un des procédés coutumiers de la rhétorique socialiste[48]. Le socialisme philosophique allemand, vilipendé par Marx (§ 62-66), n'en a pas moins eu, avant lui, la perception distincte du rôle de la lutte des classes dans l'histoire. « L'histoire, disait Karl Grün, dans son traité de la *Civilisation vraie (Ueber wahre Bildung*, p. 22), en 1844, n'a été jusqu'à ce jour qu'une guerre unique, ininterrompue ; et, dans son essence, une guerre des heureux, des possédants, des vainqueurs contre les malheureux, les déshérités, les opprimés. En Grèce, ces derniers se sont appelés des esclaves et des ilotes, à Rome des esclaves, au moyen-âge des serfs ; en Russie, ils se nomment des paysans, dans l'Amérique du Nord, des nègres ; dans le monde civilisé de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne, ils se nomment des prolétaires[49]. » L'histoire entière s'est faite au milieu de la servitude qui enchaînait les pauvres aux riches. Il s'agit à présent de savoir comment l'histoire se fera dans la liberté de tous, par l'abolition des classes.

Que faut-il garder de l'affirmation pieuse d'Engels qui revendique pour Marx « la propriété exclusive » de la théorie de la lutte des classes ? Il est difficile de la sauver. Elle est un peu contradictoire, puisque F. Engels, avec raison, se vante d'en avoir « approché » lui-même dans son livre sur les *Classes laborieuses en Angleterre* (1845). Le socialisme philosophique, combattu par lui dans le *Deutsches Bürgerbuch* (1845-46), aurait suffi à la lui enseigner. L'observation seule du monde ouvrier anglais lui ouvrait les yeux. Il avait pu discerner la domination du privilège de la propriété » plus brutale, plus hypocrite qu'ailleurs dans la bourgeoisie d'Angleterre, au regard de qui « les non possédants n'existent que pour être exploités par les possédants ». Et comme Babeuf, comme Blanqui, Engels en était arrivé à penser que « l'abîme entre les classes se faisant de plus en plus abrupt, la guerre des pauvres contre les riches éclaterait et serait la plus sanglante qui ait été jamais faite ».

Cela suffit pour que Marx ne soit ni le seul ni le premier à l'avoir dit.

3. Mais si l'histoire de toutes les époques est une lutte de classes, il s'en faut que cet antagonisme d'abord soit simple. Chacune des classes belligérantes est à son tour divisée par des luttes intestines. Le moyen-âge a eu côte à côte ses grands et petits vassaux, hostiles ensemble aux roturiers, mais ennemis entre eux ; ses maîtres et ses compagnons, qui s'entredéchiraient, malgré les guerres des villes contre les seigneurs ; ses serfs, exploités par tous leurs maîtres, nobles ou roturiers. Il y a eu « une hiérarchie de rangs sociaux multiples » (§ 2).

Mais cela encore Karl Grün notamment l'avait dit. Dans toutes les classes victorieuses, selon Grün, il y a encore des catégories opprimées ; et, parmi les vaincus, il y a encore des exploités d'une multitude plus misérable qu'eux-mêmes. Il y a une organisation complexe des formes d'exploitation[50]. Le difficile serait seulement de savoir si Grün prête ici, ou s'il emprunte à Proudhon qui avait soutenu, en 1843, que la loi de l'ordre instinctivement réalisée par l'humanité est spécifiée par séries hiérarchisées de besoins, à ce point que chaque nouvelle division du travail, même dans les besoins les plus humbles, crée « un nouveau droit de suzeraineté et de privilège[51] ».

Mais l'idée marxiste a une seconde face. Elle explique comment se sont simplifiés ces antagonismes complexes, jusqu'à se réduire à un seul couple antagonique : la bourgeoisie et le prolétariat. Cette explication est économique. « La différenciation sociale des hommes résulte de la production économique[52] » et se modifie avec elle. Le *Manifeste* esquissera cette évolution.

Il n'y arrivera pas sans artifice. Un schématisme domine cette description : l'évolution économique fait monter à la prépondérance la classe opprimée de l'âge précédent. « Les serfs du moyen-âge engendrèrent les bourgeois des premières communes » Bien qu'emprunté à Bazard, cela est très inexact[53]. Ni les citoyens des villes gallo-romaines ou italiques du haut moyen-âge ne sont issus de serfs, ni le servage en Germanie même n'est aussi ancien que la classe des paysans libres ; et il y a eu des agglomérations communales d'hommes libres dès les temps germaniques primitifs.

Mais la commune une fois admise, dont l'origine est à expliquer autrement que ne fait Marx, le développement de la grande bourgeoisie urbaine par les grandes découvertes maritimes et coloniales, par l'essor du commerce, est décrit par Marx et Engels selon les résultats de la plus récente science historique et sociologique de leur temps.

4. *Le matérialisme historique et la croissance de la bourgeoisie par*

l'industrialisme. — Ce serait trop leur demander que de vouloir que ces résultats fussent tous acquis par eux-mêmes. Nulle part sans doute Marx et Engels n'ont eu une peine plus aisée pour se souvenir simplement de ce qu'ils avaient, les premiers, su établir. En leur faisant cette part d'originalité, qui est grande, il ne sera pas exagéré de dire qu'ils doivent beaucoup à Proudhon, à Frédéric List, à Constantin Pecqueur et à son élève Vidal, à Sismondi et à son élève Buret.

L'idée directrice elle-même n'est pas d'eux. C'est banalité, presque, de le dire. L'économiste Blanqui déjà s'était aperçu qu'« il existe entre l'histoire et l'économie politique des rapports tellement intimes qu'on ne peut les étudier l'une sans l'autre, ni les approfondir séparément. La première fournit les faits ; *la seconde en explique les causes*[\[54\]](#) ». Proudhon, dans son livre récent *De la création de l'ordre dans l'humanité*, avait dit : « Les lois de l'économie politique sont les lois de l'histoire ; les sociétés se meuvent sous l'action des lois économiques et se détruisent par leur violation[\[55\]](#). ». Mais ces lois sont les lois de la production. « Le progrès de la société se mesure sur le développement de l'industrie et la perfection des instruments[\[56\]](#). » Sans doute Proudhon n'a pas poussé à bout cette idée. Il pense que « l'ordre politique se manifeste le premier et prélude à la création de l'ordre industriel », mais aussi que les sociétés périssent « quand elles font mépris des fonctions industrielles », comme le Sénat romain oublia d'organiser l'agriculture, et Carthage l'industrie[\[57\]](#). Le problème historique essentiel, « puisque toute société débute par l'antithèse du patriciat et du servage », serait de contrer comment « le prolétariat grandit et supprime à la fin l'aristocratie » ; de dégager la *loi de révolution du prolétariat*. « Cette loi complexe ne peut se trouver que dans la science économique[\[58\]](#). » Proudhon le soutient, mais, selon Marx, le *Système des contradictions économiques* n'a pas apporté cette loi. Marx et Engels à leur tour, en cherchant la « haute et difficile formule ».

Marx pousse à bout la pensée devant laquelle Proudhon avait reculé. C'est l'ordre industriel qui crée tout ordre politique et social ; et l'émancipation politique et sociale du prolétariat se produira par l'industrie ou elle ne se produira pas. La courbe de l'évolution industrielle, une fois déterminée, suffira à déterminer les chances d'affranchissement possible. Mais, l'histoire de l'industrie démontre que l'amélioration des moyens de communiquer, en augmentant l'étendue du débouché commercial, amène une amélioration des moyens de produire et réciproquement. La condition sociale, juridique et politique des hommes se définit par la place occupée par eux dans le trafic. Une amélioration générale de la production et du trafic bouleverse donc nécessairement tout l'équilibre social. Il se peut

qu'elle atteigne un degré où, comme autrefois le servage, le salariat soit rendu impossible. Si elle se produit, l'affranchissement du prolétariat sera un fait accompli.

Cette théorie, si on veut la qualifier, apparaît comme une conciliation de Constantin Pecqueur et de Frédéric List.

Pecqueur, par son ouvrage *des Intérêts du commerce, de l'industrie et de l'agriculture* (1838) et par son traité *des Améliorations matérielles dans leurs rapports avec la liberté* (1840), est le premier qui ait édifié en France un système complet de matérialisme historique, de même que List en Allemagne dans son traité *de l'Économie politique nationale* (1841). Mais Pecqueur a sur List l'avantage d'une intelligence plus large des questions sociales. La difficulté, que n'effleure pas même List, celle de l'affranchissement des classes opprimées, Pecqueur pensa qu'elle se résolvait par la répercussion sur tous les rapports d'homme à homme des améliorations apportées à l'outillage humain.

Il s'agissait beaucoup moins, pensait-il, « de la quantité des richesses créées ou consommées » par le fait d'une amélioration technique, que « des changements qu'elle entraînait dans le mode de production, de circulation et de consommation ; dans la distribution de ces richesses, dans le mécanisme industriel et l'organisation du travail^[59] ». Or ces changements sont toujours dans le sens de la liberté, tant il est vrai que « l'esclavage est incompatible avec le travail » ; et l'histoire démontre abondamment que les peuples les plus actifs industriellement sont aussi les plus libres^[60].

Frédéric List, dont le *Système d'économie politique nationale* (1841) offre avec la doctrine de Pecqueur des ressemblances stupéfiantes, avait insisté surtout sur la solidarité qui existe entre les modes de production et les modes de circulation. Mais il ajoutait que les méthodes de production cependant sont décisives ; et telle était l'importance qu'il attribuait aux *forces productives* que l'apparition seule de ce vocable suffit à déceler l'influence de List. Nous donnerons (§ 68) des preuves formelles de cette influence chez Marx. Mais aucune preuve ne la signale plus fortement que cette apparition même du mot de « forces productives » connu des seuls disciples de List, et que Marx emploie avec tout le cortège d'idées économiques dont, chez List, il s'accompagne.

L'essentiel, pour une société, est, selon List, d'éveiller les « forces productives » dont elle recèle le germe. Il n'y a d'autre différence essentielle entre les civilisations que celle des « forces productives » dont elles usent. Elles sont pastorales, agricoles, commerçantes et manufacturières : et toute leur civilisation, même intellectuelle dépend de

ces ressources matérielles dont elles vivent. Mais le plus haut degré de civilisation aujourd'hui accessible à une nation est celui où s'unissent la manufacture et le commerce. Or, c'est là une situation où ne se maintiennent que les nations manufacturières. Celui-là peut commercer toujours qui détient les industries productives, puisqu'il lui suffit pour cela de construire les moyens de transport et que la perfection des moyens de transport est en raison de l'outillage industriel. Mais on peut toujours évincer du commerce les nations qui se bornent à faire de l'entremise sans fabriquer elles-mêmes : on les évincera d'autant plus sûrement qu'on améliorera plus vite qu'elles le réseau des voies et les véhicules de transport.

Historiquement, dans cette évolution, la création des grandes voies de communication transocéaniques est la première ; et la première bourgeoisie capitaliste est celle des grandes publiques maritimes, des grandes compagnies portugaises, génoises, vénitiennes, hanséatiques, hollandaises. Mais le débouché accru stimule à son tour la production, tout d'abord celle des marchandises européennes que l'on peut offrir en échange des denrées tropicales ; puis la production industrielle améliore à son tour les moyens de transport ; et c'est de la sorte que l'Angleterre de 1800 à 1841 a dépensé pour ses moyens de transport par voie ferrée et par bateau plus que la totalité des républiques italiennes ensemble durant leur existence.

Ces considérations, Marx les avait reprises dans son *Anti-Proudhon* (1847). La découverte de l'Amérique, les galions d'or et les marchandises coloniales amoncelées stimulèrent, avait-il expliqué, la production jusqu'à ce que les bras vinssent à manquer ; mais quand les machines eurent suppléé aux bras dans une production centuplée, du même coupelles centuplèrent les moyens de communication. « Le fileur put habiter l'Angleterre en même temps que le tisserand séjourne aux Indes orientales ». « La grande industrie, détachée du sol national, dépendit uniquement du marché universel, des échanges internationaux »^[61]. On voit là cette réciprocité d'action du commerce et de la production décrite déjà par List.

Cependant ce processus par où l'élargissement des moyens de circulation réagit sur les moyens de production, si Pecqueur et List l'ont constaté, comment s'explique-t-il ? Est-il possible que l'ancienne industrie corporative suffise au débouché universel ? Voilà où Marx et Engels avaient amoncelé les recherches originales, et il leur était apparu qu'un conflit se produit « entre le mode de circulation nouveau et le mode de production ancien ». Il faut bien entendre ce que signifie dans le marxisme

cette expression, qui désigne, sous des abstractions qu'elle semble personnifier, des faits multiples et très tangibles. Elle signifie : 1° que les maîtres de corporation sont évincés par les commerçants industriels, par les fédérations d'armateurs ; 2° que les nouveaux patrons auront avec leur main d'œuvre des rapports autres que ceux de maîtres à compagnons.

« Ce fut le marchand qui devint le chef de l'atelier moderne et non pas l'ancien maître des corporations[62]. » L'industrie corporative, qu'elle soit urbaine comme celle dont Marx étudie les transformations, ou rurale, comme celle de ces tisserands dont Engels a esquissé la monographie, est *domestique*. Elle suppose un atelier de famille capable de réaliser en totalité son produit, depuis le filage jusqu'au tissage, et capable aussi de subvenir, par quelque agriculture, à la majorité de ses besoins immédiats. Cette population vit dans « une simplicité d'idylle », dans une ignorance candide et pieuse, dans une soumission patriarcale » devant le *squire* ou devant le patriciat citadin. Elle végète dans la solidité des croyances et dans une robuste santé physique ; mais elle demeure asservie à une élite d'aristocrates[63]. C'est à ce régime que commence à mettre fin l'ère du grand commerce maritime qui a l'atelier substitua la *manufacture*.

C'est le mérite particulier de Marx et un des résultats les plus certains de son livre contre Proudhon[64] que d'avoir établi comment la *manufacture* n'est pas due d'abord à une modification technique de la production. Elle n'est à l'origine qu'un groupement quantitatif nouveau, la substitution d'un grand atelier collectif, de besogne homogène, au petit atelier de famille. Il arrive ainsi que le grand commerçant armateur crée hors ville, hors de la juridiction corporative, des ateliers de tissage pour lesquels il achète encore les filés à l'industrie domestique, tandis que se juxtaposent sous le même toit les métiers jusque là épars dans les chaumières. L'utilité de l'atelier consistait à épargner sur le coulage par la discipline stricte et sur les frais d'immeuble par le travail en commun. Au XVII^e siècle encore, « la manufacture hollandaise connaissait à peine la division ».

L'industrie domestique se défend. À l'activité disciplinée et économique de l'atelier groupé, elle tache de suppléer par l'ingéniosité d'un mécanisme qui vingtuple la besogne individuelle. Un simple tisserand, Hargreave (1764), crée la *jenny* qui fait mouvoir à la main dix-huit bobines. On abandonne l'agriculture pour intensifier le travail d'atelier. Vains efforts. La manufacture juxtapose les *jennys* par batteries, invente de les faire marcher par la force hydraulique économise ainsi la main d'œuvre, vend à plus bas prix. Dès lors, c'en est fait de l'industrie domestique. Elle émigre de l'atelier de famille. Les bras sont obligés de se vendre à la grande manufacture, et la manufacture, à mesure qu'une analyse plus subtile, des

procédés permet de les confier à des mouvements mécaniques simples, mais reliés entre eux d'un mouvement continu, à mesure que ce mouvement est à la fois intensifié et discipliné par la vapeur, cède la place à l'usine moderne. Après avoir refoulé les maîtres de métiers, « la petite bourgeoisie industrielle à son tour cède la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes » (§ 4). Ainsi se trouve éliminé l'ancien antagonisme du maître et du compagnon. Il est remplacé par l'antagonisme du bourgeois et du prolétaire... Buret avait déjà démontré dans ce livre de *La Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre* (1840), dont le travail d'Engels n'est qu'une refonte et une mise au point, comment les machines substituent définitivement « de vastes ateliers à la petite industrie », et divisent la population en deux classes qui ne se connaissent plus : la classe des capitalistes et la classe des salariés (t. II, p. 165.)

5. *Définition d'une classe dirigeante.* — Le problème historique qui consiste à expliquer comment une classe opprimée triomphe de la classe oppressive est résolu dans le cas particulier de la bourgeoisie par les « améliorations matérielles ». Marx reproduit en parlant d'elle la description même que faisait Bazard de l'émancipation progressive de la classe industrielle. Même émancipée de la condition servile antique où les *industriels* demeuraient en dehors de l'association, de la hiérarchie politique, « leur exploitation au moyen-âge encore se continue par les redevances féodales ». Puis on voit les communes, c'est-à-dire les corporations d'industriels autrefois serfs, « faire des progrès rapides dans la carrière de la liberté, acquérir de l'influence sur les affaires publiques, s'introduire dans les assemblées politiques en Angleterre et en France ». Les rapports des chefs politiques avec la classe industrielle se multiplient, « et chacun de ces rapprochements détermine de nouvelles concessions en faveur de l'industrie ». La guerre même est déchaînée quand l'industrie la réclame, étouffée quand l'opinion de la classe industrielle lui est contraire. Le temps est venu « de l'avènement politique de l'industrie ». [65] Saint-Simon l'annonçait, et Marx, qui le suit pas à pas, le constate.

Sans doute, dans cette constatation même, il n'est pas seul. Vidal avait dit avant lui que dans la société présente « le pouvoir est à la discrétion des marchands et des manufacturiers [66] ». Lorenz Stein avait écrit un livre profond, bien connu de Marx et estimé de lui [67], où était établie cette thèse que parmi les classes sociales en présence et en lutte, celle-là seule a, en droit public, la prépondérance et est à la fois capable et obligée de prendre le pouvoir, qui l'emporte par la quantité des richesses et par l'espèce de richesse caractéristique d'une époque économique. Mais Marx

et Engels les premiers offrent une explication sociologique de ce qui chez Bazard, Vidal et Stein demeure simple aperçu.

Tout d'abord les conditions mêmes de la lutte des classes reçoivent de l'évolution constatée, avant même qu'on l'explique, un éclaircissement. S'il est vrai que cette évolution dure, sans être achevée, il n'y a pas que deux classes en présence. La bourgeoisie « refoule à l'arrière-plan » les autres classes (§ 4), mais elle ne les extirpe pas du coup. Les classes vaincues ont laissé des résidus. Ni la bourgeoisie ni le prolétariat ne sont donc constitués entièrement. Ainsi, à vrai dire, il n'y a jamais dans une société présente qu'une couche sociale qui réunisse toutes les attributions impliquées dans le mot *classe* : c'est la classe dirigeante. Au demeurant, il y a des classes qui montent et des classes qui descendent. Et à proportion qu'elles sont encore loin de la cime du pouvoir ou qu'elles en sont déjà déchues, il leur manque plusieurs des particularités dont l'ensemble constitue une existence complète de classe. Il y a des classes qui n'atteignent jamais à cet ensemble, soit qu'elles périclitent d'une atrophie précoce, soit qu'elles végètent indéfiniment sans réussir ni à triompher ni à mourir. Faut-il penser cependant, comme l'a fait un savant glossateur, que « la théorie marxiste des classes constitue une abstraction [68] ? » Mais comment une abstraction exprimerait-elle ce qui est, selon Marx, le contenu même de toute l'histoire réelle ?

De ces classes, le *Manifeste* en distingue nettement quatre [69] : deux classes ascendantes et deux décadentes. 1° la *bourgeoisie capitaliste* dont l'éclat va croissant (§ 5, 13) ; 2° le *prolétariat*, dont l'oppression déjà engendre la révolte prochainement victorieuse (§ 15, 29, 32) ; 3° la *noblesse féodale*, partout réduite à la défensive, et ruinée en France (§ 6, 55) ; 4° la *petite bourgeoisie* y compris les artisans et les paysans (§ 18, 60, 61), qui succombent dans la concurrence industrielle moderne.

Ce qui fait la séparation nette entre ces collectivités d'hommes et fait leur individualité de classe, c'est leur place différente dans la production, « leur manière de vivre, leurs intérêts, leur culture diverse [70] ». Mais plusieurs de ces classes, comme les paysans ne sont pas néanmoins une classe entièrement développée, parce qu'il ne suffit pas d'additionner les hommes de même condition, « comme des pommes de terre dans un sac ». L'identité des intérêts n'ayant engendré chez les « paysans aucune solidarité, aucun lien national, aucune organisation politique », ils ne forment pas, en ce sens, une classe. Une classe arrivée au terme de sa croissance serait donc remarquable : 1° par la *solidarité* ; 2° par le *lien national* ; 3° par l'*organisation politique*. Elle aurait une conscience de classe unique et une action de classe unifiée. Or il n'y a qu'une classe au

monde qui réunisse tous ces caractères, dont elle s'est enrichie par une ascension lente, à coups de révolutions, la bourgeoisie capitaliste.

La conscience même n'est que l'orientation des hommes dans l'action ; et cette action n'est que le réflexe provoqué en eux par les actions préalables de leur milieu matériel et social. Ainsi, à mesure qu'elle est servie par les améliorations économiques, elle prend conscience aussi du mouvement ascensionnel par lequel elle envahit les couches sociales supérieures, et en refoule les classes frappées de déperdition économique, et cette conscience se fait collective et organisatrice. Elle crée les fonctions politiques destinées à consolider et à étendre le pouvoir une fois conquis. Elle fait choix des hommes dévoués à la classe dirigeante. « Le gouvernement n'est autre chose qu'une délégation qui gère les intérêts de la classe bourgeoise », parce que, sans organisation politique, seule la bourgeoisie n'achèverait pas de se constituer en classe. C'est une leçon qui ne sera pas perdue pour le prolétariat (§ 22-30).

6 et 7. La dissolution des sentiments féodaux. — Comment la bourgeoisie transforme-t-elle le milieu social, une fois qu'elle a touché à la cime du pouvoir et que, avec sa croissance achevée, elle dispose de tous ses moyens ? C'est le sujet des prochains paragraphes, et il n'en est pas de plus instructifs pour fixer la signification du *matérialisme historique*.

L'avènement d'une classe dirigeante nouvelle par le changement du mode de production, est tout d'abord un bouleversement des relations d'homme à homme, une *révolution des sentiments*. L'existence féodale, Engels l'avait déjà dit[71], fut patriarcale et idyllique. L'isolement rural perpétuait le respect du *squire*, du seigneur. La plèbe industrielle des villes elle-même se courbait devant un patriciat. Au sommet, une noblesse, qu'enorgueillissaient ses prouesses de guerre, se reposait de ses coups de force dans l'oisiveté que lui faisaient les redevances féodales et qu'elle embellissait de sentiments chevaleresques. Les chefs de famille roturiers vivaient dans une abondance frugale, qui leur paraissait « respectabilité ». Leur métier, protégé par des règles étroites dans ses débouchés et dans ses procédés, se perpétuait dans ses formes traditionnelles. Ils exerçaient un despotisme paternel sur leur famille et sur leurs ouvriers. Car l'atelier domestique était encore la famille ; et leur autorité paraissait sainte. « On ne pensait pas[72] », mais on vénérât de loin ceux qui pensaient : les médecins, les juristes, les prêtres, les savants, les poètes, les artistes. Les occasions d'immoralité étant rares, la probité était commune. Une appréciation très traditionnelle et saine des relations sexuelles faisait à la fois que les amours irrégulières étaient fréquentes et qu'elles comptaient toujours pour préludes au mariage.

Quel changement le capitalisme va-t-il apporter à cette société où la stabilité des formes de production garde les rapports et les sentiments d'hommes immuables ? C'est à Pecqueur que Marx, ici encore, demande conseil ; et rien n'est plus instructif au sujet du matérialisme économique, Chez aucun théoricien la préoccupation de l'homme intégral n'est plus forte. Chez aucun il n'est plus constamment affirmé qu'une « amélioration matérielle » est aussi, à tous égards, une altération des relations sentimentales, morales et juridiques entre les hommes et de toute leur mentalité. Mais le *matérialisme historique*, qu'est-il sinon la théorie de la solidarité complète de la théorie et de la pratique, de la mentalité des hommes et de leur activité ?

Bazard avait donné comme la caractéristique du temps où nous vivons, l'affaiblissement du sentiment, la dissolution graduelle des liens sociaux, les progrès de l'égoïsme. (*Doctrines*, p. 436). Mais ce que Bazard décrivait, Pecqueur l'explique. En termes éloquents il démontre que « cet écroulement solennel de tout un monde » est amené par le capitalisme[73] ; cette société nouvelle où « toutes les croyances sont rejetées, toutes les institutions abattues » ; ces bourgeois « fanatiques de leur chose et accoudés sur leurs droits acquis », en qui « la portion expansive et charitable du cœur est atrophiée », qui « calculent les embarras de l'amour et de la paternité », qui « ont perdu le sens des choses sociales et ne retiennent des prescriptions morales que celles qui s'adaptent à l'égoïsme » ; cette immense accélération « du mouvement général des choses humaines » [74], il en faisait voir l'origine dans la propagation des forces motrices à vapeur. Il montrait comment c'en était fait de l'endurcissement des facultés du paysan, « de l'entêtement à suivre l'ornière du préjugé ». Une cupidité insatiable s'emparait des âmes, pour qui désormais « pauvreté, c'était vice » et emportait les hommes « dans une fluctuation anarchique et fébrile ». Le tableau est complet, bien avant Marx, de cette moralité bourgeoise qui remplace la soumission féodale par l'ambitieuse concurrence capitaliste, où la respectabilité personnelle s'attache à la richesse seule et devant l'activité prodigieuse de laquelle c'est une « crapuleuse » fainéantise que le loisir aristocratique.

8 et 9. Mais surtout ce que Marx emprunte à la théorie toute voisine de Pecqueur c'est le tableau de la contamination du monde entier par les méthodes, par la mentalité et la moralité du capitalisme. Le chapitre des « voies de communication », de la course effrénée à la surface du globe, s'il clôt le livre des *Améliorations matérielles*, fait aussi la substance de plusieurs chapitres du livre des *Intérêts du commerce*[75]. Pecqueur montrait comment, par la suractivité nouvelle des voyages au long cours,

« chaque peuple se trouverait le fournisseur de tous les autres peuples pour les produits de son sol, de son climat et de son industrie et aussi le marché des productions du globe entier ». Tout le *Tableau du commerce extérieur*, esquissé par Pecqueur, y passe. Comme lui, Marx dépeint la contagion des goûts exotiques suscités par l'importation et devenus, par une imitation durable, des nécessités ; l'exaltation des désirs qui « dormaient d'un sommeil léthargique », l'excitation de la puissance laborieuse chez des peuples « voués à la contemplation rêveuse et stérile, au farniente, à l'orgueilleuse oisiveté ». Et où donc la théorie de la *complication du commerce extérieur*, de cette « solidarité générale » croissante, dans laquelle peu à peu les peuples font cause commune, est-elle plus claire que dans Pecqueur[76] ?

Les relations cosmopolites se nouent par les voies de communication et par le commerce ; mais elles se fortifient par la propagation des idées, des mœurs, des goûts. « Tout se tiendra et tout s'opposera et tout finalement se fondra dans une unité de jour en jour plus pure, la littérature aussi bien que les beaux-arts.... La vérité toute fraîche éclore en un point de la terre ira reluire dans les intelligences avec la vitesse de l'étincelle brillante des éclairs. » Il sera vrai alors que les « barrières de nation à nation seront démantelées », que « tout homme devient citoyen de la terre[77] ».

Œuvre en apparence toute pacifique et que Pecqueur notamment chante avec une onction chrétienne. Mais il sait que cette œuvre pacifique dans ses résultats est sanglante dans ses moyens ; et c'est ce conflit brutal, dont est précédé l'apaisement lumineux de la conscience et de la vie européennes, qui a retenu l'attention d'Engels et de Marx. « Il est *probable*, disait Pecqueur, que les puissances européennes jetteront, s'il le faut, sur l'Asie, des essaims innombrables de soldats pour l'empêcher de mettre obstacle à leur développement industriel et renouvelleront sur mer des luttes sanglantes pour conquérir de nouveaux débouchés[78]. » Ce qui est probabilité pour Pecqueur, devient *nécessité* pour Marx. Mais cette lutte commerciale des nations elles-mêmes ne peut sans doute, comme le disait Pecqueur, « aboutir qu'à accélérer la constitution universelle des sociétés pour le travail et le commerce ». La défensive qui croit élever des murailles travaille ici à la même besogne de nivellement que l'invasion victorieuse. Aucune nation ne peut en effet se faire respecter si elle n'est forte, et elle ne peut plus être forte sans être riche, sans multiplier les moyens de production les plus avancés, dont l'usage est présentement lié au capitalisme. « Les puissances retardataires sentiront donc infailliblement et prochainement que l'imitation prompte s'offre pour elles comme une alternative *d'être* ou de *n'être plus*[79]. » La politique habile

qui importe les bons procédés de fabrication et l'égoïsme de quelques-uns qui les exporte aboutissent aux mêmes effets, « à l'égalisation industrielle et commerciale entre les actions ». Il n'est pas possible de dire plus clairement que Pecqueur comment « la bourgeoisie façonne le monde à son image ».

10. La souveraineté des villes sur les campagnes. — Qu'on remarque cependant la différence de Pecqueur et de Marx. Elle est dans la nuance sentimentale autant que dans la marche que Marx suppose aux faits à venir. La bourgeoisie « civilise », il le reconnaît, mais elle exploite. La contagion intellectuelle qui rayonne d'elle est achetée par de l'asservissement brutal ou par une assimilation contrainte. Pecqueur n'a les yeux fixés que sur cette expansion de la civilisation. À coup sûr il constate le « divorce » de l'agriculture et de l'industrie « mortel à la prospérité générale », et dès lors la séparation de la ville et de la campagne. « Aux villes l'aisance, les lumières, la magnificence, les grandes manufactures, l'industrie commerciale ! Aux campagnes, la misère, la seule agriculture isolée et comme un exil, le sommeil de l'intelligence[80] ! » Il sait qu'une population adonnée aux méthodes inférieures de production « se voue à la subalternisation[81] ». Pourquoi ne dit-il point que les villes *exploitent* les campagnes ? C'est qu'il croit à une solidarité réciproque. Il admet que la ville souffre des insuffisances de la campagne et que les citadins sont punis en quelque façon de l'abaissement des paysans. Marx inclinera à penser que toute la déperdition sociale en bien-être et en intelligence va à la population placée au confluent de tous les échanges et à l'origine des productions supérieures, aux villes. Et cela suffirait à montrer que, pour lui, la *lutte des classes* n'est pas encore réduite à sa forme la plus simple : à celle de la bourgeoisie et du prolétariat. Les populations rurales sont un *prolétariat* au regard des populations citadines, ces dernières fussent-elles prolétarisées elles-mêmes.

En quoi consiste cette « souveraineté » des villes sur les campagnes ? Elle est politique sans doute ; mais la souveraineté politique elle-même décèle une *exploitation* économique profonde. L'isolement des parcelles rurales engendre d'abord l'incoordination sociale de la classe paysanne, et cette « stupidité » particulière qui cause leur incapacité politique. Mais est-ce l'infériorité du mode de production rural, parcellaire et manuel, au regard de la production industrielle, agglomérée et mécanique, qui engendre une « dépendance » économique ? ou est-ce la subalternisation politique qui entraîne une mauvaise gestion des intérêts agraires ? Marx a été frappé, comme Pecqueur, de la domination progressive du capital sur la terre par l'*hypothèque*. « La parcelle paysanne n'est plus qu'un prétexte

qui permet au capitaliste de tirer du lopin des profits, des intérêts, des rentes, tandis qu'il laisse au paysan le soin de retirer de l'exploitation à peine le salaire de son travail[82]. » Mais il notait aussi que le gouvernement, délégation de la bourgeoisie capitaliste, aime à écraser d'impôts la parcelle rurale. Engels, s'il insistait sur la concurrence que se font entre eux les paysans irlandais et qui hausse infiniment, au profit du capitaliste propriétaire, le fermage des terres, faisait remarquer surtout, avec Sismondi, que la classe capitaliste sait imposer au commerce des blés les lois qui favorisent l'industrie, et, dût la population rurale en périr, baisser le prix des blés jusqu'au niveau qui rend possible un bas salaire ouvrier. La condition des paysans montre à la fois comment un faible développement économique refoule dans une situation politique subalterne la classe qui s'y destine et comment la dépendance politique empire la dépendance matérielle elle-même.

L'affranchissement du paysan, comme pour toutes les classes opprimées, vient de sa misère elle-même. L'excédent de la population rurale afflue vers les villes. Sans doute elle se prolétarise. Mais le prolétariat urbain lui-même exploite les campagnards. Par l'assimilation à la population urbaine, le paysan émigré, devenu ouvrier industriel, participe à la mentalité supérieure et à la suprématie politique des cités.

11. *La concentration des capitaux et la centralisation politique.* — Comment la bourgeoisie s'est-elle assurée cette suprématie, qui est le signe de son triomphe de classe ? Par ce que les causes en vertu desquelles toute exploitation dispersée sur le territoire engendre la désagrégation de classe font aussi que l'agglomération locale et l'interdépendance croissante des exploitations assurent la solidarité de classe.

Marx avait décrit avec précision dans son *Anti-Proudhon* ce parallélisme de la concentration des instruments de production et de la concentration des pouvoirs publics. Non pas qu'elles aillent immédiatement de pair. Mais de même que la division des intérêts privés conduit à centraliser le pouvoir juridique et politique, ainsi la division des travaux conduit à agglomérer les engins de production. À mesure que les procédés complexes de l'artisan se réduisent à des mouvements mécaniques simples, à mesure on peut les associer dans le jeu d'un moteur unique, propulseur de machines différentes qui s'y greffent[83].

Ce changement technique, analysé sans doute par tous les ingénieurs du temps, Pecqueur en avait, avant Marx, aperçu la portée sociale. Il avait montré que le machinisme, par la réduction prodigieuse des frais de production, doit triompher fatalement, « car dès que le bas prix est au bout d'une transformation du mode de production, elle est certaine. » Mais

l'outillage moderne n'est à bas prix qu'en grand. Il n'y a pas d'industrie à vapeur en miniature. Non seulement le moteur à vapeur, pour être avantageux, suppose qu'on opère sur de grandes quantités de matières premières. Mais il suggérera de réunir dans le même établissement toutes les branches d'industrie similaires qu'un outillage varié, mais mis en mouvement par un même moteur et travaillant sur des matières du même genre, permettra d'exploiter. « Toute filature s'adjoint avec profit un tissage, une teinturerie, une peignerie[84]. » La force agglomérante du machinisme est ainsi en raison des mouvements mécaniques qui peuvent supplanter l'effort humain. Elle offre une prodigieuse économie, mais qui ne voit « qu'il y faut de grands capitaux » ?

Nécessairement chez toutes les nations qui voudront naturaliser chez elles ces forces productives (et elles le doivent sous peine de mort), « il faudra donc que les capitaux se réunissent et aussi les travailleurs des divers ordres ». Et déjà Pecqueur se posait avec sollicitude la question redoutable : « Allons-nous à une *féodalité industrielle* ? » Il convenait que les propriétaires de ces terribles engins agglomérés « accapareraient le travail des petits industriels en *les tuant* par une concurrence démesurément inégale et cruellement impitoyable ». « Tout ce qui ne sera point capitaliste ira ainsi se ranger petit à petit parmi les travailleurs prolétaires. [85] » On verra se produire en tous pays le phénomène affligeant et contradictoire qu'offre l'Angleterre, « l'extension du paupérisme à côté de l'accroissement des propriétés du petit nombre ». Faut-il dire que, dans une alternative qui laisse ouverte, à côté des chances de féodalité féodale, celles d'une diffusion des richesses et d'une association démocratique des petits capitaux, Pecqueur croit les secondes plus nombreuses et que la doctrine marxiste, avec son habituel pessimisme, semble les rayer de l'avenir ? La logique du marxisme, en cela encore, est constante. Il croit, comme Pecqueur, à une société future où les antagonismes de classe seront remplacés par l'*association* (§ 54). Mais il admet qu'elle ne se réalisera qu'après la consommation entière de la lutte et après une prodigieuse série de cataclysmes.

Le corollaire fatal de l'organisation capitaliste, c'est l'unification nationale. Il le faut bien, si le gouvernement politique est un gouvernement de classe. Le marxisme approfondit ainsi par la théorie des classes une vue que List et Pecqueur avaient eue avant lui. Ces derniers avaient montré que la prohibition douanière, habilement utilisée, est pour une nation dont l'industrie est naissante, le moyen de se préserver de l'écrasement par les nations supérieures auxquelles leur outillage plus parfait permet une vente à plus bas prix[86]. À l'abri d'une barrière de douanes se fait cette

éducation industrielle qui, égalisant peu à peu la vigueur productive de toutes les nations, permettra enfin la fédération dans le libre-échange. Ainsi le *Zollverein* allemand est une nécessité pour que ne périclisse pas, par affaiblissement économique, la nation allemande. Le fait est bien vu, et la déduction seulement, selon Marx et Engels, prend les effets pour la cause. Ce n'est pas la nationalité allemande qui périrait par la concurrence, mais la classe des capitalistes allemands, épars dans les provinces « jusque-là à peine fédérées entre elles », liées cependant par une solidarité d'intérêts qu'ils aperçoivent. C'est par intérêt de classe qu'ils élèvent « une frontière de douanes commune », et pour gérer cet intérêt commun, ils nomment bientôt une délégation commune, c'est-à-dire se soumettent à un gouvernement unique. La nationalité moderne sans doute, comme le disait List, est économique. Mais il faut ajouter, disent Marx et Engels, qu'elle est une *nationalité de classe*. Ce sera la raison principale, pour le prolétariat, de s'en détacher.

12 et 13. Telle est cette bourgeoisie, dont l'avènement a modifié tous les sentiments et tous les rapports juridiques d'homme à homme, de groupe à groupe, de nation à nation, et altéré profondément les rapports du droit public, le système entier des idées et des croyances. Toute la *superstructure* sociale a été bouleversée par le changement de l'*infrastructure* qui est économique et qui consiste dans l'assise des forces productives dont la bourgeoisie a usé. Ces forces productives, il n'y a donc plus qu'à les classer. Ce sont : 1° les forces naturelles subjuguées, les terres nouvelles conquises ou découvertes ; 2° les agents artificiels, les machines, les agents chimiques, les voies de communication ; 3° les agents humains, les populations nouvelles qui ont pullulé pour vivre de cette abondance et mettre en œuvre ces outils. Mais cette croissance prodigieuse des moyens de produire est précisément le signe d'un déchirement nouveau des liens sociaux établis.

C'est donc le moment de résumer avec Marx les traits de cette *dialectique matérialiste* qui permettent de pronostiquer l'avenir. Toute utilisation des moyens de production et d'échange suppose une répartition des besoins humaines qui la permette et l'accélère. Dans cette hiérarchie des besoins, des relations juridiques s'établissent, des sentiments se consolident, des idées germent. Les hommes de position similaire dans le fonctionnement économique, de sentiment pareil et de culture pareille forment une même couche sociale, une classe. La situation respective des classes en lutte et leur organisation pour cette lutte déterminent les formes politiques. Il y a là, selon la terminologie de Pecqueur, une *solidarité* étroite. Mais l'élément variable et qui, par son changement, altère tous les

autres, ce sont les forces productives. On ne les maîtrise point par cette sorte de *malthusianisme* de la production qu'avait préconisé Sismondi. Il n'y a moyen ni de limiter la population par des entraves au mariage, ni d'arrêter la concurrence ni de ramener pour l'exploitation agricole un état patriarcal, pour l'industrie un régime de garanties prohibitives comme celui des maîtrises et des jurandes ; et cela pour une raison simple, c'est que l'adoption des améliorations matérielles est pour les nations, c'est-à-dire pour les classes dirigeantes de ces nations, *une question de vie et de mort immédiate*. À coup sûr ces améliorations travaillent aussi à l'affranchissement futur des classes opprimées. Il ne reste alors aux classes dirigeantes que le choix de la mort immédiate ou lointaine ; et, pour défendre leur intérêt proche et provisoire, il leur faut préparer elles-mêmes leur défaite future et définitive. Nous touchons cette fois à la solution du problème historique capital, l'émancipation du prolétariat.

14. La décadence de la bourgeoisie ; les crises. — Le bouleversement qui s'annonce est le plus profond de tous, le bouleversement définitif, car il est, en style marxiste, « *la révolte des forces productives* elles-mêmes contre le régime moderne de la production ». La destruction de la société féodale n'avait tenu qu'à une *insuffisance de la production* européenne devant l'immensité du débouché transocéanique. Elle périt par la disproportion des moyens de circulation aux moyens de produire. La société moderne périra par la *pléthore de la production* et par la disproportion des forces productives aux formes économiques et juridiques de la production. La Révolution où elle périra sera la dernière, car on n'imagine pas que, une fois disciplinées complètement, ces forces productives, dont la population laborieuse elle-même est la principale, il puisse s'insinuer dans la vie sociale nouvelle un de ces vices antagoniques dont les sociétés meurent. L'administration parfaite des choses fondera la liberté immortelle des hommes.

La société actuelle est au contraire l'asservissement aux choses, à l'agent inanimé qui produit, et à la denrée produite qui encombre. Un tel état où l'humanité fut entravée par la résistance des choses, une *barbarie*, a existé dans le passé. La civilisation capitaliste ramène périodiquement « un état momentané de barbarie, une disette artificielle ». Le régime corporatif a péri parce que les marchands-usiniers s'emparèrent de la production. Le régime bourgeois succombera parce que ni les marchands ne pourront plus échanger, ni les usiniers produire. C'est le phénomène des crises.

Nul doute que le paragraphe qui en traite ne soit dû entièrement à Engels. Il résume ce qu'Engels en disait dans son livre sur *les classes laborieuses en Angleterre* [87]. Mais nous savons qu'Engels est, par

Buret, un disciple de Sismondi. C'est Sismondi qui avait donné une analyse, encore aujourd'hui classique, de la crise par *surproduction*. Il avait décrit l'incertitude où flotte toujours notre connaissance du marché. Déjà l'étendue absolue du marché, c'est-à-dire la quantité qu'un pays donné consomme d'une certaine denrée en un an, est plongée dans les ténèbres ; mais « l'obscurité est encore augmentée parce que le marchand connaît mal le nombre et les moyens des autres marchands, ses concurrents, qui vendent en rivalité avec lui », et parce qu'il ignore les quantités qu'ils ont déjà débitées. Ainsi chacun en vient-il à produire pour le marché comme s'il était seul à le pourvoir ; et il ne se peut que cette fabrication poussée à l'envi ne dépasse à la fin la demande utile, c'est-à-dire celle qui est soutenue par une offre en argent. Alors les prix baissent. On vend à perte. Bientôt le marché engorgé ne permet même plus cette vente onéreuse. Les capitaux engagés ne font point retour. « Quand le moment de payer est venu, tout-à-coup le voile tombe. » L'industrie, privée des capitaux qu'elle a placés dans cette spéculation hasardeuse, est obligée de fermer ses usines ; tandis que « les produits ouverts encombrant les magasins » ; les salaires baissent et « un grand nombre d'ouvriers ne peut même trouver d'ouvrage ». À coup sûr, une grande nation industrielle « a presque toujours la force de se relever de ses désastres ». Elle conquiert, les armes à la main s'il le faut, des débouchés nouveaux. Les stocks s'épuisent. Le peuple, qui a végété dans une souffrance longue, peut « célébrer enfin avec des cris de joie l'arrivée de quelques commandes nouvelles.. » Mais à mesure que les besoins du marché nouveau se font sentir, la même surproduction se réitère, plus fébrile encore pour récupérer les pertes anciennes. Les marchés les plus étendus, et le marché universel lui-même, s'engorgent à leur tour. Et c'est la crise encore, « revenue plus ; forte que jamais[88] ». Ni Marx ni Engels n'ont rien pu ajouter à ce tableau, où tout est à sa place et où rien ne manque.

Mais déjà Sismondi s'était arrêté impuissant devant la difficulté de trouver un moyen pratique pour sortir des crises. C'est un précepte moral de prudence plutôt qu'une solution applicable que d'enjoindre aux capitalistes de ne pas pousser la production jusqu'aux limites que permettent les capitaux de production, mais de s'arrêter à la quantité de denrées consommable par un marché donné. Comment suivre en effet ce précepte, si les bornes du marché sont inconnues et si la surproduction résulte nécessairement de la concurrence ?

Une solution demeure : laisser les stocks amoncelés de denrées en proie à la rouille, à la pourriture ou à la vermine dans les dépôts ; la machinerie se détériorer, par le chômage ; les capitaux se dépenser sans retour ; les

produits en un mot et même les *forces productrices* elles-mêmes s'anéantir. Non pas que la société n'ait pas réellement des besoins jusqu'à l'infini, et des besoins urgents qui demeurent insatisfaits. Mais sous le régime de la propriété, disait avec force Sismondi, « en vain ferait-on croître du blé pour ceux qui ont faim, ou fabriquerait-on des habits pour ceux qui sont nus, s'ils ne sont pas en état de payer ; ce sont les acheteurs et non les besoins que cherche le commerce[89] ».

Voici qu'à cause de cette organisation sociale du commerce et de la production, qui reposent sur la propriété individuelle, le commerce et la production sont arrêtés. La propriété individuelle du commerçant et de l'industriel est « menacée dans son système », par l'anéantissement des capitaux. Le capitalisme périt par suicide.

15-18. *La formation du prolétariat ; le machinisme.* — Mais il ne périt pas sans engendrer et sans fortifier la classe qui va le remplacer aux affaires, comme la noblesse féodale avait engendré autrefois la bourgeoisie, devenue classe dirigeante après elle. De tous les instruments de production, le plus puissant, « c'est la classe révolutionnaire elle-même » ; dans la révolte des forces productives, c'est son soulèvement qui aura déterminé l'action décisive[90]. Pour prouver que le prolétariat doit vaincre, il faut prouver que sa révolte est fatale et que ses défaites, réitérées tant qu'elle est partielle, engendrent une rébellion progressivement plus dangereuse et plus étendue. Cette preuve avait été faite abondamment par Marx dans l'*Anti-Proudhon*, reprise dans le traité sur *le salariat et le capital* et par Engels dans le livre sur les *Classes laborieuses* ; mais en la reprenant ici dans les mêmes termes, ils sont tous deux redevables à nouveau aux théoriciens à qui ils l'empruntent : à Proudhon, à Vidal, à Buret, à Pecqueur et surtout à ce babouvisme de la seconde génération qui avait si fortement laissé sa marque sur les *Bannis* au temps de Théodore Schuster et sur les *Justes*, au temps de Weitling[91].

La définition du prolétariat est à remarquer. Sont *prolétaires* « ceux-là parmi les ouvriers qui n'ont de moyens d'existence qu'autant qu'ils trouvent du travail, et qui ne trouvent de travail qu'autant que leur travail accroît le capital. Ces ouvriers en sont réduits à se vendre eux-mêmes en détail. » Cette définition renferme très explicitement la triple condition qu'assignera le *capital* à l'existence prolétarienne : 1° la *liberté civile*, qui permet à l'ouvrier de se vendre ; 2° la *séparation entre l'outil et le travailleur*, qui l'oblige à se vendre ; 3° la *production d'une plus-value* (d'un accroissement du capital) par le travail de l'ouvrier une fois engagé. Il est assez singulier que les ouvriers étant classés par Marx parmi les *forces productives* dès 1847 (§ 12), et étant de ces forces la principale,

Marx n'ait pas dès le *Manifeste* ou dès sa conférence sur *le salariat et le capital* adopté la terminologie selon laquelle l'ouvrier ne vend que sa *force de travail*.

Destitué de cette terminologie, qui sera plus tard caractéristique, le paragraphe, pour célèbre qu'il soit, n'offre pas d'originalité.

Si sévère qu'ait été Marx pour le chapitre de Proudhon sur les machines, on ne peut méconnaître dans le *Manifeste* l'influence de cette analyse proudhonienne qui, étudiant *les machines dans leurs rapports avec la liberté*, conclut qu'elles auront pour effet assuré l'asservissement des trois quarts du genre humain[92]. Elles ont sur la mentalité et la sentimentalité de l'ouvrier une répercussion sur laquelle les théoriciens étaient alors en désaccord ; et la contradiction profonde des théories, on en peut relever chez Marx lui-même des traces. Pour l'usage polémique il ne se pouvait cependant que le marxisme ne fît usage de la plus pessimiste des théories en présence, qui est celle de Proudhon.

C'était une théorie déjà vieillissante en 1847 que celle qui affirmait que la division du travail dégrade le travailleur en l'asservissant. Cela ne peut être dit avec exactitude que de la division du travail manufacturier. Sismondi avait déjà constaté à contre-cœur que, « d'après les observations des meilleurs juges, en Angleterre, les ouvriers des fabriques sont supérieurs en intelligence, en instruction et en moralité aux ouvriers des champs[93] ». Pecqueur ne pouvait imaginer que la construction des grands engins mécaniques et leur usage manquât à faire surgir une classe d'ouvriers constructeurs et de mécaniciens initiés « à une foule de connaissances graphiques et mathématiques qui seraient la clef pour eux de plus hautes connaissances ». Le seul contact des esprits et des passions dans les ateliers provoque forcément la réflexion. L'obligation même de mouvoir de grandes multitudes dans un travail de production conduirait à les instruire. L'« obéissance passive » n'existe pas dans les foules. Entretenir l'ignorance dans les masses, c'est entretenir aussi la brutalité et les sentiments antisociaux dont périssent les industries[94].

En regard, Vidal, sans doute, en élève trop fidèle de Sismondi, avait soutenu que l'ouvrier n'était qu'une « annexe de la machine ». Proudhon surtout, avec son amertume de petit bourgeois, ajoutait que le résultat principal du machinisme était « de créer une population de travailleurs dégradés » ; que, par lui, « tout le génie déployé dans le travail aboutit à l'abrutissement du prolétariat », et que la machine avilit le travailleur en le faisant déchoir du rang d'artisan à celui de manœuvre[95].

Ces déclamations pessimistes étaient dans la tradition des *Bannis* et des *Justes* et Engels encore, si fortement saisi par le système sismondiste, avait

déclaré que « la surveillance des machines n'était pas une occupation qui exigeât de la pensée... qu'elle n'était pas à vrai dire un travail, mais l'ennui pur, la chose la plus atrophiante et déprimante qu'il y eût... le dépérissement de toutes les forces physiques et mentales[96] ».

Marx hésitait. Devant les communistes de Bruxelles, ressaisi par leur tradition, influencé par Engels, il lui semblait vrai, comme à Schuster autrefois, que le travail simplifié par la machine engendre la répugnance par la monotonie, et par sa facilité absorbante dégrade les forces de l'esprit[97]. Inversement, quand il répond à Proudhon et que par Proudhon il est amené à lire Pecqueur, il fait remarquer que la nouveauté révolutionnaire de l'atelier automatique, c'est que le travail y perdant tout caractère de spécialité, l'*idiotisme* du métier s'effaçait du même coup. L'atelier automatique étant la pénétration maxima de la force physique par l'intelligence, entraînait par là même une éducation de l'homme, physique et intellectuelle, c'est-à-dire intégrale. En 1847, parlant de nouveau devant les communistes et de nouveau influencé par Engels, il perd de vue à son tour cette révolution morale amenée par le machinisme ; à son insu ou peut-être malgré lui, il retourne au proudhonisme naguère encore combattu.

À mesure que l'art fait des progrès, l'artisan rétrograde, avait soutenu Proudhon. Or l'artisan est une *force productive* comme une autre, dont la valeur s'estime comme une autre. Mais comment s'estime-t-elle ? Telle est l'influence proudhonienne sur le présent paragraphe, que la déduction marxiste en a souffert dans sa cohérence. On devine le litige qui, dans le Congrès de 1847, a dû présider à la rédaction. Il y a en lutte deux théories, celle d'Engels, précise et neuve, proudhonienne ; celle de Marx, ancienne, ricardienne et vague, et qui se réduit à la *loi d'airain*. Ces deux théories, le *Manifeste* les juxtapose sans les joindre. Pourquoi le salaire diminuerait-il à mesure « que le travail devient plus rébarbatif », si le salaire est déterminé par ailleurs et par une loi qui rattache le prix de la marchandise travail aux frais qu'il en coûte de la produire ? Un ouvrier mange-t-il moins parce qu'il est dégradé d'esprit et parce qu'il se livre à une besogne ennuyeuse ?

Mais l'incohérence s'explique si l'on a sous les yeux la théorie de Proudhon ou la première théorie d'Engels qui prétend tenir compte de l'utilité de la marchandise autant que de ses frais de production. Alors on en vient à dire : « Quelle voulez-vous que soit la rétribution d'un homme dont toute la fonction consiste à marcher » ou à présenter une pièce au rabot[98] ? Cette utilité infime, un plus grand nombre d'ouvriers, de qualité médiocre et sans apprentissage préalable, peut la fournir. La

concurrence, voilà ce qui entraîne la baisse du salaire. Car les crocheteurs de Lyon, sans autre travail que « de porter cinquante sacs d'un bateau dans un magasin, reçoivent un salaire supérieur à ceux des professeurs de Faculté ». C'est qu'ils jouissent d'un monopole municipal[99].

Engels avait dit de même, en analysant davantage la même pensée, que la concurrence entre capitalistes détermine le *maximum* du salaire, et la concurrence entre ouvriers le *minimum*[100] pour une période donnée. Y a-t-il une limite à cette baisse ? Marx l'avait cru[101]. Il n'expliquait par la concurrence que les *oscillations du salaire*. Mais il pensait que ces oscillations, par un mouvement compensatoire, reviennent toujours au niveau des *frais de production* de la force ouvrière, c'est-à-dire des frais qu'il en coûte pour conserver et élever la classe ouvrière. En sorte que si la classe ouvrière prolifie trop dans les époques de haut salaire, elle est ramenée à son effectif normal dans la période de baisse.

Il y a là une théorie analogue à celle du *fonds des salaires* et solidaire de celle-ci. Elle postule qu'il y a un effectif normal d'ouvriers dont l'industrie, malgré les fluctuations des bonnes et des mauvaises affaires, a toujours besoin. Cette théorie, bien que Marx l'ait conservée plus longtemps qu'Engels, est incompatible avec la déduction marxiste, pour une raison que le *Manifeste* n'exprime pas, mais qui cependant y est implicite. Il n'est pas nécessaire que la classe ouvrière, après une crise, se reconstitue à l'effectif antérieur, si le machinisme, *dans l'intervalle*, a permis de suppléer aux effectifs manquants. Il suffit d'un contingent suffisant à assurer la marche des machines. « Les ouvriers peuvent mourir en toute tranquillité, leur classe ne périra pas. Elle sera toujours assez nombreuse pour que le capital puisse la décimer sans avoir à craindre de l'anéantir[102]. »

S'il en était ainsi, le sort de la classe ouvrière serait fixé à jamais et du même coup le capitalisme serait assuré de durer. Le capital, pour trouver un emploi utile, a soin de se ménager toujours la matière exploitable, et cette matière ne fait jamais défaut. Quand elle surabonde, elle périt sur place, comme toute autre marchandise en temps de surproduction. Puis, le stock excédent d'ouvriers étant épuisé par la famine, la marche régulière des affaires peut reprendre. C'est là la pensée des économistes. Mais, précisément pour cela, ce ne peut être la pensée du marxisme. Il s'agit de démontrer justement qu'à un moment précis de la crise la marche des affaires sera frappée d'un arrêt mortel, que la bourgeoisie « ne sait plus assurer à son esclave la subsistance qui lui permettrait de supporter son esclavage », que l'ouvrier moderne descend de plus en plus au-dessous de la condition de sa propre classe. Pour cela il faut admettre que la baisse du

salaire est sans limite.

Cette seconde théorie est celle de Sismondi, de Buret, de Proudhon, et c'est à Engels que l'emprunta Marx, non sans la parfaire grandement. C'est celle que Marx a adoptée plus tard dans sa description de l'*armée de réserve industrielle*. Elle était vraiment dans la tradition communiste. Schuster déjà y avait touché et Weitling[103]. La source commune est sans doute Sismondi, où Schuster avait tant puisé, et auquel, par l'intermédiaire de Buret, Engels est tant redevable. L'école sismondiste, qui n'a su proposer de remèdes à rien, a montré avec une précision exceptionnelle comment « les machines suppriment brusquement un grand nombre de travailleurs qui se trouvent tout à coup sans emploi[104] ». Mais Proudhon aussi, avec des documents très suffisamment complets pour le temps et que Marx utilisera encore dans le *Capital*, avait su dire les désastres de cette « élimination de l'ouvrier par la machine[105] ». Nul doute que Marx n'ait oublié une fois de plus ici de lui rendre justice. Il a fallu l'influence d'Engels, témoin oculaire des faits autant qu'historien impartial des théories, pour qu'il admît l'évènement dont Proudhon avait souffert dans son métier de typographe. Il comprit alors pourquoi le tisserand avait été mis hors de combat[106], et cette loi de la guerre économique qui veut que « ceux-là, parmi les capitaines de l'industrie, soient victorieux, qui peuvent renvoyer le plus grand nombre de soldats ». Engels lui démontre que le machinisme jette sur le pavé toute une réserve industrielle *permanente*, qui vient grossir la réserve *intermittente* que laissent sans pain les crises. Mais la réserve des chômeurs permanents, évincés par la machine, rétrécit encore la consommation, hâte l'époque de l'engorgement du marché et de la crise et rapproche d'autant les intervalles où la stagnation des affaires laisse les bras inactifs. Il n'y a pas de limite à cette progression. Et cette armée sans travail, outre qu'elle rend plus cruelle encore la concurrence pour le salaire, est sans salaire elle-même. Maintenant la preuve est faite que la bourgeoisie ne peut plus nourrir ce prolétariat dont cependant elle vit et qu'elle est obligée d'accroître.

C'est pourquoi la théorie de l'*armée de réserve industrielle*, sans être explicite dans le *Manifeste*, s'y trouve à l'état d'enveloppement.

Cette baisse du salaire de l'ouvrier qui va jusqu'à évincer l'ouvrier de tout salaire, n'est pas la seule réaction du développement industriel sur la condition économique de l'ouvrier. Pour un salaire inférieur, on lui demande une quantité de travail plus grande, et cette masse de travail passe graduellement à la main-d'œuvre peu qualifiée des femmes et des enfants ; enfin cette multitude prolétarienne, pour une part composée de mineurs, est gouvernée par une discipline croissante de cruauté tâtilonne.

C'est le cri qui s'élève de toute la littérature socialiste, de tous les manifestes du prolétariat. Schuster avait dit cet allongement de la journée de travail par les machines. Weitling l'avait signalé[107]. Proudhon avait remarqué que le premier effet du travail parcellaire (comme est tout travail mécanique), après la dépravation de l'âme, est « la prolongation des séances » [108]. Et ce n'est point l'industriel seulement qui impose ces conditions. C'est l'ouvrier qui, pour sauver son salaire de la diminution, demande à travailler durant des heures supplémentaires, intensifie le travail aux pièces durant les heures dues[109]. Les machines qui devaient abrégé le labeur des hommes, allongent et intensifient le tourment de l'ouvrier, attelé à leur marche automatique.

Si fiévreux cependant et si long que soit cet effort, il ne consiste qu'en une manœuvre simple, en une attention soutenue qui exige de l'agilité souvent, mais non pas de l'apprentissage ni de la force musculaire. De là cette invasion au xix^e siècle des femmes et des enfants par effectifs innombrables dans l'industrie. Unanime fut le cri d'alarme. Il faut, dans ces sujets, que tous les économistes ont touchés, où l'expérience directe du prolétariat les guidait, sur lesquels les rapports des commissions parlementaires anglaises avaient multiplié les recherches, éviter d'attribuer trop étroitement aux dires de Marx et d'Engels, des sources qui resteront souvent indéterminables. Pourtant il n'est pas possible de ne pas citer les plaintes de Vidal, la constatation indignée de Proudhon : « L'ouvrier adulte redevient un apprenti, un enfant » ; et Buret aussi signalait que ces travailleurs faibles, les femmes et les enfants, du fait de la division analytique des procédés, se trouvaient en mesure de faire concurrence aux travailleurs vigoureux et d'élite. [110]

Mais le mérite principal des monographies qui établissent ce changement dans la constitution organique de l'armée du travail, cet effacement des différences d'âge et de sexe dans la masse amorphe de l'effort réduit à la moindre qualité, appartient au livre d'Engels sur les *Classes laborieuses en Angleterre*. Il citait les effectifs, faisait voir les budgets ouvriers diminués du salaire viril, équilibrés par le salaire médiocre de femmes débiles, d'enfants en bas âge, dépeignait les accidents sanglants des jeunes ouvriers des filatures, l'abus des dentelleries qui utilisaient des ouvriers de deux ans, les maladies d'yeux des petits tisserands de bas et des petits verriers, la phtisie des dentellières, l'épilepsie des potiers à peine adolescents, la famine, l'ignorance dégradant l'avenir même de la race. Marx, qui devait lui emprunter dans le *Capital* son mode de composition, lui prit dès 1847 ses résultats lumineux et simples ; et il était juste que la formule succincte et convaincante s'en

trouvât dans le *Manifeste* (§ 17).

Moins heureusement, dans la question si controversée de la discipline industrielle, l'opinion de Proudhon et d'Engels prévalut. Pecqueur savait bien sans doute que dans l'industrie d'aujourd'hui « les relations de supérieur à inférieur sont encore trop souvent marquées de brutalité ». Mais il voyait dans ces procédés hautains une survivance d'esprit féodal[111], non une tyrannie nouvelle des parvenus bourgeois. Le caprice mesquin du petit patron, son avarice sordide avec laquelle il essaie de se soutenir dans la concurrence, lui paraissaient plus redoutables pour l'ouvrier que l'arbitraire du grand patron. Même, dans le régime actuel, une masse de consciences éclairées, remplies d'un sentiment démocratique, est moins facile à tyranniser qu'un groupe de deux ou trois ouvriers. Il y a moins de patronage direct et bienveillant, mais moins d'injustice. Et la marche automatique des machines, la simultanéité de la détente de tant de ressorts, oblige à introduire une discipline qui ne fait aucune acception de personnes, mais qui enseigne la ponctualité dans le service, la perfection dans l'œuvre, l'unité d'action, essentielles à une démocratie.

C'est là la tendance du régime ; et sans doute, durant la transition de la familiarité patriarcale et despotique à la gérance indifférente, mais équitable, des abus se commettent. Proudhon et Engels signalent ces abus, mais ils ne voient que l'abus. L'atelier médiéval était modelé sur la discipline familiale. L'atelier moderne introduit un système de rapports inconnus dans la famille et au premier rang l'opposition de « la volonté du *maître* et des volontés des *salariés* ». [112] Engels a fait collection de quelques-uns de ces règlements vexatoires et puérils, qui multiplient les amendes pour des délits chimériques, et qui servent de prétextes à des fraudes patronales, quand elles ne poussent pas les ouvrières à la prostitution et les ouvriers au suicide[113]. Proudhon avait raison de dire que la fabrique créait une discipline militaire dans la vie civile. « Hors le capitaine, ceux qu'elle occupe sont des servants, des esclaves. »

Les conditions matérielles de l'existence du prolétariat sont à présent définies dans ses relations avec le patronat bourgeois. Sans doute ces relations se compliquent de servitudes nouvelles. Les artisans de la Fédération weitlingienne avaient l'expérience de cette exploitation par le commerce au détail, le crédit onéreux, les prétentions excessives des logeurs, des cabaretiers. La doctrine weitlingienne réclama ses droits dans le *Manifeste* (§ 18).

La lutte contre ces catégories de bourgeois bientôt se simplifiera. Car, à leur tour, ces menus exploitants tous les jours se prolétarisent par la

concurrence victorieuse du *truck-system*, du *cottage-system* et du grand commerce. Ainsi la petite bourgeoisie, exploiteuse d'ouvriers, se fait peu à peu leur alliée à mesure qu'elle tombe à leur condition, tandis que parfois, dans le soubresaut violent des crises, les grands bourgeois eux-mêmes descendent au rang de prolétaires. « Le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population » (§ 18).

19-26. *La croissance du prolétariat organisé.* — La première phase, la plus longue, de l'histoire prolétarienne est donc close, celle où le prolétariat se constitue comme une classe où la parité de la condition sociale crée la solidarité des intérêts. Il reste à aborder la période où, déjà constitué en classe, le prolétariat renversera la société bourgeoise. Cette période en est à ses débuts. Il est aisé de voir que les procédés tactiques du prolétariat imitent instinctivement ceux dont usa la bourgeoisie dans sa guerre séculaire contre la féodalité. Mais c'est Engels qui a marqué les phases successives de cette concentration des forces prolétariennes, leur marche convergente sur les positions à conquérir, en des chapitres qui, aujourd'hui encore, demeurent le manuel politique de la classe ouvrière, parce qu'ils pénètrent de la plus lucide raison les mouvements spontanés de la classe ouvrière durant tout le siècle[\[114\]](#).

Au début la classe opprimée ne forme qu'une masse « éparse, émiettée surtout le territoire ». Elle forme « une classe vis-à-vis de la classe dirigeante, mais non pas encore *pour elle-même* » [\[115\]](#). La bourgeoisie a connu cette phase. Les paysans n'en sont jamais sortis, et peut-être succomberont-ils avant d'en sortir (§ 5). Pourtant, même dans ces débuts lointains où ni l'unité de conscience, ni l'unité d'action ne sont réalisées par la classe opprimée, déjà elle se débat. Elle lutte, par une guerre individuelle, contre la constitution sociale et la loi que lui imposent les oppresseurs. Cette révolte et cette méconnaissance individuelle de la loi, s'appelle, en termes juridiques, le *crime*. C'est par le crime que les serfs et les roturiers libres ont d'abord combattu la noblesse et la royauté féodale. Ils n'ont reculé ni devant l'incendie des châteaux, ni devant l'assassinat politique. Au brigandage des grands seigneurs détrousseurs de convois, à tout le système de spoliation-économique par les redevances féodales, correspondit une immense réaction roturière par le braconnage et le banditisme. Puis vinrent des coalitions plus vastes, les jacqueries paysannes, les guerres des communes fédérées contre les seigneurs, l'alliance avec une royauté d'abord alliée à la noblesse et issue d'elle, puis qui s'agrandit à ses dépens, avec l'appoint de la richesse et des milices bourgeoises. Enfin, la royauté elle-même fut asservie, dut gouverner avec la collaboration de la bourgeoisie, devenir monarchie constitutionnelle,

jusqu'à ce qu'elle sombrât dans la forme politique qui exprimait dans la lettre des chartes écrites la vérité latente de la domination sociale bourgeoise, et qui fut la République bourgeoise.

Cette marche prescrit et justifie une marche similaire du prolétariat. Au temps où il vit épars sur le territoire, il résiste d'abord à l'exploitation par le crime. Dans la première moitié du siècle l'ouvrier agricole anglais entraînait tous les jours en conflit armé avec les douaniers et les garde-chasse. L'hiver, il incendiait les granges et les étables. Un personnage mythique, du nom de Swing, un fantôme que personne n'avait jamais vu et dont tout le monde sentait l'omni-présence redoutable, symbolisait cette guerre sociale allumée sur tous les points du territoire par le crime isolé. De même les ouvriers, dans une première forme rude et infructueuse de la guerre sociale, se défendent par le vol et par la brutalité. Ils brisent les machines, incendient les usines et les magasins, s'imaginent assurer leur émancipation par le retour au passé, à l'exploitation antérieure, au régime social périmé. Naturelle erreur, puisqu'ils n'ont pas encore atteint le développement intellectuel de la bourgeoisie, et qu'ils ne l'atteindront, et par lui le degré de force qui les rendra victorieux, que par la pratique du mode de production bourgeois.

Comme l'action politique de la roture au moyen âge fut d'abord de marcher à la suite de ses seigneurs et de ses rois, commandée par eux, et de se battre pour des fins qu'eux seuls prescrivaient, ainsi le prolétariat n'est pas capable d'abord d'action politique collective. Il marche dans le vasselage de la bourgeoisie. Il entre dans les partis politiques que la bourgeoisie a créés. Il fournit les gros effectifs pour les émeutes, mais la bourgeoisie fournit les cadres. Les victoires remportées par le prolétariat n'installent au pouvoir qu'une bourgeoisie dont la trahison éclate dès le jour même de la victoire, et dont la force d'exploitation brutale plus que jamais se consolide. C'est l'expérience qui ressort de toutes les révolutions françaises de 1789 à 1830. Le prolétariat français, allemand et autrichien la refit en 1848 ; plusieurs des compagnons de Marx ne voulurent pas assez la méditer, même en 1850. « Dans cette phase, les ouvriers ne luttent pas contre leurs ennemis vrais » (§20), les grands industriels et les grands commerçants. Ils détruisent, au profit des grands industriels, les vestiges de la royauté féodale, la prédominance de la propriété foncière. Ils s'en prennent à la haute finance non industrielle, durant les conflits parlementaires qui aboutiront à la révolution de 1848. Aussi eurent-ils beau donner à la République fondée alors le nom de *sociale*. Ils n'avaient renversé que le gouvernement d'une fraction de la bourgeoisie, les financiers, pour assurer le règne de la bourgeoisie tout entière, y compris

les boutiquiers et les paysans. Ils étaient victorieux dans l'alliance de la bourgeoisie. Ils devaient succomber contre elle, faute d'effectifs et faute d'organisation. Les journées de juin 1848 sont le type même de cette défaite réservée à toute classe ouvrière assez téméraire pour entrer en lutte contre une bourgeoisie qui est encore son éducatrice[\[116\]](#). On peut dire que par le *Manifeste*, dès 1847, le parti communiste déconseille cette lutte et prophétise cette défaite.

La méthode tactique du prolétariat, à ce stade de son développement, est le *syndicalisme*. Contre les améliorations techniques qui facilitent le travail en baissant le salaire, en jetant sur le pavé les travailleurs, quelle défense, puisque le bris des machines est vain ? La grève. À vrai dire, elle est *criminelle*, elle aussi, et, ce qui est pis, elle n'est pas sûre du succès. Les lois l'interdisent, punissent les meneurs, désorganisent les groupements encore faibles. Car le soulèvement concerté est tout d'abord sporadique : c'est la révolte des ouvriers d'une fabrique., Comment serait-elle longue, sans réserves financières, et si du dehors les capitalistes font venir une main-d'œuvre qui remplacera le personnel en rébellion ?

Un nouveau, progrès du groupement joint les ouvriers de toute une branche d'industrie dans un même centre, puis dans un même pays, multiplie les grèves. La résistance se prolonge puisqu'elle s'alimente par des cotisations fraternelles venues de loin, et que la solidarité de tous les ouvriers d'une même branche empêche l'immigration de brebis galeuses. C'est là le fait. La concurrence industrielle, qui baisse les salaires, ne peut manquer de susciter la coalition qui les protège. Toute la structure économique de la société moderne y pousse les ouvriers. Elle se renouvelle avec une force irrésistible et une fréquence croissante. Mais ce qui est inévitable, la loi, impuissante à l'interdire, se résout à le reconnaître : l'acte prohibé d'autrefois devient loi à son tour, de là cette loi Huskisson de 1824, qui autorise les coalitions d'ouvriers en Angleterre[\[117\]](#).

Le *trade-unionisme* anglais date de là. Par lui, ce qui est expédient temporaire, improvisation de guerre, devient organisation durable. La coalition passagère se fait association de défense prévoyante dès le temps de paix, elle accumule un fonds de réserve pour assurer le succès des grèves futures. La classe ouvrière cesse d'être éparse. Les jalousies de compagnonnage, les haines de métier s'effacent à mesure que la grande industrie a effacé les différences de métier et nivelé les conditions. La concurrence des intérêts individuels cesse quand ces intérêts aperçoivent leur satisfaction mieux assurée par la solidarité que par la division. Une première union des forces ouvrières, non dénuée sans doute de *sectionnalisme*, se constitue ; et, certes, la fusion de toutes les trade-unions

en une *Trades-Union* gigantesque des ouvriers de tous les métiers, comme l'essai en fut fait en Angleterre en 1830, apparaît comme une chimère encore ; mais, dans chaque métier, ce ne sont plus les ouvriers individuellement ou par groupes d'atelier qui délibèrent et agissent : c'est le syndicat qui discute et arrête la conduite à tenir, qui négocie avec les patrons, qui déclare la grève. Telles autrefois des communes liguées investissaient un manoir, forçaient, en lui coupant les vivres, le seigneur à la capitulation.

À coup sûr la défense patronale est vigoureuse. « L'histoire des trade-unions anglaises est une longue suite de défaites, entrecoupées de victoires en petit nombre. » S'il est vrai qu'une coalition ouvrière oblige toujours le patron isolé à renoncer aux bénéfices individuels qu'une situation privilégiée peut lui faire échoir, elle est inefficace dès que le bénéfice patronal est réduit à cette moyenne usuelle, au-dessous de laquelle le capital, se jugeant insuffisamment rémunéré, cesserait de travailler ou émigrerait. Si la hausse des salaires est obtenue plus rapidement, à la fin d'une crise, par l'entente syndicale, souvent quelque amélioration subite du machinisme, en diminuant la demande de bras, vient briser la résistance. Par la concentration des ouvriers, les haines de classe s'attisent. Les groupements autorisés par la loi eux-mêmes redeviennent criminels, envahissent et incendient les usines, livrent bataille à la force armée. La grève dégénère en émeute. L'assaut est donné aux places fortes de la féodalité nouvelle[118].

Guerre qui, même victorieuse en ses escarmouches, ne peut jamais aboutir à un traité de paix qui scelle des concessions définitives. Que sont les ouvriers syndiqués de toute industrie et de tous les pays, auprès du nombre des non syndiqués ? À combien se montent leurs fonds de grève, eu égard aux ressources d'attente de la bourgeoisie liguée ? Et combien l'émeute ouvrière sans armes est impuissante devant la force armée de l'État bourgeois moderne ! Ces émeutes sont des manifestations condamnées à l'échec. Ces grèves sont des *pronunciamentos* qui signifient l'adhésion des diverses branches de l'industrie au mouvement prolétarien souhaité. Ces luttes syndicales sont l'école de guerre pour la lutte à venir. Ce n'est pas encore là la lutte organisée.

La lutte organisée sera politique. Nous le devinons, puisqu'une classe sociale ne saurait arriver à la plénitude de son développement qu'en devenant la classe dirigeante dans la nation et en s'emparant du pouvoir politique. Toute lutte politique est dans son fond une lutte de classe[119]. La lutte de classe décisive est donc la lutte pour les pouvoirs publics.

Elle suppose tout d'abord l'« association nationale » de tous les hommes

de la même classe, leur organisation en parti politique de classe (§ 5) ; et le progrès de la technique, qui a engendré le prolétariat et l'a unifié dans sa condition, aidera aussi à l'unifier dans sa conscience et à lui créer sa force. Il apparaît maintenant combien Pecqueur avait vu juste quand il attachait tant d'importance aux voies de communication. Une fois de plus, Marx, par une utile addition aux vues d'Engels, est ici son débiteur. Ces lumières émancipatrices que notre système de chemins de fer et de navigation travaille à répandre jusque dans les nations les plus arriérées, c'est parmi la classe opprimée qu'il en fera la diffusion la plus rapide. L'entente pour l'action, combien n'est-elle pas accélérée par ce « réseau d'échanges » que la bourgeoisie a partout « accroché » pour la capture des proies économiques ! Par son système de communications qui a centuplé les vitesses, abaissé les barrières, la bourgeoisie a unifié son trafic, assuré l'omni-présence de la volonté gouvernementale en tout lieu. Mais elle a unifié aussi les forces adverses et constitué l'unité de direction du parti prolétarien.

Quelle action cependant un parti prolétarien peut-il avoir sur un État où tous les pouvoirs ne sont que des délégations de la classe dirigeante ? Même en supposant effacée toute jalousie de métier, apaisée toute concurrence ouvrière, en supposant le prolétariat affermi dans une conscience de classe dont il ne déviara plus, n'est-il pas, en bien des pays, comme en France et en Allemagne, une minorité noyée dans la foule des petits bourgeois et des paysans ? Quelle apparence alors que, même par l'émeute, il triomphe ? Et les communistes de 1847 ne se dissimulent pas que le triomphe de la classe ouvrière réduite à elle-même n'est pas du domaine des possibilités immédiates. La révolution sociale s'accomplira le jour où le prolétariat sera l'« immense majorité » (§ 29) ; et ce jour, au dire des marxistes, ne peut manquer d'arriver, puisque toutes les classes moyennes se prolétarisent (§ 18). D'ici là, ni la tactique électorale et législative, ni la tactique d'émeute ne peuvent être celles d'une lutte de classes sans compromissions. On décrira plus bas la ligne de conduite que le Congrès de 1847 crut devoir assigner aux partis ouvriers des divers pays en présence d'une situation politique définie (§§ 75-78). Mais, dès maintenant, les principes de la conduite politique du prolétariat peuvent se définir.

Tant que la classe ouvrière n'a pas la majorité dans un pays, la preuve est acquise que la lutte des classes n'a pas encore non plus revêtu cette simplicité dans l'antagonisme à laquelle tend l'évolution industrielle. Il n'y a pas seulement en présence une bourgeoisie capitaliste et un prolétariat. Le capitalisme n'a pas achevé sa victoire, et il se trouve aux prises soit

avec une aristocratie foncière qu'il n'a pas encore domptée, soit avec une petite bourgeoisie artisanale et paysanne qu'il n'a pas encore prolétarisée. Il est divisé lui-même en capitalisme financier, capitalisme commercial et capitalisme industriel. Il livre dans chaque pays des batailles économiques violentes aux bourgeoisies étrangères. La tactique prolétarienne est de mettre à profit ces « dissensions internes de la bourgeoisie ». L'État n'a de raison d'être que par l'arbitrage armé qu'il exerce entre les classes en lutte. Cet arbitrage, communément sans doute, profite à la classe dominante. Mais il s'agit précisément de savoir quelle sera la classe dominante ; et il y a telles circonstances où la résistance féodale ou artisanale ou paysanne se prolongerait longtemps contre le capitalisme. Il se peut que l'alliance de l'une de ces classes avec le prolétariat lui assure le pouvoir pour longtemps.

Dans de telles circonstances, c'est au prolétariat à ne pas promettre son concours sans exiger des garanties préalables. C'est ce système de garanties obtenues par une infiltration lente d'influences prolétariennes au sein des classes aristocratiques ou bourgeoises qui se disputent le pouvoir que l'on pourrait appeler *socialisme d'État*. La loi qui autorisa les *trade-unions* anglaises, en 1824, celle qui introduisit la journée de *dix heures* (1844) furent obtenues d'un parlement tory. Le conservatisme agraire n'était pas fâché d'augmenter les difficultés de la bourgeoisie industrielle. Plus tard, quand le *reform bill* incomplet de 1832 eût froissé au vif les ambitions de la petite bourgeoisie qu'il excluait du suffrage, c'est avec l'aide de la petite bourgeoisie radicale que fut menée la campagne chartiste prolétarienne[120]. Toute l'histoire de la seconde république française est une série d'alliances nouées, rompues et renouées entre la petite bourgeoisie et le prolétariat contre le grand capital ; et leur coalition, pleine de conflits, demeura finalement impuissante par la résistance aveugle de la « stupidité » paysanne[121] : Bonaparte l'emporta quand la conscience moderne des paysans, développée en eux par leurs instituteurs et qui les liait au prolétariat, succomba devant leur conscience traditionnelle, réveillée par des curés salariés au service du capital. Alors s'ouvre l'ère des coups de force réactionnaires. La légalité pèse à la bourgeoisie dès qu'elle commence à devenir favorable aux classes ouvrières. Avec l'aide de la *canaille* des villes (Lumpenproletariat), de cette lie du peuple qui imite dans son existence fangeuse l'oisiveté exploiteuse des hautes classes, et par son armée de prétoriens recrutée dans cette canaille, elle installe le pouvoir personnel qui, en brisant toutes les classes, assure d'autant plus le développement du capitalisme.

On voit combien Marx et Engels avaient eu le regard perçant quand, dès

1847, ils avaient prédit que la *canaille* se laisse acheter pour des manœuvres réactionnaires (§ 26) ; que les classes moyennes elles-mêmes, si elles combattent temporairement la bourgeoisie, n'attendent cependant de leur victoire que la restauration d'un état social attardé, d'une petite industrie et d'un petit commerce impuissants à lutter contre les grands outillages modernes de la production et de l'échange, d'une agriculture parcellaire grugée par l'hypothèque capitaliste et ruinée par l'importation d'outre-mer. Toutefois, même dans ces classes réactionnaires, il y a des fractions qui discernent l'avenir. Il y eut des moments en France où la classe rurale s'aperçut que le parti de l'ordre avec son armée, sa bureaucratie, son Église, son système d'impôts lourdement appesanti sur les denrées agricoles, son crédit hypothécaire onéreux, exploitait le paysan autant que l'ouvrier. Elle cessa de prêter l'oreille à la phraséologie des pamphlets bourgeois qui condamnaient le socialisme comme hostile à la propriété parcellaire. Les paysans n'eurent plus souci d'une parcelle qu'ils ne possédaient plus que de nom. La petite bourgeoisie, quand tel projet favorable à ses intérêts, comme celui sur les *concordats à l'amiable* fut rejeté (août 1848), se vit acculée à la banqueroute par le capitalisme dont en juin encore elle était l'alliée. La classe rurale autant que la petite industrie témoignèrent alors par des élections partielles (Raspail, en 1848 ; Vidal, Deflotte, en 1850) que la lumière en elle commençait à se faire. Elles passèrent au prolétariat.

Et ce n'est pas la petite bourgeoisie seule qui, partiellement, fait défection du régime établi. Un petit groupe se détache du capitalisme lui-même. Non pas seulement ces épaves que les naufrages fréquents du capitalisme jettent dans le prolétariat et qui lui apportent leur rancune de bourgeois sacrifiés par leur propre classe, leur connaissance des points vulnérables de l'adversaire, leur aptitude à l'organisation. L'intelligence seule des événements, et une délicatesse morale qui les élève au-dessus de leur classe, fait qu'une élite de la bourgeoisie passe d'esprit et de cœur à la classe adverse. Il se passe en eux cette *révolution de la honte* que Marx avait décrite dans sa *psychologie de l'intellectuel* en 1844. Par eux se prépare l'*entente de ceux qui pensent et de ceux qui souffrent*[\[122\]](#), et ils affaibliront, par une propagande d'autant plus émouvante qu'elle marque plus de désintéressement, la croyance aveugle que la foule des petits bourgeois met à la disposition du capitalisme. Ils suggèrent les mesures du *socialisme d'État* qui, sans abolir le régime ancien, y insinuent l'influence prolétarienne. La bourgeoisie, qui a fait l'éducation politique du prolétariat, en lui apprenant, à son propre service, l'art de former et de diriger un parti, lui fournit maintenant ses contingents les plus éclairés, ses

hommes les plus capables. « Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs » (§ 32).

27-32. La Révolution sociale. — Il reste à faire le tableau de la Révolution sociale ; et il s'en faut qu'il soit simple. Il semble qu'ici encore le *Manifeste* n'offre pas une doctrine entièrement cohérente, mais un conflit et un compromis d'idées assez mal défini : 1° une *théorie catastrophique*, due à Engels et dont Marx, durant son séjour à Bruxelles, se laissa pour un temps imprégner ; 2° une théorie de la *révolution en permanence*, blanquiste d'origine, qui, dès 1847, commençait à germer en Marx. Elle ne devint la doctrine du parti communiste, que vers 1850 ; elle assigne à la Révolution, qu'elle se figure comme une longue série de *crises éducatives*, une marche progressive, très différente d'un cataclysme.

Tout d'abord le *Manifeste* pousse à bout le schème de la lutte des classes par lequel il avait débuté. Il imagine achevée la longue évolution qui différencie la bourgeoisie du prolétariat en abolissant toutes les classes intermédiaires. Ces deux classes ennemies ont des conditions d'existence diamétralement opposées. L'opposition touche : 1° au *régime économique* : le bourgeois vit de l'exploitation capitaliste d'une propriété ; le prolétaire n'a pas de propriété ; 2° au *régime familial* : la famille bourgeoise se constitue sur des intérêts d'argent. Un système rigoureux de garanties dotales et de lois sur l'héritage protège ces intérêts et fait de tout jeune bourgeois, avant même sa naissance, un co-partageant muni de droits sur une portion de propriété bourgeoise. La famille prolétarienne se fonde sans égards aux intérêts financiers de ses membres, et, sitôt qu'elle a atteint l'objet pour lequel elle existe, — la prolifération en vue de la conservation d'une classe ouvrière, — la vie de fabrique, qui prend la femme et les enfants, après avoir pris l'homme, la dissout ; 3° à la *vie politique* : la bourgeoisie, par l'agglomération des propriétés territoriales et industrielles pour lesquelles elle a stipulé un régime de droit commun, a fondé les nations modernes ; et les nations modernes confient leur gouvernement aux classes dirigeantes qui les ont elles-mêmes créées. Les nations, inégalement riches de territoire et arrivées à un développement économique très inégal, luttent entre elles : la bourgeoisie d'une nation cherche à détrousser la bourgeoisie des autres nations. Le prolétariat est réduit en toutes les nations à une condition également humble. Partout les lois sont faites contre lui. Tous les prolétaires du monde ont donc des intérêts pareils qui les unissent contre leurs bourgeoisies dirigeantes. Ils ne peuvent participer aux haines nationales qui divisent les bourgeoisies en lutte. Une victoire nationale leur garderait leurs maîtres anciens, dont ils sont les ennemis ; une défaite nationale leur donnerait des maîtres

nouveaux, sans diminuer leur exploitation. Ainsi n'ont-ils qu'un adversaire, le capitalisme, quelque pavillon qu'il arbore ; et les lois que leur fait ce capitalisme, ils en ont le mépris. Ils les violent dès qu'ils en ont le pouvoir[123] ; 4° à la *vie sentimentale*. La bourgeoisie s'est fait une morale qui justifie son égoïsme et l'écrasement de ceux qu'elle exploite, une religion qui glorifie sa charité hypocrite et qui terrorise ceux qui tenteraient d'ébranler en pensée « le respect de l'autorité ». Le prolétariat hait cette morale qui opprime et ce Dieu qui commande l'humilité des uns en donnant le pouvoir oppresseur aux autres[124].

Le triomphe du prolétariat, étant la destruction du régime bourgeois et de « toutes les sauvegardes » matérielles ou morales dont il s'entoure, sera la subversion entière de la propriété capitaliste, de la famille bourgeoise, de la nationalité bourgeoise avec son système gouvernemental et juridique, de la superstition bourgeoise morale et religieuse. Mais il faut savoir comment se produira ce triomphe.

Le schème de la lutte des classes veut qu'après une crise suprême, où les derniers petits bourgeois auront fait faillite et où les derniers paysans seront grugés par l'usure, on en vienne à un *corps à corps* violent[125] de la classe prolétarienne unifiée et de la classe bourgeoise, défendue par ses contre-maîtres, sa bureaucratie, sa prêtrise, sa police et son armée. Ce serait « le mouvement spontané de l'immense majorité prolétarienne » (§ 29). Ce mouvement consistera en « une suppression *violente* des conditions anciennes de la production », de tout l'ordre social (§ 30, 54, 78). Il peut se comparer à un cataclysme géologique, dans lequel, la couche inférieure venant à se soulever, les stratifications superficielles sont emportées nécessairement ; et cette couche inférieure est ici le prolétariat révolutionnaire. La raison de cette *nécessité* est qu'il n'y a d'autre issue pour les prolétaires que la révolte, et cette révolte sera victorieuse ou elle consommera la ruine entière de la société.

Cette conception de la guerre sociale est babouviste. La *Fédération des Bannis* la préconisait. Schuster l'avait accréditée, et nul doute que Engels ne l'ait reçue de ces communistes réfugiés à Londres, qui furent ses premiers instituteurs en matière de révolution. Mais elle était déjà dans Babeuf : « Quand un peuple fait une révolution, avait-il dit dans sa *Défense*, c'est parce que le jeu des institutions vicieuses a tellement poussé à bout les meilleurs ressorts de la société que la plupart de ses membres utiles ne peut plus subsister dans la même position. Elle se sent mal à l'aise dans cette position ; elle a besoin d'en changer ; elle s'agite pour y parvenir. » Ce moment est arrivé, « quand l'universalité des richesses se trouve engloutie sous la main de quelques-uns ». « La masse alors, ne

pouvant exister, trouvant tout hors de sa possession..., un bouleversement général dans le système des propriétés est inévitable[126]. »

Mais l'évolution du capitalisme crée cette prolétarianisation ; elle n'admet donc pas d'autre dénouement que la révolte. La féodalité a pu durer longtemps à côté d'une bourgeoisie déjà forte ; c'est que la féodalité ne précipitait pas tout le monde dans le servage. Elle n'empêchait pas l'ascension des classes servies dans la roture libre, de la petite bourgeoisie dans la bourgeoisie capitaliste (§ 31). On peut discuter si la Révolution de 1789, dans ses explosions violentes, n'aurait pu être évitée, avec plus de prudence dans la classe féodale déjà évincée de sa puissance économique. Mais il ne se peut pas que la République sociale à venir se constitue à côté et au dedans du régime bourgeois. C'est que ce régime amène un appauvrissement sans fin et une déchéance de toutes les classes, hors la classe dirigeante. La théorie engelsienne de la révolution est en accord étroit avec sa théorie de *l'armée de réserve industrielle*. Le capitalisme est un tel instrument d'épuisement, il aspire avec une telle force l'énergie vitale de ses salariés et il leur restitue si peu par le salaire, qu'« il est finalement obligé de les nourrir, au lieu d'être nourri par eux ». Il met ses ouvriers au compte de la taxe des pauvres ou de l'assistance publique, c'est-à-dire à la charge de cette partie de la petite bourgeoisie rurale ou urbaine qui n'est pas encore prolétarisée. Mais la prolétarianisation même de ces petites gens, à qui la taxe des pauvres fait payer leur part de la main-d'œuvre capitaliste, en est hâtée. Un immense cataclysme économique les fera déchoir, qui déchaînera la catastrophe politique où sera emportée la bourgeoisie.

Cette déduction schématique cependant n'est pas la seule qui s'offre. Marx du moins semble avoir cru que les faits en autorisent une autre. Certes, son *Anti-Proudhon*, écrit au moment où l'influence d'Engels est la plus forte, conclut par une formule absolue : « Le combat ou la mort ; la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée[127]. » Il ne manquait pas, chez Pecqueur lui-même, de dilemmes menaçants : « Les esclaves brisent leurs chaînes, ou l'anarchie décompose tout, et la société meurt conquise[128]. » Mais Pecqueur pensait que l'affranchissement par l'association des petits capitaux avait plus de chances. Marx ne croit point à ce dénouement pacifique. Toutefois il constate bientôt que la petite bourgeoisie ne se laissera pas prolétarianiser sans résistance. Elle dispose de gros contingents d'hommes. Elle refusera l'impôt et le service militaire. La prochaine révolution portera au pouvoir cette classe moyenne. Il y aura précisément cette montée simultanée de toutes les classes opprimées qu'Engels ne voulait pas prévoir. Une

république se constituera qui ne sera pas encore la République communiste, mais la République démocrate-socialiste, dont le plan a été dressé en politique par Ledru-Rollin, en économie par Louis Blanc, la République du *socialisme d'État*. Elle connaîtra l'impôt progressif, le rachat des grands monopoles de l'industrie, du transport et de la banque, les ateliers nationaux, le rachat des hypothèques, le droit au travail. Mais si ce sont là des « infractions despotiques au droit de propriété » (§ 53), le parti communiste en propose-t-il de plus hardies, en 1847 ? Ne croit-il pas, lui aussi, à l'opportunité de mesures transitoires ?

S'il en est ainsi, le capitalisme sera renversé, non par le prolétariat, mais par la petite bourgeoisie. *La lutte décisive ensuite ne sera pas un corps à corps de la bourgeoisie capitaliste et du prolétariat, mais du prolétariat et de la petite bourgeoisie.* « L'organisation secrète des communistes ne pouvait pas se proposer le renversement des gouvernements existants,... mais le renversement du gouvernement révolutionnaire qui tôt ou tard leur succédera[129] ; » et ce gouvernement, non seulement en Allemagne, mais en France, sera un gouvernement de petits bourgeois. Il fut difficile de faire admettre que l'évolution capitaliste ainsi n'arriverait peut-être pas à son terme. Engels semble avoir résisté longtemps, et davantage le Congrès de 1847 lui-même. Le *Manifeste* n'osa pas encore préciser de quelle nature serait cette révolution allemande qui formerait « le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne ». Il fallut, un peu plus tard, s'incliner devant les faits[130]. Après 1849 il n'y eut de doute pour personne. Voilà pourquoi la circulaire du comité central en 1850 prescrivit une tactique nouvelle[131], la tactique de Blanqui, adoptée par Marx, celle de la *révolution en permanence*. Il faut entendre par ce mot une coalition provisoire avec la petite bourgeoisie en révolte, pour tout le temps où la majorité ne sera acquise aux classes révoltées que par cette coalition. Mais, dès la victoire commune, un gouvernement prolétarien officieux s'installera auprès du gouvernement révolutionnaire des petits bourgeois, agitera les masses ouvrières, posera les conditions de la collaboration prolétarienne, exercera une dictature, d'abord de fait, qui peu à peu sera le gouvernement légal. Ce sera une éducation révolutionnaire longue, et peut-être, elle aussi, remplie de défaites. La petite bourgeoisie ne pliera que sous la menace constante de la défection prolétarienne et du retour possible de la réaction capitaliste.

Mais il est loin d'être vrai, comme le pense Engels et comme le dit le *Manifeste* (§ 26), que les classes moyennes soient nécessairement « réactionnaires ». Engels se les représente pareilles à ces radicaux anglais qui, avant la lutte, trahirent les *chartistes*[132]. Marx avait été plus juste. Nous avons vu comment il voyait s'allumer en elles la lumière d'une

« conscience nouvelle », révolutionnaire aussi, mais autrement que la conscience ouvrière[133]. Marx tient beaucoup à son idée du parallélisme des révolutions sociales. La chute de la bourgeoisie ressemblera jusque dans son détail à la chute de la féodalité. L'édifice social périra par un soulèvement de son infrastructure. Mais cette infrastructure, c'est, en toute occurrence, la totalité des classes opprimées.

Quand ce soulèvement se produira-t-il ? Marx, pour le prédire, semble s'être laissé guider par sa théorie de la relativité du *standard of life* et de la sentimentalité qui s'y attache. Telles classes et telles nations supportent un *minimum* d'existence qui paraîtrait intolérable aux autres. Les petits bourgeois ne se laissent pas réduire à l'extrémité de misère acceptée des ouvriers. À coup sûr, ils manquent de bravoure. Mais leur rancune bougonnante se révolte en paroles, avant qu'ils soient acculés. Ils fanatisent par des déclamations l'énergie prolétarienne, et, avec son aide, donnent l'assaut décisif[134]. Ainsi, les privilèges féodaux avaient eu d'abord contre eux la haine vigoureuse de la bourgeoisie capitaliste, qui en souffrait moins que la roture humble, artisanne ou paysanne. Les capitalistes laissèrent cette roture faire l'effort révolutionnaire dont ils bénéficièrent, et trahirent ensuite. Ainsi les petits bourgeois trahirent les prolétaires quand ils auront fondé leur *République rouge*, nécessaire pourtant.

La révolution bourgeoise ne s'est pas faite au même moment, en tous les pays. Croit-on que la révolution sociale sera davantage simultanée ? Comment serait-ce possible, puisque ni le développement industriel, ni le *standard of life*, ni le sentiment de classe ne sont pareils en des pays divers ? « Il faut évidemment que le prolétariat de chaque pays vienne à bout de sa propre bourgeoisie », grande ou petite (§ 30). Quand ce ne serait que pour cette raison, la révolution sociale ne sera pas un « effondrement » unique. Mais si elle doit toucher tous les pays successivement, elle n'en bouleversera aucun d'un seul coup. En chaque pays, elle se composera d'une double série de secousses prolongées : 1° la couche sociale qui d'abord remontera à la surface sera la petite bourgeoisie. Cette structure sociale s'appellera la République démocratique et sociale ; 2° une succession violente de tremblements sismiques fera affleurer ensuite, en refoulant cette couche superficielle, la couche la plus profonde de la société : le prolétariat. Ce sera là la République communiste.

Entre la théorie d'Engels qui attend la révolution d'un effondrement soudain, et celle de Marx, qui lui assigne de longs délais, la transaction semble impossible. Il n'est pas étonnant que, présentées simultanément dans le *Manifeste*, elles y aient laissé des traces d'incohérence.

II

PROLÉTAIRES ET COMMUNISTES

33-35. Définition et rôle du communisme. — La classe prolétarienne s'unifie de plus en plus dans sa condition d'existence, mais elle n'est pas encore unifiée. Elle s'unifie dans sa conscience de classe et concentre son action politique. Mais ni l'unité de l'action ni l'unité de conscience ne sont encore atteintes. Qu'est-ce donc qui joindra les divers prolétariats désunis encore ? La propagande communiste.

On appelle *communistes* des hommes qui ont acquis « l'intelligence des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien ». Cette marche, ils ne la prescrivent pas, puisqu'elle ne peut être que « le mouvement spontané de l'immense majorité » (§ 29). Ils ne sont pas des réformateurs en chambre désireux de faire accepter une panacée, comme les utopistes d'autrefois. Leur souci se borne, après une étude complète et comparée des faits sociaux qui s'efforce de déterminer le sens et la vitesse des changements opérés à nos yeux, à pronostiquer le sens et la vitesse des changements futurs, et ils se demandent quelle situation est faite, par ces changements, au prolétariat.

Quel est donc le rapport des communistes au prolétariat ? Celui de la conscience claire à l'action réflexe et instinctive. Cette conscience, comme en tout organisme vivant, n'existe d'abord qu'en un petit nombre de centres. Elle ne supplée pas à la sensibilité, ni à la réaction motrice, mais plutôt elle fait partie intégrante de l'appareil sensori-moteur. Elle permet une meilleure adaptation au milieu, contribuant à la fois à une élaboration plus complète des données sensibles et à une coordination plus parfaite des mouvements. Ainsi le communisme accueille les observations et les douloureuses données de la sensibilité prolétarienne, et, les élaborant, il combine les réactions de résistance qui offrent le plus de chance de survie. La bourgeoisie, elle aussi, a ainsi un organisme cérébral : sa bureaucratie, son état-major d'hommes d'État, sa prêtrise, sa science officielle, qui prévoient pour elle et l'orientent. À tout cela supplée, dans le prolétariat, l'organisation communiste. Elle l'unifie : 1° les prolétariats divers sont désunis de nationalité, asservis souvent à la classe dirigeante de leur nationalité au point de se combattre entre eux. Le communisme leur montre leur solidarité, les unifie dans l'espace ; 2° les prolétariats, inégalement mûrs pour la lutte politique, se laissent désarmer par les concessions partielles, égarer par une temporisation astucieuse. Le communisme leur montre le but intégral vers lequel doivent s'orienter les

mouvements successifs. Il unifie, dans le temps, l'effort prolétarien, par une énergie clairvoyante.

On a souvent cru que ce communisme nouveau fait bon marché de l'idéologie. Il lui fait seulement sa part ; et cette part est grande, puisqu'elle est celle d'une conscience utile à mieux adapter les hommes à leur milieu naturel et social. Mais il affirme que nécessairement cette conscience reflète ce milieu. Un même milieu naturel enveloppe tous les hommes. C'est pourquoi les lois naturelles et mathématiques sont aperçues de la même façon par tous les peuples qui ont réussi à vaincre ce milieu, c'est-à-dire qui ont créé une civilisation industrielle. Mais les milieux sociaux diffèrent. C'est pourquoi il n'y a pas, socialement, de « vérités éternelles » qui s'imposent à tous (§ 51). Il n'y a qu'une idéologie de classe. L'objet du communisme est de fonder l'idéologie du prolétariat. Cette idéologie touche à toutes les relations sociales établies par la bourgeoisie à son profit et dissoutes par elle dans le prolétariat (§ 27). 1° la propriété ; 2° la famille ; 3° la nationalité ; 4° la vie sentimentale et mentale. Elle essaie un pronostic sommaire au sujet de la société communiste à venir.

36-45. *La propriété au regard du prolétariat.* — On dit que le communisme abolit *la propriété*. C'est, au dire de Marx qui a fourni l'essentiel de cette argumentation, se placer d'emblée dans l'idéologie bourgeoise ; c'est croire qu'il y a une forme *éternelle* de la propriété, qui est précisément celle de la bourgeoisie, et que le communisme aurait la folie de vouloir briser. Le communisme soutient seulement que la propriété bourgeoise n'a pas toujours existé. La bourgeoisie a aboli d'autres formes de propriété avant la sienne. Son histoire entière (§ 4-14) est une série d'expropriations accomplies à son profit. Toutes les formes antérieures de la propriété reposaient : 1° sur l'exploitation de l'homme par l'homme ; 2° sur l'antagonisme des classes. La propriété bourgeoise, héritière de tout ce passé, a poussé à bout cette exploitation et cet antagonisme. Ce que le communisme veut abolir, c'est tout antagonisme de classe et toute exploitation, et par conséquent les formes juridiques qui la permettent, les formes économiques où elle a lieu.

La propriété que veut abolir le communisme n'est donc pas « la propriété personnellement, acquise par le travail de l'individu (§ 37) ». Au contraire, c'est cette propriété qu'il se proposait de fonder (§ 42). Mais n'est-ce pas elle que le capitalisme a constamment extirpée ? À quelque degré, la propriété artisanale et paysanne est une telle propriété issue du travail personnel. N'est-ce pas la concurrence capitaliste qui l'abolit ? Le communisme, sans hostilité contre cette menue propriété se borne à en

décrire la faiblesse économique, à en prédire la ruine sûre.

Dira-t-on que la propriété capitaliste est acquise par le travail ? À coup sûr, mais non pas par le travail du capitaliste. C'est ici le cas de bien saisir la *dialectique matérialiste*. Elle consiste à montrer dans la propriété bourgeoise ce qu'elle est réellement : une forme des relations de droit entre les hommes, transitoire comme toutes les formes antérieures, et reposant, comme dans le passé, sur un *antagonisme* qu'il faut décrire. La *thèse* et l'*antithèse*, qui étaient logiques en d'autres systèmes, sont des forces réelles et hostiles dans le système tout historique de Marx et d'Engels ; et la *synthèse* non plus ne se bornera pas à une transaction d'idées. Elle consistera en une abolition réelle de l'antagonisme dans une société à venir[135].

Le capitalisme est un système de relations entre les hommes qu'ils adoptent pour produire. L'utilisation de toute force productive suppose ainsi des liens sociaux entre ceux qui l'utilisent : un lien de dirigeant à dirigé, un lien de participation au produit, une répartition préexistante des propriétés. C'est cet ensemble de liens que Marx désigne du nom de *Productions-verhæltmiss*[136]. L'utilisation d'une force productive crée ces liens, puis les modifie, en grandissant, jusqu'à les déchirer.

Les conditions de la production actuelle sont à définir comme un régime où les forces productives sont du capital. Une machine n'est pas seulement un outil, mais un capital. Son fonctionnement implique : 1° un rapport de propriétaire à propriété, qui est respecté par les autres hommes ; 2° un rapport de ce propriétaire à ceux qui mettent cette machine en marche (rapport de direction et d'obéissance) ; 3° un échange de services entre ceux qui travaillent et celui qui possède, dont le premier fournit la force productive, et le second une part du produit ; 4° un rapport de concurrence entre les différents groupes de producteurs ; 5° un rapport de sentiment entre les hommes qui occupent une place dans ces groupes.

Tous ces rapports sont à deux termes. « La propriété, dans sa forme actuelle, se meut entre ces pôles opposés. » (§ 37) L'intelligence complète du mouvement économique exige qu'on envisage ces rapports du point de vue des deux classes en présence. On s'apercevra alors qu'ils ne sont pas permanents, mais mobiles ; et un moment vient où ils sont à ce point modifiés qu'ils ne se soutiennent plus.

1° Les économistes bourgeois disent que le capital est du travail accumulé dans le passé pour servir à la production future. Qui ne voit le sophisme ? On définit ainsi la genèse technique de l'outil, non pas son rôle social. « Les économistes nous expliquent comment on produit dans un système de rapports donnés, mais ce qu'ils ne nous expliquent pas, c'est

comment ces rapports se produisent. » A-t-on expliqué ce que c'est qu'un esclave nègre quand on l'a défini « un homme de race noire » ? Il n'est *esclave* que dans un système de relations sociales, qui utilise dans de certaines conditions précises la force productive de l'homme[137]. Pareillement, le capital ne devient ce qu'il est, pouvoir de succion et d'absorption puissante du travail d'autrui, que dans le système des relations bourgeoises.

Être capitaliste, c'est occuper dans ce réseau de relations une certaine situation juridique, dont la force tient, non pas au mérite individuel, mais à toute l'organisation sociale. Quand on propose de « socialiser le capital », on ne propose donc pas qu'une certaine quantité de produits, où se cristallise du travail passé, soit transportée d'un individu à la collectivité. Besogne vaine, si on paissait subsister l'ordre social en vertu duquel ce capital s'incorpore à nouveau et incessamment du travail vivant ; mais c'est cet ordre social que le communisme veut changer (§ 38).

2° « L'esclavage est le pivot de l'industrie, moderne. » Les peuples modernes ont su le déguiser dans leur propre pays. Ils l'ont imposé longtemps sans déguisement au nouveau monde. Le capital est un titre de commandement sur les travailleurs[138]. Mais on a vu comment, dans cette singulière année, les chefs, pour se fortifier, licencient leurs troupes. Le régime futur consistera-t-il à assurer aux travailleurs « le droit au travail » dans des ateliers commandés par un fonctionnarisme d'État ? C'est comme si l'on demandait si les « enclaves nègres », dans l'avenir, appartiendront à la République. Il n'y aura plus, dans la société future, d'esclavage.

3° Le rapport de participation au produit est ainsi fixé que « le travailleur reçoive en échange de son labeur des victuailles, mais que le capitaliste en échange de ces victuailles reçoive de l'ouvrier une activité productive par laquelle, non seulement l'ouvrier restitue sa consommation, mais ajoute au travail accumulé une valeur qu'elle n'avait pas auparavant[139]. » Il n'est donc pas vrai que le travailleur puisse jamais racheter, avec son salaire, le capital, « le pouvoir sur le travail d'autrui » (§ 39). Son salaire lui donne le *minimum* d'existence usité dans sa classe. Cette condition de classe ne peut s'améliorer que si la quantité de surtravail fournie vient à augmenter, c'est-à-dire en intensifiant encore le mouvoir absorbant du capital. Car le salaire ne hausse que par une hausse encore plus rapide du profit et une accumulation nouvelle, par le labeur ouvrier, des capitaux productifs[140]. Ainsi, en améliorant ses salaires, la classe ouvrière rive plus fortement les chaînes d'or par lesquelles la traîne la bourgeoisie. Tout effort nouveau de labeur ouvrier consolide les droits

acquis de la classe dirigeante, le pouvoir de la chose, du capital, en qui se cristallise le travail des générations exploitées et disparues, qui se redressent pour grandir l'exploitation des vivants.

Mais on a vu la révolte des forces productives, mortes ou vives (§ 14). C'est pourquoi le régime futur sera l'administration des choses substituée à l'exploitation des hommes. Le travail accumulé mis au service de tous « élargira, enrichira, stimulera la vie des travailleurs » (§ 40).

Ce régime de propriété exploiteuse et oppressive est appelé par la bourgeoisie un régime de *liberté*. C'est la liberté qu'on menace quand on veut l'abolir. Engels vient ici à la rescousse de Marx ; et certes ils ne contestent ni l'un ni l'autre que la bourgeoisie ait rompu toutes les entraves matérielles, nationales, juridiques, morales qui empêchaient l'exploitation du marché universel (§ 6-9). Mais ce qu'ils affirment, c'est que la liberté ainsi fondée n'est que « du maquignonage », de l'exploitation sans frein, de la concurrence sans limite. Parce que l'échange des marchandises a lieu sans entraves féodales ou corporatives ou douanières, l'ouvrier qui produit ces marchandises sous la férule patronale en est-il moins asservi ?

On objectera que les ouvriers ont aussi la liberté de concourir. Mais concourent-ils avec le bourgeois ? On a vu quelles conditions leur sont faites, dans la répartition du salaire. L' « ouvrier est l'esclave des plus élémentaires besoins », et il n'a pas de garantie qu'ils soient satisfaits. Il n'a de place dans la société que si la bourgeoisie a besoin de lui. Parle-t-on de la concurrence des ouvriers entre eux ? Mais n'est-ce pas elle qui maintient le plus solidement leur condition de salariés misérables (§ 32). Qu'est-ce donc que signifie ce mot abstrait de liberté ? « C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur^[141]. » À coup sûr une telle liberté est à supprimer. Les ouvriers déjà y songent. Si, en dernière analyse, « la souveraineté de la bourgeoisie ne se maintient que par la concurrence des ouvriers entre eux », on voit la signification profonde des *trade-unions*. Elles signifient la résolution parmi les travailleurs de ne plus se laisser acheter et vendre comme des marchandises. « Dans la détermination de la valeur du travail, ils demandent à être traités comme des *hommes*. » Il est vrai sans doute que ni la loi du salaire, ni surtout la loi des crises, ni dès lors l'existence d'une armée de réserve industrielle ne peuvent être supprimées tant que dure la concurrence des capitalistes entre eux. L'émancipation de la personnalité humaine véritable exige, non pas la suppression partielle de la concurrence, mais la suppression de toute concurrence^[142]. Car, par les conditions initiales qui lui sont faites, cette concurrence n'est pour les uns que la liberté de tuer, pour les autres que la liberté de mourir.

5° La bourgeoisie exige le respect du régime de violence qui est le sien. Elle y croit le sort même de la civilisation attaché. Elle fait un mérite à la personne des capitalistes de l'activité fiévreuse du système industriel. Les lois factices qui maintiennent le capitalisme, elle les tient pour des expressions de la constitution éternelle des choses. Prévention aveugle de classe dirigeante, et qui pousse, quand la déchéance est proche, aux violences impuissantes. Déjà se lève l'adversaire jeune et fort qui précipitera sa ruine. La première condition que doit remplir l'homme qui se révoltera contre la propriété bourgeoise est *de mépriser la loi bourgeoise*. Ce mépris de la loi est universel dans le prolétariat. Il sait que la loi est « fabriquée par le bourgeois dans son intérêt » et que toute l'oppression bourgeoise s'y condense. Toute tentative prolétarienne pour s'émanciper suppose donc avant tout cette méconnaissance de la loi qui, individuelle, s'appelle le crime (§ 19), et qui, organisée et traduisant l'effort des foules vers une existence meilleure, s'appelle *révolution*. Cette révolution abolira la propriété bourgeoise d'abord, les relations sociales bourgeoises ensuite, et avec elles la sentimentalité et l'idéologie qui en naissent (§ 45).

46-48. *La famille bourgeoise au regard du prolétariat.* — On dit que les communistes veulent supprimer la famille. Et « les plus radicaux, devant ce honteux dessein, de répudier avec eux toute solidarité ». N'est-ce pas Proudhon qui trouve « un tour d'escamotage » dans la distinction communiste qui veut que la communauté tombe sur les choses et non sur les personnes, et s'écrie : « Loin de moi, communistes ! Votre présence m'est une puanteur ![\[143\]](#) ».

Proudhon est bien oublieux, s'il n'a pas souvenir que les faits relevés par lui, les citations qu'il tire des économistes, tendent à prouver que la famille ouvrière est détruite par le capitalisme. Quel reproche faire aux communistes si « le libertinage des jeunes ouvrières est *inévitabile* », si, « comme les ouvriers sont chair à canon, les ouvrières sont chair à prostitution »[\[144\]](#). Et Vidal n'avait-il pas déjà dit : « L'industrie moderne a dissout la famille. Elle a fait aux filles et aux femmes pour ainsi dire une nécessité de la prostitution[\[145\]](#) » ? Pecqueur, avant tous, avait dit la dangereuse crise morale qui venait de ce que « toute une masse de jeunes filles et de femmes passait brusquement de la vie cloîtrée de l'atelier domestique à la vie ostensible, sollicitante de l'atelier public ». Il signalait l'« impudicité, l'effronterie » chez les femmes, « l'orgie, la débauche, la lubricité chez les hommes »[\[146\]](#). Buret, que connaissait Proudhon, décrivait un autre danger quand il affirmait que « la classe ouvrière est abandonnée corps et âme au bon plaisir de l'industrie ».

Ces faits, qui firent jeter un cri d'alarme et d'indignation à tout ce qu'il y eut, au début, du siècle, d'économistes philanthropes, Engels notamment en avait donné un tableau désolant, qui complétait celui de Buret. Pense-t-on qu'une vie de famille soit aisée dans les bouges où vit la classe ouvrière[147], quand la vie industrielle arrache du foyer la femme et les enfants ? Ne devine-t-on pas les effets de la promiscuité de l'atelier ? Et quand les ouvrières seraient assez fortes pour une résistance morale vraie, la contrainte patronale n'est-elle pas la pour les briser ? L'usine n'est-elle pas le *harem* du capitaliste ? Ainsi, flétries par le mauvais exemple, par les sollicitations de la misère et par la lubricité patronale, comment s'étonner qu'elles fournissent les plus gros contingents de l'année de la prostitution ?

Si l'on entend la famille au sens bourgeois (§ 27), comme une institution fondée sur un ensemble d'intérêts financiers que règlent les lois sur la dot et sur l'héritage et les coutûmes, plus strictes encore, qui définissent ce qui fait d'un homme ou d'une femme un parti *sortable*, nul doute que cette famille n'existe pas dans le prolétariat. Comment reprocher alors au communisme de vouloir abolir ce qui n'existe pas ? Mieux encore, puisque les coutumes dotales et les lois d'héritage ne sont que des conventions qui fixent la part des ayant droit capitalistes dans la répartition des profits industriels accumulés, n'est-il pas évident que la famille bourgeoise, pour vivre, exige la dissolution de la famille prolétarienne, qu'elle jette l'ouvrière dans l'atelier et dans le vice ? Il est évident à la lettre que, sans la famille bourgeoise, il n'y aurait pas de prostitution. C'est la prostitution que veut abolir le communisme.

Mais si la famille est un lien de considération mutuelle, d'affection respectueuse et exclusive, de collaboration tendre, est-il beaucoup de familles qui, en dehors de leur existence légale, aient une existence vraie ? Cette foi conjugale que l'on reproche à la théorie communiste de méconnaître, les bourgeois la respectent-ils dans la pratique ? (§ 48). Cette frivolité grossière, « cette prostitution non officielle » dont se souille le mariage des classes dirigeantes, le communisme l'abolira. Marx et Engels ne définissent pas le lien conjugal futur. Ils jugent suffisant de désigner les vices auxquels il remédiera. Ils estiment qu'il sera pur de toute pensée de lucre ; et sans doute ils pensent que les femmes, dans une société où la sécurité matérielle de tous sera entière, gagneront leur vie, « se donneront une dot, comme le voulait Pecqueur, au lieu de l'attendre de la vente de leur personne au plus offrant », amant ou mari[148]. Elles auront la « moralité forte et respectée de femmes libres », qui, n'étant plus ni misérables ni ignorantes, sauront entretenir avec les hommes « des rapports de retenue, de décence et de fraternité remarquablement moins

imparfaits que de nos jours ».

Le communisme prescrit une « éducation publique des enfants ». Dernière et non moins scandaleuse infraction, diront les bourgeois, à la vie de famille. Est-ce donc le communisme qui conduit les enfants à l'atelier où ils s'étiolent de corps et d'âme (§ 7) ? Croit-on que la société bourgeoise n'intervienne pas, elle aussi, dans l'éducation, loin de respecter ce qu'elle appelle « les droits du père de famille » ? Ne donne-t-elle pas dans ses écoles publiques et privées (il n'importe) *un enseignement de classe*, qui dose le savoir non pas aux capacités, mais à la condition sociale, laissant les enfants du peuple croupir dans l'ignorance et dans la superstition, tandis qu'on recrute, pour le service du capitalisme, un état-major d'intelligences armées de toute la science de leur temps ? Le communisme, qui abolira toute distinction de classes, « arrachera l'éducation à l'influence de la classe dirigeante » (§ 47).

49. *La nationalité bourgeoise au regard du prolétariat.* — C'était déjà en 1847 l'habitude de traiter les communistes de « sans patrie ». Le qualificatif n'est pas inexact. C'est le reproche qui ne se conçoit pas. Les vieux babouvistes avaient déjà expliqué comment « la multitude, ruinée par la misère, par l'ignorance, par l'envie et par le désespoir, ne voit dans la société qu'un ennemi et *perd jusqu'à la possibilité d'avoir une patrie*[\[149\]](#) » ; et Weitling, reprenait : « Celui-là seul a une patrie qui a une propriété ou du moins qui a la liberté et le moyen de devenir propriétaire. Qui n'a point cela n'a pas de patrie... *Nous n'avons pas de patrie quant à présent.* Ce n'est pas une patrie qu'une maison de réclusion ; ce n'est pas un peuple que ces multitudes asservies et méprisées[\[150\]](#). » Et les chartistes anglais, peu de semaines après le Congrès communiste, quand on craignait la guerre entre la France et l'Angleterre, ne prêchèrent-ils pas la désertion de la classe ouvrière anglaise[\[151\]](#) ?

Cette pensée internationaliste, Marx et Engels la recueillirent dans la *Fédération des Justes*, où le babouvisme l'avait fait pénétrer, et dans le chartisme anglais. Elle est l'efflorescence spontanée des trois prolétariats français, anglais et allemand. Au Congrès communiste, ces trois prolétariats fusionnent et ils tendent la main aux démocraties menacées, à la Pologne communiste écrasée à Cracovie, à la Suisse antijésuitique menacée d'une invasion par Metternich et par Guizot (§ 75). Mais ces manifestations spontanées confirment à merveille la sociologie marxiste. Les chartistes anglais atteignent à la conscience nette que la nationalité est une création bourgeoise et une sauvegarde des intérêts bourgeois (§ 5, 11, 27), l'organisation centralisée des entreprises de piraterie qui ont pour

objectif de réduire en servage économique les peuples d'industrie peu développée.

Mais le communisme n'admet pas plus l'exploitation des nations par les nations que l'exploitation de l'homme par l'homme. Si l'intérêt prolétarien universel est de détruire « toutes les sauvegardes » du capitalisme (§ 28), le communisme saura faire valoir plus que jamais, en détruisant les antagonismes nationaux « l'intérêt indépendant commun de tout le prolétariat » (§ 33).

50-51. *L'idéologie bourgeoise au regard du prolétariat.* — La bourgeoisie se défend non seulement par des institutions de famille, de droit et par la force armée de l'État, mais aussi par une sentimentalité forte qui l'attache à ses institutions, et par une idéologie qui les justifie. Que cette défense consolide son pouvoir, on le conçoit, puisque tout travail d'idées permet une meilleure adaptation au milieu (§ 33). Mais nous savons aussi que ces sentiments et ces doctrines trahissent des intérêts de classe dont ils sont la conscience. Ainsi leur hostilité au communisme va de soi. C'est ici, surtout, qu'il convient de se souvenir que ces idées et ces sentiments n'ont de sens que si on admet, au préalable, la nécessité d'une classe bourgeoise.

Des bourgeois allégueront, comme Guizot, « un impérissable instinct » de l'homme qui veut que « Dieu préside à sa destinée et qu'elle ne s'accomplisse pas tout entière en ce monde ». Les communistes, diront-ils, abolissent Dieu, parce que « seuls, en présence de leurs maîtres terrestres..., les hommes voudront absolument les jouissances de cette vie et la répartition égale de ces jouissances ». « La famille et l'État, la propriété et l'hérédité, l'histoire, la gloire, tous les faits et tous les sentiments qui constituent la vie étendue et perpétuelle de l'humanité au milieu de l'apparition si bornée et de la disparition si rapide des individus humains..., la république sociale supprime tout cela. » Elle supprime, « ce qui marque l'homme pour la souveraineté dans ce monde et pour l'immortalité au-delà de ce monde ». Mais rien ne peut soustraire un pays « à ces conditions nécessaires, inévitables, de la paix sociale et de bon gouvernement. Il peut les méconnaître et souffrir, souffrir sans mesure et sans terme, en les méconnaissant. Il ne peut les abolir[152] ».

Cette phraséologie bourgeoise ne doit pas faire de dupes. Elle ne définit que les conditions de la paix sous l'oppression bourgeoise et sous le gouvernement bourgeois. Il est trop aisé de les donner pour « nécessaires », afin d'inspirer à ceux qui en souffrent la résignation qui les rend gouvernables. Mais le seul fait que les sentiments de respect cèdent la place à des sentiments de révolte, qu'à la doctrine de la propriété,

de la concurrence providentielle, de l'obéissance aveugle aux lois du privilège, se substituent des doctrines nouvelles, est déjà un symptôme d'effritement intérieur dans les assises du capitalisme.

Ce ne sont pas les idées qui changent le milieu social. Mais, quand elles changent, c'est « que le milieu social déjà a subi des changements latents ». Ce n'est pas le christianisme qui a vaincu la société antique. Que le christianisme triomphât, c'était seulement le signe qu'une obscure conscience de classe avait pénétré dans des multitudes réduites en esclavage. Elles glorifièrent leur humilité impuissante par l'espérance en un empereur des pauvres qui les émanciperait dans une autre vie. Quand vinrent les barbares, cette doctrine, loin de survivre dans sa pureté, dut s'adapter aux institutions sociales des nouveaux venus. On admit que Jésus, sur la terre, avait un représentant qui détenait son fief spirituel, et qui consacrait, par l'onction, le pouvoir temporel nouveau, l'empire germanique et les royautes féodales. Du christianisme vrai, les masses ne gardèrent que la croyance consolatrice de leur servage, celle en l'affranchissement dans l'autre monde. Cette doctrine, qui asseyait fortement le pouvoir féodal et désarmait toute résistance comme condamnée par la constitution éternelle du monde, fut imposée par la guerre et par le bûcher. Elle ne toléra pas d'hérésie.

Pourtant l'hérésie vint, exigeant d'abord la *liberté de conscience*, la *tolérance*, puis allant au ^{xvii}^e siècle jusqu'à concevoir l'univers comme un mécanisme automatique, construit par un horloger transmondain indifférent à la destinée du monde une fois en marche. Que signifie cette hérésie ? Que la bourgeoisie revendiquait déjà le *laissez-faire*, l'absolue concurrence, comme loi de l'État, et sentait déjà poindre en elle la force par laquelle elle évincerait le monarque jusqu'à en faire le spectateur immobile d'une concurrence où il n'aurait plus à intervenir. Mais la bourgeoisie, une fois triomphante, ne trouve pas mauvais, sans doute, qu'il y ait une religion pour le peuple, capable d'entretenir son humilité et à la fois de justifier la domination capitaliste. Elle redevient croyante alors. Elle s'écrie, avec Bowring, en Angleterre : « Jésus-Christ, c'est le *free-trade* ! » En France, le capitalisme voltairien s'allie avec les jeunes catholiques pour arracher au peuple l'instruction primaire laïque[153].

Il est sûr ainsi que de certaines formes de sentimentalité religieuse et morale, de certaines doctrines sociales incessamment reparaissent avec une opiniâtreté séculaire. Est-ce le signe qu'il y réside une « vérité éternelle » ? C'est le signe que des intérêts similaires dominent en des sociétés successives. Toutes les sociétés jusqu'ici ont reposé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Quoi d'étonnant, si elles inventent des idéologies

d'oppression et d'humilité qui se ressemblent ? ou qu'elles empruntent aux classes dirigeantes des sociétés disparues leur doctrine de domination ? Ainsi, la bourgeoisie française d'aujourd'hui imite, dit Marx, le catholicisme des barons féodaux. Mais le prolétariat, en regard, reprend et complète la tradition révolutionnaire de la libre-pensée, jadis bourgeoise. Cette pensée n'est pas encore construite, mais elle s'élabore. C'est le *matérialisme historique*. Il conçoit les lois de l'univers matériel et social moins comme des formules qui en décrivent la constitution intérieure que comme des recettes propres à nous dire par où nous avons prise sur lui, « Il ne s'agit pas de comprendre le monde, mais de le changer.[154] »

52-54. *Les mesures de transition à la république sociale.* — Le changement éminent, par lequel se couronne toute l'évolution technologique, sociale et idéologique, est l'affranchissement du prolétariat.

On en a vu plus haut les premières démarches (§ 32). En supposant arrivée cette période de *révolution en permanence*, où une dictature prolétarienne, officieuse ou officielle, tiendrait en mains le pouvoir législatif et gouvernemental, quelles mesures lui faudrait-il prendre ?

Elle ne peut pas d'emblée réaliser la République sociale. C'est ce qui résultait pour Marx du fait même de la collaboration avec la petite bourgeoisie ; et cette collaboration, pour un temps, sera nécessaire (§ 32). Ce sera le temps où le prolétariat sera *classe dirigeante*, et c'est assez dire qu'il y aura encore des classes adverses, qui, dans leur décadence, opposeront encore une résistance. En ce temps l'État, à qui il appartient d'aplanir les litiges entre les classes hostiles, n'aura pas cessé d'exister ; ses arbitrages seront, comme toujours, favorables à la classe dirigeante. Mais, cette classe étant le prolétariat, la législation portera un caractère marqué de *socialisme d'État*. Elle sera un compromis entre les intérêts de la *petite bourgeoisie*, qui aura résisté la dernière, et les intérêts prolétariens ; « des infractions despotiques au droit de propriété » seront commises, mais elles atteindront surtout le grand capital. Pour en dresser le programme, Marx et Engels s'inspirent, pour une part de la tradition des Bannis et des Justes, pour une autre part de Pecqueur. Ils s'abstiennent d'emprunter aux projets des utopistes les réformes que l'organisation communiste n'avait pas déjà faites siennes. Ils ont plus tard attaché une importance médiocre à ce programme de transition[155]. Il est aisément reconnaissable que les communistes de 1847, qui le leur ont imposé, furent des artisans, voisins, par leurs idées, de la démocratie socialiste, et par leur condition, de la petite bourgeoisie.

Le programme comporte des mesures : A) *juridiques* ; B) *économiques* ; C) *pédagogiques*.

A) Les *mesures juridiques* sont des mesures d'expropriation.

1° *L'expropriation de la propriété foncière, l'affectation de la rente foncière aux dépenses de l'État* ne menace pas, comme on l'a cru, la petite propriété foncière paysanne. Sans doute la tradition babouviste semblait réclamer l'expropriation absolue et immédiate. « Plus de propriétés individuelles des terres ; *la terre n'est à personne !* » s'écriait le *Manifeste des Égaux*[\[156\]](#). Mais il comptait protester ainsi contre l'accaparement nouveau dont s'accompagna la vente des biens nationaux.

Dans le fait, le marxisme ne peut pas exproprier le paysan d'une terre que déjà lui a enlevée l'usure (§ 37). Il ne peut pas affecter à l'État la rente du paysan, puisque la terre paysanne n'a jamais rapporté de rente. « La rente est l'excédent non seulement sur le salaire, mais encore sur le profit industriel. Elle suppose l'amoindrissement du travailleur, réduit au rôle de simple ouvrier salarié, travaillant pour le capitaliste industriel ; l'intervention du capitaliste industriel, exploitant la terre comme toute autre fabrique ; la transformation du propriétaire foncier en usurier vulgaire[\[157\]](#). » La mesure qui est proposée n'a donc trait qu'à la culture industrielle. Elle porte un caractère anglais très net. Elle vise le *landlordisme* exécré des chartistes. Elle traduit cette pensée de la *prise de possession du sol national par le peuple* qui fut leur pensée agraire[\[158\]](#).

Le projet d'« affecter à l'État la rente du sol » est anglais dans sa formule et dans son origine, étant dû à Mill et à Hilditch. Marx y voyait « la franche expression de la haine que le capitaliste industriel voue au propriétaire foncier[\[159\]](#) ». La socialisation de la rente foncière, quoique insuffisante, est une des mesures que le prolétariat peut arracher aux « dissentiments internes de la bourgeoisie ».

2° *L'impôt progressif* n'est pas une revendication prolétarienne. Les économistes, pour la plupart, y adhéraient depuis Adam Smith. Say ne craignait pas de dire que « l'impôt progressif est le seul équitable ». De longue date, il fait partie du système défensif de la petite bourgeoisie contre la grande. Le communisme se bornera à demander « une progression formidable ».

3° *L'abolition de l'héritage*, Weitling l'avait demandée ; et c'est par lui que cette revendication pénétra dans le communisme allemand. Mais comment n'y pas reconnaître la doctrine saint-simonienne et cette haine des saint-simoniens « contre un privilège dont la bourgeoisie ne craint pas de se couvrir, quoique ce soit une parure de son ennemi vaincu, un vestige féodal, la *propriété par droit de naissance* et non par droit de capacité[\[160\]](#) » ?

4° *La confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles* imite une

mesure analogue de la Révolution française. On a vu plus haut que la bourgeoisie est l'institutrice révolutionnaire du prolétariat (§ 32).

B) Le *programme économique* offre un mélange non moins confus.

5° La bourgeoisie capitaliste se divisant en deux fractions hostiles, les *financiers* et les fabricants, il est clair qu'on obtiendra aisément l'alliance des seconds pour l'expropriation des premiers. *La centralisation du crédit par le moyen d'une banque nationale constituée avec les capitaux de l'État avec monopole exclusif*, fut une idée saint-simonienne sur laquelle insista Bazard. Qu'il fallût constituer des capitaux à cette banque, c'est ce qui paraissait évident à Marx et à Engels dans l'état présent de la circulation fiduciaire. Ils s'élèvent d'avance contre la banque du peuple de Proudhon, qui « peut et doit opérer sans capital ». Mais la réserve métallique privée des banques à privilège étant devenue l'arme de la féodalité financière, il fallait, pour mettre un terme à l'agiotage, que cette réserve fût d'État.

6° On a vu l'importance que le marxisme, après Pecqueur, attache aux voies de communication (§ 3, 8). « S'il arrivait, disait le livre des *Intérêts du Commerce*, que des particuliers fussent propriétaires des chemins de fer, ils seraient la grande *maison de roulage* de la contrée que ces lignes traverseraient. » Ils auraient un moyen indirect, mais puissant, de régler les prix de toutes les marchandises et de fixer la valeur du sol dans cette contrée. Il y aurait « monopole flagrant et inféodation certaine [\[161\]](#) ». C'est pourquoi le marxisme reprend l'idée suggérée par Pecqueur en 1838, et qui veut que « les chemins de fer, les canaux, en général les grandes voies de communication, soient envisagées comme des nécessités publiques, qui doivent être accessibles à tous, sans péages ni tarifs ; être exécutées, dirigées, exploitées au nom et pour le compte et par les agents de la chose publique ».

7° Pareille gestion par l'État est applicable à toutes les industries, agricoles et usinières. Le projet des *ateliers nationaux*, esquissé par Fourier et Schuster, enjolivé par Weitling [\[162\]](#), développé par Louis Blanc, est ici repris ; et on l'appliquerait notamment à des industries déjà très centralisées. La pratique qui consiste à tuer la grande industrie privée par la concurrence, en ayant recours à une commandite plus puissante que toute commandite privée, celle de l'État, est naturelle à la petite bourgeoisie. La social-démocratie de la nuance Ledru-Rollin, d'emblée, s'y convertit. On le vit bien, l'année suivante, par les débats de la commission ouvrière du Luxembourg. Le présent article est à la fois une des idées les plus vieilles du communisme allemand et la prévision la plus exacte des prochaines revendications pratiques.

8° Ces ateliers nationaux, il fallait leur assurer des travailleurs. Déjà le *droit au travail* ne suffisait plus à l'ambition communiste. Pour réaliser les « plans d'ensemble » agricoles et industriels, pour en finir aussi avec le régime du profit oisif, il ne semblait pas de trop de recourir à la vieille loi babouviste, admise par la Fédération des *Justes* : « Tout membre de la communauté nationale lui doit le travail de l'agriculture et des arts utiles dont il est capable. La loi détermine la durée journalière des travaux. [163] » La création d'armées industrielles, notamment, est un projet dont Weitling avait fait adopter les termes fouriéristes.

9° Est-ce du fouriérisme encore qu'il faut reconnaître dans le projet *de réunir l'agriculture et le travail industriel* ? Le système fouriériste, ici comme ailleurs, est qualifié d'utopique par le *Manifeste* (§ 72). L'influence de Pecqueur nous semble ici encore probable. N'est-ce pas lui qui annonçait que la nature de plusieurs industries commanderait un jour « le cumul de la ferme et de la manufacture » ; de sorte que le village futur serait « un composé régulier de grandes fermes, d'élégantes fabriques et d'élégantes maisons de ville » [164] ? Inversement « les villes seront un ensemble de *villas* », au lieu d'être « un lieu d'étouffement où il n'existe plus trace de verdure ». Les intérêts d'un village seront dirigés, régis par une vaste comptabilité. Il sera une raison commerciale, industrielle et agricole « réduite à l'unité », de même que les villes seront des fédérations de telles, raisons commerciales. Le domaine éminent de toutes ces industries communales appartenant à l'État, c'en sera fait de l'exploitation de la campagne par les villes. L'agglomération monstrueuse des populations étiolées dans les villes cessera, en même temps que le dur labeur et l'inertie intellectuelle des paysans épars dans le plat pays. Ce sera l'universalisation de la propriété dans l'égalité croissante.

C) Le *programme pédagogique* prépare des hommes pour cette civilisation intégrale à venir. Que l'éducation nouvelle devait être publique et gratuite, les babouvistes déjà l'avaient démontré. La *Société des Droits de l'Homme* avait démontré sans doute que l'enseignement de l'État donnait une éducation de classe, tant que l'État lui-même était aux mains d'une classe dirigeante. Mais cette classe dirigeante, à l'avenir, sera le prolétariat. Il donnera un enseignement qui préparera l'abolition de toute classe. Pour cela, il est nécessaire sans doute qu'il supprime les institutions d'enseignement privé où se réfugierait la propagande rancunière des classes vaincues.

L'enseignement futur sera gratuit à tous les degrés. Il n'est pas admissible qu'à la différence naturelle des aptitudes s'ajoute l'inégalité initiale des moyens de s'instruire. C'est ajouter une différence

intellectuelle grave aux différences de classe, que de parquer très jeunes dans l'atelier les enfants du prolétariat, à qui est refusée ainsi la possibilité de s'assimiler le savoir contemporain, tandis que les enfants de la bourgeoisie, incapables de labeur manuel, se spécialisent dans les travaux de l'esprit. L'homme intégral est cerveau et bras. L'éducation intégrale sera manuelle à la fois et intellectuelle. Elle s'interdira les exercices de luxe propres à induire en erreur la jeunesse sur l'obligation future au travail. Weitling et les *Justes* avaient ici encore atteint au vrai : « Les travaux dans l'armée scolaire seront organisés de telle sorte qu'il en puisse résulter, outre l'instruction de la jeunesse, une utilité matérielle pour la société.[\[165\]](#) »

L'organisation établie par cette triple série de mesures juridiques, économiques et scolaires, n'est pas encore la république sociale. Elle se ressent des luttes anciennes. Le prolétariat, opprimé jadis, se fait dictateur à son tour, et fait peser son pouvoir de classe dirigeante sur les autres classes. C'est une phase encore de l'antagonisme. Mais c'en est la dernière. Les « infractions despotiques » que commet le prolétariat n'ont pas pour objet de « sauvegarder une situation » privilégiée (§ 28). Elles tendent à abolir tous les privilèges, et dès lors tous les antagonismes. Quel sera l'esprit de la société nouvelle ? La propriété n'y sera pas exclusive. La gestion de la production n'y sera pas concentrée dans un petit nombre de mains qui prélèvent sur la majorité un tribut de *force productive* très supérieur à ce qu'ils lui restituent sous forme de salaire. Il n'y aura plus d'oisiveté dorée ni de travaux forcés à l'atelier pendant des jours interminables, sous le fouet des garde-chiourmes industriels. Il n'y aura plus en regard le cynisme exploiteur et la révolte criminelle, l'orgie patronale et la prostitution prolétarienne, les villes instruites et les campagnes ignorantes, les nations cultivées et les nations barbares. À la guerre d'homme à homme, de classe à classe, de nation à nation, succédera l'abolition des nations, des classes et l'*association* des hommes pour une vie où « le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous » : c'est la définition de la république future que, avant de clore sa partie doctrinale, le *Manifeste* a voulu donner.

III

LITTÉRATURE SOCIALISTE ET COMMUNISTE

Le chapitre qui s'ouvre à présent, est de critique pure. Il était juste

qu'après avoir développé de son point de vue de classe l'idéologie du prolétariat, le *Manifeste* expliquât de quelle façon différente les autres classes sociales aperçoivent sa condition. La misère prolétarienne est constatée par toutes, et, toutes ayant des relations avec le prolétariat, expliquée par chacune. Ces classes ne manquent pas d'alléguer, chacune, son intention de contribuer au relèvement des classes laborieuses. Chacune a son *socialisme*. Il est curieux d'étudier, de cette face, la différence des doctrines et des programmes. Mais il y a quatre classes en présence : les *féodaux* et les *petits bourgeois*, classes décadentes ; les *bourgeois capitalistes*, classe triomphante ; le *prolétariat*, classe opprimée, mais ascendante. Il y a donc en présence quatre espèces de socialisme, dont chacun propose pour l'état de choses existant l'interprétation et le remède que comportent les intérêts de la classe qu'il représente. Le prolétariat seul, dans son état ancien de dispersion, n'avait pu compter pour sa défense, avant le communisme moderne, que sur la pitié de quelques penseurs isolés.

Il faut que le prolétariat dise ce qu'il fait sien de ces rêves ; ce qu'il admet de ces explications données par les classes adverses. Le bilan qui en est fait ici nous intéresse d'autant plus qu'il nous éclaire grandement sur les sources du marxisme.

1) Les socialistes réactionnaires

a) Le socialisme féodal

55-58. Qui sont ces féodaux déchus qui se vengent en insultant leurs nouveaux maîtres ? L'attitude politique est comique de ces barons oublieux des méfaits passés de leur propre classe, et qui arborent la besace prolétarienne, tandis que, selon le mot de Heine, l'on aperçoit, quand ils se détournent « les écussons dont leurs chausses se blasonnent par derrière[166] ». Mais leur jugement amer et injurieux fut spirituel souvent et juste. Les noms toutefois manquent. S'agit-il de ces agrariens, dont Wagener était le porte-parole et qui venaient de créer à Cologne cet *Observateur rhénan* spécialement dirigé contre la première *Gazette rhénane*, de Karl Marx ? On le pourrait croire. La *Gazette allemande de Bruxelles*, où écrivaient Marx et Engels, s'en prit souvent à ce socialisme féodal, agrarien, dont la réforme principale était la suppression de quelques impôts de consommation et l'institution d'un impôt de 4% sur le revenu. Hermann Wagener allait jusqu'à dire, bien avant Bismarck, que « le communisme n'avait pas été inventé par les communistes ; qu'il était reconnu dans le *Landrecht* prussien » ; et, d'une alliance de la couronne

avec le prolétariat, il se promettait « un changement complet des conditions sociales, l'abolition de la misère ». C'est à quoi Marx répondait que le peuple ne se souciait pas de ce bon vouloir d'un gouvernement qui lui jetait des aumônes avec des miettes de liberté^[167] ; qu'il avait cure de « relations d'immédiateté » avec le roi, et qu'il saurait conquérir par la force ses libertés autant que sa situation matérielle.

Mais bien que le fond de cet aristocratism socialiste ne se soit montré que trente ans plus tard, l'analyse qu'en fait ici le *Manifeste* est d'une exactitude prophétique. D'avance c'est le portrait de Bismarck qui est ici esquissé : c'est que la classe de ces hobereaux violents et dévots est connue de Marx et d'Engels à merveille. Ainsi, Bismarck, en 1847, prononçait des discours qui atteignaient au cœur l'industrialisme, parlait de « raser du sol les grandes villes », réclamait le retour aux corporations. En son privé cependant, il pratiquait comme un autre l'« âpre trafic des betteraves, de l'eau-de-vie », du papier. Il ne lui manquait, pour achever son socialisme féodal, que de « s'associer aux pires mesures de violence contre la classe ouvrière » (§ 57). Ce temps devait venir, quand il fut le maître.

Le *Manifeste* cependant ne désigne pas nominativement ce féodalisme allemand. Il ne se gausse expressément que « de quelques légitimistes français et de la jeune Angleterre » (§ 56). À coup sûr, ils ne prêtent pas à rire à un égal degré. Le mouvement a eu ses grotesques ; le duc de Valentinois fut risible avec son projet d'extirper la mendicité dans les villages. Mais, de Morogues, Huerne de Pommeuse, pour vain que fût leur projet de *colonies agricoles*, où ils comptaient caserner l'armée des sans-travail, ne sont pas indignes de considération. Louis Rousseau et de Villeneuve-Bargemont mériteraient toute une étude.

La *Jeune Angleterre*, dont Engels a nommé ailleurs les chefs, ne saurait prêter à moquerie, quand elle est représentée par Disraëli, Borthwick, Ferrand, lord John Manners, lord Ashley. Il est sûrement chimérique de vouloir nous ramener, comme le veulent ces hommes au *merry England* médiéval. « Mais, n'est-ce rien que le courage de reconnaître l'infamie de l'état présent, et de se révolter contre cette infamie^[168] ? » N'est-ce pas lord Ashley qui, par ses discours, emplis d'une indignation candide contre les abus de l'industrialisme, fit passer le *bill* de dix heures, le bill sur la limitation du travail des enfants ? Ce sont là des services rendus à la cause prolétarienne que le marxisme ne saurait méconnaître (§ 23).

Avant tout, il se souviendra de Thomas Carlyle, le représentant vrai de ce torysme social, le prédicateur ardent dont Engels a tant de fois utilisé le livre sur le *Chartisme* (1840), et cette comparaison du *Présent et du Passé*

(1843) dont il tira un de ses premiers articles dans les *Annales franco-allemandes*. Il en avait su estimer la honte tout humaine la langue prophétique. Cette misère d'un prolétariat innombrable, ses loques, sa dégradation ricanante, sa vie « dans un enfer bouillonnant de fumier, de vitriol, de poussière de coton, de clameurs d'ivrognes, de fureur et de torture » ; les convulsions aussi du commerce, la piraterie industrielle, la dissolution des anciennes croyances, des relations patriarcales, et, pour comble, le mécontentement farouche de la classe opprimée, sa rébellion en de sauvages soubresauts[169], combien de fois Engels n'en avait-il pas emprunté le tableau à Carlyle ? La révolution de 1848 a jeté Carlyle dans la réaction, l'a fait complice de tous ceux qu'il avait stigmatisés auparavant. Mais ce stigmate est si profond, qu'il reste.

b) *Le socialisme des petits bourgeois*

59-61. La petite bourgeoisie a, elle aussi, ses théoriciens, et le communisme peut d'autant mieux tirer parti de leurs œuvres que tout leur effort critique consiste à décrire la chute tragique de l'artisanerie ancienne, de la petite culture et du petit commerce. Cette prolétarianisation des menues industries au profit de la grande ne sera-ce pas un des arguments principaux du communisme ? Et le *Manifeste* ne le méconnaît point : le socialisme petit-bourgeois a démontré « d'une façon irréfutable » : 1° les effets destructeurs du machinisme et de la division du travail ; 2° la concentration des capitaux et des terres ; 3° le mécanisme de la surproduction et des crises ; 4° la ruine nécessaire des petits bourgeois et des paysans ; 5° la misère du prolétariat ; 6° la guerre industrielle entre nations ; 7° la dissolution des coutumes anciennes, des rapports de famille, des nationalités d'autrefois (§ 60).

Ce mérite est étendu. Il est d'une étendue telle qu'il ne peut appartenir au seul Sismondi, désigné par le *Manifeste* comme le « chef de cette littérature »[170]. Nous croyons qu'il ressort nettement de notre commentaire que l'influence de Sismondi fut profonde sur Engels principalement (§ 4, 11, 14, 15). Et pourquoi ne lui aurait-il pas emprunté ce qu'il juge « irréfutable » : sa théorie de l'influence des machines, pernicieuse dans l'organisation sociale présente, sa théorie de la surproduction et des crises ?

Mais Sismondi n'est que le « chef » d'une littérature abondante qu'il inspire. Son disciple Buret est tout d'abord à citer, dont le livre sur la *Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre* (1842) fournit à Engels la méthode même de sa propre monographie, et dont les formules coïncident si souvent avec les siennes, touchant la guerre sourde de

l'atelier moderne et la dureté du patronat (§ 4), la concurrence du travailleur et de la machine (§ 17), la théorie du travail marchandise (§ 17), la substitution de la femme et de l'enfant à l'ouvrier mâle et adulte (§ 17).

Et croit-on que Marx ait ignoré le tableau que fait Vidal du travailleur « annexe de la machine » (§ 15), de la machine extirpeuse d'hommes, qui réduit en esclavage l'enfant et jette la femme dans la prostitution (§ 48) ? C'est Marx lui-même qui parla du livre de la *Répartition des richesses* comme d'un livre connu et qui fit de François Vidal « le représentant qualifié de la petite bourgeoisie socialiste » aux élections parisiennes de 1850[171].

Pourtant, ni la théorie de la concentration des capitaux et des terres, ni celle surtout de la guerre commerciale entre les nations, et de ce cosmopolitisme bourgeois qui, en imposant à tous les peuples les formes de la production bourgeoise, travaille aussi, à son insu, à l'effacement des nationalités anciennes, ne peuvent être ou de Sismondi ou de Buret ou de Vidal. C'est à un autre que songe ici Marx. Il n'avait pas en 1847 l'importance que lui vaudra l'étude toujours plus attentive qu'il faudra lui consacrer. Nous croyons avoir démontré par des rapprochements de textes nombreux que Marx l'a connu[172]. Juge-t-on vraisemblable que Pecqueur, tant de fois cité et discuté dans les *Contradictions économiques*, ait passé inaperçu de Marx quand il écrivit l'*Anti-Proudhon* ? N'est-il pas probable qu'il s'est reporté au texte ?

Pourquoi donc ne l'avoir point cité ? Parce qu'on cite les « chefs », et, croyons-nous, parce que le nom de Pecqueur soulevait une grave querelle intestine parmi les communistes : celle de la durée probable de la petite bourgeoisie. Une remarque ingénieuse du *Manifeste*, et qui ne peut être que de Marx, souligne qu'à côté de l'ancienne artisanerie et de la petite culture paysanne qui « végètent » et s'ont condamnées à la ruine, une petite bourgeoisie nouvelle « se reforme sans cesse ». Il n'est donc, pas vrai que la petite bourgeoisie doive disparaître comme classe de sitôt. Les « individus » de cette classe se prolétarisent par des catastrophes continuelles. Ils sont remplacés par d'autres ; et ainsi cette petite bourgeoisie, appendice de la grande, ne disparaîtra qu'à une échéance lointaine. Mais le seul Pecqueur, comme l'a remarqué George Sorel, avait ainsi osé affirmer que « la classe moyenne n'est point à vrai dire une classe : elle est une lice, un concours pour tous »[173]. Incessamment, des prolétaires du dehors y entrent, de petits industriels et des paysans en sortent vaincus. Lentement, la défaite de ces athlètes médiocrement armés sera générale. Présentement, ils sont le nombre. « La puissance politique active dans chaque nation européenne leur sera probablement dévolue, en

grande partie, à l'avenir[174]. » Nous avons vu que Marx pensait ainsi. La notion même de la Révolution sociale s'en trouve changée (§ 32, 54).

Ce n'est pas à Pecqueur que s'appliquent les dures critiques qui terminent ce chapitre. Elles n'atteignent même pas en entier Sismondi. Sans doute, il croyait à la durée possible de la petite culture. Il proposait le lotissement des communaux d'Angleterre en petites fermes. Mais il estimait que seuls les « défenseurs des anciens abus » songent à rétablir les jurandes[175]. Il songeait seulement à reconstituer pour l'ouvrier une protection analogue à celle que les jurandes lui accordaient. Il demandait que les chefs de métier et les patrons agricoles fussent formés en sociétés d'assurance obligatoire, chargées de subvenir aux besoins de leurs ouvriers en cas de chômage ou de détresse[176]. Le maître antique ou féodal savait qu'il avait à subvenir à l'entretien de ses serfs et de ses esclaves. N'est-il pas légitime que le patron moderne prenne à sa charge toute la subsistance de ses travailleurs ? La pensée de la législation d'assurance moderne n'a point d'autre fondement. Si elle est due à Sismondi, on ne peut pas dire que son école ait fini « dans le marasme » (§ 61)

c) *Le socialisme allemand ou socialisme « vrai »*

62-66. Le communisme est une « rupture radicale avec les idées traditionnelles » (§ 51). Mais il est, avant tout, chez Marx et Engels, une rupture avec leur propre passé. Ils étaient venus en France, en 1843, avec ce groupe de littérateurs réunis autour d'Arnold Ruge et dont la préoccupation fut de sceller l'« alliance intellectuelle de la France et de l'Allemagne ». Armés d'Hegel, de Feuerbaeh et de la plus récente critique religieuse allemande, ils estimèrent que l'Allemagne représentait la *pensée* émancipatrice du monde, tandis que la France, vouée aux révolutions et aux guerres, en représentait l'affranchissement *pratique*. Ils crurent nécessaire d'unir la pensée et l'acte, d'éclairer l'activité française par la critique allemande, de rendre efficace la pensée germanique par l'apprentissage de l'énergie prolétarienne française. Dans cette alliance, nul doute que l'Allemagne, en qui résidait la conscience claire d'une pensée critique, ne fût directrice. Marx et Engels eux-mêmes furent de ce groupe. Avec eux, Moses Hess, Karl Grün, Otto Lüning, Püttmann, Hermann Kriege. Chacun d'eux dirigeait pour le moins une revue. Mais tous écrivaient dans celles de tous les autres[177].

Quelques-uns, plus instruits des choses anglaises, estimaient sans doute que l'Angleterre apportait sa part d'expérience économique dans cette œuvre d'affranchissement. Ils en venaient alors, comme Hess, à concevoir l'Europe comme une *triarchie* franco-anglo-allemande. Mais, dans ce trio,

l'Allemagne était « le peuple le plus universel, le plus européen[178] ». Le *Manifeste*, qui reproche à ces doctrinaires de tenir « le philistin allemand pour l'homme normal » (§ 66), les atteint d'un coup direct ; et Marx a fait d'autant plus sévère cette appréciation qu'elle enferme un remords et une part d'autocritique sur laquelle il ne faut pas se méprendre.

Marx avait, lui aussi, dans les lettres à Ruge (1843) voulu chercher « une conciliation entre le socialisme et l'idéologie, entre la *réalité de l'être humain* et son *existence théorique* ». Il parlait le jargon feuerbachien, quand il affirmait que « les formes sacrées de l'*aliénation* de la personne humaine étant abolies, il fallait démasquer les formes profanes de l'*aliénation* de cette même personne », à la critique du ciel substituer la critique de la terre, à la critique de la religion celle du droit, à la critique de la théologie celle de la politique. Quand on fait remonter le marxisme à Hegel et à Feuerbach, il ne faut pas oublier que Marx a répudié lui-même l'application à des choses sociales de la méthode hégélienne et feuerbachienne. Moses Hess, Karl Grün et Hermann Kriege y persistèrent trop longtemps. Non pas qu'il n'y eût parfois chez eux une perception sentimentalement juste d'une réalité qu'ils étaient incapables d'expliquer. Grün ne manquait pas d'une formule exacte de la lutte de classe (§ 2). Hess offrait sur les causes de la concentration des richesses, sur la prolétarianisation croissante des masses, sur les crises économiques et sur le cataclysme prolétarien nécessaire des doctrines dont l'exacte coïncidence avec les thèses marxistes a été remarquée avec justesse[179]. Mais ces formules étaient d'emprunt. Elles venaient des socialistes français.

L'inconvénient eût été petit si ces théoriciens eussent remarqué que ces formules résultaient, dans le socialisme français, d'une observation concrète de l'état social, traduisaient une souffrance vraie. L'Allemagne, moins industrialisée alors que la France, était-elle un champ clos pour les mêmes luttes et connaissait-elle les mêmes souffrances ? C'est la question, avant toute autre, litigieuse dans le *Manifeste*.

De certains passages (§ 77) semblent dire que l'Allemagne a une bourgeoisie révolutionnaire et qu'elle connaît déjà un prolétariat. Mais alors comment ce mouvement prolétarien n'a-t-il pas encore trouvé son expression littéraire ? Le rédacteur du présent chapitre, qui doit être Marx, semble professer, au contraire, qu'il n'y a pas lieu de dénoncer le capitalisme allemand à peine naissant, ni possibilité de conduire à la bataille un prolétariat qui n'existe pas encore. Ces déclamations furieuses lui semblent des copies vaines et théâtrales. L'instinct d'imitation, fléau de la littérature allemande, se retrouvait là. Ainsi Kant et ses successeurs au XVIII^e siècle avaient reconstruit, comme postulats d'une « raison pratique »

tout abstraite, ces *droits de l'homme* où la bourgeoisie française avait formulé sa volonté concrète et intéressée de classe résolue et capable de s'affranchir.

Le même orgueil national à nouveau s'emparait de la « nation des penseurs ». Ayant enveloppé de jargon philosophique leurs formules d'emprunt, ils affectaient des airs de supériorité. Proudhon avait démontré la force d'exploitation que recèle le fonctionnement de la circulation monétaire. Hess se croit bien plus avancé quand il appelle l'argent le « sang social aliéné, la *valeur humaine* exprimée en chiffres, la sueur des misérables qui portent leur propre force vitale sur le marché ». Les socialistes français avaient parlé de la lutte contre l'État de classe, l'Église de classe. Hess, envisageant l'existence sociale de l'homme comme son essence, et sa pensée religieuse comme la notion qu'il en a, se croira profond en appelant l'État et l'Église l'*essence de l'homme* aliénée contre laquelle les individus entrent en lutte[180]. Grün s'enorgueillit de dépasser Proudhon en annonçant un temps où il n'y aura plus de lois, parce que l'« homme aura réabsorbé la loi », un régime de pure autonomie de l'homme social, où « sera abolie toute *aliénation de soi* ».

Le poète Heine venait à la rescousse, déclarant : « Cette grande parole de Saint-Just : « Le pain est le droit du peuple », nous la traduisons : le pain *est le droit divin de l'homme*. — Nous ne combattons pas pour les droits humains des peuples, mais pour les *droits divins de l'humanité*. » Des rêves merveilleux s'édifiaient dans ce langage grandiloquent. Grün voyait venir le temps où la consommation serait la seule règle de la production, où des enfants de quinze ans, en habits de fête, dirigeraient les machines par jeu et suffiraient ainsi à toutes les besognes. Heine prétendait fonder une « république de dieux terrestres qui vivraient de nectar et d'ambrosie dans les parfums voluptueux, parmi les danses de nymphes ». Hermann Kriege, dans la *Volkstribüne* de New-York, prêchait un royaume de béatitude amoureuse[181], où les femmes seraient à la fois « des prêtresses d'amour » et des émancipatrices sociales.

Marx et Engels, dans une circulaire lancée de Bruxelles le 11 mai 1846, et que signèrent avec eux Gigot, Heilberg, Seiler, Wilhelm Wolf, Westphalen, avaient déjà combattu cette « puérilité pompeuse », démoralisante et compromettante pour le communisme. Ils avaient critiqué Grün dans des articles sévères insérés au *Westphälisches Dampfboot* de Lünig (août et septembre 1847)[182].

Avant tout, en ce temps, ils critiquaient la mièvrerie énervante de Kriege, cette religion d'amour si débile qu'en « dix-huit siècles elle n'a pas créé une œuvre ». Ils reprochaient à Grün son défaut de méthode, et la

prétention ignorante de ses expédients qui se réduisaient à « appliquer Feuerbach à la science sociale ». Dans cette théorie, l'essence de l'homme étant définie abstraitement, toute critique et toute réforme sont aisées, puisqu'il suffit de revendiquer pour tous les hommes une existence « vraiment humaine ». On oublie que « le pain se produit aujourd'hui dans des moulins à vapeur, qu'avant nous il se produisait dans des moulins à vent et à eau, et, plus anciennement encore, par des meules à bras ; et ces modes de production différents ne dépendent pas seulement de la façon dont le pain se mange ». Ces critiques à la fois contre la « sentimentalité enfiévrée et tendre » (§ 66) et contre la méthode vicieuse de cette philosophie (§ 63), le *Manifeste* les reproduit. Mais il y joint un reproche plus grave : celui de complicité avec la réaction.

Déjà chez Kriege il avait fallu flétrir l'hypocrisie avec laquelle il avait annoncé une révolution toute pacifique, « promettant aux usuriers de leur laisser tout ce qu'ils ont », et aux philistins « de ne pas troubler le charme intime de la vie de famille, du *home* ». Mais Grün aussi devenait dangereux par sa prédication « contre le constitutionnalisme, » toute liberté politique aboutissant à une coalition de possédants contre les non possédants, à la conspiration d'une minorité astucieuse contre la majorité inculte » ; en sorte que nulle réforme de l'État ne peut être utile. Hess, dans l'article de tête de sa revue, déclarait qu'il avait pour « tous les efforts de politique libérale, non seulement de l'indifférence, mais du dégoût[183] ». Les pays démocratiques avaient-ils moins de misère intellectuelle, morale et matérielle que les pays autocratiques ? « Le monarque de la Prusse a-t-il moins de cœur pour la misère des classes pauvres, que la Chambre des députés française ? » Et il dénonçait comme les causes vraies de la misère « la concurrence libre, l'industrie privée, l'absence d'une organisation du travail ».

Ces théoriciens aveuglés faisaient ainsi les affaires de l'absolutisme et de la féodalité. Leur critique de la bourgeoisie permettait de refuser au peuple le peu de libertés que la bourgeoisie exige, à tout le moins pour assurer le fonctionnement du capitalisme. Soit qu'il fallut attendre ces libertés de la croissance spontanée du capitalisme en Allemagne, soit qu'on voulût tenter la révolution prolétarienne, d'accord avec la petite bourgeoisie (§ 32), sans passer par le régime français des gouvernements « financiers, boursicotiers et exploiters », ce n'était pas le moment de compromettre par des surenchères dédaigneuses les libertés qu'on n'avait même pas encore su acquérir. C'est pourquoi Marx et Engels condamnent avec une particulière énergie la littérature « malpropre » de ceux qui avaient été jusque-là leurs collaborateurs.

2) Le socialisme conservateur ou bourgeois

Voici une autre sorte, et plus comique de « socialistes » : ce sont ceux qui veulent abolir la misère sans abolir l'exploitation d'où elle vient et la concurrence qui l'aigüise, abolir le prolétariat sans toucher aux intérêts de la bourgeoisie. Marx souvent s'était diverti à les classer[184].

Il serait trop long d'énumérer les *économistes*. Blasés et romantiques dans l'école de Ricardo, optimistes dans l'école de Say, ils sont indifférents dans toutes les écoles. Le fatalisme byronien des premiers console les ouvriers en prophétisant à leurs patrons des catastrophes pires que la misère ouvrière. La béatitude souriante des autres fait patienter le prolétariat par l'annonce d'une finale « harmonie des intérêts ». Les uns et les autres se disent impuissants à changer la marche des choses.

Mais il a les *humanitaires*. Faut-il entendre par là l'école de Pierre Leroux ? C'est une injustice que nous n'attribuerons pas à Marx. On peut conjecturer qu'il classe Leroux dans les sectes groupées autour de Saint-Simon. Plus probablement il veut désigner ici ces économistes apitoyés, dont Proudhon avait déjà discuté les palliatifs ; et Marx, dans le *Manifeste*, comme dans l'*Anti-Proudhon*, ne fait que lui emprunter sa discussion[185].

Ils constatent avec douleur la détresse prolétarienne ; ils l'attribuent, avec Michel Chevalier, à l'« insuffisance des produits », ou, avec Rossi, « à la disproportion de la population et du capital circulant », à « la concurrence exagérée » qui amène la formation d'une aristocratie financière autant que territoriale et la déroute de la petite propriété. Mais est-ce un remède que de frapper les *abus* de la concurrence quand on n'en proscriit pas le principe ? L'État doit-il, comme le veut Rossi, réglementer le travail « lorsque le danger est trop grand et les garanties insuffisantes » ? Mais ce danger n'est-il pas toujours le même, cette garantie toujours nulle ? Proudhon, du moins, l'avait dit. Ou bien, avec Dunoyer, faut-il attribuer les effets pernicieux de la concurrence précisément à ce qu'elle rencontre encore des obstacles, des monopoles qui la faussent ? Ne faudrait-il pas l'universaliser au contraire, ou bien, lui laissant libre jeu jusqu'au moment où des inconvénients apparaissent, n'y a-t-il pas lieu alors de la limiter ? « Il faut *distinguer* la théorie de la pratique, disait Dunoyer[186] ». Quels autres peut viser Marx, quand il parle de ces humanitaires dont toute la théorie « repose sur des distinctions interminables entre la théorie et la pratique[187] » ? N'est-ce pas eux qui proclament que les lois de l'économie doivent être appliquées, mais jusqu'à la limite où elles enfreindraient la morale ? Et les menues

panacées : « développer l’instruction professionnelle », comme le voulait Chevalier ; « développer la passion du bien-être », comme le recommandait Rossi ; signaler surtout, avec Rossi encore et Dunoyer, l’« imprudence matrimoniale » des ouvriers, où en trouverait-on un plus grand nombre que dans leurs écrits.

Les *philanthropes*, évidemment, s’enhardissent davantage. « Ils veulent faire de tous les hommes des bourgeois. » Il y a l’économiste Blanqui, avec son système de participation aux bénéfices ; Léon Faucher qui, pour remédier au chômage en masse engendré par l’introduction des machines, stipule une indemnité d’État pour les travailleurs évincés, alléguant que « le travail est une propriété tout aussi légitime qu’un champ ou une maison, dont il paraît illégitime qu’on vous exproprie sans dédommagement[188] ». Ces tentatives pour concilier des antagonismes sont hypocrites ou aveugles, pour les marxistes. L’antagonisme ne se résout que par la bataille ouverte et par la défaite d’un des adversaires.

Si Proudhon avait dénoncé comme impraticables les intentions généreuses de ces théoriciens, comment le *Manifeste* cependant le classe-t-il à leur suite ? Comment l’élève de Karl Grün et celui que Marx, à toutes les pages du livre où il le réfute, traite de « petit bourgeois[189] », est-il rangé parmi les tenants du grand capitalisme. Est-ce pour sa haine de quelques formules communistes mal comprises de lui (§ 46) ? pour son irrévérence envers Cabet, dont il aurait dû respecter la sincérité prolétarienne ? pour son respect de la science officielle[190] ? Marx entend-il lui reprocher cette transformation singulière par où sa déduction du capitalisme était devenue une apologie des capitalistes, comme « sa construction historique du coup d’État se transforma en apologie de Bonaparte[191] » ? Il est sûr qu’il y a chez Proudhon d’irritantes formules. Ne déclare-t-il pas que « par le seul fait de sa génération logique, le monopole est justifié ». Mais il ne faut pas oublier que toutes ces nécessités, dont il dit la série cruelle et qu’il justifie avec une ironie satanique, aboutissaient pour lui à une nécessité ultime, « au fait triomphateur qui doit établir le règne du travail à jamais ». Déjà il est douteux que l’on puisse traiter d’« épicier » l’homme qui a projeté, par des moyens contestables, mais le premier, une socialisation intégrale de l’échange. Mais il y a injustice sûrement à faire de lui un défenseur du capitalisme triomphant.

68. Aussi bien y a-t-il une autre sorte de théoriciens bourgeois, à l’objectivité robuste desquels le marxisme doit beaucoup. Avant tout il est redevable aux théoriciens du libre échange et de la protection, et à ces derniers plus qu’aux premiers. Quiconque a lu le premier article de Marx

sur la *Philosophie hégélienne du droit* (1843) en conviendra aisément. « Le problème capital des temps modernes, y était-il dit, est celui des rapports de l'industrie, du monde de la richesse, avec le monde politique. » Mais sous quelle forme ce problème, qui est celui de l'existence même d'un capitalisme dirigeant, commençait-il à préoccuper les Allemands ? Par un litige sur les droits protecteurs, le tarif prohibitif, la création de la nationalité économique. Le patriotisme passa dans le coton et dans le fer. Par lui, le monopole industriel essaya de se constituer à l'intérieur. Croit-on que Marx ne fut pas très attentif à ce mouvement, et à Frédéric List son théoricien, comme il fut attentif plus tard au mouvement libre-échangiste inverse et à ses combattants ?

Nous affirmons que Marx a été saisi fortement par la pensée démocratique et ploutocratique de l'américanisme nouveau, qui revenait d'outre-mer avec Frédéric List. Le nationalisme économique avait apporté des notions singulièrement neuves sur la genèse des *forces productives* et des modes de production ; et il entendait par là non seulement les ressources matérielles, les minerais, l'outillage, mais les liens matériels et immatériels juridiques et politiques, par où nous sommes liés à nos semblables ; l'énergie et la moralité. Aucune doctrine, ni même celle de Pecqueur, n'a contribué davantage à fixer chez Marx la théorie du *Productions verhaeltniss*, de ce système de relations sociales complexes qui fait solidaire toute une civilisation du mode de production dont elle use.

Il est vrai que la bourgeoisie trouvait son compte à cet historisme en apparence tout objectif, de List. Il était vain, dans ce système, de vouloir relever la condition des ouvriers autrement que par des améliorations matérielles, dont bénéficiait la société entière, y compris la bourgeoisie. Philosophie qui rejoint ainsi la doctrine de l'« harmonie des intérêts », chère aux libre-échangistes. On voit donc que les mêmes mesures sont condamnées comme révolutionnaires ou glorifiées comme philanthropiques, selon que les classes dirigeantes y trouvent intérêt ou inconvénient. Socialisme dangereux que la suppression des tarifs protecteurs, — si les fabricants ou les agriculteurs trop faibles se sentent menacés par la concurrence étrangère. Socialisme salubre que le *free-trade* au contraire, — si l'industrie a besoin de blé à bon marché ou si elle se sent assez forte pour écraser l'étranger sous sa concurrence[\[192\]](#). La réflexion sardonique du *Manifeste*, se justifie. La prévention infatuée de la bourgeoisie qui de tout temps a affirmé la solidarité du capital et du travail, irait jusqu'à dire qu'il y a des patrons... dans l'intérêt du travailleur[\[193\]](#)

3) Le socialisme et le communisme critico-utopique

Il reste donc ces doctrines où le prolétariat, incomplet en son développement, mal éclairé sur ses intérêts propres, et mal guidé par des hommes qui n'étaient pas toujours qualifiés pour parler en son nom, trouve néanmoins sa défense, la moins imparfaite, il en faut distinguer deux catégories : 1° les doctrines dont le *Manifeste* « ne parlera pas » ; 2° celles dont il parle pour les rejeter.

69-70. Le babouvisme. — C'est un point, croyons-nous, controversable que de savoir pourquoi le *Manifeste* ne veut pas parler du babouvisme. Faut-il penser, avec Édouard Bernstein, que seule la doctrine de Babeuf échappe à la critique marxiste ? Mais il nous paraît certain que Babeuf, s'il n'est pas analysé dans le *Manifeste*, y est apprécié nettement. Les mots sur cette littérature « nécessairement réactionnaire » qui accompagne les premiers mouvements d'un parti prolétarien jeune encore, qui peuvent-ils désigner, si ce n'est Babeuf ?[\[194\]](#). N'est-ce pas Babeuf qui interdisait qu'aucun membre de sa communauté possédât « autre chose que ce que la loi lui donne par la tradition réelle du magistrat » ? Et que donnait-elle ? « Un logement sain ; des habillements de travail et de repos, de fil ou de laine ; le blanchissage, l'éclairage et le chauffage ; une quantité suffisante d'aliments en pain, viande et autres objets dont la réunion constitue une *médiocre et frugale aisance*. » N'est-ce pas là cet « ascétisme universel et cet égalitarisme grossier » dont parle le *Manifeste* (§ 70) ?

Pourtant ce sont là des manifestations issues directement « des grandes révolutions modernes », et qui exprimèrent les premières revendications prolétariennes. Elles les ont dites dans un balbutiement informe. Marx et Engels ne commettent pas l'imprudence de le nier. Il y a pis que de l'utopie dans le babouvisme ; il y a de la « réaction ». Mais il a cela de respectable qu'il est né dans le contact direct et avec la collaboration du peuple. La méthode de travail des babouvistes fut une délibération constante dans les groupes et dans les comités ; la propagande se faisait par *manifestes* collectifs. C'est cette tradition, pieusement transmise par Buonarroti, que recueillirent les sociétés révolutionnaires françaises dont les Bannis et les Justes avaient été les affiliés. Cette méthode donne des résultats en rapport avec la maturité politique du prolétariat qui en use. C'est pourquoi le prolétariat, s'il veut s'émanciper par lui-même, ne s'émancipera que par elle.

71-74. Les utopistes. — Il y a, au contraire, des « révolutionnaires authentiques » (§ 74), parmi les fondateurs de systèmes utopiques. Mais c'est leur méthode qu'il faut condamner. Des penseurs bourgeois, froissés

dans leur sens moral par le spectacle sanglant de la lutte des classes, imaginent, dans leur fève isolé ou dans les discussions des cénacles, des projets de pacification. Ils descendent avec une attitude de prêtres débordants de charité dans la clameur des batailles sociales, prétendent y mettre fin par la persuasion seule, apportent, tout rédigés, les traités de paix savamment élaborés et les projets de cités futures où seront évitées toutes les possibilités de conflit[195].

Si impartiaux et si « au-dessus des antagonismes de classes » qu'ils pensent être, leur origine bourgeoise ou aristocratique se décèle pourtant. À coup sûr, leur pensée est désintéressée. Ils penseront, avec les saint-simoniens, qu'« il ne peut y avoir de révolutions durables, légitimes... que celles qui améliorent le sort de la classe nombreuse » ; et ils en méditent une dernière : « c'est celle qui mettra fin complètement et sous toutes les formes à l'exploitation de l'homme par l'homme[196] ». Le *Manifeste* rend justice à cette candeur de désintéressement (§ 72). Il leur reproche une prévention triple.

1° Ils croient à la nécessité d'une élite intellectuelle chargée de penser pour le peuple. Saint-Simon voulait qu'en face des *producteurs* il existât une classe de *savants* hiérarchisés et chargés de parfaire les sciences tout en éclairant les pratiques industrielles. Au-dessus des savants et des producteurs, il plaçait une *prêtrise*, initiée par le sentiment à l'unité profonde de la vie de l'univers, et qualifiée par là « pour mettre en *harmonie*, pour *coordonner* et pour *lier* les efforts » qui se font séparément dans l'industrie et dans le savoir[197]. On conserve ainsi, avec la division du travail des sociétés anciennes, le privilège qu'elle engendre et la force d'oppression des privilégiés. Mais il n'y aura plus dans la société nouvelle, comme l'avait déjà dit Engels dans son article sur Carlyle[198], cette antithèse entre les aristocrates de la pensée et une plèbe imbécile pour la misère de laquelle philanthropiquement les premiers inventent des remèdes. Cette synthèse de la théorie et de la science, annoncée par le saint-simonisme, à coup sûr s'édifiera. Le *matérialisme historique*, n'a pas d'autre objet que de la constituer, mais ce n'est pas un prêtre initié qui la construira, c'est l'ensemble des travailleurs qui, incessamment, par son effort industriel et idéologique, l'élabore. Le prêtre de Saint-Simon est remplacé par le prolétariat.

2° Les utopistes, puisqu'ils croient à la vertu des idées, croient ces idées capables de convaincre les classes dirigeantes, fussent-elles, contraires à leurs intérêts. Ils font appel aux classes dirigeantes pour réaliser leur système. Les saint-simoniens flattent leur ambition par le plan d'une hiérarchie somptueuse ou leurs « capacités » trouveraient un emploi

rémunère selon leurs œuvres. Fourier les prend par leur lâcheté en exposant un plan de répartition qui, faisant une part équitable au capital, au travail et au talent, mettrait fin à toute guerre sociale. Tous font de la propagande dans les salons, soumettent comme Owen leurs projets aux congrès des princes, sacrifient parfois une grosse fortune personnelle, ou attendent, comme Fourier, au Palais-Royal, le capitaliste qui fournira le million destiné à l'essai de la panacée. Cet essai, ils le veulent isolé, fait en petit. Ils comptent qu'ainsi il sera moins effrayant et plus persuasif. Ils commencent par réaliser la famille nouvelle, comme les saint-simoniens à Montmartre, ou la coopérative idéale nouvelle, la *home-colony* avec introduction du *bon de travail*, comme Owen à New-Lanark. Ils ne voient point que c'est l'ensemble des relations sociales qui est à changer, dans la production, dans l'échange, dans le droit, dans la famille et dans l'État ; et les relations nouvelles partielles, si elles viennent à se nouer, sont viciées nécessairement dans le milieu où persistent les relations anciennes. Mais avant tout il est vain de demander au capital l'émancipation des travailleurs, puisque c'est l'exploitation des travailleurs qui maintient le capitalisme. Il est contraire à une vue réelle des choses d'espérer cette émancipation sans lutte, puisque l'antagonisme, étant une fois créé, ne peut finir que par la consommation de la lutte, et non par une pacification factice à laquelle ne consentirait jamais le plus fort[199].

Faut-il dire que tout dans ces systèmes utopiques soit à rejeter ? Ce serait faire injustice à la force d'imagination et de sentiment avec laquelle les utopistes ont su, quoique bourgeois d'origine la plupart, se placer dans la condition du prolétariat. La partie descriptive, critique et émotionnelle de leur œuvre, comme chez les petits bourgeois et les féodaux socialistes, est, pour l'ordinaire, des plus exactes. « Ils ont amoncelé des matériaux merveilleusement propres à éclairer les ouvriers. » Le marxisme fait l'aveu de ce qu'il doit, dans sa partie critique, aux utopistes. Nous avons souvent relevé des traces de saint-simonisme dans sa façon d'envisager la lutte des classes, la genèse des classes dirigeantes, l'exploitation de l'homme par l'homme. Bazard est ici la source constante du *Manifeste*[200].

On ne peut pas nier que, à l'époque où le prolétariat dispersé n'a de lui-même qu'une conscience diffuse, l'utopie ne soit une sorte de conscience que lui prête, malgré elle, la bourgeoisie. À ce qui devrait être l'œuvre collective de la conscience de classe, l'adaptation meilleure aux conditions sociales, la transformation de ces conditions par l'effort collectif de l'action de classe, les utopistes imaginent suppléer par la pensée solitaire et par l'action isolée, nécessairement pacifique. L'œuvre est deux fois vaine, puisqu'elle est prématurée et qu'elle ne dispose pas des ressources

d'intelligence et d'action qu'il lui faudrait. La conscience de classe s'éveille par le développement même des conditions de la production ; et avec elle l'action de classe se révèle possible. Alors c'en est fait des utopistes.

La partie caduque de leur œuvre est donc avant tout le programme, pratique. La hiérarchie industrielle, savante et théocratique, l'État saint-simonien, la famille saint-simonienne ; le phalanstère de Fourier, rural à la fois et industriel ; la *home-colony* d'Owen, quelle en est la signification ? Qu'il faut faire disparaître l'antagonisme des classes (§ 73). Mais cela, le prolétariat le sait par ailleurs. Les moyens d'abolir cet antagonisme, il les découvre toutefois quotidiennement par l'action industrielle et politique.

Le danger de l'utopie n'est pas qu'elle soit périssable, mais qu'elle s'obstine. Après la disparition des maîtres, qui ont élaborée l'émancipation prolétarienne un premier idéal chimérique, les disciples ne manquent jamais de former des sectes réactionnaires. Ils reproduisent, en les exagérant, les défauts des fondateurs.

1° Il est excusable chez Saint-Simon, chez Fourier, etc., qu'ils aient cru en la mission des penseurs : car ils se sentaient seuls. L'enthousiasme des disciples est puéril qui s'écrie : « L'homme divin se manifeste !... Saint-Simon a paru ! »[\[201\]](#) et ce sont de risibles déclamations que les fouriéristes mettent en tête de leurs journaux. Les fondateurs ont su deviner la conscience prolétarienne qui allait poindre ; les disciples ne reconnurent plus cette conscience éveillée.

2° Que le naufrage des tentatives antérieures ne les ait pas éclairés, c'est déjà la preuve d'une singulière prévention. Considérant, qui va fonder des cités phalanstériennes au Texas, n'a rien appris de plus que Fourier. Cabet non seulement écrit une *Nouvelle Icarie*, pleine des erreurs vieilles d'Owen et de Babeuf, mais il essaie de la fonder. Ce qui est plus grave que leur erreur propre dans le choix des moyens, c'est la résistance qu'ils opposent aux moyens différents et plus efficaces. L'amour de la paix, naturel aux rêveurs solitaires de la première génération, devient, chez les disciples, fanatisme de l'ordre. « La voix du tocsin, ce cri funeste : aux armes ! doivent cesser de se faire entendre, » dit Bazard[\[202\]](#). Les fouriéristes proclament à l'envi leur indifférence pour la forme du gouvernement. Leur démocratie, non seulement sera tout industrielle, mais elle sera pacifique. Ils répudient l'action révolutionnaire, des partisans de la Réforme. Ainsi encore, les owenistes d'Angleterre « sont paisibles et apprivoisés, et ils reconnaissent la légitimité de l'état existant, si mauvais soit-il, en ce sens qu'ils répudient toute autre voie que celle de la persuasion »[\[203\]](#). Ils repoussent l'alliance des hommes de la « force

physique ». C'est le signe le plus certain que leur « science sociale » a cessé d'être en contact avec les faits. Car une science qui suit le mouvement des faits et s'y associe en connaissance de cause cesse d'être doctrinaire pour travailler à la Révolution[204].

IV

Attitude des communistes devant les divers partis d'opposition

75-78. Les fins du communisme étant ainsi précisées, sa position étant prise dans la lutte des classes, et son idéologie fixée par la critique des idéologies adverses, c'est sa *tactique* qu'il convient d'arrêter pour les batailles prochaines. Ces batailles, le communisme ne les livrera pas seul. Trop faible encore pour se passer d'alliances, c'est sur la nature de ses alliances seulement qu'il peut discuter. La politique ici encore doit être *réaliste* et non sentimentale. Il faut au communisme les alliances qui le fortifient. Mais ce ne serait point une force que de s'assurer des succès immédiats, s'il fallait, en les contractant, affaiblir le sentiment de classe. Sans doute les succès immédiats ne sont pas à dédaigner ; les fins lointaines et l'aboutissement du mouvement intégral cependant ont la primauté.

Marx et Engels découvrent deux sortes d'alliances possibles : 1° avec des partis *ouvriers* ; 2° avec des partis *non ouvriers*.

1°. Le premier cas n'offre pas de doute. « Les communistes ne forment, pas un parti distinct en face des autres partis ouvriers » (§ 33). Ils appuient toujours le parti ouvrier existant, quand même il ne serait pas encore communiste. Ce cas est fréquent en pays anglo-saxon. Les chartistes anglais n'ont, pour l'instant, qu'un programme surtout politique[205], mais dont le « caractère social » transparaît, depuis que Stephens a défini la question de la charte comme une « question de ventre ». « La puissance politique est pour eux le moyen d'action ; la béatitude sociale, la fin. » Malgré « l'apparence réactionnaire » de plusieurs de leurs réformes sociales et notamment de ce programme agraire, dont O'Connor s'engoua, ce parti, dont les contingents sont tous prolétariens, doit être soutenu[206].

Les réformateurs agraires (*l'anti-rent league*) des États-Unis n'ont pas un programme qu'il soit aisé d'approuver ; et la défense qui en était présentée par le socialiste philosophe Hermann Kriege (§ 62-65) achevait de le compromettre dans l'esprit des marxistes. Il s'agissait de soustraire à

l'accaparement capitaliste 1.400 millions d'acres de biens d'État demeurés disponibles et d'en faire la concession gratuite aux travailleurs, en les répartissant par fermes de 160 acres. C'est ne pas tenir compte que ces lots seront de fécondité inégale ; l'échange rétablira l'inégalité que l'on a voulu ôter de la production, et cette réforme s'attarde dans un système de petite culture voué à la faillite tôt ou tard[207]. Mais le parti qui défend ce programme erroné est un parti prolétarien. Il faut le soutenir.

2° La difficulté est plus complexe quand il s'agit d'un parti auquel les effectifs ouvriers ne fournissent qu'une part de ses contingents. Le marxisme appuiera celui de tous les partis qui, avec le plus d'initiative énergique, réclame pour le prolétariat la plus grande part de pouvoir politique, simultanément avec la plus grande part d'améliorations sociales.

En France, entre les *radicaux selon la Charte* et les *réformistes*, la différence ne semble pas d'abord très grande. Le *National* d'Armand Marrast soutient qu'il faut « améliorer la condition des classes pauvres ou cesser de s'occuper de politique », comme la *Réforme* de Ledru-Rollin veut « faire passer les ouvriers de salariés qu'ils sont à l'état d'associés ». L'un et l'autre affirment que la forme politique la plus apte à procurer le gouvernement de tous par tous et pour tous, c'est la République. L'un et l'autre déclarent que les voies pacifiques sont les seules pour la fonder. Mais Marrast compte sur la conversion de la majorité parlementaire ; Ledru-Rollin sur la force organisée de la majorité nationale, exclue jusqu'alors de ses droits politiques, sur les masses populaires qu'il mettra en mouvement dans des manifestations imposantes. Le pétitionnement pour *l'organisation du travail* est dû à Ledru-Rollin, et s'il « hait les communistes », il veut désigner par là les utopistes indifférents à la forme du gouvernement, plutôt que les chefs du mouvement prolétarien. Son journal, plus favorable aux associations facultatives de Pecqueur qu'aux ateliers sociaux obligatoires de Louis Blanc, accueille les partis ouvriers de toute nuance. Le mouvement chartiste anglais, le mouvement marxiste allemand y ont des comptes-rendus réguliers, dont Frédéric Engels est chargé. Les communistes soutiendront donc les partisans de la *Réforme*[208].

Les radicaux suisses sont suspects. À coup sûr, ils ont parmi eux des démocrates avancés, comme Frœbel, qui furent les alliés de Weitling. Il s'en faut cependant que la majorité, dans tous les cantons, comme à Lausanne, appartienne à la démocratie socialiste. Mais, présentement le libéralisme bourgeois lui-même, engagé dans sa guerre contre le *Sonderbund* jésuitique (1847), est menacé. Cinq grandes puissances se consultent pour écraser la Suisse libérale. Metternich et Guizot vont faire

passer la frontière à leurs troupes. Il convient que les démocrates de tous pays courent à l'aide du seul pays « où le gouvernement de l'État soit exercé par des chefs élus, où l'administration est assurée presque, sans fonctionnarisme, la défense de l'État sans armée permanente, la prospérité commerciale de l'État sans douanes, la liberté des croyances religieuses sans domination théocratique »[209].

L'obscur, question polonaise s'éclaire depuis la révolte de Cracovie (février 1846)[210]. Une vaste conspiration communiste, alimentée d'argent, propagée par des écrits, aidée par l'introduction d'armes, avait couvert la Galicie depuis 1841. De grands propriétaires ruinés, de petits employés de la caste des *slachcic* (noblesse mendicante) fournirent les gros effectifs d'un parti qui proposa l'émancipation nationale par la réforme agraire. Dès longtemps, l'aristocratie demandait la suppression des redevances et des corvées féodales. L'Autriche les maintenait et obligeait en outre les seigneurs à prélever sur les paysans les impôts d'État, afin que la haine des paysans ruthènes se tournât contre l'aristocratie polonaise. L'aristocratie essaya de la révolution. Elle établit à Cracovie, le 22 février 1846, un gouvernement dictatorial communiste dont le manifeste contenait le passage suivant : « Tâchons de reconquérir une communauté où chacun jouira des biens de la terre d'après son mérite et sa capacité. Qu'il n'y ait plus de privilèges ! Que celui qui sera inférieur de naissance, d'esprit ou de corps trouve sans humiliation l'assistance infaillible de toute la communauté, qui aura la propriété absolue du sol, aujourd'hui possédé tout entier par un petit nombre ! Les corvées et autres droits pareils cessent, et tous ceux qui auront combattu pour la patrie recevront une indemnité en fonds de terre prise sur les biens nationaux ! »[211] À chaque paysan devait échoir l'usufruit viager d'une parcelle prise sur le domaine national. Les paysans ruthènes ne comprirent rien au manifeste et, fanatisés par Metternich, massacrèrent leurs seigneurs polonais. Toutefois il est acquis à jamais que la question polonaise ne pourra se résoudre qu'avec le programme de Cracovie. Elle se résoudra le jour où la démocratie des autres pays de l'Europe aura conquis la République sociale.

Sur la révolution allemande, la pensée des communistes semble avoir été très divisée. Que l'Allemagne fût à « la veille d'une révolution bourgeoise », Marx l'affirmait nettement ; mais de quels adversaires cette révolution devait-elle avoir raison ? Marx pensait-il aussi que « cette révolution serait le prélude d'une révolution prolétarienne » ? Cela est moins sûr. Au moment même du *Congrès communiste*, il dit que « c'est en Angleterre que commencera, selon toute probabilité, le combat qui se terminera par le triomphe universel de la démocratie ». N'est-ce pas en

Angleterre que « l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est le plus développé » ?[\[212\]](#) Cependant, dans son article célèbre sur la *Philosophie hégélienne du droit* (1844), n'avait-il pas dit que l'Allemagne ne pourrait plus faire une révolution partielle, parce que la seule classe capable de faire une révolution était aujourd'hui une classe de « déclassés purs », qui ne revendiquait pas de droits particuliers, accablée qu'elle est par une souffrance universelle et réduite par cette souffrance à reconquérir son humanité elle-même ? Cette classe est le prolétariat ; et sa révolution, si elle avait lieu, serait la suppression du prolétariat, c'est-à-dire la Révolution sociale.

Il est vrai. Mais, entre 1843 et 1847, Marx a passé du socialisme philosophique au matérialisme économique. Il n'étudie plus le prolétariat dans son concept et comme destiné à *réaliser la philosophie allemande*. Il l'étudie dans sa situation réelle ; et les fins qu'il lui assigne, il les mesure à sa force. Or s'il y avait, en Allemagne, un prolétariat, ce n'était pas encore, dans sa majorité, une classe ouvrière travaillant pour une industrie capitaliste. Les ouvriers travaillaient dans l'atelier des petits patrons, résidu de l'artisanerie médiévale. Ils avaient les idées de ces petits patrons, dont ils partageaient la vie. Ils étaient capables de révolution dans la mesure où la petite bourgeoisie en était capable elle-même. Seule une minorité, éclairée par leur vie ambulante de compagnons, par l'observation de l'étranger et par la propagande des écrits utiles, avait su acquérir la notion de leur émancipation de classe. Cette émancipation, il n'était pas question qu'ils l'accomplissent eux-mêmes tout de suite[\[213\]](#). Si la révolution allemande, prédite par le *Manifeste*, est une révolution capitaliste destinée à donner à la bourgeoisie capitaliste la victoire à la fois « sur la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la *petite bourgeoisie* » (§ 75), Marx n'y croit donc point. Il estime sans doute que cette révolution ira plus loin que le constitutionnalisme « financier, boursicotier et exploiteur ». Elle ira jusqu'au socialisme d'État, jusqu'à la république, mais avec l'aide des petits bourgeois et non malgré eux. Marx est prêt à accepter cette république avec son socialisme partiel, sauf à la transformer en la république sociale vraie, quand le prolétariat aura mûri (§ 32).

Ces alliances du prolétariat avec les autres partis d'opposition évitent le danger des compromissions, par la conscience, qui demeure vivante chez les ouvriers, de l'intérêt de classe. Il s'agit pour le prolétariat « de conquérir le terrain pour sa propre bataille », fût-ce avec l'aide d'un allié qui trahira le lendemain. Mais on combattra sans scrupule après sa trahison l'allié félon.

Pour ce lendemain, il faut que tous les prolétariats s'entendent. On a vu leurs intérêts solidaires (§27, 33). Une politique réaliste veut que ces intérêts soient aperçus dans toute leur étendue, et que l'effort qui les fera prévaloir soit concerté d'une énergie unanime. La révolution bourgeoise s'est accomplie de la sorte, et elle a réalisé l'affranchissement des capitalistes dans l'unité nationale. La révolution sociale doit être l'émancipation de tous en toute nation. C'est pourquoi elle exige l'unification universelle de la conscience prolétarienne avec un effort prolétarien universellement concerté. Le cri qui termine le *Manifeste* n'a pas d'autre signification. Ce n'est pas une devise utopique comme la formule usitée chez les démocrates jusqu'alors : « Tous les hommes sont frères ! » et il est vain d'user ainsi de contre-vérités sentimentales. Il n'est pas vrai que les prolétaires soient les frères des capitalistes. Mais ce qui leur convient, c'est une mise en garde et un précepte d'action, dans un cri de ralliement.

CONCLUSION

Jusque dans sa formule finale le *Manifeste* reste ainsi fidèle au matérialisme historique, où se résume la philosophie prolétarienne.

Cette philosophie professe qu'il n'y a de vérité que dans la synthèse de la *théorie* et de la *pratique*. Elle a un triple sens :

1° *Un sens métaphysique* ; et elle affirme alors que la conscience ne s'éveille en l'homme et que la science ne s'élabore en son esprit que par les nécessités de l'action où elle le guide.

2° *Un sens social* ; et elle affirme que les relations sociales et les sentiments qui les accompagnent (sentiments de famille, de droit, de moralité) ne s'établissent que par la nécessité pour les hommes de gagner leur vie avec un certain outillage, et avec la division du travail que cet outillage requiert.

3° *Un sens politique* ; et elle affirme que les relations politiques entre les hommes et les sentiments qui les accompagnent (sentiment de nationalité, de religion, idées générales) ne naissent que de la nécessité où se trouvent les hommes divisés en classes, de vivre ensemble dans un état de paix contrainte. Il y a une ou plusieurs classes opprimées qui servent d'*outil* aux classes dirigeantes et qui travaillent pour ces classes comme l'instrument inorganique travaille pour l'homme en général.

Le matérialisme constate que l'homme s'adapte au milieu, et donc à l'outil, comme il transforme le milieu par l'outil lui-même. C'est pourquoi, en dernière analyse, les classes exploiteuses devront s'adapter aux classes exploitées, leur outil nécessaire, ou périr. Cette suprématie des classes travailleuses se complétera à mesure que la nature elle-même sera vaincue par l'outillage scientifique, c'est-à-dire industriel ; et comme cette adaptation de l'homme à la nature est spontanée, la fin de l'antagonisme entre les hommes est inévitable.

Elle n'est pas inévitable d'une nécessité fatale ; mais à la condition que les hommes veuillent ne pas périr, et le matérialisme historique est un appel à leur énergie de vivre. Il amène une orientation de toute pensée vers la pratique et de toute pratique vers l'organisation réfléchie.

D'emblée il a exclu ainsi le dogmatisme. Il ne peut s'enfermer en des

formules immobiles. Il absorbe en lui la teneur de toutes les théories et le profit de toutes les expériences. Il institue, comme l'a dit Engels dans son article sur Carlyle (1844), « un mouvement de pensée qui ne se lie à aucun résultat fixe, mais qui dépasse incessamment les résultats acquis ; une pratique qui ne s'attache à aucune position acquise, mais dépasse incessamment ces positions antérieures ».

En ce sens on peut dire de lui qu'il fonda la méthode révolutionnaire éternelle.

NOTES

[1]. V. leur histoire, succincte, mais commode, dans TCHERNOFF. *Le Parti républicain sous la monarchie de juillet*, 1901.

[2]. H. Heine, *Ludwig Bærne*, livre III.

[3]. GEORG. ADLER. *Die Geschichte der ersten socialpolitischen Arbeiterbewegung in Deutschland*. Breslau 1885, p. 11 sq. Mais cet auteur ne cite pas ses sources.

[4]. Il n'existe peut-être plus d'exemplaire complet de cette revue. Le raisonnement qui va suivre s'appuie sur les extraits qui s'en trouvent dans EMIL KALER. *Wilheim Weitling, seine Agitation und Lehre*. 1887, p. 29 sq ; — HELRICH SCHMIDT. *Ein Beitrag zur Geschichte des Bundes der Geächteten*. (Neue Zeit. xvie année, t. I, p. 150 sq) ; — FRANZ MEHRING, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, t. I, p. 71 sq.

[5]. Il a publié et complété les souvenirs de son père Michel Venedey dans *Die deutschen Republikaner unter der französischen Republik*, 1870.

[6]. GUTZKOW. *Paris und Frankreich*, 1834-74, p. 169.

[7]. Cela est attesté par une lettre de Venedey, en date du 21 avril 1835, et déposée aux archives de Zurich. Sur Théodore Schuster, v. la monographie déjà citée de HEINRICH SCHMIDT (Neue Zeit, xvie année, t. I).

[8]. FRÉDÉRIC ENGELS. Préface de 1885 aux *Enthüllungen über den Kommunistenprozess zu Köln*, par KARL MARX, p. 3.

[9]. V. FRANZ MEHRING. *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, t. I, p. 77.

[10]. ARNOLD RUGE. *Zwei Jahre in Paris*. Leipzig, 1846, chap. 21.

[11]. V. les pièces du procès de mai 1839, soumises à la cour des Pairs. Acte d'accusation, pp. 40-43 ; et TCHERNOFF. *Le Parti républicain sous la monarchie de juillet*, p. 386.

[12]. V. TCHERNOFF. *Le Parti républicain sous la monarchie de juillet*. P. 375-388.

[13]. Nous citons d'après la réédition publiée dans la *Sammlung gesellschafts-wissenschaftlicher Aufsätze*, par EDUARD FUCUS, Munich, 1895.

[14]. Weitling n'a formulé que plus tard, en Suisse, dans des lettres à

Ewerbeck et à Auguste Becker datées de l'année 1843, son plan d'attaque. Il consistait à délivrer par une série de coups de main sur les prisons et les bagnes les 20,000 ou 40,000 forçats et condamnés de droit commun dont dispose chaque pays ; à s'allier avec eux. Ces malandrins qui, par instinct atavique, ont la haine du régime existant, seraient excellents à mettre aux trousses de ceux qui défendent ce régime et le représentent. Ewerbeck et Auguste Becker contredirent fortement à ce projet. (V. KALER, *Weitling*. p. 42, 48.)

[15]. Cour des Pairs, procès des 12 et 13 mai 1839. Rapport de Mérilhou, t. I, p. 216. Le récit personnel de l'accusé, Ibid., t. II, p. 58.

[16]. F. ENGELS., Préface aux *Enthüllungen über den Kommunistenprozess*, p. 4.

[17]. Sur l'agitation communiste et radicale en Suisse, v. WILHELM MARR, *Das Junge Deutschland in der Schweiz*, 1846 ; BLUNTSCHLI, *Die Kommunisten in der Schweiz nach den bei Weitling aufgefundenen Papieren*, 1843 ; les *Rapports généraux* faits au conseil exécutif de Berne en 1836 et au conseil d'État de Neuchâtel en 1846 ; KARL MARX, *Herr Vogt*, 1860 ; GOTTFRIED KELLER, *Briefe und Tagebücher*, Ed. Baechtold, 1895, t. I.

[18]. KARL MARX. *Herr Vogt*, 1860, p. 35.

[19]. Dans l'appendice de son opuscule sur *Ludwig Feuerbach*, Stuttgart, 1888.

[20]. Sur ce manifeste, v. *Neue Zeit*, XIVe année, t. II (1895-96), p. 217, et notre commentaire 62 sq.

[21]. Nous avons deux relations de l'entrevue : l'une, la plus anciennement connue, est d'Anienkow « le Russe amené par Marx », et a paru dans le *Messenger d'Europe*, 1880 (traduit dans la *Neue Zeit*, mai 1883) ; l'autre, de Weitling, dans une lettre à Hess, datée du 31 mars 1846, est publiée dans la monographie de KALER, *Weitling, seine Agitation und Lehre*, 1887, p. 72. On sait que la date de l'entrevue a été longtemps douteuse. Anienkow la place en 1847, Weitling le 30 mars 1846. La date de Weitling est la seule exacte ! D'abord la lettre de Weitling, écrite certainement au lendemain de l'événement, a chance d'être datée, avec plus d'exactitude que le récit d'Anienkow, écrit à trente ans de distance. En outre Weitling était à New-York dès la fin de 1846. ce point v. SORGE, *Neue Zeit*, 1890-91, t. II, p. 233.

[22]. V. MARX. *Enthüllungen über den Kommunisten-Prozess*, p. 10.

[23]. V. les statuts dans WERMUTH et STIEBER. *Die Kommunisten-Verschwörungen des XIXten Jahrhunderts*, t. I, supplément VIII ; et un résumé dans F. MEHRING. *Gesch. der deutschen Sozialdemokratie*, t. I, p.

266.

[24]. V. Marx. *Enthüllungen*, p. 11.

[25]. V. son discours du 6 avril 1848, dans WOLFF. *Berliner Revolutionschronik*, t. I.

[26]. V. Schlueter. *Neue Zeit*, 1885, p. 120 sq.

[27]. ENGELS, dans sa préface aux *Enthüllungen* de Marx, n'a certainement pas rendu justice à cette organisation de Stephan Born. C'est ce que reconnaît Mehring lui-même, dans *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, t. II, p. 559. V. aussi les *Erinnerungen de Born*, 1898.

[28]. MEHRING. *Nochmals Marx und der wahre Sozialismus*. *Neue Zeit*, 1895-96. t. II.

[29]. Nous savons par V. ZENKER. *Die Wiener Revolution 1848* (1897), que Marx, dans l'intervalle (du 28 août au 7 sept. 1848) était allé faire une tournée de conférences à Vienne. Les résumés que font de ses discours les journaux viennois attestent qu'il développa les idées de son traité *Salariat et Capital*. Il ne fut pas compris, et il rencontra, pour faire échouer sa propagande, l'adversaire habituel : le *socialisme philosophique*, représenté, cette fois, par Hermann Jellinek. D'où le mépris avec lequel Marx a toujours parlé de la révolution viennoise.

[30]. V. MARX. *Herr Vogt*, p. 39. — ENGELS. Préface aux *Enthüllungen über den Kommunistenprozess*, p. 14.

[31]. MARX. *Enthüllungen über den Kommunistenprozess zu Kæln*, p. 84.

[32]. K. MARX, *Die Klassenkämpfe in Frankreich 1848 bis 1850*, p. 103.

[33]. MARX. *Enthüllungen über den Kommunistenprozess zu Kæln*, p. 56.

[34]. V. TCHERNOFF. *Le parti républicain sous la monarchie de Juillet*, p. 259.

[35]. TCHERNOFF, op. cit., pp. 153, 165.

[36]. METTERNICH. *Mémoires*, t. VIII, p. 582.

[37]. METTERNICH. Lettre à l'archiduc Jean, 10 juillet 1848. *Mémoires*, t. VIII.

[38]. GUIZOT. *De la Démocratie en France*, 1849, pp. 60-62.

[39]. Ibid, p. 105.

[40]. Ibid., p. 124.

[41]. V. plus haut, p. 25 sq.

[42]. BUONARROTI. *Histoire de la Conspiration pour l'Égalité*, t. II, p. 133.

[43]. BUONARROTI, ouv. cit., I, 84.

[44]. BABEUF, *Tribun du peuple* du 13 vendémiaire, cité par V. Advielle.

Histoire de Gracchus Babeuf, t. II, p. 31. — *Procès des Quinze*, 1832, p. 79, et TCHERNOFF, ouv. cit., p.261.

[45]. V. plus haut, p. 23 sq.

[46]. BAZARD. *Doctrine saint-simonienne*, 1854, 6e séance : Transformation successive de l'exploitation de l'homme par l'homme, et du droit de propriété. Maître, esclave. — Patricien, plébéien. — Seigneur, serf. — Oisif, travailleur.

[47]. BAZARD, pp. 114-123.

[48]. C'est à l'école de Saint-Simon que se rattache l'économiste Blanqui lorsque, antérieurement encore à Bazard, en 1825, il se livre aux réflexions suivantes, signalées par TCHERKESOFF, *Pages d'histoire socialiste*, p. 40 : « Je suivis pas à pas les grands événements. Il n'y a jamais eu que deux partis en présence : celui des gens qui veulent vivre de leur travail et celui des gens qui veulent vivre du travail d'autrui... Patriciens et plébéiens, esclaves et affranchis, guelfes et gibelins, roses rouges et roses blanches, cavaliers et têtes rondes, libéraux et serviles, ne sont que des variétés de la même espèce. »

[49]. V. DAVID KOIGEN. *Zur Vorgeschichte des modernen philosophischen Sozialismus in Deutschland*. Berne, 1901, p. 210.

[50]. KARL GRUEN. *Ueber wahre Bildung*, p. 22. V. KOIGEN, *Zur Vorgeschichte des modernen philosophischen-Sozialismus*, p. 210.

[51]. PROUDHON. *Création de l'ordre*, p. 406.

[52]. F. ENGELS. Préface de 1883.

[53]. Bazard avait dit : « Les communes, c'est-à-dire les corporations d'industriels autrefois serfs ». *Doctrine*, p. 466.

[54]. Cité par TCHERKESOFF. *Pages d'histoire socialiste*, p. 40.

[55]. Cette démonstration a été faite par DAVID KOIGEN. *Zur Vorgeschichte des modernen philosophischen Sozialismus*, p. 252 sq. — PROUDHON. *Création de l'ordre*, pp. 453, 468, 483, 484.

[56]. Ibid, 336.

[57]. Ibid, pp. 467-477.

[58]. Ibid, p. 442.

[59]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*, pp. 5, 92, 95, 96.

[60]. PECQUEUR. *Des Améliorations matérielles*.

[61]. MARX, *Misère de la Philosophie*. 2e éd., pp. 189, 193, 194.

[62]. MARX. *Anti-Proudhon*. 2e éd., p. 190.

[63]. ENGELS. *Die Lage der arbeitenden Klassen*. 2e éd., pp. 2-3.

[64]. MARX. *Anti-Proudhon*. 2e éd., pp. 187-191.

[65]. BAZARD. *Doctrine saint-simonienne*.

[66]. FRANÇOIS VIDAL. *De la Répartition des richesses*.

[67]. L. STEIN. *Der Sozialismus und Communismus des heutigen Frankreich*, 1842, pp. 63, 355. — Sur ce livre, v. les articles de Marx contre Grün dans le *Westphälische Dampfboot* (1845), réédités par STRUVE (*Neue Zeit*, 1895, t. I).

[68]. G. SOREL. Préface au *Socialisme* de Colajanni, p. 8.

[69]. Sur le nombre même des classes, Marx a varié. Dans *Der achtzehnte Brumaire* (3^e éd., 1885, pp. 97, 101, 102), il énumère pour la France : 1° les paysans ; 2° la petite bourgeoisie ; 3° l'aristocratie foncière ; 4° la bourgeoisie capitaliste ; 5° le prolétariat. Dans la *Lutte des classes en France*, 1848-50, il remarque que la bourgeoisie capitaliste se scinde à son tour en fractions hostiles : les *financiers* et les *fabricants*. Le livre sur *La Révolution et la Contre-Révolution en Allemagne* ajoute la noblesse féodale, et divise la classe paysanne en gros et petits paysans, distincts à leur tour des serfs et des ouvriers agricoles. Nous ne croyons pas qu'on puisse, avec M. Sorel, appeler l'armée, la bureaucratie et le clergé *des classes*. Les fonctionnaires ne sont que des fondés de pouvoir du gouvernement, qui est lui-même une « délégation de la classe dirigeante ». Ils sont, par leur situation, des bourgeois ou des salariés.

[70]. MARX. *Der achtzehnte Brumaire*, p. 98.

[71]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen in England*, p. 2 sq.

[72]. ENGELS, *ibid.*

[73]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*. I, pp. 283, 288.

[74]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*, I, pp. 291, 322, 360. — *Des Améliorations matérielles*, p. 301.

[75]. Les chapitres II, III, V, VIII, XI, XXII.

[76]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*, I. 227, 289, 292, 301.

[77]. PECQUEUR. *Des Améliorations matérielles*, p. 503.

[78]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*. II, p. 365. — *Des Améliorations matérielles*, p. 225.

[79]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*. II, pp. 269, 270. — *Des Améliorations matérielles*, p. 222.

[80]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*. II, pp. 121, 125

[81]. Id. *Des Améliorations matérielles*, p. 222.

[82]. MARX. *Der XVIII^e Brumaire*, p. 101 sq. — Pecqueur avait dit, *Des Intérêts du commerce*, t. I., p. 400 : « Chaque jour les capitalistes enveloppent dans leur dépendance les petits propriétaires-morceleurs... C'est par les dettes, par les emprunts onéreux, qu'ils les forceront à l'aliénation. »

[83]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 192.

[84]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*. I, pp. 57, 59, 63.

- [85]. Ibid. I, p. 397. II, 101.
- [86]. LIST. *Tout le Système d'Économie politique nationale*. — PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*, t. I, 243, 250; t. II, 418 sq.
- [87]. ENGELS. *Die Lage der arbeitenden Klassen*, pp. 84, 86. — Les indications de Marx dans le *Discours sur le Libre échange* (1848), 2^e éd., pp. 276, 279, 285. sont de la période bruxelloise, et par conséquent sont dues entièrement à l'influence d'Engels.
- [88]. SISMONDI. *Nouveaux Principes*, I, 330, 361, 372.
- [89]. SISMONDI. *Nouveaux Principes*, 1, p. 329
- [90]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 243.
- [91]. V. *l'introduction historique*, p. 14 sq., 24 sq.
- [92]. PROUDHON. *Contradictions économiques*, I, p. 162.
- [93]. SISMONDI. *Nouveaux Principes*, I, p. 397. Mais la thèse adverse, *ibid.*, I, 395.
- [94]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*, I, pp. 302, 304.
- [95]. PROUDHON. *Contradictions économiques*, I, pp. 162, 163.
- [96]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 179.
- [97]. MARX. *Lohnarbeit und Kapital*, p. 29.
- [98]. PROUDHON. *Contradictions économiques*. I, p. 112, 113.
- [99]. PROUDHON. *Contradictions*, I, p. 131.
- [100]. ENGELS. *Annales franco-allemandes*, p. 95, 101. — *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 80.
- [101]. MARX. *Discours sur le libre échange*, p. 285.
- [102]. MARX. *Discours sur le libre échange*, p. 254.
- [103]. V. *Introduction historique*, p. 15, 25.
- [104]. BURET. *Misère des classes laborieuses*, II, p. 163.
- [105]. PROUDHON. *Contradictions économiques*, I, p. 151.
- [106]. MARX. *Discours sur le libre échange*, p. 281. — *Lohnarbeit und Kapital*, p. 30.
- [107]. V. *Introduction historique*, p. 15, 25.
- [108]. PROUDHON. *Contradictions économiques*, I, p. 100.
- [109]. MARX. *Lohnarbeit und Kapital*, p. 29.
- [110]. BURET. *Misère des classes laborieuses*, II, p. 158.
- [111]. PECQUEUR. *Désintérêts du Commerce*, I, p. 271, 272, 310.
- [112]. PROUDHON. *Contradictions économiques*, I, p. 208, 162.
- [113]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 180 sq.
- [114]. ENGELS. *Die Lage der arbeitenden Klassen in England*, p. 215, 244, 263, 277.
- [115]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 241.
- [116]. MARX. *Klassenkaempfe in Frankreich*, p. 25, 27, 37, 40. — *Der*

XVIII^{te} Brumaire, p. 13, 16.

[117]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 217. — MARX. *Anti-Proudhon*, p. 237.

[118]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 220, 225 et 229.

[119]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 244.

[120]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 178-217.

[121]. MARX. *Klassenkämpfe*, p. 89, sq. — *Der XVIII^{te} Brumaire*, p. 97-99.

[122]. Lettres à Ruge dans les *Annales franco-allemandes* (1844), p. 17, 27.

[123]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 117, 121, 133, 135, 222 sq.

[124]. Ibid. p. 242. Ce sont les prolétaires seulement en Angleterre qui lisaient la *Vie de Jésus* de Strauss, et les premiers adhérents de l'athéisme de Feuerbach furent les artisans communistes de *Ligue des Justes*, v. *Introd. hist.*, p. 22.

[125]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 243. — ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 227.

[126]. BABEUF. *Défense devant la Haute-Cour*. (ADVIELLE. t. II, p. 30-31.)

[127]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 244.

[128]. PECQUEUR. *Des Améliorations matérielles*, p. 190.

[129]. MARX. *Revolution und Kontrerevolution*, p. 135.

[130]. L'auteur de l'article remarquable paru dans *la Réforme* du 27 août 1847, et que nous croyons être Engels (V. *Manifeste communiste*, I, p. 92), constate que l'Allemagne ne veut pas laisser arriver à son terme l'évolution capitaliste, et n'acceptera pas un gouvernement « de majorités financières, boursicotières et exploitatrices », Elle veut « la liberté, la fraternité, l'organisation du travail et l'émancipation des classes ouvrières ».

[131]. V. *Introduction historique*, p. 50-54. — MARX. *Klassenkämpfe in Frankreich*, p. 94. *Circulaire du comité central* (8 juin 1850) dans *Enthüllungen*, p. 88.

[132]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 237 et l'article de *la Réforme* du 1^{er} nov. 1847 (*Manifeste communiste*, 1, p. 81).

[133]. V. plus haut § 19-26.

[134]. MARX. *Révolution und Kontrerevolution*, p. 8.

[135]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 141, 153-155.

[136]. Nous éviterons prudemment le mot de « rapport de production » qui, chez certains glossateurs français de Marx, est destiné à rendre ce mot

allemand. Cette expression, bien qu'elle se trouve dans l'*Anti-Proudhon* de Marx lui-même, est barbare selon la syntaxe française. Marx, styliste très vigoureux et pur en allemand, écrivait un français médiocre, dont nous n'avons aucune raison d'imiter les solécismes.

[137]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 144. — *Lohnarbeit und Kapital*, p. 14.

[138]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 154-155.

[139]. MARX. *Lohnarbeit und Kapital*, p. 17.

[140]. MARX, *Lohnarbeit und Kapital*, p. 24.

[141]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 187 sq., 200. — MARX. *Discours sur le Libre-échange*, p. 287.

[142]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 222.

[143]. PROUDHON. *Contradictions économiques*, II, p. 277-278.

[144]. Ibid., I, p.206 sq.

[145]. VIDAL. *De la Répartition des richesses*, p. 284-286.

[146]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*, I, p. 359, 368, 380, 386.

[147]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 131-132, 151-153.

[148]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*, I, 385-388.

[149]. BUONARROTI. *Histoire de la Conspiration de l'Égalité*, I, p. 84.

[150]. WEITLING. *Garantien der Harmonie*, 1842, p. 74, 80.

[151]. Voici ce que disait le *Manifeste chartiste* : « Ouvriers de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ! Pourquoi vous armeriez-vous, pourquoi combattriez-vous pour le maintien d'institutions aux avantages desquelles vous ne participez pas ? pour le maintien de lois faites, non pour vous protéger, mais pour vous contraindre ? pour la protection des propriétés que vous ne pouvez regarder que comme les dépouilles des fruits de votre travail ?... Que les privilégiés et les propriétaires aillent eux-mêmes combattre pour les intérêts du privilège et de la propriété ! » (*La Réforme* du 10 janvier 1848.)

[152]. GUIZOT. *De la Démocratie en France*, p. 59, 61, 154.

[153]. MARX, *Discours sur le Libre-échange*, p. 272. — *Klassenkaempfe in Frankreich*, p. 91. — *Der XVIIIte Brumaire*, p. 47.

[154]. MARX. *Thèses sur Feuerbach*, § 11.

[155]. Préface de 1872, *Manifeste*, I, p. 6.

[156]. BUONARROTI, t. II, p. 132-133.

[157]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 221.

[158]. Voir appendice au *Manifeste*, p. 81.

[159]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 224.

[160]. BAZARD. *Doctrine saint-simonienne*, p. 159.

[161]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*, I, p. 144 sq ; 467 sq.

[162]. Voir *Introduction historique*, p. 17-29.

[163]. Décret économique de Babeuf, art. 1 et 6, dans BUONARROTI, II, p. 308, et *Introduction historique*, p. 27, 29.

[164]. PECQUEUR. *Des Intérêts du Commerce*, I, p. 126 sq., 170.

[165]. WEITLING. *Garantieen*, p. 188.

[166]. Le *Manifeste* emprunte littéralement ce vers de Heine, qui décrivait dans son poème *de l'Allemagne* (1844), chap. 3, les gentilshommes féodaux.

Die in dem Herzen getragen die Treu Und auf dem Hintern ein Wappen.

[167]. MEHRING. *Geschichte der deutschen Sozial-democratie*, I, p. 196, 250, et l'appendice au *Manifeste*, p. 93.

[168]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 296.

[169]. ENGELS. *Die Lage Englands*, dans *Deutsch-französischer Jahrbücher*, et *Lage der arbeitenden Klassen*, pp. 69, 93, 121, 278.

[170]. Marx le citait déjà dans les articles du *Westphälisches Dampfboot* contre Grün.

[171]. MARX. *Klassenkämpfe in Frankreich*, p. 96.

[172]. M. G. Sorel, qui est de notre avis, avait déjà fait de tels rapprochements. Les nôtres sont nouveaux, croyons-nous. On en jugera.

[173]. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*, II, p. 207.

[174]. Ibid., p. 208.

[175]. Sismondi. *Nouveaux principes*, I, 357, 427, 435.

[176]. Ibid. II, 350, 353, 360-362.

[177]. Les ouvrages principaux de Moses HESS étaient alors : 1) *Die heitige Geschichte der Menschheit* (1837) ; 2) *Die Europäische Triarchie* (1841), et de nombreux articles ; — ceux de KARL GRÜN : 1) Une conférence : *Ueber wahre Bildung* (1844) ; 2) *Die sozialen Bewegungen in Frankreich und in Belgien* (1845). Nous avons maintenant une monographie excellente de tout ce socialisme philosophique par David KOIGEN, *Zur Vorgeschichte des modernen philosophischen Sozialismus*, Berne, 1901. V. *Introduction historique*, p. 341 Nous ajouterons aux revues citées alors celle éditée par Hess à Elberfeld, et Iserlohn, sous le titre : *Die Gesellschaftlichen Zustände der civilisirten Welt* (1846-47), où collaboraient Marx, Engels et Lüning, et le *Westphälisches Dampfboot* (1845-48) de Lüning, où Marx et Engels publièrent les articles dont il va être question ; le recueil des *Einundzwanzig Bogen aus der Schweiz*, de Herwegh (1843), et celui des *Neue Anecdota* de Karl Grün (1845).

[178]. Hess, cité par Koigen, p. 199.

[179]. KOIGEN, *op. cit.*, p. 173, 179, 181, 183.

[180]. KOIGEN, *loc. cit.*, p. 157, 165, 176.

[181]. V. *Neue Zeit*, XIVe année, t. II (1895-96), p. 217.

[182]. Réédités par Struve, *Neue Zeit*, XIV^e année, t. I (1895-96), p. 51 sq.

[183]. *Die gesellschaftlichen Zustaende der civilisirten Welt*, p. 2.

[184]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 171-174 ; *Klassenkaempfe in Frankreich*, p. 92-95.

[185]. PROUDHON. *Contradictions économiques*, I, p. 116-134, 164-173, 191-207.

[186]. DUNOYER, cité par PROUDHON. *Contradictions*, I, 204.

[187]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 173.

[188]. PROUDHON. *Contradictions économiques*, I, p. 171.

[189]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 201.

[190]. MARX. Articles de 1865 sur Proudhon (appendice à l'*Anti-Proudhon*, p. 254)

[191]. MARX. Préface au *xviii^e siècle Brumaire*, p. v.

[192]. MARX. *Klassenkaempfe in Frankreich*, p. 93. — *Discours sur le libre-échange*, p. 266.

[193]. MARX. *Lohnarbeit und Kapital*, p. 18 sq.

[194]. ED. BERNSTEIN raisonne comme si le § 70 du *Manifeste* ne s'appliquait pas à Babeuf. *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, p. 29.

[195]. BAZARD. *Doctrine saint-simonienne*, p. 441.

[196]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 174. — *Klassenkaempfe in Frankreich*, p. 94.

[197]. BAZARD. *Doctrine saint-simonienne*, p. 125.

[198]. *Annales franco-allemandes*, 1844.

[199]. ENGELS. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 239-241.

[200]. L'influence de Fourier nous semble éliminée du communisme marxiste avec le discrédit dont est frappé Weitling en 1846. Quant à Owen, Engels dit en toutes lettres que « ses principes théoriques ne le regardent pas ». (*Lage der arbeitenden Klassen*, p. 239.)

[201]. BAZARD. *Doctrine saint-simonienne*, p. 40, 263.

[202]. BAZARD. *Doctrine saint-simonienne*, p. 313.

[203]. ENGELS, *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 239.

[204]. MARX. *Anti-Proudhon*, p. 174.

[205]. Ce sont les six points fameux : 1° suffrage universel ; 2° renouvellement annuel des Chambres ; 3° traitement pour les députés ; 4° scrutin de ballottage ; 5° égalité des circonscriptions électorales ; 6° suppression du cens d'éligibilité.

[206]. Sur ce programme agraire, v. Appendice au *Manifeste*, p. 80 sq. Plus tard, le marxisme se sépara de la fraction O'Connor, « disposée à la réconciliation », et ne resta en contact qu'avec le chartisme

révolutionnaire. Voir la circulaire de juin 1850, dans *Enthüllungen über den Kommunistenprozess*, p. 88.

[207]. Voir les articles de Marx et d'Engels dans le *Westphaetisches Dampfboot* (juillet 1846), réédités dans *Neue Zeit*, XIV^e année, t. II, 1895-96.

[208]. Sur cette collaboration d'Engels à la *Réforme*, v. Appendice au *Manifeste*, p. 75 sq.

[209]. Adresse de l'Association démocratique de Bruxelles au peuple suisse, en date du 29 novembre 1847 et signée de Karl Marx. (V. *la Réforme* du 5 décembre 1847.) Cette adresse est donc contemporaine du *Manifeste communiste*.

[210]. Sur l'organisation de l'émeute, v. METTERNICH, *Mémoires*, t. VII, p. 167 sq., 194 sq., 287 sq. ; sur la répression, CHODZKO, *Massacres de Galicie*. Paris, 1861.

[211]. GARNIER-PAGÈS, *Histoire de la Révolution de 1848*, t. II, p. 170. Paris, 1861.

[212]. V. les discours de Marx et d'Engels à Londres sur la question polonaise. Appendice au *Manifeste*, p. 77 sq.

[213]. MARX. *Révolution und Kontre-Revolution*, p. 9, 49.

LA QUESTION JUIVE {50}

TRADUIT PAR ÉDOUARD. BERTH.

Éléments bibliographiques :

Édition originale anglaise :
Annales franco-allemandes, 1844

Première version française :
Qu'est-ce que la Bible d'après la nouvelle philosophie allemande ?, Paris, Lagrange, 1850, 664
p. Traduit par H. Ewerbeck.

Publication en revue et sources de la présente édition :
Études socialistes, N°1 et 2, janv.-fév. 1903, p. 31-53 ; p. 80-87

31 pages

TABLE

I
II

Titre suivant : CAPITALETTRAVAILSALARIÉ

I

BRUNO BAUER, *La Question Juive*, Braunsweig, 1843

Les Juifs d'Allemagne demandent leur émancipation ; quelle émancipation ? l'émancipation politique, celle qui les ferait citoyens. Bruno Bauer répond : Personne, en Allemagne, n'est politiquement émancipé ; nous-mêmes sommes esclaves ; comment voulez-vous que nous vous affranchissions ? Juifs, vous êtes des égoïstes, quand vous réclamez une émancipation spéciale pour vous, une émancipation juive. Vous devriez, comme Allemands, travailler à l'émancipation de l'Allemagne, et, comme hommes, à celle du genre humain ; vous devriez sentir que la compression et la honte que vous subissez ne sont pas une exception, mais la constatation même de la règle générale. Ou bien, ce que les Juifs désirent, est-ce d'être mis sur le même niveau que les sujets chrétiens ? mais alors les Juifs reconnaîtraient précisément à l'État chrétien et au despotisme universel le droit de peser sur la nation allemande.

Pourquoi leur joug leur déplaît-il, tandis que le joug universel leur plaît ? Pourquoi l'Allemand prendrait-il parti pour l'émancipation du Juif, si le Juif ne prend pas parti pour celle de l'Allemand ? L'État chrétien ne connaît, ne vit que de privilèges. Le juif, qui habite cet État, y a le privilège d'être Juif ; comme Juif, il y possède des droits que les chrétiens n'ont pas. Pourquoi alors réclame-t-il des droits, qu'il n'a pas, et dont jouissent les chrétiens ?

Le Juif, qui veut être émancipé de l'État chrétien, veut que cet État se défasse du préjugé religieux. Mais est-ce que le Juif se défait du préjugé religieux juif ? Non. Comment donc peut-il exiger d'autrui ce qu'il refuse lui-même ?

L'État chrétien, comme tel, ne peut émanciper le Juif ; d'un autre côté, dit Bruno Bauer, le Juif ne saurait être émancipé comme Juif. En d'autres termes, tant que l'État reste chrétien, et que le Juif reste Juif, ils restent tous les deux incapables de donner l'émancipation comme de la recevoir.

L'État chrétien ne saurait agir avec le Juif que chrétiennement, c'est-à-

dire par voie de privilège : L'État permet la séparation des Juifs des autres sujets, tout en lui rendant sensible la pression des autres classes ; d'autant plus sensible que le Juif se trouve en contradiction religieuse avec la religion dominante. De son côté, le Juif ne peut agir sur l'État qu'en Juif, c'est-à-dire en étranger : il oppose à la véritable nationalité sa nationalité chimérique, et sa loi illusoire à la loi réelle ; il se croit le droit de rester séparé de l'humanité ; il ne participe pas à l'évolution historique ; il continue d'attendre un avenir qui est en divergence absolue avec l'avenir universel de l'homme ; il se croit membre de la nation juive, et la nation juive, il l'appelle la nation élue. Ainsi donc, Juifs, sur quels titres exigez-vous votre émancipation ? À cause de votre religion ? elle est l'ennemie mortelle de la religion d'État. Comme citoyens ? Il n'y en a pas en Allemagne. Comme hommes ? Vous n'êtes pas des hommes, non plus que ceux à qui vous adressez votre réclamation.

Bauer a posé de nouveau la question de l'émancipation des Juifs, après avoir critiqué les positions et les solutions de cette question. Bauer se demande : quelle est l'essence de l'État chrétien ? Quelle est celle du Juif ? et Bauer répond par une critique de la religion juive, par une analyse du contraste religieux entre le judaïsme et le christianisme, et par une réflexion sur l'essence de l'État chrétien : tout cela avec autant de pénétration et de profondeur, que d'esprit et d'éloquence. Regardons maintenant la solution que Bauer donne.

Bien formuler la question, c'est déjà la résoudre ; examiner d'une manière critique la question juive, c'est lui répondre. En voici le résumé :

Nous devons nous émanciper nous-mêmes, avant de pouvoir en émanciper d'autres.

La forme la plus rigide du contraste entre le Juif et le chrétien, c'est le contraste religieux. Or, comment peut-on résoudre un contraste ? Évidemment en le rendant impossible. Et comment peut-on rendre impossible un contraste religieux ? Évidemment en faisant disparaître la religion. Aussitôt que le Juif et le chrétien seront arrivés à ce point de ne regarder leurs religions que comme des phases successives de l'esprit humain, ou comme des peaux successivement rejetées par un même serpent qui est l'homme ; aussitôt, dis-je, qu'ils seront arrivés là, ils ne seront plus réciproquement dans une relation hostile, dans une relation religieuse, mais dans un rapport critique, scientifique, humain. La science, c'est alors l'Unité. Les contradictions qui s'élèvent dans la science se résolvent par la science elle-même.

Le Juif allemand a vis-à-vis de lui deux ennemis : la nullité radicale de toute émancipation politique et le christianisme prononcé de l'État. Dans

le sens de Bauer, la question juive a toutefois une signification générale ; elle n'a pas seulement une signification allemande. À ses yeux, cette question concerne le rapport entre la religion et l'État, ou la contradiction entre l'émancipation politique et l'asservissement religieux. Bauer veut que l'émancipation sur le terrain religieux soit la condition irrémédiable qu'il faut imposer et au Juif qui veut être émancipé politiquement, et à l'État qui doit émanciper, et être émancipé lui-même.

Fort bien, réplique-t-on ; nous allons émanciper le Juif, non parce qu'il est Juif, non parce qu'il incarne un sublime principe moral de valeur universelle pour toute l'humanité ; mais nous allons refouler son *judaïsme* derrière son *civisme* ; nous le laisserons Juif ; nous le ferons entrer simplement dans l'ordre universel des citoyens. Or, son judaïsme étroit et hérissé de préjugés dominera néanmoins ses devoirs humains et politiques. Voyons maintenant la manière dont Bauer pose la tâche de l'État. Il dit (page 64) :

« La France, dans ses débats parlementaires du 26 décembre 1840, nous a donné le spectacle d'une nation libre, mais qui invalide sa liberté par ses lois ; cela s'y fit à propos de la question juive, et cela s'y fit aussi à propos de toute autre question politique ». « La liberté générale en France n'est point encore loi ; la question juive n'y a pas encore reçu sa solution, parce que la liberté légale (égalité de tous les citoyens devant la loi) y est bornée par le cours ordinaire des préjugés religieux ; cette non-liberté dans la vie ordinaire réagit sur la loi égalitaire, et l'oblige à sanctionner la distinction qu'on fait parmi les *citoyens libres* en opprimés et en oppresseurs » (p. 65). À quelles conditions la question juive serait elle donc résolue en France ? « Le Juif, par exemple, devrait oublier qu'il est Juif et renoncer à tirer un prétexte d'abstention de sa loi particulière, lorsqu'il s'agit pour lui de remplir ses devoirs envers l'État et ses concitoyens, par exemple, d'aller à la Chambre des représentants un jour de sabbat. Chaque privilège religieux, par conséquent aussi le monopole d'une église privilégiée, devrait disparaître ; et si quelques-uns, ou plusieurs, ou même si la plupart des citoyens croyaient encore avoir des devoirs religieux à remplir, il faudrait que ce fut là une simple affaire privée, dont ces personnes se tireraient à leur gré » (p. 65). « Il n'y a plus de religion, quand il n'y a plus de religion privilégiée ; ôtez à la religion sa force exclusive et la religion n'existera plus » (p. 66). « M. Martin (du Nord) en proposant de ne pas faire dans la loi mention du dimanche, pensait affirmer par là que le christianisme avait cessé d'exister ; avec le même droit, et ce droit serait pleinement fondé, on proclamerait implicitement la cessation du judaïsme, par une loi qui annulerait la force

obligatoire du sabbat pour les Juifs » (p. 71).

Bauer veut donc, d'un côté, que le Juif abandonne le judaïsme, et l'homme en général, la religion, pour obtenir l'émancipation politique comme citoyen. D'un autre côté, Bauer regarde avec logique la disparition *politique* de la religion comme sa disparition en général. Un État, qui suppose la religion, n'est pas encore un véritable État. « L'idée religieuse, il est vrai (dit-il p. 97), donne des garanties à l'État ; mais à quel État ? à quelle sorte d'État ? » Voilà où Bauer commence à se brouiller ; il n'embrasse ici qu'un seul côté de la question juive.

Il ne suffirait nullement de demander : « Qui doit émanciper et qui doit être émancipé ? » Bauer aurait dû ajouter une troisième question, celle-ci : « De quelle espèce d'émancipation s'agit-il ? » En effet, il faudrait savoir quelles sont les conditions essentielles de cette émancipation si ardemment demandée et si chaudement disputée. Bref, il aurait fallu absorber la question juive dans la question universelle de l'époque actuelle.

Bauer ne l'a pas fait ; il n'élève pas la question à cette hauteur ; il tombe donc dans des contradictions. Cet écrivain pose des conditions qui sont étrangères à la nature de l'émancipation politique ; il pose des questions qui ne concernent pas le problème posé et il résout des problèmes qui n'ont rien à faire avec la question. Bauer dit des adversaires de l'émancipation juive : « Leur faute a été de supposer l'État chrétien comme le seul vrai, et de le soustraire à la critique qu'ils appliquaient au judaïsme (p. 3). » Bauer commet la faute, lui, de critiquer seulement *l'État chrétien* et non *l'État en général*. Bauer a tort de ne pas réfléchir sur les rapports entre l'émancipation *politique* et l'émancipation *humaine* ; il pose des conditions que seule peut faire poser une confusion entre les deux émancipations politique et humaine. Bauer dit aux Juifs : « Avez-vous, de votre point de vue, le droit d'exiger votre émancipation *politique* ? » Nous demandons, au contraire : « Est-ce que, du point de vue de l'émancipation *politique*, on a le droit d'exiger du Juif la disparition du judaïsme, et de l'homme en général, celle de la religion ? »

La question juive change d'aspect, suivant l'État que le Juif habite. En Allemagne, où il n'y a pas d'État politique, pas d'État *comme État*, la question juive est une question purement théologique. Le Juif allemand vit dans un contraste religieux avec l'État, qui reconnaît le christianisme comme base fondamentale. Cet État est vraiment théologien *ex-professo*. La critique existe, en Allemagne, comme critique de la théologie, à double tranchant : critique de la théologie chrétienne, critique de la théologie juive. Mais il n'empêche : même en se trémoussant beaucoup sur le terrain de la critique, on ne sort pas de la théologie.

En France, État constitutionnel, la question juive devient question de constitutionalisme ; elle y devient celle de l'émancipation *politique*, qui est louche et creuse. Or, comme en France, *l'apparence* d'une religion d'État (il est vrai, dans une formule qui ne signifie rien et qui est contradictoire avec elle-même, la célèbre formule de « *religion de la majorité des Français* ») se trouve maintenue, dans les rapports que les Juifs soutiennent avec l'État français, il reste *l'apparence* d'un contraste religieux ou théologique.

Ce n'est que dans les États-Unis de l'Amérique du Nord, au moins, dans une partie d'entre eux, que la question juive s'est débarrassée de sa signification théologique ; c'est, là, une question purement civile, humaine. Il n'y a que là, où l'État politique existe dans son développement entier, qu'on peut voir avec toute la netteté désirable quelle relation le Juif, et, en général l'homme religieux, soutient avec l'État politique ; en d'autres termes, quelle relation la *religion*, d'un côté, soutient avec l'*État*, de l'autre. La critique de cette relation cesse d'être critique théologique, aussitôt que l'État a cessé de se raidir dans une tension théologique contre la religion, et qu'il entre avec elle dans une relation purement politique. Là seulement, la critique devient critique de l'État politique ; et c'est là aussi que la critique de Bruno Bauer cesse d'être critique. M. G. de Beaumont (*L'Esclavage aux États-Unis*, Paris, 1835, p. 214) dit : « Il n'existe aux États-Unis ni religion de l'État, ni religion déclarée celle de la majorité, ni prééminence d'un culte sur un autre ; l'État est étranger à tous les cultes ». Il y a même quelques États américains où « la constitution n'impose pas les croyances religieuses et la pratique d'un culte comme condition des privilèges politiques (p. 225) ». Néanmoins, « on ne croit pas aux États-Unis qu'un homme sans religion puisse être un honnête homme (p. 224) ». Malgré tout, l'Amérique septentrionale est le vrai pays de la religiosité ; demandez à MM. de Beaumont, de Tocqueville et Hamilton.

Prenons toujours les États-Unis pour exemple. Voici la question : « Quel rapport y a-t-il entre la pleine émancipation politique et la religion ? » Lorsque nous voyons dans le pays même de l'entière émancipation politique, non seulement que la religion subsiste, mais garde toute sa vigueur, il n'est pas besoin, j'espère, d'autres preuves, pour démontrer que l'existence de la religion n'est pas incompatible avec la pleine maturité politique de l'État. Mais si la religion existe, c'est par suite d'une organisation sociale défectueuse, dont il faut chercher la cause dans l'essence même de l'État.

Pour nous, la religion n'est plus la cause de l'imperfection sociale, mais son effet. Aussi expliquons-nous l'asservissement religieux des citoyens

même politiquement affranchis, par l'asservissement social. Nous ne prétendons pas qu'ils doivent secouer leurs chaînes religieuses pour faire tomber leurs chaînes sociales ; nous disons, au contraire, qu'ils briseront leurs chaînes religieuses, en se dégageant de leurs chaînes sociales. Nous ne transformons pas les questions de ce monde en questions de théologie ; nous transformons les questions de théologie en questions de ce monde. Il y a assez longtemps qu'on explique l'histoire par la religion, expliquons la religion par l'histoire. La question des rapports entre l'émancipation politique et la religion devient pour nous la question des rapports entre l'émancipation *politique* et l'émancipation *humaine*.

Pour expliquer la tare religieuse de l'État politique, c'est la structure sociale de l'État politique que nous mettons en lumière, et non cette tare religieuse elle-même. Quand on nous montre la contradiction de l'État avec une religion, par exemple avec celle des Juifs, nous *humanisons* cette contradiction en la changeant en celle de l'État avec certains éléments sociaux ; nous transformons la contradiction de l'État avec la religion en général, en une contradiction de l'État avec son contenu.

L'émancipation *politique* du Juif, du chrétien, de l'homme religieux en général, c'est l'émancipation de l'État des liens du judaïsme, du christianisme, de la religion en général. L'État s'émancipe de la religion, en s'émancipant de la religion d'État, c'est-à-dire en rejetant toute religion d'État. L'émancipation *politique* des liens de la religion, n'est point l'émancipation parfaite des liens de la religion ; elle ne l'est pas, parce que l'émancipation politique n'est pas l'émancipation *parfaite*, l'émancipation *humaine*.

Les limites de l'émancipation politique se montrent à nous déjà, quand nous voyons *l'État* s'émanciper, sans que *l'homme* en soit véritablement émancipé ; devenir un État *libre*, sans que l'homme soit un homme libre. Bauer lui-même nous le concède implicitement, en posant la condition suivante de l'émancipation politique : « Chaque privilège religieux en général, par conséquent aussi le monopole d'une église privilégiée, devrait être supprimé ; et si quelques-uns, ou plusieurs, ou la plupart même croient avoir des devoirs religieux à remplir, l'accomplissement de ces devoirs devrait être laissé à leur bon plaisir comme une simple affaire privée. » Ainsi *l'État* peut s'être émancipé de la religion, même si la plupart de ses membres restent encore religieux. Et pour l'être dans le privé, cette majorité ne cesse pas d'être religieuse.

Mais la relation de l'État, surtout d'un État libre, d'une république, avec la religion, n'est au fond que la relation des hommes formant cet État avec la religion. Il suit de là que l'homme qui, par l'intermédiaire de l'État,

politiquement, s'affranchit d'un certain joug, ne s'en dégage, n'échappe à la contradiction avec lui-même que dans une certaine limite, que d'une manière abstraite et incomplète. Il suit de là encore, que l'homme qui s'émancipe politiquement, ne s'émancipe que par un détour, par un intermédiaire, bien que cet intermédiaire soit nécessaire. Il suit de là que l'homme peut sans doute se proclamer athée par l'État, en faisant l'État athée ; il n'en reste pas moins toujours asservi au joug religieux, parce que, précisément ; il ne s'en affranchit que par un intermédiaire, un détour. L'État, c'est le médiateur entre l'homme, d'un côté, et la liberté humaine, de l'autre. De même que le Christ est le médiateur entre les mains de qui l'homme abdique toute sa divinité, toute sa liberté religieuse, de même l'État est le médiateur, entre les mains de qui l'homme abdique toute son humanité, toute sa liberté humaine.

L'émancipation politique des entraves religieuses participe de tous les défauts et de tous les avantages de l'émancipation politique en général. L'État, comme tel, annule, par exemple, la propriété individuelle, l'homme déclare la propriété individuelle politiquement abolie, quand il abolit le cens électoral passif et actif ; chose qui est arrivée dans un grand nombre des États-Unis de l'Amérique septentrionale. Hamilton interprète très bien ce fait du point de vue politique, quand il écrit : « La grande masse y a remporté la victoire sur les propriétaires et sur la richesse financière ». Par cet acte, le non-propriétaire est devenu le législateur du propriétaire ; c'est bien là, ce me semble, une abolition idéale de la propriété personnelle. Le cens, c'est la dernière forme *politique* dans laquelle on reconnaît la propriété personnelle.

Et pourtant cette annulation politique de la propriété personnelle ne l'abolit pas ; au contraire, elle la suppose. L'État efface les différences de la naissance, du rang, de l'instruction, de l'occupation, mais il ne les efface qu'en les tenant pour des différences non-politiques, en appelant chaque membre de la nation à participer, quelle que soit sa condition sociale, à la souveraineté nationale. Néanmoins l'État laisse subsister les effets particuliers de la propriété, de l'instruction, de l'occupation individuelles. Loin de détruire ces différences de fait, l'État n'existe que par elles ; il ne se montre comme État politique et ne fait valoir son universalité, que par son contraste avec elles. Hegel détermine la situation de l'État politique vis-à-vis de la religion avec justesse, quand il dit : « Afin que l'État puisse se manifester, comme la réalité morale de l'esprit qui a conscience de lui-même, cet État doit se distinguer des formes de l'autorité et de la foi ; mais cette distinction ne peut se faire jour que dans la mesure où l'élément ecclésiastique se scinde lui-même : car, c'est seulement par-dessus les

Églises particulières, que l'État peut maintenir l'universalité de l'idée, de son principe, de sa notion et de les faire passer à l'acte^{51} ».

En effet ! l'État ne peut établir son universalité que par-dessus des éléments particuliers.

L'État politique pleinement développé est essentiellement la vie générale de l'homme, la vie de l'espèce, en contraste avec sa vie matérielle, individuelle. Tout le contenu de cette vie égoïste reste en dehors de la sphère politique, dans la sphère de la société civile. Là où l'État politique est arrivé à sa pleine maturité, l'homme mène une vie double (céleste et terrestre), non seulement par le cerveau, par la conscience, mais dans la réalité, dans la pratique : c'est, d'un côté, la vie dans la communauté politique où il se regarde comme un être général ; et, de l'autre, la vie dans la société civile, où il agit comme individu privé, comme simple particulier, regarde les autres comme des moyens et s'abaisse lui-même au rang d'instrument et de jouet entre les mains de puissances étrangères.

L'État politique est aussi transcendant à la société *bourgeoise*, que le ciel religieux à la terre. L'État politique triomphe de la société bourgeoise, absolument comme la religion triomphe du monde profane : il doit reconnaître la société bourgeoise, il doit se laisser borner et gouverner par elle, de même que la religion se voit obligée de fléchir devant le monde profane. L'homme dans sa réalité immédiate, dans la société civile, est un être profane. Il y vaut comme individu réel, en contact avec d'autres ; il y a une existence purement phénoménale. Dans l'État, au contraire, où l'homme est regardé comme être général, comme partie de l'organisme universel, il est membre imaginaire d'une souveraineté imaginaire ; il y est dépourvu de sa vie réelle d'individu, il y est rempli d'une universalité abstraite.

Le conflit qui s'élève entre le citoyen, confesseur d'une religion particulière d'un côté, et les autres individus, membres de la même communauté, se ramène au divorce séculier de l'État politique et de la société bourgeoise. Pour l'homme, en tant que *bourgeois*, l'existence dans l'État n'est qu'une fausse apparence, qu'une exception momentanée vis-à-vis de l'essence et de la règle. Le bourgeois, comme le Juif, n'est citoyen, le citoyen ne reste Juif ou bourgeois que d'une manière sophistique ; mais cette sophistique ne leur est point personnelle, elle est plutôt la sophistique de l'État politique en général. Le divorce entre l'homme *religieux* et le *citoyen*, c'est le divorce entre le négociant et le citoyen, entre l'ouvrier et le citoyen, entre le propriétaire et le citoyen, bref le divorce entre l'individu vivant et le citoyen. La contradiction de l'homme *religieux* avec

l'homme *politique*, est la même que celle du bourgeois avec le citoyen ; du simple membre de la société civile avec son masque politique, avec le personnage grandiloquent de la société politique.

La question juive se ramène donc finalement à un conflit social du rapport de l'État politique avec son contenu, lequel comporte soit des éléments purement matériels (la propriété individuelle, etc.), soit des éléments intellectuels et moraux (la religion, l'instruction, etc.).

Cette contradiction entre l'intérêt *universel* et l'intérêt *particulier*, cette scission entre l'État *politique* et la société *bourgeoise* sont deux contrastes sociaux ; et ce sont eux précisément que Bruno Bauer laisse subsister, tout en combattant leur expression *religieuse* ou théologique. Bauer dit (p. 8) : « Ce système des besoins, base de la société civile, et qui en assure l'existence et la nécessité, c'est précisément ce qui l'expose aussi à des périls continuels, entretient en elle une incertitude perpétuelle, et produit ces vicissitudes constantes de pauvreté et de richesse, de bonheur et de misère, en un mot l'instabilité universelle ». Comparez-y tout le chapitre « la Société bourgeoise », écrit sous l'inspiration de la philosophie du Droit de Hegel. La société bourgeoise y est reconnue nécessaire dans son contraste vis-à-vis de l'État politique, parce que l'État politique est reconnu nécessaire lui-même.

L'émancipation politique est certainement un grand progrès. Elle n'est pas le plus haut degré de l'émancipation humaine en *général*, mais dans les limites de l'organisation sociale traditionnelle, et en dehors de l'émancipation réelle, économique, elle est la forme la plus élevée de l'émancipation.

L'homme s'affranchit politiquement de la religion en la refoulant du droit public dans le droit privé. La religion n'est plus l'âme de l'État, dès que l'homme, ne fût-ce que d'une manière humble, sous une forme particulière et dans des conditions sociales particulières, se conçoit comme un être général, comme un membre de l'espèce humaine qui s'unit à d'autres membres ; elle devient l'âme de la société bourgeoise, du royaume de l'égoïsme, du *bellum omnium contra omnes*. Elle n'est plus l'âme de la communauté, mais l'âme de l'individualisme, elle exprime le divorce entre l'homme et l'humanité ; bref, elle redevient ce qu'elle était d'abord. Elle n'est plus autre chose que la confession abstraite que l'individu fait de sa perversité individuelle, de ses caprices particuliers, de son mauvais vouloir personnel. Chez les Américains, par exemple, la religion, éparpillée en sectes innombrables, présente déjà les caractères d'une affaire purement individuelle. Elle est descendue dans la sphère des intérêts particuliers ; elle a été expulsée de celle des intérêts généraux.

Mais n'oubliez pas les limites de toute émancipation politique : la scission de l'homme en deux hommes (le citoyen et le particulier). La religion cessant d'être chose d'État, pour ne plus être que chose privée, c'est là, non un degré, mais le plus haut degré de l'émancipation politique, qui, loin de faire disparaître la religiosité réelle de l'homme, laisse entière la question religieuse.

Le divorce de l'homme en Juif et citoyen, en protestant et citoyen, en religieux et citoyen, ce divorce n'a rien qui fasse mentir l'ordre légal, ni qui restreigne l'émancipation politique ; c'est au contraire en quoi consiste, précisément, cette émancipation ; c'est la manière politique de s'émanciper de la religion. Sans doute, lorsque l'État *politique*, comme État politique, se dégage révolutionnairement de la société civile, quand l'affranchissement humain tend à se réaliser sous la forme de l'affranchissement politique, il se peut que l'État, dépassant son but, veuille jusqu'à la suppression, jusqu'à l'anéantissement de la religion. Mais, remarquez-le bien, cette suppression ressemblera à l'abolition de la propriété individuelle par la confiscation, l'impôt progressif, à la destruction de la vie par la guillotine. Dans les moments d'exaltation extraordinaire, l'État cherche à comprimer sa base, la société civile et à saisir l'homme tout entier, pour l'englober dans le cercle de sa vie générale, désormais libre de toute contradiction. Mais par là, l'État se met en contradiction violente avec ses propres conditions de vie ; il doit proclamer la révolution en permanence ; et le drame politique finit nécessairement par la restauration de la religion, de la propriété privée et de tous les éléments de la société civile, comme la guerre finit par la paix.

L'État chrétien parfait, ce n'est pas l'État dit chrétien, ayant le christianisme pour base et pour religion d'État, et repoussant par-là toute autre religion. C'est bien plutôt l'État athée, démocratique, qui a relégué la religion parmi les autres éléments de la société civile. Mais l'État qui flotte encore sur les vagues de la théologie, qui confesse encore publiquement le christianisme officiel, qui n'ose encore se proclamer comme État, — celui-là, dis-je, n'a pas encore réussi à se donner, comme État, sous une forme sociale et humaine, le fondement humain, dont l'expression exaltée s'appelle christianisme. L'État soi-disant chrétien n'est tout simplement que le non État ; le christianisme, en tant que religion, n'est jamais réalisable dans des productions humaines et réelles : ce qui peut seul passer dans la réalité, c'est le fond humain du christianisme. L'État se disant chrétien, c'est la négation que le christianisme prononce contre l'État ; ce n'est nullement la réalisation politique du christianisme. L'État dont le christianisme est la religion officielle, ne confesse pas pour cela, en

tant qu'État, le christianisme ; il n'est pas avec la religion dans une relation religieuse, je veux dire, il n'est pas la réalisation politique de la religion comme fond humain, puisqu'il s'appuie précisément sur l'irréalité, sur le caractère imaginaire de ce fond humain. L'État soi-disant chrétien, c'est l'État imparfait, et la religion chrétienne est regardée par lui comme le complément ou plutôt comme la consécration de son imperfection. La religion lui devient nécessairement un moyen, et lui-même devient l'État de l'hypocrisie. Il y a une grande différence entre l'État qui, malgré sa forme achevée et parce qu'il ne peut remédier au vice inhérent à la nature même de l'État, compte la religion parmi ses conditions ; et l'État qui, de forme défectueuse, et parce que précisément il est imparfait comme État, fait de la religion son fondement. Ici, la religion devient une politique imparfaite ; là on voit, par la religion, l'imperfection de la politique la plus parfaite. Le soi-disant État chrétien a besoin de la religion chrétienne pour se compléter comme État. L'État démocratique, au contraire, l'État réel, n'a plus besoin de la religion pour se compléter ; il peut faire abstraction de la religion, parce que chez lui la religion, dans son fond humain, se réalise socialement. L'État soi-disant chrétien fera donc de la religion une force politique et de la politique une force religieuse. En ramenant les formes politiques à n'être qu'apparence, il fait une apparence de la religion elle-même.

Pour mettre en lumière cette opposition, considérons l'État chrétien, tel que l'imagine Bauer, sur le modèle de l'État christiano-germanique : « Dernièrement, dit-il, on a voulu prouver l'impossibilité de l'État chrétien ; dans ce but, on a montré certains préceptes évangéliques, auxquels cet État n'obéit pas, et auxquels il ne pourrait obéir sans se détruire complètement lui-même ». « Mais la question n'est pas aussi simple. Que demandent donc les dits préceptes évangéliques ? Ils demandent un oubli surnaturel de soi, une soumission absolue à l'autorité de la révélation, l'indifférence en matière politique, l'abolition de tous les rapports sociaux. Mais c'est là, précisément, tout ce que l'État chrétien demande et accomplit lui-même. Il s'est approprié l'esprit de l'Évangile, et s'il ne le traduit pas littéralement, c'est qu'il fait passer cet esprit dans des formes politiques, c'est-à-dire dans des formes qui, empruntées à la politique séculière, doivent, dans la régénération religieuse qu'on leur fait subir, devenir de simples apparences. C'est là vraiment, tout en se servant des formes de l'État, faire preuve d'une indifférence politique transcendante (p. 55) ». Bauer montre plus loin quel est ce peuple de l'État chrétien, un fantôme de peuple, sans volonté propre, n'ayant de véritable existence que dans le prince auquel il obéit comme à un être que

Dieu, sans le consulter, a établi sur le trône, et qui lui est étranger tant en lui-même que par ses origines ; Bauer montre que les lois de ce peuple ne sont point son œuvre propre, mais des révélations divines et positives ; que son chef a besoin de médiateurs privilégiés entre lui et son propre peuple, entre lui et la masse ; que cette masse même se dissémine en une foule de groupements particuliers, formés par le hasard, séparés les uns des autres par leurs intérêts, leurs passions et leurs préjugés, et faisant ériger en privilège ces distributions mêmes (p. 56).

Mais Bauer dit encore : « La politique, quand elle ne doit être que de la religion, ne peut être politique ; pas plus que le nettoyage des marmites, considéré comme affaire de religion, ne peut être considéré comme affaire de ménage (p. 108). » Dans l'état chrétien germanique, la religion est une affaire de ménage, comme une affaire de ménage est de la religion. Dans cet État chrétien germanique, la domination de la religion n'est que la religion de la domination ; le gouvernement de la religion n'est que la religion du gouvernement.

Séparer l'esprit évangélique et la lettre évangélique, voilà un acte irreligieux. L'État qui fait parler l'évangile avec les lettres de la politique, qui diffèrent de celles du Saint-Esprit, commet par là un sacrilège, sinon aux yeux humains, du moins à ses propres yeux religieux. À l'État qui proclame le christianisme comme sa norme la plus haute et la bible comme sa charte octroyée par Dieu, il faut opposer les paroles de la Sainte-Écriture, les paroles mêmes, les syllabes ; tout est sacro-saint dans la Sainte-Écriture. Alors cet État, se verra avec la vile multitude mortelle, sa base, impliqué dans une contradiction douloureuse, et que ne saurait résoudre le point de vue religieux, dès qu'on lui montrera les versets évangéliques qu'il n'applique pas, et qu'il ne saurait appliquer sans se détruire complètement comme État.

Mais pourquoi, je vous prie, ne veut-il pas se dissoudre complètement ? À cette question, il ne saurait faire, ni à lui-même, ni aux autres, aucune réponse. L'État chrétien officiel n'est pour lui-même qu'un simple devoir-être, incapable de passer à l'Être ; il ne sait constater la réalité de son existence qu'en se payant de mensonges ; il reste toujours pour lui-même un objet de doute, un problème insoluble. La critique a donc bien raison, quand, le prenant au mot, et lui mettant pour ainsi dire le poing sur la gorge, elle le contraint d'avouer que, dans l'aberration de sa conscience, il ne sait plus lui-même s'il est une réalité ou une fiction, lui qui, pris entre les infamies de la politique que la religion couvre de son manteau et la loyauté de sa conscience religieuse, pour qui le monde n'a d'autre fin que la religion, se débat, dans une contradiction inextricable. Un tel État ne

peut se sauver de ses tourments intérieurs qu'en faisant de l'Église catholique sa gendarmerie sacrée. Et l'Église aux yeux de qui la puissance temporelle n'est qu'une servante, regarde de haut cet État, impuissant devant elle, malgré ses prétentions à maintenir l'hégémonie de la religion.

Dans cet État soi-disant chrétien, ce qu'on trouve, ce n'est pas l'homme, mais l'abdication de l'homme. Un seul être existe : le roi, différent des autres par sa nature privilégiée, d'origine mystique, en relations directes avec le ciel, avec Dieu. Et ce qui domine, ce sont des rapports de foi. L'esprit religieux ne s'est pas encore véritablement réalisé dans le monde. Mais le peut-il ? Est-il autre chose qu'une forme mystique du développement de l'esprit humain ? S'il se réalise, ce ne peut-être que dans la mesure où la conscience humaine, dont il était l'expression transcendante, devient immanente au monde. Il trouve cette réalisation dans l'État démocratique. Ce n'est pas sur le christianisme, c'est sur le fond humain du christianisme que repose cet État. La religion reste la conscience idéale, mystique des membres d'un État démocratique, parce qu'elle est la forme idéale de la conscience humaine, qui trouve en lui sa réalisation.

Si les membres d'une démocratie restent religieux, c'est qu'il y a un divorce entre leur vie individuelle et leur vie sociale, entre leur vie d'hommes privés et leur vie de citoyens ; ils restent religieux, parce qu'ils envisagent la vie politique, transcendante à leur individualité réelle, comme leur vraie vie, et que la religion, âme de la société civile, est précisément l'expression du divorce de l'homme avec lui-même.

La démocratie politique est chrétienne, en ce sens que l'homme, non un homme, mais tout homme, vaut comme être souverain, être suprême ; mais notez bien, l'homme à l'état inculte, à l'état de nature, le premier venu qui va et vient, l'homme à l'état d'abaissement et de corruption où l'a réduit toute l'organisation de notre société, l'homme soumis à des conditions de vie inhumaine, en un mot, l'homme qui n'a encore aucune vie sociale réelle. Cette fiction, ce songe, ce postulat du christianisme, la souveraineté de l'homme, et de l'homme étranger à lui-même, différent de l'homme réel, devient dans la Démocratie une réalité sensible, actuelle, immanente.

La conscience religieuse et théologique elle-même se croit, dans la démocratie, d'autant plus religieuse et d'autant plus théologique qu'elle est apparemment sans signification politique, sans fins terrestres, simple affaire de misanthropie, expression d'une raison bornée, produit de l'arbitraire et de la fantaisie, pur rêve de l'au-delà. C'est ainsi que le christianisme comme religion universelle se réalise : les conceptions du monde les plus diverses se font jour dans son sein côte à côte ; on ne

demande plus d'être chrétien, mais simplement d'admettre une religion en général. (Voyez l'écrit déjà cité de M. de Beaumont). La conscience religieuse nage dans la richesse des contradictions et des variations religieuses.

Nous l'avons donc montré : s'émanciper politiquement de la religion, ne laisser à aucune religion de caractère officiel, ne signifie pas détruire la religion. La contradiction, que chaque adhérent d'une religion particulière soutient avec lui-même en tant que citoyen, n'est qu'une partie de la contradiction générale entre l'État politique et la société civile. L'État chrétien parfait, c'est l'État qui n'est qu'État, et fait abstraction de la religion de ses membres. L'État, en s'émancipant de la religion, n'émancipe pas l'homme des liens religieux.

Nous ne dirons donc pas, avec Bauer, aux Juifs : vous ne pouvez être politiquement émancipés sans vous affranchir des liens du judaïsme. Nous leur disons plutôt : Vous pouvez vous émanciper politiquement sans vous séparer complètement du judaïsme ; car l'émancipation politique n'est pas l'émancipation humaine. Si vous, Juifs, aspirez à une émancipation politique, sans vouloir l'émancipation humaine, vous ne porterez pas seuls la responsabilité de ce compromis et de cette contradiction ; elle est inhérente au caractère même de l'émancipation politique. Si vous êtes prisonniers de ce préjugé, vous ne l'êtes pas seuls. Si l'État fait de l'Évangélisation, lorsque, quoique État, il se comporte chrétiennement avec les Juifs, les Juifs font de la politique, lorsque, quoique Juifs, ils réclament leurs droits de citoyens.

Mais si l'homme, bien que Juif, peut être émancipé en politique, et s'il peut obtenir les droits civiques, est-ce qu'il peut réclamer et recevoir les droits dits droits de l'homme ? Bauer le nie : « La question, dit-il, est de savoir si le Juif comme tel, c'est-à-dire le Juif qui convient lui-même qu'il est forcé par sa véritable nature de vivre éternellement séparé des autres hommes, est capable de recevoir et de reconnaître aux autres les droits universels appelés droits de l'homme ? L'idée de ces droits de l'homme ne fut découverte pour le monde chrétien qu'au dernier siècle ; elle n'est point innée à l'homme, elle n'est qu'une conquête, résultat du combat contre les traditions historiques, au milieu desquelles l'homme fut élevé. Les droits de l'homme ne sont point un don de la nature, une dot de l'histoire ; ils sont le prix de la lutte contre le hasard de la naissance et contre les privilèges que les générations ont hérités l'une de l'autre. Les droits de l'homme sont les résultats de la civilisation ; ils ne sauraient être possédés que par celui qui les a acquis et mérités. Mais le Juif peut-il réclamer les droits de l'homme ? Tant qu'il reste Juif, son essence humaine qui devrait

l'associer comme homme aux autres hommes, sera opprimée par sa qualité juive ; il se séparera de celui qui n'est pas Juif. Il déclarera implicitement, par cette séparation, que son être particulier, le judaïsme, est son essence véritable, devant qui l'essence de l'homme doit disparaître. De même le chrétien, en tant que chrétien, ne peut octroyer les droits de l'homme (p. 19-20).

Cela signifie, d'après Bruno Bauer, que l'homme doit sacrifier « le privilège de la croyance » pour recevoir les droits universels de l'homme. Regardons un moment de plus près les prétendus droits de l'homme sous leur forme authentique, telle qu'elle existe chez ceux qui les ont découverts, les Américains du Nord et les Français. Les droits de l'homme sont en partie des droits politiques, des droits qui ne peuvent être exercés qu'en commun avec d'autres. Ils concernent la participation à la *res publica*, à la chose publique et politique. Ils regardent donc la liberté politique ; ce sont des droits civiques, qui — nous l'avons vu — sont loin de supposer la disparition positive de la religion, et par conséquent celle de la religion juive. Il reste donc à examiner l'autre partie des *droits de l'homme*, en tant qu'ils diffèrent *des droits du citoyen*.

Parmi eux nous lisons la liberté de la conscience, le droit d'exercer n'importe quel culte. Le privilège de la croyance y est expressément reconnu, soit comme un droit de l'homme, soit comme la conséquence d'un droit de l'homme, de la liberté.

La *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, 1791, art. 10 dit que : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses. » Le titre 1^{er} de la Constitution de 1791 garantit : « La liberté à tout homme d'exercer le culte religieux auquel il est attaché. » — La *Déclaration des Droits de l'Homme* de 1793 compte parmi ces droits, art. 7 : « Le libre exercice des cultes ». Quant au droit de publier ses idées, de se réunir, d'exercer son culte, on y lit : « La nécessité d'énoncer ces droits suppose ou la présence ou le souvenir récent du despotisme ». Comparez la Constitution de 1795, tit. XII, art. 354.

La Constitution de Pennsylvanie dit, art. 9, § 3 : « Tous les hommes ont reçu de la nature le droit imprescriptible d'adorer le Tout-Puissant selon les inspirations de leur conscience, et nul ne peut légalement être contraint, de suivre, d'instituer ou de soutenir contre son gré aucun culte ou ministère religieux. Nulle autorité humaine ne peut en aucun cas intervenir dans les questions de conscience et contrôler les pouvoirs de l'âme. »

La Constitution de New-Hampshire dit, art. 5 et 6 : « Au nombre des droits naturels, quelques-uns sont inaliénables de leur nature, parce que rien n'en peut être l'équivalent ; de ce nombre sont les droits de la

conscience. » (Beaumont, p. 213-214).

Ainsi, la religion d'un côté, et les droits de l'homme de l'autre, ne forment nullement un contraste irréductible, le droit *d'être religieux*, c'est-à-dire de pratiquer une religion particulière, figure parmi les droits de l'homme. Le privilège de la croyance est donc un droit universel de l'homme. Bauer se trompe quand il y voit incompatibilité.

Les droits de *l'homme* sont à distinguer des droits du citoyen. Or, quel est *l'homme* qu'il faut distinguer du *citoyen* ? sinon le membre de la société civile. Par quelle raison appelle-t-on *homme* tout court, le membre de la société civile, et ses droits, les droits de l'homme ? Ce fait s'explique par le rapport que l'État politique soutient avec la société civile ; il s'explique par la nature de l'émancipation politique.

Constatons, avant tout, que les droits de l'homme séparés des droits du citoyen, ne sont autre chose que les droits du membre de la société civile, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme qui est séparé de l'homme et de la chose publique. Ouvrez la Constitution la plus radicale, celle de 1793, vous y trouverez : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Art. 2 : « Ces droits, etc. (Les droits naturels et imprescriptibles) sont l'Égalité, la Liberté, la Sûreté, la Propriété » ; Art. 6 « la liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui. » — Ou selon la déclaration de 1791 : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. »

Ainsi la liberté est le droit de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. La limite dans laquelle chacun, sans nuire à autrui, peut agir, est fixée par la loi, comme la frontière de deux champs est déterminée par une haie. En d'autres termes, c'est là une liberté où l'homme est considéré comme une monade isolée et retirée chez elle. Le Juif, selon Bauer, est incapable de recevoir les droits de l'homme, parce que, tant qu'il reste Juif, son être *humain*, qui devrait l'associer comme homme avec les autres hommes, sera opprimé par *l'être borné* qui fait de lui un Juif ; cet être *borné* le séparera des autres personnes qui ne sont pas juives. Or, le droit de l'homme appelé *liberté* ne se base point sur l'association de l'homme avec l'homme, mais, au contraire, sur la séparation de l'homme d'avec l'homme ; c'est donc le *droit* de cette séparation, le droit de l'individu borné à lui-même.

La mise en pratique du droit de l'homme appelé *Liberté*, c'est le droit de l'homme appelé *Propriété*.

En quoi consiste ce droit de *Propriété* ?

La Constitution de 1793, art. 16, dit : « Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen, de jouir et de disposer à son gré de ses biens,

de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie ». En d'autres termes, c'est le droit de jouir de sa fortune à son gré, abstraction faite de tous les autres hommes et de la société ; le droit de l'égoïsme. La *Liberté* et sa mise en pratique, la *Propriété*, forment la base de la société bourgeoise. Chacun voit donc dans autrui, non la réalisation, mais la limite de sa liberté personnelle.

L'Égalité, dans sa signification non politique, n'est rien autre chose que l'égalité de la Liberté définie plus haut, chacun a le droit d'être regardé comme une monade indépendante. La Constitution de 1795 dit, dans son art. 5 : « L'Égalité consiste en ce que la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. »

Et la Sûreté ? Elle consiste (art. 8, Const. 1793) « dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés ».

En effet, la plus haute de toutes les notions sociales de la société bourgeoise, c'est la *police*. Toute la société n'existe que pour garantir à chaque membre la conservation de sa personne, de ses droits et de sa propriété. Hegel appelle dans ce sens la société bourgeoise l'*État du besoin et de la réflexion*. Ce n'est certainement point par cette sûreté que la société bourgeoise s'élève au-dessus de l'égoïsme ; la sûreté est plutôt l'assurance et la garantie de cet égoïsme.

Ainsi, aucun des droits dits *de l'homme*, ne va au-delà de l'individu égoïste, au-delà de l'homme, membre de la société civile, replié sur son intérêt particulier et son caprice personnel, séparé de la vie et de l'activité communes. Dans les droits dits de l'homme nous voyons que l'homme n'est point compris comme être général. Au contraire, la vie générale, la vie sociale, n'y est qu'un cadre étranger aux individus, qu'une limitation de leur activité individuelle. Le seul lien qui réunit tous les individus, c'est la nécessité naturelle, le besoin, l'intérêt privé, la conservation de leur fortune et de leur personne égoïste.

Il paraît difficile à expliquer, qu'une nation qui vient de s'affranchir, de renverser toutes les barrières entre ses membres, de fonder un état politique, que cette nation, disons-nous, proclame solennellement (déclaration de 1791) les droits de l'homme égoïste, de l'homme qui se sépare de l'homme et de la chose publique, et que cette proclamation soit répétée dans un moment où le dévouement le plus héroïque peut seul sauver la nation ; dans un moment où le sacrifice de tous les intérêts de la société civile est mis à l'ordre du jour et l'égoïsme puni de mort (déclaration de 1793). Plus inexplicable encore est de voir l'État rabaissé par les révolutionnaires au rang de simple moyen de conservation pour ces

soi-disant droits de l'homme, de voir le citoyen au service de l'homme égoïste, les intérêts généraux à la remorque des intérêts privés, et le bourgeois passer, avant le citoyen, pour l'homme véritable.

« Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme » (Déc. 1791, art. 2). — « Le gouvernement est constitué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles (1791, art. 1). » Ainsi, même au moment où l'enthousiasme était le plus ardent, porté à son plus haut point par la pression des circonstances, la vie politique se déclare elle-même un simple moyen, dont la fin est la vie de la société civile. La pratique révolutionnaire, il est vrai, s'y trouve en contradiction flagrante avec la théorie. La *Sûreté* est proclamée un droit de l'homme, et en même temps la violation des lettres de poste est mise à l'ordre du jour. La liberté indéfinie de la presse (Constit. 1793, art. 122) y est garantie comme une conséquence du droit de l'homme, *liberté*, et en même temps cette presse libre est détruite, car, dit Robespierre jeune, « La liberté de la presse ne doit pas être permise, lorsqu'elle compromet la liberté publique. » (Hist. parlem. de Buchez et Roux, XXVIII, 135). En d'autres termes le droit de l'homme, la liberté, cesse, quand il entre en conflit avec la vie politique ; tandis que, selon la théorie, la vie politique n'est que la garantie des droits de l'homme, des droits de l'homme individuel, et devrait être abandonnée, lorsqu'elle se heurte contre son but, contre les droits de l'homme. La pratique n'est ici qu'une exception, la théorie, c'est la règle.

Mais, même en ne considérant dans la question que la pratique révolutionnaire, on aura toujours à résoudre cette énigme : pourquoi, dans le cerveau des révolutionnaires, s'est-il produit un tel renversement des idées que le but apparaisse comme moyen et le moyen comme but ? Cette illusion d'optique serait toujours la même énigme, même sous la forme psychologique et théorique.

L'énigme se résout d'une façon bien simple ; voici comment :

L'émancipation politique est en même temps la dissolution de la vieille société, sur laquelle repose l'État (le gouvernement) devenu étranger au peuple. La révolution politique, c'est la révolution de la société bourgeoise. Quel caractère avait la vieille société ? on peut le définir d'un mot : la féodalité. Cette vieille société revêtait immédiatement un caractère politique ; les éléments de la vie civile, par exemple, la propriété, la famille, le travail, sous les formes de la seigneurie, de la caste, de la corporation, étaient devenus autant d'éléments de la vie politique. Ces éléments ainsi formés déterminaient les rapports de l'individu avec la collectivité politique, ils déterminaient ses rapports politiques. Cette

organisation féodale de la vie nationale était loin d'élever la propriété et le travail à la hauteur d'éléments sociaux ; elle les séparait plutôt de la collectivité politique, en les constituant comme des sociétés particulières dans la société. Les fonctions et les conditions vitales de la société civile restaient politiques, mais dans le sens féodal ; elles séparaient l'individu de l'ensemble politique ; elles faisaient du rapport particulier que sa corporation soutenait avec l'État l'intermédiaire de ses relations personnelles avec la vie nationale ; et son activité, comme sa situation privée ne revêtaient de caractère social qu'en tant que corporatives ; cette organisation avait pour conséquence d'identifier nécessairement l'unité politique avec la conscience, la volonté, l'activité d'un prince ; et la *chose publique* devenait la *chose privée* d'un roi et de ses ministres.

La révolution politique qui renversa la royauté, qui éleva les affaires d'État à la hauteur d'affaires nationales, et fit de l'État politique la chose de tous, constitue, par là, l'État véritable ; elle détruisit nécessairement tous les ordres privilégiés, les corporations et jurandes, qui étaient autant d'expressions du divorce du peuple d'avec lui-même. La révolution politique effaça donc par là le caractère politique de la société civile ; elle la décomposa dans ses simples éléments constitutifs : d'un côté, les individus, de l'autre, les éléments matériels et intellectuels dont la vie et la situation privée de ces individus est faite. Elle délia de ses chaînes la vie politique, jusque-là dispersée, égarée, désorientée dans les multiples impasses de la société féodale ; elle la tira de cette dispersion, elle la dégagea de la confusion de la société civile, et la faisant coïncider avec la vie générale de la nation, la constitua dans une indépendance idéale vis-à-vis des éléments particuliers de la vie bourgeoise. L'activité pratique et la situation privée de chaque citoyen, n'eurent plus désormais qu'une valeur purement individuelle ; ce n'est plus sur leur base que s'établirent les rapports généraux de l'individu avec la société politique ; les affaires publiques, comme telles, devinrent l'attribut universel de tout individu, la fonction publique, sa fonction universelle. Mais l'idéalisme politique porté à sa perfection, c'était en même temps le matérialisme bourgeois à son apogée. Le joug politique fut brisé, et en même temps tous les liens qui avaient jusque-là comprimé l'esprit égoïste de la société civile. L'émancipation politique fut du même coup l'émancipation de la société bourgeoise des entraves de la politique ; la société civile perdit jusqu'à son semblant de caractère universel.

La société féodale fut ramenée à son élément dernier, qui est l'homme, mais l'homme égoïste.

Cet homme, membre de la société bourgeoise, c'est la base, la condition

de l'État politique ; cet homme égoïste est reconnu dans les *Droits de l'homme*.

La liberté de cet homme égoïste, et la reconnaissance de cette liberté, c'est plutôt la reconnaissance du développement illimité de tous les éléments spirituels et matériels, qui forment le contenu de sa vie.

L'homme ne s'affranchit donc point de la religion ; il conquiert la liberté religieuse. Il ne s'affranchit point de la propriété ; il obtient la liberté de la propriété. Il ne s'affranchit point du métier égoïste ; il obtient la liberté du métier.

C'est par un seul et même acte que se fit la constitution de l'État politique et la dissolution de la société bourgeoise en individus indépendants, ayant entre eux des rapports de droit, comme, sous la féodalité, les hommes des corporations avaient entre eux des rapports de privilège. L'homme, membre de la société bourgeoise, l'homme privé, apparaît nécessairement comme homme naturel ; les droits de l'homme apparaissent comme des droits naturels, car l'activité consciente d'elle-même se concentre sur le terrain politique. L'homme égoïste n'est que le résidu, que, d'avance et mécaniquement, la dissolution sociale doit précipiter ; objet immédiat de certitude, et par là, objet naturel. La révolution politique résout la vie bourgeoise dans ses éléments constitutifs, sans révolutionner ces éléments et sans les assujettir à la critique ; elle regarde la société bourgeoise, le monde des besoins, du travail, des intérêts personnels, du droit privé, comme le fondement de son existence, comme une condition qu'il n'y a pas lieu de mettre en discussion, bref, comme une base naturelle. L'homme, membre de la société bourgeoise, est regardé comme l'homme proprement dit, comme l'homme réel ; l'homme politique n'est que l'homme artificiel, l'homme abstrait, un personnage allégorique. L'homme réel, c'est l'individu égoïste ; l'homme vrai, le citoyen abstrait. Le caractère abstrait de l'homme politique est fort bien dépeint par Rousseau.

« Celui qui ose entreprendre d'instituer un peuple, doit se sentir en état de changer, pour ainsi dire, la nature humaine ; de transformer chaque individu, qui, par lui-même, est un tout parfait et solitaire, en partie d'un plus grand tout dont cet individu reçoive en quelque sorte sa vie et son être, de substituer une existence partielle et morale à l'existence physique et indépendante. Il faut qu'il ôte à l'homme ses forces propres pour lui en donner qui lui soient étrangères, et dont il ne puisse faire usage sans le secours d'autrui. » (Contrat social, II, p. 67. Londres, 1757).

Toute émancipation est la réadaptation du monde de l'homme à l'homme même.

L'émancipation politique, c'est la réduction de l'homme, d'un côté, au membre de la société *bourgeoise*, à l'individu égoïste et indépendant : — et d'autre côté au citoyen politique, personnage moral et allégorique. Il s'en suit que la véritable émancipation humaine, ne se fera que quand l'homme individuel et réel, résorbant en lui le citoyen abstrait, sera devenu un être social dans sa vie quotidienne, dans ses travaux, dans ses affaires individuelles ; enfin, quand l'homme, reconnaissant et organisant ses forces propres comme des forces sociales, ne séparera plus de lui la force sociale sous forme de force politique.

Alors, mais non avant, l'émancipation humaine sera accomplie.

II

À propos d'un autre écrit du même auteur :

De la possibilité pour les Juifs et les chrétiens d'aujourd'hui de devenir libres,

Bruno Bauer traite sous cette forme et le rapport entre les deux religions, et leur rapport à la critique. Le rapport où elles sont à la critique, c'est le rapport que Juifs et chrétiens ont à *la capacité de devenir libres*.

Bauer trouve que : « Le chrétien n'a qu'un seul obstacle, sa religion à surmonter, pour dépasser le point de vue religieux en général, c'est-à-dire pour devenir libre ; le Juif au contraire doit d'abord rompre avec sa religion juive, et puis avec le degré supérieur, le christianisme, qui est le perfectionnement du judaïsme ; mais ce perfectionnement lui est resté étranger (p. 71). »

Bauer transforme donc ici la question de l'émancipation des Juifs en une question simplement religieuse. Le vieux débat théologique : « Qui du Juif ou du chrétien a le plus d'espérance d'obtenir le bonheur céleste ? » se répète sous cette forme plus civilisée : « Qui des deux est le plus capable d'être émancipé ? » Bauer ne demande pas : Lequel des deux rend le plus libre, du christianisme ou du judaïsme ? Mais il demande au contraire : Laquelle des deux négations rend plus libre, celle du christianisme ou celle du judaïsme ?

« Si les Juifs veulent en effet s'affranchir, dit-il page 70, ils ne devront point se faire baptiser ; ils devront plutôt embrasser le christianisme en dissolution, la religion en dissolution, c'est-à-dire la science, la critique et l'humanisme, qui en est l'inévitable résultat. »

Il s'agit donc ici, chez Bauer, toujours d'une conversion du Juif, d'une conversion non en chrétien, mais en non chrétien. Bauer exige des Juifs qu'ils rompent avec l'essence de la religion chrétienne, exigence qui, comme il le dit lui-même, ne s'accorde pas avec le développement du judaïsme.

Bauer, après n'avoir vu dans le judaïsme, à la fin de sa « question juive », qu'une critique religieuse grossière du christianisme et ne lui avoir attribué qu'une signification religieuse, ne pouvait manquer de transformer l'émancipation des Juifs en une question philosophique et théologique. Bauer prend l'essence abstraite et idéaliste du Juif, sa religion juive, pour l'essence totale du Juif. Il a donc raison de dire : « Le Juif ne donne rien à l'humanité, quand il rejette sa loi mosaïque bornée, quand il renonce à tout son judaïsme (p. 65). »

Le rapport entre le Juif et le chrétien devient par là le suivant :

Le seul intérêt que le chrétien puisse avoir à l'émancipation juive, est un intérêt universellement humain, un intérêt théorique ; le judaïsme est un fait accompli qui affecte désagréablement l'œil religieux du chrétien ; aussitôt que cet œil cesse d'être religieux, le fait accompli cesse d'être désagréable ; l'émancipation juive en elle-même n'est point l'affaire du chrétien. Le Juif, de son côté, devra, pour s'affranchir, non seulement s'émanciper pour lui-même (c'est-à-dire rompre avec son judaïsme), mais aussi faire le travail du chrétien qui s'émancipe (c'est-à-dire étudier et adopter la vie de Jésus, la critique des Synoptiques, etc.). Bauer s'écrie à la fin : « Que les Juifs y regardent eux-mêmes ; ils se prépareront eux-mêmes leur sort ; l'histoire du monde ne permet à personne de se moquer d'elle, etc. (p. 71). »

Tâchons, de notre côté, de briser le cadre théologique où Bauer a enfermé cette question.

La question : « Le Juif peut-il s'émanciper ? » se change pour nous en cette autre question : « Quel élément social particulier faut-il faire disparaître pour détruire le judaïsme ? » Car l'émancipation possible du Juif se mesure, aujourd'hui, au rapport que le judaïsme soutient avec l'émancipation du monde actuel. Ce rapport découle avec nécessité de la position particulière du judaïsme dans le monde asservi d'aujourd'hui.

Observons le Juif de tous les jours, le Juif ordinaire ; et non comme Bauer le fait, le Juif du sabbat. Ne cherchons pas le mystère du Juif dans sa religion, mais cherchons le mystère de sa religion dans le Juif réel.

Quelle est donc la base *mondaine* du judaïsme ? c'est le besoin pratique, l'égoïsme.

Quel est le culte mondain du Juif ? c'est le trafic.

Quelle est la divinité mondaine du Juif ? c'est l'argent.

Eh bien, s'émanciper du trafic et de l'argent, c'est-à-dire du judaïsme pratique et réel, telle serait la grande émancipation nécessaire à notre époque.

Une organisation de la société, qui effacerait les conditions, les bases du

trafic, et par conséquent le trafic lui-même, rendrait le Juif impossible ; sa conscience religieuse de Juif s'évaporerait et disparaîtrait comme un léger brouillard dans l'atmosphère de la vie moderne. Et si le Juif reconnaît comme nulle et détruite cette essence pratique juive (égoïsme-traffic-argent), il s'élève tout d'un coup hors de son marais, il travaille au service de l'idée émancipatrice universelle, il se range parmi tous ceux qui mènent vaillamment la lutte contre la forme suprême de l'esclavage humain.

Nous reconnaissons donc dans le judaïsme un élément antisocial universellement répandu et qui est ainsi, grâce aux Juifs, à son plus haut point de développement historique ; mais cet élément antisocial ne pourra pas ne pas fondre et disparaître. Les temps approchent.....

L'émancipation juive, en dernière analyse, c'est l'émancipation de l'humanité des liens dans lesquels le judaïsme l'enserme.

Le Juif s'est déjà émancipé d'une façon juive : « À Vienne (Autriche) par exemple, le Juif dont l'existence n'est que tolérée, décide par sa puissance financière du sort de l'empire tout entier. Le Juif qui, dans le plus petit des États germaniques, peut être dépourvu de droits, décide du sort de l'Europe. Les corporations chrétiennes repoussent le Juif, ou lui sont opposées ; mais l'audace industrielle du Juif se moque de l'entêtement des corporations, misérable résidu du moyen-âge », dit Bauer, page 14, dans sa *Question juive*.

Et, en effet, ce n'est pas là un fait isolé. Le Juif s'est émancipé à sa manière, non seulement en s'emparant de la puissance financière, mais en contribuant pour sa part à mettre l'argent sur le trône du monde, en imprégnant l'esprit pratique, chez toutes les nations chrétiennes, de l'esprit pratique juif.

Les Juifs se sont émancipés dans la mesure où les chrétiens sont devenus Juifs.

« Le pieux et libre citoyen de la Nouvelle Angleterre, raconte le colonel Hamilton, est une espèce de Laocoon qui ne fait pas le moindre effort pour se débarrasser des serpents qui le compriment. L'idole de ces Américains du Nord s'appelle Mammon ; ils l'adorent non pas seulement des lèvres, mais de toutes les forces de leur corps et de leur âme. La terre, à leurs yeux, n'est qu'un palais de la Bourse ; ils sont convaincus que leur seule destination est de se rendre plus riches que leurs voisins. Le trafic a troublé leur tête, il s'est emparé de toutes leurs idées et leur unique but dans la vie c'est l'échange. En voyageant ils portent, pour ainsi dire, sur le dos leur comptoir et leur magasin ; ils ne parlent que d'intérêts et de capital, et quand ils mettent de côté leurs affaires personnelles, ce n'est que pour un moment et dans le seul but de fouiller celles des autres »

En effet, la domination pratique du judaïsme sur le monde chrétien a

atteint, dans l'Amérique du Nord, un développement cynique : la fonction de prédicateur chrétien y est devenue un article de commerce, et un négociant qui a fait banqueroute *travaille* dans l'évangile comme un évangéliste devenu riche *travaille* dans les affaires. M. de Beaumont dit (p. 185) : « Tel que vous voyez à la tête d'une congrégation respectable, a commencé par être marchand ; son commerce était tombé, il s'est fait ministre ; cet autre a débuté par le sacerdoce, mais dès qu'il a eu quelque somme d'argent à sa disposition, il a laissé la chaire pour le négoce. Aux yeux d'un grand nombre, le ministère religieux est une véritable carrière industrielle ».

Bauer trouve que c'est un mensonge et même une perfidie de refuser théoriquement les droits politiques au Juif qui possède en pratique un pouvoir immense et qui exerce son influence politique en *gros*, aussitôt qu'on la lui marchande en *détail* (*Question juive*, p. 14).

La contradiction entre la puissance politique du Juif et ses droits politiques, c'est la contradiction entre la politique et la force financière. La politique, qui se figure être au-dessus de la finance, est devenue sa servante.

Le judaïsme s'est maintenu à côté du christianisme. C'est vrai. Il s'est maintenu comme critique religieuse du christianisme, comme le doute incorporé aux organes religieux du christianisme ; mais s'il s'est maintenu, c'est que l'esprit juif pratique, le judaïsme actif, s'est conservé dans la société chrétienne ; il y a même acquis son plus haut, son plus large, son plus profond développement. Le Juif qui existe comme un membre particulier dans la société bourgeoise n'est que la manifestation du judaïsme de la société bourgeoise.

Le judaïsme ne s'est pas conservé *malgré* l'histoire, mais par elle.

La société bourgeoise produit continuellement, de ses propres entrailles, le Juif ; car enfin, quel était le fondement de la religion juive ? évidemment le besoin pratique, l'égoïsme.

Le monothéisme du Juif est donc, à la vérité, le polythéisme des nombreux besoins individuels ; un polythéisme, qui a fait même du lieu d'aisance un objet de la loi divine. Le besoin pratique, l'égoïsme est le principe de la société bourgeoise, et se montre dans sa pureté aussitôt que la société bourgeoise a complètement enfanté l'État politique. Le Dieu du besoin pratique et de l'égoïsme, c'est l'argent.

L'argent, voilà le dieu jaloux d'Israël devant qui aucun autre dieu ne saurait subsister. L'argent abaisse tous les dieux de l'homme, en les transformant en marchandise. L'argent est la valeur universelle existant par elle-même en qui toute chose exprimait leur valeur. Aussi a-t-il

dépouillé de leur valeur propre le monde entier, le monde humain, comme la nature. L'argent, c'est l'essence du travail et de l'existence de l'homme aliénée de l'homme ; et c'est cette essence humaine, ainsi aliénée de lui-même, sous laquelle l'homme se courbe en l'adorant.

Le dieu des Juifs s'est réalisé ; il est vraiment devenu dieu du monde. Le change et l'échange, voilà le dieu réel du Juif ; son dieu n'est que le fétichisme de l'échange.

Sous la domination de la propriété individuelle et de l'argent, ce qu'on apprend, c'est à mépriser réellement la nature, à la dégrader pratiquement, ce qui, dans la religion juive, ne se fait qu'en imagination ; c'est dans ce sens que Thomas Münzer a déclaré : « Il est intolérable que toute créature soit faite propriété individuelle, les poissons dans l'eau, les oiseaux dans l'air, les plantes sur la terre ; je vous le dis : la créature, elle aussi, doit désormais devenir libre ».

Dans la religion juive on trouve exprimé, d'une manière abstraite, le mépris envers toute théorie, envers l'art, envers l'histoire, bref envers l'homme comme ayant son but en lui-même. Le rapport des sexes lui-même, le rapport de l'homme et de la femme, devient une affaire : la femme est objet de trafic.

La nationalité chimérique du Juif, c'est la nationalité du marchand, de l'homme d'argent en général.

La loi juive, sans base et sans fondement, n'est que la caricature religieuse de la moralité et du droit en général, la caricature des rites sèchement et imbécilement formulés dont s'entoure le monde de l'égoïsme.

La situation la plus élevée de l'homme s'appelle la situation *légitime*, une situation fondée sur des lois qui valent, non parce qu'elles sont les lois de sa volonté, mais parce qu'elles le dominent et qui y désobéit est puni.

Le jésuitisme juif, le même *jésuitisme* pratique que Bruno Bauer fait voir dans le Talmud, c'est le rapport du monde égoïste aux lois établies ; tourner les lois adroitement, c'est l'alpha et l'oméga de la sagesse.

Et toute l'évolution que ce monde accomplit dans le cercle de ses lois, est nécessairement une infraction permanente aux lois.

Le judaïsme n'a pu se déployer davantage comme religion et théorie, parce que le besoin pratique est bien pauvre d'idées et qu'il épuise vite le peu d'idées qu'il possède.

La religion du besoin *pratique* n'a pu trouver son perfectionnement dans la théorie, mais dans la pratique ; c'est qu'elle n'est vraie que dans la *pratique*.

Tout ce qu'a pu faire le judaïsme, incapable de créer un nouveau monde, c'est d'attirer dans le cercle de son action les nouvelles productions et les nouveaux rapports, parce que le besoin pratique, dont le raisonnement s'appelle égoïsme, reste toujours passif et ne peut s'accroître à volonté ; s'il s'accroît, c'est qu'il est certain dans le progrès général de la civilisation.

Le judaïsme atteint son apogée quand la société bourgeoise s'est parfaitement développée ; or, cela ne se produit que dans le monde chrétien. Le christianisme a fait ce qu'aucune autre religion n'a su faire ; il fait de toutes les relations nationales, naturelles, morales, théoriques, des relations extrinsèques ou étrangères à l'homme ; le christianisme seul a pu séparer radicalement la société bourgeoise et la vie politique, déchirer tous les liens généraux et génériques de l'homme, les remplacer par l'égoïsme, et par le besoin égoïste ; bref, le christianisme seul a été capable de dissoudre le monde humain en un monde composé d'atomes vivants, ou d'individus hostiles qui ne font que se montrer les dents les uns aux autres.

Le christianisme a pris naissance dans le judaïsme ; le christianisme a fini par se replonger dans sa source, dans le judaïsme.

Le chrétien était, dès le commencement, le Juif *théorisant* ; le Juif est donc le chrétien *pratiquant*, et le chrétien pratiquant est redevenu Juif.

Le christianisme n'a vaincu le judaïsme réel qu'en apparence ; il était trop hautain, trop spiritualiste, trop aristocrate, pour vaincre le besoin pratique et matériel, autrement que par une exhortation à s'élever dans l'air et les nuages.

Le christianisme, c'est l'idée sublime et poétique du judaïsme ; le judaïsme, c'est la prosaïque mise en pratique du christianisme. Mais cette mise en pratique n'a pu devenir générale que quand le christianisme, devenu *la religion* par excellence, eut théoriquement porté à son plus haut point l'aliénation de l'homme de lui-même et de la nature.

Le judaïsme a pu arriver alors à la domination universelle et rabaisser les hommes, éloignés d'eux-mêmes et de la nature, à l'état de simples *objets à acheter et à vendre*, de simples objets de l'esclavage matérialiste, du besoin égoïste, du trafic.

Acheter et vendre, voilà un acte qu'on ne fait que quand un objet est devenu marchandise, c'est-à-dire étranger à l'essence humaine. L'homme religieux ne sait objectiver son essence qu'en la faisant un *être étranger à lui*, un être divin, une divinité imaginaire ; de même cet homme sous la domination du besoin égoïste, ne peut agir pratiquement qu'en mettant ses produits et son activité sous la domination d'un *être étranger à lui*, qui est l'argent, et en leur imprimant la valeur de cet être étranger, la valeur

pécuniaire. *Dieu devient argent.*

L'égoïsme chrétien qui court après le bonheur céleste, devient quand il se développe parfaitement dans la pratique, l'égoïsme juif qui court après le bonheur matériel ; le besoin du ciel se change en besoin de la terre, le subjectivisme se transforme en égoïsme. Nous expliquons la ténacité du Juif, non par sa religion, mais par la base humaine de sa religion, par le besoin pratique, par l'égoïsme.

L'essence réelle du juif ne s'étant pas universellement manifestée dans la société bourgeoise, celle-ci n'a pu convaincre le juif de la non réalité de son essence religieuse, qui précisément n'est que l'idéalisation du besoin pratique. Nous ne trouvons donc pas dans le Pentateuque et dans le Talmud, mais bien dans la société actuelle, l'essence du Juif ; nous l'y trouvons, non comme une essence abstraite, mais comme une essence on ne peut plus *empirique* ; ce n'est pas seulement l'étroitesse du judaïsme mais bien l'étroitesse juive de la société.

Quand la société aura réussi à effacer l'essence empirique du judaïsme, le trafic et ses bases, alors le juif sera devenu impossible, parce que sa conscience n'aura plus d'objet, parce que le fondement subjectif du judaïsme (le besoin pratique) aura été humanisé ; parce qu'enfin le conflit aura cessé entre l'existence individuelle de l'homme, et son existence générique, ou générale, ou sociale.

L'émancipation sociale du Juif est donc l'émancipation de la société du joug du judaïsme.

KARL MARX.

CAPITAL ET TRAVAIL SALARIÉ

TRADUIT PAR LÉON RÉMY

Éléments bibliographiques :

Publication originale en revue :
Neue Rheinische Zeitung, 1849

Publication en revue et sources de la présente édition :
Études socialistes, N°2, mars-avril 1903, p. 70-79.

38 pages

TABLE

INTRODUCTION

CAPITAL ET TRAVAIL SALARIÉ

Titre suivant : LA TURQUIE EN 1853

INTRODUCTION

Plusieurs éditions de *Capital et travail salarié* ont été publiées en brochure. La dernière a paru (1884) à Hottingen-Zürich, à l'imprimerie coopérative suisse. Les réimpressions de cette brochure reproduisaient le texte même de l'original ; mais la présente réédition devant être répandue à 10.000 exemplaires au moins, dans un but de propagande, on pouvait se demander si, dans ces conditions, Karl Marx lui-même eût approuvé une reproduction fidèle du texte original.

Vers 1840, Marx n'avait pas encore parfait sa critique de l'économie politique ; il n'arriva au résultat qu'il poursuivait que vers 1850. Les écrits qui précédèrent sa *Critique de l'Économie politique* (1859) s'écartent en effet sur certains points, de la théorie établie à partir de 1859. Ces écrits contiennent même des expressions et des propositions qui, si l'on se place au point de vue des ouvrages ultérieurs de Marx, paraissent obscurs, et quelquefois même inexacts. Il est bien entendu que dans des éditions ordinaires des œuvres de Karl Marx, destinées au grand public, et comme témoignage de l'évolution intellectuelle de l'auteur, le texte fidèle et complet de cet ancien écrit a, de droit incontestable, sa place obligée. Il ne me serait jamais venu à l'esprit, même en rêve, d'y changer en ce cas un seul mot.

Il en est autrement lorsqu'il s'agit d'une édition spéciale, nouvelle, exclusivement destinée aux ouvriers, à titre de propagande. Certainement, dans ce cas, Marx aurait mis son ancien travail — datant de 1849, — d'accord avec son nouveau point de vue. J'ai donc la consciencieuse certitude d'agir comme il eût agi, en prenant *pour cette édition*, la responsabilité de quelques modifications, de quelques compléments nécessaires pour atteindre, sur tous les points essentiels, le but désirable. Je préviens donc le lecteur, que je publie cette brochure, non point telle que Marx l'a rédigée en 1849, mais, à peu près comme il l'aurait écrite en 1891. Le texte authentique est d'ailleurs répandu à un nombre d'exemplaires si considérable, qu'il suffit en soi aux besoins, jusqu'au moment où il me sera donné de le rééditer sans changement dans une future édition des œuvres complètes^{52}.

Les modifications que j'ai faites au premier travail de Marx se rapportent toutes à un point unique. Dans le texte original, le travailleur vend au capitaliste son *travail* pour un *salaire* ; dans le texte actuel, il vend *sa force de travail*. Cette modification nécessite deux explications : une explication pour les ouvriers, afin de leur montrer qu'il ne s'agit pas là d'une simple querelle de mots, mais bien *d'un* des points les plus importants de toute l'économie politique ; une explication pour les bourgeois, afin de leur montrer jusqu'à quel point ces « ouvriers sans instruction », à qui on peut aisément rendre intelligibles les développements économiques les plus compliqués, sont supérieurs à nos superbes « gens instruits » à qui ces questions ardues restent insolubles.

L'économie politique classique a emprunté à la pratique industrielle la conception toute superficielle du fabricant achetant et payant le travail de ses ouvriers. Cette conception suffisait aux exigences de la pratique commerciale, de la comptabilité, du calcul des prix. Transportée naïvement dans l'Économie politique, elle y a introduit d'étranges erreurs. L'Économiste se trouve en présence du fait suivant : les prix de toutes les marchandises, et par suite aussi le prix de la marchandise qu'il appelle « travail », — varient continuellement ; ces prix montent et baissent suivant des circonstances très diverses, lesquelles n'ont le plus souvent aucun rapport avec la production de la marchandise ; ces prix semblent se déterminer selon le pur hasard. Or, dès que l'Économie prétendit s'élever au rang d'une science, une des premières tâches de l'Économie fut de rechercher la Loi qui existait sous le masque de ce hasard, maître en apparence du prix des marchandises, et qui, en réalité, régissait ce hasard.

L'Économiste cherche, au milieu des fluctuations perpétuelles des prix des marchandises, le point fixe et central autour duquel se produisent ces oscillations. Il partit du *prix* des marchandises pour essayer de trouver la loi qui dominait ces prix, atteindre la valeur des marchandises, fixer la loi capable d'expliquer toutes les oscillations des prix, loi à laquelle toutes ces oscillations devaient finalement se ramener.

L'Économie classique trouva alors que la valeur d'une marchandise était déterminée par le travail nécessaire à la production et qui y est compris. Elle se contenta de cette constatation. Nous pouvons, nous aussi, nous y arrêter un instant. Toutefois, pour éviter tout malentendu, je rappellerai que cette constatation est devenue tout à fait insuffisante. Marx, le premier, a établi la propriété qu'a le travail de créer de la valeur. Il a trouvé que non seulement en apparence, mais encore en réalité, ce travail nécessaire à la production d'une marchandise, ajoute à cette marchandise, et dans toutes les circonstances, une quantité de valeur qui correspond à la

masse de travail dépensée. Si donc, aujourd'hui, nous disons avec certains économistes, notamment Ricardo, et pour abrégé, que la valeur d'une marchandise se détermine par le travail nécessaire à sa production, nous admettons aussi implicitement les réserves faites par Marx. Cela suffit pour le moment. Le reste se trouve dans Marx : *Kritik des politischen Ökonomie* (1859) et dans le premier volume du *Capital*.

Dès que les Économistes passèrent à l'application de cette détermination de la valeur par le travail, à la marchandise « travail », ils tombèrent d'une contradiction dans une autre. Par quoi se détermine la valeur du « travail » ? Par le travail nécessaire qui s'y trouve renfermé. — Combien de travail renferme le travail d'un ouvrier pendant un jour, une semaine, un mois, une année ? Il renferme le travail d'un jour, d'une semaine, d'un mois, d'une année. — Si le travail est la mesure de toutes les valeurs, nous ne pouvons exprimer la « valeur du travail » qu'en « travail ». — Nous ne savons absolument rien sur la valeur d'une heure de travail si nous savons seulement qu'elle est égale à une heure de travail ; nous n'avons pas avancé d'une semelle ; nous continuons à tourner dans un cercle.

L'Économie classique essaya d'un autre moyen : elle dit que la valeur d'une marchandise est égale à ses frais de production. Mais quels sont les frais de production du travail ? Pour répondre à cette question, les Économistes sont obligés de violenter quelquefois la logique. Au lieu de rechercher les frais de production du travail lui-même, qui, malheureusement, ne peuvent être déterminés, ils cherchent à établir les frais de production du *travailleur*. Ceux-ci peuvent être obtenus. Ils varient, il est vrai, suivant le temps et suivant les circonstances, mais dans un état social donné, dans une localité donnée, dans une branche de production donnée, ces frais de production sont également donnés, au moins dans des limites assez approchées. Nous vivons aujourd'hui sous la domination de la production capitaliste ; or, dans celle-ci, une classe importante, et sans cesse accrue, de la population, ne peut vivre qu'à condition de travailler contre salaire, au profit des possesseurs des moyens de production, outils, machines, matières premières et moyens d'existence. Sur la base de ce mode de production, les frais de production du travailleur sont la somme de ses moyens d'existence — ou leur prix en argent — ce qui est nécessaire, en moyenne, au maintien de sa capacité de travail, à la conservation de son état de travail et le remplacement par un autre travailleur quand celui-ci disparaît frappé par l'âge, la maladie, la mort ; il faut que la classe ouvrière se reproduise et conserve une force suffisante. Supposons que le prix en argent de ces moyens d'existence soit en moyenne de 3 marks par jour ; notre ouvrier reçoit du capitaliste qui

l'emploie un salaire de 3 marks tous les jours. Pour ce salaire, le capitaliste fait travailler l'ouvrier, par exemple, pendant douze heures par jour.

Le capitaliste calcule à peu près de la façon suivante : supposons que notre ouvrier — serrurier-mécanicien — ait à travailler une pièce de machine qu'il termine en un jour. La matière première, — fer et laiton, — qui a subi nécessairement le travail préparatoire coûte 20 marks. La dépense, en charbon, de la machine à vapeur, l'usure de cette même machine, du tour et des autres outils dont se sert notre ouvrier, représente pour un jour, et proportionnellement, une valeur de 1 mark. Le salaire d'une journée est, dans notre hypothèse, de 3 marks. En total cela fait 24 marks pour notre pièce de machine. — Mais le capitaliste s'aperçoit, dans son calcul, qu'il obtient de ses clients 27 marks, c'est-à-dire 3 marks de plus que les frais qu'il a faits. D'où viennent ces 3 marks que le capitaliste met dans sa poche ? L'Économie classique affirme que les marchandises sont, en moyenne, échangées à leur valeur, c'est-à-dire vendues aux prix qui expriment les masses de travail nécessaire contenues dans ces marchandises. Le prix moyen de notre pièce — 27 marks — serait donc égal à sa valeur, c'est-à-dire au travail qui y est renfermé ? Mais sur ces 27 marks, 21 marks étaient des valeurs qui déjà existaient avant que notre mécanicien eût commencé à travailler : il y avait 20 marks de matières premières, 1 mark de charbon brûlé pendant le travail, ou d'usure de machines et d'outils dont la puissance a été diminuée d'une valeur égale. Restent encore les 6 marks qui ont été ajoutés à la valeur des matières premières. Ces 6 marks ne peuvent, dans l'hypothèse de nos Économistes, provenir que du travail, que le travailleur a ajouté aux matières premières. Son travail de douze heures a donc créé une nouvelle valeur de 6 marks. La valeur de son travail de douze heures serait donc égale à 12 marks. Nous aurions ainsi découvert ce que c'est que la valeur du travail ?... Halte-là ! s'écrie notre mécanicien : 6 marks ! mais je n'ai reçu que 3 marks. Mon capitaliste jure ses grands dieux que la valeur de mon travail de douze heures n'est que de 3 marks et si je lui en demande 6, il va me rire au nez. Qu'est-ce que cela signifie ?

En recherchant plus haut à établir notre « valeur du travail », nous nous vîmes pris dans un cercle fermé. Maintenant nous sommes devant une contradiction insoluble. Nous cherchions la « valeur du travail » et nous avons trouvé plus que ce qu'il nous fallait. Pour l'ouvrier, la valeur de 12 heures de travail est de 3 marks ; pour le capitaliste, elle est de 6 marks, sur lesquels il donne 3 marks à l'ouvrier pour son salaire, et dont il empoche 3 marks. Le travail n'aurait donc pas une, mais deux valeurs, et de plus deux valeurs fort différentes.

La contradiction devient encore plus absurde dès que nous réduisons en « temps de travail » les valeurs exprimées en argent. Pendant les 12 heures de travail, il a été créé une nouvelle valeur de 6 marks. En 6 heures, il a donc été créé une valeur de 3 marks : la somme que l'ouvrier obtient pour un travail de 12 heures. Pour 12 heures de travail, l'ouvrier obtient comme équivalent le produit de 6 heures de travail ! Donc, ou bien le travail a deux valeurs dont l'une est le double de l'autre, ou bien encore 12 est égal à 6 ! dans les deux cas, nous nous heurtons à une absurdité. Et nous pouvons nous tourner, et nous retourner dans tous les sens ; nous ne sortirons pas de cette contradiction tant que nous parlerons d'achat et de vente du travail, ou de la valeur du travail. C'est bien ce qui est arrivé aux Économistes, aux derniers représentants de l'Économie classique, à l'École de Ricardo voulant résoudre cette contradiction insoluble. L'Économie classique s'était engagée dans une impasse. L'homme qui découvrit l'issue de ce cul-de-sac fut Karl Marx.

Ce que les Économistes avaient pris pour les frais de production du « travail » étaient les frais de production non du travail, mais du « travailleur vivant » lui-même. Ce que le travailleur vendait au capitaliste ce n'était pas son travail : « dès que son travail commence réellement, dit Marx, il a déjà cessé de lui appartenir, il ne peut donc plus être vendu par lui. » Il ne pouvait, tout au plus, que vendre son travail *futur*, c'est-à-dire « contracter l'obligation d'accomplir un certain travail pendant un certain temps ». Mais l'ouvrier ici ne vend pas son travail ; il met à la disposition du capitaliste, pour un certain temps (salaire à la journée) ou pour un certain travail (salaire aux pièces) sa force de travail en échange d'un certain paiement ; il loue, et, respectivement, il vend sa *force de travail*. Mais cette force de travail s'est développée en même temps que sa personne, et elle en est inséparable. Les frais de production de l'une se confondent avec ceux de l'autre. Ce que les économistes appelaient les « frais de production du travail », ce sont ceux de l'ouvrier ; par suite, ceux de sa force de travail. Nous pouvons revenir des frais de production de la force de travail à la *valeur* de cette force, et déterminer la masse de travail social nécessaire qui est exigée pour produire une force de travail d'une certaine qualité. C'est ce que Marx a fait dans son chapitre de l'Achat et de la Vente de la force du travail (*Capital*, livre I, chap. 4, 3^e section).

Que se passe-t-il, maintenant, après que l'ouvrier a vendu sa force de travail, l'a mise à la disposition du capitaliste pour un salaire débattu d'avance, salaire à la journée ou salaire aux pièces ? Le capitaliste conduit l'ouvrier dans son atelier ou dans sa fabrique, où se trouvent déjà tous les objets nécessaires au travail : matières premières, matières accessoires

(charbon, teintures, etc.), outils, machines. L'ouvrier commence à piocher. Supposons que son salaire soit de 3 marks, comme dans l'exemple précédent, — peu importe d'ailleurs que ce soit un salaire aux pièces ou à la journée. — Supposons encore qu'en 12 heures l'ouvrier ajoute par son travail aux matières premières employées une nouvelle valeur de 6 marks que le capitaliste réalise en vendant l'objet fini ; ce dernier paie, sur les 6 marks, 3 marks à l'ouvrier, et garde pour lui les 3 autres. Si l'ouvrier, par un travail de 12 heures, crée une valeur de 6 marks, en 6 heures il créera une valeur de 3 marks. Il a donc restitué au capitaliste l'équivalent des 3 marks qu'il a reçus en salaire quand il a effectué au profit du patron un travail de 6 heures. Après 6 heures de travail, l'un et l'autre sont quittes, aucun des deux ne doit plus un liard à l'autre. — Halte-là ! s'écrie le capitaliste, j'ai loué l'ouvrier pour une journée entière, pour 12 heures ; 6 heures ne font qu'une demi-journée ; continuons à travailler jusqu'à ce que les 6 autres heures soient terminées ; ce n'est qu'alors que nous serons quittes. Et l'ouvrier doit, en fait, se conformer à son contrat, « librement » consenti d'après lequel il s'engage à travailler 12 heures en échange d'un produit qui ne coûte que 6 heures de travail.

Dans le salaire aux pièces il en est exactement de même. Admettons que notre ouvrier produise 12 pièces en 12 heures. Chacune d'elles coûte en matière première et en usure et est vendue 2 marks $\frac{1}{2}$. Le capitaliste donnera à l'ouvrier — les hypothèses antérieures restant toujours admises, — 25 pfennigs par pièce. Cela fait, pour 12 pièces, 3 marks ; pour les gagner, l'ouvrier emploie 12 heures. Le capitaliste reçoit, en échange, des 12 pièces, 30 marks ; la matière première et l'usure, absorbant 24 marks, il reste 6 marks dont il distrait 3 marks pour le salaire, et il empoche les 3 autres. C'est exactement comme pour le travail à la journée. Ici, de même, l'ouvrier travaille 6 heures pour lui, c'est-à-dire pour compenser son salaire (une demi-heure par heure) et 6 heures pour le capitaliste.

La difficulté qui a fait broncher les meilleurs Économistes parlant de la valeur du « travail », disparaît dès que l'on parle de la valeur de la « *force de travail* ». Dans notre société capitaliste, la force de travail est une marchandise comme toutes les autres ; et qui est pourtant bien spéciale, car elle a la propriété particulière d'être une source de valeur et, grâce à un traitement approprié, d'être la source de plus de valeur qu'elle n'en a elle-même. Dans l'état actuel de la production, la force de travail de l'homme ne se contente pas de produire en un jour plus de valeur qu'elle n'en a elle-même et qu'elle n'en coûte ; toute nouvelle découverte scientifique, toute nouvelle invention technique augmente l'excès du produit quotidien de la

force de travail sur son coût journalier. La portion de la journée de travail pendant laquelle l'ouvrier travaille à compenser son salaire se raccourcit : au contraire, la portion de la journée de travail pendant laquelle l'ouvrier doit *faire cadeau* de son travail au capitaliste, sans être payé en échange, s'augmente.

Telle est la constitution économique de toute notre société actuelle : La classe ouvrière est la seule qui produise toutes les valeurs ; car le mot « valeur » n'est qu'une autre expression de « travail » ; c'est l'expression qui désigne la masse du travail socialement nécessaire contenue dans une marchandise déterminée. Les valeurs produites par les ouvriers ne leur appartiennent pas ; elles appartiennent aux propriétaires des matières premières, des machines, des outils et des moyens d'avance, qui permettent aux possesseurs de ces objets d'acheter à la classe ouvrière la force de travail. De toute la masse des produits créés par elle, la classe ouvrière n'obtient qu'une partie. Comme nous venons de le voir, l'autre partie — celle que la classe capitaliste conserve et n'a, au pis-aller, qu'à partager avec la classe des grands propriétaires fonciers, — cette part devient de plus en plus considérable à mesure que se manifestent de nouvelles découvertes, de nouvelles inventions. Au contraire, la part qui revient à la classe ouvrière — si on la calcule par tête — n'augmente que très lentement, imperceptiblement, ou même pas du tout. Dans certaines circonstances, elle peut même tomber à rien.

Mais ces découvertes, ces inventions, qui se succèdent de plus en plus rapidement, cette productivité du travail humain qui s'accroît de jour en jour d'une façon inouïe, finissent par créer un conflit dans lequel, fatalement, la société capitaliste actuelle périra. D'un côté, des richesses immenses et une surabondance des produits dont les acheteurs ne peuvent se débarrasser ; de l'autre, la grande masse de la société prolétarienne transformée en sociétés de salariés, et, par là même, rendue incapable de s'approprier ces produits surabondants. Cette division de la société en une classe peu nombreuse, mais démesurément riche, et en une classe nombreuse mais indigente et salariée, prépare le résultat suivant : une société qui meurt étouffée par son superflu, tandis que la majorité de ses membres est à peine protégée, ou pour mieux dire n'est pas protégée du tout contre l'indigence la plus extrême. Et chaque jour rend cet état de choses plus absurde et plus unanime. Cet état doit cesser ; on peut le faire cesser : Un nouvel ordre social est possible ; état social nouveau où — les différences actuelles des classes disparues, peut-être après une période de transition brève, mais possible, en tous cas très utile moralement, — l'utilisation et le perfectionnement systématique des énormes forces

productives, permettra de disposer également, et de plus en plus largement, des moyens d'existence, permettra à chacun de jouir de sa vie, de parfaire et d'utiliser toutes ses qualités physiques et morales. Et, sur les deux rives de l'Océan, l'approchant premier mai et le dimanche trois mai, les travailleurs affirmeront leur résolution, de plus en plus arrêtée, de conquérir ce nouvel ordre social.

FRED. ENGELS.

Londres, 30 avril 1891.

CAPITAL

ET

TRAVAIL SALARIÉ {53}

De différents côtés, on nous a reproché de n'avoir pas exposé les *rapports économiques* qui constituent la base matérielle des luttes actuelles, luttes des classes et luttes nationales. C'est de parti pris que nous n'avons touché mot de ces rapports que lorsqu'ils se manifestaient directement en collisions politiques.

Il importait avant tout de poursuivre la lutte des classes à travers les événements quotidiens. Il s'agissait de tirer de la matière historique dont nous disposons et que chaque jour renouvelait un certain nombre de conclusions empiriques. Il y avait intérêt à prouver que si la classe ouvrière qui avait fait les journées de Février et de Mars avait été soumise, les bourgeois républicains de France, les classes bourgeoises et paysannes du continent, aux prises avec l'absolutisme féodal, — les adversaires de la classe ouvrière, — avaient été vaincus avec elle.

Il fallait montrer que la victoire de la « République honnête » en France entraînait en même temps la chute des nations qui avaient répondu à la révolution de Février par d'héroïques guerres d'indépendance. L'Europe, par sa victoire sur les ouvriers révolutionnaires, retombait dans son ancienne servitude sous le double esclavage de *l'Angleterre et de la Russie*. Les journées de Juin à Paris, la chute de Vienne, la tragi-comédie qui se joua, en novembre, à Berlin, les efforts désespérés de la Pologne, de l'Italie, de la Hongrie, la famine en Irlande, tels étaient les moments principaux où se résumait la lutte des classes engagée en Europe entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Nous en profitons pour démontrer que tout soulèvement révolutionnaire, quelque éloigné d'ailleurs que son but puisse paraître de la lutte des classes doit échouer tant que ne triomphera pas la classe ouvrière révolutionnaire ; toute réforme sociale reste une utopie tant que la révolution prolétarienne ne s'est pas mesurée avec la contre-révolution féodale dans une *guerre générale*. Dans notre exposition, comme dans la réalité, la *Belgique* et la *Suisse* n'étaient que des caricatures, des tableaux de genre tragi-comiques de cette grande peinture historique. L'une, le modèle de la monarchie bourgeoise ; l'autre, le

modèle de la république bourgeoise : toutes deux s'imaginent dépendre aussi peu de la lutte des classes que de la Révolution européenne.

Maintenant que, pendant l'année 1848, nos lecteurs ont vu la lutte des classes se développer en formes politiques colossales, il est temps d'examiner de plus près en eux-mêmes les rapports économiques sur lesquels se fonde l'existence de la bourgeoisie et sa domination de classe, ainsi que l'esclavage des ouvriers.

Nous diviserons notre exposition en trois grandes parties : 1° le rapport entre *le salariat et le capital*, l'esclavage de l'ouvrier, la domination du capitaliste ; 2° *la disparition, devenue inévitable dans le système actuel, des classes bourgeoises intermédiaires et de la bourgeoisie proprement dite* ; 3° *l'asservissement commercial de la classe bourgeoise des différentes nations européennes au despote du marché universel, son exploitation par l'Angleterre*.

Notre exposition sera aussi simple et aussi populaire que possible. Nous ne supposerons pas connues même les notions les plus élémentaires d'économie politique. Nous voulons être compris par les ouvriers. Il règne en Allemagne une ignorance et une confusion remarquables au sujet des rapports économiques les plus simples. Ces qualités se rencontrent aussi bien chez les défenseurs patentés des conditions actuelles que chez les *merveilleux pasteurs du troupeau socialiste*, chez les *génies politiques méconnus*, dont l'Allemagne, dans son émiettement, est plus riche encore que de souverains, pères de leur peuple.

Commençons donc par aborder la première question.

Qu'est-ce que le Salaire ? Comment est-il déterminé ?

Si l'on demandait à des ouvriers : Quel est votre salaire ? ils ne manqueraient pas de vous répondre : l'un, « mon bourgeois me donne un mark pour ma journée », un autre, « je reçois deux marks », etc. Suivant les branches de travail auxquelles ils appartiennent, ils indiqueraient ainsi les différentes sommes d'argent qu'ils reçoivent de leurs bourgeois pour l'accomplissement d'un travail déterminé ; pour le tissage d'une aune de toile par exemple, ou pour la composition d'une feuille d'imprimerie. Malgré la diversité des chiffres donnés, les ouvriers s'accorderaient cependant tous sur un point : c'est que le salaire est la somme d'argent que le capitaliste verse pour un certain temps de travail ou pour l'accomplissement d'un certain travail.

Le capitaliste *achète* donc^{54} le travail des ouvriers avec de l'argent. Et

ceux-ci lui *vendent* leur travail pour de l'argent^{55}.

Avec la somme qu'il a consacrée à l'achat du travail^{56}, avec deux marks, par exemple, le capitaliste aurait pu acheter deux livres de sucre ou une certaine quantité de toute autre marchandise. Les deux marks avec lesquels il aurait acheté deux livres de sucre sont *le prix* des deux livres de sucre. Les deux marks avec lesquels il a acheté douze heures de travail^{57} sont le prix du travail de douze heures. Le travail^{58} est donc une marchandise, ni plus, ni moins, que le sucre. La première se mesure à l'aide de l'horloge, la seconde à l'aide de la balance.

Les ouvriers échangent leur marchandise, le travail^{59}, contre la marchandise du capitaliste, contre l'argent. Cet échange s'effectue suivant une certaine proportion : Tant d'argent pour tant de travail^{60} ; on donne deux marks pour tisser pendant douze heures ; les deux marks ne représentent-ils pas toutes les autres marchandises que je puis acheter avec eux ? En fait, l'ouvrier a échangé sa marchandise, le travail^{61}, contre des marchandises de toute espèce dans une certaine proportion. En lui donnant deux marks, le capitaliste lui a donné pour deux marks de viande, de vêtements, de bois, de lumière, etc., en échange de sa journée de travail. Les deux marks expriment donc la proportion suivant laquelle le travail^{62} s'échange contre d'autres marchandises. Ils expriment *la valeur d'échange* du travail^{63}. La valeur d'échange d'une marchandise exprimée en argent s'appelle son *prix*. Le *salaire* n'est donc qu'un nom spécial donné au *prix du travail*^{64}, au prix de cette marchandise particulière qui ne se trouve que dans la chair et le sang de l'homme.

Prenons un ouvrier quelconque, un tisserand, par exemple. Le capitaliste lui fournit le métier et le fil. Le tisserand se met à l'ouvrage et le fil se change en toile. Le capitaliste s'empare de la toile et la vend, 20 marks, par exemple. Le salaire du tisserand est-il une *part* de la toile, une part des 20 marks, une part du produit de son travail ? Nullement. Bien avant que la toile ne soit vendue, peut-être même bien avant que l'ouvrier n'ait fini de la tisser, il a reçu son salaire. Le capitaliste ne paie donc pas le salaire avec l'argent qu'il tirera de la vente de la toile, mais il le fait avec son argent de réserve ; les marchandises que l'ouvrier obtient en échange de sa marchandise propre, en échange de son travail^{65}, sont aussi peu le produit du tisserand que ne le sont le métier et le fil que le bourgeois lui fournit. Il pouvait arriver que le bourgeois ne trouvât pas d'acquéreurs pour sa toile. Il pouvait arriver qu'il ne pût pas retirer le salaire de la vente de cette toile. Il est possible qu'il la vende d'une façon très avantageuse, eu égard au salaire du tisserand. Tout cela ne touche en rien l'ouvrier. Le capitaliste achète le travail^{66} du tisserand avec une partie de ce qu'il possède, avec

une partie de son capital, comme il a acheté avec une autre partie de ce capital la matière première, — le fil — ; et l'instrument de travail — le métier à tisser. Ces achats une fois faits, et il faut compter au nombre de ces acquisitions celle du travail^{67} nécessaire à la production de la toile, le capitaliste ne produit plus qu'au moyen de *matières premières et d'instruments de travail qui lui appartiennent*. Au nombre de ces instruments, il faut ranger notre bon tisserand qui a tout aussi peu sa part du produit ou du prix du produit que ne l'a le métier à tisser.

Le salaire n'est donc pas une part qu'a l'ouvrier aux marchandises qu'il a produites. Le salaire est la partie des marchandises déjà existantes avec laquelle le capitaliste achète pour son usage une certaine quantité de travail^{68} productif.

Le travail^{69} est donc une marchandise, que son possesseur, le salarié, vend au capital. Pourquoi la vend-il ? Pour vivre.

Mais le travail^{70} constitue l'activité propre du travailleur. C'est par lui qu'il manifeste son existence. Il vend ainsi son *activité* à un tiers pour s'assurer les *moyens d'existence* dont il a besoin. L'activité n'est donc pour l'ouvrier qu'un moyen de s'assurer l'existence. Il travaille pour vivre. Ce n'est pas lui-même qui comprend le travail dans sa vie, le travail est bien plutôt un sacrifice de sa vie. C'est une marchandise qu'il a adjugée à un tiers. Le produit de l'activité de l'ouvrier n'est pas le but de son activité. Ce qu'il produit pour lui-même, ce n'est pas la soierie qu'il tisse, ce n'est pas l'or qu'il extrait ni le palais qu'il bâtit. Ce qu'il produit pour lui-même, c'est le *salaire*. La soie, l'or, le palais se réduisent pour lui à une certaine quantité de moyens d'existence, peut-être à un bourgeron, à quelques pièces de cuivre, à une cave où il habite. Et l'ouvrier qui, pendant 12 heures, tisse, file, perce, tourne, construit, terrasse, taille des pierres, les porte, etc. ? Est-ce que tisser, filer, percer, tourner, construire, terrasser, tailler des pierres pendant 12 heures, est-ce que tout cela constitue pour lui une manifestation de la vie, constitue la vie ? Tout au contraire. La vie commence pour l'ouvrier lorsque cette activité cesse. Il vit quand il est à table, sur le banc du cabaret ou au lit. Pour lui, travailler pendant 12 heures, ce n'est pas tisser, filer, percer, etc., c'est *gagner* la table, le cabaret, le lit. Si le ver à soie filait pour prolonger sa vie comme chenille, il serait un parfait travailleur salarié. Le travail^{71} n'a pas toujours été une *marchandise*. Le travail n'a pas toujours été du travail salarié, c'est-à-dire du *travail libre*. L'esclave ne vendait pas plus sa force de travail à son maître que le bœuf ne vend ses services au paysan. L'esclave est vendu une fois pour toutes à son propriétaire. L'esclave est une marchandise qui peut passer des mains d'un maître dans celles d'un autre. Lui-même est

bien une marchandise, mais le travail^{72} n'est pas *sa* marchandise. Le *serf* ne vend qu'une partie de son travail^{73}. Il ne reçoit pas un salaire du propriétaire du fonds, c'est plutôt le propriétaire du fonds qui reçoit de lui un tribut.

Le serf appartient à la terre et rapporte des avantages au propriétaire de cette terre. Le *travailleur libre*, par contre, se vend lui-même et par morceaux. Chaque jour il met à l'encan 8, 10, 12, 15 heures de sa vie et les offre au dernier enchérisseur, au possesseur des matières premières, des instruments de travail et des moyens d'existence, au capitaliste. Le travailleur n'appartient pas à un maître, n'est pas attaché à la glèbe ; mais 8, 10, 12, 15 heures de sa vie quotidienne appartiennent à qui les achète. Le travailleur quitte, comme il le veut, le capitaliste auquel il s'est loué ; le capitaliste abandonne l'ouvrier aussi souvent qu'il lui plaît, dès qu'il n'en tire plus avantage, ou qu'il n'en tire plus les avantages qu'il présumait. Mais l'ouvrier, dont la seule source de revenu est constituée par la vente de sa force de travail, ne peut abandonner *toute la classe de ceux qui l'achètent, toute la classe capitaliste* sans aventurer son existence du même coup. Il n'appartient pas à tel ou à tel capitaliste, mais il appartient à la *classe capitaliste*. Et c'est alors son affaire de découvrir son homme, c'est-à-dire de trouver un acheteur dans cette classe capitaliste.

Avant de passer maintenant au rapport entre le capital et le travail salarié, nous exposerons brièvement les rapports les plus généraux qui entrent en considération dans la détermination du salaire.

Le *salaire* est, comme nous l'avons vu, le *prix* d'une certaine marchandise, le prix du travail^{74}. Le salaire est donc déterminé par les lois qui fixent le prix de toute autre marchandise. Il nous faut donc nous demander *comment il détermine le prix d'une marchandise*.

Par quoi le prix d'une marchandise est-il déterminé ?

Par la concurrence entre vendeurs et acheteurs, par le rapport de l'offre à la demande. La concurrence qui sert à déterminer le prix d'une marchandise est *triple*.

La même marchandise est offerte par différents vendeurs. Celui d'entre eux qui vend des marchandises de même qualité que celles de ses concurrents au prix le plus bas est sûr de les supplanter et de s'assurer le débit le plus considérable. Les vendeurs se disputent donc réciproquement le débit, le marché. Chacun d'eux veut vendre le plus possible, et, s'il le peut, vendre seul, en éliminant tous les autres vendeurs. L'un vend donc meilleur marché que l'autre. *Il y a ainsi concurrence entre les vendeurs*.

Elle fait baisser le prix des marchandises offertes.

Mais il se produit aussi une *concurrence entre les acheteurs*. Elle *fait hausser* de son côté le prix des marchandises offertes.

Il se produit enfin une *concurrence entre les acheteurs et les vendeurs*. Les uns veulent acheter le meilleur marché possible, les autres vendre le plus cher possible. Le résultat de cette concurrence entre acheteurs et vendeurs dépendra de la façon dont se comportent les deux partis de la concurrence cités plus haut, c'est-à-dire du fait que la concurrence sera plus forte dans le camp des acheteurs ou dans le camp des vendeurs. L'industrie met aux prises deux armées dont chacune, à son tour, livre une bataille, dans ses propres rangs, entre ses propres troupes. L'armée dont les troupes sont le moins éprouvées par cette lutte intestine triomphe de l'autre.

Supposons qu'il y ait sur le marché 100 balles de coton, et qu'il s'y trouve, en même temps, acheteur pour 1.000 balles. En ce cas, la demande est 10 fois supérieure à l'offre. La concurrence entre les acheteurs sera très vive. Chacun d'eux veut avoir une balle et, s'il est possible, les 100 balles. Cet exemple n'est pas une supposition arbitraire. Au cours de l'histoire commerciale, nous avons subi de mauvaises récoltes de coton. Dans ces périodes, quelques capitalistes ligüés entre eux, cherchaient à acheter non pas 100 balles, mais tout le stock de coton existant sur terre. Dans notre exemple, les acheteurs essaieraient donc de se débarrasser réciproquement les uns des autres en offrant un prix relativement élevé de la balle de coton. Les vendeurs de coton voient la division régner dans le camp adverse. Ils sont assurés de la vente de leurs 100 balles. Ils se garderont bien de se prendre mutuellement aux cheveux et de faire ainsi baisser le prix du coton au moment où leurs adversaires s'efforcent de l'élever à qui mieux mieux. La paix se met brusquement à régner dans le camp des vendeurs. Ils s'opposent aux acheteurs *comme un seul homme*. Ils se croisent philosophiquement les bras et leurs prétentions seraient sans bornes, si les offres des acheteurs les plus opiniâtres n'avaient pas elles-mêmes des limites très déterminées.

Si donc l'offre d'une marchandise est inférieure à la demande, la concurrence entre les vendeurs devient très faible ou ne se produit même pas, dit-on. La concurrence entre les acheteurs augmente proportionnellement à la baisse qu'elle subit chez les vendeurs. Il en résulte une hausse plus ou moins importante du prix des marchandises.

On sait que le cas contraire amène le plus souvent le résultat opposé. L'offre dépasse-t-elle de beaucoup la demande ? La concurrence entre les vendeurs s'exaspère. Le manque d'acheteurs fait tomber les marchandises

à des prix dérisoires.

Mais qu'est-ce que la hausse et la baisse des prix ? Que signifie prix supérieur et prix inférieur ? Un grain de sable est grand vu dans un microscope. Une tour est petite comparée à une montagne.

Si le prix est déterminé par le rapport de l'offre à la demande, qu'est-ce qui détermine le rapport de l'offre à la demande ?

Adressons-nous au premier bourgeois venu. Il ne réfléchira pas une seconde, et, nouvel Alexandre, tranchera ce nœud métaphysique à l'aide de sa table de multiplication. Si la production de la marchandise que je vends, nous dira-t-il, m'a coûté 100 marks, et que je retire de sa vente 110 marks, au bout de l'année s'entend, j'aurai réalisé un bénéfice de bon bourgeois, un bénéfice honnête, légitime. Si l'échange de cette marchandise me procure 120, 130 marks, c'est là un bénéfice élevé ; si la vente me rapportait 200 marks, il y aurait profit extraordinaire, énorme. Qu'est-ce donc qui, pour le bourgeois, est la *mesure* du profit ? Ce sont *les frais de production de sa marchandise*. Si, en échangeant cette dernière, il en obtient d'autres dont la production a moins coûté, il a fait une perte. Si l'échange lui livre, au contraire, des marchandises dont la production a coûté davantage, il a fait un gain. Le bourgeois calcule la hausse ou la baisse de son profit d'après la position qu'occupe la valeur d'échange de sa marchandise, suivant qu'elle est au-dessus ou au-dessous de zéro, supérieure ou inférieure aux *frais de production*.

Nous venons donc de voir que le rapport, de nature variable, de l'offre à la demande, produit tantôt une hausse, tantôt une baisse, tantôt élève, tantôt abaisse les prix. Si le prix d'une marchandise augmente beaucoup, par suite d'une offre insuffisante, ou d'une demande disproportionnée, il faut nécessairement que le prix d'une autre marchandise diminue à proportion. Le prix d'une marchandise, en effet, ne fait qu'exprimer en argent la proportion suivant laquelle elle s'échange avec d'autres marchandises. Par exemple, le prix d'une aune de soierie monte-t-il de 5 à 6 marks, c'est que le prix de l'argent est tombé par rapport à la soierie ; et, par suite aussi, le prix de toutes les autres marchandises, qui sont à leurs anciens prix, est tombé par rapport à la soierie. Il faut en donner en échange une somme plus grande pour obtenir la même quantité de soierie. Quelle sera la conséquence de la baisse du prix d'une marchandise ? Une quantité de capitaux se précipitera vers les branches d'industries les plus florissantes. L'immigration des capitaux dans ce domaine favorisé durera jusqu'à ce que les gains y deviennent normaux, ou même jusqu'à ce que le prix des produits y devienne, par suite de la surproduction, inférieur aux frais de production.

Inversement, si le prix d'une marchandise tombe au-dessous de ses frais de production, les capitaux ne se consacreront plus à la production de cette marchandise. Sauf le cas où une branche d'industrie ne correspond plus à l'époque et doit disparaître, cette retraite des capitaux persistera, et la production de cette marchandise, son offre diminueront jusqu'à ce qu'elles correspondent à la demande. Son prix s'élèvera de nouveau jusqu'aux frais de production, ou même jusqu'à ce que l'offre devienne inférieure à la demande, c'est-à-dire jusqu'à ce que le prix s'élève au-dessus des frais de production. *Le prix courant d'une marchandise est, en effet, toujours supérieur ou inférieur à ses frais de production.*

Nous voyons ainsi que les capitaux passent constamment d'une sphère industrielle dans une autre. Un prix élevé a pour résultat un afflux trop considérable de capitaux ; un bas prix occasionne un reflux trop important.

Nous pourrions, en nous plaçant à un autre point de vue, montrer que non seulement l'offre, mais encore la demande est déterminée par le coût de production. Mais cela nous entraînerait trop loin de notre sujet.

Nous venons de voir que les oscillations de l'offre et de la demande ramènent toujours le prix d'une marchandise à ses frais de production. *À la vérité, le prix réel d'une marchandise est constamment supérieur ou inférieur à ses frais de production, mais la hausse et la baisse se compensent alternativement.* Au bout d'un certain temps, si l'on additionne le flux et le reflux industriel, l'échange des marchandises se fait à leurs frais de production ; leur prix est donc déterminé par ces derniers.

Cette détermination par les frais de production ne doit pas être comprise au sens où l'entendent les économistes. Ces derniers disent que le *prix moyen* des marchandises est égal aux frais de production. Ils ajoutent que c'est la *règle*. Ils tiennent pour fortuit le mouvement anarchique où la hausse est compensée par la baisse et la baisse par la hausse. Il serait tout aussi légitime, et certains économistes n'ont pas manqué de le faire, de considérer ces oscillations comme la règle et de regarder la détermination du prix par les frais de production comme quelque chose de fortuit. Ces oscillations amènent à leur suite les ravages les plus épouvantables ; semblables aux tremblements de terre, elles font chanceler sur sa base la société bourgeoise. Ce n'est cependant qu'au cours de ces oscillations que le prix se détermine par les frais de production. Le mouvement total de ce désordre constitue son ordre même. Dans cette anarchie industrielle, dans ce mouvement circulaire, la concurrence compense, pour ainsi dire, une extravagance par une autre.

Nous le voyons donc : le prix d'une marchandise est déterminé par ses frais de production, et les périodes pendant lesquelles le prix des

marchandises est supérieur aux frais de production sont compensées par celles où il est inférieur à eux et réciproquement. Cette formule n'est naturellement pas applicable à un produit industriel isolé, donné, mais seulement à toute la branche d'industrie. Elle n'est donc pas applicable non plus aux industriels isolés, mais seulement à toute la classe des industriels.

Déterminer le prix par les frais de production revient à le déterminer par le temps de travail nécessaire à l'établissement de la marchandise. Les frais de production consistent, en effet : 1° En matières premières et en instruments^{75}, c'est-à-dire en produits industriels dont l'établissement a coûté une certaine somme de journées de travail, et ces produits représentent une certaine quantité de temps de travail. Les frais de production consistent encore : 2° En travail immédiat, dont la mesure est précisément le temps.

Les mêmes lois générales qui règlent le prix des marchandises en général, règlent naturellement aussi *le salaire, le prix du travail*.

Le salaire du travail doit tantôt monter, tantôt baisser, suivant le rapport de l'offre à la demande, suivant l'aspect que prend la concurrence établie entre les acheteurs de travail^{76}, les capitalistes, d'une part, et les vendeurs de travail^{77}, les ouvriers, d'autre part. Les oscillations des salaires correspondent aux oscillations des prix des marchandises en général. *Mais dans les limites de ces oscillations, le prix du travail sera déterminé par les frais de production, par le temps de travail nécessaire à produire cette marchandise, le travail*^{78}.

Quels sont donc les frais de production du travail^{79} ?

Ce sont les frais exigés pour que l'ouvrier subsiste comme ouvrier et les frais nécessaires pour en faire un ouvrier.

Moins un travail exige de temps d'apprentissage, moins sont considérables les frais de production de l'ouvrier, plus est faible le prix de son travail, plus est mince son salaire. Dans les branches d'industrie qui ne demandent presque pas d'éducation préalable, celles où suffit la simple existence matérielle de l'ouvrier, les frais de production nécessaires à l'établissement de ce dernier se réduisent alors presque aux marchandises nécessaires pour le faire subsister^{80}. *Le prix de son travail sera donc déterminé par le prix des moyens d'existence nécessaires.*

Il nous reste encore une observation à faire. Le fabricant qui calcule ses frais de production, et, par là même, le prix de ses produits, fait entrer en ligne de compte la détérioration des instruments de travail. Qu'une machine, par exemple, lui coûte 1.000 marks, et qu'elle s'use en 10 ans, le fabricant ajoute alors tous les ans 100 marks au prix des marchandises ; il

peut ainsi, au bout de dix ans, remplacer la machine usée par une neuve. Aussi faut-il faire rentrer dans les frais de production du travail^{81} simple ses frais de reproduction. La classe ouvrière doit être en état de s'accroître et de remplacer les travailleurs usés par de nouveaux ouvriers. L'usure de l'ouvrier entre donc en ligne de compte au même titre que l'usure de la machine.

Les frais de production du travail simple^{82} comprennent donc *les frais d'existence et de reproduction de l'ouvrier*. Le prix de ces frais d'existence et de reproduction constitue le salaire. Le salaire ainsi déterminé s'appelle le *salaire minimum*. Ce salaire minimum, comme d'une manière générale la détermination du prix des marchandises par les frais de production, doit s'entendre, non pas de *l'individu isolé*, mais de *l'espèce*. Des ouvriers isolés, des millions d'ouvriers ne reçoivent pas suffisamment pour exister et se reproduire ; *mais le salaire de toute la classe ouvrière* est dans les limites de ses oscillations, équivalent à ce minimum.

Maintenant que nous nous sommes expliqués sur les lois les plus générales qui règlent le salaire comme le prix de toute autre marchandise, nous pouvons entrer plus particulièrement dans notre sujet.

Le capital est formé de matières premières, d'instruments de travail et de moyens de subsistance de toute espèce, servant à créer de nouvelles matières premières, de nouveaux instruments de travail, de nouveaux moyens d'existence. Toutes ces parties constitutives sont des créations du travail, sont des produits du travail, sont du *travail accumulé*. Le travail accumulé qui sert à une nouvelle production est du capital.

Ainsi parlent les économistes.

Qu'est-ce qu'un esclave nègre ? C'est un homme de la race noire. Les deux explications se valent.

Un nègre est un nègre. Il ne devient esclave que dans certaines conditions. Une machine à filer le coton est une machine destinée à filer du coton. Ce n'est que dans certaines conditions qu'elle devient du *capital*. Placée hors de ces conditions, elle est aussi peu du capital que *l'or* n'est en soi de la *monnaie*, que le sucre n'est le prix du sucre.

Dans la production, les hommes ne sont pas seulement en rapport avec la nature^{83}. Ils ne produisent qu'en coopérant d'une certaine façon et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils contractent entre eux certains rapports, et ce n'est que dans les limites de ces rapports sociaux qu'ils se trouvent en rapport^{84} avec la nature, qu'ils produisent.

Les rapports sociaux des producteurs différeront naturellement suivant le caractère des moyens de production ; les conditions dans lesquelles ils échangent leurs activités et participent à l'ensemble de la production se

modifieront. À la suite de la découverte d'un nouvel instrument de guerre, de l'arme à feu, toute l'organisation interne de l'armée s'est nécessairement transformée ; les rapports dans lesquels des individus forment une armée, agissent en qualité d'armée, se sont modifiés, et le rapport de différentes armées entre elles a changé également.

Les rapports sociaux suivant lesquels les individus produisent, *les rapports de production de la société, se modifient, se transforment avec la modification et le développement des moyens de production matériels, des forces de production. Les rapports de production, pris en totalité, constituent ce que l'on appelle les rapports sociaux, ce que l'on nomme une société, société à un moment déterminé de l'évolution historique, société ayant son caractère propre, distinctif. La société antique, la société féodale, la société bourgeoise* sont de semblables ensembles de rapports de production. Chacun d'eux forme un moment spécial de l'histoire de l'humanité.

Le *capital* est, lui aussi, un rapport social de production. *C'est un rapport de production bourgeoise*, un rapport de production de la société bourgeoise. Les moyens d'existence, les instruments de travail, les matières premières qui constituent le capital ne sont-elles pas nées, ne se sont-elles pas accumulées dans des conditions de société données, dans des rapports sociaux déterminés ? Ne sont-elles pas utilisées pour une nouvelle production dans des conditions de société données, dans des rapports sociaux déterminés ? Et n'est-ce pas ce caractère social précis qui change en *capital* les produits qui servent à une nouvelle production ?

Le capital ne consiste pas seulement en moyens d'existence, en instruments de travail, en matières premières. Il n'est pas formé uniquement de produits matériels. Il se compose également de *valeurs d'échange*. Tous les produits qui y rentrent sont des *marchandises*. Le capital n'est donc pas seulement une somme de produits matériels, c'est une somme de marchandises, de valeurs d'échange, *de grandeurs sociales*.

Le capital reste le même si nous remplaçons de la laine par du coton, du blé par du riz, des chemins de fer par des bateaux à vapeur. Il suffit d'une seule condition préalable : il faut que le coton, le riz, les bateaux à vapeur, le corps du capital, aient la même valeur d'échange que la laine, le blé, les chemins de fer dans lesquels ils s'incarnaient autrefois. Le corps du capital peut changer constamment sans que le capital lui-même subisse la plus légère modification.

Mais si tout capital est une somme de marchandises, c'est-à-dire de valeurs d'échange, toute somme de marchandises, de valeurs d'échange ne constitue pas du capital.

Toute somme de valeurs d'échange est une valeur d'échange. Toute valeur d'échange isolée est une somme de valeurs d'échange. Une maison, par exemple, qui vaut 1.000 marks, est une valeur d'échange de 1.000 marks. Un morceau de papier qui vaut un pfennig est une somme de valeur d'échange de 100/100 pfennigs. Des produits que l'on peut échanger contre d'autres sont des *marchandises*. La proportion déterminée suivant laquelle elles s'échangent constitue leur *valeur d'échange*. Exprimée en argent, elle devient leur *prix*. La masse de ces produits ne peut les empêcher d'être des *marchandises*, de représenter une *valeur d'échange*, d'avoir un certain *prix*. Qu'un arbre soit grand ou petit, il n'en est pas moins un arbre. Que l'on échange une demi-once ou un quintal de fer contre d'autres produits, son caractère de marchandise, de valeur d'échange n'est pas atteint. Suivant sa masse, une marchandise a plus ou moins de valeur, un prix plus ou moins grand.

Maintenant comment une somme de marchandises, de valeurs d'usage devient-elle un capital ?

Par le fait de subsister comme *puissance* sociale indépendante, *comme puissance d'une partie de la société*, qui se conserve et s'accroît en *s'échangeant contre la force de travail immédiate et vivante*. L'existence d'une classe qui ne possède que sa faculté de travail est la condition nécessaire du capital.

La domination exercée par le travail accumulé, passé, réalisé, sur le travail immédiat et vivant change seule le travail accumulé en capital.

Le capital ne consiste pas en ce que du travail accumulé sert au travail vivant de moyen pour effectuer une nouvelle production. Il consiste en ce que le travail vivant sert au travail accumulé de moyen pour conserver et accroître sa valeur d'échange.

Que se produit-il dans l'échange entre capital et travail salarié ?

Le travailleur reçoit en échange de son travail^{85} des moyens de subsistance ; le capitaliste, lui, reçoit en échange des moyens d'existence dont il dispose, du travail, l'activité productive de l'ouvrier, la force créatrice, par laquelle le travailleur non seulement remplace ce qu'il consomme, mais encore donne au *travail accumulé une valeur plus grande que celle qu'il avait auparavant*. Le travailleur reçoit du capitaliste une partie des moyens de subsistance existants. À quoi lui servent-ils ? À la consommation immédiate. Mais dès que je consomme des moyens de subsistance, ils sont complètement perdus pour moi, à moins que je n'emploie le temps pendant lequel ils me font vivre à produire de nouvelles subsistances. Pendant que je les consomme, je puis créer par mon travail de nouvelles valeurs servant à remplacer celles qui ont disparu

pendant la consommation. Mais c'est cette noble puissance de reproduction que l'ouvrier abandonne au capital en échange des moyens d'existence qu'il en a reçus. Il l'a donc perdue pour lui-même.

Prenons un exemple : un fermier donne à son journalier 5 gros d'argent par journée. Pour cette somme le journalier travaille tout un jour sur les terres du fermier et assure à ce dernier un revenu de 10 gros. Le fermier ne reçoit donc pas seulement l'équivalent des valeurs qu'il a dû abandonner au journalier ; il les double. Il a ainsi consommé, employé d'une manière fructueuse, productive, les 5 gros d'argent qu'il a donné au journalier. Pour cette somme, il a acheté le travail et la force du journalier qui a créé pour sa part des produits agricoles d'une double valeur et de 5 gros en a fait 10. Le journalier reçoit 5 gros, en échange de sa force productive dont il a abandonné l'usage au fermier. Il échange cet argent contre des moyens de subsistance qu'il consomme plus ou moins vite ; les 5 gros d'argent ont donc été consommés de deux façons : *reproductivement* pour le capital ; ils ont en effet été échangés contre une force de travail qui a produit 10 gros ; ils ont été également consommés *improductivement* par l'ouvrier ; il les a échangés contre des moyens d'existence ; ceux-ci ont jamais disparu ; il ne peut récupérer leur valeur qu'en renouvelant le même échange avec le fermier. *Le capital suppose donc le travail salarié ; le travail salarié suppose le capital. Ils se conditionnent réciproquement, ils se produisent réciproquement.*

Un ouvrier, dans une fabrique de cotonnade, produit-il seulement cette étoffe ? Non. Il produit du capital. Il produit des valeurs qui servent à commander son travail, et, grâce à elles, à produire de nouvelles valeurs.

Le capital ne peut s'accroître qu'en s'échangeant contre du travail^{86}, en donnant naissance à du travail salarié. Celui-ci^{87} ne peut s'échanger contre du capital qu'en accroissant ce dernier, qu'en renforçant la puissance dont il est esclave. *L'augmentation du capital signifie l'augmentation du prolétariat ou l'extension de la classe ouvrière.*

L'intérêt du capitaliste est donc *le même* que celui de l'ouvrier, prétendent les bourgeois et leurs économistes ; et, en effet ! l'ouvrier périt si le capital ne l'emploie pas ; le capital périt s'il n'exploite pas le travail^{88} et pour l'exploiter il lui faut l'acheter. Plus le capital destiné à la production, plus le capital productif, s'accroît rapidement, plus l'industrie est florissante, plus la bourgeoisie s'enrichit, mieux les affaires marchent, plus aussi le capitaliste a besoin d'ouvriers, plus aussi l'ouvrier se vend cher.

L'extension aussi rapide que possible du capital productif est donc pour la classe ouvrière la condition indispensable d'une situation passable.

Mais qu'est-ce que l'accroissement du capital productif ? C'est l'accroissement du pouvoir qu'exerce le travail accumulé sur le travail vivant ; c'est l'accroissement de la domination que la bourgeoisie fait peser sur la classe ouvrière. Quand le travail salarié produit cette richesse d'autrui qui le domine, le pouvoir qui est son ennemi, quand il produit le capital, celui-ci lui fournit les moyens de s'employer, c'est-à-dire d'exister, à une condition : il faut que le travail salarié redevienne une portion du capital, le levier qui accélère son mouvement d'accroissement.

Prétendre que les intérêts du capital et ceux des travailleurs sont les mêmes revient à dire que le capital et le travail salarié sont deux termes d'un seul et même rapport : l'un conditionne l'autre comme l'usurier et le dissipateur se conditionnent l'un l'autre.

Tant que le salarié reste salarié, son sort dépend du capital et c'est en cela que consiste cette fameuse communauté d'intérêts du travailleur et du capitaliste.

Quand le capital s'accroît, la masse du travail salarié s'accroît elle aussi, le nombre des salariés s'accroît également : en un mot, la domination exercée par le capital s'étend à un nombre plus considérable d'individus. Supposons le cas le plus favorable : lorsque le capital productif croît, la demande de travail croît aussi ; il y a donc hausse du prix du travail, hausse du salaire.

Qu'une maison soit grande ou petite, tant que les maisons d'alentour ne sont pas plus grandes qu'elle, elle satisfait tous les besoins sociaux d'habitation. Mais qu'à côté d'elle vienne s'élever un palais et la petite maison tombe au rang de chaumière. Elle montre que son propriétaire ne peut avoir de prétentions, ou ne peut en avoir que de très minces. Et elle aura beau s'élever, au cours de la civilisation, si le palais qui est à côté d'elle s'élève dans les mêmes proportions ou dans des proportions plus grandes, l'habitant de la maison relativement petite se trouvera toujours plus mécontent, plus mal à son aise, plus oppressé entre ses quatre murs.

Une augmentation sensible du salaire suppose un accroissement rapide du capital productif. Cet accroissement rapide appelle corrélativement une extension tout aussi rapide de la richesse, du luxe, des besoins sociaux, des jouissances sociales. Ainsi, bien que les jouissances des travailleurs aient augmenté, la satisfaction de ces besoins qui leur est permise dans la Société, s'est réduite proportionnellement aux jouissances accrues du capitaliste qui sont inaccessibles au travailleur. La satisfaction des besoins de l'ouvrier s'est restreinte par rapport au développement de la société en général. Nos besoins et nos jouissances découlent de la société, nous les mesurons d'après l'état de la société, nous ne les mesurons pas par les

objets de leur satisfaction. Étant de nature sociale, ils sont, par suite, de nature relative.

Le salaire, en général, n'est pas uniquement déterminé par la masse des marchandises que je puis avoir en échange. Il contient différents rapports.

Ce que les ouvriers reçoivent d'abord pour leur travail^{89} est une certaine somme d'argent. Le salaire est-il uniquement déterminé par ce prix en argent ?

Au XVI^e siècle, la quantité d'or et d'argent circulant en Europe s'est accrue à la suite de la découverte de l'Amérique^{90}. La valeur de l'or et de l'argent est donc tombée par rapport aux autres marchandises. Les ouvriers reçurent toujours la même quantité d'argent monnayé en échange de leur travail^{91}. Le prix de leur travail, exprimé en argent, resta le même, et pourtant leur salaire était tombé. Ils échangeaient la même somme de métal argent contre une quantité plus petite des autres marchandises. Ce fut là une des circonstances qui favorisèrent l'accroissement du capital et l'avènement de la bourgeoisie au XVI^e siècle^{92}.

Prenons un autre exemple. Dans l'hiver de 1847, à la suite d'une mauvaise récolte, les moyens de subsistance les plus indispensables, blé, viande, beurre, fromage, etc., virent s'élever considérablement leur prix. Supposons que les ouvriers aient toujours reçu la même quantité de monnaie en échange de leur travail^{93}. Leur salaire n'était-il pas tombé ? Sans aucun doute. Pour la même somme d'argent ils obtenaient moins de pain, de viande, etc. Leur salaire était tombé non parce que la valeur de l'argent avait baissé, mais parce que la valeur des moyens d'existence s'était accrue.

Supposons enfin que le prix en argent du travail reste constant pendant que toutes les marchandises, soit agricoles, soit industrielles, voient leur prix baisser par suite de l'emploi de nouvelles machines, d'une saison favorable, etc. Les ouvriers peuvent donc, maintenant, acheter avec la même somme d'argent une quantité plus considérable de marchandises quelconques. Leur salaire est monté précisément parce que sa valeur exprimée en argent n'a pas changé.

Le prix du travail exprimé en argent, le salaire nominal, ne coïncide donc pas avec le salaire réel, avec la quantité de marchandises qui sont données réellement en échange contre le salaire. Si nous parlons donc de hausse ou de baisse du salaire, nous ne pouvons nous borner à considérer le prix du travail exprimé en argent, le salaire nominal.

Mais ni le salaire nominal, c'est-à-dire la somme d'argent pour laquelle l'ouvrier se vend au capitaliste, ni le salaire réel, c'est-à-dire la somme de marchandises qu'il peut acheter avec cet argent, n'épuisent les rapports

contenus dans le salaire.

Le salaire est aussi, et avant tout, déterminé par le rapport où il se trouve avec le gain, avec le profit du capitaliste, — c'est le salaire proportionnel, relatif.

Le salaire réel exprime le prix du travail en fonction du prix des autres marchandises, le salaire relatif, par contre, exprime le prix du travail immédiat en fonction du prix du travail accumulé, — la valeur proportionnelle du travail salarié et du capital, — la valeur réciproque des capitalistes et des ouvriers^{94}.

Il se peut donc que le salaire réel reste stationnaire, qu'il monte même et que cependant le salaire relatif se trouve baisser. Supposons par exemple que tous les moyens d'existence soient tombés des deux tiers de leurs prix, tandis que le salaire ne baisse que d'un tiers, par exemple, de 3 marks à 2 marks. Bien que l'ouvrier ait à sa disposition avec ses 2 marks une somme de marchandise plus considérable qu'il n'en avait auparavant avec 3 marks, cependant son salaire a baissé par rapport au gain du capitaliste. Le profit de ce dernier (du fabricant par exemple) a augmenté de 1 mark. Cela veut dire que, pour une somme plus faible de valeurs d'échange que le capitaliste paie à l'ouvrier, il faut que celui-ci produise une somme de valeurs d'échange plus considérable qu'autrefois. La valeur^{95} du capital a haussé par rapport à la valeur^{96} du travail. La répartition de la richesse de la société entre le capital et le travail est devenue encore plus inégale. Le capitaliste commande avec le même capital à une plus grande quantité de travail. La domination exercée par la classe capitaliste sur la classe ouvrière a augmenté. La position sociale du travailleur a empiré. Elle est descendue d'un degré plus bas.

Quelle est donc la loi générale qui détermine la hausse et la baisse du salaire et du profit considérés dans leur relation réciproque ?

Ils sont en rapport inverse. La valeur d'échange du capital^{97}, le profit, croit quand la valeur d'échange du travail^{98}, le salaire journalier tombe, et réciproquement. Le profit croit dans la mesure où le salaire baisse, il tombe dans la mesure où le salaire s'élève.

On dira, peut-être, que le capitaliste peut réaliser un gain en échangeant avantageusement ses produits avec d'autres capitalistes. Il peut profiter de l'augmentation de la demande de ses produits, soit par suite de l'ouverture de nouveaux débouchés, soit d'une augmentation momentanée des besoins sur les anciens marchés, etc. Le profit du capitaliste pourrait ainsi s'accroître parce que d'autres capitalistes se trouvent dans une situation désavantageuse, et cela indépendamment de la hausse et de la baisse du salaire, de la valeur d'échange du travail^{99}. Le profit du capitaliste

pourrait également s'augmenter par le perfectionnement des instruments de travail, un emploi nouveau des forces naturelles, etc.

D'abord on sera forcé d'avouer que le résultat reste le même bien qu'il soit atteint par une voie inverse. Le profit n'a pas haussé parce que le salaire est tombé. Mais le salaire n'est tombé que parce que le profit a haussé. Le capitaliste, avec la même somme de travail^{100} a acheté une plus grande somme de valeurs d'échange sans payer pour cela le travail plus cher. Le travail est donc payé moins cher par rapport au revenu net qu'il donne au capitaliste.

En outre, rappelons-nous que, malgré les fluctuations du prix des marchandises, le prix moyen de chaque marchandise, — la proportion suivant laquelle elle s'échange contre d'autres marchandises — est déterminé par ses *frais de production*. Les situations favorisées se compensent donc nécessairement dans la classe capitaliste. Le perfectionnement du machinisme, l'emploi nouveau de forces naturelles mises au service de la production permettent, dans un temps de travail donné, avec la même somme de travail et de capital, d'établir une plus grande masse de produits, mais non de créer une plus grande masse de valeurs. Si je puis, en employant la machine à tisser, livrer en une heure une fois autant de tissage qu'auparavant, — 100 livres au lieu de 50, — je finis, à la longue, par n'obtenir pour ces 100 livres, la même quantité de marchandises que j'échangeais autrefois contre 50 livres. Les frais de production sont tombés de la moitié. Avec les mêmes frais je puis livrer le double de produits.

Enfin, quelle que soit d'ailleurs la répartition du revenu net qui s'effectue dans la classe capitaliste, dans la bourgeoisie, soit dans un même pays, soit dans tout l'univers, la somme totale de ce revenu n'est toujours que la somme dont le travail immédiat a augmenté le travail accumulé. Cette somme totale croît donc proportionnellement à la quantité dont le capital a été augmenté par le travail, à l'accroissement du profit par rapport au salaire.

Nous voyons donc que, *même dans les limites du rapport existant entre le capital et le travail salarié, les intérêts du capital et ceux du travail salarié sont diamétralement opposés.*

Une augmentation rapide du capital équivaut à une augmentation rapide du profit. Le profit ne peut augmenter rapidement que quand la valeur d'échange^{101} du travail, quand le salaire relatif baisse rapidement. Ce salaire relatif peut tomber, bien que le salaire réel croisse concurremment avec le salaire nominal, avec la valeur du travail exprimée en argent, pourvu qu'il ne croisse pas proportionnellement au profit. Si par exemple,

dans de bonnes périodes, le salaire monte de 5 pour cent, et le profit par contre de 30 pour cent, le salaire proportionnel, relatif, n'a pas *augmenté*, mais *diminué*.

Si donc le revenu du travailleur augmente avec l'accroissement rapide du capital, l'abîme social qui sépare l'ouvrier du capitaliste s'élargit aussi ; le pouvoir du capital sur le travail ainsi que l'asservissement du travail au capital augmentent simultanément.

Dire que l'ouvrier a intérêt à l'accroissement rapide du capital revient à ceci : plus l'ouvrier augmente la richesse, d'autrui, plus les miettes qui lui reviennent sont abondantes. Un plus grand nombre d'ouvriers peut être employé, peut être appelé à l'existence et la masse des esclaves asservis au capital devient plus considérable.

Résumons ce que nous venons de voir :

Quelles que soient les améliorations que *la situation la plus favorable* à la classe ouvrière — *l'accroissement le plus rapide du capital*, — puisse apporter à la vie matérielle du travailleur, l'antagonisme entre les intérêts de ce dernier et ceux des bourgeois, ceux des capitalistes, ne s'en trouve pas supprimé. *Le profit et le salaire sont toujours en rapport inverse.*

Si le capital croît vite, le salaire peut changer, mais le profit du capitaliste augmente avec une rapidité disproportionnée. La situation matérielle du travailleur s'est améliorée, mais aux dépens de sa situation sociale. L'abîme social qui le sépare du capitaliste s'est encore creusé.

Enfin :

Prétendre que l'accroissement le plus rapide possible du capital est la condition qui favorise le plus le travail salarié, revient à ceci : Plus rapidement la classe ouvrière augmente et accroît la puissance ennemie, la richesse d'autrui qui le domine, plus sont favorables les conditions dans lesquelles il lui est donné de travailler à un nouvel accroissement de la richesse bourgeoise, à l'augmentation de la puissance du capital. La classe ouvrière doit s'estimer heureuse de se forger elle-même les chaînes d'or qui l'attachent à la bourgeoisie.

D'ailleurs, l'accroissement du capital productif et l'augmentation du salaire, sont-ils, en réalité, liés aussi inséparablement que le prétendent les économistes bourgeois ? Nous ne pouvons pas les croire sur parole. Nous ne pouvons même pas croire du tout que plus le capital a d'embonpoint plus son esclave est gros. La bourgeoisie est trop intelligente, elle calcule trop bien pour partager les préjugés de la féodalité qui se faisait gloire de l'état de ses serviteurs. Les conditions d'existence de la bourgeoisie la forcent à compter.

Il nous faut donc examiner plus attentivement :

Quelle action l'augmentation du capital productif a sur le salaire.

Quand le capital productif de la société bourgeoise croît d'une manière générale, il se produit une accumulation de capitaux plus variée. Les capitalistes augmentent en nombre et en grandeur. *L'augmentation du nombre des capitaux augmente la concurrence entre les capitalistes. L'extension des capitaux fournit les moyens de mener sur le champ de bataille industriel des armées ouvrières plus puissantes pourvues de machines de guerre plus gigantesques.*

Un capitaliste ne peut en mettre un autre en déroute, et s'emparer de son capital qu'en vendant meilleur marché. Pour vendre meilleur marché, sans se ruiner, il lui faut produire à meilleur compte ; il lui faut augmenter le plus possible la force de production du travail. Mais ce qui accroît surtout la force de production, c'est *une division plus considérable du travail*, un emploi plus fréquent et un perfectionnement constant de la *machinerie*. À mesure que l'armée entre les unités de laquelle on répartit le travail devient plus grande, à mesure que devient plus gigantesque l'échelle d'emploi du machinisme, les frais de production diminuent proportionnellement, le travail devient de plus en plus fructueux. Les capitalistes deviennent la proie d'une émulation qui accentue la division du travail, accroît la machinerie et permet d'exploiter le travail sur une échelle de plus en plus grande.

En divisant davantage le travail, en employant de nouvelles machines perfectionnées, en exploitant plus fructueusement et plus largement les forces naturelles, un capitaliste a trouvé le moyen de créer avec la même somme de travail, ou de travail accumulé, une plus grande somme de produits — de marchandises — que ses concurrents. Par exemple, dans le même temps de travail que ses concurrents emploient pour tisser une demi-aune de toile, il en produit une aune entière. Comment opérera ce capitaliste ?

Il pourrait continuer à vendre sa demi-aune de toile au même prix de marché qu'auparavant. Ce ne serait pas là le moyen de mettre ses rivaux en déroute et d'augmenter son propre débouché. Mais à mesure que sa production s'est étendue le besoin de débouché est devenu plus vif pour lui. Les moyens de production plus nombreux et plus coûteux qu'il a fait naître, lui *permettent*, il est vrai, de vendre ses marchandises meilleur marché ; ils le *forcent* aussi à *vendre davantage de marchandises* et à conquérir pour elles un marché *incomparablement plus grand*. Notre capitaliste vendra donc sa demi-aune de toile meilleur marché que ses concurrents.

Mais le capitaliste ne vendra pas l'aune entière aussi bon marché que ses

concurrents ne vendent la demi-aune, bien que la production de toute l'aune ne lui coûte pas plus cher que la production de la demi-aune à ceux-ci. Sans cela, il ne ferait pas de gain⁽¹⁰²⁾, il n'obtiendrait par l'échange que ses frais de production. Son revenu plus considérable proviendrait de ce qu'il a mis en activité un capital plus grand, mais il ne mettrait pas son capital mieux en valeur que ses concurrents. Il arrive à ses fins en abaissant le prix de ses marchandises d'un tant pour cent sur les prix de ses rivaux. *En vendant au-dessous des prix*, il les met en déroute, il s'empare d'une partie de leurs débouchés. Souvenons-nous maintenant que le prix courant est toujours *supérieur ou inférieur aux frais de production* suivant que la vente a lieu à des moments favorables ou défavorables. Si le prix de marché de l'aune de toile se trouve au-dessus ou au-dessous des frais de production antérieurs, il y aura variation dans le tant pour cent auquel le capitaliste qui a employé des moyens de production nouveaux et fructueux, vendra au-dessus de ses coûts de production.

Mais le *privilège* de notre capitaliste n'est pas de longue durée. D'autres capitalistes, ses émules, introduisent les mêmes machines, la même division du travail, les introduisent sur la même échelle que lui ou sur une échelle plus grande. Cette introduction deviendra générale jusqu'à ce que le prix de la toile non seulement *devienne inférieur à ses anciens frais de production*, mais même *tombe au-dessous des nouveaux*.

Les capitalistes se retrouveront donc dans la même situation où ils étaient *avant* l'introduction des nouveaux moyens de production. S'ils peuvent, grâce à ceux-ci, fournir le double du produit au même prix qu'autrefois, les voilà *maintenant* obligés de fournir le double du produit *au-dessous* de l'ancien prix. Le même jeu recommence sur la base de ces nouveaux coûts. Le travail est plus divisé, la machinerie plus considérable, le degré d'exploitation de la machinerie et de la division du travail s'accroît. La concurrence amène alors une fois encore la même réaction.

Nous voyons donc que les modes de production, que les moyens de production sont constamment bouleversés, révolutionnés. *La division du travail produit une plus grande division du travail, l'emploi de la machine développe l'emploi de la machine, le travail sur une grande échelle amène le travail sur une plus grande échelle.*

Telle est la loi qui, constamment, jette la production bourgeoise hors de son ancienne voie, et force le capital à tendre les forces productives du travail parce qu'elle les a tendues. C'est la loi qui ne lui laisse jamais de repos et lui crie constamment : marche ! marche !

Cette loi n'est autre que celle qui établit nécessairement, au sein des fluctuations commerciales, une *balance* entre le prix d'une marchandise et

ses frais de production.

Quelle que soit la puissance des moyens de production qu'un capitaliste emploie, la concurrence généralise ces moyens de production. Dès que leur emploi devient général, le seul avantage que lui procure la fécondité plus grande de son capital est de livrer *au même prix*, dix, vingt, cent fois plus de marchandises qu'auparavant. Il lui faut écouler mille fois plus de marchandises pour contrebalancer la faiblesse du prix de vente par la grande masse du produit écoulé. Une vente par masses plus grandes est maintenant nécessaire non pour faire un gain, mais pour balancer les frais de production — l'instrument de production lui-même, devient, comme nous l'avons vu, toujours plus cher. — Cette vente en masse n'est pas une question d'existence pour lui seul, c'est également une question de vie ou de mort pour ses rivaux. L'ancienne lutte recommence. *Elle devient d'autant plus vive que les moyens de production deviennent plus féconds. La division du travail et l'emploi des machines continueront à prendre des proportions incomparablement plus considérables.*

Quelle que soit, d'ailleurs, la puissance des moyens de production employés, la concurrence cherche à enlever au capital les fruits dorés de cette puissance. Le prix des marchandises est ramené aux frais de production. À mesure que l'on produit à meilleur marché, — que l'on produit davantage avec la même somme de travail, la concurrence exige impérieusement la production à meilleur marché encore, la livraison à l'ancien prix de masses de produits toujours plus considérables. Tous les efforts du capitaliste n'auraient donc abouti qu'à lui imposer l'obligation de produire davantage dans le même temps de travail ; ils n'auraient réussi qu'à *empirer les conditions de mise en valeur de son capital*. La concurrence poursuit continuellement le capitaliste de sa loi des frais de production ; elle tourne contre lui toutes les armes qu'il forge contre ses rivaux. Le bourgeois cherche alors à vaincre la concurrence en employant des procédés de division du travail, en se servant de machines de plus en plus coûteuses, mais produisant de plus en plus à meilleur marché. On n'attend plus que la concurrence ait démodé les anciennes.

Représentons-nous cette agitation fébrile sur tout *le marché de l'univers*, et l'on comprendra que l'accroissement, la concentration et l'accumulation du capital aient pour résultat nécessaire le développement ininterrompu, gigantesque et gros de bouleversements internes, de la division du travail, de l'emploi des nouvelles machines et du perfectionnement des anciennes.

Mais quelle est, sur la détermination du salaire, l'action de ces circonstances, inséparables de l'accroissement du capital productif ?

La division plus grande du travail permet à un ouvrier d'exécuter

l'ouvrage de 5, 10, 20 travailleurs. Elle augmente, par suite, la concurrence entre les ouvriers du quintuple, du décuple, du vingtuple. Les ouvriers ne se font pas seulement concurrence en se vendant meilleur marché les uns que les autres ; ils le font aussi en produisant *à un seul* autant que 5, 10, 20. La division du travail, introduite par le capital et constamment développée par lui, contraint les travailleurs à se livrer entre eux à ce genre de concurrence.

De plus, à mesure que la *division du travail* augmente, le travail se *simplifie*. L'habileté spéciale de l'ouvrier devient inutile. Il est transformé en une force productive simple, homogène. Il n'a à employer ni tension physique, ni intellectuelle. Son travail peut être accompli par tous. Des concurrents se présentent de tous côtés. Souvenons-nous d'ailleurs qu'à mesure que le travail devient plus simple, plus facile à apprendre, à mesure qu'on a besoin de moins de frais de production pour se l'assimiler, plus aussi le salaire baisse. Le salaire, comme le prix de toute autre marchandise, est déterminé par les frais de production.

Donc, dans la proportion où le travail devient moins agréable, plus fastidieux, la concurrence augmente et le salaire baisse. L'ouvrier cherche à s'assurer la masse de son salaire en travaillant davantage. Il produit pendant plus de temps ou produit davantage dans le même temps. Poussé par la nécessité, il augmente encore les déplorables effets de la division du travail. Le résultat ne se fait pas attendre. *Plus il travaille, moins il obtient de salaire.* La raison en est simple. À mesure qu'il fait concurrence à ses compagnons de travail, il se fait autant de concurrents de ceux-ci. Ses compagnons s'offrent à des conditions tout aussi mauvaises que lui. En dernière analyse, *il se fait concurrence à lui-même comme membre de la classe ouvrière.*

Les machines conduisent aux mêmes résultats dans des proportions encore beaucoup plus grandes. Elles remplacent des travailleurs exercés par de non exercés, des hommes par des femmes, des adultes par des enfants. Introduites pour la première fois, les machines jettent sur le pavé des masses de travailleurs manuels. Là où elles sont déjà établies, à mesure qu'elles se perfectionnent et qu'on les remplace par d'autres, plus productives, elles expulsent les ouvriers par petits paquets. Nous avons dépeint plus haut, en traits rapides, la guerre industrielle que se livrent les capitalistes.

Cette guerre a cela de spécial qu'on y gagne des batailles, moins par des enrôlements que par des licenciements. Les généraux, les capitalistes, travaillent à l'envi à qui congédiera le plus de soldats industriels.

Les économistes nous racontent, il est vrai, que les ouvriers devenus

surabondants par l'emploi des machines trouvent de *nouvelles* occupations.

Ils n'osent prétendre directement que les mêmes ouvriers qui ont été congédiés rentrent dans de nouvelles branches de production. Les faits s'élèvent trop contre de pareils mensonges. Ils prétendent seulement que pour *les autres parties constituantes de la classe ouvrière*, par exemple, pour cette partie de la jeune génération ouvrière qui était déjà prête à entrer dans la branche d'industrie ruinée, il se produira de nouveaux moyens de l'employer. C'est là naturellement une grande satisfaction pour les ouvriers exclus. Messieurs les capitalistes ne manqueront pas de chair et de sang frais à exploiter ; les morts enterreront leurs morts. C'est une consolation que les bourgeois se donnent plutôt à eux-mêmes qu'aux ouvriers. Si toute la classe des travailleurs était anéantie par la machinerie, quelle situation épouvantable cela ne serait-il pas pour le capital qui, sans travail salarié, cesse d'être capital ?

Mais supposons que tous ceux que la machine a directement privés de travail et que toute la partie de la jeune génération qui rêvait déjà à ce travail trouvent un *nouvel emploi*. Croit-on que celui-ci serait payé aussi cher que celui que l'on aurait perdu ? *Cela contredirait à toutes les lois de l'économie*. Nous avons vu que l'industrie moderne substitue nécessairement et constamment un ouvrage plus simple et plus subalterne aux œuvres compliquées, supérieures.

Comment une masse d'ouvriers, rejetés d'une branche d'industrie par la machine, pourrait-elle trouver asile dans une autre, à moins *d'être payée plus bas, plus mal* ?

On a donné comme exception les travailleurs employés à la fabrication des machines. Du moment que l'industrie a besoin de plus de machines, en use davantage ; les machines devaient, disait-on, augmenter, et par suite la fabrication des machines, ainsi que l'emploi des ouvriers dans la fabrication des machines. De plus, dans cette branche d'industrie, les ouvriers sont qualifiés, habiles, même instruits.

Dès 1840, cette opinion, qui n'était auparavant qu'à moitié vraie, avait perdu toute apparence spécieuse. On emploie de plus en plus des machines dans la fabrication des machines tout autant que dans celle du filé de coton et les ouvriers employés dans les fabriques de mécaniques en présence de machines très ingénieuses ne pouvaient tenir la place que de machines grossières.

Mais au lieu de l'homme renvoyé par la machine, la fabrique emploie maintenant trois enfants et une femme ! Eh bien, le salaire de l'homme ne devait-il pas suffire pour les trois enfants et pour la femme ? Le minimum

du salaire ne devait-il pas suffire pour entretenir la race et l'augmenter ? Que prouve donc ce raisonnement cher aux bourgeois ? Simplement ceci : qu'il faut user maintenant quatre fois autant de vies ouvrières pour gagner le salaire d'une seule famille de travailleurs ?

Résumons-nous donc : *À mesure que le capital productif croît, la division du travail et l'emploi des machines gagne en extension. À mesure que la division du travail et l'emploi des machines gagnent en extension, la concurrence entre les ouvriers s'accroît d'autant, leur salaire se réduit d'autant.*

De plus la classe ouvrière se recrute encore dans *les couches supérieures de la société*. Une masse de petits industriels et de petits rentiers est précipitée dans son sein, ils n'ont rien de plus pressé à faire qu'à lever leurs bras à côté de ceux des ouvriers. La forêt de ces bras tendus en l'air et demandant du travail devient de plus en plus épaisse et les bras deviennent de plus en plus maigres.

La petite industrie ne peut soutenir la lutte. Une des premières conditions pour la continuer serait de produire sur une échelle de plus en plus grande. Il faudrait être à la fois un grand et un petit industriel. Cela est naturellement impossible.

L'intérêt du capital baisse dans la proportion où augmentent la masse et le nombre des capitaux, où s'accroît le capital. Le petit rentier ne peut donc plus vivre de sa rente. Il doit se tourner du côté de l'industrie. Il grossit les rangs des petits industriels, c'est-à-dire des candidats au prolétariat. Cela va de soi et n'a pas besoin d'être analysé davantage.

Les capitalistes, emportés par le mouvement que nous avons décrit plus haut, sont obligés d'utiliser sur une échelle toujours plus grande les moyens de production existant déjà. Pour cela, il leur faut mettre en mouvement tous les ressorts du crédit. Aussi les bouleversements grandissent-ils. Le monde du commerce ne se soutient qu'en sacrifiant aux divinités infernales une partie de la richesse, des produits et même des forces productives. *Les crises* augmentent. Elles deviennent plus nombreuses et plus cruelles. C'est qu'en effet, alors que la masse des produits grandit et que grandit aussi le besoin de débouchés plus larges, le marché de l'univers se réduit ; un moindre nombre de marchés nouveaux restent à l'exploitation. Chaque crise passagère soumet au commerce universel un domaine non encore conquis, encore un que l'on n'avait jusque-là exploité que superficiellement. Or, le capital ne vit pas seulement de travail. Souverain, à la fois noble et barbare, il entraîne à sa suite dans la tombe les cadavres de ses esclaves, des hécatombes entières d'ouvriers qui ont péri dans les crises. Nous voyons ainsi que si *le capital augmente*

vite, la concurrence entre les travailleurs augmente incomparablement plus vite ; autrement dit les moyens d'occupation, les moyens d'existence de la classe ouvrière diminuent relativement davantage. Et cependant l'accroissement rapide du capital est la circonstance la plus favorable au travail salarié.

KARL MARX.

LA TURQUIE EN 1853

TRADUIT PAR RAOUL BRIQUET.

Éléments bibliographiques :

Publication originale en revue :

New-York Daily Tribune, 1853

Publication en revue et sources de la présente édition :

Études socialistes, N°6, nov.-déc. 1903, p. 335-352.

21 pages

TABLE

LA TURQUIE EN 1853

I
II
III

Titre suivant : CONTRIBUTION À LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

LA TURQUIE EN 1853

Pendant longtemps Marx fut à Londres le correspondant du journal américain *New-York Tribune* ; on a traduit en français, il y a quelques années, les lettres qu'il publia sur la situation de l'Allemagne en 1848 ; nous croyons utile de faire connaître des extraits de ses articles sur la question d'Orient. Bien des choses ont changé depuis un demi-siècle en Turquie : les provinces danubiennes forment un royaume gouverné par un Hohenzollern, et elles suivent la politique autrichienne ; la Serbie est devenue un royaume sur lequel l'influence autrichienne a été prépondérante au temps du roi Milan ; la Bosnie et l'Herzégovine sont occupées par l'Autriche ; la Bulgarie n'est plus que nominalement subordonnée à la Turquie ; la Grèce s'est agrandie en Thessalie ; une partie de l'Arménie est tombée entre les mains des Russes ; l'Angleterre a abandonné les ioniennes que l'on avait si longtemps regardées comme ayant une importance majeure pour sa domination maritime, mais elle occupe Chypre et l'Égypte. Enfin la Turquie a été civilisée à outrance par les financiers européens.

Malgré tant de transformations, les articles de Marx ont encore conservé un grand intérêt. Pour en rendre la lecture plus facile, nous avons supprimé, autant que faire se pouvait, les parties qui se rapportaient directement aux incidents de la diplomatie.

N. D. L. R.

I

7 Avril 1853

..... Toutes les fois que l'ouragan révolutionnaire s'apaise un moment, on peut être assuré de voir surgir la question toujours renaissante, l'éternelle « Question d'Orient ». Ainsi, quand l'orage de la Révolution française eut passé et que Napoléon et Alexandre, à la paix de Tilsitt, se furent partagés toute l'Europe continentale, Alexandre profita de la tranquillité momentanée pour faire marcher une armée contre la Turquie et « pour donner un coup d'épaule » aux forces intérieures qui mettaient en lambeaux cet empire décadent. Plus tard, à peine les mouvements révolutionnaires de l'Europe occidentale avaient-ils été étouffés par les congrès de Laybach et de Vérone que Nicolas, successeur d'Alexandre, fondit à son tour sur la Turquie. Ensuite, lorsque la Révolution de Juillet avec les insurrections correspondantes de Pologne, d'Italie et de Belgique, fut terminée et que l'Europe, telle qu'elle avait été remaniée en 1831, parut à l'abri des ouragans intérieurs, la Question d'Orient réapparut en 1840 et faillit mêler les grandes puissances dans une guerre générale. Et maintenant que l'esprit à courte vue des pygmées gouvernementaux se flatte d'avoir heureusement écarté de l'Europe le danger de l'anarchie et de la révolution, voici que renaît encore l'interminable problème, l'inévitable difficulté : *que faire de la Turquie ?*

La Turquie est la plaie vivante de la légitimité européenne. L'impuissance des gouvernements monarchiques légitimistes s'est, toujours depuis la première Révolution française, résumée et en un axiome unique : Maintenir le *statu quo*. Un *testimonium paupertatis*, un aveu de l'universelle incompétence des pouvoirs dirigeants pour tout ce qui concerne les progrès de la civilisation, éclate dans leur accord unanime pour s'attacher aux choses telles que le hasard ou les accidents les ont disposées. Il ne fallait à Napoléon qu'un instant pour disposer de tout un continent, et cela, d'une façon qui révélait à la fois du génie et de la suite dans les idées : toute la « Sagesse collective » de la légitimité européenne, assemblée au congrès de Vienne, y a mis deux années et encore on s'est querellé fort à ce sujet et on a fait une œuvre détestable. La tâche a été

trouvée si rude que, depuis lors, cette Sagesse n'a jamais tenté un nouveau partage de l'Europe. Myrmidons de médiocrité, comme les appelle Béranger, sans éducation historique ni sans connaissance des faits, sans idées, sans initiative, ces hommes d'État adorent le *statu quo* qu'ils ont travaillé maladroitement à établir, bien qu'ils sachent que c'est une œuvre mauvaise et informe.

Mais la Turquie, pas plus que le reste de l'Europe ne demeure stationnaire et, au moment même où le parti réactionnaire a réussi à rétablir dans l'Europe civilisée ce qu'il considère comme le *statu quo ante*, on s'aperçoit que, dans l'intervalle, le *statu quo* s'est gravement modifié en Turquie ; que de nouvelles questions, que de nouvelles relations, de nouveaux intérêts sont nés ; — et les pauvres diplomates doivent recommencer entièrement l'œuvre interrompue, il y a huit ou dix ans, par un cataclysme général. Maintenir le *statu quo* en Turquie ! Pourquoi alors ne pas essayer de maintenir le degré de pourriture qu'a atteint la carcasse d'un cheval mort, à un moment donné, avant que la dissolution ne soit complète ! La Turquie est en décadence et poursuivra sa décadence tant que le système de la « balance des forces » et du maintien du *statu quo* continuera ; et, en dépit des congrès, des protocoles et des ultimatums, elle produira son contingent annuel de difficultés diplomatiques et de querelles internationales, semblable au corps en putréfaction qui fournit au voisinage une ample contribution de gaz méphitiques.

Jetons sur la question une vue d'ensemble. La Turquie se compose de trois parties entièrement distinctes : les principautés vassales d'Afrique, c'est-à-dire l'Égypte et Tunis, la Turquie d'Asie, et la Turquie d'Europe. Laissons de côté, pour le moment, les possessions d'Afrique, parmi lesquelles l'Égypte seule doit être considérée comme effectivement sujette du Sultan : encore l'Égypte appartient-elle plus à l'Angleterre qu'à n'importe qui, et formera-t-elle nécessairement sa part dans le tout partage futur de la Turquie. La Turquie d'Asie est le siège réel de toute la force de l'Empire ; l'Asie Mineure et l'Arménie sont, depuis quatre cents ans, le principal établissement des Turcs : elles constituent le réservoir d'où ont été tirées toutes les armées turques, depuis celles qui menacèrent les remparts de Vienne jusqu'à celles qui se dispersèrent devant les manœuvres, pourtant peu habiles, de Diebistch à Kuleutscha. La Turquie d'Asie, quoique peu peuplée, contient cependant une masse trop compacte de fanatiques musulmans et de vrais Turcs pour attirer actuellement des tentatives de conquête ; et, en fait, quand on débat la Question d'Orient, la seule partie de la Turquie d'Asie que l'on prenne en considération, comprend la Palestine et les vallées chrétiennes du Liban.

L'objet réel du conflit est donc toujours la Turquie d'Europe — la grande péninsule qui s'étend au sud de la Save et du Danube. Ce territoire merveilleux a le malheur d'être habité par un conglomérat de races et de nationalités diverses, dont il est difficile de dire laquelle est la moins apte au progrès et à la civilisation. Slaves, Grecs, Valaques, Albanais, douze millions d'hommes sont tenus en sujétion par un million de Turcs, et jusqu'à un temps très rapproché on pouvait à bon droit se demander si les Turcs n'étaient pas les plus qualifiés pour avoir la suprématie qui, dans une population aussi mêlée, ne saurait appartenir qu'à une seule de ces diverses nationalités. Mais, lorsque l'on considère l'échec lamentable de toutes les tentatives faites par les autorités turques pour civiliser leur pays ; quand on voit comment le fanatisme de l'Islam, soutenu principalement par la populace turque des quelques grandes cités a invariablement recouru à l'appui de l'Autriche ou de la Russie pour prendre le pouvoir et détruire les réformes accomplies ; quand on voit le pouvoir central, c'est-à-dire turc, affaibli d'année en année, dans les provinces turques, par des insurrections qui réussissent toutes, dans une certaine mesure, grâce à l'impuissance de la Porte et à l'intervention des États voisins ; quand on voit la Grèce conquérir son indépendance, la Russie s'emparer d'une partie de l'Arménie ; la Moldavie, la Valachie, la Serbie se placer successivement sous son protectorat — on est bien contraint d'admettre que la présence des Turcs en Europe est un obstacle réel au développement des ressources de la péninsule illyro-thrace.

On ne saurait représenter les Turcs comme la *classe dirigeante* de la Turquie, car les relations entre les différentes classes sont aussi mêlées que celles des diverses races. Le Turc est, suivant les lieux et les circonstances, ouvrier, fermier, petit tenancier, commerçant, seigneur féodal (dans la phase la plus basse et la plus barbare de la féodalité), fonctionnaire civil, ou soldat. Mais, dans ces positions sociales si diverses, le Turc appartient à la croyance et à la nationalité privilégiées ; — lui seul a le droit de porter les armes et le chrétien le plus élevé doit céder le pas au plus infime musulman qu'il rencontre. En Bosnie et en Herzégovine la noblesse, de race slave, est passée à l'Islam tandis que la masse du peuple est restée chrétienne. Ainsi, dans cette province, la religion dirigeante se confond avec la classe dirigeante, car le Bosniaque musulman est naturellement sur un pied d'égalité avec son coreligionnaire d'ascendance turque.

La principale force de la population turque en Europe, indépendamment de la réserve toujours prête à venir de l'Asie, consiste dans la populace de Constantinople et de quelques autres grandes villes. Cette populace est essentiellement turque, et bien qu'elle trouve son principal moyen de

subsistance dans le travail qu'elle fait pour les capitalistes chrétiens, elle maintient jalousement la supériorité imaginaire et l'impunité réelle que les privilèges de l'Islam lui confèrent vis-à-vis des chrétiens. C'est un fait bien connu que les auteurs de tous les coups d'État importants ont dû se concilier cette populace par des cadeaux et des flatteries. Seule, avec quelques districts colonisés, cette populace offre une masse compacte et imposante de population turque en Europe. Il y aura, tôt ou tard, une nécessité absolue d'arracher une des plus belles parties du continent à la domination d'une populace en comparaison de laquelle celle de la Rome impériale était une assemblée de sages et de héros.

Parmi les autres nationalités, il nous suffira de dire quelques mots des Albanais : cet intrépide peuple de montagnards aborigènes habite la contrée qui descend vers l'Adriatique ; il parle une langue tout à fait spéciale, mais paraît cependant appartenir à la grande famille indo-européenne. Les Albanais sont en partie chrétiens grecs, en partie musulmans ; d'après le peu de renseignements que nous avons sur eux, ils sont encore insuffisamment préparés à recevoir la civilisation. Leurs mœurs pillardes forceront les peuples voisins à les tenir en une étroite sujétion militaire, jusqu'à ce que les progrès de l'industrie, dans les régions voisines, permettent de les employer comme fendeurs de bois et comme porteurs d'eau ; — ce qui a été le cas des Gallegos en Espagne, et, généralement, des habitants de districts montagneux.

Les Valaques ou Daço-romains, qui dominent dans la région située entre le bas Danube et le Dniester, sont une population extrêmement mêlée ; ils appartiennent à l'Église grecque ; ils parlent un langage dérivé du latin et qui, à beaucoup d'égards, ressemble à l'italien. Ceux de Transylvanie et de Bukovine dépendent de l'empire d'Autriche ; ceux de Bessarabie de l'empire russe ; ceux de Moldavie et de Valachie, les deux seules principautés où la race daço-romaine ait acquis une existence politique, ont des princes à eux, sous la suzeraineté nominale de la Porte et la domination réelle de la Russie. On a beaucoup parlé des Valaques-Transylvains pendant la guerre hongroise ; opprimée par la féodalité des seigneurs hongrois qui, en vertu du système autrichien, étaient aussi les instruments des exactions gouvernementales, cette masse abrutie se laissa gagner, — comme les serfs ruthènes de Galicie, en 1846, — par les promesses et les présents de l'Autriche et commença cette guerre de dévastation qui a fait de la Transylvanie un désert^{103}. Les Daço-romains des principautés turques ont au moins une noblesse indigène et des institutions politiques ; et, en dépit de tous les efforts de la Russie, l'esprit révolutionnaire a pénétré chez eux : l'insurrection de 1848 l'a bien prouvé. Les exactions et

les rigueurs que leur a infligées l'occupation russe depuis 1848, doivent, sans aucun doute, avoir accentué ces tendances, malgré le lien de communauté religieuse et la superstition czaro-papiste qui leur fait regarder le chef impérial de l'Église grecque comme leur protecteur naturel. S'il en est ainsi, la nationalité valaque pourra jouer un rôle important dans l'attribution définitive des territoires en question.

Les Grecs de Turquie sont surtout d'origine slave, mais ils ont adopté le langage hellénique moderne ; en fait, à l'exception de quelques nobles familles de Constantinople et de Trébizonde, on admet généralement qu'il y a en Grèce bien peu de sang hellénique sans mélange. Les Grecs sont, avec les Juifs, les premiers commerçants des ports maritimes et de beaucoup de villes de l'intérieur. Ils sont également cultivateurs dans quelques districts. En tout cas, le nombre, la densité, l'esprit national de cette population sont trop faibles pour lui donner une influence politique, en tant que nation, sauf en Thessalie et peut-être en Épire. L'influence conservée par quelques nobles familles grecques de Constantinople, comme drogmans (interprètes), décline rapidement, depuis que certains Turcs ont été élevés en Europe et que les légations européennes ont été pour vues d'attachés connaissant la langue turque.

Nous arrivons maintenant à la race qui forme la grande masse de la population et dont le sang est prépondérant partout où il y a mélange des races. En fait on peut dire qu'elle forme le gros de la population chrétienne depuis la Morée jusqu'au Danube, et depuis la Mer-Noire jusqu'aux monts Arnauts. Cette race, c'est la race slave et plus spécialement, la branche dite illyrienne (Ilirski) ou slave-méridionale (Yugoslavyanski). À côté des Slaves occidentaux (Polonais et Bohémiens) et des Slaves orientaux (Russes), les Slaves méridionaux constituent la troisième branche de cette nombreuse famille slave qui, depuis douze cents ans, a occupé non seulement la plus grande partie de la Turquie, mais encore la Dalmatie, la Croatie, la Slavonie et le sud de la Hongrie. Ils parlent tous un même langage, qui a beaucoup de rapport avec le russe, et qui, pour des oreilles occidentales, est de beaucoup la plus musicale des langages slaves. Les Croates et une partie des Dalmates sont catholiques ; tout le reste appartient à l'Église grecque. Les catholiques emploient l'alphabet latin, mais les sectateurs de l'Église grecque emploient les caractères cyrilliques usités également dans la langue russe et dans le vieux slave ou slave ecclésiastique. Cette circonstance, ajoutée à la différence des religions, contribue à retarder tout développement national d'ensemble du territoire slave-méridional. Un homme de Belgrade est incapable de lire un livre imprimé dans sa propre langue à Agram ; il refusera même de l'accepter, à

cause de *l'hétérodoxie* de l'alphabet et de l'orthographe qui y sont employées, tandis qu'il aura peu de difficultés à lire et à comprendre un livre imprimé à Moscou, en langue russe, parce que les deux idiômes, à cause du système d'orthographe dérivant du vieux slave, se ressemblent beaucoup, et parce que le livre est imprimé dans l'alphabet « *orthodoxe* » (pravoslavni). La grande masse des Slaves grecs ne veulent même pas des bibles, liturgies et livres de prières imprimés dans leur pays : ils sont convaincus qu'il y a une correction, une orthodoxie et une odeur de sainteté particulières dans tout ce qui est imprimé à Moscou, la sainte, ou à l'imprimerie impériale de Pétersbourg. Malgré tous les efforts des enthousiastes panslavistes d'Agram et de Prague, les Serbes, les Bulgares, les Bosniaques, les paysans slaves de Macédoine et de Thrace ont plus de sympathie nationale, plus de points de contact, plus de relations intellectuelles avec les Russes qu'avec les Slaves méridionaux, catholiques, qui parlent pourtant le même langage. Quoi qu'il arrive, ils gardent les yeux fixés sur Pétersbourg dont ils attendent le Messie qui doit les arracher à tous leurs maux ; et s'ils appellent Constantinople leur *czarigrad* ou Cité Impériale, c'est autant par prévision de l'arrivée du Czar orthodoxe, venant du nord pour rétablir la vraie foi, qu'en souvenir du César orthodoxe qui y régnait avant l'occupation du pays par les Turcs.

Soumis, dans la plus grande partie de la Turquie, au gouvernement direct des Turcs, mais avec des autorités locales de leur choix, convertis partiellement (en Bosnie) à la loi du conquérant, les Slaves ont aussi réussi à conserver ou à conquérir une existence politique dans deux territoires. L'un d'eux est la Serbie, la vallée de la Morava, province aux frontières bien délimitées par la nature, et qui a joué un rôle important dans l'histoire de ces régions, il y a six cents ans. Soumise un moment par les Turcs, elle a trouvé, au cours de la guerre russe de 1809, l'occasion d'obtenir une existence distincte quoique sous la suprématie turque. Depuis lors, elle est toujours restée sous la protection immédiate de la Russie. Mais, comme en Moldavie et en Valachie, l'autonomie politique a fait naître de nouveaux besoins et forcé la Serbie à un accroissement d'échanges avec l'Europe. La civilisation a commencé à y prendre racine, le commerce s'est développé, des idées nouvelles ont jailli, et c'est ainsi que nous trouvons au cœur même et dans la citadelle de l'influence russe, dans la Serbie, slave et orthodoxe, un parti progressiste anti-russe (certainement très modéré dans ses revendications) avec l'ex-ministre des finances, Garaschanin, pour chef.

Il n'est pas douteux que si la population greco-slave obtenait jamais le gouvernement du pays qu'elle habite et où elle forme les trois quarts de

toute la population (sept millions) les mêmes nécessités créeraient bientôt un de ces partis progressistes antirusses, dont l'existence est déjà un phénomène inévitable pour les territoires à demi détachés de la Turquie.

Dans le Monténégro, nous ne trouvons plus une vallée fertile avec des villes relativement grandes, mais une région aride, montagneuse, d'accès difficile. Un clan de brigands s'y est fixé, pillant la plaine et amassant leur butin dans des forteresses escarpées. Ces gentilshommes romantiques, mais plutôt sauvages, sont depuis longtemps un fléau pour l'Europe. Mais, grâce à leur accord parfait avec la politique de la Russie et de l'Autriche, ils ont maintenu le droit du peuple de la Montagne noire (Tserno-Gorgi) à l'incendie des villages de la plaine et au pillage de leurs bestiaux.

II

12 avril 1853.

Je m'étonne que dans la discussion actuelle de la Question d'Orient, les journaux anglais n'aient pas démontré avec plus de force les intérêts vitaux qui devraient faire de la Grande-Bretagne l'adversaire intransigeante des projets russes d'annexions et d'agrandissements. L'Angleterre ne peut, sans danger pour elle, laisser la Russie prendre possession des Dardanelles et du Bosphore. Au double point de vue commercial et politique un pareil événement serait un coup redoutable sinon mortel à la puissance britannique. Un simple exposé des relations commerciales de l'Angleterre avec la Turquie le démontrera.

Avant la découverte de la route directe de l'Inde, Constantinople était l'entrepôt d'un commerce très étendu ; et maintenant encore, une partie des produits de l'Inde arrive en Europe par la route terrestre qui traverse la Perse, Téhéran et la Turquie ; les ports turcs font, à la fois avec l'Europe et l'intérieur de l'Asie, un trafic très important et qui croît rapidement.

De la Forêt-Noire jusqu'aux hauteurs sablonneuses de Novgorod-Velik, tout le pays est arrosé par des fleuves tributaires de la Mer-Noire ou de la Caspienne. Le Danube et le Volga, ces deux fleuves géants de l'Europe, le Dniester, le Dnieper et le Don forment autant de canaux naturels pour transporter vers la Mer-Noire — car la Caspienne n'est accessible que par la Mer-Noire — les produits de l'intérieur. Les deux tiers de l'Europe, — c'est-à-dire une partie de l'Allemagne et de la Pologne, toute la Hongrie et les parties les plus fertiles de la Russie, sans parler de la Turquie d'Europe, — se trouvent naturellement dans la dépendance de l'Euxin pour l'exploitation et l'échange de leurs produits ; d'autant plus que tous ces pays sont essentiellement agricoles et que la grande majorité de leurs produits doivent préférer le transport par la voie d'eau. Les blés de la Hongrie, de la Pologne et de la Russie méridionale, les laines et les cuirs des mêmes pays, qui affluent en quantités de plus en plus considérables sur les marchés de l'Occident, sont chargés sur bateau à Galatz, Odessa, Taganrog et autres ports de l'Euxin.

Il y a encore un autre commerce important, dans la Mer-Noire : Constantinople, et surtout Trébizonde, dans la Turquie d'Asie, sont les principaux entrepôts du commerce par caravanes avec l'intérieur de l'Asie, les vallées du Tigre et de l'Euphrate, la Perse et le Turkestan. Ce commerce, lui aussi, est en croissance rapide. Les marchands grecs et arméniens de ces deux villes importent de grandes quantités de matières manufacturées anglaises, dont le bon marché supplante rapidement l'industrie domestique des harems asiatiques. Trébizonde est mieux située que tout autre lieu pour ce commerce. Elle est à portée des montagnes d'Arménie qui sont beaucoup moins infranchissables que le désert de Smyrne et elle est à une proximité convenable de Bagdad, de Schiraz et de Tehéran, cette dernière ville servant d'entrepôt intermédiaire aux caravanes de Khiva et de Bokhara. L'importance que prend actuellement ce commerce, et d'une façon générale le commerce de la Mer-Noire, peut se constater à la Bourse de Manchester, où les acheteurs grecs au teint brun augmentent en nombre et en importance et où les dialectes grec et slave-méridional s'entendent à côté de l'allemand et de l'anglais.

Le commerce de Trébizonde devient un objet d'un intérêt politique considérable, car c'est lui qui a créé le nouveau conflit des intérêts russes et anglais dans l'intérieur de l'Asie. Les Russes avaient eu, jusqu'en 1840, un monopole presque exclusif de la vente, dans ces régions, des objets manufacturés à l'étranger. Les marchandises russes parvenaient jusqu'à l'Indus et, parfois même, y étaient préférées aux marchandises anglaises. Jusqu'à l'époque de la guerre afghane et de la conquête du Sindh et du Pendjab, il est certain que le commerce de l'Angleterre avec l'intérieur de l'Asie était presque nul. Les choses ont changé depuis lors. La nécessité suprême d'une expansion incessante de son commerce — ce *fatum* qui, tel un spectre, hante l'Angleterre moderne, et qui, si on ne l'apaise pas aussitôt, amène ces terribles révolutions qui se répercutent de New-York à Canton et de Pétersbourg à Sydney — cette nécessité inflexible a fait que l'intérieur de l'Asie a été attaqué par le commerce anglais, de deux côtés à la fois : par l'Indus et par la Mer-Noire. Bien que nous sachions fort peu de chose des exportations de la Russie dans cette partie du monde, nous pouvons conclure de l'accroissement des exportations anglaises à un déclin sensible du commerce russe. Le champ de bataille commercial de l'Angleterre et de la Russie a été ramené de l'Indus à Trébizonde et le commerce russe qui, autrefois, s'aventurait jusqu'aux limites de l'Empire anglais d'Orient, est maintenant réduit à la défensive, sur la limite même de sa propre frontière douanière. L'importance de ce fait, relativement à la solution future de la Question d'Orient et au rôle que l'Angleterre et la

Russie y joueront, est évidente. Elles sont et doivent rester antagonistes dans l'Orient.

Faisons maintenant une évaluation plus précise du commerce britannique dans la Mer Noire.

Suivant le *London Economist* les exportations anglaises dans les possessions turques, y compris l'Égypte et les principautés danubiennes, étaient :

En 1840	de	1.440	592	liv. sterl.
En 1842	—	2.068	342	—
En 1844	—	3.271	333	—
En 1846	—	2.707	571	—
En 1848	—	3.626	241	
En 1850	—	3.762	480	
En 1851	—	3.548	595	

Les deux tiers, au moins, de ces marchandises étaient destinées aux ports de la Mer-Noire, y compris Constantinople. Or ce commerce, dont la croissance est rapide, dépend tout entier de la confiance qu'inspire la puissance qui possède les Dardanelles et le Bosphore, clefs de la Mer-Noire. Quiconque détient ces clefs, peut, à son caprice, ouvrir ou fermer l'accès de ce dernier compartiment de la Méditerranée. Si la Russie prenait possession de Constantinople, qui oserait espérer qu'elle laissât ouverte la porte par laquelle l'Angleterre a envahi son domaine commercial ?

Telle est l'importance commerciale de la Turquie et spécialement des Dardanelles. Ce n'est pas seulement un commerce très étendu, c'est aussi le principal mode de communication de l'Europe avec l'Asie centrale et, par suite, le principal moyen de civiliser à nouveau cette vaste région, qui dépend de la liberté ininterrompue pour le commerce de pénétrer, par l'intermédiaire de ces détroits, dans la Mer-Noire.

Passons maintenant aux considérations militaires. L'importance commerciale des Dardanelles et du Bosphore en fait, du même coup, des positions militaires de premier ordre, c'est-à-dire des positions décisives en cas de guerre. On peut les comparer à Gibraltar ou à Helsingor dans le Sound. Mais les Dardanelles, par suite de la nature des lieux, sont encore plus importantes. Le canon de Gibraltar ou d'Helsingor ne peut pas commander tout le détroit sur lequel chacune de ces places est située : il lui faut le concours d'une flotte pour le barrer : au contraire les Dardanelles et le Bosphore sont tellement resserrés que quelques fortifications, convenablement construites et armées et telles que les Russes, une fois en possession de ces lieux, ne perdraient pas une heure à en élever, pourraient défier les flottes combinées du monde entier, si celles-ci voulaient forcer le passage. Dans ce cas la Mer-Noire serait un lac russe, aussi bien que le lac de Ladoga, situé au cœur même de la Russie. La résistance des Caucasiens

serait, du même coup, anéantie ; Trébizonde deviendrait un port russe et le Danube un fleuve russe.

En outre, si Constantinople est prise, l'Empire turc est coupé en deux. Les Turquies d'Asie et d'Europe ne peuvent plus communiquer entre elles ni se secourir mutuellement ; et, tandis que la force de l'armée turque, refoulée en Asie, devient tout à fait inoffensive, la Macédoine, la Thessalie et l'Albanie, séparées du tronc principal de l'Empire, ne donneront même pas au conquérant la peine de les soumettre ; elles n'auront qu'à implorer sa miséricorde et une armée pour maintenir l'ordre intérieur.

Mais après s'être avancée aussi loin sur le chemin de l'Empire universel, cette puissance gigantesque et énorme s'arrêtera sans doute dans sa marche ? Les faits, à défaut de sa propre volonté, l'en empêcheront. L'annexion de la Turquie et de la Grèce lui procurera d'excellents ports, et les Grecs lui fourniront des matelots habiles pour sa flotte. Par Constantinople elle occupera le seuil de la Méditerranée ; avec Durazzo et la côte albanaise, depuis Antivari jusqu'à Arta, elle sera au centre même de l'Adriatique, en face des Îles ioniennes, à trente-six heures de vapeur de Malte. Comme elle bordera les possessions autrichiennes au nord, à l'est et au sud, la Russie comptera bientôt les Habsbourg parmi ses vassaux. Alors une autre question se poserait presque certainement : la frontière occidentale de l'Empire, brisée et sinueuse, et tracée sans relation avec les frontières naturelles, aurait besoin d'une rectification : on trouverait que la frontière russe doit partir de Dantzig et même de Stettin pour aboutir à Trieste. Et aussi sûrement que la conquête provoque la conquête, et que les annexions suivent les annexions, de même la conquête de la Turquie par la Russie serait le prélude de l'annexion de la Hongrie, de la vieille Prusse et de la Galicie, et de la réalisation finale de l'Empire slave, ce rêve de quelques philosophes, fanatiques panslavites.

La Russie est essentiellement une nation conquérante. Elle l'a été pendant tout un siècle, jusqu'au grand et puissant mouvement de 1789 qui a mis en marche une antagoniste formidable, la Révolution européenne, cette force d'explosion des idées démocratiques, cette soif naturelle de l'homme pour la liberté. Depuis cette époque il n'y a eu, en réalité, que deux puissances sur le continent européen : Russie et Absolutisme, Révolution et Démocratie. Actuellement la Révolution semble anéantie, mais elle vit en réalité et on la redoute aussi profondément que jamais, comme le prouve la terreur des réactionnaires à la nouvelle de la dernière insurrection de Milan. Mais, si la Russie s'emparait de la Turquie, sa force serait accrue d'au moins la moitié de ce qu'elle est maintenant ; elle deviendrait supérieure à tout le reste de l'Europe unie. Un pareil

événement serait une calamité incalculable pour la cause révolutionnaire. Le maintien de l'indépendance turque ou, en cas de dissolution possible de l'Empire ottoman, l'échec du plan russe d'annexion est un sujet de la plus haute actualité. À ce point de vue les intérêts de la Démocratie révolutionnaire et ceux de l'Angleterre vont de pair. Ni l'une ni l'autre ne peuvent tolérer que le Czar fasse de Constantinople l'une de ses capitales. Nous sommes persuadés que, mises au pied du mur, l'une et l'autre y résisteront avec la dernière énergie.

III

19 avril 1853.

Il n'y a pas longtemps que l'on est parvenu, dans l'Europe occidentale et en Amérique, à se faire une opinion à peu près exacte sur les affaires de Turquie. Jusqu'à l'insurrection grecque, la Turquie était à tous égards une *terra incognita* et les opinions qui couraient à son sujet dans le public étaient basées bien plus sur les contes des *Mille et une Nuits* que sur des faits historiques. Des diplomates, qui avaient été sur les lieux, se vantaient d'en avoir une connaissance plus approfondie ; mais, cela même se réduisait à presque rien, car aucun de ces personnages officiels n'avait pris la peine d'apprendre le turc, le slave méridional ou le grec moderne, et ils étaient entièrement tributaires des récits intéressés des interprètes grecs et des marchands *francs*. On peut ajouter que des intrigues de toutes sortes occupaient le temps de ces diplomates, parmi lesquels Joseph Von Hammer, l'historien allemand de la Turquie, forme la seule exception honorable. Ces gentilshommes ne se souciaient guère de la population, des institutions et de l'état social du pays. Ils n'avaient affaire qu'à la Cour et surtout aux Grecs phanariotes^{104}, rusés médiateurs entre deux adversaires dont chacun ignorait également la situation, la puissance, les ressources réelles de l'autre. Les opinions traditionnelles, fondées sur un système d'informations aussi mesquines, ont formé longtemps, et, chose étrange à dire, forment maintenant encore, dans une large mesure, la base des opérations de la diplomatie occidentale vis-à-vis de la Turquie.

Mais, tandis que l'Angleterre, la France, et pendant longtemps l'Autriche elle-même, cherchaient à tâtons, dans l'obscurité, une politique orientale définie, une autre puissance prenait sur elles une grande avance.

La Russie, à demi-asiatique elle-même par sa situation, ses mœurs, ses traditions et ses institutions, trouva assez d'hommes pour comprendre la situation et le caractère réels de la Turquie. Sa religion était la même que celle des neuf dixièmes des habitants de la Turquie d'Europe ; sa langue presque identique avec celle de sept millions de sujets turcs ; et la facilité bien connue avec laquelle un Russe apprend à parler une langue étrangère,

sinon à se l'approprier complètement, rendait aisée pour ses agents, d'ailleurs bien rémunérés, la tâche de se mettre complètement au courant des affaires de Turquie. À une époque déjà ancienne le gouvernement russe a profité de sa situation exceptionnellement favorable dans le sud-est de l'Europe. Des centaines d'agents russes ont parcouru la Turquie, parlant aux chrétiens grecs de l'Empereur orthodoxe comme du chef, du protecteur naturel et du libérateur suprême de l'Église d'Orient opprimée, et désignant spécialement aux Slaves méridionaux ce même empereur comme le Czar tout-puissant qui, tôt ou tard, unirait toutes les branches de la race slave sous un même sceptre et ferait d'elle la race souveraine de l'Europe. Le clergé de l'Église grecque se fit l'agent d'une conspiration pour la diffusion de ces idées. L'insurrection serbe de 1809, le soulèvement grec de 1821 furent, plus ou moins directement, suscités par l'or et l'influence de la Russie, et, partout où parmi les pachas turcs l'étendard de la révolte se dressa contre le gouvernement central, les Russes et les fonds russes ne manquèrent jamais.

Quand les démêlés intérieurs de la Turquie eurent dérouté l'intelligence des diplomates occidentaux, qui n'étaient d'ailleurs pas mieux renseignés sur cette question que sur les habitants de la Lune, la guerre fut déclarée, les armées russes marchèrent sur les Balkans et, morceau par morceau, l'Empire ottoman fut démembré.

Il est incontestable que, pendant les trente dernières années, on a généralement fait beaucoup de progrès dans la connaissance des choses turques. Les philologues et critiques allemands nous ont appris son histoire et sa littérature ; les résidents et les commerçants anglais ont recueilli un bon nombre de renseignements sur la condition sociale de l'Empire. Mais les « Salomons » diplomatiques semblent dédaigner tout cela et s'attacher aussi obstinément que possible aux traditions engendrées par l'étude des récits féeriques de l'Orient, accrues des récits non moins étonnants de la bande — la plus corrompue, qui ait jamais existé — des mercenaires grecs.

Qu'en est-il naturellement résulté ? C'est que la Russie a pu réaliser successivement tous les points essentiels de son programme, grâce à l'ignorance, à la sottise, à l'incohérence des gouvernements occidentaux et à l'attitude poltronne qui en était la conséquence. Depuis la bataille de Navarin jusqu'à la crise orientale actuelle, l'action des puissances occidentales a été annihilée par des querelles entre elles ; — ces querelles étaient provoquées surtout par leur commune ignorance des choses d'Orient et des jalousies mesquines qui doivent être restées inexplicables pour toute intelligence orientale. — D'autres fois cette action s'est exercée dans l'intérêt direct et exclusif de la Russie. Non seulement les Grecs, de

Grèce et de Turquie, et les Slaves regardent la Russie comme leur protectrice naturelle ; mais le gouvernement de Constantinople lui-même, désespérant, à la fin, de faire comprendre ses besoins actuels et sa situation réelle à ces ambassadeurs occidentaux qui s'enorgueillissent de leur ignorance absolue des choses turques, le gouvernement turc, dis-je, a été obligé, à tout instant, de se remettre à la discrétion de la Russie et de faire appel à la protection d'une puissance qui proclame bien haut sa ferme intention de faire repasser le Bosphore au dernier Turc et de planter la croix de Saint-André sur les minarets de Sainte-Sophie.

En dépit de la tradition diplomatique ces empiètements constants et heureux de la Russie ont enfin élevé dans les cabinets occidentaux de l'Europe une appréhension, très obscure et encore lointaine, des dangers très proches. Cette appréhension a abouti à la grande panacée diplomatique d'après laquelle le maintien du *statu quo* en Turquie est une condition nécessaire de la paix mondiale. L'incapacité prétentieuse de certains hommes d'État ne pouvait avouer son ignorance et son impuissance d'une façon plus manifeste que dans cet axiome qui est toujours demeuré une lettre morte, mais qu'une courte tradition de vingt ans a suffi à consacrer et à rendre aussi vénérable et indiscutable que la Grande Charte du roi Jean. On veut maintenir le *statu quo* ! Mais c'était précisément pour maintenir le *statu quo* que la Russie a excité la Serbie à la révolte, qu'elle a rendu la Grèce indépendante, qu'elle a usurpé elle-même le protectorat de la Moldavie et de la Valachie et qu'elle a conservé une partie de l'Arménie ! L'Angleterre et la France n'ont pas remué quand tout cela s'est accompli. La seule fois qu'elles s'émurent ce fut en 1849 pour protéger non pas la Turquie, mais les réfugiés hongrois. Aux yeux de la diplomatie européenne et même de la presse européenne la Question d'Orient se résout dans le dilemme suivant : ou bien les Russes à Constantinople ou le maintien du *statu quo*. En dehors de cette alternative elles ne conçoivent rien.

Voyez, par exemple, la presse de Londres. Nous trouvons le *Times* prônant le démembrement de la Turquie et proclamant l'inaptitude de la race turque à gouverner plus longtemps ce beau coin de l'Europe. Avec son habileté coutumière le *Times* attaque résolument la vieille tradition diplomatique du *statu quo* et déclare sa continuation impossible. Il emploie tout le talent dont il dispose à montrer les différents aspects de cette impossibilité et à enrôler les sympathies britanniques pour une nouvelle croisade contre ce qui reste des Sarrazins. On ne saurait nier le mérite de cette attaque hardie contre une phrase consacré par le temps, mais vide de sens, et qui d'ailleurs était encore sacrée pour le *Times* il y a deux mois. Mais quiconque connaît ce journal sait aussi que cette hardiesse

inaccoutumée s'exerce directement dans l'intérêt de la Russie et de l'Autriche. Les réflexions si justes publiées dans les colonnes de ce journal sur l'impossibilité absolue de maintenir la Turquie dans l'état présent n'ont d'autre but que de préparer le public anglais et le monde entier à accepter avec résignation le moment où le principal article du testament de Pierre le Grand — la conquête du Bosphore — sera un fait accompli.

L'opinion opposée est représentée par le *Daily News*, organe des libéraux. Le *Times*, du moins comprend un aspect nouveau et exact de la question, dans le but, il est vrai, d'en tirer des conclusions mauvaises et intéressées. Au contraire dans les colonnes de l'organe libéral règne un sincère bon sens, mais aussi une sorte de *bon sens domestique* : on dirait qu'il ne voit pas plus loin que le seuil même de sa maison. Il aperçoit clairement qu'un démembrement de la Turquie, dans les *circonstances actuelles*, doit amener les Russes à Constantinople et que ce serait un grand malheur pour l'Angleterre ; que cela menacerait la paix du monde, ruinerait le commerce de la Mer-Noire et nécessiterait de nouveaux armements dans les stations et les postes anglais de la Méditerranée. Aussi le *Daily News* essaye-t-il de susciter l'indignation et la crainte du public anglais. Le partage de la Turquie n'est-il pas un crime égal à celui de la Pologne ? Les chrétiens n'ont-ils pas plus de liberté religieuse en Turquie, qu'en Autriche et en Russie ? Le gouvernement turc n'est-il pas un gouvernement doux et paternel, qui permet aux différentes nations, religions et sociétés locales, d'administrer elles-mêmes leurs intérêts ? La Turquie n'est-elle pas un paradis en comparaison de l'Autriche et de la Russie ? La vie et la propriété n'y sont-elles pas garanties ? Le commerce anglais avec la Turquie n'est-il pas plus considérable qu'avec l'Autriche et la Russie et n'augmente-t-il pas, tous les ans ? Et le *Daily News* poursuit sur ce ton dithyrambique — autant qu'il peut être dithyrambique ! — une apothéose de la Turquie, du peuple turc et de tout ce qui est turc, qui doit être absolument incompréhensible pour la masse de leurs lecteurs.

La clef de cet étrange enthousiasme pour les Turcs se trouve dans les ouvrages de M. David Urquhart, membre du Parlement. Cet auteur, d'origine écossaise et qui combine les traditions médiévales et patriarcales de son pays avec une éducation d'Anglais moderne, a combattu pendant trois ans en Grèce contre les Turcs ; puis il est passé dans leur pays et, aussitôt, il en est tombé amoureux. Le romantique Highlander s'est trouvé à l'aise dans les ravins montagneux du Pinde et des Balkans et ses ouvrages sur la Turquie, quoique pleins de renseignements précieux, peuvent se résumer dans les trois paradoxes suivants, qu'il exprime littéralement ainsi : Si M. Urquhart n'était pas sujet anglais il demanderait,

sans hésitation, a être Turc ; s'il n'était pas Calviniste-Presbytérien, il n'appartiendrait pas à d'autre profession religieuse qu'à l'Islam ; enfin, la Grande-Bretagne et la Turquie sont les deux seuls pays du monde où l'on jouisse de l'autonomie politique et de la liberté civile et religieuse. M. Urquhart est maintenant une autorité orientale pour tous les libéraux anglais qui combattent Palmerston et c'est lui qui a fourni au *Daily News* les matériaux de ses panégyriques en faveur de la Turquie.

Le seul argument qui mérite une discussion est celui-ci : « On dit que la Turquie est en décadence ! mais où est la décadence ? La civilisation ne se répand-elle pas rapidement en Turquie et le commerce ne s'y développe-t-il pas ? On dénonce la décadence et nos statistiques ne témoignent que progrès. » Mais c'est une erreur manifeste de mettre à l'actif de la Turquie l'accroissement du commerce de la Mer-Noire. Raisonner ainsi équivaut à mesurer la capacité industrielle et commerciale de la Hollande, qui est la grande route vers une partie considérable de l'Allemagne, par le chiffre brut de ses exportations et de ses importations dont les neuf dixièmes représentent un simple transit. Néanmoins, ce que tout statisticien traiterait d'erreur grossière, dans l'hypothèse de la Hollande, toute la presse libérale, y compris le savant *Economist*, tâche de l'imposer à la crédulité publique, à propos de la Turquie. D'ailleurs quels sont les commerçants en Turquie ? Ce ne sont évidemment pas les Turcs. Leur conception du commerce, alors qu'ils étaient encore à l'état nomade primitif, se réduisait à organiser des caravanes en vue du pillage ; et maintenant qu'ils sont un peu plus civilisés, elle consiste en toutes sortes d'exactions arbitraires et oppressives. Ce sont les Grecs, les Arméniens, les Slaves et les Francs établis dans les grands ports maritimes qui font tout le commerce, et ils ne doivent à ce sujet aucune gratitude aux pachas et aux beys de la Turquie. Tous les Turcs pourraient disparaître d'Europe, que le commerce n'aurait rien à souffrir. Quant aux progrès généraux de la civilisation, dans les différentes parties de la Turquie d'Europe, qui les a réalisés ? Ce ne sont pas les Turcs, car ils sont trop peu nombreux et trop disséminés ; l'on peut à peine dire qu'ils soient établis quelque part, sauf à Constantinople et dans deux ou trois petits districts. C'est la classe moyenne grecque et slave des villes et stations commerciales qui constitue l'agent réel du peu de civilisation importée dans le pays. Cette portion de la population ne cesse de gagner en richesse et en influence et les Turcs sont de plus en plus relégués au second plan. Sans leur monopole de puissance civile et militaire ils auraient bientôt disparu. Mais ce monopole est devenu impossible à maintenir dans l'avenir et leur puissance ne subsiste que pour entraver la marche du progrès. Il faut donc que l'on se débarrasse d'eux ;

mais lorsque l'on prétend qu'on ne peut le faire qu'en mettant la Russie et l'Autriche à leur place, on émet une affirmation qui n'a pas plus de valeur que celle qui consisterait à dire que la constitution politique actuelle de l'Europe est éternelle. Qui donc oserait affirmer pareille chose ?

KARL MARX.

CONTRIBUTION À LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

TRADUCTION PAR LAURA LAFARGUE.

Éléments bibliographiques :

Édition originale allemande :
1859

Première traduction française :
Schleicher frères, *Critique de l'économie politique*
Trad par L. Rémy, 1899

Première édition de cette trad. et sources de cette édition :
V. Giard & E. Brière, 1909.

198 pages

TABLE

PRÉFACE

SECTION PREMIÈRE LE CAPITAL EN GÉNÉRAL

CHAPITRE PREMIER la marchandise

A. Historique de l'analyse de la marchandise.

CHAPITRE II la monnaie ou la circulation simple

I. Mesure des valeurs.

B. Théories de l'unité de mesure de la monnaie.

2. Moyen de circulation.

a. La métamorphose des marchandises.

b. Le cours de la monnaie.

c. Le numéraire eu les espèces. Le signe de valeur.

3. L'argent ou la monnaie.

a. Thésaurisation.

b. Moyen de paiement.

c. La monnaie universelle.

4. Les métaux précieux.

C. Théorie sur les moyens de circulation et sur la monnaie.

Appendice INTRODUCTION À UNE CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

1. La Production en général.

NOTES

Titre suivant : DIFFÉRENCE DE LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE CHEZ
DÉMOCRITE ET ÉPICURE

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE INTERNATIONALE
publiée sous la direction de Alfred BONNET
XI

CONTRIBUTION À LA CRITIQUE
DE
L'ÉCONOMIE POLITIQUE

PAR
KARL MARX

TRADUIT SUR LA 2^e ÉDITION ALLEMANDE DE KARL KAUTSKY

PAR
LAURA LAFARGUE

PARIS (ve)
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER
1909

PRÉFACE

J'examine le système de l'économie bourgeoise dans l'ordre suivant : *Capital, Propriété, Travail salarié ; État, Commerce extérieur, Marché mondial*. Sous les trois premières rubriques, j'étudie les conditions d'existence économiques des trois grandes classes en lesquelles se divise la société bourgeoise moderne ; la liaison des trois autres rubriques saute aux yeux. La première section du premier livre, qui traite du capital, se compose des chapitres suivants : 1. La marchandise ; 2. La monnaie ou la circulation simple ; 3. Le capital en général. Les deux premiers chapitres forment le contenu du présent volume. J'ai sous les yeux l'ensemble des matériaux sous forme de monographies écrites à de longs intervalles pour mon propre éclaircissement, non pour l'impression, et dont l'élaboration suivie, selon le plan indiqué, dépendra des circonstances.

Je supprime une introduction générale que j'avais ébauchée parce que, toute réflexion faite, il me paraît qu'anticiper sur des résultats qu'il reste encore à démontrer pourrait déconcerter, et que le lecteur qui voudra bien me suivre devra se décider à s'élever du particulier au général. Quelques indications, par contre, sur le cours de mes propres études politiques-économiques pourraient bien être ici à leur place.

Mon étude professionnelle était la jurisprudence, laquelle cependant je ne poursuivis qu'accessoirement à la philosophie et à l'histoire, comme une discipline subordonnée. Dans l'année 1842-43, en ma qualité de rédacteur à la *Rheinische Zeitung*, je me trouvai, pour la première fois, dans l'obligation embarrassante de dire mon mot sur les soi-disant intérêts matériels. Les débats du Landtag rhénan sur les délits forestiers et le morcellement de la propriété foncière, la polémique officielle que M. von Schaper, alors premier président de la province rhénane, engagea avec la *Rheinische Zeitung* sur les conditions d'existence des paysans de la Moselle, les discussions enfin sur le libre échange et la protection, me fournirent les premiers motifs pour m'occuper des questions économiques. D'autre part, à cette époque, où la bonne volonté d'« aller de l'avant » l'emportait souvent sur les connaissances réelles, il s'était fait entendre dans la *Rheinische Zeitung* un écho affaibli, pour ainsi dire philosophique,

du socialisme et du communisme français. Je me prononçai contre ce bousillage, mais en même temps j'avouai carrément, dans une controverse avec la *Allgemeine Augsburger Zeitung*, que les études que j'avais faites jusqu'alors ne me permettaient pas de risquer un jugement quelconque sur la nature des tendances françaises. L'illusion des gérants de la *Rheinische Zeitung* qui croyaient pouvoir faire réformer l'arrêt de mort prononcé contre leur journal en lui imprimant une allure plus modérée, m'offrit l'occasion, que je saisis avec empressement, de quitter la scène publique et de me retirer dans mon cabinet d'étude.

Le premier travail que j'entrepris pour résoudre les doutes qui m'assaillaient fut une revision critique de la *Rechtsphilosophie* de Hegel, travail dont l'introduction parut dans les *Deutsch-Französische Jahrbücher*, publiés à Paris en 1844. Mes recherches aboutirent à ce résultat : que les rapports juridiques, ainsi que les formes de l'État, ne peuvent s'expliquer ni par eux-mêmes, ni par la soi-disant évolution générale de l'esprit humain ; qu'ils prennent leurs racines plutôt dans les conditions d'existence matérielles que Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII^e siècle, comprenait sous le nom de « société civile » ; mais que l'anatomie de la société est à chercher dans l'économie politique. J'avais commencé l'étude de celle-ci à Paris et je la continuai à Bruxelles où je m'étais établi à la suite d'un arrêté d'expulsion décerné contre moi par M. Guizot. Le résultat général auquel j'arrivai et lequel, une fois obtenu, me servit de fil conducteur dans mes études, peut brièvement se formuler ainsi. Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle, sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité ; c'est au contraire la réalité sociale qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement les forces productives de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété à l'intérieur desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes évolutives des forces productives qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves de ces forces. Alors s'ouvre une ère de révolution sociale. Le changement qui

s'est produit dans la base économique bouleverse plus ou moins lentement ou rapidement toute la colossale superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il importe de distinguer toujours entre le bouleversement matériel des conditions de production économiques — qu'on doit constater fidèlement à l'aide des sciences physiques et naturelles — et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes deviennent conscients de ce conflit et le mènent à bout. De même qu'on ne juge pas un individu sur l'idée qu'il se fait de lui, de même on ne peut juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une société ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, et jamais de nouveaux et supérieurs rapports de production ne se substituent à elle avant que des conditions d'existence matérielles de ces rapports aient été couvées dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre, car, à regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne se présente que lorsque les conditions matérielles pour le résoudre existent ou du moins sont en voie de devenir. Esquissés à grands traits, les modes de production asiatiques, antiques, féodaux et bourgeois modernes peuvent être désignés comme autant d'époques progressives de la formation sociale économique. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme antagonique du procès de production social, non dans le sens d'un antagonisme individuel, mais d'un antagonisme qui naît des conditions d'existence sociales des individus ; les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cet antagonisme. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine.

Friedrich Engels, avec qui (depuis la publication dans les *Deutsch-Französische Jahrbücher* de sa géniale esquisse d'une critique des catégories économiques) j'entretenais une correspondance constante, où nous échangeons nos idées, Friedrich Engels était arrivé par une autre voie — comparez sa *Lage der arbeitenden Klasse in England* — au même résultat que moi-même. Et quand, au printemps de 1845, il vint, lui aussi, se domicilier à Buxelles, nous résolûmes de travailler en commun à dégager le contraste de notre manière de voir avec l'idéologie de la philosophie allemande, en fait, de nous mettre en règle avec notre

conscience philosophique d'autrefois. Le manuscrit, deux forts volumes in-octavo, était depuis longtemps entre les mains de l'éditeur en Westphalie quand on nous avertit qu'un changement de circonstances mettait obstacle à l'impression. Nous abandonnâmes d'autant plus volontiers le manuscrit à la critique rongeuse des souris que nous avions atteint notre but principal, voir clair en nous-mêmes.

Des travaux épars que nous avons soumis au public à cette époque et dans lesquels nous avons exposé nos vues sur des questions diverses, je ne mentionnerai que le *Manifest der Kommunistischen Partei*, rédigé par Engels et moi en collaboration, et le *Discours sur le libre échange* publié par moi. Les points décisifs de notre manière de voir ont été pour la première fois exposés scientifiquement, encore que sous forme d'une polémique, dans mon écrit, paru en 1847, et dirigé contre Proudhon : *Misère de la Philosophie*, etc. L'impression d'une dissertation sur la *Lohnarbeit*, écrite en allemand et composée des conférences que j'avais faites au groupe des ouvriers allemands de Bruxelles, fut interrompue par la révolution de février et par mon expulsion qui en résulta.

La publication de la *Neue Rheinische Zeitung* en 1848-49 et les événements ultérieurs interrompirent mes études économiques que je ne pus reprendre qu'en 1850 à Londres. La prodigieuse quantité de matériaux pour l'histoire de l'Économie politique amoncelée au British Museum ; le poste si favorable qu'offre Londres pour l'observation de la société bourgeoise, et enfin, le nouveau stade de développement où celle-ci paraissait entrer par la découverte de l'or californien et australien, me décidèrent à recommencer par le commencement et à soumettre à un examen critique les nouveaux matériaux. Ces études conduisirent d'elles-mêmes à des recherches qui semblaient m'éloigner de mon but et auxquelles néanmoins je dus m'arrêter plus ou moins longtemps. Mais ce qui surtout abrégua le temps dont je disposais, ce fut l'impérieuse nécessité de faire un travail rémunérateur. Ma collaboration, commencée il y a huit ans, à la *New York Tribune*, le premier journal anglo-américain, entraîna, comme je ne m'occupe qu'exceptionnellement de journalisme proprement dit, un éparpillement extraordinaire de mes études. Cependant des articles sur les événements économiques marquants qui se produisaient en Angleterre et sur le continent, formaient une partie si considérable de mes contributions que je fus contraint de me familiariser avec des détails pratiques qui ne sont pas du domaine de la science propre de l'économie politique.

Par cette esquisse du cours de mes études sur le terrain de l'économie politique j'ai voulu montrer seulement que mes opinions, de quelque

manière d'ailleurs qu'on les juge et pour si peu qu'elles concordent avec les préjugés intéressés des classes régnautes, sont le fruit de longues et consciencieuses études. Mais au seuil de la science comme à l'entrée de l'enfer, une obligation s'impose :

Qui si convien lasciare ogni sospetto
Ogni viltà convien che qui sia morta.

KARL MARX.

Londres, janvier 1859.

CRITIQUE
DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

SECTION PREMIÈRE

Le capital en général

CHAPITRE PREMIER

LA MARCHANDISE

Au premier abord la richesse de la société bourgeoise apparaît comme une immense accumulation de marchandises, la marchandise isolée comme la forme élémentaire de cette richesse. Mais chaque marchandise se manifeste sous le double aspect de valeur d'usage et de valeur d'échange^[1]

La marchandise, dans la langue des économistes anglais, est premièrement « une chose quelconque, nécessaire, utile ou agréable à la vie », objet de besoins humains, moyen d'existence dans la plus large acception du mot. La forme sous laquelle la marchandise est une valeur d'usage se confond avec son existence matérielle, tangible. Le froment, par exemple, est une valeur d'usage spéciale, qui se distingue des valeurs d'usage, coton, verre, papier, etc. La valeur d'usage n'a de valeur que pour l'usage, et ne se réalise que dans, le procès de consommation. On peut utiliser la même valeur d'usage de différentes façons. La somme, toutefois, de ses emplois possibles est donnée par son caractère d'objet aux propriétés définies. De plus, elle n'est pas seulement déterminée qualitativement mais *quantitativement*. Des valeurs d'usage différentes ont des mesures différentes, suivant leurs particularités naturelles : par exemple, un boisseau de froment, une rame de papier, un mètre de toile, etc.

Quelle que soit la forme sociale de la richesse, les valeurs d'usage en constituent toujours le contenu qui demeure indifférent tout d'abord à cette forme. À goûter le blé on ne reconnaît pas qui l'a cultivé : serf russe, paysan parcellaire français, ou capitaliste anglais. Bien que la valeur d'usage soit objet de besoins sociaux et qu'elle se relie par conséquent à la société, elle n'exprime cependant pas un rapport de production social. Cette marchandise en tant que valeur d'usage est, par exemple, un diamant. À voir le diamant, on ne s'aperçoit pas qu'il est une marchandise. Lorsqu'il sert de valeur d'usage, esthétique ou mécanique, sur la gorge de la lorette ou dans la main du tailleur de verre, il est diamant et non marchandise... Il paraît nécessaire que la marchandise soit une valeur d'usage, mais chose indifférente que la valeur d'usage soit une

marchandise. La valeur d'usage dans cette indifférence à la détermination économique formelle, c'est-à-dire la valeur d'usage comme telle, est en dehors de la sphère d'investigation de l'économie politique[2]. Elle y entre seulement quand elle est elle-même détermination de forme économique. Directement elle est la base matérielle par où se manifeste un rapport déterminé, la *valeur d'échange*.

La valeur d'échange apparaît de prime abord comme un *rapport quantitatif* dans lequel les valeurs d'usage sont échangeables entre elles. Dans un tel rapport elles forment une grandeur d'échange identique. Ainsi un volume de Properce et 8 onces de tabac à priser peuvent avoir la même valeur d'échange malgré le disparate des valeurs d'usage du tabac et de l'élégie. En tant que valeur d'échange, une valeur d'usage vaut juste autant qu'une autre, pourvu qu'elle se présente en proportion convenable. La valeur d'échange d'un palais peut s'exprimer en un nombre déterminé de boîtes de cirage. Les fabricants de cirage de Londres ont inversement exprimé en palais la valeur d'échange de leurs boîtes de cirage multipliées. Indifférentes donc à leur mode d'existence naturel, sans égard à la nature spécifique du besoin pour lequel elles sont des valeurs d'usage, les marchandises, dans des quantités déterminées, se superposent, se suppléent dans l'échange, sont réputées équivalentes et représentent ainsi, en dépit de leur apparence bariolée, la même unité.

Les valeurs d'usage, sont immédiatement des moyens d'existence. Inversement, ces moyens d'existence sont eux-mêmes des produits de la vie sociale, résultat de la force vitale dépensée par l'homme, du *travail actualisé*. Comme matérialisation du travail social, toutes les marchandises sont des cristallisations de la même unité. Il nous faut maintenant considérer le caractère déterminé de cette unité, c'est-à-dire du travail, qui se manifeste dans la valeur d'échange.

Supposons que 1 once d'or, 1 tonne de fer, 1 quarter de froment et 20 mètres de soie représentent des valeurs d'échange de grandeur égale. Grâce à cette équivalence où la différence qualitative de leur valeur d'usage est éliminée, elles représentent un volume égal d'un travail identique. Il faut que le travail qui se réalise en elles d'une manière égale soit lui-même du travail uniforme, indifférencié, simple, auquel il est aussi indifférent de se manifester dans l'or, le fer, le froment et la soie, qu'il est indifférent à l'oxygène de se trouver dans la rouille du fer, dans l'atmosphère, dans le jus du raisin ou dans le sang de l'homme. Mais creuser le sol pour en tirer de l'or, extraire du fer de la mine, cultiver le blé ou tisser la soie, sont des genres de travail qui se distinguent qualitativement les uns des autres. En effet, ce qui paraît être

matériellement une différence des valeurs d'usage, apparaît, dans le procès de production, comme une différence de l'activité qui crée les valeurs d'usage. Indifférent à la substance particulière des valeurs d'usage, le travail, créateur de la valeur d'échange, est indifférent à la forme particulière du travail lui-même. Les différentes valeurs d'usage sont, en outre, les produits de l'activité des différents individus, donc le résultat de travaux qui diffèrent individuellement. Comme valeurs d'échange cependant, elles représentent du travail homogène, indifférencié, c'est-à-dire du travail dans lequel est obliérée l'individualité des travailleurs. Le travail qui crée la valeur d'échange est donc du *travail général abstrait*.

Si 1 once d'or, 1 tonne de fer, 1. quarter de froment et 20 mètres de soie sont des valeurs d'une grandeur égale ou des équivalents, 1 once d'or, 1/2 tonne de fer, 3 boisseaux de froment et 5 mètres de soie sont des valeurs de grandeur tout à fait différente, et, cette différence quantitative est la seule différence dont elles soient susceptibles, en tant que valeurs d'échange. Comme valeurs d'échange de grandeur différente, elles représentent un plus ou un moins, des quantités plus ou moins grandes, de ce travail simple, uniforme, général-abstrait, qui constitue la substance de la valeur échangeable. La question est de savoir comment mesurer ces quantités ? Ou plutôt il s'agit de savoir quel est le mode d'existence quantitatif de ce travail lui-même, puisque les différences de grandeur des marchandises, en tant que valeurs d'échange, ne sont que les différences de grandeur du travail réalisé en elles. De même que le temps est l'expression quantitative du mouvement, le *temps de travail* est l'expression quantitative du travail. Différence de sa propre durée, voilà la seule différence dont le travail soit susceptible, sa qualité étant donnée. Comme temps de travail, il a son étalon dans les mesures naturelles du temps : heure, jour, semaine, etc. Le temps de travail est la substance vitale du travail, indifférent à sa forme, son contenu, son individualité ; il en est l'expression vivante quantitative, en même temps que sa mesure immanente. Le temps de travail réalisé dans les valeurs d'usage des marchandises est aussi bien la substance qui fait d'elles des valeurs d'échange et partant des marchandises, que la mesure de leur valeur déterminée. Les quantités corrélatives des différentes valeurs d'usage, dans lesquelles se réalise le même temps de travail, sont des équivalents, autrement dit, toutes les valeurs d'usage sont des équivalents dans les proportions où elles contiennent le même temps de travail concrété, mis en œuvre. En tant que valeurs d'échange, toutes les marchandises ne sont que des mesures déterminées de *temps de travail coagulé*.

Pour l'intelligence du fait que la valeur d'échange est déterminée par le

temps du travail, il importe d'établir les points principaux suivants : la réduction du travail au travail simple, vide de qualité, pour ainsi dire ; le mode spécifique par où le travail créateur de valeur d'échange et, par conséquent, producteur de marchandise, est du *travail social* ; enfin, la différence entre le travail en tant qu'il produit des valeurs d'usage, et le travail en tant qu'il produit des valeurs d'échange.

Pour mesurer les valeurs d'échange des marchandises par le temps de travail incorporé à elles, il faut que les différents travaux soient eux-mêmes réduits au travail indifférencié, uniforme, simple, bref, au travail qui est identique par la qualité, et ne se distingue que par la quantité.

Cette réduction a l'apparence d'une abstraction, mais c'est une abstraction qui se fait journellement dans le procès de production social. La résolution de toutes les marchandises en temps de travail n'est pas une abstraction plus grande, en même temps qu'elle n'en est pas une moins réelle, que la résolution de tous les corps organiques en air. En fait, le travail qui est ainsi mesuré par le temps n'apparaît pas comme le travail de différents individus, les différents individus qui travaillent apparaissent plutôt comme de simples organes du travail. Ou encore, pourrait-on dire : le travail, tel qu'il se manifeste dans les valeurs d'échange, est du *travail humain général*. Cette abstraction du travail humain général *existe* dans le travail moyen que chaque individu moyen d'une société donnée peut accomplir, une dépense productive déterminée de muscles, de nerfs, de cerveau humains, etc. C'est du travail *simple*^[3], à l'accomplissement duquel chaque individu moyen peut être dressé, et que sous une forme ou sous une autre, il faut qu'il accomplisse. Le caractère de ce travail moyen diffère lui-même dans les différents pays et à des époques de culture différentes, mais paraît être donné dans une société déterminée. Le travail simple constitue la masse de beaucoup la plus considérable de l'ensemble du travail de la société bourgeoise, ainsi qu'on peut s'en convaincre en consultant une statistique quelconque. Que A produise du fer pendant 6 heures, et de la toile pendant 6 heures, et que B de même produise du fer pendant 6 heures et de la toile pendant 6 heures, ou que A produise du fer pendant 12 heures, et que B produise de la toile pendant 12 heures, il n'y a là évidemment qu'un emploi différent du même temps de travail. Mais que sera-ce du travail compliqué qui s'élève au-dessus du niveau moyen, en tant que travail d'une intensité plus grande, d'un poids spécifique supérieur ? Ce genre de travail se résout en travail simple composé, en travail simple d'une puissance plus élevée. Ainsi, un, jour de travail compliqué équivaut à trois jours de travail simple. Les lois qui règlent cette réduction n'appartiennent pas à cette partie de notre étude. Mais il est

clair que cette réduction s'opère, car, en tant que valeur d'échange, le produit du travail le plus compliqué est, dans une proportion déterminée, l'équivalent du produit du travail moyen simple ; il est donc mis en équation avec un quantum déterminé de ce travail simple.

La détermination de la valeur d'échange par le temps de travail suppose encore que dans une marchandise donnée, soit une tonne de fer, il est réalisée une *quantité égale* de travail, sans qu'il importe que ce soit le travail de A ou de B, c'est-à-dire que les différents individus dépensent un travail égal pour produire la même valeur d'usage, déterminée qualitativement et quantitativement. En d'autres termes, il est supposé que le temps de travail contenu dans une marchandise est le temps de travail *nécessaire* à sa production, ou le temps de travail exigé pour produire un nouvel exemplaire de la même marchandise dans des conditions de production générales données.

Il résulte de l'analyse de la valeur, que pour créer de la valeur d'échange, il faut que le travail soit *déterminé socialement*, qu'il soit du *travail social*, social non tout court, mais d'une manière particulière. C'est un mode spécifique de la socialité. D'abord la simplicité indifférenciée du travail est l'*égalité* des travaux individuels qui se rapportent les uns aux autres comme au travail égal, et cela par la réduction effective de tous les travaux au travail homogène. Le travail de chaque individu, pour autant qu'il se manifeste en valeurs d'échange, possède ce caractère social d'égalité et il ne se manifeste dans la valeur d'échange qu'autant qu'il se rapporte au travail de tous les autres individus comme du travail égal.

De plus, dans la valeur d'échange, le temps de travail de l'individu isolé apparaît directement comme du *temps de travail général*, et ce *caractère général* du travail isolé revêt un *caractère social*. Le temps de travail représenté dans la valeur d'échange est le temps de travail de l'individu, mais de l'individu non distingué de l'autre individu, de tous les autres individus, en tant qu'ils accomplissent un travail égal, si bien que le temps de travail dépensé par l'un à produire une marchandise déterminée est le temps de travail *nécessaire* que tout autre emploierait à produire la même marchandise. C'est le temps de travail de l'individu, mais il n'est *son* temps de travail que parce qu'il est le temps de travail commun à tous et que, par conséquent, il est indifférent que ce soit le temps de travail de tel ou tel individu. Comme temps de travail général il se réalise dans un produit général, un *équivalent général*, un quantum donné de travail matérialisé, lequel est indifférent à la forme déterminée de valeur d'usage sous laquelle il est directement le produit d'un individu et peut être converti à volonté en toute autre forme de valeur d'usage sous laquelle il

est le produit d'un autre individu. Il n'est *grandeur sociale* que parce qu'il est une telle *grandeur générale*. Pour que le résultat du travail individuel soit une valeur d'échange il faut qu'il soit un *équivalent général* : il faut que le temps de travail de l'individu représente du temps de travail général ou que le temps de travail général représente celui de l'individu. L'effet est le même que si les différents individus avaient réuni leur temps de travail et représenté des quantités différentes du temps de travail à leur commune disposition par des valeurs d'échange diverses. Le temps de travail de l'individu est ainsi, en fait, le temps de travail que doit dépenser la société pour produire une valeur d'usage déterminée, c'est-à-dire pour satisfaire un besoin déterminé. Mais ici il ne s'agit que de la forme spécifique sous laquelle le travail acquiert un caractère social. Un temps de travail donné du fileur se réalise, par exemple, en 100 livres de fil de lin. Supposez que 100 mètres de toile, le produit du tisserand, représentent un quantum égal de temps de travail. En tant que ces deux produits représentent un même quantum de temps de travail général et sont, par conséquent, des équivalents de *toute* valeur d'usage contenant une égale quantité de temps de travail, ils sont des équivalents l'un de l'autre. Par cela seul que le temps de travail du fileur et le temps de travail du tisserand représentent du temps de travail général et que leurs produits conséquemment représentent des équivalents généraux, le travail du tisserand et celui du fileur réalisent ici le travail de l'un pour le travail de l'autre, c'est-à-dire réalisent la forme d'apparition sociale de leur travail pour tous deux. Dans l'industrie patriarcale-rurale, au contraire, où le fileur et le tisseur demeuraient sous le même toit, où la partie féminine de la famille filait, la partie masculine tissait pour les besoins de la famille, fil et toile étaient des produits *sociaux*, filer et tisser étaient des travaux *sociaux* dans l'enceinte de la famille. Mais leur caractère social ne consistait pas dans le fait que le fil, équivalent général, s'échangeait contre la toile, équivalent général, ou que tous deux s'échangeaient l'un contre l'autre en tant qu'expressions équivalentes du même temps de travail général. C'était l'organisation familiale, avec sa division du travail, qui marquait le produit du travail de son empreinte sociale particulière. Ou bien, prenons les corvées et les redevances en nature du Moyen Âge. Ce qui constitue ici le lien social, ce sont les travaux déterminés des individus dans leur forme naturelle, c'est la particularité et non la généralité du travail. Ou prenons, enfin, le travail en commun sous sa forme primitive, tel que nous le rencontrons au seuil de l'histoire de tous les peuples civilisés[4]. Ici le caractère social du travail ne dérive manifestement pas de ce que le travail de l'individu revêt la forme abstraite de la généralité ou de ce que son produit revêt la forme

d'un équivalent général. C'est la communauté, que sous-entend la production, qui empêche le travail de l'individu d'être du travail privé et son produit d'être un produit privé, qui plutôt fait apparaître le travail individuel comme la fonction d'un membre de l'organisme social. Il est sous-entendu que le travail qui se réalise dans la valeur d'échange est le travail de l'individu isolé. Pour devenir du travail social il lui faut revêtir la forme de son opposé immédiat, la forme de la généralité abstraite.

Ce qui enfin caractérise le travail qui crée de la valeur d'échange, c'est que les relations sociales des personnes apparaissent pour ainsi dire renversées, comme le rapport social des choses. Parce qu'une valeur d'usage se rapporte à l'autre comme une valeur d'échange, le travail d'une personne se rapporte au travail d'une autre comme au travail égal et général. Si donc il est correct de dire que la valeur d'échange est un rapport entre les personnes[5], il convient d'ajouter : un rapport caché sous une enveloppe matérielle. De même qu'une livre de fer et une livre d'or, malgré la différence de leurs qualités physiques et chimiques, représentent le *même* quantum de pesanteur, deux valeurs d'usage contenant le même temps de travail représentent la *même valeur d'échange*. La valeur d'échange paraît ainsi être une détermination des valeurs d'usage dans la société, détermination qui leur revient en leur qualité d'objets et grâce à laquelle elles se suppléent dans le procès de l'échange dans des rapports quantitatifs déterminés et forment des équivalents, de même que les substances chimiques simples se combinent dans des rapports quantitatifs déterminés et forment des équivalents chimiques. Seule l'habitude de la vie journalière, peut faire paraître chose banale et allant de soi le fait qu'un rapport de production révèle la forme d'un objet, de façon que les relations des personnes dans leur travail se manifestent comme un rapport où les choses entrent en relations entre elles et avec les personnes. Dans la marchandise cette mystification est encore fort simple. Plus ou moins vaguement tout le monde soupçonne que le rapport des marchandises, en tant que valeurs d'échange, est plutôt un rapport des personnes à leur activité productive réciproque. Dans les rapports de production plus élevés cette apparence de simplicité disparaît. Toutes les illusions du système monétaire viennent de ce qu'on ne voit pas que l'argent représente un rapport de production social et qu'il le fait sous la forme d'un objet naturel aux propriétés déterminées. Chez les économistes qui se rient si dédaigneusement des illusions du système monétaire, la même illusion se décèle dès qu'ils ont affaire à des catégories économiques supérieures, par exemple, le capital. Elle éclate dans l'aveu d'un naïf étonnement quand tantôt leur apparaît comme un rapport social ce que déjà ils croyaient tenir

comme un objet palpable et que tantôt les lutine sous forme d'un objet ce qu'à peine ils avaient fixé comme un rapport social.

La valeur d'échange des marchandises n'étant en fait que le rapport des travaux individuels, réputés égaux et généraux, les uns aux autres, rien autre que l'expression objective d'une forme sociale spécifique du travail, c'est de la tautologie de dire que le travail est la source *unique* de la valeur, et partant de la richesse en tant que celle-ci consiste en valeurs d'échange. C'est la même tautologie de dire que la matière comme telle n'a point de valeur d'échange[6], puisqu'elle ne contient point de travail et que la valeur d'échange comme telle ne contient point de matière. Or, quand *William Petty* appelle « le travail, le père, et la terre, la mère de la richesse », ou que l'évêque *Berkeley* demande[7] : « Si les quatre éléments et le travail de l'homme qu'ils renferment ne sont pas la véritable source de la richesse » ; ou encore quand l'Américain, *Thomas Cooper*, expose populairement : « Otez à une miché de pain le travail qu'on y a mis, le travail du boulanger, du meunier, du fermier, etc., et que reste-t-il ? Quelques graines d'herbes sauvages impropres à tout usage humain[8] », il ne s'agit pas, dans toutes ces conceptions, du travail abstrait, en tant que source de la valeur d'échange, mais du travail concret, en tant que source de richesses matérielles, bref, du travail producteur de valeurs d'usage. La valeur d'usage de la marchandise étant supposée, l'utilité particulière, le but déterminé du travail qu'elle a absorbé est supposé, mais là s'arrête, du point de vue de la marchandise, toute prise en considération du travail comme du travail utile. Ce qui nous intéresse dans le pain, en tant que valeur d'usage, ce sont ses propriétés alimentaires et point du tout les travaux du fermier, du meunier, du boulanger, etc. Si une invention quelconque faisait disparaître 19/20 de ces travaux, la miché de pain rendrait le même service qu'auparavant. Si elle tombait toute cuite du ciel, elle ne perdrait pas pour cela un atome de sa valeur d'usage. Tandis que le travail qui crée la valeur d'échange se réalise dans l'égalité des marchandises comme équivalents généraux, le travail qui est l'activité productive appropriée à un but, se réalise dans l'infinie variété de ses valeurs d'usage. Tandis que le travail, créateur de la valeur d'échange, est du travail *général-abstrait* et *égal*, le travail créateur de la valeur d'usage est du travail concret et spécial qui, en ce qui concerne la forme et la matière, se décompose en des façons de travail infiniment diverses.

En tant qu'il produit des valeurs d'usage, il est faux de dire que le travail est la source *unique* de la richesse par lui produite, c'est-à-dire de la richesse matérielle. Puisqu'il est l'activité qui adapte la matière à tel ou tel but, il est sous-entendu qu'il lui faut de la matière. La proportion entre le

travail et la matière est très différente dans les différentes valeurs d'usage, mais toujours la valeur d'usage contient un substratum naturel. Activité utile, qui vise l'appropriation des produits de la nature sous une forme ou sous une autre, le travail est la condition naturelle de l'existence humaine, la condition, indépendante de toutes les formes sociales, de l'échange de la matière entre l'homme et la nature. Le travail, par contre, qui crée la valeur d'échange est une forme de travail spécifiquement sociale. Le travail matériel du tailleur, par exemple, en tant qu'activité productive particulière, produit bien l'habit mais non la valeur d'échange de l'habit. Il produit cette valeur non parce qu'il est du travail de tailleur, mais parce qu'il est du travail général-abstrait, et celui-ci se lie à un ensemble social que le tailleur n'a pas bâti. C'est ainsi que dans l'industrie domestique de l'antiquité, les femmes produisaient l'habit sans produire la valeur d'échange de l'habit. Le législateur Moïse savait tout aussi bien qu'Adam Smith[9], l'officier de la douane, que le travail est une source de richesse matérielle.

Considérons maintenant quelques propositions qui résultent de la réduction de la valeur d'échange au temps de travail.

Comme valeur d'usage, la marchandise a une action causale. Le froment, par exemple, agit parce qu'il est un aliment. Une machine supplée le travail dans des rapports déterminés. Cette action de la marchandise, par quoi seule elle est une valeur d'usage, un objet de consommation, on peut l'appeler son service, service qu'elle rend comme valeur d'usage.

Mais en qualité de valeur d'échange la marchandise n'est jamais envisagée qu'au point de vue du résultat. Il ne s'agit pas du service qu'elle rend mais du service[10] qui lui a été rendu par cela qu'elle a été produite. Aussi la valeur d'échange d'une machine n'est pas déterminée par le quantum de temps de travail qu'elle supplée, mais par le quantum de temps de travail qui en elle est mis en œuvre et qui, par conséquent, est requis pour produire une nouvelle machine de la même espèce.

Si donc le quantum de travail exigé pour la production de marchandises restait constant, leur valeur d'échange serait invariable. Mais la facilité et la difficulté de la production varient sans cesse. Si sa force productive augmente, le travail produit la même valeur d'usage en moins de temps. Si la force productive du travail diminue, il faut plus de temps pour produire la même valeur d'usage. La grandeur du temps de travail contenue dans une marchandise, donc sa valeur d'échange, est par conséquent variable ; elle augmente ou diminue en rapport inverse à l'augmentation ou à la diminution de la force productive du travail. La force productive du travail, qu'une industrie manufacturière applique à un degré déterminé

d'avance, se trouve dans l'agriculture et dans l'industrie extractive conditionnée par des circonstances naturelles hors de tout contrôle. Le *même* travail donnera un rendement plus ou moins grand de différents métaux selon l'abondance ou la rareté relative de ces métaux dans l'écorce terrestre. Le *même* travail peut, si la saison est bonne, se réaliser en 2 boisseaux de froment ; si elle est mauvaise, dans 1 boisseau de froment seulement. Les conditions naturelles de rareté ou d'abondance paraissent ici déterminer la valeur d'échange des marchandises parce qu'elles déterminent la force productive, liée à des conditions naturelles, d'un travail concret particulier.

Des valeurs d'usage différentes contiennent en volumes inégaux le même temps de travail ou la même valeur d'échange. Plus est petit le volume de sa valeur d'usage, comparé à d'autres valeurs d'usage, sous lequel une marchandise contient un quantum déterminé de temps de travail, plus est grande sa valeur d'échange spécifique. Si nous trouvons qu'à des époques de culture différentes et éloignées les unes des autres, certaines valeurs d'usage forment entre elles une série de valeurs d'échange spécifiques qui conservent les unes vis-à-vis des autres, sinon exactement le même rapport numérique, du moins le rapport général de supériorité et d'infériorité, comme par exemple l'or, l'argent, le cuivre, le fer ; ou le froment, le seigle, l'orge, l'avoine ; il faut en conclure seulement que le développement progressif des forces productives sociales influe d'une manière uniforme, ou approximativement uniforme, sur le temps de travail qu'exige la production de ces différentes marchandises.

La valeur d'échange d'une marchandise ne se manifeste pas dans sa propre valeur d'usage. Cependant, comme matérialisation du temps de travail social, général, la valeur d'usage d'une marchandise est mise en des rapports de proportion avec les valeurs d'usage d'autres marchandises. La valeur d'échange d'une marchandise se manifeste ainsi dans la valeur d'usage des autres marchandises. Un équivalent est, en fait, la valeur d'échange d'une marchandise exprimée dans la valeur d'usage d'une autre marchandise. Si je dis, 1 mètre de toile vaut 2 livres de café, la valeur d'échange de la toile est exprimée dans la valeur d'usage du café et cela dans un quantum déterminé de cette valeur d'usage. Cette proportion donnée, je puis exprimer la valeur de chaque quantum de toile en café. Il est évident que la valeur d'échange d'une marchandise, par exemple de la toile, n'est pas épuisée par la proportion dans laquelle une marchandise particulière, par exemple le café, forme son équivalent. Le quantum de temps de travail général représenté dans un mètre de toile est réalisé simultanément en des volumes les plus divers des valeurs d'usage de

toutes les autres marchandises. Dans la proportion où la valeur d'usage de toute autre marchandise représente un temps de travail d'égale grandeur, elle constitue un équivalent du mètre de toile. La valeur d'échange de *cette marchandise isolée* ne s'exprime donc d'une manière exhaustive que dans les équations innombrables dans lesquelles les valeurs d'usage de toutes les autres marchandises constituent son équivalent. Ce n'est que dans la somme de ces équations ou dans la totalité des différentes proportions dans lesquelles une marchandise est échangeable contre toute autre marchandise qu'elle s'exprime d'une manière exhaustive comme *équivalent général*. La série des équations :

- 1 mètre de toile = 1/2 livre de thé
- 1 mètre de toile = 2 livres de café
- 1 mètre de toile = 8 livres de pain
- 1 mètre de toile = 6 mètres de coton

peut être représentée ainsi :

1 mètre de toile = 1/8 livre de thé + 1/2 livre de café + 2 livres de pain + 1 mètre 1/2 de coton.

Si donc nous avons devant nous la somme entière des équations dans lesquelles est épuisée l'expression de la valeur d'un mètre de toile, nous pourrions représenter sa valeur d'échange sous la forme d'une série. En fait cette série est interminable, puisque le cercle des marchandises n'est jamais définitivement clos, mais va s'étendant toujours. Or, si une marchandise mesure ainsi sa valeur d'échange dans les valeurs d'usage de toutes les autres marchandises, les valeurs d'échange de toutes les autres marchandises se mesurent inversement dans la valeur d'usage de cette marchandise isolée qui se mesure en elles^[11]. Si la valeur d'échange de 1 mètre de toile s'exprime en 1/2 livre de thé, en 2 livres de café, en 6 mètres de coton et en 8 livres de pain, il s'ensuit que café, thé, coton, pain etc., sont égaux entre eux dans la proportion où ils sont égaux à un troisième objet, à la toile ; la toile leur sert donc de commune mesure de leurs valeurs d'échange. Chaque marchandise comme temps de travail général concrété, c'est-à-dire comme quantum de temps de travail général, exprime sa valeur d'échange tour à tour dans des quantités déterminées des valeurs d'usage de toutes les autres marchandises et les valeurs d'échange des autres marchandises se mesurent inversement dans la valeur d'usage de cette marchandise exclusive. Mais à titre de valeur d'échange chaque marchandise est aussi bien la marchandise exclusive qui sert de mesure commune des valeurs d'échange de toutes les autres marchandises, que,

d'autre part, elle n'est qu'une des nombreuses marchandises dans l'entière série desquelles toute autre marchandise représente directement sa valeur d'échange.

La *grandeur de valeur* d'une marchandise n'est pas affectée par le fait qu'il existe à côté d'elle peu ou beaucoup de marchandises d'un autre genre. Mais la grandeur de la série des équations dans lesquelles se réalise sa valeur d'échange dépend de la variété plus ou moins grande des autres marchandises. La série des équations dans lesquelles se représente, par exemple, la valeur du café, exprime la sphère de son échangeabilité, les limites dans lesquelles il fait office de valeur d'échange. À la valeur d'échange d'une marchandise, comme matérialisation du temps de travail social général, correspond l'expression de son équivalence dans des valeurs d'usage infiniment variées.

Nous avons vu que la valeur d'échange d'une marchandise varie avec la quantité du temps de travail incorporé à elle. La valeur d'échange réalisée, c'est-à-dire exprimée dans les valeurs d'usage d'autres marchandises, doit également dépendre des proportions dans lesquelles varie le temps de travail employé à la production de toutes les autres marchandises. Si le temps de travail nécessaire à la production d'un boisseau de froment restait le même alors que le temps de travail exigé pour la production de toutes les autres marchandises doublait, la valeur d'échange du boisseau de froment, exprimée dans ses équivalents, aurait baissé de moitié. Le résultat serait pratiquement le même que si le temps nécessaire pour la production du boisseau de froment eût baissé de moitié et que le temps de travail requis pour la production des autres marchandises n'eût pas varié. La valeur des marchandises est déterminée par la proportion dans laquelle elles peuvent être produites dans le même temps de travail. Pour voir de quelles variations est susceptible cette proportion, prenons deux marchandises, A et B. 1° Supposons que le temps de travail exigé pour la production de B reste le même. Dans ce cas la valeur d'échange de A, exprimée en B, tombe ou monte directement suivant que diminue ou augmente le temps de travail demandé pour la production de A. 2° Supposons que le temps de travail exigé pour la production de A reste le même. La valeur d'échange de A exprimée en B tombe ou monte en rapport inverse à la hausse ou à la baisse du temps de travail exigé pour la production de B. 3° Que le temps de travail nécessaire à la production de A et de B diminue ou augmente en proportion égale. L'expression de l'équivalence de A en B reste alors la même. Si, par une circonstance quelconque, la force productive de tous les travaux diminuait dans une égale mesure, de manière que toutes les marchandises exigeassent en une

même proportion plus de temps de travail pour leur production, la valeur de *toutes* les marchandises aurait augmenté ; l'expression réelle de leur valeur d'échange n'aurait pas varié et la richesse effective de la société aurait diminué, puisqu'il lui aurait fallu plus de temps de travail pour créer la même masse de valeurs d'usage. 4° Le temps de travail exigé pour la production de *A* et de *B* peut augmenter ou diminuer pour tous deux mais de manière inégale ; le temps de travail exigé par *A* peut augmenter tandis que celui demandé par *B* diminue ou inversement. Tous ces cas peuvent se réduire simplement à ceci : que le temps de travail exigé pour la production d'une marchandise ne varie pas tandis que celui qui est nécessaire pour produire les autres augmente ou diminue.

La valeur d'échange de chaque marchandise s'exprime dans la valeur d'usage de toute autre marchandise, soit intégralement, soit par fractions de cette valeur d'usage. En tant que valeur d'échange chaque marchandise est aussi divisible que le temps de travail lui-même qu'elle concrète. L'équivalence des marchandises est aussi indépendante de la divisibilité physique de leurs valeurs d'usage que la somme des valeurs d'échange des marchandises est indifférente au changement de forme que subissent les valeurs d'usage de ces marchandises dans leur refonte en *une* marchandise nouvelle.

Jusqu'ici nous avons considéré la marchandise sous le double point de vue de valeur d'usage et de valeur d'échange, chaque fois unilatéralement. Or, comme marchandise, elle est immédiatement *unité* de valeur d'usage et de valeur d'échange ; en même temps elle n'est marchandise que par rapport aux autres marchandises. Le rapport *réel* des marchandises les unes aux autres est leur *procès d'échange*. Ce dernier est un procès social où interviennent des individus indépendants les uns des autres, mais ils interviennent seulement en leur qualité de possesseurs de marchandises ; ils n'existent les uns pour les autres que parce que leurs marchandises existent et ainsi ils n'apparaissent effectivement que comme les agents conscients du procès d'échange.

La marchandise *est* valeur d'usage, froment, toile, diamant, machine, etc. ; en même temps, comme marchandise, elle *n'est point* valeur d'usage. Si elle était valeur d'usage pour son possesseur, c'est-à-dire, immédiatement moyen de satisfaction de ses propres besoins, elle ne serait pas marchandise. Pour son possesseur elle est plutôt *non-valeur d'usage*, c'est-à-dire simple support matériel de la *valeur d'échange*, ou simple *moyen d'échange* ; étant le support actif de la valeur d'échange, la valeur d'usage devient moyen d'échange[12]. Pour son possesseur elle n'est plus valeur d'usage que parce qu'elle est valeur d'échange. Comme valeur

d'usage il lui faut donc d'abord *devenir*, en premier lieu, pour autrui. N'étant point valeur d'usage pour son propre possesseur, elle est valeur d'usage pour les possesseurs d'autres marchandises. Si non, son travail a été inutile et le produit de son travail n'est pas une marchandise. D'autre part, il faut qu'elle devienne valeur d'usage *pour lui-même*, car ses moyens de subsistance existent hors d'elle, dans les valeurs d'usage de marchandises étrangères. Pour *devenir* comme valeur d'usage, il faut que la marchandise se trouve en face du besoin particulier qu'elle peut satisfaire. Les valeurs d'usage des marchandises *deviennent* donc comme valeurs d'usage par cela qu'elles changent universellement de places, passant de la main où elles sont moyen d'échange dans la main où elles sont objet d'utilité. C'est seulement par cette aliénation universelle des marchandises que le travail qu'elles contiennent devient du travail utile. Dans ce procès où les marchandises se rapportent les unes aux autres en qualité de valeurs d'usage, elles n'acquièrent point une nouvelle fixité de forme économique. La forme déterminée qui les caractérisait en tant que marchandises disparaît plutôt. Le pain, en passant de la main du boulanger dans la main du consommateur, ne change pas son mode d'existence comme pain. C'est l'inverse ; c'est le consommateur, le premier, qui se rapporte au pain comme à une valeur d'usage, comme à cet aliment déterminé, tandis que dans la main du boulanger il était le support d'un rapport économique, un objet sensible — suprasensible. L'unique transformation que subissent les marchandises dans leur devenir comme valeurs d'usage est donc l'oblitération de leur existence formelle où elles étaient des non-valeurs d'usage pour leurs possesseurs, des valeurs d'usage pour les non-possesseurs. Pour devenir des valeurs d'usage il faut que les marchandises soient universellement aliénées, qu'elles entrent dans le procès d'échange ; mais leur manière d'être pour l'échange est leur forme de valeur. Pour se réaliser comme valeurs d'usage, il faut donc qu'elles se réalisent comme valeurs d'échange.

Si du point de vue de la valeur d'usage la marchandise isolée paraissait un objet indépendant, en tant que valeur d'échange, au contraire, elle était dès l'abord considérée par rapport à toutes les autres marchandises. Toutefois, ce rapport n'était que théorique, il n'existait que dans la pensée. Il ne se réalise que dans les procès d'échange. D'un autre côté, la marchandise est bien valeur d'échange pour autant qu'un quantum déterminé de temps de travail est incorporé à elle et qu'elle est du *temps de travail matérialisé*. Mais telle qu'elle est immédiatement, elle n'est que du temps de travail individuel matérialisé, ayant un contenu particulier ; elle n'est pas du temps de travail *général*. D'abord, elle ne peut être

matérialisation du temps de travail général qu'autant qu'elle représente du temps de travail appliqué à un but utile déterminé, qu'elle représente une valeur d'usage. C'était là la condition matérielle sous laquelle, seul, le temps de travail contenu dans les marchandises était réputé social, général. Si la marchandise ne peut devenir comme valeur d'usage qu'en se réalisant comme valeur d'échange, elle ne peut, d'autre part, se réaliser comme valeur d'échange qu'autant qu'elle ne cesse point, dans son aliénation, d'être valeur d'usage. Une marchandise ne peut être aliénée à titre de valeur d'usage qu'au bénéfice de celui pour qui elle est une utilité, c'est-à-dire l'objet d'un besoin particulier. D'autre part, elle n'est aliénée que pour une autre marchandise, ou, si nous nous plaçons du côté du possesseur de l'autre marchandise, lui, non plus, ne peut aliéner, c'est-à-dire réaliser, sa marchandise, qu'en la mettant en contact avec le besoin particulier dont elle est l'objet. Dans l'aliénation universelle des marchandises en qualité de valeurs d'usage, elles sont rapportées les unes aux autres en vertu de leur différence matérielle, en tant qu'objets particuliers qui, par leurs propriétés spécifiques, satisfont des besoins particuliers. Mais en tant que simples valeurs d'usage, ce sont des objets sans intérêt les uns pour les autres et sans rapport entre eux ; les valeurs d'usage ne peuvent être échangées que par rapport à des besoins particuliers. Elles ne sont échangeables que parce qu'équivalentes et elles ne sont équivalentes que parce qu'elles représentent des quantités égales de temps de travail matérialisé, si bien que toute considération des qualités naturelles que possèdent les valeurs d'usage, et partant du rapport des marchandises à des besoins particuliers, est éliminée. À titre de valeur d'échange une marchandise se manifeste plutôt en ce qu'elle remplace comme équivalent un quantum déterminé de toute autre marchandise, sans qu'il importe qu'elle soit ou ne soit pas une valeur d'usage pour le possesseur de l'autre marchandise. Mais elle ne devient marchandise pour celui-ci que parce qu'elle est pour lui valeur d'usage et elle ne devient valeur d'échange pour son propre possesseur que parce qu'elle est marchandise pour l'autre. Le même rapport doit donc être le rapport de marchandises qui sont des grandeurs d'essence égale et ne diffèrent que quantitativement ; il doit être leur mise en équation comme matière de temps de travail général et en même temps leur rapport comme objets qualitativement différents, comme valeurs d'usage particulières pour des besoins particuliers, bref, un rapport qui les distingue comme des valeurs d'usage réelles. Or, cette mise en équation et cette différenciation s'excluent réciproquement et l'on aboutit ainsi non seulement à un cercle vicieux de problèmes où la solution de l'un présuppose la solution de l'autre, mais à tout un ensemble de postulats

contradictoires, vu que la réalisation d'une condition est directement liée à la réalisation de son contraire.

Le procès d'échange des marchandises doit être tout ensemble le déploiement et la solution de ces contradictions, qui cependant ne peuvent se manifester dans le procès de cette façon simple. Nous avons vu seulement que les marchandises étaient rapportées les unes aux autres comme des valeurs d'usage, c'est-à-dire qu'elles apparaissaient comme valeurs d'usage à l'intérieur du procès d'échange. La valeur d'échange, par contre, telle que nous l'avons envisagée jusqu'ici n'était qu'une abstraction faite par nous, ou, si l'on veut, une abstraction faite par le possesseur individuel des marchandises ; sous forme de valeur d'usage il a les marchandises dans son grenier, sous forme de valeur d'échange il les a sur la conscience. Or, dans les limites du procès d'échange, les marchandises doivent être elles-mêmes les unes pour les autres non seulement des valeurs d'usage, mais aussi des valeurs d'échange et ce mode d'existence doit revêtir la forme de leur rapport réciproque propre. La difficulté qui, au premier pas, nous arrêtaient était qu'en qualité de valeur d'échange, de travail matérialisé, il fallait que la marchandise fût préalablement aliénée comme valeur d'usage, qu'elle eût trouvé acquéreur, tandis que, au contraire, son aliénation sous forme de valeur d'usage suppose son existence sous forme de valeur d'échange. Mais supposons que cette difficulté soit résolue ; que la marchandise ait dépouillé sa valeur d'usage particulière et par l'aliénation de celle-ci ait rempli la condition matérielle d'être du travail utile social au lieu d'être du travail particulier fait pour soi-même. En qualité de valeur d'échange il faut alors que dans le procès d'échange elle devienne équivalent général, temps de travail général matérialisé pour les autres marchandises et qu'elle acquière ainsi, non pas l'action limitée d'une valeur d'usage particulière mais la faculté de se représenter immédiatement dans toutes les valeurs d'usage considérées comme ses équivalents. Or, chaque marchandise est la marchandise qui en aliénant sa valeur d'usage particulière doit apparaître comme la matérialisation directe du temps de travail général. D'autre part, dans le procès d'échange, seules des marchandises particulières se confrontent, des travaux d'individus privés incorporés à des valeurs d'usage particulières. Le temps de travail général lui-même est une abstraction qui, comme telle, n'existe pas pour la marchandise.

Considérons la somme des équations dans lesquelles la valeur d'échange d'une marchandise trouve son expression réelle, par exemple :

1 mètre de toile = 2 livres de café,

1 mètre de toile = 1/2 livre de thé,
1 mètre de toile = 8 livres de pain, etc.

Ces équations énoncent seulement, que du temps de travail social, général, de même grandeur se concrète en 1 mètre de toile, 2 livres de café, 1/2 livre de thé, etc. Mais, en fait, les travaux individuels représentés dans ces valeurs d'usage particulières ne deviennent du travail général et, sous cette forme, du travail social, que parce qu'ils s'échangent réellement entre eux, proportionnellement à la durée du temps de travail qu'ils contiennent. Le temps de travail social n'existe pour ainsi dire qu'à l'état latent dans ces marchandises, et ne se manifeste que dans leur procès d'échange. Le point de départ n'est pas du travail individuel considéré comme du travail commun, mais, au contraire, on part de travaux particuliers d'individus privés, travaux qui ne revêtent le caractère de travail social général dans le procès d'échange qu'en se dépouillant de leur caractère primitif. Le travail social général n'est donc pas une présupposition toute faite, mais un résultat qui devient. Et de là dérive cette nouvelle difficulté que les marchandises, d'une part, doivent entrer dans le procès d'échange en tant que temps de travail général réalisé et que, d'autre part, la réalisation du temps de travail des individus comme temps de travail général n'est elle-même que le produit du procès d'échange.

Chaque marchandise doit par l'aliénation de sa valeur d'usage, donc de son mode d'existence primitif, acquérir son mode d'existence adéquat de valeur d'échange. Il faut que dans le procès d'échange la marchandise double son existence. D'autre part, son deuxième mode d'existence sous forme de valeur d'échange, ne peut être qu'une autre marchandise, puisque dans le procès d'échange il n'y a que des marchandises qui se confrontent. Comment représenter immédiatement une marchandise particulière comme du *temps de travail général matérialisé*, ou, ce qui revient au même, comment imprimer immédiatement au temps de travail individuel, matérialisé dans une marchandise particulière, le caractère de la généralité ? L'expression concrète de la valeur d'échange d'une marchandise, c'est-à-dire de toute marchandise, en tant qu'équivalent général, se représente dans une interminable série d'équations telles que :

1 mètre de toile = 2 livres de café,
1 mètre de toile = 1/2 livre de thé,
1 mètre de toile = 8 livres de pain,
1 mètre de toile = 6 mètres de coton,
1 mètre de toile = etc.

Cette représentation était théorique pour autant que la marchandise était *pensée* seulement comme un quantum déterminé de temps de travail général réalisé. Le fonctionnement d'une marchandise particulière comme équivalent général devient d'une simple abstraction un résultat *social* du procès de l'échange lui-même par le simple renversement de la série des équations donnée ci-dessus. Ainsi, par exemple :

2 livres de café = 1 mètre de toile,
1/2 livre de thé = 1 mètre de toile,
8 livres de pain = 1 mètre de toile,
6 mètres de coton = 1 mètre de toile.

Tandis que le café, le thé, le pain, le coton, bref, toutes les marchandises expriment dans la toile le temps de travail qu'elles contiennent, la valeur d'échange de la toile se déroule inversement dans toutes les autres marchandises comme ses équivalents, et le temps de travail matérialisé en elle-même devient immédiatement le temps de travail général qui se représente également dans des volumes différents de toutes les autres marchandises. Ici la toile devient *équivalent général* par l'*action universelle* qu'exercent sur elle toutes les marchandises. Valeur d'échange, chaque marchandise devenait mesure des valeurs de toutes les marchandises. Ici, inversement, de ce que toutes les autres marchandises mesurent leur valeur d'échange dans une marchandise particulière, la marchandise exclue devient la forme d'apparition adéquate de la valeur d'échange, sa forme d'apparition comme équivalent général. Par contre, la série infinie, ou les équations sans nombre qui représentaient la valeur d'échange de chaque marchandise, se réduit à une seule équation de deux termes seulement. 2 livres de café = 1 mètre de toile est maintenant l'expression exhaustive de la valeur d'échange du café, puisque, dans cette expression, il apparaît immédiatement comme l'équivalent d'un quantum déterminé de toute autre marchandise. Dans l'enceinte du procès d'échange, les marchandises existent donc maintenant les unes pour les autres, ou se manifestent les unes aux autres comme des valeurs d'échange sous la forme de toile. Le fait que toutes les marchandises, en tant que valeurs d'échange, sont rapportées les unes aux autres comme des quantités différentes de temps de travail général réalisé, prend maintenant cette apparence : que, en tant que valeurs d'échange, elles ne représentent que des quantités différentes du *même* objet, de la toile. De son côté, le temps de travail général revêt la forme d'une chose particulière, d'une marchandise à côté et en dehors de toutes les autres marchandises. En même temps, l'équation dans laquelle la marchandise apparaît à la

marchandise comme valeur d'échange, par exemple, 2 livres de café = 1 mètre de toile, est une égalisation qu'il reste à réaliser. C'est seulement par son aliénation à titre de valeur d'usage, laquelle ne s'effectue qu'autant qu'elle se confirme dans le procès d'échange comme objet d'un besoin, que la marchandise se transforme réellement de sa forme café en sa forme toile, qu'elle prend la forme d'équivalent général, et devient réellement valeur d'échange pour toutes les marchandises. Inversement, parce que toutes les marchandises, grâce à leur aliénation en qualité de valeurs d'usage, se transforment en toile, la toile devient la forme métamorphosée de toutes les autres marchandises, et ce n'est que parce que toutes les marchandises se sont métamorphosées en elle, qu'elle est la *réalisation* immédiate du *temps de travail général*, c'est-à-dire produit de l'aliénation générale, élimination de travaux individuels. Si les marchandises doublent ainsi leur existence, pour être les unes pour les autres des valeurs d'échange, la marchandise exclue, en qualité d'équivalent universel, double sa valeur d'usage. Outre sa valeur d'usage particulière, en tant que marchandise particulière, elle acquiert une valeur d'usage générale. Sa valeur d'usage est elle-même une forme déterminée, c'est-à-dire qu'elle résulte du rôle spécifique qu'elle joue dans le procès d'échange, par suite de l'action universelle qu'exercent sur elle les autres marchandises. La valeur d'usage de chaque marchandise, parce que objet d'un besoin particulier, a une valeur différente dans des mains différentes ; une valeur autre dans la main de celui qui l'aliène que dans la main de celui qui l'acquiert. La marchandise à titre d'équivalent général est maintenant l'objet d'un besoin général engendré par le procès d'échange lui-même, et possède pour chacun la même utilité d'être porteur de la valeur d'échange, moyen d'échange universel. Ainsi est résolue dans une seule marchandise la contradiction que renferme la marchandise comme telle : d'être, sous forme de valeur d'usage particulière, en même temps équivalent général et, par conséquent, valeur d'usage pour chacun, valeur d'usage générale. Tandis que maintenant, toutes les autres marchandises représentent leur valeur d'échange comme une équation idéale, qu'il reste à réaliser, avec la marchandise exclusive, la valeur d'usage de cette marchandise exclusive, bien que réelle, apparaît dans le procès même comme purement formelle, et qui ne se réalisera que par sa transformation en valeur d'usage réelle. À l'origine, la marchandise s'annonçait comme une marchandise en général, du temps de travail général matérialisé dans une valeur d'usage particulière. Dans le procès d'échange toutes les marchandises se rapportent à la marchandise exclusive comme à la marchandise en général, la marchandise, du temps de travail généra! concrété dans une valeur

d'usage particulière. Marchandises *particulières*, elles se comportent antithétiquement envers une marchandise particulière considérée comme la marchandise *générale*. En se rapportant réciproquement à leurs travaux comme au travail social général, les échangistes paraissent se rapporter à leurs marchandises comme à des valeurs d'échange ; le rapport des marchandises les unes aux autres comme à des valeurs d'échange revêt, dans le procès d'échange, la forme d'un rapport général à une marchandise particulière comme l'expression adéquate de leur valeur ; ce qui inversement paraît être le rapport spécifique de cette marchandise particulière à toutes les autres marchandises, et partant le caractère déterminé et pour ainsi dire naturellement social d'une chose. La marchandise particulière qui représente ainsi la forme adéquate de la valeur de toutes les marchandises, ou la valeur d'échange des marchandises apparaissant comme une marchandise particulière, exclusive, est — l'*argent*. L'argent est une cristallisation de la valeur d'échange des marchandises, produite par elles dans le procès d'échange lui-même. Tandis que les marchandises dans l'enceinte du procès de l'échange deviennent donc des *valeurs d'usage* les unes pour les autres, en se dépouillant de toute fixité de forme et en se rapportant les unes aux autres sous leur forme matérielle immédiate, il leur faut, pour apparaître les unes aux autres comme des *valeurs d'échange*, acquérir une nouvelle forme déterminée, évoluer à la constitution de l'argent. L'argent n'est pas plus un symbole que la valeur d'usage sous la forme d'une marchandise n'est un symbole. Qu'un rapport de production social apparaisse comme un objet à côté et en dehors des individus et que les relations déterminées où entrent ces individus, dans le procès de production de leur vie sociale, apparaissent comme des propriétés spécifiques d'un objet, c'est cette mise à l'envers, c'est cette mystification prosaïque et réelle et non imaginaire, qui caractérise toutes les formes sociales du travail créateur de valeur d'échange. Seulement dans l'argent elle frappe davantage que dans la marchandise.

Les propriétés physiques nécessaires de la marchandise particulière, dans laquelle la forme monnaie doit se cristalliser, pour autant qu'elles sont déterminées directement par la nature de la valeur d'échange, sont la divisibilité, l'homogénéité, l'uniformité de tous les spécimens de cette marchandise. Comme matière du temps de travail général, elle doit être matière homogène et capable de représenter des différences purement quantitatives. L'autre propriété nécessaire est la durabilité de sa valeur d'usage, qui doit subsister durant le procès d'échange. Les métaux précieux possèdent ces qualités à un degré supérieur. La monnaie n'étant

pas le produit de la réflexion ou de la convention, mais se constituant instinctivement dans le procès d'échange, des marchandises très différentes et plus ou moins impropres ont tour à tour rempli la fonction de monnaie. La nécessité où l'on est, à un certain degré de développement du procès de l'échange, de distribuer polairement aux marchandises les rôles de valeurs d'échange et de valeurs d'usage, de manière qu'une marchandise est moyen d'échange, alors qu'une autre est aliénée à titre de valeur d'usage, entraîne cette conséquence que partout les marchandises qui possèdent l'utilité la plus générale jouent accidentellement d'abord le rôle de l'argent. Si elles ne satisfont pas des besoins immédiats, le fait d'être la partie constituante matériellement la plus importante de la richesse, leur assure un caractère plus général que n'en possèdent les autres valeurs d'usage.

Le troc direct, la forme primitive du procès d'échange, représente plutôt la transformation initiale des valeurs d'usage en marchandises, que celle des marchandises en monnaie. La valeur d'échange ne revêt pas une forme indépendante, mais est directement liée encore à la valeur d'usage. Ceci se manifeste de deux façons. La production elle-même est organisée tout entière en vue de la valeur d'usage et non de la valeur d'échange ; ce n'est que lorsqu'elles dépassent la mesure dans laquelle elles sont requises pour la consommation, que les valeurs d'usage cessent ici d'être des valeurs d'usage, et deviennent moyens d'échange, marchandises. D'autre part, elles ne deviennent des marchandises que dans les limites de la valeur d'usage immédiate, bien que distribuées aux deux pôles, de sorte que les marchandises à échanger par les possesseurs de marchandises doivent être pour tous deux valeurs d'usage, chaque marchandise valeur d'usage pour celui qui ne la possède pas. En effet, le procès d'échange des marchandises ne paraît pas originellement au sein des communautés primitives^[13], mais là où celles-ci prennent fin, à leurs frontières, aux rares points où elles viennent en contact avec d'autres communautés. Là commence le commerce par troc, et de là il se répand à l'intérieur de la communauté sur laquelle il agit comme un dissolvant. Les valeurs d'usage particulières, qui, dans le troc entre des communautés différentes, deviennent des marchandises, tels que les esclaves, le bétail, les métaux, constituent donc le plus souvent la première monnaie à l'intérieur de la communauté. Nous avons vu que la valeur d'échange d'une marchandise se manifeste d'une manière d'autant plus complète que la série des équivalents est plus longue, ou que la sphère d'échange de la marchandise est *plus grande*. L'extension graduelle du troc, le développement des échanges et la multiplication des marchandises échangées, font évoluer la marchandise à

la valeur d'échange, incitent à la constitution de l'argent, et par là exercent une action destructive sur le troc direct. Les économistes ont coutume de faire dériver l'argent des difficultés extérieures auxquelles se heurte le troc développé, mais ils oublient que ces difficultés naissent du développement de la valeur d'échange, naissent donc du travail social en tant que travail général. Par exemple : les marchandises sous forme de valeurs d'usage ne sont pas divisibles à volonté, ce qu'elles doivent être sous forme de valeurs d'échange. Ou bien la marchandise de A peut être valeur d'usage pour B, tandis que la marchandise de B n'est pas valeur d'usage pour A. Ou encore les possesseurs de marchandises peuvent avoir besoin des marchandises indivisibles qu'ils ont à échanger réciproquement, dans des proportions de valeur inégales. En d'autres termes, sous prétexte de considérer le troc simple, les économistes envisagent certains côtés de la contradiction enclose dans la marchandise comme unité immédiate de valeur d'usage et de valeur d'échange. D'un autre côté, ils s'en tiennent logiquement au troc comme à la forme adéquate du procès d'échange des marchandises et qui ne présenterait que certains inconvénients techniques pour écarter lesquels l'argent serait un expédient finement imaginé. Partant de ce point de vue tout à fait superficiel, un spirituel économiste anglais a pu affirmer avec raison, que l'argent n'est qu'un instrument matériel, tel qu'un navire ou une machine à vapeur, mais qu'il ne représente pas un rapport de production social et, en conséquence, n'est pas une catégorie économique. Ce ne serait donc que par abus qu'on traiterait de l'argent dans l'économie politique, laquelle en effet n'a rien de commun avec la technologie[14].

Dans le monde marchand une division du travail développée est impliquée, ou plutôt se manifeste directement dans la multiplicité des valeurs d'usage qui se confrontent sous forme de marchandises spéciales, et qui réalisent autant de genres de travail divers. La division du travail, en tant que totalité de tous les modes d'occupation productifs spéciaux est l'aspect général du travail social du côté matériel, envisagé comme du travail créateur de valeurs d'usage. Or, comme tel, du point de vue des marchandises, et dans les limites du procès d'échange, il n'existe que dans son résultat, dans la spécialisation des marchandises elles-mêmes.

L'échange des marchandises est le procès dans lequel l'échange social de la matière, c'est-à-dire l'échange des produits particuliers des individus privés, crée en même temps des rapports de production sociaux déterminés où entrent les individus dans cette circulation de la matière. Les rapports évolutifs des marchandises les unes aux autres se cristallisent en déterminations distinctes de l'équivalent général, et ainsi le procès d'échange est en même temps le procès de formation de l'argent.

L'ensemble de ce procès qui se manifeste comme le mouvement de différents procès, est la *circulation*.

A. Historique de l'analyse de la marchandise.

L'analyse de la marchandise en travail sous une forme double, de la valeur d'usage en travail concret ou activité productive appliquée à un but, de la valeur d'échange en temps de travail social égal ; voilà le résultat critique définitif des recherches, poursuivies pendant plus d'un siècle et demi, de l'économie politique classique qui commence en Angleterre avec William Petty, en France avec Boisguillebert[15] et qui finit avec Ricardo en Angleterre, avec Sismondi en France.

Petty résout la valeur d'usage en travail, sans se dissimuler que la nature conditionne sa force créatrice. Le travail réel, il le conçoit d'emblée dans son ensemble social comme la *division du travail*[16]. Chez lui cette conception de la source de la richesse matérielle ne demeure pas plus ou moins stérile, ainsi que chez son compatriote Hobbes, mais elle le conduit à l'*Arithmétique Politique*, la première forme sous laquelle l'économie politique se dégage comme science indépendante.

Toutefois il prend la valeur d'échange pour ce qu'elle *paraît* être dans le procès d'échange des marchandises, pour de la monnaie, et la monnaie elle-même pour une marchandise existante, de l'or et de l'argent. Imbu des notions du système monétaire, il déclare que le genre particulier de travail concret qui procure l'or et l'argent est du travail qui crée de la valeur d'échange. Il estime, en effet, que le travail bourgeois n'a pas à produire de la valeur d'usage immédiate, mais une marchandise, une valeur d'usage capable par son aliénation de se manifester dans le procès d'échange sous forme d'or et d'argent, donc de monnaie, donc de valeur d'échange, donc de travail général matérialisé. Son exemple, d'ailleurs, est une preuve frappante que l'on peut à la fois reconnaître le travail comme la source de la richesse matérielle et méconnaître la forme sociale particulière sous laquelle le travail est source de la valeur d'échange.

Boisguillebert de son côté résout, si non de manière consciente, du moins en fait, la valeur d'échange d'une marchandise en temps de travail, en ce qu'il détermine « la juste valeur » par la proportion exacte dans laquelle le temps de travail des individus est réparti dans les différentes branches de l'industrie et qu'il représente la libre concurrence comme le procès social qui crée cette juste proportion. En même temps, et en contraste avec Petty, il combat avec fanatisme l'argent, qui, par son

intervention, trouble l'équilibre naturel ou l'harmonie de l'échange des marchandises et, Moloch fantastique, demande en sacrifice toute la richesse naturelle. Or, si d'un côté cette polémique contre l'argent se rattache à des circonstances historiques déterminées, puisque Boisguillebert fait la guerre à la passion de l'or aveuglément destructrice de la cour d'un Louis XIV[17], de ses fermiers généraux et de sa noblesse, alors que Petty exalte dans la passion de l'or l'impulsion énergétique qui pousse un peuple à développer l'industrie et à conquérir le marché universel, il se manifeste néanmoins ici le profond antagonisme de principes qui se retrouve comme un contraste permanent entre l'économie vraiment anglaise et l'économie vraiment française[18]. Boisguillebert, en effet, n'a en vue que le contenu matériel de la richesse, la valeur d'usage, la jouissance[19] ; la forme bourgeoise du travail, — la production des valeurs d'usage à titre de marchandises et le procès d'échange des marchandises, — est pour lui la forme sociale naturelle où le travail individuel atteint ce but. Lorsque le caractère spécifique de la richesse bourgeoise se révèle à lui dans l'argent, il croit alors à l'ingérence d'éléments usurpateurs étrangers et il s'empporte contre le travail bourgeois sous une de ses formes tout en l'exaltant en utopiste sous une autre[20]. Boisguillebert nous fournit la preuve que l'on peut considérer le temps de travail comme mesure de la valeur des marchandises et néanmoins confondre le travail réalisé dans la valeur d'échange des marchandises et mesuré par le temps, avec l'activité naturelle immédiate des individus.

La première analyse consciente et d'une clarté quasiment banale de la valeur d'échange, se rencontre chez un homme du nouveau monde où les rapports de production bourgeois, importés en même temps que leurs agents, poussaient rapidement dans un terrain qui compensait par une surabondance d'humus son manque de tradition historique. Cet homme est *Benjamin Franklin*, lequel dans son premier travail de jeunesse, écrit en 1719 et imprimé en 1821, formulait la loi fondamentale de l'économie politique moderne[21]. Il affirme la nécessité de chercher une autre mesure des valeurs que les métaux précieux. Cette mesure serait le travail. « Par le travail on peut mesurer la valeur de l'argent aussi bien que celle de toute autre chose. Supposons, par exemple, qu'un homme soit occupé à produire du blé, pendant qu'un autre extrait et raffine de l'argent. À la fin de l'année ou de toute autre période de temps déterminée, le produit total de blé et celui d'argent sont les prix naturels l'un de l'autre et si le produit de l'un est 20 boisseaux et celui de l'autre 20 onces, une once d'argent vaut le travail employé à la production d'un boisseau de blé. Mais que, par la découverte de mines plus proches, plus accessibles et d'un rendement

supérieur, un homme puisse produire maintenant 40 onces d'argent aussi facilement que 20 onces auparavant et que le même travail qu'autrefois soit nécessaire pour produire 20 boisseaux de blé, alors 2 onces d'argent ne vaudront pas plus que le même travail employé à la production d'un boisseau de blé, et le boisseau qui autrefois valait 1 once en vaudra 2 maintenant, *cæteris paribus*. Ainsi la richesse d'un pays doit être estimée par la quantité de travail que ses habitants peuvent acheter »[22]. À la manière des économistes, Franklin considère le travail unilatéralement, comme mesure des valeurs. La transformation des produits réels en valeurs d'échange s'entend de soi et il s'agit donc seulement de trouver une mesure pour la grandeur de la valeur. « Le commerce, dit-il, n'étant en général pas autre chose que l'échange du travail contre du travail, la valeur des choses est évaluée le plus justement par le travail »[23]. Si l'on remplace ici le mot travail par le mot travail réel, on découvre aussitôt qu'il y a confusion de travail sous une forme avec le travail sous une autre forme. Parce que le commerce, par exemple, consiste en l'échange de travail de cordonnier, de travail de mineur, de travail de tisseur, de travail de peintre, etc., est-ce que la valeur des bottes est le plus justement évaluée en travail de peintre ? Franklin pensait, au contraire, que la valeur de bottes, de produits miniers, de filés, de tableaux, etc., est déterminée par du travail abstrait qui ne possède point de qualité spéciale et par conséquent est mesurable par la simple quantité[24]. Mais il ne développe pas le travail contenu dans la valeur d'échange comme le travail général-abstrait, comme le travail social provenant de l'aliénation universelle de travaux individuels, et voit donc, à tort et nécessairement, dans la monnaie la forme d'existence immédiate de ce travail aliéné. C'est pourquoi la monnaie et le travail créateur de la valeur d'échange n'ont pas pour lui de connexité interne, la monnaie est plutôt un instrument introduit du dehors dans l'échange pour la commodité technique[25]. L'analyse de la valeur faite par Franklin demeura sans influence immédiate sur la marche générale de la science parce qu'il ne traitait que des questions spéciales de l'économie politique pour des motifs pratiques déterminés.

L'antithèse du travail utile réel et du travail créateur de valeur d'échange a exercé l'esprit de l'Europe pendant le xviii^e siècle sous la forme du problème : savoir quel genre particulier du travail réel est la source de la richesse sociale ? Il était donc sous-entendu que tout travail qui se réalise en des valeurs d'usage ou qui fournit des produits, ne crée pas par cela seul immédiatement de la richesse. Pour les physiocrates cependant, comme pour leurs adversaires, la question brûlante n'est pas de savoir quel travail crée la *valeur*, mais quel travail crée la *plus-value*. Ils

traitent donc le problème sous une forme compliquée avant de l'avoir résolu sous sa forme élémentaire. Aussi bien la marche historique de toutes les sciences ne conduit que par des chemins de travers, par des tours et détours à leurs véritables points de départ. À la différence des autres architectes, la science ne bâtit pas seulement des châteaux en l'air, mais elle construit un certain nombre d'étages habitables de l'édifice avant d'en avoir posé la pierre fondamentale. Sans nous attarder plus longtemps chez les physiocrates et laissant de côté toute une série d'économistes italiens qui, en des rencontres plus ou moins heureuses, ont pressenti l'analyse exacte de la marchandise[26], arrêtons nos regards sur le premier Breton qui ait traité du système entier de l'économie bourgeoise, sur *Sir James Steuart*[27]. Chez lui les catégories abstraites de l'économie politique sont encore en voie de séparation de leur contenu matériel et par conséquent apparaissent flottantes et diffuses, et il en va de même de celles de la valeur d'échange. En un endroit il détermine la valeur réelle par le temps de travail (what a workman can perform in a day) (ce qu'un ouvrier peut accomplir en une journée) mais à côté figurent confusément le salaire et la matière première[28]. En un autre endroit il se débat d'une manière plus pénible encore contre le contenu matériel de son sujet. La matière naturelle contenue dans une marchandise, l'argent, par exemple, dans une corbeille d'argent, il l'appelle sa *valeur intrinsèque* (intrinsic worth) tandis qu'il appelle le temps de travail qu'elle contient, sa valeur utile (useful value).

« La première, dit-il, est quelque chose de réel en soi, la valeur d'usage, par contre, doit être évaluée d'après le travail qu'elle a coûté pour la produire. Le travail appliqué à la modification de la matière représente une portion du temps d'un homme, etc. »[29]. Ce qui distingue Steuart de ses prédécesseurs et de ses successeurs, c'est qu'il différencie rigoureusement le travail spécifiquement social qui se manifeste dans la valeur d'échange et le travail réel qui a pour but des valeurs d'usage. Le travail, dit-il, qui par son aliénation crée un équivalent général (universal equivalent) je l'appelle *industrie*. Il ne distingue pas seulement le travail sous forme d'industrie du travail concret, mais encore des autres formes sociales du travail. Pour lui l'industrie est la forme bourgeoise du travail par opposition à ses formes antiques et médiévales. C'est notamment l'opposition entre le travail bourgeois et le travail féodal qui l'intéresse ; ce dernier il l'avait observé dans son déclin, tant en Écosse même que dans ses voyages étendus sur le continent. Naturellement Steuart savait fort bien qu'aux époques pré-bourgeoises aussi le produit avait revêtu la forme marchandise et la marchandise la forme monnaie, mais il démontre dans le détail que la marchandise comme forme fondamentale élémentaire de la

richesse, et que l'aliénation comme forme dominante de l'appropriation, n'appartiennent qu'à la période de production bourgeoise et que le caractère du travail qui crée la valeur d'échange est donc spécifiquement bourgeois[30]

Après que les formes particulières du travail concret, telles que l'agriculture, la manufacture, la navigation, le commerce, etc., eussent été tour à tour déclarées les véritables sources de la richesse, Adam Smith proclama le travail en général, et encore sous son aspect social total de la *division du travail*, l'unique source de la richesse matérielle ou des valeurs d'usage. Tandis qu'il néglige complètement ici l'élément naturel, celui-ci le poursuit dans la sphère de la richesse purement sociale, de la valeur d'échange. Sans doute, Adam Smith détermine la valeur de la marchandise par le temps de travail qu'elle contient, mais pour ensuite reléguer la réalité de cette détermination de la valeur dans les temps préadamites. En d'autres termes, ce qui lui paraît vrai au point de vue de la simple marchandise, devient pour lui obscur dès qu'elle est remplacée par les formes supérieures et plus compliquées du capital, du travail salarié, de la rente foncière. Il exprime cela en disant : la valeur des marchandises était mesurée par le temps de travail contenu en elles dans le *paradise lost* (paradis perdu) de la bourgeoisie où les hommes ne se confrontaient pas encore comme capitalistes, ouvriers salariés, propriétaires fonciers, fermiers, usuriers, etc., mais seulement comme simples producteurs de marchandises et échangistes de marchandises. Il confond sans cesse la détermination de la valeur des marchandises par le temps de travail qu'elles contiennent avec la détermination de leurs valeurs par la valeur du travail ; il hésite dans l'élaboration du détail et prend l'équation objective que le procès social établit violemment entre les travaux inégaux pour l'égalité de droit subjective des travaux individuels[31]. Il cherche au moyen de la division du travail à opérer le passage du travail réel au travail qui crée la valeur d'échange, c'est-à-dire au travail bourgeois dans sa forme fondamentale. Or, s'il est vrai que l'échange privé suppose la division du travail, il est faux de dire que la division du travail suppose l'échange privé. Chez les Péruviens, par exemple, le travail était extraordinairement divisé, bien qu'il ne s'y effectuât point d'échange privé, point d'échange de produits sous forme de marchandises.

À l'opposé d'Adam Smith, David Ricardo dégage nettement la détermination de la valeur de la marchandise par le temps de travail et montre que cette loi régit jusqu'aux rapports de production bourgeois qui en apparence y contredisent le plus. Les recherches de Ricardo se bornent exclusivement à la *grandeur de la valeur*, et en ce qui concerne celle-ci, il

pressent tout au moins que la réalisation de la loi dépend de conditions historiques déterminées. Ainsi il dit que la détermination de la grandeur de la valeur par le temps de travail ne vaut que pour les marchandises qui « peuvent être augmentées à volonté par l'industrie et dont la production est régie par une concurrence illimitée[32] ». Ce qui de fait signifie seulement, que la loi de la valeur suppose pour son complet développement la société de la grande production industrielle et de la libre concurrence, c'est-à-dire la société bourgeoise moderne. Au reste, Ricardo considère la forme bourgeoise du travail comme la forme naturelle et éternelle du travail social. Chez lui, le pêcheur primitif et le chasseur primitif échangent aussitôt poissons et gibier en possesseurs de marchandises, proportionnellement au temps de travail réalisé dans ces valeurs d'échange. À cette occasion il commet un anachronisme en ce que, pour évaluer leurs instruments de travail, le pêcheur et le chasseur primitifs consultent les tableaux d'annuités ayant cours en 1817 à la Bourse de Londres. Les « Parallélogrammes de M. Owen » paraissent être l'unique forme de la société qu'il ait connue en dehors de la forme bourgeoise. Quoiqu'enveloppé dans cet horizon bourgeois, Ricardo dissèque l'économie bourgeoise — laquelle est tout autre dans ses profondeurs qu'elle n'apparaît à la surface — avec une acuité théorique telle que Lord Brougham a pu dire de lui : « M. Ricardo seemed as if he had dropped from another planet » (M. Ricardo paraissait être tombé d'une autre planète). Sismondi, dans une polémique directe avec Ricardo, appuie sur le caractère spécifiquement social du travail créateur de la valeur d'échange[33], en même temps qu'il remarque que le « caractère de notre progrès économique » est de réduire la grandeur de la valeur au temps de travail *nécessaire*, « au rapport entre le besoin de toute la société et la quantité de travail qui suffit pour satisfaire ce besoin »[34]. Sismondi n'est plus embarrassé par la notion de Boisguillebert, que le travail créateur de valeur d'échange est falsifié par l'argent, mais, comme Boisguillebert dénonçait l'argent, il dénonce le grand capital industriel. Si, avec Ricardo, l'économie politique tire sans crainte ses dernières conséquences et s'achève ainsi, Sismondi parachève cet achèvement en ce qu'il représente les doutes qu'elle a d'elle-même.

Comme Ricardo, en donnant à l'économie politique sa forme achevée, a le plus nettement formulé et développé la détermination de la valeur d'échange par le temps de travail, c'est naturellement sur lui que se concentre la polémique des économistes. Si l'on dépouille cette polémique de sa forme souvent inepte[35] elle se résume dans les points suivants :

1° Le travail lui-même a une valeur d'échange et des travaux différents

ont des valeurs d'échange différentes. Faire de la valeur d'échange la mesure de la valeur d'échange est un cercle vicieux, puisque la valeur d'échange qui sert à mesurer, aura besoin à son tour d'une mesure. Cette objection se résout dans le problème : donné le temps de travail comme mesure immanente de la valeur d'échange, sur cette base développer le salaire ouvrier. La doctrine du travail salarié fournit la réponse.

2° Si la valeur d'échange d'un produit est égale au temps de travail qu'il contient, la valeur d'échange d'un jour de travail est égale à son produit. Ou le salaire du travail doit être égal au produit du travail[36]. Or, c'est le contraire qui est le cas. Ergo. Cette objection se résout dans le problème : comment la production, sur la base de la valeur d'échange créée par le seul temps de travail, conduit-elle au résultat que la valeur d'échange du travail est moindre que la valeur d'échange de son produit. Nous résoudrons ce problème dans l'étude du capital.

3° Les prix de marché des marchandises tombent au-dessous ou s'élèvent au-dessus de leur valeur d'échange suivant le rapport changeant de l'offre et de la demande. *C'est pourquoi* la valeur d'échange des marchandises est déterminée par le rapport de l'offre et de la demande et non par le temps de travail contenu en elles. Cette singulière conclusion ne fait que soulever la question : comment, sur la base de la valeur d'échange, un prix de marché différent d'elle se développe-t-il, ou, plus exactement : comment la loi de la valeur d'échange ne se réalise-t-elle que dans son propre contraire. Ce problème est résolu dans la théorie de la concurrence.

4° La dernière contradiction et la plus frappante en apparence lorsqu'elle n'est pas, comme à l'ordinaire, exposée sous forme d'exemples bizarres, est celle-ci : si la valeur d'échange n'est rien autre chose que le temps de travail contenu dans une marchandise, comment des marchandises qui ne contiennent point de travail peuvent-elles posséder de la valeur d'échange ou, en d'autres termes, d'où vient la valeur d'échange de simples forces de la nature ? Ce problème est résolu dans la théorie de la rente foncière.

CHAPITRE II

LA MONNAIE OU LA CIRCULATION SIMPLE

Dans un débat parlementaire sur les *Bank-Acts* de sir Robert Peel, introduits en 1844 et 1845, Gladstone faisait remarquer que l'amour lui-même n'a pas tourné la tête à plus de personnes que ne l'a fait la spéculation sur l'essence de l'argent. Il parlait de Bretons aux Bretons. Les Hollandais, au contraire, gens qui, au mépris des doutes de Petty, ont de tout temps possédé un esprit « divin » pour les spéculations d'argent, n'ont jamais perdu l'esprit dans la spéculation sur l'argent.

On a surmonté la difficulté capitale de l'analyse de la monnaie dès qu'on a compris qu'elle tire son origine de la marchandise elle-même. Cela posé, il ne s'agit plus que de concevoir nettement ses formes déterminées particulières, ce que rend quelque peu difficile le fait que tous les rapports bourgeois dorés ou argentés apparaissent comme des rapports monétaires et que la forme monnaie, par conséquent, semble posséder un contenu infiniment diversifié qui lui est étranger.

Dans l'étude suivante il convient de retenir qu'il ne s'agit que des formes de la monnaie qui naissent immédiatement de l'échange des marchandises et non des formes qui appartiennent à un stade plus élevé du procès de production, comme par exemple la monnaie de crédit. Dans un but de simplification l'or est partout supposé la marchandise monnaie.

I. Mesure des valeurs.

Le premier procès de la circulation est pour ainsi dire un procès théorique préparatoire pour la circulation réelle. Les marchandises qui existent comme valeurs d'usage se créent tout d'abord la forme sous laquelle elles *apparaissent* idéalement les unes aux autres comme valeur d'échange, comme des quanta déterminés de temps de travail *général* matérialisé.

Le premier acte nécessaire de ce procès consiste, nous l'avons vu, en ce que les marchandises excluent une marchandise spécifique, mettons l'or,

comme matière immédiate du temps de travail ; général, ou équivalent général. Revenons un instant à la forme sous laquelle les marchandises transforment l'or en monnaie.

1 tonne de fer	= 2 onces d'or,
1 quarter de blé	= 1 once d'or,
1 quintal de café	= 1/4 once d'or,
1 quintal de potasse	= 1/2 once d'or,
1 tonne de bois	= 1 1/2 onces d'or,
y marchandise	= x once d'or.

Dans cette série d'équations le fer, le blé, le café, la potasse, etc., se manifestent les uns aux autres comme matière de travail uniforme, c'est-à-dire comme du travail matérialisé en or, dans lequel toute particularité des travaux réels représentés dans leurs différentes valeurs d'usage est complètement éliminée. En tant que valeur, ils sont identiques, matière du *même* travail ou la même matière de travail, or. En tant que matière uniforme du même travail, ils ne montrent qu'une différence, une différence quantitative ; ce sont des valeurs de grandeurs différentes parce que leurs valeurs d'usage contiennent un temps de travail *inégal*. En tant que marchandises isolées, ils se rapportent les uns aux autres comme matérialisation du temps de travail général, en se rapportant au temps de travail général lui-même comme à une marchandise exclue, l'or. Le même rapport évolutif par où ils représentent les uns pour les autres des valeurs d'échange, représente le temps de travail contenu dans l'or comme du temps de travail général dont un quantum donné s'exprime en des quantités différentes de fer, de blé, de café, etc., bref, s'exprime dans les valeurs d'usage de toutes les marchandises ou se déroule immédiatement dans l'interminable série des équivalents des marchandises. Comme toutes les marchandises expriment leurs valeurs d'échange en or, l'or exprime immédiatement sa valeur d'échange dans toutes les marchandises. En se donnant à elles-mêmes les unes pour les autres la forme de la valeur d'échange, les marchandises donnent à l'or la forme d'équivalent général ou de monnaie.

C'est parce que *toutes* les marchandises mesurent leurs valeurs d'échange en or, suivant le rapport de proportion dans lequel une quantité déterminée d'or et une quantité déterminée de marchandises contiennent la même durée de temps de travail, que l'or devient *mesure des valeurs*, et ce n'est qu'en vertu de cette fonction de mesure des valeurs dans laquelle sa

propre valeur se mesure directement dans le cercle entier des équivalents des marchandises, qu'il devient équivalent général ou monnaie. D'autre part, la valeur d'échange de toutes les marchandises s'exprime maintenant en or. Il faut distinguer dans cette expression un moment qualitatif et un moment quantitatif. La valeur d'échange de la marchandise existe comme matière du même temps de travail homogène ; la grandeur de valeur de la marchandise est représentée complètement, car dans le rapport de proportion où les marchandises sont mises en équation avec l'or, elles sont mises en équation les unes avec les autres. D'un côté apparaît le caractère *général* du temps de travail qu'elles contiennent, d'un autre côté apparaît la quantité de ce temps de travail dans leur équivalent d'or. La valeur d'échange des marchandises, exprimée ainsi à la fois comme équivalence générale et comme degré de cette équivalence dans une marchandise spécifique ou dans une seule équation des marchandises avec une marchandise spécifique, c'est la *prix*. Le prix est la forme métamorphosée sous laquelle la valeur d'échange des marchandises *apparaît* dans l'enceinte du procès de circulation.

Par le même procès donc par lequel les marchandises représentent leurs valeurs comme prix or, elles représentent l'or comme mesure des valeurs et partant comme monnaie. Si elles mesuraient universellement leurs valeurs en argent, on blé ou en cuivre et les représentaient, par conséquent, comme prix or, prix blé ou prix cuivre, argent, blé et cuivre deviendraient, mesure des valeurs et par là équivalent général. Pour qu'elles apparaissent dans la circulation sous l'orme de prix, les marchandises de la circulation sont supposées des valeurs d'échange. L'or ne devient mesure des valeurs que parce que toutes les marchandises estiment en lui leur valeur d'échange. Or, l'universalité de ce rapport évolutif, d'où seul l'or tire son caractère de mesure, présuppose que chaque marchandise isolée se mesure en or, proportionnellement au temps de travail contenu dans l'un et l'autre, donc que la véritable mesure entre marchandise et or est le travail lui-même ; ou que marchandise et or sont mis en équation comme valeurs d'échange par le troc direct. Nous ne pouvons dans la sphère de la circulation simple exposer comment cette mise en équation s'opère pratiquement. Mais il est évident que dans les pays qui produisent de l'or et de l'argent, un temps de travail déterminé s'incorpore directement dans un quantum d'or et d'argent déterminé, tandis que dans les pays qui ne produisent ni or ni argent on obtient le même résultat par un détour, par un échange direct ou indirect des marchandises du pays, c'est-à-dire d'une portion déterminée de travail national moyen contre un quantum déterminé du temps de travail concrété en or et en argent, des pays miniers. Pour

pouvoir servir de mesure des valeurs, l'or doit être virtuellement une valeur *variable*, puisque c'est seulement comme du temps de travail incorporifié que l'or peut devenir l'équivalent d'autres marchandises et que le même temps de travail se réalise, suivant la variation des forces productives du travail réel, en volumes inégaux des mêmes valeurs d'usage. Quand on évalue toutes les marchandises en or, de même que quand on représente la valeur d'échange de chaque marchandise dans la valeur d'usage d'une autre, il est supposé que l'or à un moment donné représente un quantum donné de temps de travail. Quant au changement de la valeur de l'or, il est régi par la loi des valeurs d'échange développée plus haut. Si la valeur des marchandises reste constante, une hausse générale de leur prix n'est possible que s'il y a baisse de la valeur de l'or. Si la valeur de l'or reste constante, une hausse générale des prix n'est possible que s'il y a hausse des valeurs d'échange de toutes les marchandises. C'est l'inverse dans le cas d'une baisse générale des prix des marchandises. Que la valeur d'une once d'or baisse ou hausse parce que le temps de travail nécessaire pour sa production aura varié, elle baisse ou hausse *uniformément* pour toutes les marchandises et, par conséquent, elle représente vis-à-vis de toutes, après comme avant, un temps de travail d'une grandeur donnée. Les mêmes valeurs d'échange s'estiment maintenant en quanta d'or plus grands ou plus petits qu'auparavant, mais elles s'estiment par rapport à leurs grandeurs de valeur et conservent donc le même rapport de valeur les unes aux autres. Le rapport de 2 : 4 : 8 est le même que 1 : 2 : 4 ou 4 : 8 : 16. La différente quantité d'or dans laquelle les valeurs d'échange s'estiment suivant la variation de la valeur de l'or n'empêche pas plus l'or de servir de mesure de valeur que la valeur quinze fois moindre de l'argent par rapport à l'or ne l'empêche de supplanter l'or dans cette fonction. Le temps de travail étant la mesure entre l'or et la marchandise, et l'or ne devenant mesure des valeurs qu'autant que toutes les marchandises se mesurent en lui, c'est une simple apparence du procès de la circulation qui fait croire que c'est la monnaie qui rend la marchandise commensurable^[37]. C'est plutôt la commensurabilité des marchandises comme temps de travail matérialisé, qui de l'or fait de la monnaie. L'aspect concret que revêtent les marchandises dans le procès de l'échange est celui de leurs valeurs d'usage. Équivalent général réel, elles ne le deviendront que par leur aliénation. La détermination de leur prix est leur transformation purement idéale en l'équivalent général, une équation avec l'or qu'il reste à réaliser. Mais comme dans leurs prix les marchandises ne sont transformées en or qu'idéalement, comme elles ne sont transformées qu'en or imaginaire et que leur manière d'être sous

forme de monnaie n'est pas encore réellement séparée de leur manière d'être véritable, l'or n'est transformé encore qu'en monnaie idéale, n'est encore que mesure des valeurs, et des quanta déterminés d'or ne servent encore que de dénominations pour des quanta déterminés de temps de travail. La forme déterminée sous laquelle l'or se cristallise en monnaie dépend chaque fois du mode déterminé d'après lequel les marchandises manifestent les unes aux autres leur propre valeur d'échange.

Les marchandises se confrontent maintenant sous un aspect double ; elles sont réelles en tant que valeurs d'usage, idéales en tant que valeurs d'échange. La double forme du travail qu'elles contiennent se manifeste en ce que le travail concret particulier, qui est leur valeur d'usage, existe réellement, tandis que le temps de travail général-abstrait acquiert dans le prix des marchandises une existence imaginaire où elles sont matière uniforme de la même substance de valeur et différentes seulement par la quantité.

La différence de la valeur d'échange et du prix apparaît d'un côté comme purement nominale ; le travail, dit Adam Smith, est le prix réel, la monnaie est le prix nominal des marchandises. Au lieu d'évaluer 1 quarter de blé en 30 journées de travail, on l'évalue maintenant en 1 once d'or, si 1 once d'or est le produit de 30 jours de travail. D'un autre côté, cette différence est si loin d'être une simple différence de nom qu'en elle, au contraire, sont concentrés tous les orages qui menacent la marchandise dans le procès de circulation réel. 30 jours de travail sont incorporés au quarter de blé ; il n'est donc pas besoin qu'il soit représenté en temps de travail. Mais l'or est une marchandise qui se distingue du blé et ce n'est que dans la circulation qu'il se peut constater si le quarter de blé devient réellement une once d'or, ainsi que cela est anticipé dans son prix. Cela dépend de ce que sa valeur d'usage se confirme ou non, de ce qu'il se vérifie ou non que le quantum de temps de travail qu'il contient est le quantum qu'emploie nécessairement la société pour produire un quarter de blé. La marchandise comme telle est valeur d'échange, elle a un prix. Dans cette différence entre valeur d'échange et prix il apparaît que le travail spécial, individuel, que contient la marchandise doit d'abord se manifester dans le procès de l'aliénation comme son contraire, comme du travail général-abstrait, impersonnel, — et qui n'est du travail social que sous cette forme, c'est-à-dire comme monnaie.

Qu'il soit susceptible ou non de se manifester ainsi paraît chose fortuite. Quoique dans le prix la valeur d'échange de la marchandise n'acquière qu'idéalement une existence différente d'elle, et que le caractère double du travail qu'elle contient ne soit plus qu'un mode d'expression différent ;

que, d'autre part, la matière du temps de travail général, l'or, ne se dresse plus en face de la marchandise réelle qu'à titre de mesure de valeur figurée, cependant dans l'existence de la valeur d'échange comme prix, ou de l'or comme mesure de valeur, est contenue la nécessité de l'aliénation de la marchandise contre de l'or sonnante, la possibilité de sa non-aliénation, bref, toute la contradiction qui résulte de ce que le produit est marchandise ou de ce que le travail spécial de l'individu privé doit, pour produire un effet social, se manifester dans son contraire immédiat, le travail général-abstrait. C'est pourquoi les utopistes qui veulent avoir la marchandise mais non la monnaie, la production qui repose sur l'échange privé sans les conditions nécessaires de cette production, sont conséquents lorsqu'ils « anéantissent » la monnaie non seulement sous sa forme palpable, mais déjà sous la forme éthérée et chimérique de mesure de valeurs. Dans l'invisible mesure des valeurs est embusqué l'argent solide.

Le procès par lequel l'or est devenu mesure des valeurs et la valeur d'échange est devenue prix étant supposé, toutes les marchandises ne sont plus dans leurs prix que des quanta d'or figurés de grandeurs différentes. Parce qu'elles sont de tels quanta de la même chose, de l'or, elles s'égalent, se comparent et se mesurent entre elles, et ainsi se développe d'une manière technique la nécessité de les rapporter à un quantum déterminé d'or considéré comme *unité de mesure*. Cette unité de mesure devient étalon par cela qu'elle se divise en parties aliquotes et que celles-ci de leur côté se divisent de nouveau en parties aliquotes[38]. Mais des quanta d'or comme tels se mesurent par le poids. L'étalon se trouve donc fourni déjà dans les mesures de poids générales des métaux, lesquelles dans toute circulation métallique servent aussi originellement d'étalon des prix. Par le fait que les marchandises ne se rapportent plus les unes aux autres comme des valeurs d'échange devant se mesurer par le temps de travail, mais comme des grandeurs de même dénomination mesurées en or, l'or se transforme de *mesure des valeurs* en *étalon des prix*. La comparaison entre eux des prix des marchandises comme des quanta d'or différents se cristallise ainsi dans les figures empreintes dans un quantum d'or imaginé et qui le représentent comme étalon de parties aliquotes. L'or, en tant que mesure des valeurs et en tant que étalon des prix, a une forme déterminée tout à fait différente et la confusion de l'une avec l'autre a fait éclore les théories les plus extravagantes. L'or est mesure des valeurs parce qu'il est du temps de travail matérialisé ; il est étalon des prix parce qu'il est un poids déterminé de métal, L'or devient mesure des valeurs parce qu'il est rapporté comme valeur d'échange aux marchandises comme valeurs d'échange ; dans l'étalon des prix un quantum d'or

déterminé sert d'unité à d'autres quanta d'or. L'or est mesure de la valeur parce que sa valeur est variable, il est étalon des prix parce qu'il est fixé comme unité de poids invariable. Dans ce cas comme dans tous ceux où l'on détermine la mesure de grandeurs de même dénomination, la fixité et la précision des rapports de mesure sont décisives. La nécessité de fixer un quantum d'or comme unité de mesure et de fixer des parties aliquotes comme subdivisions de cette unité a fait penser qu'un quantum d'or déterminé, dont la valeur est naturellement variable, était mis en un rapport de valeur fixe avec les valeurs d'échange des marchandises. On oubliait que les valeurs d'échange des marchandises sont transformées en quanta d'or avant que l'or se développe comme étalon des prix. Quelles que soient les variations de la valeur de l'or, des quanta différents d'or représentent toujours entre eux le même rapport de valeur : si la valeur de l'or tombait de 1.000 %, 12 onces d'or auraient après comme avant une valeur 12 fois plus grande qu'une once d'or, et dans les prix il ne s'agit que du rapport entre eux de différents quanta d'or. Comme, d'autre part, une once d'or ne change pas de poids parce que sa valeur hausse ou baisse, le poids de ses parties aliquotes ne change pas davantage et c'est ainsi que l'or comme étalon fixe des prix rend toujours le même service, quelle que soit la variation de sa valeur[39].

Ainsi que le comporta un procès historique que nous expliquerons plus loin par la nature de la circulation métallique, le même nom de poids fut conservé pour un poids variant et diminuant toujours des métaux précieux dans leur fonction d'étalon des prix. Ainsi le pound sterling anglais désigne un tiers de moins que son poids original ; le pound avant l'Union ne désignait plus que 1/36, la livre française 1/74, le maravedi espagnol moins que 1/1.000, le reis portugais une proportion bien plus petite encore. C'est ainsi que les noms monétaires des poids des métaux se séparèrent historiquement de leurs noms de poids généraux[40]. La détermination de l'unité de mesure, de ses parties aliquotes et des noms de celles-ci, étant d'une part purement conventionnelle et devant, d'autre part, posséder dans la circulation le caractère d'universalité et de nécessité, il fallait que cette détermination devînt *légale*. L'opération purement formelle échut donc en partage aux gouvernements[41]. Le métal déterminé qui servait de matière à la monnaie était socialement donné. Dans différents pays l'étalon légal des prix est naturellement différent. En Angleterre, par exemple, l'once comme poids de métal est divisée en pennyweights, grains et carats troy, mais l'once d'or comme unité de mesure de la monnaie est divisée en 3 7/8 sovereigns, le sovereign en 20 shillings, le shilling en 12 pence, en sorte que 100 livres d'or à 22 carats (1.200 onces) = 4.672 sovereigns et 10

shillings. Sur le marché mondial cependant où les frontières disparaissent ces caractères nationaux des mesures de la monnaie disparaissent de nouveau et cèdent aux mesures de poids générales des métaux.

Le prix d'une marchandise ou le quantum d'or dans lequel elle est idéalement métamorphosée, s'exprime maintenant dans les noms monétaires de l'étalon d'or. Au lieu de dire le quarter de blé est égal à une once d'or, on dirait, en Angleterre, il est égal à 3 £ 17 s. 10 1/2 d. Tous les prix s'expriment ainsi dans les mêmes dénominations. La forme spéciale que donne aux marchandises leur valeur d'échange est transformée en *noms monétaires* dans lesquels elles s'entredisent ce qu'elles valent. La monnaie de son côté devient *monnaie de compte*[\[42\]](#).

La transformation de la marchandise en monnaie de compte dans le cerveau, dans la langue, sur le papier, s'opère chaque fois qu'un genre quelconque de richesse est fixé sous le point de vue de la valeur d'échange[\[43\]](#). Cette transformation exige la matière de l'or, mais seulement comme matière figurée. Pour estimer la valeur de 1.000 ballots de coton dans un nombre déterminé d'onces d'or et pour exprimer ensuite ce nombre d'onces dans les noms de compte de l'once, en £. s. d., il n'est point besoin d'un atome d'or réel. Avant le Bank-Act (1845) de Sir Robert Peel, il ne circulait pas en Écosse une once d'or, quoique l'once d'or, et encore exprimée comme étalon de compte anglais en 3 £ 17 s. 10 1/2 d., servit de mesure légale des prix. C'est ainsi que l'argent sert de mesure des prix dans l'échange des marchandises entre la Sibérie et la Chine, quoique le commerce ne soit en fait que le commerce par troc. Pour la monnaie, en tant que monnaie de compte, il est indifférent, par conséquent, que son unité de mesure ou les fractions de celle-ci soient ou non monnayées. En Angleterre, au temps de Guillaume le Conquérant, 1 £, alors une livre d'argent pur et le shilling 1/20 d'une livre, n'existait que comme monnaie de compte, tandis que le penny, 1/240 d'une livre d'argent, était la plus forte monnaie d'argent. Dans l'Angleterre de nos jours, au contraire, il n'y a ni shillings ni pence, quoiqu'ils soient les noms des comptes légaux de parties déterminées d'une once d'or. La monnaie en tant que monnaie de compte peut en général n'exister qu'idéalement, tandis que la monnaie qui existe réellement est monnayée d'après un tout autre étalon. Ainsi dans beaucoup de colonies anglaises de l'Amérique du Nord la monnaie circulante consistait jusque bien avant dans le xviii^e siècle en espèces espagnoles et portugaises tandis que la monnaie de compte était partout la même qu'en Angleterre[\[44\]](#).

Parce que l'or, comme étalon des prix, se présente sous les mêmes noms de compte que les prix des marchandises, et qu'une once d'or, aussi bien

qu'une tonne de fer, est exprimée en 4 £ 17 s. 10 1/2 d., on a donné à ces expressions le nom de *prix de monnaie*. C'est ce qui a fait naître l'étonnante notion que la valeur de l'or pouvait être exprimée en sa propre substance et qu'à la différence de toutes les autres marchandises il recevait de l'État un prix *fixe*. On confondait la fixation des noms de monnaie de compte pour des poids d'or déterminés avec la fixation de la valeur de ces poids[45]. Quand il sert d'élément dans la détermination du prix et partant de monnaie de compte, l'or non seulement n'a pas de prix fixe, mais il n'a *aucun* prix. Pour qu'il eût un prix, pour qu'il s'exprimât dans une marchandise *spécifique* comme l'équivalent *général*, il faudrait que cette autre marchandise jouât dans le procès de circulation le même rôle exclusif que l'or. Mais deux marchandises qui excluent toutes les autres marchandises s'excluent mutuellement. Partout donc où argent et or se maintiennent légalement à titre de monnaie, donc à titre de mesure de valeur, on a toujours essayé en vain de les traiter comme *une seule et même matière*. Supposer que la même quantité de travail se matérialise immuablement dans la même proportion d'or et d'argent, c'est supposer en fait que l'argent et l'or sont la même matière et qu'un quantum donné d'argent, du métal qui a une valeur moindre, est une fraction immuable d'un quantum donné d'or. Depuis le règne d'Edouard III jusqu'aux temps de Georges II, l'histoire de l'argent en Angleterre se déroule en une série continue de perturbations nées de la collision entre le rapport de la valeur légale de l'argent et de l'or et les oscillations de leur valeur réelle. Tantôt c'était l'or qui était estimé trop haut, tantôt c'était l'argent. Le métal estimé au-dessous de sa valeur était soustrait à la circulation, refondu et exporté. Le rapport de valeur des deux métaux était de nouveau légalement changé ; mais, comme l'ancienne, la valeur nominale entraînait en conflit avec le rapport de valeur réel. À notre époque même, une baisse faible et passagère de l'or par rapport à l'argent provenant d'une demande d'argent dans l'Inde et dans la Chine, a produit en France le même phénomène sur la plus grande échelle, exportation de l'argent et son remplacement par l'or dans la circulation. Pendant les années 1855, 1856 et 1857, l'importation de l'or en France dépassa son exportation de 41.580.000 £, tandis que l'exportation de l'argent dépassa son importation de 14.740.000. En fait, dans les pays comme la France où les deux métaux sont des mesures de valeur légales et ont tous deux un cours forcé, de façon que chacun peut payer à volonté, soit avec l'un, soit avec l'autre, le métal en hausse porte un *agio* et mesure son prix, comme toute autre marchandise, dans le métal surfait, tandis que ce dernier est employé seul comme mesure de valeur. Toute l'expérience fournie par l'histoire sur ce terrain se réduit simplement

à ce fait que là où deux marchandises remplissent légalement la fonction de mesure de valeur, il n'y en a jamais en réalité qu'une seule qui l'exerce[46].

B. Théories de l'unité de mesure de la monnaie.

Le fait que les marchandises dans les prix ne sont transformées qu'idéalement en or, que l'or, par suite, n'est transformé qu'idéalement en monnaie, a donné lieu à la doctrine de l'*unité de mesure idéale de la monnaie*. Parce que dans la détermination du prix il n'y a que de l'or et de l'argent figurés, parce que l'or et l'argent ne fonctionnent que comme monnaie de compte, on a soutenu que les noms, livre, shilling, pence, thaler, franc, etc., au lieu de désigner des fractions de poids d'or ou d'argent ou du travail matérialisé d'une manière quelconque, désignaient plutôt des atomes de valeur idéaux. Quand donc la valeur d'une once d'argent monterait, c'est qu'elle contiendrait plus de ces atomes et devrait être monnayée en un nombre plus grand de shillings. Cette doctrine date de la fin du xvii^e siècle et on l'a fait valoir de nouveau pendant la dernière crise commerciale en Angleterre ; on l'a même développée au parlement dans deux rapports spéciaux formant l'appendice au rapport du comité de la Banque qui siégeait en 1858.

Lors de l'avènement de Guillaume III, le prix monétaire d'une once d'argent était de 5 s. 2 d. : on nommait penny $\frac{1}{62}$ d'une once d'argent et shilling 12 de ces pence. Conformément à cet étalon, un poids d'argent de 6 onces, par exemple, était monnayé en 31 pièces portant le nom de shilling. Mais le *prix de marché* de l'once d'argent dépassa son prix monétaire de 5 s. 2 d. et s'éleva à 6 s. 3 d., c'est-à-dire que, pour acheter une once d'argent brut, il fallait payer 6 s. 3 d. Comment le prix de marché d'une once d'argent pourrait-il s'élever au-dessus de son prix monétaire, si le prix monétaire n'était que le nom de compte des parties aliquotes d'une once d'argent. La solution de l'énigme était facile. Des 56.000.000 £ de monnaie d'argent circulant alors, 4 millions étaient usés, rognés, altérés. Une expérience qui fut faite, démontra que 5.700 £ en argent, qui auraient dû peser 220.000 onces, ne pesaient que 141.000 onces. La Monnaie continuait de frapper suivant le même étalon, mais les shillings légers qui circulaient réellement représentaient des parties aliquotes de l'once plus petites que celles qu'indiquait leur nom. Il fallait donc payer sur le marché une quantité supérieure de ces shillings, devenus plus légers, pour une once d'argent brut. Quand, par suite de la perturbation ainsi produite, on se

fut décidé à faire une refonte générale, *Lowndes*, le *secretary to the treasury*, déclara que la valeur de l'once d'argent ayant augmenté, on devait dorénavant la monnayer en 6 s. 3 d. et non en 5 s. 2 d. comme par le passé. Il affirmait donc en fait que parce que la valeur de l'once avait augmenté, la valeur de ses parties aliquotes avait diminué. Mais sa fausse théorie ne servait qu'à prôner un but pratique juste. Les dettes de l'État avaient été contractées en shillings légers, devait-on les payer en shillings forts ? Au lieu de dire, remboursez 4 onces d'argent là où nominalement vous en avez reçu 5, mais, en réalité, 4 onces seulement, il disait inversement : payez 5 onces d'argent nominalement, mais réduisez le contenu métallique à 4 onces et nommez shilling ce que jusqu'ici vous avez nommé 4/5 d'un shilling. Pratiquement *Lowndes* s'en tenait donc au contenu métallique, tandis qu'en théorie il s'attachait au nom de compte. Ses adversaires qui ne retenaient que le nom de compte et qui déclaraient qu'un shilling trop léger de 25 à 30% était identique à un shilling de poids fort, prétendaient, au contraire, ne s'en tenir qu'au contenu métallique.

John Locke qui défendait la nouvelle bourgeoisie sous toutes les formes, les industriels contre les classes ouvrières et les indigents, les usuriers commerçants contre les usuriers à l'ancienne mode, les aristocrates de la finance contre les débiteurs de l'État et qui, dans un ouvrage spécial, avait démontré que l'entendement bourgeois est l'entendement humain normal, releva aussi le gant jeté par *Lowndes*. *John Locke* l'emporta ; et l'argent emprunté à 10 ou 14 shillings la guinea fut remboursé en guineas de 20 shillings[47]. Sir *James Steuart* résume ironiquement toute la transaction dans ces termes : « Le gouvernement a gagné considérablement sur les impôts, les créanciers sur le capital et les intérêts, et la nation, la dupe principale, était fort aise parce que son *standard* (l'étalon de leur propre valeur) n'avait pas été déprécié[48]. *Steuart* pensait qu'avec le développement commercial futur, la nation se montrerait plus maligne. Il faisait erreur. Environ 120 ans après le même *quid pro quo* se renouvela.

Il était dans l'ordre que l'évoque Berkeley, le représentant d'un idéalisme mystique dans la philosophie anglaise, donnât une tournure théorique à la doctrine de l'unité de mesure idéale de l'argent, ce qu'avait négligé de faire le pratique *secretary to the treasury*. Il demande : Est-ce que les noms livre, *pound sterling*, *crown*, etc., ne doivent pas être considérés comme de simples *noms de rapport* ? (savoir, le rapport de la valeur abstraite comme telle). Est-ce que l'or, l'argent ou le papier sont autres choses que de simples billets ou marques pour le compter, l'enregistrer et le transmettre ? (le rapport de la valeur). Le *pouvoir* de commander à l'industrie d'autrui (le travail social) n'est-ce pas la

richesse ? Et la monnaie est-elle en fait autre chose que la marque ou le signe de la transmission ou de l'enregistrement d'un tel pouvoir et faut-il ajouter une grande importance à la matière dont ces marques sont composées[49] ? » Ici il y a confusion d'une part entre la mesure des valeurs et l'étalon des prix et, d'autre part, entre l'or et l'argent en tant que mesure et en tant que moyen de circulation. De ce que les métaux précieux peuvent dans l'acte de la circulation être remplacés par des marques, Berkeley conclut que ces marques, de leur côté, ne représentent rien, c'est-à-dire représentent l'abstrait concept de valeur.

La doctrine de l'unité de mesure idéale de l'argent est si pleinement développée par Sir James Steuart que ses successeurs — successeurs inconscients, puisqu'ils ne le connaissent pas — ne trouvent ni un tour de phrase nouveau ni même un exemple nouveau. « La monnaie de compte, dit-il, n'est rien qu'un étalon arbitraire de parties égales, inventé pour mesurer la valeur relative d'objets à vendre. La monnaie de compte diffère totalement de l'argent monnayée (money coin) qui est le prix[50] et pourrait exister sans qu'il existât au monde une substance qui serait son équivalent proportionnel pour toutes les marchandises. La monnaie de compte rend le même service à l'égard de la valeur des objets que les degrés, minutes, secondes, etc., rendent à l'égard des angles ou des échelles pour cartes géographiques, etc. Dans toutes ces inventions la même dénomination est toujours prise comme unité. De même que l'utilité de toutes ces inventions est limitée à l'*indication de la proportion*, il en est ainsi de l'unité de l'argent. Elle ne peut donc pas avoir une proportion immuablement déterminée vis-à-vis d'une partie quelconque de la valeur, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas être fixée en un quantum déterminé d'or, d'argent ou de n'importe quelle autre marchandise. L'unité une fois donnée, on peut s'élever par la multiplication jusqu'à la valeur la plus grande. Comme la valeur des marchandises dépend d'un concours général de circonstances agissant sur elles et sur les caprices des hommes, leur valeur devrait être considérée comme changeant seulement dans leur rapport réciproque. Tout ce qui trouble et embrouille la constatation du changement de proportion au moyen d'un étalon général déterminé et immuable doit porter préjudice au commerce. L'argent n'est qu'un *étalon idéal* de parties égales. À la question : quelle doit être l'unité de mesure de la valeur d'une partie, je réponds par cette autre question : quelle est la grandeur normale d'un degré, d'une minute, d'une seconde ? Ils n'en possèdent point, mais dès qu'une partie en est déterminée le reste tout entier, conformément à la nature d'une échelle, doit suivre proportionnellement. De ce genre de monnaie nous avons deux exemples.

La banque d'Amsterdam nous offre un exemple de l'un et la côte d'Angola de l'autre[51]. »

Steuart s'en tient simplement au rôle que joue la monnaie dans la circulation titre d'*étalon des prix* et de *monnaie de compte*. En effet, si des marchandises différentes sont cotées dans le prix courant à 15 s., 20 s., 36 s. respectivement, ce n'est ni le contenu en argent ni le nom de shilling qui m'intéressent lorsqu'il s'agit de comparer la grandeur de leur valeur. Les rapports numériques 15, 20, 36 disent tout maintenant et le nombre 1 est devenu l'unique unité de mesure. Seule la proportion numérique abstraite elle-même est l'expression purement abstraite de la proportion. Pour être conséquent il eut donc fallu que Steuart abandonnât non seulement l'or et l'argent, mais encore leurs noms de baptême légaux. Ne comprenant pas la transformation de la mesure des valeurs en étalon des prix, il croit naturellement que le quantum d'or déterminé qui sert d'unité de mesure n'est pas rapporté comme mesure à d'autres quanta d'or, mais à des valeurs comme telles. Parce que les marchandises, grâce à la transformation de leurs valeurs d'échange en prix, paraissent des grandeurs de même nom, il nie la qualité de la mesure qui les réduit à la même dénomination, et parce que dans cette comparaison de différents quanta d'or, la grandeur du quantum d'or servant d'unité de mesure est de convention, il nie qu'elle doive être fixée en général. Au lieu d'appeler 1/360 partie d'un cercle, degré, il peut appeler 1/180 partie, degré ; l'angle droit serait mesuré alors par 48 degrés au lieu de l'être par 90 degrés ; les angles aigus et obtus d'une manière correspondante. La mesure de l'angle resterait néanmoins, après comme avant, premièrement, une figure mathématique déterminée qualitativement, le cercle ; deuxièmement, une section de cercle déterminée quantitativement. En ce qui concerne les exemples économiques de Steuart, il s'enferme avec l'un et ne prouve rien avec l'autre. La monnaie de banque d'Amsterdam n'était effectivement que le nom de compte des doublons espagnols qui, grâce à leur paresseux stationnement dans les caveaux de la Banque, conservaient grassement leur poids fort alors que la remuante monnaie courante s'était amenuisée dans l'âpre frottement avec le monde extérieur. Pour ce qui est des idéalistes africains, il nous faut les abandonner à leur sort, en attendant que des voyageurs critiques nous donnent sur eux de plus amples renseignements[52]. On pourrait qualifier de monnaie approximativement idéale, au sens de Steuart, l'assignat français : *Propriété nationale. Assignat de 100 francs*. Il est vrai que la valeur d'usage que devait représenter l'assignat était ici spécifiée : à savoir les terres confisquées ; mais on avait oublié la détermination quantitative de l'unité de mesure, et

« franc », par conséquent, était un mot vide de sens. Combien de terre était représentée par l'assignat d'un franc, cela dépendait du résultat des enchères publiques. Dans la pratique pourtant, l'assignat d'un franc circulait comme signe de valeur de la monnaie argent et c'est à cet étalon d'argent que se mesurait sa dépréciation.

L'époque de la suspension des paiements en espèces par la Banque d'Angleterre fut à peine plus féconde en bulletins de guerre qu'en théories de l'argent. La dépréciation des billets de banque et l'élévation du prix de marché de l'or au-dessus de son prix monétaire ranimèrent chez certains défenseurs de la banque la doctrine de la mesure monétaire idéale. Pour cette vue confuse *Lord Castlereagh* trouva l'expression confuse classique. Il donna de l'unité de mesure de la monnaie cette définition : *A sense of value in reference to currency as compared with commodities*. Quand les circonstances, quelques années après la paix de Paris, permirent la reprise des paiements en espèces, la même question que *Lowndes* avait provoquée sous *Guillaume III* fut posée de nouveau sous une forme à peine modifiée. Une dette publique énorme et une masse de dettes particulières, d'obligations fermes, etc., accumulées pendant plus de vingt ans, avaient été contractées en billets de banque dépréciés. Devait-on les payer en billets de banque dont 4672 £ 10 s. représentaient non pas nominalement mais réellement 100 livres d'or à 22 carats. *Thomas Attwood*, un banquier de Birmingham, entra en scène comme *Lowndes redivivus*. Nominalelement les créanciers devaient recevoir autant de shillings qu'on en avait nominalement empruntés, mais si 1/78 d'once d'or, selon l'ancien titre de monnaie, s'appelait shilling, on devait maintenant baptiser du nom de shilling, mettons 1/90 d'once. Les adhérents d'*Attwood* sont connus comme les *little Shillingmen* de l'école de Birmingham. La querelle sur la mesure monétaire idéale, commencée en 1819, se continuait toujours entre *Sir Robert Peel* et *Attwood* dont la sagesse propre, pour autant qu'elle s'exerce sur la monnaie dans sa fonction de mesure, se résume et s'épuise dans la citation suivante : « Dans sa polémique avec la Chambre de Commerce de Birmingham, *Sir Robert Peel* demande : Que représentera votre billet d'une livre ? Qu'est-ce qu'une livre ? — Inversement, que devons-nous comprendre par l'unité de mesure actuelle de la valeur ? — Est-ce que 3 £ 17 s. 10 1/2 d. signifient une once d'or ou bien sa valeur ? Si c'est l'once, pourquoi ne pas appeler les choses par leur nom et au lieu de dire £. s. d. pourquoi ne pas dire ounce, penny weight et grain ? Alors nous revenons au système du troc direct... On bien signifient-elles la valeur ? Si une once = 3 £. 17 s. 10 1/2 d. pourquoi à des époques différentes valait-elle tantôt 5 £. 4 s., tantôt 3 £. 17 s. 9 d. ?... L'expression

livre (£) se réfère à la valeur, mais non à la valeur fixée dans une partie de poids d'or invariable. La livre est une *unité idéale*... le *travail* est la substance dans laquelle se résolvent les frais de production et il donne à l'or comme au fer leur valeur relative. Quel que soit donc le *nom de compte spécial* employé pour désigner le *travail quotidien* ou *hebdomadaire d'un homme*, ce nom exprime la valeur de la marchandise produite[53]. »

Dans ces derniers mots se dissipe la brumeuse conception de la mesure monétaire idéale, et ce que proprement elle contient de pensée se fait jour. Les noms de compte de l'or, £. s. etc. seraient les noms de quantités déterminées de temps de travail. Le temps de travail étant la substance et la mesure immanente des valeurs, ces noms, en fait, représenteraient la proportion de valeur elle-même. En d'autres termes, on affirme que le temps de travail est la véritable unité de mesure de la monnaie.

Nous sortons ainsi de l'école de Birmingham, mais remarquons en passant que la doctrine de la mesure idéale de la monnaie prit une importance nouvelle dans la polémique sur la convertibilité ou la non-convertibilité des billets de banque. Si c'est l'or ou l'argent qui donnent au papier sa dénomination, la convertibilité du billet, c'est-à-dire son échangeabilité contre l'or ou l'argent demeure une loi économique, quelle que soit la loi juridique. Le billet d'un thaler prussien, bien que légalement inconvertible, serait aussitôt déprécié si dans le trafic ordinaire il valait moins d'un thaler et par suite ne serait pas convertible pratiquement. Aussi les défenseurs conséquents du papier-monnaie inconvertible en Angleterre eurent-ils recours à la mesure monétaire idéale. Si les noms de compte de la monnaie £. s., etc., sont les noms d'une somme déterminée d'atomes de valeur desquels une marchandise, au cours de l'échange avec d'autres marchandises, absorbe ou dégage tantôt plus, tantôt moins, un billet de banque anglais de £ 5. par exemple, est tout aussi indépendant de son rapport à l'or que de celui au fer et au coton. Puisque son titre aurait cessé de l'égaliser théoriquement à un quantum déterminé d'or ou de toute autre marchandise, la demande de sa convertibilité, c'est-à-dire de son équation pratique avec un quantum déterminé d'un article spécifié, serait exclue de par son concept même.

John Gray est le premier qui ait développé systématiquement la doctrine du temps de travail considéré comme unité de mesure immédiate de la monnaie[54]. Il fait certifier par une banque centrale, à l'aide de ses succursales, le temps de travail dépensé dans la production des différentes marchandises. En échange de la marchandise, le producteur reçoit un certificat officiel de sa valeur, c'est-à-dire un reçu du temps de travail que

contient sa marchandise[55] et ces billets de banque d'une semaine de travail, d'un jour de travail, d'une heure de travail, etc., servent en même temps de bon pour un équivalent de toutes les marchandises emmagasinées dans les docks de la Banque[56]. C'est là le principe fondamental appliqué avec soin dans tous les détails et appuyé partout sur des institutions anglaises établies. « Avec ce système, dit Gray, il serait en tout temps aussi facile de vendre pour de l'argent qu'il l'est présentement d'acheter avec de l'argent ; la production serait la source uniforme et intarissable de la demande[57]. Les métaux précieux perdraient leur « privilège » sur les autres marchandises et occuperaient la place qui leur appartient au marché à côté du beurre, des œufs, de la toile et du calicot, et leur valeur ne nous intéresserait pas plus que celle des diamants[58]. Devons-nous conserver notre mesure fictive des valeurs, l'or, ou bien recourir à la mesure des valeurs, le travail, et délivrer ainsi les forces productives du pays[59] ?

Puisque le temps est la mesure immanente des valeurs, pourquoi lui adjoindre une autre mesure extérieure ? Pourquoi la valeur d'échange évolue-t-elle au prix ? Pourquoi toutes les marchandises estiment-elles leur valeur dans une marchandise exclusive qui est ainsi transformée en la forme adéquate de la valeur d'échange, en monnaie ? C'était le problème qu'avait à résoudre Gray. Au lieu de le résoudre, il se figure que les marchandises peuvent être mises en rapport directement les unes avec les autres comme des produits du travail social. Or, elles peuvent se rapporter seulement les unes aux autres en qualité de marchandises. Les marchandises sont les produits immédiats de travaux privés, isolés, indépendants, lesquels dans le procès de l'échange privé doivent se confirmer comme du travail social général, autrement dit, le travail, sur la base de la production de marchandises, ne devient travail social que par l'aliénation universelle des travaux individuels. Mais on posant que le temps de travail contenu dans les marchandises est du temps de travail *immédiatement social*, Gray pose qu'il est du temps de travail commun ou du temps de travail d'individus directement associés. Alors, en fait, une marchandise spécifique, telle que l'or et l'argent, ne pourrait faire vis-à-vis aux autres marchandises comme l'incarnation du travail général ; la valeur d'échange ne deviendrait pas prix, mais aussi la valeur d'usage ne deviendrait pas valeur d'échange, le produit ne deviendrait pas marchandise et ainsi serait supprimée la base même de la production bourgeoise. Mais ce n'est nullement là la pensée de Gray. *Les produits doivent être créés comme marchandises mais ne doivent pas être échangés comme marchandises*. C'est une banque nationale que Gray charge de réaliser ce pieux désir. D'un côté, la société sous la forme de la banque

rend les individus indépendants des conditions de l'échange privé, et, d'un autre côté, elle les laisse continuer de produire sur la base de l'échange privé. Cependant la logique interne pousse Gray à nier les unes après les autres les conditions de la production bourgeoise, quoiqu'il veuille seulement « réformer la monnaie provenant de l'échange des marchandises ». Ainsi il transforme le capital en capital national[60], la propriété foncière en propriété nationale[61] et si l'on regarde sa banque de près, on découvre que non seulement elle reçoit des marchandises d'une main et délivre des certificats de travail de l'autre, mais encore qu'elle règle la production elle-même. Dans son dernier écrit : *Lectures on money*, où Gray cherche anxieusement à représenter sa monnaie de travail comme une réforme purement bourgeoise, il s'embrouille dans des contresens plus criants encore.

Toute marchandise est immédiatement de la monnaie. C'est la théorie de Gray déduite de son analyse incomplète, et partant fausse, de la marchandise. La construction « organique » de la « monnaie de travail », de la « banque nationale », des « docks de marchandises » n'est qu'une fantasmagorie où le dogme, à l'aide d'une jonglerie, est présenté comme une loi qui gouverne le monde. Sans doute le dogme qui enseigne que la marchandise est immédiatement monnaie et que le travail particulier de l'individu privé qu'elle contient est immédiatement travail social, ne devient pas une vérité parce qu'une banque y croit et opère en conformité avec cette croyance. C'est la banqueroute qui, dans ce cas, se chargerait du rôle de la critique pratique. Ce qui chez Gray demeure caché et ce qui demeure un secret pour lui-même ; à savoir que la monnaie de travail est une phrase à l'allure économique qui dissimule le pieux désir de se débarrasser de l'argent, et avec l'argent de la valeur d'échange, et avec la valeur d'échange de la marchandise, et avec la marchandise de la forme bourgeoise de la production, c'est ce qui a été affirmé sans ambages par un certain nombre de socialistes anglais qui ont écrit avant et après Gray[62]. Mais il était réservé à M. Proudhon et à son école, de prêcher sérieusement que la dégradation de l'*argent* et l'ascension au ciel de la *marchandise* est le noyau du socialisme et de résoudre ainsi le socialisme en une méconnaissance élémentaire de la connexion nécessaire entre la marchandise et la monnaie[63].

2. Moyen de circulation.

Après que la marchandise dans le procès qui détermine le prix a reçu la forme qui la rend apte à circuler et que l'or a acquis son caractère de

monnaie, la circulation fera ressortir et résoudra tout ensemble les contradictions que renfermait le procès d'échange des marchandises. L'échange réel des marchandises, c'est-à-dire l'échange social dû la matière, s'opère en une métamorphose où se déploie le caractère double de la marchandise comme valeur d'usage et comme valeur d'échange, mais où sa propre métamorphose se cristallise en même temps dans des formes déterminées de la monnaie. Décrire celle métamorphose, c'est décrire la circulation. De même que la marchandise n'est de la valeur d'échange développée que si l'on pose un monde de marchandises, avec une division du travail effectivement développée, de même la circulation suppose des actes d'échange universels et le cours ininterrompu de leur renouvellement. Il est posé ensuite que les marchandises entrent dans le procès de l'échange comme des marchandises aux *prix déterminés* ou qu'elles y *apparaissent* les unes aux autres comme des existences doubles, réelles en tant que valeurs d'usage, idéales — dans le prix — en tant que valeurs d'échange.

Dans les rues les plus animées de Londres les magasins louchent aux magasins et derrière leurs vitrines se trouvent étalées toutes les richesses de l'univers : châles indiens, revolvers américains, porcelaines chinoises, corsets parisiens, fourrures russes, épices des tropiques ; mais toutes ces choses mondaines portent au front de fatales étiquettes blanchâtres où sont gravés des chiffres arabes, suivis des caractères laconiques £. s. d. Telle la marchandise apparaît dans la circulation.

a. La métamorphose des marchandises.

Quand on le considère de plus près, le procès de la circulation présente deux formes différentes de cycles. Si nous appelons la marchandise M, l'argent A, nous pouvons exprimer ces deux formes ainsi :

$$\begin{array}{c} M — A — M \\ A — M — A. \end{array}$$

Dans cette section, nous nous occuperons exclusivement de la première forme, de la forme immédiate de la circulation des marchandises.

Le cycle M-A-M se décompose en le mouvement M-A, échange de la marchandise contre l'argent ou *vendre* ; en le mouvement opposé A-M, échange de l'argent contre la marchandise ou acheter ; et en l'unité des deux mouvements M-A-M, échanger la marchandise contre l'argent pour échanger l'argent contre la marchandise, ou *vendre* pour *acheter*. Comme résultat final, dans lequel s'éteint le procès lui-même, nous avons M-M, échange de marchandise contre marchandise, la circulation réelle de la

matière.

M-A-M, si l'on part de l'extrême de la première marchandise, représente sa transformation en or et sa retransformation d'or en marchandise, mouvement dans lequel la marchandise apparaît d'abord sous forme de valeur d'usage particulière ; puis elle dépouille cette forme et revêt celle de valeur d'échange ou d'équivalent général, sans liaison aucune avec sa manière d'être primitive ; elle dépouille encore sa dernière forme et demeure finalement une valeur d'usage réelle qui répond à des besoins particuliers. Dans cette dernière forme elle tombe de la circulation dans la consommation. L'ensemble de la circulation M-A-M est donc, en premier lieu, la série totale des métamorphoses que parcourt chaque marchandise pour devenir valeur d'usage immédiate pour son possesseur. La première métamorphose s'accomplit dans la première moitié de la circulation M-A, la seconde dans l'autre moitié A-M, et l'ensemble de la circulation forme le *curriculum vitæ* de la marchandise. Mais la circulation M-A-M n'est la métamorphose totale d'une marchandise isolée que parce qu'elle est en même temps la somme de métamorphoses unilatérales déterminées d'autres marchandises, car chaque métamorphose de la première marchandise est sa transformation en une autre marchandise, donc transformation de l'autre marchandise en elle, donc transformation bi-latérale s'accomplissant dans le même stade de la circulation. Il nous faut d'abord considérer isolément chacun des deux procès d'échange en lesquels se décompose la circulation M-A-M.

M-A, ou *vente* : M, la marchandise entre dans le procès de circulation non seulement comme une valeur d'usage particulière, par exemple, une tonne de fer, mais aussi comme une valeur d'usage d'un prix déterminé, mettons de 3 £. 17 s. 10 1/2 d., ou d'une once d'or. Ce prix qui est, d'un côté, l'exposant du quantum de temps de travail contenu dans le fer, c'est-à-dire de sa grandeur de valeur, exprime en même temps le pieux désir qu'a le fer de devenir de l'or, c'est-à-dire de faire revêtir au temps de travail que lui-même contient la forme de temps de travail social général. Si cette transsubstantiation n'aboutit pas, la tonne de fer non seulement cesse d'être marchandise mais encore d'être produit, car elle n'est marchandise que parce qu'elle est non-valeur d'usage pour son détenteur, autrement dit, son travail n'est du travail réel qu'autant qu'il est du travail utile pour autrui et il n'est utile à lui-même qu'autant qu'il est du travail général-abstrait. La tâche du fer ou de son possesseur consiste donc à découvrir dans le monde des marchandises le point où le fer attire l'or. Cette difficulté, le *salto mortale* de la marchandise, est surmontée si la vente s'effectue réellement, ainsi qu'il est supposé ici dans l'analyse de la

circulation simple. De ce que la tonne de fer par son aliénation, c'est-à-dire son passage de la main où elle est non-utilité dans la main où elle est utilité, se concrète comme valeur d'usage, elle réalise à la fois son prix, et, d'or imaginaire qu'elle était, elle devient de l'or réel. Une once d'or réel remplace maintenant le nom : once d'or ou 3 £ 17 s. 10 1/2 d., mais la tonne de fer a évacué la place. Par la vente M-A, non seulement la marchandise qui dans son prix avait été idéalement transformée en or, est transformée réellement en or, mais par le même procès, l'or qui, comme mesure des valeurs, n'était que de la monnaie idéale et de fait ne figurait que comme nom monétaire des marchandises elles-mêmes, est transformé en monnaie réelle[64]. L'or était devenu idéalement équivalent général parce que toutes les marchandises mesuraient en lui leurs valeurs, maintenant, comme produit de l'aliénation universelle des marchandises — et la vente M-A est le procès de cette aliénation générale — il devient la marchandise absolument aliénable, monnaie réelle. Mais l'or ne devient monnaie réelle dans la vente que parce que les valeurs d'échange des marchandises étaient déjà idéalement de l'or dans les prix.

Dans la vente M-A, aussi bien que dans l'achat A-M, deux marchandises se confrontent, unités de valeur d'échange et de valeur d'usage, mais dans la marchandise sa valeur d'échange n'existe qu'idéalement comme prix, tandis que dans l'or, bien qu'il soit lui-même valeur d'usage réelle, sa valeur d'usage n'existe que comme support de la valeur d'échange, donc seulement comme valeur d'usage formelle qui ne se rapporte à aucun besoin individuel réel. L'antithèse de valeur d'usage et de valeur d'échange est donc distribuée polairement au deux extrêmes de M-A, si bien que vis-à-vis de l'or la marchandise est valeur d'usage qui doit réaliser dans l'or sa valeur d'échange idéale, le prix ; et que vis-à-vis de la marchandise l'or est valeur d'échange qui doit matérialiser dans la marchandise sa valeur d'usage formelle. Seulement, par ce dédoublement de la marchandise en marchandise et en or, et par le rapport double encore et antithétique, où chaque extrême est idéalement ce que son opposé est réellement et réellement ce que son opposé est idéalement, seulement donc par la représentation des marchandises comme des opposés bi-polaires se résolvent les contradictions contenues dans leur procès d'échange.

Jusqu'ici nous avons considéré M-A comme vente, métamorphose de la marchandise en argent. Mais en nous plaçant du côté de l'autre extrême, le procès apparaît plutôt comme A-M, comme achat, métamorphose de l'argent en marchandise. La vente est nécessairement en même temps son contraire, l'achat ; c'est l'un ou l'autre suivant qu'on observe le procès d'un côté ou de l'autre. Dans la réalité le procès ne se distingue que parce

que dans M-A, l'initiative part du côté de la marchandise ou du vendeur, dans A-M du côté de l'argent ou de l'acheteur. En représentant la première métamorphose de la marchandise, sa transformation en argent, comme résultat de son parcours du premier stade de la circulation M-A, nous entendons qu'une autre marchandise s'est déjà transformée en argent et se trouve donc déjà au second stade de la circulation A-M. Nous nous engageons ainsi dans un cercle vicieux d'hypothèses. Ce cercle vicieux est la circulation elle-même. Si dans M-A, nous ne considérons pas A comme la métamorphose déjà d'une autre marchandise, nous sortons l'acte d'échange du procès de la circulation. Mais hors de celui-ci la forme M-A disparaît et il ne se trouve plus que deux marchandises différentes face à face, soit du fer et de l'or dont l'échange n'est pas un acte spécial de la circulation mais un acte du troc direct. À sa source de production, l'or est une marchandise comme toute autre marchandise. Sa valeur relative, celle du fer ou de toute autre marchandise, se manifeste ici dans les quantités dans lesquelles elles s'échangent réciproquement. Or, cette opération est prévue dans le procès de la circulation, sa valeur propre est donnée déjà dans les prix des marchandises. Rien n'est donc plus erroné que de se figurer qu'à l'intérieur du procès de circulation, l'or et la marchandise entrent dans le rapport du troc immédiat et qu'en conséquence leur valeur relative est établie par leur échange à titre de simples marchandises. S'il y a apparence que dans le procès de circulation, l'or s'échange comme simple marchandise contre des marchandises, cette apparence provient de ce que dans les prix une quantité déterminée des marchandises est déjà mise en équation avec un quantum d'or déterminé, c'est-à-dire est déjà rapportée à l'or comme monnaie, équivalent général, et *pour cette raison* immédiatement échangeable contre l'or. En tant que le prix d'une marchandise se *réalise* dans l'or, elle s'échange contre lui en qualité de marchandise, de matérialisation particulière du temps de travail ; mais en tant que c'est son prix qui se réalise dans l'or, elle s'échange contre lui comme monnaie et non comme marchandise, c'est-à-dire comme matérialisation générale du temps de travail. Dans l'un et l'autre rapport le quantum d'or contre lequel la marchandise s'échange dans le procès de circulation n'est pas déterminé par l'échange ; c'est l'échange qui est déterminé par le prix des marchandises, c'est-à-dire par sa valeur d'échange estimée en or[65].

Dans le procès de circulation l'or apparaît comme résultat de la vente M-A. Mais M-A, vente, étant en même temps A-M, achat, il se trouve que pendant que M, la marchandise d'où part le procès, accomplit sa première métamorphose, l'autre marchandise qui la confronte comme l'autre

extrême A, accomplit sa seconde métamorphose et parcourt la seconde moitié de la circulation, pendant que la première marchandise se trouve encore dans la première moitié de son cours.

L'argent, le résultat du premier procès de circulation, de la vente, est le point de départ du second. À la place de la marchandise sous sa première forme est apparu son équivalent d'or. Ce résultat peut constituer d'abord un point d'arrêt, puisque la marchandise sous cette seconde forme a une existence propre, durable. La marchandise qui, dans la main de son possesseur, n'est pas une valeur d'usage, existe maintenant sous une forme toujours utilisable parce que toujours échangeable, et ce sont les circonstances qui décident du moment et du point sur la surface du monde marchand où elle rentrera dans la circulation. Son état de chrysalide d'or forme une phase indépendante dans sa vie où elle peut demeurer plus ou moins longtemps. Tandis que dans le troc, l'échange d'une valeur d'usage particulière est immédiatement lié à l'échange d'une autre valeur d'usage particulière, le caractère général du travail, créateur de la valeur d'échange, apparaît dans la séparation et la disjonction indifférente de l'achat et de la vente.

A-M, l'achat est le mouvement inverse de M-A, et en même temps la seconde métamorphose, la métamorphose finale de la marchandise. Sous la forme d'or ou d'équivalent général, la marchandise peut être représentée immédiatement dans les valeurs d'usage de toutes les autres marchandises qui, dans leurs prix, aspirent à tout l'or à la fois comme à leur au delà, en même temps qu'ils indiquent la note qu'il doit faire sonner pour que leurs corps, les valeurs d'usage, passent du côté de la monnaie, mais que leur âme, la valeur d'échange, aille se loger dans l'or même. Le produit général de l'aliénation des marchandises est la marchandise absolument aliénable. Il n'existe plus de barrière qualitative, il n'existe plus qu'une barrière quantitative, celle de sa propre quantité ou grandeur de valeur. « On a tout avec de l'argent comptant. » Tandis que dans le mouvement M-A, la marchandise, par l'aliénation comme valeur d'usage, réalise son propre prix et la valeur d'usage de l'argent étranger, elle réalise dans le mouvement A-M, par son aliénation comme valeur d'échange, sa propre valeur d'usage et le prix de l'autre marchandise. Tandis que par la réalisation de son prix la marchandise convertit l'or en monnaie réelle, par sa retransformation elle transforme l'or en sa propre forme purement fugitive de monnaie. La circulation des marchandises supposant la division du travail développée, donc la multiplicité des besoins du producteur isolé, en rapport inverse à la particularité de son produit, l'achat, A-M, s'exprimera tantôt dans une équation avec une marchandise équivalente et

tantôt se dispersera dans une série de marchandises équivalentes, circonscrite maintenant par le cercle des besoins de l'acheteur et la grandeur de sa somme d'argent. La vente étant en même temps achat, l'achat est en même temps vente, A-M, est à la fois M-A, mais ici l'initiative appartient à l'or et à l'acheteur.

Si maintenant nous revenons à la circulation totale M-A-M, nous verrons qu'une marchandise y parcourt la série entière de ses métamorphoses. Mais en même temps qu'elle commence la première moitié de la circulation et qu'elle accomplit la première métamorphose, une seconde marchandise entre dans la seconde moitié de la circulation, accomplit sa seconde métamorphose, et sort de la circulation ; et inversement, la première marchandise entre dans la seconde moitié de la circulation, accomplit sa seconde métamorphose et sort de la circulation pendant qu'une troisième marchandise entre dans la circulation, parcourt la première moitié de son cours et accomplit la première métamorphose. La circulation totale M-A-M, qui est la métamorphose totale d'une marchandise, est donc tout ensemble le terme de la métamorphose totale d'une seconde, et le commencement de la métamorphose totale d'une troisième marchandise ; c'est une série sans commencement ni fin. Afin de distinguer les marchandises, et pour plus de clarté, désignons M, aux deux extrêmes, d'une manière différente, par exemple, M'-A-M''. Eu effet, le premier membre de M'-A suppose que A est le résultat d'un autre M-A, n'est donc lui-même que le dernier membre de M-A-M', tandis que le second membre de A-M'' est dans son résultat M''-A, donc s'annonce lui-même comme premier membre de M''-A-M''' et ainsi de suite. En outre, il apparaît que le dernier membre A-M, quoique M soit le résultat d'une seule vente, peut se représenter comme A-M' + A-M'' + A-M''' + etc., peut s'éparpiller en une masse d'achats, donc en une masse de ventes, donc en une masse de premiers membres de nouvelles métamorphoses totales de marchandises. Et puisque la métamorphose totale d'une marchandise isolée n'apparaît pas seulement comme un anneau d'une chaîne de métamorphoses sans commencement ni fin, mais d'un grand nombre de ces chaînes, le procès de circulation du monde des marchandises se manifeste — puisque chaque marchandise parcourt la circulation M-A-M — comme un pêle-mêle de chaînes infiniment enchevêtrées de ce mouvement toujours finissant et toujours recommençant sur une infinie diversité de points. Or, chaque vente ou achat particulier constitue en même temps un acte indifférent et isolé, dont l'acte complémentaire peut être séparé dans le temps et dans l'espace et n'a pas besoin de se rattacher immédiatement au premier pour lui faire

suite. Puisque chaque procès de circulation particulier, M-A ou A-M, en tant que transformation d'une marchandise en valeur d'usage et d'une autre marchandise en argent, c'est-à-dire en tant que premier et deuxième stades de la circulation, forme dans deux directions un point d'arrêt indépendant ; que, d'autre part, toutes les marchandises commencent leur seconde métamorphose sous la forme qui leur est commune, de l'équivalent général, de l'or, et se placent au point de départ de la seconde moitié de la circulation ; dans la circulation réelle un A-M quelconque se range à côté d'un M-A quelconque, le second chapitre dans la carrière d'une marchandise touche au premier chapitre d'un autre. A, par exemple, vend du fer pour 2 £, accomplit donc A-M ou la première métamorphose de la marchandise fer mais il remet l'achat à une époque ultérieure. Simultanément B, qui 15 jours plus tôt avait vendu 2 quarts de froment pour 6 £, achète avec ces mêmes 6 £ un complet chez Moses and son, et accomplit A-M, ou la seconde métamorphose de la marchandise froment. Si ces deux actes A-M et M-A ne paraissent ici que les anneaux d'une chaîne, c'est parce que une marchandise exprimée en or ressemble à une autre et que dans l'or on ne reconnaît pas s'il est du fer métamorphosé ou du froment métamorphosé. Dans le procès de circulation réel, M-A-M apparaît comme un pêle-mêle d'une infinité de membres, fortuitement juxtaposés ou se succédant, de différentes métamorphoses totales. Le procès de circulation réel n'apparaît pas comme métamorphose totale de la marchandise, comme son mouvement dans des phases opposées, mais comme un simple agrégat de nombreux achats et de ventes s'effectuant simultanément ou successivement de manière accidentelle. La fixité de forme du procès est ainsi éliminée et d'autant plus complètement que chaque acte de circulation isolé, par exemple, la vente, est en même temps son contraire, l'achat, et inversement. D'un autre côté, le procès de circulation est le mouvement des métamorphoses du monde des marchandises et partant doit le refléter aussi dans son mouvement total. Nous examinerons dans la section suivante de quelle façon il le reflète. Qu'il suffise ici de remarquer que dans M-A-M les deux extrêmes M n'ont pas le même rapport formel avec À. Le premier M est une marchandise spéciale et se rapporte à l'argent comme à la marchandise universelle, tandis que l'argent est une marchandise universelle et se rapporte au second M comme à la marchandise individuelle. M-A-M peut donc se réduire par la logique abstraite au syllogisme S-U-I où la spécialité forme le terme majeur, l'universalité le terme moyen et l'individualité le terme mineur.

Les échangistes étaient entrés dans le procès de circulation en qualité de

gardiens de marchandises. Dans l'enceinte du procès ils se confrontent sous l'aspect antithétique d'acheteur et de vendeur, l'un, pain de sucre personnifié, l'autre or personnifié. Lorsque le sucre devient or, le vendeur devient acheteur. Ces caractères sociaux déterminés n'ont point leur source dans l'individualité humaine en général, mais dans les relations d'échangistes qui existent entre des hommes qui produisent leurs produits sous la forme déterminée de marchandises. Ce sont si peu des relations purement individuelles qui s'expriment dans le rapport de l'acheteur au vendeur que l'un et l'autre n'entrent dans cette relation que pour autant que leur travail individuel est nié, c'est-à-dire devient de l'argent, parce qu'il n'est le travail d'*aucun* individu. Il est tout aussi inepte, par conséquent, de concevoir ces caractères économiques bourgeois d'acheteurs et de vendeurs comme des formes sociales éternelles de l'individualité humaine, qu'il est absurde de les déplorer parce qu'ils anéantiraient l'individualité[66].

Ce sont des manifestations nécessaires de l'individualité à un certain stade social de la production. De plus, dans l'opposition d'acheteurs et de vendeurs, la nature antagonique de la production bourgeoise s'exprime encore de façon si superficielle et si formelle que cette opposition appartient aussi à des formes de société pré-bourgeoises, puisqu'elle exige seulement que les individus se rapportent les uns aux autres comme des détenteurs de marchandises.

Si nous considérons maintenant le résultat de M-A-M, il se réduit à la permutation de la matière M-M. Marchandise a été échangée contre marchandise, valeur d'usage contre valeur d'usage, et la transformation de la marchandise en argent, ou la marchandise sous forme d'argent, ne sert que d'intermédiaire à cette permutation de la matière. L'argent apparaît ainsi comme simple *moyen d'échange* des marchandises, non pas comme moyen d'échange en général, mais moyen d'échange caractérisé par le procès de circulation, c'est-à-dire *moyen de circulation*[67].

De ce que le procès de circulation des marchandises s'éteint dans M-M et par conséquent ne paraît être que le troc effectué par l'intermédiaire de l'argent, ou de ce que M-A-M en général ne se scinde pas seulement en deux procès isolés, mais représente leur mouvante unité, vouloir conclure que c'est l'unité seule qui existe et non la séparation de l'achat et la vente, c'est là une manière de penser qu'il appartient à la logique et non à l'économie de critiquer. Comme la séparation, dans le procès de l'échange, de l'achat et de la vente, renverse les barrières — barrières locales et primitives, héréditairement pieuses, naïvement niaises — de la circulation de la matière sociale, elle est aussi la forme générale de la rupture de ses

moments connexes qui maintenant s'opposent les uns aux autres ; en un mot, c'est la possibilité générale des crises commerciales, mais seulement parce que l'antagonisme de marchandise et de monnaie est la forme abstraite et générale de tous les antagonismes contenus dans le travail bourgeois. La circulation de la monnaie peut avoir lieu sans crises, mais les crises ne peuvent pas avoir lieu sans la circulation de la monnaie. Ce qui revient à dire que là où le travail basé sur l'échange privé n'a pas évolué encore à la constitution de l'argent, il ne peut naturellement pas produire des phénomènes qui supposent le complet développement du procès de production bourgeois. Nous pouvons donc jauger la profondeur de la critique qui veut supprimer les « inconvénients » de la production bourgeoise par l'abolition du « privilège » des métaux précieux et par l'introduction d'un soi-disant « système monétaire rationnel ». Pour donner une idée, d'autre part, de l'apologétique économiste il peut suffire de citer un passage renommé pour son extraordinaire acuité. Voici ce que dit *James Mill*, le père de *John Stuart Mill*, l'économiste anglais bien connu. « Il ne peut jamais manquer d'acheteurs pour toutes les marchandises. Qui met en vente une marchandise demande à obtenir une marchandise en échange, il est donc acheteur par le seul fait qu'il est vendeur. Acheteurs et vendeurs de toutes les marchandises pris ensemble doivent donc, par une nécessité métaphysique, se faire contrepoids. S'il y a plus de vendeurs que d'acheteurs d'une marchandise, il faut qu'il y ait plus d'acheteurs que de vendeurs d'une autre marchandise[68]. » Mill établit l'équilibre par cela qu'il transforme le procès de circulation en troc direct, mais il ré-introduit, en contrebande, dans le troc direct, les figures d'acheteurs et de vendeurs empruntées au procès de circulation. Pour employer sa confusion des langues, il existe effectivement pendant certaines périodes où toutes les marchandises sont invendables, comme ce fut le cas à Londres et à Hambourg lors de la crise commerciale de 1857-58, plus d'acheteurs que de vendeurs d'une marchandise, de l'*argent*, et plus de vendeurs que d'acheteurs de *tout autre argent*, des marchandises. L'équilibre métaphysique des achats et des ventes se borne à ce fait, que chaque achat est une vente et chaque vente un achat, ce qui est une médiocre consolation pour les possesseurs de marchandises qui ne viennent pas à bout de vendre, ni par conséquent d'acheter[69].

La séparation de la vente et de l'achat rend possible, à côté du commerce proprement dit, de nombreuses transactions fictives avant l'échange définitif entre les producteurs et les consommateurs des marchandises. Elle permet à une foule de parasites de pénétrer dans le procès de production et d'exploiter cette séparation. Ce qui, encore une

fois, revient à dire, qu'avec l'argent, comme forme universelle du travail sous le système bourgeois, est donnée la possibilité du développement de ses contradictions.

b. Le cours de la monnaie.

La circulation réelle s'annonce d'abord comme une masse d'achats et de ventes s'accomplissant accidentellement côte à côte. Dans l'achat et dans la vente, la marchandise et l'or se confrontent toujours dans le même rapport, le vendeur est du côté de la marchandise, l'acheteur du côté de la monnaie. La monnaie qui sert de moyen de circulation apparaît donc toujours comme *moyen d'achat* et par là ses caractères distincts dans les phases opposées de la métamorphose des marchandises ont cessé d'être reconnaissables.

Le même acte fait passer la monnaie dans la main du vendeur et la marchandise dans la main de l'acheteur. La marchandise et la monnaie courent donc dans une direction opposée, et ce changement de place, où la marchandise passe d'un côté et la monnaie de l'autre, s'opère simultanément à un nombre de points indéterminé sur toute la surface de la société bourgeoise. Or, le premier pas que fait la marchandise dans la circulation est aussi le dernier^[70]. Qu'elle se déplace parce qu'elle a attiré l'or (M-A) ou parce qu'elle a été attirée par l'or (A-M), par ce seul mouvement, ce changement de place unique, elle tombe de la circulation dans la consommation. La circulation est un mouvement continu de marchandises, mais de marchandises toujours autres, et chaque marchandise ne se meut qu'une seule fois. Chaque marchandise commence la seconde moitié de sa circulation non comme la même marchandise mais comme une autre marchandise, comme l'or. Le mouvement de la marchandise métamorphoses est donc le mouvement de l'or. La même pièce de monnaie ou l'or identique, qui dans l'acte M-A, a une fois changé de place avec une marchandise, apparaît inversement comme le point de départ de A-M et change de place une seconde fois avec une autre marchandise. De même qu'elle a passé de la main de l'acheteur B dans la main du vendeur A, elle passe maintenant de la main de A, devenu acheteur, dans la main de C. Le mouvement formel d'une marchandise, sa transformation en monnaie et sa retransformation de monnaie en marchandise, ou le mouvement de la métamorphose totale de la marchandise, apparaît donc comme le mouvement extérieur de la même pièce de monnaie qui, à deux reprises, change de place avec deux marchandises différentes. Quelque fortuite et dispersés que soient les achats et les ventes simultanés, toujours dans la circulation réelle un

acheteur fait vis-à-vis à un vendeur, et l'argent qui se glisse à la place de la marchandise vendue a dû, avant de passer dans la main de l'acheteur, avoir déjà changé de place avec une autre marchandise. D'autre part, il passe de nouveau, tôt au tard, de la main du vendeur, devenu acheteur, dans celle d'un nouveau vendeur, et par ces déplacements réitérés il exprime l'enchaînement des métamorphoses des marchandises. Les mêmes pièces de monnaie se portent donc toujours dans une direction opposée à celle des marchandises remuées, l'une plus souvent, l'autre moins, d'un point de la circulation à l'autre et décrivent, par conséquent, un arc de circulation plus ou moins grand. Ces différents mouvements de la même pièce de monnaie ne peuvent que se succéder dans le temps et, inversement, la multiplicité et l'éparpilleraient des achats et des ventes apparaissent en un seul changement de place, s'effectuant simultanément et contiguement, des marchandises et de la monnaie.

La circulation des marchandises M-A-M, sous sa forme simple, s'accomplit par le passage de la monnaie de la main de l'acheteur dans celle du vendeur et de la main du vendeur, devenu acheteur, dans celle d'un nouveau vendeur. La métamorphose de la marchandise est par là achevée, ainsi que le mouvement de l'argent en tant qu'il en est l'expression. Mais de nouvelles valeurs d'usage continuant toujours d'être produites sous forme de marchandises et devant toujours de nouveau être jetées dans la circulation, M-A-M se répète et se renouvelle chez les mêmes échangistes. L'argent qu'ils ont dépensé en achetant, leur revient dès que de nouveau ils vendent des marchandises. Le constant renouvellement de la circulation des marchandises s'y reflète de telle sorte, que l'or non seulement roule incessamment d'une main dans une autre sur toute la surface de la société bourgeoise, mais encore décrit une somme de différents petits cycles partant d'un nombre infini de points différents et retournant aux mêmes points pour recommencer le mouvement.

Si le changement de forme des marchandises apparaît comme un simple changement de place de la monnaie, et si la continuité du mouvement de la circulation appartient entièrement à la monnaie, puisque la marchandise ne fait jamais qu'un pas dans une direction opposée à celle de la monnaie, alors que la monnaie fait toujours le second pas pour la marchandise, et dit B là où la marchandise a dit A, le mouvement tout entier a l'apparence de procéder de la monnaie. Mais dans la vente, la marchandise fait sortir la monnaie de sa position et, par conséquent, fait tout aussi bien circuler la monnaie que la monnaie fait circuler la marchandise. Parce qu'en outre, la monnaie lui fait toujours vis-à-vis comme *moyen d'achat* mais, comme tel, ne meut les marchandises qu'en réalisant leurs prix, l'entier mouvement de

la circulation prend cette apparence : que la monnaie change de place avec les marchandises en réalisant leurs prix, soit dans des actes spéciaux de la circulation s'accomplissant simultanément, côte à côte, soit successivement, en ce que la même pièce de monnaie réalise tour à tour différents prix de marchandises. Si, par exemple, nous considérons M-A-M'-A-M''-A-M''', etc., sans tenir compte des moments qualitatifs, qu'on ne démêle plus dans le procès de circulation réelle, nous ne constatons que la même monotone opération. A après avoir réalisé le prix de M, réalise successivement les prix de M'-M'' et les marchandises M'-M''-M''', etc., se mettent toujours à la place que l'argent abandonne. En réalisant leurs prix, l'argent paraît donc mettre en circulation les marchandises. Dans cette fonction où il réalise les prix, l'argent lui-même circule toujours, tantôt en changeant de place seulement, tantôt en parcourant un petit arc de circulation, tantôt en décrivant un petit cercle où le point de départ et le point d'arrivée coïncident. Lorsqu'il est moyen de circulation il a sa circulation propre. C'est pourquoi le mouvement formel des marchandises évolutives apparaît comme son propre mouvement, en tant que médiateur de l'échange des marchandises immobiles en soi. Le mouvement du procès de circulation des marchandises se manifeste donc dans le mouvement de l'or comme moyen de circulation — dans le *cours de la monnaie*.

Si les possesseurs de marchandises représentaient les produits de leurs travaux privés comme des produits du travail social en transformant un objet, l'or, en temps de travail général concrété, et partant en monnaie, maintenant leur propre mouvement universel, au moyen duquel s'opère la circulation de matière de leurs travaux, se dresse devant eux comme le mouvement particulier d'une chose, comme le cours de l'or. Pour les échangistes le mouvement social est, d'une part, une nécessité extérieure et, d'autre part, un procès purement formel qui permet à chaque individu de retirer, en échange de la valeur d'usage qu'il jette dans la circulation, d'autres valeurs d'usage de la même grandeur de valeur. L'utilité de la marchandise commence avec sa sortie de la circulation, tandis que l'utilité de l'argent, comme moyen de la circulation, consiste en ce qu'il circule. Le mouvement de la marchandise dans la circulation n'est qu'un mouvement fugitif, tandis que s'y remuer sans relâche devient la fonction de l'argent. Celle-ci, sa fonction spécifique dans la circulation, donne à l'argent, en tant que moyen de circulation, une fixité de forme nouvelle qu'il nous faut maintenant développer plus en détail.

D'abord il tombe sous le sens que le cours de la monnaie est un mouvement infiniment dispersé, puisqu'en lui se reflète l'infini éparpillement en achats et en ventes du procès de la circulation, ainsi que

la disjonction fortuite des phases intégrantes de la métamorphose des marchandises. Dans les petits circuits de la monnaie où le point de départ et le point d'arrivée coïncident, il y a, il est vrai, un mouvement en retour, un véritable mouvement circulaire, mais, d'abord, il y a autant de points de départ que de marchandises et, ensuite, par leur multiplicité indéterminée ces circuits se dérobent à tout contrôle, à tout calcul, à toute mesure. Le laps de temps entre le départ et le retour au point de départ n'est pas déterminé davantage. Aussi bien est-ce chose indifférente qu'un pareil cercle soit décrit ou non dans un cas donné. Que l'on puisse dépenser de l'argent d'une main sans qu'il doive vous en rentrer dans l'autre, c'est le fait économique le plus universellement connu. L'argent part de points variés à l'infini et revient à des points infiniment variés, mais la coïncidence du point de départ et du point d'arrivée est fortuite parce que le mouvement M-A-M n'implique pas nécessairement que l'acheteur redevient vendeur. Encore moins le cours de la monnaie représente-t-il un mouvement qui rayonne d'un centre vers tous les points de la périphérie et qui retourne de tous les points de la périphérie au centre. Le soi-disant mouvement circulaire de l'argent, dont l'image flotte devant les yeux, se réduit au fait que sur tous les points se constatent son apparition et sa disparition, son déplacement sans repos ni cesse. Dans une forme supérieure, médiate, de la circulation de l'argent, par exemple la circulation des billets, nous verrons que les conditions de l'émission de la monnaie renferment les conditions de son reflux. Dans la circulation simple, c'est, au contraire, par hasard que le même acheteur redevient vendeur. Lorsque de véritables mouvements circulaires s'y montrent à l'état chronique, ils ne sont que le reflet de procès de production plus profonds. Par exemple, le fabricant prend, le vendredi, de l'argent chez son banquier ; il le remet le samedi à ses ouvriers ; ceux-ci en dépensent aussitôt la plus grande partie chez des épiciers, etc., etc., et, le lundi, ces derniers le rapportent aux banquiers.

Nous avons vu que dans les achats et ventes multiples, s'effectuant indistinctement côte à côte, l'argent réalise simultanément une quantité donnée de prix et ne change de place avec les marchandises qu'une seule fois. D'autre part, la même pièce de monnaie, pour autant que dans son mouvement apparaît le mouvement des métamorphoses totales des marchandises et l'enchaînement de ces métamorphoses, réalise les prix de différentes marchandises et accomplit ainsi un nombre plus ou moins grand de tours. Si donc nous considérons le procès de circulation dans un pays pendant une période de temps donnée, par exemple, un jour, la masse d'or requise pour la réalisation des prix, et partant pour la circulation des

marchandises, sera déterminée par le double moment de la somme totale de ces prix et du nombre moyen des tours des mêmes pièces de monnaie. Ce nombre des tours — ou la vitesse moyenne du cours de la monnaie — est également déterminé par la vitesse moyenne avec laquelle les marchandises parcourent les différentes phases de leur métamorphose, avec laquelle ces métamorphoses s'enchaînent et avec laquelle les marchandises, qui ont parcouru leurs métamorphoses, sont remplacées dans le procès de circulation par d'autres marchandises. Tandis que par la fixation du prix, la valeur d'échange de toutes les marchandises était transformée idéalement en un quantum d'or de la même valeur, et que dans les deux actes isolés de la circulation A-M et M-A, la même somme de valeur existait sous deux formes, sous celle de marchandise et sous celle d'or, l'existence fonctionnelle de l'or comme moyen de circulation, est déterminée, non par son rapport isolé aux marchandises particulières en repos, mais par son existence mouvementée dans le monde évolutif des marchandises ; par sa fonction de représenter dans son changement de place le changement de forme des marchandises et ainsi donc de représenter par la rapidité de son changement de place la rapidité de leur changement de forme. La présence réelle dans le procès de circulation, c'est-à-dire la masse réelle d'or qui circule, est déterminée maintenant par son activité fonctionnelle dans le procès total lui-même.

La circulation de la monnaie suppose la circulation des marchandises ; la monnaie fait circuler des marchandises qui ont des prix, c'est-à-dire qui sont déjà idéalement mises en équation avec des quantités d'or déterminées. Dans la détermination du prix des marchandises, la grandeur de valeur du quantum d'or servant d'unité de mesure, ou la valeur de l'or, est supposée donnée. Cela posé, le quantum d'or requis pour la circulation est d'abord déterminé par la somme totale des prix des marchandises à réaliser. Cette somme totale est elle-même déterminée : 1° par le niveau des prix, par l'élévation ou la dépression relative des valeurs d'échange des marchandises estimées en or, et 2° par la masse des marchandises circulantes à des prix déterminés, donc par le nombre des achats et ventes à des prix donnés[\[71\]](#). Si un quarter de froment coûte 60 s., il faut deux fois autant d'or pour le faire circuler ou pour réaliser son prix, que s'il ne coûte que 30 s. La circulation de 500 quarters à 60 s. exige deux fois autant d'or que la circulation de 250 quarters au même prix. Enfin, la circulation de 10 quarters à 100 s., exige moitié moins d'or que la circulation de 40 quarters à 50 s. Il s'ensuit que la quantité d'or requise pour la circulation peut baisser malgré la hausse des prix, si la masse des marchandises qui circulent diminue en une proportion plus grande que

n'augmente la somme totale des prix, et qu'inversement la masse des moyens de circulation peut augmenter, si la masse des marchandises circulantes diminue, mais que la somme de leurs prix augmente en une proportion plus grande. Ainsi, de belles études de détail faites par des Anglais ont montré qu'en Angleterre, dans les premiers stades d'un renchérissement des céréales, la masse de l'argent circulant augmente, parce que la somme des prix de la masse diminuée des céréales est plus grande que n'était la somme des prix de la masse supérieure des céréales, mais qu'en même temps les autres marchandises continuent à circuler tranquillement, pendant un certain temps, aux anciens prix. À un stade postérieur du renchérissement des céréales la masse de l'argent diminue au contraire, soit qu'à côté des céréales il se vende moins de marchandises aux anciens prix, soit qu'il se vende autant de marchandises à des prix plus bas.

Nous avons vu que la quantité de l'argent circulant n'est pas seulement déterminée par la somme totale des prix des marchandises à réaliser, mais aussi par la rapidité avec laquelle l'argent circule ou accomplit la besogne de cette réalisation. Si le même sovereign fait le même jour 10 achats de marchandises, chaque fois au prix de 1 sovereign la marchandise, et change donc 10 fois de main, il fait exactement la même besogne que 10 sovereigns dont chacun n'aurait circulé qu'une fois en un jour^[72]. La rapidité du cours de l'or peut ainsi suppléer à sa quantité, ou la présence de l'or dans la circulation n'est pas déterminée seulement par sa présence à titre d'équivalent à côté de la marchandise, mais encore par sa présence dans le mouvement de la métamorphose des marchandises. Toutefois, la rapidité du cours de la monnaie ne supplée que jusqu'à un degré déterminé à sa quantité, puisque dans chaque période de temps donnée un nombre infini d'achats et de ventes indépendants s'effectuent côte à côte.

Si l'ensemble des prix des marchandises circulantes augmente, mais dans une proportion plus petite que ne s'accroît la vitesse du cours de la monnaie, la masse des moyens de circulation diminue. Si, inversement, la vitesse de la circulation diminue dans une plus grande proportion que ne baisse le prix total de la masse des marchandises qui circule, la masse des moyens de circulation augmentera. Quantité croissante des moyens de circulation avec une baisse générale des prix, quantité décroissante des moyens de circulation avec une hausse générale des prix, c'est là un des phénomènes les mieux constatés dans l'histoire des prix des marchandises. Mais les causes qui produisent une élévation dans le niveau des prix et une élévation plus grande encore dans le degré de la rapidité du cours de la monnaie, ainsi que le mouvement inverse, ne sont pas du domaine de la

circulation simple. En manière d'illustration on peut rappeler, que c'est pendant la période où prédomine le crédit que la vitesse du cours de la monnaie s'accroît plus rapidement que les prix des marchandises, tandis qu'avec une diminution du crédit les prix des marchandises diminuent plus lentement que la vitesse de la circulation. Le caractère superficiel et formel de la circulation simple de l'argent perçoit dans ce fait, que tous les facteurs qui déterminent le nombre des moyens de circulation, tels que : masse des marchandises circulantes, prix, hausse ou baisse des prix, nombre d'achats et de ventes simultanés, vitesse du cours de la monnaie, tous dépendent du procès de la métamorphose des marchandises, lequel lui-même dépend du caractère d'ensemble du mode de production, du chiffre de la population, du rapport entre la ville et la campagne, du développement des moyens de transport, de la division plus ou moins grande du travail, du crédit, etc., bref, de circonstances qui toutes se trouvent *hors* de la circulation simple de l'argent et qui s'y reflètent seulement.

La vitesse de la circulation étant donnée, la masse des moyens de circulation est simplement déterminée par les prix des marchandises. Les prix ne sont pas élevés ou bas parce qu'il circule plus ou moins d'or, mais il circule plus ou moins d'or parce que les prix sont bas ou élevés. C'est là une des plus importantes des lois économiques et l'avoir démontrée en détail, au moyen de l'histoire des prix des marchandises, est peut-être l'unique mérite de l'économie anglaise post-ricardienne. Si maintenant l'expérience montre que le niveau de la circulation métallique, ou la masse d'or ou d'argent qui circule dans un pays déterminé, est en effet exposé à des flux et reflux temporaires, et parfois à de très violents flux et reflux[73], mais dans l'ensemble reste le même pendant des périodes de temps assez longues, et que les écarts du niveau moyen n'aboutissent qu'à de faibles oscillations, ce phénomène s'explique simplement par la nature antagonique des conditions qui déterminent la masse d'argent qui circule. Leur modification simultanée paralyse leur effet et laisse les choses en l'état.

La loi qui établit que, étant donnée la vitesse du cours de la monnaie, ainsi que la somme des prix des marchandises, la quantité des moyens de circulation est déterminée, cette loi se peut exprimer aussi de la manière que voici : si les valeurs d'échange des marchandises et la vitesse moyenne de leurs métamorphoses sont données, la quantité d'or qui circule dépend de sa propre valeur. Conséquemment, si la valeur de l'or, c'est-à-dire le temps de travail exigé pour sa production, augmentait ou diminuait, les prix des marchandises augmenteraient ou diminueraient en rapport inverse, et à cette hausse ou baisse générale des prix, la vitesse du cours restant

constante, correspondrait une quantité d'or plus ou moins grande pour faire circuler la même quantité de marchandises. Le même changement aurait lieu si l'ancienne mesure de la valeur était supplantée par un métal d'une valeur plus grande ou moindre. Ainsi, quand la Hollande, par égard délicat pour les rentiers, et par crainte de l'effet des découvertes en Californie et en Australie, substitua la monnaie d'argent à la monnaie d'or, elle avait besoin de 14 à 15 fois plus d'argent que d'or autrefois pour faire circuler la même quantité de marchandises.

Puisque le quantum d'or qui circule dépend de la somme variante des prix des marchandises et de la vitesse variante de la circulation, il s'ensuit que la masse des moyens de circulation métallique doit être capable de contraction et d'expansion ; bref, que pour répondre au besoin du procès de circulation, l'or, en qualité d'instrument de circulation, doit tantôt entrer dans le procès, tantôt s'y soustraire. Nous verrons plus loin comment le procès de circulation lui-même réalise ces conditions.

c. Le numéraire en les espèces. Le signe de valeur.

Dans sa fonction d'instrument de circulation, l'or acquiert une façon propre, il devient le *numéraire*. Afin que son cours ne soit pas arrêté par des difficultés techniques, l'or est monnayé selon l'étalon de la monnaie de compte. Des pièces d'or dont l'empreinte et la figure annoncent qu'elles contiennent les parties de poids d'or représentées dans les noms de compte de la monnaie £, s. etc., sont du numéraire. De même que la détermination du prix du numéraire, le travail technique du monnayage incombe à l'État. Comme monnaie de compte et comme numéraire, l'argent acquiert un *caractère local et politique*, parle des langues différentes et porte des uniformes nationaux différents. La sphère où l'argent circule comme numéraire est une sphère *intérieure* de la circulation des marchandises circonscrite par les frontières d'une communauté et qui se sépare de la circulation *générale* du monde des marchandises.

Cependant l'or en barre et l'or monnayé ne se distinguent pas plus que son nom de numéraire et son nom de poids. Ce qui, dans le dernier cas, était différence de nom, apparaît maintenant comme simple différence de figure. Le numéraire peut être jeté dans le creuset et être ainsi reconverti en or *sans phrase*, et, inversement, il suffit d'envoyer la barre d'or à la Monnaie pour qu'elle prenne la forme de numéraire. Convertir et reconvertir une figure dans l'autre apparaît comme une opération purement technique.

Pour 100 livres ou 1200 onces troy d'or à 22 carats on obtient à la Monnaie anglaise 4672 1/2 £ ou sovereigns d'or, et si l'on met ces

sovereigns sur l'un des plateaux de la balance et 100 livres d'or en barre sur l'autre, il y a équilibre de poids et l'on a fourni la preuve que le sovereign n'est pas autre chose que la partie de poids d'or indiquée par ce nom dans le prix monétaire anglais, avec figure et empreintes propres. Les 4672 1/2 sovereigns d'or sont jetés de divers points dans la circulation, et, saisis par elle, ils accomplissent en un jour un nombre déterminé de tours, l'un des sovereigns plus, l'autre moins. Si le chiffre moyen des tours quotidiens de chaque once était 10, les 1200 onces d'or réaliseraient une somme totale de prix de marchandises du montant de 12.000 onces ou de 46.725 sovereigns. Qu'on tourne et retourne comme on voudra une once d'or, jamais elle ne pèsera 10 onces d'or. Mais ici, dans le procès de circulation 1 once pèse effectivement 10 onces. Le numéraire dans l'enceinte du procès de circulation est égal au quantum d'or qu'il contient multiplié par le nombre de ses tours. Outre son existence réelle comme pièce d'or d'un poids déterminé, le numéraire acquiert une existence idéale née de sa fonction. Mais que le sovereign parcoure le cercle une fois ou dix fois, dans chaque achat ou vente isolé il n'agit que comme un seul sovereign. Il en va de lui comme d'un général qui, par sa présence opportune le jour de la bataille sur dix points différents, remplace dix généraux, mais qui néanmoins sur chacun de ces dix points est un seul et même général. L'idéalisation de l'instrument de circulation qui, dans le cours de la monnaie, provient de ce que la rapidité supplée à la quantité, ne concerne que la fonction du numéraire dans le procès de circulation mais n'affecte pas la pièce de monnaie individuelle.

Cependant le cours de la monnaie est un mouvement extérieur et le sovereign, bien que *non olet*, fréquente une société très mêlée. Par le frottement de toutes sortes de mains, de sacs, poches, porte-monnaie, ceinturons, caisses et coffres, la monnaie s'use, laisse un atome d'or par-ci, un atome d'or par-là, et par cette usure dans sa carrière perd de plus en plus de son contenu. Parce qu'on en use, elle s'use. Arrêtons le sovereign à un moment où son caractère natif, pur, ne paraît encore que faiblement entamé. « Un boulanger qui reçoit aujourd'hui un sovereign tout battant neuf de la banque et le remet le lendemain au meunier, ne lui donne pas le même « véritable » sovereign ; celui-ci est plus léger que lorsqu'il l'a reçu ». Il est [74]évident que les espèces, par la nature même des choses, doivent se déprécier pièce par pièce, par suite du frais habituel et inévitable. C'est une impossibilité physique qu'exclure entièrement de la circulation à un moment quelconque, ne fut-ce que pour un seul jour, les pièces de monnaie légères [75]. Jacob estime que des 380 millions de pounds sterling qui existaient en Europe en 1809, 19 millions de pounds sterling avaient

disparu par suite du frai[76] en 1829, dans une période de temps par conséquent de 20 ans. Si la marchandise, au premier pas qu'elle fait dans la circulation, en sort, la monnaie après quelques pas dans la circulation représente plus de substance métallique qu'elle n'en contient. Plus le cours d'une pièce de monnaie dure longtemps, la vitesse de la circulation restant constante, ou plus sa circulation est vive dans le même espace de temps, et plus sa fonction de numéraire se détache de sa substance métallique. Ce qui reste est *magni nominis umbra*. Le corps de la monnaie n'est plus qu'une ombre. Alors qu'au début elle gagnait du poids dans le procès, elle y en perd maintenant, mais elle continue néanmoins dans chaque achat ou chaque vente isolé à valoir le quantum d'or original. Le sovereign qui n'est plus qu'un *simulacre* de sovereign, qu'un simulacre d'or, continue à remplir la fonction de la pièce d'or légitime. Tandis que d'autres êtres perdent leur idéalisme à se frotter au monde extérieur, la monnaie s'idéalise par la pratique, et son corps d'or ou d'argent n'est plus qu'un fantôme. Cette seconde idéalisation de la monnaie métallique, causée par le procès de la circulation lui-même, ou la scission entre son contenu nominal et son contenu réel, est exploitée en partie par les gouvernements, en partie par les aventuriers particuliers qui falsifient les monnaies de toutes les façons. Toute l'histoire du monnayage, depuis le commencement du Moyen Âge jusque bien avant dans le xviii^e siècle, se résout dans l'histoire de ces falsifications doubles et antagoniques ; et la volumineuse collection des économistes italiens de Custodi roule en grande partie sur ce point.

L'existence fictive de l'or à l'intérieur de ses fonctions entre en conflit avec son existence réelle. Dans la circulation une monnaie d'or a perdu plus, une autre moins, de sa substance métallique et un sovereign vaut maintenant en fait plus qu'un autre. Parce que dans leur fonction monétaire ils valent autant l'un que l'autre, que le sovereign qui est un quart d'once ne vaut pas plus que le sovereign qui n'a que l'apparence d'être un quart d'once, les sovereigns de poids subissent entre les mains de détenteurs peu scrupuleux des opérations chirurgicales, et on leur retranche artificiellement ce que la circulation enlevait naturellement à leurs frères légers. Ils sont rognés et altérés, et le superflu de leur graisse d'or va se fondre dans le creuset. Si 4672 1/2 sovereigns d'or mis sur le plateau de la balance ne pèsent plus en moyenne que 800 onces au lieu de 1200, ils n'achèteront plus, rapportés sur le marché, que 800 onces d'or, ou le prix de marché de l'or s'élèverait au-dessus de son prix monétaire. Chaque pièce de monnaie, même si elle est de poids, vaudrait moins sous sa forme numéraire que sous sa forme barre. Les sovereigns de poids seraient

retransformés en leur forme barre sous laquelle plus d'or a plus de valeur que moins d'or. Dès que cette perte du contenu métallique aurait atteint un nombre suffisant de sovereigns pour amener une hausse persistante du prix de marché de l'or au-dessus de son prix monétaire, les noms de compte des monnaies resteraient les mêmes mais désigneraient dorénavant un quantum d'or moindre. En d'autres termes, l'étalon de la monnaie changerait et l'or dorénavant serait monnayé conformément à ce nouvel étalon. Par son idéalisation comme instrument de circulation, l'or aurait par contre-coup changé les rapports légalement établis où il était étalon des prix. La même révolution se répéterait au bout d'un certain temps, l'or dans sa fonction d'étalon des prix et d'instrument de circulation serait soumis à un changement continu, de sorte que le changement dans l'une des formes entraînerait celui dans l'autre, et inversement. Ceci explique le phénomène mentionné plus haut : que dans l'histoire de tous les peuples modernes le même nom monétaire restait acquis à un contenu métallique qui allait toujours en diminuant. La contradiction entre l'or servant de numéraire et l'or servant d'étalon de prix en devient une aussi entre l'or numéraire et l'or équivalent général, forme sous laquelle il circule non seulement dans des limites nationales mais aussi, sur le marché mondial. Comme mesure des valeurs, l'or était toujours de poids parce qu'il ne servait que d'or idéal. Comme équivalent, dans l'acte isolé M-A, il passe aussitôt du mouvement au repos, mais en tant que numéraire, sa substance naturelle entre en conflit perpétue avec sa fonction. La transformation d'un sovereign d'or en or fictif ne peut s'éviter complètement, mais la législation cherche à empêcher qu'il ne s'implante comme numéraire, en le démonétisant lorsque la perte de substance a atteint un certain degré. D'après la loi anglaise, par exemple, un sovereign qui a perdu plus de 0,747 grammes de poids n'est plus un sovereign légal. La Banque d'Angleterre qui, de 1844 à 1848, n'a pas pesé moins de 48 millions de sovereigns d'or, possède dans la balance de M. Cotton une machine qui non seulement découvre la différence de 1/100 de gramme entre deux sovereigns, mais encore, comme un être intelligent, lance la pièce légère sur une planche où elle est happée par une autre machine qui la dépèce avec une cruauté tout orientale.

Dans ces conditions les monnaies d'or ne pourraient pas circuler du tout si leur cours n'était pas restreint à des cercles déterminés de la circulation, dans les limites desquels elles s'usent moins vite. Une monnaie d'or qui est réputée valoir 1/4 d'once dans la circulation, tandis qu'elle ne pèse plus que 1/5 d'once, est de fait devenue un simple signe ou symbole pour 1/20 d'once d'or et ainsi tout le numéraire d'or est plus ou moins transformé par

le procès même de la circulation en un simple signe ou symbole de sa substance. Mais aucune chose ne peut être son propre symbole. Des raisins peints ne sont pas le symbole de vrais raisins, mais des simulacres de raisins. Encore moins un sovereign faible peut-il être le symbole d'un sovereign fort, non plus qu'un cheval maigre ne peut être le symbole d'un cheval gras. Puis donc que l'or devient le symbole de lui-même, mais ne peut servir comme symbole de lui-même, il revêt dans les cercles de la circulation où il s'use le plus vite, c'est-à-dire dans les cercles où les achats et les ventes se renouvellent constamment dans les plus minimes proportions, une forme d'apparition symbolique d'argent ou de cuivre séparée de sa forme d'or. Une proportion déterminée de la totalité de la monnaie d'or, bien que ce ne fussent pas les mêmes pièces d'or, circulerait toujours dans ces cercles comme numéraire. Dans cette proportion l'or est remplacé par des jetons d'argent ou de cuivre. Tandis qu'une marchandise spécifique peut seule fonctionner comme mesure des valeurs et partant comme argent à l'intérieur d'un pays, différentes marchandises peuvent servir de numéraire à côté de l'argent. Ces moyens de circulation subsidiaires, des jetons d'argent ou de cuivre, par exemple, représentent dans la circulation des fractions déterminées de la monnaie d'or. Leur propre contenu en argent ou en cuivre n'est donc pas déterminé par le rapport de la valeur de l'argent et du cuivre à l'or, mais est fixé arbitrairement par la loi. Ils ne peuvent être émis que dans les quantités où les fractions diminutives de la pièce d'or qu'ils représentent circuleraient de façon continue, soit pour changer des pièces d'or de noms plus élevés, soit pour réaliser de faibles prix de marchandises correspondants. Dans la circulation au détail des marchandises, des jetons d'argent et de cuivre appartiendraient eux aussi à des cercles particuliers. La vitesse de leur cours est en rapport inverse au prix qu'ils réalisent dans chaque achat et chaque vente, ou à la grandeur de la fraction d'or qu'ils représentent. Si l'on considère l'énorme extension du petit commerce quotidien dans un pays comme l'Angleterre, la proportion relativement insignifiante de la quantité totale de la monnaie d'appoint, montre bien la rapidité et la continuité de son cours. D'un rapport parlementaire publié récemment il appert qu'en 1857 la Monnaie anglaise a frappé de l'or au montant de 4.859.000 £, de l'argent d'une valeur nominale de 733.000 £, et d'une valeur métallique de 363.000 £. Le montant total de l'or monnayé dans les dix années finissant le 31 décembre 1857 était de 55.239.000 £, celui de l'argent seulement de 2.434.000 £. Les monnaies de cuivre ne s'élevaient en 1857 qu'à une valeur nominale de 6.720 £, représentant une valeur métallique de 3.492 £, dont 3,136 en pence, 2.464 en halt-pence et 1.120

en farthings. La valeur totale des monnaies de cuivre frappées dans ces dix dernières années était de 141.477 £ en valeur nominale, ayant une valeur métallique de 73.303 £. Comme on empêche les espèces d'or de se fixer dans leur fonction d'espèces en déterminant légalement la perte métallique qui les démonétise, on empêche inversement les jetons d'argent et de cuivre de passer de leurs sphères de circulation dans la sphère des espèces d'or et de se fixer comme monnaie en déterminant le prix qu'ils réalisent légalement. En Angleterre, le cuivre peut être imposé en paiement au montant de 6 pence seulement, et l'argent au montant de 40 s. seulement. Si l'émission des jetons d'argent et de cuivre était plus grande que ne l'exigent les besoins de leurs sphères de circulation, il n'en résulterait pas une hausse dans les prix de marchandises, mais il en résulterait une accumulation de ces jetons chez les vendeurs au détail, qui finalement seraient contraints de les vendre comme métal. C'est ainsi, qu'en 1798 des monnaies de cuivre émises par des particuliers s'étaient accumulées au montant de 20.350 £ chez des boutiquiers qui essayaient inutilement de les remettre en circulation et durent en fin de compte les jeter en qualité de marchandises sur le marché du cuivre.

Les jetons d'argent et de cuivre qui représentent les espèces d'or dans des sphères déterminées de la circulation intérieure ont un contenu d'argent ou de cuivre^[77] légalement déterminé, mais saisis par la circulation ils s'usent comme les monnaies d'or, et par suite de la rapidité et la continuité de leur cours ils s'idéalisent plus vite encore, jusqu'à n'être plus que des ombres. Si maintenant on traçait une nouvelle ligne de démonétisation au delà de laquelle les jetons d'argent et de cuivre perdraient leur caractère de numéraire, ils devraient être eux-mêmes remplacés à leur tour à l'intérieur de cercles déterminés de leur propre sphère de circulation par une autre monnaie symbolique, par exemple, le fer ou le plomb. Et représenter de la monnaie symbolique par une autre monnaie symbolique, serait un procès sans fin. C'est pourquoi dans tous les pays où la circulation est développée, le cours de la monnaie même exige que le caractère monétaire des jetons d'argent et de cuivre soit rendu indépendant du degré de leur perte métallique. Il apparaît donc, ce qui était dans la nature de la chose, qu'ils sont des symboles des monnaies d'or non parce qu'ils sont des symboles composés d'argent et de cuivre, non parce qu'ils ont une valeur, mais parce qu'ils n'en ont point.

Aussi des objets relativement sans valeur, comme le papier, peuvent ils servir de symboles de la monnaie d'or. Si la monnaie subsidiaire consiste en jetons de métal d'argent, de cuivre, etc., cela vient en grande partie de ce que dans la plupart des pays les métaux de moindre valeur servaient de

monnaie, par exemple, l'argent en Angleterre, le cuivre dans la République de l'ancienne Rome, en Suède, en Écosse, etc., avant que le procès de circulation les dégradât au rang de monnaie d'appoint elles remplaçât par des métaux plus précieux. Il est d'ailleurs naturel que le symbole de l'argent, issu immédiatement de la circulation métallique, soit lui-même un métal. De même que la portion d'or qui devrait toujours circuler à titre de monnaie divisionnaire est remplacée par des jetons de métal, la portion d'or qui est toujours absorbée comme numéraire dans la sphère de la circulation privée et qui doit circuler constamment, peut être remplacée par des jetons sans valeur. Le niveau au-dessous duquel la niasse du numéraire circulant ne tombe jamais est donnée dans chaque pays empiriquement. La différence, insignifiante à l'origine, entre le contenu nominal et le contenu métallique des espèces de métal, peut donc évoluer à une scission absolue. Le nom monétaire de l'argent se détache de sa substance et existe hors de lui, inscrit sur des billets de papier sans valeur. De même que la valeur d'échange des marchandises se cristallise par le procès de leur échange en monnaie d'or, la monnaie d'or est sublimée dans son cours jusqu'à devenir son propre symbole, d'abord sous forme d'espèces d'or amincies, puis sous forme de monnaie métallique subsidiaire, enfin, sous forme de marques sans valeur, de papier, de simple *signe de valeur*.

Mais le numéraire d'or n'a créé ses représentants, d'abord de métal, puis de papier, que parce qu'il continuait, malgré sa perte de métal, à faire office de numéraire. Ce n'est pas parce qu'elles s'amincissaient que les monnaies ne circulaient pas, elles s'amincissaient jusqu'à devenir symboles parce qu'elles continuaient à circuler. Ce n'est qu'autant que dans le procès la monnaie d'or devient elle-même signe de sa propre valeur que de simples signes de valeur peuvent la remplacer.

En tant que le mouvement M-A-M est unité évolutive des deux moments M-A, A-M, qui se convertissent directement l'un dans l'autre, ou en tant que la marchandise parcourt le procès de sa métamorphose totale, sa valeur d'échange évolue au prix et à l'argent pour annuler aussitôt cette forme, pour redevenir marchandise ou plutôt valeur d'usage. Elle ne progresse donc que jusqu'à une *réalisation apparente* de sa valeur d'échange. Nous avons vu, d'autre part, que l'or, quand il ne sert que de numéraire ou quand il circule toujours, ne représente en fait que l'enchaînement des métamorphoses des marchandises et leur *forme monnaie purement évanescence* ; qu'il ne réalise le prix d'une marchandise que pour réaliser celui d'une autre, mais n'apparaît nulle part comme la réalisation stable de la valeur d'échange ni lui-même comme une marchandise au repos. La réalité que revêt la valeur d'échange des

marchandises dans ce procès et que l'or représente dans son cours, est celle de l'étincelle électrique. Bien que ce soit de l'or réel, il fonctionne seulement comme simulacre d'or et peut être remplacé dans cette fonction par des signes.

Le signe de valeur, le papier, par exemple, qui fonctionne comme numéraire, est signe du quantum d'or exprimé dans son nom monétaire, donc *signe d'or*. Un quantum d'or déterminé n'exprime pas plus en soi un rapport de valeur que ne le fait le signe qui le remplace. C'est parce qu'un quantum d'or déterminé possède, en tant que matérialisation de temps de travail, une valeur déterminée, que le signe d'or représente de la valeur. Mais la grandeur de valeur qu'il représente dépend chaque fois de la valeur du quantum d'or qu'il représente. Vis-à-vis des marchandises le signe de valeur représente la *réalité de leur prix*, il n'est *signum pretii* et signe de leur valeur que parce que leur valeur est exprimée dans leur prix. Dans le procès M-A-M, en tant qu'il se manifeste comme unité évolutive ou conversion immédiate des deux métamorphoses l'une dans l'autre — et c'est ainsi qu'il se manifeste dans la sphère de la circulation où fonctionne le signe de valeur — la valeur d'échange des marchandises n'acquiert dans le prix qu'une existence idéale, dans l'argent qu'une existence imaginaire, symbolique. Ainsi la valeur d'échange apparaît comme existant *seulement* dans la pensée ou représentée à l'aide des objets, mais elle n'a pas de *réalité* sauf dans les marchandises elles-mêmes, en tant qu'elles matérialisent un quantum de temps de travail déterminé. Il y a apparence que le signe de valeur représente immédiatement la valeur des marchandises parce qu'il ne se présente pas comme signe d'or, mais comme signe de la valeur d'échange, qui est exprimée simplement dans le prix, mais qui n'existe que dans la marchandise. Or, cette apparence est fausse. Directement, le signe de valeur n'est que *signe de prix*, donc, *signe d'or*, et par un détour seulement il est signe de la valeur des marchandises. L'or n'a pas, comme Peter Schlemihl, vendu son ombre, mais achète avec son ombre. Aussi le signe de valeur n'a d'action effective qu'autant qu'il représente, à l'intérieur du procès, le prix d'une marchandise vis-à-vis d'une autre, ou qu'il représente de l'or vis-à-vis de chaque échangiste. Un objet déterminé, relativement sans valeur, un morceau de cuir, un billet de papier, etc., devient, par routine, signe de la monnaie, mais ne se maintient comme tel que parce que son existence symbolique est garantie par le consentement général des échangistes, parce qu'il acquiert une existence légale de convention et partant le cours forcé. Le papier monnaie d'État à cours forcé est la forme achevée du *signe de valeur* et la seule forme de papier monnaie qui procède immédiatement de la circulation métallique ou

de la circulation simple des marchandises elle-même. La monnaie de crédit appartient à une sphère plus élevée du procès de production social et elle est régie par des lois tout autres. Le papier monnaie symbolique, de fait, ne diffère en rien des espèces métalliques subsidiaires ; seulement il agit dans une sphère de circulation plus étendue. Si le développement purement technique de l'étalon des prix, ou du prix du numéraire, et ensuite la transformation de l'or brut en or monnayé, ont suscité déjà l'intervention de l'État et ont amené ainsi la séparation de la circulation intérieure de la circulation générale des marchandises, cette séparation s'achève par l'évolution du numéraire au signe de valeur. Comme simple instrument de circulation la monnaie en général ne peut avoir une existence indépendante que dans la circulation intérieure.

Notre exposé a montré que l'existence monétaire de l'or comme signe de valeur détaché de la substance d'or elle-même, tire son origine du procès de circulation et ne dérive pas d'une convention ou de l'intervention de l'État. La Russie offre un exemple frappant de la formation naturelle du signe de valeur. À l'époque où les peaux et les fourrures servaient d'argent dans ce pays, l'incompatibilité de cette matière périssable et encombrante avec son office d'instrument de circulation, créa la coutume de les remplacer par de petits morceaux de cuirs estampillés qui devenaient ainsi des traites payables en peaux et en fourrures. Plus tard, sous le nom de copecks, ils devinrent de simples signes pour des fractions du rouble d'argent, et leur usage se maintint partiellement jusqu'en 1700, quand Pierre le Grand ordonna de les racheter avec de la menue monnaie de cuivre émise par l'État[78]. Des auteurs de l'antiquité qui n'ont pu observer que les phénomènes de la circulation métallique conçoivent déjà le numéraire comme symbole ou signe de valeur. Ainsi font Platon[79] et Aristote[80]. Dans les pays où le crédit n'est point du tout développé, comme en Chine, le papier monnaie à cours forcé apparaît de bonne heure[81]. Ceux qui, les premiers, ont préconisé le papier monnaie font remarquer expressément que la transformation de la monnaie métallique en signes de valeur s'effectue dans le procès de circulation même. C'est ce que Benjamin Franklin[82] et l'évêque Berkeley ont fait[83].

Demander combien de rames de papier, découpées en billets, peuvent circuler à titre de monnaie, serait poser une question absurde. Les jetons sans valeur ne sont des signes de valeur qu'autant qu'ils représentent l'or dans le procès de circulation et ils ne le représentent que dans la mesure où l'or entrerait comme numéraire dans le procès de circulation, quantité qui est déterminée par sa propre valeur, étant données les valeurs d'échange

des marchandises et la rapidité de leurs métamorphoses. Les billets de la dénomination de 5 £ ne pourraient circuler qu'en nombre 5 fois moindre que des billets de la dénomination de 1 £ et si tous les paiements s'effectuaient en billets d'un shilling, il devrait circuler 20 fois plus de billets de shillings que de billets de £. Si les espèces d'or étaient représentées par des billets de dénominations différentes, par exemple, des billets de 5 £, des billets de 1 £, des billets de 10 s., la quantité de ces différentes sortes de signes de valeur serait déterminée non seulement par le quantum d'or nécessaire pour la circulation totale, mais aussi par celui requis pour la sphère de circulation de chaque sorte particulière. Si 14 millions de £ (c'est la provision de la Banque d'Angleterre pour la monnaie de crédit mais non pour les espèces) étaient le niveau au-dessous duquel la circulation ne tombe jamais, 14 millions de papiers pourraient circuler, et chaque billet serait le signe de valeur de 1 £. Si la valeur de l'or diminuait ou augmentait parce que le temps de travail exigé pour sa production aurait diminué ou augmenté, le nombre de billets de £ circulant, la valeur d'échange de la même quantité de marchandises restant la même, augmenterait ou diminuerait en rapport inverse à la variation de la valeur de l'or. Si l'or était remplacé par l'argent dans l'office de mesure des valeurs, le rapport de l'or à l'argent serait comme 1 : 15 et dans le cas où à l'avenir chaque billet représenterait le même quantum d'argent qu'autrefois il représentait d'or, au lieu de 14 millions, il devrait circuler 210 millions de billets de 1 £. La quantité de billets de papier est donc déterminée par la quantité de monnaie d'or qu'ils représentent dans la circulation, et comme ils ne sont des signes de valeur que parce qu'ils le représentent, leur valeur est déterminée simplement par leur quantité. Tandis que la quantité de l'or circulant dépend des prix des marchandises, la valeur des billets de papier qui circulent dépend inversement de leur propre quantité exclusivement.

L'intervention de l'État qui émet le papier monnaie à cours forcé — et nous ne considérons que cette sorte de papier monnaie — semble annuler la loi économique. L'État qui, dans le prix monétaire, ne donnait à un poids d'or déterminé qu'un nom de baptême, et dans le monnayage ne faisait que marquer l'or de son empreinte, semble maintenant par la magie de son sceau métamorphoser le papier en or. Puisque les billets de papier ont cours forcé, personne ne peut l'empêcher de faire entrer de force un nombre voulu dans la circulation et d'y imprimer des noms de numéraire quelconques comme 1 £, 5 £, 10 £. Il est impossible de rejeter de la circulation des billets lorsqu'une fois ils s'y trouvent, puisque les frontières nationales arrêtent leurs cours et que *hors* de la circulation ils

perdent toute valeur, et la valeur d'usage et la valeur d'échange. Leur existence fonctionnelle supprimée, ils se transforment en méchants chiffons de papier. Cependant cette puissance de l'État n'est que pure apparence. Il lui est loisible de lancer dans la circulation une quantité voulue de billets Je papier portant des noms de numéraire quelconques, mais son contrôle cesse avec cet acte mécanique. Saisi par la circulation, le signe de valeur ou le papier monnaie subit ses lois immanentes.

Si 14 millions de £ étaient la somme d'or requise pour la circulation des marchandises et que l'État jetât dans la circulation 210 millions de billets, chacun portant le nom de 1 £, ces 210 millions seraient transformés en représentants d'or au montant de 14 millions de livres sterling. Ce serait la même chose que si l'État avait fait des billets de 1 £ les représentants d'un métal d'une valeur 15 fois moindre ou d'une partie de poids d'or 15 fois plus petite. Il n'y aurait rien de changé que la dénomination de l'étalon des prix qui est naturellement de convention, soit qu'elle ait lieu directement par le changement du titre de la monnaie, soit indirectement par la multiplication des billets dans la proportion exigée par un nouvel étalon plus bas. Puisque le nom £ indiquerait désormais un quantum d'or 15 fois moindre, tous les prix des marchandises s'élèveraient au quintuple et alors, en fait, 210 millions de billets de £ seraient aussi nécessaires que 14 millions autrefois. Le quantum d'or que représente chaque signe isolé aurait diminué dans la mesure où la somme totale des signes de valeur aurait augmenté. La hausse des prix ne serait qu'une réaction du procès de circulation qui égale de force les signes de valeur au quantum d'or qu'ils prétendent remplacer dans la circulation.

Dans l'histoire de la falsification de la monnaie par les gouvernements en Angleterre et en France, on constate souvent qu'il n'y a pas de rapport entre la hausse des prix et la falsification de la monnaie d'argent. Tout simplement parce que la proportion dans laquelle les espèces étaient augmentées ne répondait pas à celle dans laquelle elles étaient falsifiées. N'ayant pas émis une masse correspondante de l'alliage inférieur, les valeurs d'échange des marchandises devaient dorénavant être estimées en cet alliage pris pour mesure des valeurs et être réalisées par des espèces correspondant à cette unité de mesure inférieure. Ceci résout la difficulté non résolue dans le duel entre Locke et Lowndes. Le rapport suivant lequel le signe de valeur, qu'il soit en papier ou en or et en argent altérés, représente des poids d'or et d'argent, calculés sur le prix monétaire, ne dépend pas de sa propre matière mais de la quantité de signes qui circulent. Si l'intelligence de ce rapport est malaisée, c'est que la monnaie dans ses deux fonctions de mesure des valeurs et d'instrument de circulation n'est

pas seulement soumise à des lois contraires, mais à des lois qui paraissent être en contradiction avec l'opposition des deux fonctions. Dans sa fonction de mesure des valeurs, où l'or ne sert que de monnaie de compte et n'est que de l'or idéal, ce qui importe surtout, c'est la matière naturelle. Évaluées en métal argent ou exprimées en prix argent, les valeurs d'échange se présentent naturellement d'une toute autre façon qu'évaluées en or et exprimées en prix or. Inversement, dans sa fonction d'instrument de circulation, où l'or n'est pas imaginé seulement mais doit exister comme un objet réel à côté des autres marchandises, la matière devient indifférente et tout dépend de sa quantité. Pour l'unité de mesure la chose décisive est qu'elle soit une livre d'or, d'argent ou de cuivre, tandis que le simple nombre fait du numéraire la réalisation adéquate de chacune de ces unités de mesure, quelle qu'en soit la matière. Or, cela contredit au sens commun que pour la monnaie, qui n'existe que dans la pensée, tout dépende de sa substance matérielle, et que pour le numéraire qui existe réellement, tout dépende d'un rapport numérique idéal.

La hausse ou la baisse des prix des marchandises avec la hausse ou la baisse de la masse des billets — la baisse a lieu lorsque les billets de papier constituent le moyen de circulation exclusif — n'est donc que la mise en vigueur violente, par le procès de circulation, de la loi violée mécaniquement du dehors : que le quantum d'or circulant est déterminé par les prix des marchandises et la quantité des signes de valeur circulants par la quantité d'espèces d'or qu'ils représentent dans la circulation. D'autre part, une masse quelconque de billets de papier est absorbée, et en quelque sorte digérée, par le procès de circulation parce que le signe de valeur, quel que soit le titre d'or qu'il représente en entrant dans la circulation, est réduit à l'intérieur de la même au signe de quantum d'or qui pourrait circuler à sa place.

Dans la circulation des signes de valeur toutes les lois de la circulation de la monnaie réelle paraissent renversées et mises sens dessus dessous. Tandis que l'or circule parce qu'il a de la valeur, le papier a de la valeur parce qu'il circule. Tandis que la valeur d'échange des marchandises, étant donnée la quantité d'or circulant, dépend de sa propre valeur, la valeur du papier dépend de la quantité qui en circule. Tandis que la quantité d'or circulant augmente ou diminue avec la hausse ou la baisse des prix des marchandises, les prix des marchandises semblent hausser ou baisser selon que change la quantité du papier circulant. Tandis que la circulation des marchandises ne peut absorber que des quantités déterminées d'espèces d'or et que, par conséquent, la contraction et l'expansion alternatives de la monnaie circulante se manifestent comme une loi nécessaire, le papier

monnaie semble entrer dans la circulation dans des proportions indéterminées. Tandis que l'État en émettant du numéraire qui n'aurait que 1/100 de grain de moins que son contenu métallique, altère les espèces d'or et d'argent, et par là trouble leur fonction d'instrument de circulation, il fait une opération parfaitement correcte quand il émet des billets de papier sans valeur qui n'ont rien du métal que le nom monétaire. Tandis que l'or monnayé visiblement ne représente la valeur des marchandises que pour autant que celle-ci est elle-même évaluée en or ou exprimée en prix, le signe de valeur semble immédiatement représenter la valeur des marchandises. Il saute donc aux yeux pourquoi les observateurs qui étudiaient unilatéralement les phénomènes de la circulation de la monnaie, en ne considérant que la circulation du papier monnaie à cours forcé, devaient méconnaître toutes les lois immanentes de la circulation de la monnaie. En effet, ces lois ne paraissent pas seulement renversées dans la circulation du signe de valeur, mais éteintes, puisque le papier monnaie, s'il est émis en quantité exacte, accomplit des mouvements qui ne lui sont pas particuliers comme signes de valeur, tandis que son mouvement propre, au lieu de dériver directement de la métamorphose des marchandises, procède de la violation de sa proportion exacte avec l'or.

3. L'argent ou la monnaie.

L'argent, distingué du numéraire, le résultat du procès de circulation sous la forme M-A-M, constitue le point de départ du procès de circulation sous la forme A-M-A, c'est-à-dire échanger de l'argent contre de la marchandise pour échanger de la marchandise contre de l'argent. Dans la forme A-M-A c'est l'argent qui constitue le point initial et le point final du mouvement. Dans la première forme l'argent est médiateur de l'échange des marchandises, dans la dernière la marchandise est la médiatrice qui fait que l'argent devient de l'argent. L'argent qui, dans la première forme, apparaît comme simple moyen est, dans la dernière, le but final de la circulation, et la marchandise qui, dans la première forme, était le but final, est dans la seconde simple moyen. Puisque l'argent lui-même est déjà le résultat de la circulation M-A-M, dans la forme A-M-A, le résultat de la circulation paraît être en même temps son point de départ. Tandis que dans M-A-M, c'est l'échange de la matière, c'est l'existence formelle de la marchandise elle-même, sortie de ce premier procès, qui constitue le contenu réel du second procès A-M-A.

Dans la forme M-A-M, les deux extrêmes sont des marchandises de valeur identique, mais en même temps des valeurs d'usage de qualité

différente. Leur échange M-M est une réelle permutation de la matière. Dans la forme A-M-A, au contraire, les deux extrêmes sont de l'or, et de l'or de même grandeur de valeur. Échanger l'or contre la marchandise pour échanger la marchandise contre l'or, ou, si nous considérons A-A, échanger l'or contre l'or, cela paraît absurde. Mais si l'on traduit A-M-A par la formule : *acheter pour vendre*, ce qui signifie seulement, échanger, par un mouvement médiat, de l'or contre de l'or, on reconnaît aussitôt la forme dominante de la production bourgeoise. Toutefois, dans la pratique on n'achète pas pour vendre ; on achète bon marché pour vendre plus cher. On échange de l'argent contre de la marchandise pour échanger ensuite la même marchandise contre une quantité plus grande d'argent, de sorte que les extrêmes A-A diffèrent quantitativement sinon qualitativement. Une telle différence quantitative suppose l'*échange de non-équivalents*, tandis que la marchandise et l'argent, comme tels, ne sont que des formes antithétiques de la marchandise elle-même, donc des modes d'existence différents de la même grandeur de valeur. Le cycle A-M-A recèle sous les formes d'argent et de marchandise des rapports de production plus développés, et il n'est dans la circulation simple que la réflexion d'un mouvement supérieur. Il nous faut donc développer l'argent, distingué du moyen de circulation, de la forme immédiate de la circulation des marchandises M-A-M.

L'or, c'est-à-dire la marchandise spécifique qui sert de mesure de valeur et de moyen de circulation, devient *monnaie* sans que la société y coopère autrement. En Angleterre, où le métal argent n'est ni mesure des valeurs ni moyen de circulation dominant, il ne devient pas monnaie, et en Hollande l'or cessa d'être de la monnaie dès qu'il fut détrôné comme mesure de valeur. Ainsi une marchandise devient tout d'abord monnaie en tant que unité de mesure de valeur et de moyen de circulation, autrement dit, la monnaie est l'unité de mesure de valeur et de moyen de circulation. Mais, comme telle, l'or a de nouveau une existence indépendante, différenciée de sa manière d'être dans les deux fonctions. À titre de mesure de valeur, l'or n'est que de la monnaie idéale et de l'or idéal ; à titre de simple moyen de circulation il est de la monnaie symbolique et de l'or symbolique ; dans sa simple corporéité métallique l'or est de la monnaie ou la monnaie est de l'or réel.

Considérons maintenant la marchandise or au repos, laquelle est de la monnaie dans son rapport avec d'autres marchandises. Toutes les marchandises représentent dans leurs prix une somme d'or déterminée ; elles ne sont que de l'or imaginé ou de la monnaie imaginée, des *représentants de l'or* ; et inversement la monnaie dans le signe de valeur

était simple représentant des prix des marchandises[84]. Toutes les marchandises n'étant ainsi que de la monnaie imaginaire, la monnaie (ou l'argent) est la seule marchandise réelle. À l'opposé des marchandises qui ne font que représenter l'existence indépendante de la valeur d'échange, du travail social général, de la richesse abstraite, l'or est la *forme d'apparition matérielle de la richesse abstraite*. Sous forme de valeur d'usage chaque marchandise n'exprime qu'un moment de la richesse matérielle, par son rapport à un besoin spécial, qu'un côté isolé de la richesse. Mais la monnaie satisfait chaque besoin en tant qu'elle est immédiatement convertible en l'objet de chaque besoin. Sa propre valeur d'usage est réalisée dans l'interminable série des valeurs d'usage qui forment son équivalent. Dans sa substance métallique native, l'or renferme toute la richesse matérielle qui se déroule dans le monde des marchandises. Si les marchandises dans leurs prix représentent l'équivalent général ou la richesse abstraite, l'or, ce dernier, dans sa valeur d'usage, représente les valeurs d'usage de toutes les marchandises. L'or est donc le *représentant corporel de la richesse matérielle*. Il est le « précis de toutes les choses », (Boisguillebert), le compendium de la richesse sociale. Il est tout ensemble l'incarnation immédiate du travail général par la forme, et l'agrégat de tous les travaux concrets par le contenu. L'or est la richesse universelle individualisée[85]. Sous son aspect de médiateur de la circulation il essuya toutes sortes d'affronts ; il fut rogné, aplati même jusqu'à n'être plus qu'un chiffon de papier symbolique. Comme monnaie il rentre en possession de sa splendeur d'or[86]. De serviteur il devient maître. De simple aide-manœuvre il devient le dieu des marchandises[87].

a. Thésaurisation.

L'or se sépara d'abord en qualité de monnaie du moyen de circulation parce que la marchandise interrompait le procès de sa métamorphose et demeurait à l'état de chrysalide d'or. Cela a lieu chaque fois que la vente ne se change pas en achat. Le caractère indépendant qu'acquiert l'or sous forme de monnaie est donc avant tout l'expression sensible de la scission du procès de circulation ou de la métamorphose de la marchandise en deux actes séparés, s'accomplissant indifféremment côte à côte. Le numéraire lui-même devient de l'argent dès que son cours est interrompu. Dans la main du vendeur qui le touche en échange de sa marchandise, il est de l'argent, dès qu'il quitte sa main il redevient numéraire. Chacun est vendeur de la marchandise particulière qu'il produit, mais il est acheteur de toutes les autres marchandises dont il a besoin pour son existence sociale. Tandis que son entrée en scène dans le rôle de vendeur dépend du

temps de travail qu'exige la production de sa marchandise, son apparition dans le rôle d'acheteur est conditionnée par le constant renouvellement des besoins de la vie. Pour pouvoir acheter sans vendre, il a fallu qu'il vendît sans acheter. En effet, la circulation M-A-M n'est que l'unité évolutive de la vente et de l'achat en tant qu'elle est à la fois le procès perpétuel de leur scission. Pour que l'argent coule constamment sous forme de numéraire, il faut que le numéraire se coagule sans cesse en argent. Le cours continu du numéraire est conditionné par son accumulation continuelle en grande ou petite quantité dans les fonds de réserve qui de toutes parts proviennent de la circulation tout ensemble et la conditionnent ; des fonds de réserve de numéraire dont la constitution, la distribution, la dissolution et la reconstitution changent constamment, dont l'existence disparaît toujours et dont la disparition subsiste. Cette transformation incessante du numéraire en argent et de l'argent en numéraire, Adam Smith l'exprime ainsi : chaque possesseur de marchandises doit toujours avoir en réserve, à côté de la marchandise particulière qu'il vend, une certaine somme de la marchandise générale avec laquelle il achète. Nous avons vu que dans la circulation M-A-M, le second membre A-M s'éparpille en une série d'achats qui ne s'effectuent pas en une seule fois mais successivement dans le temps, de façon qu'une portion de A circule à titre de numéraire pendant que l'autre repose sous forme d'argent. L'argent ici n'est en fait que du *numéraire en suspens*, et les parties constituantes de la masse du numéraire qui circule varient toujours et apparaissent tantôt sous une forme, tantôt sous une autre. La première métamorphose du moyen de circulation en argent ne représente donc qu'un moment technique du cours monétaire lui-même[88].

La forme primitive de la richesse est celle du superflu ou de l'excédent, la partie des produits qui n'est pas immédiatement requise comme valeur d'usage, ou bien encore la possession de produits dont la valeur d'usage dépasse le cadre du simple nécessaire. Nous avons vu en considérant la transition de la marchandise à l'argent que ce superflu ou excédent des produits constitue, à un stade peu développé de la production, la sphère proprement dite de l'échange des marchandises. Les produits superflus deviennent des produits échangeables ou des marchandises. La forme d'existence adéquate de ce superflu est l'or et l'argent ; c'est la première forme sous laquelle la richesse est fixée comme richesse sociale abstraite. Les marchandises peuvent non seulement être conservées sous la forme d'or et d'argent, c'est-à-dire dans la matière de la monnaie, mais l'or et l'argent sont de la richesse sous forme préservée. Toute valeur d'usage, comme telle, sert parce qu'elle est consommée, c'est-à-dire anéantie. Mais

la valeur d'usage de l'or qui sert de monnaie consiste à être le support de la valeur d'échange, à être, comme matière première amorphe, la matérialisation du temps de travail général. Dans le métal amorphe la valeur d'échange possède une forme impérissable. L'or ou l'argent, ainsi immobilisé sous forme de monnaie, constitue le *trésor*. Chez les peuples où la circulation est exclusivement métallique, ainsi que chez les anciens, tout le monde thésaurise, de l'individu jusqu'à l'État qui garde son trésor d'État. Dans les temps plus reculés ces trésors, sous la garde des rois et des prêtres, servent plutôt à porter témoignage de leur puissance. En Grèce et à Rome la politique commande de constituer des trésors publics considérés comme la forme toujours sûre et accessible du superflu. Le rapide transport de pareils trésors d'un pays dans un autre par les conquérants, et leur épanchement partiel et subit dans la circulation, constituent une particularité de l'économie antique.

Étant du *temps de travail concret*, l'or est garant de sa propre grandeur de valeur ; étant la matérialisation du temps de travail *général*, le procès de la circulation lui est garant de son efficacité constante comme valeur d'échange. Par le simple fait que le possesseur de marchandises peut fixer la marchandise sous son aspect de valeur d'échange ou fixer la valeur d'échange elle-même sous forme de marchandise, l'échange des marchandises, dans le but de les recouvrer sous l'aspect transformé de l'or, devient le motif propre de la circulation. La métamorphose de la marchandise M-A s'accomplit pour l'amour de sa métamorphose, afin de la convertir de richesse naturelle particulière en richesse sociale générale. Au lieu de l'échange de la matière, c'est le changement de la forme qui devient but en soi. De la simple forme la valeur d'échange se tourne en le contenu du mouvement. La marchandise ne se maintient comme richesse, comme marchandise, qu'autant qu'elle se maintient dans la sphère de la circulation et elle ne se maintient dans cet état fluide qu'autant qu'elle se solidifie en argent ou en or. Elle demeure en flux comme cristal du procès de circulation. Cependant l'or et l'argent ne se fixent eux-mêmes sous forme de monnaie qu'autant qu'ils ne sont pas moyens de circulation. *Ils deviennent monnaie comme non-moyens de circulation*. Retirer la marchandise de la circulation sous la forme de l'or est donc l'unique moyen de la maintenir constamment dans la sphère de la circulation.

Le possesseur de marchandises ne peut remporter de la circulation sous forme de monnaie que ce qu'il lui apporte sous forme de marchandises. Vendre sans cesse, lancer continuellement des marchandises dans la circulation, est la première condition de la thésaurisation du point de vue de la circulation des marchandises. D'autre part, la monnaie disparaît

continuellement comme moyen de circulation dans le procès de circulation lui-même parce qu'elle se réalise continuellement en valeurs d'usage et se résout en jouissances éphémères. Il faut donc l'arracher au courant dévorant de la circulation ou il faut arrêter la marchandise dans sa première métamorphose et empêcher la monnaie de remplir sa fonction de moyen d'achat. Le possesseur de marchandises qui est maintenant devenu thésauriseur doit vendre le plus possible et acheter le moins possible, ainsi que l'enseignait déjà le vieux Caton : *patrem familias vendacem non emacem esse*. Si l'assiduité au travail est la condition positive, l'épargne est la condition négative de la thésaurisation. Moins on soustrait à la circulation l'équivalent de la marchandise sous forme de marchandise particulière ou valeurs d'usage, plus on en soustrait sous forme d'argent ou de valeurs d'échange[89]. L'appropriation de la richesse sous sa forme générale implique donc le renoncement à la richesse dans sa réalité substantielle. Le mobile agissant de la thésaurisation est l'*avarice* qui ne convoite pas la marchandise parce que valeur d'usage mais la valeur d'usage parce que marchandise. Pour s'emparer du superflu sous sa forme générale, il faut considérer les besoins particuliers comme du luxe et du superflu. C'est ainsi qu'en 1593 les Cortès de Valladolid firent une représentation à Philippe II, où entre autres choses il est dit : « Les Cortès de Valladolid de l'an 1586 ont prié votre majesté de ne plus permettre l'importation dans le royaume de bougies, verroterie, bijouterie, coutellerie et autres objets semblables qu'on envoie à l'étranger dans le but de changer ces objets si inutiles à la vie de l'homme contre de l'or, comme si les Espagnols étaient des Indiens. » Le thésauriseur dédaigne les jouissances terrestres, temporelles et transitoires pour courir après le trésor éternel que ne rongent ni les mites ni la rouille, qui est tout céleste et tout terrestre. « La cause générale mais éloignée, dit Misselden dans l'écrit cité, est le grand excès que fait ce pays dans la consommation de marchandises des pays étrangers qui se trouvent être des « discommodities » au lieu de « commodities », puisqu'elles nous privent des trésors qui autrement seraient importés à la place de ces jouets (toys). Nous consommons en abondance les vins d'Espagne, de France, du pays du Rhin, du Levant, les raisins secs d'Espagne, les raisins de Corinthe, les linons et les batistes de l'Hainault, les soieries d'Italie, le sucre et le tabac des Indes Orientales, les épices des Indes occidentales ; tout cela n'est pas pour nous un besoin absolu et néanmoins on achète ces objets avec de l'or solide[90]. » Sous la forme d'or et d'argent la richesse est impérissable, tant parce que la valeur d'échange existe dans l'indestructible métal que notamment parce qu'on empêche l'or de prendre, comme moyen de circulation, la forme monnaie

purement fugitive de la marchandise. Le contenu périssable est sacrifié ainsi à la forme impérissable. « Si l'impôt ôte l'argent à qui le dépense à boire et à manger et le donne à qui l'emploie à l'amélioration de la terre, à la pêche, aux travaux des mines, aux manufactures, ou même à qui le dépense en vêtements, il en résulte toujours un avantage pour la communauté, car les vêtements sont moins périssables que les aliments et les boissons. Si l'argent est dépensé en meubles, l'avantage est d'autant plus grand, plus grand encore s'il l'est à bâtir des maisons, et le plus grand si l'on introduit de l'or et de l'argent dans le pays, parce que, seules ces choses ne sont pas périssables, mais sont estimées comme richesses en tout temps et en tous lieux, tout le reste n'est que richesse *pro hic et nunc*[\[91\]](#) ». Par l'enfouissement de l'argent, arraché au courant de la circulation et préservé de l'échange social de la matière, il s'établit entre la richesse sociale, sous forme d'un trésor souterrain impérissable, et le possesseur de marchandises, des relations particulières et secrètes. Le Dr Bernier qui a séjourné pendant quelque temps à Delhi, à la cour d'Aurenzebs, raconte que les marchands enfouissent leur argent profondément et en cachette, surtout les païens non-mahométans qui ont entre leurs mains presque tout le commerce et tout l'argent, « imbus qu'ils sont de la croyance que l'or et l'argent qu'ils cachent pendant leur vie, leur servira après leur mort dans l'autre monde[\[92\]](#) », Le thésauriseur, d'ailleurs, pour peu que son ascétisme soit doublé d'une énergique application au travail, est éminemment protestant de sa religion et encore plus puritain. « Ce qu'on ne peut nier, c'est que acheter et vendre soient chose nécessaire, mais si on ne peut s'en passer, on peut acheter chrétiennement, plus spécialement les choses qui servent aux besoins et à l'honneur, car ainsi est-ce que les patriarches ont acheté ou vendu du bétail, de la laine, du blé, du beurre, du lait et d'autres biens. Ce sont dons de Dieu qu'il tire de sa terre et partage entre les hommes. Mais le commerce extérieur qui apporte de Calicut et des Indes et d'autres pays, des marchandises, des soies précieuses, de l'orfèvrerie et dès épices qui ne servent qu'à somptuosité et n'ont point d'utilité, qui pompe l'argent du pays et des poches des gens, ne devrait pas être toléré si nous avions un gouvernement de princes. Mais de ceci je ne veux pas présentement écrire, car j'estime qu'à la fin, quand nous n'aurons plus d'argent., cela cessera de soi, de même que la goinfrerie et la parure ; aussi rien ne sert d'écrire et d'enseigner tant que nécessité et pauvreté ne nous contraignent[\[93\]](#). »

Aux époques où la circulation de la matière est troublée, l'enfouissement de l'argent a lieu même dans la société bourgeoise développée. Le lien social sous sa forme compacte — pour l'échangiste ce

lien est la marchandise et l'expression adéquate de la marchandise est l'argent — est préservé du mouvement social. Le *nervus rerum* social est enterré à côté du corps dont il est le nerf.

Mais le trésor ne serait que du métal inutile, son âme d'argent se serait envolée et il resterait comme la cendre éteinte de la circulation, comme son *caput mortuum*, s'il ne tendait pas constamment vers le retour à la circulation. L'argent ou la valeur d'échange concrétée est, au point de vue de sa qualité, l'incarnation de la richesse abstraite ; d'autre part, toute somme d'argent donnée est une grandeur de valeur limitée quantitativement. La limite quantitative de la valeur d'échange contredit son universalité qualitative et le thésauriseur ressent la limite comme une borne qui, de fait, se convertit en même temps en une borne qualitative, ou fait du trésor le représentant borné de la richesse matérielle. L'argent, en tant qu'équivalent général, se manifeste immédiatement, nous l'avons vu, dans une équation où lui-même forme un des membres et où l'interminable série des marchandises forme l'autre membre. De la grandeur de la valeur d'échange dépend la mesure dans laquelle l'argent se réalise approximativement dans une telle série infinie de marchandises et répond à son concept de valeur d'échange. Le mouvement automatique de la valeur comme valeur ne peut être, en général, que celui d'outrepasser ses limites quantitatives. Or, dès qu'une limite quantitative du trésor est franchie, il se crée une nouvelle barrière qu'il faut abattre à son tour. Ce n'est pas une limite déterminée du trésor qui apparaît comme une barrière, c'est toute limite. La thésaurisation n'a donc point de limites immanentes, point de mesure en soi, mais elle est un procès sans fin, qui, dans le résultat chaque fois obtenu, trouve un motif de son recommencement. Si le trésor ne s'accroît que parce qu'il est conservé, il n'est conservé aussi que parce qu'il s'accroît.

L'argent n'est pas seulement *un* objet de la passion de s'enrichir, il en est *l'objet par excellence*. Elle est essentiellement *auri sacra fames*. La passion de s'enrichir, par opposition à la passion des richesses naturelles particulières, telles que vêtements, ornements, troupeaux, etc., ne peut exister que lorsque la richesse générale, comme telle, s'est individualisée dans un objet spécial, et peut en conséquence être fixée sous la forme d'une marchandise isolée. L'argent paraît donc être aussi bien l'objet que la source de la passion de s'enrichir[94]. Au fond, c'est la valeur d'échange comme telle et partant son accroissement qui devient le but final. L'avarice tient captif le trésor en empêchant la monnaie de devenir moyen de circulation, mais la soif de l'or maintient l'âme de monnaie du trésor en constante affinité avec la circulation.

Or, l'activité, grâce à laquelle le trésor se constitue, consiste d'une part à retirer l'argent de la circulation par la vente répétée sans cesse, d'autre part, à simplement emmagasiner, *accumuler*. Ce n'est, en effet, que dans la sphère de la circulation simple et sous la forme de la thésaurisation, que se produit l'accumulation de la richesse comme telle, tandis que les autres soi-disant formes de l'accumulation, nous le verrons plus tard, ne sont dénommées ainsi que par abus, parce qu'on a dans la mémoire l'accumulation simple de l'argent. Toutes les autres marchandises sont ou bien amassées en qualité de valeurs d'usage, et la manière de leur entassement est déterminée alors par la particularité de leur valeur d'usage : l'amoncellement des céréales, par exemple, exige des dispositions préparatoires spéciales : si j'agglomère des moutons je me fais berger, l'agglomération d'esclaves et de terres nécessite des rapports de domination et d'assujettissement : l'approvisionnement de la richesse particulière exige des procès particuliers, distincts du simple acte de l'accumulation lui-même, et développe des côtés particuliers de l'individualité. Ou bien la richesse sous la forme de marchandises est accumulée à titre de valeur d'échange, et alors l'accumulation est une opération commerciale ou spécifiquement économique. Celui qui l'accomplit devient grainetier, marchand de bestiaux, etc. L'or et l'argent sont de la monnaie non grâce à une activité quelconque de l'individu qui les amasse, mais parce qu'ils sont des cristaux du procès de la circulation qui s'accomplit sans la coopération de l'individu. Tout son travail consiste à les mettre de côté, à entasser poids sur poids, une activité sans contenu qui, appliquée aux autres marchandises, les déprécierait[95].

Notre thésauriseur apparaît comme le martyr de la valeur d'échange, saint ascète juché sur le faite de sa colonne de métal. Il ne se soucie de la richesse que sous la forme sociale, et c'est pourquoi il l'ensevelit et la dérobe à la société. Il recherche la marchandise sous la forme où elle peut toujours circuler, c'est pourquoi il la retire de la circulation. Il s'enthousiasme pour la valeur d'échange et c'est pourquoi il n'échange point. La forme fluide de la richesse et sa pétrification, l'élixir de vie et la pierre philosophale s'entremêlent dans une folle alchimie. Parce qu'il veut satisfaire tous les besoins sociaux, à peine s'il accorde à sa nature le nécessaire. Parce qu'il veut fixer la richesse dans sa corporéité métallique, elle se volatilise pour lui jusqu'à n'être plus qu'un pur fantôme cérébral. En fait, l'entassement de l'argent pour l'argent est la forme barbare de la production pour la production, c'est-à-dire le développement des forces productives au delà des limites des besoins coutumiers. Moins la production des marchandises est développée, plus est importante la

première cristallisation de la valeur d'échange en argent, la thésaurisation, laquelle pour cette raison joue un grand rôle chez les peuples anciens, en Asie jusqu'à l'heure présente, et chez les peuples agricoles modernes où la valeur d'échange ne s'est pas encore emparée de tous les rapports de la production.

Nous allons examiner la fonction spécifiquement économique de la thésaurisation dans l'enceinte de la circulation métallique elle-même, mais nous ferons mention d'abord d'une autre forme de thésaurisation.

Toute abstraction faite de leurs propriétés esthétiques, les marchandises en or et en argent, étant composées de la matière qui est la matière de la monnaie, sont convertibles en monnaie, de même que la monnaie d'or ou les lingots d'or sont convertibles en ces marchandises. C'est parce que l'or et l'argent sont la matière de la richesse abstraite que l'étalage suprême de la richesse consiste à s'en servir dans la forme des valeurs d'usage concrètes, et si le possesseur de marchandises cache son trésor, il se sent poussé à paraître, partout où cela se peut faire avec sécurité, un *hombre rico* aux yeux des autres marchands. Il se dore lui et sa maison[96]. En Asie, notamment dans l'Inde, où la thésaurisation n'est pas, ainsi que dans l'économie bourgeoise, une fonction subordonnée du mécanisme de la production totale, mais où la richesse, sous cette forme, est le but final, les marchandises d'or et d'argent ne sont proprement qu'une forme esthétique des trésors. Dans l'Angleterre du Moyen Âge les marchandises d'or et d'argent, parce que leur valeur n'était que peu augmentée par le travail grossier qu'on y avait ajouté, étaient considérées légalement comme de simples formes de trésor. Elles étaient destinées à être jetées de nouveau dans la circulation et leur finesse était par conséquent prescrite tout comme celle du numéraire lui-même. L'emploi croissant de l'or et de l'argent pour les objets de luxe avec la richesse croissante, est une chose si simple que les anciens la comprenaient[97] parfaitement, tandis que les économistes modernes ont établi la fausse proposition : que l'usage des marchandises d'or et d'argent n'augmente pas proportionnellement à l'accroissement des richesses, mais seulement proportionnellement à la dépréciation des métaux précieux. C'est pourquoi leurs indications, exactes quant à l'emploi de l'or californien et australien, montrent toujours une lacune, parce que la consommation accrue de l'or, comme matière première, n'est pas justifiée dans leur imagination par une baisse correspondante de sa valeur. En 1810 à 1830, la moyenne de la production annuelle des métaux précieux avait diminué de plus de la moitié par suite de la lutte des colonies américaines contre l'Espagne et de l'interruption dans le travail des mines causée par les révolutions. La diminution des espèces

circulantes en Europe représentait près de 1/6, si l'on compare les années 1829 et 1809. Quoique la quantité de la production eût donc diminué et que les frais de production eussent augmenté, si tant est qu'ils aient varié, la consommation des métaux précieux sous la forme d'objets de luxe augmenta néanmoins d'une façon extraordinaire ; en Angleterre, pendant la guerre déjà, sur le continent depuis la paix de Paris. Elle allait en croissant avec l'accroissement de la richesse générale[98]. On peut poser comme une loi générale, que la conversion de la monnaie d'or et d'argent en objets de luxe prédomine dans les temps paisibles, et que leur conversion en lingots, ou bien en espèces, a lieu à des périodes orageuses[99]. Combien est considérable la proportion du trésor d'argent et d'or existant sous la forme d'articles de luxe, au métal précieux servant de monnaie, appert du fait qu'en 1829 la proportion en Angleterre était, d'après Jacob, comme 2 à 1, et que dans toute l'Europe et en Amérique il y avait 1/4 de plus de métal précieux sous forme d'objets de luxe que sous forme de monnaie.

Nous avons vu que le cours de la monnaie n'est que la manifestation de la métamorphose des marchandises ou du changement de forme, par où s'accomplit l'échange social de la matière. Il fallait donc qu'avec les variations de la somme des prix des marchandises circulantes, ou l'extension de leurs métamorphoses simultanées d'une part, et la rapidité chaque fois de leur changement de forme de l'autre, il y eut expansion et contraction de la quantité de l'argent circulant, ce qui est possible seulement à la condition que la quantité totale de l'argent dans un pays soit en un rapport qui varie toujours à la quantité de l'argent circulant. La thésaurisation remplit cette condition. Si les prix baissent ou si la rapidité de la circulation augmente, les réservoirs des trésors absorbent la partie de l'argent retirée de la circulation ; si les prix montent ou si la rapidité de la circulation diminue, les trésors s'ouvrent et refluent en partie vers la circulation. Le figement de l'argent circulant en trésor, et l'épanchement des trésors dans la circulation est un mouvement oscillatoire continuellement changeant, et où la prédominance de l'une ou de l'autre tendance est déterminée exclusivement par les fluctuations de la circulation des marchandises. Les trésors servent ainsi de canaux de distribution et de dérivation de l'argent circulant, en sorte qu'il ne circule jamais à titre de numéraire que le quantum d'argent déterminé par les besoins immédiats de la circulation. Si la circulation totale prend subitement de l'extension, et si l'unité fluide de vente et d'achat prédomine, mais de manière que la somme totale des prix à réaliser s'accroît plus rapidement encore que la vitesse du cours de la monnaie, les

trésors se vident à vue d'œil ; dès que le mouvement total s'arrête de façon inaccoutumée, ou que le mouvement de vente et d'achat se consolide, le moyen de circulation se fige en monnaie dans des proportions saisissantes et les réservoirs des trésors s'emplissent bien au-delà du niveau moyen. Dans les pays où la circulation est purement métallique ou qui se trouvent à un stade de production peu développé, les trésors sont infiniment éparpillés et disséminés sur toute la périphérie du pays, tandis que dans les sociétés bourgeoises développées, ils sont concentrés dans les réservoirs des banques. Il importe de ne pas confondre le trésor avec le numéraire de réserve, qui lui-même forme une partie constituante de la quantité totale de la monnaie toujours en circulation, tandis que la relation active entre le trésor et le moyen de circulation suppose la baisse ou la hausse de cette quantité totale. Les marchandises d'or et d'argent constituent, nous l'avons vu, aussi bien un canal de dérivation des métaux précieux que des sources alimentaires latentes. Dans les temps ordinaires, la première fonction seule a de l'importance pour l'économie de la circulation métallique[100].

b. Moyen de paiement.

Jusqu'ici l'argent se distinguait du moyen de circulation sous les deux formes du *numéraire suspendu* et du *trésor*. Dans la transformation passagère du numéraire en argent, la première forme reflétait le fait que le second membre de M-A-M, l'achat A-M, doit s'éparpiller, à l'intérieur d'une sphère de circulation déterminée, en une série d'achats successifs. Or, la thésaurisation consistait simplement en l'isolement de l'acte M-A qui n'évoluait pas à A-M ; elle n'était que le développement indépendant de la première métamorphose de la marchandise, l'argent évolué à la forme d'apparition aliénée de toutes les marchandises, par opposition au moyen de circulation qui est le mode d'existence de la marchandise sous sa forme toujours aliénable. Numéraire de réserve et trésor n'étaient de l'argent que parce qu'ils n'étaient pas moyens de circulation et ils n'étaient pas moyens de circulation par le seul fait qu'ils ne circulaient pas. Dans la fonction où nous considérons l'argent maintenant, il circule ou entre dans la circulation, mais sans servir d'instrument de circulation. En tant que moyen de circulation l'argent était toujours moyen d'achat, maintenant il agit comme non-moyen d'achat.

Dès que par la thésaurisation l'argent corporifie la richesse sociale abstraite, devient le représentant tangible de la richesse matérielle, il acquiert dans ce caractère déterminé d'argent des fonctions particulières dans le procès de circulation. Si l'argent circule en qualité de simple moyen de circulation et partant de moyen d'achat, il est sous-entendu que

marchandise et argent se trouvent en face l'un de l'autre, que la même grandeur de valeur est présente d'une manière double, à l'un des pôles sous forme de marchandise, dans la main du vendeur, à l'autre pôle sous forme d'argent, dans la main de l'acheteur. Cette existence simultanée des deux équivalents a des pôles opposés, et leur changement de place simultanée, ou leur aliénation réciproque, suppose que vendeur et acheteur n'entrent en relation que parce qu'ils sont possesseurs d'équivalents. Cependant, le procès de la métamorphose des marchandises qui crée les différentes fixités de forme de l'argent, modifie aussi les échangistes, ou modifie les caractères sociaux sous lesquels ils apparaissent les uns aux autres. Dans le procès de la métamorphose de la marchandise, le détenteur des marchandises change de peau aussi souvent que la marchandise se meut et que l'argent revêt des formes nouvelles. À l'origine les possesseurs de marchandises se confrontaient comme des échangistes ; l'un devenait vendeur, l'autre acheteur, puis, chacun alternativement acheteur et vendeur, ensuite ils devenaient thésauriseurs, enfin des gens riches. Ainsi les échangistes ne sortent pas du procès de circulation comme ils y sont entrés. De fait, les différentes formes arrêtées que revêt l'argent dans le procès de circulation ne sont que les métamorphoses cristallisées de la marchandise elle-même, lesquelles de leur côté ne sont que l'expression objective des changeantes relations sociales dans lesquelles les possesseurs de marchandises accomplissent leur échange de matière. Dans le procès de circulation se créent de nouvelles relations commerciales, et les porteurs de ces relations modifiées, les possesseurs de marchandises, acquièrent de nouveaux caractères économiques. De même que dans la circulation intérieure l'argent s'idéalise et que du simple papier, représentant de l'or, remplit la fonction de monnaie, de même ce procès donne à l'acheteur ou au vendeur qui entre en simple représentant de monnaie ou de marchandise, c'est-à-dire qui représente de la monnaie future ou de la marchandise future, l'efficacité du vendeur ou de l'acheteur réel.

Toutes les formes auxquelles évolue l'or devenu monnaie ne sont que le déploiement des destinations renfermées dans la métamorphose des marchandises. Mais ces formes dans la circulation simple de l'argent, où l'argent était du numéraire et le mouvement M-A-M était unité évolutive, ne s'étaient pas dégagées sous un aspect indépendant, ou n'étaient que de simples virtualités comme par exemple l'arrêt de la métamorphose de la marchandise. Nous avons vu que dans le procès M-A la marchandise, en tant que valeur d'usage réelle et valeur d'échange idéale, se rapportait à la monnaie en tant que valeur d'usage seulement idéale. En aliénant la

marchandise a titre de valeur d'usage, le vendeur en réalisait la valeur d'échange ainsi que la valeur d'usage de la monnaie. Inversement, en aliénant la monnaie à titre de valeur d'échange, l'acheteur réalisait sa valeur d'usage et le prix de la marchandise. En conséquence, la marchandise et la monnaie avaient changé de place. Dans sa réalisation, le procès vivant de cette opposition bipolaire se scinde de nouveau. Le vendeur aliène réellement la marchandise et d'abord ne réalise son prix qu'idéalement. Il l'a vendu à son prix lequel cependant ne sera réalisé qu'à une époque ultérieure déterminée. L'acheteur qui achète représente de la monnaie future, tandis que le vendeur qui vend possède une marchandise présente. En ce qui concerne le vendeur, la marchandise comme valeur d'usage est réellement aliénée sans qu'elle ait été réellement réalisée comme prix ; en ce qui concerne l'acheteur, la monnaie est réellement réalisée dans la valeur d'usage de la marchandise sans qu'elle ait été réellement aliénée comme valeur d'échange. Alors qu'autrefois c'était le signe de valeur, c'est maintenant l'acheteur lui-même qui représente symboliquement l'argent. Mais de même qu'auparavant la symbolique générale du signe de valeur entraînait la garantie et le cours forcé de l'État, la symbolique personnelle de l'acheteur suscite maintenant des contrats privés légalement valables entre les échangistes.

Dans le procès A-M, au contraire, l'argent peut être aliéné comme moyen d'achat réel et le prix de la marchandise être ainsi réalisé avant que la valeur d'usage de l'argent soit réalisée ou que la marchandise soit aliénée. Ceci a lieu tous les jours sous la forme de paiements faits d'avance. Et encore sous la forme où le gouvernement anglais achète l'opium des Ryots dans l'Inde et où des commerçants étrangers établis en Russie achètent une grande partie des produits russes. Mais l'argent n'est dans ces cas que moyen d'achat et n'acquiert pas une forme déterminée nouvelle^[101]. C'est pour quoi nous ne nous arrêtons pas à ce dernier cas mais remarquons cependant, relativement à l'aspect transformé sous lequel les deux procès A-M et M-A se présentent ici, que la différence qui paraissait imaginaire dans la circulation, devient maintenant une différence réelle, puisque dans l'une des formes la marchandise seule et dans l'autre la monnaie seule est présente, mais que dans les deux formes, seule l'extrême d'où part l'initiative est présente. De plus, les deux formes ont cela de commun que, dans l'une et l'autre, un des équivalents n'existe que dans la commune volonté de l'acheteur et du vendeur, une volonté qui les lie tous deux et qui acquiert des formes légales déterminées.

Vendeurs et acheteurs deviennent créanciers et débiteurs. Si dans son rôle de gardien du trésor, le possesseur de marchandises était un type

plutôt comique, il se fait terrible maintenant, car ce n'est plus lui-même, mais son prochain, qu'il identifie avec une somme d'argent déterminée et il fait de celui-ci et non de lui-même le martyr de la valeur d'échange. De croyant il devient créancier et tombe de la religion dans la jurisprudence.

« I stay here on my bond ! »

Dans la forme modifiée M-A ou la marchandise est présente et où l'argent est représenté seulement, l'argent sert d'abord de mesure des valeurs. La valeur d'échange de la marchandise est évaluée dans l'argent, considérée comme sa mesure, mais en tant que valeur d'échange mesurée contractuellement le prix n'existe pas seulement dans la tête du vendeur mais aussi comme mesure de l'obligation de l'acheteur. En second lieu, l'argent sert ici de moyen d'achat, quoiqu'il ne projette devant lui que l'ombre de son existence future. Il soutire la marchandise de la main du vendeur pour la faire passer dans celle de l'acheteur. À l'échéance du terme fixé pour l'exécution du contrat, l'argent commence à circuler, puisqu'il se déplace et passe de la main de l'ancien acheteur dans celle de l'ancien vendeur. Mais il n'entre pas en circulation en qualité de moyen de circulation ou de moyen d'achat. Telle était sa fonction avant qu'il fût présent et telle paraît être sa fonction quand il ne l'est plus. Il entre dans la circulation à titre d'unique équivalent adéquat de la marchandise, de réalisation absolue de la valeur d'échange, de dernier mot du procès d'échange, bref, comme argent et encore comme argent dans la fonction déterminée de *moyen de paiement général*. Dans cette fonction de paiement, l'argent est la marchandise absolue, mais dans l'enceinte de la circulation même et non, comme le trésor, hors d'elle. La différence entre moyen d'achat et moyen de paiement se fait très désagréablement sentir aux époques des crises commerciales[\[102\]](#).

À l'origine, transformer le produit en monnaie ne semble être dans la circulation qu'une nécessité individuelle pour le possesseur de marchandises, puisque son produit n'est pas pour lui une valeur d'usage mais le deviendra seulement quand il l'aura aliéné. Or, pour payer à l'échéance du terme il faut qu'au préalable il ait vendu des marchandises. Par le mouvement du procès de circulation la vente s'est transformée pour lui en une nécessité sociale. D'ancien acheteur d'une marchandise, il devient par force vendeur d'une autre marchandise, non pour acquérir de l'argent en qualité de moyen d'achat mais en qualité de moyen de paiement, la forme absolue de la valeur d'échange. Faire de la métamorphose de la marchandise en argent l'acte final, ou faire de la première métamorphose de la marchandise le but en soi, ce qui dans la thésaurisation paraissait être un caprice du possesseur de marchandises, est

devenu maintenant une fonction économique. Le motif et le contenu de la vente pour payer est le contenu qui découle de la forme du procès de circulation même.

Dans cette forme de vente la marchandise effectue son déplacement et circule, tandis qu'elle ajourne sa première métamorphose, sa transformation en argent. Pour le vendeur, au contraire, c'est la seconde métamorphose qui s'accomplit, c'est-à-dire que l'argent est retransformé en marchandise avant que soit accomplie la première métamorphose, avant que la marchandise ait été transformée en argent. La première métamorphose apparaît donc ici dans le temps après la seconde, et par la l'argent, qui est l'aspect de la marchandise dans sa première métamorphose, acquiert une nouvelle fixité de forme. L'argent, ou l'évolution indépendante de la valeur d'échange, n'est plus la forme médiatrice de la circulation des marchandises, mais son résultat final.

Il n'est pas besoin de démontrer en détail que de pareilles ventes à terme, où les deux pôles de vente sont séparés dans le temps, naissent spontanément de la circulation simple des marchandises. D'abord, le développement de la circulation veut que les mêmes échangistes se confrontent à plusieurs reprises comme vendeurs et acheteurs. Cette confrontation répétée ne demeure pas purement fortuite ; une marchandise est, par exemple, commandée pour un terme futur auquel elle doit être livrée et payée. Dans ce cas, la vente est effectuée idéalement, c'est-à-dire juridiquement, sans que la marchandise et la monnaie apparaissent matériellement. Les deux formes de l'argent, moyen de circulation et moyen de paiement ici, coïncident encore puisque, d'une part, marchandise et monnaie changeait de place simultanément et que, d'autre part, la monnaie n'achète pas la marchandise mais réalise seulement le prix de la marchandise, vendue antérieurement. De plus, il résulte de la nature de toute une série de valeurs d'usage qu'elles ne sont pas réellement aliénées par la livraison effective, mais seulement par la cession de la marchandise pendant un temps déterminé ; ainsi, quand on abandonne la jouissance d'une maison pour un mois, la valeur d'usage de la maison n'est livrée qu'à l'expiration de cette période, quoiqu'elle ait changé de mains au commencement du mois. Jusqu'ici l'abandon effectif de la valeur d'usage et son aliénation réelle sont séparés dans le temps, la réalisation de son prix aussi a lieu plus tard que son changement de place. Enfin, les marchandises étant produites à des époques différentes et demandant une durée de temps différente pour leur production, il se trouve qu'un individu entre en scène comme vendeur alors qu'un autre ne peut pas encore se présenter comme acheteur, et parce que l'acte d'achat et de vente se

renouvelle fréquemment parmi les mêmes possesseurs de marchandises, les deux moments de la vente se scindent conformément aux conditions de production de leurs marchandises. De cette façon se crée un rapport de créancier à débiteur entre les échangistes qui, bien qu'il forme la base naturelle du système du crédit, peut cependant être complètement développé avant que ce dernier existe. Il est d'ailleurs évident qu'avec le perfectionnement du système du crédit, donc de la production bourgeoise en général, la fonction de l'argent, en tant que moyen de paiement, prendra de l'extension au préjudice de sa fonction comme moyen d'achat et plus encore comme élément de thésaurisation. En Angleterre l'argent, en tant que numéraire, est confiné presque exclusivement dans la sphère du commerce au détail, entre producteurs et consommateurs, tandis qu'à titre de moyen de paiement il règne dans la sphère des grandes transactions commerciales[103].

En qualité de moyen universel de paiement la monnaie devient la *marchandise universelle* des contrats — tout d'abord à l'intérieur seulement de la sphère de la circulation des marchandises[104]. Mais à mesure qu'elle s'établit dans cette fonction, toutes les autres formes de paiement se résolvent peu à peu en paiements en monnaie. Le degré auquel la monnaie s'est développée comme moyen de paiement exclusif indique jusqu'à quel degré la valeur d'échange s'est emparée de la production dans son étendue et sa profondeur[105].

La quantité de la monnaie qui circule en qualité de moyen de paiement est déterminée en premier lieu par le montant des paiements ; par la somme des prix des marchandises aliénées et non de celles qui devront être aliénées, comme dans la circulation simple de l'argent. Cependant la somme ainsi déterminée est modifiée doublement ; en premier lieu par la rapidité avec laquelle la même pièce de monnaie répète la même fonction ou avec laquelle la masse des paiements se manifeste comme une chaîne évoluant de paiements. A paie B, puis B paie C et ainsi de suite. La rapidité avec laquelle la même pièce de monnaie répète sa fonction de moyen de paiement dépend, d'une part, de l'enchaînement des rapports de créancier à débiteur parmi les possesseurs de marchandises, en sorte que le même possesseur de marchandises est créancier vis-à-vis de l'un, débiteur vis-à-vis de l'autre, etc., et, d'autre part, de la longueur du temps qui sépare les différents termes de paiement. Cette chaîne de paiements, ou première métamorphose supplémentaire des marchandises, diffère qualitativement de la chaîne des métamorphoses qui, dans le cours de la monnaie, revêt la forme de moyen de circulation. Cette dernière série ne fait pas qu'apparaître successivement dans le temps, mais elle *devient*

seulement, dans cette succession. La marchandise devient monnaie, puis redevient marchandise et permet ainsi à une autre marchandise de devenir monnaie, etc. C'est parce que le vendeur devient acheteur qu'un autre échangiste devient vendeur. Cet enchaînement naît fortuitement dans le procès d'échange des marchandises. Mais que la monnaie avec laquelle A paie B passe de B et C, de C à D, etc., et cela à des intervalles de temps se succédant rapidement dans cet enchaînement extérieur, un enchaînement social déjà existant ne fait que se montrer au jour. La même monnaie ne circule pas dans différentes mains parce qu'elle sert de moyen de paiement, mais elle circule comme moyen de paiement parce que ces différentes mains ont déjà touché dans les mains. La rapidité avec laquelle l'argent circule en qualité de moyen de paiement, mieux que la rapidité avec laquelle l'argent circule en qualité de numéraire ou de moyen d'achat, montre combien profondément les individus ont été entraînés dans le procès de circulation.

La somme des prix des achats et des ventes ayant lieu simultanément, et partant côte à côte dans l'espace, constitue la limite ou la rapidité du cours peut suppléer à la masse du numéraire. Cette barrière n'existe pas pour la monnaie faisant office de moyen de paiement. S'il y a concentration dans le même endroit des paiements à effectuer simultanément, ce qui d'abord ne se produit spontanément que dans les grands loyers de la circulation des marchandises, les paiements compensent, comme grandeurs négatives et positives, puisque A doit payer B et être payé par C, etc. La somme totale de la monnaie requise à titre de moyen de paiement sera donc déterminée, non par la somme des prix des paiements à réaliser simultanément, mais par la concentration plus ou moins grande de ceux-ci, et par la grandeur du bilan qui reste après leur neutralisation réciproque comme grandeurs négatives et positives. Des dispositions spéciales en vue de ces compensations sont prises en l'absence de tout développement du système du crédit, comme par exemple dans l'ancienne Rome. Mais nous n'avons pas à les considérer ici, pas plus que les termes de paiements généraux qui s'établissent partout dans les cercles sociaux déterminés. Remarquons seulement que l'influence spécifique qu'exercent ces termes sur les fluctuations périodiques dans la quantité de la monnaie courante n'a été examinée scientifiquement que dans ces tous derniers temps.

Pour autant que les paiements se compensent comme grandeurs positives et négatives, la monnaie réelle n'intervient pas. Elle ne se développe ici que sous sa forme de mesure des valeurs, d'une part dans les prix des marchandises, d'autre part dans la grandeur des obligations réciproques. Indépendamment de son existence idéale, la valeur d'échange

n'acquiert donc pas ici une existence indépendante, pas même celle de signe de valeur ; la monnaie n'est qu'une monnaie de compte idéale. La fonction de la monnaie comme moyen de paiement renferme donc une contradiction. D'une part, pour autant que les paiements se compensent, la monnaie ne sert de mesure qu'idéalement ; d'autre part, pour autant que le paiement doit s'effectuer réellement, elle entre dans la circulation non à titre de moyen de circulation fugitif mais comme la manière d'être statique de l'équivalent général, comme la marchandise absolue, en un mot comme monnaie. Partout donc où se sont développés la chaîne des paiements et un système artificiel de les compenser, il arrive, à l'occasion de secousses qui arrêtent le cours des paiements et troublent le mécanisme de leur compensation, que l'argent soudain perd son aspect éthéréen, chimérique, de mesure de valeur et revêt la forme d'argent solide ou de moyen de paiement. Lorsque la production bourgeoise est développée et que, depuis longtemps, le possesseur de marchandises est devenu un capitaliste qui connaît son Adam Smith et se rit avec un air de supériorité de la croyance que seuls l'or et l'argent sont de la monnaie ou que la monnaie en général est, à la différence des autres marchandises, la marchandise absolue, la monnaie réapparaît tout à coup, non en qualité de médiateur de la circulation, mais comme la seule forme adéquate de la valeur d'échange, comme la richesse unique, exactement tel que le conçoit le thésauriseur. Sous cet aspect d'incarnation exclusive de la richesse, il ne se révèle pas, comme dans le système monétaire, dans la dépréciation purement imaginaire, mais dans la dépréciation et la non-valeur réelles de toute richesse matérielle. C'est là le moment particulier des crises du marché mondial qui s'appelle crise monétaire. Le *summum bonum* qu'en de pareils moments on appelle à grands cris, comme la richesse unique, c'est l'argent, l'argent comptant, et toutes les marchandises, précisément parce que ce sont des valeurs d'usage, paraissent, auprès de lui, des choses inutiles, des futilités, des jouets, ou, comme le dit notre Docteur Martin Luther, pure parure et goinfrerie. Cette subite conversion du système du crédit en système monétaire ajoute l'épouvante théorique à la panique pratique et les agents de la circulation demeurent consternés devant l'impénétrable mystère de leurs propres rapports économiques[\[106\]](#).

Les paiements de leur côté rendent nécessaire un fonds de réserve, une accumulation d'argent à titre de moyen de paiement. La constitution de ce fonds de réserve n'est plus, ainsi que dans la thésaurisation, une activité extérieure à la circulation, ni une simple stagnation technique des espèces comme dans la réserve du numéraire, mais l'argent doit être amassé graduellement, afin qu'on en trouve aux termes de paiements futurs

déterminés. Si la thésaurisation dans sa forme abstraite, où elle signifiait enrichissement, diminue avec le développement de la production bourgeoise, la thésaurisation directement exigée par le procès de l'échange augmente, ou plutôt une partie des trésors qui se constituent dans la sphère de la circulation des marchandises est absorbée comme fonds de réserve de moyens de paiement. Plus la production bourgeoise est développée, plus ce fonds de réserve est limité au minimum nécessaire. Locke, dans son écrit sur l'abaissement du taux de l'intérêt[107], donne des éclaircissements intéressants sur la grandeur de ce fonds de réserve à son époque. Il fait voir quelle partie importante de la totalité de l'argent circulant était absorbée en Angleterre par les réservoirs des moyens de paiement, précisément à l'époque où la Banque commençait à se développer.

La loi sur la quantité de l'argent circulant, telle qu'elle résultait de l'examen de la circulation simple de l'argent, est essentiellement modifiée par la circulation du moyen de paiement. Étant donnée la vitesse du cours de la monnaie, soit comme moyen de circulation, soit comme moyen de paiement, la somme totale de l'argent circulant dans une période de temps donnée, sera déterminée par la somme totale des prix des marchandises à réaliser, *plus* la somme totale des paiements échus à la même époque, *moins* les paiements s'annulant réciproquement par compensation. La loi générale, que la masse de la monnaie courante dépend des prix des marchandises, n'est aucunement affectée par là, puisque le montant des paiements est déterminé par les frais fixés par contrat. Ce qui ressort d'une manière frappante, c'est que, alors même que la vitesse du cours et l'économie des paiements sont supposés constantes, la somme des prix d'une masse de marchandises circulantes en une période déterminée, par exemple un jour, et la masse d'argent circulant le même jour, ne coïncident nullement ; car il circule une masse de marchandises dont le prix ne sera réalisé en argent qu'ultérieurement, et il circule une masse d'argent, à laquelle ne correspondent plus des marchandises depuis longtemps sorties de la circulation. Cette dernière masse dépendra de la grandeur de la somme des valeurs des paiements qui étoient le même jour, bien qu'ils aient été contractés à des périodes différentes.

Nous avons vu que le changement dans la valeur de l'or et de l'argent n'affecte pas leur office de mesure des valeurs ou de monnaie de compte. Ce changement toutefois acquiert une importance décisive pour l'or sous forme de trésor, car avec la hausse ou la baisse de la valeur de l'or ou de l'argent, augmente ou diminue la grandeur de valeur du trésor d'or ou d'argent. Et cette importance est plus grande encore pour la monnaie faisant office de moyen de paiement. Le paiement ne s'effectue qu'après la

vente de la marchandise ; la monnaie exerce à deux périodes différentes deux fonctions différentes ; d'abord elle sert de mesure des valeurs, ensuite de moyen de paiement qui répond à ce mesurage. Si, dans cet intervalle, il y a variation dans la valeur des métaux précieux, ou dans le temps de travail qu'exige leur production, le même quantum d'or ou d'argent servant de moyen de paiement vaudra plus ou moins qu'à l'époque où il servait de mesure de valeur et où le contrat a été conclu. La fonction d'une marchandise spéciale, telle que l'or ou l'argent, comme monnaie ou valeur d'échange matérialisée, est ici aux prises avec sa nature de marchandise particulière, dont la grandeur de valeur dépend de la variation de ses frais de production. La grande révolution sociale qui amena la chute de la valeur des métaux précieux en Europe, est un fait aussi connu que la révolution inverse déterminée, dans les premiers temps de la république de l'ancienne Rome, par la hausse de la valeur du cuivre dans lequel étaient contractées les dettes des plébéiens. Sans suivre plus longtemps les oscillations de valeur des métaux précieux dans leur influence sur le système économique bourgeois, on peut constater dès maintenant que la baisse de la valeur des métaux précieux favorise les débiteurs aux dépens des créanciers, et qu'une hausse de leur valeur favorise, au contraire, les créanciers aux dépens des débiteurs.

c. La monnaie universelle.

L'or devient monnaie, distinguée du numéraire, d'abord en se retirant de la circulation sous forme de trésor, puis en y entrant comme non-moyen de circulation, enfin, en franchissant les barrières de la circulation intérieure pour remplir dans le monde des marchandises la fonction d'équivalent général. Il devient ainsi *monnaie universelle*.

De même que les mesures de poids générales des métaux précieux servaient de mesures de valeur primitives, les noms de compte de la monnaie sont, à l'intérieur du marché universel, retransformés en les noms de poids correspondants. De même que l'amorphe métal brut (*aes rude*) était la forme primitive du moyen de circulation et que la forme monnayée était elle-même, à l'origine, simple signe officiel du poids contenu dans les pièces de métal, de même le métal précieux, devenu numéraire universel, dépouille figure et empreinte et revêt à nouveau la forme indifférente de lingot ; ou si des espèces nationales, telles que, impériales russes, écus mexicains et sovereigns anglais, circulent à l'étranger, leur titre devient indifférent et leur contenu seul compte. Devenus monnaie internationale, enfin, les métaux précieux accomplissent de nouveau leur fonction primitive de moyens d'échange, laquelle, de même que l'échange des

marchandises lui-même, ne prenait pas sa source dans le sein des communautés primitives mais aux points de contact des différentes communautés. Sous la forme de monnaie universelle, l'argent reprend donc sa forme primitive. Lorsqu'il se retire de la circulation intérieure, il dépouille les formes particulières nées du développement du procès de l'échange dans cette sphère particulière, il dépouille les formes locales qu'il avait revêtues quand il était étalon des prix, numéraire, monnaie d'appoint et signe de valeur.

Nous avons vu que dans la circulation intérieure d'un pays une seule marchandise sert de mesure des valeurs. Mais parce que dans un pays c'est l'or, et dans un autre c'est l'argent, qui remplit celle fonction, une double mesure des valeurs est valable sur le marché universel et la monnaie double son existence aussi dans toutes les autres fonctions. La conversion des valeurs des marchandises du prix or en prix argent, et inversement, est déterminée chaque fois par la valeur relative des deux métaux qui varie continuellement et dont la fixation, par conséquent, apparaît comme un procès continu. Les détenteurs des marchandises de chaque sphère intérieure de circulation sont contraints d'employer alternativement de l'or et de l'argent pour la circulation extérieure et d'échanger ainsi le métal qui sert de monnaie à l'intérieur contre le métal dont ils se trouvent avoir besoin en qualité de monnaie à l'extérieur. Chaque nation emploie donc les deux métaux, l'or et l'argent, en qualité de monnaie universelle.

Dans la circulation internationale des marchandises l'or et l'argent n'apparaissent pas comme moyens de circulation, mais comme *moyens d'échange universels*. Or, le moyen d'échange universel ne fonctionne que dans les deux formes développées de *moyen d'achat* et de *moyen de paiement* dont le rapport subit une inversion cependant sur le marché mondial. Dans la sphère de circulation intérieure la monnaie, en tant qu'elle était numéraire et qu'elle représentait le médiateur de l'unité évoluant M-A-M, ou la forme purement fugitive de la valeur d'échange dans le perpétuel changement de place des marchandises, ne servait exclusivement que de moyen d'achat. C'est l'inverse sur le marché mondial. Ici l'or et l'argent sont des moyens d'achat quand l'échange de la matière n'est qu'unilatérale et que l'achat et la vente se disjoignent. Le commerce limitrophe de Kiachta, par exemple, est pratiquement et contractuellement le troc où l'argent ne sert que de mesure de valeur. La guerre de 1857-58 décidait les Chinois à vendre sans acheter. Alors, soudain, l'argent devint moyen d'achat. En considération des ternies du contrat, les Russes transformèrent les pièces de cinq francs françaises en articles d'argent grossiers qui servirent de moyens d'échange. L'argent sert

continuellement de moyen d'achat entre l'Europe et l'Amérique d'une part, et l'Asie d'autre part, où il se dépose comme trésor. De plus, les métaux précieux servent de moyens d'achat internationaux aussitôt que l'équilibre traditionnel de l'échange de la matière, entre deux nations, est subitement rompu ; qu'une mauvaise récolte, par exemple, force l'une d'elle à acheter dans une proportion extraordinaire. Enfin les métaux précieux sont moyen d'achat international dans les pays producteurs d'or et d'argent où ils sont directement produit et marchandise et non la forme métamorphosée de la marchandise. Plus se développe l'échange des marchandises entre les différentes sphères de circulation nationales et plus la monnaie universelle fait office de moyen de paiement pour équilibrer les bilans internationaux.

De même que la circulation intérieure, la circulation internationale exige une quantité toujours changeante d'or et d'argent. Une partie des trésors accumulés sert donc dans chaque nation de fonds de réserve de la monnaie universelle, lequel tantôt s'emplit, tantôt se vide, suivant les oscillations de l'échange des marchandises[\[108\]](#). Sans parler des mouvements particuliers qu'elle exécute dans son va et vient entre les sphères de circulation nationales, la monnaie universelle possède encore un mouvement général, dont les points de départ se trouvent aux sources de la production d'où des Neuves d'or et d'argent s'épandent dans différentes directions sur le marché du monde. L'or et l'argent entrent dans la circulation universelle sous forme de marchandises et s'échangent, proportionnellement au temps de travail qu'ils contiennent, contre des marchandises équivalentes avant de tomber dans les sphères de circulation intérieures. Dans celles-ci ils apparaissent donc avec une grandeur de valeur donnée. Toute baisse ou hausse dans leurs frais de production affecte donc uniformément sur le marché mondial leur valeur relative, laquelle est entièrement indépendante de la quantité d'or et d'argent qu'engloutissent les différentes sphères de la circulation. Le fleuve métallique qui est intercepté par chaque sphère particulière entre, en partie, directement dans la circulation intérieure pour remplacer les espèces métalliques usées, en partie, il est endigué dans les différents réservoirs du numéraire, de moyens de paiement et de monnaie universelle, en partie il est transformé en articles de luxe. Le reste enfin devient trésor tout court. Lorsque la production bourgeoise est développée, la constitution des trésors est limitée au minimum qu'exigent les divers procès de la circulation pour le libre jeu de leur mécanisme. Seule la richesse laissée en friche devient ici trésor comme tel, à moins qu'il ne soit la forme momentanée d'un excédent dans le bilan des paiements, le résultat d'un arrêt de la matière et partant le figement de la marchandise

dans sa première métamorphose.

Si l'or et l'argent, en tant que monnaie, sont conçus comme la marchandise générale, ils acquièrent dans la monnaie universelle la forme d'existence adéquate de la marchandise universelle. À proportion que tous les produits s'aliènent contre l'or et l'argent ils deviennent la figure métamorphosée de toutes les marchandises et partant la marchandise universellement aliénable, lisse réalisent comme la matière du temps de travail général dans la mesure où la circulation de la matière des travaux concrets s'étend sur toute la surface de la terre. Ils deviennent l'équivalent général dans la mesure où se développe la série des équivalents particuliers qui constituent leur sphère d'échange. Parce que dans la circulation mondiale les marchandises déploient universellement leur propre valeur d'échange, la forme de celle-ci, métamorphosée en or et en argent, apparaît comme la monnaie universelle. Tandis que par leur industrie généralisée et leur commerce universel les nations d'échangistes convertissent l'or en monnaie adéquate, l'industrie et le commerce ne leur apparaissent que comme un moyen pour soustraire au marché mondial la monnaie sous forme d'or et d'argent. En tant que monnaie universelle, l'or et l'argent sont donc tout ensemble le produit de la circulation générale des marchandises et le moyen d'en étendre toujours la sphère. De même qu'à l'insu des alchimistes cherchant à faire de l'or, naquit la chimie, de même à l'insu des possesseurs de marchandises, courant après la marchandise sous sa forme enchantée, jaillissent les sources de l'industrie mondiale, du commerce mondial. L'or et l'argent aident à créer le marché du monde en ce que, conçus comme monnaie, ils anticipent son existence. Et ce qui démontre bien que leur effet magique ne se home pas à, l'enfance de la société bourgeoise, mais découle nécessairement du fait qu'aux agents du monde marchand leur propre travail social apparaît à l'envers, c'est l'influence extraordinaire qu'exerce la découverte de nouveaux pays aurifères sur le commerce mondial au milieu du xixe siècle.

La monnaie en évoluant devient monnaie universelle et le possesseur de marchandises devient cosmopolite. Les relations cosmopolites ne sont à l'origine que les relations entre possesseurs de marchandises. La marchandise en soi et pour soi est supérieure. En toute barrière religieuse, politique et linguistique. Sa langue universelle est le prix et sa communauté est l'argent. Mais en même temps que se développe la monnaie universelle, opposée au numéraire national, se développe le cosmopolitisme des échangistes comme un dogme de la raison pratique, en opposition aux préjugés héréditaires, religieux, nationaux et autres qui mettent obstacle à la circulation de la matière de l'humanité. Comme le

même or qui arrive en Angleterre sous forme d'eagles américains, devient des sovereigns, puis, trois jours après, circule à Paris sous forme de louis, et au bout de quelques semaines se retrouve, transformé en ducats, à Venise, mais conserve toujours la même valeur, les possesseurs de marchandises finissent par comprendre que la nationalité « is but the guinea's stamp ». L'idée sublime dans laquelle se résout pour lui le monde entier est celle d'un marché, d'un *marché mondial*[\[109\]](#).

4. Les métaux précieux.

Le procès de production bourgeois s'empare d'abord de la circulation métallique comme d'un organe transmis tout achevé lequel, bien que se transformant peu à peu, conserve toujours cependant sa construction fondamentale. La question de savoir pourquoi l'or et l'argent servent de matière de la monnaie au lieu et place d'autres marchandises ne se pose point dans les limites du système bourgeois. Nous ne ferons donc qu'un résumé sommaire des points les plus essentiels.

Puisque le temps de travail général lui-même n'admet que des différences purement quantitatives, il faut que l'objet qui devra être son incarnation spécifique soit capable de représenter des différences purement quantitatives, l'identité, l'homogénéité de la qualité étant supposée. C'est la première condition pour qu'une marchandise fasse office de mesure de valeur. Si, par exemple, j'évalue toutes les marchandises en bœufs, peaux, céréales, etc., il me faut, par le fait, les mesurer dans le bœuf moyen idéal, la peau moyenne idéale, puisque entre bœuf et bœuf, grain et grain, peau et peau il y a différence qualitative. L'or et l'argent, au contraire, étant des corps simples, sont toujours identiques à eux-mêmes et des quanta égaux de ces métaux représentent des valeurs de grandeur égale[\[110\]](#). L'autre condition que doit remplir la marchandise servant d'équivalent général, et qui découle directement de la fonction de représenter des différences purement quantitatives, est qu'on puisse la diviser en parties quelconques et réassembler ces parties de manière que la monnaie de compte puisse être représentée aussi d'une façon sensible. L'or et l'argent possèdent ces qualités à un degré supérieur.

En qualité de moyen de circulation l'or et l'argent offrent cet avantage sur les autres marchandises qu'à leur poids spécifique élevé qui représente une pesanteur relativement grande en un petit espace, correspond leur poids spécifique économique qui leur permet de renfermer beaucoup de temps de travail, c'est-à-dire une grande valeur d'échange sous un petit volume. Cela assure la facilité du transport, du passage d'une main dans

une autre et d'un pays dans un autre, la faculté d'apparaître et de disparaître avec une égale rapidité — bref, la mobilité matérielle, le *sine qua non* de la marchandise qui doit servir de *perpetuum mobile* dans le procès de circulation.

La haute valeur spécifique des métaux précieux, leur durabilité, leur indestructibilité relative, leur inaltérabilité à l'air, et, spécialement pour l'or, son indissolubilité dans les acides, excepté dans l'eau régale — toutes ces propriétés naturelles font des métaux précieux la matière naturelle de la thésaurisation. C'est pourquoi *Peter Martyr*, qui paraît avoir été grand amateur du chocolat, remarque en parlant des sacs de cacao qui constituaient une des monnaies mexicaines : *O felicem monetam, quæ suavem utilemque præbet humano generi potum, et a tartarea peste avaritiæ suos immunes servat possessores, quod suffodi aut diu servari nequeat* (*De orbe novo*).[\[111\]](#)

La grande importance des métaux en général, à l'intérieur du procès de production immédiat, est liée à leur fonction d'instrument de production. Indépendamment de leur rareté, la grande mollesse de l'or et de l'argent comparés avec le fer et même avec le cuivre (à l'état durci où l'employaient les anciens) empêche qu'on les utilise pour outils, et leur ôte en une grande mesure la qualité sur laquelle repose la valeur d'échange des métaux en général. Inutiles dans le procès de production immédiat, ils ne sont pas indispensables comme moyens d'existence, comme objets de consommation. Ils peuvent entrer dans le procès de circulation social en n'importe quelle quantité, sans porter préjudice aux procès de la production et de la consommation immédiats. Leur valeur d'usage individuelle n'entre pas en conflit avec leur fonction économique. D'autre part, l'or et l'argent ne sont pas seulement des objets négativement superflus, c'est-à-dire non indispensables, mais leurs qualités esthétiques font d'eux la matière naturelle du luxe, de la parure, de la somptuosité, des besoins des jours de gala, bref, la forme positive de la superfluité et de la richesse. Ils apparaissent en quelque sorte comme de la lumière solidifiée, tirée du monde souterrain ; l'argent réfléchissant tous les rayons lumineux dans leur mélange primitif, l'or réfléchissant seulement la plus haute puissance de la couleur, le rouge. Or, le sens de la couleur est la forme la plus populaire du sens esthétique en général. La connexion étymologique, dans les différentes langues indo-germaniques, des noms des métaux précieux avec les rapports des couleurs, a été démontrée par *Jacob Grimm* (Voir sa *Gesichte der deutschen Sprache*).

Enfin, la faculté que possèdent l'or et l'argent de passer de la forme de numéraire à celle de lingot, de la tortue de lingot à celle d'articles de luxe

et inversement ; l'avantage qu'ils ont sur d'autres marchandises de n'être pas fixés en des valeurs d'usage une fois données, déterminées, font de ces métaux la matière naturelle de la monnaie qui doit perpétuellement virevolter d'une forme déterminée à une autre.

La nature ne produit point de monnaie non plus que des banquiers ni qu'un cours du change. Mais puisque la production bourgeoise doit cristalliser la richesse comme fétiche sous la forme d'un objet isolé, l'or et l'argent en sont l'incarnation adéquate. L'or et l'argent ne sont pas naturellement monnaie, mais la monnaie est naturellement or et argent. D'une part, le cristal de monnaie d'argent et d'or n'est plus seulement le produit du procès de la circulation ; il est en fait son unique produit stable. D'autre part, l'or et l'argent sont des produits naturels achevés ; produits de la circulation et produits naturels, ils le sont immédiatement et séparés par aucune différence formelle. Le produit général du procès social ou le procès social lui-même considéré comme un produit est un produit naturel spécial, un métal enfoui dans les entrailles de la terre et qu'on peut en extraire[\[112\]](#).

Nous avons vu que l'or et l'argent ne peuvent pas satisfaire à la condition requise d'eux en leur qualité de monnaie, d'être une grandeur de valeur permanente. Ils possèdent toutefois, comme l'a déjà remarqué Aristote, une grandeur de valeur plus permanente que la moyenne des autres marchandises. Indépendamment de l'effet général d'une hausse ou d'une baisse des métaux précieux, les fluctuations du rapport de valeur de l'or et de l'argent sont d'une importance particulière, puisque tous deux servent cote à côte, sur le marché universel, de matière de la monnaie. Les causes purement économiques de ces fluctuations — les conquêtes et autres bouleversements politiques qui exerçaient une grande influence sur la valeur des métaux dans l'ancien monde n'agissent aujourd'hui que d'une manière locale et passagère — doivent être ramenées à la variation du temps de travail qu'exige la production de ces métaux. Ce temps de travail lui-même dépendra de leur rareté naturelle relative ainsi que de la difficulté plus ou moins grande de les obtenir à l'état de métal pur. L'or est, en effet, le premier métal que l'homme découvre. La nature elle-même le crée sous forme cristalline pure, sans combinaison chimique avec d'autres corps, ou, comme disaient les alchimistes, à l'état vierge, et la nature elle-même, dans les grands lavages d'or des rivières, se charge du travail technique. Le travail demande à l'homme, soit pour tirer l'or des rivières, soit pour extraire l'or des terrains d'alluvion, est des plus grossiers, tandis que la production de l'argent suppose le travail des mines et généralement un développement relativement grand de la technique.

Malgré sa rareté absolue moindre, la valeur originale de l'argent est donc relativement plus grande que celle de l'or. Aussi l'assertion de Strabon que dans une tribu arabe on donnait 10 livres d'or pour une livre de fer et 2 livres d'or pour une livre d'argent ne paraît point du tout incroyable. Mais dans la proportion où les forces productives du travail social se développent et où, par conséquent, le produit du travail simple enchérit par rapport à celui du travail compliqué, où l'on défonce sur une plus grande étendue la croûte terrestre et où les premières sources alimentaires de l'or se tarissent à la surface, la valeur de l'argent tombe par rapport à celle de l'or. À un degré donné du développement de la technologie et des moyens de communication, la découverte de nouveaux pays aurifères et argentifères pèsera en dernier ressort dans la balance. Dans l'ancienne Asie le rapport de l'or à l'argent était 6 à 1 ou 8 à 1 ; ce dernier rapport était encore celui en Chine et au Japon au commencement du xix^e siècle ; 10 à 1, le rapport du temps de Xénophon peut être considéré comme le rapport moyen de la période moyenne de l'antiquité. L'exploitation des mines d'argent espagnoles par Carthage, et plus tard par Rome, exerça dans l'antiquité une action analogue à celle de la découverte des mines américaines dans l'Europe moderne. Pour l'époque de l'empire romain 15 à 16 à 1 peut être considéré comme le rapport moyen, bien qu'on rencontre fréquemment, à Rome, une plus grande dépréciation de l'argent. Le même mouvement, commençant par la dépréciation relative de l'or et finissant par l'abaissement de la valeur de l'argent, se répète à l'époque suivante qui s'étend du Moyen Âge jusqu'aux temps les plus récents. Ainsi qu'au temps de Xénophon, le rapport moyen au Moyen Âge est de 10 à 1 et revient à 10 ou 15 à 1 à la suite de la découverte des mines américaines. La découverte des mines d'or australiennes, californiennes et colombiennes rend vraisemblable une nouvelle baisse dans la valeur de l'or[\[113\]](#).

C. Théorie sur les moyens de circulation et sur la monnaie.

Tandis qu'au xv^e et au xviii^e siècle, dans l'enfance de la société bourgeoise moderne, la passion universelle de l'or lançait les peuples et les princes dans des croisades au delà des mers à la recherche du Graal d'or[\[114\]](#), les premiers truchemans du monde moderne, les pères du système monétaire, duquel le système mercantile n'est qu'une variante, proclamèrent l'or et l'argent, c'est-à-dire la monnaie, la richesse unique. Avec raison ils déclaraient que la vocation de la société bourgeoise est de faire de l'argent, donc, au point de vue de la circulation simple de la

marchandise, de former le trésor éternel que ne rongent ni les mites ni la rouille. Dire qu'une tonne de fer du prix de 3 £ a la même grandeur de valeur que 3 £ d'or, ce n'est pas répondre au système monétaire. Il ne s'agit pas ici de la grandeur de la valeur d'échange, mais de sa forme adéquate. Si le système monétaire et mercantile déclare que le commerce mondial et les branches spéciales du travail national qui s'embouchent directement dans le commerce mondial sont les seules sources véritables de la richesse et de l'argent, il importe de noter qu'à cette époque la plus grande partie de la production nationale affectait encore des formes féodales, et servait de source de subsistance immédiate aux producteurs eux-mêmes. Les produits, en grande partie, ne se transformaient pas en marchandises ni, par conséquent, en monnaie ; ils n'entraient pas dans l'échange social général de la matière, ils n'apparaissaient pas comme la matérialisation du travail général-abstrait, et, de fait, ils ne créaient point de richesse bourgeoise. L'argent, en tant que but de la circulation, est la valeur d'échange ou la richesse abstraite, et non un élément matériel quelconque de la richesse constituant le but déterminant et le mobile actif de la production. Ainsi qu'il convenait à ce stade primitif de la production bourgeoise, ces prophètes méconnus s'en tinrent à la forme solide, palpable et éclatante de la valeur d'échange, à sa qualité de marchandise générale opposée à toutes les marchandises particulières. La sphère économique bourgeoise proprement dite de cette époque était la sphère de la circulation des marchandises. Et c'est au point de vue de cette sphère élémentaire qu'ils jugeaient tout le procès compliqué de la production bourgeoise, et confondaient l'argent avec le capital. L'inextinguible lutte que mènent les économistes modernes contre le système monétaire et mercantile vient à révéler ce que ce système ébruite d'une façon naïvement brutale le secret de la production bourgeoise, à savoir qu'elle est sous la domination de la valeur d'échange. Ricardo remarque quelque part, pour en faire, il est vrai, une fausse application, que même aux époques de famine on importe des céréales, non parce que la nation a faim, mais parce que le marchand de blé fait de l'argent. Dans sa critique du système monétaire et mercantile l'économie politique pêche donc en ce qu'elle combat ce système comme une illusion, une théorie fausse et en ce qu'elle ne le reconnaît pas comme une forme barbare de son propre principe fondamental. De plus, ce système ne garde pas seulement un droit historique mais, dans des sphères déterminées de l'économie moderne, son plein droit de cité. À tous les degrés du procès de production bourgeois ou la richesse revêt la forme élémentaire de la marchandise, la valeur d'échange revêt la forme élémentaire de la monnaie, et dans toutes les

phases du procès de production la richesse reprend toujours momentanément la forme élémentaire générale de la marchandise. Même dans l'économie bourgeoise la plus développée, les fonctions spécifiques de l'or et de l'argent comme monnaie, à la différence de leur fonction comme moyen de circulation, et à l'opposé des autres marchandises, ne sont pas annulées mais seulement restreintes ; le système monétaire et mercantile conserve donc son droit. Le fait catholique que l'or et l'argent, en tant qu'incarnation immédiate du travail social et partant forme d'apparition de la richesse abstraite, confrontent les autres marchandises profanes, blesse naturellement le *point d'honneur* protestant de l'économie bourgeoise et la crainte des préjugés du système monétaire l'empêcha, pendant un temps très long, de juger les phénomènes de la circulation de la monnaie, ainsi que le montrera l'exposé qui suit.

Contrairement au système monétaire et mercantile qui ne connaît l'argent que sous sa forme fixe de produit cristallin de la circulation, il était dans l'ordre que l'économie classique le conçut d'abord sous la forme fluide de la valeur d'échange créée dans le procès même de la métamorphose des marchandises et disparaissent ensuite. La circulation des marchandises était donc conçue exclusivement sous la forme M-A-M et celle-ci, à son tour, étant conçue exclusivement comme l'unité évolutive de vente et d'achat, on oppose la monnaie sous sa forme déterminée de moyen de circulation à sa forme déterminée de monnaie en général. Si l'on isole le moyen de circulation lui-même dans sa fonction de numéraire, il se transforme, nous l'avons vu, en signe de valeur. Mais la circulation métallique étant la forme dominante de la circulation que l'économie classique trouve tout d'abord en face d'elle, elle prend la monnaie métallique pour du numéraire et le numéraire métallique pour le simple signe de valeur. Conformément à la loi de la circulation des signes de valeur, on pose la proposition, que les prix des marchandises dépendent de la masse de la monnaie circulante, mais que la masse de la monnaie circulante ne dépend pas des prix des marchandises. Chez les économistes italiens du xvii^e siècle, cette opinion est énoncée plus ou moins clairement ; elle est tantôt affirmée, tantôt niée par Locke et développée avec précision dans le *Spectator* (n° du 19 octobre 1711) par Montesquieu et par Hume. Hume étant le représentant de beaucoup le plus important de cette théorie au xviii^e siècle, c'est par lui que nous commencerons notre revue.

Certaines conditions étant données, une augmentation ou une diminution dans la quantité, soit de la monnaie métallique circulante, soit des signes de valeur circulante, paraît agir *uniformément* sur les prix des

marchandises. Qu'il y ait hausse ou baisse de la valeur de l'or et de l'argent dans lesquels sont évaluées les valeurs d'échange des marchandises comme prix, les prix haussent ou baissent parce que leur mesure de valeur a varié et il circule plus ou moins d'or et d'argent parce qu'il y a eu hausse ou baisse des prix. Le phénomène visible est la variation des prix, — la valeur d'échange des marchandises restant la même — avec augmentation ou diminution de la quantité des moyens de circulation. Que si, d'autre part, la quantité des signes de valeur circulants monte au-dessus ou tombe au-dessous de leur niveau nécessaire, ils y sont ramenés violemment par la baisse ou la hausse des prix des marchandises. Dans les deux cas, il semble que la même cause ait produit le même effet, et Hume se tint à cette apparence.

Tout examen scientifique du rapport du nombre des moyens de circulation au mouvement des prix des marchandises doit supposer que la valeur de la matière monétaire est donnée. Hume, au contraire, étudie exclusivement des époques où il y a révolution dans la mesure des métaux précieux eux-mêmes, donc des révolutions dans la mesure des valeurs. La hausse des prix des marchandises, simultanément avec l'accroissement de la monnaie métallique depuis la découverte des mines américaines, constitue le fond historique de sa théorie, de même que la polémique contre le système monétaire et mercantile en fournit le motif pratique. L'apport des métaux précieux peut naturellement être augmenté sans que varient leurs frais de production. D'autre part, la diminution de leur valeur, c'est-à-dire du temps de travail exigé pour leur production, ne se montrera en premier lieu que par l'augmentation de leur apport. Ainsi donc, disaient les disciples de Hume, la valeur diminuée des métaux précieux se manifeste dans la masse croissante des moyens de circulation et la masse croissante des moyens de circulation se constate dans la hausse des prix des marchandises. Mais ce qui augmente, en fait, ce sont les prix des marchandises exportées lesquelles s'échangent contre l'or et l'argent en tant que marchandises et non en tant que moyens de circulation. Aussi le prix des marchandises qui sont évaluées en or et en argent de valeur diminuée, s'élève-t-il par rapport à toutes les autres marchandises dont la valeur d'échange continue à être évaluée en or et en argent selon l'étalon de leurs anciens frais de production. Cette double évaluation des valeurs d'échange des marchandises dans le même pays ne peut naturellement être que temporaire, et les prix or ou argent doivent se compenser dans des proportions déterminées par les valeurs d'échange elles-mêmes, de manière qu'en fin de compte les valeurs d'échange de toutes les marchandises sont estimées conformément à la nouvelle valeur de la

matière de la monnaie. Ce n'est pas ici le lieu de développer ce procès ni d'examiner comment la valeur d'échange des marchandises s'établit au sein des fluctuations des prix du marché. De nouvelles recherches critiques sur le mouvement des prix des marchandises au xv^e siècle ont démontré d'une manière frappante que cette compensation est très graduelle^[115] aux époques où la production bourgeoise est peu développée, et s'étend sur de longues périodes, mais qu'en tout cas, elle ne marche pas du même pas que l'augmentation de la monnaie courante. Sans pertinence aucune sont les références, chères aux disciples de Hume, à la hausse des prix dans l'antique Rome par suite de la conquête de la Macédoine, de l'Égypte et de l'Asie Mineure. Le brusque et violent transport d'un pays dans un autre des trésors d'argent emmagasinés qui était propre au monde antique, la réduction temporaire, dans un pays donné, des frais de production des métaux précieux par le simple procédé du pillage, n'affectent pas plus les lois immanentes de la circulation de l'argent que la distribution gratuite à Rome du blé égyptien ou sicilien n'affecte la loi générale qui règle le prix du blé. Les matériaux qu'exige une observation détaillée du cours de la monnaie ; une histoire exacte des prix des marchandises d'une part, et, d'autre part, des statistiques officielles suivies sur l'expansion et la contraction du moyen circulant, l'afflux et l'écoulement des métaux précieux, etc. ; ces matériaux, qui ne s'accumulent que lorsque la banque est pleinement développée, ont manqué à Hume ainsi qu'à tous les autres écrivains du xviii^e siècle, La théorie de la circulation de Hume peut se résumer dans les propositions suivantes : 1° Les prix des marchandises dans un pays sont déterminés par la masse d'argent qui s'y trouve (argent réel ou symbolique) ; 2° l'argent circulant dans un pays représente toutes les marchandises qui s'y trouvent. Dans la proportion dans laquelle croît le nombre des représentants, c'est-à-dire de l'argent, il revient plus ou moins de la chose représentée à chaque représentant particulier ; 3° si les marchandises augmentent, leurs prix diminuent ou la valeur de l'argent monte. Si l'argent augmente, c'est inversement le prix des marchandises qui monte et la valeur de l'argent qui tombe^[116].

« La cherté de tout, dit Hume, en conséquence d'une surabondance d'argent est un désavantage pour tout commerce établi, en ce qu'elle permet aux pays plus pauvres de supplanter les plus riches sur tous les marchés étrangers^[117], par la vente au rabais des marchandises. À considérer une nation en elle-même, la rareté ou l'abondance du numéraire pour compter ou pour représenter les marchandises ne peut exercer aucune influence, bonne ou mauvaise, pas plus que le bilan d'un commerçant ne serait altéré si, dans la comptabilité, il employait le système de compter

arabe qui demande peu de chiffres, au lieu du système romain qui en exige un nombre plus considérable. Une quantité d'argent plus grande pareille aux chiffres romains est plutôt un embarras et donne plus de peine tant pour la conservation que pour le transport[118]. » Pour prouver quoi que ce soit, Hume aurait dû montrer que dans un système *donné* de numération la masse des chiffres employés ne dépend pas de la grandeur de la valeur des chiffres, mais qu'au contraire la grandeur de leur valeur dépend de la masse des caractères employés. Il est très vrai que ce n'est pas un avantage d'estimer ou de « compter » les valeurs des marchandises en or ou en argent déprécié, et c'est pour cela que les peuples ont toujours trouvé plus commode de compter en argent qu'en cuivre et en or qu'en argent, lorsque s'accroissait la somme des valeurs des marchandises circulantes. À mesure qu'ils devenaient plus riches, ils convertissaient les métaux moins précieux en numéraire subsidiaire et les plus précieux en monnaie. D'autre part, Hume oublie que pour compter les valeurs en or et en argent, il n'est pas nécessaire que l'or et l'argent soient présents. Pour lui, la monnaie de compte et le moyen de circulation se confondent, et tous deux sont du numéraire (coin). Parce qu'une variation de valeur dans la mesure des valeurs ou des métaux précieux qui servent de monnaie de compte fait hausser ou baisser les prix des marchandises et, par suite, la masse de la monnaie circulante, la vitesse du cours étant constante, Hume conclut que la hausse ou la baisse des prix des marchandises dépend de la quantité de la monnaie qui circule. Le fait qu'au xvie et au xviiie siècle la quantité d'or et d'argent non seulement augmentait, mais que simultanément leurs frais de production diminuaient, Hume aurait pu le constater par la fermeture des mines européennes. Au xvie et au xviiie siècle les prix des marchandises en Europe montèrent à mesure qu'augmentait la masse d'or et d'argent importée d'Amérique ; donc, les prix des marchandises de chaque pays sont déterminés par la masse d'or et d'argent qui s'y trouve. C'était là la première « conséquence nécessaire » de Hume[119] Au xvie et au xviiie siècle, les prix ne montèrent pas dans la même proportion qu'augmentaient les métaux précieux ; plus d'un demi-siècle s'écoula avant qu'il se produisit une *variation quelconque* et même alors il se passa bien du temps encore avant que les valeurs d'échange des marchandises fussent généralement estimées en conformité avec la valeur diminuée de l'or et de l'argent, donc avant que la révolution atteignit les prix généraux des marchandises. Ainsi donc, conclut Hume — qui, en parfaite contradiction avec les principes de sa philosophie, transforme, sans critique, des faits observés incomplètement en propositions générales, — ainsi donc, le prix des marchandises ou la valeur de la monnaie est

déterminée non par la masse absolue de la monnaie existant dans un pays, mais plutôt par la quantité d'or et d'argent qui entre réellement dans la circulation ; finalement, tout l'or et l'argent qui se trouvent dans un pays doivent être absorbés par la circulation à titre de numéraire[\[120\]](#). Il est évident que si l'or et l'argent possèdent une valeur propre, abstraction faite de toutes les autres lois de la circulation, il ne peut circuler qu'une quantité déterminée d'or et d'argent comme équivalent d'une somme de valeurs donnée de marchandises. Si toute quantité d'or et d'argent qui peut se, trouver dans un pays, doit servir de moyen de circulation dans l'échange des marchandises, sans égard à la somme des valeurs des marchandises, l'or et l'argent ne possèdent point de valeur immanente et alors, en fait, ils ne sont point de véritables marchandises. C'est la troisième « conséquence nécessaire » de Hume. Dans le procès de circulation, il fait entrer des marchandises sans prix, et de l'or et de l'argent sans valeur. Aussi ne parle-t-il jamais de la valeur des marchandises, de la valeur de l'or, mais seulement de leur quantité relative. Locke déjà avait dit que l'or et l'argent n'ont qu'une valeur purement imaginaire ou conventionnelle : la première forme brutale de la contradiction à l'assertion du système monétaire que l'or et l'argent seuls ont une valeur véritable. Le fait que la forme monnaie de l'or et de l'argent dérive seulement de leur fonction dans le procès d'échange social[\[121\]](#) il l'interprète ainsi : qu'ils doivent leur propre valeur, et partant leur grandeur de valeur, à une fonction sociale. L'or et l'argent sont donc des choses sans valeur, toutefois ils acquièrent à l'intérieur du procès de circulation une grandeur de valeur fictive, à titre de *représentants des marchandises*. Le procès les transforme, non en monnaie, mais en valeur. Et leur valeur est déterminée par la proportion entre leur propre masse et la masse des marchandises, les deux masses devant se superposer. Alors donc que Hume fait entrer dans le monde des marchandises l'or et l'argent comme non-marchandises, il les transforme, au contraire, des qu'ils apparaissent sous la forme déterminée de numéraire, en simples marchandises qui s'échangent contre d'autres marchandises au moyen du troc simple. Si le monde des marchandises consistait en une marchandise unique, par exemple un million de quarts de blé, on comprendrait aisément qu'un quart s'échange contre deux onces d'or s'il existe 20 millions onces d'or, que, par conséquent, le prix des marchandises et la valeur de l'argent monte ou tombe en rapport inverse à la quantité d'argent existant[\[122\]](#). Mais le monde des marchandises se compose d'une infinie variété de valeurs d'usage, dont la valeur relative est nullement déterminée par leur quantité relative. Comment alors Hume se représente-t-il cet échange entre la masse des

marchandises et la masse de l'or ? Il se contente de cette représentation vague et vide d'idées, que chaque marchandise, partie aliquote de la masse totale des marchandises, s'échange contre une partie aliquote correspondante de la masse d'or. Le mouvement évolutif des marchandises qui a sa source dans l'antinomie contenue en elles de valeur d'échange et de valeur d'usage, qui apparaît dans le cours de la monnaie et se cristallise dans les différentes formes déterminées de celle-ci, est donc éteint et à sa place apparaît l'égalisation mécanique imaginaire entre la masse de poids des métaux précieux existant dans un pays et la masse des marchandises qui s'y trouve en même temps.

Sir James Steuart commence son examen du numéraire et de l'argent par une critique circonstanciée de Hume et de Montesquieu[123]. C'est lui, en effet, le premier, qui pose la question : la quantité de l'argent circulant est-elle déterminée par les prix des marchandises ou bien les prix des marchandises sont-ils déterminés par la quantité de l'argent circulant ? Quoique son exposé soit obscurci par une conception fantastique de la mesure des valeurs, par une représentation flottante de la valeur d'échange en général et par des ressouvenirs du système mercantile, il découvre les formes déterminées essentielles de l'argent ainsi que les lois générales de sa circulation, parce qu'il ne place pas mécaniquement les marchandises d'un côté et l'argent de l'autre, mais déduit effectivement les différentes fonctions des différents moments de l'échange des marchandises. « L'usage de la monnaie dans la circulation intérieure a deux fins principales : paiement de ce qu'on doit, achat de ce dont on a besoin ; tous deux réunis constituent la demande pour le paiement en espèce (ready money demands). L'état du commerce et des manufactures, le mode d'existence et les dépenses coutumières des habitants, pris dans leur ensemble, règlent et déterminent la masse de la demande pour le paiement en espèce, c'est-à-dire la masse des aliénations. Pour effectuer ces paiements multiples, il est besoin d'une certaine proportion de monnaie. Cette proportion peut augmenter ou diminuer selon les circonstances, quoique la quantité des aliénations reste la même. En tout cas la circulation d'un pays ne peut absorber qu'une quantité déterminée de monnaie[124] Le prix de marché de la marchandise est déterminé par l'opération compliquée de la demande et de la concurrence (demand and competition) qui sont entièrement indépendantes de la masse d'or et d'argent qui se trouvent dans un pays. Et que deviennent l'or et l'argent qui ne servent pas de numéraire ? Ils sont amassés sous forme de trésor ou employés dans la production d'articles de luxe. Si la masse d'or et d'argent tombe au-dessous du niveau nécessaire pour la circulation, on la remplace par de la

monnaie symbolique ou l'on recourt à d'autres expédients. Si un cours du change favorable apporte une surabondance de monnaie dans le pays et arrête la demande pour son exportation à l'étranger, il s'accumulera dans les coffres-forts où il est aussi inutile que s'il était resté dans les mines »[125]. La deuxième loi découverte par Steuart est le reflux à son point de départ de la circulation fondée sur le crédit. Enfin il développe les effets que produit dans les différents pays la différence du taux de l'intérêt sur l'exportation et sur l'importation internationales des métaux précieux. Étant étrangers à notre thème, la circulation simple, nous n'indiquons ces deux derniers points que pour compléter notre résumé[126]. La monnaie symbolique et la monnaie de crédit — Steuart ne distingue pas encore entre ces deux formes de la monnaie — peuvent suppléer, en qualité de moyen d'achat ou moyen de paiement, les métaux précieux sur le marché du monde. Les billets de papier sont, par conséquent, la monnaie de la société tandis que l'or et l'argent sont la monnaie du monde (money of the world)[127].

C'est une particularité des nations ayant un développement « historique », au sens de l'école de droit historique, d'oublier constamment leur propre histoire. Ainsi la polémique sur le rapport des prix des marchandises à la quantité des moyens de circulation a agité continuellement le parlement pendant ce demi-siècle et a fait surgir des milliers de pamphlets grands et petits, et néanmoins Steuart est demeuré plus encore un « chien mort » que Spinoza l'avait paru à Moses Mendelson au temps de Lessing. Même le plus récent historien de la « Currency », Maclaren, transforme Adam Smith en l'inventeur de la théorie de Steuart et Ricardo en celui de la théorie de Hume[128]. Tandis que Ricardo affinait la théorie de Hume, Adam Smith enregistrerait les résultats des recherches de Steuart comme des faits morts. Adam Smith a appliqué sa sentence écossaise : « Mony mickles mak a muckle » (les petits ruisseaux font les grandes rivières) à la richesse spirituelle aussi, et il prend une peine mesquine pour cacher les sources auxquelles il doit le peu dont, à la vérité, il sait tirer beaucoup. Plus d'une fois il émousse la pointe d'une question parce qu'une formule aiguë le forcerait à compter avec ses devanciers. Il en est ainsi de la théorie de la monnaie. Il adopte tacitement la théorie de Steuart lorsqu'il dit : l'or et l'argent qui se trouvent dans un pays servent en partie de numéraire, en partie ils sont accumulés comme fonds de réserve dans les pays privés de banques et comme réserves de banque dans les pays possédant une circulation de crédit, en partie ils servent de trésor pour balancer les paiements internationaux, en partie ils sont convertis en articles de luxe. Il passe sous silence la question de la

quantité du numéraire circulant en considérant faussement la monnaie comme une simple marchandise[129].

Son vulgarisateur, l'insipide J.-B. Say, que les Français ont érigé en *prince de la science* — Johann Christoph Gottsched a bien érigé son Schönaich en Homère et Pietro Aretino s'est bien proclamé lui-même *terror principum et lux mundi*. — Say, avec beaucoup d'importance, a poussé jusqu'au dogme cette méprise, qui n'est pas tout à fait naïve, d'Adam Smith[130]. Au reste, son attitude de polémiste à l'égard des illusions du système mercantile a empêché Adam Smith de concevoir objectivement les phénomènes de la circulation métallique, alors que ses considérations sur la monnaie de crédit sont originales et profondes. De même que dans les théories géologiques du xviii^e siècle il y a toujours un courant inférieur qui prend sa source dans la critique ou l'apologétique de la tradition biblique du déluge, derrière toutes les théories de la monnaie du xviii^e siècle il se cache une lutte sourde contre le système monétaire, le spectre qui avait veillé sur le berceau de l'économie bourgeoise et qui continuait à projeter son ombre sur la législation.

Ce n'étaient pas les phénomènes de la circulation métallique, mais plutôt ceux de la circulation des billets de banque qui, au xix^e siècle, donnèrent l'impulsion aux recherches sur la nature de la monnaie. On ne remonta jusqu'aux premiers que pour découvrir les lois des derniers. La suspension des paiements en espèces de la banque d'Angleterre à partir de 1797, la hausse ultérieure des prix de beaucoup de marchandises, la baisse du prix monétaire de l'or au-dessous de son prix de marché, la dépréciation des billets de banque, notamment depuis 1809, fournirent les motifs pratiques immédiats d'une lutte au dedans du parlement et d'un tournoi théorique au dehors aussi passionné l'un que l'autre. Ce qui servait de fond historique au débat, c'étaient l'histoire du papier monnaie au xviii^e siècle, le fiasco de la Banque de Law, la dépréciation, marchant de front avec la quantité croissante des signes de valeur, des billets de banque provinciaux des colonies anglaises de l'Amérique du Nord, qui se manifestait du commencement jusqu'au milieu du xviii^e siècle ; plus tard, le papier-monnaie (continental bills) à cours forcé, émis par le gouvernement central de l'Amérique pendant la guerre de l'indépendance ; enfin, l'expérience faite sur une plus grande échelle encore des assignats français. La plupart des écrivains anglais de cette époque confondent la circulation des billets de banque, qui est régie par de tout autres lois, avec la circulation des signes de valeur ou des papiers d'État à cours forcé, et tandis qu'ils prétendent expliquer les phénomènes de cette circulation forcée par les lois de la circulation métallique, en fait ils déduisent

inversement les lois de cette dernière des phénomènes de la première.

Nous laissons de côté les nombreux écrivains de la période de 1800-1809 pour porter de suite notre regard sur Ricardo parce qu'il résume ses prédécesseurs en même temps qu'il formule leurs vues avec plus de précision, et parce que la forme qu'il a donnée à la théorie de la monnaie domine jusqu'à ce jour la législation anglaise des Banques. Ricardo, de même que ses prédécesseurs, confond la circulation des billets de banque ou de la monnaie de crédit et la circulation de simples signes de valeur. Le fait qui le préoccupe c'est la dépréciation du papier-monnaie accompagnée de la hausse simultanée des prix des marchandises. Ce qu'étaient pour Hume les mines américaines, les presses à billets de papier de Threadneedle Street l'étaient pour Ricardo, et lui-même, en un endroit, identifie expressément les deux facteurs. Ses premiers écrits qui ne traitent que de la question de la monnaie paraissent à l'heure où règne la plus violente polémique entre la banque de l'Angleterre, que défendaient les ministres et le parti de la guerre, et leurs adversaires, autour desquels se groupaient l'opposition parlementaire, les whigs et le parti de la paix. Ses écrits paraissent comme les avant-coureurs directs du célèbre rapport du Bullion committee de 1810 où sont adoptées les vues de Ricardo[\[131\]](#). Ricardo et ses partisans qui déclarent que l'argent n'est qu'un signe de valeur s'appellent « bullionists » (les hommes des lingots d'or) et cette curieuse circonstance est due non seulement au nom de ce comité mais aussi au contenu de sa doctrine même. Dans ses ouvrages sur *l'Économie politique*, Ricardo a répété et développé les mêmes vues, mais nulle part il n'a étudié la nature de l'argent en soi, comme il l'a fait pour la valeur d'échange, le profit, la rente, etc.

Ricardo détermine d'abord la valeur de l'or et de l'argent, ainsi que celle de toutes les autres marchandises, par le quantum de temps de travail qu'ils concrètent[\[132\]](#). En eux, en tant que marchandises d'une valeur donnée sont mesurées les valeurs de toutes les autres marchandises[\[133\]](#). Cette quantité se modifie par l'économie pratiquée dans le mode de paiement[\[134\]](#). La quantité de monnaie d'une valeur donnée qui peut circuler étant ainsi déterminée, et sa valeur dans la circulation n'apparaissant que dans sa quantité, de simples signes de valeur, s'ils sont émis dans la proportion déterminée par la valeur de la monnaie, peuvent la remplacer dans la circulation et « la monnaie circulante est à l'état le plus parfait lorsqu'elle consiste entièrement en papier-monnaie d'une valeur égale à l'or qu'elle prétend représenter »[\[135\]](#). Jusqu'ici Ricardo détermine donc, la valeur de la monnaie étant donnée, la quantité des moyens de circulation par les prix des marchandises, et la monnaie, en tant

que signe de valeur, est pour lui le signe d'un quantum d'or déterminé et non, comme pour Hume, le représentant sans valeur des marchandises.

Dès que Ricardo dévie de la marche unie de son exposition pour revirer à l'opinion contraire, il se tourne vers la circulation internationale des métaux précieux et embrouille ainsi le problème par l'introduction de considérations étrangères. Pour suivre son propre raisonnement intime, nous écartons tout d'abord les points incidents artificiels et nous situons les mines d'or et d'argent dans l'intérieur des pays où les métaux précieux circulent à titre de monnaie. L'unique proposition qui découle du développement antérieur de Ricardo est que, la valeur de l'or donnée, la quantité de la monnaie circulante se trouve être déterminée par les prix des marchandises. Ainsi donc, à un moment donné, la masse de l'or circulant dans un pays est simplement déterminée par la valeur d'échange des marchandises qui circulent. Supposons que la somme de ces valeurs diminue, soit parce qu'on produit moins de marchandises aux anciennes valeurs, soit parce que, en conséquence d'une plus grande force productive du travail, la même masse de marchandises contient une valeur d'échange moindre. Ou supposons, inversement, que la somme des valeurs augmente parce que la masse des marchandises augmente, les frais de production restant les mêmes, ou bien parce que la valeur de la même ou d'une moindre masse de marchandises croît par suite d'une force productive du travail diminuée. Que devient dans les deux cas la quantité *donnée* du métal circulant ? Si l'or n'est de la monnaie que parce qu'il court comme moyen de circulation, s'il est contraint de stationner dans la circulation sous forme de papier monnaie à cours forcé émis par l'État (et c'est ce que Ricardo a dans l'idée) alors, dans le premier cas il y aura surabondance dans la quantité de monnaie circulante par rapport à la valeur d'échange du métal ; dans le second cas elle tomberait au-dessous de son niveau normal. Quoique possédant une valeur propre, l'or, dans le premier cas, deviendrait signe d'un métal d'une valeur d'échange intérieure à la sienne ; dans le dernier cas, signe d'un métal d'une valeur supérieure. Dans le premier cas il serait, comme signe de valeur, au-dessous ; dans le second cas, au-dessus de sa valeur réelle (encore une abstraction du papier-monnaie avec cours forcé). Dans le premier cas ce serait la même chose que si les marchandises étaient estimées dans un métal de valeur inférieure, dans le second que s'ils l'étaient dans un métal de valeur supérieure. Dans le premier cas les prix des marchandises hausseraient, dans le second ils baisseraient. Dans les deux cas le mouvement des prix des marchandises, leur hausse ou leur baisse, serait l'effet de l'expansion ou de la contraction relative de la masse de l'or circulant au-dessus ou au-dessous du niveau

correspondant à sa propre valeur, c'est-à-dire la quantité normale qui est déterminée par le rapport de sa propre valeur à la valeur des marchandises à circuler.

Le même procès aurait lieu si la somme des prix des marchandises en circulation restait la même, mais que la masse de l'or circulant vint à se trouver au-dessous ou au-dessus du niveau normal ; au-dessous, si les espèces d'or usées dans la circulation n'étaient pas remplacées par une nouvelle production correspondante des mines, au-dessus, si le nouveau rendement des mines avait dépassé les besoins de la circulation. Il est sous-entendu, dans les deux cas, que les irais de production de l'or, que sa valeur, restent les mêmes.

En résumé : la monnaie circulante se trouve au niveau normal quand sa quantité, la valeur des marchandises étant donnée, est déterminée par sa propre valeur métallique. La monnaie déborde, l'or tombe au-dessous de sa propre valeur métallique et les prix des marchandises montent parce que la somme des valeurs d'échange de la masse des marchandises diminue ou que le rendement des mines d'or augmente. La monnaie se contracte et tombe au-dessous de son niveau normal, l'or s'élève au-dessus de sa propre valeur métallique et les prix des marchandises baissent parce que la somme des valeurs d'échange de la masse des marchandises augmente ou que le rendement des mines d'or ne compense pas la masse d'or usée. Dans les deux cas l'or circulant est signe de valeur, d'une valeur supérieure ou inférieure à celle qu'il contient réellement. Il peut devenir un signe surestime ou déprécié de lui-même. Dès que les marchandises auraient été estimées généralement dans cette nouvelle valeur de la monnaie et que les prix des marchandises auraient en général hausse ou baissé proportionnellement, la quantité de l'or circulant correspondrait de nouveau aux besoins de la circulation (conséquence que Ricardo fait ressortir avec une satisfaction particulière) mais elle contredirait aux frais de production des métaux précieux et partant à leur rapport comme marchandises aux autres marchandises. D'après la théorie ricardienne des valeurs d'échange en général, la hausse de l'or au-dessus de sa valeur d'échange, c'est-à-dire de la valeur déterminée par le temps de travail qu'il contient, amènerait une augmentation de la production de l'or jusque ce que son abondance l'eût de nouveau abaissé à sa grandeur de valeur normale. Grâce à ces mouvements inverses, la contradiction entre la valeur métallique de l'or et sa valeur comme moyen de circulation se compenseraient, le niveau normal de la masse d'or circulant s'établirait et la hauteur des prix des marchandises répondrait de nouveau à la mesure des valeurs (une baisse de l'or au-dessous de sa valeur déterminerait

inversement une diminution de sa production jusqu'à ce qu'il l'ait ramené à sa grandeur de valeur exacte). Ces fluctuations dans la valeur de l'or circulant atteindraient également l'or en barre puisque, dans l'hypothèse, tout l'or qui n'est pas utilisé pour articles de luxe est mis en circulation. Puisque l'or lui-même, soit sous forme de numéraire, soit sous forme de barre, peut devenir signe de valeur d'une valeur métallique plus grande ou plus petite que la sienne propre, il va de soi que les billets de banque convertibles qui circulent, partagent le même sort. Quoique les billets de banque soient convertibles et que leur valeur réelle, par conséquent, corresponde à leur valeur nominale, la masse totale de la monnaie circulante, or et billets (the aggregate currency consisting of metal and of convertibles notes) peut être surestimée ou dépréciée suivant que leur quantité totale, pour les raisons développées plus haut, s'élève au-dessus ou s'abaisse au-dessous du niveau déterminé par la valeur d'échange des marchandises qui circulent et par la valeur métallique de l'or. À ce point de vue le papier-monnaie inconvertible n'a sur du papier convertible que cet avantage, qu'il peut être déprécié doublement. Il peut tomber au-dessous de la valeur du métal qu'il est censé représenter, parce qu'il est émis en nombre trop grand ; ou encore il peut tomber parce que le métal qu'il représente est tombé au-dessous de sa propre valeur. Cette dépréciation non du papier vis-à-vis de l'or, mais de l'or et du papier pris ensemble, ou de la masse totale des moyens de circulation d'un pays, est une des principales découvertes de Ricardo, laquelle Lord Overstone et Cie ont mise à profit et dont ils ont fait un élément fondamental de la législation sur la Banque de Sir Robert Peel.

Ce qu'il fallait démontrer, c'est que le prix des marchandises ou la valeur de l'or dépend de la masse de l'or qui circule. La démonstration consiste en ce qu'on suppose ce qui est à démontrer : que toute quantité du métal précieux qui sert de monnaie, quel qu'en soit le rapport à sa valeur intrinsèque, doit devenir moyen de circulation, monnaie, et ainsi signe de valeur des marchandises en circulation, quelle que soit la somme totale de leur valeur. En d'autres termes, la démonstration consiste à faire abstraction de toutes les fonctions de la monnaie, sauf de celle qu'elle remplit en qualité de moyen de circulation. Quand il est serré de près, ainsi que dans sa polémique avec Bosanquet, Ricardo, entièrement dominé qu'il est par la phénomène de la dépréciation du signe de la valeur par leur quantité, se réfugie dans les affirmations dogmatiques[\[136\]](#).

Si Ricardo avait établi cette théorie abstraitement, comme nous l'avons fait, sans y introduire des faits concrets et des incidents qui détournent de la question, le creux de la théorie devenait frappant. Or, il donne à tout le

développement une teinture *internationale*. Ce sera chose facile de lui prouver que la grandeur apparente de l'échelle ne change rien à la petitesse des idées fondamentales.

La première proposition était : la quantité de la monnaie métallique circulante est normale quand elle est déterminée par la somme des valeurs des marchandises circulantes estimée dans sa valeur métallique. Du point de vue international ceci se formule : à l'état normal de la circulation chaque pays possède une masse de monnaie qui correspond à sa richesse et à son industrie. La monnaie circule à une valeur qui répond à sa véritable valeur ou à ses frais de production ; c'est-à-dire, elle à une seule et même valeur dans tous les pays[\[137\]](#). La monnaie ne serait donc jamais exportée ou importée d'un pays dans un autre[\[138\]](#). Un équilibre s'établirait entre les *currencies* (les masses totales de la monnaie circulante) des différents pays. Le niveau normal de la *currency* national est exprimé maintenant comme l'équilibre international des *currencies*, et, en fait, on énonce seulement que la nationalité ne change rien à la loi économique générale. Nous voici revenus au même point fatal. Comment le niveau normal est-il trouble ? Question qui, maintenant, se formule : Comment l'équilibre des *currencies* est-il troublé, ou comment la monnaie cesse-t-elle d'avoir la même valeur dans tous les pays, ou enfin, comment cesse-t-elle d'avoir dans chaque pays sa propre valeur ? Précédemment, le niveau normal était trouble parce que la masse d'or en circulation augmentait ou diminuait sans qu'il y eut variation dans la somme des marchandises, ou parce que la quantité de la monnaie circulante restait la même tandis que les valeurs d'échange des marchandises haussaient ou baissaient ; à présent, le niveau international, déterminé par la valeur du métal, est troublé parce que la masse d'or que possède un pays s'accroît par suite de la découverte des mines d'or[\[139\]](#) nouvelles ou parce que la somme des valeurs d'échange des marchandises qui circulent a augmenté ou diminué dans un pays particulier. Précédemment, la production des métaux précieux diminuait ou augmentait suivant qu'il était nécessaire de contracter ou d'étendre la *currency* et d'abaisser ou d'élever les prix des marchandises, maintenant c'est l'exportation ou l'importation d'un pays à l'autre qui produit cet effet. Dans les pays où les prix auraient monté et la valeur de l'or, par suite de l'engorgement de la circulation, serait tombée au-dessous de sa valeur métallique, l'or serait déprécié par rapport aux autres pays et, par conséquent, les prix des marchandises comparés la ceux des autres pays auraient monte. On exporterait donc de l'or, on importerait des marchandises et *vice versa*. Précédemment, c'était la production de l'or qui se continuait jusqu'au rétablissement du rapport normal entre le métal et la

marchandise ; maintenant, ce serait l'importation et l'exportation de l'or et, avec elles, la hausse ou la baisse des marchandises qui continueraient jusqu'à ce que l'équilibre se fût rétabli entre les *currencies* internationales. Comme dans le premier cas la production de l'or n'augmentait ou ne diminuait que parce que l'or se trouvait au-dessus ou au-dessous de sa valeur, le mouvement international de l'or n'aurait lieu que pour cette raison. Comme dans le premier cas, chaque variation dans sa production affecterait la quantité du métal circulant et partant les prix, il en serait de même maintenant pour l'importation et l'exportation. Dès que la valeur relative de l'or et de la marchandise, ou la quantité normale des moyens de circulation, serait rétablie, la production dans le premier cas, et l'exportation et l'importation dans le second cas, n'auraient plus lieu, sauf pour remplacer les espèces usées et pour satisfaire la demande pour les articles de luxe.

Il s'ensuit « que la tentation d'importer de l'or en échange de marchandises ou ce qu'on appelle un bilan défavorable ne se produit jamais que par suite d'une surabondance des moyens de circulation »[\[140\]](#). L'or ne serait exporté ou importé que parce qu'il serait surestimé ou déprécié suivant l'expansion ou la contraction de la masse des moyens de circulation au-dessus ou au-dessous de leur niveau normal[\[141\]](#). Autre conséquence : puisque, dans le premier cas, la production de l'or n'augmente ou ne diminue, dans le second cas, l'or n'est importé ni exporté que parce que sa quantité se trouve au-dessus ou au-dessous de son niveau normal, que parce qu'il est estimé au-dessus ou au-dessous de sa valeur métallique, que les prix, par conséquent, sont trop élevés ou trop bas, chacun de ces mouvements agit comme correctif[\[142\]](#). Ils ramènent les prix à leur niveau normal par l'expansion et la contraction de l'argent circulant ; dans le premier cas, le niveau entre la valeur de l'or et la valeur des marchandises, dans le second cas, le niveau international des *currencies*. Autrement dit : l'argent ne circule dans les différents pays qu'autant qu'il circule dans chaque pays en qualité de numéraire. L'argent n'est que du numéraire ; c'est pourquoi la quantité d'or qui existe dans un pays doit entrer dans la circulation et peut donc, étant son propre signe de valeur, monter au-dessus ou tomber au-dessous de sa valeur. Et nous voici, parle détour de cette complication internationale, heureusement revenus au simple dogme d'où nous sommes partis.

Quelques exemples montreront comment Ricardo interprète arbitrairement les phénomènes réels dans le sens de sa théorie abstraite. Ainsi il affirme qu'aux époques de mauvaises récoltes, fréquentes en Angleterre pendant la période de 1800-1820, l'or est exporté, non parce

qu'on a besoin de blé et que l'or est de la monnaie et partant un moyen d'achat et de paiement toujours efficace sur le marché du monde, mais parce que l'or est déprécié dans sa valeur par rapport aux autres marchandises et qu'en conséquence la *currency* du pays où se produit la mauvaise récolte serait dépréciée par rapport aux autres *currencies* nationales. Ainsi donc, parce que la mauvaise récolte aurait fait diminuer la masse des marchandises circulante, la quantité donnée de l'argent circulant aurait dépassé son niveau normal et il y aurait hausse de tous les prix des marchandises[143]. Contradictoirement à cette interprétation paradoxale, on a démontré, au moyen des statistiques, que, depuis 1793 jusque dans ces derniers temps, la quantité des moyens de circulation dans le cas de mauvaises récoltes, ne surabondait pas mais devenait, insuffisante et que, par conséquent, il circulait et il devait circuler plus d'argent qu'auparavant[144].

Ricardo affirmait aussi, à l'époque du blocus continental napoléonien et des décrets de blocus anglais, que les Anglais exportaient de l'or au lieu de marchandises parce que leur monnaie était dépréciée par rapport à la monnaie des pays continentaux et qu'en conséquence les prix de leurs marchandises étaient plus élevés ; c'était donc une spéculation plus avantageuse d'exporter de l'or que des marchandises. Selon son dire, les marchandises étaient chères et la monnaie bon marché sur le marché anglais, tandis que sur le continent les marchandises étaient bon marché et la monnaie chère. « Le mal, dit un écrivain anglais, était le bas prix ruineux de nos objets fabriqués et de nos produits coloniaux, sous l'influence du système continental, pendant les six dernières années de la guerre. Les prix du sucre et du café, par exemple, estimés en or étaient, sur le continent, quatre ou cinq fois plus élevés que les mêmes prix estimés en billets de banque en Angleterre. C'était l'époque où les chimistes français découvrirent le sucre de betterave et substituèrent la chicorée au café et où des fermiers anglais faisaient des expériences sur l'engraissement des bœufs avec de la mélasse et du sirop ; c'était l'époque où l'Angleterre prenait possession d'Héligoland et y établissait un dépôt de marchandises pour faciliter la contrebande dans le nord de l'Europe et où les objets légers, de fabrication britannique, entraient en Allemagne en passant par la Turquie. Presque toutes les marchandises du monde entier étaient accumulées dans nos entrepôts d'où on ne pouvait les retirer que par petite quantité, au moyen d'une autorisation française pour laquelle les marchands de Hambourg et d'Amsterdam avaient payé à Napoléon une somme de 40.000 à 50.000 £. Ce devaient être de singuliers marchands pour payer de sommes pareilles la liberté de transporter un chargement de

marchandises d'un marché cher à un autre bon marché. Quelle alternative avait un commerçant ? Ou bien, il lui fallait acheter pour 6 d. de café en billets de banque et l'expédier sur une place où il pourrait immédiatement vendre la livre à 3 ou 4 shillings en or, ou bien, acheter de l'or avec des billets de banque à 5 £ l'once et l'envoyer sur une place où il serait évalué à £ 3,17 s., 10 d. 1/2. Il est donc absurde de dire qu'en remettant de l'or au lieu de café on croyait faire une opération mercantile plus avantageuse. Il n'existait point de pays au monde qui offrit alors une aussi grande quantité de marchandises désirables que l'Angleterre. Bonaparte examinait toujours attentivement les prix courants anglais. Aussi longtemps qu'il constatait qu'en Angleterre l'or était cher et le café bon marché, il fut d'avis que son système continental fonctionnait bien[145]. »

Précisément à l'époque où Ricardo exposait pour la première fois sa théorie de la monnaie et que le *Bullion committee* l'incorporait dans son rapport parlementaire, en 1810, une baisse ruineuse se produisit dans les prix de toutes les marchandises anglaises, comparées avec ceux de 1808 et 1809, tandis qu'il y eut une hausse relative dans la valeur de l'or. Les produits agricoles formaient une exception parce que leur importation rencontrait des obstacles et que la masse disponible à l'intérieur avait été réduite par de mauvaises récoltes[146]. Ricardo méconnaissait si complètement le rôle des métaux précieux comme moyen de paiement international qu'il a pu déclaré dans son rapport devant le comité du House of Lords (1819) : « That drains for exportation would cease altogether so soon as cash payments should be resumed, and the currency be restored to its metallic level[147] ». Il mourut à temps ; à la veille même de l'explosion de la crise de 1825 qui donnait un démenti à sa prophétie.

La période pendant laquelle Ricardo fut littérairement actif était, en général, peu favorable à l'observation des métaux précieux dans leur fonction de monnaie universelle. Avant l'introduction du système continental, le bilan commercial était presque toujours en faveur de l'Angleterre, et sous ce système, les transactions avec le continent européen furent trop insignifiantes pour affecter le cours du change anglais. Les envois d'argent avaient, pour la plupart, un caractère politique et Ricardo paraît s'être complètement mépris sur le rôle que jouaient les subsides dans l'exportation de l'or anglais[148].

Parmi les contemporains de Ricardo qui formaient l'école représentant les principes de son économie politique, *James Mill* est le plus éminent, il a essayé d'exposer la théorie de la monnaie de Ricardo sur la base de la circulation métallique simple, sans introduire les complications internationales intempestives, derrière lesquelles Ricardo cache la pauvreté

de sa conception, et sans faire de la polémique à l'intention de la Banque d'Angleterre. Ses propositions principales sont les suivantes^[149] :

« Par la valeur de la monnaie, il faut entendre ici la proportion dans laquelle elle s'échange contre d'autres marchandises ou la quantité de monnaie qui s'échange contre une certaine quantité d'autres objets... C'est la quantité totale de la monnaie se trouvant dans un pays qui détermine quelle portion de cette quantité devra s'échanger contre une certaine portion des marchandises de ce pays. Si nous supposons que toutes les marchandises du pays sont d'un côté et tout la monnaie de l'autre, et qu'ils s'échangent d'un seul coup, il est évident... que la valeur de la monnaie dépendrait entièrement de sa quantité. Nous verrons que le cas est absolument le même dans l'état actuel des faits. La totalité des marchandises d'un pays n'est pas échangée d'un coup contre la totalité de la monnaie ; les marchandises sont échangées par portions, souvent en de très petites portions et à des époques différentes dans le courant de l'année. La même pièce de monnaie qui a servi à un échange aujourd'hui pourra servir à un autre échange demain. Certaines pièces de monnaie seront employées à beaucoup d'actes d'échange, d'autres à un petit nombre, quelques-unes, qui se trouvent être thésaurisées, à aucun. Dans toute cette variété, il s'établira une certaine moyenne basée sur le nombre des actes d'échange auxquels chaque pièce aurait servi si toutes les pièces en avaient accompli un nombre égal ; cette moyenne peut être le nombre qu'on voudra, mettons dix. Si chaque pièce de monnaie existant dans le pays accomplissait dix achats, c'est exactement la même chose que si toutes les pièces étaient multipliées par dix et n'accomplissaient chacune qu'un achat. La valeur de toutes les marchandises dans le pays est égale à dix fois la valeur de toute la monnaie... Si la quantité de la monnaie au lieu d'accomplir dix échanges dans l'année, était dix fois aussi grande et ne réalisait qu'un seul acte d'échange dans l'année, il est évident que toute addition faite à la quantité totale produirait une diminution de valeur proportionnelle dans chaque pièce prise séparément. Comme on suppose que la masse des marchandises contre lesquelles toute la monnaie est échangée en une fois reste constante, la valeur de la monnaie n'est pas devenue plus grande après que la masse en est augmentée qu'elle n'était auparavant. Si on la suppose augmentée d'un dixième, la valeur de chaque partie, celle d'une once, par exemple, aura diminué d'un dixième.

« Quel que soit le degré dans lequel est augmentée ou diminuée la quantité de la monnaie, celle des autres choses restant constante, la valeur de la masse totale et de chaque partie est réciproquement diminuée ou augmentée dans la même proportion. Cette proposition, il est évident, est

universellement vraie. Toutes les fois que la valeur de la monnaie a haussé ou baissé (la quantité des marchandises contre lesquelles il est échangé et la rapidité de la circulation restant constantes) le changement doit dépendre d'une diminution ou d'une augmentation de la quantité et de rien autre. Si la quantité des marchandises diminue tandis que la quantité de la monnaie reste constante, c'est la même chose que si la quantité de la monnaie eut augmenté et *vice versa*... Des changements semblables sont produits par une variation quelconque, dans la rapidité de la circulation... Une augmentation dans le nombre de ces achats produit le même effet qu'une augmentation dans la quantité de la monnaie ; une diminution produit l'effet contraire... S'il y a une portion des produits annuels qui n'est pas échangés du tout, comme celle que le producteur consomme lui-même, elle n'entre pas en ligne de compte, car ce qui n'est pas échangé contre de l'argent est par rapport à l'argent comme s'il n'existait pas... Lorsque le monnayage est libre, la quantité de la monnaie est réglée par la valeur du métal... L'or et l'argent sont, en réalité, des marchandises... C'est le coût de production... qui détermine la valeur de celles-ci ainsi que des produits ordinaires[150]. »

Toute la sagacité de Mill se résout en une série de suppositions aussi arbitraires qu'absurdes. Il veut démontrer que les prix des marchandises ou la valeur de la monnaie est déterminé par « la quantité totale de la monnaie existant dans un pays ». Si l'on *suppose* que la masse et la valeur d'échange des marchandises restent les mêmes, ainsi que la vitesse de la circulation et la valeur des métaux précieux déterminée par les frais de production, et si l'on *suppose*, en même temps, que néanmoins la quantité de la monnaie métallique circulante s'élève ou s'abaisse proportionnellement à la masse de monnaie existant dans un pays, il devient en effet « évident » que l'on a supposé qu'on prétendait démontrer. D'ailleurs, Mill commet la même erreur que Hume, en faisant circuler des valeurs d'usage et non des marchandises d'une valeur d'échange donnée, et c'est pourquoi sa proposition est fausse alors même qu'on lui concède toutes ses « suppositions ». La vitesse de la circulation peut rester la même, ainsi que la valeur des métaux précieux, ainsi que la quantité de marchandises en circulation et, néanmoins, si leur valeur d'échange varie, une masse d'argent tantôt plus grande, tantôt plus petite, peut être requise pour la circulation. Mill voit le fait qu'une partie de l'argent existant dans le pays circule tandis que l'autre est stationnaire. À l'aide d'un calcul des moyennes hautement comique, il *suppose*, quoique dans la réalité l'apparence y contredise, qu'en vérité, tout l'argent se trouvant dans un pays circule. Supposez que 10 millions de thalers circulent dans un pays

deux fois dans l'année, 20 millions pourraient circuler alors si chaque thaler n'effectuait qu'un achat. Et si la somme totale de l'argent existant dans le pays sous toutes les formes monte à 100 millions, on peut supposer que les 100 millions peuvent circuler, si chaque pièce de monnaie effectue un achat en cinq ans. On pourrait supposer aussi que tout l'argent du monde circule à Hampstead, mais que chaque partie aliquote de cet argent, au lieu d'accomplir trois tours en une année, accomplit un tour en 3.000.000 d'années. L'une de ces suppositions vaut l'autre pour déterminer le rapport entre la somme des prix des marchandises et la quantité des moyens de circulation. Mill comprend qu'il est pour lui d'une importance capitale de mettre les marchandises en contact direct, non avec le quantum d'argent qui circule, mais avec le stock total de l'argent qui, chaque fois, existe dans un pays. Il convient que la masse totale des marchandises d'un pays ne s'échange pas « en une fois » contre la masse totale de l'argent, mais que différentes portions des marchandises à différentes époques de l'année s'échangent contre différentes portions d'argent. Pour éliminer cette disproportion, il *suppose* qu'elle n'existe point. Au reste, toute cette conception du contact direct de la marchandise et de l'argent et de leur échange immédiate, est une abstraction du mouvement des achats et des ventes simples ou de l'argent dans sa fonction de moyen d'achat. Déjà dans le mouvement de l'argent faisant office de moyen de paiement disparaît cette apparition simultanée de la marchandise et de l'argent.

Les crises commerciales pendant le xixe siècle, notamment les grandes crises de 1825 et 1836, ne suscitèrent point un nouveau développement mais bien de nouvelles applications de la théorie ricardienne de la monnaie. Ce n'étaient plus les phénomènes économiques isolés, tels que, chez Hume, la dépréciation des métaux précieux au xvie et au xviiie siècle ou que, chez Ricardo, la dépréciation du papier monnaie au xviiiie siècle et au commencement du xixe, mais c'étaient les grands orages du marché mondial dans lesquels se déchargent tous les éléments en lutte du procès de production bourgeois, dont on cherchait l'origine et le remède dans la sphère la plus superficielle et la plus abstraite de ce procès, la sphère de la circulation de la monnaie. L'hypothèse théorique d'où part l'école des météoromanciers économiques se borne en fait à ce dogme : que Ricardo a découvert les lois de la circulation purement métallique. Ce qui leur restait à faire, c'était de soumettre à ces lois la circulation du crédit ou des billets de banque.

Le phénomène le plus général, le plus palpable des crises commerciales est la baisse subite, générale, des prix des marchandises, succédant à une

hausse générale, assez prolongée, de ces prix. On peut dire qu'une baisse générale des prix des marchandises est une hausse de la valeur relative de la monnaie comparée avec toutes les marchandises, et inversement on peut dire qu'une hausse générale des prix est une baisse de la valeur relative de la monnaie. Les deux modes d'expression énoncent le phénomène mais ne l'expliquent pas. Que je pose le problème : expliquer la hausse générale périodique, alternant avec la baisse générale, des prix ; ou que je formule le même problème : expliquer la baisse et la hausse périodiques de la valeur relative de la monnaie comparée avec les marchandises, la phraséologie différente laisse subsister le problème aussi entier que le laisserait subsister sa traduction de l'allemand en anglais. La théorie de la monnaie de Ricardo était donc singulièrement opportune, puisqu'elle donne à une tautologie l'apparence d'un rapport causal. D'où vient la baisse générale périodique des prix des marchandises ? De la hausse périodique de la valeur relative de la monnaie. D'où vient, inversement, la hausse générale périodique des prix des marchandises ? D'une baisse périodique de la valeur relative de la monnaie. Avec autant de justesse pourrait-on dire que la hausse et la baisse périodiques des prix proviennent de leur hausse et de leur baisse périodiques. Le problème est posé dans l'hypothèse que la valeur immanente de la monnaie, c'est-à-dire sa valeur déterminée par les frais de production des métaux précieux, *ne varie pas*. Si cette tautologie prétend être mieux que de la tautologie, elle repose sur la méconnaissance des notions les plus élémentaires. Si la valeur d'échange de A mesurée en B tombe, nous savons que cela peut provenir aussi bien de la baisse de la valeur de A que de la hausse de la valeur de B. Il en est de même, inversement, si la valeur d'échange de A mesurée en B monte. Une fois que la transformation de la tautologie en un rapport causal est concédée, tout le reste suit sans difficulté. La hausse des prix des marchandises provient de la baisse de la valeur de la monnaie, mais la baisse de la valeur de la monnaie, Ricardo nous l'a appris, est due au débordement de la circulation, c'est-à-dire que la masse de la monnaie circulante dépasse le niveau déterminé par sa propre valeur immanente et les valeurs immanentes des marchandises. De même, inversement, la baisse générale des prix des marchandises provient de la hausse de la valeur de la monnaie au-dessus de sa valeur immanente par suite d'une circulation insuffisante. Donc les prix montent et tombent périodiquement, parce que périodiquement il y a trop ou trop peu de monnaie qui circule. Si, maintenant, on démontre que la hausse des prix a coïncidé avec une circulation diminuée et la baisse des prix avec une circulation accrue, on peut néanmoins affirmer que par suite d'une diminution ou d'une

augmentation quelconque — non démontrable par les statistiques — de la masse des marchandises circulantes, la quantité de monnaie qui circule a augmenté, si non absolument, du moins relativement. Or, nous avons vu que d'après Ricardo ces fluctuations générales des prix doivent se produire aussi dans une circulation purement métallique mais qu'elles se compensent par leur alternance. Ainsi une circulation insuffisante amène la baisse des prix des marchandises, la baisse des prix des marchandises entraîne l'exportation, cette exportation fait affluer l'argent à l'intérieur et cet afflux d'argent, à son tour, provoque la hausse des prix des marchandises. C'est l'inverse quand il s'agit d'une circulation exubérante où les marchandises sont importées et l'argent est exporté. Mais comme malgré ces fluctuations générales des prix, résultant de la nature de la circulation métallique ricardienne elle-même, sa forme violente et aiguë, sa forme de crise, appartient aux époques du système du crédit développé, il est clair comme le jour que l'émission des billets de banque n'est pas réglée exactement sur les lois de la circulation métallique. La circulation métallique possède son remède dans l'importation et l'exportation des métaux précieux qui circulent immédiatement à titre de numéraire et qui, par leur afflux ou leur reflux, font baisser ou hausser les prix des marchandises. Par une limitation des lois de la circulation métallique, les banques doivent maintenant produire artificiellement le même effet sur les prix des marchandises. Si l'or afflue de l'extérieur, c'est une preuve que la circulation est insuffisante, que la valeur de la monnaie est trop élevée et que les prix des marchandises sont trop bas, et, qu'en conséquence, il faut jeter dans la circulation des billets de banque proportionnellement à l'or nouvellement importé. Il faut, au contraire, les retirer de la circulation dans la proportion dans laquelle l'or s'écoule du pays. En d'autres termes l'émission des billets de banque doit se régler sur l'importation ou l'exportation des métaux précieux ou sur le cours du change. La fausse hypothèse de Ricardo que l'or n'est que du numéraire et que, par conséquent, tout l'or importé augmente la monnaie circulante et par là fait monter les prix ; que tout l'or exporté diminue le numéraire et fait baisser les prix, cette hypothèse théorique se tourne ici en *l'expérience pratique de faire circuler autant de numéraire qu'il y a chaque fois d'or*. Lord Overstone (le banquier Jones Loyd) le colonel Torrens, Norman, Clay, Arbuthnot et d'autres écrivains sans nombre, connus en Angleterre sous le nom de l'École du « Currency principle », ont fait plus que prêcher cette doctrine, ils en ont fait, au moyen des Bank Acts de 1844-1845 de Sir Robert Peel, la base de la présente législation de la banque anglaise et écossaise. Leur fiasco ignominieux, et dans la théorie et dans la pratique,

après des expériences faites sur la plus grande échelle nationale, ne pourra être considéré que dans la théorie du crédit[\[151\]](#). Mais on peut voir d'ores et déjà que la théorie de Ricardo qui isole la monnaie sous sa forme fluide de moyen de circulation aboutit à attribuer à l'accroissement et au décroissement des métaux précieux une influence absolue sur l'économie bourgeoise telle que la superstition du système monétaire ne l'avait jamais rêvée. C'est ainsi que Ricardo, qui proclame le papier monnaie la forme la plus achevée de la monnaie, devint le prophète des Bullionistes.

Après que la théorie de Hume, ou l'antithèse abstraite du système monétaire, eut été ainsi développée jusqu'à sa dernière conséquence, la conception concrète de la monnaie qu'avait eue Steuart fut réintégrée dans ses droits par *Thomas Tooke*[\[152\]](#). Tooke ne déduit pas ses principes d'une théorie quelconque mais d'une analyse consciencieuse de l'histoire des prix de 1793 à 1856. Dans la première édition de son histoire des prix, parue en 1823, Tooke est entièrement imbu encore de la théorie ricardienne et il s'efforce vainement à faire concorder les faits avec cette théorie. On pourrait même considérer son pamphlet *On the Currency*, qui parut après la crise de 1825, comme le premier exposé conséquent des vues que Overstone a fait prévaloir plus tard. Toutefois des recherches soutenues sur l'histoire des prix le contraignirent à reconnaître que cette connexion directe entre les prix et la quantité des moyens de circulation, sous-entendue par la théorie, est une chimère de l'esprit ; que l'expansion et la contraction des moyens de circulation, la valeur des métaux précieux restant constante, sont toujours l'effet, jamais la cause des fluctuations des prix ; que la circulation de l'argent, en général, n'est qu'un moment secondaire et que l'argent dans le procès de production réel revêt encore de tout autres formes déterminées que celle de moyen de circulation. Ses recherches de détail n'appartenant pas à la sphère de la circulation métallique simple ne peuvent pas être discutées ici, non plus que les recherches dans le même ordre d'idées de Wilson et de Fullarton[\[153\]](#). Ces écrivains n'envisagent pas l'argent sous un aspect unique ; ils le conçoivent bien dans ses différents moments, mais d'une manière mécanique, sans liaison vivante aucune, soit de ces moments entre eux, soit avec le système total des catégories économiques. C'est pourquoi ils confondent à tort l'*argent*, distingué du *moyen de circulation*, avec le capital, voire avec la marchandise, quoique, d'autre part, ils se voient contraints, à l'occasion, de le différencier de l'un et de l'autre[\[154\]](#). Quand, par exemple, on envoie de l'or à l'étranger, c'est en fait du capital qu'on y envoie, mais la même chose arrive quand on exporte du fer, du coton, du blé, bref, n'importe quelle marchandise. Tous deux sont du

capital et ne se distinguent donc pas en tant que capital, mais en tant que monnaie et marchandise. Le rôle de l'or quand il sert de moyen d'échange international ne dérive donc pas de sa forme capital mais de sa fonction spécifique comme monnaie. Et pareillement, quand l'or, ou à sa place des billets de banque, servent de moyens de paiement dans le commerce intérieur, ils sont en même temps du capital. Mais du capital sous forme de marchandises ne pourrait pas les remplacer ainsi que le montrent les crises d'une façon palpable. C'est donc encore une fois parce que l'or, en tant que monnaie, se distingue de la marchandise, et non parce qu'il existe sous forme du capital, que l'or devient moyen de paiement.

Même là où le capital est exporté directement comme capital, pour prêter à intérêts une certaine somme à l'étranger, il dépend des conjonctures qu'il soit exporté sous forme, de marchandise ou d'or, et s'il est exporté sous la dernière forme, c'est à cause de la forme spécifique déterminée que revoient les métaux précieux comme monnaie vis-à-vis des marchandises. Ces écrivains, en général, ne considèrent pas en premier lieu l'argent sous son aspect abstrait, tel qu'il se développe dans l'enceinte de la circulation simple des marchandises et qu'il sort des rapports même des marchandises évoluant. Ils oscillent donc continuellement entre les formes abstraites qu'acquiert l'argent par opposition à la marchandise et ses formes déterminées sous lesquelles se cachent des rapports plus concrets, tels que le capital, le revenu et autres[155].

NOTE DU TRADUCTEUR

L'Écrit, *Zur Kritik der politischen Oekonomie* (Contribution à la Critique de l'Économie politique) publié par Karl Marx en 1859, 12 ans après la *Misère de la Philosophie* et 8 ans avant *das Kapital*, ouvre la série des ouvrages dans lesquels il étudie et dévoile « la loi économique du mouvement de la société moderne ». Dans le premier chapitre du *Capital*, l'auteur a résumé, en modifiant son plan d'exposition, le contenu de la *Critique* mais de telle manière que nombre de points simplement indiqués dans la *Critique* sont amplement développés dans le *Capital* tandis que d'autres complètement développés dans la *Critique* ne sont plus qu'indiqués dans le *Capital*. C'est ainsi que l'*histoire de la théorie de la valeur et de la monnaie* qui forme une partie importante du premier ouvrage a été écartée du second. Le *Capital* fait donc suite à la *Critique* mais il ne la remplace pas. L'un est le complément de l'autre.

Dans la *Critique de l'Économie politique* comme dans le *Capital*, la méthode de Karl Marx est la méthode dialectique. Il fait la matière sienne dans tous ses détails, il en analyse les diverses formes de développement et en découvre le lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, il expose le mouvement réel dans son ensemble. Et parce qu'il y réussit et que la vie de la matière se réfléchit dans sa reproduction idéale, ce mirage fait croire à une construction *a priori*. (Voir la *Postface* du *Capital*, trad. franc. p. 350.)

Après que l'auteur a analysé la marchandise, montré la genèse et résolu l'énigme de la forme monnaie, il expose le développement et le caractère historique des théories sur la marchandise et la monnaie. Il examine une forme de société historique déterminée, la loi de la valeur supposant pour son complet développement la société de la grande production industrielle et de la libre

concurrence, c'est-à-dire, la société bourgeoise moderne. Il passe en revue les doctrines des économistes attitrés ; il démontre les erreurs des uns, l'insuffisance et le peu de profondeur des autres ; il met à nu leur inconsciente hypocrisie et dénonce leur empêchement dans les notions et les préventions bourgeoises. C'est ainsi que Ricardo, qui dissèque l'économie bourgeoise avec une singulière acuité théorique, considère la forme bourgeoise comme la forme naturelle et éternelle du travail.

Dans la célèbre Préface de *Zur Kritik*, Karl Marx formule pour la première fois la conception matérialiste de l'histoire et donne quelques indications sur le cours des études politiques et économiques qui l'ont conduit au résultat général suivant : « Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité, c'est au contraire la réalité sociale qui détermine leur conscience ».

L'ébauche de l'*Introduction à une Critique de l'Économie politique*, trouvée dans les manuscrits laissés par l'auteur, a été publiée pour la première fois par Karl Kautsky dans la revue, *Die Neue Zeit*, en 1903, puis réimprimée dans la seconde édition de *Zur Kritik*, parue en 1907. C'est à cette *Introduction*, dont la traduction est donnée en supplément dans ce volume, que Marx fait allusion dans sa Préface lorsqu'il dit : « Je supprime une *Introduction* générale que j'avais jetée sur le papier, parce que, après y avoir bien réfléchi, il me paraît qu'anticiper sur des résultats qu'il reste encore à démontrer, ce serait dérouter le lecteur ».

Dans l'avant propos à la 2e édition de *Zur Kritik*, Karl Kautsky dit au sujet de cette Introduction « Malgré qu'un demi-siècle se soit écoulé depuis que l'*Introduction* fut écrite ; malgré que Marx et Engels aient depuis lors exposé dans le détail et consolidé leur philosophie, ainsi que leur conception de l'histoire et du mode de production capitaliste, et qu'ils en aient fait l'application de la manière la plus pénétrante dans les directions les plus diverses ; malgré tout cela le petit morceau de l'*Introduction*, avec ses indications fragmentaires et inachevée nous apporte une ample moisson de vues nouvelles. S'il n'anticipe plus sur des résultats encore à démontrer, en revanche, il donne de la profondeur et de la clarté à nos idées sur les résultats acquis. L'*Introduction* enrichit éminemment la littérature marxiste et rehausse par là la valeur de ce livre ».

(N. D. T.)

APPENDICE

INTRODUCTION

À UNE CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

1. La Production en général.

Notre thème est en premier lieu la *production matérielle*.

Des individus produisant en société — donc la production d'individus, déterminée socialement, est naturellement le point de départ. Le chasseur ou le pêcheur particulier et isolé, par lequel commencent Smith et Ricardo, appartiennent aux plates imaginations du xviii^e siècle. Ce sont des Robinsonades qui n'expriment nullement, ainsi que se le figurent les historiens de la civilisation, une simple réaction contre un raffinement excessif et le retour à une vie primitive mal comprise. Pas plus que le « Contrat Social » de Rousseau, qui au moyen d'une convention met en rapport et communication des sujets indépendants par nature, ne repose sur un pareil naturalisme. C'est là l'apparence, et l'apparence esthétique seulement, des petites et des grandes Robinsonades. Elles anticipent plutôt la « société bourgeoise » qui se préparait depuis le xvi^e siècle et qui au xviii^e marchait à pas de géant à sa maturité. Dans cette société de libre concurrence, l'individu apparaît comme détaché des liens de la nature, lesquels aux époques antérieures de l'histoire font de lui une partie intégrante d'un conglomerat humain déterminé, délimité. Pour les prophètes du xviii^e siècle, qui portent sur leurs épaules Smith et Ricardo, cet individu du xviii^e siècle — le produit d'une part de la dissolution des formes de société féodales, d'autre part des forces productives nouvellement développées depuis le xvi^e siècle — apparaît comme un idéal dont l'existence appartient au passé. Non pas comme un résultat historique mais comme le point de départ de l'histoire.

Parce que cet individu paraissait conforme à la nature et qu'il [répondait][\[156\]](#) à leur conception de la nature humaine, il [n'apparaissait pas] comme se produisant historiquement mais comme posé par la nature. Chaque nouvelle époque a jusqu'ici partagé cette illusion. Steuart, qui en

sa qualité d'aristocrate se place à certains égards et en opposition avec le xviii^e siècle sur un terrain plus historique, a échappé à cette niaiserie. Plus haut nous remontons dans l'histoire, plus l'individu, et partant l'individu producteur aussi, apparaît comme dépendant et faisant partie d'un tout plus grand ; d'abord d'une manière toute naturelle encore, d'une famille et d'une tribu qui est la famille élargie ; ensuite d'une communauté sous ses différentes formes, issue de l'antagonisme et de la fusion de la tribu. Ce n'est qu'au xviii^e siècle et dans la « société bourgeoise » que les différentes formes des rapports sociaux se dressent devant l'individu comme un simple moyen pour ses buts privés, comme une nécessité extérieure. Mais l'époque qui produit ce point de vue, celui de l'individu isolé, est justement celle où les conditions sociales (générales de ce point de vue) ont atteint le plus haut degré de développement.

L'homme est au sens le plus littéral un *zoon politikon*, non seulement un animal sociable, mais encore un animal qui ne peut s'isoler que dans la société. La production par des individus isolés, en dehors de la société — fait rare qui peut bien se produire lorsqu'un civilisé, qui dynamiquement possède déjà en lui les forces de la société, s'égare accidentellement dans une contrée sauvage — est une chose aussi insensée que le développement du langage dans l'absence d'individus vivant ensemble et parlant ensemble. Inutile de s'arrêter à cela plus longtemps. Il n'y aurait même pas lieu de toucher ce point, si cette fadaise, qui avait un sens et une raison chez les hommes du xviii^e siècle, n'avait pas été réintroduite sérieusement en pleine économie politique par Bastiat, Carey, Proudhon, etc. Pour Proudhon et d'autres encore, il est naturellement agréable de faire de la mythologie sous prétexte de donner des explications historico-philosophiques d'un rapport économique dont ils ignorent, la genèse historique. C'est Adam ou Prométhée qui d'emblée en eurent l'idée et alors elle fut introduite, etc. Rien de plus aridement ennuyeux que le *locus communis* qui se fait fantaisiste.

Quand donc il est question de production, il s'agit toujours de la production à un stade déterminé du développement social — de la production d'individus sociaux. C'est pourquoi il pourrait sembler que lorsqu'on fait tant que de parler de la production, on dût ou bien suivre le procès de développement dans ses différentes phases, ou déclarer dès l'abord qu'on a affaire à une époque historique déterminée, par exemple à la production bourgeoise moderne qui en fait est notre thème propre. Mais toutes les époques de la production ont certains traits distinctifs en commun, des déterminations communes. La *production en général* est une abstraction, mais une abstraction raisonnable, pour autant qu'elle met

réellement en relief et fine le caractère commun et, par conséquent, nous épargne les répétitions. Cependant ce caractère général, ou cet élément commun, démêlé par la comparaison, est lui-même organisé de manière complexe et diverge en déterminations diverses. Certains de ces éléments appartiennent à toutes les époques, d'autres sont communs à quelques-unes. Certaines déterminations seront communes à l'époque la plus moderne comme à la plus ancienne. Sans elles aucune production ne serait concevable ; mais si les langues les plus développées ont des lois et des caractères déterminés qui leur sont communs avec les moins développées, c'est précisément ce qui constitue leur développement qui les différencie de ces éléments généraux et communs. Les déterminations qui valent pour la production en général doivent précisément être dégagées afin qu'on ne perde pas de vue la différence essentielle en raison de l'unité, laquelle découle déjà du fait que le sujet, l'humanité, et l'objet, la nature, sont les mêmes. Dans cet oubli réside toute la sagesse des économistes politiques modernes qui démontrent l'éternité et l'harmonie des conditions sociales existantes ; qui exposent par exemple qu'aucune production n'est possible sans un instrument de production, cet instrument ne fût-il que la main ; sans du travail passé, accumulé, ce travail ne fût-il que l'adresse que l'exercice répété a développée et concentrée dans la main du sauvage. Le capital, entre autres choses, est aussi un instrument de travail, il est du travail passé, objectivé. Donc le capital est un rapport naturel, général, pour autant c'est-à-dire, que j'écarte précisément ce qui est spécifique et ce qui de l'« instrument de production », du « travail accumulé », fait du capital. Aussi toute l'histoire des rapports de production apparaît-elle chez Carey, par exemple, comme une falsification faite à l'instigation malveillante des gouvernements.

S'il n'y a point de production en général, il n'y a point non plus de production générale. La production est toujours une branche particulière de la production, ou bien elle est une totalité, par exemple, l'agriculture, l'élevage du bétail, la manufacture, etc. Mais l'économie politique n'est pas la technologie. Le rapport des déterminations générales de la production, à un stade social donné, avec les formes de production particulières est à développer en un autre endroit.

Enfin, la production n'est pas non plus particulière seulement. C'est toujours, au contraire, un corps social donné, un sujet social, qui exerce son activité dans un agrégat plus ou moins considérable de branches de production. Ce n'est pas ici le lieu de considérer le rapport qui existe entre la représentation scientifique et le mouvement réel. [Il nous faut donc distinguer] entre la production en général, les branches de production

particulières et la totalité de la production.

Il est de mode chez les économistes de débiter par une partie générale et c'est précisément celle qui figure sous le titre de *Production* (voir, par exemple, J.-St. Mill) et qui traite des conditions générales de toute production.

Cette partie générale expose ou est censée exposer :

1. Les conditions sans lesquelles la production n'est pas possible, ce qui de fait revient seulement à indiquer les moments les plus essentiels de toute production. Cela se réduit en effet, comme nous le verrons, à un certain nombre de très simples déterminations que l'on délaie en de plates tautologies.

2. Les conditions qui donnent plus ou moins d'essor à la production, comme par exemple les développements d'Adam Smith sur l'état progressif ou stagnant de la société.

Pour donner à ceci qui, chez lui, a sa valeur comme aperçu, un caractère scientifique, il y aurait à faire une étude sur les *degrés de la productivité*, aux différentes périodes, dans le développement de certains peuples — étude qui dépasserait les limites propres de notre thème, mais qui, dans la mesure où elle y entre, devra être faite lorsque seront développées la concurrence, l'accumulation, etc. Formulée d'une manière générale, la réponse aboutit à cette généralité qu'un peuple est parvenu à l'apogée de sa production au moment où en général il a atteint son apogée historique. Ou encore à ceci : que certaines dispositions de races, certains climats et certaines conditions naturelles, telles que la situation maritime, la fertilité du sol, etc. sont plus favorables à la production que d'autres. Ce qui aboutit de nouveau à la tautologie, que la richesse se produit plus facilement selon que subjectivement et objectivement ses éléments existent dans une plus large proportion. Effectivement un peuple est à son apogée industrielle aussi longtemps que la chose principale pour lui est non le gain mais le procès de gagner. À cet égard, les Yankees sont supérieurs aux Anglais.

Mais ce n'est pas tout cela qui préoccupe réellement les économistes dans cette partie générale. Il s'agit plutôt de représenter la production — voir par exemple Mill — à la différence de la distribution, comme étant régie par des lois naturelles éternelles, indépendantes de l'histoire, et à cette occasion sous main des rapports *bourgeois* comme des naturelles, immuables, de la société *in abstracto*. C'est là le but plus ou moins conscient de tout le procédé. Dans la distribution, par contre, les hommes se seraient en effet permis toutes sortes d'actes arbitraires. Toute abstraction faite de la brutale disjonction de la production et de la distribution en dépit de leur rapport réel, il est de toute évidence, dès

l'abord, que pour diversifiée que puisse être la distribution aux différents stades de la société, il doit être possible, pour elle comme pour la production, de faire ressortir des caractères communs, et non moins possible de confondre et d'éteindre toutes les différences historiques dans des lois humaines générales. Par exemple, l'esclave, le serf, l'ouvrier salarié, reçoivent tous [un quantum] d'aliments qui leur permet d'exister comme esclave, comme serf, comme ouvrier salarié. Qu'ils vivent, le conquérant du tribut, le fonctionnaire des impôts, le propriétaire foncier de la rente, ou bien le moine d'aumônes et le lévite de la dîme, tous reçoivent [un quantum] de la production sociale qui est déterminé par d'autres lois que celle des esclaves. Les deux points principaux que tous les économistes rangent sous cette rubrique sont : 1° la Propriété, 2° la protection de celle-ci par la Justice, la Police, etc. À cela il y a à répondre très brièvement :

1. Toute production est appropriation de la nature par l'individu, à l'intérieur et au moyen d'une forme de société déterminée. En ce sens c'est de la tautologie de dire que la propriété (appropriation) est une condition de la production. Mais il est ridicule de sauter de là à une forme déterminée de la propriété, par exemple la propriété privée (Ce qui en outre suppose aussi une forme antagonique, la *non-propriété* comme condition). L'histoire nous montre plutôt la propriété commune (par exemple chez les Indiens, les Slaves, les vieux Celtes, etc.) comme la forme primitive, forme qui pendant longtemps encore joua un rôle important sous l'aspect de la propriété communale. Demander si la richesse se développe mieux sous cette forme-ci de la propriété ou sous cette forme-là est une question qui ne se pose pas encore ici. Mais dire qu'il ne puisse pas être question d'une production, ni par suite d'une société, là où il n'existe pas de propriété, c'est une tautologie. Une appropriation qui ne s'approprie rien est une *contradictio in subjecto*.

2. Sauvegarde de la Propriété, etc. Lorsqu'on réduit ces trivialités à leur contenu réel, elles expriment plus que ne savent leurs prêcheurs. C'est-à-dire que chaque forme de production crée ses rapports de droit, ses formes de gouvernement propres. La grossièreté et l'incompréhension consistent précisément à ne rapporter que fortuitement les uns aux autres, à ne lier que dans la réflexion, des éléments qui sont unis organiquement. La notion qui flotte dans l'esprit des économistes bourgeois c'est que la police est plus favorable à la production que le droit du plus fort. Ils oublient seulement que le droit du plus fort est aussi un droit et que le droit du plus fort survit encore sous d'autres formes dans leur « État de droit ».

Quand les conditions sociales qui répondent à un stade déterminé de la

production sont en voie de formation ou quand elles sont en train de disparaître, des troubles se manifestent naturellement dans la production, quoiqu'à des degrés différents et avec un effet différent.

Pour résumer : tous les stades de production ont en commun certaines déterminations que la pensée généralise, mais les soi-disant *conditions générales* de toute production ne sont rien d'autre que ces moments abstraits, lesquels n'expliquent aucun stade historique réel de la production.

Le rapport général de la Production avec la Distribution, l'Échange et la Consommation.

Avant de nous engager plus avant dans l'analyse de la production, il est nécessaire de considérer les différentes rubriques que les économistes placent à côté d'elle. L'idée qui se présente de soi est celle-ci : dans la production, les membres de la société approprient les produits de la nature et des besoins humains ; la distribution détermine la proportion dans laquelle l'individu participe à cette production ; l'échange lui apporte les produits particuliers en lesquels il veut convertir le quantum qui lui est échu par la distribution ; enfin, dans la consommation, les produits deviennent des objets de jouissance, d'appropriation individuelle. La production fournit les objets qui répondent aux besoins ; la distribution les répartit suivant les lois sociales ; l'échange répartit à nouveau ce qui est réparti déjà selon le besoin individuel ; dans la consommation enfin, le produit disparaît du mouvement social, devient directement objet et serviteur du besoin individuel et le satisfait dans la jouissance. La production apparaît ainsi comme le point initial, la consommation comme le point final, la distribution et l'échange apparaissent comme le milieu qui lui-même est double, la distribution étant déterminée comme le moment qui émane de la société, l'échange comme celui qui émane des individus. Dans la production, le sujet s'objective dans la [consommation], l'objet se subjective ; dans la distribution, la société, sous la forme de dispositions générales décisives, se charge de la médiation entre la production et la consommation ; dans l'échange, cette médiation est accomplie par l'individu déterminé fortuitement.

La distribution détermine la proportion dans laquelle les produits échoient à l'individu ; l'échange détermine les produits en lesquels l'individu réclame la part que la distribution lui assigne.

Production, distribution, échange, consommation, forment ainsi un

sylogisme selon les règles — production, la généralité ; distribution et échange, la particularité ; consommation, l'individualité qui exprime la conclusion. C'est la sans doute un enchaînement, mais il est superficiel. La production [au dire des économistes] est déterminée par des lois naturelles générales, la distribution par la contingence sociale ; elle peut donc influencer plus ou moins favorablement sur la production ; l'échange est situé entre les deux comme mouvement social formel (?)[\[157\]](#) et l'acte final de la consommation, laquelle est conçue non seulement comme but, mais comme fin, se trouve proprement hors de l'économie sauf en tant qu'il réagit sur le point initial et fait recommencer tout le procès.

Les adversaires des économistes politiques — que ce soient des adversaires dans ou hors de leur domaine — qui leur reprochent de disloquer d'une manière barbare ce qui est organiquement joint ensemble, ou bien se placent sur le même terrain qu'eux ou sont au-dessous d'eux. Rien de plus ordinaire que le reproche fait aux économistes d'envisager la production trop exclusivement comme un but en soi. La distribution aurait une importance tout aussi grande. Ce reproche est fondé précisément sur la conception économique que la distribution est une sphère indépendante, autonome, qui existe à côté de la production. Ou bien [on leur reproche] de ne pas concevoir les différents moments dans leur unité. Comme si cette dissociation n'avait pas pénétré de la réalité dans les traités au lieu d'avoir pénétré des traités dans la réalité et comme s'il s'agissait ici du balancement dialectique de concepts et non de la perception de rapports réels.

a) *La production est immédiatement consommation aussi.*

Consommation double, subjective et objective. L'individu qui en produisant développe ses facultés, les dépense aussi, les consomme dans l'acte même de la production, exactement. comme la reproduction naturelle est une sorte de consommation des forces vitales. En second lieu, produire c'est consommer les moyens de production dont on fait usage et qui s'usent et dont une partie (dans le chauffage par exemple) est de nouveau résolue dans les éléments de l'univers. C'est aussi consommer de la matière première, laquelle ne demeure pas dans sa forme et constitution naturelles mais qui est consumée plutôt. L'acte de production lui-même est donc dans tous ses moments un acte de consommation aussi. Mais, cela les économistes l'accordent. La production en tant qu'immédiatement identique à la consommation, la consommation en tant que coïncidant immédiatement avec la production, ils l'appellent la consommation productive. Cette identité de production et de consommation revient à la proposition de Spinoza : *determinatio est negatio*. Mais cette

détermination de la consommation productive n'est établie que pour séparer la consommation qui est identique à la production, de la consommation proprement dite laquelle est conçue plutôt comme son antithèse destructive. Considérons donc la consommation proprement dite.

La consommation est immédiatement production aussi, comme dans la nature la consommation des éléments et des substances chimiques est production de la plante. Que, par exemple, dans l'alimentation, qui est une forme de la consommation, l'homme produise son propre corps, cela est clair : mais cela est également vrai de tout autre genre de consommation qui d'une façon ou d'une autre produit l'homme. [C'est là] la production consommatrice. Seulement, dit l'économie, cette production identique à la consommation est une seconde production née de l'anéantissement du produit de la première. Dans la première, le producteur devient objet, dans la seconde, l'objet se personnifie. Ainsi donc cette production consommatrice — bien qu'elle soit une unité immédiate de la production et de la consommation — diffère essentiellement de la production proprement dite. L'unité immédiate, où la production coïncide avec la consommation et la consommation avec la production, laisse subsister sa dualité immédiate.

La production est donc immédiatement consommation, la consommation est immédiatement production. Chacune est immédiatement son contraire. En même temps s'opère un mouvement médiateur entre les deux. La production est médiatrice de la consommation dont elle crée les matériaux et qui sans eux n'aurait point d'objet. Mais la consommation est immédiatement aussi production en ce qu'elle procure aux produits le sujet pour lequel ils sont des produits. Le produit ne reçoit son dernier fini que dans la consommation. Un chemin de fer sur lequel on ne voyage pas, qui, par conséquent, ne s'utilise pas, qui n'est pas consommé, n'est qu'un chemin de fer *dynamiei*, et non en réalité. Sans production, point de consommation, mais sans consommation point de production non plus. La consommation produit la production d'une manière double.

Premièrement, en ce que le produit ne devient réellement produit que dans la consommation ; par exemple, une robe ne devient réellement une robe que par le fait d'être portée ; une maison qui n'est pas habitée n'est pas en fait une maison véritable ; ainsi le produit, à la différence du simple objet naturel, ne se confirme comme produit, ne *devient* produit, que dans la consommation. En résolvant le produit, la consommation lui donne son achèvement. Car le produit est le [résultat] de la production non seulement comme activité objectivée mais aussi en tant qu'objet pour le sujet actif.

Deuxièmement, la consommation produit la production en ce qu'elle

crée le besoin d'une production nouvelle, donc le mobile idéal, interne et agissant de la production qui est sa présupposition. La consommation crée le mobile de la production, elle crée aussi l'objet qui comme but agit dans la production d'une manière déterminante. S'il est clair que la production fournit l'objet extérieur de la consommation, il n'est pas moins clair que la consommation pose l'objet de la production idéalement, comme image intérieur, comme besoin, comme impulsion, comme but. Elle crée l'objet de la production sous une forme qui est subjective encore. Sans besoin point de production. Mais la consommation reproduit le besoin. À cela correspond du côté de la production :

1. Qu'elle fournit à la consommation les matériaux, l'objet. Une consommation sans objet n'est pas une consommation. En ce sens donc, la production produit la consommation.

2. Mais ce n'est pas l'objet seulement que la production fournit à la consommation. Elle donne à la consommation son caractère déterminé, son achèvement. De même que la consommation donne au produit son achèvement comme produit, la production donne l'achèvement à la consommation. *Premièrement*, l'objet n'est pas un objet en général mais un objet déterminé, lequel a été consommé d'une manière déterminée par la médiation encore une fois de la production elle-même. La faim est la faim, mais la faim qui se satisfait avec de la viande cuite, mangée à l'aide d'un couteau ou d'une fourchette, est une autre faim que celle qui avale de la viande crue à l'aide des mains, des ongles et des dents. La production ne produit donc pas seulement l'objet de la consommation, mais encore la manière de la consommation, elle produit donc objectivement et subjectivement. La production crée donc les consommateurs.

3. La production ne fournit pas seulement des matériaux au besoin, elle fournit aussi un besoin aux matériaux. Quand la consommation émerge de sa grossièreté primitive — et s'y attarder serait en soi le résultat d'une production enfoncée encore dans la grossièreté primitive — elle est elle-même sollicitée par l'objet comme cause excitatrice. Le besoin qu'elle éprouve de lui a été créé par la perception de l'objet. L'objet d'art, et pareillement tout autre produit, crée un public sensible à l'art et apte à jouir de la beauté. Ainsi la production ne produit pas seulement un objet pour le sujet mais aussi un sujet pour l'objet.

La production produit donc la consommation : 1. en lui fournissant les matériaux ; 2. en déterminant le mode de la consommation ; 3. en excitant dans le consommateur le besoin des produits qu'elle a d'abord posés comme objet. Elle produit donc l'objet de la consommation, le mode de la consommation, l'instinct de la consommation. La consommation de même

(produit) la *disposition* du producteur en le posant comme but (?) et en sollicitant le besoin. L'identité entre la consommation et la production apparaît donc comme triple.

1. Identité immédiate : la production est consommation ; la consommation est production. Production consommatrice. Consommation productive. Les économistes nomment l'une et l'autre consommation productive, mais ils font encore une différence : la première figure comme reproduction ; la seconde, comme consommation productive. Toutes les recherches sur la première sont relatives au travail productif ou improductif ; sur la seconde, à la consommation productive et non-productive.

2. Chacune apparaît comme moyen et existe par la médiation de l'autre, ce qui s'exprime comme leur interdépendance, un mouvement par où elles se rapportent l'une à l'autre et apparaissent comme indispensables l'une à l'autre, mais demeurent cependant extérieures l'une à l'autre.

La production crée les matériaux pour la consommation comme objet extérieur ; la consommation crée le besoin comme objet interne, comme but de la production. Sans production, point de consommation, sans consommation point de production ; cette proposition figure dans l'économiste sous beaucoup de formes.

3. La production n'est pas seulement immédiatement consommation ; ni la consommation immédiatement production ; la production n'est encore que moyen pour la consommation et la consommation, but pour la production, c'est-à-dire que chacune fournit à l'autre son objet, la production, l'objet extérieur de la consommation, la consommation, l'objet représenté de la production.

Chacune d'elles n'est pas seulement l'autre, n'est pas seulement la médiatrice de l'autre, mais chacune d'elles, en se réalisant, crée l'autre, se réalise comme l'autre. La consommation n'accomplit d'abord l'acte de la production qu'en achevant le produit comme produit, en le résolvant, en consommant la forme objective, indépendante ; en faisant évoluer jusqu'à l'adresse, par le besoin de la répétition, la disposition développée dans le premier acte de la production ; elle n'est donc pas seulement l'acte final par lequel le produit devient produit, mais encore l'acte par lequel le producteur devient producteur. D'autre part, la production produit la consommation en ce qu'elle crée le mode déterminé de la consommation et puis en ce qu'elle crée le stimulus pour la consommation, la capacité même de consommation sous forme de besoin. Cette dernière identité mentionnée sous le point 3 est beaucoup discutée par l'économie à propos du rapport de l'offre et de la demande, des objets et des besoins, des

besoins créés par la société et des besoins naturels.

Ceci dit, rien de plus simple pour un Hegélien que de considérer la production et la consommation comme identiques. Et c'est ce qui a été fait, non seulement par des gens de lettres socialistes, mais aussi par des économistes politiques, par exemple, par Say, sous la forme que voici : si l'on considère un peuple ou encore l'humanité *in abstracto* — sa production est sa consommation. Storch a démontré l'erreur de Say, en faisant observer qu'un peuple ne consomme pas son produit net mais crée aussi des moyens de production, du capital fixe, etc. Au surplus, considérer la société comme un seul individu, c'est la considérer faussement, spéculativement. Chez un individu, produire et consommer apparaissent comme les moments d'un acte. L'important ici est de faire ressortir que si l'on considère la production et la consommation comme activités d'un seul sujet ou d'individus isolés, elles apparaissent en tout cas comme les moments d'un procès ou la production est le véritable point de départ, et partant aussi le facteur qui prédomine. La consommation comme nécessité, comme besoin, est elle-même un moment interne de l'activité productive, mais cette dernière est le point de départ de la réalisation et par conséquent son moment prépondérant, l'acte dans lequel tout le procès se résout à nouveau. L'individu produit un objet et, en consommant son produit, il fait retour en soi-même, mais comme individu productif et qui se reproduit soi-même. La consommation apparaît ainsi comme un moment de la production.

Mais dans la société, le rapport du producteur au produit, dès que ce dernier est achevé, est purement extérieur, et le retour du produit à l'individu dépend des relations de celui-ci avec d'autres individus. Il ne s'en empare pas immédiatement. Aussi bien l'appropriation immédiate du produit n'est pas son but quand il produit dans la société. Entre le producteur et les produits se place la distribution, laquelle, par des lois sociales, détermine sa part au monde des produits et se place donc entre la production et la consommation.

Maintenant, est-ce que la distribution existe comme sphère indépendante à côté et en dehors de la production ?

b) *Production et Distribution*. — Ce qui doit frapper de prime abord quand on considère les traités ordinaires d'économie politique, c'est qu'on y pose toutes les catégories d'une manière double ; par exemple, dans la distribution figurent la rente foncière, le salaire, l'intérêt et le profit, tandis que dans la production, la terre, le travail, le capital figurent comme agents de la production. En ce qui concerne le capital, il est évident, dès l'abord, qu'il est posé doublement : 1. comme agent de production ; 2. comme

source de revenus ; l'intérêt et le profit [apparaissent] comme des facteurs déterminants et des formes déterminées de la distribution comme tels ils figurent encore dans la production en tant qu'ils sont des formes dans lesquelles le capital s'accroît et grandit, et qu'ils sont donc des moments de sa production même. L'intérêt et le profit, comme formes de distribution, supposent le capital comme il agent de production. Ce sont aussi des modes de reproduction du capital.

Le salaire pareillement est le travail salarié considéré sous une autre rubrique : le caractère déterminé que possède ici le travail comme agent de production apparaît là comme attribut de la distribution. Si le travail n'était pas déterminé comme travail salarié, le mode suivant lequel il participe à la distribution n'apparaîtrait pas comme salaire, ainsi que c'est le cas pour l'esclavage. Enfin, la rente foncière, pour prendre tout de suite la forme la plus développée de la distribution dans laquelle la propriété foncière participe aux produits, suppose la grande propriété foncière (proprement la grande culture), comme agent de production ; non la terre tout court, pas plus que le salaire n'est le travail tout court. C'est pourquoi les rapports et modes de distribution apparaissent seulement comme les revers des agents de production. Un individu qui participe à la production sous la forme du travail salarié participe sous la forme de salaire aux produits, aux résultats de la production. L'organisation de la distribution est entièrement déterminée par l'organisation de la production. La distribution est, elle-même, un produit de la production, non seulement en ce qui concerne l'objet, puisque seuls les résultats de la production peuvent être distribués, mais en ce qui concerne la forme particulière de la distribution, la forme suivant laquelle on participe à la distribution. Il est tout à fait illusoire de placer la terre dans la production, la rente foncière dans la distribution.

Les économistes comme Ricardo auxquels tous les premiers on reproche de n'avoir en vue que la production, ont donc déterminé la distribution comme l'objet exclusif de l'économie, parce qu'ils concevaient instinctivement les formes de distribution comme l'expression la plus catégorique où s'affirment les agents de production dans une société donnée.

Vis-à-vis de l'individu isolé, la distribution apparaît naturellement comme une loi sociale qui conditionne sa situation dans la production à l'intérieur de laquelle il produit et qui précède donc la production. À l'origine, l'individu ne possède point de capital, point de propriété foncière. Dès sa naissance, il est contraint au travail salarié par la distribution sociale. Mais cette contrainte est, elle-même, le résultat du fait que le capital, que la propriété foncière existent comme des agents de

production indépendants.

À considérer des sociétés entières, la distribution paraît encore à un autre point de vue précéder et déterminer la production ; en quelque sorte, comme un fait pré-économique. Un peuple conquérant partage le pays entre les conquérants et impose ainsi une répartition et une forme de propriété foncière déterminées, il détermine par conséquent la production ; ou il fait des hommes conquis des esclaves et fait ainsi reposer la production sur le travail d'esclaves. Ou bien un peuple morcelle par une révolution la grande propriété foncière et donne par cette nouvelle distribution un caractère nouveau à la production. Ou encore la législation perpétue la propriété foncière dans les grandes familles ou répartit le travail comme un privilège héréditaire, et le fixe ainsi dans les castes.

Dans tous ces cas, et tous sont des cas historiques, la distribution ne paraît pas être déterminée par la production, mais, au contraire, la production paraît être organisée et déterminée par la distribution.

Conçue de la manière la plus superficielle, la distribution apparaît comme la distribution des produits et ainsi comme plus éloignée de la production et quasi indépendante vis-à-vis d'elle. Mais avant d'être la distribution des produits, la distribution est : 1° la distribution des instruments de production, et 2° — ce qui est une nouvelle détermination du même rapport — la distribution des membres de la société entre les différents genres de production (subsomption des individus sous des rapports de production déterminés). La distribution des produits est manifestement un résultat de cette distribution qui est incluse dans le procès de production lui-même et détermine l'organisation de la production. Considérer la production en laissant de côté cette distribution qu'elle renferme est évidemment de l'abstraction vide, tandis que, au contraire, la distribution de produits découle de soi de cette distribution qui, à l'origine, constituait un moment de la production. C'est précisément parce que Ricardo s'attachait à concevoir la production moderne dans son organisation sociale déterminée, et parce qu'il est l'économiste de la production par *excellence*[\[158\]](#), qu'il déclare la distribution et non la production, le thème propre de l'économie moderne. Ici apparaît à nouveau l'absurdité des économistes qui traitent la production comme une vérité éternelle alors qu'ils enferment l'histoire dans le domaine de la distribution.

La question de savoir quel est le rapport de cette distribution à la production qu'elle détermine est manifestement du domaine de la production même. Dirait-on qu'alors du moins — puisque la production dépend d'une certaine distribution des instruments de production — la

distribution dans cette signification précède la production, est présumée par elle, il y aurait à répondre que la production en fait a ses conditions et ses présuppositions qui en constituent ses moments. Celles-ci peuvent paraître, dans les commencements, avoir une origine spontanée. Par le procès de production même elles deviennent, de facteurs spontanés, des facteurs historiques et si, pour une période, elles apparaissent comme présupposition naturelle de la production, elles ont été pour une autre un résultat historique. À l'intérieur de la production même, elles sont constamment transformées. L'application du machinisme, par exemple, modifie la distribution aussi bien des instruments de production que des produits, et la grande propriété foncière moderne, elle-même, est le résultat aussi bien du commerce moderne et de l'industrie moderne que de l'application de la dernière à l'agriculture.

Les questions soulevées plus haut se réduisent toutes en dernière instance au point de savoir de quelle manière les conditions historiques générales affectent la production et quel est le rapport de la production au mouvement historique. La question appartient évidemment à la discussion et à l'analyse de la production même.

Cependant, dans la forme triviale où elles viennent d'être posées, on peut les expédier aussi promptement. Toutes les conquêtes comportent trois possibilités. Le peuple conquérant soumet le peuple conquis à son propre mode de production (par exemple, les Anglais en Irlande au XIX^e siècle et en partie dans l'Inde) ; ou bien il laisse subsister le mode ancien et se contente d'un tribut (par exemple, les Turcs et les Romains), ou bien il s'établit une action réciproque qui produit quelque chose de nouveau, une synthèse (cela s'est produit en partie dans les conquêtes germaniques). Dans tous les cas, le mode de production, soit celui du peuple conquérant, soit celui du peuple conquis, soit celui provenant de la fusion des deux, est décisif pour la distribution nouvelle qui s'introduit. Quoique celle-ci apparaisse comme une condition préalable pour la nouvelle période de production, elle est elle-même un produit de la production, non seulement de la production historique en général mais d'une production historique déterminée. Les Mongols, par leurs dévastations en Russie, par exemple, agissaient conformément à leur production qui n'exigeait que le pâturage, pour lequel de grandes étendues de pays inhabitées sont une condition capitale. Les Germains barbares, chez qui l'agriculture pratiquée par des serfs était la production traditionnelle et qui étaient habitués à la vie solitaire à la campagne, pouvaient d'autant plus facilement soumettre les provinces romaines à ces conditions que la concentration de la propriété terrienne qui s'y était opérée avait déjà complètement renversé les anciens

systèmes d'agriculture. C'est une notion traditionnelle qu'à de certaines périodes on n'a vécu que de pillage. Or, pour pouvoir piller il faut qu'il y ait quelque chose à piller, donc production. Et le genre de pillage est lui-même déterminé par le genre de la production. On ne peut pas piller une *stock jobbing nation* (nation de spéculateurs à la Bourse) de la même façon qu'une nation de vachers.

Quand on vole l'esclave, on vole directement l'instrument de production. Mais encore faut-il que la production du pays pour lequel on l'a volé soit organisée de manière à admettre le travail d'esclaves ou bien encore (comme dans l'Amérique du Sud, etc.) faut-il qu'on crée un mode de production qui corresponde à l'esclavage.

Des lois peuvent perpétuer un instrument de production, par exemple, la terre, dans certaines familles. Ces lois n'acquièrent une importance économique que là où la grande propriété foncière est en harmonie avec la production sociale, comme en Angleterre. En France, la petite culture était pratiquée malgré la grande propriété ; aussi cette dernière fut-elle mise en pièces par la révolution. Mais si l'on perpétue le parcellement par des lois ? En dépit de ces lois, la propriété se concentre de nouveau. L'influence des lois pour fixer des rapports de distribution et, par suite, leur action sur la production sont à déterminer à part.

c) *Échange et Circulation*. — La circulation elle-même n'est qu'un moment déterminé de l'échange ou encore elle est l'échange considéré dans sa totalité, en tant que l'échange est un moment médiateur entre la production et la distribution qu'elle détermine et la consommation ; cependant, en tant que cette dernière apparaît elle-même comme un moment de la production, l'échange est manifestement compris aussi comme moment dans la production.

En premier lieu il est clair que l'échange d'activités et de capacités qui s'effectue dans la production même lui appartient directement et la constitue essentiellement. Cela est vrai, en second lieu, de l'échange des produits dans la mesure où il est l'instrument qui sert à fournir le produit achevé, destiné à la consommation immédiate. Dans ces limites, l'échange lui-même est un acte compris dans la production. En troisième lieu, l'échange entre producteurs échangistes est, d'après son organisation, aussi bien déterminé entièrement par la production qu'il est lui-même une activité productive. L'échange n'apparaît comme indépendant à côté de la production et indifférent à son égard, que dans le dernier stade où le produit est échangé immédiatement pour la consommation. Mais il n'existe point d'échange sans division de travail, qu'elle soit naturelle ou qu'elle soit elle-même déjà un résultat historique ; 2. l'échange privé

suppose la production privée ; 3. l'intensité de l'échange, de même que son étendue et son genre, sont déterminés par le développement et l'organisation de la production, par exemple, l'échange entre la ville et la campagne, l'échange à la campagne, à la ville, etc. L'échange apparaît ainsi, dans tous ses moments, comme directement compris dans la production ou déterminée par elle.

Le résultat auquel nous arrivons n'est pas que la production, la distribution, l'échange, la consommation sont identiques mais qu'ils sont tous des membres d'une totalité, des différences dans une unité. La production se dépasse aussi bien elle-même, dans la détermination antithétique de la production, qu'elle dépasse les autres moments. C'est par elle que le procès recommence toujours de nouveau. Que l'échange et la consommation ne puissent pas être l'élément prédominant, cela s'entend de soi. Il en va de même de la distribution comme distribution des produits. Mais comme distribution des agents de la production, elle est elle-même un moment de la production. Une [forme] déterminée de la production détermine donc des [formes] déterminées de la consommation, de la distribution, de l'échange, ainsi que des *rapports réciproques déterminés de ces différents facteurs*. Sans doute la production *dans sa forme unilatérale* est, elle aussi, déterminée par d'autres moments ; par exemple, quand le marché, c'est-à-dire la sphère des échanges, s'étend, la production gagne en extension et se divise plus profondément.

Avec un changement dans la distribution, la production change, par exemple, avec la concentration du capital, une distribution différente de la population dans la ville et la campagne, etc. Enfin, le besoin de la consommation détermine la production. Une action réciproque a lieu entre les différents moments. C'est le cas pour chaque tout organique.

La méthode de l'Économie Politique.

Quand nous considérons un pays donné au point de vue de l'économie politique, nous commençons par sa population, la division de celle-ci en classes ; son établissement dans les villes, les campagnes, aux bords de la mer ; les différentes branches de production, l'exportation et l'importation, la production et la consommation annuelles, les prix des marchandises, etc. Il paraît correct de commencer par ce qu'il y a de concret et de réel dans les données ; ainsi donc, dans l'économie, par la population qui est la base et le sujet de tout l'acte social de la production. Mais à regarder de plus près, ce serait la une fausse méthode. La population est une abstraction si

je laisse de côté les classes dont elle se compose. Ces classes sont à leur tour un mot vide de sens si j'ignore les éléments sur lesquels elles reposent, par exemple, le travail salarié, le capital, etc. Ceux-ci supposent l'échange, la division du travail, les prix, etc. Le capital, par exemple, n'est rien sans travail salarié, sans valeur, argent, prix, etc. Si donc je commençais par la population, ce serait une représentation chaotique du tout et par une détermination plus stricte, j'arriverais analytiquement toujours davantage à des concepts plus simples ; du concret représenté, j'arriverais à des abstractions toujours plus ténues, jusqu'à ce que je sois parvenu aux plus simples déterminations. Arrivé là, il faudrait refaire le voyage à rebours, jusqu'à ce que j'aboutisse de nouveau à la population, mais cette fois, non pas avec une représentation chaotique d'un tout, mais avec une riche totalité de déterminations et de rapports divers. Le premier est le chemin que l'économie politique naissante a pris historiquement. Les économistes du xvii^e siècle, par exemple, débutent toujours par le tout vivant, la population, la nation, l'État, plusieurs États, etc. ; mais ils finissent toujours par découvrir, au moyen de l'analyse, un certain nombre de rapports généraux abstraits qui sont déterminants, tels que la division du travail, l'argent, la valeur, etc. Dès que ces moments isolés ont été plus ou moins fixés et abstraits, commencent les systèmes économiques qui s'élèvent du simple, tel que Travail, Division du travail, Besoin, Valeur d'échange, jusqu'à l'État, l'Échange entre les nations et le Marché universel. La dernière méthode est manifestement la méthode scientifiquement exacte. Le concret est concret, parce qu'il est la synthèse de beaucoup de déterminations, donc unité du divers. C'est pourquoi le concret apparaît dans la pensée comme le procès de la synthèse, comme résultat, non comme point de départ, quoiqu'il soit le véritable point de départ et par suite le point de départ aussi de la perception et de la représentation. Dans la première méthode, la représentation pleine est volatilisée en l'abstraite détermination ; dans la seconde, les déterminations abstraites conduisent à la reproduction du concret par la voie de la pensée. C'est ainsi que Hegel donna dans l'illusion de concevoir le réel comme le résultat de la pensée qui s'absorbe en soi, descend en soi, se meut de soi, tandis, que la méthode de s'élever de l'abstrait au concret n'est que la manière de procéder de la pensée pour s'appropriier le concret, pour le reproduire mentalement comme chose concrète. Mais ce n'est nullement là le procès de la genèse du concret lui-même. La plus simple catégorie économique, mettons la valeur d'échange, suppose la population, une population produisant dans des conditions déterminées et aussi un certain genre de familles, ou de communautés, ou d'États. Elle ne peut

jamais exister autrement que comme rapport unilatéral-abstrait d'un tout concret et vivant déjà donné.

Comme catégorie, au contraire, la valeur d'échange mène une existence antédiluvienne. Pour la conscience — et la conscience philosophique est ainsi déterminée que, pour elle, la pensée qui conçoit est l'homme réel et le monde conçu est comme tel le seul monde réel — pour la conscience donc, le mouvement des catégories apparaît comme le véritable acte de production — qui ne reçoit qu'une impulsion du dehors — dont le résultat est le monde, et cela est exact en ceci (mais ici nous avons de nouveau une tautologie) que la totalité concrète, comme totalité de pensée, comme un concrétum de pensée, est en fait un produit du penser, du concevoir ; elle n'est nullement le produit du concept qui s'engendre lui-même et qui conçoit en dehors et au-dessus de la perception et de la représentation, mais elle est l'élaboration de la perception et de la représentation en concepts. Le tout, tel qu'il apparaît dans la tête comme un tout mental, est un produit du cerveau pensant qui s'approprie le monde de la seule manière qu'il lui soit possible de le faire, manière qui diffère de la manière artistique, religieuse et pratique de se l'approprier. Le sujet concret demeure debout après comme avant dans son indépendance en dehors du cerveau — aussi longtemps, c'est-à-dire, que le cerveau ne se comporte que spéculativement, théoriquement. Dans la méthode théorique aussi [de l'économie politique] le sujet, la société, doit donc toujours être présent à l'esprit comme présupposition.

Mais ces catégories simples n'ont-elles pas aussi une existence indépendante, historique ou naturelle avant les catégories plus concrètes ? *Ça dépend*[\[159\]](#). Par exemple, Hegel ouvre correctement sa *Rechtsphilosophie* par la possession, comme le rapport juridique le plus simple du sujet. Mais il n'existe point de possession avant la famille ou les rapports entre maîtres et esclaves, qui sont des rapports encore bien plus concrets. En revanche, il serait juste de dire qu'il existe des familles, des tribus qui ne font que *posséder*, mais qui n'ont pas de *propriété*. La plus simple catégorie apparaît donc comme le rapport de communautés de familles ou de tribus avec la propriété. Dans la société primitive, elle apparaît comme le rapport plus simple d'un organisme développé, mais le substrat plus concret dont le rapport est la possession, est toujours sous-entendu. On peut se représenter un sauvage isolé possédant des choses. Mais alors la possession n'est pas un rapport juridique.

Il n'est pas exact que la possession évolue historiquement à la famille. Elle suppose toujours cette « plus concret catégorie juridique ». Cependant il resterait toujours ceci : que les catégories simples sont l'expression de

rapports dans lesquels le concret moins développé a pu se réaliser sans avoir encore posé le rapport plus complexe qui est exprimé mentalement dans la catégorie concrète, tandis que le concret plus développé conserve la même catégorie comme un rapport subordonné.

L'argent peut exister et il a existé historiquement avant qu'existât le capital, avant qu'existassent les banques, avant qu'existât le travail salarié. À ce point de vue, on peut dire que la catégorie simple peut exprimer des rapports dominants d'un tout peu développé encore, rapports qui existaient déjà avant que le tout se fût développé dans la direction qui est exprimée dans une catégorie plus complète. En ce sens, les lois du penser abstrait qui s'élève du plus simple au complexe, répondent au procès historique réel.

D'un autre côté, on peut dire qu'il y a des formes de société très développées, bien que, historiquement, elles n'aient pas encore atteint leur maturité, où se trouvent les formes les plus hautes de l'économie, telles que la coopération, une division de travail développée, sans qu'il y existe de l'argent, par exemple le Pérou.

Dans les communautés slaves aussi, l'argent et l'échange qui le conditionne ne jouent point ou ne jouent guère de rôle, mais ils apparaissent à leurs frontières, dans leurs relations avec d'autres communautés. C'est d'ailleurs une erreur de placer l'échange au milieu des communautés comme l'élément les constituant originellement. Au début, il apparaît plutôt dans les rapports des différentes communautés, les unes avec les autres, que dans les relations entre les membres d'une seule et même communauté.

En outre, quoique l'argent ait de bonne heure et partout joué un rôle comme élément dominant, il n'apparaît dans l'antiquité que chez des nations développées unilatéralement, dans un sens déterminé, et même dans l'antiquité la plus cultivée, chez les Grecs et les Romains, il n'atteint son complet développement, lequel est supposé dans la société bourgeoise moderne, que dans la période de la dissolution. Cette très simple catégorie n'atteint donc historiquement son point culminant que dans les conditions les plus développées de la société. Et l'argent ne pénètre (?) aucunement tous les rapports économiques ; ainsi dans l'empire romain, à l'heure de son parfait développement, l'impôt en nature et la prestation en nature demeurèrent la chose fondamentale. Le système de l'argent, à proprement parler, n'y était complètement développé que dans l'Asie, et n'avait jamais de prise sur la totalité du travail.

Ainsi, quoique la catégorie simple ait pu exister historiquement avant la plus concrète, elle ne peut précisément appartenir dans son plein

développement, interne et externe, qu'à des formations sociales composées (?), tandis que la catégorie plus concrète était pleinement développée dans une forme de société moins avancée.

Le travail est une catégorie tout à fait simple. Et encore la conception du travail dans ce sens général — comme travail en général — est très ancienne. Néanmoins, conçu économiquement dans cette simplicité, le travail est une catégorie aussi moderne que le sont les conditions qui engendrent cette abstraction. Par exemple, le système monétaire place la richesse tout à fait objectivement encore...[\[160\]](#) dans l'argent. Au regard de ce point de vue, ce fut un grand progrès quand le système manufacturier ou commercial plaça la source de la richesse non dans l'objet mais dans l'activité subjective — le travail commercial et manufacturier. Mais il la concevait encore dans le sens restreint d'une activité productrice d'argent. Par rapport à ce système, le système des physiocrates est (un nouveau progrès) ; il pose une forme déterminée du travail — l'Agriculture — comme créatrice de richesse, et l'objet lui-même ne paraît plus sous le déguisement de l'argent mais comme produit en général, comme résultat général du travail. Mais ce produit, conformément aux limitations de l'activité, n'est toujours qu'un produit naturel. L'agriculture produit, la terre produit *par excellence*[\[161\]](#). Ce fut un progrès immense que fit Adam Smith quand il rejeta tout caractère déterminé de l'activité qui crée la richesse, quand [il posa] le travail sans plus ; ni la manufacture, ni le travail commercial, ni le travail agricole, mais aussi bien l'un que l'autre. Avec la généralité abstraite de l'activité qui crée la richesse, nous avons maintenant la généralité de l'objet déterminé comme richesse, le produit en général ou, encore une fois, le travail en général, mais comme travail passé réalisé. Combien difficile et considérable était ce passage, c'est ce qui prouve le fait qu'Adam Smith lui-même retombe de temps à autre dans le système physiocratique. Maintenant il pourrait paraître qu'on eût ainsi trouvé seulement l'expression abstraite pour le rapport le plus simple et le plus ancien où entrent les hommes — dans n'importe quelle forme de société — en tant que producteurs. Cela est vrai dans un sens. Non dans un autre.

L'indifférence à l'égard d'un genre déterminé de travail présuppose une totalité très développée de genres de travail réels, desquels aucun ne domine plus tous les autres. Aussi les abstractions les plus générales ne se produisent que là où existe le développement concret le plus riche, ou une chose apparaît comme commune à beaucoup d'individus, commune à tous. Alors elle cesse de pouvoir être pensée seulement sous une forme particulière. D'autre part, cette abstraction du travail en général n'est que

le résultat d'une totalité concrète de travaux. L'indifférence à l'égard du travail déterminé correspond à une forme de société dans laquelle les individus peuvent passer avec facilité d'un travail à un autre et dans laquelle le genre déterminé du travail est fortuit et leur est par conséquent indifférent. Ici le travail est devenu non seulement catégoriquement, mais réellement un moyen de produire de la richesse en général et il a cessé de se confondre avec l'individu comme une destination spéciale. Cet état des choses est le plus développé dans la forme d'existence la plus moderne de la société bourgeoise — aux États-Unis. Ici donc l'abstraction de la catégorie « travail », « travail en général », travail *sans phrase*[\[162\]](#), le point de départ de l'économie moderne, devient pour la première fois pratiquement vraie. Ainsi l'abstraction la plus simple que l'économie moderne place au premier rang et qui exprime un rapport ancien et valable pour toutes les formes de société, n'apparaît pourtant comme pratiquement vrai, dans cette abstraction, qu'en tant que catégorie de la société la plus moderne. On pourrait dire que ce qui apparaît dans les États-Unis comme un produit historique, apparaît chez les Russes par exemple — cette indifférence à l'égard du travail déterminé — comme une disposition naturelle. Premièrement, il y a une différence en diable entre des barbares qui sont aptes à être employés à tout, et des civilisés qui s'appliquent eux-mêmes à tout. Et puis, pratiquement, à cette indifférence à l'égard du travail déterminé correspond, chez les Russes, ce fait qu'ils sont traditionnellement assujettis à un travail bien déterminé auquel seules des influences extérieures peuvent les arracher.

Cet exemple montre d'une manière frappante comment même les catégories les plus abstraites malgré leur validité — précisément à cause de leur nature abstraite — pour toutes les époques, sont néanmoins, dans ce qu'il y a de déterminé dans cette abstraction, tout aussi bien le produit de conditions historiques et ne possèdent une pleine validité que pour ces conditions et dans le cadre de ces conditions.

La société bourgeoise est l'organisation historique de la production la plus développée, la plus différenciée. Les catégories qui expriment ses conditions, la compréhension de son organisation propre, la rendent apte à comprendre l'organisation et les rapports de production de toutes les formes de société disparues, sur les ruines et les éléments desquelles elle s'est édifiée et dont des vestiges, non dépassés encore, traînent en elle, tandis que ce qui avait été simplement indiqué s'est épanoui et a pris toute sa signification, etc. L'anatomie de l'homme est une clef pour l'anatomie du singe. Ce qui, dans les espèces animales inférieures, indique une forme supérieure ne peut au contraire être compris que lorsque la forme

supérieure est connue déjà. L'économie bourgeoise fournit la clef de l'économie antique etc. Mais nullement selon la méthode des économistes qui effacent toutes les différences historiques et dans toutes les formes de société voient la forme bourgeoise. On peut comprendre le tribut, la dime, lorsqu'on comprend la rente foncière. Mais il ne faut pas les identifier.

Comme, en outre, la société bourgeoise n'est elle-même qu'une forme antagonique du développement, certains rapports appartenant à des formes antérieures ne se retrouveront en elle que tout à fait étiolées ou même travesties, par exemple, la propriété communale. Si donc il est vrai que les catégories de l'économie bourgeoise possèdent une vérité pour toutes les autres formes de société, cela ne doit être pris que *cum grano salis*. Elles peuvent les contenir développées, étiolées, caricaturées, mais toujours essentiellement différentes. La soi-disant évolution historique repose en général sur le fait que la dernière forme considère les formes passées comme des degrés qui conduisent à elle-même, étant rarement et seulement dans des conditions tout à fait déterminées, capable de se critiquer soi-même — il n'est naturellement pas question ici de ces périodes historiques qui se dévoilent à elles-mêmes comme des temps de décadence. La religion chrétienne n'a pu aider à faire comprendre d'une manière objective les mythologies antérieures que lorsque sa critique de soi fut, jusqu'à un certain point, *dynamei*, pour ainsi dire, achevée. C'est ainsi que l'économie bourgeoise parvint seulement à l'intelligence de la société féodale, antique, orientale, quand la société bourgeoise commença à se critiquer soi-même. Pour autant que l'économie bourgeoise ne donna pas dans la mythologie et ne s'identifia pas simplement avec le passé, sa critique de la [société] antérieure, notamment de la féodale, avec laquelle elle avait encore à lutter directement, ressembla à la critique que le christianisme exerça sur le paganisme, ou encore le protestantisme sur le catholicisme.

Quand on étudie la marche des catégories économiques, et, en général, toute science sociale historique, il importe toujours de retenir que le sujet — ici la société bourgeoise moderne — est donné dans la mentalité aussi bien que dans la réalité, et que les catégories, par conséquent, expriment des formes de vie, des déterminations d'existence, et souvent des cotés isolés seulement de cette société déterminée, de ce sujet, et que partant [l'économie politique] ne commence nullement *comme science aussi* à partir du moment seulement où il est question d'elle *comme telle*. Ce fait est à retenir parce qu'il donne immédiatement une direction décisive pour la division à faire.

Rien ne paraît plus naturel, par exemple, que de commencer par la rente

foncière, la propriété foncière, parce qu'elle est liée à la terre, source de toute production et de toute vie et à la première forme de production dans toutes les sociétés tant soit peu solidifiées — l'agriculture. Or, rien ne serait plus faux. Dans toutes les formes de société il se trouve une production déterminée, qui est supérieure à toutes les autres et dont la situation assigne leur rang et leur influence à toutes les autres.

C'est une illumination universelle où trempent toutes les couleurs, et qui les modifie dans leur particularité. C'est un éther spécial qui détermine le poids spécifique de toutes les choses mises en relief par lui.

Prenons, par exemple, les peuples pasteurs (de simples peuples chasseurs où pêcheurs sont en deçà du point où le véritable développement commence). Chez eux existe une certaine forme sporadique de l'agriculture. La propriété foncière est par là déterminée. Elle est commune, et elle conserve plus ou moins cette forme, selon que ces peuples adhèrent plus ou moins à leurs traditions, par exemple, la propriété foncière chez les Slaves. Là où prédomine l'agriculture pratiquée par des peuples établis — et cet établissement est déjà un grand progrès — ainsi que dans la société antique et féodale, l'industrie avec son organisation et les formes de la propriété qui lui correspondent ont, elles aussi, plus ou moins des traits caractéristiques de la propriété foncière ; [la société] ou bien dépend entièrement de l'agriculture, comme chez les anciens Romains, ou elle imite, comme au Moyen Âge, l'organisation de la campagne dans les rapports de la cité. Le capital lui-même — en tant qu'il n'est pas du simple capital argent — possède au Moyen Âge, comme outil (?) traditionnel, ce caractère de propriété foncière.

C'est l'inverse dans la société bourgeoise. L'agriculture devient de plus en plus une simple branche de l'industrie et elle est dominée entièrement par le capital. Il en va de même de la rente foncière. Dans toutes les formes où domine la propriété foncière, le rapport avec la nature est prépondérant. Dans celles où règne le capital, c'est l'élément social produit historiquement qui prévaut. On ne peut pas comprendre la rente foncière sans le capital, mais on comprend le capital sans la rente foncière. Le capital est la puissance économique de la société bourgeoise qui domine tout. Il doit constituer le point initial et le point final et être développé avant la propriété foncière. Après qu'on a considéré séparément l'un et l'autre, il faut considérer leur rapport réciproque.

Il serait donc impraticable et erroné de ranger les catégories économiques dans l'ordre dans lequel elles ont eu historiquement une action déterminante. L'ordre dans lequel elles se succèdent est plutôt déterminé par le rapport qu'elles ont les unes avec les autres dans la

société bourgeoise moderne, et qui est précisément le contraire de ce qui paraît être leur rapport naturel ou de ce qui correspond à la série de l'évolution historique. Il ne s'agit pas de la place que les rapports économiques occupent historiquement dans la succession de différentes formes de société. Encore moins de leur série « dans l'idée » (Proudhon) qui n'est qu'une représentation fallacieuse (?) du mouvement historique. Il s'agit de leur connexion organique à l'intérieur de la société bourgeoise moderne.

La netteté (caractère déterminé abstrait) avec laquelle les peuples commerçants — Phéniciens — Carthaginois — apparurent dans le monde antique, provient précisément de la suprématie même des peuples agriculteurs. Le capital, comme capital commercial ou capital argent, apparaît justement dans cette abstraction là où le capital n'est pas encore l'élément prépondérant des sociétés. Les Lombards, les Juifs, occupent la même position à l'égard des sociétés médiévales qui pratiquent l'agriculture.

Voici qui peut servir encore comme exemple du rôle différent que les mêmes catégories remplissent à des degrés différents de la société : les sociétés par actions, une des dernières formes de la société bourgeoise, apparaissent aussi à son début, dans les grandes compagnies commerciales privilégiées et jouissant de monopoles.

Le concept de la richesse nationale, lui-même, s'insinue dans l'esprit des économistes du XVII^e siècle sous cette forme — et cette représentation se continue en partie chez ceux du XVIII^e — que la richesse n'est créée que pour l'État, mais que la puissance de l'État est proportionnelle à cette richesse. C'était là une forme inconsciemment hypocrite encore sous laquelle la richesse et la production de la richesse s'annonçaient comme le but des États modernes et ne les considéraient plus que comme des moyens pour ce but.

La division doit manifestement être faite de manière qu'en premier lieu [on développe] les déterminations générales abstraites, lesquelles appartiennent plus ou moins à toutes les formes de société, mais dans le sens exposé plus haut. En second lieu, les catégories qui constituent l'organisation intérieure de la société bourgeoise et sur lesquelles reposent les classes fondamentales. Capital : Travail salarié ; Propriété foncière. Leurs rapports réciproques. Ville et campagne. Les trois grandes classes sociales. L'échange entre celles-ci. Circulation. Crédit (privé). En troisième lieu, la société bourgeoise comprise sous la forme de l'État. L'État en soi. Les classes « improductives ». Impôts. Dettes de l'État. Le Crédit public. La population. Les colonies. Émigration. En quatrième lieu,

Rapports internationaux de la production. Division internationale du travail. Échange international. Exportation et importation. Cours du change. En cinquième lieu, le marché mondial et les crises.

Production. — Moyens de Production et rapports de Production. — Rapports de Production et de Distribution. — Formes de l'État et de la Propriété dans leur rapport avec la Production et la Distribution. — Rapports juridiques. — Rapports familiaux.

Nota bene. — En ce qui concerne des points qui doivent être mentionnés ici et qui ne doivent pas être oubliés : 1. La guerre est développée avant la paix. [Il y aurait à exposer] comment par la guerre et dans les armées, etc., certains phénomènes économiques, tels que le travail salarié, le machinisme, etc., sont développés de meilleure heure qu'à l'intérieur de la société bourgeoise. Le rapport de la force productive et des moyens de communication est particulièrement visible dans l'armée.

2. Rapport de la méthode idéaliste d'écrire l'histoire, telle qu'on l'a suivie jusqu'ici, et la méthode réaliste. Notamment la soi-disant histoire de la civilisation qui est l'histoire de la religion et des États.

À cette occasion, on pourra dire quelque chose aussi sur les différentes manières dont on a écrit l'histoire jusqu'ici. La manière dite objective. La subjective (morale et autre). La manière philosophique.

3. *Faits secondaires et tertiaires.* En général, des rapports de production *dérivés, transmis*, non originaux. Ici entrent en jeu les rapports internationaux.

4. Sur le matérialisme de cette conception. Rapport au matérialisme naturaliste.

5. Dialectique des concepts, force productive (moyens de production) et rapports de production, dialectique dont les limites sont à déterminer et qui n'élimine pas la différence réelle.

6. Le rapport inégal entre le développement de la production matérielle et la production antique par exemple. En général, le progrès ne doit pas être conçu de la manière abstraite habituelle. En ce qui concerne l'art, cette disproportion n'est pas encore aussi importante ni aussi difficile à saisir que dans les rapports pratiques-sociaux, par exemple, le rapport de la culture des États-Unis à celle de l'Europe. Le point réellement difficile qui est à discuter ici est celui de savoir comment les rapports de production, et les rapports juridiques qui en découlent évoluent d'une manière inégale (?). Ainsi, par exemple, le rapport entre le droit privé romain (pour le droit

criminel et public ceci est moins vrai) et la production moderne.

7. Cette conception apparaît comme celle d'une évolution nécessaire. Mais justification du hasard. Varia[163]. (La liberté et autres choses encore). (Influence des moyens de communication). À proprement parler, l'histoire universelle n'apparaît pas toujours dans l'histoire comme le résultat de l'histoire universelle.

8. Des déterminations naturelles subjectives et objectives, tribus, races, etc., doivent, comme de juste, être prises comme point de départ.

Pour l'art, on sait que des périodes de floraison déterminées ne sont nullement en rapport avec le développement général de la société, ni par conséquent avec la base matérielle, l'ossature, en quelque sorte, de son organisation. Par exemple, les Grecs comparés aux modernes, ou encore Shakespeare. En ce qui concerne certains genres de l'art, par exemple, l'épopée, il est admis qu'ils ne peuvent jamais se produire dans leur forme classique, faisant époque dans le monde, dès que la production artistique comme telle apparaît ; c'est-à-dire qu'à l'intérieur du domaine de l'art lui-même, certaines de ses manifestations importantes ne sont possibles qu'à un degré inférieur de l'évolution de l'art. Si cela est vrai du rapport des différents genres de l'art à l'intérieur du domaine de l'art lui-même, il devient moins surprenant qu'il en soit de même du rapport du domaine de l'art tout entier avec le développement général de la société. La difficulté ne consiste que dans la formulation générale de ces contradictions. Dès qu'on les spécifie, elles s'expliquent. Prenons, par exemple, le rapport de l'art grec et puis de l'art de Shakespeare avec le temps présent. La mythologie grecque, on le sait, n'était pas seulement l'arsenal de l'art grec, mais sa terre nourricière. La conception de la nature et des relations sociales, qui est au fond de l'imagination grecque et partant de l'art grec, est-elle compatible avec les machines automatiques, les chemins de fer, les locomotives et le télégraphe électrique ? Qu'est-ce que Vulcain auprès de Roberts et Ce, Jupiter auprès du paratonnerre et Hermès auprès du Crédit mobilier ? Toute mythologie dompte et domine et façonne les forces de la nature dans l'imagination et par l'imagination et disparaît donc lorsqu'on parvient à les dominer réellement. Que devient Fama au regard de *Printing house square*[164] ? L'art grec suppose la mythologie grecque, c'est-à-dire la nature et la société elle-même façonnées déjà d'une manière inconsciemment artistique, par la fantaisie populaire. Ce sont là ses matériaux. Non pas une mythologie quelconque, non pas une transformation inconsciemment artistique quelconque de la nature (cette dernière comprenant ici tout ce qui est objet, donc aussi la société). La mythologie égyptienne n'eût jamais pu fournir le sol ou sein maternel pour

enfanter l'art grec. Mais en tout cas, il fallait une mythologie. En aucun cas, l'art grec ne pouvait éclore dans une société qui exclut tout rapport mythologique avec la nature, qui demande à l'artiste une imagination ne s'appuyant pas sur la mythologie.

À un autre point de vue, Achille est-il possible, lorsqu'apparaissent la poudre et le plomb ? Ou toute l'Iliade, est-elle compatible avec la machine à imprimer ? Est-ce que les chants et légendes et la Muse ne disparaissent pas nécessairement devant la barre du typographe, est-ce que les conditions nécessaires de la poésie épique ne s'évanouissent pas ?

La chose difficile n'est pas de comprendre que l'art grec et l'épopée soient liés à certaines formes du développement social, mais de comprendre qu'ils puissent encore nous procurer des jouissances esthétiques et soient considérés à certains égards comme norme et comme modèle inaccessibles.

Un homme ne peut pas redevenir un enfant sans tomber en enfance. Mais ne se réjouit-il pas de la naïveté de l'enfant, et ne doit-il pas lui-même aspirer à reproduire, et un niveau plus élevé, la sincérité de l'enfant ; est-ce que dans la nature enfantine, le caractère propre de chaque époque ne revit pas dans sa vérité naturelle ? Pourquoi l'enfance sociale de l'humanité, au plus beau de son épanouissement, n'exercerait-elle pas, comme une phase à jamais disparue, un éternel attrait ? Il y a des enfants mal élevés et des enfants vieillots. Beaucoup de nations anciennes appartiennent à cette catégorie. Les Grecs étaient des enfants normaux. Le charme que nous trouvons à leur art n'est pas en contradiction avec le caractère primitif de la société où cet art a poussé. Il est plutôt le produit de celle-ci ; il est plutôt lié indissolublement à ce fait que les conditions sociales inachevées où il est né, et où seul il pouvait naître, ne pourront jamais plus revenir.

NOTES

1. [↑] ARISTOT., *D. Rep.*, l. I, c. IX (édit. 1 Bekkeri Oxonii 1837). « ἐκάστου γὰρ κτήματος διττὴ ἡ χρῆσις ἐστίν, ... ἡ μὲν οἰκεία ἡ δ' οὐκ οἰκεία τοῦ πράγματος, οἷον ὑποδήματος ἢ τε ὑπόδεσις καὶ ἡ μεταβλητική. ἀμφότεραι γὰρ ὑποδήματος χρήσεις· καὶ γὰρ ὁ ἀλλαττόμενος τῷ δεομένῳ ὑποδήματος ἀντὶ νομίσματος ἢ τροφῆς χρήται τῷ ὑποδήματι ἢ ὑπόδημα, ἀλλ' οὐ τὴν οἰκείαν χρῆσιν οὐ γὰρ ἀλλαγῆς ἐνεκεν γέγονε. τὸν αὐτὸν δὲ τρόπον ἔχει καὶ περὶ τῶν ἄλλων κτημάτων. » (Toute propriété a deux usages, qui tous deux lui appartiennent essentiellement, sans toutefois lui appartenir de la même façon : l'un est spécial à la chose, l'autre ne l'est pas. Une chaussure peut à la fois servir à chauffer le pied ou à faire un échange. On peut du moins en tirer ce double usage. Celui qui, contre de l'argent ou contre des aliments, échange une chaussure dont un autre a besoin, emploie bien cette chaussure en tant que chaussure, mais non pas cependant avec son utilité propre ; car elle n'avait point été faite pour l'échange. J'en dirai autant de toutes les autres propriétés. *Politique d'Aristote* traduite en français par J. BARTHÉLÉMY SAINT-HILAIRE, l. I, ch. III.

2. [↑] C'est pourquoi des compilateurs allemands traitent *con amore* de la valeur d'usage fixée sous le nom de « Bien ». Cf. par exemple L. STEIN, *System der Staatswissenschaften*, vol. I, chapitre des *Biens*. Des choses sensées se rencontrent dans les *Anweisungen zur Waarenkunde*.

3. [↑] Les économistes anglais disent « unskilled labour » (travail non qualifié).

4. [↑] C'est un préjugé ridicule répandu dans ces derniers temps que la forme primitive de la propriété commune est une forme spécifiquement slave, voire exclusivement russe. C'est une forme que l'on rencontre chez les Romains, les Germains, les Celtes et dont aujourd'hui encore on peut trouver une carte modèle avec différents échantillons, quoique par fragments et en débris, chez les Indiens. Une étude approfondie des formes de la propriété indivise dans l'Asie et surtout dans l'Inde montrerait comment des différentes formes de la propriété commune primitive il est sorti des formes diverses de dissolution. Ainsi, par exemple, les différents types originaux de la propriété privée à Rome et chez les Germains peuvent être dérivés des différentes formes de la propriété commune indienne.

5. [↑] « La ricchezza è una ragione tra due persone » (La richesse est un rapport entre deux personnes). GALIANI, *Della moneta*, p. 221, t. III du recueil de CUSTODI, *Scrittori classici Italiani di Economia politica*. Parte moderna. Milano, 1803.

6. [↑] « In its natural state... matter is always destitute of value » (Dans son état naturel la matière est toujours dénuée de valeur). MAC CULLOCH, *A discourse on the Rise, Progress etc., of Political Economy*, 2e édition. Edinburgh, 1825, p. 48. On voit combien même un Mac Culloch s'élève au-dessus du fétichisme de « penseurs » allemands qui déclarent que la matière et une demi-douzaine d'autres saugrenuités sont les éléments de la valeur. Cf. par exemple L. STEIN, *l. c.*, t. I, p. 110.

7. [↑] BERKELEY, *The Querist*, London, 1750. « Whether the four elements, and man's labour therein, be not the true source of wealth ? »

8. [↑] TH. COOPER, *Lectures on the Elements of Political Economy*, London, 1831, Columbia, 1820, p. 99.

9. [↑] F. List qui n'a jamais pu comprendre la différence entre le travail qui aide à créer une utilité, une valeur d'usage, et le travail qui est une forme sociale déterminée de la richesse et crée la valeur d'échange — il est vrai que son intelligence pratique et intéressée n'est pas faite pour comprendre — n'aperçoit dans les économistes anglais modernes que des plagiaires de Moïse l'égyptien.

10. [↑] On conçoit quel « service » la catégorie « service » a dû rendre des économistes de l'espèce de J.-B. Say et F. Bastiat dont l'intelligence raisonneuse, comme l'a justement remarqué Malthus, fait abstraction partout de la forme déterminée spécifique des rapports économiques.

11. [↑] « Egli è proprio ancora delle misure d'aver sifatta relazione colle cose misurate, che in

certo modo la misurata divien misura della misurante » (C'est le propre des mesures d'être en un tel rapport avec les objets mesurés que la chose mesurée devient en quelque sorte la mesure de la chose mesurante. » MONTANARI, *Della Moneta*, p. 41. Recueil de CUSTODI, vol. III, *Parte Antica*.

12. [↑] C'est sous cette forme déterminée qu'Aristote (cf. le passage cité au début du chapitre) conçoit la valeur d'échange.

13. [↑] Aristote remarque la même chose de la famille privée considérée comme la communauté primitive. Mais la forme primitive de la famille est la famille de la tribu, de l'analyse historique de laquelle la famille privée se développe seulement.

14. [↑] « Money is, in fact, only the instrument for carrying on buying and selling (but, if you please, what do you understand by buying and selling ?) and the consideration of it no more forms a part of the science of political economy than the consideration of ships, or steam engines, or of any other instrument employed to facilitate the production and distribution of wealth. » (L'argent n'est, de fait, que l'instrument pour effectuer l'achat et la vente (mais qu'entendez-vous, s'il vous plaît, par acheter et vendre ?) et l'étude de l'argent ne fait pas plus partie de la science de l'économie politique que l'étude des navires ou des machines à vapeur, ou de n'importe quel autre instrument qui sert à faciliter la production et la distribution de la richesse). TH. HODGSKIN, *Popular Political Economy*, etc., London, 1827, p. 178-179.

15. [↑] Une étude comparative des ouvrages et des caractères de Petty et de Boisguillebert, outre le jour qu'elle jetterait sur l'opposition sociale de l'Angleterre et de la France à la fin du xvii^e siècle et au commencement du xviii^e serait l'exposition génétique du contraste national entre l'économie politique anglaise et l'économie politique française. Le même contraste se répète définitivement entre Ricardo et Sismondi.

16. [↑] Petty a considéré la division du travail comme force productive aussi, et il l'a fait sur un plan plus grandiose qu'ADAM SMITH, Cf. *An essay concerning the multiplication of mankind*, etc , 3^e édition, 1686, p. 35-36. Il montre les avantages de la division du travail pour la production non seulement par l'exemple de la fabrication d'une montre, comme Adam Smith l'a fait plus tard par celui de la fabrication d'une aiguille ; il considère aussi une ville et un pays tout entier au point de vue des grandes fabriques. Le *Spectator* du 16 novembre 1711 se réfère à cette « illustration of the admirable Sir William Petty ». C'est donc à tort que Mac Culloch présume que le *Spectator* confond Petty avec un écrivain plus jeune de 40 ans. Cf. MAC CULLOCH, *The Literature of Political economy, a classified catalogue*, London, 1845, p. 105. Petty sait qu'il est le fondateur d'une science nouvelle. De sa méthode il dit, qu'elle n'est pas « la routinière ». Au lieu de coudre ensemble une série de mots comparatifs et superlatifs et d'arguments spéculatifs, il a entrepris de parler *in terms of number, weight and measure* (dans les termes de nombre, de poids et de mesure), de se servir uniquement d'arguments déduits de l'expérience matérielle et de ne considérer que les causes qui *have visible foundations in nature* (ont des fondements visibles dans la nature). Il laisse à d'autres la considération des causes qui dépendent des *mutable minds, opinions, appetites and passions of particular men* (des esprits changeants, des opinions, appétits et passions d'hommes particuliers) (*Political Arithmetic*, etc., London, 1699. Préface). Sa hardiesse géniale se montre dans sa proposition de transporter tous les habitants et les biens meubles de l'Irlande et de l'Écosse dans le reste de la Grande-Bretagne. On épargnerait ainsi du temps de travail et « le roi et ses sujets s'en trouveraient plus riches et plus forts » (*Pol. Arith.*, ch. IV). Et encore dans le chapitre de son *Arithmétique Politique* où il démontre, à une époque à laquelle la Hollande jouait un rôle prépondérant comme nation commerciale et à laquelle la France paraissait en voie de devenir la première puissance commerciale, que l'Angleterre était appelée à conquérir le marché mondial : *That the King of England's subjects have stock competent and convenient to drive the trade of the whole commercial world (l. c., ch. X)* (Que les sujets du roi d'Angleterre ont un stock suffisant et propre à faire aller le commerce du monde entier), *That the impediments of England's greatness are contingent and removeable* (Que les obstacles à la grandeur de l'Angleterre sont contingents et surmontables). Un humour original coule de source dans tous ses écrits. Ainsi, il montre que les choses se passaient sans sorcellerie quand la Hollande, qui était alors le pays modèle pour les économistes anglais, comme l'Angleterre l'est présentement pour les économistes continentaux, conquiert le marché du monde « without such angelical wits and judgments as some attribute to the Hollanders » (*l. c.*, p. 175-176) (sans cet esprit et ce jugement angéliques que d'aucuns attribuent aux Hollandais). Il défend la liberté de conscience qui est la condition du commerce, « parce que les pauvres sont laborieux et regardent le travail et l'industrie comme un devoir envers Dieu, aussi longtemps qu'on leur permet seulement de croire que s'ils possèdent moins de richesse, ils ont plus d'esprit et d'intelligence dans les choses divines, ce qu'ils considèrent comme appartenant en propre aux pauvres ». Le commerce « n'est donc pas lié à un genre de religion quelconque, il l'a toujours été plutôt à la partie hétérodoxe de l'ensemble ». Il préconise des contributions publiques

eu faveur des filous, parce que mieux vaut pour le public se taxer soi-même au profit des filous que de se laisser imposer des taxes par eux. Par contre, il repousse les impôts qui font passer la richesse des gens industriels à ceux qui « ne font que manger, boire, chanter, jouer, danser et *faire de la métaphysique*. » Les écrits de Petty sont presque des raretés en librairie et n'existent qu'épars dans de vieilles et mauvaises éditions, chose d'autant plus bizarre que William Petty n'est pas seulement le père de l'économie politique anglaise, mais encore l'ancêtre de Henry Petty, alias *Marquis of Lansdowne*, le Nestor des Whigs anglais. Il est vrai que la famille Lansdowne ne saurait publier une édition complète des œuvres de Petty sans les faire précéder d'une biographie, et ici c'est le cas de dire, comme de la plupart des *origines* des grandes familles whigs : *the less said of them the better* (le silence est d'or). Le chirurgien de l'armée, penseur audacieux mais homme foncièrement frivole, aussi disposé à piller en Irlande sous l'égide de Cromwell qu'à ramper pour obtenir de Charles II le titre de baron, indispensable pour le pillage, est un portrait d'ancêtre qui ne convient guère à une exposition publique. Au surplus, Petty, dans la plupart des écrits qu'il publia de son vivant, essaie de démontrer que l'Angleterre avait atteint son apogée sous Charles II, opinion hétérodoxe pour des exploiters héréditaires de la *Glorious revolution*.

17. ↑ En opposition à « l'art noir de la finance » de l'époque Boisguillebert dit : « La science financière n'est que la connaissance approfondie des intérêts de l'agriculture et du commerce », *Le détail de la France*, 1697. Édition Eugène DAIRE, *Économistes financiers du xviii^e siècle*, Paris, 1843, vol. 1, p. 241.

18. ↑ Non pas dans l'économie *romane*, car les Italiens, dans les deux écoles Napolitaine et Milanaise, renouvellent l'opposition de l'économie anglaise et française, tandis que les Espagnols de l'époque antérieure ou bien sont de simples mercantilistes et des mercantilistes modifiés comme Ustariz ou bien comme Jovellanos (cf. ses *Obras*, Barcelona, 1839-1840) tiennent avec Adam Smith le « juste milieu ».

19. ↑ « La véritable richesse... jouissance entière, non seulement des besoins de la vie, mais même de tous les superflus et de tout ce qui peut faire plaisir à la sensualité ». BOISGUILLEBERT, *Dissertation sur la nature de la richesse*, etc., l. c., p. 403. Si Petty était un aventurier frivole, rapace et sans caractère, Boisguillebert, quoiqu'il fût un des intendants de Louis XIV, défendit les classes opprimées avec autant d'intelligence que de courage.

20. ↑ Le socialisme français sous la forme proudhonniennne souffre du même mal national héréditaire.

21. ↑ FRANKLIN B., *The works of*, etc., éd. J. Sparks, vol. II, Boston, 1836 : *A modest inquiry into the nature and necessity of a paper currency*.

22. ↑ L. c., p. 265. « Thus the riches of a country are to be valued by the quantity of labour its inhabitants are able to purchase ».

23. ↑ « Trade in general being nothing else but the exchange of labour for labour, the value of all things is, as I said before, most justly measured by labour » l. c., p. 267.

24. ↑ « Remarks and facts relative to the American paper money », 1764.

25. ↑ Cf. « Papers on American politics. Remarks and facts relative to the American paper money », 1764, l. c.

26. ↑ Cf. GALIANI, *Della moneta*, vol. III. *Scrittori classici Italiani di Economica politica* (édité par Custodi). « La fatica, dit-il, è l'unica che dà valore alla cosa. », p. 74, (Seule la fatigue donna de la valeur aux choses). Désigner le travail par le mot *fatica* (fatigue) caractérise le méridional.

27. ↑ L'ouvrage de STEUART, *An inquiry into the Principles of Political economy being an essay on the science domestic policy in free nations* a paru pour la première fois à Londres en deux volumes in-4° en 1767, dix ans avant le *Wealth of Nations* d'ADAM SMITH. Je cite d'après l'édition de Dublin de 1770.

28. ↑ STEUART, l. c., t. I, p. 181-183.

29. ↑ STEUART, l. c., t. I, p. 361-362. « Represents a portion of a man's time ».

30. ↑ Il considère la forme patriarcale de l'agriculture qui s'applique directement à la production des valeurs d'usage pour le possesseur du sol comme un « abus », non pas à Sparte et à Rome, ni même à Athènes, mais dans les pays industriels du xviii^e siècle. « This abusive agriculture is not trade but a direct means of subsisting » (Cette agriculture abusive n'est point du commerce mais un moyen direct de subsistance). De même que l'agriculture bourgeoise nettoie le pays de bouches superflues, la manufacture bourgeoise nettoie la fabrique de mains superflues.

31. ↑ Adam Smith dit : « Equal quantities of labour, at all times and places, may be said to be of equal value to the labourer. In his ordinary state of health, strength and spirits, in the ordinary degree of his skill and dexterity, he must always lay down the same portion of his ease, his liberty and his happiness. The price which he pays must always be the same, whatever be the quantity of

goods which he receives in return for it. Of these, indeed, it may sometimes purchase a greater and sometimes a smaller quantity; but it is their value which varies, not that of the labour which purchases them... Labour alone, therefore, never varying in its own value... is their (commodities) real price. » (On peut dire que des quantités égales de travail ont en tout temps et en tous lieux une valeur égale pour le travailleur. Dans son état normal de force, d'activité et d'entrain et avec le degré moyen d'habileté qu'il peut posséder, il faut toujours qu'il donne la même portion de son repos, de sa liberté et de son bonheur. Quelle que soit la quantité de marchandises qu'il obtient en récompense de son travail, le prix qu'il paie sera toujours le même. Ce prix peut, en effet, acheter une quantité tantôt plus grande, tantôt plus petite de ces marchandises, mais c'est leur valeur qui varie et non celle du travail qui les achète. Le travail seul ne variant donc jamais dans sa propre valeur... est le prix réel des marchandises).

32. ↑ RICARDO, *On the principles of political economy and taxation*, 3e édition, London, 1821, p. 3.

33. ↑ SISMONDI, *Études sur l'Économie politique*, t. II, Bruxelles, 1837. « C'est l'opposition entre la valeur usuelle et la valeur échangeable à laquelle le commerce a réduit toute chose », p. 161.

34. ↑ SISMONDI, *l. c.*, p. 163-166.

35. ↑ Elle est la plus inepte peut-être dans les annotations de J.-B. Say à la traduction française par CONSTANCIO de RICARDO, et la plus pédantesquement prétentieuse dans la *Theory of Exchange*, London, 1858, de M. MAC LEOD.

36. ↑ Cette objection faite à Ricardo par les économistes bourgeois fut plus tard renouvelée par des socialistes. La correction théorique de la formule étant supposée, on reprocha à la pratique de contredire la théorie et l'on convia la société bourgeoise à tirer pratiquement la prétendue conséquence de son principe théorique. C'est de cette manière du moins que les socialistes anglais tournèrent la formule de la valeur d'échange contre l'économie politique. Il était réservé à M. Proudhon, non seulement de proclamer le principe fondamental de l'ancienne société le principe de la société nouvelle, mais encore de se donner pour l'inventeur de la formule dans laquelle Ricardo a résumé le résultat total de l'économie anglaise classique. Il a été démontré que même l'interprétation utopiste de la formule ricardienne était tombée dans l'oubli lorsque M. Proudhon la « découvrit » de l'autre côté de la Manche. Cf. mon livre, *Misère de la Philosophie*, etc. Paris, 1847, le paragraphe sur la valeur constituée.

37. ↑ Aristote voit, il est vrai, que la valeur d'échange des marchandises est impliquée dans leur prix : « Ὅτι... ἡ ἀλλαγὴ ἦν πρὶν τὸ νόμισμα εἶναι, δῆλον· διαφέρει γὰρ οὐδὲν ἢ κλίνει πέντε ἀντὶ οἰκίας, ἢ ὅσου αἱ πέντε κλίνει. » (Il est clair que l'échange a existé avant l'argent, car il est indifférent que l'on donne cinq lits pour la maison ou autant d'argent que les lits valent). D'autre part, comme les marchandises n'acquièrent que dans le prix la forme de valeur d'échange les unes pour les autres, il les rend commensurables au moyen de l'argent. « Διὸ δεῖ πάντα τετιμῆσθαι· οὕτω γὰρ αἰεὶ ἔσται ἀλλαγὴ, εἰ δὲ τοῦτο, κοινωνία. Τὸ δὲ νόμισμα ὥσπερ μέτρον σύμμετρα ποιῆσαν ἰσάζει, οὔτε γὰρ ἂν μὴ οὔσης ἀλλαγῆς κοινωνία ἦν, οὔτ' ἀλλαγὴ ἰσότητος μὴ οὔσης, οὔτ' ἰσότης, μὴ οὔσης συμμετρίας. » (C'est pourquoi tout doit être apprécié. Alors l'échange peut toujours avoir lieu-et avec elle la communauté peut exister. L'argent, comme une mesure, rend tout commensurable et égal. Sans l'échange il n'y aurait pas de communauté et sans l'égalité il n'y aurait point d'échange et sans la commensurabilité il n'y aurait point d'égalité). Il ne se cache pas que ces objets différents mesurés par l'argent sont des grandeurs tout à fait incommensurables. Ce qu'il cherche, c'est l'unité des marchandises comme valeurs d'échange, laquelle, en sa qualité de grec antique, il ne pouvait trouver. Il se tire d'embarras en faisant ce qui est en soi incommensurable, commensurable par l'argent dans la mesure que l'exige le besoin pratique. « Τῇ μὲν οὖν ἀληθείᾳ ἀδύνατον τὰ τοσοῦτον διαφέροντα σύμμετρα γενέσθαι, πρὸς δὲ τὴν χρεῖαν ἐνδέχεται ἰκανῶς. » (ARIST., *Éthic. Nicom.*, l. V, c. VIII, édit. Bekkeri. Oxonii 1837).

38. ↑ Le fait singulier que l'unité de mesure de la monnaie anglaise, l'once d'or, n'est pas subdivisée en parties aliquotes, s'explique de la manière suivante : « Our coinage was originally adapted to the employment of silver only — hence an ounce of silver can always be divided into a certain adequate number of pieces of coin ; but, as gold was introduced at a later period into a coinage adapted only to silver, an ounce of gold cannot be coined into an adequate number of pieces » MACLAREN, *History of the currency*, p. 16, London, 1858 (À l'origine notre monnaie était adaptée exclusivement à l'argent — c'est pourquoi une once d'argent peut toujours être divisée en un nombre de pièces aliquotes ; mais l'or ayant été introduit à une période postérieure dans un système de monnayage exclusivement adapté à l'argent, une once d'or ne saurait être monnayée en un nombre de pièces aliquotes).

39. ↑ « Money may continually vary in value, and yet be as good a measure of value as if it

remained perfectly stationary. Suppose, for instance, it is reduced in value... Before the reduction, a guinea would purchase three bushels of wheat or 6 days' labour; subsequently, it would purchase only 2 bushels of wheat, or 4 days' labour. In both cases, the relations of wheat and labour to money being given, their mutual relations can be inferred ; in other words, we can ascertain that a bushel of wheat is worth 2 days' labour. This, which is all that measuring value implies, is as readily done after the reduction as before. The excellence of a thing as a measure of value is altogether independent of its own variableness in value » (L'argent peut continuellement changer de valeur et néanmoins servir de mesure de valeur aussi bien que s'il restait parfaitement stationnaire. Supposez, par exemple, que sa valeur ait baissé. Avant l'abaissement, une guinea aurait acheté 3 boisseaux de froment ou 6 jours de travail, ensuite, elle aurait acheté seulement 2 boisseaux de froment ou 4 jours de travail. Dans les deux cas, les rapports du froment et du travail à l'argent étant donnés, on peut en inférer leurs rapports réciproques ; en d'autres termes, nous pouvons constater qu'un boisseau de froment vaut 2 jours de travail. C'est tout ce que mesurer la valeur implique et ceci peut être fait aussi bien après qu'avant l'abaissement. L'excellence d'une chose comme mesure de valeur est tout à fait indépendante de la variabilité de sa propre valeur), p. 11, BAILEY, *Money and its vicissitudes*, London, 1837.

40. ¹ « Le monete le quali oggi sono ideali sono le piu antiche d'ogni nazione, e tutti furono un tempo reali ; e perchè erano reali con essi si contava » (Les monnaies qui sont aujourd'hui idéales sont les plus anciennes de chaque nation, et toutes étaient à une certaine époque réelles (cette dernière assertion n'est pas exacte dans une mesure aussi large) et parce qu'elles étaient réelles, elles se comptaient). GALIANI, *Della moneta*, l. c., p. 153.

41. ¹ Le romantique A. Müller dit : « Dans notre idée, tout souverain indépendant a le droit de nommer la monnaie de métal, de lui attribuer une valeur nominale, un rang, un état et un titre (p. 276, Vol. II, A. H. MÜLLER, *Die Elemente der Staatskunst*, Berlin, 1809). Pour ce qui est du titre M. le conseiller aulique a raison : il oublie seulement la *substance*. Le passage suivant montre combien confuses étaient ses « idées ». « Chacun comprend combien importante est la détermination juste du prix monétaire, surtout dans un pays comme l'Angleterre où le gouvernement avec une libéralité grandiose fabrique la monnaie gratuitement (M. Müller paraît croire que le gouvernement anglais défraie les dépenses du monnayage de sa propre poche), où il ne prélève pas de droit de seigneurage, etc., et, par suite, s'il mettait le prix monétaire de l'or beaucoup au-dessus du prix de marché, si, au lieu de payer maintenant 1 once d'or avec 3 £ 17 s. 10 1/2 d., il fixait le prix monétaire d'une once d'or à 3 £ 19 s., toute la monnaie affluerait à l'Hôtel des Monnaies et l'argent sorti de là serait échangé sur le marché contre de l'or moins cher et celui-ci retournerait de nouveau à la Monnaie et le système monétaire tomberait dans le désordre » (p. 280-281, l. c.). Pour maintenir l'ordre dans la Monnaie anglaise, M. Müller tombe dans le « désordre ». Alors que shillings et pence ne sont que des noms de parties déterminées d'une once d'or, représentées par des marques d'argent et de cuivre, il s' imagine que l'once d'or est estimée en or, argent et cuivre et gratifie ainsi les Anglais d'un triple *Standard of value* (étalon de valeur). L'emploi de l'argent comme mesure de la monnaie à côté de l'or ne fut formellement aboli qu'en 1816 par 36, George III, c. 68. Légalement il avait été déjà en 1734 par 14, George II, c. 42 et pratiquement bien avant cette époque. Deux circonstances ont plus particulièrement qualifié M. Müller pour avoir une conception soi-disant *supérieure* de l'économie politique. D'une part, son ignorance étendue des faits économiques, d'autre part, son attitude de simple dilettante enthousiaste à l'égard de la philosophie.

42. ¹ « Ἀνάχαρις, πυνθανομένου τινός, πρὸς τὶ οἱ Ἕλληνες χρῶνται τῷ ἀργυρίῳ, εἶπε πρὸς τὸ ἀριθμεῖν » (*Athen. Deipn.* l. IV, 49, v. 2. éd. Schweighäuser, 1802). (Comme on demandait à Anacharsis de quel usage était l'argent chez les Grecs, il répondit : ils s'en servent pour compter).

43. ¹ G. Garnier, un des premiers traducteurs français d'Adam Smith a eu la singulière idée d'établir une proportion entre l'usage de la monnaie de compte et l'usage de la monnaie réelle. La proportion est 10 à 1. G. GARNIER, *Histoire de la monnaie depuis la plus haute antiquité*, etc., t. I, p. 78.

44. ¹ L'acte de Maryland de 1723 qui faisait du tabac la monnaie légale mais réduisait sa valeur à la monnaie d'or anglaise, c'est-à-dire 1 penny par livre de tabac, fait penser aux *leges barbarorum* où inversement des sommes de monnaie déterminées étaient égalées aux bœufs, aux vaches, etc. Dans ce cas ce n'est pas l'or et l'argent, mais le bœuf et la vache qui étaient la matière réelle de la monnaie de compte.

45. ¹ Ainsi nous lisons dans les *Familiar words* de M. David Urquhart : « The value of gold is to be measured by itself ; how can any substance be the measure of its own worth in other things ? The worth of gold is to be established by its own weight, under a false denomination of that weight and an ounce is to be worth so many pounds and fractions of pounds. This is falsifying a measure, not establishing a standard. » (On veut que l'or soit mesuré par lui-même. Comment une substance

quelconque peut-elle être la mesure de sa propre valeur en d'autres objets ? La valeur de l'or sera établie par son propre poids, sous une fausse dénomination de ce poids — et une once vaudra tant de livres et de fractions de livres. C'est là falsifier une mesure, ce n'est pas établir un étalon).

46. ↑ « Money is the measure of commerce and ought to be kept (as all other measures) as steady and invariable as may be. But this cannot be, if your money be made of two metals whose proportion... constantly varies in respect of one another. » (L'or est là mesure du commerce et devrait comme toute autre mesure être maintenu aussi stable et invariable que possible. Cela ne se peut pas si votre monnaie se compose de deux métaux dont le rapport de valeur varie toujours). JOHN LOCKE, *Some Considerations on the Lowering of Interest*, etc., 1691, p. 65, de ses *Works*, 7e éd., London, 1768, vol. III.

47. ↑ Locke dit entre chose : « Call that a crown now, which before... was but a part of a crown... An equal quantity of Silver is always the same value with an equal quantity of Silver... For if the abating 1-20 of the quantity of Silver of any Coin does not lessen its value, the abating 19-20 of the quantity of the Silver of any Coin will not abate its value. And so a single Penny, being called a crown, will buy as much Spice, or Silk, or any other Commodity, as a Crownpiece which contains 20 times as much Silver... All that may be done is giving a less quantity of Silver the Stamp and Denomination of a greater... But 'tis Silver and not Names that pay Debts and purchase commodities. If to raise the value of money means nothing but to give any desired name to an aliquot part of a silver coin, e. g. to call an eighth part of an ounce of silver a penny, then money may really be rated as high as you please). » JOHN LOCKE, *Some Considerations on the Lowering of Interest*, etc., 1691, pp. 136-143, *passim*. (Nommez maintenant une couronne ce qui autrefois n'était que la partie d'une couronne... Une quantité égale d'argent a toujours la même valeur qu'une autre quantité égale d'argent. Si vous pouvez enlever 1/20 de poids d'argent à une monnaie sans diminuer sa valeur, vous pourrez enlever 19/20 de la quantité d'argent d'une monnaie sans diminuer sa valeur. Et ainsi un seul penny, ayant le nom d'une couronne, achèterait autant d'épices, de soie, ou de toute autre marchandise, qu'une couronne qui contiendrait 20 fois plus d'argent... Tout ce que vous pouvez faire c'est donner à une quantité, d'argent moindre l'empreinte et le nom d'une quantité plus grande... Mais c'est l'argent, et non les noms, qui paie les dettes et achète les marchandises. Si élever la valeur de la monnaie ne signifie que donner des noms aux parties aliquotes d'une pièce d'argent, par exemple, nommer la huitième partie d'une once d'argent penny, alors vous pouvez en effet élever la monnaie au taux que vous voudrez.) Locke répondait en même temps à Lowndes, que la hausse du prix de marché au-dessus du prix monétaire ne provenait pas de la « hausse de la valeur de l'argent, mais du poids moindre des monnaies d'argent. » 77 shillings rognés ne pèseraient pas un grain de plus que 62 shillings de poids fort. Enfin, il faisait valoir avec raison qu'abstraction faite de la perte de poids de la monnaie circulante, le prix de marché de l'argent brut en Angleterre pouvait s'élever quelque peu au-dessus du prix monétaire parce que l'exportation de l'argent brut était permise et celle de la monnaie d'argent était prohibée (Cf. *l. c.* pp. 54-116, *passim*). Locke se gardait bien d'aborder la question brûlante des dettes publiques, de même qu'il évitait soigneusement de discuter le trop délicat point économique. Ce point était celui-ci : le cours du change aussi bien que le rapport de l'argent brut à l'argent monnayé démontraient que la monnaie circulante était loin d'être dépréciée en proportion de sa perte d'argent réelle. Nous reviendrons à cette question sous sa forme générale dans la section des Moyens de circulation. Nicolas Barbon, dans : *A discourse concerning coining the money lighter in answer to M. Locke's considerations*, etc., London, 1696, fit des tentatives inutiles pour attirer Locke sur un terrain épineux.

48. ↑ STEUART, *l. c.*, t. II, p. 154

49. ↑ *The Querist*, *l. c.* Dans les *Queries on Money* il y a d'ailleurs de l'esprit. Berkeley remarque avec raison que précisément le développement des colonies de l'Amérique du Nord « make it plain as daylight, that gold and silver are not so necessary for the wealth of a nation, as the vulgar of all ranks imagine » (fournit une preuve claire comme le jour que l'or et l'argent ne sont pas aussi nécessaires à la richesse d'une nation que se l'imaginent les gens vulgaires de tous les rangs)

50. ↑ Prix signifie ici équivalent réel comme chez les économistes anglais du XVIII^e siècle.

51. ↑ STEUART, *l. c.*, t. II, p. 154, 299

52. ↑ À l'occasion de la dernière crise commerciale, on exaltait avec emphase dans certains milieux anglais la monnaie idéale africaine, depuis qu'on avait transféré son siège de la côte au cœur de la Barbarie. On attribuait le fait que les Berbères sont exempts de crises commerciales à l'unité de mesure de leurs barres. N'eut-il pas été plus simple de dire que le commerce et l'industrie sont les conditions *sine qua non* des crises commerciales et industrielles ?

53. ↑ *The Currency question, the Gemini Letters*, London, 1844, p. 260-272, *passim*.

54. ↑ JOHN GRAY, *The Social System. A Treatise on the Principle of Exchange*, Edinburgh, 1831. Cf. du même auteur : *Lectures on the nature and use of money*, Edinburgh, 1848. Après la révolution de février, Gray adressa au gouvernement provisoire un mémoire où il leur inculque que la France n'a pas besoin d'une « organisation du travail », mais d'une organisation de l'échange, dont le plan complètement élaboré se trouverait dans le système monétaire élucubré par lui. Le brave John ne soupçonnait pas que seize ans après la publication du *Social System* l'inventif Proudhon prendrait un brevet pour la même découverte.

55. ↑ GRAY, *The Social System*, etc. « Money should be merely a receipt, an evidence that the holder of it has either contributed a certain value to the national stock of wealth, or that he has acquired a right to the same value from some one who has contributed to it » (L'argent ne devrait être qu'un reçu, une constatation que le détenteur ou bien a apporté une certaine valeur au stock de la richesse nationale ou bien qu'il a acquis un droit à la même valeur de quelqu'un qui y a contribué).

56. ↑ « An estimated value being previously put upon produce, let it be lodged in a bank, merely stipulating, by common consent, that he who lodges any kind of property in the proposed National Bank, may take out of it an equal value of whatever it may contain, instead of being obliged to draw out the selfsame thing that he put in », *l. c.*, p. 68 (Quand un produit aura été estimé à une certaine valeur, qu'il soit logé dans une banque et qu'il soit retiré quand on en aura besoin : il faudrait stipuler seulement, d'un commun accord, que celui qui loge un objet quelconque dans la Banque nationale proposée, pourra en retirer une valeur égale de tout de qu'elle pourra contenir, au lieu qu'il soit obligé de retirer l'objet identique qu'il y aura déposé).

57. ↑ *l. c.*, p. 16.

58. ↑ GRAY, *Lectures on money*, etc., p. 182.

59. ↑ *L. c.*, p. 169.

60. ↑ « The business of every country ought to be conducted on a national capital » (Les affaires de tout pays devraient être conduites au moyen d'un moyen national) John Gray, *The Social System*, etc., p. 171.

61. ↑ « The land to be transformed into national property » (La terre devra être transformée en propriété nationale). (*l. c.*, p. 298).

62. ↑ Cf. par exemple W. THOMPSON, *An Inquiry into the distribution of wealth*, etc., London, 1827. BRAY, *Labour's wrongs and labour's remedy*, Leeds, 1839.

63. ↑ On peut considérer ALFRED DARIMON, *De la Réforme des banques*, comme le compendium de cette mélodramatique théorie de la monnaie. Paris, 1856.

64. ↑ « Di due sorte è la moneta, ideale e reale ; e a dui diversi usi è adoperata, a valutare le cose e a comperarle. Per valutare è buona la moneta ideale, così come la reale e forse anche più... L'altro uso della moneta è di comperare quelle cose istesse, ch'ella apprezza... i prezzi e i contratti si valutano in moneta ideale e si esiguiscono in moneta reale » (La monnaie est de deux sortes, idéale et réelle et elle est employée à deux usages différents, à évaluer les objets et à les acheter. Pour évaluer les objets la monnaie idéale est aussi bonne et peut-être meilleure encore que la monnaie réelle... L'autre usage de la monnaie est d'acheter ces mêmes objets qu'elle apprécie, les prix et les contrats s'évaluent en monnaie idéale et s'exécutent en monnaie réelle). GALIANI, *l. c.*, p. 112 sq.

65. ↑ Cela n'empêche pas naturellement le prix de marché des marchandises d'être au-dessus ou au-dessous de leur valeur. Mais cette considération est étrangère à la circulation simple et appartient à une autre sphère où nous étudierons le rapport de la valeur au prix de marché.

66. ↑ L'extrait suivant des *Leçons sur l'industrie et les finances* de M. ISAAC PEREIRE (Paris, 1832) montre combien, même la forme la plus superficielle de l'antagonisme qui se manifeste dans l'achat et la vente, blesse les belles âmes. Le fait que ce même Isaac, en sa qualité d'inventeur et de dictateur du Crédit mobilier, est renommé comme le loup de la Bourse de Paris, montre aussi le cas qu'il convient de faire de la critique sentimentale de l'Économie. M. Pereire, alors un apôtre de Saint-Simon, dit : « C'est parce que tous les individus sont isolés, séparés les uns des autres, soit dans leurs travaux, soit pour la consommation, qu'il y a échange entre eux des produits de leur industrie respective. De la nécessité de l'échange est dérivée la nécessité de déterminer la valeur relative des objets. Les idées de la valeur et de l'échange sont donc immédiatement liées, et toutes deux dans leur forme actuelle expriment l'individualisme et l'antagonisme... Il n'y a lieu à fixer la valeur des produits que parce qu'il y a vente et achat, en d'autres termes, antagonisme entre les divers membres de la société. Il n'y a lieu à s'occuper du prix de valeur que là où il y avait vente et achat, c'est-à-dire, où chaque individu était obligé de lutter pour se procurer les objets nécessaires à l'entretien de son existence » (*l. c.*, p. 2-3).

67. ↑ « L'argent n'est que le moyen et l'acheminement, au lieu que les denrées utiles à la vie sont la fin et le but ». BOISGUILLEBERT, *Le détail de la France*, 1697. *Économistes financiers du*

xviii^e siècle d'EUGÈNE DAIRE, vol. I, Paris, 1843, p. 210.

68. ¹ En novembre 1807 parut en Angleterre un écrit de William Spence sous le titre de : *Britain independent of commerce*, dont WILLIAM COBBET dans son *Political Register* développa le principe sous la forme plus drastique de *Perish commerce*. JAMES MILL répondit, en 1808 dans sa *Defence of commerce*, qui contient déjà le passage emprunté à ses *Elements of Political economy*, cité plus haut. Dans sa polémique avec Sismondi et Malthus sur les crises commerciales, J.-B. Say s'approprie cette aimable trouvaille, et comme il serait impossible de dire de quelle nouveauté ce comique « prince de la science » a enrichi l'économie politique — son mérite a plutôt consisté dans l'impartialité avec laquelle il a mal compris ses contemporains Malthus, Sismondi et Ricardo — ses admirateurs continentaux ont tambouriné que c'est lui qui a déterré ce trésor de l'équilibre métaphysique des achats et ventes.

69. ¹ Les exemples suivants feront voir de quelle manière les économistes représentent les différents aspects de la marchandise : « With money in possession, we have but one exchange to make, in order to secure the object of desire, while with other surplus products we have two, the first of which (procuring the money) is infinitely more difficult than the second » (Avec de l'argent en notre possession, nous n'avons qu'un seul échange à faire pour nous procurer l'objet de notre désir, alors qu'avec d'autres produits il faut en faire deux, et le premier des deux (se procurer l'argent) est infiniment plus difficile que le second). G. OPDYKE, *A treatise on political economy*, New-York, 1831, p. 277-278.

« The superior saleableness of money is the exact effect or natural consequence of the less saleableness of commodities » (La facilité plus grande de vendre de la monnaie est la conséquence naturelle de la difficulté de vendre des marchandises), Corbet Th., *An Inquiry into the causes and modes of the wealth of individuals*, etc., London, 1841, p. 117. « Money had the quality of being always exchangeable for what it measures ». (L'argent possède la qualité d'être toujours échangeable contre les objets qu'il mesure.) BOSANQUET, *Metallic, Paper and Credit Currency*, etc. London, 1842, p. 100.

« Money can always buy other commodities, whereas other commodities cannot always buy money » (L'argent peut toujours acheter les autres marchandises tandis que les autres marchandises ne peuvent pas toujours acheter de l'argent). TH. TOOKE, *An Inquiry into the currency principle*, 2^e éd., London, 1844, p. 10.

70. ¹ La même marchandise peut être achetée et vendue à plusieurs reprises. Elle ne circule pas alors à titre de simple marchandise, mais elle a une destination qui n'existe pas encore au point de vue de la circulation simple, de la simple opposition de marchandise et argent.

71. ¹ La masse de la monnaie est indifférente, « pourvu qu'il y en ait assez pour maintenir les prix contractés par les denrées. » BOISGUILLEBERT, *l. c.*, p. 210. « If the circulation of commodities of 400 millions required a currency of 40 millions, and... this proportion of 1/10 was the due level, estimating both currency and commodities in gold ; then, if the value of commodities to be circulated increased to 450 millions... the currency in order to continue at its level, must be increased to 45 millions » (Si la circulation des marchandises de 400 millions de livres sterling exige une masse d'or de 40 millions... et que cette proportion de 1/10 est le niveau adéquat... alors, si la valeur des marchandises circulantes montait à 450 millions... la masse d'or devrait, pour rester à son niveau, monter à 45 millions). W. BLAKE, *Observations on the effects produced by the expenditure of government*, etc., London, 1823, p. 42.

72. ¹ « È la velocità del giro del denaro, non la quantità de metalli che fa apparir molto o poco il denaro » (C'est la célérité de la circulation de l'argent et non la quantité des métaux qui fait qu'il apparaît peu ou beaucoup d'argent). GALIANI, *l. c.*, p. 99.

73. ¹ L'Angleterre, en 1858, a fourni un exemple d'une baisse extraordinaire de la circulation métallique au-dessous de son niveau moyen, comme on le verra par l'extrait suivant du *London Economist* : « From the nature of the case very exact data cannot be procured as to the amount of cash that is fluctuating in the market, and in the hands of the not banking classes. But, perhaps, the activity or the inactivity of the Mints of the great commercial nations is one of the most likely indications in the variation of that amount. Much will be manufactured when much is wanted ; and little when little is wanted... At the English Mint the coinage was in 1855 : 9.245.000, 1856 : 6.476.000 £, 1857 : 5.293.855 £. During 1858 the Mint had scarcely anything to do » (Par suite de l'éparpillement qui caractérise la circulation simple « il est impossible de se procurer des données très exactes sur la quantité de monnaie qui fluctue sur le marché et dans les mains des classes qui ne déposent pas à la banque. Mais peut-être que l'activité ou l'inactivité des Monnaies des grandes nations commerciales pourrait fournir des indications utiles sur les variations de cette quantité. On monnayera beaucoup quand on aura besoin de beaucoup, peu quand on aura besoin de peu... La frappe à la Monnaie anglaise était en 1855 : 9.245.000 £, 1856 : 6.476.000 £, 1857 : 5.293.855 £.

Dans l'année 1858 la Monnaie n'a eu presque rien à faire. ») *Economist*, July 10, 1858. Mais à la même époque il y avait à peu près 18 millions de livres sterling en or dans les caveaux de la Banque.

74. ↑ DODD, *Curiosities of industry*, etc., London, 1854.

75. ↑ *The currency question reviewed*, etc., by a banker. Edinburgh, 1845, p. 69, etc. « Si un écu un peu usé était réputé valoir quelque chose de moins qu'un écu tout neuf, la circulation se trouverait continuellement arrêtée et il n'y aurait pas un seul paiement qui ne fut matière à contestation. » G. GARNIER, *l. c.*, t. I, p. 24.

76. ↑ JACOB W., *An inquiry into the production and consumption of the precious metals*, London, 1831, vol. II, ch. XXVI.

77. ↑ DAVID BUCHANAN, *Observations on the subjects treated of in Doctor Smith's Inquiry on the wealth of nations*, etc., Edinburgh, 1814, p.3.

78. ↑ HENRY STORCH, *Cours d'économie politique*, etc., avec des notes par J.-B. Say, Paris, 1823, tome IV, p. 179. Storch publia son ouvrage à Pétersbourg en langue française. J.-B. Say en prépara aussitôt une réimpression à Paris, complétée par de prétendues notes qui, de fait, ne contiennent que des lieux communs. Storch (voir ses *Considérations sur la nature du revenu national*, Paris, 1824) prit mal cette annexion de son ouvrage par le « prince de la science ».

79. ↑ PLATO, *De Rep*, l. II, « νόμισμα ξύμβολον τῆς ἀλλαγῆς » (monnaie symbole d'échange). *Opera omnia*, etc., éd. G. Stallbaumius. London, 1850, p. 304. Platon ne considère la monnaie qu'en tant que mesure de valeur et signe de valeur, mais il demande, en outre du signe de valeur servant à la circulation inférieure, un signe pour le commerce avec la Grèce et avec l'extérieur (Cf. aussi le 5e livre de ses *Lois*).

80. ↑ ARISTOTELES, (*Ethic. Nicom.*, l. V, ch. VIII, *l. c.*, « οἷον δ' ὑπάλλαγμα τῆς χρείας τὸ νόμισμα γέγονε κατὰ συνθήκην, καὶ διὰ τοῦτο τ'οὔνομα ἔχει νόμισμα, ὅτι οὐ φύσει ἀλλὰ νόμῳ ἐστί, καὶ ἐφ' ἡμῖν μεταβαλεῖν καὶ ποιῆσαι ἄχρηστον. ».

(Dans la satisfaction des besoins, l'argent devint, par convention, moyen d'échange. Il porte son nom (νόμισμα) parce qu'il ne procède pas de la nature mais de la loi (νομος) et qu'il dépend de nous de le changer et de le rendre nul).

Aristote avait de la monnaie une conception incomparablement plus profonde et plus compréhensive que Platon. Dans le beau passage suivant il montre comment le troc entre deux communautés crée la nécessité d'assigner à une marchandise spécifique, donc elle-même une substance ayant de la valeur, le caractère de la monnaie.

« Ξενικότερας γὰρ γενομένης τῆς βοηθείας τῷ εἰσάγεσθαι ὧν ἐνδεεῖς καὶ ἐκπέμπειν ὧν ἐπλεόναζον, ἐξ ἀνάγκης ἢ τοῦ νομίσματος· ἐπορίσθη χρήσις... διο πρὸς τὰς ἀλλαγὰς τοιοῦτόν τι συνέθεντο πρὸς σφᾶς αὐτοῦς διδόναι καὶ λαμβάνειν, ὃ τῶν χρησίμων αὐτὸ ὃν εἶχε τὴν χρείαν εὐμεταχειριστόν... οἷον σίδηρος καὶ ἄργυρος, κἂν εἴ τι τοιοῦτον ἕτερον (ARIST., *De Rep.*, l. I, ch. IX, *l. c.*). »

(À mesure que ces rapports...se transformèrent en se développant par l'importation des objets dont on était privé et l'exportation de ceux dont on regorgeait, la nécessité introduisit l'usage de la monnaie...On convint de donner et de recevoir dans les échanges une matière qui, utile par elle-même, fut aisément maniable dans les usages habituels de la vie ; ce fut du fer, par exemple, de l'argent, ou telle autre substance analogue ». *Politique d'Aristote* traduit par J. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE, l. I, ch. III). Michel Chevalier qui ou bien n'a pas lu Aristote ou bien ne l'a pas compris, cite ce passage pour démontrer que d'après Aristote le moyen de circulation devrait consister en une substance ayant de la valeur intrinsèque. Or, Aristote dit expressément que la monnaie en tant que simple moyen de circulation ne semble devoir son existence qu'à la convention ou à la loi, ainsi que déjà l'indiquerait son nom (νόμισμα) et qu'en réalité elle ne doit son utilité comme numéraire qu'à sa fonction et non à une valeur d'usage intrinsèque. Λῆρος εἶναι δοκεῖ τὸ νόμισμα καὶ νόμος παντάπασι, φύσει δ'οὐδεν. ὅτε μεταθεμένον τε τῶν χρώμενον οὐδενος ἄξιον, οὐδὲ χρήσιμον πρὸς οὐδέν τῶν ἀναγκαίων ἐστί. » (*l. c.*)

(Cet argent n'est en lui-même qu'une chose absolument vaine, n'ayant de valeur que par la loi, et non par la nature puisqu'un changement de convention parmi ceux qui en font usage, peut le déprécier complètement et le rendre tout à fait incapable de satisfaire aucun de nos besoins, *l. c.*)

81. ↑ « This Emperor (of Gattay or China) may despense ols muche as he will withouten estymacion. For he despendethe not, nor makethe no money, but of lelher emprendeth or of papyre. And when that money hath the ronne so longe, that it begynethe to waste, than men beren it to the Emperoure's Tresorye, and then they taken newe Money for the old. And that money gothe thorghe out all the contree, and thorghe ont all his Provynces... They make no money nouthor of Gold nor of Sylver, et opine Mandeville, therefore he may despense ynew and outrageously » (Cet empereur

(de Gattay ou de Chine) peut dépenser autant qu'il lui plaît sans calculer. Car il ne dépense ni ne fabrique point de monnaie mais du cuir ou du papier imprimé. Et quand cette monnaie a roulé si longtemps qu'elle commence à s'user, on la porte au Trésor de l'Empereur et on remplace la vieille monnaie par de la neuve. Et cette monnaie circule dans toute la contrée et dans toutes ses Provinces... ils ne font de la monnaie ni d'or ni d'argent et c'est pourquoi, opine Mandeville, il peut dépenser outrageusement). MANDEVILLE, SIR JOHN, *Voyages and Travels*, London, éd. 1795.

82. [↑] BENJAMIN FRANKLIN, *Remarks and facts relative to the American paper money*, 1764, p. 348, l. c. « At this very time, even the silver money in England is obliged to the legal tender for part of its value; that part which is the difference between its real weight and its denomination. Great part of the shillings and sixpences now current are by wearing become 5, 10, 20 and some of the 6 pences even 50 % too light. For this difference between the *real* and the *'nominal* you have no intrinsic value, you have not so much as paper, you have nothing. It is the legal tender, with the knowledge that it can easily be repassed for the wame value, that makes 3 penny worth of silver pass for a 6 pence » (À l'heure actuelle, même la monnaie d'argent en Angleterre doit une partie de sa valeur au cours forcé, la partie qui constitue la différence entre son poids réel et sa dénomination. Un grand nombre des shillings et des pièces de six pense qui circulent présentement ont perdu par suite du frai 5, 10, 20% de leur poids et quelques-unes des pièces de sixpence jusqu'à 50%. Pour combler cette différence entre le *réel* et le *nominal* vous n'avez point de valeur intrinsèque, vous n'avez même pas du papier, vous n'avez rien. C'est le cours forcé, la certitude que vous pouvez facilement les repasser pour la même valeur, qui fait passer 3 pence pour 6 pence).

83. [↑] BERKELEY, l. c. p. 56. « Whether the denomination being retained, although the bullion were gone... might not nevertheless... a circulation of commerce (be) maintained ? (Si l'on conservait la dénomination de la monnaie après que son métal eût disparu, la circulation du commerce ne pourrait-elle pas quand même être maintenue ?)

84. [↑] « Non solo i metalli ricchi son segni delle cose...ma vicendevolmente le cose... sono segni dell' oro e dell' ar-gento » (Non seulement les métaux précieux sont les signes des choses... mais les choses sont réciproquement... les signes de l'or et de l'argent). A. GENOVESI, *Lezioni di Economia civile* (1765), p. 281 dans CUSTODI, *Part. Mod.*, t.VIII.

85. [↑] PETTY, « Gold and silver are universal wealth. » *Pol. Arith.*, p. 242, l. c.. (L'or et l'argent sont la richesse universelle).

86. [↑] E. MISSELDEN, *Free Trade or the means to make Trade flourish*, etc., London, 1622. « The natural matter of Commerce is Merchandize, which Merchants from the end of Trade have stiled commodities. The artificial matter of Commerce is Money, which hath obtained the title of sinews of warre and of State. Money, though it be in nature and time after merchandize, yet forasmuch as it is now in use is become the chiefe » (p. 7) (La matière naturelle du commerce est la marchandise que les marchands, eu égard aux fins du commerce, ont appelée « commodity ». La matière artificielle du commerce est l'argent qui a reçu le nom de « nerf de la guerre et de l'État ». L'argent, bien que dans la nature et le temps il vienne après la marchandise, est devenu la chose principale). Il compare la marchandise et l'argent aux deux petits-fils de Jacob qui, lorsqu'il les bénit, posa sa main droite sur le plus jeune et sa main gauche sur l'aîné. BOISGUILLEBERT, *Dissertation sur la nature des richesses*, etc., l. c. « Voilà donc l'esclave du commerce devenu son tyran... La misère des peuples ne vient que de ce qu'on a fait un maître, ou plutôt un tyran de ce qui était un esclave »(p. 399-395).

87. [↑] BOISGUILLEBERT, l. c. « On a fait une idole de ces métaux (l'or et l'argent) ; et laissant là l'objet et l'intention pour lesquels ils avaient été appelés dans le commerce, savoir pour y servir de gages dans l'échange et la tradition réciproque, on les a presque quittés de ce service pour en faire des divinités auxquelles on a sacrifié et sacrifie toujours plus de biens et de besoins précieux, et même d'hommes, que jamais l'aveugle antiquité n'en immola à ces fausses divinités », etc. (l. c., p. 395).

88. [↑] Boisguillebert flaire dans la première immobilisation du *perpetuum mobile*, c'est-à-dire dans la négation de son existence fonctionnelle comme moyen de circulation, son existence indépendante vis-à-vis des marchandises. « L'argent, dit-il, doit être dans un mouvement continu, ce qui ne peut être que tant qu'il est meuble, mais sitôt qu'il devient immeuble tout est perdu ». *Le Détail de la France*, p. 231. Il ne remarque pas que cet arrêt est la condition de son mouvement. Ce qu'il veut en réalité, c'est que la forme valeur des marchandises apparaisse comme forme purement évanescence de leur échange de matière, sans se fixer jamais comme but en soi.

89. [↑] « The more the stock is increased in wares, the more it decreaseth in treasure » (Plus le stock s'accroît en marchandises, plus il diminue en trésor). E. MISSELDEN, l. c., p. 7.

90. [↑] L. c., p. 11-13, *passim*.

91. ↑ PETTY, *Political Arith.*, l. c., p. 196.

92. ↑ FRANÇOIS BERNIER, *Voyage contenant la description des états du Grand Mogol*, édition de Paris, 1830, t. I. Cf. p. 312-14.

93. ↑ DR. MARTIN LUTHER, *Bücher vom Kaufhandel und Wucher*, 1524. Au même endroit Luther dit : « Gott hat uns Deutsche dahin geschleudert, dasz wir unser gold und Silber müssen in fremde Länder stossen, alle Welt reich machen und selbst Bettler bleiben. England sollte wohl weniger Goldes haben, wenn Deutschland ihm sein Tuch liesze, und der König von Portugal sollte auch weniger haben, wenn wir ihm die Würze lieszen. Rechne Du, wie viel eine Messe zu Frankfurt aus deutschen Landen geführt wird, ohne Noth und Ursache : so wirst Du Dich wundern, wie es zugehe. dasz noch ein Heller in deutschen Landen sei. Frankfurt ist das Silber und Goldloch, dadurch aus deutschem Lande fleiszt, was nur quillet und wächst, gemünzt oder geschlagen wird bei uns : wäre das Loch zugestopft, so dürft man itzt der Klage nicht hören, wie allehalben eitel Schuld und kein Geld, alle Land und Städte ausgewuchert sind. Aber lasz gehen, es will doch also gehen : wir Deutsche müssen Deutsche bleiben ; wir lassen nicht ab, wir müssen denn. » (Dieu nous a contraints, nous autres Allemands, à lancer notre argent dans les pays étrangers, à enrichir tout le monde et à rester nous-mêmes mendiants. L'Angleterre aurait moins d'or si l'Allemagne lui laissait son drap et le roi du Portugal aussi en aurait moins si on lui laissait les épices. Compte ce que la foire de Francfort soutire sans nécessité et sans raison aux terres allemandes et tu t'étonneras et te demanderas comment il se puisse faire qu'il reste encore un liard dans les pays allemands. Francfort est le trou d'or et d'argent par où s'écoule du pays allemand tout ce qui germe et croît, tout ce qui est monnayé et frappé chez nous : si on bouchait le trou on n'entendrait plus comme maintenant la plainte que partout il n'y ait que pures dettes et point d'argent, que les campagnes et les villes sont dépouillées par l'usure. Mais laisse faire, cela ira tout de même ainsi. Nous, Allemands, nous devons rester Allemands. Nous n'en démordrons pas).

Misselden, dans l'ouvrage cité ci-dessus, veut au moins retenir l'or et l'argent dans le cercle de la Chrétienté. « The other forreine remote causes of the want of money, are the Trades maintaind out of Christendome to Turkey, persia and the East Indies, which trades are maintaind for the most part with ready money, yet in a different manner although the trades within Christendome are driven with ready monies, yet those monies are still contained and continued within the bounds of Christendome. There is indeed a fluxus and refluxus, a flood and ebbe of the monies of Christendome traded within itselfe ; for sometimes there is more in one part of Christendome, sometimes there is lesse in another, as one Country wanteth and another aboundeth : It cometh and goeth, and whorleth about the Circle of Christendome, but is still contrained within the compasse thereof. But the money that is traded out of Christendome into the parts aforesaid is continually issued out and never returneth againe. » (L'autre cause éloignée du manque d'argent est le commerce fait hors de la chrétienté, avec la Turquie, la Perse et les Indes Orientales. Ce commerce s'opère pour la plupart avec de l'argent comptant, mais d'une autre manière que ne se fait le commerce dans les limites de la Chrétienté. Car bien que le commerce s'y fasse au moyen d'argent comptant, cet argent reste enfermé toujours dans l'enceinte de la Chrétienté. Il y a, en effet, flux et reflux, la marée montante et descendante des monnaies de la Chrétienté qui commerce, car parfois il s'en trouve plus dans un endroit et moins dans un autre, selon qu'un pays en manque et qu'un autre en abonde : l'argent court de ça et de là et tourne dans le cercle de la Chrétienté. Mais l'argent avec lequel on trafique hors de la Chrétienté, dans les pays susdits, est continuellement répandu au dehors et ne rentre plus jamais).

94. ↑ « A nummo prima origo avaritiæ... hæc paulalim exarsit rabie quadam, non jam avaritia, sed fames auris » . PLIN., *Hist. nat.*, I, XXXIII, c. XIV (L'argent est la source première de l'avarice... celle-ci se tourne en une espèce de rage qui n'est plus de l'avarice mais la soif de l'or.)

95. ↑ Horace n'entend donc rien à la philosophie de la thésaurisation quand il dit (*Sat.* I, II, *Sat.* III) :

« Siquis emat citharas, emptas comportet in unum
Nec studio citharar, nec Musæ deditus ulli ;
Si scalpra et formas, non sutor ; nautica vela,
Aversus mercaturis ; delirus et amens
Undique dicatur merito. Qui discrepat istis,
Qui nummos aurumque recondit, nescuis uti
Compositis, metuensque velut contingere sacrum ?

(Qu'un homme sans disposition pour la musique, sans goût pour aucune des Muses, achète des

cithares et s'en forme un magasin, ou s'entoure de tranchets et de formes sans être cordonnier, ou enfin de voiles et d'après quand il est étranger au commerce, on criera de toutes parts au fou, à l'insensé et ce n'est pas à tort. Mais ne leur ressemble-t-il pas, l'avare qui enfouit ses écus et son or, qui, sans savoir se servir des trésors qu'il accumule, se croirait sacrilège d'y toucher ?) *Œuvres* d'Horace. Traduction de la collection Panckoucke.

Senior s'y entend mieux : « L'argent paraît être la seule chose dont le désir est universel, et il en est ainsi parce que l'argent est une *richesse abstraite* et parce que les hommes en la possédant peuvent satisfaire tous leurs besoins, de quelque nature qu'ils soient. » *Principes fondamentaux de l'Écon. pol.*, traduit par le comte Jean Arrivabene, Paris, 1836, p. 221. Ou encore Storch : « Puisque l'argent représente toutes les richesses, il suffit de l'accumuler pour se procurer toutes les sortes de richesses existant dans le monde » (*l. c.*, t. II, p. 134).

96. ↑ Pour montrer à quel point l'homme intime (the inner man) chez le possesseur de marchandises reste le même, alors même qu'il s'est civilisé et épanoui en capitaliste, il suffit de citer l'exemple d'un représentant londonnais d'une maison de Manque cosmopolite. Cet individu a fait encadrer et appendre au mur, comme blason familiale approprié, un billet de banque de 100.000 £. La pointe ici est dans le regard hautain et railleur que jette le billet sur la circulation.

97. ↑ Cf. le passage de Xénophon cité plus bas.

98. ↑ JACOB, *l. c.*, t. II, ch. XV et XVI.

99. ↑ « In times of great agitation and insecurity, especially during internal commotions or invasions, gold and silver articles are rapidly converted into money ; whilst during periods of tranquillity and prosperity, money is converted into plate and jewellery » (t. II, p. 367, *l. c.*) (Aux époques de troubles et d'insécurité et spécialement pendant les commotions intérieures et les invasions, les objets en or et en argent sont rapidement convertis en monnaie tandis qu'aux époques de tranquillité et de prospérité la monnaie est convertie en vaisselle d'or et d'argent et en bijoux).

100. ↑ Dans le passage suivant Xénophon développe l'argent sous les formes spécifiques d'argent et de trésor : « ἐν μόνῳ τούτῳ ὧν ἐγὼ οἶδα ἔργων οὐδὲ φθονεῖ οὐδεὶς τοῖς ἐπικατασκευαζομένοις... ἀργυρίτις δὲ ὅσῳ ἂν πλείων φαίνεται καὶ ἀργύριον πλεῖον γίγνεται, τοσοῦτῳ πλείονες ἐπὶ τὸ ἔργον τοῦτο ἔρχονται, καὶ γὰρ δὴ ἐπιπλα μὲν ἐπειδὴν ἱκανὰ τις κτήσεται τῇ οἰκίᾳ, οὐ μάλ' ἔτι προσωνοῦνται· ἀργύριον δὲ οὐδεὶς πω οὕτω πολὺ ἐκτήσατο ὥστε μὴ ἔτι προσδεῖσθαι, ἀλλ' ἣν τισι γένηται παμπληθές, τὸ περιττεῖον κατορύττοντες οὐδὲν ἥττον ἡδοναὶ ἢ χρώμενοι αὐτῷ, καὶ μὴν ὅταν γε εὖ πράττωσιν αἱ πόλεις, ἰσχυρῶς οἱ ἄνθρωποι ἀργυρίου δέονται, οἱ μὲν γὰρ ἄνδρες ἀμφὶ ὅπλα τε καλὰ καὶ ἵππους ἀγαθοὺς καὶ οἰκίας καὶ κατασκευὰς μεγαλοπρεπεῖς βούλονται δαπανᾶν, αἱ δὲ γυναῖκες εἰς ἐσθῆτα πολυτελεῖ καὶ χρυσοῦν κόσμον τρέπονται. ὅταν τε αὖ νοσήσωσιν πόλεις ἢ ἀφορίαις καρπῶν ἢ πολέμῳ, ἔτι καὶ πολὺ μᾶλλον ἀργοῦ τῆς γῆς γιγνομένης καὶ εἰς ἐπιτήδεια καὶ εἰς ἐπικούρους νομίσματος δέονται. » XÉN. *De Vectig.* C. IV.

(Aussi est-ce la seule entreprise où l'on ne craint pas de prodiguer le nombre des travailleurs... plus le minerai produit et plus l'argent donne, plus on voit de gens se porter vers ce métier. Et en effet, quand on a fait l'acquisition du matériel nécessaire à un ménage, on n'achète rien en plus ; mais l'argent, jamais personne n'en possède assez pour n'en vouloir pas davantage : à ce point que ceux qui en ont beaucoup, trouvent autant de plaisir à enfouir leur superflu qu'à en user. Il y a plus : quand les villes fleurissent, c'est alors que l'on a le plus besoin d'argent : les hommes veulent se mettre en dépense pour avoir de belles armes, de bons chevaux, des maisons, un mobilier splendide ; les femmes ont l'esprit tourné vers les riches étoffes, les parures d'or. Une ville, au contraire, est-elle atteinte par la famine ou par la guerre, comme la terre alors est beaucoup moins cultivée, il faut du numéraire pour les vivres et pour les alliés). (Traduction par Eugène Talbot). Aristote dans le chap. XIX, liv. I, de la *République* développe les deux mouvements opposés de la circulation, M-A-M et A-M-A sous les noms de « Économique » et « Chrematistique ». Les tragiques grecques, notamment Euripide, opposent les deux formes comme δικη, (droit) et κέρδος (profit).

101. ↑ Le capital est naturellement avancé aussi sous forme d'argent et l'argent avancé peut être du capital, mais ce point de vue est hors de l'horizon de la circulation simple.

102. ↑ Luther fait ressortir la différence entre le moyen d'achat et le moyen de paiement (Note de la 2e éd. Cf. das « Kapital », Vol. I Section I. Note 96, 4e éd., p. 99).

103. ↑ Malgré l'idée exagérée qu'il se fait de ses définitions doctrinaires, M. Macleod comprend si peu les rapports économiques les plus élémentaires qu'il fait dériver l'argent en général de sa forme la plus développée, celle de moyen de paiement. Il dit entre autres choses : Comme les gens n'ont pas toujours besoin de leurs services réciproques en même temps ni au même degré, « there would remain ever a certain difference or amount of service due from the first to the second—debt » (il resterait une certaine différence ou une somme de service due du premier au second — dette). Le possesseur de cette dette a besoin des services d'un tiers qui n'exige pas immédiatement ceux du second et il « transfers to the third the debt due to him from the first. Evidence of debts

changes so hands—currency... When a person received an obligation expressed by metallic currency, he is able to command the services not only of the original debtor, but of the whole of the industrious community » (transfère au troisième la dette que lui doit le premier. Les dettes changent ainsi de mains... circulation... Quand une personne a reçu une obligation exprimée par le cours de la monnaie, il peut commander les services non seulement du débiteur original, mais de la communauté industrielle tout entière). MACLEOD, *Theory and practice of Banking*, etc., London, 1855. V. I, ch. I.

104. ↑ BAILEY, *loc. cit.*, p. 3. « Money is the general commodity of contracts, or that in which the majority of bargains about property, to be completed at a future time, are made ». (L'argent est la marchandise générale des contrats, celle dans laquelle se font la majeure partie des marchés (relatifs à la propriété) qui doivent se conclure plus tard.)

105. ↑ SENIOR, *loc. cit.*, p. 221. dit : « Comme la valeur de toute chose varie dans une période de temps donnée, les gens choisissent pour moyen de paiement un objet dont la valeur varie le moins et qui conserve le plus longtemps une capacité moyenne donnée d'acheter des choses. C'est ainsi que la monnaie devient l'expression ou le représentant des valeurs ». C'est l'inverse. Parce que l'or, l'argent, etc., sont devenus monnaie, c'est-à-dire matérialisation de la valeur d'échange, dans son indépendance, ils deviennent moyens de paiement universels. C'est précisément à l'heure ou la considération sur la durée de la valeur de la monnaie, mentionnée par M. Senior, entre en jeu, c'est-à-dire dans les périodes où par la force des circonstances la monnaie s'impose comme moyen de paiement, que se découvre la fluctuation dans la valeur de la monnaie. Une telle époque était celle d'Elizabeth en Angleterre alors que Lord Burleigh et Sir Thomas Smith, en raison de la dépréciation manifeste des métaux précieux, firent passer un acte de parlement qui obligeait les Universités d'Oxford et de Cambridge à leur payer un tiers de leurs rentes foncières en blé ou en malte.

106. ↑ Boisguillebert, qui voudrait empêcher les rapports de production bourgeois de se dresser contre les bourgeois eux-mêmes, traite avec prédilection les formes de l'argent où il n'est qu'idéal, ou qu'évanescent. C'est ainsi qu'il a traité du moyen de circulation et du moyen de paiement. Il ne voit pas, encore une fois, que l'argent se tourne immédiatement de sa forme idéale en sa réalité extérieure, que dans la mesure de la valeur, pensée seulement, l'argent solide existe déjà à l'état latent. Que l'argent, dit-il, n'est qu'une simple forme des marchandises elles-mêmes, on le voit dans le grand commerce ou l'échange s'effectue sans l'intervention de l'argent après que « les marchandises sont appréciées ». *Le Détail de la France*, p. 210.

107. ↑ LOCKE, *loc. cit.*, p. 17-18.

108. ↑ « Il danaro ammassato supplisce a quella somma, che per essere attualmente in circolazione, per l'eventuale promiscuità dé commerci si allontano e sorte della sfera della circolazione medesima ». (L'argent accumulé supplée à la somme qui pour être effectivement dans la circulation et pour parer à toutes les perturbations éventuelles du commerce s'éloigne et sort de la sphère de la circulation même). G. R. Carli. Note à Verri, *Meditazioni sulla Economia Politica*, p. 196, t. XV, Collection de Custodi.

109. ↑ MONTANARI, *Della Moneta*. (1683), *loc. cit.*, p. 40. « E così fattamente diffusa per tutto il globo terrestre la comunicazione de' populi insieme, che può quasi dirsi esser il mondo tutto divinito una sola città in cui si fa perpetua tiera d'oggi mercanzia, e dove ogni uomo di tutto ciò che la terra, gli animali e l'umana industria altrove producono, può mediante il danaro stando in sua casa provvedersi e godere. Maravigliosa invenzione ». (Les communications des peuples entre eux s'étendent à tel point sur tout le globe terrestre que l'on peut quasiment dire que tout le monde entier est une seule ville où il tient une foire perpétuelle de toutes les marchandises et où tout homme moyennant argent et tout en restant chez soi peut s'approvisionner et jouir de tout ce que produisent la terre, les animaux et l'industrie humaine. Merveilleuse invention.)

110. ↑ « I metalli han questo di proprio e singolare che in essi soli tutte le ragioni si riducono ad una che è la loro quantità, non avendo ricevuto della natura diversa qualità nè nell'interna loro costituzione nè nell'externa forma e fattura ». (Les métaux ont cette singulière propriété que tout en eux est réduit à la quantité, n'ayant reçu de la nature, ni dans leur construction interne, ni dans leur forme et façon externes, diversité de qualité). GALIANI. *loc. cit.*, p. 130.

111. ↑ Ô bienheureuse monnaie, qui fournit au genre humain un doux et utile breuvage et qui donne et ses possesseurs l'immunité contre la peste infernale de l'avarice, puisqu'elle ne peut être ni enfouie ni conservée longtemps.

112. ↑ En l'an 760, une foule de pauvres émigrés s'établirent au sud de Prague pour laver les sables aurifères, et trois hommes pouvaient en un jour extraire 3 mares d'or. Comme conséquence il y eut une affluence extraordinaire aux « diggings », et le nombre de bras enlevés à l'agriculture fut si grand que l'année suivante la famine s'abattit sur les pays. (Cf. M. G. Körner, *Abhandlungen von*

dem *Alterthum des böhmischen Bergwerks*, Schneeberg, 1758).

113. ↑ Jusqu'ici les découvertes australiennes et autres n'ont point affecté le rapport de la valeur de l'or à l'argent. Les affirmations contraires de Michel Chevalier valent ce que vaut le socialisme de cet ex-Saint-Simonien. La cote de l'argent sur le marché de Londres montre, il est vrai, que le prix or moyen de l'argent de 1850 à 1858 dépasse de pas tout à fait 3 pour cent le prix de 1830 à 1850. Mais cette hausse s'explique simplement par la demande d'argent venue d'Asie. De 1852 à 1858 le prix de l'argent dans les différentes années et mois *ne varie qu'avec cette demande*, nullement avec l'arrivage de l'or des sources nouvellement découvertes. Voici un aperçu des prix de l'argent sur le marché de Londres.

Prix de l'argent par once

Année	Mars	Juillet	Novembre
1852	60 1/8 pence	61 1/4 pence	61 7/8 pence
1853	61 3/8 pence	61 1/2 pence	61 7/8 pence
1854	61 7/8 pence	61 3/4 pence	61 1/2 pence
1855	60 7/8 pence	61 1/2 pence	60 7/8 pence
1856	60 pence	61 1/4 pence	62 1/8 pence
1857	61 3/4 pence	61 5/8 pence	61 1/2 pence
1858	61 5/8 pence		

114. ↑ L'or est une chose merveilleuse ! Qui le possède est maître de tout ce qu'il désire. Au moyen de l'or on peut même ouvrir aux âmes les portes du Paradis ». COLOMBE, *Lettre de la Jamaïque*, 1503 (Note de la 2e éd. Cf. le *Capital*, vol. I, ch. III, p. 54, éd. française).

115. ↑ Hume admet d'ailleurs que cette compensation est graduelle, bien que cela ne s'accorde guère avec son principe. Cf. DAVID HUME, *Essays and treatises on several subjects*, éd. London, 1777, vol. 1, p. 300.

116. ↑ Cf. STEUART, *l. c.*, t. I, p. 394-400.

117. ↑ DAVID HUME, *l. c.*, p. 300.

118. ↑ DAVID HUME, *l. c.*, p. 303.

119. ↑ David Hume, *l. c.*, p. 308.

120. ↑ « It is evident that the prices do not so much depend on the absolute quantity of commodities, and that of money, which are in a nation, as on that of the commodities, which can or may come to market, and of the money which circulates. If the coin be looked up in chests, it is the same thing with regard to prices, as if it were annihilated; if the commodities be hoarded in magazines and granaries, a like effect follows. As the money and commodities in these cases, never meet, they cannot affect each other. The whole (of prices) at last reaches a just proportion with the new quantity of specie which is in the kingdom », *l. c.*, p. 307, 308, 303 (Il est évident que les prix dépendent moins de la quantité absolue des marchandises et de celle de l'argent qui se trouvent dans un pays que de la quantité des marchandises qui peuvent être apportées au marché et de l'argent qui circule. Si les espèces sont enfermées dans des caisses, l'effet est le même en ce qui est du prix, que si elles étaient détruites ; si les marchandises sont amassées dans les magasins et les greniers, l'effet est pareil. Comme dans ces cas l'argent et les marchandises ne se rencontrent jamais, ils ne peuvent pas agir les uns sur les autres. L'ensemble des prix en fin de compte atteint *une juste proportion* avec la nouvelle quantité de numéraire qui se trouve dans le royaume).

121. ↑ Voir Law et Franklin sur le surplus de valeur que l'or et l'argent sont censés acquérir de leur fonction comme monnaie. Voir aussi Forbonnais (Note de la 2e éd.)

122. ↑ Cette fiction se trouve textuellement chez Montesquieu (Note de la 2e éd.). Le passage en question est cité dans *das Kapital*, vol. I, 1re Section. Note 80, 4e éd., p. 88.

123. ↑ STEUART, *l. c.*, t. I, p. 399 seq.

124. ↑ STEUART, *l. c.*, t. II, p. 377-379 *passim*.

125. ↑ *L. c.*, p. 379-380 *passim*.

126. ↑ « The additional coin will be locked up, or converted into plate... As for the paper money, as soon as it has served the first purpose of supplying the demand of him who borrowed it, it will return upon the debtor in it and become realised... Let the specie of a country, therefore, be augmented or diminished in ever so great a proportion, commodities will still rise and fall according to the principles of demand and competition, and these will constantly depend upon the inclinations of those who have property or any kind of equivalent whatsoever to give, but never upon the

quantity of coin they are possessed of... Let the quantity of specie in a country be ever so low, while there is real property of any denomination in the country, and a competition to consume in those who possess it, prices will be high, by the means of barter, symbolical money, mutual prestations and a *thousand* other inventions... If this country has a communication with other nations, there must be a proportion between the prices of many kinds of merchandize there and elsewhere, and a sudden augmentation or diminution of the specie, supposing it could of *itself* operate the effects of raising or sinking prices, would be *restrained* in its operation by foreign competition », *loc. cit.*, t. I, p. 400-402. « The circulation of every country must be in proportion to the industry of the inhabitants producing the commodities which come to market... If the coin of a country, therefore, falls below the proportion of the price of industry offered to sale, inventions, like symbolical money, will be fallen upon, to provide for an equivalent for it. But if the specie be found above the proportion of industry, it will have no effect in raising prices, nor will it enter into circulation it *will be hoarded up in treasures*... Whatsoever be the quantity of money in a nation, in correspondence with the rest of the world, there can never remain, in circulation, but the quantity nearly proportional to the consumption of the rich and to the labour and industry of the poor inhabitants », and this proportion is not determined « by the quantity of money actually in the country » (*loc. cit.*, p. 403-408 *passim*). « All nations will endeavour to throw their ready money, not necessary for their own circulation, into that country where the interest of money is high with respect to their own », *loc. cit.*, t. II, p. 5. « The richest nation in Europe may be the poorest in circulating specie », *loc. cit.*, t. II, p. 6. (Le numéraire additionnel sera mis sous clef ou transformé en vaisselles d'or et d'argent... Quant au papier monnaie, dès qu'il aura servi à satisfaire la demande de celui qui l'a emprunté il retournera à qui l'a émis et sera réalisé... Que les espèces d'un pays aient donc augmenté ou diminué dans une proportion aussi grande qu'on voudra, les marchandises n'en continueront pas moins à hausser et à baisser selon les principes de la demande et de la concurrence, et celles-ci dépendront constamment des dispositions de ceux qui ont de la propriété ou des équivalents quelconques à offrir, mais jamais de la quantité du numéraire qu'ils possèdent. Quelque petite que soit la quantité d'espèces dans un pays, aussi longtemps qu'il y a de la propriété réelle dans le pays et une concurrence chez eux qui la possèdent, les prix seront élevés par suite du troc, de la monnaie symbolique, des prestations mutuelles et *mille* autres inventions... Si ce pays a des relations avec d'autres nations, il faut qu'il existe une proportion entre les prix de plusieurs genres de marchandises là et ailleurs et une augmentation ou une diminution subite des espèces, en admettant qu'elle pût d'*elle-même* opérer la hausse ou la baisse des prix serait *entravée* dans son action par la concurrence étrangère », *loc. cit.*, t. I, p. 400-402. « La circulation de chaque pays doit être proportionnée à l'industrie des habitants qui produisent les marchandises portées au marché... Si le numéraire d'un pays tombe au-dessous de la proportion du prix du travail à vendre, on recourra à des inventions comme la monnaie symbolique, pour fournir un équivalent du numéraire. Mais si les espèces se trouvent être au-dessus de la proportion du travail, elles n'influeront pas sur la hausse des prix et elles n'entreront pas dans la circulation. *Elles seront thésaurisées*... Quelle que soit la quantité d'argent dans un pays en relation avec le reste de l'univers, il ne peut jamais demeurer dans la circulation que la quantité à peu près proportionnelle à la consommation des riches et au travail industriel des habitants pauvres, et cette proportion n'est pas déterminée par la quantité d'argent qui se trouve effectivement dans le pays. » (*loc. cit.*, p. 403-408 *passim*).

« Toutes les nations essaieront de déverser les espèces qui ne sont pas requises par leur propre circulation dans le pays où l'intérêt de la monnaie est élevée par rapport au leur », *loc. cit.*, t. II, p. 25. « La nation la plus riche de l'Europe peut être la plus pauvre en espèces circulantes », *loc. cit.*, t. II, p. 6.

(Voir la polémique contre Steuart chez Arthur Young. Dans le *Capital*, trad. française, vol. I, section p. 51, Marx dit : « La théorie de Hume, d'après laquelle « les prix dépendent de l'abondance de la monnaie », fut défendue contre Sir James Steuart et d'autres, par A. Young dans sa *Political Arithmetic*, London, 1774, pp. 112 et suiv. et dans un chapitre spécial : *prices, depend on quantity of money*, p. 112 sqq. » Note de Kautsky, 2e éd.)

127. ↑ STEUART, *loc. cit.*, t. II, p. 370. Louis Blanc transforme « la monnaie de la société », ce qui signifie tout bonnement la monnaie de l'intérieur ou nationale, en monnaie socialiste, ce qui ne signifie rien du tout, et conséquemment ; il fait de Jean Law un socialiste. Voir son premier volume de la Révolution Française).

128. ↑ MACLAREN, *loc. cit.*, p. 43 seq. Le patriotisme a porté un auteur allemand (Gustav JULIUS), mort trop tôt, à opposer le vieux Busch à l'école ricardienne, comme une autorité. Busch a traduit l'anglais génial de Steuart en patois hambourgeois et il a gate l'original aussi souvent que possible.

129. ↑ Ceci n'est pas exact. Adam SMITH exprime correctement la loi en plusieurs endroits. Cf.

le *Capital*, vol. I, section I, note 78, 4e édit., p. 87 (Note de Kautsky).

(Voici la note où Marx dit : « Dans mon livre : *Zur Kritik*, etc., p. 183, j'ai dit qu'Adam Smith passa sous silence cette question de la quantité de la monnaie courante. Cela n'est vrai cependant qu'autant qu'il traite la question de l'argent *ex professo*. À l'occasion, par exemple dans sa critique des systèmes antérieurs d'économie politique, il s'exprime correctement à ce sujet : « La quantité de monnaie dans chaque pays est réglée par la valeur des marchandises qu'il doit faire circuler... La valeur des articles achetés et vendus annuellement dans un pays requiert une certaine quantité de monnaie pour les faire circuler et les distribuer à leurs consommateurs et ne peut en employer davantage. Le canal de la circulation attire nécessairement une somme suffisante pour le remplir et n'admet jamais rien de plus ».)

130. ↑ Aussi la différence entre « currency » et « money », c'est-à-dire le moyen de circulation et l'argent ne se trouve-t-elle pas dans le « *Wealth of Nations* ». Trompé par l'impartialité apparente d'Adam Smith qui connaissait fort bien son Hume et son Steuart, l'honnête MACLAREN dit : « The theory of the dependence of prices on the extent of the currency had not as yet attracted attention ; and Doctor Smith like M. Locke, considere metallic money nothing but a commodity. » MACLAREN, *loc. cit.*, p. 44. (La théorie de la dépendance des prix de la quantité des moyens de circulation n'avait pas encore attiré l'attention, et le Docteur Smith, de même que Monsieur Locke (Locke varie dans sa manière de voir) considère la monnaie métallique comme rien d'autre qu'une marchandise).

131. ↑ DAVID RICARDO : « The high price of Bullion, a proof of the depreciation of Banknotes », 4e édition, London, 1811. (La première édition parut en 1809). Et encore : Reply to M. Bosanquet's practical observations on the report of the bullion committee. London, 1811.

132. ↑ DAVID RICARDO : *On the principles of political economy*, etc., p. 77. « Their value (of metals) like that of all other commodities depends on the total quantity of labour necessary to obtain the metal and to bring it to market ». (La valeur des métaux précieux, ainsi que celle de toutes les autres marchandises, dépend de la quantité de travail nécessaire pour les obtenir et pour les porter au marché).

133. ↑ *Loc. cit.*, p. 77, 180, 181.

134. ↑ RICARDO, *loc. cit.*, p. 421. « The quantity of money that can be employed in a country must depend on its value : if gold alone were employed for the circulation of commodities, a quantity would be required, one fifteenth only of what would be necessary, if silver were made use of for the same purpose ». (La quantité de monnaie employée dans un pays dépend de sa valeur. Si l'or seul circulait, il en faudrait quinze fois moins que si l'argent était seul employé.) Voir aussi : *Proposals for an economical and secure currency* : RICARDO, London, 1816, p. 17, 18, où il dit : « The amount of notes in circulation depends on the amount required for the circulation of the country ; which is regulated... by the value of the standard of money, the amount of payments, and the economy practised in effecting them ». (La quantité des billets qui circulent dépend de la quantité qui est requise pour la circulation du pays, et cette quantité est réglée par la valeur de l'étalon de la monnaie, le montant des paiements et l'économie pratiquée dans leur réalisation).

135. ↑ RICARDO, *Principles of political economy*, p. 432-433.

136. ↑ DAVID RICARDO, *Reply to M. Bosanquet's practical observations*, etc., p. 49. « That commodities would rise or fall in price, in proportion to the increase or diminution of money, I assume as a fact which is incontrovertible ». (Que le prix des marchandises hausserait ou baisserait proportionnellement à l'accroissement ou à la diminution de la monnaie je le pose comme un fait incontestable.)

137. ↑ DAVID RICARDO : *The high price of Bullion*, etc. « Money would have the same value in all countries ». Dans son *Économie politique* Ricardo a modifié cette proposition mais non pas d'une façon à entrer en ligne de compte ici.

138. ↑ *Loc. cit.*, p. 3-4.

139. ↑ *Loc. cit.*, p. 4.

140. ↑ « An unfavourable balance of trade never arises but from a redundant currency ». RICARDO, *loc. cit.*, pp. 11-12.

141. ↑ « The exportation of the coin is caused by its cheapness, and is not the effect but the cause of an unfavourable balance », *loc. cit.*, p. 44. (L'exportation du numéraire est causée par son bon marché et n'est point l'effet mais la cause d'un bilan défavorable.)

142. ↑ *Loc. cit.*, p. 17.

143. ↑ RICARDO, *loc. cit.*, p. 74, 75. « England, in consequence of a bad harvest, would come under the case of a country having been deprived of a part of its commodities, and, therefore, requiring a diminished amount of circulating medium. The currency which was before equal to the

payments would now become super abundant and relatively cheap in proportion of her diminished production. The exportation of this sum, therefore, would restore the value of the currency to the value of the currencies of other countries ». (« L'Angleterre, par suite d'une mauvaise récolte, se trouverait dans le cas d'un pays qui aurait été privé d'une partie de ses marchandises et qui aurait besoin d'une quantité moindre de moyens de circulation. La *currency* qui auparavant était adéquate aux paiements deviendrait surabondante et relativement bon marché proportionnellement à sa production diminuée. L'exportation de cette somme ramènerait la valeur de la *currency* à la valeur des *currencies* des autres pays »). La confusion qu'il fait entre l'argent et la marchandise et l'argent et le numéraire prend une allure ridicule dans le passage suivant : « If we can suppose that after an unfavourable harvest, when England has occasion for an unusual importation of corn, another nation is possessed of that article, but has no wants for any commodity whatever, it would unquestionably follow that such a nation would not export its corn in exchange for commodities : *but neither would it export corn for money*, as that is a commodity which no nation ever wants absolutely, but relatively », *loc. cit.*, p. 75. (Si nous pouvons supposer qu'après une mauvaise récolte, lorsque l'Angleterre a besoin d'une importation extraordinaire de blé, il se trouve chez une autre nation une surabondance de cet article, mais nul besoin d'une autre marchandise, il s'ensuivrait incontestablement que cette nation n'exporterait pas son blé en échange de marchandises, mais elle *n'exporterait pas non plus du blé pour de l'argent*, puisque ce dernier est une marchandise dont une nation n'a jamais besoin absolument mais relativement).

Pushkin dans son poème héroïque fait du père de son héros un homme incapable de comprendre que la marchandise est de l'argent. Que l'argent est une marchandise, les Russes l'ont de tout temps compris, comme le démontrent non seulement les importations de blé anglaises de 1838-1842 mais encore toute leur histoire commerciale.

144. ↑ Cf. THOMAS TOOKE, *History of Prices* et JAMES WILSON, *Capital, currency and banking*. (Ce dernier livre est une réimpression d'une série d'articles publiés en 1844, 1845 et 1847 dans le *London Economist*).

145. ↑ JAMES DEACON HUME, *Letters on the corn laws*, London, 1854, p. 29-31.

146. ↑ THOMAS TOOKE, *History of prices, etc.*, London, 1848, p. 110.

147. ↑ « Que les drainages pour l'exportation cesseraient tout à fait dès que seraient repris les paiements en espèces et que la *currency* aurait retrouvé son niveau métallique ».

148. ↑ Cf. W. BLAKE, *Les observations, etc.*, citées plus haut.

149. ↑ JAMES MILL, *Elements of political economy*.

150. ↑ *Loc. cit.*, p. 128-136 *passim*.

151. ↑ Quelques mois avant l'explosion de la crise commerciale de 1857, un comité de la Chambre des communes siégeait pour ouvrir une enquête sur les effets des Bank Acts de 1844 et 1845. Dans son rapport Lord Overstone, le père théorique de ces lois, se laissa aller à la fanfaronnade suivante : « By strict and prompt adherence to the principles of the act of 1844, everything has passed off with regularity and ease ; the monetary system is safe and unshaken, the prosperity of the country is undisputed, the public confidence in the wisdom of the act of 1844 is daily gaining strength; and if the committee wish for further practical illustration of the soundness of the principles on which it rests, or of the beneficial results which it has assured, the true and sufficient answer to the committee is, look around you : look at the present state of trade of the country, look at the contentment of the people; look at the wealth and prosperity which pervades every class of the community; and then, having done so, the committee may be fairly called upon to decide whether they will interfere with the continuance of an act under which these results have been developed ». (Grâce à l'observation stricte et prompte des principes de l'acte de 1844, les choses se sont passées avec régularité et facilité ; le système monétaire est assuré et nullement ébranlé ; la prospérité du pays est incontestée, la confiance publique dans la sagesse de l'acte de 1844 grandit tous les jours, et si le comité désire d'autres illustrations pratiques de la sûreté des principes sur lesquels il repose, ou des bienfaits résultats qu'il a donnés, la vraie et suffisante réponse au comité est : regardez autour de vous ; voyez l'état actuel du commerce du pays, voyez le contentement du peuple ; voyez la richesse et la prospérité qui règnent dans chaque classe de la communauté et quand vous aurez regardé autour de vous, on pourra loyalement inviter le comité à décider s'il doit s'opposer au maintien d'un acte qui a donné de tels résultats). C'est ainsi que Overstone emboucha sa trompette le 14 juillet 1857 ; le 15 novembre de la même année le ministère a dû suspendre sous sa propre responsabilité l'acte miraculeux de 1841.

152. ↑ Tooke ignorait complètement l'écrit de Steuart, comme le prouve la *History of prices from 1839-1847*, London, 1848, où il résume l'histoire des théories de la monnaie.

153. ↑ L'écrit le plus important de Tooke, outre la *History of prices* que son collaborateur a édité en six volumes, est : *An Inquiry into the currency principle, the connexion of currency with prices*, etc., 2e édition, London, 1844. Nous avons déjà cité l'écrit de Wilson. Il nous reste enfin à

mentionner JOHN FULLARTON : *On the regulation of currencies*, 2e édition, London, 1845.

154. ↑ « We ought to... distinguish... between gold... as merchandise, i.e. as capital, and gold... as currency ». (Il convient de distinguer entre l'or comme marchandise, c'est-à-dire comme capital et l'or comme moyen de circulation) TOOKE, *An Inquiry into the currency principle*, etc., p. 10. « Gold and silver may be counted upon to realise on their arrival nearly the exact sum required to be provided... gold and silver possess an infinite advantage over all other description of merchandize... from the circumstance of being universally in use as money... It is not in tea, coffee, sugar or indigo that debts, whether foreign or domestic, are usually contracted to be paid, but in coin : and the remittance, therefore, either in the identical coin designated, or in bullion which can be promptly turned into that coin through the mint or market of the country to which it is sent, must always afford to the remitter, the most certain, immediate, and accurate means of affecting this object, without risk of disappointment from the failure of demand or fluctuation of price. » FULLARTON, *loc. cit.*, p. 132-133. (On peut compter sur l'or et l'argent pour réaliser à leur arrivée presque l'exacte somme nécessaire... l'or et l'argent possèdent un avantage infini sur toutes les autres marchandises... parce qu'ils servent universellement de monnaie... Ce n'est pas en thé, café, sucre ou indigo qu'on contracte ordinairement le paiement des dettes à l'étranger et à l'intérieur, mais en espèces, et le paiement, soit dans l'identique numéraire désigné, soit en lingot qu'on peut promptement convertir en ce numéraire au marché ou à la Monnaie du pays où il est expédié, offrira toujours à l'expéditeur le moyen le plus sûr, le plus direct, le plus exact pour remplir ce but sans risque de déception causée par la fluctuation du prix). « Any other article (except gold or silver) might in quantity or kind be beyond the usual demand of the country which it is sent ». (Tout autre objet (que l'or et l'argent) pourrait dépasser par la quantité ou la qualité la demande ordinaire du pays où il est expédié) TOOKE, *An Inquiry*, etc.

155. ↑ Nous étudierons la transformation de l'argent en capital dans le troisième chapitre, lequel traite du capital et clôt cette première section.

156. ↑ Les mots entre crochets ont été ajoutés par Kautsky.

157. ↑ Les mots suivis d'un point d'interrogation sont des mots que Kautsky n'est pas sûr d'avoir bien déchiffrés.

158. ↑ En français dans l'original.

159. ↑ En français dans le texte allemand.

160. ↑ Ici se trouvent deux mots indéchiffrables.

161. ↑ En français dans l'original.

162. ↑ En français dans l'original.

163. ↑ Va dans l'original.

164. ↑ L'imprimerie du journal le *Times*.

DIFFÉRENCE DE LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE CHEZ DÉMOCRITE ET ÉPICURE

TRADUCTION, INTRODUCTION ET NOTES PAR JACQUES PONNIER.

Ce texte est disponible selon les termes de la licence Creative Commons
BY-SA 3.0. Voir dans la section des Sources.

Éléments bibliographiques :

Édition originale allemande :
1902

Édition originale française et sources de la présente édition :
Ducros, 1970

288 pages

TABLE

PRÉSENTATION

I. — LA CRISE DE LA PHILOSOPHIE

II. — LA PHILOSOPHIE CRITIQUE

III. — LA CRITIQUE DE LA RELIGION

LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES ET LA DISSERTATION

I. — LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES

II. — LA DISSERTATION

EPICURE ET LE MATERIALISME

LA PROBLÉMATIQUE DE LA DISSERTATION ET LE MATERIALISME DE MARX

LE CONCRET COMME PRODUCTION

DIALECTIQUE SPÉCULATIVE ET DIALECTIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

LES MANUSCRITS DE 1844 PRODUCTION, OBJECTIVATION, ALIENATION

CONCLUSION

KARL MARX DIFFÉRENCE DE LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE CHEZ DÉMOCRITE ET ÉPICURE

I TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Philosophie épicurienne. Premier cahier. Berlin 1839. Hiver.

[Epicure : sur l'Etat]

[Epicure comme le philosophe de la représentation]

[Le transfert de l'idéalité dans les atomes et la dialectique immanente de la philosophie épicurienne]

[Hasard et possibilité chez Epicure]

[La supériorité de la rigueur logique d'Epicure comparée à celle des sceptiques]

[L'atome comme forme immédiate du concept : la déclinaison]

Philosophie épicurienne. Deuxième cahier

[La philosophie épicurienne des Météores]

[Gassendi et Epicure]

[La construction épicurienne du monde]

[La philosophie épicurienne et le scepticisme]

[L'absence de compréhension de Plutarque à l'égard d'Epicure]

[Le concept de sage dans la philosophie grecque]

[Les déterminations essentielles de la philosophie épicurienne]

Philosophie épicurienne. Troisième cahier.

[L'ataraxie]

[Hasard et nécessité]

[Le rapport de l'homme à Dieu]

[1. La crainte et l'être transcendant]

[2. Le culte et l'individu]

[3. La Providence et le Dieu dégradé]

[L'immortalité individuelle]

[1. Du féodalisme religieux. L'enfer de la populace]

[2. La nostalgie de la multitude]

[3. L'orgueil des élus]

[Critique des vues de Plutarque sur d'autres philosophes, notamment sur Platon]

Philosophie épicurienne. 4e cahier. 1839

[Plutarque et Lucrèce]

[La critique que fait Lucrèce des philosophies de la nature antérieures]

[Les atomes comme substance]

[La guerre des atomes]

[Le Clinamen]

[Les qualités extérieures de l'atome]

[Parallèle entre les Epicuriens, les Piétistes et les Supranaturalistes]

[Extraits du Ve cahier.]

[Extraits du VIe cahier.]

[Sur la forme subjective de la philosophie platonicienne, critique de l'écrit de Baur : l'Elément chrétien dans le platonisme]

[Contre la conception de l'atomisme professée par Ritter]

[Le jugement de Hegel sur la philosophie épicurienne de la nature]

SCHEMA DE LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE [DE HEGEL]

Philosophie épicurienne. VIIe cahier.

[Le rapport des philosophies épicurienne, stoïcienne et sceptique aux philosophies grecques antérieures]

[L'atome comme la forme la plus universelle du concept dans la philosophie épicurienne de la nature]

[Les tâches de l'historiographie philosophique]

[La liberté de la conscience en tant que le principe de la philosophie d'Epicure]

II DISSERTATION

AVANT-PROPOS

ESQUISSE D'UN NOUVEL AVANT-PROPOS

Première Partie DIFFERENCE, AU POINT DE VUE GENERAL, DE LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE CHEZ DEMOCRITE ET EPICURE

I. — Objet de la dissertation

II. — Jugements sur le rapport de la physique chez Démocrite et Epicure

III. — Difficultés relatives à l'identité de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure

IV. — Différence principale générale de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure

Deuxième Partie DIFFERENCE, AU POINT DE VUE PARTICULIER, DES PHYSIQUES DE DEMOCRITE ET D'EPICURE

Chapitre premier La déclinaison de l'atome de la ligne droite

Chapitre II Les qualités de l'atome

Chapitre III ὅττοι ἀρχαί et ὅττοι στοιχεῖα

Chapitre IV Le temps

Chapitre V Les Météores

[Appendice]

COMPLÉMENTS

I. — LE VOCABULAIRE HEGELIEN

II. — CONCEPTION HEGELIENNE DE L'ATOMISME

III. — LA DIALECTIQUE REPULSION / ATTRACTION ET L'IDEE DE DECLINAISON

IV. — HEGEL ET EPICURE[469]

BIBLIOGRAPHIE

INDEX DES NOMS CITÉS

NOTES

Titre suivant : CORRESPONDANCE ENTRE MARX ET PROUDHON

à Jean-Marie PONTEVIA,
Maître-assistant à la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Bordeaux.

Nous tenons à exprimer notre très vive reconnaissance à Serge et à Dominique Vanhove qui ont revu patiemment, et toujours dans la bonne humeur, la traduction de ces textes souvent ardu.

Nous remercions aussi très vivement M. Jean-Marc Gabaude, maître-assistant de philosophie à la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Toulouse, pour la grande gentillesse qu'il n'a cessé de nous témoigner et l'information efficace qu'il nous a apportée, M. Menaut, assistant de Lettres et Sciences humaines de Bordeaux qui a bien voulu revoir les textes grecs, et notre ami Charles Porset.

« Selon la conscience, la matière n'est que l'objet, un Autre relatif ; l'esprit lui donne la détermination rationnelle d'être l'autre de soi-même. »

HEGEL, *Précis de l'Encyclopédie des sciences philosophiques*, éd. Vrin, p. 250.

« Ce n'est que lorsque la Nature est laissée totalement libre à l'égard de la raison consciente et qu'elle est considérée à l'intérieur d'elle-même comme raison, qu'elle est tout entière possession de la raison. »

MARX, *Travaux préparatoires à l'étude de la philosophie d'Epicure, des stoïciens et des sceptiques*.

« ... nur das in sich Konkrete, was beide Seiten in sich hat, ist nicht einseitig. »

(Seul ce qui est en soi concret, possédant en soi les deux côtés [l'universel et le particulier] n'est pas unilatéral.)

HEGEL, *Vorlesungen Ueber die Geschichte der Philosophie*, éd. Frommann, tome XVIII, p. 422.

PRÉSENTATION

I. — LA CRISE DE LA PHILOSOPHIE

C'est l'année 1841 que Marx achève et présente sa *Dissertation* de doctorat sur la *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure*. Ce texte est le fruit d'études plus vastes qu'il avait entreprises dès 1839 sur les philosophies grecques postérieures à Aristote. Les notes de lecture rassemblées au cours des années 1839-1840 constituent les *Travaux préparatoires* de cet ouvrage plus important dont la *Dissertation* ne devait constituer que l'un des volets.

1839-1841 : ces deux dates enserrent une période critique pour l'idéologie allemande : celle qui s'étend très exactement entre la remise en cause pratique du système hégélien par la philosophie pratique et le début de sa mise en question théorique par Feuerbach, dont l'*Essence du christianisme* paraîtra en novembre 1841. Ces années se caractérisent par une lutte idéologique intense, qui se déploie à l'intérieur de la situation léguée par le système hégélien.

Depuis 1830, l'héritage de Hegel se fait de plus en plus lourd à assumer. « Déjà ébranlée par la révolution de 1830, qui avait marqué la fin de la Restauration et du système de la Sainte-Alliance, sa doctrine ne devait pas résister aux effets du réveil économique, politique et social de l'Allemagne après 1830^[1]. » L'école hégélienne se scinde vers la fin des années 30. L'opposition naissante entre la Gauche hégélienne (ou « Jeunes hégéliens ») et l'aile droite formée par les « Vieux hégéliens », concrétise alors une nouvelle orientation à l'intérieur du champ idéologique de l'Allemagne (l'orientation libérale et critique), les « Jeunes hégéliens » entamant dès 1835 une critique politique beaucoup plus vigoureuse qu'auparavant. Cette orientation, basée sur la critique religieuse et

politique dans un esprit hégélien, devait se transformer profondément après 1840. L'année 1840, qui vit la déception définitive succéder au fol espoir que les Jeunes hégéliens avaient placé en Frédéric-Guillaume IV, marqua le début d'une période caractérisée par le radicalisme politique et la critique directe du système hégélien dans son ensemble. Cette critique trouva sa base théorique dans la problématique de Feuerbach, comprise dans toute sa portée à partir de 1842.

Cette évolution du champ idéologique allemand est très contraignante ; elle impose à tout philosophe sa problématique, ne lui laissant que la possibilité de *prendre position* à l'intérieur de cette problématique. Les deux textes du jeune Marx représentent une telle intervention, dont nous verrons qu'elle n'est pas indifférente à l'égard de l'itinéraire qui le conduit de Hegel à Feuerbach[2], à travers la philosophie critique, puis de Feuerbach au socialisme scientifique.

L'évolution qui conduisit la Gauche hégélienne d'une adhésion sans réserve au système hégélien à sa critique, puis à sa mise en cause radicale et à son renversement, fut commandée par le devenir du système lui-même. On sait que Hegel aboutissait, *de par le mouvement de sa rigueur*, à voir dans l'Etat prussien l'incarnation de la Raison et le terme final de la dialectique. Cette conclusion comportait deux exigences :

— Le Savoir absolu de Hegel est l'Esprit (la Raison) qui se sait lui-même, la réalité effective venue à la conscience de soi, la réconciliation de l'essence et de l'existence. Un tel savoir, ayant supprimé la *différence* en tant que telle, c'est-à-dire toutes les formes possibles de différence qui l'opposaient au monde, rejetait la possibilité d'une production idéologique qui lui serait extérieure. La constatation empirique du comportement rationnel de l'Etat devait consacrer l'union retrouvée de l'Esprit et du monde, du sujet et de la substance, de la nature et de l'être pour soi. Par la rationalité de l'Etat se trouvait donc niée toute différence entre la pratique individuelle idéologique et le monde réel-rationnel, et donc la possibilité d'une philosophie nouvelle. Si les Vieux hégéliens assumaient en fait la responsabilité de la mort de la philosophie dans une *répétition* pure et simple du système hégélien, c'est que la nécessité de droit d'une telle mort se trouvait dans ce système lui-même. Le Savoir absolu ne doit pas avoir de *successeurs*, mais des *héritiers*, et encore des héritiers complaisants qui parviennent, à partir de la lettre morte des textes qui le consignent, à le répéter en eux-mêmes. Il ne saurait supporter aucun *développement* nouveau.

— Cette dernière proposition a son pendant dialectique : de même que le Savoir absolu a terminé son développement, l'expression objective de ce

Savoir, l'Etat réel, doit conserver au fil du temps les déterminations essentielles de son concept. Le conservatisme politique de Hegel n'est pas un élément sentimental venu troubler une problématique philosophique pure, c'est la conséquence rigoureuse de son principe.

Hegel ne dit certes pas que le monde empirique cesse d'exister dans la mesure où il est coupé du Savoir absolu ! Le réel n'est pas l'empirique, et le philosophe admet qu'un décalage subsiste entre les deux niveaux, un résidu irrationnel dont on ne peut faire totalement abstraction. Au moment où Hegel écrit, la constitution de l'Etat prussien ne correspond pas exactement à son concept, et le philosophe se charge d'écrire lui-même une constitution. Mais ce qu'affirme Hegel, c'est que rien ne saurait advenir qui bouleverse le degré atteint par le développement du concept, ni l'expression objective de ce degré. C'est en ce sens que le philosophe est *satisfait* par l'Etat moderne, quand bien même la majorité des hommes de son temps ne le serait pas. La raison est désormais consciente de son but qui est l'affirmation de la liberté. « Au niveau de la raison objective, la satisfaction est donnée à l'homme... la véritable liberté humaine trouve son effectuation dans la mesure où l'individu peut raisonnablement vouloir son intérêt et, en même temps, ce qui est universellement bon et raisonnable[3]. » Sans doute, la subjectivité peut confiner d'opposer à cette perspective ses protestations et ses moqueries : « Mais ce qui compte pour le philosophe, c'est le fait que, s'il arrive à la subjectivité — avide de manifester sa liberté abstraite — de prétendre contester l'ordre raisonnable, il est loisible désormais de démontrer qu'en agissant ainsi, elle se montre insensée et criminelle[4]. » (*Ibidem.*) Il ne s'agit donc pas, pour Hegel, d'une fin de l'histoire événementielle, d'une « fin des temps », mais, « de même qu'il n'y a plus rien d'essentiel à savoir... de même le devenir ne peut plus apporter de changements importants à la structure de l'Etat[5] ». L'histoire n'est pas terminée, mais le dernier mot sur l'histoire est dit.

Ce serait pourtant encore mal comprendre Hegel que de le rendre complètement indifférent au monde empirique. Plus que tout autre, il a condamné toute philosophie qui ferait de l'être quelque chose d'irréremédiablement séparé de l'empirique. Sa philosophie de l'histoire repose sur l'analyse d'événements qui révèlent à l'homme dans une expérience le développement rationnel. Il faut qu'il y ait de tels événements qui fassent coïncider l'empirique et le rationnel et rendent possible l'analyse philosophique. Il est de l'essence du rationnel de se manifester.

On se trouve donc devant cette situation : Hegel fige le développement

rationnel au point qu'il a atteint. A ce stade du développement subsiste un décalage avec l'empirique. La seule possibilité de résoudre ce décalage — si tant est qu'il doive être résolu — tient donc à l'histoire empirique et non au développement rationnel. Hegel est donc conduit à transgresser son principe — qui interdisait au philosophe de rien savoir de l'avenir — et à sacrifier au prophétisme. Il est « raisonnable » de penser que les temps nouveaux qui ont engendré les formes modernes de l'Etat — données grâce auxquelles une détermination correcte de l'essence objective de l'Etat a été rendue possible — verront apparaître des formations historiques dont l'existence empirique se rapprochera de plus en plus de l'Etat réel, jusqu'à se confondre avec lui[6]. Ce prolongement de l'analyse hégélienne produit donc la possibilité d'un jugement de l'histoire, et traîne la philosophie au tribunal du *fait*. Le décalage entre l'empirique et le réel *doit* tendre vers son annulation : tel est le mouvement de l'ensemble de la philosophie hégélienne. On peut concevoir un résidu empirique, mais non pas le mouvement de *détérioration* qui verrait ce résidu étendre sa marche anarchique jusqu'à menacer l'équilibre qui le maintient enchaîné au concept. Si le décalage devient *divorce*, le concept retombe dans l'irréalité et le concret est mesuré à un devoir-être idéal. Le concret n'est plus l'effectivement réel et redevient la simple illusion qui masque l'être, comme dans la plupart des philosophies que précisément Hegel a combattues.

C'est bien ce qui semble se produire. « La réussite de la philosophie doit... esquisser les conditions ou les possibilités de la satisfaction. Or il se trouve, il s'agit là d'un fait historique, d'un « événement » aussi important pour le destin de la volonté philosophique que la condamnation de Socrate ou l'échec sicilien de Platon, que l'évolution des Etats modernes, essentiellement, pour cette période, de la Prusse, de l'Angleterre et de la France, ne confirme nullement la description philosophique[7]. » « En fait, rien n'annonce dans l'histoire du XIX^e siècle le passage des Etats existants à une forme d'organisation qui convienne mieux à la raison[8]. » Le système hégélien produit lui-même ce qu'en apparence il exclut absolument : le démenti historique, l'existence irrationnelle qui revient maîtriser l'essence, la blessure rouverte du réel d'où surgit la conscience de soi abstraite renaissant de ses cendres. A peine terminée, l'histoire se moque du philosophe, elle inaugure sa résurrection dans une différence joyeuse.

II. — LA PHILOSOPHIE CRITIQUE

Cette brutale scission n'est qu'un rappel à l'ordre : elle *indique* la survivance de l'histoire réelle au discours philosophique. Elle est la manière qu'a l'histoire concrète de réfuter la construction idéaliste. Mais cette histoire concrète n'est pas reconnue comme telle dans sa rationalité propre. D'où l'embarras des philosophes allemands qui méconnaissent totalement le processus historique concret et qui sont placés devant ce démenti de l'histoire réelle. Voués à méconnaître l'histoire comme objet possible de science, ils ressentent douloureusement le devenir-irrationnel du monde et le devenir-abstrait de la philosophie.

La contradiction nouvelle entre la philosophie et le monde ne devait pas tarder, vers 1835, à provoquer « une scission au sein de l'école hégélienne entre une droite conservatrice, composée des disciples orthodoxes attachés à la doctrine du maître, et une gauche progressiste qui s'efforça d'adapter cette doctrine aux tendances libérales de la bourgeoisie[9] ». Cette scission, qui ne devait faire que s'accroître, définit le mouvement des *Jeunes hégéliens* qui forma à partir de cette date l'aile gauche de l'école hégélienne, et qui devait donner à la philosophie une nouvelle tâche : la *critique*.

Ce concept de *critique* est ambigu. L'activité critique se présente d'abord comme le résultat de la fidélité théorique absolue à Hegel : le maître a effectivement, comme le dira Cieszkowski, découvert les lois du monde. Il ne s'agit donc pas, au départ, de renoncer à Hegel ou de le réinterpréter. Le divorce entre le concept et l'empirie conduit la philosophie à se tourner contre le monde devenu irrationnel et à le transformer. La philosophie, écrira Marx dans ses *Remarques à la Dissertation*, « se tourne vers le monde concret, et noue pour ainsi dire des intrigues avec lui[10] ». Le décalage entre concept et réel suscite la volonté « de réaliser le concept ici et maintenant, au sein même de l'empirie, par une action ». Cette réalisation ne touche pas à la théorie hégélienne de l'Etat. « Comme Hegel, ils pensent qu'il importe de créer un régime dans lequel... l'intérêt de tous coïncide avec celui de chacun, dans lequel la volonté individuelle veuille ce qui est *objectivement* raisonnable[11]. »

Mais ce que refuse la critique, c'est que le fait de *comprendre* le divorce entre empirique et réel soit suffisant pour supprimer ce divorce. Elle réclame pour l'homme la satisfaction *empirique*, et veut réaliser effectivement l'Etat rationnel. La philosophie comme interprétation du monde est terminée avec Hegel ; il faut *appliquer* la science, faire du concept une arme de combat dans la lutte qui rendra l'Etat adéquat à son essence. La critique suppose la conviction que le rationnel est

communicable et que le langage qui possède la science est convaincant. Or, s'il est convaincant, c'est que la raison lui préexiste et constitue le réel véritable. La critique se propose donc de faire échec au mauvais vouloir des gouvernants, et d'« accoucher » la rationalité que le devenir contient. La réalisation de la science « repose désormais sur l'acuité critique et sur le courage civique des philosophes » qui sauront dénoncer ce qui est mort et faire valoir le point de vue de la raison[12]. Il faut souligner que l'ensemble de cette action ne quitte pas le sol de la pure critique : il suffit de mener la lutte contre les éléments irrationnels du monde, de les faire disparaître, pour amener un changement radical. Si, au départ, la Critique représentait le refus de rester sur le terrain de la pure pensée, la frontière entre cette pure pensée et la critique n'est plus si évidente : elle semble se réduire à la manifestation de la raison par la presse libre. Concrètement, les Jeunes hégéliens réclament du gouvernement une politique libérale et hostile à l'obscurantisme religieux. Dans leur esprit, ce qui empêche le changement du monde, c'est l'occultation de la rationalité. Il s'agit donc de dénoncer et d'aiguiser le divorce empirique-réel, de faire de la raison une force de négativité à l'égard du donné.

On voit déjà la limite essentielle de tout ce mouvement critique : il admet profondément l'analyse hégélienne de l'Etat, il fait de l'Etat la vérité de la société civile. Aucun changement effectif ne saurait donc se produire sans passer d'abord par l'Etat. Derrière toute activité critique se cache la foi en la possibilité d'une *conversion* du mauvais vouloir des gouvernants en bon vouloir si tant est que la raison soit universelle et communicable. C'est ainsi le fait que la vérité politique ne se situe qu'au plan de l'Etat qui, en idéalisant les rapports entre société civile et Etat, permet à une action intellectuelle comme la *critique* d'être du même coup *politiquement effective*[13].

Nous avons vu que la critique reposait au départ sur une adhésion totale au système hégélien, auquel elle se bornait à reprocher son aspect purement théorique. Il s'agissait pour elle de forger une théorie de l'effectuation des lois de l'histoire ainsi découvertes.

En fait, la totalité de cette adhésion doit être remise en question : le système hégélien est une totalité qui ne laisse rien en dehors d'elle, ni ses conclusions de détail dans l'ordre empirique, ni le problème de son effectuation. Il y a chez Hegel une certaine *réponse* à ce type de questions, et toute réponse différente porte atteinte au système lui-même.

Pour ce qui est des conclusions politiques réactionnaires du système, les Jeunes hégéliens sont en fait contraints dès le départ de poser la question de la *contradiction* qui oppose l'« esprit » révolutionnaire de la

dialectique au conservatisme des conclusions ultimes qu'elle semble entraîner. L'action *critique* elle-même les oblige à distinguer *deux* Hegel : un Hegel ésotérique et révolutionnaire contre un Hegel exotérique qui se serait rendu coupable de compromis avec l'état de fait, pour des raisons inavouables. Ils inaugurent le « décrassage » du philosophe en même temps que la théorie du « noyau pur » infesté de gangrène trop humaine. Mais à aucun moment ils ne posent la question *philosophique* de cette séparation : celle qui demande la raison systématique des compromis. Ce faisant, ils détruisent la rigueur du système hégélien. Le défaut du monde tombe dans la philosophie.

Mais cette falsification n'est pas la seule. La philosophie de la réalisation critique du savoir hégélien exige la construction de concepts qui ne se trouvent pas dans le système puisqu'ils ont pour mission de l'entraîner vers sa réalisation. Ces catégories nouvelles peuvent être rassemblées sous le titre général de *Philosophie de la Praxis*. Celle-ci comporte plusieurs thèmes :

1. On accentue la catégorie de *l'existence*. Selon Hegel, l'existence est l'essence réalisée et ne peut comporter d'autres présuppositions que celles de l'essence. La déception politique des Jeunes hégéliens représente pour eux la revanche de l'existence, du monde empirique. Mais cette sensibilité à l'existence ne va pas jusqu'à remettre en cause l'idée hégélienne : l'essence est toujours la vérité de l'existence, et l'existence ne saurait la mettre en question. La « révolte » de l'existence ne fait que la disqualifier face à l'essence. Il faut donc faire violence au monde pour le rendre conforme à son concept. Cette violence de la philosophie sera pour Marx le côté positif de la critique. Mais elle comporte le risque de séparer complètement essence et existence et de disqualifier tout donné empirique, entraînant un retour à la philosophie du devoir-être.

2. La sensibilité à l'existence se traduit donc par l'exigence de sa transformation. Ceci nous amène au second thème : la philosophie de la *volonté*. La conception de la philosophie comme d'une transformation du monde par la volonté critique qui s'y oppose avait été professée par A. Won Cieszkowski dans son livre de 1836 : *Prolégomènes à la philosophie de l'histoire*. Cieszkowski résume les problèmes de la gauche hégélienne : « L'histoire du monde exprime le développement de l'idée, de l'esprit. Jusqu'ici elle ne l'a fait que d'une façon imparfaite, car elle n'était pas l'œuvre de l'activité consciente des hommes, de leur volonté rationnelle. Mais nous sommes au seuil d'une période nouvelle qui s'ouvre avec Hegel, où l'homme déterminera la marche rationnelle de l'histoire[14]. » Hegel, qui a dégagé les lois de l'histoire réelle, n'a pas vu que l'action de

l'homme était une volonté et non une pensée. L'homme doit transformer le monde en s'appuyant sur les lois ainsi découvertes par Hegel. Autant dire qu'on se refuse à penser ensemble l'expression de l'idée par le réel tel qu'il est et non tel qu'il devrait être et la philosophie de la liberté de l'homme conçue comme volonté transformatrice du monde[15].

3. On accorde une importance nouvelle au *support individuel* du développement idéal. Hegel a bien écrit la *Phénoménologie de l'Esprit*, qui est une description de la conscience. Cette conscience ne se réduit pas cependant aux individus, mais est considérée dans son aspect universel. D'autre part, la vérité de la *Phénoménologie* est la *Logique* qui se place sur le strict plan du développement idéal en lui-même sans égard à la conscience, ni à plus forte raison à l'individu. La philosophie du support individuel a donc deux niveaux : celui de l'accentuation de la conscience (de la *Phénoménologie* contre la *Logique*), et celui de la réhabilitation de la personnalité propre des philosophes et de l'étude historique de celle-ci, étude que Hegel avait négligée au profit du contenu du système[16].

Ainsi définie, la philosophie de la pratique faisait valoir la subjectivité comme négation active d'un monde devenu irrationnel dans son aspect empirique. Elle visait à un « devenir-philosophique du monde » qui serait en même temps un « devenir-mondain » de la philosophie[17].

Tel est le fondement idéologique de cette extraordinaire activité critique manifestée par les Jeunes hégéliens. Dans l'*Idéologie allemande*, Marx sera particulièrement sévère pour cette période de l'histoire allemande, qu'il étend à 1845. «... Pour apprécier à sa juste valeur cette charlatanerie philosophique qui éveille même dans le cœur de l'honnête bourgeois allemand un agréable sentiment national, pour donner une idée concrète de la mesquinerie, de l'esprit de clocher parfaitement borné de tout ce mouvement jeune-hégélien, et spécialement du contraste tragi-comique entre les exploits réels de ces héros et leurs illusions au sujet de ces mêmes exploits, il est nécessaire d'examiner une bonne fois tout ce vacarme d'un point de vue qui se situe en dehors de l'Allemagne[18]. » Dans toute cette période, Feuerbach est « le seul à avoir au moins constitué un progrès ». Effectivement, l'histoire réelle disparaît presque sous l'épaisseur et la lourdeur de la couche idéologique qui transforme pour la conscience l'idéal en réel et le réel en idéal. La disparition de l'histoire réelle à l'Allemagne tient à son retard économique doublé de cette déformation idéologique[19].

Il est essentiel à cette critique de *s'exprimer* effectivement. Faite pour convaincre, représentant le but de l'activité pratique et de la volonté de l'homme, la critique doit être *effective*. La théorie coupée de la pratique

matérielle doit être *pratique en tant que pure théorie* (!), et Bruno Bauer peut écrire à Marx, le 31 mars 1841 : « C'est la théorie qui constitue actuellement la plus forte activité pratique[20]. »

III. — LA CRITIQUE DE LA RELIGION

La chance des Jeunes hégéliens est de trouver un organe dans les *Annales de Halle pour la science et l'art allemands*, fondées en 1838 par Arnold Ruge et Theodor Echtermayer pour combattre l'organe conservateur des Vieux hégéliens, les *Annales berlinoises de critique scientifique*. Les *Annales de Halle*, qui au début n'avaient pas de caractère politique, furent entraînées dans l'opposition à l'occasion de la polémique autour du livre de David Strauss[21].

Ce nom n'est pas indifférent, car David Strauss était un des premiers critiques de la religion, critique qui représentait « la forme première de toute critique », comme l'écrira Marx en 1843 dans l'*Introduction à la Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, dans ce même texte où il la juge « terminée pour l'Allemagne »[22]. La critique religieuse fut effectivement la forme primordiale de l'action politique des Jeunes hégéliens. Elle imprègne en fait l'histoire idéologique de l'Allemagne depuis 1822. L'assimilation hégélienne du contenu de la religion à celui de la philosophie était combattue depuis cette date, sans que les protagonistes en voient toujours les implications essentielles.

Pour Hegel, la religion en général se rapporte au même objet que le concept. La religion chrétienne, ou religion symbolique, exprime en images et en représentations ce que la philosophie pense par concepts, mais *l'image est image de ce dont le concept est le concept*[23]. *Le christianisme, comme religion absolue, dit donc moins bien ce que la philosophie révèle. Cette identité de contenu sera prétexte à Feuerbach pour renverser la spéculation du même geste qu'il renverse le renversement fantastique opéré par la religion. L'Essence du christianisme ne paraîtra qu'en novembre 1841 et ne sera lu par Marx qu'à partir de 1842. Mais l'identité de la philosophie et de la religion est déjà battue en brèche. Les théologiens Hinrichs et Hengstenberg, qui en leur qualité de théologiens ne comprennent pas les implications philosophiques de l'identification hégélienne ni sa nécessité dans le système, la critiquent au nom de la supériorité de la religion. Les rationalistes s'en prennent toutefois eux aussi à cette assimilation par la parution en 1835 de la Vie de Jésus, de David Strauss. Strauss lui non*

plus ne se place pas au point de vue philosophique, mais historique. Comprenant les évangiles comme des mythes traduisant les aspirations du peuple juif, il nie l'historicité du Christ et réduit sa valeur symbolique à un des moments essentiels de l'humanité. La polémique autour de ce livre souleva le mouvement des Jeunes hégéliens et le jeta dans la lutte.

« S'élevant à la fois contre les chrétiens orthodoxes qui prétendaient subordonner la philosophie à la religion et contre les hégéliens conservateurs qui voulaient assimiler la religion à la philosophie », les Jeunes hégéliens revendiquèrent avec David Strauss « le droit pour la philosophie et la science de soumettre la religion à une analyse critique[24] ».

Cette tendance est déjà accentuée dans les premiers écrits de Feuerbach, publiés dans les *Annales de Halle*. Il donne sa rigueur à la critique de l'identification hégélienne de la religion et de la philosophie. « Les dogmes ne sont pas des doctrines philosophiques, mais des articles de foi... Il est de leur nature de contredire la raison. » La philosophie positive est un mensonge car « elle fonde sur des concepts philosophiques et justifie par eux des dogmes qui contredisent ces concepts[25] » ; elle justifie le dogme « au moyen de concepts qui non seulement les contredisent, mais en constituent la négation[26] ».

Cette critique religieuse manquait encore de ses fondements essentiels, bien que Feuerbach commençât déjà à l'élargir à l'ensemble de la philosophie hégélienne, la fondant sur la reconnaissance de l'idéalisme qui en est la base. Dans la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* (parue à partir du 4 mars 1839), il montrait la falsification de la nature opérée par Hegel. « La *Phénoménologie* et la *Logique*... commencent non pas avec ce qui est autre chose que la pensée, mais avec la pensée sous la forme d'autre chose qu'elle-même... Le retour à la Nature est la seule source de salut[27]. » L'influence de Feuerbach et de sa profonde critique de Hegel resta cependant limitée jusqu'à la faillite de la philosophie critique. C'est pour cela que la critique religieuse des Jeunes hégéliens, légère sur le plan théorique, avait surtout un rôle politique. Elle ne devait d'ailleurs pas tarder à prendre un ton politique plus accentué.

Parallèlement au mouvement Jeune hégélien, la critique religieuse était menée par le *Club des Docteurs*, « dont les principaux membres étaient Bruno Bauer, Rutenberg et Köppen, et qui, dans le milieu étroit et servile qu'était alors Berlin, constituait un groupe intellectuel indépendant et vivant[28] ». Le club collabora aux *Annales de Halle* au moment de l'accentuation politique de la critique jeune-hégélienne. Il partageait les grandes options des Jeunes hégéliens : hégélianisme libéral, orientation

radicale et critique, philosophie de l'action et de la volonté critique. Marx faisait alors partie de ce club, dont le membre principal était Bruno Bauer, qui fut son grand ami et exerçait alors sur lui une grande influence. L'esprit des recherches de Bruno Bauer est un des fils qui tissent la problématique du jeune Marx en 1839.

Bauer participait à la critique religieuse. Il montrait que la communauté chrétienne « avait créé son propre dogmatisme et fait de Jésus le symbole de ses propres pensées et aspirations ». Concevant l'histoire comme le développement de la conscience universelle, il accomplissait, à l'inverse de David Strauss, une critique philosophique de la religion, parallèle à celle que menait Feuerbach. « Je ne me réfère pas, écrit-il, à la tradition au sens de Strauss, mais à la substance historique que les Ecrits sacrés ont modelée, à la substance véritable dont ils sont pétris[29]. » Il ramène la révélation divine au développement de la conscience universelle, pose ce développement en principe, dénie à toute substance le droit d'incarner cette conscience de manière absolue, et ne retient de Hegel que la conception du développement dialectique infini de l'histoire. Mais il oppose constamment la conscience à la substance et brise l'union établie par Hegel entre la pensée et l'être. Il néglige en fait presque complètement le moment de la substance. Cette philosophie représente donc un pas en arrière, un retour à l'idéalisme subjectif de Fichte.

Bauer devenait, de par cette conception unilatérale, le chef de file des Jeunes hégéliens. C'est ainsi que l'activité critique, rompant l'immobilité raide du système hégélien, comportait à la fois la possibilité de sa critique radicale et féconde (celle de Feuerbach et de Marx) et celle de la chute philosophique vers les systèmes antérieurs et du découpage du système en éléments disparates. Dans cette bataille critique, toute recherche était à la fois influencée et polémique ; derrière tout concept se cachait une personne que l'on connaissait bien, et la philosophie se réduisait à la lutte des *supports* individuels. Ce style polémique dominera les écrits de Marx jusqu'en 1845.

LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES ET LA DISSERTATION

Depuis 1839, Marx travaille sur les philosophies grecques postérieures à Aristote. Il ne faut pas croire que ce centre d'intérêt soit spontané : il lui est offert et dicté par le champ idéologique. L'idéologie allemande s'intéresse à ces philosophes pour plusieurs raisons. La critique religieuse fait de tout philosophe athée et matérialiste une arme, et Prométhée appelle naturellement Epicure. De plus, la situation de ces philosophies, dans la descendance du système d'Aristote, n'est pas sans rappeler celle de la philosophie allemande par rapport à Hegel. Enfin Bauer a accentué l'importance de ces philosophies contre Hegel. Hegel considérait le cycle des philosophies grecques postérieures à Aristote comme étant le produit de la conscience malheureuse, de l'esprit opprimé qui s'était replié sur lui-même pour sauvegarder sa liberté. Il leur opposait les évangiles comme réconciliation relative de l'homme avec Dieu, de la conscience avec le monde. Bauer au contraire assimilait les évangiles à ses doctrines, y voyant l'opposition établie entre l'homme et le monde, l'expression d'un moment essentiel du développement de la conscience universelle[30]. Les *Travaux préparatoires* montrent l'influence profonde qu'exerçaient alors sur Marx ces vues. La thèse de l'opposition du sage épicurien au monde allait dans le sens de l'aspect irrationnel du monde allemand de 1839 et préservait, en face de ce monde, la philosophie de la conscience de soi. L'ami de Marx, Frédéric Köppen, devait célébrer en 1840 cette idée dans sa brochure : *Frédéric le Grand et ses adversaires*. Il y faisait l'éloge du roi, « en montrant que sa grandeur venait de ce qu'il s'était inspiré à la fois de l'épicurisme, du stoïcisme et du scepticisme ». « Ces philosophies affirmaient la valeur éminente de la conscience humaine et son indépendance vis-à-vis d'un monde irrationnel, et exprimaient les

principes essentiels du rationalisme[31].

L'influence qu'exercent sur Marx ces différentes conceptions le pousse à étudier le cycle des doctrines épicurienne, stoïcienne et sceptique, pour en dégager une philosophie de l'action intégrant l'esprit au monde pour transformer ce monde. Ce choix a donc un sens politique, mais il se double de la conviction que ces doctrines constituent la clef de la philosophie grecque dans son aspect subjectif.

I. — LES TRAVAUX PREPARATOIRES

Ces notes de lecture, écrites pour la majeure partie au cours de l'année 1839, concentrent les thèmes du champ idéologique : affirmation de la conscience de soi humaine comme affirmation révolutionnaire (Bauer), accentuation du support du développement et de l'individualité, de l'existence par quoi advient l'idée, philosophie de l'action visant à transformer le monde par la volonté critique (Cieszkowski, Bauer). Ces thèmes philosophiques se doublent d'une participation active au combat politique des Jeunes hégéliens et à leur critique religieuse. Ce dernier aspect du texte explique la part importante qui y revient à la critique de la polémique de Plutarque contre Epicure. Dans cette critique se font déjà jour des thèmes feuerbachiens : l'homme aliène en Dieu son essence, sa nature éternelle. La vérité de la religion est la philosophie, mais non au sens hégélien. Entre religion et philosophie, il y a désormais un rapport *critique*. Le même texte est *faussé* par la religion et révélé dans sa vérité par la philosophie. L'origine de la religion comme de la philosophie, c'est l'homme (la conscience de soi), leur objet commun est cette même conscience de soi. Mais la religion n'est pas seulement une expression confuse du concept, elle est une perversion de la conscience de soi qui se nie en croyant s'affirmer. La religion, avant d'être comprise comme erreur, est vécue comme rapport pratique aliénant. C'est pour cela que la philosophie critique doit commencer par nier (détruire) la religion.

C'est pour accentuer l'identité d'origine entre religion et philosophie que Marx insiste sur l'idée que Plutarque, en critiquant Epicure, ne fait que se critiquer lui-même, car le philosophe Epicure révèle la conscience de soi qui est aussi ce qui apparaît inversé dans la religion. L'analyse de la joie religieuse, dans le fragment intitulé *le Culte et l'individu*, est ainsi suggestive : la religion commence par nier la conscience de soi en l'écartant dans la lointaine conscience divine. Dieu n'est de ce point de vue que l'innocence objectivée, l'Ataraxie (absence de trouble) tombée

dans une existence autonome qui s'oppose à l'homme et lui interdit du même coup la béatitude. La négation religieuse fait ainsi de Dieu un Autre. Mais Dieu n'est pas le pur et simple *détour* de l'ataraxie. L'altérité qui le sépare de l'homme est un *conflit* et non une différence sereine. Dans un premier moment, Dieu est investi de la plus haute béatitude, par opposition à l'homme, car les actes ne s'accordent pas avec la béatitude, mais s'accomplissent selon la faiblesse, la crainte et le besoin, c'est-à-dire la partie la plus faible et la plus vulnérable de l'homme. L'homme est condamné aux conflits de la moralité. Mais l'attitude religieuse comporte un second moment contradictoire : le Dieu religieux possède une volonté, s'occupe des hommes qui ressentent douloureusement les effets de cette volonté. Ce sont donc bien aussi les actes humains qui sont hypostasiés en Dieu, ou plutôt la « crainte de l'avenir » et du « châtiment », l'ensemble « de toutes les conséquences que peuvent comporter de mauvaises actions empiriques[32] ». La partie la plus négative de l'homme, sa mauvaise conscience et sa crainte, est sanctifiée du fait qu'elle se trouve renversée en Dieu, si bien qu'il reste à ce Dieu l'action et la volonté doublées d'une justice et d'une innocence absolues. L'opposition devient celle d'un Dieu juste, juge et bourreau et d'un homme faible, injuste, accusé et victime ; d'où l'état de crainte perpétuelle qui caractérise la conscience religieuse. La représentation religieuse forge la fiction d'un superhomme doué de volonté et seul à posséder l'innocence; elle condamne les hommes à la *culpabilité*[33].

L'homme religieux serait incapable de supporter son existence condamnée si la négation de la conscience de soi en Dieu ne se niait elle-même à l'occasion de la *fête religieuse*[34]. La divinité adresse sa bienveillance et sa miséricorde... à la conscience de soi qu'elle avait commencé par nier ; elle se réjouit au spectacle de la joie de l'individu. Mais cette « négation de la négation » qui s'accomplit dans la *fête* n'est en aucun cas une *suppression* dialectique : l'inversion fantastique de la religion s'atténue dans la fête sans s'anéantir totalement. Il faut à la conscience religieuse deux négations rigides et sans progrès dialectique pour produire le *fantôme* de l'affirmation de la conscience de soi. La preuve en est que la conscience voit toujours en face d'elle la divinité qui s'est seulement, *pour un temps*, faite bienveillante, et que sa joie a besoin, pour être éprouvée, du cérémonial morbide de la fête et du sacrifice. Le philosophe *affirme* au contraire *immédiatement* l'ataraxie de la conscience de soi comme étant l'affaire de l'homme et insiste sur son urgence face à la fausse affirmation de la religion. Feuerbach dira dans *L'Essence du christianisme* que c'est dans ce *détour* que fait l'homme par la divinité (qui

n'est que l'incarnation du genre) qu'il perd toutes ses possibilités génériques.

La différence exacte de Plutarque et d'Epicure est logiquement donnée dans les *Travaux préparatoires* par cette distinction entre une affirmation immédiate, naïve et sans détour, axée sur le concret corporel, de la conscience de soi singulière et un fantôme d'affirmation défigurée, obtenu à grands coups de sacrifices morbides. On se trouve pourtant en présence d'un apparent paradoxe : d'une part, le principe d'Epicure est athée, prométhéen. Il détruit « tout ce qui transcende la conscience de soi abstraite et appartient donc à l'entendement imaginaire[35] ». D'autre part, il admet des dieux et recommande au sage de les adorer. Qu'est-ce à dire ?

En réalité, ces dieux d'Epicure sont très différents des dieux « religieux » tels qu'on vient de les décrire. Ils sont à la fois complètement séparés des hommes (habitant dans les « intermondes ») et tout à fait semblables à eux (ils ont un quasi corps, un quasi sang, etc.). Ces dieux sont l'image parfaite de l'homme, ou plutôt du *sage*, de la conscience de soi déjà parvenue à l'ataraxie. Ils ne sont pas du tout forgés à partir de la crainte morale, mais à partir de la sérénité théorique. « Ce sont les dieux plastiques de l'art grec. » (*Dissertation*. Chapitre : La déclinaison...). Epicure affirme l'identité de nature de ces dieux et des hommes : ils sont eux aussi faits d'atomes, mais plus fins. C'est l'élément atomistique — expression matérielle de la conscience de soi — qui unifie le sage et le dieu. Entre sage et dieu, il n'y a plus que la différence de degré qui fait du dieu le Sage radical, celui qui dévie de toute existence *déterminée*. Mais cette radicalité n'est pas une menace pour l'ataraxie de l'homme, elle n'en est que le *modèle*. La « religion » d'Epicure n'est absolument pas un rapport de conflit ou de crainte à un dieu qui serait seul à posséder innocence, sérénité et pouvoir. Les dieux d'Epicure ne comportent pas l'ombre d'une *négation*, si ce n'est celle de la partie négative de l'homme, sa crainte et sa mauvaise conscience[36].

Tel est l'essentiel de la critique de la religion contenue dans les *Travaux préparatoires*. Elle laisse apparaître certaines limites : le mécanisme et la cause de la projection sont laissés de côté. L'inversion proprement dite qu'opère la religion et le contenu précis de ce qui est alors perdu par l'homme ne sont pas analysés avec rigueur. L'accent est plutôt mis sur le simple détour et sur l'identité fondamentale d'objet et d'origine de la religion et de la philosophie. Marx se ralliera sans hésiter à *L'Essence du christianisme* de Feuerbach, ouvrage qui lui apparaîtra comme la confirmation et le développement rigoureux de ses propres thèses. Mais Feuerbach se contente lui aussi de résoudre religion et philosophie dans le

concept *d'homme*, sans s'interroger plus avant sur un tel concept, sans donc demander le *pourquoi* de la projection religieuse. C'est pourquoi Marx dépassera également l'analyse feuerbachienne en écrivant, en 1843, *l'Introduction de la Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*. Il commence par y résumer la critique de Feuerbach : « La religion est en réalité la conscience et le sentiment propre de l'homme qui, ou bien ne s'est pas encore trouvé, ou bien s'est déjà reperdu. » Mais il dépasse aussitôt cette critique : « L'homme n'est pas un être abstrait, extérieur au monde réel. L'homme, c'est le monde réel, l'Etat, la société. Cet Etat, cette société produisent une conscience erronée du monde parce qu'ils constituent eux-mêmes un monde faux. » « C'est la réalisation fantastique de l'essence humaine parce que l'essence humaine n'a pas de réalité véritable^[37]. » « Exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé à une situation qui a besoin d'illusions. » Ce prolongement de l'analyse de Marx permet de juger des *Travaux préparatoires*.

*
* *

Le deuxième thème de ce texte est l'accentuation de la *dialectique*. C'est la dialectique qui permet au jeune Marx de soutenir le débat avec Hegel et le devenir-antinomique de son système. Comme le souligne Marx dans les *Remarques à la Dissertation*, il ne s'agit pas d'opposer au langage hégélien un élément non philosophique (non dialectique) qui en montrerait, sans la démontrer, la caducité, mais de remonter au *principe*, de faire en sorte que ce soit le système hégélien lui-même qui comprenne, et par là supprime la séparation du réel dans laquelle l'a fait retomber la marche anarchique de l'histoire concrète. Marx rejette la séparation opérée par les Jeunes hégéliens entre un bon et un mauvais Hegel : si un philosophe s'est rendu coupable d'un compromis, la possibilité de ce compromis doit se trouver dans une insuffisance ou une compréhension insuffisante de son principe. En somme, Hegel n'a pas pris au pied de la lettre son affirmation essentielle du mouvement dialectique. La compréhension philosophique du fait que le savoir absolu se relativise et retombe dans l'opposition au monde de l'esprit subjectif est approfondissement du concept de la dialectique hégélienne. D'où les belles métaphores où Marx reprend Hegel pour décrire la dialectique comme mouvement, comme flot incessant. La dialectique, comme essence des déterminations ontologiques, « fait tomber ces déterminations en collision avec le monde concret et les force à révéler ce qu'elles sont en réalité,

l'idéalité du concret[38]». La dialectique est une force qui prend son essor, dissout les déterminations de l'entendement et de la représentation ; elle est le fleuve qui charrie tout, la *mort*, mais aussi la source d'où tout renaît, la *vie*. En tant que ressort du *développement*, elle porte le support spirituel individuel en qui le développement arrive à la conscience[39]. Elle fait entrer en mouvement les concepts des philosophes et les ramène à leur mesure, révélant la haine de la vie chez tous les philosophes conservateurs, la crispation hautaine et pleine de raideur qui les pousse à arrêter le développement effectif. C'est encore elle qui démasquera, à propos des météores, le principe épicurien de la conscience de soi abstraite retirée du monde.

Ce qui est en jeu dans cette pensée de la dialectique, c'est le monde de l'histoire, c'est le fondement de toute action théorique ou politique, de toute transformation du monde, de toute *praxis*. Comme le note Cornu, cette conception permet à Marx de dépasser à la fois Hegel et les Jeunes hégéliens[40].

*
* *

Accentuant le développement infini de la dialectique, Marx est confronté à l'exigence de penser la scission réapparue, à propos de l'Etat prussien, entre l'Esprit et le Monde. Il résout le problème (mais cette résolution n'est que limitée et provisoire) par le concept d'*alternance*. Cette solution lui permet avant tout de ne pas retomber, comme Bauer, dans la philosophie de Kant ou dans celle de Fichte.

« Ce qui apparaît au premier abord comme une opposition absolue entre la philosophie et le monde, la conscience et la substance, se révèle à l'analyse comme une action réciproque des deux éléments antithétiques ; philosophie et monde, conscience et substance ne doivent pas être considérés en effet métaphysiquement en eux-mêmes, comme des entités isolées, absolues, mais conçues dans leurs rapports et leur unité dialectique. Après s'être séparée du monde et opposée à lui pour le transformer, la philosophie s'intègre à nouveau en lui, et détermine ainsi par son alternance d'intégration et d'opposition le développement rationnel infini du monde[41]. » Cette conception est exposée dans les *Travaux préparatoires* (« *Points nodaux dans le développement de la philosophie* ») et dans un fragment des *Remarques à la Dissertation*. Marx rouvre ainsi la possibilité de l'histoire en ne posant plus de limite à son développement. Adversaire de l' « une fois pour toutes », il critique l'impérialisme du spéculatif qui n'est que la production par la conscience de soi de ses désirs.

Etre le monde et être éternel, tels sont les désirs qui se profilent derrière le Savoir absolu. Marx attribue au monde une réalité indépendante de l'esprit : du coup, le rapport de la conscience de soi au monde se caractérise par l'action et l'interaction réciproque et alternante des deux termes.

Dans cet espace de la *Praxis* s'énonce le principe : aucune coupure, aucune rupture, aucune prise de conscience, aucun savoir n'ont lieu une fois pour toutes ; l'action de l'esprit sur le monde et la réaction du monde sur l'esprit instaurent l'irréductibilité de leur *alternance*. Cette alternance concerne la *forme* du rapport de la conscience de soi au monde. Prise comme formelle, elle est alternance *pure*, c'est-à-dire que les situations se partagent en une rigoureuse dichotomie. Si le contenu, selon le processus dialectique, s'enrichit sans cesse de déterminations nouvelles, la forme du rapport semble *répéter* purement et simplement le couple primordial de rapports : union avec le monde (Savoir) / opposition au monde (Praxis). Hegel semble avoir voulu supprimer la contradiction entre la monotonie de cette répétition et la progression dialectique du contenu, mais il ne pouvait le faire que dans une répétition *de la forme et du contenu* (Savoir absolu). Marx démontre au contraire que c'est la progression dialectique elle-même qui condamne la répétition formelle du couple de rapports à sa monotonie[42]. C'est ainsi que, dans les moments d'opposition de la conscience et du monde, c'est cette opposition qui *en s'accroissant* provoque le changement révolutionnaire qui aboutit de nouveau à un moment d'union de la conscience et de la substance. Le projet même d'étudier les philosophies grecques en question trouve sa justification dans la pureté de l'analogie selon laquelle ce qu'elles sont à Aristote, les Jeunes hégéliens et Marx lui-même le sont à Hegel.

Mais l'alternance elle-même ne se pense que par la dialectique de Hegel, fondée sur l'opposition. Sur ce point, Marx est formel : le développement de l'histoire n'est pas celui de la *mesure*. « Une médiocrité qui se donne pour le phénomène de l'absolu est elle-même tombée dans la démesure, en l'espèce la démesure dans la prétention[43]. » L'ironie de la polémique ne doit pas faire oublier le problème : tout accommodement des contraires fait obstacle au développement dialectique de l'histoire. « L'opposition entre la philosophie et le monde doit au contraire s'accroître pour devenir féconde, car ce n'est que de cette accentuation que peut naître la révolution, la transformation profonde de la philosophie et du monde qui rétablira entre eux une harmonieuse synthèse [44]. »

Les périodes d'opposition de la philosophie et du monde sont donc les périodes révolutionnaires. La philosophie totale en soi est tombée au rang d'une totalité abstraite et fait face au monde. De ce fait, la contradiction

tombe dans le monde, qui devient lui-même déchiré et contradictoire. Dans de telles périodes, l'homme peut adopter deux attitudes différentes vis-à-vis du monde : « Ou bien se retirer de celui-ci et chercher son bonheur en lui-même, dans le domaine de la conscience..., ou bien s'efforcer d'agir sur le monde pour le transformer[45]. » L'intérêt des philosophies étudiées par Marx est de se situer sur le sol de l'opposition au monde favorable à sa transformation. Mais Epicure choisit le retrait du monde, se bornant à témoigner de la validité de l'alternative.

La philosophie qui veut transformer le monde devient philosophie de l'action et de la volonté. Son mode d'action est la *critique*, qui mesure le donné à l'essence. Mais la contradiction qui était tombée dans le monde réside aussi dans la philosophie elle-même dans la mesure où elle s'engage dans le mouvement pratique. D'une part, la critique s'oppose à la philosophie totale, mais elle est incapable de la dépasser théoriquement et ne fait qu'« en réaliser les divers moments[46] ». D'où, chez les Jeunes hégéliens, les risques de chute théorique dont nous avons parlé. D'autre part, la philosophie totale se trouve, à l'image du monde devenu contradictoire, déchirée intérieurement : sa mise en pratique définit deux directions opposées. La critique s'incarne dans le *parti libéral* qui se donne pour tâche la transformation du monde et l'extériorisation de la philosophie. En face de cette direction, la « philosophie positive » tente de justifier le *donné* en rejetant la faute sur la philosophie. En même temps cette tendance refuse d'abolir la philosophie dans son être-séparé-du-réel. Elle veut la maintenir dans son abstraction en la réformant pour l'accorder au monde *donné*. A l'inverse, la critique représente la fin de la philosophie conçue comme contemplation sereine d'un monde rationnel. Elle exprime la pointe la plus haute de l'opposition entre la philosophie et le monde, l'extrémité de leur différence. Elle est donc l'inverse de tout positivisme, et les risques qu'elle comporte ne doivent pas faire oublier sa force révolutionnaire.

Cette pensée de l'alternance reste tout entière sur le sol hégélien. Elle est même en un sens plus hégélienne que la pensée des Jeunes hégéliens, incarnée par Bauer, car elle refuse de « laisser tomber » un des deux moments essentiels, et de faire une « philosophie de la conscience » opposée à la substance. C'est ici précisément que le jeune Marx affirme sa différence spécifique. Le refus de suivre Bauer dans sa philosophie de la pure conscience de soi, dans son retour en arrière philosophique, dans sa critique de Hegel entièrement solidaire du système hégélien, est le simple effet de la rigueur philosophique. Marx croit à l'activité créatrice déterminante de l'esprit dans le développement de l'histoire, mais « au lieu

d'attribuer, comme Bauer, cette puissance créatrice à l'essence, c'est-à-dire à la forme subjective de l'esprit, dans laquelle celui-ci arrive à la conscience de soi par un acte de réflexion qui l'oppose à la réalité concrète[47] », il l'attribue, comme Hegel, « à l'esprit objectif, à l'idée, où la pensée et l'être, le sujet créateur et l'objet créé par lui se confondent ». L'apparente fidélité à Hegel professée par Marx est en réalité ce qui lui permettra, en vertu de la rigueur de sa démarche, d'accueillir, sans en rester l'esclave, le renversement de Hegel accompli par Feuerbach. Ce que Marx comprend dès 1839, c'est qu'il ne sert à rien de critiquer un système philosophique total de manière parcellaire, sous peine de s'y enfoncer davantage. Il n'y a pas de détail chez un philosophe qui ne tienne à son *principe*[48]. La véritable critique de Hegel ne saurait être un « replâtrage », mais le « changement d'élément » déjà indiqué dans les *Travaux préparatoires* avec le symbole de Thémistocle. Quand la solution hégélienne de l'antinomie philosophie / monde se révélera tout à fait insuffisante, c'est le renversement du système lui-même et de son principe idéaliste qui s'avérera nécessaire. En un mot, toute critique est *radicale* ou n'est pas. Il faut paradoxalement rester dans un premier moment sur le même terrain que Hegel, celui de l'union (idéaliste) de l'idéal et du réel, pour pouvoir accomplir le renversement qui permettra à son tour la *percée* hors de ce système ; et ceci pour la raison qu'hors de la pointe extrême, du résultat, de la *clôture* de ce système, on ne saurait aller nulle part sans en être prisonnier. C'est parce qu'il se tiendra sur la limite du système hégélien que Feuerbach pourra le critiquer de manière radicale, tandis que Bauer persistera dans son effort illusoire pour penser dans certaines catégories hégéliennes hypertrophiées une histoire concrète s'éloignant de plus en plus de ces catégories[49].

II. — LA DISSERTATION

De même que les *Travaux préparatoires*, la *Dissertation* de 1841 sur la *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure* a donc en fait deux objets relativement distincts, comme en témoigne l'avant-propos. Le premier objet est la philosophie de la nature d'Epicure dans ses rapports avec celle de Démocrite, le second la situation idéologique de l'Allemagne et la question du devenir du système hégélien. Le premier objet n'est pas absorbé par le second : Marx insiste sur le fait qu'il a « résolu un problème, insoluble jusque-là, de la philosophie grecque » et critique Hegel d'avoir méconnu la grande importance pour la

philosophie grecque des systèmes postaristotéliens. La *Dissertation* est donc une réponse à Hegel sur le terrain même de l'histoire de la philosophie, dont celui-ci est le fondateur. Affirmer que « ces systèmes sont la clef de la philosophie grecque dans son aspect subjectif », ce n'est pas détruire la méditation hégélienne, mais en montrer la limite : la méconnaissance, en faveur du développement idéal, du support de ce développement, de l'individu existant historiquement, de l'énergie *pratique*, en un mot de l'aspect subjectif de la philosophie. Si Hegel a raison de privilégier Platon et Aristote pour ce qui est du contenu, la subjectivité grecque s'exprime de manière plus éclatante dans des systèmes nés en un temps où le monde devient irrationnel, et où l'accent est naturellement mis sur le sujet philosophant. La clef de la philosophie grecque dans son aspect subjectif est le σοφός, comme *réceptacle* du développement de l'idéalité. Sur le plan du σοφός, aucune rupture ne sépare Epicure des philosophies précédentes, si ce n'est l'approfondissement qu'entraîne le progrès dialectique.

Les deux objets de la *Dissertation* sont ainsi immédiatement liés, conformément à la théorie de l'alternance. L'affirmation de la subjectivité individuelle est immédiatement aussi affirmation antireligieuse, car « si la conscience de soi abstraite-singulière est posée comme principe absolu..., c'est l'effondrement de tout ce qui transcende la conscience et appartient donc à l'entendement imaginaire[50] ». L'intervention de Marx dans la lutte religieuse des Jeunes hégéliens, l'affirmation révolutionnaire de l'indépendance de la philosophie, la « vénération » de Prométhée comme le héros philosophique par excellence ne sont donc pas surajoutés à la *Dissertation*, mais fondés en elle.

L'épicurisme, le stoïcisme et le scepticisme sont avant tout envisagés ici « dans leur connexion avec la philosophie grecque antérieure ». Ils constituent la fin paradoxale de cette philosophie qui, ayant atteint l'universel, connaît avec eux un retour aux anciens philosophes de la nature et à l'école socratique. Ils ont pourtant une importance essentielle, constituant « la construction complète de la conscience de soi », tandis que chacun d'eux en présente un élément « comme ayant une existence propre[51] ». Le principe de la lecture de Marx est ici indiqué. Il écrivait dans un projet d'avant-propos : « Ce n'est que maintenant que le temps est venu où on comprendra les philosophies des épicuriens, des stoïciens et des sceptiques : ce sont les philosophes de la conscience de soi ». Il s'agira donc pour Marx de lire dans les philosophies qu'il étudie les moments du concept affectés de l'être immédiat, c'est-à-dire *représentés*. Cette manière de réaliser immédiatement les moments idéels constitue la grandeur et la

faiblesse de ces philosophies. Marx, qui restreint son étude à la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure, pourra montrer que cette réalisation immédiate et abstraite est conforme au principe épicurien, la conscience de soi abstraite-singulière. Ce principe est donc réalisé dans l'atome, « forme extrême de l'inconceptualité » comme dit Hegel dans la *Science de la logique*, ou « forme immédiate et universelle du concept » comme dit Marx dans les *Travaux préparatoires*.

C'est pour cela que l'on trouve l'opposition de deux mondes chez Epicure : le monde phénoménal et le monde des atomes, lequel constitue la nature véritable. L'atomistique, en attribuant l'être à l'idéal, empêche cet idéal de se révéler comme idéalité du concret : autrement dit, les deux mondes *coexistent* et restent l'un en face de l'autre sans entrer en contradiction dialectique. La lecture de Marx consistera à révéler l'idéal dans le représenté (l'atome), c'est-à-dire à nier l'être immédiat de ce dernier pour développer la contradiction incluse dans la réalisation immédiate du principe. La contradiction entre l'idéal et le représenté se retrouve dans toutes les déterminations, même de détail, de cette philosophie. Le projet de la *Dissertation* est donc justifié : lire dans le détail les philosophies de la nature de Démocrite et d'Epicure pour en révéler la différence *essentielle*. Cette lecture conceptuelle doit réintroduire le contraste que l'identification abusive de la tradition avait gommé.

Le chapitre III s'efforce de faire sentir cette opposition qui va contre la plupart des interprétations. Il insiste sur la distinction « de l'énergie pratique » des deux hommes, thème dont nous avons vu l'importance. « Ce sont deux tendances opposées qui prennent corps. Nous voyons comme différence d'énergie pratique ce qui se manifeste plus haut comme divergence de la conscience théorique ». Dans ce chapitre convaincant, nous voyons les deux hommes « s'opposer pas à pas ». Le sceptique Démocrite tient le monde sensible pour une apparence subjective, doute de la vérité, mais se jette dans l'étude empirique de la nature ; le dogmatique Epicure considère le monde comme un phénomène objectif, tout en méprisant les sciences. La catégorie principale de Démocrite est la *nécessité*, celle d'Epicure le *hasard* et la *possibilité formelle abstraite*.

Toutes ces différences se retrouvent sur le plan de la doctrine (objet de la deuxième partie). Elles se résument en une distinction essentielle, point central de l'interprétation de Marx : si Démocrite admet deux mouvements des atomes, la chute en ligne droite et la répulsion, Epicure en ajoute un troisième : la *déclinaison* de la ligne droite. Or, la déclinaison n'est pas un ajout extérieur dicté par la nécessité d'expliquer la rencontre des atomes et

la création du monde, elle est une détermination essentielle, exigée par le *concept* de l'atome. Du même coup est affirmée la différence conceptuelle qui sépare les atomes de Démocrite de ceux d'Epicure : celle qui distingue une hypothèse mécaniste de l'affirmation de la conscience de soi singulière et abstraite.

La compréhension essentielle de la déclinaison résout son aspect contradictoire. La solidité de l'atome ne peut s'affirmer qu'en niant l'espace dans sa sphère totale. La ligne droite est la négation de l'être spécifique ; l'atome y est purement déterminé par l'espace, il y est soumis à un être-là relatif, son existence est *matérielle*, c'est-à-dire *extérieure*.

Or, le concept de l'atome épicurien inclut deux moments contradictoires : un moment matériel, où l'atome tombe en ligne droite vers un centre situé en dehors de lui, et un moment formel, où l'atome est une pure forme niant tout rapport avec un être-là qui lui serait extérieur. Selon Hegel, la chute en ligne droite est la position abstraite d'un centre extérieur au corps qui tombe et vers lequel ce corps tend[52]. Mais l'atome, incarnant l'être pour soi, doit se poser lui-même comme centre. L'insistance sur ce second moment est l'apport essentiel d'Epicure, ce qui affirme la différence qui l'oppose à la philosophie déterministe, matérialiste et mécaniste de Démocrite. Le problème d'Epicure est de réaliser dans la sphère de l'être immédiat (la sphère atomistique), le moment *formel* de l'atome. Or, la négation de l'être-autre est dans cette sphère une négation *représentée*, négation d'un étant qui elle-même est : négation sensible de la chute en ligne droite, *mouvement* de déclinaison. Le mouvement oblique affirme l'autonomie de l'atome.

Nous avons donc :

— le moment matériel : la ligne droite, l'extériorité, la nécessité, le mécanisme, le déterminisme, le monde réel comme Autre de la conscience, la maladie, la douleur ;

— le moment formel : la déclinaison, l'affirmation de l'être pour soi singulier, l'arbitraire, le hasard, la possibilité formelle, l'ataraxie de la conscience de soi abstraite-singulière, le monde comme projection de cette conscience dans la nature.

Démocrite s'en tient au premier moment, Epicure accentue le second et affronte leur contradiction. Cette contradiction dans l'essence se traduit par une contradiction dans la théorie : en vertu du principe atomistique, les deux mouvements contradictoires devraient s'incarner dans deux être-là distincts ; il devrait donc y avoir deux sortes d'atomes. Rejeter la déclinaison dans un temps et un lieu indéterminés revient, de la part d'Epicure, à masquer cette contradiction.

La déclinaison définit donc le *principe* de la philosophie d'Epicure, au sens le plus fort du terme : ce principe est l'atome dans son concept *achevé* (dans ses deux moments). En tant que principe, l'atome est présupposé. Ce qui met la déclinaison à l'abri de tout reproche, c'est qu'elle est posée nécessairement dès que l'on fait de l'atome, dans son concept, un principe et un point de départ non critiqué. L'atome affirme donc la conscience de soi abstraite-singulière qui s'oppose au monde concret, au niveau du pur être pour soi. Cet être pour soi singulier est incapable d'*idéaler* l'être-là qui s'oppose à lui et donc de le supprimer dialectiquement pour affirmer l'union médiate du rationnel et du réel. L'être pour soi ne peut donc que *faire abstraction* de cet autre être-là, en *dévier*. Ce principe est l'essence unique de la philosophie d'Epicure. Il est présent à tous ses niveaux et à tous ses développements : à l'atome de la physique correspond l'ataraxie qui voit le sage dévier de la douleur et les dieux habiter hors du monde.

La *répulsion* est dans l'ordre du concept la conséquence de la déclinaison, et non l'inverse, comme le croit Cicéron. C'est quand on se contente de juxtaposer les deux mouvements que les paradoxes surgissent, mais le philosophe comprend que la répulsion est la vérité et la réalisation nécessaire des deux moments précédents, la matérialité ou extériorité et la détermination formelle ou concept. Comme nous ne quittons pas la sphère atomistique, la répulsion vient s'ajouter comme troisième *mouvement* aux deux précédents.

L'atome contient deux exigences :

— Il ne peut se rapporter qu'à lui-même et doit faire abstraction de tout autre être-là qui viendrait le limiter.

— Pour se réaliser, le concept de la singularité doit se rapporter à une autre singularité, et ne pas rester abstraitement enfermé en lui-même.

Il faut donc, en vertu de la première exigence, que l'autre singularité réclamée par la seconde soit *la même* que la première, tout en se présentant sous la forme d'un être-autre et d'un être-là extérieur. L'atome se rapporte donc à lui-même comme à un autre, en se rapportant à un autre *atome*. Ainsi est posée la répulsion comme « première forme de la conscience de soi » « répondant à la conscience de soi se concevant comme singularité abstraite ». Dans la répulsion, la *rencontre* de l'atome avec lui-même se fait sous la forme de l'être-autre. L'atome se rapporte à lui-même comme à quelque chose *d'immédiatement autre*. « C'est le plus haut degré d'*extériorité* qui se puisse concevoir[53]. » La répulsion réalise donc aussi bien la *forme* de l'atome (il se rapporte à lui-même...) que sa matière (... comme à un être-autre). Epicure représente également la forme comme matière.

Dans la répulsion, l'être-autre n'est qu'une *forme*. L'atome, en se rapportant à l'autre atome, ne se rapporte en fait qu'à lui-même. L'être-autre qui définit l'« autre » atome est la forme universelle que prend l'atome dans la répulsion. En tant que tels, les atomes sont donc semblables, exemplaires identiques d'un genre unique. Mais comme l'altérité est représentée dans la forme de l'être, elle doit s'incarner dans des *qualités*. Les atomes « doivent être immédiatement différents entre eux, donc posséder des qualités » (II^e partie, chapitre II). La qualité *nie* donc le concept de l'atome en le posant comme différent de son essence. Cette contradiction est essentielle et non accidentelle, car Epicure, à la différence de Démocrite, considère les qualités en rapport à l'atome et non en rapport aux phénomènes sensibles. Il accepte la contradiction au niveau de l'essence, en posant à côté de chaque qualité une détermination contraire qui fait prévaloir le *concept* de l'atome.

Les atomes d'Epicure ont trois qualités : la grandeur, la figure, la pesanteur. Chacune d'entre elles est contradictoire à la notion d'atome, et donc niée aussitôt que posée.

1. L'atome a une grandeur, mais celle-ci est en fait la négation de la grandeur, la petitesse infinie.

2. L'atome a une figure, mais le nombre de ces figures est *fini*. Il y a donc un nombre infini d'atomes de même figure, ce qui nie la notion de figure.

3. L'atome est pesant. La pesanteur est la représentation de la singularité idéale de la matière[54]. Mais cette singularité est extérieure à l'atome, le centre de gravité est ce vers quoi tend l'atome au cours de sa chute. D'où la contre-proposition : la pesanteur n'est que différence de poids, l'atome est lui-même point de gravité, *centre*. Le pluralisme des centres est affirmé. La terre n'a pas de centre. La pesanteur disparaît dans le vide, l'atome n'y étant pensé que par rapport au vide.

La qualité pose donc dans l' *atome lui-même* la contradiction entre essence et existence. Elle achève la construction de la chose en l'*aliénant* de son concept. Cet atome complet est la forme absolue de la nature. Mais il faut ensuite passer de ce monde des atomes au monde des phénomènes, et ce passage est éminemment contradictoire.

Le concept de l'atome est la conscience de soi abstraite-singulière projetée. Il est donc, comme forme idéale, la négation de la matière. Cette opposition exclut qu'il y ait un passage progressif possible de la forme conceptuelle de l'atome à son existence comme base matérielle. « Si l'atome est conçu selon son concept, c'est le vide, la nature anéantie qui est son existence. » L'atome est la mort de la nature, de même que la

philosophie épicurienne ouvre l'ère de la destruction effective de la nature matérielle[55]. Marx décèle une contradiction dans la méthode analogique qui passe insensiblement, par degrés, « paulatim », du monde sensible à la nature véritable de l'atome[56]. « La singularité abstraite est la liberté à l'égard de l'être-là, non pas la liberté dans l'être-là. » Entre la singularité et le monde, il y a une contradiction. L'expression de cette contradiction est la distinction[57] entre l'atome στοιχεῖον (qualifié, complet et aliéné de son concept) qui devient la base des phénomènes, et l'atome comme ἀρχή qui exprime le pur concept de l'atome et qui s'oppose au phénomène. L'atome complet et qualifié permet seul le passage au monde phénoménal, mais la véritable nature est celle de l'atome conceptuel. Le monde phénoménal est donc le lieu où ressort la plus grande contradiction de l'atome.

Les atomes forment le monde de l'être par opposition à la nature phénoménale. Mais cette dernière possède également l'être puisque le monde sensible est un phénomène objectif. L'être est donc ce qui réunit les deux mondes et permet de passer de l'un à l'autre par *analogie*. Mais le monde phénoménal reste fondamentalement distinct du monde atomistique : on n'y trouve que des *compositions*, c'est-à-dire des agrégats où les atomes se rapportent les uns aux autres. Ces compositions ne sont possibles que par la *qualification* des atomes. Or, l'atome qualifié est *l'opposé* de l'atome conceptuel.

La composition, comme « forme passive de la nature concrète », exprime la matérialité de l'atome dans le monde du phénomène. Par opposition à celle-ci, le temps est la « forme *active* » du phénomène, l'accident de l'accident, « l'anéantissement et le retour à l'existence pour soi de tout être-là déterminé ». La contradiction tombe donc entre temps et composition, à l'intérieur du monde phénoménal. Le phénomène est ainsi pensé *comme phénomène*, c'est-à-dire comme apparition d'un idéal, il révèle son être-phénomène. Le temps, en détruisant le phénomène, lui imprime le sceau de l'absence de l'être. Il est la réflexion du phénomène en soi-même. Comme les autres moments, le temps est substantifié comme être particulier : la sensibilité humaine. C'est ce qui justifie le fait que cette sensibilité est prise comme critérium réel de la nature concrète. L'épicurisme est donc, contrairement à la doctrine de Démocrite, une *philosophie du temps*. Mais le temps sert avant tout à ramener le phénomène à l'atome.

L'apparition des choses à la sensibilité — par la théorie des simulacres — est la même chose que leur temporalité. Les simulacres ont leur être-sensible hors d'eux-mêmes, dans les corps dont ils sont la forme. Sitôt

séparés, ils périssent ; l'apparition du corps est déjà le processus de sa perte. La nature sensible est ainsi l'*objectivation de la conscience empirique*, comme l'atome était la projection de la conscience singulière-abstraite.

L'analyse de la théorie des *Météores*, qui clôt la *Dissertation*, est l'occasion pour Marx de vérifier et de développer son principe de lecture en déroulant jusqu'au bout la contradiction principale, celle qui gît dans le Principe d'Epicure lui-même. Epicure s'oppose en effet à toute la tradition grecque en se déclarant ennemi de la vénération des corps célestes. La théorie des météores accentue et dévoile le principe épicurien, qui est un individualisme éthique. Comme le soulignaient les *Travaux préparatoires*, cette théorie n'est fondée que dans l'éthique de l'ataraxie, quoiqu'elle y soit fondée *comme théorique*[\[58\]](#). Mais elle a une méthode tout à fait différente des autres sciences : on doit expliquer les phénomènes célestes à partir des phénomènes terrestres, et de *multiples manières*. En effet, si le monde contradictoire du phénomène est notre ami, si, comme le monde des atomes, il est fait à notre image, le monde céleste est au contraire notre plus grand ennemi. La multiplicité des explications qu'Epicure met au principe de la connaissance des météores doit *rassurer* la conscience en *détruisant la divinité* des corps célestes, en niant en eux l'identité et la loi, en « faisant disparaître l'unité de l'objet[\[59\]](#)».

Les corps célestes sont en effet la *réalisation effective* de la notion d'atome. En eux, la matière a reçu *effectivement* la singularité. « Ils forment un système de répulsion et d'attraction, tout en conservant leur autonomie. » Les corps célestes représentent la matière éternelle, autonome et indestructible. La contradiction entre essence et existence y est résolue, la matière possède en elle-même la forme et a admis la singularité. Les corps célestes représentent le principe d'Epicure, la conscience de soi singulière, qui a résolu ses contradictions et a gagné une réalité effective concrète.

Et pourtant, Epicure refuse de toutes ses forces de reconnaître cette réalisation. Ce paradoxe n'est qu'apparent : le principe de sa philosophie est la conscience de soi abstraite-singulière et non la conscience de soi universelle, non l'universalité concrète. L'universel (les corps célestes) est la forme *supprimée* et *dépassée* de la conscience abstraite, « sa réfutation devenue matérielle ». Epicure reste donc fidèle à son principe ; il le développe jusqu'au moment de sa suppression, mais refuse cette suppression, arrête le mouvement dialectique pour rester sur le sol de l'opposition abstraite au monde. L'universel est en effet « la dissolution de la singularité abstraite[\[60\]](#) ». En face de cet universel, Epicure démasque

le sens de sa philosophie, non pas un matérialisme naturaliste, mais l'affirmation de la conscience de soi dans son opposition au réel, représentant le moment de *l'essence*. La conscience de soi abstraite-singulière sort ici de son « déguisement matériel » et s'affirme comme le véritable Principe, achevant de creuser le fossé qui sépare son affirmation du matérialisme mécaniste de Démocrite. En fait, la conscience de soi ne se présente sous la forme de la nature qu'aussi longtemps que cette nature est à l'image de la conscience de soi singulière : *contradictoire*. Lorsque la nature devient au contraire autonome, la conscience se réfléchit en elle-même et s'oppose à la nature. La nature concrète et la conscience de soi ne peuvent coexister que si la conscience supprime dialectiquement son abstraction, mais « l'universel est seul à pouvoir connaître en même temps son affirmation ». La conscience abstraite ne tire son identité avec soi-même que de l'existence de ses représentations dans le sens commun. Cette identité, comme immédiate, est fausse et doit se dissoudre pour se médiatiser. L'universalité que la conscience doit atteindre apparaît donc d'abord dans la nature et s'oppose à la conscience, tandis que celle-ci ne se reconnaît pas dans cette universalité.

Chez Epicure, « la conscience de soi n'est conçue que dans la forme de la singularité ». Cette position de la conscience de soi abstraite marque cependant un progrès par rapport au matérialisme purement mécaniste de Démocrite : elle nie tout ce qui transcende faussement la conscience, toutes les projections où celle-ci s'aliène, au premier chef les illusions religieuses. L'éloge d'Epicure par Lucrèce qui termine la *Dissertation* le marque bien. Epicure, dit Marx, est le plus grand des « philosophes des Lumières[61] » grecs : dans ce titre sont contenues à la fois la force négatrice et l'unilatéralité de cette philosophie.

EPICURE ET LE MATERIALISME

« ... Le ciel - la nature - l'esprit. A bas le ciel ! le matérialisme ». Lénine, *Cahiers sur la dialectique de Hegel*. N.R.F. p. 159.

Ce cri de Lénine a une résonance tout à fait épicurienne, et, de fait, la tradition marxiste a repris à son compte cette philosophie et la lecture que Marx en a faite. Marx lui-même mentionne Epicure dans la *Sainte Famille*, puis dans l'*Idéologie allemande*. Lénine, dans les *Cahiers philosophiques*, puis Nizan dans les *Matérialistes de l'Antiquité*, le citent comme matérialiste à part entière. Le matérialisme historique instauré par Marx, qui porte en lui une problématique et des concepts propres, se double d'un discours philosophique matérialiste sur lequel Lénine a particulièrement mis l'accent. Or, ces deux discours ne se recouvrent pas : il existe entre eux le décalage qui distingue la science de l'idéologie^[62], ces deux niveaux n'étant pas indifférents l'un à l'autre. Il n'y a pas une histoire philosophique toute faite que la science devrait exhumer pour y appuyer sa recherche et son action. Le matérialisme n'est pas un mot d'ordre qui contiendrait tous ses développements de manière immédiate. Sa signification dépend de la rigueur avec laquelle on construit ses déterminations. Sinon il n'est qu'une catégorie vide dans laquelle on mettra aussi bien Démocrite, Epicure, Gassendi, Diderot, Feuerbach, le Marx du *Capital*, les savants modernes, etc., et qui n'engendrera que des malentendus.

Marx affirme de la manière la plus nette le résultat de son étude sur la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure : le problème jusqu'alors non résolu de la philosophie grecque est résolu par lui ; le lecteur de la *Dissertation* connaît la véritable différence qui oppose

Epicure à Démocrite et sait que la philosophie de ce dernier est une « science naturelle de la conscience de soi ». Mais la conscience de soi singulière se pose dans son moment essentiel en opposition au monde. Cette opposition de la philosophie et du monde est justement ce qui rapproche la situation de la philosophie épicurienne de celle des Jeunes hégéliens. En tant que philosophie de la conscience de soi abstraite-singulière, l'épicurisme apparaît donc comme une *négation idéaliste* du monde. Toutes les analyses des *Travaux préparatoires* vont dans ce sens. La philosophie d'Epicure constitue même le côté stérile de la négation du monde, la fuite hors de lui, auquel s'oppose la négation active du monde, sa transformation énergique et volontaire par la critique. On peut même dire que c'est ce refus du monde matériel concret qui fonde également le rejet de la transcendance religieuse, hypothéquant sa valeur philosophique. Cette philosophie constituerait le refus de toute nécessité réelle, de toute *altérité*, et son athéisme, renforçant la tendance à rejeter toute contrainte extérieure[63], serait à double tranchant, ne laissant subsister que l'affirmation nue de la conscience de soi abstraite. De ce point de vue, plus Marx établirait de différence entre le matérialiste Démocrite et Epicure, plus il tirerait Epicure dans la direction de *l'idéalisme* subjectif, et inversement. Or, en 1841 du moins, c'est cette différence qui est expressément affirmée. Sur ce point, Marx est d'ailleurs fidèle en gros au jugement qu'avait porté Hegel dans les *Leçons sur l'histoire de la philosophie* : Epicure, vivant à une époque où le monde est devenu irrationnel et n'apparaît plus à la conscience que comme une nécessité monstrueuse dont les lois vont à son encontre, incarne l'individualité singulière et abstraite qui fait abstraction de ce monde, de même que son principe, l'atome, décline de la ligne droite en affirmant sa liberté, sa solidité propre. La vertu principale d'Epicure est alors la franchise et la rigueur avec lesquelles il développe toutes les conséquences de ce principe qui est le sien ; sa logique *ouverte* révèle ce principe, la conscience de soi prise comme esprit subjectif, qui est aussi le contenu déformé et latent de la religion. A l'égard de la philosophie grecque, Epicure est dans une position de *révélateur* ; il n'en change pas les déterminations essentielles, mais en accentue les conséquences avec naïveté. Ainsi, comme les philosophes grecs, sa philosophie est une doctrine de la *représentation*, bien qu'il ne cherche pas à sauver celle-ci et la ramène à la pure possibilité formelle, la « simple possibilité[64] ». Tel est le contenu de *l'ataraxie* — mot dont la composition étymologique est *privative* et *négative* — couronnant la morale de l'Ἠδονή.

Mais les rapports de la conscience épicurienne et du monde ne sont pas

si simples. Dans l'*Idéologie allemande* — écrite en 1845-1846 — Marx s'élève contre Max Stirner, selon qui Epicure veut tromper le monde qu'il considère comme son ennemi : « Jusqu'ici, on savait seulement que les épicuriens s'étaient exprimés dans le sens que voici : il faut détromper le monde, c'est-à-dire le délivrer de la crainte des dieux, car il est mon ami[65]. » Comment la conscience de soi qui s'oppose au monde peut-elle le considérer comme son ami ? Il faut déterminer précisément de quel *monde* il s'agit dans chaque cas, car ce terme est ambigu. Epicure souligne lui-même qu'il ne s'occupe pas du monde, mais de l'ataraxie de la conscience individuelle[66]. Pourtant, ce qui permet, au niveau du monde sensible, le libre-arbitre de l'homme, c'est la construction du monde atomistique qui est à l'image de ce libre-arbitre. Le monde auquel s'oppose la conscience de soi, dont elle dévie à l'instar de l'atome, est le monde *concret* devenu irrationnel, le monde comme *autre* de la conscience, qui trouve son symbole dans la nécessité inflexible de la ligne droite, image du monde historico-politique réel qui voyait la Grèce asservie. Un tel monde est précisément le monde matérialiste de la possibilité matérielle, le monde positif que développe la philosophie de Démocrite. Epicure est l'ami du monde qui se donne à la représentation subjective[67]. Ce monde familier et soumis est offert à l'expérience quotidienne du philosophe cantonné dans son jardin. Il est alors aisé de transposer cet univers perceptif restreint en une physique dogmatique, selon le mouvement de la possibilité abstraite infinie. Une fois le monde physique soumis à un monde d'atomes représenté, le monde concret subsiste alors dans le monde céleste indépendant qu'Epicure s'emploie à réduire et même à détruire dans son aspect ordonné et contraignant. De même, le monde politique effectivement réel se réduit à la *communauté des amis*. L'ami se rapporte à l'ami comme l'atome à l'atome, selon le processus de la répulsion déjà analysé. L'équivalent politique de l'amitié est le *contrat*[68], condition extérieure liant des volontés abstraites subjectives, au niveau de la seule société civile, et faisant abstraction de l'Etat. Dans la religion, l'idée de Dieu était ambiguë, et l'on pouvait distinguer de bons dieux et de mauvais dieux ; de même ici le monde : il comporte la ligne droite et la douleur, mais aussi le *temps* qui ramène la santé, détruit toutes les contraintes de l'être-là, et ramène le monde concret à l'atome. Le temps s'incarne dans la *conscience sensible* de l'homme. Le sage fait abstraction de la mauvaise partie du monde, — la nécessité concrète qui asservit —, c'est-à-dire tout ce qui fait que le monde est réel et indépendant de la conscience, tout ce qui témoigne d'une *raison* intérieure au monde et différente de la raison consciente abstraite. Le

temps permet de mesurer le monde concret à l'atome. Mais il est exclu de la nature atomistique, la nature véritable. La conscience de soi abstraite s'oppose au monde concret du même geste qu'elle exclut de la physique *spatiale* qu'elle instaure le temps, de manière à pouvoir conclure à l'éternité de la *matière*, c'est-à-dire à l'éternité de l' *être atomistique*.

Nous sommes donc renvoyés au principe de cette philosophie : l'atome. Or, l'atome est défini en rapport au plus petit élément représentable, comme une radicalisation des possibilités de la représentation[69]. C'est donc la pensée subjective qui est d'entrée de jeu la mesure de la matière. La proposition d'allure très matérialiste : la nature est éternelle, l'homme est mortel dans ses propriétés, se renverse, si l'on suit le fil de la définition de l'atome, en celle-ci : la matière est la conscience de soi elle-même *projetée*. L'homme, en affirmant l'éternité de la matière, ne fait qu'affirmer sa propre éternité, l'éternité de son être atomistique, celle de *l'humanité*[70]. L'être atomistique ne s'oppose pas à l'homme, l'atome décline de la ligne droite *comme* l'homme dévie de la douleur. Le monde vrai est *la même chose* que l'homme, et l'ataraxie est dans son abstraction l'éternité de l'homme lui-même. Cette conception éclate dans la manière dont Epicure ramène, à propos des météores, les phénomènes célestes à ceux « qui se déroulent chez nous, et qui sont observés d'après leur cours réel », et le soleil réel à celui qui apparaît à l'homme[71]. De même, à propos de la « création du monde » dont Marx écrit qu'elle constitue le problème crucial qui décide du *point de vue* d'une philosophie, Epicure refuse tout simplement de répondre pour se jeter dans une « herméneutique » débridée[72].

C'est donc le monde lui-même qui est ambigu, et non une partie du monde. Si on lit Epicure en accentuant le caractère matérialiste de son principe atomistique, l'homme apparaît dissout dans le monde, comme chez Démocrite. Marx adopte en 1841 un point de vue exactement inverse, ou plutôt il montre la réversibilité des deux points de vue. L'atome d'Epicure apparaît d'abord comme la pure et simple *projection de la conscience de soi abstraite*[73] et Marx est particulièrement sévère sur ce point, montrant que cela revient ultimement à rester prisonnier de la nature.

Si donc le matérialisme de Démocrite est purement *mécanique* et *unilatéral* — inhumain —, celui d'Epicure est en réalité un idéalisme de la conscience de soi abstraite présenté « sous un déguisement matériel », du moins si nous suivons la lecture que nous en donne Marx en 1841. La conscience de soi d'Epicure n'est donc pas la conscience humaine concrète qui fondera l'« humanisme réel » de Feuerbach, car celui-ci suppose qu'on

dépasse le résultat hégélien (l'union idéaliste de la conscience et du monde) et non qu'on en reste à un de ses moments. La philosophie d'Epicure représenterait beaucoup plus la tendance de Bauer que fustigera Marx dans la *Sainte Famille* qu'une tendance matérialiste. Or, Marx s'écarte dès 1841 d'une telle philosophie[74].

Cette mise au point ne doit cependant pas masquer l'extrême importance que revêtait alors pour Marx le semi-matérialisme individualiste éthique d'Epicure. D'une part en effet, l'unilatéralité de son principe, ultimement condamnée par Marx, ne l'avait pas empêché de chercher une philosophie plus totale que celle de Démocrite, qui était de ce point de vue encore plus unilatérale. Dans la répulsion, Epicure avait cherché à unir le moment formel — la singularité — et le moment matériel — la chute en ligne droite. Sa philosophie représente donc un *point de départ* dans la recherche d'une nouvelle philosophie totale. Les passages où Marx réduit la philosophie d'Epicure à un pur subjectivisme témoignent surtout du souci qu'il a à la fois de se garder de tout retrait du monde et de *dégager* de la manière la plus précise possible les *deux moments* qu'il s'agira pour lui ensuite de dépasser dans une synthèse supérieure.

Epicure était d'ailleurs pour ainsi dire *condamné* à ne pas réussir une philosophie totale, de par sa situation historique. Dans les périodes où la philosophie est devenue abstraite et s'oppose au monde, les philosophes sont *nécessairement* engagés dans le mouvement pratique *critique* et *doivent* mettre l'accent sur la volonté subjective transformatrice du monde. C'est ainsi que Marx peut écrire : « La chance dans un tel malheur est donc la forme subjective, la modalité dans laquelle la philosophie comme conscience subjective se rapporte à la réalité effective[75]. ».

Il est des philosophies qui ne se laissent lire que comme *mots d'ordre* dans une situation d'urgence.

« Il n'y a rien à craindre des dieux
Il n'y a rien à craindre de la mort
On peut atteindre le bonheur
On peut supporter la douleur. »

Ces douze mots grecs dont Nizan cite la traduction (*édit. cit.*, p. 43) constituaient le τετραφάρμακον d'Epicure, son quadruple *remède*. Or, le remède est l'équivalent du mot d'ordre pour qui préfère la retraite au combat. Remède et mot d'ordre font partie d'une même alternative. En radicalisant la lecture opérée par Marx, on devrait dire que ce n'est pas la science, non plus que le monde, qui intéressent Epicure, mais le bonheur

individuel. La philosophie d'Epicure est l'accomplissement de l'exigence de bonheur que la situation historique réclamait sans pouvoir l'assurer dans la réalité concrète. Il était urgent, au temps d'Epicure, d'être heureux, même s'il fallait pour cela *se créer un monde*[\[76\]](#). La consigne, le remède ne sont alors pas des substituts, ils sont la raison même de cette œuvre, le seul tribunal où elle ait à comparaître. Telle est aussi la situation de Marx de 1839 à 1841. La philosophie rend alors compte d'elle-même en termes de stratégie, et cherche alors avant tout à définir une *prise de position* philosophico-politique. Dans de telles situations, l'adversaire doit être trouvé le plus rapidement possible. Alors : à bas le ciel, à bas la religion au pouvoir et le despotisme des idées reçues...

Mais il reste vrai pour Marx que cette puissance *pratique* de création demeure vide si elle ne s'appuie pas sur la connaissance des lois matérielles du monde. Toute transformation *effective* du monde exige que l'on fasse le départ entre la véritable création d'un monde selon la possibilité réelle — création qui est en réalité une *transformation* effective du concret — et la simple projection par la conscience des images qui la hantent et où elle se voit libre. Cette distinction est justement le fait de la *philosophie*, dont « la taupe... ne cesse jamais son travail[\[77\]](#) » et dont seuls les effets sont révolutionnaires. Mais le Marx de la « maturité » objecterait que si la philosophie se contente d'une création *dans l'ordre de la pensée*, d'une transformation du *concept* du monde et non du monde lui-même, la frontière qui la sépare du *mauvais* repli sur soi-même que constitue la religion n'est plus si nette, et sa création risque d'être une *projection* qui s'ignore[\[78\]](#).

LA PROBLEMATIQUE DE LA DISSERTATION ET LE MATERIALISME DE MARX

Dès sa première heure, la métaphysique du XVII^e siècle, représentée, pour la France, surtout par *Descartes*, a eu le *matérialisme* pour *antagoniste*. Descartes le rencontre personnellement en *Gassendi*, restaurateur du matérialisme *épicurien*. Le matérialisme français et anglais est toujours demeuré en rapports étroits avec Démocrite et Epicure.

K. Marx, *la Sainte Famille*, éditions sociales, p. 153.

La *Dissertation* avait formellement distingué Epicure de Démocrite. Cette distinction faisait d'Epicure l'affirmateur de la conscience de soi et le négateur de toute transcendance. Sa philosophie était investie d'une importance théorique et pratique inestimable : celle de *l'affirmation de l'homme*. Cette affirmation, pour ne pas rester abstraite et stérile, devait s'intégrer à un autre moment opposé, celui de la nécessité concrète et du monde réel. L'humanisme devait coïncider avec le matérialisme.

Or, le texte de la *Sainte Famille* rétablit solidement la « tradition » matérialiste en la rattachant à Démocrite et à Epicure, et semble ne plus tenir compte de la distinction établie entre les deux philosophes. C'est que, dans ce texte publié en 1845, la problématique de la *Dissertation*, sans être abandonnée, est *déplacée*. Entre-temps, la rupture de Marx avec Hegel et avec Bauer a été consommée. La philosophie de Marx est maintenant une philosophie matérialiste. Le réflexe naturel de Marx est alors de se tourner de nouveau vers l'histoire de la philosophie, et d'y lire la lutte du matérialisme contre ce qu'il appelle désormais *Métaphysique*. L'*alternance*, qui avait été établie en 1841 entre l'union de la philosophie et du monde et l'opposition de cette même philosophie au monde, se retrouve ici à l'intérieur de l'histoire de la philosophie, entre la *Métaphysique* et le *matérialisme*.

La philosophie française des Lumières, au XVIII^e siècle, et surtout le *matérialisme français* n'ont pas mené seulement la lutte contre les institutions politiques existantes, contre la religion et la théologie existantes, mais elles ont tout autant mené une lutte *ouverte*, une lutte *déclarée* contre la *métaphysique du XVII^e siècle*, et contre *toute métaphysique*, singulièrement celle de Descartes, de Malebranche, de Spinoza et de Leibniz (*op. cit.*, p. 151).

A côté de cette ligne de développement du matérialisme français, Marx insiste sur l'ouvrage de Locke : *Essai sur l'entendement humain*, qui fut accueilli en France avec enthousiasme. « Le matérialisme est le vrai fils de la *grande Bretagne* » (*op. cit.* p. 154). Le nominalisme de Duns Scot est présenté comme la condition de possibilité du matérialisme. « Le nominalisme est un élément capital, et il constitue d'une façon générale la *première expression* du matérialisme. » (p. 154) Mais « le véritable ancêtre du *matérialisme anglais* et de toute science *expérimentale moderne*, c'est Bacon ». Or, « Bacon se réfère souvent à *Anaxagore* et à ses *Homoioméries*, ainsi qu'à *Démocrite* et à ses atomes ». (*Op. cit.*, p. 155.)

Tout se passe donc comme si la valeur matérialiste des philosophies de Démocrite et d'Epicure l'emportait sur la différence révélée par la *Dissertation* de 1841, différence qui mettait en cause le matérialisme d'Epicure en rattachant sa théorie à une doctrine de l'homme et non du monde. La problématique de la *Dissertation* semble ne plus investir son objet^[79]. C'est que ce texte de la *Sainte Famille* marque effectivement une coupure dans l'itinéraire théorique de Marx : il marque le refus définitif de l'idéalisme défini comme métaphysique. Le critère qui distingue le matérialisme de la métaphysique ne doit plus rien aux analyses hégéliennes, puisque Spinoza, considéré par l'hégélien Bauer comme le père du matérialisme, est ici rangé parmi les métaphysiciens.

La valeur polémique de ce texte est donc essentielle, mais non moins sa valeur théorique, avec la distinction radicale entre développement pratique et développement théorique qui marque le changement de *problématique*.

La chute de la métaphysique du XVII^e siècle ne peut... s'expliquer par la théorie matérialiste du XVIII^e siècle qu'autant qu'on explique ce mouvement théorique lui-même par la configuration pratique de la vie française en ce temps. Cette vie était tournée vers le présent immédiat, la jouissance temporelle et les intérêts temporels, en un mot vers le monde *terrestre*. A sa pratique antithéologique, antimétaphysique, matérialiste, devaient nécessairement correspondre des théories antithéologiques, antimétaphysiques, matérialistes. C'est *pratiquement* que la métaphysique avait perdu tout crédit. Notre tâche se borne ici à indiquer brièvement l'évolution de la *théorie*. (*Op. cit.*, p. 153.)

Cette distinction scientifique s'exprime dans une philosophie qui se satisfait provisoirement du matérialisme de Feuerbach : cette philosophie prêche le retour au sensible et la « philosophie du bon sens ». Elle renverse le rapport idéaliste idéal / réel. Dans la *pratique*, le matérialisme est d'abord l'expression de la bourgeoisie qui met au premier plan la jouissance terrestre et la destruction de toutes les illusions qui condamnent

la technique et la maîtrise de la terre. Le socialisme et le communisme s'édifient sur la base acquise par la bourgeoisie. On peut dire qu'ils en constituent le dépassement, puisqu'ils affirment l'*humanisme*, la nécessité pour l'homme d'universaliser la jouissance matérielle et de réaliser ainsi l'essence humaine. Démocrite et Epicure expriment théoriquement l'origine de ce développement pratique.

*
* *

On serait tenté de croire que le matérialisme constitue une vérité achevée, périodiquement refoulée par la métaphysique. L'histoire ne serait que celle de la lutte pour le dévoilement du matérialisme et non celle de l'*élaboration* de ce matérialisme. Or il n'en est rien : le schéma d'*alternance* métaphysique/matérialisme n'est pas un rapport d'oscillation perpétuelle sans développement. Ce schéma est *dialectique* et non statique. Il recouvre une évolution historique que Marx résume :

La *métaphysique* XVIIe siècle, qui avait dû laisser la place à la philosophie française des Lumières et surtout au *matérialisme français* du XVIIIe siècle, a connu une *restauration victorieuse et substantielle* dans la *philosophie allemande*, et surtout dans la *philosophie spéculative allemande* du XIXe siècle. D'abord *Hegel*, de géniale façon, l'unit à toute métaphysique connue et à l'idéalisme allemand, et fonda un empire métaphysique universel ; puis de nouveau, à l'attaque contre la théologie correspondit, comme au XVIIIe siècle, l'attaque contre la *métaphysique spéculative* et contre *toute métaphysique*. Celle-ci succombera à jamais devant le *matérialisme*, désormais achevé par le travail de la *spéculation* elle-même et coïncidant avec l'*humanisme*. Or, si *Feuerbach* représentait, dans le domaine de la *théorie*, le *matérialisme* coïncidant avec l'*humanisme*, le socialisme et le communisme français et anglais l'ont représenté dans le domaine de la pratique. (*Op. cit.*, p. 152.)

Ce texte capital contient deux idées essentielles : l'idée que l'idéologie a un certain développement, qu'elle *s'élabore* progressivement — le problème du *rythme* de ce développement par rapport à celui du développement pratique n'étant pas envisagé — et l'idée (hégélienne) d'un *achèvement* de ce développement dans une philosophie qui épuise les possibilités qu'elle rencontre. Or, le développement idéologique doit être référé à un développement conceptuel, les deux ne se recouvrant pas. C'est ici même, au niveau de ce développement conceptuel, que nous retrouvons la problématique de la *Dissertation*, qui n'avait cessé d'être présente. Elle concerne maintenant le rapport de Marx à *Hegel lui-même*, par l'intermédiaire de la critique de Strauss et de Bauer.

Le matérialisme avait été défini par Hegel comme l'antithèse de la philosophie. Dans la *Science de la logique*, la mesure des différentes philosophies doit estimer la manière dont elles ont mis en œuvre le principe philosophique par excellence, l'*idéalisme*[\[80\]](#). D'un point de vue plus précis, il dit ailleurs que le matérialisme et le théisme « sont deux

parties d'un seul et même principe fondamental[81] ». La critique menée par Marx de la philosophie de Strauss et de Bauer permet de peser exactement ces vues.

Selon Hegel, il faut « résoudre la compacité de la substance et élever cette substance à la *conscience de soi* ». La conscience de soi, définie par Feuerbach comme *attribut de l'homme*, apparaît chez Bauer comme la substance élevée à la conscience de soi.

La lutte entre Strauss et Bauer relativement à la substance et à la conscience de soi est une lutte dans le cadre des spéculations hégéliennes. Il y a chez Hegel trois éléments[82] : la substance spinoziste, la conscience de soi fichtéenne, l'unité hégélienne des deux, nécessairement contradictoire, l'esprit absolu. Le premier élément est la nature, sous travesti métaphysique, dans sa séparation d'avec l'homme, le second est l'esprit, sous travesti métaphysique, dans sa séparation d'avec la nature, le troisième est, sous travesti métaphysique, l'unité des deux autres, l'homme réel et l'espèce humaine réelle.

Strauss et Bauer ont, l'un et l'autre, développé logiquement Hegel, sans sortir du domaine de la théologie, le premier du point de vue spinoziste, le second du point de vue fichtéen. Tous deux ont critiqué Hegel dans la mesure où, chez lui, chacun des deux éléments est faussé par l'autre, tandis qu'ils ont conduit chacun de ces éléments à son achèvement unilatéral, donc conséquent. Dans leur critique, tous deux dépassent par conséquent Hegel, mais tous deux se maintiennent également à l'intérieur de sa spéculation et ne représentent chacun qu'un côté de son système. Feuerbach, le premier, a parachevé et critiqué Hegel du point de vue hégélien en résolvant l'esprit absolu métaphysique en l'homme réel sur la base de la nature ; le premier, il a achevé la critique de la religion en esquisant en même temps de main de maître les grands principes de la critique de la spéculation hégélienne, et, par suite, de toute métaphysique. (*Op. cit.*, p. 167.)

L'abstraction n'est plus ici seulement définie comme l'antithèse du matérialisme en général (comme l'élément abstrait), mais comme *unilatéralité*. Le développement unilatéral trouve toujours en face et en dehors de lui l'autre moment ; comme le concret est une totalité, chaque moment pris en lui-même est abstrait. Le matérialisme ayant besoin d'être achevé par le travail de la spéculation, il faut conclure que le matérialisme pré-feuerbachien est lui aussi *abstrait* (au sens où il est unilatéral). On voit que la critique *conceptuelle* de Hegel et des Jeunes hégéliens conditionne l'histoire du matérialisme que Marx a brossée. Marx est sensible au fait que toute philosophie doit s'expliquer avec Hegel pour se développer, et cela parce que Hegel pense la *totalité*. Certes, des philosophies matérialistes ont existé, et on peut en faire l'histoire ; on peut même opposer cette histoire à celle de la métaphysique, qui a toujours été liée au pouvoir politique. Mais la condition d'une lecture correcte de cette histoire suppose déjà le matérialisme achevé, l'accomplissement de la critique de la métaphysique *hégélienne* et la percée hors de ce système total. La preuve en est que Bauer lui aussi connaît l'histoire du matérialisme, mais qu'il est loin d'y lire ce qu'elle contient, faute d'avoir critiqué Hegel de manière totale et radicale.

Selon Bauer, la *vérité* du matérialisme est « la philosophie de la conscience de soi », et la « conscience de soi » doit être reconnue « comme

le *tout*, comme la solution de l'énigme de la *substance spinoziste* » et comme la « véritable *causa sui* ». Marx peut remarquer que cela revient à faire de l'idéalisme la vérité du matérialisme. (*Op. cit.*, p. 168.) C'est que cette naïveté de Bauer a son aspect profond : l'idéalisme et le matérialisme, comme moments abstraits et unilatéraux, ont le même sol, bien qu'ils soient en opposition *directe*. Sur ce sol unilatéral et abstrait, on peut construire une philosophie matérialiste aussi bien qu'une philosophie idéaliste : elles seront toutes deux unilatérales. Toute résolution unilatérale de cette contradiction (par l'accentuation d'un des moments) est inadéquate et tombe sous les coups de la critique hégélienne. Si les *Travaux préparatoires* et la *Dissertation* mettaient en valeur, contre le pur mécanisme, le moment de la conscience de soi, ils comportaient déjà l'exigence du dépassement de ce point de vue unilatéral en refusant de concevoir la *séparation* de l'homme et de la nature.

Mais ce que le texte cité nous dit aussi, c'est qu'il y a encore un autre niveau d'abstraction philosophique, qui est le fait de Hegel lui-même, et, par suite, de *tous* les philosophes. Chez Hegel, « chacun des deux moments est faussé par l'autre ». Etant donné que ce sont la position et la résolution *idéalistes* de l'opposition qui sont le vice de Hegel, on peut dire à la fois que Strauss et Bauer restent en deçà de lui et qu'ils le dépassent, mais il faut préciser ce rapport. Le mérite de Hegel est son ambition totalisatrice qui lui fait considérer *ensemble* les deux moments. Mais, depuis son point de départ même, sa réflexion ne se meut dans l'opposition que dans le but de la dépasser. On peut même dire qu'il pense ces deux moments *depuis* la prise de conscience de leur identité médiate (Savoir absolu). C'est justement cette synthèse spéculative dont Marx conteste le caractère *médiat* (au sens où seul le concret matériel est médiate). Au sens strict, la synthèse hégélienne des deux moments est une pure production *de la pensée*, donc une production imaginaire et illusoire. Rien de *réel* ne distingue l'union des moments de leur opposition, si bien que la conscience du savoir absolu est en définitive une conscience *immédiate* et qu'elle est ramenée à l'abstraction philosophique de Bauer. Les philosophies de Bauer et de Strauss sont, on l'a vu, *identiques* dans leur caractère abstrait et unilatéral, et elles expriment chacune l'essence de la philosophie en général et de celle de Hegel en particulier. C'est pour cela que Marx peut écrire que l'union des deux moments est « nécessairement contradictoire », car ils expriment, sous travesti métaphysique, le monde concret, dont la réalité repose sur la médiation réelle et objective de l'homme et de la nature. On lit dans les *Manuscrits de 1844*, à propos de Hegel : « On obtient comme résultat du mouvement l'identité de la

conscience de soi et de la conscience, le savoir absolu, le mouvement de la pensée abstraite qui ne se fait plus en direction de l'extérieur, mais seulement au-dedans d'elle-même, c'est-à-dire qu'on obtient pour résultat la dialectique de la pensée pure.[83] » A l'égard du monde concret, l'identité médiate du savoir absolu et l'identité immédiate de la philosophie de Bauer sont ramenées à une seule aliénation : celle de la philosophie comme telle. Dans les *Manuscripts de 1844*, Marx étend donc à Hegel lui-même sa condamnation de Bauer. Le savoir absolu implique... que la conscience — le savoir — en tant que savoir — la pensée en tant que pensée — prétend être *immédiatement l'autre* de soi-même, prétend être le monde sensible, la réalité, la vie[84] ».

Il faut donc refuser aussi bien le maintien unilatéral d'un des moments que la synthèse spéculative de ces moments. Le fil directeur de cette subversion de la philosophie est l'attention au monde concret, non tant le monde tel qu'il se donne immédiatement à la perception (encore que le sensible soit le vrai *point de départ*) que le monde tel qu'il apparaît au philosophe qui renverse la spéculation. Ce monde est celui de l'opposition concrète et objective entre l'homme et la nature, laquelle exige d'être pensée à la fois dialectiquement et concrètement.

LE CONCRET COMME PRODUCTION

En 1841, la problématique du jeune Marx comporte deux exigences :

1. L'affirmation de l'*homme* (Marx dit alors, comme Hegel, la conscience de soi), la promotion de la liberté, de la possibilité, de la critique qui soumet le réel à la violence du concept, de la négation du *donné* au nom d'un savoir qui disqualifie ce donné.

2. L'affirmation de la *nature* : de la nécessité, de la possibilité réelle, du fait scientifique, de la valeur de la science, de la substance et de l'universel.

Dès 1841, Marx savait que toute réduction de l'un des côtés au profit de l'autre, de même que toute identification immédiate de l'un à l'autre étaient erronées et dangereuses. Entre ces deux termes, seul un rapport *dialectique* — action et réaction réciproques — était concevable. Sinon, la philosophie tombait soit dans le spiritualisme abstrait, soit dans le matérialisme abstrait qui n'est qu'un « spiritualisme abstrait de la

matière[85] ».

Etant donné le schéma I.

Affirmation de l'homme	}	rapport dialectique
Affirmation de la nature		

et aussi le schéma II.

Primat du sensible et du monde concret
Critique des déguisements métaphysiques
Renversement de la spéculation,

on peut dire :

— Que c'est l'abstraction critiquée en II. qui permet d'isoler un terme, ce qui donne l'unilatéralité critiquée en I. Car le concret n'est pas simple mais dialectique.

— Que c'est la révolution opérée par Feuerbach dans le cadre de la spéculation qui rend possible la conception matérialiste permettant de lire adéquatement l'histoire de la philosophie comme lutte de la métaphysique et du matérialisme.

— Que la solution de Feuerbach est, dans l'espace philosophique, la seule possible. Il va jusqu'au bout de Hegel et le critique profondément, mais ne peut le surmonter que dans une philosophie *privée de mouvement dialectique*, incapable de comprendre la pratique concrète de l'histoire.

On conçoit alors de manière assez exacte la place de la philosophie d'Epicure et des textes de 1841 qui lui sont consacrés. Cette philosophie est dominée par une éthique de l'humanisme abstrait :

— A l'égard de la transcendance issue de l'entendement imaginatif, elle est dans une position matérialiste.

— A l'égard d'une pensée du concret, d'une philosophie matérialiste dialectique de la nature et de l'histoire, elle est dans une position idéaliste.

Soit le schéma de la philosophie classique :

Dieu - Homme - Monde matériel

On peut réduire le terme de droite ou celui de gauche : dans le premier cas, on obtient un mysticisme religieux, dans le second un matérialisme philosophique. Mais dans ce second cas, la matière peut jouer le même rôle que Dieu, et le matérialisme être aussi métaphysique que le mysticisme.

Il y a donc deux schémas philosophiques abstraits :

1. Dieu - Homme - Dieu.
2. Matière - Homme - Matière.

Dans le cas du schéma 2, la matière est l'analogue de Dieu, car elle est pensée dans le même schéma et vient seulement prendre la place de Dieu[86]. On peut chercher à sortir du schéma en détruisant les deux termes transcendants. On a ainsi :

HOMME

1. Homme - Homme - Homme
(Dieu) (matière)

soit 2. Atome - Atome - Atome
(dieux) (hommes)(matière)

C'est-à-dire :

- la nature sous la forme de l'homme,
- l'homme sous la forme de la nature[87],

car les deux présentations sont interchangeable. Cette interchangeabilité définit précisément la philosophie d'Epicure, qui est lisible à la fois comme idéalisme et comme matérialisme. Un tel schéma conteste tout rapport dialectique réel entre l'homme et la nature, rapport qui n'a aucun sens à l'intérieur du soliloque atomistique. Nous sommes sur le sol de la philosophie de la conscience de soi professée par Bauer.

Feuerbach semble rétablir les deux termes sur une base matérialiste : l'homme devient « le plus réel des êtres naturels ». Feuerbach pense l'homme *et* la nature, mais sans voir le contenu véritable du « et ». Le « et », du rapport dialectique concret qu'il désigne dans la pratique matérielle, devient ainsi le fondement de toutes les transmutations possibles entre les deux termes, parce que la distinction réelle entre les deux termes n'est pas pensée comme transformation pratique du monde par l'homme dans la production.

Le fait décisif est que Marx trouve les deux moments exigés dès 1841 (l'homme-en-rapport-à-la-nature et la nature-en-rapport-à-l'homme) *réalisés* effectivement dans la PRODUCTION ou pratique concrète. L'étude des modes de production constitue donc la suppression matérialiste de la philosophie. Ce n'est pas à proprement parler la science

qui supprime la philosophie : celle-ci est déjà supprimée dans le développement réel dont elle n'était que le reflet déformé. Le marxisme est le savoir de cette suppression-réalisation : *science de la production, science de l'histoire*.

Schéma du matérialisme historique :

Homme/Nature/	<i>Histoire</i> :	Production	:	pratique réelle de
				transformation de la nature, dont le
Homme/Homme/				marxisme est la science.

C'est la distinction entre développement réel (pratique) et développement « théorique » qui permet la définition de la science comme reflet *reproduisant* le développement réel par opposition à l'idéologie comme reflet *déformant* de ce même développement.

Mais l'élément philosophique (idéologique) ne laisse pas intacte *l'histoire*. Élément de la prise de conscience par les hommes des rapports sociaux, l'idéologie (terme qui désigne la philosophie à partir de 1845, remplaçant le terme « métaphysique » de la *Sainte Famille*) baigne dans l'élément conscient, la « raison consciente » que déjà les *travaux préparatoires* critiquaient. La science de la production comporte donc une *critique de la conscience*. La *représentation*, comme produit de l'élément conscient, est l'espace de toutes les illusions philosophiques, au premier chef la dialectique idéaliste. Tout matérialisme, dans la fécondité même de son retour au sensible, court donc toujours le risque d'être dévoyé dans une philosophie du *donné*, c'est-à-dire dans *l'empirisme*. De ce point de vue, la philosophie de Feuerbach semble ne pas échapper à la règle. Le côté « épicurien » qu'elle reprend (primat des sens et de la perception immédiate, philosophie du bon sens et de la conscience immédiate, accentuation de l'entendement, appel à l'évidence et au sens commun) l'entraîne du côté d'une philosophie de la conscience immédiate, dont elle représente l'accomplissement. Feuerbach achève la philosophie classique comme la bourgeoisie achève l'ancien monde. Les deux ont une nécessité réelle, et sont en un sens irréfutables. Mais cette philosophie humaniste et naturaliste a le même effet que la science économique bourgeoise. Celle-ci *éternise* en effet sa propre affirmation du même geste qu'elle nie la spécificité d'un développement réel masqué par l'apparence de la représentation. L'analyse du fétichisme de la marchandise qui ouvre le *Capital* montrera que ce développement réel, objet de la science, doit être connu par la construction de son concept, en quelque sorte *contre* les fausses évidences de la représentation, royaume de l'idéologie. Toute philosophie de la conscience immédiate est par là ramenée à son statut

idéologique, en premier lieu celle de Feuerbach, après celle d'Epicure[\[88\]](#).

DIALECTIQUE SPÉCULATIVE ET DIALECTIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

« Ce n'est plus seulement au nom du matérialisme qu'il critique l'inversion du réel que constitue le système hégélien. C'est au nom de la dialectique du réel, celle qui se manifeste dans l'histoire et dans la société[\[89\]](#). »

Il y a parenté entre une philosophie de la conscience, du donné et de la représentation et une philosophie du primat du sensible sous la forme immédiate où il se donne. Contre le primat de ce donné immédiat, la *dialectique*.

Mais la dialectique *réelle* a un rôle révolutionnaire à *l'inverse* de la dialectique spéculative. Ici se place l'apport exact de Feuerbach : bien qu'il vide la philosophie de son mouvement dialectique, il a la valeur pratique essentielle de nier en bloc la sphère de la spéculation, ou plutôt de faire basculer cette sphère vers le véritable concret qui est le monde réel sensible. Feuerbach définit *l'indépendance* de ce monde concret par rapport à la conscience, bien qu'il le pense encore abstraitement, c'est-à-dire en rapport à cette conscience[\[90\]](#).

La dialectique révolutionnaire est exposée de manière très précise par Marx dans la *Postface à la seconde édition allemande du Capital* (24 janvier 1873). Marx y cite une critique de son livre parue dans une revue de Saint-Pétersbourg, qui contient ces deux extraits importants :

A première vue, si l'on en juge par la forme extérieure de l'exposition, Marx est un idéaliste renforcé, et cela dans le sens allemand, c'est-à-dire dans le mauvais sens du mot. En fait, il est infiniment plus réaliste qu'aucun de ceux qui l'ont précédé dans le champ de l'économie critique... On ne peut en aucune façon l'appeler idéaliste[\[91\]](#).

La valeur scientifique particulière d'une telle étude, c'est de mettre en lumière les lois qui régissent *la naissance, la vie, la croissance et la mort* d'un organisme social donné, et son remplacement par un autre supérieur ; c'est cette valeur-là que possède l'ouvrage de Marx. (Nous soulignons.)

Marx souligne que l'auteur définit ainsi la *méthode dialectique* elle-même. Certes, cette dialectique est l'opposé de la dialectique spéculative hégélienne :

Ma méthode dialectique, non seulement diffère par la base de la méthode hégélienne, mais elle en est l'exact opposé. Pour Hegel, le mouvement de la pensée, qu'il personnifie sous le nom de l'idée, est le démiurge de la réalité, laquelle n'est que la forme phénoménale de l'idée. Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que la réflexion du mouvement réel, transporté et transposé dans le cerveau de l'homme[92].

Mais le mérite de Hegel est ici expressément reconnu :

Mais bien que, grâce à son quiproquo, Hegel défigure la dialectique par le mysticisme, ce n'en est pas moins lui qui en a le premier exposé le mouvement d'ensemble. ... Sous son aspect mystique, la dialectique devint une mode en Allemagne, parce qu'elle semblait glorifier les choses existantes. Sous son aspect rationnel, elle est un scandale et une abomination pour les classes dirigeantes... parce que dans la conception *positive* des choses existantes, *elle inclut du même coup l'intelligence de leur négation fatale*, de leur destruction nécessaire, parce que, saisissant le mouvement même dont toute forme faite n'est qu'une configuration transitoire, rien ne saurait lui en imposer ; parce qu'elle est essentiellement *critique et révolutionnaire*[93]. (Nous soulignons.)

On ne saurait être plus clair. La pensée du *Capital* est une pensée *dialectique*. Mais ce qui marque la coupure profonde qui sépare Marx de Hegel, c'est moins l'idée du « renversement » (dont on sait trop bien désormais qu'elle n'est pas claire) que la place exacte donnée par Marx à la dialectique.

Dans ce texte de 1873, Marx distingue en effet deux plans de la manière la plus nette : le procédé *d'exposition* et le procédé *d'investigation*.

Certes, le procédé d'exposition doit se distinguer *formellement* du procédé d'investigation. A l'investigation de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement, et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction *a priori*[94].

Deux conclusions :

— Le *Capital* expose, à travers des analyses particulières, le mouvement *d'ensemble* du système, lequel est dialectique[95].

— Le marxisme ne saurait se réduire à *une science* au sens où toute science est régionale, il est science de la *totalité* du développement réel.

Le statut théorique de cette distinction des deux procédés avait été indiqué par Marx dans *l'Introduction à la Critique de l'Economie politique*, écrite en 1857. Dans ce même texte, Marx parvient à une élaboration complète des concepts de *concret* et *d'abstrait* ainsi que de leur rapport avec l'idée de *dialectique*.

Le concret est concret, parce qu'il est la synthèse de nombreuses déterminations, donc unité de la diversité. C'est pourquoi le concret apparaît dans la pensée comme le procès de la synthèse, comme résultat, et non comme point de départ, encore qu'il soit le véritable point de départ, et par suite aussi le *point de départ de l'intuition et de la représentation*[96] (Nous soulignons.)

Le postulat matérialiste est ici uni étroitement et de manière rigoureuse à l'exigence dialectique. La reproduction du concret vise ce concret comme résultat d'une élaboration. La science vise à construire les déterminations du concret, ce qui revient à le mesurer à son essence. La distinction des deux processus et de leur résultat (concret pensé et concret réel) est ici primordiale. Du même coup est élucidé définitivement le rapport de Marx à Hegel :

... Les déterminations abstraites aboutissent à la reproduction du concret par la voie de la pensée. C'est pourquoi Hegel est tombé dans l'illusion de concevoir le réel comme le résultat de la pensée qui se résorbe en soi, s'approfondit en soi, se meut par soi-même, tandis que la méthode de s'élever de l'abstrait au concret n'est pour la pensée que la manière de s'appropriier le concret, de le reproduire en tant que concret pensé.

Hegel a confondu le concret-pensé et sa genèse propre et le développement réel. C'est pour cela qu'il a pu comprendre le réel comme résultat de la pensée.

La reproduction du concret en tant que concret pensé n'est pas « le procès de la genèse du concret lui-même[97] ».

En somme, la science doit éviter deux écueils :

— S'en tenir au donné immédiat de la représentation.

— Couper le développement idéal qui dépasse ce niveau immédiat de l'objet de la représentation, qui est le concret[98].

Pour cela, la science doit comprendre que la reproduction du concret par la pensée n'est pas indépendante et transcendante (comme une divinité), mais qu'elle est au sens propre une *production*, une transformation réglée de la représentation en concept. Cette transformation s'effectue selon le modèle général de la PRODUCTION que nous avons vu ouvrir le champ du dépassement de la philosophie. Comme production, cette transformation diffère de toute transposition et de toute élucidation-traduction. Elle ne découvre pas son objet mais le produit.

Pour la *conscience* (et la *conscience philosophique est ainsi faite*) la pensée qui conçoit, c'est l'homme réel, et le réel, c'est le monde une fois conçu comme tel ; le mouvement des catégories lui apparaît comme le véritable acte de production (lequel, c'est bien ennuyeux, ne reçoit d'impulsion que du dehors) dont le résultat est le monde ; c'est exact — mais ce n'est qu'une autre tautologie dans la mesure où la totalité concrète en tant que totalité pensée, concret pensé, est en fait un produit de la pensée, de l'acte de concevoir ; il n'est donc nullement le produit du concept qui s'engendrerait lui-même, qui penserait en dehors et au-dessus de la perception et de la représentation, mais un *produit de l'élaboration des perceptions et des représentations* en concepts. La totalité, telle qu'elle apparaît dans l'esprit comme un tout pensé, est un produit du cerveau pensant, qui s'approprie le monde de la seule manière possible... [= de la seule manière dont il puisse le faire.] Le sujet réel subsiste, après comme avant, dans son autonomie en dehors de l'esprit, tout au moins aussi longtemps que l'esprit n'agit que spéculativement, théoriquement[99]. (Nous soulignons.)

La pensée de Marx est donc une critique de la conscience, laquelle est naturellement portée à concevoir le concret pensé comme concret réel, c'est-à-dire à se concevoir comme le réel, à s'affirmer dans les choses

mêmes. L'objet de la représentation — le monde sensible — a la valeur essentielle d'un *point de départ*. Il ne s'agit pas de se mouvoir d'emblée dans un idéal contenu implicitement dans la représentation, mais de produire le concept du réel en transformant la matière de la représentation. La genèse réelle est indépendante de cette reproduction idéale, ce qui nécessite de ne jamais quitter le sol de l'observation empirique, où le développement réel ne cesse de se donner à travers les illusions de la conscience. C'est la pratique matérielle de la production, réalisation effective des deux moments exigés dès 1841, qui fournit le modèle général de compréhension de toutes les pratiques[\[100\]](#).

LES MANUSCRITS DE 1844

PRODUCTION, OBJECTIVATION, ALIENATION

Selon L. Althusser, les *Manuscrits de 1844* constituent un texte un peu « à part » dans l'itinéraire de Marx, le seul essai de renversement du système hégélien dans la philosophie de Feuerbach, tranchant sur le fond d'une problématique kantiano-fichtéenne[101]. Comme la *Sainte Famille*, les *Manuscrits de 1844* louent la philosophie de Feuerbach comme celle de Hegel. Il nous semble cependant que si Marx n'a jamais été un penseur hégélien au sens d'un penseur *spéculatif*, les *Manuscrits de 1844* n'en constituent pas moins le prolongement rigoureux de la double exigence témoignée dans les textes de 1839-1841 (cf. *supra*) et une certaine réponse bien déterminée à l'intérieur du dialogue fondamental avec Hegel. Si on garde à l'esprit les éléments dégagés jusqu'ici, il est frappant de constater la concordance qui règne entre la *Sainte Famille*, les *Manuscrits de 1844*, l'*Idéologie allemande* et même certains textes postérieurs à 1850 (cf. *infra*). Ce qui explique cette concordance, c'est que Marx définit sa spécificité précisément en s'opposant de manière très précise à la philosophie hégélienne, et qu'il a toujours en vue cette problématique, même s'il la subvertit radicalement en la déplaçant dans le champ de l'économie politique.

1. On lit dans les *Manuscrits de 1844* que Hegel a saisi « la production de l'homme par lui-même comme un processus, l'objectivation comme désobjectivation, aliénation et suppression de cette aliénation ». Il a compris l'essence du travail et conçoit l'homme objectif « comme le résultat de son propre travail ». Telle est la grandeur de la *Phénoménologie de l'Esprit* et de son résultat final, — la « dialectique de la négativité comme principe moteur et créateur[102] ».

2. Mais Hegel ne conçoit qu'un travail, celui de la pensée. Le travail de l'esprit instaure une série de médiations qui reflètent la conscience et non le développement réel, et sont donc *effectivement nulles*. Un tel travail est le « devenir pour soi de l'homme à l'intérieur de l'aliénation, en tant qu'homme aliéné ». Rien n'est donc changé à l'aliénation (la vraie,

l'historique). Le philosophe est l'homme aliéné qui ne fait que se reconnaître comme tel, sa science est « la science aliénée qui se pense elle-même ». Sur ce plan, avec plus ou moins de bonheur et d'ampleur, tous les philosophes se donnent la main.

3. La différence entre Marx et Hegel ne tient pas au fait que Marx emploierait le concept d'aliénation et Hegel celui d'objectivation. L'élément spéculatif sur lequel se tient Hegel le conduit à déformer et voiler l'objectivation elle-même. Dans l'objectivation hégélienne, l'homme se trouve opposé à lui-même sous la forme de l'autre (la nature ou idée hors de soi). Cette opposition est fictive car ses deux termes sont fictifs. L'objectivation commence par poser une *fausse* différence entre l'homme et la nature, différence qui n'est ensuite que trop facile à résoudre. En fait, le niveau de l'objectif, du concret, est déjà supprimé au départ. L'aliénation telle que l'entend Marx est la critique directe de cette objectivation hégélienne. Elle est une phase historique nécessaire de la production concrète. Elle est donc à la fois plus contingente (nécessite historique et non d'essence) et plus difficile à surmonter, car elle fait *effectivement* du travail aliéné un travail négatif. Elle est une négation concrète de l'homme.

Marx dit : Hegel « voit seulement le côté positif du travail et non son côté négatif » (p. 133). Ce côté positif ne l'est en fait que parce que le travail est jugé par Hegel *depuis* le lieu spéculatif de sa *suppression*. La positivité du travail tient au fait qu'il se nie nécessairement dans la contemplation. Mais, pris comme tel, le travail est pour Hegel négatif. Le sol de l'opposition de la conscience et du monde qui le caractérise est pris dans l'objectivité, et, s'il ne se supprime pas, doit être condamné. Le travail est donc le négatif changé en positif par la vertu de sa négation. Marx prend le contrepied de cette analyse : c'est en tant que tel que le travail est *positif*, mais en tant que devenu étranger à lui-même pour des raisons historiques, il devient négatif. Il est donc négatif en tant qu'il est *nié*, qu'il n'est pas lui-même. La fin de l'aliénation est le retour à soi-même du travail, de la production, prise comme mode d'être générique de l'homme.

4. Hegel vise donc bien la fin de l'*objectivité*, frappée de négativité. « La réappropriation de l'essence objective de l'homme, engendrée comme étrangère dans la détermination de l'aliénation, ne signifie donc pas seulement la suppression de l'*aliénation*, mais aussi de l'objectivité ; c'est-à-dire que l'homme est un être non objectif, spiritualiste. » (p. 133). Or, le naturalisme nous enseigne que l'homme, en tant qu'être de la nature, est un être *objectif*. « Quand l'homme... pose ses *forces essentielles* objectives

réelles par son aliénation comme des objets étrangers, ce n'est pas le *fait* de poser qui est sujet ; c'est la subjectivité de forces essentielles *objectives*, dont l'action doit être également objective. » L'homme « ne pose des objets » que « parce qu'il est posé lui-même par des objets, parce qu'à l'origine il est nature ». « Son produit *objectif* ne fait que confirmer son activité *objective*, son activité d'être objectif naturel. » (p. 136). Ce que Hegel vise à supprimer avec l'objectivation, c'est donc l'être concret de l'homme comme être objectif. C'est le caractère objectif de l'objet qui est pour la conscience de soi l'incongruité et l'aliénation (p. 139).

5. Le travail — la technique — suppose une lutte de l'homme contre la nature, lutte dialectique et objective aboutissant à la production concrète de l'homme par lui-même. La condamnation de l'objectivation comme moment négatif permet à Hegel de dénoncer « l'aliénation fatale de l'homme dans cette société où la production pour la production... n'a pas de raison de se limiter^[103] ». La société productive qui ne se dépasse pas vers une société contemplative — c'est-à-dire en fait : qui n'élève pas des philosophes qui la pensent — reste pour Hegel prisonnière de l'objectivité, aliénée. La production suppose que l'homme transforme le monde en s'appuyant sur ses lois *objectives* (objet de la science), de même que la pratique politique doit voir l'homme transformer le monde social donné en s'appuyant sur la *science* de ce monde. Production et pratique politique seraient donc prisonnières de l'objectivité que le Sage hégélien doit précisément surmonter. De même, la « société sans classe » de Marx, dans la mesure où elle continuerait à produire, tomberait sous le coup de la même condamnation.

6. La production telle que l'entend Marx ne vise pas à supprimer la sphère de l'objet, à effectuer un saut au-delà de la dualité concrète du produisant et du produit. Elle vise la transformation, l'élaboration de la nature, élaboration qui est seule à rendre possible la reconnaissance de l'homme par lui-même dans son objet. *Reconnaissance* diffère d'*identification* comme *objectivation* de *projection* ; cette différence est explicitée par le concept de médiation. Pour la pensée de la production, l'objet produit est le support réel de l'universalité, le médium de tout rapport entre les hommes. « Dans l'hypothèse de la propriété privée positivement abolie, l'homme produit l'homme, se produit soi-même et produit l'autre homme... » « L'objet, qui est le produit de l'activité immédiate de son individualité, est en même temps sa propre existence pour l'autre homme, l'existence de celui-ci, et l'existence de ce dernier pour lui^[104] ». Dans cette volonté de s'opposer à toute réduction de l'objet ou du sujet et de découvrir l'universalité dans le champ de

l'objectivité, Marx semble développer et concrétiser le schéma que la *Dissertation* de 1841 donnait pour être celui du *ciel*. Dans le ciel en effet, la contradiction était acceptée et éteinte, rendue positive de par sa concrétion même, et seulement grâce à elle. Le mouvement absolument libre des corps célestes reposait sur la réalité effective de la singularité (subjectivité) et de la matière (centre universel de la pesanteur). Le ciel était la totalité unissant les deux termes. Dans la matière céleste, les deux moments reconnaissaient leur interdépendance et leur appartenance mutuelle sans pour autant se fondre l'un dans l'autre. La production pourrait ainsi apparaître comme la découverte du ciel sur la terre. En fait, il n'en est pas ainsi : la représentation du ciel contenue dans la *Dissertation* est celle du matérialisme *philosophique*. Sa valeur polémique à l'égard de toute spéculation ne saurait faire oublier qu'elle reste prisonnière du schéma spatial, du couple reflet-reflétant et de la contradiction formelle qui caractérisent l'idéologie. « Feuerbach veut des objets concrets, réellement distincts des objets de la pensée, mais il ne considère pas l'activité humaine elle-même en tant qu'activité objective[105]. » La production entraîne une révolution dans le *statut de l'objectivité*. Si elle fait valoir la dimension de l'objet contre la spéculation, elle le conteste dans la détermination que lui donne le matérialisme philosophique. « Le principal défaut, jusqu'ici, du matérialisme de tous les philosophes — y compris celui de Feuerbach — est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisis que sous la forme d'*objet* ou d'intuition, mais non en tant qu'*activité humaine concrète*, non en tant que *pratique*, de façon subjective[106]. » On voit que le matérialisme dialectique récuse à la fois le matérialisme et l'idéalisme philosophiques. Son espace est le statut particulier de l'*objet produit*, espace qui permet la possibilité réelle de cette réduction de la différence Homme/Nature qui était le but de toutes les philosophies.

7. L'étrangeté de la nature trouve son explication dans l'aliénation de la production. On ne saurait rendre « philosophique » le monde puisque la philosophie n'est que le reflet du monde aliéné. Il faut donc analyser l'aliénation de la production elle-même, sur le terrain de l'économie politique. Originellement, la production est la véritable vie générique de l'homme. « La vie productive, c'est la vie générique. C'est la vie engendrant la vie. » L'homme fait ses preuves en tant qu'être générique conscient « par la production pratique d'un monde objectif », l'élaboration de la nature non organique. « En produisant, l'homme reproduit la nature. » Ainsi, « l'homme affronte librement son produit[107] ». Le statut du produit est ainsi ambigu : ni le *même* que l'homme, ni *autre* que

l'homme. Il participe, comme l'homme, à la nature, mais se distingue de l'homme pour être le lieu concret de l'*épanouissement* des possibilités humaines. L'épanouissement suppose une sortie hors de soi qui ne s'effectue pas vers un extérieur absolu. Cette formulation paradoxale montre que la philosophie pense difficilement le statut du produit. Du fait que le monde est produit, il n'y a plus d'étrangeté entre l'homme et la nature, ni entre l'homme et son semblable. La nature n'est pas anéantie comme totalité de l'étant, mais son être s'est transformé : d'objet éternel et étranger à l'homme, elle est devenue produit, objectivation de la vie de l'homme, histoire. « La nature apparaît comme *son œuvre* et sa réalité. » « L'objet du travail est donc l'*objectivation de la vie générique de l'homme* : car celui-ci ne se double pas lui-même d'une façon seulement intellectuelle, comme c'est le cas dans la conscience, mais activement, réellement, et il se contemple donc lui-même dans un monde qu'il a créé[\[108\]](#). » Cette création ne renvoie pas à l'activité purement pensée des *Travaux préparatoires*. Elle est transformation productrice plus que création. Feuerbach l'avait dit : « Sans objet l'homme n'est rien[\[109\]](#). » Mais il avait identifié immédiatement l'objet à l'homme objectivé sans comprendre l'objectivation comme transformation productive.

8. Et pourtant cette production générique passe nécessairement par la phase historique de son aliénation. L'aliénation n'est pas incluse dans l'essence de la production, cette non-inclusion rendant possible le dépassement non contemplatif de l'aliénation. Cependant la possibilité et la nécessité historique de l'aliénation réside dans l'objectivation. Du fait même que l'homme pose un objet qui n'est pas la même chose que lui (position qui est pour l'homme nécessaire à sa vie) naît le risque de voir cet objet se poser pour lui-même sans référence au sujet, devenir étranger à l'homme. L'inexistence de l'objet (spéculation) et son existence souveraine et exclusive sont les deux contraires qu'il faut penser ensemble sans accepter la réduction de l'un d'entre eux. C'est la production aliénée qui est l'objet de l'économie politique. Sa nécessité tient au fait qu'elle est soumise au principe de rendement qui contraint l'homme à humaniser le monde. Mais la production aliénée crée seulement la possibilité d'une reprise du monde des produits. Elle ne tend pas d'elle-même à son annulation, au contraire, elle s'aggrave. « La misère de l'ouvrier est en raison inverse de la puissance et de la grandeur de sa production[\[110\]](#). » Le travail se produit lui-même et produit l'ouvrier comme marchandise. L'homme est compris seulement comme *travailleur* et l'existence de ses besoins ne pose au capitaliste que les besoins de sa subsistance. La production, autant qu'elle est aliénée, est la perte totale de l'homme : il

voit lui échapper et son objet, et sa propre vie générique. Au stade de l'économie, l'actualisation du travail « apparaît comme la *perte* pour l'ouvrier de sa *réalité*, l'objectivation comme la *perte de l'objet* ou l'*asservissement* à celui-ci, l'appropriation comme l'*aliénation*, le *dessaisissement* ».

Dans ces conditions, la production n'est-elle pas de nouveau le pur négatif, au sens où Hegel la condamnait ? Hegel critiquait la production-pour-la-production. Marx dit aussi que c'est dans la phase de l'aliénation que le monde est humanisé et il donne comme mot d'ordre au communisme l'abolition du travail. Le communisme semble alors réaliser les « retrouvailles du spéculatif » : l'unité immédiate de l'homme avec lui-même, unité qui exclut la sphère du travail. Il semble y avoir un glissement de la production au produit : la production est aliénante, mais le produit fait oublier la production, il est la production supprimée, l'objet des philosophes débarrassé de son « objectivité », pris subjectivement : l'homme lui-même. « Le communisme traite consciemment toutes les conditions naturelles préalables comme des créations des hommes. » « Il dépouille celles-ci de leur caractère naturel et les soumet à la puissance des individus unis. » Il est la base réelle qui rend impossible tout ce qui existe indépendamment des individus « dans la mesure toutefois où cet état de choses existant est purement ou simplement un produit des relations antérieures des individus entre eux[111] ».

« La révolution communiste... est dirigée contre le *mode* d'activité antérieur, elle supprime le *travail* et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes[112]. » Le communisme est alors la réalisation du rêve philosophique : l'absence de différence entre l'homme et le monde et entre l'homme et l'homme. Marx dit parfois que l'homme, dans l'aliénation, a développé *toutes* ses possibilités et que le communisme est la fin et l'appropriation de ce développement. La compréhension de l'histoire est alors hégélienne : le communisme est la fin réalisée de l'histoire, le travail productif cesse avec lui, c'est le royaume des individus se contemplant eux-mêmes dans le monde produit, le dernier avatar de la république des Esprits.

Ce qui est en jeu avec ce problème de la définition du communisme, c'est la réponse aux mêmes questions que posaient déjà les *Travaux préparatoires* et la *Dissertation*, ce qui témoigne de la continuité de l'itinéraire de Marx. La preuve en est ce texte des *Manuscrits de 1844* : le communisme est

l'*appropriation* réelle de l'essence *humaine* par l'homme et pour l'homme ; donc retour total de l'homme pour soi en tant qu'homme social, c'est-à-dire humain, retour conscient et qui s'est opéré en conservant toute la richesse du développement antérieur. Ce communisme en tant que

naturalisme achevé = humanisme ; en tant qu'humanisme achevé = naturalisme ; il est la *vraie* solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme, la vraie solution de la lutte entre existence et essence, entre objectivation et affirmation de soi, entre liberté et nécessité, entre individu et genre. Il est l'énigme résolue de l'histoire et il se connaît comme cette solution (p. 7).

Tous les concepts de la *Dissertation* sont ici repris et thématiques. Le communisme vient remplacer en tant que *vraie* solution, l'élément de solution qu'avait donné en 1841 l'analyse du ciel. Mais si nous comprenons le communisme ainsi que nous venons de le faire, la différence entre Marx et Hegel ne réside que dans l'accusation d'*abstraction* portée contre Hegel : Hegel a défini le travail abstrait de l'esprit. Ce travail reflétait le travail aliéné ; Hegel a supprimé en pensée le travail de la pensée, le communisme supprime pratiquement le travail réel aliéné. En fait cette interprétation conduit à oublier la scission plus profonde qui sépare Marx de Hegel et que le concept de production invite à penser. Le mot d'ordre de « suppression du travail » vise le travail comme forme *moderne* de l'activité[113] dominée par les classes, c'est-à-dire le travail *aliéné*. Le capitalisme ne conçoit l'homme *que* comme *travailleur*, il le mutile, le coupe de ses autres activités productives (comme l'amour ou la culture). Le travail est alors synonyme de labeur forcé au service du capital. Si la suppression du travail ne fait qu'un avec celle des classes, elle n'est pas la suppression de toute *activité*. Hegel conçoit l'essence de l'homme comme production de la pensée ou pensée de la production (donc en dernier ressort comme contemplation). Marx la conçoit comme activité : affirmation objective de la liberté et objectivation de cette affirmation dans une *œuvre*. C'est précisément dans l'aliénation (et pour la science aliénée) que la production disparaît dans le produit. L'homme devrait-il se contenter de jouir de la contemplation d'un monde créé par les hommes qui l'ont précédé ? Marx le dit expressément : que jamais l'homme ne renonce « à la joie de produire et à la jouissance du produit[114] ». Joie de produire et jouissance du produit ne sont qu'une seule et même chose, ils sont rigoureusement inséparables. Il ne saurait y avoir de consommation authentique sans production. La représentation du communisme comme paradis de la consommation est à bannir. L'homme contemplatif qui se réjouit d'un monde tout trouvé à sa ressemblance, c'est celui du paradis de « carte postale » dont rêve l'homme qui souffre de son travail. Ce qui fait le caractère effrayant de l'aliénation, c'est justement que l'homme y est rendu étranger à ce qui devrait constituer sa vie même, la production appropriée. Si la vie de l'homme n'était pas production, il se bornerait à revendiquer du loisir *en dehors* du travail pour compenser le temps perdu à produire, ce qui est le comble de l'aliénation. Dire que la

totalité des forces humaines s'est objectivée et que l'homme communiste n'a plus qu'à jouir de l'objet, c'est se représenter la société sans classe à la manière de l'homme aliéné, lequel est précisément vidé de toutes ses forces authentiquement productives. Le communisme est bien plutôt le retour de la production à elle-même, c'est-à-dire à son véritable sujet qui est l'homme, sans pour autant que ce retour soit un retour en arrière (en effet, la production générique est l'essence de la production et ne décrit pas une société originaire, un état de nature heureux). L'histoire de l'homme qui s'ouvre avec le communisme est la libre affirmation du jeu de ses forces et de leur objectivation dans des formes librement produites. Ce qui rend ambiguë la critique de la production-pour-la-production, c'est que cette critique doit d'abord préciser que la production dont il s'agit n'est que la production pour un *autre* (le capital), c'est-à-dire la production aliénée à son essence[115].

9. La production exprime l'essence de l'homme. L'aliénation constituant une phase de la production dont la nécessité n'est qu'historique, le mode capitaliste de production se trouve condamné par le développement dialectique de l'histoire réelle. Le schéma dialectique de l'accomplissement, qui fait du communisme l'affirmation de l'homme *total* et l'aboutissement de tout le procès antérieur se fonde dans la conception de l'homme comme produisant. Dans la production, l'objet est humain et l'homme est objectif, mais cette identification n'a pas de sens *en dehors* du procès même de la production. Si l'homme ne se saisit plus comme produisant (ou cesse de produire), l'objet devient uniquement le résultat d'une production qui n'est plus celle de l'homme présent et retombe dans l'étrangeté. Or, Marx développe l'idée de l'histoire qui suit la préhistoire de l'homme. « La préhistoire de l'homme est une partie de son histoire naturelle. » « Le communisme, principe énergétique du futur prochain, n'est pas en tant que tel le but du développement humain[116]. » Le communisme ne représente donc en aucun cas l'arrêt du développement. Ainsi retrouvons-nous la pensée de la dialectique présente dès les textes de 1841 : aucune « fin » de l'histoire n'est assignable, l'histoire est affirmée comme telle, c'est-à-dire comme devenir. *La Postface à la seconde édition allemande du Capital* voyait dans la dialectique réelle la loi de développement d'un « organisme social donné » et la nécessité de son remplacement par un autre organisme. Dans *l'Ideologie allemande*, Marx écrit : « La fin de l'histoire n'est pas de se résoudre en conscience de soi comme esprit de l'esprit, mais qu'à chaque stade se trouvent donnés un résultat matériel, une somme de forces productives, un rapport avec la nature et entre les individus créés

historiquement et transmis à chaque génération par celle qui la précède[117]. » Et dans la *Critique de l'économie politique*, il précise encore : « Les rapports de production bourgeois sont la dernière *forme antagonique* du *procès social* de la production[118]. » (Nous soulignons). La production est ici distinguée de la forme antagonique qu'elle revêt. Ceci ne veut pas dire qu'il y ait une production en soi, mais simplement que la production ne disparaît pas avec le changement d'une quelconque de ses figures spécifiques. Moins que de la fin de l'histoire, il s'agit plutôt du passage (discontinu) à une nouvelle forme de l'histoire, ne se développant plus par le déchirement de la contradiction. C'est la notion même de développement qu'il faut alors repenser. Quand on a reconnu le statut de la production, on ne saurait plus préjuger de l'histoire, la réduire spéculativement. La production est le lieu de réserve de toutes les possibilités humaines : avec elle, l'histoire ne fait que commencer. La destruction de la nature comme objet étranger à l'homme est liée à l'affirmation de l'histoire, car l'homme n'est lui-même que s'il se reconnaît dans un objet concret, c'est-à-dire un objet qu'il doit sans cesse produire dans une libre différenciation de soi-même. Le contraire de la *projection* philosophique est alors conçu comme « épanouissement », concept dont la production artistique pourrait peut-être fournir une voie d'approche[119].

CONCLUSION

I. Il y a chez Marx trois niveaux de fonctionnement du concept de dialectique :

— La dialectique *spéculative* de Hegel, où le négatif n'est pensé que depuis le lieu de sa suppression dans le positif. Ce lieu de la synthèse, en tant que lieu imaginaire de la pure pensée, contamine d'entrée de jeu le développement dialectique que Hegel avait pourtant pressenti. Dans la *Sainte Famille* les moments opposés de la nature et de l'homme sont présentés comme perversis par la synthèse spéculative. Une telle dialectique, si elle permet la critique des illusions de la conscience immédiate, tend inévitablement vers l'arrêt de son mouvement, car elle ne séjourne dans le concret que le temps de donner une apparence concrète au moment spéculatif, lequel est aussitôt affirmé par le philosophe comme le concret comme tel. Pour Marx, le concret récusé le spéculatif. Il est seul à posséder le mouvement dialectique car l'idéologie n'a pas d'histoire, elle n'est que le reflet inversé de l'histoire.

— Le mouvement dialectique du réel concret tel qu'il définit l'histoire. Le schéma de cette dialectique était donné dans les textes de 1839-1841, combiné avec la théorie de l'alternance. Un tel mouvement est bien celui de la négativité, mais d'une négativité pensée en elle-même et non soumise à l'immobilité bienheureuse du spéculatif.

— La liaison constitutive des deux moments du concret, la nature (au sens le plus large qui englobe aussi la société) et l'homme. « Dialectique » veut dire ici qu'aucun moment ne saurait être envisagé indépendamment de l'autre, que c'est la relation mutuelle et l'alternance des rapports qui constituent le concret comme totalité dialectique. Seul le concept de production permet de penser cette alternance dialectique concrète. Le pur naturalisme feuerbachien, imprégné d'immobilité spéculative, en est incapable. Ce niveau de définition du dialectique représente la « solution » au problème de la *Dissertation* de 1841.

II. La reconnaissance de la production suppose une double *transformation* :

— Celle de la conscience immédiate en conscience critique,

transformation qui s'effectue grâce à la production scientifique, appropriation du réel par la pensée.

— Celle de la nature étrangère en nature humanisée, c'est-à-dire de la production aliénée en production humaine.

III. En conséquence, l'itinéraire de Marx nous paraît être un débat, sans cesse repris et développé, entre deux exigences : penser ensemble les moments de la nature et de l'homme et faire en sorte que cet « ensemble » ne désigne pas le lieu d'une synthèse spéculative[120].

IV. Le concept de production joue à trois niveaux : celui de la production matérielle (économie), celui de la production politique et celui de la production théorique (pratique-critique). Il nous semble fécond en affirmations nouvelles :

— L'affirmation de l'histoire, qui passe par la destruction de l'idéologie. La dialectique hégélienne était une gigantesque reprise du révolu à partir d'un *centre* qui était la *conscience* du philosophe. L'histoire prenait son sens à partir de son point d'arrêt dans un nouveau cogito. Le devenir était pensé depuis et en rapport à la *présence*. A l'inverse, Marx ne se place pas à l'intérieur de la « société sans classe » pour juger la société capitaliste. Il reste toujours sur le sol de ce qu'il critique. Il n'oppose pas à l'être un devoir-être, mais établit la possibilité matérielle et la nécessité scientifique d'un nouveau mode de production. Il affirme l'*historicité* de la production. Aucun organisme económico-social ne saurait échapper au mouvement de l'histoire concrète. Le *Capital* vise l'appropriation de l'histoire par elle-même, c'est-à-dire de l'homme produisant par lui-même. De la dialectique hégélienne, Marx ne retient que le mouvement irrépressible qui conteste toute éternisation, c'est-à-dire la dialectique qu'il louait dans les *Travaux préparatoires*. La fin du capitalisme n'est la fin ni de la production, ni de l'histoire. C'est au contraire l'histoire qui veut la fin du capitalisme. Par la ténacité qu'ils mettent à affirmer leur propre éternité, le régime bourgeois et la science bourgeoise constituent une agression contre l'histoire. Agression à la fois pratique et idéologique, nécessitant une riposte pratique et théorique.

— L'affirmation de l'exigence critique à l'égard du donné. La pratique théorique est une transformation, donc une violence. La reproduction du réel dans le savoir réprime sans cesse les illusions de la conscience naïve représentative. C'est l'enseignement même de Freud : la conscience, la connaissance intuitive de soi est une méconnaissance. Le vécu conscient doit être *déduit* et analysé comme un *résultat*, bien que ce vécu soit le seul *point de départ*[121].

Cette production critique, qui est immédiatement critique de la

philosophie[\[122\]](#), rencontre aussi l'anthropologie et la linguistique. L'analyse linguistique du symbole distingue en effet « l'impérialisme de la représentation » (expression de G. Dumézil), dédoublement fantasmatique de la conscience dans le désir et qui « atomise » le système linguistique en éléments où elle peut se reconnaître du niveau symbolique, système différentiel dialectique où rapports sociaux et langage semblent régis par des lois homologues[\[123\]](#). Marx reporte l'imaginaire à la détermination en dernière instance par la production. La totalité dialectique de la production (production-échange-rapports sociaux) fournit le modèle primordial de la compréhension des totalités superstructurelles du langage et des institutions.

KARL MARX

Différence de la philosophie de la nature
chez DÉMOCRITE et ÉPICURE

I

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

EXTRAITS DES TRAVAUX PREPARATOIRES A L'HISTOIRE DES PHILOSOPHIES D'EPICURE, DES STOÏCIENS ET DES SCEPTIQUES

PHILOSOPHIE ÉPICURIENNE. PREMIER CAHIER.
BERLIN 1839. HIVER.

[Extraits de Diog. X 2. 4. 6. 12. 29. 31. 34. 123-146. 148-149.][[124](#)]

[Epicure : sur l'Etat]

Les passages suivants constituent l'opinion d'Epicure concernant la nature spirituelle, l'Etat. Le contrat, συνθήκη en est selon lui le fondement; en conséquence, seul le συμφέρον, le principe d'utilité, en est le but([125](#)).

[Extraits de Diog. X 150-154]

[Epicure comme le philosophe de la représentation]

Fait important, Aristote fait la même remarque dans sa Métaphysique au sujet de la position du langage à l'égard de l'activité philosophique. Etant donné que tous les philosophes antiques, y compris les sceptiques, partent de présuppositions de la conscience, une base solide est nécessaire. Ce sont alors les représentations telles qu'on les trouve dans la conscience commune. Epicure, en tant que le philosophe de la représentation, se montre sur ce point le plus précis et définit de plus près ces conditions du fondement. Il est aussi le plus rigoureux dans ses déductions, et porte, tout autant que de l'autre côté les sceptiques, la philosophie antique à son achèvement([126](#)).

[Extraits de Diog. X 38-56 et 60 ; extraits intercalés d'Arist. *Phys.* I 4 et III 5, et aussi d'Arist. *de gen. et corr.* I 3]

[Le transfert de l'idéalité dans les atomes et la dialectique immanente de la philosophie épicurienne]

Voir la fin de la page 44 et le début de la page 45, où en fait le principe atomistique est violé et une nécessité interne introduite dans les atomes eux-mêmes[127]. Comme ils ont une certaine grandeur, il doit y avoir quelque chose de plus petit qu'eux. Ce sont les parties, dont ils sont faits par composition. Mais celles-ci sont nécessairement composées, sous la forme d'une κοινότης ἐνυπάρχουσα[128] [Diog. X 59] L'idéalité est donc transférée dans les atomes eux-mêmes[129]. Le plus petit d'entre eux n'est pas le plus petit de la représentation, mais il a une analogie avec lui, et on ne pense rien de déterminé dans tout cela. La nécessité, l'idéalité qui leur échoit est elle-même purement fictive, fortuite ; extérieure à eux-mêmes. C'est seulement ainsi qu'est exprimé le principe de l'atomistique épicurienne : l'idéal et nécessaire n'est que dans une forme représentée, extérieure à elle-même, dans la forme de l'atome. Voilà donc jusqu'où va la logique d'Epicure. καὶ μὴν καὶ ἰσοταχεῖς ἀνάγκαι ὅντας τὰς ἀτόμους εἶναι, δ'τὰν διὰ τοῦ κενου εἰσφέρωνται μηδενὸς ἀντικείμενου[130]. [Diog. X 61]

Nous avons vu que le nécessaire, la connexion, la distinction en eux-mêmes sont transférés dans l'atome ou plutôt l'expression du fait que l'idéalité n'existe ici que dans cette forme extérieure à elle-même ; la même chose arrive en ce qui concerne le mouvement, qui tend nécessairement vers le repos, sitôt que l'on compare le mouvement de l'atome avec le mouvement des corps κατὰ τὰς συγκρίσεις[131] (Diog. X 62), c'est-à-dire du concret. Comparé à ce mouvement, celui des atomes est par principe absolu, c'est-à-dire que toutes les conditions empiriques sont en lui supprimées, qu'il est idéal. Il est essentiel, pour développer la philosophie d'Epicure et la dialectique qui lui est immanente, de retenir ce point : du fait que le principe est un principe représenté, se comportant à l'égard du monde concret dans la forme de l'être, la dialectique, l'essence interne de ces déterminations ontologiques prises comme une forme de l'absolu en elle-même vaine, ne peut prendre son essor que dans la mesure où ces déterminations, comme immédiates, entrent nécessairement en collision avec le monde concret et révèlent, dans leur comportement spécifique envers lui, qu'elles ne sont que la forme fictive, extérieure à elle-même de son idéalité, ou plutôt qu'elles n'existent pas en tant que présupposés, mais seulement en tant qu'idéalité du concret. Les déterminations de ce monde sont donc elles-mêmes en soi fausses, elles se suppriment. Seul le concept du monde est exprimé, si bien que le sol de

celui-ci est l'absence de présupposition, le néant[132]. La philosophie épicurienne tire son importance de la naïveté avec laquelle les conséquences sont exprimées, sans la fausse pudeur d'aujourd'hui.

[Extraits de Diog. X 62]

Il faut observer à partir d'où le principe de la certitude sensible est supprimé et quelle représentation abstractive est posée comme son vrai critère. ἡ ψυχὴ σῶμα ἐστὶ λεπτομερές, παρ' ὅλον τὸ ἄθροισμα (*corpus*) παρ' ἐσπαρμένον (*diffusum*) [133] p. 47.

[Diog. X 63]

L'intérêt est ici encore la différence spécifique du feu et de l'air vis-à-vis de l'âme, pour prouver l'adéquation de l'âme au corps ; l'analogie y est employée, mais aussi supprimée, ce qui est en général la méthode de la conscience qui forge des fictions[134] ; ainsi s'effondre toute concrète détermination en soi-même et un écho purement monotone prend la place du développement.

[Extraits de Diog. X 63-64]

Nous avons vu que les atomes, pris entre eux abstraitement, ne sont pas autre chose que des êtres représentés comme existant, et que c'est seulement dans leur collision avec le concret qu'ils développent leur idéalité fictive et donc embrouillée dans des contradictions ; ils démontrent de même, en devenant l'un des côtés du rapport, — quand on en vient à des objets qui portent en eux-mêmes le principe et son monde concret (le vivant, l'animé, l'organique) —, que le royaume de la représentation est pensé tantôt comme libre, tantôt comme le phénomène d'une chose idéale. Cette liberté de la représentation est donc elle aussi une liberté purement pensée, immédiate, fictive, ce qu'est l'atomistique dans sa forme véritable. Les deux déterminations peuvent donc être confondues ; chaque terme, considéré pour lui-même, est le même que l'autre, mais on doit également en les opposant et de quelque côté qu'on les considère, leur attribuer les mêmes déterminations. La solution est donc encore de retomber dans la première détermination, qui est la plus simple : on imagine libre le Moi de la représentation. Du fait que cette rechute s'effectue ici par rapport à une totalité, au représenté, qui possède réellement en lui-même l'idéal et est cet idéal lui-même dans son être, l'atome est ici posé, comme il est en réalité, dans la totalité de ses contradictions ; en même temps ressort le fond de ces contradictions : vouloir concevoir la représentation comme étant aussi l'idéal dans sa liberté, mais toujours dans l'ordre de la représentation. Le

principe de l'arbitraire absolu apparaît donc ici avec toutes ses conséquences. Dans sa forme la plus subordonnée, c'est aussi en soi le cas pour l'atome. Comme il y en a un grand nombre, chaque atome possède en soi-même la différence qui le distingue de la multitude ; il est donc en soi une multiplicité. Mais il est en même temps dans la détermination de l'atome, ce qui fait que la multiplicité est en lui, de manière nécessaire et immanente, une unité : il en est ainsi de l'atome parce qu'il est. Mais c'est sans sortir du monde qu'il faudrait expliquer comment, à partir d'un principe unique, celui-ci se déploie librement en une multiplicité. Ce qui doit être résolu se trouve ainsi supposé ; l'atome lui-même est ce qui doit être expliqué. La distinction de l'idéalité n'est introduite alors que par comparaison ; pour soi, les deux côtés sont dans la même détermination, et l'idéalité elle-même est de nouveau posée dans le fait que ces atomes multiples se combinent réellement, qu'ils sont les principes de ces compositions. Le principe de cette composition est donc ce qui est originellement composé sans raison, c'est-à-dire que l'explication est l'expliqué lui-même, que l'on introduit de force dans les mots et le brouillard de l'abstraction productrice de fiction. Comme nous l'avons vu dans sa totalité cela n'intervient que lorsque l'on considère l'organique[135].

[Hasard et possibilité chez Epicure]

Remarquons que, comme l'âme périt et ne doit son existence qu'à une mixture fortuite, on admet du même coup, d'une façon générale, le caractère fortuit de *toutes ces représentations* (ex. l'âme), qui, de même qu'elles n'ont aucune nécessité dans la conscience commune, chez Epicure également sont *substantifiées comme des états fortuits*, lesquels, conçus comme donnés dont la nécessité, la nécessité de leur existence, non seulement n'est pas démontrée mais n'est pas démontrable, ne sont connus que comme possibles. Ce qui persiste par contre est le libre être de la représentation, qui, d'une part, est la liberté dans son être en soi, mais qui, d'autre part, en tant que pensée de la liberté du représenté, est un mensonge et une fiction, et donc une chose en elle-même inconséquente, un mirage, une fantasmagorie[136]. Cet être est plutôt l'exigence des déterminations concrètes de l'âme comme pensées immanentes. La grandeur d'Epicure, ce qui persiste de lui, c'est qu'il ne donne aux états aucune priorité sur les représentations et cherche tout aussi peu à sauver celles-ci. Chez Epicure, le principe de la philosophie consiste à démontrer que le monde et la pensée sont pensables, possibles ; la preuve qu'il

apporte, le principe d'où cela est tiré et où cela est ramené est encore la possibilité elle-même dans son être pour soi, dont l'expression naturelle est l'atome et l'expression spirituelle le hasard et l'arbitraire. Il faut considérer de plus près la manière dont l'âme et le corps échangent toutes leurs déterminations, comment chacun des termes est le même que l'autre dans le mauvais sens, si bien qu'en somme ni l'un ni l'autre des deux côtés ne sont déterminés selon le concept.

[La supériorité de la rigueur logique d'Epicure
comparée à celle des sceptiques]

Fin de la page 48 et début de la page 49 : Epicure l'emporte sur les sceptiques en cela que, chez lui, non seulement les états et les représentations sont ramenés à rien, mais le fait d'en prendre conscience, de méditer sur eux et de raisonner sur leur existence, laquelle a un point de départ concret, est quelque chose qui n'est que possible.

[Extraits de Diog. X 67 (MEGA : Marx ajoute à cette citation la remarque suivante : Se reporter à la page 50 et au début de la page 51 : dans ce passage, Epicure parle des déterminations des corps concrets, et le point de vue atomistique paraît renversé, quand il dit... (Marx cite alors des passages de Diog. X 69-71.))]

[L'atome comme forme immédiate du concept :
la déclinaison]

Que la répulsion[137] soit posée avec la loi de l'atome, la déviation de la ligne droite, Epicure en a la conscience la plus aiguë. Que cela ne soit pas à prendre au sens superficiel, comme si les atomes ne pouvaient s'atteindre qu'à cette condition, Lucrèce au moins le dit. Après avoir déclaré, dans le passage cité plus haut, que « sans ce clinamen atomi », il n'y aurait eu ni « offensus natus nec plaga creata[138] » (Lucrèce II 223), il dit un peu plus loin :

*Denique si semper motus connectitur omnis
et vetere exoritur novus ordine certo,
nec declinando faciunt primordia motus
principium quoddam, quod fati foedera rumpat,
ex infinito ne causam causa sequatur :
libera... etc.[139].*

Ici est établi un mouvement au cours duquel les atomes peuvent se rencontrer, différent de celui qui est provoqué par le clinamen. Ce mouvement est en outre rigoureux et s'effectue selon le déterminisme absolu ; il est donc la suppression du Soi ; si bien que chaque détermination trouve son être-là (*Dasein*) dans son être-autre immédiat, son être-supprimé, qui est au regard de l'atome la ligne droite. Ce n'est que du « clinamen » que surgit le mouvement autonome, le rapport qui possède sa détermination (*Bestimmtheit*) comme détermination de son soi, et ne l'a pas dans l'autre être.

Ce développement, Lucrèce peut l'avoir puisé chez Epicure ou l'avoir inventé, cela ne change rien à l'affaire. Ce qui s'est démontré dans le développement de la répulsion (que l'atome, en tant que forme immédiate du concept, ne s'objective que dans l'immédiate inconceptualité), cela vaut aussi pour la conscience philosophique, pour qui cette contrainte est son essence.

Cela me justifie en même temps d'avoir opéré une classification totalement différente de celle d'Epicure.

PHILOSOPHIE ÉPICURIENNE. DEUXIÈME CAHIER

[Extraits de Diog. X 72-77] Ici se trouve le principe du pensable, qui sert d'une part à affirmer la liberté de la conscience de soi, et d'autre part à attribuer au Dieu la liberté à l'égard de toute détermination. [Extrait de Diog. X 78] Epicure se prononce en outre (p. 56-57) contre l'attitude consistant à se borner à contempler avec étonnement les corps célestes ; il la dénonce comme une attitude qui borne l'homme et lui inspire la crainte : il fait prévaloir la liberté absolue de l'esprit.

[Extraits de Diog. X 80-81]

[La philosophie épicurienne des Météores]

Epicure répète au début de son traité sur les météores que le but de cette γνώσεως[140] est 1' ἀταραξίαν και πίστιν βέβαιον, καθάπερ και επί τῶν λοιπῶν[141] [Diog. X 85]

Mais la considération de ces corps célestes se distingue aussi essentiellement de l'autre science.[Extrait de Diog. X86]

Il est important pour l'ensemble de la conception d'Epicure que les corps célestes, en tant que monde suprasensible, ne puissent prétendre au

même degré d'évidence que l'autre-monde, le monde moral et sensible[142]. C'est à leur sujet qu'entre en vigueur la doctrine épicurienne de la disjonction, selon laquelle il n'y a pas de *aut aut* (ou bien, ou bien) ; la détermination intérieure est donc niée et le principe du pensable, du représentable, du hasard, de l'identité et liberté abstraite se manifeste comme ce qu'est celle-ci, comme l'indéterminé, qui, justement pour cette raison, est déterminé par une réflexion extérieure à lui. Il apparaît ici que la méthode de la conscience productrice de fictions et de représentations ne se bat que contre sa propre ombre. Ce qu'est l'ombre dépend de la manière dont on la voit et dont l'objet réfléchissant se renvoie son propre reflet à partir de cette ombre. De même que dans le cas de l'organique en soi, la contradiction de la conception atomistique éclate, substantifiée, de même la conscience philosophante avoue, maintenant que l'objet lui-même entre dans *la forme* de la certitude sensible et de l'entendement qui représente, ce qu'elle fait. Dans le premier cas, *le principe représenté et son application se trouvent objectivés en une seule chose*, et les contradictions sont par là appelées aux armes en un antagonisme qui oppose les représentations substantifiées elles-mêmes ; de la même façon ici où l'objet est pour ainsi dire suspendu au-dessus de la tête des hommes, où il défie la conscience par son autonomie, par l'indépendance sensible et la distance mystérieuse de son existence, la conscience éclate dans l'aveu de son activité ; elle contemple ce qu'elle fait : appeler à descendre jusqu'à l'intelligibilité des représentations qui préexistent en elle et les revendiquer comme sa propriété ; elle voit que toute son activité se borne à un combat avec la distance, qui enserre comme un charme toute l'antiquité, qu'elle n'a pour en faire son principe que la possibilité, le hasard, et que ce qu'elle cherche, c'est à établir de n'importe quelle manière une tautologie entre elle et son objet. Voilà ce qu'elle avoue, sitôt que cette distance lui fait face, incarnée dans les corps célestes, dans une indépendance objective. La manière dont elle explique lui est indifférente ; elle affirme que ce n'est pas une explication qui la satisfait, mais plusieurs, c'est-à-dire toute explication possible ; elle avoue ainsi que son activité est une fiction active. C'est pourquoi les météores et la doctrine les concernant sont, dans l'antiquité en général, dont la philosophie n'est pas exempte de présuppositions, l'image où la conscience contemple son manque ; même chez Aristote. Epicure a exprimé cette image, et c'est son mérite, la conséquence implacable de ses conceptions et développements. Les météores bravent l'entendement sensible, mais il surmonte leur défi et ne veut plus entendre parler que de son triomphe sur eux : οὐ γὰρ κατ' ἀξιώματα κενὰ καὶ νομοθεσίας

φυσιολογητέον, ἀλλ'ὥς τὰ φαινόμενα ἐγκαλεῖται... (ὁ βίος) τοῦ ἄθορύδως ἡμᾶς ζήν[143] [Diog. X 86-87]. Il n'y a plus besoin de principes ni de présuppositions, là où la présupposition elle-même s'oppose à la conscience et l'effraie. Dans la frayeur, la représentation disparaît.

C'est pourquoi Epicure répète, comme s'il s'y reconnaissait lui-même, la phrase : πάντα μὲν οὐκ γίνεται ἀτείστως καὶ πάντων κατὰ πλεοναχὸν τρόπον ἐγκαθαιρουμένων συμφώνως τοῖς φαινομένοις. ὅταν τις τόπιθανολογούμενον ὑπὲρ αὐτῶν δεόντως καταλίπη, ὅταν δέ τις τό μὲν ἀπολίπη, τό δέ ἐκβάλῃ, ὁμοίως σύμφωνον ὅν τῳ φαινομένῳ, δῆλον ὅτι καὶ ἐκ παντός ἐκπίπτει φυσιολογήματος, ἐπὶ δέ τὸν μῦθον καταρρεῖ[144] [Diog. X 87] La question se pose alors de savoir comment aménager l'explication : σημειᾷ δέ τινα τῶν ἐν τοῖς μετεώροις συντελουμένων φέρειν τῶν παρ'ἡμῖν τινα φαινομένων, ἃ θεωρεῖται ἢ ὑπάρχει, ὥς καὶ τὰ ἐν τοῖς μετεώροις φαινόμενα ταῦτα γὰρ ἐνδέχεται πλεοναχῶς γενέσθαι, τό μὲντοι φάντασμα ἑκάστου τηρητέον καὶ ἐπὶ τὰ συναπτόμενα τούτῳ διαιρετέον, ἃ οὐκ ἀντιμαρτυρεῖται τοῖς παρ'ἡμῖν γινομένοις πλεοναχῶς συντελεῖσθαι[145]. [Diog. X 87] Son propre tonnerre et ses propres éclairs surpassent en fracas et en lumière le tonnerre et la foudre du ciel tels que nous les livre la conception d'Epicure. A quel point Epicure sent qu'il est lui-même au centre de sa nouvelle manière d'expliquer, comment il tend à se débarrasser du merveilleux, comment il a toujours le souci de donner non pas une, mais plusieurs explications, dont il nous donne des échantillons très peu sérieux à propos de toute chose, comment il dit presque carrément que, ne touchant pas à la nature, il ne se soucie que de la liberté de la conscience, on peut déjà le déduire de la monotone répétition qui le caractérise. L'unique critère d'explication consiste à ne pas ἀντιμαρτυρεῖσθαι[146] [Diog. X 88] par l'évidence et l'expérience sensibles ; par le phénomène, l'apparence, comme en général il ne s'agit que de l'apparence de la nature.

[MEGA : suit une série de citations que Marx rassemble par divers titres. Sur la naissance du soleil et de la lune : Diog. X 90. Sur la grandeur du soleil et des astres : Diog. X 91. Sur le lever et le coucher des astres : Diog. X 92. Sur les tropes du soleil et de la lune : Diog. X 93. Sur la décroissance et la croissance de la lumière lunaire : Diog. X 94. Sur le species vultus (le visage apparent) dans la lune : Diog. X 95-96. Marx remarque] particulièrement la proscription d'une efficience divine téléologique qui s'exercerait sur l'ordo periodicus (cycle céleste), d'où il ressort nettement que l'explication n'est qu'une autoperception de la conscience et que l'Objectif n'est que projeté. [Extraits de Diog. X 97-101,

104 à 106, 111, 112, 114, 116]

[Gassendi et Epicure]

On peut, à partir de là, voir par parenthèse que Pierre Gassendi, qui veut sauver l'action divine, affirmer la persistance de l'âme, etc., et être malgré tout épicurien (voir, par exemple, *Esse animos immortales, contra Epicurum. Gassendi animadversiones in L.X. Diog. Laert.* p. 549-602, ou bien *Esse deum auctorem mundi, contra Epicurum*, p. 701-738 ; *gerere deum hominum curam, contra Epicurum*^[147], 738 à 751, etc., cf. Feuerbach, *Histoire de la philosophie moderne : Pierre Gassendi*, p. 127-150), n'a absolument pas compris Epicure, et qu'il est encore moins capable de nous en instruire. On ne trouve chez Gassendi que la tendance à nous faire prendre des leçons d'Epicure et non à nous en donner sur lui. Quand il brise cette logique de fer, c'est pour ne pas se brouiller avec ses présuppositions religieuses. Ce combat est ce qui est important chez Gassendi, comme l'est en général ce phénomène que la philosophie moderne ressuscite dans ce qui fait périr la philosophie grecque d'une part avec Descartes dans le doute universel, tandis que les sceptiques sonnent le glas de la philosophie grecque, d'autre part dans la considération rationnelle de la nature, tandis que la philosophie antique est brisée dans Epicure de manière encore plus rigoureuse que chez les sceptiques. L'antiquité prenait ses racines dans la nature, dans le substantiel. Sa dégradation, sa profanation est la marque profonde de la rupture de la vie substantielle vierge ; le monde moderne prend ses racines dans l'esprit, et il peut en toute liberté se débarrasser de son Autre, la nature. Mais de la même façon, ce qui était chez les anciens profanation de la nature devient inversement chez les modernes délivrance à l'égard des chaînes de la domesticité que constitue la foi, et ce dont part, au moins d'après son principe, l'ancienne philosophie ionienne (voir le divin — l'idée — incarné dans la nature), il faut d'abord que la moderne conception rationnelle de la nature s'y élève.

Qui ne se souviendra ici du passage plein d'enthousiasme d'Aristote, le plus grand des philosophes antiques, dans son traité *περί τῆς ζῳικῆς φύσεως* (*de animante natura*) [Arist. *De partibus animalium* 645 a], qui rend un tout autre son que la monotonie dégrisée d'Epicure !

[La construction épicurienne du monde]

Il faut retenir, pour la méthode propre à la conception épicurienne, le

problème de la *création du monde*, problème qui met toujours en lumière le point de vue d'une philosophie ; ce point de vue décrit en effet, à la manière dont selon lui l'esprit crée le monde, le rapport au monde de la philosophie qu'il commande, la puissance créatrice de toute philosophie. Epicure dit (p. 61 et 62) : « Le monde est une complexion céleste (περιοχή τις οὐρανοῦ) enveloppant les astres, la terre et tous les phénomènes, contenant un *extrait* (section, ἀποτομήν) [Diog. X 88] de l' *infinité* et *s'arrêtant à une limite*, que celle-ci soit faite d'éther ou qu'elle soit solide (la transgression de cette limite fait tomber tout ce qu'elle contient dans un chaos), qu'elle soit en repos, ronde, triangulaire ou de toutes les formes qu'on voudra. Il y a, en effet, toutes sortes de possibilités, puisque aucune de ces déterminations n'est contredite par les phénomènes. Où le monde finit, on ne saurait le comprendre ; mais qu'il y ait des mondes infinis en nombre, c'est évident. »

[Diog. X 88-89]

L'insuffisance de cette construction du monde sautera aux yeux de chacun. Que le monde soit une complexion de la terre, des étoiles, etc., ne signifie rien, puisque ce n'est que plus tard que la naissance de la lune, etc., se produit et est expliquée.

Tout corps concret est une complexion en général, plus précisément chez Epicure une complexion d'atomes. La détermination de cette complexion, sa différence spécifique réside dans sa limite, et c'est pour cela qu'il est superflu, une fois que le monde a été défini comme une section de l'infini, d'ajouter ensuite la limite comme détermination plus précise, car une section se sépare de l'autre et est une chose concrètement différente, donc limitée à l'égard d'un Autre. Mais c'est justement la limite qu'il faut alors déterminer, car une complexion limitée n'est pas encore un monde. Or, on lit cependant plus loin que la limite peut être déterminée de toutes les manières qu'on voudra, πανταχῶς [148] [Diog. X 88], et à la fin, Epicure avoue bel et bien qu'il est impossible de déterminer sa différence spécifique, bien qu'on puisse concevoir qu'il y en a une.

On se borne donc à dire que la représentation du retour d'une totalité de différences dans une unité indéterminée, c'est-à-dire la représentation « monde », existe dans la conscience, et qu'on peut la trouver dans la pensée commune. La limite, la différence spécifique, et partant l'immanence ou la nécessité de cette représentation est donnée pour inconcevable ; que cette représentation soit là, on peut le concevoir, selon une tautologie [149], parce qu'elle est là. Ce qui doit être expliqué, la création, la naissance et la réduction interne d'un monde par la pensée est

donc donné pour inconcevable, et en guise d'explication, on nous livre l'être-là de cette représentation dans la conscience[150].

C'est la même chose que lorsqu'on dit que l'existence de Dieu peut être prouvée, mais que sa *differentia specifica*, *quid sit*[151], le quoi de sa détermination est impénétrable.

Quand Epicure dit en outre que la limite peut être pensée de n'importe quelle façon, que toute détermination, qu'habituellement nous distinguons d'après une limite réelle, peut lui être attribuée, il est clair que la représentation « monde » n'est rien d'autre que le retour à une unité sensible indéterminée, donc déterminable de n'importe quelle manière, ou plus généralement, comme le monde est une représentation indéterminée de la conscience à moitié sentante et à moitié réfléchissante, le monde est, dans cette conscience, composé avec toutes les autres représentations sensibles et limité par elles, sa détermination ou sa limite est aussi diversifiée que ces représentations sensibles qui l'assiègent, chacune d'entre elles peut être regardée comme sa limite et donc comme sa détermination ou explication la plus précise. C'est l'essence de toutes les explications épicuriennes et c'est d'autant plus important que c'est l'essence de toutes les explications de la conscience productrice de représentations, prisonnière de présuppositions.

Il en est de même chez les modernes en ce qui concerne Dieu, quand on lui attribue bonté, sagesse, etc. Chacune de ces représentations, qui sont déterminées, peut être considérée comme la limite de la représentation indéterminée « Dieu », qui se trouve entre elles.

L'essence de cette explication est donc qu'une représentation, qui doit être expliquée, est extraite de la conscience. L'explication ou la détermination plus précise consiste ensuite dans le fait que des représentations admises comme connues et tirées de la même sphère se tiennent en rapport avec elle, et donc qu'elle est en général, dans la conscience, dans une sphère déterminée. Epicure avoue ici le défaut de sa philosophie ainsi que de l'ensemble de la philosophie antique : savoir qu'il y a des représentations dans la conscience, mais ignorer leur limite, leur principe, leur nécessité.

Mais Epicure ne se contente pas d'avoir donné le concept de sa création du monde : il joue le drame lui-même, il s'objective ce qu'il a fait, et ce n'est qu'alors que commence à proprement parler sa création. On lit, en effet, plus loin : « Il se peut aussi qu'un tel monde naisse dans un intermonde (ainsi nommons-nous l'espace compris entre plusieurs mondes), dans un espace complètement vide, dans un grand vide transparent selon le processus suivant : des semences aptes à cette fonction

jaillissent d'un monde ou d'un intermonde, ou de plusieurs mondes et forment peu à peu des agglomérations, des articulations, comme cela se présente, et aussi transforment le lieu et reçoivent de l'extérieur autant d'affluents que les substrats qui sont à la base peuvent supporter la composition. En effet, quand, dans le vide, un monde naît, il ne suffit pas de la formation d'un amas ni de celle d'un tourbillon, ni d'un accroissement de ce tas jusqu'à ce qu'il entre en collision avec autre chose, comme le prétend un des physiciens. Cela contredit en effet les phénomènes. » [Diog. X 89-90]

La première présupposition à la création du monde, ce sont donc, ici, des mondes ; le lieu où cet événement se produit est le vide. Donc ce qui se trouvait plus haut dans le concept de la création (que ce qui doit être créé est présupposé) est ici substantifié. La représentation, privée de sa détermination plus précise et de son rapport aux autres, donc telle qu'elle est présupposée en les attendant, est vide, ou, incarnée, un intermonde, un espace vide. Comment maintenant sa détermination s'y ajoute, Epicure l'indique ainsi : des semences appropriées à une création du monde se lient comme c'est nécessaire pour une création du monde, c'est-à-dire qu'aucune détermination n'est donnée, aucune différence. Au total, nous n'avons encore une fois rien d'autre que l'atome et le κενόν (vide), quelle que soit la force avec laquelle Epicure résiste à cette conclusion, etc.

Aristote a déjà fait une critique profonde du caractère superficiel de cette méthode qui part d'un principe abstrait sans laisser ce principe se supprimer dans des formes (?) plus hautes. Après avoir loué les pythagoriciens d'avoir été les premiers à libérer les catégories de leurs substrats, à ne pas les avoir considérées comme une nature particulière, telles qu'elles échoient au prédicat, mais à les avoir conçues comme une substance immanente même : ὅτι τό πεπερασμένον καί τό ἄπειρον [καί τό ἐν] οὐχ ἑτέρας τινάς ὥθησαν εἶναι φύσεις, οἷον πυρ ἢ γῆν ἢ τι τοιούτων ἑτερον, ἀλλ' αὐτό τό ἄπειρον καί αὐτό τό ἐν οὐσίαν εἶναι τούτων ὧν κατηγοροῦνται [Arist. *met.* 987 à 15 sq.], il leur fait ce reproche : ὥς πρῶτον ὑπάρξειεν ὁ λεχθεὶς ὅρος, τοῦτ' εἶναι τήν οὐσίαν τοῦ πράγματος ἐνόμιζον[152]. [Arist. *Met* 987 a 23 sq.]

[La philosophie épicurienne et le scepticisme]

Nous en venons maintenant au rapport de la philosophie d'Epicure avec le scepticisme, dans la mesure où ce rapport est fourni par Sextus Empiricus. Mais avant, on doit citer encore une détermination fondamentale d'Epicure lui-même tirée du livre X de Diog. Laerte, lors de la description du sage :

σοφόν δογματιεῖν τε καί οὖν ἀπορήσειν[153]. [Diog. X 121] De l'ensemble de l'exposé du système épicurien, où est donné son rapport essentiel à la philosophie ancienne, on tire comme documents importants son principe du pensable, ce qu'il dit au sujet du langage et sur l'origine des représentations ; ces documents contiennent implicitement sa position par rapport aux sceptiques : Il est dans une certaine mesure intéressant de voir quelle origine Sextus Empiricus donne à l'activité philosophique d'Épicure : [Extraits de Sext. Emp. *adv. dogm.* IV 18-19 ; *Pyrrh. hyp.* II 23-25 ; *adv. dogm.* III 64.71.58 ; *adv. dogm.* I 267 ; *adv. math.* I 49.54.272 sq. ; *adv. dogm.* I 14-15.22] τὴν τὸς τοὺς ἀπὸ τῶν μαθημάτων ἀντίρρησιν κοινότερον μὲν διατεθεῖσθαι. δοκοῦσιν οἷτε περὶ τὸν Ἐπίκουρον καὶ οἱ ἀπὸ τοῦ Πύρρωνος, οὐκ ἀπὸ τῆς αὐτῆς δὲ διαθέσεων, ἀλλ'οἱ μὲν περὶ τὸν Ἐπίκουρον ὡς τῶν μαθημάτων μηδὲν συνεργούντων πρὸς σοφίας τελείωσιν[154]. (C'est-à-dire que les épicuriens tiennent le savoir des choses, en tant qu'un être-autre de l'esprit, pour impuissant à élever sa Realitas : les pyrrhoniens tiennent l'impuissance de l'esprit à comprendre les choses pour son fait essentiel, pour sa réelle énergie. C'est, même si les deux côtés apparaissent dégradés et non dans la fraîcheur philosophique antique, un rapport semblable que celui des bigots et des kantien dans leur position à l'égard de la philosophie. Les premiers renoncent au savoir par dévotion, c'est-à-dire qu'ils croient, avec les épicuriens, que le divin en l'homme est le non-savoir, que ce caractère divin, qui est paresse, est dérangé par le concept. Les kantien, par contre, sont les prêtres officiels du non-savoir, leur tâche quotidienne consiste à égrener un chapelet pour leur propre impuissance et la puissance des choses. Les épicuriens sont plus conséquents : si le non-savoir est le fait de l'esprit, le savoir n'est pas un surcroît de nature spirituelle, mais quelque chose d'indifférent à l'esprit ; et le divin est pour celui qui ne sait pas, il n'est pas le mouvement du savoir, mais la paresse.) ἢ ὥς τινες εἰκάζουσι τοῦτο προκάλυμμα τῆς ἑαυτῶν ἀπαιδευσίας εἶναι νομίζοντες. ἐν πολλοῖς γὰρ ἀμαθὴς Ἐπίκουρος ἐλέγχεται, οὐδέ ἐν ταῖς κοιναῖς ὁμιλίαις καθαρεύων[155] [Sext. Emp. *adv. math.* I 1]

Sextus Empiricus, après avoir fourni encore quelques anecdotes qui prouvent clairement son embarras, établit de la façon suivante ce qui oppose la position des sceptiques à l'égard de la science à celle d'Épicure : οἱ δὲ ἀπὸ Πύρρωνος οὔτε διὰ τὸ μηδὲν συνεργεῖν αὐτὰ πρὸς σοφίαν, δογματικός γάρ ὁ λόγος, οὔτε διὰ τὴν προσοῦσαν αὐτοῖς ἀπαιδευσίαν... [ἀλλά] τοιοῦτόν τι ἐπὶ τῶν μαθημάτων παθόντες, ὅποιον ἐφ'δλης ἐπαθὸν τῆς φιλοσοφίας[156]. [Sextus Emp. *adv. math.* I 5-6] (On voit ici comment il faut distinguer les μαθήματα et la φιλοσοφία [la science et la

philosophie], et que le dédain d'Epicure pour les μαθήματα s'étend à ce que nous nommons connaissances ; on voit aussi la précision avec laquelle cette *assertio consentit* [cette déclaration s'accorde] avec *suo systemati omni* [l'ensemble de son système].)

[Extraits de Sext. Empir, *adv. math.* I 6]

Dans les *Hypotyposes de Pyrrhon*, Livre I, chapitre xvii, l'étiologie, qu'Epicure emploie particulièrement, est contredite de manière pertinente, mais du même coup ressort la propre impuissance des sceptiques. τάχα δ' ἂν καὶ οἱ πέντε τρόποι τῆς εποχῆς ἀπαρκουσι πρὸς τὰς αἰτιολογίας, ἦτοι γὰρ σύμφωνον πάσαις ταῖς κατὰ φιλοσοφία αἱρέσεσι καὶ τῇ σκέρσει καὶ τοῖς φαινομένοις, αἰτίαν ἔρει τις ἢ οὐ. καὶ σύμφωνον μὲν ἴσως οὐκ ἐνδέχεται[157] [158]). [Sext. Emp. *Pyrrh. hyp.* I 185]. (En effet : fournir une raison qui ne soit absolument rien d'autre que phénomène est impossible parce que la raison est l'idéalité du phénomène, le phénomène supprimé. Il est tout aussi peu possible qu'une raison s'accorde avec le scepticisme parce que le scepticisme est ce qui, par excellence, contredit toute pensée, la suppression de l'acte de déterminer comme tel. Le scepticisme devient naïf quand il a rassemblé les φαινόμενα (phénomènes), car le phénomène qu'il est est l'être-perdu, le non-être de la pensée : le scepticisme est ce même non-être en tant que réfléchi en soi, mais le phénomène est en lui-même disparu, il n'est qu'apparence, le scepticisme est le phénomène qui s'exprime, il disparaît avec la disparition de celui-ci, il n'est lui aussi qu'un phénomène.) τὰ τε γὰρ φαινόμενα καὶ τὰ ἀδηλα πάντα διαπεφώνηται. εἰ δέ διαφωνεῖ, ἀπαιτηθήσεται καὶ ταύτης τὴν αἰτίαν.[159]. [Sext. Emp. *Pyrr. hyp.* 1 185 sq.] (c'est-à-dire que le sceptique veut une raison qui ne soit elle-même qu'apparence, et qui, de ce fait, n'est pas une raison) καὶ φαινομένην μὲν φαινομένης, ἢ ἀδηλοῦ ἀδηλοῦ λαμβάνων εἰς ἄπειρον ἐκπεσεῖται[160] [Sext. Emp. *Pyrr. hyp.* I 186] (c'est-à-dire que parce que le sceptique ne veut pas sortir de l'apparence et ne veut pas l'affirmer comme telle, il ne sort pas de l'apparence, et ce mouvement peut être répété à l'infini. Epicure veut à vrai dire aller de l'atome à d'autres déterminations, mais, comme il refuse de laisser se défaire l'atome comme tel, il ne dépasse pas des déterminations atomistiques extérieures à elles-mêmes et arbitraires ; le sceptique, par contre, accepte toutes les déterminations, mais dans la détermination de l'apparence ; son occupation est donc tout aussi arbitraire et renferme partout la même indigence. Sans doute il nage dans toute la richesse du monde, mais il reste toujours dans la même misère et il est lui-même l'impuissance incarnée qu'il voit dans les choses[161]. Epicure vide

de prime abord le monde, mais il termine ainsi dans l'absence totale de détermination, le vide qui repose en soi, le dieu *otiosus*) ἰστάμενος δέ που, ἢ ὅσον ἐπὶ τοῖς εἰρημένοις λέξει τὴν αἰτίαν συνεστάναι, καὶ εἰσάγει τὸ πρὸς τι, ἀναιρῶν τὸ πρὸς τὴν φύσιν (c'est justement en ce qui concerne l'apparence, le phénomène, que le πρὸς τι, est le πρὸς τὴν φύσιν, ἢ ἐξ ὑποθέσεώς τι λαμβάνων ἐπισχεθήσεται[162]. [Sext. Emp. *Pyrrh. hyp.* I 186]. Si pour les philosophes antiques, les météores, le *ciel visible* sont le symbole et l'intuition de leur trouble substantiel, si bien que même un Aristote prend les étoiles pour des dieux, ou les place du moins dans une conjonction immédiate avec la plus haute énergie, c'est le *ciel écrit*, le *mot scellé* du Dieu qui s'est manifesté à lui-même dans le cours de l'histoire mondiale, qui joue le rôle de mot d'ordre pour le combat de la philosophie chrétienne. La présupposition des anciens est l'action de la nature, celle des modernes l'action de l'esprit.

Le combat des anciens ne pouvait que finir avec la destruction du ciel visible, du ruban substantiel de la vie, de la force de gravitation propre à l'existence politique et religieuse, car la nature doit être cassée en deux pour que l'esprit s'unifie en lui-même. Les Grecs la brisèrent avec l'ingénieux marteau d'Héphaïstos, et la firent, sous les coups, éclater en statues. Les Romains plongèrent leur glaive dans son cœur, et les peuples périrent ; mais c'est la philosophie moderne qui descelle le mot, le fait s'évanouir en fumée dans le feu sacré de l'esprit ; c'est comme combattant de l'esprit avec l'esprit, non comme un apostat isolé déchu de la gravitation de la nature qu'elle a une action universelle et qu'elle fond les formes qui ne laissent pas ressortir l'universel.

[L'absence de compréhension de Plutarque à l'égard d'Epicure]

Il va sans dire que du traité de Plutarque que nous examinons, il n'y a que peu de choses utilisables. Il suffit de lire l'introduction, sa balourde vantardise et sa grossière interprétation de la philosophie d'Epicure pour ne plus garder aucun doute sur la totale impuissance de Plutarque en ce qui concerne la critique philosophique. [Extraits de Plutarque, *de eo quod* 1087 sq.]. Il est clair que Plutarque ne comprend pas la logique d'Epicure. La plus grande *voluptas* (jouissance) est pour Epicure la libération à l'égard de la douleur, de la différence, de même que l'absence de présupposition ; le corps qui n'en présuppose aucun autre dans la sensation, qui ne ressent pas cette différence, est sain, positif. Cette position, qui reçoit sa forme la plus haute dans le Dieu *otiosus* d'Epicure, existe d'elle-même dans la maladie qui persiste, dans la mesure où la

maladie, quand elle dure, cesse d'être un état pour devenir en quelque sorte familière et particulière. Nous avons vu dans la philosophie de la nature d'Epicure qu'il aspire à cette absence de présupposition, à cette mise à l'écart de la différence, aussi bien en théorie qu'en pratique[163]. Le souverain bien d'Epicure est ἀταραξία (repos de l'âme), car l'esprit dont il s'agit est l'esprit empiriquement singulier. Plutarque ressasse des lieux communs, il raisonne comme un apprenti.

[Le concept de sage dans la philosophie grecque]

Nous pouvons parler par parenthèse de la détermination du σοφός (sage), parce qu'elle est régulièrement l'objet des philosophies épicurienne, stoïcienne et sceptique. De cet examen, il résultera que le sage trouve sa place la plus logique dans la philosophie atomistique d'Epicure et que c'est aussi de ce point de vue que le déclin de la philosophie antique se présente chez Epicure dans une objectivation plus totale.

Le sage, ὁ σοφός, doit être conçu dans la philosophie antique d'après deux déterminations, mais qui ont toutes les deux *une seule et même* racine.

Ce qui apparaît théoriquement dans la considération de la matière apparaît pratiquement dans la détermination du σοφός. La philosophie grecque commence avec sept sages parmi lesquels se trouve le philosophe ionien Thalès, et elle se termine avec la tentative de faire le portrait conceptuel du sage. Le début et la fin sont définis par des sages, mais le centre, le milieu aussi est un σοφός : Socrate. Ce n'est pas un fait exotérique que la philosophie se meuve autour de ces individus substantiels ; cela l'est aussi peu que le fait que la Grèce s'écroule politiquement à l'époque où Alexandre perd sa sagesse dans Babylone.

Comme la vie grecque et l'esprit grec possèdent dans leur âme la substance qui apparaît en eux pour la première fois comme substance libre, le savoir de cette substance tombe dans des existences indépendantes, dans des individus, qui en tant qu'hommes remarquables se tiennent en face des autres et leur sont extérieurs, dont le savoir, d'autre part, est la vie intérieure de la substance et donc une vie intérieure aux conditions de la réalité effective qui les entoure. Le philosophe grec est un démiurge, son monde est un autre monde que celui qui fleurit sous le soleil naturel du substantiel.

Les premiers sages ne sont que les réceptacles, les Pythies, d'où la substance fait entendre sa voix dans des commandements universels et simples ; leur langage n'est encore que celui de la substance qui s'est mise

à parler, les puissances simples de la vie éthique qui se manifestent. Ils ne sont donc que pour une part des contremaîtres actifs de la vie politique, des législateurs.

Les philosophes ioniens de la nature sont des phénomènes tout aussi isolés que ceux des formes de l'élément de la nature, sous lesquelles ils cherchent à concevoir le tout. Les pythagoriciens se forment une vie intérieure dans l'Etat ; la forme dans laquelle ils réalisent leur savoir de la substance se tient à mi-distance de l'isolement total et conscient (que l'on ne trouve pas chez les ioniens, dont l'isolement est plutôt l'isolement irréfléchi, naïf, des existences élémentaires), et de la vie pleine de confiance qu'ils mènent dans la réalité éthique. La forme de la vie des pythagoriciens est elle-même la forme substantielle, politique, prise seulement dans l'abstrait, portée à un minimum d'extension et de fondements naturels, de même que leur principe, le nombre, se tient à mi-chemin entre le sensible coloré et l'idéal. Les Eléates, qui ont les premiers découvert les formes idéales de la substance, qui eux-mêmes conçoivent d'une manière purement intérieure, abstraite, intensive, l'intériorité de la substance, sont les annonciateurs inspirés par le Pathos et prophétiques de l'aurore qui se lève. Plongés dans la lumière simple, ils se détournent à contrecœur du peuple et des anciens dieux. Mais, avec Anaxagore, c'est le peuple lui-même qui se détourne du dieu ancien pour se porter contre le sage individuel et l'explique comme tel en l'excluant de lui. On a récemment reproché un dualisme à Anaxagore (voir par exemple Ritter, *Histoire de la philosophie antique*, premier volume). Aristote dit dans le premier livre de sa *Métaphysique* qu'il se sert du *vouç* (faculté de la connaissance immédiate) comme d'une machine et qu'il n'en fait usage que là où les explications naturelles lui font défaut. Mais, d'une part, cette apparence de dualisme est l'éléments dualiste en lui-même qui commence, à l'époque d'Anaxagore, à scinder le cœur le plus intime de l'Etat, d'autre part il doit être compris de manière plus profonde ; le *vouç* est chez Anaxagore actif et n'est employé que là où la détermination naturelle n'existe pas. Il est lui-même le *non-ens* (non-être) du naturel, l'idéalité. Mais en outre, l'activité de cette idéalité ne commence que là où fait défaut au philosophe le regard physique. Le *vouç* est le propre *vouç* du philosophe et il s'installe au point précis où ce dernier ne sait plus objectiver son activité. Avec cela, le *vouç* apparut comme le noyau de la philosophie de l'escolier errant ; il apparaît dans sa puissance comme idéalité de la détermination réelle, d'un côté avec les sophistes, de l'autre avec Socrate.

Si les premiers sages grecs sont le propre *spiritus* de la substance, son

savoir incarné, si leurs paroles se tiennent dans la même intensité pure que la substance elle-même, si, à mesure que, par la suite, la substance est de plus en plus idéalisée, les supports de son progrès font prévaloir une vie idéale dans leur réalité particulière contre la réalité de la substance qui apparaît et de la véritable vie populaire, l'idéalité elle-même n'est encore que dans la forme de la substance. On ne secoue pas les puissances vivantes ; les plus idéels de cette période, les Pythagoriciens et les Eléates, glorifient la vie publique et en font la véritable Raison ; leurs principes sont objectifs et constituent une puissance qui les envahit eux-mêmes, qu'ils révèlent dans des demi-mystères, sous le coup de l'inspiration poétique, c'est-à-dire dans la forme qui transforme l'énergie naturelle, ne la détruit pas, mais l'élabore et laisse le tout dans la détermination du naturel. Cette incarnation de la substance idéale advient dans les philosophes eux-mêmes qui la révèlent, non seulement son expression est le plastique-pratique, sa réalité est leur personne et leur propre apparition, mais eux-mêmes sont les images vivantes, les œuvres d'art vivantes que le peuple voit sortir de lui-même dans la dimension plastique ; là où leur activité, comme chez les premiers sages, constitue l'universel, leurs paroles sont la substance qui possède la véritable valeur : des lois.

Ces sages sont donc aussi peu populaires que les statues des dieux olympiens. Leur mouvement est le repos en soi-même ; ils se rapportent au peuple dans la même objectivité qu'à la substance. Les oracles de l'Apollon de Delphes ne furent vérité divine pour le peuple, ne furent drapés dans le clair-obscur d'une puissance inconnue qu'aussi longtemps que la propre puissance manifeste de l'esprit grec retentit du trépied pythique ; le peuple ne se rapporta théoriquement à eux qu'aussi longtemps qu'ils furent la propre théorie du peuple qui s'exprimait ; ils ne furent populaires qu'aussi longtemps qu'ils furent impopulaires. De même ces sages. Mais avec les sophistes et Socrate (dans la ligne de la δύναμις [puissance] qu'on trouve chez Anaxagore), la situation se renverse. C'est maintenant l'idéalité elle-même qui, dans sa forme immédiate, *l'esprit subjectif*, devient le principe de la philosophie. Si, chez les anciens Grecs, la forme idéale de la substance, son identité, se manifestait en s'opposant au vêtement bariolé de sa réalité phénoménale, vêtement fait de différentes individualités nationales, si de ce fait ces sages d'un côté ne saisissent l'absolu que dans les déterminations ontologiques les plus unilatérales et les plus universelles, d'un autre côté représentent eux-mêmes l'apparition de la substance fermée sur elle-même dans la réalité effective en soi, et ainsi, se comportant de manière exclusive à l'égard des πολλοί (la multitude), étant le mystère parlant de leur esprit, sont, d'autre part, tels les

dieux plastiques sur les places publiques dans leur être-retourné-en-soi plein de sérénité, les propres ornements du peuple, et lui reviennent dans leur singularité, maintenant par contre, c'est l'idéalité elle-même, la pure abstraction devenue pour soi, qui fait face à la substance ; elle est la subjectivité qui se donne pour le principe de la philosophie. C'est parce qu'elle est impopulaire, cette subjectivité, tournée contre les puissances substantielles de la vie populaire, qu'elle est populaire : elle se tourne vers l'extérieur contre la réalité, est pratiquement empêtrée dans celle-ci, et son existence est le mouvement. Ces réceptacles mouvants du développement sont les sophistes. Leur figure la plus intime, épurée des scories immédiates du phénomène, est Socrate, que l'oracle de Delphes appelle le σοφώτατον (le plus sage).

Tandis que sa propre idéalité se tient en face de la substance, celle-ci est tombée dans une masse d'existences et d'institutions accidentelles et bornées, dont le droit (l'unité, l'*identitas*), s'est enfui en face d'elle dans les esprits subjectifs. L'esprit subjectif lui-même est ainsi le réceptacle de la substance, mais, du fait que cette idéalité se tient en face de la réalité effective, elle est dans les têtes, objectivement comme un devoir, subjectivement comme une aspiration. L'expression de cet esprit subjectif qui sait posséder en lui-même l'idéalité est le jugement du concept, qui possède, comme mesure du singulier, le déterminé-en-lui-même, le but, le bien, lequel n'est cependant ici encore qu'un devoir de la réalité effective. Ce devoir de la réalité est aussi bien un devoir du sujet qui a pris conscience de cette idéalité, car il se tient lui-même dans la réalité, et la réalité en dehors de lui, c'est l'être. La position de ce sujet est donc aussi déterminée que son destin.

D'abord, le fait que cette idéalité de la substance soit venue dans l'esprit subjectif, qu'elle soit tombée hors de la substance même constitue un saut, une chute hors de la vie substantielle ayant ses conditions à l'intérieur de cette vie. C'est pour cela que cette détermination qui est la sienne est pour le sujet lui-même un événement, une puissance étrangère, dont il se retrouve le porteur : le δαίμόνιον de Socrate. Le δαίμόνιον est l'apparition immédiate de ce fait que pour la vie grecque, la philosophie est aussi bien une chose purement intérieure qu'une chose purement extérieure. La détermination du δαίμόνιον définit le sujet dans sa singularité empirique, parce que ce sujet est, à l'intérieur de la vie substantielle (donc conditionnée par la nature), la rupture naturelle avec cette vie ; en effet, le δαίμόνιον apparaît comme une détermination de la nature. Les sophistes sont eux-mêmes ces démons qui ne se séparent pas encore de leur action. Socrate a conscience de porter le δαίμόνιον en lui. Socrate est la manière

substantielle qu'a la substance de se perdre elle-même dans le sujet. Il est donc un individu aussi substantiel que les philosophes plus anciens, mais dans le mode de la subjectivité, non pas, fermé sur lui-même, une image des dieux, mais une image humaine, non pas mystérieux, mais clair et lumineux, non pas un voyant, mais un homme affable.

Voici ensuite la seconde détermination : ce sujet porte un jugement selon le devoir, le but. La substance a perdu son idéalité, partie dans l'esprit subjectif ; celui-ci est donc devenu la détermination en soi-même de cette substance, son prédicat ; au regard de cet esprit, la substance elle-même a sombré jusqu'à devenir une liaison d'existences indépendantes, liaison immédiate, injustifiée, qui se borne à être. L'acte déterminant du prédicat, parce qu'il se rapporte à un étant, est donc lui-même immédiat ; comme cet étant est l'esprit populaire vivant, cet acte est détermination pratique des esprits singuliers, il est éducation et enseignement. Le devoir de la substantialité est la propre détermination de l'esprit subjectif qui l'exprime. Le but du monde est ainsi le propre but de l'esprit subjectif, l'enseignement de ce but est sa mission. L'esprit subjectif présente donc en soi-même le but, le bien, aussi bien dans sa vie que dans son enseignement. Il est le sage entré dans le mouvement pratique.

Mais, pour finir, tandis que cet individu porte sur le monde le jugement du concept, il est lui-même divisé et condamné, car il s'enracine pour une part lui-même dans le substantiel, le droit de son existence se trouve dans le droit de son Etat, de sa religion, bref de toutes les conditions substantielles, qui apparaissent en lui comme sa nature.

D'un autre côté, il possède en lui-même le but qui est juge de la substantialité en question. Sa propre substantialité est donc en lui-même condamnée, et il périt, justement parce que le lieu de sa naissance est l'esprit substantiel et non l'esprit libre qui supporte toutes les contradictions et en est vainqueur, qui n'a à reconnaître comme telle aucune des conditions de la nature.

Si Socrate a une telle importance, c'est parce qu'en lui se présentent en eux-mêmes le rapport de la philosophie grecque à l'esprit grec et donc la limite interne de cette philosophie. Quand on a récemment comparé à ce rapport le rapport à la vie de la philosophie hégélienne et qu'on en a pris prétexte pour condamner cette dernière, il va de soi que cela était insensé. C'est justement le mal spécifique de la philosophie grecque d'être liée à un esprit qui n'est que substantiel. De notre temps, les deux termes sont esprit et veulent tous les deux être reconnus comme tels.

La subjectivité ressort dans son support immédiat comme étant sa vie et

son action pratique, comme une formation (*Bildung*) par laquelle il sépare les individus singuliers des déterminités de la substantialité pour les conduire à la détermination en soi-même ; déduction faite de cette activité pratique, sa philosophie n'a d'autre contenu que la détermination abstraite du bien. Sa philosophie consiste dans son rôle de tremplin qui, des représentations et des différences substantielles, etc., mène à la détermination-en-soi-même, mais elle n'a d'autre contenu que d'être le réceptacle de cette réflexion dissolvante ; sa philosophie est donc essentiellement sa propre sagesse, son propre être-bon ; en rapport au monde, le seul accomplissement de son enseignement du bien est une toute autre subjectivité que lorsque Kant met en place son impératif catégorique. Il est indifférent pour celui-ci que ce support se rapporte à cet impératif en tant que sujet empirique[164].

Le mouvement devient chez Platon un mouvement idéal ; de même que Socrate est l'image du monde et son professeur, de même les idées de Platon, son abstraction philosophique sont les archétypes de ce monde.

Dans Platon, cette détermination abstraite du bien, du but, éclate en une philosophie extensive, enveloppant le monde. Le but, en tant que détermination en soi et le véritable vouloir du philosophe est la pensée, et les déterminations réelles de ce bien sont les pensées immanentes. Le véritable vouloir du philosophe, l'idéalité active en lui est le véritable devoir du monde réel (*real*). Telle est la conception que se fait Platon de son rapport à la réalité effective : un royaume des idées indépendant plane au-dessus de la réalité (cet au-delà est la propre subjectivité du philosophe) et se réfléchit, obscurci, en elle. Si Socrate n'a découvert que le nom de l'idéalité qui est passée de la substance dans le sujet, si lui-même est encore ce mouvement accompagné de conscience, le monde substantial de la réalité entre maintenant, réellement idéalisé, dans la conscience de Platon, mais ainsi l'articulation interne de ce monde idéal est aussi simple que celle du monde vraiment substantial qui lui fait face ; à ce sujet, Aristote fait cette remarque très juste : σχεδόν γάρ ἴσα ἡ, οὐκ ἐλάττω τὰ εἰδὴ, ἐστὶ τούτων περὶ ὧν ζητοῦντες τὰς αἰτίας ἐκ τούτων ἐπ' ἐκεῖνα προη̃λθον[165]. [Arist. *met.* 990 b 4 sq.] La détermination de ce monde et son articulation en soi sont donc pour le philosophe lui-même un au-delà, le mouvement est tombé en dehors de ce monde. καίτοι τῶν εἰδῶν ὄντων ὁμῶς οὐ γίγνεται τὰ μετέχοντα, ἂν μὴ ἢ τό κινῆσον[166] [Arist. *met.* 991 b 5 sq.] Le philosophe en tant que tel, c'est-à-dire en tant qu'il est le sage et non le mouvement de l'esprit véritable en général, est ainsi la vérité transcendante du monde substantial qui se tient en face de lui. Platon le révèle déjà de la manière la plus nette quand il dit qu'il faudrait que les

philosophes deviennent rois ou que les rois deviennent philosophes pour que l'Etat atteigne sa détermination. Dans sa propre position à l'égard d'un tyran, une telle tentative a été faite de son côté. La situation particulière la plus haute de son état est encore celle de ceux qui savent. Je veux encore mentionner deux remarques que fait Aristote, parce qu'elles donnent, au sujet de la figure de la conscience platonicienne, les éclaircissements les plus importants et s'accordent avec le côté d'après lequel nous la considérons, en rapport au τοπος.

Aristote dit de Platon : εν δέ τῳ Φαίδωνι οὕτως λέγεται, ὡς και τοῦ εἶναι και τοῦ γίγνεσθαι αἴτια τά εἶδη ἐστίν[167]. [Arist. *Met.* 991 b 4 sq.] Ce ne sont pas seulement certains étants, c'est la sphère de l'être que Platon veut transférer dans l'idéalité : cette idéalité est un royaume fermé, différencié spécifiquement dans la conscience philosophante elle-même : c'est parce qu'il est tel qu'il lui manque le mouvement.

Cette contradiction inhérente à la conscience philosophante doit s'objectiver pour cette conscience elle-même, doit être expulsée par elle. ἐτι οὐ μόνον τῶν αἰσθητῶν παραδείγματα τά εἶδη, ἀλλά και αὐτῶν τῶν ιδεῶν, οἷον τό γένος, ὡς γένος ειδῶν, ὥστε τό αὐτό ἐσται παράδειγμα και εἰκῶν[168]. [Arist. *met.* 991 a 29 — b 1].

[Extraits de Lucrèce I —736 à 740]

[Les déterminations essentielles de la philosophie épicurienne]

Sont essentiels pour définir la philosophie épicurienne de la nature:

1) *L'éternité de la matière*, qui est liée au fait que le temps est considéré comme l'accident des accidents, comme appartenant seulement aux compositions et à leurs effets fortuits, et est donc évacué hors du principe matériel, hors de l'atome lui-même. Cela s'accorde en outre avec le fait que la substance, dans la philosophie d'Epicure, est ce qui opère une réflexion purement extérieure, qu'elle est l'absence de présupposition, l'arbitraire et fortuite. Le temps est plutôt le sort de la nature, du fini; l'unité négative avec soi est sa nécessité interne.

2) Le vide, la négation, n'est pas le négatif de la matière elle-même, mais il est là où la matière n'est pas. Cette négation est donc aussi, sous ce rapport, en elle-même éternelle.

La figure que nous voyons ressortir enfin du laboratoire de la conscience gréco-philosophique, issue de l'obscurité de l'abstraction, drapée dans son costume sombre, c'est la figure dans laquelle la

philosophie grecque marche vivante sur la scène du monde, la même figure qui, jusque dans le foyer brûlant, voyait des dieux, la même qui but la coupe de poison, la même qui, devenue le dieu d'Aristote, jouit de la plus haute félicité, de la Théorie [contemplation].

PHILOSOPHIE ÉPICURIENNE. TROISIÈME CAHIER.

Berlin, semestre d'été 1839.

[*Critique de la polémique de Plutarque contre Epicure*]

[L'ataraxie]

[Extraits de Plut, *de eo quod* 1088,4] Ici aussi, Plutarque ne comprend pas la logique d'Epicure ; le fait qu'il regrette l'absence d'une transition spécifique de la *voluptas corporis ad voluptatem animi*[\[169\]](#) est toujours important et doit être déterminé de manière plus précise, comme cela se présente chez Epicure. [Extraits de Plutarque, *de eo quod* 1088 à 1089]

C'est une remarque importante pour la dialectique épicurienne du plaisir, bien que Plutarque en fasse une mauvaise critique. D'après Epicure, le sage lui-même est dans l'état vacillant qui apparaît comme la définition du plaisir (ἡδονή) ; le pur repos (μυκοριότης) du néant en soi, l'évacuation complète de toute détermination, est Dieu lui-même ; voilà pourquoi, comme le sage, il n'habite pas lui non plus à l'intérieur, mais à l'extérieur du monde.

[Extraits de Plut, *de eo quod* 1089]

Quand Plutarque objecte à Epicure qu'à cause de la possibilité de la douleur, la liberté dans un état présent de bonne santé ne saurait exister, d'abord l'esprit épicurien n'est pas un esprit qui s'encombre de telles possibilités, mais au contraire, c'est parce que la relativité absolue, la fortune de la relation en soi n'est qu'absence de relation que le sage épicurien prend son état comme dépourvu de relation, et c'est dans cette mesure que cet état est pour lui un état sûr. Le temps n'est, en effet, pour lui, que l'accident des accidents, comment son ombre pourrait-elle pénétrer dans la solide phalange de l'ἀταραξία ? Mais quand il présuppose comme sain la présupposition la plus proche de l'esprit individuel, le corps, cela revient à ramener dans la proximité de l'esprit l'absence de présupposition, sa nature innée, c'est-à-dire un corps sain, et non ouvert

vers l'extérieur et soumis à la différence. Lorsque, dans la douleur, cette nature qui est la sienne lui apparaît comme les produits imaginaires et les espérances d'états isolés, dans lesquels cet état caractéristique de son esprit se manifestait, cela veut simplement dire que l'individu comme tel contemple sa subjectivité idéale d'une manière individuelle, et c'est une remarque parfaitement exacte. D'après Epicure, l'objection de Plutarque se ramène à ceci : la liberté de l'esprit dans un corps sain n'existe pas, parce qu'elle existe ; car s'il est superflu d'exclure la possibilité, c'est justement parce que la réalité effective n'est déterminée que comme possibilité, comme hasard. Si par contre, on considère la chose dans son universalité, c'est justement de la part de l'état véritable, positif et spirituel, abandonner l'universalité que de se laisser assombrir par des singularités fortuites ; cela revient à penser aux mixtures singulières quand on se trouve dans le pur éther, à l'haleine de plantes vénéneuses, à la respiration de bestioles, cela revient à ne pas vivre parce qu'on peut mourir, etc., cela revient à ne pas s'accorder la jouissance de l'universalité pour retomber hors d'elle dans les singularités. Un tel esprit ne fréquente que le minuscule, il est tellement prévoyant qu'il ne voit rien.

Si, enfin, Plutarque veut dire qu'on devrait avoir le souci de conserver la santé du corps, Epicure dit aussi cette trivialité, mais plus génialement : celui qui ressent l'état universel comme l'état véritable, veille plus que tout autre à le conserver. Tel est le sens commun. Il croit pouvoir présenter aux philosophes ses niaiseries et ses lieux communs comme une *terra incognita*[\[170\]](#). Il croit, quand il nous lance à la tête des coquilles d'œuf, être un Colomb. Epicure a raison d'une manière générale, abstraction faite de son système (car celui-ci est son *summum jus*[\[171\]](#)), lorsqu'il dit que le sage considère la maladie comme un non-être, mais que l'apparence disparaît. Si donc il est malade, sa maladie est pour lui une apparence évanescence qui ne saurait durer ; s'il est en bonne santé, dans son existence essentielle, l'apparence n'existe plus et il a autre chose à faire que penser qu'elle pourrait être. Donc, s'il est malade, il ne croit pas à la maladie ; s'il est en bonne santé, il vénère sa santé comme si elle était l'état qui lui est dû : il se comporte comme un homme en bonne santé. En face de cet individu sain et décidé, quel triste sire que ce Plutarque qui doit se souvenir d'Eschyle, d'Euripide et même du docteur Hippocrate, pour ne pas seulement être joyeux de la santé !

La santé, comme l'état identique, s'oublie d'elle-même, car on ne s'y occupe pas du corps ; la différence d'avec le corps ne commence que dans la maladie.

Epicure ne veut certes pas d'une vie éternelle; d'autant moins peut

L'émouvoir le fait que l'instant présent peut cacher un malheur.

Tout aussi faux est le reproche suivant de Plutarque : τοὺς γάρ ἀδικοῦντας καὶ παρανομοῦντας ἀθλίως, φασί, περιφόδως ζηῖν τὸν πάντα χρόνον, δ'τι κὰν λαθεῖν δύνωνται, πίστιν περὶ τοῦ λαθεῖν λαβεῖν ἀδύνατόν ἐστιν. δ'θεν ὁ τοοῦ μέλλοντος αἰεὶ φόβος ἐγκείμενος οὐκ ἑᾷ χαίρειν, οὐδέ θαρρεῖν ἐπὶ τοῖς παροῦσι, ταῦτα δέ καὶ πρὸς ἑαυτοὺς εἰρηκότες λελήθασι, εὐσταθεῖν μὲν γάρ ἐστι καὶ ὑγιαίνειν τῷ σώματι πολλάκις, πίστιν δέ λαβεῖν περὶ τοῦ διαμένειν ἀμήχανον. ἀνάγκη δὴ ταραττεσθαι καὶ ὠδίνειν αἰεὶ πρὸς τὸ μέλλον ὑπὲρ τοῦ σωματος[172]. [Plutarque, *de eo quod* 1090, 6]

C'est tout juste l'inverse de ce que pense Plutarque. Ce n'est qu'à partir du moment où l'individu singulier brise la loi et les mœurs communes, que celles-ci commencent à devenir pour lui une présupposition, il se différencie d'elles, et il ne pourrait se sauver de cette différence que par la πίστις (croyance), mais celle-ci n'est garantie par rien.

[Hasard et nécessité]

Ce qui est en général intéressant chez Epicure, c'est que dans tous les domaines il écarte l'état qui entraîne la présupposition comme telle à apparaître, et qu'il estime normal l'état dans lequel la présupposition est voilée. De la nature corporelle en tant que telle, il n'est en général jamais question. Dans la justice punitive, ce sont justement la connexion intérieure, la nécessité aveugle qui ressortent, et cette nécessité, Epicure l'écarte ; il écarte sa catégorie de la logique, comme, de la vie du sage, l'apparence de sa réalité. Par contre le hasard, qui fait qu'un juste souffre, n'est jamais une relation extérieure et ne l'arrache pas à son absence de relation.

On voit à partir de là combien faux est aussi le reproche suivant de Plutarque. τὸ δὴ μηδὲν ἀδικεῖν, οὐδὲν ἐστι πρὸς τὸ θαρρεῖν, οὐ γάρ τὸ δικαίως παθεῖν, ἀλλὰ τὸ παθεῖν φοβερόν[173]. [Plut. *de eo quod* 1090, 6]. Plutarque estime, en effet, qu'Epicure devrait raisonner ainsi d'après ses principes. Il ne lui vient pas à l'esprit qu'Epicure a peut-être d'autres principes que ceux qu'il veut bien lui donner.

[Extraits de Plutarque *de eo quod* 1090-1091]

τὸ γάρ ἀναγκαιῶν οὐκ ἀγαθόν ἐστιν, ἀλλ'ἐπέκεινα τῆς φυγῆς τῶν κακῶν κεῖται τὸ ἐφετόν καὶ τὸ αἰρετόν[174]. [Plut, *de eo quod* 1091, 8]. Plutarque parle avec une sagesse qui lui est bien particulière, quand il dit que l'animal cherche en dehors de la nécessité, laquelle est la fuite hors du

mal, le bien, bien qui se situe au-delà de la fuite. Que l'animal cherche encore un bien au-delà, c'est justement ce qui est animal en lui. Chez Epicure, il n'y a aucun bien qui soit pour l'homme en dehors de lui ; le seul bien qu'il possède en rapport au monde est le mouvement négatif qui consiste à être libre à l'égard de ce monde.

Le fait que tout ceci soit conçu chez Epicure de manière individuelle tient au principe de sa philosophie, philosophie qu'il développe dans toutes ses conséquences. Le procédé syncrétique et privé de pensée de Plutarque ne saurait rivaliser avec. [Extraits de Plut. *de eo quod* 1092, 1094, 1095, 1097, 1099]

[Le rapport de l'homme à Dieu]

[1. La crainte et l'être transcendant]

La polémique de Plutarque contre la théologie d'Epicure est plus digne de considération que les insipides reproches d'ordre moral qui précèdent, non pas pour elle-même, mais parce qu'elle montre que la conscience commune, qui se tient dans l'ensemble sur le sol épicurien, ne redoute que la franchise de la rigueur philosophique. Et à ce sujet, on doit toujours avoir à l'esprit qu'Epicure ne s'intéresse ni à la *voluptas* (jouissance), ni à la certitude sensible, ni à quoi que ce soit hormis la liberté et l'absence de détermination de l'esprit. C'est de ce point de vue que nous allons parcourir les considérations particulières de Plutarque. [Extrait de Plut. *de eo quod* 1101]

La crainte de Dieu au sens où l'entend Epicure, Plutarque ne la comprend absolument pas ; il ne conçoit pas que la conscience philosophique souhaite s'en libérer. L'homme du commun ne connaît pas cela. Plutarque nous apporte donc des exemples triviaux tirés du monde empirique, qui montrent combien peu cette croyance effraie le public.

A la différence d'Epicure, Plutarque commence par considérer la croyance en Dieu des πολλοί (de la multitude) ; il dit que chez eux cette tendance a sans doute d'un côté la figure de la crainte ; la peur sensible est la seule forme sous laquelle il peut concevoir l'angoisse de l'esprit libre devant un être personnel tout-puissant, absorbant en lui la liberté, donc la niant en dehors de lui. Maintenant il estime :

1. Que ces gens qui craignent, δεδιότες γάρ ὥσπερ ἄρχοντα χρηστοῖς ἥπιον, ἀπεχθῆ~, δέ φαύλοις, ἐνὶ φόβῳ, δι' ὃν οὐ δέουσι πολλῶν, ἐλευθεροῦνται τε τοῦ ἀδικεῖν καὶ παρ' αὐτοῖς ἀτρέμα τὴν κακίαν ἔχοντες οἷον ἀπομαραιομένην, ἥττον ταράττονται τῶν χρωμένων αὐτῇ καὶ τολμώντων, εἰτ' εὐθύς δεδιότων καὶ μεταμελομένων[175]. [Plut, *de eo*

quod 1101,21]

Ainsi, c'est cette crainte sensible qui les garde du mal, comme si cette crainte immanente n'était pas le mal ? Quel est donc le noyau du mal empirique ? C'est que l'individu singulier s'enferme dans sa nature empirique contre sa nature éternelle ; mais n'est-ce pas la même chose que lorsqu'il exclut de lui sa nature éternelle, la saisit dans la forme de la persistance de la singularité en soi, de l'empirie, et donc la contemple, comme un Dieu empirique, en dehors de lui ? Ou bien l'accent doit-il être mis sur la forme de la relation ? Ainsi, Dieu punit les méchants, est clément aux bons, et le mal est ici mal pour l'individu empirique et le bien, bien pour l'individu empirique, car d'où pourraient sinon provenir cette crainte et cet espoir, étant donné qu'il s'agit pour l'individu du bien et du mal qui le concernent ? Dieu sous ce rapport n'est rien d'autre que la communauté de toutes les conséquences que peuvent comporter des mauvaises actions empiriques. Ainsi, c'est de peur que le bien que l'individu empirique se gagne dans une mauvaise action engendre des maux plus grands et qu'un plus grand bien lui échappe qu'il n'agit pas mal, afin que la continuité de son bien-être ne soit pas dérangée par la possibilité immanente d'être arraché à celle-ci ?

N'est-ce pas la même chose qu'Epicure enseigne avec netteté : agis avec franchise et sérieux pour ne pas garder la crainte continuelle d'être puni. Ce rapport immanent de l'individu à une ἀταραξία est ici établi comme le rapport à un dieu qui est en dehors de l'individu, mais qui encore une fois n'a d'autre contenu que précisément cette ἀταραξία laquelle est ici continuité du bien-être. La crainte de l'avenir, cet état d'innocence est ici interpolé dans la lointaine conscience de Dieu, considéré comme un état qui préexiste déjà en elle, mais aussi d'abord comme menace, donc exactement comme dans la conscience individuelle.

[2. Le culte et l'individu]

En second lieu, Plutarque déclare que cette tendance vers Dieu donne aussi de la *voluptas*. [Extrait de Plut, *de eo quod* 1101]

Il raconte plus loin que des vieillards, des femmes, des commerçants, des rois trouvent de la joie lors de fêtes religieuses. [Extrait de Plut, *de eo quod* 1102]

Il faut examiner d'un peu plus près la manière dont Plutarque décrit cette joie, cette *voluptas*.

Il dit d'abord que l'âme est le plus souvent délivrée de la tristesse, de la crainte et du souci, quand Dieu est présent. La présence de Dieu est donc déterminée comme la délivrance de l'âme à l'égard de la crainte, de la

tristesse, du souci. Cette libération s'extériorise dans une allégresse débridée, car c'est l'extériorisation positive opérée par l'âme individuelle de cet état qui est le sien.

Plus loin : l'état de différence fortuit de la situation individuelle disparaît dans cette joie. C'est donc le fait que l'individu se vide de ses déterminations extrinsèques qui est déterminé dans cette fête, c'est l'individu comme tel, et c'est une détermination essentielle. Enfin, ce n'est pas la jouissance séparée mais au contraire la certitude que le dieu n'est rien de séparé, mais que son contenu est de se réjouir de la joie de l'individu, de laisser descendre vers elle son regard avec bienveillance, donc d'être lui-même dans la détermination de l'individu qui se réjouit. Ce qui donc est ici divinisé et fêté comme tel, c'est l'individualité divinisée comme telle, libérée de ses souffrances coutumières : le σοφός d'Epicure avec son ἀταραξία. C'est la non-existence de Dieu comme dieu, et son existence comme joie de l'individu qui sont l'objet des prières. Outre celle-là, ce Dieu n'a aucune détermination. Bien plus, la forme véritable dans laquelle cette liberté de l'individu ressort ici, c'est l'esprit, l'esprit singulier, sensible, l'esprit qui passe d'abord par le stade du trouble. Cette ἀταραξία plane ainsi en tant que la conscience universelle au-dessus de la tête des hommes ; mais son phénomène est la *voluptas* sensible comme chez Epicure ; mais chez ce dernier est conscience totale de la vie ce qui ici est état vivant singulier. C'est pour cela que, chez Epicure, le phénomène individuel est plus indifférent et plus animé par son âme, l'ἀταραξία, alors qu'ici cet élément se perd davantage dans la singularité, et les deux éléments, immédiatement mêlés, sont aussi de ce fait immédiatement différents. Aussi pitoyable est la distinction du divin que Plutarque fait prévaloir contre Epicure. Pour faire encore une remarque, quand Plutarque dit que certains rois ne prennent pas autant de plaisir à leurs *publicis conviviis et viscerationibus* qu'aux banquets sacrificiels, cela veut seulement dire que dans le premier cas la jouissance est considérée comme quelque chose d'humain et de fortuit, mais qu'ici elle est considérée comme quelque chose de divin, la jouissance individuelle est considérée comme quelque chose de divin) ; ce qui est donc tout à fait épicurien.

[3. La Providence et le Dieu dégradé]

Dans ce rapport des πονηροί et πολλοί[176] (des imperfectibles et de la grande masse) à Dieu, Plutarque distingue le rapport des βέλτιστον ἀνθρώπων καὶ θεοφιλέστατον γένος[177] [Plut, *de eo quod* 1102, 22]. Nous allons voir ce qu'il gagne ici sur Epicure. [Extrait de Plut, *de eo quod*

1102]

Le sens philosophique du fait que Dieu est le ἡγεμὼν ἀγαθῶν et le père πάντων καλῶν (seigneur des bons... père de toute beauté) est que ce n'est pas un prédicat de Dieu, mais que l'idée du bien est le divin lui-même. Mais dans la détermination de Plutarque, il y a un tout autre résultat. Le bien est pris dans l'opposition la plus rigoureuse avec le mal, car le premier est une manifestation de la vertu et de la puissance, le second une manifestation de la faiblesse, de la privation et de la vilenie. Le jugement émane donc de Dieu, la différence est éloignée, et c'est justement un axiome d'Epicure qui pour cette raison trouve logiquement cette absence de différence qui est le propre de l'homme, aussi bien en théorie qu'en pratique, dans son identité immédiate, la sensibilité, dans Dieu conçu comme vide, pur *otium* (loisir). Le dieu que l'éloignement du jugement hors du monde définit comme le bien est le vide, car chaque état déterminé porte en lui un côté qu'il maintient en l'opposant à un autre, et se referme sur lui-même, manifeste dans l'antithèse et la contradiction son ὀργή, sa μῖσος et son φόβος (colère... haine... angoisse), à l'idée de s'abandonner. Plutarque a donc la même détermination qu'Epicure, mais chez lui ne se trouve que comme image, comme représentation ce qu'Epicure nomme par son nom conceptuel et que l'image humaine écarte.

C'est pour cela que la question suivante sonne mal : ἄρ' ἄ γε δίκης ἑτέροι οἶεσθε δεῖσθαι τοὺς ἀναιρουῦντας τὴν πρόνοιαν, καὶ οὐχ ἱκανὴν ἔχειν, ἐγκόπτοντας ἑαυτῶν, ἡδονὴν καὶ χαρὰν τοσαύτην [178]. [Plut, *de eo quod* 1102, 22-1103]

Car il faut au contraire affirmer que celui qui regarde le divin comme la pure béatitude en soi, sans l'affubler de tous les rapports inconceptuellement anthropologiques, ressent plus de volupté à sa contemplation que celui qui a l'attitude inverse. C'est déjà la béatitude elle-même que d'avoir la pensée de la pure béatitude, même si elle est conçue aussi abstraitement que chez les moines indiens. En outre, Plutarque a supprimé la πρόνοια (Providence) en opposant à Dieu le mal, la différence. Ses autres descriptions sont purement inconceptuelles et syncrétiques ; il montre d'ailleurs en tout qu'il ne se soucie que de l'individu, et non de Dieu. Epicure, par conséquent, est honnête au point de ne pas laisser Dieu lui non plus se soucier de l'individu.

La dialectique intérieure de ses pensées ramène donc nécessairement Plutarque à parler de l'âme individuelle au lieu de parler du divin, et il en vient au λόγος περί ψυχῆς (discours à propos de l'âme). Epicure dit ὥστε ὑπερχαίρειν τό πάνσοφον τοῦτο δόγμα καὶ θεῖον παραλαβοῦσαν, ὅτι τοῦ κακῶς πράττειν πέρας ἐστὶν αὕτη τό ἀπολέσθαι καὶ φθαρῆναι καὶ

μηδέν εἶναι[179]. [Plut, *de eo quod* 1103, 23]

On ne doit surtout pas se laisser induire en erreur par les mots pleins d'onction de Plutarque. Nous verrons qu'il supprime chacune de ses déterminations. Déjà le parachute artificiel του κακῶς πράττειν πέρας (de la fin de tout mal), dans lequel l'ἀπολέσθαι et φθαρῆναι et μηδέν εἶναι (périr... être détruit... n'être rien) sont en opposition, montre, là où est le point essentiel, la minceur du premier côté et la triple intensité de l'autre.

[L'immortalité individuelle]

[1. Du féodalisme religieux. L'enfer de la populace]

Plutarque fait une nouvelle classification, distinguant le rapport τῶν ἀδίκων καὶ πονηρῶν[180], puis des πολλῶν καὶ ἰδιωτῶν[181] et enfin des ἐπεικῶν καὶ νοῦν ἔχόντων[182] [183]. [Plut. *de eo quod* 1104-25] à la doctrine de la persistance de l'âme. Déjà cette classification en solides différences qualitatives montre combien peu Plutarque comprend Epicure qui considère, en tant que philosophe, le rapport de l'âme humaine ; et quand Epicure reste certain de l'ἡδονή (jouissance), malgré sa détermination comme passagère, Plutarque aurait dû voir que chaque philosophe estime involontairement une ἡδονή, qui lui est étrangère dans son être-borné. Pour les coupables d'injustices, on nous donne encore maintenant la crainte comme moyen de perfectionnement. Nous avons déjà considéré cette objection ; tandis que dans la crainte, une crainte intérieure et inextinguible, l'homme est déterminé comme animal, chez un animal est en général indifférente la manière dont il est retenu dans des barrières.

Si un philosophe ne tient pas pour la chose la plus injurieuse le fait de considérer l'homme comme un animal, on ne peut absolument plus rien lui faire comprendre. [Extraits de Plut, *de eo quod* 1104-1105]

Nous en venons maintenant à l'opinion des πολλοί (de la masse), bien qu'il apparaisse à la fin que peu sont exclus de cette opinion, bien plus que tous, à proprement parler, δέω λέγειν πάντας[184] [Plut, *de eo quod* 1105, 27] jurent fidélité à cet étendard.

Ce qui distingue qualitativement du degré précédent n'existe pas à proprement parler ; au contraire, ce qui apparaissait auparavant dans la figure de la crainte animale, apparaît ici dans la figure de la crainte humaine, dans la forme du sentiment. Le contenu reste le même.

On nous dit que l'amour le plus ancien va au souhait d'être ; sans doute, l'amour le plus abstrait et donc le plus ancien est l'amour de soi, l'amour de son être particulier. Mais c'était déclarer trop nettement la chose, on la reprend de nouveau et on lance autour d'elle, grâce à l'apparence du

sentiment, un éclat épuré. Ainsi donc, celui qui perd femme et enfants préfère qu'ils soient *quelque part*, même s'ils y *souffrent*, plutôt qu'ils n'aient cessé tout à fait d'exister. S'il s'agissait simplement d'amour, la femme et l'enfant de l'individu comme tels sont conservés de la manière la plus profonde et la plus pure dans le cœur de cet individu, un être beaucoup plus élevé que celui de l'existence empirique. Mais il s'agit d'autre chose. La femme et l'enfant ne sont femme et enfant dans l'existence empirique que dans la mesure où l'individu lui-même existe empiriquement. Que celui-ci préfère les savoir n'importe où, dans un espace sensible, même s'ils y souffrent, plutôt que nulle part, signifie seulement que l'individu veut avoir la conscience de son existence empirique propre. Le manteau de l'amour n'était qu'une ombre, le *je* empirique dans sa nudité, l'amour de soi-même, l'amour le plus ancien est le noyau, il ne s'est pas rajeuni par une figure plus concrète, plus idéale. Pour Plutarque, le nom de la transformation rend un son plus agréable que celui de la cessation complète. Mais la transformation ne doit pas être qualitative, le « Je » singulier dans son être singulier doit persister ; le nom est donc simplement la représentation sensible de ce qu'il est et doit signifier le contraire. Le nom est donc une fiction mensongère. La chose ne doit pas être transformée, mais seulement placée dans un lieu obscur ; l'interposition du lointain fantastique doit cacher le saut qualitatif (et toute différence qualitative est un saut ; sans ce saut, aucune idéalité).

[2. La nostalgie de la multitude]

Plus loin, Plutarque émet l'opinion que cette conscience de la finitude rend faible et inactif, qu'elle est une mauvaise humeur contre la vie présente ; mais la vie ne disparaît pas ; au contraire seul disparaît cet être singulier. Si cet être singulier se considère comme exclu de cette vie universelle permanente, peut-il en devenir assez riche et assez plein pour emporter son extrême petitesse toute une éternité ? Cette éternité change-t-elle son rapport à la vie ? Ne demeure-t-il pas plutôt encroûté dans son absence de vie ? Est-ce que cela ne revient pas au même qu'il se trouve aujourd'hui dans ce rapport d'indifférence à la vie, ou que ce rapport dure 100 000 ans ?

A la fin, Plutarque dit carrément qu'il ne s'agit pas du contenu, ni de la forme, mais de l'être de l'individu singulier. Il faut être, même si c'est pour être déchiré par Cerbère. Quel est donc le contenu de sa doctrine de l'immortalité ? C'est que l'individu, abstrait de la qualité qui lui donne ici sa situation individuelle, persiste non comme l'être d'un contenu, mais

comme la forme atomistique de l'être ; n'est-ce pas la même chose que dit Epicure : que l'âme individuelle se dissout et retombe dans la forme des atomes. Attribuer à ses atomes comme tels un sentiment (bien que l'on avoue que le contenu de ce sentiment est indifférent), n'est qu'une représentation inconséquente. Dans sa polémique contre Epicure, Plutarque ne fait donc qu'exposer l'enseignement d'Epicure ; il n'oublie pas cependant d'exposer partout le μή εἶναι (non-être) comme la chose la plus effrayante. Ce pur être pour soi est l'atome. Quand, en général, on assure l'immortalité à l'individu, non pas dans son contenu (lequel, dans la mesure où il est universel, existe universellement en soi-même, et, dans la mesure où il est forme, s'individualise éternellement), mais à l'individu comme être individuel, la différence concrète de l'être pour soi tombe et cela revient à l'affirmation que l'atome comme tel est éternel, et que ce qui est animé retourne à cette forme fondamentale qui est la sienne.

Epicure expose jusqu'à ce point cette doctrine de l'immortalité. Mais il a suffisamment de philosophie et de logique pour appeler la chose par son nom, pour dire que l'être animé en question retourne à la forme atomistique. On ne saurait ici faire appel à aucune demi-mesure. Si n'importe quelle différence concrète de l'individu doit tomber (ce que montre cette vie elle-même), toutes celles qui ne sont pas en soi universelles et éternelles doivent tomber. Si l'individu doit être indifférent à cette μεταβολή (transformation), il ne reste que cette gousse d'atomes qui enveloppait le contenu antérieur, c'est-à-dire la doctrine de l'éternité des atomes.

Celui pour qui éternité est comme temps
Et temps comme éternité
Est libéré
De tout conflit,

dit Jacob Boehme, car la différence ne voudrait pas dire que l'individu persiste, mais au contraire que l'éternel s'oppose au transitoire.

[3. L'orgueil des élus]

Nous en venons maintenant à la classe des επιεικῶν καὶ νοῦν ἔχόντων (les honnêtes gens doués de raison). Il va de soi qu'on ne sort absolument pas de la classe précédente ; au contraire, ce qui apparaissait d'abord comme crainte animale, puis comme crainte humaine, comme plainte angoissée, comme la répugnance à abandonner l'être atomistique, apparaît maintenant dans la forme de l'arrogance, de l'exigence et de la justification. Il s'ensuit qu'il manque à cette classe, telle que Plutarque la

définit, le plus souvent la raison. La classe la plus basse n'a aucune prétention, la seconde pleure et consent à tout pour sauver l'être atomistique, la troisième est celle du philistin qui s'écrie : « Mon Dieu, voilà qui serait encore plus beau ! » Un gaillard aussi avisé et honnête devrait aller au diable.

διό τη̃ δόξη τη̃ς ἀθανασίας συναιρου̃σιν τάς ἡδίστας ἐλπίδας καί μεγίστας τῶν πολλῶν[185]. [Plut. *de eo quod* 1105, 28]. Quand donc Plutarque dit qu'Epicure enlève à la foule, avec l'immortalité, ses espoirs les plus beaux, il aurait été de sa part beaucoup plus exact de dire ce qu'il affirme ailleurs en visant tout autre chose : οὐκ ἀναιρεῖ, ἀλλ'ὥσπερ ἀπόδειξιν αὐτοῦ προτίθησι[186]. [Plut. *de eo quod* 1105, 27]

Epicure ne dépasse pas ce point de vue, il l'explique, il le porte à son expression conceptuelle. [Extrait de Plut. *de eo quod* 1105]

Ainsi, ces gens bons et avisés attendent le salaire de la vie après la vie ; mais quelle inconséquence, dans ce cas, d'attendre encore comme salaire la vie, étant donné que pourtant le salaire de la vie, pour eux, diffère qualitativement de la vie. Cette différence qualitative est à nouveau déguisée en une fiction, la vie n'est pas supprimée dans une sphère plus haute, mais transportée ailleurs. Ils ne se posent donc que comme contempteurs de la vie, ils n'ont rien de mieux à faire, ils habillent simplement leur espoir en une exigence.

Ils méprisent la vie, mais leur existence atomistique est le bien dans celle-ci, et l'éternité de leur être atomistique, qui est le bien, ils la désirent. Si l'ensemble de la vie se présentait à eux comme un mirage et un mal, d'où tiennent-ils la conscience d'être bons ? Simplement dans le savoir de soi en tant qu'être atomistique ; et Plutarque va jusqu'à dire qu'ils se contentent presque de cette conscience, que — parce que l'individu empiriquement singulier n'existe que dans la mesure où il est vu par un autre individu — ces hommes bons se réjouissent maintenant de ce qu'après leur mort, les gens qui les ont méprisés bis dato les considèrent maintenant réellement comme les bons, sont contraints de les reconnaître comme tels, et sont punis s'ils ne les tiennent pas pour le bien. Quelle exigence ! Les méchants doivent les reconnaître dans la vie comme les bons, et eux-mêmes ne reconnaissent pas comme le bien les puissances universelles de la vie. N'est-ce pas avoir élevé la fierté de l'atome à son plus haut sommet ? N'est-ce pas, dit sèchement, l'aveu de l'arrogance et de la présomption qu'on assigne à l'éternité, et de l'éternité qu'on accorde au sec être pour soi, privé de tout contenu ? Il ne sert à rien de cacher cela sous des fleurs de rhétorique, de dire que personne ici n'est en mesure de

satisfaire sa soif de connaissance.

Cette exigence n'exprime rien d'autre que ceci : l'universel devrait être dans la forme de la singularité, en tant que conscience ; cette exigence comble l'universel pour l'éternité. Mais dans la mesure où l'on exige encore que l'universel existe dans cet être pour soi empirique exclusif, cela signifie simplement que ce qui importe, ce n'est pas l'universel, mais au contraire l'atome.

Nous voyons donc Plutarque, dans sa polémique contre Epicure, se jeter pas à pas dans les bras de ce dernier. Mais Epicure développe les conséquences simplement, abstraitement, avec la sécheresse de la vérité ; il sait ce qu'il dit, tandis que Plutarque, dans tout ce qu'il dit, dit autre chose que ce qu'il pense dire, mais au fond pense aussi autre chose que ce qu'il dit. C'est en général le rapport qui existe entre la conscience philosophique et la conscience commune.

[Critique des vues de Plutarque sur d'autres philosophes, nommément sur Platon]

[Extrait de Plut. *adv. Col.* 1107 E 1]

Si, dans le dialogue précédent, Plutarque a cherché à démontrer à Epicure *quod non beate vivi possit* (qu'on ne saurait vivre heureux) d'après sa philosophie, il tente à présent de justifier les thèses des autres philosophes contre ce reproche venant des épicuriens. Nous verrons si cette tâche lui réussit mieux que la précédente, où sa polémique peut être appelée pour ainsi dire un panégyrique d'Epicure. Ce dialogue est important en ce qui concerne le rapport d'Epicure aux autres philosophes. Colotès fait un bon mot d'esprit, quand il offre à Socrate du foin à la place de pain, et quand il lui demande pourquoi il mange les plats par la bouche et non par l'oreille. Socrate se mouvait dans le minuscule, conséquence nécessaire de sa situation à l'égard de l'histoire.

[Extraits de Plut. *adv. Col.* 1108, 2 ; 1110, 6]

Plutarque ressent une démangeaison partout où la logique d'Epicure éclate. Si quelqu'un conteste l'opinion qui veut que le froid ne soit pas froid ou que le chaud ne soit pas chaud selon qu'en juge la foule d'après son sensorium, le philistin estime que cet homme se trompe lui-même s'il n'affirme pas que les deux points de vue sont faux. Notre homme ne se rend pas compte qu'ainsi la différence a purement et simplement glissé hors de la chose dans la conscience. Si l'on veut résoudre cette dialectique de la certitude sensible sans sortir de cette dernière, on doit dire que la

propriété réside dans les deux termes pris ensemble, dans la relation du savoir sensible au sensible, et donc qu'elle est immédiatement distincte, étant donné que cette relation est immédiatement distincte. Ainsi, la faute n'est placée ni dans la chose, ni dans le savoir ; c'est au contraire le tout de la certitude sensible qui est considéré comme ce processus vacillant. Qui ne possède pas la puissance dialectique de nier cette sphère dans sa totalité, qui veut la laisser telle quelle, doit aussi se contenter de la vérité telle qu'elle se trouve à l'intérieur de cette sphère. Pour la première attitude, Plutarque est trop impuissant, pour la seconde il est un monsieur trop honnête et avisé[187].

[Extraits de Plut. *adv. Col.* 1110, 7]

Ainsi, dit Plutarque, à propos de toute propriété, on ne devrait pas plus soutenir qu'elle est, qu'elle n'est pas ; car cela change selon la manière dont chacun est affecté. Mais sa question montre déjà qu'il ne comprend pas la chose. Il parle de l'être ou du non-être solide en tant que prédicat. Mais le propre de l'être du sensible est plutôt de ne pas être un tel prédicat. De ne pas être un être ou un non-être consistant. Lorsque je sépare ces deux termes, je sépare donc justement ce qui n'est pas séparé dans la sensibilité. La pensée commune a toujours des prédicats abstraits tout prêts, qu'elle sépare du sujet. Tous les philosophes ont fait des prédicats eux-mêmes des sujets.

[Extraits de Plut. *adv. Col.* 1111 — 1115 sur le rapport à Démocrite, Empédocle, Parménide et Platon]

Quand Plutarque dit de ceux qui enseignent les idées, nommément de Platon, οὐ παροραῖ τό αἰσθητόν, ἀλλά τό νοητόν εἶναι λέγει[188]. [Plut. *adv. Col.* 1116, 15], le stupide éclectique ne voit pas que c'est justement cela qu'on reproche à Platon. Platon ne supprime pas (*aufhebt*) le sensible, mais il affirme l'être du pensé. L'être sensible n'échoit pas à des pensées, et le pensé tombe aussi dans un être, si bien que deux royaumes possédant l'être subsistent l'un à côté de l'autre. On peut voir ici quels échos trouvent, avec une singulière facilité, le pédantisme platonicien auprès de l'homme du commun, et Plutarque, nous pouvons, au vu de ses opinions philosophiques, le compter au nombre des hommes du commun. Il va de soi que ce qui apparaît chez Platon de manière originelle et nécessaire, à un certain degré de développement de la formation philosophique universelle, cela est, chez un individu qui se tient au sortir du monde antique, le souvenir éventé de l'ivresse d'un mort, une lampe d'un temps antédiluvien, le spectacle répugnant d'un vieil homme retombé en enfance.

On ne saurait trouver mieux pour critiquer Platon que la louange que Plutarque lui adresse : οὐδέ ἀναιρεῖ τὰ γινόμενα καί φαινόμενα περί ἡμῶν τῶν παθῶν ; ἀλλά ὅτι βεβαιότερα τούτων ἕτερα καί μονιμώτερα (des représentations purement inconceptuelles, abstraites de la sensibilité) πρὸς οὐσίαν ἐστί, τό μήτε γίνεσθαι, μήτ' ἀπόλλυσθαι, μήτε πάσχειν (remarquons μήτε – μήτε – μήτε trois déterminations négatives) μηδέν ενδείκνυται τοῖς ἐπομένοις, καί διδάσκει καθαρώτερον τῆς διαφορᾶς ἀπομένους τοῖς ὀνόμασι. (Exact, la différence est une différence nominale) τὰ μὲν ὄντα, τὰ δέ γινόμενα προσαγορεύειν[189]. [Plut. *adv. Col.* 1116, 15]

[Extrait de Plut. *adv. Col.* 1116]

Plutarque se tourne maintenant vers Colotès et demande si ses disciples ne font pas eux-mêmes la différence entre l'être solide et l'être passager, etc.

[Extrait de Plut. *adv. Col.* 1116]

Il est amusant d'écouter cette sincérité appréciée, qui se trouve avisée. Lui-même, Plutarque, ramène la différence platonicienne de l'être à deux noms différents, et pourtant il veut que les épicuriens, de l'autre côté, aient tort d'attribuer aux deux côtés un être solide (ils font pourtant assez bien la différence entre l'ὄφθαρτον et ἀγέννητον (impérissable et non devenu) et ce qui est par composition) : Platon ne la fait-il pas aussi, quand il dit que l'εἶναι (être) est solidement établi sur l'un des côtés, et le γενέσθαι (devenir) sur l'autre[190] ?

PHILOSOPHIE ÉPICURIENNE. 4^e CAHIER. 1839

SEMESTRE D'ÉTÉ

[Extraits de Plut. *adv. Col.* 1117, 19 ; 1118 ; 1119-1122, 26 sur le rapport d'Epicure à Socrate, Stilpôn, les Cyrénaïques et les Académiciens (Archésilas)]

Il va de soi que Lucrèce ne peut être que peu utilisé.

[Extraits de Lucrèce I 63-79. 150. 159 sq. 267 sq. 328-330. 339 à 346. 382 sq. 419 sq. 461-463. 479-482. 503-509. 540. 600-603. 684-689. 763-766. 783-793. 814-816. 820-822. 847-856. 871 à 895. 907-914. 958-964. 984-997. 1009-1013. 1035-1041.]

[Plutarque et Lucrèce]

Au printemps, la nature s'étend dans sa nudité, et, consciente de sa victoire, offre au regard tous ses charmes, tandis qu'en hiver elle recouvre de neige et de glace sa honte et son dénuement : telle est la différence entre Lucrèce, le vif, hardi et poétique seigneur du monde, et Plutarque, qui cache la médiocrité de son moi sous la neige et la glace de la morale.

Quand nous voyons un individu craintivement boutonné, blotti en lui-même, nous cherchons involontairement conseil et aide, nous regardons si, nous aussi, nous sommes encore là ; nous craignons pour ainsi dire de nous perdre. Mais, à la vue d'un être aux féeriques couleurs qui gambade, nous nous oublions et nous nous sentons élevés hors de notre peau comme si nous étions des forces universelles, et notre souffle est plus hardi. Qui se sent le plus moral et le plus libre de celui qui sort justement de la salle de classe de Plutarque, pénétré de l'injustice du fait que les hommes bons, avec la mort, perdent le fruit de leur vie, ou de celui qui voit l'éternité comblée et qui entend le chant hardi et tonitruant de Lucrèce :

... Acri

*Percussit thyrsos laudis spes magna meum cor
et simul incussit suavem mi in pectus amorem
Musarum, quo nunc instinctus mente vigenti
avia Pieridum peragro loca nullus ante
trita solo juvat integros accedere fontis
atque haurire, iuvatque novos decerpere flores
insignemque meo capiti petere inde coronam,
unde prius nulli velarint tempora Musae ;
primum quod magnis doceo de rebus et artis
religionum animum nodis exsolvere pergo,
deinde quod obscura de re tam lucida pango
carmina musaeo contingens cincia lepore.*

I 922-934 [\[191\]](#).

Celui qui ne prend pas plus plaisir à construire le monde entier avec ses propres moyens, à être un créateur de monde, qu'à rôder éternellement dans sa propre peau, sur lui l'esprit a prononcé son anathème, il est marqué par l'interdit, mais par un interdit inversé ; il est écarté du temple et de la jouissance éternelle de l'esprit et il est reconduit à chanter des berceuses sur sa propre béatitude privée, et, la nuit, à rêver de lui-même.

Beatitudo non virtutis praemium, sed ipsa virtus [\[192\]](#) (Spinoza, *Eth.* V 42).

Nous verrons aussi que Lucrèce comprend Epicure d'une manière

infiniment plus philosophique que Plutarque. Le premier principe d'une recherche philosophique est un esprit libre et hardi.

[La critique que fait Lucrèce des philosophies de la nature antérieures]

Il faut apprécier d'abord la pertinente critique des philosophes de la nature antérieurs du point de vue épicurien. Une raison de plus de la considérer, c'est qu'elle met magistralement en évidence ce qu'il y a de spécifique dans la doctrine d'Epicure.

Nous nous attachons ici particulièrement à ce qui est enseigné sur Empédocle et Anaxagore, parce que cela vaut encore plus pour les autres.

1. Il n'y a pas d'élément *déterminé* qu'on doive tenir pour la substance, car si tout vient se placer en eux et si tout naît à partir d'eux, qui nous donne le droit, dans ce commerce mutuel, de ne pas plutôt tenir la totalité des autres choses pour les principes de ces éléments, étant donné qu'eux-mêmes ne sont qu'une forme déterminée et limitée de l'existence à côté des autres, et qu'eux aussi sont produits par le processus qui crée ces existences ? Et inversement (I, 764-768) [763-767].

2. Si plusieurs éléments sont tenus pour la substance, d'une part ils manifestent leur unilatéralité naturelle en se maintenant en conflit mutuel, en faisant prévaloir leur état déterminé, et ainsi, au contraire, en se disloquant, d'autre part ils tombent dans un processus naturel, mécanique ou autre, et manifestent que leur capacité de création est limitée à leur singularité.

Si nous pouvons donner comme excuse historique aux philosophes ioniens de la nature que pour eux le feu, l'eau ne sont pas le feu et l'eau sensibles, mais un élément universel il reste vrai que Lucrèce, leur adversaire, a absolument raison de leur imputer cela. Si des éléments manifestes, visibles à la lumière du jour, sont pris comme les substances fondamentales, celles-ci ont leur critérium dans la perception sensible et dans les formes sensibles de leur existence. Si l'on dit que ces éléments sont déterminés tout à fait autrement quand on en fait les principes de ce qui est, il s'agit alors d'une détermination cachée à leur singularité sensible, qui n'est qu'intérieure, donc extérieure, dans laquelle ils sont principes, c'est-à-dire qu'ils ne le sont qu'en tant qu'ils sont cet élément intérieur déterminé, et non dans ce qui les distingue des autres choses en tant que feu, eau, etc. 773 sqq. (771 sq.).

3. Mais, troisièmement, cela ne contredit-il pas le point de vue qui considère des éléments déterminés comme principes, leur être-là limité à côté des autres du nombre desquels ils ont été abstraits arbitrairement et

n'ont donc aussi contre eux aucune autre différence que l'état déterminé du nombre, lequel cependant, en tant que limité, semble être plutôt déterminé par principe par la multiplicité, l'infinité des autres nombres ; ce n'est pas seulement leur opposition mutuelle dans leur particularité (laquelle manifeste aussi bien l'exclusion que la capacité créatrice enfermée dans des limites naturelles), mais le processus lui-même par lequel ils doivent produire le monde, qui démontre qu'ils sont en eux-mêmes finis et changeants. Parce qu'ils sont des éléments enfermés dans un état naturel clos, leur acte créateur ne peut être qu'un acte particulier, leur propre être-transformé qui lui aussi, de nouveau, a la figure de la particularité et de la particularité naturelle ; c'est-à-dire que leur acte créateur est leur processus naturel de métamorphose. C'est ainsi que ces philosophes de la nature font se rouler le feu dans l'air : ainsi naît la pluie qui tombe en bas, ainsi naît la terre. Ce qui apparaît ici est donc leur propre aptitude au changement et non leur persistance, non leur être substantiel qu'ils font prévaloir en tant que principe ; car leur création est plutôt la mort de leur existence particulière, et le résultat de cette création est plutôt la négation de leur persistance (783 sqq.). Cette réciprocité des éléments et des choses naturelles nécessaires à leur persistance signifie seulement que leurs conditions, prises comme leurs forces spécifiques, sont aussi bien en dehors d'eux qu'en eux.

4. Lucrèce en vient maintenant aux Homéoméries d'Anaxagore ; il leur reproche d'être des :

imbecilla nimis primordia... sunt[\[193\]](#). [I 847],

comme en effet les Homéoméries ont la même qualité, sont la même substance que ce dont elles sont homéoméries, nous devons leur attribuer la même caducité que celle que nous avons devant les yeux dans leurs expressions concrètes. Si le feu et la fumée se cachent dans le bois, alors le bois est un mélange *ex alienigenis* (de différentes sortes de choses). Si chaque corps était fait de toutes les semences sensibles, il devrait, une fois brisé, démontrer qu'il les contient

[Les atomes comme substance]

Il peut paraître étrange qu'une philosophie comme celle d'Epicure, qui part de la sphère du sensible et qui l'estime comme le critère le plus haut, du moins pour la connaissance, pose comme principe un pareil abstrait, une *caeca potestas* (puissance occulte, indéterminée) comme l'atome. Là-dessus cf. L. I. 773 sqq., 783 sqq. ; il s'y démontre que le principe doit être

un être autonome, ne comportant absolument aucune propriété particulière sensible, physique. Il est substance :

*Eadem caelum, nuire, terras, flumina, solem
constituant, etc.*[\[194\]](#) [I 820]

L'universalité lui échoit.

Au sujet du rapport de *l'atome et du vide*, une remarque importante. Lucrèce dit de cette *duplex natura* :

Esse utramque sibi per se, puramque necesse est[\[195\]](#).

[I 507 (506)]

En outre, il s'exclut :

Nam quacumque vacat spatium...

corpus ea non est, etc.[\[196\]](#). [I 508 sqq. (507 sq.)]

Chacun des termes est lui-même le principe. Donc, ce n'est ni l'atome, ni le vide qui est le principe, mais leur fondement, ce qu'exprime chacun comme nature indépendante. Ce moyen terme s'installera sur le trône à la fin de la philosophie épicurienne.

Le vide comme principe du mouvement, *cf.* L. I 363 (362) sqq., comme principe immanent, *cf.* 383 (382) sqq. (le vide et l'indivisible), l'opposition objectivée de la pensée et de l'être.

[Extraits de Lucrèce II 7 sq. 14-16. 55-61. 83-85. 90-97]

[La guerre des atomes]

La production des formations à partir des atomes, leur répulsion et leur attraction sont tumultueuses. Un combat bruyant, une tension hostile constituent l'atelier et la forge du monde. Le monde est déchiré intérieurement, au plus profond de lui se produit un grand tumulte. Même le rayon du soleil qui tombe sur les places d'ombre est une image de cette guerre éternelle. [Extrait de Lucrèce II 116-122]

On voit que la puissance aveugle et sinistre du destin se change en la fantaisie de la personne, de l'individu, et brise les formes et substances.

[Extraits de Lucrèce II 125-130. 133-141. 157-162. 177-181. 185 sq.]

[Le Clinamen]

La *declinatio atomorum a via recta* (déviations des atomes de la ligne droite) est une des conséquences les plus profondes de la philosophie épicurienne, elle est fondée dans sa marche la plus intime. Cicéron peut bien en rire, la philosophie lui est chose aussi étrangère que le président des Etats libres de l'Amérique du Nord.

La ligne droite, la direction simple, est la suppression de l'être pour soi immédiat, du point ; elle est le point supprimé. L'atome, l'atome ponctuel, qui exclut de soi l'être-autre, est l'être pour soi absolu et immédiat ; il exclut donc la direction simple, la ligne droite, il dévie d'elle. Il démontre que sa nature n'est pas la spatialité, mais l'être pour soi. La loi qu'il suit est une autre loi que celle de la spatialité.

La ligne droite n'est pas seulement l'être-supprimé du point, elle est aussi son être-là. L'atome est indifférent à la largeur de l'être-là ; il ne se sépare pas en différences qui soient ; mais il n'est pas non plus le pur être, l'immédiat, qui, pour ainsi dire, n'est pas jaloux de son être ; il est, au contraire, directement opposé à l'être-là, il se ferme sur lui-même en s'opposant à lui ; en langage concret, il dévie de la ligne droite.

L'atome dévie de sa présupposition, se soustrait à sa nature qualitative et démontre ainsi que cet acte de se soustraire, cet être-refermé-sur-soi, privé de présupposition et de contenu, est pour l'atome lui-même, que c'est ainsi qu'apparaît sa qualité propre : de la même façon, toute la philosophie épicurienne dévie de ses présuppositions ; ainsi, par exemple, le plaisir n'est que la déviation hors de la douleur, il dévie de l'état où l'atome apparaît comme quelque chose de différencié, étant là, entaché d'un non-être et de présupposition[\[197\]](#).

Que cette douleur existe cependant, que ces présuppositions dont on dévie soient pour l'individu, c'est la finitude de cet individu et ce qui fait sa fortune. A la vérité, nous découvrons déjà que cette présupposition est pour l'atome, car il ne dévierait pas de la ligne droite si elle n'était pas pour lui. Mais cela tient à la situation de la philosophie d'Epicure : elle cherche l'absence de présupposition dans le monde de la présupposition substantiale, ou, en langage logique : comme l'être pour soi est son principe exclusif et immédiat, elle a immédiatement en face d'elle l'être-là, elle n'a pas surmonté logiquement cet être-là. C'est ainsi qu'on dévie du déterminisme en élevant au rang de loi le hasard, la nécessité, l'arbitraire ; le Dieu dévie du monde, le monde n'est pas pour lui, et c'est pour cela qu'il est Dieu.

On peut donc dire que la *declinatio atomi a recta via* (déclinaison de l'atome de la ligne droite) est la loi, le poulx, la qualité spécifique de l'atome ; c'est pourquoi la doctrine de Démocrite est une philosophie tout

à fait différente, non une philosophie du temps comme l'était celle d'Epicure.

*quod nisi decinare solerent, omnia deorsum,
... codèrent perinane projundum,
nec offensus natus nec plaga creata
principiis : ita nihil umquam natura creasset*[\[198\]](#)

[Lucr. II 221 sqq.]

Tandis que le monde se crée, tandis que l'atome se rapporte à soi, c'est-à-dire à un autre atome, son mouvement n'est pas celui que soumet un être autre, celui de la ligne droite, mais celui qui en dévie, celui qui se rapporte à lui-même. Représenté matériellement, l'atome ne peut se rapporter qu'à l'atome, chacun des atomes déviant de la ligne droite.

[Extraits de Lucrèce II 243-245. 251-258. 281 sq.]

La *declinatio a recta via* est l'*arbitrium* (détermination arbitraire, puissance, choix libre), la substance spécifique, la véritable qualité de l'atome. [Extraits de Lucrèce II 284-293.]

Cette *declinatio*, ce *clinamen* n'est ni *regione loci certa*, ni *tempore certo* (déterminé ni selon le lieu ni selon le temps), il n'est pas une qualité sensible, il est l'âme de l'atome.

Dans le vide, la différence de poids disparaît, car elle n'est pas une condition extrinsèque du mouvement, mais le mouvement lui-même étant-pour-soi, immanent, absolu.

[Extrait de Lucrèce II 235-239.] Lucrèce le fait prévaloir contre le mouvement limité par des conditions sensibles.

[Extrait de Lucrèce II 230-234. 277-280]

Cette *potestas* (puissance, possibilité), ce *declinare* (déclinaison, déviation) est l'obstination, l'entêtement de l'atome, son *quidam in pectore* (le cœur) ; elle n'indique pas son rapport au monde, comme elle indique le rapport du monde mécanique brisé en deux à l'individu singulier.

De même que Jupiter a grandi parmi les danses guerrières déchaînées des Quirites, de même ici le monde grandit au milieu de la lutte tumultueuse des atomes.

Lucrèce est l'authentique poète épique romain, car il chante la substance de l'esprit romain. Au lieu des figures sereines, fortes, toutes d'une pièce d'Homère, nous avons ici des héros solides, à l'armure impénétrable, auxquels manquent toutes les autres propriétés ; nous avons la guerre de

tous contre tous, la forme pleine de raideur de l'être pour soi, une nature divinisée et un dieu naturalisé.

[Les qualités extérieures de l'atome]

Nous en venons maintenant à la détermination des qualités extérieures de l'atome ; leur qualité spécifique, intérieure et immanente, mais qui est plutôt leur substance, nous l'avons examinée. Ces déterminations sont très faibles chez Lucrèce, et c'est en général une des parties les plus difficiles et les plus arbitraires de la philosophie d'Epicure dans son ensemble.

[Extraits de Lucrèce II 284-303. 308-316. 333-343. 479-499. sur le mouvement et la figure des atomes]

Cette proposition d'Epicure que la *figurarum varietas* (variété des figures) n'est pas *infinita* (infinie), mais que les *corpuscula ejusdem figurae infinita sint, e quorum perpetuo concursu mundus perfectus est usque gignuntur*[\[199\]](#), est la considération la plus importante et la plus immanente de la position qu'occupent les atomes par rapport à leurs qualités, c'est-à-dire par rapport à eux-mêmes en tant qu'ils sont les principes d'un monde.

[Extraits de Lucrèce II 507-510. 512-514. 522-527]

La distance, la différence des atomes est finie ; si on ne l'acceptait pas comme finie, les atomes seraient en eux-mêmes médiatisés, ils contiendraient en eux une diversité idéale. L'infinité des atomes comme répulsion, comme rapport négatif à soi, engendre un nombre infini d'atomes semblables, *quae similis sint infinitas*[\[200\]](#) [Lucrèce II 526 sq.], leur infinité n'a rien à voir avec leur différence qualitative. Si l'on accepte l'infinité de l'être-différencié de la forme de l'atome, chaque atome contient en soi l'autre qui est supprimé en lui, et il se trouve dans ce cas des atomes qui représentent toute l'infinité du monde, comme les monades de Leibniz.

[Extraits de Lucrèce II 567 sq. 573-580. 586-588. 646-651 796. 842-846. 861-864. 967-974. 980-982 ; III 179-182. 186 sq. 193 à 195. 201 sq. 229-234. 237-244. 256 sq. 867-869]

On peut dire que dans la philosophie épicurienne l'immortel est la mort. L'atome, le vide, le hasard, l'arbitraire, la composition sont en soi la mort.

[Extraits de Lucrèce III 888-893. 1053-1059]

[Parallèle entre les Epicuriens, les Piétistes et les Supranaturalistes]

Il est connu que chez les épicuriens, le hasard est la catégorie souveraine. Il s'ensuit nécessairement que l'idée n'est considérée que comme un *état* ; l'état est la persistance en soi fortuite. La catégorie la plus intime du monde, l'atome, sa connexion, etc., a, de ce fait, glissé au loin, est considérée comme un état passé. On trouve la même chose chez les piétistes et les supranaturalistes. La création du monde, le péché originel, la rédemption, toutes ces choses et leurs déterminations dévotes comme le paradis, etc., ne sont pas une détermination éternelle de l'idée, déliée de toute temporalité immanente, mais un état. De même qu'Epicure transporte l'idéalité de son monde, le vide, hors de ce monde, dans la création du monde, de même le supranaturaliste incarne l'absence de présupposition, l'idée du monde dans le paradis.

[EXTRAITS DU V^e CAHIER].

[D'après l'édition MEGA, il n'est resté de ce V^e cahier que la moitié des pages. Elles ne contiennent presque que des extraits : Sen. *ep.* 9, 1 ; 9, 20 ; 79, 15 ; *de otio* VII 3 (ou 32, 11) ; *ep.* 66, 18 ; 67 ; 66, 45. 47 ; 21, 9-11 ; *de const. sap.* XV 4 ; *ep.* 24, 22-23 ; *de vita beata* XIII 1-2 ; *ep.* 107, 1 ; 9, 20 ; 81, 11 ; 52, 3, 4 ; 18, 9-10 ; 21, 7-8 (se reporter à Stob. *flor.* XVII 23) ; 12, 10 ; 13, 16-17 ; 14, 17 ; 16, 7 ; 17 ; 11 ; 18, 14-15 ; 19, 10 ; 22, 15 ; 23, 9 ; 25, 4 ; 110 ; 26, 8 ; 27, 9 ; 28, 9 ; 7, 11 ; 8, 7 ; 6, 6 ; 97, 13 ; 22, 5-6 ; *de benef.* IV 19. Stob. *ecl.* I, VI 17 c (§ 206) ; VIII 40 b (§ 252) ; X 14 (§ 306) ; XIV 1 sq. (§ 346) ; XVI 1 (§ 366) ; XVIII 1 a (§ 380). 4 a (§ 388) ; XIX 1 (§ 394) (*cf.* Diog. X 40) ; XX 1 sq. (§ 418) ; XXI 3 c (§ 442) ; XXII 1 e (§ 490)]. MEGA : *Marx remarque* ; le passage suivant de Stobée, qui n'appartient pas à Epicure, fait peut-être partie des choses les plus sublimes [XXI 9 (§ 480) ; XXII 3 a (§ 496) ; XXII 3 b-c (§ 496-498) ; XXIV 10 (§ 514) ; XXV 3 f (§ 530-532)]. Plus que le passage cité par Schaubach, celui que j'ai cité plus haut (*Ecl. phys.* L I p. 5) [I 29 b (§ 66)] semble sanctionner le point de vue qui distingue deux sortes d'atomes, quand sont alléguées comme principes immortels, à côté des atomes et du vide, les *ὁμοιότητες* (ressemblances) qui ne sont pas les *εἰδῶλα* (images), mais que cette phrase explique : αἱ δὲ λέγονται ὁμοιομέρειαι καὶ στοιχεῖα[201] ; ce sont là les atomes qui sont à la base du phénomène, en tant qu'éléments sans homéoméries, qui possèdent des propriétés des corps à la base desquels ils sont. En tout cas, c'est faux. De même, Métrodore

allègue comme cause αἱ ἄτομοι καὶ στοιχεῖα[202]. L. I p. 52 [XXII 3 a(§ 496)]

[Extraits de Clem Al. *strom.* VI 2 ; V 14 ; II 2 ; II 21. 22 ; IV 22 ; II 4. 23 ; I 15 ; IV 8 ; V 9]

D'après Clément d'Alexandrie, l'apôtre Paul visait Epicure quand il dit [nous donnons le passage — I 11, 50, 5 sq. — aussitôt en traduction] : « et encore : « Prenez garde » à ce qu'il n'y ait personne qui fasse de vous son butin par la philosophie et la doctrine vide et pompeuse qui s'inspirent de la tradition humaine, conformes aux éléments du monde et non au Christ. » Par ces paroles, il (l'apôtre Paul) n'injurie pas toutes les philosophies, mais la philosophie *épicurienne*, à laquelle il s'en est pris également dans les Actes des apôtres, celle qui supprime la Providence et divinise le plaisir, celle qui a autrefois rendu honneur aux éléments sans placer au-dessus d'eux la cause créatrice, sans avoir fait apparaître le créateur du monde. » D'accord : les philosophes ont été rejetés parce qu'ils ne déliraient pas à propos de Dieu. On comprend maintenant mieux le passage, et on sait que Paul a visé tous les philosophes.

[Extraits Sen. *nat. quaest.* VI 20, 5-7 ; *de otio* cap. 30 ; *de vita beata* 12, 4-5 ; 18, 1 ; *de benef.* IV 2, 1 ; *de vita beata* 11, 2 ; *de benef.* IV 13, 1-2 ; *ep.* 72, 9 ; 89, 11 ; *ludus de morte* VIII 1 ; *ep.* 68, 10 ; 24, 18. Stob. *flor.* XVII 22.23 ; XVI 29 ; XVII 33. 34 ; XLI *de republica* (non établi) CXVII *de morte* (non établi) ; XVII 29 ; XXIX 79 ; VI 57 ; VI *de in temperantia* (non établi) ; *ecl.* I, I 29 b (§ 66)]

[EXTRAITS DU VI^e CAHIER.]

[MEGA : la couverture du VI^e cahier manque]

[Extraits de Lucrèce IV 30-32. 52-55. 191-198. 216-238. 251 à 255. 279-288 ; V 95 sq. 108 sq. 240-246. 306-310. 351-363. 373-375. 1169-1182]

[Points nodaux dans le développement de la philosophie]

Le νοῦς d'Anaxagore entre en mouvement chez les sophistes (le νοῦς y devient réellement le non-être du monde) et ce *mouvement démonique* immédiat comme tel s'objective dans le Δαιμόνιον de Socrate ; de même, le mouvement pratique de Socrate se transforme encore pour devenir chez Platon un mouvement universel et idéal, et le νοῦς s'élargit aux

dimensions d'un royaume des idées. Chez Aristote, de nouveau, ce processus est conçu en vue de la singularité, mais qui maintenant est la singularité réelle et conceptuelle.

De même qu'il y a dans la philosophie des points nodaux qui relèvent en elle-même au concret, saisissent les principes abstraits dans une totalité, et brisent ainsi le fil de la ligne droite, il y a aussi des moments où la philosophie tourne son regard vers le monde extérieur, ne cherche plus à le concevoir, mais noue pour ainsi dire, comme une personne en chair et en os, des intrigues avec lui, sort du royaume transparent de l'Amenthès[203] pour se jeter dans les bras de la sirène du monde. C'est le temps du carnaval de la philosophie ; qu'elle se glisse dans une peau de chien comme le cynique, ou dans une soutane comme l'alexandrin, ou encore dans une vaporeuse robe printanière comme l'épicurien. Il lui est alors essentiel de porter des masques de personnages. On nous raconte que Deucalion, lors de la création de l'homme, lança des pierres derrière lui ; ainsi la philosophie lance ses yeux derrière elle (le squelette de sa mère est fait d'yeux brillants)[204], quand son cœur est devenu assez fort pour créer un monde ; mais de même que Prométhée[205], ayant dérobé le feu du ciel, se met à bâtir des maisons et à s'installer sur la terre, la philosophie, qui s'est élargie aux dimensions du monde, se tourne vers le monde des phénomènes. Ainsi de nos jours la philosophie de Hegel.

Tandis que la philosophie s'est enfermée dans un monde achevé, total (la détermination de cette totalité a sa condition dans le développement de cette totalité en général ; elle est aussi la condition de la forme qui reçoit le mouvement dans lequel cette totalité se renverse en un rapport pratique à la réalité), c'est la totalité du monde qui se trouve en elle-même scindée (dirimée) et cette scission est portée à son plus haut point, car l'existence spirituelle est devenue libre et s'est enrichie jusqu'à être universelle. Le battement de son cœur est en lui-même devenu la différence, d'une manière concrète qui est l'organisme tout entier. La scission du monde n'est pas causale, s'il est vrai que ses côtés sont des totalités. Le monde est donc un monde déchiré qui fait face à une philosophie en soi totale. Le phénomène de l'activité de cette philosophie est donc aussi un phénomène déchiré et contradictoire ; son universalité objective se renverse dans des formes subjectives de la conscience singulière dans lesquelles il est vivant. Des harpes ordinaires font entendre leurs sons sous toutes les mains, mais les harpes éoliennes ne jouent que lorsque la bourrasque les frappe. On ne doit pourtant pas se laisser tromper par l'ouragan qui suit une grande philosophie, une philosophie du monde.

Qui ne reconnaît pas cette nécessité historique est logiquement contraint

de nier qu'en général, après une philosophie totale quelle qu'elle soit, des hommes puissent encore vivre, ou alors il doit tenir la dialectique de la mesure comme telle pour la plus haute catégorie de l'esprit qui se sait, et affirmer avec quelques-uns de nos hégéliens qui comprennent mal Hegel que la *médiocrité* est le phénomène normal de l'esprit absolu. Mais une médiocrité qui se donne pour le phénomène régulier de l'absolu est elle-même tombée dans l'absence de mesure, en l'espèce la démesure dans la prétention. Sans cette nécessité, on ne saurait concevoir la venue au jour, après Aristote, d'un Zenon, d'un Epicure, voire d'un Sextus Empiricus, et après Hegel celle des pauvres tentatives, pour la plupart sans fondement, des philosophes récents.

Les êtres de demi-mesure ont, à de telles époques, le point de vue inverse des capitaines tout d'une pièce. Ils croient pouvoir réparer le dommage en diminuant les forces, en les éparpillant, en signant un traité de paix avec les nécessités réelles, tandis que Thémistocle, quand Athènes fut menacée d'être dévastée, poussa les Athéniens à l'abandonner tout à fait, et à fonder sur mer, sur un autre élément, une nouvelle Athènes.

Nous ne devons pas non plus oublier que l'époque qui suit de telles catastrophes est une époque de fer, heureuse quand des combats de titans la marquent, lamentable quand elle ressemble aux siècles qui suivent clopin-clopant de grandes époques artistiques, car ces siècles se contentent de mouler dans la cire, le plâtre et le cuivre ce qui a jailli du marbre de Carrare, tout comme Pallas Athéna de la tête de Zeus, le père des dieux. Mais elles sont titaniques, ces époques qui succèdent à une philosophie totale en soi et à ses formes de développement subjectives, car gigantesque est la dissension qui est leur unité. Ainsi vient Rome après les philosophies stoïcienne, sceptique, épicurienne. Ces philosophies sont malheureuses et leur existence est dure, car leurs dieux sont morts et la nouvelle déesse a encore immédiatement la figure sombre du destin, de la pure lumière ou des pures ténèbres. Les couleurs du jour lui manquent encore. Mais le noyau intime du malheur est que l'âme de l'époque, la monade spirituelle, qui se suffit à elle-même et est figurée, à tous les points de vue, idéalement en elle-même, ne doit ensuite reconnaître aucune réalité qui ait été achevée sans elle. La chance dans un tel malheur est donc la forme subjective, la modalité dans laquelle la philosophie comme conscience subjective se rapporte à la réalité effective.

Ainsi par exemple, les philosophies épicurienne et stoïcienne furent le bonheur de leur époque ; le papillon de nuit, quand le soleil universel s'est couché, cherche la lueur de la lampe du privé.

L'autre côté de la question, qui pour l'historien de la philosophie est le

plus important, est que ce renversement accompli par les philosophes, leur transsubstantiation en chair et en sang est distincte selon la détermination que porte en elle, comme la marque de sa naissance, une philosophie en soi totale et concrète. C'est en même temps une réplique à l'usage de ceux qui, sous le prétexte que Hegel tenait la condamnation de Socrate pour juste, c'est-à-dire pour nécessaire, et que Giordano Bruno dut expier sa flamme spirituelle dans les flammes et la fumée de son bûcher, en concluent dans leur partialité que, pour prendre un exemple, la philosophie hégélienne a prononcé elle-même sa propre condamnation. Mais il est important, au point de vue philosophique, d'insister sur ce point, car, à partir de la manière spécifique dont s'effectue ce renversement, on peut faire retour sur la détermination immanente et sur le caractère qui définit dans l'histoire mondiale le cours d'une philosophie. Ce qui se présentait auparavant comme croissance est maintenant devenu détermination, ce qui était négativité en soi est devenu négation. Nous voyons ici pour ainsi dire le *curriculum vitae* d'une philosophie réduit à sa plus simple expression et à la pointe subjective, de même qu'à partir de la mort d'un héros, on peut conclure sur l'histoire de sa vie. Le fait que je tiens le rapport au monde de la philosophie épicurienne pour une telle forme de la philosophie grecque peut me justifier en même temps de ne pas mettre en tête de la philosophie d'Epicure, comme conditions inhérentes à la vie, des moments tirés des philosophies grecques précédentes, mais de conclure plutôt rétrospectivement sur ces philosophies à partir de cette dernière, et ainsi de la laisser exprimer elle-même sa position propre.

[Sur la forme subjective de la philosophie platonicienne, critique de l'écrit de Baur :

l'Elément chrétien dans le platonisme]

Pour déterminer en quelques traits de manière encore plus précise la forme subjective de la philosophie platonicienne, je vais considérer d'assez près quelques vues de M. le Professeur Baur, tirées de son écrit : « l'Elément chrétien dans le platonisme ». Nous obtiendrons ainsi un résultat, en éclairant du même coup des points de vue contradictoires.

« L'Elément chrétien du platonisme, ou *Socrate et le Christ* », de D. F. C. Baur, Tubingen, 1837.

Baur dit page 24 :

« La philosophie socratique et le christianisme sont par conséquent l'un à l'autre, considérés dans ce point de départ qui est le leur, comme sont la connaissance de soi et la reconnaissance des péchés. »

Il nous semble que la comparaison de Socrate et du Christ présentée ainsi prouve le contraire direct de ce qui doit l'être, le contraire d'une analogie entre Socrate et le Christ. Connaissance de soi et reconnaissance de ses péchés sont sans nul doute comme l'universel et le particulier, comme la philosophie et la religion. Tout philosophe occupe cette position, qu'il appartienne à l'ancien temps ou à l'époque moderne. Ce serait plutôt la séparation éternelle de deux domaines que leur unité, séparation qui est sans doute aussi un rapport, car toute séparation est séparation d'une unité. Cela voudrait seulement dire que le philosophe Socrate est au Christ comme un philosophe à un professeur de religion. On a beau introduire une ressemblance, une analogie entre la grâce et l'art de l'accoucheuse, l'ironie, que pratique Socrate, cela ne fait que porter à l'extrême la contradiction et non l'analogie. L'ironie socratique, telle que la conçoit Baur et telle qu'on l'a comprise avec Hegel, c'est-à-dire le piège dialectique qui fait tomber le sens commun non pas dans un accroissement de savoir bien confortable, mais dans la vérité qui lui est à lui-même immanente, en le faisant sortir de son encroûtement dans le divers, cette ironie n'est rien d'autre que la forme de la philosophie telle qu'elle se rapporte subjectivement à la conscience commune. Le fait qu'elle a en Socrate la forme d'un homme, d'un sage ironique, découle du caractère fondamental de la philosophie grecque et de son rapport spécifique à la réalité : chez nous, c'est Frédéric Schlegel qui a enseigné l'ironie comme formule universelle immanente, pour ainsi dire comme philosophie. Mais, selon l'objectivité, selon le contenu, c'est aussi bien Héraclite, qui non seulement méprise le sens commun mais le déteste, c'est même Thalès qui enseigne que toute chose se compose d'eau, alors que tout Grec savait qu'il ne pouvait pas vivre d'eau, c'est Fichte avec son moi créateur du monde, alors que même Nicholaï reconnaissait qu'il ne pouvait pas créer un monde, ce sont tous les philosophes qui font valoir l'immanence contre la personne empirique, qui sont des ironistes.

Dans la grâce, par contre, ce n'est pas seulement le sujet qui, grâcié, en vient à reconnaître ses péchés, mais c'est aussi celui qui grâcie et celui qui s'élève au-dessus de la reconnaissance des péchés, qui sont des personnes empiriques.

Si donc il y a ici une analogie entre Socrate et le Christ, ce ne peut être que celle-ci : Socrate est la philosophie personnifiée, le Christ est la religion personnifiée. Mais il ne s'agit pas ici d'un rapport universel entre la philosophie et la religion ; la question est au contraire de savoir comment la philosophie incarnée se rapporte à la religion incarnée. Qu'elles se rapportent l'une à l'autre, c'est une vérité très vague, ou plutôt

la condition universelle de la question, et non le fondement particulier de la réponse. Dans ce désir de démontrer l'élément chrétien chez Socrate, le rapport des personnalités en présence, le Christ et Socrate, ne reçoit pas de détermination plus précise que celle qui en fait le rapport d'un philosophe à un professeur de religion en général ; or, la même vacuité éclate quand on met en rapport d'une part la structure universelle éthique de l'idée socratique, l'Etat platonicien, avec la structure universelle de l'idée, d'autre part le Christ comme individualité historique avant tout avec l'Eglise.

< On passe aussi sur un point de détail important : la République de Platon est un produit de sa propre activité créatrice, alors que l'Eglise est, par contre, quelque chose de totalement différent du Christ. En même temps [?], la République platonicienne est [?] >

Si le jugement de Hegel, que Baur accepte, est juste, jugement selon lequel Platon, dans sa *République*, a fait prévaloir la substantialité grecque contre le principe naissant de la subjectivité, alors le Christ est diamétralement opposé à Platon, parce que le Christ faisait prévaloir ce moment de la subjectivité contre l'Etat existant, qu'il décrivait comme une chose purement terrestre et donc profane. Le fait que la République de Platon resta un idéal, tandis que l'Eglise chrétienne atteignait la réalité n'était pas encore la vraie différence ; au contraire, ce rapport s'inversa dans le fait que l'idée platonicienne poursuivait son chemin comme réalité, tandis que l'idée chrétienne la précéda.

Bref, il serait beaucoup plus exact de dire qu'il y a des éléments platoniciens dans le christianisme que des éléments chrétiens dans le platonisme, étant donné surtout que les plus anciens pères de l'Eglise proviennent historiquement, pour une part, de la philosophie platonicienne, par exemple Origène, Hérennius. Il est important au point de vue philosophique que, dans la République de Platon, la première place soit celle des savants ou des sages. Il en va de même pour le rapport des idées platoniciennes au Logos chrétien (p. 38), pour le rapport de la réminiscence platonicienne à la rénovation chrétienne de l'homme par laquelle il revient à son image éternelle (p. 40), pour la chute platonicienne des âmes et la chute dans le péché des chrétiens, qui est un mythe de la préexistence de l'âme (p. 43).

Rapport du mythe à la conscience platonicienne, migration platonicienne des âmes, connexion avec les astres.

Baur dit page 83 :

« Dans aucune autre philosophie de l'antiquité, la philosophie ne porte autant en elle le caractère de la religion que dans le platonisme. »

Cela doit aussi ressortir du fait que Platon définit le « devoir de la

philosophie » (p. 86) comme une λύσις (libération), une χωρισμός (séparation, délivrance), une ἀπαλλαγή (séparation) de l'âme à l'égard du corps, comme une mort et une μελετᾶν ἀποθνήσκειν (préparation à la mort).

« Que cette force de rédemption soit encore et toujours attribuée en dernière instance à la philosophie est évidemment le caractère unilatéral du platonisme. » (p. 89.)

D'un côté, on pourrait accepter le jugement de Baur, qu'aucune philosophie de l'antiquité ne porte davantage le caractère de la religion que celle de Platon. Mais la signification n'en serait que celle-ci : aucun philosophe n'a enseigné la philosophie avec plus d'enthousiasme religieux, pour aucun philosophe la philosophie n'avait davantage la détermination et la forme d'un culte religieux. En ce qui concerne les philosophes plus intensifs comme Aristote, Spinoza, Hegel, leur comportement lui-même avait une forme plus universelle, moins plongée dans le sentiment empirique ; mais c'est pour cela que l'enthousiasme d'Aristote, quand il glorifie la θεωρία (contemplation) comme ce qu'il y a de meilleur (τό ἡδίστον καὶ ἀρίστον, le plus agréable et le meilleur), ou quand il admire la raison de la nature dans le traité περί τῆς φύσεως ζῶϊκῆς (*de animante natura*) [Arist. *de partibus animalium* 645 a], et plus récemment l'enthousiasme de Spinoza, quand il parle de la contemplation *sub specie aeternitatis* (au regard de l'éternité), de l'amour de Dieu, ou de la *libertas mentis humanae* (liberté de l'esprit humain), ou encore l'enthousiasme de Hegel quand il développe la réalisation éternelle de l'idée, le grand organisme de l'univers des esprits, sont plus solides, plus chaudes, plus bienfaisantes à l'esprit universel formé par la culture ; c'est aussi pour cela que ces enthousiasmes, une fois consumés, deviennent le pur feu idéal de la science, alors que celui de Platon parvenait à l'extase comme à son plus haut sommet. C'est pourquoi l'inspiration de Platon ne fut que la bouillote d'esprits singuliers, tandis que celles-ci furent le *spiritus* animant des développements de l'histoire mondiale.

Si donc on peut aussi, d'un autre côté, admettre que dans la religion chrétienne précisément, qui représente le plus haut point du développement religieux, il doit se trouver plus de résonances évoquant la forme subjective de la philosophie platonicienne que celle des autres philosophies antiques, on doit aussi bien affirmer inversement pour la même raison que dans aucune philosophie l'antithèse entre le religieux et le philosophique ne saurait s'exprimer plus clairement, parce qu'ici la philosophie apparaît dans la détermination de la religion, alors que chez Platon la religion apparaît dans la forme de la philosophie.

En outre, les jugements de Platon concernant le salut de l'âme, etc., ne prouvent absolument rien, car tout philosophe veut délivrer l'âme de ses limites empiriques ; ce qui est ici analogue avec la religion serait seulement le manque de philosophie qui consiste à considérer cette rédemption comme le but de la philosophie, tandis qu'elle n'est que la condition du salut de la philosophie, que le commencement du commencement.

Enfin, ce n'est pas un défaut de Platon, une unilatéralité d'attribuer cette force de rédemption en dernière instance à la philosophie : c'est l'unilatéralité qui en fait un philosophe et non un professeur de croyance. Ce n'est pas une unilatéralité de la philosophie de Platon, mais ce par quoi elle est, elle et elle seule, philosophie. Elle est ce par quoi Platon supprime à nouveau la formule qu'on vient de blâmer d'une mission de la philosophie qui ne serait pas la philosophie elle-même.

« Ici donc, dans le désir de donner à ce qui est connu au moyen de la philosophie une base indépendante de la subjectivité de l'individu singulier, se trouve aussi la raison pour laquelle Platon, au moment précis où il développe des vérités qui ont le plus haut intérêt moral et religieux, les présente aussitôt sous une forme mythique. » (p. 94.)

Il reste à savoir si de cette manière on a déterminé quoi que ce soit. Le noyau implicite de cette réponse n'est-il pas la question demandant la raison de cette raison ? On se demande, en effet, pourquoi Platon éprouve le désir de donner à ce qui est connu par la philosophie un statut positif, avant tout mythique ? Un tel désir est la chose la plus extraordinaire qui puisse être dite par un philosophe, quand il trouve la puissance objective non dans son système lui-même, dans la puissance éternelle de l'idée. C'est pourquoi Aristote dit que créer des mythes, c'est créer des sentences.

Sur un plan extérieur, nous pouvons trouver la réponse à cette question dans la forme subjective du système platonicien, la forme du dialogue, et dans l'ironie. Ce qui est jugement d'un individu et se fait prévaloir comme tel, en opposition à des opinions ou à des individus, a besoin d'un point d'appui grâce auquel l'incertitude subjective devienne la vérité objective.

Mais la question se pose en outre de savoir pourquoi cette création de mythes se trouve dans les dialogues qui développent de préférence des vérités d'ordre moral et religieux, tandis que le Parménide, qui est purement métaphysique, en est exempt. On se demande pourquoi le fondement positif est un fondement mythique, un fondement qui s'appuie sur des mythes.

Et c'est ici l'instant critique où l'œuf tressaute avant l'éclosion. Dans les développements de questions déterminées, morales, religieuses, ou même

portant sur la philosophie de la nature comme dans le *Timée*, Platon ne se montre pas à la hauteur avec son interprétation négative de l'absolu ; là, il ne suffit pas de tout noyer au sein d'une de ces nuits où, comme dit Hegel, toutes les vaches sont noires ; c'est alors que Platon empoigne l'interprétation positive de l'absolu, et la forme essentielle de cette interprétation, fondée en elle-même, est le mythe et l'allégorie. Là où l'absolu se tient d'un côté et la réalité positive limitée de l'autre, et où on doit pourtant maintenir le positif, ce positif devient le médium à travers lequel la lumière absolue perce, la lumière absolue éclate en un fabuleux jeu de couleurs, et le fini, le positif indique autre chose que lui-même, il a en lui une âme pour laquelle ce changement en chrysalide est un sujet d'émerveillement ; le monde entier est devenu un monde des mythes. Toute figure est une énigme. Ce phénomène s'est répété aussi à l'époque moderne, conditionné par une loi semblable.

Cette interprétation positive de l'absolu et son vêtement mythico-allégorique sont la source jaillissante, la pulsation de la philosophie de la transcendance, d'une transcendance qui a un rapport essentiel à l'immanence en même temps qu'elle la déchire essentiellement. Ici, sans doute, la philosophie platonicienne s'apparente à toute religion positive et surtout à la religion chrétienne qui est la philosophie achevée de la transcendance. Voilà donc un des points de vue d'où on peut effectuer un rattachement plus profond du christianisme historique à l'histoire de la philosophie ancienne. A cette interprétation positive de l'absolu est lié le fait que pour Platon un individu comme tel, Socrate, est le miroir, pour ainsi dire le mythe de la sagesse, et le fait qu'il le nomme le philosophe de la mort et de l'amour. On ne dit pas ainsi que Platon a dépassé le Socrate historique. L'interprétation positive de l'absolu est liée au caractère subjectif de la philosophie grecque et à la détermination du sage.

Mort et amour sont le mythe de la dialectique[206] négative[207], car la dialectique est la lumière intérieure dans sa simplicité, l'œil pénétrant de l'amour, l'âme intérieure qui n'est pas étouffée par le corps de la scission matérielle, le lieu intérieur de l'esprit. Le mythe de la dialectique est donc l'amour ; mais la dialectique est aussi le fleuve qui arrache, qui brise les multiples et leur limite, qui renverse les figures autonomes, noyant tout dans la mer unique de l'éternité. Son mythe est donc la mort.

La dialectique est donc la mort ; mais elle est en même temps le véhicule de la vie jaillissante, de l'épanouissement dans les jardins de l'esprit, l'écume que laissent, dans la coupe bouillonnante, des soleils ponctuels d'où surgit la fleur d'un des feux de l'esprit. C'est pour cela que Plotin l'appelle moyen pour ἀπλωτις (simplicité) de l'âme, pour l'union

immédiate avec Dieu, expression qui unit les deux aspects, et rassemble la *θεορία* (contemplation) d'Aristote avec la dialectique de Platon. Mais comme ces déterminations sont chez Platon et Aristote pour ainsi dire prédéterminées, et ne sont pas développées selon une nécessité immanente, leur enfoncement dans la conscience empiriquement singulière apparaît chez Platon comme un état, l'état de *l'extase*.

[Contre la conception de l'atomisme professée par Ritter]

Ritter (dans son *Histoire de la philosophie et de l'antiquité*, première partie, Hambourg, 1829) parle avec une certaine préciosité répugnante de moralisme de Démocrite et de Leucippe, bref de la doctrine atomiste (il fait de même à propos de Protagoras, Gorgias, etc.). Il n'y a rien de plus facile que de s'octroyer en toute matière la jouissance de son excellence morale ; mais surtout à propos des morts. Même le *savoir étendu* de Démocrite devient l'objet d'un reproche moraliste (p. 563) ; on dit de ce savoir que l'élan du discours qui *feint* une haute inspiration devait « trancher » sur les *sentiments bas* qui sont à la base de son point de vue de la vie et du monde (p. 564). Cela ne doit pas être une remarque historique ! Pourquoi y aurait-il eu, justement, à la base de sa conception, ces sentiments, et non plutôt inversement le mode spécifique de sa conception et de son intelligence du monde à la base de ces sentiments ? Non seulement le dernier principe est plus historique, mais c'est aussi le seul qui donne à l'examen des sentiments d'un philosophe le droit de prendre place dans l'histoire de la philosophie. C'est là que nous voyons ce qui s'est exposé à nous comme système dans la figure d'une personnalité spirituelle ; nous voyons pour ainsi dire le démiurge vivant au milieu de son monde.

« De même teneur est aussi le principe de Démocrite selon lequel on devrait accepter un originel, non devenu, car le temps et l'infini ne sont pas devenus, si bien que chercher leur fondement reviendrait à chercher le commencement de l'infini. On ne peut voir ici qu'un refus sophistique de la question de la cause première de la totalité des phénomènes. » (p. 567.)

Je ne peux voir dans cette explication de Ritter qu'un refus moraliste de la question de la raison de cette définition de Démocrite ; l'infini est placé, en tant que principe, dans l'atome. Cela réside dans sa détermination. Demander une raison pour cette détermination serait évidemment supprimer détermination conceptuelle de l'atome.

« Démocrite n'attribue aux atomes qu'une qualité physique, la *pesanteur*... on peut ici aussi reconnaître encore l'intérêt mathématique qui

cherche à sauver la possibilité d'appliquer la science mathématique au calcul du poids. » (p. 568.)

« Les atomistes dérivait donc aussi le mouvement de la nécessité, en pensant cette nécessité comme l'absence de raison du mouvement qui retourne à l'indéterminé. » (p. 570.)

[Extraits de Sext. Emp. *adv. dogm.* III 19-21. 25. 28. 71-72 ; *Pyrrh. hyp.* III 218 ; *adv. dogm.* IV 219-221. 240-241. 244.]

[Le jugement de Hegel sur la philosophie épicurienne de la nature]

Si maintenant, d'après Hegel non plus (voir les *Œuvres complètes*, volume 14, p. 492), il n'y a pas de grande louange à adresser à la philosophie épicurienne de la nature, si l'on fait prévaloir le gain objectif comme critère du jugement critique, il faut, de l'autre côté, selon lequel certains phénomènes historiques ne méritent pas une telle louange, admirer la logique ouverte, authentiquement philosophique, qui étale dans toute leur ampleur les conséquences de son principe en elles-mêmes. Les Grecs resteront éternellement nos maîtres à cause de cette naïveté grandiose et objective qui fait briller chaque chose dans sa nudité, dans la pure lumière de sa nature, même si cette lumière est obscurcie. C'est surtout notre époque qui a avant tout produit, même dans la philosophie, des phénomènes coupables, entachés du plus grand péché, le péché contre l'esprit et la vérité, tandis que se loge une intention cachée derrière le jugement et un jugement caché derrière la chose.

SCHEMA DE LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE [DE HEGEL]

[*Première version*]

A. — CLASSIFICATION GÉNÉRALE (§ 252).

L'idée en tant que nature est :

1) Dans la détermination de l'extériorité réciproque, de la singularisation abstraite[208], hors de laquelle l'unité de la forme, cette forme en tant que forme idéale n'étant qu'en soi[209], est la matière et son système idéal. La mécanique. Nature universelle [210].

2) Dans la détermination de la particularité, si bien que la réalité est établie avec une détermination formelle immanente et une différence existant en elle, un rapport de réflexion, dont l'être en soi est l'individualité naturelle[211].

3) *Nature singulière* [*ne se trouve pas chez Hegel*]. Détermination de la subjectivité, dans laquelle les différences réelles de la forme sont ramenées tout aussi bien à l'unité idéale qui s'est trouvée elle-même et est pour soi. *Organique* (232-233).

I. — MECANIQUE

A. — LA MÉCANIQUE ABSTRAITE UNIVERSELLE

- a) [§ 254] *L'espace. La continuité immédiate*, sont en tant qu'extérieurs :
 - a) [§ 255] Les dimensions : *hauteur, longueur et largeur*.
 - b) [§ 256] *Point, ligne et surface* : d'un côté une détermination à l'égard de la ligne et du point, d'autre part en tant que rétablissement de la totalité spatiale : surface encerclante qui sécrète un espace singulier total [236-237].
- b) *Le temps. La discrétion immédiate* [§ 258, 259] : Le devenir contemplé [239] : *présent, futur et passé* (maintenant, etc.).
- c) [§ 261] Unité immédiate de l'espace et du temps dans la détermination de l'espace : *le lieu* ; dans la détermination du temps, *le mouvement* ; leur unité, la matière.

B. — [§ 262] LA MÉCANIQUE PARTICULIÈRE. MATIÈRE.

MOUVEMENT

RÉPULSION — ATTRACTION — PESANTEUR

- a) [§ 263] *La matière inerte, la masse, ... comme contenu*, est indifférente à l'égard de la forme de *l'espace et du temps*.
[§ 264] Mouvement extérieur - *matière inerte*.b)
- b) [§ 265] *Le choc. Communication du mouvement* - poids - vitesse - [§ 266] *centre extérieur, repos, attraction vers le centre - pression*.
- c) c) [§ 267, 268] *La chute, éloignement du centre*.

C. — [§ 269] LA MÉCANIQUE ABSOLUE OU MÉCANIQUE PLUS RESTREINTE. GRAVITATION. MOUVEMENT COMME SYSTÈME DE PLUSIEURS CORPS [§ 270]. CENTRE UNIVERSEL. ABSENCE DE CENTRE SINGULARITÉ. LES CENTRES INDIVIDUELS.

II. — PHYSIQUE

A. — UNIVERSALITÉ DANS LA PHYSIQUE.

- a) [§ 274] *Les corps universels. Identité.*
 - a) *Lumière (soleil, étoiles) [§ 277] l'obscur (sec). [§ 278] (relation spatiale-directe).*
 - b) [§ 279] *Corps de l'opposition. L'obscur.*
 - 1) *En tant qu'être différencié corporel, raideur, être pour soi matériel.*
 - 2) *Opposition comme telle. La solution, ou neutralité des corps lunaires et des comètes.*
 - c) [§ 280] *Corps de l'individualité. Terre ou planète en général.*
- b) [§ 281] *Les corps particuliers. Eléments.*
 - a) [§ 282] *Air. Universalité négative.*
 - b) [§ 283-284] *Eléments de l'opposition. Feu et eau.*
 - c) [§ 285] *Élément individuel, terréité, terre.*
- c) *La singularité. Le processus élémentaire.*
 - [§ 286] *Processus météorologique.*
 - a) [§ 287] *Scission de l'identité individuelle* dans les moments de l'opposition autonome, dans la *raideur* et dans la *neutralité impersonnelle* [§ 286].
 - b) [§ 288] *La consommation par le feu de l'élément persistant distinct tenté* [§ 287]. Ainsi la *terre* est devenue elle-même, comme *individualité réelle et fertile* [§ 287].

B. — PHYSIQUE DE L'INDIVIDUALITÉ PARTICULIÈRE

- a) [§ 293] *Pesanteur spécifique. Densité de la matière, rapport du poids à la masse et au volume.*
- b) *Cohésion*, qui apparaît comme *mode propre* de la *résistance* dans son comportement mécanique à l'égard d'autres masses [§ 293].
 - [§ 296] *Adhésion — Cohésion, etc.*
 - [§ 297] *Elasticité.*
- c) [§ 299-300] *Le son.*
- d) [§ 303-304] *La chaleur* [§ 305] (Capacité de chaleur spécifique).

C. — PHYSIQUE DE L'INDIVIDUALITÉ SINGULIÈRE

- a) [§ 310] *Figure.*
 - a) [§ 311] *La figure immédiate, l'extrême de la ponctualité de la fragilité cassante, l'extrême de la fluidité qui se met en boule.*
 - b) [§ 312] *Le cassant s'ouvre à la différence du concept* [§ 308]. *Magnétisme.*

- c) [§ 315] *L'activité passée dans son produit, le cristal* [§ 312].
- b) [§316] *Figure particulière.*
 - a) [§ 317] *Rapport à la lumière.*
 - 1) *Transparence.*
 - 2) [§ 318] *Réfraction.* [(§ 319) *comparaison intérieure dans le cristal.*]
 - 3) [§ 320] *Le cassant comme obscurcissement, métallité (couleur).*
 - b) [§ 321, 322] *Rapport au feu et à l'eau. Odorat et goût.*
 - c) [§ 323] *La totalité dans l'individualité complète. Electricité.*
- c) [§ 326, 329] *Processus chimique.*
 - a) *Union.*
 - 1) [§ 330] *Galvanisme. Métaux. Oxydation, déoxydation.*
 - 2) [§ 331] *Processus du feu.*
 - 3) [§ 332] *Neutralisation, processus de l'eau.*
 - 4) [§ 333] *Processus en totalité, affinités électives.*
 - b) [§ 334] *Séparation.*

[Deuxième version]

I. — MECANIQUE

A. — MÉCANIQUE ABSTRAITE

- a) *Espace.* Hauteur, largeur, profondeur. Point, ligne, surface.
- b) *Temps.* Passé, présent, avenir.
- c) *Lieu.* *Mouvement et matière (répulsion, attraction, la pesanteur).*

B. — MÉCANIQUE FINIE

- a) *Matière inerte.* Masse en tant que contenu. *Espace et temps en tant que forme, mouvement extérieur.*
- b) *Choc.* Communication du mouvement, poids. Vitesse, centre extérieur, repos, attraction vers le centre. Pression.
- c) La chute.

C. — MÉCANIQUE ABSOLUE. GRAVITATION

Les centres distincts.

II. — PHYSIQUE

A. — PHYSIQUE DE L'INDIVIDUALITÉ UNIVERSELLE

- a) Corps libres.
 - a) *Lumière* (corps de la lumière).
 - b) *Raideur* (lune) solution (comète).
 - c) Terre.
- b) *Éléments*.
 - a) Air.
 - b) Feu. Eau.
 - c) Terre.
- c) Physique météorologique.

B. — PHYSIQUE DE L'INDIVIDUALITÉ PARTICULIÈRE

- a) *Poids spécifique*.
- b) *Cohésion* (adhésion, cohésion, etc. Elasticité).
- c) *Son et Chaleur*.

C. — PHYSIQUE DE L'INDIVIDUALITÉ TOTALE

- a) Figure.
 - a) *Ponctualité cassante, fluidité roulante*.
 - b) *Magnétisme*.
 - c) *Cristal*.
- b) Figure particulière.
 - a) Rapport à la *lumière*. Transparence, réfraction, métallité, couleur.
 - b) Rapport à l'eau et au feu, odorat, goût.
 - c) Electricité.

[Troisième version]

A.

- a) *Espace*.
- b) *Temps*.
- c) *Lieu*.
- d) *Mouvement*.
- e) *Matière, Répulsion, Attraction, Pesanteur*.

B.

- a) *Matière inerte*.
- b) *Choc*.

c) *Chute.*

C.

a) *Gravitation, répulsion et attraction réelles (real).*

II

A.

a) *Corps de la lumière.*

b) *Corps lunaire et comètes.*

c) *Terréité.*

d) *Air, Feu et Eau. Terre.*

e) *Processus météorologique.*

B.

a) *Poids spécifique.*

b) *Cohésion.*

c) *Son et Chaleur.*

C.

a) *Magnétisme.*

b) *Electricité et chimisme.*

III

A.

a) *Nature géologique.*

b) *La nature végétale.*

PHILOSOPHIE ÉPICURIENNE. VII^E CAHIER.

[Extraits de Cic. *de nat. deorum I* : VIII 18, XIII 32, XIV 36, XV 39, XVI 43, XVII 44-45, XVIII 46, XX 56, XXI 58, XXIII 62-64, XXIV 66-68, XXV 69-70]

[Le rapport des philosophies épicurienne, stoïcienne et sceptique aux philosophies grecques antérieures]

C'est un phénomène en tous points remarquable que le cycle des trois systèmes philosophiques grecs qui forment la fin de la philosophie grecque pure, les systèmes épicurien, stoïcien et sceptique, reçoivent tout prêts et tout trouvés de leur passé les éléments principaux de leur système. C'est ainsi que la philosophie de la nature professée par les stoïciens est pour une large part héraclitéenne, leur logique analogue à celle d'Aristote, si bien que déjà Cicéron remarque *Stoici cum peripateticis re concinere videntur, verbis discrepare*^[212] (*de nat. deorum* L. I VII). La philosophie de la nature d'Epicure est, dans ses traits fondamentaux, démocritéenne, sa morale analogue à celle des cyrénaïques. Les sceptiques, enfin, sont parmi les philosophes les érudits ; leur travail consiste à mettre en opposition, donc aussi à recevoir les différentes affirmations déjà découvertes. Ils ont lancé par-dessus leur épaule sur les systèmes un regard expert à uniformiser, à aplanir, et ont ainsi mis en évidence la contradiction et l'antithèse. Leur méthode à eux aussi a son prototype universel dans la dialectique des Eléates, des sophistes et des préacadémiciens. Et pourtant ces systèmes sont originels et forment un tout.

Mais ce n'est pas seulement qu'ils aient trouvé tout prêts des éléments pour construire leur science ; les esprits vivants de leurs empires spirituels ont, pour ainsi dire comme des prophètes, précédé ces empires. Les personnalités qui font partie de leur système furent des personnalités historiques ; l'Incarné fut pour ainsi dire système pour le système. Ainsi Aristippe, Antisthène, les sophistes, etc.

Comment comprendre cela ?

[L'atome comme la forme la plus universelle du concept dans la philosophie épicurienne de la nature]

χωρίζεσθαι δέ τουτ'ο μέν τῶν ὁλλων δυνατόν, τά δ'ἄλλα τούτου ἀδύνατον ἐν τοῖς θνητοῖς^[213]. Cette remarque que fait Aristote à propos de « l'âme nutritive » : *de anima* L. II c. II [413 b 16 sq.], il faut l'avoir à l'esprit également à propos de la philosophie d'Epicure : en partie la concevoir elle-même, en partie saisir des absurdités apparentes propres à Epicure ou à la maladresse de ses futurs censeurs.

La forme la plus universelle du concept est chez lui *l'atome* ; il est l'être le plus universel de ce concept, mais qui en soi est concret, est un genre, même une espèce qui s'oppose aux plus hautes déterminations qui doivent concrétiser le concept de sa philosophie.

L'atome reste ainsi l'être en soi abstrait, par exemple celui de la personne, du sage, de Dieu. Ces figures sont des déterminations ultérieures

qualitatives plus hautes du même concept. Il n'y a donc pas, lors du développement génétique de cette philosophie, à poser la question maladroite de Bayle, Plutarque et consorts : comment une personne, un sage, un dieu peuvent-ils être faits d'atomes et être des corps composés ? Mais, d'un autre côté, cette question semble être justifiée par Epicure lui-même, car, lors de développements élevés (par exemple : Dieu), il dira que celui-ci est fait d'atomes plus petits et plus fins. Il faut remarquer sur ce point que sa propre conscience se comporte vis-à-vis de ses développements et des déterminations ultérieures de son principe qui s'imposent à lui comme la conscience non scientifique de ceux qui le jugèrent plus tard se comporte à l'égard de son système.

Prenons par exemple le cas de Dieu : quand on demande quelle est son existence et quel est son être en soi, abstraction faite de la détermination formelle plus précise qu'il possède en tant que membre nécessaire dans le système, l'existence (*Bestehen*) universelle est en général l'atome et la multitude des atomes ; mais c'est justement dans le concept de Dieu, ou du sage, que cette existence s'est dissoute dans une forme plus haute. Son être en soi spécifique est précisément sa détermination conceptuelle ultérieure et sa nécessité dans l'ensemble du système. Si l'on conçoit encore un être, autre que celui-ci, on retombe dans le degré et la forme inférieurs du principe.

Epicure est pourtant contraint de retomber sans cesse ainsi, car sa conscience est une conscience atomistique, de même que son principe. L'essence de sa nature est aussi l'essence de sa conscience de soi effectivement réelle. L'instinct qui le pousse, et les déterminations plus précises de cette essence conforme à l'instinct sont de même encore pour lui un phénomène à côté d'un autre, et, de la haute sphère de sa philosophie, il retombe et s'enfonce dans le plus universel ; la raison principale de ces rechutes est que l'existence (*Bestehen*) en tant qu'être pour soi en général est pour lui la forme de toute existence en général.

Cette conscience essentielle du philosophe se sépare de son propre savoir phénoménal, mais ce savoir phénoménal lui-même, dans ses monologues sur son propre problème intérieur, sur la pensée qu'il pense, est conditionné, conditionné par le principe qui est l'essence de sa conscience.

[Les tâches de l'historiographie philosophique]

L'historiographie philosophique non seulement ne doit pas gaspiller son temps à concevoir la personnalité, même si c'est la personnalité du

philosophe, comme le foyer et la configuration de son système, mais doit encore moins se perdre dans des vécues et des subtilités psychologiques ; elle doit au contraire séparer dans chaque système les déterminations elles-mêmes, les cristallisations réelles qui le traversent, des arguments, des justifications au cours d'entretiens, de la manière dont les philosophes se présentent, si tant est qu'ils se connaissent eux-mêmes ; elle doit faire la différence entre la taupe du véritable savoir philosophique qui ne cesse jamais son travail et la conscience phénoménologique bavarde, exotérique, aux attitudes multiples et variées, la conscience du sujet qui est le réceptacle et l'énergie de ces développements. C'est dans la séparation de cette conscience que réside justement son unité. Ce *moment critique*, lors de la présentation d'une philosophie historique, est absolument nécessaire pour concilier la présentation scientifique d'un système avec son existence historique ; cette médiation, il faut commencer par la donner, pour la bonne raison que l'existence en question est une existence historique, mais a été en même temps affirmée comme une existence philosophique, et a donc été développée selon son essence. En présence d'une philosophie, on n'a surtout pas le droit d'accepter sur la base de l'autorité et de la bonne foi sa prétention à être une philosophie, même si l'autorité est un peuple et la foi celle de plusieurs siècles. La preuve ne peut, au contraire, être fournie que par l'exposition de l'essence de la philosophie en question ; ces deux aspects, l'historiographe de la philosophie les sépare, essentiel et inessentiel, présentation et contenu, sinon il devrait se borner à copier, il aurait à peine le droit de traduire, et encore moins celui d'intervenir dans le débat ou de raturer, etc. Il serait le simple copiste d'une copie.

La bonne question serait donc plutôt : comment le concept d'une personne, d'un sage, de Dieu et les déterminations spécifiques de ces concepts entrent-ils dans le système, comment sont-ils développés à partir de lui ?

[La liberté de la conscience en tant que le principe de la philosophie
d'Epicure]

[Extraits de Cic. *de fin.* I : VI 17, 21, VII 22-23, IX 29-30, XI 37-38, XII 40-42, XIII 45 ; XVIII 57-58, XXI 62-63]

Quand nous reconnaissons la nature comme rationnelle, notre dépendance à son égard cesse. Elle n'est plus un sujet d'effroi pour notre conscience ; c'est justement Epicure qui fait de la forme de la conscience

dans son immédiateté (l'être pour soi), la forme de la nature. Ce n'est que lorsque la nature est laissée totalement libre à l'égard de la raison consciente, et qu'elle est considérée à l'intérieur d'elle-même comme raison, qu'elle est tout entière possession de la raison. Toute relation à la nature, en tant que telle, est en même temps un être aliéné de cette nature[214].

[Extraits de Cic. *de fin.* I, XIX 64. XX 65-68. XXI 71-72 ; II, II 4. VII 21. XXVI 82. XXXI 100; III, I 3]

[COUP D'ŒIL SUR LES CAHIERS D'EXTRAITS DE BERLIN (1840-1841)]

1. Cahier (1840) : Aristote, *de anima* III.
2. Cahier (1840) ou (1841 : Aristote *de anima* III et I.
3. Cahier (1841) : Spinoza, *Traité théologico-politique*.
4. Cahier (1841) : Spinoza, *Lettres* I.
5. Cahier (1841) : Spinoza, *Lettres* II, et Extraits d'une *grammaire italienne*.
6. Cahier (1841) : Leibniz, Extraits de différents écrits.
7. Cahier (1841) : David Hume, *De la nature humaine*, I^{er} volume (sur l'entendement humain).
8. Cahier (1841) : Karl Rozenkranz, *Histoire de la philosophie kantienne*, Leipzig 1840 (indications biographiques et bibliographiques tirées des chapitres sur l'extension, le combat et le triomphe de la philosophie kantienne.) >

II

DISSERTATION

**Différence
de la
philosophie de la nature
chez
DÉMOCRITE et ÉPICURE**

avec un appendice

A SON TRES CHER AMI PATERNEL,
le conseiller intime du gouvernement

M. Ludwig von Westphalen
à TREVES

sont dédiées ces lignes en témoignage d'amour filial
par l'auteur

Vous m'excuserez, mon *très cher ami paternel*, de placer *votre* nom si bien-aimé en tête d'une brochure insignifiante. Je n'ai pas la patience d'attendre une autre occasion de vous donner un faible témoignage de mon affection.

Puissent tous ceux qui doutent de l'idée avoir, comme moi, le bonheur d'admirer un vieillard plein de force juvénile, qui salue chaque progrès de notre époque avec le mélange d'enthousiasme et de prudence qui caractérise la vérité, et qui, plein de cet idéalisme profondément convaincu et lumineux qui seul connaît la vérité et devant lequel comparaissent tous les esprits du monde, ne recula jamais d'effroi devant les ombres des fantômes rétrogrades ni devant le ciel souvent plein de sombres nuages de notre époque, mais qui, avec une énergie divine et un regard d'une virile assurance, n'a cessé de contempler à travers tous ses déguisements l'empyrée qui brûle au cœur du monde. *Vous, mon paternel ami*, vous fûtes toujours pour moi un vivant *argumentum ad oculos*[\[215\]](#) de ce que l'idéalisme n'est pas une fiction, mais une vérité.

Le bien-être physique, je n'ai pas besoin de *vous* le souhaiter. C'est l'esprit, le grand médecin magique auquel *vous vous* êtes confié[\[216\]](#).

AVANT-PROPOS

La forme de cette étude aurait été plus rigoureusement scientifique et d'autre part, pour plusieurs développements, moins pédante, si sa destination primitive n'avait pas été celle d'être une dissertation de doctorat. Des raisons extrinsèques me décident à la faire néanmoins imprimer sous cette forme. Je crois y avoir en outre résolu un problème, insoluble jusqu'ici, de l'histoire de la philosophie grecque.

Les gens compétents savent que pour l'objet de cette étude, il n'existe pas de travaux antérieurs que l'on puisse de quelque manière utiliser. Les papotages de Cicéron et de Plutarque, on les a ressassés jusqu'à l'heure présente. Gassendi, qui a libéré Epicure de l'interdit dont l'avaient frappé les Pères de l'Eglise et tout le Moyen Age, l'époque de la déraison réalisée, ne présente dans son exposé qu'un moment intéressant. Il cherche à accommoder sa foi catholique avec sa science païenne, Epicure avec l'Eglise, ce qui est assurément peine perdue. C'est comme si on voulait jeter la défroque d'une nonne chrétienne sur le corps splendide et florissant de la Lais grecque. Loin de pouvoir nous instruire sur la philosophie

d'Epicure, c'est plutôt d'Epicure que Gassendi prend des leçons de philosophie.

On voudra bien ne voir dans cette étude que l'ébauche d'un écrit plus important où j'exposerai par le détail le cycle des philosophies épicurienne, stoïcienne et sceptique dans sa connexion avec l'ensemble de la spéculation grecque. Les défauts de cette étude en ce qui concerne la forme, etc., seront alors supprimés.

Hegel, il est vrai, a déterminé dans l'ensemble avec exactitude l'élément général de ces systèmes, mais le plan admirable de grandeur et de hardiesse de son histoire de la philosophie, date de naissance proprement dite de l'histoire de la philosophie, l'empêchait d'entrer dans le détail ; d'autre part, l'idée qu'il se faisait de ce qu'il appelait spéculatif *par excellence*[\[217\]](#) empêchait ce penseur gigantesque de reconnaître dans ces systèmes la haute importance qu'ils ont pour l'histoire de la philosophie grecque et pour l'esprit grec en général. Ces systèmes sont la clef de la véritable histoire de la philosophie grecque. Au sujet de leur connexion avec la vie grecque on trouve une esquisse assez profonde dans l'écrit de mon ami Köppen : « Frédéric le grand et ses adversaires ».

Si j'ai ajouté en appendice une critique de la polémique menée par Plutarque contre la théologie d'Epicure, c'est parce que cette polémique n'est pas un phénomène isolé, mais le représentant d'une espèce : elle représente le rapport de l'entendement théologisant à la philosophie de manière très pertinente.

Entre autres choses, nous n'envisagerons pas, dans la critique, la fausseté générale du point de vue de Plutarque, quand il traîne, pour l'y juger, la philosophie au forum de la religion. N'importe quel raisonnement peut être remplacé par ce passage de David Hume : « C'est certainement une sorte d'injure pour la philosophie de la contraindre, elle dont *l'autorité souveraine* devrait être reconnue en tous lieux, à plaider sa cause en toute occasion au sujet des conséquences qu'elle entraîne, et à se justifier auprès de tout art et de toute science qu'elle vient à choquer. On pense alors à un roi qui serait accusé de haute trahison à l'égard de ses propres sujets. »

La philosophie, tant qu'il lui restera une goutte de sang pour faire battre son cœur absolument libre qui soumet l'univers, ne se lassera pas de jeter à ses adversaires le cri d'Epicure : « Ἀσεβῆς δὲ οὐχ ὁ τοὺς τῶν πολλῶν θεοὺς ἀναιρῶν, ἀλλ' ὁ τὰς τῶν πολλῶν δόξας θεοῖς προσάπτων [\[218\]](#). » [Diog. X 123]

La philosophie ne s'en cache pas. Elle fait sienne la profession de foi de Prométhée :

ἀπλῶς λόγῳ τοὺς πάντας ἐχθαίρω θεοὺς[219]. [Eschyle 975]

cette profession de foi est sa propre devise qu'elle oppose à tous les dieux du ciel et de la terre qui ne reconnaissent pas comme la divinité suprême la conscience de soi humaine. Cette conscience de soi ne souffre pas de rival.

Mais aux tristes sires qui jubilent au spectacle de l'apparente dégradation de la situation sociale de la philosophie, elle fait à son tour la réponse que Prométhée fit à Hermès, serviteur des dieux :

τῆς σηῆς λατρείας τὴν ἐμήν δυσπραξίαν,
σαφῶς ἐπίστας', οὐκ ἂν ἀλλάξαιμ' ἐγώ.
Κρεῖσσον γάρ οἱμαι τῆδε λατρεύειν πέτρα
ἢ πατρί φυῖναι Ζηνί πιστόν ἄγγελον.[220]. [Esch. 966]

Dans le calendrier philosophique, Prométhée occupe le premier rang parmi les saints et les martyrs.

Berlin, mars 1841.

ESQUISSE D'UN NOUVEL AVANT-PROPOS

La dissertation que je livre au public <que je publie> est un travail ancien et ne devait <qui ne devait> trouver place que dans un exposé d'ensemble des philosophies épicurienne, stoïcienne et sceptique.

Mais cependant, des travaux politiques <mes occupations professionnelles> <mon activité professionnelle> aussi bien que philosophiques <des questions d'actualité> d'un intérêt plus immédiat <plus important m'empêchent provisoirement d'achever la présentation d'ensemble de ces philosophies <empêchent l'accomplissement de cet ouvrage plus important ; > comme j'ignore quand le hasard <l'occasion> me permettra de revenir à ce sujet <mener à bonne fin ce sujet, > je me contente...

Des occupations politiques et philosophiques d'un tout autre genre ne m'ont pas permis de penser à l'exécution de cet ouvrage.

<Je pense pourtant que même ce sujet>
La philosophie d'Epicure, des stoïciens et des sceptiques, la *philosophie de la conscience de soi* ont été négligées <ont> <peuvent seulement maintenant> par les philosophes qui se sont succédés jusqu'ici <les philosophes d'école> en tant que non spéculatives <ont été rejetées> tout autant que par les maîtres d'école <historiens> érudits <les historiographes de la philosophie> qui écrivent aussi des histoires de la philosophie comme <décadence> incroyablement vides.

Ce n'est que maintenant que le temps est venu, où on comprendra les systèmes des épicuriens, des stoïciens et des sceptiques. Ce sont les philosophes de la conscience de soi. Ces lignes révéleront au moins combien peu jusqu'ici ce sujet a été éclairci.

CONTENU

SUR LA DIFFERENCE DE LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE CHEZ DEMOCRITE ET EPICURE

PREMIÈRE PARTIE : *Différence, au point de vue général, de la philosophie de la Nature chez Démocrite et Epicure.*

- I. Objet de l'Etude.
- II. Jugements sur le rapport de la physique chez Démocrite et Epicure.
- III. Difficultés relatives à l'identité de la philosophie de la Nature chez Démocrite et Epicure.
- IV. Différence principielle générale de la philosophie de la Nature chez Démocrite et Epicure.
- V. Résultat.

DEUXIÈME PARTIE : *Différence, considérée dans le détail, de la philosophie de la Nature chez Démocrite et Epicure.*

Premier chapitre : La déclinaison de l'atome de la ligne droite.

Deuxième chapitre : Les qualités de l'atome.

Troisième chapitre : ἄτομοι ἀρχαί et ἄτομα στοιχεῖα [\[221\]](#).

Quatrième chapitre : Le temps.

Cinquième chapitre : Les Météores.

APPENDICE

CRITIQUE DE LA POLEMIQUE DE PLUTARQUE CONTRE LA THEOLOGIE D'EPICURE

Remarque préliminaire :

I. *Le rapport de l'homme à Dieu.*

- 1. La crainte et l'être transcendant.
- 2. Le culte et l'individu.
- 3. La providence et le Dieu dégradé.

II. *L'immortalité individuelle.*

- 1. Du féodalisme religieux. L'enfer de la populace.
- 2. La nostalgie de la multitude.

3. 3. L'orgueil des élus.

PREMIÈRE PARTIE

DIFFERENCE, AU POINT DE VUE GENERAL, DE LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE CHEZ DEMOCRITE ET EPICURE

I. — OBJET DE LA DISSERTATION

Il semble advenir à la philosophie grecque ce qui ne doit pas advenir à une bonne tragédie : un dénouement essoufflé[222]. Avec Aristote, l'Alexandre macédonien de la philosophie grecque, il semble que se termine[223], en Grèce, l'histoire objective de la philosophie et que même les stoïciens, malgré leur force virile, ne réussissent pas, comme les Spartiates y avaient réussi dans leurs temples, à enchaîner Athénée à Héraclès assez solidement pour qu'elle ne pût s'enfuir.

Epicuriens, stoïciens, sceptiques, on les considère comme un appendice presque incongru, qui n'entretiendrait aucun rapport avec ses puissantes prémisses. La philosophie épicurienne serait un agrégat syncrétiste de physique démocritéenne et de morale cyrénaïque, le stoïcisme une mixture composée de spéculation sur la nature de style héraclitéen, de conception cynico-éthique du monde, voire d'un soupçon de logique aristotélicienne; le scepticisme, enfin, le mal nécessaire qui se serait opposé à ces dogmatismes. On rattache ainsi, sans le savoir, ces philosophies à la philosophie alexandrine, en en faisant un éclectisme unilatéral et tendancieux. La philosophie alexandrine, enfin, est considérée comme une pure rêverie et une totale désagrégation — un embrouillement où l'on pourrait tout au plus reconnaître l'universalité de l'intention.

Or, c'est une vérité fort banale : naissance, épanouissement et mort forment le cercle d'airain où se trouve confinée toute chose humaine et qu'elle doit parcourir jusqu'au bout. Il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce que la philosophie grecque, après avoir atteint sa fleur la plus haute avec Aristote, se fût ensuite flétrie. Mais la mort des héros ressemble au coucher du soleil et non à l'éclatement d'une grenouille qui s'est enflée.

Et ensuite : naissance, épanouissement, mort sont des représentations tout à fait générales, tout à fait vagues, où l'on peut certes tout ranger, mais qui ne donnent le concept d'aucune chose. La mort elle-même est préformée dans le vivant ; la figure de la mort devrait donc, comme la

figure de la vie, être comprise en un caractère spécifique.

Enfin, si nous jetons un coup d'œil sur l'histoire, l'épicurisme, le stoïcisme, le scepticisme sont-ils des phénomènes particuliers ? Ne sont-ils pas les prototypes de l'esprit romain ? La forme sous laquelle la Grèce émigre à Rome ? Ne sont-ils pas d'une essence tellement caractéristique, intensive et éternelle que le monde moderne lui-même a été forcé de leur concéder la plénitude du droit de cité intellectuel ?

Je n'insiste sur ce point que pour remettre en mémoire l'importance historique de ces systèmes ; mais il ne s'agit pas ici de leur importance universelle pour la civilisation en général, il s'agit de leur connexion avec la philosophie grecque antérieure.

N'aurait-on pas dû au moins être incité à faire des recherches au sujet de ce rapport, en voyant la philosophie grecque finir par deux groupes différents de systèmes éclectiques, dont l'un constitue le cycle des philosophies épicurienne, stoïcienne et sceptique, et dont l'autre est connu sous le nom de spéculation alexandrine ? N'est-ce pas, en outre, un phénomène remarquable qu'après les philosophies de Platon et d'Aristote qui s'étendent jusqu'à la totalité, de nouveaux systèmes entrent en scène qui ne s'appuient pas sur ces riches figures de l'esprit, mais qui, regardant en arrière, se retournent vers les écoles les plus simplistes — les philosophes de la nature pour la physique, l'école socratique pour l'éthique ? D'où vient-il, en outre, que les systèmes postérieurs à Aristote trouvent pour ainsi dire leurs éléments fondamentaux achevés et tout prêts dans le passé ? Qu'on rapproche Démocrite des Cyrénaïques et Heraclite des Cyniques ? Est-ce un hasard que chez les épicuriens, les stoïciens et les sceptiques tous les moments de la conscience de soi soient représentés dans leur intégralité, mais chaque moment comme une existence particulière ? Que ces systèmes pris ensemble constituent la construction complète de la conscience de soi ? Enfin, le caractère par lequel la philosophie grecque connaît, avec les Sept Sages, son commencement mythique, ce caractère qui, comme pour ainsi dire le point central de cette philosophie, s'incarne dans Socrate, son démiurge, je veux dire le caractère du sage — du σοφός — est-ce par hasard qu'il est affirmé dans ces systèmes comme la réalité effective de la vraie science ?

Il me semble que, si les systèmes antérieurs sont plus significatifs et plus intéressants pour le contenu de la philosophie grecque, les systèmes postaristotéliens, et surtout le cycle des écoles épicurienne, stoïcienne et sceptique le sont davantage pour la forme subjective, le caractère de cette philosophie. Mais c'est justement la forme subjective, le support spirituel des systèmes philosophiques, qu'on a jusqu'ici presque totalement oubliés

au profit des déterminations métaphysiques de ces systèmes.

Je réserve ce point à une étude plus détaillée, qui présentera les philosophies épicurienne, stoïcienne et sceptique dans leur ensemble et dans la totalité de leur rapport à la philosophie grecque antérieure et postérieure.

Il me suffira ici de développer ce rapport en prenant pour ainsi dire un exemple, et d'après un seul aspect : sa relation avec la spéculation antérieure.

Je choisis comme exemple le rapport entre la philosophie de la nature d'Epicure et celle de Démocrite. Je ne crois pas que ce soit le point de départ le plus commode. D'une part, en effet, c'est un préjugé qui s'est implanté d'identifier les physiques de Démocrite et d'Epicure jusqu'à ne voir dans les modifications apportées par Epicure que des initiatives arbitraires ; d'autre part, je suis contraint d'entrer, en ce qui concerne le détail, dans d'apparentes micrologies. Mais c'est justement parce que ce préjugé est aussi ancien que l'histoire de la philosophie, parce que les différences sont si cachées qu'elles ne se révèlent pour ainsi dire qu'au microscope, que le résultat sera d'autant plus important si nous pouvons démontrer une différence essentielle s'étendant jusqu'au détail entre les physiques de Démocrite et d'Epicure, en dépit de leur connexion. Ce que l'on peut démontrer dans le détail, on peut le montrer encore plus facilement quand on prend les rapports dans des dimensions plus larges, tandis qu'inversement des considérations tout à fait générales laissent subsister le doute quant à savoir si le résultat se confirmera dans le détail.

II. — JUGEMENTS SUR LE RAPPORT DE LA PHYSIQUE CHEZ DÉMOCRITE ET EPICURE

Combien mon opinion diffère en général des opinions précédentes, cela sautera aux yeux si l'on passe en revue rapidement les jugements des anciens sur le rapport des physiques de Démocrite et d'Epicure.

Posidonius le stoïcien, Nicolas et Sotion, reprochent à Epicure d'avoir donné comme sienne la théorie de Démocrite sur les atomes et celle d'Aristippe sur le plaisir[224]. *Cotta* l'académicien demande dans une œuvre de Cicéron : « Que pourrait-il bien y avoir dans la physique d'Epicure qui n'appartînt à Démocrite ? Il change certes quelques détails, mais pour l'essentiel il le répète[225]. » Et *Cicéron* dit lui-même : « En physique, où il est le plus prétentieux, Epicure est un parfait barbare. La majeure partie, appartient à Démocrite ; là où il s'écarte de lui, là où il veut l'améliorer, il le gâte et l'altère[226]. » Cependant, bien que de nombreux côtés on reproche à Epicure d'avoir insulté Démocrite, Léontius affirme,

au contraire, d'après Plutarque, qu'Epicure a estimé Démocrite d'avoir avant lui professé la vraie doctrine, et d'avoir avant lui découvert les principes de la nature[227]. Dans son écrit *De placitis philosophorum*, on dit qu'Epicure est en philosophie un disciple de Démocrite[228]. Plutarque, dans son *Colotès*, va plus loin. Comparant Epicure tour à tour à Démocrite, Empédocle, Parménide, Platon, Socrate, Stilpon, les cyrénaïques et les académiques, il cherche à démontrer « que de toute la philosophie grecque, Epicure s'est approprié le faux et n'a pas compris le vrai[229] » ; le traité *De eo quod secundum Epicurum non beate vivi possit* fourmille également d'insinuations malveillantes de cette sorte.

Cette opinion défavorable des auteurs anciens se retrouve chez les pères de l'Eglise. Je ne cite, en note, qu'un passage de Clément d'Alexandrie[230], un père de l'Eglise qui mérite d'être cité avant tout autre à propos d'Epicure, parce qu'il interprète la mise en garde de l'apôtre Paul contre la philosophie comme une mise en garde contre la philosophie épicurienne, sous le prétexte que celle-ci n'a jamais déliré à propos de la providence et autres choses du même acabit[231]. Mais la tendance générale que l'on avait de taxer Epicure de plagiat apparaît de la façon la plus frappante chez *Sextus Empiricus*, qui veut faire de quelques passages tout à fait inadéquats d'Homère et d'Epicharme, les sources principales de la philosophie épicurienne[232].

Les écrivains modernes dans leur ensemble, c'est bien connu, font eux aussi d'Epicure, en tant que philosophe de la nature, un simple plagiaire de Démocrite. La phrase de Leibniz qui suit peut représenter dans l'ensemble leur jugement : « Nous ne savons presque de ce grand homme (Démocrite) que ce qu'Epicure en a emprunté, qui n'était pas capable d'en prendre toujours le meilleur[233] [234]. »

Si donc, selon Cicerón, Epicure gâte la doctrine de Démocrite, mais conserve au moins la volonté de l'améliorer, et le regard propre à en voir les défauts, si Plutarque le taxe d'inconséquence et d'un penchant prédéterminé pour le pire[235], allant jusqu'à suspecter ses intentions, Leibniz lui dénie même la capacité de faire seulement avec habileté des extraits de Démocrite.

Mais tous s'accordent sur ce point : Epicure a emprunté sa physique à Démocrite.

III. — DIFFICULTÉS RELATIVES À L'IDENTITÉ DE LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE CHEZ DÉMOCRITE ET EPICURE

Outre les témoignages historiques, de nombreux arguments plaident

l'identité des physiques de Démocrite et d'Epicure. Les principes — atomes et vide — sont incontestablement les mêmes. Ce n'est qu'en certaines déterminations de détail qu'il semble régner une différence arbitraire, et donc inessentielle.

Mais il reste alors une énigme étrange, insoluble. Deux philosophes enseignent absolument la même science, d'une manière tout à fait semblable, mais — quelle inconséquence ! — ils sont diamétralement opposés pour tout ce qui concerne la vérité, la certitude, l'application de cette science, le rapport de la pensée et de la réalité en général. Je dis qu'ils s'opposent diamétralement, et je vais à présent tenter de le démontrer.

A) L'opinion de Démocrite sur *la vérité et la certitude du savoir humain* semble difficile à découvrir. On trouve des passages contradictoires, ou plutôt ce ne sont pas les passages, mais les idées de Démocrite qui sont contradictoires. En effet, l'affirmation de Trendelenburg dans son commentaire de la psychologie d'Aristote selon laquelle seuls les auteurs postérieurs à Aristote savent quelque chose d'une telle contradiction alors qu'Aristote l'ignore, est de fait inexacte. On lit, en effet, dans la *Psychologie* d'Aristote : « Démocrite pose l'âme et l'entendement comme une seule et même chose, car pour lui le phénomène est le vrai[236] » ; et dans la *Métaphysique*, il est dit au contraire : « Démocrite affirme que rien n'est vrai, ou que le vrai nous est caché [237]. » Ces passages d'Aristote ne se contredisent-ils pas ? Si le phénomène est le vrai, comment le vrai peut-il être caché ? L'être-caché ne commence que là où phénomène et vérité se séparent. Or, *Diogène Laërce* rapporte qu'on a compté Démocrite au nombre des sceptiques. Il cite sa parole : « En ce qui concerne la vérité nous ne savons rien, car la vérité se trouve au fond du puits [238]. » On trouve la même affirmation chez *Sextus Empiricus*[239].

Cette opinion de Démocrite, sceptique, incertaine et au fond contradictoire avec elle-même, est seulement développée plus largement dans *la manière dont le rapport de l'atome et du monde phénoménal sensible est déterminé*.

D'une part, le phénomène sensible n'échoit pas aux atomes eux-mêmes. Ce phénomène n'est pas un *phénomène objectif*, mais une *apparence subjective*. « Les principes véritables sont les atomes et le vide ; tout le reste est opinion, apparence[240]. » « Le froid n'est froid, le chaud n'est chaud que d'après l'opinion ; au contraire, les atomes et le vide sont en vérité[241]. » « Il ne faut donc pas dire qu'une chose résulte de la pluralité des atomes, mais qu'en vérité par la combinaison des atomes, toute chose semble devenir une[242]. » Il ne faut donc considérer par la raison que les

principes qui, à cause même de leur petitesse, sont inaccessibles à l'œil sensible ; c'est pourquoi on les appelle même *idées*^[243] Mais d'autre part, le phénomène sensible est le seul objet (*Objekt*) véritable, et l'αἴθησις est la φρόνησις (perception sensible.. . opinion) ; mais ce vrai est changeant, instable, phénomène (*Phänomen*). Or, dire que le phénomène est le vrai est contradictoire^[244]. A tour de rôle, chacun des deux côtés devient donc subjectif et objectif. Ainsi les deux termes de la contradiction semblent maintenus séparés, du fait que celle-ci se partage en deux mondes. Démocrite réduit donc la réalité effective sensible à une apparence subjective ; mais l'antinomie, bannie du monde des objets (*Objekte*) existe maintenant dans sa propre conscience de soi, où le concept de l'atome et l'intuition sensible croisent le fer.

Démocrite n'échappe donc pas à l'antinomie. Ce n'est pas encore le lieu d'expliquer cette dernière. Il suffit que son existence (*Existenz*) ne puisse être niée.

Écoutons par contre Epicure. Le *sage*, dit-il, a un comportement *dogmatique* et non *sceptique*^[245]. Bien mieux : c'est son avantage sur tous de savoir avec conviction^[246]. « Tous les sens sont des hérauts du vrai^[247] » « *Il n'y a rien qui puisse réfuter la perception sensible ; ni le semblable le semblable à cause de leur validité semblable, ni le dissemblable le dissemblable car ils ne jugent pas de la même chose, ni le concept, car le concept dépend des perceptions sensibles* ^[248] », lit-on dans le canon. Mais tandis que *Démocrite* réduit le monde sensible à l'apparence subjective, *Epicure* en fait un *phénomène objectif*. Et c'est sciemment qu'il se différencie sur ce point, car il affirme partager les *mêmes principes*, mais ne pas faire des qualités sensibles de *simples objets de l'opinion*^[249].

S'il est donc vrai que la perception sensible fût le critérium d'Epicure et que le phénomène objectif y correspond, on ne peut que considérer comme exacte la conséquence qui fait hausser les épaules à Cicéron. « Le soleil apparaît grand à Démocrite parce qu'il est un savant et un homme versé dans la géométrie ; il apparaît à Epicure d'environ deux pieds de diamètre, car il juge qu'il est aussi grand qu'il paraît^[250]. »

B) Cette *différence* dans les *jugements théoriques* de Démocrite et d'Epicure sur la certitude de la science et la vérité de ses objets se réalise *effectivement* dans la *disparité* de l'énergie et de la *pratique scientifique* de ces hommes.

Démocrite, pour qui le principe n'entre pas dans le phénomène, reste sans effectivité et sans existence, a par contre en face de lui *le monde de la perception sensible* comme monde réel (*real*) et consistant. Ce monde est

bien une apparence subjective, mais par là même, détachée du principe et laissée dans sa réalité indépendante ; mais il est en même temps l'unique objet réel (*reales Objekt*) et il a *comme tel* valeur et signification. C'est pourquoi Démocrite est poussé à l'*observation empirique*. Ne trouvant pas sa satisfaction dans la philosophie, il se jette dans les bras du *savoir positif*. Nous avons déjà vu que Cicéron le nomme un *vir eruditus* [homme cultivé]. Il est versé en physique, en éthique, en mathématique, dans les disciplines encyclopédiques, dans tous les arts[251]. Déjà le catalogue de ses livres, donné par Diogène Laerte, témoigne de son érudition[252]. Mais le caractère de l'érudition est de s'étendre en largeur, d'amasser et de faire des recherches au-dehors : c'est ainsi que nous voyons Démocrite *parcourir la moitié du monde* pour échanger des expériences, des connaissances, des observations. « C'est moi », se vante-t-il, « qui, parmi mes contemporains, ai parcouru la plus grande partie de la terre, scrutant les contrées les plus lointaines ; j'ai vu la plupart des régions et des pays, et j'ai entendu la plupart des hommes instruits ; dans la composition des figures avec démonstration, personne ne me surpassa, pas même ceux que chez les Egyptiens on appelait les Arsipédonaptes[253]. »

Demetrius dans les *ὁμωνύμοις* et Antisthènes dans les *διαδοχαίς* racontent qu'il se rendit en Egypte auprès des prêtres pour apprendre la géométrie et auprès des Chaldéens en Perse, et qu'il est allé jusqu'à la Mer Rouge. Certains affirment qu'il s'est également rencontré avec les gymnosophistes aux Indes et qu'il est allé en Ethiopie[254]. C'est le goût du savoir qui ne le laisse pas en repos ; mais c'est aussi le fait qu'il ne *trouvait pas sa satisfaction dans la science véritable, la philosophie*, qui le pousse au loin. Le savoir qu'il tient pour vrai n'a pas de contenu ; le savoir qui lui donne son contenu manque de vérité. Elle a beau être une fable, l'anecdote des anciens est une fable authentique parce qu'elle décrit le caractère contradictoire de son être : Démocrite se serait lui-même crevé les yeux, de peur que la *lumière sensible* n'obscurcît chez lui *l'acuité de l'esprit*[255]. C'est le même homme qui, comme dit Cicéron, avait parcouru la moitié du monde. Mais il n'avait pas trouvé ce qu'il cherchait.

Une figure tout opposée nous apparaît avec Epicure.

Epicure trouve sa *satisfaction* et sa *félicité* dans la philosophie. « C'est la philosophie », dit-il, « que tu dois servir, afin que la véritable liberté t'échoie. Il n'a pas à attendre, celui qui s'y est soumis et donné ; il est aussitôt émancipé. Car c'est cela même, servir la philosophie, qui est la liberté[256]. » « Que le jeune homme, enseigne-t-il de ce fait, n'hésite pas à philosopher, et que le vieillard ne renonce pas à philosopher. Car nul n'est trop vert, nul n'est trop mûr, pour avoir une âme en bonne santé.

Mais celui qui dit que le temps de philosopher n'est pas encore là, ou que ce temps est passé, il est semblable à celui qui prétend que le temps d'être heureux n'est pas encore venu ou qu'il est passé[257]. » Tandis que Démocrite, insatisfait par la philosophie, se jette dans les bras du savoir empirique, Epicure méprise les *sciences positives*[258] ; car elles ne contribuent en rien à la *perfection véritable*. On l'appelle un *ennemi de la science*, un contempteur de la grammaire[259]. On le taxe même d'ignorance ; « mais », dit un épicurien chez Cicéron, « ce n'était pas Epicure qui manquait d'érudition ; au contraire, les ignorants sont ceux qui croient que ce qu'il est honteux pour un enfant de ne pas savoir, le vieillard doit encore le ressasser[260]. »

Mais, tandis que *Démocrite* cherche à s'instruire auprès des *prêtres égyptiens*, des *Chaldéens de la Perse* et des *gymnosophistes indiens*, *Epicure* se vante de n'avoir pas eu de maître, d'être autodidacte[261]. Certains, dit-il d'après Sénèque, aspirent à la vérité sans la moindre aide. C'est dans les rangs de ceux-ci qu'il s'est lui-même frayé son chemin. Et ce sont eux, les autodidactes, qu'il couvre le plus d'éloges. Les autres ne seraient que des cerveaux de second plan[262]. Tandis que Démocrite est poussé à se rendre dans toutes les contrées du monde, Epicure quitte à peine deux ou trois fois son jardin d'Athènes pour se rendre en Ionie, non pour entreprendre des recherches, mais pour rendre visite à des amis[263]. Tandis qu'enfin Démocrite, désespérant de la science, se crève les yeux, Epicure, quand il sent s'approcher l'heure de sa mort, se met dans un bain chaud, réclame du vin pur et recommande à ses amis d'être fidèles à la philosophie[264].

C) Les différences que nous avons développées ne doivent pas être attribuées à l'individualité fortuite des deux philosophes ; ce sont deux directions opposées qui s'incarnent. Nous voyons comme différence d'énergie pratique ce qui s'exprime plus haut comme différence de la conscience théorique.

Nous allons enfin considérer la *forme de réflexion*, qui représente la *relation de la pensée à l'être, leur rapport*. Dans le rapport réciproque général que le philosophe établit entre le monde et la pensée, il ne fait que s'objectiver la manière dont sa conscience particulière se rapporte au monde réel (*real*).

Or, Démocrite emploie comme forme de réflexion de la réalité effective la *nécessité*[265]. Aristote dit de lui qu'il ramène tout à la nécessité [266]. Diogène Laerte rapporte que le tourbillon des atomes, d'où toute chose naît, est la nécessité de Démocrite[267]. Des explications plus satisfaisantes nous sont fournies sur ce point par l'auteur du *De placitis*

philosophorum : la nécessité serait pour Démocrite le destin et le droit, la providence et la créatrice du monde. Mais la substance de cette nécessité serait l'antitypie, le mouvement, l'impulsion de la matière[268]. Un passage semblable se trouve dans les *éclogues physiques* de Stobée[269] et au livre VI de la *Praeparatio evangelica* d'Eusèbe [270]. Dans les *éclogues éthiques* de Stobée se trouve conservée la sentence suivante de Démocrite[271], qui est presque intégralement reproduite au livre XIV : les hommes se sont imaginé le fantôme du hasard — une manifestation de leur propre embarras ; *car une pensée forte doit être l'ennemie du hasard*. De même, *Simplicius* rapporte à Démocrite un passage où Aristote parle de la vieille doctrine qui supprime le hasard[272].

Epicure écrit par contre : « La *nécessité*, qui est mentionnée par certains comme la maîtresse absolue, n'est *pas* ; bien au contraire, certaines choses sont *fortuites*, les autres dépendent de notre *arbitraire*. La nécessité est impossible à convaincre, le hasard au contraire est instable. Il vaudrait mieux suivre le mythe relatif aux dieux que d'être le valet de l'εἰμαρμένη (du destin) des physiciens. Car le premier nous laisse l'espoir de la miséricorde si nous avons honoré les dieux, tandis que la seconde ne laisse que la nécessité inflexible. Mais c'est le *hasard* qu'il faut admettre, et non pas Dieu, comme la foule le croit[273]. C'est un malheur de vivre dans la nécessité, mais vivre dans la nécessité n'est pas une nécessité. Ouvertes sont partout les voies qui mènent à la liberté, nombreuses, courtes, faciles. Remercions donc la divinité que personne ne puisse être retenu en vie. Dompter la nécessité elle-même est chose permise[274]. »

L'épicurien Velleius dit la même chose chez Cicéron au sujet de la philosophie stoïcienne : « Que doit-on penser d'une philosophie, pour laquelle, comme pour les vieilles commères ignorantes, tout semble se produire par le fatum ?... Epicure nous a délivré, et nous a installé dans la liberté[275]. »

C'est ainsi qu'Epicure lui-même *nie* le *jugement disjonctif*, pour n'être pas contraint de reconnaître une quelconque nécessité[276].

On affirme bien aussi de Démocrite qu'il a fait intervenir le hasard ; mais des deux passages qui se trouvent à ce sujet chez *Simplicius*[277] l'un rend l'autre suspect, car il montre de manière évidente que ce n'est pas Démocrite qui a fait usage des catégories du hasard, mais *Simplicius* qui les lui a attribuées comme conséquence. Il dit, en effet, que Démocrite ne fournit aucune raison de la création du monde en général, et qu'il semble donc faire du hasard cette raison. Mais il ne s'agit pas ici de la *détermination du contenu*, mais de la *forme*, que Démocrite a *consciemment* utilisée. Il en va de même du témoignage d'Eusèbe :

Démocrite aurait fait du hasard le maître absolu de l'universel et du divin, et affirmé que sur ce plan il régissait tout, tandis qu'il l'aurait écarté de la vie humaine et de la nature empirique, tout en traitant de fous ceux qui le proclamaient[278].

D'une part, nous voyons ici une simple déduction fabriquée de toutes pièces de l'évêque chrétien *Denys* ; d'autre part, là où commencent l'universel et le divin, le concept démocritéen de la nécessité cesse de se différencier du hasard.

Un point est donc historiquement certain : *Démocrite* fait intervenir la *nécessité*, *Epicure* le *hasard* ; et chacun d'eux rejette le point de vue opposé avec l'âpreté de la polémique.

La conséquence la plus importante de cette différence apparaît dans la manière d'expliquer les divers phénomènes physiques.

La nécessité apparaît, en effet, dans la nature finie comme *nécessité relative*, comme *déterminisme*. La nécessité relative ne peut qu'être déduite de la *possibilité réelle*, ce qui veut dire que c'est un enchaînement de conditions, de causes, de raisons, etc., qui médiatise cette nécessité. La possibilité réelle est l'explication de la nécessité relative. Et nous la trouvons employée par Démocrite. Nous citons à l'appui quelques passages empruntés à Simplicius[279].

Qu'un homme soit altéré, qu'il boive et retrouve la santé de son corps, ce n'est pas le hasard que Démocrite donnera comme cause, mais la soif. Même si, en effet, il a semblé, à propos de la création du monde, faire intervenir le hasard, il affirme cependant que dans les cas particuliers celui-ci n'est la cause de rien, mais qu'au contraire il renvoie à d'autres causes. Ainsi, par exemple, creuser la terre serait l'origine, de la découverte d'un trésor, ou la végétation la cause de l'olivier.

L'enthousiasme et le sérieux avec lequel Démocrite introduit dans la considération de la nature ce mode d'explication, l'importance qu'il attribue à la tendance à établir des raisons s'expriment naïvement dans cette profession de foi : « Je préfère découvrir une nouvelle étiologie que d'obtenir la couronne du roi de Perse[280] ! »

Une fois de plus, Epicure est directement opposé à Démocrite. Le hasard est une réalité qui n'a que la valeur de la possibilité, mais la *possibilité abstraite* est justement l'antipode de la possibilité réelle. Cette dernière est enfermée dans des limites rigoureuses, comme l'entendement ; la première est illimitée comme l'imagination (*Phantasie*). La possibilité réelle cherche à fonder la nécessité et la réalité effective de son objet (*Objekt*) ; la possibilité abstraite ne s'occupe pas de l'objet qui est expliqué mais du sujet qui explique. L'objet (*Gegenstand*) doit seulement être

possible, pensable. Ce qui est possible selon la possibilité abstraite, ce qui peut être pensé, cela ne se dresse pas sur le chemin du sujet pensant, cela n'est pas pour lui une limite, ni une pierre d'achoppement. Peu importe que cette possibilité soit également réelle, car l'intérêt ne se porte pas ici sur l'objet de l'entendement en tant qu'objet de l'entendement (*Gegenstand*).

C'est pour cela qu'Epicure procède avec une nonchalance sans borne dans l'explication des divers phénomènes physiques.

La lettre à Pythoclès, que nous examinerons plus loin, éclaircira ce point. Qu'il me suffise ici d'attirer l'attention sur son attitude à l'égard des opinions des physiciens antérieurs. Dans les passages où l'auteur du *De placitis philosophorum* et Stobée citent les diverses opinions des philosophes sur la substance des astres, la grandeur et la figure du soleil, etc., il est toujours dit d'Epicure : il ne rejette aucune de ces opinions, *toutes peuvent être vraies*, car selon eux Epicure s'en tient au possible[281]. Bien plus, Epicure polémique même contre le mode d'explication par la possibilité réelle qui détermine selon l'entendement et est donc, justement pour cela, unilatérale.

C'est ainsi que Sénèque déclare dans ses *Quaestiones naturales* : « Epicure affirme que toutes ces causes peuvent être et tente en outre plusieurs autres explications ; il blâme ceux qui prétendent que parmi toutes ces causes, c'en est une déterminée qui a lieu, car pour lui c'est de la témérité que de porter un jugement apodictique sur ce qui ne peut être déduit que de conjectures[282].

On voit qu'il n'y a aucun intérêt à rechercher les causes réelles des objets (*Objekte*). Il ne s'agit que d'un apaisement du sujet qui explique. Du fait que tout le possible est admis comme possible, ce qui répond au caractère de la possibilité abstraite, il est évident que le *hasard de l'être* est purement et simplement traduit dans le *hasard de la pensée*. La seule règle que prescrit Epicure, « que l'explication ne doit pas être contredite par la perception sensible », se comprend en soi ; c'est, en effet, justement le propre du possible abstrait d'être libre de toute contradiction, laquelle doit pour cela être prévenue[283]. Epicure avoue au bout du compte que son mode d'explication n'a pour but que l'*ataraxie de la conscience de soi*, et non la *reconnaissance de la nature en soi et pour soi*[284].

Nous n'avons plus guère besoin de développer ce point : ici encore Epicure est totalement opposé à Démocrite.

Nous voyons donc les deux hommes s'opposer pas à pas. L'un est sceptique, l'autre dogmatique ; l'un tient le monde sensible pour une apparence subjective, l'autre pour un phénomène objectif. Celui qui tient

le monde sensible pour une apparence subjective s'adonne à la science empirique de la nature et aux connaissances positives et représente l'inquiétude de l'observation qui expérimente, apprend partout et erre de par le monde. L'autre, qui tient pour réel le monde phénoménal, méprise l'empirie ; ce sont le repos de la pensée qui trouve sa satisfaction en soi-même, l'indépendance qui crée son savoir à partir d'un *principio interno* (principe intérieur), qu'il incarne. Mais la contradiction va plus loin encore. Le *sceptique et empirique*, qui tient la nature sensible pour une apparence subjective, la considère du point de vue de la nécessité, cherche à expliquer l'existence réelle des choses et à la comprendre. Le *philosophe et dogmatique* par contre, qui tient pour réel (*real*) le phénomène, ne voit partout que *hasard*, et son mode d'explication tend plutôt à supprimer toute réalité objective de la nature. Ces contradictions semblent renfermer une absurdité certaine.

Mais à peine peut-on encore présumer que ces hommes, partout en contradiction, s'attacheront à une seule et même doctrine. Et, cependant, ils semblent enchaînés l'un à l'autre.

L'étude générale de leur rapport est l'objet du prochain chapitre[\[285\]](#).

IV. — DIFFÉRENCE PRINCIPIELLE GÉNÉRALE DE LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE CHEZ DÉMOCRITE ET EPICURE

1. Que ce procédé moral anéantisse tout désintéressement théorique et pratique, Plutarque nous en fournit une preuve historique effrayante dans sa biographie de Marius. Après avoir décrit la fin terrible des Cimbres, il raconte que le nombre des cadavres était tel que les Massaliotes pouvaient en fumer leurs vignes. Il ajoute que la pluie étant survenue, cette année avait été la plus fertile en vin et en fruits. Or, quelles sont les réflexions auxquelles se livre le noble historien à propos de la disparition tragique de ce peuple ? Plutarque trouve moral de la part de Dieu d'avoir laissé périr et pourrir tout un grand et noble peuple, pour procurer aux philistins marseillais une riche récolte de fruits. Ainsi donc, il n'est pas jusqu'à la transformation d'un peuple en un tas de fumier qui ne donne l'occasion souhaitée pour se délecter dans la rêverie morale !

2. Même en ce qui concerne Hegel, c'est, de la part de ses disciples, simple ignorance quand ils expliquent telle ou telle détermination de son système par l'accommodation ou quelque chose de ce genre, en un mot *moralement*. Ils oublient qu'il n'y a pas bien longtemps, comme on peut le leur démontrer de manière évidente d'après leurs propres écrits, ils adhéraient avec enthousiasme à toutes ses déterminations unilatérales.

S'ils avaient été réellement séduits par la science qu'ils recevaient toute prête au point de s'y adonner avec une confiance naïve et non critique, quel n'est pas leur manque de conscience de reprocher au maître de nourrir une intention cachée derrière sa recherche, lui pour qui la science n'était pas toute faite, mais en devenir, lui dont le cœur spirituel le plus intime ne cessa de battre avant qu'il n'ait atteint les limites extrêmes de cette science. Ils jettent plutôt la suspicion sur eux-mêmes et font croire que jadis ils ne prenaient pas la chose au sérieux ; c'est leur propre état passé qu'ils combattent, tout en paraissant l'attribuer à Hegel : mais ils oublient, ce faisant, que lui était dans un rapport immédiat et substantiel avec son système, tandis qu'eux ne sont, à l'égard de ce système, que dans un rapport de réflexion.

Qu'un philosophe commette telle ou telle inconséquence sous l'empire de telle ou telle accommodation, c'est pensable ; lui-même peut en avoir conscience. Mais ce dont il n'a pas conscience, c'est que la possibilité de cette accommodation apparente a sa racine la plus intime dans une insuffisance ou dans une compréhension insuffisante de son principe lui-même. Si donc un philosophe s'était réellement accommodé, ses disciples devraient expliquer à partir de la *conscience intime et essentielle de ce philosophe* ce qui revêtait pour lui-même la forme d'une conscience

exotérique. De cette façon, ce qui apparaît comme un progrès de la conscience est en même temps un progrès de la science. On ne suspecte pas la conscience particulière du philosophe, mais on construit la forme essentielle de sa conscience, on l'élève à une figure et à une signification déterminées et ainsi en même temps on la dépasse.

Je considère d'ailleurs ce tournant vers la non-philosophie d'une grande partie de l'école hégélienne comme un phénomène qui accompagnera toujours le passage de la discipline à la liberté.

C'est une loi psychologique que l'esprit théorique, devenu libre en soi-même, se transforme en énergie pratique, sorte comme *volonté* du royaume des ombres de l'Amenthes, se tourne contre la réalité mondaine qui existe sans lui. (Mais il est important, au point de vue philosophique, de spécifier davantage les côtés de ce rapport, car à partir du mode déterminé de cette conversion, on peut faire retour sur la détermination immanente et le caractère historique et mondial d'une philosophie. Nous voyons ici pour ainsi dire son *curriculum vitae* réduit à l'essentiel, porté à sa pointe subjective.) Mais la *pratique* de la philosophie est elle-même *théorique*. C'est la *critique* qui mesure l'existence singulière à l'essence, la réalité effective particulière à l'idée. Mais cette *réalisation immédiate* (*Realisierung*) de la philosophie est, selon son essence la plus intime, affligée de contradictions, et cette essence qui est la sienne prend forme dans le phénomène et lui imprime son sceau.

Tandis que la philosophie, en tant que volonté, se tourne contre le monde phénoménal, le système est tombé au rang d'une totalité abstraite, il est devenu un côté du monde, auquel s'oppose un autre côté. Son rapport au monde est un rapport de réflexion. Animé du désir de se réaliser, il entre en lutte avec l'Autre. L'autosatisfaction et la perfection circulaire qui lui étaient intérieurs sont brisés. Ce qui était lumière intérieure devient flamme dévorante qui se tourne vers l'extérieur. Il en résulte la conséquence que le devenir-philosophique du monde est en même temps un devenir-mondain de la philosophie, que la réalisation effective de la philosophie est en même temps sa perte, que ce qu'elle combat à l'extérieur est son propre défaut intérieur, et que c'est justement au cours de cette lutte qu'elle tombe dans les faiblesses qu'elle combattait comme faiblesse dans son contraire, ne pouvant supprimer ces faiblesses qu'en y tombant. Ce qui s'oppose à elle et ce qu'elle combat, c'est toujours ce qu'elle est elle-même, les facteurs étant seulement intervertis.

Voilà le premier côté, quand nous considérons la chose, *au point de vue purement objectif*, comme la réalisation immédiate (*Realisierung*) de la philosophie. Mais elle a aussi, ce qui n'en est qu'une autre forme, un côté *subjectif*. C'est le *rapport du système philosophique*, qui se réalise effectivement, à ses supports spirituels, aux consciences de soi singulières dans lesquelles apparaît son progrès. Il résulte du rapport qui fait que la philosophie dans sa réalisation immédiate s'oppose au monde, que ces consciences de soi singulières ont toujours une exigence à deux tranchants, l'un tourné contre le monde, l'autre contre la philosophie elle-même. En effet, ce qui apparaît dans la chose comme un rapport en lui-même inversé, apparaît en elles comme une exigence et un acte doubles, en contradiction avec eux-mêmes. En libérant le monde de la non-philosophie, ces consciences se libèrent elles-mêmes de la philosophie, qui, en tant que système déterminé, les enchaînait. Mais comme elles-mêmes ne sont conçues que dans l'acte et dans l'énergie immédiate du développement, et qu'elles n'ont donc pas encore, au point de vue théorique, dépassé ce système, elles ne ressentent que la contradiction avec l'identité-à-soi-même plastique du système, et ne savent pas qu'en se tournant contre lui, elles ne font qu'en réaliser effectivement les divers moments.

Enfin, cet être-dédouble de la conscience de soi philosophique se présente comme la lutte de deux tendances, s'opposant entre elles de la manière la plus extrême, dont l'une, le parti *libéral*, ainsi que nous pouvons le désigner en général, s'en tient, comme détermination principale, au concept et au principe de la philosophie, tandis que l'autre retient le *non-concept*, le moment de la réalité. Cette deuxième direction est la *philosophie positive*. L'activité de la première est la critique, donc justement l'acte de se-tourner-vers-l'extérieur de la philosophie ; l'activité de la seconde est l'essai de philosopher, donc l'acte de se-tourner-en-soi de la philosophie, car elle conçoit le défaut comme immanent à la philosophie, tandis que la première le conçoit comme défaut du-monde, qu'il s'agit de rendre philosophique. Chacun de ces partis fait précisément ce que l'autre veut faire et ce qu'il ne veut pas faire lui-même. Mais le premier a conscience, au sein de sa contradiction intime, du principe en général et de son but. Dans le second apparaît le travers, la folie pour ainsi dire, comme tel. Pour ce qui est du contenu, le parti libéral seul, parce que parti du concept, parvient à des progrès réels, tandis que la philosophie positive n'est à même que d'arriver à des exigences et à des tendances dont la forme contredit la signification.

Ce qui apparaît donc d'abord comme un rapport interverti et une division hostile de la philosophie et du monde devient ensuite une scission de la conscience de soi philosophique singulière contenue en elle-même, et apparaît enfin comme une séparation extérieure et un être-dédouble de la philosophie, comme deux tendances philosophiques opposées.

Il va de soi qu'il surgit encore une foule de formations subordonnées, geignantes, sans

individualité, qui s'abritent derrière une gigantesque figure philosophique du passé, — mais on ne tarde pas à apercevoir l'âne sous la peau du lion, la voix larmoyante d'un mannequin d'aujourd'hui et d'hier perce, en un contraste comique, sous la puissante voix qui traverse les siècles (celle d'Aristote par exemple), de qui elle s'est faite mal à propos l'organe ; c'est comme si un muet voulait se procurer de la voix au moyen d'un énorme porte-voix, — ou bien nous voyons quelque lilliputien, armé de doubles lunettes, installé dans le petit coin du postérieur du géant, annoncer au monde tout émerveillé quelle nouvelle perspective étonnante se découvre de son punctum visus (point de vue), et faire des efforts risibles pour expliquer que ce n'est pas dans le cœur palpitant, mais dans la région ferme et solide sur laquelle il se tient que se trouve le point d'Archimède, (πύον στῶν : là où je dois me trouver), point auquel le monde est suspendu par des gonds. Ainsi naissent des philosophes-cheveux, des philosophes-ongles, des philosophes-orteils, des philosophes-excréments, etc., qui, dans l'homme-monde mystique de Swedenborg, occuperait un poste encore plus bas. Mais conformément à leur essence, tous ces mini-mollusques tombent, comme dans leur élément, dans les deux directions que j'ai indiquées. Quant à ces directions elles-mêmes, j'expliquerai ailleurs de manière plus complète leur rapport entre elles et à la philosophie hégélienne, ainsi que les divers moments historiques dans lesquels se présente ce développement.

3. Diog. IX 44 et X 38.
4. Arist. *phys.* 187 b.
5. Themist. p. 383.
6. Arist. *met.* 985 b 4 sq.
7. Themist. p. 326.
8. Simpl. p. 488.
9. Cf. *Ibid.* p. 514.
10. Diog. X 40 ; Stob. *ecl.* I, XVIII 4 a (§ 388).
11. Stob. *ecl.* 1, X 14 (§ 306).
12. Simpl. p. 405.
13. Arist. *de gen. et corr.* 316 a.
14. Diog. IX 40.

DEUXIÈME PARTIE

DIFFERENCE, AU POINT DE VUE PARTICULIER, DES PHYSIQUES DE DEMOCRITE ET D'EPICURE

CHAPITRE PREMIER

LA DÉCLINAISON DE L'ATOME DE LA LIGNE DROITE

Epicure admet un *triple* mouvement des atomes dans le vide[286]. Le premier mouvement est celui de la *chute en ligne droite* ; le second naît du fait que l'atome *dévie de la ligne droite* ; et le troisième est posé par la *répulsion des nombreux atomes* entre eux. Démocrite a, en commun avec Epicure, l'admission du premier et du dernier de ces mouvements, mais la *déclinaison de l'atome* de la ligne droite différencie de lui Epicure[287].

On a beaucoup raillé ce mouvement de déclinaison. *Cicéron* surtout est intarissable quand il aborde ce thème. On lit ainsi chez lui, entre autres choses : « Epicure prétend que les atomes sont poussés par leur poids de haut en bas en ligne droite, et que ce mouvement est le mouvement naturel

des corps. Mais il lui vint ensuite à l'esprit que si tous les atomes étaient poussés de haut en bas, jamais un atome ne pourrait en rencontrer un autre. Notre homme trouva donc son salut dans un mensonge. Il dit que l'atome déclinait un tout petit peu, ce qui est pourtant absolument impossible. C'est de cette déviation que naîtraient les compositions, les copulations et les adhésions des atomes entre eux et, de celles-ci, le monde et toutes les parties du monde, ainsi que ce qu'il contient. Outre que cette fiction est puérile, Epicure n'atteint même pas son but[288]. » Nous trouvons une autre formule chez Cicéron, au livre I du traité : *Sur la nature des dieux* : « Quand Epicure s'aperçut que si les atomes étaient poussés vers le bas en vertu de leur propre poids, rien ne serait en notre pouvoir, parce que leur mouvement serait déterminé et nécessaire, il trouva un moyen de se soustraire à la nécessité, ce qui avait échappé à Démocrite. Il dit que l'atome, bien qu'il soit poussé de haut en bas par son poids et la pesanteur, dévie un petit peu. Affirmer une telle chose est plus honteux que de ne pouvoir défendre ce qu'il veut[289]. »

Pierre Bayle a la même opinion : « Avant lui (c'est-à-dire Epicure), on n'avait admis dans les atomes que le mouvement de pesanteur et celui de réflexion. Epicure supposa que même au milieu du vide les atomes déclinaient un peu de la ligne droite ; et de là venait la liberté, disait-il... Remarquons en passant que ce ne fut pas le seul motif qui le porta à inventer ce mouvement de déclinaison ; il le fit servir aussi à expliquer la rencontre des atomes, car il vit bien qu'en supposant qu'ils se mouvaient avec une égale vitesse par des lignes droites qui tendaient toutes de haut en bas, il ne ferait jamais comprendre qu'ils eussent pu se rencontrer, et qu'ainsi la production du monde aurait été impossible. Il fallut donc qu'il supposât qu'ils s'écartaient de la ligne droite[290] [291]. »

Je néglige pour le moment la concision de ces réflexions. Ce que chacun pourra remarquer en passant, c'est que *Schaubach*, le critique le plus récent d'Epicure, a mal compris Cicéron quand il dit : « Les atomes seraient tous poussés vers le bas par la pesanteur, donc poussés selon des lignes parallèles pour des raisons physiques, mais ils recevraient par l'intermédiaire d'une répugnance réciproque une *autre direction*, d'après Cicéron (*de natura deorum* I 25) un *mouvement* oblique, du fait de causes fortuites, et cela de toute éternité[292]. » D'abord, Cicéron, dans le passage cité, ne fait pas de la répulsion la raison de la direction oblique, mais au contraire de la direction oblique la raison de la répulsion. Ensuite, il ne parle pas de causes fortuites mais désapprouve, au contraire, qu'on n'indique pas de causes du tout ; ce serait d'ailleurs une contradiction en et pour soi d'admettre à la fois la répulsion et néanmoins des causes fortuites

comme raison de la direction oblique. Tout au plus pourrait-il alors être question de causes fortuites de la répulsion, mais non de la direction oblique.

Une bizarrerie dans les réflexions de Cicéron et de Bayle saute par trop aux yeux pour ne pas être mise aussitôt en évidence. Ils prêtent en effet à Epicure des motifs dont l'un supprime l'autre. Tantôt Epicure doit admettre la déclinaison des atomes pour expliquer la répulsion, tantôt il doit l'admettre pour expliquer la liberté. Mais si les atomes ne se rencontrent *pas* sans la déclinaison, la déclinaison est superflue comme fondement de la liberté : car le contraire de la liberté ne commence, comme nous l'apprenons de Lucrèce[293], qu'avec la rencontre déterministe et forcée des atomes. Si, d'autre part, les atomes se rencontrent *sans* la déclinaison, c'est comme fondement de la répulsion que la déclinaison est superflue. Je prétends que cette contradiction naît lorsque les raisons de la déclinaison de l'atome de la ligne droite sont comprises de manière aussi extérieure et incohérente que chez Cicéron et Bayle. Nous trouverons chez Lucrèce, qui est somme toute le seul parmi tous les anciens à avoir compris la physique d'Epicure, un exposé plus profond.

Nous allons maintenant considérer la déclinaison en elle-même.

De même que le point est supprimé dialectiquement dans la ligne, tout corps qui tombe est supprimé dans la ligne droite qu'il décrit. Sa qualité spécifique n'importe pas du tout ici. Une pomme décrit en tombant une ligne droite aussi bien qu'un morceau de fer. Tout corps, pour autant qu'il est considéré dans le mouvement de chute, n'est ainsi rien d'autre qu'un point qui se meut, un point sans autonomie qui abandonne sa singularité dans un être-là déterminé, la ligne droite qu'il décrit. C'est pourquoi Aristote remarque avec juste raison contre les pythagoriciens : « Vous dites que le mouvement de la ligne est la surface et celui du point la ligne ; donc les mouvements des monades seront aussi des lignes[294]. » La conséquence de cela, aussi bien pour les monades que pour les atomes, serait alors qu'ils sont en mouvement continu, que la monade et l'atome n'existent pas, mais se perdent plutôt dans la ligne droite ; car la solidité de l'atome n'existe pas du tout encore, dans la mesure où il n'est conçu que comme tombant en ligne droite. Tout d'abord, si on se représente le vide comme un espace vide, l'atome est la *négation immédiate de l'espace abstrait, donc un point spatial*. La solidité, l'intensivité, qui s'affirment contre l'incohésion de l'espace en soi, ne peuvent s'ajouter que par un principe, qui nie l'espace dans la totalité de sa sphère, comme l'est le temps dans la nature effectivement réelle. De plus, en admettant qu'on ne

veuille pas accorder ce point, l'atome, dans la mesure où son mouvement est une ligne droite, est purement déterminé par l'espace ; un être-là relatif lui est prescrit et son existence est une pure existence matérielle. Mais nous avons vu qu'un des moments dans le concept de l'atome est d'être une pure forme, la négation de toute relativité, de toute relation à un autre être-là. Nous avons remarqué en même temps qu'Epicure s'objective les deux moments, qui en vérité se contredisent, mais qui sont contenus dans le concept de l'atome[295].

Comment maintenant Epicure peut-il réaliser effectivement la détermination purement formelle de l'atome, le concept de la pure singularité, lequel nie tout être-là déterminé par un autre ?

Comme il se meut dans le domaine de l'être immédiat, toutes les déterminations sont immédiates. Les déterminations opposées sont donc opposées mutuellement comme réalités immédiates.

Mais l'*existence relative*, qui vient s'opposer à l'atome, l'*être-là qu'il doit nier*, est la *ligne droite*. La négation immédiate de ce mouvement est un *autre mouvement*, donc, représenté spatialement, la *déclinaison de la ligne droite*.

Les atomes sont des corps purement autonomes, ou plutôt sont le corps, pensé dans une autonomie absolue, comme les corps célestes. Comme ces derniers, ils ne se meuvent pas en ligne droite, mais en ligne oblique. *Le mouvement de la chute est le mouvement de la non-autonomie*.

Si donc Epicure représente, dans le mouvement de l'atome en ligne droite, la matérialité de cet atome, il a réalisé dans la déclinaison de la ligne droite sa détermination formelle ; et ces déterminations opposées sont représentées comme des mouvements immédiatement opposés.

Lucrèce affirme donc, à juste titre, que la déclinaison brise les *fati foedera* (déterminations du destin)[296] et, comme il applique aussitôt cela à la conscience[297], on peut dire de l'atome que la déclinaison est dans son cœur ce quelque chose qui peut lutter et résister.

Mais, quand Cicéron reproche à Epicure « de ne pas même obtenir le résultat en vue duquel il a forgé tout cela ; car, si tous les atomes déclinaient, il n'y en aurait jamais qui se lieraient, ou certains dévieraient et d'autres seraient par leur mouvement poussés tout droit ; il faudrait donc pour ainsi dire attribuer aux atomes des tâches déterminées et désigner ceux qui devraient aller tout droit et ceux qui devraient se mouvoir en ligne oblique [298] », ce reproche trouve sa justification dans ce que les deux moments qui sont compris dans le concept de l'atome sont représentés comme deux mouvements immédiatement différents et devraient donc échoir à des individus différents ; mais cette inconséquence

est pourtant logique, car la sphère de l'atome est l'immédiateté.

Epicure sent fort bien la contradiction qui réside dans ce point. Il cherche donc à présenter la déclinaison de l'atome de la manière la moins matérielle possible. Elle est

nec regione loci certa nec tempore certo[\[299\]](#) [\[300\]](#),

elle a lieu dans le plus petit espace possible[\[301\]](#).

Cicéron[\[302\]](#) et, d'après Plutarque, plusieurs anciens[\[303\]](#) critiquent, en outre, le fait que la déclinaison de l'atome ait lieu *sans cause* ; et rien de plus honteux, dit Cicéron, ne peut arriver à un physicien[\[304\]](#). Mais d'abord, une cause physique telle que la veut Cicéron, rejetterait la déclinaison de l'atome dans le cercle du déterminisme, hors duquel elle doit justement nous élever. *Mais, en outre, l'atome n'est pas du tout encore achevé avant d'être posé dans la détermination de la déclinaison.* Demander la cause de cette détermination revient alors à demander la cause qui fait de l'atome un principe, question évidemment privée de sens pour celui qui croit que l'atome est la cause de tout, et qu'il ne saurait donc avoir une cause.

Lorsque, enfin, Bayle[\[305\]](#), s'appuyant sur l'autorité de *saint Augustin*[\[306\]](#), selon qui Démocrite a attribué aux atomes un principe spirituel — autorité tout à fait dénuée d'importance, vu son opposition à Aristote et aux autres anciens — reproche à Epicure d'avoir forgé la déclinaison à la place de ce principe spirituel, il faut, au contraire, dire qu'avec l'âme de l'atome, on aurait tout au plus gagné un terme, tandis que dans la déclinaison, c'est l'âme effective de l'atome, le concept de la singularité abstraite qui est représenté.

Avant de considérer la conséquence de la déclinaison de l'atome de la ligne droite, il faut faire ressortir un moment de la plus haute importance, complètement laissé de côté jusqu'à ce jour.

La déclinaison de l'atome de la ligne droite n'est pas, en effet, une détermination particulière, apparaissant au hasard dans la physique d'Epicure. La loi qu'elle exprime traverse plutôt toute la philosophie épicurienne mais de telle sorte, ce qui va de soi, que la détermination de son apparition dépend de la sphère où elle est appliquée.

La singularité abstraite ne peut, en effet, affirmer son concept, sa détermination formelle, le pur être pour soi, l'indépendance à l'égard de tout être-là immédiat, l'être-supprimé de toute relativité, qu'en *faisant abstraction de l'être-là qui vient s'opposer à elle* ; car, pour en venir vraiment à bout, elle serait forcée de l'idéaliser, ce dont seule l'universalité

est capable.

De même donc que l'atome se libère de son existence relative, la ligne droite, en faisant abstraction d'elle, en déviant d'elle, de même toute la philosophie épicurienne dévie de l'être-là limitatif, partout où le concept de la singularité abstraite, l'autonomie et la négation de tout rapport à un autre, doit être représenté dans son existence.

C'est ainsi que le but de l'action est l'acte de s'abstraire, de dévier de la douleur et du trouble, l'ataraxie[307]. Ainsi, le bien est la fuite devant le mal[308], et le plaisir est la déviation de la peine[309]. Enfin, là où la singularité abstraite apparaît dans sa liberté et dans son indépendance les plus hautes, l'être-là dont on dévie est logiquement *tout être-là ; c'est pour cela que les dieux dévient du monde*, ne s'en soucient pas, et habitent en dehors de lui[310].

On a raillé ces dieux d'Epicure, qui, semblables aux hommes, habitent dans les intermondes du monde réel, n'ont pas de corps, mais un quasi-corps, n'ont pas de sang, mais un quasi-sang, et, demeurant dans un repos bienheureux, n'exaucent aucune supplication, ne se soucient ni de nous ni du monde et sont honorés pour leur beauté, leur majesté, leur nature excellente, et non par intérêt[311].

Et pourtant, ces dieux ne sont pas une invention d'Epicure. Ils ont existé. *Ce sont les dieux plastiques de l'art grec*. Cicéron, le Romain, a raison de les persifler[312] ; mais le Grec Plutarque a oublié toute conception grecque quand il estime que cette doctrine touchant les dieux supprime la crainte religieuse et la superstition, qu'elle ne donne aux dieux ni joies ni faveurs, mais nous prête avec eux la même relation que nous avons avec les poissons d'Hyrcanie, dont nous n'attendons ni dommage ni profit[313]. Le calme contemplatif est un moment fondamental du caractère des divinités grecques, comme le dit Aristote lui-même : « Ce qui est le meilleur n'a pas besoin d'action car il est lui-même son propre but[314]. »

Nous allons maintenant considérer la *conséquence* qui suit immédiatement de la déclinaison des atomes. En elle est exprimé que l'atome nie tout mouvement et toute relation où il est déterminé comme un être-là particulier par un autre. Cela se présente de telle sorte que l'atome fait abstraction de l'être-là qui vient en face de lui et s'y soustrait. Mais ce qui est contenu en ceci, *sa négation de toute relation à un Autre*, il faut le réaliser effectivement, le poser de manière positive. Cela ne peut se faire que si l'être-là auquel il se rapporte n'est pas un autre être-là que lui-même, donc également un atome, et, comme lui-même est déterminé immédiatement, une multitude d'atomes. Ainsi la répulsion mutuelle des

atomes multiples est la réalisation effective nécessaire de la *lex atomi*[\[315\]](#), selon le nom que *Lucrèce* donne à la déclinaison. Mais parce qu'ici toute détermination est posée comme un être-là particulier, la répulsion s'ajoute comme troisième mouvement aux mouvements primitifs. *Lucrèce* a raison de dire que, si les atomes n'avaient pas coutume de décliner, il ne serait né entre eux ni rencontre ni contrecoup, et le monde n'aurait jamais été créé[\[316\]](#). Car les atomes *sont à eux-mêmes leur unique objet (Objekt)*, ils ne peuvent se rapporter à eux-mêmes, ou — si l'on en donne une expression spatiale — se rencontrer qu'en ayant nié toute existence relative qui les verrait se rapporter à un Autre ; et cette existence relative est, comme nous l'avons vu, leur mouvement d'origine, celui de la chute en ligne droite. Ainsi donc ils ne se rencontrent qu'en déclinant de cette ligne. Il ne s'agit pas de la fragmentation purement matérielle[\[317\]](#).

Et, en vérité, la singularité qui est immédiatement n'est réalisée effectivement selon son concept que dans la mesure où elle se rapporte à un Autre, qui est elle-même, même si l'Autre s'oppose à elle dans la forme de l'existence immédiate. C'est ainsi que l'homme ne cesse d'être un produit naturel que lorsque l'Autre auquel il se rapporte n'est pas une existence différente, mais lui-même un homme singulier, bien que pas encore l'esprit. Mais pour que l'homme en tant qu'homme devienne à lui-même son unique objet effectivement réel, il faut qu'il ait brisé en lui son être-là relatif, la puissance de ses appétits et de la simple nature. *La répulsion est la première forme de la conscience de soi* ; elle répond donc à la conscience de soi, laquelle se conçoit comme quelque chose d'immédiatement-étant et d'abstraction-singulier.

La répulsion est donc la réalisation effective du concept de l'atome, selon lequel il est la forme abstraite, mais tout autant du contraire de ce concept, selon lequel il est matière abstraite ; car ce à quoi l'atome se rapporte, ce sont bien des atomes, mais *d'autres* atomes. *Mais si je me rapporte à moi-même comme à un immédiatement-Autre, mon rapport est un rapport matériel*. C'est le plus haut degré d'extériorité qui puisse être pensé. Dans la répulsion des atomes, ce sont donc leur matérialité, qui avait été posée dans la chute en ligne droite, et leur détermination formelle, qui avait été posée dans la déclinaison, qui sont synthétiquement unies.

Démocrite, contrairement à Epicure, transforme en mouvement forcé, en acte de l'aveugle nécessité, ce qui pour Epicure est réalisation effective du concept de l'atome. Nous » avons déjà vu plus haut qu'il donne comme substance de la nécessité le tourbillon (δίνη), qui naît de la répulsion et du choc mutuel des atomes. Il n'envisage donc dans la répulsion que le côté

matériel, la dispersion, la modification, et non le côté idéal, d'après lequel dans la répulsion toute relation à un Autre est niée et le mouvement est posé comme autodétermination. On le voit clairement dans le fait qu'il se figure d'une manière tout à fait matérielle un seul et même corps divisé en une multitude de corps par l'espace vide comme l'or qu'on a brisé en morceaux[318]. C'est donc à peine s'il conçoit que l'unité est le concept de l'atome.

Aristote a raison dans la polémique qu'il mène contre lui. « C'est pour cela que Leucippe et Démocrite, qui prétendent que les corps primordiaux se meuvent continuellement dans le vide et l'infini, auraient dû nous dire de quelle espèce est ce mouvement et quel est le mouvement adéquat à leur nature. Car si chacun des éléments est mis de force en mouvement par un autre, il est pourtant nécessaire que chacun ait aussi un mouvement naturel, auquel le mouvement forcé soit extérieur ; et ce premier mouvement, il faut bien qu'il ne soit pas forcé, mais naturel. Autrement la progression va à l'infini[319]. »

La déclinaison épicurienne des atomes a donc modifié l'ensemble de la construction interne du monde des atomes, en ayant fait prévaloir la détermination de la forme et réalisé effectivement la contradiction inhérente au concept de l'atome. Epicure est donc le premier à avoir conçu, bien que sous une figure sensible, l'essence de la répulsion, tandis que Démocrite n'en a connu que l'existence matérielle.

Aussi trouvons-nous également des formes plus concrètes de la répulsion employées par Epicure ; en matière politique, c'est le *contrat*[320], et en matière sociale l'*amitié*[321] qu'il prône comme le bien suprême.

Chapitre II

LES QUALITÉS DE L'ATOME

Il est contradictoire à la notion de l'atome d'avoir des propriétés ; car, comme dit Epicure, toute propriété est modifiable, tandis que les atomes ne se modifient pas[322]. Mais ce n'en est pas moins une *conséquence nécessaire* de leur attribuer ces propriétés. Car la pluralité des atomes de la répulsion, qui sont séparés par l'espace sensible, *doivent être immédiatement différents entre eux et distincts de leur pure essence*, c'est-à-dire posséder des *qualités*.

Dans les développements suivants, je ne tiens donc absolument pas compte de l'affirmation de *Schneider* et de *Nürnberg*, selon qui Epicure n'a pas attribué de qualités aux atomes et les § 44 et 54 dans la *lettre à Hérodot*, chez Diogène Laerte, sont interpolés. Si vraiment ils étaient interpolés, comment pourrait-on ôter toute valeur aux témoignages de Lucrèce, de Plutarque, voire de tous les auteurs qui parlent d'Epicure ? De plus, ce n'est pas dans deux paragraphes seulement que Diogène Laerte mentionne les qualités des atomes, mais dans dix : les 42, 43, 44, 54, 55, 56, 57, 58, 59 et 61. La raison que font valoir ces critiques « qu'ils ne sauraient accorder les qualités de l'atome avec son concept », est bien faible. *Spinoza* dit que l'ignorance n'est pas un argument. Si chacun voulait raturer chez les anciens les passages qu'il ne comprend pas, on arriverait bien vite à la *tabula rasa* !

Par les qualités, l'atome acquiert une existence qui contredit à son concept; il est posé comme *un être-là aliéné, différent et séparé de son essence*. Cette contradiction est ce qui constitue l'intérêt capital d'Epicure. Sitôt donc qu'il pose une propriété, tirant la conséquence de la nature matérielle de l'atome, il contrepose en même temps des déterminations qui anéantissent de nouveau cette propriété dans sa propre sphère et font prévaloir, au contraire, le concept de l'atome. *Il détermine donc toutes les qualités de telle façon qu'elles se contredisent elles-mêmes*. Au contraire, Démocrite ne considère nulle part les propriétés en rapport à l'atome lui-même, et n'objective pas non plus la contradiction entre concept et existence qu'elles contiennent. La seule chose qui l'intéresse est plutôt de

présenter les qualités en rapport à la nature concrète qui doit en être formée. Elles ne sont pour lui que des hypothèses servant à expliquer la diversité phénoménale. Le concept de l'atome n'a donc rien à voir avec elles.

Pour démontrer notre affirmation, il est tout d'abord nécessaire de nous mettre au courant des sources qui semblent se contredire sur ce point.

Dans l'écrit *De placitis philosophorum*, on lit : « Epicure affirme que ces trois qualités appartiennent aux atomes : la grandeur, la figure, la pesanteur. Démocrite n'en admettait que deux : la grandeur et la figure ; Epicure y ajouta en troisième la pesanteur[323]. Le même passage figure, répété mot pour mot, dans la *Praeparatio evangelica* d'Eusèbe[324].

Il est confirmé par le témoignage de Simplicius[325] et de Philopon[326] d'après lequel Démocrite n'a attribué aux atomes que la différence de la grandeur et de la figure. En opposition directe avec ces témoignages se trouve Aristote qui, dans le premier livre du *De generatione et corruptione* assigne aux atomes de Démocrite des différences de pesanteur[327]. A un autre endroit (dans le premier livre du *De Caelo*, Aristote laisse indécise la question de savoir si Démocrite a ou non attribué la pesanteur aux atomes ; il dit en effet : « Ainsi aucun des corps ne sera absolument léger, si tous ont de la pesanteur ; mais si tous ont de la légèreté, aucun ne sera pesant[328]. » Ritter dans son *Histoire de la philosophie ancienne*[329] rejette, en s'appuyant sur l'autorité d'Aristote, les données de Plutarque, d'Eusèbe et de Stobée ; quant aux témoignages de Simplicius et de Philopon, il n'en tient pas compte.

Voyons si ces passages sont réellement si contradictoires. Dans les passages cités, ce n'est pas *ex professo* (formellement) qu'Aristote parle des qualités des atomes. On lit par contre au livre septième de la *Métaphysique* : « Démocrite pose trois différences des atomes. Car, selon lui, le corps fondamental est au point de vue de la matière un seul et même corps ; mais il est différencié par le ῥυσμός, qui signifie la figure, par la τροπή, qui signifie la situation, ou par la διαθιγή qui signifie l'arrangement[330]. » Il découle immédiatement de ce passage[331] que la pesanteur n'est pas mentionnée comme une qualité des atomes de Démocrite. Les fragments de la matière, dispersés et tenus séparés les uns des autres doivent avoir des formes particulières et ces formes leur adviennent absolument de l'extérieur par la considération de l'espace. Ceci ressort encore plus clairement du passage suivant d'Aristote : « Leucippe et son compagnon Démocrite disent que les éléments sont le plein et le vide... qu'ils sont la raison, en tant que matière, de ce qui est. Or, de même que ceux qui posent une substance fondamentale unique font naître

ce qui est Autre que cette substance de ses affections, en supposant comme principes des qualités le ténu et le dense, de même ils enseignent que les différences des atomes sont les causes de tout ce qui est autre qu'eux ; car l'être (*sein*) qui est au fondement ne se différencie que par *ῥυσμός*, *διαθιγή*, *τροπή*. C'est ainsi que A se différencie de N par la figure, AN de NA par l'arrangement, Z de N par la position[332]. »

Il s'ensuit avec évidence de ce passage que Démocrite ne considère les propriétés des atomes qu'en rapport à la formation des différences dans le monde phénoménal, et non en rapport à l'atome lui-même. Il s'ensuit, en outre, que Démocrite ne signale pas la pesanteur comme une propriété essentielle des atomes. Cette propriété va pour lui de soi, car tout ce qui est corporel est pesant. De même, la grandeur elle-même n'est pas pour lui une qualité fondamentale. Elle est une détermination accidentelle, que les atomes ont reçu en même temps que la figure. Seul l'état-différencié des figures — car rien de plus n'est contenu dans la figure, la position et l'arrangement — intéresse Démocrite. Grandeur, figure, pesanteur, prises ensemble comme elles le sont chez Epicure, sont des différences (*Differenzen*) que l'atome a en lui-même ; figure, arrangement, des différences qui lui appartiennent en rapport à un Autre. Tandis que nous trouvons donc chez Démocrite de simples déterminations hypothétiques visant à expliquer le monde phénoménal, chez Epicure, c'est la conséquence du principe même qui se présentera à nous. C'est pourquoi nous allons considérer en détail ses déterminations des qualités de l'atome.

En premier lieu, les atomes ont une *grandeur*[333]. Mais d'autre part, la grandeur est aussi niée. Ils n'ont pas, en effet, *n'importe quelle grandeur*[334], mais, au contraire, il ne faut admettre entre eux que quelques variations de grandeur[335]. Bien mieux, on ne doit leur attribuer que la négation de la grandeur, la petitesse[336] et même pas le minimum, car ce serait une détermination purement spatiale, mais l'infiniment petit, qui exprime la contradiction[337]. *Rosinius*, dans ses annotations aux fragments d'Epicure, traduit donc faussement un passage et passe complètement l'autre sous silence, quand il déclare : « *Hujus modi autem tenuitatem atomorum incredibili parvitate arguebat Epicurus, utpote quas nulla magnitudine praeditas aiebat teste Laertio, X 44*[338] [339]. »

Je ne tiendrai pas compte de ce que, d'après *Eusèbe*, Epicure fut le premier à attribuer aux atomes une petitesse infinie[340], tandis que Démocrite avait admis les atomes les plus grands — grands comme le monde, affirme même *Stobée*[341].

D'une part ceci contredit le témoignage d'*Aristote*[342], d'autre part *Eusèbe*, ou plutôt l'évêque alexandrin *Denys*, qu'il résume, se contredit

lui-même ; on lit, en effet, dans le même livre que Démocrite supposait comme principes de la nature des corps indivisibles, concevables par la raison[343]. Mais un point est clair : Démocrite ne prend pas conscience de la contradiction ; elle ne le préoccupe pas, tandis qu'elle constitue pour Epicure l'intérêt principal.

La *deuxième* propriété des atomes d'Epicure est la *figure*[344]. Mais cette détermination elle aussi contredit le concept de l'atome, et on doit nécessairement poser son contraire. La singularité abstraite est ce qui est abstraitement-identique-à-soi, et donc sans figure[345]. Les différences des figures des atomes sont donc en vérité indéterminables, mais elles ne sont pas absolument infinies[346]. C'est plutôt un nombre déterminé et fini de figures par quoi les atomes se différencient[347]. Il découle naturellement de ce point qu'il n'y a pas autant de figures différentes que d'atomes[348], alors que Démocrite pose un nombre infini de figures[349]. Si chaque atome avait une figure particulière, il faudrait bien qu'il y ait des atomes de grandeur infinie[350] ; car ils auraient en soi une différence infinie (la différence qui les distinguerait de tous les autres), comme les monades de Leibniz. L'affirmation de Leibniz qu'il n'y a pas deux choses identiques est donc renversée et il y a un nombre infini d'atomes de la même figure[351], ce qui implique manifestement que la détermination de la figure est de nouveau niée, car une figure qui ne se distingue plus des autres n'est pas une figure[352].

Il est enfin de la plus haute importance qu'Epicure mentionne comme *troisième* qualité la *pesanteur*[353] ; car c'est dans le point de gravité que la matière possède la singularité idéale qui constitue une détermination principale de l'atome. Dès que les atomes ont été transportés dans le domaine de la représentation, ils doivent nécessairement posséder aussi la pesanteur.

Mais la pesanteur est elle aussi contradictoire au concept de l'atome ; elle est, en effet, la singularité de la matière en tant qu'un point idéal qui se trouve extérieur à cette matière. Or, c'est l'atome lui-même qui est cette singularité, le point de gravité pour ainsi dire, représenté comme une existence singulière. La pesanteur n'existe donc pour Epicure que comme *différence de poids*, et les atomes sont eux-mêmes des *points de gravité substantiels*, comme les corps célestes. Si l'on applique cela au concret, il résulte naturellement ce que le vieux *Brucker* trouve si étonnant[354], et ce que nous confirme *Lucrèce*[355] : la terre n'a pas de centre vers lequel tout tendrait et il n'y a pas d'antipodes. Comme, en outre, la pesanteur n'appartient qu'à l'atome différencié des autres, donc aliéné et doué de propriétés, il va de soi que lorsque les atomes ne sont pas conçus comme

multiples dans leur différence (*Differenz*), mais seulement en rapport au vide, la détermination du poids disparaît. Les atomes, si différents qu'ils puissent être par la masse et la forme, se meuvent donc dans l'espace vide avec la même vitesse[356]. C'est pour cela qu'Epicure n'applique la théorie de la pesanteur qu'en ce qui concerne la répulsion et les compositions qui naissent de cette répulsion, ce qui a donné prétexte à affirmer que seuls les agglomérats d'atomes étaient doués de pesanteur[357], mais non les atomes eux-mêmes.

Gassendi loue déjà Epicure d'avoir anticipé, uniquement guidé par la raison, sur l'expérience qui montre que tous les corps, malgré leur grande différence de poids et de masse, possèdent cependant la même vitesse, quand ils tombent de haut en bas[358].

La considération des propriétés des atomes nous donne donc le même résultat que celle de la déclinaison : Epicure a objectivé la contradiction incluse, dans le concept de l'atome, entre essence et existence, et a ainsi créé la science de l'atomistique, tandis que chez Démocrite ne se trouve aucune réalisation du principe lui-même, mais seulement le maintien du seul côté matériel et la production d'hypothèses en vue de l'empirie.

CHAPITRE III

ἄτομοι ἀρχαί et ἄτομα στοιχεῖα

Schaubach, dans sa Dissertation déjà citée sur les concepts astronomiques d'Epicure, affirme : « *Epicure* a fait, avec *Aristote*, une distinction entre les principes (ἄτομοι ἀρχαί Diogene Laerte X 41) et les éléments ἄτομα στοιχεῖα Diogene Laerte X 86). Les premiers sont les atomes, qui ne sont connaissables *que par l'entendement* ; ils ne remplissent aucun espace[359]... On les appelle *atomes*, non parce qu'ils sont les corps les plus petits, mais parce qu'ils ne sont pas divisibles dans l'espace. D'après ces représentations, on devrait donc croire qu'Epicure n'a pas attribué aux atomes de propriétés qui se rapportent à l'espace[360]. Mais, dans la *lettre à Hérodoté* (Diogene Laerte X 44, 54), il accorde aux atomes non seulement la pesanteur mais aussi la figure et la grandeur... Je range donc ces atomes, qui sont nés des *premiers*, mais qui sont pourtant considérés encore comme particules élémentaires des corps[361], parmi ceux qui appartiennent à la seconde espèce. »

Considérons de plus près le passage que *Schaubach* cite de Diogene Laerte. Le voici : οἷον ὅτι τό παῖν σῶμα καί ἀναφῆς φύσις ἐστίν ἢ ὅτι ἄτομα στοιχεῖα καὶ πάντα τά τοιαῦτα[362] [Diog. X 86). Epicure enseigne ici à Pythoclès, à qui il écrit, que la doctrine des Météores se distingue de toutes les autres doctrines physiques, par exemple que le tout est fait de corps et de vide, qu'il y a des principes fondamentaux indivisibles[363]. On voit qu'il n'y a ici absolument aucune raison d'admettre qu'il soit question d'une seconde espèce d'atomes. Peut-être semble-t-il que la disjonction entre τό παῖν σῶμα καί ἀναφῆς φύσις ὅτι τά ἄτομα στοιχεῖα[364] pose une différence entre σῶμα et ἄτομα στοιχεῖα, le terme σῶμα désignant peut-être les atomes du premier genre par opposition aux ἄτομα στοιχεῖα. Mais il n'y faut pas penser. Σῶμα signifie le *corporel* par opposition au *vide*, lequel est pour cela nommé également l'ἄσώματον (incorporel)[365]. Dans σῶμα, ce sont donc aussi bien les atomes que les corps composés qui sont compris. C'est ainsi, par exemple, qu'il est dit dans la *lettre à Hérodoté* : τό παῖν ἐστὶ σῶμα... εἰ μὴ ἦν ὁ κενὸν καὶ χώραν καὶ ἀναφῆς φύσιν ὀνομάζομεν... τῶν σωμάτων τά μὲν

ἐστὶ συγκρίσεις, τὰ δὲξ ὧν αἱ συγκρίσεις πεποίηνται. Ταῦτα δὲ ἐστὶν ἅτομα καὶ ἀμετάβλητα ὥστε τὰς ἀρχὰς ἀτόμους ἀναγκαῖον εἶναι σωμάτων φύσεις[366]. Dans le passage ci-dessus cité, Epicure parle donc d'abord du *corporel* en général par opposition au *vide*, puis du corporel en particulier, les atomes[367].

La référence de Schaubach à Aristote prouve tout aussi peu. La distinction entre ἀρχή et στοιχεῖον, dont font usage surtout les stoïciens[368], se trouve à la vérité aussi chez Aristote[369], mais celui-ci indique non moins l'identité des deux expressions[370]. Il enseigne même expressément que στοιχεῖον désigne surtout l'atome[371]. De même, Leucippe et Démocrite appellent eux aussi "στοιχεῖον" le πλήρες καὶ κενόν[372] (le plein et le vide).

Chez Lucrèce, dans les lettres d'Epicure que l'on trouve chez Diogène Laërte, dans le *Colotes* de Plutarque[373], chez Sextus Empiricus[374], les propriétés sont attribuées aux atomes eux-mêmes, et c'est pour cela qu'ils ont été déterminés comme se supprimant eux-mêmes.

Mais s'il apparaît antinomique que des corps qui ne sont percevables que par la raison soient doués de qualités spatiales, il est bien plus antinomique que les qualités spatiales elles-mêmes ne puissent être perçues que par l'entendement[375].

Pour fonder davantage son opinion, Schaubach cite enfin le passage suivant de Stobée : Ἐπίκουρος... τὰ πρῶτα (..σώματα) μὲν ἀπλά, τὰ δὲ ἐξ ἐκείνων συγκρίματα πάντα ὅσος ἔχειν[376]. A ce passage de Stobée, on pourrait encore ajouter les passages suivants, dans lesquels les ἅτομα στοιχεῖα sont mentionnés comme une espèce particulière d'atomes (Plutarque : *De placitis Philosophorum* I 246 et 249, et Stobée : *Eclog. Phys.* I, p. 5)[377]. Il n'est d'ailleurs aucunement affirmé dans ces passages que les atomes originels soient sans grandeur, sans figure et sans pesanteur. On n'y parle, au contraire, que de la pesanteur, comme du caractère différentiel des ἅτομοι ἀρχαί}} et des ἅτομα στοιχεῖα}}. Mais nous avons déjà remarqué au chapitre précédent que la catégorie de pesanteur n'est appliquée qu'à propos de la répulsion et des conglomerats qui en résultent.

L'invention des ἅτομα στοιχεῖα ne nous fait d'ailleurs rien gagner. Il est aussi difficile de passer des ἅτομοι ἀρχαί aux ἅτομα στοιχεῖα que d'attribuer aux premiers directement des propriétés. Néanmoins, je ne nie pas absolument cette distinction. La seule chose que je nie, c'est qu'il existe deux espèces fixes et différentes d'atomes. Il s'agit plutôt de déterminations différentes d'une seule et même espèce.

Avant d'analyser cette différence, je vais encore attirer l'attention sur un

procédé d'Epicure : il pose volontiers les différentes déterminations d'un concept comme des existences différentes et autonomes. De même que son principe est l'atome, la méthode de son savoir est atomistique. Chaque moment du développement se transforme aussitôt à son insu en une réalité fixe, pour ainsi dire séparée de sa connexion par l'espace vide ; chaque détermination reçoit la figure de la singularité isolée.

L'exemple qui suit éclairera ce procédé.

L'infini, τόᾰπειρον, ou l'infinitio, comme traduit Cicéron, est parfois employé par Epicure comme une nature particulière ; bien plus, c'est justement dans les passages où nous trouvons les στοιχεῖα déterminés comme une Substance fondamentale fixe, que nous trouvons aussi l'ᾰπειρον rendu autonome[378].

Mais pourtant, d'après les propres déterminations d'Epicure, l'infini n'est ni une substance particulière ni quelque chose d'extérieur aux atomes et au vide, mais plutôt une détermination accidentelle de ces deux éléments. Nous trouvons, en effet, trois significations de l'ᾰπειρον. Premièrement, l'ᾰπειρον exprime pour Epicure une qualité qui est commune aux atomes et au vide. Dans cette acception, il signifie l'infinité du tout, qui est infini par l'infinie pluralité des atomes, par l'infinie grandeur du vide [379].

En second lieu, l'ᾰπειρία (l'état-illimité) est la pluralité des atomes, de sorte que ce n'est pas l'atome, mais la pluralité infinie des atomes qui s'oppose au vide[380].

Enfin, si nous pouvons conclure de Démocrite à Epicure, ᾰπειρον signifie également le contraire direct, le vide infini, qu'on oppose à l'atome déterminé en soi et limité par lui-même[381].

Dans toutes ces significations — et ce sont les seules, et même les seules possibles pour l'atomistique —, l'infini n'est qu'une détermination de l'atome et du vide. Néanmoins, il est rendu autonome et devient une existence particulière, et est même posé comme une nature spécifique à côté des principes dont il exprime la détermination.

Que ce soit donc Epicure lui-même qui ait fixé la détermination dans laquelle l'atome devient στοιχεῖον comme une espèce indépendante et originaire d'atomes, ce qui d'ailleurs, d'après la prépondérance historique de l'une des sources sur l'autre, n'est pas le cas ; ou que Métrodore, le disciple d'Epicure, ait été, ce qui nous paraît plus vraisemblable, le premier à transformer la détermination différenciée en une existence différenciée[382], nous devons attribuer au mode subjectif de la conscience atomistique l'autonomisation des moments singuliers. Ce n'est pas parce que l'on prête à des déterminations différentes la forme d'une

existence différente qu'on a conçu leur différence.

L'atome n'a pour Démocrite que la signification d'un στοιχεῖον, d'un substrat matériel. La distinction entre l'atome comme ὁρχή l'atome comme στοιχεῖον, entre l'atome comme principe et l'atome comme élément, appartient à Epicure. Ce qui suit nous montrera l'importance de cette distinction.

La contradiction entre l'existence et l'essence, entre la matière et la forme, qui est contenue dans le concept de l'atome, est posée dans l'atome singulier lui-même, du fait qu'on lui attribue des qualités. Par la qualité, l'atome est aliéné de son concept, mais en même temps achevé dans sa construction. De la répulsion et des conglomerats connexes des atomes qualifiés naît maintenant le monde sensible.

C'est avec ce passage du monde de l'essence au monde du phénomène que la contradiction incluse dans le concept de l'atome atteint manifestement sa réalisation la plus tranchante. Car l'atome est selon son concept la forme absolue, essentielle de la nature. *Cette forme absolue est maintenant rabaissée à la matière absolue, au substrat informe du monde phénoménal.*

Les atomes sont bien la substance de la nature[383], d'où tout sort et où tout se dissout[384]. Mais l'anéantissement perpétuel du monde phénoménal n'aboutit à aucun résultat. Il se forme des phénomènes nouveaux, mais l'atome lui-même reste toujours au fond comme sédiment[385]. Dans la mesure donc où l'atome est pensé selon son pur concept, c'est l'espace vide, la nature anéantie, qui est son existence ; dans la mesure où il passe à la réalité effective, il est ravalé à l'état de base matérielle, laquelle, support d'un monde aux divers rapports, n'existe jamais autrement que dans des formes qui lui sont indifférentes et extérieures. C'est là une conséquence nécessaire, parce que l'atome, présupposé comme un être abstraitement-singulier-et-achevé, ne peut pas s'affirmer comme une puissance qui idéaliserait et dominerait cette multiplicité.

La singularité abstraite est la liberté à l'égard de l'être-là, et non la liberté dans l'être-là. Elle n'est pas à même de resplendir à la lumière de l'être-là. C'est là un élément où elle perd son caractère et devient matérielle. C'est pour cela que l'atome ne vient pas au jour du phénomène[386] ou bien, là où il apparaît, est ravalé à l'état de base matérielle. L'atome comme tel n'existe que dans le vide. C'est ainsi la mort de la nature qui en est devenue la substance immortelle ; et Lucrèce a raison de s'écrier :

« mortalem vitam mors immortalis ademit[387] »

[III 869]

Mais le fait qu'Epicure saisisse et objective la contradiction à son plus haut sommet, en distinguant l'atome qui, comme στοιχεῖον, devient la base du phénomène, de l'atome qui, comme existe dans le vide, voilà ce qui, au plan de la philosophie, le distingue de Démocrite, qui n'objective qu'un des moments. C'est là la même différence qui sépare Epicure de Démocrite dans le monde de l'essence, le domaine des atomes et du vide. Mais comme l'atome qualifié est le seul qui soit achevé, comme ce n'est que de l'atome achevé et aliéné à son concept que le monde phénoménal peut sortir, Epicure exprime ce fait en disant que seul l'atome qualifié devient στοιχεῖον, ou que seul l'ἄτομον στοιχεῖον est doué de qualités.

Chapitre IV

LE TEMPS

Comme, dans l'atome, la matière est, en tant que pure relation à soi, dispensée de toute mutabilité et de toute relativité, il découle immédiatement que le temps est à exclure du concept de l'atome, du monde de l'essence. Car la matière n'est éternelle et autonome que dans la mesure où il est fait, en elle, abstraction du moment de la temporalité. Sur ce point encore, Epicure et Démocrite sont d'accord. Mais ils diffèrent par la manière dont le temps, écarté du monde des atomes, est ensuite déterminé, ainsi que par la sphère où il est transporté.

Selon Démocrite, le temps n'a aucune importance et aucune nécessité pour son système. S'il explique le temps, c'est pour le supprimer. S'il le détermine comme éternel, c'est pour que, comme le disent Aristote[388] et Simplicius[389], la naissance et la mort, c'est-à-dire le temporel, soient écartés des atomes. C'est lui-même, le temps, qui doit fournir la preuve que tout n'a pas nécessairement une origine, un moment du commencement.

Il faut reconnaître ici quelque chose de plus profond. L'entendement imaginant, qui ne conçoit pas l'être-autonome de la substance, pose la question du devenir temporel de cette substance. Il lui échappe alors qu'en faisant de la substance quelque chose de temporel, il fait en même temps du temps quelque chose de substantiel, et en détruit le concept, car le temps rendu absolu n'est plus temporel.

Mais, d'un autre côté, cette solution n'est pas satisfaisante. Le temps, exclu du monde de l'essence, est transféré dans la conscience de soi du sujet qui philosophe, mais ne touche pas le monde lui-même.

Il en va autrement avec Epicure. Selon lui, le temps, exclu du monde de l'essence, *devient la forme absolue du phénomène*. Le temps est en effet défini comme l'accident de l'accident. L'accident est la modification de la substance en général. L'accident de l'accident est la modification en tant que se réfléchissant en soi, le changement comme changement. Le temps est maintenant cette pure forme du monde, phénoménal[390].

La composition est la forme purement passive de la nature concrète, le

temps en est la forme active. Si je considère la composition d'après son être-là, l'atome existe derrière elle, dans le vide, dans l'imaginaire ; si je considère l'atome d'après son concept, ou bien la composition n'existe pas du tout, ou bien elle n'existe que dans la représentation subjective ; car elle est une relation dans laquelle les atomes indépendants, refermés sur eux-mêmes, qui se désintéressent en quelque sorte les uns des autres, ne sont pas davantage rapportés les uns aux autres. Le temps, au contraire, le changement du fini, du fait qu'il est posé comme changement, est aussi bien la forme effectivement réelle qui sépare le phénomène de l'essence, le pose comme phénomène au même titre qu'il le ramène à l'essence. La composition exprime maintenant la matérialité aussi bien des atomes que de la nature qui naît de ces atomes. Le temps, par contre, est, dans le monde du phénomène, ce que le concept de l'atome est dans le monde de l'essence : l'abstraction, l'anéantissement et le retour à l'être pour soi de tout être-là déterminé.

De ces considérations découlent les conséquences suivantes : en premier lieu, Epicure fait de la contradiction entre la matière et la forme, le caractère de la nature phénoménale qui devient ainsi le pendant de la nature essentielle, de l'atome. Cela se produit du fait que le temps est posé en opposition à l'espace, et la forme active du phénomène en opposition à la forme passive. En second lieu, ce n'est que chez Epicure que le phénomène est conçu comme phénomène, c'est-à-dire comme une aliénation de l'essence qui s'affirme comme une telle aliénation dans sa réalité effective. Chez Démocrite, au contraire, pour qui la composition est l'unique forme de la nature phénoménale, le phénomène ne montre pas en lui-même qu'il est un phénomène, une chose différente de l'essence. Si donc nous considérons le phénomène selon son existence, l'essence est totalement confondue avec lui ; si nous le considérons selon son concept, l'essence est totalement séparée de lui, si bien que le phénomène est rabaisé à l'état d'apparence subjective. La composition se montre indifférente et matérielle à l'égard de ses fondements essentiels. Le temps au contraire est le feu de l'essence qui consume éternellement le phénomène et lui imprime le sceau de la dépendance et de l'inessentialité. Enfin, du fait que pour Epicure le temps est le changement comme changement, la réflexion en soi du phénomène, c'est à bon droit que la nature phénoménale est posée comme objective, c'est à bon droit que la perception sensible est prise pour critérium réel de la nature concrète, bien que son fondement, l'atome, ne soit contemplé que par la raison.

C'est en effet parce que le temps est la forme abstraite de la perception sensible qu'existe la nécessité, selon la méthode atomistique de la

conscience épicurienne, de la fixer comme une nature douée d'une existence particulière à l'intérieur de la nature. Or, la mutabilité du monde sensible en tant que mutabilité, son changement en tant que changement, cette réflexion en soi du phénomène qui constitue le concept du temps, à son existence distincte dans la sensibilité consciente. *La sensibilité de l'homme est donc le temps incarné, la réflexion en soi du monde des sens venue à l'existence.*

Ceci découle immédiatement de la détermination conceptuelle du temps que l'on trouve chez *Epicure* ; mais on peut également le démontrer dans le détail avec une aussi complète certitude. Dans la lettre d'Epicure à Hérodoté[391], le temps est déterminé ainsi : il naît quand les accidents des corps perçus par les sens sont pensés comme accidents. C'est donc ici la perception sensible réfléchie en soi qui est la source du temps et le temps lui-même. On ne peut donc déterminer le temps par analogie, ni affirmer de lui un Autre ; on doit s'en tenir à l'Energie elle-même [ἐνάργεια veut dire chez Epicure l'évidence]. Car, étant donné que la perception sensible réfléchie en soi est le temps lui-même, on ne saurait aller au-delà d'elle.

Par contre, chez *Lucrèce*, *Sextus Empiricus* et *Stobée*[392], l'accident de l'accident, la modification réfléchie en soi sont déterminés comme temps. La réflexion des accidents dans la perception sensible et leur réflexion en eux-mêmes sont donc posées comme une seule et même chose.

Par cette connexion entre le temps et la sensibilité, les εἶδωλα[393], qui se trouvent également chez Démocrite, acquièrent aussi une position plus logique.

Les εἶδωλα sont les formes des corps de la nature ; elles s'en détachent comme d'une peau qui pèle et les font passer au phénomène[394]. Ces formes des choses s'en écoulent constamment, pénétrant dans les sens, et c'est par là même qu'elles font apparaître les objets (*Objekte*). Dans l'audition, c'est donc la nature qui s'écoute elle-même, dans le sentir, elle se sent elle-même, dans la vue, elle se voit elle-même[395]. La sensibilité humaine est ainsi le médium où, comme dans un foyer, les processus naturels se réfléchissent et s'allument pour devenir la lumière du phénomène.

Chez Démocrite, ceci est une inconséquence, car le phénomène n'est que subjectif ; chez Epicure, c'est une conséquence nécessaire, car la sensibilité est la réflexion en soi du monde phénoménal, sa temporalité incarnée.

Enfin, la connexion de la sensibilité et du temps apparaît ainsi ; *la temporalité des choses et leur apparition aux sens sont posées dans ces*

choses elles-mêmes comme une seule et même chose[\[396\]](#). Car, du fait même que les corps apparaissent aux sens, ils périment. Lucrèce II 1139 sq.[\[397\]](#). Comme, en effet, les εἶδωλα se séparent continuellement des corps et s'écoulent dans les sens, comme ils ont leur être-sensible hors d'eux-mêmes dans une autre nature, et non pas en eux-mêmes, et qu'ils ne reviennent donc pas de la séparation, ils se dissolvent et périment.

De même donc que l'atome n'est rien que la forme naturelle de la conscience de soi abstraite et singulière, de même la nature sensible n'est que l'objectivation de la conscience de soi empirique et singulière : la conscience de soi sensible. C'est pour cela que les sens sont les seuls critères dans la nature concrète, de même que la raison abstraite est le seul critère dans le monde des atomes.

Chapitre V

LES MÉTÉORES

Au regard du point de vue de son temps il se peut que les vues de Démocrite soient perspicaces. Mais ces idées ne présentent aucun intérêt philosophique : elles ne sortent pas du cercle de la réflexion empirique et ne sont pas dans une connexion interne assez déterminée avec la doctrine des atomes.

Par contre, la théorie d'*Epicure* touchant les corps célestes et les processus qui leur sont connexes ou les *météores* (dans une telle expression, il comprend synthétiquement tout cela) s'oppose non seulement à l'opinion de Démocrite, mais encore à celle de la philosophie grecque. La vénération des corps célestes est un culte que célèbrent tous les philosophes grecs. Le système des corps célestes est la première existence, naïve et déterminée par la nature, de la raison effectivement réelle. La conscience de soi grecque occupe la même position dans le monde de l'esprit. Elle est le système solaire spirituel. Les philosophes grecs adoraient donc, dans les corps célestes, leur propre esprit.

Anaxagore lui-même, qui fut le premier à avoir expliqué le ciel en physicien, et à l'avoir ainsi, dans un autre sens que Socrate, fait descendre sur la terre, répondit à quelqu'un qui lui demandait pourquoi il était né : εἰς θεωρίαν ἡλίου καίσελήνης καὶ οὐράνου~[\[397\]](#) [\[398\]](#). Quant à *Xénophane*, il contemplait le ciel et disait que l'Un était la divinité[\[399\]](#). Pour ce qui est des *Pythagoriciens* et de *Platon*, ainsi que d'*Aristote*, le caractère religieux de leur rapport aux corps célestes est connu.

Bien plus, *Epicure* s'oppose à la conception de tout le peuple grec.

Il semble parfois, dit *Aristote*, que le concept témoigne pour les phénomènes, et les phénomènes pour le concept. C'est ainsi que tous les hommes ont une représentation des dieux, et attribuent au divin la place suprême, les barbares aussi bien que les Hellènes, bref tous ceux qui croient à l'existence des dieux, nouant manifestement l'immortel à l'immortel ; car c'est impossible autrement. S'il est donc un divin — comme il est du reste réellement — notre affirmation touchant la substance des corps célestes demeure vraie. Mais cela répond aussi à la perception sensible, et parle en faveur de la conviction des hommes. En effet, dans tout le temps passé, d'après la tradition que les siècles se transmettent mutuellement, rien ne semble s'être transformé, ni dans l'ensemble du ciel, ni dans l'une quelconque de ses parties. Et le nom même semble avoir été transmis des anciens jusqu'au temps présent, puisque ils admettent les choses que nous disons. Car ce n'est pas une fois, ni deux fois, mais une infinité de fois que les mêmes opinions nous sont parvenues. C'est parce que le premier corps est quelque chose de différent, extérieur à la terre, au feu, à l'air et à l'eau qu'ils ont nommé le lieu le plus élevé « l'éther ». de θεῖν αἰεῖ[400], lui ajoutant le nom de temps éternel[401] Mais le ciel et le lieu supérieur, les anciens les ont attribués aux divinités, parce que seuls ils sont immortels. Or, la théorie actuelle atteste que l'éther est indestructible, sans origine, ne participant à aucune des infortunes humaines. De cette façon, nos conceptions correspondent en même temps à la révélation qui concerne Dieu[402]. Qu'il existe *un* ciel, c'est évident. C'est une tradition livrée par les ancêtres et les prédécesseurs, ayant survécu dans la figure du mythe des âges postérieurs, que les corps célestes sont des dieux et que le divin embrasse la nature entière. Le reste a été ajouté mythiquement en vue de la croyance de la multitude, se donnant pour utile aux lois et à la vie. Car les hommes font les dieux semblables aux hommes et à quelques-uns des autres êtres vivants, et forgent des choses semblables, connexes et apparentées. Si de tout cela nous séparons ce qui a été ajouté et si nous nous en tenons à l'idée première, leur croyance que les substances premières sont des dieux, nous devons tenir cette idée première pour divine et admettre qu'après que, selon l'occasion, tout art possible, toute philosophie possible eussent été découverts et à nouveau perdus, ces opinions, telles des reliques, ont été transmises au monde actuel[403].

Epicure dit, par contre, qu'à tout cela notre pensée doit ajouter que le plus grand trouble de l'âme humaine naît de ce que les hommes tiennent les corps célestes pour bienheureux et indestructibles, ont des souhaits et font des actes contraires à ces divinités, et se font soupçonneux en se fiant aux mythes[404] [405]. En ce qui concerne les météores, il faut croire que

chez eux le mouvement, la position, l'éclipsé, le lever et le coucher, et les phénomènes apparentés ne proviennent pas de ce qu'un seul gouverne, ordonne ou a ordonné, qui posséderait à la fois toute béatitude et toute indestructibilité. Car les actes ne s'accordent pas avec la béatitude, mais c'est apparentés surtout avec la faiblesse, la crainte et le besoin qu'ils s'accomplissent. Il ne faut pas croire non plus que certains corps apparentés au feu jouissent du privilège de se soumettre à ces mouvements au gré de leur fantaisie. Or, si l'on n'est pas d'accord sur ce point, cette antinomie elle-même prépare au plus grand trouble des âmes[406].

Si *Aristote* a donc reproché aux anciens d'avoir cru que le ciel, pour se soutenir, avait besoin d'Atlas[407] qui :

πρὸς ἐσπέρους τόπους
ἔστηχε κίον' οὐρανοῦ τε καὶ χθονός
ὥμοιν ἐρείδων[408].

[Eschyl. *Prométh.*, 348 sq.]

Epicure blâme, par contre, ceux qui croient que l'homme a besoin du ciel ; et Atlas lui-même, sur qui le ciel s'appuie, il le trouve dans la sottise et la superstition humaine. La sottise et la superstition sont, elles aussi, des titans.

Toute la lettre d'Epicure à Pythoclès traite de la théorie des corps célestes, abstraction faite de la dernière section. Celle-ci clôture la lettre par des sentences éthiques[409]. C'est d'ailleurs de manière pertinente que sont ajoutées à la doctrine des météores des maximes éthiques. Cette doctrine est pour Epicure une affaire de conscience. Nous nous appuierons donc principalement sur cet écrit à Pythoclès. Nous compléterons notre étude d'après la *lettre à Hérodoté* à laquelle Epicure se réfère lui-même dans la *lettre à Pythoclès*.

En premier lieu, il ne faut pas croire que la connaissance des météores, qu'elle soit conçue dans son ensemble ou en particulier, nous fasse parvenir à un autre but qu'à l'ataraxie et à la ferme confiance, tout comme le reste de la science de la nature[410]. Ce dont a besoin notre vie, ce n'est pas de l'idéologie et des vaines hypothèses, mais de ce qui peut nous faire vivre sans trouble. De même que le but de la physiologie en général est de découvrir les raisons de ce qui est le plus important, de même ici, la béatitude dépend de la connaissance des météores. Prise en soi et pour soi, la théorie du lever et du coucher, de la position et de l'éclipse ne contient aucune raison particulière de félicité ; mais la terreur possède ceux qui voient ces phénomènes sans en connaître la nature et les origines principales[411]. La seule chose qui soit niée jusqu'ici, c'est la *préséance*

que devrait avoir la théorie des météores sur les autres sciences ; cette théorie est placée au même niveau que ces sciences.

Mais la théorie des météores *se différencie aussi spécifiquement* de la méthode de l'éthique comme des autres problèmes physiques, par exemple de l'affirmation qu'il y a des éléments indivisibles et de toutes les affirmations où une seule explication correspond aux phénomènes. Car ceci n'a pas lieu en ce qui concerne les météores[412]. La naissance de ceux-ci n'a pas une cause simple et ils possèdent plus d'une catégorie d'essence qui correspond aux phénomènes. Car ce n'est pas avec des axiomes et des lois vides qu'on doit faire de la physiologie[413]. Il est répété sans cesse que les météores doivent être expliqués non pas ἀπλῶς (simplement, absolument), mais πολλαχῶς (de multiples manières). Il en est ainsi du lever et du coucher du soleil et de la lune[414], de la croissance et de la décroissance de la lune[415], de l'apparence d'un visage dans la lune [416], de l'alternance des jours et des nuits[417] et de tous les autres phénomènes célestes.

Comment donc doit-on faire l'explication ?

Toute explication est suffisante. Il n'y a que le mythe qu'il faille écarter. Or, il sera écarté si, suivant les phénomènes, on conclut d'eux à l'invisible[418]. Il faut s'en tenir au phénomène, à la perception sensible. Il faut donc employer l'analogie. Ainsi, on peut, par l'explication, se débarrasser de la crainte et s'en libérer, en fournissant des raisons au sujet des météores et de tous les phénomènes qui se produisent continuellement et qui déconcertent le plus les autres hommes[419].

La masse des explications, la pluralité des possibilités ne doivent pas seulement apaiser la conscience et écarter les raisons de l'angoisse, mais en même temps nier l'unité, la loi identique à elle-même et absolue, dans les corps célestes. Ceux-ci peuvent se comporter tantôt d'une façon, tantôt d'une autre ; cette possibilité sans loi serait le caractère de leur réalité.

Tout en eux serait inconstant et instable[420]. *La pluralité des explications doit en même temps supprimer l'unité de l'objet.*

Ainsi donc, tandis qu'*Aristote*, en accord avec les autres philosophes grecs, tient les corps célestes pour éternels et immortels, parce qu'ils se comportent toujours de la même façon ; tandis qu'il leur attribue à eux-mêmes un élément propre, supérieur, non soumis à la puissance de la pesanteur, *Epicure* affirme, en opposition directe, que c'est absolument l'inverse. Ce qui, selon lui, distingue spécifiquement la théorie des météores de toutes les autres doctrines physiques, c'est que dans les météores tout se produit de façon multiple et irrégulière, et que tout y doit être expliqué par des raisons diverses, en nombre indéterminé. Bien plus,

c'est avec colère et indignation violente qu'il rejette l'opinion contraire : ceux qui s'en tiennent à un seul mode d'explication et excluent tous les autres, ceux qui admettent un élément unique, et donc éternel et divin, dans les météores, tombent dans la vaine explicasserie et les artifices serviles des astrologues ; ils transgressent les limites de la physiologie et se jettent dans les bras du mythe. C'est l'impossible qu'ils cherchent à réaliser, et ils s'épuisent avec des non-sens ; ils ne savent même pas où l'ataraxie elle-même est en danger. On doit mépriser leur bavardage[421]. Il faut se garder du préjugé selon lequel la recherche portant sur ces objets ne serait pas assez approfondie et subtile, si elle ne se proposait comme but que notre ataraxie et notre félicité[422]. Le principe absolu est par contre que rien ne saurait appartenir à une nature indestructible et éternelle qui puisse troubler l'ataraxie et lui faire courir des dangers. Il faut que la conscience comprenne que c'est là une loi absolue[423].

Epicure conclut donc : *c'est parce que l'éternité des corps célestes troublerait l'ataraxie de la conscience de soi, que c'est une conséquence nécessaire et impérieuse, qu'ils ne soient pas éternels.*

Comment, maintenant, faut-il comprendre cette opinion propre à Epicure ?

Tous les auteurs qui ont écrit sur la philosophie d'Epicure ont présenté cette doctrine des météores comme ne s'accordant pas avec le reste de la physique, avec la doctrine des atomes. Le combat contre les stoïciens, celui contre la superstition et l'astrologie en seraient les raisons suffisantes.

De plus, nous avons vu qu'Epicure lui-même distingue la *méthode* qui est employée dans la théorie des météores de celle du reste de la physique. Mais dans quelle détermination de son principe se trouve la nécessité de cette distinction ? Comment lui vient cette idée ?

Et ce n'est pas simplement contre l'astrologie, c'est contre l'astronomie elle-même, contre la loi éternelle et la raison dans le système céleste qu'il combat. Enfin, l'opposition aux stoïciens n'explique rien. Leur superstition et l'ensemble de leur opinion étaient déjà contredites du fait que les corps célestes étaient donnés comme des compositions fortuites d'atomes, et leurs processus comme des mouvements fortuits de ces mêmes atomes. Leur nature éternelle était donc détruite — conséquence que Démocrite s'est contenté de tirer de cette prémisse[424]. Bien plus, leur existence elle-même était ainsi supprimée[425]. L'atomiste n'avait donc pas besoin d'une méthode nouvelle.

Mais ce n'est pas encore toute la difficulté. Une antinomie plus énigmatique surgit.

L'atome est la matière dans la forme de l'autonomie, de la singularité, en quelque sorte la représentation de la pesanteur. Mais la plus haute réalité de la pesanteur, ce sont les corps célestes. En eux sont résolues toutes les antinomies entre forme et matière, entre concept et existence, qui constituaient le développement de l'atome ; en eux sont réalisées toutes les déterminations qui étaient exigées. Les corps célestes sont éternels et non soumis au changement ; ils possèdent en eux-mêmes et non hors d'eux-mêmes, leur point de gravité ; leur unique acte est le mouvement, et, séparés par l'espace vide, ils déclinent de la ligne droite, forment un système de répulsion et d'attraction, dans lequel ils conservent tout autant leur autonomie, et, enfin, ils produisent d'eux-mêmes le temps comme la forme de leur apparition. *Les corps célestes sont donc les atomes devenus effectivement réels.* En eux, la matière a reçu en elle-même la singularité. C'est donc dans les corps célestes qu'Epicure aurait dû apercevoir l'existence la plus haute de son principe, le sommet et le point ultime de son système. Il prétendait supposer les atomes pour mettre à la base de la nature des fondements immortels. Il prétendait ne s'occuper que de la singularité substantielle de la matière. Mais quand il trouve au bout du compte la réalité de sa conception de la nature — car il ne connaît pas d'autre nature que la nature mécanique —, la matière autonome, indestructible dans les corps célestes, dont l'éternité et l'immutabilité sont démontrées par la croyance de la foule, le jugement de la philosophie, le témoignage des sens, son seul désir est de faire redescendre cette réalité dans la caducité terrestre ; il se tourne alors avec indignation contre ceux qui vénèrent la nature autonome, possédant en soi le point de la singularité. Voilà sa plus grande contradiction.

Epicure sent donc que ses catégories antérieures s'effondrent ici et que la méthode de sa théorie [\[426\]](#) devient une autre méthode. Et c'est *la plus profonde reconnaissance* qu'il ait de son système, c'est la conséquence la plus extrême de ce système qu'il sente cela et le dise en toute conscience.

Nous avons vu, en effet, que toute la philosophie épicurienne de la nature est imprégnée de la contradiction entre essence et existence, entre forme et matière. *Mais dans les corps célestes, cette contradiction est éteinte*, les moments contradictoires sont réconciliés. Dans le système céleste, la matière a reçu en soi la forme, elle a admis en soi la singularité et atteint de la sorte son autonomie. *Mais c'est sur ce point qu'elle cesse d'être l'affirmation de la conscience de soi abstraite.* Dans le monde des atomes comme dans le monde du phénomène, la forme luttait contre la matière ; l'une des déterminations supprimait l'autre, et c'était justement *dans cette contradiction que la conscience de soi abstraitement-singulière*

sentait sa nature objectivée. La forme abstraite qui luttait contre la matière abstraite sous la figure de la matière, c'était *elle-même*. Mais maintenant que la matière s'est réconciliée avec la forme et s'est rendue autonome, la conscience de soi singulière sort de sa chrysalide, se proclame le véritable principe et lutte contre la nature devenue autonome.

D'un autre côté, cela s'exprime ainsi : en recevant en soi la singularité, la forme, comme c'est le cas dans les corps célestes, la matière *a cessé d'être singularité abstraite. Elle est devenue singularité concrète, universalité.* Dans les météores, la conscience de soi abstraitement-singulière voit donc briller en face d'elle sa réfutation devenue positive — l'universel devenu existence et nature. Elle reconnaît donc dans ces deux termes son ennemi mortel. Elle leur attribue alors, comme le fait Epicure, toute l'angoisse et tout le trouble des hommes ; car l'angoisse et la dissolution de la singularité abstraite, voilà ce qui constitue l'universel. C'est donc ici que le véritable principe d'Epicure, la conscience de soi abstraitement-singulière, cesse de se cacher. Elle sort de sa cachette et, délivrée de son déguisement matériel, elle cherche, au moyen de l'explication par la possibilité abstraite — ce qui est possible peut aussi être autrement ; le contraire du possible est également possible —, à anéantir la réalité effective de la nature devenue autonome. C'est ce qui explique la polémique contre ceux qui expliquent les corps célestes ἀπλῶς, c'est-à-dire de manière déterminée ; car l'Un est le nécessaire et l'autonome-en-soi.

On voit donc qu'aussi longtemps que la nature exprime, en tant qu'atome et phénomène, la conscience singulière et sa contradiction, la subjectivité de cette dernière ne se présente que sous la forme de la matière elle-même ; lorsque, par contre, la nature devient autonome, la conscience de soi se réfléchit en elle-même et se pose en face de la nature sous sa figure propre : comme forme autonome.

On aurait pu dire *a priori* que le principe d'Epicure, lorsqu'il se réaliserait, cesserait d'avoir pour lui la réalité. Car, si la conscience de soi singulière était posé *realiter* (réellement) sous la détermination de la nature (ou la nature sous la détermination de la conscience de soi), sa détermination, c'est-à-dire son existence, aurait cessé, étant donné que l'universel est seul à pouvoir savoir en même temps son affirmation, dans une libre différenciation de soi-même.

C'est donc dans la théorie des météores qu'apparaît l'âme de la philosophie épicurienne de la nature : rien n'est éternel, qui puisse détruire l'ataraxie de la conscience de soi singulière. Les corps célestes troublent son ataraxie, son identité avec soi-même, parce qu'ils sont

l'universalité existante, parce qu'en eux la nature est devenue autonome.

Ce n'est donc pas la *gastrologie d'Archestrate*, comme le veut Chrysippe[427], mais l'absoluité et la liberté de la conscience de soi qui sont le principe de la philosophie épicurienne, même si la conscience de soi n'est conçue que sous la forme de la singularité.

Si la conscience de soi abstraitement-singulière est posée comme principe absolu, toute science véritable et réelle est en vérité supprimée, en ce sens que ce n'est pas la singularité qui règne dans la nature même des choses. Mais c'est aussi l'effondrement de tout ce qui transcende la conscience humaine et appartient donc à l'entendement imaginatif. Si, par contre, la conscience de soi qui ne se sait que sous la forme de l'universalité abstraite, est érigée en principe absolu, c'est la porte ouverte au mysticisme superstitieux et servile[428]. Nous en trouvons la preuve historique dans la philosophie stoïcienne. La conscience de soi abstraitement-universelle possède en effet en soi la tendance à s'affirmer dans les choses mêmes où elle n'est affirmée qu'en les niant.

Epicure est donc, des Grecs, le plus grand philosophe des « lumières », et l'éloge de Lucrèce lui revient.

*Humana ante oculos foede quam vita jaceret,
in terris oppressa gravi sub religione
quae caput a caeli regionibus ostendebat,
horribili super aspectu mortalibus instans,
primum Graius homo mortalis tollere contra
est oculos ausus primusque obsistere contra ;
quem nec fama Deum nec fulmina nec minitanti
murmure compressit caelum...
quare religio pedibus subjecta vicissim
opteritur, nos exaequat Victoria caelo*[429].

[I 62 sq., 78 sq.]

La différence entre les philosophies de la nature de Démocrite et d'Epicure, que nous avons posée à la fin de la partie générale, s'est trouvée développée et confirmée dans toutes les sphères de la nature. Chez *Epicure*, l'*atomistique* avec toutes ses contradictions, est donc, en tant que *science naturelle de la conscience de soi* (laquelle est à elle-même, sous la forme de la singularité abstraite, un principe absolu), développée et achevée jusqu'à son extrême conséquence, qui est la dissolution de cette atomistique, et son opposition à l'universel. Pour *Démocrite*, au contraire, l'*atome* n'est que *l'expression universellement objective de l'étude*

empirique de la nature en général. L'atome reste donc pour lui une catégorie pure et abstraite, une hypothèse qui est le résultat de l'expérience et non pas son principe actif, et qui reste donc sans réalisation, tout comme elle ne détermine pas davantage l'étude réelle de la nature.

[Appendice]

[CRITIQUE DE LA POLEMIQUE DE PLUTARQUE CONTRE LA THEOLOGIE D'EPICURE]

[I. — LE RAPPORT DE L'HOMME À DIEU]

[1. *La crainte et l'être transcendant.*]

1. Plut. *de eo quod* 1100, 20.
2. D'Holbach, p. 278 et 327.
3. Plut. *ibid.* 1101, 21.

[2. *Le culte et l'individu.*]

4. *Ibid.*
5. *Ibid.*
6. *Ibid.* 1102, 21.

[3. *La providence et le Dieu dégradé.*]

7. *Ibid.* 1102, 22.
8. *Ibid.*

9. « Or, la raison faible n'est pas celle qui ne reconnaît aucun Dieu objectif, mais celle qui *veut* en reconnaître un. » Schelling, *Lettres philosophiques sur le dogmatisme et le criticisme*, dans les *Ecrits philosophiques*, premier volume, Landshut, 1809, p. 127, Lettre II. On pourrait en général conseiller à M. Schelling de se remettre en esprit ses premiers écrits. On lit, par exemple, dans son écrit sur le Je, principe de la philosophie : « Si l'on admet, par exemple, que *Dieu*, dans la mesure où il est déterminé comme objet (*Objekt*), est le fondement réel (*Realgrund*) de notre essence, il tombe lui-même, dans la mesure où il est objet, *dans la sphère de notre savoir*, et ne peut donc pas être pour nous le point dernier dont dépend cette sphère dans son ensemble. » (p. 5, i. c.) Nous rappelons enfin à M. Schelling les mots de conclusion de sa lettre citée plus haut : « *Il est temps d'annoncer à l'humanité meilleure la liberté des esprits et de ne pas supporter plus longtemps qu'elle pleure la disparition de ses chaînes.* » (p. 129 L. c.) S'il était déjà temps en l'an de grâce 1795, qu'est-ce donc en 1841 ?

Pour faire mention ici, en passant, d'un thème presque devenu fameux, *les preuves de l'existence de Dieu*, disons que Hegel a retourné d'un seul geste ces preuves théologiques, c'est-à-dire les a rejetées pour les justifier. Qu'est-ce donc que ces clients que l'avocat ne peut soustraire à la condamnation qu'en les assommant lui-même ? Hegel interprète, par exemple, la conclusion du monde à Dieu sous cette forme : « C'est parce que le fortuit n'est *pas* que Dieu ou l'absolu est. » Mais la preuve théologique dit à l'inverse : « Parce que le fortuit a un être vrai, Dieu est. » Dieu est la garantie pour le monde fortuit. Il va de soi qu'ainsi l'inverse se trouve également affirmé.

Les preuves pour l'existence de Dieu, ou bien ne sont rien que des *tautologies vides* — par exemple, la preuve ontologique revient à ceci : « Ce que je me représente réellement (*realiter*) est pour moi une représentation réelle », cela agit sur moi, et en ce sens *tous les dieux*, les dieux païens aussi bien que le Dieu chrétien, ont possédé une existence réelle. L'antique Moloch n'a-t-il pas régné ? L'Apollon de Delphes n'était-il pas une puissance réelle dans la vie des Grecs ? Sur ce point, la critique de Kant ne prouve rien elle non plus. Si quelqu'un s' imagine posséder cent thalers, si cette représentation n'est pas pour lui une représentation subjective quelconque, s'il y croit, les cent thalers imaginés ont pour lui la même valeur que les cent thalers. Il contractera, par exemple, des dettes sur sa fortune imaginaire, cette fortune *aura le même effet que celle qui a permis à l'humanité entière de contracter des dettes sur ses dieux*. Au contraire, l'exemple de Kant aurait pu confirmer la preuve ontologique. Des thalers réels ont la même existence que des dieux imaginés.

Un thaler réel a-t-il une existence ailleurs que dans la représentation, même si c'est une représentation universelle ou plutôt commune des hommes ? Apportez du papier monnaie dans un pays où l'on ne connaît cet usage du papier, et chacun rira de votre représentation subjective. Allez-vous-en avec vos dieux dans un pays où d'autres dieux ont cours, et on vous démontrera que vous souffrez d'hallucinations et d'abstractions. Et on aura raison. Celui qui aurait apporté aux anciens Grecs un dieu ouvrant une ère nouvelle aurait trouvé chez eux la preuve de la non-existence de ce dieu. Car, pour les Grecs, il n'existait pas. *Ce qu'est un pays déterminé pour des dieux déterminés venus de l'étranger, le pays de la raison l'est pour Dieu en général : c'est une contrée où « son existence cesse. [« l'existence cesse » corrigé en « sa non-existence est démontrée »]*

Ou bien, les preuves de l'existence de Dieu ne sont rien d'autre que *des preuves de l'existence de la conscience de soi humaine essentielle, des explications logiques de cette conscience de soi*. Par exemple, la preuve ontologique. Quel être est immédiatement, dès qu'il est pensé ? La conscience de soi.

En ce sens, toutes les preuves de l'existence de Dieu sont des preuves de sa *non-existence*, des *réfutations* de toutes les représentations qu'on se fait d'un dieu. Les véritables preuves devraient dire au contraire : « Parce que la nature est mal organisée, Dieu est. » « Parce qu'il y a un monde déraisonnable, Dieu est. » « Parce que la pensée n'est pas, Dieu est. » Mais qu'est-ce à dire sinon que *c'est pour celui qui considère le monde comme déraisonnable, et qui est donc lui-même déraisonnable, que Dieu est ? Autrement dit, la déraison est l'existence de Dieu.*

« Si vous supposez l'idée d'un dieu *objectif*, comment pouvez-vous parler de lois que la raison produit à *partir d'elle-même*, étant donné que pourtant l'*autonomie* ne peut échoir qu'à un être absolument libre » [idée... dieu objectif... raison... autonomie... être libre sont soulignés par Marx.] (Schelling *l. c.*, p. 198.)

« C'est un crime envers l'humanité que de cacher des principes qui sont universellement communicables. » (Du même auteur, *l. c.*, p. 199.)

[Fragment de l'appendice]

[CRITIQUE DE LA POLEMIQUE DE PLUTARQUE CONTRE LA
THEOLOGIE D'EPICURE]

[II. — L'IMMORTALITÉ INDIVIDUELLE]

[1. *Du féodalisme religieux. L'enfer de la populace.*]

Plutarque divise encore son étude ; il distingue le rapport des ἀδίκων καὶ πονηρῶν, puis des πολλῶν καὶ ἰδιωτῶν et enfin des ἐπεικῶν καὶ νοῦν ἔχόντων[430] [p. 1104] à la doctrine de la persistance de l'âme. Déjà cette classification en distinctions solides, qualitatives, montre combien peu Plutarque comprend Epicure, qui, en philosophe, considère le rapport essentiel de l'âme humaine en général.

Pour les coupables d'injustices, on cite maintenant encore la crainte comme moyen de perfectionnement, et la crainte des Enfers est justifiée pour la conscience sensible. Tandis que dans la crainte, une crainte intérieure et inextinguible, l'homme est déterminé comme animal, chez un animal est, en général, indifférente la manière dont il est retenu dans des barrières.

Nous en venons maintenant à l'opinion des πολλοί bien qu'il apparaisse, à la fin, que peu en sont exclus ; bien plus, à proprement parler tous, δέω λέγειν πάντας[431] [je peux bien dire tous], jurent fidélité à cet étendard.

« Mais, dans la grande masse, l'espoir de l'immortalité qui correspond aux mythes et l'amour de l'existence, cette pulsion la plus ancienne et la plus puissante d'entre toutes, se mêlent de la crainte de l'Hadès, et la crainte puérile des terreurs de l'Hadès l'emporte sur la joie flatteuse. Quand ils perdent des enfants, des femmes ou des amis, ils préfèrent donc aussi que ceux-ci demeurent quelque part, et conservent l'existence, même sous toutes sortes de tortures, plutôt qu'ils aient tout à fait disparu, qu'ils aient péri et qu'ils se soient anéantis. C'est pour cela qu'ils aiment entendre, même en cas de décès, des expressions comme : « Il cherche une autre demeure », « il change de place », et ce qui, d'ordinaire, caractérise

la mort comme une simple transformation de l'âme et non comme sa mort... Des expressions comme : « C'en est fait de lui », ou « il est perdu », ou encore « il n'est plus », les mettent hors d'eux... Ceux qui parlent ainsi se répandent également en formules de ce genre : nous, les hommes, nous ne sommes nés qu'une fois, on ne saurait être engendré deux fois... et pourtant, à leurs yeux, le présent n'est guère plus qu'un instant ou plutôt un néant, comparé à l'éternité en général. C'est pourquoi ils laissent passer le présent sans en faire quelque chose d'utile, ils n'attachent aucune valeur à la vertu et à l'activité, tout entiers dominés par le sentiment décourageant de leur propre nullité, comme s'ils étaient de fugitifs êtres d'un jour, dénués de tout pouvoir d'accomplir une action digne d'éloges. Car l'hypothèse « que ce qui est décomposé est insensible et que ce qui est insensible ne saurait nous toucher » ne supprime en aucune façon la crainte de la mort, mais fournit plutôt la claire preuve de sa justification, car c'est justement ce qui fait reculer d'effroi la nature..., cette décomposition de l'âme en quelque chose qui ne pense ni ne sent. Quand Epicure en fait une dispersion dans le vide et les atomes, il ne fait qu'extirper d'autant plus profondément l'espoir de l'immortalité, espoir pour lequel je peux bien dire tous, hommes et femmes, acceptent sans hésiter de s'exposer aux morsures de Cerbère et de porter de l'eau au tonneau des Danaïdes, pour simplement prolonger leur existence et ne pas être anéantis. »

Ce qui distingue qualitativement ce degré du degré précédent n'existe pas, à proprement parler ; au contraire, ce qui apparaissait auparavant dans la forme de la crainte animale, apparaît ici dans la forme de la crainte humaine, dans la forme du sentiment. Le contenu reste le même.

On nous dit que l'amour le plus ancien va au souhait d'être ; sans doute, l'amour le plus abstrait, et donc le plus ancien, est l'amour de soi, l'amour de son être particulier. Mais c'était déclarer trop nettement la chose, on la reprend de nouveau, et on lance autour d'elle, grâce à l'apparence du sentiment, un éclat épuré.

Ainsi donc, celui qui perd femme et enfants préfère qu'ils soient quelque part, même s'ils y souffrent, plutôt qu'ils n'aient cessé tout à fait d'exister. S'il s'agissait simplement d'amour, la femme et l'enfant de l'individu comme tels sont conservés de la manière la plus profonde et la plus pure dans le cœur de cet individu, un être beaucoup plus élevé que celui de l'existence empirique. Mais il s'agit d'autre chose. La femme et l'enfant ne sont femme et enfant dans l'existence empirique que dans la mesure où l'individu lui-même existe empiriquement. Que celui-ci préfère les savoir n'importe où, dans un espace sensible, même s'ils y souffrent,

plutôt que nulle part, signifie seulement que l'individu veut avoir la conscience de son existence empirique propre. Le manteau de l'amour n'était qu'une ombre, le « Je » empirique dans sa nudité, l'amour de soi-même, l'amour le plus ancien est le noyau, il ne s'est pas rajeuni dans une figure plus concrète, plus idéale.

Pour Plutarque, le nom de la transformation rend un son plus agréable que celui de la cessation complète. Mais la transformation ne doit pas être qualitative, le « Je » singulier dans son être singulier doit persister ; le nom est donc simplement la représentation sensible de ce qu'il est et doit signifier le contraire. Le nom est donc une fiction mensongère. La chose ne doit pas être transformée, mais seulement placée dans un lieu obscur ; l'interposition du lointain fantastique doit cacher le saut qualitatif (et toute différence qualitative est un saut, sans ce saut, aucune idéalité).

Plus loin, Plutarque estime...

COMPLÉMENTS

PRÉCISIONS SUR LE RAPPORT A HEGEL

des Travaux préparatoires et de la Dissertation

I. — LE VOCABULAIRE HEGELIEN

La problématique de ces textes est prise tout entière dans le langage hégélien. La manière dont Marx use du vocabulaire de Hegel montre qu'il ne s'agit pas ici d'un simple exercice encore scolaire, mais d'une appropriation complète qui fait que Marx pose les problèmes qui le préoccupent sur la base de la problématique hégélienne.

Le concept vital de la dialectique de Hegel est l'AUFHEBEN, terme constamment employé par Marx. D'après J. Hyppolite, AUFHEBEN veut dire dans la langue ordinaire : supprimer, conserver, soulever. Dans la *Science de la logique*, il a le sens de « conserver » (aufbewahren) et de « supprimer » (aufhören lassen). « Dépasser, écrit Hyppolite, surmonter (nous avons longtemps pensé à « transcender ») ne contiennent pas explicitement le « travail du négatif ». Or, seul ce travail assure le passage à une autre sphère[432]. » Hyppolite traduit finalement par SUPPRIMER, parce que, dans la *phénoménologie de l'Esprit*, la conscience non encore consciente de soi ne voit que le côté négatif de la dialectique. Une autre raison qui incline à choisir *supprimer* est le passage de la *Science de la logique* qui traite de ce concept[433]: « *Suppression et le supprimé (l'idéal)* est un des concepts les plus importants de la philosophie... détermination qu'il faut surtout bien distinguer du *néant*. Ce qui se supprime ne devient pas pour cela *néant*. Le néant est *l'immédiat* ; une chose supprimée, au contraire, est un *médiat*. Elle est le non étant, mais en tant que *résultat* ayant pour source et pour origine un être. Elle garde encore, pour cette

raison, *le caractère défini de cette source...* ». « Ce qui est supprimé est en même temps ce qui est conservé, mais a seulement perdu son immédiateté. » Il semble donc que même au niveau de la *Science de la logique*, ce soit la suppression *comme telle* qui conserve, dans son acte de supprimer comme tel^[434].

« On ne supprime une chose qu'en faisant en sorte que cette chose forme une unité avec son contraire ; dans cette détermination plus approchée, on peut lui donner le nom de *moment*^[435]. » Le *moment* est donc un terme défini par la suppression dialectique. Il se saurait signifier « élément » que dans une pensée non dialectique. Le moment est l'équivalent dialectique de l'élément^[436]. Moment et élément renvoient, dans leur distinction, au couple antithétique : opposition (Gegensatz) / contradiction (Widerspruch). « Les opposés sont avant la synthèse quelque chose de tout autre qu'après la synthèse. Avant la synthèse, ils sont des opposés et rien de plus. L'un est ce que l'autre n'est pas, l'autre ce que l'un n'est pas^[437]. » La contradiction est donc la seule notion dialectique, elle comporte le mouvement de sa suppression. Dans l'opposition, les deux termes se tiennent simplement l'un en face de l'autre. Mais en fait, c'est d'elle-même que l'opposition devient contradiction, car on ne saurait qu'abstraitement isoler deux termes opposés.

La dialectique hégélienne est élaboration du sens de l'être. Avant sa dialectisation, la notion d'être est à la fois la plus immédiate et la plus indéterminée. Le contenu de tous les mots qui désignent l'être est considéré comme univoque, la diversité tombant dans les expressions de ce contenu. Le contenu lui-même ne connaît que la distinction entre l'être au sens absolu (Existenz, Sein, Dasein) et l'être au sens copulatif déterminant (A est B:Sein). Hegel reprend dialectiquement tous ces termes. L'être (Sein) est le point de départ de la *Science de la logique*, en tant que le plus immédiat et le plus indéterminé. La sphère de l'être n'est qu'un moment du concept, dont l'autre moment est l'essence (Wesen). Etre et Essence s'opposent.

Le « Sein » en tant qu'être immédiat est libre de la *déterminité* (Bestimmt-heit). Il s'oppose au néant immédiat et indéterminé.

L'opposition être/néant se résout dans le devenir (Werden). Or, « le devenir, qui est ainsi le passage à l'unité de l'être pur et du néant pur, unité qui est ou qui possède la figure de l'unité unilatérale immédiate de ces moments, est le *Dasein*. »

La détermination conceptuelle du Dasein est donc l'être *immédiatement déterminé*. Le Dasein est le premier degré de détermination du Sein. « Il n'est pas un être pur et simple, mais un être-là, pris étymologiquement, un

être dans un endroit déterminé ; mais la représentation de l'espace n'est pas ici à sa place[438]. » « Le Dasein est l'être déterminé ; sa détermination est détermination qui est : qualité[439]. »

Détermination traduit ici le terme *Bestimmtheit*. Ce mot signifie état-déterminé, situation générale dans l'ordre de la détermination sans que cette détermination soit une détermination interne. C'est la définition la plus immédiate et la plus générale de la détermination. Les premiers termes de la *Science de la logique* sont les plus éloignés de la détermination-en-et-pour-soi. « Détermination » est la traduction la plus littérale : elle distingue *Bestimmtheit* — qui d'après sa forme, a une résonance *passive* — de *Bestimmung* qui signifie *détermination*. La détermination est analogue à la *qualité* (état-déterminé immédiat), qu'Hegel oppose à la *propriété* (détermination propre)[440].

La qualité distinguée comme *étante* est la *réalité* (*Realitas*). Dans son aspect *immédiat* et *extérieur*, la *Realitas* s'oppose à la *Wirklichkeit* (réalité effective, dont la définition suppose le moment de l'essence). La *Realitas* désigne le réel dans son être brut et abstrait : le fait que ce réel comporte la *négation* en lui-même est, au niveau de la *Realitas*, occulté. L'idéalité — ou la négation — est alors extérieure, elle se dit « *Idealitas* », elle n'est pas comprise comme idéalité du concret. On peut alors apprécier le jeu sur les deux mots : quand Hegel — ou Marx — emploie *Realitas*, il vise le réel (*Real*) tel qu'il est pour la conscience qui n'a pas encore supprimé l'extériorité. Au contraire, la *Wirklichkeit* désigne la réalité *effective* telle qu'elle est *en soi*, ou *pour le philosophe*. La *Wirklichkeit* est l'unité de l'essence et de l'existence existant en soi, le *concret* qui doit encore devenir *pour soi* (au sens de conscient).

La détermination s'oppose, au niveau de l'être-là, à la *détermination* (*Bestimmung*). Hegel souligne que l'être-là et sa détermination sont encore des déterminations tout à fait abstraites. « La détermination est la détermination affirmative en tant que l'être en soi auquel reste conforme le quelque chose dans son être-là, s'opposant à son entortillement avec l'Autre qui le déterminerait[441]. » Par exemple, la détermination de l'homme est la raison pensante, sa détermination simple est *penser*. Autrement dit, l'homme est *en soi* pensée (détermination), mais la pensée est aussi *en lui* (détermination). La qualité qui est, dans le simple quelque chose, essentiellement en unité avec l'autre moment de celui-ci, l'être *en soi* (auquel s'oppose l'être-pour-l'autre) peut être appelée sa détermination. La notion de détermination contient ce fait que *ce qu'est* le quelque chose en soi est aussi *en lui*. La détermination est le premier degré de la dimension de l'intérieur. Au niveau de l'être, elle affirme la

singularité du quelque chose. Dans la détermination, l'être-autre se réfléchit pour devenir être en soi.

A son tour, la détermination s'oppose à la manière d'être, comme l'interne à l'externe. L'unité des deux moments est la *limite* (Grenze), qui unit l'autre et l'être en soi, introduit l'autre dans l'en soi. L'union de la limite double celle de l'être-là. Ce qui est posé avec sa limite immanente est le *Fini*.

Le fini doit être pensé en rapport à l'infini. L'opposition dialectique du fini et de l'infini définit le niveau de l'*idéal*. L'idéal « est le fini tel qu'il est bien distinct, mais n'existe pas de manière indépendante, étant seulement un moment de l'infini[442] ». L'idéalité est la qualité de l'infinité, mais elle est essentiellement le processus du devenir et, par conséquent, un passage : passage du devenir à l'être-là. Comme suppression de la finitude, ce retour en soi est rapport à soi-même, *être*. Cet être implique une négation, mais celle-ci est négation de la négation, négation se rapportant à elle-même, il en résulte un être-là qu'on appelle être pour soi.

II. — CONCEPTION HEGELIENNE DE L'ATOMISME

L'ÊTRE POUR SOI

C'est l'être qualitatif accompli, l'infini. L'être-là était la suppression immédiate de l'être. Dans l'être-là, l'être subsiste à côté de la négation. L'être-là est donc la sphère du dualisme (p. 161)[443].

Dans l'être-pour-soi, la différence entre la négation (déterminité) et l'être est posée et réduite : l'être-pour-soi est la négation *posée* de la négation. La négation est conciliée avec l'être dans une détermination absolue.

L'être-pour-soi est, dans son expression immédiate, l'UN. Au-delà de la négation de la limite, l'être-pour-soi est l'infini retour en soi. Le moment de l'être-là existe encore, mais intégré dans l'être-pour-soi. La détermination est maintenant intérieure à cet être. Cette intégration définit, dans l'être-pour-soi, l'être-pour-l'Un.

L'être-pour-l'Un est l'état du fini dans son unité avec l'infini, c'est-à-dire du fini comme idéal. Au-delà de la fausse dialectique représentée par la pure *alternance* du fini et de l'infini, le niveau de l'idéal représente l'unité *posée*, l'accomplissement de cette dialectique de la qualité : c'est à travers l'autre que l'être pour soi se rapporte à lui-même. « L'idéal existe nécessairement pour l'Un, mais il n'existe pas pour un autre. » (p. 164.) L'Un pour lequel il existe n'est autre que lui-même. Exemples de cet idéal : le Moi, l'Esprit, Dieu. Être-pour-soi et être-pour-l'Un sont les moments inséparables de l'idéalité, leur unité *posée* sera le résultat de la dialectique répulsion/attraction.

L'être-pour-soi est l'unité de soi-même et de son être pour l'Un. Sa seule détermination est la *suppression* (Aufhebung) — le mouvement de la négation — se rapportant à elle-même. Cette dialectique étant encore celle de *l'être ou immédiateté*, l'être-pour-soi est l'étant-pour-soi : l'UN.

UN ET VIDE

L'Un est l'être-pour-soi-(concept) devenu étant-pour-soi, c'est-à-dire tombé dans l'être. L'être-pour-soi devient ainsi sa propre limite, et cette limite est l'Un.

L'Un comporte donc deux négations qui n'en font qu'une tout en s'opposant : la négation immédiate (être-là) et la négation de cette négation. Il comporte en outre l'identité, le rapport à soi, mais aussi le rapport négatif à soi.

Dans l'Un, l'être-pour-soi est l'unité postulée de l'être et de l'être-là, l'unité absolue du rapport à l'autre et du rapport à soi-même. (Cf. les deux moments de l'atome.) Mais l'être (comme immédiat) s'oppose à la négation, si bien que l'Un complet est contradictoire. Il comprend :

— son être en soi. (Il s'oppose à tout autre, est invariable.) Dans cette simple immédiateté, il ne contient *rien*. Ce rien, est, dans l'Un, le vide ;

— la négation que l'Un en soi exclut : le vide en dehors de l'Un. Ce vide est néant. Les moments de l'être-pour-soi deviennent donc extérieurs les uns aux autres.

L'ensemble glisse alors dans l'être-là : le vide, comme être-là du néant, s'oppose à l'Un.

DIALECTIQUE DE L'UN. RÉPULSION ET ATTRACTION

1. *Répulsion interne de l'Un.*

L'Un n'est en rapport à lui-même qu'en tant que négation. Comme l'être-pour-soi de l'Un a supprimé la différence de l'être-là et de l'autre, il ne se rapporte qu'à *lui-même* (sinon il redeviendrait un simple quelque chose). Mais ce rapport est négatif. L'Un se rapporte à lui-même négativement, il exclut l'Un : il s'exclut lui-même, il se repousse hors de lui-même, il devient multiple : *répulsion*.

2. *Répulsion extérieure des Uns.*

Cette répulsion est seconde : elle maintient la distance entre plusieurs Uns déjà existants. La répulsion (conceptuelle) devient de ce fait exclusion pure et simple. L'Un repousse des Uns qu'il n'a ni produits, ni posés (p. 176). Cette répulsion-exclusion caractérise l'être-là des Uns et non leur être-pour-soi (opposition simple et directe). Dans son être-pour-soi, l'Un *n'est pas* (il s'oppose à l'être-là). Donc, l'Un pour lequel il est est lui-même. (Cf. détermination formelle de l'atome.) Par contre, dans l'exclusion, l'Un *est*.

3. *Répulsion et attraction.*

L'être en soi de l'Un (conservé par l'exclusion) fait que l'Un est Un. Mais *tous* les Uns sont également des Uns. Leur négation réciproque leur est commune et se transforme ainsi en facteur d'unité. Ils se posent par là même comme identiques. Ils forment ainsi « une seule unité affirmative »

(p. 178). Ainsi, la négation *par* d'autres fait revenir les Uns en eux-mêmes et sauvegarde leur être pour soi. Le comportement négatif réciproque des Uns n'est qu'un *rapprochement avec soi-même* (p. 179).

La formule de Hegel est donc :

— l'Un se rapporte à lui-même comme à un autre : *répulsion* ;

— se rapportant à un autre, il revient à lui-même en une unité médiate : *attraction*.

Ce mouvement n'est pas une simple alternance car l'Un, sorti de l'attraction, est *posé* médiatement.

L'attraction est l'« idéalité posée de l'Un » (p. 180). La répulsion est sa *réalité* (idéalité et réalité s'opposent). Dans l'ordre du concept, l'attraction suppose et vient après la répulsion. Mais une attraction *achevée* serait la fin de la dialectique : elle aboutirait à un Un inerte. L'attraction se nie donc elle-même à son tour dans la répulsion et lui est liée essentiellement. L'attraction a pour condition l'*absence de différence* entre les Uns : elle pose médiatement leurs différences.

La répulsion n'est pas le vide, car elle est un rapport (négatif). Mais l'exclusion est en fait un *lien* (elle manifeste la non-indifférence). L'attraction y est donc déjà présente (p. 183). En outre, la répulsion est ce par quoi les Uns se manifestent et s'affirment en tant qu'Uns, ce par quoi ils *sont* tels. Leur être se confond avec la répulsion même (p. 184). La répulsion se présuppose elle-même. De même pour l'attraction, puisque c'est en tant qu'Un (en tant *qu'idéaux*) que les Uns sont la même chose. Répulsion et attraction sont donc l'une à l'autre des *moments* (dialectiques). Chacune se nie elle-même dans l'autre.

L'être-pour-soi est alors totalement développé :

— L'Un se repousse : répulsion.

— Il supprime ce non-être de lui-même : attraction.

— Il reste donc en rapport avec lui-même (p. 185).

Telle est la concrétion de l'être-pour-soi, atteinte en une dialectique dont les moments se présupposent, et où l'attraction joue le rôle de l'infini dans l'opposition infini / fini, étant à la fois l'un des termes du rapport et celui qui en pose la complétude idéale.

Aucune abstraction ne saurait échapper à la dialectique de sa concrétion : l'Un ne saurait échapper à la dialectique répulsion / attraction. « L'indépendance de l'Un étant-pour-soi, poussée jusqu'à l'extrême limite, est une indépendance abstraite, formelle, qui se *détruit elle-même* ; elle constitue, de la part de ceux qui l'admettent, la plus grave et la plus opiniâtre erreur qui se donne cependant pour la plus haute vérité ; elle apparaît, sous ses formes un peu concrètes, comme la *liberté abstraite*,

comme le Moi pur... C'est la liberté qui, se méprenant sur sa nature, la pose dans cette abstraction, et se flatte, grâce à cet être-chez-soi, de se retrouver à l'état de pureté. Cette indépendance... est le comportement négatif à l'égard de soi-même, puisqu'en voulant retrouver sa nature propre, elle la détruit. La conciliation consiste plutôt à reconnaître comme étant sa nature propre ce contre quoi est dirigé le comportement négatif, à renoncer à la négativité de *son* être-pour-soi, au lieu de s'y maintenir. » (Nous soulignons) (p. 179). En d'autres termes, la répulsion contient un mouvement dialectique qui élève l'être-pour-soi à la concrétion. Tenter de figer ce mouvement et de s'en tenir au pur être-pour-soi revient à se *crisper* dans une liberté qui se nie elle-même.

Hegel écrivait peu avant : « L'atomistique n'admet pas le concept de l'idéalité : elle n'envisage pas l'Un comme contenant en lui-même le moment de l'être pour soi et de l'être-pour-cela, c'est-à-dire comme idéal, mais uniquement comme un être pour soi nu et simple. » (p. 176.) Ce que manque, selon Hegel, l'atomistique sous toutes ses formes, c'est le moment de l'attraction, comme moment idéal. L'atomistique s'en tient le plus souvent à la simple exclusion, forme représentative de la répulsion conceptuelle.

III. — LA DIALECTIQUE REPULSION / ATTRACTION ET L'IDEE DE DECLINAISON

Marx pense conceptuellement, jusque dans ses moindres détails, une philosophie d'ordre représentatif. L'importance extrême qu'il donne au Clinamen (déclinaison des atomes), sans doute au moins discutable dans une stricte perspective d'histoire de la philosophie[\[444\]](#), déséquilibre nécessairement la dialectique hégélienne de la répulsion et de l'attraction. On note un curieux silence sur l'*attraction*, tant dans les *Travaux préparatoires* que dans la *Dissertation*. La déclinaison précède la répulsion, et l'analyse se termine sur cette même répulsion. Le mot « attraction » apparaît dans la *Dissertation* à propos du ciel, mais jamais à propos des atomes. Un tel silence est troublant, à propos d'une notion aussi *essentielle*. C'est le niveau de l'*idéalité* qui semble ainsi écarté des atomes.

On lit cependant dans les *Travaux préparatoires* que les atomes se rapportent à *eux-mêmes* par la *déclinaison*, en un mouvement qui paraît tenir lieu de l'attraction. La dialectique répulsion/attraction, par elle-même complète, contredit l'importance majeure accordée à la déclinaison, à moins que la déclinaison s'identifie à l'un des deux termes. Dans un premier moment, la déclinaison semble prendre sur elle le statut positif de l'attraction : elle assure l'identité-à-soi de l'atome ainsi que l'identité des atomes entre eux : tous les atomes déclinent. Elle est, dans l'atome, « ce qui peut lutter et résister », la loi, la détermination primordiale, la solidité. Mais la déclinaison ne peut en aucun cas *s'identifier* à l'attraction : elle ne réalise en effet que la détermination formelle de l'atome, le pur être-pour-soi. Elle ne saurait désigner une unité affirmative médiate. Pourtant, c'est la déclinaison qui brise le mécanisme d'Epicure en y introduisant le concept. La déclinaison a donc la lourde tâche de sauver Epicure de la condamnation générale que Hegel avait portée contre l'atomistique.

« C'est le point de vue de la philosophie atomistique que l'absolu s'y détermine comme être pour soi, comme Uns et de nombreux Uns. On y a admis comme force principale la répulsion se manifestant dans la notion de l'Un : toutefois, ce n'est pas l'attraction qui les réunit, mais le hasard aveugle. L'Un étant fixé comme Un, la réunion de ces Uns doit être évidemment considérée comme quelque chose de tout extérieur[\[445\]](#). »

Marx admet le fait qu'Epicure *fixe* l'atome comme Un et l'empêche de se dissoudre dans une unité supérieure. Mais il récuse le pur hasard comme cause de la réunion des atomes, car l'atome, manifestant dans la déclinaison qu'il n'est pas un simple étant-pour-soi, introduit dans la répulsion l'élément idéal qui semblait lui faire défaut. Ainsi l'atome récuse bien la nécessité (envers du hasard), mais il *affirme* le hasard comme sa nécessité propre.

1. EQUIVOQUE DE L'ETRE-POUR-SOI

Il y a une ambiguïté dans l'être-pour-soi, comme dans toutes les catégories hégéliennes. « Avec lui apparaît déjà, sous sa forme la plus élémentaire, cette réflexion sur soi-même, cette identité médiate avec soi que nous trouvons pleinement réalisée dans la Conscience et plus expressément encore dans la Conscience de Soi[446]. » Hegel le souligne : « La conscience comme telle contient déjà la détermination de l'être-pour-soi, en se *représentant* un objet qu'elle éprouve, contemple, etc.[447]. » Mais, au niveau de la Conscience, « l'être-pour-soi est l'attitude polémique, négative à l'égard de l'autre qui s'oppose comme limite » (p. 162). Au contraire, « la conscience de soi est l'être pour soi total et postulé : plus aucun rapport avec un autre, avec un objet extérieur. La conscience de soi nous offre ainsi le premier exemple de la présence de l'infini ; d'un infini, il est vrai, toujours abstrait, mais qui n'en est pas moins d'une précision [= déterminité] beaucoup plus concrète que l'être en soi en général dont l'infinité n'est encore que d'ordre purement qualitatif » (p. 162, 163).

L'être-pour-soi incarné dans l'atome est donc le lieu de deux accentuations possibles : l'accentuation de la *sphère* où il apparaît ici (sphère de l'être) entraîne l'atome vers l'*inconceputualité* (mécanisme matérialiste du sens commun et de la science). Au contraire, l'accentuation de l'identité-avec-soi entraîne l'atome dans la direction d'une affirmation précoce de la conscience de soi. L'atome est alors la « forme immédiate du concept ». L'introduction de la conscience de soi (conscience encore abstraite puisqu'elle retrouve en face d'elle l'Autre sous la forme de l'autre conscience de soi) « blesse » la dialectique objective de l'Un, et dans cette brèche entre la logique subjective. Dans les *Travaux préparatoires*, Marx identifie purement et simplement être-pour-soi et être-conscient, identification qui, pour être vraie, suppose d'après Hegel toute une série de médiations. L'idéalisme pénètre du même coup

l'atomisme. Du niveau de la pure science, l'atomisme d'Epicure devient philosophie. Dans cette philosophie, c'est l'ensemble de la dialectique qui est en question dans la seule sphère de l'atome.

2. DECLINAISON ET ATTRACTION

Selon Hegel, l'idéalité n'est posée que dans une unité médiate supérieure à l'être-pour-soi pur et immédiat. C'est ce moment synthétique que l'atomisme aurait manqué. *L'attraction* est seule à pouvoir introduire l'idéalité, car elle représente le *retour à soi* de l'Un depuis son rapport à l'autre, retour médiateur qui comprend les deux moments et a supprimé leur contradiction. La *déclinaison* d'Epicure reprise par Marx paraît être une infradialectique de l'attraction dominée par la raideur du pur être-pour-soi. Elle semble tenir la place de l'attraction sans en accomplir la fonction idéale et donc maintenir l'atome dans une idéalité abstraite, c'est-à-dire dans une pseudo-idéalité. L'abstraction de la déclinaison serait ce qui est condamné par la dialectique du ciel et de la terre.

a) LA SOLIDITÉ DE L'ATOME

1) *L'atome comme point.*

L'atome est d'abord un point, un Un *spatial*. Mais le point spatial, figure de l'être-pour-soi absolument immédiat, n'a pas de consistance propre. En vertu de la célèbre dialectique pythagoricienne point-ligne-surface, reprise par Hegel, l'atome ponctuel passe immédiatement dans son être-supprimé, dans la ligne droite. Le point est limite et élément de la ligne. La limite du simple « Quelque chose » qu'est le point provoque une contradiction qui le pousse à dépasser cette limite. Le point se quitte pour passer dans la ligne, et la ligne résulte du mouvement du point. « Le point est la limite tout à fait abstraite, celle de l'espace abstrait, absolu, indéterminé, au sens d'extra-position continue. » (p. 128.) « En fait, il n'y a pas de point. » « Lorsque la limite est celle d'un être-là déterminé..., le point devient lui aussi spatial, et nous nous trouvons en présence de la contradiction entre la négation abstraite et la *continuité* qui est celle du passage du point à la ligne, etc. » (*Ibidem.*) A ce niveau, la solidité de l'atome n'existe pas du tout. Or, l'atomistique exige cette solidité[\[448\]](#).

Dans les *Travaux préparatoires*, Marx présente la chose ainsi : la ligne droite est bien l'être-supprimé du point, son être-autre. Mais l'atome n'est pas qu'un point spatial : il incarne l'être-pour-soi absolu immédiat. Il exclut donc son être-autre, lequel apparaît dans cette sphère comme un

être-là différent du point et s'opposant à lui. Mais il ne saurait l'exclure dans la sphère de l'espace puisqu'il n'y possède aucune solidité. Il faut donc que l'atome soit capable de nier la sphère totale de l'espace[449].

Si donc on maintient la ponctualité de l'atome, la déclinaison semble aboutir à l'opposition entre la négation abstraite et la continuité. Le point est en effet la « négation qualitative poussée à l'extrême[450] » (p. 129). Cette abstraction paraît bien caractériser la déclinaison qui consiste à « faire abstraction » de la ligne droite sans la nier efficacement. Mais il n'en est pas ainsi : la déclinaison fait sortir l'atome de la détermination de l'espace. De simple quelque chose, il devient être-pour-soi. Le point était la négation de l'espace posée dans l'espace, spatiale. Mais l'atome est l'analogue du *temps*, c'est-à-dire de la négation existant pour soi. Il démontre que « la loi qu'il suit est une autre loi que celle de la spatialité[451] ».

Hegel écrit : « La différence de l'objectivité et de la conscience subjective par rapport à elle ne concerne pas plus le temps que l'espace. Si ces déterminations étaient appliquées à l'espace et au temps, le premier serait l'objectivité abstraite et l'autre la subjectivité abstraite[452]. » Le temps est le même principe que le moi = moi de la conscience de soi pure.

Ce texte fonde Marx à faire de l'atome l'analogue du temps. Mais au niveau du temps (abstraite négativité se rapportant à elle-même), il n'existe pas encore de différence réelle. L'atome doit donc être différent du temps puisque le temps est continu. L'analogie avec le temps est un moment de l'élaboration de la solidité de l'atome.

2) *L'atome comme corps.*

Marx effectue un premier saut qui fait passer du simple *point* au corps, c'est-à-dire à la matière consistante, laquelle possède comme moment la continuité. Pour Hegel, le corps est le résultat de différentes médiations : il contient l'espace et le temps, la juxtaposition et la continuité, la répulsion et l'attraction. La consistance du corps est complexe. Son attribut est la *pesanteur*, en tant que mouvement ayant son origine en lui (point de gravité situé dans le corps). « La chute, dit Hegel, est le mouvement relativement *libre* ; libre parce que, posé par la notion du corps, il est le phénomène de sa propre pesanteur ; il lui est donc immanent. » La pesanteur est la position (abstraite) d'un centre situé en dehors du corps qui tombe[453]. « L'éloignement qui sépare le corps du centre est, par suite, encore la détermination contingente, posée extérieurement[454]. »

Marx est peu sensible à la *liberté relative* de la chute, ou plutôt, il place cette liberté dans le *point de gravité* et non dans le mouvement de chute.

La chute n'exprime pour lui que la matérialité de l'atome. Cette matérialité n'exprime que la perte de l'être qualitatif de cet atome, et non une quelconque affirmation de l'atome comme corps. Bien que le corps possède déjà une certaine solidité, Marx soutient que la solidité de l'atome « n'existe pas du tout encore quand on le conçoit comme tombant en ligne droite[455] ». Il ne considère dans la chute que la *ligne droite* décrite, et cela parce qu'il y *retrouve* la dialectique du point et de la ligne, que le corps avait, en principe, dépassée. Ce qui fait que nous rencontrons de nouveau la *déclinaison* au niveau de la pesanteur, fonctionnant exactement comme au niveau de l'espace. Exprimée selon la pesanteur : l'atome qui a son centre en dehors de lui se pose lui-même comme centre, oppose au mouvement de chute son propre mouvement. Il affirme ainsi sa *pesanteur spécifique*, dépassant le plan de la pure mécanique. Dans cette détermination, il est simplement fait *abstraction* de la pesanteur matérielle ; celle-ci est donc niée abstraitement et non intégrée. On retrouve l'opposition singularité-pour-soi / unité-universalité-matière.

3) L'atome comme concept.

Au niveau du point comme à celui du corps, l'atome est investi d'une puissance d'affirmer son être-pour-soi contre toute matérialité, puissance qui dépasse chaque fois la sphère considérée. Il contient un principe spirituel. Que son être-pour-soi soit la projection de la conscience de soi abstraite — laquelle est l'être-pour-soi total — lui permet d'affirmer contre *tout* cet être-pour-soi. L'atome est donc à la fois autre chose qu'un point et autre chose qu'un simple corps : il est, par excellence, la *forme*. On peut lui appliquer la définition que Hegel donne du concept : « Le concept existant librement pour soi, Moi = Moi, est en et pour soi la liberté et la négativité absolues. Il est la puissance du temps[456]. »

Or, c'est encore la *déclinaison* qui représente cette conceptualité de l'atome. L'atome n'y dévie pas seulement de la ligne droite, mais de tout *être-là* en général, de tout être-autre, de toute matérialisation. La dialectique du point et de la ligne comme celle du point de gravité et de la chute sont *gommées* par un point et un corps anarchiques, investis par un coup de force de la dignité du concept. L'atome est un être-là condamné à n'être point là, car, s'il était là, il ne serait plus ce qu'il est et donc ne *serait* plus. La déclinaison introduit dans cet être-là la détermination-en-soi-même : « Ce n'est que du *clinamen* que naît l'automouvement, le rapport qui possède sa détermination comme détermination de soi-même et ne l'a pas dans un autre[457]. L'atome est donc bien *à la fois* matière et forme, mais cet « à la fois » désigne non pas une synthèse, mais une *lutte*.

Dans la mesure où l'atome est concept, il n'est pas forme, et inversement. Il faut alors examiner quel ordre, quelle progression donne Marx au *développement* des moments de l'atome.

b) L'IDENTITÉ DES ATOMES

L'atome pris selon son concept ne peut se rapporter qu'à lui-même. Nous avons vu que Hegel faisait de l'*attraction* la position de l'unité affirmative qui assurait l'identité *concrète* des atomes. Pour Marx, la déclinaison est le principal (sinon le seul) mode d'identité des atomes entre eux et de l'atome avec lui-même. « Tandis que le monde se crée, tandis que l'atome *se rapporte à lui-même, c'est-à-dire à un autre atome*, son mouvement n'est donc pas celui que soumet un être-autre, celui de la ligne droite, mais celui qui en dévie et se rapporte à *lui-même*[\[458\]](#). » L'identité générale qui fait que l'atome est semblable à l'autre atome n'est pas une unité *posée* (médiante), mais une unité abstraite-formelle, accentuant le moment de l'Un dans son être en soi. L'atome qui dévie se rapporte uniquement à lui-même ; mais ce mouvement de déviation le conduit nécessairement à rencontrer l'*autre* atome. L'atome ne reconnaît pas l'autre atome comme lui-même. Il ne le pourrait qu'en reconnaissant la déclinaison comme attribut universel des atomes, mais le propre de la déclinaison est justement de refermer l'atome sur lui-même. Le rapport des atomes entre eux semble donc bien frappé de la fortune relevée par Hegel. La différence est cependant que pour Hegel, l'atome subit le hasard qui le conduit à la rencontre, tandis que l'atome épicurien-marxien fait de cette fortune l'affirmation de lui-même comme pur être-pour-soi.

c) LA RÉPULSION DES ATOMES

La répulsion « est posée avec la loi de l'atome, la déclinaison[\[459\]](#) ». Elle dépend entièrement de celle-ci et ne saurait la précéder. Elle constitue la *réalisation* de l'atome, en unit le côté formel et le côté matériel. Au sens strict, l'atome n'est pas sans la répulsion, car la *forme* s'oppose à l'être comme sa négation. La répulsion sauve pour ainsi dire la ligne droite de sa négation par l'atome formel comme elle sauve en retour l'atome du pur néant. Elle fait coexister les deux moments dans leur contradiction. La répulsion a donc un côté matériel et un côté idéal. « Démocrite ne conçoit dans la répulsion que le côté matériel, la fragmentation et non le côté idéal, d'après lequel toute *relation à un Autre* est niée et le mouvement est posé comme *autodétermination*[\[460\]](#). » Marx identifie donc déclinaison, idéalité de l'atome, autodétermination et côté idéal de la répulsion.

Dans les *Travaux préparatoires*, Marx décrit « l'atelier et la forge du monde ». Le surgissement des compositions à partir des atomes, leur « répulsion et attraction » est tumultueuse. L'attraction (dont on note l'unique apparition dans ce texte) est purement *représentée* comme un mouvement violent faisant pendant aux chocs de la répulsion, et produisant les *compositions*[\[461\]](#). S'agit-il de la représentation de l'« unité supérieure » de Hegel ? Il semble que non : d'une part, ce double mouvement représente la mort du destin, surmonté dans « l'arbitraire de la personne, de l'individu, qui dissout les formes et les substances » (c'est-à-dire la déclinaison), d'autre part, la composition issue de la répulsion-attraction n'est pas la résolution de l'antinomie de l'atome dans une unité supérieure, mais au contraire son rabaissement à l'état *qualitatif* (l'atome-principe) et *matériel* (extérieur). Dans la *Dissertation*, Marx est encore plus formel : dans la composition, les atomes ne se rapportent pas les uns aux autres et sont indifférents les uns à l'égard des autres. La composition, loin d'être l'idéal, est la matière du monde sensible opposée à son idéalité formelle, le temps (ou l'homme)[\[462\]](#).

Ainsi comprenons-nous mieux l'analyse de la répulsion. A vrai dire, la dialectique répulsion-attraction de Hegel y apparaît comme inversée : l'idéalité de l'Un qui était posée dans l'attraction (concret) est ici placée dans l'être formel (abstrait) de l'atome. Marx dit que, dans la répulsion :

l'atome se rapporte à lui-même [idéalité formelle][\[463\]](#). comme à quelque chose d'autre [extériorité, matière].

La progression aboutit donc à la matière, à l'extériorité. L'idéalité précède la matérialité, car elle se situe au niveau de l'Un dans son être en soi exclusif. Pour Hegel, cette situation est normale tant que nous restons sur le sol de la pure nature, car le propre de la nature est d'être contradictoire et d'inverser la progression conceptuelle[\[464\]](#). Mais pour Marx, il ne s'agit pas seulement de la nature, mais aussi de la conscience de soi. L'idéalité doit ici se défendre contre sa réalisation, laquelle reste contradictoire et abstraite, l'homme y étant simplement renversé dans la matière. L'idée de répulsion contient donc le mouvement même de la philosophie d'Epicure, qui ravale la pure forme à la matière abstraite sans renoncer à faire prévaloir la forme, et qui ne peut le taire qu'en opposant la matière à elle-même. La répulsion porte la contradiction au cœur de l'atome, elle représente pour lui l'impossibilité d'échapper à cette contradiction, qui est en définitive celle de l'homme et du monde. Dans cette lutte des deux moments, priorité *relative* est donnée à la déclinaison, car, si la forme ne peut exister sans s'incarner dans la matière, la matière ne se concrétise que par l'affirmation de la conscience de soi comme

forme. L'idéalité étant « derrière » elle, la répulsion ne saurait prolonger la dialectique vers le spéculatif. Mais en retour, la liberté formelle de la conscience de soi est ultimement frappée de nullité.

d) LE SYSTÈME CÉLESTE COMME RÉPULSION CONCRÈTE

Marx définit le ciel comme réalisation effective de l'universel, donc comme résolution de l'opposition matière / forme. L'atome ne peut recevoir *en lui* son moment opposé sans s'aliéner de son essence et cela parce que l'essence de l'atome est l'abstraction, au sens du *mouvement même* de s'abstraire du monde. Au contraire, le ciel voit la matière « recevoir en elle » la singularité formelle. La contradiction entre forme et matière y est « éteinte[465]. » Toute concrétion qui n'est pas progression dialectique n'est qu'une *projection* de l'abstraction, donc une fausse concrétion, un simple déplacement-déguisement. C'est pour cela que la conscience de soi abstraite voit dans le ciel son ennemi mortel. Les *Travaux préparatoires* nous présentent ce ciel comme le lieu « où la conscience contemple son manque[466]. », c'est-à-dire où elle est ramenée à la prise de conscience de son activité *projective*. La *Dissertation* distingue la négation épicurienne du ciel et la religion du ciel propre aux autres Grecs. Dans les deux cas, il s'agit du même ciel : l'objectif-autonome, l'Autre de la conscience abstraite, que cette conscience révère ou rêve de détruire sa réfutation matérielle.

Mais quelle est au juste la progression qui nous fait passer de la répulsion au ciel ? Dans les corps célestes, la forme et la matière cessent de s'entre-déchirer comme dans le monde terrestre. La concrétion gagne en détermination la suppression de l'abstraction. Mais cette suppression ne nous semble pas *dialectique*. Cette idée du ciel-accomplissement de la nature mécanique et de la pesanteur, Marx la reprend à Hegel, pour qui la *gravitation* constitue la mécanique absolue. Or, Hegel souligne que la nature mécanique ne peut connaître la suppression de la contradiction, car son essence est d'être contradictoire[467]. Le mouvement absolu est pour Hegel fondé sur la contradiction entre le centre unique de la pesanteur et les centres singuliers des corps célestes. Que la contradiction soit « éteinte » dans le ciel nous semble signifier pour Marx que cette contradiction est désormais concrète, que ses deux termes s'incarnent dans une réalité effective, et que cette contradiction est reconnue comme positive. Les corps célestes se rapportent au centre universel de la pesanteur tout en affirmant leur propre centre, et cette contradiction est admise par le ciel concret. Si l'atome était une pure forme qui devait s'aliéner pour se gagner l'existence, les corps célestes représentent l'atome

dont l'existence n'est plus un scandale, l'intégration effective de la forme et de la matière. Le ciel comporte des moments opposés, mais dont l'opposition est positive puisqu'elle produit le mouvement absolument libre. C'est exactement le même rapport qui règne entre l'homme et la nature, dès l'instant où l'homme est reconnu comme être objectif naturel. L'homme est un être-là naturel produit par la nature : ce sol matérialiste est celui où le sujet se découvre comme produisant. Mais la production entraîne une reconsidération totale de ce même sol. Le ciel n'a qu'un mouvement éthéré, comme figé dans sa liberté, « éteint ». Si ce mouvement est éternel, c'est que rien d'effectif ne se produit en dehors du mouvement *formel*. Aucun rapport de *transformation* ne régit le ciel, aucune *histoire* n'y fait surgir un événement. C'est la nature spatiale de Feuerbach. La véritable « solution » à la contradiction forme / matière se trouve dans la pratique transformatrice, qui conteste l'*objectivité philosophique*. Cette pratique est la seule origine du mouvement concret (historique), car ses deux termes ne sont pas des abstractions, mais des réalités vivantes. Le propre du matérialisme marxiste sera de comprendre l'effectivité *subjectivement*, comme activité humaine sensible, par opposition au matérialisme antérieur qui la comprenait sous la forme de l'objet, de l'intuition. Ceci ne *réduit* pas le réel au sujet, mais interdit de penser ce réel en dehors de la connexion dialectique homme / nature comprise comme production réciproque. Le modèle de la nature *mécanique*, essentiel pour récuser toute spéculation, est donc lui-même dépassé. L'exigence de la réalité effective des *deux* termes de l'opposition introduit nécessairement la production et l'histoire.

e) CONCLUSION

— L'universel n'est pas spéculatif, dans la mesure où le spéculatif suppose la dissolution de la différence homme / nature (ou objectivité). Il est au contraire l'opposition positive de deux termes réels, laquelle ne se pense que par la production. Cette conception de l'universel explique le silence de Marx sur la notion d'attraction, notion synthétique spéculative.

— Cet universel mesure toute philosophie unilatérale : « La conséquence la plus haute de l'atomistique est « sa dissolution et son opposition consciente à l'universel[468]. »

IV. — HEGEL ET EPICURE[469]

DOGMATISME ET SCEPTICISME

Dans la période qui précède la philosophie alexandrine, il faut, nous dit Hegel, considérer « le dogmatisme et le scepticisme ». Le dogmatisme se divise dans les deux philosophies, la stoïcienne et l'épicurienne ; et le troisième élément, qu'elles partagent toutes deux, est cependant l'Autre qui s'oppose à elles : le scepticisme (p. 423).

Nous avons vu, poursuit Hegel, à la fin de la période précédente, la conscience de l'idée ou de l'universel, conscience qui est en soi but, conscience d'un principe certes universel, mais aussi déterminé en soi et qui est pour cela capable de subsumer le particulier et de lui être appliqué. Ce rapport — l'application de l'universel au particulier — est ici l'élément dominant, car la pensée n'existe pas encore que de l'universel lui-même la particularisation de la totalité procède par développement (p. 424). Mais on y trouve le besoin du système et de l'acte systématisant; en effet, un principe doit être appliqué au particulier de façon conséquente, de telle sorte que la vérité de tout particulier soit connue d'après ce principe. Tel est le dogmatisme. La mesure de telles philosophies doit donc avant tout isoler le *Principe*, le *Critère*.

« La grandeur spéculative de Platon et d'Aristote n'existe plus ; c'est plutôt une philosophie de l'entendement. » (p. 424.) Le principe est abstrait, et donc un principe-de-l'entendement. L'objet de la philosophie se définit alors par la recherche d'un critère de la vérité. Comme le Vrai est l'accord de la pensée et de la réalité, ou plutôt l'identité du concept en tant qu'identité du subjectif et de l'objectif, cette recherche est celle d'un principe de discernement de cet accord. Elle se définit par la question : par quoi le Vrai est-il reconnu, jugé comme vrai ? Critère et principe sont donc la même chose. Le scepticisme pénétrera l'unilatéralité de ce principe et du même coup du principe en général en tant que principe dogmatique.

Dans toutes les nombreuses écoles socratiques qui se développent, deux déterminations constituent l'intérêt principal : la première est le critère, un principe à partir d'où tout doit être déterminé, — un principe universel pour soi, un principe qui soit en même temps le déterminant pour le particulier. Hegel donne comme exemple d'un tel principe abstrait l'Etre pur : seul l'Etre est, et le particulier, qui commence avec la négation, avec

l'acte par lequel l'Autre est différencié, n'est pas, il est posé comme dénué d'existence. Mais dans l'opposition à ce besoin surgit un universel qui doit être aussi ce qui détermine le particulier et qui doit être contenu dans le particulier. Ainsi le particulier ne reste pas à l'écart, mais sa valeur tient à sa détermination par l'universel.

Une autre conséquence de ce type de philosophie est que le principe, comme formel, était subjectif ; ainsi il a reçu la signification de la subjectivité de la conscience de soi. A cause du caractère formel, extérieur, de l'acte de recevoir la diversité en général, le point le plus haut où la pensée se trouve dans son mode le plus déterminé est la conscience de soi (p. 425). C'est la pure relation à soi de la conscience de soi qui est à ces philosophies prises ensemble leur principe. Ce n'est que dans cette conscience que l'idée se trouve satisfaite. De même, dit Hegel, le formalisme de l'entendement de la prétendue philosophie d'aujourd'hui consiste à croire trouver son accomplissement, le concret qui lui fait face, dans le cœur subjectif, dans le sentiment intérieur. La nature et le monde politique sont bien aussi concrets, mais constituent un concret extérieur. Le concret propre est non pas dans l'idée déterminée universelle mais seulement, dans la conscience de soi, ce qui lui appartient.

La seconde détermination est celle du Sage. La question principale était : Qui est un Sage ? Que fait le Sage ? Ce ne doit pas être seulement le vouç, mais ce doit être tout pensé, c'est-à-dire, pris subjectivement, ma pensée. Par quoi est-ce une chose pensée (un pensé) ? Cette essence consiste dans l'identité formelle avec soi. Qu'est en soi un tel pensé ? L'acte de penser (das Denken). L'acte de penser le critère, le principe-Un, acte pris dans sa réalité immédiate, est le sujet en soi. L'acte de penser et le sujet pensant sont connectés immédiatement. Le principe de cette philosophie n'est pas objectif mais dogmatique, il repose sur la tendance à se satisfaire de la conscience de soi. Le sujet est ainsi ce dont on doit se soucier. Le sujet doit être conforme au critère, c'est-à-dire à ce principe tout à fait universel. Il doit s'élever à cette liberté abstraite, à cette indépendance (p. 426). La conscience de soi vit dans la solitude de son acte de penser, et y trouve son contentement[\[470\]](#).

Avec le dogmatisme, la philosophie émigre dans le monde romain. Contre le monde romain, non approprié à la conscience de soi rationnelle pratique, cette conscience, refoulée en soi hors de ce monde, ne pouvait que chercher la rationalité en elle et la concevoir comme destinée à elle. Elle ne pouvait avoir souci que d'elle, de même que les chrétiens ont souci abstraitement du salut de leur âme. Dans le monde grec — défini par la sérénité — le sujet s'enchaînait davantage à son Etat, à son monde, et y

était plus présent. Quand la réalité est malheureuse, l'homme est refoulé en lui et c'est là qu'il a à chercher l'unité qui n'est plus à trouver dans le monde. Le monde romain est le monde abstrait, un maître qui soumet le monde « éclairé ». L'individualité des peuples a été étouffée ; une force étrangère, un universel abstrait a pesé sur le singulier. Dans un tel état de déchirement, on avait besoin de chercher et de trouver satisfaction. Le principe intérieur de la pensée a bien dû être un principe abstrait qui ne pouvait apporter qu'une réconciliation formelle, subjective. La philosophie est alors en connexion étroite avec la représentation du monde (p. 427). La mort des individualités vivantes des peuples, provoquée par Rome, ne pouvait produire une philosophie spéculative, mais seulement un patriotisme formel, ainsi qu'un système de droit accompli. De telles philosophies se posèrent en opposition aux anciennes superstitions romaines. La philosophie prend alors la place de la religion.

Telle est donc la situation qui, pour Hegel, voit venir au jour trois philosophies : le stoïcisme, l'épicurisme, le scepticisme (les deux premières étant dogmatiques). Hegel souligne que la Nouvelle Académie était tout entière passée au scepticisme.

La philosophie dogmatique est celle qui établit un principe, un critère déterminé, et n'établit qu'un tel principe. Voici les principes qui sont alors nécessaires :

1° Le principe de la pensée, celui de l'universalité elle-même, mais de telle sorte que la pensée soit déterminée en soi. La pensée est le critère de la vérité, ce qui la détermine.

2° L'Autre qui fait face à la pensée est déterminé comme tel, le principe de la singularité, la sensation en général, la perception, l'intuition.

Ce sont les principes de la philosophie stoïcienne et épicurienne. Ces deux principes sont unilatéraux. La pensée abstraite n'est pas en elle-même concrète. La détermination tombe en dehors de la pensée et doit être conçue pour soi, être érigée en principe (p. 427-428). Cette détermination a en effet un droit absolu en face de la pensée abstraite. C'est l'universel et le singulier.

3° Le scepticisme est la négation de ces deux unilatéralités, la reconnaissance de l'unilatéralité, la négation de tout critère, de tout principe déterminé, de quelque sorte qu'il soit. Le stoïcisme a érigé en principe la pensée abstraite, l'épicurisme la sensation. Le scepticisme est la négation active de tout principe.

Le premier élément est donc le principe, le critère ; l'autre est que le sujet se fait conforme à ce principe, précisément afin de se gagner la

liberté, l'indépendance de l'esprit. C'est la liberté interne de l'esprit en soi ; cette liberté de l'esprit, cette impassibilité, cette indifférence, cette imperturbabilité, cette ataraxie, ce caractère inébranlable, cette identité de l'esprit en soi, qui ne souffre de rien, ne se lie à rien, est le but commun de toutes ces philosophies, si désolé qu'on puisse se représenter le scepticisme et si bas qu'on puisse concevoir l'épicurisme. Les vrais épicuriens furent effectivement élevés au-dessus des liens particuliers.

Ces philosophies professent que le contentement de l'esprit est la liberté à l'égard de tout. L'éthicité concrète, la tendance à la réalisation politique qu'on trouvait chez Platon, la science concrète d'Aristote ont disparu. Dans ce monde de l'abstraction, l'individu a dû chercher dans son intérieur, d'une manière abstraite, ce contentement que lui refusait la réalité effective. Il a dû fuir vers l'abstraction comme pensée, vers cette abstraction comme sujet existant, c'est-à-dire vers cette liberté intérieure du sujet comme tel (p. 429).

LA CRITIQUE DE LA PHILOSOPHIE D'EPICURE (p. 473, sq.)

La philosophie d'Epicure constitue le pendant du stoïcisme qui pose l'être pris comme pensé, le concept, comme le Vrai. Epicure pose l'être non pas en tant qu'être en général, mais comme senti, il pose la conscience dans la forme de la singularité comme l'essence. Ainsi, la nécessité du concept est supprimée, tout tombe en pièces, privé d'intérêt spéculatif, et c'est plutôt la conception commune des choses qui est affirmée. En fait on ne sort pas et on ne s'élève pas au-dessus de l'entendement humain commun (sens commun), ou plutôt, tout est rabaissé à cet entendement. Epicure a élevé à la pensée le principe que le plaisir est but : la jouissance est à chercher par la pensée, dans un universel qui est défini par la pensée.

C'est la sensation, le singulier immédiat, qui est le principe (p. 474). En fait, la philosophie d'Epicure ne doit pas être considérée comme l'affirmation d'un système de concepts, mais au contraire comme l'affirmation de la représentation, de l'être sensible pris comme être sensible, de la manière de voir habituelle (p. 478).

Hegel analyse en détail la doctrine d'Epicure.

D'abord la *Canonique*. D'après elle, une chose inconnue peut être représentée selon le mode d'une sensation connue. L'inconnu doit être déterminé et conçu d'après le connu. C'est que chaque sensation est pour soi, est quelque chose de solide, et elle est vraie dans la mesure où elle se montre solide (sens commun !). L'intuition sensible en général contient ce

qui est. La pensée dans son activité se sert elle-même toujours des images. Elle est l'acte formel de relier les images. La *Canonique* comporte un côté extérieur (sensation) et un côté intérieur (prolepse). C'est la répétition qui transforme la sensation en représentation (p. 480). Les épicuriens conçoivent l'universalité comme répétition et non dans la forme de la pensée (p. 481).

La représentation est ce qui s'accorde avec une sensation. La reconnaissance de l'objet est sa compréhension, mais non comme pensé, comme représenté. La compréhension appartient au souvenir, à la mémoire. Le plus haut idéal est le nom. Par là, c'est l'opinion qui est fondée au lieu du savoir. L'opinion elle-même n'est que la relation de cette représentation universelle (et de cette image) que nous avons en nous à un objet : l'acte de juger. L'opinion est une représentation prise comme son application à un objet (p. 482).

Ainsi, la progression de la *Canonique* est tout à fait triviale. Cette Canonique est si simple qu'il ne saurait y avoir plus simple ; elle est abstraite, mais aussi très triviale. Elle existe plus ou moins dans la conscience commune qui commence à réfléchir. Elle ne contient que des représentations psychologiques communes. Elles sont tout à fait exactes, mais tout à fait superficielles.

Hegel analyse ensuite la *métaphysique* : les mêmes principes se retrouvent pour les météores et la théorie des simulacres (p. 484). Hegel en souligne de nouveau la trivialité (p. 485).

L'atomistique épicurienne est la même que celle de Démocrite et de Leucippe (p. 487). L'atome et le vide sont le corporel en soi. Les atomes, pris comme atomes, doivent demeurer indéterminés, mais les épicuriens ont été contraints à l'inconséquence de leur attribuer des qualités. La pesanteur peut à la rigueur être l'être pour soi abstrait, mais non les autres qualités ; et même la pesanteur est contraire à la répulsion.

L'essentiel serait d'indiquer la relation de l'essence, de l'atome, au phénomène sensible (p. 488). Mais sur ce point, Epicure se meut dans des indéterminités qui n'apportent rien. Les qualités sont données par Epicure comme le produit des compositions d'atomes : pour Hegel, ce sont des mots vides, un discours purement formel.

Le vide est l'interruption du flot des atomes. De même, le mouvement de la pensée est celui qui possède l'interruption (la pensée est dans l'homme précisément ce que sont l'atome et le vide dans les choses : son intérieur) [p. 489]. Le mouvement de la pensée échoit aux atomes de l'âme. Il ne s'agit ici que de l'opposition du positif et du négatif. La pensée est entachée d'un principe négatif, le moment de l'interruption. Le

fondement du système d'Epicure est ainsi le plus arbitraire et donc le plus fastidieux qui puisse être pensé.

Hegel insiste sur l'inanité de la théorie du passage de l'atome au sensible. Aucun pont entre la formation des choses et les qualités n'est indiqué. Il se produit la tautologie vide qui dit que les parties sont précisément ordonnées et composées comme l'exige le fait que leur phénomène soit tel (p. 490). Mais la détermination des atomes, formés de telle ou telle manière, est une invention d'un arbitraire absolu. Le passage aux phénomènes, aux corps concrets, ou bien Epicure ne l'a pas du tout effectué, ou bien ce qui est indiqué là dessus est pour soi-même insuffisant. Epicure nie l'unité et la relation des atomes pris comme étant en soi au sens où cette unité et cette relation constituent le but universel. Tout ce que nous appelons formations et organisations (formes organiques), en gros l'unité du but de la nature, échoit selon lui aux propriétés, à une liaison des atomes qui ainsi n'est que fortuite, qui n'est produite que par le mouvement fortuit des atomes.

Hegel s'en prend alors à la *déclinaison*. Epicure admet comme attribut fondamental des atomes la pesanteur, mais il ne laisse pas les atomes se mouvoir en ligne droite, il les fait au contraire se mouvoir en une ligne qui dévie quelque peu de la droite, en une ligne courbe ; si bien que les atomes se rencontrent et forment une unité qui n'est que superficielle et ne leur est pas essentielle^[471]. Autrement dit : Epicure nie en général tout concept et il conteste l'universel comme essence (p. 490). Toutes les naissances sont des combinaisons fortuites, qui se dissolvent avec la même fortuité. Car le divisé est l'élément premier et ce qui est effectivement ; et la fortuité est la loi de la combinaison.

Epicure bannit la pensée comme être-en-soi, sans avoir à l'esprit que ses atomes eux-mêmes ont justement cette nature d'être des objets de pensée, qu'ils ont un tel être qui n'est pas immédiat, mais au contraire essentiel de par la médiation, le négatif, ou l'universel. Inconséquence qui est la première et la seule d'Epicure, et qui est toute l'inconséquence des empiristes (p. 491). C'est de la même manière que les stoïciens font du pensé, de l'universel, l'essence et sont tout aussi incapables d'obtenir l'être et le contenu, tout en le possédant en même temps de manière inconséquente.

Après la *métaphysique*, la *physique*. Epicure s'oppose à un but ultime et universel du monde, à la téléologie de l'organique en lui-même, et aux représentations théologiques de la Sagesse d'un Créateur présente au monde ; cela va de soi étant donné qu'il supprime l'unité de quelque manière qu'on se la représente. Tout est événement, déterminé par le

rassemblement fortuit, extérieur des figurations des atomes. Ce serait le hasard, la nécessité extérieure qui est le principe de toute union, de toute relation mutuelle (p. 491).

Le principe de l'observation de la nature est l'*analogie* (que nous avons déjà vu fonctionner dans la Canonique : on peut conclure du connu à l'inconnu, car une communauté analogique unit les deux termes). Hegel souligne que c'est le même principe qui régit aux temps modernes la science de la nature (p. 493).

Epicure est donc très libéral, car l'application de la représentation à l'objet peut se faire de toutes sortes de manières, à volonté. Epicure se livre ainsi à un bavardage vide qui emplit les oreilles et la représentation, mais qui disparaît sitôt qu'on le considère de plus près (p. 494). Aussi vide est la science moderne de la nature. Aristote et les philosophes antérieurs sont partis a priori de pensées universelles dans la philosophie de la nature et ont développé le concept à partir de lui-même. C'est le premier côté. L'autre côté est ce côté nécessaire, que l'expérience a été élevée à l'universalité et que les *Lois* ont été découvertes (p. 496, 497). C'est que ce qui suit de l'idée abstraite rencontre la représentation universelle à laquelle l'expérience, l'observation est définitivement préparée et élevée (p. 497). Il manque à Aristote le côté de la combinaison, de la connexion avec l'expérience et l'observation. On peut dire ainsi qu'Epicure est celui qui a découvert la science empirique de la nature, la psychologie empirique. Opposés aux buts, aux concepts de l'entendement des stoïciens, on a l'expérience, le présent sensible. Chez les stoïciens règne l'entendement abstrait et borné, n'ayant pas de vérité en soi, donc privé de la présence et de la réalité effective de la nature. Ici, on a le sens de la nature, plus vrai que les hypothèses stoïciennes (p. 497).

C'est une loi générale, dit Hegel, que la connaissance des lois de la nature supprime la superstition. Le procédé de la superstition n'a en tout cas rien de rationnel, il ne se tient pas dans la pensée, mais pareillement dans la représentation, et il procède directement par inventions, ou, si l'on veut, par mensonges. Contre cela, le procédé d'Epicure possède la vérité, s'il s'agit de la représentation et non de la pensée, de s'en tenir au vu et à l'entendu, à ce qui est présent à l'esprit et ne lui est pas étranger (p. 497). La vérité aussi de ne pas parler de choses qui doivent être de telles choses, qui doivent être vues et entendues, mais ne le peuvent, parce qu'elles sont inventées. De cette philosophie sont nées les représentations qui ont tout à fait nié le supra-sensible. Elle a introduit « les Lumières » en considération de l'élément physique. Elle en reste au fini. Or, c'est le propre de ce que l'on appelle l'élément « éclairé » de rester dans le domaine du fini[472].

Mais autant cette méthode est exacte dans la sphère du conditionné, autant elle est fautive dans d'autres sphères. La superstition a donc à la fois tort et raison (p. 498). Si je dis que l'électricité vient de Dieu j'ai raison de chercher une origine, mais tort de l'attribuer à Dieu qui est une origine universelle et non spécifique. Chez Epicure, la superstition disparaît, mais aussi une connexion fondée en soi et le monde de l'idéal (p. 489).

Enfin, la *morale* d'Epicure est conditionnée par le même principe. La sympathie mutuelle est due au « déversage » des atomes. Le but de la philosophie pratique d'Epicure donne sur la singularité de la conscience de soi, comme celui de la philosophie pratique stoïcienne (p. 500). Le but de sa morale est une jouissance de soi-même sans trouble. La porte est ouverte à tout arbitraire dans l'action. Le sentiment est le fondement de l'action. Mais quand Epicure définit le but comme plaisir, ce n'est que dans la mesure où la jouissance de celui-ci est le résultat de la philosophie. Le plaisir est lié à la pensée. D'un côté la sensation est érigée en principe, mais aussi doivent y être essentiellement liés le Logos, la raison, l'entendement, la pensée, expressions qui ne se distinguent pas ici de manière très précise. Quand Epicure définit le plaisir comme critère du bien, il a exigé de la pensée un empire sur soi-même qui calcule le plaisir pour savoir s'il n'est pas lié à des déplaisirs plus grands (p. 501). Epicure a encore posé comme but l'état du Sage, l'ataraxia, un acte de rester-identique-à-soi-même-dans-le-calme, délivré de la crainte et du désir (p. 502). Le Sage ne recherche que le plaisir pris comme quelque chose d'universel, il tient ce seul plaisir pour positif, il y rencontre l'universel et singulier ; autrement dit, le singulier est supprimé dans la forme de l'universalité, est considéré seulement en sa totalité ; tandis que de façon matérielle (ou selon le contenu), Epicure érige en principe la singularité, il exige d'un autre côté l'universalité de la pensée, s'accordant avec le stoïcisme (p. 503).

Hegel insiste donc ici sur la dualité apparente du principe épicurien : singulier et universel. D'un côté l'universel, la pensée, de l'autre le singulier, la sensation, les deux principes étant tout bonnement opposés (p. 503). La sensation n'est pas le seul principe d'Epicure ; ce principe est la félicité gagnée par la raison et ne pouvant être gagnée que par elle : ainsi les deux principes ont le même but[473].

Enfin, les *dieux d'Epicure* possèdent l'immortalité et la béatitude que la foule leur attribue. Sous cette idée de divin n'est compris rien d'autre que l'universel en général (p. 506). Les dieux peuvent être connus par la raison (ils n'ont pas de passions) [p. 507]. Ils sont pour une part comparables au nombre : ce qu'il y a d'abstrait dans le sensible. Pour une autre part ils sont

l'élément formel humain accompli, les images tout à fait universelles qui sont en nous. Hegel commente : cette image universelle, un concret, qui est d'abord représenté comme humain, est la même chose que ce que nous appelons idéal.

L'auto jouissance est dans sa rigueur inactive, car l'action a toujours en elle comme quelque chose d'étranger, l'opposition entre elle et la réalité effective, et c'est pourquoi le travail, la peine, sont plutôt le côté de la conscience de l'opposition que celui de l'être-réalisé-effectivement[\[474\]](#). [p. 507-508. Nous soulignons.]

CONCLUSION

L'analyse de Hegel lui permet de conclure par l'identification relative des stoïciens et des épicuriens. « On obtient à proprement parler le même résultat que chez les sceptiques. » (p. 512). Pour les stoïciens, l'universel est l'essence, — non pas le plaisir, la conscience de soi du singulier en tant que singulier. Mais la réalité de cette conscience de soi (universelle) est de la même façon quelque chose d'agréable (p. 512-513). Pour les épicuriens, c'est le plaisir qui est l'essence, mais le plaisir cherché et obtenu, considéré comme un universel.

Aller plus loin qu'Epicure aurait été de la part de ses disciples tomber dans l'acte de concevoir, ce qui n'aurait fait que troubler le système épicurien; car l'absence de pensée est troublée par le concept et cette absence de pensée est érigée en principe (p. 513). Chez Epicure, la pensée est précisément employée à tenir à distance la pensée, elle se comporte négativement à l'égard d'elle-même. Et c'est l'activité philosophique d'Epicure de s'établir et de se maintenir hors du concept qui trouble le sensible, d'établir et de maintenir ce sensible[\[475\]](#).

Donc :

1. Les stoïciens tirent le contenu de leur pensée de l'être, du sensible, exigent que la pensée soit pensée d'un étant.

2. Inversement, les épicuriens élargissent leur principe de la singularité de l'être, en vue des atomes qui sont des objets de pensée, et en vue du plaisir pris comme un universel (p. 514).

Contre ces principes unilatéraux, le mouvement du concept réintroduit la dialectique.

Ce rétablissement de la dialectique est représenté négativement par la Nouvelle Académie et par les sceptiques. Déjà les stoïciens en tant qu'ils avaient leur principe dans la pensée (le penser), développaient la

dialectique, mais prise comme une logique commune pour laquelle la forme de la simplicité a la valeur du concept ; un tel concept n'étant pas comme celui que nous avons maintenant, qui présente en lui le négatif et dissout les déterminités qui avaient été reçues dans cette simplicité. C'est une apparition plus haute du concept de l'essence dialectique qui ne s'applique plus seulement à l'être sensible, mais aux concepts déterminés, et porte à la conscience l'opposition du concept et de l'être comme opposition de la pensée et de l'être. Cette apparition exprime l'universel, non comme une idée simple, une universalité, mais comme le point où tout retourne à la conscience prise comme moment essentiel de l'essence.

Le scepticisme représente le dépassement du stoïcisme et de l'épicurisme pris comme unilatéraux, mais cet élément négatif qui ne reste que négatif ne peut se renverser en quelque chose d'affirmatif.

BIBLIOGRAPHIE

- I. — LES *TRAVAUX PRÉPARATOIRES* ET LA *DISSERTATION*
- II.— TEXTES CITÉS PAR MARX
- III.—TEXTES CONTEMPORAINS DES *TRAVAUX PRÉPARATOIRES* ET DE LA *DISSERTATION*.
- IV. — OUVRAGES CONCERNANT LE JEUNE MARX ET LES TEXTES DE 1839-1841.
 - A. *Biographie de Marx*.
 - B. *Ouvrages concernant les textes de 1839-1841*.
- V. — HEGEL ET MARX.
 - A. *Œuvres*.
 - 1. De Hegel.
 - 2. De Marx.
 - B. *Etudes sur Hegel*.
 - C. *Etudes sur Marx*.
 - D. *Etudes sur le « rapport » Marx/Hegel*.
- VI. — DEMOCRITE ET EPICURE.
 - 1. *Textes et traductions*.
 - 2. *Etudes*
 - A.) Démocrite
 - B.) Epicure

I. — LES « TRAVAUX PRÉPARATOIRES » ET LA « DISSERTATION »

Ces textes ont été édités dans le premier volume du premier tome de l'« Historisch kritische Gesamtausgabe » de K. Marx et F. Engels (MEGA). Cette édition comprend les écrits de Marx et d'Engels à l'exclusion du *Capital*. Le premier tome renferme les « Œuvres et écrits de K. Marx jusqu'en 1844 ». Le premier volume est paru à Francfort-sur-le-Main en 1927, le second à Berlin, en 1929.

L'édition MEGA est la seule à présenter intégralement le texte de la *Dissertation*. Celle de Franz Mehring (Stuttgart, 1902), intitulée *Aus dem literarischen Nachlass von Karl Marx, Friedrich*

Engels und Ferdinand Lassalle, ne contient ni les *Remarques* ni l'*Appendice*. Elle inclut cependant dans le texte des extraits relativement importants de ces mêmes *Remarques*. C'est à partir de ce texte incomplet que J. Molitor traduisit en français la *Dissertation*, dans le tome I des *Œuvres philosophiques de Karl Marx* (Paris, 1946, éditions Costes). Depuis 1962, on compte une traduction italienne de ce texte : Alfredo Sabatti, *Sulla fondazione del materialismo storico*, Florence. Faite également d'après Mehring, elle contient en plus l'*Appendice*. Aucune traduction complète de la *Dissertation* n'existait donc en français jusqu'ici. Quant aux *Travaux préparatoires*, ils n'avaient jamais fait l'objet d'aucune tentative de traduction.

Nous avons utilisé le texte de MEGA. Signalons cependant qu'une photocopie de cette édition est disponible aux éditions Rowohlt. Pour faciliter la compréhension des notes de lecture que constituent les *Travaux préparatoires*, les éditeurs ont intercalé des titres résumant les divers passages. Nous avons maintenu ces intertitres en les signalant par des crochets.

Les *Travaux préparatoires* citent constamment des textes anciens, en majorité grecs. Il était impossible de faire figurer *in extenso* les passages auxquels le commentaire fait référence. Nous avons donc simplement indiqué les références. Par contre, quand Marx écrit une citation latine ou grecque, nous la retraduisons en français, de la manière la plus littérale possible, même au mépris du style.

D'une manière générale, nous nous sommes efforcés de traduire littéralement. Le texte de Marx, d'une extrême précision conceptuelle, nous paraissait devoir souffrir d'une transposition cherchant l'élégance du français. Pour ce qui est de la *Dissertation*, nous n'avons modifié la traduction de J. Molitor que là où elle nous paraissait erronée, tant au niveau de la construction qu'à celui de la précision du vocabulaire.

II. — TEXTES CITES PAR MARX

ARISTOTE.

Arist. Méta.

Métaphysique. Edition critique, traduction anglaise et commentaire par W. D. Ross. Oxford, Clarendon Press, 1924, 2 vol. Traduction et commentaire par J. Tricot [Nouvelle édition]. Paris, Librairie Philosophique J. Vrin, 1953, 2 vol. (« Bibliothèque des textes philosophiques »).

Arist. Physique.

Physique. Edition critique, traduction anglaise et commentaire par W. D. Ross. Oxford, Clarendon Press, 1936. Texte et traduction française par H. Carteron. Paris. Les Belles Lettres, 1926, 2 vol.

Arist. De gen. et corr.

De generatione et corruptione [*De la génération et de la corruption*]. Edition et traduction par Ch. Mugler. Paris, Les Belles Lettres, 1966.

Arist. De coelo.

De Coelo [*Du Ciel*]. Edition et traduction par P. Moraux. Paris, Les Belles Lettres, 1965.

Arist. De part. an.

De partibus animalium [*Des parties des animaux*]. Edition, traduction et

commentaire par J.-M. Le Blond. Paris, Aubier, 1945 (« Bibliothèque Philosophique »).

Arist. De gen. an.

De generatione animalium [De la génération des animaux]. Edition, traduction et commentaire par P. Louis. Paris, Les Belles Lettres, 1961.

BAUR (Ferdinand-Christian).}}

« Das Christliche des Platonismus oder Sokrates und Christus »
[L'Elément chrétien dans le platonisme ou Socrate et le Christ] [in]
Zeitschrift für Theologie. Tübingen, 1837, pp. 1-157.

CICÉRON.

Cic. De nat deorum.

De natura deorum [De la nature des dieux]. Edition et commentaire anglais par A. Stanley Pease [Ed. du bimillénaire]. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1958, 2 vol. Traduction française par l'abbé d'Olivet [in] *Œuvres complètes de Cicéron*. Paris, Garnier, 1878, tome XVIII.

Cic. Tusc.

Tusculanes. Edition, traduction et notes par J. Humbert. Paris, Les Belles Lettres, 1960, 2 vol.

Cic. De Fin.

De finibus bonorum malorum. Edition, traduction et notes par J. Martha. Paris, Les Belles Lettres, 1968. (1 vol. paru, contenant les livres I et II.)

Cic. De Fato.

De Fato [Du Destin]. Edition, traduction et notes par A. Yon. Paris, Les Belles Lettres, 1944.

CLÉMENT D'ALEXANDRIE.

Clem. Al. Strom.

Stromates. Clemens Alexandrinus, II (*Strom.* I-VI) et III (*Strom.*, VII-VIII). Edition O. Stahlin [in] *Die Griechischen Christlichen der ersten drei Jahrhunderte*. Leipzig-Berlin, 1897 et sqq., vol. 15 et 17.

DIOGÈNE LAERCE.

Vie, doctrines et sentences des philosophes illustres. Traduction par R.

Genaille. Paris, Garnier-Flammarion, 1965, 2 vol.

EUSÈBE DE CÉSARÉE.

Eus. Prae. ev.

Praeparatio evangelica [Préparation évangélique]. Edition, traduction anglaise et commentaire par E. H. Gifford. Oxford, Clarendon Press, 1903, 4 vol.

FEUERBACH (Ludwig Andreas).

Geschichte der neuen Philosophie von Bacon von Verulam bis Benedikt Spinoza [Histoire de la philosophie moderne de Bacon de Vérulam à Benoît Spinoza] (1833) [in] *Œuvres complètes, édition Balin et Jald, Stuttgart, 1906, 3 vol.*

GASSENDI (Pierre).

Opera, Lyon, 1658, 6 vol. (Réimp. Stuttgart, Frommann, 1964).

Animadversiones in decimum librum Diogenis Laertii [Remarques sur les dix livres de Diogene Laerce]. Leyde, 1649.

Syntagma philosophiae Epicuri. La Haye, 1655, 1659.

HOLBACH (Paul-Henri Thiry d').

Le Système de la nature ou des lois du monde physique et du monde moral. Londres, 1770. Edition critique et commentée publiée sous la direction de Jérôme Vercruysse, en préparation aux éditions Ducros.

LEIBNIZ (G. W.).

Die philosophischen Schriften. Edition Gerhardt, Berlin, 1875, 7 vol. (Réimp. Hildesheim, G. Olms, 1965)

LUCRÈCE.

Lucr. De rer. nat.

De rerum natura. Edition, traduction et commentaire anglais par C. Bailey. Oxford, Clarendon Press, 1947, 3 vol. Edition, traduction et notes par A. Ernout. Paris, Les Belles Lettres, 1920, 2 vol. Commentaires par A. Ernout et L. Robin. Paris, Les Belles Lettres, 1928, 3 vol.

PLUTARQUE.

Plut. De eo quod.

De eo quod secundum Epicurum non beate vivi possit [On ne peut vivre heureux, même agréablement, en suivant la doctrine d'Epicure [in]

Opera moralia. Edition G. N. Bemardakis. Leipzig, Teubner, 1888-1896, 7 vol.

Plut. Adv. Col.

Adversus Coloten [Contre l'épicurien Colotès] [in] *Moralia*. Edition M. Polhenz. Leipzig, Teubner, 1960, vol. VII, 2. Traduction Ricard [in] *Œuvres morales*. Paris, Didier, 1945, T. V.

Plut. De an. procr.

De animae procreatione in Timaeo [De l'engendrement de l'âme dans le Timée] [in] *Moralia*. Edition C. Hubert. Leipzig, Teubner, 1960, vol. VI, 1.

PSEUDO-PLUTARQUE.

De placitis philosophorum [Des sentences des philosophes].

PHILOPON (Jean).

Philop.

Scholia in Aristotelem, coll. par Ch. A. Brandis [in] *Aristoteles Opera*. Ed. Bekker, 5 vol. (grec/latin). Berlin, 1830-1870, tome IV.

RITTER (Heinrich).

Ritter.

Geschichte des Philosophie alter Zeit, 1^o teil [Histoire de la philosophie antique, 1^{re} partie]. Hamburg, 1829-1853, 12 vol. Traduction française par C.-J. Tissot, J. Trullard et P. Challemel-Lacour. Paris, 1835-1861.

ROSSINI.

Rossini.

Epicuri e fragmenta librorum de Natura II et XI [Fragments des traités d'Epicure sur la nature]. Leipzig, Teubner, 1818.

SCHAUBACH.

Schaubach.

Über Epikurs astronomische Begriffe [Sur les concepts astronomiques d'Epicure] [in] *Archiv für Philologie und Pädagogik*, publiés par Seebode, Jahn et Klotz, 1839, n^o 4.

Schelling.

Philosophische Briefe über Dogmatismus und Kritizismus [Lettres philosophiques sur le dogmatisme et le criticisme] [in] *Œuvres*. Ed. Schröter-Munig, 1927-1928, t. I. Traduction par S. Jankélévitch. Paris, éd. Aubier, 1950 (« Bibliothèque Philosophique »).

Schelling, du moi comme princ.

Vom Ich als Prinzip der Philosophie oder über des Ubedingte im menschlichen Wissen [Du Moi comme principe de la philosophie ou de l'Inconditionné dans le savoir humain]. *Œuvres*, éd. cit.

SENÈQUE.

Sen. De otio.

De otio aut secessus sapientia. Edition, traduction et notes par R. Waltz [in] *Cicéron, Dialogues, t. IV*. Paris, Les Belles Lettres, 1951 et sqq.

Sen. De brevit. vitae.

De brevitatae vitae [De la brièveté de la vie]. Traduction française, *ibidem*, t. II. Ed. commentée, P. Grimal. Paris, P.U.F., 1959.

Sen. De vita beata.

De vita beata [De la vie heureuse], [in] *Dialogues*, éd. citée, tome II.

Sen. De const. sap.

Des constancia sapientis [De la constance du sage], [in] *Dialogues*, tome IV.

Sen. De benef.

De Beneficiis [Des bienfaits]. Edition, traduction et notes par F. Préchac. Paris, Les Belles Lettres, 2 vol.

Sen. Ep.

Epistolae ad Lucilium [Lettres à Lucilius]. Edition, traduction et notes par H. Noblot et F. Préchac. Paris, Les Belles Lettres, 1957, 5 vol.

Sen. Ludus de morte.

Apokolokyntasis oder ludus de morte claudii [Apocolocynthose du divin Claude]. Edition, traduction et notes par R. Woltz. Paris, Les Belles Lettres.

Sen. Nat. quaest.

Naturales quaestiones [Questions naturelles]. Edition, traduction et notes

par P. Oltramare. Paris, Les Belles Lettres, 2 vol.

SEXTUS EMPIRICUS.

Sext. Emp. Hyp. pyrr.

Hypotyposes pyrrhoniennes [in] *Sexti Empirici Opera*, recensuit H. Mutschmann. Leipzig, Teubner, 1912, vol. I. Traduction et notes par G. Gordon, [in] *Œuvres choisies*. Paris, Aubier, 1948, pp. 155-342 (« Bibliothèque Philosophique »).

Sext. Emp. Adv. math.

Adversus mathematicos [Contre les mathématiciens], [in] *Sexti Empirici Opera*, vol. III (Livres I-VI). Ed. J. Mau. Leipzig, Teubner, 1954.

Sext. Emp. Adv. dogm.

Adversus mathematicos, VII-XI, [Adversus dogmáticos], [in] *Sexti Empirici Opera*, vol. II. Ed. H. Mutschmann. Leipzig, Teubner, 1912.

SIMPLICIUS.

Simpl.

Scholia in Aristotelem. Cf. J. Philopon.

SPINOZA (Benoît).

Ethique [in] *Opera quotquot reperto sunt*, recognoverunt J. Van Vloten et J.P.N. Land. La Haye, Nijhoff, 1882-1883, 2 vol. Traduction, [in] *Œuvres*, éd. R. Caillois. Paris, Gallimard (« Bibliothèque de la Pléiade »).

STOBÉE.

Stob. Ecl. I et II.

Eclogae physicae et ethicae. [Eclogues physiques et éthiques]. Texte latin. Edition C. Wachsmuth et O. Hense. Berlin, Weidmann, 1884 [1958].

Stob. Flor.

Florilegium [Libri duo posteriores]. Edition C. Wachsmuth et O. Hense. Berlin, Weidmann, 1894-1912 [1958].

THÉMISTIUS.

Themist.

Scholia in Aristotelem. Cf. J. Philopon.

III. — TEXTES CONTEMPORAINS DES « TRAVAUX PREPARATOIRES » ET DE LA « DISSERTATION »

BAUER (Bruno).

Kritik der Geschichte der Offenbarung. T. I : Die Religion des alten Testaments in der geschichtlichen Entwicklung ihrer Prinzipien dargestellt. [Critique de l'histoire de la révélation. I : La religion de l'Ancien Testament exposée dans le développement historique de ses principes.] Berlin, 1838, 2 vol.

Kritik der evangelischen Geschichte der Synoptiker und des Johannes [Critique de l'histoire évangélique des synoptiques et écrits johanniques]. Leipzig, O. Wigand, 1841, 3 vol.

Die Posaune des jüngsten Gerichtes über Hegel den Atheisten und Antichristen. Ein Ultimatum. [La trompette du Jugement dernier contre Hegel l'athée et l'antéchrist. Un ultimatum]. Leipzig, O. Wigand, 1841.

BIEDERMANN (Friedrich).

Fundamental-Philosophie. Leipzig, 1838.

« Des Preussische Staatsprinzip, Kritisch beleuchtet. » [Le principe de l'Etat prussien, éclairé de manière critique] [in] *Les Annales de Halle*, Leipzig, 1839, n° 273.

Die deutsche Philosophie von Kant bis auf unsere Zeit, ihre wissenschaftliche Entwicklung und ihre Stellung den politischen und sozialen Verhältnissen der Gegenwart. [La philosophie allemande de Kant à notre époque, son développement scientifique et sa position eu égard aux rapports politiques et sociaux d'aujourd'hui.] Leipzig, 1841, 2 vol.

CIESZKOWSKI (August von).

Prolegomene zur Historiographie [Prolégomènes à l'historiographie]. Berlin, 1838.

ENGELS (Friedrich).

Lettres à Fr. Groeber (9.XII.1839 ; 5.II.1840), Méga, 1, 2 (Berlin, 1930).
Retrograde Zeichen der Zeit [Traits rétrogrades de notre époque]. Ibidem, 1840.

Ernst Moritz Arndt. Ibidem, 1841.

Schelling über Hegel. Ibidem, 1841.

Schelling und die Offenbarung [Schelling et la révélation]. Ibidem, 1841-1842.

Schelling, der Philosoph in Christo [Schelling, le philosophe dans le Christ]. *Ibidem*, 1842.

FEUERBACH (Ludwig).

Kleine philosophische Schriften. Introduction de M. G. Lange. Leipzig, 1850.

Tadesgedenken (1830), [in] *Œuvres complètes*. Edition Balin et Joldl. Stuttgart, 1903.

Kritik des christlichen oder positiven Philosophie [Critique de la philosophie positive ou philosophie chrétienne]. 1838.

Zur Kritik der Hegeischen Philosophie [Contribution à la critique de la philosophie de Hegel], 1839. Traduction française par L. Althusser [in] *Manifestes philosophiques*. Paris, P.U.F. (Collection « Epiméthée »).

Über philosophie und Christentum in bezichung auf den der Hegel-schen Philosophie gemachten Vorwurf der un christlichkeit. [Sur la philosophie et le christianisme en rapport ou reproche d'impiété à l'égard du christianisme qu'on a fait à la philosophie hégélienne.] (1839).

Zur Charakterisierung der Schrift : über Philosophie und Christentum. [Pour caractériser l'écrit : sur la philosophie et le christianisme.] (1839).

Verhältnis zu Hegel [Rapport à Hegel] (1840).

Das Wesen des Christentums [L'Essence du christianisme] (1841). Traduction par J.-M. Osier. Paris, Maspero, 1968 (Collection « Théorie »).

« Zur Beurteilung der Schrift Das Wesen des Christentums. [Pour juger l'écrit : l'Essence du christianisme.] *Annales Allemandes*, 16-17 février 1842.

Das Wesen der religion. Leipzig, 1845.

Ouvrages sur Feuerbach :

ARVON (H.), *Ludwig Feuerbach et la transformation du sacré*. Paris, P.U.F., (Collection « Epiméthée »).

BOLIN (W.), *L. Feuerbach, Sein Wirken und seine Zeitgenassen*. [L. Feuerbach, son influence et ses contemporains.] Stuttgart, 1891.

LEVY (A.), *La Philosophie de Feuerbach*. Paris, 1904.

SCHMIDT (F.), *Die deutsche Philosophie in ihrer Entwicklung zum Sozialismus. Streir zwischen Feuerbach und B. Bauer*. [La philosophie allemande considérée dans son développement vers le socialisme : Combat entre Feuerbach et B. Bauer.] Berlin, 1846 (pp. 59-73).

GANS (Edouard),

Vermischte Schriften [Ecrits divers]. Berlin, 1834.

Rückblicke auf Personen und Zustände [Rétrospectives sur des personnes et des états]. Berlin, 1836.

« Meine politischen Meinungen » [Mes opinions politiques] [in] *Annales de Halle*. Leipzig, 1840, n° 113.

HEINE (Henri).

Die romantische Schule [L'Ecole romantique] (1833) [in] *Œuvres complètes*. Munich, (Kindler), 1964, 9 vol.

Zur geschichte der Religion und philosophie in Deutschland [Contribution à l'histoire de la religion et de la philosophie en Allemagne]. Ibidem, 1834, 14 vol.

Briefe über Deutschland [Lettres sur l'Allemagne]. Ibidem, 14 vol.

HERZEN (Alexandre).

Ecrits philosophiques choisis. Moscou, 1949. [Lettres sur l'étude de la nature, pp. 101-325.]

HESS (Moses).

Die Heilige Geschichte der Menschheit. Von einem Jünger Spinozas. [Histoire sainte de l'humanité par un disciple de Spinoza.] Stuttgart, Hallberger, 1837.

Die europäische Triarchie [La triarchie européenne]. Leipzig, O. Wigand, 1841.

« Gegenwartige Krise der deutschen Philosophie » [La crise présente de la philosophie allemande] [in] *Athenaeum. Zeitschrift für das gebildete Deutschland*. Berlin, 1841, n° 40. (Repris [in] Moses Hess, *Ecrits philosophiques et socialistes*, 1837-1850. Berlin, 1961.)

KÖPPEN (Karl-Friedrich).

Friedrich der Grosse und seine Widersacher.[Frédéric le Grand et ses adversaires]. Leipzig, 1840.

MICHELET (Karl Ludwig).

Geschichte der letzten Systeme der Philosophie in Deutschland von Kant bis Hegel. [Histoire des derniers systèmes de la philosophie en Allemagne de Kant à Hegel.] Berlin, 1838.

RUGE (Arnold).

« Der Protestantismus und die Romantik. Zur Verständigung über die zeit und ihre Gegensätze. Ein Manifest. » [Le protestantisme et le romantisme. Pour comprendre ses oppositions. Un manifeste.] [in] *Les Annales de Halle*, n° 245 et sqq.

SCHELLING.

Berliner Antrittsrede [*Discours d'ouverture de Berlin*] [in] *Œuvres*, édition Schröter. Munig, 1927-1928, t. VI.

STRAUSS (David Friedrich).

Das Leben Jesu. Kritisch bearbeitet. [*La vie de Jésus, traitée d'un point de vue critique.*] Tübingen, 1835-1836, 2 vol.

Streischriften zur Verteidigung meiner Schrift über das Leben Jesu. [*Ecrit polémique pour la justification de mon écrit sur la vie de Jésus et pour caractériser la théologie présente.*] Tübingen, 1838.

Die christliche Glaubenslehre in ihrer geschichtlichen Entwicklung und im Kampfe mit der modernen Wissenschaft, dargestellt von D. F. Strauss. [*La doctrine de la foi chrétienne dans son développement historique et son combat contre la science.*] Tübingen et Stuttgart, 1840-1841, 2 vol.

IV. — OUVRAGES CONCERNANT LE JEUNE MARX ET LES TEXTES DE 1839-1841

A. BIOGRAPHIES DE MARX.

[Collectif]. — *Karl Marx, Chronik seines Lebens in Einzeldaten.* Institut Marx-Engels-Lénine-Staline. Moscou, 1934.

ENGELS (F.). — Articles sur Marx publiés dans *Handwörterbuch der staatswissenschaften* [*Dictionnaire de poche des sciences politiques*]. 4e éd., 1923, tome VI, p. 496 et sqq.

MEHRING (F.). — *Karl Marx. Geschichte seines Lebens.* [*Karl Marx, Histoire de sa vie*]. 3e édition. Leipzig, 1920.

MAENSCHEN-HELFEN (O.) et NIKOLAJEWSKI (B.). — *Karl und Jenny Marx. Ein Lebensweg.* Berlin, 1933.

DORNEMANN (L.). — *Jenny Marx.* Berlin, 1954.

B. OUVRAGES CONCERNANT LES TEXTES DE 1839-1841.

Peu de travaux ont été publiés sur la *Dissertation* de Marx, et encore moins sur les *Travaux préparatoires*. Ils ne sont pas d'un égal intérêt. Le

seul ouvrage à poser la question critique de la validité du jugement de Marx sur Démocrite et Epicure est celui de J.-M. Gabaude, *Le Jeune Marx et le matérialisme antique*, paru en 1970 chez Privat (Toulouse). Ce travail contient en outre la seule analyse sérieuse de la *Dissertation*. Il faut y joindre, par ordre d'importance :

CORNU (A.). — *Karl Marx et Friedrich Engels. Leur vie et leur œuvre*. Tome I, *Les Années d'enfance et de jeunesse. La gauche hégélienne*. Paris, P.U.F., 1955. Tome II, *Du libéralisme démocratique au communisme. La Gazette Rhénane, les Annales franco-allemandes*. Ibid, 1958. Tome III, *Marx à Paris*. Ibid, 1962. Tome IV, *La Formation du matérialisme historique (1845-1846)*. Ibid., 1970. [Le premier tome contient d'importantes analyses sur le texte que nous avons traduit.]

BAUMGARTEN (R.). — Ueber den verloren geglaubten Anhang zu Marxens Doktordissertation [Sur le complément présumé perdu à la thèse de doctorat de Marx.] [in] *Gegenwartsprobleme der Soziologie [Problèmes actuels de sociologie]*. Akademische Verlagsgesellschaft. Postdam, 1949, pp. 101-115.

LENZ (G.) — « Karl Marx über die epikurische Philosophie. » (Karl Marx et la philosophie épicurienne) [in] *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*. [Archives pour l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier.] 1918, XIII, pp. 218-231.

MEHRING (F.). — La Thèse de Karl Marx sur Démocrite et Epicure. Trad. française [in] *La Nouvelle Critique*, 1955, n° 61, pp. 17-29.

BOTTIGELLI (E.). — Article sur l'étude de Mehring, [in] *La Nouvelle Critique*, 1955, n° 62.

BOTTIGELLI (E.). — *Genèse du socialisme scientifique*. Paris, Editions Sociales, 1967.

TOGLIATTI (P.). — « De Hegel au marxisme », traduit [in] *La Nouvelle Critique*, 1955, n° 62, pp. 22-36, ou [in] *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, 1959, n° 19, pp. 36-52. (Ce numéro spécial contient plusieurs études consacrées au « jeune Marx ».)

ABREU-FREIRE (A. de). — « Critique et idéologie dans les œuvres de jeunesse de Marx », [in] *Revue philosophique de Louvain*, 1966, février, pp. 34-95.

MILHAU (I.). — « Le Jeune Marx et ses problèmes » [in] *La Nouvelle Critique*, 1961, sept.-octobre, pp. 65-83.

FINS (S. F.). — « Marx' Doctoral Dissertation » [in] *A Centenary of*

Marxism, Science and Society, New York, 1948.

AGAZZI (E.). — « La formazione della metodologia di Marx » [in] *Rivista storica del socialismo*, 1964, n° 22-23.

DAL PRA (M.). — Il conflitto di Autocoscienza e Dialettica nella Tesi di Dottorato di Marx, [in] *Rivista critica di storia della Filosofia*, 1964, n° 3.

On trouvera également des indications dans :

ALTHUSSER (L.). — *Pour Marx*. Paris, Maspero, 1965 (Collection « Théorie ») (Article sur le « jeune Marx »).

CARROUGE (M.). — *La Mystique du surhomme*. Paris, Gallimard, (« Bibliothèque des Idées »).

COTTIER (G.-M.-M.). — *L'Athéisme du jeune Marx, ses origines hégéliennes*. Paris, Vrin, 1959.

CHATELET (F.). — « La question de l'athéisme du jeune Marx » [in] *Les Etudes Philosophiques*, 1966, n° 3, pp. 372-374.

CHATELET (F.). — *Logos et praxis, recherches sur la signification théorique du marxisme*. Paris, S.E.D.E.S., 1962 (particulièrement p. 97 et sqq).

LEFEBVRE (H.). — *Pour connaître la pensée de Karl Marx*. Paris, Bordas, 1947 (pp. 91-92).

LANDSCHUT (S.). — Préface des *Fruhschriften* de Marx, éd. Kroner.

OIZERMAN (T.). — « Le problème de l'aliénation dans les travaux de jeunesse de Marx » [in] *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, 1962, n° 33-34, pp. 68-82.

LOWITH (K.). — *De Hegel à Nietzsche*. Traduction de R. Lau-reillard. Paris, Gallimard, 1969 (« Bibliothèque des Idées »).

KAHN (P.). — « Société et Etat dans les œuvres de jeunesse de Marx » [in] *Cahiers Internationaux de Sociologie*, tome V, 1948.

GRÉGOIRE (F.). — *Aux sources de la pensée de Marx : Hegel et Feuerbach*. Louvain, Institut Supérieur de philosophie. Paris, Vrin, 1943.

GARAUDY (R.). — *Karl Marx*. Paris, Seghers, 1964.

CALVEZ (J.-Y.). — *La Pensée de Karl Marx*. Paris, Editions Le Seuil, 1956.

V. — HEGEL ET MARX

A. — HEGEL ET MARX. — ŒUVRES.

1. — HEGEL.

- Hegel (G. W.). — *Œuvres complètes*. Edition du jubilé par Glockner. Stuttgart, 1949 et sqq., 20 vol.
- *La Première Philosophie de l'esprit*. Paris, P.U.F., 1969 (Collection « Epiméthée »).
- *La Phénoménologie de l'Esprit*. Traduction par J. Hyppolite. Paris, Aubier, 1947 (Coll. « Philosophie de l'Esprit »), 2 vol.
- *Précis de l'encyclopédie des sciences philosophiques*. Traduction Gibelin. Paris, Vrin, 1967.
- *Encyclopédie des sciences philosophiques en abrégé*. Nouvelle traduction de Maurice de Gandillac. Paris, Gallimard, 1970.
- *Science de la logique*. Traduction par S. Jankélévitch. Paris, Aubier, 1949, 2 vol.
- *Vorlesungen über die Geschichte der philosophie* [*Leçons sur l'histoire de la philosophie*]. Edition du jubilé (Frommann) 1959. Trad, française à paraître, par R. Garniron, 7 vol. Paris, Vrin, 1970-1972.
- *Leçons sur la philosophie de l'histoire*. Trad, française Gibelin. Paris, Vrin, 1967. Retraduites par K. Papaioannou, sous le titre « La Raison dans l'histoire », Collection 10/18, 1965. Le texte allemand est en outre disponible chez Meiner, 1955.
- *Leçons sur la philosophie de la religion*. Trad, française Gibelin. Paris, Vrin, 1959, 5 vol.
- *Esthétique*. Trad. S. Jankélévitch. Paris, éd. Aubier-Montaigne, 1964, rééd. de Aubier 1944.
- *Principes de la philosophie du droit*. Trad. A. Kaan. Paris, Gallimard (coll. « Idées ») [1940], 1963.
- *L'Essence du christianisme et son destin*. Trad, française J. Martin. Paris, Vrin, 1967.
- *Propédeutique philosophique*. Trad, française M. de Gandillac. Paris, éd. Gonthier (Bibliothèque « Médiations »).
- *Premières Publications. Différence des systèmes philosophiques de Fichte et de Schelling*. Trad. Méry. Paris, Vrin, 1953.

2. — MARX.

Œuvres complètes, édition citée Méga.

Description du premier tome :

« Der Kommunismus und die Augsbürger Allgemeine Zeitung »
1.1. p. 260.

« Debatten über das Holzdiebstahlgesetz » (Débats sur la loi concernant le vol des bois), *ibid.*, p. 266.

« Rechtfertigung des Korrespondenten von der Mosel » (Justification du correspondant de la Moselle), *ibid.*, p. 355.

« Kritik des Hegeischen Staatsrechts » (Critique de la philosophie du droit de Hegel), *ibid.*, p. 403. « Zur Judenfrage » (Réflexions sur la question juive), *ibid.*, p. 576.

« Zur Kritik der Hegeischen Rechtsphilosophie, Einleitung » (Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, introduction), *ibid.*, p. 607.

Œuvres philosophiques de Karl Marx, trad. fr. J. Molitor. Paris, A. Costes, 1927, 9 vol.

MARX ET ENGELS. — *Etudes philosophiques*. Paris, Editions Sociales, 1968.

MARX ET ENGELS. — *Sur la religion*. Textes choisis, traduits et annotés par G. Badia, P. Bange et E. Bottigelli. Paris, Editions Sociales, 1968.

MARX ET ENGELS. — *La Sainte Famille, ou Critique de la Critique contre Bruno Bauer et consorts*. Trad. E. Cogniot. Paris, Editions Sociales, 1968.

MARX. — *Manuscrits de 1844, Economie politique et philosophique*. Trad. E. Bottigelli. Paris, Editions Sociales, 1962.

MARX ET ENGELS. — *L'Idéologie allemande*. Trad. H. Auger, G. Badia, J. Baudrillard, R. Cartelle. Paris, Editions Sociales, 1968.

MARX. — *Misère de la philosophie*. Paris, Editions Sociales, 1968.

MARX. — *Contribution à la critique de l'économie politique*. Trad. M. Husson et G. Badia. Paris, Editions Sociales, 1957.

Correspondance Marx-Engels. — *Lettres sur le Capital*. Trad. G. Badia, J. Chabbert et P. Meier. Paris, Editions Sociales, 1964.

MARX. — *Fondements de la critique de l'économie politique*. Ed. Anthropos 1969, 2 vol. Ed. all. *Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie*, éd. Dietz, Berlin, 1953.

MARX. — *Le Capital, critique de l'économie politique*. Trad. fr. J. Roy, révisée pour le livre I par l'auteur. Paris, Editions Sociales, 1967, 8 vol.

MARX. — *Œuvres*, « économie I et II ». Préf. de F. Perroux, notes de M.

- Rubel, 2 vol. Paris, Gallimard (coll. « La Pléiade »).
- ENGELS. — *Anti-Dühring*. Trad. E. Bottigelli. Paris, Editions Sociales, 1963.
- ENGELS. — *Dialectique de la nature*. Trad. E. Bottigelli. Paris, Editions Sociales, 1968.
- ENGELS. — *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*. Paris, Editions Sociales.

B. — ETUDES SUR HEGEL.

- ASVELD (P.). — *La Pensée religieuse du jeune Hegel*. Louvain et Paris, 1953.
- BRÉHIER (E.). — *Histoire de la philosophie allemande*. Paris, 1931.
- CHATELET (F.). — *Hegel*. Ed. Le Seuil, 1968.
- CROCE (B.). — *Ciò che è vivo e ciò che è morto della filosofia di Hegel* [*Ce qui est vivant et ce qui est mort dans la philosophie de Hegel*]. Bari, 1907. Trad. Burnot, Paris, 1912.
- DILTHEY (W.). — *Die Jugendgeschichte Hegels*. Leipzig et Berlin, 1925.
- Etudes sur Hegel* (B. Croce, N. Hartmann, Ch. Andler, V. Bäscher, R. Berthelot, M. Guérout, Ed. Vermeil). Paris, 1931.
- FLEISCHMANN. — *La Science universelle ou la Logique de Hegel*. Paris, Plon, 1968.
- *La Philosophie de Hegel* (commentaire de la philosophie du droit). Paris, Pion, 1964.
- GARAUDY (R.). — *La Pensée de Hegel*. Paris, Bordas, 1966.
- HAERING (T.). — *Hegel, sein Willen und sein Werk* [*Hegel, son vouloir et son œuvre*], 2 vol. Leipzig et Berlin, 1929, 1938.
- HARTMANN (N.). — *Die Philosophie des deutschen Idealismus* [*La Philosophie de l'idéalisme allemand*], 2 vol. Berlin, 1923, 1929.
- HYPOLITE (J.). — *Genèse et structure de la phénoménologie de l'Esprit de Hegel*. Paris, Aubier-Montaigne, 1946.
- *Introduction à la philosophie de l'histoire de Hegel*. Paris, Rivière, 1948.
- *Logique et Existence, essai sur la logique de Hegel*. Paris, P.U.F., 1961 (coll. « Epiméthée »).
- *Etudes sur Marx et Hegel*. Paris, Marcel Rivière, 1965.
- KOJÈVE (A.). — *Introduction à la lecture de Hegel, Leçons sur la phénoménologie de l'Esprit*. Paris, Gallimard, 1947.
- LEISEGANG (H.). — *Denkformen* [*Formes de pensée*]. Berlin, 1928.

- LITT (H.). — *Hegel*. Heidelberg, 1953.
- LÉNINE. — *Cahiers sur la dialectique de Hegel*. Trad. H. Lefebvre et N. Guterman. Paris, Gallimard, 1967.
- LUKACS (G.). — *Der junge Hegel*. Zürich, 1948.
- MARCUSE. — *Hegels Ontologie und die Grundlegung einer Theorie der Geschichtlichkeit* [L'Ontologie de Hegel et la fondation d'une théorie de l'historicité]. Frankfurt, 1932.
- MURE (G. R. G.). — *A study of Hegel's Logik* [Etude de la Logique de Hegel]. Oxford, 1953.
- NIEL (H.). — *De la médiation dans la philosophie de Hegel*. Paris, 1945.
- NINK (C.). — *Kommentar zu den grundlegenden Abschnitten von Hegels Phänomenologie des Geistes* [Commentaire des chapitres fondamentaux de la « Phénoménologie de l'Esprit » de Hegel]. Regensburg, 1931.
- NOEL (G.). — *La Logique de Hegel*. Paris, 1897 ; 2e éd., Vrin, 1967.
- PAPAIIOANNOU (K.). — *Hegel*. Paris, Seghers, 1952.
- ROSENZWEIG (F.). — *Hegel und der Staat* [Hegel et l'Etat]. 2 vol., Oldenburg, 1920.
- STACE (W. T.). — *The Philosophy of Hegel*. London, 1924.
- WAHL (J.). — *Le Malheur de la conscience dans la philosophie de Hegel*. Paris, 1930.
- Commentaires sur la Logique de Hegel. *Centre de documentation universitaire, les Cours de Sorbonne*, 1959.
- VÉRA (A.). — *Logique de Hegel* (traduction et commentaire), 2^e éd., Germer. Baillière, 1874, 2 vol.
- WEIL (E.). — *Hegel et l'Etat*. 2^e éd., Paris, Vrin, 1966.

C. — ETUDE SUR MARX

- ALTHUSSER (L.). — *Lire le Capital* (en collaboration avec J. Rancière, P. Macherey, E. Balibar, R. Establet). Paris, Maspero, 1967, 2 vol (coll. « Théorie »).
- ARVON (H.). — *Le Marxisme*. Paris, Armand Colin, 1955.
- AXELOS (K.). — *Marx, penseur de la technique*. Paris, éd. de Minuit, 1961.
- BAAS (E.). — *L'Humanisme marxiste*. Paris et Colmar, éd. Alsatia, 1947.
- *Introduction critique au marxisme*. Alsatia, 1954 (réédition du précédent).
- CHATELET (F.). — *Logos et praxis...* (éd. cit.).

- CORNU (A.). — *Karl Marx et Friedrich Engels...* (éd. cit.).
- « La formation du matérialisme historique » [in] *La Pensée*, revue du rationalisme moderne, n° 115, juin 1964, pp. 3-11.
- DENIS (H.). — « Humanisme et matérialisme dans la pensée de Karl Marx » [in] *La Pensée*, n° 14.
- DESANTI (J.-T.) — « Le jeune Marx et la métaphysique » [in] *Revue de métaphysique et de morale*, 1947.
- *Introduction à l'histoire de la philosophie, les Essais de la nouvelle critique*. Paris, Editions Sociales, 1957.
- *Phénoménologie et praxis*. Paris, Editions Sociales, 1963.
- GURWITCH (G.), LEFEBVRE, CUVILLIER, DUFRENNE, BETTELHEIM, HAUBTMANN, [in] *Cahiers internationaux de sociologie*, 1948, IV.
- KOJÈVE (A.). — « Hegel, Marx et le christianisme » [in] *Critique*, n° 3, 4.
- KORSCH. — *Marxisme et Philosophie*. Ed. de Minuit, 1964.
- LACROIX (J.). — « Marxisme, existentialisme, personnalisme ». Paris, P.U.F., 1950.
- LEFEBVRE (H.). — *A la lumière du matérialisme dialectique*, tome I : *Logique formelle et logique dialectique*. Paris, Editions Sociales, 1947.
- *Le Matérialisme dialectique*. Paris, P.U.F., 1949, 3e éd.
- Lettre sur Hegel [in] *Nouvelle Critique*, n° 22.
- *La Pensée de Marx*. Paris, Bordas, 1947.
- *Marx*. Paris, P.U.F., 1964.
- *Le Marxisme*. Paris, P.U.F. (coll. « Que sais-je ? »).
- *Critique de la vie quotidienne*, vol. I. 1958. Paris, L'Arche, Vol. II. *Ibidem*, 1961.
- *Introduction à la modernité*. Paris, éd. de Minuit, 1962.
- LUKACS (G.). — *Histoire et Conscience de classe*. Paris, éd. de Minuit, 1960.
- LÔWITH (K.). — « L'achèvement de la philosophie classique par Hegel et sa dissolution par Marx et Kierkegaard » [in] *Recherches philosophiques*.
- MANDEL (E.). — *La Formation de la pensée économique de Marx*. Paris, Maspero, 1967.
- MERLEAU-PONTY (M.). — *Les Aventures de la dialectique*. Paris, Gallimard, 1955.
- MASCOLO (D.). — *Le Communisme (dialectique des besoins et des valeurs)*. Paris, N.R.F., 1953.

- NAVILLE (P.). — *Le Nouveau Leviathan, I. De l'aliénation à la jouissance*. Nouvelle édition. Paris, Anthropos, 1967, II et III. *Le Salaire socialiste, ibidem*, 1970.
- PLÉKHANOV (G.). — *Les Questions fondamentales du marxisme*. Paris, Editions Sociales, 1947.
- La signification de Hegel, n° avril-mai 1950 de la *Revue internationale*.
- PRENANT (M.). — « Marx et Comte » [in] *A la lumière du marxisme*, II, 1937.
- RUBEL (M.). — *Karl Marx, essai de biographie intellectuelle*. Paris, Marcel Rivière, 1957.
- SANDOR. — *Histoire de la dialectique, Hegel*. Paris, 1948.
- SCHAFF (A.). — *Le Marxisme et l'individu, contribution à la philosophie marxiste de l'homme*. Paris, A. Colin, 1968.
- SOUBISE (L.). — *Le Marxisme après Marx*. Préface de F. Chatelet. Paris, Aubier-Montaigne, 1967.
- TRAN DUC THAO. — *Phénoménologie et Matérialisme dialectique*. Paris, éd. Minh Tan, 1952.
- WEIL (E.). — « A propos du matérialisme dialectique » [in] *Critique*, n° 1.
- « Marx et la liberté » [in] *Critique*, n° 8/9.

D. — ETUDES SUR LE « RAPPORT » MARX/HEGEL.

- ALTHUSSER (L.). — *Pour Marx, Lire le Capital*. Editions citées.
- *Lénine et la philosophie*. Paris, Maspero, 1969 (coll. « Théorie »).
- BEKKER (K.). — *Man philosophische Entwicklung, sein Verhältnis zu Hegel* [Le Développement philosophique de Marx, son rapport à Hegel]. Zurich, New York, 1940.
- CORNU (A.). — *Karl Marx et la pensée moderne*. Paris, Editions Sociales.
- HABERMAS (J.). — *Zur philosophischen Diskussion um Marx und den marxismus* (Contribution à la discussion philosophique portant sur Marx et le marxisme) [in] *Theorie und praxis*. Neuwied (Luchterhand), 1963.
- HILLMANN (G.). — *Marx und Hegel. Von der Spekulation zur Dialektik* [Marx et Hegel. De la spéculation à la dialectique]. Frankfurt-sur-le-Main, 1966.
- HOOK (S.). — *From Hegel to Marx. Studies in the intellectual*

development of Karl Marx [De Hegel à Marx. Etudes sur le développement philosophique de Karl Marx]. Londres, V. Gollancz, 1936.

PLENCE (J.). — *Marx und Hegel [Marx et Hegel]*, Tübingen, 1911.

MARCUSE (H.). — *Raison et Révolution*. Trad. R. Castel et Ph. Gonthier. Paris, éd. de Minuit, 1968.

STUKE (H.). — *Philosophie der Tat, Studien zur « Verwirklichung der Philosophie » bei den Junghegelianern und den wahren Sozialisten* [Philosophie de l'action, études pour la « réalisation de la philosophie » chez les Jeunes hégéliens et les vrais socialistes]. Stuttgart, Klett, 1963.

VI. — DEMOCRITE ET EPICURE

I. — TEXTES ET TRADUCTIONS.

On trouvera les extraits, conservés par la tradition doxographique, traduits dans le recueil de M. Solovine, *Démocrite, doctrine philosophique et réflexions morales* ; une traduction italienne, précédée d'un commentaire, a été procurée par V. Alfieri dans *Gli Atomisti*, Bari, 1936. Le texte grec a été édité par H. Diels, *Die fragmente der Vorsokratiker* (grec-allemand), Berlin, Weidmann, 1903.

Les fragments d'Epicure se trouvent partiellement réunis dans l'ouvrage de Hermann Usener, *Epicurea*, 1877. Des trois cents rouleaux écrits par Epicure, seuls ont été conservés quelques fragments, issus pour une grande partie de son *περι φύσεως* [de la Nature]. Diogène Laërce nous a transmis le texte des Lettres à Hérodote, à Pythoclès et à Ménécée [éd. cit., II, pp. 212-269] et quelque quarante maximes. Il faut leur ajouter les quatre-vingt-une maximes découvertes à la bibliothèque du Vatican par K. Wotke en 1888. [Cf. *Wiener Studien*, X, 2, 1888]. Ces fragments ont été traduits par M. Solovine sous le titre : *Epicure, doctrine et maximes*, Paris, Hermann, 1925. [Nouvelle édition, 1965, préface de J.-P. Faye.] L'ouvrage est précédé d'une *Note sur le clinamen*. O. Hamelin a procuré une traduction des Lettres en 1910 dans la *Revue de métaphysique et de morale*. Enfin, un recueil commode a été publié en 1951 par J. Brun aux P. U.F. (*Epicure et les Epicuriens*).

II. — ETUDES.

Le lecteur trouvera des études générales dans les histoires de la philosophie.

- ZELLER (Edouard). — *La Philosophie des Grecs considérée dans son développement historique*. [*Die Philos. der Griechen in ihrer gesch. Entwickl. dargestellt.*] Traduction inachevée par E. Boutroux. Paris, 1882. Première partie, tome II : *L'Atomisme* [pp. 279-381, Démocrite].
- GOMPERZ (Théodore). — *Les Penseurs de la Grèce. Histoire de la philosophie antique* [*Griechische Denker*]. Traduction A. Raymond. Paris, Alcan, 1908, t. I [pp. 333-388, *Les Atomistes*].
- BRÉHIER (Emile). — *Histoire de la philosophie*, I, 1. Introduction, La Période hellénique. I, 2, Période hellénistique et romaine. Paris, Alcan, 1938.
- RIVAUD (Albert). — *Histoire de la philosophie*. T. I, Des Origines à la scolastique [1948]. 2e éd. revue par G. Varet, Paris P.U.F., 1950 [pp. 98-108, Démocrite ; pp. 343-371, l'épicurisme].
- ROBIN (Léon). — *La Pensée grecque et les origines de l'esprit scientifique* [1948]. Ed. revue par P. M. Séhulh. Paris, Albin Michel, 1963. [Leucippe et Démocrite, pp. 135-146, l'épicurisme, pp. 387-408.]
- CHEVALIER (Jacques). — *Histoire de la pensée*. I. *La Pensée antique*. Paris, Flammarion, 1955 [L'atomisme, pp. 109-111 ; l'épicurisme, pp. 455-482].

Etudes générales sur l'atomisme et le matérialisme anciens.

- LANGE (F. M.). — *Histoire du matérialisme*. [*Geschichte der materialismus*]. Trad. par B. Pommerol. Paris, Reinwald, 1877, 2 vol. [vol. I].
- MABILLEAU (L.). — *Histoire de la philosophie atomistique*. Paris, Alcan, 1895.
- HUIT (Ch.). — *De la philosophie de la nature chez les Anciens*. Paris, Fontemoing, 1901.
- REY (A.). — *La Science dans l'Antiquité. La maturité de la pensée scientifique en Grèce*. Paris, Albin Michel, 1903.
- BAILEY (C.). — *The Greek atomists and Epicurus. A study*. Oxford, 1928.
- BACHELARD (G.). — *Les Intuitions atomistiques*. Paris, Boivin, 1935.
- FARRINGTON (B.). — *Science and politics in the Ancient World*. Londres, 1935.
- BALMES (D. M.). — « Greek Science and Mechanism. The Atomists »

[in] *Classical quartely*, 1941.

ALFIERI (V. E.). — *Atomos idea. L'Origine del concetto dell' atomo nel pensiero greco*. Florence, 1953.

MUGLER (Ch.). — *L'Isonomie des atomistes* [in], *Revue de Philologie*, 1956.

COGNIOT (G.). — *Le Matérialisme gréco-romain*. Paris, Editions Sociales, 1964.

NIZAN (P.). — *Les Matérialistes dans l'Antiquité*. Paris, Maspero, 1965.

MOREAU (J.). — *L'Espace et le temps selon Aristote*. Padoue, Antenore, 1965. [Aristote et le mouvement des atomes, p. 181 et sq.]

A. DEMOCRITE.

HAMELJN (O.). — « La Pesanteur de l'atome dans le système de Démocrite » [in] *Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux*, nouvelle série V, p. 194 et sq. [1888].

BROCHARD (V.). — « Protagoras et Démocrite » [in] *Archiv für Geschichte der philosophie*, 1889. [Repris dans *Etudes de philosophie ancienne et moderne*. Paris, Vrin, 1912, pp. 23-33].

NATORP (P.). — *Die Ethica des Democritos. Text und Untersuchungen*. Marburg, 1893.

ENRIQUES (F.) et MAZIOTTI (M.). — *La Doctrine de Démocrite*. Bologne, 1948.

BRUNSCHVIG (L.). — « L'Echec de l'atomisme démocritéen » [in] *L'Expérience humaine et la causalité physique*. Paris, P.U.F., 1949, I, chap. xii.

ROBIN (L.). — « L'Atomisme ancien » [in] *Revue de Synthèse*, VI, p. 205 et sq. [Repris dans *La Pensée hellénique des origines à Epicure*. Paris, P.U.F., 1967.]

B. EPICURE.

GASSENDI (P.). — *Animadversiones in decimum librum Diogenes Laertii*. 1649.

GASSENDI (P.). — *Syntagma philosophiae Epicuri*. 1659. [Repris dans *Opera omnia*. Lyon, 1658, tome III.

Cf. ROCHOT (B.). — *Les Travaux de Gassendi sur Epicure et l'atomisme*. Paris, Vrin, 1944.

LACHELIER (J.). — *Les Dieux d'Epicure d'après le De natura deorum de Cicerón* [in] *Revue de Philologie*, 1877.

GUYAU (M.). — *La Morale d'Epicure*. Paris, Ballière, 1878.

- THOMAS (P. F.). — *De Epicuri canonica*, 1889.
- BROCHARD (V.). — La Théorie du plaisir d'après Epicure [in] *Journal des savants*, 1904. [Repris dans *Etude de philosophie ancienne et moderne*. Paris, Vrin, 1912, pp. 252-293.]
- BROCHARD (V.). — « La Morale d'Epicure » [in] *Année philosophique*, XIV, 1910. [Repris dans *op. cit.*, pp. 294-299.]
- ROBIN (L.). — Sur la conception épicurienne du progrès [axé sur Lucrèce] [in] *Revue de métaphysique et de morale*, XXIII, 1916. [Repris dans *La Pensée hellénique des origines à Epicure*. Paris, P.U.F., 1967 2.]
- BIGNONE (E.). — *Epicuro, opere, frammenti, testimonianze sulla sua vita, tradotti con introduzione e commento*. Bari, 1920.
- BIGNONE (E.). — *Nuove ricerche sulla formazione filosofica di Epicuro*. Athene e Roma, 1933.
- BIGNONE (E.). — *L'Aristotele perduto e la formazione filosofica di Epicuro*. Firenze, 1936, 2 vol.
- BIGNONE (E.). — *La dottrina epicurea del clinamen*. Firenze, Le Monnier, 1940.
- VOGLIANO (A.). — « Autour du jardin d'Epicure » [in] *Mélanges Bidez*, 1934.
- FESTUGIÈRE (A.-J.). — *Epicure et ses Dieux*. Paris, P.U.F., 1946.
- SARTRE (J.-P.). — « Matérialisme et révolution » [in] *Situations III*. Paris, Gallimard, 1949.
- CAPONE-BRAGA (G.). — *Studi su Epicuro*. Milano, 1951.
- BOYANCÉ (P.). — « Epicure et M. Sartre » [in] *Revue Philosophique*, 1953, p. 426 et sqq.
- WESTMAN (R.). — *Plutarch gegen Kolotes, seine Schrift « Adversus Colotem », als eine philosophie geschichtliche Quelle*. Helsinki, 1955.
- GOLDSCHMIDT (V.). — « Epicure » [in] *Les Philosophes célèbres*. Paris, Mazenod, 1956.
- FARRINGTON (B.). — *The Faith of Epicurus*. Londres, 1967.
- Epicurea in memoriam E. Bignone*. Gênes, 1959.
- BOYANCÉ (P.). — *Lucrèce et l'épicurisme*. Paris, P.U.F., 1963.
- Questions épicuriennes*. — numéro spécial des *Etudes philosophiques*, 1967. [BASTIDE (G.), « L'Esthétisme et Lucrèce ». — ESCOUBAS (E.), « Ascétisme stoïcien et ascétisme épicurien ». — DIANO (C), « Epicure ; La Philosophie du plaisir et la société des amis ».]
- POVARKOV (I.). — « Les Quatre Problèmes posés par l'épicurisme » [in]

La Pensée, 1967, n° 131, février.

Enfin, on trouvera des renseignements intéressants dans les travaux suivants consacrés à Lucrèce.

ROYER (J.-B.). — *Essai sur les arguments du matérialisme dans Lucrèce*. Paris, 1883.

BERGSON (H.). — *Extraits de Lucrèce avec commentaire*, Paris, Delagrave, 1883 ; repris [in] *Ecrits et paroles*. Paris, P.U.F. 1957, tome I.

UNTERSTEINER (M.). — *Sul pensiero di Lucrezio*, Torino, Bocca, 1925.

MESNARD (P.). — « Antifinalisme et finalité chez Lucrèce » [in] *Revue des Sciences humaines*, 1947, XLVI, pp. 97-116.

VAVILOV (S. L.). — « Lucretius physics » [in] *Philosophy and phenomenological Research*, 1948, IX, pp. 21-40.

BOYANCÉ (I.). — *Lucrèce et l'épicurisme*. Paris, P.U.F., 1963.

COGNIOT (G.). — *Lucrèce, textes choisis et commentés*. Paris, Editions Sociales, 1954.

CONCHE (M.). — *Lucrèce et l'expérience*. Paris, Seghers, 1967.

DELEUZE (G.). — « Lucrèce et le simulacre » [in] *Logique du sens*. Appendice II. Paris, Ed. de Minuit, 1969.

INDEX DES NOMS CITÉS

A

Abreu Freire (A. de), 84 n. 2.
Althusser (L.), 23, 88, 89 n. 12, 90, 131.
Anaxagore, 68, 135, 136, 164, 166, 176, 273.
Antisthène, 197, 226.
Araud (r.), 88 n. 1.
Archestrate, 283.
Archimede, 236.
Aristippe, 197, 221.
Aristote, 11, 29, 43, 123, 127, 132, 135, 141, 142, 175, 178, 184, 186, 187, 196, 197, 201, 217-219, 223, 229, 236, 242, 245, 246, 248, 252, 253, 259, 260, 261, 267, 274, 320, 323, 328.
Augustin (Saint), 244.

B

Bacon, 68.
Balibar (e.), 86.
Bauer (B.), 23, 26, 27, 29, 30, 41, 42, 62, 68-70, 72-75.
Baur, 180, 182, 183.
Bayle, 240, 241, 244.
Boehme (J.), 156.
Bottigelli (e.), 19 n. 13, 75 n. 22, 83 n. 1.
Bruecker, 257.
Bruno (Giordano), 179.

C

Chatelet (F.), 14 n. 3, 15 n. 5, 15 n. 6, 18 n. 11, 18 n. 12, 19 n. 13.
Christ (Le), 175, 180, 181, 182.
Chrysippe, 283.

Cicéron, 47, 168, 196, 207, 221, 222, 225, 226, 227, 229, 239-241, 243, 244, 246, 262.

Cieszkowski, 17, 21, 30.

Clément d'Alexandrie, 175, 221.

Cornu (A.), 11 n. 1, 16 n. 8, 17 n. 9, 21 n. 14, 21 n. 15, 22 n. 15, 23 n. 20, 25 n. 24, 26 n. 25, 26 et 27, 27 n. 28, 29 n. 1, 30 n. 2, 36, 37 n. 12, 39 n. 15, 41 n. 18, 42 n. 20, 62 n. 12.

Cotta, 221.

Cyniques (Les), 219.

Cyrénaïques (Les), 196, 219.

D

Deleuze (G.), 50 n. 27, 65 n. 17, 105 n. 3.

Démétrius de Phalère, 226.

Démocrite, 11, 43-49, 51, 53, 56, 58, 60-62, 67, 68, 111 n. 4, 160, 170, 187, 188, 213, 219-231, 233, 234, 239, 240, 244, 248, 252-257, 261, 263, 265, 267, 269-271, 273, 280, 284, 313, 325.

Denys (L'Evêque), 230, 255.

Descartes, 67, 123.

Diderot, 56.

Diogene Laërce, 128, 223, 226, 228, 251.

Dogmatisme, 319.

Dumézil (G.), 105.

Duns Scot, 68.

E

Echtermayer, 24.

Eléates (Les), 196.

Empédocle, 160, 164, 221.

Engels, 12 n. 2, 69 n. 18, 84 n. 2.

Epicharme, 222.

Epicure, 29, 29 n. 1, 31, 33, 34, 40, 42-52, 52 n. 29, 53-57, 57 n. 3, 58, 60-64, 65 n. 17, 67, 68, 69 n. 18, 70, 77, 79, 81, 87 n. 10, 104 n. 1, 109, 110, 111 n. 3, 112, 113 n. 6, 116, 116 n. 9, 117-119, 119 n. 11, 121, 122, 124-133, 142-153, 155, 157-159, 164, 165, 169 n. 19, 170-175, 178, 180, 196-198, 200, 207, 208, 211, 213, 215/217, 220-222, 224, 225, 227-235, 239-246, 248, 249, 251, 252, 254-257, 259-261, 261 n. 4, 262-271, 273, 275-285, 287, 289, 298 n. 11, 306, 308, 315, 319 n. 1, 322-332.

Eschyle, 145, 177 n. 22, 204, 276.

Euripide, 145.

Eusèbe, 229, 230, 252, 245.

F

Faye (J.-P.), 87 n. 10.

Feuerbach, 11, 12, 19 n. 13, 23, 25-27, 33-35, 41, 42, 56, 61, 70-72, 72 n. 21, 73, 77, 79, 81, 81 n. 27, 83, 84 n. 2, 90, 94, 96, 123, 317.

Fichte, 27, 37, 181.

Freud (S.), 105.

G

Gabaude (J.-M.), 65 n. 17.

Gassendi, 50, 56, 67, 109, 122, 123, 207, 257.

Gorgias, 187.

H

Hegel, 9, 11-13, 14 n. 3, 15, 16 n. 8, 18, 19 n. 3, 21, 22, 24, 26-28, 29 n. 1, 35, 36, 38, 38 n. 13, 39, 41, 42, 42 n. 20, 43, 44, 46, 46 n. 23, 48 n. 24, 49 n. 25, 54 n. 32, 57, 65, 68, 69 n. 18, 71, 72, 72 n. 19 et 21, 73-75, 77 n. 24, 81 n. 27, 84, 98, 99, 102, 102 n. 19, 104 n. 1, 110 n. 2, 114 n. 7, 116 n. 8, 140 n. 16, 169 n. 19, 177-184, 186, 189, 190, 207, 234, 285, 286, 293, 295, 296, 296 n. 8, 297. 302, 303, 306, 306 n. 2, 307-314, 316, 319, 319 n. 1. 320, 321, 321 n. 2, 322, 323, 325-327, 327 n. 3, 328, 330, 331, 331 n. 6.

Hégéliens (Les Jeunes), 12, 17, 19, 20, 22 n. 15, 23-27, 31, 35, 36, 40, 41, 177 n. 22.

Hégéliens (Les vieux), 12, 13,

Hengstenberg, 25.

Heraclite, 181, 219.

Hérennius, 163.

Hérodote, 259, 260, 270, 276.

Hinrichs, 25.

Homère, 171, 222.

Hume (D.), 201, 208.

Hyppolite (J.), 14 n. 3, 54, 93 n. 3, 293, 294.

J

Jankélévitch (S.), 38 n. 13, 294 n. 2, 299 n. 1, 307 n. 4.

K

Kant (E.), 37, 201, 286.

Koeppen (F.), 26, 30, 208.

L

Leclaire (S.), 105.
Leibniz, 68, 130, 201, 222.
Lénine, 55.
Léontius, 221.
Leucippe, 187, 248, 325.
Locke, 68.
Lucrèce, 50 n. 27, 54, 63, 64 n. 15, 117, 118, 162-165, 167, 170-173, 241, 243, 247, 251, 256, 257, 261, 264 n. 21 et 22, 265, 270, 271 n. 8, 283, 325.

M

Malebranche, 68.
Marx (K.), 9, 11, 12, 12 n. 2, 17, 19 n. 3, 22-27, 29, 30, 34-38, 38 n.13, 39-42, 42 n. 20, 43-45, 50-53, 53 n. 31, 54 n. 32, 55-58, 60, 61, 61 n. 12, 62-65, 67-69, 69 n. 18, 70, 72, 72 n. 21, 74-76, 79 n. 26, 80, 81 n. 27, 84-8.7, 88 n. 10, 89, 91, 93, 94, 98, 99, 100, 100 n. 15, 101-104, 109 n. 1, 116 n. 8, 117, 118, 125 n. 12, 169 n. 19, 174, 217 n. 2, 221 n. 1, 223 n. 2, 293, 296 n. 9, 297, 305-310, 312-317, 319 n. 1, 327 n. 3, 329 n. 4, 330 n. 5, 331.
Métrodore, 174, 263.
Molitor, 35, 294 n. 5, 296 n. 8.

N

Nicholai, 181.
Nicholas, 220.
Nietzsche, 34 n. 7, 56 n. 2.
Nizan, 55, 63 n. 13, 64.
Noel (G.), 38 n. 13, 307 n. 3.
Nouvelle Académie, 322, 332.
Nuerberger, 251.

O

Origène, 183.
Osier (J.-M.), 24 n. 23.
Ortigue (E.), 105 n. 4.

P

Parménide, 160, 221.
Paul (Apôtre), 175, 221.

Philopon, 252.
Platon, 16, 43, 140, 141, 158, 160, 161, 175, 182-187, 219, 221, 330, 333.
Plotin, 187.
Plutarque, 31, 32 n. 4, 33, 132, 143-164, 175 n. 20, 207, 208, 215, 221, 222, 234, 244, 246, 251, 261, 285, 287, 289, 290.
Posidonius, 220.
Prométhée, 29, 44, 177, 209.
Protagoras, 187.
Pyrrhon, 128, 130.
Pythagoriciens (Les), 242, 274.
Pythoclès, 260, 276.

R

Ritter, 135, 187, 188, 253.
Rosinius, 254.
Rozenkranz (K.), 201.
Ruge, 12 n. 2, 24.
Rutenberg, 26.
Sceptiques (Les), 30, 109, 110, 111, 117, 128, 130, 131, 131 n. 14, 196, 207, 208, 212, 219, 319, 320, 322, 323, 332.
Schaubach, 174, 240, 259, 260, 261.
Schelling, 116 n. 8, 285-286.
Schlegel, 180.
Schneider, 251.
Sénèque, 232.
Sextus Empiricus, 128, 129, 178, 222, 223, 270.
Simplicius, 229, 231, 252, 267.
Socrate, 16, 134, 136-140, 159, 176, 179, 180-182, 186, 219, 273.
Solovine (M.), 305 n. 1.
Sophistes (Les), 136, 138.
Sotion, 220.
Spinoza, 68, 69, 72 n. 20, 183, 184, 201, 251.
Stilpon, 221.
Stirner (M.), 58, 69 n. 18.
Stobée, 174, 229, 232, 261, 270.
Stoïciens (Les), 30, 109, 196, 196 n. 65, 207, 208, 212, 217-219, 322, 323, 328, 330, 332.
Strauss (D.), 24, 24 n. 21, 25, 27, 70, 72-75.
Swedenborg, 236.

T

Thalès, 133, 181.

Thémistocle, 42, 178.

Trendelenbourg, 223.

V

Velleius, 229.

X

Xénophon, 273.

Z

Zénon, 178.

La Dissertation sur la *Différence de la philosophie de la Nature chez Démocrite et Epicure* et les *Travaux préparatoires à l'étude des philosophies épicurienne, stoïcienne et sceptique* ne constituent pas une œuvre « scolaire », mais une œuvre *philosophique*. Marx y construit, avec passion, une réflexion rigoureuse tentant de répondre à la crise idéologique de l'Allemagne posthégélienne. Une connaissance profonde du matérialisme antique s'y mêle à un geste violent d'auto-affirmation.

La traduction de ces textes est accompagnée d'une présentation qui cherche à en dégager les lignes de force afin de cerner la cohérence d'une pensée qui se cherche à la fois *dans* et *contre* la philosophie hégélienne. L'auteur s'autorise de textes ultérieurs pour inclure ces écrits de 1839-1841 dans l'itinéraire qui conduit Marx à son objet : la production, et à la science s'y appliquant : l'économie politique. Il tente de montrer la haute importance, tant positive que négative, de ces lignes pour comprendre la spécificité du marxisme.

NOTES

1. ¹. Cornu (Auguste) : *Karl Marx et Friedrich Engels*, Presses Universitaires de France, tome premier, p. 134.

2. ¹. Marx adhère aux thèmes feuerbachiens de 1842 à 1844. Mais cette adhésion ne sera jamais totale. Déjà une lettre à Ruge de 1843 accuse Feuerbach de ne pas se référer assez « à la politique ». La *Sainte Famille*, écrite à partir du milieu de l'année 1844 et publiée en février 1845, inaugure le mouvement du dépassement de Feuerbach vers l'élaboration du matérialisme historique. L'*Idéologie allemande*, dont la première partie est une critique en règle de Feuerbach, consomme la rupture. Envisagée par Marx et Engels au printemps 1845, elle fut écrite au long des années 1845-1846. Fin 1845, Marx avait quitté l'Allemagne pour un voyage en Angleterre, et c'est de l'extérieur qu'il jugeait alors cette période de l'histoire allemande.

3. ¹. Chatelet (François) : *Logos et Praxis*. S.E.D.E.S., pp. 89-90.

4. ¹. Hegel distingue trois moments dans la morale concrète et objective : la Famille, qui représente l'état immédiat de cette morale, la Société bourgeoise qui est l'état de la nécessité et de l'entendement et qui correspond au moment de la vie privée dans lequel l'Etat n'apparaît encore que comme un moyen au service des individus pris dans leur isolement, l'Etat enfin à proprement parler qui représente l'unité organique de la vie politique. Le troisième moment, l'Etat, apparaît à la fois comme l'idée qui commande en principe le développement des autres moments et comme le résultat de ce développement (d'après J. Hyppolite : *Etudes sur Marx et Hegel*, Rivière, p. 123). Ce n'est que dans l'Etat que les individus sont conscients d'eux-mêmes comme de la volonté générale (*ibidem*, p. 124). Or, l'idée consciente d'elle-même doit se poser pour soi comme une réalité particulière dans la constitution et le souverain. La constitution est donc l'expression concrète de l'idée objective, de l'Etat. L'Etat moderne, contrairement à la Cité antique, « est assez puissant pour laisser le principe de la subjectivité s'accomplir jusqu'à l'extrémité de la particularité personnelle autonome et en même temps le ramener à l'unité substantielle, et ainsi maintenir cette unité dans ce principe lui-même ».

5. ¹. Chatelet (F.), *op cit.*, p. 90.

6. ¹. Chatelet (F.), *op. cit.*, p. 91.

7. ¹. *Ibidem*, p. 92.

8. ¹. C'est bien plutôt le contraire qui se produit : en 1840, Frédéric-Guillaume IV refuse l'octroi d'une constitution libérale et oriente ensuite définitivement sa politique dans une voie ouvertement cléricale et réactionnaire. L'Etat prussien devait alors régresser par rapport à celui qu'avait analysé Hegel. (Cornu, *op. cit.* I, pp. 166 et 167.)

9. ¹. Cornu (A.), *op. cit.*, I, 135.

10. ¹. *Travaux préparatoires* : Points nodaux dans le développement de la philosophie.

11. ¹. Chatelet (F.), *op. cit.*

12. ¹. *Idem, ibidem*, p. 97.

13. ¹. La véritable critique de l'activité *critique* devra donc passer par une critique profonde de la *philosophie de l'Etat* de Hegel. Marx travaille sur ce texte dès 1841. Sa *Critique de la philosophie de l'Etat de Hegel* fut rédigée en 1841-1842. [La date de cet écrit n'est pas absolument fixée : si F. Chatelet indique 1841-1842, E. Bottigelli donne plutôt 1843. *Préface aux Manuscrits de 1844*, Editions Sociales, p. XXVII.] Elle se situe sur le seul plan de la Constitution et de l'Etat interne, montrant que le sujet réel (l'homme empirique, l'individu, la société civile et la famille) trouve chez Hegel sa vérité en dehors de lui-même, dans l'Etat, qui n'est que le prédicat de ce sujet. Cette critique, inspirée par Feuerbach, sera approfondie par l'*Introduction à la Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, publiée en 1844. Se dégageant quelque peu de Feuerbach, Marx y pourra analyser la signification économique de la toute-puissance administrative, montrant que la société civile (sphère des intérêts économiques) détermine l'Etat (sphère politique) et qu'en

conséquence l'Etat n'est que l'expression d'intérêts économiques particuliers.

On voit que le rapport de Marx à la Critique autant que sa réflexion politique est étroitement lié à l'itinéraire philosophique qui le voit atteindre et dépasser Feuerbach, sans jamais cesser de se définir par rapport à Hegel.

14. ↑. Cornu, *op. cit.*, I, 142.

15. ↑. On a pu souligner le caractère équivoque d'une telle philosophie. Auguste Cornu y voit un pur et simple retour à la philosophie kantienne et fichtéenne : « La philosophie de l'action, qui fixait comme tâche essentielle à la philosophie la détermination de l'avenir en opposant à l'être un devoir-être, au monde présent l'idéal qu'il doit réaliser, modifiait en effet radicalement la doctrine de Hegel en la rattachant à celle de Fichte. » (p. 143.) Et encore : « Cette philosophie de l'action qui se proposait de régler le cours de l'histoire par l'activité spirituelle conçue sous la forme de volonté devait devenir la philosophie des Jeunes hégéliens qui étaient portés à croire que le devenir de l'histoire pouvait être déterminé par la simple critique de la réalité présente. » (p. 144.)

De même, F. Chatelet parle d'un retour en deçà des découvertes de Kant et de Hegel, qui implique la renonciation aux conquêtes hégéliennes. En effet « l'idée d'une application de la science compromet gravement la notion de science telle que l'a définie Hegel » (*op. cit.*, p. 97). La philosophie n'est plus que savoir du rationnel et non pas du réel, elle est donc partielle. La philosophie découvre l'être caché et important, qu'elle oppose au donné comme un devoir-être. Signalons que Herbert Marcuse, dans son livre *Raison et Révolution*, met l'accent sur le fait que cette interprétation n'est pas tellement éloignée du jeune Hegel. Il nous propose du même coup une lecture « Jeune hégélienne » de Hegel, lecture qu'il étend à Marx : la pensée de Hegel est à l'origine une pensée *négative* qui oppose l'être-réel-et-idéal au donné, mais elle se termine sur une apologie de ce donné. Ce faisant, elle connaît à la fois son apothéose et sa suppression, déferant la charge de l'idéal à la critique, à la « théorie sociale ». La philosophie n'a cessé d'être critique. C'est la critique qui préexiste au triomphe de la philosophie et qui ne fait, avec Marx, que changer de forme (éditions de Minuit, p. 75).

16. ↑. Cf. Marx *Avant-propos* de la *Dissertation*. « C'est justement la forme subjective, le support spirituel des systèmes philosophiques qu'on a jusqu'ici presque totalement oubliés au profit des déterminations métaphysiques de ces systèmes. »

17. ↑. Marx, *Remarques* à la *Dissertation*.

18. ↑. *Idéologie allemande*, Editions Sociales, p. 42.

19. ↑. Cf. Althusser (L.) : *Pour Marx*, pp. 71-72.

20. ↑. Cité dans Cornu (A.), *op. cit.*, I, p. 162.

21. ↑. *Ibidem*, p. 139. *L'Idéologie allemande* donne Strauss pour origine de la « décomposition de l'esprit absolu », p. 41.

22. ↑. Editions Costes, *Œuvres complètes de Marx*, tome I, p. 83.

23. ↑. Osier (J.-P.) : *Présentation* de *l'Essence du christianisme*, de Feuerbach, coll. Théorie, p. 49.

24. ↑. Cornu, *op. cit.*, I, 140.

25. ↑. *Ibidem*, I, 151.

26. ↑. *Ibidem*, I, 151.

27. ↑. *Ibidem*, I, 151.

28. ↑. *Ibidem*, I, 133.

29. ↑. *Ibidem*, I, 160.

30. ↑. Cornu, *op. cit.*, I, 158. Cette opposition soulignée par A. Cornu n'est peut-être pas aussi tranchée, car Hegel, dans un passage des *Vorlesungen Ueber die Geschichte der Philosophie*, compare le dogmatisme abstrait d'Epicure et des stoïciens à l'attitude des chrétiens, qui « se soucient abstraitement du salut de leur âme ». Ed. Frommann, Tome XVIII, p. 425.

31. ↑. Cornu, *op. cit.*, I, 173.

32. ↑. *Travaux préparatoires*, fragment intitulé : *la Crainte et l'Etre transcendant*.

33. ↑. *Travaux préparatoires*, fragment intitulé : *le Culte et l'individu*. L'innocence grecque est donc dévoyée, chez Plutarque, par la conception *morale* du Dieu juge et bourreau. La projection religieuse identifie innocence et moralité (*bonne volonté*) rejetant l'homme hors de l'innocence afin de la lui promettre au terme d'une conduite morale.

34. ↑. *Travaux préparatoires*, fragment intitulé : *le Culte et l'individu*.

35. ↑. *Dissertation*, chapitre : *les Météores*.

36. ↑. Cf. Nietzsche : *Généalogie de la morale*, II, 24. Edition « Mercure de France ». « Les Grecs se sont longtemps servi de leurs dieux pour se prémunir contre toute velléité de « mauvaise conscience », pour avoir le droit de jouir en paix de leur liberté d'âme : donc dans un sens opposé à la conception que s'était faite de son Dieu le christianisme. »

Cette analyse renvoie aussi au monde grec conçu comme moment heureux de la pure substance. Epicure ne serait-il pas un Grec confronté à la naissance de la subjectivité « chrétienne », et s'en

défendant par les dieux plastiques de l'art grec ? Il ferait ainsi valoir le calme théorique grec contre la complexité affective de la conscience chrétienne, conçue comme conscience religieuse par excellence...

37. ↑. Traduction Molitor, p. 83-84 (Editions Costes. *Œuvres philosophiques*, tome I).

38. ↑. *Travaux préparatoires*, fragment : *le Transfert de l'idéalité dans les atomes*.

39. ↑. *Ibidem*, fragment : *Sur la forme subjective de la philosophie platonicienne*.

40. ↑. Une fois accompli le renversement matérialiste qui distingue radicalement le développement réel du développement *pensé*, la dialectique sera libérée et pourra être utilisée pour construire le reflet du développement réel. On ne pourra plus être tenté d'y réduire le développement réel, car l'exposition dialectique du mouvement devra toujours composer avec une analyse historique rigoureuse. Ceci est mis au point dans l'introduction à la *Critique de l'économie politique* (1857).

41. ↑. Cornu, *op. cit.*, I, 191.

42. ↑. L'alternance est davantage l'indication d'une difficulté que la production d'une solution : difficulté à penser la scission histoire/philosophie dans les termes d'une philosophie dont l'esprit et l'expression récusent une telle scission. Hegel avait critiqué cette notion d'alternance, à propos de la dialectique fini/infini. « Dans l'alternance monotone des deux termes, la contradiction un instant écartée reparaît l'instant d'après. La solution toujours différée apparaît à la fois nécessaire et impossible. » (G. Noël, *la Logique de Hegel*, éd. Vrin, p. 29.)

Hegel dit : « Il y a un dépassement abstrait qui reste incomplet en ce sens qu'on ne le dépasse pas lui-même. L'infini existe ; il se laisse cependant dépasser, et on le fait en posant une nouvelle limite, auquel cas on retourne au fini. Ce mauvais infini est en soi la même chose que le devoir-être éternel... Cet infini n'est tel que par rapport à son autre, qui est le fini. La progression à l'infini n'est, par conséquent, qu'une répétition monotone, une alternance fastidieuse, toujours la même, du fini et de l'infini. » *Science de la logique*, trad. S. Jankélévitch, éd. Aubier, tome I, p. 144. Ce texte traduit la difficulté centrale de la pensée *dialectique* :

ne pas pouvoir penser l'*absence de solution* dans la dialectique ;

ne pouvoir empêcher que la solution, indéfiniment affirmée, ne puisse l'être que dans une *répétition* ;

ne pouvoir concevoir un processus de développement infini sans retomber dans l'alternance condamnée.

Rien n'est plus étranger à Hegel qu'une pensée de l'*alternance*, car l'alternance est en son fond répétition, et la répétition nie la dialectique comme sens. Soulignons que la théorie de l'alternance ne sera jamais pour Marx unique et souveraine. Nous verrons que la *Sainte Famille*, et plus encore les *Manuscrits de 1844*, la soumettent à un processus d'élaboration et d'accomplissement. Dans l'exposition du « mouvement d'ensemble » du capital (le *Capital*), cette progression devient celle d'un « organisme social donné ». Mais Marx ne cède pas à la tentation de nier l'alternance en faveur d'un accomplissement total et définitif de l'histoire. L'analyse des *Manuscrits de 1844* (*infra*) montrera que la conception marxiste de l'histoire fonde la dialectique de l'accomplissement (aliénation et fin de l'aliénation) dans une dialectique plus profonde de l'objectivation fondée sur l'alternance des rapports homme/nature. Cette seconde dialectique constituant au sens propre l'*histoire* par opposition à la préhistoire. Ce débat central dialectique/alternance s'origine dans la réflexion présente des textes de 1839-1841.

43. ↑. *Travaux préparatoires*, « Points nodaux dans le développement de la philosophie. »

44. ↑. Cornu, *op. cit.*, I, 187.

45. ↑. *Ibidem*. I, 188.

46. ↑. *Travaux préparatoires*: « Points nodaux dans le développement de la philosophie. »

47. ↑. Cornu, *op. cit.*, I, 178.

48. ↑. L'itinéraire philosophique de Marx peut être décrit comme la recherche constante de l'insuffisance du principe hégélien. Il écrit dans les *Manuscrits de 1844* : « Ainsi, il ne peut même plus être question de concessions faites par Hegel à la religion, à l'Etat, etc., car ce mensonge est le mensonge de son principe même. » (A savoir le faux positivisme qui s'affirme comme aliéné.) [Cf. *éd. citée*, p. 141.]

49. ↑. Rester sur le même terrain que Hegel signifie conserver sans cesse l'exigence de penser *ensemble* le subjectif et l'objectif. Maintenir ces deux côtés revient à récuser d'avance toute philosophie unilatérale. (Philosophie fichtéenne du sujet, philosophie néo-spinoziste de l'objet.) Il y a donc bien chez Marx un dépassement des Jeunes hégéliens qui s'effectue par un « retour » à l'exigence hégélienne (c'est l'interprétation d'A. Cornu). Nous pensons cependant que cette double exigence situe le problème que se posait Hegel, mais que Marx, à *aucun moment*, ne résout ce problème par une synthèse *spéculative*. Il ne s'agit pas pour lui de s'élever à un lieu de pensée où les moments se fondent en une unité supérieure. Dès 1841, le dualisme sujet-objet est un problème qui apparaît comme insoluble à l'intérieur du système spéculatif de Hegel. La synthèse spéculative

a démontré sa caducité et l'homme est de nouveau opposé au monde. L'analyse de la *Dissertation* montrera la distance qui sépare la compréhension qu'a Marx de l'universel de la définition hégélienne du *spéculatif* (cf. infra, le *Ciel comme répulsion concrète*).

50. ¹. *Dissertation*, chapitre : les *Météores*.

51. ¹. *Dissertation*, chapitre I : *Objet de la dissertation*.

52. ¹. Cf. Hegel : *Philosophie de la nature*, in *Précis de l'encyclopédie des sciences philosophiques*. Editions Vrin, p. 152.

53. ¹. La *matérialité* est ici définie formellement, comme *extériorité* du rapport. Cette définition est reprise de Hegel. La matière est donc le moment purement négatif de l'être-hors-de-soi. Cette définition formelle commence par réduire la matière à l'antithèse de l'être-auprès-de-soi qui caractérise l'effectivement réel (idée), d'où l'aversion de Hegel pour le matérialisme

54. ¹. Hegel, *op. cit.*, p. 150-154.

55. ¹. *Travaux préparatoires*, fragment intitulé : *Gassendi et Epicure*.

56. ¹. Peut-on faire une lecture « contradictoire » de la pensée épicurienne qui procède toujours par *degrés*, par *analogie* ? Sur cette difficulté, cf. Gilles Deleuze, *Lucretius et le simulacre*, in *Logique du sens*, éditions de Minuit.

57. ¹. *Dissertation*, deuxième partie, chapitre III.

58. ¹. Fragment intitulé : *la Philosophie épicurienne des Météores*. Qu'elle y soit fondée comme théorique veut dire que c'est la *connaissance* positive des *météores* qui doit donner le calme et non pas n'importe quel mythe explicatif. Mais en fait, cette proclamation « positiviste » cache la volonté de détruire les *météores* en les expliquant de différentes manières.

59. ¹. *Dissertation*, deuxième partie chapitre V.

60. ¹. Sur l'idée que se fait Marx de l'universel, cf. infra, la *Dialectique répulsion-attraction et l'idée de déclinaison*.

61. ¹. Cet anachronisme est très suggestif. La « Philosophie des Lumières » — *Aufklärung* — désigne en fait un courant rationaliste dont le conflit avec la foi remplit tout le dix-huitième siècle. Ce conflit est celui « de la conscience de soi, qui se sait la vérité de toute objectivité et de la pure pensée objectivée dans un monde de l'au-delà ». (J. Hyppolite : *Etudes sur Marx et Hegel*, éd. Rivière, p. 66.) L'*Aufklärung* engage la lutte contre un royaume de l'erreur : conscience naïve de la masse, mauvaise intention des prêtres, despotisme. L'*Aufklärung* entreprend de réformer directement la masse. Mais sa victoire ne laisse subsister que la catégorie vide de l'utilité. « Il ne reste qu'un monde plat et inconsistant. » (*Ibidem*, p. 69.)

Pour Hegel, c'est le *spéculatif* qui est ainsi extirpé. Mais l'utilité est une fausse affirmation de la subjectivité, qui, en fait, la nie. Elle n'est « que le prédicat de l'objet ». (*Ibidem*, p. 70. Citation tirée de la *Phénoménologie de l'Esprit*, p. 399.) [Ed. Lasson, t. II.] Il faut que l'homme se révèle comme la profondeur de ce monde plat et découvre l'Absolu dans sa conscience de soi universelle.

Revenir à l'*Aufklärung* dans sa valeur polémique et critique, c'est donc de la part de Marx s'opposer doublement à Hegel : en montrant d'une part que les superstitions subsistent à la victoire de la « Philosophie des Lumières », et que cette philosophie doit être *reprise*, en récusant d'autre part le rapport de Hegel à la religion. Pour Hegel, la découverte par l'homme de l'Absolu récupère la religion comme contenu symbolique de cet Absolu. La critique opérée par Marx de cet accueil de la religion se prolonge dès lors par celle de la philosophie de l'Etat qui en est tributaire. Ce refus de toute récupération de la religion est un motif fondamental d'opposition entre Marx et Hegel. Mais Marx est également sensible au fait que l'*Aufklärung* a surtout un contenu négatif et critique, et qu'elle constitue davantage une arme et un point de départ qu'une philosophie positive.

62. ¹. Cette distinction intervient chez Marx à partir de *l'Idéologie allemande* (1845).

63. ¹. Cet athéisme ressemblerait alors à celui du « plus hideux des hommes » fustigé par Nietzsche, qui tue Dieu car il ne peut plus supporter sa présence contraignante. Cf. *Ainsi parlait Zarathoustra*. Edition Hanser, tome II, p. 502.

64. ¹. *Travaux préparatoires*, fragment intitulé : *La supériorité de la rigueur logique d'Epicure comparée à celle des sceptiques*. Ce fragment dit notamment : « Epicure l'emporte sur les sceptiques en cela que chez lui, non seulement les états et les représentations sont ramenés à rien, mais le fait d'en prendre conscience, de méditer sur eux et de raisonner sur leur existence... est quelque chose qui n'est que possible. »

De même, le fragment précédent intitulé *Hasard et possibilité chez Epicure* : « Chez Epicure, le principe de la philosophie consiste à démontrer que le monde et la pensée sont pensables, possibles ; le principe d'où cela est tiré et où cela est ramené est encore la possibilité elle-même dans son être pour soi, dont l'expression naturelle est l'atome et l'expression spirituelle le hasard et l'arbitraire.

»

65. ¹. Editions sociales, p. 164.

66. ¹. *Travaux préparatoires*, fragment intitulé, *la Philosophie épicurienne des météores*.

« Comment (Epicure) dit presque carrément que, ne touchant pas à la nature, il ne se soucie que de la liberté de la conscience, on peut déjà le déduire de la monotone répétition qui le caractérise. »

67. 1. La phrase de l'*Idéologie allemande* semble identifier ces deux mondes et marquer un changement d'attitude de Marx. (Cf. *infra*.)

68. 1. *Travaux préparatoires*, le fragment : *Epicure : sur l'Etat*.

69. 1. *Travaux préparatoires*, cf. *Le transfert de l'Idéalité dans les atomes et la dialectique immanente de la philosophie épicurienne* : « L'idéalité est donc transférée dans les atomes eux-mêmes. Le plus petit d'entre eux n'est pas le plus petit de la représentation, mais il a une analogie avec lui, et rien de précis n'est pensé dans cette démarche. »

70. 1. Cf. le fragment : *l'Orgueil des élus*. « Ils méprisent la vie, mais leur existence atomistique est le bien dans celle-ci, et l'éternité de leur être atomistique, qui est le bien, ils la désirent... N'est-ce pas avoir élevé la fierté de l'atome à son plus haut sommet ? N'est-ce pas, dit sèchement, l'aveu de l'arrogance et de la présomption qu'on assigne à l'éternité, et de l'éternité qu'on accorde au seul être-pour-soi, privé de tout contenu ? »

71. 1. Cf. le fragment : *la Philosophie épicurienne des météores*.

72. 1. Cf. le fragment : *la Construction épicurienne du monde* : « L'insuffisance de cette construction du monde sautera aux yeux de chacun... On se borne à dire que la représentation du retour d'une totalité de différences dans une unité indéterminée, c'est-à-dire la représentation « monde », existe dans la conscience. » « C'est la limite qu'il faut alors déterminer, car une complexion limitée en général n'est pas encore un monde. Or, on lit plus loin que la limite peut être déterminée de toutes les manières qu'on voudra... et, à la fin, Epicure avoue bel et bien qu'il est impossible de déterminer sa différence spécifique. »

73. 1. Nous citons les points essentiels de cette critique de la projection :

Le fragment : *la Philosophie épicurienne des météores* : « La détermination intérieure est... niée et le principe du pensable, du représentable, du hasard, de l'identité et liberté abstraite se manifeste comme ce qu'est celle-ci : comme l'indéterminé, qui justement pour cette raison est déterminé par une réflexion extérieure à lui. Il apparaît ici que la méthode de la conscience productrice de fictions et de représentations ne se bat que contre sa propre ombre. » Quand l'objet défie la conscience par son autonomie — comme dans les météores —, « la conscience éclate dans l'aveu de son activité... elle voit... qu'elle n'a pour en faire son principe que la possibilité, le hasard, et que ce qu'elle cherche, c'est à effectuer de n'importe quelle manière une tautologie entre elle et son objet... Elle affirme que ce n'est pas une explication qui la satisfait, mais plusieurs, c'est-à-dire toute explication possible ; elle avoue ainsi que son activité est une fiction active. Les météores sont... l'image où la conscience contemple son manque... Epicure a exprimé cette image et c'est son mérite, la conséquence implacable de ses conceptions et ses développements ».

(Signalons que sur ce point précis, Marx semble être injuste envers Epicure : selon lui, la conscience épicurienne se satisfait « de toute explication possible », c'est-à-dire possible selon la possibilité formelle. Or, Epicure fixe comme règle à l'explication astronomique l'accord avec les phénomènes, c'est-à-dire la possibilité réelle, matérielle. Ceci prouve que Marx tient assez à son principe de lecture pour l'étendre exagérément. La question de savoir si ce principe est « un bon principe » selon la vérité de l'histoire de la philosophie nous concerne ici moins que l'importance que revêt pour le jeune Marx une telle lecture. Nous nous interrogeons sur Marx plus que sur Epicure.)

Dissertation, éd. Rk, p. 174 : « On voit donc qu'aussi longtemps que la nature exprime, en tant qu'atome et phénomène, la conscience

la conscience singulière et sa contradiction, la subjectivité de cette dernière ne se présente que sous la forme de la matière elle-même. » (Nous soulignons. Marx souligne toute la phrase.)

« ... Si la conscience de soi singulière était posée « realiter » sous la détermination de la nature (ou la nature sous la détermination de la conscience de soi), sa détermination, c'est-à-dire son existence, aurait cessé, étant donné que l'universel est seul à pouvoir savoir en même temps son affirmation, dans une libre différenciation de soi-même. »

Travaux préparatoires, fragment intitulé : *la Liberté de la conscience en tant que le principe de la philosophie d'Epicure*.

« Quand nous reconnaissons la nature comme rationnelle, notre dépendance à son égard cesse. Elle n'est plus un sujet d'effroi pour notre conscience ; c'est justement Epicure qui fait de la forme de la conscience dans son immédiateté (l'être pour soi) la forme de la nature. Ce n'est que lorsque la nature est laissée totalement libre à l'égard de la raison consciente, et qu'elle est considérée à l'intérieur d'elle-même comme raison, qu'elle est tout entière possession de la raison. » (Nous soulignons.)

Dissertation : « Si la conscience de soi abstraite-singulière est posée comme principe absolu, toute science véritable et réelle est en vérité supprimée, en ce sens que ce n'est pas la singularité qui règne dans la nature même des choses. » (Chapitre : *les Météores*.)

A. Cornu connecte à cette critique de la *projection* opérée par Epicure la critique des « Preuves de l'existence de Dieu » que l'on trouve

dans les *remarques* à la *Dissertation* et où on peut lire : « Les preuves de l'existence de Dieu... ne sont que des tautologies vides — par exemple, la preuve ontologique revient à ceci : « Ce que je me représente réellement est pour moi une représentation réelle. » Cf. Cornu, *op. cit.*, p. 204.

74. ¹ Quand donc Nizan, dans un ouvrage où il cite le texte de Marx, (*les Matérialistes de l'Antiquité*, éd. Maspero) félicite Epicure pour avoir fondé une théorie du monde sans principe transcendant et avoir « pressenti, parce qu'il le fallait, la représentation moderne du monde, rejetant ainsi parmi les « fables des origines » la physique mythique du *Timée* », il faut reconnaître que la beauté du texte cache un malentendu. Le jeune Marx dirait en effet que le problème que posait le *Timée* n'est pas résolu, mais gommé par Epicure, qui se jetait ainsi dans un isolement théorique correspondant à celui de son sage. Un tel refus aurait une valeur éthique et non théorique.

Dans le même texte, Nizan présente d'ailleurs la limite de cette interprétation purement matérialiste d'Epicure : « Certes, ce matérialisme a des limites... Il laisse subsister une fissure par où l'idéalisme peut passer. L'idéalisme passe en effet chez Lucrèce, au moment même où le philosophe ajoute aux mouvements mécaniques un mouvement autonome et contingent des atomes, analogue au libre arbitre et destiné à l'expliquer. » (*Op. cit.*, p. 46.) Mais ce que le texte de Marx cherche à nous montrer, c'est que cette fissure est en réalité le principe unique de tout l'épicurisme, celui qui rend possible à la fois sa cosmogénèse et l'ataraxie du Sage.

75. ¹ *Travaux préparatoires* : « Points nodaux dans le développement de la philosophie. »

76. ¹. Dans le fragment des *Travaux préparatoires* intitulé : *Plutarque et Lucrèce*, Marx loue cette attitude : « Celui qui ne prend pas plus plaisir à construire le monde entier avec ses propres moyens, à être un créateur de monde qu'à rôder éternellement dans sa propre peau, sur lui l'esprit a prononcé son anathème... il est reconduit à chanter des berceuses sur sa propre béatitude privée, et, la nuit, à rêver de lui-même. »

Ce texte montre bien le glissement du critère d'appréciation : ce n'est plus la possibilité réelle qui mesure la philosophie, mais sa *puissance pratique créatrice*. Il y a deux sortes d'isolement. L'isolement stérile est ici attribué à Plutarque.

77. ¹. *Travaux préparatoires* : *Jugement de Hegel sur la philosophie épicurienne de la nature*.

78. ¹. Rappelons que c'est en définitive le caractère de la philosophie d'Epicure, et, dans une certaine mesure, de celle de Marx lui-même en 1841.

Pour ce qui est de savoir si la philosophie d'Epicure est à ce point dominée par son aspect *pratique* et ne comporte que peu de résultats théoriques (cf. *Travaux préparatoires*, fragment intitulé : *le Jugement de Hegel sur la philosophie épicurienne de la nature*), nous renvoyons à l'article de Deleuze (cf. *Logique du sens*, article cité), qui analyse la valeur théorique de la philosophie de Lucrèce, et surtout au livre de J.-M. Gabaude intitulé *le Jeune Marx et le matérialisme antique*, qui contient une mise au point sur la lecture opérée par Marx dans la *Dissertation* qui nous semble définitive. (Editions Privat, Toulouse.)

79. ¹. L'examen des passages consacrés aux atomistes antiques que l'on trouve dans les textes ultérieurs de Marx et d'Engels semble confirmer une modification dans l'attitude adoptée par Marx à l'égard de ces philosophies. D'une part, le matérialisme de Démocrite est revalorisé de par la position matérialiste de Marx. D'autre part, Marx est beaucoup plus sensible à l'aspect matérialiste de la philosophie d'Epicure. Epicure est même présenté dans *l'Idéologie allemande* comme un « ami du monde » sans que le monde dont il s'agit soit un monde projeté par la conscience abstraite, mais le monde réel-concret. Ceci est d'autant plus significatif que l'objet principal de *l'Idéologie allemande* est justement la lutte contre toutes les philosophies idéologiques de l'opposition au monde, représentées alors par Bauer et par Stirner. Marx commence, dans le chapitre contre Stirner, par réhabiliter Démocrite. Selon Stirner, « toute l'activité de Démocrite se réduit à l'effort qu'il fait pour se détacher du monde », « donc pour refuser ce monde ». Marx reprend contre cette affirmation les passages de la *Dissertation* qui montrent la vie itinérante de Démocrite, sa soif de savoir positif, le caractère scientifique de ses travaux. Tout ceci vient à l'appui de Démocrite. (Ed. sociales, p. 164.)

Quant à Epicure, Stirner le présente comme un ennemi du monde. Nous avons vu qu'en 1841, Marx aurait été relativement d'accord avec ce point de vue. Or, il insiste dans ce texte sur l'amitié avec le monde réel qui caractérise Epicure, et surtout sur la valeur de son athéisme, ainsi que sur sa théorie politique du Contrat. Il dénonce la condamnation qu'avait portée Hegel contre les philosophies postaristotéliennes et qu'avait reprise Stirner, mais la dénonce comme *idéaliste*. On mesure la différence avec l'état d'esprit des textes de 1839-1841. Marx pourra alors conseiller à Engels des citations qui prouvent la valeur prémonitoire de l'atomisme antique, à l'usage du livre de ce dernier : la *Dialectique de la nature* (cf. éditions sociales, p. 189-190).

Cette évolution justifie la lecture d'Epicure qui en fait un matérialiste avant toute chose. Mais on ne saurait éviter le problème posé par une telle philosophie qui supporte d'être lue de deux manières

différentes. De plus, la problématique de la *Dissertation*, relativement abandonnée en ce qui concerne Epicure, n'est pas détruite pour autant. Elle est revenue à son véritable objet : la définition d'une pensée nouvelle, par-delà la confrontation avec Hegel.

80. ¹. Hegel, *Science de la logique*, trad. Jankélévitch, Aubier, tome I, p. 158.

81. ¹. Passage de la *Phénoménologie de l'Esprit*, cité dans la *Sainte Famille*, p. 158. Il s'agit de Spinoza et le principe en question est celui d'un Absolu sans prédicat.

82. ¹. Cette analyse de la critique du système hégélien ne doit pas être comprise dialectiquement, c'est-à-dire à la manière de Hegel. Les deux moments unilatéraux ne sont pas en position de progrès dialectique et les éléments qu'ils travestissent (l'homme, la nature) préexistent comme la vérité vers laquelle la philosophie se dirige. Ceci ne contredit pas l'idée d'un développement intérieur à la spéculation. Simplement, Marx se place ici du point de vue de l'achèvement de ce développement, c'est-à-dire au-delà de Hegel. Le ton n'est plus dialectique parce que le *renversement* de Feuerbach aboutit à une philosophie non dialectique. C'est donc le mouvement même de la philosophie de Hegel (développement qui s'arrête et s'accomplit) qui se trouve ici repris et « renversé ».

83. ¹. *Manuscripts de 1844*, traduction E. Bottigelli, Editions Sociales, p. 132.

84. ¹. *Ibidem*, p. 140.

85. ¹. *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, œuvres philosophiques, éd. Costes, p. 183, tome IV.

86. ¹. C'est-à-dire que la matière est pensée *en soi* (chose-en-soi) et assume les fonctions du terme rejeté.

87. ¹. Ce schéma n'échappe pas à la contradiction homme/nature. Cette contradiction est simplement transportée à l'intérieur de l'atome. La conscience épicurienne, comme toute conscience philosophique, est contradictoire : elle n'a fait *qu'intérioriser* l'opposition homme/nature. Selon Marx, le schéma ternaire Dieu-homme-nature ou savoir absolu-conscience de soi-conscience (= son expression hégélienne) se réduit au schéma homme/nature, puisque Dieu n'est que la projection fictive de l'homme. Par contre, étant donné que la philosophie exprime (en le déformant) le monde concret, ce schéma homme/nature est indépassable, car le monde concret comporte effectivement l'opposition de ces deux termes. Ainsi, dans le schéma Dieu-homme-nature, Dieu représente la négation-solution idéaliste de l'opposition concrète. Le schéma épicurien Atome-atome-atome est alors cette solution (soit Dieu) oubliant la contradiction qu'elle renferme toujours pour ne pas l'avoir effectivement niée, et envahissant tout le réel.

L'*opposition* de l'homme et de la nature est l'objet de la philosophie parce qu'elle définit le monde de la production aliénée. L'homme et la nature ne sont pas des entités opposées de toute éternité. La reconnaissance du caractère *historique* de cette opposition est le premier pas dans la voie de sa suppression. Mais masquer l'opposition est la même chose que l'éterniser.

88. ¹. Nous avons cependant vu que Feuerbach avait eu l'immense mérite de faire basculer le résultat hégélien dans la nature concrète. En ce sens Feuerbach représente bien l'accomplissement de la philosophie. Mais dans la mesure où cette philosophie est non dialectique, elle constitue une sorte d'impasse. Au niveau du *Capital*, c'est-à-dire dans l'espace nouveau ouvert grâce à la révolution théorique de Feuerbach repensée par Marx, le dialogue se fera de nouveau avec Hegel, dans l'ombre de Feuerbach.

Marx lisait dans Hegel l'idée féconde de la critique de l'*immédiat* : de la confiance dans l'évidence et le donné. Mais le donné, dit la *Dissertation*, est le lieu de la reconnaissance par elle-même de la conscience sensible *contradictoire*, de même que l'homme aliéné se « reconnaît » dans le monde de la production capitaliste. Marx vise bien en dernier ressort une négation de la contradiction, une immédiateté retrouvée dans la « société sans classe », mais cette appropriation ne saurait être qu'effective et ne peut que passer par une série de médiations réelles. En d'autres termes, la satisfaction de la conscience épicurienne comme de la conscience feuerbachienne est illusoire parce qu'elle est immédiate, imaginaire et hallucinatoire ; et cela parce que les sujets que ces philosophies mettent en scène sont déjà eux-mêmes abstraits, *imaginaires*. Une synthèse spéculative resterait sur le plan de l'imaginaire.

89. ¹. E. Bottigelli. Préface aux *Manuscripts de 1844*, éd. cit. p. LXIV.

90. ¹. La lettre de Engels à Marx du 19 novembre 1844 est significative : « L'homme de Feuerbach est dérivé de Dieu. C'est de Dieu que Feuerbach est arrivé à l'homme, et ainsi l'homme est encore, il est vrai, couronné de l'auréole théologique de l'abstraction. » Citée par A. de Abreu-Freire, *Critique et idéologie chez le jeune Marx*, in *Revue philosophique de Louvain*, tome LXIV.

91. ¹. K. Marx, *Œuvres*, collection de la Pléiade, N.R.F., tome I, p. 556. *Ibidem*, p. 558.

92. ¹. *Postface* à la seconde édition allemande du *Capital*, éd. cit., p. 558.

93. ¹. *Ibidem*, p. 559.

94. ¹. *Postface*, éd. cit., p. 558.

95. ¹. Il paraît difficile d'isoler un tel texte du *Capital*, ne serait-ce qu'à cause de la date tardive de sa rédaction et de sa position clef par rapport à l'ouvrage. Il cherche à expliquer et à éclairer le

mouvement *d'ensemble* du *Capital*. Que le passage au plan scientifique entraîne des modifications profondes dans la forme même de la dialectique (espace « structural », pluralité de temporalités et distorsion entre ces temporalités, etc.), qu'il s'agisse au sens strict d'un « espace » nouveau, tout ceci ne saurait remettre en cause l'aspect *dialectique* de l'œuvre de Marx en lui ôtant son caractère révolutionnaire. Pour prendre un exemple, l'analyse de la *reproduction* du capital menée par E. Balibar selon un modèle non dialectique fait abstraction de la *théorie des crises*, c'est-à-dire du mouvement d'ensemble dialectique du mode de production capitaliste (cf. *Lire le Capital*, éd. Maspero, coll. Théorie, tome II).

96. [↑]. *Introduction à la Critique de l'économie politique*, collection de la Pléiade. N.R.F., tome I, p. 255.

97. [↑]. *Ibidem*, p. 255.

98. [↑]. J.-P. Faye relève bien cette dualité irréductible de la dialectique et de la représentation. Avec Epicure, « Voici venir l'ère de la vue ». On ne doit considérer comme vrai, dit la *Lettre à Hérodoté*, que ce qu'on peut voir réellement. (Epicure, édition Herman, p. 16). « Est vrai ce qui peut se voir et ce qui se voit. »

Donc, « découvrir ce qui est à la base des mots ». L'ère de la vue considère la dialectique comme superflue. « Ces deux traits vont ouvrir un grand écart dans la pensée d'Occident ; entre ces ciseaux-là vont s'engouffrer toutes les révolutions. » (*Ibidem*, p. 17.)

Le Clinamen ne se voit pas, il rend possible le voir (p. 21). Il est ce qui, dans l'ère de la vue, introduit la subversion dialectique.

Vue : lecture d'un sens présent à la nature (Matière).

Dialectique : négation de la vue par le logos (Idéalité). La *production* pense les deux moments. On le voit dans l'analyse de la science comme *pratique théorique*, produite par Althusser dans *Pour Marx* (éd. Maspero, coll. Théorie) : ni création de sens, ni lecture d'un sens, mais production d'un sens par transformation du visible (ou du lisible).

Ainsi, dans le texte de Marx, le concret est-il ce qui peut se voir, s'étudier. Mais le procès de la science est celui de la pensée : il vise ce concret comme résultat produit à partir de l'abstrait. Cet abstrait est pour Hegel l'universel abstrait (car jamais Hegel ne s'attache vraiment au réel qui s'offre à l'observation). Pour Marx, c'est l'aspect général de la totalité vue (observée), c'est-à-dire la première généralisation des faits observés, faits dont il faudra produire les déterminations spécifiques. *L'investigation*, après s'être approprié sa matière (les faits), effectue un travail d'analyse aboutissant à la détermination d'une structure de catégories *simples* et « abstraites ». Ces catégories sont transformées ensuite en vue de l'obtention du tout complexe et articulé qui constitue le concret-pensé. C'est ce dernier mouvement que Hegel a correctement décrit. Sur ce difficile problème, on consultera l'article clair et précis de R. Araud. Actes du 14^e Congrès des sociétés de philosophies de langue française. P.U.F., 1969.

99. [↑]. *Ibidem*, p. 256.

100. [↑]. Cf. là-dessus les belles analyses de L. Althusser : *Sur la dialectique matérialiste* dans *Pour Marx*, coll. Théorie, Maspero. Et *Lire le Capital*, même collection, en particulier le tome II, *l'Objet du Capital*.

101. [↑]. *Pour Marx*, article « sur le jeune Marx », p. 27.

102. [↑]. *Manuscrits de 1844*, éd. cit., p. 132.

103. [↑]. Hyppolite (J.), *Etudes sur Marx et Hegel*, Rivière, p. 95.

104. [↑]. *Manuscrits de 1844*, éd. cit., p. 89.

105. [↑]. *Idéologie allemande*, éd. cit., p. 31.

106. [↑]. *Ibidem*.

107. [↑]. *Manuscrits de 1844*, éd. cit., p. 62-64.

108. [↑]. *Idem*, p. 64.

109. [↑]. *Manifestes philosophiques*, P.U.F., coll. Epiméthée, p. 65.

110. [↑]. *Manuscrits de 1844*, éd. citée, p. 57.

111. [↑]. *Idéologie allemande*, éd. citée, p. 97.

112. [↑]. *Ibidem*, p. 68.

113. [↑]. Cf. *ibidem*, fragment biffé par Marx et cité en note.

114. [↑]. *Manuscrits de 1844*, éd. citée, p. 65.

115. [↑]. La production apparaît donc ici comme « solution » ou interprétation « positive » de la totalité de l'étant. La question portant sur l'essence de la production — en particulier sur le statut de l'objectivité qu'elle comporte — surgit néanmoins comme l'inquiétude de tout effort pour penser l'être comme production. Au-delà de toutes les réponses philosophiques, Marx déploie dans toute son étendue ce qui, pour notre temps, fait question.

116. [↑]. *Manuscrits de 1844*, éd. citée, p. 99.

117. [↑]. *Idéologie allemande*, éd. citée, p. 70.

118. ¹. *Avant-propos*, collection de la Pléiade, tome 1, p. 274.

119. ¹. Cette *histoire* nous est difficilement pensable car, dans la phase de l'aliénation, nous concevons le *sens* comme négation / contradiction / suppression, et, en ce sens, Hegel est le philosophe accompli. Comment concevoir une histoire de la pleine positivité, d'où tout antagonisme soit écarté et qui pourtant se « développe » ? En 1841, la contestation de l'arrêt de l'histoire opéré par Hegel supposait une théorie de l'alternance (cyclique) doublée d'une progression. Si le communisme n'est pas le dernier mode de production pensable, tout en étant soustrait au *négatif*, son développement doit se concevoir comme incessante production du sens. L'histoire se pense alors de nouveau en termes d'alternance et de répétition. Histoire de la production du sens, elle est elle-même répétition insignifiante. Pour qui pense l'histoire, un sens absolument plein et présent est impossible à concevoir, puisque le développement est irréductible. Le monde de l'objectivation apparaît donc comme le milieu formel du recommencement perpétuel des forces productives.

120. ¹. Il est significatif de constater que la critique de la spéculation ramènera en définitive la pensée de Hegel au schéma contradictoire d'Epicure. Hegel disait en effet : dans le Savoir absolu, la conscience de soi est « dans son être autre en tant que tel près de soi-même ». Marx renverse la formule : « Cela veut dire que l'homme se trouve près de soi-même dans son être autre en tant que tel. » (*Manuscrits*, p. 140)... ce qui est la formule même de la REPULSION d'Epicure. La philosophie est ainsi incapable de dépasser le niveau épicurien. Elle est le reflet d'une contradiction concrète qui tient au fait que l'opposition positive de l'homme à l'objectivité est aliénée à elle-même par sa soumission à un Autre (le Capital).

121. ¹. Comme l'écrit Serge Leclaire, « la psychanalyse... n'existe en réalité et ne se développe qu'au niveau des représentations. » (*Psychanalyser*, Le Seuil, p. 57.)

122. ¹. Développant le renversement nietzschéen du platonisme, G. Deleuze produit une semblable critique de la représentation, critique qu'il étend au *concept* hégélien. (*Différence et répétition*, éditions de Minuit.)

123. ¹. Cf. E. Ortigues : *le Discours et le symbole*, p. 195 et sqq.

124. ¹. La pagination employée par Marx renvoie à l'ouvrage sur Epicure de Gassendi. Pour ce qui est des auteurs grecs, nous conservons les références de l'édition allemande.

125. ¹. Cette remarque sur la nature *politique*, sur l'Etat, est la seule de ces notes. Il ne faut cependant pas croire que la dimension politique est absente de ce texte. C'est que, dans le champ hégélien, il n'y a pas d'autonomie des divers domaines : un *même* principe régit ces domaines et y est *présent*, le principe étant l'essentiel, et l'espace philosophique transparent, l'homogénéité des domaines est assurée par leur degré *d'expression* du principe. La théorie politique propre à l'atomistique n'est donc pas différente de sa théorie physique ou de son éthique : les volontés particulières sont, dans l'ordre politique, ce que sont les atomes dans la physique, et la conscience humaine dans la morale. Hegel a montré la logique du lien de cette pensée politique du *contrat* avec l'atomistique en général : « Les volontés individuelles sont le principe de l'état. » (*Encyclopédie des sciences philosophiques*). Pour l'atomistique antique, ce qui réunit les *Uns* n'est pas l'*attraction* (détermination conceptuelle découlant du concept de l'Un), mais la détermination extérieure du *Hasard* (du moins chez Epicure). Donc « le général, l'Etat repose sur la condition extérieure du contrat ». Le contrat est imposé de l'extérieur aux volontés individuelles, c'est donc un lien abstrait qui ne représente pas un dépassement. On sait que cette question du rapport d'opposition entre les volontés particulières et l'Etat comme universel n'est pas vraiment résolu par Hegel. Dans l'Etat, la conscience de soi doit être consciente de soi comme de l'universel. Or, la révolution française n'a pas pu supprimer le personnage du Bourgeois, figure de la volonté particulière. La volonté générale de Rousseau compose avec les volontés individuelles par la détermination du *contrat*. La société civile et bourgeoise s'oppose chez Hegel à la vie politique. Selon lui, l'Etat moderne, contrairement à la cité antique, est assez puissant « pour laisser le principe de la subjectivité s'accomplir jusqu'à l'extrémité de la particularité personnelle autonome, et en même temps le ramener à l'unité substantielle et ainsi maintenir cette unité dans ce principe lui-même ». (*Philosophie du droit*, p. 195, cité par J. Hyppolite : *Etudes sur Marx et Hegel*, p. 125.) Marx pourra montrer que les médiations établies par Hegel ne sont que des contingences historiques de son temps. La philosophie du *contrat* propre à Epicure est donc revêtue pour Marx d'une singulière actualité.

126. ¹. Epicure n'est pas tant un philosophe qui apporte des contenus nouveaux que celui qui *achève* et révèle la philosophie antérieure. Dans la conception hégélienne, le philosophe est le support du développement de l'idée qui passe par différentes figures. Le *texte* est donc déjà écrit, et ce qu'il faut, c'est le déchiffrer. C'est pour cela que la vertu principale du philosophe est la *rigueur*. La rigueur est la faculté qui correspond au développement de l'idée, parce que ce développement est déjà rigoureux. La définition d'Epicure comme philosophe de la représentation renvoie à un double centre d'intérêt.

— son rapport à la philosophie grecque, puisque le propre de cette philosophie est de « savoir qu'il y a des représentations dans la conscience » sans savoir ce qu'elles sont ;

— l'élucidation de la représentation comme figure de la conscience, et de ses rapports avec l'idéal.

La position d'Epicure, achevant la philosophie grecque, est confirmée et développée dans les textes sur le *Sage* (cf. *infra*).

127. ↑. Les atomes ont une grandeur, mais cette grandeur est à la fois déterminée et indéterminée. Ils n'ont pas n'importe quelle grandeur, car dans ce cas il y aurait des atomes grands comme le monde (ce qu'admet Démocrite). Mais ils n'ont pas non plus une grandeur déterminée mesurable, puisque l'atome est au-delà du minimum représentable. Il faut donc comprendre ici : les atomes ont une grandeur déterminée comme pure grandeur différentielle, leur grandeur traduit seulement leur *différence* de grandeur. (Cf. la différence de poids des atomes.)

128. ↑. Communauté qui existe entre elles.

129. ↑. Si l'atome est fait de parties nécessairement agencées, il n'est plus le terme ultime de l'analyse et le principe de l'atomistique. Il n'est plus seul à rendre compte de lui-même, mais comprend en lui « l'idéal et nécessaire ». Or, l'atome incarne dans l'être immédiat et fictif la liberté de la représentation. Y introduire la nécessité ou l'idéal consiste à reconnaître cet idéal comme contenu latent de la représentation, donc à nier l'être-libre de celle-ci. L'idéal conteste l'illusion, le mirage de la représentation.

La représentation et l'idéal, qui sont, dans leur opposition, deux *moments* du concept, sont ici réalisés, dans la forme de l'être, dans la figure unique de l'atome. Cette réalisation (abstraite) dans un *même étant* de deux moments contradictoires fait de l'atome lui-même un étant contradictoire.

130. ↑. En outre, les atomes possèdent nécessairement la même vitesse si, au cours de leur mouvement dans le vide, ils ne heurtent aucun obstacle.

131. ↑. Selon les compositions.

132. ↑. Epicure lui-même est contraint de nuancer cette affirmation : l'atome qui est la base matérielle du monde est l'atome qualifié, complet, et non l'atome selon son concept, l'absence de présupposition. La contradiction qui est ici entre l'atome et le monde se retrouve alors à l'intérieur de l'atome lui-même (cf. *Dissertation*).

C'est malgré tout entre le monde concret et l'atome (c'est-à-dire l'atome dans son concept et l'atome qualifié), que réside la forme la plus extrême de la contradiction propre à cette philosophie. D'où l'importance du problème de la création du monde. Comme l'idéal-est donné dans la forme de l'être, il constitue un monde à part dont l'être conteste celui du monde phénoménal. On a ainsi deux mondes à l'image l'un de l'autre, contradictoires tous deux, et la conscience abstraite contradictoire se reconnaît *séparément* dans chacun de ces deux mondes.

133. ↑. Que l'âme est un corps composé de parties ténues, répandu sur tout le corps.

134. ↑. L'analogie est le caractère de la méthode de la philosophie de la représentation :

— elle procède par *images*, ressemblances, contiguités, symboles (comme la magie et l'herméneutique) ;

— elle part de la représentation elle-même (sens commun) et non de l'idéal lui-même. L'atomistique est une philosophie de la conscience et non une logique au sens hégélien. Elle définit l'idéal avant tout négativement, comme une radicalisation de la représentation. Son intérêt est donc, moins que son contenu littéral, la contradiction dans laquelle la place cette démarche et qui révèle l'idéal dans le représenté. C'est aussi ce qui explique que l'atomistique donne une telle importance à la conscience individuelle du philosophe (du sage).

La conscience qui représente est donc la conscience abstraite, coupée du monde concret. Son rapport à l'être a pour caractère cette extériorité de la réflexion que Hegel définit comme le moment de l'essence. Dans l'atome, cette extériorité est inscrite dans l'être.

135. ↑. C'est la pensée de l'uniformité et de la mesure qui est définie ainsi. Pour la « belle âme », il n'y a que des différences, donc tout est pareil. La dialectique doit commencer par réintroduire la différence masquée. L'identité immédiate, c'est l'identité trompeuse de la représentation et non l'identité concrète des troisièmes termes dialectiques. Marx reprend à ce sujet la critique portée par Hegel contre Schelling.

136. ↑. La liberté de la représentation est celle de la conscience abstraite qui a son principe dans la possibilité formelle, régie par le seul principe de non-contradiction. La fiction consiste, pour cette conscience, à *projeter* son être-libre dans l'*objet* de la représentation (*das vorgestellte*), à se donner comme la nature. Cette projection crée le monde contradictoire qui ressemble à la conscience abstraite. Epicure ne s'en tient pas à cette projection, il pense également l'idéal, mais sans penser *ensemble* les deux moments contradictoires.

137. ↑. La répulsion est posée avec la déclinaison comme la vérité de deux moments de la chute et de la déclinaison. Elle ne saurait être posée avant. La déclinaison n'est pas accidentelle, elle n'est pas une hypothèse explicative, elle est l'expression de l'essence de l'atome (cf. *Dissertation*).

138. ↑. Déviation de l'atome... Rencontre ni aucune création de monde.

139. ↑. « Enfin, si la chaîne du mouvement total sans cesse se boucle / si le nouvel anneau,

infailliblement, s'ajoute au précédent / si les atomes ne dévient pas de la verticale et ne produisent pas, à travers cette déclinaison, / ce commencement de mouvement qui brise les chaînes du destin, / et sans lequel celui-ci boucle sans lacune la chaîne infinie des causes, / il s'ensuit que...

140. ↑. Connaissance.

141. ↑. L'ataraxie (absence de trouble) et une solide confiance intérieure, de même que pour tout le reste.

142. ↑. Il s'agit en effet de réduire à l'impuissance les corps célestes, considérés, à l'inverse du monde terrestre, comme l'ennemi de l'homme. Ce texte montre formellement que le monde d'Epicure est la projection de sa conscience. Moins qu'un matérialisme théorique, sa philosophie est une éthique purificatrice, dégageant la conscience de sa gangue d'illusions.

143. ↑. Car pour ce qui est de la science de la nature dans sa spécificité, on ne doit pas s'en tenir à des règles et à des notions communes vides ; on doit au contraire s'accommoder des exigences des phénomènes eux-mêmes... afin que nous puissions vivre hors du trouble.

144. ↑. Tout s'effectue sans secousse, même si tout doit être purifié par l'explication de multiples manières, en accord avec les phénomènes ; on le voit quand on admet, comme il convient, ce qui est dit de convaincant à leur sujet ; mais si on admet une explication, mais qu'on en rejette une autre, alors que les deux s'accordent également avec les phénomènes, il est évident qu'on quitte le sol entier de la science de la nature pour tomber dans le pays du mythe.

145. ↑. Certains des phénomènes, observables d'après leur marche réelle, qui se produisent parmi nous contiennent des signes qui expliquent les phénomènes qui s'accomplissent dans les météores ; en effet, comme ceux des météores, ils peuvent se produire de multiples manières ; mais il faut bien observer le mode d'apparition de chacun et distinguer des phénomènes connexes ceux dont les phénomènes qui se déroulent chez nous ne contredisent pas qu'ils se déroulent de multiples manières.

146. ↑. Etre contredit.

147. ↑. Les âmes sont immortelles, contre Epicure, remarques de Pierre Gassendi sur le livre 10 de Diogene Laerte... Dieu est l'auteur du monde, contre Epicure... Dieu se soucie des Hommes, contre Epicure.

148. ↑. Toutefois

149. ↑. La tautologie est ici une définition circulaire.

150. ↑. Le monde n'est pas une représentation parmi d'autres. Il est la représentation de la totalité du phénomène et appelle cette totalité à se supprimer dans la sphère de l'essence : il clôture la sphère du phénomène. Marx montre que le monde, chez Epicure, n'est fondé par rien d'autre que par lui, qu'il est à la fois ce qui fonde et ce qui est fondé. Mais Epicure refuse de sortir de la sphère atomistique et accepte telle quelle la contradiction.

151. ↑. Différence spécifique, marque distinctive de son être.

152. ↑. Ils croyaient que le limité et l'illimité (et l'un) n'étaient pas des natures différentes, comme le feu, la terre ou toute autre chose différente, mais que l'illimité lui-même et l'Un lui-même étaient l'essence de ce dont ils se disaient... : ils tenaient pour l'essence de la chose la première chose dans laquelle la définition en question se rencontrait.

153. ↑. Le sage se comportera dogmatiquement et non aporétiquement.

154. ↑. La réfutation de ceux qui s'occupent des sciences semble avoir été exposée assez souvent par les adeptes d'Epicure comme par les disciples de Pyrrhon, mais non à partir du même système. Les épicuriens condamnent les sciences en disant qu'elles ne contribuent en rien à l'accomplissement de la sagesse.

155. ↑. Certains conjecturent aussi qu'ils pensaient que cette théorie voilerait leur propre manque de culture ; sur de nombreux sujets en effet, Epicure est convaincu d'ignorance, et, même dans les conversations de tous les jours, il faisait des fautes de langage.

156. ↑. Mais si les sceptiques condamnent les sciences, ce n'est pas parce qu'elles ne contribuent en rien à la sagesse, car cette proposition serait dogmatique ; ce n'est pas non plus parce qu'ils n'ont pas de culture..., (mais) c'est parce qu'ils éprouvent les mêmes sentiments à l'égard des sciences qu'à l'égard de la philosophie tout entière.

157. ↑. Mais peut-être les cinq manières de suspendre son jugement suffisent-elles à réfuter la recherche des raisons. En effet, ou bien on expose une raison qui s'accorde avec toutes les manières de penser qui se trouvent dans la philosophie, avec le scepticisme et avec le phénomène, ou bien on ne le fait pas. Or, il est peut-être impossible de fournir une telle raison.

158. ↑. Le mot allemand *Grund* a une résonance différente du mot grec αἰτία qui veut dire la cause ouvrière, le motif. *Grund* comporte en même temps l'idée de profondeur : il désigne ce qui fonde, ce qui est au fond. Chez Leibniz cette notion est traduite par l'idée de « raison ». Le principe de raison est le principe de ce qui fonde. Il y a donc une équivoque dans la traduction de αἰτία par *Grund*. Le terme leibnizien rend un peu compte de cette équivoque.

159. ↑. Car la contradiction règne aussi bien sur les phénomènes que sur toutes les choses qui

n'apparaissent pas. Mais s'il (l'étiologue) est en contradiction, on lui demandera de rendre raison également de celle-ci (cette raison).

160. ↑. Et sitôt qu'il (l'étiologue) admettra une raison de l'ordre du phénomène pour expliquer un phénomène, ou une raison invisible pour une chose invisible, il sera renvoyé à l'infini.

161. ↑. Cette critique du scepticisme contient en même temps celle de tout empirisme. Le scepticisme, comme l'empirisme, est le refus de sortir de la sphère du phénomène, le refus de la « systématité des essences » dont parle Althusser. Mais dans ce texte hégélien, l'essence ou fondement est l'être-supprimé du phénomène, tandis que, pour le matérialisme dialectique développé, il y a indépendance relative des deux processus, et distorsion entre les deux temporalités.

162. ↑. Sitôt qu'il (l'étiologue) s'arrête quelque part, il devra dire, selon ce qui a été dit, si la raison a été instituée, et il dira à l'égard de quoi, supprimant l'en rapport à la nature, ou bien, s'il admet quelque chose par présupposition, nous l'arrêterons.

163. ↑. Le sage fait abstraction de la différence. Il la gomme sans la supprimer effectivement. Il change son attitude à l'égard de la maladie et non la maladie elle-même, ses désirs et non l'ordre du monde. L'ataraxie est, à l'image de cette philosophie, un mot négatif : il désigne l'absence de trouble. (ταραττεσθαι : être troublé.)

164. ↑. Ce long texte définit bien les deux moments de la substance et de la subjectivité, et le processus d'appropriation de l'idéalité par le sujet, processus qui fait tomber ce sujet dans une opposition à la substance privée de sens. Si la Grèce connaissait l'identité abstraite substance-sujet, c'est que le sujet proprement dit n'avait pas surgi. La naissance de ce sujet est la blessure de la nature. La philosophie moderne se mesure, à l'image d'Epicure, au monde devenu irrationnel, elle désire reconquérir l'identité, supprimer la dimension de l'objectivité, l'aliénation. Mais la subjectivité réclame une philosophie qui mette l'accent sur le support (*Träger*) de l'idéalité, dans son existence (*Existenz*), et non un système qui gomme ce support au profit du seul développement idéal, comme celui de Hegel. Gommer la dimension du sujet individuel, c'est déjà avoir identifié substance et sujet en faisant de l'idéal une substance, c'est-à-dire s'être donné le résultat auquel on voulait parvenir.

165. ↑. Car les formes sont presque semblables, et presque aussi nombreuses que les choses dont partent ces penseurs, en quête de leur origine, pour atteindre les formes.

166. ↑. Mais quand bien même il y aurait des formes, ce n'est pas pour cela qu'il pourrait naître aucune chose qui participe d'elles, à moins qu'il n'existe autre chose qui engendre le mouvement.

167. ↑. Dans le *Phédon*, on parle comme si les formes étaient l'origine aussi bien de l'être que de la génération.

168. ↑. En outre, les formes devraient être non seulement des paradigmes des objets des sens, mais aussi des paradigmes d'elles-mêmes — par exemple, le genre comme genre de formes — si bien qu'une seule et même chose serait à la fois modèle et copie.

169. ↑. De la jouissance corporelle à la jouissance de l'âme.

170. ↑. Pays inconnu.

171. ↑. Son plus haut droit.

172. ↑. Les criminels et les hors-la-loi, disent-ils, vivent sans cesse misérablement et dans la crainte ; même si, en effet, ils peuvent se cacher, il leur est impossible d'avoir confiance dans leur cachette. C'est pourquoi la crainte de l'avenir qui pèse sans cesse sur eux ne les laisse pas être heureux et leur interdit d'avoir confiance dans l'instant présent. Mais ils ont oublié qu'ils disaient cela aussi à leur propos, car il est possible au corps de connaître l'équilibre et d'être en bonne santé, mais il est impossible d'avoir confiance dans la durée de cet état ; il est nécessaire d'être troublé et d'être continuellement dans l'angoisse à propos de l'avenir du corps.

173. ↑. Ne pas se rendre coupable d'une faute ne donne encore aucun droit à être confiant, car ce n'est pas le fait de souffrir justement, mais c'est la souffrance qui provoque la crainte.

174. ↑. Car le nécessaire n'est pas encore un bien, mais ce n'est qu'au-delà de la fuite des maux que se trouvent le désirable et le souhaitable.

175. ↑. En effet, craignant Dieu comme un maître clément aux bons et hostile aux méchants, par cette seule crainte, qui ne les prive pas de grand-chose, ils sont préservés des mauvaises actions ; ils conservent en eux, sans trouble, leur disposition au mal qui se flétrit, et ainsi sont moins troublés que ceux qui s'adonnent à cette disposition et s'aventurent, pour être ensuite soudain saisis par la crainte et le repentir.

176. ↑. Les méchants et la grande masse.

177. ↑. Les hommes excellents, remplis d'amour pour Dieu.

178. ↑. Croyez-vous que ceux qui nient la Providence méritent une autre punition et qu'ils ne soient pas suffisamment punis, écartant d'eux le plaisir et la joie ?

179. ↑. Elle doit ressentir la plus haute félicité quand elle entend cette maxime divine et pleine de sagesse, selon laquelle la fin de tout mal est pour l'âme la perte, la destruction, et le néant.

180. ↑. Des êtres coupables d'injustice et méchants.
181. ↑. La grande masse des incultes.
182. ↑. Les honnêtes gens doués de raison.
183. ↑. Cet adjectif différencie l'homme bon de la masse qui reste un peu animale. Mot à mot, il désigne celui qui possède l'entendement, c'est-à-dire celui qui est capable de jugement, l'homme sensé. Il faut donc ici comprendre la raison comme la faculté qui fait de l'homme « un animal raisonnable ».
184. ↑. Je peux bien dire tous.
185. ↑. Avec la doctrine de l'immortalité, ils enlèvent à la foule ses espoirs les plus grands et les plus beaux.
186. ↑. Ne surmonte pas la crainte de la mort, produis au contraire la preuve qui la justifie.
187. ↑. Pour tout ce qui concerne la certitude sensible, cf. Hegel : *Phénoménologie de l'Esprit*, chapitre I. La certitude sensible doit être supprimée *comme telle*.
188. ↑. Il ne méprise pas le sensible, mais il affirme l'être de l'Intelligible.
189. ↑. Et il ne méprise pas les événements qui se produisent et apparaissent parmi nous, mais il enseigne à ses disciples qu'il en est d'autres, plus solides et plus durables dans leur essence, leur fait voir qu'ils ne sont pas nés, qu'ils ne connaissent pas la destruction et ne sont soumis à aucune affection, et leur apprend à s'attacher de manière plus précise aux noms de la différence, et à formuler explicitement ce qui est et ce qui devient.
190. ↑. MEGA : la dernière page du cahier est arrachée.
191. ↑. Mais l'espoir de la renommée m'a fortement frappé l'esprit de son bâton de thyrses / et cet espoir éveilla en mon âme le désir si doux / des muses, et maintenant, plein de désir et l'esprit vigoureux, / je me promène dans la lointaine contrée du mont Pierus, que personne n'avait encore foulée. / C'est là que j'ai la joie de trouver des sources vierges / et d'y puiser, et celle de cueillir des fleurs fraîchement écloses / et de me les tresser autour de la tête comme une couronne royale ; / à personne auparavant les Muses n'avaient ainsi couvert les tempes. / D'abord, en effet, mon poème enseigne des choses de première grandeur. / Je cherche à délivrer l'âme des liens de la religion, / ensuite, au sujet d'une chose obscure, j'écris un poème si lumineux / qui atteint dans sa totalité la grâce des Muses.
192. ↑. La béatitude n'est pas la récompense de la vertu, mais la vertu elle-même.
193. ↑. Les éléments primordiaux sont trop faibles.
194. ↑. Les mêmes matières sont à la base du ciel et de la terre, de la mer, des fleuves, du soleil, etc.
195. ↑. Double nature : chacun doit être pour lui par lui-même, et doit rester pur.
196. ↑. Car là où s'étend l'espace... jamais ne se trouve aucun corps.
197. ↑. Nous avons vu l'importance essentielle de la compréhension conceptuelle de la déclinaison pour la lecture que Marx fait d'Epicure. Ce texte évoque la dialectique du point et de la ligne (et de la surface) produite par Hegel. Le passage de l'espace au temps est donné par Hegel comme dialectique : il résulte nécessairement de la suppression de l'espace. L'espace est l'immédiat de l'indifférence, de l'être hors de soi qui caractérise la nature. Le point est la négation de l'espace, mais ne sort pas de lui. Le temps est ainsi la vérité de l'espace. Le matérialisme d'Epicure est la *crispation* du moment de l'espace, ce qui explique l'éternité de l'être atomistique, laquelle est plutôt une *atemporalité*. C'est ce qui distingue sa philosophie de tout matérialisme dialectique : la réalité effective est *histoire*. C'est encore de ce point de vue que la conscience de soi abstraite a en face d'elle l'effectivité. Elle ne saurait réduire cette différence qu'en se posant elle-même comme temps.
- En tant que point, l'atome incarne le refus de la dissolution de l'espace dans le temps. Contre « chronos », il cherche dans l'espace sa solidité. Mais cette solidité est illusoire, puisque le point est une limite abstraite et inconsistante. L'Analyse se renverse donc : dans l'impossibilité de se *maintenir* dans l'espace, l'atome nie l'espace dans sa totalité. Il est alors l'analogue du *temps*, « forme immédiate du concept ». On voit en quel sens Marx peut dire de la doctrine d'Epicure qu'elle est une « philosophie du temps ». Mais le *réalisme* de la représentation interdit à cette conception de se libérer de la toute-puissance de l'espace et de l'atemporalité. L'atome reste conçu comme un *point* ayant les vertus du *concept* (c'est-à-dire du temps). La déclinaison ne se comprend que dans un schéma spatial, alors qu'elle *représente* le temps.
198. ↑. S'ils ne déclinaient pas ainsi, tous / tomberaient tout droit en bas, dans le vide profond. / *Aucune rencontre ne serait née* entre eux et les corps primordiaux / n'auraient *subi aucun choc* : jamais dans ces conditions la nature n'aurait créé.
199. ↑. Il y a un nombre infini d'atomes de même figure, c'est de leur choc perpétuel que le monde a été fait, ils sont engendrés... (on ne sait pas à quoi se rapportent ces derniers mots).
200. ↑. Le nombre de ceux qui sont semblables est infini.
201. ↑. Mais elles sont appelées homéoméries et éléments.
202. ↑. Les atomes et éléments.

203. ↑. Amenthès : lieu où vont les âmes selon la croyance égyptienne, mentionné par Plutarque.
204. ↑. Cette métaphore un peu lourde marque le fait que la philosophie renonce à son attitude contemplative, spéculative, à sa contemplation du monde, pour transformer effectivement le monde : elle se fait pratique.
205. ↑. Prométhée est le héros de la critique des Jeunes hégéliens. C'est le héros antireligieux par excellence, celui qui ravit le feu aux dieux et organise la terre en lui apportant la culture (cf. Eschyle). Prométhée est à la fois le symbole de l'orgueil de la conscience de soi humaine qui vient à bout de tous les dieux, et celui de la volonté transformatrice du monde.
206. ↑. *Corrigé en* : à ceci se rattache la dialectique négative.
207. ↑. MEGA : *pourrait aussi vouloir dire* : de la dialectique ancienne.
208. ↑. *Chez Hegel* infinie (d'après MEGA, de même que les notes qui suivent).
209. ↑. *Chez Hegel* étant, et donc n'étant que cherchée.
210. ↑. *Ne se trouve pas chez Hegel*.
211. ↑. *Chez Hegel* se trouve le mot *physique*.
212. ↑. Les stoïciens ont semblé être d'accord avec les péripatéticiens sur la chose et ne s'en séparer que par les mots.
213. ↑. Cette fonction peut être séparée des autres, mais à l'inverse celles-ci ne peuvent, chez les mortels, être séparées de celle-là.
214. ↑. La remarque la plus profonde du texte : il faut considérer la rationalité *propre* à la nature et non la penser selon la rationalité *consciente* (donc abstraite). Le principe d'un véritable matérialisme est ici énoncé, bien que la conception *d'une raison* finalement commune aux deux termes témoigne de l'esprit hégélien de cette remarque. Tout l'esprit du texte y est donc concentré.
215. ↑. Démonstration évidente.
216. ↑. MEGA : *à l'origine, le troisième paragraphe était rédigé ainsi* : Ce messenger d'affection que je *vous* envoie, je souhaite pouvoir marcher sur sa trace, et, à votre côté, traverser de nouveau, au gré de notre fantaisie, nos montagnes et nos forêts merveilleusement pittoresques. Le bien-être physique, je n'ai pas besoin de *vous* le souhaiter. L'esprit et la nature sont les grands médecins magiques auxquels *vous vous* êtes confiés. [Au côté de la page, on note encore cette instruction typographique : cette dédicace doit être imprimée en caractères plus grands.]
217. ↑. En français dans le texte.
218. ↑. Impie n'est pas celui qui fait table rase des dieux de la foule, mais celui qui pare les dieux des représentations de la foule.
219. ↑. En un mot, j'ai de la haine pour tous les dieux. [*Prométhée enchaîné*.]
220. ↑. Sache que je ne changerais pas ma misère contre ton esclavage. J'aime mieux être lié à ce roc que d'être le messenger fidèle de Zeus, ton père ! [*Ibid.*, V, 966-970.]
221. ↑. Atomes principes et Atomes éléments.
222. ↑. *Après « dénouement », raturé* : un final incohérent [d'après MEGA, comme du reste les notes appelées par un chiffre¹].
223. ↑. *Semble... se terminer* corrigé par Marx en : *les ailes de la chouette de Minerve semblent ne plus la porter*. (N. R.)
224. ↑. Diog. X 4.
225. ↑. Cic. *de nat. deorum* I, XXVI 73.
226. ↑. Cic. *de fin.* I, VI 21.17.18.
227. ↑. Plut. *adv. Col.* 1108, 3 (cf. 1111, 8).
228. ↑. Pseudoplut. 877 D.
229. ↑. Plut. 1111, 1112, 1114, 1115, 1117, 1119, 1120 sq.
230. ↑. Clem. Al. *strom.* VI 2, 27, 4.
231. ↑. *eb.* I, 11, 50, 5 sq.
232. ↑. Sext. Emp. *adv. math.* i 273.
233. ↑. Leibniz, p. 536.
234. ↑. En français dans le texte.
235. ↑. Plut. 1111, 8.
236. ↑. Arist. *de an* 404 a 28 sq.
237. ↑. Arist. *met.* 1009 b 11 sq. (remarque de Marx : *dans ce passage est d'ailleurs exprimée la contradiction de la métaphysique elle-même*).
238. ↑. Diog. IX 72.
239. ↑. Ritter, p. 571.
240. ↑. Diog. IX 44.
241. ↑. *eb* 72.
242. ↑. Simpl. p. 488.
243. ↑. Plut. 1111, 8.

244. ↑. Cf. Arist.
245. ↑. Diog. X 121.
246. ↑. Plut. 1117, 19.
247. ↑. Cic. *de nat. deorum* I, XXV 70 ; cf. *de fin.* 1, VII 22 ; Pseudoplut. 899 F.
248. ↑. Diog. X 31 sq.
249. ↑. Plut. 1111, 8.
250. ↑. Cic. *de fin.* I, VI 20 ; cf. Pseudoplut. 890 C.
251. ↑. Diog. IX 37.
252. ↑. *ibid.* 46 sq.
253. ↑. Euseb. X 472.
254. ↑. Diog. IX 35.
255. ↑. Cic. *disp. Tusc.* V 39 ; cf. *de fin.* V, XXIX 87.
256. ↑. Sen. *ep.* 8.
257. ↑. Diog. X 122 ; cf. Clem. Al. *strom.* IV 8, 69, 2 sq.
258. ↑. Sext Emp. *ibid.* 1 1.
259. ↑. *Ibid.* I 49.272 ; cf. Plut, *de eo quod* 1095, 13.
260. ↑. Cic. *ibid.* I, XXI 72.
261. ↑. Diog. X 13 ; Cic. *de nat. deorum* I, XXVI 72.
262. ↑. Sen. *ep.* 52.
263. ↑. Diog. X 10.
264. ↑. *Ibid.* 15 et 16.
265. ↑. Cic. *de fato* X 22, 23 ; *de nat. deorum* I, XXV 69 ; Euseb. I 23 sq.
266. ↑. Arist. *de gen. an.* 89 b.
267. ↑. Diog. IX 45.
268. ↑. Pseudoplut. 884 E.
269. ↑. Stob. *ecl.* I, IV 7c (§ 158 et 160).
270. ↑. Euseb. VI 257.
271. ↑. Stob. *ecl.* II, VIII, 16 (§ 346).
272. ↑. Simpl. P. 351.
273. ↑. Diog. X 133 sq.
274. ↑. Sen. *ep.* 12.
275. ↑. Cic. *ibid.* I, XX 55 sq.
276. ↑. *Ibid.* XXV 70.
277. ↑. Simpl. *ibid.*
278. ↑. Cf. Euseb. XIV 781 sq.
279. ↑. Simpl. P. 351, 352.
280. ↑. Euseb. XIV 781.
281. ↑. Pseudoplut. 888 F et 890 C ; Stob. *ecl.* I, XXIV 10 (§ 514).
282. ↑. Sen. *nat. quaest.* VI 20, 5.
283. ↑. Cf. 2^e partie, chap. V (de la Dissertation de Marx) ; Diog. X 88.
284. ↑. *Ibid.* 80.
285. ↑. MEGA : les chapitres IV et V, mentionnés dans le sommaire, n'ont pas été conservés.
286. ↑. Stob. *ecl.* I, XIV, 1 sq (§ 346) ; cf. Cic. *de fin.* I, VI 18 sq ; Pseudoplut. 883 a sq ; Stob. *ecl.* I, XIX 1 (§ 394).
287. ↑. Cic. *de nat. deorum* I, XXVI 73.
288. ↑. Cic. *de fin.* *ibid.*
289. ↑. Cic. *de nat. deorum* I, XXV 69 ; cf. D.m.A. *de fato* X 22 sq.
290. ↑. Bayle.
291. ↑. En français dans le texte.
292. ↑. Schaubach, p. 549.
293. ↑. Lucrèce II, 251 sq.
294. ↑. Arist. *de an.* 409 a 10 sq.
295. ↑. Diog. X 43 ; Simpl. p. 425.
296. ↑. Lucrèce II 253 sq.
297. ↑. *Ibid.* 279 sq.
298. ↑. Cic. *de fin.* I, VI 19 sq.
299. ↑. Lucrèce II 293.
300. ↑. Ni dans un temps déterminé ni dans un lieu précis.
301. ↑. Cic. *de fato* X 22.
302. ↑. *Ibid.*
303. ↑. Plut, *de an. Procr.* 1015 C.

304. ↑. Cic. *de fin* I, VI, 19.
305. ↑. Bayle.
306. ↑. Saint Augustin, lettre 118 (nouveau dénombrement), 28 (à Dioscore).
307. ↑. Diog. X 128.
308. ↑. Plut, *de eo quod* 1091, 7.
309. ↑. Clem. Al. *Strom.* II 21, 127, 1.
310. ↑. Sen. *de benef.* IV.
311. ↑. Cic. *de nat. deorum*, I, XXIV, 68.
312. ↑. *Ibid.* XL 112 et XLI 115 sq.
313. ↑. Plut. *ibid.* 1100 sq, 20.
314. ↑. Arist. *de caelo* 292 b.
315. ↑. Loi de l'atome.
316. ↑. Lucrèce II 221 sq.
317. ↑. *Ibid.* 284 sq.
318. ↑. Arist. *ibid.* 275 b.
319. ↑. *Ibid.* 300 b.
320. ↑. Diog. X 150.
321. ↑. (Marx n'a rien écrit à cette remarque ; cf. par exemple Diog. X 120 ou Cic. *de fin.* 11, XXVI, 82, etc.)
322. ↑. Diog. X 54 ; Lucrèce II 861 sq.
323. ↑. Pseudoplut. 877 E ; cf. Sext. Emp. *adv. dogm.* IV 240.
324. ↑. Eusèb. XIV 749.
325. ↑. Simpl. p. 362.
326. ↑. Philop. p. 362.
327. ↑. Arist. *de gen. et corr.* 362 a.
328. ↑. D.m.A. *de caelo* 276 a.
329. ↑. Ritter p. 568, rem. 2.
330. ↑. Arist. *met.* 1042 b 12 sq.
331. ↑. MEGA. Après passage, *barré* : Démocrite ne pose pas la contradiction entre la qualité de l'atome et son concept.
332. ↑. *Ibid.* 985 b 4 sq.
333. ↑. Diog. X 44.
334. ↑. *Ibid.* 56.
335. ↑. *Ibid.* 55.
336. ↑. *Ibid.* 59.
337. ↑. Cf. *Ibid.* 58 ; Stob. *ecl.* I, X 14 (§ 306).
338. ↑. Rosini, p. 26.
339. ↑. Mais, de cette façon, Epicure démontrait la ténuité des atomes par leur incroyable petitesse, en disant, selon le témoignage de Laerte (X 44), qu'ils n'avaient pas de grandeur.
340. ↑. Euseb. XIV 773.
341. ↑. Stob. *ecl.* I, XIV 1 sq (§ 348) ; cf. Pseudoplut. 877 D-F.
342. ↑. Arist. *de gen. et corr.* 326 a.
343. ↑. Euseb. XIV 749 ; cf. Pseudoplut. *ibid.*
344. ↑. Diog. X 54 ; cf. 44.
345. ↑. *Ibid.* 42.
346. ↑. *Ibid.*
347. ↑. Lucrèce II 513 sq ; Euseb. *ibid.* (14, 5) ; cf. Pseudoplut. *ibid.*
348. ↑. Diog. X 42 ; Lucrèce II 525 sq.
349. ↑. Arist. *de caelo* 303 a ; Philop. *ibid.*
350. ↑. Lucrèce II 479 sq.
351. ↑. Cf. *Anm.* 25.
352. ↑. Cf. MEGA : Après « figure », le paragraphe suivant est barré verticalement : Epicure s'est donc, sur ce point, également objectivé la contradiction tandis que Démocrite, s'en tenant au côté matériel, ne laisse plus apparaître, dans ses déterminations ultérieures, aucune conséquence du principe.
353. ↑. Diog. X 44.54.
354. ↑. Brucker, p. 224.
355. ↑. Lucrèce I 1052 sq.
356. ↑. Diog. X 43.61 ; Lucrèce II 235 sq.
357. ↑. Cf. chap. III (de la Dissertation de Marx).
358. ↑. Feuerbach, p. 120.
359. ↑. ἀμέτοχα κενού ne veut absolument pas dire *ne remplissent aucun espace* mais *sont*

indivisibles selon l'espace, c'est la même chose que lorsqu'il est dit ailleurs chez *Diogene Laerte* διάλειψιν δε μέρον οὐκ ἔχουσιν. C'est de la même manière qu'il faut expliquer cette expression (Plutarque) *De placit. Philosoph.* 1, p. 286 (Pseudoplut. I 3, chez Kaltwasser : vol. 7, p. 14) et Simplicius, p. 405.

360. ↑. Ceci aussi est une fausse conséquence. Ce qui ne peut être divisé dans l'espace n'est pas pour cela extérieur à l'espace et soustrait à toute relation spatiale.

361. ↑. Schaubach, p. 550.

362. ↑. Par exemple que le Tout est corps et nature impalpable (c'est-à-dire espace vide), que les atomes sont les éléments, et toutes les autres affirmations de même ordre.

363. ↑. Diog. X 44 [se rapporte à un passage raturé par Marx et que nous avons laissé de côté ; l'édition MEGA en fait mention dans une note en bas de page.]

364. ↑. Le Tout est corps et nature impalpable... (et) que les atomes sont les éléments...

365. ↑. *Ibid.* 67.

366. ↑. Le Tout est corps... mais s'il n'existait pas ce que nous appelons le vide, la place et la nature impalpable... Parmi les corps, les uns sont des compositions, les autres ceux dont sont faites les compositions. Ces derniers sont indivisibles et insécables, si bien qu'il est nécessaire que les principes indivisibles constituent la nature des corps.

367. ↑. *Ibid.* 39, 40 et 41.

368. ↑. *Ibid.* VII 134.

369. ↑. Arist. *met.* V 1.3 (1012 b 34-1013 a 23 et 1014 a 26-1014 b 15).

370. ↑. Cf. *ibid.*

371. ↑. *Ibid.* V 3 (1014 a 26-1014 b 15).

372. ↑. *Ibid.* 985 b 4 sq.

373. ↑. Diog. X 54; Plut. *adv. Col.* 1111,8.

374. ↑. Sext. Emp. *adv. dogm.* IV 42.

375. ↑. Euseb. XIV. 773. 749.

376. ↑. Epicure (dit) que les corps primordiaux sont simples, mais que ceux qui résultent de leur composition possèdent tous la pesanteur.

377. ↑. Pseudoplut. I 7, 882 A et I 12,883 A ; Stob. *ecl.* I, XXII 3 a (§ 496) et I, I 29 b (§ 66).

378. ↑. Cf. *ibid.* ; Cic. *de fin.* I VI 21.

379. ↑. Diog. X 41.

380. ↑. Plut. *ibid.* 1114 B, 13.

381. ↑. Simpl., p. 488.

382. ↑. Pseudoplut. 879 B-C (1 S) ; Stob. *ecl.* I, XXII 3 a (§ 496).

383. ↑. Lucrèce 1 820 sq ; Diog. X 39.

384. ↑. *Ibid.* 73 ; Lucrèce V 108 sq et 373 sq.

385. ↑. Simpl., p. 425.

386. ↑. Lucrèce II 796.

387. ↑. L'immortelle mort nous a pris la vie mortelle.

388. ↑. Arist. *phys.* 251 b.

389. ↑. Simpl., p. 426.

390. ↑. Lucrèce I 459.461 sq. 479 sq. ; Sext. Emp. *adv. dogm.* IV 219 ; cf. Stob. *ibid.*

391. ↑. Diog. X. 72 sq.

392. ↑. Lucrèce *ibid.* ; Sext. Emp., *adv. dogm.*, IV, 219 sq. et Stob., *ibid.*

393. ↑. Images, figures, « idoles ».

394. ↑. Diog. X 46.48 ; Lucrèce IV 30 sq. 52 sq.

395. ↑. Diog. X 49.50.52.53.

396. ↑. Lucrèce II 1139 sq.

397. ↑. Diog. II 10.

398. ↑. Pour contempler le soleil, la lune et le ciel.

399. ↑. Arist. *met.* 986 b 25.

400. ↑. Cours éternel (d'après I. B. Hoffmann, αἰθήρ est plutôt en connexion avec αἶθειν, qui veut dire brûler).

401. ↑. DmA *de caelo* 270 b.

402. ↑. *Ibid.*

403. ↑. DmA. *met.* 1074 a 38 et 1074 b 1 sq.

404. ↑. Diog. X 81.

405. ↑. [Le texte grec dit : « Soupçonnent sans cesse *quelque mauvais présage* en se fiant aux mythes.]

406. ↑. *Ibid.* 76.77.

407. ↑. Arist. *de caelo* 284 a.

408. ↑. Qui, à l'Occident, se tient debout, portant sur ses épaules les colonnes du ciel et de la

terre.

409. ↑. Diog. X 85.

410. ↑. *Ibid.* 85.82.

411. ↑. *Ibid.* 87.78.79.

412. ↑. *Ibid.* 86.

413. ↑. *Ibid.*

414. ↑. *Ibid.* 92.

415. ↑. *Ibid.* 94.

416. ↑. *Ibid.* 95.96.

417. ↑. *Ibid.* 98.

418. ↑. *Ibid.* 104.

419. ↑. *Ibid.* 80. 82. 87 sq.

420. ↑. *Ibid.* 78. 86. 87.

421. ↑. *Ibid.* 98. 113. 97. 93. 87. 80.

422. ↑. *Ibid.*

423. ↑. *Ibid.* 78.

424. ↑. Arist. *ibid.* 279 b.

425. ↑. *Ibid.*

426. ↑. MEGA : corrigé par Marx en : théorie de sa méthode.

427. ↑. Athénée 111 104 b (63).

428. ↑. Lucrèce 1 62 sq. 78 sq.

429. ↑. L'humanité gisait honteusement à terre / écrasée sous le poids de la religion / Qui, du milieu du ciel, montrait sa tête / et dont les yeux effrayants menaçaient d'en haut les mortels. / Le premier, un homme, un Grec, osa lever contre elle / ses yeux humains, osa se redresser contre elle. / Ainsi la superstition est à son tour terrassée, foulée aux pieds, et cette victoire nous élève jusqu'aux cieux. (Trad. Henri Clouard.)

430. ↑. Les coupables d'injustices, les méchants... La grande masse des incultes... Les honnêtes gens doués de raison.

431. ↑. Nous donnons aussitôt en traduction les passages suivants de Plutarque (*De eo quod*, 1104, 26 — 1105, 27), que Marx cite en grec.

432. ↑. Note au bas de la traduction de la *Préface* de la *Phénoménologie de l'Esprit* de Hegel, éditions Aubier, tome I, p. 19.

433. ↑. *Science de la logique*, traduction S. Jankélévitch, tome I, p. 101.

434. ↑. Nous avons donc traduit *Aufheben* par supprimer, et quelquefois, sous la pression du contexte, opté pour « dépasser ».

435. ↑. *Science de la logique*, éd. citée, p. 102.

436. ↑. Molitor, dans la traduction de la *Dissertation*, traduit systématiquement par *élément*.

437. ↑. *Science de la logique*, éd. citée, p. 72 sqq.

438. ↑. *Science de la logique*, édition Félix Meiner, tome I, p. 93.

439. ↑. *Ibidem*, p. 95. Traduire *Dasein* par « mode d'être » — comme le fait Molitor — entraîne de grandes difficultés pour comprendre certaines phrases de la *Dissertation* (par exemple : les dieux dévient de tout « mode d'être »... la liberté à l'égard du mode d'être, etc.). D'autre part, la « manière d'être », qui s'oppose à la détermination interne, est plus précise et ne constitue qu'un moment du *Dasein*. Il faut comprendre *Dasein* littéralement, comme « être-là », en accentuant l'aspect immédiat et non l'aspect spatial.

La pression du contexte oblige parfois à opter pour le sens traditionnel *d'existence* (ex. : les preuves de l'existence de Dieu). Cela ne tire pas à conséquence, car s'il est bon de réserver le mot « existence » à la traduction d'« Existenz » (qui est un concept du moment de l'essence de non de l'être). Hegel souligne lui-même qu'au niveau du *Sein*, être et existence ne se différencient pas encore. En tout cas, « existence » est plus proche de *Dasein* que « mode d'être ».

440. ↑. Marx semble peu sensible à la distinction propriété/qualité. Dans le chapitre de la *Dissertation* consacré aux qualités de l'atome, il emploie les deux mots indifféremment. Par contre, il est très sensible à la distinction *Wirklichkeit*/Realität. Nous avons presque toujours traduit *Wirklichkeit* par réalité *effective* pour bien distinguer les deux termes.

441. ↑. *Science de la logique*, F. Meiner, p. 110 sq.

442. ↑. Le terme *idéal* est donc ambigu : on définit d'abord le principe, le général, l'universel comme *idéels*, mais on doit du même coup étendre ce terme au concept, à l'idée, à l'esprit, et « aux choses particulières sensibles, pour autant que leur caractère particulier et sensible se trouve supprimé dans le principe, dans le concept, et surtout dans l'esprit. Tantôt donc l'idéal est le concret, tantôt ce sont les moments, supprimés dans le concret qui sont l'idéal, « alors qu'en fait il n'existe qu'un seul tout concret, inséparable de ses moments ». C'est ce qui nous permet de comprendre que l'idée est le concept *et* sa réalisation au niveau spéculatif, tout en désignant l'un

des côtés du rapport quand les deux moments s'opposent. Dans ce second sens, l'idéal est la vérité du réel, tout en lui restant encore extérieur. L'idéal se pose en opposition au réel. Ce niveau de l'opposition des deux termes définit l'abstraction, niveau de la philosophie d'Epicure.

443.↑. Ces références renvoient à l'édition Aubier de la *Science de la logique*, trad. S. Jankélévitch, tome I.

444.↑. M. Solovine va même jusqu'à contester l'existence de la déclinaison chez Epicure. Cf. *Epicure*, édition Herman.

445.↑. Hegel, *Précis de l'Encyclopédie des sciences philosophiques*, trad. Gibelin, édition Vrin, p. 83.

446.↑. Noël (G.), *la Logique de Hegel*, édition Vrin.

447.↑. Toutes les citations de Hegel renvoient de nouveau à la *Science de la logique*, traduction S. Jankélévitch, édition Aubier, tome I.

448.↑. Hegel reprend cette dialectique dans l'*Encyclopédie*, éd. cit., p. 142-144.

449.↑. *Travaux préparatoires*, fragment : le Clinamen.

450.↑. Hegel, *Science de la logique*, éd. cit.

451.↑. *Travaux préparatoires*, fragment : le Clinamen.

452.↑. *Encyclopédie*, éd. cit., p. 144.

453.↑. *Encyclopédie*, éd. cit., p. 152.

454.↑. *Ibidem*.

455.↑. Cf. *Dissertation* : chapitre « la Déclinaison ».

456.↑. *Encyclopédie*, éd. cit., p. 145.

457.↑. *Travaux préparatoires*, fragment : l'Atome comme forme immédiate du concept, la Déclinaison.

458.↑. *Travaux préparatoires*, le Clinamen (nous soulignons).

459.↑. *Travaux préparatoires* : l'Atome comme forme...

460.↑. *Dissertation*, chapitre : la Déclinaison (nous soulignons).

461.↑. *Travaux préparatoires*, fragment : la Guerre des atomes.

462.↑. *Dissertation*, chapitre : le Temps.

463.↑. *Dissertation*, chapitre : la Déclinaison.

464.↑. *Encyclopédie*, éd. cit., p. 138-141.

465.↑. *Dissertation*, chapitre : les Météores.

466.↑. *Travaux préparatoires* : la Philosophie épicurienne des météores.

467.↑. *Encyclopédie*, éd. cit., p. 154.

468.↑. Conclusion de la *Dissertation*.

469.↑. Nous estimons indispensable au lecteur des *Travaux préparatoires* et de la *Dissertation* de connaître le texte des *Vorlesungen Ueber Die Geschichte der Philosophie* consacré à Epicure et aux philosophies post-aristotéliennes, qui constitue la base de départ de l'analyse du jeune Marx. Nous n'avons pas la prétention de traduire ce texte malheureusement encore inédit en français — mais seulement d'en donner un résumé. La pagination renvoie à l'édition Frommann, *Œuvres complètes de Hegel*, édition du Jubilé, tome XVIII.

470.↑. C'est la preuve que Hegel condamne toute satisfaction abstraite et imaginative. Ce texte pourrait critiquer aussi bien les Jeunes hégéliens, ce qui en retour prouve le caractère néo-kantien de leur attitude. Il reste, bien sûr, à savoir au nom de quoi fonctionne ici cette critique.

471.↑. On voit que Hegel accepte l'explication de la déclinaison qui sera àurement critiquée par Marx. Ce point est essentiel : les *Travaux préparatoires* commencent par reprendre Hegel pour critiquer la faiblesse de la « construction du monde » d'Epicure, avant que l'analyse positive de la déclinaison ne vienne rendre raison de ce passage contradictoire, sinon en résoudre la contradiction.

472.↑. On sait que Marx pratique en 1841 un « retour » à la philosophie des Lumières, tout en restant conscient des limites d'une telle philosophie.

473.↑. Cette opposition entre le plaisir comme universel et la sensation comme singularité n'est pas retenue par Marx, parce que l'universalité de l'ataraxie est essentiellement liée à l'acte de s'abstraire du monde analysé dans la *déclinaison*. La déclinaison unit la singularité et l'universalité formelle. Sensation et plaisir renvoient à l'atome singulier déclinant. Dans le premier cas, l'atome est soumis à la matière (être-là), et retenu hors de l'universalité. Mais le Sage, à l'instar des dieux, fait abstraction de l'être-là gagnant l'universalité abstraite du monde des atomes, semblables dans l'acte même qui les voit décliner...

474.↑. Ce texte montre de manière très forte l'incompatibilité de la pensée de Marx et de celle de Hegel. Pour Marx, la *pratique*, la transformation concrète de la nature est la réalité effective. On aperçoit la distance qui le sépare et de la conscience immédiate (Epicure) et de la conscience spéculative (Hegel). Pour Hegel, le dépassement du travail aliéné ne peut se faire que dans le non-travail, dans la *contemplation*, étant donné qu'il ne saurait échapper à l'abstraction, à l'*objectivation* (cf. *supra* : Objectivation et Aliénation).

475.¹ . « Troubler » (verwirren) doit s'entendre aussi au sens physique : se mélanger avec, être embrouillé avec.

CORRESPONDANCE ENTRE MARX ET PROUDHON

1846

Écrit par en français

8 pages

TABLE

CORRESPONDANCE ENTRE MARX ET PROUDHON

Titre suivant : LETTRE DE MARX À P. ANNENKOV

CORRESPONDANCE ENTRE MARX ET PROUDHON

Mon cher Proudhon,

Je m'étais proposé bien souvent de vous écrire, depuis que j'ai quitté Paris ; des circonstances indépendantes de ma volonté m'en ont empêché jusqu'à présent. Je vous prie de croire qu'un surcroît de besogne, les embarras d'un changement de domicile, etc., sont les seuls motifs de mon silence.

Et maintenant surtout sautons *in media res*. Conjointement avec deux de mes amis, Frédéric Engels et Philippe Gigot — (tous deux, à Bruxelles) —, j'ai organisé avec les communistes et socialistes allemands une correspondance suivie, qui devra s'occuper et de la discussion de questions scientifiques, et de la surveillance à exercer sur les écrits populaires, et de la propagande socialiste qu'on peut faire en Allemagne par ce moyen. Le but principal de notre correspondance sera pourtant celui de mettre les socialistes allemands en rapport avec les socialistes français et anglais ; de tenir les étrangers au courant des mouvements socialistes, qui se seront opérés en Allemagne et d'informer les Allemands en Allemagne des progrès du socialisme en France et en Angleterre. De cette manière les différences d'opinion pourront se faire jour ; on arrivera à un échange d'idées et à une critique impartiale. C'est là un pas, que le mouvement social aura fait dans son expression *littéraire*, afin de se débarrasser des limites de la *nationalité*. Et au moment de l'action, il est certainement d'un grand intérêt pour chacun d'être instruit de l'état des affaires à l'étranger aussi bien que chez lui.

Outre les communistes en Allemagne notre correspondance comprendra aussi les socialistes allemands à Paris et à Londres. Nos rapports avec l'Angleterre sont déjà établis : quant à la France, nous croyons tous que nous ne pouvons y trouver un meilleur correspondant que vous : vous savez que les Anglais et les Allemands nous ont jusqu'à présent mieux

appréciés que vos propres compatriotes.

Vous voyez donc, qu'il ne s'agit que de créer une correspondance régulière, et de lui assurer les moyens de poursuivre le mouvement social dans les différents pays, d'arriver à un intérêt riche et varié comme le travail d'un seul ne pourra jamais le réaliser.

Si vous voulez accéder à notre proposition, les frais de port des lettres qui vous seront envoyées comme de celles que vous nous enverrez seront supportés ici, les collectes faites en Allemagne étant destinées à couvrir les frais de la correspondance.

L'adresse à laquelle vous écrirez ici, est celle de M. Philippe Gigot, 8, rue Bodendrock. C'est lui qui aura également la signature des lettres de Bruxelles.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que, toute cette correspondance exige de votre part le secret le plus absolu ; en Allemagne nos amis doivent agir avec la plus grande circonspection pour éviter de se compromettre.

Répondez-nous bientôt et croyez à l'amitié bien sincère de

Votre tout dévoué,

CHARLES MARX.

Bruxelles, 5 mai 1846.

P.-S. Je vous dénonce ici M. Grün, à Paris. Cet homme n'est qu'un chevalier d'industrie littéraire, un espèce de charlatan qui voudrait faire le commerce d'idées modernes. Il tâche de cacher son ignorance sous des phrases pompeuses et arrogantes, mais il n'est parvenu qu'à se rendre ridicule par son galimatias. De plus cet homme est dangereux. Il abuse de la connaissance qu'il a établie avec des auteurs de renom, grâce à son impertinence, pour s'en faire un piédestal et les compromettre vis-à-vis du public allemand. Dans son livre sur les socialistes français, il ose s'appeler le professeur (Privatdocent, dignité académique en Allemagne) de Proudhon, prétend lui avoir dévoilé les axiomes importants de la science allemande, et blague sur ses écrits. Gardez-vous donc de ce parasite. Peut-être vous reparlerai-je plus tard de cet individu.

Je profite avec plaisir de l'occasion qui m'est offerte pour vous assurer combien il m'est agréable d'entrer en relation avec un homme aussi distingué que vous. En attendant, permettez-moi de vous dire

Votre tout dévoué,

PHILIPPE GIGOT.

Quant à moi, je ne peux qu'espérer que vous, Monsieur Proudhon, approuverez le projet que nous venons de vous proposer, et que vous aurez

la complaisance de ne pas nous refuser votre coopération. En vous assurant du profond respect que vos écrits m'ont inspiré pour vous, je suis
Votre tout dévoué,

FRÉDÉRIC ENGELS.

RÉPONSE DE PROUDHON À M. MARX ^{105}

Lyon, 17 mai 1846.

Mon cher Monsieur Marx, je consens volontiers à devenir l'un des aboutissants de votre correspondance, dont le but et l'organisation me semblent devoir être très-utiles. Je ne vous promets pas pourtant de vous écrire ni beaucoup ni souvent ; mes occupations de toute nature, jointes à une paresse naturelle, ne me permettent pas ces efforts épistolaires. Je prendrai aussi la liberté de faire quelques réserves, qui me sont suggérées par divers passages de votre lettre.

D'abord, quoique mes idées en fait d'organisation et de réalisation soient en ce moment tout-à-fait arrêtées, au moins pour ce qui regarde les principes, je crois qu'il est de mon devoir, qu'il est du devoir de tout socialiste, de conserver pour quelque temps encore la forme critique ou dubitative ; en un mot, je fais profession avec le public, d'un anti-dogmatisme économique, presque absolu.

Cherchons ensemble, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à les découvrir ; mais, pour Dieu ! après avoir démoli tous les dogmatismes *à priori*, ne songeons point à notre tour, à endoctriner le peuple ; ne tombons pas dans la contradiction de votre compatriote Martin Luther, qui, après avoir renversé la théologie catholique, se mit aussitôt, à grand renfort d'excommunications et d'anathèmes, à fonder une théologie protestante. Depuis trois siècles, l'Allemagne n'est occupée que de détruire le replâtrage de M. Luther ; ne taillons pas au genre humain une nouvelle besogne par de nouveaux gâchis. J'applaudis de tout mon cœur à votre pensée de produire au jour toutes les opinions ; faisons-nous une bonne et loyale polémique ; donnons au monde l'exemple d'une tolérance savante et prévoyante, mais, parce que nous sommes à la tête d'un mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion ; cette religion fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison. Accueillons, encourageons toutes les protestations ; flétrissons toutes les exclusions, tous les mysticismes ; ne regardons jamais une question comme épuisée, et quand nous aurons usé jusqu'à notre dernier argument, recommençons s'il faut, avec l'éloquence et l'ironie. À cette condition, j'entrerais avec plaisir dans votre association,

sinon, non !

J'ai aussi à vous faire quelque observation sur ce mot de votre lettre : *Au moment de l'action*. Peut-être conservez-vous encore l'opinion qu'aucune réforme n'est actuellement possible sans un coup de main, sans ce qu'on appelait jadis une révolution, et qui n'est tout bonnement qu'une secousse. Cette opinion que je conçois, que j'excuse, que je discuterais volontiers, l'ayant moi-même longtemps partagée, je vous avoue que mes dernières études m'en ont fait complètement revenir. Je crois que nous n'avons pas besoin de cela pour réussir ; et qu'en conséquence, nous ne devons pas poser l'action *révolutionnaire* comme moyen de réforme sociale, parce que ce prétendu moyen serait tout simplement un appel à la force, à l'arbitraire, bref, une contradiction. Je me pose ainsi le problème : *faire rentrer dans la société, par une combinaison économique, les richesses qui sont sorties de la société par une autre combinaison économique*. En autres termes, tourner en Économie politique, la théorie de la propriété, contre la propriété, de manière à engendrer ce que vous autres socialistes allemands appelez *communauté*, et que je me bornerai, pour le moment, à appeler *liberté, égalité*. Or, je crois savoir le moyen de résoudre, à court délai, ce problème : je préfère donc faire brûler la propriété à petit feu, plutôt que de lui donner une nouvelle force, en faisant une Saint-Barthélemy des propriétaires.

Mon prochain ouvrage, qui en ce moment est à moitié de son impression, vous en dira davantage.

Voilà, mon cher philosophe, où j'en suis, pour le moment ; sauf à me tromper, et, s'il y a lieu, à recevoir la fêrule de votre main ; ce à quoi je me soumetts de bonne grâce, en attendant ma revanche. Je dois vous dire en passant que telles me semblent être aussi les dispositions de la classe ouvrière de France ; nos prolétaires ont si grand soif de science, qu'on serait fort mal accueilli d'eux, si on n'avait à leur présenter à boire que du sang. Bref, il serait à mon avis, d'une mauvaise politique pour nous de parler en exterminateurs ; les moyens de rigueur viendront assez ; le peuple n'a besoin pour cela d'aucune exhortation.

Je regrette sincèrement les petites divisions qui, à ce qu'il paraît, existent déjà dans le socialisme allemand, et dont vos plaintes contre M. G***^{106} m'offrent la preuve. Je crains bien que vous n'ayez vu cet écrivain sous un jour faux ; j'en appelle, mon cher Marx, à votre sens rassis. G*** se trouve exilé, sans fortune avec une femme et deux enfants, n'ayant pour vivre que sa plume. Que voulez-vous qu'il exploite pour vivre, si ce n'est les idées modernes ? Je comprends votre courroux philosophique, et je conviens que la sainte parole de l'humanité ne devrait

jamais faire la matière d'un trafic ; mais je ne veux voir ici que le malheur, l'extrême nécessité, et j'excuse l'homme. Ah ! si nous étions tous millionnaires, les choses se passeraient mieux ; nous serions des saints et des anges. Mais, il faut vivre ; et vous savez que ce mot n'exprime pas encore, tant s'en faut, l'idée que donne la théorie pure de l'association. Il faut vivre, c'est-à-dire acheter du pain, du bois, de la viande, payer un maître de maison ; et ma foi ! celui qui vend des idées sociales n'est pas plus indigne que celui qui vend un sermon. J'ignore complètement si G*** s'est donné lui-même comme étant mon précepteur ; précepteur de quoi ? je ne m'occupe que d'Économie politique, chose dont il ne sait à peu près rien je regarde la littérature comme un jouet de petite fille ; et quant à ma philosophie, j'en sais assez pour avoir le droit de m'en moquer à l'occasion. G*** ne m'a rien dévoilé du tout ; s'il l'a dit, il a dit une impertinence dont je suis sûr qu'il se repent.

Ce que je sais et que j'estime plus que je ne blâme un petit accès de vanité, c'est que je dois à M. G*** ainsi qu'à son ami Ewerbeck la connaissance que j'ai de vos écrits, mon cher M. Marx, de ceux de M. Engels, et de l'ouvrage si important de Feuerbach. Ces messieurs, à ma prière, ont bien voulu faire quelques analyses pour moi en français (car j'ai le malheur de ne point lire l'allemand) des publications socialistes les plus importantes ; et c'est à leur sollicitation que je dois insérer (ce que j'eusse fait de moi-même, au reste) dans mon prochain ouvrage, une mention des ouvrages de MM. Marx, Engels, Feuerbach, etc. Enfin, G*** et Ewerberck travaillent à entretenir le feu sacré chez les Allemands qui résident à Paris, et la déférence qu'ont pour ces Messieurs les ouvriers qui les consultent me semble un sûr garant de la droiture de leurs intentions.

Je vous verrais avec plaisir, mon cher M. Marx, revenir d'un jugement produit par un instant d'irritation ; car vous étiez en colère lorsque vous m'avez écrit. G*** m'a témoigné le désir de traduire mon livre actuel ; j'ai compris que cette traduction précédant toute autre lui procurerait quelque secours ; je vous serais donc obligé, ainsi qu'à vos amis, non pour moi, mais pour lui, de lui prêter assistance dans cette occasion, en contribuant à la vente d'un écrit qui pourrait sans doute avec votre secours, lui donner plus de profit qu'à moi.

Si vous vouliez me donner l'assurance de votre concours, mon cher Monsieur Marx, j'enverrais incessamment mes épreuves à M. G***, et je crois, nonobstant vos griefs personnels dont je ne veux pas me constituer le juge, que cette conduite nous ferait honneur à tous.

Mille amitiés à vos amis, MM. Engels et Gigot.

Votre tout dévoué.

P.-J. PROUDHON.

LETTRE DE MARX À P. ANNENKOV

1846

Écrit par Marx en français

14 pages

TABLE

LETTRE DE MARX À P. ANNENKOV

Titre suivant : ARTICLES DIVERS

LETTRE DE MARX À P. ANNENKOV

Bruxelles, le 28 décembre 1846.

Vous auriez reçu depuis longtemps ma réponse à votre lettre du 1^{er} novembre, si mon libraire n'avait pas tardé jusqu'à la semaine passée à m'envoyer le livre de M. Proudhon : *Philosophie de la misère*. Je l'ai parcouru en deux jours, pour pouvoir vous communiquer tout de suite mon opinion. Comme j'ai lu le livre très rapidement, je ne peux pas entrer dans les détails, je ne peux vous parler que de l'impression générale qu'il a produite sur moi. Si vous le demandez, je pourrai entrer en détail dans une seconde lettre.

Je vous avouerai franchement, que je trouve le livre en général mauvais et très mauvais. Vous-même plaisantez dans votre lettre « sur le coin de la philosophie allemande » dont M. Proudhon fait parade dans cet œuvre informe et présomptueux, mais vous supposez que le développement économique n'a pas été infecté par le poison philosophique. Aussi suis-je très éloigné d'imputer les fautes du développement économique à la philosophie de M. Proudhon. M. Proudhon ne vous donne pas une fausse critique de l'économie politique parce qu'il est possesseur d'une philosophie ridicule, mais il vous donne une philosophie ridicule parce qu'il n'a pas compris l'état social actuel dans son engrenement, pour user d'un mot, que M. Proudhon emprunte à Fourier, comme beaucoup d'autres choses.

Pourquoi M. Proudhon parle-t-il de dieu, de la raison universelle, de la raison impersonnelle de l'humanité, qui ne se trompe jamais, qui a été de tout temps égale à elle-même, dont il faut avoir seulement la conscience juste, pour se trouver dans le vrai ? Pourquoi fait-il du faible hégélianisme, pour se poser comme esprit fort ?

Lui-même, il vous donne la clé de l'énigme. M. Proudhon voit dans l'histoire une certaine série de développements sociaux ; il trouve le progrès réalisé dans l'histoire ; il trouve enfin, que les hommes, pris comme individus, ne savaient pas ce qu'ils faisaient, qu'ils se trompaient sur leur propre mouvement, c'est-à-dire que leur développement social

paraît à première vue chose distincte, séparée, indépendante de leur développement individuel. Il ne sait pas expliquer ces faits et l'hypothèse de la raison universelle, qui se manifeste, est toute trouvée. Rien de plus facile, que d'inventer des causes mystiques, c'est-à-dire des phases, où le sens commun fait défaut.

Mais M. Proudhon, en avouant qu'il ne comprend rien au développement historique de l'humanité — et il l'avoue lorsqu'il se sert des mots sonores de raison universelle, dieu, etc., — n'avoue-t-il pas implicitement et nécessairement, qu'il est incapable de comprendre les *développements économiques* ?

Qu'est-ce que la société, quelle que soit sa forme ? Le produit de l'action réciproque des hommes. Les hommes sont-ils libres de choisir telle ou telle forme sociale ? Pas du tout. Posez un certain état de développement des facultés productives des hommes et vous aurez une telle forme de commerce et de consommation. Posez certains degrés de développement de la production, du commerce, de la consommation, et vous aurez telle forme de constitution sociale, telle organisation de la famille, des ordres ou des classes, en un mot telle société civile. Posez telle société civile et vous aurez tel état politique, qui n'est que l'expression officielle de la société civile. Voilà ce que M. Proudhon ne comprendra jamais, car il croit faire grande-chose, quand il appelle de l'état à la société civile, c'est-à-dire du résumé officiel de la société à la société officielle.

Il n'est pas nécessaire d'ajouter que les hommes ne sont pas libres arbitres de *leurs forces productives* — qui sont la base de toute leur histoire — car toute force productive est une force acquise, le produit d'une activité antérieure. Ainsi les forces productives sont le résultat de l'énergie pratique des hommes, mais cette énergie elle-même est circonscrite par les conditions, dans lesquelles les hommes se trouvent placés, par les forces productives déjà acquises, par la forme sociale, qui existe avant eux, qu'ils ne créent pas, qui est le produit de la génération antérieure. Par ce simple fait que toute génération postérieure trouve des forces productives acquises par la génération antérieure, qui servent à elle comme matière première de nouvelle production, il se forme une connexité dans l'histoire des hommes, il se forme une histoire de l'humanité, qui est d'autant plus l'histoire de l'humanité, que les forces productives des hommes et en conséquence leurs rapports sociaux ont grandi. Conséquence nécessaire : l'histoire sociale des hommes n'est jamais que l'histoire de leur développement individuel, soit qu'ils en aient la conscience, soit qu'ils ne l'aient pas. Leurs rapports matériels forment la base de tous leurs rapports. Ces rapports matériels ne sont que les formes nécessaires, dans

lesquelles leur activité matérielle et individuelle se réalise.

M. Proudhon confond les idées et les choses. Les hommes ne renoncent jamais à ce qu'ils ont gagné, mais cela ne vient pas à dire qu'ils ne renoncent jamais à la forme sociale dans laquelle ils ont acquis certaines forces productives. Tout au contraire. Pour ne pas être privés du résultat obtenu, pour ne pas perdre les fruits de la civilisation, les hommes sont forcés, du moment où le mode de leur commerce ne correspond plus aux forces productives acquises, de changer toutes leurs formes sociales traditionnelles. — Je prends le mot commerce ici dans le sens le plus général comme nous disons en allemand : *Verkehr*. — Par exemple : le privilège, l'institution des jurandes et des corporations, le régime réglementaire du moyen âge, étaient des relations sociales, qui seules correspondaient aux forces productives acquises et à l'état social préexistant duquel ces institutions étaient sorties. Sous la protection du régime corporatif et réglementaire, les capitaux s'étaient accumulés, un commerce maritime s'était développé, des colonies avaient été fondées — et les hommes auraient perdu les fruits mêmes, s'ils avaient voulu conserver les formes, sous la protection desquelles ces fruits avaient mûri. Aussi y avait-il deux coups de tonnerre, la révolution de 1640 et celle de 1688. Toutes les anciennes formes économiques, les relations sociales, qui leur correspondaient, l'État politique qui était l'expression officielle de l'ancienne société civile furent brisés en Angleterre. Ainsi les formes économiques, sous lesquelles les hommes produisent, consomment, échangent, sont *transitoires* et *historiques*. Avec de nouvelles facultés productives acquises les hommes changent leur mode de production et avec le mode de production, ils changent tous les rapports économiques, qui n'ont été que les relations nécessaires de ce mode de production déterminé.

C'est ce que M. Proudhon n'a pas compris, encore moins démontré. M. Proudhon, incapable de suivre le mouvement réel de l'histoire, vous donne une fantasmagorie, qui a la présomption d'être une fantasmagorie dialectique. Il ne sent pas le besoin de vous parler des xviie, xviii, xixe siècles, car son histoire se passe dans le milieu nébuleux de l'imagination et s'élève hautement au-dessus des temps et des lieux. En un mot, c'est vieillerie hégélienne, ce n'est pas une histoire, ce n'est pas une histoire profane — histoire des hommes — c'est une histoire sacrée — histoire des idées. Dans sa manière de voir, l'homme n'est que l'instrument, dont l'idée ou la raison éternelle fait usage, pour se développer. Les *évolutions* dont parle M. Proudhon sont censées être les évolutions telles qu'elles se passent dans le sein mystique de l'idée absolue. Si vous déchirez le rideau

de ce langage mystique, ceci vient à dire que M. Proudhon vous donne l'ordre, dans lequel les catégories économiques se rangent à l'intérieur de sa tête. Il ne me faudra pas beaucoup d'effort pour vous donner la preuve que cet arrangement est l'arrangement d'une tête très désordonnée.

M. Proudhon a ouvert son livre avec une dissertation sur la valeur, qui est son dada. Pour cette fois je n'entrerai pas dans l'examen de cette dissertation.

La série des évolutions économiques de la raison éternelle commence avec la division du travail. Pour M. Proudhon la division du travail est chose toute simple. Mais le régime des castes n'était-il pas une certaine division du travail ? Et le régime des corporations n'était-il pas une autre division du travail ? Et la division du travail du régime manufacturier, qui commence au milieu du xvii^e siècle et finit dans la dernière partie du xviii^e siècle en Angleterre, n'est-elle pas aussi totalement distincte de la division du travail de la grande industrie, de l'industrie moderne ?

M. Proudhon se trouve si peu dans le vrai qu'il néglige ce que font même les économistes profanes. Pour vous parler de la division du travail, il n'a pas besoin de vous parler du marché du monde. Eh bien ! La division du travail, dans les xiv^e et xv^e siècles, où il n'y avait pas encore de colonies, où l'Amérique n'existait pas encore pour l'Europe, où l'Asie orientale n'existait que par l'intermédiaire de Constantinople, ne devait-elle pas se distinguer de fond en comble de la division du travail du xvii^e siècle qui avait des colonies déjà développées ?

Ce n'est pas tout. Toute l'organisation intérieure des peuples, toutes leurs relations internationales, sont-elles autre chose que l'expression d'une certaine division du travail ? et ne doivent-elles pas changer avec le changement de la division du travail ?

M. Proudhon a si peu compris la question de la division du travail qu'il ne vous parle pas même de la séparation de la ville et de la campagne, qui, par exemple en Allemagne, s'est effectuée du neuvième au douzième siècle. Ainsi pour M. Proudhon cette séparation doit être loi éternelle, parce qu'il ne connaît ni son origine, ni son développement. Il vous parlera dans tout son livre comme si cette création d'un certain mode de production durerait jusqu'à la fin des jours. Tout ce que M. Proudhon vous dit de la division du travail n'est qu'un résumé, et de plus, un résumé très superficiel, très incomplet de ce qu'avaient dit avant lui Adam Smith et mille autres.

La deuxième évolution sont les *machines*. La connexité entre la division du travail et les machines est toute mystique chez M. Proudhon. Chacun des modes de la division du travail avait des instruments de production

spécifiques. Par exemple du milieu du xvii^e jusqu'au milieu du xviii^e siècle les hommes ne faisaient pas tout à la main. Ils possédaient des instruments, et des instruments très compliqués, comme les métiers, les navires, les leviers, etc., etc.

Ainsi, rien de plus ridicule, que de faire découler les machines comme conséquence de la division du travail en général.

Je vous dirai encore en passant que M. Proudhon, comme il n'a pas compris l'origine historique des machines, a encore moins compris leur développement. Jusqu'à l'an 1825 — époque de la première crise universelle — vous pouvez dire que les besoins de la consommation en général allaient plus vite que la production et que le développement des machines était la conséquence forcée des besoins du marché. Depuis 1825 l'invention et l'application des machines n'est que le résultat de la guerre entre les maîtres et les ouvriers. Encore ceci n'est-il vrai que pour l'Angleterre. Quant aux nations européennes, elles ont été forcées d'appliquer les machines par la concurrence que les Anglais leur faisaient, tant sur leur propre marché que sur le marché du monde. Enfin, quant à l'Amérique du Nord, l'introduction des machines était amenée et par la concurrence avec les autres peuples et par la rareté des mains, c'est-à-dire par la disproportion entre la population et les besoins industriels de l'Amérique du Nord. De ces faits vous pouvez conclure quelle sagacité M. Proudhon développe, en conjurant le fantôme de la concurrence comme troisième évolution, comme antithèse des machines !

Enfin, en général, c'est une vraie absurdité, que de faire des *machines* une catégorie économique à côté de la division du travail, de la concurrence, du crédit, etc.

La machine n'est pas plus une catégorie économique que le bœuf qui traîne la charrue. L'*application* actuelle des machines est une des relations de notre régime économique actuel, mais le mode d'exploiter les machines est tout à fait distinct des machines elles-mêmes. La poudre reste la même, que vous vous en serviez pour blesser un homme, ou pour panser les plaies du blessé.

M. Proudhon se surpasse lui-même, lorsqu'il fait grandir à l'intérieur de sa tête la concurrence, le monopole, l'impôt ou la police, la balance du commerce, le crédit, la propriété dans l'ordre que je cite. Presque toutes les institutions du crédit étaient développées en Angleterre au commencement du xviii^e siècle avant l'invention des machines. Le crédit public n'était qu'une nouvelle manière d'élever l'impôt et de suffire aux nouveaux besoins créés par l'avènement de la classe bourgeoise au gouvernement. Enfin la *propriété* forme la dernière catégorie dans le système de M.

Proudhon. Dans le monde réel au contraire la division du travail et toutes les autres catégories de M. Proudhon sont des relations sociales, dont l'ensemble forme ce qu'on appelle actuellement : la *propriété* : la propriété bourgeoise n'est rien en dehors de ces relations qu'une illusion métaphysique ou juridique. La propriété d'une autre époque, la propriété féodale se développe dans une série de relations sociales entièrement différentes. M. Proudhon, en établissant la propriété comme une relation indépendante, commet plus qu'une faute de méthode : — il prouve clairement qu'il n'a pas saisi le lien, qui rattache toutes les formes de la production *bourgeoise*, qu'il n'a pas compris le caractère *historique* et *transitoire* des formes de la production dans une époque déterminée. M. Proudhon, qui ne voit pas dans nos institutions sociales des produits historiques, qui ne comprend ni leur origine, ni leur développement, ne peut en faire qu'une critique dogmatique.

Aussi M. Proudhon est-il forcé de recourir à une *fiction*, pour vous expliquer le développement. Il s'imagine que la division du travail, le crédit, les machines, etc., que tout a été inventé au service de son idée fixe, de l'idée de l'égalité. Son explication est d'une naïveté sublime. On a inventé ces choses pour l'égalité, mais malheureusement elles se sont tournées contre l'égalité. C'est là tout son raisonnement. C'est-à-dire, il fait une supposition gratuite, et parce que le développement réel et sa fiction se contredisent à chaque pas, il en conclut qu'il y a contradiction. Il vous dissimule, qu'il y a seulement contradiction entre ses idées fixes et le mouvement réel.

Ainsi M. Proudhon, principalement par défaut de connaissances historiques, n'a pas vu : que les hommes, en développant leurs facultés productives, c'est-à-dire en vivant, développent certains rapports entre eux, et que le mode de ces rapports change nécessairement avec la modification et l'accroissement de ces facultés productives. Il n'a pas vu, que les *catégories économiques* ne sont que des *abstractions* de ces rapports réels, qu'elles ne sont des vérités que pour autant que ces rapports subsistent. Ainsi il tombe dans l'erreur des économistes bourgeois, qui voient dans ces catégories économiques des lois éternelles et non des lois historiques, qui ne sont des lois que pour un certain développement historique, pour un développement déterminé des forces productives. Ainsi, au lieu de considérer les catégories politico-économiques comme des abstractions faites des relations sociales réelles, transitoires, historiques, M. Proudhon, par une inversion mystique, ne voit dans les rapports réels que des incorporations de ces abstractions. Ces abstractions elles-mêmes sont des formules qui ont sommeillé dans le sein de dieu le

père depuis le commencement du monde.

Mais ici ce bon M. Proudhon tombe dans de grandes convulsions intellectuelles. Si toutes ces catégories sont des émanations du cœur de dieu, si elles sont la vie cachée et éternelle des hommes, comment se fait-il, premièrement qu'il y ait développement et deuxièmement, que M. Proudhon ne soit pas conservateur ? Il vous explique ces contradictions évidentes par un système entier de l'antagonisme.

Pour éclaircir ce système d'antagonisme, prenons un exemple.

Le *monopole* est bon, car c'est une catégorie économique, donc une émanation de dieu. La concurrence est bonne, car c'est aussi une catégorie économique. Mais ce qui n'est pas bon, c'est la réalité du monopole et la réalité de la concurrence. Ce qui est encore pire, c'est que le monopole et la concurrence se dévorent mutuellement. Que doit-on y faire ? Parce que ces deux pensées éternelles de dieu se contredisent, il lui paraît évident, qu'il y a dans le sein de dieu également une synthèse entre ces deux pensées, dans laquelle les maux du monopole sont équilibrés par la concurrence et vice versa. La lutte entre les deux idées aura pour effet de n'en faire ressortir que le beau côté. Il faut arracher à dieu cette pensée secrète, ensuite l'appliquer et tout sera pour le mieux ; il faut révéler la formule synthétique cachée dans la nuit de la raison impersonnelle de l'humanité. M. Proudhon n'hésite pas un seul moment à se faire révélateur.

Mais jetez un moment votre regard sur la vie réelle. Dans la vie économique actuelle vous ne trouvez non seulement la concurrence et le monopole, mais aussi leur synthèse qui n'est pas une *formule*, mais un *mouvement*. Le monopole produit la concurrence, la concurrence produit le monopole. Pourtant cette équation, loin de lever les difficultés de la situation actuelle comme se l'imaginent les économistes bourgeois, a pour résultat une situation plus difficile et plus embrouillée. Ainsi en changeant la base, sur laquelle se fondent les rapports économiques actuels, en anéantissant le *mode* actuel de production, vous anéantissez non seulement la concurrence, le monopole et leur antagonisme, mais aussi leur unité, leur synthèse, le mouvement, qui est l'équilibre réel de la concurrence et du monopole.

Maintenant je vais vous donner un exemple de la dialectique de M. Proudhon.

La liberté et l'esclavage forment un antagonisme. Je n'ai pas besoin de parler ni des bons ni des mauvais côtés de la liberté. Quant à l'esclavage je n'ai pas besoin de parler de ses mauvais côtés. La seule chose qu'il faut expliquer, c'est le beau côté de l'esclavage. Il ne s'agit pas de l'esclavage indirect, de l'esclavage du prolétaire ; il s'agit de l'esclavage direct, de

l'esclavage des noirs dans le Surinam, au Brésil, dans les contrées méridionales de l'Amérique du Nord.

L'esclavage direct est le pivot de notre industrialisme actuel aussi bien que les machines, le crédit, etc. Sans esclavage vous n'avez pas de coton, sans coton vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné de la valeur aux colonies, ce sont les colonies, qui ont créé le commerce du monde, c'est le commerce du monde qui est la condition nécessaire de la grande industrie machinelle. Aussi avant la traite des nègres, les colonies ne donnaient à l'ancien monde que très peu de produits et ne changeaient pas visiblement la face du monde. Ainsi l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance. Sans l'esclavage l'Amérique du Nord, le peuple le plus progressif, se transformerait en un pays patriarcal. Rayez seulement l'Amérique du Nord de la carte des peuples et vous aurez l'anarchie, la décadence complète du commerce et de la civilisation moderne. Mais faire disparaître l'esclavage ce serait rayer l'Amérique de la carte des peuples. Aussi l'esclavage, parce qu'il est une catégorie économique, se trouve depuis le commencement du monde chez tous les peuples. Les peuples modernes n'ont su que déguiser l'esclavage chez eux-mêmes et l'importer ouvertement au nouveau monde. Comment s'y prendra ce bon M. Proudhon après ces réflexions sur l'esclavage. Il cherchera la synthèse de la liberté et de l'esclavage le vrai juste-milieu, autrement l'équilibre de l'esclavage et de la liberté.

M. Proudhon a très bien compris que les hommes font le drap, la toile, les étoffes de soie et le grand mérite d'avoir compris si peu de chose ! Ce que M. Proudhon n'a pas compris, c'est que les hommes selon leurs facultés produisent aussi les *relations sociales*, dans lesquelles ils produisent le drap et la toile. Encore moins M. Proudhon a-t-il compris que les hommes qui produisent les relations sociales, conformément à leur productivité matérielle, produisent aussi les *idées*, les *catégories*, c'est-à-dire les expressions abstraites idéales de ces mêmes relations sociales. Ainsi les catégories sont aussi peu éternelles, que les relations qu'elles expriment. Elles sont des produits historiques et transitoires ! Pour M. Proudhon tout au contraire la cause primitive ce sont les abstractions, les catégories. Selon lui, ce sont elles et non pas les hommes qui produisent l'histoire. *L'abstraction, la catégorie prise comme telle*, c'est-à-dire séparée des hommes et de leur action matérielle, est naturellement immortelle, inaltérable, impassible, elle n'est qu'un être de la raison pure, ce qui veut dire seulement que l'abstraction prise comme telle est abstraite. Tautologie admirable !

Aussi les relations économiques, vues sous la forme des catégories, sont

pour M. Proudhon des formules éternelles, qui n'ont ni origine, ni progrès.

Parlons d'une autre manière : M. Proudhon n'affirme pas directement que la vie bourgeoise est pour lui une *vérité éternelle* ; il la dit indirectement, en divinisant les catégories qui expriment les rapports bourgeois sous la forme de la pensée. Il prend les produits de la société bourgeoise pour des êtres spontanés, doués d'une vie propre, éternels, dès qu'ils se présentent à lui sous la forme de catégories, de pensée. Ainsi il ne s'élève pas au-dessus de l'horizon bourgeois. Parce qu'il opère sur les pensées bourgeoises en les supposant éternellement vraies, il cherche la synthèse de ces pensées, leur équilibre et ne voit pas que leur mode actuel de s'équilibrer est le seul mode possible.

Réellement il fait ce que font tous les bons bourgeois. Tous ils vous disent que la concurrence, le monopole, etc., en principe, c'est-à-dire pris comme pensées abstraites, sont les seuls fondements de la vie, mais qu'ils laissent beaucoup à désirer dans la pratique. Tous ils veulent la concurrence sans les conséquences funestes de la concurrence. Tous ils veulent l'impossible, c'est-à-dire les conditions de la vie bourgeoise sans les conséquences nécessaires de ces conditions. Tous ils ne comprennent pas que la forme bourgeoise de la production est une forme historique et transitoire, tout aussi bien que l'était la forme féodale. Cette erreur vient de ce que pour eux l'homme-bourgeois est la seule base possible de toute société, de ce qu'ils ne se figurent pas un état de société dans lequel l'homme aurait cessé d'être bourgeois.

M. Proudhon est donc nécessairement *doctrinaire*. Le mouvement historique qui bouleverse le monde actuel, se résout pour lui dans le problème de découvrir le juste équilibre, la synthèse de deux pensées bourgeoises. Ainsi à force de subtilité le garçon adroit découvre la pensée cachée de dieu, l'unité des deux pensées isolées, qui sont seulement deux pensées isolées parce que M. Proudhon les a isolées de la vie pratique, de la production actuelle, qui est la combinaison des réalités qu'elles expriment. À la place du grand mouvement historique qui naît du conflit entre les forces productives des hommes déjà acquises et leurs rapports sociaux, qui ne correspondent plus à ces forces productives ; à la place des guerres terribles, qui se préparent entre les différentes classes d'une nation, entre les différentes nations ; à la place de l'action pratique et violente des masses, qui seule pourra résoudre ces collisions ; à la place de ce mouvement vaste, prolongé et compliqué, M. Proudhon met le mouvement cacadauphin de sa tête. Ainsi ce sont les savants, les hommes capables de suspendre à dieu sa pensée intime, qui font l'histoire. Le menu peuple n'a qu'à appliquer leurs révélations. — Vous comprenez maintenant pourquoi

M. Proudhon est ennemi déclaré de tout mouvement politique. La solution des problèmes actuels ne consiste pas pour lui dans l'action publique, mais dans les rotations dialectiques de sa tête. Parce que pour lui les catégories sont les forces motrices, il ne faut pas changer la vie pratique, pour changer les catégories. Tout au contraire, il faut changer les catégories et le changement de la société réelle en sera la conséquence.

Dans son désir de concilier les contradictions, M. Proudhon ne se demande pas si la base même de ces contradictions ne doit être renversée. Il ressemble en tout au doctrinaire politique, qui veut le roi et la chambre des députés et la chambre des pairs comme parties intégrantes de la vie sociale, comme catégories éternelles. Seulement il cherche une nouvelle formule pour équilibrer ces pouvoirs dont l'équilibre consiste précisément dans le mouvement actuel, où l'un de ces pouvoirs est tantôt le vainqueur, tantôt l'esclave de l'autre. C'est ainsi qu'au xviii^e siècle une foule de têtes médiocres étaient occupées de trouver la vraie formule, pour équilibrer les ordres sociaux, la noblesse, le roi, les parlements, etc., et le lendemain, il n'y avait plus ni roi, ni parlement, ni noblesse. Le juste équilibre entre cet antagonisme était le bouleversement de toutes les relations sociales qui servaient de base à ces existences féodales et à l'antagonisme de ces existences féodales.

Parce que M. Proudhon pose d'un côté les idées éternelles, les catégories de la raison pure, de l'autre côté les hommes et leur vie pratique, qui est selon lui l'application de ces catégories, vous trouvez chez lui dès le commencement dualisme entre la vie et les idées, entre l'âme et le corps — dualisme qui se répète sous beaucoup de formes. Vous voyez maintenant que cet antagonisme n'est que l'incapacité de M. Proudhon de comprendre l'origine et l'histoire profanes des catégories, qu'il divinise.

Ma lettre est déjà trop longue pour parler encore du procès ridicule que M. Proudhon fait au communisme. Pour le moment, vous m'accorderez qu'un homme qui n'a pas compris l'état actuel de la société, doit encore moins comprendre le mouvement qui tend à le renverser et les expressions littéraires de ce mouvement révolutionnaire.

Le *seul point* dans lequel je suis parfaitement d'accord avec M. Proudhon est son dégoût pour la sensiblerie socialiste. Avant lui j'ai provoqué beaucoup d'inimitiés par le persiflage du socialisme moutonnier, sentimental, utopiste. Mais M. Proudhon ne se fait-il pas des illusions étranges, en opposant sa sentimentalité de petit bourgeois, je veux dire ses déclamations sur le ménage, l'amour conjugal et toutes ces banalités à la sentimentalité socialiste, qui est, par exemple chez Fourier, beaucoup plus

profonde que les platitudes présomptueuses de notre bon Proudhon ? Lui-même, il sent si bien la nullité de ses raisons, son incapacité complète de parler de ces choses-là, qu'il se jette à corps perdu dans les fureurs, les exclamations, les *irae hominis probi*, qu'il écume, qu'il jure, qu'il dénonce, qu'il crie à l'infamie, à la peste, qu'il se frappe la poitrine et se glorifie devant dieu et les hommes d'être pur des infamies socialistes ! Il ne veille pas en critique les sentimentalités socialistes ou ce qu'il prend pour sentimentalités. Il excommunie en saint, en pape les pauvres pécheurs et chante les gloires de la petite bourgeoisie et des misérables illusions amoureuses, patriarcales du foyer domestique. Et ce n'est rien d'accidentel. M. Proudhon est de la tête au pied philosophe, économiste de la petite bourgeoisie. *Le petit bourgeois*, dans une société avancée et par nécessité de son état, se fait d'une part socialiste, de l'autre part économiste, c'est-à-dire il est ébloui de la magnificence de la haute bourgeoisie et sympathise aux douleurs du peuple. Il est en même temps bourgeois et peuple. Il se vante dans le for intérieur de sa conscience d'être impartial, d'avoir trouvé le juste équilibre, qui a la prétention de se distinguer du juste-milieu. Un tel petit bourgeois divinise la *contradiction*, car la contradiction est le fond de son être. Il n'est que la contradiction sociale, mise en action. Il doit justifier par la théorie ce qu'il est en pratique, et M. Proudhon a le mérite d'être l'interprète scientifique de la petite bourgeoisie française, ce qui est un mérite réel, parce que la petite bourgeoisie sera partie intégrante de toutes les révolutions sociales qui se préparent.

J'aurais voulu pouvoir vous envoyer avec cette lettre mon livre sur l'économie politique, mais jusqu'à présent il m'a été impossible de laisser imprimer cet ouvrage et les critiques des philosophes et socialistes allemands, dont je vous ai parlé à Bruxelles. Vous ne croirez jamais quelles difficultés une telle publication rencontre en Allemagne, d'une part de la police, d'autre part des libraires, qui sont eux-mêmes les représentants intéressés de toutes les tendances que j'attaque. Et quant à notre propre parti, il est non seulement pauvre, mais une grande fraction du parti communiste allemand m'en veut parce que je m'oppose à ses utopies et à ses déclamations...

ARTICLES DIVERS

30 pages

TABLE

DICTIONNAIRES

Grand dictionnaire universel du XIXe siècle/Marx (Karl)

Nouveau Dictionnaire encyclopédique universel illustré/MARX (Karl)

Nouveau dictionnaire d'économie politique/MARX (Karl)

JOURNAUX

Le Figaro du 17/03/1883

L'Intransigeant du 17/03/1883

Le Gaulois du 17/03/1883

Journal des débats du 17/03/1883

Le Petit Parisien du 18/03/1883

L'Univers du 19/03/1883

Le Temps du 20/03/1883

Journal des débats du 25/03/1883

Titre suivant : CONTRIBUTEURS

DICTIONNAIRES

GRAND DICTIONNAIRE UNIVERSEL DU XIXE SIÈCLE/MARX (KARL)

Pierre Larousse

Administration du grand dictionnaire universel, 1873 (10, part. 4, pp. 1292-1293).

MARX (Karl), révolutionnaire et socialiste prussien, le principal fondateur de l'Internationale, né en 1814. Il appartient à une famille israélite de Trêves. Il étudia aux universités de Bonn et de Berlin, d'abord le droit, puis l'histoire et la philosophie, qu'un peu plus tard il professa à Bonn, après avoir pris le grade de docteur. En même temps il s'adonnait à l'économie politique, et se formait ces opinions hardies dont il devait rechercher l'application pendant tout le cours de son aventureuse existence. A la mort de Frédéric-Guillaume III (1840), M. Marx abandonna l'enseignement pour entrer à la rédaction de la *Gazette rhénane* (*Die Rheinische Zeitung*), que les chefs de la bourgeoisie libérale, Hanseman, Kamphausen, etc., venaient de fonder à Cologne. M. Marx s'y fit tellement remarquer qu'en 1842 on lui confia la rédaction en chef. Mais sa polémique vigoureuse, qui donnait à ses théories politiques un grand retentissement, ne tarda pas à alarmer le pouvoir. On obligea M. Marx à obtenir, pour publier sa feuille, l'*imprimatur* du censeur ordinaire et l'approbation du préfet de Cologne, et bientôt ce contrôle sévère ayant paru insuffisant, une décision ministérielle suspendit la *Gazette rhénane* (1843).

M. Marx se réfugia alors à Paris et y publia, avec le docteur Ruge, les *Annales franco-allemandes* (1844), dont l'entrée fut interdite en Prusse et qui cessèrent bientôt de paraître. Peu après il publia, avec Frédéric Engels, la *Sainte famille contre Bruno Bauer et consorts* (Paris, 1845), espèce de pamphlet dans lequel il critiquait vivement l'idéalisme allemand, auquel il voulait substituer le réalisme historique. Expulsé de France sur la demande du gouvernement prussien, qu'il poursuivait de ses attaques continuelles, M. Marx se rendit à Bruxelles, où il publia en français un *Discours sur le libre échange* (1846) ; *Misère de la philosophie, réponse à la Philosophie*

de la misère de M. Proudhon(1847), et en allemand, avec Engels le *Manifeste du parti communiste* (1848), qui avait été adopté par un congrès d'ouvriers de diverses nations tenu à Londres en 1847. Dès cette époque, M. Marx, le véritable père de la doctrine communiste qu'on appelle le *lassallisme*, avait des doctrines très-arrêtées. Repoussant à la fois les théories de Saint-Simon, de Fourier, de Cabet, de Proudhon, de Louis Blanc, etc., il prétendait fonder une « école scientifique ; » selon lui, il faut considérer le passé comme n'ayant pas existé, et ne demander les lois de la société de l'avenir qu'à l'expérimentalisme. Le socialisme scientifique doit prendre pour point de départ les travaux des Buckner, des Darwin, les découvertes de la philosophie médicale, et, pour constituer la société nouvelle, il faut qu'il se base scientifiquement sur l'étude de la constitution de l'être humain, sur l'anatomie, sur la sociologie et l'anthropologie. En un mot, d'après cette théorie, l'homme n'est pas un être aux facultés complexes, aux besoins contradictoires, mais une sorte de machine aux mouvements déterminés et invariables, d'où il suit qu'on doit formuler la loi de l'individu d'après l'examen de ses organes, et les droits public et international d'après les caractères des races humaines.

Le docteur Marx continua avec ardeur, dans la *Gazette allemande de Bruxelles*, son active propagande socialiste et ses attaques contre le gouvernement prussien. Le cabinet de Berlin venait de demander son expulsion de Belgique lorsque éclata la révolution de Février 1848. Il revint alors à Paris, qu'il quitta pour se rendre à Cologne dès que la révolution se fut déclarée en Allemagne, et fonda dans cette ville, avec ses anciens compagnons d'exil, la *Nouvelle Gazette rhénane*, où il se signala par l'audace de ses idées révolutionnaires. Lorsque, dans l'automne de 1848, le gouvernement prussien fit un coup d'État en chassant de Berlin l'Assemblée nationale et en octroyant une charte, Marx fit dans son journal un appel au peuple, qu'il engagea à refuser l'impôt et à repousser la force par la force. Mais le gouvernement proclama l'état de siège à Cologne, la *Nouvelle Gazette rhénane* fut suspendue, et son rédacteur reçut l'ordre de quitter la ville. M. Marx, pourtant, ne se découragea point, et, aussitôt après la levée de l'état de siège, il recommença la lutte. On lui intenta alors procès sur procès. Mais comme les affaires passaient devant le jury, il fut régulièrement acquitté et ne trouva dans ces persécutions que renouvelés thèmes d'opposition.

Expulsé de Prusse au printemps de 1849, M. Marx revint encore une fois à Paris ; mais le gouvernement voulut l'interner dans le Morbihan, et il quitta la France pour aller se fixer à Londres, où il a toujours vécu depuis. Peu après, il essaya de reprendre la publication de la *Nouvelle Gazette*

rhénane, sous forme d'une revue mensuelle publiée à Hambourg ; mais elle dut cesser de paraître en 1851, après le triomphe complet de la réaction. Il publia alors successivement : le *Dix-huit brumaire de Louis Bonaparte* (Boston, 1852) ; *Révélations sur le procès des communistes à Cologne* (1853), philippique contre le gouvernement prussien et la bourgeoisie allemande ; *Observations critiques sur l'économie politique* (Berlin, 1859) ; *Monsieur Vogt* (Londres, 1860), pamphlet dans lequel il ridiculise la pseudo-démocratie impérialiste, tout en accusant le professeur Karl Vogt et ses confrères de la presse allemande et de la presse suisse de s'être vendus à Napoléon III, lors de la guerre d'Italie. Vers la même époque, il collabora à la *New-York Tribune*, où il publia, jusqu'à l'explosion de la guerre civile américaine, un grand nombre d'articles de fond sur le mouvement européen, et une correspondance anglaise.

Jusqu'en 1862, M. Marx vécut dans la retraite, au sein de sa famille, à Londres, ne s'occupant que de philosophie et d'économie politique. A cette époque, il se donna tout entier à l'œuvre qui a principalement contribué à mettre son nom en lumière, à la fondation de la célèbre *Association internationale des travailleurs*. A deux reprises différentes, il avait essayé déjà de fonder une association d'ouvriers, secrètement d'abord dans la *Ligue communiste des ouvriers*, ouvertement dans la *Société internationale de la démocratie*, à Bruxelles en 1847 ; mais ces tentatives avaient échoué. L'Exposition de Londres, en 1862, en réunissant pour un instant un grand nombre de travailleurs de tous les pays, fut plus favorable à ses projets. Il fut un des promoteurs de la célèbre « fête de la fraternisation internationale » du 5 août 1862, qui réunit tous les délégués ouvriers à la taverne des francs-maçons à Londres, et où fut lancée l'idée d'une *association internationale des travailleurs*. Toutefois, ce ne fut que deux ans plus tard, le 28 septembre 1864, que l'Internationale fut définitivement fondée au meeting de Saint-Martin-Hall, à Londres. V. TRAVAILLEURS (Association internationale des).

Bien qu'il fût l'âme de la fameuse association, Karl Marx ne fit point partie du premier conseil général, siégeant à Londres et composé de trois ouvriers anglais : Odger, Cremer et Whelert ; mais, dès l'année suivante (1865), il fut adjoint à ce conseil avec Eugène Dupont et Jung. Grâce à son instruction, à la supériorité réelle de ses talents, Marx y exerça une influence prépondérante. Il fut chargé de dresser le plan de la société, d'écrire les instructions données aux agents chargés de la répandre en Europe, de faire d'innombrables rapports. C'est lui qui est l'auteur des statuts généraux de l'Internationale, adoptés au congrès de Genève en 1866. C'est également lui qui, soit à Londres, soit à divers congrès de

l'association, a rédigé les principales publications du conseil central. Le 28 février 1871, il écrivit de Londres à Serrallier pour engager les membres de l'Internationale à Paris à ne point se mêler aux émeutes, à « observer les lois, dit-il, jusqu'au jour où le poids de l'intelligence, joint au poids des injustices et des persécutions de la société entière, fera pencher la balance en notre faveur. » Toutefois, quelques mois plus tard, à l'occasion de la Commune, il écrivit, sous le titre de : *La guerre civile en France, adresse du conseil général à l'Association internationale des travailleurs*, un violent factum qui produisit une très-grande sensation, et qui fut en partie la cause des attaques passionnées dont l'Internationale ne tarda pas à être l'objet.

Dès cette époque, une scission s'était produite au sein de l'Internationale. Elle avait commencé au congrès de Berne en 1868, où M. Bakounine s'était retiré du congrès, à la suite d'une scène violente, et avait fondé une nouvelle société sous le nom d'Alliance de la démocratie socialiste. Les membres de l'Alliance, désignés sous le nom de ami-autoritaires ou de russo-latins, continuèrent à faire partie de l'Internationale, mais trouvèrent un adversaire déclaré dans M. Marx, chef du parti des autoritaires, qui se grossit à Londres, après la Commune, de tous les réfugiés blanquistes. Lors du congrès de La Haye, en 1872, les deux partis se retrouvèrent en présence. M. Marx obtint la majorité, fit exclure de l'Internationale M. Bakounine, dont il redoutait l'influence, et ses partisans, fit conférer de nouveaux pouvoirs au conseil central et obtint que le siège de ce conseil fût transféré de Londres à New-York. Il cessa de faire partie de ce conseil, composé de ses partisans, et il en resta l'inspirateur. La rupture des deux partis devint alors complète, et chacun d'eux réunit à Genève, au mois de septembre 1873, un congrès dans des locaux séparés.

M. Marx, qui, dans le silence du cabinet et dans ses écrits, ne recule devant aucune conséquence de ses doctrines, est dans la vie privée un homme paisible, honnête, doux, rangé, un vrai type de bourgeois allemand. « Le docteur Marx, dit un biographe anonyme, est d'une taille un peu au-dessus de la moyenne ; vigoureux, trapu, ramassé sur lui-même, il semblerait destiné à mourir centenaire s'il n'était, depuis de longues années, tourmenté par un asthme dont il souffre beaucoup... Sa tête, plantée sur un cou épais et des épaules larges, est vaste et forte, comme il convient à l'utopiste qui porte en lui les éléments d'une société nouvelle. La figure, encadrée de longs cheveux blancs touffus rejetés en arrière, est illuminée par la pensée, et atteste par ses rides nombreuses les méditations du docteur et ses préoccupations. Le front, très-haut, rayonnant

d'intelligence, accusant un développement extraordinaire des lobes cérébraux, et au bas duquel courent des sourcils épais, surplombe des yeux bruns, couleur de tabac d'Espagne, profondément enfoncés dans leurs orbites, étincelants sous leurs paupières, plissées et tintées par l'étude et les veilles d'un *kohol* naturel. Le nez, large à sa racine, comme celui de Balzac, tombe par une pente douce entre les deux joues, fortes et musculeuses, ainsi que le veut le type slave. Deux plis profonds partent des ailes du nez et vont mourir dans le coin des lèvres, fortes et mensuelles, voilées à demi par des moustaches bien fournies qui rejoignent la barbe grisonnante, drue, assez longue et presque, patriarcale... Tel est cet homme, qu'on se représente volontiers comme un être farouche et un révolutionnaire sans entrailles. C'est un philosophe et un penseur, redoutable sans doute à cause de ses facultés organisatrices et étonnamment synthétiques, à cause de sa longue expérience des révolutions, de sa science vaste, de sa ténacité, servies par l'indépendance de sa position, l'affabilité de ses manières, la connaissance de toutes les langues européennes, et une infatigable aptitude aux travaux les plus arides. Outre les ouvrages précités, on lui doit : le *Capital, critique de l'économie politique* (Hambourg, 1869), son principal ouvrage ; il y expose, suivant un ordre méthodique, ses théories sociales et économiques.

NOUVEAU DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE UNIVERSEL ILLUSTRÉ/MARX (KARL)

Jules Troussel

Nouveau dictionnaire encyclopédique universel illustré
Librairie illustrée, 1885 (3, p. 787).

MARX (Karl), socialiste prussien, le principal fondateur de l'Internationale, né en 1818, mort le 16 mars 1884. Il fit ses études à Berlin ; devint, en 1842, rédacteur en chef de la *Gazette Rhénane* (*Rheinische Zeitung*) à Cologne, publication qui fut supprimée en 1843. Il se rendit alors à Paris et y publia avec le Dr Arnold Ruge les *Annales franco-allemandes* (1844) ; puis, avec Frédéric Engels la *Sainte Famille* contre Bruno, Bauer et consorts (1845). Expulsé de France à la demande du gouvernement prussien (1846), il se fixa à Bruxelles, où il publia en français un *Discours sur le libre échange* (1846) ; *Misère de la philosophie* (1847), et en allemand avec Engels, *Manifeste du parti communiste* (1846). Son but était de fonder une école scientifique, selon lui, destinée à constituer une société nouvelle sur une base scientifique. En 1848, il rédigea la *Nouvelle Gazette rhénane* (*Neue Rheinische Zeitung*) à Cologne. Ce journal révolutionnaire ne tarda pas à être supprimé et Marx fut expulsé d'Allemagne ; il se réfugia à Londres, où il vécut toujours depuis. Il y continua mensuellement la publication de son journal (1850-51). En 1864, il lança le manifeste et les statuts de l'*Association internationale*, dont il fut le chef reconnu et l'esprit dirigeant, jusqu'en 1868, époque où Bakounine, chef des anti-autoritaires, lui fit une vive opposition. Marx a laissé plusieurs ouvrages écrits contre le gouvernement prussien et la bourgeoisie allemande ; nous citerons : *Zur Kritik der politischen Ökonomie* (1859) ; *Das Kapital* (1859), etc.

NOUVEAU DICTIONNAIRE D'ÉCONOMIE POLITIQUE/MARX (KARL)

Charles Dupuis

Nouveau dictionnaire d'économie politique
Texte établi par Léon Say et Joseph Chailley-Bert, Guillaumin, 1900
(pp. 223-224).

MARX (Karl), naquit à Trêves, le 2 mai 1818, d'une famille israélite ; son père était conseiller des mines. Après avoir fait à Bonn de brillantes études de droit, il revint à Trêves et épousa, en 1843, Jenni von Westphalen, dont le frère fut membre du ministère prussien dirigé par M. de Manteuffel. Karl Marx s'adonna à l'étude de la philosophie, de l'économie politique et plus particulièrement des questions sociales ; il prit rang dans l'opposition radicale, devint collaborateur puis directeur de l'ancienne *Gazette rhénane*. Ce journal ayant été supprimé, il vint chercher refuge à Paris, et y publia, en collaboration avec Arnold Ruge, les Annales franco-allemandes (*Deutsch-französische Jahrbücher*) et avec Henri Heine le journal *En avant* (*Vorwærtz*). Il fut expulsé de France en 1844 et se rendit alors en Belgique.

En 1847, il écrivit *la Misère de la Philosophie*, réponse à *la Philosophie de la misère* par M. Proudhon. La même année, il rédigea, de concert avec son ami Engels, le manifeste du parti communiste, dans lequel se trouvent posés les deux principes qui devaient inspirer le parti socialiste, à savoir : 1° que l'intérêt des ouvriers est partout le même en face des intérêts capitalistes ; qu'il doit, par conséquent, dominer les questions de nationalité ; 2° que les ouvriers n'ont à compter que sur eux-mêmes pour s'affranchir, et qu'ils ont besoin, tout d'abord, de conquérir les droits politiques.

Expulsé de Belgique le 2 mars 1848, il rentra en Allemagne et fit paraître à Cologne, durant quelques mois, la *Nouvelle Gazette rhénane*, rédigée avec le concours d'Engels, de Lassalle, Wolff, Freiligrath et

quelques autres écrivains ; en 1849, ce journal fut supprimé et Karl Marx, poursuivi, se réfugia à Londres où il résida jusqu'à sa mort.

Il publia en 1859, la *Critique de l'économie politique*, et enfin, en 1867, son ouvrage le plus important *le Capital*.

L'Internationale, fondée en 1866, avait pour but de mettre en pratique les principes posés dans le manifeste du parti communiste. Karl Marx en inspira les statuts, qui furent élaborés à Londres et adoptés presque sans changement, au congrès de Genève ; il se proposait d'imprimer une direction unique au mouvement socialiste dans les divers pays, tout en laissant une assez grande autonomie aux divers groupes que devait relier l'association. Son influence fut prépondérante dans l'Internationale jusque vers 1872 ; mais le pouvoir qu'il y exerçait excita des jalousies ; au congrès tenu à La Haye, en septembre 1872, il fut en butte à de violentes attaques ; des scissions se produisirent ; son crédit, profondément atteint, diminua rapidement ; ses partisans tinrent encore un congrès à Genève en septembre 1873, mais ce fut le dernier. Karl Marx vécut, depuis lors, dans la retraite et mourut à Londres le 15 mars 1883.

On trouvera l'exposé de ses théories sous le mot SOCIALISME.

C. D.

JOURNAUX

LE FIGARO DU 17/03/1883

Henri Hamoise

MORT DE KARL MARX

Le fondateur de l'*Internationale*, Karl Marx, est mort jeudi à Londres, à l'âge de soixante-neuf ans.

Chef du mouvement socialiste moderne, il mérite une biographie : Il est né dans la Prusse rhénane, à Trier (Trèves) en 1814. Son père, qui était avocat, lui fit faire ses études à Bonn, puis à Berlin. Karl Marx n'avait pas vingt et un ans quand il fonda avec ses amis Heine, Mess, Strauss et Engels, la *Gazette rhénane*, qui, menaçante pour le gouvernement, ne tarda, pas : à être supprimée.

Exilé de Cologne, Karl Marx vint à Paris, en 1843, avec sa jeune femme Berthe-Caroline de Westphalen et ses deux amis Arnold Ruge et Heine.

En collaboration avec ces derniers, il fonda les annales franco-allemandes, *Deutsch-Franzæsischen Jahrbücher*. De cette époque, datent ses relations avec tous les chefs de la démocratie française.

Il rêvait déjà d'asseoir sur la philosophie pratique les passions et les besoins du dix-neuvième siècle. Il publia divers ouvrages contre l'idéalisme allemand, entre autres, en 1847, la *Misère de la philosophie*.

Cet ouvrage fit prendre peur au gouvernement prussien, qui demanda son expulsion de France.

Il s'exila à Bruxelles, où il fit paraître le *Manifeste des communistes*.

On peut dire de cet ouvrage qu'il est le catéchisme du socialisme moderne.

Éclata la révolution du 24 février, qui eut des contre-coups en Allemagne.

Aussitôt Karl Marx partit pour Cologne où il ressuscita la *Gazette rhénane*. Son patrimoine et la fortune de sa femme lui permettaient cette nouvelle tentative.

Dès les premiers numéros, il eut un procès. Appelé devant la Cour d'assises, il se défendit lui-même. Le jury l'acquitta.

Le gouvernement prit sa revanche en supprimant son journal et en le proscrivait.

De nouveau, il passa en France, où on voulut l'interner dans le Morbihan. Il se réfugia à Londres où il se fixa. Vint 1842. Il publia *le 18 Brumaire*, puis le *Procès des communistes de Cologne*, enfin la *Critique de l'économie politique*.

À Londres, sa maison devint le refuge des exilés de 1852. Ses ouvrages le rendirent populaire.

En septembre 1864, il fonda l'association internationale des travailleurs, plus connue sous le nom, de l'Internationale, demandant comme une faveur d'être nommé secrétaire de la section, allemande, ce qui fut naturellement fait.

Cinq ans après, en 1869, Karl Marx publia la première partie de son grand ouvrage *le Capital*.

Cette première partie, avait pour sous-titre : *La production des richesses*.

La deuxième, qui est entièrement achevée, et que son vieil ami Engels doit faire prochainement, paraître, s'appellera : *La Circulation des richesses*.

La troisième partie, qui vraisemblablement ne paraîtra jamais, se fût appelée : *Histoire de la théorie*.

Il y a treize mois, Karl Marx perdait sa femme. C'est au chevet du lit de celle-ci qu'il contracta la maladie de poitrine à laquelle il a succombé et qu'aggrava encore, il y a quelques mois, la perte de sa fille qu'il avait mariée à M. Charles Longuet.

Les médecins l'envoyèrent en Algérie, puis à Nice. Depuis quelque temps, il vivait à Ventnor, dans l'île de Wight, où le climat est très doux.

Il se croyait guéri quand il revint à Londres, où il est mort quelques jours après son retour.

Bien qu'il soit réellement le père du socialisme moderne, Karl Marx, qui n'a jamais fait que travailler à son bureau et qui était fortuné, n'eût certainement pas tardé à passer pour réactionnaire. Il est mort assez tôt pour n'être pas dédaigné, comme l'ont été et le seront tour à tour tous ceux qu'on appelle aujourd'hui les *quarante-huiteux*.

HENRI HAMOISE.

L'INTRANSIGEANT DU 17/03/1883

B. Malon

KARL MARX

Il y a peu de mois nous devions annoncer la mort de la digne compagne du plus célèbre des socialistes contemporains ; c'était sa fille, Mme Longuet, qui succombait inopinément, il y a quelques semaines, aujourd'hui, c'est l'illustre auteur du *Capital* qui est frappé.

La douloureuse nouvelle nous parvient à l'instant. Karl Marx vient de mourir soudainement. Il a succombé hier, à trois heures de l'après-midi, à Argenteuil, où il habitait chez son gendre, Charles Longuet, notre confrère de *Justice*.

Avec lui s'éteint le plus éminent des socialistes contemporains, et l'un des plus profonds économistes de notre époque ; il laissera une trace immense.

C'est à lui surtout que l'on doit le caractère historique et scientifique qu'a pris le socialisme contemporain, en substitution au socialisme utopique et sentimental de la première moitié du dix-neuvième siècle.

Marx peut aussi être considéré comme le véritable fondateur de l'*Internationale* et, par suite, comme le plus puissant initiateur de cet admirable mouvement ouvrier européen-américain qui, souvent vaincu, se retrouvant toujours, transformera le monde.

Karl Marx naquit à Trêves, en 1818. Après avoir fait à Bonn et à Berlin de brillantes études philosophiques et s'être distingué, parmi ces « hégéliens de la gauche » dont étaient Grün, M. Hess, Ruge, Heine, Engels, Strauss, et qui apportèrent à la cause démocratique et sociale leur science servie par une méthode puissante et des talents remarquables, Marx collabora à la première *Gazette rhénane* de Cologne. C'était en 1842. La *Gazette* supprimée, il vint en France où il publia, en 1844, avec Ruge et Heine, les *Deutsch-Französischen Jahrbücher*. Dans ce recueil se trouve déjà l'idée mère du socialisme moderne. Il publia en outre, coup sur

coup, une *Révision critique de la philosophie du droit de Hegel* et la *Sainte famille contre Bauer, Bruno et consorts*, — ce dernier livre dirigé contre l'idéalisme hégélien.

Cependant, Karl Marx ne s'attarda pas dans les hautes spéculations philosophiques ; il entra en maître dans la critique et dans l'élaboration socialiste. C'est ainsi qu'il publia en 1847 *la Misère de la philosophie*, en réponse aux *Contradictions économiques, ou philosophie de la misère*, de Proudhon. C'est à cette époque, qu'avec Engels, il lança, de Bruxelles (il était expulsé de France), le célèbre *Manifeste des communistes*, qui jeta les bases du socialisme moderne et qui devait, trente ans plus tard, devenir en quelque sorte le symbole de la majorité du prolétariat socialiste d'Occident et de l'Amérique du Nord.

Lorsque la Révolution du 24 février eut ébranlé la vieille Allemagne féodale et monarchique, Marx, après un court séjour à Paris, partit pour Cologne, où il ressuscita la *Gazette rhénane*, en fit le drapeau à l'ombre duquel il mena contre la réaction prussienne et allemande une campagne républicaine et socialiste fort remarquée, mais brusquement interrompue en 1850 par la suppression de la *Gazette*, et par le fameux procès des communistes de Cologne.

De nouveau proscrit, Marx se réfugia à Londres où il se fixa. De cette époque date *Le 18 Brumaire* de Louis Bonaparte (1852) et la brochure sur le procès des communistes de Cologne (1853).

Les années qui suivirent furent employées par Marx à un grand acte politique et à une grande œuvre philosophique : la fondation d'une association internationale des travailleurs et la théorie du socialisme historico-scientifique. Sa première pensée se réalisa dans l'*Internationale*, la seconde dans la *Critique de l'économie politique* (1859) et surtout dans le *Capital* (1867), œuvre magistrale qui a fait époque dans l'histoire du socialisme.

Voulant être en même temps le théoricien et l'impulseur du nouveau parti socialiste, Marx prit une part très active à la direction de l'Internationale et même à la fondation plus récente de quelques-uns des *partis ouvriers* actuels. Mais c'est surtout comme penseur, comme le découvreur des lois de l'évolution économique, et notamment de celles qui président à la genèse du capital et aux transformations obligées des modes de production que Marx restera l'un des hommes les plus éminents du dix-neuvième siècle.

De la grande famille des Saint-Simon, des Fourier, des Owen, il aura contribué, comme eux et autant qu'eux, à la découverte des voies nouvelles qui mènent à l'affranchissement de l'humanité.

Le socialisme contemporain perd en lui son chef scientifique et son plus profond penseur. Nous avons voulu, sans attendre, et sous le coup de la triste nouvelle, saluer cette tombe illustre, si brusquement ouverte. Nous reviendrons plus longuement sur l'œuvre désormais historique du maître ; nous tâcherons d'en dégager la signification et d'en montrer la forte empreinte.

B. MALON

LE GAULOIS DU 17/03/1883

KARL MARX

Le célèbre socialiste allemand Karl Marx est mort avant-hier soir, dans une commune des environs de Paris, à Argenteuil. Il y était venu, vers le milieu du mois de février, pour assister à l'enterrement de sa fille, Mme Longuet, femme de notre confrère Charles Longuet, de la *Justice*. Marx, qui habitait depuis longtemps en Italie, était habitué à un climat doux. La rigueur de la saison où nous sommes l'a tué.

L'*Internationale* fut la création de Karl Marx. Il l'institua, dans une grande pensée d'orgueil il voulait être le dictateur universel de la Révolution.

Pendant six ans, depuis 1861 jusqu'en 1870, il fut le souverain directeur de l'*Internationale*

Cette dictature fut ébranlée en 1870 par l'écrasement de la Commune et par le schisme romand. Les anarchistes, ennemis du vote, qui formaient la majorité dans la fédération romande (Suisse), prétendirent que les groupes adhérents à l'*Internationale* étaient indépendants du conseil général pour les questions de tactique locale. En réponse à cette prétention d'autonomie, Marx fit un coup d'État. Les anarchistes autonomistes furent exclus de l'*Internationale*. Les excommuniés entraînèrent avec eux leurs groupes ; bientôt toute l'*Internationale* fut avec eux.

En 1873, la dictature de Marx prit fin. Le congrès de Genève vota la déchéance du conseil général.

Marx était à peine renversé qu'il cherchait à relever son pouvoir. « L'*Internationale* est morte, dit-il, partout on la proscrit ; il faut la remplacer partout par des associations nationales qui continueront son œuvre, qui seront indépendantes les unes des autres et qui ne tomberont pas sous le coup des lois.

Marx donna donc l'idée première des *Partis ouvriers* qui existent en France, en Italie, en Allemagne, en Espagne.

C'est en France que le Parti ouvrier est le plus solidement constitué.

Mais, par une fatalité décevante pour son ambition, Karl Marx en perdit la direction dès que ce parti fut une force organisée et utilisable.

Son second gendre, Paul Lafargue et M. Jules Guesde, par lesquels il se préparait à gouverner souverainement, ont été exclus du parti ouvrier français, que leurs allures autoritaires effrayaient.

Le socialisme de Karl Marx est autoritaire, centralisateur. C'est le socialisme d'État de tous les révolutionnaires allemands, dont M. de Bismarck prétend réaliser des fractions de programme. Karl Marx était communiste — on dit aujourd'hui *collectiviste*.

Dans son système social, tout est à tous, et tous sont confondus dans l'État. Ce système est tout à l'opposé du système anarchiste. Les anarchistes suppriment l'autorité et l'État dans toutes ses formes, pour ne laisser subsister dans la société que l'individu autonome, abandonné à lui-même, et contenu seulement par l'autonomie et la liberté égales de son semblable.

En mourant, Marx a été attristé par le recul de ses idées et par le progrès de la doctrine anarchiste.

MAREUIL

JOURNAL DES DÉBATS DU 17/03/1883

NÉCROLOGIE

On annonce la mort, à Parie, de M. Hippolyte Rolle.

M. Rolle avait fait ses premières armes au *Figaro*, sous la Restauration. Il entra bientôt comme critique dramatique au *National*, et passa en la même qualité au *Constitutionnel* et à l'*Ordre*, et enfin au *Moniteur universel*, dont il garda le feuilleton dramatique jusqu'en 1854.

Karl Marx, le fondateur de l'Internationale est mort hier à Londres, dit la *Justice*, qui compte parmi ses rédacteurs M. Longuet, son gendre ; à Argenteuil, où il habitait chez M. Longuet, dit l'*Intransigeant*, dont le renseignement est probablement plus exact que l'autre. Mme Longuet, sa fille aînée, avait succombé elle-même il y a quelques semaines.

Karl Marx était né à Trèves en 1814. Après avoir fait ses études à Bonn et à Berlin où il se lia avec ce qu'on appelait la Gauche hégélienne, il alla rédiger la *Gazette rhénane* à Cologne, en 1840. Ce journal ayant été supprimé en 1843, il vint à Paris avec sa jeune femme ; et y publia, en 1844, avec les hégéliens de Gauche, Ruge et Heine, les *Deutsch-Franzæsischen Jahrbucher*. Dans ce recueil se trouve déjà son idée du socialisme moderne. Il publia en outre, coup sur coup, une *Révision critique de la philosophie du droit de Hegel* et la *Sainte Famille contre Bauer, Bruno et consorts*.

Cependant, Karl Marx ne s'attarda pas dans les spéculations philosophiques, et se tourna entièrement vers les clubs socialistes. Expulsé de France à la requête du gouvernement prussien, il se réfugia à Bruxelles

Il publia, en 1847, la *Misère de la philosophie*, en réponse aux *Contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, de Proudhon. Puis avec Engels, il lança le célèbre *Manifeste des communistes* qui est devenu la profession de foi de la majorité des socialistes européens.

Après la révolution du 24 février, Marx fit un court séjour à Paris et partit pour Cologne, où il ressuscita la *Gazette rhénane*, qui fut supprimée

en 1850 par le procès des communistes de Cologne.

De nouveau proscrit, Marx se réfugia à Londres, où il se fixa.

Les années qui suivirent furent employées par Marx à fonder l'Association internationale des travailleurs et à formuler les théories du socialisme historico-scientifique, dans la *Critique de l'économie politique* (1859) et surtout dans le *Capital* (1867), qui est son œuvre principale comme écrivain.

Jusqu'à sa dissolution, Karl Marx prit une part très active à la direction de l'Internationale, et, depuis, il s'est activement occupé de la fondation de quelques-uns des partis ouvriers actuels.

Le *Capital* n'était que le premier volume d'une étude qui devait en avoir trois. Il laisse le second volume intitulé, la *Circulation des richesses*, assez avancé pour être publié.

LE PETIT PARISIEN DU 18/03/1883

MORT DE KARL MARX

Karl Marx, la publiciste socialiste, le révolutionnaire qui a été un des fondateurs de l'Association Internationale des travailleurs, est mort.

Il était né Trêves en 1814.

Ses études de droit et de philosophie achevées, il entra à la rédaction de la *Gazetta Rhénane*, dont on lui confia bientôt la rédaction en chef.

Persécuté en Allemagne, Karl Marx se réfugia à Paris, d'où il fut expulsé en 1848 sur la demande du gouvernement prussien.

C'est alors qu'il se réfugia en Belgique, poursuivant partout son œuvre réformatrice ainsi, il rédigea, en 1847, au Congrès ouvrier de Londres, le manifeste du parti communiste ; il créa en 1849 en Prusse, l'agitation pour le refus deimpôt, ce qui lui valut plusieurs procès.

Banni encore une fois d'Allemagne où il était rentré. Il revint de nouveau Paris et prit part aux journées de Juin.

On l'arrêta et il fut interné dans le Morbihan : Il s'échappa et alla se fixer à Londres.

Après le coup d'État de 1851, il publia une brochure : *Le brumaire de Louis Bonaparte*.

Il posa les bases de l'internationale des travailleurs et fit partie, en 1865, du Conseil central de l'Association.

Il a produit une œuvre remarquable : *Le Capital*, dont la suite : *La Circulation des richesses*, est prête à paraître.

Karl Marx avait marié l'une de ses filles à M. Paul Lafargue, journaliste français, qui vient d'être condamné par les juges de Moulins, et une autre — morte récemment — à notre confrère M. Chartes Longuet, rédacteur de la *Justice*.

L'UNIVERS DU 19/03/1883

Un des principaux fauteurs de la révolution internationale est allé rejoindre, sans les faire beaucoup attendre, Garibaldi et Gambetta. Karl Marx, le fondateur et le chef de l'Internationale, est mort à Londres, dit la Justice, à Argenteuil, dit l'Intransigeant.

Karl Marx était né en 1818, à Trêves, de parents juifs, lesquels, profitant des catastrophes de 1814 et 1815, surent acquérir une grande fortune ; ce qui permit à leurs dignes rejetons, au lieu de continuer le commerce interlope de leurs ascendants, de suivre les cours d'une université allemande. Karl Marx fut envoyé à Bonn, où il fréquenta la faculté de philosophie. Là il fit la connaissance d'un certain nombre de ses congénères et coreligionnaires, tels que Hess, Strauss, etc.

Une fois reçu licencié, le jeune homme alla s'installer à Cologne, où il fonda un journal d'opposition : la Gazette rhénane.

Nous n'entrerons pas dans de longs détails biographiques, faciles à donner d'ailleurs, car on n'a qu'à les puiser dans le premier dictionnaire venu ; nous nous bornerons à dire que son journal fut bientôt supprimé et que Marx vint à Paris, où il retrouva les principaux révolutionnaires allemands, notamment Ruge. Il en fit sa compagnie. La révolution de 1848 lui permit de rentrer en Allemagne, mais ce fut pour quitter bientôt ce pays, où une saine réaction ne tarda pas à se produire. Bref, en 1867, Marx fonda l'Internationale, terrible et vaste plan, dont la réalisation amènerait une dictature des travailleurs et conduirait le monde à la « liquidation sociale ».

Marx a écrit un livre fameux, intitulé le *Capital*, et une foule de brochures révolutionnaires.

Nous l'avons dit tout à l'heure, Marx était juif, comme son compagnon socialiste Lassalle. Aussi avait-il à un haut degré toutes les particularités distinctives de sa race. Il aimait le luxe, le faste et le bien-être matériel, tout en fulminant avec indignation contre le capital et la bourgeoisie.

Toujours comme Lassalle, époux d'une Allemande d'origine princière, Marx parvint à épouser une jeune fille noble et riche, sœur du comte de Wostphalen, le ministre ultraconservateur prussien de la réaction de 1850.

Alors le juif put satisfaire ses goûts. Il s'entoura de tout le luxe que lui permit la fortune de sa femme. On possédait un bel hôtel à Londres ; on louait en hiver des villas sur la Riviera ; au printemps, on allait jouir du climat délicieux de l'île de Wight ; on s'installait à Ventnor, l'ancienne résidence de l'impératrice d'Autriche ; puis en été on cherchait la fraîcheur dans un chalet d'Interlaken ou de Brunnen. Tout en menant cette large existence, Marx ne cessait de faire ses plus larges efforts pour révolutionner les travailleurs en les excitant à demander la liquidation sociale. Il se garda bien de donner l'exemple de cette liquidation. Sa générosité pour les travailleurs était toute platonique.

Le juif Marx a puisé ses principales idées dans les fameuses doctrines de Luther. « Faites ce que vous voudrez, mentez, parjurez-vous, volez, tuez les riches et les princes, croyez seulement que vous avez bien fait. »

Ces infâmes paroles, le fondateur de l'Internationale se les était appropriées ; il les avait arrangées selon les besoins du siècle. Les travailleurs trouvent que l'équité exige la liquidation et que chacun est roi en vertu des principes de la souveraineté nationale.

Le point principal de ces doctrines est la communauté des biens et le partage de tout entre tous. Le peuple d'aujourd'hui commence à se dire : « Si nos gouvernements n'avaient point l'intention de faire autre chose que de persécuter des curés, les moines et les dévôts, ils eussent bien mieux fait de rester tranquilles, et nous, nous aurions encore de l'ouvrage. »

La république opportuniste et athénienne trouve mauvais que les ouvriers demande du pain et que les retours de Nouméa fassent des démonstrations dans la rue. C'est de sa part une étrange inconséquence, et il est bien naturel que les idées de Marx trouvent parmi les misérables à qui l'on a fait perdre toute notion du devoir et de religion, de zélés défenseurs prêts à en tirer toutes les conséquences extrêmes.

Ah ! si les pauvres ouvriers, trompés par les doctrines de Marx, avaient connu le faste et le luxe de ce juif, marié avec une comtesse prussienne, ils se seraient vite détournés de cet apôtre, qui ne prêchait pas du tout d'exemple.

L'Internationale, dirigée par Marx, a la prétention de refaire notre pauvre société. En 1871, le juif rhénan a démontré par quels moyens il souhaitait atteindre ce but. À cette époque, l'Internationale a fait imprimer à Londres et a envoyé à tous les membres de la redoutable association habitant l'Europe et les Etats-Unis, une adresse qui a pour but essentiel d'expliquer et de justifier les actes de la Commune.

Marx et ses disciples les plus fervents demandent donc, d'abord, la collectivité du sol, puis, en général, de toute la richesse sociale, en un mot

ce qu'ils appellent la liquidation sociale. Si ce but est jamais atteint, il n'y aura plus ni empereurs ni rois, et encore moins de présidents de la république. Seulement il y aura un maître que Marx et les siens ont complètement oublié et qu'ils ne peuvent pas destituer. Celui-là n'oubliera point ses serviteurs.

H.-G. FROMM

LE TEMPS DU 20/031 883

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

(DÉPÊCHES HAVAS ET RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS)

Angleterre

Les obsèques de Karl Marx ont eu lieu samedi au cimetière de Highgate, à Londres. D'après les informations de la *Justice*, elles ont eu le caractère privé que la famille entendait leur donner en évitant toute publicité.

Le deuil était conduit par un vieil ami de la famille, M. Frédéric Engels, qui donnait le bras à Mlle Eléonor Marx, et par les deux gendres du défunt, MM. Lafargue et Ch. Longuet.

Parmi les nombreux amis venus rendre un dernier hommage au grand penseur, nous citerons M. Liebknecht, membre du Reichstag ; M. Ray Lankester, naturaliste distingué, professeur à l'Université de Londres ; M. Scherlemmer, professeur de chimie organique à l'Université de Manchester et membre de la Société royale de Londres ; le docteur Donkin, médecin en chef de l'hôpital des Enfants ; M. Weller, des Trade's-Unions ; MM. Lessner, Lockner, etc.

Des discours ont été prononcés par MM. Engels et Liebknecht, puis Ch. Longuet a lu un adieu écrit par Pierre Lavroff au nom des socialistes russes, et des télégrammes envoyés par des groupés socialistes d'Espagne et de France.

JOURNAL DES DÉBATS DU 25/03/1883

Paul Boiteau

Karl Marx, qui vient de mourir, était de son vivant l'un des prophètes et des théologiens les plus écoutés de la religion des erreurs sociales. Il n'a pas eu de peine à passer au rang de ses dieux et il en partagera sans doute le sort, qui est de disparaître assez rapidement dans le néant où le socialisme ensevelit successivement ses divinités. Mais, pour le moment, sa mémoire reçoit les coups d'encensoir auxquels elle avait droit, et, dans les deux mondes, les meetings des initiés déclarent que l'évangile de Marx doit être désormais le texte par excellence des prédications du socialisme international,

Il y a eu déjà tant de prophètes et d'évangiles dans l'église qu'on ne démêle pas sans difficulté en quoi leurs originalités se distinguent les unes des autres dans leur commune négation des lois et des bienfaits de la civilisation. Cependant Marx a peut-être, en effet, le droit de réclamer pour lui l'honneur d'avoir le plus hardiment assailli le capital de ses satires et de son mépris. Les erreurs de tous les genres n'ont jamais cessé de se promener dans les rues depuis que la société existe. Nous ne pouvons pas dire que la société soit parfaite, puisque sa nature est de s'améliorer sans cesse et qu'en somme il n'y a pas très longtemps qu'elle est à l'œuvre. Les impatients et les mécontents ne lui feront donc jamais défaut. Elle ne leur demande, du reste, pas de cesser d'être ; elle les supplie seulement de ne pas être trop injustes pour elle et surtout de ne pas essayer de détruire ses travaux et ses trésors, qu'il faudrait tant d'années et d'efforts pour restaurer sur une terre déserte et affamée.

Le mérite de notre époque aura été de donner aux sciences une forme nouvelle et de mieux cristalliser les vérités. Ceux qui ont le sens droit ont ressenti un grand plaisir et un plaisir pur à y travailler, ne fût-ce que comme les plus humbles et les plus désintéressés des collaborateurs du progrès universel. Ceux qui voient moins juste et qu'entraîne la passion de leur personnalité ont préféré l'amère satisfaction d'être applaudis des

ignorans en faisant le recueil et la synthèse de leurs préjugés savans aussi à leur manière et obéissant à l'esprit du siècle en érigeant des systèmes, mais qui n'ont pas craint d'aller en sens inverse du mouvement des recherches et des découvertes et qui nous ramènent vers la nuit antique en dépit de notre généreuse avidité de lumière.

Marx est devenu de la sorte un des plus grands et des plus nuisibles propagateurs des anciens microbes d'ignorance qui peuplent l'atmosphère de la science, et son originalité propre est d'avoir donné une apparence encore plus spécieuse que ne l'avait fait Proudhon aux critiques dont peut être l'objet la formation et l'emploi des capitaux dans la société économique. Proudhon avait fini par flageller un à un tous ses confrères et ses rivaux et par se bafouer lui-même très philosophiquement. Marx est resté pontife jusqu'au bout, persuadé peut-être qu'il rendait à l'humanité un service de premier ordre en mettant toute son énergie à la dépouiller de la plus scientifique et de la plus précieuse de ses découvertes, la création de la propriété individuelle, le chef-d'œuvre des chefs-d'œuvre.

Socialistes de toutes les écoles, les soi-disant penseurs de la société future ne sont pourtant pas les ennemis systématiques de la propriété privée qu'ils s'imaginent qu'ils sont. On a pu dire avec raison qu'il n'y a point d'athée, mais seulement des ambitieux d'une idée divine spéciale et qui plaise mieux au dérèglement de leur pensée. Les communistes et les collectivistes ne sont, eux aussi, que des prétendans à la propriété par des voies qui leur paraissent plus commodes et plus rapides, et ; si les maîtres des sectes s'obstinent à nous jurer qu'ils ont pour toute leur vie prêté le serment d'Annibal contre la propriété privée, nous savons très bien que leurs disciples leur échappent dès qu'un peu plus de raison les a conduits, par l'épargne et par le bon manège du travail, à s'approprier pour la première fois quelque parcelle de la richesse.

Le socialisme de la toute n'est qu'une impatience et n'est pas autre chose. Pour le tenir, enrégimenté dans la croisade entreprise contre la propriété privée et le capital, la doctrine n'a rien trouvé de mieux, dans les derniers temps, que de l'écarter des sources où le capital commence à couler goutte à goutte. On n'avait jusqu'à présent pas médité de l'épargne. Les professeurs aujourd'hui la maudissent et leur thème va même jusqu'à s'indigner de la cruauté avec laquelle des égoïstes ont osé la recommander jusqu'aux plus jeunes. Ils n'auront donc pas même eu sur la terre, ces jeunes esclaves, une heure pour jouir en paix du fruit de leurs peines ! L'existence, ainsi comprise par les économistes et les moralistes, n'est définitivement plus qu'un bain où le pauvre a été condamné à se condamner lui-même à la pauvreté par l'abstinence, et autant vaut

vraiment n'être pas né.

Ce singulier enseignement de la dissipation trahit trop la pensée secrète des Lycurgues du socialisme contemporain. Leur plus grande crainte est que ne s'éveille dans les âmes du troupeau qui les suit le sentiment de la propriété privée qui s'y trouve toujours et qui, comme le germe de graminées, n'attend que la première pluie du printemps pour verdier. Toute leur science magistrale est en effet perdue aussitôt que l'individu a subi le charme commençant de la plus petite richesse individuelle.

Ils n'en veulent tant à notre organisation sociale que parce que les temps viennent et sont déjà venus où la puissante action des capitaux agglomérés et des méthodes scientifiques de travail attribue enfin aux individualités les plus chétives une part de bien-être de tous les jours qu'ils n'ont jamais eue dans la vie privée et dans la vie publique, et leur rend accessible dans les plus riches entreprises une part quelconque de propriété que naguère ils n'auraient pas même espéré qu'il leur fût possible d'obtenir.

D'où viennent ces capitaux immenses qui se meuvent comme des machines gigantesques et dont nous apprenons chaque année à mieux utiliser la force productive et à diminuer les frais généraux de production ? De toutes les bourses, même des plus pauvres, et autrefois ce n'était que du patrimoine de quelques privilégiés héréditaires. Le capital n'a acquis toute sa vigueur que depuis qu'il est devenu le véritable patrimoine collectif de chacun de nous. Le collectivisme rationnel n'est pas même à imaginer ; il existe par notre système même de la formation des capitaux. Il est étrange d'intenter au capital son procès définitif au moment juste où il le gagne, par la multiplicité et la fécondité de ses œuvres. Mais le capital n'a pas pénétré dans la démocratie pour s'y former seulement et pour y devenir plus actif et plus puissant. Il s'élève de ses profondeurs et il y retombe, sous l'espèce du salaire ancien et sous l'espèce du profit nouveau. L'épargne qui a prêté y gagnerait si elle n'avait que recueilli du travail ; elle y gagne davantage, car elle recueille encore sa quote-part de dividende, et, il n'est pas de participation aux bénéfices plus naturelle, plus simple et plus sûre que celle-là.

Mais à quoi prendre trop au sérieux le prétentieux grimoire de nos Évangélistes ? Les Caisses d'épargne, si injuriées, dédaignent l'injure en accroissant incessamment leurs dépôts, dont la somme va bientôt en France s'élever à deux milliards. La participation aux bénéfices des entreprises par l'acquisition de leurs actions est un fait qui n'a plus besoin de démonstration à l'effet de, prouver qu'il pourra se produire un jour. Il est acquis. Nous serions encore plus avancés dans notre pacifique conquête de la propriété privée par tous et sous toutes les formes, immobilière et

mobilière, si les théoriciens arriérés du communisme ou du collectivisme de l'histoire primitive ne, venaient pas, d'époque en époque, nous arrêter dans notre marche régulière et nous obliger en certains moments à nous en tenir à la défense de nos salaires et de nos profits de l'heure présente, au lieu d'en conquérir d'autres par un peu plus de travail et par un travail mieux entendu.

PAUL BOITEAU.

CONTRIBUTEURS

CO-AUTEUR

FRÉDÉRIC HENGELS (1820-1895)

TRADUCTEURS

CHARLES LONGUET (1839-1903)

LÉON RÉMY (1870-1910)

LAURA LAFARGUE (1845-1911)

JOSEPH ROY (1830-1916)

RAOUL BRIQUET (1875-1917)

CHARLES ANDLER (1866-1933)

ÉDOUARD BERTH (1875-1939)

JACQUES PONNIER (CONTRIBUTION SOUS CC BY-SA 3.0)

JOURNALISTES

PAUL BOITEAU (1830-1886)

BENOÎT MALON (1841-1893)

HENRI HAMOISE [CHARLES CHINCHOLLE] (1843-1902)

JULES TROUSSET (1842- 1905?)

CHARLES DUPUIS (1863-1938)

MAREUIL

H.-G. FROMM

PHOTOGRAPHES

JOHN JABEZ EDWIN MAYAL (1813-1901)

FRIEDRICH KARL WUNDER (1849-1924)

{1} *La Misère de la Philosophie*, écrite en français, parut en 1847 à Paris, chez A. Franck, 69, rue Richelieu et à Bruxelles, chez C-G. Vogler, 2, petite rue de la Madeleine ; elle a été traduite en allemand par Bernstein et Karl Kautsky et publiée en 1892 par la librairie du Parti démocrate-socialiste d'Allemagne : elle était précédée par cette préface d'Engels. *Note de l'Éditeur*.

L'exemplaire de Marx, qui, ainsi que ses autres livres, a été donné par ses deux filles, Laura Lafargue et Eleanore Aveling, au Parti socialiste allemand, pour former, avec les livres d'Engels, le fonds d'une bibliothèque du Parti, porte quelques corrections de la main de l'auteur : elles ont été reproduites dans cette réédition.

{2} Comme toute autre théorie, celle de M. Bray a trouvé ses partisans qui se sont laissé tromper aux apparences. On a fondé à Londres, à Sheffield, à Leeds, et dans beaucoup d'autres villes d'Angleterre, des *equitable-labour-exchange-bazars*. Ces bazars, après avoir absorbé des capitaux considérables, ont tous fait des faillites scandaleuses. On en a perdu le goût pour toujours : avis à M. Proudhon !

{3} Extrait du *Social-Demokrat*, numéros des 16, 17 et 18 janvier 1865.

{4} Brissot de Warville, *Recherches sur le droit de propriété et sur le vol*, etc., Berlin, 1782. (Dans le VI^e vol. de la *Bibliothèque philosophique du législateur*, par Brissot de Warville.)

{5} « En disant que les rapports actuels, — les rapports de la production bourgeoise, — sont naturels, les économistes font entendre que ce sont des rapports dans lesquels se crée la richesse et se développent les forces productives conformément aux lois de la nature. Donc ces rapports sont eux-mêmes des lois naturelles indépendantes de l'influence du temps. Ce sont des lois éternelles qui doivent toujours régir la société. Ainsi il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus. » — (*Misère de la philosophie*).

{6} JOHN GRAY. *The social system, etc. Treatise on the principle of exchange*. Edinburg, 1831. Comp. du même auteur, *Lectures on the nature and use of money*. Edinburgh, 1848. Après la révolution de février, Gray envoya au gouvernement provisoire un mémoire dans lequel il leur fait savoir que ce n'est pas d'une « organisation du travail » dont la France a besoin mais d'une « organisation de l'échange », dont le plan complètement élaboré se trouve dans le système de monnaie qu'il a découvert. Le brave John ne se doutait pas que 16 ans après la publication du *Social system* un brevet serait pris pour la même découverte par Proudhon, cet esprit fertile en invention.

{7} GRAY. *The social system*, etc. p. 63. « Money should be merely a receipt, an evidence that the holder of it has either contributed certain value to the national stock of wealth, or that he has acquired a right to the same value from some one who has contributed to it ».

{8} An estimated value being previously put upon produce let it be lodged in a bank, and drawn out again, whenever it is required merely stipulating, by common consent, that he who lodges any kind of property in the proposed National Bank, may take out of it an equal value of whatever it may contain instead of being obliged to draw out the self same thing that he put in. *Loc. cit.*, p. 68.

{9} *Loc. cit.* pag. 16.

{10} GRAY. *Lectures on money*, etc. pag. 180.

{11} *Loc. cit.* pag. 169.

{12} The business of every country ought to be conducted on a national capital. JOHN GRAY, *The social System*, etc. pag. 71.

{13} The land to be transformed into national property, *loc. cit.* pag. 298.

{14} Cf. par exemple B. W. THOMPSON. *An inquiry into the distribution of wealth*, etc. London, 1827. BRAY, *Labour's wrongs and labour's remedy*, Leeds 1839.

{15} Comme compendium de cette théorie mélodramatique de la monnaie on peut citer l'ouvrage de M. Alfred Darimon, *De la réforme des banques*, Paris, 1856.

{16} Le discours de Marx sur le libre échange, est reproduit textuellement d'après la brochure originale publiée à Bruxelles en 1848, devenue si rare, que nous ne connaissons que l'exemplaire d'Engels sur lequel ont été faites les traductions allemandes, anglaises, italiennes et russes parues dernièrement.

{17} *The civil war in France. Address of the general council of the international Working-men's-Association*. Brochure in-12, de 35 pages très-compactes, publiée à Londres, chez EDWARD TRUELOVE, 256, *High-Holborn*, c'est-à-dire au siège même de l'internationale.

{18} Le texte anglais contient cette étrange expression, suivie d'un point d'interrogation entre parenthèse : *in the midst of their ladies of honour ?*)

{19} Cette partie entre crochet manque dans le texte de référence (lci-eBooks).

{20} *Nothing more horrid than that monkey allowed for a time to give full fling to his tigerish instincts, as foreseen by Voltaire.* Ici, comme en beaucoup d'autres endroits, il est plus facile de traduire le factum de l'Internationale que d'expliquer l'idée de ses auteurs.

{21} En français dans le texte.

{22} Ceci m'a paru d'autant plus nécessaire que, même l'écrit de *F. Lassalle* contre Schultze-Delitzsch, dans la partie où il déclare donner la « quintessence » de mes idées sur ce sujet, renferme de graves erreurs. C'est sans doute dans un but de propagande que F. Lassalle, tout en évitant d'indiquer sa source, a emprunté à mes écrits, presque mot pour mot, toutes les propositions théoriques générales de ses travaux économiques, sur le *caractère historique* du capital, par exemple, *sur les liens qui unissent les rapports de production et le mode de production*, etc., et même la terminologie créée par moi. Je ne suis, bien entendu, pour rien dans les détails où il est entré, ni dans les conséquences pratiques où il a été conduit et dont je n'ai pas à m'occuper ici.

{23} *Théorie de la valeur et du capital de Ricardo*, etc. Kiew, 1871.

{24} « *Les théoriciens du socialisme en Allemagne.* » Extrait du *Journal des Économistes*, juillet et août 1872.

{25} N° de mai 1872, p. 426-36.

{26} L'éloignement de l'auteur, du traducteur et de l'éditeur du lieu d'impression ont rendu la correction définitive du *Capital* assez difficile. Il s'est donc glissé dans le cours de l'ouvrage certaines fautes que le lecteur rectifiera sans peine. La liste d'*errata* ne concerne, sauf quelques exceptions, que la première section du livre. Dans l'indication des lignes, celles du texte et celles des notes sont comptées séparément.

{27} Ce travail a été écrit en anglais et lu devant le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs le 20 juin 1865, quelque temps avant son premier Congrès, tenu à Genève au mois de septembre 1866. Le premier volume du *Capital* ne parut en allemand qu'au mois de juillet 1867. La réplique de Marx à la thèse soutenue par son collègue anglais Weston, membre et trésorier du même Conseil général de l'Internationale, constitue donc, en quelque sorte, un abrégé du *Capital* « avant la lettre ». D'autre part, on verra qu'elle traite aussi certains points à peine indiqués dans le premier volume et qui n'ont été approfondis que dans les livres suivants. (Ch. L.)

{28} Le *quarter* vaut 8 boisseaux (anglais), c'est-à-dire près de 3 hectolitres (exactement 2 hectolitres 9 décalitres plus une fraction).

{29} David Urquhart, publiciste anglais, indépendant et vigoureux, mais dont l'originalité frisa souvent l'excentricité. À propos d'une citation de lui dans le premier volume du *Capital* (chap. XV, section 10), Marx dit : « Ce passage montre à la fois la force et la faiblesse de ce genre de critique qui sait juger et condamner le présent mais non le comprendre ». Urquhart, en politique étrangère, était à ce point turcophile qu'il s'occupa d'introduire et de généraliser en Angleterre la pratique du bain turc. D'ailleurs très au courant des intrigues diplomatiques, il finit par voir dans tous les événements contemporains l'action mystérieuse et diabolique de la Chancellerie moscovite. C'est ainsi que, malgré les excellents rapports qu'il avait eus avec Marx, il en arriva, en 1871, à trouver dans l'Internationale et la Commune de Paris la main criminelle du tsarisme ! (Ch. L.)

{30} De son *standard of life*. On verra plus loin, page 93 ce qu'il faut entendre par là. (Ch. L.)

{31} *Revolution and Counter-Revolution or Germany in 1848*, by Karl Marx, edited by Eleanor Marx Aveling, London. Swan Sonnenschein, 1896.

{32} *Revolution und Kontre-Revolution in Deutschland*, von Karl Marx, ins Deutsche übertragen von K. Kaustsky. Stuttgart. Verlag von I. H. W. Dietz, 1896.

{33} Les renseignements qui suivent ont été tirés des préfaces dont Eleanor Marx et Kautsky ont fait précéder les éditions anglaise et allemande.

{34} Cf. *La lutte des classes en France. — Le XVIII Brumaire de Louis Bonaparte*, par Karl Marx, traduit de l'allemand par Léon Remy. Librairie Reinwald, Paris, 1900.

{35} *Politisches Wochenblatt*.

{36} En français dans le texte.

- {37} *Rheinische Zeitung*.
- {38} Malgré des recherches répétées, je n'ai pu trouver cette lettre dont on parle dans ce dernier paragraphe. Si même elle a été écrite, elle n'a jamais été publiée. (Note de E. Marx Aveling.)
- {39} KARL MARX VOR DEN KÖLNER GESCHWORNEN. Prozess gegen den Ausschuss der rheinischen Demokraten wegen Aufrufs zum bewaffneten Widerstand (9 feb 1849). Aus der « Neuen rheinischen Zeitung ».
- {40} Vereinigter Landtag.
- {41} *Die Kommunistischen Verschwörungen* des 19. Jahrhunderts. Von Wermuth und Stieber. Berlin, 2 Theile, 1853 und 1854.
- {42} Par communisme égalitaire, j'entends, comme je l'ai déjà dit, le communisme qui s'appuie exclusivement ou surtout sur la revendication de l'égalité (Note de F. Engels).
- {43} Pfaender est mort à Londres, il y a à peu près dix ans. C'était un esprit particulièrement fin, spirituel, ironique, dialectique. On sait que Eccarius fut plus tard, pendant de longues années, secrétaire général de l'association internationale des Travailleurs, dans le Conseil général duquel siégeaient entre autres Eccarius, Pfaender, Lessner, Lochner, Marx et moi, anciens membres de la Ligue. Eccarius s'est plus tard consacré exclusivement au mouvement corporatif anglais (Note de Fred, Engels).
- {44} En français dans le texte.
- {45} K. MARX, *Lutte des classes en France*, p. 163. Schleicher, édit.
- {46} Schapper mourut à la fin des années soixante, à Londres ; Willich servit avec distinction dans la guerre civile américaine. À la bataille de Murfreesboro (Tennessee) il reçut, étant général de brigade, un coup de feu dans la poitrine ; il en guérit et mourut, il y a à peu près sept ans, en Amérique. — Au sujet des autres personnes que j'ai déjà citées, je remarquerai seulement que Heinrich Hauer a disparu en Australie et que Weitling et Everbeck sont morts en Amérique.
- {47} Dans le *Livre noir*, Stieber ne sait toujours pas qui est réellement Cherval. On y voit, Ite partie, page 38, au no 111, *Cherval* : voir Cramer ; et au no 116, *Crämer* : « Le no 111 a, sous le nom de Cherval, mis une grande activité au service de la Ligue des communistes. Il portait aussi le nom de Frank dans la Ligue. Sous le nom de Cherval, il fut condamné à huit ans de prison par la cour d'assises de Paris, en février 1853 (lire 1852), mais s'évada bientôt et se rendit à Londres. » Telle est l'ignorance de Stieber dans la Ite partie qui énumère ce que l'on sait de personnel sur les suspects classés alphabétiquement et par numéros. Il a déjà oublié que dans la Ire partie, p. 81, il a laissé échapper l'aveu suivant : Cherval est en effet le fils d'un fonctionnaire rhénan, du nom de Joseph Crämer, qui (qui donc ? le père ou le fils ?) « a employé son métier de lithographe à faire de faux billets, fut emprisonné pour ce fait, mais en 1844 s'évada de la prison de Cologne (c'est faux : d'Aix-la-Chapelle !) et s'enfuit en Angleterre, et plus tard à Paris ». — Que l'on compare maintenant les témoignages de Stieber devant les jurés. La police ne peut absolument pas, même une fois, dire la vérité.
- {48} En allemand « Stein ».
- {49} Cf. Mon livre *Herr Vogt*, p. 21. Note de Marx.
- {50} Cette étude a paru pour la première fois dans les *Annales Franco-Allemands*, publiées à Paris en 1844, par Arnold Ruge et Karl Marx. Le texte allemand introuvable depuis très longtemps, a été réimprimé dernièrement dans le *Nachtass* (Dietz, édit, Stuttgart).
- {51} Hegel *Philosophie du droit*, 2^e édit. p. 346.
- {52} Le texte original est devenu très rare.
- {53} Nous avons publié déjà (pages 70 et suivantes) l'introduction écrite par Fr. Engels pour la réédition de cette conférence par le *Vorwaerts*. Dans cette introduction l'ami de Marx dit qu'il a légèrement corrigé le texte ; nous avons cru devoir conserver ici les expressions mêmes de Marx et donner en notes les variantes adoptées dans l'édition du *Vorwaerts*. N. D. L. R.
- {54} *Semble donc acheter*. Édition du *Vorwärts*. F. E.
- {55} Il n'y a là qu'une apparence : ce qu'ils vendent, en réalité, pour de l'argent, au capitaliste, c'est leur *force de travail*. Le capitaliste achète cette force de travail pour une journée, une semaine, pour un mois, etc. Et après l'avoir achetée, il l'utilise en faisant travailler l'ouvrier pendant le temps stipulé. Édit *Vorwärts* F. E.

- {56} *De la force de travail.* Ed. F. E.
 - {57} *L'usage de la force de travail pendant douze heures.* Ed. F. E.
 - {58} *La force de travail.* Ed. F. E.
 - {59} *La force de travail.* Ed. F. E.
 - {60} *Pour l'utilisation pendant tout le temps de la force de travail.* Ed. F. E.
 - {61} *La force de travail.* Ed. F. E.
 - {62} *La force de travail.* Ed. F. E.
 - {63} *La force de travail.* Ed. F. E.
 - {64} *Au prix de la force de travail.* On l'appelle ordinairement *le prix du travail.* Ed. F. E.
 - {65} *De sa force de travail.* Ed. F. E.
 - {66} *La force de travail.* Ed. F. E.
 - {67} *De la force du travail.* Ed. F. E.
 - {68} *De force de travail productive.* Ed. F. E.
 - {69} *La force de travail.* Ed. F. E.
 - {70} *Mais l'usage de la force de travail., le travail.* Ed. F. E.
 - {71} *La force de travail* (éd. F. E.).
 - {72} *La force du travail* (éd. F. E.)
 - {73} *De la force de travail* (éd. F. E.).
 - {74} *De la force de travail...* Ed. F. E.
 - {75} « Et en usure des instruments. » *Ed. Vorw.* F. E.
 - {76} *De la force du travail* (F. E.).
 - {77} *De la force de travail* (F. E.).
 - {78} *De la force de travail* (éd. F. E.).
 - {79} *De la force de travail* (éd. F. E.)
 - {80} « Et lui permettre d'accomplir sa tâche. » (F. E.).
 - {81} *De la force de travail* (F. E.).
 - {82} *De la force de travail simple* (F. E.).
 - {83} « Les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, ils agissent encore les uns sur les autres. » (F. E.)
 - {84} « Qu'ils agissent sur la nature » (F. E.).
 - {85} *De sa force de travail* (F. E.).
 - {86} *De la force de travail* (F. E.).
 - {87} *La force de travail du salarié* (F. E.).
 - {88} *La force de travail du salarié* (F. E.).
 - {89} *Pour leur force de travail* (cd, F. E.).
 - {90} *De mines plus riches et plus faciles à exploiter en Amérique* (F. E.).
 - {91} « *De leur force de travail* » (F. E.).
 - {92} « Au XVIII^e siècle » (F. E.).
 - {93} « *De leur force de travail* » (F. E.).
 - {94} Le salaire relatif, par contre, exprime la part réservée au travail immédiat dans la valeur nouvelle qu'il a créée comparée à la part de cette valeur qui revient au travail accumulé, au capital.
- Nous avons dit plus haut : « Le salaire n'est pas une part de l'ouvrier à la marchandise qu'il a produite. Le salaire est la portion de marchandise déjà existante grâce à laquelle le capitaliste achète pour son usage une somme déterminée de force de travail productive. » Mais, de son côté, le capitaliste doit retrouver le salaire dans le prix du produit créé par l'ouvrier. Il lui faut non seulement retrouver ainsi le salaire, mais il doit encore recevoir régulièrement un excédent sur les

frais de production, un profit. Le prix de vente des marchandises produites par l'ouvrier se partage pour le capitaliste en trois parties : 1° la valeur équivalente au prix des matières premières avancées, plus l'usure des instruments de travail également avancés, machines, fabriques et autres moyens de travail ; 2° la compensation du salaire avancé ; 3° l'excédent, le profit du capitaliste. Tandis que la première partie ne remplace que des *valeurs déjà existantes*, il est clair que la compensation du salaire et du profit supplémentaire s'effectue grâce à la valeur *nouvelle, créée par le travail de l'ouvrier* et ajoutée à la matière première. *En ce sens*, nous pouvons considérer, pour les comparer ensemble, le salaire et le profit comme des parts du produit de l'ouvrier (F. E.).

{95} « La part » (F. E.).

{96} « À la part » (F. E.).

{97} « La part du capital » (F. E.).

{98} « La part du travail » (F. E.).

{99} « De la force de travail » (F. E.).

{100} « De travail d'autrui » (F. E.).

{101} « Le prix » (F. E.).

{102} *Un gain extra* (F. E.)

{103} La Transylvanie avait été turque de 1526 à 1690 : en 1564 avaient été réglés les rapports entre les trois *nations* des Hongrois, Sicules et Saxons et cette constitution était restée en vigueur sous le gouvernement autrichien. Un certain nombre de places étaient données sur la présentation de la diète transylvaine qui désignait des candidats appartenant aux quatre religions établies (Catholiques, luthériens, calvinistes et sociniens) ; les Roumains étaient ainsi exclus de toute fonction publique pour motif religieux (cf. Iranyi et Chassin, *Histoire politique la révolution de Hongrie*). N. D. L. R.

{104} Phanar, quartier de Constantinople, habité par des Grecs (N. D. L. R.)

{105} Correspondance de P.-J. Proudhon. A. Lacroix et Cie, 1875 (II, pp. 206-210).

{106} Grün.

KARL MARX

ŒUVRES **N° 151**

